Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL MUNICIPAL

VERSION 2

Le lundi 16 septembre 2019

à 13 h

AVIS DE CONVOCATION

Montréal, le jeudi 12 septembre 2019

Prenez avis qu'une assemblée ordinaire du conseil municipal est convoquée, à la demande du comité exécutif, pour **le lundi 16 septembre 2019, à 13 h**, **dans la salle du conseil de l'édifice Lucien-Saulnier, située au 2e étage du 155, rue Notre-Dame Est.** Les affaires énumérées dans les pages suivantes seront soumises à cette assemblée.

(s) Yves Saindon

_____

Le greffier de la Ville
Yves Saindon, avocat

(English version available at the Service du greffe, Lucien-Saulnier building, street level)

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL MUNICIPAL

VERSION 2

Le lundi 16 septembre 2019

à 13 h

Ci-joint un nouvel avis de convocation de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du lundi 16 septembre 2019 ainsi que l'ordre du jour remplaçant la version qui vous a été transmise le 5 septembre 2019.

Nous attirons votre attention sur l'ajout des articles 4.04, 7.04, 15.01 à 15.03, 20.15 à 20.22, 41.02, 41.03, 43.01 et 46.01 à 46.04, ainsi que des articles 80.01 (20.17) à 80.01 (20.36), 80.01 (30.03) à 80.01 (30.05).

Veuillez noter qu'une version électronique des dossiers accompagne cet ordre du jour et est accessible via la base de données sécurisée ADI, à l'exception des articles 41.03, 43.01, 80.01 (20.26) et 80.01 (20.27) qui seront livrés dès que possible ainsi que des articles 51.01 et 80.01 (51.01) pour lesquels aucun document ne sera livré.

Assemblée ordinaire du conseil municipal
du lundi 16 septembre 2019

ORDRE DU JOUR

VERSION 2

01 – Période de questions du public

01.01 *Service du greffe*

Période de questions du public

02 – Période de questions des membres du conseil

02.01 *Service du greffe*

Période de questions des membres du conseil

03 – Ordre du jour et procès-verbal

03.01 *Service du greffe*

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal

03.02 *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 19 août 2019

04 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

04.01 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

04.02 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif

04.03 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*

04.04 *Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale* - 1194005003

Dépôt de réponse la réponse du comité exécutif à l'avis du Conseil interculturel de Montréal intitulé « Vers une citoyenneté urbaine favorisant la pleine participation de toutes et de tous. Avis sur la participation des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité à la vie municipale »

05 – Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement

05.01 *Service du greffe*

Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement

06 – Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

06.01 *Service du greffe*

Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

07 – Dépôt

07.01 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 22 août 2019

07.02 *Service du greffe* - 1191615001

Dépôt du Bilan annuel des demandes d'accès aux documents - 2018

07.03 *Office de consultation publique de Montréal* - 1191079011

Dépôt du rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) portant sur une vision de développement économique et urbain pour le secteur Assomption Sud-Longue-Pointe

07.04 *Service du greffe*

Dépôt des calendriers des assemblées ordinaires du conseil municipal et du conseil d'agglomération pour l'année 2020

11 – Dépôt de pétitions

11.01 *Service du greffe*

Dépôt de pétitions

15 – Déclaration / Proclamation

15.01 *Service du greffe*

Déclaration identifiant la forge traditionnelle comme élément de patrimoine culturel immatériel

15.02 *Service du greffe*

Déclaration pour la Journée mondiale de mobilisation pour le climat

15.03 *Service du greffe*

Déclaration pour le Mois de l'héritage latino-américain

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1194922013

Ratifier une dépense additionnelle de 152 622,99 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé de gré à gré (BC 1333314) à la firme Entreprise Vaillant (1994) pour la location de niveleuses avec opérateur, majorant ainsi le montant total du contrat de 39 347,32 $, taxes incluses, à 191 970,31 $, taxes incluses

20.02 *Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission* - 1190025004

Accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron ltée pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet de conversion de la rue Lavoie (projet de l'entente 83-89 - Fiche 11), pour une somme maximale de 295 659,70 $, taxes incluses

20.03 *Commission des services électriques , Division de la gestion des projets et du développement* - 1196850002

Conclure une entente-cadre de services professionnels d'une durée de trois années avec la firme Groupe Geninov inc. pour des services de surveillance de travaux, pour une somme maximale de 1 586 473,56 $, taxes incluses - Appel d'offres public 1688 (3 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

20.04 *Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications* - 1196756001

Exercer la deuxième option de prolongation prévue au contrat de services professionnels accordé à Orangetango communication-marketing inc. (CE15 2127) et autoriser une dépense additionnelle de 114 975 $, taxes incluses, pour accompagner Espace pour la vie dans ses activités de communication et de marketing, majorant ainsi le montant total du contrat de 459 900 $ à 574 875 $, taxes incluses

20.05 *Service des grands parcs_ du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1191543002

Approuver le projet d'entente entre la Ville et le Collège André-Grasset (1973) Inc., visant un échange de biens et services, pour la période du 31 août 2019 au 30 août 2024 / Autoriser une dépense de 16 917,80 $, représentant le montant des taxes applicables à cet effet

20.06 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1197231053

Accorder un contrat à Consultants NCP inc. (Construction NCP) pour des travaux de décontamination des vespasiennes dans le square Phillips, dans le cadre du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (Lot 2A) dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 772 560,81 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 439820 (2 soum.)

20.07 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1198183006

Autoriser une dépense additionnelle de 84 616,85 $, taxes incluses, pour l'exécution des travaux de rénovation de la Bibliothèque Henri-Bourassa, située au 5400 boulevard Henri-Bourassa Est, dans l'arrondissement de Montréal-Nord, dans le cadre du contrat accordé à l'entreprise Procova inc. (CM18 1496), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 220 450,44 $ à 1 305 067,29 $, taxes incluses

20.08 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1196676002

Autoriser une dépense additionnelle de 317 687,27 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat de services professionnels relatif au projet de mise aux normes de l'aréna Raymond-Bourque (3112) / Approuver l'ajustement à la hausse de la convention de services professionnels intervenu entre la Ville de Montréal et les firmes TLA architectes inc., WSP inc. et Delisle, Despaux et associés inc. majorant ainsi le montant maximal total de la convention de 1 303 439,73 $ à 1 621 127,00 $, taxes incluses

20.09 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1197251001

Autoriser une dépense additionnelle de 334 154,92 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires professionnels requis dans le cadre du projet de construction d'une usine de traitement des eaux souterraines et des hydrocarbures flottants au Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) / Approuver un projet d'addenda 2 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Viau Bastien Gosselin Architectes inc., Blondin Fortin et Associés et Beaudoin Hurens inc. (CM16 1161), majorant ainsi le montant total du contrat de 665 826,28 $ à 999 981,21 $, taxes incluses

20.10 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1198009003

Autoriser une dépense additionnelle de 101 620,01 $ taxes incluses (contrat de base: 9 661,67 $ + contingences: 91 958,34 $), pour l'ajustement des honoraires professionnels en fonction du coût réel des travaux de construction pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne, 2929 rue Jeanne-D'Arc, dans l'arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve / Approuver un projet d'addenda 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal, Réal Paul architecte et Groupe WSP Canada Inc. (CM15 0310), majorant ainsi le montant total du contrat de 298 965,47 $ à 400 585,48 $, taxes et contingences incluses

20.11 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1197231064

Approuver un projet d'addenda 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Les Services EXP inc. (CM17 0295), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 177 017,13 $ à 2 612 420,55 $, taxes incluses, pour compléter la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux d'aménagement de la phase 2 du Quartier des gares / Utiliser le budget disponible au compte des dépenses incidentes autorisées au montant de 217 701,71 $ pour couvrir les dépenses contingentes additionnelles

20.12 *Service de l'habitation* - 1190498002

Autoriser une dépense additionnelle maximale de 480 000 $, pour l'année 2019, pour le remboursement à l'Office municipal d'habitation de Montréal des frais supplémentaires encourus pour l'hébergement temporaire et les autres mesures d'urgence reliés principalement à l'Opération 1er juillet 2019, dans le cadre des activités du Service de référence pour les personnes sans logis en vertu de l'entente approuvée par le conseil municipal (CM16 1261 du 21 novembre 2016) / Approuver le projet d'avenant à l'entente à cet effet

20.13 *Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale* - 1198444003

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 1 503 584 $, pour 2019 et 2020, à cinq différents organismes pour le projet et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre de la Politique de l'enfant 2019-2020 / Approuver les projets de convention à cet effet

20.14 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1195941009

Approuver une convention de modification de bail entre Les Forges de Montréal (locataire) et la Ville de Montréal concernant le 227 rue Riverside, ayant pour effet de libérer le locataire d'un engagement à réaliser des travaux de rénovation et d'aménagement (article 6.3 du bail) suivant le projet de convention joint, dans l'arrondissement de Ville-Marie

20.15 *Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA* - 1197711015

Accorder 3 contrats aux entreprises Groupe TMD (9150-2732 Québec inc.), Transport H. Cordeau inc. et Gestion Gérard Boutin inc. pour des services de transport de neige pour une durée de 2 ans, avec une possibilité de prolongation d'une année - Dépense totale de 5 022 843,95 $, taxes, variations de quantités et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17748 (5 soum.)

20.16 *Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA* - 1196320007

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à l'entreprise A&O Gendron inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour une période de 4 ans avec une possibilité de prolongation d'une année - Dépense totale de 6 613 834,44 $, taxes, variations de quantités et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17479 (2 soum.)

20.17 *Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA* - 1197711008

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat de gré à gré à Transvrac Montréal-Laval inc. pour les services de transport de neige dans 12 arrondissements, d'une durée d'un an avec possibilité de prolongation d'une année - Dépense totale de 13 610 327,94 $, taxes incluses / Approuver le projet de convention à cette fin

20.18 *Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA* - 1197711016

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder 5 contrats aux entreprises Groupe IMOG inc., Les Entreprises Canbec Construction inc. et 9055-0344 Québec inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs, pour une période de 4 ans, avec une possibilité de prolongation d'une année - Dépense totale de 39 293 020,38 $, taxes, variations de quantités et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17747 (4 soum.)

20.19 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1191670001

Autoriser une dépense additionnelle de 814 260,14 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour la fourniture de services professionnels en architecture dans le cadre du projet de réaménagement du théâtre de Verdure / Approuver un projet d'avenant modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville et l'équipe formée par Lemay Co Inc., Bouthillette Parizeau inc., Calculatec Inc. et Marchand Houle & Associés inc. (CM18 0235) majorant ainsi le montant total du contrat de 925 776,80 $, à 1 740 036,93 $, taxes, contingences et incidences incluses

20.20 *Service de la culture* - 1191103004

Approuver un projet d'addenda à la convention de services professionnels conclue de gré à gré avec le Partenariat du Quartier des spectacles, couvrant les années 2019 à 2023, et visant à ajouter un mandat supplémentaire, pour une somme de 1 185 392 $, taxes incluses, pour les années 2020 à 2023, pour la réalisation d'activités opérationnelles et services spécifiques rendus à la Ville par l'organisme pour le site de l'esplanade Clark dans le Quartier des spectacles / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du service de la culture pour un montant de 124 935 $ en 2020 et de 319 162 $ pour les années subséquentes.

20.21 *Service de la culture* - 1191103003

Approuver un projet d'addenda 1 à la convention de contribution financière au Partenariat du Quartier des spectacles, couvrant les années 2019 à 2023, visant à ajouter une contribution supplémentaire, au montant de 2 546 000 $, pour les années 2020 à 2023 (CM18 1507), pour la réalisation de sa mission spécifique d'animation de l'esplanade Clark dans le Quartier des spectacles / Ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de la culture requis pour un montant de 371 000 $ en 2020 et de 725 000 $ pour les années subséquentes

20.22 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1197231073

Résilier le contrat octroyé à Pomerleau inc. (CM19 0074) pour la réalisation des travaux de peinture et travaux divers au pont de la Concorde situé dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy au-dessus du fleuve St-Laurent (81-05086 / AO#440710), dans l'arrondissement de Ville-Marie / Autoriser le paiement d'une somme maximale de 323 897,36 $, taxes incluses, à Pomerleau inc., à titre de dommages-intérêts liquidés couvrant tout préjudice subi par ce dernier, tel que déterminé en fonction du solde contractuel conformément à l'article 4.5.2.2. b) du cahier des clauses administratives générales du contrat.

30 – Administration et finances

30.01 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1191097014

Accepter l'offre de service de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux pour la construction de 4 saillies dans 3 intersections situées sur le réseau artériel, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

41 – Avis de motion et dépôt de projet de règlement

41.01 *Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission* - 1190025005

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 8 300 000 $ pour des travaux reliés à l'enlèvement des fils et des poteaux et à la conversion du réseau aérien au réseau municipal de conduits souterrains sous la surveillance de la Commission des services électriques de Montréal

41.02 *Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1190867002

Avis de motion et dépôt - Règlement abrogeant le Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un complexe résidentiel et commercial dans le quadrilatère délimité par le boulevard René-Lévesque, l'avenue de Lorimier et les rues Sainte-Catherine et Parthenais (03-152)

41.03 *Service du greffe*

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement 19-026

42 – Adoption de règlements

42.01 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1164396006

Adoption - Règlement modifiant le Règlement 1654 adopté par l'ancienne Ville de Montréal-Nord et abrogeant le Règlement 1653 à l'égard seulement de la partie résiduelle de la ruelle située au nord-est de l'avenue Drapeau, entre les rues de Castille et de Charleroi, dans l'arrondissement de Montréal-Nord, aux fins de transfert aux propriétaires riverains

42.02 *Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission* - 1190025003

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (S-6.01)

42.03 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1194386004

Adoption- Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est de la rue Honoré-Vaillancourt, entre la 5e avenue et la 6e avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains

42.04 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1184386002

Adoption - Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud de la 80e avenue, entre la rue Notre-Dame Est et le fleuve Saint-Laurent, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairie–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains

42.05 *Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA* - 1197711014

Adoption - Règlement du conseil de la Ville sur la subdélégation des activités de remorquage en lien avec les opérations de déneigement aux conseils d'arrondissements

42.06 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1194386003

Adoption - Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est de la rue Forsyth, entre le boulevard De La Rousselière et la 50e avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains

42.07 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1190335007

Adoption - Règlement modifiant le Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054)

42.08 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1191009002

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 5 000 000 $ afin de financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines, de réaménagement de surface et de remplacement de la marquise du projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert

42.09 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1198416001

Adoption - Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouvelles constructions, aux agrandissements d'immeubles, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation

42.10 *Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil* - 1194320002

Adoption - Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal

43 – Avis de motion, dépôt et adoption d'un projet de règlement et procédure nécessaire à cette fin

43.01 *Service du greffe*

Avis de motion, dépôt et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement 16-082 » - Tenue d'une consultation publique

46 – Toponymie et voies publiques

46.01 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1194521010

Nommer la place Louis-Charles-Routhier dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

46.02 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1194521013

Renommer « rue des Bassins » la rue Basin dans l'arrondissement du Sud-Ouest

46.03 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1194521012

Nommer le parc des Écluses-de-la-Côte-Saint-Paul dans l'arrondissement du Sud-Ouest

46.04 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1194521008

Nommer « place Alice-Girard » la place centrale du projet MIL Montréal, dans l'arrondissement d'Outremont

51 – Nomination / Désignation

51.01 *Service du greffe*

Nomination de membres aux commissions permanentes

51.02 *Conseil Jeunesse* - 1197181004

Nominations et renouvellement de mandats au Conseil jeunesse de Montréal

51.03 *Office de consultation publique de Montréal* - 1191079008

Nominations de commissaires à l'Office de consultation publique de Montréal

65 – Motion des conseillers

65.01 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle demandant l'obligation du port du casque pour les cyclistes mineurs

65.02 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle en faveur de la création d'un programme visant le report du paiement de la taxe foncière pour les aînés

65.03 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle pour mesurer en tout temps la qualité de l'air à l'intérieur du réseau de métro montréalais

65.04 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle afin de créer un programme de bancs et arbres commémoratifs

65.05 *Service du greffe*

Motion non partisane visant à attribuer le nom d'Elie Wiesel à un lieu situé sur le territoire de la ville de Montréal avant le 2 juillet 2021, date qui marquera le cinquième anniversaire de son décès

80 – Conseil d'agglomération - Dossiers pour orientation

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1195895001*

Autoriser un transfert de 172 462,50 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes et autoriser une dépense additionnelle de 60 079,07 $, taxes incluses, pour les dépenses contingentes, afin de compléter les travaux de réfection du muret périmétrique et l'ajout d'une 2e issue à la Station de pompage Vincent d'Indy, dans le cadre du contrat accordé à St-Denis Thompson inc. (CG18 0424), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 883 795,13 $ à 3 116 336,70 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.02 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1190805003*

Conclure une entente cadre avec Archipel architecture, d'une durée de 48 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation des plans et devis ainsi que l'accompagnement durant les chantiers pour divers projets dans la Division de la Sécurité publique et d'Espace pour la vie (lot 3 - Projets du Service des incendies) de la Direction de la gestion des projets immobiliers - Dépense totale de 5 441 543,07 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17253 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.03 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1194565010*

Approuver l'amendement de bail par lequel la Ville de Montréal loue de CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal, des espaces sur le toit de l'Hôpital Sainte-Anne, situé au 305, boulevard des Anciens Combattants à Sainte-Anne-de-Bellevue, pour des équipements de radiocommunication de la Ville, pour une durée de 5 ans, à compter du 1er décembre 2017 au 30 novembre 2022, pour un loyer total de 219 455,54 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.04 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1197896004*

Autoriser un soutien financier non récurrent de 200 000 $ à 7 À NOUS pour la consolidation du pôle des pratiques de Bâtiment 7 et le développement des ateliers collaboratifs pour la période 2019-2022 / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération :	*Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise*

20.05 *Service de l'habitation - 1198207003*

Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 2 096 371 $, pour la réalisation du projet de logement social « Le relais des jeunes familles au 8575, Pie IX », dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, dans le cadre du programme AccèsLogis Montréal

Compétence d'agglomération :	*Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri*

20.06 *Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale - 1190744002*

Autoriser la réception d'une contribution financière de 4 830 039 $ provenant du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour répondre aux besoins de l'agglomération de Montréal liés à la légalisation du cannabis, pour les années 2019 et 2020 / Approuver les conditions de versement de ce soutien conformément à la lettre du MAMH en date du 25 mars 2019 / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu correspondant / Autoriser le virement de ce montant vers le Service de la diversité et de l'inclusion sociale qui en assurera la répartition et le suivi

Compétence d'agglomération :	*Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté*

20.07 *Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale - 1194970015*

Accorder un soutien financier de 975 000 $ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV ou Centre), soit un montant de 375 000 $ pour compléter le financement de l'année 2019 et un montant de 600 000 $ pour financer l'année 2020 dans le but de compléter le repositionnement du Centre et de réaliser le plan d'action 2019 et 2020, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération :	*Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.08 *Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires - Institutionnelles - 1198057006*

Exercer l'option de la seconde prolongation et autoriser une dépense maximale additionnelle de 7 021 324,35 $, taxes incluses, pour la fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs et robustes, de tablettes électroniques et de moniteurs, dans le cadre des ententes-cadres conclues avec CPU Design inc. (famille 1), Compugen inc. (famille 2 et 5), Informatique Pro-Contact inc. (famille 3) (CG16 0622), pour une durée de 12 mois, soit du 1er septembre 2019 au 31 août 2020, majorant ainsi le montant total des ententes-cadres de 34 074 786,73 $ à 41 096 111,08 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.09 *Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs - 1196733001*

Autoriser la deuxième option de prolongation des 3 contrats d'exclusivité aux soumissionnaires retenus, pour le secteur Ouest : Remorquage Burstall Conrad inc, pour le secteur Nord : Remorquage Météor inc, pour le secteur Sud : Remorquage Longueuil inc., pour le remorquage et l'entreposage de véhicules de délit, pour le territoire de l'île de Montréal, jusqu'au 30 novembre 2020 (CG17 0012) / Autoriser une première option de prolongation d'un contrat d'exclusivité au soumissionnaire retenu pour le secteur Est : Remorquage Météor inc., pour le remorquage et l'entreposage de véhicules de délit, pour le territoire de l'île de Montréal, jusqu'au 30 novembre 2020 (CG17 0536)

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.10 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1193438016*

Accorder un contrat à Trane Canada ULC, pour la fourniture et la livraison d'un refroidisseur d'eau à compresseur centrifuge de 720 tonnes de réfrigération pour la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 568 850,31 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17699 (1 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.11 *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau - 1196263001*

Accorder un contrat à Gastier M.P. inc., pour la réalisation de travaux d'électricité et d'automatisation pour les chambres de régulation et de mesure, pour une somme maximale de 1 923 926,10 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 10327 (4 soum.) / Autoriser une dépense totale de 2 186 279,66 $, taxes, contingences et incidences incluses

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.12 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1191029004*

Accorder un contrat à Procova inc. pour la réfection de la dalle du magasin du garage des Carrières et travaux connexes - Dépense totale de 764 583,75 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM-15491 (5 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.13 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1197574001*

Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes CIMA+ s.e.n.c. et STGM Architectes s.e.n.c.r.l. pour des travaux visant à sécuriser l'opération de l'ozone à l'usine de production d'eau potable Atwater, pour une somme maximale de 3 323 613,88 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17671 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.14 *Service de la culture - 1197666001*

Approuver l'avenant à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 entre la ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal portant le montant total de l'Entente de 153 140 000 $ à 154 860 000 $, soit une augmentation de 1 720 000 $ / Effectuer une correction de l'identification de la contribution de la Ville à l'axe 1 - Patrimoine

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Culture Montréal*

20.15 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1176462005*

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de l'Université de Montréal, un terrain constitué du lot 6 115 317 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé au nord de l'avenue Van Horne, à l'ouest de l'avenue Querbes, dans l'arrondissement d'Outremont, à des fins de revente à un organisme communautaire afin d'y développer des logements sociaux et communautaires, pour une somme de 1 270 313 $, plus les taxes applicables / Ajuster la base budgétaire du Service de la gestion et de la planification immobilière pour les années 2019, 2020 et 2021, au montant total de 63 234,48 $, net de taxes

Compétence d'agglomération : *Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri*

20.16 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1186037007*

Approuver un projet d'acte prolongeant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la Co-op d'habitation « La Légende » Montréal, pour la propriété sise au 545, 565 et 585, rue Darling, d'une superficie de 1 860 mètres carrés, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, pour une période additionnelle de 21 ans, de 2038 à 2059, dont la rente annuelle à partir de 2038 sera de 4 800 $

Compétence d'agglomération : *Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri*

20.17 *Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice - 1196634001*

Autoriser une dépense additionnelle de 22 840,07 $, taxes incluses, pour l'achat des interfaces analogues, dans le cadre du contrat accordé à West Safety Services Canada inc. (CG18 0600), majorant ainsi le montant total du contrat de 859 292,13 $ à 882 132,20 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.18 *Service du matériel roulant et des ateliers - 1194922014*

Accorder un contrat à Jacques Olivier Ford inc. pour la fourniture de 65 véhicules de patrouille de marque et modèle Ford Police Interceptor, pour une somme maximale de 3 522 874,24 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17665 (4 soum.)

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.19 *Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice - 1190206002*

Accorder un contrat de gré à gré à ESRI Canada ltée pour la mise à jour d'ArcGIS server vers la version Advanced et l'acquisition de GeoEvent server pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour la période du 1er octobre 2020 au 30 septembre 2023, pour une somme maximale de 251 036,42 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.20 *Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure - 1195942002*

Accorder un contrat de gré à gré à Software AG (Canada) inc. pour le renouvellement du contrat d'acquisition et d'utilisation de logiciels, pour une période de 63 mois, soit du 27 septembre 2019 au 31 décembre 2024, pour une somme maximale de 6 175 185,15 $, taxes incluses (fournisseur exclusif) / Autoriser un virement budgétaire de 594 858,59 $, au net en provenance des dépenses contingentes d'agglomération et un virement budgétaire de 592 483,90 $, au net en provenance du Service des Grands Parcs, du Mont-Royal et des Sports de compétence locale vers le Service des technologies de l'information pour l'année 2019 / Approuver un projet d'amendement à cet effet

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.21 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1197100004*

Conclure 6 ententes d'achat contractuelles, d'une durée de 36 mois, avec 2 options de renouvellement de 12 mois, pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval - Appel d'offres public 19-17706 (1 à 2 soum. par lot)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.22 *Service des technologies de l'information - 1197655009*

Conclure une entente-cadre, d'une durée de 30 mois, avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour la prestation de services de développement pour solutions numériques (applicatives et transactionnelles) (II), pour une somme maximale de 6 669 009,90 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17728 (5 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.23 *Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI - 1198285002*

Conclure des ententes-cadres, d'une durée de 30 mois, avec Cofomo inc. pour la fourniture sur demande de prestation de services pour les ressources spécialisées en analyse fonctionnelle et en analyse d'affaires, pour une somme maximale de 4 574 728,78 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17704 (8 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.24 *Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI - 1198285001*

Conclure avec Cofomo inc. une entente-cadre d'une durée de 30 mois pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en gestion de projets informatiques, pour une somme maximale de 3 908 805,08 $, taxes incluses - Appel d'offres 19-17703 (9 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.25 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1194565008*

Approuver le projet d'une première convention de renouvellement du bail par lequel la Ville de Montréal loue de Jalbec inc. un garage, d'une superficie de 4 113 pieds carrés, situé au 2350, rue Dickson à Montréal, pour un terme de 5 ans, soit du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2024, pour les besoins du Centre d'expertise du Service de police de la Ville de Montréal - La dépense totale est de 289 646,46 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.26 *Service du greffe*

Approuver une prolongation de bail d'un emplacement situé au Complexe environnemental Saint-Michel

20.27 *Service du greffe*

Accorder un contrat pour le service de tri et de mise en marché de matières recyclables de l'agglomération de Montréal

20.28 *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition - 1197360004*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres, pour une période de 8 mois, pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées avec les firmes Cargill Sel - Sécurité routière, une division de Cargill limitée (Groupe A : 7 784 973,48 $ et Groupe B : 1 326 029,67 $), Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée (3 974 043,73 $), et Compass Minerals Canada Corp. (11 863 020,93 $) - Montant total estimé des ententes 24 948 067,81 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17656 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.29 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures - 1197231029*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres de services professionnels pour la surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre de projets d'infrastructures avec les firmes FNX-INNOV inc. (1 093 373,16 $), Groupe ABS inc. (1 303 391,09 $), GBI Experts-conseils inc. (546 141,25 $) et Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. (593 328,49 $) - Appel d'offres public 19-17692 (4 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.30 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles - 1195308002*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Excavations Vidolo Limitée, pour la fourniture et le transport de matières par conteneur pour 5 écocentres, soit : Acadie, Côte-des-Neiges, Petite-Patrie, Rivière-des-Prairies et Saint-Michel, pour une période de 35 mois, pour une somme maximale de 9 284 453 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17687 (2 soum.) / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 1 321 182 $ en 2020, de 1 403 385 $ pour 2021, de 1 481 183 $ en 2022, pour un ajustement total de 4 205 750 $

Compétence d'agglomération :	*Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières*

20.31 *Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires - Institutionnelles - 1198057007*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure 3 ententes-cadres, d'une durée de 30 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services de développement d'applications, de configuration et développement et d'évolution bureautique avec les firmes Conseillers en gestion et informatiques CGI inc. (lot 1 : 896 805 $, taxes incluses et lot 2 : 524 573,44 $, taxes incluses) et Cofomo inc. (lot 3 : 2 479 148,44 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 19-17600 (4 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Acte mixte*

20.32 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1197343001*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Filtrum inc. pour la réalisation de divers travaux de réfection prioritaires phase 1 à l'usine de production d'eau potable Lachine - Dépense totale de 22 667 277,73 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10316 (3 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.33 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme - 1197713003*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure trois ententes-cadres, d'une durée de trente-six mois, avec Lemay Co inc. pour une somme maximale de 1 788 022,22 $, taxes incluses (5 soum., 3 conformes), Fahey et associés inc. pour une somme maximale de 1 464 147,99 $, taxes incluses (5 soum., 2 conformes), et Atelier Civiliti inc. pour une somme maximale de 1 221 028,75 $, taxes incluses (5 soum., 1 conforme) pour la fourniture de services professionnels multidisciplinaires en aménagement urbain - Appel d'offres public 19-17634

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.34 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1190805004*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente cadre avec Groupe Marchand Architecture et Design et Les services EXP inc., d'une durée de 48 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation des plans et devis ainsi que l'accompagnement durant les chantiers pour divers projets à la Division de la Sécurité publique et d'Espace pour la vie (lot 4 - Projets du Service des incendies) de la Direction de la gestion des projets immobiliers - Dépense totale de 5 489 071,92 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17253 (2 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.35 *Service de la gestion et de la planification immobilière - 1198244004*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les cinq firmes suivantes : FNX-INNOV inc. (1 723 855,24 $), SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC inc. (1 592 824,56 $), Groupe ABS inc. (1 303 976,20 $), WSP Canada inc. (978 293,42 $) et Solmatech inc. (599 609,57 $) totalisant une somme maximale de 6 198 558,99 $, taxes incluses, pour la réalisation d'études de caractérisation environnementale et géotechniques, dans le cadre de transactions immobilières ou de construction ou de rénovation d'immeubles - Appel d'offres public 19-17508 (6 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.36 *Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires - 1195304001*

Accorder un contrat à Keleny inc. pour la fourniture de services professionnels d'interprètes et de traducteurs judiciaires requis à la cour municipale de la Ville de Montréal, dans le cadre de ses activités, pour une somme maximale de 999 949,07 $, taxes incluses, couvrant la période du 20 septembre 2019 au 19 septembre 2020 - Appel d'offres public 19-17733 (1 seul soum.)

Compétence d'agglomération : *Cour municipale*

30 – Administration et finances

30.01 *Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires - 1194184002*

Demander à la ministre de la Justice d'entreprendre les procédures nécessaires au lancement d'un avis de sélection aux candidats à la fonction de juge à une cour municipale afin de combler un poste de juge à la cour municipale de la Ville de Montréal

Compétence d'agglomération : *Cour municipale*

30.02 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1195892001*

Autoriser une dépense de 2 692 519,04 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour le projet d'optimisation des espaces administratifs, selon la réorganisation 2019 et applicable à l'édifice Louis-Charland (0410). Ces montants serviront au remboursement des travaux d'amélioration locative à la société Brennan Duke, ainsi qu'aux travaux d'aménagements, réaménagements et optimisation des espaces administratifs

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

30.03 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets - 1197211001*

Autoriser la signature de l'Avis pour non objection en vertu de l'article 8(1) de la Loi sur la sécurité ferroviaire dans le cadre de la construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM), du secteur Bridge/Bonaventure

Compétence d'agglomération : *Transport collectif des personnes*

30.04 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1185895003*

Autoriser une dépense totale de 453 585 $, taxes et contingences incluses, au lieu de 544 302 $, taxes et contingences incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.) pour les travaux d'étanchéisation du bassin de rétention des eaux pluviales et stabilisation du talus sur le site de l'écocentre LaSalle, dans l'arrondissement de LaSalle (CG19 0136) / Autoriser un virement de 447 318,25 $ au lieu de 536 783 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération vers le Service de la gestion et de la planification immobilière

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

30.05 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1185110001*

Ajuster la répartition des crédits déjà autorisés, dans le cadre du contrat accordé à Riopel Dion St-Martin inc. et GBi experts-conseils inc., pour les services professionnels en architecture et ingénierie, dans le cadre de projets de protection de bâtiments corporatifs, afin de tenir compte des travaux du Chalet du Mont-Royal

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

42 – Adoption de règlements

42.01 *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau - 1197404001*

Adoption - Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005)

Adoption - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur les délégations relatives au règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031) (RCG 13-004)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

42.02 *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports - 1198168004*

Adoption - Règlement relatif à l'établissement du Grand parc de l'Ouest

Compétence d'agglomération :	*Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé*

42.03 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité - 1194368007*

Adoption - Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

Compétence d'agglomération :	*Annexe du décret - Réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié au Plan de transport approuvé par le conseil d'agglomération le 18 juin 2008 (CG08 0362)*

50 – Ressources humaines

50.01 *Service des ressources humaines , Direction des relations de travail - 1197485001*

Approuver la Lettre d'entente no 45 entre la Ville de Montréal et L'Association des pompiers de Montréal inc. (Association internationale des pompiers, section local 125), laquelle Lettre d'entente vise à apporter des modifications aux modalités de l'article 26 de la convention collective 2010-2017 qui concernent l'attribution et la distribution des uniformes des employés pompiers

Compétence d'agglomération :	*Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

50.02 *Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs - 1195326002*

Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un commandant du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à l'Autorité des marchés publics (AMP), pour une période d'un an, à compter du 1er avril 2019, et ce, jusqu'au 31 mars 2020 / Autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif policier permanent d'un poste pour la période du prêt / Approuver un projet de protocole d'entente à cet effet

Compétence d'agglomération :	*Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

51 – Nomination / Désignation

51.01 *Service du greffe*

Nominations aux commissions permanentes

Article 3.02

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 19 août 2019
13 h

Séance tenue le lundi 19 août 2019
Salle du conseil de l'hôtel de Ville, Édifice Lucien-Saulnier

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, M. Christian Arseneault, Mme Manon Barbe, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin-Roy, Mme Caroline Bourgeois, M. Éric Alan Caldwell, M. Josué Corvil, M. François William Croteau, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Rosannie Filato, Mme Giuliana Fumagalli, Mme Effie Giannou, Mme Marianne Giguère, Mme Christine Gosselin, Mme Nathalie Goulet, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, M. Benoit Langevin, Mme Patricia Lattanzio, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Pierre Lessard-Blais, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, Mme Sophie Mauzerolle, M. Peter McQueen, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, Mme Suzie Miron, Mme Sue Montgomery, M. Jérôme Normand, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Marie-Josée Parent, M. Jean-François Parenteau, M. Hadrien Parizeau, M. Jocelyn Pauzé, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Micheline Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, M. Abdelhaq Sari, M. Craig Sauvé, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier, M. Philipe Tomlinson, Mme Maja Vodanovic, Mme Stephanie Watt, Mme Cathy Wong et Mme Lise Zarac.

ABSENCE SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Catherine Clément-Talbot

AUTRES PRÉSENCES :

M. Serge Lamontagne, Directeur général
Me Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Pascale Loiseau, Analyste-rédactrice
Mme Lynne Trépanier, Conseillère - Analyse et contrôle de gestion

---

Avant de débuter les travaux, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, souhaite reconnaître que nous sommes sur un territoire autochtone millénaire, lieu de rencontres et de diplomatie entre les peuples ainsi que du Traité de la grande paix. Nous remercions la nation Kanien'keha;ka (Mohawk) de son hospitalité en ce territoire non cédé. Elle déclare la séance ouverte et souhaite une bonne rentrée à toutes et à tous.

En guise d'introduction, la présidente du conseil fait état aux membres du conseil du suivi des travaux entrepris durant la période estivale et remercie les membres de la Commission de la présidence du conseil d'avoir travaillé sur la question du décorum, plus particulièrement, en ce qui concerne les applaudissements lors des séances du conseil. À la suite de cette réflexion, elle informe les membres du conseil qu'à partir de ce jour, seuls les applaudissements polis seront tolérés dans la salle du conseil. La présidente du conseil poursuit et demande aux membres du conseil d'éviter les discussions lors des débats et leur rappelle qu'ils doivent utiliser les antichambres, situées de chaque côté de la salle, pour discuter entre eux afin de ne pas perturber le déroulement des séances du conseil.

La présidente du conseil poursuit et informe les membres du conseil que la Commission de la présidence du conseil a également statué sur le tapage sur les bureaux, et encourage les membres du conseil à trouver d'autres alternatives pour exprimer leurs émotions. Elle les invite à tenir des débats sereins, se déroulant dans le respect afin que tout le monde puisse s'exprimer avec confiance. Elle poursuit et confirme que la nouvelle version du Code d'éthique des élus que les membres du conseil ont reçu par courriel à la fin du mois de mai dernier, résulte de l'adoption du nouvel article 30.01, à la suite des travaux de la Commission de la présidence du conseil sur la question de la discrimination et les invite à en prendre connaissance, si ce n'est déjà fait. Finalement, elle invite les élu.e.s, à communiquer avec Me Marc Lalonde, qui est disponible pour répondre à leurs questionnements, s'il y a lieu.

Au chapitre des célébrations internationales, la présidente du conseil signale les événements suivants : le 9 août 2019 « Journée internationale des peuples autochtones » et le 12 août 2019 « Journée internationale de la jeunesse ». La présidente du conseil souligne les anniversaires de naissance du mois des conseillères et du conseiller suivants : Mesdames Manon Barbe, Karine Boivin-Roy, Lise Zarac et M. Alan DeSousa, leurs souhaite un joyeux anniversaire et une excellente séance de conseil à tous.

---

2 - Période de questions des membres du conseil

La présidente du conseil appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Les conseillères et conseillers ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
Avant de débuter son intervention, le chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez, félicite la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, pour son mariage, célébré cet été.		
M. Lionel Perez	Mme Valérie Plante (Mme Émilie Thuillier)	Dégradation du service au 311 - état de situation et solutions préconisées par l'Administration afin d'améliorer le service / que compte faire l'Administration pour redresser la situation
Mme Karine Boivin-Roy	Mme Valérie Plante (M. Robert Beaudry)	Promesse électorale sur la création de 12 000 logements sociaux et abordables – données manquantes selon le rapport de la vérificatrice générale - Outils de gestion défaillants / nombre exact de logements sociaux qui ont été construits et paramètres de suivi
M. Marvin Rotrand	M. Craig Sauvé	Fraudes dans le métro, article du journal Métro du 7 août 2019, explications sur les contradictions entre le discours de l'Administration et l'article du journal / Commentaires souhaités sur un article du journal The Gazette portant sur l'achat des autobus hybrides et les économies qui ne sont pas au rendez-vous **Dépôt de document**
M. Dominic Perri	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Comportement dangereux au volant du président du comité exécutif – si la mairesse condamne le comportement de ce dernier / Baisse de la crédibilité de l'Administration en ce qui a trait à son programme Vision Zéro
M. Benoit Langevin	Mme Valérie Plante (M. Craig Sauvé)	Augmentation du nombre de constats d'infraction aux itinérants constatée / Profilage social / que fera la STM pour empêcher toute forme de discrimination à cet égard

Question de	À	Objet
M. Abdelhaq Sari	Mme Valérie Plante (M. Craig Sauvé) (Mme Rosannie Filato)	Déplore le geste islamophobe posé par un employé de la STM envers un usager du transport en commun – réponse de la STM souhaitée / Si le SPVM s'est penché sur le nombre de crimes haineux commis depuis l'adoption de la Loi 21
M. Josué Corvil	Mme Valérie Plante (Mme Rosannie Filato)	Profilage racial par le SPVM et indice de gravité / Mesures afin de changer les pratiques au SPVM
M. Aref Salem	Mme Valérie Plante (M. Pierre Lessard-Blais)	Suppression des 3 débarcadères pour personnes à mobilité réduite dans le cadre de l'implantation du Réseau Express Vélo sur l'avenue Souligny / Engagement de l'Administration à relocaliser les débarcadères à leur endroit initial et consultation des citoyens en amont

---

À 13 h 35,

Il est proposé par Mme Karine Boivin-Roy

appuyé par M. Francesco Miele

de prolonger la période de questions des membres de 15 minutes, conformément à l'article 57 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051).*

La proposition est agréée.

Question de	À	Objet
M. Francesco Miele	Mme Valérie Plante (M. Jean-François Parenteau)	Dans le cadre du contrat à Rebuts Solides Canadiens, obliger la compagnie à garantir la salubrité des lieux pour le bien-être des employé.é.s / Engagement de l'Administration en mai 2018 à l'effet de déposer un plan d'action – en attente du rapport
M. Giovanni Rapanà	Mme Valérie Plante (Mme Caroline Bourgeois)	Entreprise Sanimax - problématiques relatives à la qualité de l'air pour les résident.e.s du secteur de Rivière-des-Prairies
Mme Chantal Rossi	Mme Valérie Plante (Mme Émilie Thuillier)	Droit d'initiative et projet de pétition pour une consultation publique afin de cesser le gaspillage alimentaire – doit obtenir 15 000 signatures / Engagement de l'Administration d'aller de l'avant avec la consultation dès maintenant plutôt que d'attendre l'obtention des 15 000 signatures
M. Dimitrios (Jim) Beis	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Motifs expliquant la fermeture du terrain de balle du parc Vinet dans l'arrondissement du Sud-Ouest

---

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des membres du conseil par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, la présidente du conseil déclare la période de questions des conseillères et des conseillers close à 13 h 51.

La présidente du conseil cède la parole au leader de la majorité pour la suite de l'ordre du jour.

CM19 0801

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 19 août 2019, tel que livré aux membres du conseil, ainsi que l'avis de convocation de la présente séance.

Adopté à l'unanimité.

03.01

À 13 h 52, le leader de la majorité, M. François Limoges, informe les membres du conseil de certaines modifications qu'il proposera à la séquence de l'ordre du jour, à savoir :

- d'étudier l'article 42.02 immédiatement après l'article 3.01;
- de réunir les articles 80.01 (20.39) et 80.01 (20.48) pour fin d'étude, puisque les deux dossiers sont en lien;
- de reporter les articles 15.01 et 15.02 à 14 h 30 afin de faire coïncider l'étude de ces points avec la présence des invités attendus;
- d'étudier les articles 65.04 et 65.05 immédiatement après la période de questions des membres du conseil du mardi matin.

CM19 0802

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur le traitement des membres du conseil (02-039)

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le Règlement sur le traitement des membres du conseil (02-039) à l'assemblée du conseil municipal du 17 juin 2019 par sa résolution CM19 0775;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le traitement des membres du conseil (02-039) » à l'assemblée du conseil municipal du 17 juin 2019 par sa résolution CM19 0775;

Vu l'avis public publié par le greffier le 24 juillet 2019 dans Le Devoir et le 25 juillet 2019 dans The Gazette, conformément à l'article 9 de la *Loi sur le traitement des élus municipaux* (RLRQ, chapitre T-11.001);

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2019, par sa résolution CE19 1044;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le traitement des membres du conseil (02-039) ».

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité, en présence de la mairesse, Mme Valérie Plante.

42.02 1193599008

Règlement 02-039-8

_____

CM19 0803

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 17 juin 2019

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver, avec modifications, le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 17 juin 2019, conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 13 août 2019 émis par le greffier, en y remplaçant le 4e paragraphe de la page 15, tel qu'exprimé par le conseiller Dominic Perri lors de son intervention.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité.

03.02

_____

4 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

La présidente du conseil appelle le point « Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif »

Le leader de la majorité dépose les documents suivants :

4.01 Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*, pour la période du 1er juin au 31 juillet 2019.

4.02 Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif pour la période du 1er juin au 31 juillet 2019.

4.03 Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes* pour la période du 1er juin au 31 juillet 2019.

_____

Un débat s'engage.

_____

_____

CM19 0804

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'inspecteur général portant sur le Rapport de l'Inspectrice générale concernant l'agrandissement et le réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur l'inspecteur général portant sur le Rapport de l'Inspectrice générale concernant l'agrandissement et le réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds, et le conseil en prend acte.

04.04 1193430004

CM19 0805

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs portant sur la gestion de la forêt urbaine

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs portant sur la gestion de la forêt urbaine, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

04.05 1193430005

---

5 – Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissements

La présidente du conseil appelle le point « Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissements »

5.01 Dépôt de la Résolution CA19 170215 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce – Motion – Ligue des Noirs du Québec.

---

6 - Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

La présidente du conseil appelle le point « Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil »

Aucune réponse déposée.

---

7 - Dépôt

La présidente du conseil appelle le point « Dépôt »

Le leader de la majorité dépose le document suivant :

7.01 Dépôt du rapport de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 20 juin 2019

CM19 0806

Avis en vertu de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ., chap., E-2.2)

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose l'avis de fixation du jour du scrutin pour le poste de maire de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, en vertu de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ., chap., E-2.2), et le conseil en prend acte.

07.02

CM19 0807

Dépôt du rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) portant sur l'agrandissement de l'école St-George, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Projet de règlement P-04-047-198

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) portant sur l'agrandissement de l'école St-George dans l'arrondissement de Ville-Marie – Projet de règlement 04-047-198, et le conseil en prend acte.

07.03 1191079007

CM19 0808

Dépôt du mémoire du Conseil des Montréalaises intitulé : « Le langage non sexiste: un autre pas vers l'égalité entre les femmes et les hommes » ainsi que les recommandations émises à ce sujet

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le mémoire du Conseil des Montréalaises intitulé : *« Le langage non sexiste: un autre pas vers l'égalité entre les femmes et les hommes* », et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.04 1197721004

CM19 0809

Dépôt du rapport annuel 2018-2019 et du rapport financier au 31 mars 2019 de Moisson Montréal, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le rapport annuel 2018-2019 et le rapport financier au 31 mars 2019 de Moisson Montréal, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.05

CM19 0810

Dépôt du rapport annuel 2018-2019 du Centre Père Sablon, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le rapport annuel 2018-2019 du Centre Père Sablon, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.06

CM19 0811

Dépôt des états financiers au 31 mars 2019 de Québec Cinéma (Les rendez-vous Québec Cinéma), en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le Dépôt des états financiers au 31 mars 2019 de Québec Cinéma (Les rendez-vous Québec Cinéma), en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

07.07

CM19 0812

Dépôt des états financiers cumulés au 31 mars 2019 de la Fondation du Dr Julien, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose les états financiers cumulés au 31 mars 2019 de la Fondation du Dr Julien, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

07.08

CM19 0813

Dépôt du bilan des activités 2019 et des états financiers non consolidés au 30 avril 2019 du Festival Montréal en lumière, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le bilan des activités 2019 et des états financiers non consolidés au 30 avril 2019 du Festival Montréal en lumière, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.09

CM19 0814

Dépôt du bilan des activités 2019 et des états financiers au 30 avril 2019 de Nuit blanche à Montréal, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose Dépôt du bilan des activités 2019 et des états financiers au 30 avril 2019 de Nuit blanche à Montréal, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.10

À 15 h 30, tel qu'indiqué en début de séance, le leader de la majorité, M. François Limoges, appelle les articles 15.01 et 15.02 afin de les étudier en présences des invités qui se sont déplacés à cet effet.

CM19 0815

Déclaration visant à demander l'interdiction des thérapies de conversion

Attendu que la lutte pour les droits LGBTQ+, en conjoncture avec la montée actuelle des visions d'extrême-droite, connaît des reculs à plusieurs endroits à travers le monde;

Attendu que le 17 mai 2019, la Ville de Montréal soulignait la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie, qui vise à sensibiliser la population à l'importance de lutter contre toutes les formes de discrimination à l'encontre de nos concitoyennes et concitoyens membres des communautés LGBTQ+;

Attendu que la Ville de Montréal a adopté sa *Charte montréalaise des droits et responsabilités* en 2005, dont l'un des engagements est de combattre toutes formes de discriminations, notamment celles fondées sur le sexe et sur l'orientation sexuelle;

Attendu que les thérapies de conversion, qui visent à changer l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne, sont cruelles, dépourvues de tout fondement scientifique, dommageables pour la santé mentale et qu'elles briment les droits fondamentaux des personnes qui les suivent, en particulier lorsque ce sont des personnes mineures qui les subissent;

Attendu que le gouvernement fédéral a annoncé son intention de criminaliser les thérapies de conversion et que l'Assemblée nationale a récemment adopté une motion sans préavis demandant à la ministre de la Justice du Québec de prendre des mesures afin d'empêcher leur existence;

Il est proposé par Mme Valérie Plante

appuyé par Mme Nathalie Goulet
M. Benoit Langevin
Mme Manon Barbe

Et résolu :

que la Ville de Montréal :

1 - dénonce sans équivoque la pratique des thérapies de conversion et la menace qu'elles représentent pour la santé et les droits des personnes touchées;

2 - demande au gouvernement du Canada d'amender le code criminel et au gouvernement du Québec d'implanter les mesures nécessaires pour mettre fin aux thérapies de conversion;

3 - réitère son soutien aux membres des communautés LGBTQ+ montréalaises et aux organismes qui luttent pour les droits LGBTQ+;

4 - poursuive son travail de sensibilisation auprès de la population sur l'importance de lutter contre toutes les formes de discrimination à l'encontre des membres des communautés LGBTQ+.

_____

Un débat s'engage.

_____

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, cède la parole à la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante.

La mairesse de Montréal prend la parole pour souligner la présence de Mme Johanne Audet, présidente d'Interligne, de M. Patrick Desmarais, président de la Fondation Émergence, de M. Laurent Breault, directeur général de la Fondation Émergence, de M. Thierry Arnaud, président de la LGBTQ + et de Mme Marie Houzeau, présidente du Gris Montréal qui constitue un groupe de recherche et d'intervention sociale, de M. Donald Picotte, militant pour les droits de la communauté LGBTQ +, et les remercie de leur présence pour l'étude de cette déclaration et leur souhaite la bienvenue à l'hôtel de ville au lendemain de la clôture des festivités de la semaine de la Fierté Montréal. La mairesse les informe que son Administration dénonce haut et fort ce genre de thérapie et encourage les deux paliers de gouvernements à prendre des mesures pour y mettre fin.

À 14 h 32, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, quitte le fauteuil présidentiel et cède sa place au vice-président du conseil, M. Sterling Downey.

Le vice-président du conseil remercie la mairesse de Montréal pour son intervention et cède respectivement la parole à la conseillère Nathalie Goulet et au conseiller Benoit Langevin.

La conseillère Goulet prend la parole pour présenter la déclaration et souligner aussi la présence des invités et les remercier. La conseillère en profite pour les informer, ainsi que les membres du conseil, que la Ville de Montréal mène actuellement une grande consultation auprès de la communauté LGBTQ+ afin de doter la Ville, pour la première fois de son histoire, d'une orientation claire en matière de diversité sexuelle et de genre.

Le conseiller Langevin prend la parole pour condamner les thérapies de conversion qui infligent des dommages irréparables à ceux ou celles qui les subissent et souligne l'importance de la diversité qui caractérise la Ville de Montréal.

Le vice-président du conseil remercie la conseillère Goulet et le conseiller Langevin pour les interventions.

Adopté à l'unanimité.

15.01

_____

CM19 0816

Déclaration pour la Journée internationale du souvenir de la traite transatlantique des Noirs et de son abolition et pour le 50e anniversaire de la Ligue des Noirs du Québec

Attendu que le 23 août marque la date anniversaire de l'insurrection de 1791, au cours de laquelle des hommes et des femmes mis en esclavage sur la partie occidentale de l'île de Saint-Domingue ont revendiqué leur liberté;

Attendu que l'UNESCO a initié, en 1998, la Journée internationale du souvenir de la traite transatlantique des Noirs et de son abolition;

Attendu que cette journée constitue à la fois un devoir de mémoire et un appel à lutter contre toutes les formes de servitude, contre le racisme, contre les préjugés, contre les discriminations raciales et contre les injustices sociales;

Attendu que l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine (2015-2024) dans l'espoir d'éradiquer les injustices sociales héritées de la traite négrière et de lutter contre le racisme et les discriminations raciales;

Attendu que Montréal s'est engagée à combattre toutes les formes de discrimination en adoptant la Déclaration de Montréal contre la discrimination raciale (1989), la Déclaration de Montréal pour la diversité culturelle et l'inclusion (2004) et la Déclaration de Montréal sur le Vivre ensemble (2015);

Attendu que depuis 50 ans, Montréal peut compter sur l'apport de la Ligue des Noirs du Québec, qui lutte afin d'assurer à tous et à toutes la défense de leurs droits et une meilleure justice sociale;

Attendu qu'au cours des 50 dernières années, la Ligue des Noirs du Québec a agi avec passion pour la justice, en faveur des sans voix, des opprimés, des moins favorisés, des laissés-pour-compte et des marginaux;

Attendu que la Ligue des Noirs du Québec a joué un rôle majeur dans la reconnaissance, auprès des différents paliers de gouvernement, de la Journée internationale du souvenir de la traite transatlantique des Noirs et de son abolition;

Il est proposé par Mme Valérie Plante

appuyé par Mme Magda Popeanu
M. Marvin Rotrand

Et résolu :

que la Ville de Montréal :

1 - souligne, le 23 août, la Journée internationale du souvenir de la traite transatlantique des Noirs et de son abolition;

2 - souligne le 50e anniversaire de la Ligue des Noirs du Québec et reconnaisse le travail accompli au cours de ce demi-siècle en faveur du respect des droits humains et de la justice sociale;

3 - poursuive ses efforts en matière de sensibilisation et de lutte contre le racisme et la discrimination raciale par l'entremise de ses différents programmes, politiques et activités.

Un débat s'engage.

Le vice-président du conseil, M. Sterling Downey, cède la parole à la conseillère Magda Popeanu.

La conseillère Popeanu prend la parole pour présenter la déclaration en faisant un récapitulatif de ce chapitre de l'histoire jusqu'à l'abolition de la traite négrière transatlantique. Elle poursuit et souhaite que cette déclaration amène chacun à réfléchir sur les conséquences et les enseignements à tirer de ce triste épisode et invite tous et chacun à contrer l'oubli et à rester alerte face aux dangers actuels du racisme et des préjugés.

Le vice-président du conseil remercie la conseillère Popeanu pour son intervention.

À 14 h 47, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, reprend le fauteuil présidentiel.

Le débat se poursuit.

La présidente du conseil cède respectivement la parole aux conseillers Josué Corvil et Marvin Rotrand.

Les conseillers Corvil et Rotrand prennent à tour de rôle la parole pour remercier l'Administration d'avoir inscrit cette déclaration, récurrente depuis de nombreuses années, à l'ordre du jour en tant que rappel pour que les générations futures n'oublient jamais ce chapitre de l'histoire.

Adopté à l'unanimité.

15.02

CM19 0817

Dépôt du rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) portant sur le secteur Lachine-Est

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) portant sur le secteur de Lachine-Est, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.11 1191079009

CM19 0818

Dépôt du rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) portant sur l'avenir du secteur des Faubourgs

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) portant sur l'avenir du secteur des Faubourgs, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.12 1191079010

CM19 0819

Dépôt du rapport et des recommandations de la Commission de la présidence du conseil intitulé « Période de questions du public au conseil municipal »

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le rapport de la Commission de la présidence du conseil intitulé « Période de questions du public au conseil municipal » ainsi que les recommandations émises à cet effet, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

08.01

CM19 0820

Dépôt du rapport et des recommandations de la Commission permanente sur les finances et l'administration intitulé « Discussion publique relative au Rapport annuel du vérificateur général de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 »

Le conseiller Richard Deschamps dépose le rapport et les recommandations de la Commission permanente sur les finances et l'administration intitulé « Discussion publique relative au Rapport annuel du vérificateur général de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 », et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

08.02

CM19 0821

Dépôt des commentaires et recommandations de la Commission permanente sur l'inspecteur général faisant suite au Rapport de décision de l'inspectrice générale portant sur la résiliation de deux contrats visant des services de déneigement des chaussées et trottoirs (appel d'offres 16-15049)

La conseillère Manon Barbe dépose les commentaires et recommandations de la Commission permanente sur l'inspecteur général faisant suite au Rapport de décision de l'inspectrice générale portant sur la résiliation de deux contrats visant des services de déneigement des chaussées et trottoirs (appel d'offres 16-15049), et le conseil en prend acte

---

Un débat s'engage.

08.03

---

11 - Dépôt de pétitions

Par M. Marvin Rotrand

Dépôt d'une pétition sous forme de lettres adressées à la mairesse, Mme Valérie Plante et à M. Marvin Rotrand concernant l'appui de différentes personnalités du monde politique à la reconnaissance de l'apport de M. Elie Wiesel aux droits universels de la personne et de signifier cette reconnaissance par un lieu nommé en son honneur par la Commission de la toponymie.

À 15 h 31, le conseil procède à l'étude des points en orientation au conseil d'agglomération de l'ordre du jour.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.01) à 80.01 (20.05) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0822

Accorder un contrat de gré à gré à l'organisme à but non lucratif (OBNL) Resto Plateau, pour la distribution de nourriture aux détenus, pour la période du 1er mars 2019 au 29 février 2020 - Dépense totale de 212 800 $, taxes non applicable, contingences de 26 650 $, incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à l'OBNL Resto Plateau, pour une période de 12 mois, pour la distribution de nourriture aux détenus, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 186 150 $, taxes non applicables, conformément à l'offre de service de cet organisme en date du 18 février 2019 ;

2- d'autoriser une dépense de 26 650 $, taxes non applicables, à titre de budget des contingences ;

3- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1192610002
80.01 (20.01)

CM19 0823

Exercer la première option de prolongation d'une année du contrat accordé à Coforce inc. (CG15 0601 et CG18 0404), pour le service d'entretien ménager des bâtiments pour le lot 1, pour une période de 12 mois à compter du 1er novembre 2018 - Dépense totale de 189 584,05 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 189 584,05 $, taxes incluses, omise dans le dossier de la première prolongation du contrat octroyé à la firme Coforce inc. pour le service d'entretien ménager des bâtiments du lot 1 (CG18 0404) ;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1184512002
80.01 (20.02)

CM19 0824

Exercer la deuxième option de prolongation du contrat accordé à Docu-Dépôt inc. (CG13 0265) pour la fourniture d'un service d'entreposage de documents semi-actifs pour une période de 12 mois, pour une somme maximale de 168 371,12 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant du contrat de 869 313 $ à 1 037 684,12 $

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'exercer la seconde option de prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 168 371,12 $, taxes incluses, pour les services d'entreposage de documents semi-actifs du Service du greffe, pour une période de 12 mois se terminant le 21 novembre 2020, dans le cadre du contrat octroyé à Docu-Dépôt inc. (CE13 0970), majorant ainsi le montant total du contrat de 869 313 $ à 1 037 684,12 $, taxes incluses ;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1194145001
80.01 (20.03)

CM19 0825

Exercer la deuxième année d'option de prolongation du contrat accordé aux firmes Coforce inc. et Service d'entretien ménager Vimont inc. (CG18 0403) pour le service d'entretien ménager de divers bâtiments municipaux incluant ceux du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une période de 12 mois à compter du 1er novembre 2019, pour une dépense totale de 1 507 246,63 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 2 303 975,99 $ à 3 811 222,62 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'exercer la deuxième année d'option de prolongation des contrats accordés aux firmes Coforce inc. et Service d'entretien ménager Vimont inc. (CG18 0403) pour le service d'entretien ménager de divers bâtiments municipaux incluant ceux du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une période de 12 mois à compter du 1er novembre 2019, majorant ainsi le montant total des contrats de 2 303 975,99 $, taxes incluses à 3 811 222,62 $, taxes incluses ;

Firmes	Montant (taxes incluses)
Coforce inc. (lots 5-7-9-10)	1 013 101,13 $
Service d'entretien ménager Vimont inc. (lots 2-8)	494 145,50 $

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1197157003
80.01 (20.04)

CM19 0826

Accorder un contrat à la Société en commandite transport de valeurs Garda, pour des services de transport de valeurs - Dépense totale de 1 335 273,05 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17559 (1 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder au seul soumissionnaire Société en commandite transport de valeurs Garda, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour des services de transport de valeurs, aux prix de sa soumission, soit pour une dépense totale de 1 335 273,05 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17559 ;

2- d'autoriser une dépense de 222 545 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;

3- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1192631001
80.01 (20.05)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.06) à 80.01 (20.10) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0827

Exercer la deuxième année de prolongation des contrats accordés aux firmes Service d'entretien Alphanet inc., Axia services inc. (Les Services adaptés Transit inc.) et Coforce inc. (CG18 0404) pour le service d'entretien ménager de divers bâtiments de la Ville de Montréal, pour une période de 12 mois, à compter du 1er novembre 2019, pour une dépense totale de 1 341 973,81 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'exercer la deuxième option d'une année de prolongation, pour une période de 12 mois à compter du 1er novembre 2019, et autoriser une dépense additionnelle de 1 341 973,81 $, taxes incluses, pour le service d'entretien ménager de divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre des contrats accordés (CG15 0601 et CG16 0126) aux firmes Service d'entretien Alphanet inc., Coforce inc. et Axia services inc. (Les Services adaptés Transit inc.) ;

Firmes	Montant (taxes incluses)
Service d'entretien Alphanet inc. (lot 2-5-7)	341 895,24 $
Coforce inc. (lots 1-3-4-6-8)	865 365,64 $
Axia services inc. (lot 9)	134 712,93 $

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1197157002
80.01 (20.06)

CM19 0828

Accorder un contrat à Transport Lacombe inc. pour la fourniture de services de déménagement, pour une période de seize (16) mois - Dépense totale 291 065,25 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17425 (1 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder au seul soumissionnaire Transport Lacombe inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, pour une période de seize (16) mois, le contrat pour le déménagement des équipements industriels des ateliers de la Direction de l'eau potable, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 253 100,22 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17425;

2- d'autoriser une dépense de 37 965,03 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;

3- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1198378001
80.01 (20.07)

CM19 0829

Conclure une entente-cadre d'une durée de 3 ans avec Attaches Châteauguay inc. pour la fourniture et l'installation sur demande de bennes basculantes en aluminium avec accessoires sur des châssis de camion fournis par la Ville - Montant estimé de l'entente est de 1 253 861,70 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17534 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de conclure une entente-cadre, d'une durée de 3 ans, pour la fourniture et l'installation sur demande de bennes basculantes en aluminium avec accessoires sur des châssis de camion fournis par la Ville ;

2- d'accorder à Attaches Châteauguay inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17534 ;

3- d'autoriser une dépense de 208 976,95 $, taxes incluses, à titre de budget des contingences ;

4- d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget dédié au remplacement des véhicules du Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA), et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1194922012
80.01 (20.08)

CM19 0830

Accorder deux contrats aux firmes suivantes pour l'exécution de travaux d'installation de dispositifs anti-refoulement et compteurs d'eau dans six usines d'eau potable : Contrat 1 (articles 3 et 5) à Le Groupe Centco inc. pour une somme maximale de 962 340,75 $, taxes incluses - Contrat 2 (articles 1, 2, 4 et 6) à Plomberie Noël Fredette inc. pour une somme maximale de 2 588 297,08 $, taxes incluses - Dépense totale de 4 640 765,40 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10305 (2 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder à Le Groupe Centco inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'installation de dispositifs anti-refoulement (DAR) et de compteurs d'eau dans les usines Dorval et Pierrefonds, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 962 340,75 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10305 ;

2- d'autoriser une dépense de 192 468,15 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;

3- d'autoriser une dépense de 150 000 $, taxes incluses, à titre de budget des incidences ;

4- d'accorder à Plomberie Noël Fredette inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'installation de DAR et de compteurs d'eau dans les usines Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Lachine et Pointe-Claire, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 588 297,08 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10305 ;

5- d'autoriser une dépense de 517 659,42 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;

6- d'autoriser une dépense de 230 000 $, taxes incluses, à titre de budget des incidences ;

7- d'imputer ces dépenses, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1196935001
80.01 (20.09)

CM19 0831

Conclure une entente-cadre de service professionnels avec Rousseau Lefebvre inc. pour la fourniture de services d'architecture de paysage pour les différents projets sous la responsabilité du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, pour une somme maximale de 3 170 435,63 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17284 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de conclure une entente-cadre de services professionnels d'une durée de 36 mois pour la fourniture, sur demande, de services professionnels afin de réaliser des mandats en architecture de paysage dans le cadre de la réalisation des projets d'aménagement de la Ville ;

2- d'accorder à Rousseau Lefebvre inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat à cette fin, pour une somme maximale de 3 170 435,63 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17284;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1194162001
80.01 (20.10)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.11) à 80.01 (20.15) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0832

Autoriser la prolongation du contrat de location de huit bâtiments modulaires avec la firme Williams Scotsman du Canada inc. situés sur le site de l'usine Atwater au 999, rue Dupuis, pour la Direction de l'eau potable, pour une durée de six mois, soit du 1er juin au 30 novembre 2019 - Dépense totale de 56 843,64 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver le projet de prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Williams Scotsman du Canada inc. huit bâtiments modulaires préfabriqués temporaires, pour une période additionnelle de 6 mois, à compter du 1er juin 2019, situés sur le site de l'usine Atwater au 999, rue Dupuis, d'une superficie totale de 5 760 pieds carrés, pour les besoins de la Direction de l'eau potable, moyennant un loyer total de 56 843,64 $ taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail ;

2- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1194565007
80.01 (20.11)

CM19 0833

Approuver une convention de prolongation de bail par laquelle la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal les lots 2 911 692 et 3 252 195 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour fin d'emprise de la rue Notre-Dame Est, du 1er octobre 2015 au 31 décembre 2028 - Dépense totale est de 63 354 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver le projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal, pour la période du 1er octobre 2015 au 31 décembre 2028, les lots 2 911 692 et 3 252 195 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, à des fins d'emprise de la rue Notre-Dame Est, pour un loyer total de 63 354 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de prolongation de bail ;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1195941005
80.01 (20.12)

CM19 0834

Approuver une convention de prolongation de bail par laquelle la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal le lot 1 850 671 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour fin d'emprise de la rue Notre-Dame Est, à l'est de l'avenue De Lorimier, du 1er avril 2017 au 31 décembre 2028 - Dépense totale de 34 942,21 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver le projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal, pour la période du 1er avril 2017 au 31 décembre 2028, le lot 1 850 671 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, à des fins d'emprise de la rue Notre-Dame Est, pour un loyer total de 34 942,21$, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de prolongation de bail ;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1195941006
80.01 (20.13)

CM19 0835

Accorder au Club de Golf Elm Ridge inc. un délai supplémentaire de 8 mois, soit jusqu'au 10 juin 2019, pour réaliser son obligation d'effectuer les travaux, sur un emplacement situé à l'ouest de la rue Joly, de la rue Cherrier à la rivière des Prairies, dans l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève / Autoriser le versement du montant retenu de 98 000 $ au Club de Golf Elm Ridge inc.

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder au Club de golf Elm Ridge inc. un délai supplémentaire de 8 mois, soit jusqu'au 10 juin 2019, sans pénalité, pour réaliser son obligation d'effectuer les travaux de restauration des sols sur les lots 4 590 598 et 4 590 600 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 144 958,1 m², situé à l'ouest de la rue Joly, de la rue Cherrier à la rivière des Prairies, dans l'arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève, aux fins d'agrandissement du parc-nature du Cap-Saint-Jacques, le tout, selon l'acte intervenu devant Me Caroline Boileau, notaire, sous le numéro 3 645 de ses minutes et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 23 428 525 ;

2- d'autoriser le versement du montant retenu de 98 000 $ au Club de Golf Elm Ridge inc, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1194501002
80.01 (20.14)

CM19 0836

Accorder une subvention exceptionnelle d'un montant de 2 533 340 $ pour la réalisation du projet de logement social de la coopérative d'habitation La Joie de Rosemont

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 2 533 340 $, à la coopérative d'habitation La Joie de Rosemont, pour la réalisation de son projet de logement social situé au 5601, rue Bélanger est, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie ;

2- d'imputer cette somme conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1198370005
80.01 (20.15)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.16) à 80.01 (20.20) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0837

Accorder une subvention exceptionnelle d'un montant maximal de 3 934 294 $ pour la réalisation d'un projet de logement social « Hapopex - boul. Industriel » de l'organisme à but non lucratif Les Habitations Populaires de Parc-Extension

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 3 934 294 $, à l'organisme à but non lucratif Les Habitations Populaires de Parc-Extension, pour la réalisation du projet de logement social « Hapopex - boul. Industriel », situé à l'intersection du boulevard Industriel et de l'avenue Hébert, dans l'arrondissement de Montréal-Nord ;

2- d'imputer cette somme conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel

---

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1198440001
80.01 (20.16)

CM19 0838

Exercer la première option de prolongation pour une période d'un an de l'entente-cadre conclue avec la firme Signel Services inc. pour la fourniture de panneaux de signalisation en aluminium (CG17 0430) - Montant estimé pour la période de prolongation : 405 901,76 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'exercer la première option de prolongation, pour une période d'un an, soit du 28 septembre 2019 au 27 septembre 2020, de l'entente-cadre conclue avec la firme Signel Services inc. (CG17 0430) pour la fourniture sur demande de panneaux de signalisation en aluminium, selon les termes et les conditions de l'appel d'offres public 17-16076;

2 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services et des arrondissements, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1195296001
80.01 (20.17)

CM19 0839

Conclure avec Informatique Pro-Contact inc. et 3686035 Canada inc. (Images et Technologies), 2 ententes-cadres d'une durée de 3 ans, pour la fourniture de serveurs en lame UCS (lot 1) et stockage de masse (lot 2) - Appel d'offres public 19-17596 (2 soum.) - Informatique Pro-Contact inc.: 1 722 953,26 $ (lot 1) - 3686035 Canada inc.: 1 387 041,15 $ (lot 2), tous, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de conclure des ententes-cadres, d'une durée de trois ans, à compter de la date de leur émission, pour la fourniture des serveurs en lame UCS (lot 1) et d'équipements de stockage de masse (lot 2);

2 - d'accorder aux firmes ci-après désignées, seuls soumissionnaires pour chacun des lots, ces derniers ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de leur soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17596 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

Firmes	Description	Montants
Informatique Pro-Contact inc.	Lot 1: Serveurs en lame UCS	1 722 953,26 $
3686035 Canada inc. (Images et Technologies)	Lot 2: Stockage de masse	1 387 041,15 $

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1198410001
80.01 (20.18)

CM19 0840

Autoriser une dépense additionnelle de 14 299,56 $, taxes incluses, pour combler l'ajustement contractuel de 3 % des années 2019 et 2020 du Système d'émission de constats informatisés (SÉCI), utilisé par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), dans le cadre du contrat accordé au Groupe Techna inc. (Division d'ACCEO Solutions inc.), majorant ainsi le montant total du contrat de 10 787 417,16 $ à 10 801 716,72 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 14 299,56 $, taxes incluses, pour combler l'ajustement contractuel de 3% des années 2019 et 2020 du Système d'émission de constats informatisés (SÉCI), utilisé par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), dans le cadre du contrat accordé au Groupe Techna inc. (Division d'ACCEO Solutions inc.), majorant ainsi le montant total du contrat de 10 787 417,16 $ à 10 801 716,72 $, taxes incluses;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1195035003
80.01 (20.19)

CM19 0841

Accorder un contrat à Ascenseurs Innovatec inc. pour l'entretien et la réparation des ascenseurs, nacelles et monte-charges de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 183 471,36 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17693 (1 soum.) / Autoriser une dépense totale de 201 818,50 $, taxes et contingences incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder au seul soumissionnaire, Ascenseurs Innovatec inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour l'entretien et la réparation des ascenseurs, nacelles et monte charges de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 183 471,36 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17693;

2 - d'autoriser une dépense de 18 347,14 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1193438014
80.01 (20.20)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.21) à 80.01 (20.25) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0842

Conclure avec Cofomo inc. une entente-cadre d'une durée de 30 mois, pour la prestation de services en technologies d'information (TI) pour le développement d'applications, d'évolutions fonctionnelles, de services et de fonctionnalités pour les systèmes patrimoniaux, pour une somme maximale de 1 833 362,61 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17660 - (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de conclure une entente-cadre, d'une durée de 30 mois, pour la prestation de services en technologies d'information (TI) pour le développement d'applications, d'évolutions fonctionnelles, de services et de fonctionnalités pour les systèmes patrimoniaux;

2 - d'accorder à Cofomo inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 833 362,61 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17660 et au tableau de prix reçus joint au rapport du directeur;

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1190206003
80.01 (20.21)

CM19 0843

Autoriser une dépense additionnelle de 180 215,67 $, incluant les taxes, contingences et une variation de quantité de l'ordre de 15,2 % pour la fourniture, l'installation et la configuration d'équipements de captation vidéo pour la salle Peter-McGill et la salle du conseil municipal relocalisées à l'édifice Lucien-Saulnier, dans le cadre du contrat accordé à Solotech inc. (CG19 0083), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 182 997,32 $ à 1 363 212,99 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 180 215, 67 $, incluant les taxes, contingences et une variation de quantité de l'ordre de 15,2 % pour la fourniture, l'installation et la configuration d'équipements de captation vidéo pour la salle Peter-McGill et la salle du conseil municipal relocalisées à l'édifice Lucien-Saulnier, dans le cadre du contrat accordé à Solotech inc. (CG19 0083), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 182 997,32 $ à 1 363 212, 99 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1198113004
80.01 (20.22)

CM19 0844

Accorder un contrat de gré à gré d'une durée de 3 ans à Gray Matter Systems Canada inc., fournisseur unique au Canada, pour la mise à jour des suites logiciels de GE/IP, pour une somme maximale de 305 233,69 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré d'une durée de 3 ans à Gray Matter Systems Canada inc., fournisseur unique au Canada, pour la mise à jour des suites logiciels de GE/IP utilisés pour le contrôle et le suivi des opérations en temps réel aux usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets et Pierrefonds, pour une somme maximale de 305 233,69 $, taxes incluses, conformément à son offre de service en date 5 juin 2019;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1197092001
80.01 (20.23)

CM19 0845

Autoriser la prolongation du contrat accordé à la firme FinLogik inc., fournisseur unique (CG14 0254), pour une période de 5 ans, soit du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2024, pour le programme de support et de maintenance et les conditions de licence de logiciel, pour une somme maximale de 1 506 003,49 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 586 350,30 $ à 3 092 353,79 $, taxes incluses / Approuver un projet de prolongation du contrat modifiant la convention de services à cette fin

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser la prolongation du contrat accordé à la firme Finlogik inc., fournisseur unique, pour une période de 5 ans, soit du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2024, pour le renouvellement du programme de support et de maintenance et les conditions de licence de logiciel, pour une somme maximale de 1 506 003,49 $, taxes incluses (CG14 0254), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 586 350,30 $ à 3 092 353,79 $, taxes incluses;

2- d'approuver un projet de prolongation du contrat de support et de maintenance (VDMSUP-002) entre la Ville de Montréal et la firme Finlogik inc., modifiant la convention de services pour les clauses d'augmentation annuelle du contrat de 4 % à l'IPC canadien;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1191629001
80.01 (20.24)

CM19 0846

Autoriser une dépense additionnelle de 415 174,41 $, taxes incluses, pour l'acquisition de 2 logiciels EXACOM, de 52 licences d'exploitation EXACOM, d'une console AVTEC, des services d'intégration et des frais de maintenance associés, dans le cadre du contrat accordé à Vesta Solutions Communications Corp. (CG12 0208), majorant ainsi le montant total du contrat de 48 312 574,56 $ à 48 727 748,97 $, taxes incluses / Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire de 22 100 $, au net, à compter de 2020

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 415 174,41 $, taxes incluses, pour l'acquisition de 2 logiciels EXACOM, de 52 licences d'exploitation EXACOM, d'une console AVTEC, des services d'intégration et des frais de maintenance associés, dans le cadre du contrat accordé à Vesta Solutions Communications Corp. (CG12 0208), majorant ainsi le montant total du contrat de 48 312 574,56 $ à 48 727 748,97 $, taxes incluses;

2- d'autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire de 22 100 $, au net, à compter de 2020;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1191073002
80.01 (20.25)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Sylvain Ouellet

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.26) à 80.01 (20.30) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0847

Accorder un contrat à Cimota inc. pour des travaux de sécurisation des parois rocheuses au lieu d'enfouissement technique de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une somme maximale de 1 797 476,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public SP19024-172689-C (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Sylvain Ouellet

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder un contrat à Cimota inc. pour des travaux de sécurisation des parois rocheuses au lieu d'enfouissement technique de la station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 797 476,94 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public SP19024-172689-C;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1193438010
80.01 (20.26)

CM19 0848

Autoriser un virement budgétaire de 114 975 $, taxes incluses, en provenance du poste des dépenses incidentes vers le poste des dépenses contingentes, et autoriser une dépense additionnelle de 80 482,50 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de mise aux normes de la plomberie et de remplacement des chaudières de l'édifice sis au 1500, rue des Carrières (0105), dans le cadre du contrat accordé à Norgéreq ltée (CG18 0678), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 358 965,42 $ à 1 554 422,92 $, taxes et contingences incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Sylvain Ouellet

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser un transfert de 114 975 $, taxes incluses, en provenance du poste des dépenses incidentes vers le poste des dépenses contingentes;

2- d'autoriser une dépense additionnelle de 80 482,50 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de mise aux normes de la plomberie et de remplacement des chaudières de l'édifice du 1500, des Carrières, dans le cadre du contrat accordé à Norgéreq ltée (CG18 0678), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 358 965,42 $ à 1 554 422,92 $, taxes incluses;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1191029001
80.01 (20.27)

CM19 0849

Accorder un contrat à Construction Arcade pour la réfection d'une chambre de vannes de 1200 mm de diamètre sur l'avenue Lincoln, à l'angle de la rue Lambert-Closse, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 622 440,01 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10307 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Sylvain Ouellet

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder à Construction Arcade, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réfection d'une chambre de vannes de 1200 mm de diamètre dans l'avenue Lincoln à l'angle de la rue Lambert-Closse, dans l'arrondissement de Ville-Marie, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 478 800,01 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10307;

2- d'autoriser une dépense de 71 820 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 71 820 $, taxes incluses, à titre de budget des incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1197909003
80.01 (20.28)

CM19 0850

Accorder un contrat à Procova inc. pour les travaux de réfection de la toiture et remplacement des unités de ventilation du poste de quartier 39 situé au 6100, boulevard Henri-Bourassa Est, dans l'arrondissement de Montréal-Nord - Dépense totale de 812 367,36 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM-14149 (2 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Sylvain Ouellet

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder à Procova inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour des travaux de réfection de la toiture et de remplacement des unités de ventilation du poste de quartier n°39, situé au 6100, boulevard Henri-Bourassa Est, dans l'arrondissement de Montréal-Nord, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 588 672 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-14149;

2- d'autoriser une dépense de 88 300,80 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 135 394,56 $, taxes incluses, à titre de budget des incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

1198304009
80.01 (20.29)

CM19 0851

Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Ethnoscop inc., d'une durée de vingt-quatre mois, pour la réalisation d'interventions archéologiques requises dans le cadre de projets d'aménagement de parc et de réfection et de développement d'infrastructures incluant les travaux de laboratoire et de voirie, pour les réseaux artériels et locaux ainsi que sur le territoire de l'agglomération, pour une somme maximale de 260 165,43 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17642 (1 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Sylvain Ouellet

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de conclure une entente-cadre, d'une durée de 24 mois, par laquelle la seule firme soumissionnaire, Ethnoscop inc., firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels pour la réalisation d'interventions archéologiques requises dans le cadre de projets d'aménagement de parc et de réfection et de développement d'infrastructures d'aqueduc et d'égout, incluant les travaux de laboratoire et de voirie, pour les réseaux artériel et local ainsi que sur le territoire de l'agglomération, pour une somme maximale de 260 165,43 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17642;

2- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets de projets prévus aux différents programmes triennaux d'immobilisations (PTI) des arrondissements et des services centraux, et ce, au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1194804001
80.01 (20.30)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Sylvain Ouellet

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.31) à 80.01 (20.35) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0852

Autoriser une dépense additionnelle maximale de 77 779,09 $ taxes incluses, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale, à l'Addenda no 1, ainsi qu'à l'Addenda no 2 effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. lors de leur audit des états financiers de l'exercice financier 2018 / Approuver le projet d'addenda no 3 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., (CG17 0491 et CG18 0052), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 984 943,26 $ à 3 062 722,35 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Sylvain Ouellet

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser une dépense additionnelle maximale de 77 779,09 $, taxes incluses, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale, effectués dans le cadre de l'audit des états financiers de l'année 2018 prévus au contrat de vérification externe accordé à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (CG17 0491 et CG18 0052), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 984 943,26 $ à 3 062 722,35 $, taxes incluses;

2- d'approuver le projet d'addenda no 3 entre la Ville de Montréal et la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. à cet effet;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1190029005
80.01 (20.31)

CM19 0853

Approuver l'Entente de collaboration relative au Projet intégré Pierre-De Coubertin entre la Société de transport de Montréal et la Ville de Montréal afin de confier à la STM la gestion du Projet Ville - ainsi que l'ensemble du Projet intégré Pierre-De Coubertin et d'établir les droits et obligations des parties dans le cadre de la réalisation du projet intégré, conditionnellement à l'adoption, par l'Assemblée nationale du Québec, d'un projet de loi qui viendrait habiliter expressément la Ville et la STM à s'unir par entente afin de réaliser des travaux en commun

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Sylvain Ouellet

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver un projet d'entente de collaboration relative au Projet intégré Pierre-De Coubertin entre la Société de transport de Montréal (STM) et la Ville de Montréal afin de confier à la STM la gestion du Projet Ville ainsi que l'ensemble du Projet intégré Pierre-De Coubertin et d'établir les droits et obligations des parties dans le cadre de la réalisation du projet intégré, conditionnellement à l'adoption, par l'Assemblée nationale du Québec, d'un projet de loi qui viendrait habiliter expressément la Ville et la STM à s'unir par entente afin de réaliser des travaux en commun.

Adopté à l'unanimité.

1197231065
80.01 (20.32)

CM19 0854

Approuver un projet d'acte par lequel la Fabrique de la Paroisse de Saint-Gabriel vend à la Ville de Montréal un terrain vacant, d'une superficie de 962,1 mètres carrés, situé sur la rue Laprairie, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, constitué du lot 6 294 730 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour la réalisation de logements sociaux et communautaires, pour la somme de 728 700 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Sylvain Ouellet

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver un projet d'acte par lequel la Fabrique de la Paroisse de Saint-Gabriel vend à la Ville un terrain vacant, d'une superficie de 962,1 mètres carrés, situé sur la rue Laprairie, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, constitué du lot 6 294 730 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour la réalisation de logements sociaux et communautaires, pour la somme de 728 700 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1184962006
80.01 (20.33)

CM19 0855

Approuver la troisième convention de modification de bail par lequel la Ville loue de Aquakern inc., pour une période additionnelle de 7 ans et 14 jours, soit du 18 juillet 2019 au 31 juillet 2026, un espace à bureaux situé au 1625, rue de l'Église à Montréal, à des fins de poste de quartier 15 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un loyer total de 1 547 966,07 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Sylvain Ouellet

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver le projet d'une troisième convention de modification de bail par lequel la Ville loue de Aquakern inc., pour une période de 7 ans et 14 jours, à compter du 18 juillet 2019, un espace à bureaux d'une superficie de 7448 pieds carrés situé au 1625, rue de l'Église à Montréal, pour les besoins du poste de quartier (PDQ) 15 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un loyer total de 1 547 966,07 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de la troisième convention de modification de bail;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1194565002
80.01 (20.34)

CM19 0856

Accorder un soutien financier non récurrent de 275 000 $ à la Société du parc Jean-Drapeau pour le financement de l'avant-projet ainsi que l'élaboration du programme fonctionnel et technique pour le site de la Place des Nations

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Sylvain Ouellet

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien financier non récurrent de 275 000 $ à la Société du parc Jean-Drapeau pour le financement de l'avant-projet ainsi que l'élaboration du programme fonctionnel et technique pour le site de la Place des Nations;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1197290001
80.01 (20.35)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Sylvain Ouellet

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.36), 80.01 (20.37), 80.01 (20.38) et 80.01 (20.40) de l'ordre du jour, l'article 80.01 (20.39) ayant été reporté à une phase ultérieure, afin de l'étudier en même temps que l'article 80.01 (20.48) avec lequel il est en lien.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0857

Accorder un soutien total de 460 000 $ à MIM2042, soit un soutien financier de 35 000 $ et un soutien en biens et services d'une valeur maximale de 425 000 $ pour la tenue de l'événement Marathon international Oasis de Montréal en 2019 dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Sylvain Ouellet

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien total de 460 000 $ à MIM2042, soit un soutien financier de 35 000 $ ainsi qu'un soutien en biens et services et installations estimé à 425 000 $, pour l'année 2019, pour la tenue de l'édition 2019 du Marathon international Oasis de Montréal;

2 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier et du soutien en biens et services;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1194141006
80.01 (20.36)

CM19 0858

Autoriser une dépense maximale de 450 000 $, taxes incluses, afin de rembourser la Société en commandite Brennan-Duke pour les travaux de réaménagement du centre de données, situé au 2e étage du 801, rue Brennan, pour augmenter la capacité électrogène visant à accueillir les serveurs de la Ville actuellement logés au 275, avenue Viger Est

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Sylvain Ouellet

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense maximale de 450 000 $, taxes incluses, afin de rembourser la Société en commandite Brennan-Duke pour les travaux de réaménagement du centre de données, situé au 2e étage du 801, rue Brennan, pour augmenter la capacité électrogène visant à accueillir les serveurs de la Ville actuellement logés au 275, avenue Viger Est;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1198410002
80.01 (20.37)

CM19 0859

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert de 2962-0101 Québec inc. un bâtiment vacant, situé aux 8600 à 8618, avenue de l'Épée, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, constitué des lots 4 654 727, 4 654 728, 4 654 729, 4 654 730, 4 654 731 et 4 654 732, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 1 057 mètres carrés, pour la réalisation de logements sociaux et communautaires, pour une somme de 1 800 000 $ / Ajuster la base budgétaire du Service de la gestion et de la planification immobilière pour 2019 et pour les années suivantes au montant de 99 531,53 $, net de taxes

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Sylvain Ouellet

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert de 2962-0101 Québec inc. un bâtiment vacant sis aux 8600 à 8618, avenue de l'Épée, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, constitué des lots 4 654 727, 4 654 728, 4 654 729, 4 654 730, 4 654 731 et 4 654 732, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 1 057 mètres carrés, pour la réalisation de logements sociaux et communautaires, pour une somme de 1 800 000 $, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;

2 - d'ajuster la base budgétaire du Service de la gestion et de la planification immobilière pour les années 2020 et suivantes au montant de 99 531,53 $, net de taxes, conformément aux informations financières inscrites à l'intervention du Service des finances;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1184962011
80.01 (20.38)

CM19 0860

Approuver le projet de onzième convention de prolongation du bail par laquelle la Ville loue de Place Versailles inc. des espaces à bureaux situés à la Tour du Trianon, bureau 318, d'une superficie approximative de 1 530 pieds carrés, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme d'un an, soit du 1er juillet 2019 au 30 juin 2020, pour un loyer total de 33 423,23 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Sylvain Ouellet

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver le projet de onzième convention de prolongation du bail par laquelle la Ville de Montréal loue de Place Versailles inc., un local portant le numéro 318 d'une superficie approximative de 1 530 pieds carrés, dans la Tour du Trianon à la Place Versailles, pour une période d'un an, à compter du 1er juillet 2019, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer total de 33 423,23 $, incluant les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention de prolongation du bail.

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1198042006
80.01 (20.40)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.41) à 80.01 (20.45) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0861

Accorder un contrat à Lanco Aménagement inc. pour des travaux d'aménagement des secteurs Iberville Nord et de la Plaine Est du parc Frédéric-Back - Dépense totale nette, après ristourne, de 8 511 164,64 $, taxes, contingences, variation de quantités et incidences incluses - Appel d'offres public 17-6992 (4 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser une dépense totale nette, après ristourne, de 8 511 164,64 $, taxes, contingences, quantités variables et incidences incluses, pour des travaux d'aménagement des secteurs Iberville Nord et de la Plaine Est du parc Frédéric-Back;

2- d'accorder à Lanco Aménagement inc. plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 7 236 667,92 $, taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public 17-6992;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1196638001
80.01 (20.41)

CM19 0862

Accorder un contrat à taux horaire à Corps Canadien des Commissionnaires, Division du Québec, pour la fourniture d'un service d'agence de sécurité et tous les services connexes, pour une période maximale de 36 mois, débutant le 24 septembre 2019, à son expiration, le contrat peut être renouvelé pour deux périodes additionnelles de 12 mois chacune - Dépense totale estimée de 5 100 585,65 $, taxes et variation de quantités incluses - Appel d'offres public 19-17385 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder à Corps Canadien des Commissionnaires, Division du Québec, plus bas soumissionnaire conforme, un contrat à taux horaire pour la fourniture d'un service d'agence de sécurité et tous les services connexes, pour une période maximale de 36 mois, plus deux années d'option, pour une somme maximale de 4 841 546,48 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17385;

2- d'autoriser une dépense de 259 039,17 $, taxes incluses, à titre de budget de variation des quantités;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1193980002
80.01 (20.42)

CM19 0863

Approuver l'Entente sectorielle de développement du secteur bioalimentaire de la région de Montréal 2019-2021, d'un montant total de 750 000 $, avec le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses au Service du développement économique de 580 000 $ réparti entre 2019 et 2021 équivalent au montant de la subvention attendue

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver le projet d'Entente sectorielle de développement du secteur bioalimentaire de la région de Montréal 2019-2021, d'un montant total de 750 000 $, avec le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec;

2 - d'autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses au Service de développement économique de 580 000 $ réparti entre 2019 et 2021 selon les informations financières inscrites au dossier, équivalent à 96,66 % du montant de la subvention attendue pour répondre aux besoins en matière de compétences d'agglomération.

Adopté à l'unanimité.

1197956001
80.01 (20.43)

CM19 0864

Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L0803 « Nouvelles fenêtres de bois » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 1 374 919,34 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15413 (1 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder au seul soumissionnaire, St-Denis Thompson inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour réaliser les travaux de construction du lot L0803 « Nouvelles fenêtres de bois » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 145 766,12 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15431;

2- d'autoriser une dépense de 229 153,22 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1197737005
80.01 (20.44)

CM19 0865

Accorder un contrat à Informatique Pro-Contact inc. pour la fourniture d'équipements pour l'infrastructure de connectivité réseau sans-fil (Wi-Fi) du complexe Espace pour la vie, pour une période de 3 ans, pour une somme maximale de 567 676,76 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17673 (1 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder au seul soumissionnaire, Informatique Pro-Contact inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour la fourniture d'équipements pour l'infrastructure de connectivité réseau sans-fil (Wi-Fi) du complexe Espace pour la vie, pour une période de 3 ans, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 567 676,76 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17673;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1191073003
80.01 (20.45)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.46), 80.01 (20.47), 80.01 (20.49) et 80.01 (20.50) de l'ordre du jour, l'article 80.01 (20.48) étant reporté afin de l'étudier en même temps que l'article 80.01 (20.39) reporté également et avec lequel il est en lien.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0866

Accorder un soutien financier de 2 373 158 $ à l'organisme à but non lucratif L'Anonyme U.I.M. pour l'acquisition et la rénovation d'une maison de chambres, située au 3629, rue Sainte-Catherine Est, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve / Approuver un projet de convention à cet effet / Autoriser l'affectation de 2 373 158 $ provenant du budget de fonctionnement du Service de l'habitation

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une aide financière de 2 373 158 $ à l'organisme à but non lucratif L'Anonyme U.I.M. pour l'acquisition et la rénovation d'une maison de chambres située au 3629, rue Sainte-Catherine Est, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve;

2 - d'approuver un projet de convention de contribution financière entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution;

3 - d'autoriser l'affectation de 2 373 158 $ provenant du budget de fonctionnement du Service de l'habitation;

4 - d'autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer l'acte de garantie hypothécaire pour et au nom de la Ville de Montréal et la convention donnant instruction au notaire de procéder aux versements de la contribution financière, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière, ainsi que tout autre document requis pour donner plein effet à ladite convention;

5 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1198441001
80.01 (20.46)

CM19 0867

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre d'une durée de 18 mois avec Zone technologie électronique inc. pour la fourniture sur demande d'aménagement de véhicules légers de type fourgon, fourgonnette, mini-fourgonnette et boîtes de fibre pour camionnette - Appel d'offres public 19-17478 (4 soum) - Dépense totale estimée de l'entente est de 4 455 241,73 $, taxes et contingences incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- de conclure une entente-cadre, d'une durée de 18 mois, pour la fourniture sur demande d'aménagement de véhicules légers de type fourgon, fourgonnette, mini-fourgonnette et boîtes de fibre pour camionnette;

3- d'accorder à Zone technologie électronique inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, pour une somme maximale estimée à 3 712 701,44 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17478 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

4- d'autoriser une dépense de 742 540,29 $, taxes incluses, à titre de budget des contingences;

5- d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget dédié au remplacement des véhicules du Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA), et ce au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1194922010
80.01 (20.47)

CM19 0868

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à SST Consultant inc. pour la fourniture sur demande de services de surveillance en santé et sécurité sur les chantiers de la Direction de l'eau potable (DEP), pour une période de 4 ans, pour une somme maximale de 5 096 335,86 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17558 (1 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder au seul soumissionnaire, SST Consultant inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture sur demande de services de surveillance en santé et sécurité sur les chantiers de la Direction de l'eau potable (DEP), pour une période de 4 ans, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 633 032,60 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17558;

3- d'autoriser une dépense de 463 303,26 $, taxes incluses, à titre de budget des contingences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1198375001
80.01 (20.49)

CM19 0869

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres d'une durée de 30 mois, avec les conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour la fourniture sur demande de prestation de services d'infrastructures et de plateformes hybrides - Appel d'offres public 19-17652 (4 soum.) - Sommes maximales estimées pour chacun des lots: Lot 1 : 1 515 945,38 $, Lot 2 : 1 565 959,50 $, Lot 3 : 1 043 973 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- de conclure 3 ententes-cadres, d'une durée de 30 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services d'infrastructures et de plateformes hybrides;

3- d'accorder à Conseiller en gestion et informatique CGI inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour les lots 1 et 2, et seule firme soumissionnaire pour le lot 3, cette dernière ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, les contrats à cette fin, aux prix de ses soumissions, soit pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacun des lots, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17652;

Firme	Description	Montant
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Lot 1 - Plateformes DevOps et infonuagique hybride	1 515 945,38 $
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Lot 2 - Écosystème de plateformes Oracle et infonuagique hybride	1 565 959,50 $
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Lot 3 - Écosystème de plateformes IBM	1 043 973,00 $

4- d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, informe le conseiller Abdelhaq Sari que l'expression « induire en erreur » utilisée lors de son intervention et qui fait partie de la liste des mots antiparlementaires. Le conseiller Sari la retire.

Le débat se poursuit.

Adopté à l'unanimité.

1195942003
80.01 (20.50)

À 16 h 16,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de rappeler l'article 80.01 (20.39) et de le réunir avec l'article 80.01 (20.48), pour fins d'étude, tel qu'il a été convenu en début de séance

Adopté à l'unanimité.

Article 80.01 (20.39)

Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal-Est et la Ville de Montréal relativement à l'exécution de travaux d'infrastructures municipales pour les centres de traitement des matières organiques de l'agglomération

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal-Est et la Ville de Montréal relativement à l'exécution de travaux d'infrastructures municipales pour les centres de traitement des matières organiques de l'agglomération.

Un débat s'engage.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Karine Boivin-Roy

de tenir un comité plénier le mardi 20 août 2019, d'une durée de 90 minutes et qui sera présidé par le conseiller Michel Bissonnet, afin de permettre aux membres du conseil d'obtenir les informations manquantes aux articles 80.01 (20.39) et 80.01 (20.48) pour qu'ils puissent statuer en toute connaissance de cause, conformément à l'article 113 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051).

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges.

Le leader de la majorité prend la parole pour informer les membres du conseil que l'Administration n'est pas en faveur de la demande de l'opposition officielle à l'effet tenir un comité plénier, mais propose plutôt que les responsables des dossiers viennent faire une présentation en privé aux membres du conseil afin de répondre à leurs questions, soit le mardi, 20 août 2019, à 8 h 30.

Un débat s'engage sur la proposition du leader adjoint, M. Francesco Miele, et de la leader de l'opposition officielle de tenir un comité plénier le mardi, 20 août 2019.

La présidente du conseil cède la parole au chef de l'opposition officielle.

Le chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez, s'interroge sur la validité de la soumission de la firme Suez Canada Waste Services inc. en regard de l'article 80.01 (20.48), puisque celle-ci vient à échéance le 19 août 2019.

À 16 h 28, la présidente du conseil suspend les travaux pour quelques minutes afin de permettre aux membres du conseil de discuter d'une entente.

À 16 h 32, le conseil reprend ses travaux.

La présidente du conseil cède la parole au leader de la majorité.

Le leader de la majorité prend la parole pour informer les membres du conseil que la poursuite de l'étude de l'article 80.01 (20.39) est reportée à une phase ultérieure.

La présidente du conseil cède la parole au chef de l'opposition officielle.

Le chef de l'opposition officielle prend la parole pour souligner que la proposition de l'opposition officielle à l'effet de tenir un comité plénier n'a pas été statuée.

La présidente du conseil cède la parole au leader de la majorité.

Le leader de la majorité prend la parole pour informer le chef de l'opposition officielle qu'il devra réitérer cette proposition lorsque les articles seront rappelés puisque la poursuite de l'étude des articles a été reportée à une phase ultérieure.

Article 80.01 (20.48)

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à SUEZ Canada Waste Services inc. pour les services de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de traitement des matières organiques (CTMO), situé au coin de l'avenue Broadway Nord et du boulevard Métropolitain Est, Ville de Montréal-Est - Dépense totale de 167 037 504,39 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres 5914 (1 soum.) / Autoriser un ajustement à la base budgétaire du budget de fonctionnement du Service de l'environnement de 16 310 843,03 $, taxes au net, pour couvrir les années 2022 à 2027

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'autoriser une dépense totale de 167 037 504,39 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour les services de conception, de construction, d'exploitation et d'entretien d'un centre de traitement des matières organiques (CTMO) par biométhanisation, dans la Ville de Montréal-Est;

3- d'accorder au seul soumissionnaire SUEZ Canada Waste Services inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission après négociation, soit pour une somme maximale de 162 921 793,88 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5914. Le montant total du contrat à accorder pour la période de service de construction-conception est de 128 453 416 $, taxes et contingences incluses, et le montant total maximal du contrat à accorder pour la période de service d'exploitation et d'entretien, est de 34 468 377,88 $, taxes incluses;

4- d'autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement au budget de fonctionnement de 16 310 843,03 $, taxes au net, pour la période de service d'exploitation et d'entretien de 60 mois;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

_____

Un débat s'engage.

_____

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Karine Boivin-Roy

de tenir un comité plénier le mardi 20 août 2019, d'une durée de 90 minutes et qui sera présidé par le conseiller Michel Bissonnet, afin de permettre aux membres du conseil d'obtenir les informations manquantes aux articles 80.01 (20.39) et 80.01 (20.48) pour qu'ils puissent statuer en toute connaissance de cause, conformément à l'article 113 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051).

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges.

Le leader de la majorité prend la parole pour informer les membres du conseil que l'Administration n'est pas en faveur de la demande de l'opposition officielle à l'effet tenir un comité plénier, mais propose plutôt que les responsables des dossiers viennent faire une présentation en privé aux membres du conseil afin de répondre à leurs questions, soit le mardi, 20 août 2019, à 8 h 30.

_____

Un débat s'engage sur la proposition du leader adjoint, M. Francesco Miele, et de la leader de l'opposition officielle de tenir un comité plénier le mardi, 20 août 2019.

_____

La présidente du conseil cède la parole au chef de l'opposition officielle.

Le chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez, s'interroge sur la validité de la soumission de la firme Suez Canada Waste Services inc. en regard de l'article 80.01 (20.48), puisque celle-ci vient à échéance le 19 août 2019.

À 16 h 28, la présidente du conseil suspend les travaux pour quelques minutes afin de permettre aux membres du conseil de discuter d'une entente.

À 16 h 32, le conseil reprend ses travaux.

La présidente du conseil cède la parole au leader de la majorité.

Le leader de la majorité prend la parole pour informer les membres du conseil que la poursuite de l'étude de l'article 80.01 (20.48) est reportée à une phase ultérieure.

La présidente du conseil cède la parole au chef de l'opposition officielle.

Le chef de l'opposition officielle prend la parole pour souligner que la proposition de l'opposition officielle à l'effet de tenir un comité plénier n'a pas été statuée.

La présidente du conseil cède la parole au leader de la majorité.

Le leader de la majorité prend la parole pour informer le chef de l'opposition officielle qu'il devra réitérer cette proposition lorsque les articles seront rappelés puisque la poursuite de l'étude des articles a été reportée à une phase ultérieure.

_____

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.51) et 80.01 (20.52) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0870

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre avec CIMA+ s.e.n.c, d'une durée de 36 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels de contrôleurs de chantier pour divers projets dans la Division des projets Industriels (lot 4) de la Direction de la gestion des projets immobiliers - Dépense totale de 1 185 294,75 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17579 (2 soum., 1 seul conforme)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - de conclure une entente-cadre, d'une durée de 36 mois avec une option de prolongation de 12 mois, par laquelle CIMA+ s.e.n.c, seule firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis de contrôleurs de chantier pour le lot 4 afin d'assurer le suivi de divers projets à la Division des projets industriels de la Direction de la gestion des projets immobiliers, pour une somme maximale de 1 030 691,09 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17579;

3 - d'autoriser un montant total de 154 603,66 $, taxes incuses, à titre de budget de contingences;

4 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services et des villes liées selon l'imputation des projets immobiliers, et ce au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1198304008
80.01 (20.51)

CM19 0871

Autoriser l'utilisation d'une dérogation accordée par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) permettant d'accorder un contrat de gré à gré au delà de la limite de 101 000 $ et d'une valeur maximale de 365 000 $, taxes incluses, pour la gestion et le transport de matières résiduelles de l'écocentre LaSalle / Accorder un contrat à JMV Environnement inc. pour une somme maximale de 365 000 $, taxes incluses - 4 demandes de prix effectuées (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser l'utilisation d'une dérogation accordée par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) permettant d'accorder un contrat de gré à gré au-delà de la limite de 101 000 $ et d'une valeur maximale de 365 000 $, taxes incluses, pour la gestion et le transport de matières résiduelles de l'écocentre LaSalle;

2- d'accorder à JMV Environnement inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat de gré à gré pour la gestion et le transport de matières résiduelles de l'écocentre LaSalle, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 365 000 $, taxes incluses;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

1197075001
80.01 (20.52)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (30.01) à 80.01 (30.03) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

Le conseil débute l'étude de l'article 80.01 (30.03).

Article 80.01 (30.03)

Approuver la modification au Plan de transport 2008 quant à la mise à jour du réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver la modification au Plan de transport quant à la mise à jour du réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal.

Un débat s'engage.

À 17 h 01, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, suspend les travaux jusqu'à 19 h.

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 19 août 2019
13 h

Séance tenue le lundi 19 août 2019 – 19 h
Salle du conseil de l'hôtel de Ville, Édifice Lucien-Saulnier

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, M. Christian Arseneault, Mme Manon Barbe, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin-Roy, Mme Caroline Bourgeois, M. Éric Alan Caldwell, M. Josué Corvil, M. François William Croteau, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Rosannie Filato, Mme Giuliana Fumagalli, Mme Effie Giannou, Mme Marianne Giguère, Mme Christine Gosselin, Mme Nathalie Goulet, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, M. Benoit Langevin, Mme Patricia Lattanzio, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Pierre Lessard-Blais, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, Mme Sophie Mauzerolle, M. Peter McQueen, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, Mme Suzie Miron, Mme Sue Montgomery, M. Jérôme Normand, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Marie-Josée Parent, M. Jean-François Parenteau, M. Hadrien Parizeau, M. Jocelyn Pauzé, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Micheline Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, M. Abdelhaq Sari, M. Craig Sauvé, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier, M. Philipe Tomlinson, Mme Maja Vodanovic, Mme Stephanie Watt, Mme Cathy Wong et Mme Lise Zarac.

ABSENCE SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Catherine Clément-Talbot

AUTRES PRÉSENCES :

M. Serge Lamontagne, Directeur général
Me Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Pascale Loiseau, Analyste-rédactrice
Mme Lynne Trépanier, Conseillère - Analyse et contrôle de gestion

---

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, déclare la séance ouverte.

---

1 - Période de questions du public

La présidente du conseil appelle le point « Période de questions du public ».

Les citoyennes et citoyens ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Laurent Morissette	Mme Valérie Plante (Mme Nathalie Goulet)	Souhaite connaître l'état de situation en ce qui concerne les discussions pour exiger que les restaurateurs rendent les terrasses accessibles universellement / mandat de la mairesse de Montréal souhaité à cet égard pour attaquer et régler ce problème

Question de	À	Objet
Mme Linda Gauthier	Mme Valérie Plante (M. François Limoges)	Dépôt de mises en demeure demandant de revoir le cadre normatif de la Ville de Montréal en matière d'accessibilité universelle des terrasses dans quatre arrondissements / Le leader de la majorité, M. François Limoges, informe la citoyenne que l'Administration ne peut commenter ce dépôt puisqu'il y a mises en demeure, ce qui met fin à la discussion **Dépôt de document**
Mme Alison Hackney	Mme Valérie Plante	Félicite et remercie l'Administration pour le dévoilement du projet du Grand parc de l'Ouest / Mises à jour ponctuelles souhaitées sur l'état de situation du projet du Grand parc de l'Ouest auprès des militants pour la conservation des terrains de l'Anse-à-l'Orme **Dépôt de document**
M. Marc Poulin	Mme Valérie Plante (M. Philipe Tomlinson)	Moratoire souhaité sur la décision de l'arrondissement d'Outremont d'aller de l'avant avec l'installation de panneaux annonçant des modifications au stationnement sur plusieurs rues / Demande de surseoir au lancement de l'appel d'offres pour l'installation desdits panneaux
M. Gilbert Bauer	M. François W. Croteau	Demande l'appui de l'Administration pour exiger un moratoire sur le déploiement de l'application technologique 5G sur le territoire la Ville de Montréal qui constituera une nuisance accrue au déplacement des insectes polinisateurs
M. Lucien Pigeon	Mme Valérie Plante (Mme Laurence Lavigne Lalonde)	Souhaite connaître l'état de situation des discussions avec le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) / Demande à l'Administration des mesures concrètes face à l'urgence climatique en posant des gestes qui encouragent la population à changer de comportement **Dépôt de document**
M. Laurian Ionita	Mme Valérie Plante (M. François Limoges)	Souhaite connaître la position de l'Administration sur le fait qu'un groupe de manifestants ait mis le feu au drapeau des Etats-Unis, en signe de contestation au résultat des élections, devant le consulat américain, incident survenu en 2017, lors de l'assermentation du président Donald Trump
Mme Sophie Danis	M. Éric Alan Caldwell	Déplore le changement de vocation souhaité par l'Administration en ce qui concerne le parc canin d'Outremont et demande une collaboration avec l'Association dont elle fait partie pour ce qui est de la planification du futur parc canin / Faire l'évaluation de la situation avec l'Association et privilégier la conservation du parc dans son état actuel
M. Louis Langevin	Mme Valérie Plante (M. François Limoges) (Mme Rosannie Filato)	Déplore l'augmentation salariale des élus payées à même les comptes de taxes et qui constitue une injustice pour les propriétaires qui sont obligés pour leur part de payer des intérêts lorsqu'ils acquittent leur compte de taxes sur un étalement de plusieurs mois / Déplore également d'exiger que les propriétaires installent des détecteurs de fumée scellés avec des batteries au lithium dans leurs logements

Question de	À	Objet
M. Christopher Latcher	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Déplore le détour d'une distance de 12 kilomètres imposé aux cyclistes, occasionné par les travaux de réfection qui causent la fermeture de la piste cyclable entre la rue Léger et l'avenue Dollard, dans l'arrondissement de LaSalle – Prendre des mesures pour assurer la sécurité des usagers / Souhaite savoir si la Ville de Montréal a été consultée en amont de ces travaux par Parcs Canada
Mme Céline Forget	Mme Valérie Plante (M. Philipe Tomlinson)	Souhaite que la consultation publique sur le projet de refonte du stationnement à l'arrondissement d'Outremont soit confiée à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) / Position de la mairesse face au refus du maire d'Outremont de soumettre la consultation à l'OCPM
M. David Fletcher	M. Lionel Perez	Souhaite avoir l'appui de l'opposition officielle et des conseillers indépendants pour le projet de l'Administration de créer un grand parc dans l'Ouest de l'Île
M. Martin Dion	Mme Valérie Plante (M. Pierre Lessard-Blais)	Déplore l'annulation, sans consultation des usagers, de trois des cinq débarcadères pour personnes à mobilité réduite sur l'avenue Souligny / Souhaite que des mesures soient prises afin de les réinstaurer à leur emplacement initial

---

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des citoyennes et des citoyens par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil* (06-051), la présidente du conseil déclare la période de questions du public close à 19 h 57. Elle remercie les 4 personnes s'identifiant comme femmes et les 9 personnes s'identifiant comme hommes qui se sont déplacé.e.s pour poser leur question et pour faire état de leurs doléances aux membres du conseil.

* aucune personne s'identifiant comme autre n'a posé de question.

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges, pour la suite de l'ordre du jour.

À 19 h 58, le conseil reprend ses travaux en poursuivant l'étude des articles 80.01 (30.01) à 80.01 (30.03) déjà réunis.

CM19 0872

Renouveler l'adhésion au processus de certification du Mouvement VÉLOSYMPATHIQUE mis en place par Vélo Québec pour les collectivités du Québec

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de renouveler l'adhésion de la Ville de Montréal au processus de certification du Mouvement vélosympathique mis en place par Vélo Québec pour les collectivités du Québec; et

2- d'autoriser Mme Valérie Gagnon, directrice à la Direction de la mobilité, à déposer une demande de renouvellement de la certification pour et au nom de la Ville de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

1198429001
80.01 (30.01)

CM19 0873

Ratifier l'adhésion de la Ville de Montréal au contrat de regroupement d'achats du Centre de services partagés du Québec (CSPQ) nommé « Gestionnaire de cartes de crédit (essence) » pour la fourniture et la gestion de la carte de crédit universelle FOSS CORP-RATE permettant l'approvisionnement en carburant des véhicules du Service de police, pour la période du 1er juin 2015 au 31 mai 2020 - Montant estimé de la dépense est de 246 000 $

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de ratifier l'adhésion de la Ville de Montréal au contrat de regroupement d'achats du Centre de services partagés du Québec (CSPQ) intitulé « Gestionnaire de cartes de crédit (essence) », et ce, conformément aux dispositions de l'article 573.3.2 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., c. C-19) ;

2- de ratifier une dépense estimée à 246 000 $, taxes non applicables, pour une période de 5 ans (du 1er juin 2015 au 31 mai 2020), pour la fourniture et la gestion de la carte de crédit universelle « Foss Corp-Rate » afin de permettre l'approvisionnement en carburant des véhicules du Service de police de la Ville de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

1181081014
80.01 (30.02)

CM19 0874 – Suite

Approuver la modification au Plan de transport 2008 quant à la mise à jour du réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal

---

Le débat se poursuit.

Il est proposé par M. Lionel Perez

appuyé par Mme Karine Boivin-Roy

d'apporter un amendement à la modification au Plan de transport 2008 quant à la mise à jour du réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal proposée comme suit :

- de retirer l'axe Lajeunesse / Saint-Denis / Berri.

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges.

Le leader de la majorité indique qu'il n'y a pas accord du côté de l'Administration sur l'amendement proposé par le chef de l'opposition officielle et de la leader de l'opposition officielle.

Un débat s'engage sur l'amendement du chef de l'opposition officielle et de la leader de l'opposition officielle.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Émilie Thuillier

de procéder à un vote à main levée sur l'amendement proposé.

La présidente du conseil met aux voix l'amendement du chef de l'opposition et de la leader de l'opposition officielle et le conseil se partage comme suit :

En faveur : 20
Contre : 37

La présidente du conseil déclare l'amendement rejeté à la majorité des voix.

La présidente du conseil cède la parole à la conseillère Marianne Giguère afin qu'elle exerce son droit de réplique.

La présidente du conseil met aux voix l'article 80.01 (30.03) et le déclare adopté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

Dissidences : Mme Andrée Hénault
M. Luis Miranda
M. Marvin Rotrand
Tous les membres présents de l'opposition officielle

80.01 (30.03)

CM19 0875

Adoption - Règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) ».

Adopté à l'unanimité.

1190025002
80.01 (42.01)

Article 80.01 (51.01)

Nominations aux commissions permanentes du conseil

Le leader de la majorité, M. François Limoges, retire l'article 80.01 (51.01) de l'ordre du jour, conformément à l'article 88 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051).

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.01 à 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0876

Conclure deux ententes-cadres de services professionnels avec Cima+ s.e.n.c. (3 544 877,01 $, taxes incluses) et FNX-INNOV inc. (2 480 314,28 $, taxes incluses) pour une période de 24 mois, pour la conception, la surveillance, le déploiement, la gestion et l'analyse des projets de feux de circulation, d'infrastructure de télécommunication et de mobilité / Appel d'offres public 19-17504 (5 soum., 3 conformes)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 31 juillet 2019 par sa résolution CE19 1144;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - de conclure deux ententes-cadres, d'une durée de 24 mois, par lesquelles les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la conception, la surveillance, le déploiement, la gestion et l'analyse des projets de feux de circulation, d'infrastructure de télécommunication et de mobilité, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17504;

Firme	**Montant maximal (taxes incluses)**
Cima+ s.e.n.c.	3 544 877,01 $
FNX-INNOV inc.	2 480 314,28 $

2 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1192968002

CM19 0877

Exercer la 2e et dernière option de prolongation du contrat 1635 accordé à Transit arpenteur-géomètre inc. (CE17 0347 et CE18 0196) pour la surveillance de chantier, dans le cadre de la construction de nouveaux réseaux et d'enfouissement des fils aériens dans différents arrondissements, pour la somme de 200 941,49 $, taxes incluses, soit le montant initial de 193 330,46 $ multiplié par le taux d'inflation tel que publié par Statistique Canada (12 derniers mois)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 31 juillet 2019 par sa résolution CE19 1145;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'exercer la 2e et dernière option de prolongation du contrat 1635 accordé à Transit Arpenteurs-géomètres inc. (CE17 0347 et CE18 0196) pour la surveillance de chantier dans différents arrondissements, pour une somme maximale de 200 941,49 $, taxes incluses, soit le montant initial de 193 330,46 $ multiplié par le taux d'inflation tel que publié par Statistique Canada (12 derniers mois);

2 - d'approuver un projet de convention de services entre la Ville de Montréal et Transit Arpenteurs-géomètres inc., à cet effet;

3 - d'autoriser le président de la Commission des services électriques de Montréal à signer le projet de convention pour et au nom de la Ville;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1190649006

CM19 0878

Exercer l'option de prolongation du contrat 1660 accordé à Transit Arpenteurs-géomètres inc. (CE18 0331) pour la surveillance de chantier relativement au maintien et au prolongement du réseau, pour la somme de 296 106,90 $, taxes incluses, soit le montant initial de 289 449,56 $ multiplié par le taux d'inflation tel que publié par Statistique Canada (12 derniers mois)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 31 juillet 2019 par sa résolution CE19 1146;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'exercer l'option de prolongation du contrat 1660 accordé à Transit Arpenteurs-géomètres inc. (CE18 0331) pour la surveillance de chantier relativement au maintien et au prolongement du réseau, pour une somme maximale de 296 106,90 $, taxes incluses, soit le montant initial 289 449,56 $ de multiplié par le taux d'inflation tel que publié par Statistique Canada (12 derniers mois);

2 - d'approuver un projet de convention de services entre la Ville de Montréal et Transit Arpenteurs-géomètres inc., à cet effet;

3 - d'autoriser le président de la Commission des services électriques de Montréal à signer le projet de convention pour et au nom de la Ville;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1190649007

CM19 0879

Exercer l'option de prolongation du contrat 1661 accordé à Transit Arpenteurs-géomètres inc. (CE18 0385) pour la surveillance de chantier, dans le cadre de la construction de nouveaux réseaux et de l'enfouissement des fils aériens dans différents arrondissements, pour la somme de 292 754,74 $, taxes incluses, soit le montant initial de 286 172,77 $ multiplié par le taux d'inflation tel que publié par Statistiques Canada (12 derniers mois)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 31 juillet 2019 par sa résolution CE19 1147;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'exercer l'option de prolongation du contrat 1661 accordé à Transit Arpenteurs-géomètres inc. (CE18 0385) pour la surveillance de chantier dans le cadre de la construction de nouveaux réseaux et de l'enfouissement des fils aériens dans différents arrondissements, pour une somme maximale de 292 754,74 $, taxes incluses, soit le montant initial de 286 172,77 $ multiplié par le taux d'inflation tel que publié par Statistique Canada (12 derniers mois);

2 - d'approuver un projet de convention de services entre la Ville de Montréal et Transit Arpenteurs-géomètres inc., à cet effet;

3 - d'autoriser le président de la Commission des services électriques de Montréal à signer le projet de convention pour et au nom de la Ville;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1190649008

CM19 0880

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à 9383-0990 Québec inc. une unité de copropriété divise commerciale et ses quotes-parts dans les espaces communs, située au rez-de-chaussée du complexe immobilier connu sous le nom de « Dauphin sur le Parc », portant l'adresse civique du 3535, rue Papineau, constituée du lot 1 565 788 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie brute approximative de 943,6 mètres carrés, pour la somme de 177 138 $, excluant les taxes de vente

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 31 juillet 2019 par sa résolution CE19 1149;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à 9383-0990 Québec inc. une unité de copropriété divise commerciale, et ses quotes-parts dans les espaces communs, située au rez-de-chaussée du complexe immobilier connu sous le nom de « Dauphin sur le Parc », portant l'adresse civique du 3535, rue Papineau, dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal, constituée du lot 1 565 788 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie brute approximative de 943,6 mètres carrés, pour la somme de 177 138 $, excluant les taxes de vente, le tout selon les termes et conditions prévus au projet d'acte;

2 - d'autoriser le greffier de la Ville à signer l'acte de vente à la suite de la remise de la lettre de garantie bancaire à la Ville, ainsi que tout document pertinent, si requis, afin de procéder aux ajustements des loyers et des frais de copropriété selon les termes et conditions contenus au projet d'acte;

3 - d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1190783003

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.06 à 20.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0881

Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à la Ville de L'Assomption, pour une période de 10 ans, à compter du 1er septembre 2019, un terrain constitué du lot 2 891 142 du cadastre du Québec, circonscription foncière de L'Assomption, d'une superficie totale de 350 mètres carrés, à des fins de stationnement, pour un loyer total de 25 000 $, excluant les taxes

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 31 juillet 2019 par sa résolution CE19 1150;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à la Ville de L'Assomption, pour une période de 10 ans, à compter du 1er septembre 2019, un terrain d'une superficie totale de 350 mètres carrés, constitué du lot 2 891 142, du cadastre du Québec, circonscription foncière de L'Assomption, à des fins de stationnement, moyennant un loyer total de 25 000 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;

2 - d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1194069009

CM19 0882

Approuver un projet de convention de prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à l'organisme Forum régional de développement social de l'Île de Montréal, pour une durée de 3 ans, à compter du 1er janvier 2020, les locaux 420 et 420-B situés au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 497,50 pieds carrés, à des fins administratives. Le montant de la subvention immobilière est de 37 500 $

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 31 juillet 2019 par sa résolution CE19 1151;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le projet de convention de prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à l'organisme Forum régional sur le développement social de l'Île de Montréal, pour une durée de 3 ans, à compter du 1er janvier 2020, les locaux 420 et 420-B situés au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 497,50 pieds carrés, à des fins administratives, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention de prolongation du bail.

Adopté à l'unanimité.

20.07 1194069010

CM19 0883

Approuver le projet de contrat de prêt de local par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à l'organisme Culture Montréal, pour une durée de 3 ans, à compter du 1er décembre 2019, les locaux 314, 315 et 317 situés au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie totale de 1 779,81 pieds carrés, pour des fins socioculturelles. Le montant de la subvention immobilière est de 133 500 $ pour toute la durée du bail

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 31 juillet 2019 par sa résolution CE19 1152;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le projet de contrat par lequel la Ville prête, à titre gratuit, à l'organisme Culture Montréal, pour une période additionnelle de 3 ans, à compter du 1er décembre 2019, les locaux 314, 315 et 317 situés au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 1 779,81 pieds carrés, à des fins socioculturelles, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de contrat.

Adopté à l'unanimité.

20.08 1194069011

CM19 0884

Approuver un projet de contrat de prolongation du prêt de local par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à l'organisme la Table ronde du Mois de l'histoire des Noirs, pour une durée de 3 ans, à compter du 1er janvier 2020, le local 412 situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, pour des fins socioculturelles. Le montant de la subvention immobilière est de 37 100 $ pour toute la durée du bail

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 31 juillet 2019 par sa résolution CE19 1153;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver un projet de contrat de prolongation par lequel la Ville prête, à titre gratuit, à l'organisme la Table ronde du Mois de l'histoire des Noirs, pour une période additionnelle de 3 ans, à compter du 1er janvier 2020, le local 412 situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 495,14 pieds carrés, à des fins administratives, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de contrat de prolongation du prêt de local.

Adopté à l'unanimité.

20.09 1194069012

CM19 0885

Approuver un projet de contrat de prolongation du prêt de local par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à l'organisme Montréal Arts Interculturel, pour une durée de 3 ans, à compter du 1er janvier 2020, des locaux situés dans l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie totale de 14 130,31 pieds carrés, pour des fins socioculturelles. Le montant de la subvention immobilière est de 1 060 000 $ pour toute la durée du prêt de local

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 31 juillet 2019 par sa résolution CE19 1154;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le projet de contrat de prolongation par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à l'organisme Montréal Arts Interculturels, pour une période de 3 ans, à compter du 1er janvier 2020, les locaux 103, 223 et 428 et 430, situés au rez-de-chaussée, au 2e étage et au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie totale de 14 130,31 pieds carrés, à des fins artistiques, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de contrat de prolongation de prêt de local.

Adopté à l'unanimité.

20.10 1194069013

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.11 à 20.15 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0886

Accorder un soutien financier de 640 000 $, incluant 40 000 $ pour le nouveau projet « Hub du festival » dans l'arrondissement de Verdun et un soutien technique estimé à 420 000 $ au Festival international de Jazz de Montréal inc. pour soutenir la 40e édition du Festival international de jazz de Montréal 2019 / Approuver les projets de protocole d'entente à cet effet / Autoriser un virement budgétaire de 40 000 $ en provenance des dépenses contingentes vers le budget de fonctionnement du Service de la culture

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 juillet 2019 par sa résolution CE19 1081;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier d'une valeur maximale de 640 000 $, incluant 40 000 $ pour le nouveau projet « Hub du festival», dans l'arrondissement de Verdun et un soutien technique estimé à 420 000 $ à Festival international de jazz de Montréal inc, pour soutenir la 40e édition du Festival international de jazz de Montréal 2019;

2- d'approuver les projets de protocole d'entente entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financier et technique;

3- d'autoriser un virement budgétaire de 40 000 $ en provenance des dépenses contingentes vers le budget de fonctionnement du Service de la culture;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.11 1197195013

CM19 0887

Accorder un soutien financier de 600 000 $ et un soutien technique estimé à 525 000 $ à Festival Juste pour rire/Just For Laughs, pour soutenir la 37e édition du Festival Juste pour rire 2019 / Approuver les projets de protocole d'entente à cet effet / Autoriser un virement budgétaire de 50 000 $ en provenance des dépenses contingentes vers le budget de fonctionnement du Service de la culture

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 juillet 2019 par sa résolution CE19 1082;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier d'une valeur maximale de 600 000 $ et un soutien technique estimé à 525 000 $ à Festival Juste pour rire/Just For Laughs, pour soutenir la 37e édition du Festival Juste pour rire 2019;

2- d'approuver les projets de protocole d'entente entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financier et technique;

3- d'autoriser un virement budgétaire de 50 000 $ en provenance des dépenses contingentes vers le budget de fonctionnement du Service de la culture;

4- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.12 1197195010

CM19 0888

Approuver l'intervention de la Ville de Montréal à une déclaration de copropriété dont le déclarant est Les Cours Pointe-St-Charles inc. / Pointe St-Charles Yards inc. relativement à un projet de développement et de mise en valeur des Ateliers du CN à être réalisé par Les Cours Pointe-St-Charles inc. sur un terrain situé sur la rue Le Ber, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, constitué du lot 5 600 650 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et ce, conformément au troisième addenda de l'accord de développement original

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 février 2019 par sa résolution CE19 0243;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'approuver l'intervention de la Ville de Montréal à une déclaration de copropriété dont le déclarant est représenté par Les Cours Pointe St-Charles inc./Pointe St-Charles Yards inc. relativement à un projet de développement et de mise en valeur des anciens ateliers du Canadien National à être réalisé par Les Cours Pointe St-Charles inc. sur un terrain situé sur la rue Le Ber, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, constitué du lot 5 600 650 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et ce, conformément au troisième addenda signé le 6 octobre 2017, modifiant les conditions de l'accord de développement original signé le 8 novembre 2012;

2 - d'approuver la modification de l'acte d'hypothèque existant en faveur de la Ville et inscrit au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 446 598, le tout substantiellement conforme, de l'avis de la Direction des affaires civiles, aux termes et conditions prévus au paragraphe 9.8 de l'article 1 du troisième addenda.

Adopté à l'unanimité.

20.13 1191368002

CM19 0889

Autoriser la prolongation de l'entente-cadre d'approvisionnement conclue avec le Groupe Archambault inc. (CM16 1056) pour la fourniture de CD-Rom, CD-Audio, DVD films documentaires et de fiction, pour une période de 12 mois, soit du 29 septembre 2019 au 28 septembre 2020, pour une dépense estimée à 638 500 $, taxes incluses, majorant le coût total de 1 800 000 $ à 2 438 500 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2019 par sa résolution CE19 1195;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'autoriser la prolongation de l'entente-cadre d'approvisionnement conclue avec le Groupe Archambault inc. (CM16 1056) pour la fourniture de CD-Rom, de CD-Audio, de DVD films documentaires et de fiction, pour une période de 12 mois, soit du 29 septembre 2019 au 28 septembre 2020, pour une dépense estimée à 638 500 $, taxes incluses;

2 - d'imputer cette dépense de consommation au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.14 1190138001

CM19 0890

Accorder un contrat à ESII Canada inc. pour l'acquisition d'une solution de gestion de files d'attente (GFA) et de prise de rendez-vous en ligne, pour une période de 5 ans, pour une somme maximale de 845 453,43 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17417 (1 soum.) / Autoriser un ajustement à la base budgétaire du Service des technologies de l'information de 24 400 $ au net en 2020, de 39 700 $ au net en 2021 et un ajustement récurrent de 43 400 $ au net à compter de 2022

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2019 par sa résolution CE19 1207;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'accorder au seul soumissionnaire, ESII Canada inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour l'acquisition d'une solution de gestion de file d'attente (GFA), pour tous les points de service des Bureaux Accès Montréal (BAM) et des Bureaux des permis, situés dans la ville centre et dans les 19 arrondissements, pour une période de cinq ans, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 845 453,43 $, taxes incluses conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17417;

2 - d'autoriser un ajustement à la base budgétaire du Service des technologies de l'information de 24 400 $ au net en 2020, de 39 700 $ au net en 2021 et un ajustement récurrent de 43 400 $ au net à compter de 2022;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.15 1197655008

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.16 à 20.20 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0891

Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à M. Clément de Gaulejac, artiste professionnel, pour une somme maximale de 221 326,88 $, taxes incluses, pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art « Bottes de pluie » qui sera intégrée à la bibliothèque Maisonneuve / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2019 par sa résolution CE19 1213;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver un projet de contrat d'exécution d'œuvre d'art par lequel Clément de Gaulejac, artiste professionnel, s'engage à fournir à la Ville les services artistiques pour la fabrication et l'installation de l'œuvre d'art « Bottes de pluie » qui sera intégrée à la bibliothèque Maisonneuve, pour une somme maximale de 221 326,88 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet de contrat;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.16 1190552003

CM19 0892

Accorder un contrat de gré à gré à ProQuest Information and Learning pour le renouvellement à la ressource électronique PressReader, anciennement Newspaper Direct Library Press Display, pour les bibliothèques des 19 arrondissements de la Ville de Montréal, pour une période de trois ans, soit du 1er août 2019 au 31 juillet 2022, pour la somme de 130 956,53 $, en dollars américains, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2019 par sa résolution CE19 1206;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à ProQuest Information and Learning, pour une période de trois ans, soit du 1er août 2019 au 31 juillet 2022, pour le renouvellement à la ressource électronique PressReader (anciennement Newspaper Direct Library Press Display), pour une somme maximale de 130 956,53 $, en dollars américains, taxes incluses, pour les bibliothèques des 19 arrondissements de la Ville de Montréal, conformément à son offre de service en date du 14 juin 2019;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.17 1197962001

CM19 0893

Autoriser une dépense additionnelle de 2 557 849,57 $, taxes incluses, afin de prolonger d'un an les contrats accordés à Environnement Routhier NRJ inc. (CA14 20 0323) et Gaston Contant inc. (CM15 1096) pour la gestion des lieux d'élimination de la neige Angrignon et Armand-Chaput, majorant ainsi le montant total des contrats de 10 363 215,29 $ à 12 291 064,86 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2019 par sa résolution CE19 1197;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 2 131 541,31 $, taxes incluses, afin de prolonger d'un an les contrats accordés à Environnement Routhier NRJ inc. (CA14 20 0323) et Gaston Contant inc. (CM15 1096) pour la gestion des lieux d'élimination de la neige Angrignon et Armand-Chaput, majorant ainsi le montant total des contrats de 10 363 215,29 $ à 12 291 064,86 $, taxes incluses;

2 - d'autoriser une dépense au montant de 319 731,20 $ à titre de budget de variation de quantités;

3 - d'autoriser une dépense au montant de 106 577,77 $ à titre de budget de contingences;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.18 1196320002

CM19 0894

Autoriser une dépense additionnelle de 899 129,54 $, taxes incluses, afin de prolonger d'un an les contrats accordés à Transport Camille Dionne inc. (CM15 1235), Location Guay inc. (CE16 1597), JMV environnement inc. (CE16 1597) et Y. & R. Paquette inc. (CA14 13 0199) pour la location de divers équipements mécaniques utilisés dans des lieux d'élimination de la neige, majorant ainsi le montant total des contrats de 4 407 131,56 $ à 5 306 261,10 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2019 par sa résolution CE19 1200;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 899 129,54 $, taxes incluses, afin de prolonger d'un an les contrats accordés aux firmes ci-après désignées pour la location de divers équipements mécaniques pour l'exploitation de la neige, majorant ainsi le montant total des contrats de 4 407 131,56 $ à 5 306 261,10 $, taxes incluses;

Adjudicataires	**Numéros d'appels d'offres**	**Montant avant variations de quantités et contingences Toutes taxes incluses(TTC)**
Transport Camille Dionne inc.	15-14613	81 519,93 $
Location Guay inc. (9154-6937 Québec inc.)	15-14613 16-15515	255 180,69 $
JMV Environnement inc.	16-15515	49 069,96 $
Y. & R. Paquette inc.	14-13545	363 504,04 $
Montant total		749 274,62 $

2 - d'autoriser une dépense au montant de 112 391,19 $ à titre de budget de variation de quantités;

3 - d'autoriser une dépense au montant de 37 463,73 $ à titre de budget de contingences;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.19 1197711010

CM19 0895

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour les services de déneigement des chaussées et des trottoirs, pour une durée de trois ans avec une option de prolongation d'une année - Dépense totale de 3 612 905,01 $, taxes, variations de quantités et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17625 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2019 par sa résolution CE19 1198;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'accorder à Sanexen Services Environnementaux inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour une durée de trois ans, avec une option de prolongation d'une année, pour une somme maximale de 3 010 754,18 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17625 et au tableau des prix reçus joint au dossier décisionnel;

2 - d'autoriser une dépense au montant de 451 613,13 $ à titre de budget de variation de quantités;

3 - d'autoriser une dépense au montant de 150 537,71 $ à titre de budget de contingences;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : M. Marvin Rotrand
Tous les membres présents de l'opposition officielle

20.20 1196320003

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.21 à 20.25 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0896

Accorder un contrat à 9304-9179 Québec inc. pour la gestion du lieu d'élimination de la neige Thimens - Dépense totale de 1 768 508,43 $, taxes, variations de quantités et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17726 (4 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2019 par sa résolution CE19 1201;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'accorder à 9304-9179 Québec inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la gestion du lieu d'élimination de la neige Thimens, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 473 757,02 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17726 et au tableau des prix reçus joint au dossier décisionnel;

2 - d'autoriser une dépense au montant de 221 063,55 $ à titre de budget de variation de quantités;

3 - d'autoriser une dépense au montant de 73 687,85 $ à titre de budget de contingences;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.21 1196320001

CM19 0897

Accorder un contrat de gré à gré à Médecins du Monde, organisme à but non lucratif reconnu, pour assurer, dans le cadre de la Politique d'accès aux services municipaux sans peur, la mise en oeuvre d'un service d'attestation d'identité et de référence par organisme tiers développé par le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM), se terminant le 18 septembre 2020, pour une somme maximale de 113 786 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2019 par sa résolution CE19 1212;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Médecins du Monde, organisme à but non lucratif reconnu, pour assurer, dans le cadre de la Politique d'accès aux services municipaux sans peur, la mise en œuvre d'un service d'attestation d'identité et de référence par organisme tiers développé par le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM), se terminant le 18 septembre 2020, pour une somme maximale de 113 786 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2 - d'autoriser la directrice du BINAM du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) à signer le projet de convention de services pour et au nom de la Ville;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.22 1197798007

CM19 0898

Accorder deux contrats à 9304-9179 Québec inc. pour la location de machinerie pour les lieux d'élimination de la neige (LEN) pour les lots 11 et 12, pour une durée de deux ans, avec une option de prolongation d'une année, pour les sommes maximales respectives de 545 666,75 $ et 604 048,47 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17714 (2 à 6 soum. par lot)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2019 par sa résolution CE19 1202;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'accorder aux entreprises ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des lots, pour deux périodes hivernales (hiver 2019-2020 et 2020-2021), les contrats pour la location de souffleuses à haute puissance pour le lieu d'élimination de la neige de la Carrière Saint-Michel, aux prix de leur soumission, soit pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17714 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel ;

Entreprises	Lots	Montant avec IPC, avant variations quantités et contingences (taxes incluses)
9304-9179 Québec inc.	11	545 666,75 $
9304-9179 Québec inc.	12	604 048,47 $

2 - d'autoriser une dépense au montant de 481 785,61 $ à titre du budget de variation de quantités;

3 - d'autoriser une dépense au montant de 160 595,20 $ à titre de budget de contingences;

4 - d'imputer cette somme conformément aux informations financières au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.23 1197711011

CM19 0899

Accorder un soutien financier de 205 000 $ à Fierté Montréal pour la tenue des événements du festival Fierté Montréal 2019 / Approuver un projet de convention à cet effet ainsi qu'un projet de protocole de soutien technique d'une valeur de 200 000 $

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2019 par sa résolution CE19 1250;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier de 205 000 $ et un soutien technique estimé à 200 000 $ à Fierté Montréal, pour la tenue des événements du festival Fierté Montréal 2019;

2- d'approuver les projets de convention et de protocole d'entente entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financier et technique;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.24 1197209002

CM19 0900

Accorder un contrat de gré à gré à Hydro-Québec pour des travaux de déplacement de lignes ou de branchements existants à proximité de la future intersection des avenues du Parc et Thérèse-Lavoie-Roux, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, pour une somme maximale de 157 023,37 $, taxes incluses (fournisseur exclusif) / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2019 par sa résolution CE19 1214;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Hydro-Québec, fournisseur exclusif, pour des travaux de déplacement de lignes ou de branchements existants à proximité de la future intersection des avenues du Parc et Thérèse-Lavoie-Roux, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, pour une somme maximale de 157 023,37 $, taxes incluses;

2- d'autoriser la directrice de la Direction des infrastructures à signer l'entente d'évaluation pour travaux majeurs pour et au nom de la Ville;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.25 1197231038

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.26 à 20.30 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0901

Accorder un contrat à CTMIR Excavation inc. pour des travaux de voirie, d'égout et d'électricité dans le dépôt à neige de la 46e avenue, dans l'arrondissement de Lachine - Dépense totale de 4 034 178,26 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 446110 (7 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2019 par sa résolution CE19 1219;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder à CTMIR Excavation inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour des travaux de voirie, d'égout et d'électricité dans le dépôt à neige, situé à la 46^{e} avenue, dans l'arrondissement de Lachine, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 549 252,96 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 446110;

2- d'autoriser une dépense de 354 925,30 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 130 000 $, taxes incluses, à titre de budget des incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.26 1197231056

CM19 0902

Autoriser une dépense additionnelle de 398 939,73 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat de services professionnels accordé aux firmes Les architectes FABG inc., Tetra Tech QB inc. et Petropoulos, Bomis et associés inc. (CM15 0965), relatif au projet de mise aux normes de l'aréna Mont-Royal, majorant ainsi le montant maximal total de la convention de 1 101 230,55 $ à 1 500 170,28 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2019 par sa résolution CE19 1225;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 398 939,73 $, taxes incluses, pour tenir compte du coût réel des travaux, dans le cadre du contrat de services professionnels accordé aux firmes Les architectes FABG inc., Tetra Tech QB inc. et Petropoulos, Bomis et associés inc. (CM15 0965), relatif au projet de mise aux normes de l'aréna Mont-Royal, majorant ainsi le montant maximal total de la convention de 1 101 230,55 $ à 1 500 170,28 $, taxes incluses

2- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.27 1186676002

CM19 0903

Conclure une entente-cadre de services professionnels avec le Groupe ABS inc. pour la caractérisation des sols, dans le cadre de projets de construction ou de modification du réseau souterrain de la Commission des services électriques de la Ville de Montréal (CSEM), pour une somme maximale de 601 072,05 $, taxes incluses - Appel d'offres public 1695 (2 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2019 par sa résolution CE19 1224;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de conclure une entente-cadre de services professionnels avec Groupe ABS inc. pour la caractérisation des sols, dans le cadre de projets de construction ou de modification du réseau souterrain de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM);

2- d'approuver un projet de convention par lequel Groupe ABS inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 601 072,05 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 1695 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3- d'autoriser le président de la Commission des services électriques à signer le projet de convention pour et au nom de la Ville;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.28 1196850001

CM19 0904

Approuver le projet d'entente subsidiaire numéro 201217 entre la Ville de Montréal et le ministère des Transports du Québec (MTQ) pour la réparation des ponts du boulevard Côte-Vertu, au-dessus de l'autoroute 40, dans l'arrondissement de Saint-Laurent / Autoriser une dépense de 12 182 751 $, taxes et incidences incluses, à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2019 par sa résolution CE19 1227;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver l'entente subsidiaire de collaboration (numéro 201217) entre la Ville de Montréal et le ministère des Transports du Québec (MTQ) pour la réparation des ponts du boulevard Côte-Vertu au-dessus de l'autoroute 40 (structures 81-03234A-B et 81-03235A-B), dans l'arrondissement de Saint-Laurent (projet 14-17);

2- d'autoriser à cette fin une dépense de 12 165 504,75 $, taxes incluses, conformément à l'entente 201217;

3- d'autoriser une dépense de 17 246,25 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.29 1187000010

CM19 0905

Approuver le projet d'acte de donation et de licence par lequel la Ville de Montréal fait don à la Ville de Lethbridge (Alberta) de l'oeuvre d'art public intitulée « Offrande migratoire/Migratory Gift » de l'artiste Marc Dulude, et par lequel l'artiste consent à la Ville de Montréal et à la Ville de Lethbridge une licence non commerciale de droit d'auteur relativement à cette oeuvre d'art

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2019 par sa résolution CE19 1229;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver un projet d'acte de donation et de licence par lequel la Ville de Montréal fait don à la Ville de Lethbridge (Alberta) de l'oeuvre d'art public intitulée « Offrande migratoire/Migratory Gift » de l'artiste Marc Dulude, et par lequel l'artiste consent à la Ville de Montréal et à la Ville de Lethbridge une licence non commerciale de droit d'auteur relativement à cette oeuvre d'art, dans le cadre de 50 ans de jumelage entre Lethbridge et l'arrondissement de Saint-Laurent.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.30 1177466005

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.31 à 20.35 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0906

Approuver le projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Hydro-Québec, pour une période de sept ans, soit du 1er avril 2018 au 31 mars 2025, un terrain d'une superficie de 1791 mètres carrés, situé au nord de la rue J.-B. Martineau, dans l'arrondissement de Saint-Léonard, à des fins d'utilisation d'un réseau de distribution électrique temporaire, pour un loyer total de 43 862,27 $, plus les taxes applicables

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2019 par sa résolution CE19 1232;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Hydro-Québec, pour une période de sept ans, soit du 1er avril 2018 au 31 mars 2025, un terrain d'une superficie de 1791 mètres carrés, situé au nord de la rue J.-B. Martineau, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, à des fins d'utilisation d'un réseau de distribution électrique temporaire, pour un loyer total de 43 862,27 $, plus les taxes applicables;

2 - d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.31 1197029001

CM19 0907

Approuver un projet de convention de prolongation de prêt de locaux, par lequel la Ville loue, à titre gratuit, à Les Oeuvres du Père Sablon, pour une période additionnelle de trois ans, à compter du 1er janvier 2020, des locaux au sous-sol et au 1er étage de l'immeuble situé au 1301, rue Sherbrooke Est, d'une superficie de 672,45 mètres carrés, à des fins de gymnase. Le montant total de la subvention immobilière pour cette occupation est de 312 689,25 $, incluant les frais d'exploitation

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2019 par sa résolution CE19 1234;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver un projet de convention de prolongation de prêt de locaux par lequel la Ville loue, à titre gratuit, à Les Oeuvres du Père Sablon, pour une période additionnelle de trois ans, à compter du 1er janvier 2020, des locaux situés au sous-sol et au 1er étage, de l'immeuble sis au 1301, rue Sherbrooke Est, d'une superficie d'environ 672,45 mètres carrés, à des fins de gymnase, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de prolongation de prêt de locaux.

Adopté à l'unanimité.

20.32 1195323006

CM19 0908

Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à la Société de transport de Montréal, rétroactivement du 1er juillet 2019 au 31 octobre 2020, un terrain d'une superficie approximative de 20 000 mètres carrés, connu sous le nom 50-150 Louvain Ouest, situé à l'angle sud-est de la rue de Louvain Ouest et de l'avenue de l'Esplanade, constitué du lot 1 999 283 et d'une partie du lot 1 487 577 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, à des fins de stationnement temporaire non tarifé pour ses employés, pour un loyer total de 266 667 $ / Retirer du domaine public la superficie requise et verser cette partie de terrain dans le domaine privé pour la durée du bail

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2019 par sa résolution CE19 1235;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à la Société de transport de Montréal, rétroactivement du 1er juillet 2019 au 31 octobre 2020, un terrain d'une superficie approximative de 20 000 mètres carrés, connu sous le nom 50-150 Louvain Ouest, situé à l'angle sud-est de la rue de Louvain Ouest et de l'avenue de l'Esplanade, constitué du lot 1 999 283 et d'une partie du lot 1 487 577 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, à des fins de stationnement temporaire non tarifé pour ses employés, pour un loyer total de 266 667 $, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;

2 - de retirer du domaine public la superficie requise et de verser cette partie de terrain dans le domaine privé pour la durée du bail;

3 - d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.33 1190515006

CM19 0909

Accorder un soutien financier de 785 000 $ à la Société du parc Jean-Drapeau pour la réalisation de l'édition 2019 de l'événement les Week-ends du monde au parc Jean-Drapeau / Mandater le Service de la culture pour le suivi du dossier

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2019 par sa résolution CE19 1237;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier de 785 000 $ à la Société du parc Jean-Drapeau pour la réalisation de l'édition 2019 l'événement des Week-ends du monde au parc Jean-Drapeau qui se tiendra au mois de juillet;

2 - de mandater le Service de la culture pour assurer le suivi du dossier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.34 1195877004

CM19 0910

Accorder un soutien financier de 219 356 $ à la Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain (FECHIMM), pour la période 2019-2021, pour son projet « Le logement, clef pour une intégration réussie », dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal (Entente MIDI-Ville 2018 - 2021) / Approuver le projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2019 par sa résolution CE19 1241;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier de 219 356 $ à la Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain (FECHIMM), pour 2019, dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal (Entente MIDI-Ville 2018-2021);

2 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versements de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.35 1197798004

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.36 à 20.40 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0911

Accorder un soutien financier de 187 528 $ à la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes inc. (TCRI), pour la période 2019-2021, pour son projet de formation « Nos quartiers interculturels », dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal (Entente MIDI-Ville 2018-2021) / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2019 par sa résolution CE19 1245;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier de 187 528 $ à la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes inc. (TCRI), pour la période 2019-2021, pour son projet « Nos quartiers interculturels », dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal (Entente MIDI-Ville 2018-2021);

2 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versements de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.36 1198119001

CM19 0912

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal accorde mainlevée pure et simple de l'inscription du droit de résolution résultant de l'acte de vente par la Ville de Montréal à 9360-0179 Québec inc. publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 177 682, relativement à un immeuble situé au 912 à 932, rue Notre-Dame Ouest, connu sous le nom de l'édifice Rodier, dans l'arrondissement du Sud-Ouest

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 août 2019 par sa résolution CE19 1304;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal accorde mainlevée pure et simple de l'inscription du droit de résolution résultant de l'acte de vente intervenu entre la Ville de Montréal et 9360-0179 Québec inc., publié le 21 juin 2017, au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 177 682, relativement à un immeuble situé au 912 à 932, rue Notre-Dame Ouest, connu sous le nom de l'édifice Rodier, dans l'arrondissement du Sud-Ouest;

2 - d'autoriser la directrice des Transactions immobilières du Service de la gestion et de la planification immobilière, à signer l'acte de mainlevée du droit de résolution pour et au nom de la Ville, conformément au projet d'acte soumis.

Adopté à l'unanimité.

20.37 1194501003

CM19 0913

Accorder un contrat de gré à gré à la Société d'habitation et de développement de Montréal, du 19 août 2019 au 30 septembre 2020, pour la réalisation d'une étude de préfaisabilité et d'un appel à manifestation d'intérêt, pour orienter et encadrer le développement de la partie sud de l'Îlot Voyageur, pour une somme maximale de 300 000 $ / Autoriser un virement budgétaire de 150 000 $, en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le budget de fonctionnement du Bureau des projets et programmes d'immobilisation à la Direction générale pour l'année 2019 et prévoir un ajustement budgétaire de 150 000 $ au Bureau des projets et programmes d'immobilisations pour l'année 2020

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 août 2019 par sa résolution CE19 1298;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à la Société d'habitation et de développement de Montréal, du 19 août 2019 au 30 septembre 2020, pour la réalisation d'une étude de préfaisabilité et d'un appel à manifestation d'intérêt, pour orienter et encadrer le développement de la partie sud de l'Îlot Voyageur, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 300 000 $, conformément à son offre de service en date du 28 mai 2019;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville et la Société d'habitation et de développement de Montréal à cet effet;

3- d'autoriser le directeur général de la Ville de Montréal à signer ladite convention, pour et au nom de la Ville;

4- d'autoriser un virement budgétaire de 150 000 $, en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le budget de fonctionnement du Bureau des projets et programmes d'immobilisation à la Direction générale pour l'année 2019;

5- de prévoir un ajustement budgétaire de 150 000 $ au Bureau des projets et programmes d'immobilisations, à la Direction générale pour l'année 2020;

6- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.38 1198421001

CM19 0914

Accorder un contrat à GSM Project création inc. dans le cadre du concours pluridisciplinaire pour la création de l'expérience muséale du MEM-Mémoire des Montréalais.es pour la réalisation du projet - Dépense totale de 1 390 960,65 $, taxes, contingences et incidences incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 août 2019 par sa résolution CE19 1297;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder un contrat à GSM Project création inc., lauréate du concours pluridisciplinaire pour la création de l'expérience muséale du MEM-Mémoire des Montréalais.es, pour une dépense totale de 1 390 960,65 $, taxes, contingences et incidences incluses, conformément aux documents du concours et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2- d'approuver à cette fin le projet de convention à intervenir entre GSM Project création inc. et la Ville de Montréal ;

3- d'autoriser une dépense de 114 975 $, taxes incluses, à titre de budget des contingences;

4- d'autoriser une dépense de 114 975 $, taxes incluses, à titre de budget des incidences;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.39 1197305001

CM19 0915

Accorder un contrat à Lanco Aménagement inc. pour le réaménagement du terrain de balle Ouest au parc Sir-Wilfrid-Laurier, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 1 649 762,48 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 18-6225 (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 août 2019 par sa résolution CE19 1289;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder à Lanco Aménagement inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour le réaménagement du terrain de balle Ouest, situé au parc Sir-Wilfrid-Laurier, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 527 557,85 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-6225;

2- d'autoriser une dépense de 91 653,47 $, taxes incluses, à titre de budget des contingences;

3- d'autoriser une dépense de 30 551,16 $, taxes incluses, à titre de budget des incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.40 1187936014

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.41 à 20.45 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0916

Accorder deux contrats à Les entreprises Canbec Construction inc. et Les Entrepreneurs Bucaro inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs, pour des durées de quatre ans avec une option de prolongation d'une année - Dépense totale de 11 619 284,94 $, taxes, variations de quantités et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17479 (2 soum. par contrat)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 août 2019 par sa résolution CE19 1282;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder aux firmes ci-après mentionnées, plus soumissionnaires conformes, pour les numéros de contrat et les sommes maximales indiqués en regard de chacune d'elles, 2 contrats pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs, pour des périodes de 4 ans, avec une option de prolongation d'une année, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17479 et aux tableaux des prix reçus joints au dossier décisionnel :

Adjudicataire	**Contrat**	**Montant avant variations quantités et contingences (TTC)**
Les Entreprises Canbec Construction inc.	AHU-104-1923	4 548 574,69 $
Les Entrepreneurs Bucaro inc.	AHU-107-1923	5 134 162,75 $
	Total	**9 682 737,45 $**

2- d'autoriser une dépense au montant de 1 452 410,62 $, à titre de budget de variation des quantités;

3- d'autoriser une dépense au montant de 484 136,87 $, à titre de budget des contingences;

4- d'imputer cette somme conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.41 1196320004

CM19 0917

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Bruneau Électrique inc. pour les travaux électriques d'installation de luminaires au DEL dans les passages inférieurs et tunnels, dans le cadre du projet de conversion de l'éclairage de rue - Dépense totale de 3 408 739,72 $, taxes, variation des quantités, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 453810 (4 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 août 2019 par sa résolution CE19 1283;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'autoriser une dépense maximale de 3 165 258,31 $, taxes, incidences et variation des quantités incluses, pour des travaux électriques d'installation de luminaires DEL aux passages inférieurs et tunnels, dans le cadre du projet de conversion de l'éclairage de rue;

3- d'accorder à Bruno Électrique inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 434 814,08 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 45810;

4- d'autoriser une dépense de 243 481,41 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.42 1197629001

CM19 0918

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Schréder inc., pour une période de 36 mois, pour la fourniture de luminaires DEL pour les passages inférieurs et les tunnels, dans le cadre du projet de conversion de l'éclairage au DEL - Dépense totale de 2 033 180,08 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17473 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 août 2019 par sa résolution CE19 1284;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à Schréder inc, firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, un contrat d'une durée de 36 mois, pour la fourniture sur demande de luminaires DEL pour passages inférieurs et tunnels, dans le cadre du projet de conversion de l'éclairage de rue, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 694 316,73 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17473;

3- d'autoriser une dépense de 338 863,35 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.43 1193113001

CM19 0919

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder cinq contrats aux firmes Les Entrepreneurs Bucaro inc., Pépinière Michel Tanguay inc., A. & O. Gendron inc. et Groupe IMOG inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour des durées de quatre ans, avec une option de prolongation d'une année - Dépense totale de 28 931 042 $, taxes, variations de quantités et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17479 (entre 2 et 4 soum. par contrat)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 août 2019 par sa résolution CE19 1286;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder aux firmes ci-après mentionnées, seules soumissionnaires pour chacun des contrats, ces dernières ayant présenté des soumissions conformes, les contrats à cette fin, pour les sommes maximales indiqués en regard de chacune d'elles, pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs, pour des périodes de 4 ans, avec une option de prolongation d'une année, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17479 et aux tableaux des prix reçus joints au dossier décisionnel :

Adjudicataire	**Contrat**	**Montant avant variations quantités et contingences (TTC)**
Groupe IMOG inc.	AHU-105-1923	5 886 695,11 $
Les Entrepreneurs Bucaro inc.	AHU-106-1923 RPP-103-1923	4 571 746,22 $ 4 435 396,23 $
A. & O. Gendron inc.	RPP-101-1923	5 007 968,95 $
Pépinière Michel Tanguay inc.	RPP-102-1923	4 207 395,15 $
	Total	**24 109 201,66 $**

3- d'autoriser une dépense au montant de 3 616 380,25 $, à titre de budget de variation de quantités;

4- d'autoriser une dépense au montant de 1 205 460,08 $, à titre de budget de contingences;

5- d'imputer cette somme conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité.

20.44 1197711012

CM19 0920

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à 9150-2732 Québec inc. (Groupe TMD) pour des services de transport de neige, pour une durée de quatre ans - Dépense totale de 4 057 948,47 $ taxes, variation de quantités et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17480 (2 soum., 1 seul conforme)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 août 2019 par sa résolution CE19 1287;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à 9150-2732 Québec inc. (Groupe TMD), seul soumissionnaire conforme, un contrat pour des services de transport de la neige, pour une durée de 4 ans, avec une option de prolongation d'une année, dans le secteur RPP-201-1923, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 381 623,73 $, taxes incluses, conformément aux document de l'appel d'offres public 19-17480;

3- d'autoriser une dépense de 507 243,56 $, taxes incluses, à titre de budget de variation des quantités;

4- d'autoriser une dépense de 169 081,19 $, taxes incluses, à titre de budget des contingences;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.45 1197711013

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.46 à 20.49 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

Le conseil débute l'étude des articles 20.46 à 20.49.

Article 20.46

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Vertika inc. pour le lot 2 concernant la désinstallation du filet existant, la fourniture et l'installation d'un nouveau filet au-dessus de l'écosystème de la forêt Laurentienne du Biodôme - Dépense totale de 326 147,27 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17026 (1 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 août 2019 par sa résolution CE19 1288;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'autoriser une dépense totale de 326 147,27 $, taxes et contingences incluses, pour la désinstallation du filet existant, la fourniture et l'installation d'un nouveau filet au-dessus de l'écosystème de la forêt Laurentienne du Biodôme;

3- d'accorder au seul soumissionnaire Vertika inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 310 616,45 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17026;

4- d'autoriser une dépense de 15 530,82 $, taxes incluses, à titre de budget des contingences;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

_____

Un débat s'engage.

_____

_____

Article 20.47

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Construction Gamarco inc. pour les travaux de mise aux normes de l'aréna Raymond-Bourque, dans l'arrondissement de Saint-Laurent - Dépense totale de 28 268 777,20 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 5986 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 août 2019 par sa résolution CE19 1295;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à Construction Gamarco inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour des travaux de mise aux normes de l'aréna Raymond-Bourque, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 23 865 578,05 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5986;

3- d'autoriser une dépense de 3 579 836,71 $, taxes incluses, à titre de budget des contingences;

4- d'autoriser une dépense de 823 362,44 $, taxes incluses, à titre de budget des incidences;

5- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

_____

Un débat s'engage.

_____

_____

Article 20.48

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à KF Construction inc. pour les travaux de mise aux normes des arénas Sylvio et Georges Mantha du Centre Gadbois, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 19 463 564,73 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM - 15488 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 août 2019 par sa résolution CE19 1296;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à KF Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour des travaux de mise aux normes des arénas Sylvio et Georges Mantha du Centre Gadbois, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 16 431 882,42 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15488;

3- d'autoriser une dépense de 2 464 782,36 $, taxes incluses, à titre de budget des contingences;

4- d'autoriser une dépense de 566 899,94 $, taxes incluses, à titre de budget des incidences;

5- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Article 20.49

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Approuver un projet d'acte par lequel Ivanhoé Cambridge inc., Société de placements Ace ltée, 137578 Canada inc., 137579 Canada inc., 137581 Canada inc., Les Placements Commerciaux Rosh inc., Jodi Klein, Richard Klein, Lisa Klein, Joanne Klein, Esther Seigler, Richard Diamond, Lionel Goldman, Shapinko International inc., Nicary International inc., Creatogest inc., (le « Propriétaire ») vend à la Ville, pour réserve foncière, un bâtiment sis au 5010, rue Paré, à l'est de la rue Mountain Sights, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, constitué du lot 2 648 738 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour la somme de 9 100 000 $, plus les taxes applicables / Approuver un projet de contrat de services professionnels entre le Propriétaire et son notaire à cet effet

La conseillère Caroline Bourgeois déclare son intérêt et s'abstient de participer aux délibérations et de voter.

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 août 2019 par sa résolution CE19 1306;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'approuver un projet d'acte par lequel Ivanhoé Cambridge inc., Société de placements Ace ltée, 137578 Canada inc., 137579 Canada inc., 137581 Canada inc., Les Placements Commerciaux Rosh inc., Jodi Klein, Richard Klein, Lisa Klein, Joanne Klein, Esther Seigler, Richard Diamond, Lionel Goldman, Shapinko International inc., Nicary International inc., Creatogest inc., vendent à la Ville, à des fins de réserve foncière, un bâtiment vacant sis au 5010, rue Paré, à l'est de la rue Mountain Sights, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, constitué du lot 2 648 738 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 8 122,6 mètres carrés, pour la somme de 9 100 000 $, plus les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

4 - d'approuver un projet de contrat de services professionnels entre Me Sheldon Merling, notaire, et Ivanhoé Cambridge inc., Société de placements Ace ltée, 137578 Canada inc., 137579 Canada inc., 137581 Canada inc., Les Placements Commerciaux Rosh inc., Jodi Klein, Richard Klein, Lisa Klein, Joanne Klein, Esther Seigler, Richard Diamond, Lionel Goldman, Shapinko International inc., Nicary International inc., Creatogest inc., établissant certaines obligations constituant une stipulation en faveur de la Ville, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet de contrat de services professionnels;

5 - d'autoriser la signature de l'acte de vente et du contrat de services professionnels, pourvu que cet acte de vente et ce contrat de services professionnels soient, de l'avis du Service des affaires juridiques de la Ville, substantiellement conformes au projet d'acte de vente et au projet de contrat de services professionnels.

Un débat s'engage.

À 21 h 58, avant d'ajourner la séance au lendemain, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, cède la parole au leader de l'opposition officielle, M. Francesco Miele.

Le leader adjoint de l'opposition officielle prend la parole pour souligner à l'Administration qu'à la suite de son refus, lors des discussions, de tenir un comité plénier, le mardi 20 août 2019, pour l'article 80.01 (20.48) reporté à une phase ultérieure, et étant donné qu'il n'y a pas eu d'ouverture pour permettre aux membres du conseil de questionner les responsables du dossier afin d'avoir plus d'information, ce qui aiderait à statuer en toute connaissance de cause sur le dossier, et demande si le dossier est retiré de l'ordre du jour.

La présidente du conseil cède la parole au président du comité exécutif, M. Benoit Dorais.

Le président du comité exécutif prend la parole pour confirmer que la réponse de l'Administration, fournie par le leader de la majorité, M. François Limoges, cet après-midi, était assez claire et tient toujours, à savoir que l'Administration n'était pas en faveur de tenir un comité plénier demain matin. Le président du comité exécutif poursuit et assure qu'il déposera, séance tenante, demain matin, lors de l'appel de l'article, la confirmation de la prolongation du cautionnement jusqu'au 30 août 2019, par la compagnie Suez Canada Waste Services inc., en réponse à la question soulevée par le chef de l'opposition officielle relative à la date d'échéance indiquée au dossier, soit le 19 août 2019. Il poursuit et confirme que la confirmation de la prolongation est datée du mois de juillet dernier et s'excuse auprès des membres du conseil du fait qu'elle n'ait pas été jointe au dossier décisionnel.

La présidente du conseil confirme que le greffier vient de l'informer qu'effectivement le débat sur la demande de l'opposition officielle de tenir un comité plénier sur l'article 80.01 (20.48) n'a pas été statué et qu'il faudrait décider de la demande lors de l'appel de ce point demain. Elle cède la parole au conseiller Jean-François Parenteau.

Le conseiller Parenteau prend la parole pour informer l'opposition officielle que la proposition de tenir une réunion en privé avec les responsables du dossier demain mardi, le 20 août 2019, à 8 h 30, tient toujours et souhaite savoir si les membres sont intéressés à y participer étant donné qu'il n'a pas eu de réponse formelle à ce sujet, et que dans l'affirmative, une invitation formelle parviendra aux membres du conseil sous peu.

La présidente du conseil cède la parole à la leader de l'opposition officielle, Mme Karine Boivin-Roy.

La leader de l'opposition officielle prend la parole pour confirmer que l'opposition officielle a confirmé en bonne et due forme sa réponse au leader de la majorité à l'effet qu'elle accepte la proposition de tenir une rencontre en privé et que les membres du conseil n'attendent que l'invitation formelle à cet effet.

À 22 h 01, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, ajourne la séance jusqu'au mardi 20 août 2019, à 9 h 30.

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 19 août 2019
13 h

Séance tenue le mardi 20 août 2019 – 9 h 30
Salle du conseil de l'hôtel de Ville, Édifice Lucien-Saulnier

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, M. Christian Arseneault, Mme Manon Barbe, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin-Roy, Mme Caroline Bourgeois, M. Éric Alan Caldwell, M. Josué Corvil, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Benoit Dorais, Mme Rosannie Filato, Mme Giuliana Fumagalli, Mme Effie Giannou, Mme Marianne Giguère, Mme Christine Gosselin, Mme Nathalie Goulet, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, M. Benoit Langevin, Mme Patricia Lattanzio, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Pierre Lessard-Blais, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, Mme Sophie Mauzerolle, M. Peter McQueen, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, Mme Suzie Miron, Mme Sue Montgomery, M. Jérôme Normand, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Marie-Josée Parent, M. Jean-François Parenteau, M. Hadrien Parizeau, M. Jocelyn Pauzé, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Micheline Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, M. Abdelhaq Sari, M. Craig Sauvé, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier, M. Philipe Tomlinson, Mme Maja Vodanovic, Mme Stephanie Watt, Mme Cathy Wong et Mme Lise Zarac.

PRÉSENCES EN COURS DE SÉANCE :

M. François William Croteau et M. Sterling Downey.

ABSENCE SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Catherine Clément-Talbot.

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* LORS DU VOTE ENREGISTRÉ SUR L'ARTICLE 65.03 :

M. Éric Alan Caldwell et M. Michel Bissonnet.

ABSENCE SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* LORS DU VOTE ENREGISTRÉ SUR L'ARTICLE 65.03 :

Mme Catherine Clément-Talbot

AUTRES PRÉSENCES :

M. Serge Lamontagne, Directeur général
Me Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Pascale Loiseau, Analyste-rédactrice
Mme Lynne Trépanier, Conseillère - Analyse et contrôle de gestion

---

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, déclare la séance ouverte et souligne le départ à la retraite de Mme Nathalie P. Pelletier, agent de bureau principal présente en salle du conseil, après 32 ans de service à la Ville de Montréal. Elle la remercie pour les services rendus et lui souhaite une bonne retraite. Elle poursuit et informe les membres du conseil de l'anniversaire du greffier de la Ville, Me Yves Saindon, en ce jour même et lui souhaite un très joyeux anniversaire.

---

1 - Période de questions du public

La présidente du conseil appelle le point « Période de questions du public ».

Les citoyennes et citoyens ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
Mme Louise Constantin	Mme Valérie Plante (Mme Émilie Thuillier)	Souhaite connaître la procédure qui suivra l'adoption de la motion inscrite à l'article 65.05 visant à honorer la mémoire de Mme Lucia Kowaluk et l'échéancier pour l'attribution d'un toponyme / Souhaite savoir quelle forme prendra l'hommage qui sera rendu à Mme Kowaluk, hommage qui constituera une reconnaissance du mouvement communautaire
M. Marc Poulin	Mme Valérie Plante (M. Philipe Tomlinson)	Demande à l'Administration de privilégier la tenue d'une consultation publique par l'OCPM plutôt que par l'arrondissement tel que souhaité par le maire d'Outremont, M. Tomlinson, dans le cadre de la refonte du stationnement / Questionne la neutralité et l'objectivité de la consultation si elle est menée par le maire de l'arrondissement
M. Campbell Stuart	Mme Valérie Plante (M. Alex Norris)	Appui de l'Administration souhaité à la motion de l'opposition officielle demandant de rendre hommage à Mme Lucia Kowaluk / Informe aussi l'Administration de son appui au projet du Grand parc de l'Ouest
Mme Isabelle Sawyer	Mme Valérie Plante (Mme Émilie Thuillier)	Implication du milieu communautaire souhaité dans le processus menant au choix de l'emplacement pour l'hommage à Mme Kowaluk / Informe l'Administration que le comité des citoyens et des citoyennes de Milton Parc souhaite faire la suggestion d'un lieu pour l'hommage à la mémoire de Mme Kowaluk **Dépôt de document**
M. Pierre Alain Cotnoir	Mme Valérie Plante (M. Robert Beaudry)	Déplore l'expansion du changement de vocation de logements en AIRBNB dans la région métropolitaine – Demande à l'Administration de prendre des mesures pour concrétiser l'implication de Mme Kowaluk dans sa lutte pour le logement social et abordable / Reconnaître la Fédération des Coopératives d'Habitation Intermunicipale du Montréal Métropolitain (FECHIMM) en tant que partenaire au niveau du développement du logement social et abordable
Mme Céline Forget	Mme Laurence Lavigne Lalonde (Mme Émilie Thuillier)	Privilégier la tenue d'une consultation publique par l'OCPM dans le cadre du projet de refonte du stationnement dans l'arrondissement d'Outremont / Tenir compte que l'objectif premier d'une consultation publique est d'écouter les citoyens
M. Laurian Ionita	Mme Valérie Plante (M. François limoges)	Déplore le manque de respect envers les drapeaux à la suite de gestes disgracieux posés par un groupe de citoyens devant le consulat américain

_____

N'ayant aucune autre intervention de la part des citoyennes et des citoyens, la présidente du conseil déclare la période de questions du public close à 10 h 03. Elle remercie les 3 personnes s'identifiant comme femmes et les 4 personnes s'identifiant comme hommes qui se sont déplacé.e.s pour poser leur question et pour faire état de leurs doléances aux membres du conseil.

* aucune personne s'identifiant comme autre n'a posé de question.

_____

2 - Période de questions des membres du conseil

La présidente du conseil appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Les conseillères et conseillers ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Lionel Perez	Mme Valérie Plante	Projet du Grand Parc de l'Ouest et mise en demeure par les promoteurs du projet de développement Cap-Nature – Mesures afin de minimiser les impacts pour les Montréalais.e.s / Mesures pour aller de l'avant malgré la mise en demeure
Mme Karine Boivin-Roy	Mme Valérie Plante (Mme Émilie Thuillier)	Disponibilité et fiabilité des informations du service Info-Travaux via le 3-1-1 / Délais d'attente importants, réponses qui ne sont pas en temps réel – improvisation de l'Administration en ce qui a trait aux services de première ligne
Mme Chantal Rossi	Mme Valérie Plante (M. Robert Beaudry)	Rapport de l'OCPM – secteur des Faubourgs – piétonisation de la rue Sainte-Catherine 12 mois par année / Demande si la rue Sainte-Catherine sera piétonnisée dans le Village avec ou sans consultation publique

---

À 10 h 19,

Il est proposé par Mme Karine Boivin-Roy

appuyé par M. Francesco Miele

de prolonger la période de questions des membres de 7 minutes, conformément à l'article 57 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051).*

La proposition est agréée.

M. Marvin Rotrand	Mme Valérie Plante (M. Sylvain Ouellet)	Grand parc de l'Ouest – si l'Administration a fait des représentations auprès des gouvernements supérieurs, dans l'affirmative, contributions allouées / Ouverture de l'Administration pour la création d'un parc national sur l'île de Montréal
M. Francesco Miele	Mme Valérie Plante (M. Robert Beaudry)	Situation préoccupante au marché Jean-Talon – mesures pour venir en aide au conseil d'administration / Présentation d'un plan de redressement pour le marché Jean-Talon

---

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des membres du conseil par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, la présidente du conseil déclare la période de questions des conseillères et des conseillers close à 10 h 30.

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges, pour la suite de l'ordre du jour.

À 10 h 30, le leader de la majorité appelle les articles 65.04 et 65.05 afin de les étudier en présence des invités, tel qu'il a été entendu en début de séance, hier après-midi.

CM19 0921

Motion de l'opposition officielle visant à honorer la mémoire de M. Laurent McCutcheon

Attendu que M. Laurent McCutcheon, décédé le 4 juillet dernier, a été un militant de longue date pour les droits de la communauté LGBTQ+;

Attendu que Laurent McCutcheon, à titre de fonctionnaire de l'état québécois, a été responsable de la mise en place des services de garde pour enfants au Québec ;

Attendu que Laurent McCutcheon est le fondateur de la Fondation Émergence, une organisation visant l'éducation et la sensibilisation aux enjeux de la communauté LGBTQ+;

Attendu que durant 31 années, Laurent McCutcheon a présidé Gai Écoute (maintenant appelé Interligne), un organisme offrant une ligne d'écoute confidentielle pour les membres de la communauté LGBTQ+;

Attendu que l'activisme de Laurent McCutcheon aura permis plusieurs gains marquants pour la communauté LGBTQ+, dont l'union civile québécoise (2002), l'établissement du 17 mai comme la Journée nationale de lutte contre l'homophobie (2003), aujourd'hui devenue la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie, l'adoption de la Loi sur le mariage civil du Canada (2005), la Politique québécoise de lutte contre l'homophobie (2009) et la création du Fonds Diversité sexuelle, nommé Fonds Laurent McCutcheon (2015);

Attendu que la Fondation Émergence remet annuellement le prix Laurent-McCutcheon à une personnalité ayant contribué à la cause de la communauté LGBTQ+ lors des célébrations entourant la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie;

Il est proposé par Mme Karine Boivin-Roy

appuyé par M. Benoit Langevin
M. Lionel Perez
Mme Valérie Plante

1 - que le conseil municipal de Montréal souligne la contribution inestimable de M. McCutcheon en tant que Montréalais ayant fait avancer la cause de la communauté LGBTQ+;

2 - que la Ville de Montréal rende hommage à Laurent McCutcheon en le nommant membre de l'Ordre de Montréal à titre posthume et qu'un élément de toponymie soit nommé en son honneur dans le secteur montréalais du Village.

Un débat s'engage.

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, cède la parole à la leader de l'opposition officielle, Mme Karine Boivin-Roy.

La leader de l'opposition officielle prend la parole pour présenter la motion et en profite pour rendre un vibrant hommage à cet homme qui a dédié sa vie à défendre et à faire avancer les causes qui lui tenaient à cœur, particulièrement son militantisme à la cause des LGBT+. Elle souligne la présence, parmi tous les invités qui se sont déplacés pour l'étude de cette motion, de M. Pierre Sheridan, conjoint de M. McCutcheon, salue tous les invités et les remercie de leur présence.

La présidente du conseil remercie la leader de l'opposition officielle pour son intervention et cède la parole à la leader adjointe de la majorité, Mme Émilie Thuillier.

Il est proposé par Mme Émilie Thuillier

appuyé par Mme Boivin-Roy

d'amender la motion sous étude comme suit :

- d'ajouter un septième « Attendu » qui se lit comme suit : « Attendu que M. Laurent McCutcheon a siégé sur le conseil de l'Ordre de Montréal à titre de membre et qu'il y a apporté une contribution importante; »

- de remplacer le deuxième paragraphe du « Résolu » par le suivant : « que la Ville nomme un lieu public en hommage à M. McCutcheon au moment opportun, lorsque le délai d'une année suivant son décès sera écoulé, conformément aux règles de la Commission de toponymie du Québec. Dans l'attente, le nom de M. Laurent McCutcheon sera inscrit dans la banque toponymique prévisionnelle ».

La proposition est agréée.

Un débat s'engage sur l'article 65.04, tel qu'amendé.

La présidente du conseil cède respectivement la parole à la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante, et à la conseillère Nathalie Goulet.

La mairesse de Montréal et la conseillère Goulet prennent à tour de rôle la parole pour rendre aussi un vibrant hommage à M. McCutcheon, relatant le dévouement et le travail acharné de ce dernier pour améliorer la cause de la communauté LGBTQ+ ainsi que pour saluer également la présence, parmi les invités, de M. Pierre Sheridan, conjoint de M. McCutcheon, et pour souhaiter, au nom des Montréalaises et des Montréalais, leurs plus sincères sympathies à M. Sheridan, à la famille et aux connaissances de M. McCutcheon.

La présidente du conseil remercie la mairesse de Montréal et la conseillère Goulet pour leur intervention.

La présidente du conseil déclare l'article 65.04, tel qu'amendé, adopté à l'unanimité et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.04

CM19 0922

Motion de l'opposition officielle visant à honorer la mémoire de Mme Lucia Kowaluk

Attendu que Mme Lucia Kowaluk, décédée le 1er février 2019, a consacré sa vie aux causes sociales, environnementales et culturelles, avec une attention particulière pour les personnes les plus vulnérables de la société, l'accès au logement abordable et la préservation du patrimoine;

Attendu que les efforts de Mme Lucia Kowaluk ont mené à la mise en place de services tels qu'un refuge pour personnes itinérantes à la St-James United Church ou alors la création d'organisations telles que le Centre d'écologie urbaine de Montréal, Chambreclerc, Héritage Montréal et la Communauté Milton Park (CMP), l'une des plus grandes communautés de coopératives d'habitation au Canada;

Attendu que Mme Lucia Kowaluk a notamment joué un rôle dans la préservation de l'îlot Overdale dans les années 80 et, plus récemment, la préservation du jardin Notman et de l'ensemble patrimonial de l'Hôtel-Dieu;

Attendu que le décès de Mme Lucia Kowaluk a donné lieu à des manifestations de reconnaissance de la part de différents milieux, tant politiques et médiatiques que coopératifs et communautaires;

Attendu que l'engagement social de Mme Lucia Kowaluk lui a valu de multiples marques de reconnaissance publique, notamment l'Ordre du Canada (2013), l'Ordre national du Québec (2015) et le prix Thérèse-Daviau de la Ville de Montréal;

Attendu que la Fédération des coopératives d'habitation intermunicipales du Montréal métropolitain (FECHIMM) a rendu hommage à Mme Lucia Kowaluk, lors de son assemblée annuelle de 2018;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Karine Boivin-Roy

1 - que le conseil municipal de Montréal souligne la contribution inestimable de Mme Lucia Kowaluk en tant que Montréalaise ayant lutté pour la justice sociale;

2 - que la Ville de Montréal nomme Mme Lucia Kowaluk membre de l'Ordre de Montréal à titre posthume;

3 - que la Ville de Montréal s'associe à la campagne menée par plusieurs personnalités, dont Mme Phyllis Lambert, et plusieurs organismes, dont la FECHIMM, et qu'elle utilise la démarche Toponym'Elles pour honorer la mémoire de Mme Lucia Kowaluk en inscrivant son nom dans la toponymie montréalaise.

Un débat s'engage.

Il est proposé par Mme Émilie Thuillier

appuyé par M. François Limoges

d'amender la motion sous étude comme suit :

- d'ajouter un septième « Attendu » qui se lit comme suit : « Attendu que le nom de Mme Lucia Kowaluk a été ajouté à la banque toponymique prévisionnelle de la Ville de Montréal, dans le cadre de l'opération Toponym'Elles »;

- de modifier le premier paragraphe du « Résolu » afin d'ajouter le mot « continue à souligner » entre les mots « que le conseil municipal de la Ville de Montréal » et les mots « la contribution inestimable de Mme Lucia Kowaluk ...»;

- de supprimer le deuxième paragraphe du « Résolu »;

- de modifier la fin du troisième paragraphe du « Résolu », après les mots « ... dont la FECHIMM, ... » comme suit : « et qu'elle nomme un lieu public en hommage à Mme Lucia Kowaluk au moment opportun, lorsque le délai d'une année suivant son décès sera écoulé, conformément aux règles de la Commission de toponymie du Québec ».

La proposition est agréée.

Un débat s'engage sur l'article 65.05, tel qu'amendé.

La présidente du conseil cède la parole respectivement à la conseillère Giuliana Fumagalli et aux conseillers Marvin Rotrand et Alex Norris.

La conseillère Fumagalli et les conseillers Rotrand et Norris prennent à tour de rôle la parole pour rendre un vibrant hommage à Mme Kowaluk et souligner sa persévérance et son travail acharné pour faire avancer différentes causes sociales.

La présidente du conseil déclare l'article 65.05, tel qu'amendé, adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.05

À 11 h 14, le conseil reprend ses travaux en poursuivant l'étude des articles 20.46 à 20.49 déjà réunis.

CM19 0923 - Suite

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Vertika inc. pour le lot 2 concernant la désinstallation du filet existant, la fourniture et l'installation d'un nouveau filet au-dessus de l'écosystème de la forêt Laurentienne du Biodôme - Dépense totale de 326 147,27 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17026 (1 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.46 1197575003

CM19 0924 - Suite

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Construction Gamarco inc. pour les travaux de mise aux normes de l'aréna Raymond-Bourque, dans l'arrondissement de Saint-Laurent - Dépense totale de 28 268 777,20 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 5986 (3 soum.)

Le débat se poursuit.

Adopté à l'unanimité.

20.47 1196676001

CM19 0925 - Suite

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à KF Construction inc. pour les travaux de mise aux normes des arénas Sylvio et Georges Mantha du Centre Gadbois, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 19 463 564,73 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM - 15488 (3 soum.)

Le débat se poursuit.

Adopté à l'unanimité.

20.48 1196676003

CM19 0926 - Suite

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Approuver un projet d'acte par lequel Ivanhoé Cambridge inc., Société de placements Ace ltée, 137578 Canada inc., 137579 Canada inc., 137581 Canada inc., Les Placements Commerciaux Rosh inc., Jodi Klein, Richard Klein, Lisa Klein, Joanne Klein, Esther Seigler, Richard Diamond, Lionel Goldman, Shapinko International inc., Nicary International inc., Creatogest inc., (le « Propriétaire ») vend à la Ville, pour réserve foncière, un bâtiment sis au 5010, rue Paré, à l'est de la rue Mountain Sights, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, constitué du lot 2 648 738 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour la somme de 9 100 000 $, plus les taxes applicables / Approuver un projet de contrat de services professionnels entre le Propriétaire et son notaire à cet effet

---

Le débat se poursuit.

À 11 h 35, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, quitte le fauteuil présidentiel et cède sa place au vice-président du conseil, M. Sterling Downey.

Adopté à l'unanimité.

20.49 1184962012

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, cède la parole à la leader de l'opposition officielle, Mme Karine Boivin-Roy.

La leader de l'opposition officielle, Mme Karine Boivin-Roy, dans le cadre de sa prise de parole pour présenter le rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats pour l'article 20.49, en profite pour souligner le départ à la retraite de M. Pierre G. Laporte, qui a servi en tant que secrétaire-recherchiste de cette Commission depuis quelques années. La leader de l'opposition officielle et le conseiller Christian Arseneault remercient M. Laporte pour tout le travail accompli au sein de la Commission et souhaitent la bienvenue à Mme Linda Lajeunesse qui prendra la relève de M. Laporte.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.01 à 30.04 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0927

Approuver le projet de garantie à intervenir entre la Ville de Montréal, la Fédération des caisses Desjardins du Québec à laquelle intervient la Société d'habitation et de développement de Montréal pour garantir la marge de crédit d'exploitation d'un montant de 100 000 000 $ pour une durée de cinq ans

Considérant la décision de la Société d'habitation et de développement de Montréal d'accepter l'offre de financement de la Fédération des caisses Desjardins du Québec afin de contracter une marge de crédit d'exploitation de cent millions de dollars (100 000 000 $) payable à demande aux termes d'une convention de crédit auprès de la Fédération des caisses Desjardins du Québec aux fins de remplacer la marge de crédit existante dont l'échéance est le 25 août 2019, contractée auprès de la Fédération des caisses Desjardins du Québec;

En conformité avec le paragraphe b) de l'article 4 des lettres patentes de la Société d'habitation et de développement de Montréal;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2019 par sa résolution CE19 1257;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le projet de garantie de prêt à intervenir entre la Ville de Montréal et la Fédération des caisses Desjardins du Québec pour garantir la marge de crédit d'exploitation de 100 000 000 $ de la Société d'habitation de Montréal (SHDM), pour une durée de cinq ans.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1196944001

CM19 0928

Offrir à l'arrondissement de Ville-Marie d'organiser un concours sur invitation pour l'intégration d'une oeuvre d'art au parc Rutherford, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* - Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Trevor Gould, artiste professionnel, pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art public « Métronome » au parc Rutherford, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour une somme maximale de 60 361,76 $, taxes et contingences incluses / Approuver un projet de contrat à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 août 2019 par sa résolution CE19 1278;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'offrir à l'arrondissement de Ville-Marie d'organiser un concours sur invitation pour l'intégration d'une œuvre d'art au parc Rutherford, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*;

2- d'approuver un projet de contrat d'exécution d'œuvre d'art par lequel M. Trevor Gould, artiste professionnel, s'engage à fournir à la Ville les services artistiques pour la fabrication et l'installation de l'œuvre d'art « Métronome » qui sera intégrée au parc Rutherford, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour une somme maximale de 60 361,76 $, taxes et contingences incluses, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet de contrat;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1197722001

CM19 0929

Adopter une résolution de contrôle intérimaire visant à interdire toute nouvelle construction, tout agrandissement d'un immeuble, toute opération cadastrale et tout morcellement de lots fait par aliénation sur le territoire illustré sur le plan intitulé « territoire d'application » joint à l'annexe A de la résolution

Attendu que le conseil de la ville a déposé un avis de motion et adopté un projet de règlement enclenchant le processus de modification du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin, notamment, d'y intégrer le Programme particulier d'urbanisme du secteur de planification Partie nord de L'Île-des-Soeurs;

Attendu que le conseil de la ville a déposé un avis de motion en vue d'adopter un règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation applicable à une partie du territoire visé par le Programme particulier d'urbanisme du secteur de planification Partie nord de L'Île-des-Soeurs;

Attendu que dans les secteurs à transformer ou à construire du secteur de planification Partie nord de L'Île-des-Soeurs, la réalisation d'un projet relatif à toute nouvelle construction, tout agrandissement, toute opération cadastrale et tout morcellement de lots fait par aliénation conforme aux règlements appropriés, risque de compromettre les nouvelles dispositions de densité et de limites de hauteur ainsi que les objectifs et moyens de mise en oeuvre du Programme particulier d'urbanisme;

Attendu que jusqu'à ce que le règlement de contrôle intérimaire entre en vigueur pour la période nécessaire à ce que la réglementation d'urbanisme appropriée de l'arrondissement reflète les modifications proposées au plan d'urbanisme, une résolution de contrôle intérimaire peut être adoptée afin de restreindre temporairement les dispositions relatives à la construction, à l'agrandissement, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation d'un immeuble visé par la présente résolution;

VU les articles 112 et 112.1 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 août 2019 par sa résolution CE19 1323;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d’adopter une résolution de contrôle intérimaire visant à interdire toute nouvelle construction, tout agrandissement d’un immeuble, toute opération cadastrale et tout morcellement de lots fait par aliénation sur le territoire illustré sur le plan intitulé « Territoire d’application » joint à l’annexe A de la présente résolution; et que, toutefois, ces interdictions ne visent pas les exceptions mentionnées au deuxième alinéa de l’article 112 de la *Loi sur l’aménagement et l’urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1);

2 - de permettre, malgré ce qui précède, une nouvelle construction ou un agrandissement d’un immeuble aux fins de l’exercice d’une école sur un terrain situé au sud de l’emprise de la place du Commerce et de la rue Levert;

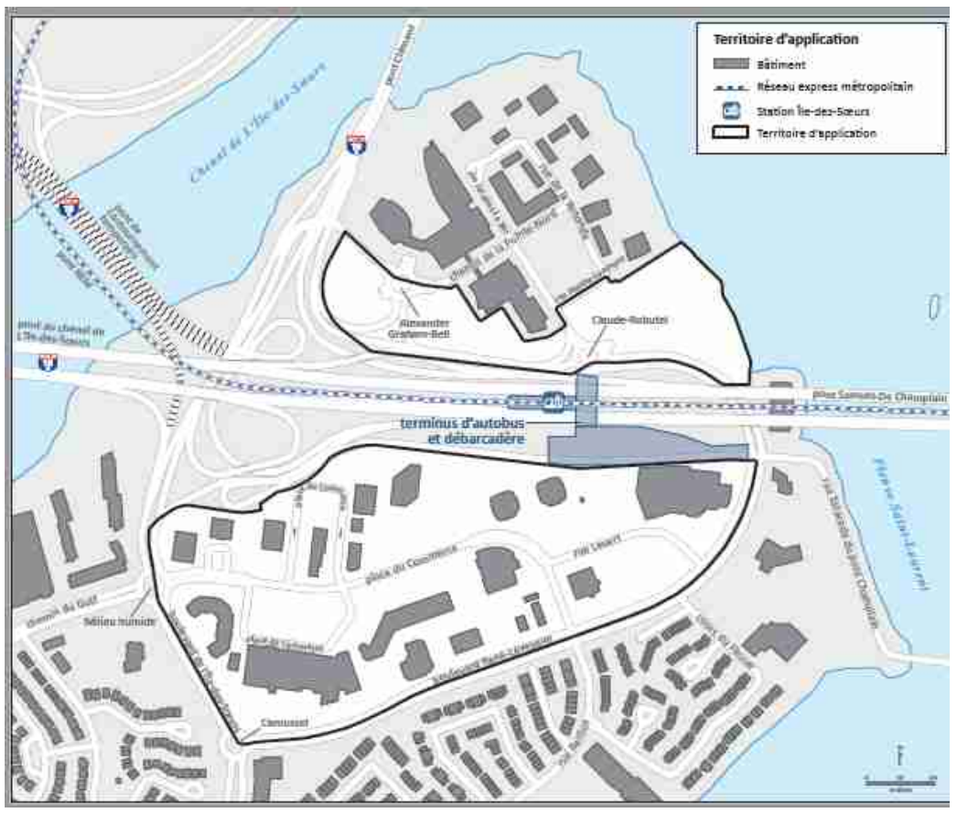
3 - de prévoir que la présente résolution s’applique uniquement aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation permis en vertu d’un règlement, d’une résolution ou de toute autre autorisation relevant du conseil d’arrondissement.

Adopté à l'unanimité.

30.03 1198416001

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « TERRITOIRE D’APPLICATION »

_____



CM19 0930

Mandater le Service des finances afin de produire un rapport préélectoral sur l'état des finances de la Ville de Montréal au plus tard le 30 juin 2021 / Mandater la Vérificatrice générale de la Ville de Montréal d'auditer ce rapport préélectoral et de présenter cet audit au plus tard le 23 septembre 2021

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 août 2019 par sa résolution CE19 1322;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais
M. Lionel Perez
M. Alan DeSousa

Et résolu :

1- de mandater le Service des finances afin de produire un rapport préélectoral sur l'état des finances de la Ville de Montréal au plus tard le 30 juin 2021;

2- de mandater la Vérificatrice générale de la Ville de Montréal d'auditer ce rapport préélectoral et de présenter cet audit au plus tard le 23 septembre 2021.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

30.04 1197652003

CM19 0931

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement 1654 adopté par l'ancienne Ville de Montréal-Nord et abrogeant le Règlement 1653 à l'égard seulement de la partie résiduelle de la ruelle située au nord-est de l'avenue Drapeau, entre les rues de Castille et de Charleroi, dans l'arrondissement de Montréal-Nord, aux fins de transfert aux propriétaires riverains

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement 1654 adopté par l'ancienne Ville de Montréal-Nord et abrogeant le Règlement 1653 à l'égard seulement de la partie résiduelle de la ruelle située au nord-est de l'avenue Drapeau, entre les rues de Castille et de Charleroi, dans l'arrondissement de Montréal-Nord, aux fins de transfert aux propriétaires riverains », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.01 1164396006

CM19 0932

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (S-6.01)

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (S-6.01) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.02 1190025003

CM19 0933

Avis de motion et dépôt - Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est de la rue Honoré-Vaillancourt, entre la 5e Avenue et la 6e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est de la rue Honoré-Vaillancourt, entre la 5e Avenue et la 6e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.03 1194386004

CM19 0934

Avis de motion et dépôt - Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud de la 80e Avenue, entre la rue Notre-Dame Est et le fleuve Saint-Laurent, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud de la 80e Avenue, entre la rue Notre-Dame Est et le fleuve Saint-Laurent, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.04 1184386002

CM19 0935

Avis de motion et dépôt - Règlement du conseil de la Ville sur la subdélégation des activités de remorquage en lien avec les opérations de déneigement aux conseils d'arrondissements

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement du conseil de la Ville sur la subdélégation des activités de remorquage en lien avec les opérations de déneigement aux conseils d'arrondissements », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.05 1197711014

CM19 0936

Avis de motion et dépôt - Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est de la rue Forsyth, entre le boulevard De La Rousselière et la 50e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est de la rue Forsyth, entre le boulevard De La Rousselière et la 50e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.06 1194386003

CM19 0937

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054)

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.07 1190335007

CM19 0938

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 5 000 000 $ afin de financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines, de réaménagement de surface et de remplacement de la marquise du projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 5 000 000 $ afin financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines, de réaménagement de surface et de remplacement de la marquise du projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.08 1191009002

CM19 0939

Avis de motion et dépôt - Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouvelles constructions, aux agrandissements d'immeubles, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par monsieur François Limoges de l'inscription à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouvelles constructions, aux agrandissements d'immeubles, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.09 1198416001

CM19 0940

Avis de motion et dépôt - Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par monsieur François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.10 1194320002

CM19 0941

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 3 000 000 $ pour financer les travaux d'aménagements urbains ludiques, sécuritaires et universellement accessibles pour les enfants

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant un emprunt de 3 000 000 $ pour financer les travaux d'aménagements urbains ludiques, sécuritaires et universellement accessibles pour les enfants à l'assemblée du conseil municipal du 17 juin 2019 par sa résolution CM19 0773;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 3 000 000 $ pour financer les travaux d'aménagements urbains ludiques, sécuritaires et universellement accessibles pour les enfants » à l'assemblée du conseil municipal du 17 juin 2019 par sa résolution CM19 0773;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 juin 2019, par sa résolution CE19 0943;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 3 000 000 $ pour financer les travaux d'aménagement urbains ludiques, sécuritaires et universellement accessibles pour les enfants », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

42.01 1197235004

Règlement 19-042

CM19 0942

Avis de motion, dépôt et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme du secteur de planification partie nord de L'Île-des-Soeurs » / Tenue d'une consultation publique

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DE PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance ultérieure du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme du secteur de planification partie nord de L'Île-des-Sœurs », lequel est déposé avec le dossier décisionnel;

ADOPTION DE PROJET DE RÈGLEMENT

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme du secteur de planification partie nord de L'Île-des-Sœurs »;

2 - de soumettre le dossier à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour qu'il tienne l'assemblée publique de consultation prévue conformément à la loi.

Adopté à l'unanimité.

43.01 1198416001

Règlement P-04-047-205

CM19 0943

Renommer « rue Atateken » la rue Amherst, dans l'arrondissement de Ville-Marie

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 juin 2019 par sa résolution CE19 1051;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de renommer la rue Amherst « rue Atateken », dans l'arrondissement de Ville-Marie.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

46.01 1194521009

CM19 0944

Nomination de la présidente, de la vice-présidente et de membres au Conseil des Montréalaises

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 31 juillet 2019 par sa résolution CE19 1177;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - de nommer à titre de membres du Conseil des Montréalaises :

- Mme Andrée Fortin, en remplacement de Christine Hoang, pour un premier mandat de trois ans se terminant en août 2022;
- Mme Selma Tannouche Bennani, en remplacement de Lyndsay Daudier, pour un premier mandat de trois ans se terminant en août 2022;
- Mme Sylvie Cajelait, en remplacement de Nelly Esmeralda Zarfi, pour un premier mandat de trois ans se terminant en août 2022;
- Mme Mélissa Gaboury, en remplacement de Marie-Ève Maillé, pour un premier mandat de trois ans se terminant en août 2022;
- Mme Stéphanie Viola-Plante, en remplacement de Michèle Chappaz, pour un premier mandat de trois ans, de septembre 2019 à septembre 2022;
- Mme Marie-Ève-Rancourt pour un deuxième mandat de trois ans se terminant en août 2022;
- Mme Dorothy Alexandre pour un deuxième mandat de trois ans se terminant en août 2022;
- Mme Youla Pompilus-Touré pour un deuxième mandat de trois ans se terminant en août 2022;

2 - de désigner pour un second mandat au Conseil des Montréalaises:

- Mme Dorothy Alexandre à titre de présidente pour une durée de deux ans, de septembre 2019 à septembre 2021;
- Mme Youla Pompilus-Touré à titre de vice-présidente pour une durée de deux ans, de septembre 2019 à septembre 2021;

3 - de remercier les membres sortants pour leur contribution au Conseil des Montréalaises.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

51.01 1197721002

Article 51.02

Nominations aux commissions permanentes

Le leader de la majorité, M. François Limoges, retire l'article 51.02 de l'ordre du jour, conformément à l'article 88 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051).

Article 65.01

Motion de l'opposition officielle mandatant la vérificatrice générale de produire un rapport préélectoral sur l'état des finances de la Ville de Montréal

Le chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez, retire l'article 65.01 de l'ordre du jour, conformément à l'article 88 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051).

Article 65.02

Motion de l'opposition officielle demandant le prolongement du métro vers la gare Bois-Franc

Le conseiller Alan DeSousa reporte l'article 65.02 à l'assemblée du conseil du 16 septembre 2019, conformément à l'article 32 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051).

À 11 h 15, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, reprend le fauteuil présidentiel.

CM19 0945

Motion de l'opposition officielle afin de bonifier l'offre de ressources numériques dans les bibliothèques municipales de la Ville de Montréal

Attendu que la Ville de Montréal compte quarante-cinq bibliothèques municipales;

Attendu que les bibliothèques publiques québécoises, principalement les bibliothèques municipales, sont un acteur majeur de la chaîne du livre au Québec et au Canada;

Attendu que selon le distributeur de livres numériques De Marque, le nombre de prêts numériques au Québec est en croissance soutenue, avec une augmentation de 40 % entre août 2017 et octobre 2018;

Attendu qu'entre 2014 et 2018, les prêts numériques dans les bibliothèques publiques de la Ville de Montréal ont augmenté de près de 360 %;

Attendu qu'entre 2014 et 2018, la fréquentation des bibliothèques municipales a augmenté de 18 %;

Attendu que les bibliothèques municipales de la Ville de Montréal mettent à la disposition de leurs usagers des livres numériques à travers la plateforme PRETNUMERIQUE.CA;

Attendu que la plateforme PRETNUMERIQUE.CA limite le nombre de lecteurs simultanés pour un même ouvrage et ne permet aux usagers d'emprunter un livre numérique que pour 21 jours, sans renouvellement possible;

Attendu qu'en 2018, selon l'Institut de la statistique, les bibliothèques publiques montréalaises ont déboursé 662 000 $ pour fournir plus de 30 000 titres de livres numériques à leurs 410 754 usagers;

Attendu que selon le plan stratégique 2016-2019 des bibliothèques de la Ville de Montréal, l'augmentation de la collection de ressources numériques des bibliothèques municipales et la bonification du catalogue font partie des priorités stratégiques;

Attendu que selon le chercheur Stéphane Labbé, expert reconnu du secteur du livre au Québec, les contraintes - principalement la durée limitée des prêts numériques, l'impossibilité de renouveler l'emprunt et les délais d'attente - mènent les usagers à acheter un exemplaire du livre plutôt que d'emprunter le livre numérique dans les bibliothèques publiques;

Attendu qu'il existe de nombreuses compagnies, notamment les bibliothèques numériques communautaires, offrant des livres numériques sans limitations, sans gestion des droits numériques et sans contraintes techniques;

Attendu qu'en France, une bibliothèque numérique communautaire peut offrir plus de 30 000 titres de livres numériques, sans limitation ni contraintes, pour moins de 23 000 $ pour 60 000 usagers, ce qui revient à moins de 165 000 $ pour 420 000 usagers;

Attendu que plusieurs bibliothèques municipales et instituts dans le monde (France, Belgique, Allemagne, Sénégal, Maroc et Royaume-Uni) ont déjà mis en place des plateformes sans limitations ni contraintes techniques;

Attendu que certaines bibliothèques numériques communautaires travaillent avec les mêmes librairies agréées qui fournissent actuellement les livres numériques aux bibliothèques municipales de la Ville de Montréal et fournissent du contenu québécois;

Il est proposé par M. Josué Corvil

appuyé par Mme Chantal Rossi

que la Ville de Montréal s'engage à lancer les démarches pour améliorer la plateforme de prêts numériques de l'ensemble du réseau des bibliothèques municipales, afin de permettre aux usagers d'avoir accès à un contenu numérique, en ligne, sans limitation de prêts (nombre et durée), sans liste d'attente, sans gestion des droits numériques et sans contraintes techniques.

_____

Un débat s'engage.

_____

La conseillère Magda Popeanu dépose une lettre de l'Union des écrivaines et des écrivains Québécois ('UNEQ) adressée à la mairesse de Montréal concernant cette motion.

_____

Le débat se poursuit.

_____

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

de procéder à un vote à main levée de l'article 65.03.

Il est proposé par Mme Karine Boivin-Roy

appuyé par M. Francesco Miele

de procéder à un vote enregistré sur l'article 65.03.

Le greffier fait l'appel des membres et le conseil se partage comme suit :

VOTE

Votent en faveur:	Mesdames et messieurs Perez, Boivin-Roy, Miele, Black, DeSousa, Sari, Giannou, Salem, Beis, Lattanzio, Deros, Corvil, Langevin, Rossi, Décarie, Perri, Guay, Miranda, Hénault, Fumagalli et Rotrand (21)

Votent contre:	Mesdames et messieurs Plante, Dorais, Popeanu, Ouellet, Goulet, Lavigne Lalonde, Beaudry, Filato, Croteau, Thuillier, Parenteau, Parizeau, Limoges, Mauzerolle, Sauvé, Miron, Giguère, Parent, Norris, Bourgeois, Marinacci, Vodanovic, Lessard-Blais, Montgomery, Ryan, Sigouin, Gosselin, Watt, Tomlinson, Normand, Downey, McQueen, Arseneault, Rouleau, Pauzé, Barbe, Deschamps, Zarac et Rapanà (39)
Résultat:	En faveur : 21 Contre : 39

La présidente du conseil déclare l'article 65.03 rejeté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.03

À 12 h 30, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, suspend les travaux jusqu'à 14 h.

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 19 août 2019
13 h

Séance tenue le mardi 20 août 2019 – 14 h
Salle du conseil de l'hôtel de Ville, Édifice Lucien-Saulnier

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, M. Christian Arseneault, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin-Roy, Mme Caroline Bourgeois, M. Éric Alan Caldwell, M. Josué Corvil, M. François William Croteau, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Benoit, Dorais, M. Sterling Downey, Mme Rosannie Filato, Mme Giuliana Fumagalli, Mme Effie Giannou, Mme Marianne Giguère, Mme Christine Gosselin, Mme Nathalie Goulet, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, M. Benoit Langevin, Mme Patricia Lattanzio, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Pierre Lessard-Blais, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, Mme Sophie Mauzerolle, M. Peter McQueen, M. Francesco Miele, Mme Suzie Miron, Mme Sue Montgomery, M. Jérôme Normand, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Marie-Josée Parent, M. Jean-François Parenteau, M. Hadrien Parizeau, M. Jocelyn Pauzé, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Micheline Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, M. Abdelhaq Sari, M. Craig Sauvé, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier, M. Philipe Tomlinson, Mme Maja Vodanovic, Mme Stephanie Watt, Mme Cathy Wong et Mme Lise Zarac.

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Manon Barbe, M. Michel Bissonnet et M. Luis Miranda.

ABSENCE SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Catherine Clément-Talbot.

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* LORS DU VOTE ENREGISTRÉ SUR LA PROPOSITION DE TENIR UN COMITÉ PRÉNIER SUR L'ARTICLE 80.01 (20.48) :

Mme Valérie Plante, Mme Manon Barbe, M. Michel Bissonnet et M. Luis Miranda.

ABSENCE SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* LORS DU VOTE ENREGISTRÉ SUR LA PROPOSITION DE TENIR UN COMITÉ PRÉNIER SUR L'ARTICLE 80.01 (20.48) :

Mme Catherine Clément-Talbot

AUTRES PRÉSENCES :

Me Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Pascale Loiseau, Analyste-rédactrice
Mme Lynne Trépanier, Conseillère - Analyse et contrôle de gestion

---

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, déclare la séance ouverte. Elle souligne la présence dans la salle de la fille de Mme Nathalie P. Pelletier, Laurie, et lui souhaite la bienvenue.

À 14 h 02, le conseil reprend ses travaux à l'article 65.06

CM19 0946

Motion non partisane visant à réclamer un engagement des partis fédéraux de financer les budgets d'exploitation des autorités de transport en commun

Le conseiller Marvin Rotrand dépose, avant présentation, une nouvelle version de l'article 65.06 qui se lit comme suit :

Attendu que la mise en oeuvre de systèmes de transport public efficaces, fiables et étendus joue un rôle essentiel pour promouvoir la mobilité durable au Canada;

Attendu que les investissements fédéraux consacrés au transport collectif dans le cadre du Fonds pour l'infrastructure de transport en commun et du volet du transport en commun du plan Investir dans le Canada totalisent 23,2 G$ sur 10 ans, soit de 2018-2019 à 2027-2028;

Attendu que le transport public réduit la congestion, les émissions de gaz à effet de serre et permet aux municipalités et aux autorités régionales d'adopter de meilleures politiques d'utilisation du territoire;

Attendu que selon un sondage commandité par l'Association canadienne du transport urbain (ACTU), 93 % des répondants vivant dans l'agglomération de Montréal considèrent que le transport collectif aide à réduire la congestion routière et 90 % souhaitent que les gouvernements investissent davantage en transport collectif;

Attendu que Montréal et les autres municipalités et autorités régionales de transports contrôlent peu de sources de financement pour opérer et développer leurs réseaux de transport public;

Attendu que les investissements qui augmentent l'offre de transport public entraînent une croissance économique, générant ainsi des emplois et des revenus supplémentaires pour les gouvernements de tous les paliers;

Attendu l'importance de la croissance de la population et le besoin de promotion de villes plus denses et compactes ordonne la mise en œuvre de systèmes de transport public plus nombreux et plus efficaces;

Attendu que des élections fédérales auront lieu le 21 octobre 2019 et que, lors des élections de 2015, tous les grands partis politiques ont répondu favorablement aux demandes des municipalités en ajoutant à leurs plateformes électorales des mesures d'investissement dans les infrastructures de transport public;

Attendu que des projets importants pour le transport en commun à Montréal, dont le prolongement de la ligne bleue et le Réseau express métropolitain (REM), ont pu aller de l'avant notamment avec un appui financier du gouvernement fédéral;

Attendu que, dans son budget de 2019, le gouvernement du Canada a majoré à 4,4 milliards de dollars les transferts liés aux taxes sur l'essence et que les fonds accordés par les gouvernements fédéral et provincial ont permis et continueront à permettre, au cours de la prochaine décennie, de financer, dans l'ensemble du Canada, la construction de nouvelles lignes de transport en commun;

Attendu que la Fédération canadienne des municipalités (FCM) a demandé le maintien de ce budget de 4,4 milliards de dollars de transferts du gouvernement fédéral pour le financement, notamment, de nouvelles lignes de transport en commun;

Attendu que l'Union des municipalités du Québec demande la bonification importante et une meilleure flexibilité des programmes fédéraux existants, une stratégie fédérale de réduction des émissions de GES qui fait une place importante aux municipalités et des investissements massifs dans la mobilité durable partout sur le territoire en y incluant les coûts d'exploitation des réseaux de transport collectifs;

Il est proposé par M. Marvin Rotrand

appuyé par M. Aref Salem
M. Éric Alan Caldwell

Et résolu :

1- que la Ville de Montréal reprenne les demandes de l'Union des municipalités du Québec en matière de financement du transport collectif soit la bonification importante et une meilleure flexibilité des programmes fédéraux existants, une stratégie fédérale de réduction des émissions de GES qui fait une place importante aux municipalités et des investissements massifs dans la mobilité durable partout sur le territoire en y incluant les coûts d'exploitation des réseaux de transports collectifs;

2- que la Ville de Montréal travaille à obtenir l'engagement de tous les partis politiques fédéraux à maintenir toutes les sommes déjà allouées pour les différents projets de mobilité de la métropole;

3- que la répartition des fonds de ce programme de financement se fasse principalement en fonction de l'achalandage;

4- que la Ville de Montréal invite les autres villes canadiennes à adopter des motions semblables;

5- qu'une copie de cette motion soit envoyée aux chefs du Parti libéral du Canada, du Parti conservateur du Canada, du Nouveau Parti démocratique du Canada, du Bloc Québécois et du Parti Vert du Canada.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

65.06

CM19 0947

Motion non partisane visant à veiller à ce que l'utilisation de nouvelles technologies par le SPVM et par d'autres services municipaux ne porte pas atteinte aux droits civils des citoyens

Attendu que l'évolution rapide de la technologie permet de surveiller les citoyens dans les lieux publics de façon autrefois inimaginable, en utilisant, par exemple, l'intelligence artificielle pour trier, en quelques instants, des renseignements dans d'immenses bases de données à des fins de reconnaissance faciale;

Attendu que l'évolution rapide de ces technologies n'a pas été accompagnée d'un débat public visant à mettre à jour les lois et les codes d'éthique pour y inclure des paramètres encadrant la finalité et l'utilisation de ces technologies afin de garantir le respect des attentes raisonnables de la population en matière de protection de la vie privée;

Attendu que, lorsqu'il a comparu, le 7 mai 2019, devant le Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique de la Chambre des communes, le commissaire à la protection de la vie privée du Canada, Daniel Therrien, a déclaré que les lois fédérales sur la protection de la vie privée exigent des réformes très urgentes, car le Canada a atteint un moment décisif ou le droit à la vie privée et les valeurs démocratiques sont en jeu;

Attendu que la *Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information*, adoptée par l'Assemblée nationale du Québec en 2001, encadre de façon assez importante le recours à des données biométriques et la compilation, déclaration et la mise en service de banques de données compilant ces informations, notamment en délégant des pouvoirs à la Commission de l'accès à l'information;

Attendu que ces technologies pourraient, entre autres, comprendre l'utilisation de logiciels de reconnaissance faciale pour comparer les images de caméras de surveillance à des photographies qui se trouvent dans des bases de données;

Attendu que la reconnaissance faciale se répand au Québec et au pays, alors que la Sûreté du Québec a lancé un appel d'offres pour des outils de pointe et que les société Cadillac-Fairview et Ivanhoé Cambridge ont dû suspendre un projet dans trois centres commerciaux au Québec et en Alberta à la suite de plaintes au Commissariat à la protection de la vie privée du Canada et la Commission d'accès à l'information du Québec, qui ont déclenché des enquêtes;

Attendu que le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a refusé de déclarer s'il utilise ou non des technologies telles que la reconnaissance faciale ou des intercepteurs IMSI, qui lui permettent de recueillir des renseignements sur les citoyens à leur insu;

Attendu que d'autres services de police canadiens, notamment ceux de Calgary et Toronto, ont confirmé l'utilisation de telles technologies et d'autres services de police, dont ceux d'Ottawa, Edmonton, Peel et York, explorent la possibilité d'utiliser la reconnaissance faciale;

Attendu que le Toronto Star a révélé, en mai dernier, que le Service de police de la Ville de Toronto a, depuis un an, fait l'acquisition d'un logiciel de reconnaissance faciale et qu'il a commencé à l'utiliser sans supervision civile et à l'insu du conseil municipal de la Ville de Toronto et du Toronto Police Services Board (TPSB);

Attendu que San Francisco (en Californie), Somerville (au Massachussetts) et Oakland (en Californie) sont devenues les trois premières villes américaines à interdire l'utilisation de logiciels de reconnaissance faciale par leur service de police et tous les autres services municipaux;

Attendu que la American Civil Liberties Union (ACLU) a appuyé l'interdiction décrétée par la Ville de San Francisco et a demandé un moratoire sur l'utilisation de la reconnaissance faciale, déclarant que les nouvelles technologies donnent au gouvernement le pouvoir de surveiller, de façon plus efficace que jamais, les gens qui se livrent à leurs activités quotidiennes, ce qui est incompatible avec l'exercice d'une saine démocratie;

Attendu que, selon les derniers chiffres, la technologie de reconnaissance faciale identifie une personne innocente plutôt qu'un criminel dans 81 % des utilisations effectuées par la Metropolitain Police de Londres au Royaume-Uni;

Attendu que la ville de Londres a récemment commandé un examen exhaustif de l'utilisation de logiciels de reconnaissance faciale par son service de police et que le groupe d'experts en éthique indépendants, dont le rapport recommande que l'utilisation de cette technologie de reconnaissance faciale soit limitée et encadrée par des balises très strictes;

Il est proposé par M. Marvin Rotrand

appuyé par M. Abdelhaq Sari

que le conseil municipal se prononce en faveur d'un moratoire sur l'utilisation de technologies de reconnaissance faciale par le SPVM ou par tout autre service municipal ou agence parapublique et demande à la Ville de Montréal de mandater un groupe d'experts indépendants afin qu'il produise et dépose publiquement à la Commission de la sécurité publique, dans l'année suivant l'adoption de cette motion, un rapport formulant des recommandations pour encadrer toute utilisation future de la reconnaissance faciale, dont des mécanismes de vigie pour s'assurer du respect du droit à la vie privée des citoyens.

Un débat s'engage.

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, cède la parole au conseiller Marvin Rotrand.

Le conseiller Rotrand indique avoir reçu une proposition à l'effet d'amener cette motion pour étude à la Commission de la sécurité publique. Le conseiller se dit prêt à consentir à cette proposition sous 3 conditions : 1 - que les séances menées par la Commission soient en public; 2 - que la Commission présente un rapport sur l'état d'avancement des travaux au conseil municipal dans un délai maximum de 6 mois; 3 - que le moratoire sur l'utilisation de nouvelles technologies soit mis en application dès maintenant et ce, jusqu'à nouvel ordre.

Le débat se poursuit.

La conseillère Rosanie Filato propose de référer cette motion, compte tenu des enjeux, à la Commission de la sécurité publique, pour étude.

La présidente du conseil demande à la conseillère Filato d'apporter des clarifications à savoir, si elle propose de façon formelle de référer cette motion à la Commission de la sécurité publique ou s'il s'agit d'une simple suggestion.

Le leader de la majorité, M. François Limoges, prend la parole et mentionne que l'Administration souhaite en faire une proposition formelle.

Il est proposé par Mme Rosannie Filato

appuyé par M. François Limoges

de référer la présente motion à la Commission de la sécurité publique pour en faire l'étude, conformément au 5° paragraphe de l'article 80 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051).

_____

Un débat s'engage sur la proposition de la conseillère Filato et du leader de la majorité.

_____

Le conseiller Marvin Rotrand dépose une lettre de M. Daniel Therrien, commissaire à la protection de la vie privée du Canada et réitère sa demande à l'effet que la Commission de la sécurité publique présente un état d'avancement des travaux au conseil municipal dans un délai maximum de 6 mois.

La présidente du conseil cède la parole au conseiller Alex Norris.

Le conseiller Norris indique qu'il est envisageable de débuter les travaux d'ici les 6 prochains mois, cependant, il se doit d'obtenir le consentement des membres de la commission à cet égard.

_____

Le débat se poursuit.

_____

La présidente du conseil cède la parole au chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez.

Le chef de l'opposition officielle prend la parole et mentionne qu'il est tout à fait légitime d'associer des conditions à la motion référée, telles qu'exiger des échéanciers ou de mandater la commission afin qu'elle tienne une consultation publique. Le chef de l'opposition officielle soutient que les membres de la société civile ont le droit de venir s'exprimer et de déposer des mémoires sur ces enjeux.

La présidente du conseil informe le chef de l'opposition officielle que sa proposition de consultation publique s'éloigne de la nature de la motion initiale.

Le chef de l'opposition officielle indique qu'il souhaite entendre les représentants de l'Administration à cet égard avant de se prononcer.

La présidente du conseil cède la parole au conseiller Alex Norris.

Le conseiller Norris suggère que la motion soit référée à la Commission de la sécurité publique dans sa forme actuelle afin que les membres puissent l'étudier sans définir au préalable la façon précise dont sera traité ce sujet et indique que la commission essaie toujours d'accorder le maximum de transparence aux sujets traités.

La présidente du conseil cède la parole au chef de l'opposition officielle.

Le chef de l'opposition officielle prend la parole et indique qu'à la suite de l'intervention du conseiller Norris, il fera une proposition de sous-amendement.

Il est proposé par M. Lionel Perez

appuyé par M. Abdelhaq Sari

d'apporter un sous-amendement à la proposition de référer la motion à la Commission de la sécurité publique pour en faire l'étude qui se lit comme suit :

- d'établir un échéancier de 6 mois à la commission afin que le dépôt du rapport de la Commission de la sécurité publique au conseil municipal se fasse dans les 7 mois;
- d'ajouter un volet consultation publique associé au mandat.

Un débat s'engage sur le sous-amendement du chef de l'opposition officielle et du conseiller Sari.

Il est proposé par Mme Émilie Thuillier

appuyé par M. François Limoges

de poser la question préalable, conformément à l'article 94 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051).

Le chef de l'opposition officielle exerce son droit de réplique sur le sous-amendement.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Émilie Thuillier

de procéder à vote à main levée sur le sous-amendement du chef de l'opposition officielle et du conseiller Sari.

La présidente du conseil met aux voix le sous-amendement du chef de l'opposition officielle et du conseiller Sari et le conseil se partage comme suit :

En faveur : 23
Contre : 34

La présidente du conseil déclare le sous-amendement du chef de l'opposition officielle et du conseiller Sari rejeté à la majorité des voix.

Le débat se poursuit sur la proposition à l'effet de référer la présente motion à la Commission de la sécurité publique de la conseillère Filato et du leader de la majorité.

La présidente du conseil met aux voix la proposition à l'effet de référer la présente motion à la Commission de la sécurité publique de la conseillère Filato et du leader de la majorité et la déclare adoptée à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.07

À 15 h 12, le leader de la majorité rappelle les articles 80.01 (20.39) et 80.01 (20.48).

CM19 0948 - Suite

Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal-Est et la Ville de Montréal relativement à l'exécution de travaux d'infrastructures municipales pour les centres de traitement des matières organiques de l'agglomération

---

Le débat se poursuit sur la proposition du leader adjoint de l'opposition officielle, M. Francesco Miele, et de la leader de l'opposition officielle à l'effet de tenir un comité plénier le mardi, 20 août 2019.

La présidente du conseil cède la parole au président du comité exécutif, M. Benoit Dorais.

Le président du comité exécutif prend la parole et dépose copie de l'avenant de modification numéro 2 qui confirme la prolongation du cautionnement, par la compagnie Suez Canada Waste Services inc. jusqu'au 30 août 2019, pour le contrat inscrit à l'article 80.01 (20.48), cautionnement qui arrivait à échéance le 19 août 2019.

Le débat se poursuit sur la proposition du leader adjoint, M. Francesco Miele, et de la leader de l'opposition officielle de tenir un comité plénier le mardi, 20 août 2019.

Il est proposé par Mme Karine Boivin-Roy

appuyé par M. Francesco Miele

de procéder à un vote enregistré sur la proposition du leader adjoint, M. Francesco Miele, et de la leader de l'opposition officielle de tenir un comité plénier le mardi, 20 août 2019.

Le greffier fait l'appel des membres et le conseil se partage comme suit :

VOTE

Votent en faveur:	Mesdames et messieurs Perez, Boivin-Roy, Miele, Black, DeSousa, Sari, Giannou, Salem, Beis, Lattanzio, Deros, Corvil, Langevin, Rossi, Décarie, Perri, Guay, Fumagalli et Rotrand (19)
Votent contre:	Mesdames et messieurs Dorais, Popeanu, Ouellet, Goulet, Caldwell, Lavigne Lalonde, Beaudry, Filato, Croteau, Thuillier, Parenteau, Parizeau, Limoges, Mauzerolle, Sauvé, Miron, Giguère, Parent, Norris, Bourgeois, Marinacci, Vodanovic, Lessard-Blais, Montgomery, Ryan, Sigouin, Gosselin, Watt, Tomlinson, Normand, Downey, McQueen, Arseneault, Rouleau, Pauzé, Deschamps, Zarac, Hénault et Rapanà (39)
Résultat:	En faveur : 19 Contre : 39

La présidente du conseil déclare la proposition du leader adjoint, M. Francesco Miele, et de la leader de l'opposition officielle de tenir un comité plénier le mardi, 20 août 2019, rejetée à la majorité des voix.

Le débat reprend sur l'article 80.01 (20.39).

La présidente du conseil déclare l'article 80.01 (20.39) adopté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

Dissidences : Mme Giuliana Fumagalli
M. Marvin Rotrand
Tous les membres présents de l'opposition officielle

1180549001
80.01 (20.39)

CM19 0949 - Suite

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à SUEZ Canada Waste Services inc. pour les services de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de traitement des matières organiques (CTMO), situé au coin de l'avenue Broadway Nord et du boulevard Métropolitain Est, Ville de Montréal-Est - Dépense totale de 167 037 504,39 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres 5914 (1 soum.) / Autoriser un ajustement à la base budgétaire du budget de fonctionnement du Service de l'environnement de 16 310 843,03 $, taxes au net, pour couvrir les années 2022 à 2027

Le débat se poursuit sur la proposition du leader adjoint de l'opposition officielle, M. Francesco Miele, et de la leader de l'opposition officielle à l'effet de tenir un comité plénier le mardi, 20 août 2019.

La présidente du conseil cède la parole au président du comité exécutif, M. Benoit Dorais.

Le président du comité exécutif prend la parole et dépose copie de l'avenant de modification numéro 2 qui confirme la prolongation du cautionnement, par la compagnie Suez Canada Waste Services inc. jusqu'au 30 août 2019, pour le contrat inscrit à l'article 80.01 (20.48), cautionnement qui arrivait à échéance le 19 août 2019.

Le débat se poursuit sur la proposition du leader adjoint, M. Francesco Miele, et de la leader de l'opposition officielle de tenir un comité plénier le mardi, 20 août 2019.

Il est proposé par Mme Karine Boivin-Roy

appuyé par M. Francesco Miele

de procéder à un vote enregistré sur la proposition du leader adjoint, M. Francesco Miele, et de la leader de l'opposition officielle de tenir un comité plénier le mardi, 20 août 2019.

Le greffier fait l'appel des membres et le conseil se partage comme suit :

VOTE

Votent en faveur: Mesdames et messieurs Perez, Boivin-Roy, Miele, Black, DeSousa, Sari, Giannou, Salem, Beis, Lattanzio, Deros, Corvil, Langevin, Rossi, Décarie, Perri, Guay, Fumagalli et Rotrand (19)

Votent contre: Mesdames et messieurs Dorais, Popeanu, Ouellet, Goulet, Caldwell, Lavigne Lalonde, Beaudry, Filato, Croteau, Thuillier, Parenteau, Parizeau, Limoges, Mauzerolle, Sauvé, Miron, Giguère, Parent, Norris, Bourgeois, Marinacci, Vodanovic, Lessard-Blais, Montgomery, Ryan, Sigouin, Gosselin, Watt, Tomlinson, Normand, Downey, McQueen, Arseneault, Rouleau, Pauzé, Deschamps, Zarac, Hénault et Rapanà (39)

Résultat: En faveur : 19
Contre : 39

La présidente du conseil déclare la proposition du leader adjoint, M. Francesco Miele, et de la leader de l'opposition officielle de tenir un comité plénier le mardi, 20 août 2019, rejetée à la majorité des voix.

Le débat reprend sur l'article 80.01 (20.48).

La présidente du conseil déclare l'article 80.01 (20.48) adopté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

En conséquence.

Dissidences : Mme Giuliana Fumagalli
M. Marvin Rotrand
Tous les membres présents de l'opposition officielle

80.01 1190749001 (20.48)

1190749001
80.01 (20.48)

À 16 h 04, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, la présidente du conseil déclare l'assemblée levée.

Cathy Wong
PRÉSIDENTE DU CONSEIL

Yves Saindon
GREFFIER DE LA VILLE

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

Valérie Plante
MAIRESSE

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
16 SEPTEMBRE 2019

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE VILLE

POUR LA PÉRIODE DU
1ER AU 31 AOÛT 2019

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 01 AOÛT 2019 AU 31 AOÛT 2019

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
JGR DÉNEIGEMENT EXCAVATION INC	100% AUTRE	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES	BUREAU DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION	1190649005	SE PRÉVALOIR DE L'OPTION DE PROLONGATION POUR LA LOCATION DE MACHINERIE, INCLUANT L'OPÉRATEUR, POUR DES TRAVAUX D'EXCAVATION ET DE DÉNEIGEMENT (APPEL D'OFFRES 1672) AU MONTANT DE 203 505,75 $ (TAXES INCLUSES) MULTIPLIÉ PAR L'IPC DÉTERMINÉ PAR STATISTIQUES CANADA. LE MONTANT DU RENOUVELLEMENT DU CONTRAT EST DE 208 186,38 $ (TAXES INCLUSES)	CE19 1140	2019-08-01	208 186,00 $
COUVERTURE MONTRÉAL NORD LTÉE	100% VILLE	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION DE LA GESTION DE PROJETS IMMOBILIERS	1191029002	ACCORDER UN CONTRAT À COUVERTURE MONTRÉAL NORD LTÉE POUR LES TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA TOITURE ET DE LA PIERRE DU PAVILLON DU JARDIN DES MERVEILLES - DÉPENSE TOTALE DE 229 115,02 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 5991 - 2 SOUMISSIONNAIRES - CONTRAT 15389.	CE19 1215	2019-08-09	229 115,02 $
ANTONIO MOREAU (1984) LTÉE	ENTENTE-CADRE	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	DIRECTION PLANIFICATION MATÉRIELLES ET LOGISTIQUE	1196283001	CONCLURE UNE ENTENTE-CADRE AVEC LA FIRME ANTONIO MOREAU (1984) LTÉE POUR UNE PÉRIODE DE VINGT-QUATRE (24) MOIS AVEC UNE POSSIBILITÉ DE PROLONGATION DE DOUZE (12) MOIS, POUR LA FOURNITURE, SUR DEMANDE, DE MANTEAUX ET DE SALOPETTES D'HIVER AU MONTANT APPROXIMATIF DE 373 242,83 $ INCLUANT LES TAXES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 19-17572 (6 SOUMISSIONNAIRES)	CE19 1135	2019-08-01	373 243,00 $
COFORCE INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION - OPTIMISATION_SÉCURITÉ ET PROPRETÉ	1197157005	OCTROYER, CONFORMÉMENT À LA LOI, UN CONTRAT DE GRÉ À GRÉ ET APPROUVER UNE CONVENTION DE SERVICES AVEC LA FIRME COFORCE INC., ORGANISME À BUT NON LUCRATIF, POUR L'ENTRETIEN SANITAIRE DU BIODÔME ET DU PLANÉTARIUM RIO TINTO ALCAN, POUR LA PÉRIODE DU 1ER SEPTEMBRE 2019 AU 6 JANVIER 2020, AU MONTANT DE 355 324,51 $ (EXONÉRÉ DE TAXES)	CE19 1137	2019-08-01	355 324,00 $
TECHNIVERRE + INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION DE LA GESTION DE PROJETS IMMOBILIERS	1197424002	ACCORDER UN CONTRAT À «TECHNIVERRE + INC.» POUR LA RÉNOVATION DES GARDE-CORPS EN VERRE DU BIODÔME DE MONTRÉAL DANS LE CADRE DU PROJET DE MIGRATION DU BIODÔME 2.0, POUR UN MONTANT DE 390 800,03 $ TAXES INCLUSES + 58 620,00 $ DE CONTINGENCES, SOIT UN TOTAL INCLUANT LES TAXES DE 449 420,03 $ - APPEL D'OFFRES PUBLIC (#BI-00020-GC) - DEUX (2) SOUMISSIONNAIRES	CE19 1080	2019-08-07	449 420,03 $

NOMBRE DE CONTRATS : 5

TOTAL : 1 615 288,05 $

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
19 SEPTEMBRE 2019

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

POUR LA PÉRIODE DU
1ER AU 31 AOÛT 2019

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION
PÉRIODE DU 01 AOÛT 2019 AU 31 AOÛT 2019

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
PLOMBERIE NOËL FREDETTE INC.	100% AGGLO	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION DE LA GESTION DE PROJETS IMMOBILIERS	1190652004	ACCORDER UN CONTRAT À PLOMBERIE NOËL FREDETTE INC. POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX AUX ENTRÉES DE ONZE (11) BÂTIMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL - DÉPENSE TOTALE DE 268 593,11 $ TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC IMM-15476 (2 SOUM.)	CE19 1142	2019-08-01	268 932,00 $
CONSTRUCTION ARCADE	50,1% AGGLO 49,9% VILLE	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION DE LA GESTION DE PROJETS IMMOBILIERS	1191029003	ACCORDER UN CONTRAT À LA FIRME CONSTRUCTION ARCADE POUR LA RÉALISATION DES TRAVAUX D'ENCASTREMENT D'UN VÉRIN AU GARAGE SAINT-MICHEL - DÉPENSE TOTALE DE 247 219,10 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 5951 - 5 SOUMISSIONNAIRES - CONTRAT 15235.	CE19 1217	2019-08-09	247 219,10 $
LES ENTREPRISES DANIEL ROBERT INC.	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	1193438013	ACCORDER DEUX CONTRATS DE DÉNEIGEMENT DE TRENTE-SIX MOIS À LES ENTREPRISES DANIEL ROBERT INC. AU MONTANT DE 366 137,89 $ TAXES INCLUSES POUR LA STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES JEAN-R.-MARCOTTE (LOT 1) ET À NEIGEXPERT LTÉE. AU MONTANT DE 430 983,87 $ TAXES INCLUSES POUR LE LIEU D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE (LOT 2) - APPEL D'OFFRES PUBLIC 19-17680 (5 SOUMISSIONNAIRES). AUTORISER UNE DÉPENSE TOTALE DE 384 444,78 $ TAXES INCLUSES POUR LE LOT 1 ET UNE DÉPENSE TOTALE DE 452 533,06 $ TAXES INCLUSES POUR LE LOT 2 .	CE19 1138	2019-08-01	366 138,00 $
NEIGEXPERT LTÉE.	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	1193438013	ACCORDER DEUX CONTRATS DE DÉNEIGEMENT DE TRENTE-SIX MOIS À LES ENTREPRISES DANIEL ROBERT INC. AU MONTANT DE 366 137,89 $ TAXES INCLUSES POUR LA STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES JEAN-R.-MARCOTTE (LOT 1) ET À NEIGEXPERT LTÉE. AU MONTANT DE 430 983,87 $ TAXES INCLUSES POUR LE LIEU D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE (LOT 2) - APPEL D'OFFRES PUBLIC 19-17680 (5 SOUMISSIONNAIRES). AUTORISER UNE DÉPENSE TOTALE DE 384 444,78 $ TAXES INCLUSES POUR LE LOT 1 ET UNE DÉPENSE TOTALE DE 452 533,06 $ TAXES INCLUSES POUR LE LOT 2 .	CE19 1138	2019-08-01	430 984,00 $
R.C.M. MODULAIRE INC.	100% AGGLO	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION - TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES	1194565004	PROLONGER LE CONTRAT DE LOCATION DE DEUX BÂTIMENTS MODULAIRES AVEC LA FIRME R.C.M. MODULAIRE INC. SITUÉS SUR LE SITE DE L'USINE ATWATER AU 999, RUE DUPUIS, POUR LA DIRECTION DE L'EAU POTABLE, POUR UNE DURÉE DE SIX MOIS, SOIT DU 1ER JUIN AU 30 NOVEMBRE 2019. DÉPENSE TOTALE DE 14 141,93 $, TAXES INCLUSES. BÂTIMENT 1138	CE19 1155	2019-08-01	14 142,00 $
WILLIAMS SCOTSMAN DU CANADA INC.	100% AGGLO	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION - TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES	1194565005	PROLONGER LE CONTRAT DE LOCATION DE DEUX BÂTIMENTS MODULAIRES AVEC LA FIRME WILLIAMS SCOTSMAN DU CANADA INC. SITUÉS AU 3705, RUE SAINT-PATRICK, POUR LA DIRECTION DE L'EAU POTABLE, POUR UNE DURÉE DE DIX-HUIT MOIS, SOIT DU 1ER JUIN 2019 AU 30 NOVEMBRE 2020. DÉPENSE TOTALE DE 27 938,93 $, TAXES INCLUSES. BÂTIMENT 1140	CE19 1156	2019-08-01	27 939,00 $
WILLIAMS SCOTSMAN DU CANANDA INC.	100% AGGLO	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION - TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES	1194565006	PROLONGER LE CONTRAT DE LOCATION DE CINQ BÂTIMENTS MODULAIRES AVEC LA FIRME WILLIAMS SCOTSMAN DU CANADA INC. SITUÉS SUR LE SITE DE L'USINE ATWATER AU 999, RUE DUPUIS, POUR LA DIRECTION DE L'EAU POTABLE, POUR UNE DURÉE DE SIX MOIS, SOIT DU 1ER JUIN AU 30 NOVEMBRE 2019. DÉPENSE TOTALE DE 25 869,38 $, TAXES INCLUSES. BÂTIMENT 1137	CE19 1157	2019-08-01	25 870,00 $
PLACEMENT POTENTIEL INC.	23,97% AGGLO 76,03% VILLE	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION - OPTIMISATION_SÉCURITÉ ET PROPRETÉ	1197157006	ACCORDER DES CONTRATS AUX FIRMES PLACEMENT POTENTIEL INC. ET SERVICE D'ENTRETIEN ALPHANET INC. POUR LA FOURNITURE DE SERVICES D'ENTRETIEN MÉNAGER DE DIVERS BÂTIMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL, POUR UNE PÉRIODE DE 13 MOIS - DÉPENSE TOTALE DE 563 600,65 $ TAXES INCLUSES (SOUMISSION : 536 762,52 $ (TAXES INCLUSES) + CONTINGENCES : 26 838,13 $ (5 % DE LA SOUMISSION CALCULÉ APRÈS TAXES)) APPEL D'OFFRES PUBLIC NO 19-17361, 5 SOUMISSIONNAIRES	CE19 1280	2019-08-16	328 386,00 $
SERVICE D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	23,97% AGGLO 76,03% VILLE	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION - OPTIMISATION SÉCURITÉ ET PROPRETÉ	1197157006	ACCORDER DES CONTRATS AUX FIRMES PLACEMENT POTENTIEL INC. ET SERVICE D'ENTRETIEN ALPHANET INC. POUR LA FOURNITURE DE SERVICES D'ENTRETIEN MÉNAGER DE DIVERS BÂTIMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL, POUR UNE PÉRIODE DE 13 MOIS - DÉPENSE TOTALE DE 563 600,65 $ TAXES INCLUSES (SOUMISSION : 536 762,52 $ (TAXES INCLUSES) + CONTINGENCES : 26 838,13 $ (5 % DE LA SOUMISSION CALCULÉ APRÈS TAXES)) APPEL D'OFFRES PUBLIC NO 19-17361, 5 SOUMISSIONNAIRES	CE19 1280	2019-08-16	208 376,00 $

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
LE GROUPE LML LTÉÉ	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'EAU POTABLE	1197689001	ACCORDER UN CONTRAT À LE GROUPE LML LTÉE, POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DE CINQ STATIONS D'ALERTE AUX USINES DE PRODUCTION D'EAU POTABLE- DÉPENSE TOTALE DE 376 201,12 $, TAXES INCLUSES (CONTRAT, CONTINGENCES ET INCIDENCES) - APPEL D'OFFRES PUBLIC NUMÉRO 10306 - 2 SOUMISSIONNAIRES	CE19 1294	2019-08-16	376 201,12 $
COUVERTURE MONTRÉAL-NORD LTÉE	100% AGGLO	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION DE LA GESTION DE PROJETS IMMOBILIERS	1198009001	ACCORDER UN CONTRAT DE CONSTRUCTION À COUVERTURE MONTRÉAL-NORD LTÉE, POUR LA RÉFECTION COMPLÈTE DE LA TOITURE ET DES LUCARNES DE L'ÉCOLE DE RANG DU PARC AGRICOLE DU BOIS-DE-LA-ROCHE, 295 CHEMIN DE SENNEVILLE À SENNEVILLE (QC) - DÉPENSE TOTALE DE 179 028,72 $ (CONTRAT DE 125 265.26 $ + CONTINGENCES DE 25 053,05 $ + INCIDENCES DE 28 710,41 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC (#5992) - DEUX (2) SOUMISSIONNAIRES.	CE19 1221	2019-08-09	179 028,72 $
CONSTRUCTION ARCADE	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'EAU POTABLE	1198452001	ACCORDER UN CONTRAT À CONSTRUCTION ARCADE POUR RÉALISER LES TRAVAUX DE SÉCURISATION DES ACCÈS DANS LE SECTEUR DES DÉCANTEURS ACTIFLO ET DE LA PLATEFORME DE L'HYDRAPOL À L'USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE PIERREFONDS. DÉPENSE TOTALE DE 280 681,31 $, TAXES INCLUSES (CONTRAT, CONTINGENCES ET INCIDENCES) – APPEL D'OFFRES PUBLIC 10289 – (3 SOUMISSIONNAIRES)	CE19 1293	2019-08-16	280 681,31 $

NOMBRE DE CONTRATS : 12

TOTAL : 2 753 897,25 $

04.02

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
16 SEPTEMBRE 2019

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE VILLE

POUR LA PÉRIODE DU
1ER AU 31 AOÛT 2019

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 01 AOÛT 2019 AU 31 AOÛT 2019

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
ASSOCIATION TECHNIQUE CANADIENNE DU BITUME	100% VILLE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES DU RÉSEAU ROUTIER	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES	1190699001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 10 000 $ À L'ASSOCIATION TECHNIQUE CANADIENNE DU BITUME DANS LE CADRE DE SON 64E CONGRÈS ANNUEL "CTAA MONTRÉAL 2019" QUI SE TIENDRA DU 24 AU 27 NOVEMBRE 2019 À MONTRÉAL. APPROUVER UN PROJET DE PROTOCOLE D'ENTENTE À CET EFFET.	CE19 1170	2019-08-01	10 000,00 $
GRAND DÉFI PIERRE LAVOIE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1191312001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 2 000 $ À L'ORGANISME « GO, LE GRAND DÉFI » AFIN D'ASSUMER DES DÉPENSES RÉCURRENTES D'ACCÈS AU STATIONNEMENT DU SITE DE LA RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUE (RIO) AU BÉNÉFICE DES BÉNÉVOLES DU GRAND DÉFI PIERRE LAVOIE - AUTORISER UN VIREMENT BUDGÉTAIRE DE 2 000 $ EN PROVENANCE DES DÉPENSES CONTINGENTES D'ADMINISTRATION VERS LE SERVICE DE LA CULTURE - AUTORISER UN AJUSTEMENT RÉCURRENT À LA BASE BUDGÉTAIRE DU SERVICE À LA HAUTEUR DE 2 000 $ À COMPTER DE 2020 / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE19 1168	2019-08-01	2 000,00 $
FACIL, POUR L'APPROPRIATION COLLECTIVE DE L'INFORMATIQUE LIBRE	100% VILLE	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	DIRECTION	1194794002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT DE 500 $ À L'ORGANISME SANS BUT LUCRATIF FACIL, POUR L'APPROPRIATION COLLECTIVE DE L'INFORMATIQUE LIBRE, COORDONNATEUR DE LA SEMAINE QUÉBÉCOISE DE L'INFORMATIQUE LIBRE (SQIL) QUI SE TIENDRA DU 21 AU 29 SEPTEMBRE 2019	CE19 1238	2019-08-09	500,00 $
Y DES FEMMES DE MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1195970002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER ADDITIONNEL DE 53 015 $ AU Y DES FEMMES DE MONTRÉAL, POUR L'ANNÉE 2019, POUR LE PROJET « TU VIENS D'OÙ ?» , DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES CONCLUE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LA VILLE DE MONTRÉAL (ENTENTE MIDI-VILLE 2018 - 2021) / APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE19 1169	2019-08-01	53 015,00 $
CENTRE SOCIAL D'AIDE AUX IMMIGRANTS (CSAI)	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1195970003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 2 000 $ AU CENTRE SOCIAL D'AIDE AUX IMMIGRANTS (CSAI) POUR LA TENUE DE LA JOURNÉE MONDIALE DES RÉFUGIÉS DU 15 JUIN 2019 À MONTRÉAL	CE19 1162	2019-08-01	2 000,00 $
CITÉ DES ARTS DU CIRQUE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1197195021	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 30 000 $ À L'ORGANISME TOHU, CITÉ DES ARTS DU CIRQUE, POUR LA FALLA / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CETTE FIN.	CE19 1243	2019-08-09	30 000,00 $
CULTIVER MONTRÉAL	100% VILLE	DIRECTION GÉNÉRALE	DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE - QUALITÉ DE VIE	1197731002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 10 000 $ À L'ORGANISME CULTIVER MONTRÉAL POUR L'ÉDITION 2019 DU FESTIVAL CULTIVER MONTRÉAL / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE19 1166	2019-08-01	10 000,00 $
CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE L'OUEST-DE-L'ÎLE	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1197798006	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 55 796 $ AU CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE L'OUEST-DE-L'ÎLE (CJEOI) POUR SON PROJET « MA RÉALITÉ » EN 2019-2020 DANS LE CADRE DU DOSSIER RELATIF À L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES DEMANDEURS D'ASILE À MONTRÉAL / APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE19 1242	2019-08-09	55 796,00 $

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
ASSOCIATION RACINES SOCIOCULTURELLES	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1197986003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 5 000 $ À L'ASSOCIATION RACINES SOCIOCULTURELLES POUR L'ANNÉE 2019 POUR L'ORGANISATION DU "COLLOQUE SOCIAL ANNUEL, SANTÉ MENTALE ET MIGRATION" / ADOPTER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET.	CE19 1314	2019-08-16	5 000,00 $
CARREFOUR D'AIDE AUX NOUVEAUX ARRIVANTS	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1198119002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 420 526 $ À QUATRE ORGANISMES, POUR LA PÉRIODE DE 2019 À 2021, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES IMMIGRANTS CONCLUE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LA VILLE DE MONTRÉAL (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) /APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTIONS À CET EFFET	CE19 1246	2019-08-09	122 060,00 $
PAUSE FAMILLE INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1198119002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 420 526 $ À QUATRE ORGANISMES, POUR LA PÉRIODE DE 2019 À 2021, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES IMMIGRANTS CONCLUE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LA VILLE DE MONTRÉAL (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) /APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTIONS À CET EFFET	CE19 1246	2019-08-09	132 614,00 $
CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE SOLIDARITÉS VILLERAY	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1198119002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 420 526 $ À QUATRE ORGANISMES, POUR LA PÉRIODE DE 2019 À 2021, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES IMMIGRANTS CONCLUE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LA VILLE DE MONTRÉAL (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) /APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTIONS À CET EFFET	CE19 1246	2019-08-09	83 496,00 $
CENTRE GÉNÉRATION EMPLOI	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1198119002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 420 526 $ À QUATRE ORGANISMES, POUR LA PÉRIODE DE 2019 À 2021, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES IMMIGRANTS CONCLUE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LA VILLE DE MONTRÉAL (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) /APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTIONS À CET EFFET	CE19 1246	2019-08-09	82 356,00 $
COALITION MONTRÉALAISE DES GROUPES JEUNESSE LGBT	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1198444001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 6 000 $, À DEUX ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2019, SOIT 3 000 $ À COALITION JEUNESSE MONTRÉALAISE DE LUTTE À L'HOMOPHOBIE, FAISANT AUSSI AFFAIRE SOUS COALITION MONTRÉALAISE DES GROUPES JEUNESSE LGBT POUR LE « GRAND CHALLENGE DE BATEAU DRAGON » ET 3 000 $ À CONSEIL QUÉBÉCOIS LGBT POUR LE « GALA ARC-EN-CIEL 2019 » DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE19 1344	2019-08-28	3 000,00 $
CONSEIL QUÉBÉCOIS LGBT	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1198444001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 6 000 $, À DEUX ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2019, SOIT 3 000 $ À COALITION JEUNESSE MONTRÉALAISE DE LUTTE À L'HOMOPHOBIE, FAISANT AUSSI AFFAIRE SOUS COALITION MONTRÉALAISE DES GROUPES JEUNESSE LGBT POUR LE « GRAND CHALLENGE DE BATEAU DRAGON » ET 3 000 $ À CONSEIL QUÉBÉCOIS LGBT POUR LE « GALA ARC-EN-CIEL 2019 » DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE19 1344	2019-08-28	3 000,00 $

3/4

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
FONDATION LATINARTE	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1198444002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 10 000 $ À FONDATION LATINARTE, POUR L'ANNÉE 2019, POUR LA CÉLÉBRATION DU « MOIS DE L'HÉRITAGE LATINO-AMÉRICAIN », DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE / APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE19 1346	2019-08-28	10 000,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 16

TOTAL : 604 837,00 $

4/4

04.03

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
16 SEPTEMBRE 2019

DÉPÔT DES CONTRATS OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
(DÉLÉGATION DE POUVOIRS RCE02-004 DU 26 JUIN 2002)

SELON L'ARTICLE 477.3 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES

SERVICE CORPORATIFS
POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 31 AOUT 2019

LISTE SIMON

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MORNEAU SHEPELL LTD.	1365052	21 AOÛT 2019	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Paiement facture - Services professionnels Services individuels (non taxable) - Fourniture de services externes requis dans le cadre du Programme d¿aide aux employés	Affaires juridiques	Affaires civiles	4 102,49 $	1310883
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1363420	12 AOÛT 2019	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Paiement de facture Rogers - Service des affaires juridiques	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 065,19 $	1137408
SOCIETE QUEBECOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	1363430	12 AOÛT 2019	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Paiement de facture - Accesazim. Frais code d'accès juillet 2019 - Service des affaires juridiques	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 296,78 $	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1364467	19 AOÛT 2019	RIVARD, THOMAS	location de camion grue pour la plantation d'arbre. Fiche 63	Ahuntsic - Cartierville	Horticulture et arboriculture	11 811,09 $	
EXCA-VAC CONSTRUCTION	1362118	01 AOÛT 2019	SIMINARO, LISA	bon ouvert pour service d'hydroexcavation	Ahuntsic - Cartierville	Réseau de distribution de l'eau potable	41 995,00 $	
FNX-INNOV INC.	1365489	23 AOÛT 2019	BUSSEAU, MARIE-PIERRE	Contrôle des sols et des matériaux - Chalet Louisbourg	Ahuntsic - Cartierville	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	3 763,80 $	
GROUPE SANYVAN INC.	1337693	26 AOÛT 2019	SIMINARO, LISA	Bon ouvert pour Hydro Excavation aqueduc	Ahuntsic - Cartierville	Réseau de distribution de l'eau potable	11 797,97 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1366165	29 AOÛT 2019	RIVARD, THOMAS	réparation de conduite d'aqueduc sur De Lille coin Henri-Bourassa	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	10 367,52 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	1366215	29 AOÛT 2019	RIVARD, THOMAS	location de rétro caveuse sans operateur pour les parcs Fiche 63	Ahuntsic - Cartierville	Horticulture et arboriculture	12 467,27 $	
R. BENOIT CONSTRUCTION INC.	1366171	29 AOÛT 2019	RIVARD, THOMAS	Réparation de drain au 9282 rue de Reims	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	7 138,10 $	
SANIVAC	1362127	01 AOÛT 2019	PAQUIN, DOMINIQUE	Bon ouvert pour service de nettoyage de puisard et de ligne d'égout	Ahuntsic - Cartierville	Réseau de distribution de l'eau potable	20 997,50 $	
SERVICES ENVIRONNEMENTAUX JBM	1363123	08 AOÛT 2019	RIVARD, THOMAS	Bon ouvert pour service de nettoyage de puisard / conduite d'égout	Ahuntsic - Cartierville	Réseau de distribution de l'eau potable	20 997,50 $	
GROUPE DRM	1363407	12 AOÛT 2019	BOISVERT, CHANTAL	GRE A GRE - ESSOUCHEMENT POUR 2019	Anjou	Horticulture et arboriculture	22 828,32 $	
KEPASC	1363406	12 AOÛT 2019	BOISVERT, CHANTAL	GRE A GRE - ESSOUCHEMENT POUR 2019	Anjou	Horticulture et arboriculture	22 828,32 $	
SCIAGE DE BETON ST-LEONARD LTEE	1322303	06 AOÛT 2019	BOISVERT, CHANTAL	ANJ - BCO - TP - 2019 - SCIAGE DE BÉTON ET ASPHALTE LORS DE FUITE D'EAU	Anjou	Réseau de distribution de l'eau potable	2 099,75 $	
SCIAGE DE BETON ST-LEONARD LTEE	1322303	02 AOÛT 2019	BOISVERT, CHANTAL	ANJ - BCO - TP - 2019 - SCIAGE DE BÉTON ET ASPHALTE LORS DE FUITE D'EAU	Anjou	Réseau de distribution de l'eau potable	8 399,00 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1322294	06 AOÛT 2019	BOISVERT, CHANTAL	ANJ - BCO - TP - 2019 - ACHAT PIÈCES AQUEDUC	Anjou	Réseaux d'égout	2 099,75 $	
TECHNISERV A.G. INC.	1365116	22 AOÛT 2019	POIRIER, JENNIFER	REPARATION DU PANNEAU DE CONTROLE DES AERATEURS AU LAC DE RETENU	Anjou	Réseau de distribution de l'eau potable	3 415,24 $	
AREO-FEU LTEE	1360700	09 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	21,00 $	
CAMIONS CARL THIBAULT INC.	1362687	21 AOÛT 2019	CHRETIEN, NORMAND	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	131,23 $	
CAMIONS CARL THIBAULT INC.	1365651	26 AOÛT 2019	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	inventaire magasin 2 pour compenser BC 1360712 annulé mais n'aurait pas du être annulé.	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	86,37 $	
CAMIONS CARL THIBAULT INC.	1365931	28 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	141,73 $	
CAMIONS CARL THIBAULT INC.	1366025	28 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	120,74 $	
CONTROLES VEHICULAIRES PROTEK INC.	1362693	07 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	26,25 $	
CONTROLES VEHICULAIRES PROTEK INC.	1366023	29 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	21,00 $	
ECPAR	1363450	12 AOÛT 2019	LAZURE, ISABELLE	Accompagnement achat responsable - Offre de service datée du 3 juillet 2018 - 22400$ - 1er versement démarrage et 2e versement livrables mise à jour des fiches d'AR portrait des contrats au EÉS - Service de l'approvisionnement	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	15 748,12 $	
EDILEX INC.	1364318	16 AOÛT 2019	GATINEAU, PIERRE	Services Edilexpert - Administrateur de bases de données - Service de l¿approvisionnement -	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	30 585,69 $	1225149
EXPROLINK INC.	1364620	21 AOÛT 2019	CHRETIEN, NORMAND	RÉAPP DICKSON - PIÈCES VÉHICULE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	104,99 $	
LA COMPAGNIE ROBERT BURY LTEE	1362726	08 AOÛT 2019	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - EPINETTE)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	51,93 $	
LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION R. OLIGNY LTEE	1363510	15 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	RÉAPP COLBERT - BRIQUE,ARGILE CUITE,PIQUET,EPINETTE,PIQUETS BRUT	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	52,49 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES SYSTEMES DE MARQUAGE DIAGENT (2004) INC.	1365228	23 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - MARQUEUR PERMANENT,EMBOUT FEUTRE,PEINTURE BLANCHE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	21,00 $	
MARTECH SIGNALISATION INC.	1364763	21 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT - SIGNALISATION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	55,12 $	
SIGNEL SERVICES INC	1364765	22 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT - SIGNALISATION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	68,24 $	
SOUDURE BOISVERT	1364313	20 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT - ENSEMBLE BOITE DE SERVICE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	73,49 $	
TECHNO FEU INC	1362683	08 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	36,75 $	
TECHNO FEU INC	1364447	21 AOÛT 2019	CHRETIEN, NORMAND	RÉAPP VIAU - PIÈCES VÉHICULE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	21,00 $	
TECHNO FEU INC	1365992	29 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	21,00 $	
VENTE DE PIECES DE BALAIS SPS INC.	1362522	06 AOÛT 2019	DESORMEAUX, LISE	PIERREFONDS / REAPPROV. (INVENTAIRE - BROSSES DE BALAI)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	52,49 $	
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	1363509	15 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - DEBITMETRE, «OPTIFLUX 2000» AVEC TRANSMETTEUR	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	104,99 $	
AGREGATS WATERLOO INC. (AWI INC)	1365198	22 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - SABLE DOLOMITIQUE,MARBRE BLANC	Bilan	Culture, sport et loisir	9 842,58 $	
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1361802	06 AOÛT 2019	LABELLE, MARC-ANDRÉ	RÉAP INV COLBERT, TUYAU FONTE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	11 522,38 $	1137513
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1362914	07 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	Appel liv-Colbert, Aqueduc	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	30 383,28 $	1129138
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1362914	07 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	Appel liv-Colbert, Aqueduc	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	184,78 $	1137513
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1363220	08 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison, Colbert, aqueduc	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	13 904,32 $	1129138
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1364216	15 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison Colbert, aqueduc	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	727,56 $	1137513
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1364216	15 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison Colbert, aqueduc	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	6 576,42 $	1129138
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1364429	19 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	ACHAT SUR ENTENTE - MAGASIN VIAU	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	3 326,00 $	1137513
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1364777	20 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison Colbert, bornes fontaine	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	8 081,94 $	1048943
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1365264	22 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison Colbert, égouts	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 370,85 $	1137513
ALFAGOMMA CANADA INC.	1365207	22 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BOYAU,INCENDIE,CAOUTCHOUC,RACCORD PYROLITE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	5 501,55 $	
ALL TAPE DISTRIBUTION	1365208	22 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - 2"X60 VG,RUBAN,ARGENT,CONDUIT	Bilan	Construction	2 716,24 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1363307	13 AOÛT 2019	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Réap inv Colbert manteaux	Bilan	Vêtement et équipement de travail	715,91 $	1355171
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1363307	09 AOÛT 2019	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Réap inv Colbert manteaux	Bilan	Vêtement et équipement de travail	71 797,26 $	1355171
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1363469	12 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - PANTALON DENIM "JEANS", PANTALON CARGO MARINE, SEMELLE FLEXIBLE ANTI-DERAPANTE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	15 892,91 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1363480	13 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - BOTTINE,SECURITE,SOULIER DE SECURITE SPORT GRIS/ROSE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	1 521,69 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1363480	12 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - BOTTINE,SECURITE,SOULIER DE SECURITE SPORT GRIS/ROSE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	6 224,75 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1363994	15 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison Colbert, chaussures	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 389,85 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1364222	30 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison Colbert, chaussures	Bilan	Vêtement et équipement de travail	7 884,09 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1364222	15 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison Colbert, chaussures	Bilan	Vêtement et équipement de travail	686,09 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1364781	20 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison Colbert, chaussures	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 557,50 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1365209	22 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - FEUTRE AMOVIBLE,BOTTINE,SECURITE,HIVERSALOPETTE D'HIVER DOUBLE,ORANGE HAUTE VISIBILITE,GILET,VESTE,SECURITE,HOMME,DEVANT A FERMETURE ECLAIR	Bilan	Vêtement et équipement de travail	3 812,35 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1365268	30 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison Colbert, chaussures	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 904,43 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1365268	22 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison Colbert, chaussures	Bilan	Vêtement et équipement de travail	83,94 $	
AREO-FEU LTEE	1360700	09 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Bilan	Matériel roulant	3 222,76 $	
ARMAND SIGNORI AUTO RADIATEUR INC.	1362380	06 AOÛT 2019	CHRETIEN, NORMAND	RADIATEUR REBATI POUR INVENTAIRE	Bilan	Matériel roulant	2 761,17 $	
ARMAND SIGNORI AUTO RADIATEUR INC.	1362380	05 AOÛT 2019	CHRETIEN, NORMAND	RADIATEUR REBATI POUR INVENTAIRE	Bilan	Matériel roulant	2 923,14 $	
ARMAND SIGNORI AUTO RADIATEUR INC.	1364095	15 AOÛT 2019	ARCE, CRISTIAN	REBATIR RADIATEUR	Bilan	Matériel roulant	4 521,39 $	
ARMAND SIGNORI AUTO RADIATEUR INC.	1364229	16 AOÛT 2019	LESSARD, SIMON	RECONDITIONNER RADIATEUR INVENTAIRE MAGASIN 02 VIAU	Bilan	Matériel roulant	2 923,14 $	
ARMAND SIGNORI AUTO RADIATEUR INC.	1365575	26 AOÛT 2019	DESJARDINS, LOUISE	VÉRIFIER ET RÉPARER RADIATEUR CAMION INCENDIE	Bilan	Matériel roulant	2 761,17 $	
AUTOMATISATION GRIMARD INC.	1363471	12 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	RÉAPP COLBERT - CONTACTEUR ELECTROMAGNETIQUE,BIPOLAIRES AVEC RELAIS AU MERCURE	Bilan	Construction	27 496,23 $	
BATTERIES DIXON INC.	1362563	06 AOÛT 2019	DESORMEAUX, LISE	REAP INVENTAIRE DICKSON - BATTERIE	Bilan	Matériel roulant	3 286,69 $	1349708
B.BOX	1365210	22 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BOITE,ARCHIVE,COUVERCLE INTEGRE,SANS FENETRE	Bilan	Transport et entreposage	3 685,06 $	
BRIDGESTONE CANADA INC.	1362364	02 AOÛT 2019	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPROV. (INVENTAIRE - PNEUS)	Bilan	Matériel roulant	7 115,42 $	
BRIDGESTONE CANADA INC.	1362409	05 AOÛT 2019	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPROV. (INVENTAIRE - PNEUS	Bilan	Matériel roulant	7 115,42 $	
BRIDGESTONE CANADA INC.	1363591	12 AOÛT 2019	CHRETIEN, NORMAND	Pneus inventaire	Bilan	Matériel roulant	10 541,79 $	
BRIDGESTONE CANADA INC.	1363874	30 AOÛT 2019	ARCE, CRISTIAN	ACHAT DES PNEUS	Bilan	Matériel roulant	61,60 $	
BRIDGESTONE CANADA INC.	1363874	14 AOÛT 2019	ARCE, CRISTIAN	ACHAT DES PNEUS	Bilan	Matériel roulant	2 703,13 $	
BRIDGESTONE CANADA INC.	1363903	14 AOÛT 2019	ARCE, CRISTIAN	PNEUS RECHAPÉES REF FACT BRIDGESTONE 1986679	Bilan	Matériel roulant	2 793,72 $	
BRIDGESTONE CANADA INC.	1364857	21 AOÛT 2019	CHRETIEN, NORMAND	Pneus inventaire	Bilan	Matériel roulant	5 644,13 $	
BRIDGESTONE CANADA INC.	1366218	29 AOÛT 2019	ROY, LYNE	PNEU RECHAPE RÉAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE DICKSON	Bilan	Matériel roulant	3 904,58 $	
CAMIONS CARL THIBAULT INC.	1362687	06 AOÛT 2019	CHRETIEN, NORMAND	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Bilan	Matériel roulant	53,46 $	
CAMIONS CARL THIBAULT INC.	1362687	21 AOÛT 2019	CHRETIEN, NORMAND	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Bilan	Matériel roulant	234,71 $	
CAMIONS CARL THIBAULT INC.	1362687	19 AOÛT 2019	CHRETIEN, NORMAND	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Bilan	Matériel roulant	2 021,98 $	
CAMIONS CARL THIBAULT INC.	1365651	26 AOÛT 2019	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	inventaire magasin 2 pour compenser BC 1360712 annulé mais n'aurait pas du être annulé.	Bilan	Matériel roulant	2 114,90 $	
CAMIONS CARL THIBAULT INC.	1365931	28 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Bilan	Matériel roulant	2 114,90 $	
CAMIONS CARL THIBAULT INC.	1366025	28 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Bilan	Matériel roulant	2 875,79 $	
CENTRE AGRICOLE J.L.D. INC.	1366148	29 AOÛT 2019	ROY, GUY	Réap. St-Léonard, JD	Bilan	Matériel roulant	1 830,69 $	
CENTRE AGRICOLE J.L.D. INC.	1366148	30 AOÛT 2019	ROY, GUY	Réap. St-Léonard, JD	Bilan	Matériel roulant	947,58 $	
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1362920	07 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison, Colbert, veste sécurité	Bilan	Vêtement et équipement de travail	3 360,65 $	1331383
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1364221	15 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison Colbert, vêtements	Bilan	Vêtement et équipement de travail	6 614,21 $	1331383
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1366014	28 AOÛT 2019	DESORMEAUX, LISE	COLBERT / REAPPROV. (INVENTAIRE - GILET)	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 204,74 $	1331383
CONTROLES VEHICULAIRES PROTEK INC.	1362693	06 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Bilan	Matériel roulant	3 980,45 $	
CONTROLES VEHICULAIRES PROTEK INC.	1366023	28 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Bilan	Matériel roulant	2 761,32 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1363473	12 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - FIL,ELECTRIQUE,RWU-90,+6,1 CONDUCTEUR,PRISE,COURANT,DOUBLE,DISJONCT,LAMPE,DEL,FORMAT A19	Bilan	Construction	1 021,40 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1363473	14 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - FIL,ELECTRIQUE,RWU-90,+6,1 CONDUCTEUR,PRISE,COURANT,DOUBLE,DISJONCT,LAMPE,DEL,FORMAT A19	Bilan	Construction	4 858,25 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1365211	27 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP COLBERT - 300M, FIL,ELECTRIQUE,RWU-90,+6,1 ,CABLE,SIGNALISATION,+14,11	Bilan	Construction	6 052,41 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1365211	22 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP COLBERT - 300M, FIL,ELECTRIQUE,RWU-90,+6,1 ,CABLE,SIGNALISATION,+14,11	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	12 968,58 $	
ELECTROMEGA LTEE	1363476	15 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	RÉAPP COLBERT - ENS. MONTAGE POTENCE,TUBE 74",VISIERE(PIETON)DIAMETRE 12",FEU FLECHE VERTE A DEL ROND	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	21 586,48 $	
ELECTROMEGA LTEE	1363476	12 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	RÉAPP COLBERT - ENS. MONTAGE POTENCE,TUBE 74",VISIERE(PIETON)DIAMETRE 12",FEU FLECHE VERTE A DEL ROND	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	3 898,71 $	
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1362558	06 AOÛT 2019	LABELLE, MARC-ANDRÉ	RÉAP INV COLBERT, CHAUSSURE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	60 066,49 $	1305723
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1362558	06 AOÛT 2019	LABELLE, MARC-ANDRÉ	RÉAP INV COLBERT, CHAUSSURE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	3 883,87 $	1143452
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1362598	07 AOÛT 2019	DESORMEAUX, LISE	MTLN-MECA / REAPPROV. (INVENTAIRE - PIÈCES BOMBARDIER)	Bilan	Matériel roulant	3 115,09 $	1158775
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1362598	07 AOÛT 2019	DESORMEAUX, LISE	MTLN-MECA / REAPPROV. (INVENTAIRE - PIÈCES BOMBARDIER)	Bilan	Matériel roulant	75,38 $	1158736
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1362598	06 AOÛT 2019	DESORMEAUX, LISE	MTLN-MECA / REAPPROV. (INVENTAIRE - PIÈCES BOMBARDIER)	Bilan	Matériel roulant	1 141,31 $	1158736
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1363672	28 AOÛT 2019	ROY, GUY	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT - PIECE BOMBARDIER	Bilan	Matériel roulant	45,33 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1363672	13 AOÛT 2019	ROY, GUY	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT - PIECE BOMBARDIER	Bilan	Matériel roulant	2 651,90 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1364278	16 AOÛT 2019	BEZEAU, ANNA	RÉAPP DICKSON - PIÈCES VÉHICULE	Bilan	Matériel roulant	8 399,71 $	1158736
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1365003	28 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	REAPP MONTREAL-NORD MÉCANIQUE - JOINT TORIQUE,"BOMBARDIER",LUMIERE ARRIERE CLIGNOTANT,COUSSINET A ROULEAU CONIQUE	Bilan	Matériel roulant	348,09 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1365003	21 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	REAPP MONTREAL-NORD MÉCANIQUE - JOINT TORIQUE,"BOMBARDIER",LUMIERE ARRIERE CLIGNOTANT,COUSSINET A ROULEAU CONIQUE	Bilan	Matériel roulant	1 772,79 $	1158736
EQUIPEMENTS PRO BETON	1363482	12 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - CHAINE POUR TRONCONNEUSE POUR COUPE DE FONTE,«POWERGRIT»	Bilan	Outillage et machinerie	3 676,75 $	
ETIQUETTES MIJO INC.	1363485	12 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - SAC,POLYETHYLENE,TRANSPARENT,DEPOT,ARGENT,5" X 9", 2.5 MIL	Bilan	Transport et entreposage	3 023,64 $	
EXPROLINK INC.	1364620	19 AOÛT 2019	CHRETIEN, NORMAND	RÉAPP DICKSON - PIÈCES VÉHICULE	Bilan	Matériel roulant	2 653,29 $	
FLEET BRAKE QUEBEC LTD	1362696	06 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Bilan	Matériel roulant	4 322,86 $	
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1365217	22 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - RUBAN D'EPISSURE,CAOUTCHOUC	Bilan	Construction	2 009,20 $	
GANTS ET SECURITE MC CORDICK	1362923	07 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison, Colbert,gants	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 733,87 $	1324837
GANTS ET SECURITE MC CORDICK	1363468	12 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - 3" X 1000', RUBAN BARRICADE "DANGER",JAUNE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 600,33 $	
GELPAC POLY BRAMPTON INC.	1362917	07 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison, Colbert, sacs ordure	Bilan	Environnement et nature	2 522,22 $	1276659
GELPAC POLY BRAMPTON INC.	1364778	20 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison Colbert, sacs	Bilan	Environnement et nature	3 013,56 $	1276659
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	1365717	28 AOÛT 2019	BEZEAU, ANNA	RÉAPP DICKSON - PIÈCE VÉHICULE	Bilan	Matériel roulant	1 107,61 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	1365717	29 AOÛT 2019	BEZEAU, ANNA	RÉAPP DICKSON - PIÈCE VÉHICULE	Bilan	Matériel roulant	140,97 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	1365717	27 AOÛT 2019	BEZEAU, ANNA	RÉAPP DICKSON - PIÈCE VÉHICULE	Bilan	Matériel roulant	1 866,72 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	1366017	28 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Bilan	Matériel roulant	1 575,54 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	1366017	29 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Bilan	Matériel roulant	453,81 $	
GOODYEAR CANADA INC.	1362652	06 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	DICKSON / REAPPROV. (INVENTAIRE - PNEUS)	Bilan	Matériel roulant	40 904,31 $	
GOODYEAR CANADA INC.	1363666	19 AOÛT 2019	ROY, GUY	commande urgente St-Léonard pneus	Bilan	Matériel roulant	2 091,23 $	
GOODYEAR CANADA INC.	1364756	20 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT - PNEUS	Bilan	Matériel roulant	2 689,20 $	1348816
GROUPE TRIUM INC.	1363224	08 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison, Colbert, polos	Bilan	Vêtement et équipement de travail	5 034,36 $	
GROUPE TRIUM INC.	1363537	12 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - FOULARD 100% POLYESTER POLAR,COULEUR NOIR AVEC LOGO MONTREAL	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 069,30 $	
HARNOIS ENERGIES INC.	1364694	20 AOÛT 2019	BEZEAU, ANNA	RÉAPP DICKSON - 55KG GRAISSE	Bilan	Matériel roulant	3 031,51 $	
HARNOIS ENERGIES INC.	1365262	22 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	REAP INVENTAIRE LASALLE - HUILE	Bilan	Matériel roulant	2 271,09 $	
HORIZON PLASTICS INTERNATIONAL INC.	1363493	12 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - COMPOSTEUR (SOIL SAVER	Bilan	Environnement et nature	2 004,30 $	
IPL INC.	1365279	22 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	Appel livraison + réap Colbert, bacs	Bilan	Environnement et nature	49 593,71 $	1317213
IPL INC.	1365279	27 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	Appel livraison + réap Colbert, bacs	Bilan	Environnement et nature	21 236,29 $	
J.A. LARUE INC	1364633	19 AOÛT 2019	BEZEAU, ANNA	RÉAPP DICKSON - PIÈCE VÉHICULE	Bilan	Matériel roulant	2 050,19 $	
KENWORTH MONTREAL	1362944	07 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Bilan	Matériel roulant	5 907,99 $	
LA COMPAGNIE ROBERT BURY LTEE	1362726	06 AOÛT 2019	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - EPINETTE)	Bilan	Construction	2 271,76 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1362557	06 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison, Colbert, outils hiver	Bilan	Outillage et machinerie	9 557,31 $	1344950
LE GROUPE J.S.V. INC	1363497	12 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - PINCEAU PLAT,SOIE PURE,SERRE-CABLE,ACIER,RUBAN ADHESIF,JAUNE & NOIR,TYPE HAZARDSTRIPE	Bilan	Outillage et machinerie	225,09 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1363497	12 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - PINCEAU PLAT,SOIE PURE,SERRE-CABLE,ACIER,RUBAN ADHESIF,JAUNE & NOIR,TYPE HAZARDSTRIPE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	961,52 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1363497	12 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - PINCEAU PLAT,SOIE PURE,SERRE-CABLE,ACIER,RUBAN ADHESIF,JAUNE & NOIR,TYPE HAZARDSTRIPE	Bilan	Construction	3 724,91 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1363497	12 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - PINCEAU PLAT,SOIE PURE,SERRE-CABLE,ACIER,RUBAN ADHESIF,JAUNE & NOIR,TYPE HAZARDSTRIPE	Bilan	Environnement et nature	519,69 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1363507	12 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - LAMPE FRONTALE,4 DEL,BLANCHE,2 DEL,ROUGE	Bilan	Outillage et machinerie	3 545,85 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1364496	19 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - ECROU HEXAGONAL,FICELLE,COTON,GLACE,BLANC,LUBRIFIANT,PROTECTEUR METAL	Bilan	Énergie et produit chimique	2 598,82 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1364496	19 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - ECROU HEXAGONAL,FICELLE,COTON,GLACE,BLANC,LUBRIFIANT,PROTECTEUR METAL	Bilan	Outillage et machinerie	108,77 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1364496	19 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - ECROU HEXAGONAL,FICELLE,COTON,GLACE,BLANC,LUBRIFIANT,PROTECTEUR METAL	Bilan	Construction	543,84 $	
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1363500	12 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - FICHES DE VERIFICATION,ENTRETIEN DES A.R.I.,JEUX DE BON DE LIVRAISON GENERAL,3 PARTIES,5 1/2"X8 1/2",VACANCES ANNUELLES & ABSENCES MOTIVEES,COLS BLEUS	Bilan	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	4 485,59 $	
LES INDUSTRIES WIPECO INC.	1365694	27 AOÛT 2019	DESBIENS, JEAN-GUY	Ratine	Bilan	Transport et entreposage	57,74 $	
LES INDUSTRIES WIPECO INC.	1365694	27 AOÛT 2019	DESBIENS, JEAN-GUY	Ratine	Bilan	Entretien et nettoyage	2 346,47 $	
LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION R. OLIGNY LTEE	1363510	12 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	RÉAPP COLBERT - BRIQUE,ARGILE CUITE,PIQUET,EPINETTE,PIQUETS BRUT	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	31 597,04 $	
LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION R. OLIGNY LTEE	1363510	12 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	RÉAPP COLBERT - BRIQUE,ARGILE CUITE,PIQUET,EPINETTE,PIQUETS BRUT	Bilan	Outillage et machinerie	7 874,07 $	
LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION R. OLIGNY LTEE	1363510	12 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	RÉAPP COLBERT - BRIQUE,ARGILE CUITE,PIQUET,EPINETTE,PIQUETS BRUT	Bilan	Construction	5 622,08 $	
LES PIECES D'EQUIPEMENT BERGOR INC	1364508	19 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP ST-LÉONARD - BROSSE CENTRAL,ENS/2 SEGMENTS,BROSSE,CANIVEAU,CALIBRE	Bilan	Matériel roulant	2 235,01 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES SYSTEMES DE MARQUAGE DIAGENT (2004) INC.	1365228	22 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - MARQUEUR PERMANENT,EMBOUT FEUTRE,PEINTURE BLANCHE	Bilan	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	2 040,96 $	
LOUIS HEBERT UNIFORME INC.	1363502	12 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - SALOPETTE,TRAVAIL,BLEU,UNISEXE,CHEMISE,TRAVAIL,BLEU,MANCHE LONGUE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	5 595,47 $	
LOUIS HEBERT UNIFORME INC.	1365230	26 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - COMBINAISON,TRAVAIL,BLEU,UNISEXE,COMBINAISON IGNIFUGE,MARINE,SALOPETTE,TRAVAIL	Bilan	Vêtement et équipement de travail	519,90 $	
LOUIS HEBERT UNIFORME INC.	1365230	22 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - COMBINAISON,TRAVAIL,BLEU,UNISEXE,COMBINAISON IGNIFUGE,MARINE,SALOPETTE,TRAVAIL	Bilan	Vêtement et équipement de travail	1 905,86 $	
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1365254	28 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - DEFLECTEUR ARRIERE POUR LUMINAIRE DEL STYLE «COBRA»	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	10 500,06 $	
MARTECH SIGNALISATION INC.	1364763	20 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT - SIGNALISATION	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	5 905,29 $	
MESSER CANADA INC.	1362559	06 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	Appel livraison, Colbert, gants	Bilan	Vêtement et équipement de travail	102 072,24 $	1321906
MESSER CANADA INC.	1362922	07 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison, Colbert, gants	Bilan	Vêtement et équipement de travail	3 769,47 $	1321906
MESSER CANADA INC.	1363503	12 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - GANT,TRAVAIL,CUIR,CHEVAL,POIGNET TRICOT,GANT THERMOUIL EXTREME TRICOT	Bilan	Vêtement et équipement de travail	3 199,52 $	
MESSER CANADA INC.	1363539	12 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - MITAINE,PVC,MODELE,WINTER SPITFIRE, DOUBLURE DE GANT, TRICOT ARTIQUE, GRIS,GANT HIVER,CUIR NOIR	Bilan	Vêtement et équipement de travail	4 898,24 $	
MESSER CANADA INC.	1363539	15 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - MITAINE,PVC,MODELE,WINTER SPITFIRE, DOUBLURE DE GANT, TRICOT ARTIQUE, GRIS,GANT HIVER,CUIR NOIR	Bilan	Vêtement et équipement de travail	8 180,84 $	
MESSER CANADA INC.	1363995	15 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison Colbert, gants	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 436,42 $	1321906
MESSER CANADA INC.	1364223	15 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison Colbert, gants	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 582,70 $	1321906
MESSER CANADA INC.	1365269	22 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison Colbert, gants	Bilan	Vêtement et équipement de travail	4 320,03 $	1321906
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1359461	05 AOÛT 2019	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Bilan	Matériel roulant	2 028,67 $	1348797
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1361948	01 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Bilan	Matériel roulant	3 406,38 $	
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1362199	02 AOÛT 2019	HUARD, FRANCOIS	pneus inventaire magasin 2	Bilan	Matériel roulant	8 484,08 $	1348797
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1362362	02 AOÛT 2019	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPROV. (INVENTAIRE - PNEUS MICHELIN)	Bilan	Matériel roulant	3 473,41 $	
NOUVELLE TECHNOLOGIE (TEKNO) INC.	1364775	20 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	Appel livraison Colbert, compteur eau	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	24 470,49 $	1260249
PEINTURE UCP INC.	1365240	22 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - MARQUEUR,LATEX BLANC,TERRAIN	Bilan	Culture, sport et loisir	3 015,24 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1363511	12 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - ANTIGEL,PLOMBERIE,NON-TOXIQUE,LUBRIFIANT AU GRAPHITE POUR SERRURE,LIQUIDE LAVE GLACE, PARE-BRISE	Bilan	Matériel roulant	5 563,50 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1363511	12 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - ANTIGEL,PLOMBERIE,NON-TOXIQUE,LUBRIFIANT AU GRAPHITE POUR SERRURE,LIQUIDE LAVE GLACE, PARE-BRISE	Bilan	Construction	1 506,78 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1363511	12 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - ANTIGEL,PLOMBERIE,NON-TOXIQUE,LUBRIFIANT AU GRAPHITE POUR SERRURE,LIQUIDE LAVE GLACE, PARE-BRISE	Bilan	Énergie et produit chimique	146,65 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1363523	12 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - BROSSE A NEIGE AVEC GRATTOIR A GLACE,BALAI,NEIGE,AUTO,MANCHE,ALUMINIUM	Bilan	Entretien et nettoyage	2 132,93 $	
PNEUS METROPOLITAINS INC.	1362363	02 AOÛT 2019	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPROV. (INVENTAIRE - PNEU CARLISLE)	Bilan	Matériel roulant	2 030,05 $	
PRODUITS SANY	1364220	15 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison Colbert, absorbant	Bilan	Énergie et produit chimique	5 847,80 $	1312347
QUALITY SPORT LTD	1363223	08 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison, Colbert, chandail	Bilan	Vêtement et équipement de travail	3 679,39 $	1336792
QUINCAILLERIE SECURITE CANADA (QSC)	1363991	15 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison, Colbert, cadenas	Bilan	Construction	5 482,87 $	1203411
SIGNEL SERVICES INC	1363640	13 AOÛT 2019	ROY, GUY	Réap inv LaSalle, panneaux	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 941,23 $	
SIGNEL SERVICES INC	1364765	22 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT - SIGNALISATION	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	789,51 $	
SIGNEL SERVICES INC	1364765	20 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT - SIGNALISATION	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	1 196,86 $	1232492
SOUDURE BOISVERT	1364313	16 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT - ENSEMBLE BOITE DE SERVICE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 183,74 $	
SPI SANTE SECURITE INC.	1363541	12 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - CRAMPON,GLACE,AMOVIBLE,MOYEN,SEMELLE,SECURITE,ANTIDERAP	Bilan	Vêtement et équipement de travail	8 161,10 $	
STELEM	1362556	06 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison, Colbert, indicateurs	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	16 666,77 $	1265402

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
STELEM	1363990	15 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison, Colbert, pièces b.i.	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	8 119,89 $	1222638
STELEM	1365525	26 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	REAPP VERDUN - SIEGE DU ROBINET PRINCIPAL ENTENTE 1222638	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	4 476,67 $	1222638
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1362116	01 AOÛT 2019	DESORMEAUX, LISE	ST-LEONARD / REAPPROV. (INVENTAIRE - EGOUT)	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 196,65 $	1207964
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1362157	01 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison, Colbert, aqueduc	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	1 165,03 $	1207964
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1362157	01 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison, Colbert, aqueduc	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	1 118,50 $	1143933
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1362778	06 AOÛT 2019	DESORMEAUX, LISE	VERDUN / REAPPROV. (INVENTAIRE - PIÈCES D'ÉGOUT ET AQUEDUC)	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	1 887,88 $	1143933
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1362778	06 AOÛT 2019	DESORMEAUX, LISE	VERDUN / REAPPROV. (INVENTAIRE - PIÈCES D'ÉGOUT ET AQUEDUC)	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	139,24 $	1195479
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1362915	07 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison, Colbert, aqueduc	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	11 660,76 $	1143933
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1362915	07 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison, Colbert, aqueduc	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	351,39 $	1207964
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1363221	08 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison, Colbert, aqueduc	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	9 936,78 $	1143933
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1363988	15 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	Appel livraison Colbert, aqueduc	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	17 091,17 $	1195479
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1363988	15 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	Appel livraison Colbert, aqueduc	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	3 767,73 $	1143933
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1363988	15 AOÛT 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	Appel livraison Colbert, aqueduc	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	7 211,38 $	1207964
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1366009	28 AOÛT 2019	DESORMEAUX, LISE	COLBERT / REAPPROV. (INVENTAIRE - RACCORD ET TRAPPE)	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	7 855,16 $	1277188
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1366009	28 AOÛT 2019	DESORMEAUX, LISE	COLBERT / REAPPROV. (INVENTAIRE - RACCORD ET TRAPPE)	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	4 547,53 $	1143933
SYSTEMES DE PUISSANCE WAJAX	1362954	07 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Bilan	Outillage et machinerie	2 898,60 $	
TACEL LIMITEE	1363533	12 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - CARTE D'INTERFACE PRINCIPALE 4T1	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	10 891,40 $	
TECHNO FEU INC	1362683	06 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Bilan	Matériel roulant	16 249,01 $	
TECHNO FEU INC	1363425	12 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	ACHAT SUR ENTENTE - MAGASIN VIAU	Bilan	Matériel roulant	8 140,18 $	1325286
TECHNO FEU INC	1364430	19 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	ACHAT SUR ENTENTE - MAGASIN VIAU	Bilan	Matériel roulant	2 864,52 $	1325286
TECHNO FEU INC	1364447	19 AOÛT 2019	CHRETIEN, NORMAND	RÉAPP VIAU - PIÈCES VÉHICULE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	264,85 $	
TECHNO FEU INC	1364447	19 AOÛT 2019	CHRETIEN, NORMAND	RÉAPP VIAU - PIÈCES VÉHICULE	Bilan	Matériel roulant	22 300,18 $	
TECHNO FEU INC	1365588	26 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	ACHAT SUR ENTENTE - MAGASIN VIAU	Bilan	Matériel roulant	2 647,32 $	1325286
TECHNO FEU INC	1365992	28 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Bilan	Construction	2 702,27 $	
TECHNO FEU INC	1365992	28 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Bilan	Matériel roulant	9 338,26 $	
TECHNO FEU INC	1365992	28 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	161,28 $	
TENAQUIP LIMITED	1362919	07 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison, Colbert, nettoyant	Bilan	Entretien et nettoyage	3 295,77 $	1344945
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1362956	07 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Bilan	Matériel roulant	5 932,34 $	
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1364619	19 AOÛT 2019	BEZEAU, ANNA	RÉAPP DICKSON - PIÈCES VÉHICULE	Bilan	Matériel roulant	3 768,88 $	
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1365991	28 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Bilan	Matériel roulant	3 848,80 $	
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1365991	29 AOÛT 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Bilan	Matériel roulant	16,81 $	
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1364569	19 AOÛT 2019	CHRETIEN, NORMAND	RÉAPP DICKSON - PIÈCES VÉHICULE, FILTRES	Bilan	Outillage et machinerie	370,29 $	
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1364569	20 AOÛT 2019	CHRETIEN, NORMAND	RÉAPP DICKSON - PIÈCES VÉHICULE, FILTRES	Bilan	Matériel roulant	299,91 $	
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1364569	19 AOÛT 2019	CHRETIEN, NORMAND	RÉAPP DICKSON - PIÈCES VÉHICULE, FILTRES	Bilan	Matériel roulant	4 449,33 $	
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1364569	21 AOÛT 2019	CHRETIEN, NORMAND	RÉAPP DICKSON - PIÈCES VÉHICULE, FILTRES	Bilan	Matériel roulant	30,25 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
VALMONT WEST COAST ENGINEERING	1366355	29 AOÛT 2019	DESORMEAUX, LISE	COLBERT / REAPPROV. (INVENTAIRE - PIÈCE POUR FUT)	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	10 129,19 $	1224056
VENTE DE PIECES DE BALAIS SPS INC.	1362522	05 AOÛT 2019	DESORMEAUX, LISE	PIERREFONDS / REAPPROV. (INVENTAIRE - BROSSES DE BALAI)	Bilan	Matériel roulant	2 330,72 $	
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	1363509	12 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - DEBITMETRE, «OPTIFLUX 2000» AVEC TRANSMETTEUR	Bilan	Technologie et science	4 136,51 $	
V-TO INC	1363525	12 AOÛT 2019	JOLY, LINDA	RÉAPP COLBERT - TAPIS ABSORBANT,NYLON, ROUGE/NOIR,LARGEUR 3'	Bilan	Entretien et nettoyage	5 656,73 $	
WAINBEE LIMITEE	1364471	21 AOÛT 2019	CHRETIEN, NORMAND	RÉAPP VIAU - PIÈCES VÉHICULE	Bilan	Matériel roulant	94,28 $	
WAINBEE LIMITEE	1364471	19 AOÛT 2019	CHRETIEN, NORMAND	RÉAPP VIAU - PIÈCES VÉHICULE	Bilan	Matériel roulant	3 405,38 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1362916	07 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison, Colbert, manchons	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	3 978,02 $	1137506
WOLSELEY CANADA INC.	1363989	15 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison Colbert, tuyau	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	5 621,64 $	1195469
WOLSELEY CANADA INC.	1364217	15 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison Colbert, égoûts	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	1 224,15 $	1137506
WOLSELEY CANADA INC.	1364217	15 AOÛT 2019	ROY, GUY	Appel livraison Colbert, égoûts	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	981,36 $	1195469
WOLSELEY CANADA INC.	1366010	28 AOÛT 2019	DESORMEAUX, LISE	COLBERT / REAPPROV. (INVENTAIRE - AQUEDUC)	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	3 870,26 $	1195469
BELL MOBILITE INC	1361982	01 AOÛT 2019	BISHOP, BRIGITTE	BCO 2019 - Service de téléphonie cellulaire pour le Bureau de l'inspecteur général Compte 535354703	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	15 748,12 $	
BELL MOBILITE INC	1366303	29 AOÛT 2019	BISHOP, BRIGITTE	Achat - Appareils iPhone XR 64 Go pour le Bureau de l'inspecteur général - Facture 17117180	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	7 054,91 $	
INFORMATIQUE PRO-CONTACT INC.	1361974	01 AOÛT 2019	BISHOP, BRIGITTE	Services professionnels- BC 2019 - Renouvellement du support Fortinet pour le Bureau de l'inspecteur général - Consolidation Fortinet du 11 août 2019 au 11 août 2021 ¿ Bureau de l¿inspecteur général	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	9 446,33 $	
LA MACHINE DE COLLABORATION INC.	1362336	02 AOÛT 2019	BISHOP, BRIGITTE	Facture #1158 et #1153-Contrat de service professionnel pour la refonte du formulaire de dénonciation en ligne à bigmtl.ca ¿ Bureau de l¿inspecteur général	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	5 532,84 $	
SHERWEB INC.	1365798	27 AOÛT 2019	BISHOP, BRIGITTE	BCO 2019 - Licences Office 365 et Azure - Bureau de l'inspecteur général	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	6 299,25 $	
SOLUTIONS NECANDO INC	1361996	01 AOÛT 2019	BISHOP, BRIGITTE	Services professionnels sur les solutions IBM I2 -Assistance dans la création du schéma et la mise en production de l'environnement iBase pour le Bureau de l'inspecteur général	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	20 446,32 $	
SUPERGRAVITY INCORPORATED	1365803	27 AOÛT 2019	BISHOP, BRIGITTE	Paiement facture - BC 2019 : Renouvellement SUPERText - Bureau de l'inspecteur général	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	14 316,10 $	
TRADUCTIONS SERGE BELAIR INC.	1365806	27 AOÛT 2019	BISHOP, BRIGITTE	Contrat de services professionnels pour traduction de divers documents du Bureau de l'inspecteur général	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	82 182,00 $	
WOLTERS KLUWER QUEBEC LTEE	1366324	29 AOÛT 2019	BISHOP, BRIGITTE	Facture - BC 2019 - Livre Contrats des organismes publics québécois - Bureau de l'inspecteur général	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	2 290,00 $	
POTENTIEL PLUS PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL INC	1362660	06 AOÛT 2019	PEPIN, JULIE	Traitement des plaintes en dotation du 01 au 31 juillet 2019. 26 heures x 200 $. Conforme à la facture No. 345.	Commission de la fonction publique de Montréal	Gestion du personnel	5 459,35 $	
BELL CANADA	1363102	08 AOÛT 2019	WU, CANDY YU	Transférer un toron, un fil de service et un conduit - 11755, 5ie avenue - Fiche 17	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	2 342,10 $	
BETON MOBILE DU QUEBEC INC.	1317778	26 AOÛT 2019	WU, CANDY YU	Livraison de béton sur chantier pour 2019 - appel d'offres 1665	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	6 050,87 $	
CERIU	1362460	05 AOÛT 2019	WU, CANDY YU	infra 2019 - Commandite Argent	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	5 042,39 $	
CONSTRUCTION N.R.C INC.	918450	19 AOÛT 2019	WU, CANDY YU	Contrat 1248 - Modifications et additions au réseau de conduits souterrains dans l¿emprise du boulevard Maurice-Duplessis entre le boulevard de la Rivière-des-Prairies et la rue Olivier-Lejeune.	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	198 239,03 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1363648	13 AOÛT 2019	WU, CANDY YU	Achat de portables	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	6 266,59 $	
GEOMAPS GIS	1364566	19 AOÛT 2019	WU, CANDY YU	Banque d'heures déploiement M-Files - votre soumission #Q005425 et licenses M-files online standard votre soum#Q0055425	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	25 086,92 $	
GROUPE ABS INC.	1365322	22 AOÛT 2019	WU, CANDY YU	Caractérisation env. des sols : mandat 1695	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	527 217,56 $	
G-TEK	1365606	26 AOÛT 2019	WU, CANDY YU	C 1340 - Exécution des travaux généraux pour des projets mineurs	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	6 396 143,76 $	
HYDRO-QUEBEC	1366220	29 AOÛT 2019	WU, CANDY YU	CR Conversion 2019 - retrait des poteaux sur la rue Beaulieu	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	94 488,75 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
J.R.G. DENEIGEMENT & EXCAVATION ENR.	1248009	05 AOÛT 2019	WU, CANDY YU	Renouvellement - Services pour la location de machinerie incluant l'opérateur pour des travaux d'excavation, de disposition des matériaux de déneigement pour 2018-2021 (appel d'offres #1591) -Dossier#1160128003	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	50 423,94 $	
NADEAU ULTRA TECH	1363053	08 AOÛT 2019	WU, CANDY YU	Travaux électriques au 8000 Notre-Dame Ouest, Montréal - contrt N19-059	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	64 042,37 $	
OPES SOFTWARE INC.	1363048	08 AOÛT 2019	WU, CANDY YU	Licence annuelle - Protop Service de surveillance et alerte (de White Star Software Inc.) pour la période du 1er septembre 2019 au 31 août 2020 (1 an)	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	11 294,96 $	
SEC IMMOBILIERE PETRA	1362458	05 AOÛT 2019	WU, CANDY YU	Aménagement locaux hogan - facture 21824	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	143 675,86 $	
SERVICES SAUVETAGE TECHNIQUE INC.	1341531	06 AOÛT 2019	WU, CANDY YU	Certification 5 baricades et 5 potences X-TIRPA et acquisition de treuils	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	10 479,61 $	
SOFTCHOICE LP	1365808	27 AOÛT 2019	WU, CANDY YU	licences nouveaux serveur- vos soumissions #8803085 et 8801167	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	23 664,22 $	
TRANSELEC / COMMON INC.	1359727	20 AOÛT 2019	WU, CANDY YU	C. 1522 - Modifications et additions au réseau municipal de conduits souterrains rue Ontario Est entre l'Espérance et Desjardins	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	4 179 540,05 $	
TRANSELEC / COMMON INC.	1363668	28 AOÛT 2019	WU, CANDY YU	C. 1172 - Montée-de-Liesse (Côte-de-Liesse et Réverchon)	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	199,68 $	
TRANSELEC / COMMON INC.	1363668	13 AOÛT 2019	WU, CANDY YU	C. 1172 - Montée-de-Liesse (Côte-de-Liesse et Réverchon)	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	33 013,74 $	
TRANSIT ARPENTEURS-GEOMETRES INC.	1362278	02 AOÛT 2019	WU, CANDY YU	Prolongation 2: Surveillance des travaux de la CSEM : mandat 1635	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	176 251,55 $	
VIDEOTRON LTEE .	1364113	15 AOÛT 2019	WU, CANDY YU	Démantèlement de réseaux : facture # 9903383279	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	168 494,88 $	
BELL CANADA	533763420190713	01 AOÛT 2019	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 227,43 $	
BELL CANADA	533763420190813	29 AOÛT 2019	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 162,53 $	
HYDRO-QUEBEC	650502250164	01 AOÛT 2019	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 222,22 $	
MERCEDES BENZ RIVE SUD	265711s	08 AOÛT 2019	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	6 165,55 $	
MORNEAU SHEPELL LTD.	1007389	06 AOÛT 2019	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	6 988,76 $	
MORNEAU SHEPELL LTD.	990616	09 AOÛT 2019	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	8 940,16 $	
MORNEAU SHEPELL LTD.	990617	12 AOÛT 2019	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	4 739,85 $	
NADEAU ULTRA TECH	12244	09 AOÛT 2019	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	6 787,44 $	
NADEAU ULTRA TECH	12245	09 AOÛT 2019	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	4 173,25 $	
OPES SOFTWARE INC.	2001935	16 AOÛT 2019	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 874,16 $	
PRODUITS SUNCOR ENERGIE, S.E.N.C. - PETRO-CANADA	9935322710190827	29 AOÛT 2019	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 406,30 $	
SEC IMMOBILIERE PETRA	12227	01 AOÛT 2019	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	13 069,23 $	
9268146 CANADA INC.	1364386	16 AOÛT 2019	PUGI, BENJAMIN	Météorologue - Plateforme météo-routes $2900.00/Mois - (portion 2019)	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	6 089,27 $	
DATA GESTION DES COMMUNICATIONS	1366478	30 AOÛT 2019	EZZAHER, DRISS	Gestion animalière - Constat d'infraction générique - No d'article 1059215 - 3142/1000	Concertation des arrondissements	Fourrière municipale et contrôle des animaux	9 896,12 $	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1353012	20 AOÛT 2019	EZZAHER, DRISS	Location de Camionnette 4X4 cabine allongé (2 ou 4 portes), Marques et modèles de référence : Chevrolet Silverado 1500 ou 2500, RAM 2500, Ford F-150 ou F-250, GMC Sierra 1500 ou 2500, 2017-2018	Concertation des arrondissements	Autres - Transport	3 649,37 $	1266110
GANTS ET SECURITE MC CORDICK	1364786	20 AOÛT 2019	EZZAHER, DRISS	Achat de gants pour corvées de nettoyage 2019 - Selon soumission 7664133-00	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	3 155,92 $	
GRAPHISCAN MONTREAL INC.	1364794	20 AOÛT 2019	PUGI, BENJAMIN	Graphiscan - Carte de déversement de neige	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	3 771,15 $	
GROUPE TRIUM INC.	1363713	13 AOÛT 2019	EZZAHER, DRISS	Achat de vêtements pour la gestion animalière	Concertation des arrondissements	Fourrière municipale et contrôle des animaux	2 800,47 $	
LES CONSTRUCTIONS TRIANGLE INC.	1362875	07 AOÛT 2019	BRISSON, GUYLAINE	SLD-BCO-DTP-VOIRIE ET AQUEDUC 2019-LOCATION D'UNE PELLE	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	32 808,59 $	
LOCATION KIROULE INC.	1330427	08 AOÛT 2019	BRISSON, GUYLAINE	Location /mois - Jeep Cherokee No d'unité 8529 - SCA.	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	2 097,65 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PLANIFIKA INC.	1364131	15 AOÛT 2019	PUGI, BENJAMIN	Accompagnement de la direction des travaux publics dans la démarche d'inventaire et de collectes de données des principaux actifs sur les LEN - Concertation des arrondissements	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	19 422,69 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1363759	13 AOÛT 2019	BRISSON, GUYLAINE	Paiement facture -Téléphonie cellulaire - SCA	Concertation des arrondissements	Rel. avec les citoyens et communications	6 974,44 $	1137408
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1363759	13 AOÛT 2019	BRISSON, GUYLAINE	Paiement facture -Téléphonie cellulaire - SCA	Concertation des arrondissements	Fourrière municipale et contrôle des animaux	7 812,79 $	1137408
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1363759	13 AOÛT 2019	BRISSON, GUYLAINE	Paiement facture -Téléphonie cellulaire - SCA	Concertation des arrondissements	Autres - Transport	558,90 $	1137408
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1363759	13 AOÛT 2019	BRISSON, GUYLAINE	Paiement facture -Téléphonie cellulaire - SCA	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	213,57 $	1137408
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1363759	13 AOÛT 2019	BRISSON, GUYLAINE	Paiement facture -Téléphonie cellulaire - SCA	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	433,49 $	1137408
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1363759	13 AOÛT 2019	BRISSON, GUYLAINE	Paiement facture -Téléphonie cellulaire - SCA	Concertation des arrondissements	Administration, finances et approvisionnement	55,23 $	1137408
COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DU CANADIEN PACIFIQUE	1365037	21 AOÛT 2019	BOUTIN, PIERRE	Demande de signaleur sur le terrain du CP en urgence (bris/blocage de l'égoût de 30 pouces) à la demande de Chantal Hooper	Côte-des-Neiges - Notre-Dame de-Grâce	Réseaux d'égout	2 099,75 $	
COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DU CANADIEN PACIFIQUE	1365037	26 AOÛT 2019	BOUTIN, PIERRE	Demande de signaleur sur le terrain du CP en urgence (bris/blocage de l'égoût de 30 pouces) à la demande de Chantal Hooper	Côte-des-Neiges - Notre-Dame de-Grâce	Réseaux d'égout	5 616,83 $	
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1364327	16 AOÛT 2019	HOOPER, CHANTAL	Balises et bases	Côte-des-Neiges - Notre-Dame de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	4 829,43 $	
LAFARGE CANADA INC	1317931	21 AOÛT 2019	MARTINEZ, DIEGO ANDRES	Fourniture de pierre concassée VM-2 pour 2019	Côte-des-Neiges - Notre-Dame de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	10 318,17 $	1195735
MARIO MANCUSO	1363174	08 AOÛT 2019	MARTINEZ, DIEGO ANDRES	Paiement de 15 000$ à l'attention de Mario Mancuso pour un dédommagement suite à des travaux de la ville .	Côte-des-Neiges - Notre-Dame de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	15 000,00 $	
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1318034	13 AOÛT 2019	MARTINEZ, DIEGO ANDRES	Élimination et traitement des sols de type AB pour 2019.	Côte-des-Neiges - Notre-Dame de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	13 648,37 $	1225134
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1318034	29 AOÛT 2019	MARTINEZ, DIEGO ANDRES	Élimination et traitement des sols de type AB pour 2019.	Côte-des-Neiges - Notre-Dame de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	12 283,54 $	1225134
SCIAGE DE BETON ST-LEONARD LTEE	1354518	08 AOÛT 2019	BAUDIN, CYRIL	Service de perçage d'égout au 5100 Maisonneuve. Selon la soumission d' Antoine-Sylvain Lahaie du 20-06-2019. Réf.: Raul Castillo	Côte-des-Neiges - Notre-Dame de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	2 939,65 $	
TEKNION ROY ET BRETON INC.	1365446	23 AOÛT 2019	PLANTE, STÉPHANE	Murs amovibles: soumission MU1038	Côte-des-Neiges - Notre-Dame de-Grâce	Bibliothèques	10 597,44 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1362420	05 AOÛT 2019	BOUTIN, PIERRE	Travaux de réparation de drain privé dans l'arr. de Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce. Soumission: 19-2019 Connaught	Côte-des-Neiges - Notre-Dame de-Grâce	Réseaux d'égout	18 897,75 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1364602	19 AOÛT 2019	BOUTIN, PIERRE	Travaux de réparation de drain privé dans l'arr. de Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce Soumission: 19-4810 Queen-Mary. Réf.: Amine Yattara	Côte-des-Neiges - Notre-Dame de-Grâce	Réseaux d'égout	15 748,12 $	
ACADEMIE CANADIENNE DU CINEMA ET DE LA TELEVISION (SECTION QUEBEC) INC.	1363756	13 AOÛT 2019	RAMOISY, THOMAS	Service - Placement média publicitaire **Programme souvenir, publicité 1 plaine page couleur du BCTM au 34e Gémeaux édition 2019	Culture	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	2 782,17 $	
ADVISO CONSEIL INC.	1362895	07 AOÛT 2019	ROSE, STEPHANIE	Accompagnement et planification à la refonte de sites web - Centre d'histoire de Montréal	Culture	Autres - activités culturelles	22 826,12 $	
ANNY GUINDON VARVARIKOS	1364359	16 AOÛT 2019	PICHET, GENEVIEVE	Services professionnels afin de soutenir la direction du Château Dufresne dans le cadre du chantier en cour et d'agir à titre d'intermédiaire entre cette direction et la Ville de Montréal	Culture	Autres - activités culturelles	25 000,00 $	
ATELIER DU BRONZE	1362880	07 AOÛT 2019	ROSE, STEPHANIE	Restauration et installation de la sphère du Monument à Copernic	Culture	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	6 587,97 $	
BENOIT & COTE INC.	1366036	28 AOÛT 2019	PICHET, GENEVIEVE	Dépôt de marques de commerce No. 1976346 MEM MOBILE et MEMOBILE.	Culture	Autres - activités culturelles	6 393,74 $	
CENTRE DES ARTS DE LA SCENE PAULINE-JULIEN	1366191	29 AOÛT 2019	ROSE, STEPHANIE	Frais encourus pour l'étude de coût des installations techniques du projet d'amphithéâtre extérieur de la Salle Pauline Julien	Culture	Autres - activités culturelles	2 618,13 $	
CONCEPTION-REALISATION JL ENR.	1363811	14 AOÛT 2019	ROSE, STEPHANIE	Restauration de l'¿uvre " Le carrousel de l'Ile des soeurs"	Culture	Autres - activités culturelles	25 384,67 $	
DL HERITAGE INC.	1362885	07 AOÛT 2019	ROSE, STEPHANIE	Restauration de l'¿uvre d'art public " Cailloudo"	Culture	Bibliothèques	13 700,87 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
HORS-PISTE S.E.N.C.	1362509	05 AOÛT 2019	FILION, IVAN	Service conseil en planification stratégique / Plan stratégique 2016-2019 des Bibliothèques de Montréal : Organiser réflexion stratégique, bilan des réalisations et identification orientations à privilégier pour les trois prochaines années	Culture	Bibliothèques	18 897,75 $	
JOSHUA WOLFE	1365488	23 AOÛT 2019	PICHET, GENEVIEVE	Traduction pour le concours de mobilier ludique	Culture	Autres - activités culturelles	2 559,60 $	
LEGER	1366318	29 AOÛT 2019	PICHET, GENEVIEVE	Sondage pour la compréhension de la future clientèle du MEM.	Culture	Autres - activités culturelles	22 782,29 $	
LELIA SFEIR	1366334	29 AOÛT 2019	MELANCON, MARIE-ODILE	Coordination de la brigade d'été «Brigade volante d'inclusion Francisation»	Culture	Autres - activités culturelles	3 826,79 $	
PATRICK MIKHAIL	1365097	21 AOÛT 2019	ROSE, STEPHANIE	Oeuvre d'art, antiquité **Acquisition d'une Épreuve chromogène de Jinyoung Kim - Objects ont the Rooftop Variation no. 1	Culture	Autres - activités culturelles	4 099,76 $	
PITNEY WORKS	1344264	08 AOÛT 2019	FILION, IVAN	Coût pour l'affranchissement - Direction des Bibliothèques	Culture	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10 498,75 $	
SIGNALISATION S.A.I.C. INC	1365023	21 AOÛT 2019	ROSE, STEPHANIE	Plaque signalétique pour le Poteau Dallaire - L'étreinte des temps	Culture	Autres - activités culturelles	2 955,60 $	
STEPHANIE GUICO	1366181	29 AOÛT 2019	MELANCON, MARIE-ODILE	Traduction et révision linguistique pour le projet : Nous ne sommes pas de briques et de poussière	Culture	Autres - activités culturelles	2 542,80 $	
TREVOR GOULD	1365784	27 AOÛT 2019	ROSE, STEPHANIE	Accorder un contrat de services artistiques à Trevor Gould, artiste professionnel, au montant maximal de 60 361,76 $, taxes et contingences incluses, pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art public "Métronome" au parc Rutherf	Culture	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	5 774,31 $	
UNION DES ARTISTES	1363094	08 AOÛT 2019	PICHET, GENEVIEVE	Remise à la caisse de sécurité des artistes UDA - Production Cache-Cache	Culture	Autres - activités culturelles	10 173,00 $	
VITRINE CULTURELLE DE MONTREAL	1366304	29 AOÛT 2019	MELANCON, MARIE-ODILE	Contrat de licence d'utilisation pour la gestion de la billetterie pour le Réseau Accès Culture 2019	Culture	Autres - activités culturelles	16 976,48 $	
GROUPE ARCHAMBAULT INC.	cw22362350	29 AOÛT 2019	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 347,15 $	
LIBRAIRIE MEDIASPAUL	621331	01 AOÛT 2019	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 048,20 $	
LIBRAIRIE MONET INC	219359	06 AOÛT 2019	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	6 107,15 $	
LIBRAIRIE MONET INC	220099	14 AOÛT 2019	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 209,81 $	
LIBRAIRIE OLIVIERI ENG.	34479	22 AOÛT 2019	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 125,80 $	
LIBRAIRIE OLIVIERI ENG.	34495	29 AOÛT 2019	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 347,90 $	
LIBRAIRIE PARAGRAPHE BOOKSTORE & CAFE	204521	14 AOÛT 2019	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 730,00 $	
LIBRAIRIE ZONE LIBRE	38824	13 AOÛT 2019	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 298,25 $	
LIBRAIRIE ZONE LIBRE	38825	13 AOÛT 2019	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	6 532,72 $	
OVERDRIVE INC.	05161co19139495	02 AOÛT 2019	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	4 876,94 $	
OVERDRIVE INC.	05161co19146044	13 AOÛT 2019	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	6 001,24 $	
OVERDRIVE INC.	05161co19149773	14 AOÛT 2019	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 656,27 $	
OVERDRIVE INC.	05161co19154034	26 AOÛT 2019	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 578,60 $	
OVERDRIVE INC.	05161co19157427	29 AOÛT 2019	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 768,18 $	
PLANETE BD	1742	16 AOÛT 2019	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	6 098,35 $	
PLANETE BD	1748	21 AOÛT 2019	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	4 127,50 $	
PLANETE BD	1761	20 AOÛT 2019	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 843,35 $	
PLANETE BD	1780	26 AOÛT 2019	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	4 579,65 $	
QUEBEC CULTURE ET COMMERCE LTEE	fh1203	12 AOÛT 2019	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 761,01 $	
INSTITUT CANADIEN DES ACTUAIRES	1365308	22 AOÛT 2019	MARLEAU, JACQUES	Facture - Renouvellement de l'adhésion à l'Institut canadien des actuaires - Service des finances	Dépenses communes	Administration, finances et approvisionnement	4 038,00 $	
BELAIR DIRECT	50017103622182	30 AOÛT 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 18-002487	Dépenses communes	Autres - Administration générale	22 500,00 $	
CABINET D'AVOCATS NOVALEX INC.	50017090223150	30 AOÛT 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 15-002735	Dépenses communes	Autres - Administration générale	21 200,00 $	
CHARRON BOISSE LEVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE INC.	50743	29 AOÛT 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais huissiers de justice	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 592,25 $	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	156044	27 AOÛT 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 17-000713	Dépenses communes	Autres - Administration générale	4 259,92 $	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	156733	27 AOÛT 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 18-003559	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 139,31 $	
IRVING MITCHELL KALICHMAN S.E.N.C.R.L.	34412	28 AOÛT 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 12-004303	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 903,95 $	
IRVING MITCHELL KALICHMAN S.E.N.C.R.L.	34571	27 AOÛT 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 15-001130	Dépenses communes	Autres - Administration générale	18 140,71 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
IRVING MITCHELL KALICHMAN S.E.N.C.R.L.	34703	27 AOÛT 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 18-002790	Dépenses communes	Autres - Administration générale	9 209,58 $	
LA CAPITALE CIE D'ASSURANCE GENERALE	5022248439187	28 AOÛT 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 18-002521	Dépenses communes	Autres - Administration générale	10 000,00 $	
LUDOVIC MCNEIL-PAQUET	50053000509198	27 AOÛT 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 15-003349	Dépenses communes	Autres - Administration générale	4 500,00 $	
ME NATHALIE VEZINA	20190731	28 AOÛT 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 18-001157	Dépenses communes	Autres - Administration générale	15 035,52 $	
ME NATHALIE VEZINA	aout2019	28 AOÛT 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 18-001157	Dépenses communes	Autres - Administration générale	14 137,88 $	
PCI-PERRAULT CONSEIL INC.	21383	29 AOÛT 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques expert conseil dossier ;16-000835	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 887,16 $	
PFD NOTAIRES S.E.N.C.R.L.	19d108600691	28 AOÛT 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais notaire dossier; 19-001393	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 519,70 $	
PFD NOTAIRES S.E.N.C.R.L.	19d108600692	28 AOÛT 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais notaire dossier; 19-001394	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 939,65 $	
PROMUTUEL REASSURANCE	50022249034185	28 AOÛT 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 18-003100	Dépenses communes	Autres - Administration générale	15 000,00 $	
SBSC ENVIRONNEMENT INC.	3091924020	27 AOÛT 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques conseil expert dossier; 16-001468 et al;	Dépenses communes	Autres - Administration générale	8 864,88 $	
COOPERATIVE DE TRAVAIL L'ENCLUME	1363633	13 AOÛT 2019	DOUCET, VERONIQUE	Services professionnels Coopérative - Conseiller-Réaliser, à l'aide de comparables, un portrait documenté des meilleures pratiques ou pratiques innovantes d'encadrement des interventions privées en design et en architecture-moyens et proces	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	22 748,48 $	
GROUPE INFOPRESSE INC.	1362770	06 AOÛT 2019	DOUCET, VERONIQUE	Service professionnels- Index-Design inc. (Groupe infopresse) - Exposition du Mur de CODE-Souvenir Mtl et présence des designers. - Organisation d'expositions de la 6e édition pour les 26-27 et 28 septembre 2019	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	17 337,64 $	
MCE CONSEILS	1311100	20 AOÛT 2019	DOUCET, VERONIQUE	OBNL-Services professionnels- Prestation de services supplémentaires à celle prévue à la Convention initiale-MCE Conseils - Créer Montréal - Conseiller - Étude d'impact, faisabilité- Service du développement économique	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	17 968,61 $	
MCE CONSEILS	1311100	26 AOÛT 2019	DOUCET, VERONIQUE	OBNL-Services professionnels- Prestation de services supplémentaires à celle prévue à la Convention initiale-MCE Conseils - Créer Montréal - Conseiller - Étude d'impact, faisabilité- Service du développement économique	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	10 300,32 $	
MOTUS VIDEO	1366462	30 AOÛT 2019	DOUCET, VERONIQUE	Services professionnels- boîte à outils pour l'aménagement des chantiers Ville - Service - Production multimédia - montant contrat- Service du développement économique	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	5 469,85 $	
RESSAC MEDIA	1364658	20 AOÛT 2019	DOUCET, VERONIQUE	Services professionnels - Recherche, étude de marché- Élaborer une stratégie de marketing et de contenu numériques visant à optimiser les communications du Bureau du design à l¿égard de ses diverses clientèles (internes et externes, locales	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	22 798,04 $	
BRODEUR FRENETTE S.A.	1362059	01 AOÛT 2019	LAPOINTE, NORMAND	Contrat de services prof. pour élaborer un plan de gestion et de traitement des risques pour le projet de la Cité des Hospitalières	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	18 330,82 $	
CLUB VOYAGES AFFAIRES	1362222	02 AOÛT 2019	BOUCHARD, DIANE	Paiement des différentes factures- Club voyage affaires : Divers billets avion_Mission Vivre ensemble et Mission MMC- Direction générale	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	4 093,77 $	
ECOLE POLYTECHNIQUE MONTREAL	1365064	21 AOÛT 2019	BOND, ALAIN	Services professionnels pour le projet de désinfection à la Direction de l'épuration des eaux usées	Direction générale	Administration, finances et approvisionnement	34 400,00 $	
FCM COMMUNICATIONS INC.	1362537	05 AOÛT 2019	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Facture CC-ST201827-03 -FCM Communications inc.Publication du message de la mairesse pour le 75e anniversaire de l'OACI ¿ Direction générale	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	5 202,13 $	
GLT + INC	1358872	29 AOÛT 2019	LAMONTAGNE, SERGE	Services professionnels pour la préparation d'une estimation de classe D du coût de restauration de la Chapelle de l'Institut des Sourdes-muettes au 3700, rue Berri	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	12 266,74 $	
LES 7 DOIGTS DE LA MAIN	1362700	06 AOÛT 2019	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Paiement facture pour la Direction générale - Divers services pour célébration 40e anniversaire collaboration Montréal-Lyon le 4 novembre 2019	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	11 490,88 $	
SOCIETE DU VIEUX-PORT DE MONTREAL INC	1364109	15 AOÛT 2019	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Location du Belvédère, Vestiaire et salles d'appoints pour l'événement du 23 septembre 2019 (75e anniversaire OACI) - Direction générale	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	7 139,15 $	
9108-9219 QUEBEC INC.	1362044	01 AOÛT 2019	BASTIEN, NADIA	Contrat pour la production de six vidéos d¿impact qui s¿inscrivent dans la démarche stratégique « Montréal inclusive au travail 2018-2021 ».	Diversité et inclusion sociale	Autres - activités culturelles	17 608,50 $	
AZZEDDINE MARHRAOUI	1364760	20 AOÛT 2019	DEROME, JOHANNE	2197986003 DB197986003 -Accorder un contrat de services professionnels pour la production de rapports de recommandations ayant pour objectif de rendre la Ville plus inclusive et représentative de la population montréalaise	Diversité et inclusion sociale	Act. récréatives - Dir. et adm. - À répartir	10 000,00 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
COALITION MONTREALAISE DES TABLES DE QUARTIER	1364214	23 AOÛT 2019	DEROME, JOHANNE	2198056001 DB198056001 - Accorder un contrat de services professionnels pour l'embauche et l'encadrement d'une ressource en soutien au Comité régional sur l'accessibilité aux locaux communautaires	Diversité et inclusion sociale	Act. récréatives - Dir. et adm. - À répartir	13 696,99 $	
COALITION MONTREALAISE DES TABLES DE QUARTIER	1366460	30 AOÛT 2019	LALANDE, AGATHE	2183220003 - Contrat de services professionnels pour réaliser un état de situation du processus d'élaboration et de mise en oeuvre des plans d'action par les Tables de quartier	Diversité et inclusion sociale	Développement social	26 092,63 $	
COMMUNAGIR	1363763	14 AOÛT 2019	BASTIEN, NADIA	2191535002 DB191535002 Accorder un contrat de services pour l'organisation et l'animation d'un forum sur la cohabitation dans l'espace public professionnels	Diversité et inclusion sociale	Développement social	10 944,81 $	
DIRECT IMPACT SOLUTIONS INC.	1363110	08 AOÛT 2019	BASTIEN, NADIA	Renouvellement annuel de 16 licences du logiciel File Maker pour l'équipe pour le BINAM	Diversité et inclusion sociale	Autres - activités culturelles	3 577,97 $	
NISKA COOPERATIVE DE TRAVAIL	1317592	30 AOÛT 2019	DEROME, JOHANNE	2184970011-2184970010-Accorder un contrat de services professionnels mener une démarche de mobilisation des acteurs locaux - volet 1 et 2	Diversité et inclusion sociale	Développement social	13 696,99 $	
PUBLICIS CANADA INC	1363964	14 AOÛT 2019	BASTIEN, NADIA	Octroyer un contrat à Publicis pour la création et la production d¿une campagne de communication pour le BINAM	Diversité et inclusion sociale	Autres - activités culturelles	91 312,42 $	
RESEAU RH D'ANNIE INC.	1364396	16 AOÛT 2019	BASTIEN, NADIA	Services professionnels- Formation en coaching pour les parrains et marraines du parrainage professionnel cohorte 2019-2020- Service des ressources humaines	Diversité et inclusion sociale	Autres - activités culturelles	10 748,10 $	
SISCA GESTION D'AFFAIRES INC.	1365710	27 AOÛT 2019	LALANDE, AGATHE	Facture#C192975- Impression d'un document du Réseau CMNCP (Centre national de prévention du crime)	Diversité et inclusion sociale	Développement social	5 511,84 $	
SOGEMAP INC.	1363750	13 AOÛT 2019	BASTIEN, NADIA	2194970009 Accorder un contrat de services professionnels pour l'évaluation du programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine - TANDEM	Diversité et inclusion sociale	Développement social	22 782,29 $	
FONDATION DR CLOWN	da191361007	28 AOÛT 2019	RAMOUL, NASSIMA	Aide financière 2019 aux OBNL locataires (6e série) ; DA191361007	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	2 370,00 $	
BUREAU VERITAS CANADA (2019) INC.	1319174	16 AOÛT 2019	ARBIC, DENISE	Analyses piscines 2019	Environnement	Autres - Hygiène du milieu	3 448,84 $	1191681
BUREAU VERITAS CANADA (2019) INC.	1319174	21 AOÛT 2019	ARBIC, DENISE	Analyses piscines 2019	Environnement	Autres - Hygiène du milieu	2 351,72 $	1191681
BUREAU VERITAS CANADA (2019) INC.	1319174	28 AOÛT 2019	ARBIC, DENISE	Analyses piscines 2019	Environnement	Autres - Hygiène du milieu	1 417,33 $	1191681
BUREAU VERITAS CANADA (2019) INC.	1364796	20 AOÛT 2019	BUDKA, ARNAUD	contingences	Environnement	Protection de l'environnement	28 351,92 $	1191681
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1339096	12 AOÛT 2019	ARBIC, DENISE	Location automobile	Environnement	Autres - Hygiène du milieu	4 395,33 $	
7301847 CANADA INC.	1362533	05 AOÛT 2019	LE NAY, ALBANE	#001451 : Placement publicitaire dans les porte-additions de 15 restaurants montréalais. Contrat #ESP-104	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 125,00 $	
ACME DECORS INC.	1292641	09 AOÛT 2019	PARIS, YVES	Conformément aux documents d¿appel d¿offres n° 18-17034, fabrication et installation d¿un décor de hutte de castor et d¿un plafond scénographique dans le tunnel du rio au Biodôme.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	9 846,35 $	
ACME DECORS INC.	1362028	01 AOÛT 2019	BERNIER, MARTINE	Montage et démontage du grand chapeau dans la grande serre du Jardin botanique. Lors de l'exposition Le Grand bal des citrouilles.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	11 587,66 $	
AUDIOTOPIE COOP	1363286	09 AOÛT 2019	PARIS, YVES	Réalisation de productions sonores pour les installations muséologiques du projet Migration du Biodôme	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	24 820,00 $	
BALL SUPERIOR	1318275	07 AOÛT 2019	CHARPENTIER, ANNE	BCO 2019 - Semences et boutures pour les Jardins extérieurs du Jardin botanique (no de client : 2220)	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	120,00 $	
BALL SUPERIOR	1318275	05 AOÛT 2019	CHARPENTIER, ANNE	BCO 2019 - Semences et boutures pour les Jardins extérieurs du Jardin botanique (no de client : 2220)	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 400,81 $	
CHAPITEAUX DUSSAULT INC.	1341874	15 AOÛT 2019	CHAREST, SONYA	Location de chapiteaux pour la Fiesta Monarque 2019 selon la soumission 1031	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 630,00 $	
CHRISTINE PLOUFFE	1359658	06 AOÛT 2019	PARIS, YVES	PRO.OUV. - Convention de services professionnels pour la conception des marionnettes articulées dans le cadre du projet « Migration poétique » du Biodôme	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	75 620,49 $	
CONCEPT TROPIK'ART IMAGINATION	1365898	28 AOÛT 2019	BERNIER, MARTINE	Montage et démontage de la "Cour des petits monstres" selon nos plans et devis.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	10 265,00 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1363740	13 AOÛT 2019	HERNANDEZ, OLIVIER	REC.MET - Ordinateur pour stations Fripon	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 281,60 $	
CPU SERVICE INC.	1365170	22 AOÛT 2019	LABRECQUE, MICHEL	Achat Ordi pour Joan Laur en poste depuis le 12/08/2019	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 178,01 $	
DELOITTE S.E.N.C.R.L/S.R.L	1363962	14 AOÛT 2019	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	Contrat de service pour l'audit des résultats financiers du service de l'Espace pour la vie pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2018	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 000,00 $	
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	1365447	23 AOÛT 2019	PARIS, YVES	ÉCHAFAUDS DE TYPE ROSETTE ±6' X 10' POUR ATTEINDRE LE TRONC D'ARBRE GARDE-CORPS ET ÉCHELLE D'ACCÈS INCLUS	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 798,60 $	
GROUPE DIGITAD INC.	1362534	05 AOÛT 2019	LE NAY, ALBANE	Services professionnels portant sur l'analyse SEO pour l'Espace pour la vie, selon la soumission #20190523-EP-01	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	12 220,00 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
HOSKIN SCIENTIFIQUE LIMITEE	1363676	13 AOÛT 2019	LAURENCE, ETIENNE	sonde multi paramètre pour le suivi de la qualité de l'eau du Golfe	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	8 207,00 $	
JOSEE BLAQUIERE	1365270	22 AOÛT 2019	PARIS, YVES	Programme de coaching pour M. Yves Paris	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 575,00 $	
LA BOITE INTERACTIVE	1362022	01 AOÛT 2019	BERNIER, MARTINE	Soumission ODS2019022Jardins de lumière P. Japonais. Synchronisation du système de la trame sonore. Installation du nouveau système+vérification de l'équipement en place.Support technique et gestion du projet.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 220,00 $	
LES BICYCLES QUILICOT INC.	1364526	19 AOÛT 2019	PHAM-GUILBEAULT, MIA	ADM.DIV - 2 vélos électriques pour le Planétarium RTA et le Biodôme	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 763,94 $	
MARCHE FLORAL INTER-PROVINCIAL LTEE.	1318865	27 AOÛT 2019	GAGNE, ANNIE	BCO 2019 - Végétaux pour les Serres du Jardin botanique	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 900,00 $	
PGI IMPRESSIONS	1366092	28 AOÛT 2019	CHAREST, SONYA	Autocollants pour l'habillage des chapiteaux et des tables pour la Fiesta Monarque	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	8 809,00 $	
PRISME EQUIPEMENTS CANADA INC	1365895	28 AOÛT 2019	BERNIER, MARTINE	Installation et démontage de modules de jeux pour la cour des petits montres	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 425,00 $	
SOLOTECH INC	1364754	20 AOÛT 2019	HERNANDEZ, OLIVIER	EQ.TEC - Lampes de remplacement pour les théâtres et salles d'exposition	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	20 299,06 $	
SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE INC.	1321289	28 AOÛT 2019	CHARPENTIER, ANNE	Consultants en développement organisationnel (phase 3)	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	21 591,81 $	
USERFUL CORPORATION	1365376	23 AOÛT 2019	HERNANDEZ, OLIVIER	EQ.MUR - Contrat de 3 ans de support Userful pour le mur Vidéo du PRTA	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	7 456,32 $	
ABBOTT OF ENGLAND 1981 LIMITED	0687831e	12 AOÛT 2019	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 405,00 $	
CISION QUEBEC INC.	61902	26 AOÛT 2019	BILODEAU, MATHIEU	756 - Abonnement monitorage	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 027,62 $	
COMMUNICATION RADIOTECH INC.	116076	21 AOÛT 2019	BEDARD, LOUISE	BC-212368 18 radio icom	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 220,00 $	
GRAPHISCAN MONTREAL INC.	41672	26 AOÛT 2019	BILODEAU, MATHIEU	734 - Brochures / Curieux de nature	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 241,00 $	
INSTITUT CULTUREL AVATAQ INC.	002616	22 AOÛT 2019	GAGNE, ANNIE	Graphisme et traduction	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 000,00 $	
INTERNATIONAL SEAFOOD AND BAIT	fv044584	21 AOÛT 2019	BEDARD, LOUISE	BC-212314 krill superba congelé	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 761,95 $	
KIKKERLAND DESIGN INC.	j00613202	21 AOÛT 2019	BIEN-AIME, JEAN-HARRY	Marchandise destinée à la revente Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 684,10 $	
LES BREUVAGES TAMARK INC.	10326067	22 AOÛT 2019	DURAND, GUILLAUME	Jus fontaine	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 302,16 $	
LES PRODUITS LAITIERS D.C.M.	79612	08 AOÛT 2019	DURAND, GUILLAUME	Boissons / lait	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 581,06 $	
LES PRODUITS LAITIERS D.C.M.	79750	22 AOÛT 2019	DURAND, GUILLAUME	Jus + crème glacée	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 064,06 $	
LES PRODUITS LAITIERS D.C.M.	79791	22 AOÛT 2019	DURAND, GUILLAUME	Jus + crème glacée	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 220,03 $	
MARCHE FLORAL INTER-PROVINCIAL LTEE.	17146	22 AOÛT 2019	BIEN-AIME, JEAN-HARRY	Plantes destinées à la revente Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 282,80 $	
MEDIA UB INC	10801	01 AOÛT 2019	SCHOEB, AMELIE	Réf. #677 : Publicité diffusée lors de la projection de «Men in Black» dans les Cinémas Guzzo - Passeport pour l'Univers.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	7 200,00 $	
MOTIVO PROMOTIONS GROUP INC.	20591	27 AOÛT 2019	BIEN-AIME, JEAN-HARRY	Marchandise destinée à la revente Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	8 100,30 $	
NUNAMAR AFFICHES DECO	151063	01 AOÛT 2019	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 574,00 $	
PUBLICITE SAUVAGE INC.	38026	26 AOÛT 2019	BILODEAU, MATHIEU	730 - Affichage / Fiesta Monarque 2019	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 360,00 $	
TAPPATEC INC.	25747	13 AOÛT 2019	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 473,86 $	
W COMMUNICATION INC.	19831	08 AOÛT 2019	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 536,46 $	
ASTRAL MEDIA AFFICHAGE S.E.C.	1363710	19 AOÛT 2019	DESROCHES, SOPHIE	Services professionnels -Astral Media Affichage - Placement média - Affichage pour Campagne Ste-Catherine (voir contrat 000065380)- Service de l¿expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Construction d'infrastructures de voirie	7 362,91 $	
ASTRAL MEDIA AFFICHAGE S.E.C.	1363710	13 AOÛT 2019	DESROCHES, SOPHIE	Services professionnels -Astral Media Affichage - Placement média - Affichage pour Campagne Ste-Catherine (voir contrat 000065380)- Service de l¿expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	129 573,34 $	
BELL MEDIA INC.	1361945	01 AOÛT 2019	CARLE, EVE	Bell Media - Placement média - Campagne Sainte-Catherine (soumission 20957948).	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	15 748,12 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CHRISTOPHE SAVOIE-COTE	1350909	30 AOÛT 2019	EL BAHI, NOUR EL HOUDA	Services professionnels- Recherche et Analyse - PPPEC Expérience Citoyenne 2019- service de l¿expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Conseil et soutien aux instances politiques	28 000,00 $	
COHESION STRATEGIES INC	1354674	29 AOÛT 2019	ROSAY, MELINA	Services professionnels -Cohésion Stratégies - Démarche de positionnement stratégique- Service de l¿expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	4 290,82 $	
INSTITUT DU NOUVEAU MONDE	1350946	20 AOÛT 2019	EL BAHI, NOUR EL HOUDA	OBNL Services professionnels -Institut du nouveau monde - Consultation en participation publique - PPPEC expérience citoyenne 2019- Service de l'expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Conseil et soutien aux instances politiques	15 533,43 $	
JARDINOMETRE PAYSAGISTES INC.	1347867	28 AOÛT 2019	EL BAHI, NOUR EL HOUDA	Achat de plantes pour les nouveaux bureaux de la direction de l'expérience citoyenne et 311 ¿ Services de l¿expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Conseil et soutien aux instances politiques	2 645,68 $	
KARINE COUSINEAU COMMUNICATIONS	1365493	23 AOÛT 2019	MERCILLE, ISABELLE	Services professionnels - Karine Cousineau - Relationniste de presse - Accès Culture 17 mai 2019 à 11 octobre 2019 - Service de l'expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	12 073,56 $	
LE DEVOIR INC.	1365056	21 AOÛT 2019	BEDARD, JOSEE	BCO 2019- Le devoir - Service - Placement média d'appel d'offres- Service de l'expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	10 498,75 $	
LEGER	1362850	07 AOÛT 2019	BEDARD, JOSEE	Léger - Convention de service professionnels - Campagne de déneigement 2e paiement.	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	4 724,44 $	
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1365481	23 AOÛT 2019	DESROCHES, SOPHIE	L'empreinte Imprimerie - Système PrintSys - Commande 5878 - Service de l'expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 795,07 $	
L & L IMPRESSION	1322419	23 AOÛT 2019	HAMEL, NATHALIE	L & L IMPRESSION - Impression matériel d'information - Projet d'aménagement et d'infrastructure - Projet SIRR, projets Côté 1.2.3	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	40 419,45 $	
MORIN RELATIONS PUBLIQUES	1350914	30 AOÛT 2019	EL BAHI, NOUR EL HOUDA	Services professionnels-- Conception et mise en ¿uvre du plan de communication - PPPEC expérience citoyenne 2019.service de l¿expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Conseil et soutien aux instances politiques	24 378,10 $	
MVC IMPRESSIONS INC.	1362394	05 AOÛT 2019	CARLE, EVE	MVC Impressions - Impression Affiches Astral - Réseau Accès Culture 2019.	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 603,70 $	
NEWAD MEDIA INC.	1361949	01 AOÛT 2019	CARLE, EVE	Newad Media - Placement média - Campagne Sainte-Catherine	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	14 110,32 $	
PUBLICITE SAUVAGE INC.	1364473	19 AOÛT 2019	CARLE, EVE	Paiement de plusieurs factures- Placement média - Projets Multiples -Service de l¿expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	13 143,54 $	
QUEBECOR MEDIA AFFICHAGE	1362758	06 AOÛT 2019	CARLE, EVE	Quebecor Media Affichage - Placement média - Campagne Sainte-Catherine	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	40 568,22 $	
SISCA GESTION D'AFFAIRES INC.	1362854	07 AOÛT 2019	BEDARD, JOSEE	Sisca solutions d'aff. du Canada - Impression étiquettes autocollantes - Campagne propreté 2018.	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 619,44 $	
TOMI GRGICEVIC	1363661	13 AOÛT 2019	CARLE, EVE	Facture #2019138 -Services professionnels - Production Animation - Projet de réfection de Saint-Cath- Service de l¿expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Construction d'infrastructures de voirie	2 509,20 $	
TRADUCTIONS TOM DONOVAN INC.	1362397	05 AOÛT 2019	ROSAY, MELINA	Traductions Tom Donovan inc - Traductions diverses - Projet Ste-Catherine.	Expérience citoyenne et communications	Construction d'infrastructures de voirie	10 498,75 $	
TRANSFERT ENVIRONNEMENT	1352322	20 AOÛT 2019	EL BAHI, NOUR EL HOUDA	Services professionnels Gré à Gré-Transfert environnement - Accompagnement stratégique ¿ PPPEC- Service de l'expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Conseil et soutien aux instances politiques	20 997,50 $	
VERSION IMAGE PLUS INC.	1362808	07 AOÛT 2019	BEDARD, JOSEE	Version Image Plus - Impression Autocollants - Projet Sainte-Catherine	Expérience citoyenne et communications	Construction d'infrastructures de voirie	8 655,80 $	
YANN FORTIER	1363969	14 AOÛT 2019	MERCILLE, ISABELLE	Services professionnels - Yann Fortier - Formation - Rédaction et Storytelling- Service de l¿expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 149,62 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112233023	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 088,63 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112233024	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 082,27 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112237162	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 367,60 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112237797	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 778,75 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112237798	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 564,89 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112237799	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 220,69 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112242027	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 038,31 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112246006	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	30 513,17 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112246007	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	32 845,44 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ENERGIE VALERO INC.	4112247720	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 882,36 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112247721	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 250,85 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112248863	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	13 798,97 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112248864	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 861,98 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112248865	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 223,67 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112249622	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 614,32 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112250804	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 624,40 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112254106	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 623,69 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112254108	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	13 483,01 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112254816	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	13 971,77 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112254817	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 271,31 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112256651	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 577,70 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112256652	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 156,79 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112256653	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	28 000,33 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112259066	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	34 400,04 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112260628	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	15 520,79 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112260629	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 029,09 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112263384	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 633,98 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112263385	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 721,80 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112263386	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 231,71 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112267064	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 656,84 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112267065	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 927,75 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112268933	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 797,46 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112272327	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	30 321,58 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112272328	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	30 309,09 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112275426	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	12 359,54 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112276370	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	13 008,63 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112276371	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 523,23 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112276372	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 241,30 $	
LES PETROLES PARKLAND	25841613	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	23 943,29 $	
LES PETROLES PARKLAND	25863215	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 213,23 $	
LES PETROLES PARKLAND	25863223	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	12 893,42 $	
LES PETROLES PARKLAND	25863227	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	32 227,86 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES PETROLES PARKLAND	25933259	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	24 170,89 $	
LES PETROLES PARKLAND	25933269	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 368,92 $	
LES PETROLES PARKLAND	25933270	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	3 189,82 $	
LES PETROLES PARKLAND	25952385	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 945,18 $	
LES PETROLES PARKLAND	25952386	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 798,39 $	
LES PETROLES PARKLAND	25952387	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	3 307,48 $	
LES PETROLES PARKLAND	25952395	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	24 620,86 $	
LES PETROLES PARKLAND	25952398	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	34 980,46 $	
LES PETROLES PARKLAND	25970427	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	13 130,90 $	
LES PETROLES PARKLAND	25970442	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 649,33 $	
LES PETROLES PARKLAND	25987018	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 601,80 $	
LES PETROLES PARKLAND	25987023	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	18 297,86 $	
LES PETROLES PARKLAND	26039726	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 294,53 $	
LES PETROLES PARKLAND	26044726	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 069,95 $	
LES PETROLES PARKLAND	26044727	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 317,43 $	
LES PETROLES PARKLAND	26044728	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 551,88 $	
LES PETROLES PARKLAND	26064045	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 749,07 $	
LES PETROLES PARKLAND	26064051	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	22 078,42 $	
LES PETROLES PARKLAND	26078963	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	25 240,53 $	
LES PETROLES PARKLAND	26078964	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	21 021,91 $	
LES PETROLES PARKLAND	26132221	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 598,29 $	
LES PETROLES PARKLAND	26132222	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 580,23 $	
LES PETROLES PARKLAND	26132240	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 251,77 $	
LES PETROLES PARKLAND	26134760	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	27 558,13 $	
LES PETROLES PARKLAND	26134761	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 600,10 $	
LES PETROLES PARKLAND	26134762	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	14 824,06 $	
LES PETROLES PARKLAND	26134763	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 586,38 $	
LES PETROLES PARKLAND	26134765	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 460,32 $	
LES PETROLES PARKLAND	26134766	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 311,03 $	
LES PETROLES PARKLAND	26134768	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 571,51 $	
LES PETROLES PARKLAND	26134771	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	3 191,42 $	
LES PETROLES PARKLAND	26134772	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 342,38 $	
LES PETROLES PARKLAND	26134776	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	3 072,06 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES PETROLES PARKLAND	26150973	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	12 509,60 $	
LES PETROLES PARKLAND	26150974	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 484,77 $	
LES PETROLES PARKLAND	26183265	03 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 887,21 $	
LES PETROLES PARKLAND	26241421	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 463,46 $	
LES PETROLES PARKLAND	26241422	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 616,19 $	
LES PETROLES PARKLAND	26241423	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	3 232,58 $	
LES PETROLES PARKLAND	26241424	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	13 757,51 $	
LES PETROLES PARKLAND	26241426	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	26 473,98 $	
LES PETROLES PARKLAND	26241436	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 012,72 $	
LES PETROLES PARKLAND	26241438	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 624,77 $	
LES PETROLES PARKLAND	26241443	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	23 286,98 $	
LES PETROLES PARKLAND	26241448	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	21 180,90 $	
LES PETROLES PARKLAND	26265169	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 529,12 $	
LES PETROLES PARKLAND	26278575	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	13 941,42 $	
LES PETROLES PARKLAND	26278577	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 430,84 $	
LES PETROLES PARKLAND	26334716	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	25 276,95 $	
LES PETROLES PARKLAND	26353044	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	21 229,17 $	
LES PETROLES PARKLAND	26353045	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	24 267,29 $	
LES PETROLES PARKLAND	26389036	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 488,20 $	
LES PETROLES PARKLAND	26417762	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	13 173,38 $	
LES PETROLES PARKLAND	26428251	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 993,29 $	
LES PETROLES PARKLAND	26432509	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 415,38 $	
LES PETROLES PARKLAND	26432512	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	3 062,96 $	
LES PETROLES PARKLAND	26432536	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 358,00 $	
LES PETROLES PARKLAND	26451451	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 367,74 $	
LES PETROLES PARKLAND	26451457	30 AOÛT 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 433,93 $	
FONDS D'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE	1365476	23 AOÛT 2019	HEBERT, ISABELLE	Frais d'enregistrement des dossiers sujets la vente pour non paiement - Service des finances	Finances	Administration, finances et approvisionnement	39 895,25 $	
LE DEVOIR INC.	1365473	23 AOÛT 2019	HEBERT, ISABELLE	Publication d'avis public concernant la vente des immeubles pour défaut de paiements de taxes foncières 2019 - Service des finances	Finances	Administration, finances et approvisionnement	27 296,75 $	
LES IMPRIMES ADMINISTRATIFS CONTINUUM LTEE	1319799	12 AOÛT 2019	MARLEAU, JACQUES	BC ouvert - Papeterie Perception 2019 - Service des finances	Finances	Administration, finances et approvisionnement	8 248,45 $	
LES IMPRIMES ADMINISTRATIFS CONTINUUM LTEE	1364068	15 AOÛT 2019	HEBERT, ISABELLE	Service d'impression formulaires ED et annexes foncières - Service des finances	Finances	Administration, finances et approvisionnement	5 049,89 $	
MORNEAU SHEPELL LTD.	1325136	30 AOÛT 2019	COURCHESNE, YVES	Services individuels (non taxable) - Fourniture deservices externes requis dans le cadre du Programme d¿aide aux employés - Service des finances	Finances	Administration, finances et approvisionnement	10 541,79 $	25535

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE INC.	1360397	21 AOÛT 2019	COURCHESNE, YVES	Accompagnement dans la consolidation de l'équipe Conseil et Soutien financier	Finances	Administration, finances et approvisionnement	4 203,70 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	allocationensemblemontreal201926p	01 AOÛT 2019	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	3 606,85 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	allocationensemblemontreal201928p	20 AOÛT 2019	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	5 786,22 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	allocationensemblemontreal201929p	20 AOÛT 2019	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	4 282,58 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	allocationensemblemontreal201930p	20 AOÛT 2019	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	8 819,47 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	rechercheelusensemblemtl20192425e	01 AOÛT 2019	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	10 738,68 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	rechercheelusensemblemtl20192628e	13 AOÛT 2019	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	9 972,75 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	rechercheelusensemblemtl201927e	20 AOÛT 2019	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	2 182,79 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	rechercheelusensemblemtl20192930e	29 AOÛT 2019	PLOUFFE, FRANCIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	10 691,51 $	
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	allocationprojetmtl20195a	21 AOÛT 2019	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	5 363,53 $	
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	allocationprojetmtl20196a	23 AOÛT 2019	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	7 107,73 $	
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	allocationprojetmtl20199a	23 AOÛT 2019	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	50 242,97 $	
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	rechercheelusprojetmontreal20195e	21 AOÛT 2019	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	4 537,55 $	
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	rechercheelusprojetmontreal20196e	23 AOÛT 2019	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	7 341,61 $	
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	rechercheelusprojetmontreal20199e	23 AOÛT 2019	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	67 648,27 $	
9309-0496 QUEBEC INC.	1354571	29 AOÛT 2019	KAMIL, AZIZE	OUEST - TRAVAUX D'ENTRETIEN MINEURS (TEM) - INSTALLATION DE GARDE-CORPS ET PROTECTION TUYAU DE GAZ - CENTRE SPORTIF NOTRE-DAME-DE-GRACE (BENNY), 6445 AVENUE DE MONKLAND - KAMIL, AZIZE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 238,73 $	
9309-0496 QUEBEC INC.	1360527	05 AOÛT 2019	DESJARLAIS, PIERRE	OUEST - METIERS (ENTRETIEN) - TOITURE - SOUDEUR POUR REPARATION CANIVEAUX - 6000 NOTRE-DAME OUEST - DESJARLAIS, PIERRE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 617,59 $	
9311-4759 QUEBEC INC.	1364808	20 AOÛT 2019	PLOURDE, PATRICK	OUEST - TRAVAUX D'ENTRETIEN MINEURS (TEM) - SUD-OUEST - CONTRAT DE DECONTAMINATION - BATIMENTS MODULAIRES COUR SERVICE S.-O., 3552 RUE SAINT-PATRICK - PLOURDE, PATRICK	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 029,56 $	
9338-4139 QUEBEC INC.	1365611	26 AOÛT 2019	GIROUX, MICHELE	Réfection des plafonds au niveau 100 du Biodôme (2402)	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	77 694,06 $	
ACIER LACHINE INC	1364007	15 AOÛT 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	Vezina - Caillebotis	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 194,25 $	
ADEMCO III LTD.	1362230	02 AOÛT 2019	REICHSON, JORDY	Commande ouverte 2019- Pièces et accessoires - Alarme et contrôle d'accès	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 399,00 $	
AEVITAS INC.	1318797	07 AOÛT 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Bon commande ouvert 2019	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 349,10 $	
ALTEL INC	1364952	21 AOÛT 2019	LEVESQUE, PIERRE	3688, 77-406484, Réparer le lecteur donnant accès au bureau des archives.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 677,17 $	
ALUMASAFWAY INC.	1335355	14 AOÛT 2019	PLOURDE, PATRICK	OUEST - PLATEAU MONT-ROYAL - ECHAFFAUDAGE - BAIN LEVESQUE, 955 RUE MARIE-ANNE E. - DESROCHERS, ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 327,48 $	
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1362788	08 AOÛT 2019	BUTEAU, FRANCOIS	vezina	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 066,79 $	
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1364507	19 AOÛT 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Vadeboncoeur Soumission du 15 août 2019 par Isabelle Ouellette	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 845,19 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1365346	23 AOÛT 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Trudel Remplacement du sable du filtre #02 plongeon	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 052,55 $	
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1365860	28 AOÛT 2019	KAMIL, AZIZE	OUEST TME TRAVAUX CENTRE SPORTIF N-D-G KAMIL AZIZE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 879,30 $	
A.S.I. EXPERT AQUATIQUE	1362412	05 AOÛT 2019	KAMIL, AZIZE	OUEST - TRAVAUX D'ENTRETIEN MINEURS (TEM) - AGITATEUR POUR LES PISCINES - REGION OUEST - KAMIL, AZIZE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 836,34 $	
BARRIAULT ELECTRIQUE INC.	1363170	08 AOÛT 2019	LEVESQUE, PIERRE	Travaux électriques dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	16 916,77 $	
BARRIAULT ELECTRIQUE INC.	1363289	09 AOÛT 2019	LEVESQUE, PIERRE	Travaux électriques dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	11 303,78 $	
BARRIAULT ELECTRIQUE INC.	1364913	21 AOÛT 2019	GASMI, ANIS	0422, 77-404651, Fournir et installer nouveau branchement pour chargeur de lift 30 amps 600 volts 3 phases. Démanteler ancien circuit. Utilisation d'une nacelle pour passer nouveau circuit.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 030,49 $	
BOUTHILLETTE PARIZEAU INC.	1365977	28 AOÛT 2019	CAPPELLI, JEAN	Services professionnels en ingénierie mécanique et électrique dans le cadre du projet de la relocalisation des effectifs de l¿Hôtel de Ville de Montréal vers l¿Édifice Lucien-Saulnier (0012) - Incidences 14825	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	8 511,25 $	
BOUTY INC	1362291	02 AOÛT 2019	CAPPELLI, JEAN	Fourniture, livraison et installation de chaises pour l'aménagmenet de la zone administrative du Nouveau Centre d'histoire de Montréal	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	15 230,36 $	
BOUTY INC	1365941	28 AOÛT 2019	CAPPELLI, JEAN	Fabrication et livraison de chaises prévues pour l¿aménagement d¿une salle multifonction de l¿Hôtel de Ville dans le cadre de la relocalisation de ses effectifs vers l¿édifice Lucien-Saulnier (0012) - Incidences 14825	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	4 456,42 $	1013950
BRAULT ET MARTINEAU	1359047	27 AOÛT 2019	BOUVRETTE, JEAN	Achat de deux (2) réfrigérateurs et deux (2) congélateurs pour laboratoire au Jardin botanique	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 748,00 $	
CAN-AQUA INTERNATIONAL LTEE	1321722	16 AOÛT 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	Bon commande ouvert 2019	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 774,29 $	
CAN-AQUA INTERNATIONAL LTEE	1364013	15 AOÛT 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	Vezina - pour les yeux	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 199,64 $	
CARMICHAEL LTEE	1363267	09 AOÛT 2019	LEVESQUE, PIERRE	0418 - 77-392533 - RÉPARATION DES SÉCHOIRS À BOYAUX À LA CASERNE 44	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 146,47 $	
CEDROM-SNI INC	1366455	30 AOÛT 2019	GIROUX, MICHELE	Abonnement de licence pour reproduction de documents contenus dans la revue de presse - Francois Goneau prévu jusqu'à juin 2020	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 397,03 $	
(CGMPM) LA CORPORATION DE GESTION DES MARCHES PUBLICS DE MONTREAL	1366057	28 AOÛT 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Torres entretien ménager marché Atwater	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	12 296,14 $	
CITRON HYGIENE LP	1365541	26 AOÛT 2019	HAMADOUCHE, MALIKA	Gestion parasitaire - Intervention et traitement dans différents endroits - Demande par Carole Guérin	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 309,72 $	
CLAUDE LEPAGE ELECTRIQUE (2012) INC.	1363309	09 AOÛT 2019	LEVESQUE, PIERRE	Travaux électriques dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	13 525,98 $	
COFORCE INC.	1356223	20 AOÛT 2019	GUERIN, CAROLE	Services d'entretien ménager - MRA (0246) - Du 1er juillet au 30 septembre 2019	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	12 165,12 $	
COFORCE INC.	1363184	08 AOÛT 2019	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de menuiserie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 531,56 $	
COFORCE INC.	1365393	23 AOÛT 2019	GASMI, ANIS	3686, 01-408375, Calfeutrer la trappe du drain et installation de tuiles.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 085,30 $	
COFORCE INC.	1366290	29 AOÛT 2019	LEVESQUE, PIERRE	3688, 01-412624, Changer tuiles de plafond au rdc	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 219,40 $	
COMBUSTION EXPERT ENERGIE INC.	1366064	28 AOÛT 2019	ROUILLARD, JOHANNE	Location et installation d'une chaudière au gaz naturel dans le cadre du chauffage temporaire du Centre Pierre-Charbonneau (0087) et de l'aréna Maurice-Richard (0450)	Gestion et planification immobilière	Gestion install. - Arénas et patinoires	135 837,02 $	
COMMISSION DE LA SANTE ET DE LA SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC	1361939	01 AOÛT 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Constat d'infraction	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 520,00 $	
COMPRESSEURS GAGNON INC	1363183	08 AOÛT 2019	LEVESQUE, PIERRE	3115 - 77-400059 - INSTALLATION D'UN DÉVIDOIR	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 104,10 $	
CONSEIL DU BATIMENT DURABLE DU CANADA / CANADA GREEN BUILDING COUNCIL	1364536	19 AOÛT 2019	LAMBERT, ERLEND	CORPO - Frais de certifications de projet LEED dans le cadre du projet de mise aux normes de l'aréna Bill-Durnan (0610) - Incidences 14758	Gestion et planification immobilière	Gestion install. - Arénas et patinoires	4 419,90 $	
CONSTRUCTION L. MORIN INC.	1348703	24 AOÛT 2019	LEVESQUE, PIERRE	Réparation de maçonnerie du côté du mât électrique (ouvrir le mur, mortier, briques) + trous à boucher au plafond intérieur (gypse, joint, sablage, peinture et nettoyage) à la Caserne 44	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 303,81 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CONSTRUCTION L. MORIN INC.	1365885	28 AOÛT 2019	LEVESQUE, PIERRE	0377, 77-378582, Changer le système de partie des fenêtres restantes, réparer les câbles, ajuster et lubrifier	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 098,67 $	
CONSTRUCTIONS LUSSIER & FRERES INC.	1364096	15 AOÛT 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	Thays - Désinstallation et réinstallation des équipements des salles de bains (Piscine St-Roch)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	13 650,00 $	
CONTROLES LAURENTIDE LTEE	1365342	23 AOÛT 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Vézina vannes	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 026,26 $	
CORPORATION DES MAITRES MECANICIENS EN TUYAUTERIE DU QUEBEC (CMMTQ)	1364726	20 AOÛT 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Perreault Formation pour 12 plombiers les 9-10-12-16 et 17 septembre 2019	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	12 535,56 $	
CYBER CAT INC.	1324844	12 AOÛT 2019	SOULIERES, MICHEL	BCO 2019 (3-6 mois) - Frais de licences d'utilisation pour la synchronisation des appareils mobiles du SGPI	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 228,94 $	
DARCON SINISTRES ET CIE INC	1363641	13 AOÛT 2019	GASMI, ANIS	Travaux de décontamination à haut risque à l'incinérateur des Carrières (0143)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	38 860,07 $	
DESCHENES & FILS LTEE	1318767	02 AOÛT 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Bon commande ouvert 2019	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	20 472,56 $	
DESCHENES & FILS LTEE	1364358	16 AOÛT 2019	PLOURDE, PATRICK	Corbeil - Manomètres et outils	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 795,91 $	
DESCHENES & FILS LTEE	1365154	22 AOÛT 2019	PLOURDE, PATRICK	CORBEIL Tuyaux de cheminée cpvc 636	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 782,32 $	
DIGICAST	1363696	13 AOÛT 2019	SOULIERES, MICHEL	Capture de vidéos dans le cadre du projet C40	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 383,23 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1318761	09 AOÛT 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	Bon commande ouvert 2019	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	31 496,25 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1360307	05 AOÛT 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Chabot - St-Amour -	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 311,89 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1363067	08 AOÛT 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Castelli Protection fusible et flex	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 266,98 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1366106	29 AOÛT 2019	KHARBOUCH, KHALID	OUEST VILLE MARIE RELAIS D'ÉCLAIRAGE ET BALLASTS CENTRE JEAN CLAUDE MALEPART	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 109,68 $	
ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1365811	27 AOÛT 2019	LEVESQUE, PIERRE	Intervention complète effectuée contre les punaises à la bibliothèque du Plateau-Mont-Royal - Demande par Vikas Kumar	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 624,69 $	
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1347233	07 AOÛT 2019	RINFRET, SIMON	OUEST - METIERS - BOTTES ET SOULIERS DE SECURITE POUR DIFFERENTS EMPLOYÉS DU 6000 NOTRE-DAME OUEST - DIVERS - DESJARLAIS, PIERRE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 170,55 $	
EQUIPEMENT DE VAPEUR INDUSTRIELLE VAPTEC INC	1365675	27 AOÛT 2019	PLOURDE, PATRICK	CORBEIL Remplacement des bouteilles (LWCO) McDonnel & Miller	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 105,53 $	
GESTION HYGIENE DU BATIMENT	1364572	19 AOÛT 2019	GUERIN, CAROLE	Offre de service - Audit en hygiène et salubrité dans certains bâtiments ville (à définir)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 047,28 $	
GESTION PFB	1365834	27 AOÛT 2019	LEVESQUE, PIERRE	Peinturer les murs du gymnase au Centre Multiethnique (2405) - TEM	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 739,31 $	
G.G. INOX INC.	1365601	26 AOÛT 2019	SHARIFIAN, JABIZ	Fourniture de supports à vélos dans le cadre du projet d¿accessibilité du Pavillon des baigneurs St-Georges (0776) - Incidences 15043	Gestion et planification immobilière	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	2 871,41 $	
GHD CONSULTANTS LTEE	1364513	19 AOÛT 2019	LAMBERT, ERLEND	Contrôle de qualité des matériaux ainsi que la surveillance environnementale des sols contaminés dans le cadre du projet d'encastrement d'un vérin au garage St-Michel (0626) - Incidences 15235	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	4 956,54 $	
GHD CONSULTANTS LTEE	1366405	30 AOÛT 2019	CAPPELLI, JEAN	Services professionnels en contrôle qualitatif des matériaux pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne (0407) - Incidences 14293	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	13 117,13 $	
GLT + INC	1311873	16 AOÛT 2019	SOULIERES, MICHEL	Offre de service d'estimation ponctuelle. Ce mandat s'inscrit dans un processus de contrôle des coûts de construction de projet pour le projet de Rénovation du Biodôme, suivi de Contrat.	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	18 750,00 $	
GLT + INC	1366320	29 AOÛT 2019	GIROUX, MICHELE	Réaliser un audit technique du Quartier d'hiver (0260) au 3400 blvd des Trinitaires	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	21 207,47 $	
GLT + INC	1366479	30 AOÛT 2019	GIROUX, MICHELE	Services professionnels pour réaliser un audit technique au Centre du Plateau (0976)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	24 613,27 $	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1362049	01 AOÛT 2019	REICHSON, JORDY	Services de gardiennage - Mesures d'urgence - Inondations 2019 - Arrondissement Pierrefonds-Roxboro	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 980,34 $	
GROUPE SANI-TECH INC.	1362225	02 AOÛT 2019	KAMIL, AZIZE	OUEST - TRAVAUX D'ENTRETIEN MINEURS (TEM) - PLATEAU MONT-ROYAL - FORMICA POUR PARTITION DE TOILETTE - CENTRE CULTUREL CALIXA-LAVALLÉE, 3819 AVENUE CALIXA-LAVALLÉE - KAMIL, AZIZE POUR DESROCHERS, ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 795,30 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GROUPE SECURITE ROBILLARD INC	1320145	13 AOÛT 2019	REICHSON, JORDY	Commande ouverte 2019 - Services de serrurerie	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 498,75 $	
GSF CANADA INC.	1365841	27 AOÛT 2019	BRADETTE, LOUISE	Projet: 0404-01-0 - Contrat de six mois - Période du 01 mai au 31 octobre 2019 Service d'entretien régulier pour six mois - PDQ 1 - PDQ 3 - PDQ 4 - PDQ 5 - Demande par Vikas Kumar	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	69 036,98 $	
H.C. VIDAL LTEE.	1363905	14 AOÛT 2019	RINFRET, SIMON	OUEST - TRAVAUX D'ENTRETIEN MINEURS (TEM) - REFECTION SERPENTIN ET TUYÈRE - CENTRE SPORTIF CÔTE-DES-NEIGES, 4880 AVENUE VAN HORNE - SAUVE, STEPHANE POUR KAMIL, AZIZE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	36 485,26 $	
HONEYWELL LTEE	1364897	21 AOÛT 2019	GASMI, ANIS	2390, 01-388566, Fournir et livrer équipement selon la soumission. Détecteur de CH4 pour le local 104B.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 435,14 $	
HONEYWELL LTEE	1365428	23 AOÛT 2019	GASMI, ANIS	1106, 01-400552, Mettre en marche les unités UA et UUT du bloc B. Changement de pièce valve à gaz et body qui coulait.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 593,22 $	
HONEYWELL LTEE	1365600	26 AOÛT 2019	LEVESQUE, PIERRE	0177, 01-406595, Remplacement du compresseur de l'unité	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 891,99 $	
HONEYWELL LTEE	1366300	29 AOÛT 2019	LEVESQUE, PIERRE	3267, 77-405866, Remplacement du moteur du ventilateur.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 294,44 $	
HYDRO-QUEBEC	1364716	20 AOÛT 2019	LAMBERT, ERLEND	CORPO - Réalisation d'une nouvelle alimentation aéro-souterraine à l'aréna Saint-Donat (0276) - Incidences 15135	Gestion et planification immobilière	Gestion install. - Arénas et patinoires	58 739,87 $	
ISOLATION CONFORT C.O. LTEE	1363518	12 AOÛT 2019	PLOURDE, PATRICK	OUEST - TRAVAUX D'ENTRETIEN MINEURS (TEM) - DECONTAMINATION FONGIQUE D'UN PAVILLON - CHALET DU PARC ANGRIGNON - PLOURDE, PATRICK	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 147,01 $	
JOHNSTON INDUSTRIAL PLASTICS LTD	1364042	15 AOÛT 2019	KHARBOUCH, KHALID	OUEST - VILLE-MARIE - LEXAN ET PLEXIGLASS - EDIFICE DU 6000 NOTRE-DAME OUEST - KHARBOUCH, KHALID	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 241,07 $	
JULES GAGNE METAL INC.	1354103	16 AOÛT 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	Torres, Thays - Fabrication, galvanization et installation de 3 passerelles	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 073,51 $	
KONE INC	1363520	12 AOÛT 2019	GASMI, ANIS	0631 - 01-410524 - Contrat de service annuel pour l'ascenseur pour la période du 01-07-19 au 30-06-20 pour le Centre de soccer intérieur du CESM	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 032,78 $	
LABRE ET ASSOCIES, ARPENTEURS-GEOMETRES INC.	1366029	28 AOÛT 2019	SHARIFIAN, JABIZ	Services professionnels en arpentage pour le projet de l¿agrandissement et rénovation de la bibliothèque L¿Octogone (3071) - Incidences 14901	Gestion et planification immobilière	Bibliothèques	4 042,02 $	
LA CENTRALE A IMAGES INC.	1359887	06 AOÛT 2019	LALONDE, SOPHIE	Captations d'entrevues C40 - Facture 0302	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 015,76 $	
LACHAPELLE LOGISTIQUE	1365167	22 AOÛT 2019	SHARIFIAN, JABIZ	Déménagement des bureaux administratifs de l¿ancien Centre d¿histoire de Montréal, situé au 410 rue Saint-Nicolas, au MEM, situé au 1210 boul. Saint-Laurent	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	6 646,23 $	
LA CIE DE PAVAGE BROADWAY LTEE	1365564	26 AOÛT 2019	LEVESQUE, PIERRE	Travaux d'asphaltage pour le stationnement du 6000 Henri-julien.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	22 777,04 $	
LAPOINTE MAGNE & ASSOCIES ARCHITECTES S.E.N.C.R.L.	1366407	30 AOÛT 2019	LAMBERT, ERLEND	Services professionnels en architectures pour la réalisation de plans et devis pour la modification de la toiture sous la grande tour Est station McTavish (0270)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	12 409,52 $	
LE GROUPE MASTER INC.	1363829	14 AOÛT 2019	PLOURDE, PATRICK	OUEST - SUD-OUEST - COMPRESSEUR SYSTEME 5 - COMPLEXE GADBOIS, 5485 CHEMIN DE LA CÔTE-SAINT-PAUL - PLOURDE, PATRICK	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 848,31 $	
LES AGENCES BRUNET-GOULARD INC.	1361436	05 AOÛT 2019	DESJARLAIS, PIERRE	OUEST-MÉTIER BARRE PANICE PASSEGE OUVERAGE DESSERVI RÉGION OUEST DESJARALAIS, PIERRE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 271,93 $	
LES ATELIERS BO-FER	1366299	29 AOÛT 2019	KHARBOUCH, KHALID	OUEST - TRAVAUX D'ENTRETIEN MINEURS (TEM) - VILLE-MARIE - INSTALLATION D'UNE MAIN COURANTE POUR L'ACCESSIBILITÉ UNIVERSEL - EDIFICE GASTON-MIRON, 1210 RUE SHERBROOKE E. - KHARBOUCH, KHALID	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	15 966,24 $	
LES CONSULTANTS OLYMPE INC.	1362679	06 AOÛT 2019	CAPPELLI, JEAN	Services professionnels d'ergonomie spécifiques aux postes informatiques, dans le cadre du projet de relocalisation des effectifs de l¿Hôtel de Ville de Montréal vers l¿édifice Lucien-Saulnier - Incidences 14825	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	10 136,28 $	
LES CONSULTANTS OLYMPE INC.	1364493	19 AOÛT 2019	SOULIERES, MICHEL	SERVICES PROFESSIONNELS ERGONOME ERGONOMIE - POSTES INFORAMATIQUES POUR LE COS ET LE CENTRE D'APPELS AU 2580 SAINT-JOSEPH EST	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 829,42 $	
LES DISTRIBUTIONS NORTHIER ENR.	1365540	26 AOÛT 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Trudel mèches	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 895,58 $	
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	1363290	09 AOÛT 2019	LEVESQUE, PIERRE	Travaux électriques dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 692,38 $	
LES ENTREPRISES PERMA INC.	1364087	15 AOÛT 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	Thays : Réaménagement des vestiaires hommes et femmes (peinture plancher	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	38 089,46 $	
LES OUTILS PIERRE BERGER INC	1363986	15 AOÛT 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	Corbeil - Ensemble Makita, rectifieuse, aspirateurs,..	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 065,87 $	
LES PORTES J.P.R. INC.	1363265	09 AOÛT 2019	LEVESQUE, PIERRE	Réparation de portes de garage pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 693,24 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES SYSTEMES D'ENTREES ASSA ABLOY CANADA	1365561	26 AOÛT 2019	LEVESQUE, PIERRE	3800, 77-402279. Remplacement du boitier de contrôle.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 317,08 $	
LOUE FROID INC.	1354188	12 AOÛT 2019	PLOURDE, PATRICK	OUEST-(TEM) LOCATION D'UN CHAUFFE-EAU ÉLECTRIQUE 200KW POUR LA PISCINE CENTRE JEAN CLAUDE MALEPART SAUVÉ, STEPHANE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 676,74 $	
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1363846	14 AOÛT 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	Lardin - Pour francois-Perrault	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 433,11 $	
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1364024	15 AOÛT 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	Lardin - Boitier	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 347,01 $	
MAINTENANCE R.M. (1988) INC.	1366177	29 AOÛT 2019	ROUILLARD, JOHANNE	Exécuter des tests d'étanchéité au 303 rue de la montagne	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 727,06 $	
MEDIAQMI INC.	1362876	07 AOÛT 2019	CASTONGUAY, JULIE	Pour fins de revues de presse licence de contenu 2019-2020	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 854,56 $	
MOTEURS ORLEANS (1993) LTEE	1362416	05 AOÛT 2019	BUTEAU, FRANCOIS	St-Amour = Moteurs de remplacement pour les tours d'eau.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 202,12 $	
NADEAU FORESTERIE URBAINE INC.	1365569	26 AOÛT 2019	SHARIFIAN, JABIZ	Services professionnels et techniques liés à la préservation des arbres existants, dans le cadre de la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne (0407) - Incidences 14293	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 624,68 $	
NEDCO	1363580	13 AOÛT 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	CHABOT matériaux divers atelier	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	340,03 $	
NEDCO	1363580	12 AOÛT 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	CHABOT matériaux divers atelier	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 629,84 $	
NEDCO	1363892	14 AOÛT 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	Lardin Voir soumission Nedco 8382214	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 051,37 $	
NEDCO	1364241	16 AOÛT 2019	KHARBOUCH, KHALID	OUEST - PLATEAU MONT-ROYAL - BALLASTS ET TUBES T5 - REGION OUEST - KHARBOUCH, KHALID POUR DESROCHERS, ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 255,14 $	
NEDCO	1364261	16 AOÛT 2019	KHARBOUCH, KHALID	OUEST - VILLE-MARIE - FLUO COMPACT - CENTRE JEAN-CLAUDE MALEPART, 2633 RUE ONTARIO E. - KHARBOUCH, KHALID	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 089,18 $	
NEDCO	1364675	20 AOÛT 2019	KHARBOUCH, KHALID	OUEST - VILLE-MARIE - SECHE MAINS 120 VOLTS - CENTRE JEAN-CLAUDE MALEPART, 2633 RUE ONTARIO E. - KHARBOUCH, KHALID	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 174,82 $	
NEDCO	1364724	20 AOÛT 2019	KHARBOUCH, KHALID	OUEST - PLATEAU MONT-ROYAL - TÊTE D'URGENCE - CHALET DU PARC JEANNE-MANCE, 4220 AVENUE DE L'ESPLANADE - KHARBOUCH, KHALID POUR DESROCHERS, ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 101,10 $	
NEDCO	1364967	21 AOÛT 2019	PLOURDE, PATRICK	OUEST - TRAVAUX D'ENTRETIEN MINEURS (TEM) - SUD-OUEST - ACHAT DE LUMIÈRES - EDIFICE DU 6000 NOTRE-DAME OUEST - PLOURDE, PATRICK	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 977,88 $	
PARQUET DELUXE LASALLE INC	1362649	06 AOÛT 2019	LEVESQUE, PIERRE	Réfection du plancher du gymnase au Centre Multiethnique (2405) : Sabler, vernir et refaire le lignage	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	18 719,27 $	
PCI BLANCHET INC.	1366157	29 AOÛT 2019	ROUILLARD, JOHANNE	Faire les réparations et modifications pour la conformité des équipements pétroliers pour l'immeubles Hôtel de ville (0001) et Parc mont-royal (0128)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 329,17 $	
PLOMBERIE CHARBONNEAU INC.	1364947	21 AOÛT 2019	GASMI, ANIS	0631, 77-396507, Appel de service pour ouvrir l'eau et raccorder 2 abreuvoirs. Ouvrir l'eau dans la sortie d'arrosage de l'estrade. Réparation de 5 sorties d'eau dans les estrades	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 635,26 $	
POLYDEX INC.	1363353	09 AOÛT 2019	FORTIN, FRANCINE	Formation de 7 heures le 26 septembre 2019 sur la gestion de la protection parasimique des systèmes du bâtiment pour l'équipe division expertise conseil.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 249,37 $	
PORTOMATIK INC.	1363070	08 AOÛT 2019	DESJARLAIS, PIERRE	OUEST - METIERS (SERRURERIE) - REPARATION DE CONTROLE - CENTRE SPORTIF NOTRE-DAME-DE-GRACE, 6445 AVENUE MONKLAND - DESJARLAIS, PIERRE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 094,50 $	
PRODUITS SANY	1365767	27 AOÛT 2019	LAPORTE, MATHIEU	Achat de produits d'entretien pour l'EPLV	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	278,98 $	1048199
PRODUITS SANY	1365767	27 AOÛT 2019	LAPORTE, MATHIEU	Achat de produits d'entretien pour l'EPLV	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 140,10 $	
PROSCENE DAUPHINAIS INC.	1365788	27 AOÛT 2019	LAMBERT, ERLEND	CORPO - Fourniture et installation des stores dans les bureaux administratifs à l'étage pour le Centre Étienne-Desmarteau (0560) - Incidences 14975	Gestion et planification immobilière	Gestion install. - Arénas et patinoires	2 005,72 $	
PROTECTION INCENDIE VIKING INC.	1365385	23 AOÛT 2019	GASMI, ANIS	0575, 01-403583, Inspection de l'alarme incendie NFS-3030. Remplacement des batteries.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 818,59 $	
PROVINCIAL COMPRESSEURS LTEE	1344495	14 AOÛT 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	Chabot, Sylvain	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 258,40 $	
QUEBEC LINGE CO	1319221	30 AOÛT 2019	LABOS, COSTAS	ADMINISTRATION BON DE COMMANDE OUVERT NETTOYAGE DE VÊTEMENTS BURGY, JOHANNE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	15 748,12 $	
QUINCAILLERIE A.C.L. INC.	1363878	14 AOÛT 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	Trudel - Porte pour Piscine Edouard-Montpetit	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 284,52 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
QUINCAILLERIE A.C.L. INC.	1364140	19 AOÛT 2019	BUTEAU, FRANCOIS	vezina - pour le 3444	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 157,94 $	
QUINCAILLERIE A.C.L. INC.	1364140	16 AOÛT 2019	BUTEAU, FRANCOIS	vezina - pour le 3444	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	944,89 $	
QUINCAILLERIE A.C.L. INC.	1364250	16 AOÛT 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	Vezina - portes pour le 1650 des carrieres	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 459,86 $	
QUINCAILLERIES ARCHITECTURALES MIRCO	1365379	23 AOÛT 2019	GASMI, ANIS	3686, Installation de verre laminé composé de 2 verres 10mm trempé clair et pellicule PVB 060.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 498,70 $	
REFRIGERATION G.E.S. INC.	1365644	26 AOÛT 2019	KAMIL, AZIZE	OUEST - PLATEAU MONT-ROYAL - FONTAINE À BOIRE - CENTRE DU PLATEAU, 2275 BOULEVARD SAINT-JOSEPH E. - KHARBOUCH, KHALID POUR DESROCHERS ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 649,37 $	
REFRIGERATION R3V INC.	1338249	01 AOÛT 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Yannick St-Amour 0608 Remise à neuf d'un compresseur à l'amoniac	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 060,39 $	
REGULVAR INC	1363435	12 AOÛT 2019	ROUILLARD, JOHANNE	Domenico Divers pièces pour le Centre Étienne-Desmarteau	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 718,90 $	
REGULVAR INC	1364357	16 AOÛT 2019	PLOURDE, PATRICK	Corbeil - Controles Delta	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 106,47 $	
REGULVAR INC	1365111	22 AOÛT 2019	PLOURDE, PATRICK	Corbeil Soupapes 3 voies et têtes 0-10 vdc	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 176,40 $	
REGULVAR INC	1366423	30 AOÛT 2019	PLOURDE, PATRICK	Corbeil Contrôles Delta	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 021,48 $	
REPARATION REPROWE INC.	1356981	21 AOÛT 2019	BUTEAU, FRANCOIS	trudel - URGENCE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 827,71 $	
REPARATION REPROWE INC.	1366357	30 AOÛT 2019	KHARBOUCH, KHALID	OUEST TEM REMISAGE DES POMPES DE FILTRATION CENTRE JEAN CLAUD MALEPART KHARBOUCH, KHALID	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 049,55 $	
SERRUBEC INC	1363820	14 AOÛT 2019	DESJARLAIS, PIERRE	OUEST - METIERS (SERRURERIE) - ACHAT DE SERRURE - DIVERS - DESJARLAIS, PIERRE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 283,05 $	
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	1363256	09 AOÛT 2019	LEVESQUE, PIERRE	Travaux électriques dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 878,10 $	
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	1364931	21 AOÛT 2019	GASMI, ANIS	3255, 77-403401, Relampage du rdc. Relocaliser prise de courant dans l'escalier. Identifier court-circuit et faire le relampage des lumières d'urgence.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 803,96 $	
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	1365388	23 AOÛT 2019	LEVESQUE, PIERRE	1303, 01-410351, Installation d'enseignes sortie (pictogramme)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 149,62 $	
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	1366297	29 AOÛT 2019	LEVESQUE, PIERRE	3686, 77-398992, Relampage dans l'escalier du hall d'entrée. Remplacement de 4 luminaires sur terrain.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 396,65 $	
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1362339	02 AOÛT 2019	FORTIN, FRANCINE	Services d'entretien ménager - 1402 et 1500 des Carrières (0105) - Période du 28 avril au 1er juin 2019 (5 semaines) - Facture 15144	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 047,26 $	
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1364893	21 AOÛT 2019	SHARIFIAN, JABIZ	Services en décapage, récurage et cirage des planchers du RDC et de l¿étage de la bibliothèque de Saint-Michel (0194) pour le projet de RFID phase 3 pour les besoins du nouvel aménagement - Incidences 15395	Gestion et planification immobilière	Bibliothèques	9 658,85 $	
SERVICES ENERGETIQUES R.L. INC.	1362596	06 AOÛT 2019	SAUVE, STEPHANE	OUEST-CHAUFFAGE SEALING SILICON C.S.M MADISON SAUVE STEPHANE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 311,08 $	
SERVICES TOITURES HOGUE INC.	1349372	21 AOÛT 2019	GASMI, ANIS	TEM-Garage entrepôt Carrière Demix (3470)-Réfection toits- voir les soumissions S19-20661 et S19-21159.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	12 231,04 $	
SERVICES TOITURES HOGUE INC.	1363177	08 AOÛT 2019	LEVESQUE, PIERRE	Réfection partiel de la toiture de l'édifice 4051-4055 avenue Papineau - TEM	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 776,97 $	
SHAFTER BROS. INC.	1363631	13 AOÛT 2019	SAUVE, STEPHANE	OUEST - CHAUFFAGE - SOUPAPE DE SURETÉ - EDIFICE DU 6000 NOTRE-DAME OUEST - SAUVE, STEPHANE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 071,97 $	
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1361923	01 AOÛT 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	Catherine pour D. Verreault	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 822,00 $	
SHELLEX INFRASTRUCTURES	1364812	20 AOÛT 2019	SOULIERES, MICHEL	Services professionnels d'ingénierie spécialisés en infrastructures - Nouveaux bassins de sédimentation pour résidu de balai et d¿hydro excavation dans l¿ensemble des 19 arrondissements	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	39 466,06 $	
SITE INTEGRATION PLUS INC.	1363837	14 AOÛT 2019	REICHSON, JORDY	Cartes proximité 125 kHz générique type clamshell - Quantité restante de 3600 cartes	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 874,07 $	
SOUPAPES UNIVERSELLE VALVES	1363849	14 AOÛT 2019	SAUVE, STEPHANE	Sauvé Reconditionner soupape de sûreté et PRV	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 888,21 $	
ST-DENIS THOMPSON INC.	1364584	19 AOÛT 2019	BOUVRETTE, JEAN	Réfection des consoles de béton en temps et matériel au Biodôme	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	45 000,00 $	
TECHNO-CONTACT INC.	1362681	06 AOÛT 2019	KAMIL, AZIZE	OUEST-PLATEAU MONT ROYAL PIECES DE CONTRÔLE OUVRAGE DESSERVI RÉGION OUEST KAMIL, AZIZE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 086,76 $	
TECHNO-CONTACT INC.	1363912	14 AOÛT 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	Lardin Voir soumission 56374	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 280,86 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TECHNO-CONTACT INC.	1363927	14 AOÛT 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	LARDIN - Boitier gestion alarme	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 607,38 $	
TENAQUIP LIMITED	1366109	29 AOÛT 2019	PLOURDE, PATRICK	OUEST TEM TAPIS ANTI FATIGUE 6000 NOTRE DAME OUEST KHARBOUCH, KHALID	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 742,59 $	
TENAQUIP LIMITED	1366110	29 AOÛT 2019	KHARBOUCH, KHALID	OUEST - TRAVAUX D'ENTRETIEN MINEURS (TEM) - VILLE-MARIE - RACCORD ET POUDRE À BALAYER - EDIFICE DU 6000 NOTRE DAME OUEST - KHARBOUCH, KHALID	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 148,94 $	
TRADELCO INC.	1362423	05 AOÛT 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Chabot - Inventaire pour 5 arrondissement	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 714,50 $	
TRADELCO INC.	1362469	05 AOÛT 2019	BUTEAU, FRANCOIS	chabot - Inventaire pour 5 arrondissement	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 245,45 $	
TRADELCO INC.	1363045	08 AOÛT 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Lardin Achat de pièce sèche-main	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 708,70 $	
TRADELCO INC.	1363806	14 AOÛT 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	Chabot Matériaux divers atelier pep filtre	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 129,97 $	
TRADELCO INC.	1364774	20 AOÛT 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Chabot matériaux divers pour chauffe terrasse #450 M. Richard	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 635,98 $	
TYCO FEU ET SECURITE INTEGRES CANADA, INC.	1365795	27 AOÛT 2019	LAMBERT, ERLEND	Acquisition et installation de (33) caméras de surveillance et du matériel accessoire pour le projet Migration du Biodôme.	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	56 342,00 $	
U. CAYOUETTE INC.	1363565	12 AOÛT 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	TRUDEL matériaux de construction	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 798,65 $	
U. CAYOUETTE INC.	1366342	29 AOÛT 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Trudel fenêtres	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 299,19 $	
VEOLIA ES CANADA SERVICES INDUSTRIELS INC.	1361162	12 AOÛT 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	Perreault travaux pour mercredi	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 063,85 $	
VEOLIA ES CANADA SERVICES INDUSTRIELS INC.	1363248	26 AOÛT 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Vezina ateliers mécaniques de la ville (2269 Viau, 2060 Dickson, 1350 Descarrières...)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 633,48 $	
VERTIKA INC.	1362883	07 AOÛT 2019	LALONDE, SOPHIE	Fourniture d'un nouveau filet au-dessus de l'écosystème du Golfe du St-Laurent du Biodôme (2402)	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	102 447,03 $	
VITRERIE ARMAND	1365439	23 AOÛT 2019	GASMI, ANIS	0631, 77-409751, Service d'urgence demandé pour sécurisé du verre brisé. -rampe d'accès. Verre temporaire, matériel de fixation. Utilisation d'une nacelle et main-d'¿uvre.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 766,42 $	
VITRERIE RAYMOND INC	1364022	15 AOÛT 2019	KHARBOUCH, KHALID	OUEST - VILLE-MARIE - VITRES TREMPÉES ET REPARATION - CHALET DU MONT-ROYAL, 1196 VOIE CAMILLIEN-HOUDE - KHARBOUCH, KHALID	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 094,50 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1361964	01 AOÛT 2019	SAUVE, STEPHANE	Sauve, stephane - Coude et manchon Victolic	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 023,53 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1362718	06 AOÛT 2019	SAUVE, STEPHANE	sauve (vacances Corbeil - Pieces Victolic	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 278,69 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1362803	07 AOÛT 2019	KAMIL, AZIZE	OUEST - TRAVAUX D'ENTRETIEN MINEURS (TEM) - CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRACE - MITIGEURS DE DOUCHE - CENTRE SPORTIF CÔTE-DES-NEIGES, 4880 AVENUE VAN HORNE - KAMIL, AZIZE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 816,73 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1363801	14 AOÛT 2019	KHARBOUCH, KHALID	OUEST - CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRACE - QUINCAILLERIE DE PLOMBERIE - REGION OUEST - KHARBOUCH, KHALID POUR KAMIL, AZIZE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 379,41 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1363954	14 AOÛT 2019	SAUVE, STEPHANE	Corbeil - Valves de balancement	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 436,44 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1364016	15 AOÛT 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	Vezina - Divers pièces pour piscine Pierre-Lorange	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 103,68 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1364137	15 AOÛT 2019	SAUVE, STEPHANE	Corbeil - Chauffe eau domestique	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 531,27 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1364233	16 AOÛT 2019	KHARBOUCH, KHALID	OUEST - VILLE-MARIE - ABREUVOIRS - EDIFICE LUCIEN-SAULNIER ANNEXE, 85 RUE NOTRE-DAME E. - KHARBOUCH, KHALID	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 018,10 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1364364	16 AOÛT 2019	PLOURDE, PATRICK	Corbeil - Brides	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 475,71 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1364637	20 AOÛT 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Vadeboncoeur (Vezina) Soumission 9572132 toilette	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 658,72 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1364642	20 AOÛT 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Vadeboncoeur (Vézina) Soumission 9577733 tuyaux	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 857,07 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1364654	20 AOÛT 2019	KHARBOUCH, KHALID	OUEST - CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRACE - CUVETTE ET SIEGE - CENTRE COMMUNAUTAIRE N-D-G, 5311 CHEMIN DE LA CÔTE-SAINT-ANTOINE - KHARBOUCH, KHALID POUR KAMIL, AZIZE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 403,40 $	
ACTI-SOL INC	17997	22 AOÛT 2019	GAGNE, ANNIE	Fumier de poule et engrais à gazon pour projet aquatique	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 880,80 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BAULNE INC.	w19886	28 AOÛT 2019	LAPALME, JULIE	BC212443 : DÉCONTAMINATION DE LA TOUR DU BIODOME	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 750,00 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	3268948	28 AOÛT 2019	LAPALME, JULIE	BC212486 : PTI Biodôme - travaux d'infrastructure - reseaux telecom	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 189,93 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	3270616	28 AOÛT 2019	LAPALME, JULIE	BC212094 : PTI Biodôme - travaux d'infrastructure - reseaux telecom	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 656,25 $	
METRO NORAMCO	110078148	28 AOÛT 2019	LAPALME, JULIE	BC212491 : FIL ÉLECTRIQUE POUR MONTAGE JARDIN DE LUMIÈRE	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 235,00 $	
MINISTERE DU REVENU DU QUEBEC	de190821	21 AOÛT 2019	CLERVEAUX, REGINALD	Remise des taxes sur expropriation (4) d'immeuble(s) TPS : 121364749 RT-0015 & TVQ : 1006001374 DQ-0035	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	31 665,64 $	
MINISTERE DU REVENU DU QUEBEC	de190821	21 AOÛT 2019	CLERVEAUX, REGINALD	Remise des taxes sur expropriation (4) d'immeuble(s) TPS : 121364749 RT-0015 & TVQ : 1006001374 DQ-0035	Gestion et planification immobilière	Planification et gestion des parcs et espaces verts	135 909,37 $	
RECHERCHE EN ECLAIRAGE INC.	2766	24 AOÛT 2019	BEDARD, LOUISE	BC-212498 nanoled round remote walk over	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 542,30 $	
RONDEAUNET INC.	9634	21 AOÛT 2019	PHAM-GUILBEAULT, MIA	BC-212500 - Projet SIMON 174785 - PTI SGPI pour Migration - Nettoyage de la verrière tropicale Laurentide le 14 et 15 août 2019	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 500,00 $	
SAUVE VITRES	sv01907201	14 AOÛT 2019	PHAM-GUILBEAULT, MIA	Projet SIMON 174785 - réfection de la vitre de la cuvette - Migration Biodôme	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	5 950,00 $	
TECHNO-CONTACT INC.	80460	08 AOÛT 2019	LAPALME, JULIE	BC212441 : URGENT AJOUT DE MODULE DE COMMUNICATION SUR DISJONCTEUR SALLE 25KV	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	6 590,00 $	
TRADELCO INC.	1729647	07 AOÛT 2019	LAPALME, JULIE	BC211557 : L44-45	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 253,20 $	
ATEK MCS	1339976	08 AOÛT 2019	BILODEAU BALATTI, STEVE	Acquisition de compteurs mobiles avec service de maintenance dans les parcs urbains 19-6373	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	24 778,00 $	
ATEK MCS	1339976	08 AOÛT 2019	BILODEAU BALATTI, STEVE	Acquisition de compteurs mobiles avec service de maintenance dans les parcs urbains 19-6373	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	8 301,00 $	
CONTENEURS EXPERTS S.D. INC.	1365759	27 AOÛT 2019	FRAPPIER, GENEVIEVE	Location de conteneurs, d'un escalier, montage, démontage et transport.	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	9 083,50 $	
DEPOTIUM	1364400	16 AOÛT 2019	LEFEBVRE, LOUISE-HELENE	Réservation et frais de retard pour les locaux 5004 et 5006 du Depotium pour la période du 25 juin 2019 au 10 octobre 2019.	Grands parcs, mont Royal et sports	Act. récréatives - Dir. et adm. - À répartir	3 407,54 $	
DEPOTIUM	1364400	26 AOÛT 2019	LEFEBVRE, LOUISE-HELENE	Réservation et frais de retard pour les locaux 5004 et 5006 du Depotium pour la période du 25 juin 2019 au 10 octobre 2019.	Grands parcs, mont Royal et sports	Act. récréatives - Dir. et adm. - À répartir	449,36 $	
GROUPE AKIFER INC.	1365000	21 AOÛT 2019	CORBEIL, JASMIN	Accorder un contrat de services techniques à Groupe Akifer pour le prélèvement et analyse de sols potentiellement contaminés au terrain du stade du parc Arthur-Therrien dans l'arrondissement de Verdun	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	12 598,50 $	
L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1320935	19 AOÛT 2019	LEFEBVRE, LOUISE-HELENE	pour réactiver un BC dont le fournisseur a changer de compte Simon. Aucun impact monétaire. ld	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	4 199,50 $	
L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1320935	19 AOÛT 2019	LEFEBVRE, LOUISE-HELENE	pour réactiver un BC dont le fournisseur a changer de compte Simon. Aucun impact monétaire. ld	Grands parcs, mont Royal et sports	Act. récréatives - Dir. et adm. - À répartir	629,92 $	
L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1320935	19 AOÛT 2019	LEFEBVRE, LOUISE-HELENE	pour réactiver un BC dont le fournisseur a changer de compte Simon. Aucun impact monétaire. ld	Grands parcs, mont Royal et sports	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	209,97 $	
MORNEAU SHEPELL LTD.	1321081	01 AOÛT 2019	LEFEBVRE, LOUISE-HELENE	augmentation du budget pour payer les factures..	Grands parcs, mont Royal et sports	Act. récréatives - Dir. et adm. - À répartir	4 314,96 $	1310883
MULTI ROUTES INC.	1362633	06 AOÛT 2019	GAUDET, MARTIN	Application d'abat poussière constitué de chlorure de calcium à 35% de concentration (ou de type AP-35)Produit, transport et épandage inclus	Grands parcs, mont Royal et sports	Horticulture et arboriculture	3 307,11 $	
PRO ACTION TRANSPORT INC.	1352773	08 AOÛT 2019	ST-PIERRE, MARIETTE	Déménageur commercial CSCR en date du 16, 17 et 21 et 24 juin 2019	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 579,54 $	
PRODUITS SANY	1363198	08 AOÛT 2019	FRAPPIER, GENEVIEVE	04L VINAIGRE	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	127,63 $	1048199
PRODUITS SANY	1363198	13 AOÛT 2019	FRAPPIER, GENEVIEVE	6RECHARGE DE VADROUILLE HUMIDE SYNTHETIQUE BLEU BOUCLEE 16 OZ	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	156,22 $	1048199
PRODUITS SANY	1363198	08 AOÛT 2019	FRAPPIER, GENEVIEVE	BIOSB-4 NETTOYANT POUR SALLE DE BAIN 4LT	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	1 498,02 $	
PRODUITS SANY	1363198	09 AOÛT 2019	FRAPPIER, GENEVIEVE	1VITR-4 **DF**VITREX NETT. À VITRES 4L	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	1 696,09 $	
PRODUITS SANY	1363198	09 AOÛT 2019	FRAPPIER, GENEVIEVE	9CHIFFON MICROFIBRE BLEU 14" X 14"	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	235,17 $	1048199
PRODUITS SANY	1363198	13 AOÛT 2019	FRAPPIER, GENEVIEVE	73M8242-4X10 TAMPON DOODLE BUG-BLEU 8242(4BT DE 5/CSE)(70020)(F-8242-4-5/8X10)	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 182,07 $	
SOLUTIONS CONSORTECH INC.	1365026	21 AOÛT 2019	FRADETTE, JOHANNE	Renouvellement du contrat de maintenance : FME Desktop (deux licences flottantes) pour une durée de 1 an allant du 1er septembre 2019 au 31 août 2020	Grands parcs, mont Royal et sports	Horticulture et arboriculture	2 204,73 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SPORTS MONTREAL INC.	1364276	16 AOÛT 2019	FRAPPIER, GENEVIEVE	SOIRÉE DES BÉNÉVOLES DU 13 JUIN 2019/LOCATION ET ANIMATION	Grands parcs, mont Royal et sports	Autres - Activités récréatives	3 011,92 $	
TECHNIPARC	1361988	01 AOÛT 2019	ST-PIERRE, MARIETTE	4 voyages de Terreau 80-20	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 351,72 $	
MATTE GROUPE CONSEIL INC.	1366385	30 AOÛT 2019	MCSWEEN, BRIGITTE	Paiement facture - Coaching de carrière - Cabinet de la Mairesse et du comité exécutif - Service du greffe	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	2 624,69 $	
MOLLIE DUJARDIN	1345398	27 AOÛT 2019	SINCLAIR, NANCY	Services professionnels Mollie Dujardin planifier et gérer les médias sociaux du CJM, rédiger les communiqués de presse, archivage et catégorisation des recommandations, recherche de jeunes engagés pour journal Metro, soutenir membres pour	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	4 200,00 $	
UNIFORMES PERSONNALISES INC.	1364639	20 AOÛT 2019	MCSWEEN, BRIGITTE	DA 2019 Greffe - UNIFORMES PERSONNALISÉS INC. - Achat de mobilier de bureau pour le Cabinet de la Mairesse et du comité exécutif - conformément à la facture 18769	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	2 797,92 $	
VIRGINIE FERRE	1364322	16 AOÛT 2019	BONNEAU, MARIE-EVE	BCO 2019 - Acquisition de matériel pour communication graphique et développement de visuel type pour Caravane de la démocratie (Bannière, boutons promos, dépliants, cartes postales). phase 2	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	3 000,00 $	
DISTRIBUTION EMBLEME INC.	1363050	08 AOÛT 2019	CLOUTIER, MARIANNE	Achat de polos manches longues et courtes pour les inspecteurs en salubrité - Emblème - Chandails polos - Équipe salubrité- Service de l¿habitation	Habitation	Autres biens - Rénovation urbaine	2 164,17 $	
HAINAULT GRAVEL HUISSIERS DE JUSTICE INC.	1362882	07 AOÛT 2019	CLOUTIER, MARIANNE	BCO-2019 Services professionnels- Hainault Gravel Huissiers de justice- coûts de livraison par les huissiers privés Service de l¿habitation	Habitation	Autres biens - Rénovation urbaine	4 199,50 $	
AGENCE RELIEF DESIGN.CA INC.	1365645	26 AOÛT 2019	DESHAIES, SEBASTIEN	SP - VDM-18-001 - Surveillance complémentaire des travaux d'infrastructures et aménagement des rues Anderson entre de la Concorde et Burke. Gré à gré.	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	5 564,34 $	
ASSOCIATION QUEBECOISE DES TRANSPORTS	1365305	22 AOÛT 2019	PELOQUIN, YVAN	Frais d'inscription pour la formation du 16 septembre 2019 sur "Introduction à la conception géométrique des routes" pour 9 employés - SEC-CGR-0 - Facture F-120316	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	6 826,81 $	
CANADIEN NATIONAL	1363036	08 AOÛT 2019	PARENT, MARIE	Pour payer les factures # 91472639, # 91472640 et # 91472641 du Canadien National (Passage à Niveau Public) ainsi que la facture # 91468912 (Intempéries, Accidents, Vandalisme) - Fils des lumières de la barrière coupés	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	7 249,58 $	
COMPUGEN INC.	1364655	20 AOÛT 2019	TREMBLAY, LOUIS	Achat - 2 licences Multi usagers (flottantes) pour AutoCAD (version complète). Pour 5 employés - Service des infrastructures du réseau routier - # de dérogation R375739	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	7 316,01 $	
ETIENNE COUILLARD	1365764	27 AOÛT 2019	BOSSE, JEAN-PIERRE	Projet QDS, SP en gestion de projet, Étienne Couillard, gré à gré.	Infrastructures du réseau routier	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	22 737,02 $	
HYDRO-QUEBEC	1365655	26 AOÛT 2019	BOULIANNE, MARTIN	IN 228004 DRM: 002280-TG-01. DÉPLACEMENT DE LIGNES DE DISTRIBUTION, 550 RUE VIAU. DEMANDEUR : FERNANDO RIVERA TR: CG14 0408. UTILITÉ. GRÉ À GRÉ	Infrastructures du réseau routier	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	27 921,64 $	
IMAC CONSTRUCTION INC.	1362164	01 AOÛT 2019	BLAIS, ETIENNE	Gré à gré - IN292501 DRM: 002925=ED-01 ENLÈVEMENT D'ASPHALTE, DE TROTOIRS, DE TERRE RUE MERRITT. DEMANDEUR : PIERRE-ALEXANDRE PRÉVOST-ROBERT. TR: CM17 0159.	Infrastructures du réseau routier	Réseaux d'égout	11 296,65 $	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1261360	01 AOÛT 2019	BLAIS, ETIENNE	Location fourgonnette de 7 passagers avec une flèche motorisée. Contact: Sylvain Cloutier, chef de section au numéro 514 872-5123. - Service des infrastructures, voirie et transports	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	9 495,07 $	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1279267	01 AOÛT 2019	BLAIS, ETIENNE	Location d'une Prius Hybride pour une période de 12 mois à l'attention de Alain Cormier, agent technique en circulation. - Service des infrastructures, voirie et transports	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	7 305,03 $	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1363432	12 AOÛT 2019	BLAIS, ETIENNE	SOUMISSION NO. 169999. LOCATION D'UN VÉHICULE COMPAC HYBRIDE POUR UNE PÉRIODE DE 6 MOIS. À L'ATTENTION DE MONYA OSTIGUY, CHEF DE SECTION. - SIVT	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 713,41 $	
MARQUAGE DE LIGNES VIAU	1365051	21 AOÛT 2019	DESHAIES, SEBASTIEN	INGP 221713 - Marquage de la chaussée sur le site Outremont et ses abords, tel que le plan 0347-02-01-MA-00, le tout selon votre devis 892 du 15 juillet 2019. Dem. Vincent Defeijt, gré à gré.	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	2 094,50 $	
NEOLECT INC.	1362553	06 AOÛT 2019	BLAIS, ETIENNE	IN261601 DRM: 002616-TG-01. TRAVAUX DE SIGNALISATION. DEMADEUR : MOURAD BERBOUCHA. TR: CG16 0623 GRÉ À GRÉ.	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	25 197,00 $	
SCM PLUS INC	1363920	14 AOÛT 2019	BOSSE, JEAN-PIERRE	Services professionnels en aménagement de salles d¿entreposage et d¿atelier de travail dans le cadre du projet de l¿Îlot Clark du Quartier des spectacles. - Service des technologies de l'information	Infrastructures du réseau routier	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	19 737,65 $	
SIGNALISATION DE MONTREAL INC.	1363069	08 AOÛT 2019	BLAIS, ETIENNE	IN214729 DRM: 002147-TS-01. SERVICE DE SIGNALISATION. DEMANDEUR : LOUIS-PHILIPPE RIOPEL. TR: CG18 0509. GRÉ À GRÉ.	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	4 172,20 $	
SOLUTIONS CONSORTECH INC.	1365363	23 AOÛT 2019	RIENDEAU, FRANCOIS	Renouvellement de maintenance FME du 1er septembre 2019 au 31 août 2020. Couts réparti entre plusieurs division. Licences gérées par la division géomatique.	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	11 023,68 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
STRATEGIA CONSEIL INC.	1365407	23 AOÛT 2019	BOUZAIDI, MOHAMED BECHIR	SP 308301 - Mandat Gré à gré-35-002 - Estimation des coûts -Travaux supplémentaires à réaliser dans les zones 3 et 4 sur le boul. Laurentien - Dem: Renu Mathew, ing. V/réf: OS19-113-001	Infrastructures du réseau routier	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	1 924,76 $	
STRATEGIA CONSEIL INC.	1365407	23 AOÛT 2019	BOUZAIDI, MOHAMED BECHIR	SP 308301 - Mandat Gré à gré-35-002 - Estimation des coûts -Travaux supplémentaires à réaliser dans les zones 3 et 4 sur le boul. Laurentien - Dem: Renu Mathew, ing. V/réf: OS19-113-001	Infrastructures du réseau routier	Réseaux d'égout	1 924,78 $	
SYSTEMES DE GESTION HEURISTIC INC.	1365773	27 AOÛT 2019	BOUZAIDI, MOHAMED BECHIR	Gré à gré: BF - Contrat de support et d'entretien pour Time Control pour 370 licences du 01 septembre 2019 au 01 septembre 2020, le tout selon votre soumission du 11 juin 2019. Dem. Béchir Bouzaidi.	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	9 527,62 $	
TETRA TECH QI INC.	1364404	16 AOÛT 2019	BOSSE, JEAN-PIERRE	SP 453310 - Mandat Gré a gré-40-001 - Serv. professionnels en surveillance - Quartier des spectacles - Ajout de plaques podotactiles pour améliorer l'accessibilité dans le secteur.	Infrastructures du réseau routier	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	22 582,81 $	
TETRA TECH QI INC.	1364411	16 AOÛT 2019	BOSSE, JEAN-PIERRE	SP 453311 - Mandat Gre a gre-41-001 - Quartier des spectacles - Serv. professionnels en surveillance - Ajout de feux sonores pour améliorer l'accessibilité dans le secteur. Dem. F. Hubert	Infrastructures du réseau routier	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	19 926,63 $	
ASSOCIATION TECHNIQUE CANADIENNE DU BITUME (CTAA)	ce191170190806	06 AOÛT 2019	LOISELLE, FRANCE	contributions financières gdd 1190699001, CE19 1170; bloquer à la demande de Louise Lapalice - Simona le 19/08/2019	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	5 000,00 $	
SIGNEL SERVICES INC	1366099	28 AOÛT 2019	LAMBERT, LYNE	LASTP BCR 2019 - SIGNALISATION POUR AQUEDUC ET PUISARD	LaSalle	Réseaux d'égout	2 595,28 $	
SOUPAPES UNIVERSELLE VALVES	1365744	27 AOÛT 2019	LAMBERT, LYNE	LAS TP BCR 2019 - RÉUSINAGE VANNE 8" (BEHRENS/BROME) 10" (LECLERC/PERRAS) ET 16" (LECLERC/LAPIERRE)	LaSalle	Réseaux d'égout	5 371,69 $	
LES PAVAGES LA CITE B.M. INC.	1362906	07 AOÛT 2019	MORIN, PIERRE YVES	Facture #10935 Asphalte, bitume réfection de pavage à 10 endroits et ajout de nouvelles adresses total 51.11m²x61.41$/m² - Arrondissement Île-Bizard	L'Île Bizard - Ste-Geneviève	Réseau de distribution de l'eau potable	14 644,36 $	
9093451 CANADA INC.	PIR938018	07 AOÛT 2019	LATOUR, REMI-PAUL	DIFFUSEUR CHAUFFAGE GAUCHE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 524,37 $	
9093451 CANADA INC.	PIR940325	07 AOÛT 2019	LATOUR, REMI-PAUL	PAD DE FREIN AVANT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 323,79 $	
ACIER ALTITUBE INC.	CAR942082	27 AOÛT 2019	BRANCONNIER, SERGE	TUBE DE 2" POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	25 061,09 $	
ACIER TAG / RIVE-NORD	SLT939969	07 AOÛT 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	pieces	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 641,18 $	
ADF DIESEL MONTREAL INC.	ROS940314	07 AOÛT 2019	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 196,40 $	
ADF DIESEL MONTREAL INC.	ROS940953	13 AOÛT 2019	DESJARDINS, LOUISE	pièces moteur de camion de pompier	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 871,40 $	
ADF DIESEL MONTREAL INC.	ROS941344	16 AOÛT 2019	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	pièces moteur camion de pompier	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 240,18 $	
ADF DIESEL MONTREAL INC.	ROS941766	22 AOÛT 2019	LESSARD, SIMON	TURBO ET EGR VALVE MOTEUR DETROIT SERIE60	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 722,97 $	
ADF DIESEL MONTREAL INC.	ROS942578	30 AOÛT 2019	GARNEAU, DOMINIC	PIECES JOB TETE DE MOTEUR CAMION INCENDIE E-ONE # 337-03557	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 197,91 $	
ADVANTAG CANADA INC.	1364485	19 AOÛT 2019	MASSE, PAUL	Achat de 10000 étiquettes d¿identification Ville de Montréal- Nouveau Format : 6.375 x 3.125 Matériel : P1: 7PT TYVEK P2: PAPIER CARBONE NOIR P3: CARTON 10PT BLANC Spécifications de Production : P1: IMPRESSION 1/0 P3 - Service du matériel r	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 624,68 $	
AGRITEX	1365863	28 AOÛT 2019	BRANCONNIER, SERGE	reparation 413-06385	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 193,64 $	
AIR LIQUIDE CANADA INC	CAR936513	08 AOÛT 2019	LUSSIER, STEPHANIE	COMMANDE SELON SOUMISISON # 319897	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 065,92 $	
ALIX TOYOTA	CAR940664	08 AOÛT 2019	LUSSIER, STEPHANIE	42110-52332 ESSIEUX ARRIERE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 132,52 $	
AQUA SERVICE INC.	1363775	13 AOÛT 2019	MASSE, PAUL	Achat GRÉ À GRÉ - BATEAU DE SAUVETAGE CAPELLI TEMPEST 625 ET REMORQUE POUR LES BESOIN SDU SIM- Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	74 729,01 $	
AQUA SERVICE INC.	ROS942472	29 AOÛT 2019	AUBIN, FREDERIC	FOURNIR BON DE COMMANDE POUR AQUA SERVICES EN RÉFÉRENCE À LA FACTURE # 128189	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 236,94 $	
AUTOMOBILES INTER-LUX INC.	SLT939374	05 AOÛT 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	SERVICE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 137,78 $	
BATTERIES DIXON INC.	1363250	09 AOÛT 2019	DESMEULES, CATHERINE	Achat de batteries d'accumulateurs, 12 V, Groupe BCI 49, CCA 900 AMP, CA 1080 AMP, RC 185 MINUTES - SMRA (SPVM)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 092,19 $	1335042
BEAULIER INC.	CAR940568	30 AOÛT 2019	PASCAL, RAOUL	MISE A NIVEAU ET RENDRE CONFORME LE DEPOUSSIEREUR A LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	19 632,66 $	
BOULEVARD DODGE-CHRYSLER-JEEP (2000) INC.	NME942404	29 AOÛT 2019	PICARD, GUILLAUME	GP/212-17075 Pièces de carrosserie	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 026,55 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BOULEVARD DODGE-CHRYSLER-JEEP (2000) INC.	PIR939846	07 AOÛT 2019	BOURRET, YANICK	SIEGE ARR + GARDE BOUE ARR + PARE CHOC ARRIERE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 319,16 $	
CAMION ISUZU MONTREAL OUEST (2015) INC.	SLT940565	07 AOÛT 2019	GAUVREAU, ALAIN	SERVICE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 541,17 $	
CAMIONS CARL THIBAULT INC.	ROS941367	24 AOÛT 2019	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	PIECE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 544,63 $	
CAMIONS EXCELLENCE PETERBILT INC.	ROS942510	29 AOÛT 2019	VEILLETTE, PATRICK	PO POUR FACTURE EXCELLENCE PETERBILT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 101,01 $	
CAMIONS INTER-ANJOU INC.	PIR938108	05 AOÛT 2019	LATOUR, REMI-PAUL	REPARER A/C (FACT. # 86275)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 228,22 $	
CAMIONS INTER-ANJOU INC.	ROS942390	29 AOÛT 2019	LESSARD, SIMON	VGT ACTUATOR REMANIFACTURER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 327,20 $	
CANAFLEX INC.	CAR941437	20 AOÛT 2019	TROTTIER, LUC	REAPPROVISIONNEMENT DES RACCORD HYDRAULIQUE ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 158,12 $	
CANAFLEX INC.	CAR942163	28 AOÛT 2019	TROTTIER, LUC	BOYAU ET RACCORD HYDRAULIQUE POUR ATLIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 142,25 $	
CARROSSERIE LUCIEN BREARD INC.	SLT941012	15 AOÛT 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	SERVICE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 391,63 $	
CENTRE AGRICOLE J.L.D. INC.	MAD941585	20 AOÛT 2019	VEILLETTE, PATRICK	REPARE TRANSMISSION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	20 934,35 $	
CENTRE DE MECANIQUE GAGNON INC.	CAR941474	20 AOÛT 2019	JUTEAU, JACQUES	INSPECTION PEP ET NACELLE + LES REPARATIONS # SOUMISSION 302731	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 850,48 $	
CENTRE DE MOTEUR J.S. LEVESQUE INC.	DIC941085	14 AOÛT 2019	BRANCONNIER, SERGE	Entretien contrat 11930 513-13081	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	14 270,55 $	
CENTRE DE MOTEUR J.S. LEVESQUE INC.	DIC941089	14 AOÛT 2019	BRANCONNIER, SERGE	Entretien annuelle contrat 11960 513-10095	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	14 469,69 $	
CENTRE DE MOTEUR J.S. LEVESQUE INC.	DIC941688	21 AOÛT 2019	BRANCONNIER, SERGE	entretien et reparation 513-15281	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	17 582,27 $	
CENTRE DE MOTEUR J.S. LEVESQUE INC.	DIC942003	26 AOÛT 2019	BRANCONNIER, SERGE	ENTRETIEN ET REPARATION ANNUEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	24 324,98 $	
CHAMPLAIN DODGE CHRYSLER LTEE	1352048	26 AOÛT 2019	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO POUR REPARATION , MISE AUX POINT FACT:BD35584 VEHICULE 213-1556	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 336,24 $	
CHAMPLAIN DODGE CHRYSLER LTEE	1352057	30 AOÛT 2019	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO POUR REPARATION LA TRANSMISSION DU VEHICULE 213-16043	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 523,95 $	
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	1355785	08 AOÛT 2019	MAGNE, MELISSA	179-03706	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 066,88 $	
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	1357738	02 AOÛT 2019	GAUVREAU, ALAIN	INSPECTION STATUTAIRE + RÉPARATIONS SUITE À INSPECTION D'UNE CAMIONNETTE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 227,35 $	
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	DIC939927	14 AOÛT 2019	LEBRUN, ANDRÉ	0BRCA268 CABLE FREIN STATIONNEMENT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 267,63 $	
CHOTECH HYDRAULIQUE	1366107	29 AOÛT 2019	MAGNE, MELISSA	REMPLACEMENT DE 21 PINES SUR MAT DE TRACTEUR ET USINAGE DE LA PORTÉE DES 21 PINES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 216,71 $	
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	DEU38056	19 AOÛT 2019	LONGPRE, ERIC	RÉPARATION DU LIFT DE CAMION AU GARAGE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 686,11 $	
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	LAS940523	07 AOÛT 2019	VEILLETTE, PATRICK	LS12644,LS12643,LS12641 RÉPARATION VERIN HYDRAULIQUE ATELIER LASALLE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 695,08 $	
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	LAS940534	07 AOÛT 2019	VEILLETTE, PATRICK	LS12640 VERIFICATION ANNUELLE DES 10 VERINS HYDRAULIQUES ATELIER LASALLE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 334,44 $	
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	MAD940986	15 AOÛT 2019	BLAIS, JEAN-ROBERT	FOURNIR PO CLIFFORD UNDERWOOD SELON SOUMISSION EN ANNEXE POUR INSTALLATION ELECTRIQUE POUR LA MISE EN MARCHE DE L'APPAREIL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 249,80 $	
CYCLO CHROME INC.	1366317	29 AOÛT 2019	HOGUE, ROBERT	Factures #2510 et #2511 Entretien pièces et main d'¿uvre sur vélo de police sur la route et en boutique- service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 420,55 $	
DEL EQUIPEMENT LTEE	SLT941266	15 AOÛT 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	SERVICE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 284,53 $	
DESJARDINS FORD LTEE	PIR940540	07 AOÛT 2019	LATOUR, REMI-PAUL	REPARER VEHICULE (FACT. # BD24083)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 094,29 $	
DESJARDINS FORD LTEE	PIR941200	15 AOÛT 2019	LATOUR, REMI-PAUL	REPARER A/C (FACT. # BD24389)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 013,74 $	
DISTRIBUTION, IMPORTATION JEAN GAGNON INC.	PIR942014	26 AOÛT 2019	GAUVREAU, ALAIN	REPARER A/C PLUS INSPECTION COMPLETE (FACT. # 3529)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	11 457,75 $	
D M GOOS DIESEL INC	CAR942409	29 AOÛT 2019	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR PO POUR REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER POINT-CARRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 575,57 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
DRIVE PRODUCTS INC	MAD940039	26 AOÛT 2019	BRISEBOIS, JOEL	REBATIR PTO	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 184,10 $	
DRIVE PRODUCTS INC	NME940425	13 AOÛT 2019	PICARD, GUILLAUME	GP/3229 Pompe hydraulique	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	31,50 $	
DRIVE PRODUCTS INC	NME940425	06 AOÛT 2019	PICARD, GUILLAUME	GP/3229 Pompe hydraulique	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 130,58 $	
ENTREPRISE DESJARDINS & FONTAINE LTEE	1364821	22 AOÛT 2019	BRANCONNIER, SERGE	929-17422	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 730,54 $	
EQUIFAB INC	MAD941701	21 AOÛT 2019	VEILLETTE, PATRICK	REPARRER BENNE ENDOMMAGER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 805,82 $	
EQUIPEMENTS DE LEVAGE NOVAQUIP INC.	CAR938303	13 AOÛT 2019	JUTEAU, JACQUES	SERVICE EXTERNE POUR L'ATELIER DU CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 917,50 $	
EQUIPEMENTS DE LEVAGE NOVAQUIP INC.	CAR939036	06 AOÛT 2019	GAUVREAU, ALAIN	EFFECTUER L'ENTRETIEN SUR LES 12 COLONNES KONI ET LE VERIN ECO 60	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 352,53 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	DIC940707	12 AOÛT 2019	POMPONI, GINO	603059200 TANDEM C/G	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 184,43 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	NME942379	29 AOÛT 2019	PICARD, GUILLAUME	GP/513-03726 Pièces de frein	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 681,09 $	1158775
EQUIPEMENTS TWIN INC.	CAR942424	29 AOÛT 2019	JUTEAU, JACQUES	POMPE HYDRAULIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 939,65 $	
EQUIPEMENTS TWIN INC.	LAC940881	12 AOÛT 2019	TOSKA, ERMIR	2170009 BEARING	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 080,06 $	
EQUIPEMENT WAJAX	CAR935805	27 AOÛT 2019	TROTTIER, LUC	FOURNIR PO POUR REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 908,74 $	
EQUIPEMENT WAJAX	CAR942384	29 AOÛT 2019	GAUVREAU, ALAIN	PIECES MECANIQUE POUR REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 879,00 $	
EQUIPEMENT WAJAX	CAR942435	29 AOÛT 2019	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR PO POUR INSPECTION ET REPARATION DE NACELLE - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 354,56 $	
EXPROLINK INC.	CAR942548	30 AOÛT 2019	JUTEAU, JACQUES	MV11788 GROS FILTRE ASPIRATION ARR.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 054,78 $	
EXPROLINK INC.	MAD939716	02 AOÛT 2019	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO POUR PIECES DE MADVAC ACCIDENTÉ	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 620,73 $	
EXPROLINK INC.	VER941482	21 AOÛT 2019	LAJEUNESSE, MARC	FACT:9758 / ACTUATEUR MV19132	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 421,95 $	
FONDERIE FONDALCO INC.	CAR942029	26 AOÛT 2019	BEAULIEU, DAMIEN	Pattes de banc pour Parc Lafontaine / F Joannette	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 018,07 $	
FONDERIE FONDALCO INC.	CAR942145	27 AOÛT 2019	BEAULIEU, DAMIEN	SUPPORT CENTRALE POUR BANC PARC LAFONTAINE AVEC DOSSIER IN 4412-5003	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 430,46 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ANJ941731	26 AOÛT 2019	THIBAULT, MAXIME	EGR COMPLET CAMION 813	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 400,75 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	AVM941314	16 AOÛT 2019	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR P/O FACTURE GLOBOCAM 238680 POUR SYSTEME ANTIPOLLUTION DEFECTEUX NON GARANTIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 012,14 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	CAR938282	27 AOÛT 2019	GAUVREAU, ALAIN	SOUMISSION POUR FAIRE INSTALLER UN SYSTEME DE CLIMATISATION COMPLET	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 221,13 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	CAR940726	13 AOÛT 2019	JUTEAU, JACQUES	2POMPE A EAU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	614,20 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	CAR940726	09 AOÛT 2019	JUTEAU, JACQUES	0COURROIE MOTEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 642,28 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	DIC939461	07 AOÛT 2019	ARCE, CRISTIAN	REMPLACEMENT ECM+ REPROGRAMMATION ESTIMÉ # SCO724B	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 011,90 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	DIC940518	08 AOÛT 2019	GAUVREAU, ALAIN	SYSTEME D EXHAUS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 795,01 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	DIC941051	14 AOÛT 2019	GAUVREAU, ALAIN	FEU FILLAGE TRAVAUX NON GARANTIE À LA DEMANDE DE L'ATELIER PAYER FACTURE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 320,15 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	DIC941546	23 AOÛT 2019	LEBRUN, ANDRÉ	KIT EGR COOLER CAMION FREIGHT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 722,81 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	DIC942009	26 AOÛT 2019	BRANCONNIER, SERGE	FACTURE 238778	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 649,11 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS940591	07 AOÛT 2019	BELANGER, BRUNO	ECU FREIN ABS CAMION INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 507,40 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS940902	12 AOÛT 2019	BELANGER, BRUNO	REGULATEUR DE PRESSION TURBO + CAPTEUR MOTEUR DETROIT CAMION INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 254,67 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	LAC940643	08 AOÛT 2019	TOSKA, ERMIR	06-35261-000 COUVERT POUR LA BATERIE EN PLASTIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 533,52 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	PIR933272	26 AOÛT 2019	LATOUR, REMI-PAUL	REPARER TRANSMISSION (FACT. # 522121)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 796,44 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	PIR939025	27 AOÛT 2019	MOCANU, SILVIU	2019 ILE BIZARD SERV. EXT. REP. A/C	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 807,47 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	ROS941896	23 AOÛT 2019	VEILLETTE, PATRICK	PO POUR FACTURE GLOBOCAM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 187,04 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	SLT939437	01 AOÛT 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 725,36 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	SLT939437	15 AOÛT 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3,12 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	VER942288	28 AOÛT 2019	LAJEUNESSE, MARC	fACT:1324470 / BOL FILTRE SEPARATEUR RK21113-12	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	196,40 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	VER942288	30 AOÛT 2019	LAJEUNESSE, MARC	FACT:522480 / MODULE ABS S400-860-00-0C	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 922,43 $	
GRAPHIQUE N.D. QUEBEC LTEE	ROS940507	07 AOÛT 2019	SAINT-VIL, PHILIPPE	Matériel pour identification des véhicules de police CUM.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	25 490,76 $	
GRAPHIQUE N.D. QUEBEC LTEE	ROS942015	26 AOÛT 2019	BEAULIEU, DAMIEN	PAPIER COLLANT 48" ET 1/RL D' ANTI-GRAFFITI POUR TRAVAUX FAIT PAR LE LETTRAGE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 796,39 $	
GROUPE CONTANT INC.	23308	26 AOÛT 2019	GAUVREAU, ALAIN	RÉPARATION SOUFFLEUSE BRISÉE LORS MESURE D'URGENCE INONDATIONS + ENTRETIEN ANNUEL ET RÉPARATIONS SUITE À INSPECTION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 851,68 $	
GROUPE REMORQUAGE PIERRE INC.	CAR941690	21 AOÛT 2019	GAUVREAU, ALAIN	FRAIS DE REMISAGE ET REMORQUAGE DE 2 GATORS VOLÉS RETROUVÉS DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 364,86 $	
HARNOIS ENERGIES INC.	CAR941752	22 AOÛT 2019	PORTELANCE, RAYMOND	HUILE À TRANSMISSION POUR RÉPARER MATÉRIEL ROULANT DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 271,09 $	
INSTA-MIX	CAR934534	07 AOÛT 2019	LUSSIER, STEPHANIE	ACHAT DE 2 PORTE POUR BENNE ASPHALTE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 242,07 $	
INTERNATIONAL RIVE NORD INC.	PIR940115	02 AOÛT 2019	MOCANU, SILVIU	2019 PFDS BCG AMORTISSEUR AV. COLONNE DE DIRECTION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	740,64 $	
INTERNATIONAL RIVE NORD INC.	PIR940115	27 AOÛT 2019	MOCANU, SILVIU	2019 PFDS BCG AMORTISSEUR AV. COLONNE DE DIRECTION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 474,13 $	
INTERNATIONAL RIVE NORD INC.	PIR940706	20 AOÛT 2019	GAUVREAU, ALAIN	TURBO + AIR TO AIR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 124,49 $	
INTERNATIONAL RIVE NORD INC.	PIR941413	27 AOÛT 2019	MOCANU, SILVIU	2019 PFDS BCG CONTROLE CHAUFFAGECOUVERCLE BATTERIR, SHIELD MUFFLER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	126,97 $	
INTERNATIONAL RIVE NORD INC.	PIR941413	21 AOÛT 2019	MOCANU, SILVIU	2019 PFDS BCG CONTROLE CHAUFFAGECOUVERCLE BATTERIR, SHIELD MUFFLER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 432,35 $	
INTERNATIONAL RIVE NORD INC.	PIR942095	30 AOÛT 2019	GAUVREAU, ALAIN	2019 PFDS BCG TURBO ET CLUSTER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 389,87 $	
J.C. TRANSMISSION INC.	LAS941184	15 AOÛT 2019	BERUBE, TOMMY	LS12693 TRANSMISSION REBUILT POUR CAMION FORD E350	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 514,45 $	
J.I.T. LASER INC.	ROS940981	13 AOÛT 2019	PASCAL, RAOUL	DECOUPE AU LASER DE CARCAN (DIVERS PIECES) POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 274,57 $	
J.I.T. LASER INC.	ROS941171	16 AOÛT 2019	BEAULIEU, DAMIEN	DECOUPE DE PLAQUE SUPPORT ST-LAURENT AU LASER POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 503,96 $	
J.M. BUSSIERES & FILS LIMITEE	1315194	07 AOÛT 2019	SAINT-VIL, PHILIPPE	Facture #00015240 -Location loader avec pelle EDF pour la période du 01/12/2018 au 31/03/2019- Heures supplémentaires allouées ¿ Anjou- Service du matériel et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 570,89 $	
JOE JOHNSON EQUIPEMENT INC.	DIC935299	09 AOÛT 2019	RECTON, YAN	80921285 BEARING DE ROUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 176,50 $	
KENWORTH MONTREAL	ROS941720	22 AOÛT 2019	VEILLETTE, PATRICK	TURBOCOMPRESSEUR COMPLET POUR CAMION INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 108,18 $	
LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE - KUBOTA MONTREAL	MAD941859	23 AOÛT 2019	BLAIS, JEAN-ROBERT	FOURNIR PO KUBOTA MONTREAL SELONSOUMISSION 39482 POUR REMPLACEMENT SYSTEME D'ECHAPPEMENT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 720,40 $	
LANGEVIN & FOREST LTEE	CAR942032	28 AOÛT 2019	BRANCONNIER, SERGE	MADRIERS DIVERS POUR MENUISERIE - F Joannette	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 520,73 $	
LAVAGE TECHNI-PRO INC.	SLT940703	15 AOÛT 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	SERVICE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 052,38 $	
LAVAGE TECHNI-PRO INC.	SLT941270	19 AOÛT 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	SERVICE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 303,16 $	
LE GROUPE GUY INC.	CAR942085	27 AOÛT 2019	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR PO POUR REPARATION DE MOTEUR VEHICULE - ATELIER POINT-CARRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	17 310,77 $	
LE GROUPE LAM-E ST-PIERRE	ROS933658	26 AOÛT 2019	BEAULIEU, DAMIEN	INSPECTION DE CHAINES ET ELINGUES POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 015,76 $	
LES CONTENANTS DURABAC INC	1345733	16 AOÛT 2019	BRANCONNIER, SERGE	Ingénierie et développement pour un premier prototype et Ensemble de plateau et corridor pour unité 20vgs / Grille de sécurité et support en acier - Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 110,25 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES ENTREPRISES DOUGLAS POWERTECH INC	CAR940823	20 AOÛT 2019	PORTELANCE, RAYMOND	PIÈCE POUR RÉPARER HACHE BRANCHE DE L'ARRONDISSEMENT AHUNTSIC/CARTIERVILLE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 104,93 $	
LES EQUIPEMENTS C.M. INC	SLT940394	15 AOÛT 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 451,41 $	
LES EQUIPEMENTS COLPRON INC	1341068	16 AOÛT 2019	MASSE, PAUL	Gré à Gré LES ÉQUIPEMENTS COLPRON - Prolongation de Location d'un tracteur Massey-Ferguson MF7720 (2018) avec débroussailleuse pour 3 mois supplémentaires (débutant le 1er août 2019) pour ILE-BIZARD--STE-GENEVIÈVE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	37 795,50 $	
LES PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX LTEE	1363033	08 AOÛT 2019	MASSE, PAUL	Contrat de gré à gré 2S. - FOURNITURE : ETAGERES, CLASSEURS ET COFFRES POUR RANGEMENT D'OUTILS ET D'ÉQUIPEMENT SELON LA MÉTHODE 5S - ATELIER ST-LAURENT- Service MRA	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 865,51 $	
LES PROS DU CAMION	DIC940930	13 AOÛT 2019	GAUVREAU, ALAIN	REPARATION FREINS ABS *105922-1*	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 800,54 $	
LES PROS DU CAMION	DIC941631	21 AOÛT 2019	LONGPRE, ERIC	FOURNIR P/O POUR INSPECTION ET REPARATION APPAREIL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 645,71 $	
LES PROS DU CAMION	DIC942316	28 AOÛT 2019	TREMBLAY, MICHEL	REPARATION SELON INSPECTION SAAQ*50007836*	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 361,35 $	
LES RESSORTS LASALLE INC	1352052	08 AOÛT 2019	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO FACTURE 85171 KING PINS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 834,39 $	
LES RESSORTS LASALLE INC	MAD941057	15 AOÛT 2019	BLAIS, JEAN-ROBERT	REMPLACER KING PIN C/D ET REMPLACER PIN ET BUSHING DE SHACKLE DES 2 COTES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 244,10 $	
LES RESSORTS ST-MICHEL INC.	CAR942158	28 AOÛT 2019	TROTTIER, LUC	FOURNIR PO POUR REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 369,88 $	
L'EXPRESS HYDRAULIQUE INC.	DIC939228	22 AOÛT 2019	THIBAULT, DENIS	FAIRE INSTALLATION PERMANENTE DE BOYAUX HYDRAULIQUE POUR APPAREIL VOTEX FRONTAL SUR TRACTEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 751,86 $	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1360967	06 AOÛT 2019	SAINT-VIL, PHILIPPE	Paiement des divers Factures - Location mensuelle récurrente et de dépannage de véhicules (juillet à sept 2019)¿ service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 670,89 $	
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP RAM LTEE	ROS940563	14 AOÛT 2019	GARNEAU, DOMINIC	REPARATION DE CARROSSERIE CAMIONNETTE DU SIM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 224,82 $	
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP RAM LTEE	ROS941894	23 AOÛT 2019	VEILLETTE, PATRICK	PO POUR FACTURE LONGUE POINTE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 101,16 $	
LONGUS EQUIPEMENT INC.	1309346	19 AOÛT 2019	MASSE, PAUL	Prolongation d'un mois (débutant le 15 août 2019) pour la location mensuelle d'une pépine Case 590 avec godet av./ar. 24po, attache rapide arrière inclus pour l'arrondissement de CDN-NDG, selon soumission 1401- Service MRA	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 666,71 $	
LONGUS EQUIPEMENT INC.	AVM940551	07 AOÛT 2019	OUIMET, GUY	D311218	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 184,73 $	
MAGNETO-LAVAL INC.	CAR940350	06 AOÛT 2019	TROTTIER, LUC	FOURNIR PO POUR INSPECTION ET REPARATION NACELLE - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 432,28 $	
MAGNETO-LAVAL INC.	CAR941468	20 AOÛT 2019	TROTTIER, LUC	FOURNIR PO POUR INSPECTION ET REPARATION DE LA NACELLE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 421,80 $	
MAGNETO-LAVAL INC.	SLT940223	15 AOÛT 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	SERVICE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 988,36 $	
MAGNETO-LAVAL INC.	SLT940224	15 AOÛT 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	SERVICE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 357,34 $	
MERCEDES-BENZ LAVAL	LAC940234	05 AOÛT 2019	TOSKA, ERMIR	RÉPARATION DE FREINS ,MERCEDES BENZ LAVAL ,FACTURE 290715	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 541,98 $	
MERCEDES-BENZ LAVAL	MAD941583	20 AOÛT 2019	BLAIS, JEAN-ROBERT	REPLACER ELEMENT CHAUFFANT DU RESERVOIR D UREE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 054,12 $	
MERCEDES-BENZ LAVAL	MAD941911	23 AOÛT 2019	HUARD, FRANCOIS	FOURNIR PO MERCEDES BENZ LAVAL POUR REPARATION CHECK ENGINE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 054,12 $	
MERCEDES-BENZ LAVAL	MAD942245	28 AOÛT 2019	BRISEBOIS, JOEL	906 830 22 01 64 UNITÉ DE CHAUFFAGE ARRIERE COMPLETE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 703,92 $	
MERCEDES-BENZ LAVAL	MAD942245	29 AOÛT 2019	BRISEBOIS, JOEL	ES906-830-02-61 UNITÉ DE CHAUFFAGE ARRIERE COMPLETE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 358,66 $	
MERCEDES-BENZ MONTREAL-EST	ROS941892	23 AOÛT 2019	VEILLETTE, PATRICK	PO POUR FACTURE MERCEDES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 629,39 $	
MERCEDES BENZ RIVE SUD	AVM940326	06 AOÛT 2019	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR PO FACTURE 266964 MERCEDES R-S SUITE AU REMPLACEMENT SYSTEME ECHAPPEMENT, TURBO ETC.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	15 481,41 $	
MERCEDES-BENZ WEST ISLAND	LAS940662	08 AOÛT 2019	BERUBE, TOMMY	0906-320-14-89 / BARRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 309,98 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
METAL M-PACT INC.	ROS940096	01 AOÛT 2019	BEAULIEU, DAMIEN	BAGUE DE 3" ET ACIER PLAT POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 014,53 $	
METAL M-PACT INC.	ROS940098	01 AOÛT 2019	BEAULIEU, DAMIEN	BAGUE DE 3" ET ACIER PLAT POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 495,30 $	
METAUX ABSOLUS INC.	ROS940987	13 AOÛT 2019	PASCAL, RAOUL	DIVERS FEUILLE D'ALUMINIUM ,ACIER POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 338,84 $	
METAUX PROFUSION INC.	ROS939863	01 AOÛT 2019	BEAULIEU, DAMIEN	BAGUE DE 3" ET ACIER PLAT POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 622,07 $	
METAUX PROFUSION INC.	ROS939866	01 AOÛT 2019	VEILLETTE, PATRICK	BAGUE DE 3" ET ACIER PLAT POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	12 073,56 $	
METAUX PROFUSION INC.	ROS939867	01 AOÛT 2019	VEILLETTE, PATRICK	BAGUE DE 3" ET ACIER PLAT POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 036,78 $	
METAUX PROFUSION INC.	ROS940227	05 AOÛT 2019	BLOUIN, BERTRAND	MAT: TUBE EN ACIER ASTM-A-53 1 1/2 POUCES CEDULE 40 PRÉ COUPE A 79 POUCES DE LONGUEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 425,21 $	
MICHEL GUIMONT ENTREPRENEUR ELECTRICIEN LTEE	1360880	19 AOÛT 2019	BRANCONNIER, SERGE	faire branchement d'un lift à auto 208 volts, faire une prise soudeuse 50A côté mécanique	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 686,15 $	
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	AVM940863	14 AOÛT 2019	OUIMET, GUY	62408 PNEU X SNOW PLUS M+S L2T 20.5R25	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 988,16 $	
MONTMORENCY FORD (1997) INC.	1352044	01 AOÛT 2019	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO FACTURE 484940 RÉPARATION A/C ET DOOR LATCH	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 251,07 $	
NEDCO	SLT937573	05 AOÛT 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	COTATION PRISE ELECTRIQUE ATELIER MECANIQUE DEPT SOUDURE 8348883	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 070,03 $	
NISSAN PRESTIGE S.E.C	CAR940515	07 AOÛT 2019	BRANCONNIER, SERGE	RÉPARATIONS DE CARROSSERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 297,23 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	1363931	14 AOÛT 2019	VEILLETTE, PATRICK	Renouvellement JDLINK pour 1 an +23 mois jusqu'au 31 décembre 2021 - Sud-Ouest¿ Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 307,84 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	1363937	15 AOÛT 2019	GAUVREAU, ALAIN	Renouvellement JDLINK pour 1 an +23 mois jusqu'au 31 décembre 2021 - MHM - 437-10159¿ Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 076,96 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	1363937	14 AOÛT 2019	GAUVREAU, ALAIN	Renouvellement JDLINK pour 1 an +23 mois jusqu'au 31 décembre 2021 - MHM - 437-10159¿ Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 076,96 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	1363938	14 AOÛT 2019	GAUVREAU, ALAIN	Renouvellement JDLINK pour 1 an +23 mois jusqu'au 31 décembre 2021 - MTL-Nord ¿ Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 153,92 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	1363942	14 AOÛT 2019	BRANCONNIER, SERGE	Renouvellement JDLINK pour 1 an +23 mois jusqu'au 31 décembre 2021 - Outremont ¿ Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 153,92 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	1363951	14 AOÛT 2019	BRANCONNIER, SERGE	Renouvellement JDLINK pour 1 an +23 mois jusqu'au 31 décembre 2021 ¿ RPP-Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 431,36 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	1364057	15 AOÛT 2019	GAUVREAU, ALAIN	Renouvellement JDLINK pour 1 an +23 mois jusqu'au 31 décembre 2021 - RDP-PAT- Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 615,68 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	1364060	15 AOÛT 2019	GAUVREAU, ALAIN	Renouvellement JDLINK pour 1 an +23 mois jusqu'au 31 décembre 2021 ¿ Ahuntsic- Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 307,84 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	1364070	15 AOÛT 2019	GAUVREAU, ALAIN	Renouvellement JDLINK pour 1 an +23 mois jusqu'au 31 décembre 2021 - St-Michel- Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 200,16 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	1364071	15 AOÛT 2019	GAUVREAU, ALAIN	Renouvellement JDLINK pour 1 an +23 mois jusqu'au 31 décembre 2021 - St-Leonard - Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 215,68 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	1364111	15 AOÛT 2019	GAUVREAU, ALAIN	Renouvellement JDLINK pour 1 an +23 mois jusqu'au 31 décembre 2021 ¿ Pierrefonds- Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 153,92 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	1364118	15 AOÛT 2019	GAUVREAU, ALAIN	Renouvellement JDLINK pour 1 an +23 mois jusqu'au 31 décembre 2021 - St-Laurent- Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 153,92 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	AVM941614	21 AOÛT 2019	ARCE, CRISTIAN	DRIVE SHAFT + YOKE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 980,69 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	AVM941614	27 AOÛT 2019	ARCE, CRISTIAN	DRIVE SHAFT + YOKE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	15,75 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	AVM941614	26 AOÛT 2019	ARCE, CRISTIAN	DRIVE SHAFT + YOKE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	531,15 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	LAC939789	06 AOÛT 2019	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIRE UN P.O POUR LA COMPAGNIE NORTRAX LAVAL,LA FACTURE 1275258 ,LE MONTANT AVANT TAX 7582.99 $	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 961,19 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	LAS940960	15 AOÛT 2019	BERUBE, TOMMY	LS12679 PIECE DE FREIN LOADER JOHN DEERE 624K	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 698,46 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	LAS940978	14 AOÛT 2019	DAVID, STEPHANE	LS12678 PIECE FREIN LOADER JOHN DEERE 624K	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 698,46 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	ROS940130	01 AOÛT 2019	VEILLETTE, PATRICK	PIECES POUR CHARGEUR SUR ROUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 238,62 $	1173362
NORTRAX QUEBEC INC.	ROS940130	02 AOÛT 2019	VEILLETTE, PATRICK	PIECES POUR CHARGEUR SUR ROUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	157,48 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
NORTRAX QUEBEC INC.	ROS940130	01 AOÛT 2019	VEILLETTE, PATRICK	PIECES POUR CHARGEUR SUR ROUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	472,44 $	
O.J. COMPAGNIE	DIC933308	09 AOÛT 2019	RECTON, YAN	Ensemble de filtre pour entretien et commande urgente pour le remplacement du canister deck return en BF(bris facturable)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 052,13 $	
P.E.S. CANADA INC.	1366307	29 AOÛT 2019	HOGUE, ROBERT	Réappro magasin lens de gyrophare (rouge,bleu,clair) denfender - service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 057,12 $	
P. ET N. LAMOUREUX LTEE	ANJ941331	16 AOÛT 2019	LONGPRE, ERIC	REPARATION DU FRAME DE LA SALEUSE NIDO	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 291,38 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	CAR941488	21 AOÛT 2019	TROTTIER, LUC	ANTIGEL - PRESTONE FINAL CHARGE 50/50 ROUGE LONGUE DUREE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 645,06 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	CAR941724	22 AOÛT 2019	LUSSIER, STEPHANIE	0678-06 45 GALLON HUILE TRANSMISSION ALLISON SYNTECH	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 090,64 $	
PIECES D'AUTO ST-HENRI	MAD942031	29 AOÛT 2019	BLAIS, JEAN-ROBERT	TOT 192011 BARIL D'HUILE À ENGRENAGE SYNTHÉTIQUE 75W90 (TOTAL # 192011)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 440,82 $	
PIE IX CHRYSLER	CAR942361	28 AOÛT 2019	TROTTIER, LUC	FOURNIR PO POUR REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER POINT-CARRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 529,59 $	
PIE IX CHRYSLER	DIC941335	16 AOÛT 2019	BRANCONNIER, SERGE	reparation fuite climatisation 212-13699	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 421,89 $	
P.R. DISTRIBUTION INC.	CAR942380	29 AOÛT 2019	LUSSIER, STEPHANIE	FOURNIR P.O. PR DISTRIBUTION FACTURE CO00029793 3601.29$ FOURNITURES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 288,46 $	
PRODUITS RE-PLAST INC.	CAR940825	12 AOÛT 2019	BEAULIEU, DAMIEN	MADRIER DE COULEUR REDWOOD POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 800,54 $	
RESSORT IDEAL LTEE	ANJ941179	15 AOÛT 2019	THIBAULT, MAXIME	REPARATION SUSPENSION 810	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 583,70 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR941467	20 AOÛT 2019	JUTEAU, JACQUES	INSPECTION PEP ET REPARATIONS # FACT: F0165868	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 597,01 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR942354	28 AOÛT 2019	TROTTIER, LUC	FOURNIR PO POUR REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER POINT-CARRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 123,92 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR942355	28 AOÛT 2019	TROTTIER, LUC	FOURNIR PO POUR REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER POINT-CARRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 111,37 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR942356	28 AOÛT 2019	TROTTIER, LUC	FOURNIR PO POUR REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER POINT-CARRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 054,84 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR942357	28 AOÛT 2019	TROTTIER, LUC	FOURNIR PO POUR REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER POINT-CARRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 581,16 $	
RESSORT IDEAL LTEE	DIC941301	16 AOÛT 2019	RECTON, YAN	Fournir un bon de commande pour l'inspection PEP ainsi que les réparations reliées a celle-ci tel que :le remplacement de 2 ressort pneumatique, amortisseur, cartouche d'assècheur d'air.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 217,35 $	
RESSORT IDEAL LTEE	DIC941831	22 AOÛT 2019	LONGPRE, ERIC	FAIRE REPARATION ET INSPECTION SAAQ AUTORISE PAR JOEL PITRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 011,51 $	
RESSORT IDEAL LTEE	ROS941927	23 AOÛT 2019	HUARD, FRANCOIS	FOURNIR BON DE COMMANDE POUR RESSORT IDEAL EN RÉFÉRENCE À LA FACTURE # F0164668	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 310,85 $	
RESSORT IDEAL LTEE	ROS941939	24 AOÛT 2019	VEILLETTE, PATRICK	REPARATION DE SUSPENSION DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 010,27 $	
RESSORT IDEAL LTEE	ROS942008	26 AOÛT 2019	VEILLETTE, PATRICK	PAYER FACTURE DE RÉPARATION DE SUSPENSION CAMINO INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 802,92 $	
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	ROS940776	09 AOÛT 2019	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	INSTALLATION ATTACHE REMORQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 399,70 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1322368	27 AOÛT 2019	HUARD, FRANCOIS	B/C OUVERT POUR RÉCUPÉRATION DE MATIÈRES RÉSIDUELLES POUR L'ANNÉE 2019, POUR L'ATELIER DES INCENDIES AU 2269 RUE VIAU.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 897,64 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1322368	05 AOÛT 2019	HUARD, FRANCOIS	B/C OUVERT POUR RÉCUPÉRATION DE MATIÈRES RÉSIDUELLES POUR L'ANNÉE 2019, POUR L'ATELIER DES INCENDIES AU 2269 RUE VIAU.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 546,14 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	CAR940232	05 AOÛT 2019	TROTTIER, LUC	FOURNIR PO POUR SERVICE DE RECUPERATION ET NETTOYAGE TABLE A SOLVANT - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 873,10 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	CAR941667	27 AOÛT 2019	AUDY, MICHEL	C1432756 (COMMANDE D'HUILE GARAGE DES CARRIÈRES)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 953,66 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	SLD922981	28 AOÛT 2019	MONGEON, JEAN-FREDERIC	SLD MÉCANIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 123,51 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	SLD938644	28 AOÛT 2019	MONGEON, JEAN-FREDERIC	SLD MÉCANIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 608,14 $	
SERVICE LUBRICO INC.	1363667	13 AOÛT 2019	PICARD, GUILLAUME	GP/Dévidoirs à eau pour garage	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 746,37 $	
SERVICES D'ESSAIS INTERTEK AN LTEE	ROS913272	13 AOÛT 2019	PASCAL, RAOUL	INSPECTION ET CERTIFICATION DE LA CHAMBRE A PEINTURE POUR LA CARROSSERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 438,87 $	
SILENCIEUX FEDERAL MUFFLER	1365115	22 AOÛT 2019	MASSE, PAUL	3s. SOUMISSION REVISEE 2 DATEE DU 21 AOÛT 2019 POUR TRAVAUX + SOUMISSION 217847 (ACCESSOIRES DE CAPTATION) - ATELIER MECANIQUE VIAU- Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	69 742,18 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SILENCIEUX FEDERAL MUFFLER	PIR940074	19 AOÛT 2019	MOCANU, SILVIU	2019 PFDS BCG BALANCIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 562,07 $	
SM CONSTRUCTION INC.	1363204	08 AOÛT 2019	SAINT-VIL, PHILIPPE	Facture #532970 Travaux au poste de carburant cour 89 (LASALLE) ¿ Remplacer moteur de submersible du Diesel des distributrices 2 et 4- Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 494,24 $	
SOCIETE DE TRANSPORT DE MONTREAL (STM)	1363068	08 AOÛT 2019	GARNEAU, DOMINIC	Facture #93014723- Achat de onze (11) cartes d¿autobus OPUS en vigueur du 01-09-2019 au 31-08-2020 pour les besoins des chaffeurs du parc auto du SPVM- Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 342,20 $	
SOUDURE ABSOLUE INC.	ROS940226	05 AOÛT 2019	CHRETIEN, NORMAND	Découpes de pièces de métal pour fabrication de tables UTM.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 715,78 $	
ST-LAURENT/SUSPENSIONS D'AUTOMOBILE CANADA INC	MAD941005	13 AOÛT 2019	ITIM, SAÏD	SUSPENSION À REPARER. ST-LAURENT SUSPENSION.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 333,62 $	
T.A.S. FILMS LTEE	ROS941014	13 AOÛT 2019	BEAULIEU, DAMIEN	RACK POUR ROULEAU POUR L'ATELIER DU LETTRAGE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 854,09 $	
TECHNO FEU INC	ROS940795	12 AOÛT 2019	GARNEAU, DOMINIC	Achat pièce camion incendie	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 613,06 $	
TECHNO FEU INC	ROS942229	28 AOÛT 2019	BRANCONNIER, SERGE	BLOC HYDRAULIQUE AVEC VALVE POUR PATTE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 792,32 $	
TECHNOLOGIES PH	VER939965	21 AOÛT 2019	LAJEUNESSE, MARC	FACT:I-1904153 / PTO 272ACKUP-B5RK	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 044,32 $	
THE SHERWIN-WILLIAMS COMPANY	PIR940896	12 AOÛT 2019	GAUVREAU, ALAIN	NUT PACKING	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 753,20 $	
THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS941898	23 AOÛT 2019	VEILLETTE, PATRICK	PO POUR FACTURE L'ARSENAL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 686,46 $	
TRANSMISSION CR	CAR942308	30 AOÛT 2019	AUDY, MICHEL	C1414283	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 495,40 $	
TUBOQUIP	AVM941315	16 AOÛT 2019	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR P/O TUBOQUIP POUT FITTING ETC...135033	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 195,86 $	
TURF CARE PRODUCTS CANADA LIMITED	DIC936252	20 AOÛT 2019	LONGPRE, ERIC	REMPLACEMENT DU MOTEUR(2201799-00);REPARATION SUITE A RENVERSEMENT(2201803-00) ; REPARATION CHASSIS SUITE A RENVERSEMENT(2201770-00). REFERENCE D311534	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	25 290,14 $	
TURF CARE PRODUCTS CANADA LIMITED	DIC941963	26 AOÛT 2019	THIBAULT, DENIS	PIECE DE DIRECTION POUR REPARATION TRACTEUR TORO	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 721,84 $	
UNI-SELECT QUEBEC INC.	VER940119	16 AOÛT 2019	LEFEBVRE, RICHARD	ATELIER MÉCANIQUE / ANTIGEL ET LAVE-GLACE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 582,66 $	
VENTE DE PIECES DE BALAIS SPS INC.	VER941609	21 AOÛT 2019	LAJEUNESSE, MARC	FACT:27259 / ANNEAU DE TRANSITION 42401-1	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 864,27 $	
VENTE DE PIECES DE BALAIS SPS INC.	VER941609	27 AOÛT 2019	LAJEUNESSE, MARC	0FACT:27311 / MONTAGE MOTEUR COTE GAUCHE 280150-4	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	678,43 $	
VOLTS (DIV. CANADA)	ROS940772	09 AOÛT 2019	GARNEAU, DOMINIC	FOURNIR PO FACTURE #2019-002111 VOLTS ÉNERRGIES (REMPLACER LA GENERATRICE) UNITE (4022) 338-92298	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 507,03 $	
V SPEC TECHNO INC.	1366097	28 AOÛT 2019	HOGUE, ROBERT	Installation d'une flèche sur un véhicule de police banalisé pièces avec main-d'¿uvre	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 067,20 $	
ZERO CELSIUS	DIC939407	22 AOÛT 2019	THIBAULT, DENIS	FAIRE MAINTENANCE ET REPARATION D`UNE ZAMBONI AUTORISE PAR JOEL PITRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 436,13 $	
ZONE TECHNOLOGIE ELECTRONIQUE INC.	LAS940487	20 AOÛT 2019	BERUBE, TOMMY	LS12646 MODIFICATION SYSTEME DE FLECHE SUR CAMION CHEVROLET COLORADO	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 105,10 $	
9275-6832 QUEBEC INC.	033634	21 AOÛT 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:464265	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 990,98 $	
BOULEVARD DODGE-CHRYSLER-JEEP (2000) INC.	cccs338052	03 AOÛT 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:464330	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 017,72 $	
CENTRE DE L'AUTO RENE DOYON	33903a	03 AOÛT 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:464302	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 657,81 $	
CENTRE DE L'AUTO RENE DOYON	34033a	21 AOÛT 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:464805	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 408,96 $	
CENTRE DE L'AUTO RENE DOYON	34116a	29 AOÛT 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:465054	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 221,46 $	
CENTRE DE L'AUTO RENE DOYON	34207a	31 AOÛT 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:465213	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 076,33 $	
CENTRE DU CAMION U.T.R. INC.	woc61721	07 AOÛT 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:464389	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 365,82 $	
DESJARDINS FORD LTEE	bd23182	08 AOÛT 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:464513	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 940,32 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
EXPEDITIONS SUR LES RAPIDES DE LACHINE LIMITEE	201959	31 AOÛT 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:465167	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 236,94 $	
GARAGE DEGUIRE INC	2764	10 AOÛT 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:464627	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 260,71 $	
LACBUS DE L'AUTOMOBILE INC.	009325	21 AOÛT 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:464340	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 924,89 $	
LACBUS DE L'AUTOMOBILE INC.	009335	21 AOÛT 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:464331	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 689,29 $	
LAPIERRE FINE MECANIQUE INC.	167418	07 AOÛT 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:464371	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 266,49 $	
LAPIERRE FINE MECANIQUE INC.	167453	10 AOÛT 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:464635	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 796,30 $	
LAPIERRE FINE MECANIQUE INC.	167454	17 AOÛT 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:464634	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 112,36 $	
LAPIERRE FINE MECANIQUE INC.	167477	10 AOÛT 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:464696	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 271,08 $	
LAPIERRE FINE MECANIQUE INC.	167564	31 AOÛT 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:465140	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 461,02 $	
LES ENT. DM LEO INC.	63148	28 AOÛT 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:465057	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 699,82 $	
LES ENT. DM LEO INC.	63152	10 AOÛT 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:464645	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 987,47 $	
LES ENT. DM LEO INC.	63268	28 AOÛT 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:465055	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 791,62 $	
PIE IX CHRYSLER	359487	01 AOÛT 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:464175	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 118,42 $	
PIE IX CHRYSLER	360263	21 AOÛT 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:464767	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 860,28 $	
PIE IX CHRYSLER	360452	21 AOÛT 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:464769	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 960,29 $	
PNEUS SP INC.	654353	03 AOÛT 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:464338	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 350,56 $	
RADIATEUR PLUS	51190	03 AOÛT 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:464342	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 676,23 $	
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	1015340	01 AOÛT 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:464140	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 299,53 $	
CONSTRUCTION DJL INC	1336030	29 AOÛT 2019	VILLANDRE, SERGE	Enrobé bitumineux à chaud pour les travaux de la voirie MHM - achat hors entente.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseau de distribution de l'eau potable	29 125,72 $	
GDLC EXCAVATION INC.	1363445	16 AOÛT 2019	MORISSETTE, PIERRE	Service de réparation de branchements d'égouts au 9566 Notre-Dame selon l'AO-19-024.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseaux d'égout	17 112,96 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1363453	12 AOÛT 2019	MORISSETTE, PIERRE	Réparation d'égout au 4036 rue Ontario selon l'AO-19-014.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseaux d'égout	17 632,65 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1363454	12 AOÛT 2019	MORISSETTE, PIERRE	Réparation d'égout au 3965 rue Sainte-Catherine selon l'AO-19-017.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseaux d'égout	13 805,86 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1363455	12 AOÛT 2019	MORISSETTE, PIERRE	Réparation d'égout au 4675 rue Sainte-Catherine selon l'AO-19-007.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseaux d'égout	15 532,90 $	
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1355128	06 AOÛT 2019	VILLANDRE, SERGE	Service d'élimination et de traitement des sols contaminés caractérisés. Commande 2019 pour la voirie MHM selon l'entente 1225134.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseau de distribution de l'eau potable	54 593,50 $	1225134
RELIANCE FOUNDRY CO LTD	1362731	06 AOÛT 2019	VASSART, CLAIRE	DA 609791: La fourniture et le transport de bollards flexibles, Contrat 1047	Montréal-Nord	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	10 576,44 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1363749	13 AOÛT 2019	VASSART, CLAIRE	#DA 610381 : Remplacement d'un branchement d'égout au 11137 avenue Leblanc.	Montréal-Nord	Réseaux d'égout	7 664,09 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1365164	22 AOÛT 2019	PERROTTE, LINE	DA 611746:remplacement/réparation d'une conduite d'égout au 11035 avenue Mackay.	Montréal-Nord	Réseaux d'égout	7 034,16 $	
TELTECH TELECOMMUNICATION INC.	1362286	05 AOÛT 2019	LEBLANC, MARIE-CLAUDE	Services de planification,fourniture et l'installation de signalisation de chantier en lien avec une entrave face à l'intersection du chemin de la Côte-Sainte-Catherine et la rue Terrasse Hautvilliers (côté nord).	Outremont	Réseaux d'égout	3 482,54 $	
SIA PARTENAIRES INC.	1364641	20 AOÛT 2019	ROUSSEAU, CATHERINE	AA - Objet 54304 - Optimisation des Processus EESM (Entretien Éclairage, Marquage et Signalisation et Marquage de la chaussée)	Performance organisationnelle	Administration, finances et approvisionnement	47 029,15 $	1311433
ACTION R-VAC INC.	1365387	23 AOÛT 2019	MENARD, JEAN-SEBASTIEN	Services rendus pour travaux de vide puisard - camion combiné selon les factures # 10630, 10631, 10643, 10645, 10646, 10647 et 10648	Plateau Mont-Royal	Réseau de distribution de l'eau potable	18 191,18 $	
GILBERT NETTOYEUR INC.	1322338	08 AOÛT 2019	KAMIL, HOUDA	BC OUVERT 2019 - Lavage de vêtements pour l'aqueduc.	Plateau Mont-Royal	Réseaux d'égout	2 099,75 $	
LES PORTES J.P.R. INC.	1365369	23 AOÛT 2019	KAMIL, HOUDA	Commande selon la soumission # S-22887 et DA # 610114	Plateau Mont-Royal	Réseau de distribution de l'eau potable	2 021,01 $	
SIGNEL SERVICES INC	1365361	23 AOÛT 2019	KAMIL, HOUDA	Commande d'enseignes selon la soumission #23957 et DA 609275	Plateau Mont-Royal	Réseau de distribution de l'eau potable	2 315,18 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1362313	02 AOÛT 2019	MENARD, JEAN-SEBASTIEN	Achat Kit Puisard de rue complet selon la réquisition d'achat du 31 Juillet 2019 et DA # 609441	Plateau Mont-Royal	Réseaux d'égout	6 476,78 $	1277188
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1365523	26 AOÛT 2019	MENARD, JEAN-SEBASTIEN	Commande de pièces pour l'aqueduc selon DA # 611175	Plateau Mont-Royal	Réseaux d'égout	12 953,57 $	1277188
VEOLIA ES CANADA SERVICES INDUSTRIELS INC.	1365042	21 AOÛT 2019	KAMIL, HOUDA	TRAVAUX HYDRO-EXCAVATION (URGENT) - TRAVAUX EFFECTUES LE 2 ET 5 MARS 2019 - Selon les factures # 1082813 et 1082821	Plateau Mont-Royal	Réseau de distribution de l'eau potable	3 795,92 $	
G4S SOLUTIONS DE SECURITE (CANADA) LTEE	1364632	19 AOÛT 2019	CARBONNEAU, LINE	Patrouilleur conformément au devis technique - Groupe 1 opérations réguliers - service d'agence de sécurité - application du règlement de stationnement SPVM. facture #10585450	Police	Surv. de la réglementation du stationnement	13 852,81 $	C1091439
CIRA SERVICES MEDICAUX	1361952	01 AOÛT 2019	LANDRY, ANNE-MARIE	Cira, facture: 618185 comité conjoint - ABR	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 204,74 $	
ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	1362228	02 AOÛT 2019	LAPOINTE, JOSEE	Service ETS - 3 Formations Développer sa mémoire, L¿art de l¿assertivité, Leadership transversal	Ressources humaines	Gestion du personnel	34 351,91 $	
ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1362254	02 AOÛT 2019	LAPOINTE, JOSEE	Service ENAP- réalisation des premières étapes de révision du programme de développement des compétences de gestion	Ressources humaines	Gestion du personnel	6 824,19 $	
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	1365341	22 AOÛT 2019	LANDRY, ANNE-MARIE	Factures #22291 et #22397 Expertise Neurosciences- Expertises en psychiatrie, Dr Fréderic Benoît et Dr Martin Tremblay - Services des ressources humaines	Ressources humaines	Gestion du personnel	7 979,05 $	
GRAVURE CHOQUET INC.	1364402	16 AOÛT 2019	RICHARD, ERIC	Factures #59808 et 59809 Achat papier et articles de papeterie ¿ Pochette épinglette d¿ancienneté et porte photos- Service des ressources humaines	Ressources humaines	Gestion du personnel	7 848,86 $	
HARIEKA GROUPE CONSEIL INC.	1362221	02 AOÛT 2019	LAPOINTE, JOSEE	Service Harieka -Accompagner monsieur Alexandre Mizoguchi, assistantà la direction des incendies de la Ville, dans une démarche de développement accéléré des compétences.	Ressources humaines	Gestion du personnel	9 527,62 $	
JULIE MACHEREZ	1353638	27 AOÛT 2019	DUFOUR, BERNARD	Psychologue, Travailleur social (Julie Macherez) PAPP- Service des ressources humaines	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 800,00 $	
KARINE SAVARIA	1362090	01 AOÛT 2019	DESJARDINS-SAEY, CAROLINE	Services professionnels - Coaching - Me Maryse Carrière.	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 624,69 $	
LES SERVICES ASSESSMED	1362223	02 AOÛT 2019	LANDRY, ANNE-MARIE	Les Services AssessMed, Factures : A-11465,A-11468, A-11532, A-11544, A-11571	Ressources humaines	Gestion du personnel	9 002,67 $	
LES SERVICES ASSESSMED	1365340	22 AOÛT 2019	LANDRY, ANNE-MARIE	Factures A-11607-11643-11650-11689- Services professionnels- 2 expertises généralistes avec Dr Picher, expertise en plastie avec Dr Duclos et expertise en orthopédie avec Dre Dudon - Services des ressources humaines	Ressources humaines	Gestion du personnel	7 221,81 $	
LINCOLNSHIRE PRINTING, INC.	1363614	13 AOÛT 2019	MASSE, CHANTAL	Achat d'un lecteur optique pour la correction de passation de tests- Service des ressources humaines	Ressources humaines	Gestion du personnel	6 760,35 $	
MAISON LA VIGILE	1362977	07 AOÛT 2019	DUFOUR, BERNARD	Psychologue, Travailleur social (PAPP) Maison La Vigile	Ressources humaines	Gestion du personnel	9 925,00 $	
RAPHAELLE BERTHIAUME	1364106	15 AOÛT 2019	MASSE, CHANTAL	Services professionnels- Contrat avec Raphaelle Berthiaume pour services professionnels relatifs de l'expertise en dotation, notamment au niveau de l'admissibilité et de sa participation aux activités des recruteurs (2019) ¿ Service RH	Ressources humaines	Gestion du personnel	7 200,00 $	
HYDRA-SPEC INC.	1362638	06 AOÛT 2019	LAUZON, CHRISTIAN	Items divers pour bornes-fontaine	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	6 072,99 $	
PLOMBERIE MIRAGE INC	1366496	30 AOÛT 2019	BEKKOUCHE, ABDELWAHID	Remplacement d'une portion située sous le domaine public d'un branchement d'égout privé dans le cadre de l'application de règlement 15-085 - 14 410, rue Demontigny (PAT).	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseaux d'égout	5 774,31 $	
RECY-BETON INC	1350308	09 AOÛT 2019	LABRECQUE, DIANE	Bon de commande ouvert 2019 hors entente à compter du 1er juin pour la valorisation de la pierre - roc - béton - asphalte	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	3 276,96 $	
RECY-BETON INC	1365932	29 AOÛT 2019	LAPOINTE, LOUIS	Bon de commande ouvert 2019 pour la valorisation de la pierre-roc-béton-asphalte / entente 1358350	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	5 370,37 $	1358350
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1365636	26 AOÛT 2019	BEKKOUCHE, ABDELWAHID	Remplacement d'une portion située sous le domaine public d'un branchement d'égout privé dans le cadre de l'application du règlement 15-085 - 218, rue des Bouleaux (PAT).	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseaux d'égout	5 564,34 $	
9048-3173 QUEBEC INC.	1362447	05 AOÛT 2019	FRENETTE, JEAN-SIMON	Location de deux camions avec chargeur pour déménagement de la Jauge Dandurand - Du Golf municipal vers Jauge Dandurand - Réf.: Facture #AL01128 - DTET Immeubles RPP (JF.M.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Construction d'infrastructures de voirie	2 099,75 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1362485	05 AOÛT 2019	FRENETTE, JEAN-SIMON	Travaux de réparation complète d'une conduite d'égout au 3251, rue Beaubien Est (2 soum.) ¿ DTET RPP (O.V.C.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	15 223,18 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1363693	13 AOÛT 2019	FRENETTE, JEAN-SIMON	Travaux de réparation complète d'une conduite d'égout au 6037, Christophe-Colomb (1 soum.) ¿ DTET RPP (A.D.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	18 372,81 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1364704	20 AOÛT 2019	MYRE, ARIANE	Travaux de réparation complète d'une conduite d'égout au 6812-14, rue De Lanaudière (2 soum.) ¿ DTET RPP (A.D.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	7 349,13 $	
U. CAYOUETTE INC.	1366138	29 AOÛT 2019	BEAULIEU, PIERRE	Achat de planches d'épinette pour travaux de coffrage pour la voirie de Rosemont La-Petite-Patrie selon soumission 106887 (J.G.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 139,23 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BOUTY INC	1345606	14 AOÛT 2019	PANI, ANDRE	SLT-BIBLIO BOISÉ - Chaises pour le Média Lab	Saint-Laurent	Bibliothèques	3 044,27 $	
CRANBROOK GLEN ENTERPRISES LIMITED	1363004	07 AOÛT 2019	LECAVALIER, NICOLE	SLT-BIBLIO BOISÉ - Équipement pour Médialab	Saint-Laurent	Bibliothèques	4 676,14 $	
ECOLE DE MUSIQUE NANTEL INC.	1362994	07 AOÛT 2019	PANI, ANDRE	SLT-BIBLIO BOISÉ - Équipement pour Médialab	Saint-Laurent	Bibliothèques	2 454,57 $	
ROBOTSHOP INC.	1361935	01 AOÛT 2019	SIMON, DANIEL	SLT-BIBLIO. BOISE - Équipement Médialab	Saint-Laurent	Bibliothèques	4 599,40 $	
ROBOTSHOP INC.	1361935	29 AOÛT 2019	SIMON, DANIEL	SLT-BIBLIO. BOISE - Équipement Médialab	Saint-Laurent	Bibliothèques	1 200,48 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1361934	01 AOÛT 2019	PANI, ANDRE	SLT-TP AQUEDUC ET EGOUTS - Chambre de compteur d'eau	Saint-Laurent	Réseau de distribution de l'eau potable	2 398,65 $	
BF-TECH INC.	1364948	21 AOÛT 2019	DAIGNEAULT, JOHANNE	SLD-BCR-DTP-VOIRIE ET AQUEDUC 2019 KIT DE CONVERSION achat et installation	Saint-Léonard	Réseau de distribution de l'eau potable	4 674,86 $	
CONSTRUCTION DJL INC	1341310	21 AOÛT 2019	BEAUDOIN, STEVE	SLD-BCO-DTP-VOIRIE ET AQUEDUC 2019 BCO POUR LA FOURNITURE D'ASPHALTE CHAUDE POUR LA PÉRIODE ESTIVALE SELON L'ENTENTE 1338038 VALIDE DU 16/04/2019 AU 15/04/2022	Saint-Léonard	Réseau de distribution de l'eau potable	24 789,99 $	1338038
LOCATION LORDBEC INC.	1365448	28 AOÛT 2019	BRUNET, SYLVIE A.	SLD-BCR-DTP-VOIRIE ET AQUEDUC 2019 SERVICE DE RÉPARATION DE L'ÉGOUT AU 8765 PASCAL-GAGNON SELON LA SOUMISSION DU 23 AOÛT 2019	Saint-Léonard	Réseaux d'égout	13 123,44 $	
ARSENO & ASSOCIES PUBLICITE INC.	1364203	15 AOÛT 2019	LEMIRE, LUCIE	150 T-Shirt unisexe incluant la mise en production visuelle graphique (voir soumission 107497 pour détails)	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	2 501,85 $	
BUREAU EN GROS	1366406	30 AOÛT 2019	HACHEY, NORMAND	Achat de Ipad Pro 12.9 et accessoires pour la Division planification des investissements - DRE	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	8 315,02 $	
COMMUNICATION MARKETING TANGO INC.	1364204	15 AOÛT 2019	LEMIRE, LUCIE	500 bouteilles d'eau, décoration incluse (voir soumission 19-0814-60_REV pour les détails)	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	3 118,13 $	
CONSULTANTS SANS-TRANCHEE GAME	1366184	29 AOÛT 2019	LACROIX, REMI	Surveillance de travaux pour l'Appel d'offres 10301 - contrat de remplacement d'entrée de service de plomb - Division expertise d'entretien - DRE	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	22 099,86 $	
ENDRESS + HAUSER CANADA LTEE	1362226	02 AOÛT 2019	PIROG, MACIEJ	Calibrations de deux débitmètres étalon des bancs d'essai compteur	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	4 141,76 $	
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	1364201	15 AOÛT 2019	LEMIRE, LUCIE	Habillage de la buvette mobile (voir soumission 178775 pour détails	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	2 348,15 $	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1319019	12 AOÛT 2019	LACROIX, REMI	Location d'auto et de camion pour l'année 2019 - Division expertise d'entretien	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 729,67 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1323009	01 AOÛT 2019	LACROIX, REMI	BC OUVERT 2019 - Frais de cellulaires pour Expertise/Intervention et Arso	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	2 249,88 $	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1319538	21 AOÛT 2019	PIROG, MACIEJ	BC ouvert 2019 - Envoi lettre de communication avec le citoyen (projet MCE) avec le service "express poste certifié - post-payés" - Mesure de consommation d'eau - DRE	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	33 596,00 $	
TRUDEAU CORPORATION 1889 INC.	1362490	05 AOÛT 2019	LEMIRE, LUCIE	Pichet et verre pour le service de l'eau	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	5 180,08 $	
9187-5120 QUÉBEC INC.	rmi00014120800014 11330005	31 AOÛT 2019	Système RECLAM	9187-5120 QUÉBEC INC.\Paiement d'une indemnité pour le dossier 19-001960, sur la liste de paiement 1908IC001 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 020,00 $	
9213-1606 QUÉBEC INC (FASRS LA MICHE DORÉE)	rmi00014423400014 39760003	31 AOÛT 2019	Système RECLAM	9213-1606 QUÉBEC INC (FASRS LA MICHE DORÉE)\Paiement d'une indemnité pour le dossier 19-004906, sur la liste de paiement 1908IC003 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 000,00 $	
COOPÉRATIVE D'HABITATION LA CLÉ DES CHAMPS	rmi00014178600014 16860004	31 AOÛT 2019	Système RECLAM	COOPÉRATIVE D'HABITATION LA CLÉ DES CHAMPS\Paiement d'une indemnité pour le dossier 19-002532, sur la liste de paiement 1908IC002 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	5 000,00 $	
DENIS CARDIN_1	rmi00014440300009 72220004	31 AOÛT 2019	Système RECLAM	DENIS CARDIN\Paiement d'une indemnité pour le dossier 19-005069, sur la liste de paiement 1908IC003 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 029,18 $	
FRANCESCO ROSSI	rmi00014504600014 47740005	31 AOÛT 2019	Système RECLAM	FRANCESCO ROSSI\Paiement d'une indemnité pour le dossier 19-005678, sur la liste de paiement 1908IC001 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	6 100,00 $	
HYDRO-QUÉBEC_22	rmi00014145900009 65510006	31 AOÛT 2019	Système RECLAM	HYDRO-QUÉBEC\Paiement d'une indemnité pour le dossier 19-002207, sur la liste de paiement 1908IC002 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	5 010,79 $	
LISETTE BÉRUBÉ	rmi00014517600014 48950003	31 AOÛT 2019	Système RECLAM	LISETTE BÉRUBÉ\Paiement d'une indemnité pour le dossier 19-005797, sur la liste de paiement 1908IC002 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 689,45 $	
PAUL ANDRÉ DUBUC	rmi00014558900014 52940005	31 AOÛT 2019	Système RECLAM	PAUL ANDRÉ DUBUC\Paiement d'une indemnité pour le dossier 19-006183, sur la liste de paiement 1908IC004 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 200,00 $	
PLACEMENT CLOMAX INC._2	rmi00014248400014 23470006	31 AOÛT 2019	Système RECLAM	PLACEMENT CLOMAX INC.\Paiement d'une indemnité pour le dossier 19-003215, sur la liste de paiement 1908IC003 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 500,00 $	
SSQ AUTO_13	rmi00014500000012 30740001	31 AOÛT 2019	Système RECLAM	SSQ AUTO\Paiement d'une indemnité pour le dossier 19-005635, sur la liste de paiement 1908IC001 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 550,00 $	
STÉPHANE LAVALLÉE	rmi00014192200003 43270005	31 AOÛT 2019	Système RECLAM	STÉPHANE LAVALLÉE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 19-002664, sur la liste de paiement 1908IC001 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 276,94 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TRIYOLA KRISHNAKUMAR ET RAJITH PEIRIS	rmi00014224700014 21240004	31 AOÛT 2019	Système RECLAM	TRIYOLA KRISHNAKUMAR ET RAJITH PEIRIS\Paiement d'une indemnité pour le dossier 19-002984, sur la liste de paiement 1908IC002 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 455,00 $	
ISCO CANADA INC.	1365794	27 AOÛT 2019	DUBOIS, CLAUDE	PROJET DU 125 FERNAND-SEGUIN	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	5 641,23 $	
LABRADOR SOURCE	1357313	16 AOÛT 2019	FERREIRA, RUY PAULO	Achat de bouteilles d'eau pour le clos St-Patrick	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	12,60 $	
LABRADOR SOURCE	1357313	15 AOÛT 2019	FERREIRA, RUY PAULO	Achat de bouteilles d'eau pour le clos St-Patrick	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	459,37 $	
LABRADOR SOURCE	1357313	15 AOÛT 2019	FERREIRA, RUY PAULO	Achat de bouteilles d'eau pour le clos St-Patrick	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	2 800,02 $	1263989
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1362066	01 AOÛT 2019	FERREIRA, RUY PAULO	TETE DE PUISARD, BASE CONNECTEUR	Sud-Ouest	Réseaux d'égout	5 442,55 $	1191511
WOLSELEY CANADA INC.	1365805	27 AOÛT 2019	DUBOIS, CLAUDE	PIECES POUR AQUEDUC	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	2 294,12 $	
ACCEO SOLUTIONS INC	1363162	08 AOÛT 2019	CHAPUT, CHRISTIAN	A72660_acquérons 28 licences pour les 22 POS du jardin botanique, du Planétarium et du biodôme ainsi que pour les 6 bornes d'achat de billets du Biodôme et le service de maintenance pour 1 an_ACCEO Solutions Inc_Sabrina Rassy_01/08/2019	Technologies de l'information	Rel. avec les citoyens et communications	11 019,28 $	
ANIXTER CANADA INC.	1365948	28 AOÛT 2019	MOCANU, GIANINA	Acquisition de supports muraux pour bornes WiFi dans le cadre du projet PTI 78010 Mise en place du WiFi à l¿échelle de la Ville - Service des technologies de l'information _ CLÉ ET CATÉGORIE	Technologies de l'information	Gestion de l'information	9 339,27 $	
BADRIEH CHELESTY	1363649	13 AOÛT 2019	THIBAULT, JEAN-MARTIN	Service de prestation -Chargée d'affaires Open Source - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	7 680,00 $	
BENTLEY SYSTEMS INC.	1364064	15 AOÛT 2019	MOCANU, GIANINA	68111.02 -Installation, configuration, tests et formation du module Bentley Fiber et Bentley Inside-Plant - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	21 520,65 $	
BOUTY INC	1364395	16 AOÛT 2019	MARCOTTE, CATHY	Achat - Chaise ergonomique - Divers personnes du Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 175,94 $	1013950
COMPUGEN INC.	1361951	01 AOÛT 2019	STRASBOURG, PIERRE	Achat de deux licences Quest Toad for Oracle avec entretien pour un an - Service des technologies de l'information - # de dérogation R389128 et R386216	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 972,20 $	
ECCENTRIX	1363657	13 AOÛT 2019	CHAPUT, CHRISTIAN	f70910.04_Formation de 4 participants sur les concepts fondamentaux de l¿architecture et des composants de PostgreSQL_Eccentrix_Olivier Hébert_09/08/2019 - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 761,51 $	
GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1365197	22 AOÛT 2019	PARENTEAU, LYNE	Livraison - Matériel information - Point de service - Service des finances	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 180,22 $	
NOUVELLE TECHNOLOGIE (TEKNO) INC.	1243878	13 AOÛT 2019	CHAPUT, CHRISTIAN	70015 - Nouvelle Technologie Tekno - Fournisseur unique - Relève des compteurs d'eau - Hébergement d¿un 2e environnement dans le but de faire des tests - Martin Pagé - 2017-12-6 selon l'offre de service du 8 décembre 2017.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	13 883,02 $	
NOVIPRO	1362117	01 AOÛT 2019	CHAPUT, CHRISTIAN	Activités d¿accompagnement "Solutionde backup TSM et de formation des ressources pour la ville de Montréal"_NOVIPRO_Nathalie Lamarre_25/07/2019	Technologies de l'information	Gestion de l'information	21 217,45 $	
OBJECTIF LUNE INC.	1365063	21 AOÛT 2019	CHAPUT, CHRISTIAN	70910.02_Acquisition d¿une licence PlanetPress pour le réseau SPVM, incluant la première année de support logiciel_Objectif Lune Inc _Yacine Chahine_20/08/2019 - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	20 507,06 $	
ORDIGRAPHE INC.	1363660	13 AOÛT 2019	CHAPUT, CHRISTIAN	70910.02_Acquisition de (05) Licences Quantum StorNext LAN Client Or (Windows ou Linux)_Yacine Chahine_2019/08/08 - Service des technologies de l'information - # de dérogation R391254	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 466,16 $	
PAXYL INC.	1365963	28 AOÛT 2019	MOCANU, GIANINA	services professionnels en architecture d¿affaires pour élaborer un plan d¿évolution de la solution de centre dans le cadre de PTI 78032 - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	38 474,31 $	
PREMIER CONTINUUM INC.	1363870	14 AOÛT 2019	CHAPUT, CHRISTIAN	S60110_formation sur mesure dans le domaine de la continuité des affaires et de larelève _Premier Continuum._Michel Arhab_30/07/2019 - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 553,96 $	
RECEVEUR GENERAL DU CANADA	1336548	22 AOÛT 2019	BOUCHARD, GILLES	Autorisation de radiocommunication -Période du 31 mars 2019 au 30 mars 2020	Technologies de l'information	Gestion de l'information	10 584,00 $	
ROC SOFTWARE SYSTEMS	1362621	06 AOÛT 2019	VANDELAC, ROBERT	Renewal EZSP (EasySpooler) and Renewal SHELL (IShell) - Operating system SOLARIS - Period september 1, 2019 to august 31, 2020 - According to quotation 12453	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 639,13 $	
SAS INSTITUTE (CANADA) INC.	1364702	20 AOÛT 2019	VANDELAC, ROBERT	Renouvellement des licences Base SAS - OS/20818-K02 039 F97 - Pour la période du 1er octobre 2019 au 30 septembre 2020 - Licence agreement number 15908	Technologies de l'information	Gestion de l'information	24 231,11 $	
SIDEKICK INTERACTIVE INC.	1365173	22 AOÛT 2019	HEBERT, SYLVAIN	Renouvellement - Contrat d'entretien et d'amélioration de l'application Info-Neige MTL (période du 7 juillet 2019 au 6 juillet 2020)	Technologies de l'information	Gestion de l'information	28 871,56 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SOFTCHOICE LP	1362410	05 AOÛT 2019	MOCANU, GIANINA	Renouvellement support - RSA (Accès à distance VPN - Enhanced support - Période du 1er juin 2019 au 31 mai 2020 pour 3315 utilisateurs - Conformément à la soumission 8777940	Technologies de l'information	Gestion de l'information	20 745,95 $	
SUPERANNOTATE AI INC.	1361794	05 AOÛT 2019	THIBAULT, JEAN-MARTIN	Service professionnel consistant à faire la segmentation sémantique d¿images de circulation - Service des technologies de l'information - GAG	Technologies de l'information	Gestion de l'information	32 295,90 $	
SYMAS CORPORATION	1363864	14 AOÛT 2019	CHAPUT, CHRISTIAN	60110.07_Acquisition d¿un service technique de support en cas de panne logicielle de l¿annuaire d¿authentification d¿entreprise OpenLDAP _ firme Symas _ mMichel Arhab_12/08/2019 - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	11 875,10 $	
UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL	1336255	05 AOÛT 2019	CHAPUT, CHRISTIAN	70330 projet - Services professionnels pour réaliser des activités de validation et amélioration de l¿approche d¿anonymisation des données de mobilité - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	17 227,48 $	
BELL CANADA	532822084190720	24 AOÛT 2019	DESCHENES, KARINE	Frais téléinfomatique compte #532822084 le 20 juillet 2019	Technologies de l'information	Gestion de l'information	6 886,34 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	2052858082	01 AOÛT 2019	RAMOUL, NASSIMA	Frais mensuels telephonie mois de juillet 2019 pour compte 7-3761-9957,facture 2052858082	Technologies de l'information	Gestion de l'information	19 609,22 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	2052858310	20 AOÛT 2019	RAMOUL, NASSIMA	LTE-SIM_Fact 2052858310 pour compte 8-7272-9371_ 24 juil 2019	Technologies de l'information	Gestion de l'information	6 306,88 $	
TELUS	32487916029	30 AOÛT 2019	RAMOUL, NASSIMA	Frais pour cellulaire du 16 juil 2019_facture 32487916029 pour compte 32487916.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	13 185,99 $	
ANIXTER CANADA INC.	1362338	02 AOÛT 2019	BESSETTE, HUGUES	Achat d'un OLT MXK F-108 avec connecteurs SFP GPON/FE/GE - Ref : Patrick Ricci	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	22 826,56 $	
ARCHITECTURE00 LTD	1362324	02 AOÛT 2019	GAGNON, LUC	Facture #Architecture00Ltd -Services professionnels - Forum des artisans - 3 présentations May 2019- Service de l¿urbanisme et de la mobilité	Urbanisme et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	2 000,00 $	
AVI-SPL CANADA LTD	1362349	02 AOÛT 2019	BESSETTE, HUGUES	Renouvellement du contrat de support pour le logiciel de gestion du mur d'image VUWALL - Ref : Patrick Ricci	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 675,39 $	
BRUNEAU ELECTRIQUE INC.	1366480	30 AOÛT 2019	GAGNON, VALERIE	AO447921_Travaux de signalisation lumineuse_ Travaux de MAN électriques du système de FC à 10 intersections - Ref : Serge Pereira	Urbanisme et mobilité	Signalisation lumineuse	208 972,90 $	
INDUSTRIAL SOFTWARE SOLUTIONS ULC	1364040	16 AOÛT 2019	HAMEL-NUNES, JONATHAN	Achat d'un licence - Ref : Patrice Gauthier	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 933,25 $	
JEAN DAVID	1356443	24 AOÛT 2019	BESSETTE, HUGUES	Formation sur les données de circulation - Ref : Anna Vizioli	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	22 047,37 $	
LAURIN LAURIN (1991) INC.	1364316	16 AOÛT 2019	GAGNON, VALERIE	AO PUBLIC 447912_Travaux de signalisation lumineuse: Travaux MAN électriques du système de FC à 20 intersections - Ref : Serge Pereira	Urbanisme et mobilité	Signalisation lumineuse	220 769,82 $	
LISA CHAPLAIN	1354497	29 AOÛT 2019	SAINTE MARIE, PIERRE	Services professionnels -Lisa Chaplain- Assistance à la planification de projets d'aménagement urbain mandat du 18 juin 2019 au 18 janvier 2020- service de l¿urbanisme et de la mobilité	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	19 811,31 $	
RELIANCE FOUNDRY CO LTD	1364273	16 AOÛT 2019	CARRIER, JEAN	DA 609785: La fourniture et le transport de bollards flexibles, Contrat 1046	Urbanisme et mobilité	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	4 502,91 $	
TRAFIC INNOVATION INC.	1364226	15 AOÛT 2019	GAGNON, LUC	Achat Support à vélo en "C" type Ville-Marie en acierpeint polyester + primer zinc pour Installation avecmanchon carvelle- Service de l¿urbanisme et de la mobilité	Urbanisme et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	4 589,27 $	
ASSOCIATION TECHNIQUE CANADIENNE DU BITUME (CTAA)	ce191170190806b	06 AOÛT 2019	LOISELLE, FRANCE	contributions financières gdd 1190699001, CE19 1170	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	5 000,00 $	
ATELIER ENTREMISE	1172591001190812	28 AOÛT 2019	LYAKHLOUFI, SAFAE	GDD 1172591001 Soutien à la mise en oeuvre du Laboratoire transitoire et réaliser le projet pilote d'occupation temporaire de l'initiative Laboratoire transitoire. Dernier versement pour la contribution financière.	Urbanisme et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	20 000,00 $	
9152-9644 QUEBEC INC.	1365935	28 AOÛT 2019	MARCOTTE, CATHY	Location - camions semi 4, 5 et 6 essieux pour transport de terre contaminée gré à gré août 2019 - Verdun	Verdun	Réseau de distribution de l'eau potable	2 803,17 $	
AGF ACCES INC.	1364861	21 AOÛT 2019	DORAIS, SYLVAIN	Achat - Clôtures et accessoires pour l'Arrondissement Verdun	Verdun	Réseau de distribution de l'eau potable	2 102,89 $	
CONSTRUCTION DJL INC	1346779	08 AOÛT 2019	LAUZON, JULIEN	BC ouvert 2019 - Achat Asphalte, bitume pour l'Arrondissement Verdun	Verdun	Réseaux d'égout	4 991,63 $	26575
CONSTRUCTION MAP 2000	1365924	28 AOÛT 2019	DORAIS, SYLVAIN	facture 2018578 pour travaux effectue au 113-115 rue Terry fox location pepine travaux publics Verdun	Verdun	Réseaux d'égout	5 110,27 $	
EXCA-VAC CONSTRUCTION	1363330	09 AOÛT 2019	THIFFEAULT, MARTIN	Paiement facture - Location camion hydro-excavation les 22,23 24 25,29 et 30 juillet 2019 pour dégagement conduites d'aqueduc et égout en vue de l'installation et remplacement de vannes d'aqueduc sur Berlioz et 4601,Bannantyne - Verdun	Verdun	Réseaux d'égout	7 629,97 $	
LAFARGE CANADA INC	1347116	27 AOÛT 2019	POIRIER, GASTON	BC ouvert - Achat PIERRE CONCASSE,VM-2,PREMELANGEE,TONNE METRIQUE,CONFORME,DEVIS,NORMALISE,6VM-9,VILLE DE MONTREAL pour l'Arrondissement Verdun	Verdun	Réseau de distribution de l'eau potable	7 370,12 $	1195735
LAFARGE CANADA INC	1365986	28 AOÛT 2019	POIRIER, GASTON	BC ouvert - PIERRE CONCASSE,VM-2,PREMELANGEE,TONNE METRIQUE,CONFORME,DEVIS,NORMALISE,6VM-9,VILLE DE MONTREAL - Verdun -	Verdun	Réseau de distribution de l'eau potable	7 370,12 $	1195735

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SCIAGE DE BETON 2000 INC.	1365114	22 AOÛT 2019	DORAIS, SYLVAIN	BON COMMANDE OUVERT POUR LOCATION PEPINE AUX TRAVAUX PUBLICS VERDUN	Verdun	Réseau de distribution de l'eau potable	12 263,85 $	
ABRA ELECTRONIQUES CORPORATION	1365746	27 AOÛT 2019	TREMBLAY, GINA	Soumission 7632 - matériel pour fablab	Ville-Marie	Bibliothèques	2 876,69 $	
BAU-VAL CMM	1342750	02 AOÛT 2019	LABELLE, MARC	2019-BC ouvert pour disposition de rebuts de béton et d'asphalte - hors d'entente. Validation de rotation fournisseur conforme. Montant estimé 27000$ - TP Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	10 498,75 $	
BETON MOBILE RIVE-SUD INC.	1330211	07 AOÛT 2019	DUFRESNE, ALAIN	Facture 880432 - 880558 - 880490 --880448 - 880750 - 880639 Béton remblais en incluant le temps d'attente et le frais de chauffage. TP aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	4 338,98 $	
BRAULT & BOUTHILLIER LTEE	1365300	22 AOÛT 2019	TREMBLAY, GINA	Soumission 4863 - matériel éducatif bpa	Ville-Marie	Bibliothèques	2 487,78 $	
CAN-EXPLORE INC	1364102	15 AOÛT 2019	BELLEVILLE, ERIC	2019 - BC ouvert pour le service d'inspection de conduits d'égout pour l'arrondissement Ville-Marie. TP aqueduc.	Ville-Marie	Réseaux d'égout	5 249,37 $	
CAN-INSPEC INC.	1332913	07 AOÛT 2019	LABELLE, MARC	2019 - BC Ouvert - Pour le service d'inspection télévisée de conduites d'égout sur diverses rues. Rapport du respect de rotation conforme. TP aqueduc.	Ville-Marie	Réseaux d'égout	20 997,50 $	
CLEAN WATER WORKS INC	1365582	26 AOÛT 2019	DUFRESNE, ALAIN	Soumission 23 août 2019. Travaux de réparation des 3 zones de la conduite en 2x3 à la hauteur de l'avenue du Musée, inspection des 13 drains et des travaux préparatoires et alésage de drains. TP aqueduc	Ville-Marie	Réseaux d'égout	19 921,38 $	
CONSTRUCTION DJL INC	1345461	12 AOÛT 2019	ALI, SAMBA OUMAR	2019- Bc ouvert Entente 1338038 - Fin de l'entente: 15 avril 2022. Enrobés bitumineux de type EC-5 et EC-10 - TP aqueduc arr. Ville-Marie	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	20 997,50 $	1338038
CREAFORM INC	1365331	23 AOÛT 2019	BOUCHARD, MARYSE	Soumission P137753 - scanner 3d - bpa	Ville-Marie	Bibliothèques	173,23 $	
CREAFORM INC	1365331	22 AOÛT 2019	BOUCHARD, MARYSE	Soumission P137753 - scanner 3d - bpa	Ville-Marie	Bibliothèques	9 203,20 $	
DEMIX BETON	1353436	02 AOÛT 2019	ALI, SAMBA OUMAR	2019- BC ouvert - Entente # 1340657. Béton pré mélangé pour divers chantiers dans l'arrondissement Ville-Marie. Montant estimatif. Début: 16 mai 2019. Fin: 16 mai 2021.	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	9 396,38 $	1340657
DEMIX BETON	1358678	14 AOÛT 2019	DUFRESNE, ALAIN	2019 - BC ouvert - Entente # 1340660. Fin de l'entente: 16 mai 2021. Béton Remblai. TP Aqueduc arr. Ville-Marie.	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	13 517,14 $	1340660
DISTRIBUTION COBRA INC.	1363296	09 AOÛT 2019	BELLEVILLE, ERIC	Soumission VM-O 12062019-3. L'achat d'appareils de détection de fuite aqueduc Von Roll Hydro. Il inclut la formation et assistance technique. TP Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	7 317,96 $	
FORMA-TECH SOLUTIONS	1359306	08 AOÛT 2019	SAUVE, BENOIT	Offre de service du 19 juin 2019 (modifié le 6 août 2019) et l'offre de service du 6 août 2019. Formation: Compactage et travaux de pavage, session théorique et pratique (8 heures - 14 particip.) pour le 26,27,28 et 29 août. TP aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	3 380,60 $	
GABRIEL ROSS INC.	1365766	27 AOÛT 2019	TREMBLAY, GINA	Soumission 3237 - mobilier - bpa	Ville-Marie	Bibliothèques	3 663,28 $	
GAINAGE PRS INC	1363624	13 AOÛT 2019	BELLEVILLE, ERIC	Soumission du 12 aout 2019. Réhabilitation du drain sur 2524 Montgomery. TP aqueduc.	Ville-Marie	Réseaux d'égout	7 979,05 $	
GROUPE AKIFER INC.	1329469	01 AOÛT 2019	BISSONNETTE, CHRISTIAN	2019- BC ouvert - Entente 1180914 CM17 01417 - Fin de l'entente : 26 mars 2020. Services d'échantillonnage des sols potentiellement contaminés, analyses et rapports. TP aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	10 498,75 $	1197934
GROUPE DAGE	1358989	27 AOÛT 2019	SAUVE, BENOIT	2019- BC ouvert réparation d'écran, vérification de fonctionnement et frais de transport. TP aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 524,95 $	
HORIZON ARPENTEURS-GEOMETRES INC.	1365286	22 AOÛT 2019	DUFRESNE, ALAIN	Service d'arpentage, au parc Percy-Walter dans le cadre du projet de réaménagement, sur une partie du lot 1 064 969. Tel que l'estimé d'honoraires du 20 août 2019.	Ville-Marie	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	6 824,19 $	
JF2 CONSULTANTS INC.	1365277	22 AOÛT 2019	DUFRESNE, ALAIN	Expertise de l'escalier Percy-Walters et clôture ornementale des Pins. OS professionnel du 16 août 2019.	Ville-Marie	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	5 627,33 $	
LABRADOR SOURCE	1324083	30 AOÛT 2019	DUFRESNE, ALAIN	2019 - BC ouvert pour eau embouteillée format 4L pour les situations d'urgence - TP aqueduc Entente 1263989	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	15 478,30 $	1263989
LES POMPES MEGA INC.	1354345	12 AOÛT 2019	DUFRESNE, ALAIN	2019- BC ouvert . Soumission du 19 juin 2019 et liste du prix du 21 juin 2019. Location de pompe à béton pour divers travaux dans l'arr. Ville-Marie. TP aqueduc.	Ville-Marie	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	14 348,12 $	
LES SOLUTIONS DE RANGEMENT PRISMA INC.	1365748	27 AOÛT 2019	TREMBLAY, GINA	Soumission Jobi 12783#4 - Système de rangement - bpa	Ville-Marie	Bibliothèques	4 290,84 $	
LOCATION GUAY	1354295	12 AOÛT 2019	LABELLE, MARC	2019 -BC ouvert . Soumission du 19 juin 2019. Location de pépine avec opérateur pour divers travaux dans l'arr. Ville-Marie. TP aqueduc.	Ville-Marie	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	21 872,57 $	
PEPINIERE A. MUCCI INC.	1363613	13 AOÛT 2019	BELLEVILLE, ERIC	Entente# 1283714. 2019- BC Ouvert pour l'achat de terre pour l'arr. Ville Marie dans le cadre du PTI Corpo pour les saillies de l'ouest. TP aqueduc	Ville-Marie	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	6 848,49 $	1283714
PEPINIERE AUCLAIR ET FRERES (1991) INC.	1366376	30 AOÛT 2019	DUFRESNE, ALAIN	Achat d'arbres, parcs Ville-Marie. Soumission 2592	Ville-Marie	Horticulture et arboriculture	22 645,81 $	
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1325531	07 AOÛT 2019	ALI, SAMBA OUMAR	2019 - Entente 1225134 - BC ouvert disposition de sols de type AB. Fin de l'entente: 31 décembre 2019. TP aqueduc.	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	84 619,92 $	1225134

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SCIAGE DE BETON ST-LEONARD LTEE	1363106	08 AOÛT 2019	BELLEVILLE, ERIC	2019- Bc ouvert pour le service de sciage de béton (sciage circulaire de conduite d'égout "perçage") pour l'arr. de Ville -Marie. TP aqueduc	Ville-Marie	Réseaux d'égout	5 249,37 $	
SERVICES INFRASPEC INC.	1363116	08 AOÛT 2019	BELLEVILLE, ERIC	Soumission S19-R767 pour le service de location de réseaux d'aqueduc temporaire -Parc Charles S. Campbell pour la période maximale de 4 semaines TP aqueduc	Ville-Marie	Réseaux d'égout	7 349,12 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1363078	08 AOÛT 2019	BELLEVILLE, ERIC	Belleville, eric réapprovisionnement en béton pour vanne aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	1 722,53 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1363078	08 AOÛT 2019	BELLEVILLE, ERIC	Belleville, eric réapprovisionnement en béton pour vanne aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	1 074,01 $	1191511
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1363997	15 AOÛT 2019	BELLEVILLE, ERIC	Belleville, eric pour le réapprovisionnement aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	3 238,39 $	1277188
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1365039	21 AOÛT 2019	SAUVE, BENOIT	Réapprovisionnement Tête de puisard _ Pierre-Yves Boulanger-Perreault.	Ville-Marie	Réseaux d'égout	4 533,75 $	1277188
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1365503	26 AOÛT 2019	SAUVE, BENOIT	Belleville, Éric, pour réapprovisionnement du béton sur la dalle.	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 897,65 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1366453	30 AOÛT 2019	BELLEVILLE, ERIC	Réapprovisionnement "Tête de puisards et couvercles anti-vélo" selon les conditions de l'entente 1277188.	Ville-Marie	Réseaux d'égout	7 220,66 $	1277188
TELTECH TELECOMMUNICATION INC.	1320886	29 AOÛT 2019	CORNEJO ARENAS, ANA MARIA DE LOURDES	2019 - BC ouvert -pour services de signalisation. Entente 1225128. Fin de l'entente: 28 septembre 2020 Montant estimé: 437000$ avant taxes TP aqueduc arr. Ville-Marie	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	118 740,86 $	1225128
TELTECH TELECOMMUNICATION INC.	1320886	13 AOÛT 2019	CORNEJO ARENAS, ANA MARIA DE LOURDES	2019 - BC ouvert -pour services de signalisation. Entente 1225128. Fin de l'entente: 28 septembre 2020 Montant estimé: 437000$ avant taxes TP aqueduc arr. Ville-Marie	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	104 987,50 $	1225128
TREVOR GOULD	1365779	27 AOÛT 2019	HEBERT, NATHALIE	Accorder un contrat de services artistiques à Trevor Gould, artiste professionnel, au montant maximal de 60 361,76 $, taxes et contingences incluses, pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art public "Métronome" au parc Rutherf	Ville-Marie	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	49 344,12 $	
ULINE CANADA CORP	1365201	22 AOÛT 2019	SAUVE, BENOIT	Belleville , eric en accord pour achat de palettes et pour karl saulnier pour les seals pour boite de santé sécurité. soumission#6010883	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 845,42 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1365235	22 AOÛT 2019	SAUVE, BENOIT	Sauvé, benoit pour l'inventaire en pvc coude LR MXF 8"	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 808,17 $	
9256-9466 QUEBEC INC.	1365590	26 AOÛT 2019	JOBIN, MICHEL	AQUEDUC - Service de réparation de pavés unis au 9090, 25e avenue	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	2 834,66 $	
9256-9466 QUEBEC INC.	1365618	26 AOÛT 2019	JOBIN, MICHEL	AQUEDUC - Service de réparation de béton au 9315 Bruchesi	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	3 149,62 $	
ACTION R-VAC INC.	1363066	08 AOÛT 2019	ST-PIERRE, MARCO	ÉGOUT - Service de location d'un mini vide-puisard avec opérateur	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	5 039,40 $	
ENGLOBE CORP.	1366495	30 AOÛT 2019	JOBIN, MICHEL	'ÉLIMINATION ET LE TRAITEMENT DES SOLS CONTAMINÉS CARACTÉRISÉS selon l'entente 1229286	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	5 249,37 $	1229286
FNX-INNOV INC.	1365494	23 AOÛT 2019	JOBIN, MICHEL	CONTRÔLE QUALITATIF DES MATÉRIAUX - PARC NICOLAS TILLEMONT	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	77 629,38 $	1350056
HERCULES SLR INC.	1362603	06 AOÛT 2019	CADOTTE, ANNICK	AQUEDUC - RÉPARATION DE 4 ÉCHELLES	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	1 261,60 $	
HERCULES SLR INC.	1362603	06 AOÛT 2019	CADOTTE, ANNICK	AQUEDUC - RÉPARATION DE 4 ÉCHELLES	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	2 099,75 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1362884	07 AOÛT 2019	ST-PIERRE, MARCO	ÉGOUT - Branchement au 7728-7730 et 7724-26 rue Foucher	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	5 879,30 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1362884	12 AOÛT 2019	ST-PIERRE, MARCO	ÉGOUT - Branchement au 7728-7730 et 7724-26 rue Foucher	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	965,88 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1363484	12 AOÛT 2019	ST-PIERRE, MARCO	ÉGOUT - Branchement au 895-905 rue Ball	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	5 721,82 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1363686	13 AOÛT 2019	ST-PIERRE, MARCO	ÉGOUT - Branchement au 7584 et 7590, rue Berri	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	6 535,47 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1364065	15 AOÛT 2019	ST-PIERRE, MARCO	ÉGOUT - Branchement au 7111-7113 rue Cartier	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	6 246,76 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1364922	21 AOÛT 2019	ST-PIERRE, MARCO	ÉGOUT - Branchement au 7602 rue Berri	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	6 299,25 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1366490	30 AOÛT 2019	JOBIN, MICHEL	ÉGOUT - Branchement au 9090/9092, 25e avenue	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	7 349,12 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1362870	07 AOÛT 2019	ST-PIERRE, MARCO	ÉGOUT - Branchement au 4171 et 4181, 48e avenue	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	5 774,31 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1363542	12 AOÛT 2019	ST-PIERRE, MARCO	ÉGOUT - Branchement au 3323 et 3329, rue Michel-Ange	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	5 144,39 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1364387	16 AOÛT 2019	ST-PIERRE, MARCO	ÉGOUT - Branchement d'égout devant le 7600-7601 Molson	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	8 294,01 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 AOUT 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1364393	16 AOÛT 2019	ST-PIERRE, MARCO	ÉGOUT - Branchement d'égout devant le 7107-7113, 17e avenue	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	5 196,88 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1364414	16 AOÛT 2019	ST-PIERRE, MARCO	ÉGOUT - Branchement devant le 7635-7637, 17e avenue	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	5 196,88 $	
						Total =	**23 087 245,16 $**	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 04.04

2019/09/16
13:00

(2)

Dossier # : 1194005003

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif à l'avis « Vers une citoyenneté urbaine favorisant la pleine participation de toutes et de tous. Avis sur la participation des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité à la vie municipale » du Conseil interculturel de Montréal

Il est recommandé au comité exécutif :
1. Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif à l'avis « Vers une citoyenneté urbaine favorisant la pleine participation de toutes et de tous. Avis sur la participation des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité à la vie municipale » du Conseil interculturel de Montréal;

2. de déposer le projet de réponse aux recommandations au conseil municipal.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-07-29 15:48

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1194005003**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif à l'avis « Vers une citoyenneté urbaine favorisant la pleine participation de toutes et de tous. Avis sur la participation des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité à la vie municipale » du Conseil interculturel de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Le Conseil interculturel de Montréal (CIM) a produit un avis portant sur la participation des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité à la vie municipale et qui a été déposé au comité exécutif le 15 août 2018 ainsi qu'au conseil municipal le 20 août de la même année. Par la suite, un lancement public a eu lieu le 11 septembre 2018.
Pour les membres du CIM, cet avis fait suite aux réflexions entamées dans le cadre de la conférence de l'*Observatoire international de la démocratie participative* (OIDP) tenue à Montréal à l'été 2017 sous le thème « Participation sans exclusion ». Il s'inscrit également en lien avec les constats énoncés dans le rapport intitulé *Mesure de la participation des Québécoises et Québécois des minorités ethnoculturelles* produit par le Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) et publié en septembre 2016.

Partant des constats que la Ville de Montréal comme lieu de proximité et d'hétérogénéité sociale doit s'affirmer davantage en ce qui a trait à la valorisation de la participation citoyenne des personnes issues de la diversité, les membres du CIM ont jugé pertinent d'enrichir le débat sur cette question en recommandant des mesures concrètes pour favoriser la participation de toutes et tous.

Afin d'améliorer la participation citoyenne et une meilleure gouvernance des instances démocratiques, la Ville de Montréal s'est engagée à prendre connaissance des recommandations énoncées dans les avis des trois conseils consultatifs, dont ceux du Conseil interculturel de Montréal, et à déposer au conseil municipal un rapport tenant lieu de réponse aux recommandations des conseils consultatifs.

La Ville de Montréal salue le dépôt de cet avis concernant la participation des

Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité à la vie municipale et est favorable aux diverses recommandations énoncées.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0928 du 20 août 2018
Prendre connaissance de l'avis " Vers une citoyenneté urbaine favorisant la pleine participation de toutes et de tous : Avis sur la participation des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité à la vie municipale " et des recommandations émises à ce sujet par le Conseil interculturel de Montréal.

CE17 0239 du 22 février 2017
S'engager à prendre connaissance des recommandations contenues dans les avis, mémoires, études et recherches des trois conseils consultatifs soit le Conseil des Montréalaises (04-064), le Conseil jeunesse de Montréal (02-177)), et le Conseil interculturel de Montréal (02-044) et de formuler une réponse qu'il déposera au conseil municipal, dans un délai raisonnable, sous forme de rapport tenant lieu de réponse aux recommandations des conseils consultatifs.

CM02 0137 du 25 mars 2002
Adoption du règlement sur la constitution du Conseil interculturel de Montréal (CIM).

DESCRIPTION

Suite au dépôt de cet avis, le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) a été mandaté par le directeur général afin d'élaborer un projet de réponse aux recommandations. Puisque les neuf recommandations de cet avis concernaient différentes unités administratives, le SDIS a donc sollicité, pour le projet de réponse, la collaboration de deux de ses unités administratives, soit le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants et la Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations ainsi que celles du Bureau de la présidence du conseil, du Service de la concertation des arrondissements, du Service des ressources humaines et du Service du greffe. Chaque recommandation a été étudiée sous le prisme du champ d'intervention des unités impliquées.
Les réponses aux recommandations du CIM permettent de constater:

- qu'en matière de participation citoyenne la Ville réitère, tel que stipulé à l'article 5 de la *Charte montréalaise des droits et responsabilité,* « que la participation citoyenne contribue au renforcement de la confiance envers les institutions démocratiques, au renforcement du sentiment d'appartenance à la ville ainsi qu'a la promotion d'une citoyenneté active »;
- que la Ville reconnaît l'importance de rendre favorable la participation de l'ensemble des citoyen.e.s, dont ceux et celles issus de la diversité aux affaires de la Ville;
- que la Ville considère que la pleine participation de toutes et de tous à la vie montréalaise passe par une égalité d'opportunités;
- qu'en matière de participation citoyenne des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité, la Ville reconnaît des réalités et des besoins spécifiques et compte apporter des réponses adaptées et diversifiées;
- que la Ville entreprend déjà un certain nombre d'actions qui visent à s'assurer de la participation de toutes et de tous;
- que les réponses de la Ville à ces mêmes recommandations serviront à développer et améliorer les actions et à en arriver à des résultats concrets afin de répondre à l'enjeu de la participation citoyenne de la diversité montréalaise.

JUSTIFICATION

Une réponse aux avis produits par les trois conseils consultatifs, sous forme de rapport du comité exécutif, permettra de renforcer la confiance entre la Ville et les Montréalaises et les Montréalais.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet s'inscrit dans l'action 9 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La démocratie participative, un enjeu qui mobilise de manière prioritaire la Ville, passe par une participation inclusive et représentative de l'ensemble de la collectivité montréalaise. Les recommandations formulées par le CIM représentent une occasion de développer et de bonifier les actions entreprises par le Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À la suite du dépôt des réponses à l'avis au conseil municipal, le document sera disponible sur le site web du Conseil interculturel de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Septembre 2019 : Présentation au comité exécutif
Septembre 2019 : Dépôt au conseil municipal

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yan TREMBLAY
Conseiller en developpement communautaire

Tél : 514-872-9776
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-29

Nadia BASTIEN
c/d diversite sociale

Tél : 514-872-3979
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice du SDIS
Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2019-07-29

PROJET DE RÉPONSES AUX RECOMMANDATIONS DE L'AVIS DU CONSEIL INTERCULTUREL DE MONTRÉAL

« VERS UNE CITOYENNETÉ URBAINE FAVORISANT LA PLEINE PARTICIPATION DE TOUTES ET DE TOUS.

AVIS SUR LA PARTICIPATION DES MONTRÉALAIS.E.S ISSU.E.S DE LA DIVERSITÉ À LA VIE MUNICIPALE ».

Montréal

Service de la diversité et de l'inclusion sociale
Direction générale adjointe – Qualité de vie

Introduction

Afin de répondre aux recommandations de l'avis sur la participation des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité à la vie municipale émis par le Conseil interculturel de Montréal (CIM) déposé au conseil municipal en août 2018, le Service de la diversité et des sports (Depuis le 1er janvier 2019 : Service de la diversité et de l'inclusion sociale) a été mandaté par le directeur général afin de préparer un projet de réponse à être soumis au comité exécutif.

Puisque les neuf recommandations qui découlent de cet avis concernaient différentes unités administratives, le Service de la diversité et de l'inclusion sociale a donc sollicité, pour le projet de réponse, la collaboration du Bureau de la présidence du conseil, du Service de la concertation des arrondissements, du Service des ressources humaines et du Service du greffe. Chaque recommandation a été étudiée sous le prisme du champ d'intervention des unités impliquées.

Vous trouverez donc ci-après, l'ensemble des résultats de cette réflexion concernant chacune des recommandations dans le texte qui suit.

Analyse des recommandations

R.1 ***Le Conseil interculturel de Montréal recommande que la Ville introduise la pratique des budgets participatifs, notamment au niveau des arrondissements, afin de favoriser la participation des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité.***

Le comité exécutif accueille favorablement cette volonté de permettre aux citoyen.ne.s de prendre part aux décisions de dépense d'une partie du budget public et souligne que cette pratique est encouragée et est favorisée par l'administration municipale.

Le CE souligne que des initiatives de budget participatif ont ainsi été mise en place en 2018 dans certains arrondissements, tels que Mercier - Hochelaga-Maisonneuve, Lachine et Ahuntsic-Cartierville.

Dans le cadre des consultations pré-budgétaires, la Ville a également demandé aux citoyen.ne.s de se prononcer sur la pertinence de la mise en place d'un budget participatif à l'échelle de la ville centre.

R. 2 Le Conseil interculturel de Montréal recommande que la Ville soutienne financièrement des initiatives porteuses et des projets structurants contribuant à favoriser la participation des personnes issues de la diversité, parmi lesquels le mentorat et le jumelage interculturel.

Le comité exécutif reçoit favorablement cette recommandation et souligne que le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) soutient financièrement de nombreuses initiatives contribuant à rendre favorable la participation des personnes issues de la diversité, et ce, par le biais de ses différents programmes et ententes. Le CE mentionne également que certains des projets soutenus financièrement sont des projets de mentorat et de jumelage interculturel.

En complément d'information, le CE considère tout de même important de rappeler la teneur des différents programmes du SDIS :

- Le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) offre un soutien financier de 3,9 M$ pour des projets structurants et des services mutualisés dans six « territoires d'inclusion prioritaires » déployés dans huit arrondissements (Ahuntsic-Cartierville, Anjou, Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, Montréal-Nord, Pierrefonds-Roxboro, Saint-Laurent, Saint-Léonard, Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension). L'objectif de ce financement est d'appuyer le déploiement de projets susceptibles de favoriser la pleine participation à la vie collective des personnes immigrantes et des minorités ethnoculturelles.
- Le BINAM soutien également à hauteur de 3,75 M$, par le biais du programme de subventions « Montréal inclusive », des projets d'organismes communautaires montréalais visant le renforcement des capacités d'accueil et d'inclusion des Montréalais.es et la pleine participation des immigrant.e.s à la société montréalaise.
- La Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations (DRILD), quant à elle, déploie chaque année un appel à projets dans le cadre du Programme Montréal Interculturel (PMI).
  Ce programme, dont le budget pour l'édition 2019 est de 325 000 $, soutient des projets visant à encourager, d'une part, les relations interculturelles entre les citoyen.ne.s montréalais et, d'autre part, à sensibiliser la population aux enjeux du racisme et de la discrimination sur tout le territoire de la Ville de Montréal.
- Le Programme d'intervention milieu jeunesse (PIMJ), quant à lui, est un programme qui s'adresse aux jeunes de 12 à 30 ans issus, entre autres, des communautés ethnoculturelles (nouveaux arrivants, minorités visibles et immigrants de 2^{e} ou de 3^{e} génération). Les projets d'Intervention de Milieu Jeunesse admissibles doivent s'inclure dans trois (3) volets particuliers, dont celui de la diversité et de l'inclusion en s'inscrivant, entre autres, dans un projet visant la participation citoyenne.

Le CE demande tout de même que dans les nouvelles éditions de ces programmes le SDIS continue de porter une attention favorable aux projets qui favorisent la participation des personnes issues de la diversité, parmi lesquels le mentorat et le jumelage interculturel.

R.3 Le Conseil interculturel de Montréal recommande que la Ville mette en place une initiative afin de former les citoyen.ne.s à la politique municipale, ses enjeux et ses modalités de participation, de type Cité Elles MTL.

Le comité exécutif est en accord avec cette recommandation qui s'inscrit tout à fait dans le cadre des différentes initiatives qui ont été mise en place par la Ville au cours des années afin d'encourager l'éducation à la vie démocratique et de renforcer la participation active des citoyen.ne.s à la vie publique.

Afin de rehausser la participation et de former plus de personnes issues de la diversité à la politique municipale, le CE demande en premier lieu à l'instance responsable (SDIS) de s'assurer d'inclure une cible (%) sur la diversité dans le nombre de participantes dans le cadre de Cité Elles MTL.

De plus, dans le cadre des simulations de conseil municipal organisées par le Jeune Conseil de Montréal, s'adressant aux 18 à 30 ans, ainsi que son Conseil sous 18 ans (CS-18), pour les jeunes de moins de 18 ans, le CE encourage le jeune Conseil à poursuivre sa réflexion afin de s'assurer de rejoindre les jeunes représentant la diversité montréalaise.

Le CE demande de tenir minimalement six (6) activités « Une soirée à l'hôtel de ville» en 2019 afin de sensibiliser sur une base annuelle les jeunes au conseil de ville, lors des séances de cette instance. Le CE rappelle qu'il s'agit d'une initiative de Concertation Montréal (CMTL) en partenariat avec la Bureau de la présidence du conseil et les personnes élues. Cette activité, dont une première édition a eu lieu en 2018, s'adresse à des jeunes de 15 à 30 ans.

Le CE demande au Bureau de la présidence de s'engager à tenir au moins une Caravane de la démocratie annuellement, d'ici 2021, en partenariat avec des organismes œuvrant sur la diversité, afin d'initier les citoyen.ne.s à la démocratie municipale. La Caravane de la démocratie, mise en place à l'automne 2016 à l'initiative du Bureau de la présidence du conseil, vise à promouvoir la participation citoyenne.

Enfin le CE invite également le Bureau de la présidence à poursuivre ses efforts pour réviser les visites guidées à l'édifice Lucien-Saulnier en mettant l'accent sur la démocratie municipale et à tenir au moins trente (30) visites annuellement d'ici 2021 et faire connaître cette offre auprès des organismes œuvrant auprès des personnes issues de la diversité.

R.4 Le Conseil interculturel de Montréal recommande que la Ville mette en place un programme de mentorat, semblable à celui du parrainage professionnel, entre les élu.e.s et des personnes issues de la diversité pour favoriser, à long terme, leur représentation au sein des diverses instances politiques.

Le comité exécutif tient à souligner que la Ville de Montréal a mis sur pied en 2015 l'événement annuel intitulé Cité Elles MTL qui vise à encourager les femmes de toute origine à s'impliquer en politique municipale, et ce, en leur offrant une formation et participation à une simulation du conseil municipal.

Au cours de la formation, les participantes sont mentorées par des personnes élues de la scène municipale. Les personnes élues sont impliquées à titre de mentor.e.s dans le contexte de Cité Elles qui en 2018 a rassemblé majoritairement des femmes de la diversité, soit 66,5 % qui se sont identifiées comme minorités visibles ou ethniques. Mentionnons également que l'initiative « une soirée à l'hôtel de ville» de Concertation Montréal et du Bureau de la présidence vise la clientèle jeunesse et de la diversité.

Pour la mise en place d'un mentorat entre les élu.e.s et les personnes de la diversité, la Ville souhaite mandater Concertation Montréal qui a pour mandat de favoriser les rapprochements entre les élu.e.s et le public. Un indicateur pourrait notamment être ajouté pour rejoindre 32 % de jeunes de la diversité lors de l'initiative « Une soirée à l'Hôtel de ville » et poursuivre les échanges pour approfondir les occasions d'échanges entre les élu.e.s et la population en collaboration avec la Ville dont le Bureau de la présidence du conseil.

R.5 Le Conseil interculturel de Montréal recommande que la Ville mette en place une consultation publique sur le droit de vote des résident.e.s peu importe leur statut afin de proposer un amendement à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

Au Québec, la Loi électorale (RLRQ, c. E-3.3) définit, à l'article 1, la qualité d'électeur pour voter à un scrutin provincial, municipal ou scolaire. La loi électorale du Canada (L.C. 2000, ch. 9) fait de même à l'article 3, pour déterminer qui peut exercer son droit de vote lors d'une élection fédérale. Ces deux textes de loi précisent que la citoyenneté canadienne constitue une condition préalable à l'exercice du droit de vote.

Néanmoins, le comité exécutif mandate la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise afin d'explorer les modèles en place dans d'autres villes qui offrent le droit de vote des résident.e.s permanent.e.s.

R.6 Le Conseil interculturel de Montréal recommande que la Ville mène une campagne de sensibilisation grand public pour la valorisation de la diversité dans toutes ses expressions, orientée sur l'apport de la diversité à la vie montréalaise et la lutte aux discriminations.

Le comité exécutif est en accord avec cette recommandation et demande au Service de la diversité et de l'inclusion sociale, plus spécifiquement au Bureau d'intégration des nouveaux arrivants de Montréal, de faire état du calendrier et des résultats de son projet de sensibilisation « Montréal inclusif au travail » qui est un projet conçu en concertation avec les acteurs influents du milieu et en partenariat avec le Service du développement économique. Il vise à créer un mouvement pour sensibiliser les Montréalais.es au fait que l'intégration économique des immigrants et des personnes dites racisées, *c'est l'affaire de tous*.

Le CE demande également au Bureau de la présidence du conseil de tenir annuellement, d'ici 2021, une exposition extérieure ayant comme thématique l'inclusion et la discrimination sur l'esplanade du Champ de Mars, dans l'Espace de la Déclaration de Montréal contre la discrimination raciale, située à proximité de l'hôtel de ville.

Enfin, le CE demande au Service de l'expérience citoyenne et des communications de s'assurer de rappeler régulièrement à ses équipes de développer le réflexe de bien refléter la diversité montréalaise dans l'ensemble de ses communications visuelles.

R. 7 Le Conseil interculturel de Montréal recommande que la Ville redéfinisse le mandat du BINAM afin qu'il puisse plus largement répondre aux besoins des personnes issues de la diversité.

En premier lieu, le comité exécutif tient à souligner que le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants de Montréal (BINAM) est intégré depuis le 1er janvier 2019 au Service de la diversité sociale qui a ajouté « inclusion » à sa dénomination. En intégrant le BINAM au sein du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS), l'administration démontre sa volonté d'améliorer les services aux citoyens, et ce, en couvrant le large spectre de l'ensemble des diversités montréalaises.

R. 8 Le Conseil interculturel de Montréal recommande que la Ville consulte le CIM pour donner à la Commission sur le développement social et la diversité trois mandats par année portant sur des enjeux entièrement consacrés à la diversité montréalaise.

Le comité exécutif rappelle que les commissions permanentes, dont celle sur le développement social et la diversité, sont des instances de consultation publique relevant du conseil municipal. À ce titre, comme stipulé dans le règlement municipal à cet effet (06-009), les commissions permanentes reçoivent leurs mandats directement de ce conseil.

Le CE recommande tout de même aux membres de la commission sur le développement social et la diversité de s'assurer que des arrimages plus formels soient instaurés entre les membres de la commission et ceux du conseil consultatif qu'est le Conseil interculturel de Montréal. À ce titre, le CE suggère une rencontre annuelle afin de faciliter le partage sur les enjeux spécifiques au mandat et à l'expertise du CIM ainsi qu'à ceux de la commission permanente sur le développement social et la diversité montréalaise.

R. 9 Le Conseil interculturel de Montréal recommande que la Ville, dans toutes ses initiatives règlementaires et administratives, anticipe les effets potentiels sur les personnes issues de la diversité et qu'elle insère une clause d'impact diversité dans ses sommaires décisionnels.

Le comité exécutif est d'accord avec la recommandation à l'effet que les différents services de la ville devraient anticiper les effets potentiels sur les personnes issues de la diversité.

Le CE rappelle qu'en novembre 2018, la Ville de Montréal a annoncé la mise en place, dans certaines unités, d'une première phase pilote visant l'intégration de l'analyse différenciée selon les sexes et plus (ADS+). Cette approche adopte une perspective intersectionnelle à la compréhension des enjeux et permet de mesurer l'impact des discriminations multiples de sexe, de classe, d'origine ethnoculturelle, de handicap, de situation socio-économique, d'orientation sexuelle ou d'identité de genre, etc. Dans le cadre de ce projet pilote, le CE demande au SDIS de voir à identifier un mécanisme de prise en compte de l'ADS+ dans le processus décisionnel de la Ville.

Conseil interculturel de Montréal



VERS UNE CITOYENNETÉ URBAINE FAVORISANT LA PLEINE PARTICIPATION DE TOUTES ET DE TOUS

Avis sur la participation des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité à la vie municipale

Crédit photo de la couverture: Manoucheka Lorgis

VERS UNE CITOYENNETÉ URBAINE FAVORISANT LA PLEINE PARTICIPATION DE TOUTES ET DE TOUS

Avis sur la participation des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité à la vie municipale

Conseil interculturel de Montréal

Avis adopté lors de l'assemblée des membres du 6 juin 2018.

Membres du CIM
Moussa Sène, président
Sabine Monpierre, 1re vice-présidente
François Fournier, 2e vice-président
Wafa Al-Hamed
Rafael Benitez
Coline Camier
Cécile Deschamps
Fanny Guérin
Souleymane Guissé
Stendolph Ismael
Marie-Christine Jeanty
Angela Sierra
Despina Sopurias
Doina Sparionoapte

Membres du comité de travail
Coline Camier
François Fournier
Fanny Guérin
Souleymane Guissé
Moussa Sène

Coordination
Marie-Claude Haince

Recherche et rédaction
David Carpentier
Marie-Claude Haince
Coline Camier
François Fournier
Fanny Guérin
Souleymane Guissé
Moussa Sène

Recherche
Bochra Manaï

Collaboration
Orly Nahmias, membre du CIM (2012-2018)
Romy Schlegel, membre du CIM (2015-2018)
Marie-Aline Vadius, membre du CIM (2012-2016), présidente du CIM (2016-2018)

Secrétariat
Christine De Kinder

Révision linguistique
Louise Gauthier

Traduction
Phillip Rousseau

Dépôt légal
978-2-7647-1621-2 – imprimé français
978-2-7647-1622-9 – PDF français

Graphisme et mise en page
Francis Therrien

Crédits photo
Manoucheka Lorgis

Imprimeur
Sisca

Conseil interculturel de Montréal
1550, rue Metcalfe, 14e étage, bureau 1424
Montréal (Québec) H3A 1X6

Téléphone : 514 868-5809
Télécopieur : 514 868-5810

Courriel : cim@ville.montreal.qc.ca
Site Web : ville.montreal.qc.ca/cim

Préface

Le présent avis est une initiative du Conseil interculturel de Montréal (CIM). Portant sur le thème de la « participation citoyenne », il s'inscrit en continuité avec ce qui a été inauguré lors d'une conférence de l'Observatoire international sur la démocratie participative (OIDP), tenue à Montréal à l'été 2017. Je salue le CIM d'avoir utilisé son mandat à bon escient et d'avoir identifié des secteurs où la Ville de Montréal peut pleinement impliquer la diversité montréalaise dans les processus civiques. L'enjeu est d'autant plus opportun que les citoyens provenant des communautés ethnoculturelles sont déjà bien engagés dans la participation citoyenne. Ils et elles contribuent au développement et à la prospérité de la ville, et ce, depuis sa fondation.

Le CIM souligne ici trois enjeux auxquels font face la Ville et la diversité montréalaise : la formation à la vie municipale; la représentation au sein des élus, des départements et des services de la Ville de Montréal; et l'institutionnalisation de la diversité comme enjeu au sein de l'administration et de son fonctionnement quotidien. Après s'être penché sur ces trois enjeux, huit recommandations sont formulées. Elles s'étendent de la mise en œuvre de budgets participatifs au sein des arrondissements, jusqu'à l'obligation de tenir compte des effets de l'ensemble des initiatives et règlements municipaux sur la diversité montréalaise dans ses sommaires décisionnels, à travers une clause d'impact diversité.

Les constats formulés dans cet avis accentuent non seulement la portée de la participation citoyenne, mais surtout l'importance de rappeler à chaque adulte et enfant de l'ensemble des groupes ethnoculturels, le message qu'ils doivent avoir les mêmes opportunités que les autres afin de contribuer au développement et à la prospérité de Montréal. Il est évident que le succès passe par la volonté de chacun de saisir les opportunités lorsqu'elles se présentent et de les créer lorsqu'elles sont absentes. Toutefois, la « préparation » ne se réduit pas à une simple prédisposition mentale, physique et émotionnelle à servir ses consœurs et confrères montréalais, mais relève aussi de l'offre appropriée : la formation, le mentorat, la reconnaissance et l'opportunité de faire usage des services offerts. Comme pour l'ensemble de la société, l'engagement sera hautement profitable pour certains, mais le sera moins pour d'autres. Cela ne devrait toutefois pas servir de justification pour dissuader quiconque de participer ni pour juger des habiletés et de la valeur de l'intégralité des membres d'un groupe spécifique.

L'avis du CIM et les recommandations qui suivent ne représentent pas le dernier mot sur le sujet de la participation citoyenne de la diversité montréalaise. Ils devraient d'abord être reçus comme la mise en place d'une conversation qui se doit d'être tenue, soutenue et continue. Cette conversation devrait surtout mener à des actions et des résultats concrets.

J'espère donc que l'enjeu de la participation citoyenne de la diversité montréalaise mobilisera un débat ouvert, exhaustif et respectueux menant à une plus grande inclusion et une meilleure compréhension mutuelle. Pour ma part, je continuerai d'être impliquée dans le processus et la conversation. J'aiderai comme je le peux à soutenir la sensibilisation accrue aux enjeux traités et à favoriser le bien-être de l'ensemble des citoyennes et citoyens de la merveilleuse métropole montréalaise.

Dr. Myrna Lashley

Synthèse

Cet avis émane de l'initiative des membres du Conseil interculturel de Montréal (CIM) et donne suite aux réflexions entamées dans le cadre de la conférence de l'Observatoire international de la démocratie participative (OIDP) tenue à Montréal au début de l'été 2017 sous le thème « participation sans exclusion ». Partant des constats que la Ville de Montréal doit s'affirmer davantage comme lieu de proximité et d'hétérogénéité sociale en ce qui a trait à la valorisation de la participation citoyenne des personnes issues de la diversité, comme l'invite à le faire son récent statut de métropole, les membres du CIM jugent pertinent d'enrichir le débat sur cette question en recommandant des mesures concrètes pour favoriser la participation de toutes et de tous.

Pour ce faire, une brève contextualisation de la participation citoyenne des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité dans une perspective québécoise et montréalaise met en lumière trois faits saillants dont les autorités publiques de la Ville de Montréal doivent se saisir pour faire face aux défis futurs. Premièrement la population montréalaise témoigne d'une méconnaissance générale du fonctionnement de l'administration et de la politique de la Ville; cette situation impose de réfléchir à la manière d'offrir une formation innovante à la vie civique municipale. Deuxièmement le déficit démocratique et de légitimité que connaissent les institutions publiques montréalaises incite à améliorer dès maintenant en leur sein la représentativité des personnes issues de la diversité. Troisièmement la façon dont l'enjeu de la diversité est traité actuellement à Montréal sur le plan institutionnel empêche une prise en considération à la hauteur de son importance et soulève le besoin d'institutionnaliser l'approche de la Ville en matière de gestion de la diversité.

Largement partagés par les acteurs du milieu, ces trois constats constituent le socle sur lequel s'appuient neuf recommandations concrètes développées par le CIM pour renforcer la citoyenneté urbaine des Montréalais.e.s et faire de la Ville de Montréal une métropole authentiquement inclusive :

Recommandation 1
Que la Ville introduise la pratique des budgets participatifs, notamment au niveau des arrondissements, afin de favoriser la participation des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité;

Recommandation 2
Que la Ville soutienne financièrement des initiatives porteuses et des projets structurants contribuant à favoriser la participation des personnes issues de la diversité, parmi lesquels le mentorat et le jumelage interculturel;

Recommandation 3
Que la Ville mette en place une initiative afin de former les citoyen.ne.s à la politique municipale, ses enjeux et ses modalités de participation, de type Cité Elles MTL;

Recommandation 4
Que la Ville mette en place un programme de mentorat, semblable à celui du parrainage professionnel, entre les élu.e.s et des personnes issues de la diversité pour favoriser à long terme leur représentation au sein des diverses instances politiques;

Recommandation 5
Que la Ville mette en place une consultation publique sur le droit de vote des résident.e.s afin de proposer un amendement à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités;

Recommandation 6
Que la Ville mène une campagne de sensibilisation grand public pour la valorisation de la diversité dans toutes ses expressions, orientée sur l'apport de la diversité à la vie montréalaise et la lutte aux discriminations;

Recommandation 7
Que la Ville redéfinisse le mandat du BINAM afin qu'il puisse plus largement répondre aux besoins des personnes issues de la diversité;

Recommandation 8
Que la Ville permette au CIM de donner à la Commission sur le développement social et la diversité trois mandats par année portant sur des enjeux entièrement consacrés à la diversité montréalaise;

Recommandation 9
Que la Ville, dans toutes ses initiatives règlementaires et administratives, anticipe leurs effets potentiels sur les personnes issues de la diversité et qu'elle insère une clause d'impact diversité dans ses sommaires décisionnels.

Ces recommandations prennent acte des barrières systémiques à la participation citoyenne des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité. Elles donnent aux élu.e.s municipaux des moyens concrets pour encourager le passage d'une participation dont les modalités relèvent de l'action collective à une participation plus individuelle. Celle-ci caractérise davantage le fonctionnement des institutions montréalaises formelles comme lieux de l'exercice du pouvoir et porte en elle des perspectives d'autonomisation des citoyen.ne.s de la diversité.

Table des matières

Préface v

Synthèse vi

Mot du président 2

Mandat du Conseil interculturel de Montréal 3

Introduction 6

Éléments de contextualisation de l'avis 7

Démarche 14

État de la situation et faits saillants 18

Recommandations 26

Remerciements 28

Références 30

Glossaire 33

Liste des tableaux et figures 36

Annexe 1 37

Mot du président

Au nom des membres du Conseil interculturel de Montréal (CIM), j'ai le plaisir de déposer l'avis intitulé : « Vers une citoyenneté urbaine favorisant la pleine participation de toutes et de tous. Avis sur la participation des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité à la vie municipale ».

En conformité avec son mandat, le Conseil interculturel de Montréal a pris l'initiative de préparer le présent avis en considérant que c'est primordial pour Montréal, qui a désormais le statut de métropole, de favoriser la pleine et entière participation de l'ensemble de ses citoyen.ne.s.

Ainsi le CIM propose dans le présent avis une réflexion et une analyse sur la participation citoyenne des personnes issues de la diversité dans le contexte municipal. Le CIM estime important d'identifier les divers enjeux liés à cette participation et d'attirer l'attention des élu.e.s et des Montréalais.e.s sur ceux-ci.

Plus particulièrement nous souhaitons mettre en lumière certains des angles morts, des limites et des tensions en matière de participation citoyenne des personnes issues de la diversité en considérant principalement les enjeux associés à la participation politique. Les recherches réalisées jusqu'à présent montrent que certains éléments de réponse existent, mais que ceux-ci manquent de cohérence pour cerner adéquatement les divers enjeux de la participation citoyenne des personnes issues de la diversité. Aussi, des recherches quantitatives et qualitatives plus systématiques sont nécessaires afin de couvrir l'ensemble des enjeux sur cette question primordiale dans nos sociétés urbaines plurielles.

Cet avis est donc un apport à la réflexion autour de la participation citoyenne des personnes issues de la diversité qui se focalise sur la participation politique en plus de fournir des propositions d'actions aux élu.e.s et aux décideur.e.s municipaux. En somme, sont formulées à l'intention des élu.e.s de la Ville centre et des arrondissements, des recommandations qui favoriseront la pleine participation de toutes et de tous à la vie montréalaise.



Moussa Sène

Mandat du Conseil interculturel de Montréal

En vertu de la section X, article 83, alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal[1], le Conseil interculturel de Montréal :

« Conseille et donne son avis au conseil de la ville et au comité exécutif sur les services et les politiques municipales à mettre en œuvre afin de favoriser l'intégration et la participation des membres des communautés culturelles à la vie politique, économique, sociale et culturelle de la ville;

Il fournit, de sa propre initiative ou à la demande du conseil de ville ou du comité exécutif, des avis sur toute question d'intérêt pour les communautés culturelles ou sur toute question relative aux relations interculturelles dans le domaine de compétences municipales et soumet ses recommandations au conseil de la ville et au comité exécutif;

Il sollicite des opinions, reçoit et entend les requêtes et suggestions de toute personne ou groupe sur les questions relatives aux relations interculturelles;

Il effectue ou fait effectuer des études et des recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à l'exercice de ses fonctions ».

Dans le cadre de ce mandat, le CIM réalise des travaux de recherche dans le but d'identifier et d'éclairer certains enjeux peu investigués afin d'attirer l'attention des autorités sur leur importance et de proposer des pistes d'action en harmonie avec les prérogatives de la Ville. Le présent avis sur la participation citoyenne des personnes issues de la diversité ayant pour titre « Vers une citoyenneté urbaine favorisant la pleine participation de toutes et de tous. Avis sur la participation des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité à la vie municipale » s'inscrit dans le cadre de cette mission générale.

1 Le 21 septembre 2017, Montréal a officiellement obtenu son statut de métropole du Québec à la suite de la sanction de la Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec (2017, chapitre 16). Le gouvernement provincial a ainsi reconnu le statut particulier de Montréal à titre de métropole du Québec. Cette loi supprime de la Charte de la Ville de Montréal des dispositions créant expressément certains organismes consultatifs, laissant toutefois à la Ville le pouvoir de les maintenir en fonction. En ce sens, les articles 83.1, 83.15 à 83.18 concernant le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal ont été abrogés.

INTRODUCTION ET ÉLÉMENTS DE CONTEXTUALISATION DE L'AVIS



Crédit photo: Manoucheka Lorgis

Introduction

Le présent avis correspond à l'engagement du Conseil interculturel de Montréal (CIM) à promouvoir et à défendre l'inclusion sociale comme principe offrant à chaque citoyen.ne des moyens d'agir et de participer de façon démocratique à la vie publique municipale. Émanant de l'initiative des membres du CIM et donnant suite aux réflexions entamées dans le cadre de la conférence de l'Observatoire international de la démocratie participative (OIDP) tenue à Montréal au début de l'été 2017, cet avis insiste sur le fait que la participation des personnes issues de la « diversité » constitue un enjeu public pour la Ville de Montréal. Son principal objectif est de proposer à la Ville un ensemble de recommandations concrètes qui pourront être mises en œuvre afin de favoriser la participation citoyenne des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité[1] à la vie municipale.

Cet avis s'inscrit également en lien avec les constats énoncés dans le rapport Mesure de la participation des Québécoises et Québécois des minorités ethnoculturelles (MIDI 2016) et le CIM s'en est inspiré pour interroger la participation dans le contexte de la métropole montréalaise. Situant le caractère multidimensionnel de la participation à la vie publique, ce document du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion du Québec (MIDI) note une participation plus faible des personnes issues des minorités ethnoculturelles comparativement au reste de la population québécoise[2], une problématique que nous avons mise au cœur de notre réflexion.

Le CIM estime essentiel de faire le même type d'exercice en ce qui a trait à la participation politique et communautaire des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité. Puisque ces groupes sont plus souvent affectés par la marginalisation et les discriminations, comme en témoigne la littérature, une attention particulière doit leur être portée afin de comprendre et saisir à la fois les modalités de leur participation et les freins à celle-ci. Le choix du cadrage, soit celui de la participation citoyenne ainsi que ses volets politique et communautaire, est explicité ci-après. Ce cadrage en termes de participation citoyenne correspond à la nature des champs d'action et d'intervention privilégiés de la Ville.

Le CIM reconnait aussi que les pratiques et les actions associées à la participation citoyenne en général et des personnes issues de la diversité en particulier ne se réalisent pas en vase clos mais s'inscrivent toujours dans un contexte social, politique et économique particulier, ce qui incite à prendre en considération le contexte québécois. Le Québec en tant que société pluraliste et la Ville de Montréal en tant que lieu d'hétérogénéité doivent placer l'égalité des chances au cœur de leurs réflexions, de leurs actions et de leurs interventions. En cela une égalité de fait se rapporte à un droit à la participation que les autorités publiques doivent assurer à tous les groupes qui composent la société. Le CIM estime que la participation de l'ensemble des Montréalais.e.s, de même que le plein exercice de leur citoyenneté urbaine représentent une exigence démocratique.

Le présent avis est décliné en trois parties. Premièrement, et afin de mieux apprécier la question de la participation citoyenne des Montréalais.e.s de la diversité et les enjeux qui y sont associés, celle-ci est éclairée par un survol contextuel des phénomènes de marginalisation, de stigmatisation et d'exclusion sociale auxquels font face ces groupes. D'autres défis en matière de cohésion que connaissent les sociétés d'accueil sont également mis en lumière. Est aussi considéré le rapport indissociable entre le contexte québécois et la réalité municipale montréalaise dans leur conception de la diversité. Deuxièmement, la démarche au cœur de cet avis est exposée, notamment ses limites et les motivations ayant conduit à développer l'avis de telle manière. Troisièmement, des faits saillants relatifs à la participation à la vie civique municipale sont éclairés et des recommandations y répondant sont formulées aux élu.e.s montréalais.e.s pour rendre effective la pleine participation citoyenne de toutes et de tous à une ville plus inclusive.

1 Cet avis entend par « Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité » toutes les personnes se reconnaissant au sein des catégories statistiques de minorité visible et ethnique.

2 C'est une catégorisation du MIDI qui a été privilégiée dans cet avis puisqu'elle est opérationnelle bien qu'elle ne tienne pas compte de la diversité intergroupe ni des populations autochtones.

Éléments de contextualisation de l'avis

La participation politique et communautaire des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité en tant que dimension prépondérante du plein exercice d'une citoyenneté urbaine[3] s'insère dans une réalité complexe. La réinscription de cette réalité au sein de divers contextes s'avère essentielle à la compréhension du phénomène singulier de la participation citoyenne. Dans une perspective générale, l'angle du vivre-ensemble permet de saisir le rapport entre l'exclusion et l'inclusion sociales ainsi que l'action publique conséquemment requise de la part des autorités politiques. Dans une perspective spécifique, l'inscription des enjeux relatifs à la diversité dans le contexte québécois trace les contours de l'approche de la Ville de Montréal en la matière.

Créer du commun par l'inclusion : le principal défi des sociétés plurielles

S'il est vrai que l'intensification des flux migratoires et la mobilité internationale modifient les structures démographique, sociale, économique, culturelle et politique des pays receveurs d'immigration, c'est d'autant plus essentiel d'examiner les effets et les réponses, notamment celles des décideurs, auxquels ces changements ont donné et donnent toujours lieu.

Le tissu social se transformant, les sociétés d'accueil doivent alors conjuguer avec une hétérogénéité croissante, notamment sur le plan ethnoculturel, religieux, linguistique et social. Placés devant cette réalité et les défis que cette diversité pose au vivre-ensemble, la plupart des pays receveurs mettent en œuvre des initiatives et des mécanismes afin de soutenir les processus d'intégration des nouveaux arrivants. D'un côté, ces initiatives publiques démontrent à la fois l'importance de repères mutuellement partagés et la création ou le maintien d'un sentiment d'appartenance à la collectivité. D'un autre côté, le pluralisme dont se revendiquent ces États en appelle à la reconnaissance de la différence et encourage des pratiques inclusives.

En plus de résulter de l'équilibre entre ces deux dimensions, intégration et reconnaissance, le vivre-ensemble se fonde aussi sur l'égalité des chances, un principe central aux démocraties libérales[4]. Des perspectives d'épanouissement similaires doivent donc être offertes à tou.te.s les citoyen.ne.s, qu'ils soient racisé.e.s, issu.e.s de l'immigration, autochtones ou même du groupe majoritaire. De ce fait, le manque de considération envers les groupes minoritaires, leurs différences et leurs apports à la société fragilise la cohésion sociale. Ces situations portent implicitement en elles les possibilités d'exclusion et de marginalisation de certains groupes plus vulnérables, aussi bien en termes de droits que de statut socio-économique.

La mise à l'écart subie ou volontaire de personnes ne correspondant pas aux normes établies dépasse la simple dimension du statut socio-économique. Les fondements de l'exclusion sociale reposent sur des conceptions, des attitudes, des manières de faire et des mécanismes bien établis, fortement ancrés. La reproduction de cette exclusion s'appuie entre autres sur des institutions et des discours qui en sont venus à la banaliser et à la normaliser. Par exemple un racisme systémique latent fait implicitement des discriminations un mode de fonctionnement sociétal. De même, les difficultés en matière de reconnaissance des compétences des personnes issues de l'immigration (Eid 2012) et la protection corollaire par les ordres professionnels de leurs acquis soulignent l'existence d'un traitement différencié sur la base de critères discriminatoires (Chicha 2018). Comme autre cas de figure, le discours populiste véhiculant la stigmatisation, voire le rejet de l'Autre, trouve un écho important et s'affirme avec une acuité certaine sur la place publique (Belkhodja 2008; Potvin et Nadeau 2017). En témoignent aussi le succès relatif de certains mouvements et partis de droite, et la réceptivité quant à leurs positions essentialistes, notamment en ce qui a trait à la conception restrictive des politiques d'immigration et de la citoyenneté (Dufour et Forcier 2015). Tous ces éléments, structurants et systémiques, contribuent à mettre à l'épreuve, voire à freiner la participation des personnes issues de la diversité et à les exclure de la vie démocratique.

3 Se référer à la définition proposée au glossaire.

4 Le philosophe américain John Ralws, théoricien libéral, affirme la nécessité de l'articulation des principes de liberté et d'égalité des chances afin de garantir une certaine forme de justice nécessaire pour combattre les inégalités sociales. Ce principe est aujourd'hui au cœur des formations démocratiques libérales.

Une réponse éprouvée à l'exclusion sociale demeure son contraire, soit l'inclusion. L'indissociabilité du rapport exclusion-inclusion à la question de la participation politique et communautaire des personnes issues de la diversité pose celle-ci comme « problème public », un enjeu dont doit se saisir les autorités compétentes. Inscrites dans les priorités politiques des sociétés d'accueil, ces questions font l'objet de revendications de la part de la société civile, aussi bien des milieux associatifs qu'universitaires. Ces revendications insistent généralement sur le fait que la responsabilité d'agir revient d'abord et avant tout aux gouvernements, aussi bien national que local. Cela se justifie par l'adhésion des autorités au principe de l'égalité des chances. Puisque l'exclusion sociale brime cette égalité, l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques correctrices réguleraient la situation avec pour but ultime d'aplanir les inégalités sociales. La position stratégique des gouvernements en tant qu'acteurs de pouvoir les habilite à intervenir en vertu du contrôle qu'ils exercent sur l'environnement politique, institutionnel, économique et social.



Crédit photo: Manoucheka Lorgis

Un devoir important incombe aux autorités publiques quant aux conditions et aux modalités de la pratique d'une citoyenneté active pour toutes et tous, étant donné que l'hétérogénéité sociétale croissante et les jeux d'exclusion qui en résultent représentent des défis devant être considérés pleinement dans les diverses réalités nationales.

Perspectives québécoise et montréalaise

Un survol de la manière dont la gestion de la diversité s'est opérée au Québec dans les dernières décennies en lien avec la façon de la concevoir au niveau gouvernemental permet de cerner les tenants et les aboutissants de l'approche montréalaise. Ce détour obligé vers le palier provincial réinscrit la dynamique municipale dans un contexte plus large, soit celui du Québec.

Afin de comprendre comment la diversité est appréhendée au provincial, quelques considérations historiques sont rappelées. Sur le plan de l'organisation formelle des responsabilités, de la genèse de la Confédération canadienne jusqu'à la fin du 20e siècle, le gouvernement fédéral a administré l'immigration de manière quasi exclusive, et ce, malgré une compétence concurrente dont la gestion pouvait relever des deux ordres de gouvernement. Résultat de l'évolution des relations intergouvernementales à partir des années 1960, les provinces se sont fait octroyer des pouvoirs leur permettant de s'approprier des responsabilités en matière d'immigration, notamment en ce qui concerne l'intégration des immigrant.e.s, devenant des acteurs à part entière (Paquet 2014).

La trajectoire québécoise apparait d'autant plus originale puisque cette province a entamé ce processus avant les autres et qu'elle a obtenu davantage de latitude au chapitre de la sélection de son immigration économique. À la suite de la ratification en 1991 des accords Canada-Québec, le gouvernement fédéral s'est engagé à « se retirer des services d'accueil et

d'intégration linguistique et culturelle offerts aux résidents permanents du Québec et du programme d'information et de placement à l'intention des immigrants » (SIRP 2008:4-5), et ce, en échange d'une généreuse contrepartie pour couvrir les frais afférents. Ainsi habilité, le Québec a donc disposé des pouvoirs et des ressources nécessaires pour planifier son immigration et penser son approche en matière d'intégration des nouveaux arrivants (Balthazar 2009).

Sur le plan administratif et en ce qui concerne les acteurs concernés, la délégation de certaines responsabilités en matière d'accueil et d'intégration aux organismes communautaires des centres urbains est officialisée au début des années 2000 (Belabdi 2004; Reichhold 2011). Auparavant centralisée, l'action publique mise désormais sur l'idée de « partenaires de l'État ». Les organismes communautaires assurent alors en grande partie la prestation des services d'accueil, de francisation, d'insertion socioéconomique, etc. Quant aux municipalités en tant qu'administration de proximité, celles-ci agissent aujourd'hui en concertation avec le MIDI dans le cadre déterminé par le gouvernement. Bien qu'une tendance se soit dessinée quant à leur autonomie dans la gestion des affaires en matière d'immigration, c'est sans en prendre l'entière responsabilité; les autorités québécoises en fixent les principales orientations politiques et déterminent donc le cadre au sein duquel les villes et les municipalités doivent opérer.

Le gouvernement du Québec privilégie l'approche de l'interculturalisme[5] pour l'intégration de ses nouveaux arrivants et la gestion de sa diversité ethnoculturelle. Il s'agit d'une politique constituée de politiques[6] n'ayant jamais fait l'objet d'énoncé formel, principalement décrite de manière secondaire et abstraite à l'intérieur des documents officiels. Ainsi, selon le MIDI,

> L'interculturalisme reconnait et valorise une conception plurielle et dynamique de l'identité québécoise, une langue publique commune, le français, le respect des droits et libertés de la personne et la lutte contre la discrimination, une éthique du dialogue et de la médiation ainsi qu'une conception de l'intégration basée sur l'engagement partagé entre la société et les personnes immigrantes. Il reconnait aussi l'importance des rapprochements interculturels et de la pleine participation des Québécoises et Québécois de toutes origines. (MIDI 2015a:35)

Cette description large fait écho à une « formule de coexistence en contexte de diversité » (Bouchard 2011:397). Ce type de conception de la gestion de la diversité spécifique au Québec propose de répondre simultanément aux aspirations identitaires de la majorité d'ascendance canadienne-française et aux impératifs du pluralisme. Selon l'*Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration – Au Québec pour bâtir ensemble* de 1991, l'interculturalisme repose sur trois éléments qui déterminent les responsabilités et les devoirs relatifs à une intégration réussie entre la société d'accueil et les nouveaux arrivants. Gagnon et Boucher (2016:187) définissent ces trois éléments constitutifs de l'approche interculturelle qui orientent la manière de concevoir la diversité québécoise :

> 1) une société dont le français est la langue commune de la vie publique;
> 2) une société démocratique où la participation et la contribution de tous sont attendues et favorisées;
> 3) une société pluraliste ouverte aux multiples apports dans les limites qu'imposent le respect des valeurs démocratiques fondamentales et la nécessité de l'échange intercommunautaire.

Ce modèle idéal que suggère l'interculturalisme s'articule autour de la conception d'une participation active, en français, de toutes et tous à l'édification d'une société et d'une culture québécoises dynamiques, et ce, dans le respect mutuel des différences. Si les valeurs communes et la valorisation du français bénéficient de lois ou de mesures spécifiques[7], aucune politique publique

5 Consulter les définitions proposées au glossaire.

6 Elle cumule une série d'énoncés de politique, de lois ordinaires, de lois organiques, d'ententes administratives intergouvernementales, de positions constitutionnelles et d'initiatives des plus diverses.

7 Par exemple, la *Charte de la langue française et la Déclaration sur les valeurs communes de la société québécoise*.

ne s'attache à la participation, bien que ce soit un aspect fondamental de l'interculturalisme.

Cette vision ambitieuse de la gestion de la diversité est soumise périodiquement au débat public. La tension persistante entre la valorisation de la culture majoritaire et la reconnaissance de la diversité a amené plusieurs débats animés et polémiques[8]. La controverse autour de ces thèmes souligne des divergences d'idées quant à la manière de faire société dans un Québec pluriel et aux réalités régionales multiples.

Le vivre-ensemble interpelle autrement les autorités gouvernementales en regard de l'existence d'un clivage quant à l'accueil des nouveaux arrivants entre la région métropolitaine de Montréal et les régions périphériques. Les contextes régionaux méritent également une attention particulière en fonction de la responsabilisation des municipalités au chapitre de l'intégration et de la gestion de la diversité (Fourot 2013). Les villes et les municipalités seront amenées à jouer un rôle de plus en plus important sur l'exercice de la citoyenneté, et les dynamiques d'inclusion et d'exclusion sociales.

Dans cette optique, le cas de Montréal se distingue au Québec par une concentration et une rétention élevées des nouveaux arrivants, en plus d'une forte présence de personnes racisées et issues des communautés ethnoculturelles. En 2011, la population immigrante représentait près de 33,2 % de la composition démographique de l'île de Montréal (MIDI 2014)[9]. Comme facteur explicatif, la capacité d'accueil de la métropole met en lumière son attractivité et explique en partie l'insuccès des stratégies de régionalisation de l'immigration mises en branle par les gouvernements québécois successifs depuis les années 1980. Par son offre de services publics, ses infrastructures, la densité de son tissu associatif et la présence accrue d'organismes communautaires œuvrant aussi bien auprès des personnes issues des communautés ethnoculturelles que des personnes immigrantes, la métropole fournit un environnement propice à l'insertion des nouveaux arrivants.

L'enjeu de la diversité dépasse le cadre montréalais et conduit son administration à souscrire à la vision de la gestion de la diversité portée par le gouvernement québécois, mais dans une certaine mesure adaptée à l'échelon local, à la réalité montréalaise :

> La Ville de Montréal adopte le principe d'interculturalisme pour orienter ses actions en tant qu'Administration municipale. La diversité de la population de Montréal est une de ses caractéristiques importantes et en constitue une richesse indéniable. En adoptant le principe d'interculturalisme, la Ville de Montréal veut faciliter les interactions, les échanges et les partages au sein de la population montréalaise dans un cadre de respect et de confiance. Elle compte sur la contribution et la participation de toutes les citoyennes et tous les citoyens à son développement social, culturel et économique. (Ville de Montréal 2018)

De la *Déclaration de Montréal contre la discrimination raciale* de 1989 jusqu'à la *Déclaration de Montréal sur le vivre-ensemble* de 2015, la Ville suit une trajectoire originale en ce qui a trait à la promotion de la diversité sur le plan symbolique. Toutefois, elle ne bénéficie pas d'une structuration cohérente correspondant à ses aspirations et permettant de penser l'interculturel, comme l'atteste l'absence de coordination entre les services administratifs[10], leurs initiatives éparses et celles des organismes communautaires qui ne sont pas toujours au diapason de celles de la Ville. Pourtant l'accroissement relatif des responsabilités et des ressources de la Ville de Montréal[11] l'engage à réviser son intervention en matière de gestion de la diversité.

8 Par exemple, ceux relatifs à la *Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles* en 2007, à la *Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement* en 2013-2014 et plus récemment à la *Consultation sur la discrimination systémique et le racisme au Québec*, morte au feuilleton.

9 De plus, « parmi les personnes immigrantes admises de 2006 à 2015 qui étaient présentes au Québec en janvier 2017, 73,9 % résidaient dans la région métropolitaine de Montréal (RMM) » (MIDI 2017:18).

10 À ce sujet, consulter la section sur les faits saillants, plus spécifiquement celui sur l'institutionnalisation de l'enjeu de la diversité.

11 Notamment grâce à la sanction de la Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec en septembre 2017 par le gouvernement du Québec.

Modalités de participation

Au-delà d'un cadre général de référence qui balise les orientations politiques et administratives en matière de gestion de la diversité, et circonscrivent les espaces et les modalités de participation, ces modalités sont à considérer avec une acuité toute particulière puisqu'elles témoignent des manières de faire singulières, qui parfois échappent à un cadrage plus strict de la participation citoyenne pensée de manière institutionnalisée.



Crédit photo : Manoucheka Lorgis

La complexité relative aux modalités de participation des personnes issues de la diversité requiert une action concertée de la part des autorités montréalaises et l'adoption d'une définition plus large de la participation. Tandis que le jeu politique formel se caractérise par une participation individualisée et plus appréciable, celle relative à l'investissement des espaces non institutionnels est plutôt occultée. Pourtant elle constitue un pan important des activités des citadin.e.s appartenant aux groupes des minorités ethniques et visibles, des personnes racisées et des immigrant.e.s. C'est un constat décrit par bon nombre de chercheurs (Simard 2004), notamment par Luisa Veronis (2010:174) qui souligne dans son étude sur le cas des migrants latino-américains à Toronto que les entités collectives et les groupes peuvent parfois mettre plus de temps à participer activement dans des processus formels de prise de décision, mais qu'ils sont néanmoins très activement impliqués au niveau local dans les milieux communautaires et qu'ils développent divers réseaux leur permettant de répondre à leurs besoins et de représenter leurs intérêts. Selon Luisa Veronis (2010:174), les modalités de participation et de construction de communauté dans les sociétés d'accueil s'appuient sur l'organisation collective des immigrant.e.s autour d'enjeux communs auxquels ils et elles font face, notamment la participation aux affaires de la société d'accueil. Cela suppose que les institutions de la société civile, tout comme les organismes communautaires ont un rôle d'importance en facilitant la participation des immigrant.e.s (Germain et Sweeney 2002; Veronis 2014).

La dimension collective de la participation des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité se vérifie aussi par l'importance accordée aux engagements de proximité, notamment dans les commissions scolaires, et à la nature de leurs organisations de diaspora. Quant à la structuration de cette action collective, Annick Germain et Mary Sweeney précisent que :

> plusieurs chercheurs pensent que le ralliement autour d'institutions communautaires trouve sa raison d'être dans le diagnostic que posent les immigrants sur la société d'accueil et plus précisément sur la place qui leur y est faite. L'existence de pratiques discriminatoires, le sentiment d'être exclu, de ne pas être pris en compte dans l'offre de services publics incitent certains groupes ethnoculturels à « se prendre en main » collectivement. (2002:17)

Sans pour autant établir une distinction nette entre une participation individuelle s'articulant autour des institutions et du pouvoir formels, et une participation collective davantage grassroots (de la base) et moins institutionnalisée, la participation communautaire se présente comme une alternative à l'exercice de la démocratie par des institutions nationales ou locales. C'est le constat que formule Arjun Appadurai dans son article sur la *deep democracy* (2001) : depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les modalités de gouvernance se sont largement transformées, permettant l'émergence et le développement d'acteurs non étatiques (organisations communautaires et non gouvernementales, mouvements citoyens, etc.) qui ont à jouer un rôle de plus en plus important dans l'organisation des sociétés. Plus spécifiquement, ces organisations et ces groupes en viennent à reconstituer de nouvelles formes de citoyennetés au sein des villes, ce qu'Arjun Appadurai nomme la deep democracy (2001:25), une forme de gouvernance aux racines et aux ancrages locaux. Ces formes de participation collective sont tout aussi importantes que celles qui mobilisent une participation plus individuelle puisqu'elles sont à même de rendre compte des enjeux de groupes plus défavorisés et moins audibles. L'enjeu consiste donc à favoriser un passage entre des modalités de participation collective et une individualisation de cette participation, qui elle, demeure centrale au fonctionnement démocratique des sociétés contemporaines.

En somme, les perspectives générale et spécifique peuvent éclairer les enjeux sous-tendant la participation politique et communautaire des personnes issues de la diversité à la vie municipale montréalaise et les obstacles à celle-ci. L'hétérogénéité sociétale et la multiplicité des appartenances posent de nouveaux défis aux autorités publiques chargées de réguler et de soutenir le vivre-ensemble. Si certains approfondissent l'interrelation entre l'exercice d'une pleine citoyenneté et la participation active des groupes marginalisés – en attestent le cas québécois et la réalité montréalaise avec la participation politique et communautaire comme génératrice d'intégration, de cohésion et d'une citoyenneté urbaine émergente – d'autres efforts doivent être faits pour s'assurer la pleine participation de toutes et de tous.

DÉMARCHE



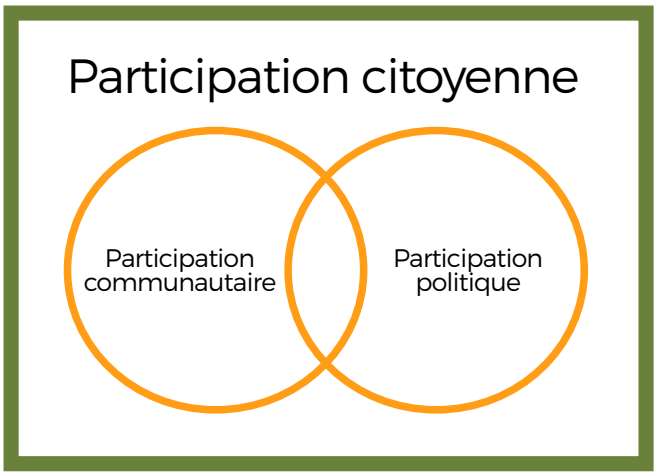
Crédit photo: Manoucheka Lorgis

Démarche

Circonscrire et cadrer la participation

Préalablement à la présentation de la méthodologie sont énoncées les motivations ayant conduit au choix de la terminologie (ou cadrage) utilisée dans le présent avis. La participation comme enjeu public se caractérise à la fois par sa polysémie et sa multidimensionnalité. Bien que plusieurs types de participation puissent s'apprécier et se mesurer, tels que la participation économique, culturelle et linguistique, le CIM consacre cet avis spécifiquement à la participation citoyenne. Celle-ci occupe une position singulière dans la vie municipale et son appréhension par le CIM comporte deux principales composantes, à savoir la participation politique et la participation communautaire. Ces dimensions se recoupent largement et s'avèrent inséparables. Un travail de définition permet de cerner les distinctions et les rapports qu'entretiennent ces deux types de participation l'un avec l'autre.

Figure 1 – Schéma des composantes de la participation citoyenne



La participation citoyenne peut se définir comme suit :

> Un processus d'engagement obligatoire ou volontaire de personnes ordinaires, agissant seules ou au sein d'une organisation, en vue d'influer sur une décision portant sur des choix significatifs qui toucheront leur communauté. Cette participation peut avoir lieu ou non dans un cadre institutionnalisé et être organisée sous l'initiative des membres de la société civile (recours collectif, manifestation, comité de citoyen) ou des décideurs (référendum, commission parlementaire, médiation). (André 2012:1 dans MIDI 2016:67)

Pensée ainsi, la participation citoyenne englobe à la fois la participation politique et la participation communautaire. Philippe Braud définit la participation politique comme « l'ensemble des activités, individuelles ou collectives, susceptibles de donner aux gouvernés une influence sur le fonctionnement du système politique » (2006:279). La participation citoyenne se rapporte donc principalement aux institutions formelles, soit à la représentation au sein de la fonction publique et des corps élus. Le CIM estime que ce type de participation et sa définition s'avèrent pertinents au présent avis puisqu'ils permettent de concevoir l'engagement des personnes issues de la diversité dans les lieux décisionnels où le pouvoir s'exerce.

Tableau 1 – Dimension politique : composantes et éléments

Composante 1	La citoyenneté politique
Élément 1	La représentation politique (candidature et élection)
Élément 2	Les actions politiques *Exemple : signature de pétitions et participation à des manifestations
Élément 3	L'adhésion à une formation politique
Élément 4	La participation électorale
Élément 5	La participation aux instances démocratiques des institutions *Exemple : participation et prises de parole aux séances du conseil municipal et aux consultations publiques
Composante 2	La citoyenneté sociale
Élément 1	L'adhésion à un syndicat
Élément 2	La participation aux activités syndicales
Élément 3	L'adhésion à une organisation non gouvernementale locale, provinciale, nationale ou internationale
Composante 3	La citoyenneté civique
Élément 1	La naturalisation
Élément 2	La présence dans l'administration *Exemple : proportion de personnes issues de la diversité dans l'administration municipale et l'appréciation de leur fonction

Source : MIDI 2015:40-41; * nos ajouts

La participation communautaire repose sur l'engagement et les activités effectuées bénévolement au niveau local dans les regroupements associatifs. Ce type de participation est essentiel au développement de communautés locales fortes et, plus généralement, elle est au cœur des pratiques d'engagement favorisant l'intégration socio-économique[12] et la création de liens sociaux[13]. Si sur le plan théorique une distinction est faite entre la participation politique et communautaire, le CIM estime qu'en ce qui concerne les pratiques et les actions, la participation communautaire est une modalité intimement liée à la première et tout aussi essentielle à son application, et ce, d'autant plus en ce qui a trait au parcours des personnes issues de la diversité. Elle témoigne d'une plus grande sensibilité aux obstacles à leur participation, notamment recensés par Jean-Pierre Colin et Laurence Bherer (2008)[14].

Tableau 2 – Dimension communautaire : composante et éléments

Composante 1	L'engagement communautaire
Élément 1	Les formes locales de la participation
Élément 2	Le capital social affectif
Élément 3	Le capital sociale relationnel
Élément 4	Le bénévolat *Exemple: proportion de personnes ayant fait du bénévolat et le temps accordé

Source : MIDI 2015:40-41; * nos ajouts

Ces deux composantes de la participation citoyenne sont liées et se complètent mutuellement, bien qu'elles permettent de distinguer des modalités de participation différentes et dégagent certaines spécificités.

Le choix du cadrage de la participation citoyenne des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité s'articule autour de ces deux dimensions puisque celles-ci se complètent et convergent avec les champs d'intervention municipaux. Plusieurs chercheurs s'accordent pour affirmer que « la participation aux communautés locales renforcerait également l'engagement civique et la participation électorale au niveau local » (Milner 2004 dans MIDI 2016:33). Une étude de Carolle Simard et Michel Pagé (2009) sur les antécédents militants des élu.e.s montréalais.e.s confirme cette hypothèse d'une corrélation positive entre les deux types d'engagements. Aussi, en vertu de son pouvoir règlementaire et de ses champs de compétences, la Ville peut intervenir plus facilement en cette matière. Enfin, comme la partie de cet avis portant sur les faits saillants en fait état ci-après, des préoccupations relatives au déficit démocratique à l'échelle municipale guident aussi cette manière de circonscrire la participation.

Recherche documentaire, limites et réponses

Cet avis s'appuie sur une brève revue de la littérature grise[15] et scientifique thématique recoupant la plupart des notions définies au glossaire : participation, citoyenneté urbaine, droit à la ville, représentation, cohésion sociale, etc.

Une analyse critique de ces corpus souligne ses limites et des manques significatifs pour l'étude de la participation des personnes issues de la diversité à Montréal. La littérature et les données statistiques relatives à cette problématique demeurent ténues et pas toujours cadrées de manière à être opératoires. Par exemple, l'état de la situation des autochtones en milieu urbain et le rôle méconnu des espaces de participation non institutionnalisés s'avèrent peu traités par l'un et l'autre de ces corpus.

12 La participation citoyenne comme condition primordiale d'une intégration réussie est l'argument central qu'a développé l'Institut du Nouveau Monde dans le mémoire qu'il a déposé en 2007 dans le cadre de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles. Selon ce mémoire, la responsabilité d'une participation pleine et entière à la vie démocratique ne dépend pas uniquement des institutions nationales, mais aussi locales, de groupes locaux et de la société civile.

13 Le travail de Jolana Jarotkova (2017) sur la participation sociale d'immigrants originaires de la République démocratique du Congo installés d'une part dans la Région de Bruxelles-Capitale (Belgique) et d'autre part dans la région d'Ottawa-Gatineau, est un exemple probant de cette forme de participation qu'est la participation communautaire.

14 Ces auteurs reprennent les obstacles soulevés par le feu Conseil des relations interculturelles, notamment d'ordre historique, culturel, ou encore provenant des minorités ethnoculturelles en elles-mêmes, du statut socioéconomique, des partis politiques et de l'absence de ces minorités au sein de l'appareil public.

15 Ce sont des publications et des rapports gouvernementaux et municipaux.

Également, l'imprécision du concept de « diversité » comme outil conceptuel ne permet pas d'appréhender finement la problématique étudiée, et ce, d'autant plus dans une perspective authentiquement intersectionnelle que cet avis aurait souhaité mettre de l'avant. Réaffirmant la dialectique majorité-minorités où les membres de ladite diversité représentent tout le monde sauf ceux appartenant au groupe majoritaire, la notion de diversité peine à rendre compte des trajectoires individuelles, des contextes sociohistoriques singuliers et des différences dans les modalités de participation. Malgré ses limites conceptuelles, méthodologiques et empiriques, cet avis fait néanmoins l'usage de la notion de « diversité[16] » pour parler des minorités visibles et ethniques, et ce, en regard de la fonction que cette idée occupe comme référent collectif à la fois sur la scène montréalaise et dans le discours public québécois.



Crédit photo : Manoucheka Lorgis

En réponse à la difficulté d'accès aux données et à leurs limites certaines, cet avis bénéficie de l'expertise des milieux universitaires et communautaires qui ont été consultés tout au long de la conduite de la recherche. Ainsi, des acteurs stratégiques dans ces domaines ont notamment été consultés dans le cadre de deux journées de réflexion consacrées à la présentation préliminaire de cet avis.

Si cet avis n'a pas été en mesure de dresser un portrait exhaustif de la participation citoyenne des personnes issues de la diversité en contexte montréalais, la réflexion qui résulte de l'analyse des données fait émerger des constats importants donnant lieu à des recommandations qui pourront favoriser une plus grande participation des personnes issues de la diversité.

16 Voir le glossaire pour l'emploi de la définition de la « diversité ».

ÉTAT DE LA SITUATION ET FAITS SAILLANTS



Crédit photo: Manoucheka Lorgis

État de la situation et faits saillants

Les recommandations que le CIM formule pour les élu.e.s montréalais.e.s dans cette partie s'appuient essentiellement sur trois faits saillants et déterminants quant à la participation politique et communautaire des personnes issues de la diversité, à savoir : 1) la formation des citoyen.ne.s à la vie civique municipale, 2) la représentation des personnes issues de la diversité au sein des institutions publiques et 3) l'institutionnalisation de l'enjeu de la diversité et de l'approche de la Ville en la matière.

Ainsi, l'exposé d'un état de la situation et d'initiatives entreprises en lien avec ces thèmes permet de définir des manières d'approfondir une gestion de la diversité inclusive à Montréal et des actions spécifiques à mettre en œuvre pour répondre aux défis de la participation des personnes issues de la diversité.

Formation à la vie civique municipale

Le fait qu'aucune éducation à la vie civique municipale ne figure au cursus scolaire des jeunes Québécois.e.s invite à réfléchir à la manière de former les Montréalais.e.s à l'exercice de leur citoyenneté urbaine. Sont primordiaux ces moments et ces lieux qui permettent d'acquérir indirectement ce que Julien Talpin (2008) définit comme des compétences civiques, c'est-à-dire des savoir-faire pratiques, des compétences techniques et des compétences politiques[17]. S'exerçant autant dans les cadres formels et traditionnels que dans les espaces non institutionnalisés, ces compétences participeraient à la politisation des individus.

Ces expériences forgent l'appréhension et les modes d'engagement des individus quant à la politique locale. La Ville de Montréal compte à son actif plusieurs initiatives structurantes et originales allant dans le sens du développement de la compétence civique de ses citoyens[18]. En concordance avec l'étude de Julien Talpin (2008) sur les effets de la pratique des budgets participatifs[19] à l'échelon municipal en Europe, quelques arrondissements ont tenté l'expérience, dont le Plateau-Mont-Royal entre 2006 et 2009. Au-delà de la perception d'une complexité administrative, cela a permis non seulement la consultation des citoyens mais aussi leur délibération. Comme le souligne Diane Lamoureux,

> L'intérêt de cette expérience limitée, c'est justement le passage graduel de l'aspect consultatif à l'aspect délibératif : alors que pour plusieurs élus, le rôle d'un tel budget était plutôt de consulter la population, en lui demandant d'exprimer ses projets, et ensuite de se réserver la décision, ils ont eu le bon sens de faire graduellement place à une délibération publique, en demandant aux citoyens d'évaluer la pertinence des divers projets, à la suite d'un processus de confrontation [...]. (2008:127)

Adressée au citoyen *lambda*, cette invitation à définir avec leurs pairs des initiatives et des projets faisant sens pour eux dans leur quotidien favorise la participation effective aux affaires locales. La mise en œuvre de ce dispositif dans des quartiers multiethniques permet aux Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité de s'approprier un levier politique, social et économique, dans un contexte de sous-représentation de la diversité à des postes clés. Bien que le budget participatif ne doive guère représenter une panacée en regard du dynamisme de l'histoire de l'action communautaire au Québec et à Montréal (Hamel et Jouve 2006), c'est une avenue prometteuse pour la diversification des espaces publics d'engagement investi par les Montrélais.e.s.

Indissociables à l'acquisition de la compétence civique, la délibération et l'apprentissage par l'expérience occupent aussi une fonction prépondérante dans le cas de figure du Jeune Conseil de Montréal, un exemple caractéristique de la formation à la vie municipale. Depuis 1987, cette simulation rassemble annuellement de 70 à 100 personnes de 18 à 30 ans de partout au Québec voulant s'initier aux rouages des institutions politiques montréalaises (JCM 2013:13). Ce type d'initiative se retrouve aussi dans les arrondissements, tel *Maire ou Mairesse d'un jour* mis en branle dans Montréal-Nord, une activité où des

17 Par exemple, s'exprimer publiquement lors d'une séance d'un conseil municipal.

18 L'on peut penser, par exemple, à l'initiative « Citoyen de ma ville » qui initie les élèves à leur futur rôle de citoyen.ne à travers deux ateliers et trois visites d'instances de la Ville.

19 Selon Yves Sintomer, Anja Röcke et Julien Talpin, « cette procédure consiste à associer des citoyens non élus à la définition ou à l'allocation des finances publiques » (2009:303).

élèves du primaire en apprennent davantage sur cette fonction.

En marge des activités pédagogiques d'initiation à la participation à la politique locale, d'autres mesures encouragent plus spécifiquement l'autonomisation des personnes issues de la diversité et leur exercice corolaire d'une citoyenneté urbaine active. D'abord, le projet du *Groupe des Trente* de Concertation Montréal réunit pour une période d'un an trente ambassadrices et ambassadeurs disposant d'une expérience au sein d'un conseil d'administration et mandaté.e.s pour la partager.

Ensuite, plusieurs programmes de jumelages interculturels soutenus par des organismes communautaires[20] agissent sur les plans social, linguistique, culturel et interculturel pour outiller les nouveaux arrivants et faciliter leur inclusion à la société québécoise tout comme à l'échelon local. Dans une perspective générale, par leur incidence réciproque sur leur trajectoire individuelle, la pratique du jumelage permet à ceux qui l'effectuent de se familiariser mutuellement avec la réalité de l'autre. Ainsi, un jumelage interculturel fondé sur les termes de la participation favorise l'appartenance à la communauté locale.

Ainsi, bien que les mesures relatives à la formation à la vie municipale s'étendent au-delà des exemples évoqués, certaines réserves sont présentes. S'il existe actuellement un nombre important d'initiatives en la matière, trop peu s'adressent aux personnes issues de la diversité. En fonction des trajectoires individuelles et des modalités de participation diverses, apparait l'importance d'approfondir la réflexion sur l'optimisation de la participation communautaire et citoyenne. Cela commence notamment par une meilleure documentation des pratiques à l'œuvre et de leurs répercussions sur les catégories étudiées.

Représentation au sein des institutions montréalaises

Un communiqué de presse émis par Élection Montréal (2017b) au lendemain du dernier scrutin municipal statuait que sur une base autodéclaratoire[21], le nouveau corps représentatif se composait à 23 % de personnes issues de la diversité (respectivement, 6 élus provenant des minorités visibles et 14 des minorités ethnoculturelles). Pourtant, près de 86 Montréalais.e.s issu.e.s de ces groupes sur les 298 candidatures ont fait campagne. Cette sous-représentation s'inscrit en continuité avec les résultats obtenus en 2013, où sur un total de 485 candidatures, que 16 de la diversité ont accédé à une charge publique (représentant 15,53 % des élu.e.s). Par rapport au portrait décrit précédemment de la structure sociodémographique de la Ville de Montréal, où plus de 31 % de ses résident.e.s appartiennent à des populations immigrantes (Rocher 2017), c'est un déficit au chapitre de leur représentation sur les instances régissant la vie municipale.

L'étendue de cette problématique peut être approfondie en précisant un fait notable quant à la nature des fonctions publiques occupées. Sans hiérarchiser l'importance des types de mandats, certains postes stratégiques permettent d'exercer une plus grande influence sur les affaires locales; par exemple, les membres du comité exécutif de la Ville de Montréal bénéficient explicitement d'un pouvoir de décision, comparativement à un.e conseiller.ère d'arrondissement d'un parti de l'opposition.

Sans être le propos central du présent avis, l'enjeu de la représentation se pose aussi dans la fonction publique municipale. Autant sur le plan politique qu'administratif, la présence et la participation de personnes issues de la diversité illustrent le degré d'inclusion des institutions publiques montréalaises. *Le Plan d'action pour la diversité en emploi 2016-2019* produit par la Ville de Montréal (2016b) fait état des initiatives et des résultats relativement à l'embauche du personnel provenant des cinq groupes visés par la *Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics*, soit les femmes, les autochtones, les personnes handicapées et les membres des minorités ethniques et visibles. Malgré les ef-

20 Notons par exemple le *Réseau de Jumelage interculturel du Québec* coordonné par la *Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes* (TCRI) ou encore le programme de jumelage interculturel du *Carrefour de ressources en interculturel* (CRIC).

21 Pour les statistiques suivantes compilées par Élection Montréal (2013a; 2013b; 2017a; 2017b), les taux de réponse sur une base volontaire s'élèvent à : 84 % pour les élus en 2017; 78 % pour les candidats en 2017; 77,7 % pour les élus en 2013; et 68 % des candidats en 2013.

forts déployés au cours des dernières années, seulement 17 % des ressources humaines municipales en 2015 s'identifient comme appartenant aux minorités ethniques et visibles. Fait préoccupant, les membres de ces groupes n'occupent que 6 % des fonctions de cadres de direction. Bien que ce soit une progression de 0,2 % depuis 2012, cela ne représente qu'une seule personne. Un constat similaire peut être fait pour les cadres administratifs dont seulement 9,4 % des effectifs sont représentés par des personnes appartenant aux groupes visés en 2015, soit une augmentation de 1,5 % par rapport à 2012. C'est donc dire que les personnes issues de la diversité n'occupent pas des fonctions stratégiques à la Ville de Montréal.



Crédit photo: Manoucheka Lorgis

Ce constat d'un déficit de représentativité des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité au sein des diverses sphères décisionnelles doit être analysé en regard de la montée en popularité de l'importance d'une juste représentation de la multiplicité composant la société et des revendications de reconnaissance des groupes marginalisés. En posant la question de l'exigence de présence dans les lieux de délibération et de pouvoir où les décisions sont prises, Dominique Leydet rappelle que « la justification de l'autoreprésentation de groupes marginalisés repose toujours sur la constatation première d'une situation d'injustice qui dénonce comme un leurre l'égalité formelle des citoyens célébrés par l'universalisme abstrait d'un certain modèle de citoyenneté » (2002:79).

Par rapport aux frustrations et au désabusement d'une certaine masse critique de la population pour la politique et ses institutions[22], les autorités publiques ont une grande responsabilité quant à leur réhabilitation et disposent d'outils importants pour favoriser l'appartenance de toutes et tous à la Ville. Selon le cadre juridique adopté par le gouvernement du Québec, les partis politiques municipaux jouissent d'une grande indépendance quant à la sélection de leurs candidatures électorales. Ce pouvoir discrétionnaire est habituellement tributaire du fonctionnement et des règles internes que les membres de ces partis se sont donnés et soulève la question de l'atteinte d'objectifs quantifiables ou de quota. Si ces thèmes font actuellement l'objet d'un débat public, d'autres initiatives peuvent être menées en amont pour encourager les personnes issues de la diversité à s'engager en politique municipale. Par exemple, sur une base individuelle, les élu.e.s pourraient mettre à profit leurs compétences politiques et leur réseau en devenant les mentors de personnes provenant de groupes sous-représentés. L'exigence de présence constitue un travail devant être mené à toutes les échelles.

Dans un autre ordre d'idées, les acteurs communautaires et les nouveaux mouvements sociaux montréalais discutent depuis les années 2000 de la thématique du droit à la ville[23] pour revitaliser la démocratie locale et stimuler la participation citoyenne. D'abord développé par Henri Lefebvre (1968) à la fin des années 1960 et défini plus récemment par Anne Latendresse comme étant « le droit des citoyens et des citoyennes à définir la ville, et ce, peu importe leur statut »

22 À savoir ce que plusieurs auteurs nomment la crise de la démocratie (Boisvert 2016; Rosanvallon 2006).

23 Se référer à la définition au glossaire.

(2008:104); ce concept fait directement écho à l'impératif d'une juste représentativité. L'accent mis sur l'inclusion et sur l'élimination de critères discriminatoires à l'appropriation de la ville par ses résidents invite à repenser et à redéfinir la citoyenneté urbaine sur une base territoriale.

Cette citoyenneté de résidence (Oriol 2007) défie les approches juridiques rigides et inadaptées au contexte d'intensification des flux migratoires où les grandes métropoles accueillent un nombre croissant de nouveaux arrivants privés pour une longue période de droits politiques et sociaux avant leur naturalisation, le cas échéant. Plusieurs experts, dont Paul Oriol, statuent et constatent que « la résidence est, de plus en plus, un critère d'attribution de droits » (2007:97), notamment politiques et démocratiques, et en appellent à une approche plus inclusive quant au droit de vote.

Par exemple, dans la foulée de la *Convention sur la participation des étrangers à la vie publique au niveau local* du Conseil d'Europe, les États signataires se sont engagés « à encourager et faciliter la création de tels organismes consultatifs ou la mise en œuvre d'autres dispositions appropriées sur le plan institutionnel pour la représentation des résidents étrangers par les collectivités locales ayant sur le territoire un nombre significatif de résidents étrangers » (article 5). Ainsi, ces États ont adhéré à divers arrangements pour autoriser et faciliter le droit de vote en milieu urbain de leurs résidents étrangers, et ce, sous certaines conditions.

Comme mentionnée auparavant, l'idée du droit à la ville n'est pas nouvelle à Montréal. Comme le rapporte Anne Latendresse, le quatrième Sommet citoyen de Montréal organisé en 2007 s'est articulé autour de ce thème et a traité notamment des enjeux « liés à l'exclusion des groupes minorisés » (2008:108). Cela vient en quelque sorte compléter la réflexion entamée en 2002 lors du deuxième Sommet citoyen sur le développement durable et la démocratie participative, qui a débouché sur la proposition d'une *Charte montréalaise des droits et responsabilités*. Finalement adoptée en 2006 par le conseil municipal, cette Charte concourt au développement d'une citoyenneté urbaine proprement montréalaise. Lucie Lamarche souligne qu'au-delà de sa dimension symbolique, ce document

> concrétise de manière opérationnelle certaines conditions de gouvernabilité propre à la ville : relation à l'espace, subsidiarité, déplacement du contrôle de la normativité en matière de droits humains des citadins, et enfin, participation et démocratisation des processus d'élaboration des politiques publiques. (2008:1)

Jean-Pierre Colin et Laurence Bherer témoignent aussi d'un intérêt pour la Charte et la conception qu'elle entretient de la citoyenneté. Ils soulignent l'importance de son article 30 pour le droit à la ville, établissant que « dans la présente Charte, on entend par citoyenne ou citoyen, une personne physique vivant sur le territoire de la Ville de Montréal ». (2008:13) Cette lecture correspond à la définition de la citoyenneté urbaine sur une base territoriale et pose les termes d'une réflexion sur l'approfondissement des droits démocratiques et politiques des résident.e.s montréalais.e.s, et ce, malgré leur statut. Considérant l'augmentation du ratio de résident.e.s permanent.e.s et résident.e.s temporaires depuis le milieu des années 2000 (DeVortez 2008; Haince 2014; Reed 2008) et leur apport essentiel à la vie municipale, notamment sur les plans culturel, social et économique, il est important d'interroger les déterminants de leur appartenance à la ville et leurs modalités de participation pour envisager des manières concrètes et actuelles d'encourager celle-ci.

Institutionnalisation de l'enjeu de la diversité

Tout comme l'interculturalisme au niveau provincial qui n'a jamais l'objet d'une loi-cadre de la part du gouvernement du Québec (Gagnon et Boucher 2016), l'approche des autorités montréalaises en matière de gestion de la diversité ne bénéficie guère plus d'une action publique cohérente, transversale et institutionnalisée[24]. L'enjeu de la diversité ne constitue actuellement

24 À la suite de Max Weber (1922), l'on pourrait dire de l'institutionnalisation que c'est un processus qui permet d'ancrer une réalité sociale (ici la diversité) dans un contexte formel donnant lieu à des pratiques, des procédures et des discours institués.

qu'une priorité secondaire pour la fonction publique métropolitaine, en témoignent le peu d'importance qu'y accordent les organes mandatés pour la considérer et le rang qu'occupent ceux-ci dans l'organisation municipale (voir ANNEXE 1).

Tandis que le Conseil interculturel de Montréal agit à titre d'instance consultative indépendante, les questions afférentes à la diversité sont traitées, sur le plan politique, par la *Commission sur le développement social et la diversité montréalaise* (CDSDM) et sur le plan administratif, par le *Service de la diversité sociale et des sports* (SDSS) et le *Bureau d'intégration des nouveaux arrivants* (BINAM). En ce qui a trait à la CDSDM, l'enjeu de la diversité n'occupe non seulement que la deuxième position à l'agenda derrière le développement social, mais l'étendue de sa définition s'avère très ambitieuse pour une commission à double mandat.[25] Annick Germain dégage le même constat concernant les services administratifs de la Ville en affirmant que « les affaires interculturelles ne représentent qu'une petite section au sein de la Direction de la diversité sociale » (2013:31), soit l'actuel SDSS. Sont en cause, encore une fois, le champ trop large que recoupe la définition de la diversité et la double mission du service. Puis, même fort de son nouveau statut de métropole et de ses nouvelles compétences corollaires au chapitre de l'intégration des nouveaux arrivants, la nature du mandat du récent BINAM ne participe qu'en partie au développement d'une vision ambitieuse de la ville inclusive. En ne soutenant que les Montréalais.e.s issu.e.s de l'immigration récente, l'action de cet organe s'accorde mal à la réalité beaucoup plus complexe du processus d'inclusion qui s'échelonne sur la longue durée et qui comprend bien plus que les aspects économiques.

La critique ici formulée ne concerne pas l'action ou les accomplissements de ces organes publics, mais plutôt la difficulté qu'a la structure institutionnelle dans laquelle ils prennent place à penser la diversité de manière véritablement transversale et opérationnelle. Le fait qu'au chapitre de la fonction publique le SDSS et le BINAM relèvent tous les deux de la *Direction générale adjointe à la qualité de vie* indique qu'aucune autorité hiérarchique supérieure n'est habilitée ou a le mandat d'inculquer aux autres directions générales adjointes le souci d'agir en tenant compte de la diversité. Cette problématique revêt un caractère décisif puisqu'une corrélation existe entre l'importance accordée à l'enjeu de la diversité au sein d'une administration et la position hiérarchique du service en étant responsable. Positionné stratégiquement, ce service peut donc plus aisément coordonner l'action municipale et diffuser une vision cohérente, en témoignant notamment d'une plus ample légitimité pour le faire. Toutefois, sans pour autant procéder à un remaniement drastique de l'organisation municipale, la création d'une *Direction générale adjointe à la diversité montréalaise* permettrait à la Ville de préciser et d'améliorer la qualité de son action en la matière. Des initiatives spécifiques et globales peuvent être mises en œuvre par les autorités montréalaises pour faire de la diversité une priorité authentique et adéquatement traitée en regard de sa prépondérance croissante en milieu urbain.

Par exemple, comme mesures ciblées, l'intégration d'un mécanisme dans le processus décisionnel permettrait de donner une attention particulière aux groupes sous-représentés, tels que les minorités ethniques et racisées, dont la voix porte moins sur la place publique. Le cas de figure des clauses d'impact jeunesse est un exemple évocateur. Porté comme revendication sur la scène politique québécoise par plusieurs regroupements de la société civile, comme l'organisme Force jeunesse, cela se justifie par le principe d'équité intergénérationnelle. Puisque la plupart des actions entreprises par les autorités publiques ont des effets indirects sur la jeunesse et que c'est important de considérer pleinement leurs externalités, ce serait approprié de joindre à chaque projet de texte un court énoncé attestant une réflexion préalable sur le sujet. Une clause concernant les groupes sous-représentés trouve aussi écho chez Kristen Intemann (2009), qui

25 Selon le rapport de consultation *Vers une Politique de développement social* (2017), la diversité montréalaise représente plusieurs groupes : « les personnes autochtones [...]; les femmes [...]; les jeunes de moins de 35 ans [...]; les personnes vivant avec un handicap physique ou intellectuel [...]; les personnes aînées [...]; les multiples visages de l'itinérance [...]; les personnes qui se sentent racisées, profilées ou discriminées [...]; les personnes de la communauté LGBTQ+ [...] » (3).

explique sa pertinence par le principe de justice sociale. La logique voulant qu'un enjeu particulier soit priorisé par la Ville en l'institutionnalisant et en l'inscrivant à l'intérieur du processus décisionnel n'est pas nouvelle à Montréal : tous les sommaires décisionnels[26] produits par la Ville incluent une clause administrative de développement durable, de sorte que soient évalués les effets de chaque décision sur celui-ci.

De même, comme initiatives structurantes, plusieurs institutions publiques, villes et métropoles choisissent d'élaborer une politique publique spécifique officialisant leur approche en matière de gestion de la diversité et répondant aux principaux enjeux. Au-delà des dossiers transversaux relatifs à la diversité, Annick Germain recense au Québec trois champs d'action municipale où les autorités locales disposent d'une initiative exclusive, soit « dans le domaine de l'aménagement des lieux de culte, dans le domaine du patrimoine des 'communautés culturelles' [...] et l'aménagement des espaces publics [...] » (2013:38). La politique en matière de diversité culturelle de la Ville de Gatineau adoptée en 2003 constitue un exemple inspirant d'une municipalité québécoise animée par une volonté de cadrer leur appréhension de la diversité pour mieux la considérer et coordonner leurs actions.

Plus que l'établissement de balises claires, selon le Service fédéral public de Belgique, « une politique de la diversité vise le changement des processus et des mentalités au sein d'une organisation » (2010:10) et participe donc à rendre la ville plus inclusive. Des institutions et services publics adaptés et soucieux de la différence favorisent leur appropriation par les personnes issues de la diversité. Celles-ci sont alors davantage enclines à développer un sentiment d'appartenance envers la ville et à participer aux affaires municipales. Jusqu'à présent, Montréal a fait l'économie d'une politique formelle et cohérente de gestion de la diversité ou de l'interculturel. Malgré le cadre politique et administratif en matière d'inclusion et d'équité de la Ville[27] (Ville de Montréal 2016a), celle-ci ne dispose pas de texte formel agissant comme document de référence et permettant de saisir les finalités et la logique de son action. Dans ce contexte, plusieurs acteurs du milieu, dont le Conseil interculturel de Montréal, ont demandé à la Ville et ont milité en faveur de l'élaboration d'une politique interculturelle qui viendrait institutionnaliser sa conception de la diversité et établir les règles du jeu pour l'approfondissement de la ville inclusive[28].

Ces trois faits saillants relatifs à la participation citoyenne, et plus spécifiquement à celle des personnes issues de la diversité, invitent les élu.e.s municipaux montréalais à l'action. Premièrement, la méconnaissance que la population témoigne quant au fonctionnement de l'administration et de la politique municipale exige de réfléchir à la manière d'offrir une formation innovante à la vie civique municipale. Deuxièmement, le déficit démocratique et de légitimité que connaissent les institutions publiques montréalaises incite à améliorer dès maintenant la représentativité des personnes issues de la diversité en leur sein. Troisièmement, la façon dont l'enjeu de la diversité est traité actuellement à Montréal sur le plan institutionnel empêche une prise en considération à la hauteur de son importance et soulève le besoin d'institutionnaliser l'approche en matière de gestion de la diversité de la Ville.

26 Un sommaire décisionnel désigne un document administratif confirmant une action ou une décision publique.

27 Ce cadre se constitue notamment de la *Charte montréalaise des droits et libertés*, la *Déclaration de Montréal contre la discrimination raciale*, la *Déclaration de Montréal pour la diversité*, etc.

28 Dans son *Avis sur le plan de développement de Montréal et les relations interculturelles. Pour une gestion de la diversité ethnoculturelle et religieuse* (2013), le CIM dégageait la recommandation suivante : « Que la Ville de Montréal se dote d'une politique interculturelle intégrant un cadre de gestion et de référence assorti d'un plan d'action dont les lignes directrices seraient fondées, entre autres, sur une reconnaissance des principes de l'interculturalisme, le pluralisme de ses interventions, la laïcité de son institution ainsi que la formation et l'expertise interculturelle » (2014:39).

RECOMMANDATIONS ET REMERCIEMENTS



Crédit photo : Manoucheka Lorgis

Recommandations

Les recommandations qui suivent sont formulées à l'intention du Conseil municipal de Montréal et conséquemment aux conseils d'arrondissement, dans le respect de leurs prérogatives et de leurs responsabilités. Celles-ci coïncident avec les trois types de politiques municipales développés par Annick Germain, soit : « les politiques d'immigration et d'établissement des nouveaux arrivants; les politiques de gestion de la diversité (souvent qualifiées au Québec de politiques interculturelles); les politiques urbaines plus générales, mais qui concernent les immigrants et les minorités ethnoculturelles, éventuellement de manière spécifique » (2013:3).

Recommandation 1 : Introduire des mécanismes participatifs

Considérant que les personnes issues de la diversité peuvent s'approprier d'une manière plus effective les mécanismes de démocratie représentative mis en œuvre au niveau local;

Le Conseil interculturel de Montréal recommande que la Ville introduise la pratique des budgets participatifs, notamment au niveau des arrondissements, afin de favoriser la participation des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité.

Recommandation 2 : Soutenir le mentorat, le jumelage interculturel et des projets structurants

Considérant que les programmes déjà en place à la Ville ne permettent pas aux organismes d'obtenir un financement substantiel et récurrent pour des initiatives destinées aux personnes issues de la diversité et que ces programmes ne portent pas une attention particulière aux enjeux de la participation citoyenne;

Le Conseil interculturel de Montréal recommande que la Ville soutienne financièrement des initiatives porteuses et des projets structurants contribuant à favoriser la participation des personnes issues de la diversité, parmi lesquels le mentorat et le jumelage interculturel.

Recommandation 3 : Soutenir les organismes œuvrant à la formation à la vie municipale

Considérant, d'une part, l'importance de l'éducation et de la formation dans le développement de compétences permettant une participation active à la vie civique et politique montréalaise et, d'autre part, les multiples modalités de participation parmi les individus et les groupes issus de la diversité;

Le Conseil interculturel de Montréal recommande que la Ville mette en place une initiative afin de former les citoyen.ne.s à la politique municipale, ses enjeux et ses modalités de participation, de type Cité Elles MTL.

Recommandation 4 : Favoriser la représentation de la diversité montréalaise au sein des instances politiques de la Ville

Considérant que les élu.e.s détiennent une connaissance approfondie de la politique municipale et possèdent des réseaux qui pourraient être mis à profit pour favoriser la représentation politique des personnes issues de la diversité;

Le Conseil interculturel de Montréal recommande que la Ville mette en place un programme de mentorat, semblable à celui du parrainage professionnel, entre les élu.e.s et des personnes issues de la diversité pour favoriser, à long terme, leur représentation au sein des diverses instances politiques.

Recommandation 5 : Accorder aux résidents le droit de vote aux élections municipales

Considérant l'article 30 de la Charte montréalaise des droits et responsabilités, le statut de métropole de Montréal, ainsi que le fait que le droit à la ville est central dans le développement d'un sentiment d'appartenance sur lequel se fonde une participation citoyenne active;

Le Conseil interculturel de Montréal recommande que la Ville mette en place une consultation publique sur le droit de vote des résident.e.s peu importe leur statut afin de proposer un amendement à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

Recommandation 6 : Mettre sur pied une campagne de sensibilisation efficace

Considérant que la Ville s'est engagée, par la signature de la Déclaration de Montréal sur le vivre ensemble, à promouvoir la diversité et à mettre en place des bonnes pratiques en la matière;

Le Conseil interculturel de Montréal recommande que la Ville mène une campagne de sensibilisation grand public pour la valorisation de la diversité dans toutes ses expressions, orientée sur l'apport de la diversité à la vie montréalaise et la lutte aux discriminations.

Recommandation 7 : S'assurer que les enjeux de la diversité soient priorisés au sein de l'organisation institutionnelle de la Ville

Considérant que l'insertion socio-économique, des nouveaux arrivants, des personnes immigrantes et des personnes racisées est une condition essentielle à leur participation civique et politique;

Le Conseil interculturel de Montréal recommande que la Ville redéfinisse le mandat du BINAM afin qu'il puisse plus largement répondre aux besoins des personnes issues de la diversité.

Recommandation 8 : Considérer les enjeux propres à la diversité montréalaise dans les instances de consultation publique de la Ville

Considérant que les enjeux portant sur la diversité montréalaise sont actuellement traités d'une manière plutôt secondaire dans le cadre des travaux des commissions permanentes;

Le Conseil interculturel de Montréal recommande que la Ville consulte le CIM pour donner à la Commission sur le développement social et la diversité trois mandats par année portant sur des enjeux entièrement consacrés à la diversité montréalaise.

Recommandation 9 : Établir une clause d'impact diversité

Considérant que la Ville, dans toutes ses initiatives réglementaires et administratives, doit anticiper leurs impacts potentiels sur les personnes et groupes issus de la diversité;

Le Conseil interculturel de Montréal recommande que la Ville, dans toutes ses initiatives règlementaires et administratives, anticipe leurs effets potentiels sur les personnes issues de la diversité et qu'elle insère une clause d'impact diversité dans ses sommaires décisionnels.

Remerciements

Le Conseil interculturel de Montréal tient à remercier les personnes et les organismes qui ont gracieusement accepté de répondre aux questions du CIM et lui ont permis de recueillir des informations de première main. Sont également remerciées les personnes qui ont été consultées lors du processus de rédaction et qui ont permis d'étoffer la présentation de cet avis. Une attention particulière est donnée aux universitaires Paul Eid, Annick Germain, Solène Lardoux, Aurélie Lebrun, Pierre Hamel, Caroline Patsias et Jean-Charles St-Louis, aux diverses organisations de la société civile rencontrées, notamment le *Forum jeunesse de l'Ile de Montréal* (FJIM), l'*Institut du Nouveau Monde* (INM) et l'*Accueil liaison pour arrivants* (ALPA), aux conseils consultatifs de la Ville de Montréal, soit le *Conseil jeunesse de Montréal* (CjM) et le *Conseil des Montréalaises* (CM), et finalement à la chercheure Bochra Manaï pour sa collaboration.

Dans le cadre de cet avis, nous avons également consulté des membres de diverses instances de la Ville et les remercions chaleureusement. Ce sont :

Mme Cathy Wong
Présidente du Conseil de la Ville

Mme Magda Popeanu
Vice-présidente du Comité exécutif, responsable de l'habitation, de la gestion et planification immobilière ainsi que de la diversité montréalaise

Mme Marie-Eve Bonneau
Bureau de la présidence

Mme Nadia Bastien
Service de la diversité sociale et des sports

M. Alain Lavoie
Service de la diversité sociale et des sports

Mme Véronique Lamontagne
Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (au moment de la consultation)

Mme Jessica Lagacé-Banville
Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal

Mme Élisabeth Rivest
Commission sur le développement social et la diversité montréalaise; Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal; Commission sur le transport et les travaux publics

Mme Myriam Laforce
Commission sur la culture, le patrimoine et les sports; Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs

Mme Linda Lajeunesse
Commission sur le développement économique, urbain et l'habitation; Commission de la présidence du conseil

RÉFÉRENCES, GLOSSAIRE, LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES ET ANNEXE



Crédit photo: Manoucheka Lorgis

Références

Agbobli, C. et G. Hsab, dir., 2011. *Communication internationale et communication interculturelle : regards épistémologiques et espaces de pratique*. Montréal : Presses de l'Université du Québec.

Andrew, C., Biles, J., Siemiatycki, M. et E. Tolley, eds., 2008. *Electing a Diverse Canada*. Vancouver : University of British Columbia Press.

Apadurai, A., 2001. « Deep Democracy : Urban Governmentality and the Horizon of Politics », *Environment & Urbanisation*, 13(2) : 23-44.

Balthazar, L., 2009. « La nation québécoise en évolution : la dynamique de la multiethnicité », *Études canadiennes / Canadian Studies, Revue interdisciplinaire des études canadiennes en France*, 66 : 47-62.

Belabdi, M., 2004. « Politique gouvernementale d'immigration au Québec », *Communication*, 23(1) : 93-117.

Belkhodja, C., 2008. « Le discours de la "nouvelle sensibilité conservatrice" au Québec », *Canadian Ethnic Studies*, 40(1) : 79-100.

Blokland, T., C. Hentschel, A. Holm, H. Lebuhn et T. Margalit, 2015. « Urban Citizenship and Right to the City : The Fragmentation of Claims », *International Journal of Urban and Regional Research*, 3 : 655-665.

Boisvert, Y., 2016. « Crise de confiance et crise de légitimité : de l'éthique gouvernementale à l'éthique publique », *Éthique publique*, vol. 4, no 1, Document électronique : http : //journals.openedition.org/ethiquepublique/2478, consulté le 15 mars 2018.

Bouchard, G., 2011. « Qu'est-ce que l'interculturalisme? », *Revue de droit de McGill*, 56(2) : 397-433.

Bouchard, G., 2012. *L'interculturalisme, un point de vue québécois*. Montréal : Boréal.

Braud, P., 2006. *Sociologie politique*. Paris : LGDJ.

Chicha, M.-T., 2018. « L'interminable course à obstacles », *Gestion*, 43(1) : 58-61.

Colin, J.-P. et L. Bherer, 2008. *La participation et la représentation politique des membres des communautés ethnoculturelles au sein des instances démocratiques municipales*. Montréal : Institut national de la recherche scientifique, Centre – Urbanisation Culture Société, Groupe de recherche sur les innovations municipales.

Conseil de l'Europe, 1995. *Convention sur la participation des étrangers à la vie publique au niveau local*, Série des traités européens, no. 144, Strasbourg : Conseil de l'Europe.

Conseil interculturel de Montréal, 2013. *Avis sur le plan de développement de Montréal et les relations interculturelles. Pour une gestion de la diversité ethnoculturelle et religieuse*. Montréal : Ville de Montréal.

DeVortez, D., 2008. « An Auction Model of Canadian Temporary Immigration for the 21st Century », *International Migration*, 46(1) : 3-17.

Donzelot, J., 2015. « Développer le 'vivre-ensemble' : qu'est-ce à dire? », *Tous urbains*, 2(10) : 12-13.

Dufour, F. G. et M. Forcier, 2015. « Immigration, néoconservatisme et néolibéralisme après la crise de 2008 : le nouveau régime de citoyenneté canadien à la lumière des trajectoires européennes », *Revue Interventions économiques*, 52 : 15-39.

Eid, P., 2012. « Les inégalités ethnoraciales dans l'accès à l'emploi à Montréal : le poids de la discrimination », *Recherches sociographiques*, 53(2) : 415-450.

Élection Montréal, 2017a. *Portrait des 298 candidates et candidats à l'élection générale du 5 novembre 2017 à la Ville de Montréal*, Document électronique : http : //election-montreal.qc.ca/userfiles/file/ElectionGenerale2017/fr/communiques/communique_20171017-1.pdf, consulté le 15 mars 2018.

Élection Montréal, 2017b. *Portrait des 103 élues et élus de la Ville de Montréal*, communiqué de presse, Document électronique : http : //election-montreal.qc.ca/userfiles/file/ElectionGenerale2017/fr/communiques/communique_20171107.pdf, consulté le 15 mars 2018.

Élection Montréal, 2013a. *485 candidats à l'élection du 3 novembre à Montréal*, communiqué de presse, Document électronique : https : //election-montreal.qc.ca/userfiles/file/fr/Communiques/Comm_20131007.pdf, consulté le 15 mars 2018.

Élection Montréal, 2013b. *Portrait des 103 élus de la Ville de Montréal*, Document électronique : http : //election-montreal.qc.ca/userfiles/file/fr/Actualites-documentation/Portraitdes103elus_20131205.pdf, consulté le 15 mars 2018.

Emongo, L. et B. W. White, dir., 2014. *L'interculturel au Québec : rencontres historiques et enjeux politiques*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

Fourot, A.-C., 2013. *L'intégration des immigrants : cinquante ans d'action publique locale*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

Gagnon, A.-G. et F. Boucher, 2016. « L'État québécois devant les défis de la diversité ethnoculturelle », dans *Les Conditions du dialogue au Québec : Laïcité, réciprocité et pluralisme*, A.-G. Gagnon et J.-C. St-Louis, Pp. 173-196. Québec : Québec Amérique.

Gauchet, M., 1998. *La religion dans la démocratie : parcours de la laïcité*. Paris : Gallimard.

Germain, A. et M. Sweeney, 2002. *La participation des organismes s'occupant d'immigrants et/ou de communautés culturelles aux instances de concertation de quartier*, Rapport de recherche préparé pour la Ville de Montréal, Montréal : Institut national de la recherche scientifique, Centre - Urbanisation Culture Société.

Germain, A., 2005. « Variations sur les vertus de la ville proche : La métropole montréalaise à l'épreuve de la diversité », *Cahiers de géographie du Québec*, 49(138) : 289-300.

Germain, A., 2013. « Une ville inclusive est-elle une ville sans exclusion? Ou quand la diversité vivifie... ou fatigue », dans *Le développement d'institutions inclusives en contexte de diversité : Recherche, formation, partenariat*, M. McAndrew, M. Potvin et C. Borri-Anadon, dir. Pp. 27-42. Québec : Presses de l'Université du Québec.

Giband, D. et C. Siino, 2013. « La rénovation urbaine en France : entre pilotage à distance et fabrique urbaine » *Sociologie et sociétés*, 45(2) : 153-176.

Hamel, P., 2005. « La métropole contemporaine et ses controverses », *Cahiers de géographie du Québec*, 49(138) : 393-408.

Hamel, P. et B. Jouve, 2006. *Un modèle québécois? Gouvernance et participation dans la gestion publique*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

Haince, M.-C., 2014. « La domestication de l'Autre ou la fabrication de l'immigrant parfait », *Diversité urbaine*, 14(1) : 95-116.

Intemann, K., 2009. « Why Diversity Matters : Understanding and Applying the Diversity Component of the National Science Foundation's Broader Impacts Criterion », *Social Epistemology*, 29(3-4) : 249-266.

Jeune Conseil de Montréal, 2013. *Cité jeune, participe! : Avis sur l'engagement citoyen des jeunes Montréalais*, Ville de Montréal, Document électronique : http : //ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/CONS_JEUNESSE_FR/MEDIA/DOCUMENTS/AVIS%20CIT%C9%20JEUNE_PARTICIPE.PDF, consulté le 15 mars 2018.

Jarotkova, J., 2017. *La participation sociale dans la société d'installation : une réponse à l'épreuve d'intégration; les trajectoires de participations sociales des immigrants congolais installés à Bruxelles et à Ottawa-Gatineau*, Thèse de doctorat, Ottawa : Université d'Ottawa.

Lamarche, L., 2008. « Le droit à la ville Made in Québec : un exercice de gouvernance marqué par le pragmatisme? Le cas de Montréal », *Revue Gouvernance*, 5(1) : 1-15, doi : 10.7202/1039104ar.

Lamoureux, D., 2008. « Démocratiser radicalement la démocratie », *Nouvelles pratiques sociales*, 21(1) : 121-136.

Latendresse, A., 2008. « L'émergence des sommets citoyens à Montréal : vers la construction d'un programme autour du droit à la ville? ». *Nouvelles pratiques sociales*, 21(1) : 104-120.

Lavallée, N., 2014. *Vivre ensemble : une notion à préciser avec le personnel scolaire*, Mémoire de maîtrise, Québec : Université Laval.

Lefebvre, H., 1968. *Le droit à la ville*. Paris : Anthropos.

Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, 2014a. *Vers une nouvelle politique québécoise en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion : cahier de consultation*, Gouvernement du Québec, Document électronique : http : //www.assnat.qc.ca/fr/travauxparlementaires/commissions/CRC/consultations/consultation-363-20141219.html, consulté le 15 mars 2018.

Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, 2014b. *Vers une nouvelle politique québécoise en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion : recueil de statistiques sur l'immigration et la diversité au Québec*, Gouvernement du Québec Document électronique : http : //www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/dossiers/STA_ImmigrDiversite_Politique.pdf, consulté le 15 mars 2018.

Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, 2015a. *Politique québécoise en matière d'immigration, de participation et d'inclusion*, Gouvernement du Québec, Document électronique : http : //www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/dossiers/Politique_ImmigrationParticipationInclusion.pdf, consulté le 15 mars 2018.

Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, 2015b. *Politique québécoise en matière d'immigration, de participation et d'inclusion : glossaire*, Gouvernement du Québec, Document électronique : http : //www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/dossiers/Glossaire_ImmigrationParticipationInclusion.pdf, consulté le 15 mars 2018.

Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, 2015c. *Stratégie de mesure de la participation des Québécoises et Québécois des minorités ethnoculturelles aux différentes sphères de la vie collective : document de référence*, Gouvernement du Québec, Document électronique : http : //www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/Strategie_mesure_participation.pdf, consulté le 15 mars 2018.

Ministère de l'Immigration, la Diversité et l'Inclusion, 2016. *Mesure de la participation des Québécoises et Québécois des minorités ethnoculturelles*, Gouvernement du Québec, Document électronique : http : //www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/RAP_Mesure_participation_2016.pdf, consulté le 15 mars 2018.

Ministère de l'Immigration, la Diversité et l'Inclusion, 2017. *Présence et portraits régionaux des personnes immigrantes admises au Québec de 2006 à 2015*, Gouvernement du Québec, Document électronique : http : //www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/PUB_Presence2017_admisQc.pdf, consulté le 15 mars 2018.

Organisation des Nations Unies, 2017. *Nouveau programme pour les villes, Conférence des Nations Unies sur le Logement et le Développement Urbain Durable (Habitat III)*, Document électronique : http : //habitat3.org/wp-content/uploads/NUA-French.pdf, consulté le 15 mars 2018.

Oriol, P., 2007. « Le droit de vote des résidents étrangers dans l'Union européenne », *Migrations et Société*, 6(114) : 83-97.

Paquet, M., 2014. « The Federalization of Immigration and Integration in Canada », *Canadian Journal of Political Science*, 47(3) : 519-548.

Potvin, M. et F. Nadeau, 2017. « L'extrême-droite au Québec : une menace réelle? », *Relations*, 791 : 12-13.

Reed, A. J., 2008. « Canada's Experience with Managed Migration. The Strategic Use of Temporary Foreign Worker Programs », *International Journal*, 63(2) : 469-484.

Reichhold, S., 2011. « Où en sommes-nous après 20 ans d'interculturalisme au Québec? », *Actes du Symposium international sur l'interculturalisme*, Document électronique : www.symposium-interculturalisme.com, consulté le 15 mars 2018.

Rocher, F., 2017. « L'idéal interculturel à l'aune des politiques publiques à l'échelle municipale au Québec : Montréal en perspective comparée », *Anthropologie et Société*, 41(3) : 181-211.

Rocher, F. et B. White, 2014. « L'interculturalisme québécois dans le contexte du multiculturalisme canadiens », *Étude IRPP*, 49, novembre.

Rosanvallon, P., 2006. *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil.

Service d'information et de recherche parlementaire, 2008. *L'immigration : l'accord Canada-Québec, étude générale*, Ottawa, Bibliothèque du Parlement, Document électronique : https : //bdp.parl.ca/content/lop/ResearchPublications/2011-89-f.pdf, consulté le 15 mars 2018.

Service public fédéral Personnel et Organisation, 2010. *Élaborer une politique publique de diversité : guide méthodologique*, DG Développement de l'Organisation et du Personnel, Document électronique : https : //fedweb.belgium.be/sites/default/files/downloads/broch_po_diversite_guide_methodologique_fr.pdf, consulté le 15 mars 2018.

Siemiatycki, N. et E. Isin, 1997. « Immigration, Diversity and Urban Citizenship in Toronto », *Canadian Journal of Regional Sciences*, 20(1-2) : 73-102.

Simard, M., 2004. « Liens transnationaux et participation internationale des jeunes d'origine immigrée en région au Québec », *Lien social et Politiques*, 51 : 111-122.

Simard, C. et M. Pagé, 2009. « Participation civique et politique des citoyens issus de l'immigration », *Diversité urbaine*, 9(2) : 7-26.

Sintomer, Y., A. Röcke et J. Talpin, 2009. « Démocratie participative ou démocratie de proximité? Le budget participatif des lycées du Poitou-Charentes », *L'homme et la société*, 172-173 : 303-319.

Talpin, J., 2008. « Pour une approche processuelle de l'engagement participatif : les mécanismes de construction de la compétence civique au sein d'institution de démocratie participative », *Politique et Sociétés*, 27(3) : 133-164.

Ville de Montréal, 2016a. *Guide de l'employeur : l'accommodement raisonnable – pour un équilibre entre les droits et les responsabilités*, Document électronique : http : //ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/d_social_fr/media/documents/accommodementraisonnable_employeur.pdf, consulté le 15 mars 2018.

Ville de Montréal, 2016b. *Plan d'action pour la diversité en emploi*, Document électronique : https : //ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/emploi_fr/MEDIA/DOCUMENTS/plan_action_diversite_emploi_2016.pdf, consulté le 15 mars 2018.

Ville de Montréal, 2017. *Vers une Politique de développement social, Commission sur le développement social et la diversité montréalaise*, Service du greffe, Document électronique : http : //ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS_PERM_V2_FR/MEDIA/DOCUMENTS/RECOM_20170316.PDF, consulté le 15 mars 2018.

Ville de Montréal, *Relations interculturelles*, Document électronique : http : //ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=8258,90415663&_dad=portal&_schema=PORTAL, consulté le 15 mars 2018.

Weber, M., 1922. *Économie et société*. Paris : Plon.

White, B., L. Emongo et G. Hsab, 2017. « Présentation : vers une anthropologie de l'interculturel », *Anthropologie et Sociétés*, 41(3) : 9-27.

Glossaire

Citoyenneté urbaine

L'idée de citoyenneté[1] urbaine s'est particulièrement imposée vers la fin du XXe siècle et au début du XXIe siècle en tant que catégorie politique permettant de penser la citoyenneté en dehors du cadre de l'État-nation et pour se focaliser à la fois sur toute une série de pratiques et sur la reconnaissance de droits dans un contexte urbain. Intimement liée à la question du droit à la ville et à celle de la participation, la notion de citoyenneté urbaine se pense nécessairement en contexte et à partir d'une approche « bottom-up » qui consiste à porter le regard sur ce qui se joue sur le terrain. Urbain fait ici référence au contexte sociopolitique et institutionnel qui permet l'actualisation des droits universels et non au lieu géographique; ce terme est appréhendé à la fois à travers ses multiples échelles (Blokland et al. 2015) et son articulation au politique (Hamel 2005).

D'abord pensé comme un « contre-projet pluraliste-identitaire-minoritaire » (Gauchet 1998) témoignant d'une appropriation des espaces urbains par ceux qui en ont été initialement exclus (Giband et Siino 2013:645), la citoyenneté urbaine en tant que catégorie analytique pourrait être plus généralement comprise comme étant une forme d'engagement et d'appartenance résultant d'un ensemble d'actions, de revendications et de luttes autonomes de divers groupes (Siemiatycki et Isin 1997) et permettant à la fois la mobilisation et la participation de l'ensemble des individus, par-delà la fragmentation (Germain 2005) et les clivages, et étant générateur de liens sociaux.[2] Considérée en tant « qu'outil majeur de l'action publique » (Giband et Siino 2013:645), la citoyenneté urbaine permet donc de questionner « les rapports au politique dans les villes marquées par la diversité socioculturelle » (Giband et Siino 2013:645) et plus particulièrement des enjeux tels que celui de la participation. Elle permet aussi de transcender les limites de la citoyenneté dite civile dont plusieurs groupes sont exclus (personnes immigrantes, réfugié.e.s, sans papiers, etc.) et d'être une modalité forte du droit à la ville.

Diversité

Dans le présent avis, le concept de diversité fait référence aux minorités ethniques et visibles.

Droit à la ville

L'idée d'un droit à la ville s'appuie sur l'idée d'une appropriation de ses espaces et des installations par tous les résidentes et les résidents, sur des droits d'association au sein de celle-ci, et ce, particulièrement de la part de populations marginalisées (Giband et Siino 2013:647). Henri Lefebvre (1968) insistait pour qu'au cœur de ce principe de droit à la ville, existe toujours cette possibilité de s'approprier la ville, ses espaces, ses politiques, notamment. La ville est un lieu de rencontre qui se vit et s'expérimente au quotidien, par tous ceux et celles qui l'habitent. La ville doit ainsi être à l'image de l'ensemble de ses citoyen.ne.s. Le droit à la ville selon Lefebvre, c'est donc le droit d'avoir une ville que l'on peut s'approprier, qui assure une accessibilité à toutes et tous, et qui permet une qualité de vie.

Le principe du droit à la ville a récemment été défini par l'Organisation des Nations Unies dans le cadre du Nouveau Programme pour les villes et adopté lors de la conférence Habitat III : « Nous partageons la vision de villes pour tous, c'est-à-dire de villes et d'établissements humains qu'utilisent leurs résidents sur un pied d'égalité, les objectifs poursuivis consistant à promouvoir l'intégration et à faire en sorte que tous les habitants, qu'ils appartiennent aux générations actuelles ou

1 La notion de citoyenneté demeure aujourd'hui très contestée. À la suite de Myer Siemiatycki et Engin Isin (1997:73), est considérée la citoyenneté d'une manière générale, c'est-à-dire non pas seulement comme un ensemble d'obligations légales et de droits mais aussi comme des pratiques à travers lesquelles les individus et les groupes formulent et demandent de nouveaux droits ou luttent pour le maintient et l'élargissement de droits existants.

2 La notion de citoyenneté urbaine ne fait pas l'objet d'un consensus dans les sciences sociales mais la définition proposée ici semble opérationnelle pour le présent avis.

futures, puissent, sans discrimination aucune, vivre dans des villes et des établissements humains équitables, sûrs, salubres, accessibles, d'un coût abordable, résilients et durables et créer de tels lieux, de manière à promouvoir la prospérité et la qualité de la vie pour tous. Nous prenons note des initiatives qu'ont prises certains gouvernements et certaines administrations locales en vue d'inscrire cette vision, connue sous le nom de *droit à la ville*, dans leur législation, leurs déclarations politiques et leurs chartes » (ONU 2017:6).

Interculturel

Est reprise ici la définition proposée par Bob White, Lomomba Emongo et Gaby Hsab dans l'introduction d'un récent numéro de la revue Anthropologie et sociétés (2017). Ceux-ci soulignent qu'« au Québec, l'interculturel – utilisé de plus en plus comme substantif – fait allusion à au moins trois phénomènes. Premièrement, il fait référence aux dynamiques d'interaction entre les personnes ou les groupes d'origines diverses, que ce soit de nature ethnique, religieuse, linguistique, ou autres. Cette « interculturalité », qui fait appel à des interactions quotidiennes et plus au moins observables, est un état de fait qui existe indépendamment des positions normatives face à la diversité (White et al. 2014:14). Deuxièmement toujours au Québec, le terme interculturalisme fait référence à une politique de gestion de la diversité qui serait spécifique au Québec et qui est souvent opposée au multiculturalisme canadien. Or, l'interculturalisme n'y a jamais fait l'objet d'une loi officielle et, contrairement à ce qui est dit dans certaines analyses (Bouchard 2012), il est loin de faire consensus au Québec ni sur le plan politique (Rocher et White 2014) ni sur le plan intellectuel (voir Emongo et White 2014). Troisièmement, le terme interculturel renvoie à un courant de pensée ou de philosophie qui se manifeste de plusieurs façons (méthodologie, cadre d'analyse, philosophie morale) dans un grand nombre de disciplines (anthropologie, éducation, philosophie, communication, psychologie, travail social, médecine, sciences infirmières, etc.). Cette dernière utilisation du terme est probablement la plus difficile à saisir, bien qu'elle possède une longue histoire, notamment dans le contexte du Québec, lequel est souvent considéré comme un foyer important de pensée et d'action interculturelle (Agbobli et Hsab 2011; Emongo et White 2014) ».

Interculturalisme

Est reprise ici la définition du MIDI puisqu'elle résume bien la politique de gestion de la diversité mise en place par le Québec. Pour le MIDI, « l'interculturalisme reconnait et valorise une conception plurielle et dynamique de l'identité québécoise, une langue publique commune, le français, le respect des droits et libertés de la personne et la lutte contre la discrimination, une éthique du dialogue et de la médiation ainsi qu'une conception de l'intégration basée sur l'engagement partagé entre la société et les personnes immigrantes. Il reconnait aussi l'importance des rapprochements interculturels et de la pleine participation des Québécoises et Québécois de toutes origines » (MIDI 2015a:35).

Dans son glossaire sur la *Politique québécoise en matière d'immigration, de participation et d'inclusion*, le MIDI a défini l'interculturalisme comme étant « l'approche québécoise du vivre-ensemble en contexte de la diversité ethnoculturelle qui commande la continuité et la vitalité du caractère distinct et francophone du Québec ainsi que la reconnaissance et la valorisation de la diversité ethnoculturelle. Il vise à favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et à consolider un sentiment d'appartenance partagé par les Québécoises et Québécois de toutes origines, en misant sur la participation active à la société ainsi que sur le rapprochement et les échanges interculturels. L'interculturalisme mise sur une conception plurielle et dynamique de l'identité québécoise, sur une langue publique commune, sur le respect des droits et libertés de la personne et la lutte contre la discrimination, sur une éthique du dialogue et de la médiation ainsi que sur une conception de l'intégration basée sur un engagement partagé entre la société et les personnes immigrantes » (2015b:7).

Participation

En lien avec les choix méthodologiques privilégiés dans le cadre de cet avis, est reprise la définition développée par le MIDI dans sa *Stratégie de mesure de la participation* (2015c). « Étymologiquement, le terme de participation vient du latin *participatio*, qui a donné le verbe *participare* qui signifie autant 'prendre part à' qu''avoir sa part de' ». C'est dans ce sens que la participation est conçue comme étant à la fois un droit et une responsabilité où « aucun marqueur de différence ne saurait être un obstacle à la participation [et] à la nécessaire solidarité de la vie en société caractérisée par l'interdépendance » (MIDI 2014:33 dans MIDI 2015c:11). Ainsi, la participation est simplement considérée comme une action de participer, de prendre part au sens de contribuer, de s'engager, de s'associer, et de faire un apport à la société en général ou à un de ses sous-groupes ».

Participation citoyenne

La participation citoyenne peut se définir étant :

> Un processus d'engagement obligatoire ou volontaire de personnes ordinaires, agissant seules ou au sein d'une organisation, en vue d'influer sur une décision portant sur des choix significatifs qui toucheront leur communauté. Cette participation peut avoir lieu ou non dans un cadre institutionnalisé et être organisée sous l'initiative des membres de la société civile (recours collectif, manifestation, comité de citoyen) ou des décideurs (référendum, commission parlementaire, médiation) (André 2012:1 dans MIDI 2016:67).

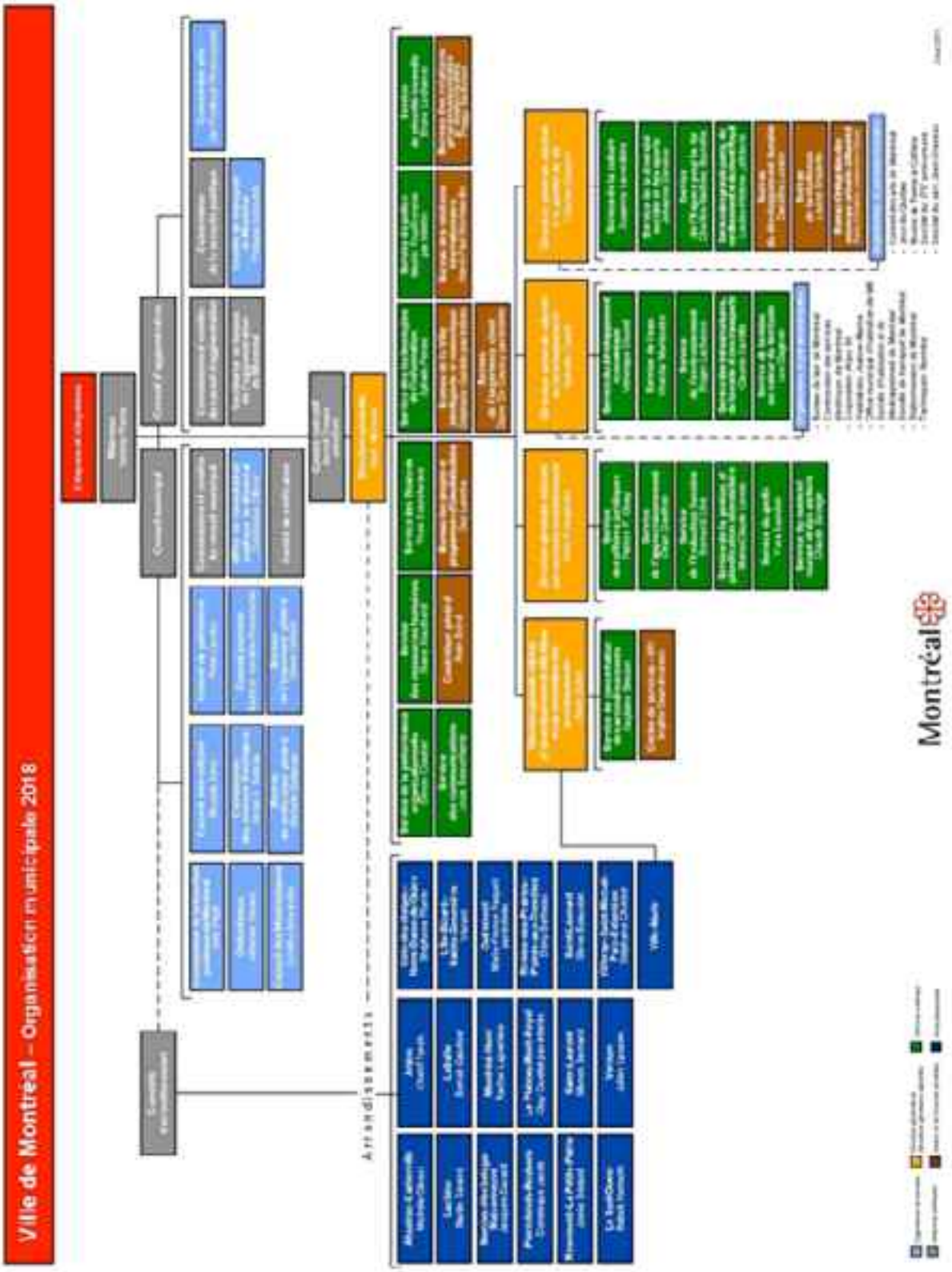
Vivre-ensemble

Comme bon nombre de notions ayant récemment émergé pour rendre compte des relations dans les sociétés contemporaines, la notion du « vivre-ensemble » ne fait pas l'objet d'un consensus. D'une manière générale, l'on pourrait retracer son émergence dans les années 1990, particulièrement avec son institutionnalisation par l'UNESCO qui met l'accent sur deux des principales caractéristiques sur laquelle elle se fonde : la cohésion sociale et l'identité nationale (Lavallée 2014:8). Selon certains, cette notion mobilise deux éléments centraux, soit « la production d'une plus grande mixité sociale et l'organisation plus méthodique des moments de partages de valeurs » (Donzelot 2015:12). Si les manifestations de son expression sont multiples, quatre dimensions qui lui sont associées peuvent être dégagées : le partage de valeurs communes, le pluralisme, l'ouverture sur le monde et les rapports sociaux égalitaires (Lavallée 2014:11). Elle se distingue ainsi de la notion de cohésion sociale en faisant de l'inclusion une finalité essentielle. Avec l'idée de vivre-ensemble, ce n'est plus seulement maintenir un certain ordre social mais affirmer l'inclusion de toutes et de tous pour maintenir un climat social harmonieux.

Liste des tableaux et figures

Tableau 1 Dimension politique : composantes et éléments 22
Tableau 2 Dimension politique : composante et éléments 23
Figure 1 Schéma des composantes de la participation citoyenne 22

ANNEXE 1 – Organisation municipale 2018 de la Ville de Montréal




Conseil
interculturel
de Montréal

Montréal

RAPPORT SUR L'ASSEMBLÉE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU jeudi 20 juin 2019, à 17 h

Au CM du lundi 19 août 2019, à 13 h

20.01	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1193438006

Accorder un contrat à Coforce inc. pour l'entretien ménager et la conciergerie à la station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte, pour une période de trois ans - Dépense de totale de 945 186,02 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17562 (4 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.02	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction - 1194922009

Ratifier la décision de prolonger de deux semaines les contrats octroyés à l'entreprise Société en commandite Strongco pour la location de 47 niveleuses (CG17 0358, CA14 25 0335, CA14 240314, CA14 090131, CA14 22 0183, CA14 14 0157 et CA14 170146) - Autoriser une dépense supplémentaire de 174 440,67 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.03	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté - 1198321001

Exercer l'option de prolongation du contrat octroyé à Groupe de sécurité Garda SENC pour une durée de 12 mois, soit pour la période du 7 octobre 2019 au 6 octobre 2020, pour les services de gardiennage au chef-lieu de la cour municipale, à son comptoir de service et à ses quatre points de service, ainsi qu'une partie des activités de gardiennage de deux usines de production de l'eau potable, soit Atwater et Charles-J.-Des Baillets - Dépense totale de 2 376 715,28 $, taxes incluses (CG17 0359)

Adopté à l'unanimité.

20.04	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité - 1187000007

Autoriser une dépense de 391 168,67 $, taxes incluses, en faveur de la Ville de Laval, dans le cadre du projet de réparation des passerelles piétonnières et cyclables contiguës aux ponts ferroviaires du CP situées au-dessus de la rivière des Prairies, entre l'Île Jésus (Laval), l'Île Perry et l'Île de Montréal, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Adopté à l'unanimité.

20.05	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1198148002

Accorder un contrat à Hydro-Québec, fournisseur unique, pour le déplacement d'une ligne d'alimentation électrique 12 kV à la station de pompage McTavish - Dépense totale de 261 849,12 $, taxes, contingences et incidences incluses

Adopté à la majorité des voix.

20.06	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1196341001

Accorder un contrat à Nordmec Construction inc. pour le remplacement de la vanne d'altitude, du bâtiment existant et autres travaux au réservoir Duke of Kent - Dépense totale de 1 337 172,13 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10292 (4 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.07	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures - 1197231045

Accorder un contrat à Environnement routier NRJ inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation pour l'aménagement d'une piste cyclable, dans le boulevard Cavendish, du boulevard Dr. Frederik-Philips au boulevard Thimens - Dépense totale de 2 254 621,06 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 203001 (4 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.08	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1197909002

Accorder un contrat à Aquaréhab (Canada) inc. pour la réhabilitation d'une conduite d'aqueduc de 300 mm sous la 54e Avenue, entre la rue Sherbrooke et le côté nord de l'autoroute 20, dans l'arrondissement de Lachine - Dépense totale de 601 196,20 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10320 (3 soum.)

Adopté à la majorité des voix.

20.09	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1197909001

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour la réhabilitation de conduites d'aqueduc de 600 mm et de 200 mm sous la rue De Montmorency, entre la rue Grand Trunk et le canal de Lachine - Dépense totale de 3 408 083,66 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10319 (2 soum.)

Adopté à la majorité des voix.

20.10	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1195350001

Accorder un contrat à Procova inc. pour des travaux de mise aux normes de la ventilation du garage et divers travaux de réaménagement à la caserne de pompiers 30 (# 0077) et pour l'installation d'un système de captation des gaz à la source et divers travaux de rénovation au 200, rue de Bellechasse (# 0025), situées respectivement au 5, avenue Laurier Ouest, dans l'arrondissement du Plateau - Mont-Royal et au 200, rue de Bellechasse dans l'arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie - Dépense totale de 2 219 095,68 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 5979 (2 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.11	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1197217001

Résilier le contrat octroyé à Groupe Geyser inc. (CG17 0092) pour les travaux de rénovation majeure de la caserne de pompiers 26 (0079) située au 2151, avenue du Mont-Royal Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, à la suite de l'appel d'offres public 5862

Adopté à l'unanimité.

20.12	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1195350002

Accorder un contrat à Procova inc. pour des travaux d'installation d'un système de captation des gaz à la source et divers travaux de rénovation à la caserne de pompiers 31 (# 0293) située au 7041, rue St-Dominique, dans l'arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie - Dépense totale de 1 899 516,93 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM - 15468 (1 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.13	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1193438009

Accorder un contrat à Les Entreprises Cogenex inc. pour la mise à niveau des chambres de compteur d'eau à la station d'épuration des eaux usées Jean-R Marcotte - Dépense totale de 334 134,02 $, taxes, contingences et variation de quantités incluses - Appel d'offres public DP19033-177924-C (1 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.14	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1198304006

Conclure une entente-cadre avec Genipro (STNH) inc., pour une période de 36 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels de contrôleurs de chantier pour divers projets dans la Division des projets de sécurité publique (SIM, lot 2) de la Direction de la gestion des projets immobiliers - Dépense totale de 945 869,84 $, taxes, contingences et services additionnels inclus - Appel d'offres public 19-17579 (3 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.15	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1198304007

Conclure deux entente-cadres avec CIMA+ s.e.n.c, pour une période approximative de 36 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels de contrôleurs de chantier pour divers projets dans la Division des projets de sécurité publique et d'Espace pour la vie (lots 1 & 3) de la Direction de la gestion des projets immobiliers - Dépense totale de 2 202 628,66 $, taxes, contingences et services additionnels inclus - Appel d'offres public 19-17579 (3 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.16	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1195350003

Approuver une entente intermunicipale entre la Ville de Montréal et la Cité de Dorval concernant des travaux de réfection de pavage autour de la caserne de pompiers 63 (# 3015) située au 530, boulevard Bouchard, dans la Cité de Dorval

Adopté à l'unanimité.

20.17	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité - 1181637003

Approuver le renouvellement de l'entente-cadre entre la Ville de Montréal et l'Association des Transports du Canada (ATC), organisme sans but lucratif (CG12 0476), pour une durée de trois ans, pour l'élaboration de différents ouvrages de référence tels que guides de bonnes pratiques et lignes directrices dans le domaine du transport et de la circulation, pour un montant n'excédant pas 80 000 $ (non taxable) par année, soit un total de 240 000 $ pour la durée de l'entente.

Adopté à l'unanimité.

20.18	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1198290001

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à l'OBNL Hapopex, à des fins de construction de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant connu et désigné comme étant le lot 3 790 984 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie 353,3 mètres carrés, situé à l'intersection nord-est des rues Cartier et Villeray dans l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, pour la somme de 55 000 $, plus les taxes applicables

Adopté à l'unanimité.

20.19	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1198190006

Décréter l'acquisition par expropriation ou par tout autre moyen, aux fins d'un projet de logements sociaux et communautaires, d'un immeuble avec bâtiment dessus érigé, d'une superficie de 1169,3 mètres carrés, situé au 6540, rue Hutchison, dans l'arrondissement d'Outremont, connu et désigné comme étant le lot 1 350 900 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

Adopté à l'unanimité.

20.20	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1194069008

Approuver le projet de modification de bail par lequel la Ville loue de 888 de Maisonneuve Fiducie Commerciale, pour une période additionnelle de 7 ans, à compter du 1er février 2020, un local situé au rez-de-chaussée du 888, boulevard de Maisonneuve Est, d'une superficie de 12 684 pieds carrés, pour les besoins de l'Unité Métro du Service de police de la Ville de Montréal, pour un loyer total de 3 054 499,20 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.21	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports - 1194141003

Accorder un soutien financier de 800 000 $ à Patinage Canada pour la tenue des Champio nnats du monde de patinage artistique à Montréal en 2020 / Approuver un projet de convention à cet effet / Autoriser un virement budgétaire de 400 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration d'agglomération vers le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports / Autoriser un ajustement à la base budgétaire du service, à hauteur de 400 000 $ pour l'exercice 2020

Adopté à l'unanimité.

20.22	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1190881001

Accorder un soutien financier de 400 000 $ à Alliance des manufacturiers et exportateurs du Canada pour la réalisation, en 2019, 2020 et 2021 du Parcours Innovation PME Montréal : volet international / Approuver un projet de convention à cette fin

Adopté à l'unanimité.

20.23	Service du développement économique , Direction Partenariats stratégiques et affaires internationales - 1193911003

Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 1 070 135 $ à cinq (5) organismes, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, à la suite du Dépôt de projets 2019, Accélérer les talents / Approuver les projets de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.24	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1193438007

Accorder un contrat à Environnement routier NRJ inc. pour la construction d'un massif de conduits électriques au bâtiment des boues de la station d'épuration des eaux usées Jean -R. Marcotte - Dépense totale de 551 012,23 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public SP19007-145482-C (2 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.25	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1198042004

Approuver la troisième convention de prolongation du bail par laquelle la Ville loue de Cominar 1 LP, pour un terme additionnel de 5 ans et 16 jours, soit du 16 mars 2020 au 31 mars 2025, un local situé au 1200, rue Papineau, à Montréal, d'une superficie de 8 546 pieds carrés, utilisé à des fins de poste de quartier 22 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un loyer total de 1 467 445,82 $, taxes, contingences et incidences incluses

Adopté à l'unanimité.

20.26	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail - 1198113001

Conclure avec Informatique ProContact inc. cinq (5) ententes -cadres d'une durée de 3 ans pour la fourniture de matériaux et services de câblage en télécommunications - Appel d'offres public 18-17411 - (6 soum.) - Dépense totale maximale de 4 591 689,60 $, taxes incluses (918 337,92 $, taxes incluses, pour chacun des lots)

Adopté à l'unanimité.

20.27	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles - 1198057004

Accorder un contrat de gré à gré à Adobe Systems inc., pour la fourniture de licences logiciels incluant leur entretien et le rehaussement à des versions normalisées pour la période du 3 juin 2019 au 2 juin 2020, pour une somme maximale de 523 136,07 $, taxes incluses, (fournisseur unique) / Autoriser un virement budgétaire de 321 400 $ en 2019 en provenance des dépenses contingentes, soit un montant de 161 000 $ de compétence d'agglomération et un montant de 160 400 $ de compétence locale / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service des technologies de l'information de 321 400 $ à compter de 2020

Adopté à l'unanimité avec modifications.

20.28	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition - 1198229002

Conclure avec les firmes Bau-Val inc. (1 008 896,43 $, taxes incluses) (12 lots, 3 soum.) et Recy -Béton inc. (1 447 772,33 $, taxes incluses) (7 lots, 3 soum.) des ententes -cadres pour une période de vingt-quatre (24) mois avec deux (2) options de prolongation d'une durée de douze (12) mois chacune pour la fourniture de services de sites pour la valorisation de la pierre, du roc, du béton, de l'asphalte, de granulat, de brique et de gravier - Appel d'offres public 19-17571 (3 soum.) - Montant total estimé des ententes : 2 456 668,76 $, incluant les taxes. / Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations de quantités aux contrats totalisant un montant équivalent à 10 % de celui octroyé, soit 245 666,88 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.29	Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité - 1198165001

Accorder quatre contrats de services professionnels à G.R.E.B.E. inc. (lots 2 et 6), Groupe Hémisphère inc. (lot 3), et Amphibia-Nature (lot 4), pour la réalisation des audits écologiques du réseau des grands parcs - Dépense totale de 661 697,79 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17536 (7 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.30	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Gestion du territoire - 1195006002

Conclure deux ententes-cadres de services professionnels d'une durée de vingt-quatre (24) mois avec les firmes suivantes : CIMA + S.E.N.C. ltée (LOT 1) au montant de 527 735,25 $, taxes incluses, pour la prestation de services d'analyse, de développement, d'intégration et de configuration de systèmes dédiés à la gestion des actifs municipaux de l'eau, et Fujitsu Conseil (Canada) inc. (LOT 2) au montant de 1 163 216,45 $, taxes incluses, pour le développement, l'intégration, la configuration et l'administration de systèmes d'informations géographiques - Appel d'offres public 19-17576 (4 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.31	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice - 1195035002

Autoriser la cession du contrat accordé à la firme Conseillers en gestion informatique CGI inc. (CG16 0582) à la firme SOGICA inc. pour l'hébergement, l'exploitation et l'évolution du s ystème Imagétique de la cour municipale / Approuver un projet de cession de contrat à cet effet.

Adopté à l'unanimité.

20.32	Service de l'habitation , Direction - 1198370003

Accorder un soutien financier exceptionnel d'un montant de 1 038 019 $ à l'organisme à but non lucratif Dianova Québec, pour la réalisation du projet de logement social Dianova III

Adopté à l'unanimité.

20.33	Service de l'habitation , Direction - 1190640002

Approuver la signature d'un addenda à l'entente tripartite entre l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), la Société d'habitation du Québec (SHQ) et la Ville de Montréal (CG16 0381) pour la gestion de subventions dans le cadre du Programme de supplément au loyer - marché privé - SL1 de la SHQ.

Adopté à l'unanimité.

20.34	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction - 1197862002

Approuver le projet de protocole d'entente tripartite entre la Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), la Ministre du Tourisme et la Ville de Montréal, leque l établit les droits et les obligations des parties à l'occasion de l'octroi, par le MAMH à la Ville, d'une aide financière pouvant atteindre 18 000 000 $, en contrepartie de laquelle la Ville s'assure de la réalisation, par l'entremise de la Société du pa rc Jean-Drapeau, des travaux de réfection des paddocks du circuit Gilles -Villeneuve prévus à l'Annexe A conformément au protocole / Autoriser le directeur général de la Ville de Montréal à signer le protocole d'entente tripartite entre la Ministre des affa ires municipales et de l'habitation, la Ministre du tourisme et la Ville de Montréal

Adopté à l'unanimité.

20.35	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1176037009

Approuver un projet d'ac te par lequel la Ville vend à l'organisme à but non lucratif Dianova Québec, aux fins de construction de logements sociaux et communautaires, un terrain vague situé du côté nord de l'avenue Viger Est, entre les rues Saint-Thimothée et Saint-André, dans l'arrondissement de Ville-Marie, constitué des lots 1 182 458, 1 182 460, 4 258 046 et 4 258 047 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour la somme de 26 897,05 $, plus les taxes applicables

Adopté à l'unanimité.

20.36	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures - 1197231047

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de réfecti on des infrastructures de la rue William, entre la rue de la Montagne et Dalhousie -Griffintown Lot#6A- Dépense totale de 22 394 673,52 $, taxes. contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441610 (2 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.37	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction - 1194922005

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre, d'une durée de 5 ans, avec Service d'équipement G.D. inc. pour la fo urniture et l'installation de systèmes hydrauliques, de systèmes électriques et d'accessoires sur des châssis de camion fournis par la Ville - Appel d'offres public 19-17495 (1 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.38	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles - 1198326001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats - Accorder un contrat à Pro-Vert Sud-Ouest pour la gestion des écocentres Acadie, Côte-des-Neiges, La Petite-Patrie, Rivière-des-Prairies, Saint-Laurent et Saint-Michel, pour une durée de 60 mois, et pour la gestion de l'écocentre LaSalle, pour une durée de 62 mois - Dépense totale de 14 002 543 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17465 (2 soum.) / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 601 581 $ en 2020, de 607 110 $ pour 2021, de 643 442 $ en 2022, de 643 442 $ en 2023 et de 681 532 $ en 2024, pour un ajustement total de 3 177 107 $

Adopté à l'unanimité.

20.39	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail - 1195243001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure 4 ententes-cadres, d'une dur ée de 36 mois, plus 2 années d'option, avec Bell Canada et Société TELUS Communications, pour la location de circuits en transmission de données - Bell Canada : 4 067 426,65 $ (Lot 1), 4 656 299,86 $ (Lot 2) et 231 237,72 $ (Lot 3) - TELUS Communications : 518 422,28 $ (Lot 4) tous, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17359 (4 soum.)

Adopté à l'unanimité avec modifications.

20.40	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition - 1195331003

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre avec Teltech Signalisation inc., pour une période de 36 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois, pour la fourniture sur demande de services d'interventions diverses en signalisat ion routière, pour une somme maximale de 3 295 317,47 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17632 (2 soum.) / Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations de quantités au contrat totalisant une somme équivalente à 15 % de celle accordée, soit 494 297,62 $, taxes incluses, pour un total de 3 789 615,09 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.41	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures - 1197231044

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de réfection des infrastructures dans la rue William, entre les rues Canning et Guy et dans la rue Canning, entre les rue s Notre-Dame et William - Griffintown Lot #5A - Dépense totale de 13 794 002,89 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 423910 (2 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.42	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1197908001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour la réhabilitation d'une conduite d'eau de 400 mm dans l'avenue Greene, entre la rue Notre -Dame Ouest et la rue Saint-Ambroise, et la construction d'une conduite d'eau de 400 mm dans la rue Saint -Ambroise, entre l'avenue Greene et la rue Rose -de-Lima - Dépense totale de 3 087 791,17 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10300 - (1 soum.)

Adopté à la majorité des voix.

20.43	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1196274001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Eurovia Québec Grand s projets inc. pour des travaux de conduites d'eau principales et secondaires, d'égout, de voirie et modifications au réseau de la Commission des services électriques de la Ville de Montréal (CSEM) dans l'avenue Pierre -de-Coubertin, entre les rues Viau et Du Quesne, dans l'arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve - Dépense totale de 28 987 242,26 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10287(4 soum.)

Adopté à la majorité des voix.

20.44	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1193438008

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Excavations Lafontaine inc. pour la réhabilitation du collecteur Grand Trunk - Dépense totale de 5 235 833,81 $, taxes, variations de quantités, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public CP19001-176962-C (3 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.45	Service des technologies de l'information , Direction - 1197655004

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Levio Conseils inc. pour la prestation de services de développement pour solutions numériques (applicatives et transactionn elles), pour une période de 30 mois, pour une somme maximale de 5 426 820 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17452 (8 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.46	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de pr ojets immobiliers - 1197737003

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0401 « Maçonnerie » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 8 301 133,20 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15429 (4 soum.)

Adopté à l'unanimité.

30.01	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction - 1198377001

Approuver une nouvelle approche de répartition des fonds basée sur la mesure du panier de consommation dans le cadre de l'Entente administrative de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale av ec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale destinée aux arrondissements et aux villes liées / Approuver un scénario permettant de ne pas réduire les budgets actuels des arrondissements et des villes liées pour les années 2020, 2021 et 2022 / Approuver l'application d'un seuil minimal de 15 000 $ pour octroyer des fonds aux arrondissements et aux villes liées

Adopté à l'unanimité.

41.01	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission - 1190025002

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023)

Traité.

41.02	Service de l'expérience citoyenne et des communications , Direction - 1192618005

Avis de motion et dépôt - Règlement du conseil d'agglomération déterminant les modalités de publication des avis publics

Traité.

42.01	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - 1198244003

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 122 000 $ afin de financer l'acquisition de matériel informatique

Adopté à l'unanimité.

42.02	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - 1198244001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 39 800 000 $ afin de financer les travaux de rénovation de l'hôtel de ville de Montréal

Adopté à l'unanimité.

42.03	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie - 1198225001

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur le Service de sécurité incendie de Montréal (RCG 12-003)

Adopté à l'unanimité.

42.04	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1193438002

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est

Adopté à l'unanimité.

42.05	Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux en treprises - 1190607001

Adoption - Règlement autorisant la démolition de deux bâtiments ainsi que la construction et l'occupation, à des fins résidentielles, pour des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement, d'un bâtiment sur les lots 1 565 252 e t 1 565 255 du cadastre du Québec

Adopté à l'unanimité.

42.06	Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises - 1196255005

Adoption - Règlement autorisant la démolition du bâtiment situé sur le lot 2 162 004 du cadastre du Québec afin de permettre la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins résidentielles pour personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement

Adopté à l'unanimité.

45.01	Société de transport de Montréal , Direction - 1196213007

Approuver le Règlement R-162-1 modifiant le Règlement R-162 de la Société de Transport de Montréal autorisant un emprunt de 54 522 892 $ pour financer le projet « Agrandissement du centre d'attachement Viau » pour un terme de vingt (20) ans afin de modifier l'e nvergure du projet et d'augmenter le montant total de l'emprunt à 67 223 150 $ et approuver la modification du Programme des immobilisations 2019-2028 de la Société de transport de Montréal

Adopté à l'unanimité.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.02

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1191615001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division de la gestion des documents_des archives et de l'accès à l'information , Gestion
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du Bilan annuel des demandes d'accès aux documents - 2018

Je recommande :
de déposer auprès du Conseil municipal de la Ville de Montréal le Bilan annuel des demandes d'accès aux documents 2018

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2019-08-09 10:26

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1191615001**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division de la gestion des documents_des archives et de l'accès à l'information , Gestion
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du Bilan annuel des demandes d'accès aux documents - 2018

CONTENU

CONTEXTE

En juin 2016, le Conseil municipal a adopté une résolution afin qu'un bilan annuel du traitement des demandes d'accès aux documents lui soit déposé.
Dans le préambule de cette résolution, le Conseil reconnaît qu'une bonne gestion des demandes d'accès aux documents est un élément essentiel d'une saine transparence démocratique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1187 du 22 octobre 2018 (1181615001) Dépôt du Bilan annuel des demandes d'accès aux documents 2017.

CE18 1710 du 17 octobre 2018 (1187901002) Adopter les orientations visant plus de transparence des organismes à but non lucratif (OBNL) bénéficiant d'importantes contributions financières de la Ville.

CM17 0648 du 12 juin 2017 (1171615001) Dépôt du Bilan annuel des demandes d'accès aux documents 2016.

CM16 0815 du 21 juin 2016 - Motion pour la création d'un bilan annuel consolidé des demandes d'accès à l'information.

DESCRIPTION

Le Service du greffe, en collaboration avec les arrondissements et le Service de police, a préparé un bilan consolidé des demandes d'accès aux documents. Il inclut :
1- La nature et le nombre de demandes d'accès aux documents reçues;
2- Le délai moyen pour les traiter;
3- Les dispositions de la Loi justifiant que certaines d'entre elles ont été refusées;
4- Le nombre de demandes d'accès aux documents acceptées, partiellement acceptées ou refusées;
5- Le nombre de demandes ayant fait l'objet d'une demande de révision à la Commission d'accès à l'information; et
6- Des recommandations pour améliorer le processus.

Comme pour les années précédentes, le nombre de demandes d'accès aux documents reçues par la Ville de Montréal est proportionnellement plus élevé que les grandes villes canadiennes. Cet écart s'explique par :

- Plusieurs demandes d'accès aux documents fréquentes ne sont pas comptabilisées dans les grandes villes canadiennes. Les documents sont plutôt remis directement par les unités d'affaires;

- La structure organisationnelle de la Ville qui implique, dans plusieurs cas, l'ouverture d'un dossier par la ville centre et un arrondissement pour une même demande;

- Les frais exigés pour traiter une demande d'accès aux documents sont beaucoup moins élevés que dans les grandes villes canadiennes.

Si nous soustrayons les documents remis directement par les unités d'affaires dans les grandes villes canadiennes à nos demandes, la Ville de Montréal reçoit un nombre comparable de demandes.

Lors du dépôt du bilan 2017, nous recommandions «d'analyser les différentes initiatives permettant que l'accès aux documents des organismes à but non (OBNL) lucratif bénéficiant d'un financement significatif de la Ville.»

En octobre 2018, le Comité exécutif (CE18 1710 1187901002) adoptait des orientations visant plus de transparence des organismes à but non lucratif (OBNL) bénéficiant d'importantes contributions financières de la Ville.

En 2018, un tableau de bord pour le suivi du traitement des demandes d'accès aux documents est mis en place. En 2019, nous avons pour objectif d'atteindre un délai de traitement moyen de 18 jours et de répondre dans les délais prévus pour 90 % des cas.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marc LEBEL
Chef de Division de la gestion de documents, des archives et de l'accès à l'information

Tél : 514-872-9290
Télécop. : 514 872-56555

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-06-12

Marc LEBEL
Chef de Division de la gestion de documents, des archives et de l'accès à l'information

Tél : 514 872-9290
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2019-08-05

Montréal

Bilan du traitement des demandes d'accès aux documents

2018

Préparé par le Service du greffe

Déposé au Conseil municipal du _____.

La Ville traite les demandes d'accès aux documents conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1).

Nombre et nature des demandes

Le Service du greffe

Le Service du greffe traite les demandes d'accès visant les documents détenus par les services centraux.

Service du greffe	
Nombre de demandes	4 699
Délai moyen	19,68 jours
Délai médian	18,00 jours
Nature des demandes	
Études environnementales	42.19 %
Rapports du Service des incendies	35,26 %
Habitation	6,45 %
Affaires contractuelles	5,50 %
Rapports et études	5.35 %
Ressources humaines	2,85 %
Évaluation et taxes	1,01 %
Autres	1,39 %

Nous observons une hausse de 11,98 % des demandes d'accès aux documents.

Comme par les années passées, le Service de l'environnement détient les documents les plus demandés. Ces demandes visent des documents d'évaluations environnementales des terrains et les rejets industriels pour un emplacement précis. En grande majorité, les firmes d'experts en environnement formulent les demandes d'accès à ces documents dans le cadre d'analyse environnementale.

Les rapports du Service de sécurité incendie incluent les rapports d'intervention et d'inspection. Les firmes d'assurances de biens et les citoyens formulent ces demandes.

Les demandes relatives à l'habitation concernent principalement la salubrité et les subventions. Les citoyens et les organismes de défense des locataires désirent obtenir ces documents.

Ces trois catégories regroupent 83.90 % des demandes reçues par le Service du greffe.

La durée moyenne de traitement de 19,68 jours est légèrement supérieure à celle de l'année précédente (19,25 jours).

Les arrondissements

Les secrétaires d'arrondissement traitent les demandes pour les documents détenus par leur arrondissement. (Voir annexe 1 pour les demandes par arrondissement)

Arrondissements	
Nombre de demandes	6 807
Délai moyen	16,26 jours
Délai médian	13,23 jours
Nature des demandes	
Immeubles	74,15 %
Circulation	8.41 %
Infrastructure	2,85 %
Affaires contractuelles	1,41 %
Autres	16,35 %

En 2018, le nombre de demandes d'accès reçues par les arrondissements a augmenté de 6,13 %. La durée moyenne de traitement de 16,26 jours s'est améliorée (18,68 jours en 2017).

Les demandes de dossiers d'«immeubles» comprennent les documents relatifs aux permis et aux inspections. Généralement, ces dossiers font l'objet d'une demande avant une demande d'un permis de rénovation ou d'une transaction immobilière. Les documents relatifs aux panneaux de signalisation et à l'application du règlement sur la circulation sont regroupés dans la catégorie «circulation». Ces deux catégories totalisent 82.58 % des demandes d'accès.

Les dossiers d'«Infrastructure» concernent la réalisation des travaux. Les «Affaires contractuelles» regroupent les demandes au sujet des achats de biens et services des arrondissements. La catégorie « Autres » comprend les demandes visant les règlements, les documents d'archives, différentes statistiques, dossiers d'employés, etc.

Le Service de police

La Section des archives du SPVM traite les demandes du Service de police de Montréal.

Service de police	
Nombre de demandes	8 398
Délai moyen	30 jours
Nature des demandes	
Rapports d'évènement	98 %
Dossiers administratifs	2,0 %

Le nombre de demandes est stable au Service de police (8 436 demandes en 2017). Nous observons une augmentation du délai moyen de traitement de 23 à 30 jours. Cette augmentation découle des mouvements de personnel et des délais de comblement des postes.

Le nombre de demandes acceptées, partiellement acceptées ou refusées.

	Arrondissements	Service du greffe	Service de police
Documents remis	66,35 %	52,50 %	4 %
Documents remis en partie	21,45 %	32.50 %	66 %
Documents refusés	1,75 %	1,76 %	28 %
Documents inexistants	10,45 %	13,25 %	2 %

Le Service de police doit régulièrement caviarder des renseignements personnels avant de remettre des documents, ce qui explique le nombre important de réponses partiellement favorables. Le Service de police doit répondre défavorablement à plusieurs demandes. Ces demandes visent soit des enquêtes en cours ou des renseignements personnels qui doivent être protégés en vertu de la Loi.

Le Service du greffe doit également caviarder les informations personnelles des rapports d'intervention du Service de prévention incendie et des plaintes au Service de l'environnement. Pour les «documents inexistants», les recherches d'études environnementales pour une propriété sont souvent infructueuses.

Essentiellement, les refus sont motivés par les articles de Loi suivants :

- renseignements personnels (article 53 et suivants);
- renseignements industriels, techniques ou financiers d'un tiers (art. 23);
- recommandation et analyse dans le cadre d'un processus décisionnel (art. 37 et 39);

- renseignements industriels et financiers de la Ville (art. 22).

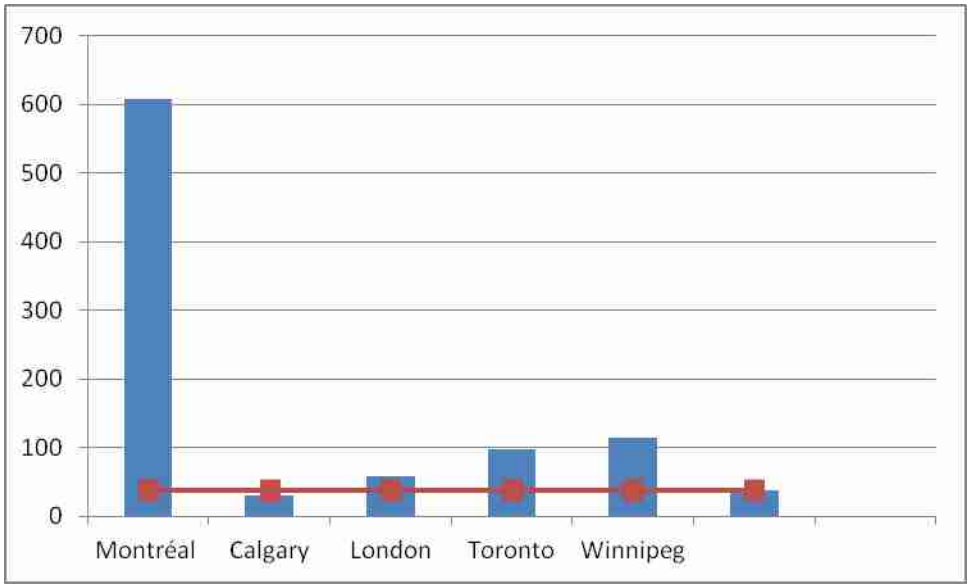
Le nombre de demandes de révision à la Commission d'accès à l'information

En 2018, La Commission d'accès à information a rendu 24 décisions suite à des demandes de révision des décisions du responsable et des responsables substituts de l'accès. Ces décisions concernaient le Service du greffe (2), le Service de police (17) et les arrondissements (5). Les décisions de la Ville ont été maintenues pour 19 cas et révisées dans 5 cas.

Réseau d'étalonnage municipal du Canada (REM Canada)

Comme les années passées, les données du Réseau d'étalonnage municipal du Canada (REM Canada) révèlent que la Ville de Montréal traite un nombre élevé de demandes d'accès en comparaison aux autres villes canadiennes. Le graphique suivant le démontre de façon éloquente.

Nombre de demandes d'accès par 100 000 habitants (2017)
Les données de 2018 ne sont pas disponibles présentement



L'écart du nombre de demandes se justifie essentiellement par des procédures d'accès différentes des autres grandes villes canadiennes. Les demandes visant des documents fréquemment demandés ne sont pas traitées par le responsable de l'accès. Les services, qui détiennent les documents, remettent directement les documents aux demandeurs. Ainsi, la transmission des documents suivants n'est pas comptabilisée à titre de demandes d'accès :

- dossier d'immeubles (permis de construction);
- dossier environnemental;
- rapports d'intervention et inspection du Service des incendies;
- rapports d'évènement du Service de police.

Ces catégories de documents constituent la majorité des demandes d'accès traitées par la Ville de Montréal. Si nous excluons ces catégories de demande, la Ville de Montréal reçoit un nombre de demandes d'accès comparable aux autres grandes villes canadiennes.

Des frais exigés moindres et des demandes traitées à la fois par un arrondissement et la ville centrale justifient également le nombre plus élevé de demandes d'accès à la Ville de Montréal.

Suivi du bilan 2017

Lors du dépôt du bilan 2017, nous recommandions «d'analyser les différentes initiatives permettant l'accès aux documents des organismes sans but lucratif bénéficiant d'un financement significatif de la Ville.»

En octobre 2018, le Comité exécutif adoptait des orientations visant plus de transparence des organismes à but non lucratif (OBNL) bénéficiant d'importantes contributions financières de la Ville visant une plus grande transparence.

Les organismes visés sont ceux bénéficiant d'une contribution annuelle de 500 000 $ lorsque cette somme représente plus que 50 % de son budget ainsi qu'un organisme qui reçoit une contribution annuelle pour réaliser une activité de la Ville (ou qui aurait pu être exercée par la Ville), lorsque cette contribution, bien que ne représentant pas plus de 50 % du budget de l'organisme, est supérieure à 1 000 000 $.

Objectifs 2019

En 2018, un tableau de bord pour le suivi du traitement des demandes d'accès est mis en oeuvre. Pour 2019, nous avons pour objectif d'atteindre un délai de traitement moyen de 18 jours et de répondre dans les délais prévus pour 90 % des cas.

Au premier mai, le délai moyen de traitement est de 17,46 jours. Pour 88,75 % des cas, les demandes ont été traitées dans les délais légaux.

Annexe 1

Nombre de demandes par arrondissement

Arrondissement	Nombre de demandes	Nombre de demandes par 100 000 habitants
Ahuntsic-Cartierville	377	275
Anjou	150	335
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	493	286
L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève	82	429
Lachine	236	516
LaSalle	107	134
Le Plateau-Mont-Royal	730	689
Le Sud-Ouest	421	517
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	478	340
Montréal-Nord	315	367
Outremont	315	1257
Pierrefonds-Roxboro	267	375
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	338	305
Rosemont–La Petite-Patrie	427	296
Saint-Laurent	257	250
Saint-Léonard	257	318
Verdun	368	517
Ville-Marie	643	694
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	493	338
Moyenne	355	434

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.03

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1191079011

Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport de la consultation publique tenue par l'OCPM sur une vision de développement économique et urbain pour le secteur Assomption Sud–Longue-Pointe

Il est recommandé de déposer le rapport de la consultation publique tenue par l'OCPM sur une vision de développement économique et urbain pour le secteur Assomption Sud–Longue-Pointe.

Signé par Dominique OLLIVIER **Le** 2019-08-19 16:25

Signataire : Dominique OLLIVIER

Présidente de l'OPCM
Office de consultation publique de Montréal , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1191079011**
Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport de la consultation publique tenue par l'OCPM sur une vision de développement économique et urbain pour le secteur Assomption Sud–Longue-Pointe

CONTENU

CONTEXTE

Connu sous le nom de « Cité Logistique », un projet de parc d'entreprises vouées à la logistique fut annoncé, par deux fois, à compter de juin 2015 et a fait l'objet d'une forte opposition citoyenne. Trois démarches d'information et de consultation publique locales ont été tenues en arrondissement à ce propos. En raison des orientations de la nouvelle administration municipale qui souhaite, pour ce secteur, une plus grande diversification des activités économiques dans un contexte de développement durable, ainsi qu'une desserte accrue en transport collectif et actif, le mandat initial a été révisé.
Le 4 juillet 2018, le comité exécutif de la Ville de Montréal mandatait l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) « *afin d'assurer la tenue d'une démarche de consultation publique sur la vision de développement économique et urbain du secteur Assomption Sud - Longue-Pointe* .

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 1201 4 juillet 2018 résolution mandatant l'OCPM de tenir une consultation sur une vision de développement économique et urbain pour le secteur Assomption Sud–Longue-Pointe

DESCRIPTION

La Ville de Montréal souhaite requalifier le secteur Assomption Sud–Longue-Pointe situé dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, délimité par la rue Hochelaga, puis l'avenue Souligny (au nord), les installations du Port de Montréal (au sud), la gare de triage Longue-Pointe, le CN (à l'est) et l'autoroute 25 (à l'est).
En dépit de son riche passé industriel, ce territoire rectangulaire de près d'un kilomètre sur trois, lourdement touché par l'effritement de l'activité manufacturière, est marqué par la présence de vastes terrains vacants et sous-utilisés, notamment l'ancien site de la Canadian

Steel Foundries (CSF), qui offrent, au regard de la Ville, *« des occasions de développement immobilier déterminantes pour l'avenir d'un secteur ».* D'importants investissements publics et privés y sont programmés au cours des prochaines années *pour assurer la mise en valeur du secteur Assomption Sud –L ongue-Pointe .*

Ce secteur fait partie de l'un des six secteurs de planification stratégique établis au Schéma d'aménagement et de développement (Schéma), adopté en 2015. Il est aussi au sein d'une zone industrialo-portuaire, telle que définie dans la Stratégie maritime du Québec (2015).

JUSTIFICATION

La consultation devait permettre, selon la Ville, de présenter la mise à jour des différentes démarches entreprises par la Ville et ses partenaires et de recueillir l'avis de la population sur le sujet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les aspects financiers n'ont pas été abordés dans le cadre de la consultation

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La vision de la Ville vise à créer un quartier dans lequel pourront cohabiter de façon harmonieuse les fonctions de secteur d'emploi et résidentiels. De plus, en matière de mobilité, la requalification du secteur permettra une bonification de l'offre de transport actif et collectif.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Plus de 1000 personnes ont participé aux diverses étapes de cette consultation. La vision mise au jeu reçoit un accueil différent de la population selon que les points de vue sont exprimés d'une perspective métropolitaine ou locale. Les milieux économiques la saluent alors que les résidents et riverains du secteur qui subissent un niveau élevé de nuisances demeurent encore très préoccupés par la nouvelle proposition. On peut donc dire qu'elle suscite à la fois enthousiasme et inquiétudes.

La commission reconnaît le potentiel stratégique du secteur qui, grâce à la proximité de la station de métro, du port et de l'autoroute 25, ainsi qu'à la présence de terrains de superficies importantes à requalifier contribuera à la consolidation de ce milieu à des fins résidentielles et d'emploi. En ce sens, elle salue la volonté exprimée par la Ville de faire un projet innovant.

Mais elle note également qu'il y a un bris de confiance entre les porteurs de projets et les populations locales qui disent avoir vu se multiplier les nuisances et se détériorer leurs conditions de vie dans les dernières années et ce, malgré la mobilisation citoyenne et les nombreux processus de consultation où les participants se sont engagés de bonne foi. Elle constate que pour la majorité des participants, l'objectif premier du projet devrait être d'offrir un milieu de vie de grande qualité à une population qui a subi depuis plusieurs décennie les contrecoups de l'industrialisation de ce territoire.

C'est avec cette dualité en tête que la commission fait une vingtaine de recommandations pour mieux relever le défi de la saine cohabitation, célébrer le patrimoine et améliorer les déplacements. Elle identifie également différentes des mesures pour atténuer les nuisances qui peuvent être immédiatement mise en place avant même l'implantation de l'éventuel écoparc industriel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Lorsque le rapport sera rendu public, l'OCPM le déposera sur son site Internet et le fera parvenir, en version papier ou électronique, à tous ceux et celles qui en auront fait la demande. De plus , un communiqué de presse sera publié.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le rapport sera rendu public le 3 septembre et déposé au CM du 16 septembre

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

s/o

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique OLLIVIER
Présidente de l'OPCM

Tél : 514 872-6094
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-19

Dominique OLLIVIER
Présidente de l'OPCM

Tél : 514 872-6094
Télécop. : 2-2556



Rapport de consultation publique

VISION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET URBAIN DU SECTEUR ASSOMPTION SUD–LONGUE-POINTE

OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE DE MONTRÉAL

20 août 2019





OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

VISION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET URBAIN DU SECTEUR ASSOMPTION SUD–LONGUE-POINTE

Rapport de consultation publique

Le 20 août 2019

Édition et diffusion
Office de consultation publique de Montréal
1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 872-3568
Télécopieur : 514 872-2556
Internet : www.ocpm.qc.ca
Courriel : info@ocpm.qc.ca

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2019
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2019
ISBN 978-2-924750-65-0 (imprimé)
ISBN 978-2-924750-66-7 (PDF)

Le masculin est employé pour alléger le texte.

Tous les documents déposés durant le mandat de la commission ainsi que les enregistrements de toutes les interventions publiques sont disponibles pour consultation aux bureaux de l'Office de consultation publique de Montréal.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

1550, rue Metcalfe
Bureau 1414
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : (514) 872-3568
Télécopieur : (514) 872-2556
ocpm.qc.ca

Montréal, le 20 août 2019

Madame Valérie Plante
Mairesse de la Ville de Montréal
Monsieur Benoit Dorais
Président du comité exécutif
Ville de Montréal
Hôtel de ville – Édifice Lucien-Saulnier
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec)
H2Y 1B5

Objet : Rapport de consultation publique sur la vision de développement économique et urbain du secteur Assomption Sud–Longue-Pointe

---

Madame la Mairesse,
Monsieur le Président du comité exécutif,

J'ai le plaisir de vous remettre le rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur la consultation en amont visant à connaître les réactions, les besoins et les attentes de la population concernant la création, l'aménagement et le développement d'un Écoparc industriel dans le secteur Assomption Sud–Longue-Pointe.

Ce projet ambitieux vise à requalifier un secteur au riche passé industriel situé au sein d'une zone industrialo-portuaire dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve pour contribuer à la relance économique de l'est de Montréal. Pour ce faire, l'arrondissement mise sur des aménagements urbains exemplaires qui contribueront à attirer des entreprises dynamiques soucieuses de leur milieu d'accueil et gravitant autour de créneaux industriels durables qui permettront de générer des emplois stables, permanents et bien rémunérés, tout en favorisant une saine cohabitation avec les milieux résidentiels déjà implantés.

Plus de 1000 personnes ont participé aux diverses étapes de la démarche. La commission a reçu et entendu plus de 120 opinions et pris en considération les quelque 730 répondants au questionnaire en ligne.

De l'avis de la commission, la vision proposée reçoit un accueil différent de la population selon que les points de vue sont exprimés d'une perspective métropolitaine ou locale. Le défi de faire cohabiter des zones industrielles et résidentielles, traversées par de lourdes infrastructures de transport dans un projet porteur des valeurs du 21e siècle, suscite à la fois enthousiasme et inquiétudes. Les milieux économiques le saluent, alors que les résidents et riverains du secteur qui subissent un niveau élevé de nuisances demeurent très préoccupés par la nouvelle proposition.

C'est avec cette dualité en tête que la commission, qui reconnaît le positionnement stratégique du secteur et salue la volonté exprimée par la Ville, fait une vingtaine de recommandations pour mieux incarner la vision, célébrer le patrimoine, améliorer les déplacements et en faire un véritable milieu de vie et d'emploi verdoyant, innovant et soucieux d'engager les communautés locales dans son développement.

La commission souligne également qu'il y a un bris de confiance entre les porteurs de projets et les populations locales qui disent avoir vu se multiplier les nuisances et se détériorer leurs conditions de vie dans les dernières années, et ce, malgré la mobilisation citoyenne et les nombreux processus de consultation où les participants se sont engagés de bonne foi. Pour rétablir le lien, la commission identifie différentes pistes pour les atténuer, surtout des mesures qui peuvent être immédiatement mises en place avant même l'implantation de l'éventuel Écoparc industriel.

L'Office rendra ce rapport public le 3 septembre 2019, à moins que vous ne souhaitiez qu'il le fasse à une date plus rapprochée. De plus, si vous le jugez opportun, je pourrais me rendre disponible pour présenter le rapport aux élus concernés.

Je vous prie d'agréer, Madame la Mairesse et Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La présidente,



Dominique Ollivier

DO/ll

c. c. Monsieur Éric Alan Caldwell, responsable de l'OCPM
Monsieur Pierre Lessard-Blais, maire de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 1

1. La vision mise au jeu pour Assomption Sud–Longue-Pointe 3

1.1 Le développement économique et urbain du secteur Assomption Sud–Longue-Pointe 3

1.1.1 Le secteur, objet de la vision 3

1.1.2 Projet de Cité Logistique et mobilisation citoyenne 5

1.1.3 Mandat 6

1.2 La vision mise au jeu 7

1.2.1 Réaliser des projets industriels novateurs et bien intégrés au milieu 9

1.2.2 Offrir un cadre de vie de qualité limitant les nuisances et assurant une gestion écologique du territoire 11

1.2.3 Compléter le réseau artériel et améliorer les transports actifs et collectifs 13

1.3 Projets associés à la vision 16

1.4 Les études à réaliser et les engagements pris 17

1.5 Le cadre règlementaire 17

2. Les préoccupations, les attentes et les opinions des participants 19

2.1 La vision : accueil général 19

2.2 Développement économique et projets industriels 23

2.2.1 Le projet d'Écoparc industriel de la Grande Prairie 23

2.2.2 Types d'activités et d'usages 26

2.2.3 Emploi et formation 29

2.3 Cadre de vie et gestion écologique du territoire 29

2.3.1 Nuisances et cohabitation 31

2.3.2 Milieux naturels, hydriques et écosystèmes 39

2.3.3 Aménagement du secteur 45

2.4 Mobilité et transports 48

2.4.1 Enclavement 49
2.4.2 Sécurité des déplacements 49
2.4.3 Transports collectifs 52
2.4.4 Projets de viaduc et de prolongement des liens routiers 54
2.4.5 Propositions alternatives 56
2.5 Autres projets associés à la vision 58
2.5.1 Garage STM 58
2.5.2 Poste de transformation Hochelaga 59
2.6 Acceptabilité sociale, participation citoyenne et gouvernance 59
2.6.1 Acceptabilité sociale 59
2.6.2 Faire partie de la solution : gouvernance et instances de concertation 60
3. Les constats et l'analyse de la commission 63
3.1 Les constats 63
3.1.3 Contexte et accueil de la vision d'Écoparc industriel 64
3.1.2 Les inquiétudes des résidents et riverains 65
3.1.3 Agir maintenant pour la qualité de vie 66
3.2 Vision économique 68
3.2.1 Le Port de Montréal et sa zone industrialo-portuaire 68
3.2.2 Des standards élevés et une mise à niveau du cadre bâti 70
3.2.3 Mettre les nouvelles technologies à profit 70
3.2.4 La gouvernance de l'Écoparc 72
3.3 Vision d'aménagement 72
3.3.1 Adopter les pistes proposées dans le document de vision 73
3.3.2 Zones tampons et gradation des usages 74
3.3.3 Patrimoine 76
3.3.4 Orientations d'aménagement écologique 77
3.3.5 Reprendre les concepts novateurs du PPU Assomption Nord 77
3.4 Mobilité 79

3.4.1 Circulation et réseau routier 79
3.4.2 Transport actif et collectif 82
3.5 Milieux naturels, parcs et verdissement 86
3.5.1 Préserver trois espaces écologiques à valeur élevée 86
3.5.2 Eaux pluviales et commémoration du Ruisseau de la Grande Prairie 87
3.5.3 Les îlots de chaleur 88
3.6 Nuisances et acceptabilité sociale 90
3.6.1 Agir maintenant 90
3.6.2 Mesurer 90
3.6.3 Nuisances sonores dans le quartier Viauville 91
Conclusion 93
Annexe 1 – Les renseignements relatifs au mandat 95
Annexe 2 – La documentation 99
Annexe 3 – Les recommandations 107






OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL
Montréal
Assomption Sud – Longue-Pointe
Explorez le territoire de la consultation grâce à
la réalité virtuelle et partagez votre vision!
rue Ontario Est
rue Ontario Est
avenue Souligny
rue La Fontaine
rue Dickson

Introduction

Le 4 juillet 2018, le comité exécutif de la Ville de Montréal mandatait l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) « *afin d'assurer la tenue d'une démarche de consultation publique sur la vision de développement économique et urbain du secteur Assomption Sud–Longue-Pointe*[1] ».

La documentation relative à cette vision a été rendue disponible sur le site Internet de l'OCPM et en ses bureaux au début du mois de janvier 2019, à la suite de la réception du document de consultation élaboré par la Ville de Montréal. Entre autres communications, plus de 37 000 dépliants ont été distribués à la population du secteur et des environs afin de les informer des enjeux et du calendrier de la procédure. Toutes les informations relatives aux communications et à la procédure de consultation sont disponibles en Annexe 1 du présent rapport.

Afin de préparer ses travaux, la commission a tenu une rencontre de préconsultation avec des experts de la logistique, de l'économie et de la synergie industrielle, le 22 janvier 2019, dont le compte-rendu est disponible sur le site Internet de l'Office[2].

La commission a également visité le secteur et ses zones limitrophes. Puis, différents groupes de citoyens, organisations, ainsi que des acteurs économiques et institutionnels ont été invités à tenir des kiosques d'information, en après-midi du 12 mars 2019, au Plaza Antique, afin de partager leur vision du territoire avec les citoyens. Une séance d'information a eu lieu, au même endroit, dans la continuité de cet événement. Celle-ci s'est poursuivie le 14 mars 2019.

Des séances d'audition des opinions ont eu lieu les 23 et 24 avril 2019, au même endroit. Les personnes désirant donner leurs opinions pouvaient aussi le faire en remettant une opinion écrite avant le 18 avril 2019 et/ou en répondant à un questionnaire en ligne jusqu'au 29 avril 2019.

Le premier chapitre du rapport expose de manière synthétique la vision proposée par la Ville de Montréal pour le développement économique et urbain du secteur Assomption Sud–Longue-Pointe. Le deuxième chapitre présente les opinions et suggestions exprimées par les participants. Enfin, le troisième chapitre est consacré à l'analyse de la commission et à ses recommandations.

[1] Ville de Montréal, doc. 1.2
[2] Compte-rendu de la rencontre de préconsultation avec des experts, doc. 5.2





1. La vision mise au jeu pour Assomption Sud–Longue-Pointe

1.1 Le développement économique et urbain du secteur Assomption Sud–Longue-Pointe

1.1.1 Le secteur, objet de la vision

La Ville de Montréal souhaite requalifier le secteur Assomption Sud–Longue-Pointe situé dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, délimité par la rue Hochelaga, puis l'avenue Souligny (au nord), les installations du Port de Montréal (au sud), la gare de triage Longue-Pointe CN (à l'est) et l'autoroute 25 (à l'est).

En dépit de son riche passé industriel, ce territoire rectangulaire de près d'un kilomètre sur trois, lourdement touché par l'effritement de l'activité manufacturière, est marqué par la présence de vastes terrains vacants et sous-utilisés, notamment l'ancien site de la *Canadian Steel Foundries* (CSF), qui offrent, au regard de la Ville, *« des occasions de développement immobilier déterminantes pour l'avenir d'un secteur*[3] *».* D'importants investissements publics et privés y sont programmés, au cours des prochaines années *« pour assurer la mise en valeur du secteur Assomption Sud–Longue-Pointe*[4] ».

Ce secteur est situé au sein d'une zone industrialo-portuaire, telle que définie dans la Stratégie maritime du Québec (2015)[5] et fait partie de l'un des six secteurs de planification stratégique établis au Schéma d'aménagement et de développement (Schéma), adopté en 2015[6].

[3] Ville de Montréal, doc. 1.1, p .1; Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 8
[4] Ville de Montréal, doc. 1.1, p .1; Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 8
[5] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 58
[6] Le secteur de planification stratégique Assomption, tel que défini dans le Schéma, a été étendu pour inclure la totalité du secteur Assomption Sud–Longue-Pointe; Ville de Montréal, doc. 1.3.1, p. 2

Figure 1 : secteur de la consultation, Assomption Sud–Longue-Pointe



Source : Ville de Montréal, adapté par l'OCPM

La Ville y identifie six sous-secteurs : les quartiers résidentiels Guybourg et Haig-Beauclerk[7], ainsi que trois zones industrielles : Assomption Sud-Dickson, Parc industriel Louis-H. Lafontaine et zone portuaire. La base militaire de Longue-Pointe occupe le centre du territoire à l'étude. Le quartier résidentiel Viauville jouxte le territoire de la consultation sur tout son flanc est. Un autre secteur d'habitations, plus petit, avoisine le secteur au nord du quartier Guybourg. Le Port de Montréal longe le secteur à l'étude sur toute sa partie sud.

Secteurs industriels, comme secteurs résidentiels sont réputés enclavés en raison de l'agencement du territoire, de barrières physiques et d'importantes infrastructures routières et ferroviaires[8]. Quelques lignes de bus desservent ce territoire, au nord duquel se trouvent quatre stations de métro, à plusieurs dizaines de minutes de marche.

Ce territoire, qui présente une trame urbaine hétérogène (entrepôts, entreprises logistiques, quartiers d'habitations, zones d'entreposage, grands axes routiers, etc.), abrite près de 3 470 ménages et près de 7 000 travailleurs[9]. Il dispose de trois parcs (parc Rougemont, parc Guybourg et parc Beauclerk). Commerces de proximité et équipements collectifs y sont rares. Ce secteur est enclin à des nuisances associées aux activités industrielles[10].

[7] Également appelé « Quartier Longue-Pointe » par plusieurs de ses résidents
[8] Transcription de la séance d'information du 12 mars 2019, doc. 7.1
[9] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 8
[10] Ville de Montréal, doc. 3.2, p. 4

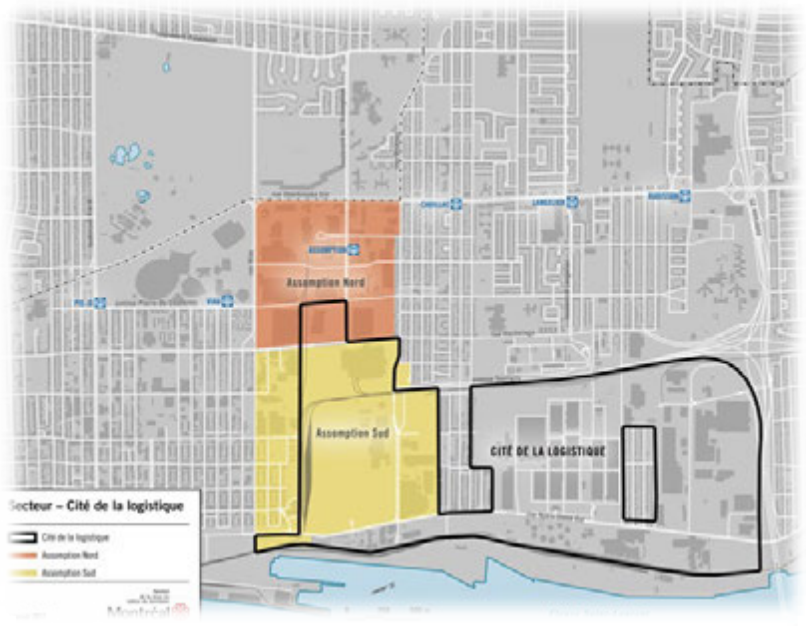
1.1.2 Projet de Cité Logistique et mobilisation citoyenne

Connu sous le nom de « *Cité Logistique* », un projet de parc d'entreprises voué à la logistique a été annoncé en juin 2015[11], et a fait l'objet d'une forte opposition citoyenne. À la suite de cette mobilisation, trois démarches d'information et de consultation publique locales ont été tenues par l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve à ce propos :

- consultation sur le projet de cité logistique, 28 janvier 2017;
- séance d'information et de consultation publique sur le Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) du secteur de la Cité de la logistique, 23 mars 2017;
- consultation publique locale sur le « *développement des activités industrialo-portuaires et leur cohabitation avec les quartiers adjacents* », 31 mai 2017 (à la suite du dépôt d'une pétition en vertu du droit d'initiative citoyenne en consultation publique).

Compte tenu de l'importance des enjeux locaux et régionaux de développement économique et d'aménagement urbain que soulevait ce dossier, l'administration municipale a mandaté l'Office de consultation publique de Montréal, le 23 août 2018, pour tenir une consultation publique portant sur *les « Orientations préliminaires de développement économique et d'aménagement urbain sur le projet de parc d'entreprises voué à la logistique à valeur ajoutée dans le secteur Assomption Sud–Longue-Pointe* » (Résolution du CE17 1491)[12].

Figure 2 : secteur envisagé pour l'ex-projet de Cité Logistique



Source : Ville de Montréal

[11] Denis Coderre, Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM), 18 juin 2015, Annonce de la cité de la logistique
[12] Ville de Montréal, doc. 1.1, p. 2

Il est à noter que plusieurs acteurs publics et économiques (Hydro-Québec, BAPE) ont également mené des activités d'information ou de consultation publique sur ce territoire au cours des dernières années.

Par ailleurs, une consultation publique menée par l'OCPM portant sur un projet de PPU pour le secteur Assomption Nord a eu lieu en 2016/2017.

1.1.3 Mandat

Le mandat initial a été révisé le 4 juillet 2018, en raison des nouvelles orientations de l'administration municipale élue en 2017. Celle-ci souhaitait pour ce secteur une plus grande diversification des activités économiques dans un contexte de développement durable, ainsi qu'une desserte accrue en transport collectif et actif.

Le comité exécutif de la Ville de Montréal a ainsi mandaté l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) « *afin d'assurer la tenue d'une démarche de consultation publique sur la vision de développement économique et urbain du secteur Assomption Sud–Longue-Pointe*[13] ».

La Ville précise que ce mandat vise à soumettre au débat et bonifier la vision de requalification qu'elle propose. Cette consultation publique doit permettre de poursuivre le dialogue avec les parties prenantes et de convenir d'une vision partagée de développement pour le secteur Assomption Sud–Longue-Pointe, en vue de poursuivre la démarche de planification, précise-t-elle[14].

Éclairage sur les origines historiques des fonctions résidentielles, industrielles, ferroviaires et portuaires dans Assomption Sud.

Sur le territoire rural de la Côte-Saint-François, plusieurs réalités urbaines se manifestent dès le début du 20e siècle. C'est d'abord en 1897 que le territoire est traversé par une nouvelle ligne de tramway, la Montreal Island Belt Line Railway. Cette ligne passe au niveau de l'actuelle rue Souligny, prenant contact avec la Montréal Tramway dans Maisonneuve, aboutissant à Bout-de-l'Île dans Pointe-aux-Trembles. Plusieurs arrêts sont établis avec des petits kiosques (comme Notre-Dame-des-Victoires et Guybourg), ainsi que des panneaux de terrains à vendre. Très vite, de petites communautés de banlieusards se construisent sur deux ou trois rues perpendiculaires à chaque kiosque. Dès 1900, la présence résidentielle est donc établie.

Puis, en 1902, la Locomotive & Machine Company of Montreal est formée pour fabriquer des locomotives à vapeur. Achetée et bien financée dès 1904 par la American Locomotive Co, la Montreal Locomotive Works s'installe sur la rue Dickson, avec accès devant l'usine à un nouveau quai sur le fleuve Saint-Laurent ainsi que derrière l'usine de la nouvelle ligne ferroviaire du Canadian Northern Railway (futur Canadien National). Ce fabricant devient rapidement le plus

[13] Ville de Montréal, doc. 1.2
[14] Ville de Montréal, doc. 1.1, p. 2-3

important fabricant de locomotives au Canada et ne fermera ses portes qu'en 1985. Seul son bel édifice à bureaux de style néo-roman reste intact aujourd'hui. D'autres industries importantes suivront dans le secteur, dont la Canadian Steel Foundries en 1912 avec des liens ferroviaires et portuaires semblables.

Éventuellement, les petites banlieues deviendront enclavées entre les grosses industries; les fonctions ferroviaires et portuaires prendront de plus en plus d'importance avec le temps. Le Port de Montréal fixera éventuellement ses installations de transbordement des conteneurs dans Assomption Sud à partir des années 1980.

1.2 La vision mise au jeu

La vision de la Ville pour le secteur Assomption Sud–Longue-Pointe a été exposée dans un document d'information intitulé *ÉCOPARC INDUSTRIEL DE LA GRANDE PRAIRIE : Document d'information sur le développement économique et urbain du secteur Assomption-Sud*[15].

Cette vision a été précisée par :

- une présentation, en soirée d'information, le 12 mars 2019[16],
- les réponses orales et écrites apportées par la Ville et ses partenaires externes (l'Administration portuaire de Montréal, Hydro-Québec, le MTQ et la STM) aux questions des citoyens et de la commission[17].

Plusieurs documents complétant la vision ont été déposés par la Ville en cours de consultation : document détaillant la vision en matière de mobilité[18], étude du climat sonore dans le secteur de planification[19], information concernant la canopée[20] et information foncière[21].

L'ensemble de ces documents a été mis à la disposition du public sur le site Internet de l'OCPM à partir du mois de janvier 2019.

Dans ces documents, la Ville de Montréal a formulé pour vision de créer un milieu de vie convivial pour les citoyens, les travailleurs et les entreprises du secteur. Elle veut une cohabitation harmonieuse des quartiers résidentiels et des secteurs d'emplois, incluant l'aménagement d'espaces verts et de parcs.

[15] Ville de Montréal, doc. 3.1
[16] Ville de Montréal, doc. 3.2; Transcription de la séance d'information du 12 mars 2019, doc. 7.1
[17] Transcription de la séance d'information du 12 mars 2019, doc. 7.1; Transcription de la séance d'information du 14 mars, doc. 7.2; Réponses de la Ville aux questions de la commission, 8 avril, doc. 5.4.1; Réponse de la Ville à la question de la commission, 12 avril 2019, doc. 5.5.1
[18] Ville de Montréal, doc. 3.7
[19] Ville de Montréal, doc. 3.4
[20] Ville de Montréal, doc. 3.5
[21] Ville de Montréal, doc. 3.6

L'objectif de la Ville est de soutenir la requalification du secteur Assomption Sud–Longue-Pointe par la création d'un écoparc industriel aux aménagements urbains exemplaires, qui contribueront à attirer des entreprises dynamiques soucieuses de leur milieu d'accueil et engagées dans une démarche de gestion durable en partenariat avec la collectivité.

La Ville souhaite que la requalification de ce secteur s'inscrive dans la relance économique de l'est de Montréal, et passe par l'attraction et l'implantation d'entreprises innovantes qui répondent à des standards de qualité souhaités, dans la perspective d'un développement durable.

La vision doit aussi permettre de positionner le secteur comme un secteur d'activité économique effervescent gravitant autour de créneaux industriels durables qui permettront de générer des emplois stables, permanents et bien rémunérés, tout en favorisant l'employabilité des résidents des secteurs environnants.

De plus, le secteur a pour vocation d'accueillir des infrastructures et aménagements urbains de qualité afin d'offrir aux résidents et aux travailleurs un cadre de vie agréable et des conditions de déplacement optimales et sécuritaires, quel que soit le mode de déplacement. La Ville précise également vouloir accorder une attention particulière à la qualité du cadre bâti et aux composantes paysagères, naturelles et historiques[22].

Elle souhaite que sa vision[23] :

- réponde à des exigences environnementales élevées (verdissement, gestion des eaux, réduction des îlots de chaleur, etc.);
- permette de briser l'enclavement par une amélioration de la fluidité des déplacements (nouveaux liens, meilleure desserte en transport collectif et actif);
- favorise une cohabitation des activités urbaines plus harmonieuse (amélioration de la qualité de vie des résidents, gestion des nuisances, aménagements exemplaires);
- offre un environnement d'affaires inclusif (générer des emplois, valorisation de l'emploi local).

La vision mise au jeu par la Ville est articulée autour des trois orientations suivantes[24] :

- réaliser des projets industriels novateurs et bien intégrés au milieu;
- offrir un cadre de vie de qualité limitant les nuisances et assurant une gestion écologique du territoire;

[22] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 35 et doc. 3.2, p. 11 et suivantes
[23] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 6
[24] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 35

- Compléter le réseau artériel et améliorer les déplacements en transports actifs et collectifs[25].

La Ville précise ne pas avoir fixé d'échéancier pour la mise en œuvre de la vision[26]. Elle spécifie, dans son document de consultation, que les recommandations issues de la présente consultation jetteront les bases de la vision d'avenir du secteur Assomption Sud–Longue-Pointe et guideront les acteurs concernés dans l'identification des stratégies d'intervention nécessaires à une planification cohérente et consensuelle de ce vaste territoire. Ces stratégies, ajoute-t-elle, pourront comprendre des aménagements détaillés sur le domaine public, des modifications règlementaires, des acquisitions foncières, de nouveaux programmes ou toute autre action municipale permettant de concrétiser cette vision. En fonction de la nature et de la portée des stratégies qui seront privilégiées, une gouvernance adaptée pourra être mise en place afin d'assurer la cohérence des actions de la Ville et de l'ensemble des parties prenantes[27].

Puisque le secteur est largement construit, la Ville prévoit profiter des opportunités de requalification actuelles et futures (déménagement d'entreprises, bâtiments et terrains vacants, etc.) pour concrétiser sa vision[28].

1.2.1 Réaliser des projets industriels novateurs et bien intégrés au milieu[29]

La Ville qui « *entend préciser les critères que devront respecter les entreprises désirant s'installer dans le secteur*[30] » déploiera ses actions en matière de développement économique au regard des quatre orientations préliminaires suivantes.

- *Favoriser une cohabitation harmonieuse entre les activités industrielles et les secteurs résidentiels*

La Ville a la volonté de fixer des critères d'implantation et d'attirer des entreprises répondant à des créneaux industriels faiblement générateurs de nuisances environnementales, de pollution et de bruit.

- *Attirer des entreprises ayant une orientation écologique et conscientes de leur responsabilité sociale*

Pour ce faire, la priorité sera accordée à l'implantation d'activités économiques durables et ayant intégré les concepts de préservation de l'environnement, de transparence et d'effet positif sur les collectivités, etc.

[25] Ville de Montréal, doc. 3.2, p. 13
[26] Réponses de la Ville aux questions de la commission, doc. 5.4.1, p. 4
[27] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 59
[28] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 35
[29] Ville de Montréal, doc. 3.2, p. 13 et 18; Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 47 à 52
[30] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 47

- *Intégrer les enjeux sociaux dans la stratégie de développement économique*

L'accès au marché du travail, le développement de l'employabilité, l'augmentation des revenus et la formation de la main-d'œuvre sont autant d'objectifs auxquels la Ville compte répondre par la requalification du secteur. La Ville souhaite que soit valorisé le talent local et que les retombées soient favorisées pour les résidents du secteur.

- *Améliorer l'accessibilité pour les travailleurs par les transports actif et collectif (marche, vélo, autobus et métro)*

Cette orientation se concrétisera principalement par les diverses interventions d'aménagement. Elle représente une opportunité de rehausser la productivité des entreprises. Un meilleur accès au secteur le rendra plus attractif, en diminuant le temps que les travailleurs passeront en transport.

La Ville propose de concrétiser sa vision économique par la conception d'un écoparc industriel. Elle souhaite que ce projet industriel urbain, intégré à son milieu, réponde à une logique de développement territorial durable et se développe autour de secteurs technologiques innovants. Ce projet permettrait la création et le maintien de milliers d'emplois diversifiés et de qualité, dans des créneaux industriels porteurs pour le territoire et la métropole. Le secteur a le potentiel d'attirer de nombreuses entreprises et générer d'importantes retombées économiques, selon elle[31].

La Ville précise la composition qu'elle souhaite donner à cet Écoparc industriel en s'appuyant sur la définition qu'en offre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMROT). L'Écoparc industriel est ainsi qualifié de « *zone d'activités économiques gérées de manière proactive notamment par l'association des entreprises en présence, interagissant positivement avec son voisinage, et dans laquelle les mesures d'aménagement et d'urbanisme durables, de gestion environnementale et d'écologie industrielle concourent à optimiser l'utilisation de l'espace, de la matière et de l'énergie, à soutenir la performance et le dynamisme économique tant des entreprises que de la communauté d'accueil et à diminuer les charges environnementales locales*[32] ».

Pour favoriser la réalisation de sa vision économique, dans une perspective de développement durable, la Ville envisage notamment de :

- Soutenir les projets d'investissements durables, tels que la *Stratégie de développement économique* de la Ville de Montréal, ou bien le plan d'action « *Bâtir Montréal* », lui en offre l'opportunité.

[31] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 35 et 36
[32] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 50

- Mettre en place une démarche de certification en développement économique durable du territoire, en s'appuyant, par exemple sur « *ISO 14001 Territoire* », « *LEED Quartier* », etc.
- Favoriser la synergie et l'écologie industrielle, par la mise en œuvre de stratégies d'attraction d'investissements ciblant certains secteurs industriels de façon prioritaire[33].

La Ville a précisé qu'elle pourrait aussi avoir recours au zonage et aux incitatifs financiers afin d'attirer des entreprises et projets qui s'inscrivent dans la vision proposée[34].

La Ville de Montréal identifie quatre secteurs industriels porteurs autour desquels elle souhaiterait voir s'arrimer sa vision de développement économique du secteur[35] :

- technologies propres,
- logistique intelligente,
- manufacturiers légers,
- services à valeur ajoutée reliés à l'exportation.

1.2.2 Offrir un cadre de vie de qualité limitant les nuisances et assurant une gestion écologique du territoire[36]

L'objectif ici est d'améliorer le cadre de vie des résidents, des riverains et des travailleurs du secteur, et d'améliorer la cohabitation entre les secteurs industriels et résidentiels. Pour cela, la Ville identifie trois orientations.

- *Réaliser des aménagements durables et de qualité*[37]

La vision doit non seulement permettre de reconstituer le tissu économique par l'attraction de nouvelles entreprises, mais aussi de revitaliser le parc immobilier existant par des interventions structurantes sur le cadre bâti, afin qu'il réponde adéquatement aux exigences du marché. De plus, des aménagements urbains novateurs devront permettre d'apporter une attention particulière aux interfaces entre secteurs résidentiels et industriels. Le développement immobilier devra également être structuré autour d'espaces publics et privés de conception soignée.

Dans son document de consultation, la Ville énumère plusieurs exemples d'interventions qui devraient encadrer tout projet de construction, de requalification et d'aménagement, que ce soit sur le cadre bâti, sur les domaines publics et privés, ou sur les stationnements, les aires d'expédition et de réception des marchandises.

[33] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 51 et doc. 3.2, p. 18
[34] Réponses de la Ville aux questions de la commission, doc. 5.4.1, p. 4
[35] Ville de Montréal, p. 52
[36] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 36-42; Ville de Montréal, doc. 3.2, p 19 à 29
[37] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 39-42

- *Assurer une gestion écologique du milieu*[38]

Les intentions sont notamment de :

- préserver les espaces verts et les mettre en valeur;
- réduire les surfaces minéralisées (saillie végétalisée, terre-plein, mur végétalisé, etc.);
- constituer un réseau d'espaces végétalisés accessibles au public (promenade, corridor écologique, place publique, etc.);
- prévoir des aménagements favorisant l'absorption et la récupération des eaux pluviales (noue, jardin de pluie, fossé végétalisé, bassin de rétention, etc.);
- établir une stratégie globale de gestion des sols contaminés;
- privilégier des solutions de décontamination innovantes et écologiques;
- encourager la réalisation d'aménagements limitant la consommation énergétique et faisant appel à des énergies renouvelables;
- inciter l'aménagement de toitures et de murs végétalisés ou à membrane blanche.

- *Limiter les nuisances dans les quartiers riverains*[39]

La Ville, qui fait de nouveau le constat d'un territoire en proie aux nuisances et particulièrement au bruit et à la pollution atmosphérique, souligne que des études, des inventaires et des démarches de concertation devront être menés afin d'établir les mesures permettant « *d'enrayer les nuisances, ou du moins les réduire à des niveaux acceptables selon les standards internationaux*[40] ».

La Ville énumère des pistes de réflexion pour limiter les nuisances, notamment :

- favoriser une réduction des nuisances à la source (amélioration de la chaussée, réduction de la vitesse, fluidité de la circulation, limitation de la circulation routière en favorisant le transport en commun et le transport actif);
- assurer une bonne gestion des interfaces;
- accueillir des usages en harmonie avec le milieu environnant;
- éloigner les sources de bruits des zones sensibles;
- protéger les bâtiments par des aménagements extérieurs (écrans antibruit, écrans végétaux ou talus);
- orienter les bâtiments de manière à créer un espace tampon protégeant les zones sensibles.

[38] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 42
[39] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 36-38
[40] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 36

De manière plus spécifique, la Ville dit aussi vouloir limiter les nuisances en attirant des entreprises qui émettent de faibles niveaux de bruit et de polluants atmosphériques, et qui ont des orientations écologiques[41].

1.2.3 Compléter le réseau artériel et améliorer les transports actifs et collectifs[42]

La Ville fait le constat d'un secteur enclavé, en proie à la congestion routière, mal aménagé pour les déplacements actifs et où l'offre en transports collectifs mériterait d'être grandement améliorée (notamment pour faciliter l'accès aux travailleurs). Ces enjeux de mobilité nuisent à la qualité de vie des résidents, des riverains, des travailleurs du secteur, et des usagers des transports collectifs et actifs. Ils sont un frein au développement économique du secteur, objet de la vision, et affectent également la desserte du port, la circulation locale et de transit[43].

La Ville et l'administration portuaire de Montréal estiment à 3 600 le nombre de mouvements de camions générés quotidiennement par les quatre terminaux de conteneurs dans l'est de Montréal. Ils précisent que ce nombre va augmenter significativement jusqu'en 2024 en raison de l'accroissement programmé des activités du port[44].

La vision en matière de mobilité devrait suivre deux orientations : une reconfiguration du réseau routier et l'amélioration des transports actifs et collectifs.

- *Projet de reconfiguration du réseau routier*

La Ville de Montréal, en partenariat avec le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) et l'Administration portuaire de Montréal (APM), envisage la création de nouveaux liens routiers qui permettront d'unir le boulevard de l'Assomption, l'avenue Souligny, la rue Notre-Dame Est et le port.

Pour la connexion au port, c'est un projet de viaduc aérien, enjambant la rue Notre-Dame Est qui est envisagé[45].

Les objectifs poursuivis par la Ville et ses partenaires pour ce projet sont multiples. D'abord, il vise à offrir une desserte plus directe entre le port (notamment le terminal Viau) et le réseau routier supérieur (avenue Souligny, autoroute 25). Ce projet devrait aussi permettre de fluidifier la circulation dans le secteur, limiter le camionnage sur la rue Notre-Dame Est, réduire les nuisances sur les quartiers riverains et désenclaver des terrains vacants ou sous-utilisés afin de favoriser leur développement immobilier et économique[46].

[41] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 47
[42] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 43-46; Ville de Montréal, doc. 3.2, p. 30-36
[43] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 43
[44] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 43; Réponses de la Ville aux questions de la commission, doc. 5.4.1, p. 7
[45] Administration portuaire de Montréal, doc. 8.12
[46] Ville de Montréal, doc. 1.1, p. 1, doc. 3.1, p. 43-44, doc. 3.2, p. 32, 37, 38 et 40

Dans une première version, le projet comportait deux axes distincts ainsi que des passages à niveau pour franchir les voies ferrées. Cette version du projet a été abandonnée, car des considérations techniques rendaient caduc tout passage à niveau et que les liens routiers passaient trop près des zones habitées. La nouvelle mouture du projet propose un axe routier commun, de superficie plus modeste et plus éloigné des zones résidentielles et des usages sensibles[47].

La Ville a précisé que le projet de prolongement du boulevard de l'Assomption adopterait les caractéristiques d'un boulevard urbain[48].

Figure 3 : projet de reconfiguration du réseau routier



Source : Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 44 (adapté OCPM)

- *Améliorer les transports actifs et collectifs*

La vision pour le secteur passe par l'amélioration de son accessibilité en transport actif et collectif.

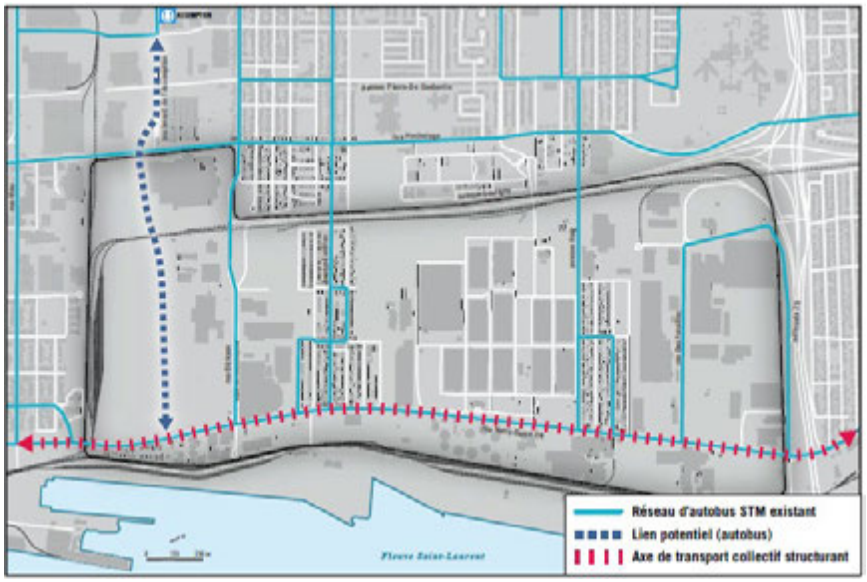
[47] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 43-44
[48] Transcription de la séance d'information du 12 mars 2019, doc. 7.1

L'aménagement de nouvelles pistes cyclables, notamment le prolongement de la piste de l'avenue Souligny entre l'avenue Dickson et Viauville, et un lien cyclable parallèle au futur prolongement du boulevard de l'Assomption sont projetés[49].

Bien que n'étant pas décisionnaire, la Ville appuie les projets de réaménagement de la rue Notre-Dame Est, au premier titre desquels l'implantation d'une nouvelle desserte structurante en transports collectifs sur la rue Notre-Dame Est, sans toutefois pouvoir préciser de quel mode il s'agira. L'orientation souhaitée par la Ville pour la rue Notre-Dame-Est est d'en faire un axe résolument urbain, octroyant une part adéquate aux transports actif et collectif, tout en assumant son rôle-clé dans les déplacements routiers[50]. La Ville souhaiterait également l'implantation de mesures rendant les déplacements plus sécuritaires sur cette rue[51].

La Ville souhaiterait aussi qu'une ligne d'autobus s'ajoute à la future prolongation du boulevard de l'Assomption pour desservir l'écoparc et relier, entre autres, le métro Assomption[52]. Toutefois, à ce stade*, « il est trop tôt pour que la STM se prononce sur ses intentions par rapport à d'éventuelles modifications à son réseau d'autobus dans le secteur […] une consultation sectorielle devrait avoir lieu dans le secteur dans les prochaines années et le réseau de transport en commun sera donc étudié en lien avec les besoins du secteur et le projet de l'Assomption Sud*[53] *»* ont précisé les représentants de la STM.

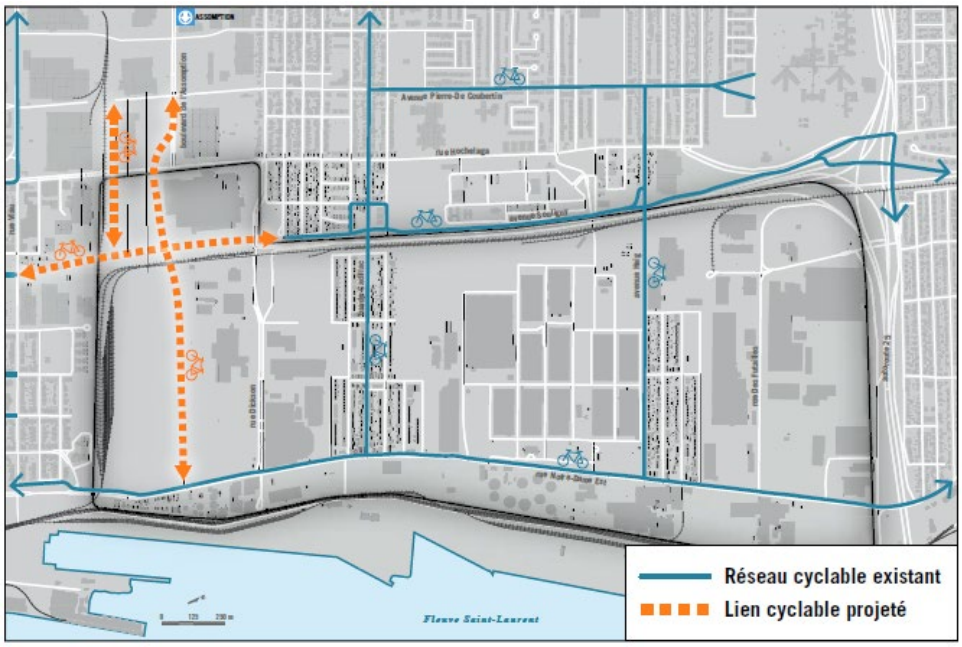
Figure 4 : bonification du réseau de transport collectif



Source : Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 46

[49] Daniel Beaulieu, Transcription de la séance d'information du 12 mars 2019, doc. 7.1, p. 16-17, L. 485-490
[50] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 45-46
[51] Réponses de la Ville aux questions de la commission, p. 6
[52] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 46; Daniel Beaulieu, Transcription de la séance d'information du 12 mars 2019, doc. 7.1, p. 17, L. 495
[53] Réponses de la Ville aux questions de la commission, doc. 5.4.1, p. 6

Figure 5 : bonification du réseau de transport collectif



Source : Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 46

1.3 Projets associés à la vision

S'inscrivant dans la dynamique de la vision, la Ville présente brièvement deux projets d'investissement structurant portés par Hydro-Québec et par la STM.

Hydro-Québec envisage la construction, d'ici 2023, d'un poste de transformation électrique, dit Poste Hochelaga, au nord-ouest du secteur à l'étude. Hydro-Québec souhaite que ce poste réponde à la certification environnementale ISO 14001:2015 et adopte diverses mesures d'optimisation du potentiel écologique et d'atténuation des nuisances[54].

La STM souhaite construire, à l'horizon 2023, un nouveau centre de transport (garage) pouvant accueillir 250 autobus à propulsion électrique. Elle vise, pour ce projet, la certification LEED v4 Or[55].

Sans pour autant préciser les projets qui y sont associés, le gouvernement du Québec souhaite développer les 16 zones industrialo-portuaires, dont celle de l'Assomption Sud–Longue-Pointe, en y injectant près de 500 millions de dollars[56].

[54] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 57
[55] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 54
[56] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 58

1.4 Les études à réaliser et les engagements pris

Le projet soumis à la consultation vise à jeter les bases de la vision pour la requalification du secteur Assomption Sud–Longue-Pointe. La Ville a conscience que des études supplémentaires devront être réalisées dans plusieurs domaines, notamment en matière de circulation, de qualité de l'air, de bruit et autres caractérisations de nuisances[57]. Une étude patrimoniale ainsi qu'un recensement des milieux humides compris dans le secteur pourraient également être menés lors d'étapes subséquentes de développement du projet[58]. La Ville souhaite également un suivi avec la nouvelle division « *vision zéro* » de la Ville de Montréal au sujet des données d'accidentologie dans le secteur à l'étude[59].

1.5 Le cadre règlementaire

La démarche de planification stratégique du secteur Assomption Sud–Longue-Pointe s'inscrit au sein de grandes orientations d'aménagement et de développement du territoire montréalais qui, précise la Ville, tout comme les orientations de la vision, pourraient-être appelées à évoluer dans le temps pour répondre aux enjeux associés à la mise en valeur du territoire[60] :

- schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal;
- plan d'urbanisme, chapitre de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve;
- règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve;
- règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale - secteur « *Cité logistique* ».

Hormis les deux enclaves résidentielles, le territoire d'étude s'inscrit au sein de l'affectation « *Industrie* », au Schéma d'aménagement. Il est notamment précisé pour cette affectation que « *le schéma vise à renforcer le tissu industriel montréalais dans les créneaux porteurs d'avenir*[61] ».

Quant au Plan d'urbanisme, il fait état du besoin de consolider les secteurs d'emplois en favorisant l'accueil d'entreprises dynamiques et en améliorant les liens de transport. Il spécifie aussi pour ce secteur le « *Besoin de définir et de mettre en œuvre un concept d'aménagement et une stratégie de développement reposant sur des options de desserte routière et de lotissement qui soutiennent une intensification de l'emploi*[62] ».

[57] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 59; Réponses de la Ville aux questions de la commission, doc. 5.4.1, p. 3; Daniel Beaulieu, Transcription de la séance d'information du 12 mars 2019, doc. 7.1, p. 26, L. 765 et p. 77, L. 2290; Érik Provost, Transcription de la suite de la séance d'information, 14 mars 2019, doc. 7.2, p. 29, L. 880
[58] Réponses de la Ville aux questions de la commission, doc. 5.4.1, p. 5 et 10
[59] Réponses de la Ville aux questions de la commission, doc. 5.4.1, p. 6
[60] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 32-33
[61] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 32
[62] Ibid

À partir de 2017, les usages autorisés dans le secteur d'étude se limitent, hors droit acquis, au commerce de gros et à l'entreposage intérieur (C.7A), à l'industrie de moyenne intensité (I.4A), aux équipements de transport et de communication, ainsi qu'aux infrastructures (E.7(1)).

Le Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) a été adopté en 2017; il vise à limiter les impacts négatifs des activités industrielles et commerciales lourdes sur les milieux sensibles.

Dans son document d'information, la Ville de Montréal propose de concevoir le projet de requalification du secteur Assomption Sud–Longue-Pointe en considérant les piliers du développement durable ainsi que les priorités du plan Montréal durable 2016-2020 qui sont[63] :

- la réduction des GES et la dépendance aux énergies fossiles;
- verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources;
- assurer l'accès à des quartiers durables à échelle humaine et en santé;
- faire la transition vers une économie verte, circulaire et responsable[64].

[63] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 50
[64] Règlement sur le PIIA – Secteur cité logistique, doc. 4.4, p. 13








OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL
Géomatique
Montréal



2. Les préoccupations, les attentes et les opinions des participants

La commission a reçu et entendu plus de 120 opinions, dont la synthèse fait l'objet du présent chapitre. En plus de ces opinions, un questionnaire en ligne portant sur différents aspects de la vision mise au jeu par la Ville pour le secteur Assomption Sud–Longue-Pointe a été rempli par plus de 730 répondants. Les résultats de ce questionnaire en ligne ne peuvent être assimilés à ceux d'une enquête ou d'un sondage nécessitant un processus d'échantillonnage éprouvé. Ils illustrent plutôt le point de vue des personnes qui ont volontairement choisi de participer à l'exercice. Il est à souligner que la plupart des répondants à ce questionnaire déclarent vivre dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve; la majorité d'entre eux se situant dans le secteur à l'étude ou en périphérie immédiate de celui-ci.

2.1 La vision : accueil général

Deux niveaux d'interprétations de la vision ressortent principalement des interventions des participants : certains en font une analyse à l'échelle métropolitaine et d'autres à l'échelle locale. Les acteurs économiques et logistiques, qui se situent à l'échelle métropolitaine, accueillent favorablement la vision mise au jeu par la Ville, tout en rappelant l'importance que le secteur Assomption Sud–Longue-Pointe accueille des activités en lien avec le port voisin.

De leur côté, les résidents et riverains du secteur sont majoritairement circonspects, quand ils ne sont pas opposés à cette vision, qu'ils estiment axée sur les besoins du port ou de la métropole, plutôt que sur les besoins des résidents, notamment en termes de réduction des nuisances (bruit, pollution, circulation) et d'amélioration du cadre de vie.

Cette opinion semble de prime abord largement partagée par les répondants au questionnaire, qui affirment qu' « *Offrir un cadre de vie de qualité limitant les nuisances et assurant une gestion écologique du territoire* » est l'orientation la plus importante parmi les trois présentées dans l'énoncé de vision de la Ville[65]. Néanmoins, les projets des partenaires proposés dans le document de la Ville (garage STM, poste de transformation Hochelaga d'Hydro-Québec, prolongation du boulevard de l'Assomption et de l'avenue Souligny, viaduc desservant le port en enjambant Notre-Dame Est) sont aussi perçus comme une bonne idée pour la majorité des répondants[66].

Les acteurs économiques et de la logistique prêtent à Montréal en général et à ce secteur en particulier, un rôle névralgique, un positionnement stratégique particulièrement avantageux grâce à sa proximité du Port de Montréal et plusieurs infrastructures de transport (voies ferrées du CN, autoroutes, rue Notre-Dame…). Outre son positionnement stratégique, ce secteur, aux

[65] Synthèse des réponses du questionnaire, doc. 5.6
[66] Synthèse des réponses du questionnaire, doc. 5.6

terrains zonés industriels et dont certains sont vacants, a *« toutes les qualités requises pour donner l'occasion aux Montréalais de développer cet espace qui permettra de créer un pôle logistique à haute valeur ajoutée*[67] *».* Il faut donc, selon Montréal International, « *tirer profit du secteur Assomption Sud–Longue-Pointe pour renforcer l'attractivité du Grand Montréal*[68] ».

Cette catégorie de participants précise que le Port de Montréal joue un rôle majeur dans le développement économique du Québec et de la métropole[69]. Ils pensent que la vision adoptée permettra au port de consolider sa position dans l'est du continent nord-américain et de tirer profit de la croissance prévue. Les décisions à venir devront donc *« assurer que le Port peut jouer son rôle dans la chaîne logistique de façon optimale : accès par camion, accès par train, accès par bateau, accès des employés qui vont y travailler et éventuellement localisation à proximité d'entreprises de services qui vont rendre le Port plus performant et qui vont grandement bénéficier du port*[70] *».*

Ainsi, il leur apparaît logique de favoriser, sur ce territoire, une concentration d'activités économiques liées à la logistique et au transport de marchandises qui aura des incidences positives en matière de compétitivité et de croissance économique du Grand Montréal, et contribuera à revitaliser l'est de Montréal[71]. Il faut, selon les Chambres de commerce, créer dans cette zone un secteur économique en lien avec les atouts du port et l'intermodalité des transports*. « Un développement qui ne serait pas complémentaire aux activités du port serait une erreur stratégique considérable*[72] ».

Plusieurs citoyens ont salué le côté plus progressiste et écologiste de la proposition mise au jeu par la Ville dans la présente consultation par rapport au projet de la « *cité logistique* » de l'administration précédente. Néanmoins, et sans nier les besoins métropolitains et la nature névralgique des infrastructures existantes, ils réclament *« une vision collective porteuse d'avenir, témoin des défis de notre époque et ancrée sur les aspirations locales*[73] *»*. Dans cette optique, le manque de terrains disponibles pour l'implantation de cette vision, l'absence de cibles mesurables, et les projets de prolongement routier leur donne une impression mitigée. Pour ceux-ci, la vision proposée est encore floue, peu ambitieuse, et ne permet pas de se positionner adéquatement. Plusieurs auraient souhaité que le document aille plus loin en matière de

[67] Ray-Mont Logistiques, doc. 8.44, p. 6, 11
[68] CargoM, doc. 8.3, p. 3-5, 7; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.5, p. 6; Chambre de commerce de l'Est de Montréal, doc. 8.13, p. 2; Montréal International, doc. 8.34, p. 17; Administration portuaire de Montréal, doc. 8.12, p. 13
[69] Ray-Mont Logistiques, doc. 8.44, p. 5; CN, doc. 8.32, p. 5 et suivantes; Administration portuaire de Montréal, doc. 8.12, p. 5; Montréal International, doc. 8.34, p. 12 et suivantes; Chambre de commerce de l'Est de Montréal, doc. 8.13, p. 3 et suivantes
[70] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.5.1, L. 1668-1669
[71] Montréal International, doc. 8.34, p. 15; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.5, p. 3; CargoM, doc. 8.3.1, L. 1218 -1220; Ray-Mont Logistiques, doc. 8.44, p. 14; CN, doc. 8.32, p. 8
[72] Chambre de commerce de l'Est de Montréal, doc. 8.13, p. 2; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.5, p. 6
[73] Carl Bégin, doc. 8.53, p. 4

caractérisation de la biodiversité, de valorisation des patrimoines, de gestion des nuisances et se base sur des processus de codesign[74].

De plus, ces participants notent que les interventions liées aux transports routiers et à l'optimisation des activités portuaires sont déjà très structurées et définies dans la proposition mise au jeu, alors que les interventions liées aux attentes des riverains et au cadre de vie (mesures de mitigation, réduction des nuisances, offre d'espaces publics, préservation d'espaces naturels, amélioration des déplacements locaux, gestion écologique du territoire, lutte aux changements climatiques), ne sont qu'à l'étape des énoncés de principes, sans objectifs précis et sans indicateurs de suivi. D'ailleurs, plusieurs déplorent le manque de données probantes et d'études d'impact en termes d'émissions de GES, de bruit, de chaleur au sol, de pollution de l'air, etc.[75].

En conséquence, ils voudraient une vision plus audacieuse, ambitieuse et novatrice, s'inspirant des meilleures pratiques à travers le monde pour réellement répondre aux attentes des citoyens et aux enjeux environnementaux, et ce, dans l'optique de faire de ce secteur *« un exemple d'intégration du secteur de la logistique et du transport en milieu urbain*[76] *»*.

Si certains participants manifestent un accueil favorable ou mitigé au projet, plusieurs résidents rejettent carrément la vision proposée, qu'ils estiment axée sur les besoins du port. Ceux-ci ont le sentiment que la vision mise au jeu par la Ville répond uniquement à une logique de croissance économique potentielle et banalise les coûts de celle-ci sur l'environnement et la santé publique, notamment sur les populations vulnérables. Ils anticipent qu'elle accroitra les nuisances actuelles (chaleur au sol, minéralisation, congestion routière, pollution de l'air, bruits excessifs, poussières, trafic intense de camions et pollution lumineuse) et dégradera la qualité de vie des résidents[77]. Ils appellent à un autre positionnement, une alternative au développement industriel, prenant

[74] Mercier-Ouest Quartier en Santé, doc. 8.31, p. 7; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7.1, L. 2201-2204; Véronyck Raymond, doc. 8.33.1, p. 8; Anne-Marie Fortin, doc. 8.36, p. 5 et suivantes; Carl Bégin, doc. 8.53, p. 4; Amélie Desnoyers, doc. 8.30, p. 2

[75] La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 6; Anne-Marie Fortin, doc. 8.36, p. 1, 5; Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 12; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. 15; Gaston Bérubé, doc. 8.20.1, p. 3; François Vaillancourt, doc. 8.41, p. 5; Jérémy Harel, doc. 8.8.2, L. 2567-2568

[76] Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. 15; CargoM, doc. 8.3, p. 7; Anicka Fast, doc. 8.25; Carl Bégin, doc. 8.53, p. 5; Anne-Marie Fortin, doc. 8.36, p. 6; Amélie Desnoyers, doc. 8.30, p. 3; Bruno Dagenais, doc. 8.40, p. 9; Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 32; François Caron, doc. 8.47, p. 26; François Latreille, doc. 8.42, p. 4; Paule Dufour et Luc Gallant, doc. 8.21, p. 15; Comité ZIP Jacques-Cartier, doc. 8.43, p. 7

[77] Anne-Marie Fortin, doc. 8.36, p. 4 et suivantes; Gaston Bérubé, doc. 8.20.1, p. 1, 3; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. II; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7.1, L. 2660-2663; Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 1; Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 13; Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9.2, L. 420-427; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 24; John Clarke, doc. 8.11, p. 1; Aurélie Noël, doc. 9.1; Louis-Patrick Jacob, doc. 9.3; Paule Dufour et Luc Gallant, doc. 8.21, p. 4

mieux en compte les intérêts des citoyens et des générations futures et qui prioriserait les résidents du quartier[78].

Plusieurs jugent le modèle de croissance économique présenté comme dépassé et proposent une *« approche d'écologie territoriale »* dans laquelle *« les enjeux sociaux et environnementaux seraient haussés au niveau des enjeux économiques et de gouvernance afin de tenir compte de cette nouvelle réalité*[79] *»*. Ils souhaitent que la vision soit porteuse d'un modèle économique écologiquement viable, et basé sur la réduction de la consommation, de la production de biens de consommation, la promotion des circuits courts et une économie sobre en carbone[80].

Dans cet ordre d'idée, la Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve trouve *« paradoxal, voire contradictoire, de proposer un parc industriel comme réponse à la volonté de créer un milieu de vie convivial pour les citoyen.ne.s ».* Ce sentiment est partagé par certains résidents et riverains qui ont le sentiment que tout semble être fait pour contribuer au développement des activités et des intérêts économiques du port, et attirer des entreprises souhaitant bénéficier de la proximité du port[81].

Plutôt qu'un écoparc, quelques participants ne voient dans la vision mise au jeu qu'une nouvelle mouture de la « *cité-logistique* », dans laquelle le port et les entreprises de la logistique auraient, de nouveau, la part belle[82]. Ils considèrent que le projet d'écoparc industriel n'a d'éco que le nom, et va contribuer à accroître les émissions de gaz à effet de serre (GES) en raison de l'accroissement prévisible des activités portuaires basées sur des ressources fossiles, et l'augmentation du transport consécutive à la création de nouvelles emprises routières, alors même que ce domaine est perçu comme un des plus grands générateurs de GES[83].

La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve et le Collectif en environnement Mercier-Est constatent que la vision proposée s'inscrit dans un territoire plus important (métropolitain) et

[78] Véronyck Raymond, doc. 8.33.1, p. 5, 14; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. I et 10; Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9, p. 2 et suivantes; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 9; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 6-7; Mobilisation 6600, doc. 8.51, p. 2, 4, 5, 7; Anicka Fast, doc. 8.25; Élisabeth Greene et Sébastien Proulx, doc. 8.26; Gaston Bérubé, doc. 8.20.1, p. 3; Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 1, 3, 12; France Hamel, doc. 8.38, p. 1; Alexandre Leduc, député d'Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.16, p. 5; Yuliya Bodryzlova, doc. 9.6; Amélie Desnoyers, doc. 8.30, p. 2

[79] Jeanne-Hélène Jugie, doc. 8.48, p. 3 et suivantes

[80] John Clarke, doc. 8.11, p. 8; Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 1, 16; Anne-Marie Fortin, doc. 8.36, p. 4 et suivantes; Véronyck Raymond, doc. 8.33.1, p. 4 et 5; Mobilisation 6600, doc. 8.51, p. 5; Madalina Burtan, doc. 9.3

[81] Gaston Bérubé, doc. 8.20.1, p. 1; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 7; Alexandre Leduc, député d'Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.16, p. 2; Carl Bégin, doc. 8.53.1, L. 1640-1645; France Hamel, doc. 8.38, p. 1; Marc Beaudoin, doc. 9.4; Paule Dufour et Luc Gallant, doc. 8.21, p. 11

[82] Gaston Bérubé, doc. 8.20.1, p. 1; Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9.2, L. 162-170 et L. 400; Anne-Marie Fortin, doc. 8.36, p. 4 et suivantes; Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 14; Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9, p. 2 et suivantes; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 9

[83] Anne-Marie Fortin, doc. 8.36, p. 1 et 4; François Vaillancourt, doc. 8.41, p. 2; Mireille Goulet, doc. 8.50.2, p. 3; Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 16; Véronyck Raymond, doc. 8.33.1, p. 8

répond à des enjeux plus larges que ceux du secteur à l'étude, laissant penser qu'il sera difficile pour les populations locales d'avoir une incidence sur sa planification[84].

Plusieurs estiment faire face à une planification du territoire *« à la pièce », « morcelée »*, mal coordonnée, ou encore improvisée. Ces participants souhaiteraient une vision intégrée, une planification globale et cohérente du territoire (et des quartiers limitrophes), qui inclut l'ensemble des enjeux (travaux, développements routiers, transports, gestion écologique du territoire, nuisances)[85].

Plus spécifiquement, des intervenants s'étonnent que les secteurs Assomption Nord et Assomption Sud fassent l'objet d'une planification si contrastée, alors que le développement de ces deux secteurs est pourtant interrelié. Ils auraient souhaité une planification simultanée de ces deux territoires[86]; certains estiment qu'un PPU serait aussi l'outil adéquat de planification et d'aménagement pour le secteur[87].

2.2 Développement économique et projets industriels

En matière de vision économique, la Ville a pour orientation de « *Réaliser des projets industriels novateurs bien intégrés au milieu environnant*[88] ». Si certains accueillent positivement cette vision économique, d'autres expriment des craintes ou demandent une règlementation plus stricte. Les participants se sont aussi prononcés sur l'emploi et le type d'activités que pourrait accueillir un futur écoparc industriel.

2.2.1 Le projet d'Écoparc industriel de la Grande Prairie

La majorité des répondants au questionnaire en ligne pensent que le projet d'Écoparc industriel est une bonne idée[89]. Quelques participants[90] adhèrent totalement à la création d'un écoparc industriel et à la vision proposée qui permettrait de créer un modèle unique au Québec de cohabitation entre le résidentiel, l'industriel et les espaces de vie et d'innovation. Pour certains, ce projet représente une occasion en or pour Montréal d'innover. Il s'agit, selon CargoM, d'une

[84] La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 6; Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9, p. 2 et 6
[85] France Hamel, doc. 8.38, p. 1; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. 4, 7; Véronyck Raymond, doc. 8.33.1, p. 13, 15; Mireille Goulet, doc. 8.50.2, p. 2; Daniel Chartier, doc. 8.4, p. 1; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 5-6; Marjolaine Butin-Sweet, Députée fédérale d'Hochelaga, doc. 8.14, p. 5
[86] Diane Beaudet, commissaire Hochelaga-Maisonneuve (CSDM), doc. 8.49.2, L. 780-783; Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 13; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 4; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. 13
[87] Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. 13; Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 31; Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 5-6
[88] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 47
[89] Synthèse des réponses du questionnaire, doc.5.6
[90] Ray-Mont Logistiques, doc. 8.44, p. 11; Administration portuaire de Montréal, doc. 8.12, p. 12 et 13; CN, doc. 8.32, p. 7; CargoM, doc. 8.3, p. 5

opportunité unique d'instaurer un projet sociétal et audacieux autour de la réintégration d'activités industrielles en milieu urbain, en créant une vision innovante, durable et prospère de collaboration entre tous les acteurs du milieu. De plus, il leur semble souhaitable que ces terrains contaminés accueillent des activités logistiques *« car les taux de décontamination exigés par le ministère de l'Environnement y sont moins élevés que pour des activités commerciales ou résidentielles*[91] *».*

La CCMM croit toutefois qu'il est fondamental que le projet soit bien imbriqué dans la logique de proximité avec le port afin de créer un site durable de développement économique[92]. D'ailleurs, elle ajoute que : *« [le] développement économique dans cette zone s'inscrit dans une continuité « naturelle » du tissu industriel existant*[93] *».*

L'Administration portuaire de Montréal partage cette position et soutient *« l'arrivée de partenaires de la chaîne logistique qui contribueront au développement du secteur, entre autres, par la création d'emplois tout en intégrant le développement durable et l'innovation dans ses opérations et en cohabitant de façon harmonieuse avec la communauté avoisinante*[94] *»*. Pour compléter cette approche, les acteurs économiques et de la logistique prônent la facilitation des processus d'implantation des entreprises dans l'écoparc par des procédures administratives simplifiées, et demandent de *« privilégier une réglementation et un zonage qui n'imposent pas un fardeau indu nuisant à la compétitivité des entreprises du secteur*[95]*. »*

Les acteurs sociaux et plusieurs citoyens croient qu'il peut être bénéfique de développer le secteur avec une approche écologique s'orientant vers une mixité des usages plutôt que l'industrie lourde, mais s'inquiètent du flou qui persiste autour de la notion d'écoparc[96]. Selon eux, au-delà des intentions et des exemples d'interventions visant une meilleure cohabitation, le projet d'écoparc doit impérativement s'inscrire dans un cadre règlementaire et normatif contraignant, qui édicterait notamment des normes environnementales, d'aménagement, ou encore de réduction des nuisances pour les entreprises de l'écoparc industriel[97].

La vision élaborée devrait préciser des cibles, des délais de réalisation et des indicateurs de suivi de l'implantation des bâtiments comme de leurs usages, afin de gérer leurs répercussions sanitaires et environnementales. Plus spécifiquement, des participants proposent quelques

[91] CargoM, doc. 8.3, p. 4
[92] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.5.1, L. 1808-1841
[93] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.5, p. 8
[94] Administration portuaire de Montréal, doc. 8.12, p. 12-13
[95] CargoM, doc. 8.3, p. 6; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.5, p. 8
[96] Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9.2, L. 152-158; Paule Dufour et Luc Gallant, doc. 8.21, p. 5; ECOsystéMIE et HOWE-Urbanisme, doc. 8.52, p. 2 et suivantes
[97] Mercier-Ouest Quartier en Santé, doc. 8.31, p. 7; ECOsystéMIE et HOWE-Urbanisme, doc. 8.52, p. 3; Sébastien Proulx, doc. 9.2; Anahi Kerbaol, doc. 9.2; Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 12, 29; Paule Dufour et Luc Gallant, doc. 8.21, p. 10

mesures ou conditions préalables à l'implantation des entreprises dans l'écoparc industriel, notamment : système de chauffage écologique, électrification d'une partie de la flotte, certification LEED, toits blancs, murs végétalisés, bassins de rétention des eaux, mise en place d'un programme de développement d'énergies renouvelables, de systèmes intégrés de distribution d'énergie[98]. De plus, la Direction régionale de santé publique de Montréal (DRSPM) rappelle que la seule certification des bâtiments ne saurait être suffisante *« si d'autres composantes liées à l'aménagement ne sont pas au rendez-vous, par exemple en ce qui a trait aux services de proximité et aux infrastructures de transport actif et collectif*[99] ».

À l'instar de la DRSPM, plusieurs participants voudraient s'assurer que les entreprises s'implantant dans l'écoparc soient écoresponsables et prennent des engagements en matière de responsabilité sociale des entreprises. Sans une orientation clairement définie et des incitatifs favorisant l'implantation de secteurs d'industries déterminés, le Collectif en environnement Mercier-Ouest craint de voir surgir de terre une *« Cité de la logistique 2.0 »*. Ces intervenants suggèrent donc à la Ville de se fixer des objectifs chiffrés et de se doter d'une règlementation contraignante pour atteindre des objectifs de gestion écologique du territoire.

Dans ce cadre, sont notamment proposés[100] : la mise en œuvre *des indicateurs de végétalisation à l'échelle du territoire,* des objectifs et une règlementation sur la canopée, une cible de couvert arborescent pour le secteur plus élevé que celui de 2015, des objectifs de surfaces non minéralisées soutenus par une règlementation prévoyant un minimum de 15 % d'espaces verts par terrain et obligeant les bâtiments industriels à se doter de toits verts, ou encore un règlement interdisant la coupe d'arbres ou arbustes sous peine d'importantes amendes aux contrevenants. L'Écocampus industriel Hubert-Reeves, situé dans le Technoparc de Saint-Laurent, est cité en exemple. À l'instar de ce qui est fait là-bas, en plus de favoriser l'implantation d'entreprises surtout dédiées aux technologies vertes, plusieurs participants rêvent d'un secteur dont la majeure partie serait cédée et reconnue comme zone protégée pour participer à la préservation de la biodiversité.

Mercier-Ouest Quartier en Santé s'interroge toutefois sur *« les réels leviers de la Ville et de l'Arrondissement pour inciter ou obliger les promoteurs à participer à un développement industriel selon leur conception du développement durable? »*. Plusieurs estiment qu'il existe un rapport de force inéquitable entre les entités corporatives, les élus et les citoyens[101].

[98] Carl Bégin, doc. 8.53, p. 9; Danielle Blouin, doc. 8.22; Amélie Desnoyers, doc. 8.30, p. 17 et suivantes
[99] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 5
[100] La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 8; Anne-Marie Fortin, doc. 8.36, p. 1, 5; Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 6, 8; Robert Viau, doc. 8.45, p. 1; Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 16; Pascal Gaudette, doc. 9.1; Jérémy Harel, doc. 8.8.2, L. 2545-2550; François Latreille, doc. 8.42, p. 6; Anne-Marie Pinsonneault, doc. 9.1; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 2-3
[101] Mercier-Ouest Quartier en Santé, doc. 8.31, p. 7; Véronyck Raymond, doc. 8.33.1, p. 8

Une bonne proportion d'intervenants, surtout des citoyens et résidents du quartier, demeurent sceptiques quant au projet d'écoparc, car ils craignent *« plus de routes, de voitures, de camions, d'industries avec chacun leur beau grand stationnement bétonné et occupé par des travailleurs venant des banlieues*[102] *»*. Ils souhaiteraient que l'est de Montréal cesse d'être envisagé dans une perspective industrielle et proposent une économie à échelle humaine[103]. *« Un écoparc serait donc plus intéressant sans le mot "industriel" […] si la préoccupation est vraiment d'éviter les nuisances, le statu quo est clairement meilleur que n'importe quel développement du secteur, aussi vert soit-il*[104] *»*.

2.2.2 Types d'activités et d'usages

Prioriser le secteur de la logistique et de la transformation

Les acteurs économiques et de la logistique souhaiteraient que ces terrains accueillent principalement des activités de logistique, de transport, et de soutien aux entreprises exportatrices. La CCMM s'oppose ainsi à la reconversion des terrains du port ou de ceux dont le zonage est industriel, et souhaiterait que les décisions de la Ville s'arriment avec la vision du gouvernement du Québec qui a identifié dans sa stratégie maritime le secteur comme une zone industrialo-portuaire. Conséquemment, elle recommande de *« protéger l'accès au port de Montréal afin d'assurer le développement des activités portuaires et de préserver l'intégrité des espaces industriels*[105] *»*. Abordant dans le même sens, le Comité Zone d'Intervention Prioritaire (ZIP) Jacques-Cartier (Comité ZIP Jacques-Cartier) considère *« que la mise en place d'une zone industrialo-portuaire dans le secteur Assomption Sud–Longue-Pointe est favorable d'un point de vue économique et peut être un levier important pour améliorer la zone visée en matière d'aménagement du territoire*[106] *»*.

Selon plusieurs[107], la proximité immédiate avec le port permettrait, notamment, une amélioration de la fluidité des marchandises, une réduction du trafic lourd sur Notre-Dame, la réduction des GES, et une meilleure sécurité des usagers vulnérables. Le secteur de la logistique devrait donc être pleinement intégré aux efforts de revitalisation en raison de sa capacité à attirer de nouvelles entreprises.

[102] François Vaillancourt, doc. 8.41, p. 5
[103] Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18.1, L. 1809-1810; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 24; Caroline Michaud, doc. 9.1; Mobilisation 6600, doc. 8.51, p. 3; Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 10; Aurélie Noël, doc. 9.1; Louis-Patrick Jacob, doc. 9.3; Marc-André Robertson, doc. 9.5; Marc Beaudoin, doc. 9.4; Yuliya Bodryzlova, doc. 9.4; Paule Dufour et Luc Gallant, doc. 8.21, p. 15
[104] Marc Beaudoin, doc. 9.4
[105] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.5, p. 6-8
[106] Comité ZIP Jacques-Cartier, doc. 8.43, p. 6
[107] CN, doc. 8.32, p. 7; Chambre de commerce de l'Est de Montréal, doc. 8.13, p. 4; CargoM, doc. 8.3, p. 5

En réaction à cette position, le Collectif en environnement Mercier-Est se demande comment la Ville de Montréal pourra faire prévaloir sa propre vision, si celle-ci venait à différer de celle que porte le gouvernement du Québec pour les zones industrialo-portuaires qui est *« essentiellement axée sur l'implantation de pôles logistiques reliés aux activités portuaires (transport, manutention, transbordement de marchandises…)*[108]*. »?*

Pour la CCEM comme pour la CCMM, il serait opportun que le développement du territoire connexe au port vise aussi la transformation d'une partie des biens qui transitent par le port, afin d'y injecter de la valeur ajoutée. Ces activités de manufacture légères permettraient à la fois de créer des emplois et de générer des retombées additionnelles pour l'économie québécoise[109]. L'écoparc est aussi perçu par ces intervenants comme une opportunité de développer la filière des transports durables, notamment de la logistique intelligente[110].

Favoriser une mixité d'activités

Plusieurs participants ont émis le souhait de voir des activités économiques et des usages diversifiés dans le secteur. Ils voudraient un zonage mixte permettant, par exemple, l'implantation d'industries légères, de petites et moyennes entreprises sur des créneaux de développement durable, de la recherche, de l'innovation, de l'économie du savoir, ou bien des entreprises d'économie sociale, et des organismes à but non lucratif œuvrant dans le quartier[111]. Le groupement CÉPROQ-ITEGA-IRBV invite la Ville à réaliser *« une transition de son tissu industriel vers des entreprises du savoir et la transformer en retombées économiques majeures qui bénéficieront aux futures générations*[112] *».* Plusieurs prônent qu'une telle mixité favoriserait la symbiose industrielle qui vise à *« rassembler les entreprises dans des collaborations innovantes*[113] *»,* respectant les principes de l'économie circulaire*,* notamment en permettant d'utiliser les déchets de l'une comme matières primaires d'une autre, ou bien la chaleur fatale de l'un pour chauffer l'autre[114].

[108] Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9, p. 3 et suivantes

[109] Chambre de commerce de l'Est de Montréal, doc. 8.13, p. 3; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.5, p. 4 et doc. 8.5.1, p. 8, L. 1740-1754

[110] Amélie Desnoyers, doc. 8.30, p. 14; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.5, p. 4; Chambre de commerce de l'Est de Montréal, doc. 8.13, p. 9

[111] Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9.2, L. 162-170; Alexandre Leduc, député d'Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.16, p. 9; Diane Beaudet, commissaire Hochelaga-Maisonneuve (CSDM), doc. 8.49.1, p. 9; Véronyck Raymond, doc. 8.33.1, p. 8; ECOsystéMIE et HOWE-Urbanisme, doc. 8.52, p. 8; Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 53 et suivantes; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 16, 21; Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 5; Anahi Kerbaol, doc. 9.6; Daniel Vanier, doc. 9.4; François Latreille, doc. 8.42, p. 4; Bruno Dagenais, doc. 8.40, p. 5

[112] CÉPROQ-ITEGA-IRBV, doc. 8.2, p. 12-13

[113] ECOsystéMIE et HOWE-Urbanisme, doc. 8.52, p. 8; Amélie Desnoyers, doc. 8.30, p. 15

[114] Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9.2, L. 162-170; Alexandre Leduc, député d'Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.16, p. 9; Diane Beaudet, commissaire Hochelaga-Maisonneuve (CSDM), doc. 8.49.1, p. 9; Véronyck Raymond, doc. 8.33.1, p. 8; ECOsystéMIE et HOWE-Urbanisme, doc. 8.52, p. 8; Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 53 et suivantes; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 16, 21; Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 5; Anahi Kerbaol, doc. 9.6; Daniel Vanier, doc. 9.4; François Latreille, doc. 8.42, p. 4; Bruno Dagenais, doc. 8.40, p. 5

Pour ECOsystéMIE et HOWE-Urbanisme, il est probable qu'au cours des vingt prochaines années le secteur de la logistique suive le mouvement observé dans d'autres secteurs (pharmaceutique, intelligence artificielle, etc.) et ne cause plus de pollution. Ils invitent donc à anticiper l'aménagement du secteur au regard de ces possibles changements, et militent pour une plus grande interconnexion et mixité entre les activités industrielles et résidentielles[115]. Dans une même logique de cohabitation et de mixité des fonctions, CargoM propose *de « bâtir des zones de mixité d'activités qui entraîneront l'établissement d'entreprises de soutien aux activités de logistique et transport, et qui répondront aussi aux besoins des utilisateurs (commerces, boutiques…)*[116] *».* Pour soutenir une telle vision, un citoyen propose que la Ville se porte acquéreur de *« tous les terrains vagues privés ou institutionnels pour reprendre le contrôle du développement du secteur en vue de prévenir et mettre un frein à la spéculation*[117] *».*

Accueillir la recherche et l'innovation

Une diversité d'intervenants est convaincue que ce secteur a aussi un potentiel intéressant pour accueillir des activités de recherche et d'innovation[118].

Certains participants croient que ces activités devraient s'axer sur les enjeux environnementaux et de gestion écologique du territoire. Il est proposé de viser des entreprises spécialisées en logistique verte, en recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques. D'autres voudraient qu'il y soit aménagé un laboratoire d'étude et d'innovation spécialisé en aménagements paysagers ou bien un carrefour de recherche, d'expertise et de transfert en agriculture urbaine[119]. Le groupement CÉPROQ-ITEGA-IRBV fait une proposition détaillée pour que le secteur accueille un *« hall pré commercial intégré (HPCI) dans les domaines des procédés chimiques verts, des procédés novateurs de transformation alimentaire et des emballages écoresponsables*[120] *»,* ainsi qu'*« un pôle d'innovation dédiée à la promotion de l'économie et de la chimie verte*[121] ».

Pour la CCMM, c'est plutôt la notion d'un pôle d'innovation en logistique et en transport qui devrait être favorisé. CargoM, précise que ce dernier pourrait *« S'inscrire dans une démarche de développement durable et de logistique verte en menant des projets pilotes portant sur de*

[115] ECOsystéMIE et HOWE-Urbanisme, doc. 8.52, p. 5-6
[116] CargoM, doc. 8.3, p. 5
[117] François Caron, doc. 8.47, p. 29
[118] Chambre de commerce de l'Est de Montréal, doc. 8.13, p. 4; Administration portuaire de Montréal, doc. 8.12, p. 4; Anne-Marie Fortin, doc. 8.36, p. 6; Madalina Burtan, doc. 9.3
[119] CÉPROQ-ITEGA-IRBV, doc. 8.2, p. 2-4, 11-12; Alexandre Leduc, député d'Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.16, p. 9; CargoM, doc. 8.3, p. 5; Hockey-balle MHM, doc. 8.19.1, p. 6; Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 7; Anne-Marie Fortin, doc. 8.36, p. 6; Amélie Desnoyers, doc. 8.30, p. 15; Bruno Dagenais, doc. 8.40, p. 7; Amélie Desnoyers, doc. 8.30, p. 9-15
[120] CÉPROQ-ITEGA-IRBV, doc. 8.2, p. 2
[121] CÉPROQ-ITEGA-IRBV, doc. 8.2, p. 4

nouvelles technologies de véhicules électriques (ex. : shunter électrique) et toutes autres innovations portant sur les avancées de technologies durables[122] *»*.

Une citoyenne propose que l'ancien incinérateur Dickson soit l'hôte d'un centre d'expertise pour l'ensemble de l'écoterritoire[123].

2.2.3 Emploi et formation

Certains participants souhaitent que la vision économique mise en place permette la création d'emplois locaux, notamment pour les personnes les moins qualifiées. La commissaire scolaire précise que les secteurs de création d'emplois visés devraient *« être très diversifiés sans être surspécialisés sans requérir des diplômes universitaires*[124] *»*. Tous craignent néanmoins que le secteur de la logistique soit peu créateur d'emploi ou que ceux-ci soient mal rémunérés, qu'ils ne soient pas adaptés au profil de la population du secteur et, à moyen terme, menacés par l'automatisation anticipée des activités logistiques[125]. Pour les acteurs économiques, il est clair que les créneaux industriels proposés par la Ville dans sa vision, tout comme les activités de la logistique et du transport, permettront de redynamiser ce secteur et de générer de nombreux emplois, stables, bien rémunérés, bénéficiant aux résidents du secteur, notamment dans les secteurs de la logistique ou de la manufacture légère[126]. Opposant un bémol à cet enthousiasme, le Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville souligne que les « *gouvernements ne peuvent plus […] permettre n'importe quoi à n'importe quelle entreprise, simplement parce que celle-ci laisse miroiter quelques emplois et un compte de taxes*[127]. »

Quelques intervenants pensent que le secteur devrait aussi être en mesure d'accueillir des structures ou des activités liées à la formation[128].

2.3 Cadre de vie et gestion écologique du territoire

En matière d'aménagement, la Ville a pour orientation d' « *offrir un cadre de vie de qualité limitant les nuisances et assurant une gestion écologique du territoire* ». De nombreux

[122] CargoM, doc. 8.3, p. 5-6; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.5, p. 5
[123] Amélie Desnoyers, doc. 8.30, p. 15
[124] Diane Beaudet, commissaire Hochelaga-Maisonneuve (CSDM), doc. 8.49.1, p. 9
[125] Diane Beaudet, commissaire Hochelaga-Maisonneuve (CSDM), doc. 8.49.1, p. 9; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. 10, 14; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 12; Mercier-Ouest Quartier en Santé, doc. 8.31, p. 7; Mobilisation 6600, doc. 8.51, p. 4; Véronyck Raymond, doc. 8.33.1, p. 12, 14 ; Bruno Dagenais, doc. 8.40, p. 5
[126] Administration portuaire de Montréal, doc. 8.12, p. 3; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.5, p. 6; Chambre de commerce de l'Est de Montréal, doc. 8.13, p. 4; Hockey-balle MHM, doc. 8.19.1, p. 3; Ray-Mont Logistiques, doc. 8.44, p. 11; CargoM, doc. 8.3, p. 5
[127] Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. 14
[128] Ray-Mont Logistiques, doc. 8.44, p. 11; Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9.2, L. 440-442; Diane Beaudet, commissaire Hochelaga-Maisonneuve (CSDM), doc. 8.49.1, p. 11

participants se sont prononcés sur la qualité de leur cadre de vie, les enjeux de nuisances et de cohabitation, mais aussi les milieux naturels et l'aménagement du secteur.

Un grand nombre de résidents, de riverains et d'organisations ont exprimé leur attachement à leur quartier, le souhait de vivre dans un milieu sain, paisible, beau, à échelle humaine, arboré, familial, écologique, avec des services de proximité, des parcs, des installations récréatives et des infrastructures de transports actifs. Ils veulent que le projet d'écoparc prenne en compte leurs désirs que la vision qui le sous-tend soit porteuse de *« résilience urbaine*[129] *»* et que le tout constitue, pour les résidents du secteur et de ses environs, une véritable plus-value en matière de qualité de vie. *« La qualité de vie de ce milieu mixte devrait toujours être l'objectif central de toute transformation de l'espace, des services et de la gestion urbaine »*, assure le Conseil régional de l'environnement de Montréal[130].

Certains participants appuient leurs revendications sur des politiques, lois, règlements, et déclarations en matière de protection de l'environnement. Par exemple, quelques-uns soulignent que la Communauté métropolitaine de Montréal, comme la Ville de Montréal, ont reconnu la Déclaration citoyenne universelle d'urgence climatique[131]. L'article 46.1 de la Charte des droits et libertés (de la personne) stipulant que *« Toute personne a droit, dans la mesure et suivant les normes prévues par la loi, de vivre dans un environnement sain et respectueux de la biodiversité*[132] *»* est également cité. Une citoyenne réfère, quant à elle, à la Charte montréalaise des droits et responsabilités, où il est écrit que la Ville de Montréal s'engage à *« favoriser l'amélioration constante de la qualité des eaux riveraines, des sols de la ville et de l'air et promouvoir des mesures afin d'augmenter les îlots de fraîcheur* » et à *« préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts*[133] *».*

[129] Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 32; Amélie Desnoyers, doc. 8.30, p. 3; Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 7

[130] Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 13; Charles-Antoine Métivier, doc. 9.7; Marc-André Robertson, doc. 9.5; Mobilisation 6600, doc. 8.51, p. 4, 7; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. II; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7.1, L. 2559-2560; Diane Beaudet, commissaire Hochelaga-Maisonneuve (CSDM), doc. 8.49.1, p. 9; François Vaillancourt, doc. 8.41, p. 4; Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 7; Diane Beaudet, commissaire Hochelaga-Maisonneuve (CSDM), doc. 8.49.2, L. 749-750; Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 14; Patrick Simard, doc. 8.35, p. 3; Ghislaine Saillant, doc. 9.2; Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 10; Bruno Dagenais, doc. 8.40, p. 4; Paule Dufour et Luc Gallant, doc. 8.21, p. 6; Bruno Dagenais, doc. 8.40, p. 3

[131] Mireille Goulet, doc. 8.50.2, p. 3; Carl Bégin, doc. 8.53, p. 3, 5; Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 1; Jeanne-Hélène Jugie, doc. 8.48.1, p. 258

[132] Véronyck Raymond, doc. 8.33.1, p. 14; Mireille Goulet, doc. 8.50.2, p. 3

[133] Élise Morin, doc. 9.1

2.3.1 Nuisances et cohabitation

La problématique des nuisances, particulièrement le bruit et la circulation, a été très commentée. Certains participants soulignent ses impacts sur le cadre de vie et la santé. Plusieurs propositions sont faites pour les mitiger ou les réduire.

Le port et ses activités sont identifiés comme la source directe ou par incidence d'une grande portion des nuisances générées par les activités de camionnage, par exemple. Beaucoup de participants craignent que la mise en œuvre de la nouvelle vision de la Ville et la multiplication des travaux nécessaires pour la concrétiser, notamment le projet de liens routiers, ne viennent accroître le bruit, les vibrations, la pollution de l'air, la poussière, la circulation intensive et les îlots de chaleur. Ainsi, tous ces éléments accentuent la dégradation de l'environnement, de leur cadre de vie et de leur santé, notamment pour le quartier résidentiel de Viauville, contigu au secteur à l'étude. Ils rappellent que ces nuisances sont d'ailleurs à la source de la mobilisation citoyenne observée depuis 2016[134].

Conséquemment, plusieurs citoyens demandent que la Ville règle ou du moins réduise les nuisances déjà présentes avant de développer davantage le secteur et, par incidence, risquer d'en ajouter[135].

La DRSPM, comme d'autres participants, souligne les répercussions de ces nuisances en matière de santé. On parle notamment d'impact sur le sommeil, de stress, de maladies cardiovasculaires, ou de maladies respiratoires associées à la pollution de l'air. Certains estiment que les populations de l'est de Montréal sont victimes d'une iniquité de traitement et sont délaissées, citant à l'appui une étude concluant à une espérance de vie inférieure de neuf ans dans l'est de l'île de Montréal en raison de l'industrialisation[136]. *« Comment les dirigeants d'une ville peuvent accepter une telle polarité de conditions de vie sur leur territoire – et se dire responsables*[137]*? »*

[134] Mireille Goulet, doc. 8.50.2, p. 1; Véronyck Raymond, doc. 8.33.1, p. 2, 8, 14; Élisabeth Greene et Sébastien Proulx, doc. 8.26; Gaston Bérubé, doc. 8.20.1, p. 3; Yamina Sekhri, doc. 8.6, p. 1; Anne-Marie Fortin, doc. 8.36, p. 5; Danielle Blouin, doc. 8.22; Mercier-Ouest Quartier en Santé, doc. 8.31, p. 2; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. 14; Anicka Fast, doc. 8.25; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 7-8; Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9.2, L. 420-427; Christiane Bilodesu, doc. 9.1; Elisabeth Lalonde, doc. 9.1; Madalina Burtan, doc. 9.1; Anahi Kerbaol, doc. 9.2; Bruno Dagenais, doc. 8.40, p. 2; François Latreille, doc. 8.42, p. 3

[135] France Hamel, doc. 8.38, p. 1; Mireille Goulet, doc. 8.50.2, p. 3; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 7

[136] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 9; Gaston Bérubé, doc. 8.20.1, p. 1; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8,7, p. II, 4, 7; Véronyck Raymond, doc. 8.33.1, p. 2, 8; John Clarke, doc. 8.11, p. 2; Mireille Goulet, doc. 8.50.2, p. 3; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 6

[137] Mireille Goulet, doc. 8.50.2, p. 3

Plusieurs font le constat d'un secteur en proie à une circulation véhiculaire intense, même dans les quartiers résidentiels[138]. Cette circulation, notamment la circulation intensive des camions due aux activités portuaires, est perçue comme une source de nuisances majeure. Pour y remédier, un citoyen propose de *« réduire la vitesse ou le poids des véhicules et d'aplanir la surface ou améliorer l'assise de la route (Notre-Dame Est)*[139] *»*, tandis que d'autres proposent que les camions contournent la zone plutôt que d'y transiter, par exemple en utilisant les emprises du port pour circuler[140]. Certains souhaiteraient une étude spécifique sur les flux de camionnage actuels et à venir.

Afin de réduire la circulation des camions dans le secteur, un citoyen fait une proposition détaillée, inspirée par le port de Rotterdam, de convoyer les conteneurs en périphérie de site, vers une nouvelle zone de transbordement, à proximité immédiate de l'entrée d'autoroute, via un système de monorail électrique qui emprunterait les structures ferroviaires existantes[141].

Ray-Mont Logistiques souligne, pour sa part, qu'« *un des défis de Montréal en tant que métropole est de limiter ce type de camionnage qui représente un poids important sur ses infrastructures routières et amène des enjeux de congestion et de pollution atmosphérique. En plus d'entraîner une dégradation prématurée de la chaussée, les poids lourds causent du bruit, de la pollution et des poussières nuisibles aux résidents. Au Québec, le camionnage contribue d'ailleurs de manière importante aux émissions nationales de gaz à effet de serre »*. Le transporteur rappelle que parmi les outils dont la Ville dispose pour réduire le camionnage sur les routes, il y a celui *« de rapprocher les lieux de transport et de logistiques*[142] *».*

De son côté, la CCMM souligne que le fonctionnement du port est tributaire du camionnage, et propose la mise en place de mesures de mitigation telles que : canaliser le trafic des camions, règlementer le niveau sonore la nuit, ou installer des murets. Elle appelle aussi à *« prévoir dès aujourd'hui les effets positifs qu'auront les nouvelles technologies sur les parcs de camions. Tant l'électrification de certains parcs de véhicules que les percées en intelligence artificielle devraient engendrer une diminution importante des nuisances sonores et de la pollution atmosphérique ainsi qu'une meilleure coordination de l'ensemble des activités logistiques*[143]*. »*

[138] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15.2, L. 1240-1245; Mercier-Ouest Quartier en Santé, doc. 8.31, p. 3; Mobilisation 6600, doc. 8.51, p. 5; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 5; Mireille Goulet, doc. 8.50.3, L. 1550-1555; Laure Goulet Chevalier, doc. 8.54.1, L. 1975-2000

[139] Van Minh Phan, doc. 9.2

[140] Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 5; Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9.2, L. 355-360; Gaston Bérubé, doc. 8.20.1, p. 1; Mireille Goulet, doc. 8.50.2, p. 2; Véronyck Raymond, doc. 8.33.1, p. 5; Yamina Sekhri, doc. 8.6.1, L. 623-628 et L. 657-658; Mercier-Ouest Quartier en Santé, doc. 8.31, p. 3; Mobilisation 6600, doc. 8.51, p. 4 ; Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 1; Anahi Kerbaol, doc. 9.2; Grégoire Claveria, doc. 9.3; Carole Laberge, doc. 9.3

[141] Pascal Gaudette, doc. 9.3

[142] Ray-Mont Logistiques, doc. 8.44, p. 12

[143] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.5.1, p. 8, L. 1703-1706 et doc. 8.5, p. 8

Pour le Collectif en environnement Mercier-Est, un écoparc industriel s'appuyant sur le concept de développement durable devrait faire de l'électrification du camionnage l'une de ses priorités, et prendre des mesures incitatives pour ce faire[144].

Îlots de chaleur

Plusieurs font état d'un secteur très minéralisé, avec de nombreux îlots de chaleur. Ils jugent le taux de canopée de 4,73 % (contre 20.3 % pour l'ensemble de Montréal) comme *« nettement insuffisant »*. Ils soulignent les incidences sur la santé publique comme sur le climat, ou encore sur le confort des résidents et usagers du secteur. On craint que la mise en œuvre de la vision ne vienne accroître la minéralisation du secteur (implantation de nouvelles entreprises, destruction de milieux naturels, etc.). Ces participants veulent que les îlots de chaleur actuels soient réduits et non simplement limités dans un développement futur[145].

Pour répondre à ces enjeux, des participants souhaitent la conservation de tous les îlots de fraîcheur existants et la création de nouveaux îlots, notamment par la plantation d'arbres sur des terrains industriels[146]. Une citoyenne propose que le projet d'écoparc adopte des *« cibles mesurables »* en matière de réduction des îlots de chaleur et de conservation des îlots de fraîcheur[147].

Bruit

Nombreux sont les citoyens ou riverains qui souffrent du bruit dans le secteur et ses environs. Ils sont préoccupés par les impacts négatifs de celui-ci sur la santé comme sur leur qualité de vie, et craignent une amplification du phénomène avec la mise en œuvre de la vision[148].

Sont notamment identifiées comme sources de bruit les activités diurnes et nocturnes du port, les travaux de réparation du CN, la circulation des camions – notamment sur Notre-Dame, Souligny et dans les quartiers résidentiels -, le mauvais état des routes, ou encore la réverbération du bruit causée par la butte censée protéger du bruit[149].

---

[144] Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9, p. 6

[145] Yamina Sekhri, doc. 8.6.1, L. 650-651; Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 9; Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 18; Diane Beaudet, commissaire Hochelaga-Maisonneuve (CSDM), doc. 8.49.1, p. 10; Mireille Goulet, doc. 8.50.2, p. 1-2 et suivantes; Mobilisation 6600, doc. 8.51, p. 6; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 6

[146] Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 18; Sébastien Proulx, doc. 9.1

[147] Anne-Marie Fortin, doc. 8.36, p. 2

[148] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 9; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. 12; Mercier-Ouest Quartier en Santé, doc. 8.31, p. 2; Grégoire Claveria, doc. 9.2; Laure Goulet Chevalier, doc. 8.54.1, L. 1975-2000

[149] Mireille Goulet, doc. 8.50.2, p. 1; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. II; Véronyck Raymond, doc. 8.33.1, p. 3 et suivantes; Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 9; Gaston Bérubé, doc. 8.20.2, L. 2300; John Clarke, doc. 8.11, p. 2; Mercier-Ouest Quartier en Santé, doc. 8.31, p. 4; Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 21; Robert Viau, doc. 9.2

Plusieurs participants se sentent peu écoutés sur le sujet. Ils ont l'impression que la Ville et les grands opérateurs économiques ne font rien pour régler ce problème, et que le projet mis au jeu ne permettra pas de résoudre cet enjeu; on craint plutôt que ce dernier vienne l'amplifier. La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve craint aussi que l'arrivée de nouvelles entreprises de logistique ait pour conséquence une plus grande utilisation des voies ferrées du CN, engendrant ainsi un accroissement du bruit[150].

Certains trouvent le projet d'écoparc flou en matière de bruit et de mesures de mitigation et s'étonnent que le document ne comporte pas de données actuelles, d'indicateurs de référence, de cibles, de modélisation et simulations des bruits générés par les différents projets (notamment le lien routier), ou bien de seuils maximaux d'émission de bruit. Ils réclament la mise en place de dispositifs de mesures sonores en continu et des données accessibles aux citoyens, en tout temps, afin de pouvoir identifier les sources de bruit, les dépassements, et y apporter des correctifs[151].

À la lecture de l'étude sur le climat sonore fournie par la Ville, la DRSPM constate que les émissions actuelles dépassent déjà les seuils recommandés par l'OMS (55dB), de même que la règlementation de l'arrondissement en la matière. Certains critiquent les critères d'évaluation de la moyenne de bruit sur 24 heures, qui ne prennent pas en compte les types de bruit, le cumul des sources, leur fréquence et intensité. Ceux-ci déplorent que l'étude sur le climat sonore se soit limitée au secteur de consultation, faisant abstraction des quartiers limitrophes, au premier titre desquels Viauville, qui sera en vis-à-vis des futurs projets industriels et de la nouvelle boucle routière[152].

La DRSPM recommande de réduire les expositions prolongées à des niveaux sonores trop élevés par la réduction du bruit à la source, notamment la diminution de la circulation automobile[153].

Plusieurs souhaitent que soit resserrée et respectée la règlementation municipale et en arrondissement en matière de bruit, en s'appuyant, par exemple, sur les balises prescrites par l'OMS, ou par la norme 98-01 provinciale : 40 dB (A) la nuit et 45 dB (A) le jour[154].

[150] Anicka Fast, doc. 8.25; John Clarke, doc. 8.11, p. 6-8; Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 20; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. 9; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 4; Véronyck Raymond, doc. 8.33, p. 4, 9 et suivantes; Anne-Marie Fortin, doc. 8.36, p. 5; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 8; Anne-Marie La Haye, doc. 8.23

[151] Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 20; John Clarke, doc. 8.11, p. 7; Véronyck Raymond, doc. 8.33, p. 9 et suivantes; John Clarke, doc. 8.11, p. 5; Robert Viau, doc. 8.45, p. 2

[152] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 9; Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18.1, L. 1647-1651; John Clarke, doc. 8.11, p. 2, 6; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. 9, 12; Anicka Fast, doc. 8.25; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 4

[153] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 9 et 10

[154] Mireille Goulet, doc. 8.50.2, p. 3; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. 12; John Clarke, doc. 8.11, p. 5

D'autres propositions sont faites afin de réduire ou contenir le bruit, notamment [155] :

- conserver des boisés existants et/ou établir des barrières végétales denses, autour des zones industrielles;
- faire respecter les limites de vitesse;
- fixer un niveau de bruit maximal (et non une moyenne de bruit maximale);
- faire une étude du climat sonore pour le secteur Viauville;
- prendre en compte les résultats de « L'étude de faisabilité sur les solutions d'atténuation des nuisances reliées aux bruits et à la poussière », que devrait publier le MOQS en 2020;
- établir des balises de bruit pour le développement du secteur Assomption Sud; avoir un système de plaintes et de suivis rapides;
- adopter et appliquer des règlements punitifs et efficaces;
- modifier le règlement pour ajouter des zones calmes et des périodes calmes;
- prévoir des distances séparatrices entre des usages sensibles (résidentiel, hébergement, école, garderies) et les sources de bruit industrielles ou commerciales;
- déplacer les activités industrielles et la gare de triage du CN le plus à l'ouest du terrain de l'ancienne Canadian Steel Foundries;
- refaire immédiatement l'asphaltage de Notre-Dame près des zones habitées;
- canaliser la circulation (notamment avec le nouveau lien routier);
- règlementer le niveau sonore et le nombre de déplacements véhiculaires pendant la nuit;
- interdire toute source de bruit non résidentielle après 18 h.

Une citoyenne, qui milite elle aussi pour un milieu de vie calme, précise que si *« nous n'avons pas besoin d'entendre les conteneurs s'entrechoquer »*, elle aimerait toutefois *« que l'on garde la charmante corne de brume qui nous rappelle notre proximité avec le port avec ce son si caractéristique*[156] *»*.

Pour sa part, le CN *« comprend l'importance d'atténuer ou de mitiger les nuisances potentiellement associées au développement d'activités industrielles ».* Pour y répondre, il suggère d'adopter les *« Lignes directrices applicables aux nouveaux aménagements à proximité des activités ferroviaires*[157] *»*.

[155] Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 21; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. II; Anicka Fast, doc. 8.25; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 4; Mercier-Ouest Quartier en Santé, doc. 8.31, p. 3-4; John Clarke, doc. 8.11, p. 5; Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 10; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.5.1, p. 8, L. 1703-1706; Mireille Goulet, doc. 8.50.2, p. 3; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 17; Robert Viau, doc. 9.2

[156] Ghislaine Saillant, doc. 9.2

[157] CN, doc. 8.32, p. 7

De son côté, la CCEM estime que *« les niveaux de bruit sont appelés à baisser »* en raison de l'électrification à venir des activités du port, comme des véhicules[158]. ECOsystéMIE et HOWE-Urbanisme partagent cette vision et soulignent que *« dans le domaine de la logistique, les perspectives d'avenir sont extrêmement intéressantes. Notamment, il est question d'automatiser et d'électrifier complètement le secteur de la logistique au courant des prochaines années, éliminant l'essentiel de la poussière et du bruit qui peut y être généré*[159] *»*.

Autres sources de nuisances

Certains ont également fait part de nuisances que sont les pollutions odorantes, visuelles ou lumineuses[160]. Ils pointent, entre autres, la poussiéreuse et bruyante rue Notre-Dame Est, ou bien les amas de conteneurs[161].

Pour des motivations diverses, on souhaite la décontamination des sols. Plusieurs approches sont proposées. Montréal International appelle, par exemple, à tirer profit des fonds disponibles pour la décontamination de terrains, tandis que d'autres souhaiteraient que soient employées des techniques de phytoremédiation[162].

Mesures de réduction et de mitigation des nuisances

Pour l'Administration portuaire de Montréal, la CCMM, et l'entreprise CargoM, il est possible d'allier efficacité opérationnelle et cohabitation harmonieuse avec la communauté locale. Pour la CCMM, la mise en place de mesures d'atténuation conséquentes a *« une importance considérable dans la réussite d'une revitalisation du secteur respectueuse de l'environnement »* et contribue à l'acceptabilité de l'ensemble des parties prenantes. Ces acteurs économiques invitent donc la Ville à déployer un plan complet et cohérent de mesures d'atténuation et doter celui-ci des ressources adéquates[163].

Le Comité ZIP Jacques-Cartier estime que *« Dans ce premier quart du 21e siècle, avec toutes les connaissances en matière d'aménagement du territoire et de développement durable dont nous disposons, il est significatif d'intégrer la cohabitation résidentielle et industrielle dans une vision partagée avec la population locale. […] elle doit être empreinte de respect ce qui sous-tend une*

[158] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.5.1, L. 1708-1721
[159] ECOsystéMIE et HOWE-Urbanisme, doc. 8.52, p. 6
[160] La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 7; Mobilisation 6600, doc. 8.51, p. 4; Anne-Marie La Haye, doc. 8.23
[161] Mireille Goulet, doc. 8.50.2, p. 3; Mobilisation 6600, doc. 8.51, p. 5; Anahi Kerbaol, doc. 9.2
[162] Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 6; Montréal International, doc. 8.34, p. 17; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. I
[163] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.5, p. 5, 8; Administration portuaire de Montréal, doc. 8.12, p. 6; CargoM, doc. 8.3, p. 4

vision partagée, un respect des uns et des autres et une volonté d'avancer ensemble, en tenant compte des préoccupations locales et régionales[164]*. »*

Les groupes de citoyens souhaitent également une cohabitation respectueuse de l'environnement, harmonieuse et équilibrée entre tous les acteurs du territoire. Ils auraient toutefois souhaité savoir ce que la Ville proposait concrètement pour faciliter la cohabitation entre les résidents et les industries, notamment entre le secteur Viauville, les activités du CN, et les activités à venir sur l'ancien terrain de la CSF[165].

Les outils et moyens mis en place doivent prendre en compte la qualité de vie des citoyens *« afin qu'il n'y ait non pas une cohabitation, mais une appropriation et une intégration harmonieuse des projets*[166] *»*. Des participants souhaitent qu'il y ait une réelle concertation entre les différents acteurs du milieu afin de *« faire en sorte que le secteur devienne un pôle de vie intéressant avec l'école, le résidentiel, la formation professionnelle [et] les emplois à proximité*[167] *».*

Enfin, une citoyenne estime que « *L'Écoparc industriel de la Grande Prairie est l'occasion rêvée pour le port de Montréal de se racheter, de neutraliser ses effets et de financer de grands projets pour la communauté*[168] ». Elle suggère, entre autres, l'aménagement d'un mur végétalisé tout le long des installations portuaires sur la rue Notre-Dame, l'aménagement d'une piste cyclable et d'un belvédère aux accents maritimes, la plantation d'arbres au port et chez ses partenaires.

Études, normes, contrôle et suivi des nuisances

Une grande majorité des participants demandent un état complet de la situation des nuisances sur le territoire et ses quartiers adjacents, ainsi qu'un plan d'action pour les réduire, incluant l'établissement d'une règlementation contraignante aux critères et objectifs stricts et précis. L'installation d'équipements modernes, de données publiques, ainsi que la surveillance par une entité indépendante et neutre dotée de mesures punitives sont réclamées[169]. Plus précisément, une citoyenne propose l'instauration d'amendes importantes et d'affecter leurs produits à un organisme local œuvrant pour le mieux-être des collectivités locales[170].

[164] Comité ZIP Jacques-Cartier, doc. 8.43, p. 6
[165] Mobilisation 6600, doc. 8.51, p. 4; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 20; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 8; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. 15; Jeanne-Hélène Jugie, doc. 8.48.1; Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 55
[166] CargoM, doc. 8.3, p. 4
[167] Diane Beaudet, commissaire Hochelaga-Maisonneuve (CSDM), doc. 8.49.2, L. 785-791
[168] Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 10
[169] Véronyck Raymond, doc. 8.33.1, p. 12; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 7, 11; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 6, 21; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. 8; Anne-Marie Fortin, doc. 8.36, p. 1; Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15.2, L. 1500-1502; Jeanne-Hélène Jugie, doc. 8.48.1
[170] Véronyck Raymond, doc. 8.33.1, p. 9 et suivantes

Pour amenuiser les nuisances des futurs travaux (liens routiers et écoparc industriel), une citoyenne *exige « le contrôle de la poussière »* et suggère la technique du *« mouillage continu du terrain durant les constructions proposées pour minimiser les particules aériennes*[171] *»*.

Zones tampons et zones de transition

Certains proposent l'aménagement et/ou la conservation de zones tampons entre les secteurs résidentiels et industriels dans le but d'atténuer les nuisances des activités industrielles.

Des participants proposent la mise en place de zones de transition à l'aide d'une gradation des activités selon le degré de nuisance qu'elles peuvent causer. Cette mesure impliquerait une mixité d'entreprises plus importante (commerces, espaces de bureaux ou espaces de coworking…) à proximité des zones résidentielles. La mise en place de mesures incitatives est suggérée afin d'y contribuer[172]. Plusieurs veulent des zones tampons vertes importantes capables de pallier les inconvénients du développement industriel, notamment le bruit, la pollution atmosphérique et visuelle. *« La création d'infrastructures locales peut résoudre en partie le problème de disproportion d'échelle entre les milieux de vie et les infrastructures routières, portuaires et industrielles »* estiment des citoyens, *« pour y arriver, il faut que ces espaces remplissent le rôle de zone de mitigation et d'espace de vie »,* précisent-ils[173].

Ainsi, on propose de planter des arbres (principalement des conifères) le long des voies de circulation, autour des industries et des installations portuaires, et d'aménager un talus antibruit végétalisé, entre le secteur Viauville et les voies du CN (ancienne gare de triage). Le Jardin botanique est vu comme un partenaire potentiel dans cette démarche. Ils demandent de conserver les boisés actuels comme zone tampon, notamment celui se trouvant entre la rue Notre-Dame Est et l'ancien site de la CSF, au sud-ouest du secteur à l'étude. L'option de murets antibruit en béton est rejetée par quelques-uns, car perçue comme une source de pollution visuelle[174].

Plus précisément, des participants estiment que Notre-Dame Est et la zone portuaire située au sud du secteur devraient être requalifiées en un projet d'aménagement exemplaire pour améliorer l'interface entre les fonctions urbaines et portuaires[175]. Dans le même ordre d'idée, un citoyen voudrait que Notre-Dame Est soit réaménagée *« pour en refaire un parcours construit intéressant, animé, verdoyant, « marchable » et fréquentable entre les quartiers de Viauville et Tétreauville*[176] *».*

[171] Élise Morin, doc. 9.2
[172] CargoM, doc. 8.3.1, L. 1415-1428; Chambre de commerce de l'Est de Montréal, doc. 8.13, p. 3
[173] Paule Dufour et Luc Gallant, doc. 8.21, p. 14
[174] Mercier-Ouest Quartier en Santé, doc. 8.31, p. 3-4; Mireille Goulet, doc. 8.50.2, p. 3; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 10, 17; Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 23, 32; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7.1, L. 2636-2639; Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.12, L. 284-291; Elisabeth Greene, doc. 9.2; Anahi Kerbaol, doc. 9.2; Daniel Vanier, doc. 9.3; Paule Dufour et Luc Gallant, doc. 8.21, p. 7
[175] Marjolaine Butin-Sweet, Députée fédérale d'Hochelaga, doc. 8.14, p. 5, 7; Amélie Desnoyers, doc. 8.30, p. 17 et suivantes
[176] Bruno Dagenais, doc. 8.40, p. 4, 5, 9

2.3.2 Milieux naturels, hydriques et écosystèmes

Les enjeux liés à la conservation et au développement des milieux naturels et des écosystèmes ont été les plus mobilisateurs et ont fait l'objet de nombreux commentaires et propositions.

Gestion écologique du territoire : sortir du flou

Certains participants estiment que le document est peu précis en matière de gestion écologique et que la Ville ne fait que citer des exemples de mesures qui pourraient être utilisées pour atténuer les nuisances, alors que les projets de développement routiers et industriels semblent concrets et bien détaillés[177]. *« Les mesures écologiques du projet sont évoquées plutôt abstraitement. On parle d'incitation, de privilégier ou d'encourager »*. Ils pointent la sous-estimation de certains enjeux environnementaux, la subordination aux enjeux économiques, ou encore un retard dans l'adoption de certaines bonnes pratiques (ozonation, phytoremédiation…). Ces participants craignent de *« se retrouver avec de petits carrés de verdure perdus et quelques arbres çà et là »,* et demandent à la Ville de préciser ses intentions, notamment sur les espaces verts à préserver. Certains appellent à une mutualisation des actions environnementales[178].

En réponse à ce flou, des participants demandent de fixer dans le futur écoparc industriel des objectifs mesurables et ambitieux en matière de protection de l'environnement, de réduction des GES et de gestion des eaux, et d'enchâsser ces objectifs dans une règlementation contraignante[179].

Certains voudraient que le nom de « *grande prairie* » accolé au projet de parc industriel ne s'en tienne pas qu'au symbole. La grande majorité des participants réclame des parcs, des espaces verts avec des arbres, des chemins, des miniforêts en ville et des îlots de nature[180].

Quelques participants s'étonnent de l'absence d'études sur les espaces naturels, les milieux humides, la faune et la flore à protéger. On s'inquiète de l'absence de projets tangibles de création d'espaces verts ou de parcs dans la vision mise au jeu. *« La revalorisation écologique du site ne semble donc pas faire partie du plan*[181] *»*, note Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, tandis que la Table de quartier Hochelaga Maisonneuve constate que le

[177] François Vaillancourt, doc. 8.41, p. 5
[178] La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 11; Jeanne-Hélène Jugie, doc. 8.48.1; France Hamel, doc. 8.38, p. 1
[179] Anne-Marie Fortin, doc. 8.36, p. 6; Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 5; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. 8; Pascal Gaudette, doc. 9.1
[180] Mobilisation 6600, doc. 8.51.1, p. 2; Soraya Bourguiba, doc. 9.1; Yuliya Bodryzlova, doc. 9.1; Grégoire Claveria, doc. 9.1; Madalina Burtan, doc. 9.1; Karine Guernon, doc. 9.1; Monique D Proulx, doc. 9.1; Ghislaine Saillant, doc. 9.2
[181] Les amiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 11

document de consultation ne comprend aucune précision sur la superficie et la localisation des espaces verts à protéger. Mercier-Ouest Quartier en Santé se demande *« Où sont les terrains disponibles pour une éventuelle portion d'un parc naturalisé?*[182] *».*

En raison de ces lacunes, certains considèrent que ce projet n'a pas sa place dans une optique de lutte aux changements climatiques et s'inquiètent des conséquences pour les générations à venir[183]. Ils demandent que les décisions qui seront prises aient *« absolument le futur en tête »*[184], qu'elles soient adoptées *« sur la base des connaissances scientifiques existantes en matière de santé publique et d'environnement*[185] *».* À ce titre, une citoyenne trouve le projet présenté *en dissonance avec l'ampleur des efforts requis*[186] *»*. Les propos d'une citoyenne résument bien la position de ces participants : *« Les projets du Port de Montréal se font comme il y a 50 ans, dans l'ignorance heureuse des problèmes de pollution, de nuisances et d'émissions de GES. On constate aussi que l'acceptabilité sociale ne fait toujours pas partie de la réflexion et cela est scandaleux. Malheureusement, on ne peut plus faire semblant que le réchauffement n'existe pas et à faire du développement sur le même modèle qu'avant*[187] ».

Plusieurs craignent même que la mise en œuvre de la vision ne provoque directement la destruction des rares milieux naturels et écosystèmes du secteur (friches arbustives, boisés, faune, flore, biodiversité, milieux humides) avec, entre autres incidences, une diminution de la qualité de vie, du bien-être et de la santé des citoyens[188]. Ils constatent que plusieurs terrains sont déjà identifiés par des projets, ayant pour conséquence de menacer des espaces comportant une forte canopée, des îlots de fraîcheur qui risquent d'être transformés et déboisés. Ils craignent tout particulièrement la destruction à venir de l'espace naturel adjacent au quartier Viauville, au nord-ouest du secteur à l'étude, connu sous le nom de « *boisé Steinberg* », et qui serait menacé par les projets de prolongement du boulevard de l'Assomption, la boucle pour raccorder ce dernier à Souligny, ainsi que par le poste de transformation d'Hydro-Québec[189]. On souligne sa

[182] Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 24; Étudiantes à la maîtrise en architecture à l'UDM, doc. 8.37, p. 2; Mireille Goulet, doc. 8.50.1, p. 8; Mercier-Ouest Quartier en Santé, doc. 8.31, p. 7; Pascal Gaudette, doc. 9.1; Grégoire Claveria, doc. 9.6

[183] Anicka Fast, doc. 8.25; Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 13 et doc. 8.12, L. 209-223; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 8; Yamina Sekhri, doc. 8.6, p. 4; France Hamel, doc. 8.38, p. 1; Mobilisation 6600, doc. 8.51, p. 1 et suivantes; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. 7 et 15; Annick Gaudreault, doc. 9.1; Anne-Marie Fortin, doc. 8.36, p. 1 ; Marjolaine Butin-Sweet, Députée fédérale d'Hochelaga, doc. 8.14, p. 5; Marc Beaudoin, doc. 9.3

[184] Yamina Sekhri, doc. 8.6, p. 3

[185] Véronyck Raymond, doc. 8.33.1, p. 14

[186] Anne-Marie Fortin, doc. 8.36, p. 1

[187] Madalina Burtan, doc. 9.3

[188] Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. 8; Mireille Goulet, doc. 8.50.2, p. 3; Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 20

[189] La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 8; Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 7; Anne-Marie Fortin, doc. 8.36, p. 1

valeur écologique et sociale, tout comme ses bénéfices sur la santé publique et la qualité de vie des voisins du secteur, en particulier les résidents de Viauville[190].

Par conséquent, bien que ne s'opposant pas à ce projet en soi, certains suggèrent à Hydro-Québec d'installer son futur poste de transformation ailleurs, par exemple au nord d'Hochelaga, sur un terrain déjà déboisé. De plus, ils font part de leur vive opposition au projet de prolongation de l'Assomption et de Souligny, en particulier à la *« boucle autoroutière »* qui a aussi vocation à s'implanter en ce lieu. D'ailleurs, on est sceptique quant à l'intention et la faisabilité de conserver ce boisé *« à l'intérieur de la boucle autoroutière*[191] *»,* au milieu de la pollution engendrée par les camions. *« Qui va aller marcher là et pour aller où?*[192] *»* s'interroge une citoyenne[193].

Espaces verts et parcs publics

Plusieurs participants sont venus rappeler les bienfaits des zones boisées et non minéralisées qui contribuent à lutter contre les îlots de chaleur, aident à combattre la hausse du niveau de CO^2, assainissent l'air, favorisent la diversité biologique, permettent de lutter contre l'érosion des sols et améliorent la qualité des eaux[194]. Un citoyen précise que ces *« réservoirs et des îlots écologiques sont indispensables à la préservation et la prolifération des espèces animales et végétales*[195] *»*. D'autres rappellent les bienfaits sur la santé humaine, de ces espaces verts qui permettent également de se ressourcer[196].

La DRSPM souligne que *« dans une perspective de santé publique, il importe de déployer des mesures susceptibles d'atténuer les effets néfastes des épisodes de chaleur extrême et leurs impacts sur la santé des Montréalais. En milieu urbain, il importe d'assurer la présence d'îlots de fraîcheur, la végétalisation des milieux minéralisés et la conservation des boisés et espaces verts existants afin de réduire les îlots de chaleur et les conséquences des épisodes de chaleur accablante*[197]*»*.

[190] Anne-Marie Fortin, doc. 8.36, p. 1; Mobilisation 6600, doc. 8.51, p. 4; Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.11, p. 8; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. 12; Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 4; Danielle Lemay, doc. 9.1; Annick Gaudreault, doc. 9.1; Wilson Henley, doc. 9.1; Charles-Antoine Métivier, doc. 9.7; Anahi Kerbaol, doc. 9.1
[191] Madalina Burtan, doc. 9.1
[192] Carole Laberge, doc. 9.3
[193] Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.11, p. 9 et doc. 8.12, L. 706-716; Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 19; Pascal Gaudette, doc. 9.1
[194] Anne-Marie Fortin, doc. 8.36, p. 1; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7.1, L. 2120-2125; Mobilisation 6600, doc. 8.51, p. 5; Élise Morin, doc. 9.1; Aurélie Noël, doc. 9.1; Ghislaine Saillant, doc. 9.2
[195] François Vaillancourt, doc. 8.41, p. 3
[196] Mobilisation 6600, doc. 8.51, p. 6; Mobilisation 6600, doc. 8.51.1, p. 1; Soraya Bourguiba, doc. 9.1; Étienne Blier-Tremblay, doc. 9.1; Marc Beaudoin, doc. 9.1; Catherine Ouellet-Cummings, doc. 9.1
[197] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 7

Par conséquent, nombre de participants[198] demandent, en priorité, de préserver et conserver tous les espaces naturels du secteur, avant même de penser à en créer de nouveaux, rappelant notamment la valeur écologique des espaces boisés déjà matures : *« les milieux naturels sont le résultat de dizaines à centaines d'années sans perturbations humaines, et que quelques chicots plantés et du gazon semé n'auront jamais même l'ombre de leur valeur*[199] *»*.

Le groupe citoyen Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie précise que *« Toute annonce de nouvelles normes environnementales ou de nouveaux standards industriels n'a d'impact réel que si un reboisement et une revitalisation de la canopée y sont activement mis en place*[200] *».* Pour que le projet soit viable, il doit se faire de manière respectueuse de l'environnement et en préservant les espaces naturels. À ce titre, le groupe citoyens Mobilisation 6600 se réfère au Ministère des Affaires municipales, Régions et Occupation du Territoire (MAMROT) pour qui *« La préservation de la biodiversité et des milieux naturels d'intérêt est un volet important de l'aménagement des écoparcs industriels. On évite également de les fragmenter et de réduire leur connectivité*[201]*. »* Dans la même veine, le Conseil régional de l'environnement invite la Ville à faire explicitement mention de la protection des espaces verts et bleus existants dans sa définition d'écoparc[202].

Des participants refusent que la vision mise au jeu par la Ville se traduise par une minéralisation croissante de l'est de Montréal. Nombreux sont ceux qui veulent une augmentation massive de la canopée et des espaces verts. Ils veulent des terrains aménagés intelligemment et une vision avant tout environnementale. Un aménagement s'inspirant de l'*« urbanisme végétal*[203] *»*, au service de la planète.

Plusieurs suggestions ont d'ailleurs été faites en ce sens :

- réduction de la taille des routes et des espaces de stationnement;
- déminéralisation du secteur et perméabilisation des sols;
- verdissement des toits et des stationnements (des particuliers, comme des entreprises);

[198] Mobilisation 6600, doc. 8.51, p. 1 et suivantes; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 8; François Vaillancourt, doc. 8.41, p. 3; Mireille Goulet, doc. 8.50.2, p. 3; Christiane Bilodeau, doc. 9.1; Étienne Blier-Tremblay, doc. 9.1; Chris Godbout, doc. 9.1; Caroline Michaud, doc. 9.1; Yuliya Bodryzlova, doc. 9.1; Yan St-Hilaire, doc. 9.1; Marc Beaudoin, doc. 9.1; Elisabeth Greene, doc. 9.1; Karine Guernon, doc. 9.1; Annick Gaudreault, doc. 9.1; Daniel Vanier, doc. 8.46, p. 54; François Latreille, doc. 8.42, p. 3 et suivantes; Robert Viau, doc. 8.45, p. 1; Danielle Lemay, doc. 9.1

[199] Mireille Goulet, doc. 8.50.2, p. 2

[200] Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 55

[201] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 6; Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9.2, L. 152-158; Élise Morin, doc. 9.1

[202] Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 11

[203] Mobilisation 6600, doc. 8.51, p. 2

- création de ruelles vertes dans les quartiers Guybourg et Longue-Pointe (Haig-Beauclerk);
- remplacement de tous les arbres coupés par des arbres déjà matures;
- encouragement des compagnies à verdir et planter des arbres sur leur terrain[204].

Pour les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie l'essentiel de la portion ouest du secteur à l'étude devrait accueillir un parc-nature, dont le centre névralgique serait le lieu-dit *« boisé Steinberg »*. Ce grand parc, dont ils font une proposition détaillée, ferait ultimement partie d'un corridor écologique reliant la rivière des Prairies au fleuve Saint-Laurent, en réunifiant des boisés, parcs, sentiers cyclables et friches arbustives isolés les unes des autres, autour de l'axe structurant que représente le tracé de l'ancien ruisseau de la Grande Praire (ruisseau Molson). De plus, plusieurs fossés et bassins viendraient alimenter des méandres qui rappelleraient l'ancien ruisseau de la Grande Prairie. L'eau proviendrait de l'écoulement pluvial, des surfaces et des toits des industries[205]. Un grand nombre de participants soutiennent spécifiquement cette proposition. Outre les fonctions écologiques et les bienfaits sur la santé, ces citoyens voient dans la création de ce parc une opportunité de désenclaver le secteur en y aménageant des sentiers et des pistes multifonctionnelles[206]. Pour les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, la création d'un tel parc n'est pas incompatible avec la création d'un écoparc industriel avec lequel il pourrait « *cohabiter* »[207]. Plusieurs invitent la Ville à faire l'achat de terrains qui viendraient soutenir la création de ce grand parc (ou d'autres espaces verts), par exemple, au moyen de son programme triennal d'immobilisations (PTI), destiné à *« l'acquisition de milieux naturels »* et au *« réaménagement et à la mise aux normes des grands parcs sur tout le territoire de l'agglomération*[208] *»*.

Le Conseil régional de l'environnement de Montréal suggère aussi que *« des ententes devraient être conclues avec les propriétaires des terrains (concernés) afin que ces composantes de la trame verte et bleue soient conservées et mises en valeur*[209] *»*.

[204] Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7.1, L. 2674-2675; Mobilisation 6600, doc. 8.51, p. 2, 6, 7; Robert Viau, doc. 8.45, p. 1; Aurélie Noël, doc. 9.1; Charles-Antoine Métivier, doc. 9.1; Élisabeth Greene et Sébastien Proulx, doc. 8.26; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 13 et 21; Mireille Goulet, doc. 8.50.2, p. 2-3; Mercier-Ouest Quartier en Santé, doc. 8.31, p. 3-4; Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 3; Eric Jr Allen, doc. 9.1; Yuliya Bodryzlova, doc. 9.1; Madalina Burtan, doc. 9.1; Danielle Lemay, doc. 9.1; Yuliya Bodryzlova, doc. 9.2; Daniel Vanier, doc. 9.3; Daniel Vanier, doc. 8.46, p. 56; Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 22 et 23

[205] Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 13 et suivantes

[206] Mobilisation 6600, doc. 8.51, p. 4; Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 4; François Vaillancourt, doc. 8.41, p. 3; Anicka Fast, doc. 8.25; Vickie Maheu, doc. 8.24; Élisabeth Greene et Sébastien Proulx, doc. 8.26; Robert Viau, doc. 8.45, p. 1; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. I; Étienne Blier-Tremblay, doc. 9.1; Élise Morin, doc. 9.1; Antoine Comtois, doc. 9.1; Jean Phénix, doc. 9.1; Pascal Gaudette, doc. 9.1; Daniel Vanier, doc. 9.1; Gilles Gagnon, doc. 9.1; Annick Gaudreault, doc. 9.1; Catherine Ouellet-Cummings, doc. 9.1; Martine Francoeur, doc. 9.1; Daniel Vanier, doc. 9.3; Anahi Kerbaol, doc. 9.6; Anahi Kerbaol, doc. 9.1; Julien Bourbeau, doc. 8.27, p. 1

[207] Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 33 et suivantes, p. 51 et suivantes; Jérémy Harel, doc. 8.8.2, L. 2512-2514

[208] Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 10 et 17; Grégoire Claveria, doc. 9.6; Daniel Vanier, doc. 8.46, p. 54

[209] Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 20

Des participants proposent aussi l'agrandissement du parc Rougemont dans le secteur Guybourg pour l'adjoindre au terrain humide derrière Dubo Électrique où vivrait, notamment, une colonie de grenouilles léopards[210].

Tout comme le Conseil régional de l'environnement, certains souhaiteraient que la vision favorise la mise en place de jardins communautaires et d'espaces de production et de distribution agricoles. Plus précisément, deux citoyens proposent de réserver à la production alimentaire en culture maraîchère bio-intensive à grande échelle, les terrains situés entre les boulevards Hochelaga, Dickson, Notre-Dame et le secteur Viauville. Ils y voient, entre autres avantages, un moyen de fournir une alimentation locale à faible empreinte écologique, ou encore la création d'emplois locaux. Selon eux, les produits, livrés à vélo, pourraient notamment être destinés aux organismes communautaires œuvrant en sécurité alimentaire dans l'arrondissement[211].

Milieux humides et hydriques

Des participants soulignent l'importance de préserver les milieux humides présents sur le territoire, à cause de leurs fonctions écologiques. Un citoyen estime qu'ils peuvent « *servir comme zone tampon et déversoir lors de grandes crues afin de soulager le réseau d'aqueduc de la Ville* ». Il propose donc de « *délimiter une zone où le développement serait interdit via une réglementation à des fins de préservation et mise en valeur de ces milieux*[212] ».

Plus précisément, des participants recommandent une gestion intégrée des eaux pluviales, notamment : installer des systèmes de récupération des eaux de pluie et recycler les eaux grises des bâtiments; réduire les surfaces imperméables et augmenter les zones végétalisées; rediriger les eaux de surface vers le ruisseau Molson par des systèmes de drainage naturel[213].

De nombreux citoyens soulignent l'importance de conserver, de protéger, ou de faire revivre des cours d'eau et des milieux humides. On propose que les eaux pluviales soient intégrées dans un système de drainage écologique[214].

Plusieurs s'enthousiasment en particulier pour la réhabilitation du ruisseau de la Grande Prairie (ruisseau Molson), aujourd'hui canalisé, et des milieux humides y afférant, visibles au Schéma

[210] Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 33; Mercier-Ouest Quartier en Santé, doc. 8.31, p. 4; Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 26-27
[211] Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 4; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 10; Grégoire Claveria, doc. 9.1; Charles-Antoine Métivier, doc. 9.4; Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 23; Amélie Desnoyers, doc. 8.30, p. 8
[212] Étienne Blier-Tremblay, doc. 9.1
[213] Comité ZIP Jacques-Cartier, doc. 8.43, p. 9; Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 33
[214] Monique D Proulx, doc. 9.1; Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 23; Julien Bourbeau, doc. 8.27, p. 5; Paule Dufour et Luc Gallant, doc. 8.21, p. 2; Antoine Comtois, doc. 9.1

d'aménagement. Outre leur fonction écologique, on estime que ces milieux humides aident à la gestion des eaux de pluie et régulent la température[215].

Deux visions cohabitent quant à la mise en valeur de cet ancien cours d'eau. Certains souhaitent recréer le cours d'eau dans un lit le plus proche possible du tracé du lit d'origine. D'autres optent pour la mise en valeur d'éléments rappelant ce cours d'eau : bassins, lacs, sections de ruisseau. Ces options ont fait l'objet de propositions détaillées et illustrées de la part de quelques citoyens[216].

Un citoyen demande *« une étude de faisabilité pour la réhabilitation du ruisseau Molson, afin de l'incorporer dans un système de gestion des eaux pluviales sur le terrain vacant de l'ancienne fonderie (CSF) ou dans tout autre projet d'aménagement paysager accessible au public*[217] *».*

Un groupe précise qu'afin d'être cohérente avec le nom de « *Grande Prairie* » donné à son écoparc industriel, la Ville se doit d'intégrer des éléments paysagers et naturels (incluant le bleu) qui témoigneraient de cet élément important du patrimoine[218]. Une citoyenne attire l'attention sur le potentiel archéologique de ce territoire qui pourrait contenir de possibles vestiges d'habitations autochtones[219].

Certains souhaitent que les promoteurs économiques impliqués dans le développement de la zone, notamment le Port de Montréal et Hydro-Québec, participent à ces projets de création du parc-nature et de réhabilitation du ruisseau Molson[220].

2.3.3 Aménagement du secteur

Les participants ont fait part de leurs souhaits quant à l'aménagement du territoire et se sont prononcés sur le paysage ou bien l'accès au fleuve. Certains participants souhaitent un aménagement à échelle humaine, prenant en compte les besoins locaux, protégeant et respectant les citoyens qui vivront dans l'écoparc industriel et dans ses alentours. Plusieurs souscrivent à la vision de la Ville en matière d'aménagement, notamment *« optimiser l'occupation des espaces sous-exploités à des fins publiques*[221] *».* Il est souhaité que la Ville se

[215] Julien Bourbeau, doc. 8.27, p. 1, 4; Robert Viau, doc. 8.45, p. 1; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. 9; Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 8; France Hamel, doc. 8.38, p. 1; François Vaillancourt, doc. 8.41, p. 3; Mobilisation 6600, doc. 8.51, p. 3; Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 8; Yamina Sekhri, doc. 8.6, p. 3; Élise Morin, doc. 9.1; Elisabeth Greene, doc. 9.1; Catherine Morin, doc. 9.1; Claude Marcotte, doc. 9.1; Monique D Proulx, doc. 9.1; Martine Francoeur, doc. 9.1; Comité ZIP Jacques-Cartier, doc. 8.43, p. 9

[216] Julien Bourbeau, doc. 8.27, p. 1, 4; Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 32; Jérémy Harel, doc. 8.8, p. 18-35; Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 23

[217] Julien Bourbeau, doc. 8.27, p. 1, 4

[218] Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 20

[219] Ballade de la Rivière St Pierre River Ride, doc. 8.55, p. 19

[220] Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 11; Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 16

[221] COMAC, doc. 8.10, p. 9

positionne comme leader responsable dans le développement du projet d'Écoparc industriel de la Grande Prairie[222].

Pour une meilleure intégration des activités industrielles au milieu, la Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve suggère, entre autres, d'*« Initier des concours d'architecture et d'aménagement pour stimuler l'innovation*[223] *» et d'« exiger des certifications (LEED ou autres) pour les bâtiments nouveaux et à rénover*[224] *»*.

Un citoyen propose, quant à lui, que *« toute nouvelle construction d'installations industrielles devra être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager qui devra obtenir d'une autorisation de l'arrondissement MHM*[225] *».*

Malgré l'approbation de cet axe de la vision, certains participants s'expliquent mal que *« La Ville n'ait pas procédé à l'inventoriage des terrains du secteur Assomption-Sud et Longue-Pointe qui présentent un potentiel de développement, qui sont vacants ou sous-utilisés*[226] *».*

Paysages, art, culture et patrimoine

Outre les nombreuses propositions visant à conserver et développer les milieux naturels qui ont été évoquées à la section 2.3.2, certains proposent de doter le secteur, en particulier les abords de Notre-Dame Est et du port, d'une signature visuelle en lien avec son patrimoine industriel et invitent le port à s'impliquer dans cette démarche[227]. Ceci pourrait se faire, par exemple, en commémorant l'ancienne CSF, ou bien encore en mettant en valeur les conteneurs ou les silos avec de l'art urbain.

Plusieurs citoyens souhaiteraient que la vision contribue à la conservation et la mise en valeur d'édifices patrimoniaux industriels, ou reflétant l'histoire des quartiers résidentiels (CSF, incinérateur Dickson, maison de vétérans, bungalows ouvriers…). Quelques-uns ont cité le quartier Angus comme modèle à suivre, alors que d'autres s'opposent à la construction de condos[228].

[222] Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 20; Étudiantes à la maîtrise en architecture à l'UDM, doc. 8.37, p. 1; François Vaillancourt, doc. 8.41, p. 4; Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 31
[223] La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 10
[224] La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 10
[225] Daniel Vanier, doc. 9.1
[226] France Hamel, doc. 8.38, p. 1
[227] Chambre de commerce de l'Est de Montréal, doc. 8.13, p. 5-7; Marjolaine Butin-Sweet, Députée fédérale d'Hochelaga, doc. 8.14, p. 7; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 6, 12, 23; Mobilisation 6600, doc. 8.51, p. 2; Carl Bégin, doc. 8.53, p. 11; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 10; COMAC, doc. 8.10, p. 9; Julien Bourbeau, doc. 8.27, p. 4
[228] Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. 14; Patrick Simard, doc. 8.35, p. 4 et suivantes; Carl Bégin, doc. 8.53, p. 6; Anne-Marie Pinsonneault, doc. 9.7; Charles-Antoine Métivier, doc. 9.7; Bruno Dagenais, doc. 8.40, p. 8; Amélie Desnoyers, doc. 8.30, p. 8 et 15; Jérémy Hamel, doc. 8.8.1, p. 22

Un citoyen propose également *« un aménagement paysager substantiel aux abords du musée de la base militaire de Longue-Pointe, intégrant un monument rendant un hommage aux soldats*[229] *»*.

Accès au fleuve

De nombreux participants revendiquent l'accès au fleuve que l'on estime *« verrouillé*[230] *»* par le port, et souhaitent que le réaménagement permette aux citoyens du secteur de s'en rapprocher, a minima de manière indirecte, en aménagement des percées ou bien des talus ou belvédères d'observation. Un citoyen partage plusieurs exemples internationaux *« de réussites éclatantes de retour du contact de la ville et du fleuve*[231] *»*. Ce point de vue est tempéré par la CCMM qui précise que si *« la volonté de développer davantage d'espaces verts dans l'est de la métropole et de rapprocher les citoyens du fleuve Saint-Laurent est légitime »,* celle-ci *« ne doit toutefois pas se faire de façon à nuire aux activités industrialo-portuaires ou encore en compromettant la sécurité du transport de marchandises*[232] *»*.

Tissu social, services de proximité et espaces publics

Les participants font le constat d'un secteur déficient en équipements et services de proximité[233]. Certains ont exprimé le souhait d'avoir une vie sociale et communautaire plus animée, notamment pour contrer les effets négatifs de l'enclavement urbain sur les jeunes. Pour ce faire, ils voudraient notamment des lieux favorisant le rassemblement, pensés pour que les résidents puissent se les approprier[234]. Les participants invitent les entreprises du secteur, au premier titre desquelles le port, à se doter d'une politique d'engagement communautaire et à contribuer financièrement au soutien d'initiatives sociales locales, au verdissement, ainsi qu'à la conception et la construction d'infrastructures sociales.

Plusieurs souhaiteraient que la mise en œuvre de la vision permette de rehausser le nombre de services de proximité, notamment l'offre de services alimentaires (marchés publics, commerces,

[229] Daniel Vanier, doc. 9.1
[230] Bruno Dagenais, doc. 8.40, p. 5
[231] François Caron, doc. 8.47, p. 17, 22 et suivantes
[232] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.5.1, p. 8, L. 1725-1727; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.5, p. 8; Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 33; Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 8-9; Véronyck Raymond, doc. 8.33.1, p. 5; Alexandre Leduc, député d'Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.16, p. 11; Hockey-balle MHM, doc. 8.19.1, p. 6; Marjolaine Butin-Sweet, Députée fédérale d'Hochelaga, doc. 8.14, p. 5; Louis-Patrick Jacob, doc. 9.2; Bruno Dagenais, doc. 8.40, p. 5; Comité ZIP Jacques-Cartier, doc. 8.43, p. 10
[233] Diane Beaudet, commissaire Hochelaga-Maisonneuve (CSDM), doc. 8.49.1, p. 8; Anahi Kerbaol, doc. 9.6; Paule Dufour et Luc Gallant, doc. 8.21, p. 2; Amélie Desnoyers, doc. 8.30, p. 8; Bruno Dagenais, doc. 8.40, p. 5
[234] Étudiantes à la maîtrise en architecture à l'UDM, doc. 8.37, p. 1-3; Mercier-Ouest Quartier en Santé, doc. 8.31, p. 6; Diane Beaudet, commissaire Hochelaga-Maisonneuve (CSDM), doc. 8.49.1, p. 10; Alexandre Leduc, député d'Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.16, p. 13; Carl Bégin, doc. 8.53, p. 6; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 8 et 10; Grégoire Claveria, doc. 9.1; Guy Laflamme, doc. 9.2; Ghislaine Saillant, doc. 9.3; Amélie Desnoyers, doc. 8.30, p. 4, 7

restaurants, etc.), dans un secteur qui en manque. Il a été proposé de les regrouper pour en améliorer leur viabilité. Une citoyenne trouve qu'il *« serait également intéressant d'avoir une aire publique avec des commerces temporaires tels que des "Food trucks" ou des marchés durant les heures d'activité industrielle plus creuses*[235] *»*. Toutefois, la majorité s'oppose à l'arrivée de grands centres commerciaux[236].

L'installation d'équipements spécifiques, tels des places publiques vertes, des bancs, une patinoire extérieure dans le parc Rougemont, des parcs à chiens, des fontaines d'eau, des stations d'entraînement ou des jardins communautaires, est vue comme des vecteurs de socialisation et, à ce titre, réclamée par les citoyens riverains[237].

Résidentiel

Certains auraient souhaité que le document propose également des développements résidentiels, que ce soit pour rapprocher les travailleurs du secteur de leur lieu d'emploi, pour accueillir des familles et des logements sociaux, ou pour répondre à la crise du logement. Il est souhaité que les améliorations apportées au cadre de vie n'engendrent pas de hausse de loyers[238].

2.4 Mobilité et transports

En matière de mobilité, la Ville a pour principale orientation de *« Compléter le réseau artériel et améliorer les déplacements en transports actif et collectif*[239] *»*. Nombreux sont les participants à s'être prononcés sur les projets d'extension et de création de liens routiers associés à cette orientation.

Tout en notant que la vision présentée en matière de mobilité semble plutôt privilégier l'approche économique plutôt que de répondre aux enjeux de transport actif et collectif, les participants s'entendent sur le constat d'un secteur enclavé, en proie à la circulation de transit des automobiles et des camions, mal desservi en transports collectifs, aux aménagements peu propices aux transports actifs, sujet à la congestion routière et peu sécuritaire pour les

[235] Élise Morin, doc. 9.4
[236] Mireille Goulet, doc. 8.50.2, p. 1; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 21; Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9.2, L. 230-231; François Vaillancourt, doc. 8.41, p. 4; Mobilisation 6600, doc. 8.51, p. 4; Mercier-Ouest Quartier en Santé, doc. 8.31, p. 5 et 6; Mobilisation 6600, doc. 8.51, p. 4; Gaston Bérubé, doc. 8.20.2, L. 2331-2332; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 14; Martine Francoeur, doc. 9.1; Ghislaine Saillant, doc. 9.3; Marc-André Robertson, doc. 9.5; Charles-Antoine Métivier, doc. 9.4
[237] Danielle Dalpe, doc. 9.1; Florent Turlin, doc. 9.1; Sophie Lesiège, doc. 9.1; Elisabeth Greene, doc. 9.1; Yuliya Bodryzlova, doc. 9.2; Grégoire Claveria, doc. 9.2; Sophie Lesiège, doc. 9.5; Ghislaine Saillant, doc. 9.5; Caroline Michaud, doc. 9.5; Marc-André Robertson, doc. 9.5
[238] Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 7; Patrick Simard, doc. 8.35, p. 3; Gaston Bérubé, doc. 8.20.1, p. 4; Véronyck Raymond, doc. 8.33.1, p. 8; François Vaillancourt, doc. 8.41, p. 4; Mobilisation 6600, doc. 8.51, p. 4; Yuliya Bodryzlova, doc. 9.6; Amélie Desnoyers, doc. 8.30, p. 5
[239] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 43

déplacements. Selon eux, cela nuit autant à la qualité de vie des citoyens qu'au développement de l'activité économique[240]. Un participant souligne que *« dans un tel contexte (il est) impossible de créer le quartier urbain dynamique, incluant des industries génératrices d'emplois*[241] *»*.

D'une manière générale, les résidents et les riverains veulent moins de circulation dans le secteur. On voit comme leviers principaux : l'augmentation de l'offre en transport en commun et en transport actif; la facilitation des transports actifs, notamment par la création de pistes cyclables. Un citoyen invite les acteurs à adopter une vision globale de planification en matière de transport[242].

2.4.1 Enclavement

De nombreux participants déplorent l'enclavement des quartiers Guybourg et Haig-Beauclerk. Ils soulignent en particulier l'impossibilité de se déplacer d'est en ouest, même à pied ou à vélo, en raison des barrières physiques que créent les secteurs industriels et les infrastructures routières. Les difficultés pour se rendre au centre-ville en transport en commun et l'absence de connectivité avec les quartiers avoisinants (Viauville, Tétreauville, etc.) sont perçues comme pouvant accroître les risques d'exclusion sociale et économique des jeunes. L'amélioration de l'offre en transports en commun et le développement des infrastructures favorisant les déplacements pédestres et en transports actifs sécuritaires constituent pour les participants, de bonnes façons de désenclaver les deux quartiers de la zone[243].

La Chambre de commerce de l'Est de Montréal indique également qu'« *améliorer la connectivité du secteur avec les quartiers résidentiels environnants et le réseau du métro favoriserait notamment la création d'emplois locaux*[244] *».*

2.4.2 Sécurité des déplacements

Plusieurs craignent que l'implantation de nouvelles entreprises associées au port, tout comme le projet de garage STM, accroisse significativement la circulation de transit dans le secteur et dans les quartiers avoisinants. On projette un accroissement des problématiques de sécurité pour les usagers les plus vulnérables tels les piétons et les cyclistes[245].

[240] Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7.1, L. 2667; Chambre de commerce de l'Est de Montréal, doc. 8.13, p. 5; Paule Dufour et Luc Gallant, doc. 8.21, p. 6; Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 6; COMAC, doc. 8.10, p. 2 et 5; Comité ZIP Jacques-Cartier, doc. 8.43, p. 7; Mireille Goulet, doc. 8.50.2, p. 1

[241] Daniel Chartier, doc. 8.4, p. 1

[242] Daniel Chartier, doc. 8.4, p. 1, 4

[243] Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 7, 12; Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9.2, L. 198-200; François Vaillancourt, doc. 8.41, p. 4; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 9; Chambre de commerce de l'Est de Montréal, doc. 8.13, p. 5; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. 14; Daniel Chartier, doc. 8.4, p. 1; Mireille Goulet, doc. 8.50.2, p. 1; Étudiantes à la maîtrise en architecture à l'UDM, doc. 8.37, p. 1 et suivantes; Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 9; Mireille Goulet, doc. 8.50.2, p. 1; Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9, p. 5; Amélie Desnoyers, doc. 8.30, p. 14; Comité ZIP Jacques-Cartier, doc. 8.43, p. 7

[244] Chambre de commerce de l'Est de Montréal, doc. 8.13, p. 5

[245] Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9, p. 6; Yuliya Bodryzlova, doc. 9.6; François Caron, doc. 8.47, p. 8

Des aménagements et mesures permettant des déplacements sécuritaires pour tous sont réclamés. Les participants voudraient une meilleure cohabitation des différents modes de déplacements, notamment aux intersections de la rue Notre-Dame Est avec les axes routiers nord-sud. Une citoyenne demande l'implantation de panneaux d'arrêts aux intersections pour contribuer à la sécurité des enfants; d'autres demandent la création et/ou la réfection des trottoirs.

Tout comme cette citoyenne qui *« en tant que femme, hésite à (se) déplacer seule à pied et même en vélo dans certains endroits de cette zone industrielle une fois la nuit tombée [… car (elle) ne se] sent pas totalement en sécurité*[246] *»*, plusieurs réclament un éclairage public performant et continu[247].

Pour la Direction régionale de santé publique de Montréal, une hausse de la sécurité passe impérativement par une limitation de circulation routière, notamment de celle de transit[248]. Selon CargoM, cette préoccupation milite en faveur de la réalisation du projet d'écoparc qui permettra une *« réduction significative des mouvements pendulaires de camion et leurs impacts sur le réseau routier et notamment la rue Notre-Dame*[249] *»*.

Les citoyens souhaitent aussi pouvoir se déplacer de manière sécuritaire à pied et à vélo au sein de leurs quartiers, comme entre ceux-ci[250].

Sentiers

Quelques participants souhaiteraient l'aménagement de sentiers, notamment au sein d'un futur parc-nature, afin de favoriser le transport actif, d'améliorer le cadre de vie et de permettre les connexions pédestres et cyclables des différents quartiers de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve[251]. Une citoyenne voudrait que « *ces chemins qui parcourent les parcs ne devraient plus être en asphalte, mais avec des matériaux qui gardent la fraîcheur comme de la terre battue par exemple*[252] ».

[246] Élise Morin, doc. 9.3
[247] Yuliya Bodryzlova, doc. 9.2; Grégoire Claveria, doc. 9.2
[248] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 11; Étudiantes à la maîtrise en architecture à l'UDM, doc. 8.37, p. 2-3; Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 12, 19; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 10; Diane Beaudet, commissaire Hochelaga-Maisonneuve (CSDM), doc. 8.49.1, p. 10; Élise Morin, doc. 9.3; Ghislaine Saillant, doc. 9.3
[249] CargoM, doc. 8.3, p. 5
[250] Caroline Michaud, doc. 9.3; COMAC, doc. 8.10, p. 11
[251] Mobilisation 6600, doc. 8.51.1, p. 1; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7.1, L. 2595-2599; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 19; Amélie Desnoyers, doc. 8.30, p. 14; Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 15
[252] Danielle Lemay, doc. 9.1

Un citoyen pense que « *Les ruelles pourraient devenir des corridors verts et à mobilité active, bicyclette, marche, pas seulement aménagées pour les enfants*[253] ».

Tout comme le COMAC, quelques participants demandent que soient officialisées les « *lignes de désir* » créées par les usagers du secteur Assomption Sud–Longue-Pointe afin de faciliter la connectivité des différents quartiers de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve en matière de transport actif. On suggère notamment de relier les portions de la rue Ontario au nord-ouest du parc Rougemont et de créer un sentier entre la rue Ontario et la rue Tellier. Ce dernier, combiné à l'aménagement de la rue Tellier pour y permettre les transports actifs, permettrait de désenclaver quartier Haig-Beauclerk vers Mercier-Est[254].

Une participante propose au CN d'envisager l'aménagement de passerelles, ponts, tunnels pour faciliter les déplacements en transport actif. En écho à cette préoccupation, le CN précise que *« lorsqu'il est sécuritaire de le faire [il] est ouvert à la mise en place de nouveaux passages à niveau piétonniers*[255] *».*

Pistes et liens cyclables

Plusieurs participants font le constat que le réseau de pistes cyclables est fracturé et non sécuritaire. On veut l'améliorer et l'augmenter. Mercier-Ouest Quartier en Santé et la Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, entre autres intervenants, préconisent la création et le raccordement de liens cyclables à l'interface du réseau routier artériel, si toutefois les conditions environnantes rendent leur utilisation sécuritaire et conviviale.

Ce point de vue est appuyé par le Conseil régional de l'environnement, qui rappelle qu'un « *réseau cyclable idéal doit être sécuritaire (infrastructure dédiée dans la mesure du possible, traitement sécuritaire des intersections, gestion de la vitesse), efficace (liens directs et continus) et bien entretenu (marquage, poussière, gestion des eaux de pluie)*[256] ».

Pour ce faire, des citoyens demandent, notamment, le réasphaltage et le réaménagement prioritaire du segment de la piste cyclable sur Notre-Dame Est traversant le secteur, que plusieurs cyclistes et piétons décrivent comme affreuse, dangereuse, bruyante, poussiéreuse. « *Rouler sur la piste cyclable Notre-Dame tient du cauchemar* [257]», affirme une citoyenne. C'est « *le pire de*

[253] Grégoire Claveria, doc. 9.1
[254] COMAC, doc. 8.10, p. 2; Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 28; Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9.2, L. 198-200 et L. 297-300
[255] Amélie Desnoyers, doc. 8.30, p. 15; CN, doc. 8.32, p. 7
[256] Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 19
[257] Madalina Burtan, doc. 9.1

tout le réseau à Montréal. Devoir le traverser est une expérience traumatisante[258]» précise un autre.

Quelques-uns voient également le prolongement de la piste Souligny, permettant d'offrir un nouveau lien cyclable est-ouest, comme un élément clé du projet. Pour le CRE ou encore la Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, cette intervention devrait être priorisée, car il s'agit d'un axe majeur de déplacements actifs déjà grandement emprunté et faisant partie du réseau provincial de la Route verte[259].

La création d'un lien cyclable nord-sud entre la rue Hochelaga et la rue Notre-Dame, le long du quartier Viauville et de la gare de triage du CN est également réclamée. Quelques-uns proposent de placer des bornes Bixi le long de ces liens cyclables[260].

À ce sujet, le COMAC relève plusieurs mesures qui pourraient être mises en place par les entreprises de l'éventuel écoparc industriel pour sécuriser et favoriser le transport actif de leurs employés en installant des aménagements appropriés dans les milieux de travail et les zones industrielles. Il suggère notamment : des entrées pour les employés qui ne se situent pas dans les stationnements, des espaces de rangement de vélos sécurisés et à l'abri des intempéries, des vestiaires munis de casiers et de douches, des abonnements multi-usagers de la STM et BIXI[261].

2.4.3 Transports collectifs

Plusieurs participants soulignent qu'il est urgent d'agir en matière de transports collectifs (fréquence, circuits, etc.) pour accroître la compétitivité des transports collectifs entre l'est et le centre-ville, plutôt que de « *fluidifier* » les déplacements en automobile, dont on rappelle les dommages sur la santé[262]. Pour la Chambre de commerce de l'Est de Montréal, cela permettra aussi *« d'attirer de la main-d'œuvre et des talents »* dans ce secteur en développement. Elle invite à investir dès maintenant et à bonifier l'offre de transport en commun vers et depuis le secteur,

[258] Gilles Gagnon, doc. 9.1
[259] Marjolaine Butin-Sweet, Députée fédérale d'Hochelaga, doc. 8.14, p. 8; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 21; Mireille Goulet, doc. 8.50.2, p. 3; Étudiantes à la maîtrise en architecture à l'UDM, doc. 8.37, p. 1-2; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 9-10; Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 32, 35; Charles-Antoine Métivier, doc. 9.1; Louis-Patrick Jacob, doc. 9.2; Anne-Marie Pinsonneault, doc. 9.3; Ghislaine Saillant, doc. 9.3; Caroline Michaud, doc. 9.3; Elisabeth Greene, doc. 9.3; Amélie Desnoyers, doc. 8.30, p. 17 et suivantes; Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 28
[260] Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 33; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 7; Charles-Antoine Métivier, doc. 9.1
[261] COMAC, doc. 8.10, p. 2, 10
[262] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 12; Chambre de commerce de l'Est de Montréal, doc. 8.13, L. 2228-2229 et doc. 8.5.1, p. 8, L. 1788-1800; Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9, p. 6; Daniel Chartier, doc. 8.4.1, p. 1-4; Étudiantes à la maîtrise en architecture à l'UDM, doc. 8.37, p. 2-3; Mireille Goulet, doc. 8.50.2, p. 1; Robert Viau, doc. 8.45, p. 2; Danielle Daloe, doc. 9.3; Caroline Michaud, doc. 9.3; Bernard Lefebvre, doc. 9.8

quitte à avoir *« une ligne de transport en commun non rentable, de façon à créer une dynamique favorable pour des types d'investissement dans le secteur*[263] *»*.

Un citoyen est d'avis qu'il faut que *« la planification de la voirie véhiculaire intègre les enjeux de transport collectif*[264] *»,* tandis que Mercier-Ouest Quartier en santé, invite la STM *« à travailler plus étroitement avec la population et les travailleurs du secteur*[265] *»*.

Des participants proposent aussi de mettre en place des navettes autonomes reliant le futur écoparc industriel à la station de métro Assomption, d'y promouvoir le covoiturage, et d'instaurer des stationnements incitatifs munis de bornes de recharges électriques pour les travailleurs[266].

Axe de transport collectif structurant sur Notre-Dame Est

La Chambre de commerce de l'Est de Montréal invite les autorités compétentes à *« poursuivre le réaménagement et la modernisation de la rue Notre Dame Est, l'épine dorsale du secteur, pour améliorer la fluidité du transport des personnes (transports en commun, transports actifs, automobiles) et des marchandises*[267] *»*.

Des participants soulignent être en accord avec l'intention de repenser le transport collectif sur Notre-Dame pour y intégrer un service structurant de transport collectif. Un citoyen propose d'y implanter des voies réservées pour que les autobus y fonctionnent toute la journée[268].

En lien avec le projet de tramway annoncé par le gouvernement du Québec et la Ville, quelques intervenants soulignent que la rue Notre-Dame n'a pas vocation à accueillir un tramway pour de nombreuses raisons, notamment : conflits techniques et de planification avec les travaux de modernisation de Notre-Dame, incompatibilité avec les viaducs présents et à venir, perturbation de la circulation de camionnage et des transports collectifs pendant les travaux, etc. Ils mettent aussi de l'avant la faible densité de population desservie par un tel tracé et recommandent qu'un tel projet prenne plutôt assise sur la rue Hochelaga ou dans l'ancienne emprise ferroviaire traversant Mercier-Ouest[269].

[263] Chambre de commerce de l'Est de Montréal, doc. 8.13, L. 2228-2229 et doc. 8.5.1, p. 8, L. 1788-1800
[264] Daniel Chartier, doc. 8.4.2, L. 983
[265] Mercier-Ouest Quartier en Santé, doc. 8.31, p. 4
[266] Danielle Blouin, doc. 8.22; Diane Beaudet, commissaire Hochelaga-Maisonneuve (CSDM), doc. 8.49.1, p. 10; François Caron, doc. 8.47, p. 29
[267] Chambre de commerce de l'Est de Montréal, doc. 8.13, p. 5
[268] La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 10; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 21; Vincent Obry-Legros, doc. 9.3; Yuliya Bodryzlova, doc. 9.3; Elisabeth Greene, doc. 9.3
[269] Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9, p. 5; Daniel Chartier, doc. 8.4.1, p. 1 et doc. 8.4.2, L. 1037-1095

Autres demandes pour améliorer les transports actifs et collectifs

Afin de favoriser les transports actifs et collectifs, des participants suggèrent notamment d'aménager des stationnements incitatifs près des stations de métro du secteur, des voies de bus réservées, des zones réservées pour les véhicules et les vélos en libre-service[270].

2.4.4 Projets de viaduc et de prolongement des liens routiers

Les projets de prolongement des liens routiers Assomption et Souligny, ainsi que la création d'un viaduc aérien pour les relier au port, ont été commentés par la plupart des participants. La majorité des répondants au questionnaire en ligne pensent que les projets de Viaduc et des prolongements routiers du boulevard de l'Assomption et de l'avenue Souligny sont de bonnes idées[271]. Il en va de même pour plusieurs acteurs économiques et institutionnels, tels que le Port de Montréal, la Chambre de commerce de l'Est de Montréal, Montréal International, et CargoM.

Ces acteurs économiques considèrent que la réussite du développement économique et urbain du secteur Assomption Sud–Longue-Pointe repose sur la réalisation rapide de ces nouveaux liens routiers et du viaduc permettant de les connecter au port. Pour ceux-ci, ils permettraient d'améliorer les accès routiers au port, d'accroître la mobilité des marchandises, mais aussi de désengorger le réseau routier local de manière sécuritaire. Pour la CCEM, le prolongement du boulevard de l'Assomption et de l'avenue Souligny vers le port doit se réaliser rapidement, car il permettra *« de sauver temps et argent en plus de réduire significativement les émissions de GES »*. Plusieurs estiment que ces nouvelles infrastructures devraient permettre une baisse de circulation des camions sur Notre-Dame[272].

L'Administration portuaire de Montréal présente aussi dans son opinion écrite plusieurs scénarios pour améliorer la connexion routière entre ses installations et le réseau artériel supérieur. Pour cette entité, le *« scénario qui serait le plus approprié en termes d'attractivité, de réduction de la congestion routière, et d'augmentation de la fluidité de la circulation est celui de la construction d'un viaduc à l'est du viaduc ferroviaire du CN »*. Le port, qui précise que *« le site de Contrecœur ne servira qu'à absorber la croissance une fois que le site du port de Montréal sera à sa pleine capacité vers 2024 »*, souligne que ces aménagements routiers permettraient, en fluidifiant le trafic routier, d'absorber la croissance du camionnage liée aux activités du port. Il y a donc *« urgence à agir […] au risque de voir la situation s'aggraver ».* L'Administration portuaire précise que *« l'évaluation des effets environnementaux (ÉEE) du projet est en cours »,* à la suite de laquelle des *« mesures d'atténuation seront identifiées, présentées aux citoyens et mises en*

[270] Vincent Obry-Legros, doc. 9.3; Danielle Daloe, doc. 9.3; Bernard Lefebvre, doc. 9.8
[271] Synthèse des réponses du questionnaire, doc. 5.6
[272] Administration portuaire de Montréal, doc. 8.12, p. 5; Chambre de commerce de l'Est de Montréal, doc. 8.13, p. 5, 7; CargoM, doc. 8.3.1, L. 1356-1358; Diane Beaudet, commissaire Hochelaga-Maisonneuve (CSDM), doc. 8.49.1, p. 10; Montréal International, doc. 8.34, p. 17; Yan St-Hilaire, doc. 9.3; Comité ZIP Jacques-Cartier, doc. 8.43, p. 6-7

place pour assurer une gestion responsable des impacts, tant pour la période de construction que d'utilisation du lien routier[273] *»*.

Malgré ces manifestations d'appui, de nombreux participants s'opposent fermement à la réalisation des nouveaux liens routiers projetés, notamment la boucle assurant la jonction entre les avenues Souligny et le boulevard de l'Assomption, au nord-est du secteur de la consultation, ainsi qu'au futur viaduc qui enjambera Notre-Dame à proximité du Centre de soins prolongés Grace-Dart. On craint qu'ils soient générateurs de nouvelles nuisances (pollution de l'air, bruit, poussière, pollution visuelle, destruction d'écosystèmes et d'îlots de fraîcheur, augmentation de la circulation automobile et du camionnage, risques pour la sécurité des personnes…). Ils s'étonnent de l'absence d'études relatives aux impacts du projet en matière de santé sur les populations avoisinantes[274] et se demandent, tout comme cette citoyenne « *Sur quelles statistiques les ingénieurs se basent-ils pour calculer la pollution sonore due aux voitures qui passeront sur le nouveau tronçon de route proposé? La limite de vitesse a souvent été mentionnée dans la consultation publique. C'est beau de dire que les voitures et camions iront à 50 km heure sur la portion de route proposée, mais les automobilistes montréalais ont tendance à ne pas toujours respecter les règlements et la police n'est pas toujours présente pour les arrêter*[275] ».

Les résidents de Viauville et du Centre de soins prolongés Grace Dart craignent particulièrement que ces projets routiers compromettent définitivement tous les projets de mise en valeur des espaces naturels et détruisent les écosystèmes qui se trouvent déjà sur une partie du tracé projeté. Ils s'inquiètent de l'aspect irréversible d'une telle décision sur les milieux naturels[276].

Pour de nombreux participants, la connexion entre l'avenue Souligny et le boulevard de l'Assomption, ainsi que le prolongement de ce dernier, présentent un profil autoroutier. En l'absence d'entrée ou de sortie sur plus d'un kilomètre, ils estiment, comparaisons à l'appui, que le projet de prolongement du boulevard de l'Assomption n'a de boulevard que le nom[277].

[273] Administration portuaire de Montréal, doc. 8.12, p. 6, 13

[274] France Hamel, doc. 8.38, p. 2, 12; Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 12; François Caron, doc. 8.47, p. 29; Amélie Desnoyers, doc. 8.30, p. 12 et suivantes

[275] Élise Morin, doc. 9.2

[276] Anne-Marie La Haye, doc. 8.23; Danielle Blouin, doc. 8.22; Robert Viau, doc. 8.45, p. 1; Mobilisation 6600, doc. 8.51.1, p. 1 et 4; Caroline Michaud, doc. 9.3; Marc Beaudoin, doc. 9.3; François Vaillancourt, doc. 8.41, p. 4; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7.1, L. 2655-2657; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 8; Madalina Burtan, doc. 9.3; Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 10; Aurélie Noël, doc. 9.1; Anne-Marie Pinsonneault, doc. 9.6; François Caron, doc. 8.47, p. 8; Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 16; Paule Dufour et Luc Gallant, doc. 8.21, p. 6; Carl Bégin, doc. 8.53, p. 7; François Caron, doc. 8.47, p. 31; Alexandre Leduc, député d'Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.16, p. 3

[277] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 12; John Clarke, doc. 8.11, p. 7; Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 13, 17, 18; Robert Viau, doc. 8.45, p. 1; Yamina Sekhri, doc. 8.6, p. 1, 4; Mercier-Ouest Quartier en Santé, doc. 8.31, p. 7; Anne-Marie Fortin, doc. 8.36, p. 4; Véronyck Raymond, doc. 8.33.1, p. 12; Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 1; Carl Bégin, doc. 8.53, p. 12; Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 13 et 14; François Caron, doc. 8.47, p. 7; Paule Dufour et Luc Gallant, doc. 8.21, p. 8-9

Plus précisément, c'est le projet de boucle qui est jugé inapproprié dans un tel milieu urbanisé en raison de sa hauteur et de son emprise au sol, largement supérieure à un aménagement routier conventionnel. On pense que la réalisation de *« cette énorme boucle*[278] *»*, de ce *« spaghetti de bitume agrémenté de verdissement*[279] *»*, se traduira par la disparition d'espaces naturellement boisés et d'îlots de fraîcheur. On voit dans la réalisation de ces liens routiers un outil visant à favoriser la croissance des activités industrielles et portuaires et à favoriser le transit vers le centre-ville[280]. Le Conseil régional de l'environnement de Montréal juge ce concept de boucle *« parfaitement incompatible avec le concept d'écoparc industriel et la vision de développement du secteur*[281] *»*.

Mettant en avant la théorie du « *trafic induit* », selon laquelle *« plus on augmente ou améliore l'offre routière, plus le nombre d'utilisateurs s'accroît, ce qui entraîne un retour de la congestion routière après quelques années*[282] *»*, certains craignent que la création de nouveaux liens routiers n'augmente la circulation dans le secteur, notamment celle des camions[283]. Quelques-uns pensent que le tracé provoquera une augmentation de la circulation automobile sur Notre-Dame Est et du trafic local, notamment au nord de Souligny, ou encore sur la rue des Futailles[284]. Des participants affirment que ce développement va à l'encontre du décret gouvernemental de 2002 concernant le projet de modernisation de la rue Notre-Dame qui fixait comme condition de ne pas augmenter la capacité routière nette disponible dans le quadrilatère formé par l'autoroute 25, la rue Sherbrooke, l'avenue De Lorimier et la rue Notre-Dame[285]. Un intervenant s'inquiète de l'absence d'étude accessible au public *« concernant le débit de circulation prévu sur les tronçons de prolongement*[286] ».

2.4.5 Propositions alternatives

Des participants souhaitent que la vision et les règlementations à venir en matière de mobilité traduisent une volonté de réduire la circulation de transit dans Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et que soient évitées toutes mesures pouvant contribuer à l'accroissement du volume de

[278] Robert Viau, doc. 8.45, p. 1
[279] Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 13
[280] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 12; Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9, p. 5; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. II et III; Anne-Marie La Haye, doc. 8.23; Anne-Marie Fortin, doc. 8.36, p. 1; Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.11, p. 9; Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 7, 12; Mobilisation 6600, doc. 8.51.1, p. 2; Alexandre Leduc, député d'Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.16, p. 6
[281] Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 15
[282] Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9, p. 6
[283] Anne-Marie Fortin, doc. 8.36, p. 4; Yamina Sekhri, doc. 8.6, p. 1-2; François Vaillancourt, doc. 8.41, p. 5; Robert Viau, doc. 8.45, p. 2; Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9, p. 6; Madalina Burtan, doc. 9.3; Carl Bégin, doc. 8.53, p. 4; Amélie Desnoyers, doc. 8.30, p. 12 et suivantes
[284] Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9, p. 5-6; Gaston Bérubé, doc. 8.20.1, p. 1; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 5
[285] Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 1; Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 11
[286] Alexandre Leduc, député d'Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.16, p. 3

circulation automobile dans le secteur. Ils pensent qu'une réduction de la capacité des infrastructures routières, jumelées à une amélioration des conditions de transports actifs et collectifs, amènerait au contraire un report modal. Ils invitent donc les décideurs à penser à des mesures incitatives invitant aux transferts modaux, avant de penser augmenter la capacité routière[287].

Des participantes réclament plus de transparence de la part du MTQ, et l'on invite les intervenants du CN, du MTQ, de la Ville et de l'Administration portuaire à *« faire preuve de plus d'imagination pour trouver des solutions réellement viables en regard de la protection de l'environnement et de la santé des résidents des zones limitrophes*[288] *»* pour la sortie du camionnage portuaire. Ce point de vue rejoint celui de la Direction régionale de santé publique de Montréal, qui déclare dans son mémoire qu'afin de limiter les nuisances et les risques à la santé, *« il est nécessaire d'évaluer les possibilités de répondre aux besoins découlant de l'activité portuaire sans accroître, voire même idéalement, en réduisant le volume de camionnage circulant dans MHM*[289] *»*. En ce sens, une participante invite les acteurs impliqués *« à faire preuve d'audace et de compromis. De l'audace pour voir plus loin qu'une bretelle autoroutière pour camions entre deux quartiers résidentiels, et de compromis pour oser retourner à la table à dessin et faire mieux*[290] *»*.

Au lieu des scénarios envisagés, plusieurs propositions sont faites, notamment : de creuser un tunnel pour les camions sous les voies ferrées en lieu et place de la boucle; l'élargissement de la rue Dickson - avec l'aménagement de voies réservées aux camions-; la création d'un rond-point Dickson et Notre-Dame; un déplacement du viaduc portuaire prévu dans l'axe du prolongement du boulevard de l'Assomption, quitte à devoir exproprier des terrains dans la zone industrialo-portuaire; la création d'une voie de circulation réservée aux camions à l'est de l'ancien site de la Canadian Steel Foundries.[291] Des participants ont aussi suggéré que le transport lourd circule désormais sur le terrain du port, parallèlement à la rue Notre-Dame Est[292]. Un citoyen croit *« que des sommes importantes devraient aussi être investies pour que (le nouveau lien routier) soit enfoui sous terre en partie ou en totalité, et cela, dans le but de favoriser un meilleur passage piétonnier et cyclable pour les humains ainsi que pour les animaux du secteur*[293] *»*.

[287] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15.2, L. 1275-1289; Anne-Marie Fortin, doc. 8.36, p. 4; Robert Viau, doc. 8.45, p. 2; Marc Beaudoin, doc. 9.3
[288] Anne-Marie Fortin, doc. 8.36, p. 1
[289] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 12
[290] Yamina Sekhri, doc. 8.6, p. 4
[291] Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 53 et suivantes; Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 12; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. II et III; François Vaillancourt, doc. 8.41, p. 4; Amélie Desnoyers, doc. 8.30, p. 12 et suivantes; François Caron, doc. 8.47, p. 8, 31; Daniel Vanier, doc. 8.46, p. 55; François Caron, doc. 8.47, p. 31; Daniel Vanier, doc. 8.46, p. 55; Paule Dufour et Luc Gallant, doc. 8.21, p. 7; Alexandre Leduc, député d'Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.16, p. 10
[292] Grégoire Claveria, doc. 9.3; Carole Laberge, doc. 9.3
[293] Antoine Comtois, doc. 9.1

Certains résidents et riverains demandent également de prioriser des liens routiers qui participeraient au désenclavement du secteur plutôt que favorisant la circulation de transit. On les espère plus conviviaux que ceux prévus, s'inspirant des meilleures pratiques, tant pour l'espace accordé aux piétons que pour le verdissement, compatibles avec des déplacements à pied et à vélo, sécuritaires et continus. D'autres demandent de faire du boulevard de l'Assomption un véritable boulevard urbain avec une piste multifonctionnelle en site propre du côté ouest, une voie dédiée au transport en commun, des voies transversales pour accéder au site d'Assomption Sud, mais aussi l'aménagement de traverses piétonnes[294].

Reprenant l'information selon laquelle seuls deux trains par semaine circulent sur les voies que la boucle enjambera, le Conseil régional de l'environnement invite le CN et l'APM à se coordonner *« pour que les deux trains en question passent à un moment qui n'entraverait pas la fluidité du trafic de camions, ce qui annule le besoin d'un ouvrage surélevé*[295] ». Dans une même logique de diminuer la taille des infrastructures projetées, deux intervenants amènent l'idée de déplacer les voies et la gare de triage du CN à l'est du tracé projeté pour le futur boulevard de l'Assomption, rendant ainsi caduc le besoin de les enjamber[296].

2.5 Autres projets associés à la vision

Quelques citoyens se sont prononcés sur les projets de garage de bus STM et de poste de transformation électrique, associés par la Ville à sa vision. Il en va de même pour le poste de transformation d'Hydro-Québec[297].

2.5.1 Garage STM

La majorité des personnes ayant répondu au questionnaire en ligne proposé par l'OCPM pensent que le garage de bus STM est une bonne idée. Pour plusieurs participants[298], il s'inscrit dans la bonne direction en matière de développement. On ne note qu'une seule voix discordante qui pense qu'il risque d'engendrer une augmentation de la circulation et qu'il serait plus pertinent de l'implanter dans Assomption Nord[299].

[294]Amélie Desnoyers, doc. 8.30, p. 12 et suivantes; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 10; Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9.2, L. 329-330; Daniel Chartier, doc. 8.4.1, p. 2; Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 17
[295] Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 15
[296] Marjolaine Butin-Sweet, Députée fédérale d'Hochelaga, doc. 8.14, p. 8; Alexandre Leduc, député d'Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.16, p. 8
[297] Synthèse des réponses du questionnaire, doc. 5.6
[298] Paule Dufour et Luc Gallant, doc. 8.21, p. 15
[299] François Caron, doc. 8.47, p. 8

2.5.2 Poste de transformation Hochelaga

Des participants craignent que le nouveau poste d'Hydro et la nouvelle ligne souterraine soient de nouvelles sources de bruit, tant en phase de fonctionnement que lors des travaux. Ils souhaitent des lignes enfouies et une architecture plus ambitieuse[300]. De plus, dans une optique de préservation des milieux naturels qui se trouvent sur le terrain prévu pour l'implantation du futur poste de transformation, certains, bien que ne s'opposant pas au projet intrinsèquement, suggèrent de trouver un autre emplacement, qui pourrait être au nord du terrain projeté, sur l'ancien terrain de MABE ou sur le terrain de l'ancien incinérateur Dickson[301].

2.6 Acceptabilité sociale, participation citoyenne et gouvernance

Favorables ou non à la vision de la Ville, plusieurs participants soulignent l'importance de l'acceptabilité sociale et de la participation citoyenne comme vecteurs de « *réussite* » du développement de ce secteur.

2.6.1 Acceptabilité sociale

S'ils reconnaissent l'intérêt de la présente consultation, certains participants regrettent néanmoins qu'elle intervienne si tard, alors que le projet semble déjà très avancé sur de nombreux aspects. Ils ont le sentiment d'avoir été exclus du processus de planification et auraient souhaité être associés spontanément, sans avoir à déployer autant d'énergie pour se faire entendre[302].

La Table de concertation Mercier–Hochelaga-Maisonneuve abonde dans ce sens : *« les populations locales ont été consultées tard dans le processus, une fois la vision acceptée par les acteurs métropolitains. Cette situation donne l'impression que tout est décidé, que l'influence potentielle de la population locale est faible et que les enjeux locaux sont largement à la remorque des besoins économiques métropolitains*[303] *».*

Pour la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, *« Le défi demeure de créer un degré d'acceptabilité sociale, sachant très bien que les résidents devront continuer à subir certains inconvénients au profit de l'ensemble »*. Pour cela, elle estime que la planification territoriale doit

[300] Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. 12; Mireille Goulet, doc. 8.50.2, p. 2; Robert Viau, doc. 8.45, p. 1; Sébastien Proulx, doc. 9.6
[301] Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 36 et doc. 8.12, L. 706-716; Anne-Marie Fortin, doc. 8.36, p. 1; Yuliya Bodryzlova, doc. 9.6; Grégoire Claveria, doc. 9.6; Carl Bégin, doc. 8.53, p. 5-6; Daniel Vanier, doc. 8.46, p. 56
[302] Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7, p. 14; Robert Carrière, doc. 8.29; Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 13; François Vaillancourt, doc. 8.41, p. 5; John Clarke, doc. 8.11, p. 6; François Latreille, doc. 8.42, p. 2
[303] La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 6

miser sur des aménagements et des mesures d'atténuation, qui peuvent devenir des attraits en soi (parcs, promenades ou pistes multifonctionnelles)[304].

À cet effet, un citoyen souligne que *« Le reverdissement (reboisement) de ce secteur contribuerait positivement à son développement et constituerait en quelque sorte un pas vers l'acceptabilité sociale*[305]*. »* Pour d'autres, le test de l'acceptabilité sociale passe plutôt par une évaluation des impacts de la vision sur l'environnement et sur les citoyens (circulation, GES, qualité de l'environnement, îlot de chaleur, bruit)[306].

Quelques-uns précisent que l'acceptabilité sociale ne doit pas se réduire à une simple démarche d'information. Ils veulent de vrais processus participatifs, de coconstructions, de médiations, de recherche de solutions collectives, et que les propositions citoyennes puissent véritablement influencer les décisions. On veut définir « *collectivement* » l'avenir du secteur, interpelle le groupe citoyen Mobilisation 6600[307].

2.6.2 Faire partie de la solution : gouvernance et instances de concertation

Pour le futur, certains participants s'entendent sur l'importance de maintenir un dialogue continu, d'intégrer la participation citoyenne et des processus de concertation transparents, continus et efficients, pour assurer la planification, la mise en œuvre et le suivi de la vision sur le plan industriel comme sur le plan environnemental, ainsi que pour assurer une bonne cohabitation[308].

La Table de concertation Hochelaga-Maisonneuve voit la présente consultation de l'OCPM comme une simple « *étape vers une planification concertée du secteur reposant sur le dialogue et la participation citoyenne*[309] ». Plusieurs s'interrogent sur les mécanismes de prise de décision et revendiquent de faire partie de la solution. Ils s'attendent à être partie prenante de la planification d'un territoire qui aura des répercussions pendant très longtemps sur leur qualité de vie et soulignent l'importance d'y intégrer les jeunes[310].

D'autres demandent également d'intégrer des acteurs locaux dans l'équipe lors de l'élaboration du projet afin de concevoir ensemble un grand projet urbain qui serait gagnant pour l'ensemble

[304] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.5, p. 8
[305] Julien Bourbeau, doc. 8.27, p. 4
[306] Patricia Clermont et François Gagnon, doc. 8.18, p. 15; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 8
[307] Mobilisation 6600, doc. 8.51, p. 5
[308] CargoM, doc. 8.3, p. 7; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 11; Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 4; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.5, p. 8; Jeanne-Hélène Jugie, doc. 8.48.1
[309] La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 6
[310] La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 6; Étudiantes à la maîtrise en architecture à l'UDM, doc. 8.37, p. 2, 3; Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7.1, L. 2267-2269; Mercier-Ouest Quartier en Santé, doc. 8.31, p. 7; John Clarke, doc. 8.11, p. 5

des parties[311]. Certains proposent la création de comités, s'offrent comme instance de concertation, ou annoncent leur volonté de procéder à des consultations futures. Plus précisément, le Conseil régional de l'environnement de Montréal préconise que soit formée une table des partenaires de l'écoparc pour assurer une *« adhésion de tous à la vision et par la suite, de favoriser les échanges, la circulation de l'information et le partage de bonnes pratiques*[312] *».* Cette instance devra réunir toutes les parties prenantes, de l'échelle locale, au niveau fédéral, en passant par l'arrondissement, la Ville, la ville-centre, ou encore le gouvernement provincial. Des participants soulignent l'importance que le Port de Montréal, tout comme Hydro-Québec et Transport Canada, soit parties prenantes de ce dialogue[313].

En matière de gouvernance, certains proposent un organe de gouvernance pérenne, rassemblant l'ensemble des parties prenantes du secteur, afin d'évaluer, d'encadrer et de veiller aux intérêts partagés des citoyens et des parties prenantes. Une gouvernance adaptée permettrait la mise en place d'un partenariat avec la communauté, afin d'assurer la cohérence des actions de la Ville et de l'ensemble des parties prenantes. Quelques-uns souhaiteraient que la Ville y assume un rôle de moteur[314].

Plus précisément, ECOsystéMIE et HOWE-Urbanisme suggèrent la mise en place d'un système de management environnemental (SME) de type ISO 14001 (ZAC). Celui-ci permettrait notamment *« de guider la gestion de la planification sur les aspects environnementaux ainsi que la mise en place d'objectifs et de cibles vérifiables. Aussi, elle permet la mise en œuvre et le suivi de l'application de la norme et offre des moyens de contrôle par différentes parties prenantes*[315] *».*

[311] Alexandre Leduc, député d'Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.16, p. 11; Robert Carrière, doc. 8.29; Carl Bégin, doc. 8.53, p. 5
[312] Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 11, 31
[313] CargoM, doc. 8.3, p. 7; Administration portuaire de Montréal, doc. 8.12, p. 3; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.5, p. 8; Jeanne-Hélène Jugie, doc. 8.48.1; Carl Bégin, doc. 8.53, p. 10; Marjolaine Butin-Sweet, Députée fédérale d'Hochelaga, doc. 8.14, p. 3
[314] La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 6 ; Mercier-Ouest Quartier en Santé, doc. 8.31, p. 7 ; Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 24; Alexandre Leduc, député d'Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.16, p. 10, 13-14; Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 31
[315] ECOsystéMIE et HOWE-Urbanisme, doc. 8.52, p. 7


Oculus



3. Les constats et l'analyse de la commission

3.1 Les constats

La consultation confiée à l'OCPM visait à soumettre au débat et à bonifier le projet d'Écoparc industriel de la Grande Prairie, situé dans une zone d'emploi à redynamiser. Ce projet de développement économique propose également une saine cohabitation avec les milieux résidentiels. Le territoire à l'étude, Assomption Sud–Longue-Pointe, est largement bâti, occupé en son milieu par une base de l'armée canadienne, traversé et enclavé par de grandes infrastructures de transport, le tout situé près de zones résidentielles. Le secteur Assomption, dans son ensemble, présente des caractéristiques différentes au nord et au sud de la rue Hochelaga. La portion sud qui fait l'objet de ce mandat est dominée par une occupation industrielle. Par sa proximité avec le Port de Montréal, l'accès direct à l'autoroute 25 via l'avenue Souligny et la présence du réseau ferroviaire, cette portion est identifiée comme propice à une densification de l'emploi.

Ce projet « *vise à positionner le secteur Assomption Sud–Longue-Pointe comme un secteur d'activité économique effervescent gravitant autour de créneaux industriels durables qui permettront de générer des emplois stables, permanents et bien rémunérés*[316]*…* ». La vision proposée par la Ville est un projet d'envergure métropolitaine; les orientations économiques cherchent à générer des retombées qui dépassent largement le territoire à l'étude. Cette vision est en concordance avec le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal et le Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) du Grand Montréal.

Toutefois, si à l'échelle métropolitaine, ce secteur est stratégique pour le transport et l'activité économique, à l'échelle locale, les impacts de ce développement sur la qualité de vie des résidents et riverains se font sentir et constituent un enjeu important. Ces deux échelles d'observation ont été bien représentées lors de la consultation et la commission en tient compte dans son analyse.

L'élaboration d'une vision économique qui entend créer un milieu de vie convivial pour les citoyens, les travailleurs et les entreprises est un geste important posé par la Ville. La commission reconnaît le caractère stratégique de ce territoire majoritairement occupé par des activités industrielles. La présente consultation a permis d'en discuter et d'identifier des éléments qui permettront de bonifier le projet. Le défi principal pour la réalisation de la vision développée par la Ville consiste à concilier les divers intérêts en présence et assurer une qualité de vie aux résidents et riverains du secteur.

[316] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 35

Le cadre d'analyse qui guide les recommandations de la commission s'appuie principalement sur l'importance de réussir la cohabitation entre zones industrielles et zones résidentielles.

Ce chapitre compte six grandes sections; il aborde le contexte et les inquiétudes des citoyens, la vision économique, la vision d'aménagement, puis se penche plus spécifiquement sur la mobilité, le verdissement et la question des nuisances.

3.1.1 Contexte et accueil de la vision d'Écoparc industriel

Cette consultation fait suite à la mobilisation citoyenne qui s'était formée pour s'opposer au projet de cité logistique tel qu'annoncé par l'administration précédente en 2015. Plusieurs consultations ayant déjà eu lieu en arrondissement, les citoyens ont réitéré à différentes occasions leur désir d'un développement plus harmonieux et plus propice à la cohabitation dans le secteur. Pour de nombreux citoyens entendus par la commission, tout projet devrait mettre davantage l'accent sur l'aspect environnemental et la gestion de nuisances dans ce secteur de la Ville. Ils réclament une planification de développement viable pour la collectivité plutôt que de répondre simplement à des impératifs économiques.

Le développement d'un écoparc industriel dans le secteur à l'étude s'inscrit dans un contexte courant au 21e siècle, c'est-à-dire la requalification d'un secteur industriel situé près de zones résidentielles. Les contraintes anthropiques ou qui résultent de l'activité humaine constituent un enjeu de plus en plus important en milieu urbain, et c'est particulièrement vrai pour le secteur industriel Assomption Sud–Longue-Pointe, dont le territoire est largement construit et où la Ville ne dispose pas de grand terrain à développer. L'administration municipale propose néanmoins d'y imprimer un nouvel élan et de créer un écoparc industriel en faisant de la saine cohabitation un enjeu important[317]. La commission est d'avis que la façon de traiter cet enjeu de cohabitation est cruciale.

La vision mise au jeu vise le développement économique durable. Le secteur à l'étude profite d'une localisation stratégique; il est adossé aux installations portuaires et traversé par d'importantes infrastructures routières et ferroviaires. Celles-ci génèrent toutefois des conflits d'usage, en plus d'être sources de nuisances. C'est pourquoi le défi de requalification du secteur « *réside dans la capacité de mener des interventions innovantes et durables permettant d'intensifier les activités d'emploi tout en préservant la qualité de vie des habitants*[318] » comme le précise la Ville.

La Ville propose de : « *réaliser des projets industriels, novateurs et bien intégrés au milieu, offrir un cadre de vie de qualité limitant les nuisances et assurant une gestion écologique du territoire*

[317] Ville de Montréal, doc. 3.1
[318] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 8

et, enfin, compléter le réseau artériel et améliorer les déplacements en transport actif et collectif [319] ». L'objectif est d'attirer dans ce secteur industriel des entreprises dynamiques, soucieuses de leur milieu d'accueil et engagées dans une démarche de gestion durable[320]. En soirée d'information, la Ville a insisté : « … *le mot d'ordre à retenir ici c'est la qualité de vie, qualité de vie autant pour les résidents que pour les travailleurs*[321]*.* »

La commission, à l'instar de plusieurs opinions exprimées lors de la consultation, reçoit favorablement une telle vision et ses grandes orientations. La commission note également que la majorité des gens ayant répondu au questionnaire en ligne de cette consultation, reçoit favorablement le projet d'Écoparc industriel[322].

La cohabitation harmonieuse, le développement durable, l'aménagement d'espaces verts et de parc, la réduction des nuisances et l'amélioration des déplacements, comme énoncé dans le document soumis à la consultation[323], sont des objectifs nobles.

Toutefois, il est important de noter que plusieurs résidents et riverains du secteur demeurent extrêmement inquiets et n'appuient pas la vision proposée par la Ville. La problématique de la cohabitation et les nuisances importantes dans le secteur sont au cœur de leurs préoccupations. D'autres citoyens demandent l'aménagement écologique d'espaces verts de grande envergure dans cette zone. Quelques-uns, inquiets de l'avenir de la planète, proposent la décroissance et la limitation des activités économiques dans tout le secteur.

La commission a entendu ces citoyens. Elle concentrera son analyse sur le mandat qui lui est confié portant sur la vision d'aménagement et les orientations de développement économique mises au jeu par la Ville en portant une attention particulière à la gestion des nuisances, mais aussi à la qualité des aménagements pour réussir la cohabitation. La volonté de parvenir à une cohabitation harmonieuse est clairement exprimée dans la vision proposée. Pour la commission, c'est l'élément essentiel pour réussir le futur développement du secteur et en assurer son acceptabilité sociale.

3.1.2 Les inquiétudes des résidents et riverains

La commission a constaté l'existence d'une crise de confiance chez plusieurs citoyens qui se sont exprimés lors de la consultation. Développée au fil des dernières années, à la suite de la

[319] Ville de Montréal, transcription soirée d'information, 12 mars 2019, doc. 7.1, p. 10, L. 285
[320] Ville de Montréal, doc. 3.2, p. 11
[321] Ville de Montréal, transcription soirée d'information, 12 mars 2019, doc 7.1, p. 10, L. 280
[322] Synthèse des réponses du questionnaire pour la consultation sur le secteur Assomption Sud—Longue-Pointe, doc. 5.6, p. 7; La commission note que la majorité des gens ayant répondu au questionnaire déclare habiter le secteur ou en être voisin, voir doc. 5.6, p. 5
[323] Ville de Montréal, doc. 3.1, p .35

proposition de cité logistique annoncée en juillet 2015, cette crise de confiance semble perdurer malgré le changement de projet proposé par la nouvelle administration montréalaise.

Plusieurs résidents de la zone jugent la nouvelle vision trop semblable au précédent projet et se sentent trahis. Les annonces de la construction d'un poste de transformation d'Hydro-Québec, d'un garage de la STM, de nouveaux liens routiers, le flou concernant l'avenir de la rue Notre-Dame et le transport collectif qu'on y trouvera, l'arrivée imminente d'entreprises générant davantage d'activités de camionnage, sont autant d'aspects qui les inquiètent[324].

L'absence d'études sur les conséquences du développement proposé et le peu de mesures spécifiques élaborées pour soutenir la vision d'écoparc et concernant une variété d'enjeux comme la mobilité, la pollution, les zones vertes à conserver, ajoutent au scepticisme des citoyens. Il y a rupture de confiance avec une partie de la population qui est venue redire à la commission combien leur qualité de vie est déjà très affectée par l'activité économique du secteur et le camionnage. Ils réclament davantage d'engagements concrets. De plus, plusieurs résidents et riverains du secteur ont l'impression d'être consultés encore une fois, sans être véritablement entendus[325], puisque malgré la tenue de plusieurs exercices de consultation, les problématiques qu'ils ont identifiées semblent prendre toujours plus d'ampleur (bruits, pollution, poussière, qualité des chaussées, etc.). Ils se sentent abandonnés et déclarent faire face à un laxisme et un laisser-faire inacceptable de la part des autorités municipales[326].

3.1.3 Agir maintenant pour la qualité de vie

La commission est sensible au plaidoyer des citoyens; leur qualité de vie semble effectivement s'être dégradée au cours des dernières années. Ils ont exposé leur réalité concernant la circulation et le camionnage, le bruit, la pollution atmosphérique, l'état délabré des chaussées, etc. Une résidente le résume clairement « *… les nuisances augmentent, c'est ce que j'ai remarqué depuis 10 ans. On a plus d'activités industrielles, plus de poussière, plus de bruit, plus d'îlots de chaleur, plus de circulation, de camionnage et d'autobus en transit, moins de santé physique et psychosociale reliée ou affectée par l'environnement, moins de services de proximité et moins de transport collectif…*[327] » La Ville reconnaît, elle aussi, dans ses documents l'existence des nuisances[328] et s'engage à les limiter. Elle spécifie viser « *à intensifier les activités d'emploi tout en préservant la qualité de vie des habitants de Guybourg et de Haig-Beauclerck*[329] ». La commission est d'avis que la qualité de vie des résidents doit être améliorée et non pas

[324] Mireille Goulet, doc. 7.5, L. 1285; Marc Lessard, doc. 7.3, L. 205; Raymond Moquin, doc. 7.3, L. 135, Laure Goulet-Chevalier, doc. 7.4, L. 1970
[325] Gaston Bérubé, doc.7.3, p. 72, L. 2160; Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39
[326] Voir Chapitre 2.6.1 – Acceptabilité sociale; Véronik Raymond, séance 24 avril, doc. 7.4, L. 3135
[327] Séance d'audition des opinions, 24 avril, Mireille Goulet, L. 1290
[328] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 30
[329] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 8

« *préservée* » dans ces zones. De plus, les zones résidentielles riveraines, par exemple Viauville, doivent également voir leur qualité de vie améliorée.

Réduire les nuisances actuelles et non pas seulement planifier de limiter les futures nuisances que pourrait générer le développement de l'écoparc industriel s'impose. En soirée d'information, la Ville a indiqué son intention de réduire les nuisances : « … *il ne s'agit pas juste de mitiger les nuisances associées aux nouvelles activités, c'est vraiment de réduire les niveaux par rapport à la situation actuelle*[330] *».* Cette idée doit être clairement inscrite au projet d'écoparc.

Dès maintenant, des actions sont à prévoir pour corriger certaines situations, et ce, dans plusieurs domaines. Ces thèmes seront traités en détail dans les sections suivantes et la commission proposera des gestes concrets tels que : corriger la chaussée de la rue Notre Dame qui décuple le bruit des camions, procéder à de fréquents nettoyages des voies de circulation pour diminuer la présence de poussière, interdire le camionnage sur certaines rues, sauver des zones vertes spécifiques et des arbres matures, imposer les toitures écologiques, déminéraliser les grands stationnements hors rue, améliorer la desserte en transport collectif, etc. Ce sont des exemples précis sur lesquels, de l'avis de la commission, il est possible d'agir afin de regagner la confiance des citoyens dans le but de bâtir la saine cohabitation.

Ces interventions, suivies de la mise en place d'un éventuel écoparc industriel, doivent être articulées non seulement afin de permettre la cohabitation entre zones d'emploi et zones résidentielles, mais bien dans le but d'en faire un véritable atout. À l'instar des acteurs économiques, la commission est d'avis que la préservation des zones d'emploi à proximité des zones résidentielles est un avantage pour le secteur, mais aussi pour tout l'est de Montréal[331].

Recommandation #1
Afin d'améliorer la qualité de vie des résidents et riverains du secteur et de regagner leur confiance, la commission recommande d'agir dès maintenant pour réduire les nuisances actuelles, avant même la mise en place du projet d'Écoparc industriel.

Recommandation #2
La commission recommande que le projet d'Écoparc se donne comme objectif à long terme de réduire et non pas seulement de limiter les nuisances, sur tout le territoire de l'Assomption Sud—Longue-Pointe.

[330] Érik Provost, Ville de Montréal, doc. 7.2, L. 1785
[331] Hockey-balle MHM, doc. 8.19.1, p. 3; Ray-Mont Logistiques, doc. 8.44, p. 11; CargoM, doc. 8.3, p. 5; Christine Fréchette, doc. 7.4, L. 2190

3.2 Vision économique

En s'inspirant de la définition d'écoparc industriel proposée par le MAMROT[332], la Ville de Montréal met au jeu une vision du développement économique qui va au-delà du développement industriel. La Ville entend orienter la requalification du secteur, qui s'inscrit dans la relance économique de l'est de Montréal, dans une perspective de développement durable. Sa vision est ambitieuse, elle précise : « *une attention particulière sera accordée à la qualité du cadre bâti et aux composantes paysagères, naturelles et historiques*[333] ». La Ville souhaite créer un milieu de vie convivial et souhaite voir se réaliser des projets industriels novateurs et bien intégrés au milieu environnant[334]. Cette vision se traduit aussi par le choix de quatre créneaux industriels porteurs : les technologies propres, la logistique intelligente, le manufacturier léger, et les services à valeur ajoutée reliés à l'exportation[335]. La Ville compte sur l'attraction et l'implantation d'entreprises ou d'organisations dans ces créneaux industriels d'avenir. Les orientations économiques détaillées dans la vision de la Ville visent :

- la cohabitation harmonieuse entre activités industrielles et les secteurs résidentiels;
- l'attraction d'entreprises qui ont une orientation écologique;
- l'intégration des enjeux sociaux dans la stratégie de développement économique;
- l'amélioration de l'accessibilité pour les travailleurs, par le transport actif et collectif[336].

De façon générale, plusieurs participants à la consultation ainsi que la commission accueillent favorablement cette vision de développement économique.

3.2.1 Le Port de Montréal et sa zone industrialo-portuaire

Depuis plus de 100 ans, le Port de Montréal joue un rôle catalyseur dans cette partie de l'est de Montréal, d'autant plus qu'il est jouxté d'une grande zone industrialo-portuaire[337], regroupant les utilisateurs et fournisseurs du port; « *Le port de Montréal est un atout et un actif très important au niveau économique pour la grande région métropolitaine de Montréal, pour Montréal et pour tout le Québec de toute façon. Les activités du port sur l'île de Montréal sont donc des activités qui débordent grandement*[338]*.* » Il est « *une plaque tournante de commerce mondial tant pour l'importation que l'exportation de marchandises des entreprises d'ici et d'ailleurs*[339]. »

[332] Ville de Montréal, doc. 3.2, p. 15
[333] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 35
[334] Ville de Montréal, doc. 3.2, p. 35
[335] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 52
[336] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 47
[337] Gouvernement du Québec, doc. 6.13.2, p. 3
[338] Daniel Mathieu, doc. 7.1, p. 31, L. 915
[339] Administration portuaire de Montréal, doc. 8.12, p. 4

Dans son mémoire et en audition, l'Administration portuaire de Montréal (APM) confirme le maintien de ses activités sur le site et même son expansion; « *Le site de Contrecœur ne servira qu'à absorber la croissance une fois que le site du port de Montréal sera à sa pleine capacité vers 2024*[340]. »

Plusieurs pouvoirs publics reconnaissent la logique économique de la présence d'activités industrialo-portuaires dans le territoire étudié. La *Stratégie maritime du Gouvernement du Québec* fait de cette proximité l'une de ses grandes orientations[341]; elle prévoit des aides financières aux entreprises en relation avec les activités portuaires qui souhaitent s'y installer. *La Déclaration sur la revitalisation de l'Est de Montréal*, signée par le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal le 14 décembre 2018, retient aussi le développement de la zone industrialo-portuaire de Montréal et de ses différents secteurs comme axe d'intervention[342]. *Le Plan métropolitain de développement économique 2015-2020* fait état de l'importance de cette zone industrialo-portuaire dans le développement économique de la métropole[343]. En retenant la logistique intelligente et les services à valeur ajoutée reliés à l'exportation comme créneaux porteurs, la vision de développement économique proposée pour l'Écoparc de la Grande Prairie est cohérente.

La commission est aussi d'avis, comme l'ont mentionné des participants, que la concentration des activités reliées au port près de celui-ci peut contribuer à diminuer les nuisances liées au camionnage lourd sur l'ensemble du territoire montréalais et contribuer à l'atteinte des objectifs fixés par les pouvoirs publics en matière de réduction des GES.

La commission estime qu'afin d'atteindre les objectifs de développement économique proposés pour l'écoparc, la zone doit se développer en priorisant les activités économiques liées au Port de Montréal.

Recommandation #3
La commission recommande d'aller de l'avant avec l'implantation de l'Écoparc et ses quatre créneaux industriels, en prenant appui sur la présence du Port de Montréal comme moteur de développement économique local et métropolitain.

[340] Administration portuaire de Montréal, doc. 8.12, p. 6
[341] Transport Québec, Stratégie maritime, https://strategiemaritime.gouv.qc.ca/grandes-orientations/economie/!/developper-des-zones-industrialo-portuaires-afin-dameliorer-la-competitivite-de-nos-entreprises/ (page consultée le 12 aout 2019)
[342] Gouvernement du Québec, doc. 6.13.2, p. 3
[343] Plan métropolitain de développement économique 2015-2020, p. 26, http://cmm.qc.ca/fileadmin/user_upload/documents/20150430_pmde-2015-2020.web.pdf (page consultée le 8 août 2019)

3.2.2 Des standards élevés et une mise à niveau du cadre bâti

La Ville souhaite instaurer des standards élevés en matière environnementale pour toute la zone à l'étude. « *Cet état de situation devra mener à la détermination de mesures permettant d'enrayer les nuisances ou du moins de les réduire à des niveaux acceptables selon les standards internationaux*[344]. » Pour la Ville, la collaboration des entreprises présentes et à venir est importante. « *Reposant sur la concertation et la responsabilisation des acteurs publics et privés, cette approche permet d'engager la collectivité dans la réalisation de projets urbains durables et de qualité*[345]. »

L'une des voies proposées est la « *mise en place d'une démarche contraignante de certification en développement économique durable pour le secteur Assomption Sud-Longue-Pointe*[346]. » Cette démarche comporterait deux volets : des normes et certifications concernant la responsabilité sociale des entreprises, et l'adoption des meilleures pratiques environnementales (telles que LEED, Quartier LEED, HQE, Passive House, BREAM, Envision, ISO 14001…). La commission est d'avis qu'une démarche de certification est nécessaire à l'acceptabilité sociale du projet ainsi qu'à la réussite de la vision économique.

Par ailleurs, des bâtiments industriels construits il y a plusieurs années se trouvent sur le territoire. Leur mise à niveau afin d'être plus écologique peut s'avérer complexe. La Ville doit accompagner les entreprises déjà établies afin qu'elles se rapprochent le plus possible des standards élevés qui seront adoptés (partage d'expertise, programmes, etc.). La Ville a manifesté son intention de réaliser cet accompagnement[347] et la commission est d'avis qu'il s'agit d'un élément important de la réussite du plan de développement.

Recommandation #4
La commission recommande d'adopter une démarche de certification pour les entreprises qui s'établiront dans l'Écoparc, réunissant les plus hauts standards de développement durable, et d'accompagner les entreprises déjà établies pour la mise à niveau du bâti industriel.

3.2.3 Mettre les nouvelles technologies à profit

La technologie évolue vite et elle peut contribuer à la réduction des nuisances industrielles et au développement durable. L'électrification des véhicules en est un exemple; « *Tant l'électrification de certains parcs de véhicules que les percées en intelligence artificielle devraient engendrer une*

[344] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 36
[345] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 36
[346] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 51
[347] Daniel Matthieu, doc. 7.2, L. 455

diminution importante des nuisances sonores et de la pollution atmosphérique ainsi qu'une meilleure coordination de l'ensemble des activités logistiques[348] ».

En matière de développement durable innovant, des concepts comme l'écologie industrielle ou encore l'économie circulaire ont été évoqués par la Ville et des participants. Mentionnons aussi la symbiose industrielle qui repose sur une forme de courtage pour rassembler les entreprises dans des collaborations innovantes[349]. La commission encourage la Ville à intégrer ces idées à son projet. La mise en œuvre de tels concepts conférera à l'écoparc une valeur ajoutée supplémentaire.

La multiplicité des usages dans le secteur peut aussi donner lieu au développement de technologies contribuant à la réduction des nuisances industrielles en milieu urbain. L'application mobile PORTail du Port de Montréal en est un exemple; « *Grâce à un système de captation de données permettant de mesurer les temps de déplacement des camions et couvrant l'ensemble du territoire portuaire, l'application (…) permet de mieux planifier les déplacements vers les terminaux, réduire la congestion et les émissions de GES*[350]*.* »

En choisissant la logistique intelligente comme créneau porteur, la commission suggère que des start-up et des chercheurs œuvrant sur ces enjeux et sur la réduction des nuisances s'établissent dans l'écoparc. En collaboration avec la Ville, les entreprises et les résidents, ils disposeraient sur place d'un laboratoire exceptionnel pour le développement et le test de démonstrateurs technologiques, menant, en bout de piste, au développement de solutions visant à réduire les nuisances.

Déjà, les métadonnées et l'intelligence artificielle ont transformé le transport (ex. : véhicules télépilotés) et les chaînes d'approvisionnement (ex. : automatisation et apprentissage automatique (machine Learning)). La présence à Montréal de la super grappe canadienne SCALE AI en intelligence artificielle est un atout dont le secteur devrait pouvoir profiter[351].

Recommandation #5
La commission recommande de mobiliser les forces de Montréal en intelligence artificielle et de les associer à l'Écoparc afin de développer des technologies nouvelles pouvant contribuer à la réduction des nuisances industrielles et au développement durable.

[348] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.5.1, p. 8
[349] ÉCOsystéMIE et Howe urbanisme, doc. 8.52, p. 8
[350] Administration portuaire de Montréal, « Le Port améliore son application web du camionnage » https://www.port-montreal.com/fr/piexpress-apm-portail-fr.html (page consultée le 8 août 2019)
[351] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.5, p. 5

3.2.4 La gouvernance de l'Écoparc

La Ville et plusieurs intervenants ont souligné l'importance de la collaboration et de la concertation pour réussir la vision proposée. Pour plusieurs, c'est un élément essentiel au succès de l'écoparc.

La commission a souligné plus haut le déficit d'acceptabilité sociale qui marque ce projet depuis plusieurs années. La population a indiqué à la commission son désarroi face aux échéanciers de consultation. Aussi, les attentes sont élevées pour que cette nouvelle mouture du projet donne lieu à de nouvelles pratiques. Plusieurs intervenants s'attendent *« à être partie prenante de la planification d'un territoire qui aura des répercussions pendant très longtemps sur sa qualité de vie »*. Gens d'affaires et résidents s'entendent aussi sur la nécessité de créer une instance de concertation pour l'écoparc[352]. La commission partage cette lecture et est d'avis que la vision proposée ne pourra se réaliser sans un espace de concertation et de discussion regroupant l'ensemble des parties prenantes. En plus de créer un écoparc plus cohérent, cette instance contribuera à l'acceptabilité sociale du projet.

Recommandation #6
La commission recommande de créer dès maintenant une instance de concertation permanente, réunissant l'ensemble des parties prenantes de l'Écoparc, afin d'assurer un développement harmonieux de cet espace pour tous ceux qui y vivent et y travaillent.

3.3 Vision d'aménagement

Réussir la saine cohabitation entre zones résidentielles et industrielles est l'enjeu crucial de l'aménagement du territoire dans Assomption Sud—Longue-Pointe. Parmi les éléments de cet aménagement, le désenclavement et le transport sont traités dans la section intitulée *Circulation et réseau routier.* L'aménagement de parcs et espaces verts est tout aussi crucial et sera traité dans la sous-section intitulée *Milieux naturels, parc et verdissement.*

En matière d'aménagement, la commission rappelle que l'on se trouve de facto dans une zone industrielle stratégique. Le territoire est dominé depuis longtemps par une occupation industrielle et, après analyse des divers points de vue, la commission conclue que cette fonction doit demeurer. Il faut toutefois aménager la zone pour réussir une meilleure intégration des usages.

La commission reconnaît la volonté de la Ville de réussir la saine cohabitation. Le document de vision et les explications données lors des soirées d'information à ce sujet sont clairs. C'est d'ailleurs un des trois axes de la vision à l'étude : « *Offrir un cadre de vie de qualité limitant les nuisances et assurant une gestion écologique du territoire*[353] ». La commission note que cet

[352] Voir chapitre 2.6.2 Faire partie de la solution : gouvernance et instances de concertation
[353] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 36

aspect est le plus préoccupant pour la majorité des citoyens qui se sont exprimés lors de la consultation. Pour les gens qui ont répondu au questionnaire en ligne, c'est aussi l'axe le plus important dans 67,3 % des cas[354].

Selon la commission, l'intérêt et l'attrait pour la requalification de cette zone majoritairement industrielle vont au-delà de la seule reconversion de secteurs délaissés. Ils doivent s'inscrire dans de plus vastes réflexions sur la recomposition du tissu urbain dans des secteurs stratégiques au cœur de la Ville. Sans parler de quartier complet dans cette zone majoritairement industrielle, le projet d'écoparc y valorise le principe de reconstruction de la Ville sur elle-même, en revitalisant des zones d'emploi près de zones résidentielles et en assurant des interfaces entre les deux fonctions. Un aménagement réussi permettrait de mieux mailler les activités économiques avec les zones résidentielles. Après plusieurs années d'érosion de l'emploi dans l'est de la Ville, la commission estime que cette vision offre une réponse intéressante au besoin de développement économique avec un avantage clair, celui d'offrir la possibilité de travailler à proximité de son lieu de résidence.

3.3.1 Adopter les pistes proposées dans le document de vision

À l'instar des résidents et riverains, la commission constate que les interventions liées aux transports routiers et à quelques projets sont déjà bien structurées et définies dans le document de vision, alors que les interventions liées aux aménagements en matière de cadre de vie ne sont qu'à l'étape des énoncés de principe, sans objectif précis. Les pistes d'aménagement évoquées dans le document de vision sous la rubrique « *Réaliser des aménagements durables*[355] » constituent des listes qui regroupent et résument les bonnes pratiques, connues, éprouvées et cohérentes en termes d'aménagement; ces pistes doivent être adoptées et intégrées formellement au projet d'écoparc. Elles doivent guider la transformation de la zone. Il faut aussi en prévoir le séquençage.

Mailler des activités mixtes, rapprocher les populations des lieux d'emploi, assainir la qualité de vie sont des pistes d'avenir pour toutes les Villes et particulièrement pour la relance de la zone à l'étude. Ceci requiert des aménagements en conséquence. Les interventions en matière de cadre bâti[356], de stationnements et d'aires d'expédition et de réception des marchandises[357], les aménagements sur les domaines public et privé[358], et l'aménagement assurant la gestion écologique du lieu[359] énumérés par la Ville, doivent être intégrés au projet d'écoparc. Pour ce faire, les autorités municipales devront adopter les outils appropriés tels que des règlements, plans d'action, politiques ou PPU.

[354] Synthèse des réponses du questionnaire pour la consultation sur le secteur Assomption Sud—Longue-Pointe, doc. 5.6, p. 6
[355] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 39-42
[356] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 39
[357] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 40
[358] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 41
[359] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 42

Recommandation #7
La commission recommande que la Ville et l'arrondissement concrétisent les éléments de vision proposés en matière d'aménagement, en utilisant les outils règlementaires les plus appropriés.

Recommandation #8
La commission recommande d'y joindre un phasage des interventions en matière d'aménagement sur tout le territoire à l'étude. Il faut déterminer ce qui sera fait à court, moyen et long terme.

3.3.2 Zones tampons et gradation des usages

S'ajoutent aux pistes suggérées dans le document de vision, des éléments importants qui doivent être également intégrés au projet. La gradation des usages et l'identification de zones tampons, l'art de rue, un plan lumière, une signature distinctive et des fenêtres sur le fleuve sont des éléments à développer pour en compléter l'aménagement.

La commission rappelle que plusieurs intervenants demandent d'introduire dans l'écoparc des zones tampons et la gradation des usages[360]. Ces zones tampons peuvent prendre différentes formes; de la végétation, des sentiers de transport actif, des talus, etc. Si la zone est assez large, il est aussi possible d'imaginer y implanter des commerces, des espaces de bureaux, des espaces de coworking, des institutions, des places publiques, des places multifonctionnelles inondables ou jardins de pluie, etc. Le document de vision fait allusion au concept de zones tampons. Le plan de la Ville doit être plus précis pour délimiter leur implantation sur le territoire, adopter les standards les plus élevés pour les réussir, et préparer des interventions et leur séquençage afin de voir se matérialiser ces zones.

Recommandation #9
La commission recommande de préciser l'emplacement et la planification de zones tampons et de zones de gradation des usages sur tout le territoire Assomption Sud–Longue-Pointe.

Afin de lier les éléments d'aménagement et de développer un ensemble beau et cohérent, le nouvel écoparc gagnerait à inclure une signature visuelle, de l'art public et un plan lumière. Ceci permettrait de mettre en valeur le lieu et son patrimoine industriel.

La Ville identifie une piste dans les exemples soumis à la consultation en mentionnant comme possibilité : *intégrer l'art public dans des lieux stratégiques pour qu'ils deviennent des repères visuels importants dans le secteur*[361]. Pour la commission, il s'agit d'un élément important à concrétiser; il faut être audacieux.

[360] Mercier-Ouest Quartier en Santé, doc. 8.31, p. 4; Bruno Dagenais, doc. 8.40, p. 3
[361] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 41

À l'instar de la Chambre de commerce de l'Est, la commission est d'avis qu'il faut « …*incorporer l'art mural (street art) et des matériaux comme le fer et le béton qui rappelle les aspects ferroviaire et portuaire du secteur et son caractère innovant et ouvert vers le monde. L'art mural est en plein essor à Montréal*[362]*.* » Il est aussi possible de mettre en valeur les conteneurs ou les silos avec de l'art urbain. Une utilisation novatrice des conteneurs témoignerait de la vocation du secteur *« à titre d'exemple, la murale sur un conteneur utilitaire qui a été installé au parc du Pélican par l'Arrondissement Rosemont—La Petite-Patrie afin de faciliter la logistique événementielle fait le bonheur des résidents et des visiteurs*[363] ».

L'aménagement de la zone requiert aussi un plan lumière plus novateur qu'un *éclairage et une signalétique distinctive*[364] comme l'évoque la Ville. Le plan lumière permettrait de mettre en valeur les nouveaux aménagements, l'art public et transformer l'expérience des usagers et résidents, tout en assurant un sentiment de sécurité accrue. La commission est d'avis qu'il faut élaborer un plan lumière en s'inspirant des meilleures pratiques, en assurant, par exemple, l'utilisation de luminaires certifiés « *ciel noir* » (dark-sky-friendly) devant réduire au maximum la pollution lumineuse émise par l'éclairage de rue et utiliser les lampes DEL d'au maximum de 3000k[365]. L'expérience du Vieux-Montréal qui possède un plan lumière depuis plus de 20 ans pourrait être mise à contribution pour développer une approche intégrée et cohérente.

Recommandation #10
La commission recommande que l'art public, un plan lumière et une signature distinctive soient développés pour en faire des éléments phares de l'Écoparc industriel.

Parmi les propositions soumises par les participants, la commission retient aussi l'idée d'inclure des aménagements permettant d'ouvrir des fenêtres sur le port et le fleuve[366]. Des études doivent être menées pour trouver, entre Viauville et Tétreaultville, des endroits où des promenades surélevées ou des tours d'observation pourraient être construites afin d'avoir vue sur l'activité portuaire et le fleuve Saint-Laurent. Dans cet esprit et toujours dans la zone de l'écoparc, la Ville, en collaboration avec le port, devrait aussi transformer toute l'interface port-ville actuellement dominé par des clôtures inesthétiques en combinant verdure, art public, mobilier urbain, sentiers, etc.

Recommandation #11
La commission recommande d'inclure au projet d'Écoparc de nouveaux aménagements de grande qualité pour embellir l'interface ville-port, ainsi que des aménagements permettant de voir le fleuve et les activités portuaires.

[362] Chambre de commerce de l'Est de Montréal, doc. 8.13, p. 6
[363] Chambre de commerce de l'Est de Montréal, doc. 8.13, p. 7
[364] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 41
[365] Anne Marie La Haye, doc.8.23, p. 2
[366] Bruno Dagenais, doc. 8.40, p. 5

3.3.3 Patrimoine

De nombreux citoyens trouvent le secteur à l'étude « *défiguré* » et auraient souhaité plus d'attention à la conservation et la mise en valeur du patrimoine industriel et résidentiel du secteur; par exemple la Canadian Steel Foundries, l'incinérateur Dickson ou les maisons des vétérans. Le projet Angus est cité comme exemple d'un beau projet de mise en valeur industriel[367]. La commission partage ce souhait.

Des deux grands manufacturiers historiques du secteur, la Canadian Steel Foundries (1912-2004) bordant Viauville, démolie, et la Montreal Locomotive Works (1903-1985) sur la rue Dickson, elle aussi démolie, il ne reste que l'édifice du siège social de cette dernière, datant de 1903, qui est un bâtiment néo-roman en brique et pierre intact. Reste aussi un simple édifice de brique adjacent, à l'entrée sur la rue Dickson.

La Montreal Locomotive Works est connue pour avoir été la plus grande fabricante de locomotives au Canada, dont certaines ont atteint des records de vitesse et de puissance, sans parler des centaines de chars d'assaut produits durant la Seconde Guerre mondiale. C'était aussi un gros exportateur de locomotives à travers le monde via son quai au Port de Montréal. La commission est d'avis que ce siège social de facture très soignée mérite une attention toute particulière.

Les autres bâtiments industriels datent des années 1940 ou subséquentes. Certains méritent sûrement une certaine attention patrimoniale, tel l'incinérateur Dickson, aujourd'hui en ruine, mais revêtant une valeur symbolique grâce à ses deux immenses cheminées dominant le secteur.

Quant au patrimoine résidentiel du quartier Guybourg, il contient plusieurs duplex en briques du début des années 1900 et une rare église catholique, alors que le quartier Haig-Beauclerk est plutôt d'après-guerre. Une bonne quantité de maisons unifamiliales de type Cape Cod, construites durant les années 1940 pour les vétérans, caractérise ce quartier. La commission note aussi que sur la rue Notre-Dame, beaucoup plus ancienne, il reste encore quelques bâtiments résidentiels de la fin du 19e siècle, mais en très mauvais état. La commission est d'avis que tout ce patrimoine mérite d'être évalué pour sa qualité de caractérisation.

Recommandation #12
La commission recommande d'effectuer une étude du patrimoine bâti du secteur afin de planifier et règlementer sa protection, notamment pour préserver l'ancien siège social de la Montreal Locomotive Works et des éléments du patrimoine résidentiel.

[367] Voir chapitre 2.3.3 - Paysages, art, culture et patrimoine

3.3.4 Orientations d'aménagement écologique

En termes d'aménagement visant la gestion écologique du territoire, les pistes suggérées pour l'aménagement de l'Écoparc[368] sont nombreuses. Le document de vision propose différentes avenues, entre autres, la création d'un réseau d'espaces verts, la gestion des eaux pluviales, la gestion des sols contaminés et l'utilisation d'énergie renouvelable. Leur réalisation doit être intégrée formellement au projet et planifiée. Parmi ses grandes pistes d'aménagement, la Ville écrit aussi vouloir « *inciter l'aménagement*[369] » de toitures écologiques. La commission est d'avis qu'il faut les imposer. Les toitures écologiques non seulement contribuent à réduire les effets d'îlot de chaleur, mais selon leur conception elles peuvent également contribuer à réduire plusieurs autres nuisances (bruit, pollution) et permettre une meilleure gestion des eaux pluviales[370]. Un cadre règlementaire devra être développé dès maintenant pour transformer les toitures dans la zone à l'étude. Certes, on « *incitera* » l'aménagement de murs végétalisés tel que proposé par la Ville, mais les toitures écologiques doivent devenir obligatoires. La commission est d'avis que l'arrondissement peut s'inspirer de la règlementation à ce sujet déjà adoptée dans d'autres arrondissements montréalais.

Recommandation #13
La commission recommande d'adopter les pistes suggérées pour la gestion écologique du territoire, d'imposer les toitures écologiques et de prévoir le séquençage de ces réalisations.

3.3.5 Reprendre les concepts novateurs du PPU Assomption Nord

Contigu au territoire à l'étude, le secteur Assomption Nord a fait l'objet d'une consultation publique au printemps 2017, portant sur un programme particulier d'urbanisme (PPU). Le territoire du PPU Assomption Nord est situé à l'est du Parc olympique, dans les districts de Maisonneuve–Longue-Pointe et de Louis-Riel, et s'étend sur plus de 94 hectares. Il est délimité au nord par la rue Sherbrooke Est, au sud par la rue Hochelaga, à l'est par la ruelle à l'ouest de la rue Dickson et à l'ouest, par la rue Viau. L'outil du PPU a été retenu pour mettre en œuvre la création d'un quartier mixte dans cette portion nord du secteur Assomption. Ce PPU a été adopté en mai 2017 par l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

[368] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 42
[369] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 42
[370] Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 34

L'aménagement d'Assomption Sud–Longue-Pointe devrait reprendre les prescriptions de design urbanistique adoptées dans le PPU Assomption Nord et être aussi ambitieuses concernant notamment :

- la création de places publiques dans des lieux précis[371];
- la création de sentiers qui offriront des parcours agréables et sécuritaires, avec des aménagements de qualité comprenant arbres et végétaux, bancs, éclairage, et de largeur permettant l'accès des véhicules d'urgence[372];
- l'aménagement du boulevard de l'Assomption en boulevard urbain donnant une place accrue aux piétons, à la plantation de végétaux et à l'installation de mobilier urbain[373].

Il en sera traité plus en détail dans la section intitulée *Mobilité*, mais en termes d'aménagement, la commission note que le tracé du prolongement de l'avenue Souligny et du boulevard de l'Assomption a été revu depuis l'adoption du PPU Assomption Nord afin d'assurer une plus grande distance entre la circulation des véhicules et les résidences du secteur de Viauville, ce qui est souhaitable.

Une mesure intéressante, adoptée au PPU Assomption Nord, devrait être reprise pour le secteur à l'étude; l'acquisition ou la cession de terrains pour réaliser des aménagements publics, ce que plusieurs citoyens demandent[374]. Dans le calendrier des réalisations du PPU Assomption Nord il est possible de lire : « *Les interventions sur le domaine public comprennent un important volet de création de voies et de places publiques à même des terrains privés, la plupart déjà bâtis et occupés. Ainsi, le nouveau réseau public se fera au fur et à mesure du redéveloppement de ces terrains. Les acquisitions ou les cessions de terrain nécessaires à la constitution de ce nouveau réseau auront lieu lors de l'élaboration des projets de redéveloppement*[375]*.* » Il faut faire de même pour l'Écoparc de la Grande Prairie.

Recommandation #14
La commission recommande d'intégrer à l'Écoparc industriel les concepts urbanistiques ambitieux adoptés dans le PPU Assomption Nord ainsi que la possibilité d'acquérir des terrains privés pour les réaliser.

[371] Ville de Montréal, doc. 4.2.1, p. 34
[372] Ville de Montréal, doc. 4.2.1, p. 33
[373] Ville de Montréal, doc. 4.2.1, p. 30
[374] Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 10, 17; Grégoire Claveria, doc. 9.6; Daniel Vanier, doc. 8.46, p. 54
[375] PPU Assomption Nord, règlement 04-047-175, Ville de Montréal, doc. 4.2.1, annexe 12, p. 36

3.4 Mobilité

Parmi les grandes orientations de la vision mise au jeu par la Ville se trouve la question de la mobilité. Il est entendu qu'il faut : « *compléter les réseaux artériels et améliorer les déplacements en transports actif et collectif*[376]. »

Dans un lieu où se côtoient activités industrielles et résidents, les enjeux reliés à la mobilité sont complexes. La présence de véhicules lourds est à l'origine de diverses nuisances, dont des problèmes de sécurité, si les espaces de circulation ne sont pas bien aménagés. À cet enjeu de sécurité s'ajoute celui du désenclavement de l'Écoparc, souligné par la Ville et de nombreux citoyens[377].

3.4.1 Circulation et réseau routier

L'enjeu du tracé des liens routiers de transit, leur fluidité, leur proximité aux zones résidentielles et la pollution sonore qui les accompagne, demeure une des plus grandes préoccupations citoyennes. Le trafic constant de camions lourds est problématique, sans parler de l'encombrement des rues par les navetteurs autos en heure de pointe, congestionnant la rue Notre-Dame sur plusieurs kilomètres chaque jour. Cette situation est insoutenable et bloque quotidiennement le camionnage quant à sa destination dans Assomption Sud, notamment au port.

Viaduc du port et prolongement de l'avenue Souligny et du boulevard de l'Assomption

Un des aménagements proposés par la Ville et ses partenaires, le MTMDET et l'Administration portuaire de Montréal (APM), est un nouveau lien routier qui consiste à prolonger l'avenue Souligny vers l'ouest en lien avec le prolongement du boulevard de l'Assomption vers le sud, entre les rues Hochelaga et Notre-Dame, y compris une bretelle et un viaduc pour camions qui enjamberait la rue Notre-Dame rejoignant la propriété du Port de Montréal. L'objectif est de canaliser le trafic de camionnage lourd, surtout le vrac, directement entre le port et le réseau supérieur, l'autoroute 25, sans passer par la rue Notre-Dame.

Ces projets sont reçus assez favorablement par les citoyens qui se sont exprimés en ligne; 65 % des répondants au questionnaire en ligne de l'OCPM se disent en faveur du prolongement de l'avenue Souligny et du boulevard de l'Assomption; 57 % se disent faveur du viaduc enjambant la rue Notre-Dame pour accéder au port. La commission note cet appui et approuve le principe de la canalisation plus directe des camions de vrac, les enlevant de la rue Notre-Dame. À terme, cet aménagement permettra la fermeture par le port de son accès Viau et la fermeture de la rue Dickson au trafic de transit. Le nouveau lien routier déplacerait le trafic de navetteurs autos de

[376] Ville de Montréal, doc.3.1, p. 35

[377] Collectif de résident-e-s de la Coopérative Le P'tit train de Viauville, doc. 8.7.1, L. 2667; Chambre de commerce de l'Est de Montréal, doc. 8.13, p. 5; Voir Section 2.3

la rue Dickson au nouveau boulevard de l'Assomption. En l'absence d'études, rien ne permet de conclure toutefois que le volume de navetteurs changerait; certains citoyens craignent y voir plus de circulation, évoquant le principe de trafic induit.

La commission note que cet aménagement est différent de celui adopté dans le PPU Assomption Nord en 2017. Dans une première version, le projet planifié comportait deux axes distincts ainsi que des passages à niveau pour franchir les voies ferrées. Cette version du projet a été abandonnée, car des considérations techniques rendaient caduc tout passage à niveau. Face à l'obligation d'étager les voies publiques au croisement des voies ferroviaires, la Ville, le MTQ et l'APM ont planifié un axe routier commun, de superficie plus modeste et plus éloigné des zones résidentielles[378]. La commission est d'avis que ce concept pourrait surement être amélioré à nouveau sans nuire à la fluidité du camionnage.

Concernant le viaduc du port, l'APM insiste sur l'importance stratégique de ce nouvel aménagement menant au lien routier projeté, solution optimale quant à l'enlèvement potentiel de 1700 camions par jour du réseau routier local[379]. L'APM mentionne une croissance totale de camions reçus au port, de 2500 aujourd'hui, à 3900 prévus en 2024. Quant au concept d'un viaduc plutôt qu'un tunnel pour traverser la rue Notre-Dame, la commission retient l'argument quant à la présence de l'immense égout collecteur sous la rue empêchant tout concept de lien souterrain.

Recommandation #15
La commission recommande à la Ville et à son partenaire, l'Administration portuaire de Montréal, de procéder avec l'avant-projet du viaduc qui enjambe la rue Notre-Dame, à la condition que ce projet soit jumelé à la fermeture de l'accès Viau du Port de Montréal.

Concernant le lien routier projeté et la jonction entre l'avenue Souligny et le nouveau boulevard de l'Assomption, de nombreux citoyens ont exprimé des craintes, voire des objections, quant à son design qui a été qualifié de profil autoroutier bruyant, notamment à cause de l'échangeur Souligny-Assomption en boucle[380]. Le Conseil régional de l'environnement de Montréal l'exprime clairement, le concept de boucle est *« parfaitement incompatible avec le concept d'écoparc industriel et la vision de développement du secteur*[381] ».

Lors des séances d'information, la Ville a souligné que le design du lien routier n'est qu'un « *concept opérationnel*[382] », « *qu'on va raffiner … dans les avant-projets*[383] ». La commission a

[378] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 43
[379] L'Administration portuaire de Montréal, doc. 8.12, p. 6
[380] Voir chapitre 2.4 4 - Projets de viaduc et de prolongement des liens routiers
[381] Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 15
[382] Daniel Beaulieu, doc. 7.1, p. 18, L. 525; Claude Deschambaut, doc. 7.2, p. 94, L. 2805-2810
[383] Daniel Beaulieu, doc. 7.1, p. 18, L. 525

pris note, par ailleurs, de la volonté de la Ville d'intervenir pour sauvegarder ou créer des espaces verts et des îlots de fraîcheur[384]. Dans le contexte de la boucle, il serait donc plus intéressant de diminuer l'emprise au sol en cherchant un design de circulation permettant la sauvegarde d'un maximum de terrain possible, tel par exemple, le design de l'intersection A-13 vers A-20 sous la voie ferrée, utilisant un concept de tunnel en courbe, plutôt qu'une boucle en surface. La commission est d'avis que de l'espace pour le verdissement serait ainsi probablement libéré, et qu'il est possible de supposer que ceci étoufferait le bruit des camions, répondant ainsi à deux préoccupations majeures des citoyens.

Recommandation #16
La commission recommande à la Ville d'explorer avec ses partenaires d'autres options au design de la boucle reliant l'avenue Souligny et le boulevard de l'Assomption afin de réduire l'emprise au sol et de sauvegarder le potentiel vert du terrain.

Modifications aux rues Haig et Tellier

La rue Haig est une des rues du secteur très affectée par la circulation du camionnage. Il a été porté à l'attention de la commission que la rue Haig sert à un trafic de camionnage lourd local presque à toute heure du jour et de la nuit. Or, la rue Haig est bordée d'une quarantaine de petites maisons unifamiliales sur le côté est depuis la rue Notre-Dame jusqu'à la rue Ontario. Le côté ouest de la rue n'est qu'un long mur de maçonnerie fermant la propriété de la base militaire de Longue-Pointe, mais ayant l'effet pervers de refléter le bruit du trafic vers les maisons en face.

L'étude sonore dans le secteur révèle une moyenne de 62,8 dBA sur 24 heures sur ce tronçon de la rue Haig[385]. La commission prend note que la moyenne tolérable maximale dans les quartiers résidentiels, selon les normes de la SCHL, est de 55 dBA. Dans le tableau des données brutes pour ce tronçon, le trafic constant de camions commence dès 5 h et ne s'estompe que vers 19 h, avec des sommets constants entre 70 et 80 dBA, considérés comme invivables selon la SCHL. Un trafic moins intense, mais aussi bruyant continue jusqu'à 1h15 de la nuit.

La commission est d'avis que ce bruit abusif doit stopper sur cette rue résidentielle, moyennant une alternative acceptable permettant aux camions d'accéder aux entreprises qui sont au nord de la rue Ontario, ou qui transitent par la rue Haig. La commission note que la rue Tellier, derrière ces entreprises, est en lien direct avec la A-25, mais elle arrête en boucle à quelques mètres des bâtiments. Il serait pertinent d'explorer les options pour permettre l'accès aux entreprises de la rue Haig par l'arrière, en utilisant la rue Tellier.

[384] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 40; Érik Provost, doc. 7.2, p. 49, L. 1463-1465
[385] Étude du climat sonore dans le secteur de planification Assomption Sud-Longue-Pointe, doc. 3.4, p. 10, Tableau VI, Résultats des mesures 24h –Avant travaux

Recommandation #17
La commission recommande d'étudier dans les meilleurs délais la possibilité de fermer la rue Haig à tout trafic de camionnage.

3.4.2 Transport actif et collectif

D'emblée, la Ville reconnaît que le secteur n'est pas configuré pour favoriser les transports actifs et collectifs « *Le secteur Assomption Sud–Longue-Pointe n'est pas aménagé pour faciliter les déplacements à pied ou à vélo. Bien qu'il offre une certaine desserte en transport collectif, celle-ci mériterait grandement d'être bonifiée, notamment pour faciliter l'accès aux travailleurs, actuels et futurs*[386]. » Les participants ont confirmé ce diagnostic. Néanmoins, la commission est d'avis que la bonification du réseau cyclable, tel que proposé dans le document de vision, est à réaliser dans les plus brefs délais.

À l'instar de plusieurs participants, la commission voit le prolongement de la piste cyclable Souligny vers l'ouest comme un élément clé; cette intervention devrait être priorisée. Ce prolongement est projeté depuis plus de 15 ans[387]. Ce passage suit d'ailleurs le tracé du Réseau express vélo (REV), qui prévoit désenclaver l'écoparc et les quartiers résidentiels vers l'Est.

Quant à la proposition d'aménager un corridor de transport actif multifonctionnel sécuritaire lors du prolongement du boulevard de l'Assomption, la commission, tout comme plusieurs participants, considère ce lien important, bien que des enjeux de sécurité et de convivialité soient soulevés par des citoyens.

Les sentiers

Plusieurs citoyens ont interpellé la commission sur l'aménagement de sentiers pédestres, qui permettraient de relier les lieux de travail ou de résidence aux transports collectifs, ou tout simplement désenclaver les quartiers.

Un aménagement — en propre et sécuritaire — permettant de relier la rue Tellier en transport actif est suggéré afin de désenclaver le secteur Haig-Beauclerk vers Mercier-Est[388]. Dans certains cas, l'achat de terrain ou une entente avec les propriétaires seront nécessaires. C'est le cas du terrain fermé d'une clôture appartenant à Napa-Pièces d'auto et qui servait de lien pédestre informel pour les travailleurs voulant rejoindre l'autobus Langelier[389].

[386] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 41
[387] Ville de Montréal, conférence de presse, 4 juillet 2014, *Aménagement de l'antenne Longue-Pointe*
[388] Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9.2, L. 198-200
[389] Isabelle Durand, doc. 8.28, p. 12

Par ailleurs, pour d'autres sections du territoire, la commission note que le CN précise dans son mémoire que *« lorsqu'il est sécuritaire de le faire [il] est ouvert à la mise en place de nouveaux passages à niveau piétonniers*[390] *».* La commission estime que la Ville devrait intégrer cette réflexion au développement de sa vision. Dans la mesure du possible, ces liens devraient être multifonctionnels et favoriser la convivialité.

Recommandation #18
En matière de transport actif, la commission recommande :

- ***de prolonger immédiatement la piste cyclable Souligny en créant un lien temporaire pour la relier au quartier Viauville;***
- ***d'aménager des sentiers en propre et sécuritaires, par exemple en suivant la ligne de désir existante entre les rues Beauclerk et Tellier.***

En matière de transport collectif, l'énoncé de la Ville appuie une desserte structurante longeant la rue Notre-Dame et une nouvelle ligne d'autobus sur le prolongement du boulevard de l'Assomption. Elle reconnaît, à l'instar de nombreux citoyens, que le transport collectif nécessite des améliorations dans le secteur[391]. La commission accueille favorablement la proposition de desserte structurante longeant la rue Notre-Dame. La Ville estime que ce lien de transport collectif facilitera l'ensemble des déplacements dans tout l'est de Montréal. La rue Notre-Dame sera « *l'axe privilégié pour implanter un mode structurant de transport collectif, au bénéfice de l'ensemble des milieux de vie et des secteurs d'emplois desservis…* [392] » Bien que quelques intervenants aient suggéré que ce lien passe plus au nord du secteur[393], la commission estime que la mise en place de ce lien sur Notre-Dame Est est pertinente compte tenu de la proximité de l'écoparc et du port, donc de milliers de travailleurs.

Concernant le réseau d'autobus, l'écoparc et ses secteurs résidentiels sont actuellement desservis par quatre lignes qui mènent les passagers vers des stations de métro de la ligne verte[394]. Ces lignes traversent essentiellement les zones résidentielles et ne sont pas facilement accessibles aux travailleurs. Si on conserve le statu quo, le développement de l'emploi dans l'écoparc risque de se traduire par une augmentation du nombre de véhicules individuels. Afin de réduire l'utilisation de l'automobile, il faut améliorer la desserte en transport collectif. Plusieurs intervenants ont également souligné le rôle important que joue le transport collectif dans le développement économique, la réduction des GES et des nuisances[395].

[390] Amélie Desnoyers, doc. 8.30, p. 15; CN, doc. 8.32, p. 7
[391] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 43
[392] Vrille de Montréal, doc.4.2, p. 45-46
[393] Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 8.9, p. 5; Daniel Chartier, doc. 8.4.1, p. 1 et doc. 8.4.2, L. 1037-1038, L. 1082-1085, L. 1095 et L. 1065-1068
[394] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 25
[395] Voir Chapitre 2.4.3 - Transports collectifs

Afin de favoriser l'utilisation du transport en commun, la commission suggère d'innover et d'implanter une desserte des principales entreprises et des secteurs résidentiels par des minibus électriques télépilotés, avec pour points d'ancrage le métro Assomption et la desserte structurante de Notre-Dame. La Ville en fait présentement l'expérience entre le métro Viau et le marché Maisonneuve[396]. L'écoparc offre un territoire intéressant pour poursuivre et raffiner l'usage de ces navettes télépilotées, celles-ci étant liées à l'utilisation de l'intelligence artificielle. La STM, dont le garage pour véhicules électriques s'installera dans l'écoparc, pourrait être étroitement associée au projet. Cela aurait pour effet de réduire la circulation dans l'écoparc, de réduire les espaces nécessaires au stationnement des véhicules privés, et d'optimiser la connexion au réseau de la STM. Afin de trouver des solutions, Mercier-Ouest Quartier en Santé, invite la STM *« à travailler plus étroitement avec la population et les travailleurs du secteur*[397] *»*.

Recommandation #19
En matière de transport collectif, la commission recommande :

- ***d'aller de l'avant avec le projet de desserte de transport collectif sur la rue Notre-Dame;***
- ***d'assurer une meilleure desserte de l'Écoparc, par exemple par autobus et par l'implantation d'un service de navettes électriques télépilotées.***

La sécurité

Les citoyens souhaitent pouvoir se déplacer de manière sécuritaire, à pied ou à vélo, au sein de leurs quartiers et entre ceux-ci[398].

Le corridor cycliste de la rue Notre-Dame et son trottoir sont difficilement praticables et perçus comme dangereux, notamment à cause de la présence, à quelques mètres, de nombreux véhicules lourds, de poussières et d'émanations. La Ville est consciente de la situation[399]. La commission est d'avis qu'un effort immédiat et important doit être fait pour sécuriser le lieu. Par exemple, la réfection de la chaussée de la rue Notre-Dame et son nettoyage régulier afin de limiter les poussières. Ce tronçon de la piste cyclable est d'abord utilitaire; la sécurité des uns et des autres doit primer.

Il est important, dans un tel environnement, que tous redoublent de prudence. L'information et la sensibilisation sont des outils à utiliser. Les risques d'accident sont élevés. Il est facile d'oublier

[396] Ville de Montréal, Projet pilote : navette autonome, https://Ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=8957,143244932&_dad=portal&_schema=PORTAL (page consultée le 08 aout 2019)
[397] Mercier-Ouest Quartier en Santé, doc. 8.31, p. 4
[398] Caroline Michaud, doc. 9.3
[399] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 45

que quelques milliers de résidents vivent au cœur de cet espace. La commission est d'avis que des actions d'information devraient être régulièrement menées auprès des résidents et usagers de l'écoparc. Une signalisation rappelant la présence d'habitations pourrait aussi être installée[400].

Recommandation #20
En matière de sécurité des transports, la commission recommande :

- ***de sécuriser les déplacements en transports actifs sur Notre-Dame Est, notamment pour favoriser la cohabitation entre piétons, cyclistes et véhicules;***
- ***d'entreprendre régulièrement des actions d'information et de sensibilisation à la sécurité et au partage de la route auprès des entreprises, travailleurs et résidents du secteur.***

3.4.3 Plan de gestion des déplacements

En matière de mobilité, la commission note que l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve s'est récemment doté d'un plan local de déplacements[401]. Ce plan a peu abordé les défis de la zone à l'étude qui ne représente qu'une partie restreinte du territoire de l'arrondissement. La requalification de ce secteur industriel devrait générer l'arrivée de plus de travailleurs, causant davantage de trafic, nuisances et pollution, comme l'ont souligné plusieurs[402]. L'écoparc gagnerait à mieux planifier les déplacements générés par ses activités économiques. Un outil a été pensé à cet effet : les plans de gestion des déplacements (PGD) pour les lieux de travail. Lors de la soirée d'information, la Ville s'est dite ouverte à l'idée d'adopter cet outil pour l'écoparc[403].

Les PGD visent à mieux planifier les déplacements des travailleurs qui font la navette entre le travail et la maison. L'écoparc devrait en généraliser l'usage et pourrait s'inspirer de l'expérience de l'arrondissement de Saint-Laurent qui l'impose aux grandes entreprises. Cette règlementation demande à l'employeur de se fixer des objectifs de diminution de l'utilisation de l'auto solo, de proposer à ses employés plusieurs incitatifs visant le covoiturage, ainsi que l'utilisation des transports actif et collectif. Les entreprises doivent mettre à jour leur plan aux trois ans. Cette règlementation pourrait s'appliquer dans l'écoparc lors de demande de permis pour toute nouvelle construction, agrandissement ou réfection d'un bâtiment qui dispose de plus de 50 cases de stationnement.

Recommandation #21

[400] Yuliya Bodryzlova, doc. 9.2; Grégoire Claveria, doc. 9.2; Élise Morin, doc. 9.3
[401] Plan local de déplacements 2017-2027, Arrondissement de Mercier—Hochelaga-Maisonneuve, doc. 4.18
[402] Voir chapitre 2.4.4 - Projet de viaduc et de prolongement des liens routiers
[403] Daniel Mathieu, doc. 7.2, L. 450

Afin de réduire l'attractivité de l'automobile individuelle, la commission recommande que l'offre d'alternatives soit développée dans l'Écoparc, par exemple en imposant les plans de gestion des déplacements aux entreprises.

En terminant, mentionnons qu'en matière de transport partagé ou d'offres variées pour composer un cocktail de transport durable, peu d'options sont offertes aux travailleurs et aux résidents du secteur. Bixi, véhicules en libre-service, bornes de recharge électrique, sont autant d'éléments absents du territoire. La commission, comme plusieurs participants[404], est d'avis qu'il faut modifier cette situation.

3.5 Milieux naturels, parcs et verdissement

Afin « *d'offrir un cadre de vie de qualité limitant les nuisances et assurant une gestion écologique du territoire*[405] *»* dans l'écoparc industriel, la Ville a énoncé trois grandes orientations, dont l'une concernant la gestion écologique du territoire. Elle identifie la végétalisation et le verdissement du secteur comme objectif important. Le verdissement, la végétalisation, la plantation d'arbres, les îlots de chaleur, les corridors écologiques ont été identifiés par la Ville comme des enjeux très sérieux. La commission a aussi entendu les citoyens qui sont aussi très préoccupés par les questions d'espaces naturels. Plusieurs participants en ont traité dans leurs interventions[406]. Ils demandent le respect des politiques environnementales et plus d'investissement dans les plans triennaux pour les espaces verts.

3.5.1 Préserver trois espaces écologiques à valeur élevée

Dans son document de vision, la Ville déclare vouloir intervenir spécifiquement sur le verdissement et précise les objectifs suivants : préserver les espaces verts et les mettre en valeur; aménager des espaces publics de qualité et en quantité suffisante pour offrir des occasions de sociabilité et de détente; aménager des espaces verts et parcs[407]. La Ville déclare avoir « *l'intention de profiter de chaque opportunité pour maximiser la présence des espaces verts dans le secteur. Évidemment, il y a toujours des enjeux de faisabilité que ça soit techniques ou financiers qui se présentent, mais (…) c'est vraiment la volonté de la Ville d'avoir un réseau d'espaces publics et qu'il soit vert le plus possible, en préservant le plus possiblement également les écosystèmes qui sont en place*[408] *»*. La commission accueille favorablement ces engagements.

C'est dans ce contexte que la commission a entendu les participants qui demandent que soient protégés les trois écosystèmes suivants :

[404] Vincent Obry-Legros, doc. 9.3; Danielle Daloe, doc. 9.3; Bernard Lefebvre, doc. 9.8
[405] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 35
[406] Voir Chapitre 2.3.2- Espaces verts et parcs publics
[407] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 35, 41-42
[408] Érik Provost, doc. 7.1, p. 75, L. 2250

1— L'espace triangulaire sur le côté nord de la rue Notre-Dame, à l'ouest du futur prolongement du boulevard de l'Assomption et au sud de la future bretelle-viaduc au port, contenant le dernier tracé topographique humide reconnaissable du ruisseau de la Grande Prairie (ruisseau Molson), y compris des arbres matures typiques des berges de ruisseaux, et surtout de quelques très rares ormes d'Amérique survivants. Cette zone unique dans le secteur possède une grande valeur écologique et offrirait un relais de fraîcheur pour la piste cyclable de la rue Notre-Dame.

2— Les terres marécageuses saisonnières situées dans la partie sud du grand terrain du MTMDET et d'Hydro Québec, localisé au sud de la rue Hochelaga, soit le lieu bordant le côté nord et le côté est des deux voies ferrées du CN, et situé à l'ouest du Complexe 5600 et du futur boulevard de l'Assomption. Ce lieu serait la dernière grande réserve de prairie humide associée au ruisseau de la Grande Prairie (ruisseau Molson). Il serait souhaitable d'en préserver au moins une partie.

3— Le terrain humide créé par le réservoir d'eau, abandonné, de la Montreal Locomotive Works et contigu au parc Rougemont, forme une rare oasis naturelle pleine de roseaux et fourmillante de vie, contenant une population permanente de grenouilles léopards et saisonnière de canards et de carouges à épaulettes. Cet espace offrirait une occasion d'interface, de détente et de sociabilité entre les résidents du quartier Guybourg et les employés des zones d'emplois adjacentes s'il était annexé au parc Rougemont[409].

La commission reconnaît la valeur de ces sites écologiques et propose d'étudier la possibilité de les conserver en tout ou en partie. La commission souligne également qu'il y a urgence d'agir pour que ces zones ne soient pas détruites avant qu'elles ne soient étudiées.

Recommandation #22
La commission recommande d'entreprendre rapidement des études en vue de préserver le maximum de ces trois sites écologiques :

- ***les deux sites associés à l'ancien ruisseau de la Grande Prairie, qui pourraient être incorporés à un éventuel projet de bassins humides;***
- ***l'ancien réservoir MLW, qui pourrait s'inscrire dans un projet d'agrandissement du parc Rougemont.***

3.5.2 Eaux pluviales et commémoration du ruisseau de la Grande Prairie

Dans son document de vision, en matière de gestion écologique du territoire, la Ville confirme son intention, entre autres, de « *prévoir des aménagements favorisant l'absorption et la récupération des eaux pluviales (noue, jardin de pluie, fossé végétalisé, bassin de rétention, etc.)*

[409] Voir chapitre 2.3.2 – Milieux humides et hydriques

[et de] constituer un réseau d'espaces végétalisés accessibles au public (promenade, corridor écologique, place publique, etc.)[410] ». La commission est d'avis qu'il faut confirmer ces orientations; elles sont nécessaires pour le territoire.

Lors des séances d'information, la Ville a précisé son intention : « *d'utiliser et de mettre en valeur les eaux de pluie puis de traiter le ruissellement de surface différemment, de faire de la rétention puis de faire des bassins humides qu'on peut justement gérer, parce que c'est de l'eau de pluie, c'est de l'eau propre, et de commémorer le ruisseau la Grande-Prairie*[411] *»*. Le Conseil régional de l'environnement de Montréal et d'autres participants soulignent que le corridor de l'ancien ruisseau de la Grande Prairie (ruisseau Molson) demeure toujours un corridor important de ruissellement des eaux de pluie[412].

Le mémoire citoyen des AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie énonce clairement ce principe des corridors écologiques : « *Considérer ces différentes friches à partir de leurs attributs spécifiques, sans tenir compte de contexte global d'interconnectivité constituerait une entreprise vouée à l'échec! Cela signifie donc qu'un boisé ou un petit espace vert du secteur Assomption Sud ou Nord, qualifié faible en valeur écologique pour un ingénieur forestier devient essentiel et prioritaire lorsqu'on appréhende le développement écologique du corridor naturel*[413] *»*. La commission suggère d'étudier la possibilité de commémorer l'ancien ruisseau de la Grande Prairie (ruisseau Molson) ainsi que la possibilité de former un corridor écologique interconnecté, un réseau vert, qui pourrait jumeler des fonctions écologiques et récréatives.

Recommandation #23
La commission recommande qu'un aménagement favorisant l'absorption et la récupération des eaux pluviales avec bassins humides naturalisés soit réalisé à proximité du corridor prévu pour le nouveau boulevard de l'Assomption.

3.5.3 Les îlots de chaleur

Privilégier les aménagements paysagers durables qui réduisent les surfaces minéralisées (saillie végétalisée, terre-plein, mur végétalisé, etc.), privilégier des revêtements de surface perméables favorisant l'infiltration d'eau (noue végétalisée, tranchée filtrante, etc.) ou possédant un indice de réflexion solaire élevé (béton poreux, pavé alvéolé, pierre concassée, etc.), inciter l'aménagement de toitures et murs végétalisés, et assurer un encadrement de la rue et une amélioration de la qualité du paysage urbain par la plantation d'arbres et de végétaux[414] sont autant d'actions proposées par la Ville et qui devraient être confirmées dans le projet d'écoparc.

[410] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 42
[411] Daniel Beaulieu, doc 7.1, L. 1625
[412] Conseil régional de l'environnement de Montréal, doc. 8.17, p. 9-10 et doc. 8.17.1, p. 4
[413] Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie, doc. 8.1, p. 9
[414] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 40-42

La Direction régionale de santé publique de Montréal encourage fortement la création d'îlots de fraîcheur afin de contrer les conséquences des épisodes de chaleur accablante[415].

La commission note que dans le document de vision de la Ville, le plus gros îlot de fraîcheur illustré à la page 28 n'existe plus, dû à la coupe totale d'arbres et le remblai du terrain de l'ancienne Canadian Steel Foundries. La commission note aussi que la présence d'îlots de chaleur dans ce secteur de la Ville est le plus important de l'est de Montréal, fait souligné et confirmé par la carte interactive du gouvernement du Québec. Cette carte interactive démontre que ce sont les toits métalliques des bâtiments industriels et les vastes terrains asphaltés qui leur sont associés qui provoquent des effets sévères de chaleur[416].

Par rapport à l'enjeu de la canopée dans le secteur, la Ville a déclaré lors des séances d'information : « *On a des îlots de chaleur importants. […]. Donc, dans l'aménagement des espaces publics, on souhaitera évidemment maximiser le verdissement et la superficie de la canopée*[417]*.* » L'indice de canopée dans Assomption Sud était de 4,73 % en 2015, donc extrêmement bas[418].

Plusieurs citoyens ayant participé à la consultation publique sont préoccupés par l'enjeu des îlots de chaleur et exigent des actions concrètes[419]. Les arbres qui composent la forêt urbaine de Montréal contribuent à marquer le paysage et à verdir le cadre de vie. Ils apportent un lot d'avantages environnementaux, sociaux et économiques qui incitent à augmenter le couvert arborescent. L'urgence et l'ampleur du travail à faire dans le secteur Assomption Sud–Longue-Pointe ne sont plus à démontrer. La Ville doit se doter d'un plan précis pour modifier cette situation.

Le projet d'écoparc doit intégrer des dispositions concernant l'augmentation du verdissement sur le territoire de l'écoparc, par exemple, en exigeant un pourcentage minimum de verdissement de la superficie du terrain ou des bâtiments industriels existants, en partenariat avec leurs propriétaires. Pour les effets d'îlot de chaleur, le projet doit intégrer des dispositions concernant la réduction de l'imperméabilisation des sols et des effets de chaleur causés par les toits en exigeant, par exemple, des îlots de verdure, l'utilisation de revêtements de sol perméables pour les stationnements ou des toits écologiques.

Recommandation #24

[415] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 8.15, p. 7
[416] Données Québec, Ilots de Chaleur/fraicheur urbains et température de surface, https://www.donneesquebec.ca/recherche/fr/dataset/ilots-de-chaleur-fraicheur-urbains-et-temperature-de-surface/resource/82a3e8be-45d2-407e-8803-fcc994830fcc (page consultée le 08 août 2019)
[417] Érik Provost, doc. 7.2, p. 49, L. 1460-1465
[418] Information concernant la canopée, Direction de l'urbanisme, doc. 3.5, p. 1
[419] Voir Chapitre 2.3.1 – Nuisances et cohabitation

La commission recommande l'adoption d'un plan de verdissement établissant des objectifs spécifiques, une règlementation et des actions pour contrer les îlots de chaleur extrême, incluant des stationnements déminéralisés, des toits et murs végétalisés et la plantation d'arbres sur les terrains industriels.

Recommandation #25
La commission recommande la plantation d'arbres matures pour contrer les îlots de chaleur en intervenant dans les zones publiques.

3.6 Nuisances et acceptabilité sociale

La commission souhaite rappeler l'importance de l'enjeu des nuisances sur le territoire. Il a déjà été noté que 67,3 % des gens ayant exprimé leur opinion en ligne ont spécifié qu'*« Offrir un cadre de vie de qualité limitant les nuisances et assurant une gestion écologique du territoire*[420] » est l'aspect le plus important du projet d'écoparc. Le document de vision de la Ville souligne aussi la présence de nuisances importantes et propose de s'y attaquer. La commission réitère son appui à cet aspect du projet. Elle estime toutefois qu'afin de regagner la confiance des résidents et des riverains du secteur, la Ville doit se doter immédiatement d'un plan d'action visant à mettre en place des mesures d'atténuation des nuisances. À plus long terme, la commission est d'avis que la Ville doit intégrer à l'écoparc un dispositif visant à mesurer et surveiller en continu les nuisances générées par le transport et les activités industrielles sur tout le territoire.

3.6.1 Agir maintenant

Dans l'immédiat, il est important de diminuer les nuisances identifiées par les participants à la consultation. Plusieurs actions sont possibles; elles permettront d'améliorer la qualité de vie des résidents et riverains du secteur, mais aussi celle des travailleurs. Plusieurs interventions sont demandées par les citoyens. Par exemple : réasphalter la rue Notre Dame près des secteurs résidentiels; diminuer la présence de poussières, nettoyer les voies publiques de manière intensive et régulière; sauvegarder les zones vertes existantes; s'assurer du respect de la règlementation interdisant le camionnage de nuit; sensibiliser les entreprises afin qu'elles planifient la réduction de leurs nuisances (bruit, lumière, pollution, etc.). La commission est d'avis qu'agir maintenant pour corriger ces situations permettra de regagner la confiance des citoyens et, à terme, d'augmenter l'acceptabilité sociale du projet d'écoparc industriel.

3.6.2 Mesurer

Finalement, afin de développer un écoparc industriel exemplaire et assurer une saine cohabitation avec les zones résidentielles, la commission suggère d'étudier, de mesurer, de surveiller en continu les nuisances générées par le transport et les activités industrielles. La

[420] Synthèse des réponses du questionnaire pour la consultation sur le secteur Assomption Sud—Longue-Pointe, doc. 5.6, p. 6

commission salue l'engagement de la Ville qui entend mener une analyse approfondie des nuisances en prévision des travaux routiers à venir dans le territoire, ainsi que des études sur la qualité de l'air[421].

Il faut faire plus et instaurer dans l'écoparc un système de surveillance en continu et en toute transparence[422] pour les nuisances environnementales (bruits, vibrations, poussières, lumière artificielle) et la pollution atmosphérique. La Ville reconnaît d'ailleurs que des efforts substantiels doivent être déployés afin de trouver des solutions permanentes pour l'avenir[423].

Recommandation #26
La commission recommande une gestion des nuisances ambitieuse, appuyée par une surveillance automatique en continu (mesures, suivis), la publication des données récoltées en temps réel, et la recherche constante de solutions.

3.6.3 Nuisances sonores dans le quartier Viauville

La commission a entendu les préoccupations des riverains du secteur et particulièrement de Viauville. La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve résume bien les enjeux de nuisances dans ce quartier qui jouxte le secteur à l'étude : « *Le bruit et la poussière génèrent des nuisances pour le secteur Viauville. Ils ont été des déclencheurs importants de la mobilisation citoyenne à partir de 2016. L'étude acoustique réalisée en 2019 ne mesure pas les nuisances sonores actuelles pour les résidents de Viauville, qui sont voisin du triage ferroviaire Longue-Pointe (du CN) et du terrain vacant de la CSF. L'arrivée d'une entreprise sur ce terrain, afin de bénéficier d'un accès direct au port, pourrait entraîner une plus grande utilisation de ces voies ferrées pour déplacer des marchandises, ce qui risque d'augmenter le niveau de bruit pour les riverains*[424]. »

La commission note que le propriétaire actuel du terrain de l'ancienne Canadian Steel Foundries, Ray-Mont Logistiques, envisage un projet de logistique des conteneurs avec accès au CN via la cour Longue-Pointe et au port via son nouveau viaduc enjambant la rue Notre-Dame; « *Le nouveau viaduc routier proposé pour que les camions accèdent au port est également inquiétant en raison de sa proximité avec la résidence Grace Dart, ce qui semble aller à l'encontre de l'intention d'éloigner les sources de bruit des secteurs résidentiels*[425] ». Il a été porté à l'attention de la commission que ce lien routier aérien serait à environ 375 mètres de cette résidence.

Un dernier enjeu important sur le plan du vécu quotidien est celui des résidents de la coopérative d'habitation Le P'tit Train de Viauville. Ils précisent : « *En effet, la butte érigée par Ray-Mont*

[421] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 59
[422] Veronick Raymond, doc. 7.4, p. 4, L. 104-105
[423] Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 30
[424] La table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 8
[425] La table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 8.39, p. 8

Logistiques nous renvoie directement les sons émis par le CN et le port de Montréal (bruits de réparations de wagons, générés dans la cour Longue-Pointe du CN) et crée un effet de réverbération insupportable[426] ».

La commission note que la coopérative d'habitation, bâtie en 2004, est collée sur la ligne de propriété du CN sans pouvoir bénéficier des normes de sécurité et d'atténuation de bruit et de vibrations le long des voies ferrées proposées par le *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréa*l et le *Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) du Grand Montréal*[427]. Ces nouvelles normes exigent, pour tout édifice résidentiel, un retrait de 30 mètres de la ligne de propriété ferroviaire, ou de 300 mètres s'il s'agit d'une cour de triage, ainsi que la construction d'un talus antibruit à l'intérieur de la zone protégée[428].

La commission note que les bâtiments résidentiels de la coopérative se situent à environ 20 mètres de la ligne de propriété du CN au niveau de la cour Longue-Pointe. La commission note aussi que la carte de classement des voies ferrées dans le schéma d'aménagement (Carte 24) est ambiguë à cet égard, mais chose certaine, le lieu est vaste, possède plusieurs voies ferrées et le CN s'en sert actuellement pour y réparer des wagons à conteneurs, endroit qu'il nomme « *La cour de triage Longue-Pointe* ». Dans son mémoire, le CN spécifie avoir modifié les heures d'activités de la cour de triage pour diminuer ses nuisances; « *Les réparations de wagons étaient effectuées uniquement la nuit à cet endroit. Elles ont désormais lieu en après-midi et en soirée. Les travaux après 22h sont exceptionnels*[429]*. »*

La commission note que si le CN reprenait ses activités de triage à cet endroit, afin de desservir de nouveaux clients dans le secteur et de réactiver son lien direct avec le port, la cour de triage pourrait alors prendre une importance considérable en termes de grondement de diésels, claquage de wagons et de grincement de roues. La commission est d'avis qu'il faut se préparer pour un éventuel développement, tout en répondant aux problèmes de bruit actuels avec une solution permanente et satisfaisante pour tous. La commission est d'avis que la Ville et le CN doivent collaborer afin de rendre possible la construction d'un talus pour mitiger les nuisances causées aux citoyens habitant à proximité du site.

Recommandation #27
La commission recommande d'entamer une négociation avec le CN en vue de construire un talus entre le quartier Viauville et la cour de triage Longue-Pointe, afin de protéger Viauville contre les nuisances occasionnées par la cour de triage.

[426] Collectif de résident-e-s de la coopérative Le P'tit Train de Viauville, doc. 8.7, p. 9
[427] Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, doc. 4.1
[428] Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, doc. 4.1, p. 116-121, 171-172
[429] CN, doc. 8.32, p. 8

CONCLUSION

La consultation visait à discuter et bonifier une proposition de développement économique et d'aménagement d'un secteur industriel à requalifier. Au cœur de ce projet : faire cohabiter des zones industrielles et résidentielles, traversées par des infrastructures de transport. Le projet soumis à la consultation propose une approche ambitieuse d'écoparc qui remplace un projet de cité logistique dévoilé en 2015, projet qui avait suscité beaucoup d'opposition à l'échelle locale. Les résidents et riverains du secteur qui subissent un niveau élevé de nuisances demandaient à la Ville de faire mieux, d'améliorer leur qualité de vie et s'opposaient à cette « *cité logistique* ». Ils demeurent aujourd'hui très préoccupés par la nouvelle proposition.

La commission reconnaît et salue la volonté exprimée par la Ville de faire un projet innovant, qui prend en compte la qualité de vie des résidents. Le projet d'écoparc soumis à la consultation vise un développement économique dans une logique de développement durable, comprenant un engagement clair à réussir un maillage entre zone d'emploi et zone résidentielle sur de nouvelles bases, permettant la saine cohabitation. Cette vision devra se déployer en réalisant des aménagements de grande qualité et c'est dans cet esprit que la commission a formulé ses recommandations.

La proximité de la station de métro, du port et de l'autoroute 25, la présence de terrains de superficies importantes à requalifier ainsi que le prolongement prévu du boulevard de l'Assomption contribueront à la consolidation de ce secteur à des fins résidentielles et d'emploi. La commission accueille favorablement la vision de développement économique et les aménagements proposés, mais elle recommande également plusieurs actions pour les bonifier.

Alors que les projets associés au développement de l'écoparc sont bien définis (prolongement du boulevard de l'Assomption, garage STM, poste d'Hydro-Québec, viaduc du Port de Montréal), l'aménagement et les actions requises pour transformer le secteur et développer la saine cohabitation restent à ce jour à définir et planifier. La consultation publique a lancé des pistes et révélé des désirs citoyens. La commission est d'avis que le projet doit être des plus ambitieux et innovant, permettant d'inspirer non seulement la relance du secteur, mais aussi de l'est de la Ville.

La préoccupation première de nombreux citoyens demeure la qualité de vie pour les résidents et les riverains du secteur. À moyen et long terme, l'aménagement pourra transformer le lieu et contribuer à la saine cohabitation des usages, mais à court terme, des actions s'imposent. Ceci permettra de rapidement corriger des situations ayant des impacts immédiats sur la qualité de vie des gens et des travailleurs de la zone. En diminuant les nuisances actuelles, l'administration municipale contribuera concrètement au bien-être des citoyens, ce qui permettra à terme d'améliorer le dialogue et l'acceptation sociale des futurs projets liés au développement économique, ce qui est souhaitable.

Fait à Montréal, le 20 août 2019.

Isabelle Beaulieu
Présidente de commission

David Hanna
Commissaire

Bruno-Serge Boucher
Commissaire


2017
2018
SYNERGIE
Québec
20
1 000
180
Financement,
accompagnement
et formation pour




Oculus




LES ZONES
INDUSTRIALO-
PORTUAIRES

Annexe 1 – Les renseignements relatifs au mandat

Le mandat
L'Office de consultation publique de Montréal a reçu du comité exécutif le mandat d'assurer la tenue d'une démarche de consultation publique portant sur la vision de développement économique et urbain du secteur Assomption Sud–Longue-Pointe.

La consultation publique
L'Office rendait disponible sur son site Internet la documentation relative à la consultation publique à partir de la mi-janvier 2019.

Pour diffuser l'information relative aux consultations publiques, l'OCPM s'appuie aussi sur une communauté de citoyens et d'organismes qui suivent ses activités. Ainsi, la présente consultation a été annoncée aux plus de 7 500 abonnés à son infolettre, aux 11 000 abonnés à ses pages Facebook et Twitter; également, plus de 37 000 dépliants ont été distribués.

Une rencontre de préconsultation avec des experts de la logistique, de l'économie et de la synergie industrielle a eu lieu le 22 janvier 2019 aux bureaux de l'Office.

Une activité de portes ouvertes a eu lieu le 12 mars 2019 au Plaza Antique situé au 6086 Sherbrooke Est. 27 acteurs du secteur étaient présents et environ 250 participants sont venus visiter les différents kiosques.

La commission a tenu deux séances d'information les 12 et 14 mars 2019 au Plaza Antique. Ces deux soirées d'information furent intégralement webdiffusées sur Facebook et sur le site de l'Office. Plus de 1191 personnes ont visionné ces soirées, en direct ou en différé. La commission a ensuite tenu trois séances d'audition des opinions les 23 et 24 avril 2019.

La commission et son équipe
Isabelle Beaulieu, présidente de la commission
Bruno-Serge Boucher, commissaire
David Hanna, commissaire
Matthieu Bardin, secrétaire-analyste
Andréanne Bernier, analyste

L'équipe de l'OCPM
Brunelle-Amélie Bourque, chargée de logistique et communications
Louis-Alexandre Cazal, webmestre
Hadrien Chénier-Marais, responsable de la mobilisation et de la participation en ligne

Luc Doray, secrétaire général
Élisabeth Doyon, designer multimédia
Marina Jolly, Analyste
Laurent Maurice Lafontant, adjoint à la logistique
Lizon Levesque, adjointe administrative
Anik Pouliot, directrice des communications
Joseph Tchinda Kenfo, analyste
Nicole Uwimana, responsable de l'accueil
Gilles Vézina, attaché de recherche et de documentation

Les porte-paroles et les personnes-ressources
Pierre-Paul Savignac, Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, Ville de Montréal
Daniel Mathieu, commissaire au développement économique, Service de développement Économique, Ville de Montréal
Érik Provost, conseiller en aménagement – Chef d'équipe, Service de l'urbanisme et de la mobilité, Ville de Montréal
Daniel Beaulieu, Ingénieur charge de planification, Service de l'urbanisme et de la mobilité, Ville de Montréal
Réjean Boisvert, Chef de division Urbanisme, Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Les kiosques des portes ouvertes
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Atelier d'histoire Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Canadien National (CN)
CargoM
Coalition Sauvons le ruisseau Molson & Amis du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie
Collectif en environnement Mercier-Est
Collège de Maisonneuve
Comité en mobilité active
Conseil régional de l'environnement de Montréal
Décathlon Canada
Division de la géomatique de la Ville de Montréal
Garnison Montréal des Forces armées Canadiennes
Hydro-Québec
Mercier-Ouest Quartier en Santé
Ministère de l'Économie et de l'Innovation
Ministère des Transports du Québec
Mouvement citoyen : Mobilisation 6600
Office de consultation publique de Montréal
PME-MTL Centre-Est
Port de Montréal
Programme de Revitalisation urbaine intégrée (RUI) Guybourg--Longue-Pointe

STM
Synergie Montréal
Ville de Montréal, notamment le service de développement économique

Les participants aux séances d'information (par ordre d'inscription) 12 mars

Anaïs Houde
François Gagnon
Monique Normand
Patricia Clermont
Robert Viau
Marie-Claude Lamoureux
Julien Bourbeau
Lucie Beaudoin
Raymond Moquin
Émilie Dupuis
Bernard Bossé
France Hamel
Laurent Lemieux
Grégoire Claveria
Laurie Damme

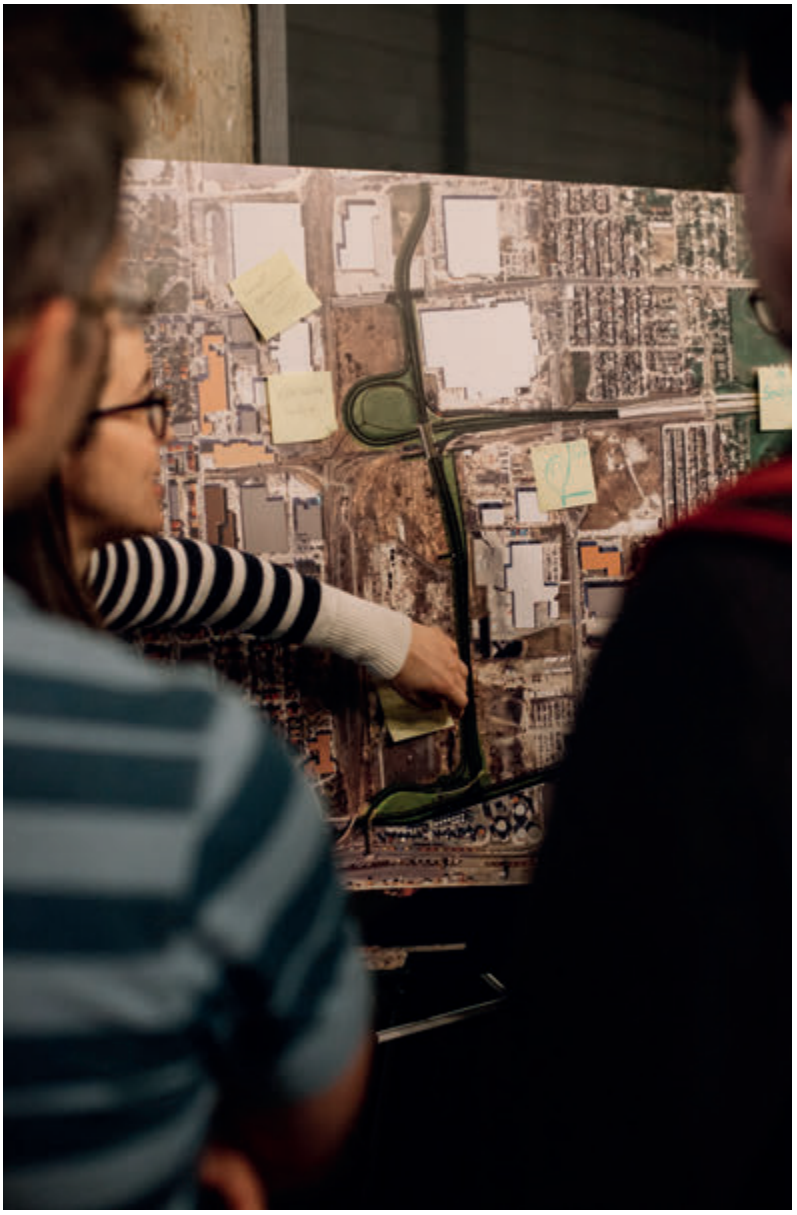
Les participants aux séances d'information (par ordre d'inscription) 14 mars

Carl Bégin
Gaston Bérubé
Pascal Gaudette
Daniel Vanier
François Caron
Amélie Desnoyers
Monique Normand
Martin St-Georges
Mireille Goulet
Daniel Vanier
Isabelle Durand
François Caron
Mireille Goulet
Carl Bégin
François Caron
Daniel Vanier
Anaïs Houde
Yamina Chekri*
John Clarke*
Daniel Chartier*
Jérémy Hamel*
Louis-Philippe Véronneau*

*Questions lues

La liste des citoyens et organismes qui ont soumis une opinion écrite avec ou sans présentation orale apparaît à l'annexe 2 sous la rubrique 8.







Annexe 2 – La documentation

1. PROCÉDURES ET OBJET DU MANDAT

1.1 Sommaire décisionnel
1.2 Recommandation
1.3 Pièce jointe au dossier
1.3.1 Secteur Assomption Sud–Longue-Pointe – Orientations préliminaires
1.4 Résolution CE18 1201 – Séance ordinaire du mercredi 4 juillet 2018

2. DÉMARCHE DE CONSULTATION

2.1 Dépliant

3. **DOCUMENTATION DÉPOSÉE PAR LA VILLE DE MONTRÉAL ET L'ARRONDISSEMENT DE MERCIER–HOCHELAGA-MAISONNEUVE**

3.1 Document d'information sur le développement économique et urbain du secteur Assomption Sud–Longue-Pointe
3.2 Document présenté par la Ville de Montréal en séance d'information, 12 et 14 mars 2019
3.3 Document tripartite sur la mobilité « *Un projet de mobilité intégré à l'Écoparc industriel de la Grande-Prairie* »
3.4 Étude du climat sonore dans le secteur de planification Assomption Sud–Longue-Pointe
3.4.1 Précisions de la Ville de Montréal concernant la substance et l'utilisation de l'étude
3.5 Informations concernant la canopée, Direction de l'urbanisme
3.5.1 Plan canopée 2015, pour le secteur Assomption Sud–Longue-Pointe
3.6 Information foncière des espaces pour lesquels la Ville de Montréal a reçu une question (référence : suite de la période des questions du public, 14 mars 2019)
3.7 Informations complémentaires sur le projet de mobilité présenté dans le cadre de la consultation sur l'Écoparc industriel de la Grande-Prairie, Service des infrastructures, de la voirie et des transports, Ville de Montréal

4. DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES ET LIENS UTILES

4.1 Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal
4.2 Plan d'urbanisme, chapitre de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve)
4.2.1 PPU Assomption Nord, Règlement 04-047-175, Ville de Montréal
4.3 Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
4.4 Règlement sur les PIIA - secteur "Cité logistique", Règlement 01-275-112
4.5 Données socio-économiques - District Maisonneuve--Longue-Pointe, 2017
4.6 Plan d'action "bâtir Montréal"
4.7 Plan Montréal durable 2016-2020

4.8 Plan d'action canopée 2012-2021
4.9 Plan de transport - 2008
4.10 Rapport de consultation publique de l'OCPM - PPU Assomption Nord
4.11 Portail de la Ville de Montréal pour le secteur Assomption Sud - consultations antérieures - 2017
4.12 Décret Notre-Dame, 2002
4.12.1 Rapport d'enquête et de consultation publique du BAPE - Projet de modernisation de la rue Notre-Dame, 2002
4.13 Répertoire des terrains contaminés au Québec
4.14 Carte du Terminal Maisonneuve
4.15 Portail : zone industrialo-portuaires (Ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec)
4.15.1 Carte des zones industrialo-portuaires de Montréal
4.16 Rapports annuels du Port de Montréal
4.17 Avis sur une politique québécoise de lutte au bruit environnemental : pour des environnements sonores sains, Institut national de santé publique du Québec
4.18 Plan local de déplacements 2017-2027, Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
4.18.1 Présentation des actions, Plan local de déplacements 2017-2027, Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
4.19 Îlots de chaleur/fraîcheur urbains et température de surface, Données Québec.

5. TRAVAUX DE LA COMMISSION

5.1 Compte-rendu de la rencontre préparatoire avec la Ville de Montréal – 31 janvier 2019
5.2 Compte-rendu de la rencontre de préconsultation avec des experts de la logistique, de l'économie et de la synergie industrielle – 22 février 2019
5.3 Courrier de Ray-Mont Logistiques à la commission : kiosque d'information – 4 mars 2019
5.4 Questions de la commission, adressées à la Ville de Montréal, à la suite des séances d'information du 12 et 14 mars 2019
5.4.1 Réponses de la Ville aux questions de la commission, 8 avril 2019
5.5 Demande de complément de réponse adressée par la commission à la Ville de Montréal, 12 avril 2019
5.5.1 Réponse de la Ville à la question de la commission, 12 avril 2019
5.6 Synthèse des réponses du questionnaire pour la consultation sur le secteur Assomption Sud—Longue-Pointe
5.6.1 Données brutes – fichier 1
5.6.2 Données brutes – fichier 2

6. DOCUMENTS ET VIDÉOS PRÉSENTÉS AUX KIOSQUES D'INFORMATION

6.1 Atelier d'histoire Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
6.1.1 Présentation du kiosque.

6.1.2 Couverture de l'ouvrage « *Hochelaga-Maisonneuve en trois temps : 3ème temps, les années citoyennes 1950-1990* »
6.1.3 Ancienne carte postale
6.1.4 Couverture de l'ouvrage « *L'histoire du logement ouvrier à Hochelaga-Maisonneuve* »
6.1.5 Couverture de l'ouvrage « *Le Pont-tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine* »
6.2 CargoM et Association du camionnage du Québec
6.2.1 Présentation 1 du kiosque
6.2.2 Présentation 2 du kiosque
6.2.3 Pourquoi choisir Montréal?
6.2.4 Why choose Montreal?
6.3 Service de développement économique de la Ville de Montréal
6.3.1 Présentation du kiosque
6.3.2 Plan d'action en développement économique du territoire « ISO 14001 territoires »
6.4 Canadien National (CN)
6.4.1 Présentation du kiosque
6.5 Coalition Sauvons le ruisseau Molson & Amis du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie
6.5.1 Présentation du kiosque
6.5.2 Scénarios d'intersection pour un accès fluide au Port de Montréal par la rue Dickson
6.5.3 « *Le bruit et la santé - État de situation — île de Montréal* », Service Environnement urbain et saines habitudes de vie (SEUSHV) de la Direction régionale de santé publique
6.5.4 Carte des priorités de conservation pour le scénario biodiversité et fraîcheur
6.5.5 Unification d'un chapelet de boisés. Création d'une trame verte et bleue dans l'axe du ruisseau de la Grande-Prairie
6.5.6 Affiche « *proposition d'aménagement* »
6.5.7 Boisés Assomption Sud et Nord
6.5.8 Corridor écologique du nord au sud - Coalition Sauvons le ruisseau Molson (15-18, Radio-Canada)
6.5.9 Plan directeur - avant-après - Assomption Sud et Nord
6.5.10 Plan directeur - avant-après - Assomption Sud
6.5.11 Plan directeur - avant-après - Rosemont à Anjou
6.5.12 Un ruisseau coule sous les rues Dickson et Lacordaire
6.6 Collectif en environnement Mercier-Est
6.6.1 Présentation du kiosque
6.6.2 Bilan des activités 2017-2018; Perspectives 2018-2019
6.6.3 Mémoire à l'occasion de la consultation publique concernant le projet de la cité de la logistique, par Raymond Moquin, président du collectif en environnement mercier-est, 30 janvier 2017

6.6.4 Mémoire du collectif en environnement Mercier-Est (cem-e) la cité de la logistique : « *Faute de réponses, un moratoire doit être imposé* »
6.6.5 Plateforme pour le développement du réseau de transport en commun de Mercier-Est et de l'est de l'île de Montréal
6.6.6 Un plan pour le développement du réseau cyclable de Mercier-Est
6.7 Collège de Maisonneuve
6.7.1 Présentation du kiosque
6.7.2 Projet d'un pôle d'innovation en développement durable – 1
6.7.3 Projet d'un pôle d'innovation en développement durable – 2
6.7.4 Projet d'un pôle d'innovation en développement durable – 3
6.7.5 Projet d'un pôle d'innovation en développement durable – 4
6.8 Comité en mobilité active
6.8.1 Présentation du kiosque
6.9 Conseil régional de l'environnement de Montréal
6.9.1 Présentation du kiosque
6.9.2 Enjeux de cohabitation des usages, de mobilité, et d'écologie
6.9.2.1 Note relative à la lecture du document
6.9.3 Propositions pour une meilleure qualité de vie et plus de résilience à l'échelle des quartiers
6.9.3.1 Note relative à la lecture du document
6.10 Décathlon Canada
6.10.1 Présentation du kiosque
6.10.2 Projet de centre de distribution
6.11 Forces armées Canadiennes : Garnison Montréal
6.11.1 Présentation du kiosque
6.11.2 Panneau de présentation 1
6.11.3 Panneau de présentation 2
6.12 Hydro-Québec
6.12.1 Présentation du kiosque
6.12.2 Information : Poste Hochelaga à 315-25 kV et lignes d'alimentation à 315 kV
6.12.3 Poste Hochelaga à 315-25 kV et lignes d'alimentation à 315 kV : Vue aérienne vers le sud
6.12.4 Poste Hochelaga à 315-25 kV et lignes d'alimentation à 315 kV : Vue vers l'ouest à partir de la rue Hochelaga
6.12.5 Poste Hochelaga à 315-25 kV et lignes d'alimentation à 315 kV : Carte milieux naturel et humain
6.12.6 Construction des canalisations souterraines
6.12.7 Installation des chambres de jonction et tirage des câbles
6.13 Ministère de l'Économie et de l'Innovation
6.13.1 Vidéo - présentation du kiosque
6.13.2 Les Zones industrialo-portuaires, Investir pour profiter des forces du Québec

6.14 Mobilité : Ville de Montréal - Ministère des Transports du Québec - Port de Montréal
- 6.14.1 Présentation du kiosque
- 6.14.2 Document tripartite sur la mobilité « *Un projet de mobilité intégré à l'Écoparc industriel de la Grande-Prairie* »
- 6.14.3 Scénario retenu - Viaduc : axe routier à l'est du viaduc ferroviaire du CN
- 6.14.4 Améliorer les accès routiers au Port de Montréal

6.15 Mouvement citoyen : Mobilisation 6600
- 6.15.1 Présentation du kiosque
- 6.15.2 Ligne du temps
- 6.15.3 Photos de la ceinture sud des quartiers de Guybourg, Haig-Beauclerk et Viauville

6.16 Office de consultation publique de Montréal
- 6.16.1 Photos des kiosques et de la soirée d'information du 12 mars 2019
- 6.16.2 Donnez votre opinion :
  - 6.16.2.1 Questionnaire en ligne
  - 6.16.2.2 Donnez votre opinion en ligne sur différents thèmes
  - 6.16.2.3 Présentez une opinion orale et/ou écrite
- 6.16.3 Séance d'information et période de questions du 12 mars 2019
- 6.16.4 Suite de la période de questions – 14 mars 2019

6.17 PME-MTL Centre-Est
- 6.17.1 Présentation du kiosque

6.18 Port de Montréal
- 6.18.1 Présentation du kiosque
- 6.18.2 Améliorer les accès au Port de Montréal
- 6.18.3 Scénario retenu - Viaduc : axe routier à l'est du viaduc ferroviaire du CN

6.19 Mercier-Ouest Quartier en Santé et Revitalisation urbaine intégrée (RUI) Guybourg--Longue-Pointe
- 6.19.1 Présentation du kiosque
- 6.19.2 Portrait diagnostic de la zone de revitalisation urbaine intégrée Guybourg - Longue-Pointe, décembre 2018

6.20 STM
- 6.20.1 Présentation du kiosque
- 6.20.2 Solution 300 nouveaux bus : Construction d'un centre de transport dans l'est de Montréal
- 6.20.3 Bénéfices du centre de transport de l'est pour la clientèle et le secteur Assomption Sud–Longue-Pointe

6.21 Synergie Montréal
- 6.21.1 Présentation du kiosque
- 6.21.2 Expertise en économie circulaire

6.22 Vision : Ville de Montréal et Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
- 6.22.1 Présentation du kiosque
- 6.22.2 (IDEM 3.1) Document d'information sur le développement économique et urbain du secteur Assomption Sud–Longue-Pointe

6.22.3 Document présenté par la Ville de Montréal en séance d'information, 12 et 14 mars 2019. (IDEM 3.2)
6.22.4 Document d'information présenté au kiosque
6.23 Division de la géomatique de la Ville de Montréal
6.23.1 Présentation du kiosque
6.23.2 Survol du secteur Assomption Sud–Longue-Pointe
6.23.3 Visualisation 3D du secteur Assomption Sud–Longue-Pointe

7. TRANSCRIPTION ET WEBDIFFUSION
7.1 Transcription de la séance d'information du 12 mars 2019
7.1.1 Webdiffusion de la séance d'information du 12 mars 2019
7.2 Transcription de la suite de la séance d'information, 14 mars 2019
7.2.1 Webdiffusion de la suite de la séance d'information - 14 mars 2019
7.3 Transcription de la séance d'audition des opinions du 23 avril 2019
7.4 Transcription de la séance d'audition des opinions du 24 avril 2019 en pm
7.5 Transcription de la séance d'audition des opinions du 24 avril 2019 en soirée

8. OPINIONS DÉPOSÉES À LA COMMISSION
8.1 Les AmiEs du parc-nature Ruisseau-de-la-Grande-Prairie
8.1.1 Présentation
8.1.2 Transcription
8.2 CÉPROQ-ITEGA-IRBV
8.2.1 Transcription
8.3 CargoM
8.3.1 Transcription
8.4 Daniel Chartier
8.4.1 Document déposé
8.4.2 Transcription
8.5 Chambre de commerce du Montréal métropolitain
8.5.1 Transcription
8.6 Yamina Sekhri
8.6.1 Transcription
8.7 Collectif de résident-e-s de la coopérative Le P'tit Train de Viauville
8.7.1 Transcription
8.8 Jérémy Hamel
8.8.1 Présentation
8.8.2 Transcription
8.9 Collectif en environnement Mercier-Est
8.9.1 Présentation
8.9.2 Transcription
8.10 COMAC
8.10.1 Présentation
8.10.2 Transcription
8.11 John Clarke

8.11.1 Transcription
8.12 Administration portuaire de Montréal
8.12.1 Présentation
8.12.2 Transcription
8.13 Chambre de commerce de l'Est de Montréal
8.13.1 Transcription
8.14 Marjolaine Boutin-Sweet, Députée d'Hochelaga
8.14.1 Présentation
8.14.2 Transcription
8.15 Direction régionale de santé publique de Montréal
8.15.1 Présentation
8.15.2 Transcription
8.16 Alexandre Leduc, député d'Hochelaga-Maisonneuve
8.16.1 Transcription
8.17 Conseil régional de l'environnement de Montréal
8.17.1 Présentation
8.17.2 Transcription
8.18 Patricia Clermont et François Gagnon
8.18.1 Transcription
8.19 Hockey-balle MHM
8.19.1 Document déposé
8.19.2 Transcription
8.20 Gaston Bérubé
8.20.1 Document déposé
8.20.2 Transcription
8.21 Paule Dufour et Luc Gallant
8.22 Danielle Blouin
8.23 Anne-Marie La Haye
8.24 Vickie Maheu
8.25 Anicka Fast
8.26 Élisabeth Greene et Sébastien Proulx
8.27 Julien Bourbeau
8.28 Isabelle Durand
8.29 Robert Carrière
8.30 Amélie Desnoyers
8.31 Mercier-Ouest Quartier en Santé
8.32 CN
8.33 Véronick Raymond
8.33.1 Présentation
8.33.2 Transcription
8.34 Montréal International
8.35 Patrick Simard
8.36 Anne-Marie Fortin
8.37 Étudiantes à la maîtrise en architecture à l'UDM

8.38 France Hamel
8.39 La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve
8.40 Bruno Dagenais
8.41 François Vaillancourt
8.42 François Latreille
8.43 Comité ZIP Jacques-Cartier
8.44 Ray-Mont Logistiques
8.45 Robert Viau
8.46 Daniel Vanier
8.47 François Caron
8.48 Jeanne-Hélène Jugie
8.48.1 Résumé
8.49 CSDM
8.49.1 Présentation
8.49.2 Transcription
8.50 Mireille Goulet
8.50.1 Présentation
8.50.2 Document déposé
8.50.3 Transcription
8.51 Mobilisation 6600
8.51.1 Document déposé
8.51.2 Transcription
8.52 ECOsystéMIE et HOWE-Urbanisme
8.53 Carl Bégin
8.53.1 Transcription
8.54 Laure Goulet Chevalier
8.54.1 Transcription
8.55 Ballade de la Rivière St Pierre River Ride

9. OPINIONS PRÉSENTÉES EN LIGNE

9.1 Espaces verts et écosystèmes
9.2 Environnement et qualité de vie
9.3 Transports et liens routiers
9.4 Économie et emploi
9.5 Services de proximité
9.6 Projets dans le secteur
9.7 Culture et patrimoine
9.8 Autres
9.9. English




ÉCOPARC INDUSTRIEL
DE LA GRANDE PRAIRIE





Annexe 3 – Recommandations

Recommandation #1
Afin d'améliorer la qualité de vie des résidents et riverains du secteur et de regagner leur confiance, la commission recommande d'agir dès maintenant pour réduire les nuisances actuelles, avant même la mise en place du projet d'Écoparc industriel.

Recommandation #2
La commission recommande que le projet d'Écoparc se donne comme objectif à long terme de réduire et non pas seulement de limiter les nuisances, sur tout le territoire de l'Assomption Sud—Longue-Pointe.

Recommandation #3
La commission recommande d'aller de l'avant avec l'implantation de l'Écoparc et ses quatre créneaux industriels, en prenant appui sur la présence du Port de Montréal comme moteur de développement économique local et métropolitain.

Recommandation #4
La commission recommande d'adopter une démarche de certification pour les entreprises qui s'établiront dans l'Écoparc, réunissant les plus hauts standards de développement durable, et d'accompagner les entreprises déjà établies pour la mise à niveau du bâti industriel.

Recommandation #5
La commission recommande de mobiliser les forces de Montréal en intelligence artificielle et de les associer à l'Écoparc afin de développer des technologies nouvelles pouvant contribuer à la réduction des nuisances industrielles et au développement durable.

Recommandation #6
La commission recommande de créer dès maintenant une instance de concertation permanente, réunissant l'ensemble des parties prenantes de l'Écoparc, afin d'assurer un développement harmonieux de cet espace pour tous ceux qui y vivent et y travaillent.

Recommandation #7
La commission recommande que la Ville et l'arrondissement concrétisent les éléments de vision proposés en matière d'aménagement, en utilisant les outils règlementaires les plus appropriés.

Recommandation #8
La commission recommande d'y joindre un phasage des interventions en matière d'aménagement sur tout le territoire à l'étude. Il faut déterminer ce qui sera fait à court, moyen et long terme.

Recommandation #9
La commission recommande de préciser l'emplacement et la planification de zones tampons et de zones de gradation des usages sur tout le territoire Assomption Sud–Longue-Pointe.

Recommandation #10
La commission recommande que l'art public, un plan lumière et une signature distinctive soient développés pour en faire des éléments phares de l'Écoparc industriel.

Recommandation #11
La commission recommande d'inclure au projet d'Écoparc de nouveaux aménagements de grande qualité pour embellir l'interface ville-port, ainsi que des aménagements permettant de voir le fleuve et les activités portuaires.

Recommandation #12
La commission recommande d'effectuer une étude du patrimoine bâti du secteur afin de planifier et règlementer sa protection, notamment pour préserver l'ancien siège social de la Montreal Locomotive Works et des éléments du patrimoine résidentiel.

Recommandation #13
La commission recommande d'adopter les pistes suggérées pour la gestion écologique du territoire, d'imposer les toitures écologiques et de prévoir le séquençage de ces réalisations.

Recommandation #14
La commission recommande d'intégrer à l'Écoparc industriel les concepts urbanistiques ambitieux adoptés dans le PPU Assomption Nord ainsi que la possibilité d'acquérir des terrains privés pour les réaliser.

Recommandation #15
La commission recommande à la Ville et à son partenaire, l'Administration portuaire de Montréal, de procéder avec l'avant-projet du viaduc qui enjambe la rue Notre-Dame, à la condition que ce projet soit jumelé à la fermeture de l'accès Viau du Port de Montréal.

Recommandation #16
La commission recommande à la Ville d'explorer avec ses partenaires d'autres options au design de la boucle reliant l'avenue Souligny et le boulevard de l'Assomption afin de réduire l'emprise au sol et de sauvegarder le potentiel vert du terrain.

Recommandation #17
La commission recommande d'étudier dans les meilleurs délais la possibilité de fermer la rue Haig à tout trafic de camionnage.

Recommandation #18
En matière de transport actif, la commission recommande :

- ***de prolonger immédiatement la piste cyclable Souligny en créant un lien temporaire pour la relier au quartier Viauville;***
- ***d'aménager des sentiers en propre et sécuritaires, par exemple en suivant la ligne de désir existante entre les rues Beauclerk et Tellier.***

Recommandation #19
En matière de transport collectif, la commission recommande :

- ***d'aller de l'avant avec le projet de desserte de transport collectif sur la rue Notre-Dame;***
- ***d'assurer une meilleure desserte de l'Écoparc, par exemple par autobus et par l'implantation d'un service de navettes électriques télépilotées.***

Recommandation #20
En matière de sécurité des transports, la commission recommande :

- ***de sécuriser les déplacements en transports actifs sur Notre-Dame Est, notamment pour favoriser la cohabitation entre piétons, cyclistes et véhicules;***
- ***d'entreprendre régulièrement des actions d'information et de sensibilisation à la sécurité et au partage de la route auprès des entreprises, travailleurs et résidents du secteur.***

Recommandation #21
Afin de réduire l'attractivité de l'automobile individuelle, la commission recommande que l'offre d'alternatives soit développée dans l'Écoparc, par exemple en imposant les plans de gestion des déplacements aux entreprises.

Recommandation #22
La commission recommande d'entreprendre rapidement des études en vue de préserver le maximum de ces trois sites écologiques :

- ***les deux sites associés à l'ancien ruisseau de la Grande Prairie, qui pourraient être incorporés à un éventuel projet de bassins humides;***
- ***l'ancien réservoir MLW, qui pourrait s'inscrire dans un projet d'agrandissement du parc Rougemont.***

Recommandation #23
La commission recommande qu'un aménagement favorisant l'absorption et la récupération des eaux pluviales avec bassins humides naturalisés soit réalisé à proximité du corridor prévu pour le nouveau boulevard de l'Assomption.

Recommandation #24
La commission recommande l'adoption d'un plan de verdissement établissant des objectifs spécifiques, une règlementation et des actions pour contrer les îlots de chaleur extrême, incluant des stationnements déminéralisés, des toits et murs végétalisés et la plantation d'arbres sur les terrains industriels.

Recommandation #25
La commission recommande la plantation d'arbres matures pour contrer les îlots de chaleur en intervenant dans les zones publiques.

Recommandation #26
La commission recommande une gestion des nuisances ambitieuse, appuyée par une surveillance automatique en continu (mesures, suivis), la publication des données récoltées en temps réel, et la recherche constante de solutions.

Recommandation #27
La commission recommande d'entamer une négociation avec le CN en vue de construire un talus entre le quartier Viauville et la Cour de triage Longue-Pointe, afin de protéger Viauville contre les nuisances occasionnées par la cour de triage.







OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

LA MISSION

L'OCPM a été créé tout spécialement pour que certaines consultations publiques soient menées par une entité neutre et indépendante. Les rapports de consultation de l'OCPM incluent toujours une analyse des préoccupations de la communauté ainsi que des recommandations spécifiques pour guider les décisions des élus.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec)
H3A 1X6

Téléphone : 514 872-3568

Suivez l'OCPM sur...

ocpm.qc.ca

Calendrier 2020

Janvier							
	Lu	Ma	Me	Je	Ve	Sa	Di
1			1	2	3	4	**5**
2	6	7	8	9	10	11	**12**
3	13	14	15	16	17	18	**19**
4	20	21	22	23	24	25	**26**
5	27	28	29	30	31		

Février							
	Lu	Ma	Me	Je	Ve	Sa	Di
5						1	2
6	3	4	5	6	7	8	**9**
7	10	11	12	13	14	15	**16**
8	17	18	19	20	21	22	**23**
9	24	25	26	27	28	29	

Mars							
	Lu	Ma	Me	Je	Ve	Sa	Di
9							**1**
10	2	3	4	5	6	7	**8**
11	9	10	11	12	13	14	**15**
12	16	17	18	19	20	21	**22**
13	23	24	25	26	27	28	**29**
14	30	31					

Avril							
	Lu	Ma	Me	Je	Ve	Sa	Di
14			1	2	3	4	**5**
15	6	7	8	9	10	11	**12**
16	13	14	15	16	17	18	**19**
17	20	21	22	23	24	25	**26**
18	27	28	29	30			

Mai							
	Lu	Ma	Me	Je	Ve	Sa	Di
18					1	2	**3**
19	4	5	6	7	8	9	**10**
20	11	12	13	14	15	16	**17**
21	18	19	20	21	22	23	**24**
22	25	26	27	28	29	30	**31**

Juin							
	Lu	Ma	Me	Je	Ve	Sa	Di
23	1	2	3	4	5	6	**7**
24	8	9	10	11	12	13	**14**
25	15	16	17	18	19	20	**21**
26	22	23	24	25	26	27	**28**
27	29	30					

Juillet							
	Lu	Ma	Me	Je	Ve	Sa	Di
27			1	2	3	4	**5**
28	6	7	8	9	10	11	**12**
29	13	14	15	16	17	18	**19**
30	20	21	22	23	24	25	**26**
31	27	28	29	30	31		

Août							
	Lu	Ma	Me	Je	Ve	Sa	Di
31						1	**2**
32	3	4	5	6	7	8	**9**
33	10	11	12	13	14	15	**16**
34	17	18	19	20	21	22	**23**
35	24	25	26	27	28	29	**30**
36	31						

Septembre							
	Lu	Ma	Me	Je	Ve	Sa	Di
36		1	2	3	4	5	**6**
37	7	8	9	10	11	12	**13**
38	14	15	16	17	18	19	**20**
39	21	22	23	24	25	26	27
40	28	29	30				

Octobre							
	Lu	Ma	Me	Je	Ve	Sa	Di
40				1	2	3	**4**
41	5	6	7	8	9	10	**11**
42	12	13	14	15	16	17	**18**
43	19	20	21	22	23	24	**25**
44	26	27	28	29	30	31	

Novembre							
	Lu	Ma	Me	Je	Ve	Sa	Di
44							**1**
45	2	3	4	5	6	7	**8**
46	9	10	11	12	13	14	**15**
47	16	17	18	19	20	21	**22**
48	23	24	25	26	27	28	29
49	30						

Décembre							
	Lu	Ma	Me	Je	Ve	Sa	Di
49		1	2	3	4	5	**6**
50	7	8	9	10	11	12	**13**
51	14	15	16	17	18	19	**20**
52	21	22	23	24	25	26	**27**
1	28	29	30	31			

Conseil municipal – **lundi 13 h et mardi si nécessaire**

Conseil d'agglomération – **jeudi 17 h**

Relâche du comité exécutif

Jours Fériés

Article 15.01

Montréal

Déclaration
Séance du conseil municipal du 16 septembre 2019

Déclaration identifiant la forge traditionnelle comme élément de patrimoine culturel immatériel

Attendu que la création de l'organisme Les Forges de Montréal (FDM), en 2000, émane du constat d'une perte considérable des pratiques et des connaissances reliées à la forge traditionnelle au Québec, doublée de la disparition progressive de ce patrimoine culturel immatériel;

Attendu que l'organisme Les Forges de Montréal constitue le seul espace de recherche, de formation et de diffusion dédié aux métiers de la forge à l'échelle du Québec;

Attendu que la Ville de Montréal a adopté, en août 2017, son Plan d'action en patrimoine 2017-2022 et que celui-ci reconnaît les savoir-faire et les pratiques artisanales comme l'une des grandes thématiques patrimoniales à soutenir;

Attendu que la Ville de Montréal a déjà posé un geste de reconnaissance envers Les Forges de Montréal en leur attribuant le Grand prix de l'Opération patrimoine Montréal 2017 dans la catégorie Savoir-faire;

Attendu que le comité exécutif a approuvé une convention de modification du bail liant la Ville de Montréal et l'organisme Les Forges de Montréal afin de tenir compte de sa capacité financière et de l'état actuel du bâtiment, retirant ainsi la clause exigeant un investissement d'un montant de 1 M$ en travaux de rénovation sur l'immeuble, sur une période de deux ans, à compter de la signature du bail;

Attendu que l'organisme Les Forges de Montréal est le seul organisme agréé par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESSQ) pour dispenser de la formation dans les champs professionnels des arts et de la métallurgie;

Attendu que l'organisme Les Forges de Montréal inaugurera à l'automne 2019 la première exposition permanente sur l'évolution des pratiques de la forge au Québec;

Attendu que le patrimoine culturel immatériel est dit « vivant » parce qu'il est constitué de savoir-faire, de connaissances et de pratiques qui sont transmis, de génération en génération, par des porteurs de traditions;

Attendu qu'afin de favoriser la sauvegarde et la mise en valeur des éléments du patrimoine culturel immatériel, la *Loi sur le patrimoine culturel* prévoit la possibilité de leur attribuer des statuts légaux et qu'une municipalité a le pouvoir de les identifier;

Attendu qu'identifier les éléments de notre patrimoine culturel immatériel nous permet de sensibiliser la population à la pertinence de déployer tous les efforts possible pour les conserver et les transmettre aux générations futures;

Il est proposé par Émilie Thuillier, responsable de la démocratie et de la transparence, des communications et de l'expérience citoyenne, et du patrimoine au comité exécutif, et appuyé par Anne-Marie Sigouin, conseillère de Ville du district Saint-Paul-Émard-Saint-Henri-Ouest

Et résolu :

Que la Ville de Montréal reconnaisse l'importance universelle de la forge traditionnelle et l'apport de l'organisme Les Forges de Montréal à la préservation et à la transmission de ce patrimoine par son enseignement et sa valorisation;

Que la Ville de Montréal identifie la forge traditionnelle comme un élément du patrimoine culturel immatériel montréalais, et ce, depuis la fondation de Ville-Marie;

Que la Ville de Montréal soutienne l'organisme Les Forges de Montréal en vue de toute démarche éventuelle visant à faire de la pratique traditionnelle de la forge un élément désigné au Registre du ministère de la Culture et des Communications du Québec.

Montréal

Déclaration
Séance du conseil municipal du 16 septembre 2019

Article 15.02

Déclaration pour la Journée mondiale de mobilisation pour le climat

Attendu que la Journée mondiale de mobilisation pour le climat se tiendra le 27 septembre et qu'elle s'inscrit en marge du Sommet action climat 2019, organisé le 23 septembre par le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres;

Attendu que Montréal accueillera une grande manifestation, le 27 septembre, alors que des milliers de Montréalaises et de Montréalais se rassembleront pour réclamer des gestes ambitieux pour lutter contre les changements climatiques;

Attendu que la figure mondiale de la lutte environnementale Greta Thunberg a confirmé sa participation à la manifestation qui se tiendra à Montréal le 27 septembre;

Attendu que la Ville de Montréal est fermement engagée dans la lutte contre les changements climatiques et qu'elle a récemment posé plusieurs gestes forts en ce sens;

Attendu que la Ville de Montréal a annoncé sa volonté de protéger 10 % de la superficie du territoire montréalais et de protéger de précieux espaces naturels et milieux humides de l'ouest de l'île de Montréal en créant un grand parc urbain de 3000 hectares, temporairement nommé Grand parc de l'Ouest;

Attendu que la Ville de Montréal a choisi de repenser entièrement le développement du territoire montréalais et de donner à la protection des aires naturelles l'importance qui lui revient, plutôt que de l'opposer au développement économique;

Attendu que la Ville de Montréal a annoncé, en août, la construction d'un centre de traitement des matières organiques (CTMO) par biométhanisation;

Attendu que le centre de biométhanisation permettra de détourner 60 000 tonnes de matières organiques de l'enfouissement et de les transformer en biométhane, un gaz naturel renouvelable, qui sera ensuite utilisé comme source d'énergie pour les besoins de l'agglomération de Montréal;

Attendu que la Ville de Montréal a annoncé, en mai, son intention d'interdire et d'imposer le retrait obligatoire du mazout, qui représente encore 28 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) du secteur résidentiel et 14 % des émissions de GES du secteur commercial et institutionnel de l'agglomération de Montréal, d'ici 2050;

Attendu que le Service de l'environnement de la Ville de Montréal a lancé, en avril, des démarches qui mèneront, au printemps 2020, à une réglementation visant à limiter l'utilisation d'articles à usage unique, tels que les gobelets et contenants à emporter en mousse de polystyrène, les barquettes en polystyrène pour la viande, le poisson, les fruits ou les légumes, ou encore les pailles et ustensiles en plastique, sur le territoire montréalais;

Attendu que la Ville de Montréal a communiqué avec ses comités de retraite, en mai, afin de les inviter à revoir leurs politiques d'investissement pour se retirer progressivement des énergies fossiles;

Attendu que la Ville de Montréal a créé, en juin, un nouveau comité consultatif de 20 membres qui aura le mandat de lui fournir des avis sur la lutte contre les changements climatiques, notamment, sur la réduction des émissions des gaz à effet de serre et l'adaptation aux changements climatiques;

Attendu que le parc automobile a cru de 10 000 voitures par an entre 2011 et 2018 sur l'île de Montréal et qu'il a enregistré, en 2018, son plus haut taux de croissance depuis 2005;

Attendu que la Ville de Montréal, afin de soutenir un meilleur transfert modal, s'est engagée à faire la promotion du transport collectif et du transport actif, entre autres par des investissements majeurs dans le matériel roulant de la STM, dans l'aménagement de voies réservées pour les autobus et dans l'aménagement d'un réseau cyclable sécuritaire et efficace, dont le Réseau express vélo (REV);

Attendu que la Ville de Montréal bannira le glyphosate de son territoire avant la fin de l'année en réponse à un avis de l'Organisation mondiale de la santé qui stipule que le glyphosate est un cancérigène probable;

Attendu que le bannissement du glyphosate permettra également de protéger la biodiversité présente sur le territoire montréalais;

Attendu que le leadership de la mairesse de Montréal, Valérie Plante, en matière de protection de l'environnement a été reconnu par l'ICLEI, qui l'a nommée Ambassadrice mondiale de la biodiversité locale;

Il est proposé par Valérie Plante, mairesse de Montréal, et appuyé par Laurence Lavigne Lalonde, responsable de la transition écologique et de la résilience au sein du comité exécutif,

Et résolu :

Que la Ville de Montréal souligne la Journée mondiale de mobilisation pour le climat qui se tiendra le 27 septembre et invite l'ensemble de la population à y prendre part;

Que la Ville de Montréal réitère son engagement à devenir une ville carboneutre et résiliente en 2050;

Que la Ville de Montréal pose tous les geste nécessaires pour atteindre ses objectifs en matière de lutte contre les changements climatiques et de réduction de GES;

Que la Ville de Montréal invite la population montréalaise à se joindre à la lutte contre les changements climatiques en posant, à son tour, des gestes significatifs en faveur de la protection de l'environnement.

Article 15.03

Montréal

Déclaration
Séance du conseil municipal du 16 septembre 2019

Déclaration pour le Mois de l'héritage latino-américain

Attendu que la communauté latino-américaine représente un important groupe social au sein de la communauté montréalaise;

Attendu que selon le recensement de 2016, 104 285 résident.e.s de Montréal sont né.e.s dans un des 19 pays latino-américains (incluant le Brésil), ce qui représente 10 % de la population née à l'étranger;

Attendu que 135 410 Montréalais.e.s s'identifient comme ayant des racines en Amérique latine, du Sud ou centrale;

Attendu que la population montréalaise d'origine latino-américaine, en tant que deuxième minorité linguistique issue de l'immigration et troisième « minorité visible » (après les Noirs et les Arabes), constitue un élément indissociable de la vie sociale, économique et culturelle de Montréal;

Attendu que le gouvernement du Québec a adopté, en juin 2018, une loi faisant du mois d'octobre, le Mois du patrimoine hispanique;

Attendu que le gouvernement fédéral a adopté, en juin 2018, une loi faisant du mois d'octobre, le Mois du patrimoine latino-américain;

Attendu que le premier Mois de l'héritage latino-américain sera célébré à Montréal en octobre;

Attendu que le Mois de l'héritage latino-américain vise à favoriser la convergence et le rayonnement des expressions sociales et culturelles émanant de la population issue de l'immigration latino-américaine, dans le but de les valoriser et de mieux les faire connaître;

Attendu qu'il est crucial de mieux faire connaître les riches contributions des membres de la communauté latino-américaine – comme créateurs, entrepreneurs, innovateurs ou acteurs sociaux engagés – afin de combattre les préjugés et de favoriser leur pleine intégration;

Attendu que l'objectif du Mois de l'héritage latino-américain converge avec les efforts de la Ville de Montréal dans ses travaux de promotion des relations interculturelles et de lutte contre les discriminations;

Il est proposé par Valérie Plante, mairesse de Montréal, et appuyé par Magda Popeanu, responsable de la culture et de la diversité montréalaise au sein du comité exécutif,

Et résolu :

Que la Ville de Montréal déclare le mois d'octobre, Mois de l'héritage latino-américain;

Que la Ville de Montréal célèbre le premier Mois de l'héritage latino-américain avec la communauté latino-américaine;

Que la Ville de Montréal souligne l'apport de la communauté latino-américaine au développement et au rayonnement de Montréal;

Que la Ville de Montréal continue de faire la promotion des différentes cultures qui façonnent son paysage, dont la culture latino-américaine, afin de promouvoir l'inclusion et de lutter contre les discriminations.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.01

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1194922013

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Ratifier la décision d'autoriser une dépense additionnelle de 152 622,99 $, taxes incluses, à un contrat gré à gré octroyé à la firme « Entreprise Vaillant (1994) » pour la location de niveleuses avec opérateur pour un montant total de 191 970,31 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1. de ratifier la décision d'autoriser une dépense additionnelle de 152 622,99 $, taxes incluses, pour la location de niveleuses avec opérateur dans le cadre du contrat gré à gré accordé à la firme « Entreprise Vaillant (1994) » majorant ainsi le montant total du contrat à 191 970,31 $, taxes incluses.
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2019-08-13 16:49

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194922013**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Ratifier la décision d'autoriser une dépense additionnelle de 152 622,99 $, taxes incluses, à un contrat gré à gré octroyé à la firme « Entreprise Vaillant (1994) » pour la location de niveleuses avec opérateur pour un montant total de 191 970,31 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Pour répondre aux besoins opérationnels des unités d'affaires en matière de déneigement, la Ville procède à la location saisonnière de 47 niveleuses, avec entretien et accessoires, pour une période de 5 ans à raison de 5 mois par année. Deux contrats de location de niveleuses étaient en vigueur à la dernière saison hivernale avec la « Société en commandite Strongco ».

Appel d'offres	Période de location	Nombre d'appareils
14-13547	1er novembre 2014 au 31 mars 2019	28
17-16049	1er novembre 2017 au 31 mars 2022	19

À l'hiver 2019, face aux conditions météorologiques exceptionnelles (importantes précipitations et formation de glace), la "Société en commandite Strongco" a éprouvé de la difficulté à respecter ses engagements, notamment en raison de nombreux bris d'équipements. Devant cette situation, le Service du matériel roulant (SMRA) a exigé que le fournisseur soumette un rapport quotidien sur le taux de disponibilité des appareils par arrondissement. C'est dans ce contexte que le SMRA a procédé à la location ponctuelle de niveleuses avec opérateurs afin de répondre aux besoins opérationnels de certains arrondissements.

Fournisseur	Contrat initial (en gré à gré)	Dépense additionnelle	Total du contrat (taxes incluses)
Les pavages Céka Inc.	52 428,60 $	19 775,70 $	72 204,30 $
Entreprise Vaillant (1994)	39 347,32 $	152 622,99 $	191 970,31 $
	91 775,92 $	172 398,69 $	264 174,61 $

Le présent dossier vise à ratifier la décision d'autoriser une dépense additionnelle de 152 622,99 $, taxes incluses, au contrat initial conclut avec la firme « Entreprise Vaillant (1994) » majorant ainsi le montant du contrat négocié de gré à gré à 191 970,31, taxes incluses pour des services de location de niveleuses sans opérateur.

Le coût additionnel au contrat octroyé à « Les pavages Céka inc. » a été autorisé conformément aux règles de délégation en vigueur (bon de commande).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Bon de commande 1333314 émis le 13 mars 2019 : Accorder un contrat à Entreprise Vaillant pour la location d'autoniveleuses avec opérateurs, pour une somme maximale de 39 347,32 $, taxes incluses – Négociation gré à gré (1 seul soumissionnaire).
Bon de commande 1335840 émis le 26 mars 2019 : Accorder un contrat à Les Pavages Céka inc. pour la location d'autoniveuleuses avec opérateur, pour une somme maximale de 52 428,60 $, taxes incluses. Négociation gré à gré (1 seul soumissionnaire

Bon de commande 1336282 émis le 29 mars 2019 : autoriser une dépense additionnelle de 19 755,70 $, taxes incluses, à un contrat gré à gré octroyé à la firme Les pavages Céka inc, pour la location de niveleuses avec opérateur pour un montant total de 72 204,30 $, taxes incluses - Négociation gré à gré (1 seul soumissionnaire)

DESCRIPTION

Ce dossier vise à ratifier la décision d'autoriser une dépense additionnelle de 152 622,99 $, taxes incluses, à un contrat octroyé à la firme « Entreprise Vaillant (1994) » majorant ainsi le montant du contrat négocié de gré à gré à 191 970,31, taxes incluses pour des services de location de niveleuses sans opérateur. Les services de déblaiement de la chaussée ont été rendus à l'arrondissement Rosemont-La-Petite-Patrie pour un total de 684,25 heures d'opération pour la période de janvier à mars 2019.

JUSTIFICATION

Pour assurer le bon déroulement des opérations de déneigement et de déglaçage de la chaussée, le SMRA a octroyé deux contrats gré à gré pour la location de niveleuses avec opérateurs auprès des firmes « Les pavages Céka inc. » et « Entreprise Vaillant (1994) ». Celles-ci étaient les deux seules firmes disponibles pour effectuer les travaux de déneigement et de déglaçage à cette période. Dans les deux cas, il y a eu une dépense additionnelle aux contrats octroyés en raison d'importantes précipitations de neige, de la non-disponibilité des équipements en location et d'une difficulté de recrutement d'une main-d'oeuvre qualifiée avec la « Société en commandite Strongco »
Ce dépassement de coût s'inscrit dans la volonté de la Ville d'offrir un service de déneigement de qualité et sécuritaire à l'ensemble des citoyens.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de cette décision est de 152 622,99 $, taxes incluses.
Cette dépense sera financée par le budget de fonctionnement du Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA). Un virement budgétaire de 1 665 059 $ en provenance de la réserve dédiée à l'activité de déneigement vers le budget de fonctionnement du Service du Matériel roulant a été autorisé afin d'assumer les dépenses additionnelles pour le déblaiement et le chargement de la neige.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans cette location supplémentaire, l'arrondissement Rosemont-La-Petite-Patrie n'aurait pas été en mesure d'offrir des services de déneigement aux citoyens de son territoire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du bon de commande et paiement des factures: septembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucie MC CUTCHEON
Agent(e) de recherche

Tél : 514 868-3620
Télécop. : 514 8721912

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-25

Philippe SAINT-VIL
c/d planification et soutien aux operations (mra)

Tél : 514 872-1080
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Paul MASSÉ
Directeur - Ateliers mécaniques et de proximité
Tél : 514 872-9003
Approuvé le : 2019-08-09

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1194922013

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Ratifier la décision d'autoriser une dépense additionnelle de 152 622,99 $, taxes incluses, à un contrat gré à gré octroyé à la firme « Entreprise Vaillant (1994) » pour la location de niveleuses avec opérateur pour un montant total de 191 970,31 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1194922013 - Location Niveleuses.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-26

André POULIOT
Conseiller budgétaire

Tél : 514-872-5551
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.02

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1190025004

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron ltée pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet de conversion de la rue Lavoie (projet de l'entente 83-89 - Fiche 11) pour une somme maximale de 295 659,70 $, taxes incluses

Il est recommandé:
1. d'accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron ltée, pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet de conversion de la rue Lavoie (projet de l'entente 83 -89 - Fiche 11) pour une somme maximale de 295 659,70 $, taxes incluses.

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

3. d'autoriser le président de la Commission des services électriques de Montréal à signer tous les documents requis pour et au nom de la Ville.

Signé par Serge A BOILEAU **Le** 2019-08-06 16:44

Signataire : Serge A BOILEAU

Président
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1190025004

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron ltée pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet de conversion de la rue Lavoie (projet de l'entente 83-89 - Fiche 11) pour une somme maximale de 295 659,70 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1er janvier 2000, la CSEM s'est vu confier la gestion des ententes concernant certaines modalités des réseaux câblés entre la Ville de Montréal et les usagers possédant des câbles aériens présents dans les poteaux sur rue . Pour ce, elle s'est dotée d'un plan qui tient compte des prévisions budgétaires et de la capacité de réalisation de ses partenaires . Le projet de la rue Lavoie, prévu à l'entente 83-89, vise à faire l'enfouissement des réseaux câblés aériens existants.
L'entente 83-89 a été conclue entre la Ville et Hydro-Québec afin de procéder à l'enfouissement ou au déplacement hors rue des réseaux câblés d 'électricité, de télécommunications et de câblodistribution. Ce projet vise les tronçons de la rue Lavoie situé entre la rue Lacombe et l'avenue de Courtrai, pour une longueur totale d'environ 1 600 mètres et prévoit l'enlèvement de 49 poteaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1401 - 28 novembre 2018 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Il s'agit d'accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron ltée, pour réaliser les travaux de démantèlement de leur réseau câblé aérien. Ces travaux visent l'enfouissement du réseau câblé par Vidéotron ltée de la rue Lavoie entre la rue Lacombe et l'avenue de Courtrai.

JUSTIFICATION

Ce contrat d'exécution de travaux doit être accordé de gré à gré, puisqu'il s'agit de travaux de nature exclusive que Vidéotron ltée doit réaliser sur son réseau. Les travaux seront payés selon les coûts réels facturés avec factures à l'appui. La CSEM a validé l'estimation de Vidéotron en comparant les coûts à d'autres projets de nature similaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite à ce dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense de 295 659,70 $, taxes incluses.
Les crédits sont prévus au poste budgétaire :

- Pour le projet ING-30976:
6101.7716041.802400.06819.57201.000000.0000.180420.000000.19520.00000
- Pour le projet ING-228597:
6101.7716041.802400.06819.57201.000000.0000.139494.000000.19520.00000

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet contribue à une meilleure qualité de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Projet qui débutera au cours de l'année 2019 et qui se complétera à la fin de 2020.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Division de l'administration des ressources humaines et financières (Candy Yu WU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2019-07-30
Gilles G - Ext GAUDET	Serge A BOILEAU	

Directeur STI-Planification

Tél : 514-384-6840 poste 244
Télécop. : 514-384-7298

Président

Tél : 514 384-6840
Télécop. : 514 384-7298

VIDÉOTRON

Montréal, le 22 juillet 2019

Monsieur Gilles Gaudet
Directeur de Planification
CSEM
50, boulevard Crémazie Ouest, bureau 700
Montréal (Québec) H2P2T3

Numéro de projet : ING-030976 et ING-228597

Objet : Enfouissement de réseau
Fiche 11 - Rue Lavoie entre l'av. de Courtrai et Lacombe à Montréal (Phase 2).

Monsieur,

Pour faire suite à votre récente demande concernant le déplacement de réseau, veuillez trouver ci-jointe l'**estimation budgétaire révisée** des coûts que Vidéotron Ltée devra encourir relativement au projet mentionné en rubrique. Ces coûts s'élèvent au montant de 257 151,29 $ **excluant les taxes**. Il est cependant entendu que le demandeur sera facturé au coût réel. Cette estimation est valide pour une période de soixante (60) jours.

L'estimation de coûts du projet a été révisée en raison de :

- Plusieurs refus de permis Bell et révision de solution alternative de conception;
- Embûche de conception avec Hydro-Québec;
- Plusieurs vérifications de solutions sur le terrain à la suite du refus de permis avec différents intervenants;
- Révision et modifications des plans des demande de permis, à la suite des embûches;
- Révision de conception suite refus de propriétaire pour le passage de conduit / câble;
- Plusieurs relevés de terrain et mise en plan complexe.

Prendre note que deux (2) projets ont été ouverts chez Vidéotron Ltée pour répondre à la demande d'enfouissement de la rue Lavoie entre la rue Courtrai et Lacombe, soit l'ING-030976 et l'ING-228597. Le montant final à facturer de l'ING-030976 est de 160 490,44 $, **excluant les taxes**, et le montant estimé pour l'ING-228597 est de 96 660,85 $, **excluant les taxes**. La ventilation de coûts de l'ING-030976 ainsi que l'estimation de l'ING-228597 sont joints à cette lettre.

Veuillez noter que cette estimation est basée sur les dernières informations que nous avons reçues. Cependant, si la CSEM devait apporter d'autres modifications à la demande ou dans l'éventualité où l'exécution des travaux devait différer de ceux pressentis par Vidéotron, un addenda vous sera émis afin de vous informer de toutes modifications, en plus ou en moins, à la présente estimation.

Si la CSEM est d'accord avec l'estimation, veuillez signer la présente lettre et nous la retourner.

Numéro de projet : ING-030976 et ING-228597

Pour toute question supplémentaire, n'hésitez pas à communiquer avec Madame Laura Catalina Hernandez, gestionnaire de projet, au 514 380-1251 ou par courriel au lauracatalina.hernandez@videotron.com. Veuillez cependant adresser toute correspondance à l'attention du soussigné au :

2155 boulevard Pie-IX
2e étage, Bloc A
Montréal Qc H1V 2E4

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Gilles Guénette

Signature numérique de Gilles Guénette
DN : cn=Gilles Guénette, o=Vidéotron, ou=ingénirie, email=gilles.guenette@videotron.com, c=CA
Date : 2019.07.22 10:54:46 -04'00'

Gilles Guénette
Superviseur, Conception
Ingénierie réseau filaire et bureau de projet
Vidéotron Ltée

Par la présente, j'autorise les frais de 295 659,70 $ **incluant les taxes.**

Date : _____

Monsieur Gilles Gaudet
Directeur de Planification
CSEM

GG/jps

p. j.

c. c. Laura Catalina Hernandez

INGÉNIERIE GRAND MONTRÉAL
2155 BOUL PIE IX
MONTRÉAL, QUÉBEC
H1V 2E4

Groupe Ingénierie: Montréal

DESCRIPTION DU PROJET

Conception		Construction	
Date de conception :	2019-07-10	Fin des travaux :	-
Concepteur:	Jean-Claude Coulombe	Superviseur :	Gilles Guénette
Localisation des travaux :	Rue Lavoie entre la rue Courtrai et Lacombe		

Description des travaux : Fiche 11 - Enfouissement de réseau rue Lavoie entre la rue Courtrai et Lacombe

No de Projet: ING-030976

Sommaire

Catégorie	Somme de Hrs	Somme de Coûts totaux	Somme de CSEM
Conception Interne	1282,95	251 918,66 $	125 959,33 $
Construction	71,52	36 304,43 $	18 152,21 $
DDP		8 512,59 $	4 256,30 $
Démantèlement	18,5	12 122,60 $	12 122,60 $
Matériel		- $	- $
Autres coûts non facturables	267,75	51 600,00 $	- $
Total général	1640,72	360 458,28 $	160 490,44 $

Ventilation par année

Catégorie par année	Somme de Hrs	Somme de Coûts totaux	Somme de CSEM
Conception Interne	**1282,95**	**251 918,66 $**	**125 959,33 $**
2008	1,5	283,50 $	141,75 $
2009	10,5	1 984,50 $	992,25 $
2010	9,25	1 748,25 $	874,13 $
2011	45,5	8 599,50 $	4 299,75 $
2012	1,95	368,55 $	184,28 $
2013	231,5	44 448,00 $	22 224,00 $
2014	194,5	42 646,11 $	21 323,06 $
2015	558	107 136,00 $	53 568,00 $
2016	119,25	22 896,00 $	11 448,00 $
2017	20,25	3 989,25 $	1 994,63 $
2018	53,25	10 490,25 $	5 245,13 $
2019	20,25	3 989,25 $	1 994,63 $
2013 à 2015	11,75	2 256,00 $	1 128,00 $
2018 & 2019	5,5	1 083,50 $	541,75 $
Construction	**71,52**	**36 304,43 $**	**18 152,21 $**
2011		1 578,32 $	789,16 $
2014	42	29 013,07 $	14 506,53 $
2015	29,52	5 713,04 $	2 856,52 $
DDP		**8 512,59 $**	**4 256,30 $**
2011		1 130,60 $	565,30 $
2014		357,00 $	178,50 $
2015		976,96 $	488,48 $
2016		2 613,05 $	1 306,53 $
2019		849,27 $	424,64 $
2017 & 2018		2 585,71 $	1 292,86 $

Description des travaux : Fiche 11 - Enfouissement de réseau rue Lavoie entre la rue Courtrai et Lacombe

No de Projet: ING-030976

Ventilation par année

Catégorie par année	Somme de Hrs	Somme de Coûts totaux	Somme de CSEM
Démantèlement	18,5	12 122,60 $	12 122,60 $
2014	18,5	11 828,19 $	11 828,19 $
2015		294,42 $	294,42 $
Matériel		- $	- $
2014		- $	- $
Autres coûts non facturables	267,75	51 600,00 $	- $
2011	18	3 456,00 $	- $
2013	51,85	9 955,20 $	- $
2015	14,15	2 716,80 $	- $
2016	19,45	3 734,40 $	- $
2017	17,5	3 447,50 $	- $
2018	3,5	689,50 $	- $
2019	5,5	1 083,50 $	- $
2010 & 2011	1,25	240,00 $	- $
2012 & 2015	1,25	240,00 $	- $
2013 à 2019	104,9	20 140,80 $	- $
2014 & 2015	18,5	3 552,00 $	- $
2016 à 2019	7	1 379,00 $	- $
2017 à 2018	2,5	492,50 $	- $
2017 à 2019	2,4	472,80 $	- $
Total général	**1640,72**	**360 458,28 $**	**160 490,44 $**

SOUS-TOTAL		**160 490,44 $**
TPS	5,000%	8 024,52 $
TVQ	9,975%	16 008,92 $
TOTAL		**184 523,88 $**

VIDÉOTRON

DÉTAILS DE L'ESTIMÉ

INGÉNIERIE GRAND MONTRÉAL
2155 BOUL. PIE-IX, MONTRÉAL, QUÉBEC, H1V 2E4

DESCRIPTION DU PROJET

Date d'ouverture du projet	2015-05-04	Délai de livraison	120 jours ouvrables
Concepteur	jean-claude coulombe	Superviseur	Gilles Guénette
Localisation des travaux	LAVOIE (ENTRE DE COURTRAI ET LACOMBE)		

DESCRIPTION DES TRAVAUX

Déplacement hors rues à la demande de la ville de Montréal sur une distance de 0.86KM (Phase I) + 2,2 Km (Phase II). Le réseau sera déplacé en souterrain pour la majorité du Km en utilisant les conduits et bornes communes de la C.S.E.M.

INFORMATION CLIENT

Demandeur	Gilles Gaudet
Municipalité	MONTREAL
Date de besoin du client	2018-12-01
No. de projet (référence)	ING-228597

SOMMAIRE DES COÛTS

Catégorie	Nb. d'heure	Coût facturable	% Facturable au demandeur	Coût facturable au demandeur	Coût supporté par Vidéotron
Conception			-		
Conception interne	197,5	38 616,25 $	50 %	19 308,13 $	19 308,13 $
Gestion C.C	32,0	6 304,00 $	50 %	3 152,00 $	3 152,00 $
Construction			-		
Construction interne	575,9	104 618,80 $	50 %	52 309,40 $	52 309,40 $
Construction externe fixe		39 801,64 $	50 %	19 900,82 $	19 900,82 $
Constitution des réseaux TDL	3,0	501,00 $	50 %	250,50 $	250,50 $
Matériel interne		18 616,29 $	0 %	- $	18 616,29 $
Frais spéciaux			-		
Valeur résiduelle du réseau en place		3 480,00 $	50 %	1 740,00 $	1 740,00 $
SOUS-TOTAL	**812,4**	**211 937,98 $**		**96 660,85 $**	**115 277,14 $**
TPS (5%)		10 596,90 $		4 833,04 $	5 763,86 $
TVQ (9.975%)		21 140,81 $		9 641,92 $	11 498,89 $
TOTAL	**812,4**	**243 675,69 $**		**111 135,81 $**	**132 539,89 $**

PRÉPARÉ PAR: jean-claude coulombe 2019-07-18

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Division de l'administration des ressources humaines et financières

Dossier # : 1190025004

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron ltée pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet de conversion de la rue Lavoie (projet de l'entente 83-89 - Fiche 11) pour une somme maximale de 295 659,70 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certificat de fonds et de conformité GDD 1190025004.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Candy Yu WU
Chef comptable
Tél : 514 384-7298

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-06

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514 384-7298
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.03

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1196850002

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Division de la gestion des projets et du développement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels d'une durée de trois années, avec la firme Groupe Geninov inc. pour des services de surveillance de travaux pour la somme maximale de 1 586 473.56 $ taxes incluses. Appel d'offres public # 1688 (3soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :
1. de conclure une entente-cadre de services professionnels d'une durée de trois années, avec la firme Groupe Geninov inc. popur des services de surveillance de travaux pour la somme maximale de 1 586 473,56 $ (taxes incluses). Appel d'offres public # 1688 (3 soumissionnaires).

2. d'approuver un projet de convention de services entre la Ville de Montréal et la firme Groupe Geninov inc à cet effet.

3. d'autoriser le président de la CSEM à signer le projet de convention pour et au nom de la Ville.

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Serge A BOILEAU **Le** 2019-08-13 10:40

Signataire : Serge A BOILEAU

Président
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1196850002

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Division de la gestion des projets et du développement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels d'une durée de trois années, avec la firme Groupe Geninov inc. pour des services de surveillance de travaux pour la somme maximale de 1 586 473.56 $ taxes incluses. Appel d'offres public # 1688 (3soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Afin de procéder à la construction de nouveaux réseaux et à l'enfouissement des fils aériens dans différents arrondissements, la Commission des services électriques de Montréal réalise différents travaux d'immobilisation. Ces travaux visent le maintien et le prolongement du réseau. La surveillance des travaux est faite par l'équipe interne de 19 agents techniques, majorés de personnel externe selon le volume des travaux. Il n'y a pas assez de membres réguliers pour répondre au volume de travaux de surveillance.

Le plus bas soumissionnaire recommandé présente un taux horaire de 47.00 $ / heure pour 9 600 heures/année (2e année à 47.56$/h et 3e année à 48.13$/h) durant les trois années et 82.78 $ moyenne/ heure sur 40 heures pour le chargé de projets occasionnel à l'administration et la discipline de contrat.

Soumissions conformes	Note interm.	Note finale			Total (avec taxes)
Le Groupe Geninov	80.5	0.82			1 586 473.56 $
Transit Arpenteurs-Géomètres	80.33	0.74			1 752 908.85 $
Infrastructel	82	0.59			2 221 661.93 $
Coût moyen des soumissions reçues					1 853 681.45 $
Dernière estimation réalisée					1 870 873.20 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($)					(284 399.64) $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%)					-15%
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme ($)					(267 207.89) $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)					-17%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)					635 188.37 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)					40%
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($)					(166 435.29) $
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%)					-10%
L'estimation est basée sur les prix des appes d'offres précédents (c1675, 1681 et 1687)					

Voir en pièces jointes 1 addenda ajouté au contrat 1688

La validité des soumission est de 90 jours. L'appel d'offres est ouvert aux fournisseurs et entrepreneurs canadiens et européens.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM 18 1499 - 17 décembre 2018 de conclure une entente-cadre d'une durée de 3 ans, pour, les services de surveillance de travaux, avec la firme Groupe ABS inc., pour une somme maximale de 1 815 685,20 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public **1681** (CE 18 1973- 5 décembre 2018)

CM 18 1498 - 17 décembre 2018 de conclure une entente-cadre d'une durée 3 ans, pour, les services de surveillance de travaux, avec la firme Infrastructel inc., pour une somme maximale de 1 691 512,20 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public **1675** (CE 18 1971 - 5 décembre 2018)

CE 18 0386 - 14 mars 2018 de conclure une entente-cadre d'une durée de 18 mois, pour, les services de surveillance de travaux, avec la firme Groupe ABS inc., pour une somme maximale de 314 312,91 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public **1662**

CE 18 0385 - 14 mars 2018 de conclure une entente-cadre d'une durée de 18 mois, pour, les services de surveillance de travaux, avec la firme Transit arpenteurs-géomètres inc., pour une somme maximale de 286 172.77 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public **1661**

CE 18 0331 - 7 mars 2018 de conclure une entente-cadre d'une durée de 18 mois, pour, les services de surveillance de travaux, avec la firme Transit arpenteurs-géomètres inc., pour une somme maximale de 289 449.56 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public **1660**

CM 18 0233 - 19 février 2018 d'exercer la **2e et dernière option de prolongation** du contrat avec Transit arpenteurs-géomètres inc., pour une somme maximale de 202 068,56 $, taxes incluses et avec Le Groupe Géninov inc., pour une somme maximale de 197 527,05 $, taxes incluses, chacune multipliée par le taux d'inflation, tel que publié par Statistiques Canada (12 derniers mois) (**CE16 0482**);

CM 18 0232 - 19 février 2018 d'exercer la **2e et dernière option de prolongation** de 3 contrats avec Le Groupe Geninov inc. (lots 1 et 2), pour une somme maximale de 197 527,05 $, taxes incluses, pour chacun des lots, et Transit arpenteurs-géomètres inc. (lot 3), pour une somme maximale de 219 544,76 $, taxes incluses, (**CM16 0943**);

CE 18 0255 - 14 février 2018 de conclure une entente-cadre d'une durée de 18 mois, pour les services de surveillance de travaux à la firme Groupe Géninov inc, pour une somme maximale de 298 197,32 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public **1659**

CE 18 0254 - 14 février 2018 de conclure une entente-cadre d'une durée de 18 mois, pour les services de surveillance de travaux à la firme Groupe Géninov inc, pour une somme maximale de 298 197,32 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public **1658**

CE 18 0196 - 7 février 2018 1 d'exercer la **1ère option de prolongation** du contrat pour la surveillance de chantier avec la firme Transit arpenteur-géomètre inc., pour une somme maximale de 193 330,46 $, taxes incluses, multipliée par l'indice des prix à la consommation, tel que publié par Statistique Canada (12 derniers mois) (**CE17 0347**).

Le conseil d'administration de la CSEM a entériné la recommandation du comité de sélection le 9 août 2019 (séance 46.T.01)

DESCRIPTION

Le présent rapport vise à conclure une entente- cadre de services professionnels pour la surveillance de chantier pour une période de trois années avec la firme Groupe Geninov Inc 1 586 473.56 $ (taxes incluses) .

La période de trois années permet de continuer avec les mêmes techniciens sur plusieurs années avec une main d'oeuvre formée et expérimentée.

Cette approche vise à favoriser l'ouverture des marchés et la concurrence entre les fournisseurs. Un plus large éventail de firmes qualifiées permet aussi de renforcer l'obligation de performance. Le nombre de contrats de ce type est en hausse cette année dû à l'augmentation substantielle du carnet de commandes de travaux de la Ville auxquels la CSEM se joint.

Les conduits souterrains ne sont pas assujettis à L'AMF. Malgré ce fait la CSEM vérifie aux fichiers RENA du RBQ.

JUSTIFICATION

Compte tenu du nombre de chantiers sous la responsabilité de la CSEM, soit environ 90 par année, les 19 agents techniques à l'emploi de la CSEM ne peuvent réaliser l'ensemble des activités de surveillance de chantiers, notamment en période estivale. Ainsi, le recours à une entente- cadre de services professionnels pour la surveillance de chantier, en appui à l'équipe en place, contribuera à réaliser l'ensemble des projets.

Principaux éléments		
Date de parution (SEAO + Constructo)		2019-06-26
Disponibilité des documents		2019-06-26
Date de fin de la période d'appel d'offres		2019-07-29
Durée de l'appel d'offres		32 jours
Preneur d'un cahier de charges :		7 entreprises
N'ayant pas soumissionné		4
Ayant soumissionné		3 entreprises

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La CSEM répartit les honoraires des surveillants de travaux à chacun des chantiers demandés par ses usagers durant toute la période du contrat.

La présente dépense est remboursée à l'aide de redevances payées par les usagers et utilisateurs du réseau CSEM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi du contrat de services professionnels permettra d'offrir une surveillance continue de tous nos travaux et d'éviter des délais de grands projets de modernisation et d'addition au réseau souterrain.

Plusieurs grands chantiers, comme l'échangeur Turcot, le boulevard Pie IX, Griffintown, Ste-Catherine, Plaza St-Hubert ou les projets du PRR, ont des calendriers très serrés et entrelacés entre les intervenants.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat au CM en septembre 2019 début des travaux vers le 15 octobre 2019, fin des travaux vers le 24 décembre 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de l'appel d'offres public, sept firmes ont pris possession des documents et 3 d'entre elles ont soumis des offres. Les trois propositions reçues ont été jugées recevables et analysées par le comité de sélection.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Division de l'administration des ressources humaines et financières (Candy Yu WU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marc-André - Ext BAILLARGEON
Chef de division

Tél : 514 384-6840
Télécop. : 514 384-7298

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-13

Serge A BOILEAU
Président

Tél : 514 384-6840
Télécop. : 514 384-7298

CONVENTION DE SERVICES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec), H2Y 1C6, agissant et représentée par Monsieur Serge Boileau, ing., président de la Commission des services électriques de Montréal, dûment autorisé au fin des présentes en vertu du règlement intérieur du comité exécutif RCE002-005;

No d'inscription TPS : 121364749 RT0001
No d'inscription TVQ : 1006001374 TQ0002

(la **"Ville")**

ET : **Groupe Geninov inc.**, personne morale ayant une place d'affaires au **10 000, rue Lajeunesse, bureau 150, Montréal QC H3L 2E1** agissant et représentée par **Monsieur Wilner Morisseau, dûment autorisé aux fins des présentes;**

(le **"Contractant")**

No d'inscription T.P.S. 841719750
No d'inscription T.V.Q. 1213745502

Relative à L'OBJET suivant :

Services professionnels de la firme **Groupe Geninov inc** jusqu'à concurrence d'une dépense de 1 586 473,56 $ incluant les taxes, les frais de déplacement, frais administratifs et les profits, pour **la surveillance de chantier dans le cadre de projets de construction de réseaux de conduits souterrains.**

L'appel d'offres # 1688 est partie intégrante de la présente convention.

Les parties, ayant élu domicile aux adresses indiquées à la présente convention, conviennent de ce qui suit:

1. LE CONTRACTANT:

1.1 rend avec diligence les services professionnels ci-haut décrits et plus amplement détaillés, s'il y a lieu, à l'annexe ci-jointe ;

1.2 réalise les objectifs de la convention en respectant l'échéancier prévu à cette fin ;

1.3 n'entreprend aucuns travaux susceptibles d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

1.4 assume tous les frais relatifs à l'exécution de la présente convention ;

1.5 cède à la Ville tous ses droits d'auteur sur les documents réalisés dans le cadre de la présente convention, renonce à ses droits moraux à l'égard de ceux-ci et garantit être le titulaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention ;

1.6 soumet à la Ville, selon la fréquence déterminée par celle-ci, une ou des factures détaillées décrivant les services rendus et précisant le taux et le montant des taxes applicables à ceux-ci, de même que son numéro d'inscription auprès de Revenu Canada aux fins de la TPS et auprès de Revenu Québec aux fins de la TVQ. ;

1.7 le contractant déclare qu'il a pris connaissance du Règlement de gestion contractuelle, tel que décrit à l'appel d'offres, qu'il en comprend les termes et la portée et fait toutes les affirmations solennelles requises en application du Règlement comme si elles étaient reproduites au long à la présente convention et prend l'engagement de respecter intégralement le Règlement sur la gestion contractuelle (18-038).

1.8 le contractant peut mettre fin à cette convention, suite à un avis écrit, en cas de défaut de la Ville.

2. LA VILLE :

2.1 verse une somme maximale d'un million cinq cent quatre-vingt-six mille quatre cent soixante et treize DOLLARS et cinquante-six sous (1 586 473,56 $), en paiement de tous les services rendus et incluant toutes les taxes applicables à ceux-ci, selon les modalités prévues à l'article 2.2; la responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention étant strictement limitée à cette somme maximale

2.2 acquitte la ou les facture(s) visée(s) à l'article 1.6 dans les trente (30) jours de leur réception pourvu qu'elles comportent toutes les informations requises par l'article 1.6; aucun paiement ne constituant cependant une reconnaissance que les services rendus sont satisfaisants ou conformes ;

2.3 **peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sans indemnité ou dommages pour le Contractant.**

3. LOIS APPLICABLES :

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

POUR LA VILLE DE MONTRÉAL	**POUR LE CONTRACTANT**
_____	_____
Serge A. Boileau, ing. Président, CSEM	Wilner Morisseau, Vice-président génie civil Groupe Geninov inc.

Date : _____ Date _____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Division de l'administration des ressources humaines et financières

Dossier # : 1196850002

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Division de la gestion des projets et du développement
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels d'une durée de trois années, avec la firme Groupe Geninov inc. pour des services de surveillance de travaux pour la somme maximale de 1 586 473.56 $ taxes incluses. Appel d'offres public # 1688 (3soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certificat de fonds CR1688 GDD1196850002-serv prof (surveillance de chantier).xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Candy Yu WU
Chef comptable
Tél : 514 384-7298

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-13

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514 384-7298
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.04

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1196756001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications , Division rayonnement et relations avec les publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Exercer une option de prolongation prévue au contrat de services professionnels accordé à Orangetango communication-marketing inc. (CE15 2127) et autoriser une dépense additionnelle de 114 975 $, taxes incluses, pour accompagner Espace pour la vie dans ses activités de communication et de marketing, majorant ainsi le montant total du contrat de 459 900 $ à 574 875 $, taxes incluses.

Il est recommandé:

1. d'exercer la deuxième option de prolongation prévue au contrat de services professionnels accordé à Orangetango communication-marketing inc. (CE15 2127)

2. d'autoriser une dépense additionnelle de 114 975 $, pour un service d'accompagnement en communication marketing pour les besoins du Service Espace pour la vie, et ce, pour une période de 12 mois, du 1er janvier au 31 décembre 2020, conformément à l'appel d'offre public 15-14639, majorant ainsi le montant total du contrat de 459 900 $ à 574 875 $, taxes incluses;

3. d'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-08-06 17:21

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1196756001**
Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications , Division rayonnement et relations avec les publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Exercer une option de prolongation prévue au contrat de services professionnels accordé à Orangetango communication-marketing inc. (CE15 2127) et autoriser une dépense additionnelle de 114 975 $, taxes incluses, pour accompagner Espace pour la vie dans ses activités de communication et de marketing, majorant ainsi le montant total du contrat de 459 900 $ à 574 875 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Espace pour la vie, plus grand complexe en sciences de la nature au Canada, attire une importante clientèle locale et touristique, soit plus de 2 millions de visiteurs par année. À Montréal et en périphérie, les offres muséales, récréatives et artistiques destinées aux clientèles locales et touristiques foisonnent. Ainsi, afin d'assurer une promotion optimale d'Espace pour la vie dans un univers médiatique en constance mouvance, pour s'assurer d'être à la fine pointe des nouvelles technologies et tendances, pour atteindre les objectifs et pour répondre aux divers besoins de communication, un accompagnement par des spécialistes dans des champs d'intervention de plus en plus pointus est nécessaire.
Le 25 novembre 2015, le Comité exécutif autorisait l'octroi d'un contrat à Orangetango communication marketing inc., d'une durée de 36 mois, pour accompagner Espace pour la vie dans ses activités de communication et de marketing, conformément aux résultats de l'appel d'offres public 15-14639. La clause administrative particulière 3 de l'appel d'offres prévoyait deux options de prolongation d'une durée 12 mois pour un lien contractuel maximal de 60 mois. Espace pour la vie s'est prévalu de la première option de prolongation portant le contrat au 31 décembre 2019 et souhaite maintenant se prévaloir de la 2^{e} option de prolongation de 12 mois, qui prolongera le contrat jusqu'au 31 décembre 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 1482 - 5 septembre 2018 - Exercer l'option de prolongation prévue au contrat de services professionnels accordé à Orangetango communication-marketing inc. (CE15 2127), et d'autoriser une dépense additionnelle de 114 975 $, pour un service d'accompagnement en communication marketing pour les besoins du Service Espace pour la vie, et ce, pour une période de 12 mois, du 1er janvier au 31 décembre 2019, conformément à l'appel d'offre public 15-14639, majorant ainsi le montant total du contrat de 344 925 $ à 459 900 $, taxes incluses
CE15 2127 – 25 novembre 2015 — Approuver un projet de convention par lequel Orangetango communication marketing inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final

en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour un service d'accompagnement en communication marketing pour les besoins du Service Espace pour la vie, pour une somme maximale de 344 925 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14639 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention

CE15 1583 – 26 août 2015 — Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour les services d'une agence de communication marketing pour Espace pour la vie, pour une durée de trois ans et approuver les critères de sélection et leur pondération qui seront utilisés lors de l'évaluation des soumissions.

DESCRIPTION

Le mandat d'Orangetango, qui a débuté en janvier 2016, consiste à accompagner l'équipe des communications et du marketing d'Espace pour la vie dans la planification stratégique, dans la création campagnes de communication-marketing, dans la conception graphique ainsi que dans la planification média.
L'exercice de cette deuxième option permettra à Espace pour la vie de prolonger le contrat jusqu'au 31 décembre 2020.

Le représentant de la firme Orangetango a confirmé par écrit à la Ville de Montréal son acceptation quant à la prolongation du contrat pour une période de douze (12) mois, selon les termes et conditions de leur soumission présentée dans le cadre de l'appel d'offres public 15-14639. Les mêmes tarifs seront maintenus pour la période de prolongation.

JUSTIFICATION

Le mandat d'Orangetango comprenait entre autres le développement d'une nouvelle plate-forme publicitaire pour Espace pour la vie. La durée de vie habituelle d'une telle plate-forme est de 3 à 5 ans. L'exercice de cette option permettra à Espace pour la vie de compléter les campagnes reliées à cette plate-forme publicitaire et d'assurer la continuité de ses communications jusqu'à la réouverture de l'Insectarium.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier soit une somme maximale de 114 975 $, taxes incluses, est prévu au Service de l'Espace pour la vie. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.
Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La prolongation de ce contrat permettra à Espace pour la vie de poursuivre les stratégies de communication établies depuis 2016, lesquelles ont démontré leur efficacité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Prolongation du contrat : 1er janvier au 31 décembre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Bernard BOUCHER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Josée BÉDARD, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Josée BÉDARD, 29 juillet 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Josée DIONNE
Agente de marketing

Tél : 514-872-0503
Télécop. : 514-868-4979

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-15

Albane LE NAY
C/D Communications et marketing

Tél : 514 872-4321
Télécop. : 514 872-4917

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Charles-Mathieu BRUNELLE
Directeur
Tél : 514 872-1450
Approuvé le : 2019-08-06

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1196756001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications , Division rayonnement et relations avec les publics
Objet :	Exercer une option de prolongation prévue au contrat de services professionnels accordé à Orangetango communication-marketing inc. (CE15 2127) et autoriser une dépense additionnelle de 114 975 $, taxes incluses, pour accompagner Espace pour la vie dans ses activités de communication et de marketing, majorant ainsi le montant total du contrat de 459 900 $ à 574 875 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

15-14639_Prolongation Orange Tango(2).pdfOrangetango 15-14639.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Bernard BOUCHER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5290

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-25

Denis LECLERC
c/d acquisition
Tél : 514-872-0349
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

Le 17 juillet 2019

Objet : Avis favorable pour l'intervention en vue d'une prolongation de contrat
Dossier décisionnel: **1196756001**

Appel d'offres public n° 15-14639

TITRE : Services professionnels pour une agence de communication-marketing pour espace pour la vie

Une lettre de demande de prolongation a été adressée à l'adjudicataire en lien avec la clause 3 des clauses administratives particulières de l'appel d'offres 15-14639 et qui stipule:

3 - Durée
Sous réserve des conditions mentionnées dans les documents des instructions au soumissionnaire et clauses générales de l'appel d'offres, le contrat convenu avec le fournisseur est effectif pour une période de trente six (36) mois à partir de la date de l'autorisation d'octroi.

Les prix mentionnés aux bordereaux de soumissions sont fermes pour toute la durée du contrat.

Sur avis écrit donné à l'adjudicataire au moins vingt (20) jours calendrier avant la date du premier anniversaire, la Ville peut annuler le présent contrat si la firme ne rencontre pas les obligations qui lui incombent de par le contrat ou pour toute autre raison.
.
Sur avis écrit de la Ville donné à l'adjudicataire au moins trente (30) jours calendrier avant la date présumée de fin du contrat et suite à une entente écrite intervenue entre les deux parties, le présent contrat pourra être prolongé pour une période pouvant atteindre une (1) année additionnelle, et ce, jusqu'à l'atteinte du montant autorisé, pour un maximum de deux (2) prolongations, selon la disponibilité des fonds au contrat.

Tout renouvellement du contrat convenu avec le fournisseur devra respecter l'intégralité des termes du présent appel d'offres.

L'adjudicataire a répondu positivement à cette demande et la lettre de réponse est jointe à la présente intervention en pièce séparée. Par conséquent le service de l'approvisionnement est favorable au renouvellement.Il s'agit du deuxième et dernier renouvellement.

Bernard Boucher
Agent d'approvisionnement II

Courriel : bernard.boucher@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-5290

BB/bb

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 12 juillet 2019

Monsieur Christian Harvey
Orange Tango Communication-Marketing inc.
456, rue de la Gauchetière ouest, bureau 200
Montréal, Québec H2Z 1E3

Courriel : charvey@orangetango.com, pbernard@orangetango.com

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 15- 14639
Services professionnels pour une agence de communication-marketing pour espace pour la vie

---

Madame,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 1er décembre 2019 au 30 novembre 2020 et ce, selon les termes et conditions du contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à bernard.boucher@ville.montreal.qc.ca **au plus tard le** 26 juillet 2019 afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné..

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : CHRISTIAN HARVEY _____ 12-07-2019
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Bernard Boucher
Agent d'approvisionnement II
Courriel : bernard.boucher@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-5290

Cc; Monsieur Christian Harvey, associé finances et opérations.

LN91Fbssp

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1196756001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications , Division rayonnement et relations avec les publics
Objet :	Exercer une option de prolongation prévue au contrat de services professionnels accordé à Orangetango communication-marketing inc. (CE15 2127) et autoriser une dépense additionnelle de 114 975 $, taxes incluses, pour accompagner Espace pour la vie dans ses activités de communication et de marketing, majorant ainsi le montant total du contrat de 459 900 $ à 574 875 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds - GDD 1196756001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-17

Laura VALCOURT
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-0984
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.05

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1191543002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'entente entre la Ville et le Collège André-Grasset (1973) Inc., visant l'échange en biens et services du 31 août 2019 au 30 août 2024. / Autoriser une dépense de 16 917,80 $, représentant le montant des taxes applicables à cet effet.

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet d'entente entre la Ville et le Collège André-Grasset (1973) Inc, visant l'échange en biens et services du 31 août 2019 au 30 août 2024;
2. d'autoriser une dépense de 16 917,80 $ représentant le montant des taxes applicables à cet effet.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-18 11:49

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1191543002**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'entente entre la Ville et le Collège André-Grasset (1973) Inc., visant l'échange en biens et services du 31 août 2019 au 30 août 2024. / Autoriser une dépense de 16 917,80 $, représentant le montant des taxes applicables à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

L'entente d'échange de services entre la Division de la gestion des installations sportives (DGIS) et le Collège André-Grasset (1973) Inc. (Le Collège) sera échue le 31 août 2019. Cette entente, qui existe depuis plus de 20 ans, permet aux deux institutions de se prêter mutuellement des plateaux sportifs au bénéfice des citoyens et des étudiants montréalais. Le présent sommaire vise donc à approuver la signature d'une nouvelle entente qui aura une durée de 5 ans sans clauses de prolongation et qui tiendra compte des futurs travaux pour chacune des installations, dont notamment la construction d'un nouveau gymnase par le Collège.
Cette bonification d'offre de services s'inscrit dans les responsabilités de la Ville de favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs. Ainsi, les citoyens montréalais bénéficient de plateaux sportifs de qualité permettant la pratique sportive de l'initiation à l'excellence. De plus, cette collaboration permet de mettre de l'avant la complémentarité des différents milieux sportifs : communautaires, scolaires et civils.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 1063 - 13 juin 2018 Autoriser l'option de prolongation pour un premier terme d'un an, soit du 31 août 2018 au 30 août 2019, de l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et le Collège André-Grasset (1973) inc., visant l'échange en biens et services (CE16 1555) et autoriser une dépense de 5 550,75 $, représentant le montant des taxes applicables à la valeur de l'échange
CE16 1555 - 28 septembre 2016 Approuver un projet d'entente entre la Ville et le Collège André-Grasset (1973) inc., visant l'échange de biens et services, pour la période se terminant le 30 août 2018 / Autoriser une dépense de 10 427,37 $, représentant le montant des taxes applicables à la valeur de l'échange
CM11 1002 - 19 décembre 2011 Approuver le projet d'entente entre la Ville et le Collège

André-Grasset (1973) Inc. visant l'échange de plateaux sportifs, pour la période du 1er septembre 2011 au 31 décembre 2014 - Dépense totale de 14 367,47 $

DESCRIPTION

L'ensemble des services au complexe sportif Claude-Robillard (CSCR) mis à la disposition du Collège par la Division de la gestion des installations sportives (DGIS) est utilisé par la clientèle étudiante pour des activités parascolaires, les entraînements de ses clubs sportifs et pour des cours académiques.
En contrepartie, les gymnases et la salle polyvalente du Collège sont utilisés par les organismes sans buts lucratifs ayant des ententes avec la DGIS ainsi que lors d'événements organisés par la Ville.

Le présent sommaire vise à entériner la continuité réciproque dans les prêts de locaux consentis entre les parties pour la réalisation de leurs programmations respectives.

En ce sens, il est recommandé d'approuver le projet d'entente entre la Ville et le Collège André-Grasset (1973) Inc. et d'autoriser une dépense de 16 917,80 $, représentant le montant des taxes applicables à cet effet.

JUSTIFICATION

Les deux parties désirent partager leurs plateaux sportifs et autres locaux afin de bonifier l'offre de services auprès de leurs clientèles, et ce, sans entraîner des dépenses importantes en location. L'entente proposée aura un effet positif sur l'offre de services en sports et en activités physiques offerte à la population montréalaise.
Le Collège utilisera des plages horaires du CSCR habituellement peu fréquentées, alors que les partenaires de la DGIS utiliseront les plateaux du Collège en dehors des heures de cours durant des périodes où les plateaux du CSCR sont saturés. En approuvant cette entente, l'offre de services aux citoyens sera bonifiée par le biais d'une plus grande accessibilité à des plateaux sportifs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que convenu entre les deux parties, la valeur estimée des biens et services de 390 000 $, toutes taxes incluses.
Tel que prescrit par les lois en vigueur, chaque partie s'engage à faire la remise des taxes sur la valeur des échanges en biens et services aux autorités fiscales. Compte tenu de la ristourne de 100 % sur la TPS et 50 % sur la TVQ, la dépense pour la Ville pour la durée de l'entente est de 16 917,80 $. Cette somme est payable en totalité à la signature de l'entente.

La DGIS du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports dispose de ces crédits dans son budget de fonctionnement. Cette dépense sera imputée au budget du CSCR, dans la catégorie « Location d'installations sportives ».

	Annuellement	**5 ans (2019 à 2024)**	**Ristourne**	**Dépenses**
Valeur des biens et services	67 840,83 $	339 204,15 $		0 $
TPS - 5%	3 392,04 $	16 960,20 $	-16 960,20 $	0 $
TVQ - 9,975%	6 767,12 $	33 835,60 $	-16 917,80 $	16 917,80 $
Total	**78 000,00 $**	**390 000,00 $**		**16 917,80 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier décisionnel est en lien avec l'orientation du plan Montréal durable 2016-2020 de la Ville de Montréal, soit d'améliorer l'accès aux services et aux équipements culturels, sportifs et de loisirs ainsi que de lutter contre les inégalités.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant que cette entente ne soit pas approuvée, un manque de plateaux sportifs viendrait réduire l'offre de services actuelle à la population et limiterait la capacité de la Ville à répondre favorablement aux demandes des organismes partenaires du CSCR.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Aucune

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Rocca LONIGRO

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-06-28

Jean-François DULIÈPRE

Agente de développement

Tél : 514 872-9259
Télécop. : 514 872-4718

c/d gestion des installations (dir sports)

Tél : 514-872-7990
Télécop. : 514 872-4718

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2019-07-09

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2019-08-16

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1191543002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Objet :	Approuver le projet d'entente entre la Ville et le Collège André-Grasset (1973) Inc., visant l'échange en biens et services du 31 août 2019 au 30 août 2024. / Autoriser une dépense de 16 917,80 $, représentant le montant des taxes applicables à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

entente visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel
Tél : 514 872-1200

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-05

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel
Tél : 514 872-1200
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
05 AOUT 2019
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Yves Saindon, Greffier, dûment autorisé aux fins de la présente entente en vertu du Règlement RCE02-004;

N^O^ d'inscription TPS : 121364749
N^O^ d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET (1973) INC.**, personne morale sans but lucratif constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1001, boulevard Crémazie Est, Montréal, Québec, H2M 1M3, agissant et représentée par Dominic Desbiens, Directeur des finances et des services administratifs dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

N^O^ d'inscription TPS : 106952757 RT
N^O^ d'inscription TVQ : 1006108381

Ci-après appelée le « **Collège** »

La Ville et le Collège sont également individuellement et collectivement désignés à la présente entente comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE le Collège et la Ville acceptent de mettre en commun certain de leurs plateaux sportifs et autres services;

ATTENDU QUE le Collège et la Ville sont d'accord pour offrir des activités différentes quoique complémentaires;

ATTENDU QUE les équipements mis à la disposition de la Ville par le Collège pourront servir à accueillir les événements organisés par la Ville;

ATTENDU QUE les équipements mis à la disposition du Collège par la Ville pourront servir à accueillir les événements organisés par le Collège;

ATTENDU QUE la Ville a adopté un Règlement de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie du Règlement au Collège;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente entente et les annexes qui en font partie intégrante, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Installations**» : lorsqu'il s'agit des installations de la Ville, les installations sont les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs indiqués à l'Annexe 1 de la présente entente ou toutes autres installations que la Ville prête au Collège.

Lorsqu'il s'agit des installations du Collège, les installations sont les gymnases, la salle polyvalente et les terrains sportifs indiqués à l'Annexe 1 de la présente entente ou toutes autres installations que le Collège prête à la Ville;

1.2 « **Annexe 1** » : le document intitulé : « Échanges en biens et services »;

1.3 « **Représentant** » : le représentant d'une Partie désigné à l'article 10 de la présente entente;

1.4 **« Autres services »** tout service connexe associé à l'utilisation des plateaux sportifs énumérés à l'Annexe 1.

ARTICLE 2
OBJET

La présente entente établit les modalités du prêt par une Partie à l'autre Partie des services, des Installations et autres espaces sur sa propriété pour la tenue des activités physiques et sportives aux conditions énoncées à la présente entente et à son Annexe 1.

La Partie qui met les Installations à la disposition de l'autre Partie s'engage à disposer, en tout temps dans les Installations, de membres de personnel selon ses normes opérationnelles afin d'offrir les services aux utilisateurs des Installations.

Chaque Partie s'engage à utiliser les Installations mises à sa disposition par l'autre Partie exclusivement aux fins prévues à la présente entente.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente entente prévaut sur toute disposition de l'Annexe 1 qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

Sous réserve d'autres dispositions de la présente entente, celle-ci prend effet à la date de sa signature par les Parties et se termine le 31 août 2024.

ARTICLE 5
RÉSILIATION

5.1 Une Partie à la présente entente peut, par un avis écrit de cent quatre-vingts jours (180) jours adressé par courrier recommandé à l'autre Partie, mettre fin à la présente entente.

5.2 Si les Installations mises à la disposition du Collège ou de la Ville sont rendues substantiellement inutilisables à la suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, chaque Partie peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'autre Partie pour les dommages que peut lui causer une telle décision, résilier la présente entente, sans délai, en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, l'entente prend fin tout comme si son terme était écoulé.

5.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation.

5.4 Dans l'éventualité d'une résiliation (autre qu'en cas de sinistre), chaque Partie libère les Installations mises à sa disposition.

ARTICLE 6
TRAVAUX DE RÉNOVATION

Si les Installations mises à la disposition du Collège ou de la Ville sont rendues substantiellement inutilisables pendant la période de réalisation de travaux de rénovation ou d'entretien, la Partie qui réalise des travaux ne peut être tenue responsable envers l'autre Partie de fournir une installation de remplacement ou pour les dommages que pourrait causer la perte de jouissance de l'Installation. La Partie qui réalise les travaux doit donner un avis écrit à l'autre Partie au moins quatre-vingt-dix (90) jours avant le début des rénovations ou de l'entretien en y indiquant la période d'interruption du prêt de l'Installation concernée. Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DE LA VILLE ET DU COLLÈGE

Chaque Partie à la présente entente s'engage à :

7.1 mettre gratuitement à la disposition de l'autre Partie les Installations figurant à l'Annexe 1, selon le calendrier et la grille horaire qui y sont indiqués;

7.2 soumettre, au cours du mois d'avril, au Représentant de l'autre Partie une grille horaire générale préparée par son Représentant;

7.3 confirmer la disponibilité des Installations prêtées par un avis écrit dans les vingt (20) jours avant le début de la session d'activités;

7.4 permettre à la Partie qui bénéficie des Installations spécifiées à l'Annexe 1, qu'elle prête, de temps à autre, ces Installations aux organismes que l'une ou l'autre des Parties a reconnus;

7.5 assumer les coûts de tout dommage de moins de cent dollars (100 $) survenant pendant qu'une Partie ou un organisme reconnus par elle occupent les Installations prêtées. Pour les dommages dont les coûts sont supérieurs à cent dollars (100 $), les Représentants de chaque Partie doivent préparer un constat de ceux-ci aux fins d'enquête et de paiement, le cas échéant;

7.6 effectuer, à ses frais, l'entretien des Installations qu'elle met à la disposition de l'autre Partie.

ARTICLE 8
OBLIGATIONS DE LA VILLE

8.1 La Ville s'engage également, lors des événements organisés par la Ville, à convenir avec le Collège :

8.1.1 des périodes de montage et de démontage des Installations. Cependant, les Installations ne sont pas disponibles avant 18 h en semaine et après 18 h les week-ends;

8.1.2 du type de bannières annonçant les événements organisés par la Ville ainsi que du lieu où leurs installations sont situées sur l'édifice du Collège;

8.1.3 de la mise en place des mécanismes nécessaires au bon déroulement des activités parallèles du Collège.

ARTICLE 9
OBLIGATIONS DU COLLÈGE

Outre les conditions souscrites par le Collège à l'article 7, celui-ci s'engage à :

9.1 faire respecter les conditions de l'article 8.1 de la présente entente ainsi qu'à remettre aux étudiants les laissez-passer fournis par la Ville ;

9.2 permettre à la Ville d'installer, aux frais de cette dernière, une prise téléphonique temporaire lors des événements organisés par la Ville.

ARTICLE 10
REPRÉSENTANTS

Chaque Partie à la présente entente désigne la personne suivante pour la représenter :

Pour la Ville :

Monsieur Jean-François Dulièpre
Chef de division,
Gestion des installations
1000, avenue Émile-Journault
Montréal (Québec) H2M 2E7

Téléphone : 514-872-7990
Télécopieur : 514-872-4718

Pour le Collège :

Monsieur Dominic Desbiens
Directeur des finances et des services administratifs
1001, boulevard Crémazie Est
Montréal (Québec) H2M 1M3

Téléphone : 514-381-4293 poste 3256
Télécopieur : 514-381-7421

ARTICLE 11
CONSIDÉRATIONS

Aucuns frais, sommes ou honoraires ne sont payables par l'une ou l'autre des Parties en échange des biens et services que chacune des Parties reçoit en vertu de la présente entente.

ARTICLE 12
RESPONSABILITÉ

Chaque Partie s'engage à garantir et tenir l'autre Partie indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente entente. Chaque Partie s'engage également à prendre fait et cause pour l'autre Partie dans toute réclamation ou poursuite intentées contre cette dernière par des tiers en raison de la présente entente et la tient indemne de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourraient être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

ARTICLE 13
ASSURANCES

13.1 Le Collège doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente entente, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

13.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police pour le Collège. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

13.3 Le Collège s'engage à remettre au Représentant de la Ville, dans les dix (10) jours de la signature de la présente entente, une copie de la police ou du certificat de la police. Le Collège doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

13.4 La Ville déclare qu'elle s'autoassure.

ARTICLE 14
CONDITIONS GÉNÉRALES

14.1 Entente complète

La présente entente constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

14.2 Force majeure

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si elle est due à un cas de force majeure. Aux fins de la présente entente, sont assimilées à un cas de force majeure une grève ou autre cause en dehors du contrôle de chacune des Parties.

14.3 Modification

Aucune modification aux termes de la présente entente n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux Parties.

14.4 Cession

Les droits et obligations de l'une des Parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre Partie.

14.5 Valeur économique et taxes

La valeur estimée des prêts des Installations consentis par le Collège à la Ville et par la Ville au Collège est établie selon la tarification de chacune des Parties. Les Parties conviennent de fixer une valeur approximative maximale à cet échange à 78 000 $ (taxes incluses) par année pour 5 ans.

Tel que prescrit par les lois en vigueur, chaque Partie s'engage à faire remise en totalité des taxes sur la valeur estimée du prêt de ses Installations aux autorités fiscales, et ce, à la signature de la présente entente.

14.6 Divisibilité

Une disposition de la présente entente jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

14.7 Lois applicables

La présente entente est régie par les lois en vigueur au Québec et toute procédure judiciaire doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

14.8 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tels droit ou recours.

14.9 Représentations des Parties

Le Collège et la Ville ne sont pas le mandataire l'un de l'autre et ne peuvent, par leurs actes ou omissions, engager la responsabilité de l'autre Partie ou la lier de toute autre façon.

14.10 Ayants droit liés

La présente entente lie les Parties à la présente entente de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

14.11 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente entente est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Collège

Le Collège fait élection de domicile au 1001, boulevard Crémazie Est, Montréal, province de Québec, H2M 1M3 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur des finances et des services administratifs. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Collège fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 1000, avenue Émile-Journault, Montréal, province de Québec, H2M 2E7 et tout avis doit être adressé à l'attention du Représentant.

14.12 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente entente peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis

par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

LA PRÉSENTE ENTENTE A ÉTÉ SIGNÉE EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
M^e Yves Saindon,
Greffier

Le e jour de 2019

COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET (1973) INC.

Par : _____
Dominic Desbiens
Directeur des finances et des services administratifs

La présente entente a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ..... 2019 (résolution).

ANNEXE 1
Échanges en biens et services

1. Biens et services offerts par la Ville au Collège.

Les biens et services offerts par la Ville sont situés dans l'immeuble ou le(s) terrain(s) suivants :

Aréna Maurice-Richard
Surface de glace, vestiaires, salle de réunion

Aréna Michel-Normandin
Surface de glace, vestiaires, salle de réunion

Complexe sportif Claude-Robillard
Salle omnisports, bassins aquatiques, terrains sportifs extérieurs, terrains de tennis extérieurs, vestiaires et salles de réunions.

Stade de soccer de Montréal
Terrains sportifs intérieurs et extérieurs, vestiaires et salles de réunions.

Complexe sportif Marie-Victorin
Terrains sportifs intérieurs et extérieurs, bassin aquatique et salles polyvalentes.

Le Représentant avisera le Collège au courant des mois d'avril et mai du lieu des installations qui seront disponibles pour le Collège.

2. Biens et services offerts par le Collège à la Ville

Les biens et services offerts par le Collège se situent dans l'immeuble ou le(s) terrain(s) appartenant au Collège.

Collège André-Grasset
Les gymnases incluant la construction future prévue durant l'année 2020
Salles polyvalente, terrains sportifs extérieurs

Toute modification en ajout ou en moins des services et besoins mentionnés dans la présente annexe seront discutés et approuvés directement par les représentants respectifs des parties.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1191543002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Objet :	Approuver le projet d'entente entre la Ville et le Collège André-Grasset (1973) Inc., visant l'échange en biens et services du 31 août 2019 au 30 août 2024. / Autoriser une dépense de 16 917,80 $, représentant le montant des taxes applicables à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1191543002_Location André Grasset.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au Budget
Tél : 514 872-5066

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-30

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgetaire
Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.06

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1197231053

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Consultants NCP inc. (Construction NCP) pour des travaux de décontamination des vespasiennes dans le square Phillips, dans le cadre du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (Lot 2A) dans l'arrondissement de Ville-Marie. Dépense totale de 772 560,81 $, taxes incluses (contrat : 666 000,74 $ + contingences : 66 600,07 $ + incidences : 39 960,00 $) - Appel d'offres public 439820 - deux soumissionnaires.

Il est recommandé

1. d'accorder à Consultants NCP Inc. (Construction CNP), le plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour des travaux de décontamination des vespasiennes dans le square Phillips, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 666 000,74 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 439820;

2. d'autoriser une dépense de 66 600,67 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 39 960 $, taxes incluses, à titre de budget des incidences;

4. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Ces dépenses seront entièrement assumées par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-22 12:01

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197231053**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Consultants NCP inc. (Construction NCP) pour des travaux de décontamination des vespasiennes dans le square Phillips, dans le cadre du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (Lot 2A) dans l'arrondissement de Ville-Marie. Dépense totale de 772 560,81 $, taxes incluses (contrat : 666 000,74 $ + contingences : 66 600,07 $ + incidences : 39 960,00 $) - Appel d'offres public 439820 - deux soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Les infrastructures souterraines de la rue Sainte-Catherine Ouest ont atteint et même dépassé leur durée de vie utile. Des travaux importants sont requis afin de remplacer et de réhabiliter l'ensemble des infrastructures souterraines, en coordination avec les travaux d'utilités publiques. La phase 1 du projet porte sur la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et la rue Mansfield et inclut le square Phillips, la place du Frère-André et les rues adjacentes. La phase 2 porte sur la rue Sainte-Catherine, entre la rue Mansfield et la rue Atwater.

La rue Sainte-Catherine est la rue commerciale de Montréal par excellence. On y trouve la plus importante concentration de magasins au Canada et le plus grand regroupement de boutiques de mode et de prêt-à-porter au pays. Elle s'étend sur plus de 10 km et compte près de 1200 magasins, dont environ 450 avec façade sur rue.

La Ville de Montréal souhaite saisir l'opportunité qu'offrent ces travaux pour repenser cette artère montréalaise emblématique et réaliser des aménagements qui soutiendront son développement. Tout en reflétant son caractère unique et historique, le nouvel aménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest devra lui permettre de relever les défis des prochaines décennies.

Le grand projet se réalise en plusieurs phases.

Phase 1 - Travaux déjà réalisés ou en cours (CG17 0490, CG18 0680, CM19 0441)

- Réhabilitation de la conduite d'égout principale (égout collecteur) entre le boulevard Robert-Bourassa et la rue De Bleury (2018),
- Travaux de la CSEM entre la rue Mansfield et le boulevard Robert-Bourassa (2018),
- Lot 1A – Infrastructures souterraines entre la rue De Bleury et le boulevard Robert-Bourassa (en cours jusqu'au mois de novembre 2019),

- Lot 1A – Aménagement de surface entre la rue De Bleury et le boulevard Robert-Bourassa (en cours jusqu'au mois de novembre 2020).

Phase 1 - Travaux à venir

- Lot 2A – Décontamination des vespasiennes situées sous le square Phillips (présent contrat),
- Lot 1B – Infrastructures souterraines et aménagement entre la rue Mansfield et le boulevard Robert-Bourassa (à partir de 2020*),
- Lot 2B – Rues adjacentes : Travaux d'infrastructures souterraines et d'aménagement (à partir de 2020*),
- Lot 2C – Square Phillips et place du Frère- André : Aménagement (à partir de 2021*).

Phase 2 : Travaux d'infrastructures souterraines et d'aménagement entre la rue Mansfield et la rue Atwater (à partir de 2022*).

* L'échéancier des travaux est sujet à changement afin d'assurer la coordination entre tous les travaux réalisés dans un même secteur par différents intervenants.

La Division des grands projets de la Direction des infrastructures a mandaté les firmes Cima+ S.E.N.C.et Provencher Roy afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres requis pour la réalisation des travaux de décontamination des ancienne vespasiennes situées sous le square Phillips. Elles seront responsables du suivi de la réalisation des travaux relatif au contrat.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0441 - 15 avril 2019 - Accorder un contrat à Aménagement côté jardin inc. pour des travaux de construction de caniveaux, d'aménagement de la chaussée et des trottoirs en pavés de béton sur dalle structurale, de fosses de plantations, d'éclairage, de feux de circulation et de mobilier urbain dans la rue Sainte-Catherine Ouest, du boulevard Robert-Bourassa à la rue de Bleury, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 21 435 653,67 $, taxes, variation de quantités, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 333905 (3 soum.) (1197231021);
CG18 0680 - 20 décembre 2018 - Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets inc. pour des travaux de reconstruction d'un égout unitaire, d'une conduite d'eau secondaire, d'une conduite d'eau haute-pression et d'une conduite d'eau principale et construction d'une chaussée et des trottoirs temporaires en revêtement bitumineux dans la rue Sainte-Catherine Ouest, du boulevard Robert-Bourassa à la rue De Bleury - Dépense totale de 41 576 385,02 $, taxes, contingences, variation de quantités et incidences incluses - Appel d'offres public 333904 (2 soum.) (1187595001);

CE18 1252 - 1er août 2018 - Autoriser la formation de consortium pour la réalisation de travaux inhérents à l'appel d'offres 333904 pour le projet Sainte-Catherine Ouest (1183820001);

CG18 0162 - 29 mars 2018 - Autoriser la cession de contrat de Provencher Roy urbanisme inc. à Provencher Roy + associés architectes inc. dans le cadre du contrat de services professionnels en architectures et ingénierie octroyé à CIMA+ s.e.n.c. et Provencher Roy urbanisme, approuvé par le conseil d'agglomération le 30 mars 2017 en vertu de la résolution CG17 0096 (1173820005);

CG17 0490 - 28 septembre 2017 - Accorder un contrat à Insituform Technologies limited

pour des travaux de réhabilitation par chemisage du collecteur 1500 mm dans la rue Sainte-Catherine Ouest, du boulevard Robert-Bourassa à la rue De Bleury - Dépense totale de 9 160 013,46 $, taxes incluses. Appel d'offres public 333901 - (2 soum., 1 seul conforme) (1177595002)

CG17 0096 - 30 mars 2017 - Octroyer un contrat pour les services professionnels d'ingénierie, d'aménagement urbain et d'architecture aux firmes CIMA+ S.E.N.C.et Provencher Roy Urbanisme Inc. pour la conception et la surveillance des travaux du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 12 897 697,35 $ taxes incluses - Appel d'offres public 17-15853 (1175921001);

CG16 0538 - 29 septembre 2016 - Octroyer un contrat de services professionnels en design à Kanva architecture inc., lauréat du concours «Vivre le chantier Sainte-Cath!», pour concevoir, élaborer des plans et devis et effectuer le suivi de la fabrication et de l'implantation du projet d'atténuation des impacts et de mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest pour une somme maximale de 800 000,00$, taxes et contingences incluses (1166086001);

CE16 0402 - 16 mars 2016 - Approuver le règlement du concours pluridisciplinaire en deux étapes visant l'atténuation des impacts par la mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest; Autoriser le lancement du concours (157064001);

CG15 0207 - 26 mars 2015 - Adopter un règlement d'emprunt de 95 000 000$ afin de financer le projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) incluant notamment la mise à niveau des infrastructures souterraines et l'aménagement urbain, sujet à approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (1156707001);

CE15 0345 - 4 mars 2015 - Adopter une résolution demandant au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire une dérogation à l'application de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chap. C-19), en vertu de l'article 573.3.1 de celle-ci afin d'octroyer un contrat au lauréat du concours d'atténuation des impacts et de mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest (1156086001).

DESCRIPTION

Le présent contrat vise des travaux de décontamination des anciennes vespasiennes situées sous le square Phillips, et ce, avant la condamnation de ces dernières.
Spécifiquement, les travaux consistent en des travaux de :

Décontamination :

- Enlèvement et disposition d'amiante;
- Enlèvement et disposition de peinture au plomb;
- Enlèvement et disposition d'un ancien réservoir de mazout;
- Enlèvement et disposition de cabinet de toilette, lavabos, etc.;
- Enlèvement et disposition de tuyauterie et système de ventilation;
- Enlèvement et disposition de béton armé.

Reconstruction :

- Remplissage des entrées d'accès;
- Construction de murs;
- Remblayage

Le plan de localisation et des travaux en surface se trouve en pièce jointe.

Dans notre démarche de concertation, les travaux prévus à ce contrat ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement de Ville-Marie (Coordination des grands projets - Ville-Marie) et au Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM), le requérant, lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 66 600,07 $, taxes incluses, soit 10 % du coût des travaux du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1 000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart entre les deux (2) soumissions conformes.
L'estimation de soumission de la firme Legico-CHP inc., mandatée par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC), est établie durant la période d'appel d'offres. Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel.

L'écart de prix entre la plus basse soumission conforme (Construction NCP~~)~~ et l'estimation de contrôle, favorable à la ville, est de 228 336,20 $, soit 25,5%. La majorité de l’écart se trouve dans les articles de « Disposition des matières résiduelles dangereuses et non dangereuses » et « Maintien de la circulation » (18,5 % d’écart). Dans le premier article, le plus bas soumissionnaire conforme (PBSC) a soumis un prix très compétitif qui peut indiquer qu’il a accès à de meilleurs prix de dispositions que le deuxième soumissionnaire. Le prix de l’estimation semble trop élevé dans cet article par rapport aux prix reçus. Le PBSC est encore une fois plus compétitif dans le deuxième article, par contre cette fois-ci le prix de deuxième soumissionnaire et celui de l’estimation sont semblables.

Considérant ces informations et l’écart favorable à la Ville, la DGPÉC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

De plus, l'écart de 35,1% entre le deuxième plus bas soumissionnaire et l'adjudicataire recommandé se trouve principalement dans les articles suivants : « Assurances, garanties et fais généraux » et « Mobilisation et démobilisation des installations de chantier ». Le coût total soumis par le deuxième soumissionnaire dans ces articles représente 43,2 % de sa soumission globale, qui semble trop élevé par rapport aux prix reçus du PBSC et de l’évaluation de l’estimation. À noter aussi que ce soumissionnaire n'a pas respecté la condition de l'article 8.1 des clauses administratives spéciales à l'effet que le prix de l'item prévu au bordereau de soumission pour les assurances, les garanties ainsi que les frais généraux ne peut excéder 10 % du total de la soumission (excluant les taxes et le montant

pour les travaux contingents).

La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

Pour ce présent contrat, l'autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics n'est pas requise, car la nature des travaux à réaliser ne sont pas des travaux de construction, de reconstruction, de démolition, de répartition ou de rénovation en matière de voirie, d'aqueduc ou d'égout. (décret 1049-2013).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal relié à ce contrat est de 772 560,81 $, taxes incluses, incluant un montant de 66 600,07 $ pour les contingences et un montant de 39 960,00 $ pour les dépenses incidentes.

Un montant maximal de 705 450,99 $ net de ristournes sera financé par le règlement d'emprunt 17-025 « Aménagement, réaménagement de la rue Ste-Catherine ».

Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

2019 : 705 450,99 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les présents travaux contribueront à assainir la qualité des sols.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux s'effectueront à l'automne 2019, en concomitance des travaux d'infrastructures débutés en février dernier (appel d'offres 333904) et des travaux d'aménagements débutés en juillet 2019 (appel d'offres 333905). Les travaux étant confinés dans le square Phillips, aucune entrave majeure de circulation n'est prévisible. Des occupations du domaine public sont à prévoir de part et d'autre du square Phillips sur les rues Place Phillips et Union où quelques cases de stationnement seront rendues indisponibles pour l'installation d'une roulotte de chantier et pour l'accès des camions.
À noter qu'advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 13 novembre 2019, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.

L'impact sur la circulation est décrit dans le document fourni en pièce jointe « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles
Début des travaux : septembre 2019
Fin des travaux : novembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Christianne RAIL, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Guy CHARBONNEAU, Ville-Marie

Lecture :

Guy CHARBONNEAU, 30 juillet 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Serge R THIBAULT
CHARG.PROJ.GRAND.PROJ.

Tél : 514 872-2801
Télécop. : 514 872-7726

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-24

Jean-Pierre BOSSÉ
Chef de division

Tél : 514-280-2342
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2019-08-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2019-08-21

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 439820 — No du GDD : 1197231053

Titre de l'appel d'offres : Travaux de décontamination des vespasiennes dans le square Phillips
Projet rue Sainte-Catherine Lot 2A - Décontamination (Arrondissement Ville-Marie)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 17 - 6 - 2019 — Ouverture originalement prévue le : 16 - 7 - 2019

Ouverture faite le : 16 - 7 - 2019 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 28 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 0 — ***Si addenda, détailler ci-après*** — Impact sur le coût estimé du contrat ($)

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 3 — Nbre de soumissions reçues : 2 — % de réponses : 67

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 13 - 11 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant)
	Total
CONSTRUCTION NCP	666 000.74
ST-DENIS THOMPSON INC.	899 678.23

Estimation	**externe**	894 336.94

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-25.5%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **35.1%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** | **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		X	AMF	X		***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA		X	Revenu Qc		X	

Recommandation

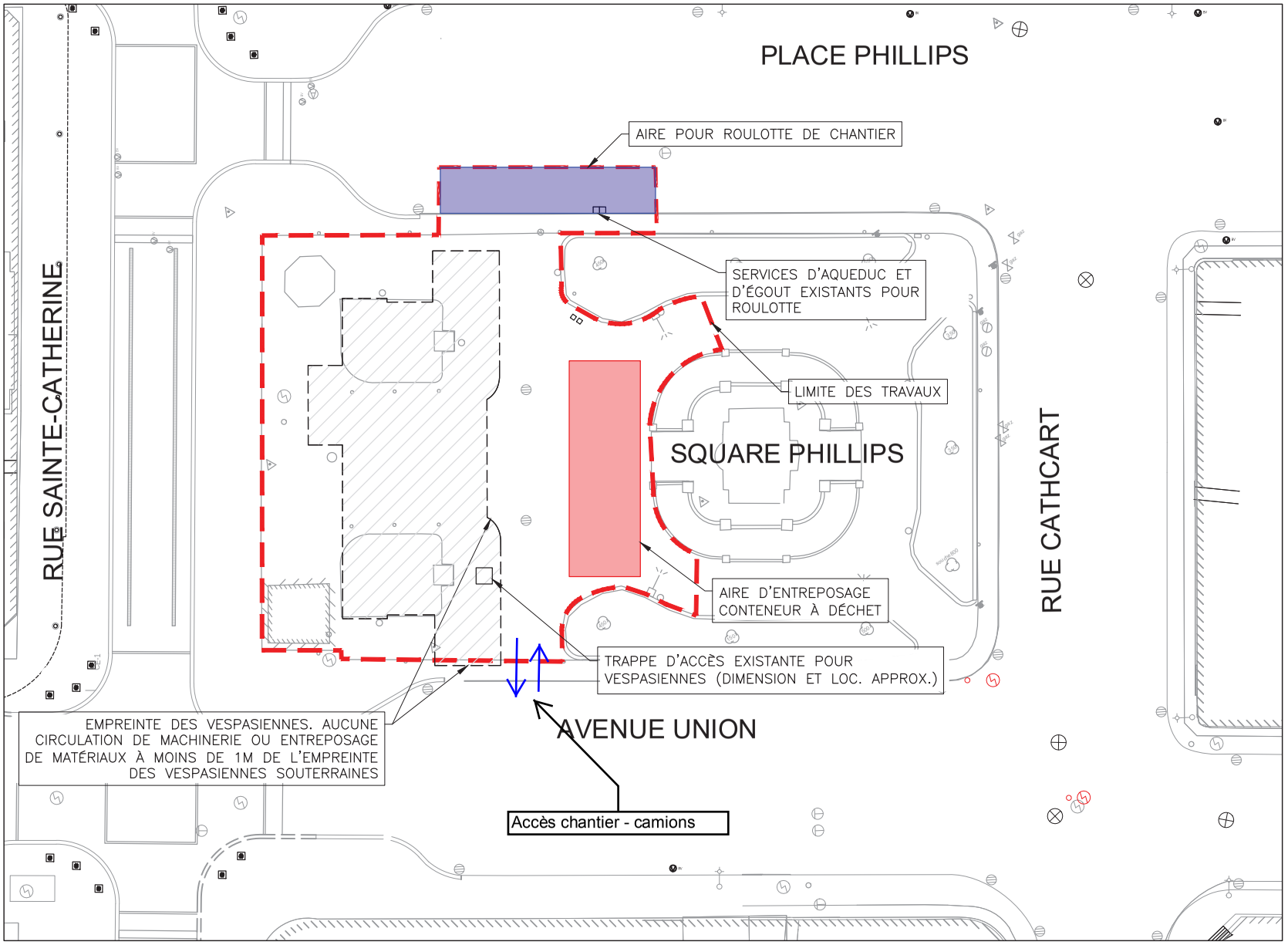
Nom du soumissionnaire : CONSTRUCTION NCP

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 666 000.74

Montant des contingences ($) : 66 600.07

Montant des incidences ($) : 39 960.00

Date prévue de début des travaux : 30 - 9 - 2019 — Date prévue de fin des travaux : 15 - 11 - 2019



Orientation

REPÈRE GÉODÉSIQUE: 17L 808

ALTITUDE: 34.140 m

AVENUE DES CANADIENS DE MONTRÉAL / STANLEY

LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83 SCRS

Les aires destinées à la roulotte de chantier et au conteneur à déchet sont à titre indicatives. L'emplacement exact sera déterminé à la réunion de démarrage.

Montréal

Service des infrastructures et du réseau routier (SIRR)
Division des Grands projets

Intervenants

Dessiné par :	Etienne Lessard	2019-04-17
Préparé par :	Maxime Dagenais, ing.	2019-04-17
Vérifié par :	Luc Fortin, ing.	2019-04-17

CIMA+
T 514-337-2462, F 514-281-1632
740, rue Notre-Dame Ouest, bureau 900
Montréal QC H3C 3X6 CANADA

PROJET :
RUE SAINTE-CATHERINE OUEST - LOT 2A
SQUARE PHILLIPS
VILLE-MARIE

ARRONDISSEMENT(S):

NATURE DES TRAVAUX :
Travaux de décontamination des vespasiennes dans le Square Phillips

TITRE DU PLAN :
ZONE DES TRAVAUX

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle : HOR.: 1 : 300

Plan no :	Feuillet :	Révision :	Soumission :
4398-CRO-20	01		439820

Cartouche révisé le : 2015-11-04

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	439820	DATE:
#GDD:	1197231053	DRM:		2019/07/22
RESPONSABLE:	Serge Thibault			
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de décontamination des vespasiennes dans le Square Phillips. Projet rue Sainte-Catherine Ouest Lot 2A (Arrondissement Ville-Marie)			

PROJET INVESTI: 75015 Desc et client-payeur: **Service de l'urbanisme et de la mobilité**

			Taxes incluses			
Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1975015004	179526	705 451.00 $	666 000.74 $	66 600.07 $	39 960.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**705 451.00 $**	**666 000.74 $**	**66 600.07 $**	**39 960.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**705 451.00 $**	**666 000.74 $**	**66 600.07 $**	**39 960.00 $**
TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)			**772 560.81 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 439820	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**22/07/2019**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de décontamination des vespasiennes dans le Square Phillips. Projet rue Sainte-Catherine Ouest Lot 2A (Arrondissement Ville-Marie)**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			666 000.74 $
TRAVAUX CONTINGENTS			66 600.07 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		0.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		0.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		39 960.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		0.00 $	
Gestion des impacts		0.00 $	
XXX		0.00 $	
XXX		0.00 $	
XXX		0.00 $	
	TOTAL À REPORTER	39 960.00	39 960.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			772 560.81 $
Imputation (crédits)			705 451.00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		33 596.90	67 025.82
Ristournes TPS et TVQ à 50%		67 109.81	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Serge Thibault

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1975015004**	**SOUMISSION:**	**439820**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**179526**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**22/07/2019**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de décontamination des vespasiennes dans le Square Phillips. Projet rue Sainte-Catherine Ouest Lot 2A (Arrondissement Ville-Marie)**			
ENTREPRENEUR ▸	**Construction NCP Inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET				666 000.74 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%			66 600.07 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:				
Utilités publiques			0.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			0.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif			39 960.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			0.00 $	
Gestion des impacts			0.00 $	
Autre			0.00 $	
XXX				
XXX				
		TOTAL À REPORTER	39 960.00	39 960.00 $
Dépenses totales à autoriser				772 560.81 $
Imputation (crédits)				705 451.00 $
Montant de dépôt				

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		33 596.90	67 025.82
Ristournes TPS et TVQ à 50%		67 109.81	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Serge Thibault

Résumé du Cahier M - SO 439820

Travaux de décontamination des vespasiennes dans le square Phillips. Projet rue Sainte-Catherine Ouest Lot 2A (Arrondissement Ville-Marie)

Localisation	Conditions minimales à respecter concernant l'occupation du domaine public
Travaux de décontamination des vespasiennes dans le square Phillips.	❖ **Occupation du domaine public** Soumettre les planches de signalisation pour chaque occupation du domaine public; ❖ **Horaires de travail :** Du lundi au vendredi de 7 :00 à 19 :00 ❖ **Date des travaux :** septembre à novembre 2019 ❖ **Maintien de la circulation piétonnière** Maintenir, en tout temps les trottoirs et les passages piétonniers libres de tout obstacle. Si un trottoir ou passage piéton est entravé, l'Entrepreneur doit fournir la signalisation complète afin que les piétons et les personnes à mobilité réduite puissent contourner l'obstacle, la présence de signaleurs est requise au besoin. ❖ **Maintien des zones de livraison et de débarcadère** Les travaux n'entraveront aucune zone de livraison ou débarcadère ❖ **Accès aux chantiers.** Les accès aux chantiers doivent être signalés, la présence de signaleurs est requise. ❖ **Occupation de cases de stationnement** ▪ Occupation de cases de stationnement sur le côté ouest de la rue Place Phillips entre Sainte-Catherine et Cathcart pour l'aménagement d'une roulotte de chantier. ▪ Occupation de cases de stationnement sur le côté est la rue Union entre Sainte-Catherine et Cathcart pour l'accès au chantier des camions. ❖ **Gestion des impacts** ▪ L'entrepreneur doit permettre l'accès en tout temps aux véhicules de service d'urgence et de service de sécurité incendie de Montréal; ▪ Des panneaux à message variable (PMVM) doivent demeurer en place pour la durée complète des travaux; . Des communications de proximité et des courriels d'information aux partenaires sont prévus.

Résumé rédigé par Serge Thibault, chargé de projet - grand projet
2019-07-22

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 439820
Numéro de référence : 1279239
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de décontamination des vespasiennes dans le Square Phillips

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Construction NCP 83 56ieme avenue Ouest Blainville, QC, J7C 1N2 NEQ : 1166963380	Monsieur Jean-Claude Ménard Téléphone : 514 378-1530 Télécopieur :	**Commande : (1616111)** 2019-07-08 21 h 25 **Transmission :** 2019-07-08 21 h 59	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Legico CHP Consultants 4080 boul. Le Corbusier bur. 203 Laval, QC, H7L5R2 NEQ : 1166631847	Monsieur Daniel Paquin Téléphone : 514 842-1355 Télécopieur :	**Commande : (1615576)** 2019-07-08 8 h 08 **Transmission :** 2019-07-08 8 h 09	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
St-Denis Thompson Inc. 1215 rue Hickson Montréal, QC, H4G 2L6 http://www.stdenisthompson.com NEQ : 1144491694	Monsieur Serge Marchand Téléphone : 514 523-6162 Télécopieur : 514 528-1880	**Commande : (1611200)** 2019-06-25 11 h 20 **Transmission :** 2019-06-25 11 h 20	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197231053

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , -
Objet :	Accorder un contrat à Consultants NCP inc. (Construction NCP) pour des travaux de décontamination des vespasiennes dans le square Phillips, dans le cadre du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (Lot 2A) dans l'arrondissement de Ville-Marie. Dépense totale de 772 560,81 $, taxes incluses (contrat : 666 000,74 $ + contingences : 66 600,07 $ + incidences : 39 960,00 $) - Appel d'offres public 439820 - deux soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1197231053 Trav Décontamination.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au Budget
Tél : 514 872-5066

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-20

Daniel D DESJARDINS
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5597
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.07

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1198183006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 84 616,85 $, taxes incluses, à l'entreprise Procova inc. pour l'exécution des travaux de rénovation de la Bibliothèque Henri-Bourassa, située au 5400 boulevard Henri-Bourassa Est, dans l'arrondissement de Montréal -Nord (CM18 1496), majorant ainsi le montant initial du contrat de 1 220 450,44 $ à 1 305 067,29 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 84 616,85 $, taxes incluses, pour l'exécution des travaux de rénovation de la Bibliothèque Henri-Bourassa, située au 5400 boulevard Henri-Bourassa Est, dans l'arrondissement Montréal-Nord) dans le cadre du contrat accordé à Procova inc. (CM18 1496), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 220 450,44 $ à 1 305 067,29 $, taxes incluses;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2019-08-21 16:07

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1198183006**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 84 616,85 $, taxes incluses, à l'entreprise Procova inc. pour l'exécution des travaux de rénovation de la Bibliothèque Henri-Bourassa, située au 5400 boulevard Henri-Bourassa Est, dans l'arrondissement de Montréal-Nord (CM18 1496), majorant ainsi le montant initial du contrat de 1 220 450,44 $ à 1 305 067,29 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la culture a confié au Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) la mise en œuvre des projets de construction du programme RFID – Phase 3.

Cette Phase 3 du programme consiste à l'implantation du système de détection avec identification par radiofréquence (RFID) et libre-service dans plusieurs bibliothèques.

Le présent dossier concerne le contrat qui a été accordé à l'entreprise Procova inc. pour l'exécution des travaux de rénovation de la Bibliothèque Henri-Bourassa, située au 5400 boulevard Henri-Bourassa Est, dans l'arrondissement de Montréal-Nord (voir GDD 1188183002, CE18 1968, CM18 1496).

L'ordre de débuter les travaux a été autorisé en date du 7 février 2019. La date de fin contractuelle est le 12 septembre 2019.

Les travaux de rénovation comprennent, sans s'y restreindre, les éléments suivants :

- Réaménagement du secteur de l'entrée afin d'optimiser les services aux usagers par l'intermédiaire de la technologie RFID;
- Intégration de solutions de retour et de tri automatisé;
- Révision des espaces de travail des transits interbibliothèques des documents;
- Réalisation d'aménagements connexes reliés à ces interventions.

À ce jour, l'état d'avancement des travaux est d'environ 45 %. Une réception provisoire partielle a été réalisée le 20 juin 2019, pour les travaux qui ont été réalisés au sous-sol de l'immeuble. La date de réception finale est maintenant prévue pour le 25 octobre 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1496 - 17 décembre 2018 - Accorder un contrat à Procova inc. pour l'exécution des travaux de rénovation de la Bibliothèque Henri-Bourassa, située au 5400 boulevard Henri-Bourassa Est, dans l'arrondissement de Montréal-Nord - Dépense totale de 1 220 450,44 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 5975 (12 soum.)
CE18 1968 - 5 décembre 2018 - d'autoriser une dépense totale de 1 220 450,44 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour l'exécution des travaux de rénovation de la Bibliothèque Henri-Bourassa, située au 5400 boulevard Henri-Bourassa Est, dans l'arrondissement de Montréal-Nord; d'accorder à Procova inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 945 094,50 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5975; d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

CE18 0150 – 31 janvier 2018 - Autoriser une dépense totale de 526 222,33 $, taxes incluses, pour les services professionnels en architecture et en ingénierie, afin de réaliser le programme d'implantation du système de détection avec identification par radiofréquences (RFID) et libre-service - phase 3 et l'aménagement de la bibliothèque Ahuntsic (lot 1.1) et de la bibliothèque Henri-Bourrassa (lot 1.2), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant; Approuver les projets de conventions par lesquels Les architectes Labonté Marcil s.e.n.c. et Les services exp inc. (lot 1.1) et CGA architectes inc. et Les consultants SM inc. (lots 1.2), firmes ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, soit pour des sommes maximales de 247 727,42 $ (lot 1.1), et 198 012,41 $ (lot 1.2), taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16324 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de convention.

CM16 1444 - 20 décembre 2016 - Accorder un contrat de services professionnels en gestion de projets à CIMA+ s.e.n.c. pour la réalisation du programme d'implantation de détection avec identification par radio fréquence (RFID) - Phase 3 dans les bibliothèques identifiées, pour une somme maximale de 7 461 814,27$, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15016 (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CE16 1734 - 9 novembre 2016 : Conclure avec l'entrepreneur les Entreprises Intmotion inc. une entente cadre d'une durée de trente-six (36) mois avec possibilité de deux (2) prolongations (nombre d'étiquettes selon les besoins) pour la fourniture d'étiquettes RFID pour supports imprimés et disques, à l'usage des bibliothèques de la Ville de Montréal, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15563 (quatre (4) soumissionnaires). - Montant estimé de l'entente-cadre: 360 768,58$ avec taxes, avec une option de prolongation de douze (12) mois, pour un maximum de deux (2) prolongations (nombre d'étiquettes selon les besoins) au même coût unitaire.

CE16 1167 - 03 août 2016 : Approuver la programmation de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 entre le Ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Le présent dossier porte sur :
L'approbation d'une dépense additionnelle pour l'ajustement des contingences du contrat d'exécution accordé à la compagnie Procova Inc. pour la rénovation de la Bibliothèque Henri -Bourassa.

La dépense additionnelle est pour couvrir les frais encourus suite au sectionnement accidentel d'un conduit hydraulique d'ascenseur survenu, le 25 février 2019, lors des travaux de démolition d'une section de la dalle du sous-sol. D'importants travaux ont été

nécessaires pour remettre rapidement l'ascenseur en service.

Cet incident n'a pas pu être évité, car il était impossible de détecter ce conduit au préalable par géolocalisation (voir rapport en pièce jointe).

Afin de gérer cet imprévu d'envergure importante, des travaux sont nécessaires :

· Nettoyage, démolition, décontamination suite au bris de la conduite d'huile hydraulique :
  - o nettoyage du dégât d'huile et disposition appropriée;
  - o démolition des bas de murs que l'huile a pénétré;
  - o agrandissement de tranchée pour retrait conduit désuet (plus aux normes) et décontamination;
  - o meulage de dalle où l'huile a pénétré;
  - o décontamination des sols atteints par l'huile sous conduit et disposition appropriée;
  - o remblai et compaction de tranchée suite à la décontamination (vérifier par tests de sols);
  - o béton supplémentaire pour remplir tranchée agrandie pour retrait conduit et décontamination;
· Ajout de nouvelle conduite conforme aux normes actuelles :
  - o suspension d'ascenseur existant pour effectuer travaux de réparation;
  - o ouverture de murs et plafonds pour passer nouveau conduit;
  - o remplacement de raccord et fourniture de nouveau tuyau et isolant;
  - o vidange d'huile usée dans section de tuyau à conserver et disposition appropriée;
  - o fourniture de nouveau fluide hydraulique.
· Reconstruction :
  - o reconstruction des bas de mur et fermeture des murs et plafonds où passe le nouveau conduit;
  - o peinture des murs et plafonds touchés par les travaux;
  - o remplacement des tapis.

Il n'y a pas d'alternative possible ni d'option à envisager autre que la réparation immédiate du bris selon les livrables si haut indiqués.

Afin de mener à bien la suite des travaux, la somme de 84 616,85 $ (taxes incluses) en contingence additionnelle est nécessaire pour prolonger le chantier et effectuer les travaux.

Montants demandés par entrepreneur pour bris ascenseur	Montant (inc. Taxes)
Coût des travaux	55 007,83 $
Coût prolongement chantier	29 609,02 $
TOTAL	84 616,85 $

Parallèlement au présent sommaire, il est à noter que le contrat de services professionnels réalisé pour le même projet par CGA Architectes Inc.(CM18 0220) ; fait également l'objet d'une augmentation contingente (GDD 1198183002).

JUSTIFICATION

Plusieurs directives de changement sont en préparation et nous prévoyons utiliser entièrement le budget de contingences initial de 141 764,18 $ afin de réaliser l'ensemble des travaux du projet.
La dépense additionnelle de 84 616,85 $ est requise pour couvrir les frais encourus par le

bris du conduit de l’ascenseur.

Suite au bris accidentel du conduit hydraulique d’ascenseur sous la dalle survenu le 25 février 2019, les contingences initiales correspondaient à un montant de 141 764,18 $ et devront être augmentées à 226 381,03 $.

GDD 1188183002 / Montant accordé initialement	
	Total taxes incluses
Contrat Procova inc. :	945 094,50 $
Travaux contingents 15 % :	141 764,18 $
Travaux incidents :	133 591,76 $
Montant total de la dépense taxes incluses accordé :	1 220 450,44 $
Dépense additionnelle :	84 616,85 $
Montant total de la dépense taxes incluses incluant dépense additionnelle :	1 305 067,29 $

Cette augmentation correspond à 7 % du montant initialement octroyé.

Montant total de la dépense	Montant supplémentaire requis	Total taxes incluses	Pourcentage d'augmentation
1 220 450,44 $	84 616,85 $	1 305 067,29 $	7 %

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant de la dépense total à autoriser est de 84 616,85 $ taxes incluses et sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 77 266,46 $ net de ristourne sera financé par le règlement d’emprunt de compétence locale 17-018 Programme RFID.

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre**.**

Le budget net au projet 36615 - Aménagement des bibliothèques pour accueillir la technologie RFID - Programme RAC est suffisant pour l'augmentation du contrat et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2019	2020	2021
36615 - Aménagement des bibliothèques pour accueillir la technologie RFID - Programme RAC	77 $	0 $	0 $

Le pourcentage du montant des contingences après la majoration (valeur) est de 23,95 %.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet respecte les objectifs de la Politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal. Toutefois, compte tenu du type et de l'envergure des travaux, ce projet ne vise pas la certification LEED. Plusieurs principes de développement durable seront appliqués, soit : le choix de matériaux les moins dommageables pour la santé, d'équipements écoénergétiques, de produits à base de matière recyclée ainsi que la gestion des déchets de construction.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout retard dans l'approbation de ce dossier pourrait entraîner la démobilisation de l'entrepreneur et une réclamation de sa part. Cela aurait un impact majeur sur la réalisation du projet de rénovation de la Bibliothèque Henri-Bourassa en engendrant des délais et coûts supplémentaires.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux : 7 février 2019
Date de fin prévue initialement : 12 septembre 2019
CE 4 septembre
CM 16 septembre
Approbation de la majoration du contrat : 16 septembre 2019
Fin des travaux révisés : 25 octobre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Amélie HARBEC, Service de la culture
Guillaume OUELLET, Service de la culture

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie LACOURSIÈRE
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-2340
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-15

Jean CAPPELLI
Chef de division - Projets Corporatifs

Tél : 514-868-7854
Télécop. : En remplacement de madame Jabiz Sharifian,

chef de division (du 12 au 16 août 2019)

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
Directeur - Gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619

Approuvé le : 2019-08-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Michel SOULIÈRES
Directeur - Gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
En remplacement de madame Sophie Lalonde, Directrice
(du 19 au 23 août 2019)

Approuvé le : 2019-08-21

Service de la gestion et de la planification immobilière Direction de la gestion de projets immobiliers	Projet: Autorisation d'une dépense additionnelle Contrat 15393 Travaux de rénovation de la Bibliothèque Henri-Bourassa Calcul de coût

	Montant	TPS 5,000%	TVQ 9,975%	TPS + TVQ	TOTAL
Procova inc.	822 000,00 $	41 100,00 $	81 994,50 $	123 094,50 $	945 094,50 $
Contingeance 15%	123 300,00 $	6 165,00 $	12 299,18 $	18 464,18 $	141 764,18 $
total soumission	**945 300,00 $**	**47 265,00 $**	**94 293,68 $**	141 558,68 $	**1 086 858,68 $**
Travaux incidents:					
3% de la soumission	24 660,00 $	1 233,00 $	2 459,84 $	3 692,84 $	28 352,84 $
Entreposage équipements	25 000,00 $	1 250,00 $	2 493,75 $	3 743,75 $	28 743,75 $
Mobilier libre-service	15 000,00 $	750,00 $	1 496,25 $	2 246,25 $	17 246,25 $
Laboratoires	25 000,00 $	1 250,00 $	2 493,75 $	3 743,75 $	28 743,75 $
Équipement réseau	20 000,00 $	1 000,00 $	1 995,00 $	2 995,00 $	22 995,00 $
Mobiler entente-cadres	6 532,00 $	326,60 $	651,57 $	978,17 $	7 510,17 $
Total	**116 192,00 $**	**5 809,60 $**	**11 590,16 $**	**17 399,76 $**	**133 591,76 $**
Coût des travaux (montant à emprunter)					**1 220 450,44 $**
Dépense additionnelle à autorisé					**84 616,85 $**
Cout des travaux après l'autorisation de la dépense					**1 305 067,29**

RAPPORT DÉTAILLÉ : SCAN ZONE CRITIQUE INC

2019-05-06

Ces travaux de scans ont été effectués pour FXN INNOV inc au chantier 5400 blv Henri Bourassa est. Vous trouverez dans ce rapport les informations détaillées de nos travaux de géoradard.

Client			
Client	FXN INNOV inc	Téléphone	-
Contact	Philippe DUMONT	Cellulaire	-8195741883
Courriel	Philippe.dumont@cima.ca	Fax	-
Projet			
Nom projet	5400 blv Henri Bourassa		
Chantier/Ville	Montréal		

Note : Les objets détectés lors des travaux de scan sont présentés dans ce rapport sous formes de 4 enregistrements. Les positions des enregistrements ont été inscrits sur la dalle scannée.

Pour toutes autres informations, n'hésitez pas à communiquer avec nous.

Limites et garanties

En utilisant les services de SCAN ZONE CRITIQUE, le client reconnaît que les résultats obtenus par les appareils utilisés par celle-ci et l'interprétation par l'un ou l'autre de ses techniciens ne constituent que des aides et ne doivent pas être interprétés comme une garantie quant à la composition de l'objet analysé. Les services de SCAN ZONE CRITIQUE ne servent qu'à limiter, tant bien que mal, les dommages qui pourraient être causés par l'ouvrage que le client s'apprête à exécuter. D'ailleurs, le client reconnaît avoir été avisé que la précision et la pertinence des résultats obtenus peuvent varier en fonction de la composition de l'objet analysé. Entre autres, plusieurs éléments dans la composition peuvent altérer les résultats obtenus. De façon non exhaustive, ces éléments sont la présence d'isolant, la présence de fils électriques non alimentés indétectables, l'humidité excessive du béton, la présence de béton avec changement de direction, les coins de structures et/ou tout autre objet non détectable.

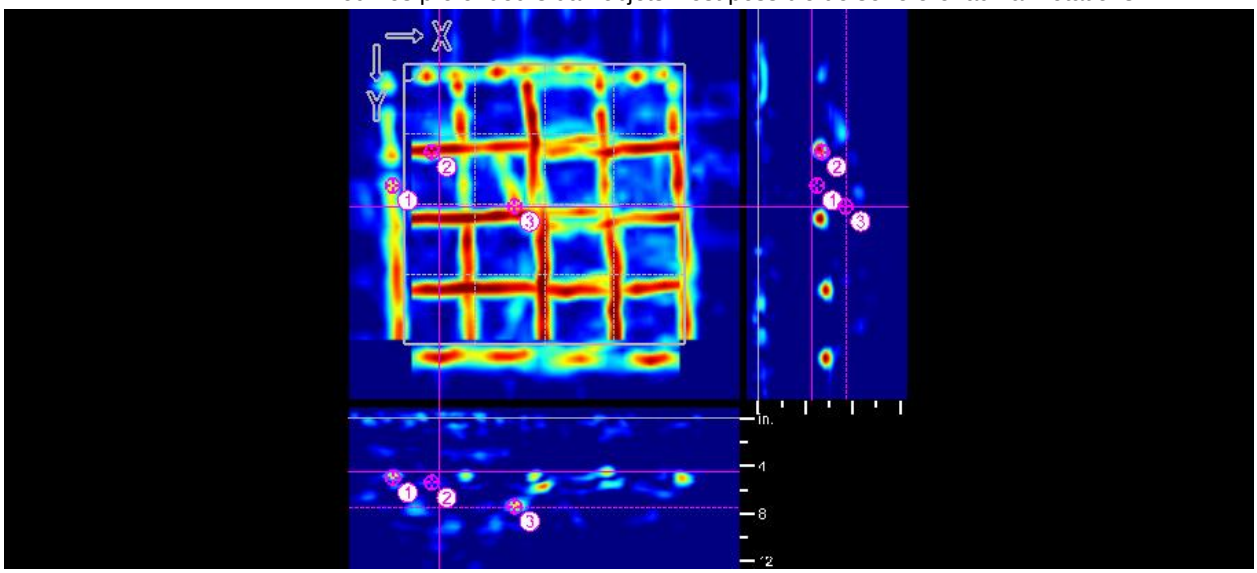
Compte tenu de ce qui précède, SCAN ZONE CRITIQUE ne sera pas tenue responsable des dommages qui pourraient être causés suite à l'utilisation de ses services et le client renonce à tout recours contre SCAN ZONE CRITIQUE à cet effet. Par surcroît, le client reconnaît que d'éventuelles erreurs dans le programme de calcul ne peuvent jamais être exclues.

L'équipe de SCAN ZONE CRITIQUE INC. est à votre entière disposition si vous désirez de plus amples informations et nous vous prions d'agréer à nos sincères salutations.

Scan Zone Critique Inc.



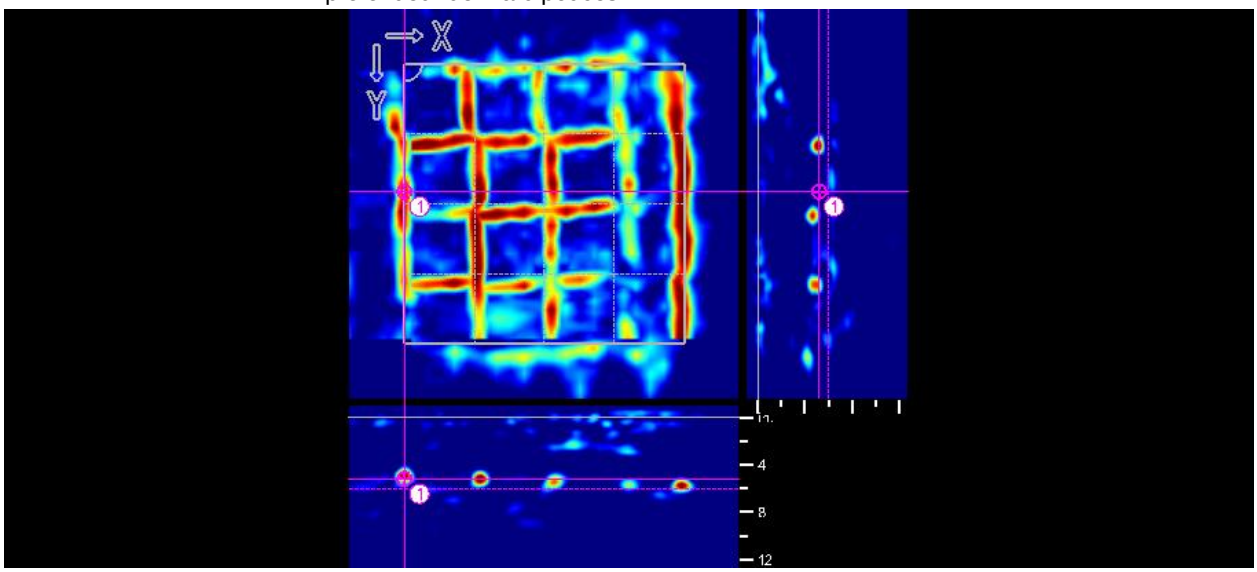
Fichier Scan: RS_196150010_001896.hscan
Nom du scan: RS_96
Date / Heure: 2019-05-06 05:49:54
Commentaire:
- Les objets annotés semblent être des armatures sauf l'objet annoté 3 dont la forme ne respecte pas le pattern des autres objets.
- Pour les profondeurs dan objets il est possible de se référer aux annotations



x: 2,9 in y: 12,0 in z: 4,5 in Epaisseur: 3,0 in
Béton: 10.0 Méthode: Standard

Marqueur:	x:	y:	z:	Commentaire:
1. Annotation	-1.0 in	10.2 in	5.0 in	-
2. Annotation	2.3 in	7.4 in	5.4 in	-
3. Annotation	9.3 in	12.0 in	7.4 in	-

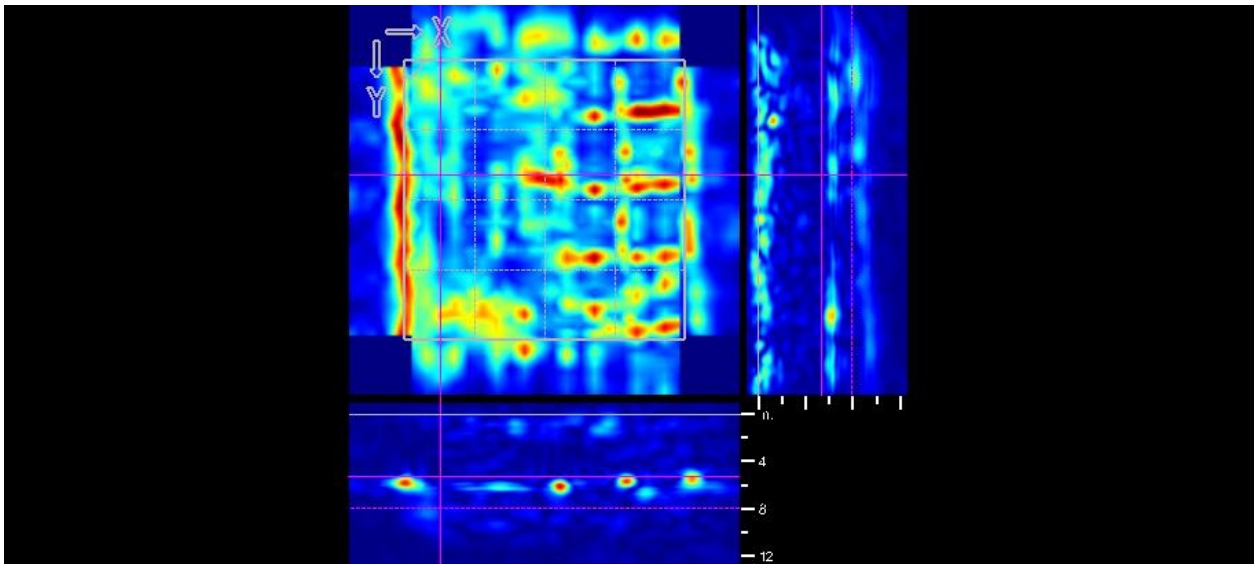
Fichier Scan: RS_196150010_001897.hscan
Nom du scan: RS_97
Date / Heure: 2019-05-06 06:05:58
Commentaire: - Les objets détectés semblent être également des armatures à une profondeur de 4 à 6 pouces



x: 0,0 in y: 10,8 in z: 5,2 in Epaisseur: 0,8 in
Béton: 10.0 Méthode: Standard

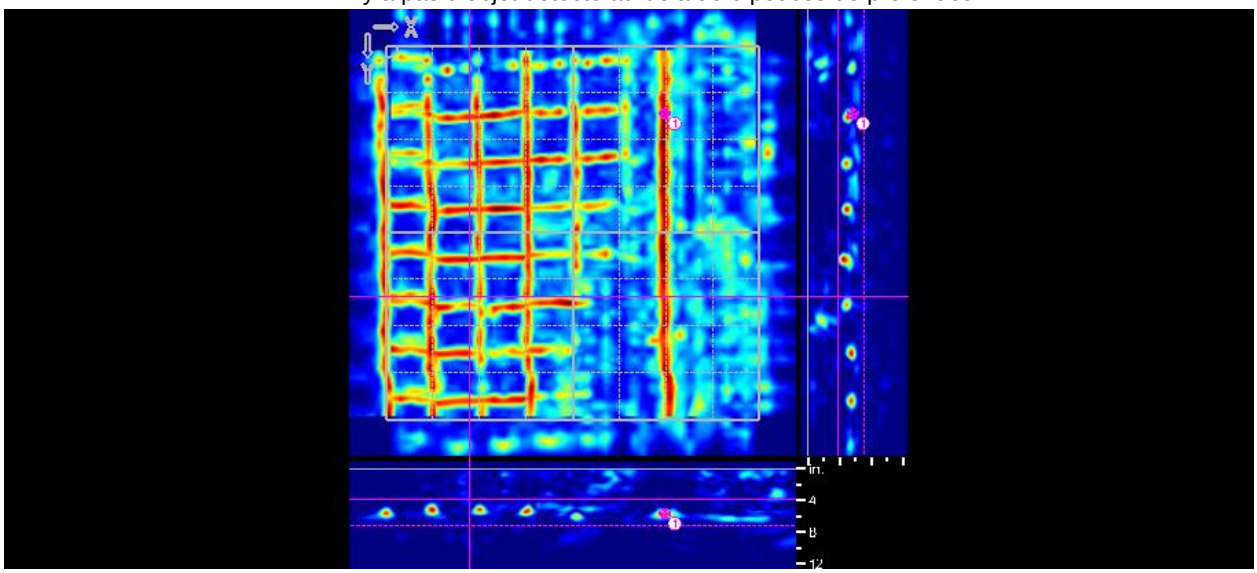
Marqueur:	x:	y:	z:	Commentaire:
1. Annotation	0.0 in	10.8 in	5.2 in	-

Fichier Scan: RS_196150010_001898.hscan
Nom du scan: RS_98
Date / Heure: 2019-05-06 06:11:39
Commentaire:
- Même commentaires que précédemment, pas d'objet particulier détecté. Présence d'armature



x: 3,0 in y: 9,7 in z: 5,3 in Epaisseur: 2,6 in
Béton: 10.0 Méthode: Standard

Fichier Scan: RS_196150010_001899.hscan
Nom du scan: RS_99
Date / Heure: 2019-05-06 06:43:22
Commentaire:
- Sur ce scan, il est possible de remarquer une interruption des objets (sensiblement des armatures) aux abords de l'objet annoté
- Il n'y a pas d'objet détecté au-delà de 6 pouces de profondeur



x: 10,6 in y: 31,8 in z: 3,8 in Epaisseur: 3,3 in
Béton: 10.0 Méthode: Standard

Marqueur:	x:	y:	z:	Commentaire:
1. Annotation	35.3 in	8.6 in	5.7 in	-

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1198183006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 84 616,85 $, taxes incluses, à l'entreprise Procova inc. pour l'exécution des travaux de rénovation de la Bibliothèque Henri-Bourassa, située au 5400 boulevard Henri-Bourassa Est, dans l'arrondissement de Montréal -Nord (CM18 1496), majorant ainsi le montant initial du contrat de 1 220 450,44 $ à 1 305 067,29 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1198183006_RFID Biblio MTL N.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au Budget
Tél : 514 872-5066

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-16

Daniel D DESJARDINS
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5597
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Tr : Délégation de pouvoirs - Remplacement de Sophie Lalonde | Directrice du SGPI | 14 août au 4 septembre 2019

Marie-Hélène BOIVIN A : Annie LACOURSIÈRE 2019-08-13 11:52

Merci et bonne journée.

Marie-Hélène Boivin
Secrétaire d'unité administrative
Division de la sécurité publique et d'espace pour la vie
Division des projets industriels
Direction de la gestion des projets immobiliers
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal, (Québec) H2Y 3Y8
Téléphone : 514 872-2258
mboivin@ville.montreal.qc.ca

----- Transféré par Marie-Hélène BOIVIN/MONTREAL le 2019-08-13 11:53 -----

De :	Sophie LALONDE/MONTREAL
A :	Diane DRH BOUCHARD/MONTREAL@MONTREAL, Benoit DORAIS/MONTREAL@MONTREAL, Jean-Jacques BOHÉMIER/MONTREAL@MONTREAL, Philippe DUBEAU/MONTREAL@MONTREAL, 18- Gestion et planification immobilière
Date :	2019-08-12 14:51
Objet :	Délégation de pouvoirs - Remplacement de Sophie Lalonde	Directrice du SGPI	14 août au 4 septembre 2019
Envoyé par :	Sandrine VILLON

Bonjour,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), je désigne Mme Francine Fortin, directrice des transactions immobilières, pour me remplacer du 14 au 16 août 2019 ; M. Michel Soulières, directeur de la gestion des projets immobiliers, pour me remplacer du 19 au 23 août 2019 ; Mme Johanne Rouillard, directrice de la gestion immobilière et de l'exploitation, pour me remplacer du 26 au 30 août 2019 ; Mme Louise Bradette, directrice de l'optimisation, de la sécurité et de la propreté, les 3 et 4 septembre 2019, dans l'exercice de mes fonctions de Directrice du Service de la gestion et de la planification immobilière, et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions.

Et j'ai signé,

Sophie Lalonde, ing.
Directrice
Service de la gestion et de la planification immobilière
Ville de Montréal

303, rue Notre-Dame Est, bur.3A-11
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Téléphone : 514-872-1049
Cellulaire : 514-518-4707
sophie.lalonde@ville.montreal.qc.ca

Montréal

Tr : Absence et remplacement de madame Jabiz Sharifian - Chef de division - Division programme de projets

Marie-Hélène BOIVIN A : Annie LACOURSIÈRE 2019-08-13 11:54

Merci et bonne journée.

Marie-Hélène Boivin
Secrétaire d'unité administrative
Division de la sécurité publique et d'espace pour la vie
Division des projets industriels
Direction de la gestion des projets immobiliers
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal, (Québec) H2Y 3Y8
Téléphone : 514 872-2258
mboivin@ville.montreal.qc.ca

----- Transféré par Marie-Hélène BOIVIN/MONTREAL le 2019-08-13 11:55 -----

De :	Marie-Hélène BOIVIN/MONTREAL
A :	18-05 - Direction de la gestion de projets immobiliers
Date :	2019-08-09 13:23
Objet :	Absence et remplacement de madame Jabiz Sharifian - Chef de division - Division programme de projets

Bonjour,

Veuillez prendre note que Mme Jabiz Sharifian, chef de division des programmes de projets, sera en vacances du 12 au 16 août, inclusivement.

Son remplacement sera assuré par Monsieur Jean Cappelli, chef de division des projets corporatifs, que vous pourrez rejoindre au (514) 868-7854 ou sur son cellulaire au (514) 977-9883.

Je vous remercie de votre attention.

Marie-Hélène Boivin
Secrétaire d'unité administrative
Division de la sécurité publique et d'espace pour la vie
Division des projets industriels
Direction de la gestion des projets immobiliers
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal, (Québec) H2Y 3Y8
Téléphone : 514 872-2258
mboivin@ville.montreal.qc.ca

MAJ : 30 juillet 2014

Demande de démarrage et de gestion d'un projet d'investissement

Demandeur : Jerry Barthélémy Téléphone : 514 872-5066

Service/Arrondissement : Service des finances

Veuillez compléter les différentes pages de ce formulaire. Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Page 1 Demande de création ou modification du segment « Source »

Le demandeur doit y inscrire toutes les informations requises pour supporter la demande de création d'une valeur « Source » lié à un nouveau règlement d'emprunt entériné par le Conseil d'arrondissement, le Conseil municipal ou le Conseil d'agglomération. Les documents de support doivent, au besoin, être joints à la Demande de Service (DDS) ou envoyés par télécopieur. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité avant de procéder à une demande de création des valeurs demandées par l'entremise de CA Service Desk.

Page 2 Demande de création de comptes de grand-livre

Le demandeur doit y inscrire les comptes de grand-livre à faire créer. Ces comptes de grand-livre sont reproduits automatiquement sur l'onglet «Administration» qui sera utilisé pour la création des comptes dans SIMON. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON au niveau des Activités d'investissement.

Page 3 Demande de virement de crédits * Onglet complété

Le demandeur doit y inscrire les informations requises (comptes de grand-livre et montants) pour un virement de crédits ou pour l'inscription des crédits autorisés dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 4 Demande d'écriture de journal

Le demandeur doit y inscrire les informations nécessaires (comptes de grand-livre et montants) pour la saisie et l'enregistrement d'une écriture au RÉEL dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 5 Demande de documentation d'un « Projet »

Ce formulaire sert à 2 fins. Le demandeur doit y inscrire :

- les informations relatives au Programme de subvention gouvernementale en vertu duquel un projet est éligible;
- la période de financement lorsque le projet doit être financé sur une période plus courte que celle prévue par la politique de financement de la Ville. C'est le cas, notamment, d'un projet qui doit être financé sur une période décrétée par une instance décisionnelle (Conseil) ou par un programme de subvention en service de dette.

Page 6 Demande de crédits autorisés sur planification

Ce formulaire sert à verser des crédits autorisés sur planficiation pour les projets de dépenses en immobilistions. Les informations requises serviront à valider la capitalisation et à créer les clés comptables si requis.

Page 7 Demande de création d'un sous projet Investi / projet Simon

Le demandeur doit inscrire les informations nécessaires pour la création d'un sous projet Investi / projet Simon.

Calcul des taxes 2016

Contrat	Avant taxes	Avec taxes	Imputable
Montant avant taxes		0.00	0.00
TPS 5%	0.00	0.00	0.00
TVQ 9,975%	0.00	0.00	0.00
Contrat →	**0.00**	**0.00**	**0.00**
Ristourne TPS à 100%	0.00	0.00	0.00
Ristourne TVQ à 50%	0.00	0.00	0.00
Dépense →	0.00	0.00	

Incidence	Avant taxes	Avec taxes	Imputable
Montant avant taxes	0.00	0.00	0.00
TPS 5%	0.00	0.00	0.00
TVQ 9,975%	0.00	0.00	0.00
Contrat →	**0.00**	**0.00**	**0.00**
Ristourne TPS à 100%	0.00	0.00	0.00
Ristourne TVQ à 50%	0.00	0.00	0.00
Dépense →	0.00	0.00	

TOTAL imputable	**0.00**	**0.00**	**0.00**

DOSSIER	:	
Estimation du coût du projet	:	**0.00 $**
Contrat travaux	:	**0.00 $**
Incidences	:	-
Laboratoire		-
Ingénierie		-
Imprévus		-
Moins ristourne (TPS)	:	-
Moins ristourne (TVQ)	:	-
Coût total du projet	=	**0.00 $**

PROVENANCE

Requérant	:
Projet	:
Sous-projet	:
Exécutant	:
Projet SIMON	:

IMPUTATION

Requérant	:
Projet	:
Sous-projet	:
Exécutant	:
Projet SIMON	:

		2016	2017	2018	Ult	TOTAL
Budget au net au PTI - 2015-2017	:		0	0	0	0
Prévision de la dépense						
Brut	:	0	0	0	0	0
Autre	:	0	0	0	0	0
Sub-C		0	0	0		0
Net	:	0	0	0	0	0
Écart	:	0	0	0	0	0

Provenance

Projet:

Données en milliers

Projet	Sous-projet/simon	Intitulé	2016
TOTAL			**0**

Imputation

Projet

Données en milliers

Projet	Sous-projet/simon	Intitulé	2016
TOTAL			**0**

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Demandeur : Jerry Barthélémy Téléphone : 514 872-5066
Service/Arrondissement : Service des finances

Période : AOÛ Année : 2019 **AOÛ-19** Description de l'écriture : GDD 1198183006 ENG CU98183006

Virement de crédits demandé en vertu de : (●) La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
( ) L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no.

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
h	6101	7717018	802501	01909	57201	000000	0000	166824	000000	98001	00000		77 267.00	17-018
2	6101	7717018	803403	07231	57201	000000	0000	177032	000000	22045	00000	77 267.00		
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
26														
27														
28														

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
29														
30														
31														
32														
33														
34														
35														
36														
37														
38														
39														
40														
Total de l'écriture :												**77 267.00**	**77 267.00**	

Remarques
Le budget net au projet 36615 - Aménagement des bibliothèques pour accueillir la technologie RFID - Programme RAC est suffisant pour l'augmentation du contrat et est réparti comme suit pour chacune des années : Projet 2019 2020 2021 36615 - Aménagement des bibliothèques pour accueillir la technologie RFID - Programme RAC 77 $ 0 $ 0 $

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités d'investissement

Les créations de comptes reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire.

Demandeur : Jerry Barthélémy Téléphone : 514 872-5066
Service/Arrondissement : Service des finances

Svp vous assurer que les projets qui suivent ont bien été transférés d'INVESTI à SIMON.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
37											
38											
39											
40											

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Administration - SIMON

Demande de création de comptes de grand-livre

#	Comte de grand-livre
1	.....
2	.....
3	.....
4	.....
5	.....
6	.....
7	.....
8	.....
9	.....
10	.....
11	.....
12	.....
13	.....
14	.....
15	.....
16	.....
17	.....
18	.....
19	.....
20	.....
21	.....
22	.....
23	.....
24	.....
25	.....
26	.....
27	.....
28	.....
29	.....
30	.....
31	.....
32	.....
33	.....
34	.....
35	.....
36	.....
37	.....
38	.....
39	.....
40	.....

Demande de virement de crédits

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	6101.7717018.802501.01909.57201.000000.0000.166824.000000.98001.00000	0.00	77 267.00
2	6101.7717018.803403.07231.57201.000000.0000.177032.000000.22045.00000	77 267.00	0.00
3	.....	0.00	0.00
4	.....	0.00	0.00
5	.....	0.00	0.00
6	.....	0.00	0.00
7	.....	0.00	0.00
8	.....	0.00	0.00
9	.....	0.00	0.00
10	.....	0.00	0.00
11	.....	0.00	0.00
12	.....	0.00	0.00
13	.....	0.00	0.00
14	.....	0.00	0.00
15	.....	0.00	0.00
16	.....	0.00	0.00
17	.....	0.00	0.00

18	.....	0.00	0.00
19	.....	0.00	0.00
20	.....	0.00	0.00
21	.....	0.00	0.00
22	.....	0.00	0.00
23	.....	0.00	0.00
24	.....	0.00	0.00
25	.....	0.00	0.00
26	.....	0.00	0.00
27	.....	0.00	0.00
28	.....	0.00	0.00
29	.....	0.00	0.00
30	.....	0.00	0.00
31	.....	0.00	0.00
32	.....	0.00	0.00
33	.....	0.00	0.00
34	.....	0.00	0.00
35	.....	0.00	0.00
36	.....	0.00	0.00
37	.....	0.00	0.00
38	.....	0.00	0.00
39	.....	0.00	0.00
40	.....	0.00	0.00

Demande d'écriture de journal

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	#REF!	#REF!	#REF!
2	#REF!	#REF!	#REF!
3	#REF!	#REF!	#REF!
4	#REF!	#REF!	#REF!
5	#REF!	#REF!	#REF!
6	#REF!	#REF!	#REF!
7	#REF!	#REF!	#REF!
8	#REF!	#REF!	#REF!
9	#REF!	#REF!	#REF!
10	#REF!	#REF!	#REF!
11	#REF!	#REF!	#REF!
12	#REF!	#REF!	#REF!
13	#REF!	#REF!	#REF!
14	#REF!	#REF!	#REF!
15	#REF!	#REF!	#REF!
16	#REF!	#REF!	#REF!
17	#REF!	#REF!	#REF!
18	#REF!	#REF!	#REF!
19	#REF!	#REF!	#REF!
20	#REF!	#REF!	#REF!
21	#REF!	#REF!	#REF!
22	#REF!	#REF!	#REF!
23	#REF!	#REF!	#REF!
24	#REF!	#REF!	#REF!
25	#REF!	#REF!	#REF!
26	#REF!	#REF!	#REF!
27	#REF!	#REF!	#REF!
28	#REF!	#REF!	#REF!
29	#REF!	#REF!	#REF!
30	#REF!	#REF!	#REF!
31	#REF!	#REF!	#REF!
32	#REF!	#REF!	#REF!
33	#REF!	#REF!	#REF!
34	#REF!	#REF!	#REF!
35	#REF!	#REF!	#REF!
36	#REF!	#REF!	#REF!
37	#REF!	#REF!	#REF!
38	#REF!	#REF!	#REF!
39	#REF!	#REF!	#REF!
40	#REF!	#REF!	#REF!

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.08

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1196676002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 317 687,27 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat de services professionnels relatif au projet de mise aux normes de l'aréna Raymond-Bourque (3112) / Approuver l'ajustement à la hausse de la convention de services professionnels intervenu entre la Ville de Montréal et les firmes TLA architectes inc., WSP inc. et Delisle, Despaux et associés inc. majorant ainsi le montant maximal total de la convention de 1 303 439,73 $ à 1 621 127,00 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 317 687,27 $, taxes incluses, dans le cadre de la convention de services professionnels intervenu entre la Ville de Montréal et les firmes TLA architectes inc., WSP inc. et Delisle, Despaux et associés inc. majorant ainsi le montant maximal total de la convention de 1 303 439,73 $ à 1 621 127,00 $, taxes incluses;

2. d'imputer cette dépense additionnelle, après avoir opéré le virement budgétaire conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2019-07-29 11:05

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1196676002**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 317 687,27 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat de services professionnels relatif au projet de mise aux normes de l'aréna Raymond-Bourque (3112) / Approuver l'ajustement à la hausse de la convention de services professionnels intervenu entre la Ville de Montréal et les firmes TLA architectes inc., WSP inc. et Delisle, Despaux et associés inc. majorant ainsi le montant maximal total de la convention de 1 303 439,73 $ à 1 621 127,00 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux de la Ville de Montréal, un contrat de services professionnels a été accordé le 21 août 2017 aux firmes TLA architectes inc., WSP inc. et Delisle, Despaux et associés inc. pour la conception et la surveillance des travaux de mise aux normes de l'aréna Raymond-Bourque (3112) dans l'arrondissement de Saint-Laurent. Le tout, au montant de 1 303 439,73 $ taxes incluses (CM17 1010), incluant 1 133 425,85 $ pour les services de base et 170 013,88 $ en contingences.
Les honoraires pour les services de base accordés dans le cadre de ce contrat étaient basés sur un budget cible de travaux de 14,5 M$, en excluant les taxes et les contingences de construction, tel qu'estimé par la Ville en mars 2015, avant le lancement de l'appel d'offres pour services professionnels. Ce budget a été fourni à titre indicatif et aux fins de soumission durant l'appel d'offres public 17-16007 qui a eu lieu du 22 mars au 19 avril 2017. La portée des travaux et le budget de construction allaient être précisés au début du projet. En se basant, entre autres, sur les recommandations du rapport d'audit du bâtiment que les professionnels allaient réaliser au début de leur mandat.

Au fur et à mesure du processus de conception du projet et compte tenu des travaux à réaliser, le budget cible a été révisé pour atteindre 18 M$, excluant les taxes et les contingences de construction pour les raisons suivantes :

1. l'arrondissement de Saint-Laurent a injecté dans le projet un budget supplémentaire de 1,5 M$ pour les travaux de remplacement de la dalle de la patinoire ''A'';

2. intégrer les principales recommandations des professionnels en termes de travaux de réfection et de mise aux normes à réaliser à court et à moyens termes. Il s'agit entre autres des travaux suivants :

- démolition et reconstruction de la deuxième dalle de la patinoire ''A''. Initialement, il était prévu de remplacer uniquement la dalle de la patinoire ''B'';
- remplacement au complet de la couverture du toit de la patinoire ''B'';
- enlèvement d'un volume important de contaminants, tels que l'amiante, le plomb et les moisissures;
- remplacement des 1100 sièges de la patinoire ''A''.

Ces travaux étant nécessaires pour améliorer la longévité du bâtiment et le confort des utilisateurs.

Le coût réel des travaux, tenant compte de ce qui précède, s'élève à 20 757 189,00 $, avant taxes et contingences, comparativement au budget cible de 18 M$. En effet, l'estimation du coût des travaux de l'appel d'offres de construction no. 5986 (GDD 1196676001) en mai 2019 s'établissait à 18 367 424,00 $, alors que le résultat de l'appel d'offres correspondant s'est élevé à 20 757 189,00 $. Le dossier d'octroi de contrat pour la réalisation des travaux a été présenté au conseil municipal du 19 août 2019 afin d'octroyer à l'entreprise Construction Gamarco Inc. le contrat de travaux de mise aux normes, au montant 23 865 578,05 $ taxes incluses $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 1010 21 août 2017 - Accorder un contrat de services professionnels aux firmes TLA architectes inc., WSP inc. et Delisle, Despaux et associés inc. pour les travaux de mise aux normes de l'aréna Raymond-Bourque (3112) de l'arrondissement de Saint-Laurent pour une somme maximale de 1 303 439,73 $, taxes incluses – Appel d'offres public no 17-16007 - 8 soumissionnaires.
CA17 08 0160 14 mars 2017 - Adhérer au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux pour la réalisation du projet de l'aréna Raymond-Bourque et accepter l'offre de service du Service de la gestion et de la planification immobilière de la ville centre pour la gestion du projet, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.

CE12 0095 25 janvier 2012 - Approuver les modifications au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux.

CE10 1137 7 juillet 2010 - Adopter le Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux avec une aide financière de la ville centre aux arrondissements.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'approbation de l'ajustement à la hausse des honoraires professionnels en tenant compte du coût réel des travaux, suite à l'appel d'offres de construction no. 5986 (GDD 1196676001). Le tout, conformément au contrat qui prévoit un ajustement à la hausse ou à la baisse des honoraires professionnels selon le coût réel des travaux. Le prix du plus bas soumissionnaire conforme reçu était de 23 865 578,05 $, taxes incluses, soit 13,01% supérieur à la dernière estimation des professionnels qui était de 21 117 945,74 $.
Le nouveau coût des travaux fait en sorte que le montant des honoraires de 1 133 425,85 $, taxes incluses, prévu originalement au contrat no. 15153 des firmes TLA architectes inc., WSP inc. et Delisle, Despaux et associés inc. doit être augmenté de 308 237,84 $ pour un montant total de 1 441 663,69 $, taxes incluses. Le budget des contingences de 170 013,88 $ prévu à l'origine, doit également faire l'objet d'une majoration de 9 449,43 $ $ afin de permettre de défrayer tous les coûts des services professionnels.

JUSTIFICATION

La majoration des honoraires prévus à la convention de services professionnels est nécessaire, considérant l'impossibilité de respecter le budget cible de 18 M$ et l'augmentation du coût des travaux. Cette dernière est essentiellement attribuable à la portée des travaux qui s'est avérée plus importante que prévue, suite aux résultats de l'audit du bâtiment (audit ayant mis en lumière des désordres importants à corriger à moyen et à court termes) et d'autre part, la décision de l'arrondissement d'injecter 1,5 M$ additionnels pour le remplacement de la dalle de la patinoire ''A'', ayant atteint la fin de sa durée de vie utile.
L'augmentation du contrat est requis afin de couvrir les dépenses supplémentaires jusqu'à la fin du chantier et pour la période de garantie compte tenu des services suivants :

- ajustement des honoraires versés pour les services réalisés durant la phase conception et pour le lancement des appels d'offres, calculé sur la base d'un coût cible;
- augmentation des honoraires pour la surveillance du chantier, calculé sur la base d'un coût cible;
- augmentation du budget pour les contingences de construction compte tenu du coût réel des travaux.

Selon le Service des affaires juridiques, il n'y pas lieu d'amender la convention intervenue entre la Ville et les firmes TLA architectes inc., WSP inc. et Delisle, Despaux et associés inc. lorsque l'augmentation des honoraires professionnels découle de l'application des dispositions de la convention. En effet, l'article 5.1.1 a) stipule que la méthode à pourcentage comporte le paiement d'un montant basé sur un pourcentage du coût estimé des travaux à la phase conception. Après l'appel d'offres, un ajustement à la hausse ou à la baisse des honoraires professionnels sera appliqué sur les honoraires professionnels déjà payés et à venir, de manière à ce que la Ville paye toujours les honoraires professionnels sur la base du coût réel des travaux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau suivant indique les modifications des postes budgétaires avant et après l'augmentation du contrat de services professionnels :

	Description	Montant du contrat initial des professionnels (taxes incluses)	Variation par rapport au montant du contrat initial (taxes incluses)	Montant du contrat suite à l'augmentation du contrat initial (taxes incluses)
1. Honoraires pour les services de base et les services supplémentaires demandés dans l'appel d'offres				
1.1	Contrat initial	1 133 425,85 $	- $	1 133 425,85 $
1.2	Augmentation par rapport au contrat initial	- $	+ 308 237,84 $	+ 308 237,84 $
1.3	**Nouveau montant** (1.1 + 1.2)	**1 133 425,85 $**	**+ 308 237,84 $**	**1 441 663,69 $**
2. Honoraires additionnels pour services et débours non spécifiés à l'appel d'offres, et contingences de 15%				
2.1	Contrat initial	170 013,88 $	- $	170 013,88 $
2.2	Augmentation par rapport au contrat initial	- $	+ 9 449,43 $	9 449,43 $
2.3	**Nouveau montant** (2.1 + 2.2)	**170 013,88 $**	**+ 9 449,43 $**	**179 463,31 $**

3.	**Nouveau montant du contrat avant incidences** (1.3 + 2.3)	**1 303 439,73 $**	**+ 317 687,27 $**	**1 621 127,00 $**
4. Dépenses incidentes				
4.1	Montant contrats initial et modifié	126 472,50 $	- $	126 472,50 $
5.	**Total du contrat professionnels incluant les incidences** (3 + 4.1)	**1 429 912,23 $**	**+ 317 687,27 $**	**1 747 599,50 $**
6.	**Total du contrat professionnels incluant les incidences** net après ristourne de la TPS et TVQ	**1 305 700,46 $**	**+ 284 716,25 $**	**1 566 225,72 $**

Le *« Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux »* prévoit 80 % des dépenses admissibles à la charge de la ville centre et 20 % des dépenses admissibles à la charge de l'arrondissement. Ces deux pourcentages ne tiennent pas compte des dépenses reliées aux travaux non admissibles au Programme, comme les travaux d'améliorations locatives assumés à 100 % par l'arrondissement de Saint-Laurent. Ces travaux additionnels augmentent la contribution de l'arrondissement de Saint-Laurent à 34,87 % au lieu de 20% et diminue celle du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports à 65,13% au lieu de 80%.

Considérant la répartition qui précède et les montants du contrat déjà payés et à venir, le montant total majoré de **284 716,25 $**, net après ristourne se répartit comme suit : (voir pièce jointe 1196676002_Répartition de la dépense au PTI, pour le détail)

- **11 734,55 $**, à la charge du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS);
- **272 981,70 $**, à la charge de l'arrondissement de Saint-Laurent.

Le montant total du budget des incidences demeure inchangé par rapport au contrat initial, soit **113 346,61** $, net après ristourne. Cependant, la nouvelle répartition (65,13% pour la ville centre et 34,87 % pour l'arrondissement) implique les ajustements suivants :

- une diminution de **16 854,27 $** pour le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS);
- une augmentation de **16 854,27 $** à la charge de l'arrondissement de Saint-Laurent.

Des virements de crédits doivent être effectués par le (SGPMRS) (service requérant) au SGPI (service exécutant) pour couvrir la dépense de la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet de mise aux normes de l'aréna Raymond-Bourque vise le remplacement du système à l'ammoniac actuel par un système plus moderne et sécuritaire fonctionnant à l'ammoniac. De plus, le projet vise la certification LEED-Argent, conformément à la Politique de développement durable pour les édifices municipaux.

Le projet inclut également la mise en place de mesures d'efficacité énergétique telles que l'utilisation de la chaleur récupérée du système de réfrigération pour le chauffage de l'eau domestique du bâtiment et le remplacement de l'éclairage au-dessus de la patinoire, dans les vestiaires, les corridors et les espaces publics par des ampoules à faible consommation énergétique.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La majoration du présent contrat de services professionnels permettra de poursuivre la réalisation du projet de l'aréna Raymond-Bourque en assurant la présence des professionnels concepteurs pour la surveillance du chantier qui devrait débuter en septembre 2019. La concrétisation de ce projet contribuera à maintenir l'offre de services en sports de glace aux montréalais, d'assurer la préservation, l'amélioration fonctionnel du bâtiment et de dégager des économies d'énergie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication à ce stade du projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Majoration du contrat de services professionnels par le conseil municipal 16 septembre 2019
Réalisation du mandat septembre 2019 à mars 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Saint-Laurent , Direction des services administratifs et du greffe (Line ST-GERMAIN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc DENIS, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Salah HADIDI
Gestionnaire Immobilier

Tél : 514 280-3427
Télécop. : 514-872-0799

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-18

Biagio ZILEMBO
Cadre en reaffectation

Tél : 514 872-3904
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2019-07-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2019-07-29

Aréna Raymond-Bourque
Budget d'investissement
PTI (coûts net après ristournes) - Honoraires professionnels

Section honoraires professionnels pour le GDD 1196676002

	An 1	An 2	An 3	An 4	Total
	2019	2020	2021	2022	
Honoraires professionnels					
Répartition annuelle	70,00%	15,00%	10,00%	5,00%	100,00%
SGPMRS	8 214,18 $	1 760,18 $	1 173,45 $	586,73 $	**11 734,55 $**
Arrondissement	191 087,19 $	40 947,25 $	27 298,17 $	13 649,08 $	**272 981,70 $**
Sous-total	**199 301,37 $**	**42 707,44 $**	**28 471,62 $**	**14 235,81 $**	**284 716,25 $**
Incidences professionnelles et Expertises					
Répartition annuelle	70,00%	15,00%	10,00%	5,00%	100,00%
SGPMRS	(11 797,99 $)	(2 528,14 $)	(1 685,43 $)	(842,71 $)	(16 854,28 $)
Arrondissement	11 797,99 $	2 528,14 $	1 685,43 $	842,71 $	16 854,28 $
Sous-total	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
Coût total net (investissement net) pour les honoraires professionnels					
Répartition annuelle					
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports	(3 583,81 $)	(767,96 $)	(511,97 $)	(255,99 $)	(5 119,73 $)
Arrondissement	202 885,18 $	43 475,40 $	28 983,60 $	14 491,80 $	289 835,98 $
Total	**199 301,37 $**	**42 707,44 $**	**28 471,62 $**	**14 235,81 $**	**284 716,25 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Saint-Laurent , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1196676002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 317 687,27 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat de services professionnels relatif au projet de mise aux normes de l'aréna Raymond-Bourque (3112) / Approuver l'ajustement à la hausse de la convention de services professionnels intervenu entre la Ville de Montréal et les firmes TLA architectes inc., WSP inc. et Delisle, Despaux et associés inc. majorant ainsi le montant maximal total de la convention de 1 303 439,73 $ à 1 621 127,00 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

PJ - GDD1196676002 CORPO Aréna R-B - Augm. H.P..xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Line ST-GERMAIN
Conseillère en ressources financières

Tél : (514) 855-6000, poste 4391

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-20

Daniel SIMON
Directeur des Services administratifs et du greffe par intérim
Tél : 514 855-6000
Division : Saint-Laurent , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1196676002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 317 687,27 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat de services professionnels relatif au projet de mise aux normes de l'aréna Raymond-Bourque (3112) / Approuver l'ajustement à la hausse de la convention de services professionnels intervenu entre la Ville de Montréal et les firmes TLA architectes inc., WSP inc. et Delisle, Despaux et associés inc. majorant ainsi le montant maximal total de la convention de 1 303 439,73 $ à 1 621 127,00 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1196676002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-25

François FABIEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0709
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Tr : Délégation de pouvoirs - Remplacement de Benoit Dagenais | DGA - Services institutionnels | 2 au 28 juillet 2019

Sophie LALONDE A : 18- Gestion et planification immobilière 2019-07-02 10:12

Envoyé par : Sabah HOCINE

Bonjour à tous,

PVI.

Merci

Sophie Lalonde, ing.
Directrice
Service de la gestion et de la planification immobilière
Ville de Montréal

303, rue Notre-Dame Est, bur.3A-11
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
Téléphone : 514-872-1049
Cellulaire : 514-518-4707
sophie.lalonde@ville.montreal.qc.ca

----- Transféré par Sabah HOCINE/MONTREAL le 2019-07-02 10:11 -----

De : Benoit DAGENAIS/MONTREAL
A :
Date : 2019-07-02 08:58
Objet : Délégation de pouvoirs - Remplacement de Benoit Dagenais | DGA - Services institutionnels | 2 au 28 juillet 2019
Envoyé par : Brigitte DESHAIES

Bonjour,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), je désigne Mme Isabelle Cadrin, directrice générale adjointe - Mobilité et attractivité, pour me remplacer du 2 au 28 juillet 2019 inclusivement, assumer mes fonctions de directeur général adjoint aux services institutionnels et exercer tous les pouvoirs s'y rattachant.

Cordiales salutations,

Benoit Dagenais
Directeur général adjoint
Services institutionnels

Montréal
155, rue Notre-Dame Est
1er étage, bureau 107
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Tél : 514 872-9466

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas

échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Les opinions véhiculées par ce message sont celles de l'expéditeur et ne reflètent pas nécessairement celles de la Ville de Montréal qui se dégage de toutes responsabilités ou obligations pouvant en résulter.

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles
Sommaire décisionnel numéro 1196676002.

La part des crédits à assumer par l'arrondissement pour cette augmentation de contrat d'honoraires professionnels, considérant l'augmentation des frais incidents, correspond à un montant de 289 835,98 $ qui s'avère disponible à même le solde reporté PTI 2018 de l'arrondissement Saint-Laurent ainsi qu'à sa planification PTI 2020-2022.

Cette dépense sera imputée comme suit:

IMPUTATION:
Projet: 42212 - Programme de protection des bâtiments sportifs, CDL et communautaires
Sous-projet: 1742212000 - Aréna Raymond-Bourque - Rénovation majeure - Patinoires, gradins, etc - H. P.

Compte	Crédits	Contrat
6430.3017003.801150.07141.54301.000000.0000.158986.000000.22025	272 981.70 $	304 593.83 $
6430.3017003.801150.07141.54301.000000.0000.158986.050181.22025	16 854.28 $	18 806.06 $

**Considérant la vocation commerciale de l'aréna établit à 39%, ce projet bénéficie d'une ristourne de 100% sur la TPS et 69,5% sur la TVQ.*

Nous attestons que le présent dossier n'est pas conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire numéro 38 et nécessite une intervention du Service des finances.

SIMON
Système intégré Montréal

MAJ : 30 juillet 2014

Demande de démarrage et de gestion d'un projet d'investissement

Demandeur : Hui Li Téléphone : 514 872-3580

Service/Arrondissement : Service des finances

Veuillez compléter les différentes pages de ce formulaire. Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Page 1 Demande de création ou modification du segment « Source »

Le demandeur doit y inscrire toutes les informations requises pour supporter la demande de création d'une valeur « Source » lié à un nouveau règlement d'emprunt entériné par le Conseil d'arrondissement, le Conseil municipal ou le Conseil d'agglomération. Les documents de support doivent, au besoin, être joints à la Demande de Service (DDS) ou envoyés par télécopieur. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité avant de procéder à une demande de création des valeurs demandées par l'entremise de CA Service Desk.

Page 2 Demande de création de comptes de grand-livre

Le demandeur doit y inscrire les comptes de grand-livre à faire créer. Ces comptes de grand-livre sont reproduits automatiquement sur l'onglet «Administration» qui sera utilisé pour la création des comptes dans SIMON. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON au niveau des Activités d'investissement.

Page 3 Demande de virement de crédits * Onglet complété

Le demandeur doit y inscrire les informations requises (comptes de grand-livre et montants) pour un virement de crédits ou pour l'inscription des crédits autorisés dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 4 Demande d'écriture de journal

Le demandeur doit y inscrire les informations nécessaires (comptes de grand-livre et montants) pour la saisie et l'enregistrement d'une écriture au RÉEL dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 5 Demande de documentation d'un « Projet »

Ce formulaire sert à 2 fins. Le demandeur doit y inscrire :

- les informations relatives au Programme de subvention gouvernementale en vertu duquel un projet est éligible;
- la période de financement lorsque le projet doit être financé sur une période plus courte que celle prévue par la politique de financement de la Ville. C'est le cas, notamment, d'un projet qui doit être financé sur une période décrétée par une instance décisionnelle (Conseil) ou par un programme de subvention en service de dette.

Page 6 Demande de crédits autorisés sur planification

Ce formulaire sert à verser des crédits autorisés sur planficiation pour les projets de dépenses en immobilistions. Les informations requises serviront à valider la capitalisation et à créer les clés comptables si requis.

Page 7 Demande de création d'un sous projet Investi / projet Simon

Le demandeur doit inscrire les informations nécessaires pour la création d'un sous projet Investi / projet Simon.

Calcul des taxes 2016

Contrat	Avant taxes	Avec taxes	Imputable
Montant avant taxes		0.00	0.00
TPS 5%	0.00	0.00	0.00
TVQ 9,975%	0.00	0.00	0.00
Contrat →	**0.00**	**0.00**	**0.00**
Ristourne TPS à 100%	0.00	0.00	0.00
Ristourne TVQ à 50%	0.00	0.00	0.00
Dépense →	0.00	0.00	

Incidence	Avant taxes	Avec taxes	Imputable
Montant avant taxes	0.00	0.00	0.00
TPS 5%	0.00	0.00	0.00
TVQ 9,975%	0.00	0.00	0.00
Contrat →	**0.00**	**0.00**	**0.00**
Ristourne TPS à 100%	0.00	0.00	0.00
Ristourne TVQ à 50%	0.00	0.00	0.00
Dépense →	0.00	0.00	

TOTAL imputable	**0.00**	**0.00**	**0.00**

DOSSIER	:	
Estimation du coût du projet	:	**0.00 $**
Contrat travaux	:	**0.00 $**
Incidences	:	-
Laboratoire		-
Ingénierie		-
Imprévus		-
Moins ristourne (TPS)	:	-
Moins ristourne (TVQ)	:	-
Coût total du projet	=	**0.00 $**

PROVENANCE

Requérant	:
Projet	:
Sous-projet	:
Exécutant	:
Projet SIMON	:

IMPUTATION

Requérant	:
Projet	:
Sous-projet	:
Exécutant	:
Projet SIMON	:

		2016	2017	2018	Ult	TOTAL
Budget au net au PTI - 2015-2017	:		0	0	0	0
Prévision de la dépense						
Brut	:	0	0	0	0	0
Autre	:	0	0	0	0	0
Sub-C		0	0	0		0
Net	:	0	0	0	0	0
Écart	:	0	0	0	0	0

Provenance

Projet:

Données en milliers

Projet	Sous-projet/simon	Intitulé	2016
TOTAL			**0**

Imputation

Projet

Données en milliers

Projet	Sous-projet/simon	Intitulé	2016
TOTAL			**0**

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Demandeur : Hui Li Téléphone : 514 872-3580
Service/Arrondissement : Service des finances

Période : JUL Année : 2019 **JUL-19** Description de l'écriture : virement GDD 1196676002 CC96676002

Virement de crédits demandé en vertu de : (●) la délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
( ) l'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no.

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
h	6101	7715042	802505	01909	57201	000000	0000	112522	000000	98001	00000	5 119.73		
2	6101	7715042	803403	07141	54301	000000	0000	136298	000000	22025	00000	11 734.55		Contrat
3	6101	7715042	803403	07141	54301	000000	0000	136298	050181	22025	00000		16 854.28	Incidence
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
26														
27														
28														
29														
30														
31														
32														
33														
34														
35														
36														
37														
38														
39														
40														
Total de l'écriture :												**16 854.28**	**16 854.28**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités d'investissement

Les créations de comptes reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire.

Demandeur : Hui Li Téléphone : 514 872-3580
Service/Arrondissement : Service des finances

Svp vous assurer que les projets qui suivent ont bien été transférés d'INVESTI à SIMON.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
37											
38											
39											
40											

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Administration - SIMON

Demande de création de comptes de grand-livre

#	Comte de grand-livre
1	.....
2	.....
3	.....
4	.....
5	.....
6	.....
7	.....
8	.....
9	.....
10	.....
11	.....
12	.....
13	.....
14	.....
15	.....
16	.....
17	.....
18	.....
19	.....
20	.....
21	.....
22	.....
23	.....
24	.....
25	.....
26	.....
27	.....
28	.....
29	.....
30	.....
31	.....
32	.....
33	.....
34	.....
35	.....
36	.....
37	.....
38	.....
39	.....
40	.....

Demande de virement de crédits

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	6101.7715042.802505.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	5 119.73	0.00
2	6101.7715042.803403.07141.54301.000000.0000.136298.000000.22025.00000	11 734.55	0.00
3	6101.7715042.803403.07141.54301.000000.0000.136298.050181.22025.00000	0.00	16 854.28
4	.....	0.00	0.00
5	.....	0.00	0.00
6	.....	0.00	0.00
7	.....	0.00	0.00
8	.....	0.00	0.00
9	.....	0.00	0.00
10	.....	0.00	0.00
11	.....	0.00	0.00
12	.....	0.00	0.00
13	.....	0.00	0.00
14	.....	0.00	0.00
15	.....	0.00	0.00
16	.....	0.00	0.00
17	.....	0.00	0.00

18	.....	0.00	0.00
19	.....	0.00	0.00
20	.....	0.00	0.00
21	.....	0.00	0.00
22	.....	0.00	0.00
23	.....	0.00	0.00
24	.....	0.00	0.00
25	.....	0.00	0.00
26	.....	0.00	0.00
27	.....	0.00	0.00
28	.....	0.00	0.00
29	.....	0.00	0.00
30	.....	0.00	0.00
31	.....	0.00	0.00
32	.....	0.00	0.00
33	.....	0.00	0.00
34	.....	0.00	0.00
35	.....	0.00	0.00
36	.....	0.00	0.00
37	.....	0.00	0.00
38	.....	0.00	0.00
39	.....	0.00	0.00
40	.....	0.00	0.00

Demande d'écriture de journal

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	#REF!	#REF!	#REF!
2	#REF!	#REF!	#REF!
3	#REF!	#REF!	#REF!
4	#REF!	#REF!	#REF!
5	#REF!	#REF!	#REF!
6	#REF!	#REF!	#REF!
7	#REF!	#REF!	#REF!
8	#REF!	#REF!	#REF!
9	#REF!	#REF!	#REF!
10	#REF!	#REF!	#REF!
11	#REF!	#REF!	#REF!
12	#REF!	#REF!	#REF!
13	#REF!	#REF!	#REF!
14	#REF!	#REF!	#REF!
15	#REF!	#REF!	#REF!
16	#REF!	#REF!	#REF!
17	#REF!	#REF!	#REF!
18	#REF!	#REF!	#REF!
19	#REF!	#REF!	#REF!
20	#REF!	#REF!	#REF!
21	#REF!	#REF!	#REF!
22	#REF!	#REF!	#REF!
23	#REF!	#REF!	#REF!
24	#REF!	#REF!	#REF!
25	#REF!	#REF!	#REF!
26	#REF!	#REF!	#REF!
27	#REF!	#REF!	#REF!
28	#REF!	#REF!	#REF!
29	#REF!	#REF!	#REF!
30	#REF!	#REF!	#REF!
31	#REF!	#REF!	#REF!
32	#REF!	#REF!	#REF!
33	#REF!	#REF!	#REF!
34	#REF!	#REF!	#REF!
35	#REF!	#REF!	#REF!
36	#REF!	#REF!	#REF!
37	#REF!	#REF!	#REF!
38	#REF!	#REF!	#REF!
39	#REF!	#REF!	#REF!
40	#REF!	#REF!	#REF!

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.09

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1197251001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 334 154,92 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires professionnels requis dans le cadre du projet de construction d'une usine de traitement des eaux souterraines et des hydrocarbures flottants au Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) / Approuver un projet d'addenda no 2 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Viau Bastien Gosselin Architectes inc., Blondin Fortin et Associés et Beaudoin Hurens inc. (CM16 1161), majorant ainsi le montant total du contrat de 665 826,23 $ à 999 981,15 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 334 154,92 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires professionnels requis dans le cadre du projet de construction d'une usine de traitement des eaux souterraines et des hydrocarbures flottants au Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC);

2. d'approuver un projet d'addenda no 2 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et Viau Bastien Gosselin Architectes inc., Blondin Fortin et Associés et Beaudoin Hurens inc. (CM16 1161), majorant ainsi le montant total du contrat de 665 826,23 $ à 999 981,15 $, taxes incluses;

3. d'imputer cette dépense, après avoir opéré les virements budgétaires requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2019-08-16 11:01

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197251001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 334 154,92 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires professionnels requis dans le cadre du projet de construction d'une usine de traitement des eaux souterraines et des hydrocarbures flottants au Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) / Approuver un projet d'addenda no 2 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Viau Bastien Gosselin Architectes inc., Blondin Fortin et Associés et Beaudoin Hurens inc. (CM16 1161), majorant ainsi le montant total du contrat de 665 826,23 $ à 999 981,15 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du projet de réhabilitation du Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) visant à stopper l'écoulement des hydrocarbures dans le fleuve Saint-Laurent et afin de se conformer à la Loi sur les Pêches (Environnement Canada), deux contrats de services professionnels ont été donnés afin de réaliser la conception et la surveillance des travaux pour l'ensemble du projet.
Au printemps 2015, un premier contrat a été octroyé à la firme d'ingénierie SNC-Lavalin Inc. au montant de 2 932 892,96 $ taxes incluses, pour la conception ainsi que pour la réalisation des plans et devis d'un procédé de traitement à installer dans une nouvelle usine de traitement des eaux souterraines et pour la réalisation des plans et devis d'un écran d'étanchéité.

À l'automne 2016, un deuxième contrat a été octroyé aux firmes VBGA architectes inc., Blondin Fortin & Associés et Beaudoin Hurens inc. (GBi) (contrat no 14494) pour la conception et la réalisation des plans et devis de la nouvelle usine de procédé de traitement des eaux souterraines. Les honoraires sont payés à pourcentage du coût réel des travaux et la valeur du contrat de services professionnels a été basée sur une estimation préliminaire du coût des travaux réalisée à l'étape de l'avant-projet par le consultant SNC-Lavalin inc.

Le contrat aux firmes VBGA architectes inc., Blondin Fortin & Associés et Beaudoin Hurens inc. (GBi) a fait l'objet d'une première augmentation à l'automne 2017 (CM17 1236) afin d'ajuster les honoraires des professionnels en fonction du budget révisé de construction de l'usine, suite à une analyse de la valeur du projet.

Suivant la période de production des plans et devis par les deux groupes de professionnels, l'appel d'offres public 5904 a été lancé à la mi-juin 2018 en vue de retenir les services d'un entrepreneur pour :

- l'exécution des travaux de construction de l'usine;
- l'installation des équipements de procédé de traitement.

Quatre (4) propositions ont été reçues à la date de clôture de l'appel d'offres puis analysées en détail par les professionnels mandatés VBGA. L'estimation globale du projet a été réalisée en combinant l'estimation réalisée par chacun des deux groupes de professionnels. Le prix déposé par le plus bas soumissionnaire conforme s'est situé à moins de 16 % du montant global estimé par les professionnels (8 375 977 $), mais à plus de 60 % du montant de l'estimation réalisée par les firmes VBGA architectes inc. Blondin Fortin & Associés (4 988 515 $).

Détail de l'évolution des coûts de construction (excluant les coûts du procédé et excluant les taxes et contingences) :

- 2017 // 4 988 515 $ établissant la révision 01 du contrat d'honoraires professionnels;
- 2018 // 8 375 977 $ étant la partie du bordereau de soumission de l'adjudicataire construction pour la construction du bâtiment et des infrastructures, excluant le procédé;
- 2019 // 6 549 170 $ étant le coût de référence entendu entre les parties afin d'établir la révision 02 du contrat d'honoraires professionnels (coût de référence établit entre les Services des affaires juridiques de la Ville de Montréal et les firmes VBGA architectes inc. Blondin Fortin & Associés).

Pour le mandat des firmes VBGA architectes inc., Blondin Fortin & Associés et Beaudoin Hurens inc. (GBi), le coût réel des travaux s'élève à 6 549 170,32 $ avant taxes et contingences comparativement à une révision en 2017 du budget du projet à 4 988 515,00 $. Par contre, l'analyse détaillée et comparative des soumissions reçues met en lumière trois raisons qui peuvent expliquer l'écart de plus de 60 % :

- un contexte de marché de la construction en changement (fluctuation des prix des matériaux et variabilité au niveau de la disponibilité de la main-d'oeuvre);
- une sous-évaluation des professionnels des coûts du projet, et ce, dès la phase d'avant-projet;
- un débalancement de certains postes budgétaires du bordereau reliés à un ajustement entre la construction du bâtiment et l'intégration du procédé au bâtiment.

Étant donné l'écart important (de plus de 60 %) observé entre le prix soumis par Groupe Unigesco inc., adjudicataire du contrat de construction de l'usine, et l'estimation "finale" des coûts des volets site et bâtiment révisés par les professionnels avant l'ouverture des soumissions, nous ne pouvions recommander de réaliser un simple ajustement des honoraires selon le "coût réel" des travaux, tel que prévu dans la Convention.

Dans ce contexte, il a été entendu entre les parties que le coût des honoraires professionnels pour les services de base du contrat des firmes VBGA architectes inc. Blondin Fortin & Associés ne seraient pas payés sur la base du coût réel des travaux, mais plutôt sur le coût de référence associés au bâtiment et aux infrastructures (excluant le procédé) au moment de l'appel d'offres travaux, soit 6 549 170,32 $ et qui correspond à l'effort déclaré par les professionnels à la Ville et consenti par cette dernière durant la conception.

Le présent dossier vise donc l'augmentation des honoraires professionnels afin d'ajuster le contrat de services professionnels aux firmes VBGA architectes inc., Blondin Fortin &

Associés et Beaudoin Hurens inc. (GBi) suite à l'appel d'offres public no 5904 pour le contrat de construction.

Le projet de construction de l'usine (lot 2) s'inscrit dans le cadre du vaste programme de Réhabilitation environnementale des terrains du Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles qui comprend également la réalisation d'un écran d'étanchéité ancré au roc et d'un système de captage des eaux souterraines et des hydrocarbures en phase flottante (lot 1). L'exécution des travaux des lots 1 et 2 doit être coordonnée afin d'assurer le maintien de l'équilibre hydrogéologique du site. La livraison du projet correspondant à l'achèvement substantiel des travaux du lot 1 (écran / système de captage) et à la mise en service de l'usine (lot 2) est prévue pour le printemps 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1369 - 19 novembre 2018 : Accorder un contrat à Groupe Unigesco inc. pour la construction de l'usine de traitement des eaux souterraines au Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) - Dépense totale de 19 635 253,01 $, taxes incluses - Appel d'offres 5904 (4 soum.)
CM17 1236 - 25 septembre 2017 : Autoriser une dépense additionnelle de 204 795,68 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires professionnels en fonction de la révision de l'estimation des coûts de construction d'une usine de traitement des eaux souterraines et des hydrocarbures flottants au Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC), dans le cadre du contrat accordé à Viau Bastien Gosselin Architectes inc., Blondin Fortin & Associés et Beaudoin Hurens inc. (CM16 1161), majorant ainsi le montant total du contrat de 461 030,55 $ à 665 826,23 $, taxes incluses / Approuver un projet d'avenant no 1 à cet effet.

CM16 1161 - 24 octobre 2016 : Accorder un contrat de services professionnels à Viau Bastien Gosselin Architectes Inc., Blondin Fortin & Associés et Beaudoin Hurens Inc. pour la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux requis dans le cadre du projet de construction de l'usine de traitement des eaux souterraines et des hydrocarbures flottants au Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) - Dépense totale de 507 133,60 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15231 (2 soum., 1 seul conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CE16 0927 - 8 juin 2016 : Autoriser le lancement d’un appel d’offres public pour retenir les services d’une équipe de professionnels comprenant les services en architecture, en génie de bâtiment (mécanique, électricité, structure et génie civil) et en aménagement extérieur pour réaliser les plans, les devis et la surveillance de travaux dans le cadre du projet de construction de l'usine de traitement des eaux souterraines et des hydrocarbures flottants au Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) et approuver les critères de sélection et leur pondération qui seront utilisés lors de l'évaluation des soumissions.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à obtenir l'approbation du conseil municipal d'une part pour l'approbation d'un avenant no. 2 pour l'ajustement des honoraires professionnels requis dans le cadre du projet de construction d'une usine de traitement ajoutant à l'article 1.1 (Définitions) la définition du terme « Coût de référence » et modifiant le paragraphe 5.1 (Honoraires) de l'article 5 (Rémunération) de la Convention, de manière à ce que le coût des services professionnels de base puisse être calculé en fonction d'un coût de référence (6 459 170,32 $, incluant taxes) convenu entre les parties et d'après une interprétation consensuelle du bordereau détaillé des coûts de la soumission déposée par Groupe Unigesco inc. Toutes les autres clauses de la convention demeurent inchangées - entente entre les Services des affaires juridiques de la Ville de Montréal et les firmes VBGA architectes inc. Blondin Fortin & Associés.

Finalement, le budget de contingences prévu au contrat initial (60 134,42 $, incluant taxes), lequel correspondait à 15 % de la somme des honoraires initialement prévus pour la rémunération des services de base et des services supplémentaires autorisés, et augmentés à 113 790,37 $ dans l'avenant no. 01, doit également être majoré compte tenu du coût de référence des travaux et afin d'être en mesure de défrayer le coût des services professionnels à la valeur maximale des contingences prévues à l'octroi du contrat de construction.

JUSTIFICATION

Considérant que malgré la démonstration de l'impossibilité de respecter le budget cible de 3 080 100,00 $ pour les postes budgétaires reliés au bâtiment et au site établi en 2014, un contrat a été octroyé à Unigesco en novembre 2018 et compte tenu que le budget global du projet a présenté un écart de 16 % entre l'estimation globale (combinaison des volets bâtiments, site et procédé) et le prix du plus bas soumissionnaire.
Considérant le fait que les deux lots de travaux du projet de réhabilitation du Parc d’entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) sont interconnectés et comportent plusieurs enjeux importants reliés à la réalisation des travaux (technologie innovante, incertitudes des sols (ancien dépotoir), présence de plusieurs chantiers dans un même secteur, coordination étroite des calendriers de réalisation des deux lots de travaux), qui ont été adressés et maîtrisés par les professionnels tout au long du mandat.

La Ville ne recommande pas une éventuelle interruption de la prestation de services professionnels des firmes VBGA architectes inc., Blondin Fortin & Associés et Beaudoin Hurens inc. (GBi) en cours d'exécution du chantier, mais recommande une majoration du montant maximal des honoraires afin de couvrir les dépenses supplémentaires jusqu'à la fin du chantier et pour la période de garantie.

Ainsi, la Convention de services professionnels 14494 doit être amendée de 334 154,92 $ afin d'ajuster les honoraires en fonction du budget révisé des travaux (coût de référence convenu / négocié entre les parties). En résumé, ces coûts se représentent comme suit :

- Un ajustement des honoraires versés pour les services de base engagés durant la phase conception et la période des appels d'offres, calculé sur la base du coût de référence entendu, soit 281 281,78 $ incluant taxes;
- Une augmentation du budget pour les contingences correspondant à 20 % de la valeur des coûts des services professionnels si appliqués sur le coût de référence des travaux associés au bâtiment, soit 52 873,14 $ incluant taxes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La valeur initiale du contrat de services professionnels 14494 (24 octobre 2016) était basée sur une valeur de travaux de 3 080 100,00 $ estimée par le consultant SNC-Lavalin inc., et prévoyait une dépense maximale de 461 030,55 $, taxes et contingences incluses. Le contrat était assorti d'un budget d'incidences pour une valeur de 46 103,05 $, taxes incluses.
Les montants révisés dans l'avenant no. 01 (25 septembre 2017) ont été établis sur un budget des travaux évalué à 4 988 515,00 $ (excluant taxes et contingences) et représentent un montant de 665 826,23 $, taxes et contingences incluses, réparti comme suit :

- 481 671,16 $, incluant taxes, pour la rémunération des services de base - calculé au pourcentage du budget révisé des travaux;
- 70 364,70 $, incluant taxes (inchangé) pour la rémunération à forfait des services de consultants - prévus dans l'appel d'offres initial;

- 113 790,37 $, incluant taxes, pour les contingences.

Le montant total de la majoration présentée dans l'avenant no 02 est basé sur un coût de référence convenu / négocié entre les parties à l'automne 2018. La majoration de 334 154,93 $, taxes incluses, porte donc la valeur du contrat de services professionnels de 665 826,23 $ à 999 981,15 $, taxes et contingences incluses. Aux fins de l'ajustement des honoraires professionnels, la proportion du coût des travaux sur laquelle s'applique la rémunération des services de base de l'ingénieur en charpente / civil et de l'ingénieur en électromécanique a été révisée afin de tenir compte de la répartition effective des coûts de construction (bâtiment et préparation / aménagement du site) présenté dans le prix de l'entrepreneur Unigesco. De plus, le budget de contingences de 113 790,37 $ doit également être majoré de 52 873,14 $ afin de correspondre à 20 % du coût de base du contrat amendé. Le budget d'incidences lié au contrat ne fait, quant à lui, l'objet d'aucune majoration.

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre. Les crédits supplémentaires requis pour amender le contrat de services professionnels sont disponibles au Centre de responsabilité du PEPSC relevant du Service de l'environnement, lequel a été doté d'un budget de fonctionnement financé par la réserve « *Passif environnemental* » .

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Par sa vocation, le projet de réhabilitation du Parc d’entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) endosse les principes de développement durable en contribuant d’une part à la protection de l’environnement (interception et traitement des eaux souterraines contaminées s'écoulant vers le fleuve) et en participant à réaliser le potentiel de développement et d’appropriation de ce territoire. Le projet de construction de l'usine (lot 2) vise une certification environnementale LEED NC-09 de niveau Argent. Le contrat 14494 comprend notamment les services d'un consultant spécialisé LEED dont le mandat consiste à assister l'équipe de professionnels et du constructeur chargés de la réalisation du projet dans le but d'obtenir la certification visée.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans cette augmentation du contrat de services professionnels, les services de la surveillance des travaux devront être interrompus en cours d'exécution des travaux. Cette situation risquerait de compromettre l'échéancier du projet et le plan de contrôle de la qualité des installations.
Sans une décision du conseil permettant de régulariser la situation exposée, il pourrait s'avérer difficile, voire impossible, de mobiliser l'équipe de professionnels pour le chantier de construction de l'usine.

Tout retard important au niveau du déroulement prévu de l'exécution des travaux du lot 2 risque par ailleurs d'exposer la Ville à des réclamations de la part de l'entrepreneur mandaté (contrat 14495) Groupe Unigesco inc.

Tout retard sur l'échéancier doit être justifié auprès d'Environnement Canada et met en jeu l'obtention de la subvention REVI-Sols pour lequel le projet de Réhabilitation environnementale des terrains du PEPSC est admissible (10 M$).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réhabilitation environnementale des terrains du Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) - lot 2 :

Augmentation du contrat de services professionnels 14494 (AV-02) au conseil municipal	Septembre 2019
Ordre de débuter les travaux de construction de l'usine	Mars 2019
Mise en service de l'usine et début de la période de rodage (2 ans)	Juin 2020
Réception provisoire de l'ouvrage	Septembre 2020
Échéance pour la réalisation complète du projet en vue de la subvention REVi-Sols (10 M$)	Décembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Chantal VILLENEUVE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Claire MERCKAERT, Service de l'environnement

Lecture :

Claire MERCKAERT, 24 juillet 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vincent LEBLANC
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2283
Télécop. : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-23

Jean BOUVRETTE
Chef de division projets immobiliers-Sécurité publique et EPLV

Tél : 514 868-0941
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jabiz SHARIFIAN
c/d gestion de projets immobiliers

Tél : En remplacement de monsieur Michel Soulier - Directeur Direction de la gestion et de la planification immobilière (vacances du 29 juillet au 12 août 2019 inclusivement)

Approuvé le : 2019-08-09

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières en remplacement de Sophie Lalonde du 14 au 16 août 2019

Tél : 514-868-3844

Approuvé le : 2019-08-16

Tableau des coûts - contrat initial

Projet :	**Construction de l'usine de traitement des eaux souterraines et des hydrocarbures en phase flottante au PEPSC**					**Résolution :**	**CM16-1161**	
						Ouvrage :	**# 1161**	
Date :	**24/ 10/ 2016**					**Contrat :**	**# 14494**	
Étape :	**Octroi de contrat - Services professionnels**							
	Viau Bastien Gosselin Architectes Inc.							
	Blondin Fortin & Associés + Beaudoin Hurens Inc.			**TPS**		**TVQ**		
			Montant	**5,0%**		**9,975%**		**Total**
Honoraires :	Services professionnels de base - architecture et ingénierie		287 481,13 $	**14 374,06 $**		**28 676,24 $**		**330 531,43 $**
	Services supplémentaires - architecture de paysage (forfaitaire)		30 000,00 $	**1 500,00 $**		**2 992,50 $**		**34 492,50 $**
	Services supplémentaires - accompagnement LEED (forfaitaire)		31 200,00 $	**1 560,00 $**		**3 112,20 $**		**35 872,20 $**
	Sous-total :	100,0%	**348 681,13 $**	**17 434,06 $**		**34 780,94 $**		**400 896,13 $**
	Contingences	15,0%	52 302,17 $	**2 615,11 $**		**5 217,14 $**		**60 134,42 $**
	Total Honoraires - Contrat :		**400 983,30 $**	**20 049,16 $**		**39 998,08 $**		**461 030,55 $**
Incidences :	Dépenses générales (expertises, échantillonage)	10,00%	**40 098,33 $**					
	Total incidences - Contrat :		**40 098,33 $**	**2 004,92 $**		**3 999,81 $**		**46 103,05 $**
	Montant à autoriser		**441 081,63 $**	**22 054,09 $**		**43 997,89 $**		**507 133,61 $**
Ristournes :	TPS	100,00%		**22 054,09 $**				22 054,09 $
	TVQ	50,0%				**21 998,95 $**		21 998,95 $
	Coût après ristourne (Montant à emprunter)		**507 133,61 $**	**(22 054,09) $**		**(21 998,95) $**		**463 080,58 $**

Exclusions : Mécanique de procédé

Partage des coûts : Le coût des travaux est prévu au budget de fonctionnement du Service de l'Environnement, financé par la réserve «Passif environnemental».
Cette dépense est entièrement assumée par la ville centre.

Tableau des coûts - dépense à autoriser

Projet :	**Construction de l'usine de traitement des eaux souterraines et des hydrocarbures en phase flottante au PEPSC**				**Appel d'offres public :**	**# 16-15231**
					Ouvrage :	**# 1161**
Date :	**25/ 09/ 2017_corrigé 2019/ 02/ 08**				**Contrat :**	**# 14494_rev.1**
Étape :	**Amendement de contrat - Services professionnels**					
	Viau Bastien Gosselin Architectes Inc.					
	Blondin Fortin & Associés + Beaudoin Hurens Inc.		**Montant**	**TPS 5,0%**	**TVQ 9,975%**	**Total**
Honoraires :	Services professionnels de base - architecture et ingénierie		**287 481,13 $**	**14 374,06 $**	**28 676,24 $**	**330 531,44 $**
	ADDENDA 1					
	Honoraires associés à l'augmentation des coûts estimés (services de base)		131 454,41 $	6 572,72 $	13 112,58 $	151 139,72 $
	Honoraires associés aux travaux accessoires autorisés (contingences)		46 667,50 $	2 333,38 $	4 655,08 $	53 655,96 $
	Total des honoraires associés à l'amendement du contrat		**178 121,91 $**	**8 906,10 $**	**17 767,66 $**	**204 795,68 $**
	Services supplémentaires - architecture de paysage	(forfaitaire)	30 000,00 $	**1 500,00 $**	**2 992,50 $**	**34 492,50 $**
	Services supplémentaires - accompagnement LEED	(forfaitaire)	31 200,00 $	**1 560,00 $**	**3 112,20 $**	**35 872,20 $**
	Sous-total (Services de base + Services supplémentaires prévus) :		**480 135,55 $**	**24 006,78 $**	**47 893,52 $**	**552 035,85 $**
	Contingences - incluant honoraires associés aux travaux accessoires autorisés		98 969,67 $	**4 948,48 $**	**9 872,22 $**	**113 790,37 $**
	Total des honoraires - Contrat révisé:		**579 105,22 $**	**28 955,26 $**	**57 765,75 $**	**665 826,22 $**
Incidences :	Dépenses générales (montant inchangé)					
	Total des incidences prévues au contrat:		40 098,33 $	2 004,92 $	3 999,81 $	46 103,05 $
	Montant révisé du contrat de services professionnels #14494_rev.1		**619 203,55 $**	**30 960,18 $**	**61 765,55 $**	**711 929,28 $**
Ristournes :	TPS	100,00%		**30 960,18 $**		30 960,18 $
	TVQ	50,0%			**30 882,78 $**	30 882,78 $
	Coût après ristourne (montant à emprunter)		**711 929,28 $**	**(30 960,18) $**	**(30 882,78) $**	**650 086,33 $**

Exclusions : Mécanique de procédé

Partage des coûts : Les crédits requis pour amender le contrat #14494 sont disponibles au budget de fonctionnement du SE, financé par la réserve 'Passif environnemental'. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

Tableau des coûts - dépense à autoriser

Projet :	**Construction de l'usine de traitement des eaux souterraines et des hydrocarbures en phase flottante au PEPSC**					**Appel d'offres public :**	**# 16-15231**	
						Ouvrage :	**# 1161**	
Date :	**18/ 07/ 2019**					**Contrat :**	**# 14494_rev.2**	
Étape :	**Amendement de contrat (avenant AV-02) - Services professionnels**							
	Viau Bastien Gosselin Architectes Inc.							
	Blondin Fortin & Associés + Beaudoin Hurens Inc.			**TPS**		**TVQ**		
			Montant	**5,0%**		**9,975%**		**Total**
Honoraires :	Services professionnels de base - architecture et ingénierie		**418 935,55 $**	**20 946,78 $**		**41 788,82 $**		**481 671,15 $**
	ADDENDA 2							
	Ajustement des honoraires basé sur le coût de référence (services de base)		244 646,04 $	12 232,30 $		24 403,44 $		281 281,79 $
	Ajustement des contingences		45 986,65 $	2 299,33 $		4 587,17 $		52 873,15 $
	Total des honoraires associés à l'amendement du contrat		**290 632,68 $**	**14 531,63 $**		**28 990,61 $**		**334 154,93 $**
	Services supplémentaires - architecture de paysage	(forfaitaire)	30 000,00 $	**1 500,00 $**		**2 992,50 $**		**34 492,50 $**
	Services supplémentaires - accompagnement LEED	(forfaitaire)	31 200,00 $	**1 560,00 $**		**3 112,20 $**		**35 872,20 $**
	Sous-total :	100,0%	**724 781,58 $**	**36 239,08 $**		**72 296,96 $**		**833 317,63 $**
	Contingences (20%)		144 956,32 $	**7 247,82 $**		**14 459,39 $**		**166 663,52 $**
	Total des honoraires - Contrat révisé:		**869 737,90 $**	**43 486,90 $**		**86 756,36 $**		**999 981,15 $**
Incidences :	Dépenses générales prévues au contrat initial (montant inchangé)							
	Total des incidences prévues au contrat:		40 098,33 $	2 004,92 $		3 999,81 $		46 103,05 $
	Montant révisé du contrat de services professionnels #14494_rev.2		**909 836,24 $**	**45 491,82 $**		**90 756,16 $**		**1 046 084,22 $**
Ristournes :	TPS	100,00%		**45 491,82 $**				45 491,82 $
	TVQ	50,0%				**45 378,08 $**		45 378,08 $
	Coût après ristourne (montant à emprunter)		**1 046 084,22 $**	**(45 491,82) $**		**(45 378,08) $**		**955 214,32 $**

Exclusions : Mécanique de procédé

Partage des coûts : Les crédits requis pour amender le contrat #14494 sont disponibles au budget de fonctionnement du SE, financé par la réserve 'Passif environnemental'. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

VBGA | Architectes

Laval, le 2 octobre 2018

Monsieur Jean-Simon Laporte
Gestionnaire immobilier, Division des projets industriels
Service de la gestion et de la planification immobilière
Ville de Montréal
303, rue Notre-Dame Est (3e étage)
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Objet : **Ville de Montréal / Réhabilitation environnementale des terrains du Parc dentreprises de la Pointe-St-Charles (PEPSC) Lot 2 : Construction de l'usine de traitement des eaux souterraines et des hydrocarbures en phase flottante / N/D : 1633**
Analyse et recommandation suite à l'appel d'offres

Monsieur Laporte,

En référence à l'ouverture des soumissions du projet en titre, quatre (4) soumissions ont été reçues avant l'heure prescrite et ont été ouvertes par les représentants de la Ville de Montréal, devant les intéressés, à partir de 13h30 le 28 août 2018. Le résultat est le suivant :

	ENTREPRENEURS CONFORMES	MONTANT AVANT TAXES ET CONTINGENCES	MONTANT AVEC TAXES ET CONTINGENCES
1	Groupe Unigesco Inc.	14 752 586,92 $	18 657 965,50 $
2	Allen Entrepreneur Général Inc.	14 776 000,00 $	18 687 576,60 $
3	Construction Gamarco Inc.	15 310 189,00 $	19 363 178,78 $
4	Céleb Construction Ltée.	16 177 000,00 $	20 459 456,33 $

La soumission de « Groupe Unigesco Inc. » est la plus basse conforme.

Différence entre l'estimation définitive et les résultats de soumissions

Dans notre estimation définitive, et tel que mentionné dans la lettre du 20 juin 2018, nous avons inclus une contingence de condition du marché de 15% sur le coût total des travaux avant taxes. Cette contingence s'avère refléter le marché puisque les deux plus bas soumissionnaires ont présenté une offre dont l'écart avec ce total représente seulement 0,88% et 1,04% respectivement.

Dans la plupart des domaines de la construction et tel que mentionné précédemment, le marché subis actuellement une surchauffe. Ce phénomène comporte d'ailleurs différents volets. D'abord, le manque de main-d'œuvre semble actuellement généralisé et les nombreux chantiers d'envergure exceptionnelle présentement en construction, particulièrement dans la région de Montréal, semblent avoir un impact direct sur les résultats des soumissions. Ce manque de main-d'œuvre engendre un nombre limité de soumissionnaires, notamment pour les ouvrages de structure et d'électricité, ce qui a comme conséquence de diminuer la compétitivité des prix.

De plus, le prix de plusieurs matériaux de construction subit actuellement des fluctuations significatives. La raison principale de ces fluctuations semble être liée aux incertitudes des relations commerciales avec les États-Unis. Cela est principalement observable sur le coût de l'acier mais peut aussi affecter d'autres matériaux de construction en provenance de l'extérieur.

Il faut aussi noter que le retrait d'une date probable de début des travaux a pu engendrer une incertitude et un facteur de risque pour les entrepreneurs. Ceux-ci peuvent plus difficilement gérer leur calendrier de travail et peuvent augmenter leur prix pour un manque de connaissance sur la période à laquelle les travaux débuteront. Les conditions d'hiver peuvent aussi avoir été évaluées à la hausse, particulièrement en civil et structure (travaux de sous-œuvre), pour prévoir la pire situation. Des conditions d'hiver sont probablement aussi concentrées pour les travaux de maçonnerie.

Pour les variations des postes budgétaires entre le plus bas soumissionnaire et l'estimation définitive, nous observons quelques pistes pouvant expliquer une partie de ces écarts. D'abord, la somme proposée par le Groupe Unigesco Inc. pour le total des conditions générales (total partie 1) est inférieure de 641 932,87$ par rapport à l'estimation. Nous pouvons supposer que cette somme est partagée dans les autres parties de la soumission, l'entrepreneur général donnant plus de travaux généraux en sous-traitance, notamment. Cette hypothèse est aussi appuyée par le fait que la moyenne des soumissions pour ce poste est très proche de l'estimation, avec un écart de seulement 2,7%.

Ensuite, le total de la partie 3 – Mécanique de procédés, est inférieur de 520 197,17$ par rapport à l'estimation. En plus des hypothèses de SNC Lavalin, il peut exister la possibilité qu'une part de cette somme soit répartie dans la partie 2 – bâtiment. Bien que cette piste soit hypothétique et difficile à évaluer, il semble que, sous toute réserve, un débalancement en distribution électrique pourrait être expliqué. Le fournisseur retenu par le plus bas soumissionnaire nous indique que 50% du montant de la distribution électrique à l'item 3.31 du bordereau de soumission devrait se retrouver en mécanique de procédé, soit 312 573.59$ (avant taxes et conditions générales).

Bien que la contingence, ou indexation aux conditions de marché, a été ajoutée à l'ensemble du projet, notons qu'elle représente environ 35-40% sur le coût du volet bâtiment, excluant le volet mécanique de procédés. La lecture des premiers trimestres de 2018 nous a indiqué que cette indexation était en constante augmentation. Puisque l'estimation définitive est présentée sous la forme du bordereau de soumission (avec conditions générales communes au bâtiment et aux procédés), cette indexation ne pouvait pas être appliquée uniquement au volet « bâtiment ». Elle a donc été ajustée à 15% sur le coût global. Toutefois, dans les faits, cette indexation s'applique majoritairement au bâtiment, la mécanique de procédé étant moins affectée par la surchauffe actuelle. De plus, cette indexation ne peut s'ajouter à des items précis du bordereau car le marché est actuellement imprévisible et ne suit aucune logique.

Pour conclure, même si le marché dans lequel nous sommes est défavorable à l'obtention de prix plus près des budgets évalués, nous recommandons tout de même l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme, soit Groupe Unigesco Inc. Cette recommandation s'appuie principalement sur le fait que l'usine est indispensable au fonctionnement du projet réalisé dans le lot 1, soit l'écran et les puits de captage des eaux souterraines. La construction de l'usine est nécessaire pour gérer l'eau qui sera accumulée par cet ouvrage en construction. Il est donc très difficile d'envisager un report de construction car cela entrainerait des complications supplémentaires à un projet déjà très complexe, sans même considérer les obligations juridiques reliées à ce projet. De plus, il est bien difficile d'évaluer à quel moment le marché sera rétablit, considérant tous les facteurs socio-économiques qui affectent avec plus ou moins d'impact le domaine de la construction au Québec.

Monsieur Jean-Simon Laporte
Ville de Montréal
Le 2 octobre 2018

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à la présente demande et demeurons disponibles pour toute information complémentaire. Si vous désirez de plus amples informations, n'hésitez pas à communiquer avec nous.

Veuillez agréer, Monsieur Laporte, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Stéphanie Bastien, architecte associée principale
SB/fc

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1197251001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 334 154,92 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires professionnels requis dans le cadre du projet de construction d'une usine de traitement des eaux souterraines et des hydrocarbures flottants au Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) / Approuver un projet d'addenda no 2 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Viau Bastien Gosselin Architectes inc., Blondin Fortin et Associés et Beaudoin Hurens inc. (CM16 1161), majorant ainsi le montant total du contrat de 665 826,23 $ à 999 981,15 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, le document juridique suivant.

FICHIERS JOINTS

Avenant no. 2 visé le 09-08-2019.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Chantal VILLENEUVE
Avocate
Tél : 514-872-2138

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-09

Marie-Andrée SIMARD
Notaire et chef de division
Tél : 514-872-8363
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
8 AOUT 2019
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE MODIFICATION DE LA CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS - AVENANT NO 2
(Avenant no 1 approuvé par le conseil municipal le 25 septembre 2017 (CM17 1236))

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par Monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **VIAU BASTIEN GOSSELIN ARCHITECTES INC.** société d'architectes, ayant sa principale place d'affaires au 1435, boul. St-Martin Ouest, bureau 200, Laval, Québec H7S 2C6, agissant et représentée par Madame Stéphanie Bastien, architecte, déclarant elle-même être associée et être expressément autorisée à agir aux fins des présentes en vertu d'une résolution dûment adoptée;

N° d'inscription T.P.S. : 102069507
N° d'inscription T.V.Q. : 10028699922

Ci-après appelée l' « **Architecte** » ou le « **Coordonnateur** »

ET : **BLONDIN FORTIN & ASSOCIÉS**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 205, boul. Curé-Labelle, bureau 200, Laval, Québec H7L 2Z9, agissant et représentée par son président, Monsieur Bruno Blondin, ingénieur, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration dûment adoptée;

N° d'inscription T.P.S. : 143721249
N° d'inscription T.V.Q. : 1023849701

Ci-après appelée l' « **Ingénieur** »

ET : **BEAUDOIN HURENS INC (GBi)**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 255, boul. Crémazie Est, 9e étage, Montréal, Québec H2M 1M2, agissant et représentée par le directeur «structure», Monsieur Ahmad Afshin, ingénieur, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration dûment adoptée;

N° d'inscription T.P.S. : 143123495
N° d'inscription T.V.Q. : 1022694789

Ci-après appelée l' « **Ingénieur** »

Ci-après collectivement appelées les « **Parties** »

ATTENDU QUE les Parties ont conclu, à la suite de la tenue de l'appel d'offres public no 16-15231, une convention de services professionnels - architecture et génie de bâtiments, le 25 octobre 2016 (résolution du conseil municipal portant le numéro CM16 1161) pour réaliser les plans et devis, rédiger le cahier des charges pour les appels d'offres, surveiller les travaux et effectuer certaines expertises techniques dans le cadre du projet de construction d'une usine de traitement des eaux souterraines et des hydrocarbures en phase flottante au Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles intégrant des équipements d'un procédé de traitement (ci-après appelée la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE la Convention initiale a été modifiée en date du 25 septembre 2017 par résolution du conseil municipal portant le numéro CM17 1236 (Avenant no 1), afin d'ajuster à la hausse les honoraires professionnels prévus à la Convention initiale, en fonction du coût estimé des travaux lors de la conception et afin d'augmenter le budget de contingences pour la rémunération des services professionnels non prévus en raison d'ajouts au Programme général des travaux;

ATTENDU QUE le paragraphe 5.1 (Honoraires) de l'article 5 (Rémunération) de l'Avenant no 1 stipule qu'en contrepartie de l'exécution par l'Architecte et les Ingénieurs de leurs obligations respectives, la Ville s'est engagée à payer un montant maximal de six cent soixante-cinq mille huit cent vingt-six dollars et vingt-trois cents (665 826,23 $), incluant toutes les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ); ce montant étant constitué d'un montant de quatre cent quatre-vingt-un mille six cent soixante et onze dollars et quinze cents (481 671,15 $), taxes incluses, pour les services de base, l'architecture de paysage et l'accompagnement LEED et d'un montant de cent treize mille sept cent quatre-vingt-dix dollars et trente-sept cents (113 790,37 $), taxes incluses, à titre de budget pour les contingences;

ATTENDU QUE la dernière estimation du coût des travaux pour la globalité du projet de construction de l'usine incluant la fourniture, l'installation et la mise en service des équipements du procédé de traitement réalisée par l'Architecte et les Ingénieurs préalablement au lancement de l'appel d'offres pour la réalisation des travaux était de 14 623 917,86 $, excluant les taxes et les contingences;

ATTENDU QUE sur la base des estimations réalisées par l'Architecte et les Ingénieurs et des documents qu'ils ont préparés durant la phase conception, la Ville a lancé un appel d'offres pour la réalisation des travaux et a octroyé un contrat d'exécution de travaux le 19 novembre 2018 au plus bas soumissionnaire conforme, Groupe Unigesco Inc., pour un montant maximal de 14 752 586,92 $, excluant les taxes et les contingences;

ATTENDU QUE le sous-paragraphe 5.1.1 (Méthode du pourcentage) du paragraphe 5.1 (Honoraires) de l'article 5 (Rémunération) de la Convention initiale prévoit qu'un ajustement à la hausse ou à la baisse des honoraires professionnels de l'Architecte et des Ingénieurs doit être appliqué sur les honoraires professionnels déjà payés et à venir de manière à ce que la Ville paye toujours les honoraires professionnels sur la base du coût réel des travaux engendrés par les services de base qu'ils ont rendus;

ATTENDU l'écart important entre le coût estimé des travaux par l'Architecte et les Ingénieurs pour la portion de la construction du bâtiment (usine) uniquement, excluant la fourniture, l'installation et la mise en service des équipements du procédé de traitement et le coût réel de ces travaux;

ATTENDU le *Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle* (18-038);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante des présentes.

2. La Convention initiale est modifiée en ajoutant la définition qui suit à l'article 1.1 (DÉFINITIONS) :

« Coût de référence »

Le coût des travaux convenu par les parties comme constituant la base du calcul des honoraires pour les Services de base de l'Architecte et des Ingénieurs pour toutes les phases du projet (Conception et Construction) en fonction des pourcentages proposés par l'Équipe.

Ce coût s'établit à 6 549 170,32 $ incluant l'administration, le profit de l'entrepreneur, les frais généraux, mais à l'exception des taxes TPS et TVQ et des contingences de construction.

3. La Convention initiale est modifiée par le remplacement du paragraphe 5.1 (Honoraires) de l'article 5 (Rémunération) de la Convention initiale, des sous-paragraphes a) et e) (Phase de construction) du paragraphe 5.1.1 (Méthode du pourcentage) par les paragraphes et sous-paragraphes suivants :

« **5.1 HONORAIRES**

En contrepartie de l'exécution par l'Architecte et les Ingénieurs de leurs obligations, la Ville s'engage à leur verser un montant maximal de neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-un dollars et quatorze cents (999 981,14 $), incluant toutes les taxes applicables sur les biens et les services (T.P.S. et T.V.Q.).

L'Architecte et les Ingénieurs reconnaissent que dudit montant maximal :

i. un montant de deux cent quatre-vingt-un mille deux cent quatre-vingt-un dollars et soixante-dix-huit cents (281 281,78 $), taxes incluses, représente l'ajustement des honoraires professionnels de l'Architecte et des Ingénieurs établi en fonction du Coût de référence;

ii. un montant additionnel de cinquante-deux mille huit cent soixante-treize dollars et quatorze cents (52 873,14 $), taxes incluses, représente l'ajustement du

MLV 2022

budget de contingences établi en fonction de l'ajustement des honoraires professionnels.

La méthode du pourcentage sera utilisée pour le calcul des honoraires engendrés par les services de base de l'Architecte et de l'Ingénieur.

5.1.1 Méthode du pourcentage

a) Cette méthode comporte le paiement d'un montant basé sur un pourcentage du coût estimé des travaux à la phase conception. Après l'appel d'offres, un ajustement à la hausse ou à la baisse des honoraires professionnels sera appliqué sur les honoraires professionnels déjà payés et à venir, de manière à ce que la Ville paye toujours les honoraires professionnels sur la base du **Coût de référence**. Les pourcentages utilisés à ces fins seront de :

i. 3.77 % pour les services d'architecture et de coordination générale du projet, applicable sur **100 % du Coût de référence**;

ii. 10,19 % pour les services d'ingénierie (électromécanique), applicable sur **42 % du Coût de référence**;

iii. 5,95 % pour les services d'ingénierie (charpente et civil), applicable sur **35 % du Coût de référence**;

tel qu'il apparaît dans l'offre de services professionnels de l'Architecte et de l'Ingénieur (Annexe 2).

e) Phase de construction (35 %) :

2 % des honoraires, calculés sur la base du Coût de référence des travaux pour l'étape de l'appel d'offres;

28 % des honoraires, calculés sur la base du Coût de référence des travaux, pour l'étape de la surveillance de travaux;

5 % des honoraires, calculés sur la base du Coût de référence des travaux pour l'étape des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit »;

0 % des honoraires calculés sur la base du Coût de référence des travaux pour l'étape de la période de garantie.

4. Les autres dispositions de la Convention initiale demeurent inchangées.

5. L'Architecte et les Ingénieurs reconnaissent que le montant maximal d'honoraires révisé suivant le présent avenant couvre notamment tous les services fournis durant la phase conception et durant la phase de l'appel d'offres.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN QUATRE (4) EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour d'août 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour d'août 2019

VIAU BASTIEN GOSSELIN ARCHITECTES INC.

Par : _____
Stéphanie Bastien, architecte

Le e jour d'août 2019

BLONDIN FORTIN & ASSOCIÉS

Par : _____
Bruno Blondin, ingénieur

Le e jour d'août 2019

BEAUDOIN HURENS INC. (GBI)

Par : _____
Ahmad Afshin, ingénieur

Cet Avenant n° 2 à la Convention initiale a été approuvé par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le 2019 (Résolution CM_____).

MCV 21/22

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197251001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 334 154,92 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires professionnels requis dans le cadre du projet de construction d'une usine de traitement des eaux souterraines et des hydrocarbures flottants au Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) / Approuver un projet d'addenda no 2 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Viau Bastien Gosselin Architectes inc., Blondin Fortin et Associés et Beaudoin Hurens inc. (CM16 1161), majorant ainsi le montant total du contrat de 665 826,23 $ à 999 981,15 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Aspects financiers 1197251001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

Co-auteur :
Marie-France Milord
514-872-2679

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-30

Janet MARCEAU
Conseillère budgétaire
Tél : 514-868-3354

Division : Service des finances - Direction Du Conseil Et Du Soutien Financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.10

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1198009003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 101 620,01 $ taxes incluses (contrat de base: 9 661,67 $ + contingences: 91 958,34 $), pour l'ajustement des honoraires professionnels en fonction du coût réel des travaux de construction pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne, 2929 rue Jeanne-D'Arc, Montréal / Approuver un projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal, Réal Paul architecte et Groupe WSP Canada Inc. (CM15 0310) majorant ainsi le montant total du contrat de 298 965,47 $ à 400 585,48 $, taxes incluses - Contrat 14292.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 101 620,01 $ taxes incluses (contrat de base: 9 661,67 $ + contingences: 91 958,34 $), pour l'ajustement des honoraires professionnels en fonction du coût réel des travaux de construction pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne, 2929 rue Jeanne-D'Arc, Montréal;

2. d'approuver un projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal, Réal Paul Architecte et Groupe WSP Canada Inc. (CM15 0310) majorant ainsi le montant total du contrat de 298 965,47 $ à 400 585,48 $, taxes incluses - Contrat 14292;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par la ville centre.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2019-08-23 16:03

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1198009003**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 101 620,01 $ taxes incluses (contrat de base: 9 661,67 $ + contingences: 91 958,34 $), pour l'ajustement des honoraires professionnels en fonction du coût réel des travaux de construction pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne, 2929 rue Jeanne-D'Arc, Montréal / Approuver un projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal, Réal Paul architecte et Groupe WSP Canada Inc. (CM15 0310) majorant ainsi le montant total du contrat de 298 965,47 $ à 400 585,48 $, taxes incluses - Contrat 14292.

CONTENU

CONTEXTE

Classé monument historique en 1976, le Château Dufresne est un ancien hôtel particulier construit entre 1915 et 1918 par les frères Oscar et Marius Dufresne. La Ville de Montréal en a fait l'acquisition en 1992 pour y loger le musée du Château Dufresne, principal musée d'histoire et de patrimoine de l'Est de Montréal. Depuis, le bâtiment a fait l'objet d'importants travaux de restauration des finis intérieurs et de maintien de l'actif (2002-2004) ainsi que des travaux de restauration des portes et fenêtres extérieures (2010-2011). Ce projet s'inscrit dans la continuité des investissements que la Ville entend réaliser pour préserver et maintenir le bâtiment en bon état afin d'en assurer la pérennité.

Dans le cadre des travaux de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au musée Château Dufresne, un contrat de services professionnels a été octroyé le 24 mars 2015 à la firme Réal Paul Architecte Inc. et le Groupe WSP Canada Inc. pour la fourniture de services professionnels en architecture et en ingénierie dont la réalisation des plans et devis ainsi que la surveillance des travaux en chantier, pour un montant maximal de 298 965,47 $, taxes et incluant 38 995,50 $ (15 %) de contingences sur la base du coût estimé des travaux.

Le contrat de réalisation des travaux de construction pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne a été octroyé le 16 mai 2019 à l'entrepreneur St-Denis Thompson Inc. Le coût réel des travaux a un écart de 36,67 % supérieur à l'estimation des professionnels émise suite à la publication du dernier addenda. Les honoraires doivent donc être ajustés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0242 - 16 mai 2019
Accorder un contrat de construction à St-Denis Thompson Inc., pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne, 2929 rue Jeanne-D'Arc, Montréal. - Dépense totale de 4 856 308,96$, taxes incluses - Appel d'offres public (#IMM-14293) - Trois (3) soumissionnaires.

CM15 0310 - 24 mars 2015
Accorder un contrat de services professionnels à Réal Paul Architecte et au Groupe WSP Canada Inc. pour la fourniture de services professionnels en architecture et en ingénierie pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et travaux connexes du Château Dufresne (0407), pour une somme maximale de 298 965,47 $, taxes incluses - Appel d'offres public No. 14-13858 - Un seul soumissionnaire / Approuver un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

L'état du dossier en date du 23 août 2019 (taxes incluses) :
Contrat de base initial 243 471,06 $

Solde 71 405,78 $

Services complémentaires inclus 16 498,91 $

Solde 0,00 $

Contingences initiales 38 995,50 $

Solde 0,00 $

Le présent dossier vise à augmenter la valeur du contrat de services professionnels de la firme Réal Paul Architecte et au Groupe WSP Canada Inc. afin :

- d'ajuster les honoraires selon le coût réel des travaux de construction;
- payer des services additionnels requis par la Ville et réalisés par les professionnels;
- payer des honoraires reliés à des services additionnels à exécuter jusqu'à la fin des travaux.

Actuellement, le chantier se poursuit dans les limites de la dépense autorisée.

JUSTIFICATION

Contrat de base :
Tel que stipulé à l'article 5.1.1. de la Convention de services professionnels, la Ville paie les honoraires professionnels sur la base du coût réel des travaux de la soumission de l'entrepreneur mandaté pour la réalisation des travaux.

Les honoraires professionnels pour les services de base des architectes et des ingénieurs (autres que électromécanique) sont rémunérés suivant la méthode à pourcentage.

Les services de base des ingénieurs en électromécanique sont forfaitaires. Ceux-ci ont été négociés à la baisse et approuvés par la Ville suite aux changements de la portée des travaux en électromécanique, entre autres, le retrait des travaux de ventilation / climatisation et d'éclairage extérieur pour la mise en lumière du bâtiment.

Services complémentaires définis :

Les services complémentaires ont été fournis durant la période d'élaboration des plans et devis par les professionnels.
Aucune augmentation demandée.

Contingences :
La nature même des travaux de restauration a engendré des expertises et des études additionnelles non définies au contrat mais nécessaires à une planification adéquate des travaux à réaliser.

Les expertise et les études additionnelles ainsi que les services additionnels (80 327,29 $ taxes incluses) se détaillent comme suit :

- Évaluation structure du garage;
- Étude géotechnique sols;
- Étude géotechnique argile;
- Arpentage;
- Coordination supplémentaire;
- Visites et relevés supplémentaires effectués (architecture, structure, mécanique, électrique et civil);
- Modélisation requise par le CCU;
- Conception et supervision supplémentaires et correction des plans (architecture et ingénierie) suite aux demandes de modification venant du client.

Contingences en phase de construction (20%) :
Considérant les risques reliés au niveau de la vétusté du bâtiment, les exigences particulières relatives à la conservation du patrimoine, l'exécution des travaux en plusieurs phases et l'occupation du musée durant la totalité des travaux, il sera nécessaire d'obtenir des contingences additionnelles afin de pallier aux imprévus lors des travaux de construction. Par exemple, lors de l'excavation au pourtour du bâtiment, des fondations d'origine (muret) ont été découvertes. De plus, des fissures importantes ont été identifiées sur les fondations du bâtiment.

Il est à noter que les honoraires réclamés par les professionnels ont été analysés et négociés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant initial du contrat de services professionnels s'élevait à 298 965,47 $ taxes incluses (contrat de base: 259 969,97 $ + contingences de base de 15% : 38 995,50 $). Le contrat sera augmenté de 101 620,01 $ taxes incluses détaillé comme suit :

Se référer au tableau Budget honoraires_contrat majoré en pièce jointe.

	Montant autorisé (taxes incluses)	**Montant demandé (taxes incluses)**	**Montant majoré (taxes incluses)**
Écart coût estimé et coût réel des travaux 36,67 %	Selon estimation des professionnels 2 647 000,00 $ (avant taxes)	Selon le coût réel des travaux 3 307 987,50 $ (avant taxes)	
Contrat de base	243 471,06 $	253 132,73 $	9 661,67 $
Services complémentaires définis	16 498,91 $	16 498,91 $	0,00 $

Contingences en phase conception	38 995,50 $	80 327,29 $	41 331,79 $
Contingences en phase de construction (20%)		50 626,55 $	50 626,55 $
TOTAL	**298 965,47 $**	**400 585,48 $**	**101 620,01 $**
Incidences	38 995,50 $	0,00 $	0,00 $

Initialement, le contrat de services professionnels octroyé à la firme Réal Paul Architecte et au groupe WSP Canada Inc. était de 298 965,47 $ taxes et contingences incluses. Le présent sommaire le fera augmenter à 400 585,48 $, taxes incluses, représentant une majoration de ±34%.

Cette dépense sera assumée à 100% par la ville centre.

Budget disponible au PTI 2019 - 2021 du Service de la gestion et de la planification immobilière et au Service de la mise en valeur du territoire.

La dépense totale sera répartie comme suit : 101 620,01 $ en 2019.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le dossier fait état de tous les éléments de développement durable pris en compte.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cas où l'autorisation de la dépense additionnelle serait refusée, les firmes professionnelles ne seront pas payées pour les services fournis et le chantier pourrait être arrêté.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Suite à l'octroi du contrat des travaux de construction, une opération de communication est élaborée en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 04 septembre 2019
Conseil municipal : 16 septembre 2019

Début des travaux : 21 mai 2019 (réunion de démarrage)
Fin des travaux prévue: 22 novembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Rasha HOJEIGE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Françoise TURGEON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Éric ST-HILAIRE
Concepteur des aménagements - immeubles

Tél : 514 872-9054
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-14

Jean CAPPELLI
Chef de division des projets MAM & aménagements

Tél : 514-868-7854
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers

Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2019-08-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
(en remplacement de Mme Sophie Lalonde)
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2019-08-23

BUDGET HONORAIRES

Projet:	Château Dufresne (0407) - Restauration de la maçonnerie et travaux connexes
Contrat:	14292

Calcul du coût des honoraires					**TPS 5,0%**	**TVQ 9,975%**	**Total**
Services professionnels		**Envergure des travaux (%)**	**% d'honoraires (soumission)**	**Estimation des honoraires ($)**			
Estimation du coût des travaux	2 647 000 $						
Architecture		100%	4,30%	113 821,00 $	5 691,05 $	11 353,64 $	130 865,69 $
Ingénierie électromécanique		40%	5,50%	58 234,00 $	2 911,70 $	5 808,84 $	66 954,54 $
Ingénierie structure/génie civil		30%	5,00%	39 705,00 $	1 985,25 $	3 960,57 $	45 650,82 $
Sous-total - honoraires pour les services de base				211 760,00 $	10 588,00 $	21 123,06 $	243 471,06 $
Services supplémentaires inclus au contrat				14 350,00 $	717,50 $	1 431,41 $	16 498,91 $
Contingences		15,0%		33 916,50 $	1 695,83 $	3 383,17 $	38 995,50 $
Total - Contrat honoraires				**260 026,50 $**	**13 001,33 $**	**27 234,53 $**	**298 965,47 $**
Dépenses incidentes							
Spécifiques générales		15,0%		33 916,50 $	1 695,83 $	3 383,17 $	38 995,50 $
Total des honoraires (montant à autoriser)				**293 943,00 $**	**14 697,15 $**	**30 617,70 $**	**337 960,96 $**

Calcul du coût du programme après la ristourne							
Ristourne TPS	100,00%				14 697,15 $		14 697,15 $
Ristourne TVQ	50,00%					15 308,85 $	15 308,85 $
Coût après ristourne (montant à emprunter)							**307 954,97 $**

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Projet : **Château Dufresne - réfection de la maçonnerie et travaux connexes**
2929 rue Jeanne-D'Arc, Montréal

Description : Contrat 14292 - services professionnels architecture, électromécanique, structure et civil
contrat modifié majoré

				Tps 5,0%		Tvq 9,975%		Total
Contrat:	**Travaux forfaitaires**	**%**	**$**					
	Contrat de base autorisé		211 760,00					
	Ajustement au coût réel des travaux		8 403,28					
	Sous-total - honoraires pour les services de base :	100,0%	**220 163,28**	**11 008,16**		**21 961,29**		**253 132,73**
	Services complémentaires inclus au contrat		14 350,00	717,50		1 431,41		16 498,91
	Contingences de base	15,0%	33 916,50	1 695,83		3 383,17		38 995,50
Services	Services additionnels		35 948,51	1 797,43		3 585,86		41 331,80
additionnels	Contingences additionnelles	20,0%	44 032,66	2 201,63		4 392,26		50 626,55
	Total - Contrat majoré :		**348 410,95**	**17 420,55**		**34 753,99**		**400 585,49**
Incidences:	Dépenses générales	15,0%	33 916,50	1 695,83		3 383,17		38 995,50
	Dépenses spécifiques		0,00	0,00		0,00		0,00
	Total - Incidences :		**33 916,50**	**1 695,83**		**3 383,17**		**38 995,50**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**382 327,45**	**19 116,37**		**38 137,16**		**439 580,98**
Ristournes:	Tps	100,00%		19 116,37				19 116,37
	Tvq	50,0%				19 068,58		19 068,58
	Coût après rist. (Montant à emprunter)							**401 396,03**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1198009003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 101 620,01 $ taxes incluses (contrat de base: 9 661,67 $ + contingences: 91 958,34 $), pour l'ajustement des honoraires professionnels en fonction du coût réel des travaux de construction pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne, 2929 rue Jeanne-D'Arc, Montréal / Approuver un projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal, Réal Paul architecte et Groupe WSP Canada Inc. (CM15 0310) majorant ainsi le montant total du contrat de 298 965,47 $ à 400 585,48 $, taxes incluses - Contrat 14292.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Sur la base des informations fournies par l'unité administrative responsable du dossier, et de l'article 573.3.0.4 de la Loi sur les cités et villes, nous approuvons quant à sa validité et à sa forme le document juridique suivant:

FICHIERS JOINTS

2019-08-15 Avenantno1.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Rasha HOJEIGE
Avocate
Tél : 514-280-2609

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-15

Marie-Andrée SIMARD
Avocate
Tél : 514-280-2609
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
15 AOUT 2019
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE MODIFICATION numéro REV01
(Convention initiale approuvée par Résolution CM15 0310)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu (du Règlement RCE 02-004, article 6 ou de la résolution CM03 0836) et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **RÉAL PAUL, ARCHITECTE**, société à propriétaire unique, ayant sa principale place d'affaires au 5605, avenue de Gaspé, bureau 403, Montréal (Québec) H2T 2A4, agissant et représenté par lui-même est autorisé à agir aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

No d'inscription T.P.S. : R116551243
No d'inscription T.V.Q. : 1007698298

Ci-après appelée l' « **Architecte** » ou le « **Coordonnateur** »

ET : **GROUPE WSP CANADA INC.**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 1600, boulevard René-Lévesque Ouest, 16e étage, Montréal (Québec) H3H 1P9, agissant et représentée par Réal Ouimet, ingénieur, Directeur de projet, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

No d'inscription T.P.S. : 140150269
No d'inscription T.V.Q. : 1017504041

Ci-après appelée l' « **Ingénieur** »

tous les signataires ci-après collectivement appelées les « **Parties** »

ATTENDU QUE la Ville a octroyé au Cocontractant un contrat de services professionnels en architecture et ingénierie pour la restauration de la maçonnerie et travaux connexes du Château Dufresne (ci-après la « **Convention initiale** ») par sa résolution CM15 0310;

ATTENDU QUE le montant d'honoraires maximal prévu à la Convention initiale était de 226 110,00 $, avant taxes et continences, dont un montant de 211 760,00 $ d'honoraires payables selon la méthode à pourcentage décrite à la Convention initiale, et un montant forfaitaire de 14 350, 00$ pour des services complémentaires définis dans la Convention initiale;

ATTENDU QUE le budget initial du coût des travaux était de 2 647 000$;

ATTENDU QUE ce budget a été augmenté à 3 307 988$;

ATTENDU QUE des services supplémentaires non prévus à la Convention initiale mais nécessaires à la réalisation du projet ont été requis;

ATTENDU QUE ces services supplémentaires entraînent des honoraires additionnels de 69 865.01$, excluant les taxes;

ATTENDU QUE la Ville a retiré du mandat initial les services relatifs au système de climatisation et à l'éclairage extérieur pour la mise en lumière du bâtiment;

ATTENDU QUE, suivant le retrait de ces travaux, la portée des services en électromécanique fut sensiblement réduite;

ATTENDU QUE, par conséquent, les parties ont convenu que les services en électromécanique seraient payés sur une base forfaitaire plutôt que suivant la méthode à pourcentage, et qu'elles ont convenu d'un montant forfaitaire total de 28 300,00 $, excluant les taxes et contingences, pour couvrir l'ensemble des honoraires relatifs auxdits services jusqu'à la fin des travaux;

CONSIDÉRANT le *Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle*;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. Les parties conviennent que le montant maximal d'honoraires payables en vertu de la convention est de 304 378.28 $, avant taxes et contingences. Ce montant est ventilé comme suit :

   - un montant de 191 863.27 $ pour les honoraires payables à pourcentage relatifs aux services à rendre en architecture et en génie de structure/civil jusqu'à la fin des travaux;

   - un montant forfaitaire de 28 300,00 $ pour les services à rendre en électromécanique jusqu'à la fin des travaux;

   - un montant forfaitaire de 14 350,00 $ pour les services complémentaires définis à la Convention initiale;

   - un montant forfaitaire de 69 865.01 $ pour les services supplémentaires requis depuis le début du mandat jusqu'en date des présentes (dont un montant de 33 916.50$ a déjà été payé à même le budget de contingences initial).

2. Les parties conviennent et reconnaissent que les montants indiqués ci-dessus couvrent l'ensemble des services rendus depuis le début du mandat et jusqu'à la fin des travaux, incluant tous les services additionnels requis par la Ville jusqu'en date des présentes mais sous réserve des services additionnels non prévus à la Convention initiale que la Ville pourrait requérir postérieurement à la présente convention de modifications, le cas échéant.

3. Toutes les autres conditions de la Convention initiale demeurent inchangées.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2019

ARCHITECTE

Par : _____
Réal Paul, arch.

Le e jour de 2019

INGÉNIEUR

Par : _____
Réal Ouimet, ing.

Cette convention de modification a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de 2019 (résolution CM).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1198009003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 101 620,01 $ taxes incluses (contrat de base: 9 661,67 $ + contingences: 91 958,34 $), pour l'ajustement des honoraires professionnels en fonction du coût réel des travaux de construction pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne, 2929 rue Jeanne-D'Arc, Montréal / Approuver un projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal, Réal Paul architecte et Groupe WSP Canada Inc. (CM15 0310) majorant ainsi le montant total du contrat de 298 965,47 $ à 400 585,48 $, taxes incluses - Contrat 14292.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1198009003 - Restauration Château Dufresne-Augm SP.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0946

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-23

Cathy GADBOIS
C/S conseil et soutien financiers
Tél : 514-872-1443
Division : Service des finances - Point de service HDV

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS
ARCHITECTURE ET GÉNIE DE BÂTIMENT

CHÂTEAU DUFRESNE (0407)
RESTAURATION DE LA MAÇONNERIE ET TRAVAUX CONNEXES

APPEL D'OFFRES : 14-13858

CONTRAT : 14292

Ville de Montréal
Service de gestion et de la planification immobilière

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 DÉFINITIONS
1.2 OBJET DE LA CONVENTION
1.3 DURÉE
1.4 ÉCHÉANCIER DU PROJET
1.5 INTERPRÉTATION

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DE L'ARCHITECTE ET DE L'INGÉNIEUR

2.1 GÉNÉRALITÉS
2.2 DONNÉES DU PROJET
2.3 DOCUMENTS
2.4 PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS
2.5 PRÉSENTATION DES ÉCHÉANCIERS
2.6 CODES ET RÈGLEMENTS
2.7 PRODUITS ET INTÉRÊTS
2.8 ASSURANCES
2.9 PRÉPARATION ET ADMINISTRATION DE LA PREUVE

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS ET AUTORITÉ DE LA VILLE

3.1 DOCUMENTS
3.2 AUTORITÉ

ARTICLE 4 - DESCRIPTION DES SERVICES

4.1 SERVICES DE BASE
- 4.1.1 Phase de conception - validation des données - esquisse
  - 4.1.1.1 Validation des données du projet
  - 4.1.1.2 Esquisse
- 4.1.2 Phase de conception - dossier préliminaire
- 4.1.3 Phase de conception - dossier définitif
- 4.1.4 Phase de construction - l'appel d'offres
- 4.1.5 Phase de construction - chantier
- 4.1.6 Phase de construction - plans et cahier des charges « tel que construit »
- 4.1.7 Phase de construction - période de garantie

4.2 SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

ARTICLE 5 - RÉMUNÉRATION

5.1 HONORAIRES
- 5.1.1 Méthode du pourcentage
- 5.1.2 Méthode du taux horaire
- 5.1.3 Méthode du forfait

5.2 MODALITÉS DE PAIEMENT
5.2.1 Généralités
5.2.2 Méthode du pourcentage
5.2.3 Méthode du taux horaire
5.2.4 Méthode du forfait
5.3 MODIFICATIONS
5.3.1 En phase de conception
5.3.2 En phase de construction
5.3.3 Modifications résultant d'erreurs ou d'omissions
5.4 RÉSILIATION OU SUSPENSION

ARTICLE 6 - ESTIMATIONS

6.1 CLASSIFICATION
6.2 MÉTHODE ÉLÉMENTALE
6.3 COÛTS UNITAIRES DU PROJET

ARTICLE 7 - CLAUSES FINALES

7.1 ÉLECTION DE DOMICILE
7.2 CESSION DE LA CONVENTION
7.3 ENTENTE COMPLÈTE
7.4 SOLIDARITÉ
7.5 VALIDITÉ
7.6 LOIS APPLICABLES

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu (du Règlement RCE 02-004, article 6 ou de la résolution CM03 0836).et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **RÉAL PAUL, ARCHITECTE**, société à propriétaire unique, ayant sa principale place d'affaires au 5605, avenue de Gaspé, bureau 403, Montréal (Québec) H2T 2A4, agissant et représenté par lui-même est autorisé à agir aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée le 14 novembre 2014;

N° d'inscription T.P.S. : R116551243
N° d'inscription T.V.Q. : 1007698298

Ci-après appelée l' « **Architecte** » ou le « **Coordonnateur** »

ET : **GROUPE WSP CANADA INC.**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 1600, boulevard René-Lévesque Ouest, 16e étage, Montréal (Québec) H3H 1P9, agissant et représentée par Réal Ouimet, ingénieur, Directeur de projet, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 13 novembre 2014;

N° d'inscription T.P.S. : 140150269
N° d'inscription T.V.Q. : 1017504041

Ci-après appelée l' « **Ingénieur** »

ET : **(NOM DE LA CORPORATION D'INGÉNIEURS)**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au (inscrire l'adresse), agissant et représentée par (inscrire le nom et le titre de la personne autorisée), dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le (inscrire la date);

N° d'inscription T.P.S. :
N° d'inscription T.V.Q. :

Ci-après appelée l' « **Ingénieur** »

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Architecte** »

Un membre de l'Ordre des architectes du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet Ordre;

« **Avenant** »

Toute modification au marché;

« **Consultant** »

Une personne morale ou physique, membre ou non d'une société ou d'une association professionnelle, offrant des services spécialisés, tels que design d'intérieur, programmation, analyse de la valeur, estimation, contrôle des coûts, rédaction de cahier des charges, quincaillerie, circulation verticale, acoustique, alimentation, restauration d'oeuvre d'art;

« **Coordonnateur** »

L'Architecte, sous réserve des droits et obligations dévolus exclusivement à l'Ingénieur, qui assume la coordination des plans et devis et cahier des charges et des addenda pour l'ensemble des disciplines impliquées dans la réalisation de l'ouvrage;

« Coût estimé des travaux »

Le coût prévu pour chaque étape du projet tel qu'évalué par la Ville, lequel pourrait être modifié par le Coordonnateur à la phase de la conception avec l'approbation préalable et écrite du Directeur. Ce coût **inclut** les frais généraux, les frais d'administration et les bénéfices des entrepreneurs mais **exclut** :

a) les taxes sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.);

b) le coût des travaux contingents;

c) les honoraires et déboursés des professionnels;

d) le coût de la machinerie et de l'outillage requis pour un procédé de production, de fabrication, de traitement ou de transformation contenu dans l'ouvrage, sauf s'ils font partie du marché;

e) les frais d'acquisition d'immeubles;

f) les frais de démolition d'immeubles, sauf s'ils font partie du marché;

g) le coût de sondages, essais, analyses et contrôle des matériaux, sauf s'ils font partie du marché;

h) les frais de déplacement des installations de services publics exécutés par leurs propriétaires respectifs;

i) le coût des accessoires fixes et des oeuvres d'art pour lesquels l'Architecte ou l'Ingénieur n'a pas rendu de services professionnels, sauf s'ils sont spécifiquement inclus à la présente convention;

j) les frais résultant d'erreurs ou d'omissions de l'Architecte et/ou de l'Ingénieur;

k) les allocations incluses au cahier des charges pour lesquelles l'Architecte ou l'Ingénieur n'a pas rendu de services professionnels;

« **Coût réel des travaux** »

Le montant versé par la Ville, à un entrepreneur, en vertu d'un marché dont les éléments sont inclus dans le coût estimé des travaux;

« **Directeur** »

Le Directeur du Service des immeubles de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

« **Données générales de la mission** » ou « **Annexe 1** »

L'ensemble des informations communiquées à l'Architecte et à l'Ingénieur par le Directeur au début de la mission. Elles détaillent l'objet de la convention et constituent l'expression des objectifs, des besoins, des budgets, des calendriers et des exigences de la Ville concernant l'exécution de la mission dans le cadre de la présente convention. Ce document daté de septembre 2014 est joint aux présentes comme Annexe 1 et fait partie intégrante de la présente convention sans qu'il soit nécessaire de l'annexer physiquement;

« **Équipe** »

Le personnel de l'Architecte et/ou de l'Ingénieur affecté à la mission;

« **Entrepreneur** »

Toute personne à qui la Ville octroie le marché;

« **Ingénieur** »

Un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet Ordre;

« **Marché** »

Le contrat entre la Ville et un entrepreneur pour l'exécution de l'ouvrage;

« **Mission** »

Les services professionnels requis pour satisfaire les besoins de la Ville tels que spécifiés à la présente convention et à ses Annexes;

« **Offre de services professionnels** » ou « **Annexe 2** »

Le document présenté le 17 novembre 2014 par l'Architecte et l'Ingénieur qui fait partie intégrante de la présente convention sans qu'il soit nécessaire de l'annexer physiquement;

« **Ouvrage** »

Les travaux réalisés par l'entrepreneur conformément aux plans et devis et cahier des charges préparés par l'Architecte et l'Ingénieur;

« **Personnel de soutien** »

Le personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur autre que le personnel professionnel, technique ou le patron; il comprend, notamment, les secrétaires, les réceptionnistes et les commis de bureau;

« **Programme général** »

Le document contenant l'expression des besoins de la Ville pour chaque projet;

« **Projet** »

Château Dufresne (0407) – Restauration de la maçonnerie et travaux connexes tel que prévu aux plans, devis et cahier des charges préparés conformément aux présentes.

1.2 OBJET DE LA CONVENTION

1.2.1 La Ville retient les services de l'Architecte et de l'Ingénieur qui s'engagent, chacun dans leur champ de compétence, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2, à rendre les services professionnels en architecture et en ingénierie, de manière à remplir la mission, à réaliser les plans et devis et cahier des charges pour les appels d'offres, à surveiller les travaux et à effectuer certaines expertises techniques dans le cadre du projet.

1.2.2 L'Architecte s'engage en outre à agir comme Coordonnateur. Cependant, cette responsabilité de coordination ne doit pas être considérée comme conférant à l'Architecte un pouvoir d'intervention dans le champ exclusif de compétence de l'Ingénieur.

1.3 DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties et se termine lorsque les services professionnels couverts par cette convention auront été exécutés de façon satisfaisante, sous réserve des dispositions de l'article 5.4.

1.4 ÉCHÉANCIER DU PROJET

Dans les dix (10) jours suivant l'ordre d'entreprendre la mission, le Coordonnateur doit soumettre au Directeur, pour approbation, un échéancier sommaire incluant les biens livrables. Les délais d'approbation imputables à la Ville et reproduits dans le tableau ci-après ainsi que l'échéancier prévisionnel à être fourni par la Ville pour chaque projet et apparaissant en outre dans le programme général devront être pris en considération lors de l'établissement de cet échéancier.

Délais d'approbation imputables à la Ville

ÉTAPE	RAISON	DÉLAI MAXIMUM
ESQUISSE	Examen et approbation	5 jours ouvrables
DOSSIER PRÉLIMINAIRE	Examen et approbation	10 jours ouvrables
DOSSIER DÉFINITIF	Examen et approbation à 50 % Examen et approbation à 90 % Examen et approbation à 100 %	10 jours ouvrables 10 jours ouvrables 10 jours ouvrables
APPEL D'OFFRES	Période entre l'approbation du dossier définitif à 100 % et l'annonce dans les journaux Période pour l'ouverture des soumissions, l'octroi de contrat et l'approbation du gouvernement du Québec	10 jours ouvrables 90 jours de calendrier

1.5 INTERPRÉTATION

Les données générales de la mission, le programme général et l'offre de services professionnels font partie intégrante de la présente convention.

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition des données générales de la mission, du programme général et de l'offre de services professionnels qui serait inconciliable avec celui-ci.

Le texte des données générales de la mission prévaut sur toute disposition du programme général et de l'offre de services professionnels qui serait inconciliable avec celui-ci.

Le texte du programme général prévaut sur toute disposition de l'offre de services professionnels qui serait inconciliable avec celui-ci.

La table des matières et les titres des articles ont pour seul but de faciliter la consultation de la présente convention. Ils ne doivent en aucun cas être interprétés de manière à limiter ou dénaturer le sens des dispositions de la convention.

ARTICLE 2
OBLIGATIONS DE L'ARCHITECTE ET DE L'INGÉNIEUR

2.1 GÉNÉRALITÉS

2.1.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent confier l'exécution de la présente convention à l'équipe désignée à l'offre de services, exécuter leur travail avec soin et assiduité, en collaboration étroite avec le chargé de projet de la Ville et respecter les procédures en usage à la Ville. L'Architecte doit assigner, en tout temps, un Coordonnateur compétent et s'assurer que tout le personnel requis pour l'exécution complète de la présente convention soit fourni. Le Coordonnateur doit assister à toutes les réunions. Il est réputé avoir la compétence et l'autorité requises pour prendre toutes les décisions relatives à

la coordination des présentes. Toutes les directives verbales et écrites qui lui sont transmises par le Directeur sont réputées avoir été transmises directement à l'Ingénieur.

2.1.2 L'Architecte et l'Ingénieur ne peuvent refuser d'exécuter un service requis par le Directeur dans le cadre de la présente convention ou en retarder l'exécution, sauf s'il met en danger la vie des personnes ou l'intégrité de l'ouvrage.

2.1.3 Le Coordonnateur doit assurer la coordination de tous les professionnels ou spécialistes dont les services sont requis par la Ville pour compléter l'ouvrage. De plus, il doit concilier et coordonner tous les documents de toutes les disciplines et les faire parvenir au Directeur dans les délais prescrits.

2.1.4 L'Architecte et l'Ingénieur ne pourront engager aucune des phases, étapes ou projets énumérés dans les données générales de la mission ou dans le programme général sans y avoir été spécifiquement autorisés par écrit, au préalable, par le Directeur.

2.1.5 L'Architecte et l'Ingénieur s'engagent à ne pas révéler à des tiers les données et renseignements fournis par les représentants de la Ville ou toute information confidentielle qui leur serait révélée à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

2.1.6 L'Architecte et l'Ingénieur doivent obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser les données, renseignements ou informations à d'autres fins que celles de la présente convention.

2.1.7 L'Architecte et l'Ingénieur doivent s'assurer que la réglementation relative aux produits contenant de l'amiante soit respectée durant les travaux et que les plans et devis et cahiers des charges reflètent la situation réelle de façon à protéger la santé et assurer la sécurité des occupants et des travailleurs.

2.1.8 L'Architecte et l'Ingénieur ne doivent d'aucune manière porter atteinte aux droits et prérogatives de la Ville.

2.2 DONNÉES DU PROJET

2.2.1 L'Architecte et l'Ingénieur s'engagent à respecter toutes les données générales de la mission et le programme général qui leur sont communiquées par le Directeur ou qui sont modifiées avec son autorisation écrite.

2.2.2 L'Architecte et l'Ingénieur doivent s'assurer de l'adéquation de toutes ces données et, le cas échéant, signaler par écrit au Directeur, dans les plus brefs délais, tout écart entre ces données. Ils doivent également lui formuler des propositions pour rétablir l'adéquation de toutes les données.

2.2.3 L'Architecte et l'Ingénieur sont responsables de tous les coûts supplémentaires et de tous les frais encourus par la Ville résultant de toute modification des données, non autorisée au préalable par le Directeur, ou résultant de la négligence de l'Architecte et de l'Ingénieur de s'assurer de l'adéquation de ces données.

2.2.4 L'Architecte et l'Ingénieur sont aussi responsables d'assurer la conformité des documents produits avec les données générales de la mission et le programme général. Le Directeur pourra donc, à tout moment, demander des modifications aux documents de l'Architecte et de l'Ingénieur afin de les rendre conformes et ce, sans frais pour la Ville.

2.2.5 Lors de toute modification aux données du projet par l'une ou l'autre des parties, le Coordonnateur sera tenu d'aviser le Directeur, dans les dix (10) jours de calendrier, de toutes les conséquences de telle modification sur le calendrier d'exécution, le budget et les honoraires, eu égard aux obligations de l'Architecte et de l'Ingénieur en vertu de la présente convention.

2.2.6 À la phase construction, le Coordonnateur doit obtenir l'accord du Directeur avant de procéder aux études relatives aux modifications à l'ouvrage. Celles-ci doivent comprendre la description détaillée des travaux à effectuer, pour fins de transmission à l'entrepreneur, ainsi que leur impact sur le coût des travaux, le calendrier d'exécution et la qualité de l'ouvrage et une explication sur la cause et les circonstances rendant ces modifications nécessaires.

2.2.7 Si le Directeur en fait la demande, l'Architecte et l'Ingénieur devront participer à un atelier de l'analyse de la valeur, à l'une ou l'autre des étapes du projet. L'Architecte et l'Ingénieur ne sont pas tenus d'animer ces ateliers mais devront fournir toutes les informations requises.

La participation de l'Architecte et de l'Ingénieur à ces ateliers fait partie des services de base.

2.3 DOCUMENTS

2.3.1 L'Architecte et l'Ingénieur fournissent au Directeur, sans frais, le nombre de copies complètes des documents requis à chaque étape du projet tel qu'indiqué ci-dessous.

PHASE	ÉTAPES	DOCUMENTS À FOURNIR	NOMBRE DE COPIES
CONCEPTION	Validation des données et esquisse	Validation du programme, calendrier et esquisse	10
	Dossier préliminaire	Plans et cahier des charges préliminaires	10
	Dossier définitif	Plan et cahier des charges définitifs à 50 %	10
		Plan et cahier des charges définitifs à 90 %	10
		Plan et cahier des charges définitifs à 100 %	10
	Appel d'offres	Dossier d'appel d'offres	10*
		Addenda	10*
	Chantier	Dessins de fabrication	5
		Demandes et ordres de changement	2
CONSTRUCTION	Tel que construit	Plans et cahier des charges “tel que construit”	1 reproductible et 1 sup. Info.
	Période de garantie		
	Général	Comptes rendus de réunion à toutes les personnes présentes	1

* excluant les copies à fournir aux entrepreneurs soumissionnaires et aux sous-traitants

2.3.2 L'Architecte et l'Ingénieur doivent préparer, sous la direction du Coordonnateur, le cahier des charges. Pour ce faire, le Directeur fournira au Coordonnateur le cahier des charges du service requérant. Ce cahier comprend notamment l'index au cahier des charges, le cahier des clauses administratives générales, le cahier des clauses administratives spéciales, les prescriptions normalisées pertinentes au projet, le cahier des instructions aux soumissionnaires et les formulaires de soumissions. Ces documents de la Ville ne peuvent être modifiés. Ils ne peuvent qu'être complétés par des clauses spéciales particulières au contrat.

Le Coordonnateur remet à la Ville une version informatique finale du cahier des charges, compatible avec les logiciels utilisés par la Ville, les fascicules étant classés individuellement en fichiers clairement identifiés par leur numéro.

2.3.3 Le Coordonnateur remet au Directeur, à la fin des travaux, une copie reproductible des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit » relevant de sa coordination, incluant tous les avenants. Doivent aussi accompagner ces documents tous les manuels d'instructions requis au cahier des charges, ainsi qu'une copie des dessins sur support informatique compatible avec les logiciels utilisés par la Ville.

2.3.4 À chacune des étapes, le Coordonnateur remet au Directeur un dossier complet qui sera évalué par un comité technique formé d'architectes et d'ingénieurs désignés par le Directeur. L'Architecte et l'Ingénieur devront réviser leur dossier en respectant les demandes qui en découleront et qui leur seront adressées, par écrit, par le Directeur.

2.3.5 Si le Directeur demande au Coordonnateur d'obtenir un document ou de procéder à un relevé, l'Architecte et l'Ingénieur seront responsables de tout coût supplémentaire encouru pour la réalisation de l'ouvrage, découlant de l'inexactitude de tout tel document ou relevé.

2.3.6 Le Coordonnateur doit signaler au Directeur toute modification apportée à des documents fournis ou approuvés par le Directeur et ce, à toutes les phases du projet. Le Directeur aura toute autorité pour refuser une modification non autorisée préalablement, par écrit.

2.3.7 Si le Directeur l'exige, l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de corriger ou reprendre à leurs frais les documents non conformes qu'ils ont produits et devront rémunérer le ou les autres professionnels dont les services sont aussi requis en raison de cette correction. La Ville ne peut être tenue responsable d'aucune conséquence de telle correction.

2.3.8 Le Coordonnateur s'engage à ce que les comptes rendus des réunions parviennent aux représentants de la Ville, dans les deux (2) jours suivant la tenue des réunions périodiques et dans les cinq (5) jours de toute autre réunion.

2.3.9 Si la présente convention est résiliée ou suspendue par la Ville, l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de remettre à la Ville une copie complète des documents les plus récents sur le support approprié.

2.3.10 Le Coordonateur doit transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique ce dernier, un rapport faisant état de l’avancement des travaux en regard notamment de l’évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités.

2.3.11 Le Coordonateur doit transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique ce dernier, les rapports de surveillance de chantier.

2.4 PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS

2.4.1 L'Architecte et l'Ingénieur cèdent à la Ville tous leurs droits de propriété sur les documents produits dans le cadre de la présente convention.

2.4.2 L'Architecte et l'Ingénieur garantissent la Ville qu'ils sont les seuls propriétaires ou les usagers autorisés de tous les droits de propriété intellectuelle, y compris les droits d'auteur relatifs aux documents produits dans le cadre de la présente convention. À cet égard, ils s'engagent à prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de toute réclamation, décision ou jugement prononcé à son encontre en capital, intérêts et frais.

2.5 PRÉSENTATION DES ÉCHÉANCIERS

2.5.1 Le Coordonnateur doit présenter tous les calendriers sous forme de diagramme de Gantt.

2.5.2 L'inventaire des tâches ainsi que la liste des jalons et événements-clés du projet doivent être soumis au Directeur pour approbation.

2.5.3 Les calendriers doivent indiquer la durée en jours de calendrier et la date de début et de fin pour chacune des tâches inventoriées, les dates des jalons et événements-clés ainsi que les périodes de congés statutaires. Une fois acceptées par le Directeur, ces dates doivent être respectées tout au long de l'étape et validées de nouveau par le Coordonnateur et le Directeur à chaque étape.

2.6 CODES ET RÈGLEMENTS

2.6.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent respecter les lois, codes et règlements applicables à l'ouvrage. Ils sont responsables des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservation de ces lois, codes et règlements.

2.6.2 Le Coordonnateur doit obtenir toutes les acceptations et approbations requises des autorités compétentes.

2.6.3 Le Coordonnateur doit vérifier l'existence de services publics et privés sur le site du projet et aviser le Directeur des délais ou coûts supplémentaires reliés à la protection ou à la relocalisation de ces services.

2.7 PRODUITS ET INTÉRÊTS

2.7.1 L'Architecte et l'Ingénieur ne doivent avoir aucun intérêt pécuniaire dans l'acquisition ou l'utilisation, durant l'exécution de la présente convention, des matériaux ou services ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'ouvrage. Ils ne devront recevoir de tiers, aucune commission, indemnité ou autre rémunération ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'ouvrage.

Toutefois, la possession de moins de 1 % des actions réellement émises d'une personne morale dont les valeurs sont inscrites à la bourse ne sera pas considérée comme intérêt pécuniaire.

2.7.2 L'Architecte et l'Ingénieur doivent respecter tout au long de leur prestation de services, leur déclaration concernant les intérêts en matière d'armements nucléaires, jointe à l'offre de services professionnels.

2.8 ASSURANCES

2.8.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent chacun remettre au Directeur, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, l'original ou une copie certifiée d'une police d'assurance responsabilité civile au montant de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou par événement, et un certificat d'assurance responsabilité professionnelle au montant de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par réclamation.

2.8.2 L'Architecte et l'Ingénieur devront soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut par l'Architecte et l'Ingénieur de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à leurs frais.

2.8.3 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur, aux frais de l'Architecte et de l'Ingénieur, à compter de la signature de la présente convention, jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du Code civil du Québec pour l'assurance responsabilité professionnelle.

Si le projet est résilié ou suspendu avant le début de la construction, l'Architecte et l'Ingénieur peuvent mettre fin à la police d'assurance responsabilité civile dans les trente (30) jours de la réception de l'avis de résiliation ou dans les cent vingt (120) jours de la réception de l'avis de suspension, selon le cas.

2.8.4 Les polices d'assurance ci-avant mentionnées doivent comporter un avenant stipulant qu'elles ne peuvent être modifiées ou annulées sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville. Dans le cas de l'assurance responsabilité civile, cet avenant doit, en outre, désigner la Ville comme coassurée.

2.9 PRÉPARATION ET ADMINISTRATION DE LA PREUVE

L'Architecte et l'Ingénieur doivent collaborer, sans frais supplémentaires, à la préparation et à l'administration de la preuve raisonnablement requises par la Ville en cas de litige opposant cette dernière à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS ET AUTORITÉ DE LA VILLE

3.1 DOCUMENTS

3.1.1 La Ville s'engage à fournir à l'Architecte et à l'Ingénieur la collaboration du Directeur ainsi que les renseignements et documents qu'elle possède en regard du projet.

3.1.2 Le Directeur fournit au Coordonnateur une copie du cahier des charges de la Ville (cf. art. 2.3.2).

3.1.3 Les renseignements fournis par la Ville au Coordonnateur en vue de la préparation des dessins, plans et devis, cahier des charges et autres documents, sont tenus pour

exacts. Cependant, si l'Architecte et l'Ingénieur constatent une inexactitude dans ces renseignements, ils doivent en aviser immédiatement le Directeur qui pourra y apporter des modifications, s'il le juge à propos.

3.1.4 La Ville fournit au Coordonnateur la feuille de base pour les clauses spéciales sur support informatique avec une procédure d'utilisation.

3.1.5 À chaque étape, le Directeur procédera à un examen d'ordre général des documents produits par l'Architecte et l'Ingénieur. Cet examen d'ordre général se fait par des pairs dans chacune des disciplines concernées par le projet. Cet examen vise deux objectifs : vérifier le degré d'avancement des documents pour fins de paiement des honoraires et s'assurer que les documents produits par l'Architecte et l'Ingénieur répondent aux exigences de la Ville. Il ne doit, en aucun cas, être interprété par l'Architecte et l'Ingénieur comme une renonciation par la Ville à invoquer la responsabilité de l'Architecte et de l'Ingénieur à l'égard des documents fournis ou des services rendus.

3.2 AUTORITÉ

3.2.1 Seul le Directeur a pleine compétence pour :

a) gérer l'exécution de la présente convention;

b) décider de toute question soulevée par l'Architecte et l'Ingénieur quant à l'interprétation de la convention de services et des autres documents faisant partie des présentes;

c) refuser les travaux, recherches et rapports de l'Architecte et de l'Ingénieur qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux exigences de la Ville exprimées conformément aux présentes;

d) exiger de l'Architecte et de l'Ingénieur la rectification et la correction de leurs travaux et rapports à leurs frais.

3.2.2 Seul le Directeur peut autoriser le Coordonnateur à exécuter ou faire exécuter un service supplémentaire et connexe à l'objet de la présente convention.

ARTICLE 4
DESCRIPTION DES SERVICES

4.1 SERVICES DE BASE

Les services de base de l'Architecte et de l'Ingénieur incluent notamment les relevés, la planification, l'organisation, l'élaboration des dessins, plans et devis, la préparation du cahier des charges, la surveillance des travaux, la conciliation de tous les documents, la participation à des ateliers de l'analyse de la valeur et la préparation des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit ». Le Coordonnateur a, outre la coordination des services prévus aux présentes, la responsabilité des estimations et des calendriers ainsi que de la rédaction des comptes rendus des réunions périodiques de coordination et de chantier et la remise de ces comptes rendus aux participants ou personnes intéressées.
Pour les travaux de toiture, la Ville exige une surveillance des travaux en résidence réalisée par une firme spécialisée dont les services sont retenus par l'Architecte aux frais de ce dernier.

4.1.1 Phase de conception - validation des données – esquisse

La phase de conception-esquisse est amorcée seulement après la réception, par le Coordonnateur, de la lettre de début de mission signée par le Directeur. Cette phase comprend la validation des données générales de la mission et du programme général du projet et la présentation de l'esquisse.

4.1.1.1 Validation des données du projet

La validation des données générales de la mission et du programme général du projet inclut, mais sans s'y restreindre, les services suivants :

a) l'étude et l'analyse des informations fournies;

b) l'identification des contraintes et exigences propres aux différentes interventions incluant celles des autres professionnels;

c) la vérification de l'adéquation des informations (budget/programme/échéancier);

d) le cas échéant, une proposition alternative afin de respecter cette adéquation (budget/programme/échéancier);

e) la rédaction d'un document incluant le programme validé ou révisé et, selon le cas, une estimation classe « C » telle que définie à l'article 6 et le calendrier global de l'intervention.

L'Architecte et l'Ingénieur doivent préalablement signer le document soumis pour approbation au Directeur et doivent en respecter toutes les données et tous les éléments constitutifs à partir de la date de cette approbation.

Toute modification aux données générales de la mission et au programme général devra être approuvée par écrit par le Directeur.

4.1.1.2 Esquisse

L'esquisse est le résultat de l'examen de différentes approches de conception et de construction en adéquation avec le programme général validé par l'Architecte et l'Ingénieur et approuvé par le Directeur. Elle exprime sommairement le parti architectural, l'orientation générale du choix des matériaux et la planification globale des espaces, des systèmes par discipline et des techniques de construction propres au projet.

L'esquisse doit tenir compte de toutes les données normalement considérées lors de la conception d'un projet, en particulier : les relevés, codes et règlements, l'ingénierie, la sécurité, l'ergonomie, le fonctionnement, la disposition du mobilier et les équipements, etc.

Les tâches à réaliser et les documents à produire, en plus de ceux énumérés à l'article 4.1.1.1, comprennent notamment :

a) les relevés sur place des composantes existantes;

b) les vues en plan, en coupe et en élévation, faites à main levée ou à l'instrument, nécessaires pour exposer clairement les solutions proposées par l'Architecte quant au parti architectural du projet et de la planification globale des espaces;

les dessins peuvent en certaines occasions être omis ou remplacés par des photographies annotées ou par tout autre moyen visuel adéquat dans les circonstances particulières d'un projet;

c) si requis, les vues en plan et en coupe et les détails, faits à main levée ou à l'instrument, nécessaires pour exposer clairement les solutions proposées par l'Ingénieur quant au choix de systèmes et sous-systèmes en charpente;

d) si requis, les dessins et descriptions de systèmes ou équipements nécessaires pour exposer clairement les solutions proposées par l'Ingénieur quant au choix de systèmes et sous-systèmes pour chacune des autres disciplines d'ingénierie;

e) un tableau des types de matériaux envisagés pour le projet.

4.1.2 Phase de conception - dossier préliminaire

Le dossier préliminaire est amorcé seulement après l'approbation écrite, par le Directeur, des documents produits à la phase de l'esquisse. À la phase du dossier préliminaire, l'Architecte et l'Ingénieur exécutent et soumettent au Directeur les documents suivants :

a) des dessins préliminaires, à une échelle convenable, qui sont la mise au propre de l'esquisse et comprennent, entre autres :

pour l'Architecte : le plan d'implantation, les plans de tous les étages, les coupes et les élévations nécessaires à la bonne compréhension du projet ainsi que les coupes de murs et cloisons types et les tableaux sommaires des finis et des portes et cadres;

pour l'Ingénieur en charpente : les plans de charpente, les coupes, les élévations et tous les détails nécessaires à la bonne compréhension du projet;

pour les Ingénieurs en mécanique, en électricité et en électronique : les plans de tous les étages, les diagrammes de distribution ainsi que la description détaillée des systèmes ou équipements nécessaires à la bonne compréhension du projet ainsi que la coordination avec l'Architecte et l'Ingénieur en charpente de l'intégration de tous les appareils et équipements afin de prévoir tous les passages requis, les équipements apparents, les fonds de fixation requis, les préparations de surface à demander, etc.;

b) un devis descriptif ou sommaire, qui énumère les matériaux et les techniques de construction proposés; la conception générale du projet doit être entièrement complétée à cette étape; tous les systèmes et les équipements à incorporer à l'ouvrage doivent avoir été choisis;

c) une estimation classe « B » tel que définie à l'article 6 de la présente convention;

d) un calendrier d'exécution du projet.

Si l'une ou plusieurs des données approuvées par le Directeur à la phase de l'esquisse ne peuvent être respectées, le Coordonnateur proposera au Directeur la révision du programme général afin d'en rétablir l'adéquation.

4.1.3 Phase de conception - dossier définitif

Le dossier définitif est amorcé après l'approbation écrite du dossier préliminaire par le Directeur. Pour chacune des étapes du dossier définitif, l'Architecte et l'Ingénieur procèdent à la confection des plans et des devis définitifs qu'ils remettent au Directeur pour approbation. Ce dossier consiste à préparer les documents nécessaires pour établir une soumission et pour construire l'ouvrage. Si le Directeur le juge nécessaire, l'Architecte et l'Ingénieur participeront à un atelier d'analyse de la valeur au cours de cette phase. Ce dossier comprend notamment :

a) les dessins définitifs, sous forme de séries de dessins autonomes pour chacune des spécialités;

b) les détails, ordinairement à grande échelle, nécessaires pour préciser certaines parties de l'ouvrage;

c) le cahier des charges complet;

d) les estimations classe B à 50 %, classe A à 90 % et classes A et A1 à 100 % selon l'avancement du dossier définitif mentionné à l'article 2.3.1;

e) un calendrier des travaux mis à jour;

f) le dossier de la demande de permis. Celui-ci comprend tous les documents qui seront nécessaires à l'obtention de tous les permis et approbations requis pour entreprendre la réalisation l'ouvrage. La Ville fait elle-même la demande de permis et est assistée dans sa démarche par le Coordonnateur qui devra notamment participer à des réunions et produire les documents supplémentaires requis par les autorités responsables de la délivrance des permis et autorisations.

4.1.4 Phase de construction - l'appel d'offres

La phase de l'appel d'offres sera amorcée après l'approbation écrite par le Directeur, du dossier définitif à 100 %. L'appel d'offres est mené par la Ville qui en fait l'annonce dans les journaux et procède à l'ouverture des soumissions. Le Coordonnateur gère l'appel d'offres en effectuant entre autres les activités suivantes :

a) la constitution du dossier d'appel d'offres. Ceci comprend l'impression et l'assemblage de toutes les copies des plans et cahier des charges, de toutes les disciplines, ainsi que tout autre document nécessaire au dossier de l'appel d'offres.

Le Coordonnateur doit fournir à la Ville tous les documents d'appel d'offres et tous les addenda, s'il y a lieu, dans la forme prescrite par la Ville.

b) la préparation des addenda pendant la période fixée pour le dépôt des soumissions. Aucun addenda ne pourra être remis à la Ville à moins de (dix) 10 jours ouvrables de la date de remise des soumissions précisée à l'appel d'offres, à moins d'autorisation spéciale du Directeur;

c) l'analyse des soumissions et les recommandations appropriées pour la conclusion des marchés;

d) tout autre service connexe relié à l'appel d'offres et requis par le Directeur avant, pendant et après la période d'appel d'offres afin de mener à bien celui-ci.

4.1.5 Phase de construction - chantier

Cette phase est amorcée après l'envoi écrit par le Directeur à l'entrepreneur d'un avis écrit confirmant la date du début des travaux. Les services durant la construction rendus au bureau et au chantier comprennent notamment :

a) la conception et le dessin des détails non prévisibles lors de la préparation des documents définitifs mais requis pour fins d'exécution de l'ouvrage;

b) la préparation et la négociation des avenants incluant, entre autres, les révisions requises aux dessins et aux spécifications du cahier des charges;

c) les recommandations au Directeur concernant les problèmes techniques ou d'interprétation des documents du marché survenant en cours d'exécution de l'ouvrage;

d) la vérification des dessins de fabrication et des descriptions de produits soumis par l'entrepreneur, pour s'assurer qu'ils soient conformes aux documents du marché;

e) la vérification de substituts de matériaux et les recommandations y afférentes;

f) les visites périodiques au chantier selon la fréquence que commande l'évolution des travaux, afin d'assurer le respect des exigences des documents du marché;

g) le rapport, au Directeur, à chaque réunion de chantier de la progression des travaux à partir des observations faites lors des visites du chantier et des défauts ou manquements constatés dans le travail de l'entrepreneur. Les rapports sur les déficiences constatées devront être présentés par écrit sans délai afin de permettre au Directeur d'assurer efficacement le suivi des corrections;

h) l'émission des directives de chantier et la commande de la reprise des travaux jugés non conformes aux documents du marché;

i) l'animation des réunions hebdomadaires de chantier et la rédaction des comptes rendus. Le gérant de projet ou le gestionnaire du chantier de la Ville participeront aux réunions de chantier;

j) la vérification et l'approbation des demandes de paiement de l'entrepreneur et l'émission des certificats de paiement;

k) la surveillance et l'inspection finale des systèmes de construction utilisés pour déterminer s'ils satisfont aux exigences des documents du marché;

l) la remise au Directeur d'un certificat attestant que l'ouvrage a été construit conformément aux lois, codes et règlements en vigueur, et qu'il est prêt pour l'usage auquel il est destiné;

m) la rédaction des listes de déficiences;

n) la compilation et la vérification des manuels d'instructions, garanties et documents connexes fournis par l'entrepreneur et leur transmission au Directeur;

o) un procès-verbal signé par l'Architecte et l'Ingénieur indiquant, après vérification de l'ouvrage, que les travaux sont terminés et que l'ouvrage peut être reçu provisoirement par la Ville;

p) la prise de photographies, au moyen d'un appareil muni d'un dos-dateur, des installations existantes avant le début des travaux (s'il y a lieu) et de celles montrant l'avancement du chantier jusqu'à sa terminaison.

4.1.6 Phase de construction - plans et cahier des charges « tel que construit »

À la fin des travaux, l'Architecte et l'Ingénieur doivent remettre au Directeur une copie des dessins, plans et devis et cahier des charges de l'ouvrage « tel que construit », toutes les informations requises à l'article 2.3.3 de la présente convention ainsi qu'une copie annotée des documents de l'entrepreneur.

4.1.7 Phase de construction - période de garantie

À la fin de la période de garantie qui suit la réception provisoire, l'Architecte et l'Ingénieur doivent vérifier les travaux et transmettre au Directeur un rapport attestant que la Ville peut procéder à leur réception définitive.

4.2 SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

Constituent des services supplémentaires et connexes à l'objet mentionné aux présentes, les services demandés par écrit par le Directeur à l'Architecte ou à l'Ingénieur et qui ne font pas partie des services de base.

Ces services visent notamment :

a) les services consultatifs comprenant les conseils, expertises, estimations, évaluations, inspections, essais et autres services relatifs à la compilation, l'analyse, l'évaluation et l'interprétation de données et d'informations en vue de conclusion et de recommandations spécialisées;

b) les services spéciaux, incluant les expertises techniques, expertises judiciaires ou autres missions similaires, requis suite à la suspension du projet ou des travaux, ou suite à des dommages causés à l'ouvrage par un événement fortuit, par des malfaçons ou suite à des poursuites intentées contre la Ville pour des causes ne relevant pas de la responsabilité de l'Architecte et de l'Ingénieur;

c) les services de laboratoires et d'entreprises spécialisées pour des essais et études sur modèles, pour le contrôle de la qualité des matériaux, de l'équipement et de la machinerie à être incorporés à l'ouvrage, pour les essais de fonctionnement et de

rendement, soit à l'emplacement même de l'ouvrage, soit dans les usines ou entrepôts des fournisseurs;

d) les services de spécialistes en présentation, pour l'élaboration de documents de présentation, tels marquettes, perspectives, documents audiovisuels;

e) tout autre service requis par le Directeur dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 5
RÉMUNÉRATION

5.1 HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution par l'Architecte et l'Ingénieur de leurs obligations, la Ville s'engage à leur verser un montant maximal de 298 965,47 $ (deux cent quatre-vingt-dix-huit mille neuf cent soixante-cinq dollars et 47 cents), incluant toutes taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

La méthode du pourcentage sera utilisée pour le calcul des honoraires engendrés par les services de base de l'Architecte et de l'Ingénieur.

5.1.1 Méthode du pourcentage

a) Cette méthode comporte le paiement d'un montant basé sur un pourcentage du coût estimé des travaux à la phase conception. Après l'appel d'offres, un ajustement à la hausse ou à la baisse des honoraires professionnels sera appliqué sur les honoraires professionnels déjà payés et à venir, de manière à ce que la Ville paye toujours les honoraires professionnels sur la base du coût réel des travaux. Le pourcentage utilisé à ces fins sera de 4,30 % du coût réel des travaux avant taxes pour les services d'architecture, de 5,50 % pour les services d'ingénierie (mécanique et électricité) calculé sur le coût réel des travaux avant taxes relatif à cette discipline et de 5,00 % pour les services d'ingénierie (structure et génie civil) calculé sur le coût réel des travaux avant taxes relatif à cette discipline. tel qu'il apparaît dans l'offre de services professionnels de l'Architecte et de l'Ingénieur (Annexe 2).

b) Toutefois, lorsque le coût réel des travaux est inférieur au coût estimé des travaux jusqu'à concurrence de 10 %, l'Architecte et l'Ingénieur seront payés selon le coût estimé des travaux pour la phase conception seulement.

c) Aux fins du calcul des honoraires selon la méthode du pourcentage, le coût des travaux, réel ou estimé, est calculé en tenant compte des exclusions prévues à l'article 1.1.

d) Dans le cas où le projet est divisé en plusieurs marchés, le calcul des honoraires suivant la méthode du pourcentage tient compte du coût estimé des travaux ou du coût réel des travaux de chacun des marchés.

e) Les honoraires de l'Architecte et de l'Ingénieur calculés selon la méthode du pourcentage sont payables comme suit :

Phase de conception (65 %) :

10 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape de l'esquisse;

20 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape du dossier préliminaire;

35 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape du dossier définitif;

Phase de construction (35 %) :

2 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape de l'appel d'offres;

28 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux, pour l'étape de la surveillance de travaux;

5 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit »;

0 % des honoraires calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape de la période de garantie.

f) Lorsque, suite à l'ouverture des soumissions, la plus basse soumission conforme présente un écart en plus ou en moins de 10 % du coût estimé des travaux au moment de l'appel d'offres, le Directeur peut ordonner la révision des dessins, plans et devis et cahier des charges et la tenue d'un nouvel appel d'offres sans que la Ville soit tenue de payer à l'Architecte et à l'Ingénieur des honoraires additionnels.

g) Lorsque, suite à l'ouverture des soumissions, la Ville décide de ne pas octroyer le marché, les honoraires professionnels sont payés sur la base du coût estimé des travaux.

5.1.2 Méthode du taux horaire

a) Cette méthode consiste à payer le temps réellement passé par des membres du personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur appelés à rendre des services supplémentaires connexes dans le cadre de la présente convention, selon un budget préalablement établi et approuvé par écrit par le Directeur. Aucun changement ne pourra être apporté sans l'accord préalable écrit du Directeur.

b) Le taux horaire du salaire est celui réellement versé à chacun des membres de ce personnel tel qu'indiqué dans l'offre de services professionnels et ne devra en aucun temps être supérieur aux taux horaires admissibles pour les services d’architectes ou d’ingénieurs aux fins de l’application du tarif d’honoraires pour

services professionnels fournis au gouvernement par des architectes ou des ingénieurs, selon le cas, en vigueur au moment de l'adjudication du contrat.

c) Le taux horaire du salaire réellement versé est établi en divisant le salaire régulier hebdomadaire par le nombre d'heures de la semaine normale de travail. Tout travail exécuté en temps supplémentaire par le personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur sera rémunéré par la Ville en temps régulier.

Aux fins du paiement des honoraires, les taux horaires du salaire réellement versé sont majorés de 125 % pour tenir compte des frais indirects et des frais d'administration, sauf pour le taux horaire du personnel de soutien dont la majoration est de 75 % sans excéder, en aucun cas, les taux horaires maxima de l'article 5.1.2 b). Aucune autre majoration du salaire payé à un membre du personnel ne sera accordée.

d) Le Coordonnateur doit veiller à l'enregistrement quotidien pour toutes les personnes affectées à l'exécution de la convention, du nombre d'heures, à la demi-heure près, consacrées à la fourniture des services à être rémunérés selon la méthode horaire, ainsi que des tâches effectuées durant ce temps et à la conservation des pièces à l'appui de ses factures.

e) Si L'Architecte et l'Ingénieur affectent du personnel de classification supérieure à une fonction habituellement confiée à du personnel de classification inférieure, le taux horaire applicable dans ce cas, est celui applicable à la classification inférieure.

f) Les services du personnel de soutien ne sont rémunérés que pour le temps affecté à la dactylographie des cahiers des charges définitifs et des rapports techniques directement reliés à l'exécution du contrat.

g) Le taux horaire du patron ne peut être payé que pour un nombre d'heures n'excédant pas 10 % des heures que le personnel professionnel et technique consacre à l'exécution de la convention, pour autant que les services ainsi fournis soient spécifiques au projet et relèvent de la gérance, de la coordination ou de la supervision.

5.1.3 Méthode du forfait

Cette méthode consiste à verser à l'Architecte et à l'Ingénieur une somme fixe, préalablement établie et approuvée par écrit par le Directeur.

Mis à part le montant forfaitaire convenu, la Ville ne paiera aucuns autres frais reliés aux services rémunérés selon cette méthode.

5.2 MODALITÉS DE PAIEMENT

5.2.1 Généralités

a) L'Architecte et l'Ingénieur sont payés dans les trente (30) jours de l'approbation par le Directeur de leur compte et la Ville n'est tenue de payer aucun intérêt pour retard. Les factures sont acquittées par la Ville au moyen d'un chèque fait à l'ordre de Réal Paul, architecte. Le chèque remis au Coordonnateur constitue le paiement de la Ville à l'Architecte et à l'Ingénieur et libère entièrement la Ville de ses obligations à l'égard de l'Architecte et de l'Ingénieur. L'Architecte et l'Ingénieur

renoncent par les présentes à tout recours contre la Ville en raison de cette méthode autorisée de paiement.

b) Tout compte d'honoraires devra indiquer clairement la nature des services rendus ainsi que la période couverte. Il doit tenir compte de l'avancement des travaux et être adressé conformément aux instructions reçues du Directeur.

c) Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville en conformité du présent article ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont, en totalité ou en partie, complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

d) La Ville retiendra le paiement de toute facturation qui n'indiquera pas de façon claire le taux des taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q), les montants réclamés à cet effet ainsi que les numéros d'inscription appropriés. De plus, tout compte basé sur la méthode à pourcentage qui n'est pas conforme aux dispositions de l'article 5.2.2 sera refusé et retourné au Coordonnateur pour correction, aux frais de ce dernier.

5.2.2 Méthode du pourcentage

a) Pour les services de base, des comptes d'honoraires peuvent être présentés, après approbation par le Directeur des documents requis, à chacune des étapes définies à l'article 4.1, mais sans dépasser le pourcentage défini à l'article 5.1.1 de la présente convention pour chacune des étapes.

b) Pendant la phase de conception, des comptes intérimaires mensuels peuvent être présentés si la durée d'une même étape est supérieure à deux (2) mois.

c) Pour les services concernant la gestion de l'appel d'offres, le compte peut être présenté au Directeur lors de l'émission de la recommandation selon l'article 4.1.4 si le prix de la plus basse soumission conforme respecte les limites budgétaires allouées.

Dans les autres cas, le Coordonnateur devra à ses frais avec l'autorisation écrite du Directeur, soit réduire la portée des travaux du plus bas soumissionnaire conforme en retirant certains travaux désignés par le Directeur pour ramener le projet à l'intérieur des limites budgétaires allouées ou soit faire reprendre les dessins, plans et devis et cahier des charges de manière à respecter les limites budgétaires allouées. Par la suite, le compte pourra être présenté au Directeur.

d) Pour les services rendus durant l'étape surveillance des travaux, les comptes seront présentés au Directeur mensuellement, en proportion de l'avancement de l'ouvrage, selon les décomptes progressifs de l'entrepreneur. Le compte final est dû à l'approbation des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit » et des autres documents requis en vertu des articles 2.3.2 et 2.3.3.

e) Les comptes d'honoraires relatifs aux modifications décrites à l'article 5.3 des présentes, aussi bien pour la préparation des dessins, plans et devis et cahier des charges, que pour les services durant la construction seront payables dans la mesure où les travaux y afférents auront été exécutés à la satisfaction du Directeur.

5.2.3 Méthode du taux horaire

a) Pour les services rémunérés selon la méthode du taux horaire, les comptes d'honoraires seront présentés au Directeur mensuellement et devront indiquer le pourcentage d'avancement de la tâche confiée. Le compte devra comporter le nombre d'heures que chaque membre du personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur a consacré à la fourniture de services supplémentaires connexes depuis le dernier jour inclus au compte précédent et comporter, en annexe, une copie du registre de ces heures.

b) Le Directeur peut en tout temps demander une vérification des pièces et registres relatifs au temps qui est facturé selon la méthode à taux horaire. Cette vérification doit être effectuée à un moment convenant aux deux parties, durant les heures d'affaires aux bureaux du Coordonnateur et ce dernier devra accorder son concours pour en faciliter l'exécution.

5.2.4 Méthode du forfait

Pour tous les services payés selon la méthode du forfait, les comptes d'honoraires sont présentés au Directeur lorsque tous les services auront été rendus à la satisfaction de ce dernier. Dans le cas où la durée des services excède deux (2) mois, des comptes intérimaires mensuels peuvent être présentés selon le pourcentage d'avancement de la tâche confiée.

5.3 MODIFICATIONS

Les articles 5.3.1 et 5.3.2 s'appliquent uniquement aux services de base.

5.3.1 En phase de conception

a) Les modifications requises par le Directeur pour atteindre les objectifs exprimés dans les données générales de la mission et le programme général font partie du processus reconnu d'évolution d'un projet à la phase de la conception et ne sont pas rémunérées en supplément. Les paragraphes b, c et d qui suivent s'appliquent à toute modification des données générales de la mission et du programme général approuvée par écrit par le Directeur et qui entraîne une révision de l'étendue ou de la nature des services prévus par la présente convention.

b) Lorsqu'il y a modification des données générales de la mission et du programme général durant la phase de conception, le montant d'honoraires versé à l'Architecte et à l'Ingénieur pour cette phase est réajusté, s'il y a lieu, en fonction du coût estimé des travaux révisé à la hausse ou à la baisse.

c) Pour toute modification des données générales de la mission et du programme général qui résulte en une réduction du coût estimé des travaux ou du coût réel des travaux, le paragraphe b) s'applique, sauf dans le cas des heures requises pour la correction de dessins, plans et devis ou cahier des charges déjà

réalisés, qui seront rémunérées selon la méthode à taux horaire, après approbation par le Directeur d'une enveloppe budgétaire.

d) Cependant, tout au cours du projet, le Directeur peut exiger des modifications suite à l'examen des documents décrits aux articles 2.3 et 6.1 et l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de s'y soumettre sans honoraires additionnels.

5.3.2 En phase de construction

a) Les services découlant d'un avenant au marché pendant la phase de construction sont payés au choix du Directeur selon la méthode du taux horaire, pourcentage ou forfait.

b) Dans le cas où l'Architecte et l'Ingénieur sont payés selon la méthode du pourcentage pour les services de base réellement rendus par ces derniers, les règles suivantes s'appliquent :

(i) Le montant de l'avenant est considéré comme faisant partie du marché. Sa valeur s'établit de façon absolue, c'est-à-dire soit le coût supplémentaire des travaux, soit le crédit donné sur le coût total du marché. Le pourcentage applicable est celui mentionné à l'article 5.1.1.

(ii) Si suite à une décision de la Ville, les services de l'Architecte et de l'Ingénieur découlant de cet avenant ne sont pas menés à terme, l'Architecte et l'Ingénieur ne sont payés que pour les services rendus et le montant des honoraires relatifs à cet avenant est calculé en appliquant le pourcentage des honoraires attribuables aux étapes complétées au moment où le service est interrompu.

(iii) L'estimation faite par l'Architecte et l'Ingénieur doit être de classe « A1 ».

5.3.3 Modifications résultant d'erreurs ou d'omissions

a) Les services requis de l'Architecte et de l'Ingénieur pour l'impression des documents, la réalisation des dessins, plans et devis et cahier des charges et pour la surveillance des travaux afférents à une modification résultant d'une erreur, d'une omission ou du non-respect de la réglementation ou des directives de la Ville, par l'Architecte ou l'Ingénieur, ne donnent droit à aucune rémunération.

b) Dans le cas prévu au paragraphe a) du présent article, l'Architecte et l'Ingénieur doivent payer les tiers dont les services sont aussi requis pour cette modification. La Ville n'encourt aucune responsabilité pour de telles modifications.

c) Si la durée des travaux dépasse de 30 % ou plus la durée prévue, l'Architecte et l'Ingénieur pourront facturer la Ville, soit à taux horaire ou soit à prix forfaitaire, selon entente préalable et écrite avec le Directeur pour les visites de chantier et les réunions si ce retard n'est pas attribuable en partie ou en totalité à l'Architecte et à l'Ingénieur.

Les suspensions de travaux par la Ville et les congés sont exclus de la durée prévue des travaux et ne doivent pas être comptabilisés aux fins du présent article.

5.4 RÉSILIATION OU SUSPENSION

5.4.1 La Ville peut résilier ou suspendre la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Dès que le Directeur soumet à la Ville une recommandation à cet effet, il en avise l'Architecte et l'Ingénieur qui doivent cesser immédiatement l'exécution des services prévus à la présente convention, en attendant la décision de la Ville.

5.4.2 Tous les documents et études exécutés en date de la résiliation ou de la suspension de la convention devront être remis au Directeur dans les dix (10) jours ouvrables de l'envoi de l'avis.

5.4.3 En cas de résiliation ou de suspension de la convention, l'Architecte et l'Ingénieur doivent présenter dans les dix (10) jours ouvrables de la réception de l'avis à cet effet, un compte d'honoraires eu égard aux services réellement rendus par eux en date de telle résiliation ou suspension.

5.4.4 La résiliation ou la suspension de la convention ne donnent droit à l'Architecte et à l'Ingénieur à aucune indemnité et ceux-ci n'ont aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés, ni pour les dommages occasionnés du fait de telle résiliation ou suspension.

5.4.5 Lorsqu'après une suspension, la Ville demande à l'Architecte et à l'Ingénieur de reprendre l'exécution de la convention, ceux-ci devront le faire dans un délai de dix (10) jours ouvrables.

ARTICLE 6
ESTIMATIONS

Toutes les estimations présentées par l'Architecte et l'Ingénieur doivent tenir compte de toutes les données connues à ce moment, qu'elles soient écrites ou verbales. Lorsqu'elles sont verbales, elles devront être clairement identifiées comme telles.

6.1 CLASSIFICATION

Les estimations sont classées de « C » à « A1 ». Ces dénominations indiquent le degré de précision recherché pour chacune d'elles.

Classe C : estimation ventilée par élément, fondée sur une description générale de l'ouvrage, incluant le choix des principaux systèmes du bâtiment et la connaissance des conditions du marché. À cette étape, une variation de ± 15 % est acceptable.

Classe B : estimation ventilée par élément et sous-élément, fondée sur des dessins et cahier des charges préliminaires ou plus avancés et une description des systèmes et sous-systèmes de l'ouvrage ainsi que la connaissance des conditions particulières du site. À cette étape, une variation de ± 10 % est acceptable.

Classe A : estimation ventilée par élément et sous-élément, fondée sur une description complète et détaillée de l'ouvrage et la connaissance de tous les facteurs de correction pertinents. À cette étape, une variation de ± 5 % est acceptable.

Classe A1 : estimation pré-soumission, ventilée par chapitre (division) et section du cahier des charges fondée sur les dessins, plans et devis et cahiers de charges complets et la connaissance de tous les facteurs de correction pertinents. À cette étape, une variation de ± 5 % est acceptable.

6.2 MÉTHODE ÉLÉMENTALE

Toutes les estimations soumises à la Ville (sauf l'estimation classe A1) seront, à moins d'indication contraire, de type élémental et devront donc s'exprimer en termes d'éléments fonctionnels du bâtiment. Elles doivent être présentées selon une méthode reconnue.

Une fois l'estimation complétée, l'Architecte et l'Ingénieur ajouteront les facteurs de correction suivants, sous forme de pourcentages ou de montants forfaitaires :

a) conditions du marché (conditions de l'offre et de la demande);

b) conditions particulières du site (accès, achalandage, entreposage, travaux de soir et de fin de semaine);

c) conditions climatiques (hiver, etc.);

d) inflation (inflation monétaire, décrets, etc.).

Ces facteurs de correction devront être réévalués par l'Architecte et l'Ingénieur à chaque étape du projet en fonction de leur évolution.

Les frais généraux, les marges bénéficiaires, les contingences du marché et les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q) doivent être indiqués séparément.

6.3 COÛTS UNITAIRES DU PROJET

Chaque estimation présentée par l'Architecte et l'Ingénieur doit inclure un tableau des coûts unitaires du projet similaire au tableau ci-dessous :

	COÛT ESTIMÉ DES TRAVAUX	QUANTITÉ	COÛT UNITAIRE
Superficie de construction	$	m. ca.	$/m ca.
Superficie d'occupation	$	m. ca.	$/m ca.
Volume brut	$	m. cu.	$/m cu.

Aux fins du présent article, les mots suivants signifient :

« **Superficie de construction** »

La superficie pour l'ensemble des étages est limitée, à chaque étage, par la face extérieure des murs extérieurs permanents. Elle inclut toute construction fermée, couverte et permanente faisant partie du bâtiment.

« **Superficie d'occupation** »

La superficie pour l'ensemble des étages est limitée, à chaque étage, par la face intérieure des murs extérieurs permanents en excluant entre autres les puits verticaux, les rampes d'accès, les corridors reliant deux édifices, les espaces dont la hauteur est inférieure à deux mètres, les sous-stations électriques, les chaufferies, les halls d'entrée, vestibules et sas dont le but est de contrôler l'air intérieur de l'édifice, les stationnements, les débarcadères, les chambres informatiques et téléphoniques, les salles de mécanique, d'ascenseur, de ventilation, etc. et les conciergeries qui desservent tout l'édifice. Toutes ces exclusions sont mesurées en tenant compte de l'épaisseur des murs de chaque enceinte.

« **Volume brut** »

Le volume total de l'immeuble est limité par la membrane d'étanchéité au toit, la face supérieure de la dalle du plancher le plus bas et la face extérieure des murs extérieurs.

ARTICLE 7
CLAUSES FINALES

7.1 ÉLECTION DE DOMICILE

7.1.1 Aux fins de la présente convention, la Ville élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé le Coordonnateur par courrier recommandé. L'Architecte et l'Ingénieur élisent domicile à l'adresse du Coordonnateur ou à toute autre adresse dont celui-ci aura préalablement avisé la Ville par courrier recommandé.

7.1.2 Ce domicile doit être situé à l'intérieur des limites territoriales de la Ville de Montréal. Il doit être le lieu de production de tous les documents requis par la présente convention. Le patron chargé de diriger les services relatifs à la convention doit y être présent en personne.

7.2 CESSION DE LA CONVENTION

Les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

7.3 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue l'entente complète entre les parties et annule toute autre entente ou pourparlers antérieurs, verbaux ou écrits.

7.4 VALIDITÉ

Une clause du présent contrat jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres clauses qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

7.5 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

7.6 LIEN D'EMPLOI

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN QUATRE EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Par :

Le e jour de 2015

VILLE DE MONTRÉAL

Par : Réal Paul, arch.

Le e jour de 2015

ARCHITECTE

Par : Réal Ouimet, ing.

Le e jour de 2015

INGÉNIEUR

Cette convention de services professionnels a été approuvée par le (Conseil municipal) de la Ville de Montréal, le e jour de 2015 (résolution).

Délégation de pouvoirs - Remplacement de Sophie Lalonde | Directrice du SGPI | 14 août au 4 septembre 2019

Sophie LALONDE A : Diane DRH BOUCHARD, Benoit DORAIS, Jean-Jacques BOHÉMIER, Philippe DUBEAU, 18- Gestion et planification immobilière

2019-08-12 14:51

Envoyé par : **Sandrine VILLON**

Bonjour,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), je désigne Mme Francine Fortin, directrice des transactions immobilières, pour me remplacer du 14 au 16 août 2019 ; M. Michel Soulières, directeur de la gestion des projets immobiliers, pour me remplacer du 19 au 23 août 2019 ; Mme Johanne Rouillard, directrice de la gestion immobilière et de l'exploitation, pour me remplacer du 26 au 30 août 2019 ; Mme Louise Bradette, directrice de l'optimisation, de la sécurité et de la propreté, les 3 et 4 septembre 2019, dans l'exercice de mes fonctions de Directrice du Service de la gestion et de la planification immobilière , et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions.

Et j'ai signé,

Sophie Lalonde, ing.
Directrice
Service de la gestion et de la planification immobilière
Ville de Montréal

303, rue Notre-Dame Est, bur.3A-11
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
Téléphone : 514-872-1049
Cellulaire : 514-518-4707
sophie.lalonde@ville.montreal.qc.ca

NO GDD : 1198009003

Taux 2019: 1.0951303727

No d'engagement 2019: CC98009003

Provenance *(information pour les finances uniquement)*

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Protection et développement durable des immeubles				
18-028	6101.7718028.803403.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	101 620.01 $	92 792.61 $	92 794 $

Imputations à des fins de bon de commande

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
1938009-005 - Château Dufresne (0407) - travaux de restauration				
contrat	6101.7718028.803403.07251.54301.000000.0000.156651.**000000**.22055.00000	9 661.67 $	8 822.39 $	8 823 $
contingences	6101.7718028.803403.07251.54301.000000.0000.156651.**070008**.22055.00000	91 958.34 $	83 970.22 $	83 971 $
		101 620.01 $	92 792.61 $	92 794 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.11

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1197231064

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de convention (addenda 1) modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Les Services EXP inc. (CM17 0295), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 177 017,13 $ à 2 612 420,55 $, taxes incluses, pour compléter la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux d'aménagement de la phase 2 du Quartier des gares. Utiliser le budget disponible au compte des dépenses incidentes autorisées au montant de 217 701,71 $ pour couvrir les dépenses contingentes additionnelles.

Il est recommandé :
1 - de majorer de 217 701,71 $, taxes incluses, en utilisant les dépenses incidentes déjà autorisées, le budget de contingences du contrat de services professionnels VMP-17-002 accordé à Les Services EXP inc. (CM17 0295) pour compléter la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux d'aménagement de la phase 2 du Quartier des gares, portant ainsi le montant total du contrat de 2 177 017,13 $ à 2 612 420,55 $, taxes incluses ;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-23 18:35

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197231064**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de convention (addenda 1) modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Les Services EXP inc. (CM17 0295), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 177 017,13 $ à 2 612 420,55 $, taxes incluses, pour compléter la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux d'aménagement de la phase 2 du Quartier des gares. Utiliser le budget disponible au compte des dépenses incidentes autorisées au montant de 217 701,71 $ pour couvrir les dépenses contingentes additionnelles.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la phase 2 du Quartier des gares, l'arrondissement Ville-Marie avait lancé en 2017 un ambitieux projet visant à améliorer le confort des piétons et l'environnement urbain, favoriser les déplacements piétonniers autour des stations de métro et des gares, augmenter la présence de végétaux et créer un milieu de vie attrayant au centre-ville. Tel que signifié dans le programme particulier d'urbanisme (PPU) du Quartier des Gares, le réaménagement de ce secteur vise notamment à conférer au domaine public du quartier un caractère piétonnier très marqué, attrayant pour les résidents, les travailleurs, les étudiants et les touristes.
À cet égard, un contrat a été accordé à Les Services EXP inc. lors du conseil municipal du 28 mars 2017 au montant de 2 177 017,13 $, taxes incluses. En complément du contrat d'honoraires à prix forfaitaire, le Conseil municipal a autorisé un montant de 217 701,71$, taxes incluses, pour des dépenses contingentes si requises. D'autre part, un autre montant de 217 701,71 $, taxes incluses, a été réservé pour les dépenses incidentes visant l'octroi de mandats de services professionnels supplémentaires à des tiers. Une dépense totale maximale de 2 612 420,56 $ a donc été autorisée.

Sans s'y limiter, les travaux de la phase 2 du Quartier des gares comprennent :

- la reconstruction ou la réhabilitation de conduites d'égouts et d'aqueducs;
- la construction de branchements d'eau potable et d'égouts;
- la reconstruction de chaussées et de trottoirs;
- la construction de fosses d'arbres et des travaux de plantations;
- la reconstruction des réseaux techniques urbains (CSÉM et Bell);
- les travaux de marquage;
- les travaux d'éclairage et de feux de circulation.

Ces travaux, actuellement en cours d'exécution, se situent dans le secteur compris à l'intérieur du quadrilatère des rues Mackay, René-Lévesque, Peel et Saint-Jacques, tel qu'illustré sur la carte jointe en annexe. Le délai contractuel du projet a été fixé à quarante-deux (42) semaines réparties sur deux années. Les travaux ont débuté au printemps 2018 et devaient se terminer à l'été 2019. Le degré d'avancement des travaux est évalué à 65% en date du 30 juin 2019 et ceux-ci devraient se terminer à l'automne 2019.

Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

Pour expliquer les changements au contrat du Contractant, des changements ont été proposés en cours de conception et de réalisation par les partenaires du projet ou pour répondre à des nouvelles exigences ou normes (maintien de la circulation, feux de circulation, etc.). D'autre part, lors de la réalisation des travaux, plusieurs conflits ont été observés entre les aménagements proposés et les infrastructures urbaines existantes. Des ententes ont également été signées avec des riverains afin de procéder à des travaux sur le domaine privé pour ainsi éviter la multiplication des chantiers. Ces nombreux travaux additionnels ont eu un impact sur l'échéancier de réalisation. Ainsi, une partie des travaux réalisés en 2018 se sont poursuivis en conditions hivernales afin de mitiger les impacts sur l'échéancier 2019.

Conséquemment à ces nombreux imprévus et modifications au contrat initial, le Contractant réclame des montants supplémentaires d'honoraires et un total de 217 701,71 $, taxes incluses, seraient requis pour couvrir les demandes supplémentaires en conception et en surveillance de chantier, d'où la préparation du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 0174 - 6 février 2019 - Approuver un projet d'entente entre la Ville et Black Property Holdings L.P., représentée par son associé commandité La Corporation Cadillac Fairview Limitée et d'approuver un projet d'entente entre la Ville et La Société en commandite Douze/Cinquante/Twelve-Fifty, Company Limited afin de permettre le remboursement à la Ville des coûts des travaux additionnels effectués sur le domaine privé dans le cadre du projet VMP-18-002 – Quartier des Gares phase 2 (1180890002).
CM18 0508 - 28 mai 2018 - Accorder un contrat à Loiselle inc., pour les travaux d'infrastructures souterraines et d'aménagement dans le cadre de la phase 2 du Quartier des gares - Dépense totale de 22 661 565,04 $, taxes incluses (contrat 20 773 101,28 $ + incidences 1 888 463,75 $) - Appel d'offres public VMP-18-002 - 2 soumissionnaires (1180890001).

CM17 0295 - 28 mars 2017 - Accorder un contrat de services professionnels à Les Services exp inc. pour la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux d'aménagement de la phase 2 du Quartier des gares - Dépense totale de 2 612 420,56 $, taxes incluses - Appel d'offres public VMP-17-002 - 4 soumissionnaires / Approuver un projet de convention à cet effet (1170890003).

CA17 240037 - 14 février 2017 - Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C 11.4), au Service des infrastructures, de la voirie et des transports, de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux d'aménagement de la phase 2 du Quartier des gares dans le cadre de la mise en oeuvre du PPU du Quartier des gares (1176086003).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à autoriser une majoration du contrat et d'approuver la convention modifiant la convention de services professionnels de la firme Les Services EXP inc. pour un mandat visant la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux d'aménagement de la phase 2 du Quartier des gares. L'enveloppe budgétaire du contrat, qui inclut les contingences, sera augmentée de 2 394 718,85 $ à 2 612 420,56 $, taxes incluses, soit une hausse de 217 701,71 $, taxes incluses, laquelle sera financée par les crédits non utilisés initialement prévus pour des dépenses incidentes au contrat.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres du présent contrat visait à octroyer un montant forfaitaire à l'adjudicataire pour réaliser un mandat portant des travaux à réaliser dans le Quartier des gares. En cours de mandat, certaines demandes ont été formulées par le service requérant, soit l'arrondissement Ville-Marie, afin de bonifier les travaux prévus par la Phase 2 du projet Quartier des Gares. D'autre part, lors des travaux, certains imprévus ont occasionné des coûts supplémentaires pour le contractant qui ont été présentés à la Ville.
Voici un résumé des changements ayant occasionné les coûts les plus importants :

1. réaménagement supplémentaire du tronçon sur Lucien-L'Allier entre René-Lévesque et Saint-Antoine, incluant des travaux sur les réseaux d'aqueduc et d'égout de la Direction des réseaux d'eau (DRE);
2. modifications supplémentaires aux feux de circulation en lien avec les recommandations des analyses de circulation;
3. ajout de travaux d'infrastructures sur les réseaux d'aqueduc et d'égout de la DRE non prévus initialement, augmentant ainsi la charge de travail;
4. réalisation de travaux en mode accéléré pour compléter les travaux du contrat « VMP-17-033 Collecteur des rivières » afin de réduire les impacts sur les riverains et la circulation du centre-ville;
5. coordination des travaux au-dessus du tunnel MTQ;
6. surveillance supplémentaire requise en lien avec la réalisation de travaux contingents par l'entrepreneur et des imprévus;
7. accompagnement spécialisé de l'équipe d'hygiène industrielle du Contractant lors de travaux de désamiantage d'anciennes conduites abandonnées sur la rue Peel.

En contrepartie, certains éléments du contrat initial ont été annulés à la demande de la Ville afin de poursuivre l'élaboration des concepts d'aménagement. Ceux-ci seront exécutés dans des contrats ultérieurs:

1. Les plans du concept d'aménagement des secteurs suivants:
    a. Passage Overdale;
    b. Promenade Albert;
2. Les plans et la surveillance des travaux des secteurs suivants:
    a. Rue de la Gauchetière entre de la Cathédrale et Robert-Bourassa;
    b. Travaux d'aménagement de surface de la rue Peel (transférés dans le projet Peel).

L'ensemble de la réclamation de la firme Les services EXP inc. vise des services contingents, c'est-à-dire rendus dans le cadre d'une situation imprévue survenue à l'occasion de l'exécution du contrat et occasionnant un travail accessoire et nécessaire afin d'assurer la réalisation de l'objet du contrat tel qu'octroyé.

Pour l'ensemble des raisons énumérées précédemment, un montant total de 217 701,71 $, taxes incluses, serait requis pour couvrir les frais réclamés par la firme Les services EXP inc.

En résumé, un montant de 594 011,43 $, taxes incluses, en frais supplémentaires a été réclamé par le Contractant et des crédits totalisant 158 608,01 $, taxes incluses, ont été négociés pour des éléments du contrat qui ont été annulés. Au final, il en résulte un total de 435 403,42 $, taxes incluses, d'honoraires contingents requis au contrat pour compléter les mandats par rapport à un montant disponible contractuellement de 217 701,71 $, taxes incluses. Par conséquent, il est recommandé d'augmenter le budget des contingences d'un montant de 217 701,71 $, taxes incluses.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Étant donné que le budget d'incidences voté lors de l'octroi du contrat n'a pas été utilisé, ces crédits sont disponibles pour majorer le budget de contingences du contrat.
La modification totale du contrat s'élève donc à 594 011,43$, taxes incluses, soit 27,29 % de la valeur du contrat tel qu'octroyé, lorsqu'on additionne les contingences initiales (217 701,71$), le transfert du budget d'incidences aux contingences (217 701,71$) et la valeur des travaux annulés (158 608,01$). En effet, bien que la valeur des travaux annulés (158 608,01$) transférée aux contingences n'affecte pas le budget total du contrat, elle doit être considérée dans l'évaluation de la modification du contrat.

La valeur de l'enveloppe budgétaire initiale pour le projet, incluant les budgets de contingences et d'incidences déjà autorisés, reste donc la même à 2 612 420,56 $, taxes incluses, tel que présenté dans l'analyse budgétaire jointe au dossier décisionnel.

La répartition des coûts des incidences sera répartie entre le SUM et la DRE, tel qu'approuvée précédemment dans le dossier n°117089003. La portion supportée par le SUM est de 201 704,60 $, taxes incluses, et celle par la DRE est de 15 997,11 $, taxes incluses.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette intervention est faite en respectant la politique de développement durable de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la majoration du contrat est refusée ou reportée à une date ultérieure, le chantier des travaux actuellement en cours devrait être arrêté, faute de fonds et d'équipe de surveillance, ce qui entraînerait des impacts majeurs sur la mobilité du secteur à cause des entraves à la circulation actuellement en place. De plus, des coûts supplémentaires seraient à prévoir par la Ville pour le redémarrage éventuel des travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication particulière pour ce dossier, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Majoration du contrat : 16 septembre 2019
Fermeture du contrat : 31 décembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pierre SAINTE-MARIE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Kathy DAVID, Service de l'eau

Lecture :

Kathy DAVID, 14 août 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sébastien DESHAIES
Chef de section

Tél : 514 872-5708
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-19

Jean-Pierre BOSSÉ
Chef de division

Tél : 514-280-2342
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2019-08-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2019-08-23

Augmentation de la valeur du contrat VMP-17-002

Services professionnels à Les Services EXP inc. pour la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux d'aménagement de la phase 2 du Quartier des gares

GDD # 1197231064

Taxes incluses

	Enveloppe budgétaire initiale			
	CONTRAT EXP	**Contingences**	**Incidences**	**GRAND TOTAL**
	Honoraires			
Enveloppes budgétaires autorisées (GDD 1170890003)	**2 177 017.13 $**	**217 701.71 $**	**217 701.71 $**	**2 612 420.55 $**
Honoraires payés à ce jour	1 805 752.02 $			**1 805 752.02 $**
Honoraires de contingences payés ou engagés à ce jour:				
Conception et surveillance des travaux sur Lucien-L'Allier, incluant des travaux sur l'aqueduc et l'égout de la DRE		107 265.98 $		**107 265.98 $**
Ajouts de travaux d'infrastructures non prévus initialement touchant l'aqueduc et l'égout de la DRE ainsi que sur les feux de circulation		81 241.34 $		**81 241.34 $**
Travaux de nuit et de fin de semaine du contrat VMP-17-033		105 949.46 $		**105 949.46 $**
Coordination des travaux au-dessus du tunnel MTQ		53 974.44 $		**53 974.44 $**
Crédit d'honoraires de contingences à ce jour:				
Annulation des mandats liés aux aménagements du passage Overdale, de la Promenade Albert, de la rue de la Gauchetière et de la rue Peel	(158 608.01) $			**(158 608.01) $**
Incidences payées et engagées			0,00 $	0,00 $
Total (payé+engagé+imprévus) Ville	**1 647 144.01 $**	**348 431.22 $**	**- $**	**1 995 575.23 $**
Honoraires à venir du contrat à prix forfaitaire (2019)	371 265.11 $			**371 265.11 $**
Honoraires de contingences à venir (2019)				
Conception et surveillance des travaux sur Lucien-L'Allier		28 513.74 $		**28 513.74 $**
Surveillance supplémentaire à cause des imprévus		123 195.71 $		**123 195.71 $**
Surveillance spécialisée de travaux de désamiantage sur la rue Peel		11 440.01 $		**11 440.01 $**
Rapports détaillés du suivi budgétaire		33 515.21 $		**33 515.21 $**
Provision pour contingences à venir		48 915.53 $		**48 915.53 $**
Coût total estimé des honoraires, contingences et incidences	**2 018 409.12 $**	**594 011.43 $**	**- $**	**2 612 420.55 $**
Surplus (insuffisance) budgétaire pour compléter le contrat	**158 608.01 $**	**(376 309.72) $**	**217 701.71 $**	**(0.00) $**
Augmentation du contrat à faire autoriser				**217 701.71 $**

	Avant majoration	**Majoration**	**Après majoration**	**% d'augmentation du contrat**
Honoraires du contrat à prix forfaitaire	2 177 017.13 $	(158 608.01) $	2 018 409.12 $	
Contingences pour services complémentaires	217 701.71 $	376 309.72 $	594 011.43 $	
Total	**2 394 718.84 $**	**217 701.71 $**	**2 612 420.55 $**	**9.09%**
Pourcentage des contingences sur le coût initial des honoraires	***10.00%***		***27.29%***	

Secteurs des travaux :

Secteur 1 : Avenue des Canadiens

Secteur 2 : Secteur Peel/ Rue Stanley

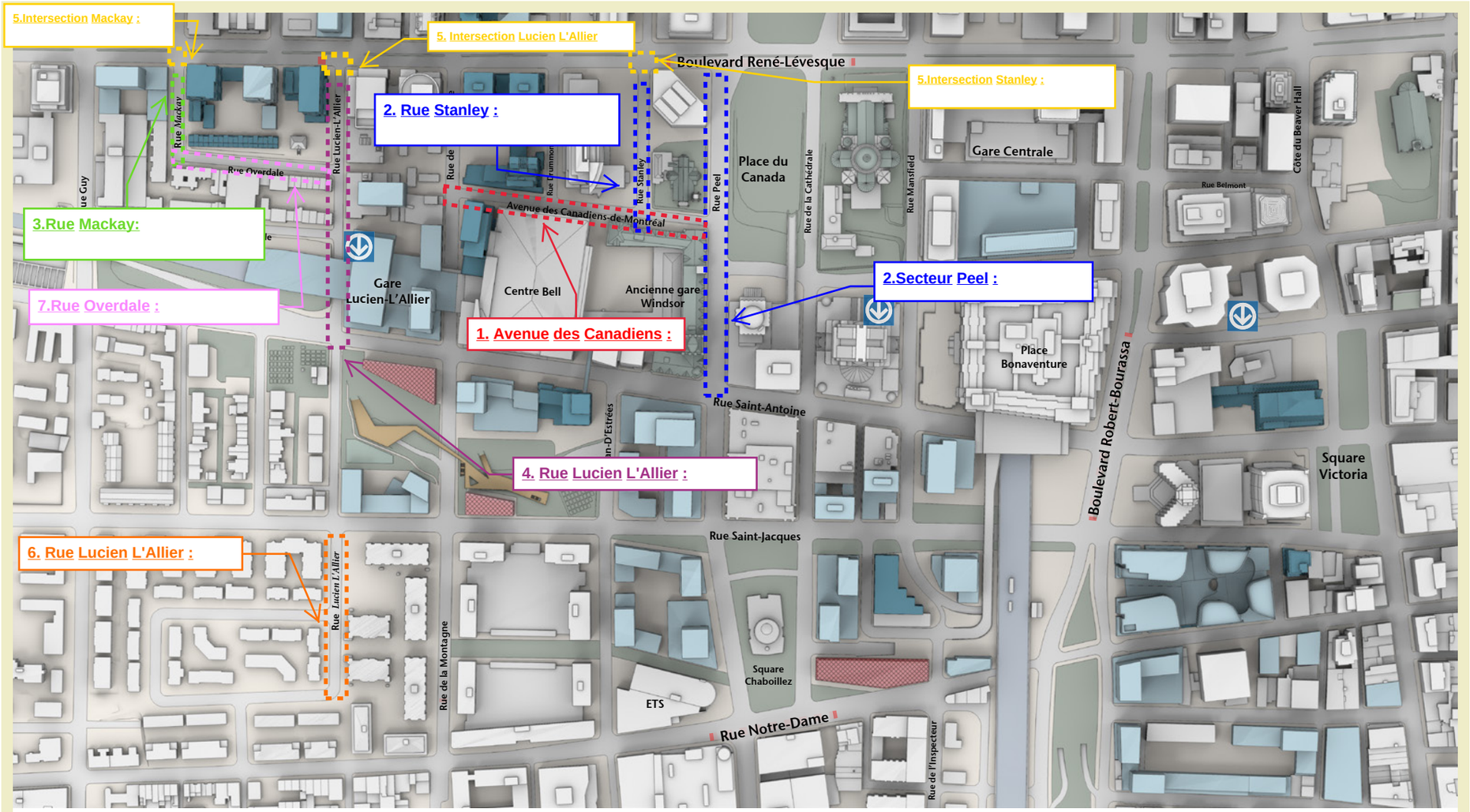
Secteur 3 : Rue Mackay

Secteur 4 : Rue Lucien L'Allier (entre René-Lévesque et Saint-Antoine)

Secteur 5 : Secteur René-Lévesque (Intersection Mackay / Intersection Lucien l'Allier/ Intersection Stanley**)**

Secteur 6 : Rue Lucien L'Allier (Entre Saint-Jaques et Victor Hugo)

Secteur 7 : Rue Overdale



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1197231064

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , -
Objet :	Approuver un projet de convention (addenda 1) modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Les Services EXP inc. (CM17 0295), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 177 017,13 $ à 2 612 420,55 $, taxes incluses, pour compléter la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux d'aménagement de la phase 2 du Quartier des gares. Utiliser le budget disponible au compte des dépenses incidentes autorisées au montant de 217 701,71 $ pour couvrir les dépenses contingentes additionnelles.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Addenda 1_Convention de services professionnels_Exp.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-16

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886
Division : Contrats

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
16 AOUT 2019
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ADDENDA 1
CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, Directeur du Service du greffe, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Les Services exp inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 800-B, Montréal, Québec, H3A 3C8, agissant et représentée par Guillaume Halde, Directeur - Infrastructures et Transports, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

No d'inscription T.P.S. : 89463 7008 RT0001
No d'inscription T.V.Q. : 1217145241 TQ0001

Ci-après appelé le « **CONTRACTANT** »

ATTENDU QUE les Parties on conclu une convention de services professionnels le 28 mars 2017 (ci-après la « **Convention initiale**») ;

ATTENDU QUE certains imprévus ont fait en sorte que des services additionnels ont été requis du Contractant et que les parties conviennent d'amender la Convention initiale par le biais de cet addenda (ci-après l' « Addenda 1 ») pour refléter le fait que des honoraires additionnels seront payés au Contractant;

ATTENDU QUE la Ville a adopté un règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrale des présentes comme ci-après récité au long.

ARTICLE 2
MODIFICATIONS

2.1 L'article 8 « Honoraires » est remplacé par ce qui suit :

«En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux millions six cent douze mille quatre cent vingt et cinquante-cinq cents dollars (2 612 420,55 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit : Le Contractant doit soumettre ses comptes après chacune des étapes prévues pour la réalisation des présentes une fois que ses services auront été rendus.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention. »

ARTICLE 3
AUTRES DISPOSITIONS

Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés et continuent de régir les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2019

Les Services exp inc.

Par : _____
Guillaume Halde, Directeur Infrastructures et Transports

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197231064

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , -
Objet :	Approuver un projet de convention (addenda 1) modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Les Services EXP inc. (CM17 0295), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 177 017,13 $ à 2 612 420,55 $, taxes incluses, pour compléter la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux d'aménagement de la phase 2 du Quartier des gares. Utiliser le budget disponible au compte des dépenses incidentes autorisées au montant de 217 701,71 $ pour couvrir les dépenses contingentes additionnelles.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_SUM_1197231064.xlsx Info_comptable_DRE_1197231064_V2.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-21

Josée BÉLANGER
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-3238
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Information financière pour dépense PTI - Service de l'urbanisme et de la mobilité

GDD #	1197231064

Taux 2019: 1.0951303727

Direction	Mobilité

Engagement #		Date	21/08/2019

Imputation : **Utiliser le solde disponible prévu initialement pour les sevices professionnels et les incidences, imputé dans le même projet, dans le contrat initial octroyé par le GDD 1170890003**

Description:

Services professionnels-Quartier des Gares phase 2												Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Services prof. & incidences	6101	7717024	802722	3107	54301	000000	0000	167176	000000	17025	00000	201 704.60 $	184 183.18 $	184 184 $

Total Direction :	201 704.60 $	184 183.18 $	184 184 $

2558	1.09513037
2344	
2832	
1369	
2632	
2138	
834	
14707	

Information financière pour dépense PTI - Service de l'eau

GDD #	1197231064

Taux 2019: 1.0951303727

Direction	DGSRE

Engagement #	EAU7X31064	Date	21/08/2019

Sur la base des prévisions émises par le service, nous confirmons que le budget du projet est suffisant pour financer les dépenses de ce projet.

Imputation : **Utiliser le solde disponible prévu pour les incidences dans le contrat initial octroyé par le GDD 1170890003**

Description:

Peel (coté ouest) de la Gauchetière à René-Lévesque - serv prof AQ												Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Services professionnels	6130	7716062	802705	04121	54301	000000	0000	165965	000000	13020	00000	2 801.34 $	2 556.00 $	2 558 $

Peel (coté ouest) de la Gauchetière à René-Lévesque - serv prof ÉG unit												Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Services professionnels	6130	7716062	802705	04161	54301	000000	0000	165967	000000	12010	00000	2 567.42 $	2 344.40 $	2 344.40

Peel, de la Gauchetière à René-Lévesque - serv prof AQ												Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Services professionnels	6130	7716062	802705	04121	54301	000000	0000	165969	000000	13020	00000	3 101.41 $	2 832.00 $	2 832 $

Peel, de la Gauchetière à René-Lévesque - serv prof réhab ÉG unit												Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Services professionnels	6130	7716062	802705	04161	54301	000000	0000	167167	000000	12015	00000	1 499.56 $	1 369.30 $	1 369.30

Peel (coté ouest) de Saint-Antoine à de la Gauchetière - serv prof AQ												Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Services professionnels	6130	7716062	802705	04121	54301	000000	0000	167158	000000	13020	00000	2 882.71 $	2 632.30 $	2 632.30

Peel, de Saint-Antoine à de la Gauchetière - serv prof AQ												Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Services professionnels	6130	7716062	802705	04121	54301	000000	0000	167160	000000	13020	00000	2 341.39 $	2 138.00 $	2 138 $

Peel, de Saint-Jacques à Saint-Antoine - serv prof réhab ÉG unit												Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Services professionnels	6130	7716062	802705	04161	54301	000000	0000	167166	000000	12015	00000	803.28 $	733.50 $	734 $

Total Direction :	15 997.11 $	14 607.50 $	14 608 $

2558	1.09513037
2344	
2832	
1369	
2632	
2138	
834	
14707	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.12

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1190498002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle maximale de 480 000 $ pour l'année 2019 pour le remboursement à l'Office municipal d'habitation de Montréal des frais supplémentaires encourus pour l'hébergement temporaire et les autres mesures d'urgence reliés principalement à l'Opération 1er juillet 2019 dans le cadre des activités du Service de référence pour les personnes sans logis en vertu de l'entente approuvée par le conseil municipal (CM16 1261 du 21 novembre 2016) / Approuver un avenant à l'entente à cet effet.

1. Autoriser une dépense additionnelle maximale de 480 000 $ pour l'année 2019 pour le remboursement à l'Office municipal d'habitation de Montréal des frais supplémentaires encourus pour l'hébergement temporaire et les autres mesures d'urgence reliés principalement à l'Opération 1er juillet 2019 dans le cadre des activités du Service de référence pour les personnes sans logis;
2. Approuver un avenant à l'entente signée le 30 novembre 2016 entre la Ville de Montréal et cet organisme;

3. Autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer ledit avenant, pour et au nom de la Ville;

4. Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-23 09:30

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1190498002**
Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle maximale de 480 000 $ pour l'année 2019 pour le remboursement à l'Office municipal d'habitation de Montréal des frais supplémentaires encourus pour l'hébergement temporaire et les autres mesures d'urgence reliés principalement à l'Opération 1er juillet 2019 dans le cadre des activités du Service de référence pour les personnes sans logis en vertu de l'entente approuvée par le conseil municipal (CM16 1261 du 21 novembre 2016) / Approuver un avenant à l'entente à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de référence (le Service) pour les personnes sans logis est une activité financée par la Ville de Montréal (la Ville) dont la gestion est sous la responsabilité de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM). Sur une base continue, le Service offre depuis 2003 de l'hébergement et divers services d'aide aux personnes sans logis dans les situations suivantes :

- le resserrement du marché locatif (particulièrement pendant la période du 1^{e} juillet);
- les sinistres;
- les évacuations reliées à la lutte à l'insalubrité;
- la préparation des logements avant une intervention d'extermination de parasites pour les personnes vulnérables.

Depuis 2008, la majorité des interventions du Service concerne l'aide aux personnes sinistrées. En vertu d'une entente avec la Société canadienne de la Croix-Rouge (la Croix-Rouge), l'organisme Jeunesse au soleil et le Service de sécurité incendie de Montréal visant à assurer la prestation d'aide aux personnes sinistrées, la Ville s'est engagée à maintenir en opération le Service pour prendre en charge les ménages à reloger après la période initiale de 48 à 72 heures assumée par la Croix-Rouge.

La convention signée avec l'OMHM comporte deux types de coûts :

- Les premiers sont fixes et correspondent au mandat donné à l'OMHM de fournir les ressources humaines et matérielles pour offrir les services d'accompagnement et d'aide aux personnes sans logis incluant la tenue d'une liste des logements disponibles ainsi que l'aide aux ménages vulnérables pour la préparation de leur logement avant une extermination;
- Les seconds sont variables et concernent l'hébergement temporaire dont les coûts sont remboursés par la Ville.

Pour l'année 2019, dernière année de l'entente de trois ans, le budget prévu pour le premier type de coûts soit 695 000 $ (article 5.1.1 c) de la convention) s'avère insuffisant pour les deux raisons suivantes:

- l'ampleur des moyens qui ont dû être mis en place pour venir en aide aux personnes sans logis pour la période du 1er juillet ;
- l'accroissement des demandes d'accompagnement pour le volet salubrité.

Un montant supplémentaire de 160 000 $ est demandé.

De plus, conséquemment aux activités accrues du Service de référence, le budget prévu pour les frais d'hébergement (article 5.1.2) soit 250 000$ s'avère lui aussi insuffisant et doit être augmenté de 320 000 $.

Le présent sommaire propose donc d'augmenter la dépense totale reliée à la convention en 2019 d'un montant de 480 000 $ et d'approuver un projet d'avenant à l'entente à cet effet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1266 - octobre 2018 : autoriser une dépense additionnelle maximale de 100 000 $ pour l'année 2018 pour le remboursement à l'OMHM des frais encourus pour l'hébergement temporaire
CE17 1628 - septembre 2017 : autoriser une dépense additionnelle maximale de 200 000 $ pour l'année 2017 pour le remboursement à l'OMHM des frais encourus pour l'hébergement temporaire;

CM16 1261 - novembre 2016 : accorder un soutien financier maximal de 675 000 $ en 2017, 685 000 $ en 2018 et 695 000 $ en 2019 pour la poursuite des activités du Service pour les personnes sans logis et l'accompagnement des ménages vulnérables à la préparation de leur logement avant une extermination;

CE16 1818 - novembre 2016 : autoriser une dépense annuelle pour une somme maximale de 250 000 $ pour les années 2017, 2018 et 2019 pour le remboursement des frais d'hébergement temporaire et autres mesures d'urgence encourus par l'OMHM dans le cadre des activités du Service pour les personnes sans logis.

DESCRIPTION

L'objectif de l'hébergement temporaire est d'éviter que les ménages montréalais se retrouvent à la rue suite à la perte de leur logement. Les clientèles visées sont les suivantes:

- les ménages sans logis ou en voie de le devenir. Les services offerts sont principalement fournis aux ménages répondant à certains critères tels qu'avoir un ou des enfants à charge, avoir été locataire d'un logement à Montréal avant d'être sans logis dans les douze mois précédents, ne pas avoir déjà bénéficié des services du Service de référence;
- les ménages sans logis suite à un sinistre tel que défini dans le *Protocole d'entente pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées suite à une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal* intervenu en 2008 entre la Société canadienne de la Croix-Rouge, Jeunesse au Soleil et la Ville;
- les ménages évacués suite à un avis d'évacuation émis par un inspecteur de la Ville ou d'un arrondissement dans le cadre de l'application du *Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements (03-096).*

Les activités d'intensification des services d'aide au relogement à l'approche du 1er juillet consistent à:

- mettre en place les ressources humaines et matérielles nécessaires;
- assurer une prise d'appel systématique et adapter les heures de service aux besoins de la clientèle;
- élargir l'offre des services à tous les ménages et personnes seules;
- rencontrer les ménages et les accompagner dans la recherche de logement;
- effectuer des recherches quotidiennes afin de constituer une banque de logements à louer;
- offrir si nécessaire des services d'hébergement temporaire, de transport et d'entreposage de biens;
- apporter une attention particulière aux besoins personnels et biopsychosociaux des ménages afin de les référer aux ressources appropriées.

JUSTIFICATION

Un taux d'inoccupation à son plus bas niveau depuis 2004 (2%), une hausse du flux migratoire, une augmentation des taux hypothécaire comptent parmi les principales causes pour expliquer le resserrement du marché locatif auquel Montréal doit faire face en 2019. Le Service de référence a connu depuis le début de l'année une recrudescence des demandes d'aide reliées à cette situation.
Le Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation a reconnu cette situation en annonçant le 26 juin dernier la réactivation de certains volets du Programme d'aide d'urgence 2005 aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs pour des raisons exceptionnelles. Des unités de supplément au loyer d'urgence ont été ajoutées. La Ville profitera de ce programme.

Dans le cadre de l'Opération 1er juillet, 52 ménages ont été hébergés par le Service de référence dont 11 le sont encore au 19 août 2019. Les coûts de l'opération ont passé de 17 000 $ et 19 000 $ en 2017 et 2018 à 77 000 $ cette année.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les besoins additionnels d'ici la fin de l'année sont évalués à un maximum de 480 000 $ (475 973,46 $ net de ristourne de taxes) pour maintenir les services requis par la convention.
Le financement de cette dépense sera pris à même le budget de fonctionnement du Service de l'habitation. Il s'agit d'une dépense assumée par la ville centrale.

Une partie de ces dépenses pourra être remboursée par la Société d'habitation du Québec dans le cadre du décret 649-2019 du 26 juin 2019. Cela pourrait correspondre principalement à 50 % des frais d'hébergement encourus pendant la période du 1er juillet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Venir en aide aux ménages sans logis ou sinistrés est un geste de solidarité qui contribue concrètement au maintien du caractère inclusif de Montréal, une dimension importante du développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption de ce budget supplémentaire permettra de continuer à offrir des services d'hébergement d'urgence à des ménages démunis ou sinistrés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec le Service des communications, il n'y a pas d'opération de communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Une proposition de renouvellement de l'entente sera soumise à l'automne 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Renaud GOSSELIN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-08-20

Jean-Claude GIRARD
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 2-3323
Télécop. : 2.3883

Stéphanie AUGY
c/d Salubrité

Tél : 514.872.2187
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2019-08-23

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1190498002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle maximale de 480 000 $ pour l'année 2019 pour le remboursement à l'Office municipal d'habitation de Montréal des frais supplémentaires encourus pour l'hébergement temporaire et les autres mesures d'urgence reliés principalement à l'Opération 1er juillet 2019 dans le cadre des activités du Service de référence pour les personnes sans logis en vertu de l'entente approuvée par le conseil municipal (CM16 1261 du 21 novembre 2016) / Approuver un avenant à l'entente à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, l'avenant à la Convention conclue en novembre 2016 entre la Ville de Montréal et l'Office municipal d'habitation de Montréal.

FICHIERS JOINTS

Avenant.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renaud GOSSELIN
Avocat
Tél : 514-868-4132

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-21

Marie-Andrée SIMARD
Notaire et chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
21 AOÛT 2019
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

Avenant

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par madame Marianne Cloutier, directrice du Service de l'habitation, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CM_____;

CI-APRÈS APPELÉE LA « **VILLE** »

N° d'inscription T.P.S. : 121364749
N° d'inscription T.V.Q. : 1006001374

ET : **OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE MONTRÉAL**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 415, rue Saint-Antoine Ouest, 2e étage, Montréal, Québec, H2Z 1H8, agissant et représentée par madame Danielle Juteau, directrice de la gestion des demandes, des logements abordables et des suppléments au loyer, et madame Danielle Cécile, directrice générale, dûment autorisées tel qu'elles le déclarent;

N° d'inscription T.P.S. :
N° d'inscription T.V.Q. :

CI-APRÈS APPELÉ L'« **OFFICE** »

La Ville et l'Office sont également individuellement ou collectivement désignés dans le présent avenant comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a approuvé, par la résolution CM16 1261, la conclusion d'une convention (ci-après la « **Convention initiale** ») avec l'Office accordant un soutien financier à celui-ci pour la poursuite des activités du Service de référence pour les personnes sans logis et pour l'accompagnement des ménages vulnérables à la préparation de leur logement avant une extermination;

ATTENDU QUE le comité exécutif a autorisé, par la résolution CE17 1628, une dépense additionnelle maximale de 200 000 $ pour l'année 2017 pour le remboursement des frais d'hébergement temporaire et autres mesures d'urgence encourus par l'Office dans le cadre des activités du Service de référence pour les personnes sans logis;

ATTENDU QUE le conseil municipal a autorisé, par la résolution CM18 1266, une dépense additionnelle maximale de 100 000 $ pour l'année 2018 pour le remboursement des frais d'hébergement temporaire et autres mesures d'urgence encourus par l'Office dans le cadre des activités du Service de référence pour les personnes sans logis;

ATTENDU QUE les Parties souhaitent modifier la Convention initiale afin, d'une part, de corriger les sommes payables qui y sont inscrites afin qu'elles tiennent compte des dépenses additionnelles autorisées en 2017 et 2018 respectivement par le comité exécutif et le conseil municipal et, d'autre part, d'augmenter de 480 000 $ les sommes payables à l'Office pour l'année 2019 pour le remboursement des frais supplémentaires encourus pour l'hébergement temporaire et les autres mesures d'urgence reliés principalement à l'Opération 1er juillet 2019 dans le cadre des activités du Service de référence pour les personnes sans logis.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. L'article 5.1.1 de la Convention initiale est remplacé par le suivant:

« 5.1.1 verser à l'Office une contribution financière maximale de deux millions deux cents quinze mille dollars (2 215 000 $) pour les années 2017, 2018 et 2019, devant être affectée à la réalisation du Projet et versée de la façon suivante :

a) pour l'année 2017, une somme maximale de six cent soixante-quinze mille dollars (675 000 $), incluant toutes les taxes applicables. La Ville versera un montant mensuel correspondant aux dépenses encourues par l'Office dans les trente (30) jours de l'approbation de chaque rapport détaillé qui doit être soumis au Directeur conformément à

l'article 4.9.4 de la présente convention, et ce, jusqu'à concurrence de la somme maximale de six cent soixante-quinze mille dollars (675 000 $);

b) pour l'année 2018, une somme maximale de six cent quatre-vingt-cinq mille dollars (685 000 $), incluant toutes les taxes applicables. La Ville versera un montant mensuel correspondant aux dépenses encourues par l'Office dans les trente (30) jours de l'approbation de chaque rapport détaillé qui doit être soumis au Directeur conformément à l'article 4.9.4 de la présente convention, et ce, jusqu'à concurrence de la somme maximale de six cent quatre-vingt-cinq mille dollars (685 000 $);

c) pour l'année 2019, une somme maximale de huit cent cinquante-cinq mille dollars (855 000 $), incluant toutes les taxes applicables. La Ville versera un montant mensuel correspondant aux dépenses encourues par l'Office dans les trente (30) jours de l'approbation de chaque rapport détaillé qui doit être soumis au Directeur conformément à l'article 4.9.4 de la présente convention, et ce, jusqu'à concurrence de la somme maximale de huit cent cinquante-cinq mille dollars (855 000 $); »

2. L'article 5.1.2 de la Convention initiale est remplacé par le suivant:

« 5.1.2 rembourser les frais d'hébergement encourus par l'Office pour offrir l'hébergement temporaire prévu au Projet, dans les trente (30) jours de l'approbation de chaque demande de remboursement qui doit être soumise au Directeur, sur présentation de pièces justificatives et jusqu'à concurrence d'une somme maximale de cinq cent soixante-dix mille dollars (570 000 $) annuellement; étant entendu que l'Office peut inclure, dans chacune de ses demandes de remboursement, un montant maximal de huit pour cent (8%) à titre de frais de gestion et les taxes applicables à ces frais; »

3. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marianne Cloutier, directrice, Service de l'habitation

Le e jour de 2019

OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE MONTRÉAL

Par : _____
Danielle Cécile, directrice générale

OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE MONTRÉAL

Par : _____
Danielle Juteau, directrice de la gestion des demandes, des logements abordables et des suppléments au loyer

Cet avenant a été approuvé par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le .....e jour de ..... 2019 (CM19 .....).

10/12

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1190498002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle maximale de 480 000 $ pour l'année 2019 pour le remboursement à l'Office municipal d'habitation de Montréal des frais supplémentaires encourus pour l'hébergement temporaire et les autres mesures d'urgence reliés principalement à l'Opération 1er juillet 2019 dans le cadre des activités du Service de référence pour les personnes sans logis en vertu de l'entente approuvée par le conseil municipal (CM16 1261 du 21 novembre 2016) / Approuver un avenant à l'entente à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1190498002 Habitation.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget
Tél : 514-872-5911

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-22

Christian BORYS
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5676
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

NO GDD : 1190498002

BUDGET FONCTIONNEMENT

No d'engagement : HA90498002

Imputations de la dépense :	**2019**
2101.0010000.105560.06303.61900.000000.0000.000000.000000.00000.00000	433 646.91 $
2101.0010000.105560.06303.54390.000000.0000.000000.000000.00000.00000	42 326.55 $
Total de la dépense :	**475 973.46 $**

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.13

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1198444003

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 2 935 819 $, pour 2019 et 2020, à 23 différents organismes pour le projet et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre de la Politique de l'enfant 2019-2020 / Approuver les 23 projets de convention à cet effet

Il est recommandé au comité exécutif :

- d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 1 432 235 $, pour 2019-2020, aux 18 différents organismes ci-après désignés, pour le projet et le montant indiqué en regard de chacun d'eux :

Organisme	Projet	Montant
Alternative naissance	**« Accompagnement à la naissance et aux relevailles »**	**36 857 $**
Centre de développement communautaire autochtone à Montréal	**« Programmation enfance autochtone »**	**80 000 $**
Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent	**« Projet Lanterne : Faire la lumière sur l'éducation à la sexualité et les relations égalitaires chez les tout-petits »**	**105 733 $**
Festival international du film pour enfant de Montréal	**« Camps de jour - À la découverte du cinéma »**	**36 000 $**
Fondation de la visite	**« La fierté des familles dans leur quartier et un quartier fier de ses familles XIV »**	**106 420 $**
Fondation Jasmin Roy	**« Développer les compétences relationnelles avec les enfants TDAH à la petite enfance »**	**90 549 $**
Fusion jeunesse	**« Favoriser la découverte, l'apprentissage et l'épanouissement des jeunes Montréalais en leur proposant des projets stimulants et innovants »**	**134 863 $**

Jeunesse au Soleil	**« Programme d'aide à l'enfance »**	**102 330 $**
Jeunes musiciens du monde	**«Comptines et farandoles »**	**128 000 $**
La Cantine pour tous	**« La cantine pour tous dans les écoles »**	**97 977 $**
La Maison Bleue: Milieu de vie préventif à l'enfance	**« Développement du modèle de la Maison Bleue sur le territoire montréalais »**	**60 000 $**
La Tablée des chefs	**« Les Brigades culinaires - déploiement montréalais »**	**59 702 $**
Les Ateliers cinq-épices, des saveurs pour tous	**« Ateliers de cuisine-nutrition pour petits cuistots »**	**30 000 $**
Mères avec pouvoir (MAP) Montréal	**Intervention en milieu ouvert »**	**98 140 $**
MU	**« MUtation »**	**56 600 $**
Oxy-jeunes inc.	**« Espace créatif et scène jeunesse 12-17 »**	**34 000 $**
Répit Providence, maison Hochelaga-Maisonneuve	**« Action pour la nutrition des enfants et leurs parents & Les compétences parentales ça s'apprend! »**	**131 810 $**
Réseau Enfants retour Canada	**« AIMER : Affirmation - Image de soi - Mettre ses limites - Égalité - Relations saines »**	**43 254 $**

- d'approuver les 18 projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;
- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

De recommander au conseil municipal :

- d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 1 503 584 $, pour 2019-2020, aux cinq différents organismes ci-après désignés, pour le projet et le montant indiqué en regard de chacun d'eux :

Organisme	Projet	Montant
Club des petits déjeuners du Canada	**« Nourrir les enfants de Montréal! »**	**700 000 $**
Institut Pacifique	**« Programme Temps Libre »**	**226 169 $**
Nourri-Source - Montréal	**« Le soutien à l'allaitement à Montréal »**	**173 094 $**
Réseau réussite Montréal	**« Camps estivaux et socialisation linguistique »**	**218 801 $**
Sports Montréal inc.	**« Caravane Sports Montréal & Karibou »**	**185 520 $**

- d'approuver les cinq projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-08-29 09:53

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1198444003**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 2 935 819 $, pour 2019 et 2020, à 23 différents organismes pour le projet et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre de la Politique de l'enfant 2019-2020 / Approuver les 23 projets de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

En lançant la Politique de l'enfant, « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence », en juin 2016, la Ville de Montréal s'est engagée à offrir un environnement où tous les enfants de 0-17 ans peuvent développer leur plein potentiel. Pour y parvenir, les acteurs municipaux et leurs partenaires étaient invités à intensifier leurs actions et à adapter celles-ci aux besoins et réalités des enfants de la métropole.

La vision

Que, de la naissance à la majorité, tous les enfants de Montréal puissent chaque jour grandir et s'épanouir selon leur plein potentiel.

Développer le «réflexe enfant» en amenant les acteurs municipaux et leurs partenaires à intensifier leurs actions, en concertation, et à adapter ces actions aux multiples visages et réalités des enfants de la métropole.

Plus précisément, cette politique vise à :

• Contribuer à la création d'environnements favorables au développement global de tous les enfants montréalais;
• Permettre aux tout-petits de naître et de grandir dans des familles outillées pour les accueillir et en prendre soin;
• Offrir un continuum de services qui répond aux différents besoins des enfants, notamment en favorisant la découverte, l'apprentissage et l'épanouissement;
• Soutenir les actions qui guident les enfants dans leur parcours éducatif vers l'autonomie.

La réalisation de ces objectifs aura notamment pour résultats de multiplier les réseaux, de maximiser les apprentissages et de renforcer la volonté d'agir au bénéfice des enfants.

Le public cible

La Politique de l'enfant prend en compte tous les enfants de 0 à 17 ans de Montréal : filles et garçons, aux diverses identités ethniques, culturelles, religieuses, de genres, de toutes conditions sociales et de santé. Par enfants, la Ville désigne tous ceux et celles qui sont à naître, les tout-petits (0-3 ans), les enfants d'âge préscolaire et scolaire (4-11 ans) et les adolescents jusqu'à l'âge de la majorité (12-17 ans).

Les valeurs
Basée sur une approche d'égalité des chances, cette politique permettra d'offrir, équitablement, les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais, quel que soit leur milieu (familial, social, économique), par des interventions cohérentes et dans le respect de leurs droits fondamentaux

Les principes directeurs de nos actions
L'inclusion de tous les enfants
L'écoute des besoins
L'accompagnement vers l'autonomie
Des réponses flexibles, à l'échelle des quartiers
Le travail en partenariat

Les axes d'intervention de la politique sont les suivants :

1. La sécurité et l'accessibilité des environnements urbains
2. La sécurité alimentaire et la saine alimentation
3. La persévérance scolaire et la réussite éducative
4. L'accès à la culture, aux sports et aux loisirs
5. Les familles et les communautés

Depuis l'adoption du Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant, un ensemble de mesures locales et régionales a été mis en place progressivement pour mieux répondre aux besoins et aux réalités des enfants et des familles de milieux défavorisés.

En 2017, les actions ont été implantées dans neuf quartiers où la défavorisation est un enjeu important : Hochelaga-Maisonneuve, Cloverdale, Verdun, Saint-Michel, Parc-Extension, Côtes-des-Neiges, Petite Bourgogne, Montréal-Nord, Saint-Pierre. Depuis l'année 2018, la politique est déployée dans les 19 arrondissements de la Ville de Montréal.

Le budget annuel de la Politique de l'enfant est de 5 M$, dont 2.9 M$ est consacré à des organismes dont les actions sont a portée régionale (trois arrondissements et plus) et 2.1 M$ sont distribués aux 19 arrondissements de la Ville de Montréal pour soutenir des organismes locaux. Le présent sommaire décisionnel présente les projets à vocation régionale recommandés pour la période 2019-2020.

Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) est responsable de la coordination de cette politique et la réalisation des actions est une responsabilité partagée entre les services centraux, les arrondissements et les organisations régionales du milieu.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0659 du 29 mai 2018
Accorder un soutien financier de 195 973 $ à l'Institut Pacifique pour la réalisation du projet « Programme Temps Libre dans les parcs la fin de semaine » dans le cadre du budget 2018 de la Politique de l'enfant
CE18 0901 du 23 mai 2018
Accorder un soutien financier totalisant 615 292 $ aux 12 organismes ci-après désignés, dont 71 738 $ à Sports Montréal inc. pour le projet « Caravane Sports Montréal & Karibou », 58 404 $ à Jeunesse au Soleil pour « Programme d'aide à l'enfance », 34 000 $ à Oxy-Jeunes inc. pour « Espace de création artistique et scène jeunesse 12-17 ans », 61 200 $ à MU pour « MUtation », 136 000 $ à Jeunes musiciens du monde pour « Comptines et farandoles », 42 500 $ à Centre de développement communautaire autochtone à Montréal (Montréal autochtone) pour « Programmation enfance autochtone », 28 101 $ à Festival

International du Film pour Enfants de Montréal pour « À la découverte du Cinéma », 38 675 $ à Intergénérations Québec pour « Montréal, île de partage inclusif », 72 108 $ à Nourri-Source Montréal pour « Développement et consolidation de groupes d'entraide en allaitement », 20 172 $ à Réseau Enfants Retour Canada pour « Ensemble pour la vigilance » et 55 394 $ à Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent pour « Projet Lanterne : faire la lumière sur l'éducation à la sexualité et les relations égalitaires chez les tout-petits », à même le budget 2018 de la Politique de l'Enfant;

CE17 1353 du 9 août 2017

Accorder un soutien financier de 20 171 $ à l'organisme Réseau Enfants Retour Canada pour la réalisation du projet « Ensemble pour la vigilance » dans le cadre du Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant

CE17 1243 du 2 août 2017

Accorder un soutien financier de 33 060 $, pour l'année 2017, à Festival International du Film pour Enfants de Montréal pour la réalisation du projet « À la découverte du Cinéma » dans le cadre du Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant

CE17 1138 du 28 juin 2017

Accorder un soutien financier de 50 000 $, pour l'année 2017, à Centre de développement communautaire autochtone à Montréal pour la réalisation de son projet pilote « Programme estival pour enfants autochtones » dans le cadre du Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant

CM17 0311 du 27 mars 2017

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 2 336 193 $, aux 8 organismes ci-après désignés, dont 129 650 $ à Sports Montréal Inc., 40 000 $ à Oxy-Jeunes inc., 72 000 $ à MU, 160 000 $ à Jeunes musiciens du Monde, 251 729 $ à Institut Pacifique, 55 394 $ à Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent, 84 832 $ à Nourri-Source - Montréal et 45 500 $ à Intergénérations Québec, dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports pour la Politique de l'enfant

CM17 0311 du 27 mars 2017

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 2 336 193 $, aux 8 organismes ci-après désignés, dont 129 650 $ à Sports Montréal Inc., 72 000 $ à MU, 160 000 $ à Jeunes musiciens du Monde, 251 729 $ à Institut Pacifique, 55 394 $ à Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent, 84 832 $ à Nourri-Source - Montréal, dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports pour la Politique de l'enfant

CE17 0368 du 15 mars 2017

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 115 500 $ à trois organismes, dont 40 000 $ à Oxy-Jeunes Inc.pour Espace de création artistique et scène Jeunesse 12 à 17 ans (2017) et 45 500 $ à Intergénérations Québec pour Part'âge d'expériences entre générations (2017), dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports pour la Politique de l'enfant

CM17 0166 du 20 février 2017

Adopter le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant intitulé « Naître, grandir et s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence » / Mandater le Service de la diversité sociale et des sports d'en effectuer le suivi

CM17 0141 du 20 février 2017

Accorder un soutien financier de 319 100 $, à Réseau réussite Montréal, pour 2017-2018, pour la réalisation du projet « Des quartiers persévérants pour la jeunesse montréalaise », à même le budget 2017 du Service de la diversité sociale et des sports prévu pour la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »

CM16 1448 du 19 décembre 2016

Accorder un soutien financier de 68 710 $ à Jeunesse au Soleil, pour 2017-2018, pour la réalisation du projet « Programme d'aide à l'enfance » à même le budget 2017 du Service de la diversité sociale et des sports prévu pour la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »

CM16 0785 du 20 juin 2016

Adopter la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à

l'adolescence » / Mandater le Service de la diversité sociale et des sports d'effectuer le suivi des engagements de la Politique

DESCRIPTION

Alternative naissance
Montant : 36 857 $, soit des versements totalisant 9 955 $ en 2019 et 26 902 $ en 2020
Projet : « Accompagnement à la naissance et aux relevailles »
Offrir un service d'accompagnement à la naissance et aux relevailles complet, individuel et gratuit à 30 femmes enceintes et leurs familles qui présentent au moins trois critères de vulnérabilité et habitent un des quartiers d'intervention : Côte-des-Neiges; Mercier; Hochelaga-Maisonneuve; Saint-Michel; Parc Extention; Verdun; Le Plateau Mont-Royal; et, Saint-Laurent. Le soutien offert par la même accompagnante certifiée débute dès la demande de service (à partir de la 15e semaine de grossesse) et se poursuit sans interruption jusqu'à six semaines suivant la naissance, ainsi que 8 blocs de 5 heures pour l'accompagnement aux relevailles pour soutenir les parents dans leur nouveau rôle, offrir un répit, favoriser l'autonomie, briser l'isolement et faire connaître les ressources du quartier.. Il comprend : trois rencontres prénatales pour un total de huit heures; la disponibilité 24 heures sur 24, sept jours sur sept de la 37e semaine à l'accouchement; la présence à l'accouchement d'environ 20 heures, jusqu'à deux heures après la naissance; deux rencontres postnatales pour un total de quatre heures et durant toute la période périnatale pour un total d'environ huit heures, le soutien téléphonique, la recherche de ressources personnalisées et la tenue de dossier. Les femmes enceintes et les familles référées par les intervenants et institutions du milieu sont priorisées.

Centre de développement communautaire autochtone à Montréal
Montant : 80 000 $, soit des versements totalisant 40 000 $ en 2019 et 40 000 $ en 2020
Projet : « Programmation enfance autochtone »
Ce projet vise à offrir un environnement sain et sécuritaire où est favorisé le développement des enfants dans les valeurs traditionnelles autochtones. Le projet pilote initial a permis de dégager les bonnes pratiques ainsi que de trouver les forces et les faiblesses du programme initial, ce qui permet à l'organisme de bonifier la 3e édition du camp de jour estival. Celle-ci se tiendra sur une période de neuf semaines, pour un minimum de 30 jeunes autochtones de 5 à 12 ans. L'organisme prévoit également offrir des activités ponctuelles à la suite du camp de jour pour assurer une continuité dans les services pour cette population particulière, et ce, jusqu'au 31 décembre.

Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent
Montant : 105 733 $, soit des versements totalisant 26 949 $ en 2019 et 78 784 $ en 2020
Projet : « Projet Lanterne : Faire la lumière sur l'éducation à la sexualité et les relations égalitaires chez les tout-petits »
Le projet de prévention Lanterne contribuera à prévenir la violence sexuelle chez les enfants en l'implantant au sein des organismes communautaires en lien avec la petite enfance des arrondissements de Lachine, Verdun et Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. Une chargée de projet sera engagée, ses tâches seront réparties entre mobilisation, formation de formatrices et implantation. La chargée de projet principale sera responsable de la coordination des formations, du déploiement et de la diffusion du programme, ainsi que de la bonification d'outils d'éducation à la sexualité et aux relations égalitaires auprès des tout-petits et leur entourage, nécessaires à la réalisation de ce projet. Ce projet fait l'objet d'une collaboration avec Avenir d'Enfants qui a permis de l'initier au sein d'autres communautés aux populations vulnérables (2016-2019, le partenariat avec Avenir d'Enfants se termine en décembre 2019). Financée par la Politique de l'enfant, l'année 2017 du projet a permis de sonder les besoins des parents et des intervenants de Saint-Pierre, et plus largement

Lachine, et d'entreprendre le développement du programme adapté à ce milieu vulnérable et enclavé. L'année 2018 du projet a été consacrée au développement des outils: création, test avec les différents publics cibles et bonification pour planifier l'implantation.

Club des petits déjeuners du Canada
Montant : 700 000 $, soit des versements totalisant 350 000 $ en 2019 et 350 000 $ en 2020
Projet : « Nourrir les enfants de Montréal! »
Dans une logique de décroissance graduelle du financement, le soutien financier de la Ville permettra de maintenir les activités des 25 clubs des petits déjeuners qui ont vu le jour en 2017 ainsi que les bénévoles qui s'impliquent dans le programme de petits déjeuners. Le programme étant universel, tous les élèves ont la possibilité de s'inscrire, mais la fréquentation moyenne prévue pour l'année scolaire 2019-2020 est de 1 342 filles et 1 417 garçons dans les écoles primaires (4-11 ans), 379 filles et 400 garçons dans les écoles secondaires (12-17 ans), ainsi que 220 bénévoles. Le Club partage aux écoles des outils de communication pour promouvoir auprès des élèves/parents le programme de petits déjeuners de l'école et également des outils pour faire le recrutement des bénévoles.

Festival international du film pour enfants de Montréal (FIFEM)
Montant : 36 000 $, soit des versements totalisant 14 000 $ en 2019 et 22 000 $ en 2020
Projet : « Camps de jour - À la découverte du cinéma »
Afin de rendre plus accessibles la culture et le cinéma aux populations les plus défavorisées de Montréal, l'organisme souhaite mettre en place des camps de jour où serait jumelée la réalisation d'un court métrage au cours d'un atelier pratique ainsi que la projection d'un long métrage étranger (projeté en version française) et d'une série de courts métrages d'animation. La première partie de l'activité est centrée sur la pratique où les enfants ont la possibilité de réaliser un court métrage sous la supervision d'animateurs professionnels. Cette activité permet aux enfants de découvrir les coulisses du cinéma et de sa création. Ils sont aussi amenés à « travailler » avec des camarades, à imaginer des situations et à prendre des décisions. Chaque enfant reçoit un cahier accompagnant l'atelier pratique. Pour la seconde activité, un long métrage en prise de vue réelle est présenté et une série de courts métrages en animation donnent l'occasion aux enfants de développer leur sens critique et de voir ces œuvres avec une vision de créateur.

Fondation de la Visite
Montant : 106 420 $, soit des versements totalisant 27 770 $ en 2019 et 78 650 $ en 2020
Projet : « La fierté des familles dans leur quartier et un quartier fier de ses familles XIV »
Ce projet permet non seulement à des familles de bénéficier d'accompagnements et de visites à domicile à raison de trois heures/semaine, mais également de se familiariser avec leur arrondissement et de découvrir les ressources de leur quartier. Les intervenants de la Fondation de la Visite, appelés parents-visiteurs, visitent gratuitement les familles de nouveau-né de leur quartier semaine après semaine. Ceux-ci écoutent, conseillent, donnent des référencements et accompagnent ces familles sur plusieurs mois afin de renforcer les liens familiaux et les compétences parentales. Les accompagnements se font souvent dans des lieux comme les parcs ou les bibliothèques municipales. Le parent découvre donc son quartier et son lien d'appartenance à Montréal augmente à mesure que grandit sa confiance en ses capacités parentales. 2 550 parents, majoritairement des femmes, ainsi que 750 enfants de 0 à 5 ans et 200 enfants entre 6 et 16 ans seront rejoints par ces services sur l'ensemble du territoire de Montréal. Ces intervenants effectueront les tâches suivantes : suivis hebdomadaires et individualisés de chaque famille accompagnée par le service de visites à domicile, distribution de trousses de naissance aux familles dans le besoin et référencement vers d'autres organismes du quartier, accompagnements aux ressources locales et découvertes des infrastructures de la ville à travers des activités ciblant les

familles. Selon les besoins exprimés par celles-ci, des activités ludiques ou formatives sont organisées ce qui donne des jumelages et des échanges entre parents.

Fondation Jasmin Roy
Montant : 90 549 $, soit des versements totalisant 57 527 $ en 2019 et 33 022 $ en 2020
Projet : « Développer les compétences relationnelles avec les enfants TDAH à la petite enfance »
La Fondation souhaite produire six capsules vidéo (trois en français et trois en anglais) et un guide pédagogique pour les parents éducateurs et enseignants afin de favoriser les mesures éducatives à mettre en place pour une meilleure inclusion des enfants ayant un trouble déficitaire de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH) à la petite enfance. Le guide pédagogique sera élaboré par des experts en la matière du département de neuropsychologie de l'Université de Montréal. L'objectif de ces vidéos est de présenter les différentes réalités vécues par les enfants TDAH aux autres enfants dans un cadre ludique pour ensuite ouvrir la discussion avec eux vers l'acceptation de soi et des autres et vers le développement de l'empathie et la promotion de la diversité pour la création de milieux de vie positifs et bienveillants qui favorisent une plus grande inclusion. Le guide permettra de réinvestir les apprentissages sociaux et émotionnels dans le milieu à la suite du visionnement des capsules vidéo. L'outil complet sera disponible gratuitement sur le site Internet de la Fondation et le guide pédagogique pourra être téléchargé librement. Le but est que les parents, les services de garde, les milieux éducatifs puissent utiliser l'outil pour orienter positivement leurs interventions éducatives afin de développer de saines habitudes de vie émotionnelles et relationnelles avec les enfants TDAH à la petite enfance.

Fusion jeunesse
Montant : 134 863 $, soit des versements totalisant 34 863 $ en 2019 et 100 000 $ en 2020
Projet : « Favoriser la découverte, l'apprentissage et l'épanouissement des jeunes montréalais en leur proposant des projets stimulants et innovants »
L'objectif est de favoriser la découverte, l'apprentissage et l'épanouissement des jeunes Montréalais en proposant des projets stimulants et innovants. Durant l'année 2018-2019, Fusion Jeunesse a mis en place 145 projets pédagogiques dans plus de 79 écoles publiques primaires et secondaires et deux collèges d'enseignement professionnel et général (CÉGEP) de Montréal. Les projets Fusion Jeunesse avec coordonnateurs, ainsi que les projets en robotique autonome à Montréal cogérés par Robotique FIRST Québec (RFQ) ont rejoint plus de 7 382 jeunes. L'intention est de continuer sur cette lancée avec la Ville de Montréal en allant chercher de nouveaux jeunes et en continuant de travailler avec les différentes écoles de la métropole pour contrer le décrochage scolaire par l'embauche d'étudiants ou récents diplômés universitaires.

Institut Pacifique
Montant : 226 169 $, soit des versements totalisant 48 169 $ en 2019 et 178 000 $ en 2020
Projet : « Programme Temps Libre »
Le programme Temps Libre a comme objectif général d'amener les enfants de 5 à 12 ans à développer ou à renforcer leurs habiletés sociales dans leurs moments libres non structurés par le biais d'activités sportives extérieures. Près de 1 600 enfants de 5 à 12 ans seront rejoints par le programme dans douze écoles primaires et huit parcs, des arrondissements de Montréal Nord, Saint-Michel, Saint-Léonard et Ahuntsic-Cartierville. Une équipe de 12 éducateurs est prévue pour assurer la prise en charge des moments de vie offerte aux enfants dans les différentes cours d'école ainsi qu'une équipe de huit éducateurs dans les différents parcs. Les enfants choisissent eux-mêmes les activités auxquelles ils souhaitent participer, ce qui permet de susciter l'intérêt et favoriser l'identification des besoins des filles et des garçons. Les activités se déroulent dans les cours d'école de septembre à juin et ont lieu, après les classes, trois après-midi/semaine durant deux heures et de juin à août,

dans les parcs, entre deux et trois après-midi/semaine durant quatre heures et demie. Bien que le projet soit ouvert à tous, il vise à rejoindre certains jeunes, plus ou moins encadrés, qui traînent habituellement dans les cours d'école, les parcs ou les rues après les heures de classe et en période estivale. De plus, les jeunes ayant des besoins plus spécifiques reçoivent un soutien personnalisé de la part des adultes.

Jeunesse au soleil
Montant : 102 330 $, soit des versements totalisant 33 600 $ en 2019 et 68 730 $ en 2020
Projet : « Programme d'aide à l'enfance »
Le projet consiste à offrir une aide matérielle (des vêtements neufs ou articles scolaires) aux enfants qui fréquentent les écoles de Montréal. Pour ce faire, l'organisme propose d'offrir son soutien et une aide matérielle livrée directement aux écoles. Par exemple, il peut offrir une réserve de fournitures scolaires et de vêtements chauds à distribuer aux enfants selon les besoins rencontrés. Ses ressources humaines devront en un premier temps rencontrer les directions d'écoles afin de leur proposer le projet. Dans un deuxième temps, elles devront recevoir les demandes et combler les besoins (achat de matériel et livraison). L'organisme propose également d'offrir son aide directement aux familles référées par le milieu scolaire en situation d'urgence (notamment une perte de revenu ou maladie). Il peut rencontrer les familles référées à ses locaux afin d'approfondir sa connaissance de la situation familiale et apporter une aide visant à répondre aux besoins spécifiques de la famille. Une ressource au niveau scolaire devra être identifiée afin d'effectuer les références. Les ressources humaines de Jeunesse au Soleil devront recevoir les références et rencontrer les familles et tenter de combler les besoins identifiés.

Jeunes musiciens du monde
Montant : 128 000 $, soit des versements totalisant 28 000 $ en 2019 et 100 000 $ en 2020
Projet : « Comptines et farandoles »
Ce projet vise à soutenir le développement global de l'enfant de 0 à 5 ans issus de milieux à risque par l'éveil musical. Il propose des activités ludiques qui permettent à ces enfants de développer des habiletés essentielles sur les plans physique, affectif, social, cognitif et langagier en se familiarisant avec les concepts musicaux de base. Les arrondissements visés sont : Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Ville-Marie, Ahuntsic-Cartierville, Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension et Montréal-Nord. L’animation des ateliers d'éveil musical à vocation sociale (Comptines & farandoles) s’amorcera sur une base hebdomadaire dans les milieux ciblés pour rejoindre un total de 450 enfants dans leur environnement. Du matériel sera remis aux parents pour favoriser la poursuite des activités entre deux ateliers. L’équipe bénéficiera de la formation continue offerte par la directrice de l’approche musicosociale de Jeunes musiciens du monde.

La Cantine Pour tous
Montant : 97 977 $, soit des versements totalisant 31 229 $ en 2019 et 66 748 $ en 2020
Projet : « La Cantine pour tous dans les écoles »
Le projet consiste à offrir à tous les enfants des écoles participantes la possibilité de recevoir un repas du midi sain et abordable pour la première fois au Québec. Cela est rendu possible grâce à un système de contributions suggérées inspiré d’une initiative terre-neuvienne : les parents contribuent en fonction de leurs moyens au coût de production des repas et la Cantine pour tous complète le solde grâce à un fonds de dons et subventions. La Cantine pour tous s’adresse directement aux écoles et aux parents pour faire la promotion du programme. Les parents des élèves des écoles participantes commandent et payent les repas à l’avance par le site transactionnel de la Cantine pour tous, de manière à ce que les montants de leurs contributions restent confidentiels et que les enfants participants soient traités sur un pied d’égalité. Les repas sont préparés et livrés par le membre-traiteur, certifié par la Cantine pour tous, le plus près de l’école. Les écoles participantes à Montréal

pour la première année sont les écoles Saint-Clément de la Commission scolaire de Montréal (CSDM) et la nouvelle école à LaSalle de la Commission scolaire Marguerite-Bourgeois (CSMB). Une troisième école à Lachine de la CSMB participera à partir de la deuxième année. Le lancement du projet est prévu pour le début du mois d'octobre 2019.

La Maison Bleue: Milieu de vie préventif à l'enfance
Montant : 60 000 $, soit des versements totalisant 14 100 $ en 2019 et 45 900 $ en 2020
Projet : « Développement du modèle de la Maison Bleue sur le territoire montréalais »
Dans le cadre de l'ouverture d'une quatrième maison, il apparaît toujours aussi important d'assurer la pertinence ainsi que l'harmonisation des pratiques dans le but d'optimiser les ressources et de permettre un impact social plus important. L'appui au développement de La Maison Bleue qui cible les femmes enceintes et leur famille, permet d'aider toujours plus de familles et d'enfants. Le projet est donc d'assurer le soutien au modèle par l'entremise de l'agente multiplicateur de La Maison Bleue dans les arrondissements Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, Verdun et Sud-Ouest. Celle-ci s'assure de la réalisation des conditions suivantes : démarchage et portraits sociodémographiques; prise de contact auprès des organismes communautaires et autres partenaires du milieu; représentation active au sein des divers comités internes et externes; rôle de liaison important dans le but d'assurer la cohésion dans les pratiques; et, acteur pivot dans l'implantation d'une maison et des liens maintenus avec les maisons existantes dans un contexte de meilleures pratiques.

La Tablée des chefs
Montant : 59 702 $, soit des versements totalisant 59 702 $ en 2020
Projet : « Les Brigades culinaires - déploiement montréalais »
Le projet des Brigades culinaires comporte 22 ateliers obligatoires et deux ateliers optionnels d'une heure et demie à deux heures, offerts après l'école, dans ses locaux, d'octobre à avril. Un chef cuisinier est responsable de l'animation des ateliers et de l'enseignement des techniques. Un membre du personnel de l'école, désigné comme accompagnateur, soutient l'implantation du projet. Présent à chaque atelier, il soutient le chef et s'assure que chaque jeune peut tirer un maximum d'apprentissages. Chaque atelier aborde une thématique différente et le niveau de difficulté augmente progressivement avec les semaines. La Tablée des Chefs assure la coordination de l'implantation du projet et offre un soutien continu à toutes les écoles.

Les Ateliers cinq-épices, des saveurs pour tous
Montant : 30 000 $, soit des versements totalisant 12 205 $ en 2019 et 17 795 $ en 2020
Projet : « Ateliers de cuisine-nutrition pour petits cuistots »
Plusieurs écoles contactent l'organisme pendant l'année scolaire pour l'informer qu'elles n'ont pas le budget pour offrir des ateliers de cuisine-nutrition à leurs élèves. D'autres écoles aimeraient offrir un plus grand nombre d'ateliers à leurs élèves. Le projet permettrait d'offrir 12 ateliers de cuisine-nutrition à dix écoles défavorisées de Montréal, donc un total de 120 ateliers. Les ateliers se déroulent durant les heures de classe. Ils sont d'environ une heure et débutent par la réalisation d'une recette nutritive par l'élève. Ainsi, les élèves touchent, manipulent, mesurent et coupent les aliments. Ensuite, des notions sur les aliments et la nutrition sont présentées et un jeu est réalisé. L'atelier se termine par la dégustation de la recette préparée. L'élève repart à la maison avec la recette afin qu'il puisse la réaliser avec sa famille.

Mères avec pouvoir (MAP) Montréal
Montant : 98 140 $, soit des versements totalisant 48 200 $ en 2019 et 49 940 $ en 2020
Projet : « Intervention en milieu ouvert »

L’intervention en milieu ouvert vise à accompagner des femmes-cheffes de famille monoparentale dans le but de réussir un projet de vie socioprofessionnel à travers quatre sphères de vie : femme, mère, citoyenne et étudiante/travailleuse. Ces femmes proviennent de l’ensemble des arrondissements de l’Île de Montréal et l'organisme privilégie pour débuter l’intervention dans Centre-sud, Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et Montréal-Nord. Ces femmes ont la garde à plus de 50 % du temps de leurs enfants, sont à faible revenu et veulent entreprendre et réussir un retour aux études. Ce projet permettra d’atteindre au moins 50 familles. Les interventions tournent autour d’un plan d’action et visent la réussite du projet socioprofessionnelle et l’amélioration de la qualité de vie de l’enfant et de la mère par un suivi et des activités adaptées et réalisées par une équipe d’intervention qualifiée, impliquant notamment le père ou le conjoint, même si la mère monoparentale et l’enfant sont la cible d’intervention principale. Le projet vise à diminuer la vulnérabilité des mères, mais aussi des enfants en tissant un filet social autour d’eux par des visites à domicile, des activités familiales ou des ateliers. L'organisme a une approche globale centrée sur les capacités. Les enfants comme les mères vivront des expériences positives, structurantes qui augmentent leur protection, leurs capacités et leurs habiletés. Le lien avec le Centre de la petite enfance (CPE) et lors de la transition scolaire des enfants avec l’équipe de Mères avec pouvoir et la famille aide significativement à maintenir une collaboration entre le milieu et la mère afin de favoriser et valoriser l’éducation, la lecture, l’écriture et le lien avec la communauté.

MU
Montant : 56 600 $, soit des versements totalisant 30 600 $ en 2019 et 26 000 $ en 2020
Projet : « MUtation »
MUtation est un projet qui vise à favoriser la création d’un espace sécuritaire où les jeunes peuvent s’exprimer en toute confiance tout en développant de nouvelles relations d’amitié. Les activités offertes encouragent les jeunes à se familiariser avec leur propre processus créatif et à apprivoiser l’art comme un moyen valorisant et unique d’expression de soi. La persévérance scolaire postsecondaire est un des principaux objectifs. Au moyen d'ateliers donnés par les éducateurs artistiques de MU, les jeunes s'initient à différentes techniques liées à l'art mural et au « Street Art ». Il s'agit de créer des opportunités pour l'avenir des jeunes, en facilitant la rencontre avec des artistes professionnels et en faisant découvrir aux jeunes des opportunités de carrière stimulantes. Les animateurs auront pour tâches de faciliter la rencontre avec les artistes, de faire découvrir les techniques et métiers artistiques reliés à l'art mural et de soutenir les jeunes dans la création d'une oeuvre urbaine. Une nouveauté a été créée pour les ateliers jeunesse en milieux communautaires cette année : Le Bus artistique. En effet, ce petit autobus se déploie en véritable local d’art et contient tout le matériel nécessaire pour les ateliers. Au fil des années, MU a constaté que la clientèle adolescente était de plus en plus présente dans les parcs et plus difficile à aller chercher dans les maisons de jeunes. C’est pourquoi cet autobus atelier mobile a été implanté : pour s’adapter à cette nouvelle réalité. Mobile, il pourra être installé dans les parcs, à proximité de la clientèle cible de MU et du lieu à investir artistiquement.

Nourri-Source - Montréal
Montant : 173 094 $, soit des versements totalisant 54 121 $ en 2019 et 118 973 $ en 2020
Projet : « Le soutien à l'allaitement à Montréal »
Les marraines d'allaitement offrent du soutien aux mères allaitantes de leur communauté par le biais du jumelage téléphonique et en organisant des haltes-allaitement dans leur quartier. L'objectif du projet est de former ou consolider de nouveaux groupes de marraines dans 25 secteurs de Montréal. Les marraines recrutées et formées assureront un soutien téléphonique aux mères allaitantes et une présence aux haltes-allaitement de leur quartier. Nourri-Source offrira une vingtaine d'ateliers sur les bases de l'allaitement dans des organismes partenaires. De plus, des efforts considérables seront investis afin de joindre les mères et les familles de faible statut socioéconomique qui ont fait le choix de l'allaitement.

Finalement, dans le cadre de ce projet, nous estimons pouvoir joindre entre 3 500 et 4 000 mères et leur famille qui ont fait le choix de l'allaitement, et ce, par le biais du jumelage téléphonique, des haltes-allaitement et des ateliers de base en allaitement. La stratégie mise en place par Nourri-Source Montréal est de toujours collaborer avec les organismes communautaires locaux, les CLSC et les tables de concertation locales afin de développer des initiatives et des projets en partenariat.

Oxy-Jeunes inc.
Montant : 34 000 $, soit des versements totalisant 11 333 $ en 2019 et 22 667 $ en 2020
Projet : « Espace créatif et scène jeunesse 12-17 »
Le projet vise à offrir aux jeunes des espaces et des outils pour s'exprimer et développer créativité et compétences psychosociales, de façon innovante. Le projet vise des espaces d'apprentissage artistique accessibles à tous, où les jeunes seront en contact avec des modèles positifs, à l'extérieur du cadre scolaire. Toutes les activités seront adaptées selon les besoins et niveaux des jeunes. Afin de rejoindre les jeunes, Oxy-Jeunes travaillera en complémentarité avec ses partenaires : écoles, maisons de jeunes ou organismes culturels. Tout au long du projet, les jeunes seront accompagnés par des artistes professionnels. Le projet vise également à valoriser les expressions jeunesse et leur diversité par un volet diffusion : des spectacles seront organisés dans les espaces publics, entre juin et août 2020, dans au moins trois arrondissements montréalais : Ville-Marie, Plateau-Mont-Royal et Verdun.

Répit Providence, maison Hochelaga-Maisonneuve
Montant : 131 810 $, soit des versements totalisant 42 810 $ **en 2019 et 89 000** $ **en 2020**
Projet : « Action pour la nutrition des enfants et leurs parents »
L'organisme offre un service personnalisé, adapté à la réalité des familles en continuité d'une intervention cohérente pour décupler l'effet de « empowerment » (intervenants-famille) dans une perspective de sécurité alimentaire. Sa banque alimentaire est ouverte aux familles référées par les maisons d'hébergements, les travailleurs sociaux du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS), la Fondation du Dr Julien et les organismes partenaires. Ce service permet de rejoindre plus de 700 enfants de 0 à 11 ans et 200 adolescents avec leur famille. De plus, 60 % des familles ayant obtenu du soutien alimentaire participent aux cuisines communautaires gratuitement. Offertes chaque mois, elles sont une façon d'accroître son réseau et offrent l'occasion de produire une grande quantité de plats à ramener à la maison. Pour les parents dont les connaissances culinaires ou ressources financières sont limitées, c'est l'occasion d'apprendre à cuisiner des produits sains et peu coûteux. Pour les enfants, l'organisme offre son projet Les Petits Chefs du Répit axé sur les apprentissages et le développement du goût chez les jeunes enfants. Répit Providence offre 12 000 repas par année aux enfants qu'il héberge. et a comme objectif d'augmenter les connaissances des familles en matière d'agriculture urbaine. Chaque été, un jardin urbain est réalisé dans la cour intérieure de Répit Providence, où sont semés tomates, haricots, concombres et autres végétaux pour le plaisir des enfants. L'arrosage, l'entretien des plants et la cueillette des fruits et légumes leur permettent de se familiariser avec l'agriculture, de prendre contact avec la nature et de diversifier leurs goûts.

Projet : « Les compétences parentales ça s'apprend! »
Parmi les stratégies préventives, les projets de développement des habiletés destinées à soutenir les parents dans l'exercice de leur rôle comptent parmi les plus utilisés et les plus probants en ce qui concerne l'efficacité pour prévenir la maltraitance. De plus, les parents sont plus réceptifs à participer à une intervention de groupe qu'à une thérapie individuelle. Ce projet consiste en une série de 16 ateliers de groupe d'une à deux heures animée par deux intervenantes. Les parents y sont invités à participer à des échanges de groupe au sujet de leurs interactions avec leurs enfants et leurs stratégies de résolution de problèmes,

à s'engager dans des jeux de rôle ainsi qu'à expérimenter des jeux ou activités avec leurs enfants à la maison.

Réseau Enfants retour Canada
Montant : 43 254 $, soit des versements totalisant 19 200 $ **en 2019 et 24 054** $ **en 2020**
Projet : « AIMER : Affirmation - Image de soi - Mettre ses limites - Égalité - Relations saines »
AIMER est un projet bilingue de prévention qui vise les élèves âgés de 10 à 13 ans. Une étude récente du Centre canadien de la protection de l'enfance révèle que la prévention est la plus efficace chez les groupes d'enfants des écoles primaires. AIMER enseigne aux jeunes à développer des relations et amitiés saines et égalitaires, assurant ainsi la prévention contre les agressions et l'exploitation. L'objectif est de rejoindre 12 500 élèves par le biais de 300 ateliers dans la région de Montréal et ses environs. AIMER est un atelier d'une heure. Les élèves y apprennent à reconnaître les composantes des relations saines et égalitaires, à établir leurs limites émotionnelles, physiques et virtuelles, à dire NON! Ils apprennent aussi l'importance de parler à des personnes de confiance advenant le cas où quelqu'un les aborderait ou les toucherait de manière inappropriée. À la fin de la session, l'élève remplit un questionnaire qui lui permet une réflexion sur ses comportements et attitudes. Il reçoit de plus une carte-ressource sur laquelle sont inscrites les coordonnées des organisations communautaires locales vers lesquelles il peut se tourner pour recevoir de l'aide. De plus, l'organisme équipe les éducateurs en leur donnant des activités supplémentaires qui les aideront à solidifier quelques-uns des concepts appris au cours de l'atelier. Lors de l'atelier, les sujets suivants sont abordés : faire confiance à son instinct et le droit de dire NON! - consentement; développer des relations saines et égalitaires; établir et définir ses limites émotionnelles, physiques et virtuelles; reconnaître les stéréotypes sexospécifiques qui influencent les perceptions; identifier des adultes de confiance qui peuvent aider dans les moments difficiles; et, dévoiler la violence et tout comportement inapproprié.

Réseau réussite Montréal
Montant : 218 801 $, soit des versements totalisant 218 801 $ en 2020
Projet : « Camps estivaux et socialisation linguistique »
Ce projet vise à soutenir l'élargissement de l'offre de camps d'été ayant pour objectif de favoriser le développement sociolinguistique des jeunes issus des classes d'accueil dans au moins trois nouveaux arrondissements de Montréal afin de desservir, à l'été 2020, 400 jeunes de 5 à 17 ans dans au moins sept arrondissements de Montréal. Tout en planifiant l'offre 2020 avec les partenaires, Réseau réussite Montréal souhaite mettre en place un comité régional qui veillera à mieux comprendre les besoins estivaux de cette clientèle et à planifier la pérennisation du projet. Le développement de ces camps permettra également de travailler avec les coordonnateurs des camps d'été afin d'augmenter leur capacité d'intervention auprès de cette clientèle.

Sports Montréal inc.
Montant : 185 520 $, soit des versements totalisant 27 106 $ **en 2019 et 158 414** $ **en 2020**
Projet : « Caravane Sports Montréal »
Caravane vise à initier les jeunes Montréalais au sport, pour qu'ils l'intègrent de plus en plus dans leur mode de vie. Elle se déplace dans des camps de jour ciblés de milieux défavorisés pour organiser des activités sportives gratuites ou à faibles coûts auprès des jeunes de 6 à 12 ans tout en transmettant certaines connaissances aux animateurs du camp afin qu'ils puissent poursuivre les activités une fois la Caravane partie. La Caravane cible tous les arrondissements de Montréal, car des enfants vivants dans des familles les plus vulnérables sont présents sur tout le territoire. En collaboration avec les responsables administratifs de la Politique de l'enfant des arrondissements, les camps qui doivent être visités en priorité seront identifiés en fonction de la réalité socioéconomique propre au territoire. Également,

certains secteurs seront particulièrement ciblés, en utilisant l'outil qu'est la Carte de la défavorisation 2018 du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal. En fonction des disponibilités, les autres camps, provenant de milieux favorisés, pourront demander à recevoir la Caravane.

Projet : « Programme Karibou »
Karibou est un projet d'activités motrices bilingue pour les enfants de 1 à 5 ans accompagnés d'un parent. Dans un cadre sécuritaire et adapté à leurs besoins, les enfants s'initient à l'activité physique. Les séances de 50 minutes sont variées et structurées pour atteindre les trois objectifs : développer des habiletés motrices, favoriser l'estime de soi et s'amuser. Le projet est divisé en sept niveaux d'âge avec des activités respectant les capacités motrices des enfants. Les tout-petits expérimentent ainsi graduellement et de façon sécuritaire et ludique, une vaste gamme de jeux qui pourra les mener vers une pratique sportive, choisie en fonction des préférences qu'ils auront découvertes à travers le projet. Le projet peut se faire en séance d'activités de huit à dix semaines ou en séance unique de découverte lors d'événements. Pour la session d'automne 2019 et l'année 2020, Sports Montréal poursuivra son rôle de coordonnateur et de formateur auprès des organisations offrant déjà Karibou dans le cadre de la Politique de l'enfant et qui désirent continuer à l'offrir dans leurs installations. En collaboration active avec les responsables de la Politique de l'enfant, Sports Montréal proposera aux organisations d'autres arrondissements où vivent les familles les plus vulnérables de mettre en place ce projet. Afin de cibler les quartiers les plus défavorisés, Sports Montréal se basera sur la Carte de la défavorisation 2018 du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal.

JUSTIFICATION

La Ville de Montréal compte près de 347 575 enfants de 0 à 19 ans et se veut une ville inclusive, dynamique où il fait bon vivre. Bien que Montréal soit une ville enviable internationalement par la qualité de vie qu'elle propose, des disparités de revenus et d'accès aux services persistent pour plusieurs enfants de son territoire. Par le biais de la Politique de l'enfant, la Ville souhaite renforcer son action et son soutien dans toutes les sphères où elle peut, directement ou indirectement, contribuer au développement du plein potentiel des enfants. Au terme de la première année d'implantation, un ensemble de mesures régionales ont été mises en place progressivement pour mieux répondre aux besoins et aux réalités des enfants et leur famille de milieux défavorisés. Pour l'année 2019-2020, la Ville a convenu d'inscrire son action en continuité avec le plan d'action 2017 de la politique et par conséquent, de reconduire en partie les initiatives qui génèrent un effet de levier dans le milieu d'intervention.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier soit une somme de 2 935 819 $ est prévu au budget du SDIS pour la Politique de l'enfant. De cette somme, des versements totaliseront 961 737 $ en 2019 et 1 974 082 $ en 2020. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. La dépense sera assumée entièrement par la ville centrale.
Le SDIS a procédé par appel de projets et un comité d'analyse s'est réuni pour déterminer la pertinence des projets proposés et leur impact dans la communauté. La date de début de certains de ces projets est antérieure à celle de l'adoption du dossier décisionnel par l'instance décisionnelle. Toutefois, un montage financier auquel s'ajoutent d'autres sources de financement a permis le début des projets.

Dans la majorité des cas, il s'agit d'une reconduction du soutien financier que la Ville a accordé à ces organismes dans le cadre de la Politique de l'enfant. Le tableau suivant présente donc le soutien financier qu'il est recommandé d'accorder en 2019-2020 aux 23 différents organismes pour la réalisation de projets, reconduits ou nouveaux, pour un total

de 25 projets (deux pour Répit Providence, maison Hochelaga-Maisonneuve et deux projets pour Sports Montréal inc.). De plus, il indique le soutien qui avait été accordé en 2017 et en 2018 à plusieurs de ces mêmes organismes.

Organisme	Projet	Soutien accordé		Soutien recommandé	% du soutien/ projet global
		2017	2018	2019 et 2020	
Alternative naissance	**« Accompagnement à la naissance et aux relevailles »**	-	-	**36 857 $**	91,6 %
Centre de développement communautaire autochtone à Montréal	**« Programmation enfance autochtone »**	50 000 $	42 500 $	**80 000 $**	34,3 %
Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent	**« Projet Lanterne : Faire la lumière sur l'éducation à la sexualité et les relations égalitaires chez les tout-petits »**	55 394 $	55 394 $	**105 733 $**	79 %
Club des petits déjeuners du Canada	**« Nourrir les enfants à Montréal! »**	-	750 000 $	**700 000 $**	37, 5 %
Festival international du film pour enfant de Montréal	**« Camps de jour - À la découverte du cinéma »**	33 060 $	28 101 $	**36 000 $**	100 %
Fondation de la visite	**« La fierté des familles dans leur quartier et un quartier fier de ses familles XIV »**	-	-	**106 420 $**	10,1 %
Fondation Jasmin Roy	**« Développer les compétences relationnelles avec les enfants TDAH à la petite enfance »**	-	10 000 $	**90 549 $**	78,4 %
Fusion jeunesse	**« Favoriser la découverte, l'apprentissage et l'épanouissement des jeunes Montréalais en leur proposant des projets stimulants et innovants »**	-	-	**134 863 $**	5 %
Institut Pacifique	**« Programme Temps Libre »**	251 729 $	195 973 $	**226 169 $**	51,2 %
Jeunesse au Soleil	**«Programme d'aide à l'enfance »**	61 839 $	58 404 $	**102 330 $**	34,4 %
Jeunes musiciens du monde	**« Comptines et farandoles »**	160 000 $	136 000 $	**128 000 $**	59,7 %
La Cantine pour tous	**« La cantine pour tous dans les écoles »**	-	-	**97 977 $**	39,4 %
La Maison Bleue: Milieu de vie préventif à l'enfance	**« Développement du modèle de la Maison Bleue sur le territoire montréalais »**	-	-	**60 000 $**	44,7 %
La Tablée des chefs	**« Les Brigades culinaires - déploiement montréalais »**	-	-	**59 702 $**	34,7 %

Les Ateliers cinq -épices, des saveurs pour tous	**« Ateliers de cuisine-nutrition pour petits cuistots »**	-	-	**30 000 $**	84,2 %
Mères avec pouvoir (MAP) Montréal	**Intervention en milieu ouvert »**	-	-	**98 140 $**	80,9 %
MU	**« MUtation »**	72 000 $	61 200 $	**56 600 $**	81,3 %
Nourri-Source - Montréal	**« Le soutien à l'allaitement à Montréal »**	84 832 $	72 108 $	**173 094 $**	68,8 %
Oxy-jeunes inc.	**« Espace créatif et scène jeunesse 12-17 »**	40 000 $	34 000 $	**34 000 $**	26,2 %
Répit Providence, maison Hochelaga-Maisonneuve	**« Action pour la nutrition des enfants et leurs parents & Les compétences parentales ça s'apprend! »**	-	-	**131 810 $**	46,7 %
Réseau Enfants retour Canada	**« AIMER : Affirmation - Image de soi - Mettre ses limites - Égalité - Relations saines »**	20 171 $	20 172 $	**43 254 $**	21,1 %
Réseau réussite Montréal	**« Camps estivaux et socialisation linguistique »**	239 325 $	127 500 $	**218 801 $**	35,5 %
Sports Montréal inc.	**« Caravane Sports Montréal & Karibou »**	116 685 $	71 738 $	**185 520 $**	60,6 %

Les soutiens financiers versés depuis 2016 par toute unité d'affaires de la Ville aux organismes sont présentés en pièces jointes. La Cantine pour tous, La Tablée des chefs et Les Ateliers cinq-épices, des saveurs pour tous n'ont reçu aucun autre financement sauf celui faisant l'objet du présent dossier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet s'inscrit dans l'action 9 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion »

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation de ces 25 projets permettra de concrétiser les engagements de la Ville en soutenant l'offre de services aux enfants montréalais qui permet la création d'environnements favorables à leur développement global dont l'acquisition de l'autonomie et de grandir dans des familles outillées pour en prendre soin. De plus, ces projets aideront à développer le « réflexe enfants » en amenant les partenaires à intensifier leurs actions, à agir comme effet levier sur les facteurs de protection des enfants ainsi qu'à adapter leurs actions aux multiples visages et réalités des enfants et des familles les plus vulnérables. La Ville entend assumer pleinement son « leadership » en effectuant le suivi de la réalisation des projets retenus. Ces derniers auront pour résultat de multiplier les réseaux, les apprentissages et la volonté d'agir au profit des enfants.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités prévues au protocole de visibilité, en Annexe 2 aux projets de convention respectifs.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Septembre 2019 Présentation au comité exécutif pour approbation de 18 soutiens financiers
Présentation au conseil municipal pour approbation de cinq soutiens financiers
Envoi des lettres de réponse et émission des premiers versements

Les projets feront l'objet d'un suivi de la part du SDIS. Un rapport final pour chacun des projets est requis au plus tard le mois suivant la date de fin des projets. L'organisme s'engage à fournir les rapports aux dates prévues à cet effet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yan TREMBLAY
Conseiller en développement communautaire

Tél : 514-872-9776
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-21

Marie-Josée MEILLEUR
c/d diversite sociale

Tél : 872-3510
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice du SDIS
Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2019-08-23

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Soutien financier dans le cadre de la Politique de l'enfant
Numéro du sommaire : 1198444003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu : de la résolution CM03 0836;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CLUB DES PETITS DÉJEUNERS DU CANADA**, personne morale, régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, dont l'adresse principale est le 135-G, Boulevard de Mortagne, Boucherville, Québec, J4B 2G6, agissant et représentée par Marie-Claude Bienvenue, vice-présidente nationale, communications, marketing et affaires gouvernementales de l'Est, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : S/O
Numéro d'inscription T.V.Q. : S/O
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 8666073133

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme s'engage depuis plus de 24 ans à nourrir le potentiel des enfants en veillant à ce que le plus grand nombre possible ait accès à un petit déjeuner nutritif et un environnement favorisant leur estime de soi avant le début des classes. Bien plus qu'un programme de déjeuner, l'approche du Club repose sur l'engagement, la valorisation et le développement des capacités. Celui-ci s'associe aux communautés et aux organismes régionaux pour développer une formule optimale adaptée aux besoins locaux.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice du service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1 et 2. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 31 janvier de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 décembre 2019 pour la première année et la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 pour l'année subséquente.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil municipal, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **SEPT CENT MILLE** dollars (**700 000 $**), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2019

- une somme maximale de **DEUX CENT QUATRE-VINGT MILLE** dollars (**280 000 $**) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- une somme maximale de **SOIXANTE-DIX MILLE** dollars (**70 000 $**) dans les trente (30) jours de la remise du rapport d'étape à la satisfaction du Responsable;

5.2.2 Pour l'année 2020 :

- une somme maximale de **DEUX CENT QUATRE-VINGT MILLE** dollars (**280 000 $**) dans les trente (30) jours de la confirmation de la tenue du projet;

- une somme maximale de **SOIXANTE-DIX MILLE** dollars (**70 000 $**) dans les trente (30) jours de la remise du rapport final à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 janvier 2021**.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de **DEUX MILLIONS** de dollars (**2 000 000 $**) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 135-G, Boulevard de Mortagne, Boucherville, Québec, J4B 2G6, et tout avis doit être adressé à l'attention de la vice-présidente nationale, communications, marketing et affaires gouvernementales de l'Est. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, Montréal (Québec) H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2019

CLUB DES PETITS DÉJEUNERS DU CANADA

Par : _____
Marie-Claude Bienvenue, vice-présidente nationale, communications, marketing et affaires gouvernementales de l'Est

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2019 (Résolution CM19…….).

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

1.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au Projet;
- mentionner la contribution financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;
- lors d'une mention du soutien offert par la Ville, le libellé sera le suivant :

  Fier partenaire de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal.

- Apposer le logo de la Ville et l'hyperlien vers le site Internet de la Ville (**ville.montreal.qc.ca/enfants**) sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les fonds de scènes utilisés lors de conférences de presse, les bannières et panneaux promotionnels, les affiches, les dépliants, les publicités, les sites Internet, les infolettres et les communiqués de presse.

1.2. Relations publiques et médias :

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le Projet.

1.3. Normes graphiques et linguistiques :

- respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville en consultant : **ville.montreal.qc.ca/logo**;
- écrire à **visibilite@ville.montreal.qc.ca** afin de faire valider la bonne utilisation du logo de la Ville dans les épreuves des outils devant être produits;
- respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ., c. C-11).

1.4. Publicité et promotion :

- convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.

1.5. Événements publics

- inviter la Ville à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet;
- consulter la page **mairesse@ville.montreal.qc.ca** pour obtenir un Mot de la mairesse afin de l'intégrer à la promotion de l'événement (programme, brochure) ou pour inviter la mairesse.

1.6. Bilan de visibilité :

- remettre à la Ville un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet;
- un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du Projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale;
- une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques;
- une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Soutien financier dans le cadre de la Politique de l'enfant
Numéro du sommaire : 1198444003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu : de la résolution CM03 0836;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **INSTITUT PACIFIQUE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 2901, Boulevard Gouin Est, Montréal, Québec, H2B 1Y3, agissant et représentée par Shirlane Day, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 107397838
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006111757
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 107397838 RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de développer, mettre en œuvre et promouvoir des savoir-faire en matière de résolution de conflits et de prévention des problèmes psychosociaux, pour bâtir des milieux de vie exempts de violence et soutenir l'épanouissement psychosocial des enfants, des jeunes et des adultes.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice du service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1 et 2. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 31 janvier de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 décembre 2019 pour la première année et la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 pour l'année subséquente.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil municipal, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **DEUX CENT VINGT-SIX MILLE CENT SOIXANTE-NEUF** dollars (**226 169 $**), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2019

- une somme maximale de **QUARANTE-HUIT MILLE CENT SOIXANTE-NEUF** dollars (**48 169 $**) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

5.2.2 Pour l'année 2020 :

- une somme maximale de **CENT QUARANTE-DEUX MILLE QUATRE CENTS** dollars (**142 400 $**) dans les trente (30) jours de la confirmation de la tenue du projet;

- une somme maximale de **TRENTE-CINQ MILLE SIX CENTS** dollars (**35 600 $**) dans les trente (30) jours de la remise du rapport final à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable

peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 janvier 2021**.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de **DEUX MILLIONS** de dollars (**2 000 000 $**) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police.

L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2901, Boulevard Gouin Est, Montréal, Québec, H2B 1Y3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, Montréal (Québec) H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2019

INSTITUT PACIFIQUE

Par : _____
Shirlane Day, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2019 (Résolution CM19…….).

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

1.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au Projet;
- mentionner la contribution financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;
- lors d'une mention du soutien offert par la Ville, le libellé sera le suivant :

  Fier partenaire de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal.

- Apposer le logo de la Ville et l'hyperlien vers le site Internet de la Ville (**ville.montreal.qc.ca/enfants**) sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les fonds de scènes utilisés lors de conférences de presse, les bannières et panneaux promotionnels, les affiches, les dépliants, les publicités, les sites Internet, les infolettres et les communiqués de presse.

1.2. Relations publiques et médias :

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le Projet.

1.3. Normes graphiques et linguistiques :

- respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville en consultant : **ville.montreal.qc.ca/logo**;
- écrire à **visibilite@ville.montreal.qc.ca** afin de faire valider la bonne utilisation du logo de la Ville dans les épreuves des outils devant être produits;
- respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ., c. C-11).

1.4. Publicité et promotion :

- convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.

1.5. Événements publics

- inviter la Ville à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet;
- consulter la page **mairesse@ville.montreal.qc.ca** pour obtenir un Mot de la mairesse afin de l'intégrer à la promotion de l'événement (programme, brochure) ou pour inviter la mairesse.

1.6. Bilan de visibilité :

- remettre à la Ville un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet;
- un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du Projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale;
- une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques;
- une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Soutien financier dans le cadre de la Politique de l'enfant
Numéro du sommaire : 1198444003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu : de la résolution CM03 0836;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **NOURRI-SOURCE - MONTRÉAL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 6006, rue de Bordeaux, Montréal, Québec, H2G 2R7, agissant et représentée par Mathilde Gouin, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 87498 9213 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1088971449 RS0001
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 87498 9213 RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de développer, une communauté et des environnements favorables afin que les mères qui souhaitent allaiter et leur entourage vivent une expérience positive de l'allaitement;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice du service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1 et 2. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 31 janvier de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 décembre 2019 pour la première année et la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 pour l'année subséquente.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil municipal, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **CENT SOIXANTE-TREIZE MILLE QUATRE-VINGT-QUATORZE** dollars (**173 094 $**), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2019

- une somme maximale de **CINQUANTE-QUATRE MILLE CENT VINGT ET UN** dollars (**54 121 $**) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

5.2.2 Pour l'année 2020 :

- une somme maximale de **QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE CENT SOIXANTE-DIX-HUIT** dollars (**95 178 $**) dans les trente (30) jours de la confirmation de la tenue du projet;

- une somme maximale de **VINGT-TROIS MILLE SEPT CENT QUATRE-VINGT-**

QUINZE dollars (**23 795 $**) dans les trente (30) jours de la remise du rapport final à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 janvier 2021**.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de **DEUX MILLIONS** de dollars (**2 000 000 $**) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6006, rue de Bordeaux, Montréal, Québec, H2G 2R7, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, Montréal (Québec) H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
M^e^ Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2019

NOURRI-SOURCE - MONTRÉAL

Par : _____
Mathilde Gouin, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2019 (Résolution CM19…….).

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

1.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au Projet;
- mentionner la contribution financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;
- lors d'une mention du soutien offert par la Ville, le libellé sera le suivant :

  Fier partenaire de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal.

- Apposer le logo de la Ville et l'hyperlien vers le site Internet de la Ville (**ville.montreal.qc.ca/enfants**) sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les fonds de scènes utilisés lors de conférences de presse, les bannières et panneaux promotionnels, les affiches, les dépliants, les publicités, les sites Internet, les infolettres et les communiqués de presse.

1.2. Relations publiques et médias :

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le Projet.

1.3. Normes graphiques et linguistiques :

- respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville en consultant : **ville.montreal.qc.ca/logo**;
- écrire à **visibilite@ville.montreal.qc.ca** afin de faire valider la bonne utilisation du logo de la Ville dans les épreuves des outils devant être produits;
- respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ., c. C-11).

1.4. Publicité et promotion :

- convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.

1.5. Événements publics

- inviter la Ville à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet;
- consulter la page **mairesse@ville.montreal.qc.ca** pour obtenir un Mot de la mairesse afin de l'intégrer à la promotion de l'événement (programme, brochure) ou pour inviter la mairesse.

1.6. Bilan de visibilité :

- remettre à la Ville un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet;
- un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du Projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale;
- une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques;
- une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Soutien financier dans le cadre de la Politique de l'enfant
Numéro du sommaire : 1198444003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu : de la résolution CM03 0836;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SPORTS MONTRÉAL INC.**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1000, avenue Émile-Journault, Montréal, Québec, H2M 2E7, agissant et représentée par Caroline Pujol, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 130370943
Numéro d'inscription T.V.Q. : 11060931
Numéro d'inscription d'organisme de charité : S/O

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de susciter la passion pour l'activité physique, dès le plus jeune âge, en créant des expériences sportives positives, éducatives et accessibles;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : les deux demandes de soutien financier déposées par l'Organisme et approuvées par le Responsable décrivant les deux programmes respectifs du Projet – Caravane et Karibou, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice du service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1 et 2. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 31 janvier de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 décembre 2019 pour la première année et la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 pour l'année subséquente.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de**

terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil municipal, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **CENT QUATRE-VINGT-CINQ MILLE CINQ CENT VINGT** dollars (**185 520 $**), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation des deux programmes du Projet, dont **CINQUANTE MILLE DEUX CENTS** dollars (**50 200 $**) pour Caravane et **CENT TRENTE-CINQ MILLE TROIS CENT VINGT** dollars (**135 320 $**) pour Karibou.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2019

- une somme maximale de **VINGT-SEPT MILLE CENT SIX** dollars (**27 106 $**) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention et pour couvrir le programme Caravane;

5.2.2 Pour l'année 2020 :

- une somme maximale de **CENT HUIT MILLE DEUX CENT CINQUANTE-SIX** dollars (**108 256 $**) dans les trente (30) jours de la confirmation de la tenue du programme Karibou et pour couvrir ce dernier;

- une somme maximale de **DIX HUIT MILLE QUATRE CENT SOIXANTE ET QUINZE** (**18 475 $)** dans les trente jours de la remise du rapport d'étape de Caravane et pour couvrir ce dernier;

- une somme maximale de **TRENTE ET UN MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-TROIS** dollars (**31 683 $**) dans les trente (30) jours de la remise des rapports finaux à la satisfaction du Responsable. Cette somme couvre **QUATRE MILLE SIX CENT DIX-NEUF** dollars (**4 619 $**) pour Caravane et **VINGT-SEPT MILLE SOIXANTE-QUATRE** dollars (**27 064 $)** pour Karibou;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 janvier 2021**.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de **DEUX MILLIONS** de dollars (**2 000 000 $**) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1855, rue Dézéry, Montréal, Québec, H1W 2S1, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, Montréal (Québec) H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2019

SPORTS MONTRÉAL INC.

Par : _____
Caroline Pujol, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2019 (Résolution CM19…….).

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

1.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au Projet;
- mentionner la contribution financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;
- lors d'une mention du soutien offert par la Ville, le libellé sera le suivant :

  Fier partenaire de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal.

- Apposer le logo de la Ville et l'hyperlien vers le site Internet de la Ville (**ville.montreal.qc.ca/enfants**) sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les fonds de scènes utilisés lors de conférences de presse, les bannières et panneaux promotionnels, les affiches, les dépliants, les publicités, les sites Internet, les infolettres et les communiqués de presse.

1.2. Relations publiques et médias :

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le Projet.

1.3. Normes graphiques et linguistiques :

- respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville en consultant : **ville.montreal.qc.ca/logo**;
- écrire à **visibilite@ville.montreal.qc.ca** afin de faire valider la bonne utilisation du logo de la Ville dans les épreuves des outils devant être produits;
- respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ., c. C-11).

1.4. Publicité et promotion :

- convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.

1.5. Événements publics

- inviter la Ville à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet;
- consulter la page **mairesse@ville.montreal.qc.ca** pour obtenir un Mot de la mairesse afin de l'intégrer à la promotion de l'événement (programme, brochure) ou pour inviter la mairesse.

1.6. Bilan de visibilité :

- remettre à la Ville un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet;
- un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du Projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale;
- une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques;
- une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Soutien financier dans le cadre de la Politique de l'enfant
Numéro du sommaire : 1198444003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu : de la résolution CM03 0836;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **RÉSEAU RÉUSSITE MONTRÉAL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 4255, rue Wellington, Montréal, Québec, H4G 1V9, agissant et représentée par Andrée Mayer-Périard, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 85470 4947 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1207629991 TQ0001
Numéro d'inscription d'organisme de charité : S/O

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de mobiliser l'ensemble des partenaires de l'île de Montréal afin d'être un lieu de convergence des actions ayant une influence positive sur les jeunes, les parents et les intervenants, dans le but d'accroître la persévérance, la réussite et le raccrochage scolaire;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice du service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1 et 2. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard trente (30) jours après la fin de chaque étape et doit couvrir la période comprise entre le début du Projet et le 30 avril 2020 pour la première année et la période du 1er mai au 30 septembre 2020 pour l'année subséquente.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil municipal, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **DEUX CENT DIX-HUIT MILLE HUIT CENT UN** dollars (**218 801 $**), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en 2020, en deux versements :

- un premier versement au montant de **CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE QUARANTE ET UN** dollars (**175 041 $**) dans les trente (30) jours de la confirmation de la réalisation du projet;

- un deuxième versement au montant de **QUARANTE-TROIS MILLE SEPT CENT SOIXANTE** dollars (**43 760 $**), après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis,

l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **30 octobre 2020**.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de **DEUX MILLIONS** de dollars (**2 000 000 $**) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police.

L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 4255, rue Wellington, Montréal, Québec, H4G 1V9, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, Montréal (Québec) H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2019

RÉSEAU RÉUSSITE MONTRÉAL

Par : _____
Andrée Mayer-Périard, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2019 (Résolution CM19…….).

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

1.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au Projet;
- mentionner la contribution financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;
- lors d'une mention du soutien offert par la Ville, le libellé sera le suivant :

  Fier partenaire de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal.

- Apposer le logo de la Ville et l'hyperlien vers le site Internet de la Ville (**ville.montreal.qc.ca/enfants**) sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les fonds de scènes utilisés lors de conférences de presse, les bannières et panneaux promotionnels, les affiches, les dépliants, les publicités, les sites Internet, les infolettres et les communiqués de presse.

1.2. Relations publiques et médias :

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le Projet.

1.3. Normes graphiques et linguistiques :

- respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville en consultant : **ville.montreal.qc.ca/logo**;
- écrire à **visibilite@ville.montreal.qc.ca** afin de faire valider la bonne utilisation du logo de la Ville dans les épreuves des outils devant être produits;
- respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ., c. C-11).

1.4. Publicité et promotion :

- convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.

1.5. Événements publics

- inviter la Ville à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet;
- consulter la page **mairesse@ville.montreal.qc.ca** pour obtenir un Mot de la mairesse afin de l'intégrer à la promotion de l'événement (programme, brochure) ou pour inviter la mairesse.

1.6. Bilan de visibilité :

- remettre à la Ville un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet;
- un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du Projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale;
- une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques;
- une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

Contributions financières versées depuis 2016

Date du jour ***2019-08-19***

NOM_FOURNISSEUR	ALTERNATIVE NAISSANCE
NUMERO_FOURNISSEUR	(Tous)
REP_STATUT_RENV	(Plusieurs éléments)

REP_MONTANT		REP_EXERCICE_FINANCIER			
Service ou arrondissement	NUMERO_RESOLUTION	2016	2017	2018	Total général
Diversité sociale et des sports	(vide)	364,00 $	370,00 $	387,00 $	1 121,00 $
Total Diversité sociale et des sports		**364,00 $**	**370,00 $**	**387,00 $**	**1 121,00 $**
Total général		**364,00 $**	**370,00 $**	**387,00 $**	**1 121,00 $**

Contributions financières versées depuis 2016

Date du jour *2019-08-19*

NOM_FOURNISSEUR	CENTRE DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE AUTOCHTONE A MONTREAL
NUMERO_FOURNISSEUR	(Tous)
REP_STATUT_RENV	(Plusieurs éléments)

REP_MONTANT		REP_EXERCICE_FINANCIER				
Service ou arrondissement	NUMERO_RESOLUTION	2016	2017	2018	2019	Total général
Diversité sociale et des sports						3 346,80 $
	CE17 1138		35 000,00 $	15 000,00 $		50 000,00 $
	CE18 0901			21 250,00 $	17 000,00 $	38 250,00 $
Total Diversité sociale et des sports			35 000,00 $	36 250,00 $	17 000,00 $	91 596,80 $
Total général			35 000,00 $	36 250,00 $	17 000,00 $	91 596,80 $

Contributions financières versées depuis 2016

Date du jour *2019-08-19*

NOM_FOURNISSEUR	CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT
NUMERO_FOURNISSEUR	(Tous)
REP_STATUT_RENV	(Plusieurs éléments)

REP_MONTANT		REP_EXERCICE_FINANCIER			
Service ou arrondissement	NUMERO_RESOLUTION	2017	2018	2019	Total général
Diversité sociale et des sports	CE18 0901		27 697,00 $	22 158,00 $	49 855,00 $
	CM17 0311	49 855,00 $	5 539,00 $		55 394,00 $
Total Diversité sociale et des sports		**49 855,00 $**	**33 236,00 $**	**22 158,00 $**	**105 249,00 $**
Total général		**49 855,00 $**	**33 236,00 $**	**22 158,00 $**	**105 249,00 $**

Contributions financières versées depuis 2016

Date du jour ***2019-08-19***

NOM_FOURNISSEUR	CLUB DES PETITS DEJEUNERS DU CANADA
NUMERO_FOURNISSEUR	(Tous)
REP_STATUT_RENV	(Plusieurs éléments)

REP_MONTANT		REP_EXERCICE_FINANCIER			
Service ou arrondissement	NUMERO_RESOLUTION	2016	2017	2018	Total général
Diversité sociale et des sports	CE17 1242		45 000,00 $	5 000,00 $	50 000,00 $
	CM16 0955	700 224,00 $			700 224,00 $
	CM18 0494			375 000,00 $	375 000,00 $
Total Diversité sociale et des sports		**700 224,00 $**	**45 000,00 $**	**380 000,00 $**	**1 125 224,00 $**
Total général		**700 224,00 $**	**45 000,00 $**	**380 000,00 $**	**1 125 224,00 $**

Contributions financières versées depuis 2016

Date du jour *2019-08-19*

NOM_FOURNISSEUR	FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM POUR ENFANTS DE MONTREAL
NUMERO_FOURNISSEUR	(Tous)
REP_STATUT_RENV	(Plusieurs éléments)

REP_MONTANT		REP_EXERCICE_FINANCIER				
Service ou arrondissement	NUMERO_RESOLUTION	2016	2017	2018	2019	Total général
Conseil des arts de Montréal	(vide)	49 996,00 $	43 075,00 $	32 185,50 $	5 000,00 $	130 256,50 $
Total Conseil des arts de Montréal		**49 996,00 $**	**43 075,00 $**	**32 185,50 $**	**5 000,00 $**	**130 256,50 $**
Culture	CE16 0262	25 000,00 $				25 000,00 $
	CE17 0195		25 000,00 $			25 000,00 $
	CM18 0392			25 000,00 $		25 000,00 $
	(vide)		10 000,00 $			10 000,00 $
Total Culture		**25 000,00 $**	**35 000,00 $**	**25 000,00 $**		**85 000,00 $**
Diversité sociale et des sports	CE17 1243		23 142,00 $	9 918,00 $		33 060,00 $
	CE18 0901			14 051,00 $	11 240,00 $	25 291,00 $
	(vide)	380,00 $	380,00 $	381,00 $		1 141,00 $
Total Diversité sociale et des sports		**380,00 $**	**23 522,00 $**	**24 350,00 $**	**11 240,00 $**	**59 492,00 $**
Total général		**75 376,00 $**	**101 597,00 $**	**81 535,50 $**	**16 240,00 $**	**274 748,50 $**

Contributions financières versées depuis 2016

Date du jour *2019-08-19*

NOM_FOURNISSEUR	FONDATION DE LA VISITE
NUMERO_FOURNISSEUR	(Tous)
REP_STATUT_RENV	(Plusieurs éléments)

REP_MONTANT		REP_EXERCICE_FINANCIER			
Service ou arrondissement	NUMERO_RESOLUTION	2016	2017	2018	Total général
Diversité sociale et des sports	CA16 19 0112	13 176,00 $			13 176,00 $
	CA18090131			8 550,00 $	8 550,00 $
	CE17 1098		38 466,00 $	9 617,00 $	48 083,00 $
	CE18 1083			38 466,00 $	38 466,00 $
	CG15 0402	6 500,00 $			6 500,00 $
	CG16 0384	58 500,00 $	6 500,00 $		65 000,00 $
Total Diversité sociale et des sports		**78 176,00 $**	**44 966,00 $**	**56 633,00 $**	**179 775,00 $**
Lachine	CA18190318			2 000,00 $	2 000,00 $
Total Lachine				**2 000,00 $**	**2 000,00 $**
Total général		**78 176,00 $**	**44 966,00 $**	**58 633,00 $**	**181 775,00 $**

Contributions financières versées depuis 2016

Date du jour ***2019-08-19***

NOM_FOURNISSEUR	FONDATION JASMIN ROY
NUMERO_FOURNISSEUR	(Tous)
REP_STATUT_RENV	(Plusieurs éléments)

REP_MONTANT		REP_EXERCICE_FINANCIER		
Service ou arrondissement	NUMERO_RESOLUTION	2017	2018	Total général
Diversité sociale et des sports	CE17 1080	10 000,00 $		10 000,00 $
	CE18 1546		8 000,00 $	8 000,00 $
Total Diversité sociale et des sports		**10 000,00 $**	**8 000,00 $**	**18 000,00 $**
Total général		**10 000,00 $**	**8 000,00 $**	**18 000,00 $**

Contributions financières versées depuis 2016

Date du jour ***2019-08-19***

NOM_FOURNISSEUR	FUSION JEUNESSE
NUMERO_FOURNISSEUR	(Tous)
REP_STATUT_RENV	(Plusieurs éléments)

REP_MONTANT		REP_EXERCICE_FINANCIER			
Service ou arrondissement	NUMERO_RESOLUTION	2016	2017	2018	Total général
Développement économique	CM17 0595			115 000,00 $	115 000,00 $
	(vide)	10 000,00 $	150 000,00 $		160 000,00 $
Total Développement économique		**10 000,00 $**	**150 000,00 $**	**115 000,00 $**	**275 000,00 $**
Total général		**10 000,00 $**	**150 000,00 $**	**115 000,00 $**	**275 000,00 $**

Contributions financières versées depuis 2016

Date du jour *2019-08-19*

NOM_FOURNISSEUR	INSTITUT PACIFIQUE
NUMERO_FOURNISSEUR	(Tous)
REP_STATUT_RENV	(Plusieurs éléments)

REP_MONTANT		REP_EXERCICE_FINANCIER				
Service ou arrondissement	NUMERO_RESOLUTION	2016	2017	2018	2019	Total général
Diversité sociale et des sports	CA1610219	12 500,00 $				12 500,00 $
	CA17 10209		22 000,00 $			22 000,00 $
	CM17 0311		226 556,00 $	25 173,00 $		251 729,00 $
	CM18 0659			176 376,00 $		176 376,00 $
	(vide)			(25 173,00 $)		(25 173,00 $)
Total Diversité sociale et des sports		**12 500,00 $**	**248 556,00 $**	**176 376,00 $**		**437 432,00 $**
Montréal-Nord	CA1610185	5 000,00 $				5 000,00 $
	CA17 10 216		5 598,67 $			5 598,67 $
	CA1710172		33 349,38 $	11 649,45 $		44 998,83 $
	CA18 10 004			67 606,94 $	795,38 $	68 402,32 $
	CA18 10 121			20 300,00 $		20 300,00 $
	CA18 10 127			4 559,74 $		4 559,74 $
	(vide)	88 863,00 $				88 863,00 $
Total Montréal-Nord		**93 863,00 $**	**38 948,05 $**	**104 116,13 $**	**795,38 $**	**237 722,56 $**
Total général		**106 363,00 $**	**287 504,05 $**	**280 492,13 $**	**795,38 $**	**675 154,56 $**

Contributions financières versées depuis 2016

Date du jour *2019-08-19*

NOM_FOURNISSEUR	JEUNES MUSICIENS DU MONDE
NUMERO_FOURNISSEUR	(Tous)
REP_STATUT_RENV	(Plusieurs éléments)

REP_MONTANT		REP_EXERCICE_FINANCIER			
Service ou arrondissement	NUMERO_RESOLUTION	2017	2018	2019	Total général
Diversité sociale et des sports	CE18 0901		68 000,00 $	54 400,00 $	122 400,00 $
	CM17 0311	144 000,00 $	16 000,00 $		160 000,00 $
Total Diversité sociale et des sports		**144 000,00 $**	**84 000,00 $**	**54 400,00 $**	**282 400,00 $**
Total général		**144 000,00 $**	**84 000,00 $**	**54 400,00 $**	**282 400,00 $**

Contributions financières versées depuis 2016

Date du jour ***2019-08-19***

NOM_FOURNISSEUR	JEUNESSE AU SOLEIL.
NUMERO_FOURNISSEUR	(Tous)
REP_STATUT_RENV	(Plusieurs éléments)

REP_MONTANT		REP_EXERCICE_FINANCIER			
Service ou arrondissement	NUMERO_RESOLUTION	2016	2017	2018	Total général
Diversité sociale et des sports	CE18 0901			52 564,00 $	52 564,00 $
	CE18 0996			45 000,00 $	45 000,00 $
	CG15 0551	36 000,00 $			36 000,00 $
	CG16 0468	72 000,00 $	18 000,00 $		90 000,00 $
	CG17 0251		80 000,00 $	10 000,00 $	90 000,00 $
	CM16 1448		61 839,00 $	6 871,00 $	68 710,00 $
	CE18 2090			150 000,00 $	150 000,00 $
Total Diversité sociale et des sports		**108 000,00 $**	**159 839,00 $**	**264 435,00 $**	**532 274,00 $**
Total général		**108 000,00 $**	**159 839,00 $**	**264 435,00 $**	**532 274,00 $**

Contributions financières versées depuis 2016

Date du jour ***2019-08-19***

NOM_FOURNISSEUR	LA MAISON BLEUE MILIEU DE VIE PREVENTIF A L'ENFANCE
NUMERO_FOURNISSEUR	(Tous)
REP_STATUT_RENV	(Plusieurs éléments)

REP_MONTANT		REP_EXERCICE_FINANCIER			
Service ou arrondissement	NUMERO_RESOLUTION	2016	2017	2018	Total général
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	CA18 170150			150,00 $	150,00 $
Total Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce				**150,00 $**	**150,00 $**
Villeray-St-Michel - Parc-Extension	ca 1814 0135			500,00 $	500,00 $
	c a 1 8140135			500,00 $	500,00 $
	ca1 614 0 1 84	300,00 $			300,00 $
	ca17 140186		200,00 $		200,00 $
Total Villeray-St-Michel - Parc-Extension		**300,00 $**	**200,00 $**	**1 000,00 $**	**1 500,00 $**
Total général		**300,00 $**	**200,00 $**	**1 150,00 $**	**1 650,00 $**

Contributions financières versées depuis 2016

Date du jour *2019-08-19*

NOM_FOURNISSEUR	MERES AVEC POUVOIR (MAP) MONTREAL
NUMERO_FOURNISSEUR	(Tous)
REP_STATUT_RENV	(Plusieurs éléments)

REP_MONTANT		REP_EXERCICE_FINANCIER				
Service ou arrondissement	NUMERO_RESOLUTION	2016	2017	2018	2019	Total général
Diversité sociale et des sports	CE15 1010	3 612,50 $				3 612,50 $
	CE16 0859	32 512,00 $	3 612,50 $			36 124,50 $
	CE17 0912		19 500,00 $	5 000,00 $		24 500,00 $
	CE17 1098		11 374,00 $	2 843,00 $		14 217,00 $
	CE18 1083			11 374,00 $		11 374,00 $
	CE18 1145			19 600,00 $		19 600,00 $
Total Diversité sociale et des sports		**36 124,50 $**	**34 486,50 $**	**38 817,00 $**		**109 428,00 $**
Ville-Marie	CA16 240590		18 000,00 $	20 000,00 $	2 000,00 $	40 000,00 $
Total Ville-Marie			**18 000,00 $**	**20 000,00 $**	**2 000,00 $**	**40 000,00 $**
Total général		**36 124,50 $**	**52 486,50 $**	**58 817,00 $**	**2 000,00 $**	**149 428,00 $**

Contributions financières versées depuis 2016

Date du jour *2019-08-19*

NOM_FOURNISSEUR	MU
NUMERO_FOURNISSEUR	(Tous)
REP_STATUT_RENV	(Plusieurs éléments)

REP_MONTANT		REP_EXERCICE_FINANCIER				
Service ou arrondissement	NUMERO_RESOLUTION	2016	2017	2018	2019	Total général
Concertation des arrondissements	CE15 0921	15 375,00 $				15 375,00 $
	CE16 1079	45 680,00 $	3 645,00 $			49 325,00 $
	ce161079			6 450,00 $		6 450,00 $
	CE17 0714		30 500,00 $			30 500,00 $
	CE170714		17 125,00 $			17 125,00 $
	CE18 0521			75 625,00 $		75 625,00 $
	CE180521			20 000,00 $		20 000,00 $
	(vide)	24 975,00 $				24 975,00 $
Total Concertation des arrondissements		**86 030,00 $**	**51 270,00 $**	**102 075,00 $**		**239 375,00 $**
Conseil des arts de Montréal	(vide)	18 333,00 $	13 500,00 $	16 500,00 $		48 333,00 $
Total Conseil des arts de Montréal		**18 333,00 $**	**13 500,00 $**	**16 500,00 $**		**48 333,00 $**
Culture	CE15 0919	26 210,00 $				26 210,00 $
	CE16 1078	62 967,00 $				62 967,00 $
	CE17 1081		59 250,00 $	19 750,00 $		79 000,00 $
	CE18 1151			21 000,00 $	7 000,00 $	28 000,00 $
	CM17 0720		75 000,00 $	25 000,00 $		100 000,00 $
Total Culture		**89 177,00 $**	**134 250,00 $**	**65 750,00 $**	**7 000,00 $**	**296 177,00 $**
Diversité sociale et des sports	CE18 0901			55 080,00 $		55 080,00 $
	CM17 0311		65 000,00 $	7 000,00 $		72 000,00 $
Total Diversité sociale et des sports			**65 000,00 $**	**62 080,00 $**		**127 080,00 $**
Rosemont- La Petite-Patrie	16260155	1 500,00 $				1 500,00 $
Total Rosemont- La Petite-Patrie		**1 500,00 $**				**1 500,00 $**
Saint-Laurent	1166879005	12 500,00 $	12 500,00 $			25 000,00 $
Total Saint-Laurent		**12 500,00 $**	**12 500,00 $**			**25 000,00 $**
Sud-Ouest	1177321007 - CA17 22 0294		5 000,00 $			5 000,00 $
	CA16 22 0144h	500,00 $				500,00 $
	CA17 22 0100C		250,00 $			250,00 $
	(vide)			255,00 $		255,00 $
Total Sud-Ouest		**500,00 $**	**5 250,00 $**	**255,00 $**		**6 005,00 $**
Verdun	CA17 210178		15 000,00 $			15 000,00 $
	(vide)			15 000,00 $		15 000,00 $
Total Verdun			**15 000,00 $**	**15 000,00 $**		**30 000,00 $**
Ville-Marie	ca15 240133	16 250,00 $				16 250,00 $
	ca15 240144	7 500,00 $				7 500,00 $
	CA16 240168	250,00 $				250,00 $
	ca16 240254-11	250,00 $				250,00 $
	CA16 240307	34 275,00 $				34 275,00 $
	CA16 240485	22 500,00 $		2 500,00 $		25 000,00 $
	CA17 240147		250,00 $			250,00 $
	ca17 240169		500,00 $			500,00 $
	CA17 240255		80 000,00 $	20 000,00 $		100 000,00 $
	CA17 240312		30 500,00 $			30 500,00 $
	CA17 240662			44 986,00 $		44 986,00 $
	CA18 240235			46 875,00 $		46 875,00 $
	CA18 240249			8 000,00 $	2 000,00 $	10 000,00 $
	CA18 240397			11 029,00 $		11 029,00 $
	CA18 240601				47 744,40 $	47 744,40 $
Total Ville-Marie		**81 025,00 $**	**111 250,00 $**	**133 390,00 $**	**49 744,40 $**	**375 409,40 $**
Villeray-St-Michel - Parc-Extension	CA16 14 0210	10 000,00 $				10 000,00 $

Villeray-St-Michel - Parc-Extension	ca17140172		10 000,00 $			10 000,00 $
	ca18140085			10 000,00 $		10 000,00 $
Total Villeray-St-Michel - Parc-Extension		10 000,00 $	10 000,00 $	10 000,00 $		30 000,00 $
Total général		299 065,00 $	418 020,00 $	405 050,00 $	56 744,40 $	1 178 879,40 $

Contributions financières versées depuis 2016

Date du jour *2019-08-19*

NOM_FOURNISSEUR	NOURRI-SOURCE
NUMERO_FOURNISSEUR	(Tous)
REP_STATUT_RENV	(Plusieurs éléments)

REP_MONTANT		REP_EXERCICE_FINANCIER				
Service ou arrondissement	NUMERO_RESOLUTION	2016	2017	2018	2019	Total général
Diversité sociale et des sports	CE18 0901			36 054,00 $	28 843,00 $	64 897,00 $
	CM17 0311		76 349,00 $	8 483,00 $		84 832,00 $
	(vide)	181,00 $				181,00 $
Total Diversité sociale et des sports		181,00 $	76 349,00 $	44 537,00 $	28 843,00 $	149 910,00 $
Total général		181,00 $	76 349,00 $	44 537,00 $	28 843,00 $	149 910,00 $

Contributions financières versées depuis 2016

Date du jour ***2019-08-19***

NOM_FOURNISSEUR	OXY-JEUNES INC.
NUMERO_FOURNISSEUR	(Tous)
REP_STATUT_RENV	(Plusieurs éléments)

REP_MONTANT		REP_EXERCICE_FINANCIER			
Service ou arrondissement	NUMERO_RESOLUTION	2016	2017	2018	Total général
Culture	CE15 2195	12 000,00 $			12 000,00 $
	(vide)		10 500,00 $	3 500,00 $	14 000,00 $
Total Culture		**12 000,00 $**	**10 500,00 $**	**3 500,00 $**	**26 000,00 $**
Direction générale	CA16 240588		2 886,00 $		2 886,00 $
	CA17 240582			2 886,00 $	2 886,00 $
Total Direction générale			**2 886,00 $**	**2 886,00 $**	**5 772,00 $**
Diversité sociale et des sports	CA17 240582			1 740,00 $	1 740,00 $
	CE18 0901			30 600,00 $	30 600,00 $
	CM17 0311		36 000,00 $	4 000,00 $	40 000,00 $
	(vide)		1 740,00 $		1 740,00 $
Total Diversité sociale et des sports			**37 740,00 $**	**36 340,00 $**	**74 080,00 $**
Ville-Marie	CA16 240013	15 000,00 $	15 000,00 $		30 000,00 $
	CA17 240635			15 000,00 $	15 000,00 $
	CA18 240271e			2 000,00 $	2 000,00 $
Total Ville-Marie		**15 000,00 $**	**15 000,00 $**	**17 000,00 $**	**47 000,00 $**
Total général		**27 000,00 $**	**66 126,00 $**	**59 726,00 $**	**152 852,00 $**

Contributions financières versées depuis 2016

		Date du jour	***2019-08-19***
NOM_FOURNISSEUR	REPIT PROVIDENCE, MAISON HOCHELAGA-MAISONNEUVE		
NUMERO_FOURNISSEUR	(Tous)		
REP_STATUT_RENV	(Plusieurs éléments)		

REP_MONTANT		REP_EXERCICE_FINANCIER			
Service ou arrondissement	NUMERO_RESOLUTION	2016	2017	2018	Total général
Diversité sociale et des sports	CA 18 27 0177			9 311,00 $	9 311,00 $
	CA16 270174	12 250,40 $			12 250,40 $
	CA17 27 0157		11 061,00 $	1 229,00 $	12 290,00 $
	CA17 27 0299		19 660,00 $		19 660,00 $
	CA18 27 0157			11 936,00 $	11 936,00 $
	CE17 0923		35 000,00 $	4 275,00 $	39 275,00 $
	CE18 0996			12 000,00 $	12 000,00 $
	CG15 0551	6 500,00 $			6 500,00 $
	CG16 0468	52 000,00 $	13 000,00 $		65 000,00 $
Total Diversité sociale et des sports		**70 750,40 $**	**78 721,00 $**	**38 751,00 $**	**188 222,40 $**
Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	CA16 27 0282	900,00 $			900,00 $
	CA17 270163		400,00 $		400,00 $
Total Mercier-Hochelaga - Maisonneuve		**900,00 $**	**400,00 $**		**1 300,00 $**
Total général		**71 650,40 $**	**79 121,00 $**	**38 751,00 $**	**189 522,40 $**

Contributions financières versées depuis 2016

Date du jour *2019-08-19*

NOM_FOURNISSEUR	RESEAU ENFANTS RETOUR CANADA
NUMERO_FOURNISSEUR	(Tous)
REP_STATUT_RENV	(Plusieurs éléments)

REP_MONTANT		REP_EXERCICE_FINANCIER			
Service ou arrondissement	NUMERO_RESOLUTION	2016	2017	2018	Total général
Diversité sociale et des sports	CE17 1353		20 171,00 $		20 171,00 $
	CE18 0901			20 172,00 $	20 172,00 $
	(vide)	2 212,00 $	2 318,00 $	1 580,00 $	6 110,00 $
Total Diversité sociale et des sports		2 212,00 $	22 489,00 $	21 752,00 $	46 453,00 $
Total général		2 212,00 $	22 489,00 $	21 752,00 $	46 453,00 $

Contributions financières versées depuis 2016

Date du jour ***2019-08-19***

NOM_FOURNISSEUR	RESEAU REUSSITE MONTREAL
NUMERO_FOURNISSEUR	(Tous)
REP_STATUT_RENV	(Plusieurs éléments)

REP_MONTANT		REP_EXERCICE_FINANCIER			
Service ou arrondissement	NUMERO_RESOLUTION	2016	2017	2018	Total général
Diversité sociale et des sports	CE15 1081	10 000,00 $			10 000,00 $
	CM17 0141		239 325,00 $	79 775,00 $	319 100,00 $
	CE18 1745			102 000,00 $	102 000,00 $
Total Diversité sociale et des sports		**10 000,00 $**	**239 325,00 $**	**181 775,00 $**	**431 100,00 $**
Total général		**10 000,00 $**	**239 325,00 $**	**181 775,00 $**	**431 100,00 $**

Contributions financières versées depuis 2016

Date du jour *2019-08-19*

NOM_FOURNISSEUR	SPORTS MONTREAL INC.
NUMERO_FOURNISSEUR	(Tous)
REP_STATUT_RENV	(Plusieurs éléments)

REP_MONTANT		REP_EXERCICE_FINANCIER				
Service ou arrondissement	NUMERO_RESOLUTION	2016	2017	2018	2019	Total général
Diversité sociale et des sports	CE18 0901			35 869,00 $	28 695,00 $	64 564,00 $
	CM13 1133	60 700,00 $				60 700,00 $
	CM17 0311		116 685,00 $	12 965,00 $		129 650,00 $
	CM17 0591		60 700,00 $	54 630,00 $		115 330,00 $
	(vide)	5 000,00 $	5 000,00 $			10 000,00 $
Total Diversité sociale et des sports		**65 700,00 $**	**182 385,00 $**	**103 464,00 $**	**28 695,00 $**	**380 244,00 $**
Villeray-St-Michel - Parc-Extension	c a1614037 6			4 054,50 $		4 054,50 $
	C A16140376			4 054,50 $		4 054,50 $
	CA15 14 0245	8 602,00 $				8 602,00 $
	ca16 14 0376		4 054,50 $			4 054,50 $
	ca16140376		4 955,50 $			4 955,50 $
	ca18140129			4 000,00 $		4 000,00 $
	ca 18 14 0129			2 000,00 $		2 000,00 $
	ca1 6 14 0376			901,00 $		901,00 $
	ca 1 6140376				4 054,50 $	4 054,50 $
	ca 18140129				4 158,00 $	4 158,00 $
Total Villeray-St-Michel - Parc-Extension		**8 602,00 $**	**9 010,00 $**	**15 010,00 $**	**8 212,50 $**	**40 834,50 $**
Total général		**74 302,00 $**	**191 395,00 $**	**118 474,00 $**	**36 907,50 $**	**421 078,50 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1198444003

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 2 935 819 $, pour 2019 et 2020, à 23 différents organismes pour le projet et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre de la Politique de l'enfant 2019-2020 / Approuver les 23 projets de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - GDD 1198444003.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-23

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

GDD 1198444003

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 2 935 819 $, pour 2019 et 2020, à 23 différents organismes pour le projet et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre de la Politique de l'enfant 2019-2020 / Approuver les 23 projets de convention à cet effet

Imputation de la dépense

Imputation budétaire	Libellé textuel	Nom de l'organisme	Titre du projet	Montant 2019	Montant 2020	Total
2101.0010000.101444.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Politique de l'enfant*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Alternative naissance	« Accompagnement à la naissance et aux relevailles »	9 955 $	- $	36 857 $
2101.0010000.101484.05803.61900.016491.0000.003684.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Acces aux services municipaux*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Fonds dédié aux projets régionaux - Politique de l'enfant*Général*Général*	Alternative naissance	« Accompagnement à la naissance et aux relevailles »	- $	26 902 $	
2101.0010000.101444.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Politique de l'enfant*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Centre de développement communautaire autochtone à Montréal	Programmation enfance autochtone	40 000 $	- $	80 000 $
2101.0010000.101484.05803.61900.016491.0000.003684.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Acces aux services municipaux*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Fonds dédié aux projets régionaux - Politique de l'enfant*Général*Général*	Centre de développement communautaire autochtone à Montréal	Programmation enfance autochtone	- $	40 000 $	

2101.0010000.101444.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Politique de l'enfant*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent	Projet Lanterne : Faire la lumière sur l'éducation à la sexualité et les relations égalitaires chez les tout-petits	26 949 $	- $	105 733 $
2101.0010000.101484.05803.61900.016491.0000.003684.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Acces aux services municipaux*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Fonds dédié aux projets régionaux - Politique de l'enfant*Général*Général*	Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent	Projet Lanterne : Faire la lumière sur l'éducation à la sexualité et les relations égalitaires chez les tout-petits	- $	78 784 $	
2101.0010000.101444.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Politique de l'enfant*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Club des petits déjeuners du Canada	Nourrir les enfants de Montréal	350 000 $	- $	700 000 $
2101.0010000.101484.05803.61900.016491.0000.003684.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Acces aux services municipaux*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Fonds dédié aux projets régionaux - Politique de l'enfant*Général*Général*	Club des petits déjeuners du Canada	Nourrir les enfants de Montréal	- $	350 000 $	
2101.0010000.101444.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Politique de l'enfant*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Festival international du cinéma pour enfants de Montréal (FIFEM)	Ateliers de cuisine-nutrition pour petits cuistots	14 000 $	- $	36 000 $

2101.0010000.101484.05803.61900.016491.0000.003684.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Acces aux services municipaux*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Fonds dédié aux projets régionaux - Politique de l'enfant*Général*Général*	Festival international du cinéma pour enfants de Montréal (FIFEM)	Ateliers de cuisine-nutrition pour petits cuistots	- $	22 000 $	
2101.0010000.101444.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Politique de l'enfant*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Fondation de la Visite	La fierté des familles dans leur quartier et un quartier fier de ses familles XIV	27 770 $	- $	106 420 $
2101.0010000.101484.05803.61900.016491.0000.003684.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Acces aux services municipaux*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Fonds dédié aux projets régionaux - Politique de l'enfant*Général*Général*	Fondation de la Visite	La fierté des familles dans leur quartier et un quartier fier de ses familles XIV	- $	78 650 $	
2101.0010000.101444.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Politique de l'enfant*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Fondation Jasmin Roy	Développer les compétences relationnelles avec les enfants TDAH à la petite enfance	57 527 $	- $	90 549 $
2101.0010000.101484.05803.61900.016491.0000.003684.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Acces aux services municipaux*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Fonds dédié aux projets régionaux - Politique de l'enfant*Général*Général*	Fondation Jasmin Roy	Développer les compétences relationnelles avec les enfants TDAH à la petite enfance	- $	33 022 $	

2101.0010000.101444.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Politique de l'enfant*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Fusion jeunesse	Favoriser la découverte, l'apprentissage et l'épanouissement des jeunes montréalais en leur proposant des projets stimulants et innovants	34 863 $	- $	134 863 $
2101.0010000.101484.05803.61900.016491.0000.003684.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Acces aux services municipaux*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Fonds dédié aux projets régionaux - Politique de l'enfant*Général*Général*	Fusion jeunesse	Favoriser la découverte, l'apprentissage et l'épanouissement des jeunes montréalais en leur proposant des projets stimulants et innovants	- $	100 000 $	
2101.0010000.101444.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Politique de l'enfant*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Institut Pacifique	Temps libre	48 169 $	- $	226 169 $
2101.0010000.101484.05803.61900.016491.0000.003684.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Acces aux services municipaux*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Fonds dédié aux projets régionaux - Politique de l'enfant*Général*Général*	Institut Pacifique	Temps libre	- $	178 000 $	
2101.0010000.101444.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Politique de l'enfant*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Jeunesse au soleil	Programme d'aide à l'enfance	33 600 $	- $	102 330 $

2101.0010000.101484.05803.61900.016491.0000.003684.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Acces aux services municipaux*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Fonds dédié aux projets régionaux - Politique de l'enfant*Général*Général*	Jeunesse au soleil	Programme d'aide à l'enfance	- $	68 730 $	102 550 $
2101.0010000.101444.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Politique de l'enfant*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Jeunes musiciens du monde	Comptines et farandoles	28 000 $	- $	128 000 $
2101.0010000.101484.05803.61900.016491.0000.003684.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Acces aux services municipaux*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Fonds dédié aux projets régionaux - Politique de l'enfant*Général*Général*	Jeunes musiciens du monde	Comptines et farandoles	- $	100 000 $	
2101.0010000.101444.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Politique de l'enfant*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	La Cantine Pour tous	La Cantine pour tous dans les écoles	31 229 $	- $	97 977 $
2101.0010000.101484.05803.61900.016491.0000.003684.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Acces aux services municipaux*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Fonds dédié aux projets régionaux - Politique de l'enfant*Général*Général*	La Cantine Pour tous	La Cantine pour tous dans les écoles	- $	66 748 $	

2101.0010000.101444.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Politique de l'enfant*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	La Maison Bleue: Milieu de vie préventif à l'enfance	Développement du modèle de la Maison Bleue sur le territoire montréalais	14 100 $	- $	60 000 $
2101.0010000.101484.05803.61900.016491.0000.003684.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Acces aux services municipaux*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Fonds dédié aux projets régionaux - Politique de l'enfant*Général*Général*	La Maison Bleue: Milieu de vie préventif à l'enfance	Développement du modèle de la Maison Bleue sur le territoire montréalais	- $	45 900 $	
2101.0010000.101444.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Politique de l'enfant*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	La Tablée des chefs	Les Brigades culinaires - déploiement montréalais	- $	- $	59 702 $
2101.0010000.101484.05803.61900.016491.0000.003684.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Acces aux services municipaux*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Fonds dédié aux projets régionaux - Politique de l'enfant*Général*Général*	La Tablée des chefs	Les Brigades culinaires - déploiement montréalais	- $	59 702 $	
2101.0010000.101444.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Politique de l'enfant*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Les Ateliers cinq-épices, des saveurs pour tous	Ateliers de cuisine-nutrition pour petits cuistots	12 205 $	- $	30 000 $

2101.0010000.101484.05803.61900.016491.0000.003684.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Acces aux services municipaux*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Fonds dédié aux projets régionaux - Politique de l'enfant*Général*Général*	Les Ateliers cinq-épices, des saveurs pour tous	Ateliers de cuisine-nutrition pour petits cuistots	- $	17 795 $	30 000 $
2101.0010000.101444.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Politique de l'enfant*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Mères avec pouvoir (MAP) Montréal	Intervention en milieu ouvert	48 200 $	- $	98 140 $
2101.0010000.101484.05803.61900.016491.0000.003684.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Acces aux services municipaux*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Fonds dédié aux projets régionaux - Politique de l'enfant*Général*Général*	Mères avec pouvoir (MAP) Montréal	Intervention en milieu ouvert	- $	49 940 $	
2101.0010000.101444.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Politique de l'enfant*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	MU	MUtation	30 600 $	- $	56 600 $
2101.0010000.101484.05803.61900.016491.0000.003684.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Acces aux services municipaux*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Fonds dédié aux projets régionaux - Politique de l'enfant*Général*Général*	MU	MUtation	- $	26 000 $	

2101.0010000.101444.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Politique de l'enfant*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Nourri-Source - Montréal	Le soutien à l'allaitement à Montréal!	54 121 $	- $	173 094 $
2101.0010000.101484.05803.61900.016491.0000.003684.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Acces aux services municipaux*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Fonds dédié aux projets régionaux - Politique de l'enfant*Général*Général*	Nourri-Source - Montréal	Le soutien à l'allaitement à Montréal!	- $	118 973 $	
2101.0010000.101444.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Politique de l'enfant*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Oxy-Jeunes inc.	Espace créatif et scène jeunesse 12-17	11 333 $	- $	34 000 $
2101.0010000.101484.05803.61900.016491.0000.003684.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Acces aux services municipaux*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Fonds dédié aux projets régionaux - Politique de l'enfant*Général*Général*	Oxy-Jeunes inc.	Espace créatif et scène jeunesse 12-17	- $	22 667 $	
2101.0010000.101444.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Politique de l'enfant*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Répit Providence, maison Hochelaga-Maisonneuve	Action pour la nutrition des enfants et leurs parents	42 810 $	- $	131 810 $

2101.0010000.101484.05803.61900.016491.0000.003684.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Acces aux services municipaux*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Fonds dédié aux projets régionaux - Politique de l'enfant*Général*Général*	Répit Providence, maison Hochelaga-Maisonneuve	Action pour la nutrition des enfants et leurs parents	- $	89 000 $	131 810 $
2101.0010000.101444.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Politique de l'enfant*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Réseau Enfants retour Canada	AIMER : Affirmation - Image de soi - Mettre ses limites - Égalité - Relations saines	19 200 $	- $	43 254 $
2101.0010000.101484.05803.61900.016491.0000.003684.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Acces aux services municipaux*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Fonds dédié aux projets régionaux - Politique de l'enfant*Général*Général*	Réseau Enfants retour Canada	AIMER : Affirmation - Image de soi - Mettre ses limites - Égalité - Relations saines	- $	24 054 $	
2101.0010000.101444.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Politique de l'enfant*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Réseau réussite Montréal	Camps estivaux et socialisation linguistique	- $	- $	218 801 $
2101.0010000.101484.05803.61900.016491.0000.003684.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Acces aux services municipaux*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Fonds dédié aux projets régionaux - Politique de l'enfant*Général*Général*	Réseau réussite Montréal	Camps estivaux et socialisation linguistique	- $	218 801 $	

2101.0010000.101444.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Politique de l'enfant*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Sports Montréal inc.	Caravane Sports Montréal	27 106 $	- $	185 520 $
2101.0010000.101484.05803.61900.016491.0000.003684.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Acces aux services municipaux*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Fonds dédié aux projets régionaux - Politique de l'enfant*Général*Général*	Sports Montréal inc.	Caravane Sports Montréal	- $	158 414 $	
TOTAL				**961 737.00 $**	**1 974 082.00 $**	**2 935 819.00 $**

Montréal

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER
Édition 2019-2020

Fonds dédié aux projets régionaux
Politique de l'enfant

Naître, grandir, s'épanouir à Montréal: de l'enfance à l'adolescence

Nom de l'organisme : Institut Pacifique

Titre du projet : programme *Temps Libre*

Montant demandé : 226 168,42$

Lorsque vous complétez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

Tous les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires à l'étude de votre demande. L'utilisation du formulaire est obligatoire. Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « informations supplémentaires» à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande

x Lettres patentes de votre organisme (charte)

x La déclaration de l'Inspecteur général des institutions financières attestant que votre organisme est immatriculé et qu'il n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle (certificat d'attestation)

x Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme

x Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours

x Le budget détaillé du projet global (identifier, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les autres partenaires financiers)

x Une résolution du Conseil d'administration autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et désignant son représentant responsable du projet et l'engagement à faire vérifier les antécédents judiciaires pour toute personne œuvrant auprès des enfants pour l'OBNL et ses partenaires impliqués dans le projet

x Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée

x Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

Section 1 – Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme : Institut Pacifique	
Adresse : 2901 boulevard Gouin est	
Ville : Montréal	Code Postal : H2B 1Y3
Numéro d'inscription TPS : 107397838	Numéro d'inscription TVQ : 1006111757
Numéro de charité : 107397838rr0001	
Arrondissement : Montréal-Nord	
Responsable de l'organisme : Shirlane Day	
Fonction : Directrice générale	
Téléphone : 514-598-1522	Télécopieur : 514-598-1963
Courriel : sday@institutpacifique.com	Site Web : www.institutpacifique.com

Votre organisme est-il à but non lucratif? oui

Mission de l'organisme (Activités régulières offertes par l'organisme)
La mission de l'Institut Pacifique est de développer, mettre en œuvre et promouvoir des savoir-faire en matière de résolution de conflits et de prévention des problèmes psychosociaux, pour bâtir des milieux de vie exempts de violence et soutenir l'épanouissement psychosocial des enfants, des jeunes et des adultes.

Section 2 – Présentation du projet

Titre du projet : programme *Temps Libre*

Personne responsable du projet : Roxane McDonald

Fonction : coordonnatrice des services aux enfants et aux parents et dans la communauté

Téléphone : 514-598-1522 Télécopieur : 514-598-1963

Courriel : rmcdonald@institutpacifique

X Nouveau projet (première année) Reconduction de projet (même projet que l'an dernier)

Objectif du projet correspond à un axe de la Politique de l'enfant

(Vous référez au cadre de référence pour le contenu détaillé des axes d'intervention)
(ne cochez qu'un seul axe)

1. La sécurité et l'accessibilité des environnements urbains
2. La sécurité alimentaire et la saine alimentation
3. X La persévérance scolaire et la réussite éducative
4. L'accès à la culture, aux sports et aux loisirs
5. Les familles et les communautés

Contexte du projet
Décrivez la situation problématique, constatée dans le milieu, qui justifie la pertinence de l'intervention

Le programme *Temps Libre* se déroule actuellement dans 4 arrondissements et dans 12 écoles primaires. Le programme *Temps Libre* cadre également dans les différents plans d'action ou plan de réussite éducative des écoles, des arrondissements et des tables de concertations.

De plus, la récente enquête TOPO 2017 du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, auprès des jeunes de 6e année du primaire, démontre qu'en moyenne, pour ces 4 arrondissements :

- 43% ont eu un comportement d'agressivité directe;
- 60% ont eu un comportement d'agressivité indirecte;
- 68% ont un niveau faible de résolution de problèmes (conflits);
- 36% des enfants ont été victime de violence verbale;
- 42% de violence ou cyberintimidation;
- 56% ont un niveau faible d'empathie;
- 68% des enfants n'atteignent pas le niveau d'activités physique recommandé;
- 44% passent 2 heures et plus, par jour, en temps d'écran;
- 5% des enfants ont un niveau élevé à l'indice du risque de décrochage scolaire;
- 20% des enfants ont été conscient que leurs familles a manqué d'argent de façon importante

Le programme Temps Libre a pour but de prévenir la violence et l'apparition de problèmes psychosociaux chez les enfants de 5 à 12 ans par le biais d'activités sportives.

Il agit sur différents facteurs de protection de manière préventive et éducative qui viennent diminuer les risques de délinquance, de marginalisation et d'isolement, et contribue à la création d'un filet de sécurité autour de l'enfant. Le programme augmente le sentiment d'appartenance et de sécurité des enfants, et par le fait même, celui des parents, en leur offrant des activités directement dans leur milieu de vie, dans leur cour d'école ou dans un parc. Il amène l'enfant à développer de meilleures compétences personnelles et relationnelles qui ont un impact direct sur la motivation scolaire et la réussite éducative. La collaboration avec l'école permet un continuum d'intervention et une cohérence dans les moyens mis en place pour soutenir les capacités adaptatives du jeune. De plus, la poursuite du programme Temps Libre dans un parc à proximité de chaque école primaire ciblée permettra la continuité dans la trajectoire des enfants, ce qui accroitra le développement des habiletés sociales et de résolution de conflits de chaque enfant.

Il contribue également à l'intégration de tous, peu importe leur sexe, origine ethnoculturelle et différences. Il est également offert gratuitement à l'ensemble des enfants. Au niveau des parents, on parle d'une connaissance d'un organisme d'aide supplémentaire et donc d'un élargissement des modalités de support au rôle parental en cas de besoin. Il contribue également à réduire les inégalités sociales de la santé en travaillant en collaboration avec les écoles au niveau du soutien psychosocial des enfants. Pour la communauté, les résultats induits par le projet ont comme effet à court terme de diminuer le flânage dans les rues, de procurer un endroit sécuritaire pour les enfants du quartier et d'encadrer les enfants, qui sont donc moins à risque de subir de mauvaises influences. Il amène aussi à long terme, le développement de la capacité des enfants à gérer leurs conflits de manière pacifique et visent ultimement à ce que les enfants développent leurs compétences sociales et deviennent des adultes responsables et autonomes.

Résumé synthèse du projet

Les activités se déroulent dans les cours d'école, du mois de septembre au mois de juin et ont lieu après les classes, 3 après-midi par semaine durant 2 heures. Ainsi que du mois de juin au mois d'août dans les parcs, entre 2 et 3 après-midi par semaine durant 4 heures 30. Par le biais d'activités physiques ainsi que par la présence d'un éducateur avec du matériel sportif, le programme tend à développer des facteurs de protection en travaillant au niveau des déterminants d'ordre personnel et social du jeune tels les habiletés sociales, l'estime de soi, etc. Le programme s'adresse à l'ensemble des élèves de 5 à 12 ans d'une école ou d'un quartier désirant participer aux activités. Toutefois, il vise à rejoindre certains jeunes, plus ou moins encadrés, qui traînent habituellement dans les cours d'école, dans les parcs ou dans les rues après les heures de classe et en période estivale.

De plus, les jeunes ayant des besoins plus spécifiques reçoivent un soutien personnalisé de la part des adultes. À travers la création de liens et l'observation directe de la clientèle, l'éducateur est en mesure d'évaluer les besoins présentés par certains jeunes et d'établir des pistes d'intervention qui seront par la suite appliquées au quotidien. Une évaluation régulière des acquis de l'enfant est réalisée afin d'ajuster les interventions ainsi que de mesurer l'impact de l'intervention.

4 arrondissements sont ciblés pour le projet ainsi que 12 écoles primaires et 8 parcs. Pour réaliser notre action, une équipe de 12 éducateurs assure la prise en charge des moments de vie offerte aux enfants dans les différentes cours d'école ainsi qu'une équipe de 8 éducateurs dans les différents parcs.
Les éducateurs doivent :
- Observer et cibler les enfants nécessitant un soutien personnalisé;
- Assurer un suivi régulier du niveau d'adaptation des enfants :
  • Assurer la vision globale du niveau d'adaptation sociale de l'enfant et de ses besoins;
  • Rassembler l'information concernant l'enfant;
  • Soumettre et assurer le suivi des soutiens personnalisés et des plans de directives personnalisées des enfants;
  • Assurer le contact auprès des parents de l'enfant.
- Organiser la journée d'activités;
- Planifier des activités spéciales et thématiques;
- Animer les rencontres de préparation de la journée auprès de l'équipe de stagiaires et bénévoles;
- Animer le retour clinique de fin de journée avec l'équipe de stagiaires et bénévoles;
- Soutenir les stagiaires dans le développement de leurs compétences professionnelles, s'il y a lieu;
- Soutenir les bénévoles dans leur rôle auprès des enfants, s'il y a lieu;
- Accueillir les parents et les recevoir;
- Assurer la sécurité des enfants.

Nous souhaitons embaucher 4 éducateurs supports. Depuis quelques années, nous connaissons une croissance du nombre d'enfants fréquentant nos activités. Suite aux préoccupations de quelques directions par rapport à la question du ratio éducateur/enfants, nous avons établi un ratio de 1 : 45. Les éducateurs supports nous permettrons d'assurer le respect de ce ratio ainsi que la sécurité des enfants. De plus, ces éducateurs supports

permettront la création de ponts entre la famille, l'école et la communauté. Ces éducateurs seront présents lors des moments d'affluence des enfants, lors d'activités spéciales ou thématiques. Ils permettraient d'assurer une sécurité optimale des enfants ainsi qu'un suivi rigoureux de leur évolution dans leurs apprentissages.

L'ensemble de ces éducateurs aura un soutien dans l'action par un chef d'équipe. Ce chef d'équipe doit :
- Préparer et animer des comités reliés aux soutiens personnalisés;
- Assurer une vigie au niveau des soutiens personnalisés et des plans de directives personnalisées ;
- Assurer la lecture des outils reliés aux soutiens personnalisés et des plans de directives personnalisées;
- Coacher les éducateurs dans l'action.

De plus, chaque éducateur ainsi que le chef d'équipe reçoivent un encadrement bihebdomadaire de la part de la coordination. La coordination assure également l'administration du programme Temps Libre (horaire, suivi, rencontre, rédaction, reddition de compte, etc.)

Objectif(s) du projet (Objectif réaliste et à court terme, tenant compte de la durée du projet)
Le programme *Temps Libre* a, comme objectif général, d'amener les enfants de 5 à 12 ans à développer ou à renforcer leurs habiletés sociales dans leurs moments libres non structurés par le biais d'activités sportives extérieures.

Population directement ciblées par le projet **Caractéristiques : nombre, âge, sexe et mode de recrutement**
Près de 1 600 enfants de 5 à 12 ans seront rejoints par le programme Temps Libre, dans les écoles et dans les parcs, dans les arrondissements de Montréal-Nord, Saint-Michel, Saint-Léonard et Ahuntsic. Les enfants choisissent eux-mêmes les activités auxquelles ils souhaitent participer, ce qui permet de susciter l'intérêt et favoriser l'identification des besoins des filles et des garçons. Afin de promouvoir les activités différents modes de recrutement seront mis en place tel que : - Tournées des classes; - Présences lors des récréations afin de faire de la promotion; - Dossard et chandails identifiant les éducateurs; - Dépliants promotionnels remis à la sortie des classes et dans les parcs.

Section 3 - Lieu de déroulement du projet

Arrondissement(s)	
Précisez l'arrondissement visé :	Arrondissement de Montréal-Nord Arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville Arrondissement de Saint-Léonard
Précisez le ou les quartiers d'intervention :	Arrondissement de Montréal-Nord : - Secteur Est, secteur Ouest et secteur Centre Arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension : - Secteur Saint-Michel Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville : - Secteur Saint-Simon et secteur Saint-Sulpice Arrondissement de Saint-Léonard : - Secteur Saint-Léonard Ouest

4. Soutenir l'intégration sociale des enfants de 5 à 12 ans rejoints par le programme Temps Libre qui éprouvent des difficultés d'adaptation sociale (ex. : entrée en relation, autonomie, valorisation, etc.) : - Effectuer une évaluation systématique, basée sur le jugement clinique, à partir de nos observations perçues et continues, et selon des barèmes ciblés et validés - Identification des enfants en difficultés d'adaptation sociale - Mise en place d'interventions ciblées auprès de ces derniers : • Établir une intervention individualisée • Soutenir l'enfant dans son intégration • Lors des présences, tout au cours de l'année scolaire - Échange avec les intervenants de l'école sur les interventions mises en place auprès des enfants - Collaboration avec les parents, au besoin	Septembre 2019 à décembre 2020	3 après-midi par semaine dans 12 cours d'écoles 2 à 3 après-midi par semaine dans 8 parcs

Section 5- Résultats attendus

Résultats concrets, indiquant que les objectifs du projet seront atteints	**Moyens de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte de ces résultats**	
	Qualitatifs	**Quantitatifs**
1. Plus de 1 600 enfants inscrits aux activités Temps Libre dans les 12 écoles ciblées et dans les 8 parcs ciblés, avec une moyenne de : - 80 blocs d'activités par cour d'école - 18 blocs d'activités par parc - 30 enfants rejoints par bloc, par jour, par école - 15 enfants rejoints par bloc, par jour, par parc - 30 000 présences d'enfants annuellement - 50 % des enfants inscrits viennent 1 fois et plus par semaine Niveau de satisfaction des enfants Sentiment d'appartenance des enfants à l'égard des activités du programme Temps Libre Niveau de confiance des parents Niveau de satisfaction des directions d'école	Rapport de présences Fait d'observation Fait d'information Évaluation du programme par les enfants participant aux activités, les parents et les directions - Sondages portant sur les activités et leurs impacts	Nombre d'enfants qui viennent jouer sur la cour - Liste de présences - Statistiques hebdomadaires - Statistiques individuelles de fréquentation mensuelle (assiduité) Nombre d'éducateurs, de stagiaires et bénévoles présents sur la cour d'école
2. Les enfants sont capables d'organiser une activité de leur choix Augmentation du niveau d'autonomie des enfants	Rapport de présences Fait d'observation Fait d'information	Nombre d'activités organisées par les enfants sur la cour
3. Augmentation des comportements pro-sociaux Développement des habiletés sociales des enfants telles que : - Empathie - Communication - Sentiments - Écoute - Estime de soi - Résolution de conflit - Gestion de la colère - Affirmation de soi - Recherche de solutions Diminution des comportements antisociaux Augmentation de l'autonomie des enfants à résoudre leurs conflits de manière pacifique :	Les conflits gérés pacifiquement Rapport de présences Fait d'observation Fait d'information Comité de l'approche éducative (suivi de l'évolution de l'ensemble des enfants)	Nombre d'interventions faites pour soutenir les jeunes dans la résolution de conflits et nombre de médiations effectuées

Section 4- Activité(s) prévue(s) et/ou services offerts

Activité ou service	Durée	Fréquence
1. Permettre aux enfants de 5 à 12 ans de jouer en toute sécurité dans leur milieu de vie, en leur offrant un lieu d'appartenance significatif : - Offrir le programme Temps Libre dans 12 cours d'école, 3 fois par semaine, soit pendant les deux heures qui suivent la fin des classes et dans 8 parcs, 2 à 3 fois par semaine, soit pendant 4h30 : • Écoles : Adélard-Desrosiers, Le Carignan, Saint-Rémi, Saint- Vincent-Marie, Jules-Verne, De la Fraternité, Sainte-Colette, Jean-Nicolet, Saint-Simon-Apôtre, Saint-Isaac-Jogues, Alphonse-Pesant et Bienville. Parcs : Charleroi, Ottawa, Sauvé, Henri-Bourassa, Ovila-Légaré, St-Simon-Apôtre, Berthe-Louard et Luigi Pirandello - Assurer la présence d'éducateurs et d'une équipe de stagiaires et bénévoles par cour et par parc– supervision et encadrement des activités sur la cour et dans le parc - Surveillance active des allées et venues dans la cour d'école et dans le parc	Septembre 2019 à décembre 2020	3 après-midi par semaine dans 12 cours d'écoles 2 à 3 après-midi par semaine dans 8 parcs
2. Aider les enfants de 5 à 12 ans à développer leur autonomie et leur responsabilisation en les supportant dans l'auto-organisation de leurs temps libre après l'école et en période estivale : - Pour chaque école et parc : • Mettre à la disposition des enfants du matériel sportif et récréatif • Rassemblement en début de présence et choix de l'activité en ciblant les intérêts et les besoins des enfants • Soutenir les enfants dans leurs choix d'activité • Soutenir les enfants dans l'organisation et le déroulement des activités selon les départs en cours d'activité • Supervision des activités • Intervention ponctuelle en fonction des problématiques	Septembre 2019 à décembre 2020	3 après-midi par semaine dans 12 cours d'écoles 2 à 3 après-midi par semaine dans 8 parcs
3. Aider les enfants de 5 à 12 ans à développer leurs habiletés sociales et à résoudre leurs conflits pacifiquement : - Effectuer une évaluation systématique, basée sur le jugement clinique, à partir de nos observations perçues et continues, et selon des barèmes ciblés et validés - Interventions ponctuelles en fonction des problématiques, et basées sur la philosophie et les habiletés enseignées dans les divers programmes de l'Institut : • Aide à la résolution de conflits • Modeling • Rétroaction • Rappel des étapes de gestion de la colère • Rappel des étapes de la résolution de conflits • Etc. - Utilisation de la médiation advenant le cas où les enfants ne sont pas en mesure de régler par eux-mêmes leurs conflits	Septembre 2019 à décembre 2020	3 après-midi par semaine dans 12 cours d'écoles 2 à 3 après-midi par semaine dans 8 parcs

- Résolution de conflits - Recherche de solutions		
4. Près de 10 % des enfants fréquentant les Temps Libre seront identifiés et recevront un soutien personnalisé Amélioration des comportements pro-sociaux des enfants ayant un soutien personnalisé ou un plan de directives personnalisées : - Entrée en relation avec les pairs - Entrée en relation avec l'adulte - Gestion pacifique des conflits - Adoption d'attitudes pacifique - Etc.	Rapport de présences Fait d'observation Fait d'information Bilan d'évolution qualitatif de l'enfant Comité de l'approche éducative (suivi de l'évolution des enfants nécessitant un soutien personnalisé)	Nombre d'enfants ayant un plan de directives personnalisées (équivalent à un plan d'intervention) Bilan d'évolution quantitatif de l'enfant

Section 6- Année 2019 Soutien financier du projet (prévision pour un an)

Postes budgétaires Du 9 septembre 2019 au 31 décembre 2020	**Politique de l'enfant**	**Autres partenaires financiers (Obligatoire)**			**Budget total**
A – Personnel lié au projet		**PACE**	**DRSP**	**MESS-Ville École Arrondissement RUI**	
Titre : Éducateurs 12X 17,59 $ Taux hor. **x** 13 Heures/semaine + 53,78 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 16 Semaines =	2 315,49 $	20 352,32 $	22 335,97 $	9 226,62 $	54 230,40 $
Titre : Éducateurs-supports 4X 17,59 $ Taux hor. **x** 13 Heures/semaine + 53,78 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 16 Semaines =	18 076,80 $	$	$	$	18 076,80 $
Titre : Chef d'équipe 1X 23,96 $ Taux hor. **x** 21 Heures/semaine + 118,34 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 16 Semaines =	9 944,00 $	$	$	$	9 944,00 $
Titre : Coordination					

1X 27,01 $ Taux hor. **x** 14,5 Heures/semaine **+** 92,11 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 17 Semaines **=**	4 682,60 $	1 393,76 $	1 644,90 $	502,58 $	8 223,84 $
SOUS-TOTAL SECTION A	**35 018,89 $**	**21 746,08 $**	**23 980,87 $**	**9 729,20 $**	**90 475,04 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**				
Équipement : achat ou location	$	$	$	$	$
Fournitures de bureau, matériel d'animation	8 195,80 $		180,73 $	362,80 $	8 739,33 $
Photocopies, publicité	90,00 $				90,00 $
Déplacement	485,39 $	517,88 $	775,04 $	127,62 $	1 905,93 $
Locaux, conciergerie ou surveillance	$	$	$	$	$
Assurance (frais supplémentaires)	$	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION B	**8 771,19 $**	**517,88 $**	**955,77 $**	**490,42 $**	**10 735,26 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**				
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	4 379,01 $	$	2 485,49 $		6 864,50 $
SOUS-TOTAL SECTION C	**4 379,01 $**		**2 485,49 $**	**- $**	**6 864,50 $**
Total des contributions (A+B+C)	**48 169,08 $**	**22 263,96 $**	**27 422,13 $**	**10 219,62 $**	**108 074,79 $**

Section 7- Année 2020 - Soutien financier du projet (prévision pour un an)

Postes budgétaires Du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020	**Politique de l'enfant**	**Autres partenaires financiers (Obligatoire)**	**Budget total**

A – Personnel lié au projet		**PACE**	**DRSP**	**MESS-Ville École Arrondissement Emploi Canada RUI**	
Titre : Éducateurs 12X 17,59 $ Taux hor. **x** 13 Heures/semaine + 53,78 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 41 Semaines =	25 606,01 $	49 593,63 $	50 739,95 $	13025,81	138 965,40 $
Titre : Éducateurs-supports 4X 17,59 $ Taux hor. **x** 13 Heures/semaine + 53,78 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 41 Semaines =	46 321,80 $	$	$	$	46 321,80 $
Titre : Chef d'équipe 1X 24,68 $ Taux hor. **x** 21 Heures/semaine + 121,90 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 43 Semaines =	27 527,74 $	$	$	$	27 527,74 $
Titre : Coordination 1X 27,82 $ Taux hor. **x** 14,5 Heures/semaine + 94,88 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 46 Semaines =	16 272,60 $	2 956,94 $	3 092,56 $	598,32 $	22 920,42 $
Titre : Chef d'équipe 1X 21,28 $ Taux hor. **x** 35 Heures/semaine + 175,18 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 9 Semaines =	393,14 $			7 886,68 $	8 279,82 $
Titre : Éducateurs 8X 17,59 $ $ Taux hor. **x** 35 Heures/semaine + 144,80$ Avantages. sociaux/sem. **x** 8 Semaines =	32 353,44 $			16 315,36 $	48 668,80 $
Titre : Coordination 1X 27,01 $ Taux hor. **x** 4 Heures/semaine + 25,41 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 6 Semaines =	800,70 $				800,70 $
SOUS-TOTAL SECTION A	**149 275,43 $**	**52 550,57 $**	**53 832,51 $**	**37 826,17 $**	**293 484,68 $**

B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**				
Équipement : achat ou location	$	$	$	$	$
Fournitures de bureau, matériel d'animation	9 189,98 $	$	255,14 $	857,96 $	10 303,08 $
Photocopies, publicité	420,00 $	$	$	$	420,00 $
Déplacement	2 932,17 $	1 223,17 $	1 094,17 $	180,18 $	5 429,69 $
Locaux, conciergerie ou surveillance	$	$	$	$	$
Assurance (frais supplémentaires)	$	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION B	**12 542,15 $**	**1 223,17 $**	**1 349,31 $**	**1 038,14 $**	**16 152,77 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**				
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	16 181,76 $	$	5 543,04 $	1 844,55 $	23 569,35 $
SOUS-TOTAL SECTION C	**16 181,76 $**	**$**	**5 543,04 $**	**1 844,55 $**	**23 569,35 $**
Total des contributions (A+B+C)	**177 999,34 $**	**53 773,74 $**	**60 724,86 $**	**40 708,86 $**	**333 206,80 $**

Section 8 – Contribution des partenaires associés au projet (à compléter obligatoirement)

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
Écoles de l'arrondissement de Montréal-Nord : École Jules-Verne 11811 avenue P.-M.-Favier, Montréal-Nord, QC H1G 5X4 École Le Carignan 11480 Boulevard Rolland, Montréal-Nord, QC H1G 3T9 École de la Fraternité 11241 Avenue Drapeau, Montréal-Nord, QC H1H 3K3 École Sainte-Colette 11960 Boulevard Sainte-Colette, Montréal-Nord, QC H1G 4V1 École Saint-Vincent-Marie 4601 De Castille, Montréal-Nord, QC H1H 1Y4 École Jean-Nicolet 11235 Avenue Salk, Montréal-Nord, QC H1G 4Y3 École Adélard-Desrosiers	• Prêt de la cour d'école trois fois par semaine de 15h00 à 17h00; • Photocopies des lettres d'inscriptions et du guide destiné aux parents; • Recrutement des participants au Temps Libre; • Soutien, au besoin, pour des interventions spécifiques avec les enfants; • Échange sur les interventions mises en place auprès des enfants afin de les soutenir dans le développement de leurs habiletés sociales et de résolution de conflits.

12600 Avenue Fortin, Montréal-Nord, QC H1G 1G2 École Saint-Rémi 10152 Avenue de Rome, Montréal-Nord, QC H1H 4N5 **Écoles de l'arrondissement d'Ahuntsic :** École Saint-Isaac-Jogues 9355 Avenue de Galinée, Montréal, QC H2M 2A7 École Saint-Simon-Apôtre 195 Rue de Beauharnois O, Montréal, QC H2N 1K1 **École de l'arrondissement Saint-Léonard :** École Alphonse-Pesant 4600 rue Compiègne, St-Léonard, QC H1R 1S7 **École de l'arrondissement Saint-Michel :** École Bienville 9275 25e Ave, Montréal, QC H1Z 4E2	
Parcs de l'arrondissement de Montréal-Nord : Arrondissement de Montréal-Nord 4242 Place de l'Hôtel-de-Ville, Montréal-Nord, QC H1H 1S5 Parc Henri-Bourassa 6100 Rue Pascal, Montréal-Nord, QC H1G 1T1 Parc Sauvé 11440 Avenue Éthier, Montréal-Nord, QC H1H 1N9 Parc Ottawa 10400 Avenue de Belleville, Montréal-Nord, QC H1H 4Z7 Parc Charleroi 10975-10985 Avenue Alfred, Montréal-Nord, QC H1G 5B4 **Parcs de l'arrondissement d'Ahuntsic :** Arrondissement d'Ahuntsic 555 Rue Chabanel O Bureau 600, Montréal, QC H2N 2H8 Parc-Saint-Simon-Apôtre 195 Rue de Beauharnois O, Montréal, QC H2N 1K1 Parc Berthe-Louard 9355 Avenue de Galinée, Montréal, QC H2M 2A7 **Parc de l'arrondissement Saint-Léonard :** Arrondissement Saint-Léonard 8400 Boulevard Lacordaire, Saint-Léonard, QC H1R 3B1 Parc Luigi-Pirandello 4550 Rue de Compiègne, Saint-Léonard, QC **Parc de l'arrondissement Saint-Michel :** Arrondissement Saint-Michel 405 Avenue Ogilvy, Montréal, QC H3N 1M3 Parc Ovila-Légaré 9238 Boulevard Pie-IX, Montréal, QC H1Z 3W3QC H1Z 3W3	• Prêt du parc de deux à trois fois par semaine de 12h30 à 17h00; • Référence/recrutement des participants au Temps Libre.

Section 9 - Échéancier

Durée du projet (nombre de semaines) 69 semaines
Date de début du projet 9 septembre 2019 (à la signature de la convention)
Date de remise du rapport d'étape : 30 avril 2020 (exemple 31 janvier 2020)
Date de fin de projet 31 décembre 2020 (Maximum au 31 décembre 2020)
Date de remise du rapport final 31 janvier 2021 (délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet, exemple 31 janvier 2012)

Section 10 – Informations supplémentaires

Depuis plus de 40 ans, l'Institut Pacifique est voué au développement, à la mise en œuvre et à la pro¬motion des savoir-faire en matière de résolution de conflits et de prévention des problèmes psychosociaux, pour bâtir des milieux de vie exempts de violence et soutenir l'épanouissement psychosocial des enfants, des jeunes et des adultes. Le Temps Libre est implanté dans la communauté de Montréal-Nord depuis le début des années '90. Au fil des ans, le programme a été implanté dans d'autres arrondissements, et ce, de différentes façons (cours d'école, parcs l'été et les fins de semaine, HLM). Nous avons pu constater, parmi les différentes implantations du programme Temps Libre, que l'impact au niveau du développement des habiletés sociales des enfants est plus accru lors de l'implantation du programme Temps Libre sur les cours d'école. De plus, cela répond à un réel besoin des enfants, des parents et des communautés. Nous pouvons constater que la meilleure façon de rejoindre les enfants est de se rendre dans leur milieu de vie principal, soit l'école et de les accueillir à la sortie des classes de ce même milieu en leur offrant des activités dans ce même environnement. Nous avons également fait le choix de poursuivre le programme Temps Libre en période scolaire en y ajoutant une présence dans les parcs avoisinants les écoles en période estivale. Cela nous permet d'assurer une continuité auprès de cette même clientèle. Cette recommandation provient directement de notre expérimentation des deux dernières années dans le cadre de ce même financement. Nous constatons qu'il est plus difficile de rejoindre les enfants dans les parcs lorsque nous n'offrons pas d'activités dans l'école avoisinante. De plus, il est plus difficile d'assurer une rétention des enfants en fin de semaine et en période hivernale, puisque les enfants ont moins tendance à fréquenter les parcs lors de ces moments.

En 2018-2019, 1 023 enfants ont été rejoints dans 11 écoles et 92 enfants, soit 9%, des enfants ont reçu un soutien personnalisé.

Chaque année, un questionnaire de satisfaction est acheminé aux directions d'école, aux parents et aux enfants afin d'assurer la pertinence du programme et une amélioration continu. De plus, l'évaluation du programme nous permet de confirmer son impact sur les enfants, les parents et les écoles. Le travail en collaboration avec les écoles et les parents, une évaluation régulière des interventions et de notre action ont une incidence majeure sur les résultats qui peuvent être obtenus par le programme. Afin de transférer notre expertise auprès des partenaires, des actions ont été mises en place tel qu'un travail de collaboration plus accrue avec les écoles au niveau du soutien psychosocial des enfants, rencontres ou appels téléphoniques de présentation et de satisfaction afin d'avoir une vision commune, évaluation du programme, rédaction d'un document de présentation, etc.

Signature de la personne autorisée par l'organisme

Nom : SHIRLANE DAY	Fonction : DIRECTRICE GENERALE
Date : 14-08-2019	Signature

Montréal

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER
ÉDITION 2019-2020

Fonds dédié aux projets régionaux
Politique de l'enfant
Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence
5142800144

Nom de l'organisme : Nourri-Source Montréal

Titre du projet : Le soutien à l'allaitement à Montréal

Montant demandé : an 1 : 54 121 $; et an 2 : 118 973 $.

Lorsque vous complétez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

Tous les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires à l'étude de votre demande. L'utilisation du formulaire est obligatoire. Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « informations supplémentaires » à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande
☐ Lettres patentes de votre organisme (charte) ☐ La déclaration de l'Inspecteur général des institutions financières attestant que votre organisme est immatriculé et qu'il n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle (certificat d'attestation) ☐ Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme ☐ Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours ☐ Le budget détaillé du projet global (identifier, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les autres partenaires financiers) ☐ Une résolution du Conseil d'administration autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et désignant son représentant responsable du projet et l'engagement à faire vérifier les antécédents judiciaires pour toute personne œuvrant auprès des enfants pour l'OBNL et ses partenaires impliqués dans le projet ☐ Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée ☐ Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

Section 1 – Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme : Nourri-Source Montréal	
Adresse : 6006, rue de Bordeaux	
Ville : Montréal	Code postal : H2G 2R7
Numéro d'inscription TPS : 87498 9213 RT 0001	Numéro d'inscription TVQ : 1088971449 RS 0001
Numéro de charité : 87498 9213 RR 0001	
Arrondissement : Le siège social de l'organisme est situé dans Rosemont–La Petite-Patrie.	
Responsable de l'organisme : Mathilde Gouin	
Fonction : Directrice générale	
Téléphone : 514 914-4194	Télécopieur :
Courriel : direction@nourrisourcemontreal.org	Site Web : www.nourrisourcemontreal.org
Votre organisme est-il à but non lucratif? Oui	

Mission de l'organisme (Activités régulières offertes par l'organisme)
Nourri-Source Montréal a pour mission de développer une communauté et des environnements favorables afin que les mères qui souhaitent allaiter et leur entourage vivent une expérience positive de l'allaitement. Notre mission se réalise par : → La normalisation de l'allaitement dans l'espace public, par la création de Routes du lait; → Le soutien des mères, par un service de jumelage gratuit avec des marraines d'allaitement; → La promotion et la diffusion de contenus informatifs, de formations adaptées et d'outils fiables; → La création de lieux d'appartenance par la participation des marraines à un réseau d'entraide permettant aux mères de briser l'isolement en période postnatale.

Section 2 – Présentation du projet

Titre du projet : Le soutien à l'allaitement à Montréal!
Personne responsable du projet : Mathilde Gouin
Fonction : Directrice
Téléphone : 514 914-4194 Télécopieur :
Courriel : direction@nourrisourcemontreal.org
☐ Nouveau projet (première année) ☐ Reconduction de projet (même projet que l'an dernier)

Objectif du projet correspond à un axe de la Politique de l'enfant

(Vous référez au cadre de référence pour le contenu détaillé des axes d'intervention)
(ne cochez qu'un seul axe)

1. ☐ La sécurité et l'accessibilité des environnements urbains
2. ☐ La sécurité alimentaire et la saine alimentation
3. ☐ La persévérance scolaire et la réussite éducative
4. ☐ L'accès à la culture, aux sports et aux loisirs
5. ☐ Les familles et les communautés

Contexte du projet
Décrivez la situation problématique, constatée dans le milieu, qui justifie la pertinence de l'intervention

À Montréal, 88 % des nouveau-nés sont allaités (exclusif et mixte) à la sortie des services de maternité, **mais seulement 48 % le sont exclusivement.** Donc, plus de la moitié des nouveau-nés reçoivent de la préparation commerciale pour nourrissons. **À l'âge de 6 mois, 61 % des nourrissons sont allaités, mais seulement 4,7 % le sont exclusivement** (Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur l'allaitement maternel au Québec, 2005-2006*, 2006).

Au Québec, **les mères de faible statut socioéconomique** allaitent dans de moins grandes proportions. De plus, **une mère sur quatre ayant commencé l'allaitement cesse d'allaiter son bébé au cours du premier mois** (Institut de la statistique du Québec, *L'allaitement maternel : une pratique moins répandue au Québec qu'ailleurs au Canada*, 2011). Selon des données de 1997, le Québec domine les neuf autres provinces en ce qui concerne la proportion des familles et des personnes seules à faible revenu (Mayer et Morin, 2000). Les enfants sont les personnes les plus susceptibles de souffrir de la pauvreté. Les taux de prématurité, d'insuffisance pondérale à la naissance et de maladies respiratoires sont plus élevés chez les enfants de milieux défavorisés (Martin et Boyer, 1995). L'allaitement, tout en procurant la meilleure alimentation qui soit, protège l'enfant contre certains de ces problèmes ou en réduit l'intensité. C'est probablement dans cette population que les avantages de l'allaitement se feraient le plus sentir (Kramer, 1991).

L'importance de l'allaitement est indéniable et ses effets protecteurs sont reliés à sa durée et à son exclusivité. Un allaitement est qualifié d'exclusif lorsque l'enfant ne reçoit aucun supplément de préparation commerciale pour nourrissons, d'aliments solides, d'eau ou d'autres liquides. **L'Organisation mondiale de la Santé, l'UNICEF et la Société canadienne de pédiatrie** considèrent l'allaitement maternel comme le mode d'alimentation normal et inégalé chez le nourrisson, et recommandent la pratique de l'allaitement maternel exclusif jusqu'à 6 mois et la poursuite de l'allaitement, combiné à d'autres aliments, jusqu'à l'âge de 2 ans et au-delà. Les bénéfices de l'allaitement sont multiples. Chez l'enfant, l'allaitement exclusif pendant 6 mois est associé à une diminution de 50 % des gastroentérites, de 43 % des otites et de 30 % des infections des voies respiratoires, causes de consultation parmi les plus fréquentes chez les enfants montréalais de moins de 5 ans. D'autres études associent la pratique de l'allaitement à une diminution de l'obésité chez les jeunes, du diabète de type I et II, de la leucémie, de l'entérocolite nécrosante et du syndrome de mort subite du nourrisson. De plus, une enquête québécoise a démontré qu'un allaitement d'au moins quatre mois réduit le risque d'hospitalisation jusqu'à l'âge de 6 ans chez les enfants de milieu socioéconomique défavorisé. Chez la mère, un allaitement de 12 mois est associé à une diminution de 28 % ou plus (selon le nombre d'années d'allaitement) du cancer du sein, de 37 % du cancer des ovaires, et de 9 % (cumulatif pour chaque année supplémentaire d'allaitement) du diabète de type II.

En 2001, le **ministère de la Santé et des Services sociaux** a confirmé l'importance de protéger, de soutenir et de promouvoir l'allaitement dans le but de continuer à améliorer la santé de la population. Il a diffusé des lignes directrices exposant une position ferme et sans équivoque en faveur de l'allaitement maternel. Afin de favoriser l'augmentation du nombre de bébés allaités, d'augmenter la durée de l'allaitement et d'encourager l'allaitement exclusif, les lignes directrices du Ministère proposent comme principale stratégie de favoriser **l'Initiative des amis des bébés (IAB)** à travers le Québec. La condition 10 de cette certification encourage la constitution d'associations de soutien en allaitement maternel, telles que Nourri-Source Montréal, puisqu'il est essentiel que les familles soient soutenues à la sortie de l'hôpital si l'on souhaite augmenter la durée de l'allaitement (Kyenkya-Isabirye et Magalheas, 1990). Finalement, l'allaitement comme mode d'alimentation exclusif est identifié comme un enjeu majeur de santé publique dans le **Plan d'action régional intégré de santé publique 2016-2021 et la Politique en périnatalité 2008-2018**. Considérant que nous sommes **le seul groupe de soutien en allaitement à Montréal,** nous sommes sollicités de toute part afin de nous impliquer dans divers projets institutionnels et communautaires, et ce, partout sur l'île de Montréal. **Nos partenaires veulent des marraines d'allaitement sur leur territoire et Nourri-Source Montréal est le seul organisme à pouvoir répondre à ce besoin.**

Résumé synthèse du projet

Nourri-Source Montréal répond à la demande de l'ensemble de la population montréalaise, et ce, depuis 35 ans. Cependant, les éléments pouvant varier d'un quartier à un autre sont le niveau d'implantation des groupes de marraines et la présence de services de soutien en allaitement – autres que le marrainage – sur les différents territoires (par exemple : une halte-allaitement). Rappelons que les marraines d'allaitement offrent du soutien par le biais du jumelage téléphonique et en organisant des haltes-allaitement dans leur quartier. Elles offrent toujours du soutien aux mères allaitantes de leur communauté. Par exemple, une marraine qui habite à Hochelaga soutiendra des mères d'Hochelaga.

Dans la prochaine année, Nourri-Source Montréal aimerait concentrer ses énergies dans les secteurs de Montréal déjà existants, mais où le degré d'implantation du groupe de marraines est encore faible et où nous retrouvons encore des trous de services en ce qui a trait au soutien en allaitement. La stratégie mise en place par Nourri-Source Montréal est de toujours collaborer avec les organismes communautaires locaux, les CLSC et les tables de concertation locales afin de développer des initiatives et des projets en partenariat.

Par exemple, dans le quartier de Saint-Michel : nous travaillons avec trois organismes communautaires qui participent au recrutement de nouvelles marraines d'allaitement, avec le CLSC qui réfère les mères et leur famille aux services de la communauté et à ceux de Nourri-Source Montréal; nous participons à la table de quartier Vivre Saint-Michel en santé; et nous travaillons en collaboration avec l'organisme Mon Resto Saint-Michel afin de développer une halte-allaitement dans le quartier. Cette stratégie axée sur le partenariat nous permet de mieux cerner les besoins des familles des quartiers ciblés et d'assurer une meilleure pérennisation des services à long terme.

Concrètement, voici ce que Nourri-Source Montréal souhaite réaliser dans le cadre de la Politique de l'enfant, et ce, dans la prochaine année et demie (jusqu'en décembre 2020) :

- Former ou consolider de nouveaux groupes de marraines d'allaitement dans les secteurs suivants : Bordeaux-Cartierville, Saint-Laurent, Saint-Michel, Saint-Léonard, Ahuntsic, Mercier-Est, Mercier-Ouest, Pointe-aux-Trembles, Rivière-des-Prairies, Hochelaga, Rosemont, Villeray, La Petite-Patrie, Parc-Extension, secteur des Faubourgs, Côte-des-Neiges, Notre-Dame-de-Grâce, Ville-Émard, Verdun, Petite-Bourgogne, Griffintown, Saint-Henri, LaSalle, Lachine et Pointe-Saint-Charles. Les marraines recrutées et formées assureront un soutien téléphonique aux mères allaitantes et une présence aux haltes-allaitement de leur quartier.

- Soutenir les groupes de marraines en allaitement en favorisant une vie associative et démocratique riche et en les accompagnant dans l'organisation de leur vie de secteur. Par exemple, en offrant de la formation continue, en soutenant certains secteurs dans l'organisation de leurs rencontres mensuelles, en organisant des événements festifs qui permettent aux marraines d'un quartier de socialiser, en encourageant la participation des marraines aux fêtes communautaires de leur quartier, etc. Rappelons que le fait de devenir marraine est en soit un processus d'autonomisation pour une majorité de femmes, notamment celles qui répondent à des critères de vulnérabilité ou qui sont nouvellement arrivées au Québec, puisque leur implication bénévole leur permet de mieux intégrer leur communauté et de développer leur sens de l'initiative.

- Favoriser la mise en place de service en halte-allaitement, en collaboration avec les CIUSSS et les organismes communautaires locaux, dans les quartiers où il y a des trous de service en ce qui a trait au soutien à l'allaitement, plus spécifiquement dans les quartiers suivants : Rosemont, Rivière-des-Prairies, Mercier-Est, Mercier-Ouest, Hochelaga, Saint-Léonard, Saint-Michel, Bordeaux-Cartierville, Notre-Dame-de-Grâce, Petite-Bourgogne (secteur anglophone).

- Offrir une vingtaine d'ateliers sur les bases de l'allaitement à nos organismes partenaires. Cet atelier a été développé à la suite de la demande de nos partenaires qui souhaitaient pouvoir offrir davantage d'information sur l'allaitement à leurs usagers ainsi qu'à leurs équipes d'intervenants et d'intervenantes.

- Entreprendre des démarches auprès de six nouveaux arrondissements afin que leurs établissements deviennent membres de la Route du lait.

Objectif(s) du projet (Objectif réaliste et à court terme, tenant compte de la durée du projet)
➢ Assurer la présence de marraines d'allaitement dans la majorité des arrondissements de Montréal. ➢ Travailler en partenariat et en concertation avec les partenaires communautaires locaux, les CIUSSS et les instances de concertation. ➢ Garantir aux familles montréalaises des services[1] de soutien en allaitement accessibles[2]. ➢ Élargir notre réseau de Route du lait.

Population directement ciblée par le projet Caractéristiques : nombre, âge, sexe et mode de recrutement
Notre projet cible l'ensemble des mères montréalaises qui souhaitent allaiter ainsi que leur famille. La majorité des personnes rejointes par notre projet sont des femmes et leur bébé. Les femmes sont âgées de 30 à 39 ans et entendent parler des services de Nourri-Source Montréal à 26 % par Internet, à 43 % par les infirmières et les intervenantes des CIUSSS, à 19 % par une amie et à 12 % par le milieu communautaire[3]. Évidemment, en rejoignant les mères, nous rejoignons indirectement les enfants âgés de 0 à 3 ans. De plus, des efforts considérables seront investis afin de joindre les mères et les familles de faible statut socioéconomique qui ont fait le choix de l'allaitement. Une mère sur quatre ayant commencé l'allaitement cesse d'allaiter son bébé au cours du premier mois. L'allaitement est un facteur de protection important pour les familles vulnérables. Une étude réalisée en 2007 par l'Agency for Healthcare Research and Quality stipule que « parmi les facteurs protecteurs, l'allaitement est pratiquement une panacée qui compense les effets négatifs de la pauvreté. La littérature scientifique a établi que l'allaitement est associé à une diminution des risques d'avoir plusieurs maladies, à court et à long terme ». Finalement, dans le cadre de ce projet, nous estimons pouvoir joindre entre 3 500 et 4 000 mères et leur famille qui ont fait le choix de l'allaitement, et ce, par le biais du jumelage téléphonique, des haltes-allaitement et des ateliers de base en allaitement.

[1] Haltes-allaitement et jumelage téléphonique.
[2] Des services gratuits, réguliers et à proximité de leur résidence.
[3] Pourcentage issu d'un sondage maison auquel 120 familles ont répondu.

Section 3 - Lieu de déroulement du projet

Arrondissement(s)	
Précisez l'arrondissement visé[4] :	Ahuntsic-Cartierville, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, LaSalle, Sud-Ouest, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Montréal-Nord, Pierrefonds-Roxboro, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Rosemont–La Petite-Patrie, Saint-Laurent, Saint-Léonard, Verdun, Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.
Précisez le ou les quartiers d'intervention :	Dans la majorité des arrondissements, nos actions ciblent l'ensemble du territoire, à l'exception du Sud-Ouest où nous avons déjà un groupe de marraines francophones, et où l'objectif est de créer un groupe de marraines anglophones pour répondre aux besoins des mères qui ne parlent pas le français.

[4] Nourri-Source Montréal est présent dans l'ensemble des arrondissements à l'exception de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève et d'Outremont. Cependant, des marraines d'autres groupes répondent tout de même aux demandes de jumelage des familles de ces arrondissements.

Section 4- Activité(s) prévue(s) et/ou services offerts

Activité ou service	Durée	Fréquence
1. Soutenir la mise en place d'une dizaine de haltes-allaitement[5].	Environ 3 heures	Environ toutes les deux semaines
2. Organiser des formations de marraines d'allaitement dans les quartiers ciblés, en fonction des besoins et du recrutement.	14 heures	Environ aux six semaines
3. Offrir des ateliers de base sur l'allaitement aux organismes partenaires du projet	2 heures	À tous les mois, selon la demande
4. Organiser des rencontres où les marraines des différents groupes peuvent échanger (ex. : la rencontre intersectorielle annuelle), des activités sociales pour que les marraines puissent créer des liens, et de la formation continue pour que les marraines puissent continuer à parfaire leurs connaissances.	De 2 à 6 heures	3 à 4 fois par année

[5] Soulignons qu'afin de pérenniser les haltes-allaitement, ce sont toujours les marraines qui assurent leur fonctionnement plutôt qu'un membre de l'équipe de Nourri-Source Montréal.

Section 5- Résultats attendus

Résultats concrets, indiquant que les objectifs du projet seront atteints	Moyens de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte de ces résultats	
	Qualitatifs	**Quantitatifs**
1. Une dizaine de haltes-allaitement sont mises sur pied et elles fonctionnent grâce à l'implication autonome des marraines.	La satisfaction des mères qui y participent.	Le nombre de participantes aux haltes-allaitement et leur fréquence.
2. Sur 18 mois, entre 120 et 150 marraines d'allaitement sont formées.	Le sentiment de compétence après la formation des marraines (se sentent-elles prêtes à jouer pleinement leur rôle de marraines).	Le nombre de marraines formées.
3. Six nouveaux arrondissements se joignent à la Route du lait.	La qualité du partenariat entre Nourri-Source Montréal et les arrondissements.	Le nombre d'établissements publics qui se joignent à la Route du lait.

Section 6- Année 2019 Soutien financier du projet (prévision pour un an)

Postes budgétaires	Politique de l'enfant	Autres partenaires financiers (Obligatoire)			Budget total
A – Personnel lié au projet		**Nourri-Source Montréal**	**Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance**		
Titre : Agente de développement 26 $ (taux hor.) x 35 h x 24 15 % avantages sociaux	19 716 $	3 000 $	2 400 $	$	25 116 $
Titre : Agente de liaison 26 $ (taux hor.) x 30 h x 24 15 % avantages sociaux	14 628 $	2 600 $	4 300 $	$	21 528 $
Titre : Directrice 30 $ (taux hor.) x 5 h x 24 15 % avantages sociaux	1 740 $	2 400 $	$	$	4 140 $
Titre : Responsable des jumelages et des formations 22 $ (taux hor.) x 15 h x 24 15 % avantages sociaux	5 717 $	3 000 $	$	$	8 717 $
SOUS-TOTAL SECTION A	**41 801 $**	**11 000 $**	**6 700 $**	**$**	**59 501 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20 %)**				
Équipement : achat ou location	1 500 $	400 $	500 $	$	2 400 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation	800 $	200 $	200 $	$	1 200 $
Photocopies, publicité	3 000 $	1 200 $	250 $	$	4 450 $
Déplacement	1 500 $	750 $	200 $	$	2 450 $
Locaux, conciergerie ou surveillance	500 $	500 $	$	$	1 000 $
Assurance (frais supplémentaires)	100 $	$	$	$	100 $
SOUS-TOTAL SECTION B	**7 400 $**	**3 050 $**	**1 150 $**	**$**	**11 600 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10 %)**				
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	4 920 $	2 107 $	1 178 $	$	8 205 $
SOUS-TOTAL SECTION C	**4 920 $**	**2 107 $**	**1 178 $**	**$**	**8 205 $**
Total des contributions (A + B + C)	**54 121 $**	**16 151 $**	**9 028 $**	**$**	**79 300 $**

Section 7- Année 2020 - Soutien financier du projet (prévision pour un an)

Postes budgétaires	Politique de l'enfant	Autres partenaires financiers (Obligatoire)			Budget total
A – Personnel lié au projet		**Nourri-Source Montréal**	**Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance**		
Titre : Agente de développement 26 $ (taux hor.) x 35 h x 52 15 % avantages sociaux	44 418 $	5 000 $	5 000 $	$	54 418 $
Titre : Agente de liaison 26 $ (taux hor.) x 30 h x 52 15 % avantages sociaux	31 096 $	5 548 $	10 000 $	$	46 644 $
Titre : Directrice 30 $ (taux hor.) x 5 h x 52 15 % Avantages. Sociaux	3 588 $	5 382 $	$	$	8 970 $
Titre : Responsable des jumelages et des formations 22 $ (taux hor.) x 15 h x 52 15 % avantages sociaux	13 156 $	6 578 $	$	$	19 734 $
SOUS-TOTAL SECTION A	**92 258 $**	**22 508 $**	**15 000 $**	**$**	**129 766 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20 %)**				
Équipement : achat ou location	3 200 $	800 $	1 000 $	$	5 000 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation	2 000 $	500 $	500 $	$	3 000 $
Photocopies, publicité	6 500 $	3 000 $	500 $	$	10 000 $
Déplacement	3 000 $	3 000 $	500 $	$	6 500 $
Locaux, conciergerie ou surveillance	1 000 $	1 000 $	$	$	2 000 $
Assurance (frais supplémentaires)	200 $	$	$	$	200 $
SOUS-TOTAL SECTION B	**15 900 $**	**8 300 $**	**2 500 $**	**$**	**26 700 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10 %)**				
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	10 815 $	3 081 $	1 750 $	$	15 646 $
SOUS-TOTAL SECTION C	**10 815 $**	**3 081 $**	**1 750 $**	**$**	**15 646 $**
Total des contributions (A + B + C)	**118 973 $**	**33 889 $**	**19 250 $**	**$**	**172 112 $**

Section 8 – Contribution des partenaires associés au projet (à compléter obligatoirement)[6]

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
Entre mamans et papas Contact : Colette Casavant, directrice générale, 514 525-8884	Prêt de locaux pour une halte-allaitement dans Hochelaga
L'Escale famille Le Triolet Contact : Carole Longpré, directrice générale, 514 252-0289	Prêt de locaux pour une halte-allaitement dans Mercier-Ouest
Le CIUSSS de l'Est-de-l'Île de Montréal Contact : Daniela Badéa, chef d'administration de programmes Santé parentale infantile, CSPE et vaccination 0-5 ans, Direction du programme jeunesse et des activités de santé publique	S'assure que les équipes d'infirmières et d'intervenantes des CLSC du CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal réfèrent les mères et leur famille aux services de Nourri-Source Montréal.
La Direction de la santé publique de Montréal Contact : Julie Beauvais, 514 528-2400, poste 3970 julie.beauvais.ccsmtl@ssss.gouv.qc.ca	Finance à 80 % deux projets de halte-allaitement dans les quartiers d'Hochelaga et de Rosemont par le biais de la mesure des Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance.

Section 9 - Échéancier

Durée du projet (nombre de semaines) : 24 semaines à la première année et 52 semaines à la deuxième année.
Date de début du projet : 8 juillet *(à la signature de la convention).*
Date de remise du rapport d'étape : an 1 : mi-octobre 2019; et an 2 : 30 mai 2020 *(exemple : 31 janvier 2020)*.
Date de fin de projet : an 1 : 31 décembre 2019; et an 2 : 31 décembre 2020 *(maximum au 31 décembre 2020).*
Date de remise du rapport final : 30 janvier 2019 et 30 janvier 2020 *(délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet; exemple : 31 janvier 2020)*

[6] Prendre note que Nourri-Source Montréal pourra compter sur la collaboration d'une quarantaine de partenaires dans le cadre du déploiement de son projet. Le travail en partenariat avec les acteurs locaux est une force de Nourri-Source Montréal qui a pu être développée notamment grâce au projet financé par la Politique de l'enfant à l'an 1, et qui consistait à effectuer une tournée d'information auprès de tous nos partenaires potentiels.

Section 10 – Informations supplémentaires

Les forces de Nourri-Source Montréal :

1) Nous sommes le seul organisme de soutien en allaitement à Montréal. Ainsi, notre expertise est unique;
2) Nos projets et nos initiatives reposent sur une force bénévole, ce qui permet de pérenniser les projets mis en place;
3) Nous sommes un organisme régional présent dans l'ensemble des arrondissements;
4) Nous travaillons avec des partenaires locaux dans chacun des quartiers où nous avons des groupes de marraines d'allaitement, ce qui nous permet d'être réellement ancrés dans les quartiers;
5) Notre mission est en lien avec un enjeu de santé publique reconnu comme prioritaire par la Direction de la santé publique, le ministère de la Santé et des Services sociaux et de nombreuses organisations internationales en santé;
6) Nous sommes une équipe motivée et qualifiée en gestion de projet et en allaitement.

Signature de la personne autorisée par l'organisme

Nom : Mathilde Gouin	Fonction : directrice générale
Date : 8 juillet 2019	Signature : 

Montréal

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER
ÉDITION 2019-2020

Fonds dédié aux projets régionaux
Politique de l'enfant
Naître, grandir, s'épanouir à Montréal: de l'enfance à l'adolescence

---

Nom de l'organisme : Réseau réussite Montréal

Titre du projet : Camps estivaux de socialisation linguistique

Montant demandé : 218 801 $

Lorsque vous complétez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

Tous les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires à l'étude de votre demande. L'utilisation du formulaire est obligatoire. Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « informations supplémentaires» à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande
X Lettres patentes de votre organisme (charte) **X** La déclaration de l'Inspecteur général des institutions financières attestant que votre organisme est immatriculé et qu'il n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle (certificat d'attestation) **X** Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme **X** Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours **X** Le budget détaillé du projet global (identifier, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les autres partenaires financiers) **X** Une résolution du Conseil d'administration autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et désignant son représentant responsable du projet et l'engagement à faire vérifier les antécédents judiciaires pour toute personne œuvrant auprès des enfants pour l'OBNL et ses partenaires impliqués dans le projet **X** Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée **X** Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

Section 1 – Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme : Réseau réussite Montréal	
Adresse : 4255 rue Wellington, bureau 200	
Ville : Montréal	Code Postal : H4G 1V9
Numéro d'inscription TPS : 854704947RT0001	Numéro d'inscription TVQ : 1207629991TQ0001
Numéro de charité :	
Arrondissement : Verdun (Réseau réussite Montréal est un organisme à portée régionale – situé à Verdun)	
Responsable de l'organisme : Andrée Mayer-Périard	
Fonction : Directrice générale	
Téléphone : 514-286-2346 p.207	Télécopieur :
Courriel : amayerperiard@reseaureussitemontreal.ca	Site Web : www.reseaureussitemontreal.ca
Votre organisme est-il à but non lucratif? OUI	

Mission de l'organisme (Activités régulières offertes par l'organisme)

Réseau réussite Montréal a pour mission de mobiliser l'ensemble des partenaires de l'île de Montréal afin d'être un lieu de convergence des actions ayant une influence positive sur les jeunes, les parents et les intervenants, dans le but d'accroître la persévérance, la réussite et le raccrochage scolaires.

Ses priorités d'actions :

- Appuyer l'action en persévérance scolaire dans les quartiers les plus sensibles de Montréal.
- Favoriser la liaison entre l'ensemble des partenaires et la communauté, ainsi que la cohésion des actions en persévérance et en réussite scolaires.
- Documenter, promouvoir et diffuser l'information pertinente à l'action en persévérance et en réussite scolaires.
- Renforcer la capacité d'agir.

Ses principales activités :

- Soutien à l'action locale en mobilisant et en appuyant les milieux dans la mise en œuvre de projets centrés sur les besoins des jeunes et de leur famille (plus de 100 projets – investissement de 2 millions de dollars).
- Coordination de la mesure ministérielle dédiée à la lecture.
- Soutien à l'amélioration de la capacité évaluative des milieux.
- Documentation et diffusion de la réalité montréalaise.
- Pilotage de dossiers thématiques tels que l'égalité filles-garçons et la persévérance scolaire, la conciliation études-travail, les déterminants de la persévérance scolaire et de la réussite éducative, etc.
- Coordination des Journées de la persévérance scolaire.
- Accompagnement des comités d'éveil à la lecture et à l'écriture (comité régional La Fabrique des petits lecteurs http://fabriquedespetitslecteurs.ca).

Section 2 – Présentation du projet

Titre du projet : Camps estivaux de socialisation linguistique	
Personne responsable du projet : Marie-Pierre Courcy	
Fonction : Agente de liaison et de développement	
Téléphone : (514) 286-2346, p. 206	Télécopieur :
Courriel : mpcourcy@reseaureussitemontreal.ca	
x Nouveau projet (première année)	☐ Reconduction de projet (même projet que l'an dernier)

Objectif du projet correspond à un axe de la Politique de l'enfant

(Vous référez au cadre de référence pour le contenu détaillé des axes d'intervention)
(ne cochez qu'un seul axe)

1. ☐ La sécurité et l'accessibilité des environnements urbains
2. ☐ La sécurité alimentaire et la saine alimentation
3. x La persévérance scolaire et la réussite éducative
4. ☐ L'accès à la culture, aux sports et aux loisirs
5. ☐ Les familles et les communautés

Contexte du projet
Décrivez la situation problématique, constatée dans le milieu, qui justifie la pertinence de l'intervention

Un nombre record d'élèves intègrent les classes d'accueil de Montréal. De septembre à juin, cette clientèle bénéficie d'un lieu d'intégration linguistique, scolaire et sociale. Les commissions scolaires de l'île de Montréal ont interpellé Réseau réussite Montréal (RRM) pour structurer une offre estivale dédiée à cette clientèle qui fréquente très peu les camps de jour. Cette offre vise à permettre aux élèves nouvellement arrivés et inscrits dans les classes d'accueil de poursuivre, pendant l'interruption estivale des classes, leur socialisation et de consolider les acquis en francisation dans un contexte ludique, sportif et artistique. Pour l'été 2019, quatre projets pilotes sont financés et mis en œuvre par Réseau réussite Montréal. Toutefois, devant l'ampleur des besoins, Réseau réussite Montréal cherche des avenues pour étendre l'offre de services. Plus de détails sur la situation en annexe.

Résumé synthèse du projet

Cette demande vise à soutenir l'élargissement de l'offre de camps d'été ayant pour objectif de favoriser le développement sociolinguistique des jeunes issus des classes d'accueil dans au moins 3 nouveaux arrondissements de Montréal afin de desservir, à l'été 2020, 400 jeunes de 5 à 17 ans dans au moins 7 arrondissements de Montréal. Tout en planifiant l'offre 2020 avec les partenaires, Réseau réussite Montréal souhaite mettre en place un comité régional qui veillera à mieux comprendre les besoins estivaux de cette clientèle et à planifier la pérennisation du projet. Le développement de ces camps permettra également de travailler avec les coordonnateurs des camps d'été afin d'augmenter leur capacité d'intervention auprès de cette clientèle.

Objectif(s) du projet (Objectif réaliste et à court terme, tenant compte de la durée du projet)
- Favoriser la socialisation des jeunes ciblés en leur donnant l'occasion de rencontrer des pairs et des adultes signifiants. - Maintenir les acquis linguistiques des jeunes ciblés pendant la période de l'été en leur donnant l'occasion de réaliser des activités ludiques en français. - Augmenter la capacité d'intervention des organisations participantes auprès des jeunes des classes d'accueil. - Mettre en place un comité régional de partenaires afin de mieux répondre aux besoins estivaux des jeunes arrivants et de leur famille. Ce projet fait l'objet d'un suivi évaluatif par la chercheure Isabelle Archambault. Ainsi, les objectifs de l'été 2020 pourraient être ajustés en fonction de l'évaluation des premiers projets pilotes de l'été 2019.

Population directement ciblées par le projet Caractéristiques : nombre, âge, sexe et mode de recrutement
Ce projet visera les jeunes des classes d'accueil des territoires ciblés (ces territoires sont présentés en bas). Une attention particulière sera portée aux jeunes sans statut et aux adolescents. Toutefois, nous ne nous limiterons pas qu'à ces deux sous-catégories de jeunes issus des classes d'accueil. Le recrutement de ces jeunes se fera par l'entremise de trois stratégies principales : a) référencement par les enseignants des classes d'accueil des écoles des territoires visés, b) référencement par les organismes communautaires intervenant auprès de ces familles sur les territoires visés, et c) référencement par les intervenants communautaires-scolaires. Au total, 400 jeunes seront visés et nous souhaitons que 15 % de ces jeunes soient des adolescents.

Section 3 - Lieu de déroulement du projet

Arrondissement(s)	
Précisez l'arrondissement visé :	Ahuntsic-Cartierville, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Lachine, LaSalle, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Pierrefonds-Roxboro, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Rosemont–La Petite-Patrie, Saint-Laurent, Saint-Léonard, Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
Précisez le ou les quartiers d'intervention :	Certains quartiers sont déjà ciblés : Notre-Dame-de-Grâce, Mercier-Ouest et Pierrefonds. Toutefois, il est encore trop tôt pour déterminer les quartiers dans le cas de certains arrondissements : nous devons attendre de voir où seront situées les classes d'accueil participantes et, surtout, où logeront les jeunes de ces classes d'accueil.

Section 4- Activité(s) prévue(s) et/ou services offerts

Activité ou service	Durée	Fréquence
1. Accompagnement des organismes à but non lucratif qui offriront les camps de jour aux élèves ciblés (planification, formation, recrutement, monitorage, évaluation).	44 semaines	5 rencontres et suivis personnalisés
2. Déploiement de 8 à 10 offres de camps de jour pour les jeunes ciblés (camps d'une durée de 4 à 7 semaines offrant une programmation variée).	8 semaines	5 jours par semaine
3. Création d'un comité régional de partenaires afin de mettre en place des conditions pour une pérennisation de l'offre en 2021.	44 semaines	3 rencontres
4.		

Section 5- Résultats attendus

Résultats concrets, indiquant que les objectifs du projet seront atteints	Moyens de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte de ces résultats	
	Qualitatifs	Quantitatifs
1. 400 jeunes nouveaux arrivants ont bénéficié d'un camp de socialisation linguistique de 4 à 8 semaines dans au moins 7 arrondissements de Montréal.		Inscriptions Rapports des partenaires
2. Observer les effets suivants chez les jeunes ayant bénéficié d'un camp : - Maintien des acquis en francisation; - Diminution de l'isolement; - Meilleure connaissance de leur quartier et des ressources.	Observations Fiche de tableau de bord Entretiens	Analyses de données secondaires auprès des établissements scolaires
3. Les partenaires impliqués dans le projet comprennent mieux leur rôle et se sentent outillés pour répondre aux besoins de cette clientèle. Un comité régional est mis en place.	Entretiens avec les partenaires Mise en place d'un comité régional	

Section 6- Année 2019 Soutien financier du projet (prévision pour un an) – VOIR ANNEXE

Postes budgétaires	Politique de l'enfant	Autres partenaires financiers (Obligatoire)			Budget total
A – Personnel lié au projet					
Titre : Agente de développement $ Taux hor. **x** Heures/semaine **+**	$ $	$	$	$	$
Titre : $ Taux hor. **x** Heures/semaine **+**	$ $	$	$	$	$
Titre : $ Taux hor. **x** Heures/semaine **+**	$ $	$	$	$	$
Titre : $ Taux hor. **x** Heures/semaine **+**	$ $	$	$	$	$
Titre : $ Taux hor. **x** Heures/semaine **+**	$ $	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION A	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**				
Équipement : achat ou location	$	$	$	$	$
Fournitures de bureau, matériel d'animation	$	$	$	$	$
Photocopies, publicité	$	$	$	$	$
Déplacement	$	$	$	$	$
Locaux, conciergerie ou surveillance	$	$	$	$	$
Assurance (frais supplémentaires)	$	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION B	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**				
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données,	$ $	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION C	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**
Total des contributions (A+B+C)	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**

Section 7- Année 2020 - Soutien financier du projet (prévision pour un an)

Postes budgétaires	Politique de l'enfant	Autres partenaires financiers (Obligatoire)			Budget total
A – Personnel lié au projet					
Titre : $ Taux hor. **x** Heures/semaine **+**	$ $	$	$	$	$
Titre : $ Taux hor. **x** Heures/semaine **+**	$ $	$	$	$	$
Titre : $ Taux hor. **x** Heures/semaine **+**	$ $	$	$	$	$
Titre : $ Taux hor. **x** Heures/semaine **+**	$ $	$	$	$	$
Titre : $ Taux hor. **x** Heures/semaine **+**	$ $	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION A	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**				
Équipement : achat ou location	$	$	$	$	$
Fournitures de bureau, matériel d'animation	$	$	$	$	$
Photocopies, publicité	$	$	$	$	$
Déplacement	$	$	$	$	$
Locaux, conciergerie ou surveillance	$	$	$	$	$
Assurance (frais supplémentaires)	$	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION B	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**				
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données,	$ $	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION C	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**
Total des contributions (A+B+C)	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**

Section 8 – Contribution des partenaires associés au projet (à compléter obligatoirement)

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
Commission scolaire de Montréal Personne ressource : Réginald Fleury, conseiller pédagogique, fleuryr@csdm.qc.ca	Expertise pour la planification et le monitorage des activités Formation des intervenants des camps aux spécificités des jeunes des classes d'accueil Recrutement des jeunes ciblés
Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys Personne ressource : Sébastien Gagnon, agent de développement, sebastien.gagnon@csmb.qc.ca	Expertise pour la planification des activités Formation des intervenants des camps aux spécificités des jeunes des classes d'accueil Recrutement des jeunes ciblés
Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île Personne ressource : actuellement en réorganisation	Expertise pour la planification des activités Formation des intervenants des camps aux spécificités des jeunes des classes d'accueil Recrutement des jeunes ciblés

Section 9 - Échéancier

Durée du projet (nombre de semaines) : 44 semaines (les 4 premières semaines sont en 2019 et ne font pas l'objet d'une demande de soutien financier)
Date de début du projet : 1er décembre 2019 *(à la signature de la convention)*
Date de remise du rapport d'étape : 1er juin 2020 *(exemple 31 janvier 2020)*
Date de fin de projet : 30 septembre 2020 *(Maximum au 31 décembre 2020)*
Date de remise du rapport final : 30 octobre 2020 *(délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet, exemple 31 janvier 2012)*

Section 10 – Informations supplémentaires

Information sur la situation

En 2018, les trois commissions scolaires francophones de l'île de Montréal enregistraient une hausse de près de 40 % du nombre d'élèves en classe d'accueil, totalisant environ 9 000 élèves.

Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys : 289 classes d'accueil

Commission scolaire de Montréal : 271 classes d'accueil (septembre 2018) - 178 au primaire et 93 au secondaire. Le nombre de nouvelles inscriptions en classe d'accueil a bondi de 84 % à la Commission scolaire de Montréal en 2018.

Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île : 80 classes d'accueil

Une croissance est encore attendue en 2019 et en 2020. De plus, les commissions scolaires observent que les jeunes qui arrivent ces dernières années présentent plus de critères de vulnérabilité qu'il y a 10 ans. Ainsi, leurs besoins d'accompagnement et de suivi pendant les périodes estivales sont plus grands.

Un peu plus d'information sur les camps

Les camps développés visent à favoriser le maintien et le développement des acquis des jeunes en français et de promouvoir leur socialisation afin de réduire leur isolement. En leur faisant découvrir davantage leur quartier et leur communauté d'accueil, ces camps souhaitent aussi améliorer les connaissances des jeunes sur la culture québécoise et renforcer leur sentiment d'appartenance dans le cadre d'un environnement ludique extérieur à l'école. En ce sens, les différents camps incluront dans leur programmation des activités sportives, artistiques, culinaires et culturelles ainsi que des sorties dans Montréal. Il est ainsi attendu que l'amélioration des compétences en français des jeunes ayant participé aux camps facilitera leur cheminement à l'école lors de la prochaine rentrée scolaire. Une plus grande connaissance du quartier et de la ville d'adoption ainsi qu'un sentiment d'appartenance à la société d'accueil sont également des effets attendus des camps.

Évaluation

Ce projet fait l'objet de l'accompagnement d'une chercheure, madame Isabelle Archambault. Nous avons joint le devis d'évaluation pour l'été 2019 à la demande. Nous aurons, en janvier 2020, des résultats préliminaires qui nous permettront de planifier le déploiement 2020. Les outils développés cette année seront utilisés en 2020. Advenant le soutien financier du projet, nous prolongerons d'un an l'accompagnement en évaluation.

Liaison avec les arrondissements

Une fois que les secteurs et que les partenaires communautaires auront été ciblés, nous communiquerons avec les arrondissements où des projets se dérouleront afin de vérifier leur intérêt à collaborer.

Budget

Réseau réussite Montréal débutant ce projet cet été, le budget présenté à la section 6 est réel : il s'agit des sommes que nous allons verser à nos partenaires communautaires. Nous avons des budgets plus détaillés pour chacun des partenaires. Nous n'accordons jamais plus de 10 % de frais administratifs et effectuons du benchmark entre les partenaires. Les principales dépenses sont les salaires des animateurs et les sorties/activités avec les jeunes. Nous explorons différentes formules, dans certaines les parents sont incités à faire une contribution minimale, mais pas toujours car parfois c'est un frein à la participation.

Signature de la personne autorisée par l'organisme

Nom : Andrée Mayer-Périard	Fonction : Directrice générale
Date : 8 juillet 2019	

Résolution électronique
Conseil d'administration
Le 3 juillet 2019

Présences :
Madame Marie-Eve Brown, administratrice
Madame Dominique Hamel, trésorière
Monsieur Denis Thivierge, administrateur
Madame Francine St-Denis, administratrice
Monsieur Gérard Geoffrion, administrateur
Monsieur Jonathan Sénécal, administrateur
Monsieur Luc Sicotte, administrateur
Monsieur Paul Evra, administrateur
Madame Louise Otis, administratrice
Monsieur François-Pierre Le Scouarnec, président

Objet : **Demande de soutien financier à la ville de Montréal dans le cadre de la Politique de l'enfant**

Il est proposé par Madame Dominique Hamel et appuyé par Monsieur Paul Evra :

- Que l'Institut Pacifique, soumette une demande de soutien financier à la Ville de Montréal dans le cadre de la Politique de l'enfant pour le programme Temps Libre.
- Que Madame Shirlane Day, directrice générale, représente l'organisation pour l'application des ententes et la réalisation du projet.
- Que l'Institut Pacifique s'engage à faire vérifier les antécédents judiciaires pour toute personne œuvrant auprès des enfants pour l'organisme et les partenaires impliqués dans le projet.

Adopté à l'unanimité.

Shirlane Day
Directrice générale et
Secrétaire du conseil d'administration
Le 5 juillet 2019

Résolution du Conseil d'administration de Nourri-Source Montréal

APPROUVANT LE DÉPÔT DU FORMULAIRE DE SOUTIEN FINANCIER 2019-2020

DE LA POLITIQUE DE L'ENFANT DUMENT SIGNÉE LE 4 JUILLET 2019

Il a été proposé par Maryse Tellier et approuvé par Marion Hourdel que Mathilde Gouin, directrice de Nourri-Source Montréal, devienne la représente responsable de Nourri-Source Montréal dans le cadre du dépôt du formulaire de soutien financier 2019-2020, de la Politique de l'enfant.

Par ailleurs, les membres du Conseil d'administration et la direction de Nourri-Source Montréal s'engagent formellement, par le biais de cette résolution, à vérifier les antécédents judiciaires pour toute personne œuvrant auprès des enfants, pour notre organisme ou tout autre partenaire impliqués dans le projet financé par la Politique de l'enfant.

Les soussignés attestent que la résolution précédente a été dûment signée par le Conseil d'administration de Nourri-Source Montréal, le 28 juin 2019 conformément aux règlements généraux de l'organisme et que ladite résolution a été dûment enregistrée dans le registre des procès-verbaux et est valable et applicable.

Date : Le 27 juin 2019



Cindy Pétrieux, présidente

Réseau réussite Montréal

RÉSEAU RÉUSSITE MONTRÉAL

RÉSOLUTION DES ADMINISTRATEURS

Sur proposition dûment appuyée, il est résolu (à l'unanimité) de déposer une demande de soutien financier à la Ville de Montréal, dans le cadre de la Politique de l'enfant, pour le projet de camps estivaux. Il est également résolu de désigner Mme Andrée Mayer-Périard, directrice générale, en tant que représentante responsable du projet. L'engagement à faire vérifier les antécédents judiciaires pour toute personne œuvrant auprès des enfants pour Réseau réussite Montréal ainsi que pour l'OBNL et les partenaires impliqués dans le projet est également confirmé.

Copie certifiée conforme de la résolution no CA-20190617-9 de la personne morale

RÉSEAU RÉUSSITE MONTRÉAL

adoptée par le vote d'au moins les ⅔ des membres présents à la réunion du conseil d'administration tenue le 2019/06/17.

Le Secrétaire,

George Kalimeris

CONSEIL D'ADMINISTRATION
SPORTS MONTRÉAL inc.

Résolution RR194 19-07-10 tenant lieu d'assemblée

IL EST RÉSOLU :

D'autoriser Madame Caroline Pujol, directrice générale de Sports Montréal, à déposer une demande de subvention pour le Fonds dédié aux projets régionaux dans le cadre de la politique de l'enfant et de la désigner comme responsable du projet. Sports Montréal s'engage à faire vérifier les antécédents judiciaires pour toute personne œuvrant auprès des enfants pour Sports Montréal ainsi que ses partenaires impliqués dans les projets de la Politique de l'enfant.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ.

Michel Martin, président

Roger Domingue, vice-président

CLUB DES PETITS DÉJEUNERS
RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
FINANCEMENT VILLE DE MONTRÉAL

ATTENDU QUE le Club des petits déjeuners déposera une demande de financement à la Ville de Montréal pour le maintien des opérations dans les 25 programmes descendant de la Politique de l'Enfant ;

ATTENDU QUE Marie-Claude Bienvenue est la responsable désignée du Club des petits déjeuners concernant cette demande de financement ;

ATTENDU QUE le bien être des enfants est la priorité dans les programmes du Club des petits déjeuners ;

IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU que chaque bénévole intégré dans le Club des petits déjeuners où il s'implique doit se soumettre à une vérification des antécédents judiciaires selon le processus établis par les commissions ou les conseils scolaires.

Proposé par Louis Frenette, secondé par Stéphane Bertrand

La résolution ci-dessus (RE-20190705) est adoptée par les administrateurs de l'organisme conformément aux dispositions de la Loi sur les compagnies.

ADOPTÉE ET SIGNÉE à Boucherville, ce 8 juillet, 2019.



Pierre Riel
Président du Conseil

135-G, de Mortagne Blvd, Boucherville, Quebec J4B 6G4 • T 450 641.3230 • 1 888 442.1217 • F 450 641.7841
info@breakfastclubcanada.org • www.breakfastclubcanada.org • BECOME A FAN : www.facebook.com/BreakfastClubDejeuner

Montréal

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER
ÉDITION 2019-2020

Fonds dédié aux projets régionaux
Politique de l'enfant
Naître, grandir, s'épanouir à Montréal: de l'enfance à l'adolescence

---

Nom de l'organisme : Club des petits déjeuners

Titre du projet : Nourrir les enfants de Montréal!

Montant demandé : 700 000$ (2 années)

Lorsque vous complétez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

Tous les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires à l'étude de votre demande. L'utilisation du formulaire est obligatoire. Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « informations supplémentaires» à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande

- ☐ Lettres patentes de votre organisme (charte)
- ☐ La déclaration de l'Inspecteur général des institutions financières attestant que votre organisme est immatriculé et qu'il n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle (certificat d'attestation)
- ☐ Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme
- ☐ Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
- ☐ Le budget détaillé du projet global (identifier, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les autres partenaires financiers)
- ☐ Une résolution du Conseil d'administration autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et désignant son représentant responsable du projet et l'engagement à faire vérifier les antécédents judiciaires pour toute personne œuvrant auprès des enfants pour l'OBNL et ses partenaires impliqués dans le projet
- ☐ Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée
- ☐ Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

Section 1 – Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme : Club des petits déjeuners	
Adresse : 135-G Boulevard de Mortagne	
Ville : Boucherville	Code Postal : J4B 2G6
Numéro d'inscription TPS :	Numéro d'inscription TVQ :
Numéro de charité : 866073133	
Arrondissement :	
Responsable de l'organisme : M. Tommy Kulczyk	
Fonction : Directeur Général	
Téléphone : 450-641-3230 poste 3320	Télécopieur : 450-641-7841
Courriel : tommy.kulczyk@clubdejeuner.org	Site Web : www.clubdejeuner.org
Votre organisme est-il à but non lucratif? Oui	

Mission de l'organisme (Activités régulières offertes par l'organisme)
Le Club des petits déjeuners s'engage depuis plus de 24 ans à nourrir le potentiel des enfants en veillant à ce que le plus grand nombre possible ait accès à un petit déjeuner nutritif et un environnement favorisant leur estime de soi avant le début des classes. Bien plus qu'un programme de déjeuner, l'approche du Club repose sur l'engagement, la valorisation et le développement des capacités. Celui-ci s'associe aux communautés et aux organismes régionaux pour développer une formule optimale adaptée aux besoins locaux.

Section 2 – Présentation du projet

Titre du projet : Nourrir les enfants de Montréal!

Personne responsable du projet : Mme. Marie-Josée Lapratte

Fonction : Directrice nationale, programmes

Téléphone : 450-641-3230 poste 3337 Télécopieur : 450-641-7841

Courriel : marie-josee.lapratte@clubdejeuner.org

☐ Nouveau projet (première année) ☒ Reconduction de projet (même projet que l'an dernier)

Objectif du projet correspond à un axe de la Politique de l'enfant

(Vous référez au cadre de référence pour le contenu détaillé des axes d'intervention)
(ne cochez qu'un seul axe)

1. ☐ La sécurité et l'accessibilité des environnements urbains
2. ☒ La sécurité alimentaire et la saine alimentation
3. ☐ La persévérance scolaire et la réussite éducative
4. ☐ L'accès à la culture, aux sports et aux loisirs
5. ☐ Les familles et les communautés

Contexte du projet

Décrivez la situation problématique, constatée dans le milieu, qui justifie la pertinence de l'intervention

Montréal compte 85% des élèves québécois du primaire qui vivent sous le seuil de faible revenu. L'île de Montréal compte plus de 115 000 élèves fréquentant des écoles ayant des indices de défavorisation élevés, soit entre 8 et 10. La ville de Montréal a voulu, en créant la Politique de l'enfant, nourrir, faire bouger et donner accès à la culture à tous les enfants de moins de 16 ans de Montréal.

Résumé synthèse du projet
Grâce à la politique de l'enfant de la Ville de Montréal, 25 clubs des petits déjeuners ont vus le jour en 2017, rejoignant plus de 3000 nouveaux enfants quotidiennement (voir annexe Portrait des clubs montréalais). Dans une logique de décroissance graduelle du financement de la Ville de Montréal, reflétant nos échanges des 2 dernières années, nous faisons une demande de soutien financier qui permettra de maintenir les activités de ces 25 clubs. Vous constaterez également la contribution du gouvernement provincial qui s'ajoute à la vôtre, se rapprochant du modèle de financement à coûts partagés pour lequel nous avons amorcé des discussions avec vous (M. Sébastien Payeur et Mme Rosannie Filato) et que nous souhaitons vivement poursuivre dans les mois à venir. Le Club est très ancré dans la réalité montréalaise, entre autres par ses partenariats avec les 5 commissions scolaires, par sa présence au SAM (Système Alimentaire Montréalais) et par ses interactions avec Moisson Montréal et la Cantine pour tous. Notre volonté est de continuer d'être un facilitateur de l'engagement collectif autour des programmes de petits déjeuners et de la nutrition scolaire. Notre rêve demeure que TOUS les enfants aient accès à ce repas le plus important de la journée pour bien démarrer chacune de leurs journées d'apprentissages.

Objectif(s) du projet (Objectif réaliste et à court terme, tenant compte de la durée du projet)
Continuer d'accompagner les 25 clubs ayant vu le jour grâce à la politique de l'enfant de la Ville de Montréal. Poursuivre la collaboration et le travail exploratoire avec les organismes communautaires et les arrondissements pour créer des partenariats durables et susciter la mobilisation des différents acteurs. Favoriser la création d'un environnement axé sur l'estime de soi et le leadership par l'engagement des jeunes dans chaque club des petits déjeuners.

Population directement ciblées par le projet Caractéristiques : nombre, âge, sexe et mode de recrutement
Le projet cible les élèves des 25 écoles soutenues par le projet, ainsi que les bénévoles qui s'impliquent dans le programme de petits déjeuners. Le programme étant universel, tous les élèves ont la possibilité de s'inscrire mais la fréquentation moyenne prévue pour l'année scolaire 2019-2020 est de : • Écoles primaires (enfants 4-11 ans) : 1342 filles et 1417 garçons • Écoles secondaires (adolescents 12-17 ans) : 379 filles et 400 garçons • Adultes : parents/membre de la communauté : bénévoles : 130 femmes et 90 hommes Le Club partage aux écoles des outils de communication pour promouvoir auprès des élèves/parents le programme de petits déjeuners de l'école et également des outils pour faire le recrutement des bénévoles.

Section 3 - Lieu de déroulement du projet

Arrondissement(s)	
Précisez l'arrondissement visé :	Pierrefonds-Roxboro Côte-des-Neiges Hochelaga-Maisonneuve Montréal-Nord Parc-Extension Sud-Ouest Saint-Michel Lachine Verdun
Précisez le ou les quartiers d'intervention :	Voir Portrait des club montréalais

Section 4- Activité(s) prévue(s) et/ou services offerts

Activité ou service	Durée	Fréquence
1.Assurer la livraison des denrées, offrir support, formation et outils, évaluer les programmes, encourager et reconnaître l'engagement bénévole.	Septembre à juin	En continu
2. Amorcer la phase 3 avec "*Moisson Montréal*" et la "*Cantine pour tous*" en vue du développement d'un modèle collaboratif innovant.	Septembre à juin	En continu
3. Initier des discussions avec les commissions scolaires montréalaises afin de faciliter l'implantation de clubs dans les écoles secondaires liés par des contrats d'exclusivité en termes d'offre alimentaire.	Septembre à juin	En continu
4. Accompagner les écoles qui souhaitent désormais nourrir l'ensemble de leur population scolaire dans l'adaptation de leur programme (écoles Dollard-des-Ormeaux et St-Noël-Chabanel) ainsi que le déménagement du programme de petits déjeuners de Riverdale High School à Pierrefonds Community High School.	Automne 2019	N/A

Section 5- Résultats attendus

Résultats concrets, indiquant que les objectifs du projet seront atteints	Moyens de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte de ces résultats	
	Qualitatifs	Quantitatifs
1. Réduction du taux d'absentéisme et des retards en classe, augmentation du niveau d'attention et du temps d'enseignement, diminution du nombre d'interventions reliées à la santé et aux comportements inappropriés, amélioration des habitudes alimentaires.	Sondage	Statistiques
2. Concrétisation de collaborations communautaires.	Mobilisation	Nombre de partenaires
3. Engagement des jeunes dans le programme de petits déjeuners de leur école par le bénévolat et création d'une communauté scolaire bienveillante et inclusive.	Témoignage (verbal/écrit)	Statistiques

Section 6- Année 2019 Soutien financier du projet (prévision pour un an)

Postes budgétaires	Politique de l'enfant	Autres partenaires financiers (Obligatoire)			Budget total
A – Personnel lié au projet				CLUB	
Titre : Chargé de projet 26,44 $ Taux hor. x 10 Heures/semaine + 42.30 av.sociaux	$	$	$	15 948.40 $	15 948.40 $
Titre : coordonnateur (42 semaines) 19.20 $ Taux hor. x 20 Heures/semaine + 46.08$av.sociaux	$	$	$	18 708.48 $	18 708.48 $
Titre : Commis (42 semaines) 15.12 $ Taux hor. x 20 Heures/semaine + 48.38 av.sociaux	$	$	$	14 732.76 $	14 732.76 $
Titre : Conseillère achats et inventaire 24 $ Taux hor. x 6 Heures/semaine + 23$ av.sociaux	$	$	$	8684 $	8684 $
SOUS-TOTAL SECTION A	**0$**	**$**	**$**	**58 073,64 $**	**58 073,64 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**	VDP	MEES	CLUB	
Équipement : achat ou location	0 $	$	11 000 $	$	11 000 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation	$	$	$	$	$
Photocopies, publicité	$	$	$	$	$
Déplacement		$	$	7500 $	7500 $
Locaux, conciergerie ou surveillance		$	$	32 400 $	32 400 $
Autre : Achat denrées	350 000 $	193 170$	49 530$	51 200$	643 900$
Autre : Frais d'approvisionnement et petit matériel				107 465$	107 465$
Autre : Éducation,sensibilisation				18 000$	18 000$
Assurance (frais supplémentaires)		$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION B	**350 000 $**	**193 170 $**	**60 530 $**	**216 565 $**	**820 266$**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**			CLUB	
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données,	0$	$	$	61 485$	61 485$
SOUS-TOTAL SECTION C	**$**	**$**	**$**	**61 485 $**	**61 485 $**
Total des contributions (A+B+C)	**350 000$**	**193 170$**	**60 530$**	**336 123,64 $**	**939 823,64$**

Section 7- Année 2020 - Soutien financier du projet (prévision pour un an)

Postes budgétaires	Politique de l'enfant	Autres partenaires financiers (Obligatoire)			Budget total
A – Personnel lié au projet				CLUB	
Titre : Chargé de projet 26,44 $ Taux hor. x 10 Heures/semaine + 42.30 av.sociaux	$ $	$	$	15 948.40 $	15 948.40 $
Titre : coordonnateur (42 semaines) 19.20 $ Taux hor. x 20 Heures/semaine + 46.08$av.sociaux	$ $	$	$	18 708.48 $	18 708.48 $
Titre : Commis (42 semaines) 15.12 $ Taux hor. x 20 Heures/semaine + 48.38 av.sociaux	$ $	$	$	14 732.76 $	14 732.76 $$
Titre : Conseillère achats et inventaire 24 $ Taux hor. x 6 Heures/semaine + 23$ av.sociaux	$ $	$	$	8684 $	8684 $
SOUS-TOTAL SECTION A	**$**	**$**	**$**	**58 073,64 $**	**58 073,64 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**	VDP	MEES	CLUB	
Équipement : achat ou location	$	$	$	$	$
Fournitures de bureau, matériel d'animation	$	$	$	$	$
Photocopies, publicité	$	$	$	$	$
Déplacement	$	$	$	7500 $	7500 $
Locaux, conciergerie ou surveillance		$	$	32 400 $	32 400 $
Autre : Achat denrées	350 000$	193 170$	49 530$	51 200$	643 900$
Autre : Frais d'approvisionnement et petit matériel				107 465$	107 465$
Autre : Éducation,sensibilisation	$			18 000$	18 000$
Assurance (frais supplémentaires)	$	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION B	**350 000 $**	**193 170 $**	**49 530 $**	**216 565 $**	**809 265$ $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**			CLUB	
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données,	$ $	$	$	61 485$ $	61 485$ $
SOUS-TOTAL SECTION C	**$**	**$**	**$**	**61 485 $ $**	**61 485 $**
Total des contributions (A+B+C)	**350 000$**	**193 170$ $**	**49 530$**	**336 123,64$**	**928 823,64$**

Section 8 – Contribution des partenaires associés au projet (à compléter obligatoirement)

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
Danone Canada 100 Rue Lauzon, Boucherville QC J4B 1E6	Don alimentaire
Boulangeries Weston-Gadoua 2700, boul. Jacques-Cartier Est, Longueuil, Qc, J4N 1L5	Don alimentaire
Pommes Qualité Québec 555, boul. Rolland-Therrien, Bureau 365, Longueuil, Qc, J4H E47	Don alimentaire
Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec 555, boul Rolland-Therrien, Longueuil, Bureau 320, Qc, J4H 4E7	Don alimentaire

Section 9 - Échéancier

Durée du projet (nombre de semaines) 52 semaines
Date de début du projet : 1 janvier 2019 *(à la signature de la convention)*
Date de remise du rapport d'étape : 31 août 2019 et 31 août 2020 *(exemple 31 janvier 2020)*
Date de fin de projet : 31 décembre 2020 *(Maximum au 31 décembre 2020)*
Date de remise du rapport final : 31 janvier 2020 *(délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet, exemple 31 janvier 2012)*

Section 10 – Informations supplémentaires

PRÉCISIONS

SECTION 1 : Le siège social du Club des petits déjeuners se situe à Boucherville. La section 1 n'a pu être complétée puisque les menus déroulants ne permettaient pas de sélectionner nos informations. Circonscription électorale provinciale: Montarville Circonscription électorale fédérale: Pierre-Boucher-Les-Patriotes-Verchères Étant un organisme à but non lucratif, nous n'avons pas de numéro d'inscription de TPS ni TVQ de ventes.

FINANCEMENT MEES : Par le biais d'une aide financière du Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur versée au Club des petits déjeuners, tous les clubs, incluant les 25 clubs de la politique de l'enfant, passeront de 160 à 180 jours d'opérations à partir de septembre 2019. Cette aide financière couvrira les coûts d'opération des 20 jours additionnels ainsi que l'achat d'équipements supplémentaires là où nécessaire.

Signature de la personne autorisée par l'organisme

Nom : Marie-Claude Bienvenue	Fonction : VP nationale, mark-comm et aff. gouv. Est.
Date : 12/08/2019	Signature : Bienvenue.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.14

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1195941009

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver une convention de modification de bail entre Les Forges de Montréal (locataire) et la Ville de Montréal (locateur) concernant le 227 rue Riverside, ayant pour effet de libérer le locataire d'un engagement à réaliser des travaux de rénovation et d'aménagement (article 6.3 du bail) suivant le projet de convention joint. Ouvrage #0345-101. Arrondissement de Ville-Marie.

Il est recommandé d'approuver une convention de modification de bail entre Les Forges de Montréal (locataire) et la Ville de Montréal (locateur) concernant le 227 rue Riverside, ayant pour effet de libérer le locataire d'un engagement à réaliser des travaux de rénovation et d'aménagement (article 6.3 du bail), suivant le projet de convention joint. Ouvrage #0345-101. Arrondissement de Ville-Marie.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2019-08-27 09:31

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1195941009**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver une convention de modification de bail entre Les Forges de Montréal (locataire) et la Ville de Montréal (locateur) concernant le 227 rue Riverside, ayant pour effet de libérer le locataire d'un engagement à réaliser des travaux de rénovation et d'aménagement (article 6.3 du bail) suivant le projet de convention joint. Ouvrage #0345-101. Arrondissement de Ville-Marie.

CONTENU

CONTEXTE

Les Forges de Montréal occupent le 227 rue Riverside (photo en pièce jointe) depuis 2002 en vertu d'un premier bail pour la période 2002-2006 et un second bail toujours en cours qui se terminera le 28 février 2021 (pièce jointe). Ce bail prévoit un engagement du locataire à des travaux importants de rénovation et d'aménagement, sans contribution financière de la Ville. Ces travaux importants dépassent les capacités et les ressources financières du locataire et la Ville entend le libérer de cet engagement. Ce dossier est soumis aux instances à la demande du Service de la culture de la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM05 0629 26 septembre 2005:1- Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal un terrain d'une superficie de 967 m², pour une durée de quinze ans a/c du 1er mars 2006, au loyer annuel de 5 068,68 $ et 500,00 $ pour les frais administratifs, pour maintenir en place le bâtiment de l'ex-station de pompage Riverside. 2-.Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville sous-loue à l'organisme sans but lucratif Les Forges de Montréal le bâtiment d'une superficie de 370,33 m² et le terrain d'une superficie de 967 m² situés au 227, rue Riverside (ex-station de pompage), durant 15 ans, à compter du 1er mars 2006, au loyer annuel de 5068,68 $ et 500,00 $ pour les frais d'administratifs aux fins de halte récréo-touristique et production artisanale - Bâtiment 0345

DESCRIPTION

Le bail en cours prévoit à l'article 6.3 un engagement par le Locataire à réaliser des travaux de rénovation et d'aménagement des lieux loués d'un montant minimal d'un million de dollars (1 000 000$), sans la participation financière de la Ville. À ce jour, Les Forges de Montréal n'a pu réaliser pleinement cet engagement qui dépasse ses capacités et ressources financières et demande à la Ville d'être libéré de cet engagement tout en poursuivant son occupation de ses locaux actuels, le tout tel qu'il apparaît au projet de convention de modification de bail (pièce jointe).

JUSTIFICATION

La création des Forges de Montréal en 2000 émane du constat d'une perte considérable des pratiques et des connaissances reliées à la forge traditionnelle au Québec, doublée de la disparition progressive de ce patrimoine culturel immatériel. Les Forges de Montréal constituent le seul espace de formation et de diffusion à Montréal dédié aux métiers de la forge. Elles mettent également à la disposition des artisans un atelier collectif, lieu unique de pratique et de rassemblement autour de la forge traditionnelle. Elles disposent à ce titre d'une renommée locale et nationale qui s'est avérée. La Ville de Montréal a par ailleurs déjà posé un geste de reconnaissance envers les Forges de Montréal en leur attribuant le Grand prix de l'Opération patrimoine Montréal 2017 dans la catégorie Savoir-faire.
La Ville de Montréal a adopté en août 2017 son Plan d'action en patrimoine 2017-2022. Ce Plan d'action reconnaît les savoir-faire et les pratiques artisanales comme l'une des grandes thématiques patrimoniales à soutenir de même que la mise en valeur des immeubles patrimoniaux.

Considérant la contribution des Forges de Montréal au maintien d'un savoir faire unique en matière de pratique traditionnelle artisanale des métiers de la forge, considérant de plus la reconnaissance des Forges de Montréal autant sur la scène locale qu'internationale, la Ville souhaite le maintien de la présence de « Les Forges de Montréal » dans les lieux loués malgré l'engagement prévu à l'article 6.3 du bail portant sur des travaux de rénovation et d'aménagement qui impose au locataire des obligations trop lourdes pour ses capacités et ressources financières. C'est pourquoi il est proposé de modifier le bail pour éviter toute ambiguïté quant aux intentions de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La convention de modification de bail proposée ne modifie pas les revenus de la Ville. Aucune intervention du Service des finances n'est en conséquence sollicitée.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier ne comporte pas d'enjeu en lien avec le développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à la libération du locataire de son engagement à réaliser des travaux importants pourrait entraîner sa mise en défaut et la résiliation du bail et mettre en péril l'organisme.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dossier soumis pour approbation par le conseil municipal de septembre 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève PICHET, Service de la culture

Lecture :

Geneviève PICHET, 23 août 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guy BEAULIEU
Conseiller en immobilier

Tél : 514-872-3774
Télécop. : 514-872-5279

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-22

Annie BERTRAND
Conseillère en immobilier, en remplacement de Nicole Rodier, chef de division des locations,
pour la période du 10 au 25 août 2019

Tél : 514 280-4275
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2019-08-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne ROUILLARD
Directrice de la gestion immobilière et exploitation en remplacement de Sophie Lalonde, directrice du Service de la gestion et de la planification immobilière, pour la période du 26 au 30 août 2019

Tél : 514 872-9097
Approuvé le : 2019-08-27


Les forges de Montréal - 227, rue Riverside

CONVENTION DE MODIFICATION DE BAIL

#0345-101

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par _____, greffier(e), dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution _____.

TPS : 121364749
TVQ : 1006001374

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET : **LES FORGES DE MONTRÉAL**, personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la Partie 3 de Loi sur les compagnies, ayant son siège au 227, rue Riverside, à Montréal, province de Québec H3C 2H9, agissant et représentée par Simon Côté-L'Écuyer, son président, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du _____.

TPS : _____
TVQ : _____

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELS DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Locateur et le Locataire ont conclu un bail concernant l'édifice situé au 227, rue Riverside, à Montréal, Arrondissement de Ville-Marie (les « **Lieux loués** »), pour un terme de quinze (15) ans, débutant le 1er mars 2006 et se terminant le 28 février 2021 (le « **Bail** »);

ATTENDU QUE l'article 6.3 du Bail prévoit un engagement par le Locataire à réaliser des travaux de rénovation et d'aménagement des Lieux loués d'un montant minimal d'un million de dollars (1 000 000 $), sans contribution financière de la part de la Ville et qu'un tel engagement dépasse les capacités et ressources financières du Locataire;

ATTENDU QUE le Locateur et le Locataire désirent apporter une modification au Bail pour retirer cet engagement du Locataire;

ATTENDU QUE le Locateur a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

ATTENDU QUE le Locataire déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail; et

ATTENDU QUE le Locataire déclare ne pas être inscrit sur le *Registre des personnes écartées* en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle adopté conformément à la Loi sur les cité et villes et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail.

CECI ÉTANT EXPOSÉ, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention de modification de Bail.

ARTICLE 2
MODIFICATIONS

A) L'article 6.3 des conditions essentielles du Bail auxquelles le Locataire s'est engagé à respecter se lit comme suit :

« 6.3 Débuter les travaux de rénovation et d'aménagements des Lieux loués dans les six (6) mois de l'émission des permis requis et de terminer tous les travaux dans un délai de deux (2) ans de la date des présentes.

Ces travaux de rénovation et d'aménagement devront représenter un investissement minimal de UN MILLION DOLLAR (1 000 000$) pour le Locataire, le tout sans aucune participation financière de la part du Locateur».

Cet article 6.3 ci-dessus des conditions essentielles du Bail est par les présentes annulé.

B) Les adresses prévues à l'article 12 du Bail sont modifiées comme suit :

Locateur :

VILLE DE MONTRÉAL
Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
Division des locations
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
Télécopieur : 514 872-8350

Locataire :

LES FORGES DE MONTRÉAL
A l'attention de Simon Côté-L'Écuyer, président
227, rue Riverside
Montréal (Québec) H3C 2H9
Télécopieur : _____

ARTICLE 3
AUTRE CONDITION

Sous réserve des modifications ci-dessus, tous les termes et conditions du Bail demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en triple exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le _____2019 Le _____2019

VILLE DE MONTRÉAL **LES FORGES DE MONTRÉAL**

_____ _____
par : par :

BAIL

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette Fraser, greffière adjointe par intérim dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du 28 octobre 2003 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*.

ci-après nommée le «**Locateur**»

ET :

LES FORGES DE MONTRÉAL, personne morale légalement constituée suivant la Partie 3 de la *Loi sur les compagnies*, ayant son siège au numéro 227, rue Riverside, à Montréal, province de Québec, H3C 2H9, agissant et représentée par monsieur Mathieu Collette, son président, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée par le conseil d'administration à son assemblée du 16 août 2005;

ci-après nommée le «**Locataire**»

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. LIEUX LOUÉS

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire ici présent et acceptant, l'édifice portant le numéro 227, rue Riverside, à Montréal, province de Québec, H3C 2H9 et le terrain sous-jacent (les « **Lieux Loués** »), le tout tel que montré sur le plan joint aux présentes.

2. SUPERFICIE

Les Lieux Loués ont une superficie locative de 370,33 m² pour le bâtiment et de 967 m² pour le terrain.

3. DURÉE

3.1 Ce bail est consenti pour un terme de quinze (15) ans commençant le 1er mars 2006 et se terminant le 28 février 2021.

3.2 Sous réserve des dispositions contenues au paragraphe 3.3 ci-après, ce bail se terminera de plein droit et sans avis à la date d'échéance susmentionnée et l'occupation des Lieux Loués après cette date par le Locataire n'aura pas pour effet de prolonger la durée de ce bail ni de le reconduire. Le Locataire sera alors présumé occuper les Lieux Loués contre la volonté du Locateur. Ce bail se terminera également de plein droit si le bail entre le Locateur et l'Administration Portuaire de Montréal pour le terrain est résilié pour quelque motif que

Locataire

CF

Locateur

Portuaire de Montréal pour le terrain est résilié pour quelque motif que ce soit.

3.3 À moins que le Locateur ne décide de reprendre les Lieux Loués pour ses propres fins, ce bail pourra être renouvelé à son échéance par le Locataire, aux termes, conditions et loyer qui seront alors négociés entre les parties, le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes au moment de ce renouvellement.

Pour exercer cette option, le Locataire devra en aviser le Locateur, par écrit, au moins douze (12) mois avant l'échéance du présent bail, à défaut de quoi cette option sera nulle et non avenue.

4. OBLIGATION DU LOCATEUR

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du *Code civil du Québec*, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locateur s'engage à donner libre accès aux Lieux Loués aux employés du Locataire ainsi qu'au public, en tout temps pendant la durée du présent bail.

5. OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du *Code civil du Québec*, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locataire s'engage à :

5.1 Prendre les Lieux Loués dans l'état où ils se trouvent actuellement, déclarant les avoir vus et examinés à sa satisfaction.

5.2 N'utiliser les Lieux Loués qu'aux seules fins d'activités culturelles, de loisirs et de production artisanale.

5.3 Vérifier lui-même auprès des autorités compétentes que les destinations qu'il entend donner aux Lieux Loués sont conformes aux lois et règlements en vigueur.

5.4 Voir lui-même et à ses frais, à la rénovation, l'aménagement, l'entretien, la réparation, le nettoyage des Lieux Loués, ainsi qu'au chauffage et à l'électricité, le tout à l'entière exonération du Locateur.

5.5 Tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants.

5.6 Souscrire et maintenir en vigueur, à ses frais, pendant toute la durée de la présente location et pendant toute période de renouvellement, le cas échéant, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant de

la présente location, que le Locataire peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage des Lieux Loués , accordant une protection pour une somme d'au moins DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00 $), limite globale par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locateur. Le Locateur devra être nommé à titre de coassuré sur la police d'assurance et le Locataire devra lui fournir, au moins quinze (15) jours avant son échéance, la preuve de son renouvellement. Pour toute modification ou résiliation de cette police, l'assureur devra donner au Locateur par courrier recommandé, un préavis de trente (30) jours. Une copie d'un avenant à cet effet devra être fournie au Locateur.

À défaut par le Locataire de se conformer à ces engagements, le Locateur, sous réserve de tous ses autres recours, pourra souscrire pour le compte du Locataire toute nouvelle assurance et réclamer le remboursement immédiat des primes avec intérêt à compter du jour du paiement, au taux préférentiel de la Banque du Canada majoré de DEUX POUR CENT (2%).

5.7 Se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux Loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux ainsi que ceux résultant de bris ou vandalisme survenus dans les Lieux Loués pendant la durée du présent bail et de toute période de renouvellement, le cas échéant.

5.8 Assumer le paiement des taxes d'eau et d'affaires afférentes aux Lieux Loués, ainsi que, s'il y a lieu, le paiement de toutes autres taxes ou permis afférents aux Lieux Loués, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en rapport avec l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire, applicables en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal.

5.9 Sous réserve des dispositions du paragraphe 6.4 ci-après, ne point céder ses droits dans le présent bail, ni prêter, ni sous-louer les Lieux Loués, en tout ou en partie, sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit du Locateur, lequel ne pourra refuser ce consentement sans motif raisonnable.

5.10 Aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux Loués ou à chacun de leurs accessoires.

5.11 Fournir, au préalable, s'il désire s'identifier à l'extérieur du bâtiment, une maquette de telle identification afin d'obtenir l'approbation écrite du Locateur.

5.12 N'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Lieux Loués sans avoir soumis, au moins trente (30) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des travaux, et avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Locateur.

Locataire CF Locateur

6. CONDITIONS ESSENTIELLES

Cette location est en outre consentie par le Locateur aux conditions suivantes, que le Locataire s'engage à respecter fidèlement, conditions qui sont de l'essence même de la présente location et sans lesquelles le Locateur n'y aurait jamais consenti, savoir :

6.1 Aménager une forge artisanale, une halte-cycliste et un éco-musée de la forge et maintenir ses activités pendant toute la durée du présent bail et de toute période de renouvellement, le cas échéant. À cet égard, le Locataire s'engage à collaborer avec le Locateur pour élaborer des projets spéciaux, projets qui ne devront pas entraîner des dépenses pour le Locataire à moins d'une contribution financière équivalente du Locateur ou de tout autre organisme.

6.2 Maintenir son statut d'organisme sans but lucratif pendant toute la durée des présentes et de toute période de renouvellement, le cas échéant.

6.3 Débuter les travaux de rénovation et d'aménagements des Lieux loués dans les six (6) mois de l'émission des permis requis et de terminer tous les travaux dans un délai de deux ans (2) de la date des présentes.

Ces travaux de rénovation et d'aménagement devront représenter un investissement minimal de UN MILLION DOLLAR (1 000 000,00 $) pour le Locataire, le tout sans aucune participation financière de la part du Locateur.

6.3 Ne pas sous-louer plus de 50% des Lieux Loués à des entreprises privées, mais seulement pour les fins mentionnées au paragraphe 5.2 ci-dessus. Le Locataire pourra toutefois consentir des locations à d'autres organismes sans but lucratif.

6.4 À l'échéance du présent bail et de toute période de renouvellement, le cas échéant, toutes les constructions et tous les ouvrages érigés sur les Lieux Loués deviendront automatiquement la propriété du Locateur, libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque, et le Locataire s'engage à signer, sur demande, tout document à cet effet, le tout sans aucune compensation ni indemnité.

6.5 Le Locataire s'engage, à la complète exonération de Locateur, à respecter toutes les conditions et à accomplir toutes les obligations stipulées dans le bail intervenu entre le Locateur et l'Administration Portuaire de Montréal relativement au terrain faisant partie des Lieux Loués et décrit au paragraphe 1.0 ci-dessus (le «**Bail du Terrain**»), une copie de ce bail est jointe aux présentes comme Annexe 2.

6.6 Soumettre à la Direction des immeubles pour autorisation les plans et devis dûment scellés.

6.7 Fournir le cas échéant, toute pièce justificative afférente aux travaux ainsi que le nom de l'entrepreneur dûment qualifié.

Locataire CF Locateur

7. LOYER

7.1 Le présent bail est en outre consenti en considération d'un loyer annuel équivalent à celui stipulé au Bail du Terrain. Pour l'année 2005, le loyer annuel est de 5 068,68 $.

7.2 Le loyer sera indexé annuellement de la façon prévue au paragraphe 4 du Bail de Terrain et sera payable à la date anniversaire du présent bail.

8. DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

8.1 Si, pendant la durée du présent bail ou pendant toute période de renouvellement, le cas échéant, les Lieux Loués sont détruits par incendie ou par toute autre cause et que de l'avis du Locateur les Lieux Loués sont devenus impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux Loués.

8.2 S'il décide de ne pas procéder aux réparations, il en avisera le Locataire le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, le bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux Loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, le tout sans préjudice aux droits du Locateur de réclamer du Locataire tous dommages lui résultant de tel événement.

8.3 S'il décide de procéder aux réparations, le présent bail demeurera en vigueur et le Locateur s'engage à effectuer ces réparations avec toute la diligence nécessaire, et le loyer sera alors réduit en proportion de la partie encore utilisable des Lieux Loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux Loués. En aucun cas le Locateur ne pourra être tenu responsable des dommages et inconvénients subis par le Locataire à moins d'une faute ou négligence de la part du Locateur, ses employés ou agents.

9. RÉSILIATION

Le Locateur pourra, en cas de défaut du Locataire de respecter l'une ou l'autre des clauses et conditions stipulées aux présentes ou au Bail du Terrain, résilier le présent bail si le Locataire ne remédie pas à ce défaut dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la réception d'un avis du Locateur lui dénonçant le défaut.

10. USAGE DU TABAC

Le Locataire convient qu'il sera strictement interdit de faire usage du tabac dans les Lieux Loués ainsi que dans leurs accès. Il s'engage à voir à ce que cette interdiction soit respectée par toute personne se trouvant dans les Lieux Loués.

Locataire

Locateur

CF

11. FORCE MAJEURE

Aucune des parties aux présentes ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu des présentes si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties aux présentes, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, tout cas fortuit, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre (déclarée ou non).

12. AVIS

12.1 Tout avis à être donné en vertu du présent bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur :

Locateur : Ville de Montréal
Direction des immeubles
385, rue Sherbrooke Est, 7e étage
Montréal, Québec
H2X 1E3
Télécopieur : (514) 280-3597

Locataire : Mathieu Collette
Président
Les Forges de Montréal
227, rue Riverside
Montréal, Québec
H3C 2H9
Télécopieur : (514) 932-0001
Téléphone : (514) 932-0099

12.2 Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

12.3 Les adresses ci-devant indiquées peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure, district de Montréal.

13. JURIDICTION

Les parties conviennent, pour toute réclamation ou poursuite pour quelque motif que ce soit relativement au bail, de choisir le district judiciaire de Montréal, province de Québec, Canada, comme le lieu approprié pour l'audition de ces réclamations ou poursuites à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige selon les prescriptions de la loi.

14. CONVENTION COMPLÈTE

14.1 Le présent bail contient tous les droits et toutes les obligations des parties à l'égard des Lieux Loués, il annule toute autre entente écrite ou verbale entre les parties pour ces Lieux Loués.

14.2 À moins que les présentes n'en prévoient autrement, aucune modification ou addition au présent bail ne liera les parties à moins qu'elle ne soit faite par écrit et signée par chacune d'elles.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le 7e jour du mois de novembre 2005

Le Locateur

par : _____
Ville de Montréal
Colette Fraser, greffière adjointe par intérim

Le 31e jour du mois d'août 2005

Le Locataire

par : _____
Les Forges de Montréal

Ce bail a été approuvé par le conseil municipal de la Ville de Montréal le 26 septembre 2005 (Résolution CM05 0629) et par le Ministère des Affaires municipales et des Régions le 26 octobre 2005 (AM 249718).

X:\Adm. imm. serv. corporatifs\Services corporatifs 1\Locations\forges-mtl-227-riverside-bail-mjb.doc

Locataire CF Locateur

CONSEIL D'ADMINISTRATION
LES FORGES DE MONTRÉAL

PRODUCTIONS LES FORGES DE MONTRÉAL INC.

227, RUE RIVERSIDE
MONTRÉAL (QUÉBEC) H3C 2H9

TÉLÉPHONE 514.932.0001
TÉLÉCOPIEUR 514.932.0099

WWW.LESFORGESDEMONTREAL.COM

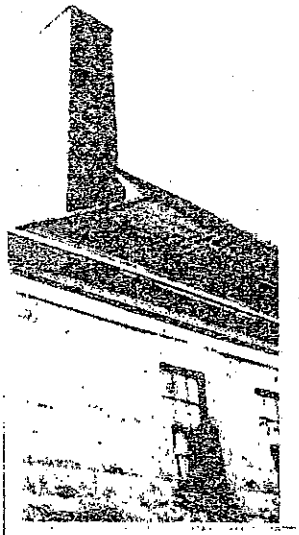
Montréal, mardi 16 août 2005

LES FORGES DE MONTRÉAL

Approuvée par le conseil d'administration lors d'une réunion régulière des *Forges de Montréal*, tenue le mardi 16 août 2005, au 227 Riverside :

Il est résolu d'autoriser M. Mathieu Collette de déposer et signer la proposition de bail *de la ville de Montréal*.

Accepté à l'unanimité.



Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.15

2019/09/16
13:00

(2)

Dossier # : 1197711015

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder trois (3) contrats aux entreprises Groupe TMD (9150-2732 Québec inc.), Transport H. Cordeau inc. et Gestion Gérard Boutin inc. pour des services de transport de neige pour une durée de 2 ans, avec une option de prolongation d'une (1) année - Dépense maximale totale de 5 022 843,95 $ (taxes, variations de quantités et contingences incluses) - Appel d'offres public 19-17748 - 5 soumissionnaires.

Il est recommandé :
1. d'accorder aux entreprises Groupe TMD (9150-2732 Québec inc.), Transport H. Cordeau inc. et Gestion Gérard Boutin inc. , plus bas soumissionnaires conformes, trois (3) contrats pour des services de transport de neige pour une durée de deux (2) ans avec une option de prolongation d'une (1) année se répartissant comme suit:

Adjudicataires	Contrats	Montant avec IPC, avant variations quantités et contingences (TTC)
Groupe TMD (9150-2732 Québec inc.)	AHU-202-1921	1 141 090,91 $
Transport H. Cordeau inc.	RPP-202-1921	1 402 062,97 $
Gestion Gérard Boutin inc.	RPP-203-1921	1 642 549,41 $
	Total	**4 185 703,29 $**

TTC : Toutes taxes comprises

2. d'autoriser une dépense de 627 855,49 $, taxes incluses, à titre de budget pour la variation de quantités;

3. d'autoriser une dépense de 209 285,16 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-26 16:03

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197711015**
Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder trois (3) contrats aux entreprises Groupe TMD (9150-2732 Québec inc.), Transport H. Cordeau inc. et Gestion Gérard Boutin inc. pour des services de transport de neige pour une durée de 2 ans, avec une option de prolongation d'une (1) année - Dépense maximale totale de 5 022 843,95 $ (taxes, variations de quantités et contingences incluses) - Appel d'offres public 19-17748 - 5 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la concertation des arrondissements (SCA) est responsable de la planification intégrée des opérations de déneigement, du lancement des appels d'offres et l'octroi des contrats s'y rattachant.
Le 3 juillet dernier, le SCA a lancé un appel d'offres no 19-17748 de quatre (4) lots en transport de neige pour les arrondissements de Ahuntsic-Cartierville et Rosemont-La Petite-Patrie.

Un avis a été publié dans SEAO et Le Devoir et l'ouverture des soumissions était initialement prévue le 13 août 2019.

Trois (3) addendas ont été publiés :
Addenda 1 (4 juillet): Bonification d'un article au Devis et ajout d'une pénalité.
Addenda 2 (26 juillet): Modification du bordereau de prix afin d'y ajouter le nombre de garanties de soumissions soumises.
Addenda 3 (12 août): Report de la date d'ouverture des soumissions au 22 août et modification de la clause concernant la détermination du volume d'une benne de camion.

La conformité administrative des soumissions pour ces lots est confirmée par le Service de l'approvisionnement.

Le meilleur scénario économique est déterminé en tenant compte de l'ensemble des offres reçues et du nombre de garanties de soumission déposées par chacun des soumissionnaires.

Rappelons qu'un premier appel d'offres pour le transport de neige a été lancé en mai dernier et que quatre (4) des cinq (5) contrats de l'appel d'offres no 19-17480 n'ont pas pu être octroyés en raison du nombre insuffisant de soumissionnaires ayant la capacité à réaliser les services. De plus, l'un des deux soumissionnaires a déposé des prix

excessivement élevés par rapport à l'estimation des coûts. Conséquemment, il a été décidé de ne pas lui octroyer un contrat.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Pour Rosemont-La Petite-Patrie
CM19 0935 - 19 août 2019 - Accorder un (1) contrat à 9150-2732 Québec inc. (Groupe TMD) pour des services de transport de neige pour une durée de quatre (4) ans - Dépense maximale totale de 4 057 948,47 $ taxes incluses - Appel d'offres public 19-17480 - (2 soumissionnaires - 1 seul conforme).

CA12 260152 - 4 juin 2012 - Octroi d'un contrat à « Gestion Gérard Boutin Inc. », pour un montant total approximatif de 6 362 142,00 $ (option B), pour le transport de la neige du territoire T12-34, du 1er novembre 2012 au 31 mars 2019 - Appel d'offres public 12-12087 (4 soumissionnaires).

Pour Ahuntsic-Cartierville
CM18 0635 - 28 mai 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 3 203 221,64 $, taxes incluses, pour la prolongation pour l'hiver 2018-2019 de deux contrats de déneigement clé en main accordés à Transport Rosemont inc. et d'un contrat de déneigement clé en main accordé à Pépinière Michel Tanguay (CA15 090211) majorant ainsi le montant total des contrats de 8 315 403,23 $ à 11 518 624,82, taxes incluses.

CM18 0393 - 26 mars 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 22 413 775,40 $, reliée au déneigement (déneigement clé en main, transport de la neige, location de machinerie, exploitation de lieux d'élimination de la neige), majorant ainsi le montant total des contrats de 153 638 501,68 $ à 176 052 277,08 $, taxes incluses

CM17 0419 - 24 avril 2017 - Exercer l'option de prolongation des deux contrats de déneigement clé en main accordés à Transport Rosemont inc. et à Pépinière Michel Tanguay (CA15 090211) et autoriser une dépense additionnelle de 3 149 894,79 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total des contrats de 5 048 853,40 $ à 8 198 748,19 $, taxes incluses

CA15 090211 - 14 septembre 2015 - Accorder deux contrats de déneigement à transport Rosemont inc. et un contrat de déneigement à pépinière Michel Tanguay pour une période de deux ans (2015 à 2017) comprenant deux options de prolongation d'une durée d'un an, aux prix et conditions de leurs soumissions respectives, soit 3 396 724,32 $ et 1 652 129,08 $, toutes taxes comprises, conformément à l'appel d'offres public 15-14553 - 6 soumissionnaires / Autoriser une dépense totale approximative de 5 048 853,40 $, toutes taxes comprises.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'attribution des contrats de transport de neige pour les arrondissements Ahuntsic-Cartierville et Rosemont-La Petite-Patrie.
Les contrats de transport de la neige se déroulent dans les secteurs où les opérations de déneigement sont réalisées en régie.

Les contrats débutent le 15 novembre 2019 et se terminent le 15 avril 2021 pour deux saisons hivernales. Une période de prolongation de douze (12) mois est prévue au contrat.

JUSTIFICATION

Au total, le cahier des charges a été acheté 8 fois sur le site de SEAO.
Pour l'ensemble de l'appel d'offres, le taux global des soumissions est de 62,5 % (5

soumissionnaires sur 8 preneurs de cahier des charges). Le nombre de soumissions est de deux (2) par contrat.

Comme les contrats ont une valeur supérieure à un million de dollars en incluant l'option de prolongation, les adjudicataires devaient détenir leur attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) pour soumissionner. Leurs autorisations sont en pièces jointes dans l'intervention du Service de l'Approvisionnement. Précisons qu'un soumissionnaire, Transport Réal Poirier inc. est déclaré non conforme puisqu'il ne détient pas son autorisation.

Les entreprises suivantes ont remporté les contrats :

Adjudicataires	Contrats
Groupe TMD (9150-2732 Québec inc.)	AHU-202-1921
Transport H. Cordeau inc.	RPP-202-1921
Gestion Gérard Boutin inc.	RPP-203-1921

La conformité administrative des soumissions pour ces lots est confirmée par le Service de l'approvisionnement.

Précisons que dans le cadre de l'appel d'offres, les soumissionnaires pouvaient soumettre des prix pour tous les contrats ou seulement pour certains d'entre eux, mais il ne pouvait leur être octroyé plus de contrats qu'ils ne présentaient de garanties de soumission. Mentionnons que K.L Mainville inc. est le plus bas soumissionnaire conforme dans le lot AHU -201-1921. Par contre, en raison du coût excessivement élevé qu'il a déposé (546% plus élevé que l'estimation de la Ville), il a été décidé de ne pas lui octroyer ce lot.

Le résultat de l'analyse des soumissions se retrouve ci-dessous. Trois (3) contrats sont donc présentés en vue de l'octroi. Ils sont tous au-dessus de l'estimation de la Ville (entre 50% et 118%). Le faible nombre de soumissionnaires, et le peu de compétition, couplé à la pénurie de main-d'oeuvre dans le domaine du transport font probablement augmenter les prix. Considérant qu'il s'agit du deuxième appel d'offres, l'octroi est recommandé.

AHU-202-1921

Soumissions conformes	TOTAL (TAXES INCLUSES)
9150-2732 Québec inc. (Groupe TMD)	1 134 849,24 $
K.L. Mainville inc.	3 358 925,64 $
Dernière estimation réalisée	**519 835,09 $**
Coût moyen des soumissions conformes reçues	2 246 887,44 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	98%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)	2 224 076,40 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)	196%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	615 014,15 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	118%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	2 224 076,40 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	196%

RPP-202-1921

Soumissions conformes	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Transport H. Cordeau inc.	1 394 393,80 $
K.L. Mainville inc.	3 331 837,53 $
Dernière estimation réalisée	**932 398,84 $**
Coût moyen des soumissions conformes reçues	2 363 115,67 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	69%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)	1 937 443,73 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)	139%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	461 994,96 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	50%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	1 937 443,73 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	139%

RPP-203-1921

Soumissions conformes	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Gestion Gérard Boutin inc.	1 633 564,80 $
K.L. Mainville inc.	3 006 780,21 $
Dernière estimation réalisée	**801 472,02 $**
Coût moyen des soumissions conformes reçues	2 320 172,51 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	42%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)	1 373 215,41 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)	84%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	832 092,78 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	104%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	1 373 215,41 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	84%

Valeurs de la prolongation:

Les contrats prévoient une prolongation d'une durée d'une année. La décision de prolonger ou non chacun des contrats se prend dans les mois précédant la fin d'un contrat.
Les valeurs de la prolongation, excluant les indexations et les contingences, sont présentées dans le tableau ci-dessous:

Adjudicataires	Contrats	Valeur de la prolongation (TTC)
Groupe TMD (9150-2732 Québec inc.)	AHU-202-1921	567 424,62 $
Transport H. Cordeau inc.	RPP-202-1921	697 196,90 $
Gestion Gérard Boutin inc.	RPP-203-1921	816 782,40 $
	Total	**2 081 403,92 $**

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le prix du plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des contrats a été majoré pour compenser l'augmentation de l'IPC (1,1% à partir de la deuxième année du contrat) et pour couvrir, en termes de précipitations, 75% des hivers (majoration de 20%, soit 15% de variation de quantités, plus 5% de contingences). Le montant total demandé pour chacun des contrats est présenté dans le tableau suivant. Le détail des calculs peut être consulté en pièce jointe.

Adjudicataires	Montant après variations quantités et contingences (TTC)
Groupe TMD (9150-2732 Québec inc.)	1 369 309,09 $
Transport H. Cordeau inc.	1 682 475,57 $
Gestion Gérard Boutin inc.	1 971 059,29 $
	5 022 843,95 $

TTC : Toutes taxes comprises

Les crédits prévus pour ce contrat sont disponibles dans le budget du Service de la concertation des arrondissements.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi des contrats avant l'automne permettra à la Ville d'effectuer l'enregistrement de tous les camions des entrepreneurs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du contrat : 15 novembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (André POULIOT)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Alexandre MUNIZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Dominique PAQUIN, Ahuntsic-Cartierville
Caroline ST-LAURENT, Rosemont - La Petite-Patrie
Maxence DEVITRY, Rosemont - La Petite-Patrie
Thomas RIVARD, Ahuntsic-Cartierville

Lecture :

Maxence DEVITRY, 23 août 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline ROUSSELET
Conseillère en planification

Tél : 514-872-7232
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-22

Valérie MATTEAU
Chef de section

Tél : 514 872-7222
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André HAMEL
Directeur travaux publics
Tél : 514 872-8900
Approuvé le : 2019-08-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Guylaine BRISSON
Directrice
Tél : 514 872-4757
Approuvé le : 2019-08-23

Coût - Octroi des contrats - GDD 1197711015

Adjudicataires	Contrats	Montant avec IPC, avant variations quantités et contingences (TTC)	Variations quantités (15 %)	Contingences (5%)	Montant après variations quantités et contingences (TTC)	Montant par adjudicataire (TTC)	Valeur de la prolongation (TTC)
Groupe TMD (9150-2732 Québec inc.)	AHU-202-1921	1 141 090.91 $	171 163.64 $	57 054.55 $	1 369 309.09 $	1 369 309.09 $	567 424.62 $
Transport H. Cordeau inc.	RPP-202-1921	1 402 062.97 $	210 309.45 $	70 103.15 $	1 682 475.57 $	1 682 475.57 $	697 196.90 $
Gestion Gérard Boutin inc.	RPP-203-1921	1 642 549.41 $	246 382.41 $	82 127.47 $	1 971 059.29 $	1 971 059.29 $	816 782.40 $
	Total	**4 185 703.29 $**	**627 855.49 $**	**209 285.16 $**	**5 022 843.95 $**	**5 022 843.95 $**	**2 081 403.92 $**

TTC : Toutes taxes comprises

Arrondissement de Ahuntsic-Cartierville			
Contrat :	AHU-202-1921	Adjudicataire	Groupe TMD (9150-2732 Québec inc.)

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2019-2020	493 520.00 $	24 676.00 $	49 228.62 $	567 424.62 $
2020-2021*	498 948.72 $	24 947.44 $	49 770.13 $	573 666.29 $
TOTAL	992 468.72 $			1 141 090.91 $

Répartition avant taxe pour notre Master		Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)	Automne (33%)	Hiver (67%)
162 861.60 $	330 658.40 $	187 250.12 $	380 174.50 $
164 653.08 $	334 295.64 $	189 309.88 $	384 356.41 $
327 514.68 $	664 954.04 $	342 327.27 $	798 763.64 $

Coût - Annuel					
Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) [1]
2019	187 250.12 $	0.00 $	0.00 $	187 250.12 $	170 984.32 $
2020	569 484.37 $	85 113.69 $	28 371.23 $	682 969.30 $	623 642.00 $
2021	384 356.41 $	86 049.94 $	28 683.31 $	499 089.67 $	455 735.40 $
TOTAL	1 141 090.91 $	171 163.64 $	57 054.55 $	1 369 309.09 $	1 250 361.72 $

1. Les variations de quantités et les contingences de l'hiver sont appliquées sur l'année budgétaire suivante

** Majoré de l'IPC (Indice des prix à la consommation) de 1,1% tel qu'indiqué au devis.*

TTC : Toutes taxes comprises

Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie			
Contrat :	RPP-202-1921	Adjudicataire	Transport H. Cordeau inc.

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2019-2020	606 390.00 $	30 319.50 $	60 487.40 $	697 196.90 $
2020-2021 *	613 060.29 $	30 653.01 $	61 152.76 $	704 866.07 $
TOTAL	1 219 450.29 $			1 402 062.97 $

Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)
230 074.98 $	467 121.92 $
232 605.80 $	472 260.27 $
420 618.89 $	981 444.08 $

Coût - Annuel					
Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) *
2019	230 074.98 $	0.00 $	0.00 $	230 074.98 $	210 089.12 $
2020	699 727.73 $	104 579.54 $	34 859.85 $	839 167.11 $	766 271.42 $
2021	472 260.27 $	105 729.91 $	35 243.30 $	613 233.48 $	559 963.90 $
TOTAL	1 402 062.97 $	210 309.45 $	70 103.15 $	1 682 475.57 $	1 536 324.45 $

Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie			
Contrat :	RPP-203-1921	Adjudicataire	Gestion Gérard Boutin inc.

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2019-2020	710 400.00 $	35 520.00 $	70 862.40 $	816 782.40 $
2020-2021 *	718 214.40 $	35 910.72 $	71 641.89 $	825 767.01 $
TOTAL	1 428 614.40 $			1 642 549.41 $

Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)
269 538.19 $	547 244.21 $
272 503.11 $	553 263.89 $
492 764.82 $	1 149 784.58 $

Coût - Annuel					
Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) *
2019	269 538.19 $	0.00 $	0.00 $	269 538.19 $	246 124.30 $
2020	819 747.32 $	122 517.36 $	40 839.12 $	983 103.80 $	897 704.81 $
2021	553 263.89 $	123 865.05 $	41 288.35 $	718 417.30 $	656 010.75 $
TOTAL	1 642 549.41 $	246 382.41 $	82 127.47 $	1 971 059.29 $	1 799 839.85 $

1. Les variations de quantités et les contingences de l'hiver sont appliquées sur l'année budgétaire suivante

** Majoré de l'IPC (Indice des prix à la consommation) de 1,1% tel qu'indiqué au devis.*

TTC : Toutes taxes comprises

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1197711015

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder trois (3) contrats aux entreprises Groupe TMD (9150-2732 Québec inc.), Transport H. Cordeau inc. et Gestion Gérard Boutin inc. pour des services de transport de neige pour une durée de 2 ans, avec une option de prolongation d'une (1) année - Dépense maximale totale de 5 022 843,95 $ (taxes, variations de quantités et contingences incluses) - Appel d'offres public 19-17748 - 5 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17748_Intervention pour le SCA.pdf

19-17748_SEAO _ Liste des commandes.pdf

19-17748_Tableau de prix.pdf

AMP Gestion Gerard Boutin.pdf

AMP 9150-2732 Groupe TMD.pdf

AMP Transport H.Cordeau.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alexandre MUNIZ
Agent d'approvisionnement 2
Tél : 514-872-1028

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-26

Lina PICHÉ
Chef de section
Tél : (514) 868-5740
Division : Acquisition

SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17748

No du GDD : 1197711015

Titre de l'appel d'offres : Transport de la neige, par lot, dans le cadre des activités de déneigement pour les arrondissements de Ahuntsic-Cartierville et Rosemont--La Petite Patrie

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le Service de l'approvisionnement

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 7 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 13 - 8 - 2019

Ouverture faite le : 22 - 8 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 12 - 8 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 51 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 5

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 62,5

% de rejets : 20

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs

Date d'échéance initiale : 22 - 2 - 2020

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

ANNULÉ - AHUNTSIC-CARTIERVILLE - LOT AHU-201-1921 _ 15 novembre 2019 au 31 mars 2021 (2 saisons hivernales)	Montant soumis (TTI)	Adjudicataire
9150-2732 Qc inc. (Groupe TMD)	$ 1 098 241,20	**ANNULÉ**
Les Entreprises K.L. Mainville inc.	$ 3 250 573,20	**ANNULÉ**

AHUNTSIC-CARTIERVILLE - LOT AHU-202-1921 _ 15 novembre 2019 au 31 mars 2021 (2 saisons hivernales)	Montant soumis (TTI)	Adjudicataire
9150-2732 Qc inc. (Groupe TMD)	$ 1 134 849,24	√
Les Entreprises K.L. Mainville inc.	$ 3 358 925,64	

ROSEMONT--LA PETITE-PATRIE - LOT RPP-202-1921 _ 15 novembre 2019 au 31 mars 2021 (2 saisons hivernales)	Montant soumis (TTI)	Adjudicataire
Transport H. Cordeau inc.	$ 1 394 393,80	√
Gestion Gérard Boutin inc. (NON CONFORME, ne detient pas suffisamment de garanties de soumission)	$ 1 909 159,88	
Transport Réal Poirier inc. (NON CONFORME, ne detient pas de certification de l'AMP)	$ 1 088 928,23	
9150-2732 Qc inc. (Groupe TMD) (NON CONFORME, ne detient pas suffisamment de garanties de soumission)	$ 1 977 041,12	
Les Entreprises K.L. Mainville inc.	$ 3 331 837,53	

ROSEMONT--LA PETITE-PATRIE - LOT RPP-203-1921 _ 15 novembre 2019 au 31 mars 2021 (2 saisons hivernales)	Montant soumis (TTI)	Adjudicataire
Transport H. Cordeau inc. (NON CONFORME, ne detient pas suffisamment de garanties de soumission)	$ 1 334 928,74	
Gestion Gérard Boutin inc.	$ 1 633 564,80	√
Transport Réal Poirier inc. (NON CONFORME, ne detient pas de certification de l'AMP)	$ 1 084 789,13	
9150-2732 Qc inc. (Groupe TMD) (NON CONFORME, ne detient pas suffisamment de garanties de soumission)	$ 1 784 159,06	
Les Entreprises K.L. Mainville inc.	$ 3 006 780,21	

Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue par lot au plus bas soumissionnaire conforme ayant la capacité à rendre les services, afin d'obtenir le scénario global le plus économique pour la Ville. En date du 23 août 2019, les entreprises recommandées possèdent une autorisation de l'AMP, ne sont pas inscrites au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'ont pas de restriction imposée sur leur licence de la RBQ, ne sont pas rendues non-conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et ne sont pas inscrites à la Liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI). Mentionnons que K.L Mainville inc. est le plus bas soumissionnaire conforme dans le lot AHU-201-1921. Par contre, en raison du coût excessivement élevé qu'il a déposé (546% plus élevé que l'estimation de la Ville), il a été décidé de ne pas lui octroyer ce lot. Un appel d'offres pour ce lot sera relancé dans les plus brefs délais.

Les raisons invoquées pour le non-dépôt des soumissions sont: 1-Nous n'avons pas eu le temps d'étudier votre appel d'offres et de préparer notre soumission dans le délai alloué; 2-Nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le votre dans le délai requis.

Préparé par : Alexandre Muniz

Le 23 - 8 - 2019

AO 19-17748_ Transport de la neige, par lot, dans le cadre des activités de déneigement pour les arrondissements de Ahuntsic-Cartierville et Rosemont--La Petite Patrie

Tableau des prix reçus

	Soumissionnaire	AMP au 22 août 2019	Nombre de garanties de soumissions fournies (capacité de lots)	Lots	Montants
1	Gestion Gérard Boutin Inc.	OUI	1	AHU-201-1921	- $
				AHU-202-1921	- $
				RPP-202-1921	1 909 159,88 $
				RPP-203-1921	1 633 564,80 $
2	Les Entreprises K.L. Mainville	OUI	4	AHU-201-1921	3 250 573,20 $
				AHU-202-1921	3 358 925,64 $
				RPP-202-1921	3 331 837,53 $
				RPP-203-1921	3 006 780,21 $
3	Transport H. Cordeau	OUI	1	AHU-201-1921	- $
				AHU-202-1921	- $
				RPP-202-1921	1 394 393,80 $
				RPP-203-1921	1 334 928,74 $
4	Transport Réal Poirier Inc. (NON CONFORME, ne détient pas une autorisation de L'AMP)	NON	1	AHU-201-1921	- $
				AHU-202-1921	- $
				RPP-202-1921	1 088 928,23 $
				RPP-203-1921	1 084 789,13 $
5	Groupe TMD	OUI	1	AHU-201-1921	1 098 241,20 $
				AHU-202-1921	1 134 849,24 $
				RPP-202-1921	1 977 041,12 $
				RPP-203-1921	1 784 159,06 $

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 17 septembre 2018

GESTION GÉRARD BOUTIN INC.
A/S MONSIEUR BRUNO BOUTIN
2644, RANG SAINT-JACQUES
SAINT-JACQUES (QC) J0K 2R0

N° de décision : 2018-CPSM-1052011
N° de client : 3000736598

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). GESTION GÉRARD BOUTIN INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **1er octobre 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 26 mai 2017

9150-2732 QUÉBEC INC.
A/S MONSIEUR JOHN TOOKE
11440, AV PHILIPPE-PANNETON
MONTRÉAL (QC) H1E 4G4

N° de décision : 2017-CPSM-1032641
N° de client : 3000281631

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- ENTREPRISES TMD
- GROUPE TMD
- PISCINE TMD
- TRANSPORT MARCO D'INTINO
- TRANSPORTS A.M. GIARDULLO

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). 9150-2732 QUÉBEC INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **25 mai 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 5 octobre 2017

TRANSPORT H. CORDEAU INC.
A/S MADAME MANON CORDEAU
2325, RUE DESAUTELS
MONTRÉAL (QC) H1N 3B5

N° de décision : 2017-CPSM-1054401
N° de client : 3001357415

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). TRANSPORT H. CORDEAU INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **4 octobre 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Avis du jour | Service à la clientèle | Aide | Recherche avancée

Mon SEAO | Mes avis | Rapports | Profil | Organisation | COMMANDES | PANIER

Mes avis

Saisir un avis

Information
Description
Classification
Conditions
Documents
Modalités
Résumé
Addenda
Plaintes
Liste des commandes
Résultats d'ouverture
Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 19-17748
Numéro de référence : 1283761
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Transport de la neige, par lot, dans le cadre des activités de déneigement pour les arrondissements de Ahuntsic-Cartierville et Rosemont--La Petite Patrie

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9298-3543 QUEBEC INC. 319, Rang Haut Corbin Saint-Damase (Montérégie), QC, j0h1j0	Monsieur Mathieu Fréchette Téléphone : 450 278-9982 Télécopieur : 450 797-9982	**Commande : (1625459)** 2019-08-06 14 h 30 **Transmission :** 2019-08-06 14 h 30	3152337 - 19-17748_Addenda #1 2019-08-06 14 h 30 - Téléchargement 3162620 - 19-17748_Addenda #2 2019-08-06 14 h 30 - Téléchargement 3169125 - 19-17748_Addenda #3 2019-08-12 15 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
AEDQ 290C -714 Place Claude Dagenais Sainte-Thérèse, QC, J7E0C1 http://www.aedq-neige.org	Monsieur Mario Trudeau Téléphone : 450 674-1225 Télécopieur :	**Commande : (1615002)** 2019-07-05 **Transmission :** 2019-07-05	3152337 - 19-17748_Addenda #1 2019-07-26 15 h 22 - Courriel 3162620 - 19-17748_Addenda #2 2019-07-26 15 h 15 - Courriel 3169125 - 19-17748_Addenda #3 2019-08-12 15 h 53 -

			Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Gestion Gérard Boutin Inc. 2644 rg st-jacques Saint-Jacques, QC, J0K 2R0	Monsieur Bruno Boutin Téléphone : 450 839-6885 Télécopieur : 450 839-6889	**Commande : (1619911)** 2019-07-18 9 h 47 **Transmission :** 2019-07-18 9 h 47	3152337 - 19-17748_Addenda #1 2019-07-26 15 h 22 - Télécopie 3162620 - 19-17748_Addenda #2 2019-07-26 15 h 15 - Télécopie 3169125 - 19-17748_Addenda #3 2019-08-12 15 h 54 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Gestion Yvan Pion Inc 83Rg De La Cote Double 13 Sainte-Angèle-de-Monnoir, QC, J0L 1P0	Monsieur Yvan Pion Téléphone : 450 278-8730 Télécopieur :	**Commande : (1614346)** 2019-07-03 15 h 42 **Transmission :** 2019-07-03 15 h 42	3152337 - 19-17748_Addenda #1 2019-07-26 15 h 22 - Courriel 3162620 - 19-17748_Addenda #2 2019-07-26 15 h 15 - Courriel 3169125 - 19-17748_Addenda #3 2019-08-12 15 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises K.L. Mainville 12350 Service A2 Mirabel, QC, J7N1G5	Monsieur Serge Mainville Téléphone : 450 476-0945 Télécopieur : 450 476-0946	**Commande : (1617947)** 2019-07-12 7 h 27 **Transmission :** 2019-07-12 7 h 27	3152337 - 19-17748_Addenda #1 2019-07-26 15 h 22 - Courriel 3162620 - 19-17748_Addenda #2 2019-07-26 15 h 15 - Courriel 3169125 - 19-17748_Addenda #3 2019-08-12 15 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Les Excavations Payette ltée 7900, rue Bombardier Montréal, QC, H1J1A4	Madame Kim Hiolle Téléphone : 514 322-4800 Télécopieur : 514 322-1770	**Commande : (1615164)** 2019-07-05 9 h 48 **Transmission :** 2019-07-05 9 h 48	3152337 - 19-17748_Addenda #1 2019-07-26 15 h 22 - Courriel 3162620 - 19-17748_Addenda #2 2019-07-26 15 h 15 - Courriel 3169125 - 19-17748_Addenda #3 2019-08-12 15 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Transport H Cordeau 2325 rue Desautels Montréal, QC, H1n 3B5	Monsieur Stéphane Cordeau Téléphone : 514 259-1308 Télécopieur : 514 252-0131	**Commande : (1615310)** 2019-07-05 12 h 49 **Transmission :** 2019-07-05 12 h 49	3152337 - 19-17748_Addenda #1 2019-07-26 15 h 22 - Courriel 3162620 - 19-17748_Addenda #2 2019-07-26 15 h 15 - Courriel 3169125 - 19-17748_Addenda #3 2019-08-12 15 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Transport Réal Poirier Inc. 849 chemin Benoît Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6	Monsieur Christian Poirier Téléphone : 450 795-3171 Télécopieur : 450 446-5050	**Commande : (1614316)** 2019-07-03 15 h 09 **Transmission :** 2019-07-03 15 h 09	3152337 - 19-17748_Addenda #1 2019-07-26 15 h 22 - Courriel 3162620 - 19-17748_Addenda #2 2019-07-26 15 h 15 - Courriel 3169125 - 19-17748_Addenda #3 2019-08-12 15 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Transports Marco D' Intino 11440 Philippe-Panneton	Monsieur Marco D' Intino Téléphone : 514 952-9665	**Commande : (1623650)** 2019-08-01 8 h 57	3152337 - 19-17748_Addenda #1 2019-08-01 8 h 57 - Téléchargement

Montréal, QC, H1E 4G4	Télécopieur :	**Transmission :** 2019-08-01 8 h 57	3162620 - 19-17748_Addenda #2 2019-08-01 8 h 57 - Téléchargement 3169125 - 19-17748_Addenda #3 2019-08-12 15 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

Précédent

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197711015

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder trois (3) contrats aux entreprises Groupe TMD (9150-2732 Québec inc.), Transport H. Cordeau inc. et Gestion Gérard Boutin inc. pour des services de transport de neige pour une durée de 2 ans, avec une option de prolongation d'une (1) année - Dépense maximale totale de 5 022 843,95 $ (taxes, variations de quantités et contingences incluses) - Appel d'offres public 19-17748 - 5 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1197711015 Accorder 3 Contrats T GROUPE TMD, Cordeau et Boutin pour 2 ans.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

André POULIOT
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-23

Cathy GADBOIS
Chef de section

Tél : 514-872-1443
Division : Service des finances - Point de service HDV

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.16

2019/09/16
13:00

(2)

Dossier # : 1196320007

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un (1) contrat à l'entreprise A&O Gendron inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour une durée de quatre (4) ans avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 6 613 834,44 $ (taxes, variations de quantités et contingences incluses) - Appel d'offres public 19-17479 (2 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder un (1) contrat à l'entreprise A&O Gendron inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour une durée de quatre (4) ans avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 5 511 528,70 $ (avant variations de quantités et contingences, taxes incluses) - Appel d'offres public 19-17479 (2 soumissionnaires);

2. d'autoriser une dépense au montant de 826 729,31 $ à titre de budget de variation de quantités;

3. d'autoriser une dépense au montant de 275 576,44 $ à titre de budget de contingences;

4. et d'imputer cette somme conformément aux informations financières au dossier décisionnel.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-26 16:02

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1196320007**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un (1) contrat à l'entreprise A&O Gendron inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour une durée de quatre (4) ans avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 6 613 834,44 $ (taxes, variations de quantités et contingences incluses) - Appel d'offres public 19-17479 (2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la concertation des arrondissements (SCA) est responsable de la planification intégrée des opérations de déneigement, du lancement des appels d'offres et l'octroi des contrats s'y rattachant.
En mai dernier, un appel d'offres a été lancé en vue d'octroyer neuf (9) contrats de déneigement des chaussées et des trottoirs pour les arrondissements de Ahuntsic-Cartierville et Rosemont-La Petite-Patrie.

Le lancement a eu lieu le 8 mai 2019. Un avis a été publié dans SEAO et Le Devoir. Un addenda a été publié le 28 mai 2019:
· Addenda #1: L'addenda #1 a permis de corriger quelques erreurs mineures qui s'étaient glissées dans les documents d'appel d'offres et de répondre à deux (2) questions des preneurs de cahier des charges.

Des neuf (9) contrats visés par l'appel d'offres de déneigement de la neige, un (1) contrat est présenté dans ce sommaire décisionnel en vue de l'octroi. Les recommandations d'attribution de sept (7) autres contrats ont été déjà présentées au conseil municipal du 19 août 2019 (voir décisions antérieures).

La conformité administrative de la soumission pour ce lot est confirmée par le Service de l'approvisionnement.

Le meilleur scénario économique est déterminé en tenant compte de l'ensemble des offres reçues et du nombre de garanties de soumission déposées par chacun des soumissionnaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0919 - 19 août 2019 - Accorder cinq contrats aux firmes Les Entrepreneurs Bucaro inc., Pépinière Michel Tanguay inc., A. & O. Gendron inc. et Groupe IMOG inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour des durées de quatre ans, avec

une option de prolongation d'une année - Dépense totale de 28 931 042 $, taxes, variations de quantités et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17479 (entre 2 et 4 soum. par contrat)
CM19 0916 - 19 août 2019 - Accorder deux contrats à Les entreprises Canbec Construction inc. et Les Entrepreneurs Bucaro inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs, pour des durées de quatre ans avec une option de prolongation d'une année - Dépense totale de 11 619 284,94 $, taxes, variations de quantités et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17479 (2 soum. par contrat)

CM18 0635 - 28 mai 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 3 203 221,64 $, taxes incluses, pour la prolongation pour l'hiver 2018-2019 de deux contrats de déneigement clé en main accordés à Transport Rosemont inc. et d'un contrat de déneigement clé en main accordé à Pépinière Michel Tanguay (CA15 090211) majorant ainsi le montant total des contrats de 8 315 403,23 $ à 11 518 624,82, taxes incluses.

CE17 1361 - 9 août 2019 - D'approuver, conformément au pouvoir délégué dans les résolutions CM15-1107 et CM15-1266, les évaluations de rendement insatisfaisant du fournisseur Les Pavages d'Amour inc. réalisées par l'arrondissement du Sud-Ouest et le Service de la concertation des arrondissements dans le cadre des contrats SO-103-1621 et SO-104-1621 pour les services de déneigement des chaussées et trottoirs de l'arrondissement du Sud-Ouest. Cette entreprise sera ainsi inscrite sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant pour une période de deux (2) ans à compter de la date de la résolution du comité exécutif approuvant, le cas échéant, les évaluations de rendement insatisfaisant.

CM17 1005 - 21 août 2017 - Accorder un contrat à JMV Environnement inc. pour une période de 2 ans et un contrat à Environnement Routier NRJ inc. pour une période de 4 ans, pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs, avec une option de prolongation d'une année, pour une somme maximale de 12 615 244,49 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16104 (9 soum.)

CM16 0770 - 21 juin 2016 - Accorder 20 contrats pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs, pour des périodes variant entre 2 et 5 ans, avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 113 736 495,88 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15049 (24 soum.)

CM15 09 0211 - 14 septembre 2015 - Accorder deux contrats de déneigement à Transport Rosemont inc. et un contrat de déneigement à Pépinière Michel Tanguay pour une période de deux ans (2015 à 2017) comprenant deux options de prolongation d'une durée d'un an, aux prix et conditions de leurs soumissions respectives, soit 3 396 724,32 $ et 1 652 129,08 $, toutes taxes comprises, conformément à l'appel d'offres public 15-14553 - 6 soumissionnaires / Autoriser une dépense totale approximative de 5 048 853,40 $, toutes taxes comprises.

DESCRIPTION

Les contrats de déneigement incluent les opérations de déblaiement des chaussées, des trottoirs et de certaines ruelles, la fourniture et l'épandage de fondants et d'abrasifs sur les trottoirs et le chargement de la neige. Les normes contractuelles permettent également le soufflage de la neige en bordure de rue, si souhaité.
Les contrats sont d'une durée de quatre (4) ans avec une option d'une année de prolongation.

Toutes les normes opérationnelles sont désormais harmonisées afin de respecter les exigences de la Politique de déneigement de la Ville.

JUSTIFICATION

Au total, le cahier des charges a été acheté 22 fois sur le site de SEAO.
Pour ce lot, le taux global des soumissions est de 23% (5 soumissionnaires sur 22 preneurs de cahier des charges).

Comme les contrats ont une valeur supérieure à un million de dollars en incluant l'option de prolongation, l'adjudicataire devait détenir son attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) pour soumissionner. Son autorisation est en pièce jointe dans l'intervention du Service de l'Approvisionnement.

Le résultat de l'analyse des soumissions se retrouve ci-dessous. Précisons que dans le cadre de l'appel d'offres, les soumissionnaires pouvaient soumettre des prix pour tous les contrats ou seulement pour certains d'entre eux, mais il ne pouvait leur être octroyé plus de contrats qu'ils ne présentaient de garanties de soumission.

Contrat AHU-101-1923

Soumission conforme et non retenue	**TOTAL (TAXES INCLUSES)**
Pavages d'Amour inc.	5 170 924,74 $
Soumission conforme	**TOTAL (TAXES INCLUSES)**
A. & O. Gendron inc.	5 422 064,63 $
Dernière estimation réalisée	4 510 323,95 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues	5 422 064,63 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	0%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)	N/A
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)	N/A
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	911 740,68 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	20%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	N/A
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	N/A

Le 9 août 2017, le Comité exécutif a adopté une résolution aux termes de laquelle Pavages d'Amour inc. a été placé sur la Liste des firmes à rendement insatisfaisant. Cela faisait suite à deux évaluations de rendement insatisfaisant rendues dans le cadre de contrats de déneigement exécutés par cette firme dans l'arrondissement Le Sud-Ouest. En vertu de la clause 1.09 de la Régie incluse aux documents d'appel d'offres, la Ville peut rejeter la soumission de Pavages d'Amour inc. puisque la résolution du Comité exécutif remonte à moins de deux ans lors de l'ouverture des soumissions. C'est en raison de cette résolution et des dispositions applicables de la Loi sur les cités et villes (RLRQ c. C-19), dont il convient de rappeler l'importance significative, qu'il est recommandé de refuser la soumission de Pavages d'Amour inc. Cela étant, la décision finale de considérer ou non une telle évaluation de rendement insatisfaisant appartient à l'instance décisionnelle qui octroie le contrat.

Valeur de la prolongation:

Le contrat prévoit une prolongation d'une durée d'une année. La décision de prolonger ou

non chacun le contrat se prend dans les mois précédant la fin d'un contrat.
La valeur de la prolongation, excluant les indexations et les contingences, est présentées dans le tableau ci-dessous:

Adjudicataires	Contrats	Valeur de la prolongation (TTC)
A & O Gendron inc.	AHU-101-1923	1 355 516,16 $
	Total	**1 355 516,16 $**

Ce contrat doit être soumis à la Commission permanente sur l'examen des contrats car il répond aux critères suivants :
- Contrat de biens et services de plus de 2 M$
- Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le prix du plus bas soumissionnaire conforme a été majoré pour compenser l'augmentation de l'IPC (1,1 % à partir de la deuxième année du contrat) et pour couvrir, en termes de précipitations, 75 % des hivers (15 % de variation de quantités et 5 % de contingences). Le montant total demandé pour ce contrat est présenté dans le tableau suivant. Le détail des calculs peut être consulté en pièce jointe.

Adjudicataires	Contrats	Montant après variations quantités et contingences (TTC)
A & O Gendron inc.	AHU-101-1923	6 613 834,44 $

Les crédits prévus pour ce contrat sont disponibles dans le budget du Service de la concertation des arrondissements.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi d'un contrat plusieurs mois avant le début de la saison hivernale permet à la Ville d'effectuer l'inspection et l'enregistrement de la machinerie de l'entrepreneur et de former les arrondissements sur les nouvelles normes du cahier des charges.
Cette période de temps entre l'octroi et le début des opérations permet aussi à l'entrepreneur de planifier et d'organiser ses activités. Ceci répond à une des recommandations du Rapport sur le déneigement et ses pratiques à Montréal du BIG.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début de contrat : 1er novembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Alexandre MUNIZ)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (André POULIOT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Dominique PAQUIN, Ahuntsic-Cartierville
Thomas RIVARD, Ahuntsic-Cartierville

Lecture :

Thomas RIVARD, 23 août 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle HÉBERT
Conseillère en planification

Tél : 514-868-0816
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-22

Valérie MATTEAU
Chef de section

Tél : 514 872-7222
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André HAMEL
Directeur travaux publics
Tél : 514 872-8900
Approuvé le : 2019-08-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Guylaine BRISSON
Directrice
Tél : 514 872-4757
Approuvé le : 2019-08-26

Coût - Octroi des contrats - GDD 1196320004

Adjudicataires	Contrats	Montant avant variations quantités et contingences (TTC)	Variations quantités (15 %)	Contingences (5%)	Montant après variations quantités et contingences (TTC)	Montant par adjudicataire (TTC)	Valeur de la prolongation (TTC)
A & O Gendron inc.	AHU-101-1923	5 511 528.70 $	826 729.31 $	275 576.44 $	6 613 834.44 $	6 613 834.44 $	1 355 516.16 $
		5 511 528.70 $				**6 613 834.44 $**	**1 355 516.16 $**

TTC : Toutes taxes comprises

Ahuntsic-Cartierville			
Contrat :	AHU-101-1923	Adjudicataire	A & O Gendron inc.

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2019-2020	1 178 966.00 $	58 948.30 $	117 601.86 $	1 355 516.16 $
2020-2021*	1 191 934.63 $	59 596.73 $	118 895.48 $	1 370 426.84 $
2021-2022*	1 204 903.25 $	60 245.16 $	120 189.10 $	1 385 337.51 $
2022-2023*	1 217 871.88 $	60 893.59 $	121 482.72 $	1 400 248.19 $
TOTAL	4 793 675.76 $			5 511 528.70 $

Répartition avant taxe pour notre Master		Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)	Automne (33%)	Hiver (67%)
389 058.78 $	789 907.22 $	447 320.33 $	908 195.83 $
393 338.43 $	798 596.20 $	452 240.86 $	918 185.98 $
397 618.07 $	807 285.18 $	457 161.38 $	928 176.13 $
401 897.72 $	815 974.16 $	462 081.90 $	938 166.29 $
1 581 913.00 $	3 211 762.76 $	1 653 458.61 $	3 858 070.09 $

Coût - Annuel					
Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) [1]
2019	447 320.33 $	0.00 $	0.00 $	447 320.33 $	408 463.09 $
2020	1 360 436.68 $	203 327.42 $	67 775.81 $	1 631 539.91 $	1 489 813.41 $
2021	1 375 347.36 $	205 564.03 $	68 521.34 $	1 649 432.73 $	1 506 151.93 $
2022	1 390 258.04 $	207 800.63 $	69 266.88 $	1 667 325.54 $	1 522 490.46 $
2023	938 166.29 $	210 037.23 $	70 012.41 $	1 218 215.93 $	1 112 393.52 $
TOTAL	5 511 528.70 $	826 729.31 $	275 576.44 $	6 613 834.44 $	6 039 312.40 $

1. Les variations de quantités et les contingences de l'hiver sont appliquées sur l'année budgétaire suivante

** Majoré de l'IPC (Indice des prix à la consommation) de 1,1% tel qu'indiqué au devis.*

TTC : Toutes taxes comprises

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1196320007

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder un (1) contrat à l'entreprise A&O Gendron inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour une durée de quatre (4) ans avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 6 613 834,44 $ (taxes, variations de quantités et contingences incluses) - Appel d'offres public 19-17479 (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17479_Intervention pour le SCA (GDD 1196320007).pdf

19-17479_SEAO _ Liste des commandes.pdf

19-17479 pv.pdf

19-17479_Tableau de prix.pdf

AMP A&O Gendron.pdf

19-17479_A&O Gendron - Preuve de demande de renouvellement AMP-A&O Gendron.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alexandre MUNIZ
Agent d'approvisionnement 2
Tél : 514-872-1028

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-23

Lina PICHÉ
Chef de section
Tél : (514) 868-5740
Division : Acquisition

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 29 août 2016

A. & O. GENDRON INC.
A/S MONSIEUR OLIVIER LEGAULT
7225, WAVERLY
MONTRÉAL (QC) H2R 2Y7

N° de décision : 2016-CPSM-1046829
N° de client : 3000784642

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). A. & O. GENDRON INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 28 août 2019 et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

TR: Dossier complet - renouvellement AMP (AMF)A & O Gendron inc. A : alexandre.muniz 2019-08-23 13:26
De : "A & O Gendron inc." <sonia.ledoux@aogendron.com>
A : <alexandre.muniz@ville.montreal.qc.ca>

0 Attachment

image001.gif

Bonjour M. Muniz,

M. Legault m'a demandé de vous soumettre la confirmation de renouvellement pour AMP (AMF), voir confirmation ci-dessous.

S'il y a quoi que ce soit n'hésitez pas à communiquer avec moi.

Espérant le tout conforme.

Sonia Ledoux *pour Olivier Legault*
Adjointe administrative
A & O Gendron inc.
sonia.ledoux@aogendron.com
7225, rue Waverly
Montréal Qc H2R 2Y7
Tél.: 514 274-9291
Fax.: 514 271-1990

De : Olivier Legault [mailto:olivier.legault@aogendron.com]
Envoyé : 23 août 2019 12:49
À : ledoux sonia <sonia.ledoux@aogendron.com>
Objet : Fw: Dossier complet - Facturation AMP - A. & O. GENDRON INC.

From: pascale.ouellet@amp.gouv.qc.ca
Sent: Tuesday, May 7, 2019 11:47 AM
To: olivier.legault@aogendron.com
Subject: Dossier complet - Facturation AMP - A. & O. GENDRON INC.

Monsieur,

Je confirme que votre dossier pour le renouvellement est complet et qu'il as été transmis à nos partenaires pour vérification. Ce transfert génère des frais RHS, pour la vérification de la personne qui représente ***219$.***

Une facture est accessible dans votre dossier client, que vous devez acquitter par carte de crédit via vos services en ligne.

Salutations,

Pascale Ouellet
Agente d'autorisation aux marchés publics
Direction de l'admissibilité aux marchés publics

Autorité des marchés publics
525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550, poste 1-418-646-1566
Télécopieur (sans frais) : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca



Autorité des marchés publics Québec

525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
Télécopieur (sans frais) : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Facture

A. & O. GENDRON INC.
7225, WAVERLY
MONTRÉAL QC H2R 2Y7

N° de client :	3000784642
N° de facture :	9009-00002219
Date :	2019-05-02
Période de facturation :	2019-08-29 au 2022-08-28

N° de demande : 1900003715 - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Description	Montant
Droits exigibles d'une entreprise pour une demande de renouvellement de l'autorisation	437,00 $
TOTAL	**437,00 $**

Vous avez déjà payé cette facture? Nous vous en remercions.
Sinon, veuillez utiliser les services en ligne de l'Autorité des marchés publics au www.amp.gouv.qc.ca pour effectuer votre paiement. C'est simple et rapide.

Bordereau de paiement

Autorité des marchés publics Québec

N° de client :	3000784642
N° de facture :	9009-00002219
Date :	2019-05-02

Veuillez effectuer votre paiement si vous n'avez pas déjà acquitté votre facture.

Date d'échéance	**Sur réception**	**Montant**	**437,00 $**

SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17479

No du GDD : 1196320007

Titre de l'appel d'offres : Service de déneigement des chaussées et des trottoirs, par lot, pour les arrondissements de Ahuntsic-Cartierville et Rosemont-La Petite-Patrie (AHU-101-1923)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le Service de l'approvisionnement

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 8 - 5 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 4 - 6 - 2019

Ouverture faite le : 4 - 6 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 28 - 5 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 28 jrs

Analyse des soumissions lot AHU-101-1923

Nbre de preneurs : 22

Nbre de soumissions reçues : 5

Nbre de soumissions rejetées : 3

% de réponses : 23

% de rejets : 60

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 4 - 12 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

AHUNTSIC-CARTIERVILLE - LOT AHU-101-1923 - 1er novembre 2019 au 15 avril 2023 (4 saisons hivernales)	Montant soumis (TTI)	Adjudicataire
Pavages D'Amour inc. (était inscrit sur la *Liste de firmes à rendement insatisfaisant* à l'ouverture des soumissions le 4 juin 2019)	$ 5 170 924,74	
Pépinière Michel Tanguay inc. (NON CONFORME, ne detient pas suffisamment de garanties de soumission)	$ 4 139 099,99	
A & O Gendron inc.	$ 5 422 064,63	√
Groupe Imog inc. (NON CONFORME, ne detient pas suffisamment de garanties de soumission)	$ 4 541 367,63	
Les Entreprises Canbec Construction inc. (NON CONFORME, ne detient pas suffisamment de garanties de soumission)	$ 5 537 025,84	

Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue par lot au plus bas soumissionnaire conforme ayant la capacité à rendre les services, afin d'obtenir le scénario global le plus économique pour la Ville. En date du 23 août 2019, l'entreprise recommandée possède une autorisation de l'AMP, n'est pas inscrite au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la RBQ, n'est pas rendue non-conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et n'est pas inscrite sur la *Liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)* . À noter que l'entreprise Pavage D'Amour est le plus bas soumissionaire conforme. Cependant, au moment du dépôt des soumissions le 4 juin 2019, l'entreprise était inscrite sur la Liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI). La loi sur les cités et villes prévoit que malgré le fait qu'il soit le plus bas soumissionnaire conforme, la Ville peut décider de ne pas lui octroyer un contrat puisqu'au moment de l'ouverture des soumissions, l'entreprise était toujours inscrite sur cette liste. Conséquemment, sa soumission est non retenue.

Les raisons invoquées pour le non-dépôt des soumissions sont: 1-Nous n'avons pas eu le temps d'étudier votre appel d'offres et de préparer notre soumission dans le délai alloué; 2-Nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le votre dans le délai requis.

Préparé par : Alexandre Muniz

Le 23 - 8 - 2019

AO 19-17479_Service de déneigement des chaussées et des trottoirs, par lot, pour les arrondissements de Ahuntsic-Cartierville et Rosemont-La Petite-Patrie

Tableau des prix reçus

	Soumissionnaire	AMP au 4 juin 2019	Nombre de garanties de soumissions fournies (capacité)	Lots	Montants
1	Pépinière Michel Tanguay	OUI	1	AHU-101-1923	4 139 099,99 $
				AHU-104-1923	4 139 100,01 $
				AHU-105-1923	3 909 150,00 $
				AHU-106-1923	4 139 099,99 $
				AHU-107-1923	4 139 100,00 $
				RPP-101-1923	4 139 099,98 $
				RPP-102-1923	4 139 100,00 $
				RPP-103-1923	4 139 099,98 $
				RPP-104-1923	4 139 100,00 $
2	A & O Gendron inc.	OUI	2	AHU-101-1923	5 422 064,63 $
				AHU-104-1923	4 581 422,62 $
				AHU-105-1923	- $
				AHU-106-1923	- $
				AHU-107-1923	- $
				RPP-101-1923	4 926 678,75 $
				RPP-102-1923	- $
				RPP-103-1923	- $
				RPP-104-1923	- $
3	Groupe Imog inc.	OUI	1	AHU-101-1923	4 541 367,63 $
				AHU-104-1923	4 719 120,43 $
				AHU-105-1923	5 791 141,28 $
				AHU-106-1923	- $
				AHU-107-1923	- $
				RPP-101-1923	- $
				RPP-102-1923	- $
				RPP-103-1923	- $
				RPP-104-1923	- $
4	Les Entrepreneurs Bucaro	OUI	3	AHU-101-1923	- $
				AHU-104-1923	- $
				AHU-105-1923	- $
				AHU-106-1923	4 497 536,86 $
				AHU-107-1923	5 050 824,16 $
				RPP-101-1923	- $
				RPP-102-1923	- $
				RPP-103-1923	4 363 400,13 $
				RPP-104-1923	- $
5	Sig-Nature	OUI	1	AHU-101-1923	- $
				AHU-104-1923	4 660 888,74 $
				AHU-105-1923	- $
				AHU-106-1923	- $
				AHU-107-1923	- $
				RPP-101-1923	- $
				RPP-102-1923	- $
				RPP-103-1923	- $
				RPP-104-1923	- $
6	Entreprises Canbec Construction	OUI	1	AHU-101-1923	5 537 025,84 $
				AHU-104-1923	4 474 741,46 $
				AHU-105-1923	- $
				AHU-106-1923	- $
				AHU-107-1923	- $
				RPP-101-1923	- $
				RPP-102-1923	- $
				RPP-103-1923	- $
				RPP-104-1923	- $
7	JMV Environnement	OUI	1	AHU-101-1923	- $
				AHU-104-1923	- $
				AHU-105-1923	- $
				AHU-106-1923	5 656 251,88 $
				AHU-107-1923	5 825 407,14 $
				RPP-101-1923	- $
				RPP-102-1923	- $
				RPP-103-1923	- $
				RPP-104-1923	- $
8	Transport Rosemont (NON-CONFORME, fait partie du Registre des personnes inadmissibles en vertu du règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal)	OUI	4	AHU-101-1923	- $
				AHU-104-1923	- $
				AHU-105-1923	4 253 714,41 $
				AHU-106-1923	3 872 251,45 $
				AHU-107-1923	4 322 727,87 $
				RPP-101-1923	- $
				RPP-102-1923	5 461 724,34 $
				RPP-103-1923	4 009 534,63 $
				RPP-104-1923	4 944 851,61 $
9	Pavages D'Amour	OUI	1	AHU-101-1923	5 170 924,74 $
				AHU-104-1923	- $
				AHU-105-1923	- $
				AHU-106-1923	- $
				AHU-107-1923	- $
				RPP-101-1923	- $
				RPP-102-1923	- $
				RPP-103-1923	- $
				RPP-104-1923	- $

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- **Liste des commandes**
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 19-17479

Numéro de référence : 1250252

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Service de déneigement des chaussées et des trottoirs, par lot, pour les arrondissements de Ahuntsic-Cartierville et Rosemont-La Petite-Patrie

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Le Groupe Nepveu Inc. 75 daoust Saint-Eustache, QC, j7r5b7	Monsieur Benoit Nepveu Téléphone : 450 491-5661 Télécopieur : 450 491-1668	**Commande : (1592232)** 2019-05-09 16 h 36 **Transmission :** 2019-05-09 16 h 36	3134684 - 19-17479_Addenda #1 (devis) 2019-05-28 13 h 08 - Télécopie 3134685 - 19-17479_Addenda #1 (bordereau) 2019-05-28 13 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1592508)** 2019-05-10 10 h 02 **Transmission :** 2019-05-10 10 h 02	3134684 - 19-17479_Addenda #1 (devis) 2019-05-28 13 h 07 - Courriel 3134685 - 19-17479_Addenda #1 (bordereau) 2019-05-28 13 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) :

			Courrier électronique
Les Entreprises Canbec Construction inc. 145 rue Richer (Lachine) Montréal, QC, H8R 1R4	Monsieur Nicolas Iapalucci Téléphone : 514 481-1226 Télécopieur : 514 481-9925	**Commande : (1591882)** 2019-05-09 10 h 59 **Transmission :** 2019-05-09 10 h 59	3134684 - 19-17479_Addenda #1 (devis) 2019-05-28 13 h 07 - Courriel 3134685 - 19-17479_Addenda #1 (bordereau) 2019-05-28 13 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1592800)** 2019-05-10 15 h 15 **Transmission :** 2019-05-10 15 h 15	3134684 - 19-17479_Addenda #1 (devis) 2019-05-28 13 h 07 - Courriel 3134685 - 19-17479_Addenda #1 (bordereau) 2019-05-28 13 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Équipements Benco (Canada) Ltée 3055, rue Peugeot Laval, QC, H7L 5C4	Monsieur Martin Benoit Téléphone : 514 977-5134 Télécopieur :	**Commande : (1591759)** 2019-05-09 9 h 38 **Transmission :** 2019-05-09 9 h 38	3134684 - 19-17479_Addenda #1 (devis) 2019-05-28 13 h 07 - Courriel 3134685 - 19-17479_Addenda #1 (bordereau) 2019-05-28 13 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Excavations Payette ltée 7900, rue Bombardier Montréal, QC, H1J1A4	Madame Kim Hiolle Téléphone : 514 322-4800 Télécopieur : 514 322-1770	**Commande : (1595780)** 2019-05-16 17 h 10 **Transmission :** 2019-05-16 17 h 10	3134684 - 19-17479_Addenda #1 (devis) 2019-05-28 13 h 07 - Courriel 3134685 - 19-17479_Addenda #1 (bordereau) 2019-05-28 13 h 07 - Téléchargement

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Pavages D'Amour Inc. 1635 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R6 http://pavagesdamour.com	Madame Viviana Mejia Téléphone : 514 631-4570 Télécopieur : 514 631-6002	**Commande : (1593339)** 2019-05-13 11 h 38 **Transmission :** 2019-05-13 13 h 02	3134684 - 19-17479_Addenda #1 (devis) 2019-05-28 13 h 07 - Courriel 3134685 - 19-17479_Addenda #1 (bordereau) 2019-05-28 13 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pépinière Michel Tanguay inc. 6200 BOULEVARD LAFRAMBOISE Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1E9	Monsieur CLAUDE PÉLOQUIN Téléphone : 450 796-3442 Télécopieur : 450 253-1356	**Commande : (1592267)** 2019-05-09 19 h 19 **Transmission :** 2019-05-09 19 h 19	3134684 - 19-17479_Addenda #1 (devis) 2019-05-28 13 h 07 - Courriel 3134685 - 19-17479_Addenda #1 (bordereau) 2019-05-28 13 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Ramcor Construction Inc. 8085 rue Champ D'Eau Arrondissement Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y1	Monsieur Guy Cormier Téléphone : 514 329-4545 Télécopieur : 514 329-4818	**Commande : (1600889)** 2019-05-29 9 h 39 **Transmission :** 2019-05-29 9 h 39	3134684 - 19-17479_Addenda #1 (devis) 2019-05-29 9 h 39 - Téléchargement 3134685 - 19-17479_Addenda #1 (bordereau) 2019-05-29 9 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Services Uniques J.M. inc. 10525 av Hénault Montréal, QC, H1G 5R6	Monsieur Alain Marchand Téléphone : 514 444-0849 Télécopieur : 514 321-2489	**Commande : (1594372)** 2019-05-14 16 h 30 **Transmission :** 2019-05-14 16	3134684 - 19-17479_Addenda #1 (devis) 2019-05-28 13 h 07 - Courriel 3134685 - 19-

		h 30	17479_Addenda #1 (bordereau) 2019-05-28 13 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sig-Nature 935 Lippmann Laval, QC, h7s1g3	Madame Isabelle Lorrain Téléphone : 450 629-8516 Télécopieur : 450 629-9917	**Commande : (1592237)** 2019-05-09 16 h 48 **Transmission :** 2019-05-09 16 h 48	3134684 - 19-17479_Addenda #1 (devis) 2019-05-28 13 h 07 - Courriel 3134685 - 19-17479_Addenda #1 (bordereau) 2019-05-28 13 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Transport Rosemont inc, 2601 rue Jarry Est Montréal, QC, H1Z 2C2	Monsieur Guy Boulay Téléphone : 514 725-3521 Télécopieur : 514 376-7687	**Commande : (1592170)** 2019-05-09 15 h 20 **Transmission :** 2019-05-09 15 h 20	3134684 - 19-17479_Addenda #1 (devis) 2019-05-28 13 h 07 - Courriel 3134685 - 19-17479_Addenda #1 (bordereau) 2019-05-28 13 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Transports Marco D' Intino 11440 Philippe-Panneton Montréal, QC, H1E 4G4	Monsieur Marco D' Intino Téléphone : 514 952-9665 Télécopieur :	**Commande : (1600047)** 2019-05-27 15 h 53 **Transmission :** 2019-05-27 15 h 53	3134684 - 19-17479_Addenda #1 (devis) 2019-05-28 13 h 07 - Courriel 3134685 - 19-17479_Addenda #1 (bordereau) 2019-05-28 13 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Ville de Salaberry-de-Valleyfield 61, rue Sainte-Cécile Salaberry-de-Valleyfield, QC,	Madame Anne-Marie Coulombe Téléphone : 450	**Commande : (1593231)** 2019-05-13 10	Mode privilégié : Ne pas recevoir

J6T 1L8 http://www.ville.valleyfield.qc.ca	370-4824 Télécopieur : 450 370-4316	h 34 **Transmission :** 2019-05-13 10 h 34	
9055 0344 QC Inc. 774 route 133 Henryville, QC, J0J 1E0	Monsieur Daniel Choquette Téléphone : 450 299-2135 Télécopieur : 450 299-2384	**Commande : (1599764)** 2019-05-27 11 h 36 **Transmission :** 2019-05-27 11 h 36	3134684 - 19-17479_Addenda #1 (devis) 2019-05-28 13 h 07 - Courriel 3134685 - 19-17479_Addenda #1 (bordereau) 2019-05-28 13 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
A & O Gendron Inc 7225 rue Waverly Montréal, QC, H2R 2Y7	Monsieur Olivier Legault Téléphone : 514 274-9291 Télécopieur : 514 271-1990	**Commande : (1592815)** 2019-05-10 15 h 33 **Transmission :** 2019-05-10 15 h 33	3134684 - 19-17479_Addenda #1 (devis) 2019-05-28 13 h 07 - Courriel 3134685 - 19-17479_Addenda #1 (bordereau) 2019-05-28 13 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
AEDQ 290C -714 Place Claude Dagenais Sainte-Thérèse, QC, J7E0C1 http://www.aedq-neige.org	Monsieur Mario Trudeau Téléphone : 450 674-1225 Télécopieur :	**Commande : (1603789)** 2019-06-04 23 h 43 **Transmission :** 2019-06-04 23 h 43	3134684 - 19-17479_Addenda #1 (devis) 2019-06-04 23 h 43 - Téléchargement 3134685 - 19-17479_Addenda #1 (bordereau) 2019-06-04 23 h 43 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Déneigement Fontaine et Gadbois inc. 13170 rue Cherrier Montréal, QC, H1A 3T9	Monsieur Mario Gadbois Téléphone : 514 645-1435 Télécopieur : 514 645-5322	**Commande : (1593407)** 2019-05-13 12 h 54 **Transmission :**	3134684 - 19-17479_Addenda #1 (devis) 2019-05-28 13 h 08 - Télécopie 3134685 - 19-

		2019-05-13 12 h 54	17479_Addenda #1 (bordereau) 2019-05-28 13 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Entreprise Vincent Laperle 85A 4e Rang Nord Saint-Marcel-de-Richelieu, QC, j0h1t0	Monsieur vincent laperle Téléphone : 450 502-4441 Télécopieur :	**Commande : (1595360)** 2019-05-16 9 h 45 **Transmission :** 2019-05-16 9 h 45	3134684 - 19-17479_Addenda #1 (devis) 2019-05-28 13 h 07 - Courriel 3134685 - 19-17479_Addenda #1 (bordereau) 2019-05-28 13 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca	Madame Cynthia Nadeau Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1591639)** 2019-05-09 8 h 17 **Transmission :** 2019-05-09 8 h 17	3134684 - 19-17479_Addenda #1 (devis) 2019-05-28 13 h 07 - Courriel 3134685 - 19-17479_Addenda #1 (bordereau) 2019-05-28 13 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Excavation ESM Inc. 1361 boul. Lionel-Boulet Varennes, QC, J3X1P7	Monsieur Jean-Philippe Savaria Téléphone : 450 649-0442 Télécopieur : 450 649-0441	**Commande : (1593848)** 2019-05-14 8 h 56 **Transmission :** 2019-05-14 8 h 56	3134684 - 19-17479_Addenda #1 (devis) 2019-05-28 13 h 07 - Courriel 3134685 - 19-17479_Addenda #1 (bordereau) 2019-05-28 13 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Fédération québécoise des municipalités - FQM	Madame Dominique	**Commande : (1594587)**	Mode privilégié : Ne pas recevoir

1134 Grande-Allée Ouest, RC 01 Québec, QC, G1S 1E5	Delisle Téléphone : 418 651-3343 Télécopieur :	2019-05-15 9 h 10 **Transmission :** 2019-05-15 9 h 10	
Groupe IMOG inc. 7400 Chemin St Francois Montréal, QC, h4s1b8	Monsieur Jean Etienne Limoges Téléphone : 514 715-2627 Télécopieur : 514 745-8900	**Commande : (1591529)** 2019-05-08 16 h 43 **Transmission :** 2019-05-08 16 h 43	3134684 - 19-17479_Addenda #1 (devis) 2019-05-28 13 h 07 - Courriel 3134685 - 19-17479_Addenda #1 (bordereau) 2019-05-28 13 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe IMOG inc. 7400 Chemin St Francois Montréal, QC, h4s1b8	Monsieur Jean Etienne Limoges Téléphone : 514 715-2627 Télécopieur : 514 745-8900	**Commande : (1592664)** 2019-05-10 12 h 38 **Transmission :** 2019-05-10 12 h 38	3134684 - 19-17479_Addenda #1 (devis) En cours d'envoi - Télécopie 3134685 - 19-17479_Addenda #1 (bordereau) 2019-05-28 13 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Jean-Paul Trahan 1890 Ltée 18 rue de la Princesse-Caroline Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J2X 5P4 http://jeanpaultrahan@bellnet.ca	Monsieur Louis Trahan Téléphone : 514 821-3411 Télécopieur : 450 542-9947	**Commande : (1602077)** 2019-05-31 10 h 09 **Transmission :** 2019-05-31 10 h 09	3134684 - 19-17479_Addenda #1 (devis) 2019-05-31 10 h 09 - Téléchargement 3134685 - 19-17479_Addenda #1 (bordereau) 2019-05-31 10 h 09 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
JMV Environnement 3550 boul. Laframboise Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1J9	Monsieur Mathieu Bérard Téléphone : 450 253-5994 Télécopieur :	**Commande : (1592281)** 2019-05-09 22 h 05 **Transmission**	3134684 - 19-17479_Addenda #1 (devis) 2019-05-28 13 h 07 - Courriel

	: 2019-05-09 22 h 05	3134685 - 19-17479_Addenda #1 (bordereau) 2019-05-28 13 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

Précédent

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1196320007

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder un (1) contrat à l'entreprise A&O Gendron inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour une durée de quatre (4) ans avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 6 613 834,44 $ (taxes, variations de quantités et contingences incluses) - Appel d'offres public 19-17479 (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1196320007 Accorder 1 Contrats N à A&O GENDRON pour4 ans.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

André POULIOT
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-23

Cathy GADBOIS
Chef de section

Tél : 514-872-1443
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CM : 20.16

2019/09/16
13:00

(2)

Dossier # : 1196320007

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder un (1) contrat à l'entreprise A&O Gendron inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour une durée de quatre (4) ans avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 6 613 834,44 $ (taxes, variations de quantités et contingences incluses) - Appel d'offres public 19-17479 (2 soumissionnaires)

Rapport - mandat SMCE196320007.pdf

Dossier # :1196320007

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidents

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Membres

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

Le 16 septembre 2019

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE19632007

Accorder un (1) contrat à l'entreprise A&O Gendron inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour une durée de quatre (4) ans avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 6 613 834,44 $ (taxes, variations de quantités et contingences incluses) - Appel d'offres public 19-17479 (2 soumissionnaires).

(ORIGINAL SIGNÉ)	*(ORIGINAL SIGNÉ)*
Karine Boivin Roy Présidente	Linda Lajeunesse Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE196312007

Accorder un (1) contrat à l'entreprise A&O Gendron inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour une durée de quatre (4) ans avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 6 613 834,44 $ (taxes, variations de quantités et contingences incluses) - Appel d'offres public 19-17479 (2 soumissionnaires)

À sa séance du 28 août 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce contrat répondait aux critères suivants :

- *Contrat de biens et services de plus de 2 M$, pour lequel :*
    - *l'écart est de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 4 septembre 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentantes du Service de la concertation des arrondissements ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les explications du Service ont permis de rassurer les commissaires en ce qui concerne l'octroi à l'entreprise A&O Gendron, qui a fait l'objet d'un rapport du Bureau de l'inspecteur général en 2016 pour sous-traitance illégale, puisqu'une vérification des enregistrements sera effectuée afin de déterminer la propriété des équipements sur le terrain. Les membres comprennent cependant que la vérification de la provenance des salaires versés aux employés qui opéreront ces appareils est plus difficile à effectuer et que seule une nouvelle enquête de l'inspectrice générale de la Ville pourrait le permettre.

Finalement, les commissaires notent, une fois de plus, que les exigences de barres latérales sur la machinerie de déneigement et l'application des principes en matière d'accessibilité universelle ne figurent toujours pas aux appels d'offres. Plusieurs contrats continuent d'être octroyés sans que la Commission puisse constater les changements requis. Dans son rapport annuel, la Commission recommandera un suivi de l'Administration sur cette importante question de sécurité publique.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentantes du Service de la concertation des arrondissements pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal, à savoir :

- *Contrat de biens et services de plus de 2 M$, pour lequel :*
    - *l'écart est de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;

Considérant les questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE19632007 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.17

2019/09/16
13:00

(2)

Dossier # : 1197711008

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat à Transvrac Montréal -Laval inc. pour les services de transport de neige dans douze (12) arrondissements, d'une durée d'un an avec une option de prolongation d'une année, pour un montant maximal de 13 610 327,94 $, toutes taxes incluses - Contrat de gré à gré - Approuver le projet de convention à cette fin

Il est recommandé:

1. d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Transvrac Montréal-Laval inc. pour les services de transport de neige dans douze (12) arrondissements, d'une durée d'un an avec une option de prolongation d'une année, pour un montant maximal de 13 610 327,94 $, toutes taxes incluses;

2. d'approuver le projet de convention à cette fin, et selon les termes et conditions stipulés à la convention;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-19 10:37

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197711008**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat à Transvrac Montréal-Laval inc. pour les services de transport de neige dans douze (12) arrondissements, d'une durée d'un an avec une option de prolongation d'une année, pour un montant maximal de 13 610 327,94 $, toutes taxes incluses - Contrat de gré à gré - Approuver le projet de convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Depuis janvier 2016, le Service de la concertation des arrondissements (SCA) est responsable de la planification intégrée des opérations de déneigement, du lancement des appels d'offres et l'octroi des contrats.
Le SCA a conclu une entente de service avec Transvrac Montréal-Laval inc. pour le transport de la neige dans douze (12 arrondissements) de Montréal. Transvrac est un organisme sans but lucratif qui détient un permis de courtage en services de camionnage émis par le ministère des Transports. L'organisme est une association de camionneurs artisans œuvrant dans la région de Montréal et Laval.

Bien que certaines conditions de l'entente aient été révisées, le coût total de cette dernière est principalement basé sur les tarifs du Recueil des tarifs de transport de neige et de glace du Ministère des Transports du Québec. Dans ce contexte aucune estimation n'a été produite.

La négociation de cette année a été effectuée dans un contexte de pénurie de main d'oeuvre. Afin d'attirer et de retenir le plus grand nombre de camionneurs possibles, certains paramètres de l'entente ont été bonifiés, notamment :

- La Ville garantit maintenant aux camionneurs le meilleur tarif entre le paiement horaire ou le paiement au volume de neige transportée;
- Un minimum de 6 h est garanti par quart de travail;
- Les taux horaires pour lesquels la Ville bénéficiait d'une réduction de 2 % sont revenus à la normale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0431 - 15 avril 2019 - Autoriser une dépense additionnelle de 2 333 309,04$, majorant ainsi le montant total de l'entente de service pour le transport de neige avec Transvrac Montréal-Laval Inc. de 11 392 931,13$ à 13 726 240,17$ taxes incluses.

CM18 1372 - 19 novembre 2018 - Approuver une convention avec Transvrac Montréal-Laval inc. pour les services de transport de neige dans douze (12) arrondissements, pour une durée d'un an, avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 11 566 930,45$ (taxes, variations de quantités et contingences incluses).

CM17 0970 - 22 août 2017 - Accorder, conformément à la loi, un contrat à Transvrac Montréal-Laval inc. pour les services de transport de neige 2017-2018 dans l'arrondissement de Saint-Léonard pour un montant maximal de 382 127 $, toutes taxes incluses - Contrat de gré à gré - Approuver le projet de convention à cette fin.

CM17 0965 - 22 août 2017 - Autoriser la prolongation pour une (1) année de la convention de services signée avec Transvrac pour le transport de la neige dans l'arrondissement du Sud-Ouest (montant maximal de 748 247 $ taxes incluses pour la saison hivernale 2017-2018) et autoriser une dépense supplémentaire de 289 723 $ taxe incluses pour la saison hivernale 2016-2017.

CM17 0963 - 22 aôut 2017 - Autoriser la prolongation, pour une (1) année, de la convention de services signée avec Transvrac pour le transport de la neige dans 9 arrondissements de Montréal (Montant estimé pour la prolongation 9 524 821 $ taxes incluses).

CM17 0046 - 23 janvier 2017 - Accorder un contrat à Transvrac Montréal-Laval inc. pour les services de transport de neige pour la saison hivernale 2016-2017 dans un secteur de l'arrondissement Le Sud-Ouest pour une somme maximale de 448 678 $, toutes taxes incluses et approuver le projet de convention à cette fin. Jusqu'à ce que l'entente ainsi que la dépense totale qui y sont associées soient dûment approuvées par le conseil municipal, que le comité exécutif autorise une dépense maximale de 100 000,00$, incluant les taxes moins les «ristournes» dans le cadre de cette entente.

CM16 1073 - 26 septembre 2016 - Accorder un contrat à Transvrac Montréal-Laval inc. pour les services de transport de neige 2016-2017 dans 9 arrondissements de Montréal pour une somme maximale de 8 905 864 $, toutes taxes incluses / Approuver le projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'approbation d'une entente pour le transport de neige dans les arrondissements suivants:

- Anjou ;
- Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce ;
- Lachine ;
- LaSalle ;
- Le Sud-Ouest ;
- L'Île-Bizard - Ste-Geneviève ;
- Montréal-Nord ;
- Pierrefonds-Roxboro ;
- St-Laurent ;
- St-Léonard ;
- Verdun ;
- Ville-Marie.

Le transport de neige est requis dans les secteurs où les opérations de déneigement sont réalisées en régie.

Les ententes débuteront le 15 novembre 2019 et se terminent le 15 avril 2020.

Afin d'attirer un maximum de camionneurs, il a été convenu de payer les camionneurs au meilleur des deux tarifs : horaire ou au volume de neige transportée. Cette méthode prévalait déjà dans certains secteurs l'an dernier.

JUSTIFICATION

La Ville de Montréal ne possède pas les camions nécessaires au transport de la neige. Elle doit donc recourir, pour certains secteurs de déneigement, aux services d'entreprises privées par le biais de contrats publics de transport de neige. Le marché n'a cependant pas la capacité de répondre à tous les besoins de la Ville en matière de transport de neige à un juste prix.
Le marché du camionnage est composé de plusieurs camionneurs indépendants qui, pris individuellement, ne répondent pas à des appels d'offres de transport lancés par la Ville. Ces camionneurs se regroupent donc auprès d'un courtier en camionnage. Transvrac Montréal-Laval inc. détient le permis de courtage pour la région de Montréal. En vertu de l'article 573.3 paragraphe 3 de la Loi sur les Cités et Villes, la Ville peut conclure de gré à gré un contrat pour la fourniture des services de camionnage en vrac avec un titulaire de permis de courtage.

Transvrac Montréal-Laval inc. ne requiert pas d'être inscrit à l'Autorité des marchés publics (AMP), car elle agit à titre d'intermédiaire entre la Ville et les camionneurs en vrac. Ainsi, en vertu de la convention, aucun frais, majoration, sommes ou honoraires ne sont payables par la Ville à Transvrac Montréal-Laval inc. Les sommes maximales indiquées aux ententes couvrent uniquement les services des camionneurs en vrac.

Valeur de la prolongation:
Une année supplémentaire en option est prévue à l'entente. La décision de prolonger ou non se prend dans les mois précédant la fin de l'entente. Les valeurs de la prolongation, excluant les indexations sont présentées dans le tableau ci-dessous:

Arrondissement	Valeur de la prolongation (TTC)
ANJ	1 107 325,98 $
CDN	1 344 233,63 $
IBI	175 146,18 $
LAC	918 114,90 $
LAS	2 577 477,70 $
S-O	931 207,65 $
MTN	1 018 893,00 $
PRF	415 049,18 $
SLA	2 216 319,03 $
SLE	712 473,53 $
VER	1 246 600,29 $
VMA	947 486,88 $
Total	13 610 327,94 $

TTC: toutes taxes comprises

Commission d'examen des contrats:

Ce dossier doit être soumis à la Commission d'examen des contrats pour deux raisons:

- la valeur de l'entente, incluant les variations de quantités et les contingences, est supérieure à dix (10) millions de dollars;
- la valeur de l'entente est supérieure à deux (2) millions de dollars et Transvrac en est, dans certains cas, à son quatrième octroi consécutif.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux ententes sont les suivants. Ces coûts sont suffisants pour couvrir, en termes de précipitations, 75% des hivers.
Entente 1 an

Arrondissement	Montant total (TTC)
ANJ	1 107 325,98 $
CDN	1 344 233,63 $
IBI	175 146,18 $
LAC	918 114,90 $
LAS	2 577 477,70 $
S-O	931 207,65 $
MTN	1 018 893,00 $
PRF	415 049,18 $
SLA	2 216 319,03 $
SLE	712 473,53 $
VER	1 246 600,29 $
VMA	947 486,88 $
Total	13 610 327,94 $

TTC: toutes taxes comprises

Le détail des calculs est en pièce jointe.

Les crédits prévus pour l'entente sont disponibles dans le budget du Service de la concertation des arrondissements. Par contre, si les conditions météorologiques entraînent des précipitations au-dessus de la moyenne, l'écart entre l'autorisation de dépenses du présent dossier décisionnel et les disponibilités budgétaires nécessiteront un budget supplémentaire provenant de la réserve neige ou des dépenses contingentes.

L'intervention financière présente l'ensemble des détails.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation des ententes permettra d'assurer le transport de la neige dans les secteurs de déneigement concernés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Sans objet

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Lucie HUARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marc DUSSAULT, Anjou
Benoît DESLOGES, Anjou
Sylvain TURNBLOM, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Christianne CYRENNE, LaSalle
Pierre Yves MORIN, L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
Gilbert BÉDARD, Montréal-Nord
Andrea SZABO, Pierrefonds-Roxboro
Stéphane BEAUDOIN, Pierrefonds-Roxboro
Véronique NAULT, Saint-Laurent
François LAPALME, Saint-Laurent
Dominic POITRAS, Saint-Léonard
Claude DUBOIS, Le Sud-Ouest
Ruy Paulo FERREIRA, Le Sud-Ouest
Marie-Ève BOIVIN, Ville-Marie
Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Martin ROBERGE, Verdun
Pierre P BOUTIN, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Martin THIFFEAULT, Verdun
Marie-Josée M GIRARD, Lachine
Luc PERREAULT, Lachine
Cyril BAUDIN, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Dominic POITRAS, 14 août 2019
Cyril BAUDIN, 14 août 2019

Luc PERREAULT, 13 août 2019
Pierre P BOUTIN, 13 août 2019
Marc DUSSAULT, 13 août 2019
Martin ROBERGE, 13 août 2019
Christianne CYRENNE, 13 août 2019
Martin THIFFEAULT, 13 août 2019
Véronique NAULT, 13 août 2019
Alain DUFRESNE, 13 août 2019
Stéphane BEAUDOIN, 12 août 2019
Ruy Paulo FERREIRA, 12 août 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline ROUSSELET
Conseillère en planification

Tél : 514-872-7232
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-07

Valérie MATTEAU
Chef de section

Tél : 514 872-7222
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André HAMEL
Directeur travaux publics
Tél : 514 872-8900
Approuvé le : 2019-08-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Guylaine BRISSON
Directrice
Tél : 514 872-4757
Approuvé le : 2019-08-16

Coût des ententes avec Transvrac - GDD 1197711008

Entente 1 an

Arrondissement	Montant total (TTC)	Valeur de la prolongation (TTC)
ANJ	1 107 325.98 $	1 107 325.98 $
CDN	1 344 233.63 $	1 344 233.63 $
IBI	175 146.18 $	175 146.18 $
LAC	918 114.90 $	918 114.90 $
LAS	2 577 477.70 $	2 577 477.70 $
S-O	931 207.65 $	931 207.65 $
MTN	1 018 893.00 $	1 018 893.00 $
PRF	415 049.18 $	415 049.18 $
SLA	2 216 319.03 $	2 216 319.03 $
SLE	712 473.53 $	712 473.53 $
VER	1 246 600.29 $	1 246 600.29 $
VMA	947 486.88 $	947 486.88 $
Total	**13 610 327.94 $**	**13 610 327.94 $**

TTC: toutes taxes comprises

Entente	Transvrac	Arrondissement	ANJ

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2019-2020	963 101.53 $	48 155.08 $	96 069.38 $	1 107 325.98 $
TOTAL	963 101.53 $	48 155.08 $	96 069.38 $	1 107 325.98 $

Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)
365 417.57 $	741 908.41 $

Coût - Annuel		
Année	Contrat (TTC)	Contrat (Net)
2019	365 417.57 $	333 674.95 $
2020	741 908.41 $	677 461.27 $
TOTAL	1 107 325.98 $	1 011 136.22 $

Entente	Transvrac	Arrondissement	CDN

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2019-2020	1 169 152.97 $	58 457.65 $	116 623.01 $	1 344 233.63 $
TOTAL	1 169 152.97 $	58 457.65 $	116 623.01 $	1 344 233.63 $

Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)
443 597.10 $	900 636.53 $

Coût - Annuel		
Année	Contrat (TTC)	Contrat (Net)
2019	443 597.10 $	405 063.28 $
2020	900 636.53 $	822 401.20 $
TOTAL	1 344 233.63 $	1 227 464.47 $

Entente	Transvrac	Arrondissement	IBI

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2019-2020	152 334.14 $	7 616.71 $	15 195.33 $	175 146.18 $
TOTAL	152 334.14 $	7 616.71 $	15 195.33 $	175 146.18 $

Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)
57 798.24 $	117 347.94 $

Coût - Annuel		
Année	Contrat (TTC)	Contrat (Net)
2019	57 798.24 $	52 777.50 $
2020	117 347.94 $	107 154.31 $
TOTAL	175 146.18 $	159 931.81 $

Entente	Transvrac	Arrondissement	LAC

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2019-2020	798 534.38 $	39 926.72 $	79 653.80 $	918 114.90 $
TOTAL	798 534.38 $	39 926.72 $	79 653.80 $	918 114.90 $

Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)
302 977.92 $	615 136.99 $

Coût - Annuel		
Année	Contrat (TTC)	Contrat (Net)
2019	302 977.92 $	276 659.22 $
2020	615 136.99 $	561 702.06 $
TOTAL	918 114.90 $	838 361.28 $

Entente	Transvrac	Arrondissement	LAS

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2019-2020	2 241 772.30 $	112 088.62 $	223 616.79 $	2 577 477.70 $
TOTAL	2 241 772.30 $	112 088.62 $	223 616.79 $	2 577 477.70 $

Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)
850 567.64 $	1 726 910.06 $

Coût - Annuel		
Année	Contrat (TTC)	Contrat (Net)
2019	850 567.64 $	776 681.63 $
2020	1 726 910.06 $	1 576 899.06 $
TOTAL	2 577 477.70 $	2 353 580.69 $

Entente	Transvrac	Arrondissement	S-O

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2019-2020	809 921.85 $	40 496.09 $	80 789.70 $	931 207.65 $
TOTAL	809 921.85 $	40 496.09 $	80 789.70 $	931 207.65 $

Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)
307 298.52 $	623 909.12 $

Coût - Annuel		
Année	Contrat (TTC)	Contrat (Net)
2019	307 298.52 $	280 604.51 $
2020	623 909.12 $	569 712.19 $
TOTAL	931 207.65 $	850 316.70 $

Entente	Transvrac	Arrondissement	MTN

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2019-2020	886 186.56 $	44 309.33 $	88 397.11 $	1 018 893.00 $
TOTAL	886 186.56 $	44 309.33 $	88 397.11 $	1 018 893.00 $

Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)
336 234.69 $	682 658.31 $

Coût - Annuel		
Année	Contrat (TTC)	Contrat (Net)
2019	336 234.69 $	307 027.09 $
2020	682 658.31 $	623 358.03 $
TOTAL	1 018 893.00 $	930 385.11 $

Entente	Transvrac	Arrondissement	PRF

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2019-2020	360 990.81 $	18 049.54 $	36 008.83 $	415 049.18 $
TOTAL	360 990.81 $	18 049.54 $	36 008.83 $	415 049.18 $

Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)
136 966.23 $	278 082.95 $

Coût - Annuel		
Année	Contrat (TTC)	Contrat (Net)
2019	136 966.23 $	125 068.42 $
2020	278 082.95 $	253 926.80 $
TOTAL	415 049.18 $	378 995.23 $

Entente	Transvrac	Arrondissement	SLA

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2019-2020	1 927 652.99 $	96 382.65 $	192 283.39 $	2 216 319.03 $
TOTAL	1 927 652.99 $	96 382.65 $	192 283.39 $	2 216 319.03 $

Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)
731 385.28 $	1 484 933.75 $

Coût - Annuel		
Année	Contrat (TTC)	Contrat (Net)
2019	731 385.28 $	667 852.25 $
2020	1 484 933.75 $	1 355 942.44 $
TOTAL	2 216 319.03 $	2 023 794.68 $

Entente	Transvrac	Arrondissement	SLE

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2019-2020	619 676.91 $	30 983.85 $	61 812.77 $	712 473.53 $
TOTAL	619 676.91 $	30 983.85 $	61 812.77 $	712 473.53 $

Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)
235 116.26 $	477 357.26 $

Coût - Annuel		
Année	Contrat (TTC)	Contrat (Net)
2019	235 116.26 $	214 692.49 $
2020	477 357.26 $	435 890.81 $
TOTAL	712 473.53 $	650 583.30 $

Entente	Transvrac	Arrondissement	VMA

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2019-2020	824 080.77 $	41 204.04 $	82 202.06 $	947 486.88 $
TOTAL	824 080.77 $	41 204.04 $	82 202.06 $	947 486.88 $

Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)
312 670.67 $	634 816.21 $

Coût - Annuel		
Année	Contrat (TTC)	Contrat (Net)
2019	312 670.67 $	285 510.00 $
2020	634 816.21 $	579 671.81 $
TOTAL	947 486.88 $	865 181.81 $

Entente	Transvrac	Arrondissement	VER

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2019-2020	1 084 235.95 $	54 211.80 $	108 152.54 $	1 246 600.29 $
TOTAL	1 084 235.95 $	54 211.80 $	108 152.54 $	1 246 600.29 $

Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)
411 378.10 $	835 222.20 $

Coût - Annuel		
Année	Contrat (TTC)	Contrat (Net)
2019	411 378.10 $	375 643.03 $
2020	835 222.20 $	762 669.19 $
TOTAL	1 246 600.29 $	1 138 312.23 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1197711008

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat à Transvrac Montréal -Laval inc. pour les services de transport de neige dans douze (12) arrondissements, d'une durée d'un an avec une option de prolongation d'une année, pour un montant maximal de 13 610 327,94 $, toutes taxes incluses - Contrat de gré à gré - Approuver le projet de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Notre visa ne porte uniquement que sur la convention et l'annexe 1, à l'exclusion des annexes 2 à 15 qui sont de nature opérationnelle.

Conformément à l'article 573.3 de la Loi sur les cités et villes, la Ville peut conclure de gré à gré un contrat pour la fourniture de services de camionnage en vrac avec un titulaire de permis de courtage.

FICHIERS JOINTS

2019-08-07 Convention visée 19-001403.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel
Tél : 514 872-1200

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-08

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division, droit contractuel
Tél : 514 872-8323
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
06 AOUT 2019
ET AVOCAT EN CHEF
des affaires juridiques

CONVENTION DE SERVICES POUR LE TRANSPORT DE LA NEIGE

ENTRE **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **TRANSVRAC MONTREAL-LAVAL INC.,** personne morale constituée en vertu de la *Loi sur les compagnies*, partie 3, ayant sa principale place d'affaires au 2225, boul. Industriel, Laval, H7S 1P8, agissant et représentée par Richard Forest, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 141301674
N° d'inscription T.V.Q.: 1018934945

Ci-après appelée le « **Contractant** »

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un Règlement de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce Règlement au Contractant;

ATTENDU QUE le Contractant détient un permis de courtage délivré en vertu de la Loi sur les transports, RLRQ. c. T-12;

ATTENDU QUE le Contractant offre des services de courtage pour le transport de la neige;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » : Les termes de référence pour les services de transport de neige. L'Annexe 1 est intégrée à la présente convention et est réputée en faire partie intégrante;

« **Annexes 2 à 13** » : Les particularités de transport des arrondissements visés par la présente convention. Les Annexes 2 à 13 sont intégrées à la présente convention et sont réputées en faire partie intégrante;

« **Annexe 14** » : Les adresses des LEN;

« **Annexe 15** » : Tarifs horaires selon la capacité du camion;

« **Responsable** » : Le Directeur des Travaux publics (Service de la Concertation des Arrondissements), ou son représentant dûment autorisé;

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant pour agir à titre d'intermédiaire et s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 à 15 jointes aux présentes, à faire effectuer par les camionneurs en vrac le transport de neige dans certains secteurs des arrondissements suivants :

- Anjou;
- Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce;
- Lachine;
- LaSalle;
- Le Sud-Ouest;
- L'Île-Bizard – Ste-Geneviève;
- Montréal-Nord;
- Pierrefonds-Roxboro;
- Saint-Laurent;
- St-Léonard;
- Verdun;
- Ville-Marie.

La Ville n'a aucun lien ni obligation envers les camionneurs en vrac. Le Contractant est le seul et unique responsable envers la Ville des services effectués par les camionneurs en vrac.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 à 15 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 2 à 13 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.3 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 14 et 15 qui pourraient être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à partir de la date d'autorisation de l'octroi et prend fin le 15 avril 2020.

Sur avis écrit de la Ville donné au Contractant au moins (15) jours calendrier avant la date présumée de fin de la convention et suite à une entente écrite intervenue entre les deux parties, la présente convention pourra être prolongée d'une année, pour un maximum d'une (1) prolongation.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

5.2 remettre au Contractant tous les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant;

5.4 lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux annexes;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels les déplacements, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention par les camionneurs en vrac et précisant le taux unitaire et le montant des taxes applicables aux services des camionneurs en vrac, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.9 le Contractant doit communiquer le contenu de la convention aux camionneurs en vrac concernés et faire respecter par ces derniers toutes les dispositions de la convention qui les concernent;

6.10 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, un rapport faisant état des services rendus, du respect des échéanciers et de la performance des activités.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant ou des ses camionneurs en vrac qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention et des annexes;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES DES CAMIONNEURS EN VRAC

8.1 La Ville s'engage à verser au Contractant un montant maximal de treize millions six cent dix mille trois cent vingt-sept dollars et quatre-vingt-quatorze cent 13 610 327,94$, couvrant tous les honoraires, toutes les taxes applicables, aux services effectués par les camionneurs en vrac. Cette somme est payable conformément à ce qui est prévu à l'Annexe 1.Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires des camionneurs en vrac si les factures ne comportent pas toutes

les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.2 Aucun paiement d'honoraires versé par la Ville ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par les camionneurs en vrac sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.3 Aucuns frais, majoration, sommes ou honoraires ne sont payables par la Ville au Contractant en vertu de la présente convention. Par conséquent, le Contractant soumettra des factures couvrant uniquement les services des camionneurs en vrac.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
RÉSILIATION

10.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

10.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 11
DÉFAUTS

11.1 Il y a défaut :

11.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention, et ce, sans limiter la portée générale de ce qui précède, mais plus particulièrement :

- a fait une fausse déclaration en relation avec la convention;
- refuse de permettre l'inspection des camions ou néglige de donner une preuve suffisante sur l'état de fonctionnement des camions;
- n'a pas démontré au Responsable qu'il dispose des camions requis ou en bon état de fonctionnement pour la réalisation de la convention;

- n'a pas fourni au Responsable, à la date prévue, la garantie;

- contrevient ou les camionneurs en vrac contreviennent régulièrement aux lois, ordonnances ou règlements ou aux ordres du Responsable et ne corrige pas les défauts dans les délais impartis.

11.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

11.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

11.1.4 Si le Contractant n'a plus de permis de courtage délivré en vertu de la Loi sur les transports, RLRQ. C. T-12;

11.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 11.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

11.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 11.1.2, 11.1.3 et 11.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

11.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 11.2 et 11.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 11.2 ou 11.3.

ARTICLE 12
ASSURANCE

12.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile, accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou événement et dans laquelle la Ville est désignée co-assurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera

applicable à la Ville.

12.2 Le Contractant doit remettre, à la signature de la présente convention, un certificat d'assurances conforme aux exigences de l'article 11.1 et remettre, chaque année, au Responsable, le certificat de renouvellement de la police au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 13
DÉPÔT DE GARANTIE

13.1 Dès la signature de la convention, le Contractant doit remettre au Responsable une garantie de 120 000 $ par chèque visé de date récente, fait à l'ordre de la Ville de Montréal, tiré sur une banque à charte ou caisse populaire faisant affaires dans la province de Québec.

13.2 Une lettre de garantie irrévocable et inconditionnelle, payable à vue à la première demande et émise à l'ordre de la Ville de Montréal, est également acceptée. La lettre ne doit porter aucune échéance venant à terme avant celle du contrat et doit mentionner le nom du Contractant.

13.3 Le chèque visé ou la lettre de garantie irrévocable et inconditionnelle constitue le fonds de garantie de l'exécution de la convention. Si le dépôt est fait sous forme de chèque, il sera remboursable, sans intérêt, à la fin de la présente convention, incluant la période de renouvellement le cas échéant.

ARTICLE 14
INDEMNISATION

14.1 Le Contractant assume tous les risques et responsabilités inhérents à l'exécution de ses obligations prévues aux présentes, ainsi que des obligations de ses employés, camionneurs en vrac, et doit prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter que la Ville ou des tiers ne subissent de dommages. À cette fin, le Contractant s'engage à prendre fait et cause pour la Ville et à garantir et mettre à couvert contre toute réclamation, demande, poursuite, action ou responsabilité de tout ordre pour tous dommages, pertes, frais et dépenses, engagés par la Ville et résultant de :

14.1.1 quelque dommage personnel ou matériel, préjudice corporel ou décès attribuable à des actes, à des omissions ou à la faute du Contractant, de ses employés ou des camionneurs en vrac dans le cadre de la présente convention;

14.1.2 tout manquement par le Contractant à tout engagement, déclaration, garantie ou modalité de cette convention.

14.2 Le Contractant s'engage à fournir au Responsable:

dès sa réception par le Contractant : copie de toutes réclamations qu'il reçoit en

vertu de la présente convention;

dès son émission par l'assureur: copie de la réponse écrite jointe aux réclamations mentionnées au paragraphe ci-haut mentionné.

ARTICLE 15
CONDITIONS GÉNÉRALES

15.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les parties.

15.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

15.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours;

15.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

15.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux parties.

15.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

15.7 **Ayants droit liés**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

15.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des parties ne peuvent être cédés

qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre partie.

15.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Aux fins des présentes, chaque partie élit à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie. Pour le cas où le Contractant changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

15.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par: _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2019

TRANSVRAC MONTREAL-LAVAL INC.

Par: _____
Richard Forest

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal le e jour de 2019 (CM19)

Annexe 1

Termes de référence

1. Définitions

À moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

Arrondissements visés: les arrondissements visés par la présente convention sont Anjou, Côte-es-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, Lachine, LaSalle, Le Sud-Ouest, L'Île-Bizard – Ste-Geneviève, Montréal-Nord, Pierrefonds-Roxboro, Saint-Laurent, Saint-Léonard, Ville-Marie, Verdun.

Bon de travail : document officiel émis par la Ville et remis au camionneur attestant des exceptions aux heures travaillées.

Camionneur en vrac : Un exploitant de véhicule lourd, abonné à des services de courtage, et dont le camion est mis à la disposition de la Ville par le Contractant.

Centroïde : Lieu défini par l'intersection de deux rues et situé généralement dans le centre géométrique d'un lot.

Chargement de la neige : Action d'enlever la neige de la rue, de déglacer les cours d'eau, de charger la neige dans des camions en vue de son transport vers un lieu d'élimination de la neige.

Capacité volumétrique exigée: la capacité volumétrique minimale que doit fournir le Contractant pour le lot adjugé.

Directeur : Le Directeur des Travaux publics ou son représentant dûment autorisé.

Lieu d'élimination de la neige (LEN) : Site où sont transportées les neiges usées. On retrouve des sites de surface, des carrières et des chutes à l'égout.

Lot : Aux fins d'exécution des services de transport de la neige, les arrondissements visés par l'entente sont divisés en un certain nombre de lots définis.

Neige : Toute précipitation solide ou toute accumulation solide, incluant le verglas et la glace, issue d'une ou plusieurs précipitations de tout genre;

Recueil : La plus récente version du Recueil des tarifs de transport de neige et de glace du ministère des Transports.

Rue : Une rue est composée de la chaussée et de ses trottoirs, le cas échéant.

Saison hivernale : Une saison hivernale commence le 15 novembre et se termine le 15 avril de l'année suivante.

Soufflage : Action d'enlever la neige de la rue en la soufflant sur les terrains adjacents à la voie publique, du même côté de rue.

Transport de la neige : Départ d'un lieu de chargement avec un voyage de neige dans la benne du camion, arrivée au lieu d'élimination de la neige, déchargement et retour à un lieu de chargement.

Zone tarifaire : un lot découpé en zones servant à déterminer les tarifs de transport.

2. Instructions et renseignements

2.1. Instructions

Le Contractant doit s'assurer que les camionneurs en vrac se conforment à toutes les instructions du Directeur qui leur seront transmises par le Contractant. La Ville n'a aucun lien ni obligation envers les camionneurs en vrac.

Le Contractant doit se conformer aux instructions du Directeur en tout ce qui a trait à l'exécution de la convention.

Le Directeur décide de toute question relative aux clauses du présent cahier des charges et de leur application. Sa décision est finale et sans appel et le Contractant doit s'y conformer.

2.2.Renseignements

Le Contractant doit collaborer avec le Directeur et lui fournir tout renseignement verbal ou écrit et lui transmettre tout document qui peut être demandé pour assurer un contrôle et une exécution efficaces de la convention.

3. Description des lots

La description et les limites des lots visés par la convention sont données aux Annexes 2 à 13. La longueur des chaussées mentionnées à la description de chacun des lots n'est donnée qu'à titre informatif. Elle représente le nombre approximatif de kilomètres linéaires où la neige est chargée dans des camions.

Le lot pourrait être modifié par l'ajout ou le retrait de rues, ceci n'affectant en rien le prix unitaire.

4. Représentants autorisés du Contractant

Le Contractant doit transmettre au Directeur par écrit, au plus tard le 15 novembre de chaque saison hivernale, les noms et numéros de téléphone de deux (2) représentants dont l'un ou l'autre peut être joint 24 heures sur 24, sept (7) jours sur sept (7), sans exception pendant la saison hivernale. Toute communication du Directeur concernant le déneigement est transmise à ce représentant.

Un de ces représentants doit aussi pouvoir être joint en permanence pendant la durée de la convention.

Si le Directeur ne peut rejoindre aucun des représentants du Contractant à un moment donné pendant la saison hivernale, le Directeur pourrait, sans préavis, intervenir dans l'exécution de sa convention pour suppléer au défaut du Contractant, et ce, aux frais de ce dernier.

Le Contractant avise le Directeur immédiatement par téléphone de tout changement de représentant et confirme ce changement par écrit dans les vingt-quatre (24) heures.

Le Directeur se réserve le droit de demander de changer les représentants.

5. Formule de prix

La tarification est basée sur le Recueil en vigueur pour le secteur de l'île de Montréal. En fonction du lot ou de la zone tarifaire selon l'arrondissement visé.

La tarification peut être de-deux types :

5 a) Taux horaire en fonction de la capacité de la benne du camion, tel que décrit à l'Annexe 15 *Tarifs selon la capacité du camion* de cette convention ou;
5 b)-Taux au mètre cube par kilomètre parcouru entre le centroïde d'un lot ou d'une zone tarifaire et le lieu d'élimination de la neige.

Les taux ci-dessus ne sont pas ajustés en fonction du pourcentage d'ajustement prévu par le Recueil, entre autres pour le carburant.

5.1. Modalités du paiement au meilleur des deux tarifs

Pour bénéficier du paiement au meilleur des deux tarifs, les montants utilisés pour fins de comparaison sont les suivants :

- Pour le calcul du paiement à l'heure, les modalités prévues à l'article 5.2 *Modalités du paiement au taux horaire* s'appliquent;
- Pour le calcul du paiement au mètre cube par kilomètre parcouru, les modalités prévues à l'article 6.4 *Modalités du paiement au mètre cube par kilomètre* parcouru s'appliquent;

Le paiement au meilleur des deux tarifs est établi pour chacun des camionneurs en vrac suivant la fin de chacune des opérations de chargement de la neige.

La Ville transmettra les renseignements sur les paiements dans les 30 jours suivant un chargement.

5.2. Modalités du paiement au taux horaire

Pour fins de paiement au taux horaire (5a), les modalités sont les suivantes. Toutes les heures sont arrondies aux 15 minutes supérieures.

- Heure de début :
    - Cette heure est fixée aux Annexes dédiées à chacun des arrondissements visés. La Ville prend en note les camions présents à cette heure.
    - Si un camionneur arrive après cette heure, l'heure de début correspond à l'heure de son premier chargement;
    - Aucune compensation n'est octroyée à un camionneur en vrac qui se présente avant l'heure demandée.
- Heure de fin :
    - Cette heure est celle du dernier passage du camion à la guérite du LEN.
- Pause repas :
    - Une période de 60 minutes par période de repas et par camionneur est déduite des heures travaillées par les camionneurs;
- Arrêt du service de camionnage : en cas de bris, d'accident, d'absence ou de tout élément interrompant le service de transport pendant une période donnée, le Contractant doit s'assurer que le camionneur en vrac en informe le Directeur. Le temps correspondant à la plage horaire d'absence ne sera pas comptabilisé dans les heures de transports en vue du paiement.
- Situations exceptionnelles :

Quatre situations exceptionnelles peuvent se produire :

- Heure de début exceptionnelle : À la demande du Directeur, l'heure de début peut être modifiée pour tous les camions ou une partie d'entre eux. Le

Directeur en avise alors le Contractant. Cette heure est inscrite sur le bon de travail fourni par la Ville.

- Heure de fin exceptionnelle :
  - Si le Directeur exige au Contractant qu'un camionneur en vrac du retourne au lieu de chargement après son passage au LEN et que ce dernier n'effectue aucun autre transport de neige, l'heure de fin est celle à laquelle le Directeur met fin au quart de travail du camionneur en vrac. Cette heure est inscrite sur un bon de travail fourni par la Ville
  - Si le Directeur demande au Contractant de mettre fin prématurément aux opérations de transport du camionneur en vrac lors d'un quart de travail, un bon de travail fourni par la Ville est rédigé donnant droit à six (6) heures garanties.
- Heure de repas exceptionnelle : Si le Directeur exige qu'un camionneur en vrac retourne au lieu de chargement à l'intérieur de la période de repas de 60 minutes, cette heure est inscrite sur un bon de travail fourni par la Ville.

Pour chacune de ces exceptions, le Directeur complète un bon de travail en inscrivant la date, l'arrondissement, le numéro de camion, la nature de l'exception et les heures concernées par l'exception. Le Directeur inscrit son nom en lettre moulée et appose sa signature. Une copie est remise directement au camionneur et une autre est envoyée par la Ville à Transvrac.

Pour fins de paiement, seuls les bons produits et émis par la Ville seront considérés. Le paiement sera basé uniquement sur la copie originale du bon.

5.3. Taux horaire des camions dont le volume est supérieur à 55 mètres cubes

Pour l'hiver 2019-2020, le tarif pour les camions dont le volume de la benne est supérieur à 55 mètres cubes est segmenté en cinq (5) catégories.

Le détail est présenté à l'Annexe 15 *Tarifs horaires selon la capacité du camion* de la présente convention.

5.4. Modalités du paiement au mètre cube par kilomètre parcouru

Pour les lots ou les zones tarifaires où le taux au mètre cube (5b) par kilomètre parcouru est utilisé, les distances sont précisées à l'Annexe de l'arrondissement visé. Ces distances, entre le centroïde d'un lot ou d'une zone tarifaire et chacun des LEN où la neige peut potentiellement être transportée, représentent la moyenne de la distance aller et de la distance retour, suivant le chemin le plus court obtenu automatiquement par Google Maps entre le centroïde du lot ou d'une zone tarifaire et les LEN attitrés.

5.5. Exigence pour bénéficier du paiement au meilleur des deux tarifs

Pour bénéficier du paiement au meilleur des deux tarifs prévu à l'article 5.1 un camion doit avoir fait un nombre de voyages qui ne sera pas considéré comme anormal :

Pour un quart et un lot ou zone tarifaire donnés, un nombre de voyages anormalement bas est défini comme deux voyages de moins que la moyenne de la majorité des camions. Par exemple : la moyenne de la majorité des camions pour un quart donné est de 10 voyages dans un lot ou zone tarifaire. Un camion ayant fait 7 voyages est considéré comme anormalement bas. Il sera

donc payé au mètre cube (6b) pour ce quart de travail et ce quart de travail sera exclu du calcul pour le paiement au meilleur des deux.

6. Facturation

6.1. Adresse de facturation

Le Contractant doit envoyer les factures et les notes de crédit originales à scacontrat@ville.montréal.qc.ca.

Le Directeur se chargera de remettre toutes ces factures et ces notes de crédit originales au Services des Finances à l'adresse suivante :

Ville de Montréal
Services des Finances
Direction de la comptabilité et du contrôle financier
Division de la vérification et du paiement des factures
C.P. 4500 succursale B
Montréal (Québec) H3B 4B5

6.2. Renseignements sur la facture

Les factures adressées à la Ville doivent contenir les informations suivantes :

- la dénomination sociale du Contractant;
- le numéro de la facture;
- la date de la facture qui doit correspondre à la date à laquelle elle est envoyée à la Ville;
- le numéro du bon de commande;
- le nom de la Ville;
- les quantités de chacun des services commandés;
- le numéro du lot ou zone tarifaire de déneigement;
- la période des services couverte par la facture;
- les numéros de TPS et TVQ.

Les factures doivent être accompagnées des bons de travail, le cas échéant.

6.3. Fréquence de la facturation

Pour chaque arrondissement visé, le Contractant doit produire une facture après chacun des chargements de neige.

La facture inclut le service de transport de la neige réellement effectué par les camionneurs en vrac, suivant le montant unitaire prévu et qui n'a pas déjà été payé.

6.4. Réclamations

Les réclamations de paiement doivent parvenir à la Ville au plus tard 45 jours après le dernier paiement régulier. Aucune demande de paiement additionnelle ne sera considérée après cette date.

6.5. Paiement complet

Les camionneurs en vrac ne doivent faire l'objet d'aucune réclamation ou demande d'indemnisation pour recevoir le paiement complet des honoraires qui lui sont dues en vertu de l'entente.

6.6. Vérification

Un paiement fait par la Ville ne constitue pas une renonciation à son droit de vérifier ultérieurement le bien-fondé de la facture acquittée par un tel paiement. Notamment, la Ville se réserve le droit de procéder à toute vérification ultérieure des factures déjà acquittées, afin d'assurer la conformité des paiements réclamés et payés par rapport à l'entente.

7. Priorité donnée à certains camionneurs en vrac

Dans le choix des camionneurs en vrac disponibles à travailler pour un arrondissement donné, ceux ayant leur domicile permanent dans l'arrondissement doivent être, dans la mesure du possible, acceptés par le Contractant. Ceci ne change cependant rien à l'affectation et la répartition équitable du travail entre tous les camionneurs en vrac, peu importe leur domicile.

8. Responsabilité du Contractant

Le Contractant sera seul responsable des dommages ou accidents qui, de la part de ses agents, employés, ouvriers et camionneurs en vrac pourraient être causés aux personnes, aux objets ou aux propriétés de la Ville, d'une corporation, d'une compagnie ou de particuliers, durant l'exécution de la convention; la surveillance exercée par la Ville pour la bonne exécution des services ne dégagera aucunement le Contractant de sa responsabilité quant aux dommages et accidents.

9. Conditions d'exécution des services

9.1. Transport de neige en dehors de la saison hivernale

Si des opérations de transport de neige sont nécessaires avant le 15 novembre ou après le 15 avril, le Directeur peut requérir du Contractant que, suivant leur disponibilité, les camionneurs en vrac fournissent les services, et ce, conformément à la présente convention.

Les services fournis à la Ville avant le 15 novembre ou après le 15 avril seront rémunérés au prix unitaire de l'hiver en cours.

9.2. Après le 15 avril

Le Contractant doit s'assurer que les camionneurs en vrac continuent et complètent leur travail de transport de la neige si une accumulation de neige débute le ou avant le 15 avril et se poursuit après cette date.

Au cours de cette période supplémentaire, le Contractant doit s'assurer que les camionneurs en vrac poursuivent la réalisation des services en conformité avec les clauses de la présente convention.

9.3. Obstruction

Au-delà des modalités prévues à l'article 5 *Formule de prix*, aucune réclamation en compensation des frais suivants n'est recevable : temps d'attente sur les lieux de chargement de la neige, temps d'attente au LEN, inconvénients reliés à tout changement de LEN, retards ou autres inconvénients résultant de réparations faites aux appareils de la Ville ou loués par la Ville sur les lieux du chargement de la neige, par le changement de souffleuse, par le remorquage des véhicules, par les difficultés de transport pour aller ou revenir du LEN, de chargement ou de déchargement au LEN, de l'état de la chaussée à l'intérieur du LEN, de la circulation, d'aménagement des chaussées et des trottoirs, par le soufflage sur des surfaces à l'arrière des trottoirs ou de toute autre forme d'obstruction ou d'empêchement quelle qu'en soit la cause.

10.Soufflage de la neige sur les terrains

La Ville se réserve le droit de souffler la neige sur les surfaces à l'arrière des trottoirs dans certaines rues ou portions de rues faisant partie du lot, quelle que soit l'accumulation de neige sur lesdites rues. Ainsi pour ces rues ou portions de rue, aucun transport n'est effectué.

11. Normes opérationnelles pour le transport de la neige

Généralement, des opérations de chargement de la neige sont déclenchées lorsque l'accumulation de neige résultant d'une ou de plusieurs précipitations, crée un andain équivalant à une accumulation variant entre 10 et 15 cm. Malgré ce qui précède, le Directeur peut déclencher exceptionnellement une opération de chargement pour toute autre raison.

11.1. Début des opérations

Le Contractant est avisé du début des opérations, de la capacité volumétrique exigée et du lieu de rencontre au moins cinq (5) heures avant le début d'un quart donné. ~~à l'avance.~~ Les camionneurs en vrac doivent se présenter au lieu fixé par le Directeur et, à moins d'avis contraire donné par le Directeur, à l'heure indiquée aux Annexes dédiées à chacun des arrondissements.

11.2. Horaires des opérations de transport de la neige

Les horaires des opérations de transport sont précisés à l'Annexe dédiée à chacun des arrondissements.

Le début des opérations de transport peut se faire en tout temps au cours des dites périodes. La Ville peut aussi modifier ces quarts de travail.

Le travail pourrait aussi, exceptionnellement, se faire sur un seul quart de travail supérieur à douze (12) heures.

Le transport de neige peut s'effectuer le jour, la nuit, les fins de semaine et les jours de fête.

Le Directeur peut suspendre le chargement de la neige temporairement pour une période donnée ou y mettre fin de façon définitive, pour quelque raison que ce soit. Lorsque cela se produit, la Ville garantit un paiement minimal de six heures, tel que prévu à la clause 5.2 *Modalités du paiement au taux horaire*

Les heures de repas des camionneurs en vrac sont prises lors de l'arrêt de travail de l'équipe de chargement de la Ville.

11.3. Déroulement des opérations

Le Contractant doit s'assurer que les camionneurs en vrac commencent les opérations avec promptitude, les poursuivent avec diligence et travaillent de façon à ce que les opérations soient complétées selon les normes opérationnelles de la présente convention.

Le Contractant doit maintenir le volume exigé du début à la fin de la durée du chargement, à moins que la Ville n'en décide autrement.

Au cours des opérations de transport de la neige, le Contractant doit signaler sans délai au Directeur tout changement d'utilisation des camions, tel que décrit à l'article 16.2 *Suivi pendant les opérations*. En cas de bris de camion, le Contractant doit tenter de fournir un autre camion dans un délai de cinq (5) heures maximum afin de respecter en tout temps le volume demandé par le Directeur et il doit transmettre une nouvelle liste des camions.

11.4. Délais de réalisation

À titre informatif, le chargement de la neige est normalement réalisé sur l'ensemble du réseau dans le délai établi ci-dessous, en fonction des quantités de neige accumulées au sol :

- De 10 à 20 cm, le délai maximum est de 96 heures;
- De 21 à 25 cm, le délai maximum est de 108 heures;
- De 26 à 30 cm, le délai maximum est de 120 heures;
- Plus de 30 cm, le délai maximum est de 120 heures ou plus, selon le délai établi par le Directeur.

Ces délais peuvent être changés ou annulés dans le cas où une nouvelle précipitation surviendrait avant leur expiration. La Ville fixe alors les nouveaux délais de chargement de la neige.

La Ville peut prolonger le délai de chargement de la neige s'il décide de suspendre temporairement les opérations de chargement.

11.5. Lieu d'élimination de la neige attribué au lot

Le LEN attribué au lot de déneigement est indiqué aux Annexes dédiées à chacun des arrondissements. Les camionneurs en vrac doivent y transporter la neige directement, sous peine d'être pénalisés, suivant l'article 24 *Pénalités*.

Les camionneurs doivent se conformer aux directives du responsable du LEN, afin de convenir des entrées et des sorties, des horaires d'utilisation de ces entrées et sorties ainsi que du quai de déchargement sous peine d'être pénalisé suivant l'article 24 *Pénalités*. Pour des raisons opérationnelles, la Ville se réserve le droit d'apporter des changements au niveau de l'assignation des entrées à utiliser. Aucun frais additionnel n'est payé pour ce changement.

La Ville se réserve le droit de modifier en tout temps le LEN attribué à un lot.

11.6. Déchargement de la neige

Seule la neige provenant des rues du lot donné peut être déchargée au LEN attribué à ce lot. Dans le même ordre d'idée, la neige provenant d'un lot donné ne peut être déposée à un autre LEN que celui attribué.

Le camionneur a la responsabilité de s'assurer que son camion soit rempli à sa pleine capacité selon le volume déterminé en début de saison. Si un camion n'est pas rempli selon sa pleine capacité, le camionneur doit en aviser l'agent à l'entrée du LEN. La Ville peut évaluer la portion de la capacité du camion qui est remplie et ne compiler, aux fins de paiement, que le volume correspondant à celle-ci. Il peut aussi refuser de compiler le voyage. L'évaluation se fait visuellement à l'aide de photos ou grâce au mesurage des camions remplis, tel que décrit à l'article Mesurage des camions. À défaut d'aviser l'agent à l'entrée du LEN, la pénalité prévue à l'article 25 *Pénalités* sera appliquée.

Lors du déchargement, les camionneurs en vrac doivent vider entièrement la benne du camion et, si nécessaire, prendre les mesures adéquates pour enlever les résidus de neige et de glace qui sont demeurés collés.

Aucun frais n'est exigé aux camionneurs en vrac pour le déversement de la neige transportée au LEN de la Ville et provenant du lot approprié.

11.7. Fin des opérations

La fin du travail de transport de neige est déterminée par la Ville.

11.8. Exceptions

Lors d'une précipitation mineure ou lorsque la neige est poussée en rafales par le vent, la Ville peut exécuter elle-même le chargement de cette neige et de la glace provenant du déglaçage des rues.

En cours de saison hivernale, la Ville se réserve le droit de ne pas avoir recours aux camionneurs en vrac du Contractant pour le transport de la neige dans une partie du lot faisant l'objet de la présente convention. Les camionneurs en vrac sont rémunérés seulement pour les services réellement effectués en conformité à la présente entente.

12. Capacité volumétrique

12.1. Capacité volumétrique en période de chargement

Pour chaque opération de chargement de la neige, le Contractant doit être en mesure de mettre en tout temps à la disposition de la Ville la flotte de camions dont la capacité volumétrique est égale ou supérieure à la capacité volumétrique exigée (CVE) spécifiée à l'Annexe dédiée à chacun des lots, sous peine d'être pénalisé suivant l'article 24 *Pénalités*. En fonction des quantités de neige à charger, la Ville peut demander ou permettre une capacité volumétrique inférieure à la CVE. Les Annexes indiquent aussi, à titre indicatif, différentes capacités volumétriques correspondant à diverses accumulations de neige.

Le Contractant doit atteindre la capacité volumétrique exigée en respectant les catégories de camions acceptées dans son lot et précisées à l'Annexe dédiée à chacun des lots. Ces catégories sont décrites à l'article 13 *Caractéristiques des camions*.

Pendant toute la durée de la convention, le Contractant doit avoir en tout temps l'usage du nombre et des types de camions requis, même pendant les réparations faites à ses camions.

12.2. Modification de la capacité volumétrique en cours de chargement

Au cours d'un chargement, il est possible, compte tenu des conditions, que la capacité volumétrique demandée par la Ville doive changer, à la hausse ou à la baisse, sans jamais dépasser la capacité volumétrique exigée du lot. La Ville avisera le Contractant le plus tôt possible et ce dernier devra maintenir ce nouveau volume jusqu'à la fin du chargement.

12.3. Demande supérieure à la capacité volumétrique exigée

Pour terminer les travaux dans les délais fixés et afin de ne pas retarder l'avancement des travaux, le Directeur se réserve le droit de mettre à l'œuvre des équipes de chargement additionnelles. Si le volume demandé est supérieur à la CVE indiquée à l'Annexe dédiée à chacun des lots, le Directeur fera d'abord appel au Contractant. Si le Contractant ne peut pas fournir les camions supplémentaires demandés, la Ville pourra opérer avec des camions lui appartenant ou loués par elle.

12.4. Besoins particuliers en cours de saison hivernale

À l'occasion, pour des besoins particuliers en déneigement, la Ville peut requérir du Contractant une capacité volumétrique réduite, décidée par la Ville.

La Ville avisera alors le Contractant au minimum cinq (5) heures avant le début des opérations.

13. Caractéristiques des camions

13.1. Camions acceptés

Pour le transport de neige, on entend par camion, l'un ou l'autre des appareils suivants :

- **Catégorie A** : un camion de six (6), dix (10) ou douze (12) roues, non articulé et muni d'une benne basculante;
- **Catégorie B1** : semi-remorque dont la benne basculante possède deux (2) ou trois (3) essieux;
- **Catégorie B2** : semi-remorque dont la benne basculante possède quatre (4) essieux ou plus;
- **Catégorie C** : camion de catégorie A, tel que décrit ci-dessus, auquel on attache une remorque à benne basculante.

Les Annexes dédiées à chacun des arrondissements indiquent les catégories de camion acceptées. Parmi les catégories de camions acceptées, le Contractant doit aussi adapter le choix de ses camions en fonction du lot de déneigement où il travaille.

À moins d'indication contraire par la Ville, le Contractant est tenu d'utiliser les catégories de camions ci-haut mentionnées, sous peine d'être pénalisé suivant l'article 24 *Pénalités.*

Des panneaux latéraux doivent être posés sur la remorque ou la benne basculante. Peu importe le camion, le Contractant doit adapter le côté gauche (côté chauffeur) afin que ce dernier ait un minimum de 0,5 mètre de plus que le côté droit, sans toutefois l'excéder de plus de 0,8 mètre.

Un panneau avant, se raccrochant aux panneaux des côtés gauche et droit, doit également être posé.

13.2. État des camions

Les bennes de camion doivent être propres et exemptes de résidus provenant du transport d'autres matières que la neige.

Les camions doivent être en bon état, exempts de rouille et opérationnels. En cours de l'entente, la Ville peut refuser tout camion qu'il juge non approprié à la réalisation des services, même s'il correspond aux spécifications mentionnées ci-dessus.

14. Enregistrement des camions

14.1.Enregistrement annuel

Tous les camions qui seront ou pourront être utilisés par le Contractant doivent être enregistrés dans les délais requis auprès de la Ville, sous peine d'être pénalisé suivant l'article 24 *Pénalités.*

Aux fins de l'enregistrement, le Contractant doit fournir au Directeur, au plus tard le 15 octobre précédant chaque saison hivernale les documents suivants ou un équivalent jugé acceptable par le Directeur:

- Une liste complète de tous les camions, précisant le type de camion et le volume approximatif afin d'atteindre la CVE demandée;
- Pour chacun des camions présents sur la liste, une copie valide du certificat d'immatriculation émis par la Société de l'assurance automobile du Québec.

L'acceptation des documents par la Ville ne constitue pas une reconnaissance du fait que les camions utilisés dans le cadre de l'exécution des services sont conformes aux termes de la présente convention ou sont, de l'avis de la Ville, satisfaisants en vertu de l'article 14 *Caractéristiques des camions*.

14.2. Ajout ou retrait d'un camion en cours de saison hivernale

Le Contractant qui, au cours de son entente, cesse d'utiliser un camion enregistré doit en aviser la Ville immédiatement par téléphone et transmettre dans les cinq (5) jours une confirmation par écrit.

De même, s'il ajoute un nouveau camion, il doit en aviser la Ville et enregistrer ce nouveau camion avant le début de son utilisation dans un lot. Il doit également le faire mesurer sans délai.

15. Identification et mesurage des camions

15.1.Identification des camions

Suivant l'enregistrement, la Ville remet une plaque pour l'identification de chacun des camions qui seront utilisés dans le cadre de sa convention. La plaque d'identification doit être apposée sur le panneau latéral gauche. Lorsque le camion est composé de plus d'une benne, une plaque doit être apposée sur chacune des bennes.

Cette plaque doit être apposée sur les camions en vue du mesurage des camions, tel que décrit à l'article 15.2 *Mesurage des camions* Une fois qu'un camion est mesuré, la plaque d'identification qui lui a été attribuée ne peut être enlevée ni changée pour une autre, sous peine d'être pénalisé suivant l'article 24 *Pénalités.*

À la demande de la Ville, les plaques d'identification doivent être retournées au plus tard le 15 mai de chaque année.

Le remplacement des plaques d'identification brisées ou perdues est aux frais du Contractant, tel que précisé à l'article 24 *Pénalités.*

15.2. Mesurage des camions

15.2.1 Mesurage pré-saison

Le mesurage est effectué par la Ville, à la date et au lieu fixé par cette dernière. Pour tout camion mesuré après cette date, les frais prévus à l'article 25 *Pénalités* s'appliqueront.

À cette occasion, les renseignements des camions et des remorques du Devis seront validés. Des photos de chaque camion sont alors prises.

Les panneaux latéraux sur toute la longueur de la benne et le panneau avant doivent être posés en vue du mesurage.

Une fois que le volume d'un camion a été établi par la Ville, le camionneur en vrac ne peut modifier la configuration d'une benne de camion sans autorisation. Pour tout changement de configuration de la benne après le mesurage en début de saison, les frais prévus à l'article *Pénalités* s'appliqueront.

15.2.2 Mesurage après le début de la saison

En cours de saison hivernale, si le Contractant prévoit l'utilisation d'un nouveau camion, il doit faire mesurer et enregistrer ce dernier sans délai. À défaut de se présenter à une séance de mesurage, la Ville se réserve le droit de déterminer le volume et de rémunérer ce dernier en conséquence.

15.2.3 Mesurage en opération

Pendant les opérations de chargement de la neige, la Ville peut procéder à des mesurages de camions vides et pleins de façon aléatoire. Aucuns frais ne seront payés au camionneur en vrac pour ces mesurages. Tout camion qui refuse de s'y soumettre sera pénalisé suivant l'article *Pénalités*.

15.3 Détermination du volume d'une benne de camion

Le volume de la benne est déterminé par un instrument de mesure optique avec une marge d'erreur de plus ou moins 2 %. Le volume final prendra en considération la forme réelle de la benne, la configuration des panneaux (latéraux et avant) et les déformations présentes sur les parois de la benne (creux, bosses, déviations, etc.). Le volume du camion déterminé de façon optique prévaut sur tout autre volume. Aucune compensation monétaire ne sera versée pour une différence de volume entre deux mesures.

La hauteur maximale des panneaux doit respectée la règlementation du Code de la sécurité routière, soit une hauteur de 4,15 mètres. Celle-ci sera limitée dans la détermination du volume.

Toutefois, la hauteur des panneaux doit considérer le poids maximal pouvant être transporté, et ce pour tout type de neige chargée.

Toute différence entre le côté droit et le côté gauche supérieure à 0,8 m sera limitée à 0,8 m dans la détermination du volume.

Lorsque la benne comprend un espace de chargement situé à l'avant au-dessus des toiles ou de la cabine du chauffeur, cet espace est exclu du volume de la benne du camion.

Dans le cas où un volume est contesté, l'ADJUDICATAIRE a la responsabilité de faire la preuve en démontrant par écrit que le volume fournit par le DONNEUR D'ORDRE ne correspond pas à la configuration réelle de la benne, et ce en considérant les mêmes paramètres que ci-hauts mentionnés.

Le camionneur en vrac accepte d'être payés selon les volumes des bennes déterminés par l'instrument de mesure optique.

16 Suivi des opérations

16.1Avant le début des opérations

Avant le début du chargement de la neige, le Contractant doit transmettre à la Ville, sur un document fourni par ce dernier, la liste des camions qu'il entend utiliser pour ce chargement et correspondant minimalement à la capacité volumétrique exigée, sous peine d'être pénalisé suivant l'article 24 *Pénalités*. Pour un quart de travail donné, un même camion ne peut être utilisé dans plus d'un lot à la fois.

Les camions choisis doivent faire partie des camions enregistrés en début de saison hivernale.

16.2 Suivi pendant les opérations

Si, pour quelque raison que ce soit, les camions utilisés en cours de chargement sont changés, le Contractant doit alors transmettre sans délai une nouvelle liste de camions.

17 Contrôle électronique du transport de la neige

Le contrôle des volumes de neige se fait grâce au système intelligent de transport de neige. Toutes les transactions de chargement et de déchargement de la neige sont gérées à l'aide d'équipements télémétriques installés dans la souffleuse, dans le camion de transport de neige et à la guérite du LEN.

17.1 Fonctionnement général du système intelligent de transport de neige

Lors du chargement de la neige, la pagette du camion interagit avec l'équipement électronique installé dans la souffleuse pour confirmer une transaction de chargement de la neige. Cette transaction est par la suite téléchargée dans le système informatique de la Ville lors du passage du camion à la guérite du LEN.

En cours d'entente, ce système pourrait être modifié.

17.2 Équipement requis dans les camions

Le Contractant doit s'assurer que chaque camionneur en vrac participant aux opérations de chargement de la neige possède sa propre pagette. Les pagettes sont fournies par la Ville au Contractant en début de la saison hivernale. Elles ne peuvent être inter changées entre les camions, sous peine d'être pénalisé suivant l'article 24 *Pénalités*.

Le Contractant est responsable des équipements prêtés et doit les remettre à la Ville en bon état à la fin de chaque saison hivernale, au plus tard le 30 avril de chaque année. Le remplacement des équipements prêtés est aux frais du Contractant, tel que précisé à l'article 24 *Pénalités*.

17.3 Vérifications préalables au chargement

Avant le début d'une opération de chargement, le Contractant doit s'assurer que chaque camionneur en vrac a la pagette correspondante à son camion et doit vérifier son bon fonctionnement.

En cas de problème, le Contractant doit immédiatement contacter la Ville et aller récupérer un équipement additionnel.

Un camion non muni d'une pagette fonctionnelle n'est pas autorisé à recevoir de la neige ni à accéder au LEN.

17.4 Procédures à suivre lors des opérations de chargement de la neige

Avant de charger la neige dans un camion, le chauffeur de la souffleuse envoie une autorisation électronique au camion.

Avant de recevoir la neige dans son camion, le camionneur en vrac doit attendre d'avoir reçu l'autorisation électronique de la souffleuse.

À son arrivée au LEN, le camion doit s'arrêter à la guérite le temps de transférer la transaction électronique du chargement de la neige de la pagette vers le système de la Ville. Lorsque la guérite a reçu la confirmation du transfert de la transaction, le camion peut procéder au déchargement de la neige.

Advenant un problème avec la pagette, l'ordinateur de la guérite ou le système intelligent de transport de neige, le camionneur en vrac pourrait recevoir lors de son passage à la guérite du LEN un billet de déversement en deux copies. Pour fins de paiement, une de ces copies devra être conservée par le Contractant comme preuve et envoyée à la Ville sur demande.

18 Lois, permis et autorisations

Le Contractant et ses camionneurs en vrac doivent se conformer aux lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil s'appliquant aux services qu'ils exécutent. Ils doivent de même se pourvoir, à leurs frais, de tous les permis et certificats exigibles. Par conséquent, le Contractant doit faire les vérifications qui s'imposent auprès des camionneurs en vrac.

Le Contractant doit s'inscrire à la liste des intermédiaires en services de transport de la Commission des transports du Québec. Il doit renouveler son inscription à cette liste de la Commission. À défaut d'une telle inscription ou d'un tel renouvellement, la présente convention est nulle de plein droit.

Le Contractant doit en tout temps utiliser les services des camionneurs en vrac et ce conformément aux lois, ordonnances, règlements, arrêtés en conseil et décrets en vigueur.

Si le Contractant ou un de ses camionneurs en vrac néglige de se conformer aux exigences du présent article, le Directeur peut retenir le paiement des honoraires qui lui est dû jusqu'à ce que le défaut soit remédié, s'il y a lieu.

Par ailleurs, toute infraction aux lois des véhicules moteurs ou à l'encontre des règlements de la Régie des transports du Québec, sera la responsabilité totale du Contractant.

18.1 Code de la sécurité routière

Les camions mis à la disposition de la Ville par le Contractant doivent respecter toutes les normes prescrites par le Code de la sécurité routière du Québec sous peine d'être immédiatement immobilisés, à la demande du Directeur.

Le Contractant doit s'assurer que tous les camionneurs en vrac respectent les lois et règlements de la circulation et en particulier les limites de vitesse ainsi que la signalisation routière. Le Contractant doit observer ou faire observer les obligations et les interdictions liées au réseau de camionnage sur le territoire de la Ville. Il doit notamment observer et faire observer tout règlement sur la circulation et le stationnement et tout règlement sur l'occupation du domaine public et leurs amendements.

18.2 Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds

Le Contractant et les camionneurs en vrac doivent se conformer aux prescriptions de la Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds et de ses règlements d'application.

Le Contractant doit mettre en place des moyens de contrôle pour s'assurer que les camionneurs en vrac se conforment aux prescriptions de la *Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds* (Loi) et de ses règlements d'application.

Le Contractant doit vérifier l'inscription des camionneurs en vrac au Registre des propriétaires et des exploitants de véhicules lourds de la Commission des transports du Québec (CTQ). Il doit vérifier que la cote de sécurité attribuée par celle-ci à ces propriétaires ou exploitants, porte en tout temps la mention «satisfaisant». À défaut d'une telle inscription ou d'une telle mention, le Contractant doit remplacer ces camionneurs en vrac par d'autres conformes à la loi et ayant une cote de sécurité portant la mention «satisfaisant». Le Contractant doit sans délai aviser par écrit le Directeur de ce remplacement.

18.3 Règlement sur les heures de conduite et de repos des conducteurs de véhicules lourds

Le Contractant doit obtenir un engagement du camionneur en vrac à respecter les dispositions du *Règlement sur les heures de conduite et de repos des conducteurs de véhicules lourds.*

18.4 Dispositifs de protection

Advenant une modification législative obligeant l'ajout sur les véhicules lourds d'un dispositif de protection additionnel (barre latérale, miroirs ou autre), le Contractant devra s'y conformer.

18.5 Bruit

Le Contractant doit s'assurer que les camionneurs en vrac prennent toutes les mesures nécessaires pour faire le moins de bruit possible durant l'exécution des services, et particulièrement durant le déchargement.

Tous les camions mis à la disposition de la Ville par le Contractant doivent être conformes aux lois et règlements relatifs au bruit, sous peine d'être immédiatement immobilisés par la Ville.

Le Contractant doit s'assurer que les camionneurs en vrac prennent toutes les mesures nécessaires pour minimiser le bruit généré par l'exécution de leurs services. Il est interdit, lors du déchargement de la neige, de faire claquer le panneau derrière la benne du camion pour provoquer la chute de la neige restée collées aux parois de la benne.

Les camionneurs en vrac doivent se conformer au *Règlement sur le bruit* du lot de déneigement concerné.

19 Conduite des camionneurs en vrac

19.1 Conduite répréhensible

Le Contractant et ses camionneurs sont tenus à une bonne conduite. Ils doivent faire preuve de civisme et adopter une attitude courtoise à l'égard des citoyens, des employés de la Ville et des usagers de la voie publique.

Une conduite est notamment jugée répréhensible lorsqu'un camionneur du Contractant, sur les lieux de travail, exerce des menaces sur des personnes par des gestes, par la force physique ou par des paroles. Une conduite est également jugée répréhensible lorsqu'un camionneur exerce du chantage, lorsqu'il tente de soudoyer une personne, lorsqu'il prononce des invectives, lorsqu'il use d'un langage grossier et désobligeant, lorsqu'il ralentit volontairement les opérations ou lorsqu'il ne respecte pas les règles de sécurité.

À la demande de la Ville, le Contractant doit faire enquête sur les allégations rapportées et soumettre un rapport à la Ville dans les quinze (15) jours suivant l'événement.

Le Contractant demeure responsable de la conduite de ses camionneurs. Il doit prendre toutes les mesures disciplinaires nécessaires envers ses camionneurs lorsque ces derniers ont une conduite jugée répréhensible. Si l'infraction commise est majeure, causée par l'insouciance d'un camionneur ou s'il y a récidive, la Ville peut exiger que le camionneur fautif soit retiré de l'équipe de travail du Contractant.

19.2 Conduite au LEN

Au LEN, les camionneurs en vrac sont tenus à une bonne conduite et doivent suivre les instructions du personnel responsable. Aussi, toute personne qui refuse de se conformer aux directives de la personne responsable de la gestion du LEN peut s'en voir interdire l'accès.

20 Gestion de contrat

Afin de développer une saine relation d'affaires avec le Contractant, la Ville souhaite inviter celui-ci à participer à des rencontres de gestion de la convention. Cette gestion contractuelle permettra de mieux coordonner la réalisation des services par les camionneurs en vrac.

Les personnes mandatées qui participeront à ces rencontres doivent posséder le niveau de délégation de pouvoir suffisant pour assurer le respect des normes, clauses et conditions portant sur les aspects contractuels de la convention.

Au besoin, le Contractant et ses camionneurs en vrac sont ~~est~~ tenus de se présenter à des rencontres de démarrage organisée par la Ville, d'une durée maximale d'une demi-journée, à la date fixée par cette dernière. À la suite de cette rencontre, le Contractant doit s'assurer que les camionneurs en vrac qui œuvrent aux opérations de déneigement reçoivent l'information transmise par la Ville. Aussi, les camionneurs ont l'obligation d'écouter une capsule de formation en ligne disponible sur Internet.

Outre cette rencontre de démarrage, la Ville peut convoquer le Contractant et ses camionneurs en vrac à n'importe quel autre moment au cours de l'exécution de la convention.

Enfin, les camionneurs en vrac doivent signer une convention neige avec Transvrac confirmant le respect des dispositions de la présente convention.

21 Confidentialité

Le Contractant doit utiliser les informations, renseignements et documents qui lui sont remis par la Ville uniquement pour des fins reliées à l'exécution de l'entente et, sauf dans la mesure où l'exécution de l'entente l'exige, ne doit pas les communiquer à des tiers sans préalablement obtenir le consentement écrit de la Ville.

22 Inspection des camions

En tout temps, le Directeur peut vérifier les camions mis à la disposition de la Ville par le Contractant. Ce dernier doit permettre et faciliter l'accès du Directeur aux camions utilisés ainsi qu'aux endroits où ils sont remisés.

En tout temps, le Directeur peut refuser tout camion qu'il juge inadéquat.

En tout temps, le Contractant doit, suivant la demande du Directeur, fournir la preuve du bon état des camions et, par la suite, s'assurer du maintien du bon état.

23 Éléments de sécurité

23.1Services rendus de façon non sécuritaire

Si les camionneurs en vrac exécutent les services de façon non sécuritaire, le Directeur peut exiger l'arrêt immédiat des services, jusqu'à ce que le Contractant effectue les correctifs nécessaires à la sécurité des personnes et des biens.

Il est interdit de circuler avec la benne du camion qui n'est pas en position horizontale sur les lieux d'élimination de la neige.

Toute personne qui accède au LEN doit porter un dossard de sécurité.

23.2Bris et dommages

Le Contractant doit s'assurer que les camionneurs en vrac prennent toutes les précautions nécessaires pour ne pas endommager le mobilier urbain (enseignes réglementant le stationnement et la circulation, lampadaires, bornes-fontaines, poteaux d'incendie, etc.), les

bandes gazonnées situées en bordure de trottoir, sur un trottoir boulevard ou sur un terre-plein, les arbres, les arbustes, le mobilier privé et les aménagements paysagers privés.

Si, au cours du chargement de la neige, un panneau interdisant le stationnement nuit aux manœuvres d'un camion, le camionneur en vrac doit en avertir le plus tôt possible un employé de l'équipe de chargement de la Ville, et éviter de l'endommager.

Le Contractant doit aviser la Ville de tout dommage ou incident causé par les opérations effectuées par les camionneurs en vrac dans les douze (12) heures suivant l'incident. Si l'incident représente une menace à la sécurité, il doit en aviser immédiatement le Directeur et le propriétaire ou l'utilisateur du bien endommagé. Le non-respect de ces directives peut être pénalisé, suivant l'article 15.

Pour tout bris aux propriétés de la Ville, le coût du remplacement ou de la réparation des biens seront déduits de la facturation.

23.3 Collision

Les principaux facteurs qui contribuent aux collisions majeures impliquant les véhicules lourds sont reliés à la vitesse, l'omission de céder le passage, les virages à droite, la capacité de conduite affaiblie et la distance non sécuritaire entre deux véhicules.

Dans le but de ne pas retarder les opérations de déneigement en cours, le Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) a élaboré une procédure lors d'une collision ne causant aucune blessure et impliquant uniquement :

- un véhicule inoccupé dont le propriétaire ou son représentant ne peut être rejoint ;
- un objet fixe ;
- un objet inanimé ;
- un animal de plus de 25 kg et dont le propriétaire ne peut être rejoint sur les lieux.

La procédure est la suivante :

- Obligation pour le conducteur impliqué dans une collision telle que décrite de laisser une note sur le véhicule accroché en incluant l'identification du véhicule ayant causé la collision et le numéro de téléphone du Contractant;
- Obligation pour le conducteur impliqué dans une collision telle que décrite de prendre en note les informations pertinentes pour le rapport d'accident interne fourni par le SPVM (lieu, heure, immatriculation du véhicule accidenté, marque, modèle, couleur, description des dommages, circonstances de l'accident) et de les transmettre à la Ville dans les plus brefs délais.

Aucun autre type de collision ne peut faire partie de cette procédure. Un conducteur impliqué dans une collision qui n'entre pas dans l'une des situations décrites ci-dessus devra rédiger un constat à l'amiable. Toutefois, s'il y a blessure, un rapport de police sera requis.

Le SPVM peut modifier cette entente à tout moment. Dans ce cas, le Contractant devra suivre les nouvelles directives fournies.

24 Pénalités

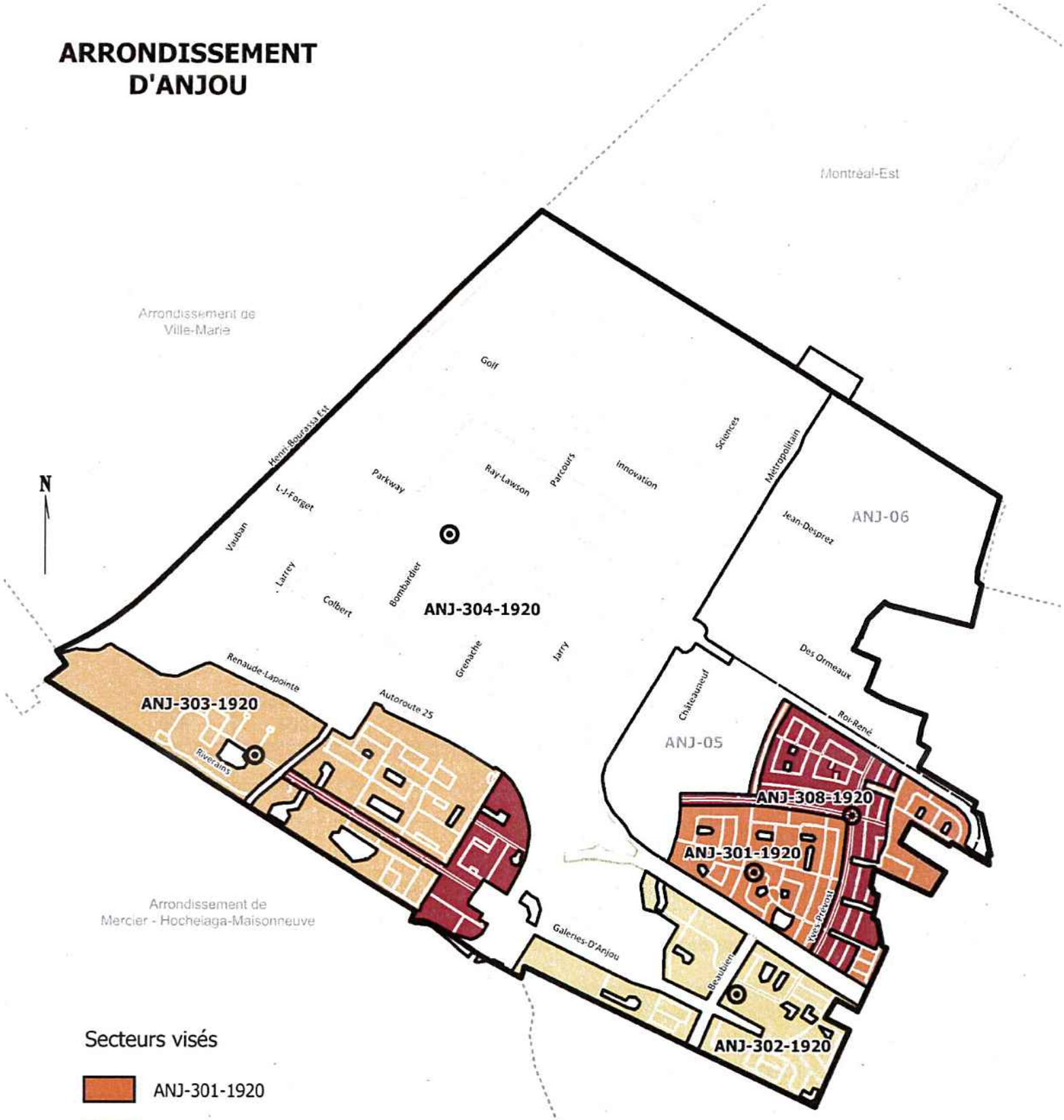
Lorsque le Contractant est en défaut d'exécuter les services ou s'il contrevient aux exigences de l'entente, la Ville peut, après l'en avoir avisé, exiger et percevoir de celui-ci les pénalités

suivantes pour chaque infraction mentionnée ci-dessous, sans préjudice quant à ses autres droits et recours.

- Déverser la neige dans un autre LEN que celui autorisé: le transport n'est pas payé ;
- Utiliser une entrée, une sortie, un quai de déchargement pour décharger la neige autre que celui qui est assigné par la Ville dans un LEN le transport de neige n'est pas payé ;
- Ne pas remplir un camion à sa pleine capacité et ne pas en informer le Directeur : 250 $ par camion non plein ;
- Ne pas fournir le volume demandé la capacité volumétrique demandée à temps : pour chaque heure où le volume n'est pas atteint, la pénalité est de 10$ par mètre cube manquant ;
- Utiliser une catégorie de camion non permise : 500 $ par quart de travail de douze (12) heures par camion non conforme ;
- Ne pas fournir la liste des camions en vue de l'enregistrement dans les délais requis. Un montant de mille dollars (1 000$) par jour de retard ;
- Pour toute plaque d'identification des camions de transport de neige non retournée ou devenue inutilisable selon l'opinion de la Ville : 250$ chaque ;
- Avoir enlevé la plaque d'identification d'un camion ou l'avoir changé sans autorisation : 3 000$ par quart de travail de douze (12) heures ;
- Refuser de se soumettre au mesurage aléatoire : 500 $ par évènement par camion ;
- Pour tout camion mesuré après la date fixée par la Ville : 200$ par camion ;
- Modifier la configuration de la benne après le mesurage en début de saison : 3 000 $ par évènement ;
- Ne pas fournir la liste des camions en utilisation pour un quart de travail donné : 500 $ par rapport manquant ;
- Pour chaque pagette perdue ou endommagée par le Contractant ou les camionneurs en vrac : 400$ chaque ;
- Utiliser une pagette qui n'est pas associée au bon camion-: 500$ par quart de travail de douze (12) heures ;
- Refus de permettre l'inspection des camions ou néglige de donner une preuve suffisante sur l'état de fonctionnement des camions un montant de mille dollars (1000 $) par jour que dure ce défaut sera applicable ;
- Refus de corriger les défauts dans les délais impartis suivant l'inspection annuelle des camions : un montant de mille dollars (1000$) par jour que dure ce défaut par camion ;
- Ne pas porter un dossard de sécurité à l'intérieur du LEN : 200 $ par événement ;
- Ne pas aviser le Directeur à la suite d'un bris ou d'un dommage : 200$ par période de 24 heures suivant le délai de 12h donné au Contractant pour informer le Directeur ou 500$ par heure dans le cas où le bris ou le dommage représente un danger pour la sécurité publique ;

Annexe 2
Arrondissement d'Anjou

ARRONDISSEMENT D'ANJOU



1. Description des lots et localisation des centroïdes

La convention de transport est en vigueur dans cinq (5) lots de l'arrondissement d'Anjou :

Lot	Longueur chaussées (km lin.)	Centroïde
ANJ-301-1920	10,7	Ave Bois-de-Coulogne / ave Cairns
ANJ-302-1920	7,6	Place de la Malicorne / ave de la Nantaise
ANJ-303-1920	9,5	Boul. des Galeries d'Anjou / impasse de l'Eau-Vive
ANJ-304-1920	61,8	Boul. Parkway / rue Bombardier
ANJ-308-1920	13,4	Boul. Yves-Prévost / boul. Joseph-Renaud

2. Capacité volumétrique et camions autorisés

Le tableau suivant présente pour chacun des lots la capacité volumétrique exigée ainsi qu'à titre indicatif, les capacités volumétriques modulées en fonction du nombre de centimètres de neige à ramasser. Les camions autorisés sont aussi précisés :

Capacité volumétrique	ANJ-301-1920	ANJ-302-1920	ANJ-303-1920	ANJ-304-1920	ANJ-308-1920
Requise	290	350	230	800	370
Tempête de 30 cm et plus	290	350	230	800	370
Tempête de 20 à 30 cm	265	325	230	750	345
Tempête de moins de 20 cm	240	300	230	700	320
Camions autorisés	A B1 C	A B1 C	A	A B1 B2 C	A B1 C

3. Horaire des opérations de transport de la neige

Les opérations de transport de la neige se déroulent sur un quart de travail, soit de jour ou de nuit. Les heures de fins sont indicatives seulement parce qu'elles peuvent varier en toute temps, en fonction des conditions.

- De jour : 8 h à 17 h (tous les secteurs, sauf le ANJ-304-1920)
- De nuit : 20 h à 6 h (ANJ-304-1920 seulement)

4. Lieux d'élimination de la neige associés aux lots

Tous les lots vont porter la neige au site de surface Ray-Lawson.

Au besoin, la neige pourrait aussi être transportée aux sites Lafarge, Langelier et Armand-Chaput.

5. Formule de prix

La formule de prix pour les lots de l'arrondissement d'Anjou est le meilleur des deux taux, suivant les modalités décrites à l'article 6.4 *Modalités du paiement au meilleur des deux* tarifs de l'Annexe 1.

Pour fins de comparaisons, le tableau suivant présente les taux au mètre cube pour la saison 2019-2020 provenant du Recueil 2019. Le cas échéant, les taux du Recueil 2020 seront utilisés pour l'hiver 2020-2021.

Lot	LEN principal	Distance (km)	Prix au m3	LEN secondaire	Distance (km)	Prix au m3
ANJ-301-1920	Ray-Lawson	4,7	2,193$	Lafarge	4,4	2,193$
ANJ-302-1920	Ray-Lawson	5,6	2,398$	Lafarge	4,6	2,193$
ANJ-303-1920	Ray-Lawson	3,2	1,988$	Langelier	2,3	1,783$
ANJ-304-1920	Ray-Lawson	1,6	1,531$	Armand-Chaput	7,9	2,808$
ANJ-308-1920	Ray-Lawson	4,1	2,193$	Lafarge	6,7	2,603$

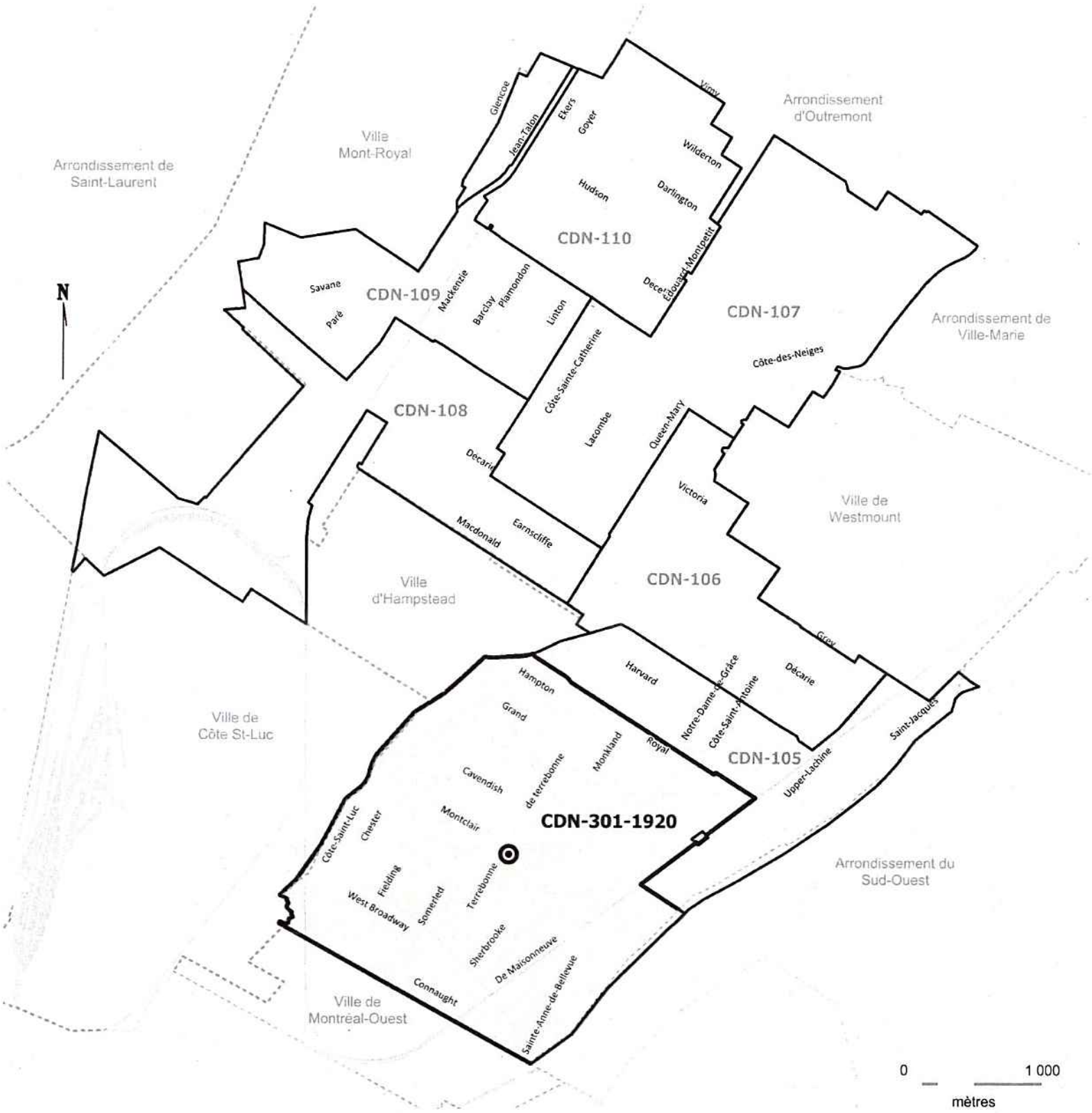
6. Particularités

Aucune.

Annexe 3

Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

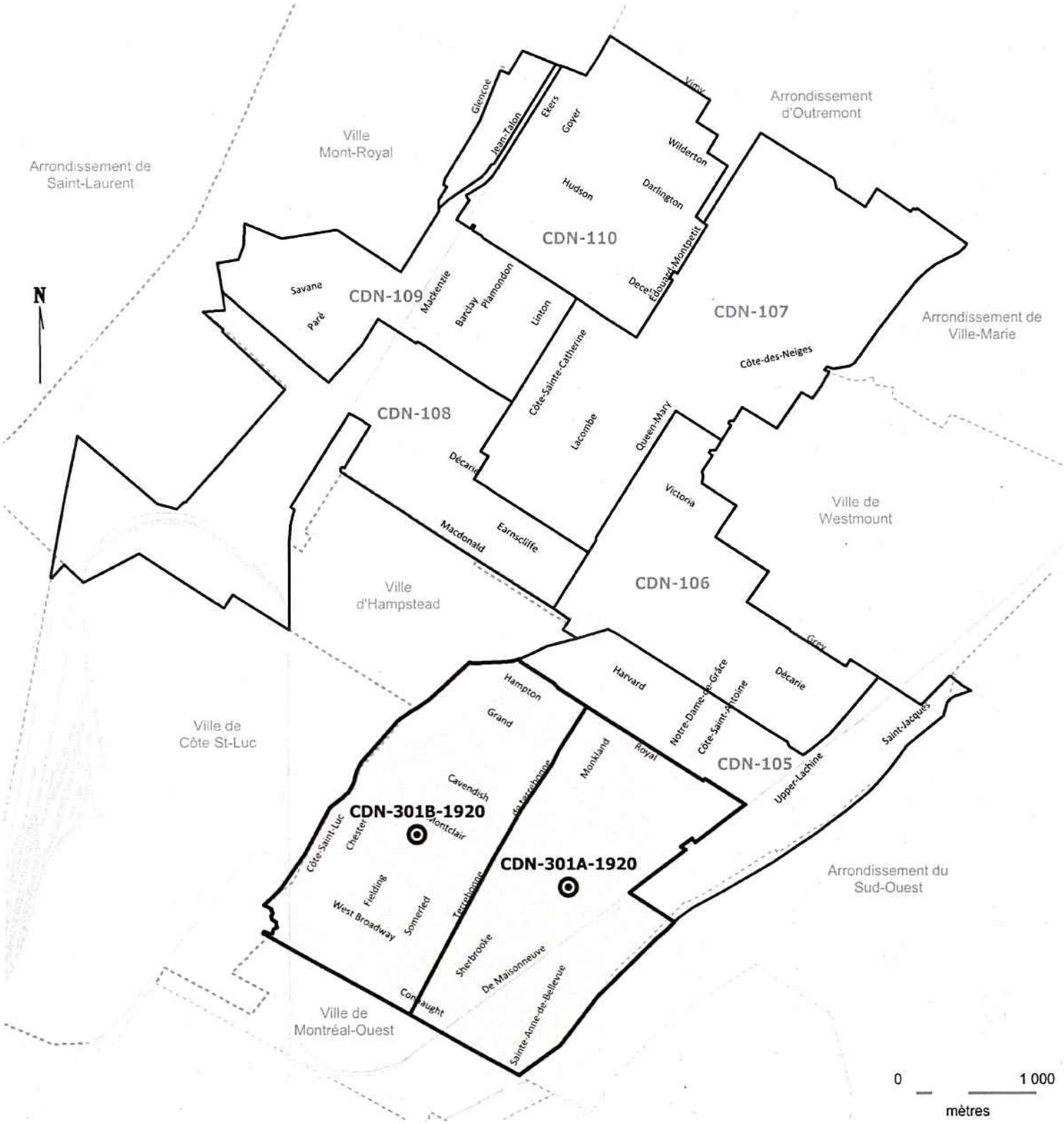
ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE



Secteur visé

centroïde

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE



Secteurs tarifaires

centroïde

1. Description du lot et localisation des centroïdes

La convention de transport est en vigueur dans un lot de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce :

Lot	Zone tarifaire	Longueur chaussées (km lin.)	Centroïde
CDN-301-1920	301a	73,9	Rue Sherbrooke Ouest / ave Walkley
	301b		Ave Fielding / ave King-Edward

2. Capacité volumétrique et camions autorisés

Le tableau suivant présente pour chacun des lots la capacité volumétrique exigée ainsi qu'à titre indicatif, les capacités volumétriques modulées en fonction du nombre de centimètres de neige à ramasser. Les camions autorisés sont aussi précisés :

Capacité volumétrique	**CDN-301-1920**
Requise	1000
Tempête de 30 cm et plus	1000
Tempête de 20 à 30 cm	925
Tempête de moins de 20 cm	850
Camions autorisés	A*B1**B2**

*La moitié des camions doivent être de catégorie A.

**Un minimum de huit (8) camions de catégorie B1 ou B2 sont nécessaires.

3. Horaire des opérations de transport de la neige

Les opérations de transport de la neige se déroulent sur deux (2) quarts de travail, jour et nuit. Les heures de fins sont indicatives seulement parce qu'elles peuvent varier en toute temps, en fonction des conditions.

- De jour : 7 h 45 à 17 h 15
- De nuit : 19 h 45 à 5 h 15

4. Lieux d'élimination de la neige associés au lot

Les lieux d'élimination principaux associés au lot sont Newman (50%) et Angrignon (50%).

Au besoin, la neige pourrait aussi être transportée à la chute Butler. Seuls les camions de catégorie A sont acceptés à cet endroit.

5. Formule de prix

La formule de prix est le meilleur des deux taux, suivant les modalités décrites à l'article 6.4 *Modalités du paiement au meilleur des deux* tarifs de l'Annexe 1.

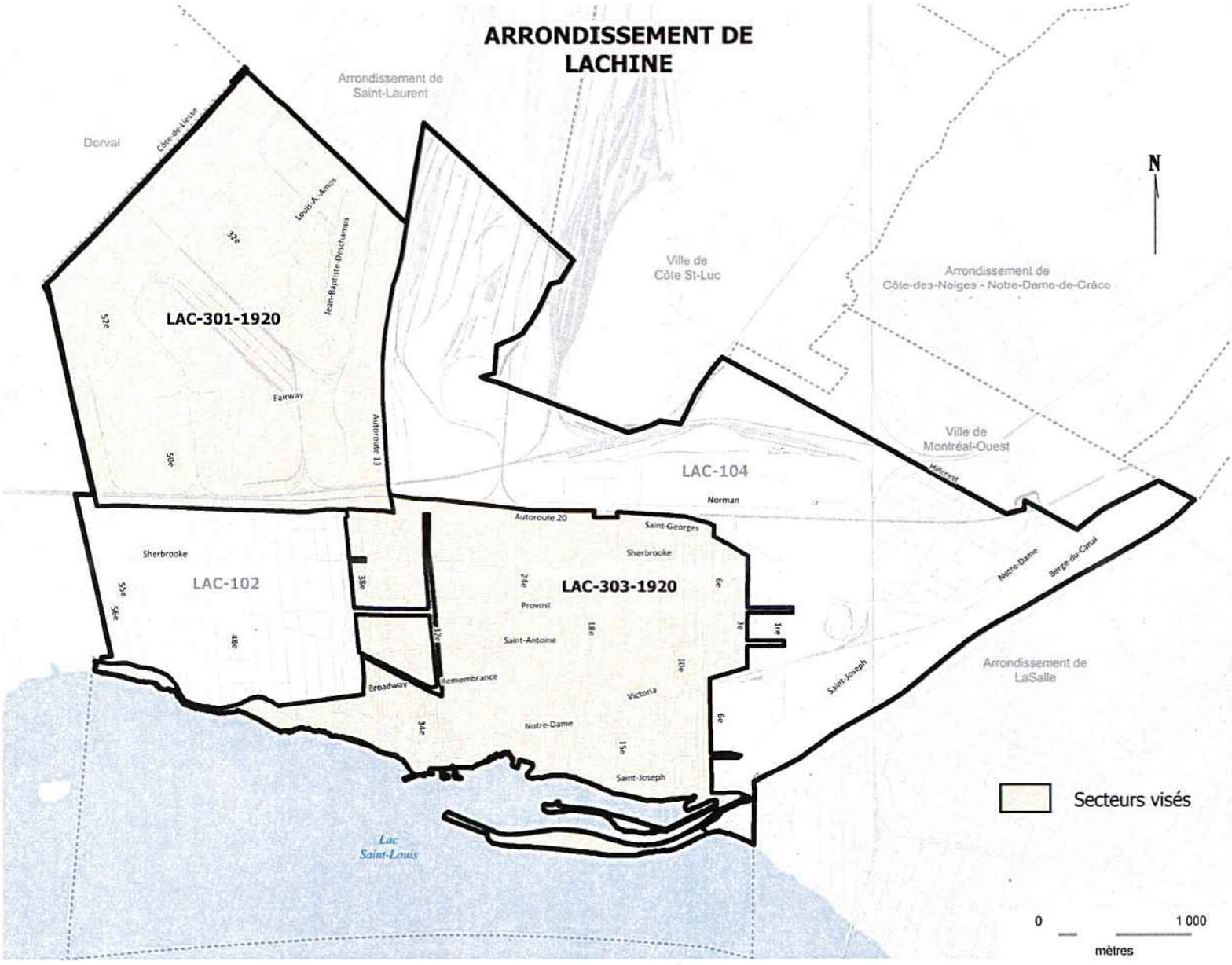
Pour fins de comparaisons, le tableau suivant présente les taux au mètre cube pour la saison 2019-2020 provenant du Recueil 2019. Le cas échéant, les taux du Recueil 2020 seront utilisés pour l'hiver 2020-2021.

Zone tarifaire	LEN principal	Distance (km)	Prix au m3	LEN secondaire	Distance (km)	Prix au m3
301a	Newman Angrignon	6,5 5,8	2,603$ 2,398$	Butler	6,8	2,603$
301b		7,4 6,7	2,808$ 2,603$		9,0	3,218$

6. Particularités

En raison des travaux en cours à l'échangeur Turcot, des conditions de circulation difficiles sont à prévoir.

Annexe 4
Arrondissement de Lachine


ARRONDISSEMENT DE LACHINE
Arrondissement de Saint-Laurent
Dorval
Côte-de-Liesse
Louis-A.-Amos
Jean-Baptiste-Deschamps
32e
52e
LAC-301-1920
Fairway
50e
Autoroute 13
Ville de Côte St-Luc
Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
N
Ville de Montréal-Ouest
LAC-104
Norman
Autoroute 20
Saint-Georges
Sherbrooke
Sherbrooke
LAC-102
55e
56e
48e
38e
24e
LAC-303-1920
Provost
12e
Saint-Antoine
18e
6e
3e
1re
10e
Broadway
Remembrance
Victoria
34e
Notre-Dame
15e
6e
Saint-Joseph
Saint-Joseph
Notre-Dame
Berge-du-Canal
Hillcrest
Arrondissement de LaSalle
Lac Saint-Louis
Secteurs visés
0
1 000
mètres

1. Description des lots et localisation des centroïdes

La convention de transport est en vigueur dans deux lots de l'arrondissement de Lachine :

Lot	Longueur chaussées (km lin.)	Centroïde
LAC-301-1920	22,1	32e avenue / rue Louis A.-Amos
LAC-303-1920	56,2	Rue Remembrance / 18e avenue

2. Capacité volumétrique et camions autorisés

Le tableau suivant présente pour chacun des lots la capacité volumétrique exigée ainsi qu'à titre indicatif, les capacités volumétriques modulées en fonction du nombre de centimètres de neige à ramasser. Les camions autorisés sont aussi précisés :

Capacité volumétrique	**LAC-301-1920 (nuit)**	**LAC-303-1920 (jour)**
Requise	325	1030
Tempête de 30 cm et plus	325	1030
Tempête de 20 à 30 cm	300	950
Tempête de moins de 20 cm	275	825
Camions autorisés	A B1 B2 C	A B1

3. Horaire des opérations de transport de la neige

Les opérations de transport de la neige se déroulent sur un quart de travail, soit de jour ou de nuit. Les heures de fins sont indicatives seulement parce qu'elles peuvent varier en toute temps, en fonction des conditions.

- De nuit : 19 h 45 à 5 h 30 (LAC-301-1920)
- De jour : 7 h 15 à 17 h 15 (LAC-303-1920)

4. Lieux d'élimination de la neige associés aux lots

Les lieux d'élimination principaux et secondaires associés aux lots sont les suivants :

Lot	LEN principal	LEN secondaire
LAC-301-1920 (nuit)	46e avenue	Angrignon
LAC-303-1920 (jour)	St-Pierre 1 (Lachine)	46e avenue

5. Formule de prix

La formule de prix est le meilleur des deux taux, suivant les modalités décrites à l'article 6.4 *Modalités du paiement au meilleur des deux* tarifs de l'Annexe 1.

Pour fins de comparaisons, le tableau suivant présente les taux au mètre cube pour la saison 2019-2020 provenant du Recueil 2019. Le cas échéant, les taux du Recueil 2020 seront utilisés pour l'hiver 2020-2021.

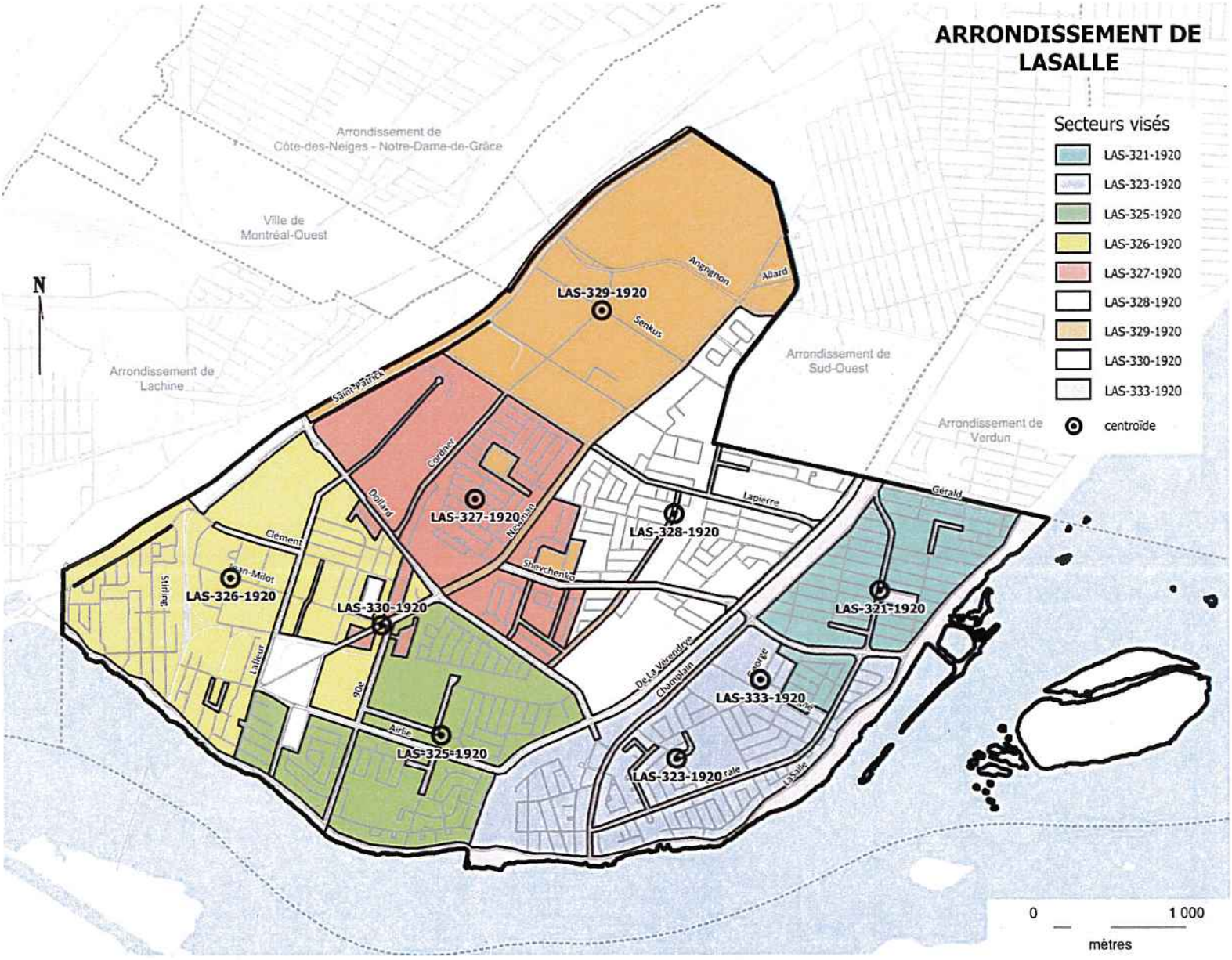
Lot	LEN principal	Distance (km)	Prix au m3	LEN secondaire	Distance (km)	Prix au m3
LAC-301-1920	46e avenue	3,4	1,988$	Angrignon	10,8	3,423$
LAC-303-1920	St-Pierre 1	3,4	1,988$	46e avenue	5,6	2,398$

6. Particularités

Les hauteurs maximales du camion, par rapport au sol sont de :

- 3,2 mètres pour le côté droit;
- 4,0 mètres pour le côté gauche.

Annexe 5
Arrondissement de LaSalle


ARRONDISSEMENT DE LASALLE
Secteurs visés
LAS-321-1920
LAS-323-1920
LAS-325-1920
LAS-326-1920
LAS-327-1920
LAS-328-1920
LAS-329-1920
LAS-330-1920
LAS-333-1920
centroïde
N
Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Ville de Montréal-Ouest
Arrondissement de Lachine
Arrondissement de Sud-Ouest
Arrondissement de Verdun
LAS-329-1920
LAS-327-1920
LAS-328-1920
LAS-326-1920
LAS-330-1920
LAS-321-1920
LAS-333-1920
LAS-325-1920
LAS-323-1920
Angrignon
Allard
Senkus
Saint-Patrick
Cordner
Dollard
Newman
Lapierre
Gérald
Clement
Jean-Milot
Stirling
Shevchenko
Lafleur
30e
Airlie
De La Vérendrye
Chamblain
George
LaSalle
0
1 000
mètres

1. Description des lots et localisation des centroïdes

La convention de transport est en vigueur dans dix (10) lots de l'arrondissement de LaSalle :

Lot	Longueur chaussées (km lin.)	Centroïde
LAS-321-1920	15,4	5e avenue / rue Centrale
LAS-323-1920	19,9	39e avenue / 35e avenue
LAS-325-1920	18,0	Rue Boivin / 80e avenue
LAS-326-1920	17,6	Rue des Oblats / rue Jean-Milot
LAS-327-1920	14,4	Rue Armel/ rue Benoît
LAS-328-1920	20,0	Rue Daigneault/ rue Jean-Brillon
LAS-329-1920	25,4	Rue Senkus / rue Cordner
LAS-330-1920	28,8	Boul. Newman / rue Jean-Milot
LAS-333-1920	22,8	16e avenue / rue George
LAS-360-1920	Sans objet	Rue Préville / Juliette

2. Capacité volumétrique et camions autorisés

Le tableau suivant présente pour chacun des lots la capacité volumétrique exigée ainsi qu'à titre indicatif, les capacités volumétriques modulées en fonction du nombre de centimètres de neige à ramasser. Les camions autorisés sont aussi précisés :

Capacité volumétrique	LAS-321-1920	LAS-323-1920	LAS-325-1920	LAS-326-1920	LAS-327-1920
Requise	455	610	445	320	345
Tempête de 30 cm et plus	455	610	445	320	345
Tempête de 20 à 30 cm	430	555	410	290	320
Tempête de moins de 20 cm	395	510	385	275	300
Camions autorisés	A* B1	B1 B2	A*	A*	A*

Capacité volumétrique	LAS-328-1920	LAS-329-1920	LAS-330-1920	LAS-333-1920	LAS-360-1920
Requise	360	430	430	425	215
Tempête de 30 cm et plus	360	430	430	425	215
Tempête de 20 à 30 cm	335	400	400	400	215
Tempête de moins de 20 cm	305	370	370	375	215
Camions autorisés	A* B1	A* B1	A* B1	A* B1	A

*Les seuls camions de catégorie A autorisés sont des camions de douze (12) roues.

3. Horaire des opérations de transport de la neige

Les opérations de transport de la neige se déroulent selon des quarts de jour ou de nuit. Les heures de fins sont indicatives seulement parce qu'elles peuvent varier en toute temps, en fonction des conditions.

Quart	Lot
De jour : 7 h 30 à 17 h	LAS-321-1920 LAS-323-1920 LAS-325-1920 LAS-326-1920 LAS-327-1920 LAS-328-1920 LAS-360-1920
De nuit : 19 h 15 à 5 h	LAS-329-1920 LAS-330-1920 LAS-333-1920

4. Lieu d'élimination de la neige associé au lot

Tous les lots vont porter la neige au site de surface Angrignon.

Au besoin, la neige pourrait aussi être transportée aux sites de surface Newman et 46^{e} avenue.

5. Formule de prix

La formule de prix est le meilleur des deux taux, suivant les modalités décrites à l'article 6.4 *Modalités du paiement au meilleur des deux* tarifs de l'Annexe 1.

Pour fins de comparaisons, le tableau suivant présente les taux au mètre cube pour la saison 2019-2020 provenant du Recueil 2019. Le cas échéant, les taux du Recueil 2020 seront utilisés pour l'hiver 2020-2021.

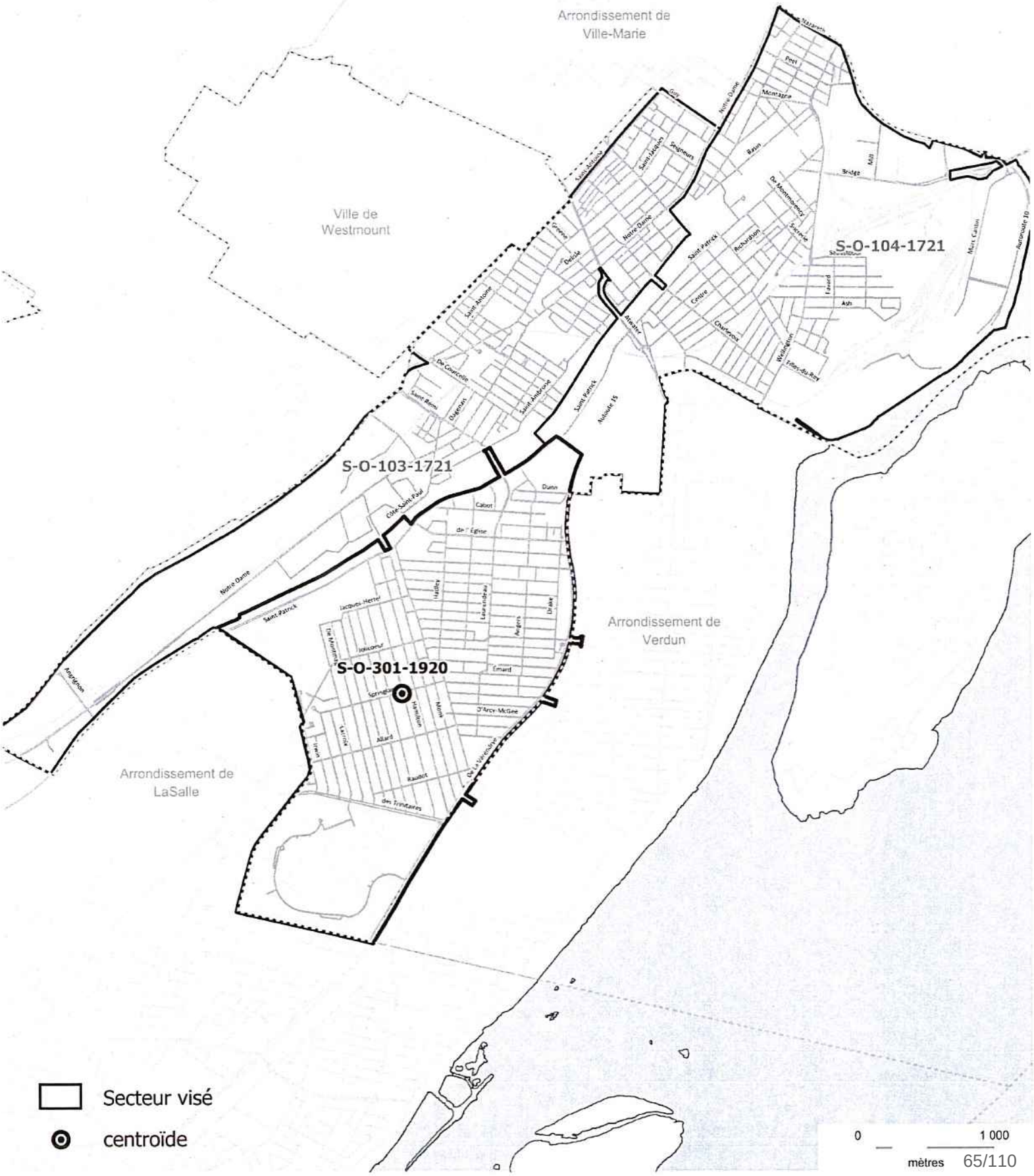
Lot	LEN principal	Distance (km)	Prix au m3	LEN secondaire	Distance (km)	Prix au m3
LAS-321-1920	Angrignon	4,2	2,193$	Newman 46e avenue	4,6 13,9	2,193$ 4,038$
LAS-323-1920		5,2	2,398$		6,0 12,3	2,603$ 3,833$
LAS-325-1920		4,7	2,193$		5,5 10,8	2,398$ 3,423$
LAS-326-1920		4,4	2,193$		4,9 8,8	2,193$ 3,013$
LAS-327-1920		2,8	1,783$		3,7 10,6	1,988$ 3,423$
LAS-328-1920		2,6	1,783		3.3 12,1	1,988$ 3,833$
LAS-329-1920		1,2	1,531		2,1 11,6	1,783$ 3,628$
LAS-330-1920		3,9	1,988$		4,6 9,9	2,193$ 3,218$
LAS-333-1920		4,5	2,193$		5,1 13,2	2,398$ 4,038$
LAS-360-1920		2,9	1,783$		3,6 10,4	1,988$ 3,423$

6. Particularités

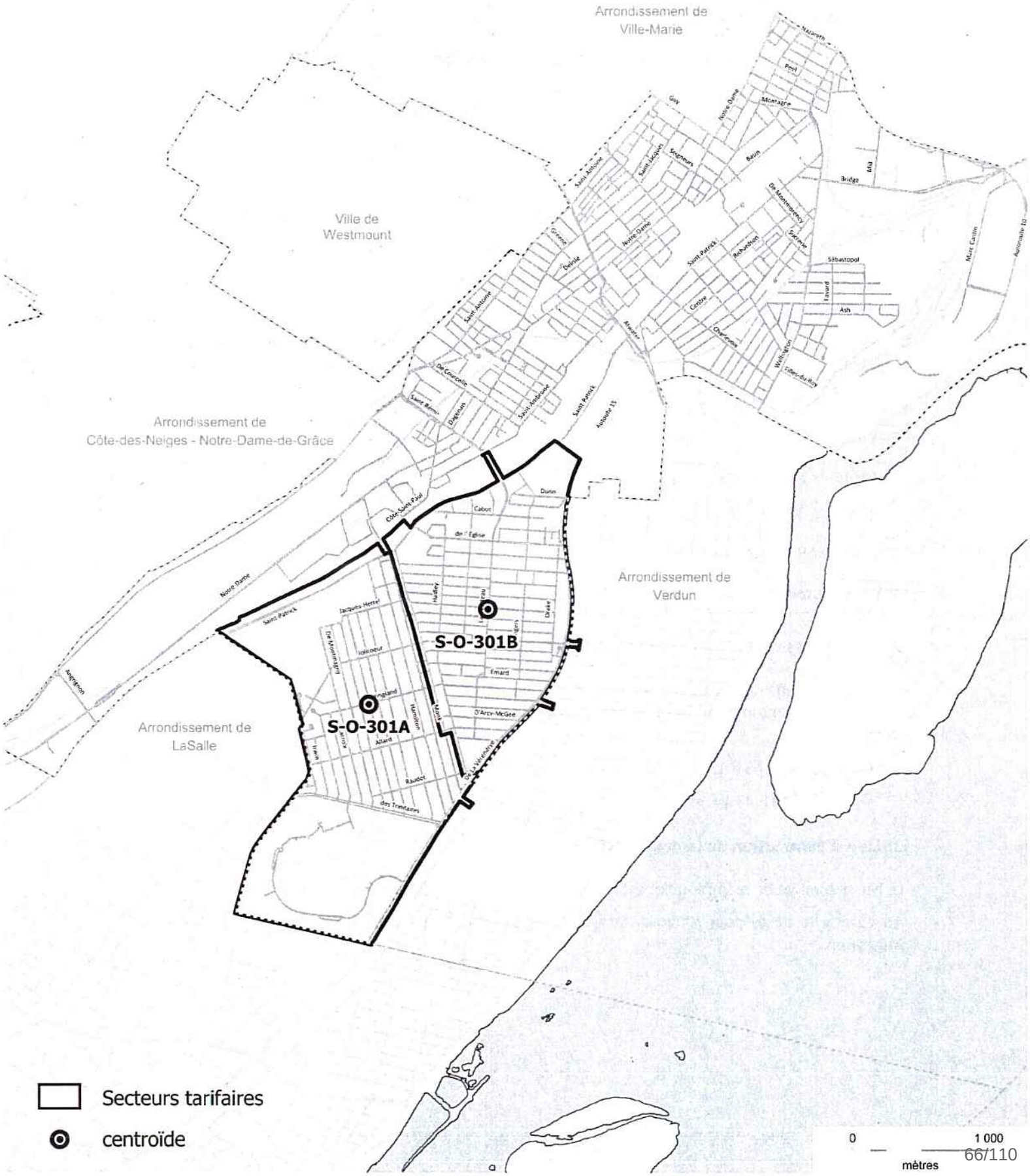
Les camions utilisés pour le lot LAS-360-1920 doivent avoir une hauteur maximale de 2,7 mètres à droite, par rapport au sol.

Annexe 6
Arrondissement Le Sud-Ouest

ARRONDISSEMENT DU SUD-OUEST



ARRONDISSEMENT DU SUD-OUEST



1. Description du lot et localisation des centroïdes

La convention de transport est en vigueur dans un (1) lot de l'arrondissement Le Sud-Ouest :

Lot	Zone tarifaire	Longueur chaussées (km lin.)	Centroïde
S-O-301-1920	301a	64,4	Rue Springland / rue Hurteau
	301b		Rue Jacques-Hertel / rue Laurendeau

1. Capacité volumétrique et camions autorisés

Le tableau suivant présente pour chacun des lots la capacité volumétrique exigée ainsi qu'à titre indicatif, les capacités volumétriques modulées en fonction du nombre de centimètres de neige à ramasser. Les camions autorisés sont aussi précisés :

Capacité volumétrique	**S-O-301-1920**
Requise	620
Tempête de 30 cm et plus	620
Tempête de 20 à 30 cm	570
Tempête de moins de 20 cm	520
Camions autorisés	A B1 B2 C

2. Horaire des opérations de transport de la neige

Les opérations de transport de la neige se déroulent sur deux (2) quarts de travail, jour et nuit. Les heures de fins sont indicatives seulement parce qu'elles peuvent varier en toute temps, en fonction des conditions.

- De jour : 7 h 45 à 17 h
- De nuit : 19 h 45 à 5 h 15

3. Lieu d'élimination de la neige associé au lot

Le lieu d'élimination associé au lot est le site de surface Newman.

Au besoin, la neige pourrait aussi être transportée aux chutes Verdun, Butler et le site de surface Angrignon.

4. Formule de prix

La formule de prix est le meilleur des deux taux, suivant les modalités décrites à l'article 6.4 *Modalités du paiement au meilleur des deux* tarifs de l'Annexe 1.

Pour fins de comparaisons, le tableau suivant présente les taux au mètre cube pour la saison 2019-2020 provenant du Recueil 2019. Le cas échéant, les taux du Recueil 2020 seront utilisés pour l'hiver 2020-2021.

Zone tarifaire	LEN principal	Distance (km)	Prix au m3	LEN secondaire	Distance (km)	Prix au m3
301a	Newman	1,6	1,531$	Verdun	4,8	2,193$
				Butler	4,6	2,193$
				Angrignon	1,8	1,531$
301b		2,6	1,783$		3,6	1,988$
					3,3	1,988$
					3,0	1,988$

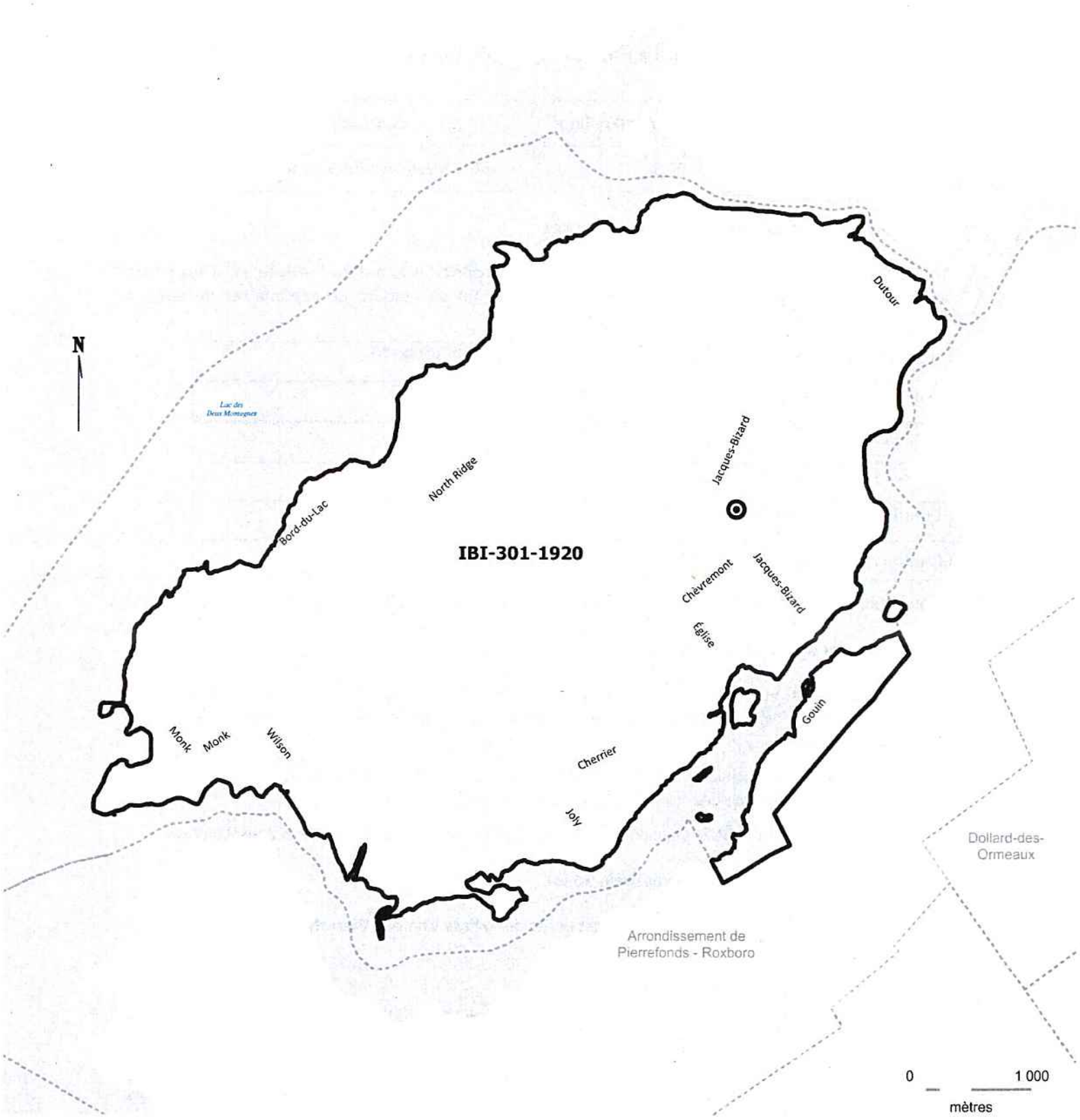
5. Particularités

En raison des travaux en cours à l'échangeur Turcot, des conditions de circulation plus difficiles sont à prévoir.

Annexe 7

Arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte- Geneviève

ARRONDISSEMENT DE L'ÎLE-BIZARD–SAINTE-GENEVIÈVE



Secteur visé

centroïde

1. Description du lot et localisation des centroïdes

La convention de transport est en vigueur dans un lot de l'arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève :

Lot	Longueur chaussées (km lin.)	Centroïde
IBI-301-1920	100,3	Rue Macquet / rue Roumefort

1. Capacité volumétrique et camions autorisés

Le tableau suivant présente pour chacun des lots la capacité volumétrique exigée ainsi qu'à titre indicatif, les capacités volumétriques modulées en fonction du nombre de centimètres de neige à ramasser. Les camions autorisés sont aussi précisés :

Capacité volumétrique	**IBI-301-1920**
Requise	300
Tempête de 30 cm et plus	300
Tempête de 20 à 30 cm	275
Tempête de moins de 20 cm	250
Camions autorisés	A* B1 B2 C

*Pour chaque quart de travail, un minimum de 5 camions de catégorie A doivent être présents.

2. Horaire des opérations de transport de la neige

Les opérations de transport de la neige se déroulent de jour. L'heure de début est fixée à 7 h et se termine vers 15 h. L'heure de fin est indicative seulement parce qu'elle peut varier en toute temps, en fonction des conditions.

Prendre note que pour chacun des chargements, la première journée commence pendant la nuit. Conséquemment, l'heure de début pour ces journées est fixée à 2 h 00.

Peu importe l'heure de début, le transport de la neige peut se faire jusqu'à 14 heures consécutives.

3. Lieu d'élimination de la neige associé au lot

Le lieu d'élimination principal associé au lot est le site de surface Château-Pierrefonds.

4. Formule de prix

La formule de prix est le meilleur des deux taux, suivant les modalités décrites à l'article 6.4 *Modalités du paiement au meilleur des deux* tarifs de l'Annexe 1.

Pour fins de comparaisons, le tableau suivant présente les taux au mètre cube pour la saison 2019-2020 provenant du Recueil 2019. Le cas échéant, les taux du Recueil 2020 seront utilisés pour l'hiver 2020-2021.

Lot	LEN principal	Distance (km)	Prix au m3
IBI-301-1920	Château-Pierrefonds	6,2	2,603$

5. Particularités

Les camions de la Ville sont utilisés pour le transport de la neige en même temps que les camions du Contractant.

Annexe 8
Arrondissement de Montréal-Nord

ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD



1. Description des lots et localisation des centroïdes

La convention de transport est en vigueur dans deux (2) lots de l'arrondissement Montréal-Nord :

Lot	Longueur chaussées (km lin.)	Centroïde
MTN-303-1920	48,1	Ave de Bruxelles / rue Monselet
MTN-306-1920	43,8	Rue de Castille / ave Hénault

2. Capacité volumétrique et camions autorisés

Le tableau suivant présente pour chacun des lots la capacité volumétrique exigée ainsi qu'à titre indicatif, les capacités volumétriques modulées en fonction du nombre de centimètres de neige à ramasser. Les camions autorisés sont aussi précisés :

Capacité volumétrique	MTN-303-1920		MTN-306-1920	
	Jour	Nuit	Jour	Nuit
Requise	400	400	400	400
Tempête de 30 cm et plus	400	400	400	400
Tempête de 20 à 30 cm	375	375	375	375
Tempête de moins de 20 cm	350	350	350	350
Camions autorisés	A* B1 B2			

*Seuls les camions de catégorie A sont admis à la chute Lausanne (jour).

3. Horaire des opérations de transport de la neige

Les opérations de transport de la neige se déroulent en deux (2) quarts de travail, jour et nuit. Les heures de fins sont indicatives seulement parce qu'elles peuvent varier en toute temps, en fonction des conditions.

- De jour : 7 h à 17 h
- De nuit : 19 h à 4 h 30

4. Lieux d'élimination de la neige associés aux lots

Les lieux d'élimination principaux et secondaires associés aux lots sont les suivants :

Lot	LEN principal	LEN secondaire
MTN-303-1920 jour	Lausanne (50%) Carrière St-Michel (50%)	Carrière St-Michel
MTN-303-1920 nuit	Carrière St-Michel	Ray-Lawson
MTN-306-1920 jour	Lausanne	Carrière St-Michel
MTN-306-1920 nuit	Carrière St-Michel	Ray-Lawson

5. Formule de prix

La formule de prix est le meilleur des deux taux, suivant les modalités décrites à l'article 6.4 *Modalités du paiement au meilleur des deux* tarifs de l'Annexe 1.

Pour fins de comparaisons, le tableau suivant présente les taux au mètre cube pour la saison 2019-2020 provenant du Recueil 2019. Le cas échéant, les taux du Recueil 2020 seront utilisés pour l'hiver 2020-2021.

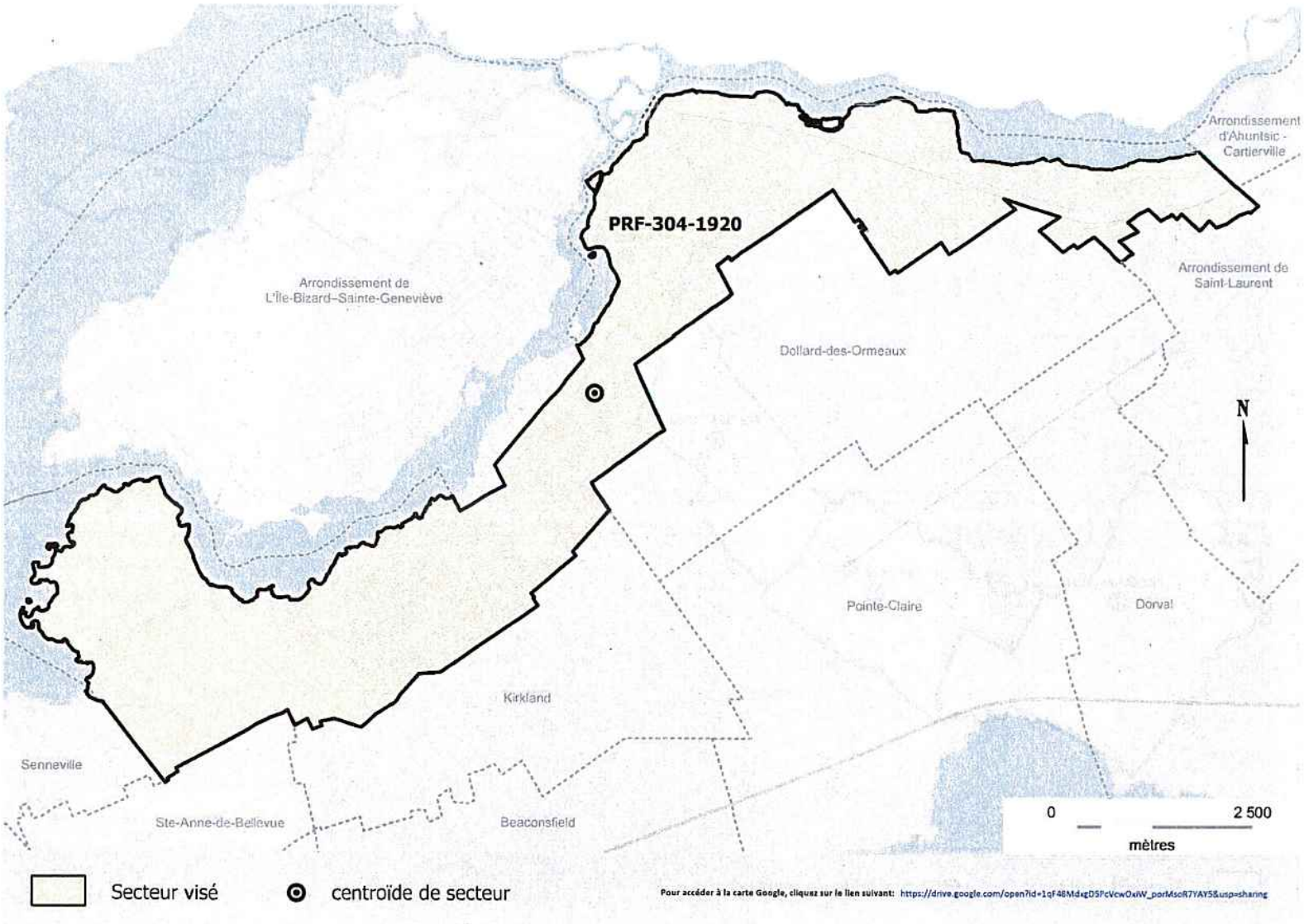
Lot	LEN principal	Distance (km)	Prix au m3	LEN secondaire	Distance (km)	Prix au m3
MTN-303-1920 jour	Lausanne (50%) Carrière St-Michel (50%	0,8 1,9	1,531$ 1,531$	Carrière St-Michel	1,9	1,531$
MTN-303-1920 nuit	Carrière St-Michel	1,9	1,531$	Ray-Lawson	7,3	2,808$
MTN-306-1920 jour	Lausanne	2,5	1,783$	Carrière St-Michel	3,1	1,988$
MTN-306-1920 nuit	Carrière St-Michel	3,1	1,988$	Ray-Lawson	5,5	2,398$

6. Particularités

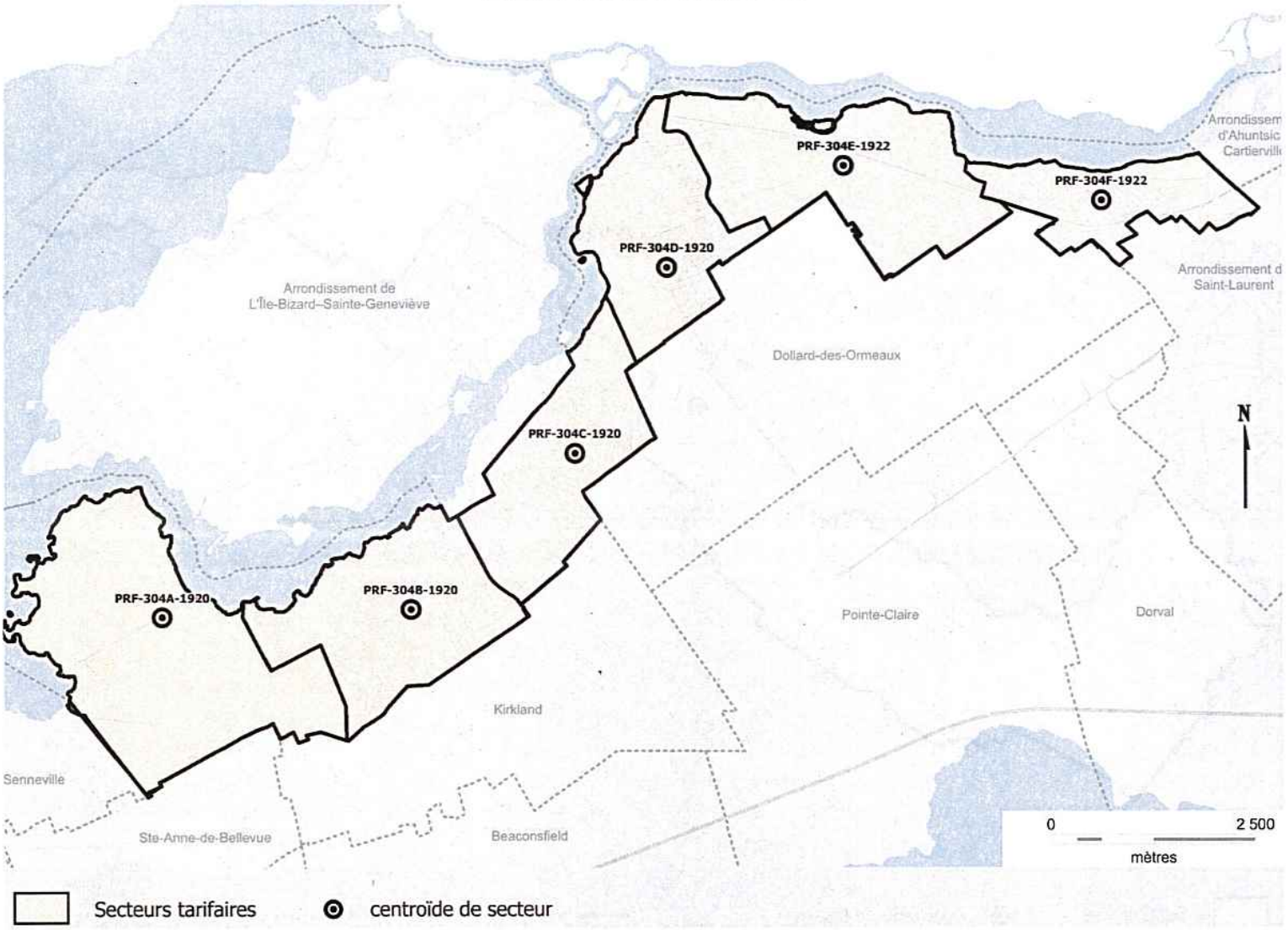
Aucune.

Annexe 9
Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

ARRONDISSEMENT DE PIERREFONDS-ROXBORO



ARRONDISSEMENT DE PIERREFONDS-ROXBORO



1. Description du lot et localisation des centroïdes

La convention de transport est en vigueur dans un (1) lot de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro.

Lot	Zone tarifaire	Longueur chaussées (km lin.)	Centroïde
PRF-304-1920	304a	252	Boul. Gouin Ouest / rue Jordi-Bonet
	304b		Rue Arthur-Hooper / rue des Lys
	304c		Rue du Château / rue Benoit
	304d		Rue Racine / rue Grey
	304e		8e avenue / 5e rue
	304f		Rue Ste-Suzanne / boul. Gouin Ouest

2. Capacité volumétrique et camions autorisés

Le tableau suivant présente pour chacun des lots la capacité volumétrique exigée ainsi qu'à titre indicatif, les capacités volumétriques modulées en fonction du nombre de centimètres de neige à ramasser. Les camions autorisés sont aussi précisés :

Capacité volumétrique	**PRF-304-1920**
Requise	370
Tempête de 30 cm et plus	370
Tempête de 20 à 30 cm	370
Tempête de moins de 20 cm	370
Camions autorisés	A B1 B2 C

3. Horaire des opérations de transport de la neige

Du dimanche au mercredi, les opérations de transport de la neige se déroulent sur deux (2) quarts de travail, jour et nuit. Les heures de fins sont indicatives seulement parce qu'elles peuvent varier en toute temps, en fonction des conditions.

- De jour : 8 h15 à 17 h
- De nuit : 20 h à 5 h 15

Du jeudi au samedi, les opérations s'effectuent selon un horaire d'un (1) quart de travail, de jour. L'heure de début est fixée à 8h15.

4. Lieux d'élimination de la neige associés au lot

Lot	LEN principal	LEN secondaire

PRF-304-1920	Château-Pierrefonds (75%) Sartelon (25%)	Thimens

5. Formule de prix

La formule de prix est le meilleur des deux taux, suivant les modalités décrites à l'article 6.4 *Modalités du paiement au meilleur des deux* tarifs de l'Annexe 1.

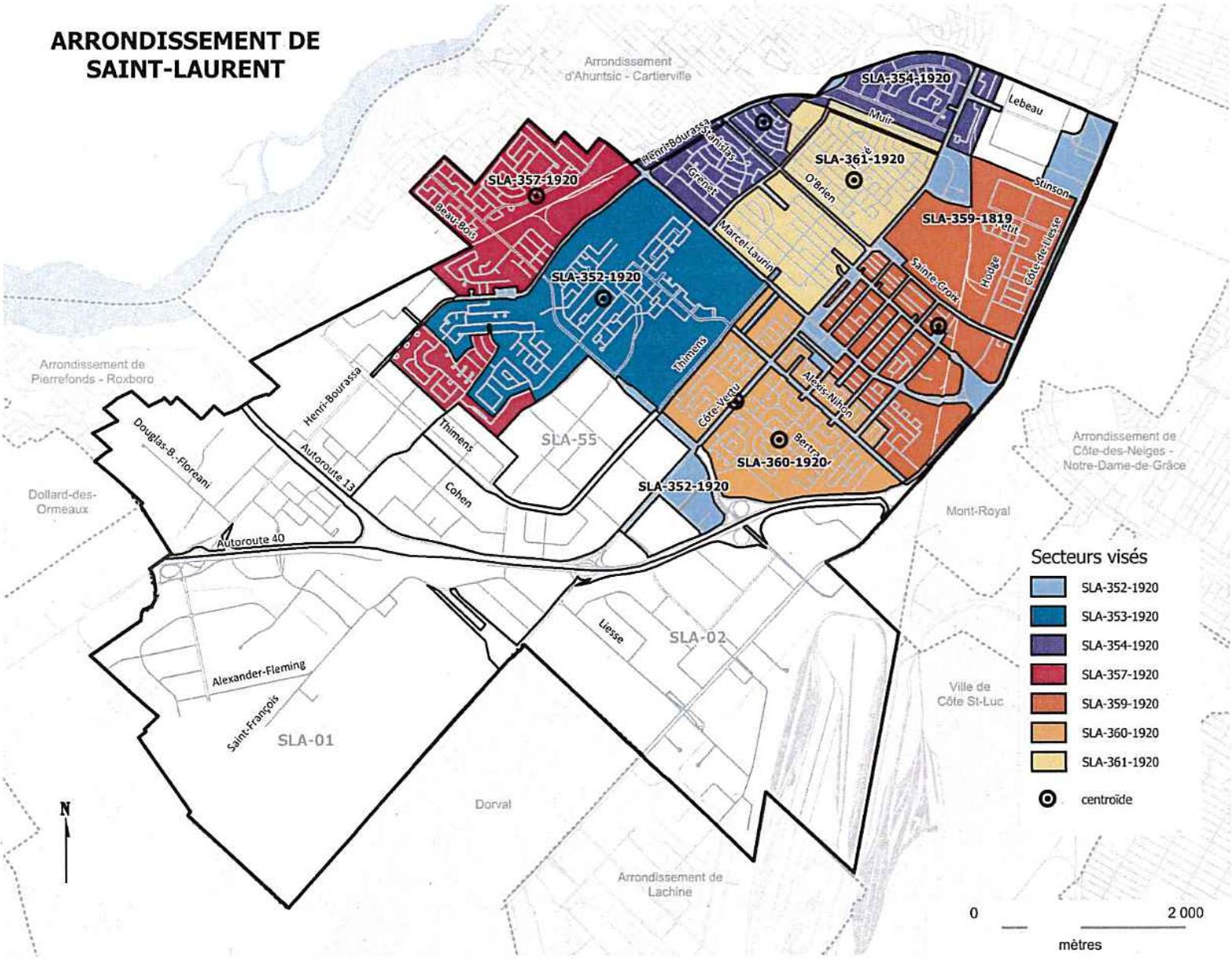
Pour fins de comparaisons, le tableau suivant présente les taux au mètre cube pour la saison 2019-2020 provenant du Recueil 2019. Le cas échéant, les taux du Recueil 2020 seront utilisés pour l'hiver 2020-2021.

Zone tarifaire	LEN principal	Distance (km)	Prix au m3	LEN secondaire	Distance (km)	Prix au m3
304a	Château-Pierrefonds Sartelon	2,6 19,9	1,783$ 5,268$	Thimens	21,1	5,678$
304b		1,3 15,7	1,531$ 4,448$		16,3	4,653$
304c		4,5 13,7	2,193$ 4,038$		15,3	4,448$
304d		6,2 11,1	2,603$ 3,628$		12,6	3,855$
304e		8,9 8,5	3,013$ 3,013$		10,0	3,423$
304f		12,5 5,0	3,855$ 2,398$		6,4	2,603$

6. Particularités

Les camions de la Ville sont utilisés pour le transport de la neige en même temps que les camions du Contractant.

Annexe 10
Arrondissement de Saint-Laurent


ARRONDISSEMENT DE SAINT-LAURENT
Arrondissement d'Ahuntsic - Cartierville
SLA-354-1920
Lebeau
Muir
SLA-361-1920
O'Brien
Stinson
SLA-359-1819
Petit
Côte-de-Liesse
Sainte-Croix
Hodge
SLA-357-1920
Beau-Bois
Henri-Bourassa
Antonins
Grenet
Marcel-Laurin
SLA-352-1920
Thimens
Arrondissement de Pierrefonds - Roxboro
Côte-Vertu
Alexis-Nihon
Bertrand
SLA-360-1920
SLA-55
Douglas-B.-Floreani
Autoroute 13
Cohen
SLA-352-1920
Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Dollard-des-Ormeaux
Mont-Royal
Autoroute 40
Liesse
SLA-02
Alexander-Fleming
Saint-François
SLA-01
Ville de Côte St-Luc
Dorval
Arrondissement de Lachine
N
Secteurs visés
SLA-352-1920
SLA-353-1920
SLA-354-1920
SLA-357-1920
SLA-359-1920
SLA-360-1920
SLA-361-1920
centroïde
0
2 000
mètres

1. Description des lots et localisation des centroïdes

La convention de transport est en vigueur dans huit (8) lots de l'arrondissement de Saint-Laurent.

Lot	Longueur chaussées (km lin.)	Centroïde
SLA-352-1920	63,4	Boul. de la Côte-Vertu / rue Bernard
SLA-353-1920	34,1	Rue de l'Écu (no.2676 boucle) / rue de l'Écu
SLA-354-1920	22,6	Rue Guertin / rue Filion
SLA-357-1920	28,3	Boul. Keller / rue Jean-Bouillet
SLA-359-1920	22,2	Rue Cartier / rue St-Germain
SLA-360-1920	25,2	Rue Bertrand / rue Stevens
SLA-361-1920	25,9	Rue Dutrisac / rue Tassé
SLA-362-1920	Sans objet	Sans objet

2. Capacité volumétrique et camions autorisés

Le tableau suivant présente pour chacun des lots la capacité volumétrique exigée ainsi qu'à titre indicatif, les capacités volumétriques modulées en fonction du nombre de centimètres de neige à ramasser. Les camions autorisés sont aussi précisés :

Capacité volumétrique	**SLA-352-1920**	**SLA-353-1920**	**SLA-354-1920**	**SLA-357-1920**
Requise	1020	370	300	350
Tempête de 30 cm et plus	1020	370	300	350
Tempête de 20 à 30 cm	900	345	275	325
Tempête de moins de 20 cm	800	320	275	300
Camions autorisés	A B1 B2 C	A B1 C	A B1	A B1 C

Capacité volumétrique	SLA-359-1920	SLA-360-1920	SLA-361-1920	SLA-362-1920
Requise	300	350	425	165
Tempête de 30 cm et plus	300	350	425	165
Tempête de 20 à 30 cm	275	325	400	165
Tempête de moins de 20 cm	275	300	375	165
Camions autorisés	A B1	A B1 C	A B1 C	A

3. Horaire des opérations de transport de la neige

Les opérations de transport de la neige se déroulent sur des quarts de jour ou de nuit. Les heures de fins sont indicatives seulement parce qu'elles peuvent varier en toute temps, en fonction des conditions.

Quart	Lot
Nuit : 19 h 30 à 6 h	SLA-352-1920 SLA-359-1920
Jour : 7h30 à 16 h15	SLA-353-1920 SLA-354-1920 SLA-357-1920 SLA-360-1920 SLA-361-1920 SLA-362-1920

4. Lieux d'élimination de la neige associés au lot

Lot	LEN principal	LEN secondaire
SLA-352-1920	Thimens	Sartelon
SLA-353-1920	Thimens (50%) Sartelon (50%)	Thimens
SLA-354-1920	Jules-Poitras 2	Sartelon
SLA-357-1920	Sartelon	Thimens
SLA-359-1920	Thimens	Sartelon
SLA-360-1920	Thimens	Sartelon
SLA-361-1920	Thimens	Sartelon
SLA-362-1920	Thimens	

5. Formule de prix

La formule de prix est le meilleur des deux taux, suivant les modalités décrites à l'article 6.4 *Modalités du paiement au meilleur des deux* tarifs de l'Annexe 1.

Pour fins de comparaisons, le tableau suivant présente les taux au mètre cube pour la saison 2019-2020 provenant du Recueil 2019. Le cas échéant, les taux du Recueil 2020 seront utilisés pour l'hiver 2020-2021.

Lot	LEN principal	Distance (km)	Prix au m3	LEN secondaire	Distance (km)	Prix au m3
SLA-352-1920	Thimens	2,7	1,783$	Sartelon	4,4	2,193$
SLA-353-1920	Thimens (50%) Sartelon (50%)	3,1 2,6	1,988$ 1,783$	Thimens	3,1	1,988$
SLA-354-1920	Jules-Poitras 2	1,2	1,531$	Sartelon	4,2	2,193$
SLA-357-1920	Sartelon	2,8	1,783$	Thimens	4,8	2,193$
SLA-359-1920	Thimens	5,5	2,398$	Sartelon	6,6	2,603$

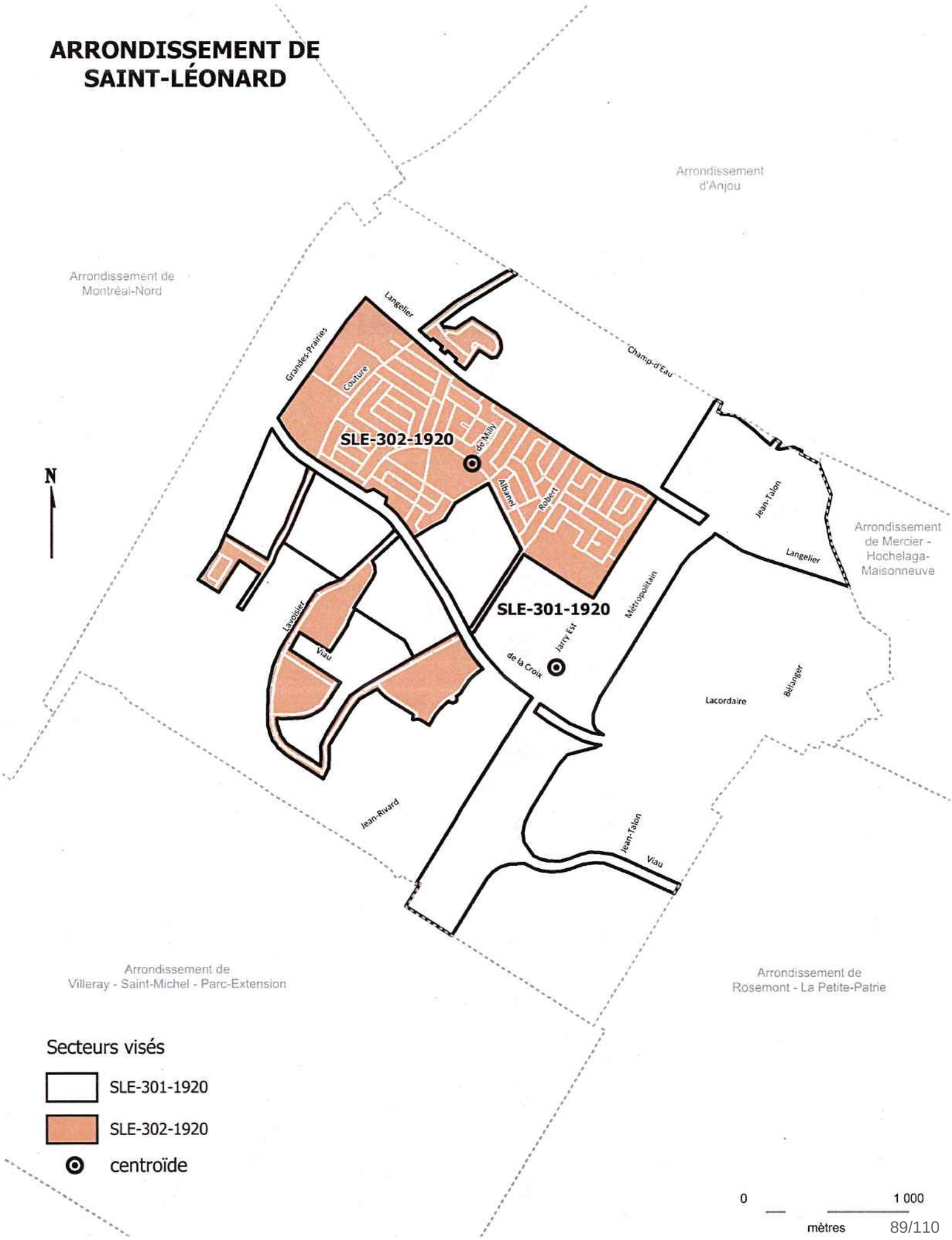
SLA-360-1920	Thimens	3,6	1,988$	Sartelon	4,9	2,193$
SLA-361-1920	Thimens	4,5	2,193$	Sartelon	5,3	2,398$
SLA-362-1920	Thimens	4 à 4,9	2,193$			

6. Particularités

Aucune.

Annexe 11
Arrondissement de Saint-Léonard

ARRONDISSEMENT DE SAINT-LÉONARD



1. Description des lots et localisation des centroïdes

La convention de transport est en vigueur dans deux (2) lots de l'arrondissement de Saint-Léonard.

Lot	Longueur chaussées (km lin.)	Centroïde
SLE-301-1920	43	Rue Jarry Est / Rue de la Croix
SLE-302-1920	30,8	Rue Albanel / Rue de Milly

2. Capacité volumétrique et camions autorisés

Le tableau suivant présente pour chacun des lots la capacité volumétrique exigée ainsi qu'à titre indicatif, les capacités volumétriques modulées en fonction du nombre de centimètres de neige à ramasser. Les camions autorisés sont aussi précisés :

Capacité volumétrique	**SLE-301-1920**	**SLE-302-1920**
Requise	550	550
Tempête de 30 cm et plus	550	550
Tempête de 20 à 30 cm	500	500
Tempête de moins de 20 cm	450	450
Camions autorisés	A B1 B2*	

*Un maximum de quatre (4) camions de catégorie B2 par lot.

3. Horaire des opérations de transport de la neige

Les opérations de transport de la neige se déroulent sur deux (2) quarts de travail, jour et nuit. Les heures de fins sont indicatives seulement parce qu'elles peuvent varier en toute temps, en fonction des conditions.

- De jour : 7 h à 17 h15
- De nuit : 19 h à 6 h

4. Lieux d'élimination de la neige associés au lot

Tous les lots vont porter la neige au site de surface Langelier.

Au besoin, la neige pourrait aussi être transportée à la Carrière St-Michel ou au dépôt Ray-Lawson.

5. Formule de prix

La formule de prix est le meilleur des deux taux, suivant les modalités décrites à l'article 6.4 *Modalités du paiement au meilleur des deux* tarifs de l'Annexe 1.

Pour fins de comparaisons, le tableau suivant présente les taux au mètre cube pour la saison 2019-2020 provenant du Recueil 2019. Le cas échéant, les taux du Recueil 2020 seront utilisés pour l'hiver 2020-2021.

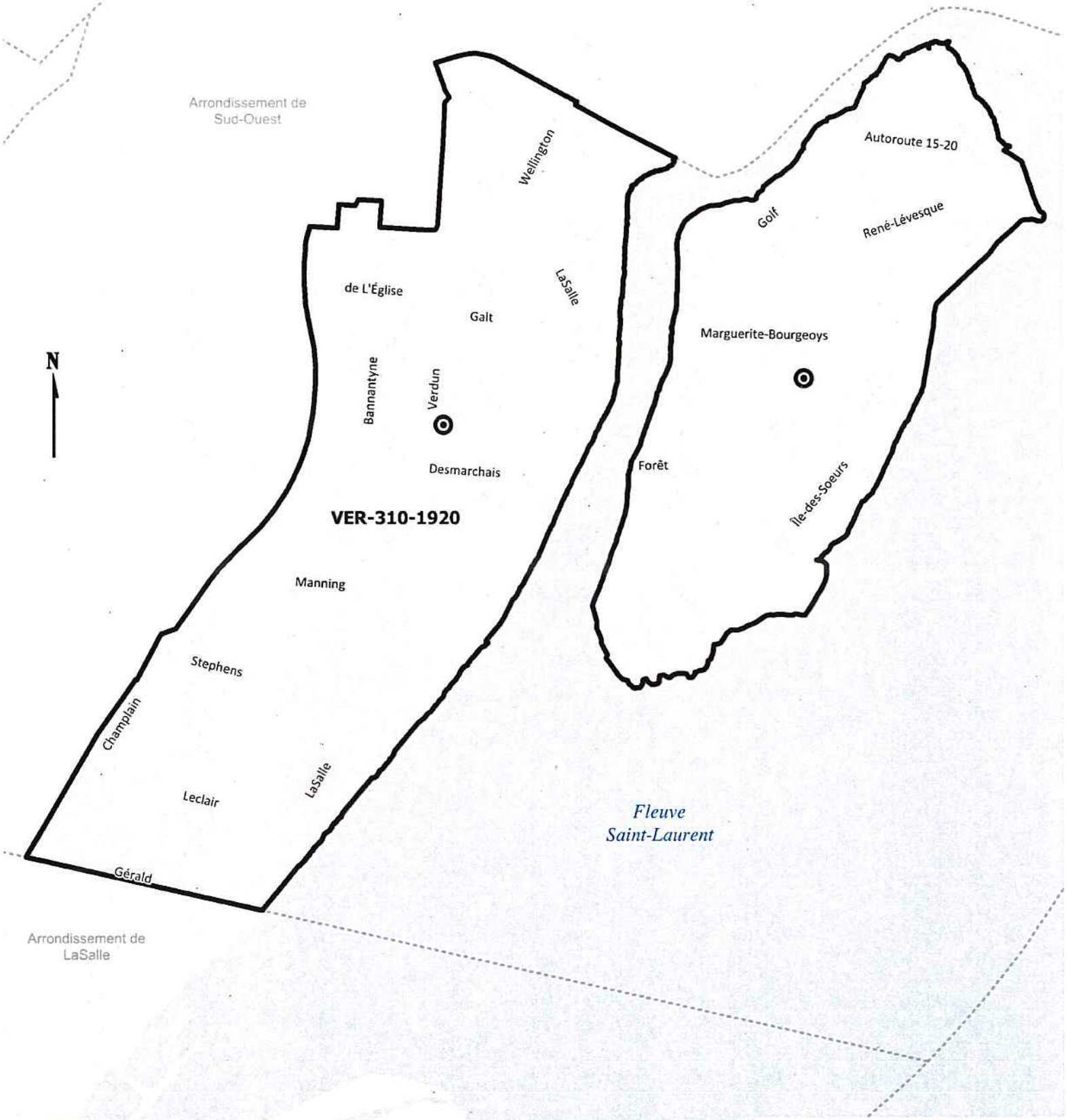
Lot	LEN principal	Distance (km)	Prix au m3	LEN secondaire	Distance (km)	Prix au m3
SLE-301-1920	Langelier	3.3	1,988$	Carrière St-Michel Ray-Lawson	2.6	1,783$
SLE-302-1920	Langelier	1.7	1,531$	Carrière St-Michel Ray-Lawson	3,4	1,988$

6. Particularités

Si le nombre de camions est insuffisant pour le transport de la neige, la Ville utilisera les siens en même temps que les camions du Contractant.

Annexe 12
Arrondissement de Verdun

ARRONDISSEMENT DE VERDUN

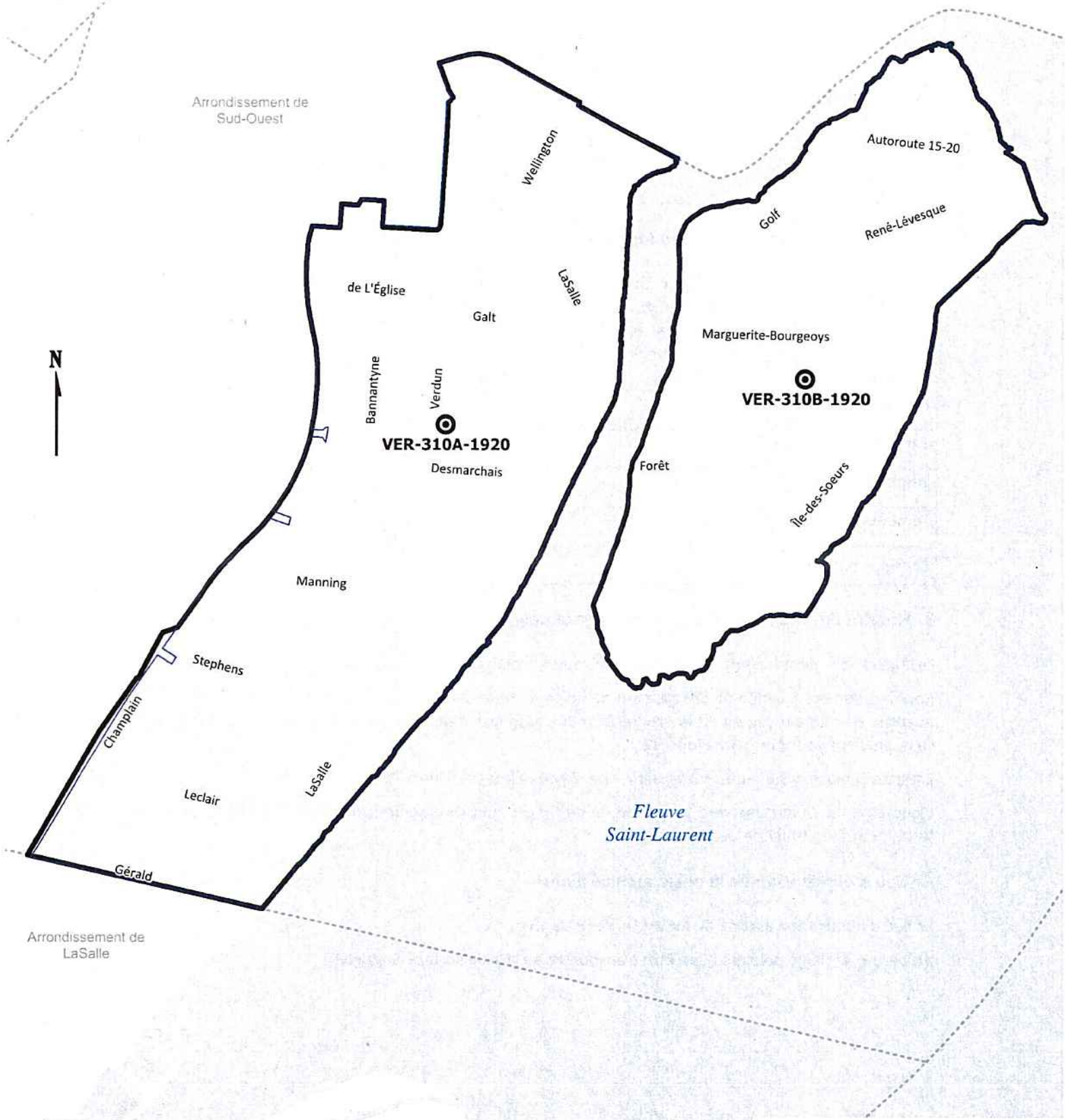


Secteurs visés

0 1 000

mètres

ARRONDISSEMENT DE VERDUN



Secteurs tarifaires

0 1 000

mètres

1.1. Description du lot et localisation des centroïdes

La convention de transport est en vigueur dans un (1) lot de l'arrondissement de Verdun :

Lot	Zone tarifaire	Longueur chaussées (km lin.)	Centroïde
VER-301-1920	301a	102,2	Rue de Verdun / 3e avenue
	301b		Rue des Roselins / rue des Roselins (coude)

2. Capacité volumétrique et camions autorisés

Le tableau suivant présente pour chacun des lots la capacité volumétrique exigée ainsi qu'à titre indicatif, les capacités volumétriques modulées en fonction du nombre de centimètres de neige à ramasser. Les camions autorisés sont aussi précisés :

Capacité volumétrique	**VER-301-1920**
Requise	1750
Tempête de 30 cm et plus	1750
Tempête de 20 à 30 cm	1600
Tempête de moins de 20 cm	1450
Camions autorisés	A B1

3. Horaire des opérations de transport de la neige

Les opérations de transport de la neige se déroulent selon un horaire de jour.

Pour la première journée de chargement de neige, l'heure de début est fixée à 4 h 30. En fonction de la quantité de neige reçue ou de la progression du chargement de la neige, cette heure de début pourrait se poursuivre pour plus d'une journée.

Lorsque l'horaire régulier est en vigueur, l'heure de début est fixée à 7 h 30.

L'heure de fin se termine vers 16 h. L'heure de fin est indicative seulement parce qu'elle peut varier en toute temps, en fonction des conditions.

4. Lieu d'élimination de la neige associé au lot

Le lieu d'élimination associé au lot est la chute Verdun.

Au besoin, la neige pourrait aussi être transportée au site de surface Angrignon.

5. Formule de prix

La formule de prix est le meilleur des deux taux, suivant les modalités décrites à l'article 6.4 *Modalités du paiement au meilleur des deux* tarifs de l'Annexe 1.

Pour fins de comparaisons, le tableau suivant présente les taux au mètre cube pour la saison 2019-2020 provenant du Recueil 2019. Le cas échéant, les taux du Recueil 2020 seront utilisés pour l'hiver 2020-2021.

Zone tarifaire	LEN principal	Distance (km)	Prix au m3	LEN secondaire	Distance (km)	Prix au m3
301a	Verdun	2,1	1,783$	Angrignon	4,1	2,193$
301b		5,1	2,398$		9,4	3,218$

6. Particularités

Aucune.

Annexe 13
Arrondissement de Ville-Marie

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE



1. Description des lots et localisation des centroïdes

La convention de transport est en vigueur dans deux (2) lots de l'arrondissement de Ville-Marie :

Lot	Longueur chaussées (km lin.)	Centroïde
VMA-306-1920	37,2	Ave De Lorimier / rue de Rouen
VMA-307-1920	35,1	Ave De Lorimier / rue Falardeau

1. Capacité volumétrique et camions autorisés

Le tableau suivant présente pour chacun des lots la capacité volumétrique exigée ainsi qu'à titre indicatif, les capacités volumétriques modulées en fonction du nombre de centimètres de neige à ramasser. Les camions autorisés sont aussi précisés :

Capacité volumétrique	VMA-306-1920	VMA-307-1920
Requise	350	350
Tempête de 30 cm et plus	350	350
Tempête de 20 à 30 cm	325	325
Tempête de moins de 20 cm	300	300
Camions autorisés	A B1	

2. Horaire des opérations de transport de la neige

Les opérations de transport de la neige se déroulent sur deux (2) quarts de travail, jour et nuit. Les heures de fins sont indicatives seulement parce qu'elles peuvent varier en toute temps, en fonction des conditions.

- De jour : 7 h à 17 h
- De nuit : 19 h à 5 h

3. Lieu d'élimination de la neige associé au lot

Le lieu d'élimination associé au lot est la chute Fullum.

Au besoin, la neige pourrait aussi être transportée au site de surface Carrière St-Michel.

4. Formule de prix

La formule de prix est le meilleur des deux taux, suivant les modalités décrites à l'article 6.4 *Modalités du paiement au meilleur des deux* tarifs de l'Annexe 1.

Pour fins de comparaisons, le tableau suivant présente les taux au mètre cube pour la saison 2019-2020 provenant du Recueil 2019. Le cas échéant, les taux du Recueil 2020 seront utilisés pour l'hiver 2020-2021.

Lot	LEN principal	Distance (km)	Prix au m3	LEN secondaire	Distance (km)	Prix au m3
VMA-306-1920	Fullum	3,2	1,988$	Carrière St-Michel	8,4	3,013$
VMA-307-1920		1,0	1,531$		9,8	3,218$

5. Particularités

Aucune.

Annexe 14
Adresse des LEN

Nom du LEN	Type de LEN	Adresse (exacte ou approximative)	Coordonnée Y (latitude)	Coordonnée X (longitude)
46ième Avenue	Surface	1025, 46e avenue	45.44987	-73.709265
Anbar	Chute à l'égout	7596, rue Notre-Dame Ouest	45.450309	-73.630336
Angrignon (entrée Angrignon)	Surface	2505, boul. Angrignon	45.450152	-73.615316
Angrignon (entrée Saint-Patrick)	Surface	6700, rue Saint-Patrick	45.454931	-73.618894
Armand-Chaput	Surface	11801, avenue Armand-Chaput	45.660837	-73.532007
Autoroute 13	Surface	9283, rue Thimens	45.504227	-73.755164
Butler	Chute	1025, rue Butler	45.475242	-73.5686
Carrière St-Michel (entrée Charland)	Carrière	9455, boulevard Saint-Michel	45.57557	-73.635387
Carrière St-Michel (entrée Robert)	Carrière	3949, boulevard Robert	45.573513	-73.612143
Château Pierrefonds	Surface	18585, boulevard Pierrefonds	45.458318	-73.896361
De LaSalle	Chute à l'égout	rue Notre-Dame Est/avenue de La Salle	45.549235	-73.532051
Fullum	Chute à l'égout	2304, rue Notre-Dame Est	45.526215	-73.545182
Iberville	Chute à l'égout	rue D'Iberville/rue Larivière	45.533094	-73.5546
Jules-Poitras 1	Chute à l'égout	2595, boul. Henri-Bourassa	45.529518	-73.687061
Jules-Poitras 2	Chute à l'égout	2595, boul. Henri-Bourassa	45.529597	-73.685973
Lafarge	Surface	9999, rue Sherbrooke Est	45.617595	-73.523054
Langelier	Surface	9430, boulevard Langelier	45.607194	-73.606809
Lausanne	Chute à l'égout	3445, boulevard Henri-Bourassa	45.587963	-73.648743
Millen	Chute à l'égout	10 726, avenue Millen	45.556965	-73.668243
Newman	Surface	3333, rue Irwin	45.456527	-73.611298
Poincaré	Chute à l'égout	855, boulevard Henri-Bourassa	45.541166	-73.676929
Ray-Lawson	Surface	11 201, boulevard Ray-Lawson	45.624403	-73.58013
Riverside	Chute à l'égout	rue Riverside/rue Mill	45.4906	-73.55032
Saint-Pierre 1 (Lachine)	Chute à l'égout	25, boulevard Saint-Joseph	45.440542	-73.6538
Saint-Pierre 2 (Turcot)	Chute à l'égout	rue Notre-Dame Ouest/boulevard Monk	45.466847	-73.599473
Sartelon	Surface	3405, rue Sartelon	45.511519	-73.735882
Sauvé	Chute à l'égout	6, rue Meilleur ou Parc Saint-Benoît	45.54012	-73.665098
Thimens	Surface	4800, boulevard Thimens	45.494337	-73.721966
Verdun	Chute à l'égout	3000, boulevard Gaétan Laberge	45.471257	-73.560361

Annexe 15

Tarifs horaires selon la capacité du camion

CAPACITÉ EN CHARGE	Tarif horaire inscrit au Recueil 2019 et suivant l'entente
10,0 à 16,9 m. cubes	63,40 $
17,0 à 20,9 m. cubes	76,70 $
21,0 à 23,5 m. cubes	81,85 $
23,6 à 25,9 m. cubes	85,12 $
26,0 à 28,5 m. cubes	93,20 $
28,6 à 30, 9 m. cubes	101,24 $
31,0 à 34,9 m. cubes	104,40 $
35,0 à 38,9 m. cubes	111,09 $
39,0 à 42,9 m. cubes	115,49 $
43,0 à 46,9 m. cubes	121,00 $
47,0 à 50,9 m. cubes	123,09 $
51,0 à 54,9 m. cubes	126,23 $
55,0 à 59,9 m. cubes	131,00 $
60,0 à 64,9 m. cubes	132,75 $
65,0 à 69,9 m. cubes	133,50 $
70,0 à 74,9 m. cubes	135,00 $
75,0 m cubes et plus	135,83 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197711008

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat à Transvrac Montréal -Laval inc. pour les services de transport de neige dans douze (12) arrondissements, d'une durée d'un an avec une option de prolongation d'une année, pour un montant maximal de 13 610 327,94 $, toutes taxes incluses - Contrat de gré à gré - Approuver le projet de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD1197711008- Trans-Vrac.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Lucie HUARD
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-1093

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-15

Cathy GADBOIS
Chef de section
Tél : 514-872-1443
Division : Conseil Et Du Soutien Financier-Point De Service Hdv

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CM : 20.17

2019/09/16 13:00

(2)

Dossier # : 1197711008

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat à Transvrac Montréal -Laval inc. pour les services de transport de neige dans douze (12) arrondissements, d'une durée d'un an avec une option de prolongation d'une année, pour un montant maximal de 13 610 327,94 $, toutes taxes incluses - Contrat de gré à gré - Approuver le projet de convention à cette fin

Rapport - mandat SMCE197711008.pdf

Dossier # :1197711008

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-président

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Membres

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

Le 16 septembre 2019

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE197711008

Accorder, conformément à la loi, un contrat à Transvrac Montréal - Laval inc. pour les services de transport de neige dans douze (12) arrondissements, d'une durée d'un an avec une option de prolongation d'une année, pour un montant maximal de 13 610 327,94 $, toutes taxes incluses - Contrat de gré à gré - Approuver le projet de convention à cette fin.

(ORIGINAL SIGNÉ)	*(ORIGINAL SIGNÉ)*
Karine Boivin Roy Présidente	Linda Lajeunesse Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE197711008

Accorder, conformément à la loi, un contrat à Transvrac Montréal -Laval inc. pour les services de transport de neige dans douze (12) arrondissements, d'une durée d'un an avec une option de prolongation d'une année, pour un montant maximal de 13 610 327,94 $, toutes taxes incluses - Contrat de gré à gré - Approuver le projet de convention à cette fin.

À sa séance du 28 août 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce contrat répondait aux critères suivants :

- *Contrat de plus de 10 M$;*
- *Contrat de plus de 2 M$, pour lequel :*
    - *l'adjudicataire en est à son quatrième octroi consécutif pour un contrat récurrent.*

Le 4 septembre 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentantes du Service de la concertation des arrondissements ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres comprennent que Transvrac est le seul détenteur d'un permis de courtage. De plus, le Service a expliqué les raisons pour lesquelles la Ville paie plus cher pour ces services, en plus de préciser que des économies pourraient être faites en payant plus rapidement ce fournisseur clé en main qui dessert 36 secteurs dans 12 arrondissements. Selon les commissaires, des améliorations en ce sens devraient pouvoir être apportées.

Le Service a également expliqué que chaque nouvelle sollicitation du marché avait pour effet de résulter en la réception d'un moins grand nombre de soumissions. Ceci est la conséquence de la stratégie utilisée par les soumissionnaires, qui consiste à déposer plus de soumissions qu'ils ne détiennent de capacité en termes de garanties, pour s'assurer d'obtenir rapidement un premier contrat, parmi les plus intéressants, lors des appels d'offres.

Les commissaires notent que les exigences de barres latérales et d'application des principes en matière d'accessibilité universelle ne figurent toujours pas aux appels d'offres. Plusieurs contrats continuent d'être octroyés sans que la Commission puisse constater les changements requis. Dans son rapport annuel, la Commission recommandera un suivi de l'Administration sur cette importante question de sécurité publique.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentantes du Service de la concertation des arrondissements pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$;*
- *Contrat de plus de 2 M$, pour lequel :*
    - *l'adjudicataire en est à son quatrième octroi consécutif pour un contrat récurrent.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;

Considérant les questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE197711008 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.18

2019/09/16
13:00

(2)

Dossier # : 1197711016

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder cinq (5) contrats aux entreprises Groupe IMOG inc., Les Entreprises Canbec Construction inc. et 9055-0344 Québec inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour des durées de quatre (4) ans avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 39 293 020,38 $ (taxes, variations de quantités et contingences incluses) - Appel d'offres public 19-17747 - 4 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder cinq (5) contrats aux entreprises Groupe IMOG inc., Les Entreprises Canbec Construction inc. et 9055-0344 Québec inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour des durées de quatre (4) ans avec une option de prolongation d'une année se répartissant comme suit :

Adjudicataires	Contrats	Montant avec IPC, avant variations quantités et contingences (TTC)
Les Entreprises Canbec Construction inc.	VMA-109-1923	9 123 960,78 $
9055-0344 Québec inc. (DM Choquette)	VMA-110-1923	7 411 466,80 $
Groupe IMOG inc.	RPP-104-1923	5 860 667,70 $
	VSP-103-1923	5 637 208,27 $
	VSP-107-1923	4 710 880,10 $
		32 744 183,65 $

2. d'autoriser une dépense au montant de 4 911 627,55 $ à titre de budget de variation de quantités;

3. d'autoriser une dépense au montant de 1 637 209,18 $ à titre de budget de contingences;

4. et d'imputer cette somme conformément aux informations financières au dossier décisionnel.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-26 16:05

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197711016**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder cinq (5) contrats aux entreprises Groupe IMOG inc., Les Entreprises Canbec Construction inc. et 9055-0344 Québec inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour des durées de quatre (4) ans avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 39 293 020,38 $ (taxes, variations de quantités et contingences incluses) - Appel d'offres public 19-17747 - 4 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la concertation des arrondissements (SCA) est responsable de la planification intégrée des opérations de déneigement, du lancement des appels d'offres et l'octroi des contrats s'y rattachant.
Le 3 juillet dernier, le SCA a lancé un deuxième appel d'offres de services de déneigement des chaussées et des trottoirs (19-17747) pour cinq (5) contrats pour les arrondissements de Rosemont-La Petite-Patrie, Villeray-St-Michel-Parc-Extension et Ville-Marie.

Rappelons qu'en juin dernier, le Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal (BIG) a émis un rapport de résiliation de deux contrats octroyés à Transport Rosemont inc. dans l'arrondissement de Villeray-St-Michel-Parc-Extension. Ces deux contrats font donc partie de l'appel d'offres.

Par ailleurs, BIG a également recommandé l'inscription de Transport Rosemont inc. au Registre des personnes inadmissibles de la Ville de Montréal pour une période de cinq (5) ans. Conséquemment, celui-ci est devenu non admissible dans le cadre du premier appel d'offres, laissant un contrat, dans l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie, sans soumissionnaire. Ce contrat est aussi inclus.

De plus, deux contrats de Ville-Marie ont été ajoutés dans l'appel d'offres afin de sécuriser le déneigement dans ces secteurs. En effet, l'adjudicataire actuel, Matériaux Paysagers Savaria Ltée, a informé la Ville de son intention de résilier unilatéralement ses contrats remportés l'an dernier pour une durée de cinq (5) ans. Cette résiliation est contesté par la Ville et le Service des Affaires juridiques de la Ville prévoit faire valoir un recours en dommages-intérêts pour être indemnisée des pertes encourues.

Concernant le deuxième appel d'offres, un avis a été publié dans SEAO et Le Devoir et l'ouverture des soumissions avait lieu initialement le 13 août 2019.

Au total, quatre addenda ont été publiés:

Addenda 1 (26 juillet): Modification du bordereau de prix afin d'y ajouter le nombre de garanties de soumissions soumises.
Addenda 2 (7 août): Demande de précisions de la part d'un soumissionnaire, aucune modification n'est apportée aux documents d'appel d'offres.
Addenda 3 (7 août): Correction d'une précision donnée à l'addenda 2.
Addenda 4 (12 août): Report de la date d'ouverture des soumissions au 22 août et modification de la clause concernant la détermination du volume d'une benne de camion.

Le meilleur scénario économique est déterminé en tenant compte de l'ensemble des offres reçues et du nombre de garanties de soumission déposées par chacun des soumissionnaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Pour Ahuntsic-Cartierville et Rosemont-La Petite-Patrie
CM 19 0919 - 19 août 2019 - Accorder cinq (5) contrats aux firmes Les Entrepreneurs Bucaro inc., Pépinière Michel Tanguay inc., A. & O. Gendron inc. et Groupe IMOG inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour des durées de quatre (4) ans avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 28 931 042,00 $ (taxes, variations de quantités et contingences incluses) - Appel d'offres public 19-17479 (entre 2 et 4 soumissionnaires par contrat) déneigement clé en main accordés à Transport Rosemont inc. et d'un contrat de déneigement clé en main accordé à Pépinière Michel Tanguay (CA15 090211) majorant ainsi le montant total des contrats de 8 315 403,23 $ à 11 518 624,82, taxes incluses.

Tous les arrondissements
CM18 1120 -17 septembre 2018 - Ratifier une dépense additionnelle de 1 179 834,44$, majorant ainsi le montant total des contrats reliés au déneigement (déneigement clé en main, transport de la neige, location de machinerie, exploitation des lieux d'élimination de la neige) de 32 356 714,01$ à 33 536 548,44$, taxes incluses.

CM18 0393 - 26 mars 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 22 413 775,40 $, reliée au déneigement (déneigement clé en main, transport de la neige, location de machinerie, exploitation de lieux d'élimination de la neige), majorant ainsi le montant total des contrats de 153 638 501,68 $ à 176 052 277,08 $, taxes incluses

Pour Ahuntsic-Cartierville
CM19 0916 - 19 août 2019 - Accorder deux contrats à Les entreprises Canbec Construction inc. et Les Entrepreneurs Bucaro inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs, pour des durées de quatre ans avec une option de prolongation d'une année - Dépense totale de 11 619 284,94 $, taxes, variations de quantités et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17479 (2 soum. par contrat)

CM17 1005 - 21 août 2017 - Accorder un contrat à JMV Environnement inc. pour une période de 2 ans et un contrat à Environnement Routier NRJ inc. pour une période de 4 ans, pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs, avec une option de prolongation d'une année, pour une somme maximale de 12 615 244,49 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16104 (9 soum.)

CM16 0770 - 21 juin 2016 - Accorder 20 contrats pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs, pour des périodes variant entre 2 et 5 ans, avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 113 736 495,88 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15049 (24 soum.)

CM15 09 0211 - 14 septembre 2015 - Accorder deux contrats de déneigement à Transport

Rosemont inc. et un contrat de déneigement à Pépinière Michel Tanguay pour une période de deux ans (2015 à 2017) comprenant deux options de prolongation d'une durée d'un an, aux prix et conditions de leurs soumissions respectives, soit 3 396 724,32 $ et 1 652 129,08 $, toutes taxes comprises, conformément à l'appel d'offres public 15-14553 - 6 soumissionnaires / Autoriser une dépense totale approximative de 5 048 853,40 $, toutes taxes comprises.

Pour Rosemont-La Petite-Patrie

CM 18 0228 - 19 février 2018 - Autoriser une dépense additionnelle pour les saisons 2017-2018 et 2018-2019 de 9 764 447,85 $, taxes incluses, pour trois contrats de déneigement des chaussées et des trottoirs sur le territoire de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, dans le cadre des contrats accordés respectivement à A&O Gendron inc. (contrat RPP -31) (CA12 260162), Transport Rosemont inc. (contrat RPP-32) (CA12 260163) et à Les entrepreneurs Bucaro inc. (contrat RPP-33) (CA12 260164), majorant ainsi le montant total des trois contrats de 26 190 605,65 $ à 35 955 053,50 $, taxes incluses.

CA 12 260164 - 4 juin 2012 - Octroi d'un contrat à « Les Entrepreneurs Bucaro Inc. », d'un montant total de 6 092 577,00 $ taxes incluses, pour le déneigement du territoire N12-33 (option B), du 1er novembre 2012 au 30 avril 2019 - Appel d'offres public 12-12086 - (2 soumissionnaires).

CA 12 260164 - 4 juin 2012 - Octroi d'un contrat à « Transport Rosemont Inc. », pour un montant total de 13 832 906,00 $, taxes incluses, pour le déneigement du territoire N12-32 (option B), du 1er novembre 2012 au 30 avril 2019 - Appel d'offres public 12-12086 - (3 soumissionnaires).

Pour Ville-Marie

CM 18 1000 - 21 août 2018 - Accorder seize(16) contrats aux firmes NMP Golf Construction inc., CMS Entrepreneur inc., Déneigement Cyrbault inc., J.M. Gagné inc., Déneigement Fontaine Gadbois inc., 9150-2732 Québec inc. (Groupe TMD), Les Excavations Payette ltée, Matériaux paysagers Savaria ltée et Les Entreprises Canbec inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour des durées variant entre un (1) et cinq (5) ans, avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 79 038 530,48 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-16608 (entre 1 et 3 soumissionnaires par contrat)

Pour Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension

CM 16 0770 - 20 juin 2016 - Accorder vingt contrats aux firmes 9055-0344 Québe inc. (DM Choquette), Déneigement Moderne inc., Groupe IMOG inc., J.L. Michon Transports inc., Les Entrepreneurs Bucaro inc., Les Entreprises Michaudville inc., Les Excavations Payette ltée, Les Excavations Super inc., Pavages d'Amour inc., Marina Matériaux et Équipements (Pépinière et paysagiste Marina inc.), Pépinière Michel Tanguay inc., Transport Rosemont inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour des durées variant entre 2 et 5 ans, avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 113 736 495,88, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15049 - 24 soumissionnaires.

DESCRIPTION

Les contrats de déneigement incluent les opérations de déblaiement des chaussées, des trottoirs et de certaines ruelles, la fourniture et l'épandage de fondants et d'abrasifs sur les trottoirs et le chargement de la neige. Les normes contractuelles permettent également le

soufflage de la neige en bordure de rue, si souhaité.
Les contrats sont d'une durée de quatre (4) ans avec une option d'une année de prolongation.

Toutes les normes opérationnelles sont désormais harmonisées afin de respecter les exigences de la Politique de déneigement de la Ville.

JUSTIFICATION

Au total, le cahier des charges a été acheté 19 fois sur le site de SEAO.
Pour l'ensemble de l'appel d'offres, le taux global des soumissions est de 21 % (4 soumissionnaires sur 19 preneurs de cahier des charges). Par contrat, le nombre de soumissions varie entre 1 et 2 soumissions par contrat.

Comme les contrats ont une valeur supérieure à un million de dollars en incluant l'option de prolongation, les adjudicataires devaient détenir leur attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) pour soumissionner. Leurs autorisations sont en pièces jointes dans l'intervention du Service de l'Approvisionnement.

Les entreprises suivantes ont remporté les contrats :

Adjudicataires	Contrats
Les Entreprises Canbec Construction inc.	VMA-109-1923
9055-0344 Québec inc. (DM Choquette)	VMA-110-1923
Groupe IMOG inc.	RPP-104-1923
	VSP-103-1923
	VSP-107-1923

La conformité administrative des soumissions pour ces lots est confirmée par le Service de l'approvisionnement.

Le résultat de l'analyse des soumissions se retrouve ci-dessous. Précisons que dans le cadre de l'appel d'offres, les soumissionnaires pouvaient soumettre des prix pour tous les contrats ou seulement pour certains d'entre eux, mais il ne pouvait leur être octroyé plus de contrats qu'ils ne présentaient de garanties de soumission.

Contrat RPP-104-1923

Soumissions conformes	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Groupe IMOG inc.	5 765 536,35 $
Les entreprises Michauville inc.	10 036 673,64 $
Dernière estimation réalisée	**6 344 852,97 $**
Coût moyen des soumissions conformes reçues	7 901 105,00 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	37%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)	4 271 137,29 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)	74%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	(579 316,62) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	-9%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	4 271 137,29 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	74%

En raison de l'écart entre la plus basse et la deuxième soumission conforme de 74 %, ce contrat (RPP-104-1923) sera référé à la Commission sur l'examen des contrats.

Contrat VMA-109-1923

Soumissions conformes	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Les Entreprises Canbec Construction inc.	8 975 859,10 $
Dernière estimation réalisée	**7 670 540,48 $**
Coût moyen des soumissions conformes reçues	8 975 859,10 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	0%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)	N/A
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)	N/A
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	1 305 318,62 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	17%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	N/A
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	N/A

En raison d'une seule soumission conforme, ce contrat (VMA-109-1923) sera référé à la Commission sur l'examen des contrats.
L'estimation était basée sur les prix payés et actualisés pour des secteurs similaires à proximité du contrat visé.

Contrat VMA-110-1923

Soumissions conformes	TOTAL (TAXES INCLUSES)
9055-0344 Québec inc. (DM Choquette)	7 291 162,62 $
Dernière estimation réalisée	**7 930 820,14 $**
Coût moyen des soumissions conformes reçues	7 291 162,62 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	0%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)	N/A
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)	N/A
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	(639 657,52) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	-8%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	N/A
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	N/A

En raison d'une seule soumission conforme, ce contrat (VMA-110-1923) sera référé à la Commission sur l'examen des contrats.

Contrat VSP-103-1923

Soumissions conformes	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Groupe IMOG inc.	5 545 704,15 $
Les entreprises Michauville inc.	10 144 704,15 $
Dernière estimation réalisée	**5 078 139,82 $**
Coût moyen des soumissions conformes reçues	7 845 204,15 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	41%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)	4 599 000,00 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)	83%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	467 564,33 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	9%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	4 599 000,00 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	83%

En raison de l'écart entre la plus basse et la deuxième soumission conforme de 83 %, ce contrat (VSP-103-1923) sera référé à la Commission sur l'examen des contrats.

Contrat VSP-107-1923

Soumissions conformes	**TOTAL (TAXES INCLUSES)**
Groupe IMOG inc.	4 634 412,30 $
Dernière estimation réalisée	**4 255 381,96 $**
Coût moyen des soumissions conformes reçues	4 634 412,30 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	0%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)	N/A
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)	N/A
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	379 030,34 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	9%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	N/A
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	N/A

En raison d'une seule soumission conforme, ce contrat (VSP-107-1923) sera référé à la Commission sur l'examen des contrats.

Valeurs de la prolongation:

Les contrats prévoient une prolongation d'une durée d'une année. La décision de prolonger ou non chacun des contrats se prend dans les mois précédant la fin d'un contrat.
Les valeurs de la prolongation, excluant les indexations et les contingences, sont présentées dans le tableau ci-dessous:

Adjudicataires	Contrats	Valeur de la prolongation (TTC)
Les Entreprises Canbec Construction inc.	VMA-109-1923	2 243 964,78 $
9055-0344 Québec inc. (DM Choquette)	VMA-110-1923	1 822 790,66 $
Groupe IMOG inc.	RPP-104-1923	1 441 384,09 $
	VSP-103-1923	1 386 426,04 $
	VSP-107-1923	1 158 603,08 $
		8 053 168,63 $

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le prix du plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des contrats a été majoré pour compenser l'augmentation de l'IPC (1,1 % à partir de la deuxième année du contrat) et pour couvrir, en termes de précipitations, 75 % des hivers (15 % de variation de quantités et 5 % de contingences). Le montant total demandé pour chacun des contrats est présenté dans le tableau suivant. Le détail des calculs peut être consulté en pièce jointe.

Adjudicataires	Contrats	Montant après variations quantités et contingences (TTC)	Montant par adjudicataire (TTC)
Les Entreprises Canbec Construction inc.	VMA-109-1923	10 948 752,93 $	10 948 752,93 $
9055-0344 Québec inc. (DM Choquette)	VMA-110-1923	8 893 760,16 $	8 893 760,16 $
Groupe IMOG inc.	RPP-104-1923	7 032 801,24 $	19 450 507,29 $
	VSP-103-1923	6 764 649,92 $	
	VSP-107-1923	5 653 056,12 $	
		39 293 020,38 $	**39 293 020,38 $**

Les crédits prévus pour ces contrats sont disponibles dans le budget du Service de la concertation des arrondissements.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi des contrats plusieurs mois avant le début de la saison hivernale permet à la Ville d'effectuer l'inspection et l'enregistrement de la machinerie des entrepreneurs et de former les arrondissements sur les nouvelles normes du cahier des charges.
Cette période de temps entre l'octroi et le début des opérations permet aussi aux entrepreneurs de planifier et d'organiser leurs activités. Ceci répond à une des recommandations du Rapport sur le déneigement et ses pratiques à Montréal du BIG.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du contrat : 1er novembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (André POULIOT)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Alexandre MUNIZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michel JOBIN, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Marie-Ève BOIVIN, Ville-Marie
Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Thomas AUBÉ, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Caroline ST-LAURENT, Rosemont - La Petite-Patrie
Maxence DEVITRY, Rosemont - La Petite-Patrie
Philippe EL OUARDI, Service des affaires juridiques
Isabelle BUREAU, Service des affaires juridiques
Martin LAZURE, Ville-Marie
Pierre BEAULIEU, Rosemont - La Petite-Patrie

Lecture :

Michel JOBIN, 26 août 2019
Pierre BEAULIEU, 26 août 2019
Philippe EL OUARDI, 26 août 2019
Alain DUFRESNE, 23 août 2019
Thomas AUBÉ, 23 août 2019
Maxence DEVITRY, 23 août 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle HÉBERT
Conseillère en planification - gestion des processus d'appels d'offres

Tél : 514-868-0816
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-22

Valérie MATTEAU
Chef de section

Tél : 514 872-7222
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André HAMEL
Directeur travaux publics
Tél : 514 872-8900
Approuvé le : 2019-08-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Guylaine BRISSON
Directrice
Tél : 514 872-4757
Approuvé le : 2019-08-23

Coût - Octroi des contrats - GDD 1197711016

Adjudicataires	Contrats	Montant avec IPC, avant variations quantités et contingences (TTC)
Les Entreprises Canbec Construction inc.	VMA-109-1923	9 123 960.78 $
9055-0344 Québec inc. (DM Choquette)	VMA-110-1923	7 411 466.80 $
Groupe IMOG inc.	RPP-104-1923	5 860 667.70 $
	VSP-103-1923	5 637 208.27 $
	VSP-107-1923	4 710 880.10 $
		32 744 183.65 $

TTC : Toutes taxes comprises

Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie			
Contrat :	RPP-104-1923	Adjudicataire	Groupe IMOG inc.

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2019-2020	1 253 650.00 $	62 682.50 $	125 051.59 $	1 441 384.09 $
2020-2021 *	1 267 440.15 $	63 372.01 $	126 427.15 $	1 457 239.31 $
2021-2022*	1 281 230.30 $	64 061.52 $	127 802.72 $	1 473 094.54 $
2022-2023*	1 295 020.45 $	64 751.02 $	129 178.29 $	1 488 949.76 $
TOTAL	**5 097 340.90 $**			**5 860 667.70 $**

Répartition avant taxe pour notre Master		Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)	Automne (33%)	Hiver (67%)
413 704.50 $	839 945.50 $	475 656.75 $	965 727.34 $
418 255.25 $	849 184.90 $	480 888.97 $	976 350.34 $
422 806.00 $	858 424.30 $	486 121.20 $	986 973.34 $
427 356.75 $	867 663.70 $	491 353.42 $	997 596.34 $
1 682 122.50 $	3 415 218.40 $	1 758 200.31 $	4 102 467.39 $

Coût - Annuel					
Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) [1]
2019	475 656.75 $	0.00 $	0.00 $	475 656.75 $	434 338.01 $
2020	1 446 616.31 $	216 207.61 $	72 069.20 $	1 734 893.13 $	1 584 188.67 $
2021	1 462 471.54 $	218 585.90 $	72 861.97 $	1 753 919.40 $	1 601 562.19 $
2022	1 478 326.76 $	220 964.18 $	73 654.73 $	1 772 945.67 $	1 618 935.71 $
2023	997 596.34 $	223 342.46 $	74 447.49 $	1 295 386.29 $	1 182 860.35 $
TOTAL	**5 860 667.70 $**	**879 100.15 $**	**293 033.38 $**	**7 032 801.24 $**	**6 421 884.93 $**

1. Les variations de quantités et les contingences de l'hiver sont appliquées sur l'année budgétaire suivante

** Majoré de l'IPC (Indice des prix à la consommation) de 1,1% tel qu'indiqué au devis.*

TTC : Toutes taxes comprises

Arrondissement de Ville-Marie			
Contrat :	VMA-109-1923	Adjudicataire	Les Entreprises Canbec Construction inc.

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2019-2020	1 951 698.00 $	97 584.90 $	194 681.88 $	2 243 964.78 $
2020-2021*	1 973 166.68 $	98 658.33 $	196 823.38 $	2 268 648.39 $
2021-2022*	1 994 635.36 $	99 731.77 $	198 964.88 $	2 293 332.00 $
2022-2023*	2 016 104.03 $	100 805.20 $	201 106.38 $	2 318 015.61 $
TOTAL	7 935 604.07 $			9 123 960.78 $

Répartition avant taxe pour notre Master		Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)	Automne (33%)	Hiver (67%)
644 060.34 $	1 307 637.66 $	740 508.38 $	1 503 456.40 $
651 145.00 $	1 322 021.67 $	748 653.97 $	1 519 994.42 $
658 229.67 $	1 336 405.69 $	756 799.56 $	1 536 532.44 $
665 314.33 $	1 350 789.70 $	764 945.15 $	1 553 070.46 $
2 618 749.34 $	5 316 854.73 $	2 737 188.23 $	6 386 772.54 $

Coût - Annuel					
Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) [1]
2019	740 508.38 $	0.00 $	0.00 $	740 508.38 $	676 182.85 $
2020	2 252 110.37 $	336 594.72 $	112 198.24 $	2 700 903.32 $	2 466 284.74 $
2021	2 276 793.98 $	340 297.26 $	113 432.42 $	2 730 523.66 $	2 493 332.05 $
2022	2 301 477.59 $	343 999.80 $	114 666.60 $	2 760 143.99 $	2 520 379.36 $
2023	1 553 070.46 $	347 702.34 $	115 900.78 $	2 016 673.58 $	1 841 491.78 $
TOTAL	9 123 960.78 $	1 368 594.12 $	456 198.04 $	10 948 752.93 $	9 997 670.79 $

Arrondissement de Ville-Marie			
Contrat :	VMA-110-1923	Adjudicataire	9055-0344 Québec inc. (DM Choquette)

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2019-2020	1 585 380.00 $	79 269.00 $	158 141.66 $	1 822 790.66 $
2020-2021*	1 602 819.18 $	80 140.96 $	159 881.21 $	1 842 841.35 $
2021-2022*	1 620 258.36 $	81 012.92 $	161 620.77 $	1 862 892.05 $
2022-2023*	1 637 697.54 $	81 884.88 $	163 360.33 $	1 882 942.75 $
TOTAL	6 446 155.08 $			7 411 466.80 $

Répartition avant taxe pour notre Master		Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)	Automne (33%)	Hiver (67%)
523 175.40 $	1 062 204.60 $	601 520.92 $	1 221 269.74 $
528 930.33 $	1 073 888.85 $	608 137.65 $	1 234 703.71 $
534 685.26 $	1 085 573.10 $	614 754.38 $	1 248 137.67 $
540 440.19 $	1 097 257.35 $	621 371.11 $	1 261 571.64 $
2 127 231.18 $	4 318 923.90 $	2 223 440.04 $	5 188 026.76 $

Coût - Annuel					
Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) [1]
2019	601 520.92 $	0.00 $	0.00 $	601 520.92 $	549 268.77 $
2020	1 829 407.39 $	273 418.60 $	91 139.53 $	2 193 965.52 $	2 003 382.95 $
2021	1 849 458.08 $	276 426.20 $	92 142.07 $	2 218 026.35 $	2 025 353.70 $
2022	1 869 508.78 $	279 433.81 $	93 144.60 $	2 242 087.19 $	2 047 324.45 $
2023	1 261 571.64 $	282 441.41 $	94 147.14 $	1 638 160.19 $	1 495 858.60 $
TOTAL	7 411 466.80 $	1 111 720.02 $	370 573.34 $	8 893 760.16 $	8 121 188.48 $

1. Les variations de quantités et les contingences de l'hiver sont appliquées sur l'année budgétaire suivante

** Majoré de l'IPC (Indice des prix à la consommation) de 1,1% tel qu'indiqué au devis.*

TTC : Toutes taxes comprises

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension			
Contrat :	VSP-103-1923	Adjudicataire	Groupe IMOG inc.

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2019-2020	1 205 850.00 $	60 292.50 $	120 283.54 $	1 386 426.04 $
2020-2021*	1 219 114.35 $	60 955.72 $	121 606.66 $	1 401 676.72 $
2021-2022*	1 232 378.70 $	61 618.94 $	122 929.78 $	1 416 927.41 $
2022-2023*	1 245 643.05 $	62 282.15 $	124 252.89 $	1 432 178.10 $
TOTAL	4 902 986.10 $			5 637 208.27 $

Répartition avant taxe pour notre Master		Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)	Automne (33%)	Hiver (67%)
397 930.50 $	807 919.50 $	457 520.59 $	928 905.45 $
402 307.74 $	816 806.61 $	462 553.32 $	939 123.41 $
406 684.97 $	825 693.73 $	467 586.05 $	949 341.36 $
411 062.21 $	834 580.84 $	472 618.77 $	959 559.32 $
1 617 985.41 $	3 285 000.69 $	1 691 162.48 $	3 946 045.79 $

Coût - Annuel					
Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) [1]
2019	457 520.59 $	0.00 $	0.00 $	457 520.59 $	417 777.28 $
2020	1 391 458.76 $	207 963.91 $	69 321.30 $	1 668 743.97 $	1 523 785.67 $
2021	1 406 709.45 $	210 251.51 $	70 083.84 $	1 687 044.80 $	1 540 496.76 $
2022	1 421 960.14 $	212 539.11 $	70 846.37 $	1 705 345.62 $	1 557 207.86 $
2023	959 559.32 $	214 826.71 $	71 608.90 $	1 245 994.94 $	1 137 759.46 $
TOTAL	5 637 208.27 $	845 581.24 $	281 860.41 $	6 764 649.92 $	6 177 027.04 $

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension			
Contrat :	VSP-107-1923	Adjudicataire	Groupe IMOG inc.

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2019-2020	1 007 700.00 $	50 385.00 $	100 518.08 $	1 158 603.08 $
2020-2021*	1 018 784.70 $	50 939.24 $	101 623.77 $	1 171 347.71 $
2021-2022*	1 029 869.40 $	51 493.47 $	102 729.47 $	1 184 092.34 $
2022-2023*	1 040 954.10 $	52 047.71 $	103 835.17 $	1 196 836.98 $
TOTAL	4 097 308.20 $			4 710 880.10 $

Répartition avant taxe pour notre Master		Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)	Automne (33%)	Hiver (67%)
332 541.00 $	675 159.00 $	382 339.01 $	776 264.06 $
336 198.95 $	682 585.75 $	386 544.74 $	784 802.96 $
339 856.90 $	690 012.50 $	390 750.47 $	793 341.87 $
343 514.85 $	697 439.25 $	394 956.20 $	801 880.77 $
1 352 111.71 $	2 745 196.49 $	1 413 264.03 $	3 297 616.07 $

Coût - Annuel					
Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) [1]
2019	382 339.01 $	0.00 $	0.00 $	382 339.01 $	349 126.48 $
2020	1 162 808.80 $	173 790.46 $	57 930.15 $	1 394 529.42 $	1 273 391.24 $
2021	1 175 553.44 $	175 702.16 $	58 567.39 $	1 409 822.98 $	1 287 356.30 $
2022	1 188 298.07 $	177 613.85 $	59 204.62 $	1 425 116.54 $	1 301 321.35 $
2023	801 880.77 $	179 525.55 $	59 841.85 $	1 041 248.17 $	950 798.37 $
TOTAL	4 710 880.10 $	706 632.02 $	235 544.01 $	5 653 056.12 $	5 161 993.74 $

1. Les variations de quantités et les contingences de l'hiver sont appliquées sur l'année budgétaire suivante

**** Majoré de l'IPC (Indice des prix à la consommation) de 1,1% tel qu'indiqué au devis.***

TTC : Toutes taxes comprises

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1197711016

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder cinq (5) contrats aux entreprises Groupe IMOG inc., Les Entreprises Canbec Construction inc. et 9055-0344 Québec inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour des durées de quatre (4) ans avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 39 293 020,38 $ (taxes, variations de quantités et contingences incluses) - Appel d'offres public 19-17747 - 4 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17747_Intervention pour le SCA.pdf

19-17747_SEAO__Liste des commandes.pdf

19-17747_Tableau de prix.pdf

AMP Canbec Construction.pdf

AMP Dm Choquette -9055-0344 QC Inc.pdf

AMP Groupe IMOG.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alexandre MUNIZ
Agent d'approvisionnement 2
Tél : 514-872-1028

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-23

Lina PICHÉ
Chef de section
Tél : (514) 868-5740
Division : Acquisition

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 2 février 2017

LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.
A/S MONSIEUR ENRICO FRANK ANDREOLI
145, RUE RICHER
LACHINE (QC) H8R 1R4

N° de décision : 2017-CPSM-1007374
N° de client : 2700027404

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 1er février 2020 et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 10 décembre 2018

9055-0344 QUÉBEC INC.
A/S MONSIEUR DANIEL CHOQUETTE
774, RTE 133
HENRYVILLE (QC) J0J 1E0

N° de décision : 2018-CPSM-1063085
N° de client : 3000463873

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous FERME D. ET M. CHOQUETTE TRANSPORT DM CHOQUETTE, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). 9055-0344 QUÉBEC INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide jusqu'au **11 novembre 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Antoine Bédard
Directeur principal des opérations d'encadrement de la distribution

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 13 décembre 2017

GROUPE IMOG INC.
A/S MONSIEUR JEAN ETIENNE LIMOGES
7400, CH SAINT-FRANÇOIS
SAINT-LAURENT (QC) H4S 1B8

N° de décision : 2017-CPSM-1064444
N° de client : 3000302404

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). GROUPE IMOG INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **16 juillet 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17747

No du GDD : 1197711016

Titre de l'appel d'offres : Service de déneigement des chaussées et des trottoirs, par lot, pour les arrondissements de Rosemont--La Petite Patrie, Ville-Marie et Villeray--Saint-Michel--Parc-Extension

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le Service de l'approvisionnement

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 7 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 13 - 8 - 2019

Ouverture faite le : 22 - 8 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 12 - 8 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 51 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 19

Nbre de soumissions reçues : 4

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 21

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs

Date d'échéance initiale : 22 - 2 - 2020

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

ROSEMONT--LA PETITE-PATRIE - LOT RPP-104-1923 - 1er novembre 2019 au 15 avril 2023 (4 saisons hivernales)	Montant soumis (TTI)	Adjudicataire √
Groupe IMOG inc.	$ 5 765 536,35	√
Les Entreprises Michaudville Inc.	$ 10 036 673,64	

VILLE-MARIE - LOT VMA-109-1923 - 1er novembre 2019 au 15 avril 2023 (4 saisons hivernales)	Montant soumis (TTI)	Adjudicataire
9055 0344 QC Inc. (DM Choquette) (NON CONFORME, ne detient pas suffisamment de garanties de soumission)	$ 6 923 104,65	
Les Entreprises Canbec Construction inc.	$ 8 975 859,10	√
Les Entreprises Michaudville Inc. (NON CONFORME, ne detient pas suffisamment de garanties de soumission)	$ 15 781 762,84	

VILLE-MARIE - LOT VMA-110-1923 - 1er novembre 2019 au 15 avril 2023 (4 saisons hivernales)	Montant soumis (TTI)	Adjudicataire
9055 0344 QC Inc. (DM Choquette)	$ 7 291 162,62	√
Les Entreprises Canbec Construction inc. (NON CONFORME, ne detient pas suffisamment de garanties de soumission)	$ 12 145 131,18	
Les Entreprises Michaudville Inc. (NON CONFORME, ne detient pas suffisamment de garanties de soumission)	$ 17 334 665,78	

VILLERAY--SAINT-MICHEL--PARC-EXTENSION - LOT VSP-103-1923 - 1er novembre 2019 au 15 avril 2023 (4 saisons hivernales)	Montant soumis (TTI)	Adjudicataire
Groupe IMOG inc.	$ 5 545 704,15	√
Les Entreprises Michaudville Inc.	$ 10 144 704,15	

VILLERAY--SAINT-MICHEL--PARC-EXTENSION - LOT VSP-107-1923 - 1er novembre 2019 au 15 avril 2023 (4 saisons hivernales)	Montant soumis (TTI)	Adjudicataire
Groupe IMOG inc.	$ 4 634 412,30	√
Les Entreprises Michaudville Inc. (NON CONFORME, ne detient pas suffisamment de garanties de soumission)	$ 9 571 208,85	

Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue par lot au plus bas soumissionnaire conforme ayant la capacité à rendre les services, afin d'obtenir le scénario global le plus économique pour la Ville. En date du 23 août 2019, les entreprises recommandées possèdent une autorisation de l'AMP, ne sont pas inscrites au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'ont pas de restriction imposée sur leur licence de la RBQ, ne sont pas rendues non-conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et ne sont pas inscrites à la Liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Les raisons invoquées pour le non-dépôt des soumissions sont: 1-Nous n'avons pas eu le temps d'étudier votre appel d'offres et de préparer notre soumission dans le délai alloué; 2-Nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le votre dans le délai requis. 3-Notre carnet de commandes est complet présentement.

Préparé par : Alexandre Muniz

Le 23 - 8 - 2019

AO 19-17747_Service de déneigement des chaussées et des trottoirs, par lot, pour les arrondissements de Rosemont--La Petite Patrie, Ville-Marie et Villeray--Saint-Michel--Parc-Extension

Tableau des prix reçus

	Soumissionnaire	AMP au 22 août 2019	Nombre de garanties de soumissions fournies (capacité de lots)	Lots	Montants
1	9055 0344 QC Inc. (DM Choquette)	OUI	1	RPP-104-1923	- $
				VMA-109-1923	6 923 104,65 $
				VMA-110-1923	7 291 162,62 $
				VSP-103-1923	- $
				VSP-107-1923	- $
2	Groupe IMOG inc.	OUI	3	RPP-104-1923	5 765 536,35 $
				VMA-109-1923	- $
				VMA-110-1923	- $
				VSP-103-1923	5 545 704,15 $
				VSP-107-1923	4 634 412,30 $
3	Les Entreprises Canbec Construction inc.	OUI	1	RPP-104-1923	- $
				VMA-109-1923	8 975 859,10 $
				VMA-110-1923	12 145 131,18 $
				VSP-103-1923	- $
				VSP-107-1923	- $
4	Les Entreprises Michaudville Inc.	OUI	2	RPP-104-1923	10 036 673,64 $
				VMA-109-1923	15 781 762,84 $
				VMA-110-1923	17 334 665,78 $
				VSP-103-1923	10 144 704,15 $
				VSP-107-1923	9 571 208,85 $

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Rechercher un avis

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Avis du jour | Service à la clientèle | Aide | Recherche avancée

Mon SEAO | Mes avis | Rapports | Profil | Organisation | COMMANDES | PANIER

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 19-17747

Numéro de référence : 1283782

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Service de déneigement des chaussées et des trottoirs, par lot, pour les arrondissements de Rosemont--La Petite Patrie, Ville-Marie et Villeray--Saint-Michel--Parc-Extension

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9055 0344 QC Inc. 774 route 133 Henryville, QC, J0J 1E0	Monsieur Daniel Choquette Téléphone : 450 299-2135 Télécopieur : 450 299-2384	**Commande : (1614633)** 2019-07-04 10 h 31 **Transmission :** 2019-07-04 10 h 31	3162617 - 19-17747_Addenda #1 (devis) 2019-07-26 15 h 09 - Courriel 3162618 - 19-17747_Addenda #1 (bordereau) 2019-07-26 15 h 09 - Téléchargement 3166949 - Addenda # 2 2019-08-07 14 h 04 - Courriel 3166974 - Addenda # 3 2019-08-07 14 h 30 - Courriel 3169121 - 19-17747_Addenda #4 2019-08-12 15 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
AEDQ	Monsieur Mario	**Commande**	3162617 - 19-

290C -714 Place Claude Dagenais Sainte-Thérèse, QC, J7E0C1 http://www.aedq-neige.org	Trudeau Téléphone : 450 674-1225 Télécopieur :	**: (1615002)** 2019-07-05 **Transmission :** 2019-07-05	17747_Addenda #1 (devis) 2019-07-26 15 h 09 - Courriel 3162618 - 19-17747_Addenda #1 (bordereau) 2019-07-26 15 h 09 - Téléchargement 3166949 - Addenda # 2 2019-08-07 14 h 04 - Courriel 3166974 - Addenda # 3 2019-08-07 14 h 30 - Courriel 3169121 - 19-17747_Addenda #4 2019-08-12 15 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E1A4	Monsieur Dominic Miceli Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1618199)** 2019-07-12 13 h 06 **Transmission :** 2019-07-12 13 h 06	3162617 - 19-17747_Addenda #1 (devis) 2019-07-26 15 h 09 - Courriel 3162618 - 19-17747_Addenda #1 (bordereau) 2019-07-26 15 h 09 - Téléchargement 3166949 - Addenda # 2 2019-08-07 14 h 04 - Courriel 3166974 - Addenda # 3 2019-08-07 14 h 30 - Courriel 3169121 - 19-17747_Addenda #4 2019-08-12 15 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Déneigement Fontaine et Gadbois inc. 13170 rue Cherrier Montréal, QC, H1A 3T9	Monsieur Mario Gadbois Téléphone : 514 645-1435 Télécopieur : 514 645-5322	**Commande : (1614877)** 2019-07-04 14 h 59 **Transmission :** 2019-07-04 14	3162617 - 19-17747_Addenda #1 (devis) 2019-07-26 15 h 09 - Télécopie 3162618 - 19-

		h 59	17747_Addenda #1 (bordereau) 2019-07-26 15 h 09 - Téléchargement 3166949 - Addenda # 2 2019-08-07 14 h 04 - Télécopie 3166974 - Addenda # 3 2019-08-07 14 h 30 - Télécopie 3169121 - 19-17747_Addenda #4 2019-08-12 15 h 52 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Déneigement Moderne Inc. 2325 Rue Desautels Montréal, QC, H1N 3B5	Monsieur Stéphane Cordeau Téléphone : 514 259-1308 Télécopieur : 514 252-0131	**Commande : (1619514)** 2019-07-17 10 h 25 **Transmission :** 2019-07-17 10 h 25	3162617 - 19-17747_Addenda #1 (devis) 2019-07-26 15 h 09 - Courriel 3162618 - 19-17747_Addenda #1 (bordereau) 2019-07-26 15 h 09 - Téléchargement 3166949 - Addenda # 2 2019-08-07 14 h 04 - Courriel 3166974 - Addenda # 3 2019-08-07 14 h 30 - Courriel 3169121 - 19-17747_Addenda #4 2019-08-12 15 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Environnement Routier NRJ Inc. 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca	Madame Cynthia Nadeau Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1615869)** 2019-07-08 13 h 15 **Transmission :** 2019-07-08 13 h 15	3162617 - 19-17747_Addenda #1 (devis) 2019-07-26 15 h 09 - Courriel 3162618 - 19-17747_Addenda #1 (bordereau) 2019-07-26 15 h 09 - Téléchargement 3166949 - Addenda # 2

			2019-08-07 14 h 04 - Courriel 3166974 - Addenda # 3 2019-08-07 14 h 30 - Courriel 3169121 - 19-17747_Addenda #4 2019-08-12 15 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe IMOG inc. 7400 Chemin St Francois Montréal, QC, h4s1b8	Monsieur Jean Etienne Limoges Téléphone : 514 715-2627 Télécopieur : 514 745-8900	**Commande : (1616291)** 2019-07-09 9 h 51 **Transmission :** 2019-07-09 9 h 51	3162617 - 19-17747_Addenda #1 (devis) 2019-07-26 15 h 09 - Courriel 3162618 - 19-17747_Addenda #1 (bordereau) 2019-07-26 15 h 09 - Téléchargement 3166949 - Addenda # 2 2019-08-07 14 h 04 - Courriel 3166974 - Addenda # 3 2019-08-07 14 h 30 - Courriel 3169121 - 19-17747_Addenda #4 2019-08-12 15 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Jean-Paul Trahan 1890 Ltée 18 rue de la Princesse-Caroline Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J2X 5P4 http://jeanpaultrahan@bellnet.ca	Monsieur Louis Trahan Téléphone : 514 821-3411 Télécopieur : 450 542-9947	**Commande : (1631435)** 2019-08-20 14 h 49 **Transmission :** 2019-08-20 14 h 49	3162617 - 19-17747_Addenda #1 (devis) 2019-08-20 14 h 49 - Téléchargement 3162618 - 19-17747_Addenda #1 (bordereau) 2019-08-20 14 h 49 - Téléchargement 3166949 - Addenda # 2 2019-08-20 14 h 49 - Téléchargement 3166974 - Addenda # 3 2019-08-20 14 h 49 - Téléchargement

			3169121 - 19-17747_Addenda #4 2019-08-20 14 h 49 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
JMV Environnement 3550 boul. Laframboise Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1J9	Monsieur Mathieu Bérard Téléphone : 450 253-5994 Télécopieur :	**Commande : (1614405)** 2019-07-03 18 h 05 **Transmission :** 2019-07-03 18 h 05	3162617 - 19-17747_Addenda #1 (devis) 2019-07-26 15 h 09 - Courriel 3162618 - 19-17747_Addenda #1 (bordereau) 2019-07-26 15 h 09 - Téléchargement 3166949 - Addenda # 2 2019-08-07 14 h 04 - Courriel 3166974 - Addenda # 3 2019-08-07 14 h 30 - Courriel 3169121 - 19-17747_Addenda #4 2019-08-12 15 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1620054)** 2019-07-18 13 h 21 **Transmission :** 2019-07-18 13 h 21	3162617 - 19-17747_Addenda #1 (devis) 2019-07-26 15 h 09 - Courriel 3162618 - 19-17747_Addenda #1 (bordereau) 2019-07-26 15 h 09 - Téléchargement 3166949 - Addenda # 2 2019-08-07 14 h 04 - Courriel 3166974 - Addenda # 3 2019-08-07 14 h 30 - Courriel 3169121 - 19-17747_Addenda #4 2019-08-12 15 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) :

			Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Canbec Construction inc. 145 rue Richer (Lachine) Montréal, QC, H8R 1R4	Monsieur Nicolas Iapalucci Téléphone : 514 481-1226 Télécopieur : 514 481-9925	**Commande : (1624320)** 2019-08-05 8 h 28 **Transmission :** 2019-08-05 8 h 28	3162617 - 19-17747_Addenda #1 (devis) 2019-08-05 8 h 28 - Téléchargement 3162618 - 19-17747_Addenda #1 (bordereau) 2019-08-05 8 h 28 - Téléchargement 3166949 - Addenda # 2 2019-08-07 14 h 04 - Courriel 3166974 - Addenda # 3 2019-08-07 14 h 30 - Courriel 3169121 - 19-17747_Addenda #4 2019-08-12 15 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1614622)** 2019-07-04 10 h 23 **Transmission :** 2019-07-04 10 h 23	3162617 - 19-17747_Addenda #1 (devis) 2019-07-26 15 h 09 - Courriel 3162618 - 19-17747_Addenda #1 (bordereau) 2019-07-26 15 h 09 - Téléchargement 3166949 - Addenda # 2 2019-08-07 14 h 04 - Courriel 3166974 - Addenda # 3 2019-08-07 14 h 30 - Courriel 3169121 - 19-17747_Addenda #4 2019-08-12 15 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Excavations Payette ltée 7900, rue Bombardier	Madame Kim Hiolle	**Commande : (1616269)**	3162617 - 19-17747_Addenda #1

Montréal, QC, H1J1A4	Téléphone : 514 322-4800 Télécopieur : 514 322-1770	2019-07-09 9 h 35 **Transmission :** 2019-07-09 9 h 35	(devis) 2019-07-26 15 h 09 - Courriel 3162618 - 19-17747_Addenda #1 (bordereau) 2019-07-26 15 h 09 - Téléchargement 3166949 - Addenda # 2 2019-08-07 14 h 04 - Courriel 3166974 - Addenda # 3 2019-08-07 14 h 30 - Courriel 3169121 - 19-17747_Addenda #4 2019-08-12 15 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Materiaux Paysagers Savaria LTEE 950 De Lorainne Boucherville, QC, J4B 5E4	Monsieur Steve Savaria . Téléphone : 450 655-6147 Télécopieur : 450 655-5133	**Commande : (1614404)** 2019-07-03 17 h 50 **Transmission :** 2019-07-03 17 h 50	3162617 - 19-17747_Addenda #1 (devis) 2019-07-26 15 h 09 - Courriel 3162618 - 19-17747_Addenda #1 (bordereau) 2019-07-26 15 h 09 - Téléchargement 3166949 - Addenda # 2 2019-08-07 14 h 04 - Courriel 3166974 - Addenda # 3 2019-08-07 14 h 30 - Courriel 3169121 - 19-17747_Addenda #4 2019-08-12 15 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Pépinière Michel Tanguay inc. 6200 BOULEVARD LAFRAMBOISE Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1E9	Monsieur CLAUDE PÉLOQUIN Téléphone : 450 796-3442 Télécopieur : 450 253-1356	**Commande : (1614956)** 2019-07-04 16 h 34 **Transmission :** 2019-07-04 16 h 34	3162617 - 19-17747_Addenda #1 (devis) 2019-07-26 15 h 09 - Courriel 3162618 - 19-17747_Addenda #1

			(bordereau) 2019-07-26 15 h 09 - Téléchargement 3166949 - Addenda # 2 2019-08-07 14 h 04 - Courriel 3166974 - Addenda # 3 2019-08-07 14 h 30 - Courriel 3169121 - 19-17747_Addenda #4 2019-08-12 15 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ramcor Construction Inc. 8085 rue Champ D'Eau Arrondissement Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y1	Monsieur Guy Cormier Téléphone : 514 329-4545 Télécopieur : 514 329-4818	**Commande : (1616707)** 2019-07-09 16 h 58 **Transmission :** 2019-07-09 23 h 25	3162617 - 19-17747_Addenda #1 (devis) 2019-07-26 15 h 09 - Télécopie 3162618 - 19-17747_Addenda #1 (bordereau) 2019-07-26 15 h 09 - Téléchargement 3166949 - Addenda # 2 2019-08-07 14 h 04 - Télécopie 3166974 - Addenda # 3 2019-08-07 14 h 30 - Télécopie 3169121 - 19-17747_Addenda #4 2019-08-12 15 h 52 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, QC, j4z3v4 http://www.sanexen.com	Madame Andrée Houle Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur : 450 466-2240	**Commande : (1614742)** 2019-07-04 12 h 41 **Transmission :** 2019-07-04 12 h 41	3162617 - 19-17747_Addenda #1 (devis) 2019-07-26 15 h 09 - Courriel 3162618 - 19-17747_Addenda #1 (bordereau) 2019-07-26 15 h 09 - Téléchargement 3166949 - Addenda # 2 2019-08-07 14 h 04 -

			Courriel 3166974 - Addenda # 3 2019-08-07 14 h 30 - Courriel 3169121 - 19-17747_Addenda #4 2019-08-12 15 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sig-Nature 935 Lippmann Laval, QC, h7s1g3	Madame Isabelle Lorrain . Téléphone : 450 629-8516 Télécopieur : 450 629-9917	**Commande : (1615054)** 2019-07-05 8 h 22 **Transmission :** 2019-07-05 8 h 22	3162617 - 19-17747_Addenda #1 (devis) 2019-07-26 15 h 09 - Courriel 3162618 - 19-17747_Addenda #1 (bordereau) 2019-07-26 15 h 09 - Téléchargement 3166949 - Addenda # 2 2019-08-07 14 h 04 - Courriel 3166974 - Addenda # 3 2019-08-07 14 h 30 - Courriel 3169121 - 19-17747_Addenda #4 2019-08-12 15 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Transport Rosemont inc, 2601 rue Jarry Est Montréal, QC, H1Z 2C2	Monsieur Guy Boulay . Téléphone : 514 725-3521 Télécopieur : 514 376-7687	**Commande : (1615950)** 2019-07-08 14 h 25 **Transmission :** 2019-07-08 14 h 25	3162617 - 19-17747_Addenda #1 (devis) 2019-07-26 15 h 09 - Courriel 3162618 - 19-17747_Addenda #1 (bordereau) 2019-07-26 15 h 09 - Téléchargement 3166949 - Addenda # 2 2019-08-07 14 h 04 - Courriel 3166974 - Addenda # 3 2019-08-07 14 h 30 - Courriel 3169121 - 19-

			17747_Addenda #4 2019-08-12 15 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Transports Marco D' Intino 11440 Philippe-Panneton Montréal, QC, H1E 4G4	Monsieur Marco D' Intino Téléphone : 514 952-9665 Télécopieur :	**Commande : (1623650)** 2019-08-01 8 h 57 **Transmission :** 2019-08-01 8 h 57	3162617 - 19-17747_Addenda #1 (devis) 2019-08-01 8 h 57 - Téléchargement 3162618 - 19-17747_Addenda #1 (bordereau) 2019-08-01 8 h 57 - Téléchargement 3166949 - Addenda # 2 2019-08-07 14 h 04 - Courriel 3166974 - Addenda # 3 2019-08-07 14 h 30 - Courriel 3169121 - 19-17747_Addenda #4 2019-08-12 15 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

Précédent

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide? | **Service clientèle** | **À propos** | **Partenaires**

Grille des tarifs | À propos de SEAO

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics
Autorité des marchés financiers

Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197711016

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder cinq (5) contrats aux entreprises Groupe IMOG inc., Les Entreprises Canbec Construction inc. et 9055-0344 Québec inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour des durées de quatre (4) ans avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 39 293 020,38 $ (taxes, variations de quantités et contingences incluses) - Appel d'offres public 19-17747 - 4 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1197711016 Accorder 5 Contrats N GROUPE IMOG pour 4 ans.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

André POULIOT
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-23

Cathy GADBOIS
Chef de section

Tél : 514-872-1443
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CM : 20.18

2019/09/16
13:00

(2)

Dossier # : 1197711016

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder cinq (5) contrats aux entreprises Groupe IMOG inc., Les Entreprises Canbec Construction inc. et 9055-0344 Québec inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour des durées de quatre (4) ans avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 39 293 020,38 $ (taxes, variations de quantités et contingences incluses) - Appel d'offres public 19-17747 - 4 soumissionnaires

Rapport - mandat SMCE197711016.pdf

Dossier # :1197711016

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-président

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Membres

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

Le 16 septembre 2019

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE197711016

Accorder cinq (5) contrats aux entreprises Groupe IMOG inc., Les Entreprises Canbec Construction inc. et 9055-0344 Québec inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour des durées de quatre (4) ans avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 39 293 020,38 $ (taxes, variations de quantités et contingences incluses) - Appel d'offres public 19-17747 - 4 soumissionnaires.

(ORIGINAL SIGNÉ)	*(ORIGINAL SIGNÉ)*
Karine Boivin Roy Présidente	Linda Lajeunesse Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE197711016

Accorder cinq (5) contrats aux entreprises Groupe IMOG inc., Les Entreprises Canbec Construction inc. et 9055-0344 Québec inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour des durées de quatre (4) ans avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 39 293 020,38 $ (taxes, variations de quantités et contingences incluses) - Appel d'offres public 19-17747 - 4 soumissionnaires.

À sa séance du 28 août 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce contrat répondait aux critères suivants :

- *Contrat de plus de 10 M$;*
- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel :*
  - *un seul soumissionnaire conforme reçue suite à un appel d'offres (contrats VMA-109-1923; VMA-110-1923 et VSP-107-1923);*
  - *l'écart de prix est de plus de 20% l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation (contrat RPP-104-1923 et VSP-103-1923).*

Le 4 septembre 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentantes du Service de la concertation des arrondissements ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Le Service a expliqué que les entreprises qui œuvrent en déneigement ont plus ou moins d'intérêts à desservir certaines parties de la Ville, et ce, pour différentes raisons d'ordre logistique. Le Service a également justifié l'écart observé en expliquant que chaque fois que le marché devait être sollicité de nouveau, ceci avait pour effet pour de produire un moins grand nombre de soumissions et de faire ainsi augmenter les prix. Une situation qui pourrait être évitée s'il était possible d'octroyer tous les contrats au même moment.

Finalement, les commissaires notent, une fois de plus, que les exigences de barres latérales pour la machinerie de déneigement et l'application des principes en matière d'accessibilité universelle ne figurent toujours pas aux appels d'offres. Plusieurs contrats continuent d'être octroyés sans que la Commission puisse constater les changements requis. Dans son rapport annuel, la Commission recommandera un suivi de l'Administration sur cette importante question de sécurité publique.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentantes du Service de la concertation des arrondissements pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal, à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$;*
- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel :*
  - *un seul soumissionnaire conforme reçue suite à un appel d'offres (contrats VMA-109-1923; VMA-110-1923 et VSP-107-1923);*
  - *l'écart de prix est de plus de 20% l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation (contrat RPP-104-1923 et VSP-103-1923).*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;

Considérant les questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE197711016 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.19

2019/09/16
13:00

(2)

Dossier # : 1191670001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 814 260,14 $, taxes incluses, pour la fourniture de services professionnels en architecture dans le cadre du projet de réaménagement du théâtre de Verdure - contrat 15224 / Approuver un projet d'avenant modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville et l'équipe formée par Lemay Co Inc. en architecture et architecture de paysage, Bouthillette Parizeau inc. en génie électrique, mécanique et électronique, Calculatec Inc. en génie de charpente et Marchand Houle & Associés inc. en génie civil (CM18 0235) majorant ainsi le montant total du contrat de 925 776,80 $ (taxes, contingences et incidences incluses) à 1 740 036,93 $ (taxes, contingences et incidences incluses)

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 644 018,64 $ et approuver un projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et l'équipe formée par Lemay Co Inc. en architecture et architecture de paysage, Bouthillette Parizeau inc. en génie électrique, mécanique et électronique, Calculatec Inc. en génie de charpente et Marchand Houle & Associés inc. en génie civil (CM18 0235) dans le cadre du projet de réaménagement du théâtre de Verdure au parc La Fontaine;

2. d'autoriser une dépense additionnelle de 91 174,60 $, taxes incluses à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense additionnelle de 106 207,84 $, taxes incluses à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le**	2019-08-29 12:11

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1191670001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 814 260,14 $, taxes incluses, pour la fourniture de services professionnels en architecture dans le cadre du projet de réaménagement du théâtre de Verdure - contrat 15224 / Approuver un projet d'avenant modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville et l'équipe formée par Lemay Co Inc. en architecture et architecture de paysage, Bouthillette Parizeau inc. en génie électrique, mécanique et électronique, Calculatec Inc. en génie de charpente et Marchand Houle & Associés inc. en génie civil (CM18 0235) majorant ainsi le montant total du contrat de 925 776,80 $ (taxes, contingences et incidences incluses) à 1 740 036,93 $ (taxes, contingences et incidences incluses)

CONTENU

CONTEXTE

Le parc La Fontaine situé au cœur de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal dessert une clientèle locale et constitue une destination à l'échelle montréalaise. Depuis plusieurs années, ce parc fait l'objet d'une réflexion de la Ville de Montréal dans le cadre du plan directeur adopté à l'automne 2018. Le projet de *Reconstruction du théâtre de Verdure* a été identifié comme l'un des premiers projets de mise en œuvre du plan directeur.
Le théâtre de Verdure est un espace scénique en plein air situé en partie ouest du parc La Fontaine. En activité depuis 1956, il a offert jusqu'en 2014 un programme varié de représentations culturelles et scéniques (danse, musique, théâtre, cirque, cinéma d'auteur, art numérique et médiatique, etc.), très prisé par le public estival. Il est composé de gradins pouvant accueillir près de 1 700 personnes et d'un bâtiment de scène abritant les loges, disposant d'une structure en acier pouvant recevoir une toile couvrant la scène pendant la saison d'activités. Le constat de l'état de désuétude avancé de l'édifice a amené, toutefois, la Ville à cesser les activités du théâtre en 2014.

Depuis 2016, afin de maintenir son offre culturelle dans le parc, la Ville de Montréal propose une programmation sans le soutien d'installations permanentes adaptées. L'offre de services n'est pas idéale pour ces activités et la Ville souhaite retrouver des installations à la hauteur de ses aspirations tant scéniques que paysagères.

Suite à une redéfinition des principes directeurs de réaménagement du parc, entendue par les parties prenantes du projet, à savoir le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS), le Service de la culture (SC), l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal (PMR) et le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI), un programme de réaménagement et de mise aux normes du théâtre de Verdure a été entrepris durant l'été 2017. Afin de mener le projet de réaménagement, le SGPI a lancé un appel d'offres pour

retenir les services d'une équipe multidisciplinaire. Les services professionnels ont été entrepris en mars 2018 avec l'objectif d'entreprendre des travaux de réaménagement en 2019 pour une réouverture au public pendant l'été 2021.

Le projet porte sur le réaménagement complet du site, incluant la reconstruction du bâtiment de scène extérieur, du dispositif scénique et des aménagements extérieurs incluant l'amphithéâtre, les aires publiques et de circulation avec l'objectif d'assurer une mise aux normes et une amélioration des performances scéniques du théâtre tout en assurant une intégration paysagère sensible à ce secteur du parc.

L'équipe de professionnels composée d'architectes, architectes-paysagistes, ingénieurs et experts en installation scénographique, a déposé plusieurs concepts avant l'obtention d'un consensus confirmé par l'acceptation d'une esquisse en mars 2019, soit un an après le début de leur mission. L'équipe de professionnels composée d'architectes, architectes-paysagistes, ingénieurs et experts en installation scénographique, a déposé plusieurs concepts, effectué plusieurs présentations avant l'obtention d'un consensus, confirmé par l'acceptation d'une esquisse en mars 2019, soit un an après le début de leur mission.

L'estimation des coûts de construction déposée par les professionnels à l'étape de l'esquisse fait ressortir un budget augmenté par rapport à celui établi lors de l'élaboration du Programme fonctionnel. L'écart de coûts résulte principalement de l'état de désuétude plus important que prévu du site, de la nécessité de refaire dans leur intégralité les infrastructures des gradins, d'ajouter des fonctionnalités scénique dont une nouvelle régie et du réaménagement du secteur du bâtiment des pompes de la fontaine lumineuse. Cette augmentation a un impact direct sur les honoraires des professionnels, établis au pourcentage du coût du projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0235 - Accorder un contrat de services professionnels à l'équipe formée par Lemay Co inc. en architecture et architecture de paysage, de Bouthillette Parizeau inc. en génie électrique, mécanique et électronique, de Calculatec inc. en génie de charpente et de Marchand Houle & Associés inc. en génie civil, pour la réalisation du projet de réaménagement du théâtre de Verdure - Dépense totale de 925 776,80 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16557 (3 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin.
CE 171822 - Le 1er novembre 2017, le comité exécutif a accordé un contrat à AXOR Experts-Conseils Inc. pour les services professionnels en économie de la construction pour les projets d'aménagement du nouveau Centre d'histoire de Montréal et du réaménagement du théâtre de Verdure - Dépense totale de 114 029,92 $, taxes incluses (offre : 94 434,92 $, contingences : 14 165,21 $, incidences : 5 430,00 $) - Appel d'offres public 17-16287 (4 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à augmenter le contrat de cette firme de 530 488,83 $, taxes incluses à 1 147 358,52 $, taxes incluses, afin de permettre de compléter les services professionnels sur la base de la révision à la hausse des coûts de construction du projet. Le contrat des professionnels prévoyait à l'origine des honoraires établis sur la base de coûts de construction estimés à 4,7M$ (excluant contingences et taxes). Or, la révision des coûts par les professionnels à l'étape esquisse prévoit un coût de construction plus élevé .

Les honoraires professionnels étant établis au pourcentage du coût des travaux, les montants en honoraires sont augmentés en conséquence. Le budget d'honoraires établi lors de l'octroi de contrat ne serait pas suffisant pour couvrir l'ensemble des services

professionnels requis pour la mise en oeuvre du projet et doit conséquemment être augmenté.

JUSTIFICATION

Le présent sommaire décisionnel découle de l'application de l'article 5.1.1 de la convention signée avec les professionnels en février 2018, pour les contrats à pourcentage et relève de l'augmentation importante des coûts de construction.
Les professionnels ont déposé une estimation à l'étape esquisse, des coûts de construction, incluant les équipements scénographiques intégrés à l'architecture en février dernier. Suite à une contre validation des coûts par une firme indépendante en économie de la construction, l'estimation du coût de construction est de 6,86 M$ auquel montant s'ajoutent les contingences de design, les profits, frais généraux et de mise en oeuvre de l'entrepreneur.

L'augmentation des coûts de construction résulte de plusieurs ajustements au programme initial et constats *in situ* par les professionnels en cours de développement de projet, dont notamment :

- l'état de désuétude plus important que prévu du site, impliquant une récupération très limitée des éléments constitutifs du théâtre d'origine;
- la nécessité de refaire dans leur intégralité les infrastructures des gradins. Une fuite de conduit d'aqueduc souterraine, non visible à l'oeil nu mais probablement présente depuis plusieurs années, a causé une infiltration sous la majeure partie des gradins, affectant toute l'infrastructure de support, tant des gradins que des allées. Le réseau de distribution aqueduc, égout, électricité doit également être remplacé;
- la nécessité d'ajouter des fonctionnalités scéniques afin d'accompagner adéquatement les activités artistiques. L'équipement de projection de scène frontal en toiture est inefficace et exposé aux intempéries. En raison de l'importance et du coût des appareils de projection, une régie fermée (petit bâtiment technique supplémentaire sur deux niveaux) doit être ajoutée à l'emplacement de la régie de projection d'origine;
- la confirmation de la relocalisation - et conséquemment de la déconstruction - du bâtiment des pompes alimentant la fontaine lumineuse en début de mandat, impliquant le réaménagement de quelques 800 mètres carrés afin de rétablir les liens avec le reste du réseau de circulation du parc et de mettre en valeur les vues sur la fontaine lumineuse une fois restaurée;
- la difficulté d'accès au site du théâtre, situé à l'intérieur du parc, impliquant des mesures supplémentaires pour assurer la sécurité du public;
- l'exiguïté et la topographie en pente du site impliquant une gestion plus complexe des travaux;
- le choix et l'acquisition de l'équipement technique (projecteurs, consoles, systèmes) visant à répondre à une nécessité d'efficacité opérationnelle afin de s'adapter à des spectacles différents d'un jour à l'autre et conforme à l'évolution technologique des appareils (digital vers numérique, incandescent vers LED).

Le théâtre de Verdure formant un tout aux points de vue technique, visuel, programmatique et se raccordant aux sentiers existants du parc, l'option de réduire la portée des travaux ou de répartir les travaux par phases ne peut être retenue sans compromettre la qualité de l'équipement et des représentations, ainsi que la sécurité du public.

Par ailleurs, le Conseil du Patrimoine s'est prononcé à plusieurs reprises sur l'importance de l'intégrité de l'ensemble du site du théâtre et l'adéquation de la proposition aux recommandations du Plan directeur du parc La Fontaine.

Le coût du projet déposé lors de l'appel d'offres, visant à permettre aux professionnels de déposer un pourcentage d'honoraires, établi lors de l'élaboration du Programme fonctionnel sommaire, ne prévoyait pas autant de conditions particulières. Par ailleurs, les budgets contingents d'honoraires professionnels complémentaires au contrat ne seraient pas suffisants pour couvrir l'écart au contrat des professionnels.

Le contrat initial, octroyé le 19 février 2018 au montant de 644 018,44 $ incluant les taxes, prévoyait la répartition suivante :

- un montant de 530 480,83 $ incluant les taxes pour les services de base;
- un montant de 113 537,81 $ incluant les taxes pour services supplémentaires ;

Ces honoraires professionnels ont été calculés de la façon suivante :

- sur la base d'une évaluation préliminaire du coût de construction à 4,7 M$ des travaux accompagnant le programme fonctionnel sommaire du projet (PFS);
- en ajoutant des montants pour les services supplémentaires pour l'intégration à l'équipe de conception d'un architecte reconnu et la participation au processus de design intégré;
- les contingences générales et spécifiques requises pour couvrir les imprévus lors des étapes de conception et les efforts issus des conditions de chantier.

Le contrat modifié, au montant de 1 260 896,33 $ incluant les taxes, serait réparti comme suit :

- un montant de 1 147 358,52 $ incluant les taxes pour les services de base;
- un montant de 113 537,81 $ incluant les taxes pour services supplémentaires.

Le budget de contingences générales pour les imprévus non encore identifiés, mais qui pourraient être requis en cours de mandat de la part de l'adjudicataire, notamment lors de la mise en oeuvre, est réduit à 10%.
Le budget de contingences spécifiques visant à permettre la marge de manoeuvre requise pour établir l'adéquation entre les exigences énoncées, le concept développé et la réalité du site, est maintenu à 10%.
Le montant total des contingences par rapport au contrat initial de 805 023,30$ représente 31% ‘augmentation.
Ces deux montants de contingences tiennent compte de l'incertitude du marché de la construction à la hausse depuis plusieurs années.

Le pourcentage du budget d'incidences de 15 % (générales et spécifiques) est maintenu afin de permettre des services associés au contrat principal mais faisant l'objet de contrats distincts avec des contractants différents, notamment, pour des frais de laboratoire et analyse, des expertises particulières (analyses supplémentaires de sols, analyse acoustique, expertises en accessibilité universelle, expertises concernant les matières préoccupantes). Certains services sont également prévus au budget des incidences pour éviter les frais d'administration et conserver l'indépendance des consultants durant la prestation de services. Cette manière de procéder va, également, permettre de juger de la pertinence des services en fonction du développement du projet. Le montant total des incidences par rapport au coût total initial des travaux de 925 776,80$ représente 13% d‘augmentation.

En résumé, le total du budget d'honoraires associé au contrat professionnel sera de :

	Contrat initial	Contrat modifié
Services de base	461 387,98 $	997 920,00 $
Services additionnels déjà identifiés	98 750,00 $	98 750,00 $
Budget de contingences	140 034,50 $	219 334,00 $
Budget d'incidences	105 025,87 $	197 400,60 $
Total avant taxes	805 198,35 $	1 513 404,60 $
Total taxes incluses	**925 776,80 $**	**1 740 036,94 $**

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un montant additionnel maximal de 814 260,14 $, incluant des contingences additionnelles de 91 174,60$ et des incidences additionnels de 106 207$ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 16-057 Travaux aménagement parcs.
Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre

Le budget net au 34800 - Mise en valeur du parc La Fontaine est suffisant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2019	2020	2021	2022	Total
34800 - Mise en valeur du parc La Fontaine	387	186	134	37	744

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans exiger une accréditation LEED puisque le bâtiment planifié est d'une superficie inférieure à 500 mètres carrés, le projet sera conçu et réalisé de façon à atteindre les exigences minimales de performance énoncées dans la « Politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ajustement, le solde du budget maximal des honoraires prévu à leur contrat ne permettrait pas aux professionnels d'assumer l'ensemble des services professionnels requis par le projet aux étapes de conception et de surveillance de chantier. S'il fallait relancer un appel d'offres pour services professionnels, le projet serait retardé de plusieurs mois. Cette approche reporterait l'ouverture du théâtre au public à la saison 2022.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Passage au Comité exécutif (CE)	11 septembre 2019
Octroi du l'augmentation du contrat au Conseil municipal (CM)	16 septembre 2019
Poursuite de la conception et préparation des plans et devis	Septembre 2018 à janvier 2020
Période d'appel d'offres public de construction	Février-mars 2020
Octroi du contrat de construction au CM	Mai 2020

Début des travaux	Printemps 2020
Fin des travaux	Printemps 2021
Mise en opération du bâtiment et inauguration	Été 2021

L'échéancier tient compte de limitations d'accès et de travail sur le site durant la saison froide (incluant les périodes de gel au printemps pour les aménagements extérieurs), du temps requis pour l'installation des équipements, de la mise en opération des installations. Cet échéancier sera évalué au fur et à mesure du développement du projet et si le déroulement le permet, pour une ouverture au public dans le courant des activités estivales 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Tene-Sa TOURE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie DOYON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie ROSE, Service de la culture
Jasmin CORBEIL, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Sincheng PHOU, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Jasmin CORBEIL, 24 juillet 2019
Sincheng PHOU, 24 juillet 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Rémy-Paul LAPORTE
Gestionnaire immobilier

Tél : 872-7852
Télécop. : 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-24

Jean CAPPELLI
Chef de division - Projets Corporatifs

Tél : 514-868-7854
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CAPPELLI
Chef de division - Projets Corporatifs
Tél : 514-868-7854
Approuvé le : 2019-07-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2019-07-30

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Projet : Réaménagemnet du théâtre de Verdure au parc La Fontaine
Description : Contrat 15224 - services professionnels en architecture, architecture de paysage, scénographie et génies du bâtiment
Montant de la proposition- LEMAY CO INC ET AL (contrat modifié)

				Tps 5,0%	Tvq 9,975%	Total
Contrat:	**Travaux forfaitaires**	**%**	**$**			
	Services de base		461 387,98 $			
	Services supplémentaires	18%	98 750,00			
	Sous-total :	100%	**560 137,98**	**28 006,90**	**55 873,76**	**644 018,64**
	Contingences	15%	84 020,70	4 201,03	8 381,06	96 602,80
	Contingences spécifiques	10%	56 013,80	2 800,69	5 587,38	64 401,86
	Total - Contrat :	25%	**700 172,48**	**35 008,62**	**69 842,20**	**805 023,30**
Incidences:	Dépenses générales	10%	70 017,25	3 500,86	6 984,22	80 502,33
	Dépenses spécifiques	5%	35 008,62	1 750,43	3 492,11	40 251,17
	Total - Incidences :	15%	**105 025,87**	**5 251,29**	**10 476,33**	**120 753,50**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**805 198,35**	**40 259,92**	**80 318,54**	**925 776,80**
Ristournes:	Tps 100,00%			40 259,92		40 259,92
	Tvq 50,0%				40 159,27	40 159,27
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**805 198,35**	**0,00**	**80 318,54**	**845 357,61**

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Projet : Réaménagemnet du théâtre de Verdure au parc La Fontaine
Description : Contrat 15224 - services professionnels en architecture, architecture de paysage, scénographie et génies du bâtiment
Montant de la proposition- LEMAY CO INC ET AL (contrat modifié)

				Tps 5,0%	Tvq 9,975%	Total
Contrat:	**Travaux forfaitaires**	**%**	**$**			
	Prix forfaitaire (contrat d'origine)		461387,98			
	Augmentation du contrat		536532,02			
	Prix forfaitaire ajusté	91%	997 920,00	49 896,00	99 542,52	1 147 358,52
	Services supplémentaires (prévus au contrat d'origine)	9%	98 750,00	4 937,50	9 850,31	113 537,81
	Sous-total :	100%	**1 096 670,00**	**54 833,50**	**109 392,83**	**1 260 896,33**
	Contingences	10%	109 667,00	5 483,35	10 939,28	126 089,63
	Contingences spécifiques	10%	109 667,00	5 483,35	10 939,28	126 089,63
	Total - Contrat :	20%	**1 316 004,00**	**65 800,20**	**131 271,40**	**1 513 075,60**
Incidences:	Dépenses générales	10%	131 600,40	6 580,02	13 127,14	151 307,56
	Dépenses spécifiques	5%	65 800,20	3 290,01	6 563,57	75 653,78
	Total - Incidences :	15%	**197 400,60**	**9 870,03**	**19 690,71**	**226 961,34**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**1 513 404,60**	**75 670,23**	**150 962,11**	**1 740 036,94**
Ristournes:	Tps 100,00%			75 670,23		75 670,23
	Tvq 50,0%				75 481,05	75 481,05
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**1 513 404,60**	**0,00**	**150 962,11**	**1 588 885,65**

Montréal

AVIS PRÉLIMINAIRE DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL ET DU COMITÉ JACQUES-VIGER
Suite à leur assemblée du 29 mars 2019
Les deux organismes sont des instances consultatives de la Ville de Montréal*.

Projet du réaménagement du théâtre de Verdure
Parc La Fontaine

AC19-SC-03

Localisation :	Arrondissement du Plateau-Mont-Royal
Reconnaissance municipale :	Secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle – Parc La Fontaine
Reconnaissance provinciale :	Aucune
Reconnaissance fédérale :	Aucune

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) et le Comité Jacques-Viger (CJV) (ci-après, le comité mixte) émettent un avis préliminaire à la demande du Service de la gestion et de la planification immobilière. L'avis du comité mixte a été sollicité afin d'assurer la continuité de la réflexion amorcée en 2013 avec le CPM et poursuivie en 2015 avec les deux comités.

HISTORIQUE ET DESCRIPTION DES LIEUX

Construit en 1956, le théâtre de Verdure est situé au coin nord-ouest du parc La Fontaine dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Il fait partie du secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle du Parc La Fontaine.

C'est Claude Robillard, directeur du Service municipal des parcs, qui en 1947 a l'idée de bâtir en plein air une scène de spectacle inspirée des amphithéâtres antiques au cœur du parc La Fontaine. Conçu par la Ville de Montréal sous la supervision de l'architecte en chef Donat Beaupré, le théâtre de Verdure est inauguré le 8 juillet 1956. Il est composé d'un îlot scénique implanté dans le bassin supérieur du parc, d'une scène construite sur celui-ci et de gradins intégrés à la pente naturelle en face. Unique au Canada, il connaît rapidement un franc succès auprès de la population montréalaise et devient pour le public « un lieu de prédilection pour apprécier des œuvres d'une grande notoriété, et ce, dans le cadre enchanteur du parc La Fontaine »[1].

[1] Ville de Montréal. *Le parc La Fontaine – Cahier de promenade. Colloque 2012*. Conseil du patrimoine de Montréal. Cité dans: Ville de Montréal. *Énoncé de l'intérêt patrimonial du théâtre de Verdure – Parc La Fontaine – Arrondissement du Plateau-Mont-Royal*, Montréal, Ville de Montréal, 13 décembre 2013, 8 p.

*Règlement de la Ville de Montréal 02-136 et
Règlement de la Ville de Montréal 12-022

Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, 6e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cjv
ville.montreal.qc.ca/cpm

En 1986, le théâtre de Verdure fait l'objet de rénovations avec l'ajout d'une structure au-dessus de la scène permettant l'installation d'un toit en toile. D'autres modifications sont apportées en 2000, lorsque l'on remplace le plancher de scène, les tours techniques et les bancs. En 2004, la tour de projection est démolie et la billetterie est rénové. Avec le temps, la croissance de la végétation autour du théâtre et la volonté de la Ville d'encourager la biodiversité changent le rapport entre le théâtre et son milieu paysager.

Jusqu'en 2014, le théâtre de Verdure poursuit ses activités en proposant au public montréalais une programmation culturelle gratuite et diversifiée. Il est fermé depuis lors pour des raisons de sécurité, dues à la détérioration de ses installations.



Plan de localisation et le théâtre avant sa fermeture en 2014
(Sources : Cartes Google / Division du patrimoine, Ville de Montréal, *Énoncé de l'intérêt patrimonial du Théâtre de Verdure, Parc La Fontaine, Arrondissement du Plateau-Mont-Royal* , 13 décembre 2013)

DESCRIPTION ET CONTEXTE DU PROJET

Des versions antérieures du projet de réfection du théâtre de Verdure ont été présentées par les représentants des services centraux de la Ville au CPM les 14 mai 2013, 14 février 2014 et 11 avril 2014, ainsi qu'au comité mixte le 21 août 2015. À la suite d'une recommandation du CPM en 2013 (A13-SC-03, 29 mai 2013), un énoncé de l'intérêt patrimonial du théâtre de Verdure ainsi que des orientations de conservation et de mise en valeur et des principes directeurs visant le site ont été préparés en 2013 et 2014 afin d'orienter le projet[2].

Le CPM a également recommandé en 2013 que des orientations pour l'ensemble du parc soient réalisées afin de fournir, entre autres, une vision globale pour son développement et sa mise en valeur ainsi qu'un cadre de référence pour analyser les projets à l'intérieur de ses limites (A13-SC-03, 29 mai 2013). Cette recommandation a été réitérée en 2014 (AC14-SC-04, 30 avril 2014).

En 2015, le comité mixte a émis un avis favorable au projet, accompagné de recommandations (AC15-SC-04, 10 septembre 2015).

[2] Division du patrimoine, Ville de Montréal, *Énoncé de l'intérêt patrimonial du Théâtre de Verdure, Parc La Fontaine, Arrondissement du Plateau-Mont-Royal*, 13 décembre 2013; Division du patrimoine, Ville de Montréal, *Orientations de conservation et de mise en valeur : Théâtre de Verdure du parc La Fontaine – Arrondissement du Plateau-Mont-Royal* , 9 janvier 2014; [Division du patrimoine, Ville de Montréal], *Théâtre de verdure : principes directeurs*, document non daté.

Parallèlement, en 2015 et 2016, le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) de la Ville de Montréal a organisé des démarches participatives visant à lancer le processus de préparation d'un plan directeur pour le parc La Fontaine. Le CPM a accueilli des présentations sur ce plan lors de ses séances des 20 juin 2017, 15 septembre 2017 et 1er décembre 2017. En décembre 2017 et janvier 2018, un sous-comité d'étude du CPM a accompagné le SGPVMR lors de ses séances de travail à propos du patrimoine paysager et du corpus architectural. Des démarches de concertation publique en mars et avril 2018 ont permis le raffinement de certaines orientations. Le CPM a émis un avis favorable, avec recommandations, à la suite d'une dernière présentation sur le plan le 29 juin 2018 (A18-SC-05, 13 juillet 2018). Le 31 octobre 2018, les versions finales du plan directeur du parc La Fontaine et de son plan d'action ont été adoptées par la Ville. Le Plan directeur comprend 55 orientations visant à guider les interventions à l'échelle du parc, des bâtiments au réseau de sentiers, de la végétation au corpus d'art public.[3]

En 2017, lorsque le plan directeur est à une étape avancée, le projet de réaménagement du théâtre de Verdure est repris par les services centraux en collaboration avec l'Arrondissement du Plateau-Mont-Royal et une nouvelle équipe de professionnels. Le nouveau projet vise à réaffirmer l'identité du théâtre d'origine de 1956, mais reconnaît que, après presque 65 ans, une intervention majeure est requise afin de perpétuer sa mission d'offrir un lieu unique de diffusion des représentations culturelles en plein air. Entre autres, certaines limitations et déficiences du site méritent d'être corrigées : le manque de perméabilité visuelle à partir du parc vers le théâtre, l'existence d'un écran opaque permanent en arrière-scène, le manque de perméabilité physique sur le site, le sentier autour du bassin (la petite boucle) incomplet, et le manque de clarté au niveau des accès.

Selon les concepteurs du nouveau projet, la mise en place d'un processus de conception intégré (PCI) a permis à toutes les parties prenantes de participer à des ateliers de réflexion et d'échange sur ses grands enjeux et d'identifier des orientations. Ont, entre autres, été considérées les valeurs patrimoniales (culturelle, paysagère, architecturale et historique) du site, telles que définies dans l'énoncé de l'intérêt patrimonial (2013) et les orientations pour sa conservation et mise en valeur (2014). Le design du projet est également fondé sur la caractérisation du lieu (en tant qu'insertion moderne dans une unité de paysage pittoresque), telle que définie dans le Plan directeur (2018), ainsi que sur les orientations générales et spécifiques reliées à l'unité de paysage, telles qu'élaborées dans ce même plan. Les trois orientations pour le réaménagement du théâtre de Verdure qui sont issues du PCI sont :

- Concevoir un espace permettant la diffusion des évènements culturels actuels tout en offrant un espace public accueillant pour les visiteurs du parc en tout temps;
- Démocratisation de la culture et démocratisation du lieu;
- Espace public vs espace théâtre.

Ce projet vise la préservation des éléments existants suivants : l'îlot scénographique; le bras d'eau devant la scène; la butte gazonnée; la topographie des gradins, leur forme en hémicycle et leur capacité d'accueil; le couvert arborescent autour du théâtre; et l'utilisation de matériaux pittoresques et modernes. La scène et le bâtiment actuels (modifiés en 1986, 2000 et 2004) sont remplacés par une nouvelle construction d'inspiration moderne qui occupe une empreinte au sol plus importante que le théâtre d'origine mais qui possède une expression architecturale plus perméable et plus en dialogue avec le paysage. En réponse aux besoins techniques d'aujourd'hui, la scène est bordée par trois petites constructions polyvalentes de deux niveaux et surmontée d'une structure légère en acier et d'un toit de profil léger. Plutôt qu'un écran opaque, l'arrière-scène est ouverte sur le parc. Les nouveaux gradins sont en béton coulé sur place,

[3] « Parc La Fontaine : consultation citoyenne », https://www.realisonsmtl.ca/parclafontaine (le plan directeur et le plan d'action du parc La Fontaine sont accessibles sur ce site).

avec des bancs et dossiers de bois sur des pattes de béton. La terrasse d'accueil, du côté sud, est consolidée pour intégrer de nouveaux besoins et rendue accessible pour des personnes à mobilité réduite; il comprend un bâtiment de services sous la terrasse et un pavillon de toilettes à proximité. La terrasse Belvédère, du côté nord, accueille une œuvre d'art et des bancs. La régie, un petit bâtiment de deux niveaux qui abrite l'équipement technique, est située dans la butte sur l'axe central de la scène.

En ce qui a trait aux aspects d'aménagement paysager du projet, le gazon et les arbres sur la butte derrière les gradins et la plupart des autres arbres sur le site sont conservés. Certaines sections de la strate arbustive sont enlevées afin d'augmenter la perméabilité visuelle du site. La petite boucle manquante du sentier qui longe le bassin est construite. Une clôture, partiellement existante et partiellement nouvelle, entoure le site, mais ses portes seront fermées uniquement pendant les spectacles, rendant le site du théâtre accessible en tout temps. Deux modes d'éclairage sont discrètement intégrés à l'architecture et aux éléments paysagers du site : le premier est utilisé lors des prestations et le second lors des périodes hors spectacle.

ENJEUX ET ANALYSE DU PROJET

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) et le Comité Jacques-Viger (CJV) (ci-après, le comité mixte) ont reçu lors de leur réunion du 29 mars 2019 les représentants des services centraux (Service de la gestion et de la planification immobilière, Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, Service de l'urbanisme et de la mobilité, Service de la culture) et de l'Arrondissement du Plateau-Mont-Royal ainsi que les architectes et l'ingénieur scénographe mandatés pour la conception du projet. Le comité mixte les remercie pour leur présence et leur présentation à cette étape préliminaire dans le développement du projet. Il formule dans les paragraphes suivants ses commentaires sur la nouvelle version du projet de réaménagement du théâtre de Verdure.

D'emblée, le comité mixte félicite les représentants de la Ville et les professionnels externes pour leur travail et la qualité et clarté de leur présentation. Néanmoins, il note que les différents rapports entre le projet et son contexte immédiat, de même que les liens entre le site et le restaurant et finalement entre le site et le parc La Fontaine dans son ensemble sont peu abordés. Considérant l'existence du nouveau plan directeur, qui vise à assurer la cohérence de toutes les interventions dans le parc et leur respect pour les caractéristiques des unités de paysage et les valeurs patrimoniales du parc dans son ensemble, le comité mixte souligne l'importance de ces aspects du projet.

Orientations du projet, activités et sécurité

Le comité mixte apprécie les orientations du futur théâtre de Verdure qui visent un « espace permettant la diffusion des évènements culturels actuels tout en offrant un espace public accueillant pour les visiteurs du parc en tout temps », « la démocratisation de la culture et la démocratisation du lieu » et un « espace public » qui sert comme « espace théâtre » et vice versa. Ces orientations se traduisent physiquement par l'augmentation de la perméabilité du site du théâtre, l'amélioration de son accessibilité universelle et son ouverture au public hors prestations pendant toute l'année. Afin d'assurer la tenue d'activités programmées et spontanées sur le site toute l'année, le comité invite la Ville à élaborer une stratégie pour encourager sa fréquentation pendant l'automne, l'hiver et le printemps.

Par ailleurs, cet objectif soulève des enjeux de sécurité. L'îlot est accessible aux piétons en hiver lorsque le plan d'eau est gelé. Le pourtour du pavillon devra-t-il être clôturé ou pourrait-on laisser le public se servir de la scène de façon improviste ? Bien que le comité comprenne que la fréquentation du lieu par les visiteurs du parc et l'organisation

d'activités formelles et informelles sur le site pourront augmenter son niveau de sécurité, il est de l'avis que l'élaboration d'une stratégie visant sa sécurité pendant les heures où aucune activité n'est prévue serait souhaitable afin de décourager le vandalisme, les dommages au site et aux équipements, et les activités inappropriées.

La nouvelle construction sur l'îlot

Le comité mixte apprécie le langage architectural de la nouvelle construction sur l'îlot, la flexibilité de la scène et les multiples options pour la scénographie, ainsi que la possibilité d'un fond de scène ouvert offrant des vues sur le parc. Ceci étant dit, il est préoccupé par l'empreinte au sol du bâtiment, car sa proximité aux berges atténue la forme et la présence de l'îlot. Il est également d'avis que le volume angulaire proposé est moins bien intégré à l'îlot que la forme courbe du théâtre d'origine et que, bien que la structure qui encadre la scène soit légère, les coins situés à l'avant, de chaque côté du bâtiment, paraissent plutôt massifs. Enfin, même si les vues en perspective présentées montrent une intégration harmonieuse de la nouvelle construction à son milieu paysager, le comité constate que son impact sur le paysage risque d'être plus dominant qu'illustré. Il recommande donc l'exploration de différentes options pour diminuer la volumétrie de la nouvelle construction afin de rendre sa relation avec l'îlot plus modeste et son rapport avec son milieu paysager plus harmonieux.

La régie et les autres bâtiments sur le site

Le comité mixte apprécie le fait que la volumétrie de la régie soit en partie cachée par sa situation dans la butte à l'arrière des gradins et que différentes initiatives visant à minimiser sa présence soient à l'étude. Néanmoins, il a besoin d'une proposition plus détaillée afin d'évaluer les rapports entre cette petite construction et la scène, les gradins et son milieu paysager. La même chose s'applique aux petits bâtiments prévus pour les services et les toilettes, dont les dimensions, les matériaux et les détails n'ont pas été présentés.

Aménagement paysager du site

Le comité mixte apprécie plusieurs aspects de l'aménagement paysager proposés à cette étape préliminaire du projet : l'ouverture de la boucle manquante dans le sentier qui longe le bassin, la conservation de la plupart des arbres existants, l'éclairage discret selon différents modes d'usage et l'objectif de rendre le site plus perméable, entre autres. Il a toutefois besoin de plus d'informations sur l'aménagement paysager existant et proposé, avec des précisions sur les différentes entrées au site, les espèces végétales et les couvre-sols, l'éclairage, les matériaux des sentiers et des terrasses, et le mobilier, afin d'évaluer le rapport entre le théâtre et son milieu paysager.

Matérialité

Bien que l'étude de la matérialité des nouvelles constructions et des aménagements paysagers ne soit pas très avancée, elle est le sujet du prochain atelier PCI. Le comité mixte est de l'avis que le registre de matériaux proposés est très varié et devra être restreint afin de rendre plus cohérentes la lecture et l'expérience de l'ensemble. Le projet, selon lui, devrait être perçu comme un ensemble cohérent et la matérialité des différents éléments (la boîte du théâtre, la régie et les autres non spécifiquement illustrés, tels que services et toilettes) devrait être apparentée et non en opposition. Il va sans dire que l'utilisation de matériaux durables et faciles à entretenir devra être privilégiée.

AVIS PRÉLIMINAIRE DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL ET DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Le comité mixte apprécie que l'on présente le projet à cette étape préliminaire de son développement. Le Conseil du patrimoine de Montréal et le Comité Jacques-Viger émettent un avis préliminaire favorable au projet du réaménagement du théâtre de Verdure, assorti des recommandations suivantes :

- Fournir plus d'informations sur le rapport entre le projet et son contexte immédiat, et les liens entre le site et le restaurant et entre le site et le parc La Fontaine dans son ensemble;
- Explorer différentes options pour adapter la volumétrie de la nouvelle construction à son milieu paysager et en particulier à la forme de l'îlot afin que celle-ci demeure lisible;
- Fournir une proposition plus détaillée de l'architecture de la régie, du bâtiment des toilettes et du bâtiment des services ainsi que de leurs rapports avec leurs contextes immédiats et le milieu environnant;
- Fournir plus d'informations sur l'aménagement paysager existant et proposé avec des précisions sur les différentes entrées au site, les espèces végétales et les couvre-sols, l'éclairage, les matériaux des sentiers et des terrasses et le mobilier, notamment;
- Considérer la possibilité de réduire le nombre de matériaux proposés afin de rendre plus cohérentes la lecture et l'expérience de l'ensemble, et assurer la durabilité et la facilité d'entretien des matériaux proposés.

Le comité mixte émet également les recommandations suivantes à l'intention de la Ville de Montréal :

- Afin d'assurer la tenue d'activités programmées et spontanées sur le site du théâtre de Verdure toute l'année, élaborer une stratégie pour encourager sa fréquentation pendant l'automne, l'hiver et le printemps;
- Élaborer une stratégie pour la sécurité du site pendant les heures où aucune activité n'est prévue afin de décourager le vandalisme, les dommages au site et aux équipements et les activités inappropriées.

Enfin, le comité mixte invite les demandeurs à revenir lui présenter le projet lorsqu'il sera plus avancé.

Le président du Conseil du patrimoine de Montréal,

Original signé

Peter Jacobs

Le 17 avril 2019

La vice-présidente du Comité Jacques-Viger,

Original signé

Josée Bérubé

Le 17 avril 2019

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1191670001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 814 260,14 $, taxes incluses, pour la fourniture de services professionnels en architecture dans le cadre du projet de réaménagement du théâtre de Verdure - contrat 15224 / Approuver un projet d'avenant modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville et l'équipe formée par Lemay Co Inc. en architecture et architecture de paysage, Bouthillette Parizeau inc. en génie électrique, mécanique et électronique, Calculatec Inc. en génie de charpente et Marchand Houle & Associés inc. en génie civil (CM18 0235) majorant ainsi le montant total du contrat de 925 776,80 $ (taxes, contingences et incidences incluses) à 1 740 036,93 $ (taxes, contingences et incidences incluses)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous validons quant à son contenu et à sa forme l'addenda 1 à la convention de services professionnels pour le réaménagement du théâtre de la Verdure du parc La Fontaine intervenue entre la Ville de Montréal et Lemay Co inc., Bouthillette Parizeau inc., Calculatec inc. et Marchand Houle & associés inc.

FICHIERS JOINTS

V finale ADDENDA 1 Conv. services professionnels.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-26

Marie-Andrée SIMARD
Notaire et chef de division
Tél : 514-872-2363
Division : Droit contractuel

ADDENDA No. 1
CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS
(CM18 0235)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LEMAY CO INC**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 3500, rue Saint-Jacques, Montréal, Québec, H4C 1H2, agissant et représentée par Monsieur Pierre Larouche, architecte, déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé à agir aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 144269602
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1090128759

Ci-après appelée l'« **Architecte** » ou le « **Coordonnateur** » et l'« **Architecte paysagiste** »

ET : **BOUTHILLETTE PARIZEAU INC**, personne morale légalement constituée ayant sa principale place d'affaires au 9825, rue Verville, Montréal, Québec, H3L 3E1, agissant et représentée par Monsieur Claude Décary, ingénieur président directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 130198237
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1011014255

Ci-après appelée l'« **Ingénieur** »

ET : **CALCULATEC INC**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 4455, rue St-Hubert, Montréal, Québec, H2J 2X1 agissant et représentée par Monsieur Paul Carrier, ingénieur, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 100728146
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1000775289

Ci-après appelée l'« **Ingénieur** »

ET : **MARCHAND HOULE & ASSOCIÉS INC**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 165, rue St-Viateur Est, bureau 200, Montréal, Québec, H2T 1B4, agissant et représentée par Monsieur Daniel Houle, ingénieur, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 140878067
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1018200291

Ci-après appelée l'« **Ingénieur** »

ATTENDU QUE la Ville a approuvé l'octroi d'un contrat de services professionnels pour le réaménagement du théâtre de Verdure du parc La Fontaine le 19 février 2018 par sa résolution CM18 0235 et qu'une convention de services professionnels (ci-après la « Convention initiale ») a été signée par les parties;

ATTENDU QUE l'article 5.1 de la Convention initiale prévoit que les honoraires seront calculés selon la méthode du pourcentage pour les services de base;

ATTENDU QUE l'article 5.1.1 a) de la Convention initiale prévoit que cette méthode comporte le paiement d'un montant basé sur un pourcentage du coût estimé des travaux à la phase conception et, qu'après l'appel d'offres, un ajustement à la hausse ou à la baisse des honoraires professionnels doit être appliqué sur les honoraires professionnels déjà payés et à venir, de manière à ce que la Ville paye les honoraires professionnels sur la base du coût réel des travaux;

ATTENDU QUE l'estimation du coût des travaux des professionnels en phase de conception démontre une augmentation substantielle du coût du projet;

ATTENDU QUE la Convention initiale doit être modifiée afin d'ajuster le montant des honoraires professionnels de manière à ce que la Ville paye les honoraires professionnels sur la base d'un pourcentage du coût estimé des travaux à la phase conception;

LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2

Le premier alinéa de l'article 5.1 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

« **5.1 HONORAIRES**

En contrepartie de l'exécution par l'Architecte, l'Architecte paysagiste et l'Ingénieur de leurs obligations, la Ville s'engage à leur verser un montant maximal de UN MILLION CENT QUARANTE-SEPT MILLE TROIS CENT CINQUANTE-HUIT DOLLARS ET CINQUANTE-DEUX CENTS (1 147 358,52 $), incluant toutes taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q). ».

ARTICLE 3

Les autres dispositions de la Convention initiale demeurent inchangées.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN CINQ EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2019

LEMAY CO INC.

Par : _____
Pierre Larouche, architecte associé principal

Le e jour de 2019

BOUTHILLETTE PARIZEAU INC.

Par : _____
Claude Décary, ingénieur président-directeur général

Le e jour de 2019

CALCULATEC INC.

Par : _____
Paul Carrier, ingénieur

Le e jour de 2019

MARCHAND HOULE EXPERTS CONSEILS

Par : _____
Daniel Houle, ingénieur

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1191670001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 814 260,14 $, taxes incluses, pour la fourniture de services professionnels en architecture dans le cadre du projet de réaménagement du théâtre de Verdure - contrat 15224 / Approuver un projet d'avenant modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville et l'équipe formée par Lemay Co Inc. en architecture et architecture de paysage, Bouthillette Parizeau inc. en génie électrique, mécanique et électronique, Calculatec Inc. en génie de charpente et Marchand Houle & Associés inc. en génie civil (CM18 0235) majorant ainsi le montant total du contrat de 925 776,80 $ (taxes, contingences et incidences incluses) à 1 740 036,93 $ (taxes, contingences et incidences incluses)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1191670001 SGPMRS.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tene-Sa TOURE
Préposé au budget
Tél : (514) 868-8754

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-29

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgetaire
Tél : 514-872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.20

2019/09/16
13:00

(2)

Dossier # : 1191103004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'addenda à la convention de services professionnels conclue de gré à gré avec le Partenariat du Quartier des spectacles (CM18 1513), couvrant les années 2019 à 2023, visant à ajouter un mandat supplémentaire, au montant de 1 185 392 $ (taxes incluses) pour les années 2020 à 2023, pour la réalisation d'activités opérationnelles et services spécifiques rendus à la Ville par l'organisme pour le site de l'esplanade Clark dans le Quartier des spectacles, majorant ainsi le contrat de 14 371 875 $ à 15 557 267 $. Ainsi, un ajustement récurrent à la base budgétaire du service de la culture est requis pour un montant de 124 935$ en 2020 et de 319 162$ pour les années subséquentes

Il est recommandé

1. d'accorder des honoraires supplémentaires au Partenariat du Quartier des spectacles, au montant 1 185 392 $ (taxes incluses), pour les années 2020 à 2023, pour la réalisation d'activités opérationnelles et services spécifiques rendus à la Ville par l'organisme pour le site de l'esplanade Clark dans le Quartier des spectacles, majorant ainsi le contrat de 14 371 875 $ à 15 557 267 $;
2. d'accorder un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de la culture est requis pour un montant de 124 935 $ en 2020 et de 319 162 $ pour les années subséquentes;
3. d'approuver un projet d'addenda à la convention de services professionnels conclue de gré à gré avec le Partenariat du Quartier des spectacles, couvrant les années 2019 à 2023, visant à ajouter un mandat supplémentaire, au montant de 1 185 392 $ (taxes incluses) pour les années 2020 à 2023 et établissant les modalités et conditions de versement des honoraires supplémentaires;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel**.** Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-22 18:14

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1191103004**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'addenda à la convention de services professionnels conclue de gré à gré avec le Partenariat du Quartier des spectacles (CM18 1513), couvrant les années 2019 à 2023, visant à ajouter un mandat supplémentaire, au montant de 1 185 392 $ (taxes incluses) pour les années 2020 à 2023, pour la réalisation d'activités opérationnelles et services spécifiques rendus à la Ville par l'organisme pour le site de l'esplanade Clark dans le Quartier des spectacles, majorant ainsi le contrat de 14 371 875 $ à 15 557 267 $. Ainsi, un ajustement récurrent à la base budgétaire du service de la culture est requis pour un montant de 124 935$ en 2020 et de 319 162$ pour les années subséquentes

CONTENU

CONTEXTE

Dernière phase du projet d'aménagement du pôle Place des Arts du Quartier des spectacles, le projet de l'esplanade Clark permettra l'ajout d'un nouveau lieu public sur le terrain vacant situé entre les rues Sainte-Catherine et De Montigny, en bordure ouest de la rue Clark. De façon plus spécifique, l'aménagement de l'esplanade Clark inclut :

- l'aménagement d'un vaste lieu public, totalisant une superficie de 3 850 m², comprenant, notamment, des plantations, du mobilier urbain ainsi que des équipements requis pour accueillir les festivals et événements;
- la construction d'une patinoire extérieure réfrigérée de 1 890 m²;
- la construction d'un bâtiment multifonctionnel, d'une superficie de plancher de 4 925 m² comprenant un chalet urbain, des espaces publics, une offre alimentaire, des salles polyvalentes ainsi que des locaux techniques et d'entreposage;
- la réalisation, dans les rues Clark et De Montigny, de travaux de réaménagement des surfaces en plus de certains travaux de réfection des infrastructures municipales souterraines ainsi que des réseaux techniques urbains (RTU).

En prévision de la mise en opération de ce nouvel espace public en 2020, un mandat supplémentaire serait confié à l'organisme (OBNL) Partenariat du Quartier des spectacles (PQDS) afin d'en assurer les opérations au quotidien.

L'entente entre la Ville et le PQDS pour le développement, la promotion, l'animation et l'opération du Quartier des spectacles a été renouvelée pour 5 ans, de 2019 à 2023, au CM

du 17 décembre 2018.

Deux conventions ont été conclues à cet effet : une de contribution financière, en soutien à la mission de l'organisme pour le développement, la promotion et l'animation du QDS (1181103003) et une autre de services professionnels pour encadrer les services d'opération du QDS rendus à la Ville par l'organisme (1181103004).

Le mandat supplémentaire au PQDS pour les activités spécifiques à l'esplanade Clark serait ajouté auxdites conventions par addendas.

Deux dossiers décisionnels liés sont présentés aux instances à cet effet :

1191103003 : Approuver le projet d'addenda à la convention de contribution financière au Partenariat du Quartier des spectacles, couvrant les années 2019 à 2023, visant à ajouter une contribution supplémentaire, au montant de 2 546 000 $ pour les années 2020 à 2023, pour la réalisation de sa mission spécifique d'animation de l'esplanade Clark dans le Quartier des spectacles.

1191103004 (le présent dossier) : Approuver un projet d'addenda à la convention de services professionnels conclue de gré à gré avec le Partenariat du Quartier des spectacles, couvrant les années 2019 à 2023, visant à ajouter un mandat supplémentaire, au montant de 1 185 392 $ pour les années 2020 à 2023, pour la réalisation d'activités opérationnelles et services spécifiques rendus à la Ville par l'organisme pour le site de l'esplanade Clark dans le Quartier des spectacles.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1507 - 17 décembre 2018 - Approuver le projet de convention visant l'octroi d'une subvention au montant total de 19 912 000 $ au Partenariat du Quartier des spectacles pour une durée de 5 ans, couvrant les années 2019 à 2023, pour la réalisation de sa mission dans le Quartier des spectacles.
CM18 1513 - 17 décembre 2018 - Approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel le Partenariat du Quartier des spectacles s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la réalisation d'activités opérationnelles et services spécifiques rendus à la Ville par l'organisme dans le Quartier des spectacles pour une somme maximale de 14 371 875 $, taxes incluses; d'imputer une dépense au montant de 13 123 437 $ (net de ristourne) conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.
CM18 0376 - 26 mars 2018 - 1- Adopter un règlement de fermeture d'une partie de terrain faisant partie de la place publique « Esplanade Clark » , située au sud-ouest de la rue Clark entre les rues Sainte-Catherine Ouest et De Montigny, dans l'arrondissement de Ville-Marie, constituée d'une partie des lots 2 160 630 et 3 264 226 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et ce, afin de permettre la location d'un emplacement dans le pavillon multifonctionnel. / 2- Approuver un projet de convention par laquelle la Ville prête au Quartier des Spectacles Immobilier (QdSI), à titre gracieux, à des fins commerciales, et ce, rétroactivement au 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2030, un (1) emplacement dans le pavillon multifonctionnel ayant une superficie approximative de 471 m² pour le sous-sol et le rez-de-chaussée, et 56 m² pour la terrasse, situé sur une partie des lots 2 160 630 et 3 264 226 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, mieux connu sous le nom de l'Esplanade Clark, dans l'arrondissement de Ville-Marie, situé au sud-ouest des rues De Montigny, Clark et Sainte-Catherine Ouest. N/Réf. : 31H12-005-0470-03 (6015-101)
CM18 0240 - 19 février 2018 - Approuver un projet de convention visant l'octroi d'une subvention au montant de 3 982 400 $ au Partenariat du Quartier des spectacles pour l'année 2018 pour la réalisation de sa mission dans le Quartier des spectacles

CM13 0050 - 28 janvier 2013 : Accorder un soutien financier de 32,5 M$ à Partenariat du Quartier des spectacles durant une période de cinq ans pour la réalisation d'un mandat de promotion, de développement d'une programmation d'activités, d'entretien et de mise en oeuvre du Plan lumière, sur le territoire du Quartier des spectacles et approuver un protocole d'entente avec cet organisme.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour objet d'approuver un addenda à la convention de services professionnels conclue de gré à gré avec le Partenariat du Quartier des spectacles, couvrant les années 2019 à 2023, visant à ajouter un mandat supplémentaire, au montant de 1 185 392 $ pour les années 2020 à 2023, pour la réalisation d'activités opérationnelles et services spécifiques rendus à la Ville par l'organisme pour le site de l'esplanade Clark dans le Quartier des spectacles.
Le contenu de l'addenda à la convention entre la Ville et le PQDS a été défini en fonction d'une répartition des responsabilités convenue par les services concernés de la Ville et de l'arrondissement Ville-Marie.

Les activités d'opération de l'esplanade Clark seront déployées à longueur d'année, dont en période hivernale lors de l'opération de la patinoire réfrigérée. Il est planifié d'opérer la patinoire de novembre à mars.

Les activités spécifiques à réaliser par le PQDS pour l'opération de l'esplanade Clark sont les suivantes :

- Gérer les activités d'opération ci-après décrites dans une approche éco-responsable;
- Gérer les activités et l'occupation dans la place publique extérieure et à l'intérieur du bâtiment de l'Esplanade Clark, soit dans les locaux utilisés comme vestiaires et pour la concession de location de patins et dans le Chalet urbain, notamment le service d'encadrement et d'animation de la patinoire, ce qui comprend, sans s'y limiter de :
  o Assurer l'accueil du public et la gestion de l'information aux usagers dans une approche d'inclusion et d'intégration sociale;
  o Soutenir et participer aux services d'intervention sociale au besoin;
  o Opérer la patinoire dans la période du 1er novembre au 31 mars, tous les jours, en offrant l'activité de patin libre gratuit en tout temps pour les citoyens et visiteurs;
  o Gérer l'accès à la patinoire et aux services afférents dans le bâtiment (vestiaires, locaux utilisés pour la concession de location de patins, toilettes et Chalet urbain);
  o Assurer le service de sécurité pour la patinoire et pour les locaux utilisés comme vestiaires et ceux utilisés pour la concession de location de patins ainsi que pour le Chalet urbain;
  o Assurer un service de premiers soins pendant les heures d'ouverture de la patinoire;
  o Procéder aux activités d'entretien et de réparation des éléments suivants à l'intérieur du bâtiment (vestiaires, locaux utilisés pour la concession de location de patins et Chalet urbain) :
    - mobilier intérieur amovible (tables, chaises, fauteuils, casiers, appareils électroménagers, etc.);
    - plantes intérieures et plantations;
    - équipements audio visuel et multimédia;

o Procéder aux activités d'entretien, de réparation et d'entreposage (hors saison) des éléments extérieurs suivants dans la place publique :

- balustrade de la patinoire;
- kiosques
- Éléments de mobilier spécialisés

JUSTIFICATION

Depuis la signature du premier protocole d'entente en 2009, le Partenariat du Quartier des spectacles a atteint les objectifs fixés par la Ville et s'est acquitté, avec rigueur, de ses obligations. De plus, l'organisme s'est constitué une équipe compétente et a adopté des règles strictes de régie interne ainsi qu'un code de déontologie, afin d'assurer sa crédibilité et garantir une saine gestion des fonds publics qui lui ont été confiés.
Le succès du Quartier des spectacles est lié aux efforts consentis par la Ville et les gouvernements du Québec et du Canada, mais il repose également en grande partie sur le partenariat établi avec le milieu, en faisant un projet consensuel, développé, réalisé et géré par l'ensemble des parties prenantes.

Le contexte urbain dans lequel sera insérée l'esplanade Clark requiert une animation programmée générant un achalandage constant de l'espace public.

Le mandat du PQDS aura donc pour objectif de favoriser une appropriation citoyenne continue des lieux au quotidien, toute l'année, en vue de faire de l'esplanade Clark un espace public convivial, chaleureux, animé et, surtout, typiquement montréalais, au cœur du centre-ville.

L'investissement de la Ville dans l'animation et l'opération de l'esplanade Clark représente une action stratégique visant à assurer l'attractivité et l'achalandage du centre-ville à longueur d'année, particulièrement dans le contexte de la réalisation des travaux majeurs de réfection de la rue Ste-Catherine en cours et à venir.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant des honoraires pour les services professionnels supplémentaires de la Ville au PQDS reliés aux activités spécifiques de l'esplanade Clark s'élève à 124 935 $ (incluant les taxes nettes de ristourne) pour 2020 (4 mois d'opération) et à 319 162 $ (incluant les taxes nettes de ristourne) par années pour 2021, 2022 et 2023 pour un total de 1 082 421 $ (incluant les taxes nettes de ristourne).
L'imputation budgétaire sera effectuée selon les indications des intervenants au dossier pour les aspects financiers.

Bien que ce dossier soit sans incidence sur le cadre financier 2019, il présente un impact récurrent sur le cadre financier des exercices subséquents. Ainsi un ajustement à la base budgétaire du service de la culture est requis pour un montant de 124 935 $ en 2020 et de 319 162 $ pour les années subséquentes.

Voici les contributions financières qui ont été accordées par la Ville de Montréal à l'organisme Partenariat du Quartier des spectacles au cours des sept dernières années :

Année	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018 Contribution financière + contrat de**	**2019 Contribution financière + contrat de**

						services (avant taxes)	**services (avant taxes)**
Ville de Montréal	6 400 000$	6 305 000$	7 115 000$	6 640 000$	6 040 000$	6 482 400$	6 482 400$
Arrondissement Ville-Marie		12 373$	135 064$	439 085$	442 361$		
Total	**6 400 000$**	**6 317 373$**	**7 250 064$**	**7 079 085$**	**6 482 361$**	**6 482 400$**	**6 482 400$**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal adhère à l'*Agenda 21 de la culture* et appuie la reconnaissance de la culture comme le 4e pilier du développement durable.
Par ailleurs, le mandat du Partenariat du Quartier des spectacles répond directement aux critères suivants du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise* dans la section «Une meilleure qualité de vie» :

- Diversité et dynamisme culturel

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La construction de l'esplanade Clark est en cours et son inauguration est prévue au cours de l'été 2020. La planification des activités d'animation, d'opération et d'entretien du site est bien amorcée et doit être finalisée rapidement. Des appels d'offres seront publiés dès le début de l'automne 2019 par la Ville et l'arrondissement pour des contrats d'entretien à octroyer avant le début des opérations.
L'addenda à la convention entre la Ville et le PQDS doit être adopté au Conseil municipal du mois de septembre 2019 afin de permettre à l'organisme d'amorcer les démarches préalables requises (acquisition de matériels, embauche et formation de la main d'œuvre, etc.) pour la mise en opération de l'esplanade Clark dès son inauguration.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Cédric AGO)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Andrée SIMARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain DUFRESNE, Ville-Marie

Lecture :

Alain DUFRESNE, 16 juillet 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphane RICCI
Adjoint à la directrice, coordonnateur du Quartier des spectacles

Tél : 514 868-5929
Télécop. : 514 872-5588

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-11

Ivan FILION
Directeur des bibliothèques
POUR Suzanne Laverdière, directrice du Service de la culture, et ce, conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4) - Délégation de pouvoirs

Tél : 514 872-1608
Télécop. : 514 872-5588

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture par intérim
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2019-08-22







Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1191103004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Approuver un projet d'addenda à la convention de services professionnels conclue de gré à gré avec le Partenariat du Quartier des spectacles (CM18 1513), couvrant les années 2019 à 2023, visant à ajouter un mandat supplémentaire, au montant de 1 185 392 $ (taxes incluses) pour les années 2020 à 2023, pour la réalisation d'activités opérationnelles et services spécifiques rendus à la Ville par l'organisme pour le site de l'esplanade Clark dans le Quartier des spectacles, majorant ainsi le contrat de 14 371 875 $ à 15 557 267 $. Ainsi, un ajustement récurrent à la base budgétaire du service de la culture est requis pour un montant de 124 935$ en 2020 et de 319 162$ pour les années subséquentes

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

QDS - PQDS_Convention de services_Plan des locaux du chalet urbain_14082019.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division du Droit contractuel
Tél : 514-872-8323

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-21

Marie-Andrée SIMARD
Notaire
Tél : 514-872-8323
Division : Chef de division Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
20 AOUT 2019
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ADDENDA 1

À LA CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1435, rue Saint-Alexandre, bureau 500, Montréal, Québec, H3A 2G4, agissant et représentée par M. Jacques Primeau, Président, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

ATTENDU QUE les parties ont conclu une convention de services professionnels (CM18 1513) en vertu de laquelle le Contractant s'est engagé à rendre des services d'entretien et d'opération dans le Quartier à la Ville, en contrepartie desquels la Ville s'est engagée à lui verser la somme maximale de **14 371 875 $** en honoraires, soit 2 874 375 $ par année pour 5 ans pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2023 (ci-après la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE la portée des services professionnels a été révisée en prévision de la mise en opération de l'Esplanade Clark en 2020;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

1. Les Annexes 2 et 3 de la Convention initiale sont remplacées par les Annexes 2 et 3 jointes au présent Addenda 1.

2. L'article 1.6 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

« 1.6 **« Esplanade Clark » :** place publique délimitée par les rues Ste-Catherine, Clark et De Montigny, comportant un bâtiment et un espace public extérieur sur lequel une patinoire réfrigérée est en opération pendant la période hivernale. »

3.L'article 1.9 est ajouté à la Convention initiale comme suit :

« 1.9 « Chalet urbain » : emplacement faisant partie du bâtiment de l'Esplanade Clark, lequel comprend les espaces publics et services pour les patineurs indiqués à l'Annexe 5»

4.L'article 1.10 suivant est ajouté à la Convention initiale :

« 1.10 « Annexe 5 » : le document intitulé « Plan des locaux du Chalet urbain de l'Esplanade Clark ».

5.L'article 1.11 suivant est ajouté à la Convention initiale :

« 1.11 « Annexe 6 » : le document intitulé « Tableau des prescriptions fonctionnelles des locaux du Chalet urbain de l'Esplanade Clark ».

6. Les articles 8.1 et 8.2 de la Convention initiale sont remplacés comme suit :

« 8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de quatorze millions trois cent soixante et onze mille huit cent soixante-quinze dollars (14 371 875 $), soit deux millions huit cent soixante-quatorze mille trois cent soixante-quinze dollars (2 874 375 $) par année pour 5 ans, couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

En plus, en considération de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention relatives aux activités spécifiques pour l'Esplanade Clark décrites aux Annexes 1, 2 et 3, la Ville convient de lui verser la somme maximale de un million cent quatre-vingt-cinq mille trois cent quatre-vingt-douze dollars (1 185 392 $) soit cent trente-six mille huit cent vingts dollars (136 820 $) en 2020 et trois cent quarante-neuf mille cinq cent vingt-quatre dollars (349 524 $) par année pour 3 ans, à compter du 1er janvier 2021, couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires annuels prévus au présent article sont payables tels qu'indiqués ci-dessous :

8.2.1 Pour l'année 2019

8.2.1.1 une somme maximale de un million de dollars (1 000 000 $) le 15 janvier;

8.2.1.2 une somme maximale de un million de dollars (1 000 000 $) le 15 mai;

8.2.1.3 une somme maximale de huit cent soixante-quatorze mille trois cent soixante-quinze dollars (874 375 $) le 15 septembre.

8.2.2 Pour l'année 2020

8.2.2.1 une somme maximale de un million cinquante mille dollars (1 050 000 $) le 15 janvier;

8.2.2.2 une somme maximale de un million cinquante mille dollars (1 050 000 $) le 15 mai;

8.2.2.3 une somme maximale de neuf cent onze mille cent quatre-vingt-quinze dollars (911 195 $) le 15 septembre.

8.2.3 Pour les années 2021 à 2023

8.2.3.1 une somme maximale de un million cent mille dollars (1 100 000 $) le 15 janvier;

8.2.3.2 une somme maximale de un million cent mille dollars (1 100 000 $) le 15 mai;

8.2.3.3 une somme maximale de un million vingt-trois mille huit cent quatre-vingt-dix-neuf dollars (1 023 899 $) le 15 septembre.

Chaque versement est conditionnel à ce que le Contractant ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ ».

7. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu le présent addenda, en acceptent les termes et y apposent leur signature en deux exemplaires, à la date indiquée ci-après :

Le _____e jour de _____ 20__ à

VILLE DE MONTRÉAL

_____

M^e^ Yves Saindon, greffier

Le _____e jour de _____ 20__ à

PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES

_____

Jacques Primeau, président

ANNEXE 2
Vigie de l'entretien des places publiques

Le Contractant s'engage à :

- Assurer la vigie de l'entretien des places publiques dans le secteur Place des Arts. Ces places publiques sont la Place des festivals, la Promenade des artistes, le Parterre, l'Esplanade Clark, la rue Ste-Catherine ainsi que les voies publiques limitrophes lorsqu'elles sont en période de piétonnisation (ci-après, les « Places publiques »);

- Effectuer l'inspection de l'état des Places publiques :

Dans ce cadre, le Contractant doit :

- Assurer la vigie des activités réalisées dans le cadre des contrats d'entretien des Places publiques qui sont octroyés, le cas échéant, par l'Arrondissement et non limitativement, les contrats relatifs à :
  - La propreté et le ramassage des ordures;
  - La tonte du gazon et l'entretien des végétaux;
  - L'entretien du mobilier et des lampadaires;
  - Le déneigement;
  - L'entretien des fontaines (y compris les mises en service et mises hors service à chaque saison) et des brumisateurs;
  - L'entretien de la glace de la patinoire de l'Esplanade Clark;

- Effectuer l'inspection de l'état des Places publiques et notamment :
  - Procéder quotidiennement à l'inspection des lieux (min. 3 fois par jour);
  - Voir à la propreté des lieux et au bon état de ses composantes;
  - Voir à ce que les activités réalisées dans le cadre des contrats d'entretien soient respectées, conformément aux prescriptions de ces contrats, incluant les cahiers de charges.

ANNEXE 3

Opérations spécifiques pour l'Esplanade Clark

En prévision de la mise en service de l'Esplanade Clark en 2020, le Contractant s'engage à contribuer activement au développement du projet de ce nouvel espace public, en concertation avec les représentants de la Ville, et notamment à réaliser les activités suivantes :

- Participer aux démarches de conception des plans et devis du projet de l'Esplanade Clark en tant qu'expert spécialisé en gestion d'activités et d'événements, en logistique d'événements, en animations et occupation d'espaces publics intérieurs et extérieurs, etc.;

- Développer une approche conceptuelle et des orientations de programmation pour le site de l'Esplanade Clark, autant pour les espaces extérieurs et notamment la patinoire que pour les espaces publics intérieurs, de manière à proposer une offre d'activités et une ambiance qui contribueront à créer une expérience authentique et distinctive pour les Montréalais;

- Développer une approche conceptuelle et un plan de déploiement de l'offre alimentaire pour le site de l'Esplanade Clark dans l'objectif que celle-ci réponde aux besoins des citoyens et contribue au renforcement de l'expérience authentique et distinctive qui sera proposée dans le nouvel espace public;

- Planifier les activités de gestion et d'animation à prévoir pour la mise en service de l'Esplanade Clark et notamment les activités spécifiques à la patinoire, la place publique, le Chalet urbain, l'offre alimentaire, les espaces de production des festivals et événements, les espaces d'entreposage, etc.

Dès la mise en service de l'Esplanade Clark, le Contractant s'engage à :

Opérations

- Gérer les activités d'opération ci-après décrites dans une approche éco-responsable;
- Gérer les activités et l'occupation dans la place publique extérieure et à l'intérieur du bâtiment de l'Esplanade Clark, soit dans les locaux utilisés comme vestiaires et pour la concession de location de patins et dans le Chalet urbain, notamment le service d'encadrement et d'animation de la patinoire, ce qui comprend, sans s'y limiter de :

    - Assurer l'accueil du public et la gestion de l'information aux usagers dans une approche d'inclusion et d'intégration sociale;
    - Soutenir et participer aux services d'intervention sociale au besoin;

- Opérer la patinoire dans la période du 1er novembre au 31 mars, tous les jours, en offrant l'activité de patin libre gratuit en tout temps pour les citoyens et visiteurs;
- Gérer l'accès à la patinoire et aux services afférents dans le bâtiment (vestiaires, locaux utilisés pour la concession de location de patins, toilettes et Chalet urbain);
- Assurer le service de sécurité pour la patinoire et pour les locaux utilisés comme vestiaires et ceux utilisés pour la concession de location de patins ainsi que pour le Chalet urbain;
- Assurer un service de premiers soins pendant les heures d'ouverture de la patinoire;
- Procéder aux activités d'entretien et de réparation des éléments suivants à l'intérieur du bâtiment (vestiaires, locaux utilisés pour la concession de location de patins et Chalet urbain) :
  - mobilier intérieur amovible (tables, chaises, fauteuils, casiers, appareils électroménagers, etc.);
  - plantes intérieures et plantations;
  - équipements audio visuel et multimédia;
- Procéder aux activités d'entretien, de réparation et d'entreposage (hors saison) des éléments extérieurs suivants dans la place publique :
  - balustrade de la patinoire;
  - kiosques
  - Éléments de mobilier spécialisés

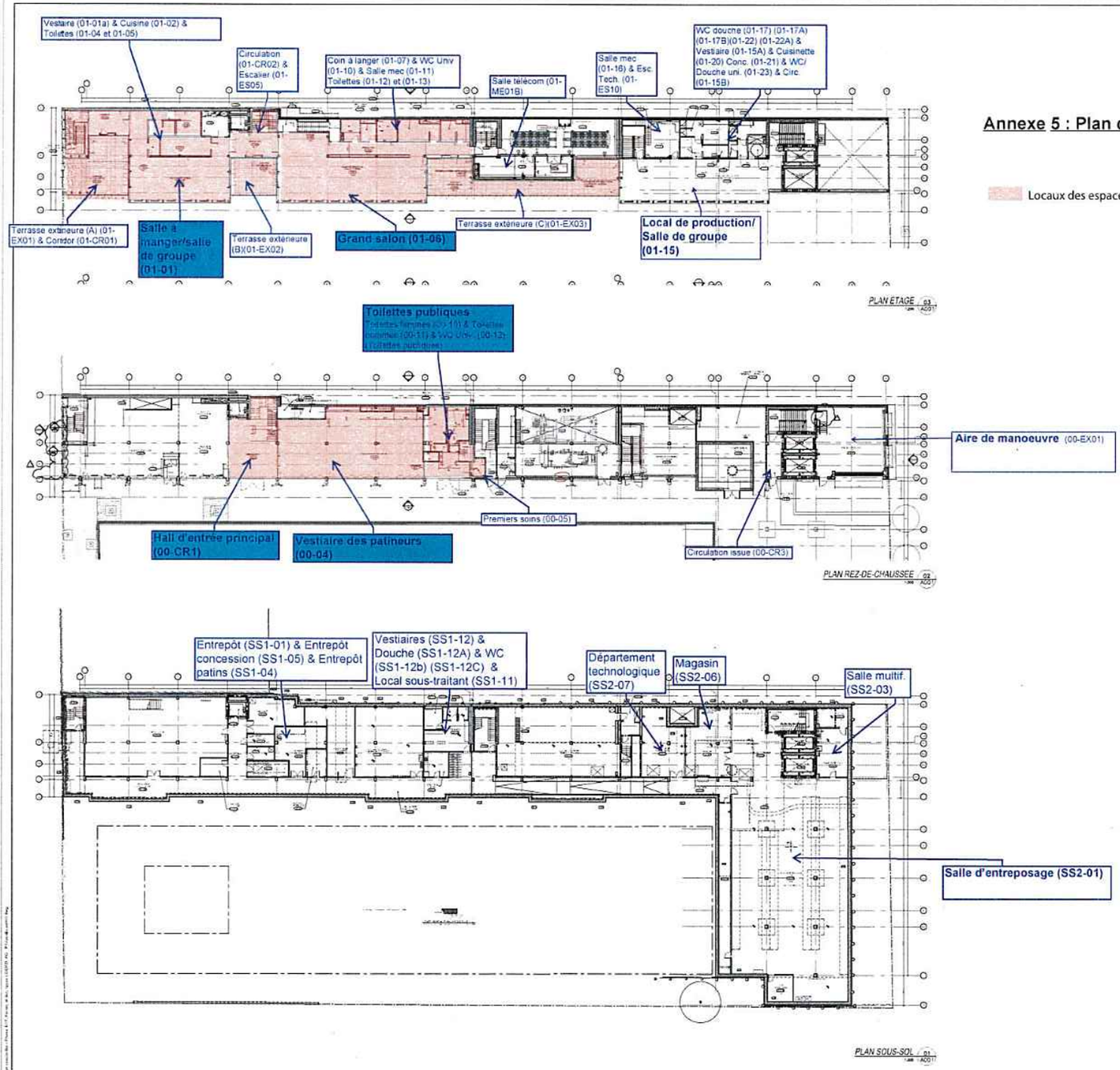
ANNEXE 5

Plan des locaux du Chalet urbain

Annexe 5 : Plan des locaux du chalet urbain.

Locaux des espaces publics du chalet urbain

Annotations : *É.Couillard & S. Ricci Juillet 2019*



Note(s) :

Orientation

Légende - Référence

Plan repère

Émission(s) / Révision(s)

NO.	DATE	DESCRIPTION	PAR	APP.
4	2019-07-17	ÉMISSION POUR CONSULTATION	AR	CS
3	2019-06-28	ÉMISSION POUR CONSULTATION	AR	CS
2	2019-06-06	ÉMISSION POUR CONSULTATION	AR	CS
1	2019-05-10	ÉMISSION POUR CONSULTATION	AR	CS
0	2019-04-12	ÉMISSION POUR CONSULTATION	AR	CS
3	2019-03-15	ÉMISSION POUR CONSULTATION PARTIELLE	AR	CS
2	2019-02-15	ÉMISSION POUR CONSULTATION	AR	CS
1	2019-01-18	ÉMISSION POUR CONSULTATION	AR	CS

Montréal

Les Architectes FABG

ARCHITECTES PAYSAGISTES
FAUTEUX ET ASSOCIÉS

INGÉNIEURS

Intervenants

Dessiné par :
Vérifié par :
Responsable du projet (chef de montage) :
Responsable du projet (consultants) :
Professionnel :
N° de soumission :

LIEU (SITE)
ESPLANADE CLARK
(STE-CATHERINE - CLARK)

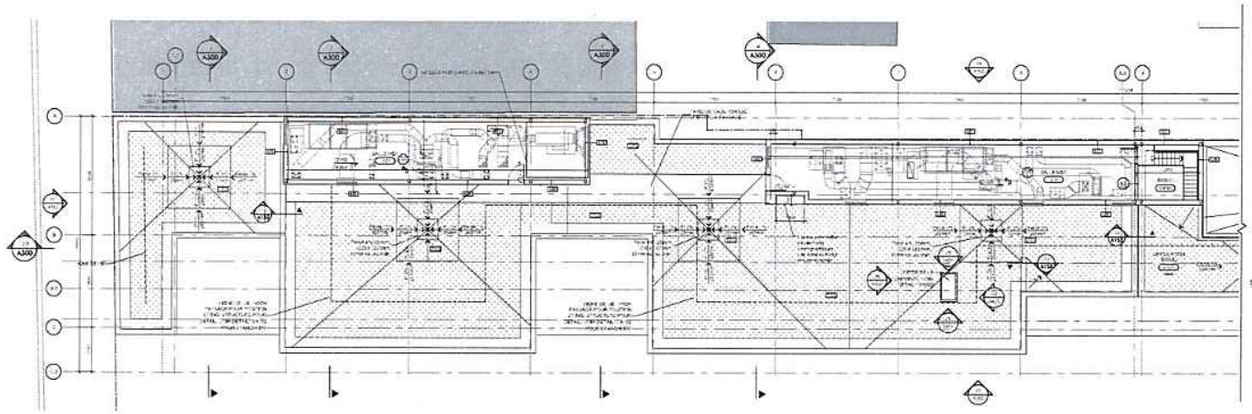
ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE

TITRE DU PLAN
PLAN DES SÉPARATIONS ~~SOUS-SOL~~

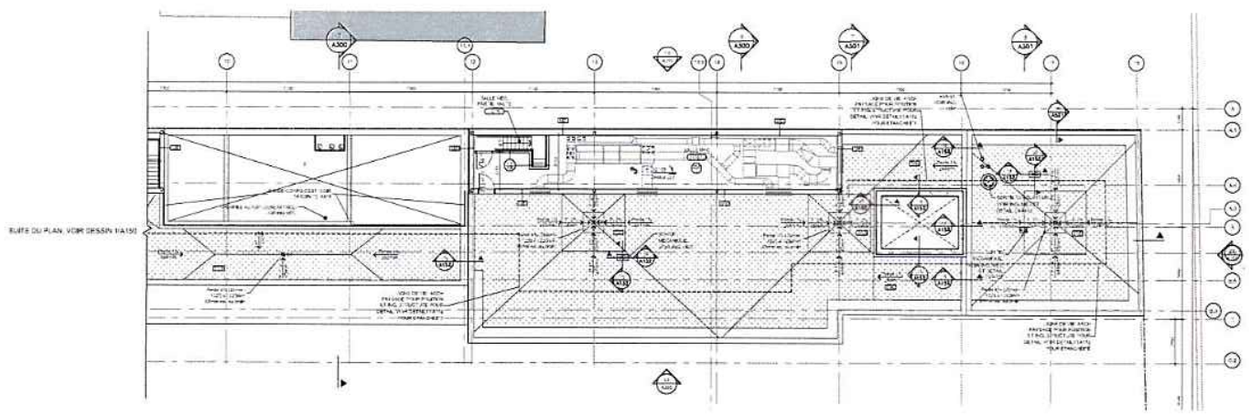
NUMÉRO DU TRAVAIL

ÉCHELLE : 1:200

Numéro
A001



TOITURE - PARTIE 1
1 / 100 A150



TOITURE - PARTIE 2
2 / 100 A150

Annotations : *É.Couillard & S. Ricci Juillet 2019*

Notes(s) :

Orientation

Légende - Référence

Plan repère

Émission(s) / Révision(s)

NO	DATE(AAAA-M-J)	DESCRIPTION	JR	AU
10	2019-07-11	POUR APPROBATION	CR	CL
9	2019-06-14	POUR APPROBATION	CR	CL
8	2019-05-28	POUR APPROBATION	CR	CL
7	2019-05-17	POUR COORDINATION	CR	CL
6	2019-04-12	POUR COORDINATION	CR	CL
5	2019-03-29	RÉVISION - TEP - POUR STRATÉGIES	CR	CL
4	2019-03-18	ÉMISSION	CR	CL
3	2019-03-08	ÉMISSION	CR	CL
2	2019-02-27	PRÉ-FINANCES	CR	CL

Montréal

FABQ

ARCHITECTE(S) PAYSAGISTE(S)
FAUTEUX ET ASSOCIÉS

INGÉNIEURS

wsp

Intervenants

Dessiné par : Date :

Vérifié par :

Responsable du projet Ville de Montréal :

Responsable du projet consultant :
ERIC GAUTHIER

PLAN DE SOUMISSION

Professionnel :

N° de soumission :

DOSSIER :
ESPLANADE CLARK
(ST-CATHERINE / CLARK)

ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE

TITRE DU PLAN :
~~PLAN DES TOITURES~~

NOTE(S) TECHNIQUE

ÉCHELLE : 1/100

Feuille
A150

ANNEXE 6

Tableau des prescriptions fonctionnelles des locaux du Chalet urbain

ANNEXE 6 - Tableau des prescriptions fonctionnelles des locaux du chalet urbain

Espaces intérieurs	Accès	Usage principal	Usage complémentaire	Commentaire
00-CR1 - Hall d'entrée principal	Public en tout temps	Accès principal au bâtiment et aux espaces publics de celui-ci. Accès à l'étage par le grand escalier ou l'ascenseur. Signalisation et informations aux usagers		Cet espace public est accessible en tout temps aux citoyens aux heures d'ouverture du bâtiment
00-04 – Vestiaire des patineurs	Public en tout temps	Vestiaire et services aux patineurs.	activités culturelles et animation citoyenne favorisant l'appropriation au quotidien et en support à l'animation de la place.	Cet espace public est accessible en tout temps aux citoyens aux heures d'ouverture du bâtiment
00-CR2 - Toilettes publiques	Public en tout temps	Toilettes publiques pour les usagers du bâtiment et de la place publique accessibles aux heures d'ouverture du bâtiment		Ces toilettes publiques sont accessibles en tout temps aux citoyens aux heures d'ouverture du bâtiment
01-01 – Salle à manger/salle de groupe	Public	Salle à manger pour les patineurs	Activités de groupe, activités citoyennes ou événements ponctuels	
01-06 - Le grand salon	Public en tout temps	Salle de détente et repos pour les patineurs « Tiers lieu » - espace de détente favorisant l'appropriation au quotidien, programmation d'activités légères récurrentes ou ponctuelles		Cet espace public est accessible en tout temps aux citoyens aux heures d'ouverture du bâtiment

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1191103004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Approuver un projet d'addenda à la convention de services professionnels conclue de gré à gré avec le Partenariat du Quartier des spectacles (CM18 1513), couvrant les années 2019 à 2023, visant à ajouter un mandat supplémentaire, au montant de 1 185 392 $ (taxes incluses) pour les années 2020 à 2023, pour la réalisation d'activités opérationnelles et services spécifiques rendus à la Ville par l'organisme pour le site de l'esplanade Clark dans le Quartier des spectacles, majorant ainsi le contrat de 14 371 875 $ à 15 557 267 $. Ainsi, un ajustement récurrent à la base budgétaire du service de la culture est requis pour un montant de 124 935$ en 2020 et de 319 162$ pour les années subséquentes

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1191103004 PQDS addenda.hon.prof.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Cédric AGO
Conseiller budgetairet
Tél : (514) 872-1444

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-22

Yves COURCHESNE
Directeur des finances
Tél : 514 872-6630
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.21

2019/09/16
13:00

(2)

Dossier # : 1191103003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'addenda à la convention de contribution financière au Partenariat du Quartier des spectacles, couvrant les années 2019 à 2023 (CM18 1507), visant à ajouter une contribution supplémentaire, au montant de 2 546 000 $ pour les années 2020 à 2023, pour la réalisation de sa mission spécifique d'animation de l'esplanade Clark dans le Quartier des spectacles, majorant ainsi le contrat de 19 912 000 $ à 22 458 000 $. Ainsi, un ajustement récurrent à la base budgétaire du service de la culture est requis pour un montant de 371 000$ en 2020 et de 725 000$ pour les années subséquentes

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier supplémentaire au Partenariat du Quartier des spectacles, au montant de 2 546 000 $, pour les années 2020 à 2023, pour la réalisation de sa mission spécifique d'animation de l'esplanade Clark dans le Quartier des spectacles, majorant ainsi le contrat de 19 912 000 $ à 22 458 000 $;
2. d'accorder un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de la culture est requis pour un montant de 371 000$ en 2020 et de 725 000$ pour les années subséquentes;
3. d'approuver un projet d'addenda à la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme, pour les années 2020 à 2023, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel**.** Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-22 18:16

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1191103003**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'addenda à la convention de contribution financière au Partenariat du Quartier des spectacles, couvrant les années 2019 à 2023 (CM18 1507), visant à ajouter une contribution supplémentaire, au montant de 2 546 000 $ pour les années 2020 à 2023, pour la réalisation de sa mission spécifique d'animation de l'esplanade Clark dans le Quartier des spectacles, majorant ainsi le contrat de 19 912 000 $ à 22 458 000 $. Ainsi, un ajustement récurrent à la base budgétaire du service de la culture est requis pour un montant de 371 000$ en 2020 et de 725 000$ pour les années subséquentes

CONTENU

CONTEXTE

Dernière phase du projet d'aménagement du pôle Place des Arts du Quartier des spectacles, le projet de l'esplanade Clark permettra l'ajout d'un nouveau lieu public sur le terrain vacant situé entre les rues Sainte-Catherine et De Montigny, en bordure ouest de la rue Clark. De façon plus spécifique, l'aménagement de l'esplanade Clark inclut :

· l'aménagement d'un vaste lieu public, totalisant une superficie de 3 850 m², comprenant, notamment, des plantations, du mobilier urbain ainsi que des équipements requis pour accueillir les festivals et événements;

· la construction d'une patinoire extérieure réfrigérée de 1 890 m²;

· la construction d'un bâtiment multifonctionnel, du type chalet urbain, d'une superficie de plancher de 4 925 m² comprenant notamment des espaces publics, une offre alimentaire, des salles polyvalentes ainsi que des locaux techniques et d'entreposage;

· la réalisation, dans les rues Clark et De Montigny, de travaux de réaménagement des surfaces en plus de certains travaux de réfection des infrastructures municipales souterraines ainsi que des réseaux techniques urbains (RTU).

En prévision de la mise en opération de ce nouvel espace public en 2020, une contribution financière supplémentaires serait octroyée à l'organisme (OBNL) Partenariat du Quartier des spectacles (PQDS) afin d'en assurer l'animation.

L'entente entre la Ville et le PQDS pour le développement, la promotion, l'animation et l'opération du Quartier des spectacles a été renouvelée pour 5 ans, de 2019 à 2023, au CM du 17 décembre 2018.

Deux conventions ont été conclues à cet effet : une de contribution financière, en soutien à la mission de l'organisme pour le développement, la promotion et l'animation du QDS (1181103003) et une autre de services professionnels pour encadrer les services d'opération du QDS rendus à la Ville par l'organisme (1181103004).

La contribution financière et le mandat de services professionnels, supplémentaires, au PQDS pour les activités spécifiques à l'esplanade Clark sont ajoutés auxdites conventions par addendas.

Deux dossiers décisionnels liés sont présentés aux instances de la Ville à cet effet :

1191103003 (le présent dossier) : Approuver le projet d'addenda à la convention de contribution financière au Partenariat du Quartier des spectacles, couvrant les années 2019 à 2023, visant à ajouter une contribution supplémentaire, au montant de 2 546 000 $ pour les années 2020 à 2023, pour la réalisation de sa mission spécifique d'animation de l'esplanade Clark dans le Quartier des spectacles.

1191103004 : Approuver un projet d'addenda à la convention de services professionnels conclue de gré à gré avec le Partenariat du Quartier des spectacles, couvrant les années 2019 à 2023, visant à ajouter un mandat supplémentaire, au montant de 1 185 392 $ pour les années 2020 à 2023, pour la réalisation d'activités opérationnelles et services spécifiques rendus à la Ville par l'organisme pour le site de l'esplanade Clark dans le Quartier des spectacles.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1507 - 17 décembre 2018 - Approuver le projet de convention visant l'octroi d'une subvention au montant total de 19 912 000 $ au Partenariat du Quartier des spectacles pour une durée de 5 ans, couvrant les années 2019 à 2023, pour la réalisation de sa mission dans le Quartier des spectacles.
CM18 1513 - 17 décembre 2018 - Approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel le Partenariat du Quartier des spectacles s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la réalisation d'activités opérationnelles et services spécifiques rendus à la Ville par l'organisme dans le Quartier des spectacles pour une somme maximale de 14 371 875 $, taxes incluses; d'imputer une dépense au montant de 13 123 437 $ (net de ristourne) conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.
CM18 0376 - 26 mars 2018 - 1- Adopter un règlement de fermeture d'une partie de terrain faisant partie de la place publique « Esplanade Clark » , située au sud-ouest de la rue Clark entre les rues Sainte-Catherine Ouest et De Montigny, dans l'arrondissement de Ville-Marie, constituée d'une partie des lots 2 160 630 et 3 264 226 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et ce, afin de permettre la location d'un emplacement dans le pavillon multifonctionnel. / 2- Approuver un projet de convention par laquelle la Ville prête au Quartier des Spectacles Immobilier (QdSI), à titre gracieux, à des fins commerciales, et ce, rétroactivement au 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2030, un (1) emplacement dans le pavillon multifonctionnel ayant une superficie approximative de 471 m² pour le sous-sol et le rez-de-chaussée, et 56 m² pour la terrasse, situé sur une partie des lots 2 160 630 et 3 264 226 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, mieux connu sous le nom de l'Esplanade Clark, dans l'arrondissement de Ville-Marie, situé au sud-ouest des rues De Montigny, Clark et Sainte-Catherine Ouest. N/Réf. : 31H12-005-0470-03 (6015-101)
CM18 0240 - 19 février 2018 - Approuver un projet de convention visant l'octroi d'une subvention au montant de 3 982 400 $ au Partenariat du Quartier des spectacles pour l'année 2018 pour la réalisation de sa mission dans le Quartier des spectacles

CM13 0050 - 28 janvier 2013 - Accorder un soutien financier de 32,5 M$ à Partenariat du Quartier des spectacles durant une période de cinq ans pour la réalisation d'un mandat de promotion, de développement d'une programmation d'activités, d'entretien et de mise en oeuvre du Plan lumière, sur le territoire du Quartier des spectacles et approuver un protocole d'entente avec cet organisme.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour objet d'approuver le projet d'addenda à la convention de contribution financière au Partenariat du Quartier des spectacles, couvrant les années 2019 à 2023, visant à ajouter une contribution supplémentaire, au montant de 2 546 000 $ pour les années 2020 à 2023, pour la réalisation de sa mission spécifique d'animation de l'esplanade Clark dans le Quartier des spectacles.
Les activités d'animation de l'esplanade Clark seront déployées à longueur d'année dans les espaces intérieurs et extérieurs, dont en période hivernale lors de l'opération de la patinoire réfrigérée. Il est planifié d'opérer la patinoire du début novembre à la fin mars.

La vocation et les activités spécifiques planifiées par le PQDS pour l'animation de l'esplanade Clark sont les suivantes :

Complémentaire aux autres espaces publics dans le pôle Place des Arts du Quartier des spectacles, l'esplanade Clark aura une vocation particulière visant à en faire un lieu de vie à une échelle humaine et conviviale, favorisant une grande appropriation citoyenne. Ce lieu de vie célèbre la nordicité de Montréal; il favorise la vie extérieure, en connexion avec celle de l'intérieur et se déploie sur les quatre saisons.

Les activités spécifiques sont les suivantes :

· développement d'une programmation annuelle équilibrée d'activités culturelles extérieures et intérieures (pavillon de l'esplanade Clark) gratuites favorisant notamment :

- une appropriation citoyenne au quotidien et à l'année longue (sans interruption) des espaces publics extérieurs et intérieurs et l'accueil d'initiatives citoyennes en termes d'activités;
- la création d'un Espace citoyen s'inscrivant dans les grands mouvements socio-urbains :
  - la ville inclusive et durable (conscience environnementale, résilience, équité sociale)
  - la ville participative (engagement citoyen, actions collectives et économie de partage)
  - la ville intelligente (connectée, au service du bien-être des citoyens)
- une offre riche et variée à longueur d'année en complément du calendrier des festivals et de celle offerte par les diffuseurs locaux;
- une offre riche et diversifiée contribuant à ce que les espaces publics soient des milieux de vie enrichis pour les citoyens;
- un soutien aux artistes, créateurs et entrepreneurs émergents;
- un accès à l'espace public (comme plateforme de création/diffusion) aux organisations artistiques de toutes tailles;
- les nouvelles formes d'expression pour l'espace public, notamment celles liées au numérique;
- une offre d'activités spécifiques pour les familles et enfants ainsi que pour les groupes scolaires et camps de jours;
- une animation originale de la patinoire pour les montréalais;
- un développement de partenariats à l'échelle locale, nationale et internationale;

- la poursuite de la démocratisation des arts et de la culture;

· réalisation d'activités de communication et de promotion de l'esplanade Clark visant à favoriser son appropriation par les montréalais.

JUSTIFICATION

Depuis la signature du premier protocole d'entente en 2009, le Partenariat du Quartier des spectacles a atteint les objectifs fixés par la Ville et s'est acquitté, avec rigueur, de ses obligations. De plus, l'organisme s'est constitué une équipe compétente et a adopté des règles strictes de régie interne ainsi qu'un code de déontologie, afin d'assurer sa crédibilité et garantir une saine gestion des fonds publics qui lui ont été confiés.
Le succès du Quartier des spectacles est lié aux efforts consentis par la Ville et les gouvernements du Québec et du Canada, mais il repose également en grande partie sur le partenariat établi avec le milieu, en faisant un projet consensuel, développé, réalisé et géré par l'ensemble des parties prenantes.

Le contexte urbain dans lequel sera insérée l'esplanade Clark requiert une animation programmée générant un achalandage constant de l'espace public.

Le mandat du PQDS aura donc pour objectif de favoriser une appropriation citoyenne continue des lieux au quotidien, toute l'année, en vue de faire de l'esplanade Clark un espace public convivial, chaleureux, animé et, surtout, typiquement montréalais, au cœur de centre-ville.

De plus, l'investissement de la Ville dans l'animation de l'esplanade Clark représente une action stratégique visant à assurer l'attractivité et l'achalandage du centre-ville à longueur d'année, particulièrement dans le contexte de la réalisation des travaux majeurs de réfection de la rue Ste-Catherine en cours et à venir.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution financière supplémentaire de la Ville au PQDS pour les activités spécifiques de l'esplanade Clark s'élève à 371 000 $ pour 2020 (4 mois d'opération) et à 725 000 $ par années pour 2021, 2022 et 2023 pour un total de 2 546 000 $.
L'imputation budgétaire sera effectuée selon les indications des intervenants au dossier pour les aspects financiers.

Bien que ce dossier soit sans incidence sur le cadre financier 2019, il présente un impact récurrent sur le cadre financier des exercices subséquents. Ainsi un ajustement à la base budgétaire du service de la culture est requis pour un montant de 371 000$ en 2020 et de 725 000$ pour les années subséquentes.

Voici les contributions financières qui ont été accordées par la Ville de Montréal à l'organisme Partenariat du Quartier des spectacles au cours des sept dernières années :

Année	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018 Contribution financière + contrat de services (avant taxes)**	**2019 Contribution financière + contrat de services (avant taxes)**
Ville de Montréal	6 400 000$	6 305 000$	7 115 000$	6 640 000$	6 040 000$	6 482 400$	6 482 400$

Arrondissement Ville-Marie		12 373$	135 064$	439 085$	442 361$		
Total	**6 400 000$**	**6 317 373$**	**7 250 064$**	**7 079 085$**	**6 482 361$**	**6 482 400$**	**6 482 400$**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal adhère à l'*Agenda 21 de la culture* et appuie la reconnaissance de la culture comme le 4e pilier du développement durable.
Par ailleurs, le mandat du Partenariat du Quartier des spectacles répond directement aux critères suivants du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise* dans la section «Une meilleure qualité de vie» :

- Diversité et dynamisme culturel

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La construction de l'esplanade Clark est en cours et son inauguration est prévue au cours de l'été 2020. La planification des activités d'animation, d'opération et d'entretien du site est bien amorcée et doit être finalisée rapidement. Des appels d'offres seront publiés dès le début de l'automne 2019 par la Ville et l'arrondissement pour des contrats d'entretien à octroyer avant le début des opérations.
L'addenda à la convention entre la Ville et le PQDS doit être adopté au Conseil municipal du mois de septembre 2019 afin de permettre à l'organisme d'amorcer les démarches préalables requises (partenariats d'animation, acquisition de matériels, embauche et formation de la main d'œuvre, etc.) pour la mise en opération de l'esplanade Clark dès son inauguration.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Cédric AGO)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Chantal VILLENEUVE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain DUFRESNE, Ville-Marie

Lecture :

Alain DUFRESNE, 16 juillet 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphane RICCI
Adjoint à la directrice, coordonnateur du Quartier des spectacles

Tél : 514 868-5929
Télécop. : 514 872-5588

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-15

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice

Tél : 514-872-4600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture par intérim
Tél :
Approuvé le : 2019-08-22







Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1191103003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Approuver le projet d'addenda à la convention de contribution financière au Partenariat du Quartier des spectacles, couvrant les années 2019 à 2023 (CM18 1507), visant à ajouter une contribution supplémentaire, au montant de 2 546 000 $ pour les années 2020 à 2023, pour la réalisation de sa mission spécifique d'animation de l'esplanade Clark dans le Quartier des spectacles, majorant ainsi le contrat de 19 912 000 $ à 22 458 000 $. Ainsi, un ajustement récurrent à la base budgétaire du service de la culture est requis pour un montant de 371 000$ en 2020 et de 725 000$ pour les années subséquentes

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, le présent addenda no. 1 à la convention de contribution financière.

FICHIERS JOINTS

2019-08-20 Addenda 1 v finale.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Chantal VILLENEUVE
Avocate
Tél : 514-872-2138

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-21

Marie-Andrée SIMARD
Notaire et chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
25 JUIL. 2019
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ADDENDA 1
À LA CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du de la résolution CM03 0836;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

(ci-après appelée la « VILLE »)

ET : **PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1435, rue Saint-Alexandre, bureau 500, Montréal, Québec, H3A 2G4, agissant et représentée par M. Jacques Primeau, Président, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

(ci-après appelée l'« ORGANISME »)

ATTENDU QUE la Ville a conclu avec l'Organisme une convention pour lui accorder une contribution financière de **19 912 000 $**, soit 3 982 400 $ par année pour 5 ans pour la réalisation de sa Mission et de ses Activités, laquelle a été approuvée par la résolution du conseil municipal CM18 1507 (ci-après la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE la portée des Activités a été révisée en prévision de la mise en opération de l'Esplanade Clark en 2020;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'Annexe 2 de la Convention initiale (la description des Activités) est remplacée par l'Annexe 2 jointe au présent Addenda 1.

2. L'article 2.10 suivant est ajouté à la Convention initiale :

« **2.10 « Esplanade Clark » :** place publique délimitée par les rues Ste-Catherine, Clark et De Montigny, comportant un bâtiment et un espace public extérieur sur lequel une patinoire réfrigérée est en opération pendant la période hivernale. »

3. Les articles 5.1 et 5.2 de la Convention initiale sont remplacés comme suit :

« **5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, excluant celles relatives aux activités spécifiques pour l'Esplanade Clark, la Ville convient de lui verser la somme maximale de dix-neuf millions neuf cent douze mille dollars (19 912 000 $) soit trois millions neuf cent quatre-vingt-deux mille quatre cents dollars (3 982 400 $) par année pour 5 ans, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation de sa Mission et des Activités.

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention relatives aux Activités spécifiques pour l'Esplanade Clark définies à l'Annexe 2, la Ville convient de lui verser la somme maximale de deux millions cinq cent quarante-six mille dollars (2 546 000 $) soit trois cent soixante et onze mille dollars (371 000 $) en 2020 et sept cent vingt-cinq mille dollars (725 000 $) par année pour 2021, 2022 et 2023, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation de ces Activités.

5.2 Versements annuels

5.2.1 une somme maximale de un million cinq cent mille dollars (1 500 000 $) le 15 janvier;

5.2.2 une somme maximale de deux millions de dollars (2 000 000 $) le 15 mai;

5.2.3 une somme maximale de quatre cent quatre-vingt-deux mille quatre cents dollars (482 400 $) le 15 septembre.

Contribution supplémentaire pour les Activités spécifiques pour l'Esplanade Clark

Pour l'année 2020

une somme maximale de cent quarante mille dollars (140 000 $) le 15 janvier;

une somme maximale de cent quatre-vingt-cinq mille dollars (185 000 $) le 15 mai;

une somme maximale de quarante-six mille dollars (46 000 $) le 15 septembre.

Pour les années 2021 à 2023

une somme maximale de deux cent soixante-quinze mille dollars (275 000 $) le 15 janvier;

une somme maximale de trois cent soixante-trois mille dollars (363 000 $) le 15 mai;

une somme maximale de quatre-vingt-sept mille dollars (87 000 $) le 15 septembre.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant ».

4. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu le présent addenda, en acceptent les termes et y apposent leur signature en deux exemplaires, à la date indiquée ci-après :

Le _____e jour de _____ 20__

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Me Yves Saindon
Greffier

Le _____e jour de _____ 20__

PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES

_____
Jacques Primeau
Président

ANNEXE 2

DESCRIPTION DES ACTIVITÉS DE L'ORGANISME

1. Promotion et développement de la destination culturelle

- Promouvoir et développer le Quartier des spectacles à titre de destination culturelle de calibre international.

Principales activités :

- mobilisation et représentation, en son sein, des différents milieux interpellés par le développement du Quartier;
- développement de l'image de marque du Quartier et son rayonnement sur l'ensemble de son territoire;
- définition et développement de la qualité, la spécificité et le positionnement de l'offre culturelle globale du Quartier;
- développement, par des initiatives concertées et du réseautage, de la ressource culturelle, particulièrement l'offre dans les salles de spectacles et autres lieux de diffusion, sur le territoire du Quartier;
- réalisation d'activités de promotion du Quartier à titre de destination culturelle en concertation avec ses partenaires et les intervenants concernés;
- en concertation avec ses partenaires, réalisation d'activités de promotion de l'offre culturelle et, notamment l'offre dans les lieux publics extérieurs, les salles de spectacles et autres lieux de diffusion, sur le territoire du Quartier;
- contribution avec les pouvoirs publics et les divers acteurs intervenant sur son territoire, à l'amélioration de l'expérience culturelle globale du Quartier;
- réalisation d'activités et d'interventions (permanentes et éphémères) visant à mettre en valeur la richesse culturelle historique du Quartier;
- collaboration avec les partenaires du milieu pour le développement du Quartier comme milieu urbain de qualité.

2. Développement et programmation d'activités culturelles

- Planifier, concevoir et mettre en œuvre une programmation originale d'activités principalement culturelles, extérieures, dans les espaces publics, sur l'ensemble du territoire du Quartier;

- Participer au développement d'une programmation culturelle riche, variée et spécifique au Quartier, dans les salles de spectacles et autres lieux de diffusion sur son territoire;

Principales activités :

- Définition d'une direction artistique s'appuyant sur les éléments suivants :
    - La politique de programmation adoptée par l'Organisme;
    - Le positionnement et l'image de marque du Quartier;
    - La cohabitation harmonieuse des fonctions;

- développement d'une programmation équilibrée d'activités culturelles extérieures gratuites favorisant notamment :
    - une offre riche et variée en complément du calendrier des festivals et de celle offerte par les diffuseurs locaux;
    - une appropriation citoyenne des espaces publics extérieurs et intérieurs;
    - une offre riche et diversifiée contribuant à ce que les espaces publics du Quartier soient des milieux de vie enrichis pour les citoyens;
    - un soutien aux artistes, créateurs et entrepreneurs émergents;
    - un accès à l'espace public (comme plateforme de création/diffusion) aux organisations artistiques de toutes tailles;
    - les nouvelles formes d'expression pour l'espace public, notamment celles liées au numérique;
    - une offre d'activités spécifiques pour les familles et enfants ainsi que pour les groupes scolaires et camps de jours;
    - un développement de partenariats à l'échelle locale, nationale et internationale;
    - une utilisation optimale des espaces publics extérieurs sur l'ensemble du territoire du Quartier qui ne soit pas qu'une programmation continuelle de spectacles gratuits;
    - une utilisation optimale des fonds publics versés pour la tenue des événements;
    - la poursuite de la démocratisation des arts et de la culture;

- organisation, sous-traitance, production ou coproduction des activités culturelles et/ou œuvres artistiques gratuites dans les espaces publics extérieurs du Quartier, à l'exclusion de grands spectacles sur scène;

- organisation d'événements récurrents en art visuel et installations artistiques dans l'espace public;

- concertation avec les producteurs et diffuseurs locaux pour l'organisation d'activités et d'événements conjoints dans les salles de spectacles et autres lieux de diffusion, visant à enrichir l'offre culturelle du Quartier;

- concertation avec les partenaires visant l'utilisation maximale des lieux de création, de production, des salles de spectacles ainsi que d'autres lieux de diffusion du Quartier par les festivals et événements accueillis, soutenus et initiés par lui;

- concertation avec les citoyens, propriétaires et occupants riverains du secteur afin d'assurer une cohabitation harmonieuse des événements, usagers et résidants (espaces festifs et qualité de vie des résidents).

3. Mise en œuvre du plan lumière

- Réaliser un éclairage scénographique et architectural de lieux ou d'édifices significatifs dans le Quartier;
- Réaliser une signature lumineuse du Quartier;
- Développer un réseau de projection numérique artistique dans le territoire du Quartier;

Principales activités :

- planification, conception, réalisation du plan lumière du Quartier soit, non limitativement :
  - la signature lumineuse du Quartier;
  - l'éclairage architectural des lieux et édifices significatifs du Quartier;
  - un réseau de projection numérique artistique sur des murs ou autres surfaces du Quartier;
  - le laboratoire numérique urbain;
- maintien des différentes composantes et équipements du plan lumière;
- développement du laboratoire numérique urbain en favorisant la création d'œuvres d'art numériques ainsi que la recherche et l'innovation au niveau des infrastructures technologiques dans l'espace public;
- définition et maintien d'une direction artistique pour la mise en œuvre du plan lumière s'appuyant sur les éléments suivants :
  - le positionnement de Montréal au plan artistique et culturel;
  - le positionnement et l'image de marque du Quartier;

4. Activités spécifiques pour l'Esplanade Clark

Complémentaire aux autres espaces publics dans le pôle Place des Arts du Quartier des spectacles, l'Esplanade Clark aura une vocation particulière visant à en faire un lieu de vie à une échelle humaine et conviviale, favorisant une grande appropriation citoyenne. Ce lieu de vie célèbre la nordicité de Montréal; il favorise la vie extérieure, en connexion avec celle de l'intérieur et se déploie sur les quatre saisons.

Les activités spécifiques sont les suivantes :

- développement d'une programmation annuelle équilibrée d'activités culturelles extérieures et intérieures (pavillon de l'Esplanade Clark) gratuites favorisant notamment :
  - une appropriation citoyenne au quotidien et à longueur d'année (sans interruption) des espaces publics extérieurs et intérieurs et l'accueil d'initiatives citoyennes en termes d'activités;

- la création d'un Espace citoyen s'inscrivant dans les grands mouvements socio-urbains :
  - la ville inclusive et durable (conscience environnementale, résilience, équité sociale);
  - la ville participative (engagement citoyen, actions collectives et économie de partage);
  - la ville intelligente (connectée, au service du bien-être des citoyens);
- une offre riche et variée à longueur d'année en complément du calendrier des festivals et de celle offerte par les diffuseurs locaux;
- une offre riche et diversifiée contribuant à ce que les espaces publics soient des milieux de vie enrichis pour les citoyens;
- un soutien aux artistes, créateurs et entrepreneurs émergents;
- un accès à l'espace public (comme plateforme de création/diffusion) aux organisations artistiques de toutes tailles;
- les nouvelles formes d'expression pour l'espace public, notamment celles liées au numérique;
- une offre d'activités spécifiques pour les familles et enfants ainsi que pour les groupes scolaires et camps de jours;
- une animation originale de la patinoire pour les Montréalais;
- un développement de partenariats à l'échelle locale, nationale et internationale;
- la poursuite de la démocratisation des arts et de la culture;

- réalisation d'activités de communication et de promotion de l'Esplanade Clark visant à favoriser son appropriation par les Montréalais;

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1191103003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Approuver le projet d'addenda à la convention de contribution financière au Partenariat du Quartier des spectacles, couvrant les années 2019 à 2023 (CM18 1507), visant à ajouter une contribution supplémentaire, au montant de 2 546 000 $ pour les années 2020 à 2023, pour la réalisation de sa mission spécifique d'animation de l'esplanade Clark dans le Quartier des spectacles, majorant ainsi le contrat de 19 912 000 $ à 22 458 000 $. Ainsi, un ajustement récurrent à la base budgétaire du service de la culture est requis pour un montant de 371 000$ en 2020 et de 725 000$ pour les années subséquentes

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1191103003 PQDS addenda.contri.fin.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Cédric AGO
Conseiller budgetairet
Tél : (514) 872-1444

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-22

Yves COURCHESNE
Directeur des finances
Tél : 514 872-6630
Division : Service des finances

PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES MONTRÉAL

RÉSOLUTION

Extrait d'une résolution du procès-verbal de l'assemblée du conseil d'administration du Partenariat du Quartier des spectacles tenue au salon rouge du Monument-National le 25 octobre 2012.

RÉSOLUTION CA.12.10.25.00385

Il a été résolu par le conseil d'administration du Partenariat du Quartier des spectacles, lors de sa réunion du jeudi 25 octobre 2012 :

D'AUTORISER le président de l'Organisme, M. Jacques Primeau, à signer au nom du Partenariat du Quartier des spectacles, toute convention relative à des contributions en faveur du Partenariat.

CERTIFICAT

Je soussignée, SUZANNE RAYNAULT, secrétaire générale du PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES, certifie par les présentes que ce qui précède est un extrait conforme de la résolution dûment adoptée par les administrateurs de la compagnie le 25 octobre 2012, conformément aux dispositions de la Loi et que ladite résolution est toujours en vigueur et conserve ses effets.

ATTESTÉ, DATÉ ET SIGNÉ à Montréal, ce 20 août 2019

_____

Suzanne Raynault, secrétaire générale
Partenariat du Quartier des spectacles

1435, RUE SAINT-ALEXANDRE | BUREAU 500
MONTRÉAL QC H3A 2G4 CANADA
T +514 879 0009

CERTIFICATION DES FONDS

NO GDD : 1191103003

BUDGET FONCTIONNEMENT

Provenance	**2020**	**2021 et années subséquentes**
Ajustement à la base budgétaire	371 000 $	725 000 $

Imputation de la dépense :	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**Total**
2101.0010000.101062.07289.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000 AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Soutien et projets spéciaux*Autres - activités culturelles*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes*****	371 000 $	725 000 $	725 000 $	725 000 $	2 546 000 $
Total de la dépense :	**371 000 $**	**725 000 $**	**725 000 $**	**725 000 $**	**2 546 000 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.22

2019/09/16
13:00

(2)

Dossier # : 1197231073

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Résilier le contrat octroyé à Pomerleau inc. (CM19 0074) pour la réalisation des travaux de peinture et travaux divers au pont de la Concorde situé dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy au-dessus du fleuve St-Laurent (81-05086 / AO#440710), dans l'arrondissement de Ville-Marie. Autoriser le paiement d'une somme maximale de 323 897,36 $, taxes incluses, à Pomerleau inc., à titre de dommages-intérêts liquidés couvrant tout préjudice subi par ce dernier, tel que déterminé en fonction du solde contractuel conformément à l'article 4.5.2.2. b) du cahier des clauses administratives générales du contrat.

Il est recommandé:

1. de résilier le contrat octroyé à Pomerleau inc. (CM19 0074) pour la réalisation des travaux de peinture et travaux divers au pont de la Concorde situé dans l'Axe de l'Avenue Pierre-Dupuy au-dessus du fleuve St-Laurent (81-08086 / AO#440710), dans l'arrondissement de Ville-Marie;

2. d'autoriser, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel, le paiement d'une somme maximale de 323 897,36 $, taxes incluses, à Pomerleau inc., à titre de dommages-intérêts liquidés couvrant tout préjudice subi par ce dernier, tel que déterminé en fonction du solde contractuel conformément à l'article 4.5.2.2. b) du cahier des clauses administratives générales du contrat;

3. de retourner dans les comptes de provenance les crédits inutilisés après que les paiements finaux du projet seront faits.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-09-06 09:03

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197231073**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Résilier le contrat octroyé à Pomerleau inc. (CM19 0074) pour la réalisation des travaux de peinture et travaux divers au pont de la Concorde situé dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy au-dessus du fleuve St-Laurent (81-05086 / AO#440710), dans l'arrondissement de Ville-Marie. Autoriser le paiement d'une somme maximale de 323 897,36 $, taxes incluses, à Pomerleau inc., à titre de dommages-intérêts liquidés couvrant tout préjudice subi par ce dernier, tel que déterminé en fonction du solde contractuel conformément à l'article 4.5.2.2. b) du cahier des clauses administratives générales du contrat.

CONTENU

CONTEXTE

Inauguré en octobre 1965, le pont de la Concorde a été construit dans le cadre de l'Exposition universelle de 1967. Situé dans l'arrondissement de Ville-Marie, le pont de la Concorde fait partie d'un ensemble d'ouvrages sur l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy, permettant d'accéder à l'Ile Sainte-Hélène et à l'Ile Notre-Dame à partir de la Cité du Havre sur l'île de Montréal.
Le pont a été partiellement repeint en 1998. Ainsi, la surface extérieure du pont est recouverte de deux (2) systèmes de revêtement différents. Le premier système de revêtement appliqué remonte à la construction du pont. Le second système, utilisé en 1998, est un système trois (3) couches à haute performance distribué par Peinture Internationale.

Dans une perspective de maintenir la fonctionnalité de cet ouvrage et d'en assurer la pérennité ainsi que la sécurité des usagers, des inspections, des relevés de dommages et autres investigations ont été menés sur l'ensemble de la structure entre 2016 et 2018. Ces activités ont permis de constater la détérioration et les dommages à plusieurs éléments.

Des travaux de réfection étaient donc requis sur le pont de la Concorde afin d'assurer sa pérennité. Dans un objectif de phasage de travaux sur l'ensemble des structures sur l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy, il avait été décidé de débuter par les travaux de mise en place d'un revêtement anti-corrosion sur le pont de la Concorde. Les travaux consistaient à repeindre la totalité des parois extérieures du caisson en acier du pont et de repeindre certaines surfaces à l'intérieur du caisson en plus d'autres travaux de réparations locales d'acier à l'intérieur du caisson et sur le tablier. Même si des surfaces sur les parois extérieures du caisson avaient été repeintes en 1998, les relevés et inspections ont répertorié de nombreuses traces de corrosion présentes tout au long de la structure ainsi que des perforations ponctuelles de l'acier. Pour compléter la réfection de cet ouvrage, d'autres travaux seront prévus ultérieurement dont la réfection des culées, des piliers, de la surface de roulement et de l'éclairage. Avec un entretien adéquat, il est anticipé que le pont

de la Concorde puisse demeurer en service pour un horizon de 75 ans.

Dans le cadre du projet de mise en place d'un revêtement anti-corrosion et de travaux divers sur le pont de la Concorde, un appel d'offres public portant le numéro 440710 a été publié du 15 octobre au 22 novembre 2018. Lors de l'appel d'offres public, trois (3) preneurs du cahier des charges ont déposé une soumission. L'analyse des soumissions a démontré que Pomerleau inc. était le plus bas soumissionnaire conforme.

Le conseil municipal a alors octroyé le contrat de peinture à Pomerleau inc. le 28 janvier 2019. Pomerleau a pour sa part débuté les travaux le 4 mars 2019.

Dans les documents du contrat, le revêtement extérieur des caissons ne comportait pas de plomb dans la peinture. Toutefois, le 26 juillet 2019, l'entrepreneur a eu des soupçons relativement à la présence de plomb suite à une discussion avec un des ouvriers travaillant sur la préparation de surface sur le site. Le 29 juillet 2019, des essais à l'aide de tampons détecteurs de plomb ont indiqué une présence possible de plomb. Suite à cette découverte, les travaux ont immédiatement été interrompus, le temps de réaliser des tests sur des échantillons prélevés en chantier.

Le 6 août 2019, les résultats des tests ont confirmé effectivement la présence de plomb à l'intérieur du système de protection d'origine. Une demande de changement a donc été adressée à l'entrepreneur lors de cette même journée dans l'objectif de compléter les travaux sur les travées 4 et 5, dans un premier temps, étant donné que le système d'accès (plateformes) était déjà en place. Le 8 août 2019, Pomerleau inc. a déposé une estimation des coûts supplémentaires engendrés par cette modification. Le montant proposé a été cependant jugé substantiellement trop élevé par les représentants de la Ville. Le 10 août 2019, la Ville a déposé une contre-offre ferme et sans condition, laquelle n'a pas été acceptée par l'entrepreneur.

Voyant l'impasse suite aux nombreux échanges, un avis de suspension des travaux a été émis le 14 août 2019 et ce, afin de permettre aux négociations en cours de se dérouler dans un climat plus favorable. Toutefois, le 21 août 2019, il est apparu évident que les parties n'arriveraient pas à une entente. De ce fait, la suspension des travaux a été levée le 21 août 2019 et la Ville a demandé à l'entrepreneur d'entamer le processus de fermeture du projet, soit de se démobiliser.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0074 - 28 janvier 2019 - Octroyer à Pomerleau inc. un contrat pour la réalisation des travaux de peinture et travaux divers au pont de la Concorde situé dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy au-dessus du fleuve St-Laurent (81-05086), dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 22 067 067,44 $ (travaux: 18 172 355,73 $ + variations des quantités: 1 330 857,95 $ + contingences: 1 817 235,57 $ + incidences: 746 618,19 $), taxes incluses (projet 17-16) - Appel d'offres public 440710 (1187000009);
CM18 1431 - 17 décembre 2018 - Conclure deux ententes-cadres de services professionnels avec Stantec experts-conseils ltée (contrat #1 : 3 516 762,58 $, taxes incluses) et Les services EXP inc. (contrat #2 : 2 853 881,86 $, taxes incluses) pour la surveillance des travaux de réfection de ponts et d'ouvrages d'art - Appel d'offres public 18-17089 (projet 18 -09) (1187231065);

CM17 0749 - 12 juin 2017 - Conclure trois ententes cadres de services professionnels en ingénierie, pour une durée maximale de 48 mois, avec SNC-Lavalin inc. (2 420 539,39 $, taxes incluses), CIMA+ S.E.N.C. (2 017 542,79 $, taxes incluses) et Les Services EXP inc. (1 484 700,92 $, taxes incluses) pour la réalisation de mandats d'inspection, d'évaluation, d'études préliminaires d'avant-projets, de plans et devis et de surveillance de travaux dans le domaine des structures routières et connexes - appel d'offres public 17-15976 (projet 17-

05) (1177000005);

CG16 0026 - 28 janvier 2016 - Conclure deux (2) ententes cadres de services professionnels en ingénierie, pour une durée maximale de 48 mois, avec les firmes SNC-Lavalin inc. (2 536 870,26 $, taxes incluses) et CIMA+ S.E.N.C. (2 058 181,27 $, taxes incluses) pour la réalisation de mandats d'inspection, d'évaluation, d'études préliminaires d'avant-projets, de plans et devis et de surveillance de travaux dans le domaine des structures routières et connexes- appel d'offres public 15-14713 (projet 15-03) (1157000002).

DESCRIPTION

Il s'agit de résilier le contrat accordé à Pomerleau inc. le 28 janvier 2019 via la résolution CM 19 0074 pour la réalisation des travaux de peinture et travaux divers au pont de la Concorde situé dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy au-dessus du fleuve St-Laurent, dans l'arrondissement de Ville-Marie. À ce jour, la travée 4 est quasi terminée et plusieurs travaux civils sont avancés, ce qui porte à environ 25% l'avancement des travaux du projet. Le montant prévu à débourser à l'entrepreneur, à titre de dommages-intérêts liquidés est calculé en fonction du solde contractuel tel que précisé à l'article 4.5.2.2 b) du cahier des clauses administratives générales des documents contractuels et s'élève à un maximum de 323 897,36 $, taxes incluses. Ce dernier montant estimé sera réduit après que les travaux réalisés depuis le 29 juillet seront payés. Pour l'instant, le montant associé aux travaux réalisés depuis le 29 juillet est en traitement.

JUSTIFICATION

La présence de plomb à l'intérieur du système de protection d’origine dénature grandement le contrat initialement conclu avec l'entrepreneur. Le contrat, dans son état actuel, ne comporte pas d'items au bordereau permettant de gérer adéquatement et de façon optimale les conditions manifestement différentes trouvées en cours de réalisation. Devant cette situation, à défaut d’entente entre les parties, la Ville prend un risque financier totalement démesuré et inacceptable, sans compter l’impact potentiellement négatif sur l’échéancier. Une résiliation du contrat permettrait à la Ville de repartir en appel d’offres avec des documents contractuels revus et représentatifs des conditions en place. Il en résulterait un meilleur contrôle du risque et des coûts, sans oublier la possibilité d'obtenir un meilleur prix face à l'ouverture du marché et de la concurrence.
Les travaux de ce projet s'articulent majoritairement autour du revêtement de protection, soit un très gros pourcentage du contrat - environ 85%. La préparation de surface (opération impactée par la présence de plomb) est préalable aux travaux de mise en place du nouveau revêtement. Les plates-formes requises et mobilisées sous le pont servent principalement à effectuer la préparation de surface et le peinturage. L'Entrepreneur profite de la présence des plates-formes pour effectuer des travaux connexes (ajout de larmiers, soudure de bouchons et boulonnage pour les plaques pliées destinées à l'étanchéité, l'éclairage, etc.) afin de rentabiliser leur mobilisation. Sans les travaux de préparation de surface et de peinturage, il n'est pas intéressant pour la Ville de payer pour la mobilisation de ces plates-formes pour compléter ces travaux connexes car ça reviendrait beaucoup trop cher. De plus, la ville paie des frais généraux pour effectuer un ensemble de travaux. En enlevant la majorité des travaux (85% dans notre cas), les frais généraux devront quand même être payés et ça devient beaucoup trop cher pour ce qui aura été réalisé dans les faits. Enfin, les travaux connexes qui ne seront pas réalisés dans le contrat peuvent facilement être intégrés à d'autres contrats futurs.

Il est donc recommandé de résilier le contrat, de payer à l'entrepreneur les travaux exécutés jusqu'à présent et le montant à titre de dommages-intérêts liquidés prévus à l'article 4.5.2.2 du cahier des clauses administratives générales du contrat, dont le libellé est en pièce jointe au présent dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant prévu à titre de dommages-intérêts liquidés s'élève à un maximum de 323 897,36 $ taxes incluses. Ce dernier montant sera réduit après que les travaux réalisés depuis le 29 juillet seront payés.
Portion budget de fonctionnement :
Le budget nécessaire à ce dossier soit, une somme maximale de 295 761,46 $ net de ristournes est prévu au Service de l'urbanisme et de la mobilité. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Portion budget PTI :
Il s'agit aussi d'une récupération des crédits non requis découlant de la résiliation du contrat faisant l'objet du présent dossier, le montant global non utilisé sera calculé lorsque le montant associé aux travaux depuis le 29 juillet sera connu et ce montant sera retourné au règlement d'emprunt 18-024 Travaux de Réfection et de réaménagement de structures routières.

Le détail du calcul du montant maximum payable à titre de dommages-intérêts est en pièce jointe au présent dossier et le détail des informations financières dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une décision favorable à la présente demande de résiliation de contrat permettra à la Ville de repartir en appel d'offres avec des documents contractuels revus et représentatifs des conditions en place. Il en résulterait un meilleur contrôle du risque et des coûts, sans oublier la possibilité d'obtenir un meilleur prix face à l'ouverture du marché et de la concurrence, tout en s'assurant de revenir à un mode de gestion plus conventionnel. L'objectif serait de retourner en travaux d'ici 2021.
Advenant une décision défavorable, la Ville se place à risque devant une situation qui modifie de façon significative la nature du contrat. Le contrat original ne comporte pas de clauses permettant une gestion adéquate et optimale de ces travaux additionnels impactant la presque totalité du projet. La Ville se placerait en position de devoir absorber en entier le risque financier considérable associé à la découverte du plomb dans la peinture, sans parler des délais inévitables hors contrôle. De plus, il est important de mentionner qu'advenant une décision défavorable, la Ville devra retourner aux instances pour demander des fonds supplémentaires éventuellement car les contingences actuelles ne permettront vraisemblablement pas de couvrir les dépenses additionnelles anticipées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Résiliation du contrat : suite à l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Paiements à l'entrepreneur : octobre 2019

Retour en appel d'offres suite aux modifications et précisions apportées aux plans et devis : 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Valérie G GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Dominic VACHON, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Mario DUGUAY, Service des infrastructures du réseau routier
Ramy MIKATI, Ville-Marie

Lecture :

Jean CARRIER, 3 septembre 2019
Dominic VACHON, 29 août 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Monya OSTIGUY
Chef de section - Réalisation des travaux - Projets de réfection

Tél : 514-872-6444
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-28

Martin BOULIANNE
Chef de division

Tél : 514 872-9552
Télécop. : 514 872-6123

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855

Approuvé le : 2019-09-04

Approuvé le : 2019-09-04

Demande de résiliation du contrat #440710

	Sans taxes	Taxes comprises
Montant du contrat accordé à Pomerleau inc. (CM19 0074)	15 805 484,44 $	18 172 355,73 $
Travaux exécutés jusqu'au 29 juillet 2019		
Travaux	3 114 284,76 $	
Dépassement de quantités	24 332,68 $	
Contingences	22 393,85 $	
Total des travaux payables au 29 juillet 2019		3 634 372,73 $
Solde contractuel conformément à l'article 4.5.2.2b)	12 171 111,71 $	
Montant à titre de dommages-intérêts		
4% sur la tranche de 0 $ à 1 000 000,00 $	40 000,00 $	
3 % sur la tranche de 1 000 000,01 $ à 5 000 000,00 $	120 000,00 $	
2 % sur la tranche de 5 000 000,01 $ à 10 000 000,00 $	100 000,00 $	
1 % sur la tranche excédent 10 000 000,00 $	21 711,12 $	
Total du montant maximun payable à l'entrepreneur [(1)]	**281 711,12 $**	**323 897,36 $**

note 1 : Le montant pourrait être réduit après que les travaux réalisés depuis le 29 juillet seront payés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197231073

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Résilier le contrat octroyé à Pomerleau inc. (CM19 0074) pour la réalisation des travaux de peinture et travaux divers au pont de la Concorde situé dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy au-dessus du fleuve St-Laurent (81-05086 / AO#440710), dans l'arrondissement de Ville-Marie. Autoriser le paiement d'une somme maximale de 323 897,36 $, taxes incluses, à Pomerleau inc., à titre de dommages-intérêts liquidés couvrant tout préjudice subi par ce dernier, tel que déterminé en fonction du solde contractuel conformément à l'article 4.5.2.2. b) du cahier des clauses administratives générales du contrat.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1197231073 résiliation Pomerleau -peinture pont Concorde - BF.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-09-04

Cédric AGO
Conseiller(ere) budgétaire
Tél : 514-872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Cahier des clauses administratives générales

Exécution de travaux

Révision 2018-06-28

Table des matières

1. Définitions 7
1.1 Activité 7
1.2 Activité critique 7
1.3 Addenda 7
1.4 Adjudicataire 7
1.5 Appel d'offres 7
1.6 Autorité compétente 7
1.7 Autorité des marchés financiers (AMF) 7
1.8 Bordereau de soumission 7
1.9 B.S.D.Q. 7
1.10 Cahier des charges 8
1.11 Chantier 8
1.12 Chemin critique 8
1.13 Consortium 8
1.14 Contingences 8
1.15 Contrat 8
1.16 Dessins d'atelier 9
1.17 Directeur 9
1.18 Échéancier 9
1.19 Entrepreneur 9
1.20 Fiches techniques 9
1.21 Formulaire de soumission 9
1.22 Fournisseur 9
1.23 Inspection 9
1.24 Jour ouvrable 9
1.25 Jour calendrier 10
1.26 Marge 10
1.27 Matériaux 10
1.28 Matériel 10

1.29 Normes 10
1.30 Ouvrage 10
1.31 Règlement de gestion contractuelle (RGC) 10
1.32 Professionnel désigné 10
1.33 Représentant désigné 10
1.34 Réseaux techniques urbains (RTU) 10
1.35 Responsable de l'Appel d'offres 11
1.36 SEAO 11
1.37 Soumission 11
1.38 Soumissionnaire 11
1.39 Sous-contrat visé 11
1.40 Sous-traitant 11
1.41 Travaux différés 11
1.42 Travaux en continu 12
1.43 Ville 12
1.44 Visa 12
2. Garantie d'exécution et garantie de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services 12
2.1 Conditions générales 12
2.1.1 Conditions relatives à la garantie d'exécution et à la garantie de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services 12
2.1.2 Défaut 14
2.2 Autres conditions 14
3. Assurances 14
3.1 Conditions générales 14
3.1.1 Généralités 14
3.1.2 Assurance – responsabilité civile 14
3.1.3 Assurance responsabilité civile automobile formule des non-propriétaires 15
3.1.4 Assurance chantier formule étendue 15
3.1.5 Défaut 15
4. Dispositions contractuelles 16
4.1 Généralités 16
4.1.1 Lieu de formation du Contrat 16
4.1.2 Représentant de l'Entrepreneur 16
4.1.3 Interprétation des documents 16
4.2 Applications et exemptions 18
4.2.1 Lois 18

4.2.2 Licence d'entrepreneur....18
4.2.3 Permis, certificats et autorisation d'occupation temporaire du domaine public....18
4.2.4 Taxes....19
4.2.5 Exemptions, subventions et rabais....19
4.2.6 Brevets et droits d'auteur....19
4.2.7 Formation....20
4.3 Responsabilité de l'Entrepreneur....20
4.3.1 Exécution du Contrat....20
4.3.2 Cession....21
4.3.3 Sous-traitance....22
4.3.4 Loi sur la santé et la sécurité du travail....24
4.3.5 Explosifs....25
4.3.6 Protection....25
4.3.7 Archéologie....29
4.3.8 Mesures d'urgence....29
4.3.9 Comptabilité et contrôle....30
4.3.10 Recours et responsabilités....30
4.3.11 Réclamations, compensation et retenues....31
4.4 Processus d'évaluation du rendement des Fournisseurs....32
4.4.1 Généralités....32
4.4.2 Évaluation....32
4.4.3 Grille d'évaluation....32
4.4.4 Avis de redressement....33
4.4.5 Transmission d'une évaluation de rendement insatisfaisant....33
4.5 Défaut – résiliation....33
4.5.1 Défaut de l'Entrepreneur....33
4.5.2 Résiliation....35
5. Travaux....36
5.1 Exécution....36
5.1.1 Début des travaux et autorité du Directeur....36
5.1.2 Exécution des travaux....37
5.1.3 Alignements et niveaux....37
5.1.4 Dessins d'atelier, Fiches techniques et échantillons à soumettre pour examen....38
5.1.5 Plans annotés par l'Entrepreneur (anciennement tel que construit ou TQC)....42
5.1.6 Plans de localisation des infrastructures....42
5.1.7 Échéancier d'exécution des travaux et planification hebdomadaire....44

5.1.8 Délai de réalisation des travaux 45
5.1.9 Modification apportée aux délais 45
5.1.10 Instruction de chantier 47
5.1.11 Gestion des changements 47
5.1.12 Procédure de règlement des différends 51
5.1.13 Suspension des travaux 53
5.1.14 Pénalités 54
5.1.15 Travaux simultanés 56
5.1.16 Maintien de la circulation 56
5.1.17 Travaux non conformes 56
5.1.18 Fermeture d'eau 56
5.1.19 Usage des bornes d'incendie 57
5.1.20 Travaux durant la période de dégel 57
5.1.21 Travaux différés 57
5.2 Main-d'œuvre et salaires 58
5.2.1 Heures supplémentaires de travail 58
5.3 Matériaux 58
5.3.1 Matériaux spécifiés 58
5.3.2 Demande d'équivalence 59
5.3.3 Contrôle qualitatif 60
5.4 Matières contaminées 60
5.4.1 Analyse 60
5.5 Sécurité, protection, environnement et propreté 60
5.5.1 Sécurité et protection 60
5.5.2 Environnement 61
5.5.3 Évacuation et disposition des objets, Matériaux, appareils ou équipements municipaux et autres 63
5.5.4 Propreté du Chantier et des rues avoisinantes 64
5.5.5 Nettoyage des puisards, regards, chambres de vanne et boîtes de vanne 64
5.5.6 Nettoyage final 64
5.6 Paiements, réceptions et garanties 65
5.6.1 Demandes de paiement : dispositions générales 65
5.6.2 Décomptes progressifs 66
5.6.3 Réception provisoire des travaux 67
5.6.4 Déficiences et travaux à compléter 69
5.6.5 Décompte final 69

5.6.6 Paiement des Travaux différés....72
5.6.7 Libération des retenues et garanties....72
5.6.8 Garantie d'entretien des travaux....73
5.6.9 Période de garantie d'entretien des travaux....73
5.6.10 Entretien durant la période de garantie....73
5.6.11 Réception définitive des travaux....75
5.6.12 Décompte définitif....76

Annexe A Commentaires et propositions de modifications du CCAG et des IAS

Annexe B Cautionnement de soumission et lettre d'engagement

Annexe C Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle – Garantie de soumission

Annexe D Formulaire d'absence d'établissement au Québec

Annexe E Règlement de gestion contractuelle

Annexe F Cautionnement d'exécution

Annexe G Cautionnement de paiement de la main-d'oeuvre, des Matériaux et services

Annexe H Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire

Annexe I Certificat d'assurance responsabilité civile

Annexe J Certificat d'assurances chantier formule étendue

Annexe K Gestion des changements

Annexe L Liste des coordonnées des arrondissements pour effectuer les demandes d'autorisation d'occupation du domaine public

Annexe M Quittance partielle

Annexe N Quittance finale

Annexe P Répertoire des prix unitaires des travaux de la Ville de Montréal

Annexe Q Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle – Garantie d'exécution

Annexe R Lettre d'adhésion au paiement électronique

Annexe S Guide : Plans de localisation des infrastructures pour l'élaboration des plans d'inventaire et finaux (TQC)

4.5.1.6 Si la caution n'intervient pas dans le délai mentionné ci-dessus, la Ville peut prendre possession du Chantier et faire exécuter les travaux et remplir toutes les autres obligations prévues au Contrat aux frais de l'Entrepreneur et de la caution.

4.5.1.7 Lorsque la Ville prend possession du Chantier :

a) Le Directeur détermine la valeur des travaux exécutés, des Matériaux, du Matériel et des installations se trouvant sur le Chantier, et en dresse un inventaire et un état détaillé, dont la Ville remet copie à l'Entrepreneur et à la caution;

b) Outre son droit d'opérer compensation, la Ville suspend le paiement de toute somme qui pourrait être due à l'Entrepreneur et, au fur et à mesure de l'exécution des travaux prévus au Contrat, effectue les décomptes :

i) Si les dépenses, dommages et frais engagés par la Ville pour compléter le Contrat sont supérieurs aux sommes payables à l'Entrepreneur, ce dernier et la caution, le cas échéant, doivent rembourser à la Ville l'écart entre ces sommes dans les dix (10) Jours ouvrables suivant la demande à cet effet;

ii) Si les dépenses, dommages et frais engagés par la Ville pour compléter le Contrat sont inférieurs aux sommes payables à l'Entrepreneur, la Ville paie à l'Entrepreneur les sommes qui lui sont dues et qu'elle aura retenues, sans intérêt.

4.5.1.8 Cette prise de possession du Chantier n'a pas pour effet de libérer l'Entrepreneur ou la caution d'une obligation quelconque en vertu du Contrat ou de la loi. En conséquence, l'Entrepreneur et la caution sont solidairement responsables de toutes les dépenses engagées par la Ville pour remplir les obligations prévues au Contrat et sont réputés avoir renoncé à invoquer le fait qu'ils auraient pu remplir ces obligations à un coût inférieur.

4.5.2 Résiliation

4.5.2.1 Si la Ville résilie le Contrat en vertu de l'article 4.5.1, du Règlement sur la gestion contractuelle ou suite à une décision ou à une recommandation de l'inspecteur général de la Ville ou si ce dernier résilie le Contrat sans que la Ville ait renversé sa décision, les dispositions des articles 4.5.1.3 à 4.5.1.8 s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires et l'Entrepreneur est responsable de tous les dommages subis par la Ville en raison d'une telle résiliation.

4.5.2.2 La Ville peut aussi, en tout temps et à sa discrétion, résilier le Contrat malgré le fait que l'Entrepreneur ne soit pas en défaut, ni dans une situation prévue à l'article 4.5.2.1. Si elle se prévaut de ce droit, elle avise l'Entrepreneur et la caution par écrit et :

a) La Ville paie à l'Entrepreneur, sur présentation des pièces justificatives, le coût des travaux réalisés avant la réception de l'avis de résiliation, selon le prix indiqué à la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission, ainsi que, le cas échéant, le coût des biens fournis, lorsque ceux-ci peuvent lui être remis et qu'elle peut les utiliser. L'Entrepreneur doit remettre à la

Ville tous les biens ainsi payés, dans les dix (10) Jours ouvrables suivant la demande du Directeur à cet effet;

b) Elle paie également à l'Entrepreneur, à titre de dommages-intérêts liquidés couvrant tout préjudice subi par ce dernier, un montant en fonction du solde contractuel, tel qu'il est déterminé ci-dessous. Aux fins de l'application du présent paragraphe, le solde contractuel constitue la différence entre, d'une part, le prix total du Contrat, excluant les taxes (TPS et TVQ) et les Contingences, et, d'autre part, le coût des travaux réalisés tel qu'il est défini au paragraphe précédent. Les sommes payées en vertu du présent paragraphe incluent les taxes applicables.

Le montant payable à l'Entrepreneur est calculé selon le barème suivant :

i) 4 % sur la tranche de 0 $ à 1 000 000,00 $;

ii) 3 % sur la tranche de 1 000 000,01 $ à 5 000 000,00 $;

iii) 2 % sur la tranche de 5 000 000,01 $ à 10 000 000,00 $;

iv) 1 % sur la tranche excédant 10 000 000,00 $.

Aucun montant n'est payable à l'Entrepreneur suite à une résiliation décrite à l'article 4.5.2.1.

4.5.2.3 Nonobstant l'article 2129 du Code civil du Québec, les sommes payables en vertu de l'article 4.5.2.2 constituent les seules sommes payables à l'Entrepreneur.

5. Travaux

5.1 Exécution

5.1.1 Début des travaux et autorité du Directeur

5.1.1.1 L'Entrepreneur doit commencer les travaux prévus à la date indiquée par le Directeur dans l'ordre de débuter les travaux. La date indiquée par le Directeur pour débuter les travaux constitue le point de départ pour le calcul du délai de réalisation des travaux prévu à l'article 5.1.8.

5.1.1.2 L'Entrepreneur ne doit pas débuter les travaux avant d'en avoir reçu l'autorisation écrite du Directeur.

5.1.1.3 Le Directeur a toute autorité pour gérer le Contrat et s'assurer que toutes les obligations de l'Entrepreneur prévues au Contrat sont respectées. À cet effet, il peut notamment :

a) Refuser tout Matériel, tous Matériaux, procédés ou travaux non conformes au Cahier des charges ou ne respectant pas les critères de qualité demandés et ordonner, suivant le cas, leur correction, démolition, réfection ou remplacement; les travaux ainsi exécutés sont aux frais de l'Entrepreneur;

b) Ordonner, en tout temps, l'exécution des travaux en dehors des heures régulières de travail, selon les dispositions de l'article 5.2.1;

Service de l'urbanisme et de la mobilité

NO GDD : 1197231073

No d'engagement 2019: UM97231073

Imputation

Penalité pour résiliation du contrat octroyé à Pomerleau inc. Travaux de peinture et autres au pont de la Concorde CR Gestions des actifs de voirie		**Total de la contribution**
Pénalité	2101.0010000.103283.03103.54590.000000.0000.000000.000000.00000.00000	295 761,46 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.01

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1191097014

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de service de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux pour la construction de 4 saillies dans 3 intersections situées sur le réseau artériel.

Il est recommandé d'accepter l'offre de service de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux pour la construction de 4 saillies dans 3 intersections situées sur le réseau artériel.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-23 08:19

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1191097014**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de service de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux pour la construction de 4 saillies dans 3 intersections situées sur le réseau artériel.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) est responsable de l'aménagement, de la réfection (entretien majeur) et du développement du réseau de voirie artérielle de la Ville de Montréal (RAAV), compétence relevant du conseil de la Ville en vertu de la Charte de la Ville (Art. 87(6) et Art. 105). Sachant que les rues sur lesquelles il souhaite intervenir sont de la juridiction du conseil de la Ville, l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal a offert d'y réaliser les travaux en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal qui stipule que « Un conseil d'arrondissement peut, aux conditions qu'il détermine, fournir au conseil de la ville un service relié à une compétence relevant de ce dernier; la résolution du conseil d'arrondissement prend effet à compter de l'adoption par le conseil de la ville d'une résolution acceptant la fourniture de services ». L'acceptation de l'offre de service de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal constitue l'objet du présent dossier.
L'arrondissement du Plateau Mont-Royal offre de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux pour la construction de 4 saillies dans 3 intersections situées sur le réseau artériel. De fait, l'arrondissement justifie une intervention rapide à ces endroits ainsi. « *Les saillies et l'élargissement des trottoirs sont des mesures d'apaisement de la circulation qui visent principalement à réduire la vitesse et à rendre les intersections plus sécuritaires pour les piétons, puisque la distance de traversée est réduite. Afin de répondre à ces objectifs ainsi qu'aux demandes des résidents du secteur, l'arrondissement propose la construction de saillies et l'élargissement des trottoirs, incluant la plantation d'arbres et la pose de mobilier urbain sur diverses intersections de rue situées sur le réseau artériel du Plateau-Mont-Royal.* »

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 25 0186 - 3 juin 2019 - Offre au conseil de la ville en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la

coordination et la réalisation des travaux pour la construction de 4 saillies dans 3 intersections situées sur le réseau artériel.

DESCRIPTION

Des travaux sont prévus à diverses intersections entre l'avenue Laurier Est et des rues nord -sud dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal.
Ces travaux incluent la construction de 17 saillies de trottoirs, dont 2 (11,7 %) sur les rues Chabot et De Bordeaux, qui font partie du réseau artériel.

Des travaux sont également prévus à l'intersection des rues Marie-Anne Est et De Brébeuf.

Ces travaux incluent la construction de 6 saillies de trottoirs, dont 2 (33 %) sur la rue De Brébeuf, qui fait partie du réseau artériel.

Les intersections visées par les travaux et la répartition des saillies sur chacun des réseaux sont les suivantes :

Intersections	**Saillies sur le réseau artériel**	**Saillies sur le réseau local**
Laurier et Chabot	1	3
Laurier et De Bordeaux	1	3
De Brébeuf et Marie-Anne Est	2	4

Précisons que des plans portant sur les travaux prévus sont fournis en pièces jointes.

JUSTIFICATION

Comme les travaux visés par le présent dossier seront exécutés dans le réseau artériel qui relève de la compétence de la ville centre, il est requis que celle-ci délègue à l'arrondissement du Plateau Mont-Royal, la conception et la réalisation des travaux, en acceptant son offre de fourniture de ce service, et ce, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, Métropole du Québec.
En raison de son expertise en construction et du fait que les travaux se déroulent sur son territoire, l'arrondissement du Plateau Mont-Royal est l'instance la mieux placée pour réaliser le plus rapidement ces travaux.

Conditions d'acceptation, par la ville centre, de l'offre de services de l'arrondissement
Pour l'exécution du projet, l'arrondissement devra se soumettre aux conditions suivantes :

- **L'arrondissement devra obtenir l'autorisation de la directrice de la mobilité avant de procéder au lancement de l'appel d'offres pour la réalisation des plans et devis et des travaux d'aménagement.** Cette exigence vise à permettre à la ville centre d'exercer son droit de regard sur les projets visés. La validation des esquisses préliminaires par la division de l'aménagement et des grands projets est donc préalable à l'émission de l'autorisation par la directrice de la Direction de la mobilité. Cette autorisation témoignera de l'accord du SUM quant aux aménagements proposés et précisera toutes les conditions et exigences de la ville centre en lien avec la réalisation du projet par l'arrondissement. Les conditions établies par le SUM en lien avec la réalisation dudit projet devront obligatoirement être respectées par l'arrondissement.

- **L'arrondissement devra inscrire le SUM, direction de la mobilité - chef de la Division Aménagement et Grands projets, comme partie prenante ainsi que le Service des finances comme intervenant pour l'imputation des dépenses dans les sommaires décisionnels d'octroi de contrats pour la réalisation des plans et devis et des travaux d'aménagement.**
  Cette intervention confirmera que le SUM assumera l'entièreté des dépenses liées aux aménagements qui seront faits sur le RAAV selon les conditions émises, y compris les plans et devis.

Les conditions et exigences de la ville centre comprennent également, sans s'y limiter, les modalités suivantes :

- La coordination des expertises municipales requises sera entièrement assumée par l'arrondissement qui s'engage à respecter les normes et exigences requises par les divers services;
- L'arrondissement s'assurera, s'il y a lieu, d'obtenir l'approbation par le Service de l'eau, le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et la Société de transport de Montréal (STM) des plans et devis réalisés;
- L'arrondissement s'engage à gérer le projet en utilisant les meilleures pratiques de gestion de projet, en conformité avec le Cadre de gouvernance des projets et des programmes de la Ville (résolution CG10 0158);
- L'arrondissement aura la responsabilité d'obtenir, préalablement au début des travaux, toutes les autorisations requises et s'engage à fournir à la ville centre, à la fin des travaux, les plans et profils finaux;
- L'arrondissement devra rendre compte, sur demande, de l'état d'avancement du projet, notamment de l'état des dépenses et du budget, de l'état du calendrier de réalisation, des enjeux principaux, des risques et des solutions possibles pour les atténuer;
- L'arrondissement devra établir et tenir à jour un budget maître et effectuer le suivi budgétaire détaillé du projet et participer, à la demande de la Ville, au processus d'évolution budgétaire.
- Plus précisément, il devra établir et tenir à jour un échéancier maître dans lequel sera inscrit le déroulement du projet, décrire comment sont utilisés les fonds mis à sa disposition pour la réalisation du projet étant entendu que les fonds destinés à la réalisation du projet doivent être utilisés à cette seule fin;
- L'arrondissement s'engage à ne pas dépenser au-delà des crédits autorisés sans l'autorisation des instances municipales ayant approuvé le budget et les crédits;
- L'arrondissement s'engage à comptabiliser les dépenses dans un projet d'investissement distinct des autres dépenses de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Direction de la mobilité s'engage à assumer les coûts de réalisation, à l'intérieur des budgets prévus du Service de l'urbanisme et de la mobilité.
Les coûts de main d'oeuvre interne et autres dépenses accessoires hors contrat seront assumés par l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet de construction de saillies permet à l'arrondissement de contribuer aux objectifs de son Plan Local de Développement Durable (PLDD) 2016-2020. En effet, les travaux projetés permettent de poursuivre les engagements liés à la priorité d'intervention 2 : Verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources, et aux actions 4 et 7: protéger et enrichir la forêt urbaine et la biodiversité, optimiser la gestion de l'eau.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'offre de services de l'arrondissement n'est pas acceptée, il ne sera pas possible de réaliser à court terme les travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Toute activité de communication dans le cadre de ce dossier devra faire l'objet d'une coordination avec le Service des communications de la Ville centre.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Acceptation de l'offre de service par le CM: 16 septembre 2019

- Octroi du contrat : 23 septembre 2019
- Début des travaux : automne 2019
- Fin des travaux : été 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michael TREMBLAY, Le Plateau-Mont-Royal

Lecture :

Michael TREMBLAY, 23 août 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-08-22

Stéfan GALOPIN
Ingenieur

Tél : 514 872-3481
Télécop. :

Louis-Philippe CHAREST
Chargé de projets - Délégation de pouvoirs

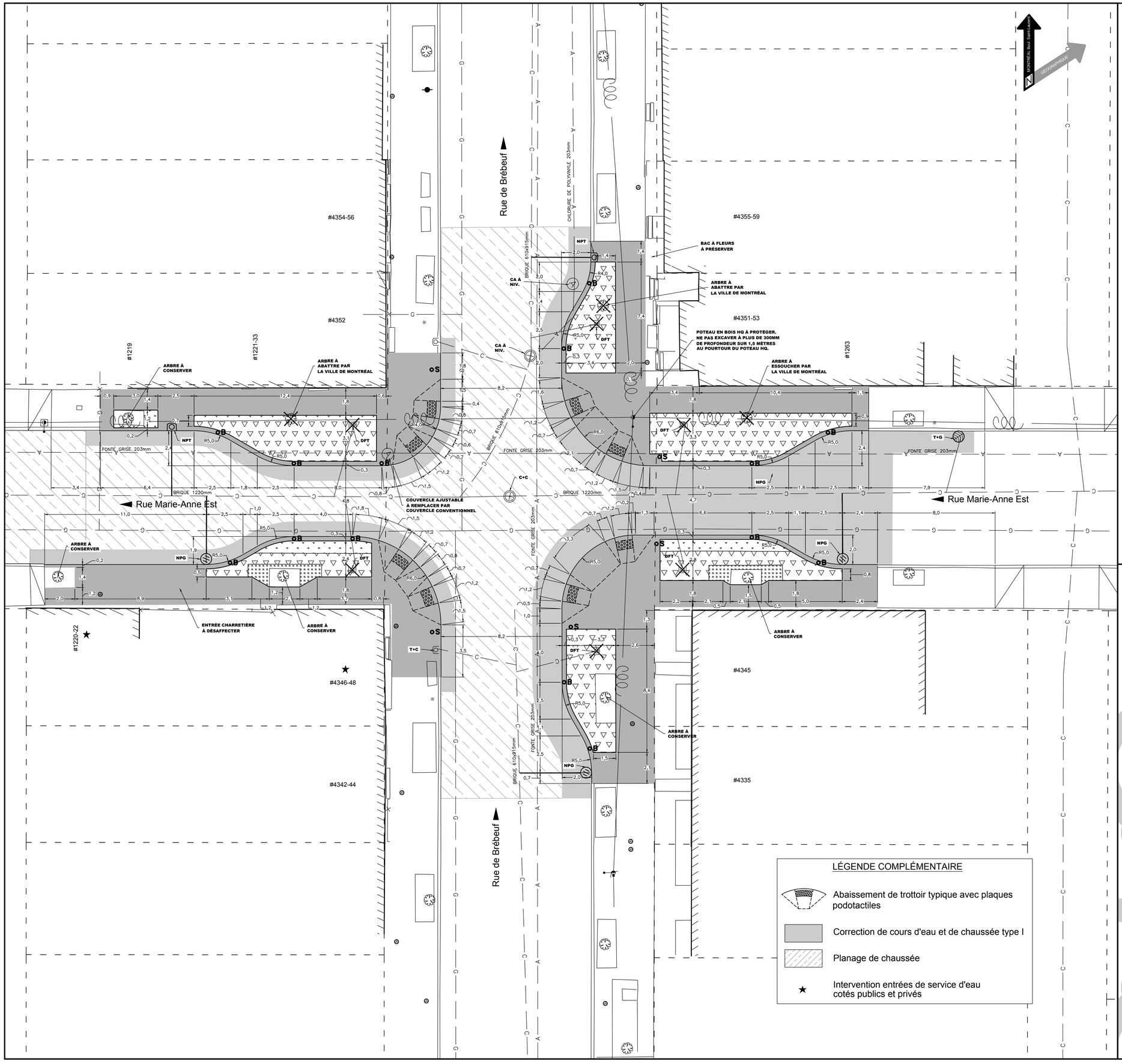
Tél : 514 872-5822
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2019-08-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2019-08-22



Notes

1. POSITION APPROXIMATIVE; LA LIMITE DES TRAVAUX SERA DÉCIDÉE LORS DES TRAVAUX PAR L'ARRONDISSEMENT.
2. TOUTES LES DIMENSIONS DEVRONT ÊTRE PRISES ET VÉRIFIÉES AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX PAR L'ENTREPRENEUR.
3. TOUTES LES DIMENSIONS SONT EN MÈTRES À MOINS D'AVIS CONTRAIRE.
4. LA LOCALISATION DES CONDUITS ET MASSIFS D'UTILITÉS PUBLIQUES EST DONNÉE À TITRE INDICATIF SEULEMENT.
5. LES CONDUITS ET MASSIFS D'UTLITITÉS PUBLIQUES SONT À SOUTENIR ET À PROTÉGER DANS LA TRANCHÉE D'EXCAVATION PAR L'ENTREPRENEUR.
6. L'ÉTUDE DE DRAINAGE A ÉTÉ EFFECTUÉE PAR FNX-INNOV.
7. LA CONCEPTION GÉOMÉTRIQUE A ÉTÉ EFFECTUÉE ET VÉRIFIÉE PAR MME. CAROLINE VIEN, INGÉNIEURE À LA DIVISION DES ÉTUDES TECHNIQUES.
8. L'ENTREPRENEUR EST TENU DE VÉRIFIER LES DIMENSIONS ET LES POINTS DE RACCORDEMENT AU CHANTIER ET D'AVISER L'INGÉNIEUR DE TOUTE DIVERGENCE OU OMISSION.
9. L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE FAIRE LOCALISER LES SERVICES PUBLICS (BELL, HYDRO-QUÉBEC, GAZ ET AUTRES) EN CONTACTANT INFO-EXCAVATION AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.
10. LA LOCALISATION DES SERVICES EST APPROXIMATIVE. IL EST ENTENDU QUE L'ARRONDISSEMENT N'ASSUME AUCUNEMENT LA RESPONSABILITÉ QUANT À L'EXACTITUDE ET L'INTÉGRITÉ DE CES INFORMATIONS.
11. LE FILAGE SOUTERRAIN ENTRE LES LUMINAIRES ET ENTRE LES FEUX DE CIRCULATION N'EST PAS MONTRÉ AU PLAN. L'ENTREPRENEUR DOIT LES FAIRE LOCALISER PAR LES AUTORITÉS CONCERNÉES.
12. L'ENTREPRENEUR DOIT, AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX, VÉRIFIER LA CONCORDANCE ENTRE LES REPÈRES DE NIVELLEMENT ET LES POINTS DE RACCORDEMENT ET AVISER L'INGÉNIEUR DE TOUTE DISCORDANCE.
13. LA STABILITÉ DES STRUCTURES TEL QUE POTEAUX, HAUBANS ET LAMPADAIRES DOIT ÊTRE ASSURÉE DANS TOUTES LES PHASES DE CONSTRUCTION PAR L'ENTREPRENEUR.
14. LA VÉGÉTATION, LES CLÔTURES, LES BOÎTES POSTALES ET AUTRES ÉLÉMENTS EXISTANTS DOIVENT ÊTRES PROTÉGÉS ET CONSERVÉS PAR L'ENTREPRENEUR.
15. LES RACCORDEMENTS D'UN PAVAGE FLEXIBLE À UN PAVAGE RIGIDE DOIVENT ÊTRE RÉALISÉS SELON LE CROQUIS MV-201.
16. LES RACCODEMENTS DES REVÊTEMENTS EN ENROBÉS DOIVENT ÊTRE RÉALISÉS SUIVANT LES DESSINS NORMALISÉS ET DEVIS DE LA VILLE DE MONTRÉAL.
17. LE PAVAGE AUTOUR DES PUISARDS, REGARDS OU AUTRES ACCESSOIRES DOIT ÊTRE RÉALISÉ SELON LES CROQUIS MV-201-A ET MV-201-B.
18. LES NOUVEAUX PUISARDS DE RUE ET DE TROTTOIR DEVRONT RESPECTER LES EXIGENCES DU CROQUIS MV-221 ET MV-222.

Légende

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet de
- DFE ..... égout
- DFD ..... drain
- DFP ..... pavage
- DFT ..... trottoir

Nouveau puisard
- NPT ..... nouveau puisard de trottoir
- NPG ..... nouveau puisard et grille

Puisard
- T + C ..... tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)
- T + G ..... tête et grille à changer
- TA + G ..... tête ajustable et grille à changer
- TA À NIV ..... ajustable à niveler
- TÊTE ..... tête à changer
- GRILLE ..... grille à changer
- RÉP ..... réparation

Égout / Aqueduc
- C + C ..... cadre et couvercle échanger
- CA + C ..... cadre ajustable et couvercle à changer
- CA À NIV ..... ajustable à niveler
- CADRE ..... cadre à changer
- COUV ..... couvercle à changer
- RÉP ..... réparation
- TBV À NIV ..... tête de boîte de vanne à niveler
- TBV + C ..... tête de boîte de vanne à changer

- Base de lampadaire à démolir (CSEM)
- Base de lampadaire à construire (CSEM)
- Puisard de rue
- Grille carrée
- Puisard de trottoir
- Repère géodésique
- Vanne de gaz
- Regard de chambre de la C.S.E.M.
- Regard de chambre H.Q.
- Regard de chambre d'égout
- Regard de chambre de Bell
- Arbre existant
- Arbre projeté
- Borne-Fontaine
- Boîte de vanne
- Vanne d'aqueduc
- Regard de chambre d'aqueduc
- Manchon de parcomètre
- Manchon de signalisation
- Manchon de boîtard et tube d'acier
- Support de vélos
- Poteau de bois pour utilités publiques
- Lampadaire
- Espace pour banc public
- Chambre de transformateur
- Fosse 300 mm
- Fosse 500 mm
- Fosse 1000 mm
- Trottoir projeté
- Treillis métalique
- Aqueduc
- Égout
- Gaz
- CSEM
- Bell souterrain
- Drain-filtre perforé

Émission

Révision :	Date :	Description :	Par :
00	09/04/2019	ÉMIS POUR SOUMISSION	MV

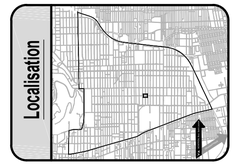
Études hydrauliques

DIRECTION DE LA GESTION STRATÉGIQUE DES RÉSEAUX D'EAU :
Étude : - -
Étude : - -

DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES :
Étude : - -

DIRECTION DE L'EAU POTABLE :
Étude : - -

Localisation



Le Plateau-Mont-Royal
Montréal

Direction du développement du territoire et des travaux publics
Division des études techniques

201, avenue laurier Est, 5e étage, Montréal (Québec) H2T 3E6

CONSULTANT ET COORDONNÉES :

Intervenants

Relevé Terrain :
Les Consultants S.M. Inc. 25/10/2018

Mise en plan :
Vincent Gonidec, ag. tech. 09/04/2019

Vérification :
Manuel Vlad Vasquez, ing. 09/04/2019

SCEAU DE L'INGÉNIEUR(E) :

INGÉNIEUR
Manuel V. Vasquez Villalobos
143364
09/04/2019

Localisation

Intersection des rues Marie-Anne Est et De Brébeuf

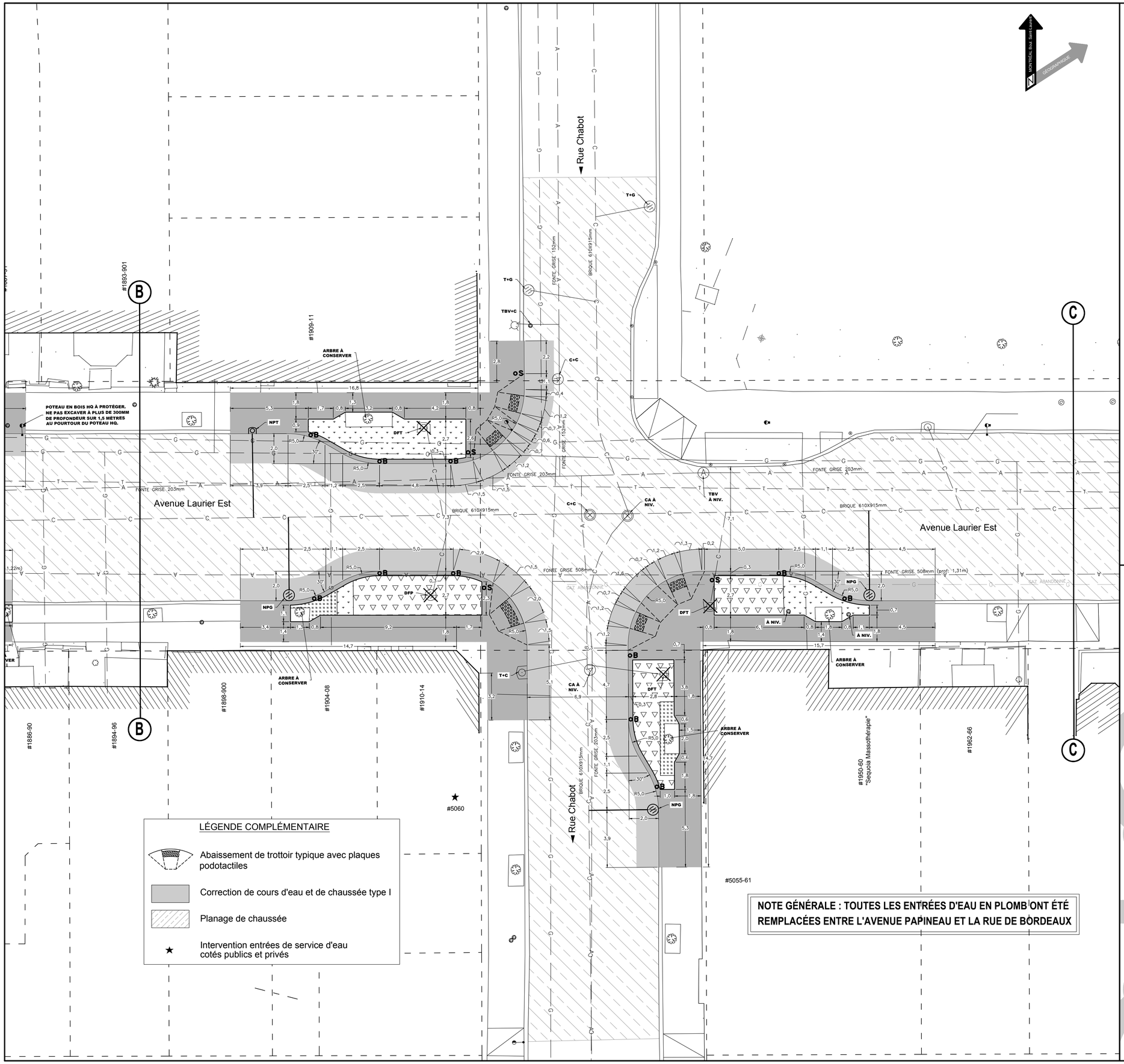
Nature des travaux

Travaux de réaménagement géométrique et de planage-revêtement 2019

Titre

CIVIL

PLAN NO :	FEUILLET :	ÉCHELLE :	DATE :	RÉVISION :
DDTTP54-18-23	06 de 12	1/125 (0m 1m 2m 3m 4m 5m)	09/04/2019	00



Notes

1. POSITION APPROXIMATIVE; LA LIMITE DES TRAVAUX SERA DÉCIDÉE LORS DES TRAVAUX PAR L'ARRONDISSEMENT.
2. TOUTES LES DIMENSIONS DEVRONT ÊTRE PRISES ET VÉRIFIÉES AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX PAR L'ENTREPRENEUR.
3. TOUTES LES DIMENSIONS SONT EN MÈTRES À MOINS D'AVIS CONTRAIRE.
4. LA LOCALISATION DES CONDUITS ET MASSIFS D'UTILITÉS PUBLIQUES EST DONNÉE À TITRE INDICATIF SEULEMENT.
5. LES CONDUITS ET MASSIFS D'UTLITITÉS PUBLIQUES SONT À SOUTENIR ET À PROTÉGER DANS LA TRANCHÉE D'EXCAVATION PAR L'ENTREPRENEUR.
6. L'ÉTUDE DE DRAINAGE A ÉTÉ EFFECTUÉE PAR FNX-INNOV.
7. LA CONCEPTION GÉOMÉTRIQUE A ÉTÉ EFFECTUÉE ET VÉRIFIÉE PAR MME. CAROLINE VIEN, INGÉNIEURE À LA DIVISION DES ÉTUDES TECHNIQUES.
8. L'ENTREPRENEUR EST TENU DE VÉRIFIER LES DIMENSIONS ET LES POINTS DE RACCORDEMENT AU CHANTIER ET D'AVISER L'INGÉNIEUR DE TOUTE DIVERGENCE OU OMISSION.
9. L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE FAIRE LOCALISER LES SERVICES PUBLICS (BELL, HYDRO-QUÉBEC, GAZ ET AUTRES) EN CONTACTANT INFO-EXCAVATION AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.
10. LA LOCALISATION DES SERVICES EST APPROXIMATIVE. IL EST ENTENDU QUE L'ARRONDISSEMENT N'ASSUME AUCUNEMENT LA RESPONSABILITÉ QUANT À L'EXACTITUDE ET L'INTÉGRITÉ DE CES INFORMATIONS.
11. LE FILAGE SOUTERRAIN ENTRE LES LUMINAIRES ET ENTRE LES FEUX DE CIRCULATION N'EST PAS MONTRÉ AU PLAN. L'ENTREPRENEUR DOIT LES FAIRE LOCALISER PAR LES AUTORITÉS CONCERNÉES.
12. L'ENTREPRENEUR DOIT, AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX, VÉRIFIER LA CONCORDANCE ENTRE LES REPÈRES DE NIVELLEMENT ET LES POINTS DE RACCORDEMENT ET AVISER L'INGÉNIEUR DE TOUTE DISCORDANCE.
13. LA STABILITÉ DES STRUCTURES TEL QUE POTEAUX, HAUBANS ET LAMPADAIRES DOIT ÊTRE ASSURÉE DANS TOUTES LES PHASES DE CONSTRUCTION PAR L'ENTREPRENEUR.
14. LA VÉGÉTATION, LES CLÔTURES, LES BOÎTES POSTALES ET AUTRES ÉLÉMENTS EXISTANTS DOIVENT ÊTRES PROTÉGÉS ET CONSERVÉS PAR L'ENTREPRENEUR.
15. LES RACCORDEMENTS D'UN PAVAGE FLEXIBLE À UN PAVAGE RIGIDE DOIVENT ÊTRE RÉALISÉS SELON LE CROQUIS MV-201.
16. LES RACCODEMENTS DES REVÊTEMENTS EN ENROBÉS DOIVENT ÊTRE RÉALISÉS SUIVANT LES DESSINS NORMALISÉS ET DEVIS DE LA VILLE DE MONTRÉAL.
17. LE PAVAGE AUTOUR DES PUISARDS, REGARDS OU AUTRES ACCESSOIRES DOIT ÊTRE RÉALISÉ SELON LES CROQUIS MV-201-A ET MV-201-B.
18. LES NOUVEAUX PUISARDS DE RUE ET DE TROTTOIR DEVRONT RESPECTER LES EXIGENCES DU CROQUIS MV-221 ET MV-222.

Légende

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet de
- DFE ..... égout
- DFD ..... drain
- DFP ..... pavage
- DFT ..... trottoir

Nouveau puisard
- NPT ..... nouveau puisard de trottoir
- NPG ..... nouveau puisard et grille

Puisard
- T + C ..... tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)
- T + G ..... tête et grille à changer
- TA + G ..... tête ajustable et grille à changer
- TA À NIV ..... tête ajustable à niveler
- TÊTE ..... tête à changer
- GRILLE ..... grille à changer
- RÉP ..... réparation

Égout / Aqueduc
- C + C ..... cadre et couvercle échanger
- CA + C ..... cadre ajustable et couvercle à changer
- CA À NIV ..... cadre ajustable à niveler
- CADRE ..... cadre à changer
- COUV ..... couvercle à changer
- RÉP ..... réparation
- TBV À NIV. ..... tête de boîte de vanne à niveler
- TBV + C ..... tête de boîte de vanne à changer

- Base de lampadaire à démolir (CSEM)
- Base de lampadaire à construire (CSEM)
- Puisard de rue
- Grille carrée
- Puisard de trottoir
- Repère géodésique
- Vanne de gaz
- Regard de chambre de la C.S.E.M.
- Regard de chambre H.Q.
- Regard de chambre d'égout
- Regard de chambre de Bell
- Arbre existant
- Arbre projeté
- Borne-Fontaine
- Boîte de vanne
- Vanne d'aqueduc
- Regard de chambre d'aqueduc
- Manchon de parcomètre
- Manchon de signalisation
- Manchon de boîllard et tube d'acier
- Support de vélos
- Poteau de bois pour utilités publiques
- Lampadaire
- Espace pour banc public
- Chambre de transformateur
- Fosse 300 mm
- Fosse 500 mm
- Fosse 1000 mm
- Trottoir projeté
- Treillis métalique
- Aqueduc
- Égout
- Gaz
- CSEM
- Bell souterrain
- Drain-filtre perforé

Émission

Révision :	Date :	Description :	Par :
00	09/04/2019	ÉMIS POUR SOUMISSION	MV

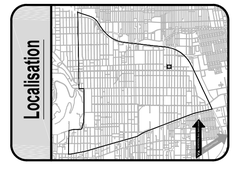
Études hydrauliques

DIRECTION DE LA GESTION STRATÉGIQUE DES RÉSEAUX D'EAU :
Étude : - -
Étude : - -

DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES :
Étude : - -

DIRECTION DE L'EAU POTABLE :
Étude : - -

Localisation



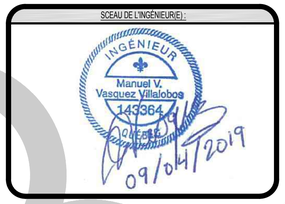
Le Plateau-Mont-Royal
Montréal
Direction du développement du territoire et des travaux publics
Division des études techniques
201, avenue laurier Est, 5e étage, Montréal (Québec) H2T 3E6

CONSULTANT ET COORDONNÉES :

Intervenants

Relevé Terrain :
CIMA+ 01/09/2017
Mise en plan :
Vincent Gonidec, ag. tech. 09/04/2019
Vérification :
Éric Hickey, chef équipe 09/04/2019

SCEAU DE L'INGÉNIEUR(E) :



Localisation

Intersection de l'avenue Laurier Est et de la rue Chabot

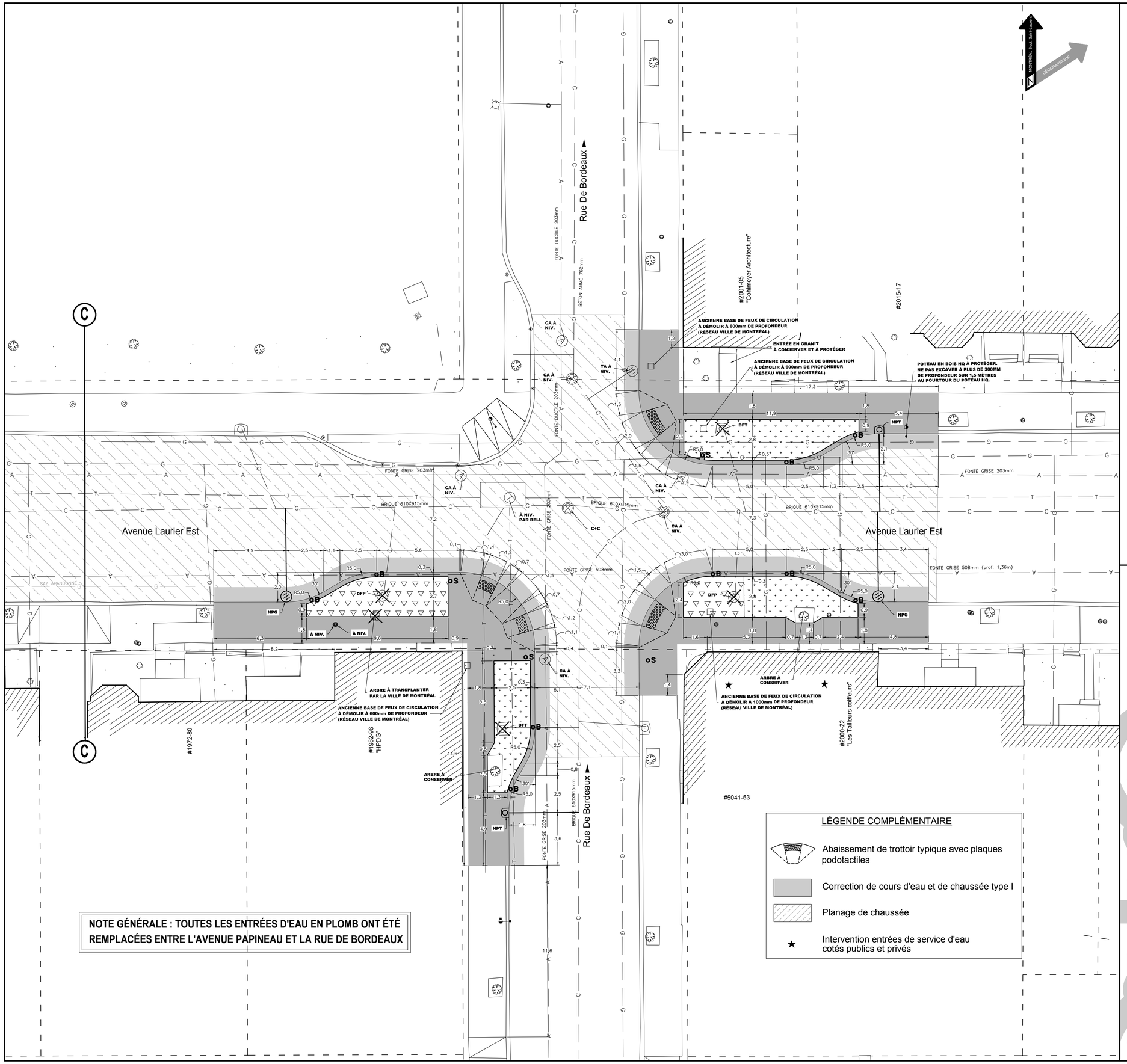
Nature des travaux

Travaux de réaménagement géométrique et de planage-revêtement 2019

Titre

CIVIL

PLAN NO :	FEUILLET :	ÉCHELLE :	DATE :	RÉVISION :
DDTTP54-18-23	04 de 12	1/125 (0m 1m 2m 3m 4m 5m)	09/04/2019	00



NOTE GÉNÉRALE : TOUTES LES ENTRÉES D'EAU EN PLOMB ONT ÉTÉ REMPLACÉES ENTRE L'AVENUE PAPINEAU ET LA RUE DE BORDEAUX

Notes

1. POSITION APPROXIMATIVE; LA LIMITE DES TRAVAUX SERA DÉCIDÉE LORS DES TRAVAUX PAR L'ARRONDISSEMENT.
2. TOUTES LES DIMENSIONS DEVRONT ÊTRE PRISES ET VÉRIFIÉES AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX PAR L'ENTREPRENEUR.
3. TOUTES LES DIMENSIONS SONT EN MÈTRES À MOINS D'AVIS CONTRAIRE.
4. LA LOCALISATION DES CONDUITS ET MASSIFS D'UTILITÉS PUBLIQUES EST DONNÉE À TITRE INDICATIF SEULEMENT.
5. LES CONDUITS ET MASSIFS D'UTLITITÉS PUBLIQUES SONT À SOUTENIR ET À PROTÉGER DANS LA TRANCHÉE D'EXCAVATION PAR L'ENTREPRENEUR.
6. L'ÉTUDE DE DRAINAGE A ÉTÉ EFFECTUÉE PAR FNX-INNOV.
7. LA CONCEPTION GÉOMÉTRIQUE A ÉTÉ EFFECTUÉE ET VÉRIFIÉE PAR MME. CAROLINE VIEN, INGÉNIEURE À LA DIVISION DES ÉTUDES TECHNIQUES.
8. L'ENTREPRENEUR EST TENU DE VÉRIFIER LES DIMENSIONS ET LES POINTS DE RACCORDEMENT AU CHANTIER ET D'AVISER L'INGÉNIEUR DE TOUTE DIVERGENCE OU OMISSION.
9. L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE FAIRE LOCALISER LES SERVICES PUBLICS (BELL, HYDRO-QUÉBEC, GAZ ET AUTRES) EN CONTACTANT INFO-EXCAVATION AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.
10. LA LOCALISATION DES SERVICES EST APPROXIMATIVE. IL EST ENTENDU QUE L'ARRONDISSEMENT N'ASSUME AUCUNEMENT LA RESPONSABILITÉ QUANT À L'EXACTITUDE ET L'INTÉGRITÉ DE CES INFORMATIONS.
11. LE FILAGE SOUTERRAIN ENTRE LES LUMINAIRES ET ENTRE LES FEUX DE CIRCULATION N'EST PAS MONTRÉ AU PLAN. L'ENTREPRENEUR DOIT LES FAIRE LOCALISER PAR LES AUTORITÉS CONCERNÉES.
12. L'ENTREPRENEUR DOIT, AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX, VÉRIFIER LA CONCORDANCE ENTRE LES REPÈRES DE NIVELLEMENT ET LES POINTS DE RACCORDEMENT ET AVISER L'INGÉNIEUR DE TOUTE DISCORDANCE.
13. LA STABILITÉ DES STRUCTURES TEL QUE POTEAUX, HAUBANS ET LAMPADAIRES DOIT ÊTRE ASSURÉE DANS TOUTES LES PHASES DE CONSTRUCTION PAR L'ENTREPRENEUR.
14. LA VÉGÉTATION, LES CLÔTURES, LES BOÎTES POSTALES ET AUTRES ÉLÉMENTS EXISTANTS DOIVENT ÊTRES PROTÉGÉS ET CONSERVÉS PAR L'ENTREPRENEUR.
15. LES RACCORDEMENTS D'UN PAVAGE FLEXIBLE À UN PAVAGE RIGIDE DOIVENT ÊTRE RÉALISÉS SELON LE CROQUIS MV-201.
16. LES RACCODEMENTS DES REVÊTEMENTS EN ENROBÉS DOIVENT ÊTRE RÉALISÉS SUIVANT LES DESSINS NORMALISÉS ET DEVIS DE LA VILLE DE MONTRÉAL.
17. LE PAVAGE AUTOUR DES PUISARDS, REGARDS OU AUTRES ACCESSOIRES DOIT ÊTRE RÉALISÉ SELON LES CROQUIS MV-201-A ET MV-201-B.
18. LES NOUVEAUX PUISARDS DE RUE ET DE TROTTOIR DEVRONT RESPECTER LES EXIGENCES DU CROQUIS MV-221 ET MV-222.

Légende

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet de
- DFE ..... égout
- DFD ..... drain
- DFP ..... pavage
- DFT ..... trottoir

Nouveau puisard
- NPT ..... nouveau puisard de trottoir
- NPG ..... nouveau puisard et grille

Puisard
- T + C ..... tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)
- T + G ..... tête et grille à changer
- TA + G ..... tête ajustable et grille à changer
- TA À NIV ..... tête ajustable à niveler
- TÊTE ..... tête à changer
- GRILLE ..... grille à changer
- RÉP ..... réparation

Égout / Aqueduc
- C + C ..... cadre et couvercle àchanger
- CA + C ..... cadre ajustable et couvercle à changer
- CA À NIV ..... cadre ajustable à niveler
- CADRE ..... cadre à changer
- COUV ..... couvercle à changer
- RÉP ..... réparation
- TBV À NIV ..... tête de boîte de vanne à niveler
- TBV + C ..... tête de boîte de vanne à changer

- Base de lampadaire à démolir (CSEM)
- Base de lampadaire à construire (CSEM)
- Puisard de rue
- Grille carrée
- Puisard de trottoir
- Repère géodésique
- Vanne de gaz
- Regard de chambre de la C.S.E.M.
- Regard de chambre H.Q.
- Regard de chambre d'égout
- Regard de chambre de Bell
- Arbre existant
- Arbre projeté
- Borne-Fontaine
- Boîte de vanne
- Vanne d'aqueduc
- Regard de chambre d'aqueduc
- Manchon de parcomètre
- Manchon de signalisation
- Manchon de boîtard et tube d'acier
- Support de vélos
- Poteau de bois pour utilités publiques
- Lampadaire
- Espace pour banc public
- Chambre de transformateur
- Fosse 300 mm
- Fosse 500 mm
- Fosse 1000 mm
- Trottoir projeté
- Treillis métalique
- Aqueduc
- Égout
- Gaz
- CSEM
- Bell souterrain
- Drain-filtre perforé

Émission

Révision :	Date :	Description :	Par :
00	09/04/2019	ÉMIS POUR SOUMISSION	MV

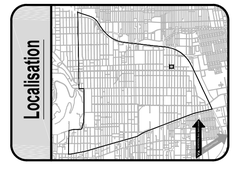
Études hydrauliques

DIRECTION DE LA GESTION STRATÉGIQUE DES RÉSEAUX D'EAU :
- Étude : -
- Étude : -

DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES :
- Étude : -

DIRECTION DE L'EAU POTABLE :
- Étude : -

Localisation



Le Plateau-Mont-Royal
Montréal

Direction du développement du territoire et des travaux publics
Division des études techniques

201, avenue laurier Est, 5e étage, Montréal (Québec) H2T 3E6

CONSULTANT ET COORDONNÉES :

Intervenants

Relevé Terrain :
CIMA+ 01/09/2017

Mise en plan :
Vincent Gonidec, ag. tech. 09/04/2019

Vérification :
Manuel Vlad Vasquez, ing. 09/04/2019

SCEAU DE L'INGÉNIEUR(E) :

INGÉNIEUR
Manuel V. Vasquez Villalobos
143364
09/04/2019

Localisation

Intersection de l'avenue Laurier Est et de la rue De Bordeaux

Nature des travaux

Travaux de réaménagement géométrique et de planage-revêtement 2019

Titre

CIVIL

PLAN NO :	FEUILLET :	ÉCHELLE :	DATE :	RÉVISION :
DDTTP54-18-23	05 de 12	1/125 (0m 1m 2m 3m 4m 5m)	09/04/2019	00

Montréal

Pierre Sainte-Marie - Délégation de pouvoirs

Pierre SAINTE-MARIE A : 34-06 - Direction de la mobilité, Luc GAGNON

2019-08-21 17:40

Bonjour,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), je vous informe que Monsieur Louis-Philippe Charest, chef de section, assumera mes fonctions de chef de la Division de l'aménagement et des grands projets et exercera tous les pouvoirs s'y rattachant du jeudi 22 au mardi 27 août 2019, inclusivement. Vous pouvez joindre Monsieur Charest au 514 872-5822.

Cordialement,

Pierre Sainte-Marie

Montréal

Pierre Sainte-Marie, ing., urb., MBA

Chef de division

Division de l'aménagement et des grands projets

Direction de la mobilité

Service de l'urbanisme et de la mobilité

801, rue Brennan, 10e étage
Montréal (Québec) H3C OG4

t : 514 872-4781

✉ : psaintemarie@ville.montreal.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.01

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1190025005

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Adopter dans le cadre du programme triennal d'immobilisation 2019-2020-2021 un règlement d'emprunt de 8 300 000 $ pour des travaux reliés à l'enlèvement des fils et des poteaux et à la conversion du réseau aérien au réseau municipal de conduits souterrains sous la surveillance de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) (Volet 10 km entente 83-89)

Il est recommandé:
1. d'adopter dans le cadre du programme triennal d'immobilisation 2019-2021 un règlement d'emprunt de 8 300 000 $ pour des travaux reliés à l'enlèvement des fils et des poteaux et à la conversion du réseau aérien au réseau municipal de conduits souterrains sous la surveillance de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) - Entente 83/89 - Volet 10 km

2. d'autoriser le président de la Commission des services électriques à signer les documents pour et au nom de la ville.

Signé par Serge A BOILEAU **Le** 2019-08-22 14:53

Signataire : Serge A BOILEAU

_____

Président
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1190025005**
Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Adopter dans le cadre du programme triennal d'immobilisation 2019-2020-2021 un règlement d'emprunt de 8 300 000 $ pour des travaux reliés à l'enlèvement des fils et des poteaux et à la conversion du réseau aérien au réseau municipal de conduits souterrains sous la surveillance de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) (Volet 10 km entente 83-89)

CONTENU

CONTEXTE

En 1983, la Ville de Montréal accepte de conclure une entente nommée Entente 1983/89 avec Hydro-Québec qui permet d'établir le financement et les modalités des travaux de reconstruction d'une partie de son réseau de conduits souterrains au centre-ville. Les deux parties conviennent de certains paramètres liés à l'enfouissement d'équipements électriques pour raisons d'embellissement et pour raisons techniques sur le territoire de l'ancienne ville de Montréal.
Les projets à réaliser ont été identifiés au sommaire décisionnel 1120810001 (juin 2012) et un premier règlement d'emprunt a été adopté (no 12-033).

Actuellement, la Ville négocie avec Hydro-Québec les termes d'une nouvelle entente pour les projets d'enfouissement. Dans le cadre de ces négociations, certains des projets identifiés en 2012 seront remplacés par d'autres qui s'inscrivent dans des projets de réaménagement et de réfection de rues prévus par la Ville. Cette nouvelle programmation a été faite en collaboration avec les représentants de la Ville (Bureau d'intégration et de coordination), d'Hydro-Québec et de la CSEM.

Depuis le 1er janvier 2000, la CSEM s'est vu confier, entre autres, la gestion des ententes concernant certaines modalités des réseaux entre la Ville de Montréal et les usagers possédant des câbles aériens présents sur les poteaux sur rue.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1385- 19 novembre 2018 - Règlement autorisant un emprunt de 5 100 000$ pour des travaux reliés à l'enlèvement des fils et des poteaux et à la conversion du réseau aérien au réseau municipal de conduits souterrains sous la surveillance de la Commission des services

électriques de Montréal (CE18 1616 - 3 octobre 2018)
CE12 1027 - 20 juin 2012 (SD1020810001): Approbation de la programmation relative à la réalisation des travaux de construction de réseaux de conduits souterrains dans le cadre de l'entente 1983/89 - Volet 10 km - intervenue entre la Ville de Montréal et Hydro-Québec.

CM12 0854 - 25 septembre 2012 (SD1120810002): Adopter un règlement autorisant un emprunt de 13 600 000 $ pour le financement des travaux reliés à la conversion du réseau aérien au réseau municipal de conduits souterrains, sous la surveillance de la Commission des services électriques de Montréal.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'adoption d'un règlement d'emprunt d'une valeur de 8,3 M$ pour réaliser les travaux d'enfouissement des réseaux câblés afin de compléter l'ajustement de 10 kilomètres de l'entente 83/89.
L'obtention de ce règlement d'emprunt permettra à la CSEM de réaliser sa mission et de procéder progressivement à l'enlèvement des fils et poteaux et de mener à terme la programmation prévue pour les années 2019, 2020 et 2021.

JUSTIFICATION

Les travaux couverts par ce règlement d'emprunt sont essentiels pour la réalisation des projets d'enfouissement des réseaux câblés issus de l'ajustement de l'Entente 83/89.
Les travaux d'enfouissement des réseaux de distribution d'électricité et de télécommunications contribuent à améliorer le paysage urbain montréalais par l'élimination des poteaux et des fils du réseau aérien. Ceux-ci font partie intégrante des orientations et objectifs d'aménagement préconisés par le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant du règlement d'emprunt à adopter est de 8 300 000 $. Cette dépense sera entièrement assumé par la ville centrale. Les crédits et le budget seront imputés dans le budget suivant :

69903 Conversion - Enfouissement des fils / Ajustement de 10 km à l'entente 83/89.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'autorisation du règlement d'emprunt permettra de réaliser les travaux civils requis pour les projets d'enfouissement et les travaux reliés à l'enlèvement des fils et des poteaux et à la conversion du réseau et contribuera à rehausser la qualité du domaine public et l'image des secteurs visés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Septembre 2019 : avis de motion CM - règlement d'emprunt;
- Octobre 2019 : adoption du règlement d'emprunt;
- Janvier 2020 : approbation du règlement d'emprunt par le MAMOT;
- Travaux prévus en 2020, 2021 ET 2022, calendrier à confirmer par la Ville (travaux

réalisés dans le cadre de projets intégrés), Hydro-Québec et les entreprises de réseaux techniques urbains.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Tassadit NAHI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Ève LEDUC, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gilles G - Ext GAUDET
Directeur STI-Planification

Tél : 514-384-6840 poste 244
Télécop. : 514-384-7298

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-08

Serge A BOILEAU
Président

Tél : 514 384-6840
Télécop. : 514 384-7298

Commission des services électriques de Montréal

NOTE

Expéditeur : **Monsieur Gilles Gaudet, urbaniste**
Directeur STI-Planification

Date : **Le 2 août 2019**

Objet : **Règlement d'emprunt – Entente 83/89m- Volet 10km**
(69903 Conversion - Enfouissement des fils / Ajustement de 10 km à l'entente 83/89)

En référence au dossier, les travaux relatifs en partie au PTI 2019-2020-2021 sont les suivants :

Projets d'enfouissement de fils (projets intégrés)	
• Fiche 49 : Côte-Saint-Luc (Décarie à limite de Westmount)	850 000 $
• Fiche 50 : Saint-Patrick (D'Argenson à Shearer)	475 000 $
• Fiche 51 : Saint-Grégoire (Saint-Denis à Papineau)	825 000 $
• Fiche 65 : Jarry Est (Christophe-Colomb à DeLorimier)	1 050 000 $
• Fiche 66 : Langelier (Hochelaga à Marseilles)	1 000 000 $
• Fiche A016 : Griffintown – Phase 1	800 000 $
• Fiche A018 : Laurentien-Lachapelle	3 300 000 $
	8 300 000 $

Il est important de noter que la présente liste est à titre informatif en vertu de l'information disponible en date de la préparation de la présente demande de règlement d'emprunt.

Gilles Gaudet, urbaniste
Directeur STI-Planification

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1190025005

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Adopter dans le cadre du programme triennal d'immobilisation 2019-2020-2021 un règlement d'emprunt de 8 300 000 $ pour des travaux reliés à l'enlèvement des fils et des poteaux et à la conversion du réseau aérien au réseau municipal de conduits souterrains sous la surveillance de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) (Volet 10 km entente 83-89)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT HP - 1190025005 - Conduits souterrains.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-19

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 8 300 000 $ POUR DES TRAVAUX RELIÉS À L'ENLÈVEMENT DES FILS ET DES POTEAUX ET À LA CONVERSION DU RÉSEAU AÉRIEN AU RÉSEAU MUNICIPAL DE CONDUITS SOUTERRAINS SOUS LA SURVEILLANCE DE LA COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 8 300 000 $ est autorisé pour le financement des travaux reliés à l'enlèvement des fils et des poteaux et à la conversion du réseau aérien au réseau municipal de conduits souterrains sous la surveillance de la Commission des services électriques de Montréal.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis, à la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements doit être de 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

_____

GDD1190025005

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1190025005

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Adopter dans le cadre du programme triennal d'immobilisation 2019-2020-2021 un règlement d'emprunt de 8 300 000 $ pour des travaux reliés à l'enlèvement des fils et des poteaux et à la conversion du réseau aérien au réseau municipal de conduits souterrains sous la surveillance de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) (Volet 10 km entente 83-89)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1190025005-Information comptable.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tassadit NAHI
Agente de gestion des ressources finacières
Tél : (514) 872-3087

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-22

Mélanie BEAUDOIN
Conseillère en planification budgétaire
Tél : 514 872-1054
Division : Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

INTERVENTION FINANCIÈRE - PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS (PTI)

NO GDD : 1190025005

Le capital et les frais financiers liés à ce règlement d'emprunt seront assumés par la Ville Centrale et remboursés par les redevances des usagés et utilisateurs des conduits souterrains de la CSEM. Les travaux sont prévus au programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la CSEM.

Dépense

			Total
Règlement 19-xxx	6105.7719xxx.802400.01909.57201.00000.0000.112522.000000.98001.00000		8 300 000 $

Emprunt à long terme

			Total
Règlement 19-xxx	6105.7719xxx.802400.01909.49200.00000.0000.112522.000000.98001.00000		8 300 000 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.02

2019/09/16
13:00

(2)

Dossier # : 1190867002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu de l'article 89 de la Charte, un règlement abrogeant le Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un complexe résidentiel et commercial dans le quadrilatère délimité par le boulevard René-Lévesque, l'avenue de Lorimier et les rues Sainte-Catherine et Parthenais (03-152)

De demander au conseil municipal :
D'adopter, en vertu du paragraphe 3 de l'article 89 de la Charte de la Ville, un règlement abrogeant le Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un complexe résidentiel et commercial dans le quadrilatère délimité par le boulevard René-Lévesque, l'avenue de Lorimier et les rues Sainte-Catherine et Parthenais (03-152).

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-26 16:07

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1190867002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu de l'article 89 de la Charte, un règlement abrogeant le Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un complexe résidentiel et commercial dans le quadrilatère délimité par le boulevard René-Lévesque, l'avenue de Lorimier et les rues Sainte-Catherine et Parthenais (03-152)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de permis de construction a récemment été déposée pour la construction d'un édifice au sud-ouest de l'intersection des rues Sainte-Catherine et Parthenais. Le traitement de cette requête nécessite toutefois au préalable l'abrogation d'un règlement désuet adopté en 2003 en vertu de l'article 89 de la Charte, soit le *Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un complexe résidentiel et commercial dans le quadrilatère délimité par le boulevard René-Lévesque, l'avenue de Lorimier et les rues Sainte-Catherine et Parthenais (03-152)* .
Cette abrogation peut être adoptée par le conseil municipal en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CM12 0066 - 23 janvier 2012 - D'adopter, avec changements, le règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » pour y introduire le Programme particulier d'urbanisme du quartier Sainte-Marie, suivant la prise en compte du rapport de l'Office de consultation publique de Montréal dans la version finale du document, notamment en créant un nouveau secteur d'emplois sur le secteur sud du site de la JTI-Macdonald.
- CM03 0781 - 22 septembre 2003 - D'adopter comme projet de règlement P-03-152 le « Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un complexe résidentiel et commercial dans le quadrilatère délimité par le boulevard René-Lévesque, l'avenue De Lorimier et les rues Sainte-Catherine et Parthenais »

DESCRIPTION

Le propriétaire du site visé par le règlement 03-152 a manifesté son intention de ne pas se prévaloir des dispositions particulières de ce règlement et de construire un édifice conforme aux dispositions courantes du règlement d'urbanisme. Or, tant que le règlement en question demeure en vigueur, les dispositions courantes du règlement d'urbanisme demeurent

inapplicables sur l'emplacement en cause. Le présent projet de règlement vise donc l'abrogation du règlement particulier 03-158.

JUSTIFICATION

Pour diverses raisons, le projet initialement proposé, et qui a donné lieu à l'adoption du règlement 03-152, est abandonné depuis 2004. Or, contrairement à la pratique courante, ce règlement ne comportait aucune clause résolutoire visant à ce que les travaux commencent dans les 30 ou 60 mois suivants son entrée en vigueur. L'abandon de ce projet remonte maintenant à plus de 15 ans, ce qui représente près de trois fois le délai usuel pour une telle autorisation réglementaire. En regard de la pratique courante en ce domaine, l'abrogation demandée s'avère donc équitable et légitime.
Notons également que cette demande d'abrogation, ainsi que les plans de construction de la première phase qui accompagnent la demande de permis de construction ont fait l'objet d'un avis favorable de la part du comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement.

Le règlement 03-152 n'a donc jamais été utilisé et son abrogation a été annoncée dans le PPU du Quartier Sainte-Marie en 2012. Toutefois, à ce jour, en l'absence d'un projet de remplacement cette abrogation n'a jamais eu lieu. La présente demande de permis de construction, qui est conforme au cadre réglementaire de la Ville, à une exception près, rend enfin cette abrogation possible par le conseil municipal. Notons en effet qu'une dérogation mineure doit être approuvée prochainement concernant le concept architectural et plus précisément la présence d'un escalier extérieur situé à un niveau supérieur au 2^{e} étage.

En somme, le projet de construction proposé respecte les orientations et principes d'aménagement retenus pour le secteur, notamment dans le cadre de l'actuel exercice de planification du PPU des faubourgs. Mentionnons également que le promoteur s'est engagé à respecter les proportions de logements sociaux, abordables et familiales (20/20/20) en amont de la mise en oeuvre prochaine de ce règlement. Cela signifie que les phases ultérieures du projet vont tenir compte du nombre de logements compris dans la première phase.

Pour ces raison, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité de l'arrondissement recommande l'abrogation du règlement 03-152.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

§ 16 septembre 2019 : adoption d'un avis de motion et d'un projet de règlement par le conseil municipal ;

§ 22 octobre 2019 : adoption du règlement par le conseil municipal ;
§ Entrée en vigueur à la date de l'émission du certificat de conformité au schéma d'aménagement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux dispositions de la Charte de la Ville de Montréal et de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable.

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno COLLIN
Conseiller en aménagement - chef d'équipe

Tél : 872-7998
Télécop. : 868-4912

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-21

Jean-François MORIN
Chef de la division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-08-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marc LABELLE
Directeur d'arrondissement délégué
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2019-08-22

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
8 août 2019
n° à venir
4.7.1

Objet : **ABROGATION DU RÈGLEMENT 03-152, SURHAUTEUR, RÉVISION DE PROJET & DÉROGATION MINEURE**

Endroit : 99999, rue Sainte-Catherine Est

Responsables : Bruno Collin et Olivier Légaré

Description : Les demandes visent la première phase de reconstruction de l'îlot vacant délimité par les rues Sainte-Catherine et Parthenais, l'avenue De Lorimier et le boulevard René-Lévesque. Cette première phase occupe la partie nord-est de l'îlot, au coin des rues Sainte-Catherine et Parthenais.

Bien que le projet soit généralement conforme au *Règlement d'urbanisme 01-282*, son approbation requiert préalablement l'abrogation du *Règlement 03-152*, adopté en 2004 par le conseil municipal en vertu de l'article 89 de la charte. Ce règlement restreint en effet la construction du site à un projet très spécifique, lequel est abandonné depuis plus de 10 ans.

Le *Règlement 03-152* n'a jamais été utilisé et son abrogation a été annoncée dans le PPU du quartier Sainte-Marie en 2012. Toutefois, à ce jour, en l'absence d'un projet de remplacement cette abrogation n'a jamais eu lieu. La présente demande de permis de construction, qui est conforme au cadre réglementaire de la Ville, à une exception près, rend enfin cette abrogation possible par le conseil municipal. Une dérogation mineure sera en effet nécessaire concernant la présence d'escaliers extérieurs situés à un niveau supérieur au 2^{e} étage.

Pour sa part, la révision des plans de construction soumise à la procédure du titre VIII du *Règlement d'urbanisme 01-282* est requise en raison d'un volume en surhauteur et parce que le projet est situé dans les unités de paysage Artère commerciale (AC) et Sainte-Marie – Saint-Jacques (SMSJ).

Description du projet

L'édifice projeté présente deux échelles distinctes, soit un volume de 3 à 7 étages sur les rues Sainte-Catherine et Parthenais et un volume en surhauteur de 14 étages (45 m) situé plus à l'arrière.

Le programme est composé des éléments suivants :

- 258 logements, dont 114 locatifs ;
- un rez-de-chaussée commercial en rive des rues Sainte-Catherine et Parthenais :

- un espace à bureaux de 200 m^2 ;
- une serre et un espace intérieur communautaire de 100 m^2 ;
- un stationnement souterrain d'une capacité de 93 voitures et de 196 vélos.

L'approche architecturale proposée est fondée sur l'idée d'une intégration aux caractéristiques de forme, de rythme d'ouverture et de parcellaire, et de matériaux de revêtement du quartier et, particulièrement, de la rue Sainte-Catherine. Une série de volumes de trois étages en brique grise, brique de béton et céramique ventilée borde les rues, tandis qu'un volume de brique rouge s'élève en retrait sur quatre étages additionnels. Le rythme des ouvertures et la verticalité de la composition sont en dialogue respectueux avec le bâti environnant.

Le volume de quinze étages situé à l'arrière présente certaines caractéristiques susceptibles de convenir à des familles dans un édifice en hauteur. Par exemple, un système de coursives partiellement fermé avec des panneaux de verre permet l'aménagement de logements traversant, avec accès de part et d'autre de l'édifice. Le système de coursives et d'escaliers extérieurs devient ainsi une importante composante de l'approche architecturale du projet. À noter que l'escalier en question requiert une autorisation en vertu du règlement sur les dérogations mineures étant donné qu'un tel escalier ne doit normalement pas dépasser le deuxième étage. L'enveloppe est constituée de brique blanche et de garde-corps en verre ultra-clair avec des meneaux blancs.

Cadre réglementaire

Le projet respecte les paramètres du règlement d'urbanisme, qui ont récemment été revus en détail lors de la modification omnibus de 2013. La densité (inférieure à 4), les hauteurs sur rue et les critères de surhauteur sont respectés. La mixité d'usages proposée va également au-delà des minimums requis par le règlement. Toutefois, tant que le *Règlement 03-152* n'est pas abrogé, ces dispositions du *Règlement d'urbanisme 01-282* demeurent invalides sur le site.

Éléments d'analyse

Le projet soumis présente un grand intérêt en raison de l'attention accordée au respect du contexte. Sur la rue Sainte-Catherine, non seulement le bâti présente une ouverture physique qui favorise l'animation, mais en plus, les superficies des emplacements commerciaux sont en continuité avec la trame propre au Village gai situé à l'ouest du pont Jacques-Cartier. La matérialité permet également de reprendre les caractéristiques propres à un secteur faubourien en évitant habilement le mimétisme.

Également, les éléments verticaux proposés pour la portion supérieure en brique rouge constituent un rappel intéressant de l'aspect Art déco du bâtiment « Dominion Oil Cloth and Linoleum Company » voisin. Le traitement des garde-corps des balcons avec des barrotins en métal ouvré est également un clin d'œil intéressant aux balcons en fer forgé du quartier. Par ailleurs, il serait intéressant de maintenir cette matérialité pour tous les balcons situés aux sept premiers niveaux qui sont en plus en relation avec la rue et le quartier.

Du côté de la rue Parthenais, le projet présente également de grandes qualités d'intégration. D'abord, l'implantation proposée permet d'encadrer l'axe de la rue Parthenais passablement déstructuré dans les tronçons du sud de la rue Ontario. Le traitement du rez-de-chaussée, qui sera dédié à du bureau ou du commerce, permet également d'entretenir une certaine animation et le confinement des accès véhiculaires au sud permet d'atténuer leur impact.

De plus, la possibilité de prolonger la rue Tansley permet d'assurer la perméabilité est-ouest de l'îlot tel que le requiert l'unité de paysage. L'implantation et le traitement de l'interface à caractère plus domestique constituent également des éléments en continuité des secteurs adjacents.

De la même façon, les coursives qui viennent animer les façades présentent l'avantage de prolonger une typologie résidentielle propre aux secteurs faubouriens dans un bâti plus dense. Le contexte du site se prête bien pour tenter ce type d'intervention. Enfin, la matérialité plus légère permet d'atténuer l'impact du volume en surhauteur, et son implantation vers le centre de l'îlot permet de conserver les vues remarquables du pont Jacques-Cartier dans l'axe de la rue Parthenais.

Pour ce qui est de la dérogation mineure, il faut rappeler que les dispositions du *Règlement d'urbanisme 01-282* visent à éviter que les escaliers traditionnels des quartiers centraux soient étendus au troisième étage des bâtiments. Dans le cas présent, il s'agit d'une typologie architecturale résolument distincte et la proposition est accompagnée d'un ascenseur et d'un escalier intérieur. L'escalier extérieur litigieux n'est en somme qu'un accès de secours.

Enfin, le projet respecte les critères d'ensoleillement du règlement pour les rues et le voisinage immédiat. Par contre, bien qu'elle soit prévisible en raison du grand retrait de la surhauteur par rapport au domaine public, la démonstration du faible impact éolien reste à faire.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Adoption le 2 avril 2004 du *Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un complexe résidentiel et commercial dans le quadrilatère délimité par le boulevard René-Lévesque, l'avenue De Lorimier et les rues Sainte-Catherine et Parthenais (03-152).*

Considérant que : Le projet permet d'entamer la reconstruction d'une importante friche urbaine.

Considérant que : Le parti architectural clairement orienté sur l'intégration au milieu existant, notamment en regard de son échelle sur rue et du respect des critères applicables d'unité de paysage.

Considérant que : L'implantation proposée est respectueuse d'une vue d'intérêt sur le pont Jacques-Cartier, dans l'axe de la rue Parthenais.

Considérant que : L'approche immobilière (programme mixte) est susceptible de relancer le caractère commercial de ce tronçon de la rue Sainte-Catherine.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de ces demandes aux conditions suivantes :

- **Soumettre une étude des impacts éoliens ;**
- **Revoir le traitement des garde-corps des balcons du volume de sept étages afin de proposer des barrotins ou un traitement ajouré plutôt que du verre ;**
- **Confirmer que le type et la dimension des briques d'argile correspondent aux caractéristiques du milieu ;**
- **Raffiner les détails de composition des coursives et des escaliers extérieurs en accordant une attention particulière à la qualité des matériaux, incluant des panneaux de verre résistant à l'effet cumulé des rayons UV et de la pollution de l'air, ainsi qu'une gestion appropriée de l'écoulement de l'eau.**

Par ailleurs, en façade de la rue Parthenais, les membres suggèrent d'explorer la possibilité de fragmenter la façade du volume en briques rouges, cela afin d'atténuer l'expression monolithique du projet.

Les membres souhaitent également que le projet prévoit une offre de logements répondant aux paramètres du projet de Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-20-20).

Richard Ryan - 8 août 2019
Richard Ryan
Vice-président

Jean-Philippe Gagnon
Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1190867002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Objet :	Adopter, en vertu de l'article 89 de la Charte, un règlement abrogeant le Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un complexe résidentiel et commercial dans le quadrilatère délimité par le boulevard René-Lévesque, l'avenue de Lorimier et les rues Sainte-Catherine et Parthenais (03-152)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir document ci-joint.

FICHIERS JOINTS

2019-08-23 - REG - abrogation (03-152).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sabrina GRANT
Avocate, droit public et législation
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-26

Jean-Philippe GUAY
Avocat, chef de division
Tél : 514-872-6887
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT ABROGEANT LE RÈGLEMENT AUTORISANT LA CONSTRUCTION ET L'OCCUPATION D'UN COMPLEXE RÉSIDENTIEL ET COMMERCIAL DANS LE QUADRILATÈRE DÉLIMITÉ PAR LE BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE, L'AVENUE DE LORIMIER ET LES RUES SAINTE-CATHERINE ET PARTHENAIS (03-152)

Vu l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le présent règlement abroge le Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un complexe résidentiel et commercial dans le quadrilatère délimité par le boulevard René-Lévesque, l'avenue de Lorimier et les rues Sainte-Catherine et Parthenais (03-152).

_____

À la suite de l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans le journal *Le Devoir* le XX 2019, et conformément aux articles 137.10 et suivants et 264.0.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), ce règlement est réputé conforme au schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal à compter du XX 2019 et entre en vigueur à cette date.

GDD : 1190867002

Article 41.03

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement 19-026

Ce document vous sera livré ultérieurement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.01

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1164396006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement 1654 adopté par l'ancienne Ville de Montréal-Nord et abrogeant le Règlement 1653 à l'égard seulement de la partie résiduelle de la ruelle située au nord-est de l'avenue Drapeau entre les rues de Castille et de Charleroi, dans l'arrondissement de Montréal-Nord, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31h12-005-3160-04

Il est recommandé :

1- d'adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement 1654 adopté par l'ancienne Ville de Montréal-Nord et abrogeant le Règlement 1653 à l'égard seulement de la partie résiduelle de la ruelle située au nord-est de l'avenue Drapeau entre les rues de Castille et de Charleroi, dans l'arrondissement de Montréal-Nord, aux fins de transfert aux propriétaires riverains » formée des lots 2 294 414, 2 294 426, 2 294 430, 2 294 431, 2 294 436, 2 294 438 et 2 294 439, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et délimitée par les lettres ABCDA, EFGHE, JKLMNPQRJ et STUVWXS sur le plan D-5 Montréal-Nord, préparé par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, en date du 27 janvier 2016, sous le numéro 1658 de ses minutes ;

2- créer une servitude à des fins de télécommunication et de distribution d'énergie identifiée par les lettres ABCDA, LMNKL, UVYTU, tel qu'indiqué au plan D-5 Montréal-Nord, préparé par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, en date du 27 janvier 2016, sous le numéro 1658 de ses minutes ;

3- créer une servitude réelle et perpétuelle de passage à pied, avec interdiction d'ériger toute construction, permanente ou temporaire, contre les lots 2 294 430, 2 294 436 et 2 294 438 du cadastre du Québec, à titre de fonds servant, en faveur du lot 2 294 426 du cadastre du Québec, à titre de fonds dominant, afin de se rendre au lot 2 294 440 du cadastre du Québec, lequel fait partie du domaine public de la Ville, et de là, avoir accès à la rue de Castille ;
4- créer une servitude réelle et perpétuelle de passage à pied, avec interdiction d'ériger toute construction, permanente ou temporaire, contre le lot 2 294 439 du

cadastre du Québec, à titre de fonds servant, en faveur du lot 2 294 431 du cadastre du Québec, à titre de fonds dominant, afin de se rendre au lot 2 294 440 du cadastre du Québec, lequel fait partie du domaine public de la Ville, et de là, avoir accès à la rue de Castille.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-06-21 16:34

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164396006**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement 1654 adopté par l'ancienne Ville de Montréal-Nord et abrogeant le Règlement 1653 à l'égard seulement de la partie résiduelle de la ruelle située au nord-est de l'avenue Drapeau entre les rues de Castille et de Charleroi, dans l'arrondissement de Montréal-Nord, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31h12-005-3160-04

CONTENU

CONTEXTE

Avant la fusion municipale, la Ville de Montréal-Nord a offert aux propriétaires riverains de la ruelle située au nord-est de l'avenue Drapeau, entre les rues de Castille et de Charleroi, dans l'arrondissement de Montréal-Nord, la possibilité d'acquérir la moitié de la ruelle adjacente à leur propriété, pour la somme de 1 $. De ce fait, la majorité des riverains a acquis, de gré à gré, la moitié de la ruelle à l'exception de sept (7) propriétaires. Aujourd'hui, les sept (7) résidus de ruelle sont enclavés et occupés par cesdits propriétaires. Afin de régulariser cette situation, l'arrondissement de Montréal-Nord a transmis ce dossier au Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI »).

La cession des ruelles aux propriétaires riverains est faite en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal. De ce fait, une pétition a été transmise aux propriétaires n'ayant pas encore acquis la moitié de la ruelle afin de connaître leur opinion. Parmi eux, trois (3) ont répondu favorablement à l'acquisition de leur partie de ruelle et quatre (4) ne se sont pas prononcés. Il est à considérer que les propriétaires ayant précédemment acquis leur partie de ruelle sont également comptabilisés en nombre et en front dans la pétition menant au transfert de propriété (voir plan d'acquisition à 1 $ en pièce jointe). Ainsi, selon le tableau « compilation » en pièce jointe, au moins les deux tiers des propriétaires riverains en nombre ont signé une requête, représentant au moins les deux tiers du front des terrains longeant cette ruelle.

Le 11 mai 1999, l'ancienne Ville de Montréal-Nord a adopté le Règlement 1653 décrétant la Politique de fermeture et de vente d'anciennes ruelles. Ce règlement avait notamment pour objet de fixer les conditions de vente des ruelles dont la fermeture serait ordonnée par un autre règlement. Pour ce dossier, la fermeture de ruelle est ordonnée par le Règlement 1654, adopté le 22 juin 1999, par l'ancienne Ville de Montréal-Nord, qui décrète la fermeture légale des ruelles inaccessibles à la circulation et empiétées à 100 % par les propriétaires riverains.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM99 441 - 22 juin 1999 - Adoption par l'ancienne Ville de Montréal-Nord du Règlement 1654 décrétant la fermeture légale des ruelles inaccessibles à la circulation et empiétées à 100 % par les propriétaires riverains.
CM99 329 - 11 mai 1999 - Adoption par l'ancienne Ville de Montréal-Nord du Règlement 1653 décrétant la Politique de fermeture et de vente d'anciennes ruelles sur le territoire de la Ville.

DESCRIPTION

Adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement 1654 adopté par l'ancienne Ville de Montréal-Nord et abrogeant le Règlement 1653 à l'égard seulement de la partie résiduelle de la ruelle située au nord-est de l'avenue Drapeau entre les rues de Castille et de Charleroi, dans l'arrondissement de Montréal-Nord, formée des lots 2 294 414, 2 294 426, 2 294 430, 2 294 431, 2 294 436, 2 294 438 et 2 294 439 du cadastre du Québec, aux fins de transfert aux propriétaires riverains » et créer une servitude à des fins de télécommunication et de distribution d'énergie identifiée par les lettres ABCDA, LMNKL, UVYTU, tel qu'indiqué au plan D-5 Montréal-Nord, préparé par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, en date du 27 janvier 2016, sous le numéro 1658 de ses minutes.
Afin de respecter en tout temps la réglementation provinciale et municipale en matière de sécurité incendie, et plus particulièrement afin que chaque lot riverain demeure conforme à la réglementation provinciale et municipale, quant à ses issues de secours, la Ville devra établir, par destination du propriétaire, les servitudes suivantes :

a) Une servitude réelle et perpétuelle de passage à pied, avec interdiction d'ériger toute construction, permanente ou temporaire, contre les lots 2 294 430, 2 294 436 et 2 294 438 du cadastre du Québec, à titre de fonds servant, en faveur du lot 2 294 426 du cadastre du Québec, à titre de fonds dominant, afin de se rendre au lot 2 294 440 du cadastre du Québec, lequel fait partie du domaine public de la Ville, et de là, avoir accès à la rue de Castille.
b) Une servitude réelle et perpétuelle de passage à pied, avec interdiction d'ériger toute construction, permanente ou temporaire, contre le lot 2 294 439 du cadastre du Québec, à titre de fonds servant, en faveur du lot 2 294 431 du cadastre du Québec, à titre de fonds dominant, afin de se rendre au lot 2 294 440 du cadastre du Québec, lequel fait partie du domaine public de la Ville, et de là, avoir accès à la rue de Castille.

JUSTIFICATION

La présente cession est recommandée par le SGPI pour les motifs suivants :

· Il n'est pas dans l'intérêt de la Ville de conserver cette propriété non ouverte à la circulation et qui n'est pas essentielle à l'accessibilité et à la desserte arrière des bâtiments riverains.

· La Ville percevra des taxes foncières sur les lots ainsi cédés.

· Certains propriétaires riverains ont déjà acquis leur partie de ruelle.

· Cette cession permettra de régulariser l'empiétement et l'occupation de ces terrains par les propriétaires riverains.

En conséquence et en tenant compte que l'ensemble des intervenants municipaux est favorable à ce transfert, le SGPI soumet ce sommaire afin que les autorités municipales procèdent à l'approbation du transfert de ruelle aux propriétaires riverains, conformément à

l'encadrement numéro C-OG-SCARM-D-11-001 « Cession de ruelles aux propriétaires riverains - Modalités et conditions » adopté par le comité exécutif à la séance du 6 avril 2011 - Résolution numéro CE11 0483, conformément aux dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'encadrement « Cession de ruelles aux propriétaires riverains - Modalités et conditions » le transfert aux propriétaires riverains se fait sans contrepartie financière, en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le transfert aux propriétaires riverains de la partie résiduelle de cette ruelle permettra aux propriétaires d'assurer la pérennité de leur milieu de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un avis d'adoption de ce Règlement modifiant le Règlement 1654 de l'ancienne Ville de Montréal-Nord et abrogeant le Règlement 1653 à l'égard de la partie résiduelle de la ruelle, aux fins de transfert aux riverains, doit être signifié par le greffier de la Ville à chacun des propriétaires des immeubles riverains et doit être publié dans un quotidien distribué par la Ville.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dès l'entrée en vigueur de ce règlement, le Service des affaires juridiques - Direction des affaires civiles de la Ville de Montréal, en publiera une copie dûment certifiée au Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Céline DUMAIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvie BLAIS, Service des infrastructures du réseau routier
Jérome VAILLANCOURT, Montréal-Nord
Sophie BROUILLARD, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

Sophie BROUILLARD, 8 juillet 2019
Hugues CHANTAL, 25 octobre 2016
Stéphane ROBITAILLE, 12 avril 2016
Sylvie BLAIS, 1er avril 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie FAVREAU
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-8407
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-31

Denis SAUVÉ
Chef de section

Tél : 514 872-2125
Télécop. : 514 872-5350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2019-06-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice du SGPI
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2019-06-21

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL VILLE DE MONTRÉAL-NORD

RÈGLEMENT N^{O} 1653

décrétant la politique de fermeture et de vente d'anciennes ruelles sur le territoire de la Ville

. . . . . .

CONSIDÉRANT QUE l'avis de motion fut donné à la séance ordinaire du 27 avril 1999 et que dispense de lecture fut accordée au motif que le projet de règlement fut distribué à la même occasion;

EN CONSÉQUENCE, IL EST DÉCRÉTÉ ET STATUÉ CE QUI SUIT:

ARTICLE 1. Le conseil municipal adopte et intitule le présent règlement *«Politique de fermeture et de vente d'anciennes ruelles sur le territoire de la Ville»*.

ARTICLE 2. Le directeur général, le directeur du Service du génie et de l'urbanisme ainsi que le greffier de la Ville sont chargés de l'application du règlement.

ARTICLE 3. Pour les fins du règlement, les mots ou expressions suivants ont le sens que leur attribue le présent article:

conseil: le conseil municipal de la ville de Montréal-Nord;

demi-emprise: la moitié de la largeur de l'emprise de la ruelle;

directeur: le directeur général, le directeur du Service du génie et de l'urbanisme ou leur représentant autorisé;

emprise: l'espace de terrain en largeur et en profondeur de la ruelle telle qu'elle apparaît au plan de cadastre et/ou de la matrice graphique;

«frontage»: la dimension du lot de la propriété riveraine mesurée le long de l'emprise;

propriétaire: le(s) propriétaire(s) inscrit(s) au rôle d'évaluation foncière en vigueur sur le territoire de la municipalité;

propriété: un immeuble inscrit au rôle d'évaluation foncière en vigueur sur le territoire de la municipalité;

riverain(e): adjacent à la ruelle telle qu'elle apparaît du plan de cadastre et/ou de la matrice graphique;

ruelle: un lot ou une partie de lot propriété de la Ville, apparaissant au plan de cadastre comme ruelle. Cette ruelle peut être ouverte à la circulation en tout ou en partie, elle peut être fermée et empiétée par le(s) propriétaire(s) riverain(s) en tout ou en partie;

Ville: la ville de Montréal-Nord.

ARTICLE 4. Une ruelle peut être fermée, en tout ou en partie, selon les modalités suivantes:

1. Pour qu'une requête demandant la fermeture d'une ruelle puisse être acceptée par le directeur, au moins 75 % des propriétaires en nombre et en «frontage» devront avoir signé la requête; si cette condition (75%) est rencontrée seulement sur une partie de la ruelle, la Ville pourra exceptionnellement fermer uniquement cette partie de ruelle;

2. La consultation sera pratiquée au moyen d'une requête fournie par le directeur, les propriétaires étant responsables de la consultation et d'obtenir, le cas échéant, les signatures requises par le présent règlement;

3. Seuls les propriétaires seront consultés Si deux ou trois ou même plusieurs personnes sont propriétaires d'un immeuble, ces dernières détermineront qui se prononcera au nom du groupe. Une propriété inscrite au rôle d'évaluation n'a droit qu'à un vote;

4. Une ruelle à l'arrière de maisons en rangées ou qui sont construites aux lignes latérales de propriété est admissible à la fermeture si les critères sont respectés, mais la Ville imposera une servitude pour droit de passage à pied à partir de la rue la plus proche lorsqu'elle vendra les ruelles après la fermeture. Cette condition apparaîtra dans la requête pour la consultation ainsi que dans le règlement de fermeture lui-même;

Lorsque toutes les conditions prévues aux alinéas 1 à 4 inclusivement sont, de l'avis du directeur, entièrement respectées, le directeur en avise tous les propriétaires riverains et transmet au greffier une demande pour la préparation d'un règlement de fermeture de la ruelle concernée; aucune indemnité ne sera versée au(x) propriétaire(s) riverain(s) qui n'ont pas signé la requête.

ARTICLE 5. Une ruelle ne peut pas ou jamais être fermée, en tout ou en partie, lorsque :

1. Ne pourront jamais être fermées toutes les ruelles identifiées par le Service de la protection contre l'incendie, à savoir :

   - la ruelle dans le quadrilatère délimité par les avenues Armand-Lavergne et Balzac, et les rues d'Amiens et Forest;
   - la ruelle de la place Gariépy;
   - la ruelle au sud de Charleroi, entre Jean-Meunier et Arthur-Buies;
   - la ruelle à l'ouest de Lacordaire et au nord du boulevard Henri-Bourassa;

2. Ne pourront jamais être fermées les ruelles servant d'issues de secours pour des bâtiments, les normes étant celles établies au Code national du bâtiment et aux règlements appliqués par le Service du génie et de l'urbanisme;

3. Ne pourront pas être fermées les ruelles requises par le Service des travaux publics pour l'entretien de la ruelle ou pour d'autres raisons reliées aux opérations de la Ville;

4. Ne pourront être fermées les ruelles dont la fermeture nuirait à l'exploitation d'une entreprise jouissant d'un certificat d'occupation délivré par le Service du génie et de l'urbanisme à la date d'entrée en vigueur du présent règlement;

5. Une ruelle servant d'accès à un garage privé ne pourra être fermée

si le garage est utilisé comme stationnement d'un véhicule automobile et si la construction est conforme aux règlements applicables à l'époque où le garage fut construit;

6. Ne pourra être fermée une ruelle qui est le seul accès possible à un stationnement extérieur autorisé par un permis de construction.

ARTICLE 6. Une ruelle peut être fermée, en tout ou en partie, par l'adoption d'un règlement distinct. Suite à l'entrée en vigueur du règlement de fermeture, les demi-emprises de cette ruelle peuvent être vendues aux propriétaires riverains, aux conditions établies à l'article 7 du présent règlement.

ARTICLE 7. Le conseil autorise la vente des demi-emprises d'une ruelle fermée par règlement aux conditions suivantes, lesquelles s'appliquent non seulement aux ruelles fermées suite à l'application du présent règlement, mais aussi à toutes celles fermées par résolution ou règlement du conseil municipal adoptés avant l'entrée en vigueur du présent règlement. Les conditions de vente établies ci-dessous remplacent toute politique antérieure relative à la vente d'anciennes ruelles :

1. Prix de vente d'une demi-emprise :	1 $ payé par le propriétaire riverain
2. Honoraires professionnels du notaire :	Choisi et payés par la Ville
3. Frais de publication de l'acte de vente au Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal et frais de copies :	Selon le tarif en vigueur décrété par le gouvernement du Québec et payés par le propriétaire riverain
4. Frais d'arpentage sur le terrain :	Si requis par le directeur, payés par le propriétaire riverain
5. Frais de subdivision :	Si requis par le directeur, dépôt au montant de 200 $ payé par le propriétaire riverain lors de la présentation de l'offre d'achat
6. Taxes municipales imposées sur la demi-emprise après la publication de l'acte et droits de mutation :	Payés par le propriétaire riverain
7. Servitude de passage à pied lorsque requise par le règlement de fermeture :	Obligation de consentir par le propriétaire riverain dans l'acte de vente
8. Servitude par procuration pour utilités publiques: Hydro Québec, Bell Canada, Vidéotron, Gaz Métropolitain:	Obligation de consentir par le propriétaire riverain dans l'acte de vente
9. Servitude pour infrastructures :	Si requise par le directeur, obligation de consentir par le propriétaire riverain dans l'acte de vente

ARTICLE 8. Le directeur peut, lorsque les intérêts de la Ville le nécessitent, notamment pour assurer le maintien et l'entretien d'infrastructures publiques, prendre toute mesure nécessaire à cette fin et peut, en conséquence, ajouter, modifier ou suspendre l'application d'une ou de plusieurs conditions établies aux articles 4, 5, 6 du présent règlement.

ARTICLE 9. Le règlement entre en vigueur selon la loi.

FAIT ET PASSÉ À MONTRÉAL-NORD, CE 11 MAI 1999

Yves Ryan, maire **Me Hélène Simoneau, greffier**

01.02.01.04

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL VILLE DE MONTRÉAL-NORD

RÈGLEMENT N° 1654

décrétant la fermeture légale des ruelles inaccessibles à la circulation et empiétées à 100 % par les propriétaires riverains.

. . . . . .

CONSIDÉRANT QU'il est opportun de décréter légalement fermées toutes les ruelles actuellement inaccessibles à la circulation et empiétées à 100 % par les propriétaires riverains;

CONSIDÉRANT QUE cette fermeture régularise la fermeture de ces ruelles et permet d'accélérer le traitement de l'offre d'achat soumise par tout propriétaire riverain désireux de régulariser son empiétement de la propriété municipale;

CONSIDÉRANT QUE l'avis de motion fut donné à la séance ordinaire du 8 juin 1999 et que dispense de lecture fut accordée au motif que le projet de règlement fut distribué à la même occasion;

EN CONSÉQUENCE, IL EST DÉCRÉTÉ ET STATUÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. Le préambule fait partie intégrante du règlement.

ARTICLE 2. Le conseil municipal adopte les 9 plans «ruelle à fermer» préparés par le directeur du Service du génie et de l'urbanisme, M. Yvon Paquette, le 14 avril 1998, lesdits plans étant produits en annexe A du règlement pour en faire partie intégrante.

ARTICLE 3. Le conseil municipal adopte la «liste des ruelles à fermer» préparée par le directeur du Service du génie et de l'urbanisme, M. Yvon Paquette, le 14 avril 1998, ladite liste étant produite en annexe B du règlement pour en faire partie intégrante.

ARTICLE 4. Le conseil municipal décrète la fermeture de toutes les ruelles dûment identifiées aux annexes A et B du règlement.

ARTICLE 5. Le directeur du Service du génie et de l'urbanisme est autorisé à préparer et à signer tout plan ou tout autre document nécessaire afin de donner suite à la fermeture desdites ruelles.

ARTICLE 6. La vente des demi-emprises des ruelles fermées par le présent règlement est autorisée, conformément aux conditions établies à l'article 7 du règlement n° 1653.

ARTICLE 7. Le règlement entre en vigueur selon la loi.

FAIT ET PASSÉ À MONTRÉAL-NORD, CE 22 JUIN 1999

Yves Ryan, maire **Me Hélène Simoneau, greffier**

01.02.01.04

RÈGLEMENT N° : 1654

Annexe B

LISTE DES RUELLES À FERMER			
N° de lot	Quadrilatère	N° de plan	Limites des parties de ruelles (lot incomplet) à fermer. (Premier et dernier lot adjacent)
29-24 29-51 29-51-A 30-32 30-33 31-30	Gouin - Séville Alfred - Brunet	2	
29-89	Gouin - Séville Edger - Alfred	2	P-29 à 29-126
29-139 29-176 29-181 29-221	Gouin - Séville Salk - Edger	2	
P-29-150 P-29-877 P-29-1044 P-30-207 P-30-209 30-306	Amos - Charleroi Alfred - Brunet	1	29-864-3 à 29-1021
29-234 P29-250 30-43 30-68 31-110	Séville - Léger Alfred - Brunet	2	
29-271 29-295	Séville - Léger Edger - Alfred	2	
P-29-359 P-29-383	Perras - Léger Salk - Edger	2	
29-420 29-421 30-102 30-103	Perras - de la Gare Alfred - Brunet	2	29-397 à 29-419
29-433 29-457 29-481	Perras - de la Gare Edger - Alfred	2	
P-29-760 P-29-785 P-29-848 P-29-886 P-29-915	Henri-Bourassa - Amos Edger - Alfred	1	
P-29-818 P-29-843 P-29-848 P-29-952 P-29-981	Henri-Bourassa - Amos Salk - Edger	1	
P-29-915	Amos - Charleroi Edger - Alfred	1	

LISTE DES RUELLES À FERMER			
N° de lot	Quadrilatère	N° de plan	Limites des parties de ruelles (lot incomplet) à fermer. (Premier et dernier lot adjacent)
31-70 P-31-71 P-32-6	Séville - Léger Brunet - Desaulniers	2	
31-95 P-31-71	Perras - Léger Brunet - Desaulniers	2	
31-145	Perras -de la Gare Brunet - Racette	2	
31-209	Perras - de la Gare Racette - Georges-Pichet	2	
31-274 31-299 31-1035 31-1034-2	de la Gare - Henri-Bourassa Racette - Georges-Pichet	1	
P-31-467 P-31-468 P-31-472 P-31-501 P-31-506 P-31-510 P-31-539	Bayonne - Amos Racette - Georges-Pichet	1	
P-31-669 P-31-769 P-31-869	Charleroi - de Castille Brunet - Racette	1	
P-31-869 P-31-903 P-31-930	de Castille - Amiens Brunet - Racette	1	31-857 à 31-1120 31-1073-1
P-32-8 P-32-8-A 32-9-A P-35-5	Gouin - Léger Desaulniers - Lamoureux	2 et 3	
P-35-5	Léger - Perras Georges-Pichet - Lamoureux	3	
P-35-112	Gouin - Léger Lamoureux - Ste-Gertrude	3	
35-146-4 35-147	Perras - Ardennes Georges-Pichet - Lamoureux	3	
P-35-258 35-283	Henri-Bourassa - Bayonne Georges-Pichet - Lamoureux	3	
P-35-258	Ardennes - Henri-Bourassa Georges-Pichet - Lamoureux	3	
P-35-316-A	Ardennes - Henri-Bourassa Lamoureux - Ste-Gertrude	3	
35-433	Bayonne - Amos Georges-Pichet - Lamoureux	3 et 4	
35-524	Amos - Charleroi Georges-Pichet - Lamoureux	4	
P-35-615	Charleroi - de Castille Georges-Pichet - Lamoureux	4	

LISTE DES RUELLES À FERMER			
N° de lot	Quadrilatère	N° de plan	Limites des parties de ruelles (lot incomplet) à fermer. (Premier et dernier lot adjacent)
P-35-706	de Castille - Amiens Georges-Pichet - Lamoureux	4	
P-35-797	Amiens - Industriel Georges-Pichet - Lamoureux	4	
P-36-98 36-99 37-3	Gouin - Léger Ste-Gertrude - Hénault	3	36-63 à 36-P-95
P-36-230 36-866 37-622	Léger - Ardennes Ste-Gertrude - Hénault	3	36-179 à 36-194
P-36-294 36-878 37-161	Henri-Bourassa - Bayonne Ste-Gertrude - Hénault	3	
P-36-294	Ardennes - Henri-Bourassa Ste-Gertrude - Hénault	3	36-270 à 36-278
36-413 36-882 36-883	Bayonne - Amos Ste-Gertrude - Hénault	3	36-865 à 36-882
P-36-503 36-844	Amos - Charleroi Ste-Gertrude - Hénault	4	36-461 à 36-468
36-683	de Castille - Amiens Ste-Gertrude - Hénault	4	
36-773	Amiens - Forest Ste-Gertrude - Hénault	4	36-721 à 36-731
37-66 37-67	Gouin - Léger Hénault - Pigeon	3	
P-37-105 38-136	Léger - Ardennes Hénault - Pigeon	3	37-611 à 37-122
37-168	Ardennes - Henri-Bourassa Hénault - Pigeon	3	
P-37-184 P-37-194 P-38-237	Henri-Bourassa - Bayonne Hénault - Pigeon	3	
37-319 38-421	Amos - Charleroi Hénault - Pigeon	4	
P-37-441 P-38-605	de Castille - Amiens Hénault - Pigeon	4	37-411-1 à 37-436
P-38-52	Gouin - Léger Pigeon - L'Archevêque	3	38-31 à 38-829
P-38-66	Gouin - Léger Pigeon - L'Archevêque	3	
P-38-183	Henri-Bourassa - Bayonne Pigeon - L'Archevêque	3	
38-269	Bayonne - Amos Pigeon - L'Archevêque	3 - 4	

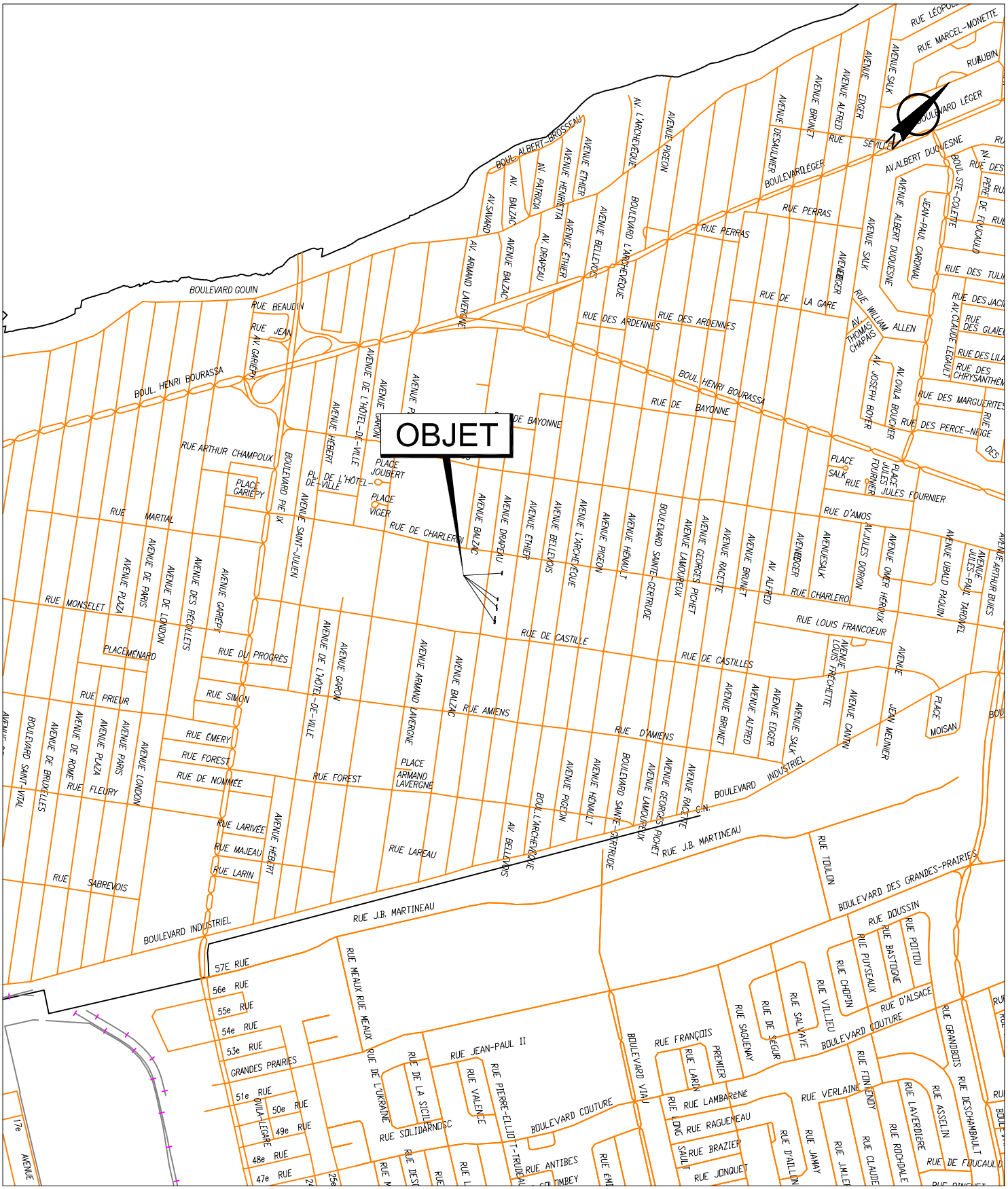
LISTE DES RUELLES À FERMER			
N° de lot	Quadrilatère	N° de plan	Limites des parties de ruelles (lot incomplet) à fermer. (Premier et dernier lot adjacent)
P-38-361	Amos - Charleroi Pigeon - L'Archevêque	4	38-1109 à 38-1122
38-545	de Castille - Amiens Pigeon - L'Archevêque	4	38-1278 à 38-1299
45-5 45-25	Bellevois - Éthier Gouin - Léger	3	45-784 à 45-788
P-45-83 50-254	Léger - Henri-Bourassa Bellevois - Éthier	3	45-87 à 45-130
P-45-110 45-832 45-847	Léger - Ardennes L'Archevêque - Bellevois	3	45-831 à 45-836
P-45-184	Henri-Bourassa - Bayonne L'Archevêque - Bellevois	3	45-901 à 45-1426
P-45-212	Bayonne - Amos Bellevois - Éthier	3 - 4	45-931 à 45-941
P-45-272	Bayonne - Amos L'Archevêque - Bellevois	3 - 4	45-975 à 45-999
P-45-363	Amos - Charleroi L'Archevêque - Bellevois	4	45-1055 à 45-1062
45-636	Amiens - Forest L'Archevêque - Bellevois	4	45-1433 à 45-1422
P-50-1 P-52-28	Gouin - Léger Drapeau - Balzac	3	50-8 à 50-19 52-6 à 52-17
50-100	Gouin - Léger Bellevois - Éthier	3	
P-50-108	Henri-Bourassa - Bayonne Balzac - Pelletier	3	
P-50-768	Charleroi - de Castille Éthier - Drapeau	4	50-743 à 50-1577
P-50-947	de Castille - Amiens Éthier - Drapeau	4	50-923 à 50-946-2
P-50-1188	Forest - Lareau Balzac - Armand-Lavergne	4	50-1198 à 50-1212
50-1618	Gouin - Léger Éthier - Drapeau	3	
73-5 P-73-32	Gouin - Henri-Bourassa des Récollets - London	6	
P-73-322	Sabrevois - Industriel des Récollets - London	5	73-890 à 73-293
P-73-322	Fleury - Sabrevois des Récollets - London	5	
P-73-322	Prieur - Fleury des Récollets - London	5	
P-73-322	Monselet - Prieur des Récollets - London	5 - 6	

LISTE DES RUELLES À FERMER			
N° de lot	Quadrilatère	N° de plan	Limites des parties de ruelles (lot incomplet) à fermer. (Premier et dernier lot adjacent)
P-73-322 73-697 73-717 P-73-322 73-687	Henri-Bourassa - Martial des Récollets - London	6	73-140 à 73-842 P73-95 à 73-106
P-73-421 73-728	Martial - Monselet Gariépy - des Récollets	6	
P-73-421	Arthur-Champoux - Martial Gariépy - des Récollets	6	
73-537-3 73-771-3 73-791 73-798	Monselet - Prieur Gariépy - des Récollets	5	
73-727 73-751	Martial - Monselet des Récollets - London	6	
P-97-36 P-97-37	Gouin - Henri-Bourassa Lausanne - Leblanc	8	
P-97-125	Henri-Bourassa - Monselet Lausanne - Leblanc	8	97-106 à 97-113
97-226	Monselet - Prieur Lausanne - Leblanc	7 et 8	
97-465 97-494	Fleury - Mont-Joly Lausanne - Audoin	7	
97-575 P-97-587	Mont-Joly - Industriel Lausanne - St-Michel	7	97-680 à 97-677
109-2 P-110-1 110-43 110-44 P-113-86	Gouin - Henri-Bourassa Audoin - Mackay	8	110-8-2 à 110-10
114-89 114-124	Monselet - Prieur Audoin - St-Michel	7-8	114-127 à 114-148
116-124	Mayenne - Bergerac Oscar - limite ouest de la ville	7	
116-145	Doric - Mayenne Oscar - limite ouest de la ville	7	116-146 à 116-151
116-160 116-161 116-169	Henri-Bourassa - Doric Oscar - limite ouest de la ville	8	
1,096,489	Joseph-Dufresne - Léger Aimé-Léonard -Lacordaire	9	

Le directeur du Génie et de l'Urbanisme

YVON PAQUETTE, ING.

Date : 14 avril 1998



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Montréal-Nord
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H12-005-3160-04
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 16-07-14

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

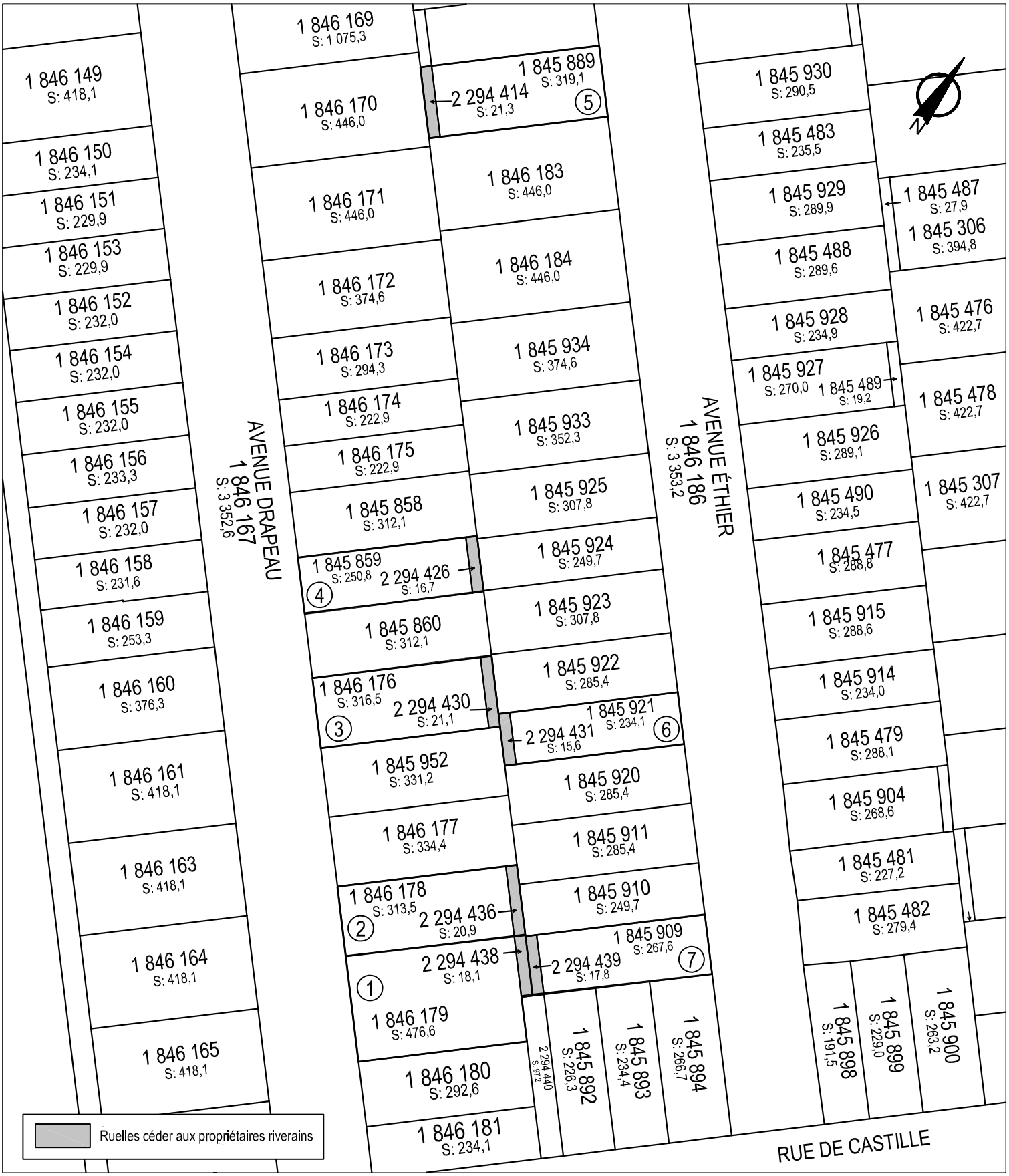


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Montréal-Nord
Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H12-005-3160-04
Dessinateur : CL
Échelle : 1:800
Date : 16-07-14

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Montréal-Nord
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-3160-04
Dessinateur : CL
Échelle : 1:800
Date : 16-07-14

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



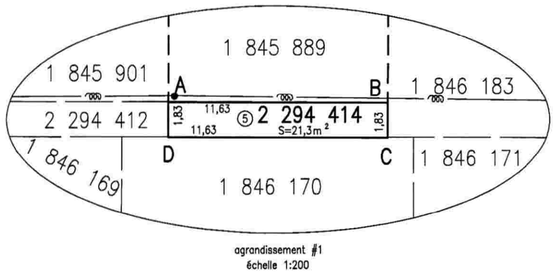
SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Montréal-Nord
Montréal

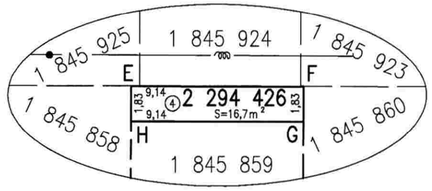
Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-3160-04
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 16-07-14

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

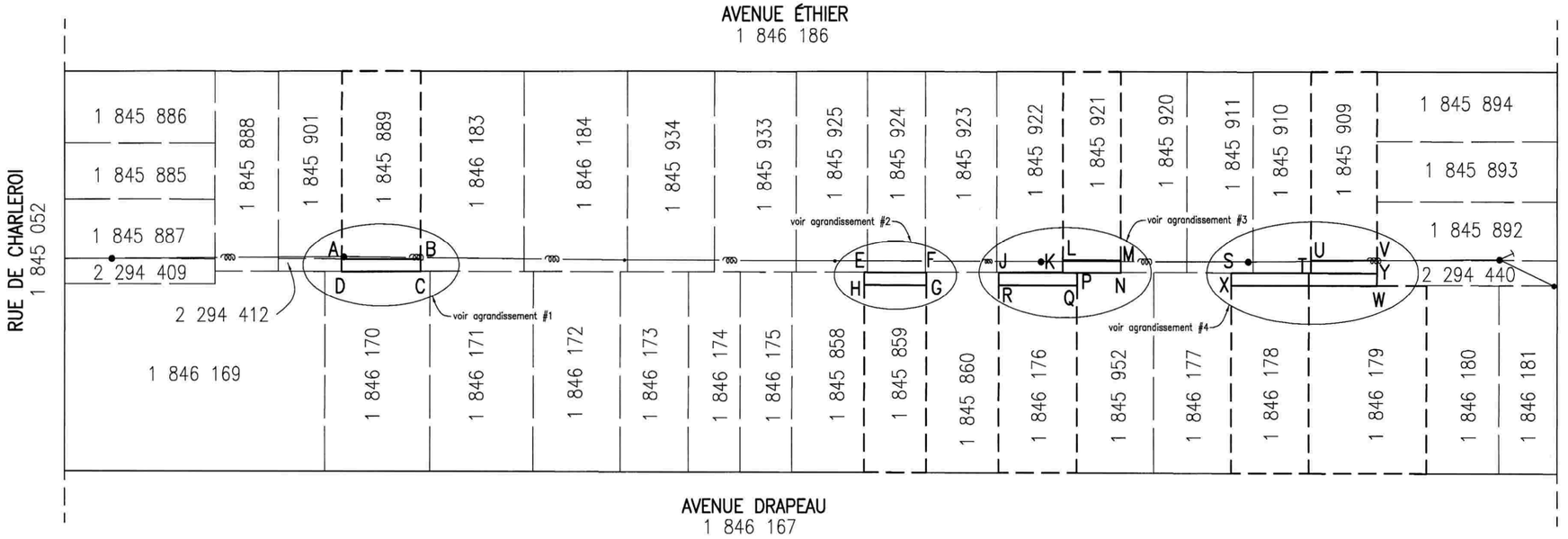
AP25466

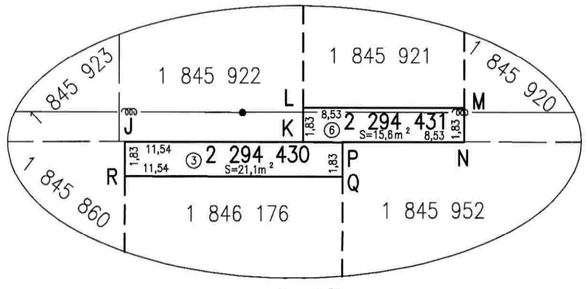


agrandissement #1
échelle 1:200

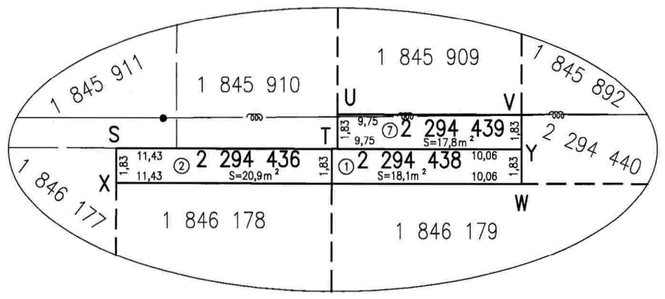


agrandissement #2
échelle 1:200





agrandissement #3
échelle 1:200



agrandissement #4
échelle 1:200

LÉGENDE

: fils aériens
: hauban
: poteau

code du microfilm A2

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 500

0 5 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

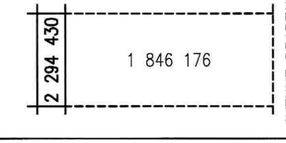
LOT(S)

Les lots 2 294 414, 2 294 426, 2 294 430, 2 294 431, 2 294 436, 2 294 438 et 2 294 439

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé au nord-est de
l'AVENUE DRAPEAU
entre la
RUE DE CASTILLE
et la
RUE DE CHARLEROI

LÉGENDE: Le remembrement d'un lot, anciennement partie d'une ruelle à une propriété riveraine est indiqué comme suit:



FINS DU DOCUMENT:

TRANSFERT DE RUELLE AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

NOTES: 1- Les lettres ABCDA, EFGHE, JKLMNPQRJ et STUVWXS délimitent le liséré indiquant le transfert de ruelle.

2- Les biens-fonds identifiés par les lettres ABCDA, LMNKL et UVYTU devront être grevés d'une servitude à des fins de télécommunications et de distribution d'énergie.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 27 janvier 2016

Préparé par: SYLVIE GAUTHIER
Arpenteure-géomètre

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Montréal, le _____
_____
Arpenteur(e)-géomètre

Minute Nº 1658 Sceau

Références:

Feuillet(s) cartographique(s) 31H12-005-3159 et -3160
(31H12-010-1630) Dessin: A.Serbaniuc

Arpenteur-géomètre chef d'équipe: Michel Brouillette s.

DOSSIER Nº 21823 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Montréal-Nord

PLAN Nº D-5 MONTRÉAL-NORD

21823D.DWG

COMPILATION DE LA PÉTITION EN VUE D'UNE FERMETURE DE RUELLE AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES DES IMMEUBLES RIVERAINS

Ruelle constituée du lot 1 300 493 du cadastre du Québec, située dans le quadrilatère formé par la rue D'Amos, avenue Racette, rue de Charlebois, et avenue Georges-dans l'arrondissement Montréal-Nord, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

DOSSIER : 31H12-005-2658-03

N°	Nom et adresse des propriétaires	Adresse de la Propriété	Cadastre de la Propriété	Propriété transférée N° de lot(s)	Superficie(s) Acquise(s)	Rôle Foncier	Frontage	Signatures conformes
8	Hung Vuong Nguyen 10937 avenue Drapeau Montréal Québec H1N 3K1	10935-10939, avenue Drapeau	1 846 177	50-768-20 de la paroisse du Sault-au-Récollet	Déjà transféré – Acte no, 5215869	020728-37	11,43 m	OUI
9	Francesca Trotta 10945, avenue Drapeau Montréal Québec H1H 3K1	10945-10949, avenue Drapeau	1 845 952	50-768-19 de la paroisse du Sault-au-Récollet	Déjà transféré- Acte no. 5215868	020728-40	11,32 m	OUI
10	Nadia Laarbaj Omer Harchi 10963, avenue Drapeau Montréal, Québec H1H 3K1	10961 à 10963, avenue Drapeau	1 845 860	50-768-20 de la paroisse du Sault-au-Récollet	Déjà transféré- Acte no.	020728-48	11,43 m	OUI
11	Shnell Garcon Alourdes Pierre-Aney Luc-René Garcon 10973, avenue Drapeau Montréal, Québec H1H 3K1	10973 à 10975, avenue Drapeau	1 845 858	50-768-24 de la paroisse du Sault-au-Récollet	Déjà transféré- Acte no. 5215877	020728-54	7,62 m	OUI
12	Jean-Claude Pasquier 999, rue Vimont Laval, Québec H7A 2A6	10983 à 10987, avenue Drapeau	1 846 175	50-768-25 de la paroisse du Sault-au-Récollet	Déjà transféré – Acte no. 5204945	021553-79	7,62 m	OUI
13	Mauro Credali 12014, avenue Laurier Montréal, Québec H1G 4B2	10993 à 10997, avenue Drapeau	1 846 174	50-768-26 de la paroisse du Sault-au-Récollet	Déjà transféré – Acte no. 5204946	021553-80	7,62 m	OUI

N°	Nom et adresse des propriétaires	Adresse de la Propriété	Cadastre de la Propriété	Propriété transférée N° de lot(s)	Superficie(s) Acquise(s)	Rôle Foncier	Frontage	Signatures conformes
14	José Herber Alfaro Castro Carmen Concepcion Sigaran 11001, avenue Drapeau Montréal, Québec, H1H 3K1	11001, avenue Drapeau	1 846 173	50-768-27 de la paroisse du Sault-au-Récollet	Déjà transféré – Acte no. 5204647	020728-71	10,06 m	OUI
15	Fernand Gauthier 11009, avenue Drapeau Montréal, Québec, H1H 3K1	11009, avenue Drapeau	1 846 172	50-768-28 de l'ancien cadastre	Déjà transféré – Acte no. 5215876	020728-73	12,80 m	OUI
16	Basel Ahmed Hannan El Nossery 11019, avenue Drapeau Montréal, Québec H1H 3K1	11019, avenue Drapeau	1 846 171	50-768-29 de la paroisse du Sault-au-Récollet	Déjà transféré – Acte no. 5215876	020728-79	15,24 m	OUI
17	151069 Canada Inc. 4690, rue De Charleroi Montréal, Québec, H1H 1T9	11039 à 11041, avenue Drapeau	1 846 170	50-768-30 de la paroisse du Sault-au-Récollet	Déjà transféré – Acte no. 5215875	020728-83	15,24 m	OUI
18	Jean Sylvestre Christiane Darius 11052, avenue Éthier Montréal, Québec, H1H 3G6	11052, avenue Éthier	1 845 888	50-768-1 de la paroisse du Sault-au-Récollet	Déjà transféré – Acte no. 5215867	020732-11	9,35 m	OUI
19	Elbaioudi Mustapha Saadia Rhoulim 11050, avenue Éthier Montréal, Québec, H1H 3G6	11050, avenue Éthier	1 845 901	2 294 412	Déjà transféré – Acte no. 11127794	020732-09	9,35 m	OUI
20	Bekir Kilic Ayse Taskin 11020, avenue Éthier Montreal, Québec H1H 3G6	11016, avenue Éthier	1 846 183	50-768-4 de la paroisse du Sault-au-Récollet	Déjà transféré – Acte no. 5204952	020732-05	15,24 m	OUI

N°	Nom et adresse des propriétaires	Adresse de la Propriété	Cadastre de la Propriété	Propriété transférée N° de lot(s)	Superficie(s) Acquise(s)	Rôle Foncier	Frontage	Signatures conformes
21	Fiducie Maria Giovanna Guglielmi 10998, avenue Éthier Montréal, Québec H1H 3G6	10994 à 10998, avenue Éthier	1 846 184	50-768-5 de la paroisse du Sault-au-Récollet	Déjà transféré – Acte no. 5204951	020732-03	15,24 m	OUI
22	Guillaume P. Charles Paulonne Salomon 10976, avenue Éthier Montréal, Québec, H1H 3G6	10976 à 10982, avenue Éthier	1 845 934	50-768-6 de la paroisse du Sault-au-Récollet	Déjà transféré – Acte no. 5204950	020731-34	12,80 m	OUI
23	Fiducie Nicola Di Marco Fiducie Maria Giovanna Guglielmi 10970, avenue Éthier Montréal, Québec H1H 3G6	10970, avenue Éthier	1 845 933	50-768-7 de la paroisse du Sault-au-Récollet	Déjà transféré – Acte no. 5204951	020731-90	12,04 m	OUI
24	Jean-Jacques Brisbois 10958, avenue Éthier Montréal, Québec, H1H 3G6	10956 à 10958, avenue Éthier	1 845 925	50-768-8 de la paroisse du Sault-au-Récollet	Déjà transféré – Acte no. 5204949	020731-83	10,52 m	OUI
25	Michele Couture 10950, avenue Éthier Montréal, Québec, H1H 3G6	10950 à 10952, avenue Éthier	1 845 924	50-768-9 de la paroisse du Sault-au-Récollet	Déjà transféré – Acte no. 5221545	020731-79	8,53 m	OUI
26	Giuseppe De Felice 10944, avenue Éthier Montréal, Québec, H1H 3G6	10944 à 10946, avenue Éthier	1 845 923	50-768-10 de la paroisse du Sault-au-Récollet	Déjà transféré – Acte no. 5221546	020731-75	10,52 m	OUI
27	Francesco Ciampanelli 10936, avenue Éthier Montréal, Québec, H1H 3G6	10936 à 10938, avenue Éthier	1 845 922	50-768-11 de la paroisse du Sault-	Déjà transféré – Acte no. 5221547	020731-71	9,75 m	OUI

N°	Nom et adresse des propriétaires	Adresse de la Propriété	Cadastre de la Propriété	Propriété transférée N° de lot(s)	Superficie(s) Acquise(s)	Rôle Foncier	Frontage	Signatures conformes
				au-Récollet				
28	Saverio Casacalenda 10924, avenue Éthier Montréal, Québec, H1H 3G6	10922 à 10924, avenue Éthier	1 845 920	50-768-13 de la paroisse du Sault-au-Récollet	Déjà transféré – Acte no. 5221548	020731-63	9,75 m	OUI
29	Jean-Philippe Hyppolyte 10916. avenue Éthier, Montréal, Québec, H1H 3G6	10916 à 10918, avenue Éthier	1 845 911	50-768-14 de la paroisse du Sault-au-Récollet	Déjà transféré – Acte no. 5221549	020731-58	9,75 m	OUI
30	Étienne Dupont Marguerite Dupont-Lacroix 7095, boulevard Gouin Est Montréal, Québec, H1E 6N1	10906 à 10908, avenue Éthier	1 845 910	50-768-15 de la paroisse du Sault-au-Récollet	Déjà transféré – Acte no. 5221550	020731-52	8,53 m	OUI
	Propriétaire(s) à transférer le résidu de la ruelle							
1	Paul Everett Furlotte 10921, avenue Drapeau Montréal Québec H1H 3K1	10921, avenue Drapeau	1 846 179	2 294 438	1,83m x 10,06m = 18,1 mètres carrés		10,06 m	Pas de réponse
2	Molet Ilosier Anne-Marie Deneis 10927, avenue Drapeau Montréal, Québec H1H 3K1	10927 à 10929, avenue Drapeau	1 846 178	2 294 436	1,83m x 11,43m = 20,9 mètres carrés		11,43 m	Pas de réponse
3	Sylvain Filiatreault Élaine Dionne 10951, avenue Drapeau Montréal, Québec H1H 3K1	10951, avenue Drapeau	1 846 176	2 294 430	1,83m x 11,54m = 21,1 mètres carrés		11,54 m	Pas de réponse
4	Marie-Victoire Michel 10967A, avenue Drapeau	10965-10967, avenue Drapeau	1 845 859	2 294 426	1,83m x 9,14m = 16,7 mètres carrés		9,14 m	OUI

N°	Nom et adresse des propriétaires	Adresse de la Propriété	Cadastre de la Propriété	Propriété transférée N° de lot(s)	Superficie(s) Acquise(s)	Rôle Foncier	Frontage	Signatures conformes
	Montréal, Québec H1H 3K1							
5	Ndiaga Ndoye Ibou Thioune Moussa Thioune 11048, avenue Éthier Montréal, Québec, H1H 3G6	11048, avenue Éthier	1 845 889	2 294 414	1,83m x 11,63m = 21,3 mètres carrés		11,63 m	Pas de réponse
6	Suzanne Turcotte 12329, 39e Avenue Montréal,Québec H1E 6W3	10930 à 10934 avenue Éthier	1 845 921	2 294 431	1,83m x 8,53m = 15,6 mètres carrés		8,53 m	OUI
7	Pietro Martelli Carmelina Marabella 11185, avenue L'Archevêque Montréal, Québec, H1H 3A8	10902 à 10904, avenue Éthier	1 845 909	2 294 439	1,83m x 9,75m = 17,8 mètres carrés		9,75 m	OUI

Nombre total de propriétaires : 30
Nombre minimum de signatures requises (66,6 %) : 20
Nombre de signatures conformes 23
Frontage total sur la ruelle : 245,36 mètres linéaires
Frontage minimum requis (66,6 %) : 163,40 mètres linéaires
Frontage sur ruelle obtenu : (80,17 %) : 229,83 mètres linéaires

La dernière compilation des noms des propriétaires apparaissant sur ce tableau a été effectuée le _____

Montréal

Division évaluation et transactions immobilières
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLES

Dossier : 31H12-005-3160-04
Mandat : 12-0019-S

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Désignation actuelle des ruelles telles qu'apparaissant au cadastre du Québec déposé en date du 23 mars 2001 constituées des lots 2 294 414, 2 294 426, 2 294 430, 2 294 431, 2 294 436, 2 294 438, 2 294 439 situées dans le quadrilatère formé de la rue de Castille, de l'avenue Éthier, de la rue de Charleroi et de l'avenue Drapeau telles que représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
4	Marie-Victoire Michel Madame Marie-Victoire Michel 10967A, avenue Drapeau Montréal (Québec) H1H 3K1 Votre n° tél. : 514-802-1275 Inscrire adresse courriel : Compte de taxes : 020728-51	☒ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 10965 à 10967, avenue Drapeau. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES .**

4 août 2014

Montréal

Division évaluation et transactions immobilières
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLES

Dossier : 31H12-005-3160-04
Mandat : 12-0019-S

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Désignation actuelle des ruelles telles qu'apparaissant au cadastre du Québec déposé en date du 23 mars 2001 constituées des lots 2 294 414, 2 294 426, 2 294 430, 2 294 431, 2 294 436, 2 294 438, 2 294 439 situées dans le quadrilatère formé de la rue de Castille, de l'avenue Éthier, de la rue de Charleroi et de l'avenue Drapeau telles que représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
6	Suzanne Turcotte Madame Suzanne Turcotte 12329, 39e Avenue Montréal (Québec) H1E 6W3 Votre n° tél. : 514-643-0453 Inscrire adresse courriel : SUZY Q16 @ HOTMAIL.COM Compte de taxes : 020731-66	☑ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 10930 à 10934 avenue Éthier. SANS FRAIS ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES .**

4 août 2014

Montréal

Division évaluation et transactions immobilières
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLES

Dossier : 31H12-005-3160-04
Mandat : 12-0019-S

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Désignation actuelle des ruelles telles qu'apparaissant au cadastre du Québec déposé en date du 23 mars 2001 constituées des lots 2 294 414, 2 294 426, 2 294 430, 2 294 431, 2 294 436, 2 294 438, 2 294 439 situées dans le quadrilatère formé de la rue de Castille, de l'avenue Éthier, de la rue de Charleroi et de l'avenue Drapeau telles que représentées par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
7	Monsieur Pietro Martelli Madame Carmelina Marabella 10904 Ethier MTL. Québec H1H 3E6 ~~11185, avenue L'Archevêque~~ ~~Montréal (Québec) H1H 3A8~~ Votre n° tél. : 514-290-7900 Inscrire adresse courriel : Compte de taxes : 020731-48	☑ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 10902 à 10904, avenue Éthier. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES .**

4 août 2014

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164396006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement 1654 adopté par l'ancienne Ville de Montréal-Nord et abrogeant le Règlement 1653 à l'égard seulement de la partie résiduelle de la ruelle située au nord-est de l'avenue Drapeau entre les rues de Castille et de Charleroi, dans l'arrondissement de Montréal-Nord, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31h12-005-3160-04

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Règlement (26-06-2019).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Céline DUMAIS
Notaire
Tél : (514) 872-6838

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-06-27

Céline DUMAIS
Notaire
Tél : (514) 872-6838
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
1 -

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 1654 ADOPTÉ PAR L'ANCIENNE VILLE DE MONTRÉAL-NORD ET ABROGEANT LE RÈGLEMENT 1653 À L'ÉGARD SEULEMENT DE LA PARTIE RÉSIDUELLE DE LA RUELLE SITUÉE AU NORD-EST DE L'AVENUE DRAPEAU, ENTRE LES RUES DE CASTILLE ET DE CHARLEROI, DANS L'ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD, AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS

VU le règlement 1653 adopté le 11 mai 1999 décrétant la politique de fermeture et de vente d'anciennes ruelles sur le territoire de la Ville de Montréal-Nord.

VU le règlement 1654 adopté le 22 juin 1999 décrétant la fermeture de la ruelle située au nord-est de l'avenue Drapeau, entre la rue de Castille et la rue de Charleroi.

VU les articles 179 à 185 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal*, *métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du 2019, le conseil municipal de la Ville de Montréal décrète :

1. Le règlement 1653 du 11 mai 1999 de l'ancienne Ville de Montréal-Nord intitulé « *Politique de fermeture et de vente d'anciennes ruelles sur le territoire de la Ville* » est abrogé à l'égard seulement de la partie résiduelle de la ruelle située au nord-est de l'avenue Drapeau, entre les rues de Castille et de Charleroi, dans l'arrondissement de Montréal-Nord.

2. Le règlement 1654 est modifié par l'ajout, après l'article 6 des alinéas suivants :

« - L'article 6 du règlement 1654 ne s'applique pas à la partie résiduelle de la ruelle située au nord-est de l'avenue Drapeau, entre la rue de Castille et la rue de Charleroi, formée des lots 2 294 414, 2 294 426, 2 294 430, 2 294 431, 2 294 436, 2 294 438 et 2 294 439 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et délimitée par les lettres ABCDA, EFGHE, JKLMNPQRJ et STUVWXS sur le plan D-5 MONTRÉAL-NORD (ci-après les « Lots ruelle »).

- Les lots riverains de la partie résiduelle de la ruelle sont les suivants : 1 845 889, 1 845 859, 1 846 176, 1 845 921, 1 846 178, 1 846 179 et 1 845 909 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (ci-après les « Lots riverains »).

- Les Lots ruelle sont remembrés avec les Lots riverains, conformément au plan D-5 MONTRÉAL-NORD, préparé par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, le 27 janvier 2016, sous le numéro 1658 de ses minutes (dossier : 21823), dont copie est jointe en Annexe.

- Lorsqu'un Lot riverain auquel un Lot ruelle est remembré appartient à plus d'un propriétaire, tel Lot ruelle est transféré aux propriétaires de ce Lot riverain dans la mesure de leurs intérêts respectifs dans ce lot.

- Une partie de l'emprise de cette ruelle, composée des lots 2 294 414, 2 294 431 et 2 294 439 et respectivement délimitées par les lettres ABCDA, LMNKL et UVYTU sur le plan D-5 MONTRÉAL-NORD, est grevée d'une servitude d'utilités publiques pour fins de télécommunications et de distribution d'énergie y compris la pose, l'installation et l'entretien des conduits, poteaux, fils et autres accessoires nécessaires aux opérations des entreprises d'utilités publiques.

- Afin de respecter en tout temps la réglementation provinciale et municipale en matière de sécurité incendie, et plus particulièrement, afin que chaque Lot riverain demeure conforme à la réglementation provinciale et municipale, quant à ses issues de secours, la Ville établit, par destination du propriétaire, les servitudes suivantes :

a) une servitude réelle et perpétuelle de passage à pied, avec interdiction d'ériger toute construction, permanente ou temporaire, contre les lots 2 294 430, 2 294 436 et 2 294 438 du cadastre du Québec, à titre de fonds servant, en faveur du lot 2 294 426 du cadastre du Québec, à titre de fonds dominant, afin de se rendre au lot 2 294 440 du cadastre du Québec, lequel fait partie du domaine public de la Ville, et de là avoir accès à la rue de Castille.

Le lot 2 294 426 du cadastre du Québec bénéficie déjà d'un droit de passage à pied sur une partie des lots 1 845 860, 1 846 177 et 1 845 952 du cadastre du Québec, aux termes des actes inscrits au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, respectivement sous les numéros 5 215 870, 5 215 869 et 5 215 868.

b) une servitude réelle et perpétuelle de passage à pied, avec interdiction d'ériger toute construction, permanente ou temporaire, contre le lot 2 294 439 du cadastre du Québec, à titre de fonds servant, en faveur du lot 2 294 431 du cadastre du Québec, à titre de fonds dominant, afin de se rendre au lot 2 294 440 du cadastre du Québec, lequel fait partie du domaine public de la Ville, et de là avoir accès à la rue de Castille.

Le lot 2 294 431 du cadastre du Québec bénéficie déjà d'un droit de passage à pied sur une partie des lots 1 845 920, 1 845 911 et 1 845 910 du cadastre du Québec, aux termes de l'acte inscrit au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 5 219 803.

- La Ville établit ces servitudes par destination du propriétaire, ayant acquis cette ruelle, aux termes d'un acte de cession par Regis Land Company Limited reçu devant Me Camille Paquet, notaire, le 11 août 1915, sous le numéro 9928 de ses minutes et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 13 décembre 1917, sous le numéro 352 735.

La présente servitude est rendue nécessaire au maintien de la conformité des bâtiments construits sur les Lots riverains, à la suite de la fermeture et du transfert aux propriétaires

riverains de toute partie de la ruelle située à l'arrière de ces lots.

- Le propriétaire du lot riverain auquel cette ruelle grevée de telles servitudes d'utilités publiques et de passage en cas d'urgence est remembrée ne peut rien faire qui tende à diminuer l'exercice de ces servitudes ou à les rendre moins commodes et devra, le cas échéant, sur demande de tout propriétaire d'un fonds dominant ou de toute entreprise d'utilités publiques, déplacer toute construction et tout bien s'y trouvant à ses entiers frais.

- La présente servitude ne pourra être rachetée avant 30 ans.

ANNEXE
PLAN D-5 MONTRÉAL-NORD, PREPARE PAR SYLVIE GAUTHIER, ARPENTEURE-GEOMETRE, LE 27 JANVIER 2016, SOUS LE NUMERO 1658 DE SES MINUTES (DOSSIER : 21823).

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le 2019.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.02

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1190025003

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M. chapitre S-6.01) afin de modifier les montants de subventions pour le secteur du chemin Côte-Saint-Luc et de la rue Saint-Grégoire et pour ajouter le secteur de Griffintown

Il est recommandé :
d'adopter un règlement modifiant le règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M. S-6.01) afin de modifier les montants de subventions pour le secteur du chemin Côte-Saint-Luc et de la rue Saint-Grégoire et pour ajouter le secteur de Griffintown.

Signé par Serge A BOILEAU **Le** 2019-07-12 11:17

Signataire : Serge A BOILEAU

Président
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1190025003**
Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M. chapitre S-6.01) afin de modifier les montants de subventions pour le secteur du chemin Côte-Saint-Luc et de la rue Saint-Grégoire et pour ajouter le secteur de Griffintown

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la mise en oeuvre de projets d'enfouissement des réseaux câblés, la CSEM a entamé des démarches pour réaliser les travaux d'enfouissement des fils aériens dans le secteur du chemin de la Côte-Saint-Luc, de la rue Saint-Grégoire et dans le secteur Griffintown.
Les projets consistent en l'enfouissement des fils aériens des réseaux électriques et de télécommunications dans les secteurs mentionnés ci-dessus. Ces projets font partie de la programmation établit avec le Bureau d'intégration et de coordination de la Ville (BIC).

Pour assurer le succès de l'enfouissement des fils électriques sur son territoire, la Ville de Montréal a adopté en 2000 le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M, c. S-6.01). En vertu de ce règlement, un propriétaire peut obtenir une subvention de la ville pour la mise aux normes de son entrée électrique en lien avec les travaux d'enfouissement des fils électriques.

De son côté, le Conseil d'agglomération a adopté le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) pour les commerces et industries, puisque les subventions aux commerces et industries sont considérées comme étant de l'aide à l'entreprise qui relève de la compétence de l'agglomération.

Ces deux règlements ont été modifiés à quelques reprises afin d'ajouter des secteurs d'application pour les riverains de manière à ce que ce soit à « coût nul » pour eux.

Nous modifions:

- l'annexe J (chemin de la Côte-Saint-Luc) pour hausser les montants des subventions de certains immeubles et pour y ajouter deux nouvelles adresses;
- l'annexe K (rue Saint-Grégoire) pour hausser le montant pour tenir compte de l'inflation étant donné que ce projet a été reporté de quelques années.

Nous ajoutons des immeubles du secteur Griffintown pour prévoir les montants des subventions pour les premières phases d'enfouissement des réseaux câblés de ce secteur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CE19 0261 (1180025002): Modifier par ordonnance le règlement R.R.V.M. c. S -6.01 modifier des dates pour la présentation d'une demande de subvention pour les secteurs de la rue Saint-Patrick, du chemin de la Côte-Saint-Luc et de la rue Saint-Grégoire;
Résolution CM17 1392 (1170025005): Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin de modifier certains montants de subventions;

Résolution CM17 1269 (1170025004): Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure une partie de la rue Saint-Grégoire (Plateau Mont-Royal)**;**

Résolution CM16 0804 (1150025004): Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M.c. S-6.01 afin d'y inclure une partie du chemin de la Côte-Saint-Luc (Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce);

Résolution CM14 0510 (1146659002): Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure une partie du boulevard Henri-Bourassa Est (Montréal-Nord) et de la rue Saint-Patrick (Le Sud-Ouest);

Résolution CM 13 0352 (1120443019) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure une partie du boulevard Saint-Baptiste et des rues Bellerive, Notre-Dame Est et Sainte-Anne (Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles);

Résolution CE12 1027 (1120810001) : Approuver les programmations relatives à des travaux de construction et d'enfouissement dans le cadre de l'entente 83-89 (volet 10 km);

Résolution CM12 0861 (1111984010) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure une partie du boulevard Gouin Ouest (l'Île-Bizard-Sainte-Geneviève);

Résolution CM11 0381 (1114642004) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure une partie du boulevard Gouin Est (Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles);

Résolutions CM09 0695 et CM10 0800 (1093809001 et 1103809002) : Adopter des règlements modifiant les règlements R.R.V.M. c. S-6.01 et d'agglomération RCG 09-023 afin d'y inclure une partie de la rue Chabanel (Ahuntsic-Cartierville) et certaines rues transversales ainsi qu'une partie de la rue Saint-Viateur Est (Plateau Mont-Royal);

Résolutions CM07 0695 et CE08 2188 (1073261004 et 1083261006) : Adopter un règlement modifiant R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure le projet d'enfouissement des fils sur les rues aux abords de la Maison Saint-Gabriel (Sud-Ouest);

Résolution CM05 0138 (1043093003) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure la partie de la rue de l'Église (Verdun).

DESCRIPTION

Les projets consistent essentiellement à enfouir les fils des réseaux électriques et de télécommunications sur le chemin de la Côte-Saint-Luc, entre le boulevard Décarie et la limite de Westmount, sur la rue Saint-Grégoire, entre les rues Saint-Denis et Papineau, et dans le secteur Griffintown, dans le quadrilatère des rues William, Peel, Young et de la Montagne.

JUSTIFICATION

Le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 prévoit que la Ville peut subventionner les travaux relatifs aux modifications de branchements électriques des propriétaires concernés dans les projets de conversion.
Les travaux d'enfouissement des réseaux de distribution d'électricité et de télécommunication contribuent à améliorer le paysage urbain montréalais par l'élimination des poteaux et des fils du réseau aérien. Ceux-ci font partie intégrante des orientations et objectifs d'aménagement préconisés par le Plan d'urbanisme de Montréal.

Il y a lieu de modifier le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (S-6.01), afin notamment de hausser le plafond admissible de subvention pour assurer le paiement complet par la Ville des coûts de branchement découlant des projets à toute fins utiles, pour assurer que ce projet se fasse à « coût nul » pour les propriétaires concernés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant supplémentaire requis par cet amendement, pour l'augmentation des subventions des secteurs Côte-Saint-Luc et Saint-Grégoire et pour l'ajout du secteur Griffintown, est de 201 500$ (taxes incluses) et n'est pas capitalisable. Le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 est de compétence municipale.
Imputation: PEP - Subventions : Programmes d'aide et de subventions:

2101.0010000.100809.06303.66503.016637.0000.000000.053000.00000

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets d'enfouissement des fils soutiennent les principes de développement durable suivants : la protection du patrimoine et la réduction des nuisances et des impacts sur l'environnement et les paysages.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'enfouissement des fils électriques dans les secteurs mentionnés contribuera à rehausser la qualité du domaine public et l'image du secteur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Selon le secteur les travaux de construction des infrastructures civiles de la CSEM. pourraient être intégrés à des appels d'offres de la Ville qui visent d'autres travaux à réaliser au cours de l'année 2019 et des années suivantes.
Les travaux de modification des entrées privées pourront être faits suite aux travaux après l'envoi d'un avis aux propriétaires concernées par la CSEM. Les propriétaires seront avisés qu'une subvention est prévue à cet effet, le tout après l'adoption de l'amendement au règlement S-6.01.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Tassadit NAHI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gilles G - Ext GAUDET
Directeur STI - Planification

Tél : 514-384-6840 poste 244
Télécop. : 514-384-7298

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-21

Serge A BOILEAU
Président

Tél : 514 384-6840
Télécop. : 514 384-7298

INTERVENTION-BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Taux: 1,0951303727

NO GDD : **1190025003**

No d'engagement 2019 **CC90025003**

Le budget pour ce projet est prévu aux chapitres corporatifs

Imputations

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Provenance	2101.0010000.200250.06819.66503.016637.0000.000000.000000.00000.00000	201 500,00 $	183 996,36 $	183 997 $
Imputation	2101.0010000.100809.06303.66503.016637.0000.000000.053000.00000.00000	201 500,00 $	183 996,36 $	183 997 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1190025003

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M. chapitre S-6.01) afin de modifier les montants de subventions pour le secteur du chemin Côte-Saint-Luc et de la rue Saint-Grégoire et pour ajouter le secteur de Griffintown

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement et les annexes afférentes.

FICHIERS JOINTS

Règl. mod. le Règlement S-6.01.docx ANNEXES 1, 2 et 3.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate - Droit public et législation
Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-09

Jean-Philippe GUAY
Avocat et chef de division
Tél : 514 872-6887
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA SUBVENTION À LA MODIFICATION DU RACCORDEMENT DU SERVICE ÉLECTRIQUE DE CERTAINS BÂTIMENTS (S-6.01)

Vu les articles 82 et 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M., chapitre S-6.01) est modifié par l'ajout, après l'article 20, de l'article suivant :

« **21.** Le présent règlement s'applique également dans l'arrondissement Le Sud-Ouest, dans le secteur de Griffintown, sur les rues de l'Aqueduc, Barré, Basin, Eleanor, Lusignan, de la Montagne, Murray, Olier, Ottawa, Peel, des Seigneurs, Séminaire, Smith, Versailles, Wellington, William et Young, spécifiquement aux adresses mentionnées dans le tableau de l'annexe L, selon les modalités particulières suivantes :

1° le montant maximal de subvention, pour la modification d'un bâtiment à la suite d'un enfouissement de fils électriques, est égal au montant prévu au tableau de l'annexe L en regard de chacun des bâtiments visés;

2° aucune demande de subvention présentée après le 31 décembre 2024 ne sera recevable;

3° le comité exécutif peut, par ordonnance :

a) modifier les montants prévus au paragraphe 1°;

b) modifier la date prévue au paragraphe 2°. ».

2. Ce règlement est modifié par le remplacement de l'annexe J par le document joint en annexe 1 au présent règlement.

3. Ce règlement est modifié par le remplacement de l'annexe K par le document joint en annexe 2 au présent règlement.

4. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'annexe K, de l'annexe L jointe en annexe 3 au présent règlement.

ANNEXE 1
ANNEXE J – TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DU CHEMIN DE LA CÔTE-SAINT-LUC, ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES – NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

ANNEXE 2
ANNEXE K – TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DE LA RUE SAINT-GRÉGOIRE, ARRONDISSEMENT LE PLATEAU-MONT-ROYAL

ANNEXE 3
ANNEXE L – TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR GRIFFINTOWN, ARRONDISSEMENT LE SUD-OUEST

Ce règlement a été promulgué par l'avis affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXX.

GDD : 1190025003

ANNEXE 1

ANNEXE J

TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DU CHEMIN DE LA CÔTE-SAINT-LUC, ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES – NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

No civique	Rue	Montant maximal de la subvention
4555	Bonavista	6 300,00 $
4840	Bonavista	2 900,00 $
4851	Côte-Saint-Luc	44 000,00 $
4855	Côte-Saint-Luc	44 700,00 $
4905	Côte-Saint-Luc	3 100,00 $
4965	Côte-Saint-Luc	2 500,00 $
4985	Côte-Saint-Luc	2 300,00 $
5005	Côte-Saint-Luc	2 900,00 $
5055	Côte-Saint-Luc	12 800,00 $
5100	Côte-Saint-Luc	13 600,00 $
5105	Côte-Saint-Luc	2 900,00 $
5145	Côte-Saint-Luc	13 000,00 $
5175	Côte-Saint-Luc	2 700,00 $
5235	Côte-Saint-Luc	2 900,00 $
5245	Côte-Saint-Luc	11 000,00 $
5255	Côte-Saint-Luc	1 500,00 $
4830-40	Côte-Saint-Luc	3 600,00 $
5265-75	Côte-Saint-Luc	6 400,00 $

ANNEXE 2

ANNEXE K

TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DE LA RUE SAINT-GRÉGOIRE, ARRONDISSMENT LE PLATEAU-MONT-ROYAL

No civique	Rue	Montant maximal de la subvention
5396-400	Fabre	8 500,00 $
5378-80	De Lanaudière	3 300,00 $
5421-25	Marquette	5 300,00 $
830 5394-96	Saint-Grégoire Saint-André	5 700,00$
920-30 5360	Saint-Grégoire Mentana	7 400,00 $
1254 5395	Saint-Grégoire Brébeuf	4 300,00 $
1270-74 5380	Saint-Grégoire Chambord	7 500,00 $
1356 5385-89	Saint-Grégoire De Lanaudière	10 500,00 $
1372 5374-78	Saint-Grégoire Garnier	7 200,00 $
1460	Saint-Grégoire	7 200,00 $
1570 5391-99	Saint-Grégoire Fabre	7 100,00 $

ANNEXE 3

ANNEXE L

TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR GRIFFINTOWN, ARRONDISSMENT LE SUD-OUEST

No civique	Rue	Montant maximal de la subvention
187-91	de la Montagne	12 400,00 $
193-95	de la Montagne	5 900,00 $
197-99	de la Montagne	5 900,00 $
201-03	de la Montagne	11 300,00 $
205-07	de la Montagne	5 900,00 $
209-11	de la Montagne	5 900,00 $
213-15	de la Montagne	5 900,00 $
218-30	Murray	4 400,00 $
240	Murray	2 800,00 $
301	Murray	1 800,00 $
318-22	Murray	7 200,00 $
323	Murray	5 600,00 $
1139	Ottawa	3 200,00 $
1151-69 259-69	Ottawa Murray	10 800,00 $
1200-06	Ottawa	7 400,00 $
1220-26	Ottawa	7 200,00 $
295-301	Young	4 700,00 $
300-08	Young	4 300,00 $
310-12	Young	4 400,00 $

GDD : 1190025003

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1190025003

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M. chapitre S-6.01) afin de modifier les montants de subventions pour le secteur du chemin Côte-Saint-Luc et de la rue Saint-Grégoire et pour ajouter le secteur de Griffintown

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1190025003_CSE_informations comptables.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tassadit NAHI
Agente de gestion des ressources finacières
Tél : (514) 872-3087

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-23

Mélanie BEAUDOIN
Conseillère en planification budgétaire
Tél : 514-872-1054
Division : Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.03

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1194386004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est de la rue Honoré-Vaillancourt entre la 5e Avenue et la 6e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H12-005-3965-02 N/D: 19-0059

Il est recommandé :

1. d'adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est de la rue Honoré-Vaillancourt, entre la 5e Avenue et la 6e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains » visant la ruelle constituée des lots 1 380 205, 1 380 206 et 1 380 207 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et dont l'emprise est délimitée par les lettres ABCDA, le tout, tels qu'identifiés au plan H-133 Rivière-des-Prairies, préparé par Noémie Plante, arpenteure-géomètre, en date du 16 mai 2019, sous le numéro 228 de ses minutes, dossier 23028.
2. de créer une servitude d'utilités publiques sur les lots 1 380 205, 1 380 206 et 1 380 207 du cadastre du Québec, dont l'assiette est délimitée par les lettres ABCDA sur le plan.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-07-17 11:33

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1194386004**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est de la rue Honoré-Vaillancourt entre la 5e Avenue et la 6e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H12-005-3965-02 N/D: 19-0059

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») a reçu une demande par l'entremise d'un propriétaire pour acquérir la ruelle riveraine à sa propriété, située au sud-est de la rue Honoré-Vaillancourt, entre la 5e Avenue et la 6e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles. L'analyse de cette demande révèle que la ruelle, montrée à titre indicatif, sur les plans B, C et P annexés, est entièrement occupée par l'ensemble des propriétaires riverains (3).
Les démarches nécessaires ont été entamées, en vue de procéder à la cession de la ruelle, délimitée par les lettres ABCDA sur le plan numéro H-133 Rivière-des-Prairies, par les lots numéro 1 380 205, 1 380 206 et 1 380 207 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal. Plus des deux tiers des propriétaires riverains en nombre ont signé une requête à cet effet, représentant plus des deux tiers du front des terrains longeant cette ruelle. Après compilation, les trois (3) propriétaires concernés ont répondu positivement.

Une action est requise pour permettre la fermeture, comme domaine public, des lots identifiés sur le plan numéro H-133 Rivière-des-Prairies ci-joint, afin de les transférer aux propriétaires riverains en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

La Ville de Montréal est propriétaire de cette ruelle aux termes de l'acte suivant :

Par un bordereau suivant un acte intervenu le 20 janvier 1967, devant Me Normand Latreille, notaire , sous le n° 420 de ses minutes et publié au Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 23 janvier 1967, sous le n° 1 964 370.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Adopter un règlement de fermeture de ruelle et transférer aux propriétaires riverains les lots numéro 1 380 205, 1 380 206 et 1 380 207 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.
Créer une servitude d'utilités publiques sur les lots numéros 1 380 205, 1 380 206 et 1 380 207 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dont l'emprise est délimitée par les lettres ABCDA sur le plan, telle qu'identifiée au plan H-133 Rivière-des-Prairies, préparé par Noémie Plante, arpenteure – géomètre, en date du 16 mai 2019, sous le numéro 228 de ses minutes, dossier 23028.

JUSTIFICATION

Le SGPI recommande l'adoption du présent règlement pour les motifs suivants :

· Il n'est pas dans l'intérêt de la Ville de conserver cette ruelle non ouverte à la circulation, puisqu'elle n'est pas essentielle à l'accessibilité et à la desserte arrière des bâtiments riverains.

· Cette transaction permettra à la Ville de percevoir des taxes foncières sur les lots ainsi cédés.

· L'ensemble des intervenants municipaux étant favorable à ce transfert, il y a lieu que les autorités municipales procèdent à l'approbation du transfert de ruelle aux propriétaires riverains, conformément à l'encadrement numéro C-OG-GPI-D-17-002 « Cession de ruelles aux propriétaires riverains - Modalités et conditions », en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal.*

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément au Programme d'acquisition de ruelles non requises par la Ville, le transfert aux propriétaires riverains se fait gratuitement, en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Un avis d'adoption de ce règlement de fermeture, aux fins de transfert aux riverains, doit être signifié par le greffier de la Ville à chacun des propriétaires des immeubles riverains et doit être publié dans un quotidien distribué dans la Ville.
Dès l'entrée en vigueur de ce règlement, la Direction des affaires civiles du Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal en publie une copie dûment certifiée au Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Céline DUMAIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Carl BEAULIEU, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Jacques GOUDREAULT, Service des infrastructures du réseau routier
Sophie BROUILLARD, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

Sophie BROUILLARD, 3 juillet 2019
Jacques GOUDREAULT, 25 juin 2019
Carl BEAULIEU, 25 juin 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jocelyne BOULANGER
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-2009
Télécop. : 514-872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-06-21

Jacinthe LADOUCEUR
Chef de division des transactions

Tél : 514 872-0069
Télécop. :

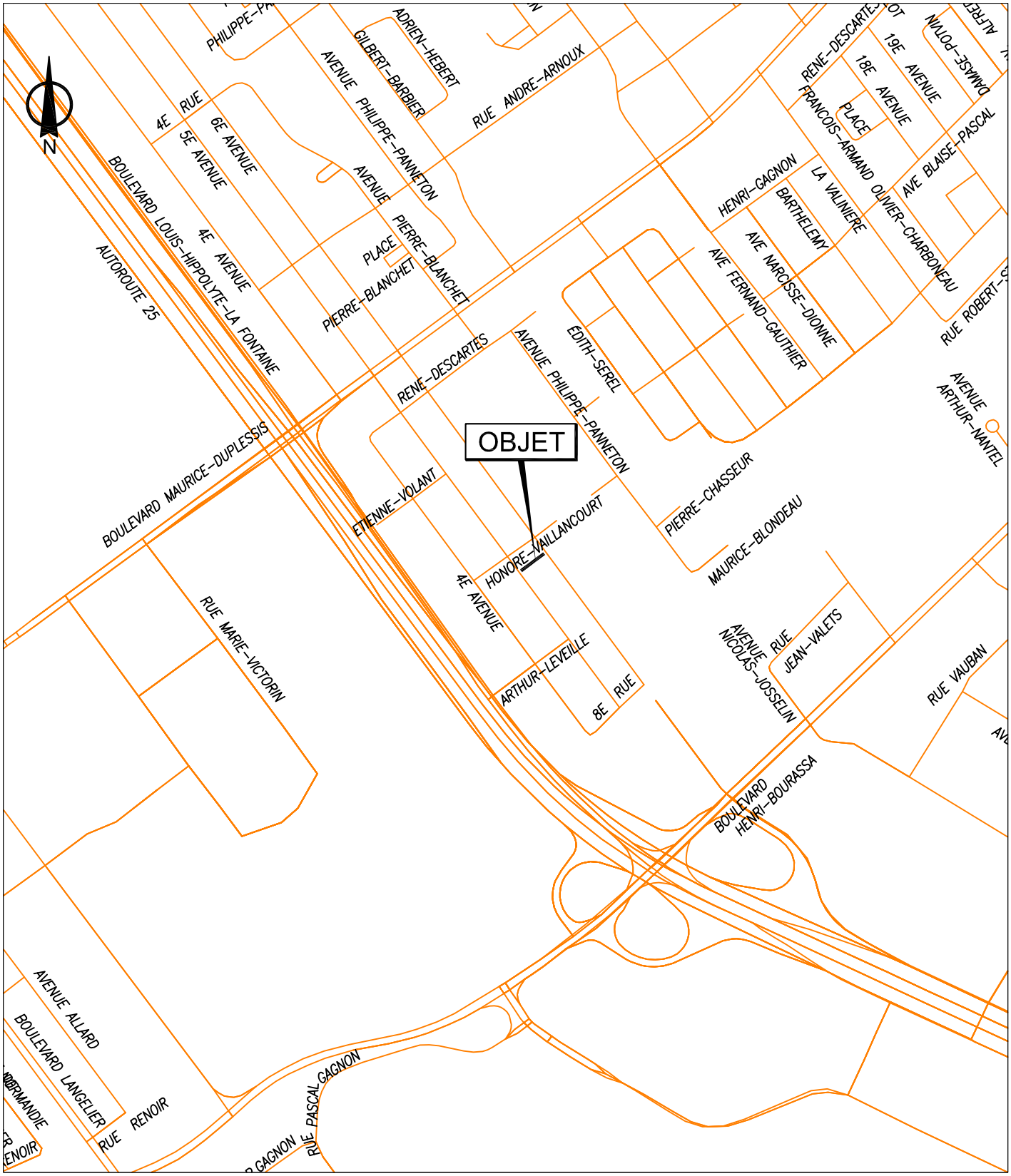
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations, en remplacement de Francine Fortin, Directrice, du 2 au 19 juillet 2019 inclusivement.
Tél : 514 872-8726
Approuvé le : 2019-07-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice du SGPI

Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2019-07-17



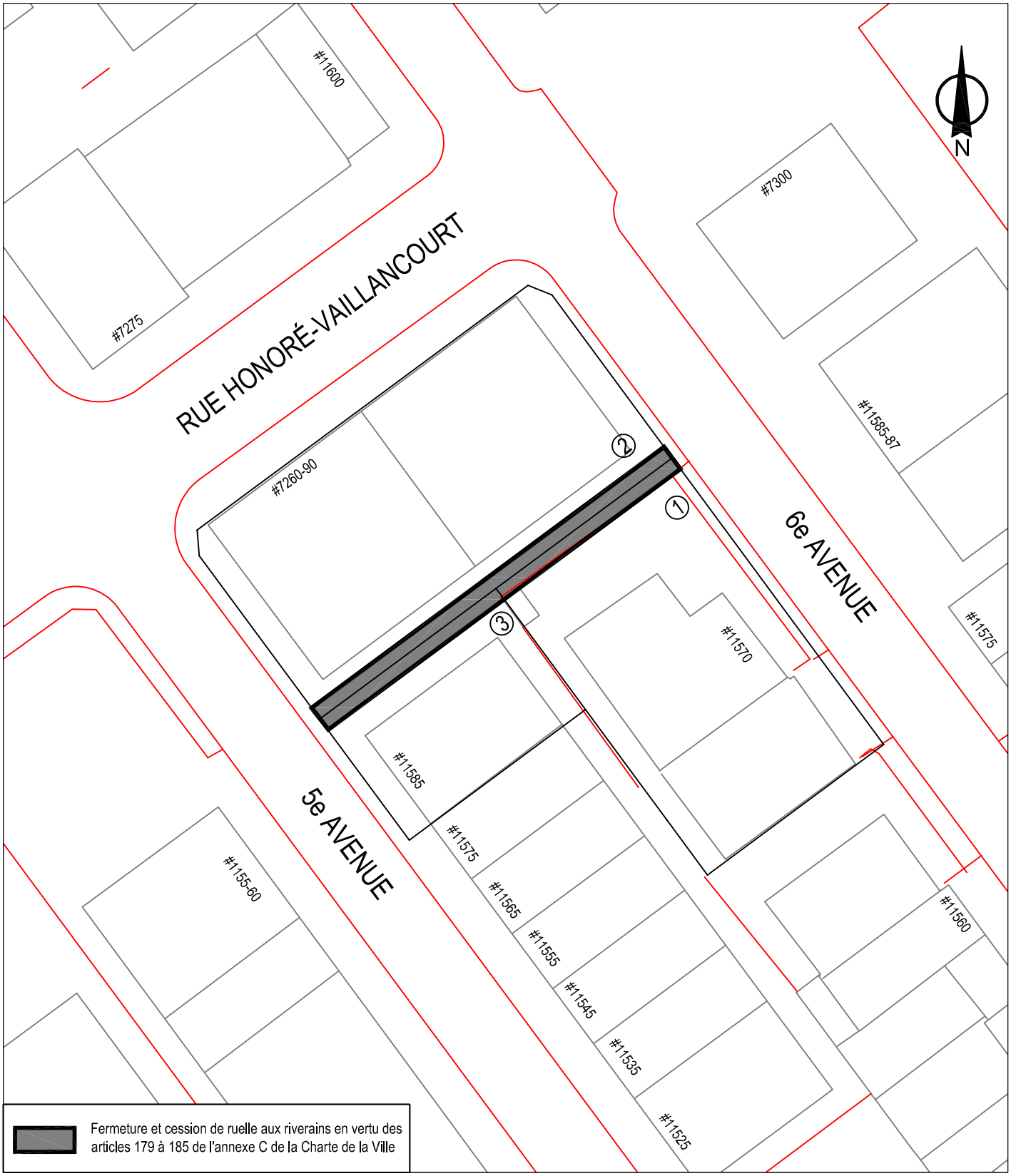
SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Rivière-des-Prairies -
Pointe-aux-Trembles

Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-3965-02
Mandat: 19-0059-T
Dessinateur: LJC
Échelle: - - -
Date: 22-02-2019

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan B plan de l'utilisation du sol
Dossier: 31H12-005-3965-02
Mandat: 19-0059-T
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:600
Date: 22-02-2019

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Rivière-des-Prairies -
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan C: plan de cadastre
Dossier: 31H12-005-3965-02
Mandat: 19-0059-T
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:600
Date: 22-02-2019

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Rivière-des-Prairies -
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan P: orthophoto
Dossier: 31H12-005-3965-02
Mandat: 19-0059-T
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:600
Date: 22-02-2019

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-3965-02
Mandat : 19-0059-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains à la ruelle ci-dessous mentionnée, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans cette ruelle.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques , et que le partage se fera à 50% de la ruelle, à chaque propriétaire, sur la largeur de la propriété riveraine, et ce, sans tenir compte de toute occupation par les riverains.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 380 205, 1 380 206 et 1 380 207 du cadastre du Québec, laquelle est située au sud-est de la rue Honoré-Vaillancourt entre la 5e Avenue et la 6e Avenue, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
1	Monsieur Alessandro Pagnotta 9277-8125 Québec inc. 11560, 6e Avenue Montréal (Québec) H1E 1R9 Inscrire la date : LE 13 MARS 2019 Inscrire votre n° tél. : 514-968-7978 Inscrire votre adresse de courriel : ALEX@ALUMICAN.CA. Compte de taxes : 852802-00	☑ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé au 11570, 6e Avenue, et ce, sans aucune garantie légale. ☐ Je refuse la fermeture de la ruelle et la cession d'une partie de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

26 février 2019

EXTRAIT du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'administration tenue le 9277-8125 Quebec Inc. à son siège situé au 11570 6E Ave. à Montréal, province Quebec le 13-mars. 2019.

IL EST PROPOSÉ, APPUYÉ ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ:

QUE Michel Gabrielli (President)
(Profession et titre)

ET Alessandro Pagnotta (Vice President)
(Profession et titre)

Tous deux des villes et district de Montréal soient et sont, par la présente résolution, chacune autorisée à faire et à signer séparément pour et au nom de la société, tout document relatif au processus de transfert de ruelle en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal relativement à l'acquisition de la ruelle située au Nord de 11570, 6E Ave, dans l'arrondissement de R.D.P.-P.A.T. connue et désignée comme étant le lot 1000000038020 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

A Montréal, le 19 Mars 2019

(Signature), secrétaire.

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-3965-02
Mandat : 19-0059-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains à la ruelle ci-dessous mentionnée, desirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans cette ruelle.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques , et que le partage se fera à 50% de la ruelle, à chaque propriétaire, sur la largeur de la propriété riveraine, et ce, sans tenir compte de toute occupation par les riverains.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 380 205, 1 380 206 et 1 380 207 du cadastre du Québec, laquelle est située au sud-est de la rue Honoré-Vaillancourt entre la 5e Avenue et la 6e Avenue, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
2	Spiridon Mylonas Monsieur Spiridon Mylonas — Monsieur John Mylonas 2687, rue Benjamin-Sulte Montréal (Québec) H3M 1S3 Inscrire la date : MARS 13 2019 Inscrire votre n° tél. : 514 648 9292 / 514 794 4759 Inscrire votre adresse de courriel : FABEXCEL@GMAIL.COM Compte de taxes : 898308-50	☒ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé au 7260-7290, rue Honoré-Vaillancourt, et ce, sans aucune garantie légale. ☐ Je refuse la fermeture de la ruelle et la cession d'une partie de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

26 février 2019

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-3965-02
Mandat : 19-0059-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains à la ruelle ci-dessous mentionnée, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans cette ruelle.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques , et que le partage se fera à 50% de la ruelle, à chaque propriétaire, sur la largeur de la propriété riveraine, et ce, sans tenir compte de toute occupation par les riverains.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 380 205, 1 380 206 et 1 380 207 du cadastre du Québec, laquelle est située au sud-est de la rue Honoré-Vaillancourt entre la 5e Avenue et la 6e Avenue, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
3 Monsieur Jean St-Pierre 2080, de Beaurivage Montréal (Québec) H1L 5V7 Inscrire la date : 12 03 19 Inscrire votre n° tél. : 514-248-9870 Inscrire votre adresse de courriel : mecaniquesaintpierre@hotmail.com Compte de taxes : 852420-00	☑ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé au 11585, 5e Avenue, et ce, sans aucune garantie légale. ☐ Je refuse la fermeture de la ruelle et la cession d'une partie de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

26 février 2019

DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	MONTRÉAL
CADASTRE	:	QUÉBEC
LOT(S)	:	LES LOTS 1 380 205, 1 380 206 ET 1 380 207
ARRONDISSEMENT	:	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES POINTE-AUX-TREMBLES

Ces biens-fonds, situés au sud-est de la rue Honoré-Vaillancourt entre la 5E Avenue et la 6E Avenue, sont identifiés par les lettres ABCDA sur le plan H-133 Rivière-des-Prairies, joint à la présente description technique.

Il se décrit comme suit et le numéro d'article inscrit en marge de chaque description correspond à celui qui apparaît sur le susdit plan :

1.- Le lot UN MILLION TROIS-CENT-QUATRE-VINGT MILLE DEUX CENT CINQ (1 380 205), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie soixante-quatorze mètres carrés et un dixième (74,1 m²).

2.- Le lot UN MILLION TROIS-CENT-QUATRE-VINGT MILLE DEUX CENT SIX (1 380 206), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie trente-sept mètres carrés et trois dixièmes (37,3 m²).

3.- Le lot UN MILLION TROIS-CENT-QUATRE-VINGT MILLE DEUX CENT SEPT (1 380 207), dudit cadastre :

/2

de figure rectangulaire;

contenant en superficie trente-sept mètres carrés et trois dixièmes (37,3 m²).

Les articles 1 à 3 devront être grevé d'une servitude d'utilités publiques.

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI).

Préparé à Montréal, le seizième jour du mois de mai de l'an deux mille dix-neuf sous le numéro 228 de mes minutes au dossier 23028 du greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville.

NOÉMIE PLANTE
Arpenteure-géomètre

/cc
Dossier : 23028

Copie conforme à l'original
Montréal, le 2019-06-11

Arpenteur

COMPILATION DE LA PÉTITION EN VUE D'UNE FERMETURE DE RUELLE
AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES DES IMMEUBLES RIVERAINS
Ruelle constituée des lots 1 380 205, 1 380 206 et 1 380 207 du cadastre du Québec, et située au sud-est de la rue Honoré-Vaillancourt entre la 5e Avenue et la 6e Avenue
DOSSIER : 31H12-005-3965-02 MANDAT : 19-0059-T

N^{os}	Nom et adresse des propriétaires	Lot propriété	Lot transféré	Superficie acquise en (m²)	Numéro compte de taxes	Adresse de la propriété	Mesure en front (m)	Vote
1	9277-8125 Québec inc. Monsieur Alessandro Pagnotta 11560, 6e Avenue Montréal (Québec) H1E 1R9	1 058 062	1 380 207	37,3	852802-00	11570, 6e Avenue Montréal (Québec) H1E 1R9	24,39	**OUI**
2	Monsieur Spiridon Mylonas Monsieur John Mylonas 2687, rue Benjamin-Sulte Montréal (Québec) H3M 1S3	1 057 987	1 380 205	74,1	898308-50	7260-7290, rue Honoré-Vaillancourt Montréal (Québec) H3M 1S3	48,77	**OUI**
3	Monsieur Jean St-Pierre 2687, rue Benjamin-Sulte Montréal (Québec) H3M 1S3	1 057 975	1 380 206	37,3	852420-00	11585, 5e Avenue Montréal (Québec) H1L 5V7	24,38	**OUI**
				148,7			97,54	

Total des votes favorables obtenus (100 %)	**3**

Nombre total de propriétaires:	**3**
Nombre minimum de signatures requises (66,6 %) :	**2**

Total mesure en front	**97,54 m**
Front requis 66.6%	**64,96 m**
Dimension du front obtenu	**97,54 m**
Superficie totale à transférer	**148,70 m²**

Note: La dernière compilation des noms des propriétaires a été effectuée en mars 2019

NOTE IMPORTANTE: la numérotation de la compilation est différente de celle au plan H-133 Rivière-des-Prairies

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1194386004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est de la rue Honoré-Vaillancourt entre la 5e Avenue et la 6e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H12-005-3965-02 N/D: 19-0059

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Règlement.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Céline DUMAIS
Notaire
Tél : (514) 872-6838

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-16

Céline DUMAIS
Notaire
Tél : (514) 872-6838
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
1 -

RÈGLEMENT SUR LA FERMETURE D'UNE RUELLE SITUÉE AU SUD-EST DE LA RUE HONORÉ-VAILLANCOURT, ENTRE LA 5E AVENUE ET LA 6E AVENUE, DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES – POINTE-AUX-TREMBLES, AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS

VU les articles 179 à 185 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du 2019, le conseil municipal de la Ville de Montréal décrète :

1. La ruelle située au sud-est de la rue Honoré-Vaillancourt, entre la 5e Avenue et la 6e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, formée des lots 1 380 205, 1 380 206 et 1 380 207 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et délimitée par les lettres ABCDA sur le plan H-133 RIVIÈRE-DES-PRAIRIES, est fermée.

2. Les lots riverains de la ruelle sont les suivants : 1 057 987, 1 057 975 et 1 058 062 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

3. Les lots mentionnés à l'article 1 sont remembrés avec les lots mentionnés à l'article 2, conformément au plan H-133 RIVIÈRE-DES-PRAIRIES, préparé par Noémie Plante, arpenteure-géomètre, le 16 mai 2019, sous le numéro 228 de ses minutes (dossier : 23028), dont copie est jointe en Annexe.

4. Lorsqu'un lot riverain auquel une partie de la ruelle est remembrée appartient à plus d'un propriétaire, tel lot remembré est transféré aux propriétaires de ce lot riverain dans la mesure de leurs intérêts respectifs dans ce lot.

5. L'emprise de cette ruelle, composée des lots 1 380 205, 1 380 206 et 1 380 207 et délimitée par les lettres ABCDA sur le plan H-133 RIVIÈRE-DES-PRAIRIES, est grevée d'une servitude d'utilités publiques pour fins de télécommunications et de distribution d'énergie y compris la pose, l'installation et l'entretien des conduits, poteaux, fils et autres accessoires nécessaires aux opérations des entreprises d'utilités publiques.

6. La Ville est propriétaire de la ruelle formée des lots susmentionnés, aux termes d'un bordereau (bill privé 177), reçu par Me Normand Latreille, notaire, le 20 janvier 1967, sous le numéro 420 de ses minutes et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 23 janvier 1967, sous le numéro 1 964 370.

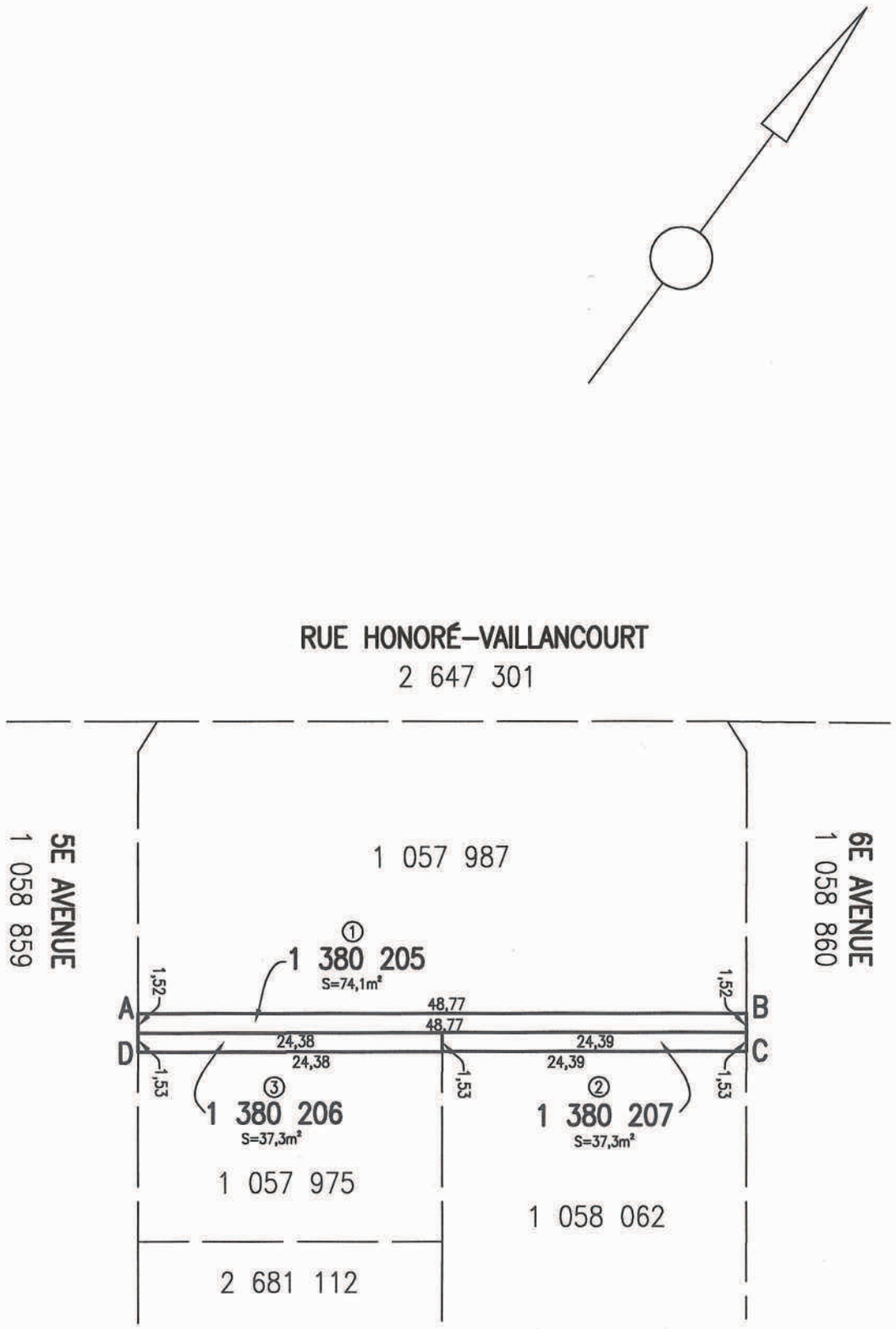
7. Le propriétaire du lot riverain auquel cette ruelle grevée de telle servitude d'utilités publiques est remembrée, ne peut rien faire qui tende à diminuer l'exercice de cette servitude ou à le rendre moins commode et devra, le cas échéant, sur demande de tout propriétaire d'un fonds dominant ou de toute entreprise d'utilités publiques, déplacer toute construction et tout bien s'y trouvant à ses entiers frais.

ANNEXE
PLAN H-133 RIVIÈRE-DES-PRAIRIES, PREPARE PAR NOEMIE PLANTE, ARPENTEURE-GEOMETRE, LE 16 MAI 2019, SOUS LE NUMERO 228 DE SES MINUTES (DOSSIER : 23028).

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le 2019.

AP26121



LÉGENDE	
— — — —	: limites des lots bornants
———————	: limites des biens–fonds

code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 500

0 5 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

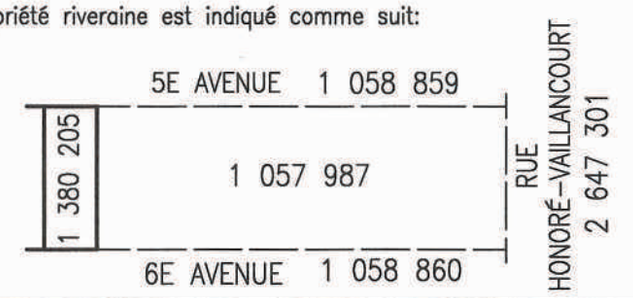
LOT(S)

Les lots 1 380 205, 1 380 206, 1 380 207

EMPLACEMENT:

Biens–fonds situés au sud–est de la
RUE HONORÉ–VAILLANCOURT
entre la
5E AVENUE et la 6E AVENUE

LÉGENDE: Le remembrement d'un lot, anciennement partie d'une ruelle à une propriété riveraine est indiqué comme suit:



FINS DU DOCUMENT:

TRANSFERT DE RUELLE AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

NOTES: 1– Les lettres ABCDA délimitent le liséré indiquant le transfert de ruelle.
2– Les biens–fonds indiqués par les lettres ABCDA (article 1 à 3) devront être grevé d'une servitude d'utilités publiques.
3– Les mesures et les superficies indiquées au plan sont fournies à titre d'information. Elles sont issues de celles apparaissant au cadastre du Québec et sont sujettes à un arpentage complet.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 16 mai 2019

Préparé par: NOÉMIE PLANTE
Arpenteure–géomètre

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Montréal, le 2019-06-11

Arpenteur(e) chef

NOÉMIE PLANTE ARPENTEURE-GÉOMÈTRE 2486

Minute Nº 228 Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.
Feuillet(s) cartographique(s) 31H12–005–3965 (31H12–010–2033) Dessin: M.Joyal

Arpenteur–géomètre chef d'équipe:

DOSSIER Nº 23028 (Greffe commun des arpenteurs(es)–géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier

Arpenteure–géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Rivière–des–Prairies–Pointe–aux–Trembles

PLAN Nº H–133 RIVIÈRE–DES–PRAIRIES

23028D.DWG

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.04

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1184386002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud de la 80e Avenue entre la rue Notre-Dame Est et le fleuve Saint-Laurent, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H11-005-6102-04 N/D: 17-0548

Il est recommandé :

1. d'adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud de la 80e Avenue entre la rue Notre-Dame Est et le fleuve Saint-Laurent, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains » visant la ruelle formée des lots 6 295 152 à 6 295 162, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et délimitée par les lettres ABCDEFA, le tout, tels qu'identifiés au plan Q-130 Pointe-aux-Trembles, préparé par Gabriel Cadrin-Tourigny, arpenteur-géomètre, en date du 1er mai 2019, sous le n° 1095 de ses minutes, dossier n° 22764.

2. créer une servitude d'utilités publiques à des fins de télécommunications et de distribution d'énergie sur les lots 6 295 152 à 6 295 162, tous du cadastre du Québec, délimitée par les lettres ABCDEFA, sur le plan.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2019-07-29 11:03

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1184386002**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud de la 80e Avenue entre la rue Notre-Dame Est et le fleuve Saint-Laurent, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H11-005-6102-04 N/D: 17-0548

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») a reçu une demande d'un citoyen par l'entremise de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, pour acquérir la ruelle située au sud de la 80e Avenue, entre la rue Notre-Dame Est et le fleuve Saint-Laurent, connue et désignée comme étant les lots 6 295 152 à 6 295 162 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et anciennement connue sous les lots 1 874 787 et 1 874 910 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (ci-après la « Ruelle »). L'analyse de cette demande révèle que la ruelle montrée, à titre indicatif sur les plans B, C et P annexés, est entièrement occupée par l'ensemble des propriétaires riverains (11) et tous ont signé et répondu positivement à la pétition.
La Ruelle est délimitée par les lettres ABCDEFA sur le plan Q-130 Pointe-aux-Trembles préparé par Gabriel Cadrin-Tourigny, arpenteur–géomètre, le 1er mai 2019, sous le numéro 1095 de ses minutes, dossier 22764 (ci-après le « Plan »).

Une action est requise pour permettre la fermeture, comme domaine public, des lots susmentionnés et identifiés au Plan, afin de les transférer aux propriétaires riverains en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

La Ville de Montréal est propriétaire de cette ruelle aux termes de l'acte suivant :

Pour les anciens lots (ruelle) 1 874 787 et 1 874 910 :

Par une cession de Monsieur Fortunat Dequoy, suivant un acte intervenu devant Me J. A. Henri Dequoy, notaire, le 9 janvier 1919, sous le n° 3708 de ses minutes et publié au Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 3 avril 1925, sous le n° 76 792 (MTL).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Adopter un règlement de fermeture de ruelle et transférer aux propriétaires riverains les lots 6 295 152 à 6 295 162 inclusivement, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et créer une servitude à des fins de télécommunications et de distribution d'énergie sur les lots 6 295 152 à 6 295 162, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dont l'emprise est délimitée par les lettres ABCDEFA, le tout, tels qu'identifiés au plan Q-130 Pointe-aux-Trembles, préparé par Gabriel Cadrin-Tourigny, arpenteur-géomètre, en date du 1er mai 2019, sous le n° 1095 de ses minutes, n° de dossier 22764.

JUSTIFICATION

Le SGPI recommande l'adoption du présent règlement pour les motifs suivants :

· Il n'est pas dans l'intérêt de la Ville de conserver cette ruelle non ouverte à la circulation, puisqu'elle n'est pas essentielle à l'accessibilité et à la desserte arrière des bâtiments riverains.

· Cette transaction permettra à la Ville de percevoir des taxes foncières sur les lots ainsi cédés.

· L'ensemble des intervenants municipaux étant favorable à ce transfert, il y a lieu que les autorités municipales procèdent à l'approbation du transfert de ruelle aux propriétaires riverains, conformément à l'encadrement numéro C-OG-GPI-D-17-002 « Cession de ruelles aux propriétaires riverains - Modalités et conditions », en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal.*

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément au Programme d'acquisition de ruelles non requises par la Ville, le transfert aux propriétaires riverains se fait gratuitement, en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Un avis d'adoption de ce règlement de fermeture, aux fins de transfert aux riverains, doit être signifié par le greffier de la Ville à chacun des propriétaires des immeubles riverains et doit être publié dans un quotidien distribué dans la Ville.
Dès l'entrée en vigueur de ce règlement, la Direction des affaires civiles du Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal en publie une copie dûment certifiée au Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Céline DUMAIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Daniel DESHAIES, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Jacques GOUDREAULT, Service des infrastructures du réseau routier
Sophie BROUILLARD, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

Sophie BROUILLARD, 15 juillet 2019
Daniel GIRARD, 4 juin 2019
Jacques GOUDREAULT, 29 mai 2019
Daniel DESHAIES, 22 mai 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jocelyne BOULANGER
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-2009
Télécop. : 514-872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-22

Jacinthe LADOUCEUR
Chef de division des transactions

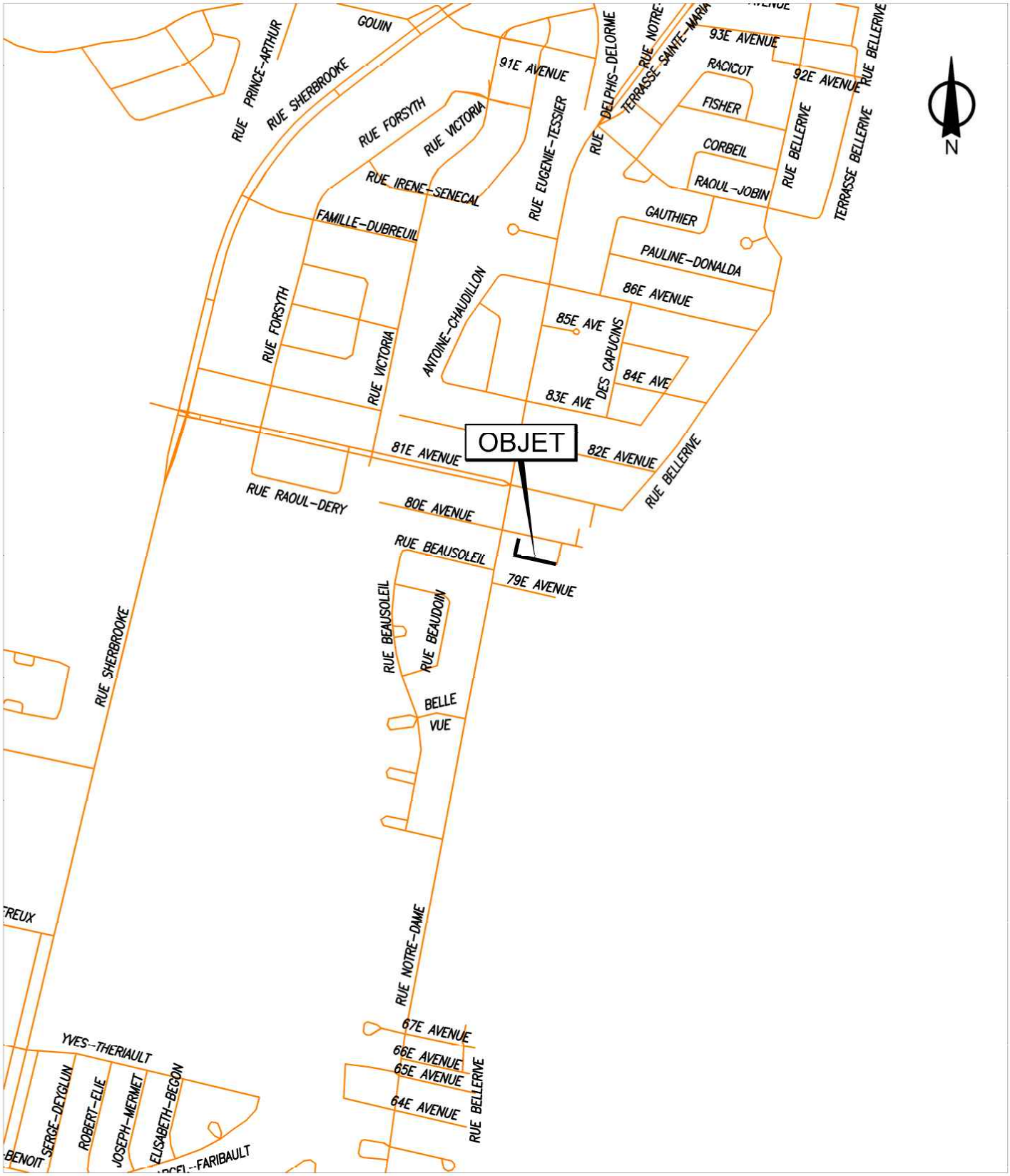
Tél : 514 872-0069
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2019-07-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice du SGPI
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2019-07-29

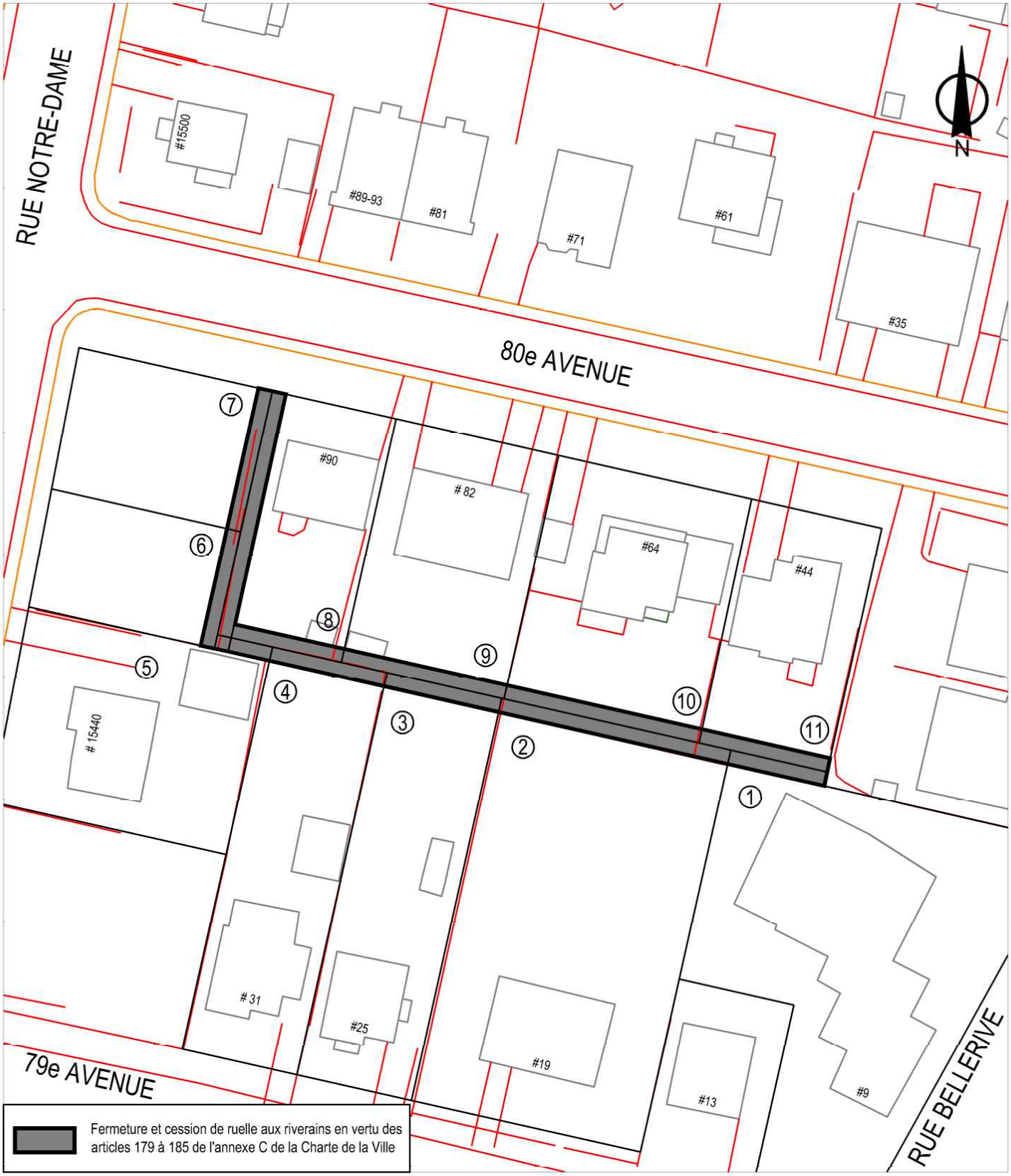


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies -
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H11-005-6102-04
Dessinateur: LJC
Échelle: - - -
Date: 18-12-2017

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies -
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan B: plan de l'utilisation du sol
Dossier: 31H11-005-6102-04
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:700
Date: 18-12-2017

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

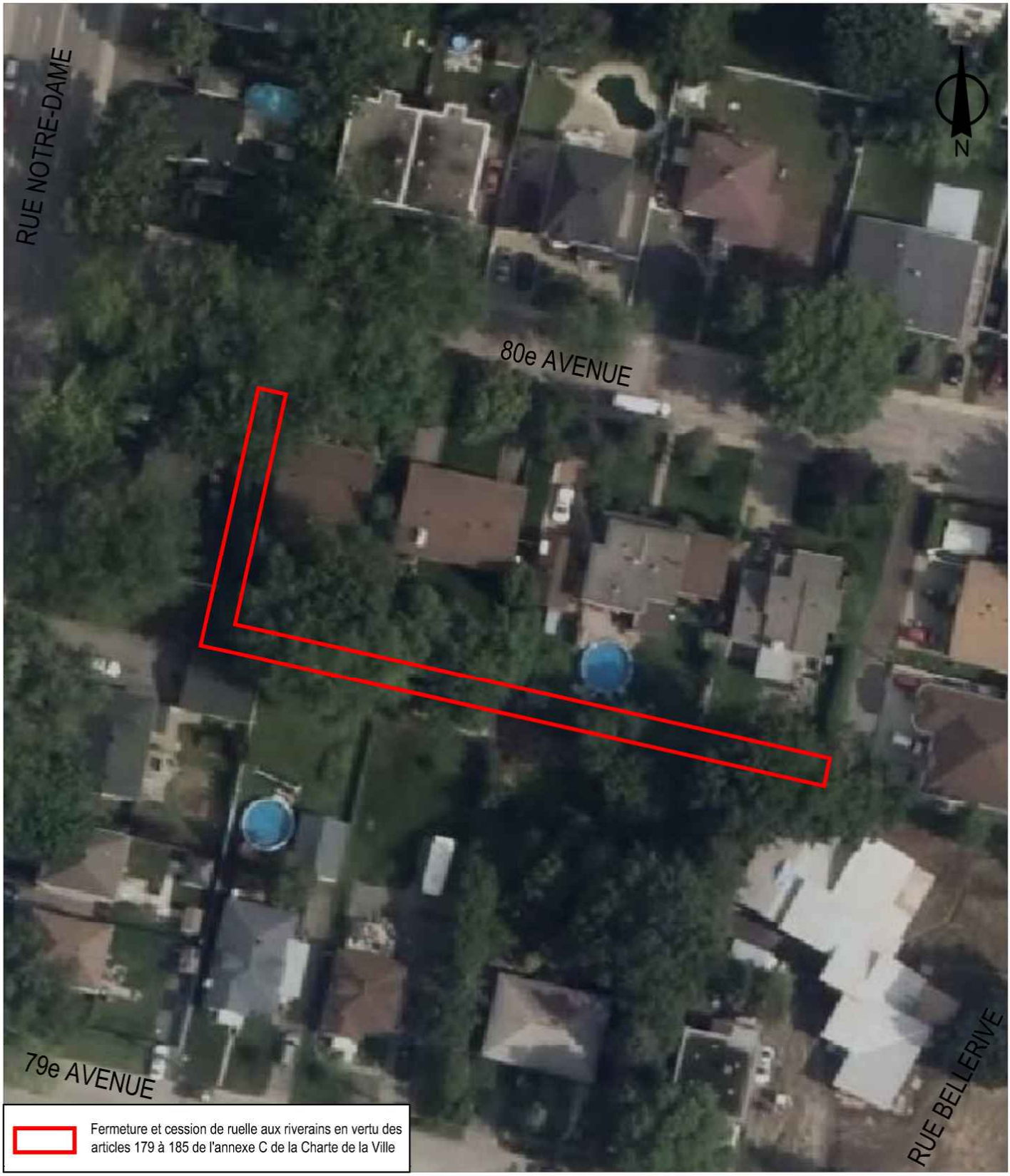


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies -
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan C: plan de cadastre
Dossier: 31H11-005-6102-04
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:700
Date: 18-12-2017

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies -
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan P: photo aérienne
Dossier: 31H11-005-6102-04
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:700
Date: 18-12-2017

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières et de la sécurité
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H11-005-6102-04
Mandat : 17-0548-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains à la ruelle ci-dessous mentionnée, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans cette ruelle.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 874 787 et 1 874 910 du cadastre du Québec, laquelle est située au sud de la rue Notre-Dame Est entre la 79e Avenue et la 80e Avenue, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
1	Jocelyne Hotte Madame Jocelyne Hotte Réal Grenier Monsieur Réal Grenier Inscrire la date : 5 janvier 2018 9, 79e Avenue Montréal (Québec) H1A 2L9 Inscrire votre n° tél. : 514-255-8674 cell : 514-992-6258 Inscrire votre adresse de courriel : jocelyneghenier@hotmail.com Compte de taxes : 804225-00	☑ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé, au 9, 79e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture de la ruelle et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

19 décembre 2017

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières et de la sécurité
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H11-005-6102-04
Mandat : 17-0548-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains à la ruelle ci-dessous mentionnée, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans cette ruelle.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 874 737 et 1 874 910 du cadastre du Québec, laquelle est située au sud de la rue Notre-Dame Est entre la 79e Avenue et la 80e Avenue, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
2 Rose Jean Pierre Madame Rose Jean-Pierre Claudine Decary Madame Claudine Decary Inscrire la date : _____ 19, 79e Avenue Montréal (Québec) H1A 2L9 Inscrire votre n° tél. : _____ Inscrire votre adresse de courriel : _____ Compte de taxes : 804227-00	☒ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé, au 19, 79e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture de la ruelle et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note :** L'utilisation du « je » inclut le « nous », en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.

Le 18 décembre 2017

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières et de la sécurité
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H11-005-6102-04
Mandat : 17-0548-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains à la ruelle ci-dessous mentionnée, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans cette ruelle.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 874 787 et 1 874 910 du cadastre du Québec, laquelle est située au sud de la rue Notre-Dame Est entre la 79e Avenue et la 80e Avenue, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
3	Rita Beaudin Madame Rita Beaudin Monsieur Jacques Malenfant Inscrire la date : 09-01-2018 25, 79e Avenue Montréal (Québec) H1A 2L9 Inscrire votre n° tél. : (514) 644-1854 Inscrire votre adresse de courriel : Compte de taxes : 804228-00	☑ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé, au 25, 79e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture de la ruelle et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

19 décembre 2017

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières et de la sécurité
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H11-005-6102-04
Mandat : 17-0548-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains à la ruelle ci-dessous mentionnée, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans cette ruelle.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières, qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 874 787 et 1 874 910 du cadastre du Québec, laquelle est située au sud de la rue Notre-Dame Est entre la 79e Avenue et la 80e Avenue, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
4	Robert Blouin Monsieur Robert Blouin Inscrire la date : 19 janvier 2018 31, 79e Avenue Montréal (Québec) H1A 2L9 Inscrire votre n° tél. : 514 642 1292 Inscrire votre adresse de courriel : Robert.blouin@hotmail.com Compte de taxes : 804229-00	☒ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé, au 31, 79e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture de la ruelle et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

19 décembre 2017

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H11-005-6102-04
Mandat : 17-0548-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains à la ruelle ci-dessous mentionnée, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans cette ruelle.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 874 787 et 1 874 910 du cadastre du Québec, laquelle est située au sud de la rue Notre-Dame Est entre la 79e Avenue et la 80e Avenue, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
5	☒ Madame Rossana Gonzalez Torres ☒ Monsieur Mario Dennys Blanco Bueno Inscrire la date : 24 Avril 2018 15440, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec) H1A 1W7 Inscrire votre n° tél. : 514- 668- 2827 Inscrire votre adresse de courriel : mdennys.blanco@gmail.com Compte de taxes : 802073-00	☑ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé, au 15440, rue Notre-Dame Est. ☐ Je refuse la fermeture de la ruelle et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

19 décembre 2017

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières et de la sécurité
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H11-005-6102-04
Mandat : 17-0548-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains à la ruelle ci-dessous mentionnée, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans cette ruelle.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 874 787 et 1 874 910 du cadastre du Québec, laquelle est située au sud de la rue Notre-Dame Est entre la 79e Avenue et la 80e Avenue, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
6	Monsieur Yannick Lamothe Habitation Lamothe inc Inscrire la date : 24-02-2018 100, rue Gosselin Repentigny (Québec) J5Z 5A7 Inscrire votre n° tél. : (514) 778-9966 Inscrire votre adresse de courriel : habitationlamothe@hotmail.com Compte de taxes : 802074-00	☒ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé, au 15456-58-60 Notre-Dame Est. ☐ Je refuse la fermeture de la ruelle et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

19 décembre 2017

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières et de la sécurité
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H11-005-6102-04
Mandat : 17-0548-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains à la ruelle ci-dessous mentionnée, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans cette ruelle.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 874 787 et 1 874 910 du cadastre du Québec, laquelle est située au sud de la rue Notre-Dame Est entre la 79e Avenue et la 80e Avenue, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
7	Monsieur Yannick Lamothe Yannick Lamothe Habitation Lamothe inc Inscrire la date : 24-02-2018 100, rue Gosselin Repentigny (Québec) J5Z 5A7 Inscrire votre n° tél. : (514) 778-9266 Inscrire votre adresse de courriel : habitation.lamothe@hotmail.com Compte de taxes : 802074-05	☒ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé, au 15476-78-80 Notre-Dame Est. ☐ Je refuse la fermeture de la ruelle et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

19 décembre 2017

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières et de la sécurité
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H11-005-6102-04
Mandat : 17-0548-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains à la ruelle ci-dessous mentionnée, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans cette ruelle.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 874 787 et 1 874 910 du cadastre du Québec, laquelle est située au sud de la rue Notre-Dame Est entre la 79e Avenue et la 80e Avenue, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
8	Thérèse Laflamme Madame Thérèse Laflamme Inscrire la date : 19 janvier 2018 90, 80e Avenue Montréal (Québec) H1A 2L6 Inscrire votre n° tél. : (514) 642 7723 Inscrire votre adresse de courriel : Compte de taxes : 804232-01	☑ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé, au 90, 80e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture de la ruelle et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

19 décembre 2017

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières et de la sécurité
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H11-005-6102-04
Mandat : 17-0548-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains à la ruelle ci-dessous mentionnée, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans cette ruelle.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 874 787 et 1 874 910 du cadastre du Québec, laquelle est située au sud de la rue Notre-Dame Est entre la 79e Avenue et la 80e Avenue, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
9	Monsieur Francis Brien Inscrire la date : 27 dec 2017 82, 80e Avenue Montréal (Québec) H1A 2L6 Inscrire votre n° tél. : 514-977-9525 Inscrire votre adresse de courriel : francisbrien@hotmail.com Compte de taxes : 804231-00	☑ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé, au 82, 80e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture de la ruelle et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

19 décembre 2017

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières et de la sécurité
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H11-005-6102-04
Mandat : 17-0548-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains à la ruelle ci-dessous mentionnée, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans cette ruelle.

Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 874 787 et 1 874 910 du cadastre du Québec, laquelle est située au sud de la rue Notre-Dame Est entre la 79e Avenue et la 80e Avenue, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
10	✍ _____ Madame Jacqueline Gagnon ✍ _____ Monsieur Gaétan Lachapelle Inscrire la date : 04/01/2018 64, 80e Avenue Montréal (Québec) H1A 2L6 Inscrire votre n° tél. : 514-829-2521 Inscrire votre adresse de courriel : glachapelle2@videotron.ca Compte de taxes : 804230-50	☑ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé, au 64, 80e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture de la ruelle et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

19 décembre 2017

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières et de la sécurité
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H11-005-6102-04
Mandat : 17-0548-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains à la ruelle ci-dessous mentionnée, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans cette ruelle.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 874 787 et 1 874 910 du cadastre du Québec, laquelle est située au sud de la rue Notre-Dame Est entre la 79e Avenue et la 80e Avenue, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
11	✍ Anne Gosselin Madame Anne Gosselin ✍ Hugues Mailhot Monsieur Hugues Mailhot Inscrire la date : 15 jan 2018 44, 80e Avenue Montréal (Québec) H1A 2L6 Inscrire votre n° tél. : (514) 817-5928 Inscrire votre adresse de courriel : hugues.mailhot@hotmail.ca Compte de taxes : 804229-50	☒ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé, au 44, 80e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture de la ruelle et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture de la ruelle et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

19 décembre 2017

DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	MONTRÉAL
CADASTRE	:	QUÉBEC
LOTS	:	6 295 152 à 6 295 162
MUNICIPALITÉ	:	VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT	:	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES – POINTE-AUX-TREMBLES

Ces bien-fonds, identifiés situés au sud de la 80e Avenue entre la rue Notre-Dame Est et le fleuve Saint-Laurent pour lesquels la Ville de Montréal entend publier une servitude à des fins de télécommunications et de distribution d'énergie. La numérotation ci-dessous suit la numérotation apparaissant au plan Q-130 POINTE-AUX-TREMBLES joint à la présente description technique.

Ils se décrivent comme suit :

1.- Le lot SIX MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE CENT SOIXANTE-DEUX (6 295 162), dudit cadastre :

de figure régulière;

contenant en superficie vingt-trois mètres carrés et quatre dixièmes (23,4 m²).

2.- Le lot SIX MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE CENT SOIXANTE ET UN (6 295 161), dudit cadastre :

de figure régulière;

contenant en superficie cinquante-cinq mètres carrés et sept dixièmes (55,7 m²).

GABRIEL CADRIN-TOURIGNY
2651
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

/2

3.- Le lot SIX MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE CENT SOIXANTE (6 295 160), dudit cadastre :

de figure régulière;

contenant en superficie vingt-sept mètres carrés et neuf dixièmes (27,9 m²).

4.- Le lot SIX MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE CENT CINQUANTE-NEUF (6 295 159), dudit cadastre :

de figure régulière;

contenant en superficie vingt-sept mètres carrés et neuf dixièmes (27,9 m²).

5.- Le lot SIX MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE CENT CINQUANTE-HUIT (6 295 158), dudit cadastre :

de figure régulière;

contenant en superficie treize mètres carrés et quatre dixièmes (13,4 m²).

6.- Le lot SIX MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE CENT CINQUANTE-DEUX (6 295 152), dudit cadastre :

de figure régulière;

contenant en superficie vingt-huit mètres carrés et cinq dixièmes (28,5 m²).

GABRIEL CADRIN-TOURIGNY
2651
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

/3

7.- Le lot SIX MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE CENT CINQUANTE-TROIS (6 295 153), dudit cadastre :

de figure régulière;

contenant en superficie trente-quatre mètres carrés et zéro dixième (34,0 m²).

8.- Le lot SIX MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE CENT CINQUANTE-QUATRE (6 295 154), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

contenant en superficie quatre-vingt-cinq mètres carrés et neuf dixièmes (85,9 m²).

9.- Le lot SIX MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE CENT CINQUANTE-CINQ (6 295 155), dudit cadastre :

de figure régulière;

contenant en superficie trente-neuf mètres carrés et six dixièmes (39,6 m²).

10.- Le lot SIX MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE CENT CINQUANTE-SIX (6 295 156), dudit cadastre :

de figure régulière;

contenant en superficie quarante-sept mètres carrés et quatre dixièmes (47,4 m²).

GABRIEL CADRIN-TOURIGNY
2651
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

11.- Le lot SIX MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE CENT CINQUANTE-SEPT (6 295 157), dudit cadastre :

de figure régulière;

contenant en superficie trente et un mètres carrés et un dixième (31,1 m²).

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI).

Préparé à Montréal, le 1er mai 2019 sous le numéro 1095 de mes minutes au dossier 22764 du greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville.

GABRIEL CADRIN-TOURIGNY
Arpenteur-géomètre

/cc

Dossier : 22764
Copie conforme à l'original
Montréal, le _____

_____
Arpent[illegible]

GABRIEL CADRIN-TOURIGNY 2651 ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

2019-05-13

COMPILATION DE LA PÉTITION EN VUE D'UNE FERMETURE DE RUELLE
AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES DES IMMEUBLES RIVERAINS
Ruelle constituée des anciens lots 1 874 787 et 1 874 910 du cadastre du Québec, et située au sud de la 80e Avenue entre la rue Notre-dame Est et le fleuve Saint-Laurent
DOSSIER : 31H11-005-6102-04 MANDAT : 17-0548-T

N^{os}	Nom et adresse des propriétaires	Lot propriété	Lot transféré	Superficie acquise en (m²)	Numéro compte de taxes	Adresse de la propriété	Mesure en front (m)	Vote
1	Madame Jocelyne Hotte Monsieur Réal Grenier 9, 79e Avenue Montréal (Québec) H1A 2L9	1 874 681	6 295 162	23,4	804225-00	9, 79e Avenue Montréal (Québec) H1A 2L9	12,79	**OUI**
2	Madame Rose Jean-Pierre Madame Claudine Decary 19, 79e Avenue Montréal (Québec) H1A 2L9	1 874 678	6 295 161	55,7	804227-00	19, 79e Avenue Montréal (Québec) H1A 2L9	30,48	**OUI**
3	Madame Rita Beaudin Monsieur Jacques Malenfant 25, 79e Avenue Montréal (Québec) H1A 2L9	1 874 677	6 295 160	27,9	804228-00	25, 79e Avenue Montréal (Québec) H1A 2L9	15,24	**OUI**
4	Monsieur Robert Blouin 31, 79e Avenue Montréal (Québec) H1A 2L9	1 874 676	6 295 159	27,9	804229-00	31, 79e Avenue Montréal (Québec) H1A 2L9	15,24	**OUI**
5	Madame Rossana Gonzalez Torres Monsieur Mario Dennys Blanco Bueno 15440, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec) H1A 1W7	1 874 671	6 295 158	13,4	802073-00	15440, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec) H1A 1W7	7,33	**OUI**
6	Monsieur Yannick Lamothe Habitation Lamothe inc 100, rue Gosselin Repentigny (Québec) J5Z 5A7	5 915 733	6 295 152	28,5	802074-00	15456-58-60 Notre-Dame Est Repentigny (Québec) J5Z 5A7	15,59	**OUI**
7	Monsieur Yannick Lamothe Habitation Lamothe inc 100, rue Gosselin Repentigny (Québec) J5Z 5A7	5 915 732	6 295 153	34,0	802074-05	15476-78-80 Notre-Dame Est Repentigny (Québec) J5Z 5A7	18,55	**OUI**
8	Madame Thérèse Laflamme 90, 80e Avenue Montréal (Québec) H1A 2L6 Vente publiée 2019-04-23 # 24 535 828 À M. Mohammed Nouçair et Madame Fatna El Imari	1 874 784	6 295 154	85,9	804232-01	90, 80e Avenue Montréal (Québec) H1A 2L6	45,11	**OUI**

9	Monsieur Francis Brien 82, 80e Avenue Montréal (Québec) H1A 2L6	1 874 845	6 295 155	39,6	804231-00	82, 80e Avenue Montréal (Québec) H1A 2L6	21,64	**OUI**
10	Madame Jacqueline Gagnon Monsieur Gaétan Lachapelle 64, 80e Avenue Montréal (Québec) H1A 2L6	1 874 862	6 295 156	47,4	804230-50	64, 80e Avenue Montréal (Québec) H1A 2L6	25,96	**OUI**
11	Madame Anne Gosselin Monsieur Hugues Mailhot 44, 80e Avenue Montréal (Québec) H1A 2L6	1 874 863	6 295 157	31,1	804229-50	44, 80e Avenue Montréal (Québec) H1A 2L6	17,02	**OUI**
				414,8			224,95	

Total des votes favorables obtenus (100 %)	**11**

Nombre total de propriétaires:	**11**
Nombre minimum de signatures requises (66,6 %) :	**8**

Total mesure en front	**224,95 m**
Front requis 66.6%	**149,82 m**
Dimension du front obtenu	**224,95 m**
Superficie totale à transférer	**414,80 m²**

100%

Note: La dernière compilation des noms des propriétaires a été effectuée en avril 2019

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1184386002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud de la 80e Avenue entre la rue Notre-Dame Est et le fleuve Saint-Laurent, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H11-005-6102-04 N/D: 17-0548

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Projet de règlement.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Céline DUMAIS
Notaire
Tél : (514) 872-6838

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-24

Céline DUMAIS
Notaire
Tél : (514) 872-6838
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
1 -

RÈGLEMENT SUR LA FERMETURE D'UNE RUELLE SITUÉE AU SUD DE LA 80E AVENUE, ENTRE LA RUE NOTRE-DAME EST ET LE FLEUVE SAINT-LAURENT, DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES – POINTE-AUX-TREMBLES, AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS

VU les articles 179 à 185 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du 2019, le conseil municipal de la Ville de Montréal décrète :

1. La ruelle située au sud de la 80e Avenue, entre la rue Notre-Dame Est et le fleuve Saint-Laurent, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, formée des lots 6 295 152, 6 295 153, 6 295 154, 6 295 155, 6 295 156, 6 295 157, 6 295 158, 6 295 159, 6 295 160, 6 295 161 et 6 295 162 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et délimitée par les lettres ABCDEFA sur le plan Q-130 POINTE-AUX-TREMBLES, est fermée.

2. Les lots riverains de la ruelle sont les suivants : 5 915 733, 5 915 732, 1 874 784, 1 874 845, 1 874 862, 1 874 863, 1 874 671, 1 874 676, 1 874 677, 1 874 678 et 1 874 681 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

3. Les lots mentionnés à l'article 1 sont remembrés avec les lots mentionnés à l'article 2, conformément au plan Q-130 POINTE-AUX-TREMBLES, préparé par Gabriel Cadrin-Tourigny, arpenteur-géomètre, le 1er mai 2019, sous le numéro 1095 de ses minutes (dossier : 22764), dont copie est jointe en Annexe.

4. Lorsqu'un lot riverain auquel une partie de la ruelle est remembrée appartient à plus d'un propriétaire, tel lot remembré est transféré aux propriétaires de ce lot riverain dans la mesure de leurs intérêts respectifs dans ce lot.

5. L'emprise de cette ruelle, composée des lots 6 295 152, 6 295 153, 6 295 154, 6 295 155, 6 295 156, 6 295 157, 6 295 158, 6 295 159, 6 295 160, 6 295 161 et 6 295 162 et délimitée par les lettres ABCDEFA sur le plan Q-130 POINTE-AUX-TREMBLES, est grevée d'une servitude d'utilités publiques pour fins de télécommunications et de distribution d'énergie y compris la pose, l'installation et l'entretien des conduits, poteaux, fils et autres accessoires nécessaires aux opérations des entreprises d'utilités publiques.

6. La Ville est propriétaire de la ruelle formée des lots susmentionnés, aux termes d'un acte de cession par Fortunat Dequoy à la Ville Laval de Montréal intervenu devant Me J.A. Henri Dequoy, notaire, le 9 janvier 1919, sous le numéro 3708 de ses minutes et publié au

bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 3 avril 1925, sous le numéro 76 792.

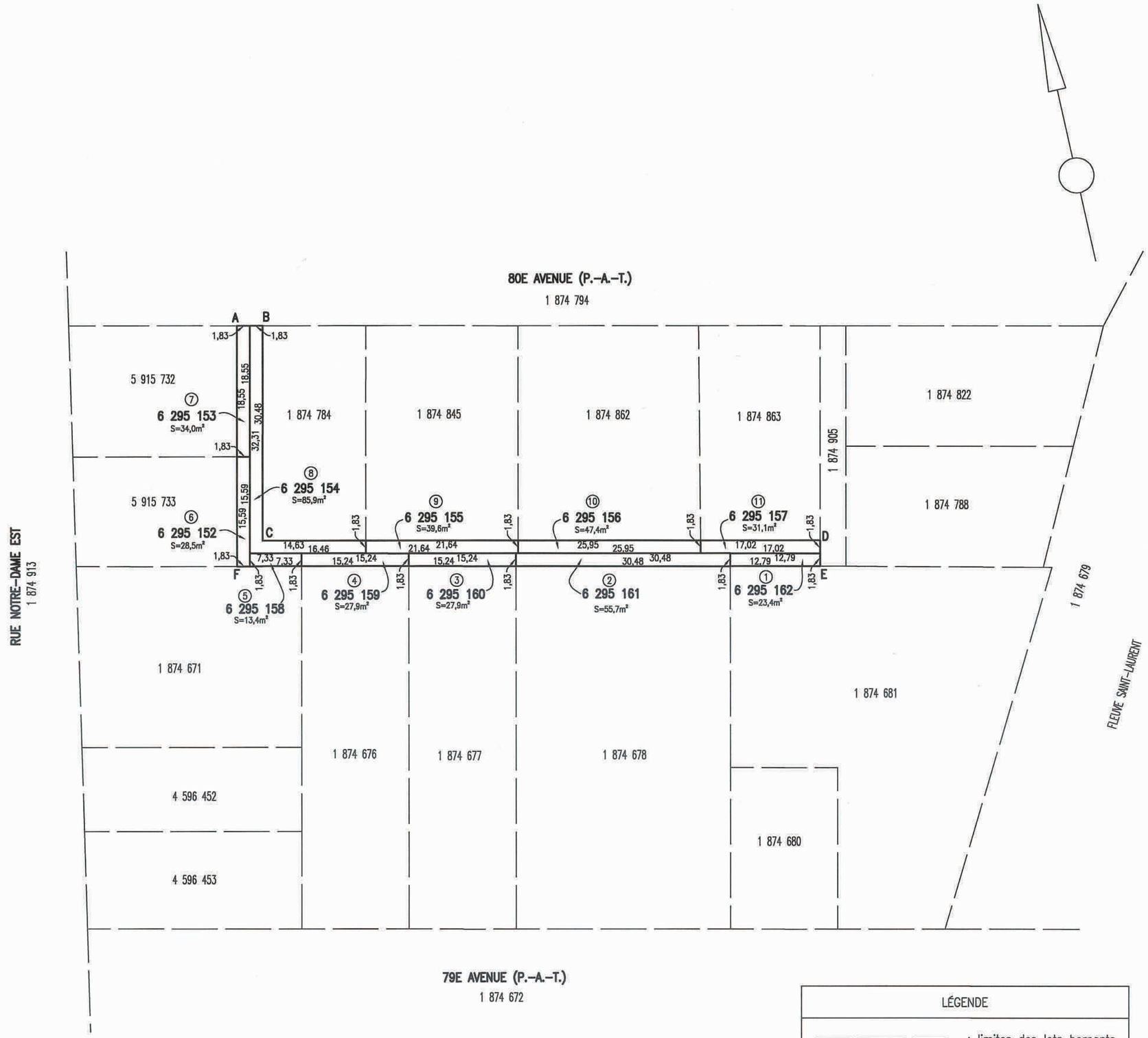
7. Le propriétaire du lot riverain auquel cette ruelle grevée de telle servitude d'utilités publiques est remembrée, ne peut rien faire qui tende à diminuer l'exercice de cette servitude ou à le rendre moins commode et devra, le cas échéant, sur demande de tout propriétaire d'un fonds dominant ou de toute entreprise d'utilités publiques, déplacer toute construction et tout bien s'y trouvant à ses entiers frais.

ANNEXE
PLAN Q-130 POINTE-AUX-TREMBLES, PREPARE PAR GABRIEL CADRIN-TOURIGNY ARPENTEUR-GEOMETRE, LE 1ER MAI 2019, SOUS LE NUMERO 1095 DE SES MINUTES (DOSSIER : 22764).

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le 2019.

AP26094



LÉGENDE

: limites des lots bornants

: limites de bien-fonds

code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 500

0 5 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

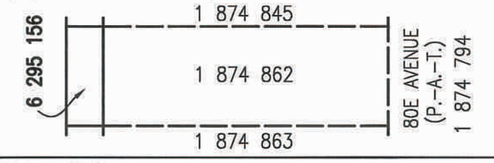
LOT(S)

Les lots 6 295 152, 6 295 153, 6 295 154, 6 295 155, 6 295 156, 6 295 157, 6 295 158, 6 295 159, 6 295 160, 6 295 161 et 6 295 162

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé au sud de la 80E AVENUE entre la RUE NOTRE-DAME EST et le FLEUVE SAINT-LAURENT

LÉGENDE: Le remembrement d'un lot, anciennement partie d'une ruelle à une propriété riveraine est indiqué comme suit:



FINS DU DOCUMENT:

TRANSFERT DE RUELLE AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

NOTES: 1- Les lettres ABCDEFA délimitent le liséré indiquant le transfert de ruelle.
2- Le bien-fonds indiqué par les lettres ABCDEFA devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunications et de distribution d'énergie.
3- Les mesures et les superficies indiquées au plan sont fournies à titre d'information. Elles sont issues de celles apparaissant au cadastre du Québec et sont sujettes à un arpentage complet.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 1er mai 2019

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL

Préparé par: GABRIEL CADRIN-TOURIGNY
Arpenteur-géomètre

Montréal, le

Arpenteur-géomètre

Minute Nº 1095 Sceau

GABRIEL CADRIN-TOURIGNY 2651 ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

Références: Une description technique accompagne ce plan

Feuillet(s) cartographique(s) 31H11-005-6002 (31H11-010-300[illegible] Joyal

Arpenteur-géomètre chef d'équipe: 2019-05-13

DOSSIER Nº 22764 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier

Arpenteure-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles

PLAN Nº Q-130 POINTE-AUX-TREMBLES

22764D.DWG

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.05

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1197711014

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement du conseil de la ville sur la subdélégation aux arrondissements des activités de remorquage en lien avec les opérations de déneigement.

Que le conseil adopte le Règlement du conseil de la ville sur la subdélégation aux arrondissements des activités de remorquage en lien avec les opérations de déneigement, qu'il soit numéroté et qu'il soit promulgué conformément à la loi.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-07-26 11:43

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197711014**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement du conseil de la ville sur la subdélégation aux arrondissements des activités de remorquage en lien avec les opérations de déneigement.

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'agglomération a adopté, lors de la séance tenue le 18 avril 2019, le Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs en matière de remorquage aux municipalités liées (RCG 19-016). Ce règlement est entré en vigueur le 22 mai 2019. Il prévoit la délégation à chaque municipalité liée, dont la Ville de Montréal, des activités de remorquage en lien avec les opérations de déneigement, notamment l'octroi, le suivi des contrats ainsi que la gestion administrative de ces activités.
Au plan administratif, la responsabilité d'administrer les activités de remorquage en lien avec les opérations de déneigement a été donné au Service de la concertation des arrondissements, plus particulièrement quant à la vérification et l'approbation des dépenses encourues par les municipalités liées dans le cadre de l'application du Règlement RCG 19-016.

Rappelons que l'adoption de ce règlement fait suite à la sanction, le 21 septembre 2017, de la Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec (2017, chapitre 16), qui a eu pour effet de modifier la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (chapitre E-20.001) pour faire du dépannage, remorquage et remisage des véhicules une compétence d'agglomération. Avant la sanction de cette loi, les compétences et responsabilités concernant les activités de remorquage relevaient, pour la Ville de Montréal, du SPVM, des conseils d'arrondissement, du conseil de la ville et du conseil d'agglomération selon la nature des activités de remorquage.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 19 0198 - 18 avril 2019 - Adopter le Règlement du conseil d’agglomération sur la délégation des activités de remorquage en lien avec les opérations de déneigement aux municipalités liées.

DESCRIPTION

La Ville de Montréal souhaite un partage de responsabilités entre le Service de la concertation des arrondissements (SCA) et les arrondissements qui sont au coeur des

opérations de déneigement.
Le présent sommaire vise à adopter un règlement pour subdéléguer aux arrondissements de la Ville de Montréal les activités de remorquage en lien avec les opérations de déneigement, soit le suivi et la gestion opérationnelle des contrats de remorquage. Plus précisément, les activités qui relèveront des arrondissements consistent à tenir les réunions de démarrage, participer à l'inspection des équipements, veiller au respect des normes contractuelles, effectuer les suivis auprès des adjudicataires, assurer le contrôle de la santé et de la sécurité des travailleurs, compiler les activités opérationnelles en vue des paiements et traiter les requêtes des citoyens. Le conseil de la ville demeurera compétent en ce qui concerne l'octroi des contrats, la gestion contractuelle et le suivi administratif.

JUSTIFICATION

Cela permettra d'assurer un meilleur suivi opérationnel considérant que les opérations de déneigement sont encadrées par les arrondissements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Étant donné que le suivi et la gestion opérationnelle des contrats de remorquage sont demeurés sous la responsabilité des arrondissements et ce malgré les modifications des compétences des dernières années, cette subdélégation n'entraîne pas de nouvelles responsabilités budgétaires pour les arrondissements.
Par contre, comme le coût des contrats de remorquage en déneigement est désormais assumé par le conseil d'agglomération, une mise à jour des enveloppes budgétaires du SCA et des arrondissements sera nécessaire. Ceci se fera lors de la confection du budget 2020.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le SCA n'a pas les ressources humaines, matérielles et financières pour assurer le suivi lors d'activités de remorquage en lien avec les opération de déneigement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Sans objet

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline ROUSSELET
Conseillère en planification

Tél : 514-872-7232
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-24

Valérie MATTEAU
Chef de section

Tél : 514 872-7222
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André HAMEL
Directeur travaux publics
Tél : 514 872-8900
Approuvé le : 2019-07-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Guylaine BRISSON
Directrice
Tél : 514 872-4757
Approuvé le : 2019-07-25

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1197711014

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Adopter le Règlement du conseil de la ville sur la subdélégation aux arrondissements des activités de remorquage en lien avec les opérations de déneigement.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement.

FICHIERS JOINTS

Règl. subdélégation_remorquage.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate - Droit public et législation
Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-25

Jean-Philippe GUAY
Avocat et chef de division
Tél : 514 872-6887
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA SUBDÉLÉGATION DES ACTIVITÉS DE REMORQUAGE EN LIEN AVEC LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT AUX CONSEILS ARRONDISSEMENTS

Vu les articles 16, 17, 19 (3.1°) (12°) et 47 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs en matière de remorquage aux municipalités liées (RCG 19-016);

Vu l'article 186 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

CHAPITRE I
DÉLÉGATION

1. Le conseil de la ville subdélègue à chaque conseil d'arrondissement les activités de remorquage en lien avec les opérations de déneigement, soit le suivi et la gestion opérationnels des contrats de remorquage.

2. Un pouvoir subdélégué en vertu du présent règlement doit être exercé conformément aux dispositions de la loi et des règlements applicables et conformément aux directives et encadrements administratifs.

CHAPITRE II
CONDITIONS

3. Le conseil d'arrondissement doit, à l'égard de la subdélégation prévue à l'article 1 :

1° effectuer le suivi et la gestion opérationnels des contrats de remorquage liés aux opérations de déneigement;

2° coordonner les opérations de remorquage conformément aux directives émises;

3° gérer les requêtes des citoyens.

4. Le conseil de la ville et le comité exécutif peuvent exiger d'un conseil d'arrondissement tout rapport qu'ils déterminent concernant l'exercice d'une activité déléguée en vertu de l'article 1.

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXXX.

GDD : 1197711014

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.06

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1194386003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est de la rue Forsyth entre le boulevard De La Rousselière et la 50e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H12-005-5580-07 N/D: 17-0337

Il est recommandé :

1. d'adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est de la rue Forsyth entre le boulevard De La Rousselière et la 50^{e} Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies––Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains » visant la ruelle constituée des lots 1 725 978 à 1 726 003, 6 295 336, 6 295 338 et 6 295 339 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et dont l'emprise est délimitée par les lettres ABCDEFGHJKLMA, le tout, tels qu'identifiés au plan F-44 Pointe-aux-Trembles, préparé par Gabriel Bélec Dupuis, arpenteur-géomètre, en date du 26 mars 2019, sous le numéro 489 de ses minutes, dossier 17881-1.

2. de créer une servitude d'utilités publiques aux fins de télécommunication et de distribution d'énergie sur les lots 1 725 978 à 1 725 987 du cadastre du Québec, dont l'assiette est délimitée par les lettres GHJKG, sur le plan.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-07-24 16:41

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1194386003**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est de la rue Forsyth entre le boulevard De La Rousselière et la 50e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H12-005-5580-07 N/D: 17-0337

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») a reçu une demande d'un citoyen pour régulariser l'occupation du domaine public par des empiètements dans la ruelle située au sud-est de la rue Forsyth entre le boulevard De La Rousselière et la 50e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, connue et désignée comme étant les lots 1 725 978 à 1 726 003, 6 295 336, 6 295 338 et 6 295 339 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (ci-après la « Ruelle »).
La Ruelle est délimitée par les lettres ABCDEFGHJKLMA sur le plan F-44 Pointe-aux-Trembles préparé par Gabriel Bélec Dupuis, arpenteur – géomètre, le 26 mars 2019, sous le numéro 489 de ses minutes, dossier 17881-1 (ci-après le « Plan »).

Les démarches nécessaires ont été entamées en vue de procéder à la cession de la Ruelle aux propriétaires des lots riverains, tels qu'identifiés au Plan. Plus de deux tiers des propriétaires riverains en nombre ont signé une requête à cet effet, représentant plus de deux tiers du front des terrains longeant cette ruelle. Après compilation, cinq (5) propriétaires concernés n'ont pas répondu et un (1) seul a répondu négativement à la pétition.

Une action est requise pour permettre la fermeture, comme domaine public, des lots susmentionnés et identifiés au Plan, afin de les transférer aux propriétaires riverains en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

L'analyse de cette demande révèle que la Ruelle, montrée à titre indicatif, par un liséré rouge sur le plan P annexé, est entièrement occupée par l'ensemble des propriétaires riverains (28).

La Ville est propriétaire de la Ruelle pour l'avoir acquise comme suit :

- Vente définitive le 31 décembre 1940 par la Ville de la Pointe-aux-Trembles reçue par Me Joseph Clément Victorien Roy, notaire, à la Commission Métropolitaine de Montréal en fiducie pour la Ville de la Pointe-aux-Trembles suite au non-paiement des

taxes, tel qu'il appert de l'acte publié au Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 4 février 1941, sous le numéro 492 459.

- Rétrocession par la Corporation de Montréal Métropolitain, aux droits de la Commission Métropolitaine de Montréal, à la Cité de la Pointe-aux-Trembles, suivant un acte reçu le 11 octobre 1961 devant M^{e} Julien Roy, notaire, publié au Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 20 décembre 1961, sous le numéro 1 574 556.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Adopter un règlement de fermeture de ruelle et transférer aux propriétaires riverains les lots 1 725 978 à 1 726 003, 6 295 336, 6 295 338 et 6 295 339, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.
Créer une servitude d'utilités publiques sur les lots 1 725 978 à 1 725 987 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dont l'emprise est délimitée par les lettres GHJKG sur le plan, tel qu'identifiée au plan F-44 Pointe-aux-Trembles, préparé par Gabriel Bélec Dupuis, arpenteur-géomètre, en date du 26 mars 2019, sous le n° 489 de ses minutes, n° de dossier 17881-1.

JUSTIFICATION

Le SGPI recommande l'adoption du présent règlement pour les motifs suivants :

· Il n'est pas dans l'intérêt de la Ville de conserver cette ruelle non ouverte à la circulation, puisqu'elle n'est pas essentielle à l'accessibilité et à la desserte arrière des bâtiments riverains.

· Cette transaction permettra à la Ville de percevoir des taxes foncières sur les lots ainsi cédés.

· L'ensemble des intervenants municipaux étant favorable à ce transfert, il y a lieu que les autorités municipales procèdent à l'approbation du transfert de ruelle aux propriétaires riverains, conformément à l'encadrement numéro C-OG-GPI-D-17-002 « Cession de ruelles aux propriétaires riverains - Modalités et conditions », en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal.*

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément au Programme d'acquisition de ruelles non requises par la Ville, le transfert aux propriétaires riverains se fait gratuitement, en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Un avis d'adoption de ce règlement de fermeture, aux fins de transfert aux riverains, doit être signifié par le greffier de la Ville à chacun des propriétaires des immeubles riverains et doit être publié dans un quotidien distribué dans la Ville.
Dès l'entrée en vigueur de ce règlement, la Direction des affaires civiles du Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal en publie une copie dûment certifiée au Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Céline DUMAIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Carl BEAULIEU, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Jacques GOUDREAULT, Service des infrastructures du réseau routier
Sophie BROUILLARD, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

Sophie BROUILLARD, 15 juillet 2019
Jacques GOUDREAULT, 10 juin 2019
Carl BEAULIEU, 10 juin 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jocelyne BOULANGER
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-2009
Télécop. : 514-872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-06-06

Jacinthe LADOUCEUR
Chef de division des transactions

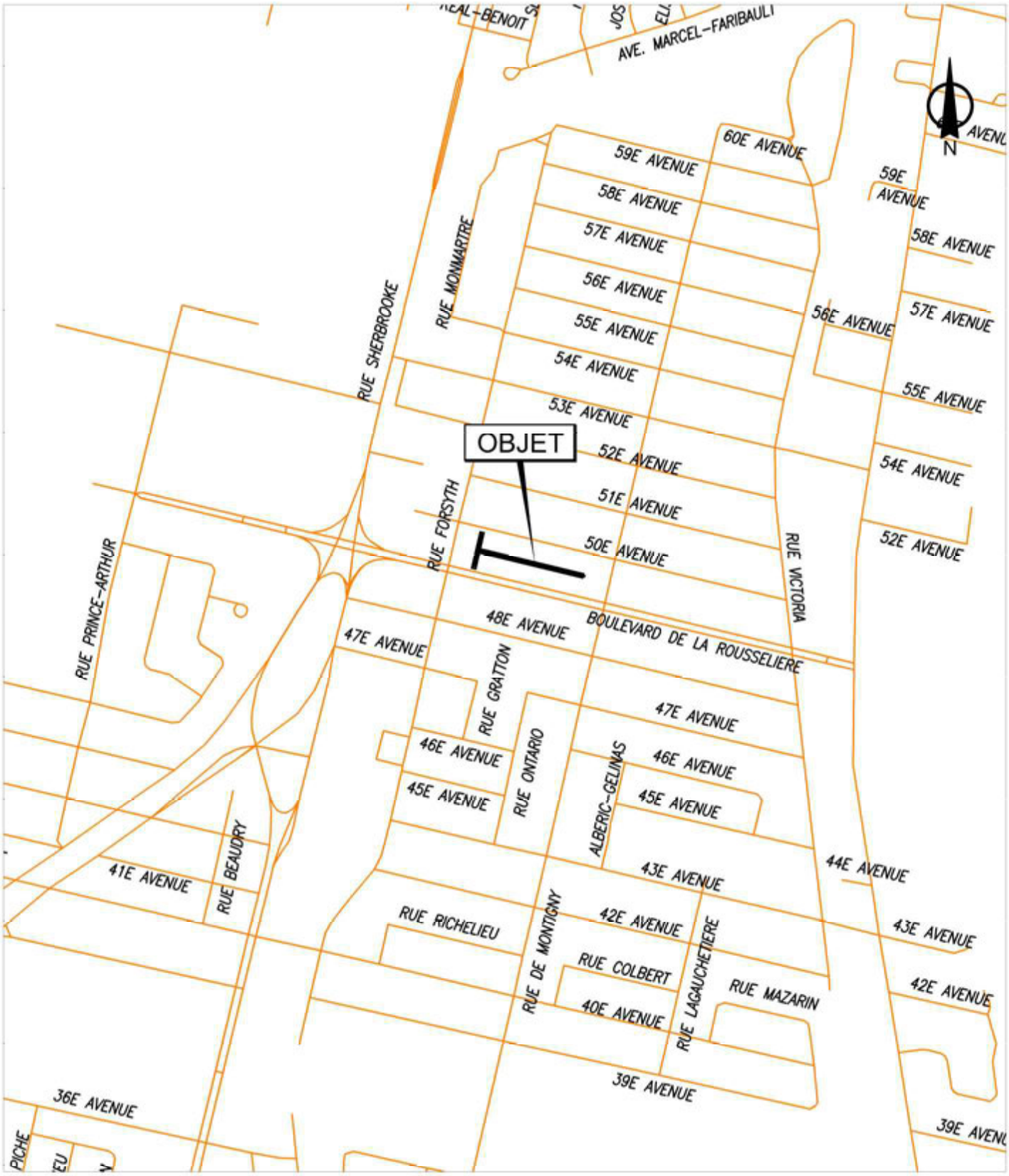
Tél : 514 872-0069
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2019-07-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice du SGPI
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2019-07-24

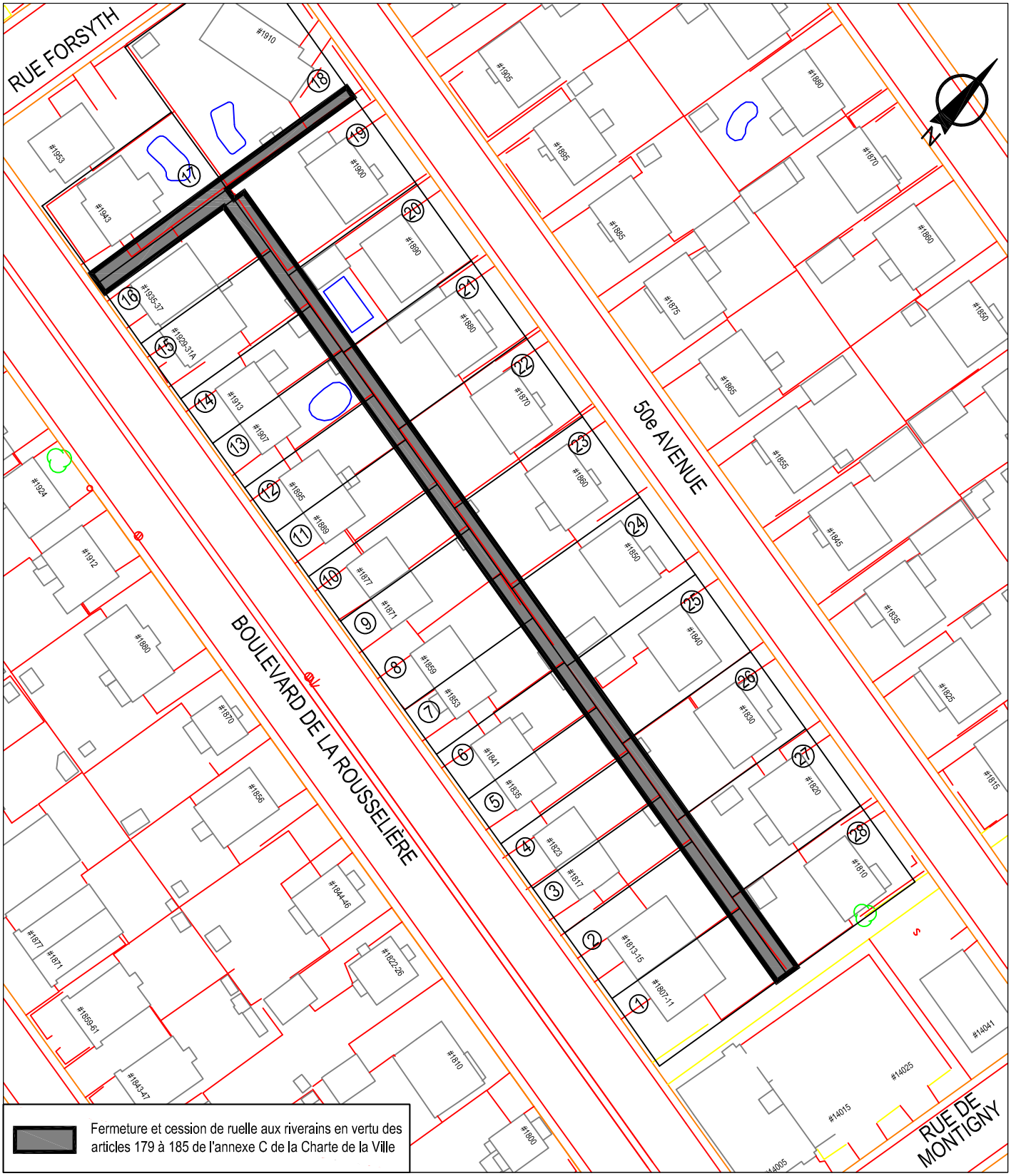


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies -
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-5580-07
Dessinateur: LJC
Échelle: -
Date: 19-01-2018

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

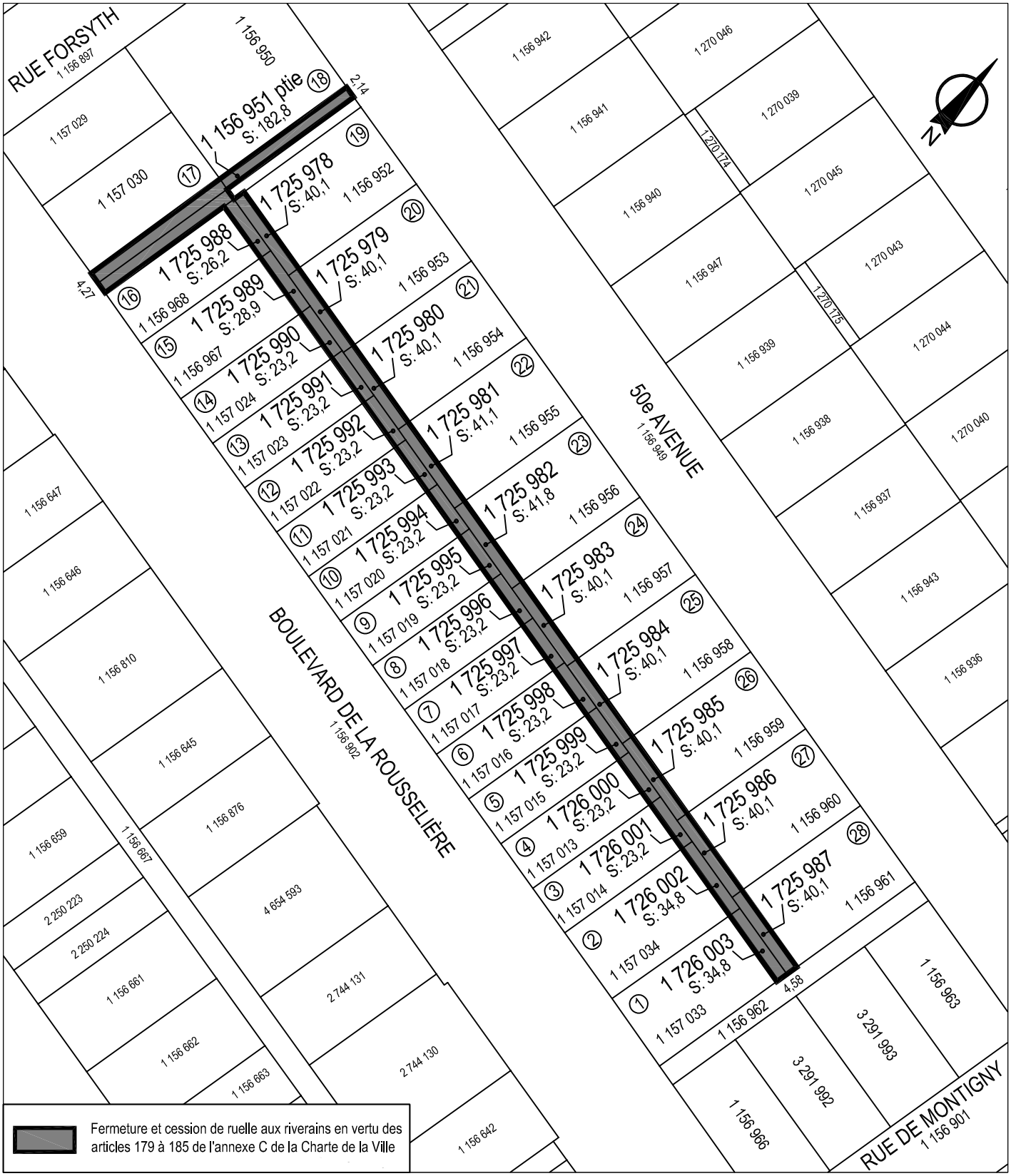


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan B: plan de l'utilisation du sol
Dossier: 31H12-005-5580-07
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:1000
Date: 21-05-2019

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

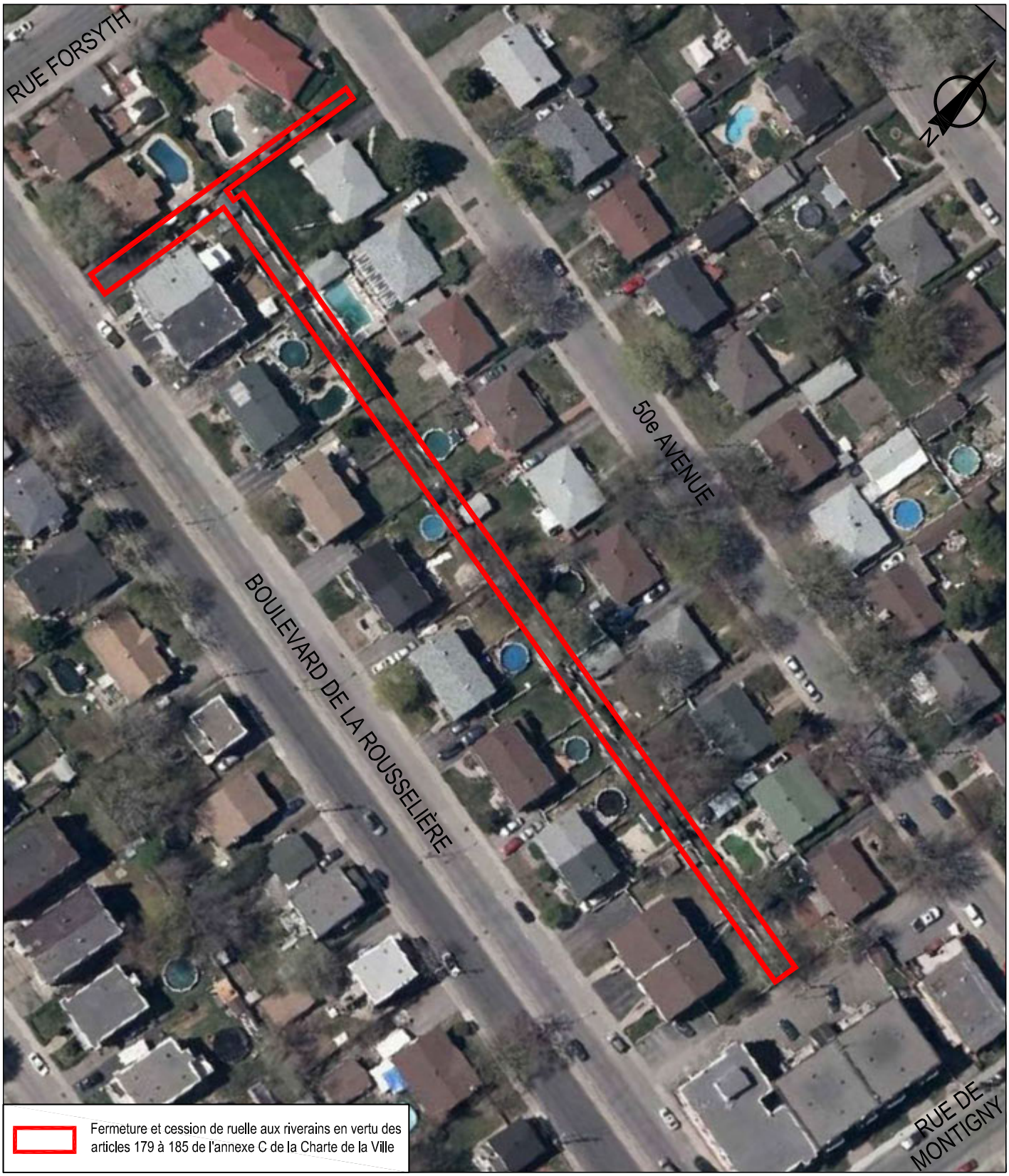


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies -
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan C: plan de cadastre
Dossier: 31H12-005-5580-07
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:1000
Date: 19-01-2018

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan P: photo aérienne
Dossier: 31H12-005-5580-07
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:1000
Date: 21-05-2019

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5580-07
Mandat : 17-0337-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques , et que le partage se fera à 50% de la ruelle, à chaque propriétaire, sur la largeur de la propriété riveraine, et ce, sans tenir compte de toute occupation par les riverains.

Les ruelles sont connues et désignées comme étant les lots 1 156 951, 1 725 978 à 1 725 988 du cadastre du Québec, lesquelles sont situées au nord du boulevard de la Rousselière entre les rues Forsyth et De Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telles que représentées par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
1	Chantal Létourneau Madame Chantal Létourneau Sarto Fournier Monsieur Sarto Fournier Hugues Létourneau Monsieur Hugues Létourneau 786, Beausoleil,Montréal (Québec) H1A 4H8 Inscrire la date : 2019-01-01 Inscrire votre n° tél. 514-642-3058 n° (2) _____ Inscrire une adresse de courriel : chantal1956@outlook.com Compte de taxes : 803421-00	☒ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé au 1807-11, boul. de la Rousselière, et ce, sans aucune garantie légale. ☐ Je refuse la fermeture des ruelles et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

4 décembre 2018

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5580-07
Mandat : 17-0337-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques , et que le partage se fera à 50% de la ruelle, à chaque propriétaire, sur la largeur de la propriété riveraine, et ce, sans tenir compte de toute occupation par les riverains.

Les ruelles sont connues et désignées comme étant les lots 1 156 951, 1 725 978 à 1 725 988 du cadastre du Québec, lesquelles sont situées au nord du boulevard de la Rousselière entre les rues Forsyth et De Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telles que représentées par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
2	Guylaine Labonté Madame Guylaine Labonté Guy Labonté Monsieur Guy Labonté 12590, rue Sherbrooke Est, suite 282 Montréal (Québec) H1B 1C9 Inscrire la date : 7 Janvier 2019 Inscrire votre n° tél. : (514) 544-1716 Inscrire votre adresse de courriel : raisa.goris@videotron.ca Compte de taxes : 803421-01	☒ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé au 1813-15, boul. de la Rousselière, et ce, sans aucune garantie légale. ☐ Je refuse la fermeture des ruelles et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

4 décembre 2018

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5580-07
Mandat : 17-0337-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques , et que le partage se fera à 50% de la ruelle, à chaque propriétaire, sur la largeur de la propriété riveraine, et ce, sans tenir compte de toute occupation par les riverains.

Les ruelles sont connues et désignées comme étant les lots 1 156 951, 1 725 978 à 1 725 988 du cadastre du Québec, lesquelles sont situées au nord du boulevard de la Rousselière entre les rues Forsyth et De Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telles que représentées par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
3	Madame Marie-Yolène Joseph Monsieur Dieujuste Fortune 1817, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6 Inscrire la date : 13-2-2019 Inscrire votre n° tél. : 514 666 51 45 Inscrire votre adresse de courriel : Compte de taxes : 803421-02	☒ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé au 1817, boul. de la Rousselière, et ce, sans aucune garantie légale. ☐ Je refuse la fermeture des ruelles et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

4 décembre 2018

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5580-07
Mandat : 17-0337-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques , et que le partage se fera à 50% de la ruelle, à chaque propriétaire, sur la largeur de la propriété riveraine, et ce, sans tenir compte de toute occupation par les riverains.

Les ruelles sont connues et désignées comme étant les lots 1 156 951, 1 725 978 à 1 725 988 du cadastre du Québec, lesquelles sont situées au nord du boulevard de la Rousselière entre les rues Forsyth et De Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telles que représentées par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
4	Monsieur Marc Bissonnette 1823, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6 Inscrire la date : 11 février 2019 Inscrire votre n° tél. : (514) 493-0035 Inscrire votre adresse de courriel : marco_bissonnette@hotmail.com Compte de taxes : 803421-03	☑ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé au 1823, boul. de la Rousselière, et ce, sans aucune garantie légale. ☐ Je refuse la fermeture des ruelles et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

4 décembre 2018

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5580-07
Mandat : 17-0337-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques , et que le partage se fera à 50% de la ruelle, à chaque propriétaire, sur la largeur de la propriété riveraine, et ce, sans tenir compte de toute occupation par les riverains.

Les ruelles sont connues et désignées comme étant les lots 1 156 951, 1 725 978 à 1 725 988 du cadastre du Québec, lesquelles sont situées au nord du boulevard de la Rousselière entre les rues Forsyth et De Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telles que représentées par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
5	Madame Suzie Latulippe Monsieur Martin Girard 1835, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6 Inscrire la date : _____ Inscrire votre n° tél. : 514-658-3666 Inscrire votre adresse de courriel : Sue1339@hotmail.com Compte de taxes : 803419-20	☑ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé au 1835, boul. de la Rousselière, et ce, sans aucune garantie légale. ☐ Je refuse la fermeture des ruelles et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

4 décembre 2018

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5580-07
Mandat : 17-0337-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques , et que le partage se fera à 50% de la ruelle, à chaque propriétaire, sur la largeur de la propriété riveraine, et ce, sans tenir compte de toute occupation par les riverains.

Les ruelles sont connues et désignées comme étant les lots 1 156 951, 1 725 978 à 1 725 988 du cadastre du Québec, lesquelles sont situées au nord du boulevard de la Rousselière entre les rues Forsyth et De Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telles que représentées par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
6	Monsieur Jean Lalonde 1841, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6 Inscrire la date : 7 février 2019 Inscrire votre n° tél. : 514-642-2816 cell. 514-774-8397 Inscrire votre adresse de courriel : Compte de taxes : 803419-21	☑ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé au 1841, boul. de la Rousselière, et ce, sans aucune garantie légale. ☐ Je refuse la fermeture des ruelles et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

4 décembre 2018

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5580-07
Mandat : 17-0337-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques , et que le partage se fera à 50% de la ruelle, à chaque propriétaire, sur la largeur de la propriété riveraine, et ce, sans tenir compte de toute occupation par les riverains.

Les ruelles sont connues et désignées comme étant les lots 1 156 951, 1 725 978 à 1 725 988 du cadastre du Québec, lesquelles sont situées au nord du boulevard de la Rousselière entre les rues Forsyth et De Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telles que représentées par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
7	Julie Gagné Madame Julie Gagné Christian Fournier Monsieur Christian Fournier 1853, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6 Inscrire la date : 26 février 2019 Inscrire votre n° tél. : 514-466-7414 Inscrire votre adresse de courriel : mmeun@hotmail.com Compte de taxes : 803419-22	☒ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé au 1853, boul. de la Rousselière, et ce, sans aucune garantie légale. ☐ Je refuse la fermeture des ruelles et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

4 décembre 2018

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5580-07
Mandat : 17-0337-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques , et que le partage se fera à 50% de la ruelle, à chaque propriétaire, sur la largeur de la propriété riveraine, et ce, sans tenir compte de toute occupation par les riverains.

Les ruelles sont connues et désignées comme étant les lots 1 156 951, 1 725 978 à 1 725 988 du cadastre du Québec, lesquelles sont situées au nord du boulevard de la Rousselière entre les rues Forsyth et De Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telles que représentées par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
8	Martine Goulet Madame Martine Goulet 1859, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6 Inscrire la date : 18/12/2018 Inscrire votre n° tél. : 438-386-7316 Inscrire votre adresse de courriel : martine.goulet23@gmail.com Compte de taxes : 803419-23	☑ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé au 1859, boul. de la Rousselière, et ce, sans aucune garantie légale. ☐ Je refuse la fermeture des ruelles et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

4 décembre 2018

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5580-07
Mandat : 17-0337-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques , et que le partage se fera à 50% de la ruelle, à chaque propriétaire, sur la largeur de la propriété riveraine, et ce, sans tenir compte de toute occupation par les riverains.

Les ruelles sont connues et désignées comme étant les lots 1 156 951, 1 725 978 à 1 725 988 du cadastre du Québec, lesquelles sont situées au nord du boulevard de la Rousselière entre les rues Forsyth et De Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telles que représentées par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
10	Madame Marie-Fleurance Belfleur 1877, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6 Inscrire la date : 08-01-2018 Inscrire votre n° tél. 514-303-4062 Inscrire votre adresse de courriel : Compte de taxes : 803419-27	☒ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé au 1877, boul. de la Rousselière, et ce, sans aucune garantie légale. ☐ Je refuse la fermeture des ruelles et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

4 décembre 2018

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5580-07
Mandat : 17-0337-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques , et que le partage se fera à 50% de la ruelle, à chaque propriétaire, sur la largeur de la propriété riveraine, et ce, sans tenir compte de toute occupation par les riverains.

Les ruelles sont connues et désignées comme étant les lots 1 156 951, 1 725 978 à 1 725 988 du cadastre du Québec, lesquelles sont situées au nord du boulevard de la Rousselière entre les rues Forsyth et De Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telles que représentées par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
11	F Paquette Madame Françoise Paquette 1889, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6 Inscrire la date : 27-12-2018 Inscrire votre n° tél. (514) 642-8300 Inscrire votre adresse de courriel : franfranpa@hotmail.com Compte de taxes : 803419-29	☒ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé au 1889, boul. de la Rousselière, et ce, sans aucune garantie légale. ☐ Je refuse la fermeture des ruelles et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

4 décembre 2018

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5580-07
Mandat : 17-0337-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques , et que le partage se fera à 50% de la ruelle, à chaque propriétaire, sur la largeur de la propriété riveraine, et ce, sans tenir compte de toute occupation par les riverains.

Les ruelles sont connues et désignées comme étant les lots 1 156 951, 1 725 978 à 1 725 988 du cadastre du Québec, lesquelles sont situées au nord du boulevard de la Rousselière entre les rues Forsyth et De Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telles que représentées par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
15	Carole Dubé Madame Carole Dubé Monsieur Robert Raymond 1931, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6 Inscrire la date : 28-2-2019 Inscrire votre n° tél. : 514-642-8432 Inscrire votre adresse de courriel : carole.dubé1@Hotmail.com Compte de taxes : 803422-00	☒ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé au 1929 à 1931 A, boul. de la Rousselière, et ce, sans aucune garantie légale. ☐ Je refuse la fermeture des ruelles et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

4 décembre 2018

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5580-07
Mandat : 17-0337-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques , et que le partage se fera à 50% de la ruelle, à chaque propriétaire, sur la largeur de la propriété riveraine, et ce, sans tenir compte de toute occupation par les riverains.

Les ruelles sont connues et désignées comme étant les lots 1 156 951, 1 725 978 à 1 725 988 du cadastre du Québec, lesquelles sont situées au nord du boulevard de la Rousselière entre les rues Forsyth et De Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telles que représentées par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
16	Annette Chamberland Madame Annette Chamberland 1935, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6 Inscrire la date : 19 décembre 2018 Inscrire votre n° tél. : 514-642-1819 Inscrire votre adresse de courriel : — Compte de taxes : 803423-00	☒ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé au 1935-1937, boul. de la Rousselière, et ce, sans aucune garantie légale. ☐ Je refuse la fermeture des ruelles et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☒ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

4 décembre 2018

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5580-07
Mandat : 17-0337-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques , et que le partage se fera à 50% de la ruelle, à chaque propriétaire, sur la largeur de la propriété riveraine, et ce, sans tenir compte de toute occupation par les riverains.

Les ruelles sont connues et désignées comme étant les lots 1 156 951, 1 725 978 à 1 725 988 du cadastre du Québec, lesquelles sont situées au nord du boulevard de la Rousselière entre les rues Forsyth et De Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telles que représentées par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
17	Madame Lise Lavoie Monsieur Pierre Nault 1943, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6 Inscrire la date : 10/01/2019 Inscrire votre n° tél. : (450) 766-3242 Inscrire votre adresse de courriel : Cerobonn1@hotmail.com Compte de taxes : 803423-02	☑ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé au 1943, boul. de la Rousselière, et ce, sans aucune garantie légale. ☐ Je refuse la fermeture des ruelles et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

4 décembre 2018

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5580-07
Mandat : 17-0337-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques , et que le partage se fera à 50% de la ruelle, à chaque propriétaire, sur la largeur de la propriété riveraine, et ce, sans tenir compte de toute occupation par les riverains.

Les ruelles sont connues et désignées comme étant les lots 1 156 951, 1 725 978 à 1 725 988 du cadastre du Québec, lesquelles sont situées au nord du boulevard de la Rousselière entre les rues Forsyth et De Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telles que représentées par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
18	Mme Marthe Simard-Dupré Madame Marthe Simard-Dupré 1910, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9 Inscrire la date : le 17 dec. 2018 Inscrire votre n° tél. : (514) 498-1697 Inscrire votre adresse de courriel : marthedupre@yahoo.ca Compte de taxes : 802512-50	☒ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé au 1910, 50e Avenue, et ce, sans aucune garantie légale. ☐ Je refuse la fermeture des ruelles et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

4 décembre 2018

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5580-07
Mandat : 17-0337-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques , et que le partage se fera à 50% de la ruelle, à chaque propriétaire, sur la largeur de la propriété riveraine, et ce, sans tenir compte de toute occupation par les riverains.

Les ruelles sont connues et désignées comme étant les lots 1 156 951, 1 725 978 à 1 725 988 du cadastre du Québec, lesquelles sont situées au nord du boulevard de la Rousselière entre les rues Forsyth et De Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telles que représentées par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
19	Monsieur Jean Thibodeau 1900, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9 Inscrire la date : 16 JAN 2019 Inscrire votre n° tél. : 450-966-9821 Inscrire votre adresse de courriel : JEAN.MAG@VIDEOTRON.CA Compte de taxes : 803452-00	☑ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé au 1900, 50e Avenue, et ce, sans aucune garantie légale. ☐ Je refuse la fermeture des ruelles et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

4 décembre 2018

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5580-07
Mandat : 17-0337-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques , et que le partage se fera à 50% de la ruelle, à chaque propriétaire, sur la largeur de la propriété riveraine, et ce, sans tenir compte de toute occupation par les riverains.

Les ruelles sont connues et désignées comme étant les lots 1 156 951, 1 725 978 à 1 725 988 du cadastre du Québec, lesquelles sont situées au nord du boulevard de la Rousselière entre les rues Forsyth et De Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telles que représentées par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
20	Madame Iryna Pokotilo 1890, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9 Inscrire la date : 2018/12/21 Inscrire votre n° tél. : (514) 816-5405 Inscrire votre adresse de courriel : iryna871@gmail.com Compte de taxes : 803451-00	☒ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé au 1890, 50e Avenue, et ce, sans aucune garantie légale. ☐ Je refuse la fermeture des ruelles et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

4 décembre 2018

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5580-07
Mandat : 17-0337-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques , et que le partage se fera à 50% de la ruelle, à chaque propriétaire, sur la largeur de la propriété riveraine, et ce, sans tenir compte de toute occupation par les riverains.

Les ruelles sont connues et désignées comme étant les lots 1 156 951, 1 725 978 à 1 725 988 du cadastre du Québec, lesquelles sont situées au nord du boulevard de la Rousselière entre les rues Forsyth et De Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telles que représentées par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
22	Régis Vignola Monsieur Régis Vignola 1870, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9 Inscrire la date : 3-01-2019 Inscrire votre n° tél. : 514-642-0911 Inscrire votre adresse de courriel : R VIGNOLA @ videotron.ca Compte de taxes : 803449-00	☒ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé au 1870, 50e Avenue, et ce, sans aucune garantie légale. ☐ Je refuse la fermeture des ruelles et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

4 décembre 2018

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5580-07
Mandat : 17-0337-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques , et que le partage se fera à 50% de la ruelle, à chaque propriétaire, sur la largeur de la propriété riveraine, et ce, sans tenir compte de toute occupation par les riverains.

Les ruelles sont connues et désignées comme étant les lots 1 156 951, 1 725 978 à 1 725 988 du cadastre du Québec, lesquelles sont situées au nord du boulevard de la Rousselière entre les rues Forsyth et De Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telles que représentées par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
23	✍ _____ Madame Dora Marina Navarrete ✍ _____ Monsieur Daniel Arquimedez Martinez 1860, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9 Inscrire la date : 20-12-2018 Inscrire votre n° tél. : 514 644-0910 Inscrire votre adresse de courriel : _____ Compte de taxes : 803448-00	☑ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé au 1860, 50e Avenue, et ce, sans aucune garantie légale. ☐ Je refuse la fermeture des ruelles et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

4 décembre 2018

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5580-07
Mandat : 17-0337-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques , et que le partage se fera à 50% de la ruelle, à chaque propriétaire, sur la largeur de la propriété riveraine, et ce, sans tenir compte de toute occupation par les riverains.

Les ruelles sont connues et désignées comme étant les lots 1 156 951, 1 725 978 à 1 725 988 du cadastre du Québec, lesquelles sont situées au nord du boulevard de la Rousselière entre les rues Forsyth et De Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telles que représentées par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
24	Monsieur Jean-Marc Simard 1850, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9 Inscrire la date : 11 décembre 2018 Inscrire votre n° tél. : 514 248-5385 Inscrire votre adresse de courriel : jean.simard@shc.ca Compte de taxes : 803447-00	☑ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé au 1850, 50e Avenue, et ce, sans aucune garantie légale. ☐ Je refuse la fermeture des ruelles et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

4 décembre 2018

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5580-07
Mandat : 17-0337-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques , et que le partage se fera à 50% de la ruelle, à chaque propriétaire, sur la largeur de la propriété riveraine, et ce, sans tenir compte de toute occupation par les riverains.

Les ruelles sont connues et désignées comme étant les lots 1 156 951, 1 725 978 à 1 725 988 du cadastre du Québec, lesquelles sont situées au nord du boulevard de la Rousselière entre les rues Forsyth et De Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telles que représentées par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
25	B. Lolorza. Madame Brigida Fabiola Solorza Monsieur Eduardo Osvaldo Jimenez Urena 1840, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9 Inscrire la date : 14 DÉCEMBRE 2018 Inscrire votre n° tél. : 514-746-2829 Inscrire votre adresse de courriel : solbri1840@gmail.com Compte de taxes : 803445-00	☒ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé au 1840, 50e Avenue, et ce, sans aucune garantie légale. ☐ Je refuse la fermeture des ruelles et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

4 décembre 2018

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5580-07
Mandat : 17-0337-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques , et que le partage se fera à 50% de la ruelle, à chaque propriétaire, sur la largeur de la propriété riveraine, et ce, sans tenir compte de toute occupation par les riverains.

Les ruelles sont connues et désignées comme étant les lots 1 156 951, 1 725 978 à 1 725 988 du cadastre du Québec, lesquelles sont situées au nord du boulevard de la Rousselière entre les rues Forsyth et De Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telles que représentées par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
26	✍ Rose Piché Madame Rose Piché ✍ Robert Gagné Monsieur Robert Gagné 1830, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9 Inscrire la date : 21 déc. 2018 Inscrire votre n° tél. : 514-268-5514 Inscrire votre adresse de courriel : Compte de taxes : 803444-00	☒ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé au 1830, 50e Avenue, et ce, sans aucune garantie légale. ☐ Je refuse la fermeture des ruelles et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

4 décembre 2018

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5580-07
Mandat : 17-0337-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques , et que le partage se fera à 50% de la ruelle, à chaque propriétaire, sur la largeur de la propriété riveraine, et ce, sans tenir compte de toute occupation par les riverains.

Les ruelles sont connues et désignées comme étant les lots 1 156 951, 1 725 978 à 1 725 988 du cadastre du Québec, lesquelles sont situées au nord du boulevard de la Rousselière entre les rues Forsyth et De Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telles que représentées par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
28	Madame Annie Bédard Monsieur Martin Girard 1810, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9 Inscrire la date : 26 jan. 2019 Inscrire votre n° tél. : 514-498-9879 Inscrire votre adresse de courriel : martingir@sympatico.ca Compte de taxes : 803442-00	☒ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé au 1810, 50e Avenue, et ce, sans aucune garantie légale. ☐ Je refuse la fermeture des ruelles et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

4 décembre 2018

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5580-07
Mandat : 17-0337-T

Nous, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir notre partie en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles.

Nous reconnaissons, qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, que toutes les taxes et impositions foncières qui pourront être imposées sur la partie de ruelle adjacente à notre propriété, seront à notre charge.

Nous comprenons que la Ville créera, le cas échéant, sur toute l'emprise de la ruelle cédée, une servitude pour fins d'utilités publiques , et que le partage se fera à 50% de la ruelle, à chaque propriétaire, sur la largeur de la propriété riveraine, et ce, sans tenir compte de toute occupation par les riverains.

Les ruelles sont connues et désignées comme étant les lots 1 156 951, 1 725 978 à 1 725 988 du cadastre du Québec, lesquelles sont situées au nord du boulevard de la Rousselière entre les rues Forsyth et De Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles telles que représentées par une trame ombragée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
13	Madame Rosa Herrera Monsieur Carlos Carias 1907, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6 Inscrire la date : 24/12/2018 Inscrire votre n° tél. : (514) 742-5429 Inscrire votre adresse de courriel : Compte de taxes : 803419-33	☐ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et j'accepte la cession de la Ville d'une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain situé au 1907, boul. de la Rousselière, et ce, sans aucune garantie légale. ☑ Je refuse la fermeture des ruelles et la cession d'une partie la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je suis d'accord avec la fermeture des ruelles et à la cession aux propriétaires riverains. Je renonce à tous les droits d'acquisition que je peux détenir en vertu des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle mentionnée ci-haut. Je comprends que la Ville pourra offrir la partie de la ruelle adjacente à ma propriété à tout autre propriétaire riverain. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES SOIXANTE (60) JOURS DE LA RÉCEPTION DES PRÉSENTES.**

4 décembre 2018

DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	MONTRÉAL
CADASTRE	:	QUÉBEC
LOTS	:	1 725 978, 1 725 979, 1 725 980, 1 725 981, 1 725 982, 1 725 983, 1 725 984, 1 725 985, 1 725 986, 1 725 987, 1 725 988, 1 725 989, 1 725 990, 1 725 991, 1 725 992, 1 725 993, 1 725 994, 1 725 995, 1 725 996, 1 725 997, 1 725 998, 1 725 999, 1 726 000, 1 726 001, 1 726 002, 1 726 003, 6 295 336, 6 295 338 et 6 295 339
MUNICIPALITÉ	:	VILLE DE MONTRÉAL

Ces bien-fonds, situés au sud-est de la rue Forsyth entre le boulevard de la Rousselière et la 50^{e} Avenue sont identifiés par les lettres ABCDEFGHJKLMA sur le plan F-44 Pointe-aux-Trembles préparé par l'arpenteur-géomètre soussigné en date du 26 mars 2019.

Ils se décrivent comme suit et le numéro d'article inscrit en marge de chaque description correspond à celui qui apparaît sur le susdit plan:

1.- Le lot UN MILLION SEPT CENT VINGT-SIX MILLE TROIS (1 726 003) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie trente-quatre mètres carrés et huit dixièmes (34,8 m²).

/2

2.- Le lot UN MILLION SEPT CENT VINGT-SIX MILLE DEUX (1 726 002) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie trente-quatre mètres carrés et huit dixièmes (34,8 m²).

3.- Le lot UN MILLION SEPT CENT VINGT-SIX MILLE UN (1 726 001) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie vingt-trois mètres carrés et deux dixièmes (23,2 m²).

4.- Le lot UN MILLION SEPT CENT VINGT-SIX MILLE (1 726 000) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie vingt-trois mètres carrés et deux dixièmes (23,2 m²).

5.- Le lot UN MILLION SEPT CENT VINGT-CINQ MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF (1 725 999) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie vingt-trois mètres carrés et deux dixièmes (23,2 m²).

/3

6.- Le lot UN MILLION SEPT CENT VINGT-CINQ MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT (1 725 998) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie vingt-trois mètres carrés et deux dixièmes (23,2 m²).

7.- Le lot UN MILLION SEPT CENT VINGT-CINQ MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT (1 725 997) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie vingt-trois mètres carrés et deux dixièmes (23,2 m²).

8.- Le lot UN MILLION SEPT CENT VINGT-CINQ MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-SEIZE (1 725 996) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie vingt-trois mètres carrés et deux dixièmes (23,2 m²).

9.- Le lot UN MILLION SEPT CENT VINGT-CINQ MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-QUINZE (1 725 995) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie vingt-trois mètres carrés et deux dixièmes (23,2 m²).

/4

10.- Le lot UN MILLION SEPT CENT VINGT-CINQ MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE (1 725 994) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie vingt-trois mètres carrés et deux dixièmes (23,2 m²).

11.- Le lot UN MILLION SEPT CENT VINGT-CINQ MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-TREIZE (1 725 993) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie vingt-trois mètres carrés et deux dixièmes (23,2 m²).

12.- Le lot UN MILLION SEPT CENT VINGT-CINQ MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-DOUZE (1 725 992) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie vingt-trois mètres carrés et deux dixièmes (23,2 m²).

13.- Le lot UN MILLION SEPT CENT VINGT-CINQ MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-ONZE (1 725 991) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie vingt-trois mètres carrés et deux dixièmes (23,2 m²).

/5

14.- Le lot UN MILLION SEPT CENT VINGT-CINQ MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX (1 725 990) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie vingt-trois mètres carrés et deux dixièmes (23,2 m²).

15.- Le lot UN MILLION SEPT CENT VINGT-CINQ MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-NEUF (1 725 989) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie vingt-huit mètres carrés et neuf dixièmes (28,9 m²).

16A.- Le lot UN MILLION SEPT CENT VINGT-CINQ MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-HUIT (1 725 988) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie vingt-six mètres carrés et deux dixièmes (26,2 m²).

et

16B.- Le lot SIX MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE TROIS CENT TRENTE-HUIT (6 295 338) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

/6

contenant en superficie soixante-deux mètres carrés et un dixième (62,1 m²).

La superficie totale de la parcelle 16 est de quatre-vingt-huit mètres carrés et trois dixièmes (88,3 m²).

17.- Le lot SIX MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE TROIS CENT TRENTE-NEUF (6 295 339) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie soixante-deux mètres carrés et un dixième (62,1 m²).

18.- Le lot SIX MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE TROIS CENT TRENTE-SIX (6 295 336) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie soixante-deux mètres carrés et un dixième (62,1 m²).

19.- Le lot UN MILLION SEPT CENT VINGT-CINQ MILLE NEUF CENT SOIXANTE-DIX-HUIT (1 725 978) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie quarante mètres carrés et un dixième (40,1 m²).

/7 --

20.- Le lot UN MILLION SEPT CENT VINGT-CINQ MILLE NEUF CENT SOIXANTE-DIX-NEUF (1 725 979) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie quarante mètres carrés et un dixième (40,1 m²).

21.- Le lot UN MILLION SEPT CENT VINGT-CINQ MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT (1 725 980) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie quarante mètres carrés et un dixième (40,1 m²).

22.- Le lot UN MILLION SEPT CENT VINGT-CINQ MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-UN (1 725 981) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie quarante et un mètres carrés et un dixième (41,1 m²).

23.- Le lot UN MILLION SEPT CENT VINGT-CINQ MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-DEUX (1 725 982) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie quarante et un mètres carrés et huit dixièmes (41,8 m²).

/8

24.- Le lot UN MILLION SEPT CENT VINGT-CINQ MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-TROIS (1 725 983) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie quarante mètres carrés et un dixième (40,1 m²).

25.- Le lot UN MILLION SEPT CENT VINGT-CINQ MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-QUATRE (1 725 984) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie quarante mètres carrés et un dixième (40,1 m²).

26.- Le lot UN MILLION SEPT CENT VINGT-CINQ MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-CINQ (1 725 985) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie quarante mètres carrés et un dixième (40,1 m²).

27.- Le lot UN MILLION SEPT CENT VINGT-CINQ MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-SIX (1 725 986) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie quarante mètres carrés et un dixième (40,1 m²).

/9

28.- Le lot UN MILLION SEPT CENT VINGT-CINQ MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-SEPT (1 725 987) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie quarante mètres carrés et un dixième (40,1 m²).

Les parcelles 19 à 28 devront être grevés d'une servitude à des fins de télécommunication et de distribution d'énergie.

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI).

Préparé à Montréal, le vingt-sixième jour du mois de mars de l'an deux mille dix-neuf sous le numéro 489 de mes minutes au dossier 17881-1 du greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville.

GABRIEL BÉLEC DUPUIS
Arpenteur-géomètre

Dossier : 17881-1
Plan : F-44 Pointe-aux-Trembles
Copie conforme à l'original
Montréal, le

Arpenteur-géomètre

GABRIEL BÉLEC DUPUIS
2019
2019-05-06
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

COMPILATION DE LA PÉTITION EN VUE D'UNE FERMETURE DE RUELLE
AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES DES IMMEUBLES RIVERAINS
Ruelle constituée des anciens lots 1 725 978 à 1 726 003 et 1 156 951 du cadastre du Québec, et située au sud-est de la rue Forsyth entre le boulevard de la Rousselière et la 50e Avenue
DOSSIER : 31H12-005-5580-07 MANDAT : 17-0337-T

N^{os}	Nom et adresse des propriétaires	Lot propriété	Lot transféré	Superficie acquise en (m²)	Numéro compte de taxes	Adresse de la propriété	Mesure en front (m)	Vote
1	Madame Chantal Létourneau Messieurs Sarto Fournier, Hugues Létourneau 786, Beausoleil Montréal (Québec) H1A 4H8	1 157 033	1 726 003	34,8	803421-00	1807-11, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 4H8	15,24	**OUI**
2	Madame Guylaine Labonté Monsieur Guy Labonté 12590, rue Sherbrooke Est, suite 282 Montréal (Québec) H1B 1C9	1 157 034	1 726 002	34,8	803421-01	1813-15, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1B 1C9	15,24	**OUI**
3	Madame Marie-Yolène Joseph Monsieur Dieujuste Fortune 1817, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	1 157 014	1 726 001	23,2	803421-02	1817, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	10,16	**OUI**
4	Monsieur Marc Bissonnette 1823, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	1 157 013	1 726 000	23,2	803421-03	1823, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	10,16	**OUI**
5	Madame Suzie Latulippe Monsieur Martin Girard 1835, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	1 157 015	1 725 999	23,2	803419-20	1835, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	10,16	**OUI**
6	Monsieur Jean Lalonde 1841, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	1 157 016	1 725 998	23,2	803419-21	1841, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	10,16	**OUI**

COMPILATION DE LA PÉTITION EN VUE D'UNE FERMETURE DE RUELLE
AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES DES IMMEUBLES RIVERAINS
Ruelle constituée des anciens lots 1 725 978 à 1 726 003 et 1 156 951 du cadastre du Québec, et située au sud-est de la rue Forsyth entre le boulevard de la Rousselière et la 50e Avenue
DOSSIER : 31H12-005-5580-07 MANDAT : 17-0337-T

N^{os}	Nom et adresse des propriétaires	Lot propriété	Lot transféré	Superficie acquise en (m²)	Numéro compte de taxes	Adresse de la propriété	Mesure en front (m)	Vote
7	Madame Julie Gagné Monsieur Christian Fournier 1853, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	1 157 017	1 725 997	23,2	803419-22	1853, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	10,16	**OUI**
8	Madame Martine Goulet 1859, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	1 157 018	1 725 996	23,2	803419-23	1859, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	10,16	**OUI**
9	Monsieur Stephane (Stephen) Gauthier 1871, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	1 157 019	1 725 995	23,2	803419-25	1871, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	10,16	**Pas de réponse**
10	Madame Marie-Fleurance Belfleur 1877, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	1 157 020	1 725 994	23,2	803419-27	1877, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	10,16	**OUI**
11	Madame Françoise Paquette 1889, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	1 157 021	1 725 993	23,2	803419-29	1889, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	10,16	**OUI**
12	Madame Nathalie Joseph 1895, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	1 157 022	1 725 992	23,2	803419-31	1895, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	10,16	**Pas de réponse**

COMPILATION DE LA PÉTITION EN VUE D'UNE FERMETURE DE RUELLE
AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES DES IMMEUBLES RIVERAINS
Ruelle constituée des anciens lots 1 725 978 à 1 726 003 et 1 156 951 du cadastre du Québec, et située au sud-est de la rue Forsyth entre le boulevard de la Rousselière et la 50e Avenue
DOSSIER : 31H12-005-5580-07 MANDAT : 17-0337-T

N^{os}	Nom et adresse des propriétaires	Lot propriété	Lot transféré	Superficie acquise en (m²)	Numéro compte de taxes	Adresse de la propriété	Mesure en front (m)	Vote
13	Madame Rosa Herrera Monsieur Carlos Carias 1907, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	1 157 023	1 725 991	23,2	803419-33	1907, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	10,16	**NON**
14	Madame Louise Chevalier 1913, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	1 157 024	1 725 990	23,2	803419-35	1913, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	10,16	**Pas de réponse**
15	Madame Carole Dubé Monsieur Robert Raymond 1931, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	1 156 967	1 725 989	28,9	803422-00	1929 à 1931 A, boul. de la Montréal (Québec) H1A 2X6	12,65	**OUI**
16	Madame Annette Chamberland 1935, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	1 156 968	1 725 988 et 1	26,2	803423-00	1935-1937, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	38,56	**OUI**
17	Madame Lise Lavoie Monsieur Pierre Nault 1943, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	1 157 030	1 156 951	62,8	803423-02	1943, boul. de la Rousselière Montréal (Québec) H1A 2X6	29,42	**OUI**
18	Madame Marthe Simard-Dupré 1910, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9	1 156 950	1 156 951	62,8	802512-50	1910, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9	29,42	**OUI**

COMPILATION DE LA PÉTITION EN VUE D'UNE FERMETURE DE RUELLE
AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES DES IMMEUBLES RIVERAINS
Ruelle constituée des anciens lots 1 725 978 à 1 726 003 et 1 156 951 du cadastre du Québec, et située au sud-est de la rue Forsyth entre le boulevard de la Rousselière et la 50e Avenue
DOSSIER : 31H12-005-5580-07 MANDAT : 17-0337-T

N^{os}	Nom et adresse des propriétaires	Lot propriété	Lot transféré	Superficie acquise en (m²)	Numéro compte de taxes	Adresse de la propriété	Mesure en front (m)	Vote
19	Monsieur Jean Thibodeau 1900, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9	1 156 952	(1 156 951 et)	40,1	803452-00	1900, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9	44,66	**OUI**
20	Madame Iryna Pokotilo 1890, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9	1 156 953	1 725 979	40,1	803451-00	1890, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9	17,53	**OUI**
21	Madame Juliana Cuffaro-Amin Monsieur Daniel Valente 1880, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9	1 156 954	1 725 980	40,1	803450-00	1880, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9	17,53	**Pas de réponse**
22	Monsieur Regis Vignola 1870, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9	1 156 955	1 725 981	41,1	803449-00	1870, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9	17,98	**OUI**
23	Madame Dora Marina Navarrete Monsieur Daniel Arquimedez Martinez 1860, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9	1 156 956	1 725 982	41,8	803448-00	1860, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9	18,29	**OUI**
24	Monsieur Jean-Marc Simard 1850, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9	1 156 957	1 725 983	40,1	803447-00	1850, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9	17,53	**OUI**

COMPILATION DE LA PÉTITION EN VUE D'UNE FERMETURE DE RUELLE
AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES DES IMMEUBLES RIVERAINS
Ruelle constituée des anciens lots 1 725 978 à 1 726 003 et 1 156 951 du cadastre du Québec, et située au sud-est de la rue Forsyth entre le boulevard de la Rousselière et la 50e Avenue
DOSSIER : 31H12-005-5580-07 MANDAT : 17-0337-T

N^{os}	Nom et adresse des propriétaires	Lot propriété	Lot transféré	Superficie acquise en (m²)	Numéro compte de taxes	Adresse de la propriété	Mesure en front (m)	Vote
25	Madame Brigida Fabiola Solorza Monsieur Eduardo Osvaldo Jimenez Urena 1840, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9	1 156 958	1 725 984	40,1	803445-00	1840, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9	17,53	**OUI**
26	Madame Rose Piché Monsieur Robert Gagné 1830, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9	1 156 959	1 725 985	40,1	803444-00	1830, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9	17,53	**OUI**
27	Madame Denyse Bouchard Monsieur René Clermont 1820, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9	1 156 960	1 725 986	40,1	803443-00	1820, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9	17,53	**Pas de réponse**
28	Madame Annie Bédard Monsieur Martin Girard 1810, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9	1 156 961	1 725 987	40,1	803442-00	1810, 50e Avenue Montréal (Québec) H1A 2W9	18,29	**OUI**
				932,4			466,85	

COMPILATION DE LA PÉTITION EN VUE D'UNE FERMETURE DE RUELLE
AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES DES IMMEUBLES RIVERAINS
Ruelle constituée des anciens lots 1 725 978 à 1 726 003 et 1 156 951 du cadastre du Québec, et située au sud-est de la rue Forsyth entre le boulevard de la Rousselière et la 50e Avenue
DOSSIER : 31H12-005-5580-07 MANDAT : 17-0337-T

N^{os}	Nom et adresse des propriétaires	Lot propriété	Lot transféré	Superficie acquise en (m²)	Numéro compte de taxes	Adresse de la propriété	Mesure en front (m)	Vote

en date du 25-04-2019

Total des votes favorables obtenus (78,6 %)	22

Nombre total de propriétaires:	28
Nombre minimum de signatures requises (66,6 %) :	19

Total mesure en front	466,85 m
Front requis 66.6%	310,92 m
Dimension du front obtenu	391,15 m
Superficie totale à transférer	932,40 m²

Note: La dernière compilation des noms des propriétaires a été effectuée en mai 2019

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1194386003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est de la rue Forsyth entre le boulevard De La Rousselière et la 50e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H12-005-5580-07 N/D: 17-0337

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Projet de règlement (26-06-2019).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Céline DUMAIS
Notaire
Tél : (514) 872-6838

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-06-27

Céline DUMAIS
Notaire
Tél : (514) 872-6838
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
1 -

RÈGLEMENT SUR LA FERMETURE D'UNE RUELLE SITUÉE AU SUD-EST DE LA RUE FORSYTH, ENTRE LE BOULEVARD DE LA ROUSSELIÈRE ET LA 50E AVENUE, DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES – POINTE-AUX-TREMBLES, AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS

VU les articles 179 à 185 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du 2019, le conseil municipal de la Ville de Montréal décrète :

1. La ruelle située au sud-est de la rue Forsyth, entre le boulevard De La Rousselière et la 50e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, formée des lots 1 726 003, 1 726 002, 1 726 001, 1 726 000, 1 725 999, 1 725 998, 1 725 997, 1 725 996, 1 725 995, 1 725 994, 1 725 993, 1 725 992, 1 725 991, 1 725 990, 1 725 989, 1 725 988, 6 295 338, 6 295 339, 6 295 336, 1 725 978, 1 725 979, 1 725 980, 1 725 981, 1 725 982, 1 725 983, 1 725 984, 1 725 985, 1 725 986 et 1 725 987 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et délimitée par les lettres ABCDEFGHJKLMA sur le plan F-44 POINTE-AUX-TREMBLES, est fermée.

2. Les lots riverains de la ruelle sont les suivants : 1 157 033, 1 157 034, 1 157 014, 1 157 013, 1 157 015, 1 157 016, 1 157 017, 1 157 018, 1 157 019, 1 157 020, 1 157 021, 1 157 022, 1 157 023, 1 157 024, 1 156 967, 1 156 968, 1 157 030, 1 156 950, 1 156 952, 1 156 953, 1 156 954, 1 156 955, 1 156 956, 1 156 957, 1 156 958, 1 156 959, 1 156 960 et 1 156 961 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

3. Les lots mentionnés à l'article 1 sont remembrés avec les lots mentionnés à l'article 2, conformément au plan F-44 POINTE-AUX-TREMBLES, préparé par Gabriel Bélec-Dupuis, arpenteur-géomètre, le 26 mars 2019, sous le numéro 489 de ses minutes (dossier : 17881-1), dont copie est jointe en Annexe.

4. Lorsqu'un lot riverain auquel une partie de la ruelle est remembrée appartient à plus d'un propriétaire, tel lot remembré est transféré aux propriétaires de ce lot riverain dans la mesure de leurs intérêts respectifs dans ce lot.

5. L'emprise de cette ruelle, composée des lots 1 725 978, 1 725 979, 1 175 980, 1 725 981, 1 725 982, 1 725 983, 1 725 984, 1 725 985, 1 725 986 et 1 725 987 et délimitée par les lettres GHJKG sur le plan F-44 POINTE-AUX-TREMBLES, est grevée d'une servitude d'utilités publiques pour fins de télécommunications et de distribution d'énergie y compris la pose, l'installation et l'entretien des conduits, poteaux, fils et autres accessoires nécessaires aux opérations des entreprises d'utilités publiques.

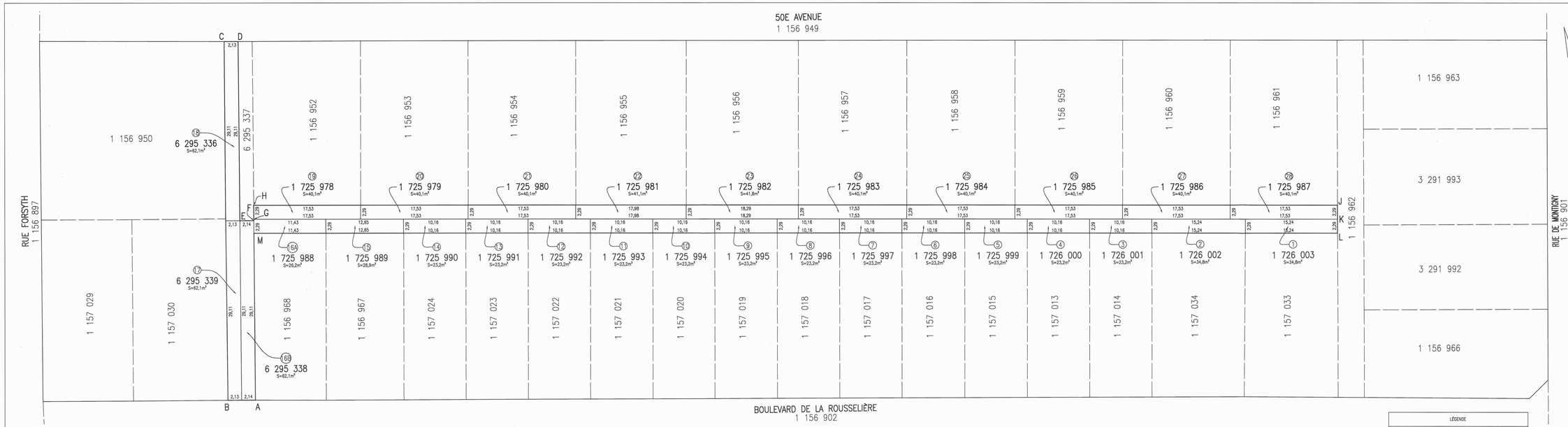
6. La Ville est propriétaire de la ruelle formée des lots susmentionnés, aux termes d'un acte de cession par La Corporation de Montréal Métropolitain à la Cité de la Pointe-aux-Trembles, reçu par M^e^ Julien Roy, notaire, le 11 octobre 1961, sous le numéro 8635 de ses minutes et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 20 décembre 1961, sous le numéro 1 574 556 et d'un bordereau de vente par la Ville de la Pointe-aux-Trembles à la Commission Métropolitaine de Montréal, reçu par M^e^ Joseph Clément Victorien Roy, notaire, le 31 décembre 1940, sous le numéro 8447 de ses minutes et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 4 février 1941, sous le numéro 492 459.

7. Le propriétaire du lot riverain auquel cette ruelle grevée de telle servitude d'utilités publiques est remembrée, ne peut rien faire qui tende à diminuer l'exercice de cette servitude ou à le rendre moins commode et devra, le cas échéant, sur demande de tout propriétaire d'un fonds dominant ou de toute entreprise d'utilités publiques, déplacer toute construction et tout bien s'y trouvant à ses entiers frais.

ANNEXE
PLAN F-44 POINTE-AUX-TREMBLES, PREPARE PAR GABRIEL BÉLEC-DUPUIS, ARPENTEUR-GEOMETRE, LE 26 MARS 2019, SOUS LE NUMERO 489 DE SES MINUTES (DOSSIER : 17881-1).

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le 2019.

AP26093



code du microfilm

A2

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle/1: 200

0 2 4 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Les lots 1 725 978 à 1 726 003, 6 295 336, 6 295 338 et 6 295 339.

EMPLACEMENT:

Biens-fonds situés au sud-est de la
RUE FORSYTH
entre
LE BOULEVARD DE LA ROUSSELIÈRE
et la
50e AVENUE

FINS DU DOCUMENT:

TRANSFERT DE RUELLE AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

NOTES: 1- Les lettres ABCDEFGHJKLMA délimitent le liséré indiquant le transfert de ruelle.

2- Les mesures et les superficies indiquées au plan sont fournies à titre d'information. Elles sont issues de celles apparaissant au cadastre du Québec et sont sujettes à un arpentage complet.

3- Les biens-fonds indiqués par les articles 19 à 28 délimités par les les lettres GHJKG devront être grevés d'une servitude à des fins de télécommunication et de transport d'énergie.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 26 mars 2019

Préparé par: GABRIEL DELEO DUPUIS
Arpenteur-géomètre

COPIE CONFORME DU DOCUMENT ORIGINAL
Montréal, le 26 mars 2019
Arpenteur-géomètre

Minute N° 489 Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuillet(s) cartographique(s) 31H12-005-5580 (31H12-090-2840) Dessin: J.Lapierre

Arpenteur-géomètre chef d'équipe:

DOSSIER N° 17881-1 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal
Service des infrastructures du réseau routier
Arpenteure-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles

PLAN N° F-44 POINTE-AUX-TREMBLES

17881-10.DWG S1/S1

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.07

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1190335007

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division transport et mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054) »

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054) ».

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-07-29 13:55

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1190335007**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division transport et mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054) »

CONTENU

CONTEXTE

Les véhicules en libre-service (VLS) sont présents sur le territoire de la Ville de Montréal depuis 2013. Le conseil municipal a adopté, le 22 août 2016, le Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054) (CM16 0990). Ce règlement vient établir les modalités de délivrance des permis de stationnement universels pour les véhicules en libre-service.

En décembre 2016, une première demande d'accès au stationnement tarifé a été portée à l'attention de la Ville par les fournisseurs de VLS. Dès janvier 2017, un comité est crée pour trouver une solution au stationnement de ces véhicules. Au cours de l'été de la même année, des zones réservées aux VLS électriques (véhicules avec une vignette 405) sont aménagées au centre-ville (65 espaces de stationnement), et ce, en retirant des bornes de stationnement.

Au début 2018, la Ville de Montréal a souhaité travailler en collaboration avec les fournisseurs de VLS afin de déterminer la meilleure façon de leur offrir l'accès au centre-ville, qui est largement dominé par le stationnement tarifé sur rue.

Le Règlement relatif au stationnement des VLS a été modifié le 23 avril 2018 (CM18 0522), dans le but d'assurer une progression des VLS à l'échelle du territoire. Trois objectifs ont été établis lors de la révision :

· Garantir la progression des VLS à Montréal
· Encourager l'électrification des transports dans la mise en place du nouveau modèle
· Assurer un meilleur accès pour les VLS au centre-ville ainsi qu'à d'autres arrondissements

Pour répondre au troisième objectif, un mandat officiel a été donné à la Société en commandite Stationnement de Montréal (SCSM) à l'automne 2018 par la Direction générale adjointe - Développement (maintenant Mobilité et Attractivité). Ce mandat évoque clairement la volonté de la Ville de Montréal de rendre les bornes de stationnement accessibles aux VLS à compter de l'été 2019, en comptant sur la collaboration de la SCSM. Un comité directeur a été formé ainsi qu'un comité technique afin de discuter de l'infrastructure technologique nécessaire pour le partage de données.

En ce qui concerne l'accès au centre-ville pour les VLS, soulignons que les fournisseurs de ces véhicules présents sur le territoire de la Ville de Montréal interdissent à leurs usagers de terminer leur location de véhicules dans un espace de stationnement tarifé sur rue. L'enjeu principal porte sur le paiement du stationnement tarifé sur rue une fois le trajet de l'usager terminé. Étant donné qu'il est difficile d'évaluer combien de temps le véhicule demeurera stationné dans un espace tarifé, il s'avère compliqué pour l'usager de payer un montant minimal pour le stationnement.

Afin de contrer cet enjeu, plusieurs villes américaines ont mis en place des mécanismes permettant aux compagnies de VLS de payer le stationnement tarifé en différé. Cela implique notamment des modifications réglementaires et des ententes entre la municipalité et les fournisseurs.

Dans le cas de la Ville de Montréal, le secteur du centre-ville n'est présentement pas accessible aux VLS (entre les rues Peel et Amherst), du fait que la grande majorité des espaces de stationnement sur rue sont tarifés. Comme mentionné précédemment, l'administration municipale souhaite trouver des solutions afin de permettre l'accès de ce service au centre-ville.

Pour mettre en place un tel modèle, deux actions importantes sont nécessaires :

· Modification du Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054) afin de permettre un paiement en différé, et non au moment de l'arrêt du véhicule;
· Conclusion d'une entente entre le fournisseur de VLS et la Ville ou toute personne qu'elle désigne à cette fin (Ville) en ce qui concerne les modalités pour le partage de données, les méthodes de paiement et les critères de gestion du parc de véhicules.

Le présent sommaire vient proposer une modification au Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054) afin de permettre le stationnement au centre-ville aux VLS à la suite d'ententes intervenues entre les fournisseurs et la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 0740 - 1er mai 2019 - Édicter, en vertu du Règlement relatif au stationnement des VLS (16-054), une ordonnance afin de modifier la zone de desserte des VLS.

CA19 240188 - 9 avril 2019 - Recommander au comité exécutif de la Ville de Montréal de modifier l'annexe A du Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054), afin d'autoriser les permis de stationnement pour VLS, détenteurs de vignettes 403, à stationner dans les zones de stationnements sur rue réservés aux détenteurs de vignettes 405 existantes de l'arrondissement de Ville-Marie.

CM18 0522 - 23 avril 2018 - Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054) » et le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2018) (18-002) ».

CM18 0521 - 23 avril 2018 - Prolonger la déclaration de compétence du conseil de la Ville, pour une période de 3 ans, quant à l'adoption de la réglementation relative au stationnement sur le réseau de voirie locale des VLS n'ayant pas de stationnement spécifiquement réservé sur rue et à la délivrance des permis pour le stationnement de ces véhicules ainsi qu'à certaines activités d'entretien (pose, enlèvement, entretien, remplacement) liées aux bornes de recharge, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.*

CE17 1981 - 20 décembre 2017 - Édicter, en vertu du Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054), une ordonnance modifiant l'ordonnance générale sur le stationnement des VLS afin de déterminer une nouvelle période de validité et de prévoir le renouvellement des permis ainsi qu'une ordonnance pour modifier le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2017) (16-065) afin de déterminer le tarif pour cette période.

CE16 1564 - 28 septembre 2016 - Édicter, en vertu du Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054), l'ordonnance générale sur le stationnement des VLS déterminant les modalités de délivrance, le nombre et la validité des permis de stationnement universels.

CM16 0990 - 22 août 2016 - Adopter le règlement intitulé « Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service » et le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091) ».

CM16 0805 - 20 juin 2016 - Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil de la Ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055) », afin que le conseil de la Ville reprenne sa compétence à l'égard du stationnement sur le réseau de voirie artérielle des VLS n'ayant pas de stationnement spécifiquement réservé sur rue et de la délivrance des permis pour le stationnement de ces véhicules ainsi que des activités d'entretien en lien avec les bornes de recharge pour véhicules électriques, à l'exception de celles liées à la signalisation et au marquage de la chaussée.

CM16 0614 - 16 mai 2016 - Déclarer le conseil de la Ville compétent, pour une période de 2 ans, quant à l'adoption de la réglementation relative au stationnement sur le réseau de voirie locale des véhicules en libre-service n'ayant pas de stationnement spécifiquement réservé sur rue et à la délivrance des permis pour le stationnement de ces véhicules ainsi qu'à certaines activités d'entretien (pose, enlèvement, entretien, remplacement) liées aux bornes de recharge, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal

DESCRIPTION

Le conseil de la Ville s'est déclaré compétent à l'égard de l'adoption de la réglementation relative aux stationnement des VLS (CM18 0521). En vertu de cette compétence, le conseil de la Ville a adopté le Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16 -054). Par une modification à ce règlement, la Ville de Montréal peut ainsi encadrer le stationnement des VLS dans les espaces tarifés sur rue. Or, la réglementation en matière de stationnement applicable dans les arrondissements prévoit que le stationnement d'un véhicule dans un espace tarifé doit être payé préalablement à la durée du stationnement. Le présent sommaire décisionnel vise à modifier le règlement 16-054 afin de prévoir un mode de perception différent pour les VLS stationnés dans un espace tarifé, de manière à ce que le tarif de stationnement n'ait pas à être préalablement payé pour cet espace. Cette modalité de perception du tarif est conditionnelle à la signature d'une entente entre le fournisseur et la Ville.
Cette modification réglementaire repose sur le principe de partage de données entre les fournisseurs de VLS et la Ville ou toute personne qu'elle désigne à cette fin . De cette façon, la Ville pourra connaître en temps réel le nombre de minutes durant lesquelles un VLS fut immobilisé dans un espace de stationnement tarifé. Selon une période convenue par entente, le fournisseur de VLS devra payer les redevances pour l'ensemble de son parc de véhicules, en fonction du nombre de minutes compilées par la Ville.

Malgré le mode de perception de la tarification du stationnement en différé, le tarif établi est celui inscrit au règlement sur les tarifs en vigueur.

Enfin, l’Annexe A du règlement 16-054 est modifié afin de préciser le territoire où ce mode de perception sera permis. Il s’agit des espaces de stationnement sur rue contrôlés par borne de stationnement pour le centre-ville uniquement.

JUSTIFICATION

Afin de permettre l'accès des VLS au centre-ville, cette modification réglementaire est nécessaire pour faciliter la conclusion d'ententes entre les fournisseurs de VLS et la Ville, ententes qui établiront un mode de perception du stationnement tarifé en différé.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette modification réglementaire favorise l'utilisation des VLS, ce qui réduit les émissions de gaz à effet de serre en diminuant l'utilisation de la voiture personnelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette modification réglementaire permettra de développer le modèle de partage de données entre les fournisseurs de VLS et la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à ce dossier, et ce, de concert avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Conseil municipal du 19 août 2019 : avis de motion - Règlement modifiant le Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054)
- Conseil municipal du 16 septembre 2019 : adoption du Règlement modifiant le Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054)
- Automne 2019 - Hiver 2020 : conclusion d'ententes entre les fournisseurs de VLS et la Ville ou toute personne qu'elle désigne à cette fin.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marina FRESSANCOURT
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7713
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-06-15

Pascal LACASSE
Chef de division

Tél : 514-872-4192
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2019-07-23

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1190335007

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division transport et mobilité
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054) »

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement.

FICHIERS JOINTS

Règl. mod. le règlement 16-054.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate - Droit public et législation
Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-09

Jean-Philippe GUAY
Avocat et chef de division
Tél : 514 872-6887
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF AU STATIONNEMENT DES VÉHICULES EN LIBRE-SERVICE (16-054)

Vu les articles 4, 6, 10 (2°), 19, 79 et 85 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu les articles 105 et 142 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055);

Vu la résolution CM18 0521 par laquelle le conseil de la ville prolonge sa déclaration de compétence, pour une période de 3 ans, quant à l'adoption de la réglementation relative au stationnement sur le réseau de voirie locale des véhicules en libre-service n'ayant pas de stationnement spécifiquement réservé sur rue;

À l'assemblée du _____ 2019, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 1 du Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054) est modifié par l'ajout, à la fin de la définition des mots « permis de stationnement universel », des mots « et les espaces de stationnement sur rue contrôlés par borne de stationnement, le cas échéant ».

2. L'article 8 de ce règlement est modifié par l'ajout du paragraphe suivant :

« 3° dans la mesure où le requérant souhaite bénéficier du mode de perception du tarif prévu à la section III.1 du présent règlement, le requérant signe une entente avec la Ville ou avec toute personne qu'elle désigne à cette fin visant le partage des données de localisation des véhicules en libre-service situés dans un espace de stationnement sur rue contrôlé par borne de stationnement, permettant notamment de vérifier la période de stationnement dans un tel espace. ».

3. L'article 14 de ce règlement est modifié par l'ajout, au premier alinéa, du paragraphe suivant :

« 4° l'exploitant a fait défaut de payer la facture établie selon l'article 14.2 du présent règlement. ».

4. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 14, de la section et des articles suivants :

« SECTION III.1
MODE DE PERCEPTION DU TARIF POUR LES VÉHICULES EN LIBRE-SERVICE STATIONNÉS DANS LES ESPACES DE STATIONNEMENT SUR RUE CONTRÔLÉS PAR BORNE DE STATIONNEMENT

14.1. Malgré toute disposition à l'effet contraire, le stationnement d'un véhicule en libre-service est autorisé dans un espace de stationnement contrôlé par borne de stationnement situé dans la zone de desserte sans que le tarif du stationnement pour cet espace n'ait été préalablement payé pour la durée du stationnement.

14.2. La durée du stationnement d'un véhicule en libre-service dans un espace de stationnement sur rue contrôlé par borne de stationnement est facturée à l'exploitant, selon le tarif fixé au règlement annuel sur les tarifs, conformément aux modalités prévues dans l'entente conclue entre la Ville ou la personne désignée à cette fin et l'exploitant. La somme facturée doit être payée au plus tard 30 jours après l'expédition du compte qui en exige le paiement. À ce terme, l'intérêt sur toute somme due à la Ville s'applique, au taux et selon la méthode de calcul prévus aux règlements. ».

5. Le paragraphe 1° de l'article 1 de l'annexe A de ce règlement est modifié par l'ajout, après le mot « résidants », des mots « et les espaces de stationnement sur rue contrôlés par borne de stationnement ».

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.08

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1191009002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division grands projets - 4
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 5 000 000 $ afin de financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines, de réaménagement de surface et de remplacement de la marquise du projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 5 000 000 $ afin financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines, de réaménagement de surface et de remplacement de la marquise du projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-07-28 15:35

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1191009002**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division grands projets - 4
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 5 000 000 $ afin de financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines, de réaménagement de surface et de remplacement de la marquise du projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert, entre les rues Jean-Talon et de Bellechasse, comprend la réfection des infrastructures souterraines, le réaménagement de surface et le remplacement de la marquise.
Le projet est réparti sur quatre (4) tronçons de la rue Saint-Hubert :

A. de la rue Jean-Talon à la rue Bélanger;
B. de la rue Bélanger à la rue Saint-Zotique;
C. de la rue Saint-Zotique à la rue Beaubien;
D. de la rue Beaubien à la rue de Bellechasse.

Afin d'en faciliter la gestion et la réalisation, les travaux compris dans le projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert ont été divisés en six (6) lots de construction.

Tronçons et principales interventions	Début des travaux	Fin des travaux
Tronçons A et B		
Lot 1 • Démantèlement partiel de la marquise	Octobre 2017	Novembre 2017 (complété)
Lot 2 • Reconstruction de la conduite d'aqueduc • Reconstruction de la conduite d'égout • Mise à niveau des réseaux techniques urbains (RTU) • Reconstruction de l'aménagement de surface, incluant l'élargissement des trottoirs et l'aménagement d'une place publique	Août 2018	Juillet 2019 (complété)
Lot 3	Juillet 2018	Juillet 2018

• Démantèlement des poutres de contreventement de la marquise		(complété)
Tronçons C et D		
Lot 3 • Démantèlement partiel de la marquise	Septembre 2018	Novembre 2018 (complété)
Lot 4 • Démantèlement des poutres de contreventement de la marquise • Reconstruction de la conduite d'aqueduc • Reconstruction de la conduite d'égout (tronçon C seulement) • Mise à niveau des réseaux techniques urbains (RTU)	Août 2019	Avril 2020 (dossier décisionnel #1197231015)
Lot 5 • Reconstruction de l'aménagement de surface, incluant l'élargissement des trottoirs, l'aménagement d'une place publique et l'ajout de plantations et de mobilier urbain	Mai 2020	Octobre 2020
Tronçons A à D		
Lot 6 • Fabrication et installation d'une nouvelle marquise	Janvier 2019	Août 2020 (dossier décisionnel #1181009026)

Dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2019-2021 adopté par le conseil municipal, l'Administration prévoit des investissements pour le réaménagement de la rue Saint-Hubert. En conséquence, le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) a besoin des règlements d'emprunt nécessaires afin de pouvoir financer le projet 75020 ''Réaménagement de la rue Saint-Hubert''.

Trois (3) règlements d'emprunt ont été planifiés pour financer le projet :

- un premier règlement d'emprunt d'une valeur de 10 925 000 $ a été adopté en mars 2017 (dossier décisionnel #1171009002);
- un deuxième règlement d'emprunt d'une valeur de 28 000 000 $ a été adopté en septembre 2017 (dossier décisionnel #1171009017);
- un troisième règlement d'emprunt d'une valeur de 16 275 000 $ a été adopté en septembre 2018 (dossier décisionnel #1181009008);

Précisons qu'un budget de 55 200 000 $ a été approuvé pour le projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert (mandat d'exécution du comité exécutif #SMCE 1181041001 en date du 14 février 2018).

Tel que mentionné dans ce mandat d'exécution, un ajustement au budget, pouvant aller jusqu'à 10% du budget initial, est possible en cours de projet.

En ce sens, un quatrième règlement d'emprunt d'une valeur de 5 000 000 $, représentant 9% du budget initial, fait l'objet du présent sommaire décisionnel.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1403 - 30 novembre 2018 - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (Volet ville centrale).
CM18 1283 (22 octobre 2018) : Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 16 275 000 $ afin de financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines, de réaménagement de surface et de remplacement de la marquise du projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert.

CM17 1264 (25 septembre 2017) : Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 28 000 000 $ afin de financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines, de réaménagement de surface et de remplacement de la marquise du projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert.

CE17 1105 (21 juin 2017) : Obtenir un accord de principe à la mise en œuvre, en 2017, du PR@M - Artère en chantier dans le secteur de la rue Saint-Hubert, entre les rues Bellechasse et Jean-Talon Est.

CM17 0348 (27 mars 2017) : Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 925 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception et à la production de plans et devis détaillés, les travaux préalables requis visant le démantèlement de la marquise, l'éclairage et la signalisation temporaires et de la surveillance des travaux lors de la réalisation du projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert, entre les rues de Bellechasse et Jean-Talon Est.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour objet l’adoption d’un règlement d'emprunt de 5 000 000 $ afin de compléter le financement de la réalisation du projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert.
De façon plus spécifique, ce règlement d’emprunt permettra de financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines, de réaménagement de surface et de remplacement de la marquise dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert, entre les rues de Bellechasse et Jean-Talon Est.

Cet emprunt couvre également les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux, le coût d'acquisition de plantations, de mobilier urbain et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

Soulignons que le règlement d'emprunt proposé devra être approuvé par le Ministre des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH).

JUSTIFICATION

Un budget de 55 200 000 $ a été approuvé pour le projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert.
Or, en cours de projet, les prix soumis lors de certains appels d'offres se sont avérés plus élevés qu'estimés. Certains facteurs peuvent justifier cette hausse, notamment :

· le nombre de chantiers de construction présents sur le territoire montréalais pouvant faire augmenter le coût de certains travaux d'infrastructures souterraines et d'aménagement de surface;

· la hausse du prix de l'acier au début de l'année 2018 et sa volatilité au cours des derniers mois pouvant avoir eu un impact sur les prix soumis pour la construction de la nouvelle marquise.

En conséquence, un ajustement au budget de 5 000 000 $, soit de 9% du budget initial, est demandé.

La mise en vigueur de ce règlement d'emprunt permettra au SUM d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses inhérentes aux travaux de réfection des infrastructures souterraines, de réaménagement de surface et de remplacement de la marquise entre les rues de Bellechasse à Jean-Talon sur la rue Saint-Hubert.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un budget de 55 200 000 $ a été approuvé pour le projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert. Un ajustement de 5 000 000 $, soit 9% du budget initial, est demandé.
Le règlement d'emprunt proposé servira à financer des dépenses pour le projet 75020 '' Réaménagement de la rue Saint-Hubert '' prévu à la programmation du PTI 2019-2021.

Les services et travaux financés par ce règlement d'emprunt constituent des dépenses en immobilisation.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

Soulignons que :

· les dépenses financées par le règlement d'emprunt proposé seront assumées par la Ville-centre;

· le budget total du projet a été initialement estimé à 55 200 000 $ (estimé de classe C, soit +/- 30%);

· un ajustement au budget, pouvant aller jusqu'à 10% du budget initial, peut être effectué en cours de projet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux de réaménagement de la rue Saint-Hubert permettront à la Ville d'accomplir plusieurs actions qui répondent à des objectifs de développement durable, autant environnementaux que sociaux :

- limitation des îlots de chaleur par l'augmentation de la présence végétale (Action 4);
- limitation des pertes d'eau potable par le remplacement des conduites d'aqueduc actuellement en mauvaises conditions (Action 7);
- promotion des modes de transport actifs par l'élargissement des trottoirs et l'ajout d'arbres (Action 11).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le règlement d'emprunt proposé servira entre autres à financer des dépenses liées à des mandats dont l'octroi est prévu à l'hiver 2020. En ce sens, dans l'éventualité où ce

règlement ne serait pas adopté, une révision du calendrier du projet serait requise. Cela est d'autant plus vrai que l'approbation du Ministre des Affaires municipales et de l'habitation doit être obtenue à la suite de l'adoption du règlement d'emprunt par le conseil municipal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion au conseil municipal : 19 août 2019
Adoption par le conseil municipal : 16 septembre 2019

Approbation par le Ministre des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH)

Prise d'effet : à la date de publication du règlement

Octroi des contrats : début 2020

Réalisation des activités financées par le règlement d'emprunt proposé : hiver 2020 à automne 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie MOTA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-06-17

Tommy BEAULÉ
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-4830
Télécop. :

Pierre SAINTE-MARIE
Chef de division

Tél : 514 872-4781
Télécop. : 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CARRIER
Chef de division
Tél : 514 872-0407
Approuvé le : 2019-07-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2019-07-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1191009002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division grands projets - 4
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 5 000 000 $ afin de financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines, de réaménagement de surface et de remplacement de la marquise du projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1191009002 - rue St-Hubert.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-06-21

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 5 000 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE RÉFECTION DES INFRASTRUCTURES SOUTERRAINES, DE RÉAMÉNAGEMENT DE SURFACE ET DE REMPLACEMENT DE LA MARQUISE DU PROJET DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE SAINT-HUBERT

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 5 000 000 $ est autorisé afin de financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines, de réaménagement de surface et de remplacement de la marquise dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert, entre les rues de Bellechasse et Jean-Talon Est.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux, le coût d'acquisition de plantations et de mobilier urbain et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1191009002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1191009002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division grands projets - 4
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 5 000 000 $ afin de financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines, de réaménagement de surface et de remplacement de la marquise du projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet 75020_GDD 1191009002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie MOTA
Agente comptable analyste
Tél : 514 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-09

Josée BÉLANGER
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-3238
Division : Service des finances

ADOPTION D'UN RÈGLEMENT D'EMPRUNT

NO GDD : 1191009002

Information comptable

Le virement de crédits ci-dessous sera fait suite à l'approbation du règlement d'emprunt par le ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH).

Dépenses

6101.7719XXX.802701.01909.57201.000000.0000.164458.000000.98001.00000	5 000 000 $

Emprunt à long terme

6101.7719XXX.802701.01909.49200.000000.0000.164458.000000.98001.00000	5 000 000 $

Délégation de pouvoirs de Mme Valérie Gagnon de la Direction de la mobilité, du 13 juillet au 4 août 2019 inclusivement

Valérie G GAGNON — A : 34- Service de l'urbanisme et de la mobilité — 2019-07-15 12:13

Cc : RH - SUM

Mesdames,
Messieurs,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne M. Jean Carrier, Chef de division de la gestion des actifs routiers et cyclables , à la Direction de la mobilité, pour me remplacer dans le cadre de mes fonctions de directrice de la mobilité au Service de l'urbanisme et de la mobilité et exercer tous les pouvoirs s'y rattachant pour la durée de mon absence, soit du 13 juillet au 4 août 2019 inclusivement.

Monsieur Jean Carrier peut être joint au 514-872-0407

Et j'ai signé,

Valérie Gagnon
Directrice

Direction de la mobilité
Service de l'urbanisme et de la mobilité
Ville de Montréal
801, rue Brennan, 6e étage - bureau 6117
Montréal, (Québec) H3C 0G4
☎: 514 868-3871
vgagnon@ville.montreal.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.09

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1198416001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Aménagement et design urbain
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement visant à modifier le Plan d'urbanisme (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) Partie nord de L'Île-des-Soeurs / Mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour assurer la tenue de la consultation publique portant sur le projet de règlement du PPU / Adopter un règlement intitulé « Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation » / Adopter une résolution de contrôle intérimaire

Il est recommandé :

1. d'adopter un projet de règlement visant à modifier le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le Programme particulier d'urbanisme (PPU) du secteur de planification Partie nord de L'Île-des-Soeurs;
2. de mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour assurer la tenue de la consultation publique portant sur le projet de PPU;
3. d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouvelles constructions, aux agrandissements d'immeubles, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation;
4. d'adopter une résolution de contrôle intérimaire visant à interdire toute nouvelle construction, tout agrandissement d'un immeuble, toute opération cadastrale et tout morcellement de lots fait par aliénation sur le territoire illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » joint à l'annexe A de la présente résolution.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-07-15 13:01

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1198416001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Aménagement et design urbain
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement visant à modifier le Plan d'urbanisme (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) Partie nord de L'Île-des-Soeurs / Mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour assurer la tenue de la consultation publique portant sur le projet de règlement du PPU / Adopter un règlement intitulé « Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation » / Adopter une résolution de contrôle intérimaire

CONTENU

CONTEXTE

Porte d'entrée importante à la Ville de Montréal, le quartier Île-des-Sœurs de l'arrondissement de Verdun, qui compte plus de 20 000 personnes et 8 700 emplois, arrive à un tournant important en termes d'aménagement du territoire avec la venue de deux projets majeurs d'infrastructures : le remplacement du pont Champlain par le nouveau pont Samuel-De Champlain de même que la construction du Réseau express métropolitain (REM), train léger sur rail de la Caisse de dépôt et placement du Québec - Infrastructures (CDPQ Infra). L'arrivée de ces deux projets représente une occasion à saisir pour optimiser l'aménagement, mieux planifier le développement immobilier et accroître la mobilité durable et active.
Un rayon de 1 km autour de la station Île-des-Sœurs du REM est identifié au Schéma d'aménagement de développement de l'agglomération de Montréal (Schéma) comme une aire TOD (Transit-oriented development), faisant écho au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de Montréal (PMAD). Rappelons que le Schéma vise à favoriser la croissance résidentielle aux abords des stations de métro et des gares de train, conformément aux orientations gouvernementales ainsi qu'à l'objectif du PMAD d'orienter 40 % des nouveaux ménages vers les points d'accès au réseau de transport collectif. Par ailleurs, la partie nord de L'Île-des-Sœurs est l'un des secteurs de planification prioritaires portés par la Direction de l'urbanisme.

Héritage d'un riche passé agricole exploité jusqu'aux années 1960, l'île est aujourd'hui un milieu de vie et de travail paisible ayant été urbanisé selon l'approche cité-jardin. La relation étroite avec la nature et le fleuve constitue l'une des caractéristiques importantes faisant partie des fondements de l'urbanisation de l'île. Toutefois, son noyau de commerces et de services, localisé dans sa partie nord, a évolué autrement à travers les dernières décennies. En effet, cette portion du territoire offre un paysage urbain davantage axé sur la mobilité tout à l'auto et présente une fracture urbaine importante : l'autoroute 10/15.

D'une superficie d'environ 79 hectares, le secteur de planification Partie nord de L'Île-des-

Sœurs intègre les principales activités économiques de l'île. L'arrivée imminente du REM crée un engouement pour le développement immobilier dans le secteur. L'exercice de planification entrepris par la Ville offre une occasion de bien intégrer les nouvelles constructions, les équipements et les infrastructures pressentis pour le secteur, de maximiser les retombées du développement immobilier anticipé et d'améliorer l'aménagement du domaine public, notamment en faveur des déplacements des piétons et cyclistes. Le tout contribuera à confirmer définitivement L'Île-des-Sœurs comme porte d'entrée majeure au territoire montréalais et se voudra profitable tant pour les résidents et travailleurs actuels de l'île que ceux à venir.

Le Programme particulier d'urbanisme (PPU) a ainsi été l'outil retenu pour mettre en œuvre la transformation du secteur en un milieu de vie et d'emploi structurant. L'élaboration du PPU est le fruit d'une collaboration entre le Service de l'urbanisme et de la mobilité et l'arrondissement de Verdun. Une résolution et un projet de règlement de contrôle intérimaire accompagnent le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme afin de ne pas compromettre les orientations préconisées dans le PPU.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le projet de PPU en cours de planification a fait l'objet d'un premier point de passage (DAP A – Démarrage) au Comité de coordination des projets d'envergure (CCPE) de la Ville de Montréal lors de sa séance du 26 novembre 2018.

DESCRIPTION

Programme particulier d'urbanisme

La vision du programme mise sur la transformation du principal noyau de commerces et services de l'île en un quartier pour y vivre, travailler et se divertir. L'accroissement de la mobilité, surtout active et collective, sera au cœur des interventions sur le domaine public et privé, en cohérence avec les principes de l'aire TOD associée à la station Ile-des-Sœurs du REM. Tout en confirmant le secteur comme un milieu d'activités diversifiées, le développement de sites vacants ou le redéveloppement de sites à transformer permettront de maximiser les retombées potentielles associées à la station du REM pour l'île. Ceci se concrétisera en favorisant une meilleure offre de commerces, services et espaces pour affaires de même que la construction de nouveaux projets immobiliers mixtes arrimés aux caractéristiques du milieu, notamment la forte relation avec la nature, le fleuve et l'histoire du lieu.

La vision d'aménagement pour le secteur se décline à travers cinq orientations, soit :

1. La création d'un milieu de vie et d'emploi de type TOD aux abords de la station du REM
2. L'amélioration de la mobilité en priorisant les déplacements actifs et collectifs
3. La mise en valeur des composantes historiques, naturelles et paysagères
4. L'encadrement harmonieux de la forme bâtie
5. La performance environnementale

Le PPU offre la possibilité, à long terme (20 ans et plus), de construire près de 200 000 m² de superficie commerciale, de bureau ou institutionnelle, de même qu'un peu plus de 3 700 nouveaux logements. Pour ce faire, le présent règlement modifiant le Plan d'urbanisme prévoit la modification de la densité de construction ainsi que l'intégration de hauteurs maximales de construction afin d'assurer une cohérence avec la vision d'aménagement pour le secteur.

Mesures de contrôle intérimaire

Afin d'imposer un effet de gel jusqu'à ce que la réglementation soit modifiée pour tenir compte des modifications apportées au Plan d'urbanisme, une résolution et un règlement de contrôle intérimaire peuvent être adoptés par le conseil municipal. Cette résolution et ce règlement viseront donc à interdire, sauf exception, toute nouvelle construction, agrandissement, demande d'opération cadastrale et morcellement de lots fait par aliénation sur une portion du territoire d'application du PPU qui fera l'objet de modifications aux règlements d'urbanisme par concordance à la suite de l'entrée en vigueur du règlement modifiant le Plan d'urbanisme afin d'y intégrer le PPU.

Jusqu'à ce que le règlement de contrôle intérimaire entre en vigueur, l'adoption de la résolution de contrôle intérimaire permettra de créer un gel immédiat.

JUSTIFICATION

Sans une planification concertée de la Ville, ce vaste secteur poursuivra sa croissance selon les paramètres réglementaires actuels sans toutefois assurer une cohésion sociale et économique de même que la réalisation d'interventions optimales en termes d'aménagement, de mobilité et d'accessibilité. Le défi est de planifier un développement urbain diversifié, intégrant notamment une composante résidentielle, adjacent à l'axe routier fortement achalandé qu'est l'autoroute 15. Également, les enjeux paysagers et d'îlots de chaleur, dus principalement à la présence d'importantes superficies de stationnement extérieur, devront être traités dans le cadre de la démarche de planification de façon à assurer un développement respectueux de l'approche d'aménagement initiale en lien avec la cité-jardin sur l'île.
L'engouement généré par les retombées potentielles du REM suscite une forte pression immobilière sur le milieu. Des développeurs déjà présents à l'île, mais également de nouveaux développeurs ont effectué des transactions immobilières dans le but de construire des projets mixtes intégrant notamment l'usage résidentiel. Pour assurer la cohérence avec les orientations décrites précédemment, et pour permettre l'atteinte de la capacité d'accueil mentionnée, la réglementation devra être révisée dans le cadre de la présente démarche de planification de façon à favoriser une densité et une forme urbaine optimales. La pression immobilière engendre également un besoin d'adopter rapidement le PPU afin de soutenir le marché immobilier actuel tout en atteignant plus rapidement les objectifs municipaux, dans un contexte d'ouverture imminente de la station du REM. Certaines composantes de la démarche de planification sont ainsi prévues à moyen ou long terme et ne pourront être confirmées que par des ententes (servitudes, acquisitions, etc.) avec des partenaires. De plus, les types d'équipements collectifs souhaités et leur localisation précise, de même que le concept détaillé de réaménagement de certaines voies publiques telles que la place du Commerce, seront aussi à confirmer au cours des prochaines années.

En plus de s'inscrire dans le sens des orientations du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal et du Plan d'urbanisme, la mise en valeur de la partie nord de L'Île-des-Sœurs contribuera à l'atteinte des objectifs poursuivis dans plusieurs politiques, plans, stratégies ou programmes de la Ville. Plus spécifiquement, les investissements visent prioritairement à créer un cadre urbain propice au développement économique et social (Stratégie de développement économique 2018-2022, mesures concernant l'amélioration de l'offre en logement social, abordable et familial, etc.). Pour y parvenir, les interventions doivent résoudre les enjeux d'accès au secteur, en permettant d'une part d'améliorer et de sécuriser les déplacements actifs et collectifs (Vision zéro, Plan de transport, Plan local de déplacements, etc.). D'autre part, la Ville doit appuyer l'émergence d'un milieu de vie (Montréal durable 2016-2020), notamment par la densification et le verdissement du secteur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Direction de l'urbanisme inscrira à l'exercice 2020-2029 du PTI/PDI du conseil municipal de la Ville de Montréal les principaux investissements municipaux définis dans le PPU qui relèvent de sa compétence.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet de PPU Partie nord de L'Île-des-Soeurs favorise un développement d'une densité importante comprenant de l'habitation et des activités économiques à distance de marche d'une station du REM. Il promeut ainsi l'établissement de zones d'emploi et d'habitations accessibles en transport actif ou collectif. Il vise aussi l'amélioration du réseau cyclable, de même que des trajets piétonniers plus conviviaux. De plus, une attention particulière sera portée au couvert végétal et aux espaces perméables, réduisant ainsi les îlots de chaleur et favorisant une gestion durable de l'eau.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le PPU enclenchera le processus de requalification de nombreuses propriétés dans l'aire TOD associée à la station du REM en favorisant une diversification des usages et une densification du cadre bâti, et ce, dans un secteur à restructurer qui bénéficiera grandement des transformations en cours et à venir.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

14 août 2019 : CE - mise à l'ordre du jour du CM des projets de règlement;
19 août 2019 : CM - avis de motion et adoption du projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme, mandat de consultation à l'OCPM, avis de motion et dépôt d'un projet de règlement de contrôle intérimaire, adoption de la résolution de contrôle intérimaire;
16 septembre 2019 : CM - adoption du règlement de contrôle intérimaire;
Septembre – décembre 2019 : Tenue des activités de l'OCPM et dépôt du rapport;
Janvier-Février 2020 :

§ CE - mise à l'ordre du jour du CM, à la suite de la consultation publique, du règlement modifiant le Plan d'urbanisme afin d'y intégrer le Programme particulier d'urbanisme (PPU) Partie nord de L'Île-des-Sœurs
§ CM - adoption du règlement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marianne CLOUTIER, Service de l'habitation
Sylvain THÉRIAULT, Verdun
François GODEFROY, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Monique TESSIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Isabelle LEBRUN, Service des infrastructures du réseau routier
Chantal MUNGER, Service de la gestion et de la planification immobilière
Nicole RODIER, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

Isabelle LEBRUN, 10 juillet 2019
Sylvain THÉRIAULT, 10 juillet 2019
François GODEFROY, 9 juillet 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maxime LEMIEUX
conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514 872-6958
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-09

Lise BERNIER
Chef de division

Tél : 514 872-6070
Télécop. : 514 872-1598

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514 872-7978
Approuvé le : 2019-07-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2019-07-15

AVIS DU COMITÉ JACQUES-VIGER SUITE À SA RÉUNION DU 14 JUIN 2019
Le Comité Jacques-Viger est l'instance consultative de la Ville en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'architecture, de design, et d'architecture de paysage*

Programme particulier d'urbanisme : partie nord de l'Île-des-Sœurs

Libellé du projet :	Démarche de planification de la partie nord de l'Île-des-Sœurs
Localisation :	Secteur d'une superficie de 79 hectares, incluant les lots et voies publiques au nord ou à l'est de la limite sud ou ouest des voies publiques suivantes, et ce, jusqu'au littoral : boulevard de l'Île-des-Sœurs, boulevard René-Lévesque, rue Cours-du-Fleuve
Demandeur :	Division de l'aménagement et du design urbain, Direction de l'urbanisme, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Le Comité Jacques-Viger (CJV) émet un avis écrit à la Direction de l'urbanisme considérant que le projet requiert une modification du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.

LA PROPOSITION

La Direction de l'urbanisme propose d'élaborer un programme particulier d'urbanisme (PPU) pour le secteur de planification de la partie nord de l'Île-des-Sœurs (IDS). D'une superficie d'environ 79 hectares, le secteur intègre les principaux commerces, services et emplois de l'île. Deux chantiers urbains majeurs y sont en cours de réalisation, soit le chantier du pont Samuel-De Champlain et celui du Réseau express métropolitain (REM). La planification se veut une occasion de maximiser les retombées du développement immobilier anticipé par l'arrivée de ces nouvelles infrastructures de transport, de bien intégrer les nouvelles constructions, les équipements et les infrastructures pressenties et également d'améliorer l'aménagement du domaine public et privé. Le PPU vise également à faciliter les déplacements des piétons et des cyclistes et à intégrer des espaces verts significatifs dans le respect des principes d'aménagement de la cité-jardin qui ont guidé la planification de l'IDS dans les années 1960.

LA MODIFICATION DU PLAN D'URBANISME

Le secteur de la station Île-des-Sœurs du REM est identifié comme une aire TOD (« transit-oriented development ») avec une densité minimale de 110 logements/hectare dans le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (SAD), en conformité avec l'objectif du Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal (PMAD) d'orienter 40 % de la croissance des ménages aux points d'accès du réseau de transport en commun métropolitain structurant.

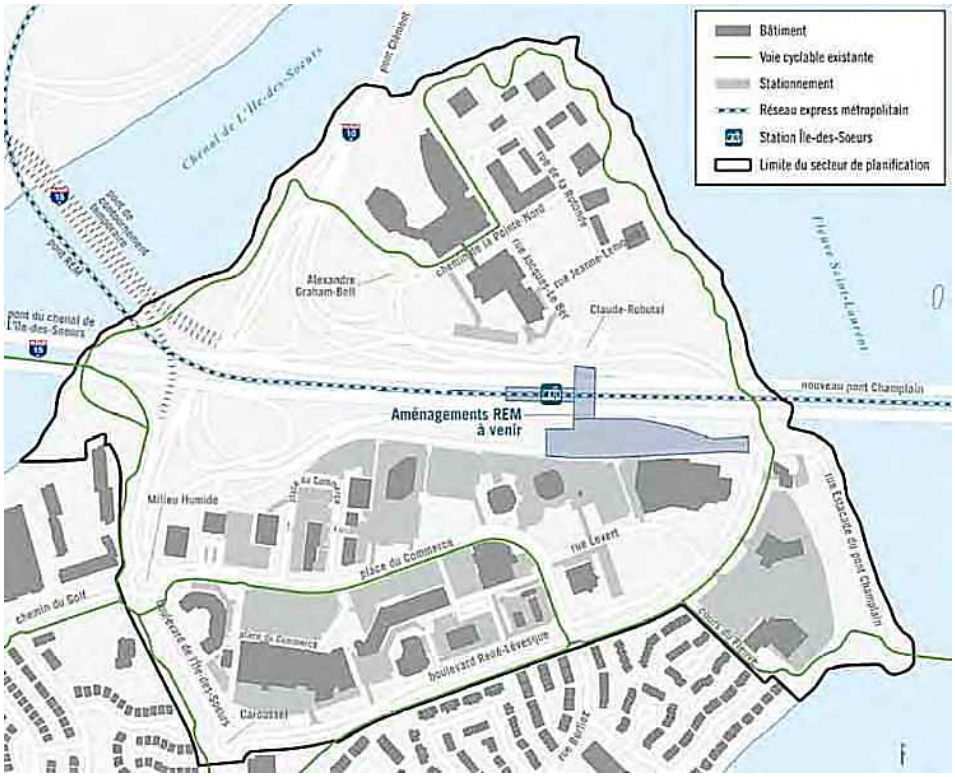
La mise en œuvre du PPU implique certaines modifications au Plan d'urbanisme (PU), notamment à la section 24.5 du chapitre de l'Arrondissement de Verdun (Partie II). Les affectations du sol actuelles – un secteur mixte pour la partie nord, incluant le quartier Pointe-Nord, et un secteur d'activités diversifiées (commerces, bureaux, industries légères,

*Règlement de la Ville de Montréal 12-022

Comité Jacques-Viger
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055

équipements collectifs ou institutionnels et habitations) pour le reste du territoire du secteur de planification – seront maintenues, mais certains paramètres seront ajoutés afin d'encadrer l'usage résidentiel. La carte de la densité de construction sera révisée et une nouvelle carte des limites des hauteurs sera ajoutée; ces deux cartes montreront les densités et hauteurs importantes aux abords de la station du REM (localisée au centre de l'autoroute), en lien avec l'aire TOD, et de moins en moins importantes vers les quartiers résidentiels existants au sud du secteur de planification. Au sud de l'autoroute, où des transformations majeures sont prévues, les densités seront augmentées et des limites de hauteur seront ajoutées afin de permettre le remplacement des bâtiments commerciaux de faible densité entourés d'aires de stationnement par des bâtiments mixtes plus hauts, séparés par des passages de circulation douce (piétons et cyclistes) ou partagée. Au nord de l'autoroute, où la densité s'exprime en coefficient d'occupation du sol (C.O.S.), sans limites de hauteur explicite, on prévoit modifier les densités et ajouter des limites de hauteur dans les secteurs non établis qui longent l'autoroute afin de permettre la construction de bâtiments de gabarits variables, compatibles avec le caractère paysager de l'île et les vues à mettre en valeur. De part et d'autre de l'autoroute, il est planifié de permettre la construction de bâtiments avec surhauteur afin de créer des repères visuels tout en évitant de générer une barrière visuelle.

Sur un horizon de 20 ans, la capacité d'accueil du secteur de planification rendra possible la construction de $\pm$ 70 000 m^2 de commerces et services, $\pm$ 100 000 m^2 de bureaux et lieux d'affaires, $\pm$ 25 000 m^2 d'espaces institutionnels et entre 3 500 et 4 000 unités résidentielles.[1]



Localisation du secteur de planification (Source : Direction de l'urbanisme, Service de l'urbanisme et de la mobilité)

[1] Il importe de noter que ces données sont présentées à titre indicatif en lien avec le concept proposé; elles ne représentent pas des seuils minimaux ou maximaux à respecter, mais sont conformes à la densité et à la diversification des activités identifiées au PMAD, au SAD et au PU.

Ces modifications du Plan d'urbanisme conduiront l'Arrondissement de Verdun à modifier les dispositions contenues dans son Règlement d'urbanisme et son Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) qui sont applicables au secteur de planification du PPU. Ces changements viseront à encadrer le développement, à favoriser l'innovation en termes d'aménagement et d'architecture et à assurer une cohérence entre le cadre bâti, les espaces publics et les axes de circulation. Plus précisément, les modifications au Règlement d'urbanisme porteront sur les aspects normatifs du PPU : les usages, les taux d'implantation et de verdissement, les hauteurs des bâtiments, les marges de recul et le stationnement. Les révisions du Règlement sur les PIIA, quant à elles, porteront sur les aspects plus qualitatifs : la définition des objectifs et des critères pour l'ensemble du secteur de planification selon des balises d'aménagement générales et par aire d'ambiance (unité de paysage), pour les bâtiments avec surhauteur et pour l'usage habitation dans certains secteurs.

LE CONTEXTE

Le projet du PPU de la partie nord de L'Île-des-Sœurs est soumis au Comité Jacques-Viger (CJV) pour la deuxième fois. Une version préliminaire a d'abord été présentée au comité le 22 février 2019 et un avis préliminaire (C19-SC-01) a été émis le 13 mars 2019. Le CJV y a exprimé son accord avec le principe de densification et d'augmentation des hauteurs dans ce secteur identifié comme une aire TOD (« transit-oriented development »). Il a toutefois noté que selon lui la vision du futur quartier devrait s'inspirer davantage du caractère originel de cité-jardin de L'Île-des-Sœurs en y renforçant les principes d'aménagement suivants : un dégagement plus important de l'espace au sol autour des bâtiments, la maximisation des espaces verts, l'augmentation et la connectivité des espaces dédiés à la mobilité active avec l'ensemble du réseau de L'Île-des-Sœurs, l'accessibilité au littoral et la qualité des vues. Le comité a également énoncé ses inquiétudes quant à certains aspects de la proposition préliminaire : la Ville ne dispose pas du contrôle foncier pour la réalisation de l'axe vert récréatif; les passages partagés nord-sud entre les îlots sont très étroits, le CJV craint l'effet de «masse» des constructions proposées; des informations restent à valider quant aux indices de fréquentation du REM et à la réduction anticipée de la circulation véhiculaire, enjeu primordial pour la qualité de vie du futur quartier. Il a émis une série de recommandations qui ressortent de ces préoccupations.

Après son adoption par le comité exécutif et le conseil municipal, prévue en août 2019, le projet du PPU de la partie nord de L'Île-des-Sœurs ferait l'objet d'une consultation publique de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pendant l'automne 2019. Le PPU serait ensuite adopté par le conseil municipal lors de l'hiver 2020 et la réglementation locale serait adoptée par concordance lors du printemps 2020.

LE PROJET

Le Comité Jacques-Viger reçoit les représentants de la Direction de l'urbanisme et de l'Arrondissement de Verdun lors de la séance du 14 juin 2019. La présentation comprend cinq parties : retour sur l'avis préliminaire du CJV; vision et principes; concept d'aménagement; interventions détaillées; et mise en œuvre.

Le CJV remercie les représentants de la Ville pour leur présentation très claire et leurs réponses réfléchies aux questions et commentaires des membres lors de la séance. Il note que ce projet majeur, qui aura un impact très important sur l'avenir de L'Île-des-Sœurs, possède le potentiel d'être exemplaire à plusieurs égards. Il reconnaît l'avancement, depuis la première présentation au comité en février 2019, de l'élaboration du projet du PPU en tenant compte des préoccupations et des recommandations énoncées dans son avis préliminaire : les orientations sont bonifiées; les principes d'aménagement sont clarifiés et améliorés, notamment en ce qui a trait à la volumétrie et à la

hauteur des nouveaux bâtiments et au verdissement; des images d'ambiance montrant l'expérience du piéton et du cycliste sont ajoutées; et une stratégie réglementaire est incluse. Il apprécie également la qualité de la documentation fournie, qui est facile à comprendre, à lire et à consulter. Dans les paragraphes suivants, le Comité émet des recommandations et soulève certains enjeux qu'il encourage à considérer dans la préparation des prochaines étapes du projet.

Vision et orientations d'aménagement

Le comité est d'accord en principe avec la vision du projet du PPU et les cinq orientations d'aménagement énoncées : (1) la création d'un milieu de vie et d'emploi de type TOD aux abords de la station IDS du REM; (2) l'amélioration de la mobilité en priorisant les déplacements actifs et collectifs; (3) la mise en valeur des composantes historiques, naturelles et paysagères; (4) l'encadrement harmonieux de la forme bâtie; et (5) la performance environnementale. Il aurait toutefois apprécié plus d'informations sur les mesures concrètes prévues dans le cadre des orientations (3) et (5). Il recommande donc que les approches et actions visées à l'égard de la commémoration de l'histoire de L'Île-des-Sœurs, de la mise en valeur des composantes naturelles et paysagères (incluant la gestion des eaux pluviales) et du développement durable soient élaborées et précisées davantage dans les documents futurs.

L'organisation spatiale

Le CJV est en accord avec les grands principes d'aménagement préconisés pour le secteur de planification, notamment : la création de cinq nouveaux pôles d'activités et le renforcement du pôle existant du quartier Pointe-Nord; l'arrimage du parcours riverain avec les quartiers établis et les secteurs transformés; la revitalisation de la Place du Commerce en renforçant l'offre en commerces et services et en favorisant la connexion avec la station REM; la mise en place de l'axe est-ouest, un corridor naturel et récréatif reliant le cœur du secteur, le littoral et les quartiers adjacents; le maintien des principaux déplacements véhiculaires en périphérie (promenades); l'intégration d'un vaste réseau de circulation pour les piétons et les cyclistes; la maximisation des plantations dans les projets immobiliers ainsi que sur le domaine public; la concentration des bâtiments les plus hauts en bordure de l'autoroute et du REM; la mise en valeur des corridors visuels aux portes d'entrée du secteur; l'intégration ponctuelle des bâtiments phares (constructions avec surhauteur) qui mettent en valeur ou encadrent les portes d'entrée ou les vues d'intérêt; la mise en valeur des vues à partir du secteur de planification; la préservation des vues du fleuve à partir du mont Royal; le respect des massifs du mont Royal et du centre-ville; la densification de la nouvelle construction près du REM et le long de l'autoroute et sa décroissance vers les quartiers adjacents; et l'articulation des volumes construits d'une manière qui maximise le confort des piétons.

Le comité rappelle l'importance de la mise en œuvre des principes d'aménagement prévus au PPU qui s'inspirent du concept de cité-jardin soit, tout particulièrement, l'aménagement d'un vaste réseau de circulation piétonne et cycliste centré sur la création d'un axe vert et récréatif relier au corridor naturel des berges de l'IDS. Ce réseau assurera la continuité et la cohérence entre le secteur de la partie nord et l'ensemble du territoire de l'IDS.

Le CJV formule ici-bas quelques recommandations spécifiques concernant les paramètres d'aménagement reliés à la mise en œuvre de certains de ces principes :

<u>Hauteurs et surhauteurs</u>

Le CJV constate que la question de la densité des constructions est une préoccupation forte soulevée lors des activités de participation publique réalisées en amont du processus de planification. À ce titre, le PPU devrait mieux

communiquer les principes qui ont guidé la détermination des hauteurs et des surhauteurs permises.

Le CJV comprend que les normes de planification de l'aire TOD de L'Île-des-Sœurs impliquent un minimum de 110 logements/hectare et que le dernier calcul du projet du PPU, tel que proposé, est d'environ 130 à 135 logements/hectare. Bien que ce calcul soit théorique, le comité recommande l'étude de la possibilité de réduire certaines hauteurs. Tout spécifiquement, il propose de réduire les hauteurs permises dans l'îlot situé entre le boulevard René-Lévesque et le rue Levert (39 mètres) pour les harmoniser à celles prescrites pour l'îlot voisin du côté ouest (27 mètres). Cette réduction des hauteurs permises améliorera l'intégration des nouvelles constructions avec les milieux existants construits du côté sud du boulevard René-Lévesque.

En ce qui a trait aux bâtiments avec surhauteur, il constate que la sélection de sites spécifiques entraîne un avantage foncier pour certains propriétaires. Compte tenu de cette situation, il considère que la stratégie de sélection de ces sites n'est pas suffisamment justifiée. Il est néanmoins de l'avis qu'une stratégie claire et transparente devra être définie afin de privilégier les sites selon leur impact sur les percées visuelles et leur environnement bâti et paysager.

Aménagement des rez-de-chaussée des bâtiments mixtes

Le CJV salue l'intention d'assurer l'occupation par des usages appropriés (commerces et services) des rez-de-chaussée des bâtiments mixtes adjacents aux rues et aux passages piétonniers et cyclables. Ces usages ainsi que l'aménagement en transparence des rez-de-chaussée contribueront à l'animation de ces rues et passages et à la qualité de l'expérience de leurs usagers. Le comité souligne l'importance pour le Règlement d'urbanisme et le Règlement sur les PIIA d'inclure des paramètres clairs pour assurer la mise en œuvre de ces principes, de telle sorte que, malgré la diversité de l'offre de commerces et services et des différentes approches architecturales, la cohérence de l'ensemble soit respectée.

Passages nord-sud pour les piétons et cyclistes

Le CJV salue l'initiative d'utiliser des marges de recul comme outil pour assurer l'intégration dans le secteur au sud de l'autoroute des passages piétonniers et cyclables dans le sens nord-sud et l'intention de maximiser le verdissement de ces passages. Il est toutefois préoccupé par l'intention d'y intégrer quelques entrées et sorties de garages souterrains, ce qui risque de compromettre l'ambiance souhaitée et la sécurité des usagers. Il recommande donc d'étudier d'autres solutions pour les entrées et sorties des garages ainsi que pour l'accès aux débarcadères et aires de livraison des commerces afin de minimiser leur nombre et de les localiser stratégiquement. Il suggère d'étudier l'intégration des aires de livraison et des débarcadères afin que celles-ci aient un impact réduit sur la qualité des espaces publiquement accessibles. Enfin, étant donné que les passages sont en terrain privé, des paramètres clairs et des ententes appropriées pour leur aménagement paysager et leur entretien devront être établis.

Axe vert récréatif est-ouest

Le CJV appuie l'approche par marges de recul pour créer l'axe vert est-ouest. Toutefois, puisque ce passage piétonnier et cyclable traverserait plusieurs propriétés privées, il recommande l'établissement de servitudes de passage public ainsi que de balises claires et d'ententes appropriées pour son aménagement paysager et son entretien. Il propose notamment d'étudier les guides et principes d'aménagement d'espaces privés accessibles au public (« privately owned public spaces » ou POPS) publiés par certaines villes canadiennes.

De plus, le CJV comprend que la mise en œuvre de l'ensemble de l'axe vert dépend de projets de construction privés dont certains impliquent la démolition de bâtiments. Cette situation représente un risque pour la mise en œuvre de

l'axe vert, cet élément du PPU qui constitue l'une des principales références au concept de la cité-jardin. Puisque les propriétés visées ne seront pas nécessairement développées en même temps, le comité suggère que la stratégie d'aménagement permette l'accessibilité progressive de l'axe vert récréatif.

Pistes cyclables le long des rues

Le comité est favorable à toutes les pistes cyclables qui sont planifiées en lien avec la circulation routière. Il souligne toutefois l'importance d'assurer qu'elles soient aménagées d'une manière sécuritaire. Dans la mesure du possible, les vélos devront circuler dans la même direction que les autos adjacentes et la piste cyclable devra être séparée de la rue par des places de stationnement ou par une bande végétalisée d'au moins 1,5 m de largeur.

Verdissement

Dans l'arrimage avec le caractère de cité-jardin de l'Île-des-Sœurs, les actions de verdissement du projet doivent être au cœur de la mise en œuvre du PPU de sa partie nord. À cette fin, le CJV encourage à bonifier la réglementation à venir afin d'y ajouter des objectifs et critères de mise en œuvre clairs à l'égard de la densification de la canopée dans ce secteur. Il propose aussi d'inclure des critères sur l'aménagement d'aires de stationnement souterrain sous des espaces extérieurs ouverts, car ceux-ci peuvent limiter la capacité de plantation sur un site.

Finalement, le comité constate que certaines des illustrations du projet en perspective sont peu réalistes à l'égard de la qualité des insertions des aires de plantation en bordure de rue. Les illustrations du projet devraient montrer des aires de plantation de qualité qui assurent l'entretien et la survie des végétaux à long terme.

Future école

Le CJV est content d'apprendre qu'il y a des discussions régulières entre la Ville et la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys dans le but de partager les informations et de réserver un terrain approprié pour une future école. Il souligne toutefois l'importance d'assurer que le site prévu soit assez grand pour accueillir à la fois le bâtiment et une cour de récréation.

Guide pour les PIIA

Le CJV est très favorable à la proposition de la Division de l'aménagement et du design urbain de préparer un guide illustré qui explique chacune des orientations d'aménagement et les principes et objectifs sur lesquels elles sont fondées et qui offrira des exemples des types d'aménagements souhaités, à l'instar des outils municipaux similaires créés par les villes de Toronto et Vancouver. Ce guide, qui permettrait à tous de garder une vision d'ensemble en même temps qu'une vue d'un aspect particulier ou d'un site particulier du projet, serait très utile non seulement pour l'élaboration de la réglementation locale, notamment celle des PIIA, mais aussi pour la communication et la négociation entre les différents acteurs responsables du développement, de la conception et de l'approbation des projets. Le comité recommande l'inclusion, dans ce guide, des critères de qualité qui permettront à l'aménagement ce secteur de devenir exemplaire non seulement dans sa planification, mais également dans sa mise en œuvre.

Documentation pour les étapes futures

Bien que le comité apprécie la qualité et la clarté de la documentation fournie jusqu'à ce jour, il a quelques suggestions pour les documents futurs, notamment ceux qui seront émis pour les consultations publiques. Il sera important de bien expliquer, d'une manière qui est facile à comprendre pour les citoyens, avec de courts textes et surtout des images, les

principes comme « transit-oriented development » (TOD), hauteur/surhauteur et coefficient d'occupation au sol (COS). La distinction entre les modifications du Plan d'urbanisme et les modifications de la réglementation (le Règlement d'urbanisme et le Règlement sur les PIIA) mérite aussi une explication claire. Des études d'ensoleillement seraient utiles. La mise en page des documents devra faciliter la lecture des images horizontales. Les références à la hauteur devront inclure non seulement la dimension en mètres, mais également le nombre d'étages. Les images des projets d'inspiration devront être accompagnées de sources et crédits complets (les noms des agences-concepteurs ainsi que ceux des photographes). Enfin, l'expression « parkway » devra être remplacée par « promenade ».

AVIS DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Le CJV émet un avis favorable sur le projet de Programme particulier d'urbanisme (PPU) pour la partie nord de L'Île-des-Sœurs. D'emblée, il est en accord avec les orientations du projet qui visent la création d'un milieu de vie et d'emploi de type TOD (« transit-oriented development ») aux abords de la station du Réseau express métropolitain (REM), l'amélioration de la mobilité en priorisant les déplacements actifs et collectifs, la mise en valeur des composantes historiques, naturelles et paysagères, l'encadrement harmonieux de la forme bâtie, et la performance environnementale. Il salue l'avancement du projet depuis l'émission de son avis préliminaire à la suite de la première présentation au comité en février 2019, et considère que le PPU a le potentiel d'être exemplaire dans sa planification et dans sa mise en œuvre. Il souligne l'importance de la continuité et de la cohérence du secteur nord avec le concept de cité-jardin de L'Île-des-Sœurs et émet les recommandations suivantes :

- Élaborer et préciser les approches et actions visées à l'égard de la commémoration de l'histoire de l'Île-des-Sœurs, de la mise en valeur des composantes naturelles et paysagères et du développement durable;
- Étudier la possibilité de réduire certaines limites de hauteur pour les nouveaux bâtiments, notamment le long du boulevard René-Lévesque en face du quartier résidentiel existant;
- Définir une stratégie claire et transparente pour la sélection des sites des bâtiments avec surhauteur selon leur impact sur les percées visuelles et leur environnement bâti et paysager;
- Bonifier la réglementation à venir afin d'y ajouter des objectifs et critères de mise en œuvre clairs à l'égard de la densification de la canopée et inclure des critères sur l'aménagement d'aires de stationnement souterrain sous des espaces extérieurs ouverts afin d'éviter que ceux-ci limitent la capacité de plantation;
- Assurer que le Règlement d'urbanisme et le Règlement sur les PIIA incluent des paramètres clairs pour que les rez-de-chaussée des bâtiments mixtes adjacents aux rues et aux passages piétonniers et cyclables soient occupés par des usages appropriés, pour que leur aménagement soit transparent et pour que la cohérence de l'ensemble soit respectée;
- Éviter les entrées et sorties de garage qui donnent sur les passages piétonniers et cyclables, ou minimiser leur nombre et les localiser stratégiquement, afin d'assurer la sécurité et l'expérience agréable des usagers de ces passages;
- Élaborer des paramètres clairs et des ententes appropriées pour leur aménagement paysager et leur entretien des passages publics en terrain privé;
- De même, considérant que l'axe vert récréatif est-ouest passera à travers plusieurs propriétés privées, établir

des servitudes de passage public au besoin et élaborer des balises claires et des ententes appropriées pour son aménagement paysager et son entretien;

- Étant donné que les différentes propriétés qui formeront l'axe vert récréatif est-ouest ne seront pas nécessairement développées au même moment, élaborer une stratégie d'aménagement pour assurer l'accessibilité progressive à ce corridor central;
- Assurer que les pistes cyclables adjacentes aux rues soient aménagées d'une manière sécuritaire, si possible avec les vélos circulant dans la même direction que les autos, avec des places de stationnement ou une bande végétalisée entre la piste et la rue;
- Assurer que le site prévu pour une nouvelle école soit assez grand pour accueillir un bâtiment et une cour de récréation;
- Assurer que le guide de l'aménagement urbain du secteur qui est proposé par la Division de l'aménagement inclue des critères de qualité qui permettront au secteur de réaliser son potentiel de devenir exemplaire non seulement dans sa planification, mais également dans sa mise en œuvre;
- Dans la préparation des documents destinés à la consultation publique à venir, assurer que : les concepts urbains (TOD, COS, hauteur, surhauteur, etc.) soient bien expliqués, avec des images à l'appui; la distinction entre les modifications du Plan d'urbanisme (PU) et celles de la réglementation soit claire; des études d'ensoleillement soient incluses; la mise en page facilite la lecture des images horizontales; les références à la hauteur incluent non seulement la dimension en mètres, mais également le nombre d'étages; les sources et crédits des images des projets d'inspiration soient complets; et l'expression « parkway » soit remplacée par « promenade ».

Le CJV invite également les demandeurs à revenir lui présenter le PPU après le processus de consultation publique dans la mesure où des changements significatifs y seraient apportés.

Le président du Comité Jacques-Viger

Original signé

Patrick Marmen
Le 25 juin 2019

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1198416001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Aménagement et design urbain
Objet :	Adopter un règlement visant à modifier le Plan d'urbanisme (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) Partie nord de L'Île-des-Soeurs / Mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour assurer la tenue de la consultation publique portant sur le projet de règlement du PPU / Adopter un règlement intitulé « Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation » / Adopter une résolution de contrôle intérimaire

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir documents ci-joints.

FICHIERS JOINTS

2019-07-04 - REG - PU IDS.docAnnexe A - PU.pdfAnnexe B - PU.pdf
Annexe C - 20190710 - PPU.pdf2019-07-11 - Resolution.docxAnnexe A - Resolution.pdf
2019-07-12 - REG - RCI PPU IDS.docxAnnexe A - RCI.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sabrina GRANT
Avocate, droit public et législation
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-12

Sabrina GRANT
Avocate
Tél : 514-872-6872
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047) AFIN D'Y INTÉGRER LE PROGRAMME PARTICULIER D'URBANISME DU SECTEUR DE PLANIFICATION PARTIE NORD DE L'ÎLE-DES-SŒURS

Vu l'article 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 109 et 109.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

À l'assemblée du _____ 2019, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. La carte 3.1.2 intitulée « La densité de construction » incluse à la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) est remplacée, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Verdun, par la carte jointe en annexe A au présent règlement.

2. L'action 8.4 de l'objectif 8 de la sous-section 24.3.6 du chapitre 24 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Verdun est abrogée.

3. La section 24.5 du chapitre 24 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Verdun est modifiée par l'insertion, après la sous-section intitulée « La densité de construction », de la sous-section suivante :

« **Les limites de hauteur**

Des paramètres indiquant les limites de hauteur de construction pouvant être autorisées s'appliquent pour encadrer les gabarits de bâtiments dans une partie de l'arrondissement de Verdun. Les hauteurs prescrites sont exprimées en mètres plutôt qu'en nombre d'étages pour tenir compte de la nature des projets susceptibles d'être réalisés sur ce territoire de l'arrondissement. Cet encadrement est nécessaire puisque la hauteur des étages peut varier considérablement d'un bâtiment à un autre, ce qui, en regard des densités de construction autorisées, pourrait autrement se traduire par des écarts de hauteur significatifs entre des bâtiments comportant un même nombre d'étages. Ces paramètres de hauteur expriment les intentions du Plan d'urbanisme quant au caractère souhaité pour le territoire. ».

4. La section 24.5 du chapitre 24 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Verdun est modifiée par la création d'un nouveau secteur établi 24-10 dont les caractéristiques de densité de construction sont les suivantes :

« Secteur 24-10 :
- bâti de trois étages hors-sol ou plus;
- taux d'implantation au sol moyen ou élevé;
- C.O.S. minimal : 2,0;
- C.O.S. maximal : 4,0. ».

5. La section 24.5 du chapitre 24 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Verdun est modifiée par la création des nouveaux secteurs à transformer 24-T4, 24-T5, 24-T6 et 24-T7 dont les caractéristiques de densité de construction sont les suivantes :

« Secteur 24-T4 :
- hauteur maximale : voir la carte « Les limites de hauteur »;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 3,0;
- C.O.S. maximal : 6,0;

Secteur 24-T5 :
- hauteur maximale : voir la carte « Les limites de hauteur »;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 3,0;
- C.O.S. maximal : 5,0;

Secteur 24-T6 :
- hauteur maximale : voir la carte « Les limites de hauteur »;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 3,0;
- C.O.S. maximal : 4,0;

Secteur 24-T7 :
- hauteur maximale : voir la carte « Les limites de hauteur »;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 2,0;
- C.O.S. maximal : 4,0. ».

6. La section 24.5 du chapitre 24 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Verdun présentant les caractéristiques de densité de construction pour les secteurs à transformer ou à construire est modifiée par le remplacement des caractéristiques des secteurs 24-C1 et 24-C3 par les caractéristiques suivantes :

« Secteur 24-C1 :

- hauteur maximale : voir la carte « Les limites de hauteur »;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 3.0;
- C.O.S. maximal : 6.0;

Secteur 24-C3 :

- hauteur maximale : voir la carte « Les limites de hauteur »;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 3,0;
- C.O.S. maximal : 6,0. ».

7. La section 24.5 du chapitre 24 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Verdun est modifiée par l'insertion, après la carte intitulée « La densité de construction », de la carte intitulée « Les limites de hauteurs » jointe en annexe B au présent règlement.

8. La section 24.6 intitulée « Les programmes particuliers d'urbanisme » du chapitre 24 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Verdun est modifiée par l'ajout de la sous-section suivante :

« 24.6.3 Secteur Partie nord de L'Île-des-Sœurs

Situé dans le quartier Île-des-Sœurs de l'arrondissement, à proximité du fleuve Saint-Laurent, ce secteur arrive à un tournant important en termes d'aménagement du territoire avec la construction de deux projets majeurs d'infrastructures : le nouveau pont Samuel-De Champlain par le gouvernement fédéral et le Réseau express métropolitain (REM), train léger sur rail, par la Caisse de dépôt et placement du Québec - Infrastructures (CDPQ Infra). L'arrivée de ces deux projets représente une occasion à saisir pour optimiser les aménagements de ce secteur en partie déstructuré, pour mieux planifier le développement immobilier et également pour accroître la mobilité durable et active, particulièrement pour les piétons et les cyclistes. Le tout confirmera définitivement le rôle de L'Île-des-Sœurs comme porte d'entrée majeure au territoire montréalais et se voudra profitable tant pour les résidents et travailleurs actuels de l'île que pour ceux à venir.

Le programme particulier d'urbanisme identifie cinq orientations stratégiques et des objectifs associés à celles-ci (voir ci-dessous). Ceux-ci sont accompagnés de moyens de mise en œuvre décrits dans le programme particulier d'urbanisme joint à la partie IV du Plan d'urbanisme.

1. La création d'un milieu de vie et d'emploi de type TOD aux abords de la station du REM	▪ Soutenir la densité construite ▪ Consolider le noyau de commerces, services et affaires de la place du Commerce ▪ Promouvoir une diversité dans l'offre de logements ▪ Favoriser l'intégration de nouveaux équipements et espaces collectifs
2. L'amélioration de la mobilité en priorisant les déplacements actifs et collectifs	▪ Améliorer les accès à l'île ▪ Privilégier des aménagements au profit des piétons, cyclistes et usagers du transport collectif
3. La mise en valeur des composantes historiques, naturelles et paysagères	▪ Favoriser une complémentarité avec la cité-jardin ▪ Consolider le parcours riverain ▪ Mettre en valeur l'entrée de ville et les vues d'intérêt ▪ Commémorer et mettre en valeur l'histoire du lieu
4. L'encadrement harmonieux de la forme bâtie	▪ Prévoir une gestion optimale des gabarits ▪ Favoriser une architecture et des aménagements de qualité en relation avec l'espace public
5. La performance environnementale	▪ Encourager une gestion écologique des sites par des pratiques innovantes et durables

».

9. La partie IV intitulée « Les programmes particuliers d'urbanisme » de ce plan d'urbanisme est modifiée par l'ajout du document intitulé « Programme particulier d'urbanisme – Secteur de planification partie nord de L'Île-des-Sœurs » joint en annexe C au présent règlement.

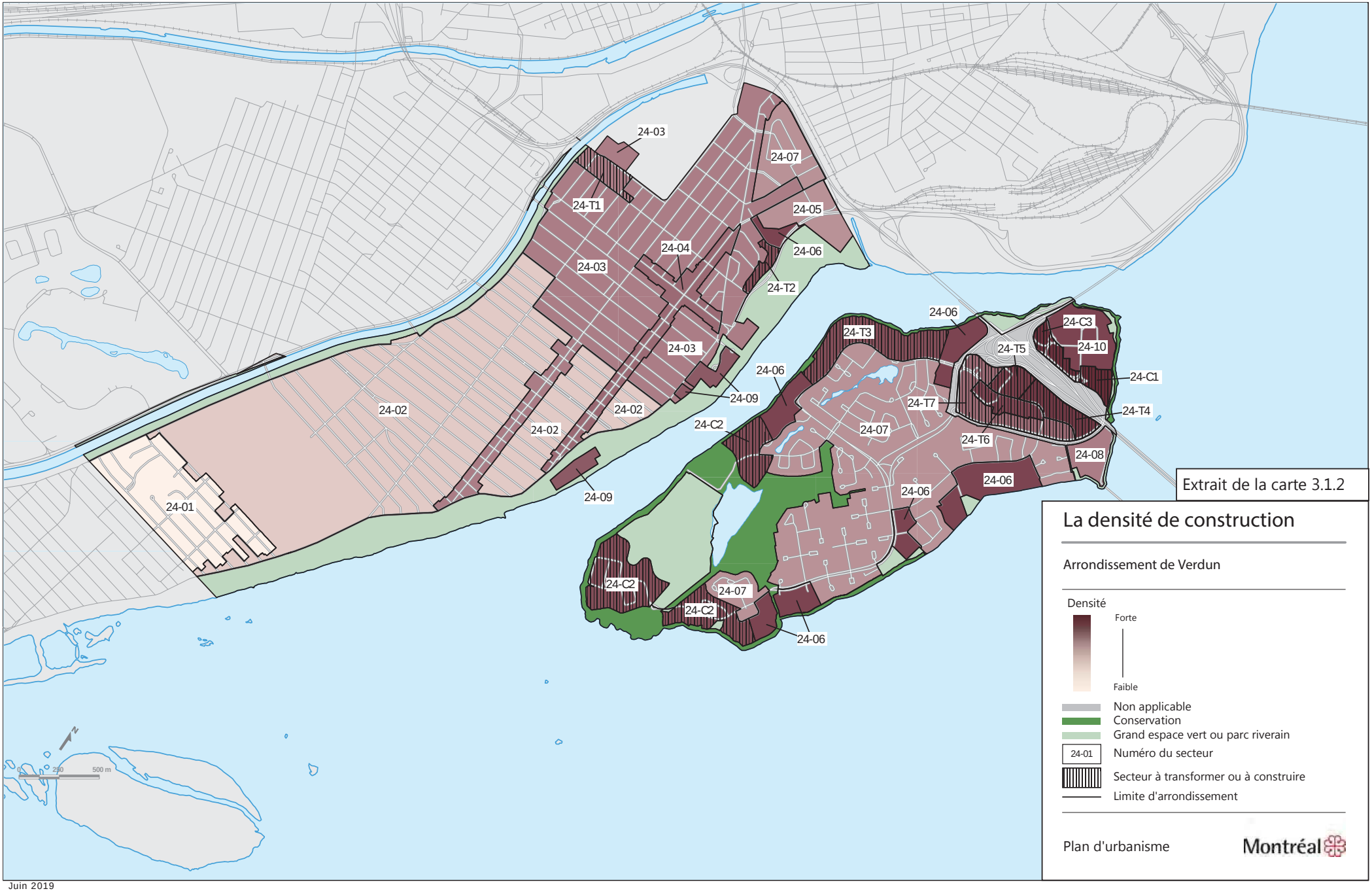
ANNEXE A
EXTRAIT DE LA CARTE 3.1.2 INTITULÉE « LA DENSITÉ DE CONSTRUCTION »

ANNEXE B
CARTE INTITULÉE « LES LIMITES DE HAUTEURS »

ANNEXE C
PROGRAMME PARTICULIER D'URBANISME – SECTEUR DE PLANIFICATION PARTIE NORD DE L'ÎLE-DES-SŒURS

À la suite de l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans le journal *Le Devoir* le XX 2019, et conformément aux articles 137.10 et suivants et 264.0.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), ce règlement est réputé conforme au schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal à compter du XX 2019 et entre en vigueur à cette date.

GDD : 1198416001



Extrait de la carte 3.1.2

La densité de construction

Arrondissement de Verdun

Densité

Forte

Faible

Non applicable

Conservation

Grand espace vert ou parc riverain

24-01 Numéro du secteur

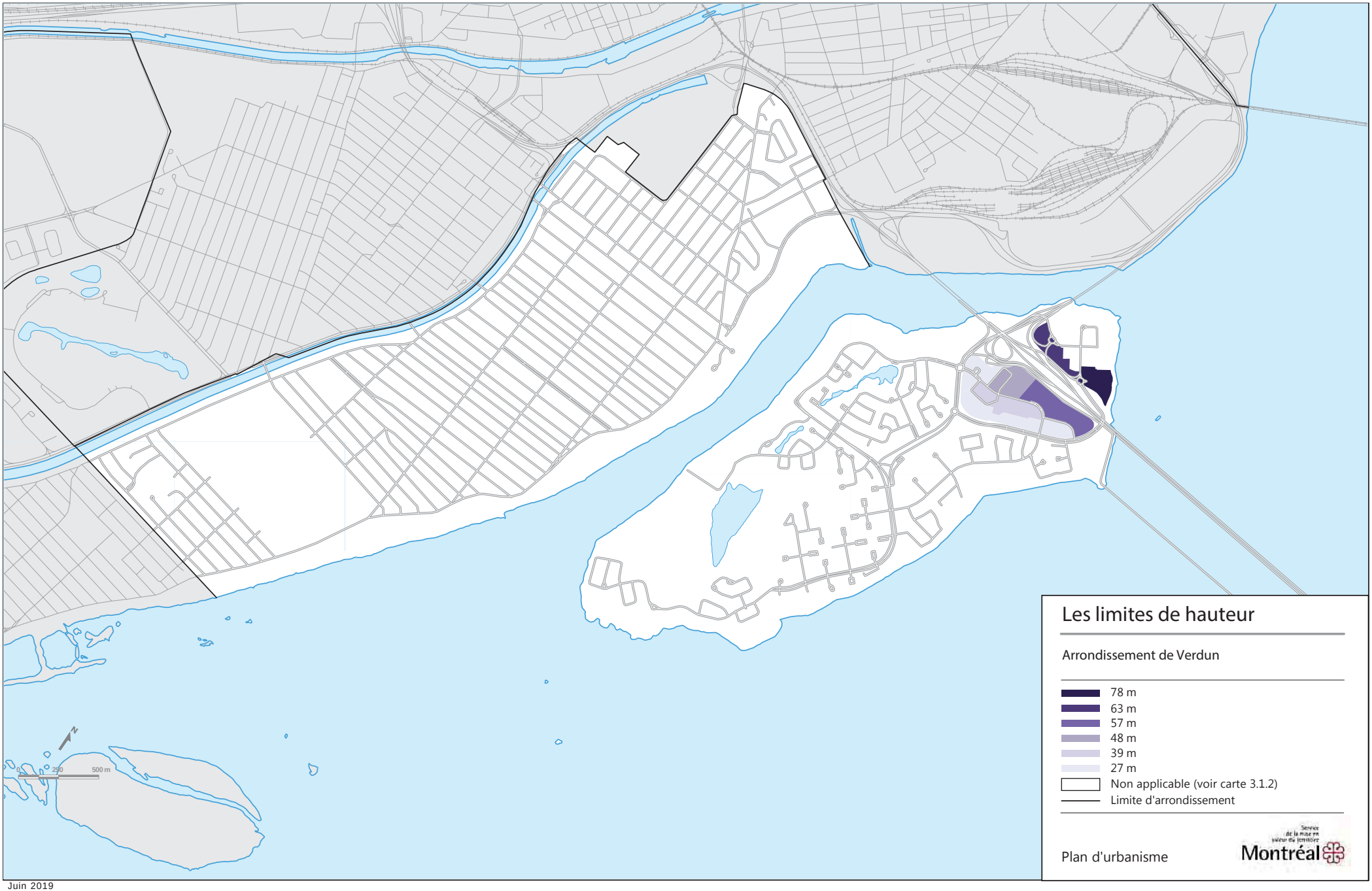
Secteur à transformer ou à construire

Limite d'arrondissement

Plan d'urbanisme

Montréal

Juin 2019



Les limites de hauteur

Arrondissement de Verdun

- 78 m
- 63 m
- 57 m
- 48 m
- 39 m
- 27 m
- Non applicable (voir carte 3.1.2)
- Limite d'arrondissement

Plan d'urbanisme

Service de la mise en valeur du territoire
Montréal

Juin 2019

Montréal



SECTEUR DE PLANIFICATION

PARTIE NORD DE L'ÎLE-DES-SŒURS

PROGRAMME PARTICULIER D'URBANISME

JUILLET 2019



TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos I

Section 1| MISE EN CONTEXTE 1

1.1 Un secteur en changement 2
1.2 Pourquoi un PPU? 3
1.3 Projets majeurs 4
1.4 Documents stratégiques en vigueur 5
1.5 Autres documents en vigueur 7
1.6 Concertation 9

Section 2| PORTRAIT ET CONSTATS 11

2.1 Territoire d'étude 12
2.2 Limites du territoire d'application 13
2.3 Socio-économie 14
2.4 Évolution historique 15
2.5 Mobilité 17
2.6 Équipements et espaces collectifs 19
2.7 Bâtiments 21
2.8 Propriétaires 22
2.9 Paysage 23
2.10 Synthèse des constats 25

Section 3| VISION, ORIENTATIONS ET OBJECTIFS 31

3.1 Introduction 32
3.2 Énoncé de vision 33
3.3 Orientations 34
3.4 Objectifs d'aménagement 35
3.5 Plan synthèse d'organisation spatiale 43
3.6 Grands principes 44

Section 4| CONCEPT D'AMÉNAGEMENT 49

4.1 Introduction 50
4.2 Plan d'aménagement 51
→ 4.2.1 Pôles d'activités 53
→ 4.2.2 Circulations piétonnes et cyclables 55
→ 4.2.3 Circulations automobiles 57
→ 4.2.4 Transports collectifs 58
→ 4.2.5 Façades commerciales 59
→ 4.2.6 Espaces collectifs extérieurs 60
→ 4.2.7 Bâtiments conservés 61
→ 4.2.8 Bâtiments repères 62
4.3 Vue du parcours d'entrée de ville 63
4.4 Volumétrie 64

Section 5| INTERVENTIONS DÉTAILLÉES 65

5.1 Introduction 66
5.2 Aires d'ambiance 67
→ 5.2.1 La place du Commerce et ses abords 68
→ 5.2.2 L'axe est-ouest 73
→ 5.2.3 Le littoral est 79
→ 5.2.4 Les boulevards plantés 81
→ 5.2.5 Les abords du REM, du pont et des autoroutes 83
→ 5.2.6 Le quartier Pointe-Nord 91
→ 5.2.7 Le campus Bell 92
→ 5.2.8 Le littoral ouest 93
→ 5.2.9 Le littoral nord 94
5.3 Passages hors rue 95

Section 6| MISE EN ŒUVRE 97

6.1 Introduction 98
6.2 Plan de mise en œuvre 99
6.3 Phasage de réalisation 103
6.4 Modifications au Plan d'urbanisme 105
6.5 Modifications aux règlements d'urbanisme 112

Annexe 123

Abréviations 124
Définitions 125

AVANT-PROPOS



MOT DE ÉRIC ALAN CALDWELL
Conseiller de la Ville
Membre du comité exécutif
Responsable de l'urbanisme, de la mobilité et de l'Office de consultation publique de Montréal

C'est avec plaisir que la Ville de Montréal propose sa vision pour l'avenir de la partie nord de L'Île-des-Sœurs. Insufflée par les grandes transformations en cours sur la mobilité dans le secteur, dont l'arrivée du Réseau express métropolitain (REM) et du nouveau pont Samuel-De Champlain, ce programme particulier d'urbanisme (PPU) vise à transformer la partie nord de l'île en un milieu de vie et d'emploi dynamique et complet, à la hauteur de cette porte d'entrée majeure du territoire montréalais. En adéquation avec le fleuve et la nature environnante, l'aménagement de ce territoire à transformer se veut tourné vers l'avenir et respectueux de l'identité et des paysages de l'île.

En cohérence avec les grands documents de planification que sont le Plan métropolitain d'aménagement et de développement ainsi que le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, le PPU constitue un engagement de l'administration municipale d'offrir aux citoyennes et citoyens des aménagements de qualité. Les interventions proposées marquent une transition vers une plus grande mobilité, sur l'île et avec le reste de la ville, en misant sur de nouvelles possibilités pour les déplacements actifs et collectifs, notamment l'accès à la nouvelle station Île-des-Sœurs du REM.

Le PPU propose une grande amélioration des rues existantes et des espaces d'accès public. Il vise également à mieux intégrer les projets immobiliers à venir en assurant la préservation du paysage environnant, à renforcer le rôle de la place du Commerce et de ses abords comme le cœur commercial et d'emploi de l'île ainsi qu'à diversifier les activités et l'offre de logements, le tout en tenant compte des atouts et des contraintes du milieu.

Nous sommes convaincus que la mise en œuvre des mesures proposées aura des retombées bénéfiques pour l'ensemble des résidents et travailleurs de L'Île-des-Sœurs.



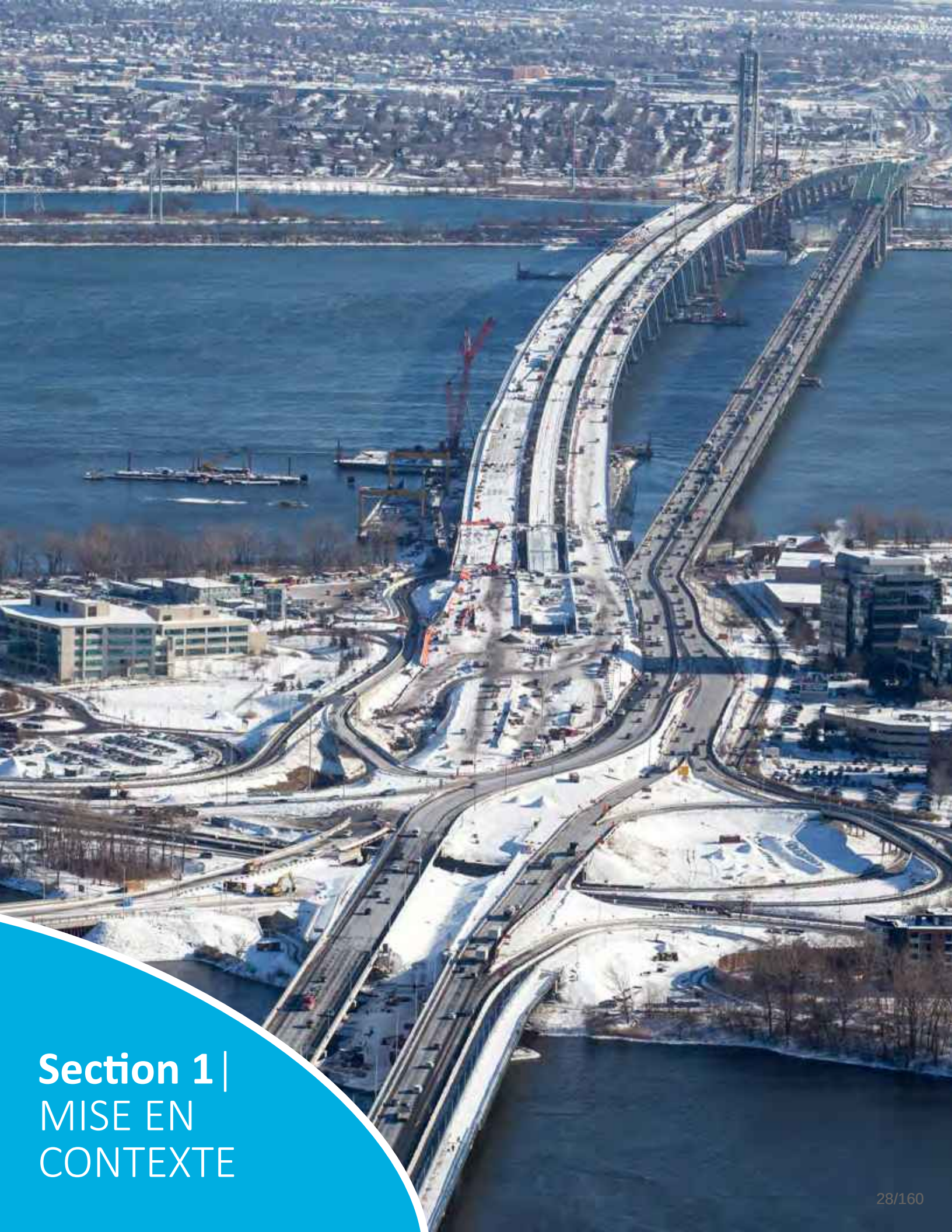
MOT DE JEAN-FRANÇOIS PARENTEAU

Maire de l'arrondissement de Verdun
Conseiller de la Ville
Membre du comité exécutif

La planification de l'aménagement de la partie nord de L'Île-des-Sœurs et ses bénéfices rejailliront sur l'ensemble de la collectivité verdunoise et montréalaise. Notre volonté de mieux encadrer le développement immobilier de L'Île et d'y accroître la mobilité active et collective vise également le respect de son caractère insulaire et de son patrimoine architectural et archéologique.

La venue de deux projets d'infrastructures importants aura un impact sur la fonctionnalité de même que sur l'image du territoire en changement, qui constitue l'un des accès principaux à l'île de Montréal. Le réaménagement de la desserte routière sur l'île associé au nouveau pont Samuel-De Champlain et la construction de la station Île-des-Sœurs du Réseau express métropolitain (REM) favoriseront la croissance résidentielle et commerciale aux abords de ce métro léger. Les concitoyens corporatifs seront appelés à participer au développement social de la communauté en démontrant une sensibilité pour l'enjeu du logement abordable ainsi que la rétention des résidents vulnérables.

La nouvelle trame urbaine soutiendra des déplacements actifs, des espaces publics de qualité et une offre de transport en commun efficace pour atteindre la station du REM. La transformation de la partie nord en un pôle majeur d'activités se répercutera sur l'entièreté de l'île. Nous vous remercions pour votre participation à l'ensemble de la démarche de planification, exercice qui se poursuivra au cours des prochaines années. Votre apport s'avère essentiel pour alimenter la réflexion sur le milieu de vie des insulaires et y préciser une vision d'avenir commune!



Section 1| MISE EN CONTEXTE



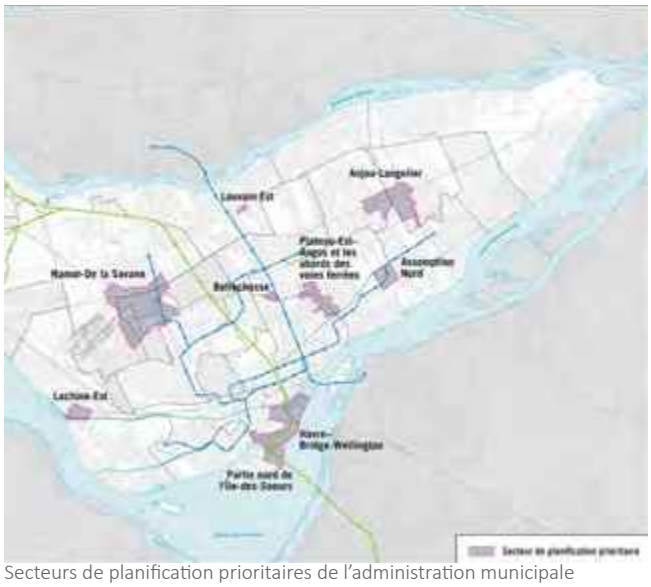
Vue aérienne du pont Champlain en construction (Source : Infrastructure Canada)

1.1 UN SECTEUR EN CHANGEMENT

La partie nord de L'Île-des-Sœurs (L'IDS) arrive à un tournant important en termes d'aménagement du territoire, avec la venue de deux projets d'infrastructure majeurs : la construction du nouveau pont Samuel-De Champlain et l'intégration d'un métro léger sur rail, le Réseau express métropolitain (REM). La station Île-des-Sœurs du REM permettra de desservir le secteur de planification et de le relier rapidement à la Rive-Sud, au centre-ville de Montréal et à l'aéroport Montréal-Trudeau. Le réaménagement de la desserte routière associée au nouveau pont Samuel-De Champlain et l'insertion de la nouvelle station du REM auront un impact sur la fonctionnalité de même que sur l'image de la partie nord de l'île, qui constitue l'un des accès principaux à l'île de Montréal. La venue de ces deux projets représente une occasion à saisir pour optimiser l'aménagement, mieux planifier le développement immobilier et accroître la mobilité durable et active.

1.2 POURQUOI UN PPU?

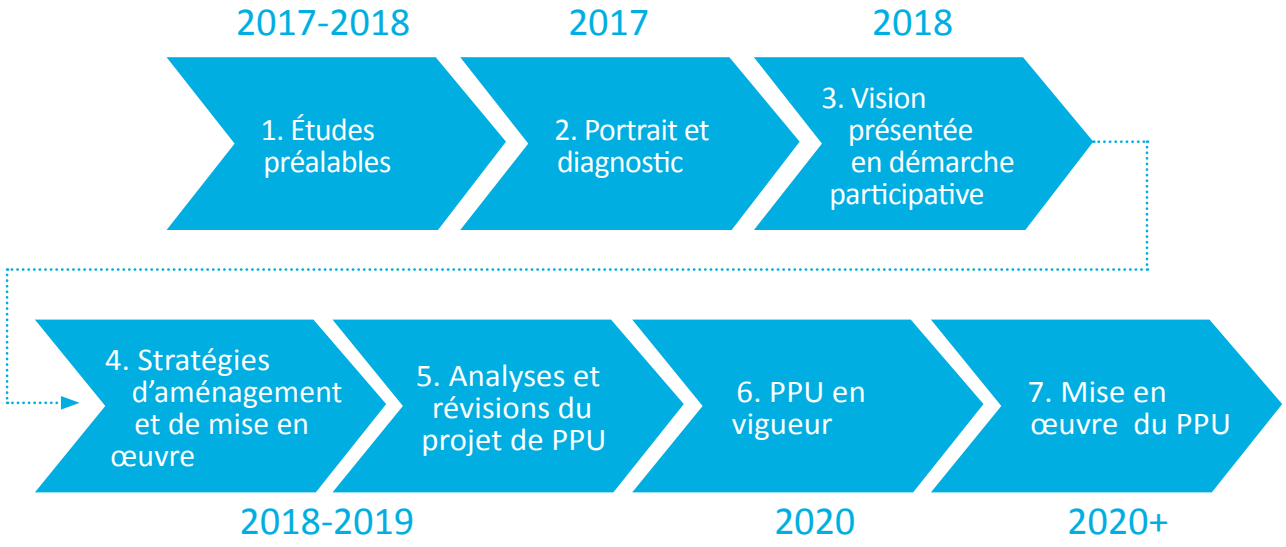
Le territoire de planification de la partie nord de l'île est l'un des secteurs de planification prioritaires de l'administration municipale. Le secteur est également désigné comme une aire de Transit-oriented development (TOD) au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (SAD) ainsi qu'au Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) (voir section 1.4).



Secteurs de planification prioritaires de l'administration municipale

Le programme particulier d'urbanisme (PPU) s'avère l'outil urbanistique le plus approprié pour la partie nord de L'IDS, car il permet de proposer une vision d'aménagement accompagnée de mesures de mise en œuvre sur le plan réglementaire qui faciliteront la réalisation des différents projets. Cela devrait contribuer à l'intégration optimale des nouveaux équipements, constructions et infrastructures, à la maximisation des retombées du développement immobilier à venir et à l'amélioration de l'aménagement du domaine public, notamment en faveur des déplacements des piétons et cyclistes.

La démarche de planification, entamée en 2017, a traversé plusieurs étapes en vue de l'adoption du présent PPU. Ces étapes sont illustrées dans le schéma ci-dessous.



LE NOUVEAU PONT SAMUEL-DE CHAMPLAIN

Infrastructure Canada et Signature sur le Saint-Laurent (SSL)

Le nouveau pont Samuel-De Champlain a été inauguré à l'été 2019 et marque une étape importante dans le chantier de remplacement du pont Champlain. Le nouveau pont comprend, sur L'IDS :

- La structure du pont de 3,4 km
- Un corridor de transport collectif lourd (le REM)
- Une nouvelle piste cyclable avec accès à L'IDS
- Des réaménagements de voies de circulation sur L'IDS

Pour informations : www.nouveauchamplain.ca

TRANSFORMATION DE L'AUTOROUTE BONAVENTURE

Ponts Jacques Cartier et Champlain inc. (PJCCI)

PJCCI envisage une reconfiguration de l'autoroute, entre les ponts Samuel-De Champlain et Victoria, en boulevard urbain dans l'arrondissement du Sud-Ouest. Le projet s'inscrit dans une volonté d'assurer une transition fluide entre l'autoroute et le centre-ville à partir du nouveau pont Samuel-De Champlain. L'aménagement d'un parc linéaire incluant un lien cyclable et piétonnier entre les deux ponts est envisagé.

LE REM

Caisse de dépôt et placement du Québec - Infra (CDPQi) et la société NouvLR

Ce projet de métro léger sur rail, dont le promoteur est la CDPQi, prévoit 26 stations se déployant sur un réseau de 67 km dans l'agglomération de Montréal. Quatre antennes sont prévues et joindront la Gare centrale au centre-ville, dont l'antenne Rive-Sud, qui desservira la station de L'IDS. Il est prévu que ce dernier tronçon du projet soit terminé pour le début de 2022.

Pour informations : www.rem.info



Image d'ambiance de la station Île-des-Soeurs du REM (Source : CDPQi, 2016)



Chantier pour le nouveau pont Samuel-De Champlain et vue sur une partie de l'autoroute Bonaventure (Source : Infrastructure Canada)

1.4 DOCUMENTS STRATÉGIQUES EN VIGUEUR

La mise en valeur du secteur de planification de la partie nord de L'IDS s'inscrit dans le sens des orientations du PMAD, du SAD et du Plan d'urbanisme (PU). Voici un résumé des principales composantes pertinentes au secteur en regard des trois principaux documents de planification en vigueur.

QU'EST CE QU'UN TOD?

La Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) prévoit une approche par corridor pour les portions du réseau de transport en commun métropolitain structurant. Ainsi, 155 aires potentielles d'urbanisation et de densification sont déterminées sur le territoire de la CMM. Ces aires de développement sont appelées des *Transit-oriented development* (TOD). Dans le PMAD, L'IDS est définie comme un TOD de type hypercentre, sa densité résidentielle minimale prévue étant de 110 logements/hectare.

Les principales composantes définissant un TOD sont :

- la présence d'une station ou gare de transport en commun (le REM dans le cas de L'IDS)
- un développement intensif de moyenne ou haute densité soutenant le transport en commun
- une mixité (verticale) des usages soutenant la vitalité et l'animation
- une trame urbaine perméable soutenant des déplacements actifs (piétons/vélos)
- des espaces publics de qualité
- une offre de transport en commun efficace et de qualité pour atteindre la station

PMAD

Le rayon de 1 km autour de la station Île-des-Sœurs du REM est désigné comme une aire TOD dans le SAD, faisant lui-même écho au PMAD. Rappelons que le SAD vise à favoriser la croissance résidentielle aux abords des stations de métro et des gares de train, conformément aux orientations gouvernementales ainsi qu'à l'objectif du PMAD d'orienter 40 % de la croissance des ménages vers les points d'accès au réseau de transport collectif. L'aire TOD indiquée inclut l'entièreté de la superficie du secteur de planification et prescrit une densité résidentielle minimale brute de 110 logements/hectare. Cette densité liée à l'aire TOD est également établie au SAD.

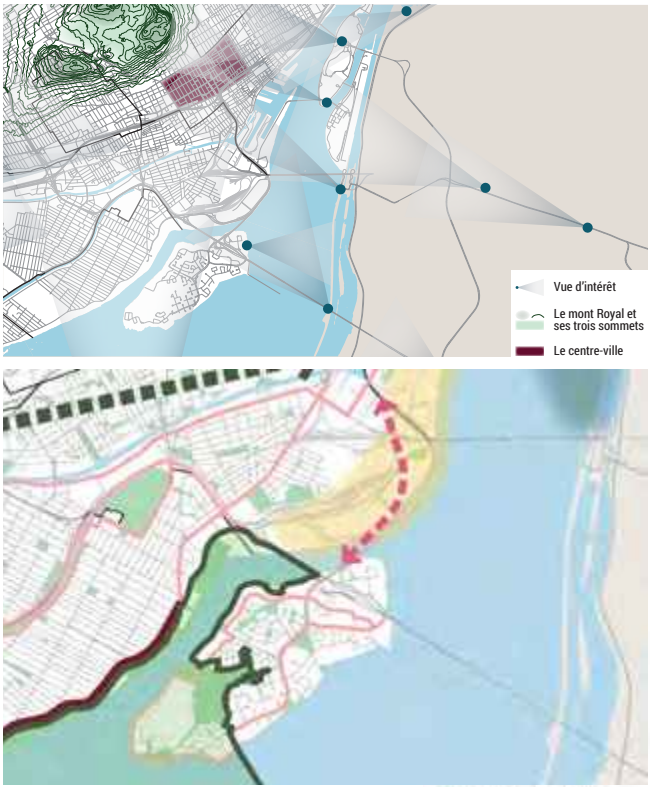


Aires TOD et densités prescrites tirées du PMAD et inscrites au SAD 2015

SAD

Voici un résumé d'orientations du SAD s'appliquant à L'IDS, particulièrement pour sa partie nord :

1. *La protection et la mise en valeur du parcours riverain*
2. *La qualité des panoramas depuis les parcours d'entrée de ville*
3. *La protection et la mise en valeur des vues d'intérêt*
4. *La construction ou transformation de sites vacants ou à consolider*
5. *L'augmentation de la canopée et la réduction d'îlots de chaleur*
6. *La densité de construction associée à une aire TOD*
7. *La préservation des activités économiques et d'emploi*
8. *La minimisation des contraintes anthropiques*



Parcours riverain et indiqué au SAD 2015

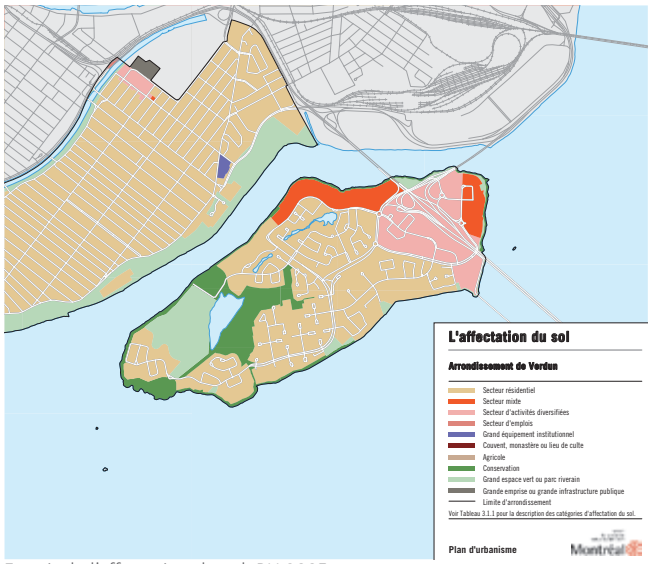
PU - CHAPITRE D'ARRONDISSEMENT DE VERDUN

Deux affectations sont présentes dans le secteur de planification, soit :

- Mixte (secteur quartier Pointe-Nord)
- Activités diversifiées[1] (le reste du secteur de planification)

Le PU aborde les objectifs et actions suivants, ici résumés, concernant le secteur de planification de L'IDS :

1. Mettre en valeur le parcours riverain *[objectifs 5 et 6]*
2. Développer la pointe Nord en un secteur de grande qualité mettant en valeur l'entrée de ville, et cohérent avec un transport collectif structurant (REM) *[objectif 6]*
3. Réaménager la place du Commerce de façon plus animée, sécuritaire et conviviale *[objectif 8]*
4. Favoriser l'intégration de nouveaux équipements collectifs *[objectif 10]*
5. Améliorer la mobilité et les accès à l'île (sécurité, convivialité, animation) *[objectifs 11 et 16]*
6. Améliorer l'image du réseau de rues *[objectif 13]*

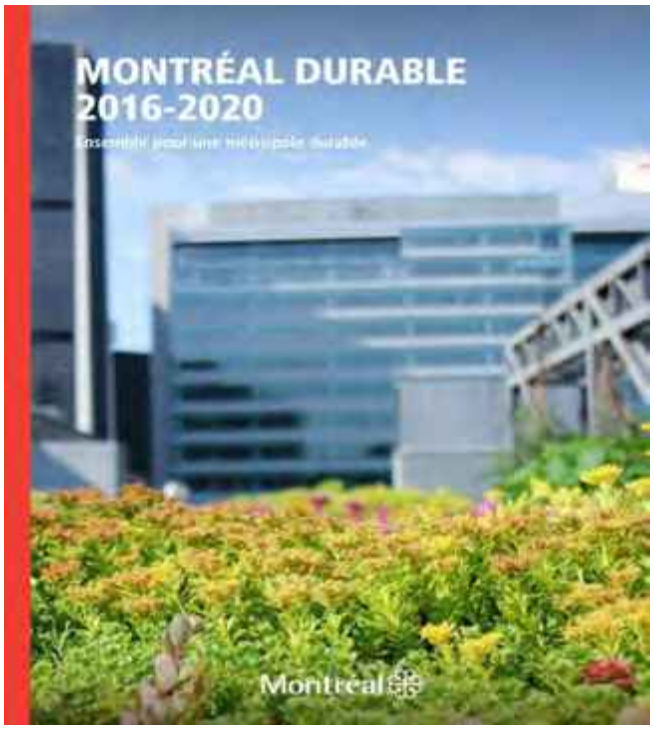


Extrait de l'affectation du sol, PU 2005

[1] *Aire à dominante économique qui peut accueillir, sous certaines conditions, l'intégration d'un usage résidentiel à proximité du réseau de transport collectif. L'usage résidentiel requiert une étude de compatibilité en regard des autres usages, de l'intensité des nuisances et des risques et de la nature du cadre bâti.*

1.5 AUTRES DOCUMENTS EN VIGUEUR

La planification de la partie nord de L'IDS tient compte de plusieurs politiques, plans, stratégies et programmes municipaux ou gouvernementaux et vise à intégrer leur contenu applicable. Ceux-ci sont regroupés en quatre catégories dans la liste présentée ci-contre. Des éléments pertinents tirés de différents documents municipaux sont également résumés dans la page qui suit.





1 | AMÉNAGEMENT

- Plan d'urbanisme (PU)
- Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD)
- Schéma d'aménagement et de développement (SAD)
- Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal (vues)
- Plan de développement stratégique-Arrondissement de Verdun

2 |MOBILITÉ ET SÉCURITÉ

- Plan de transport de Montréal
- Plan d'action de la Stratégie centre-ville
- Plan local de déplacements (PLD) de l'arrondissement de Verdun
- Politique de mobilité durable – 2030 du Gouvernement du Québec
- Politique de stationnement
- Approche par pôles de mobilité
- Vision Zéro

3 |ENVIRONNEMENT ET SANTÉ PUBLIQUE

- Politique de l'arbre et plan d'action canopée
- Montréal durable 2016-2020
- Stratégie montréalaise pour une ville résiliente

4 |DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- Stratégie de développement économique
- Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels
- Plan d'action local pour améliorer l'offre et l'accès à des logements abordables (arrondissement de Verdun)
- Plan de fidélisation des familles
- Plan d'action stratégique de Verdun

ATTÉNUATION DES AMÉNAGEMENTS DÉDIÉS À L'AUTOMOBILE

Plusieurs documents de planification réfèrent à ce thème de réduction de la part de l'automobile dans les aménagements urbains. Parmi ceux-ci, notons : Plan de transport de Montréal (2008), Plan d'action de la Stratégie centre-ville (2017), Montréal durable 2016-2020, Plan local de déplacements de l'arrondissement de Verdun 2017 (PLD de Verdun), Politique de mobilité durable – 2030 du Gouvernement du Québec.

AUGMENTATION DU PARC DE LOGEMENTS

D'ici 2021, la Ville de Montréal compte développer 12 000 logements sociaux et abordables, soit 6000 logements sociaux et communautaires et 6000 logements abordables. Pour atteindre cet objectif, la Ville mobilise un ensemble de programmes et de mesures :

1. Le financement du développement de logements sociaux et communautaires;
2. Les pratiques d'inclusion;
3. L'aide à la construction de nouveaux modèles de logements abordables;
4. L'aide à la rénovation de logements pour sauvegarder les logements sociaux et abordables existants;
5. Le soutien à l'acquisition de propriétés abordables.

Afin de soutenir cet objectif, la Ville prévoit adopter en 2019 un règlement sur l'offre en matière de logement social, abordable et familial sur l'ensemble de son territoire.

STATIONNEMENT ET PÔLES DE MOBILITÉ

L'une des mesures prioritaires mentionnées dans la politique de stationnement vise l'encadrement réglementaire obligeant l'offre de stationnement pour modes alternatifs à l'auto (vélo, autopartage et véhicules en libre-service) et véhicules électriques dans les projets immobiliers. Également, les règlements d'urbanisme devraient assurer l'intégration d'exigences afin de favoriser la mobilité durable lors de la transformation ou de la construction de bâtiments. L'augmentation de l'offre en stationnement intérieur, notamment sous la forme de mutualisation, est également mentionnée comme une tendance à prioriser qui permet d'offrir de meilleures performances environnementales. De plus, afin d'offrir une véritable opportunité de choix d'utilisation de l'offre en transports collectifs et actifs, il est préconisé d'implanter des pôles de mobilité (vélos, BIXI, taxis, véhicules en libre-service, autopartage, etc.) à des endroits stratégiques sur le territoire.

RÉDUCTION DES ACCIDENTS

La Vision Zéro de la Ville détermine plusieurs mesures visant à diminuer le nombre d'accidents et à éviter toute mortalité. Le PLD de Verdun a également ciblés plusieurs tronçons de voies publiques et intersections problématiques qui requièrent des interventions pour améliorer la sécurité et la convivialité.

CANOPÉE

Montréal durable 2016-2020 et le Plan d'action canopée 2012-2021 ont pour objectif notamment de favoriser le verdissement. Le Plan d'action canopée fixe un seuil minimal de 25 % de canopée sur l'ensemble du territoire montréalais. Cela devrait également être respecté pour le secteur de planification, dont le pourcentage de canopée est très faible (voir p. 24).

1.6 CONCERTATION

DÉMARCHE PARTICIPATIVE

La Ville de Montréal a confié au Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEUM), en collaboration avec Espace Stratégies, le mandat de réaliser et de coordonner une démarche de consultation et participation publique en vue de discuter de la vision et des orientations du PPU auprès de deux grandes catégories de parties prenantes : les citoyens de l'île ainsi que les principaux propriétaires et promoteurs immobiliers du secteur de planification. Les objectifs de la démarche étaient :

- Informer les parties prenantes de la démarche de planification urbaine en cours pour le secteur;
- Présenter l'état d'avancement de la démarche et les différentes analyses;
- Bonifier la vision de développement du secteur grâce à l'apport des participants;
- Susciter l'adhésion des parties prenantes au processus de planification.

PLATEFORME RÉALISONS MTL

Une plateforme concernant le projet a été mise en ligne au cours de l'été 2018. Les objectifs étaient :

- Informer les citoyens et les acteurs de la démarche de planification en cours;
- Inviter la population à déterminer les lieux, les aménagements ou les activités appréciés ou qui seraient à bonifier à l'aide d'outils interactifs;
- Inviter les gens à s'inscrire à la consultation publique du mois de septembre 2018.

Tous les documents concernant le secteur de planification, dont ceux liés à la démarche participative, sont disponibles sur le site Internet de la plateforme : realisonsmtl.ca/IleDesSœurs

ATELIERS AVEC PROMOTEURS ET PROPRIÉTAIRES

Trois ateliers avec les propriétaires et les promoteurs ont eu lieu et ont permis d'aborder les thèmes suivants :

THÈMES PRINCIPAUX	
Atelier 1	• Présentation du portrait-diagnostic • Évolution historique et enjeux du secteur • Défis des propriétaires et des promoteurs
Atelier 2	• Démarche de planification • Mise en œuvre du PPU • Vision préliminaire de développement
Atelier 3	• Orientations municipales • Grands principes d'aménagement préliminaires dans le cadre du PPU

ÉVÉNEMENT PUBLIC

L'événement a eu lieu le 18 septembre 2018 et a attiré de nombreux citoyens de l'île. Le diagnostic du secteur, la vision et les orientations d'aménagement préliminaires ont été présentés. Une période d'échanges de même que différents exercices thématiques par équipe ont permis d'aborder plusieurs enjeux et de bonifier la vision et les orientations pour le secteur.



Consultation publique du 18 septembre 2018 (Source : CEUM)

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

Les points forts du secteur les plus mentionnés lors de l'événement public sont :

- Le verdissement et l'augmentation de la canopée;
- L'accès au littoral et sa mise en valeur;
- Le REM pour sa rapidité, sa fréquence et l'accès à la station.

Les éléments manquants ou les préoccupations les plus mentionnés lors de l'événement public sont :

- Les impacts des travaux sur la mobilité et la quiétude des résidents;
- La densification du secteur et l'augmentation de la hauteur des bâtiments;
- L'augmentation de la population (doute sur la capacité d'accueil du secteur ou désaccord en lien avec la préservation de la quiétude);
- L'aménagement d'une piste cyclable sécuritaire jusqu'à Montréal;
- Le manque d'information sur les options de transport en commun qui seront disponibles pour transporter les résidents de L'IDS à la station du REM.

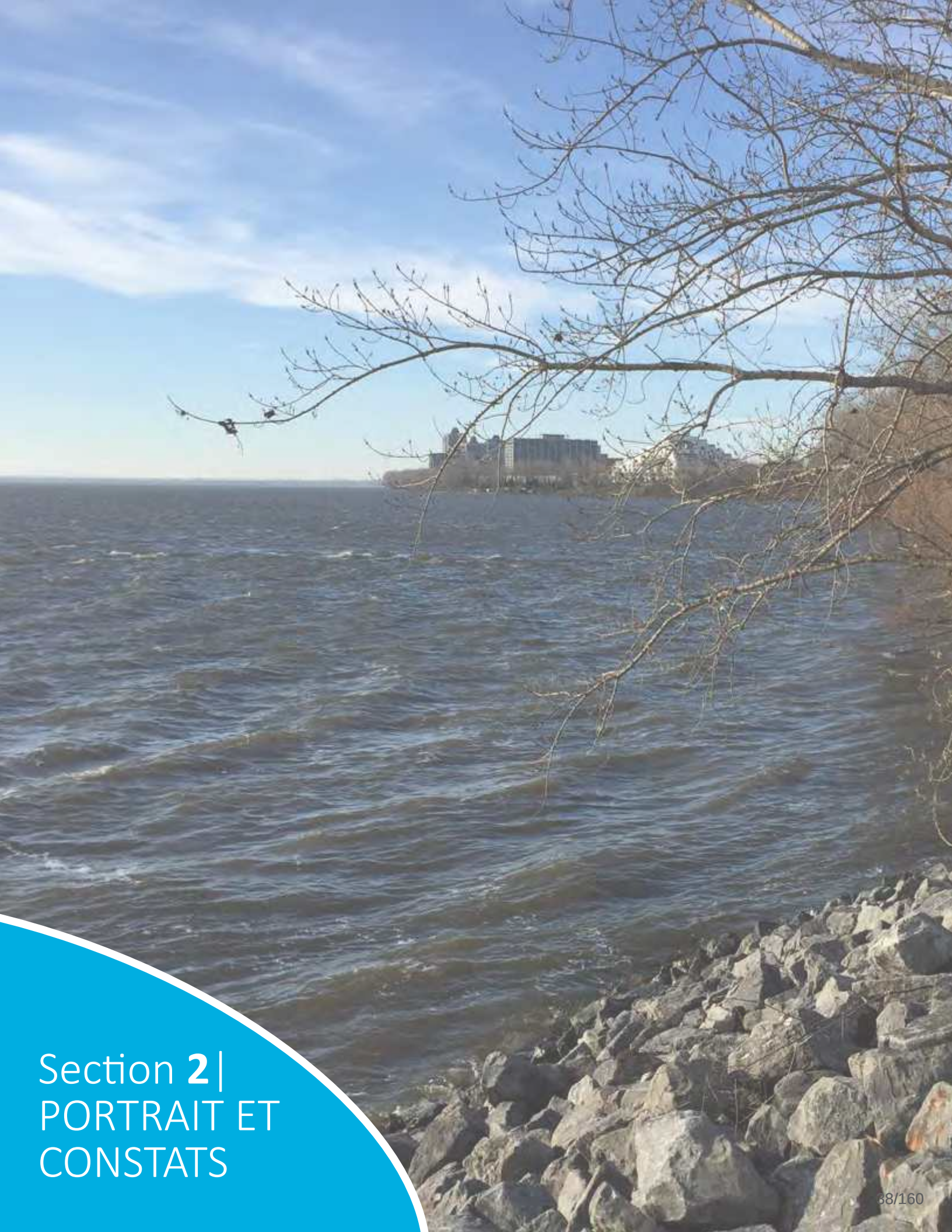
La synthèse des points de vue des parties prenantes pour l'événement public et les trois ateliers est la suivante :

ÉLÉMENTS DE CONVERGENCE :

- Le renforcement de la mobilité active;
- Le développement de l'offre de transport en commun;
- Le besoin d'une offre de transport en commun efficace permettant le rabattement vers le REM;
- La revitalisation de la place du Commerce;
- L'intégration d'espaces publics et d'équipements collectifs;
- La mise en valeur et l'accès au littoral;
- L'amélioration des aménagements publics et la création de nouveaux équipements collectifs.

ÉLÉMENTS DE DIVERGENCE :

- La densification du secteur et l'augmentation de la hauteur des bâtiments;
- L'augmentation importante du nombre de nouveaux résidents.



Section **2**| PORTRAIT ET CONSTATS



Vue de la rive est de l'île à partir de l'estacade

2.1 TERRITOIRE D'ÉTUDE

L'IDS s'étend sur un territoire d'environ 3 km par 1 km. Elle constitue l'un des trois quartiers de l'arrondissement de Verdun. Anciennement connue sous le toponyme d'île Saint-Paul, L'IDS doit son nom à la congrégation religieuse qui s'y était installée au 18e siècle. Héritage d'un riche passé agricole exploité jusqu'aux années 1960, d'abord par d'illustres fermiers et ensuite par les sœurs de la congrégation de Notre-Dame, l'île est aujourd'hui un milieu de vie et de travail paisible. La relation étroite de ce milieu avec la nature et le fleuve constitue l'une des caractéristiques importantes faisant partie des fondements de l'urbanisation de l'île. Toutefois, son noyau de commerces et de services, localisé dans sa partie nord, a évolué autrement à travers les dernières décennies. En effet, cette portion du territoire offre un paysage urbain plus axé sur les déplacements automobiles et présente une fracture urbaine importante : l'autoroute 10/15. Ce secteur est également le plus déstructuré de l'ensemble de l'île, conséquence d'un aménagement fortement associé à l'usage de l'automobile.

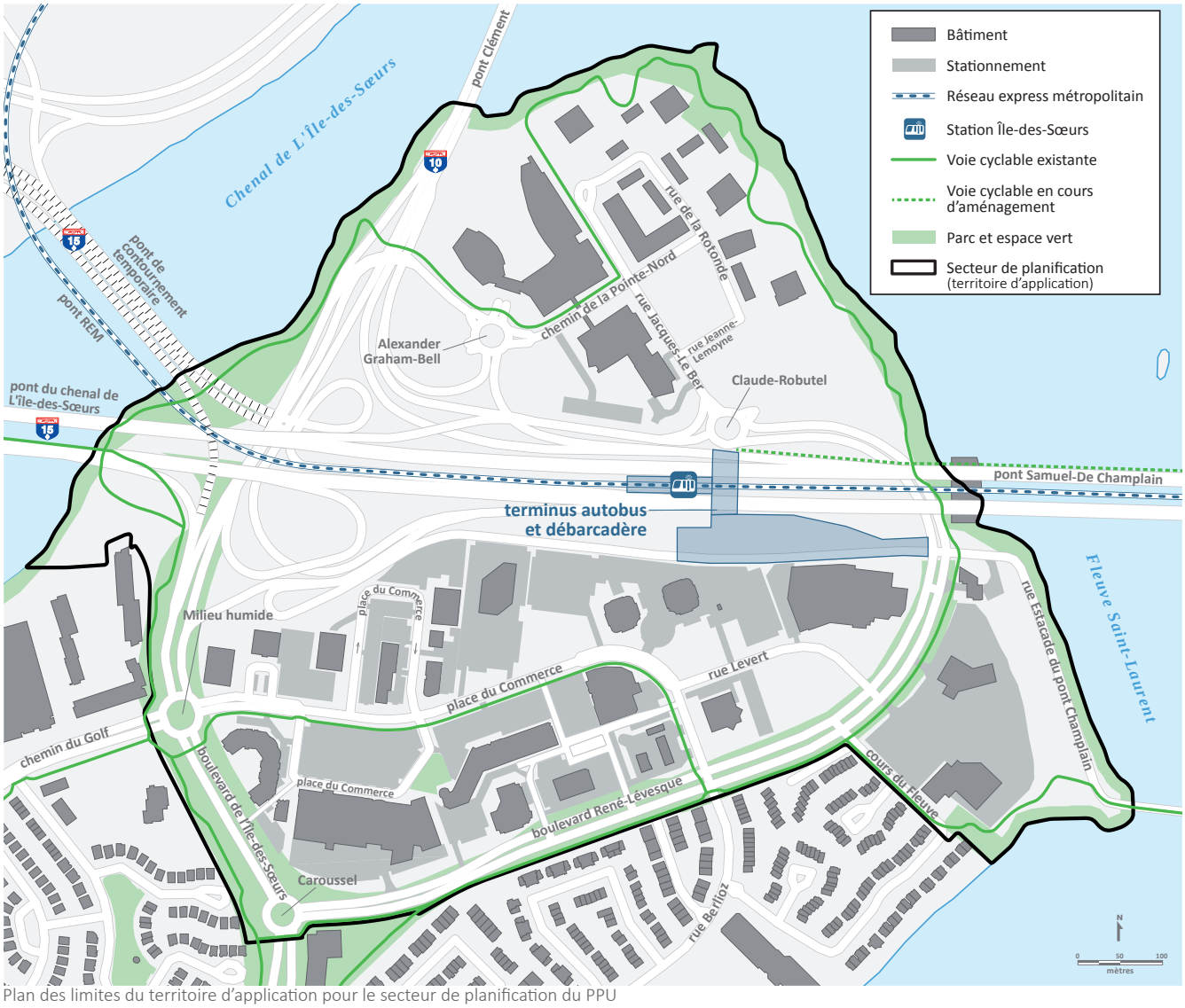
La présente section est une synthèse des principaux éléments d'analyse du secteur. Le document Portrait-Diagnostic est disponible sur le site Internet de la plateforme : realisonsmtl.ca/IleDesSœurs



Plan délimitant les quartiers de l'arrondissement (Source : Google, 2017)

2.2 LIMITES DU TERRITOIRE D'APPLICATION

D'une superficie d'environ 79 hectares, le territoire d'application du présent PPU est situé dans la partie nord de l'île, à l'intersection des autoroutes 10 et 15 et du nouveau pont Samuel-De Champlain. Il correspond approximativement à l'aire TOD indiquée au SAD et borde le fleuve sur plus de la moitié de son périmètre, offrant des vues imprenables sur la Rive-Sud et le centre-ville de Montréal. Le cœur du secteur de planification est occupé par la place du Commerce[1] et ses abords, qui comportent plusieurs commerces, services et bureaux. Cette rue est le principal noyau commercial et de services de l'île. Du côté nord de l'autoroute, le campus Bell Canada est un important secteur d'emploi de l'île. Le quartier Pointe-Nord est quant à lui un nouveau secteur résidentiel qui a également attiré quelques nouvelles entités commerciales. Au sud et à l'est de la limite du secteur de planification, on trouve des quartiers résidentiels. La construction du nouveau pont ainsi que du REM sont en train de changer la trame urbaine du centre du secteur et, conséquemment, le paysage connu jusqu'à maintenant



Plan des limites du territoire d'application pour le secteur de planification du PPU

POPULATION DE L'IDS[2]

POPULATION (2016)

- 20 461 (+11,7 % par rapport à 2011)
- 5725 familles (avec au moins 1 enfant)

REVENU MOYEN : 142 373 $ par ménage

SCOLARITÉ : 63,5 % de diplômés universitaires

POPULATION IMMIGRANTE : 38,7 %

LANGUE : 86,8 % francophone ou bilingue

HABITATION

- 10 341 logements
  (±70 % propriétés-copropriétés, ±30 % locatif)
- Présence importante de logements locatifs au centre de l'île (Structures métropolitaines inc.)
- Prédominance des immeubles à logements de 4 étages et plus sur le territoire (46 %)
- 2156 mises en chantier entre 2007 et 2016
- Importance du marché de la revente

[1] La place du Commerce est une rue du réseau municipal

[2] Profil de quartier Île-des-Sœurs, Montréal en statistiques, Service du développement économique, décembre 2017 (données de Statistiques Canada 2011 et 2016)



Construction de tours d'habitation dans le quartier Pointe-Nord

PROFIL ÉCONOMIQUE

En 2011, on dénombrait plus de 8700 travailleurs sur L'IDS, dont plus de 3800 sur le campus Bell.

LOCAUX COMMERCIAUX

En 2016, on dénombrait :

- IDS (tout) : 63 entités commerciales
- Place du Commerce : 32 adresses commerciales (taux d'inoccupation : 9 %)
- Quartier Pointe-Nord : 8 adresses commerciales

ESPACES POUR BUREAUX ET AFFAIRES

Plusieurs immeubles de bureaux sont présents dans le secteur de planification, dont la plus grande entité est le campus Bell au nord de l'autoroute. Du côté sud de l'autoroute, les immeubles de bureaux sont surtout localisés du côté nord de la place du Commerce.



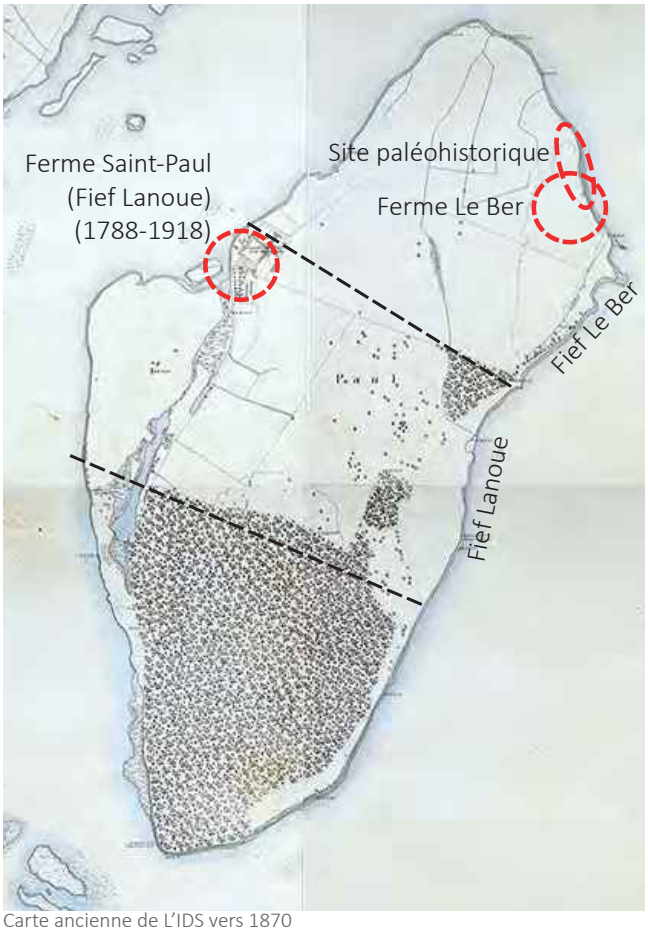
Façade d'un des édifices du campus Bell



Les commerces du Campanile sur la place du Commerce

2.4 ÉVOLUTION HISTORIQUE

Quatre grandes périodes ont contribué au développement de L'IDS telle qu'on la connaît aujourd'hui. En voici une brève description.



Carte ancienne de L'IDS vers 1870


Pâturage à proximité de la Rotonde de la ferme Sainte-Famille
(Source : Archives de la congrégation de Notre-Dame de Montréal)

1] PALÉOHISTORIQUE (AVANT 1664)

Des témoignages de présence humaine depuis près de 6000 ans avant aujourd'hui ont été établis. On trouve d'ailleurs des vestiges faisant état de la présence amérindienne de la période paléohistorique au nord-est de l'île. L'un des sites archéologique recelait la sépulture d'un enfant d'origine amérindienne, ce qui contribue à l'importance spirituelle de ce site pour la communauté Mohawk. La portion euro-canadienne de l'histoire de L'IDS débute toutefois au 17e siècle sous le régime français. Ce fut sa période d'occupation la plus longue et la plus féconde, dédiée notamment au commerce des fourrures et, plus tard, à l'agriculture et à la foresterie.

2] LE RÉGIME FRANÇAIS POST-COLONISATION (1664-1769)

La période initiale de peuplement de L'IDS se fait durant le régime français, entamé avec la concession de trois parties de terrain (fiefs) dont le tiers au nord-est deviendra le site de la ferme Le Ber. Les activités agricoles gagnent en importance durant cette période.

3] LE RÈGNE DES SŒURS NOTRE-DAME (1769-1956)

Les sœurs deviennent propriétaires de la totalité de l'île après avoir acheté la partie centrale, le fief de Lanoue, en 1706. De nombreuses fermes sont construites durant cette époque, soit les fermes Saint-Paul, Sainte-Famille et Le Ber. Un site archéologique associé à cette dernière a par ailleurs fait l'objet de fouilles lors de la construction du nouveau pont Samuel-De Champlain.

4] L'URBANISATION (1956-aujourd'hui)

En 1956, un tournant majeur s'opère et viendra changer la vocation de l'île : les sœurs en vendront la totalité à la Quebec Home and Mortgage Corporation Ltd. Ce promoteur, soucieux de construire le terrain principalement à des fins résidentielles, lancera le début de la véritable urbanisation de l'île. Une évolution qui sera renforcée principalement par la venue du pont Champlain, construit en 1962, qui offrira enfin un lien terrestre avec le reste de la ville.

Le premier plan directeur de développement a été conçu au cours des années 1960 par des planificateurs et architectes de renom, dont Mies Van Der Rohe. Près de 3000 logements de typologies diverses sont construits dans la partie centrale de l'île selon l'approche de la cité-jardin. La planification repose sur la construction en hauteur afin de dégager de plus grands espaces au sol (parcs, espaces communautaires, etc.), l'aménagement public de la berge, une séparation entre la circulation piétonne et la circulation automobile ainsi qu'une orientation des bâtiments permettant les percées visuelles sur le fleuve. Le quartier des affaires, au nord, est toutefois planifié différemment. Il se développe à travers les décennies, de façon moins structurée, et présente peu de caractéristiques de la cité-jardin.

Aujourd'hui, dans le secteur de planification, parmi les tours résidentielles et les maisons en rangée du quartier Pointe-Nord, deux sites archéologiques reconnus et protégés témoignent de l'histoire des Premières Nations et agricole de L'IDS et de son évolution dans le temps. Pour L'IDS, l'équilibre entre nature et urbanisation constitue un défi croissant à mesure que les espaces constructibles sont mis en valeur.

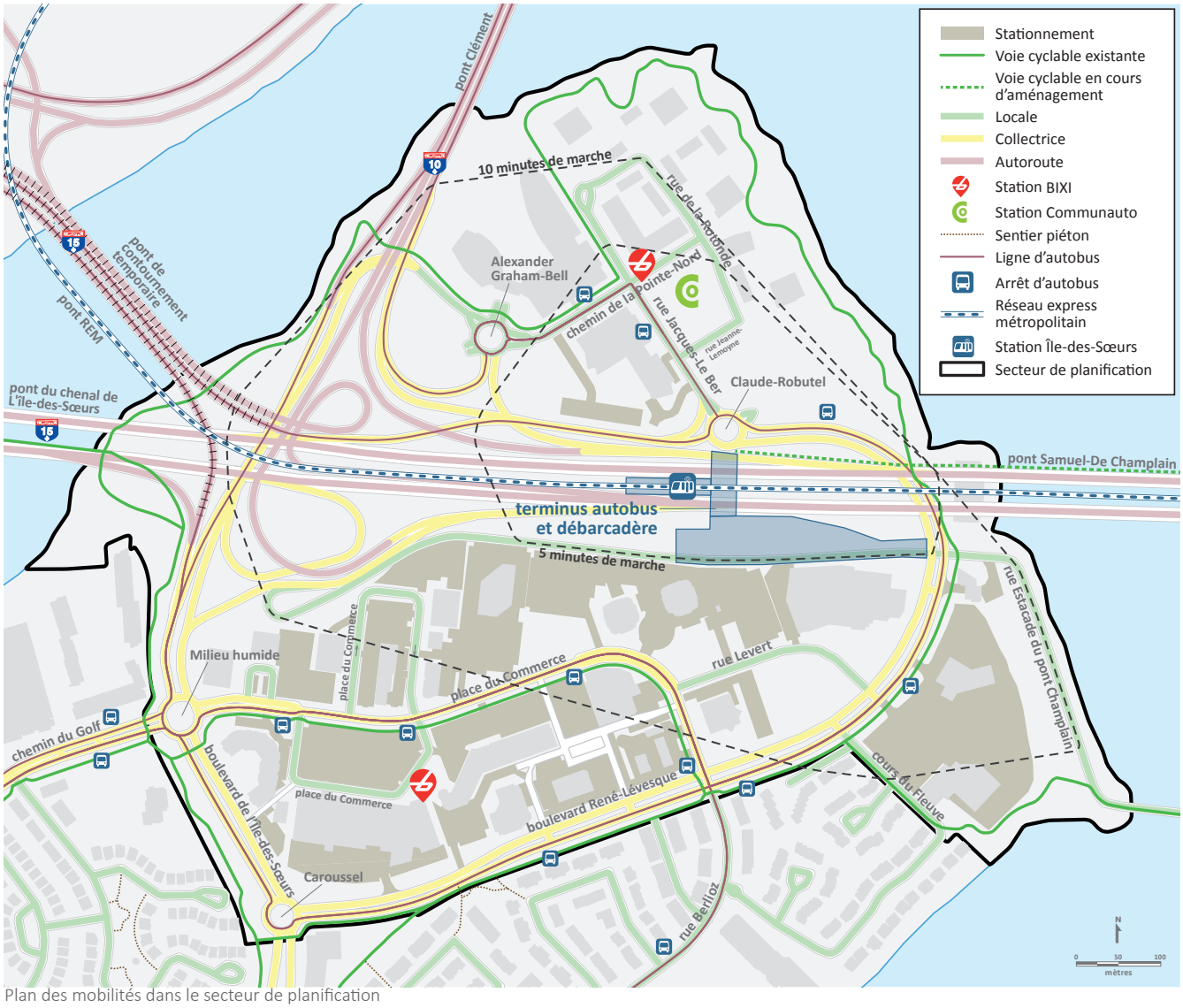

Photographie aérienne de L'IDS vers 1971



Plan directeur d'aménagement de l'île lors de son urbanisation
(Source : Metropolitan Structures of Canada Ltd.)

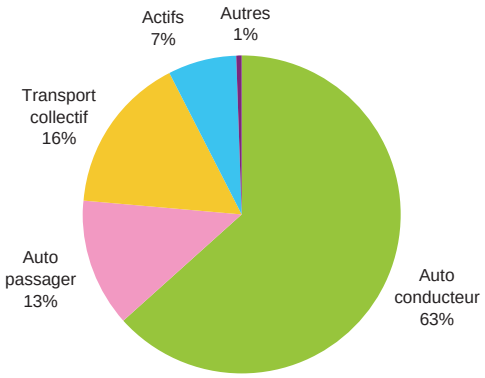

Construction du pont Champlain dans les années 1960

2.5 MOBILITÉ

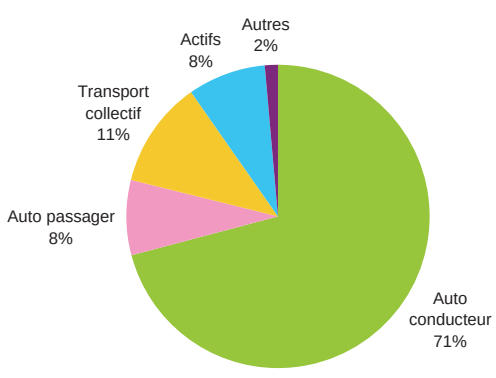


Plan des mobilités dans le secteur de planification

DÉPLACEMENTS PRODUITS PAR L'IDS



DÉPLACEMENTS VERS L'IDS



ACCÈS À L'IDS

Trois liens automobiles et deux liens piétons-cyclables permettent d'accéder à L'IDS. Un troisième lien cyclable, en construction, sera possible via le nouveau pont Samuel-De Champlain. L'arrivée de la station du REM amènera de nouvelles possibilités d'accès à l'île autrement qu'en véhicule automobile. Dans le secteur de planification, ce sont les boulevards de l'Île-des-Sœurs et René-Lévesque, aménagés en promenades plantées de type « parkway », qui permettent de desservir l'ensemble de l'île.

DÉPLACEMENTS AUTOMOBILES

Une forte proportion des déplacements vers ou hors de l'île se fait par automobile (±75 %), surtout pour le transport au travail. La majorité des aménagements de l'île, et particulièrement du secteur de planification, témoignent de l'importance de ce mode de transport. Il est estimé que l'offre en transport collectif associée au REM pour L'IDS favoriserait un transfert modal important qui serait susceptible de diminuer la dépendance à l'automobile au profit de modes de transport actifs (vélo, marche) ou collectifs (autobus, navette).

TRANSPORT ACTIF

Plusieurs pistes cyclables et trottoirs sont présents dans le secteur. La présence de grands terrains, de vastes espaces de stationnement extérieurs de même que de la barrière infranchissable qu'est l'autoroute induit toutefois une complexité et un inconfort dans les déplacements piétons et cyclables, particulièrement dans l'axe nord-sud du secteur de planification. À cela s'ajoutent divers tronçons de trottoirs manquants ou partagés de façon non sécuritaire avec des pistes cyclables. Il est à noter que la CDPQi prévoit aménager un nouveau passage piéton et cyclable sous l'autoroute, mais non accessible depuis la place du Commerce.

TRANSPORT COLLECTIF

Bien que le secteur soit desservi par quatre parcours (12, 21, 168, 178) de la STM et un (100) du RTL, il y a un sentiment d'insatisfaction concernant les services de transport collectif, lequel est perçu comme non compétitif par rapport à l'automobile, que ce soit en termes de fiabilité, de fréquence, d'horaire ou de tracé. Il est également à noter qu'un terminus d'autobus est prévu pour desservir le REM. L'arrivée de ce dernier créera une opportunité de logique différente pour ce qui est de la desserte par autobus pour l'ensemble de l'île.

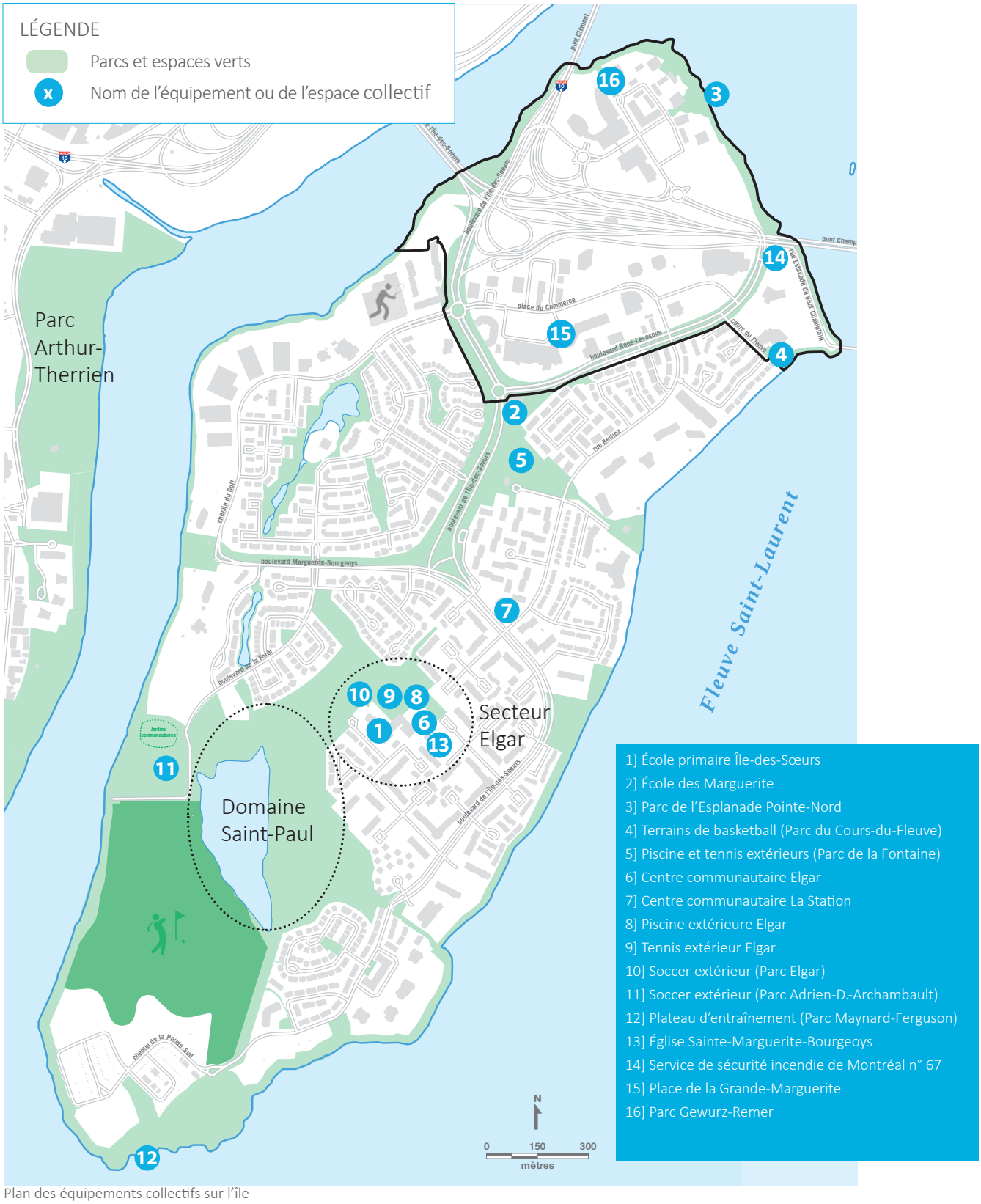


Espaces de stationnement



Le boulevard René-Lévesque

2.6 ÉQUIPEMENTS ET ESPACES COLLECTIFS



1] École primaire Île-des-Sœurs
2] École des Marguerite
3] Parc de l'Esplanade Pointe-Nord
4] Terrains de basketball (Parc du Cours-du-Fleuve)
5] Piscine et tennis extérieurs (Parc de la Fontaine)
6] Centre communautaire Elgar
7] Centre communautaire La Station
8] Piscine extérieure Elgar
9] Tennis extérieur Elgar
10] Soccer extérieur (Parc Elgar)
11] Soccer extérieur (Parc Adrien-D.-Archambault)
12] Plateau d'entraînement (Parc Maynard-Ferguson)
13] Église Sainte-Marguerite-Bourgeoys
14] Service de sécurité incendie de Montréal n° 67
15] Place de la Grande-Marguerite
16] Parc Gewurz-Remer

Plan des équipements collectifs sur l'île

ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS

Le secteur Elgar, au centre de l'île, est le principal pôle de loisirs et de sports. Il inclut un centre communautaire, une bibliothèque, une piscine et des espaces sportifs extérieurs, en plus d'une école. Plusieurs autres services aux citoyens se trouvent dans les quartiers situés sur l'autre rive de l'arrondissement. Deux écoles primaires de la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB) sont présentes sur l'île, dont une située immédiatement au sud du secteur de planification. Une caserne de pompiers est également présente. Autrement, très peu d'équipements collectifs se trouvent dans le secteur de planification.

ESPACES COLLECTIFS

Plusieurs parcs et places sont présents sur l'île et reflètent la qualité paysagère du lieu. Toutefois, une faible proportion de ces espaces est incluse dans le secteur de planification, la place de la Grande-Marguerite et le parc de l'Esplanade étant les plus significatifs. Une grande partie du littoral est cependant de propriété municipale et permet de profiter des abords du fleuve et du chenal de L'Île-des-Sœurs.



École primaire des Marguerite



Place de la Grande-Marguerite



Caserne de pompiers



Esplanade du quartier Pointe-Nord

2.7 BÂTIMENTS

CADRE BÂTI

Les bâtiments du secteur ont été construits de 1969 à aujourd'hui. Le récent quartier Pointe-Nord comprend les bâtiments les plus modernes, avec les plus hautes tours de l'île. La place du Commerce et ses abords offrent quant à eux les plus vieux bâtiments, où une grande hétérogénéité dans les factures architecturales et les gabarits est perceptible. Les bâtiments sont souvent implantés en grand recul par rapport à la rue et l'identification des façades principales est parfois difficile depuis la voie publique.

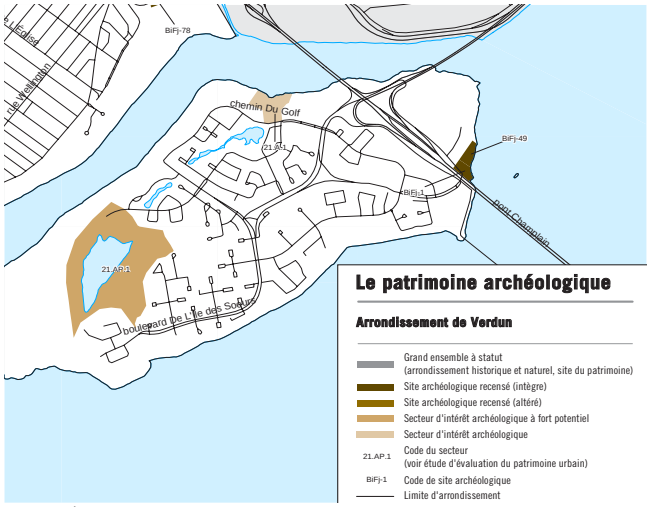


Extrait du PU

PATRIMOINE ET ARCHÉOLOGIE

Bien qu'on trouve des sites, secteurs ou ensembles de valeur patrimoniale ailleurs sur l'île, aucun n'est identifié dans le secteur de planification. Des sites archéologiques d'intérêt intègres (Le Ber BiFj-001 et BiFj-049 sépulture autochtone) sont présents mais ils ne sont pas classés ou cités en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel. Ils se retrouvent toutefois dans l'inventaire du ministère de la Culture et des Communications (MCC) et de la Ville.

De plus, la présence d'une croix de chemin à l'entrée de l'île sur le boulevard de l'Île-des-Soeurs permet de rappeler la présence des Sœurs de la congrégation Notre-Dame.

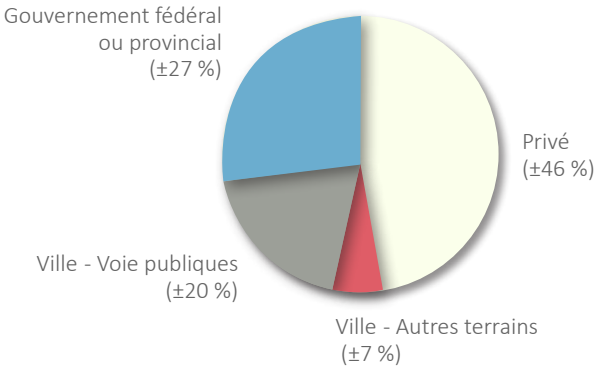


Extrait du PU


Le centre Le Campanile

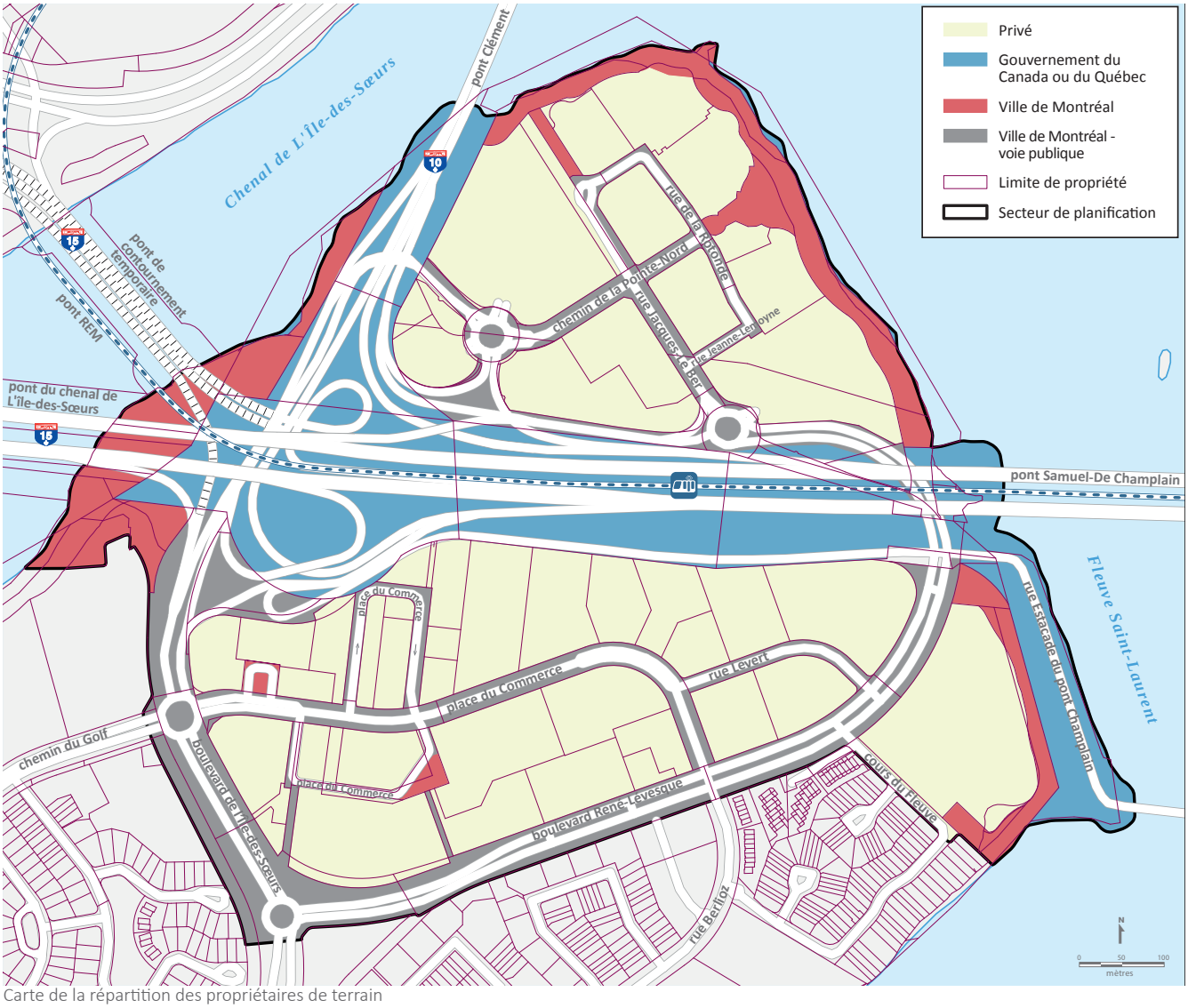

Le 16, place du Commerce

2.8 PROPRIÉTAIRES



La vaste majorité des terrains constructibles ou transformables dans le secteur sont de propriété privée ou appartiennent à des autorités gouvernementales. La Ville de Montréal possède toutefois divers terrains le long du littoral.

Par ailleurs, il est pertinent de mentionner que plusieurs terrains privés du secteur sont sous emphytéose.



Carte de la répartition des propriétaires de terrain

VUES ET POINTS DE REPÈRE

Par son identité insulaire, L'IDS jouit d'une relation privilégiée avec le fleuve et le chenal de L'Île-des-Sœurs, et offre des vues dégagées vers la rive-sud, le centre-ville et le mont Royal. Toutefois, ces vues sont surtout perceptibles en périphérie de l'île, le long du parcours riverain, où l'on trouve peu d'obstacles visuels. La relation avec l'eau demeure un élément identitaire fort à mettre en valeur. Considérant que l'île constitue une importante porte d'entrée de la ville de Montréal depuis le pont Samuel-De Champlain, les constructions les plus hautes sont repérables à de très grandes distances. Il en va de même pour les vues depuis le mont Royal. Le PU indique d'ailleurs des corridors visuels à préserver.

Sur l'île, certaines infrastructures ou bâtiments en construction ou en planification sont considérés comme des éléments signalétiques. Pensons à la nouvelle station surélevée du REM qui se trouvera au centre de l'autoroute 15, aux tours d'habitation du quartier Pointe-Nord ou au mat du nouveau pont. Certains de ces points de repère pourraient être mis en valeur.



Les tours Évolo du quartier Pointe-Nord et le nouveau pont



Le boulevard René-Lévesque



Une vue vers le centre-ville



Le littoral sous l'estacade

CANOPÉE

L'approche cité-jardin privilégiée lors de l'urbanisation de l'île a permis de léguer une importante présence végétale. Les grands boulevards plantés de type « parkway », en périphérie du secteur, témoignent de cette qualité propre à l'île. Le littoral jouit également d'une belle couverture végétale qu'il faut préserver. Au cœur du secteur de planification toutefois, on constate une importante présence d'aires de stationnement de surface entre les bâtiments et la rue, parmi les plus grands espaces asphaltés de l'île, ce qui induit un manque de verdissement sur les propriétés privées et, conséquemment, des îlots de chaleur. Au sud de l'autoroute, dans le secteur de planification, près de 55 % de la surface du territoire est imperméable et on note un pourcentage de canopée de seulement 16 %.

Plan de densité de végétation sur l'île





Plan illustrant l'importante présence d'aires de stationnement de surface

2.10 SYNTHÈSE DES CONSTATS

UN PÔLE D'AFFAIRES DESTRUCTURÉ À ARRIMER AVEC LA CITÉ-JARDIN DU RESTE DE L'ÎLE

Le concept initial de la cité-jardin à l'île, où le développement résidentiel intègre une forte présence de la nature, mise sur un « centre », le secteur Elgar, comme le principal pôle communautaire. Or, ce dernier a atteint une saturation et peut difficilement accueillir de nouveaux équipements. L'autre lieu central de l'île initialement planifié est le secteur de la place du Commerce, important pôle d'affaires, de commerces et de services à proximité de la porte d'entrée de l'île. À travers les décennies qui ont marqué le développement de cette rue, on peut reconnaitre une certaine déconnexion par rapport au caractère paysager perceptible ailleurs sur l'île. Les aménagements dédiés à l'automobile, avec de grands espaces asphaltés, marquent le paysage environnant. De plus, les abords de cet axe commercial furent urbanisés de façon déstructurée, où de grands lots très faiblement occupés favorisent peu l'animation et l'encadrement des voies publiques. Les aménagements sont parfois discordants par rapport à l'approche de la cité-jardin ou d'un quartier complet de type TOD.

UN SECTEUR À REQUALIFIER EN UN QUARTIER DE TYPE « TOD »

La venue de la nouvelle station de transport collectif structurant du REM implique la définition d'une aire « TOD » comme il est indiqué au PMAD et au SAD. Elle est l'une des 155 aires déterminées pour le territoire de la CMM. Ainsi, afin de favoriser l'utilisation du transport collectif et d'intégrer un milieu de vie structurant selon les principes d'un TOD, de nouvelles constructions plus denses que certains bâtiments présents, et intégrants des usages mixtes, devront être planifiées dans le secteur. Les nouveaux projets devront tenir compte des caractéristiques de L'IDS, tout en promouvant les principes d'un TOD à intégrer au sein d'un secteur commercial et d'affaires déjà établi, mais qui pourrait être optimisé. Les résidents de l'île ou les nouvelles clientèles à attirer dans la partie nord de L'IDS seront plus enclins à profiter des nombreux avantages d'un quartier complet, notamment en utilisant des modes de déplacement autres que l'automobile.



Vastes aires de stationnement autour des centres d'achats



Le boulevard René-Lévesque, limite sud du secteur de planification

UNE FAIBLE CANOPÉE, MAIS UNE FORTE PRÉSENCE VÉGÉTALE EN PÉRIPHÉRIE À METTRE EN VALEUR

Une grande partie de L'IDS a été urbanisée selon l'approche cité-jardin. Toutefois, le secteur de planification comporte peu de composantes s'apparentant à cette approche. La disposition parfois désorganisée des constructions, le peu de verdissement sur les sites privés de même que la présence de grandes surfaces de stationnement font que le secteur offre le plus faible indice de canopée de l'ensemble de L'IDS. Les plantations sont surtout présentes le long des rues principales, notamment sous forme de boulevards plantés ceinturant le secteur. Ces derniers constituent des éléments d'intérêt typiques de la cité-jardin à mettre en valeur et dont la fonctionnalité devrait être conservée. L'intérieur du secteur devrait prévoir une maximisation du verdissement sur les sites privés, que ce soit au niveau du sol ou à même les bâtiments.

UNE POPULATION DIVERSIFIÉE

Les statistiques du quartier L'Île-des-Sœurs démontrent un revenu par ménage et une valeur des propriétés plus élevés que la moyenne montréalaise. L'analyse plus précise des données indiquent toutefois une certaine diversité socio-économique illustrée par la la présence d'un grand nombre de familles, d'une population immigrante importante (±40 %) ainsi que d'un important parc de logements locatifs (±30 % des logements sur l'île).

Les nouvelles opportunités de développement dans le secteur de planification pourront soutenir les besoins de tous les types de population de l'île, mais également contribuer à la venue de clientèles diversifiées qui sauront profiter des avantages d'un milieu de vie



Faible présence végétale sur certains sites privés



Immeuble résidentiel au centre de l'île (Source : Google, 2019)

UNE CONCENTRATION DE COMMERCES, SERVICES ET BUREAUX À REDYNAMISER

La place du Commerce offre des commerces et services pour l'ensemble des résidents de l'île. C'est l'axe commercial principal et un lieu de convergence important pour les citoyens et les travailleurs. On note toutefois un certain essoufflement dans l'occupation de certains locaux, notamment pour l'usage de bureaux, et l'offre de commerces, services et bureaux pourrait être plus variée et complète. L'apport d'une nouvelle clientèle pourrait favoriser cette diversité, mais il faut également prendre en compte la forme construite actuelle aux abords de la place du Commerce, qui n'est pas toujours propice à l'animation commerciale. Les reculs bâtis importants et des façades principales entretiennent une faible relation avec les voies publiques, héritage d'un aménagement axé sur l'importance des déplacements automobiles. Les parcours piétonniers pour desservir les commerces depuis la rue sont actuellement peu conviviaux et parfois même non sécuritaires, car ils traversent de vastes espaces de stationnement.

DES BESOINS EN ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS

Les équipements collectifs sont concentrés en grande partie dans le secteur Elgar du centre de l'île. Il y aurait lieu de prévoir d'autres équipements au bénéfice des résidents et travailleurs actuels ou à venir appelés à profiter du secteur de la partie nord, lieu de passage nécessaire vu sa position de porte d'entrée de L'IDS. Par ailleurs, l'offre actuelle en équipements est déjà déficiente sur l'île et le secteur Elgar est au maximum de sa capacité. Avec la venue d'une nouvelle population, les besoins seront encore plus grands. Afin de promouvoir un milieu de vie complet, les résidents et travailleurs devraient pouvoir profiter d'une offre intéressante pour bouger et se divertir à proximité. Cela permettrait de minimiser l'effet d'isolement parfois perceptible sur L'IDS, où la traversée vers la rive de l'île de Montréal est quelquefois nécessaire pour accéder à des services aux citoyens non existants sur L'IDS.



Locaux vacants du secteur



Bonification des équipements collectifs

UNE FAIBLE PROPORTION DE TERRAINS MUNICIPAUX

Bien qu'il soit souhaité d'intégrer de nouveaux équipements collectifs à l'usage de la population, il s'avère que les propriétés municipales de la partie nord se limitent principalement aux voies publiques existantes ainsi qu'à des bandes de terrain en rive de l'île. Une grande proportion des terrains du secteur appartient au gouvernement fédéral (pont, autoroute et abords, estacade) ou à des propriétaires privés. Ces terrains sont souvent de très grande taille (une grande majorité de plus de 6000 m²) et de forme variée. Afin de favoriser l'intégration d'équipements collectifs extérieurs ou intérieurs au profit des résidents et travailleurs, une stratégie immobilière a été entamée par la Ville pour identifier certains terrains voués à cette fin.

DES ACCÈS LIMITÉS À LA PARTIE NORD DE L'ÎLE ET SURTOUT DÉDIÉS AUX AUTOS

L'insularité induit une complexité d'accès interrives et peut parfois occasionner une impression de « captivité » chez les résidents et travailleurs de l'île, particulièrement en période de chantier tel que celui du pont Samuel-De Champlain. Le secteur de planification inclut pour le moment les seuls accès permettant de desservir l'ensemble de l'île. Il est d'ailleurs actuellement difficile et peu convivial de circuler à pied et même impossible d'entrer ou sortir de l'île en cyclomoteur étant donné que les accès véhiculaires ne se font que par autoroute. Il y aurait ainsi lieu d'améliorer les déplacements sur les liens existants, de bonifier les portes d'accès à ces liens ainsi que de maximiser les nouvelles possibilités de liens interrives afin de favoriser le sentiment de « connexion » avec le reste de la ville de Montréal, que ce soit à partir du secteur de planification ou à proximité. Il sera par ailleurs pertinent d'évaluer les connexions entre l'île et le nouveau boulevard Bonaventure (projet PJCCI), qui transformera l'autoroute 10 en un boulevard urbain structurant intégrant des mobilités actives permettant de rejoindre rapidement le centre-ville.


Des terrains vacants non municipaux


Bretelle d'accès A-15 sud

UN RÉSEAU DE CIRCULATION À OPTIMISER

La barrière autoroutière de l'A-10 et l'A-15 induit une certaine déconnexion entre le quartier Pointe-Nord/ campus Bell et le reste du secteur de planification, notamment la place du Commerce. Les possibilités de liaisons automobiles sont limitées, et encore plus en ce qui concerne les déplacements actifs. Un nouveau passage piéton sous l'autoroute est prévu lors de l'aménagement de la nouvelle station du REM. Toutefois, ce passage n'offrira pas un parcours direct pour les piétons entre les pôles d'activités. De plus, la présence, au sud de l'autoroute, de très grands lots occupés par de grandes surfaces de stationnement crée par moment des barrières indirectes entre les voies publiques, rendant difficile le cheminement des piétons vers ou entre les quartiers. Il y aurait lieu de prévoir de nouvelles connexions sur les sites à développer pour diminuer le plus possible les temps de parcours piétons et ainsi améliorer la connectivité entre les différents lieux d'intérêt du secteur ou de l'île, notamment le REM. Également, certaines voies de circulation nécessiteraient des aménagements permettant d'améliorer la convivialité et la sécurité des déplacements piétons et cyclables.



Trottoirs manquants le long du boulevard René-Lévesque

DES CORRIDORS VISUELS À PROTÉGER

Comme l'île est la porte d'entrée sud de la ville de Montréal, plusieurs points de vue sensibles sont perceptibles sur les parcours d'entrée le long des autoroutes. En effet, des vues d'intérêt sont offertes vers et depuis le fleuve, le centre-ville et le mont Royal et méritent un encadrement afin de favoriser leur protection. Sur l'île, quelques points de vue sont également perceptibles, principalement lorsqu'on s'approche des rives. Plusieurs éléments signalétiques identitaires à L'IDS, actuels ou en construction (REM, pont Samuel-De Champlain), pourraient également être mis en valeur dans le cadre du développement de la partie nord.



Vues à protéger vers le fleuve et le pont

UNE COORDINATION REQUISE DES DIVERS INTERVENANTS DANS LE SECTEUR

Le secteur de planification est en grande transformation avec la présence de deux chantiers majeurs que sont le nouveau pont Samuel-De Champlain et le REM. Ces sites de construction qui occupent une grande portion du territoire ont des impacts importants sur les aménagements, la fonctionnalité et la congestion dans le secteur. Certains échéanciers ou objectifs par projet, sur lesquels la Ville n'a pas le contrôle, complexifient l'arrimage entre les différentes interventions. Un travail soutenu de collaboration avec les différents partenaires responsables de ces projets est nécessaire afin d'assurer une complémentarité avec les interventions proposées par la présente démarche de planification et de minimiser les impacts négatifs sur les usagers de l'île.



Nombreux chantiers dans le secteur



Section 3| VISION, ORIENTATIONS ET OBJECTIFS



Place du Commerce

3.1 INTRODUCTION

Cette section présente l'énoncé de vision pour le secteur et exprime les cinq grandes orientations d'aménagement et leurs objectifs sous-jacents. Les interventions préconisées pour chaque objectif s'appuient sur les constats décrits à la section précédente et visent à rehausser la qualité de l'aménagement du secteur de planification.

3.2 ÉNONCÉ DE VISION

L'élaboration du PPU offre l'opportunité de réfléchir à l'avenir du secteur, qui fait et fera l'objet de grandes transformations au cours des prochaines années avec la nouvelle station Île-des-Sœurs du REM et le nouveau pont Samuel-De Champlain.

Indubitablement, l'arrivée du REM insufflera au secteur un renouveau caractérisé par une facilité d'accès au centre-ville de Montréal et à d'autres pôles de la région métropolitaine. Cette accessibilité accrue deviendra un incitatif propice à la venue de nouvelles clientèles aux habitudes de déplacement variées. La transformation qui en découlera contribuera à la redéfinition du secteur comme un milieu de vie et de travail diversifié, axé sur les principes d'un TOD. La place du Commerce et ses abords seront réaménagés afin de consolider la vocation économique de l'île, tout en intégrant également toutes les composantes d'un quartier complet. L'ensemble se déploiera harmonieusement à travers la trame des quartiers limitrophes, développés selon les principes de la cité-jardin. Les nouveaux développements immobiliers mixtes, de plus forte densité que la forme construite actuelle de la place du Commerce, contribueront à diversifier l'offre en logements pour des clientèles variées, mais également à bonifier les espaces commerciaux ou pour affaires. La partie nord se développera ainsi en un environnement où de nombreuses options pour travailler, habiter, se déplacer, se divertir et consommer seront offertes, lesquelles participeront à renforcer sa vitalité sociale et économique.

À travers la consolidation de la trame urbaine existante, de nouvelles options de déplacement permettent de consacrer plus d'espace aux mobilités actives et au transport collectif. Cela se concrétisera par une meilleure répartition des types de déplacement, notamment par :

- une extension du réseau cyclable;
- le déploiement d'un important réseau piétonnier convivial et sécuritaire;
- une offre de transport en commun enrichie;
- une reconversion d'espaces extérieurs, aujourd'hui dédiés à l'automobile et au stationnement, en des lieux plus structurants.

Par son environnement naturel et son histoire d'exception de même que sa relation privilégiée avec le fleuve Saint-Laurent et le paysage environnant, le secteur de la partie nord favorisera à la fois la détente, la contemplation et les activités récréatives à travers différents espaces collectifs. Le parcours riverain sera bonifié et mis en valeur, en maximisant l'interaction avec le littoral. Il intégrera des espaces de commémoration et de mise en valeur célébrant les personnes d'importance et l'histoire de l'île, notamment son passé agricole.

Le réaménagement de certaines rues, la création de lieux publics de rencontre, l'aménagement d'espaces verts et de jardins de même que la mise en réseau des sites riverains contribueront grandement à l'appropriation collective du secteur et favoriseront également l'émergence de pratiques environnementales exemplaires. Ainsi, la partie nord de l'île évoluera en respectant son identité insulaire associée aujourd'hui à un milieu de vie en adéquation avec la nature, mais où la venue d'un mode de transport collectif structurant – le REM – générera une intensification harmonieuse de nouvelles activités. L'ensemble se voudra profitable pour tous les résidents ou travailleurs de l'île, qui bénéficieront d'un environnement sain et économiquement viable.

3.3 ORIENTATIONS

1.

LA CRÉATION D'UN MILIEU DE VIE ET D'EMPLOI DE TYPE TOD AUX ABORDS DE LA STATION DU REM

1. Soutenir la densité construite
2. Consolider le noyau de commerces, services et affaires de la place du Commerce
3. Promouvoir une diversité dans l'offre de logements
4. Favoriser l'intégration de nouveaux équipements et espaces collectifs

2.

L'AMÉLIORATION DE LA MOBILITÉ EN PRIORISANT LES DÉPLACEMENTS ACTIFS ET COLLECTIFS

1. Améliorer les accès à l'île
2. Privilégier des aménagements au profit des piétons, cyclistes et usagers du transport collectif

3.

LA MISE EN VALEUR DES COMPOSANTES HISTORIQUES, NATURELLES ET PAYSAGÈRES

1. Favoriser une complémentarité avec la cité-jardin
2. Consolider le parcours riverain
3. Mettre en valeur l'entrée de ville et les vues d'intérêt
4. Mettre en valeur l'histoire du lieu

4.

L'ENCADREMENT HARMONIEUX DE LA FORME BÂTIE

1. Prévoir une gestion optimale des gabarits
2. Favoriser une architecture et des aménagements de qualité en relation avec l'espace public

5.

LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE

1. Encourager une gestion écologique des sites par des pratiques innovantes et durables

1 LA CRÉATION D'UN MILIEU DE VIE ET D'EMPLOI DE TYPE TOD AUX ABORDS DE LA STATION DU REM

1.1 | SOUTENIR LA DENSITÉ CONSTRUITE

La planification d'un milieu de vie complet mise entre autres sur l'intégration optimale d'une densité d'occupation respectant les prescriptions du PMAD pour cette aire TOD, soit d'y construire un minimum de 110 logements/hectare. Les objectifs associés à ces prescriptions sont de rentabiliser les infrastructures existantes ou à mettre en place et d'assurer la venue d'une population suffisante pour favoriser une grande utilisation du REM. La création d'un milieu de vie complet selon l'approche TOD vise à soutenir la présence de résidents et travailleurs aux pratiques axées davantage sur un mode de vie favorisant les déplacements actifs et collectifs et la proximité de nombreux services. Les nouveaux projets immobiliers d'envergure qui seront à être implantés sur l'île devraient ainsi prioriser le secteur de planification de la partie nord afin de soutenir les objectifs de densité et de milieu de vie et d'emploi complet à proximité de l'aire TOD associée au REM.

INTERVENTIONS PRÉCONISÉES

- Prévoir une densité construite plus forte dans les zones aux abords de la station du REM et diminuer la densité en fonction de la distance avec celle-ci
- Favoriser la mise en valeur de terrains vacants ou sous-utilisés (ex. : stationnement)
- Autoriser, lorsque pertinent, la transformation de sites déjà construits

1.2 | CONSOLIDER LE NOYAU DE COMMERCES, SERVICES ET AFFAIRES DE LA PLACE DU COMMERCE

Le PU situe la place du Commerce dans une aire d'affectation d'activités diversifiées qui comporte une importante composante économique. En effet, cette rue et ses abords constituent le principal pôle pour les activités économiques sur l'île. Avec l'arrivée du REM et des retombées qu'il générera, la place du Commerce et ses abords devront assurément être optimisés afin de pérenniser, mais également renforcer la vocation économique au sein d'un milieu de vie complet. Le réaménagement de la rue en un parcours plus structurant, en étroite relation avec l'interface immobilière à construire, permettra de mieux consolider le développement commercial et d'affaires tout en soutenant une offre commerciale plus complète et variée pour les résidents et travailleurs, actuels et futurs. De nouveaux types d'entreprises présentant un créneau d'affaires compatible avec le mode de vie associé à une aire TOD (milieu plus compact, déplacements actifs, nombreux services, etc.) seront d'ailleurs fortement encouragés à s'y installer. La réorganisation des implantations pour les nouvelles constructions, misant davantage sur un rapport direct à la rue et une animation des rez-de-chaussée, pourrait contribuer à l'essor économique du secteur. Le noyau de commerces et services du quartier Pointe-Nord, qui respecte davantage ces paramètres quant à la forme urbaine, est un bon exemple du type de rapport à la voie publique à prioriser pour les nouvelles constructions. Enfin, la revitalisation de la place du Commerce permettra de multiplier les interventions assurant une relation directe avec la nouvelle porte d'entrée et de sortie de l'île que sera la station du REM.

INTERVENTIONS PRÉCONISÉES

- Réaménager la place du Commerce pour lui permettre d'assumer son rôle d'axe commercial structurant pour le secteur, au cœur de divers pôles d'activités enrichissant la vie des résidents et travailleurs de l'ensemble de l'île
- Améliorer son rôle de rue commerciale de déambulation, en optimisant la place accordée aux piétons et cyclistes
- Redonner une position d'avant-plan aux façades commerciales donnant sur la voie publique
- Assurer une nouvelle liaison piétonne et cyclable directe entre la place du Commerce, le REM et le secteur commercial du quartier Pointe-Nord
- Faciliter l'accès à l'ensemble des commerces et services du secteur de planification, tous types de mobilité confondus
- Assurer une desserte technique fonctionnelle des locaux pour affaires
- Miser sur la venue de nouveaux créneaux économiques incluant, par exemple, l'économie du savoir

1.3 | PROMOUVOIR UNE DIVERSITÉ DANS L'OFFRE DE LOGEMENTS

Les projets immobiliers à venir devront favoriser l'émergence de typologies d'habitation variées. En matière d'habitation, l'offre actuelle est limitée au quartier Pointe-Nord ainsi qu'à la résidence Ambiance, située sur la place du Commerce. La Ville préconise d'augmenter le parc de logements et de diversifier son offre afin d'attirer différentes clientèles, qu'elles proviennent ou non de l'île. L'intégration de logement social et communautaire, abordable et pour familles est grandement privilégiée dans le secteur, et ce, en complémentarité avec l'important parc locatif existant au centre de l'île.

INTERVENTIONS PRÉCONISÉES

- Soutenir l'implantation de projets immobiliers comprenant notamment une composante résidentielle
- Assurer une compatibilité des projets d'habitation par rapport aux contraintes liées à l'autoroute 15
- Privilégier, principalement aux abords de la place du Commerce, la mixité des usages au sein d'un même bâtiment afin de soutenir l'offre en commerces et services pour les résidents
- Favoriser l'implantation de projets intégrant du logement social et communautaire, abordable et pour familles
- Intégrer des aménagements extérieurs et des espaces publics de qualité au profit des résidents

1.4 | FAVORISER L'INTÉGRATION DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS ET ESPACES COLLECTIFS

Des études et sondages ont permis de déterminer des équipements et espaces, intérieurs ou extérieurs, qui pourraient s'avérer nécessaires au soutien du développement de L'IDS. Compte tenu de sa position de porte d'entrée et des terrains disponibles ou à transformer, le secteur de planification offre un potentiel intéressant pour accueillir de nouveaux équipements et espaces collectifs pour l'ensemble des usagers, qu'ils soient résidents ou travailleurs. Parmi les équipements et espaces pouvant être envisagés dans le secteur, soulignons : une nouvelle bibliothèque, de nouveaux espaces intérieurs communautaires polyvalents, de nouveaux espaces pour la pratique de sports (intérieurs et extérieurs) et des espaces publics, dont une nouvelle place multifonctionnelle d'envergure. Ces équipements et espaces pourraient être concentrés sur un même site afin de créer un pôle de nature civique. À la suite

d'ententes avec les propriétaires, certains de ces équipements et espaces également pourraient être intégrés au sein de projets privés afin de maximiser les lieux de détente et de loisir au profit des résidents et travailleurs de ces projets, mais également au bénéfice de l'ensemble des usagers de l'île. Une mutualisation des équipements et espaces accessibles au public, à travers divers partenariats, serait ainsi grandement encouragée. Par ailleurs, il est à noter que la CSMB a établi des besoins pour une nouvelle école primaire et secondaire sur L'IDS. Considérant notamment l'accessibilité du secteur, ce dernier présente un excellent potentiel pour accueillir un équipement scolaire.

INTERVENTIONS PRÉCONISÉES

- Évaluer la possibilité de créer un pôle de services communautaires, culturels et sportifs
- Créer de nouveaux espaces extérieurs accessibles au public, notamment en relation avec le fleuve
- Viser la mutualisation des équipements, notamment avec l'école envisagée par la CSMB
- Promouvoir l'implantation de nouveaux équipements collectifs au sein d'un projet immobilier mixte
- Favoriser l'aménagement d'une place publique multifonctionnelle d'envergure en relation avec le fleuve
- Consolider et mettre en valeur les espaces publics existants dans le secteur, notamment la place de la Grande-Marguerite
- Aménager les lieux extérieurs collectifs de façon à faciliter l'entretien et permettre un usage pendant quatre saisons

2 L'AMÉLIORATION DE LA MOBILITÉ EN PRIORISANT LES DÉPLACEMENTS ACTIFS ET COLLECTIFS

2.1 | AMÉLIORER LES ACCÈS À L'ÎLE

Les accès à l'île sont actuellement tous localisés dans le secteur de planification. Les aménagements étant peu nombreux et parfois peu conviviaux pour les déplacements actifs, il y a lieu d'assurer une bonification de ceux existants afin d'améliorer l'expérience des piétons et des cyclistes qui convergent vers ces seuils d'entrée à l'île. Il y a également lieu d'évaluer la possibilité d'intégrer de nouveaux liens de transport actif et collectif interrives vers le reste de l'arrondissement de Verdun ou l'arrondissement du Sud-Ouest, que ce soit dans le secteur de planification ou ailleurs sur l'île.

INTERVENTIONS PRÉCONISÉES

- Maximiser les liaisons piétonnes, cyclables et par autobus avec la station Île-des-Sœurs du REM, nouvelle porte d'entrée en transport collectif
- Aménager des placettes publiques aux points d'accès piétons et cyclables vers l'île, favorisant un point d'arrêt, mais facilitant également l'orientation des usagers à leur arrivée sur l'île
- Bonifier et mettre en valeur, lorsque possible, les parcours piétons, cyclables ou de transport collectif liant le secteur de planification et la partie sud de l'île
- Favoriser une desserte en transport collectif optimale entre l'île, la station du REM et le reste de la ville
- Évaluer la possibilité de créer une navette permettant de lier efficacement l'ensemble de l'île et le secteur de planification, dont la station Île-des-Sœurs du REM
- Évaluer la mise en place d'un nouveau lien piéton, cyclable, pour transports collectifs et pour véhicules

d'urgence dans le prolongement de la rue Galt et du boulevard Marguerite-Bourgeoys, au-dessus du chenal de L'Île-des-Sœurs
- Favoriser la création d'un lien piéton et cyclable à même le pont Clément vers le secteur Bridge-Wellington, afin de diminuer le temps de parcours menant au centre-ville
- Compléter le réseau cyclable et piéton sur la rive ouest de l'île et menant au pont du chenal de L'Île-des-Sœurs
- Minimiser les impacts des chantiers sur les parcours menant aux accès de l'île

2.2 | PRIVILÉGIER DES AMÉNAGEMENTS AU PROFIT DES PIÉTONS, CYCLISTES ET USAGERS DU TRANSPORT COLLECTIF

Les aménagements du secteur de la partie nord ont généralement été conçus en fonction de l'usage de l'automobile. Sans nier les avantages de l'utilisation de cette dernière, particulièrement dans le contexte insulaire limitant les accès, il est souhaité d'améliorer grandement les transports actifs (marche, vélo) et collectifs (autobus, navettes, REM), qui sont aujourd'hui déficients et ne correspondent pas tout à fait aux principes d'un secteur de développement de type TOD. L'intention est également de maximiser l'utilisation du REM pour les résidents et travailleurs de l'île, en diminuant les besoins d'utilisation de l'automobile. Pour l'ensemble des aires TOD établies dans le PMAD, il est préconisé d'augmenter le plus possible le report modal de l'automobile vers le REM. L'atteinte de cet objectif passe nécessairement par une densité construite et des aménagements favorisant une interaction et une accessibilité optimale avec l'équipement de transport collectif. De plus, étant donné que le secteur présente également certains enjeux concernant la sécurité et l'aménagement du réseau routier, comme il est établi notamment au PLD de Verdun, il importe de miser sur l'amélioration de certains tronçons ou intersections, mais également de créer de nouvelles opportunités de déplacements actifs et collectifs.

INTERVENTIONS PRÉCONISÉES

- Créer de nouvelles connexions piétonnes entre les quartiers et mettre en valeur les connexions existantes
- Inciter les propriétaires à maximiser les passages piétons accessibles au public dans les projets de développement immobilier
- Réaménager le réseau de rues, notamment la place du Commerce, en donnant plus d'espace aux piétons et cyclistes
- Assurer une bonification et une convivialité des accès à la station du REM
- Consolider le réseau piéton existant, en remédiant aux trottoirs ou liens qui sont manquants
- Améliorer la convivialité et la sécurité des déplacements actifs aux intersections, notamment aux carrefours giratoires
- Prévoir un lien public direct entre le REM et la place du Commerce pour faciliter l'accès au REM
- Assurer des liaisons cyclables directes entre la piste du pont Samuel-De Champlain et le réseau local de L'IDS
- Assurer l'accessibilité universelle de la place du Commerce et son utilisation pendant les quatre saisons lors du réaménagement des voies publiques ou la réalisation de projets immobiliers
- Favoriser l'intégration de pôles de mobilité dans le secteur, qui permettent d'utiliser différents modes de transport au sein d'un même espace (ex. : vélo, BIXI, autopartage, trottinette électrique, etc.)

3 LA MISE EN VALEUR DES COMPOSANTES HISTORIQUES, NATURELLES ET PAYSAGÈRES

3.1 | FAVORISER UNE COMPLÉMENTARITÉ AVEC LA CITÉ-JARDIN

Le développement d'une grande partie de l'île s'est fait selon les principes de la cité-jardin. Ces derniers se reflètent toutefois très peu dans le secteur de planification, où ils se limitent principalement aux alignements de plantation sur rue et à l'intégration de boulevards sous la forme de promenades plantées (*parkways*) en périphérie. Il importe cependant que la transformation du secteur se fasse en assurant une transition adéquate et harmonieuse avec les quartiers adjacents typiques de la cité-jardin. Sans répéter le modèle, plus ou moins adapté au contexte du TOD, il est pertinent de soutenir certaines qualités intrinsèques de cette approche dans le cadre du réaménagement de la partie nord de l'île. Notons parmi celles-ci les constructions en hauteur permettant de dégager des espaces au sol pour aménager des parcs, du verdissement, des espaces dédiés à la communauté, etc. Ainsi, pour la partie nord de L'IDS, il est préconisé de viser un juste équilibre entre le caractère organique et paysager de la cité-jardin et le caractère plus urbain nécessaire à la proximité d'une infrastructure de transport collectif. En d'autres termes, les transformations à venir seront à la fois adaptées aux enjeux urbains actuels et résolument axées sur les principes d'un TOD, tout en s'intégrant judicieusement à la réalité immobilière du secteur et au lotissement actuel hérité du plan d'ensemble des années 60.

INTERVENTIONS PRÉCONISÉES

- Mettre en valeur les boulevards plantés ceinturant les quartiers
- Maximiser le verdissement dans le secteur de planification
- Conserver la vocation de transit périphérique des boulevards René-Lévesque et de l'Île-des-Sœurs
- Favoriser la déambulation à travers une succession de parcours piétons et d'espaces verdis, sur site public ou privé
- Favoriser l'aménagement de pôles d'activités interreliés par différents parcours de déplacement actif
- Maximiser les alignements d'arbres de même que le verdissement le long des voies publiques, mais également sur les sites de développement immobilier
- Favoriser l'intégration d'écrans paysagers le long de l'autoroute, notamment afin d'assurer une zone de transition adéquate
- Sensibiliser les propriétaires à favoriser la mutualisation des espaces extérieurs verdis

3.2 | CONSOLIDER LE PARCOURS RIVERAIN

Le parcours riverain, établi au PU et au SAD, est déjà présent en plusieurs endroits dans le secteur de planification. Ce parcours offre de grandes qualités paysagères et des activités permettant de mettre en valeur le littoral et les percées visuelles. De façon générale, il est déjà bien aménagé, même si certains tronçons sont manquants, notamment dans les parties de la rive qui font actuellement l'objet de grands chantiers urbains (pont Samuel-De Champlain, REM). De façon à soutenir un bouclage du parcours riverain dans le secteur de la partie nord et afin de maximiser le contact avec le fleuve, il y aurait lieu de prévoir de nouveaux aménagements sur ces sites. Il sera également pertinent d'y créer de nouvelles connexions vers le reste de l'île ou même vers le reste du territoire montréalais.

INTERVENTIONS PRÉCONISÉES

- Favoriser la connexion entre le centre du secteur de planification et le parcours riverain, en privilégiant des parcours en boucle
- Au terme des travaux en cours ou à venir pour les grandes infrastructures (REM et pont Samuel-De Champlain), rouvrir tout tronçon du parcours riverain temporairement fermé ou occupé et améliorer l'aménagement de certaines parties endommagées
- Favoriser l'implantation de nouvelles activités à proximité de la rive
- En collaboration avec les partenaires, favoriser l'aménagement d'un espace récréotouristique entre le pont Samuel-De Champlain et l'estacade
- Évaluer la possibilité de créer un nouvel accès direct à l'eau à partir de cet espace

3.3 | METTRE EN VALEUR L'ENTRÉE DE VILLE ET LES VUES D'INTÉRÊT

La position de porte d'entrée de la ville de Montréal de même que le caractère insulaire de l'île induisent des dégagements visuels offrant des vues d'intérêt, particulièrement dans le secteur de planification. Certains éléments emblématiques de Montréal sont perceptibles vers l'île ou à partir de l'île, notamment le centre-ville, le mont Royal, le fleuve, la Rive-Sud et les Montérégiennes. Ces percées visuelles méritent qu'on favorise leur mise en valeur. Une amélioration générale de l'ambiance du parcours d'entrée de ville est également pressentie à travers la planification.

INTERVENTIONS PRÉCONISÉES

- Prévoir que le développement immobilier préserve certaines percées visuelles vers les éléments d'intérêt sur ou hors de l'île
- Maximiser la préservation des corridors visuels vers le fleuve depuis le mont Royal
- Prévoir la création de nouvelles percées visuelles perceptibles à partir du domaine public vers le fleuve, entre le pont Samuel-De Champlain et l'estacade
- Favoriser la visibilité de la nouvelle station du REM depuis l'ensemble du secteur de planification
- Prioriser des constructions et des aménagements paysagers de grande qualité aux abords de l'autoroute 15, porte d'entrée principale de la ville de Montréal

3.4 | METTRE EN VALEUR L'HISTOIRE DU LIEU

La présence amérindienne et, par la suite, les activités agricoles associées à d'illustres fermiers ou aux sœurs de la congrégation Notre-Dame, sont des composantes ayant marqué l'histoire de l'île avant son urbanisation. Deux sites archéologiques (LeBer et autochtone) sont à mettre en valeur pour marquer l'importance de ces activités dans le développement de l'île. Il y aurait également lieu de souligner la présence de l'ancien pont Champlain, dont la déconstruction est prévue au cours des prochaines années. Ce pont a marqué le paysage pendant près de 50 ans et peut difficilement être oublié, malgré le nouvel emblème que sera le pont Samuel-De Champlain.

INTERVENTIONS PRÉCONISÉES

- En collaboration avec les partenaires, favoriser l'aménagement d'une place publique de commémoration et de mise en valeur sous l'autoroute 15 (viaduc P11)
- Intégrer des aménagements assurant la préservation, la commémoration et la mise en valeur du site autochtone de l'ère paléohistorique
- Promouvoir l'agriculture urbaine dans l'ensemble du secteur, en mémoire de l'ancienne vocation agricole
- En collaboration avec les partenaires, favoriser une mise en valeur de l'ancien pont Champlain
- Mettre en valeur la croix de chemin léguée par la congrégation, présente à proximité du boulevard de l'Île-des-Sœurs

4 L'ENCADREMENT HARMONIEUX DE LA FORME BÂTIE

4.1 | PRÉVOIR UNE GESTION OPTIMALE DES GABARITS

Compte tenu de l'importance des enjeux associés à la forme du cadre bâti, incluant la hauteur des bâtiments, il importe d'en assurer un encadrement adéquat. De façon plus particulière, il y a lieu d'assurer un équilibre harmonieux entre, d'une part, la densité requise pour promouvoir le développement d'un quartier complet de type TOD et, d'autre part, le respect et la cohérence du cadre bâti avec l'environnement naturel et construit de L'IDS. Un encadrement plus stricte des volumes et hauteurs construits est ainsi prévu.

INTERVENTIONS PRÉCONISÉES

- Favoriser un modèle de développement immobilier misant sur la densité relativement importante, mais limitant les bâtiments de type « tours » en préconisant une forme plus compacte
- Atténuer les impacts des nouveaux bâtiments de plus grande hauteur sur le confort des piétons
- Éviter une concentration bâtie de type « tours » en continu qui, visuellement, entre en compétition avec le centre-ville et qui pourrait obstruer certaines vues d'intérêt
- Favoriser une densité construite plus grande aux abords de la station du REM et de l'autoroute, tout en évitant l'effet de barrière le long du corridor autoroutier
- Privilégier une densité de construction plus faible et une implantation plus « poreuse » le long du boulevard René-Lévesque (côté sud) et du boulevard de l'Île-des-Soeurs, afin de faciliter la transition avec le quartier existant

4.2 | FAVORISER UNE ARCHITECTURE ET DES AMÉNAGEMENTS DE QUALITÉ EN RELATION AVEC L'ESPACE PUBLIC

Le secteur de planification présente une certaine hétérogénéité dans les typologies, les formes et l'aspect architectural des bâtiments et il s'avère difficile d'y reconnaître un style typique, particulièrement le long de la place du Commerce. Certains bâtiments expriment toutefois une composition architecturale intéressante qui pourrait être conservée. Il est cependant grandement privilégié, pour les nouvelles constructions, de développer un projet qui se veut contemporain, distinctif et innovant. L'implantation des nouveaux bâtiments se devra d'être en relation directe et dynamique avec les voies et espaces publics, et ce, en favorisant un meilleur rapport à l'échelle du piéton. Une grande proportion de l'espace devrait être aménagée de manière à favoriser les déplacements actifs, le verdissement et la gestion optimale et écologique des eaux pluviales. En somme, il est souhaité que le développement immobilier contribue à créer une nouvelle identité pour la partie nord de L'IDS répondant aux besoins de clientèles variées, actuelles ou nouvelles, dans ce nouveau milieu de vie complet.

INTERVENTIONS PRÉCONISÉES

- Privilégier une variété et une articulation dans les volumes construits
- Favoriser la transparence dans les constructions, particulièrement au rez-de-chaussée ainsi que dans les parties hautes
- Prévoir un meilleur encadrement des voies publiques par des implantations plus rapprochées de la rue
- Prévoir des bâtiments offrant une interaction avec les parcours piétons traversant les sites, particulièrement les lots de très grandes dimensions

- Minimiser l'impact des nuisances sonores (autoroute, REM, chantiers, etc.), notamment en utilisant des matériaux appropriés
- Maximiser le verdissement au sol et en toiture
- Sensibiliser les propriétaires à intégrer des espaces accessibles au public sur site privé
- Aménager les sites en privilégiant, de façon prioritaire, les espaces destinés aux piétons et au verdissement

5 LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE

5.1 | ENCOURAGER UNE GESTION ÉCOLOGIQUE DES SITES PAR DES PRATIQUES INNOVANTES ET DURABLES

Dans un contexte d'adaptation aux changements climatiques (canicules, grands épisodes de pluie, etc.) qui génèrent leurs lots de contraintes ayant un impact sur le confort de la population et sur l'environnement, il y a lieu d'assurer l'aménagement d'un quartier fortement axé sur l'intégration de principes écologiques novateurs dans l'aménagement des sites et des bâtiments. L'un des aspects importants concerne la gestion durable des eaux pluviales : les interventions doivent viser une réduction des surfaces imperméables, une biofiltration des eaux de ruissellement, une minimisation de l'apport en eau des surfaces imperméables dans le réseau d'égouts ainsi qu'une protection des milieux terrestres et hydriques (le fleuve Saint-Laurent notamment) face aux perturbations liées au redéveloppement urbain.

INTERVENTIONS PRÉCONISÉES

- Prévoir des interventions diminuant la pression sur les infrastructures souterraines municipales en préconisant la gestion durable des eaux de ruissellement *in situ*[1]
- Limiter l'impact des îlots de chaleur en maximisant le verdissement et la canopée et en favorisant la biodiversité
- Favoriser l'implantation de projets immobiliers ou d'espaces collectifs avec certification environnementale (LEED, ISO 14001, etc.)
- Favoriser l'intégration de l'agriculture urbaine à même les sites comme mesure favorisant notamment le verdissement et la perméabilité des sols
- Réaménager les espaces de stationnement extérieurs par des constructions ou des espaces extérieurs maximisant le verdissement
- Préconiser l'aménagement du stationnement et des aires techniques à l'intérieur des bâtiments tout en minimisant les impacts sur les eaux souterraines
- Prendre en compte les composantes bioclimatiques dans la conception du bâtiment (présence de basilaire, vent, ensoleillement et ombrage, réflectance des matériaux, masse thermique, etc.)

[1] *Exemples d'interventions : déconnexion des surfaces imperméables et orientation des eaux pluviales vers des surfaces perméables, verdissement, prise en compte de la topographie du site et de la perméabilité des sols pour l'aménagement, implantation de jardins de pluie, toitures végétalisées, « water squares », noues, etc.*

3.5 PLAN SYNTHÈSE D'ORGANISATION SPATIALE

Le plan schématique ci-bas résume les grandes intentions pour le secteur en lien avec les objectifs et interventions préconisées décrits précédemment. À travers la planification, il est prévu :

- d'améliorer les accès entre la station du REM et les quartiers adjacents
- de créer un ou plusieurs liens piétons d'envergure dans l'axe est-ouest
- de favoriser la connexions vers les rives et la mise en place de nouveaux accès au fleuve
- de promouvoir la mixité d'usages (commerces, services, habitation) le long de la place du Commerce
- de minimiser les impacts de la barrière autoroutière
- de favoriser un bouclage de réseau actif (piétons, cyclistes)

Les schémas ci-contre, et sur les pages suivantes, expliquent de façon plus détaillée les grands principes d'aménagement préconisés pour le développement du secteur.



Plan d'organisation spatiale

ESPACES PÉRIPHÉRIQUES

UN SECTEUR DESTRUCTURÉ À ARRIMER AVEC LE PARCOURS RIVERAIN ET LES QUARTIERS ÉTABLIS



PLACE DU COMMERCE

UNE REVITALISATION DE LA RUE COMMERCIALE RENFORÇANT L'OFFRE EN COMMERCES ET SERVICES DE MÊME QUE LES DÉPLACEMENTS ACTIFS QUI ASSURENT UNE CONNEXION AVEC LE REM



AXE EST-OUEST

LA MISE EN PLACE D'UN CORRIDOR NATUREL ET RÉCRÉATIF STRUCTURANT LIANT LE CŒUR DU SECTEUR, LES PÔLES D'ACTIVITÉS, LE LITTORAL ET LES QUARTIERS ADJACENTS





RÉSEAU VÉHICULAIRE

LE MAINTIEN DES PRINCIPAUX DÉPLACEMENTS VÉHICULAIRES EN PÉRIPHÉRIE



RÉSEAU PIÉTON

L'INTÉGRATION D'UN VASTE RÉSEAU DE CIRCULATION PIÉTONNE DE QUALITÉ CONNECTÉ À LA PÉRIPHÉRIE



VERDISSEMENT

UNE MAXIMISATION DES PLANTATIONS DANS LES PARCOURS DU DOMAINE PUBLIC ET PRIVÉ ET DANS LES PROJETS IMMOBILIERS

VUES EXTERNES

DES VUES À PRÉSERVER À PARTIR DU MONT ROYAL ET DU FLEUVE



Vues indiquées à la réglementation d'urbanisme en vigueur

PORTES D'ENTRÉE

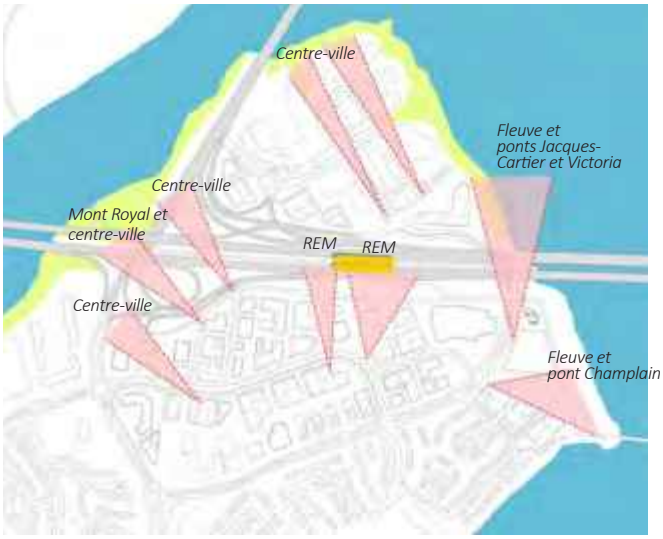
DES CORRIDORS VISUELS À METTRE EN VALEUR AUX PORTES D'ENTRÉE DU SECTEUR



PERCÉES VISUELLES

DES VUES À METTRE EN VALEUR À PARTIR DU SECTEUR DE PLANIFICATION





RESPECT DES VUES À PARTIR DU MONT ROYAL ET DU CENTRE-VILLE



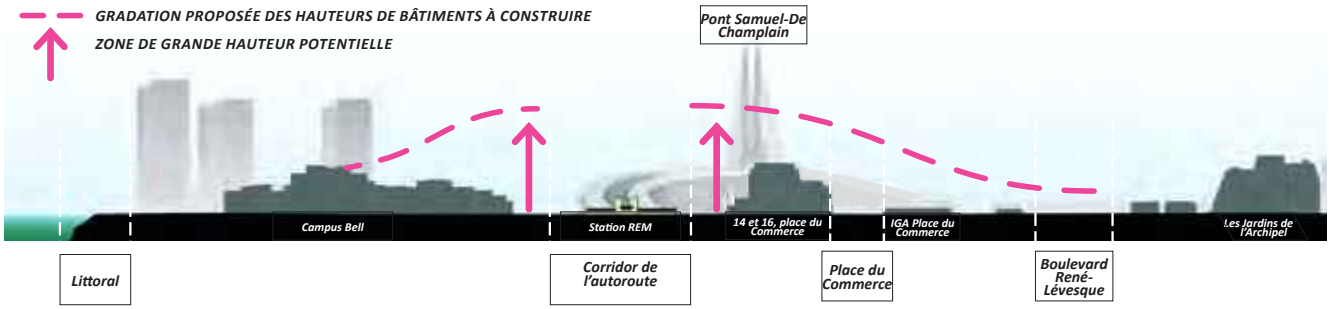
Vue à partir du belvédère Kondiaronk

Vue rapprochée à partir du belvédère Kondiaronk

RESPECT DES MASSIFS DU MONT ROYAL ET DU CENTRE-VILLE



PLUS FORTE DENSITÉ DE CONSTRUCTION À PROXIMITÉ DU REM ET LE LONG DE L'AUTOROUTE, DÉCROISSANTE VERS LES QUARTIERS ADJACENTS



HAUTEURS DES BÂTIMENTS

LES PARTIES CONSTRUITES LES PLUS HAUTES EN BORDURE DE L'AUTOROUTE ET DU REM

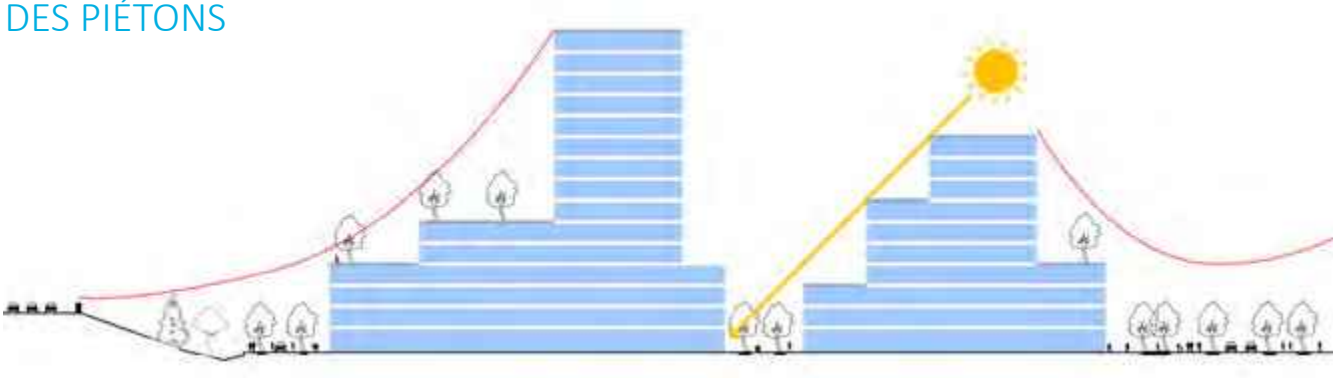


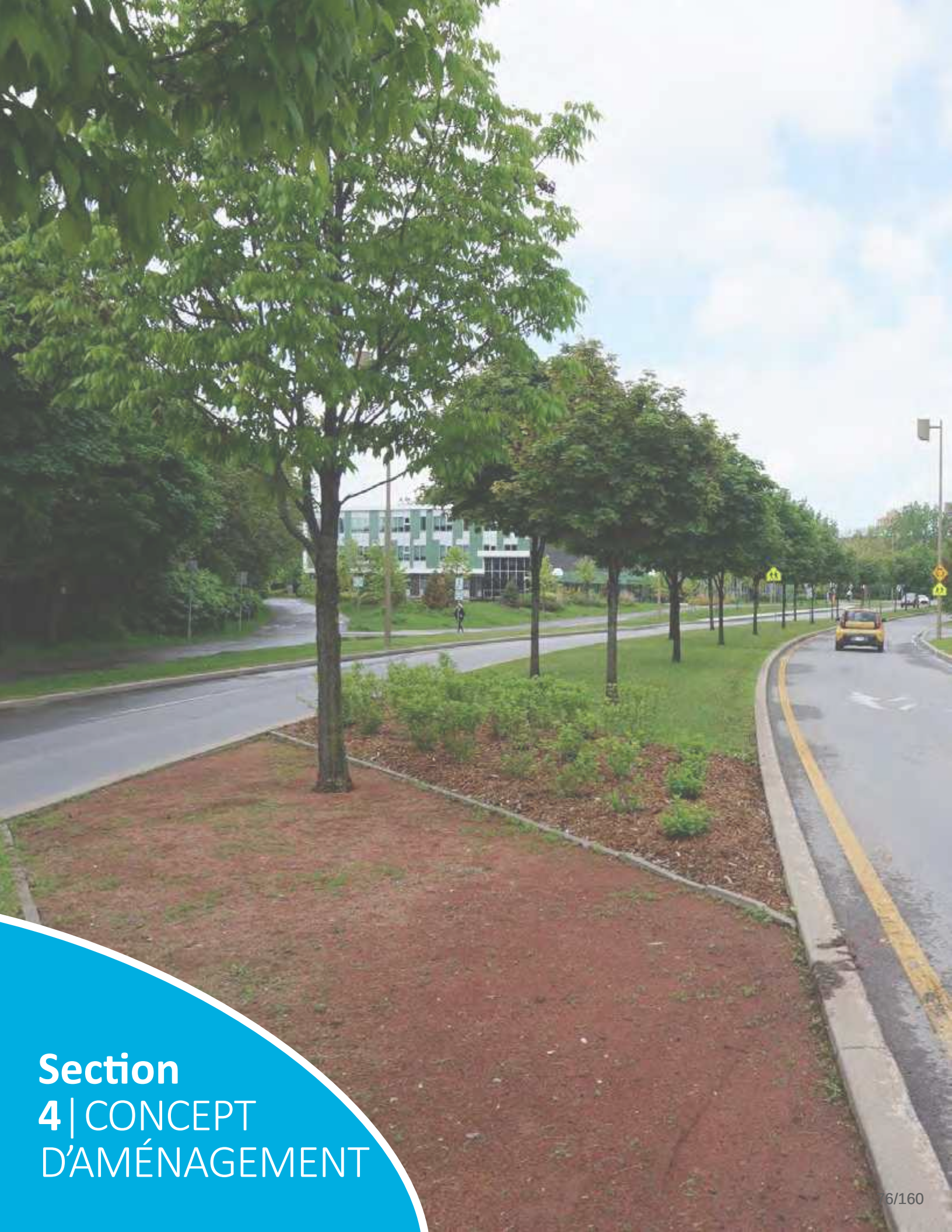
REPÈRES URBAINS

DES BÂTIMENTS REPÈRES DISTINCTIFS PRÉCONISÉS À DES EMPLACEMENTS STRATÉGIQUES



UNE ARTICULATION DES VOLUMES CONSTRUITS MAXIMISANT LE CONFORT DES PIÉTONS





Section 4 | CONCEPT D'AMÉNAGEMENT



Boulevard René-Lévesque (côté sud)

4.1 INTRODUCTION

Les orientations, objectifs, pistes d'intervention et grands principes exposés dans la section précédente permettent de définir l'encadrement prévu pour la mise en valeur du secteur dans les années futures.

Afin d'illustrer la vision, la section 4 propose un concept d'aménagement pour l'ensemble du secteur exprimé sous forme de plans, de coupes et d'images 3D. Ceux-ci présentent ainsi une illustration plus concrète de ce qui pourrait être réalisé, en fonction de la vision préconisée et des exigences des documents de planification que sont le PMAD et le SAD. Le concept illustré par le plan d'aménagement est présenté à titre d'exemple et devrait, à ce titre, orienter les interventions. Cependant, il ne doit pas être vu comme étant contraignant, notamment sur le plan de la géométrie et de l'aménagement des emprises publiques ainsi que sur le plan de l'implantation et de la volumétrie des bâtiments.

Pour les aménagements des domaines public ou privé, la présente section vise à illustrer des possibilités concrètes de respect des objectifs du présent PPU, mais sans nier l'existence d'autres possibilités. De fait, chaque projet devra s'inspirer de la vision et du concept d'ensemble sans constituer obligatoirement une copie identique de la forme illustrée. Ainsi, les images présentées dans les sections 4 et 5 le sont à titre indicatif.

4.2 PLAN D'AMÉNAGEMENT

SCÉNARIO DU POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT À LONG TERME

Le plan d'aménagement illustre l'approche en design urbain préconisée, elle-même issue des orientations et objectifs d'aménagement décrits précédemment. Les différentes interventions sont expliquées à travers la présente section ainsi que dans la Section 5 - Interventions détaillées.

Le plan image ci-contre, les plans explicatifs et les vues aériennes qui suivent dans la présente section et la section 5 illustrent les intentions pour le tracé ou le réaménagement des rues, les passages sur site privé, les implantations de bâtiments, la volumétrie d'ensemble, les plantations et les voies piétonnes et cyclables. Ils sont présentés à titre indicatif et pourraient varier dans le temps, notamment en fonction du rythme, de la localisation et de la forme du développement immobilier à venir dans le secteur de même qu'en fonction d'ententes à convenir avec des partenaires. Le plan image tient compte du découpage de lots actuel; toutefois, il n'est pas impossible que des modifications cadastrales à venir induisent des implantations différentes.

Sur un horizon d'environ 20 ans, la capacité d'accueil du secteur de planification rend possible la construction de :

- ±70 000 m² de commerces/services
- ±110 000 m² de bureaux/affaires
- ±25 000 m² d'espaces institutionnels
- ±3700 unités résidentielles

Il importe de noter que ces données sur la capacité d'accueil totale du secteur sont présentées à titre indicatif en lien avec le concept proposé. Elles ne constituent pas des seuils minimaux ou maximaux à respecter, mais sont conformes aux objectifs de densité et de diversification des activités déterminés au PMAD, au SAD et au PU.



Plan du potentiel d'aménagement pour le secteur de planification

[1] *Planification différée - voir section 6*


1

→ 4.2.1 Pôles d'activités

Le développement de lieux de convergence (pôles) est souhaité à l'intérieur du secteur de planification. Ces pôles permettront de concentrer des activités variées qui généreront un achalandage mais également de l'animation à travers une offre diversifiée de fonctions accessibles à l'ensemble des usagers de l'île. En intégrant le pôle déjà existant dans le quartier Pointe-Nord, six pôles complémentaires et liés de manière synergique sont ainsi offerts dans le secteur de planification.

1 | PÔLE CENTRAL - PORTE DU REM

→ en lien avec le REM et le passage vers la place du Commerce
VOCATION : accueil + commerces et services

2 | PÔLE INSTITUTIONNEL

→ en lien avec le milieu scolaire existant
VOCATION : institutionnelle + communautaire

3 | PÔLE DU LITTORAL

→ en lien avec le littoral, le pont et l'estacade
VOCATION : sportive + communautaire + récréative

4 | PÔLE LE BER

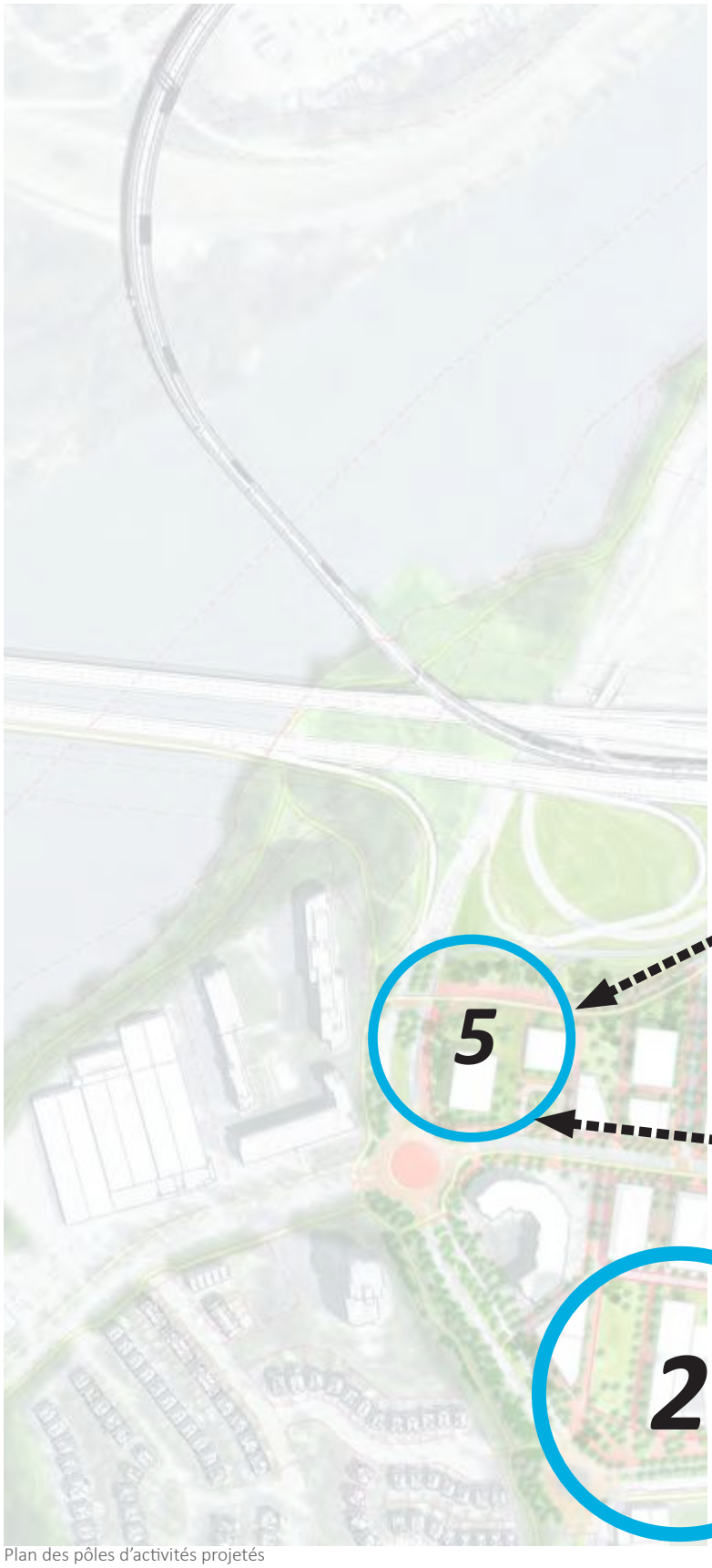
→ en lien avec les sites archéologiques et le littoral
VOCATION : commémoration/mise en valeur + récréative

5 | PÔLE D'ENTRÉE DE L'ÎLE

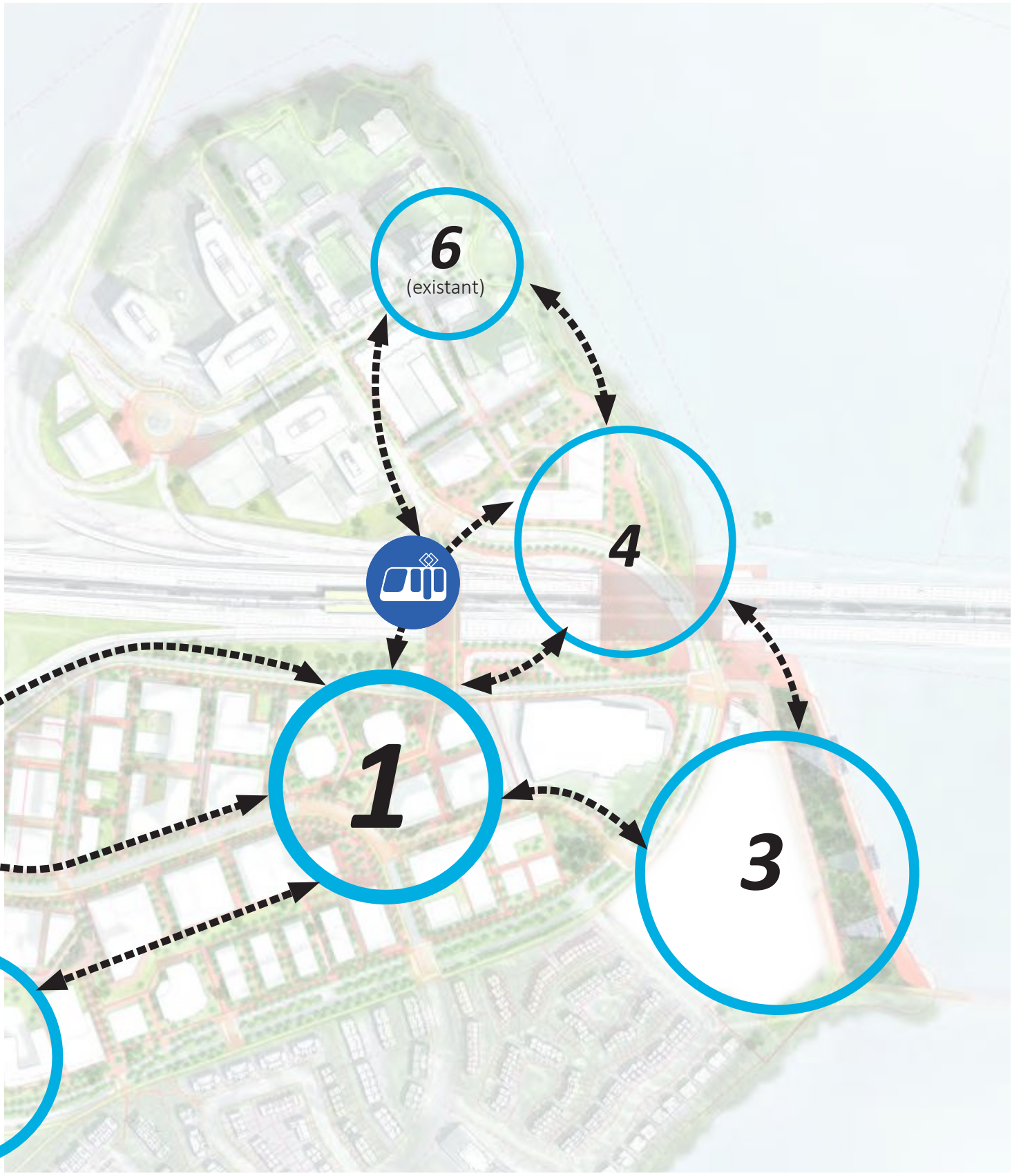
→ en lien avec l'accès principal depuis l'île de Montréal
VOCATION : accueil + commémoration/mise en valeur

6 | PÔLE DE L'ESPLANADE POINTE-NORD

→ en lien avec le noyau de services et le parc existants
VOCATION : récréative + services



Plan des pôles d'activités projetés


6
(existant)
4
1
3

UN ENVIRONNEMENT PIÉTON ET CYCLABLE AMÉLIORÉ

L'amélioration de l'environnement piéton et cyclable s'avère primordiale pour la transformation du secteur, afin de mieux desservir entre eux les bâtiments, les espaces communs et les accès au réseau de transport en commun. Ce principe de développement vaut à la fois pour les domaines public et privé. Il permettra de maximiser la « porosité » de l'ensemble du secteur de planification, atténuant ainsi les contraintes liées aux barrières physiques et favorisant également un meilleur accès aux points d'intérêt du secteur, et ce, à travers des parcours conviviaux.



Plan des espaces dédiés aux piétons et cyclistes

DES PARCOURS SIMPLIFIÉS

Par la multiplication des passages piétons et cyclables préconisée sur les sites, dont un nouveau lien entre la station Île-des-Sœurs du REM et la place du Commerce, le nouveau réseau créé contribuera grandement à diminuer les temps de parcours pour atteindre les différents pôles d'activités du secteur. L'accès au transport collectif ou actif se verra également grandement amélioré.



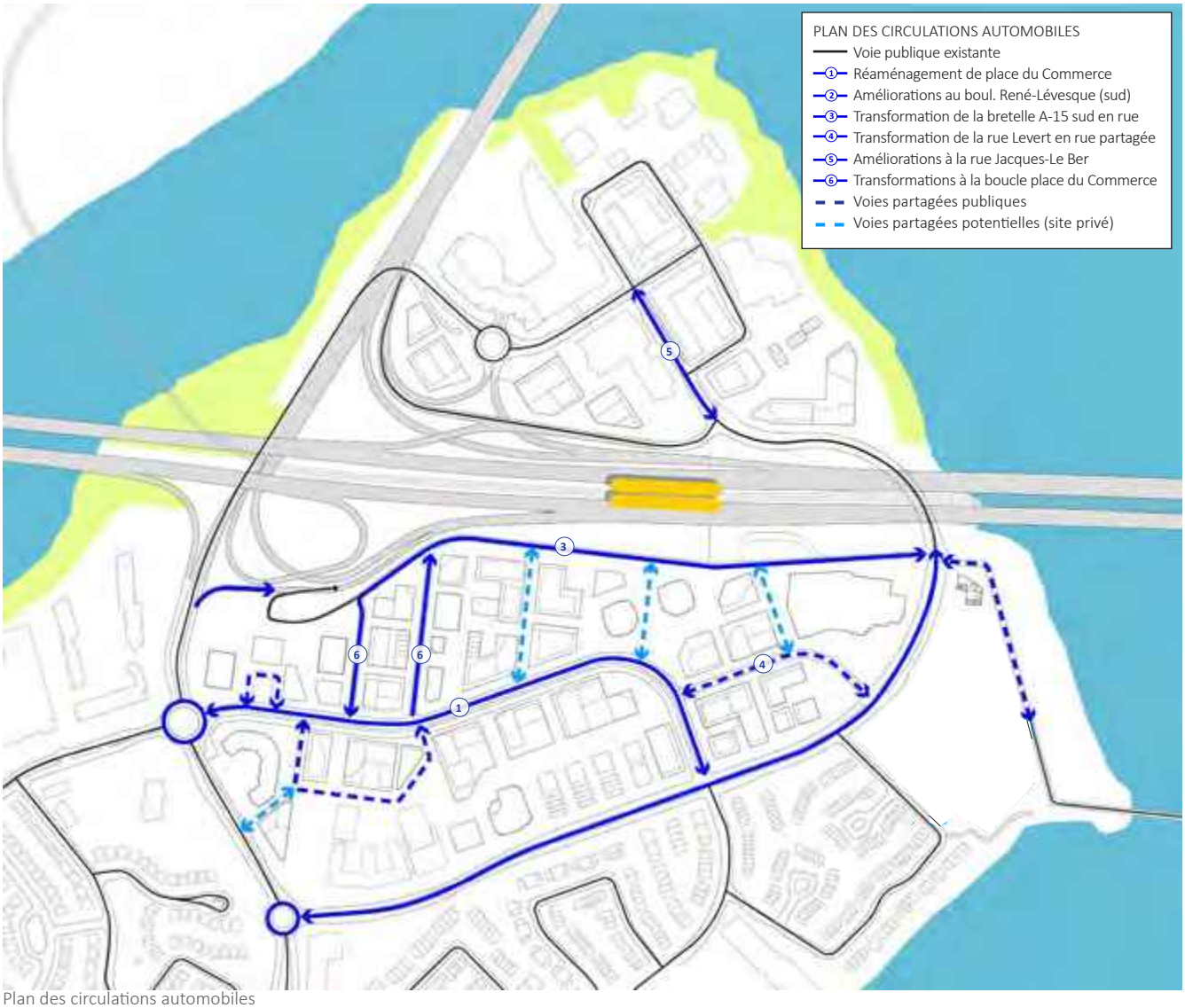
Plan des temps de parcours piétons



Plan des parcours piétons et cyclables

UN RÉÉQUILIBRAGE DES ESPACES POUR CHAQUE MODE DE TRANSPORT

À la manière des grands boulevards de transit déjà présents sur l'île, il est prévu de préserver la circulation véhiculaire principale en périphérie du secteur de planification. Des améliorations ou réaménagements ou transformations sont privilégiés sur plusieurs voies publiques afin d'améliorer les possibilités de déplacement actif et les rendre sécuritaires. Sur les terrains aux abords de la place du Commerce, la circulation véhiculaire se veut surtout utile pour joindre les espaces intérieurs de bâtiments, qui sont dédiés à du stationnement, à la livraison ou à d'autres fonctions techniques. Les propriétaires de terrains privés seront sensibilisés au fait de privilégier la circulation non automobile par l'aménagement de nombreux passages piétons. Il sera toutefois possible d'aménager des voies de type partagées autorisant la circulation automobile qui permettront de desservir les bâtiments et espaces de livraison. Ces voies devront toutefois privilégier la circulation piétonne et cyclable, de même que le verdissement et le drainage.



Plan des circulations automobiles

UNE DESSERTE D'AUTOBUS À OPTIMISER

La station du REM prévoit une fréquence de passage aux 3 à 5 minutes et se trouve à seulement 2 stations de la Gare centrale du centre-ville (±6 min). La STM prévoit réorganiser son réseau d'autobus afin de favoriser une desserte efficace entre les différents quartiers de l'île et la station du REM, mais également d'autres secteurs de la ville. L'optimisation du réseau routier dans le cadre du présent PPU pourrait également contribuer à une meilleure desserte des parcours d'autobus. Une consultation publique, organisée par la STM dans le cadre de la *Stratégie de refonte des réseaux* lancée en 2018, a eu lieu au printemps 2019 afin de discuter des attentes et des principes directeurs guidant la refonte du réseau d'autobus de L'IDS. Les grands constats issus de la consultation et d'un sondage sont à venir au cours de la prochaine année. La carte ci-bas présente une schématisation des principes.

- Offrir un service direct entre le REM et tous les secteurs de L'IDS
- Simplifier les trajets de bus (emprunter les mêmes rues dans les deux directions)
- Faciliter les déplacements internes à L'IDS
- Maintenir un lien bus vers le centre-ville et Verdun
- Conserver, voire bonifier la fréquence de service offerte actuellement
- Offrir un service aux mêmes heures que le REM (7j/7, de 5 h à 1 h) pour tous les secteurs de L'IDS



Schématisation des principes pour le transport collectif

UNE PROMENADE COMMERCIALE VIVANTE À L'ÉCHELLE DU PIÉTON

La vocation économique de la place du Commerce est préservée et bonifiée par l'implantation de projets immobiliers incluant une composante de commerces et services contribuant fortement à l'animation sur rue.

Certains rez-de-chaussée des façades n'ayant pas front sur la place du Commerce offriront également des vitrines assurant une animation le long de passages de déambulation piétonne, notamment sur des voies publiques perpendiculaires à la place du Commerce et le long de l'axe vert.



Plan des façades commerciales ou animées

DES LIEUX DE RENCONTRE ET D'ACTIVITÉS

Des parcs et espaces verts municipaux sont déjà aménagés surtout le long de la rive. De nouveaux lieux publics seront également aménagés dans le secteur de planification au cours des prochaines années par des instances gouvernementales dans le cadre des projets du REM, du pont Samuel-De Champlain ou de la mise en valeur de l'estacade. Le nombre de sites en propriété publique au cœur du secteur de planification étant limité, un exercice de sensibilisation sera effectué afin d'encourager l'aménagement d'espaces collectifs sur des sites privés qui seront profitables pour l'ensemble des usagers du secteur. La carte ci-bas présente la répartition potentielle d'espaces accessibles au public, selon la maîtrise foncière. Des ententes pourraient être conclues pour assurer un usage public sur certains de ces sites en propriété privée.

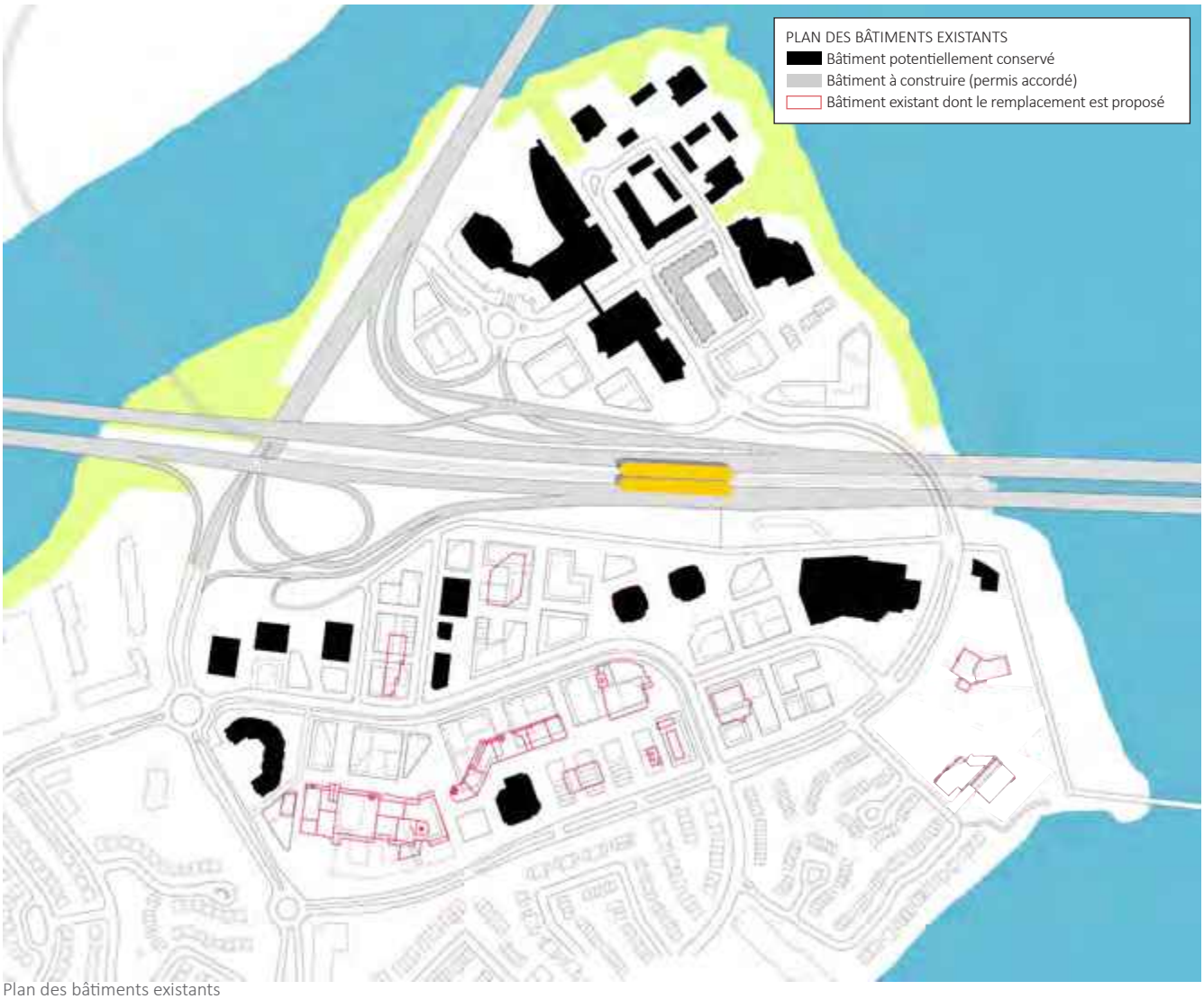


Plan des espaces collectifs extérieurs

[1] *Les noms proposés pour les espaces projetés ou potentiels sont indiqués à titre indicatif seulement.*

UNE TRANSFORMATION GRADUELLE ET ÉCOLOGIQUE DU SECTEUR

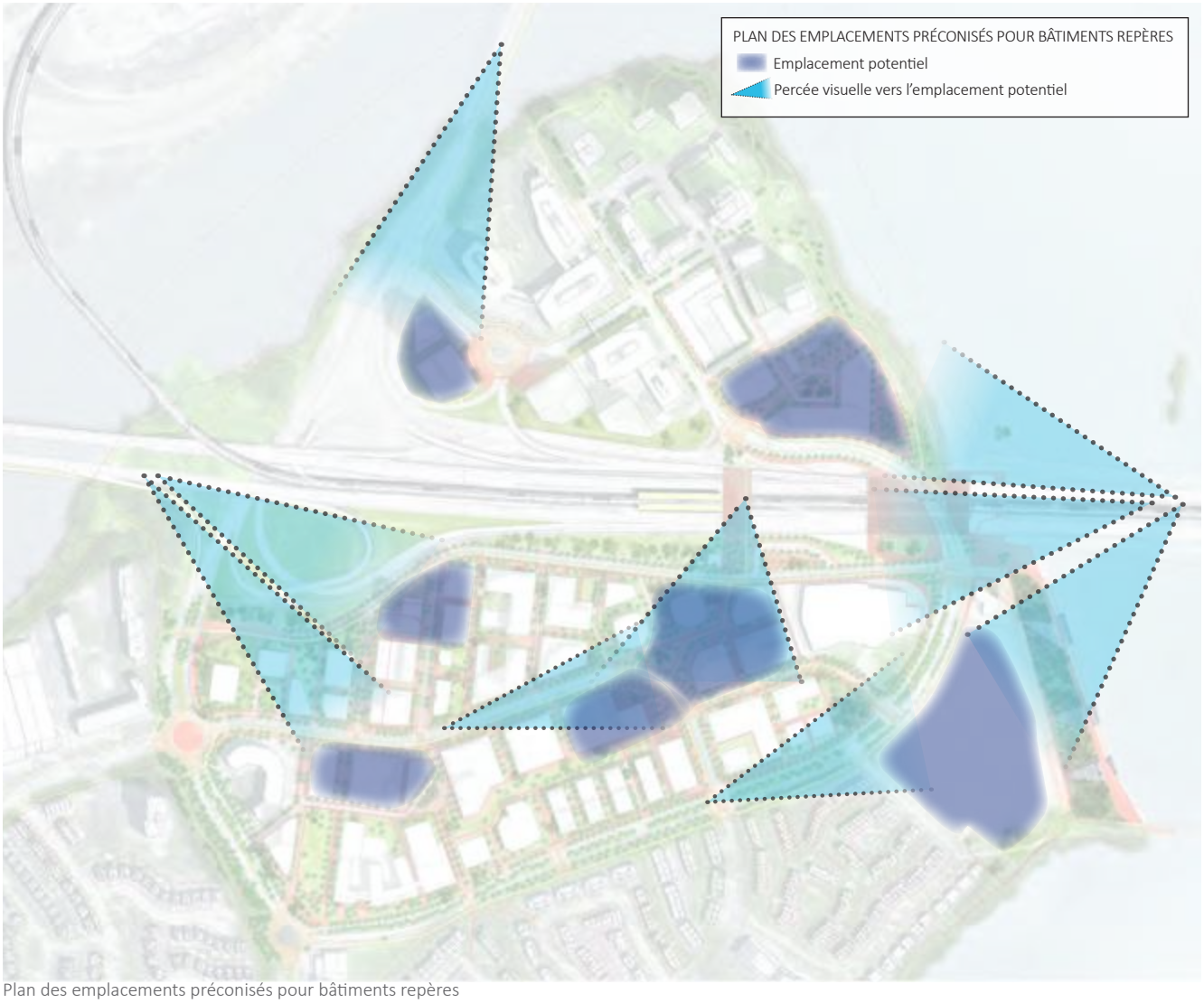
Le secteur de planification offre déjà plusieurs constructions montrant les différentes époques de l'urbanisation de l'île. Bien que plusieurs terrains vacants disponibles permettront de nouvelles constructions, il est envisageable que des bâtiments existants soient transformés ou démolis afin d'offrir une trame construite plus structurante. Le plan ci-bas, présenté à titre indicatif, montre le potentiel de bâtiments d'intérêt à conserver, que ce soit parce qu'ils ont été récemment construits, parce qu'ils démontrent notamment une qualité constructive ou parce qu'ils répondent à des qualités urbaines recherchées (forme, implantation, hauteur, volumétrie, matérialité, etc.). Par souci environnemental, toute démolition ou transformation devra être documentée et justifiée et devra mener à la mise en place de pratiques écologiques dans le cadre de chantiers, par exemple en maximisant la réutilisation et minimisant les déchets de construction.



Plan des bâtiments existants

MISE EN VALEUR DE PERCÉES VISUELLES

À travers l'articulation des volumes construits et la modulation préconisée des hauteurs le long de l'autoroute, des percées visuelles visibles depuis les parcours d'entrée de ville sont orientées vers des emplacements propices à l'édification de bâtiments repères pour le secteur. Certaines percées visuelles permettent également de discerner la place du Commerce comme le secteur principal d'activités de la partie nord de l'île.



Plan des emplacements préconisés pour bâtiments repères

4.3 VUE DU PARCOURS D'ENTRÉE DE VILLE

Les deux images ci-bas présentent la vue depuis le pont Champlain actuel de même que celle depuis le nouveau pont Samuel-De Champlain. Ce point de vue est localisé sensiblement à partir du même endroit dans la partie la plus élevée du tablier des ponts, en considérant que le nouveau pont est légèrement plus élevé que l'ancien. Le parcours d'entrée de ville verra un tissu construit s'ériger de façon plus importante de part et d'autre de l'autoroute, dans un souci d'intégration aux gabarits construits actuels et également sans entrer en compétition avec d'autres éléments significatifs du paysage perceptibles dans cet axe visuel.



Plan clé montrant la localisation du point de vue (Source : Google, 2019)



Vue à partir de la section centrale de l'actuel pont Champlain



Vue à partir de la section centrale du nouveau pont Samuel-De Champlain

4.4 VOLUMÉTRIE

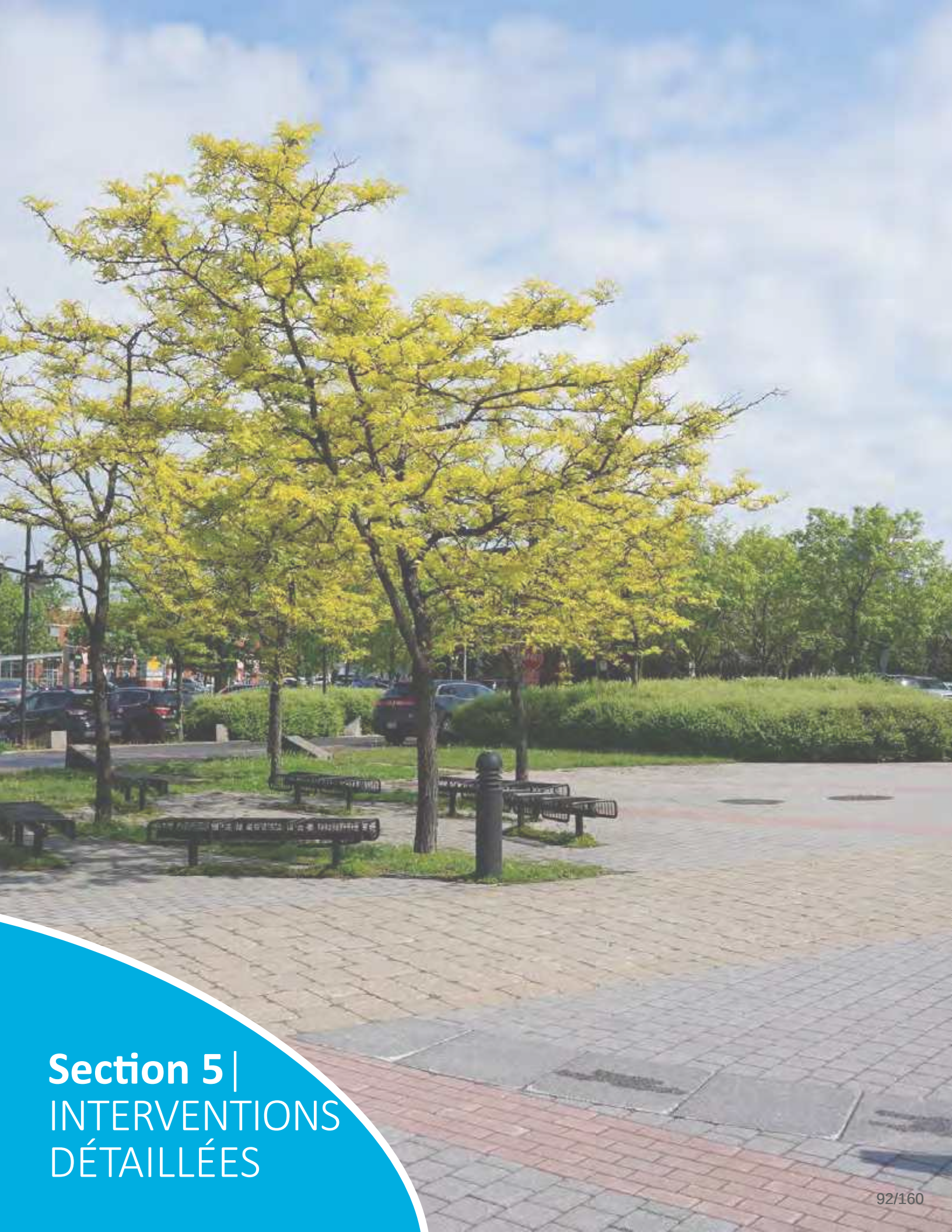
Ces extraits d'une maquette volumétrique schématique montrent le potentiel d'aménagement du secteur par des vues aériennes permettant de bien comprendre dans quel contexte s'insère l'ensemble des interventions proposées. Les bâtiments en jaune sont existants. Quelques images d'ambiance à l'échelle du piéton sont également présentées dans la section suivante.



Vue aérienne en direction est illustrant les interventions, dont la gradation des gabarits par rapport à l'autoroute



Vue aérienne en direction nord-ouest illustrant les interventions, dont la transition entre les quartiers adjacents et le secteur de planification



Section 5 | INTERVENTIONS DÉTAILLÉES



Place de la Grande-Marguerite

5.1 INTRODUCTION

Une planification détaillée est décrite dans la présente section pour mieux expliquer les interventions spécifiques à des unités de paysage, ici appelées aires d'ambiance. Tout comme dans la section précédente, les aménagements sont proposés à titre indicatif. Ainsi, ces aménagements pourraient différer du visuel suggéré. Les aires d'ambiance correspondent soit à :

- des tronçons de rue et leurs abords;
- des espaces publics linéaires établis ou à créer;
- des abords du littoral;
- des quartiers établis;
- de grandes infrastructures de transport.

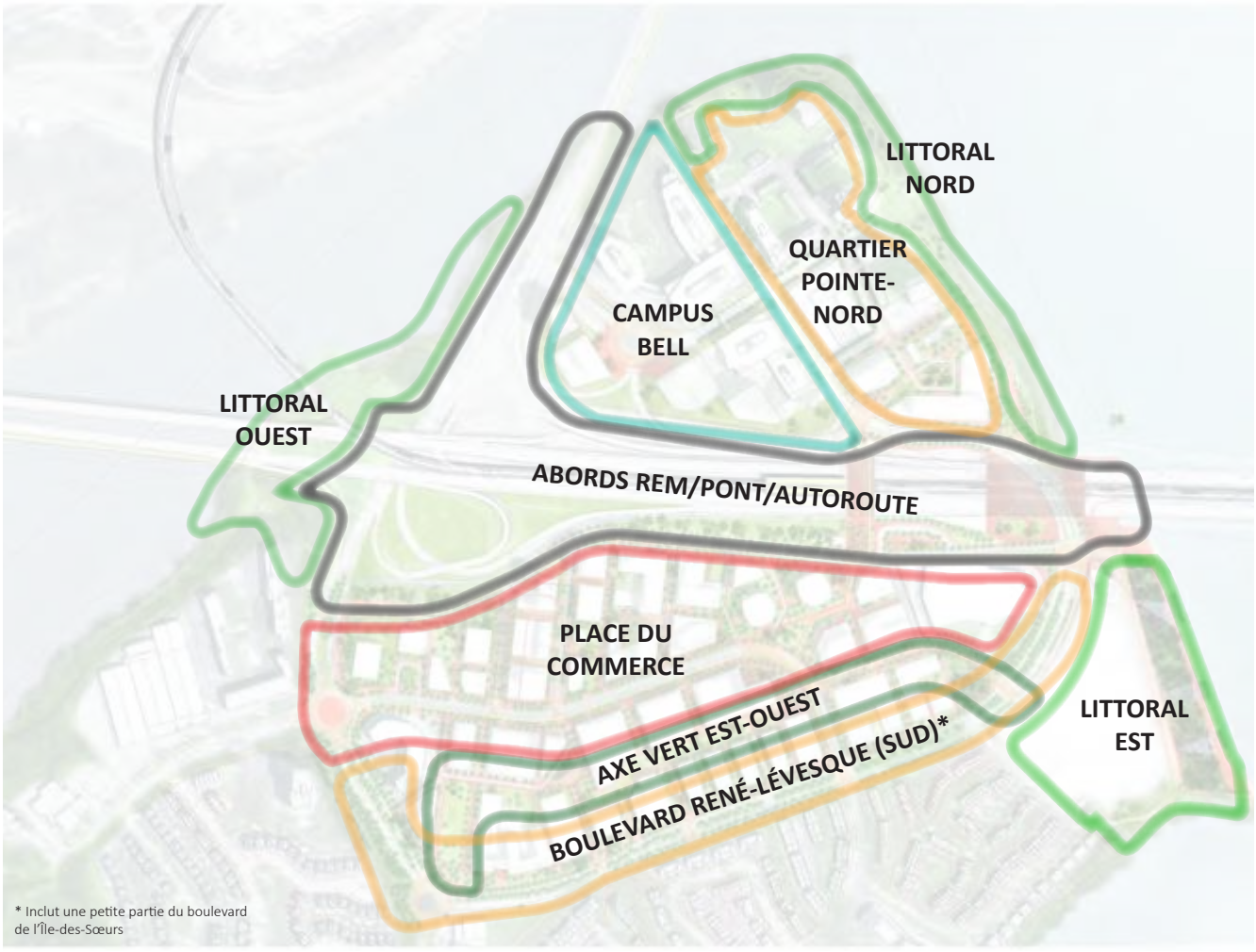
Chaque unité de paysage est présentée afin de démontrer les changements préconisés par rapport à la situation existante. Des balises d'aménagement sont prévues afin de faciliter l'encadrement des interventions qui seront proposées dans le secteur dans les années à venir.

Les interventions suggérées pour le domaine public représentent une sorte d'avant-projet ou d'ébauche, à préciser. Pour l'aménagement du domaine privé, elles constituent une démonstration de ce qui pourrait être conçu pour atteindre les objectifs du présent PPU, mais sans fermeture à d'autres possibilités.

5.2 AIRES D'AMBIANCE

Le territoire de planification a été découpé en plusieurs aires d'ambiance. Chacune de ces aires fait l'objet d'une planification plus précise qui permet d'exprimer de façon plus concrète l'atmosphère recherchée en fonction des caractéristiques du territoire.

De façon générale dans le cadre de projets immobiliers, il est souhaité d'intégrer une forte interaction entre la forme construite et l'aménagement des voies et espaces publics. La description de chacune de ces aires prévoit donc des objectifs et des balises d'aménagement qui touchent à la fois les rues et les espaces publics ainsi que les projets de développement immobilier. La Ville souhaite créer une nouvelle forme urbaine où l'expérience à l'échelle du piéton s'étend au-delà des limites de la rue, incluant la forme des bâtiments et l'aménagement des terrains privés. Les interventions publiques et privées doivent donc être harmonieuses et complémentaires.



Plan de découpage des aires d'ambiance pour le secteur

LA PLACE DU COMMERCE

Le réaménagement de la place du Commerce mise sur la consolidation de l'axe actuel de commerces, services et bureaux en favorisant une continuité des façades commerciales et en misant sur une meilleure ambiance à l'échelle du piéton. Il est souhaité d'assurer le dynamisme des activités économiques tout en permettant, lorsque pertinent et approprié, la bonification de l'offre résidentielle. L'intégration de mesures d'apaisement de la circulation et la bonification des aménagements du domaine public ont pour objectif d'en faire un lieu attractif et sécuritaire pour tous. Les interventions proposées visent également à réduire la chaussée au profit d'espaces plus généreux pour les déplacements actifs, les plantations d'arbres et la gestion écologique des eaux pluviales.

OBJECTIFS

- Réaménager l'emprise publique pour améliorer la convivialité de la rue
- Privilégier une implantation des bâtiments qui favorise l'encadrement de la rue
- Consolider la vocation économique de la rue en favorisant la continuité commerciale
- Préconiser des usages favorisant l'animation en rez-de-chaussée
- Réaménager les sites municipaux hors rue de façon à améliorer leur contribution à l'animation du secteur

BALISES D'AMÉNAGEMENT

- Favoriser la mise en valeur des sites vacants ou des espaces de stationnement à des fins de développement immobilier ou d'espaces à caractère collectif
- Autoriser la transformation importante ou la reconstruction de bâtiments comprenant une implantation plus proche de la rue
- Prévoir la construction de bâtiments mixtes (ex. : bureau, commercial, résidentiel, etc.)
- Assurer une relative continuité commerciale des rez-de-chaussée situés le long de la place du Commerce
- Autoriser des interruptions dans la continuité construite lorsque cela favorise des lieux d'arrêts et de détente
- Sécuriser les intersections et les passages pour piétons
- Intégrer des mesures d'apaisement de la circulation
- Maximiser la conservation de la végétation existante
- Favoriser les nouvelles plantations d'arbres sur rue et/ou sur le domaine privé, préférablement en continuité avec les alignements existants
- Intégrer du mobilier urbain avec une signature propre à la place (bancs, poubelles, supports à vélos, lampadaires, etc.)
- Favoriser l'intégration d'espaces dédiés à la gestion écologique des eaux de ruissellement
- Favoriser la construction de basilaires pour les bâtiments de grande hauteur, avec une occupation fortement dédiée aux activités économiques
- Éviter la construction d'habitations au rez-de-chaussée des bâtiments
- Conserver une voie cyclable bidirectionnelle du côté sud de la rue, en favorisant des aménagements maximisant la sécurité et le confort des usagers
- Élargir les trottoirs
- Assurer une fonctionnalité des stationnements et des aires de livraison, aménagés le plus possible à l'intérieur des bâtiments (souterrains ou étagés)
- Maximiser le nombre de passages d'accès public entre les bâtiments privés (avec l'accord du propriétaire)
- Favoriser l'intégration d'un espace pour un marché public extérieur, sur le domaine privé (avec accord du propriétaire)
- Réaménager l'espace de stationnement municipal du côté nord de la place du Commerce pour en faire un espace public structurant

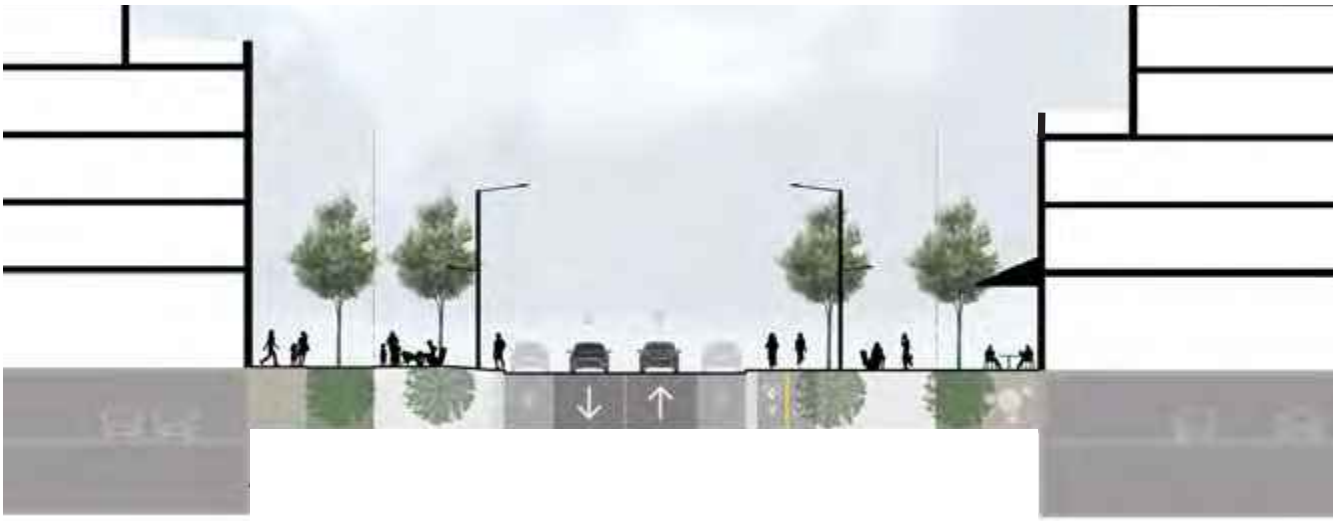
Suite... La place du Commerce et ses abords



Plan proposé de réaménagement de la place du Commerce



Coupe actuelle de la place du Commerce



Coupe proposée de réaménagement de la place du Commerce



État actuel de la place du Commerce



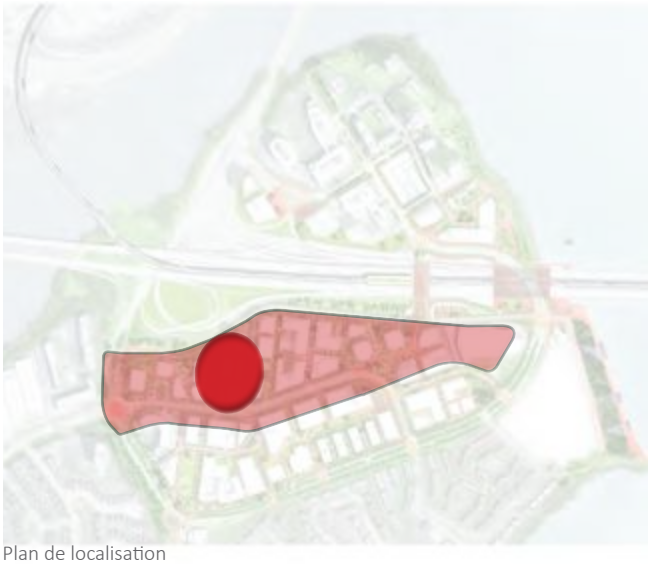
Vision d'ambiance proposée pour la revitalisation de la place du Commerce

LA BOUCLE NORD DE LA PLACE DU COMMERCE

Il est souhaité de réaménager cette boucle en deux tronçons de rue permettant de renforcer la part des déplacements actifs, mais également de plus facilement la connecter avec la bretelle d'autoroute partiellement transformée en rue (voir pages 85-86).

OBJECTIFS

- Réaménager la boucle pour donner plus d'espace aux déplacements actifs
- Créer une liaison avec la bretelle d'autoroute A-15 sud si cette dernière est réaménagée en rue locale donnant accès au réseau autoroutier
- Mettre en valeur les sites vacants ou à transformer



Plan de localisation



État actuel de la partie ouest de la boucle place du Commerce



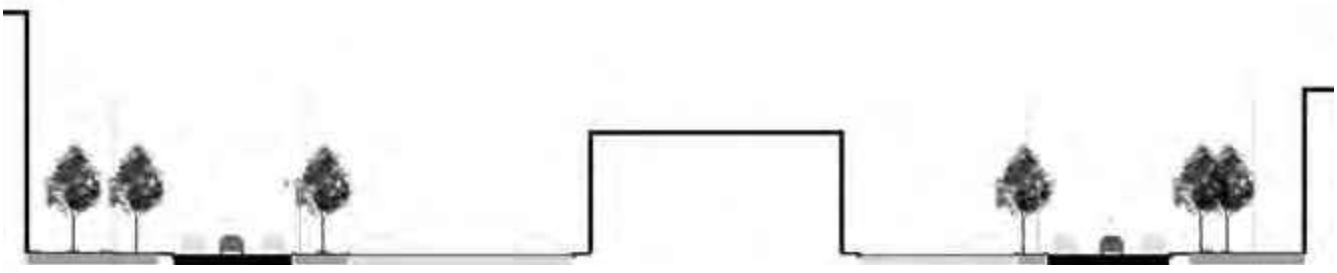
État actuel de la partie est de la boucle place du Commerce

BALISES D'AMÉNAGEMENT

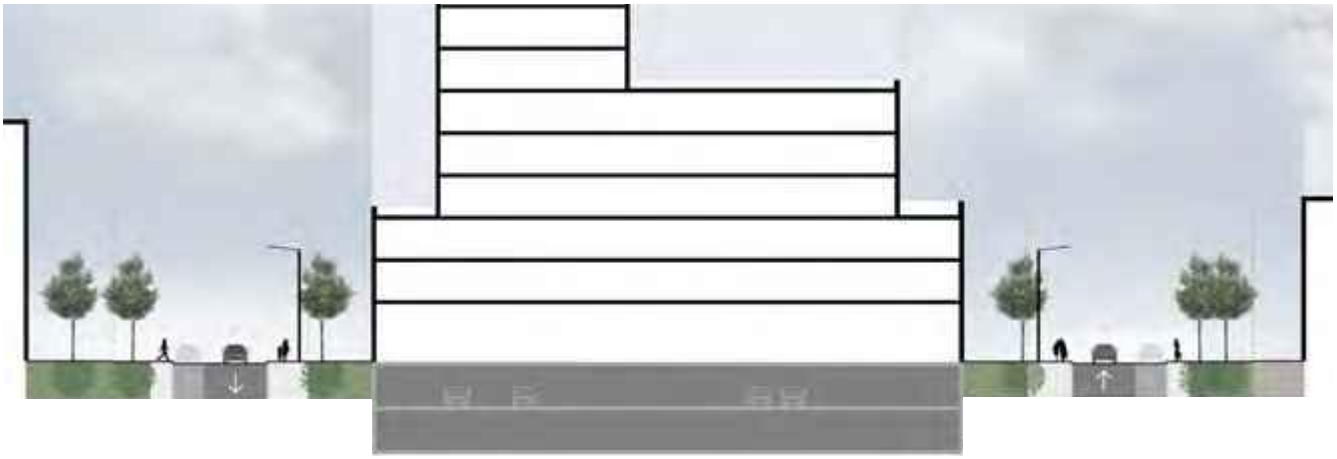
- Favoriser le développement immobilier sur les espaces de stationnement extérieurs
- Privilégier l'implantation des nouveaux bâtiments à proximité de la rue
- Prévoir des possibilités d'accès à la bretelle d'autoroute A-15 Sud
- Favoriser un parcours automobile à sens unique pour permettre de dédier plus d'espace aux mobilités actives
- Préserver le verdissement actuel et poursuivre l'alignement d'arbres dans le prolongement de la rue, vers la bretelle d'autoroute A-15 sud



Plan proposé de réaménagement de la boucle nord de la place du Commerce



Coupe actuelle de la boucle nord de la place du Commerce



Coupe proposée des deux parties de la boucle nord de la place du Commerce

→ 5.2.2 L'axe est-ouest

Cet axe vise à lier la partie ouest, le centre ainsi que le littoral est du secteur de planification. Il est préconisé d'y assurer un verdissement maximal et d'y favoriser, en priorité, les déplacements piétons, en permettant une déambulation conviviale, sécuritaire et agréable. L'axe est-ouest se déploie à travers l'aménagement de trois segments aux ambiances complémentaires.

Le premier segment, l'axe vert, est aménagé au centre de la partie sud de l'autoroute dans le secteur de planification, à mi-chemin entre la place du Commerce et le boulevard René-Lévesque. Cet axe de verdure, dont l'aménagement serait souhaité en partie arrière des projets immobiliers, mais également sur des terrains municipaux, devient un véritable poumon pour le secteur. Il se veut un lieu à la fois dédié à la détente et à des activités récréatives de faible intensité (agriculture urbaine, jeux pour enfants, etc.). Il est encadré par un environnement construit d'un gabarit harmonieux, qui assure une interface propice à l'animation du côté nord (possibilités de commerces et services) et aux espaces plus privatifs du côté sud. L'axe vert n'entre pas en compétition avec le déambulatoire commercial et les activités plus intensives de la place du Commerce. Ce geste fort se veut complémentaire à l'un des principes de la cité-jardin, soit un espace vert distinct du réseau de circulation principal, fortement connecté aux lieux d'intérêt et propice aux rencontres.



Représentation de l'aménagement potentiel de l'axe est-ouest

Le deuxième segment est la rue Levert. Un réaménagement de cette voie publique sous forme de rue partagée est préconisé et constituera un lien entre l'axe vert et le littoral est du fleuve. L'espace dédié aux piétons et cyclistes y sera fortement augmenté.

Le troisième segment se situe dans l'aire d'ambiance du littoral est. Ce segment inclura l'aménagement d'un lien important d'accès public direct entre le boulevard René-Lévesque et le fleuve.



État actuel entre la place du Commerce et le boulevard René-Lévesque

L'AXE VERT

OBJECTIFS

- Offrir un axe structurant de verdure pour les usagers du secteur
- Favoriser l'implantation d'un parcours d'envergure entre le quartier ouest existant et le fleuve
- Bonifier le secteur en encadrant la transformation de l'interface des parties arrières actuelles peu attrayantes des centres commerciaux



Plan de localisation

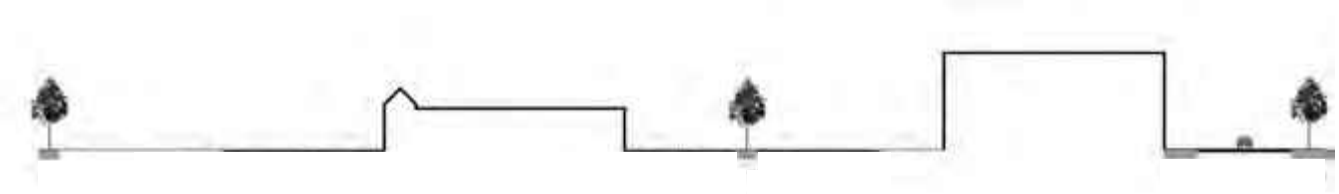
BALISES D'AMÉNAGEMENT

- Favoriser l'intégration de basilaires pour les bâtiments donnant sur l'axe
- Prévoir des cours arrière de grande dimension
- Prévoir un taux de verdissement plus élevé que dans d'autres aires d'ambiance du secteur
- Favoriser l'intégration de mesures de gestion des eaux de ruissellement
- Multiplier les accès menant à l'axe vert depuis la place du Commerce et le boulevard René-Lévesque
- Conserver la place de la Grande-Marguerite comme une place publique structurante faisant partie de l'axe
- Autoriser les usages commerciaux en rez-de-chaussée du côté nord de l'axe afin de favoriser son animation
- Utiliser les propriétés municipales existantes pour aménager une partie de l'aire de déambulation de l'axe vert
- Sensibiliser les promoteurs immobiliers à aménager un passage d'accès public continu le long de l'axe

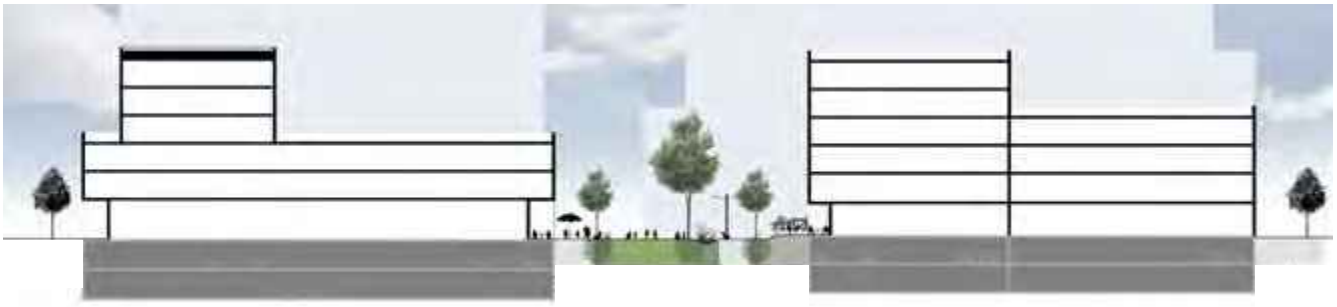


Plan proposé d'aménagement de l'axe est-ouest

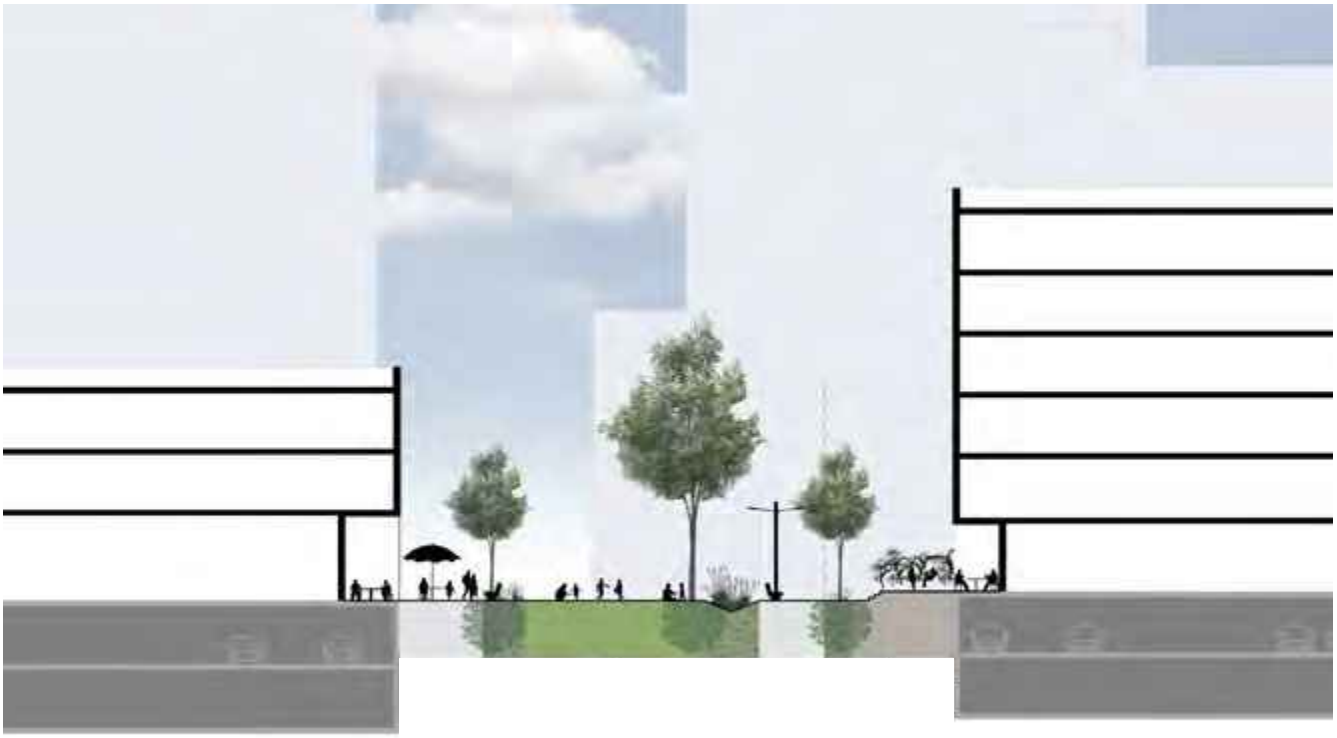
Suite... L'axe est-ouest



Coupe actuelle entre la place du Commerce et le boulevard René-Lévesque



Coupe proposée de l'axe vert entre la place du Commerce et le boulevard René-Lévesque



Coupe proposée rapprochée de l'axe vert



État actuel du lieu (Source : Google, 2019)



Vision d'ambiance proposée pour l'axe vert est

LA RUE LEVERT

La rue Levert se veut le tronçon liant l'axe vert au littoral. Sa transformation assurera une cohésion pour l'aménagement de l'axe est-ouest.

OBJECTIFS

- Transformer la rue Levert en une rue partagée
- Assurer la convivialité du parcours des piétons et cyclistes le long de l'axe est-ouest
- Favoriser la liaison entre l'axe vert et le littoral
- Favoriser les pratiques durables quant au verdissement et à la gestion des eaux de ruissellement



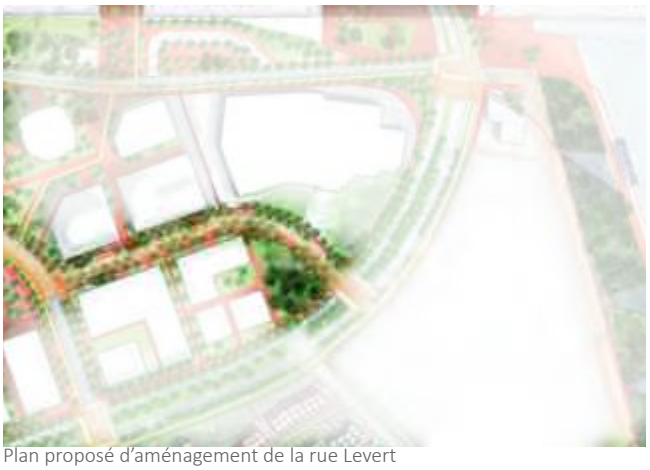
Plan de localisation

BALISES D'AMÉNAGEMENT

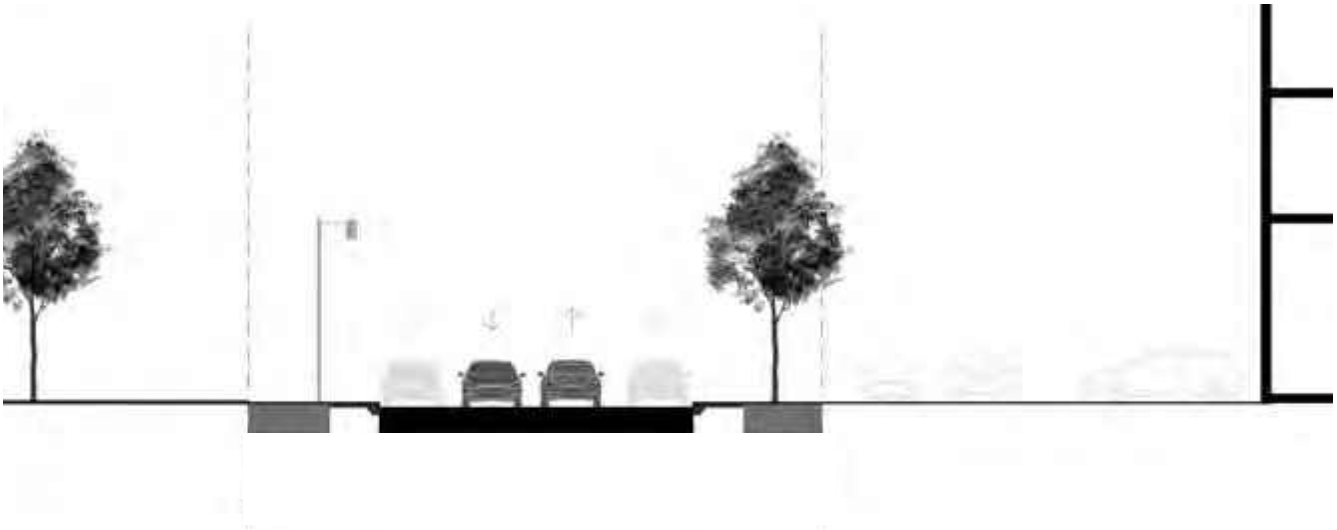
- Prévoir des implantations de bâtiments à proximité de la rue
- Assurer une continuité des mobilités actives entre l'axe vert, la place du Commerce, le boulevard René-Lévesque ainsi que la place du littoral
- Élargir les trottoirs et réduire la chaussée
- Préconiser une chaussée au même niveau que celui des trottoirs
- Conserver une desserte fonctionnelle et technique des bâtiments le long de la rue
- Permettre le stationnement sur rue en quinconce, en alternance avec les îlots de plantation
- Améliorer le verdissement de la rue
- Prévoir une gestion écologique des eaux de ruissellement, à travers des fosses ou noues continues



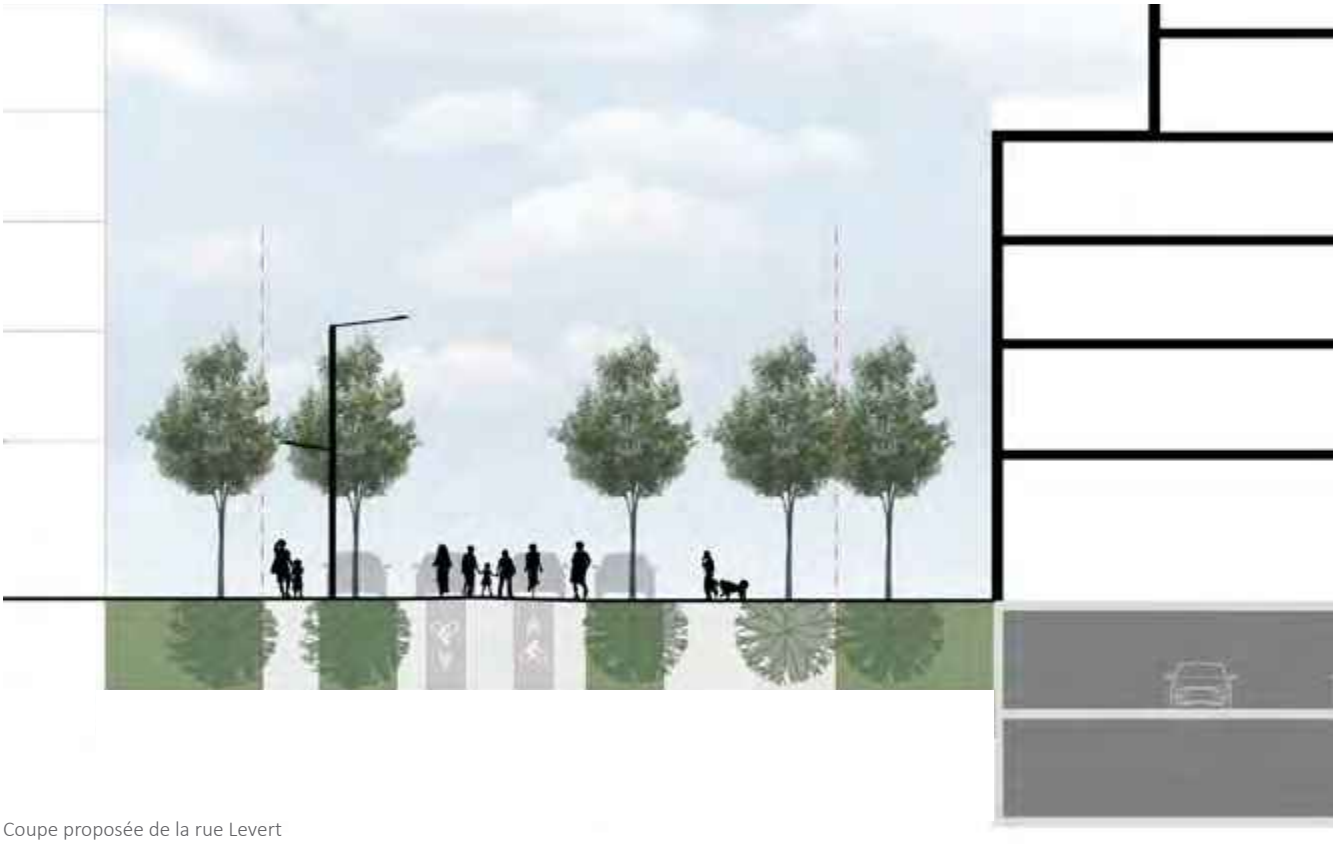
État actuel de la rue Levert



Plan proposé d'aménagement de la rue Levert



Coupe actuelle de la rue Levert



Coupe proposée de la rue Levert

→ 5.2.3 Le littoral est

Le littoral est, entre le pont Samuel-De Champlain et l'estacade, représente le dernier tronçon des rives du secteur qui n'a pas été aménagé selon l'esprit du parcours riverain (voir la section 2.5 de la partie I du PU). Puisque l'usage actuel ne met pas bien en valeur la position privilégiée du site à proximité du fleuve, il est préconisé d'en favoriser une importante transformation. L'aménagement d'un parcours récréotouristique constitue une intervention qui assurerait un accès convivial à l'estacade, à la rive, voire au fleuve, tout en facilitant l'accès à la station du REM.

Cette aire d'ambiance offre également toutes les qualités requises pour accueillir de nouveaux équipements collectifs pouvant exploiter la proximité du fleuve, notamment à travers l'offre d'activités pour les citoyens. En fonction des besoins qui restent à préciser, un tel site pourrait intégrer des activités communautaires, culturelles et sportives, de même qu'une place publique attenante qui pourrait servir de lien principal entre le boulevard René-Lévesque et le fleuve.

Comme une partie de l'aire d'ambiance est propice pour accueillir différents types de projets immobiliers, qui pourraient comprendre des ententes de partenariats, la Ville prévoit compléter ultérieurement sa planification, laquelle mènera à l'adoption de nouveaux paramètres réglementaires adaptés à l'ampleur du projet (voir page 111).



Plan de localisation

OBJECTIFS D'AMÉNAGEMENT

- Compléter le parcours riverain entre le quartier Pointe-Nord et l'estacade
- Soutenir l'aménagement des rives en permettant notamment un contact direct avec le fleuve
- Favoriser l'intégration d'équipements intérieurs et extérieurs accessibles au public
- Améliorer les conditions de déplacement des piétons vers et à partir de l'estacade
- Maximiser les liaisons entre le littoral et le cœur du secteur de planification
- Améliorer le paysage urbain aux abords du site (boulevard René-Lévesque, rive, etc.)



Exemple de potentiel d'aménagement du littoral et d'accès à l'eau (projet de la Promenade Champlain à Québec)



Plan de potentiel d'aménagement du littoral est

BALISES D'AMÉNAGEMENT

- Assurer le maintien d'une desserte technique véhiculaire entre l'estacade et le boulevard René-Lévesque (entretien, services d'urgence, etc.)
- Conserver un lien cyclable d'importance entre l'estacade et le secteur de planification
- Prévoir une architecture distinctive pour tout bâtiment implanté sur ce site constituant une importante composante de la porte d'entrée au territoire montréalais
- Favoriser l'implantation d'un équipement pouvant intégrer des usages de nature communautaire, sportive et culturelle
- Favoriser l'aménagement d'un espace multifonctionnel d'accès public mettant en valeur la relation avec le fleuve
- Assurer une liaison importante entre la rue Levert (prolongement de l'axe vert) et la rive du fleuve, à proximité de l'estacade
- Assurer un encadrement des gabarits construits de façon à soutenir une transition adéquate avec les bâtiments existants adjacents, le long de la rue Cours du Fleuve
- Favoriser la conservation de percées visuelles vers le fleuve, le nouveau pont et la Rive-Sud
- Prévoir l'intégration d'une signalétique à la sortie de l'estacade favorisant l'orientation vers les éléments d'intérêt du secteur et de l'île

LES BOULEVARDS RENÉ-LÉVESQUE (SUD) ET DE L'ÎLE-DES-SŒURS

Les boulevards de l'Île-des-Sœurs et René-Lévesque, principaux axes de transit sur l'IDS, ont été aménagés sous la forme de promenades plantées (*parkways*) et ce, dès l'urbanisation de l'île. Les caractéristiques distinctives de ces grands boulevards, larges et fortement plantés sont à conserver et à mettre en valeur. Dans le secteur de planification, il est toutefois pertinent d'assurer une meilleure interaction entre ceux-ci et le cadre bâti, de façon à éviter que les bâtiments tournent le dos au domaine public. De plus, sur certains tronçons des boulevards, il y aurait lieu d'améliorer les parcours piétons qui sont parfois absents ou discontinus. Une attention particulière devrait également être portée aux abords du secteur scolaire scolaire présent afin de sécuriser les déplacements, mais aussi pour faciliter l'accès à la place du Commerce.



Plan de localisation

OBJECTIFS D'AMÉNAGEMENT

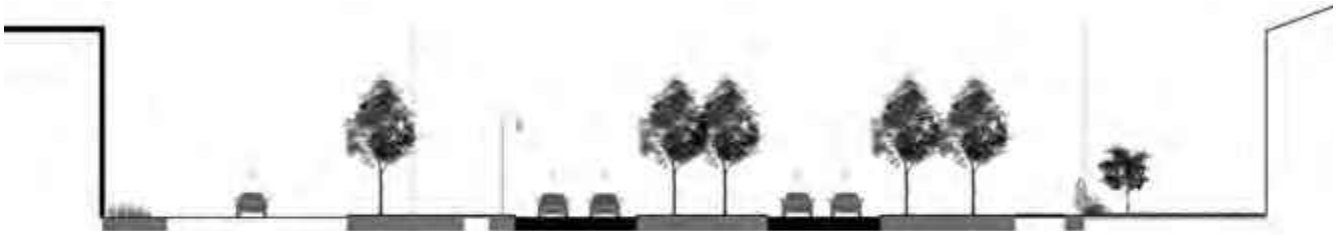
- Marquer les portes d'entrée du secteur
- Mettre en valeur la forme et la fonction des boulevards
- Accueillir des projets immobiliers assurant une transition adéquate entre les quartiers existants et le cadre bâti plus dense prévu aux abords de la place du Commerce
- Améliorer la sécurité et le confort des déplacements actifs

BALISES D'AMÉNAGEMENT

- Dans l'encadrement des projets immobiliers, favoriser la construction de bâtiments présentant des façades le long des boulevards plutôt qu'un cadre bâti faisant dos à ceux-ci
- Conserver et mettre en valeur la végétation existante
- Maximiser les aires de plantation d'arbres et d'autres végétaux favorisant la biodiversité et la gestion écologique des eaux de pluie, particulièrement du côté nord du boulevard René-Lévesque
- Favoriser l'aménagement d'un parcours d'intérêt, agrémenté de petites places publiques pour la détente, du côté nord du boulevard René-Lévesque
- Compléter le parcours piéton du côté nord du boulevard René-Lévesque et élargir le trottoir
- Améliorer le parcours piéton du côté est du boulevard de l'Île-des-Sœurs
- Mettre en valeur et sécuriser les passages piétons existants traversant les boulevards
- Aménager les abords du carrefour giratoire Carrousel en soulignant la porte d'entrée sud du secteur de planification et en sécurisant les interactions en lien avec le milieu scolaire
- Évaluer la possibilité de développer un projet immobilier, par exemple institutionnel, complémentaire à l'école existante Des Marguerite sur le site au nord-est du carrefour giratoire



Plan de potentiel d'aménagement du boulevard René-Lévesque et d'une partie du boulevard de l'Île-des-Sœurs



Coupe actuelle du boulevard René-Lévesque



Coupe proposée du boulevard René-Lévesque

→ 5.2.5 Les abords du REM, du pont et des autoroutes

Les abords de l'autoroute sont en grande transformation et il importe de maximiser le potentiel d'accès aux équipements offerts aux citoyens que sont la station du REM ainsi que la piste cyclable du pont Samuel-De Champlain. Malgré la complexité des nombreux chantiers en cours, il s'avère crucial de planifier le meilleur arrimage possible des aménagements municipaux avec ceux des projets majeurs. Du côté nord de l'autoroute, il importe notamment de bien circonscrire l'accès menant au REM et d'assurer une desserte optimale et sécuritaire pour les piétons et les cyclistes. Du côté sud, il s'avère important d'optimiser la desserte du terminus de bus adjacent à la station du REM et, de concert avec la CDPQi, de simplifier et faciliter l'accès prévu à cette dernière notamment depuis la place du Commerce.



Plan de localisation

RÉAMÉNAGEMENT PARTIEL DE LA RUE JACQUES-LE BER

L'intersection de la rue Jacques-Le Ber et du boulevard René-Lévesque est actuellement occupée par le carrefour giratoire Claude-Robutel. Cette intersection constitue la porte d'entrée nord vers la future station du REM, mais également le point d'accès à la nouvelle piste cyclable du pont Samuel-De Champlain. Or, la configuration du carrefour giratoire ne permet pas d'assurer une desserte piétonne et cyclable sécuritaire et conviviale. Il est donc préconisé de transformer l'intersection pour assurer les connexions vers les deux points d'intérêt que sont le REM et le pont Samuel-De Champlain.

OBJECTIFS

- Réaménager le carrefour giratoire Claude-Robutel en une intersection en forme de « T » pour assurer une connexion sécuritaire et conviviale avec le REM et le pont Samuel-De Champlain
- Compléter l'aménagement du côté est de la rue Jacques-Le Ber
- Maintenir la fonctionnalité du réseau routier, incluant l'accès à l'autoroute
- Mettre en valeur le nouveau lieu d'accès à la station du REM et à la piste cyclable du pont Samuel-De Champlain
- Faciliter la connexion cyclable entre le pont Samuel-De Champlain et le pont du chenal de l'Île-des-Sœurs

BALISES D'AMÉNAGEMENT

- Assurer la connexion de la nouvelle piste cyclable du pont Samuel-De Champlain avec les deux pistes cyclables desservant le pont de l'île-des-Sœurs
- Assurer un accès sécuritaire et convivial pour les déplacements actifs avec le passage à créer qui mènera à la station du REM et à la piste cyclable du pont Samuel-De Champlain
- Favoriser l'aménagement d'un espace plus dégagé devant l'entrée nord du passage sous l'autoroute vers le REM
- Dans le réaménagement du carrefour de la rue Jacques-Le Ber et du boulevard René-Lévesque, évaluer les besoins, de concert avec la STM, pour l'aménagement d'un arrêt d'autobus (au nord de l'autoroute)
- Favoriser les connexions avec le parcours riverain

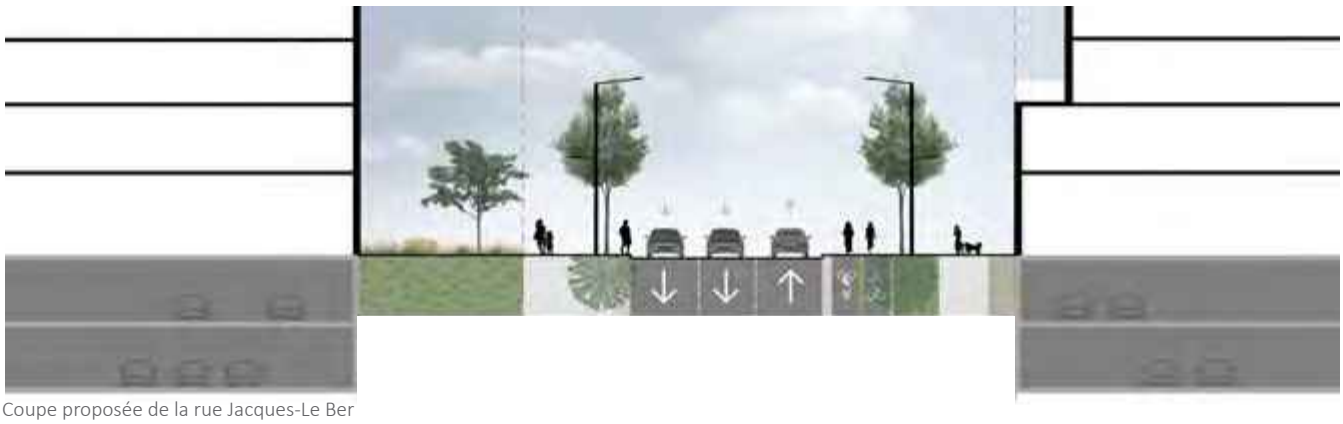


Carrefour Claude-Robutel


Rue Jacques-Le Ber côté est


Plan de potentiel d'aménagement des abords de la rue Jacques-Le Ber


Coupe actuelle de la rue Jacques-Le Ber


Coupe proposée de la rue Jacques-Le Ber

TRANSFORMATION DE LA BRETELLE A-15 SUD EN RUE

La bretelle d'autoroute A-15 sud, située immédiatement au sud de l'autoroute, à l'ouest du boulevard René-Lévesque, sera partiellement transformée par la CDPQi en une rue bidirectionnelle sur environ 300 m afin d'aménager les accès d'un terminus d'autobus pour la station du REM. Dans la continuité de cette intervention et de façon à faciliter l'accès aux terrains vacants ou sous-utilisés adjacents au corridor autoroutier, il est préconisé de prolonger cette rue jusqu'à la boucle de la place du Commerce, tout en conservant l'accès direct à l'autoroute. Une telle transformation permettra également d'améliorer le paysage urbain du secteur en bonifiant les aménagements paysagers le long de l'autoroute. La bretelle étant de propriété fédérale, des discussions devront se poursuivre afin d'arriver à une entente en vue de permettre cette transformation.

OBJECTIFS

- Maximiser et bonifier les parcours entre le nord et le sud de l'autoroute
- Favoriser le désenclavement de terrains très profonds, le long de la place du Commerce
- Améliorer la biodiversité et le couvert végétal
- Améliorer l'aspect visuel des abords de l'autoroute et de l'entrée de ville/de l'île
- Assurer l'accessibilité optimale vers la station du REM



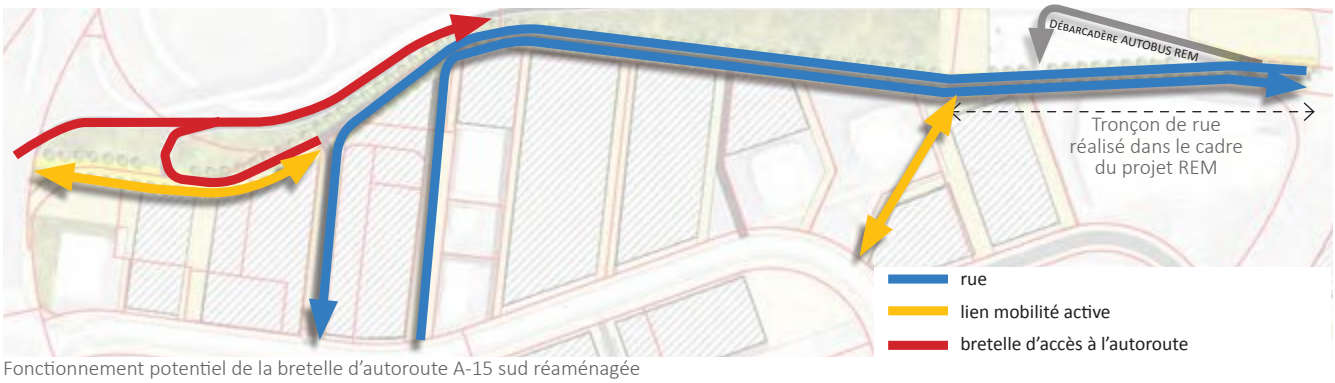
Plan de localisation

BALISES D'AMÉNAGEMENT

- Favoriser la construction de projets immobiliers avec façade le long de la nouvelle rue
- Conserver l'accès à l'autoroute
- Aménager une rue bidirectionnelle avec trottoirs
- Prévoir la possibilité d'intégrer une voie cyclable entre la station du REM et le boulevard de l'île-des-Sœurs
- Aménager un passage piéton et cyclable d'envergure entre le passage menant à la station du REM et le lien multifonctionnel menant à la place du Commerce
- Évaluer le potentiel d'utilisation de la nouvelle rue locale pour des parcours d'autobus entre la station du REM et la boucle de la place du Commerce
- Favoriser l'aménagement d'un espace d'accueil permettant de mettre en valeur la croix de chemin sur le boulevard Marguerite-Bourgeoys
- Aménager des liens sécuritaires et conviviaux entre la station du REM et la place du Commerce
- Dans le cadre de projets immobiliers, sensibiliser les propriétaires à l'aménagement, sur le domaine privé, de liens pour les piétons entre la vers la station du REM via la nouvelle rue



Bretelle d'autoroute A-15 sud à transformer



Fonctionnement potentiel de la bretelle d'autoroute A-15 sud réaménagée



Coupe actuelle de la bretelle d'autoroute A-15 sud



Coupe proposée de la transformation de la bretelle d'autoroute A-15 sud

LIEN ENTRE LA STATION DU REM ET LA PLACE DU COMMERCE

L'aménagement d'un lien multifonctionnel (piéton et cyclable) entre la station du REM et la place du Commerce s'avère crucial pour permettre à cette station de former le nouveau cœur de la partie nord de L'IDS. En plus de desservir la station du REM et la place du Commerce, ce lien multifonctionnel permettra de diminuer de moitié les temps de parcours piétons et cyclables entre les côtés nord et sud de l'autoroute par rapport à l'utilisation du passage le long du boulevard René-Lévesque. Ce passage marquera de façon adéquate la porte d'entrée sud de la station.

OBJECTIFS

- Créer une nouvelle liaison piétonne et cyclable d'envergure entre le quartier Pointe-Nord, la station du REM et la place du Commerce
- Minimiser le temps et la distance de parcours pour les piétons et les cyclistes se déplaçant entre les côtés nord et sud de l'autoroute
- Offrir un accès de qualité à la station du REM pour favoriser un développement immobilier misant sur une utilisation accrue du transport collectif



Plan du potentiel d'aménagement pour le passage



Plan de localisation



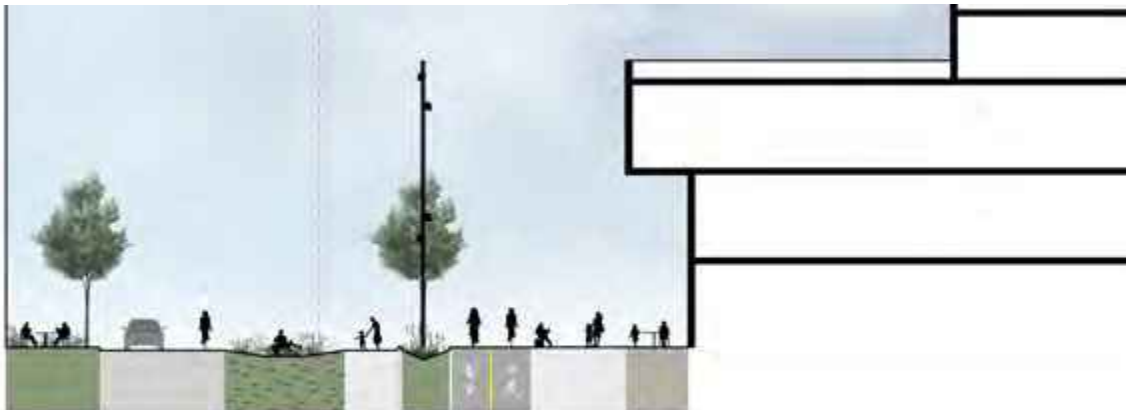
Emplacement visé pour le passage

BALISES D'AMÉNAGEMENT

- Concevoir des aménagements sécuritaires et conviviaux pour les déplacements actifs
- Créer un lien ouvert et invitant, d'une largeur suffisante pour permettre son verdissement ainsi que le confort des piétons et des cyclistes
- Assurer un lien le plus direct possible et sans obstacles entre le quartier Pointe-Nord, la station du REM et la place du Commerce
- Prévoir un encadrement du développement immobilier pour lui permettre d'être complémentaire au nouveau lieu
- Maximiser le verdissement afin de diminuer les îlots de chaleur
- Assurer un maintien de l'utilisation du lien multifonctionnel tout au long de l'année
- Prévoir des possibilités pour agrandir les aires communes du lien multifonctionnel



Coupe actuelle du site visé pour le passage vers le REM



Coupe proposée de la transformation de la bretelle d'autoroute A-15 sud



Vision d'ambiance proposée pour le passage entre le REM et la place du Commerce

ESPACE DE COMMÉMORATION ET DE MISE EN VALEUR SOUS LE PONT

Le projet du pont Samuel-De Champlain laisse un espace vacant de grande dimension sous celui-ci (nommé viaduc P11), entre le boulevard René-Lévesque et la rive est de l'île. Ce site est propice à un aménagement public liant les parties nord et sud de l'autoroute et assurant une commémoration de personnes d'importance historique et une mise en valeur des sites archéologiques (Le Ber et sépulture). Ce lieu est d'autant plus intéressant qu'il offre des vues d'intérêt vers le fleuve. L'espace étant de propriété fédérale, des discussions devront se poursuivre afin d'arriver à une entente en vue de permettre l'aménagement préconisé et ce, en fonction des besoins techniques d'Infra Canada.



Plan de localisation

BALISES D'AMÉNAGEMENT

- Prévoir une place publique sous le pont Samuel-De Champlain en assurant une mise en valeur de l'histoire du lieu (site archéologique, passé agricole, histoire millénaire des Premières Nations) tout en rappelant la modernité de L'IDS
- Dans la conception de la place publique :
  - prévoir un lieu ouvert et accueillant
  - favoriser la connectivité avec la future station du REM de même que le fleuve
  - maximiser les plantations de végétaux tout en tenant compte de l'ensoleillement partiel du site
  - assurer une liaison visuelle et physique dans les aménagements des deux parties de la place, de part et d'autre du boulevard René-Lévesque
  - maximiser et bonifier les liaisons entre les quartiers situés au nord et au sud de l'autoroute
  - donner un nouvel accès au fleuve et aux vues remarquables vers le fleuve, le pont, la Rive-Sud, etc.
  - assurer une continuité cyclable et piétonne dans le parcours riverain, le long du littoral de l'île
  - prévoir des aménagements complémentaires avec ceux de la station du REM adjacente
  - minimiser l'impact visuel des composantes techniques (stationnement véhicule d'entretien, porte d'accès dans la culée, fossé pour émissaire, etc.) aux abords de la culée du pont Samuel-De Champlain
  - évaluer la possibilité d'implanter, à l'est de la culée du pont, un belvédère, lieu d'arrêt et de contemplation des piles du pont et de la Rive-Sud

OBJECTIFS

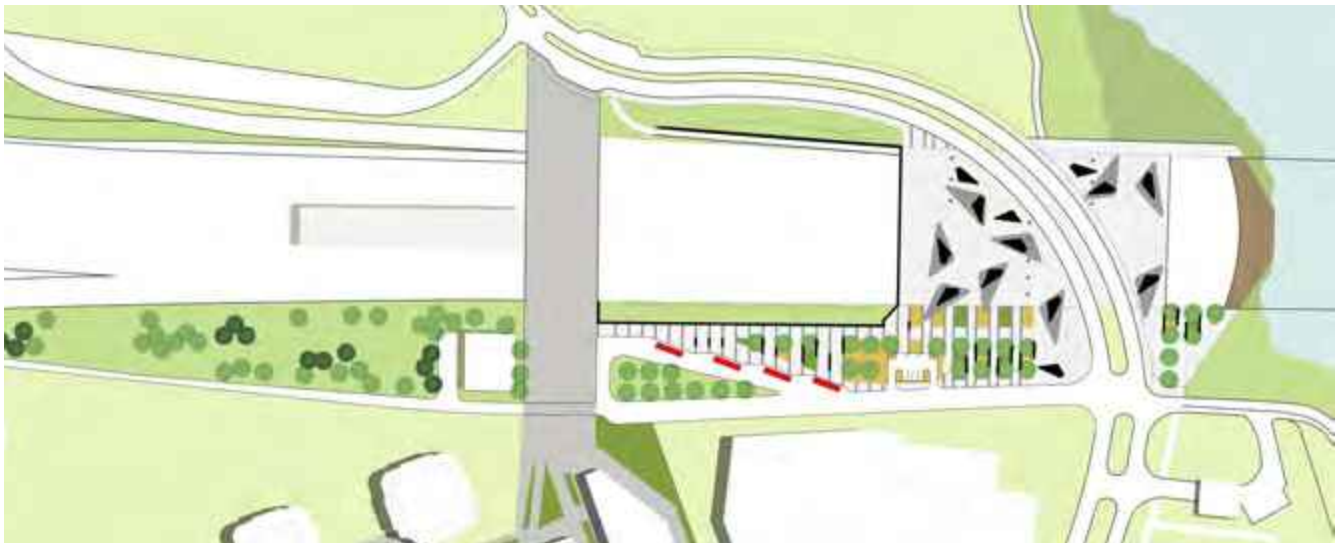
- Créer un nouvel espace public urbain de mise en valeur et de commémoration
- Mettre en valeur les vues remarquables vers le fleuve
- Mettre en valeur les ressources archéologiques et inscrire l'aménagement dans l'expression du génie du lieu
- Favoriser l'intégration des réseaux de transport actif
- Bonifier le couvert végétal



Plan du potentiel d'aménagement de l'espace sous le viaduc



Coupe montrant l'espace dégagé et le potentiel d'intervention sous l'autoroute à proximité du pont



Plan tiré d'une étude préliminaire montrant un potentiel de réaménagement entre le fleuve et la station du REM



© Simon Patching

Exemple d'aménagement sous un pont (Source : John Whitton Bridge Open Space, Sydney, Australie, par Oculus, 2015)



Exemple de potentiel de commémoration

→ 5.2.6 Le quartier Pointe-Nord

Le quartier Pointe-Nord a été réalisé à partir de 2007 comme un quartier mixte avec plusieurs bâtiments de fort gabarit. Un seul site n'a pas encore fait l'objet d'un projet de construction. Il s'agit du terrain longeant l'autoroute qui offre une grande visibilité, notamment pour les usagers du pont Samuel-De Champlain et du REM. Il offre également un accès direct au parcours riverain de l'île et à la rive du fleuve Saint-Laurent. Comme le quartier Pointe-Nord est déjà en grande partie consolidé, les interventions à prévoir dans le secteur concernent principalement ce site vacant ainsi que des interventions sur le domaine public, aux abords de ce site, notamment la rue Jacques-Le Ber et le boulevard René-Lévesque.



Plan de localisation

OBJECTIFS

- Mettre en valeur les sites archéologiques existants
- Favoriser la mise en valeur du parcours riverain
- Protéger les corridors visuels vers le fleuve
- Assurer une connexion avec la station du REM
- Favoriser les circulations piétonnes dans le site



Plan du potentiel d'aménagement du terrain vacant restant

BALISES D'AMÉNAGEMENT

- Assurer la mise en place d'un projet immobilier structurant sur le dernier site vacant du quartier Pointe-Nord
- Promouvoir l'intégration d'un espace d'accès public sur ce site, en relation avec le parcours riverain
- Améliorer les aménagements paysagers du parcours riverain et favoriser la connexion avec ceux-ci
- Assurer la protection et la mise en valeur du site archéologique paléohistorique d'où provient la sépulture, en évitant toute construction et en ne privilégiant que des aménagements de surface
- Éviter l'implantation de bâtiments masquant les vues vers le fleuve, depuis le boulevard René-Lévesque et l'éventuelle place publique
- Prévoir une interface construite dynamique, notamment au rez-de-chaussée, en relation avec l'intersection de la rue Jacques-Le Ber et le boulevard René-Lévesque et qui marque la porte d'entrée vers la station du REM

→ 5.2.7 Le campus Bell



Plan de localisation

Réalisés récemment, les aménagements du complexe Bell et ses abords sont fonctionnels et ne requièrent pas d'interventions particulières. Toutefois, quelques espaces vacants demeurent disponibles en bordure de l'autoroute et pourraient accueillir de nouvelles constructions structurantes.

OBJECTIFS

- Favoriser la consolidation d'un milieu d'affaires
- Améliorer l'accessibilité des bâtiments du campus
- Améliorer les liens avec la station du REM ainsi que les services de la place du Commerce



Plan du potentiel d'aménagement des terrains vacants restants

BALISES D'AMÉNAGEMENT

- Favoriser la mise en valeur des terrains vacants par la construction de nouveaux bâtiments à vocation d'affaires
- Autoriser les usages associés aux vocations d'affaires de même que les usages connexes (complexe hôtelier, congrès, etc.)
- Prévoir des parcours directs et conviviaux menant à la station du REM

→ 5.2.8 Le littoral ouest

Plusieurs chantiers en cours dans cette portion du secteur de planification pourraient altérer les aménagements existants le long du littoral. Au terme des travaux en cours, il y aura lieu de conserver et mettre en valeur la fonction récréative de cette aire ainsi que d'assurer la continuité du parcours riverain et le maintien de l'accès à la piste cyclable du pont de l'Île-des-Sœurs. La vocation de parc ou de conservation est également à maintenir sur l'ensemble des sites municipaux ou fédéraux, de façon à assurer une zone verte de transition entre l'autoroute et les projets immobiliers.

OBJECTIFS

- Améliorer le paysage visuel de porte d'entrée ouest de l'île
- Bonifier le parcours riverain
- Préserver la fonctionnalité du réseau de déplacement actif

BALISES D'AMÉNAGEMENT

- Maximiser le verdissement des terrains municipaux
- Prévoir l'intégration d'une signalétique favorisant l'orientation vers les éléments d'intérêt de l'île
- Assurer une continuité du réseau de circulation piétonne et cyclable, de part et d'autre de l'autoroute (parcours riverain)
- Assurer une connexion piétonne et cyclable entre le littoral et la place du Commerce
- Évaluer la possibilité d'implanter des voies cyclables plus directes vers la station du REM, du côté sud de l'autoroute



Plan de localisation



Plan du littoral ouest

→ 5.2.9 Le littoral nord



Plan de localisation



Plan du littoral nord

Le littoral nord offre des vues spectaculaires vers le centre-ville et le fleuve. Ce littoral, de propriété municipale, bénéficie d'aménagements récents qui permettent de bien profiter du parcours riverain. De plus, on y trouve un site archéologique amérindien, situé en grande partie le long du littoral. Il importe évidemment de préserver et mettre en valeur tout élément du patrimoine archéologique qui pourrait encore y être présent. Il sera aussi primordial de maintenir la fonctionnalité du parcours riverain pour les piétons et les cyclistes et d'assurer une protection du couvert végétal en rive.

OBJECTIFS

- Conserver les fonctions actuelles
- Préserver et mettre en valeur le site archéologique paléohistorique et le patrimoine archéologique existant et potentiel
- Préserver le couvert végétal existant
- Favoriser la connectivité vers l'estacade et le parcours riverain au sud de l'autoroute

BALISES D'AMÉNAGEMENT

- Assurer la circulation piétonne et cyclable toute l'année le long du parcours riverain
- Éviter toute intervention intensive (construction, fondation, etc.) sur le site archéologique



Parc Gewurz-Remer dans le littoral nord

5.3 PASSAGES HORS RUE

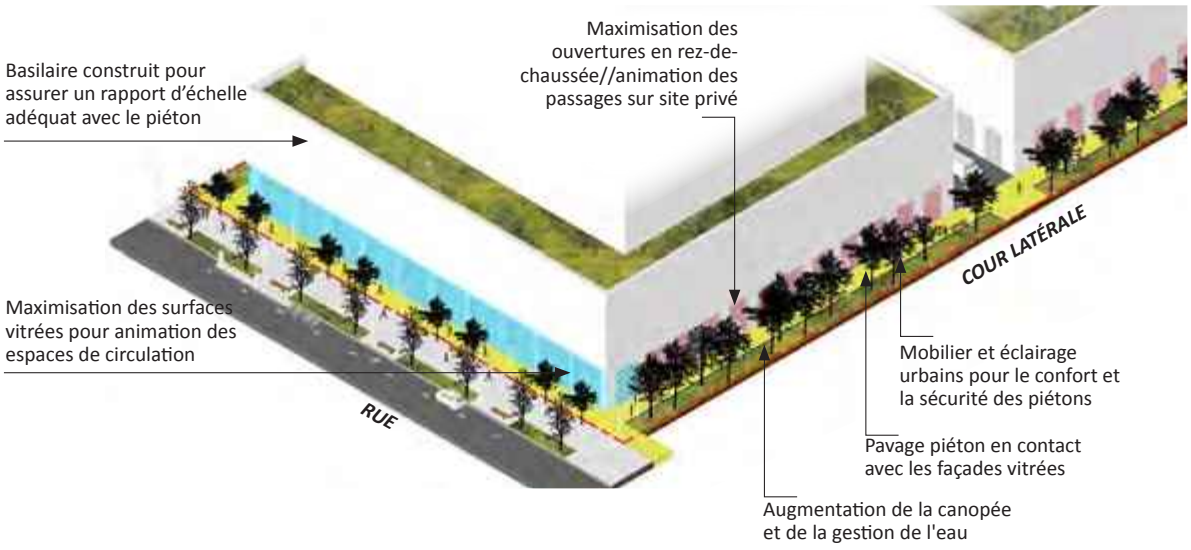
Les parcours de déplacements actifs sont fortement encouragés au sein des projets de développement immobilier afin de favoriser un maximum de connexions entre les pôles d'attractions et les lieux de transports collectifs et également afin de bonifier l'environnement paysager. Ces liens se veulent à l'usage des clientèles des bâtiments, mais pourraient aussi être empruntés par l'ensemble des usagers du secteur. Les rez-de-chaussée pourraient grandement profiter de la circulation de piétons dans ces lieux de passage.



Image d'inspiration : Passage Charlotte, Montréal

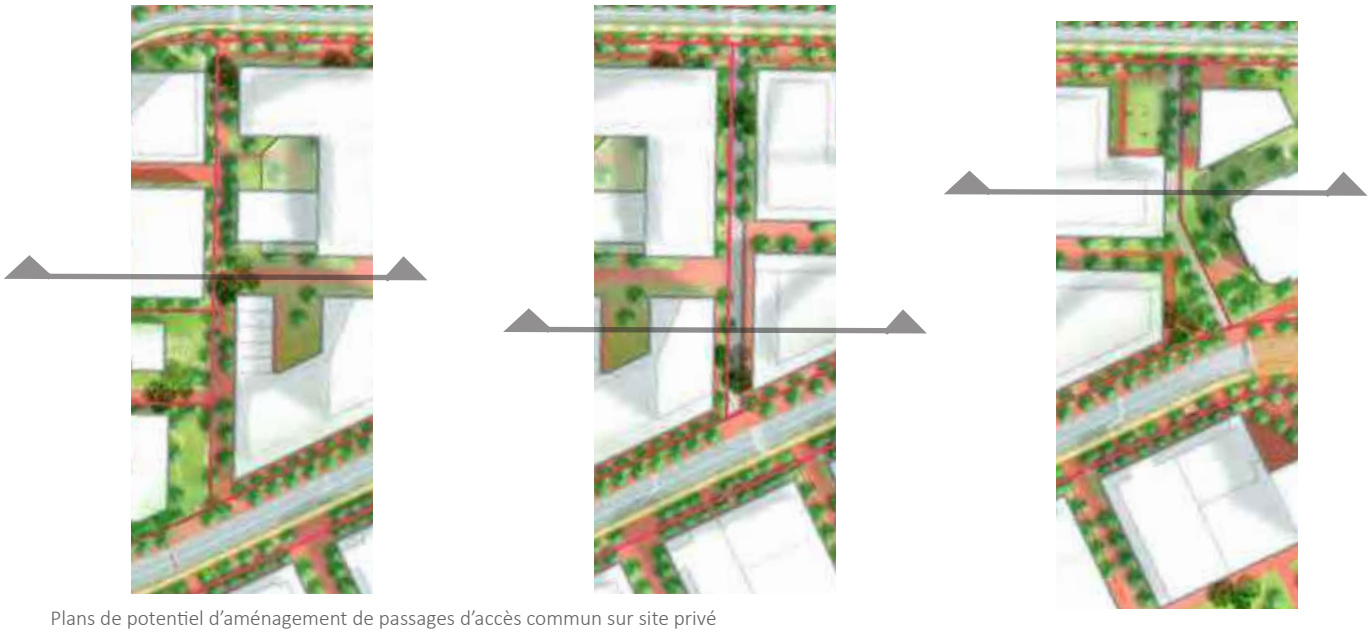
BALISES D'AMÉNAGEMENT

- Maximiser le nombre de passages sur site privé, particulièrement dans les axes nord-sud, en accord avec les propriétaires de ces sites
- Prioriser les aménagements pour les piétons et cyclistes en réduisant l'espace consacré aux accès véhiculaires et en prévoyant une mise en commun lorsque possible
- Minimiser, dans les passages, la circulation de véhicules accédant aux stationnements intérieurs ou aux espaces de livraison
- Assurer un maximum d'espaces perméables pour la plantation, la biofiltration, le verdissement et la gestion des eaux de ruissellement
- Privilégier un mobilier urbain et un éclairage accueillant, favorisant la convivialité et la sécurité

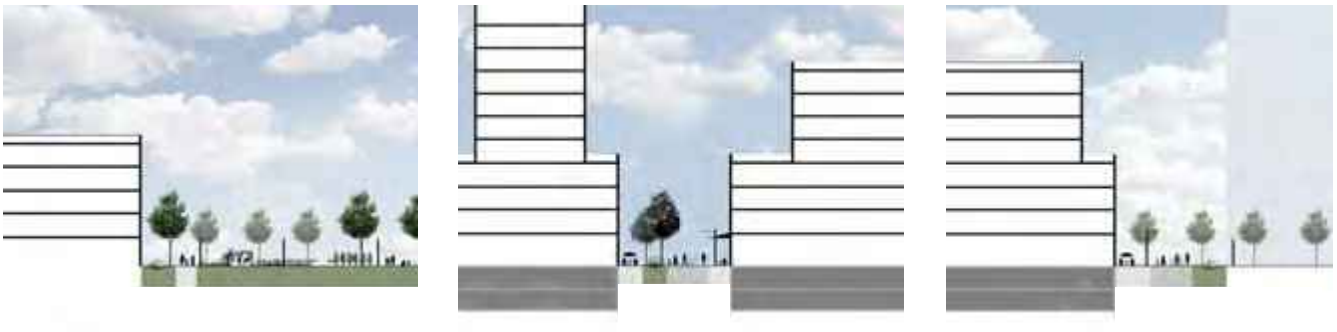




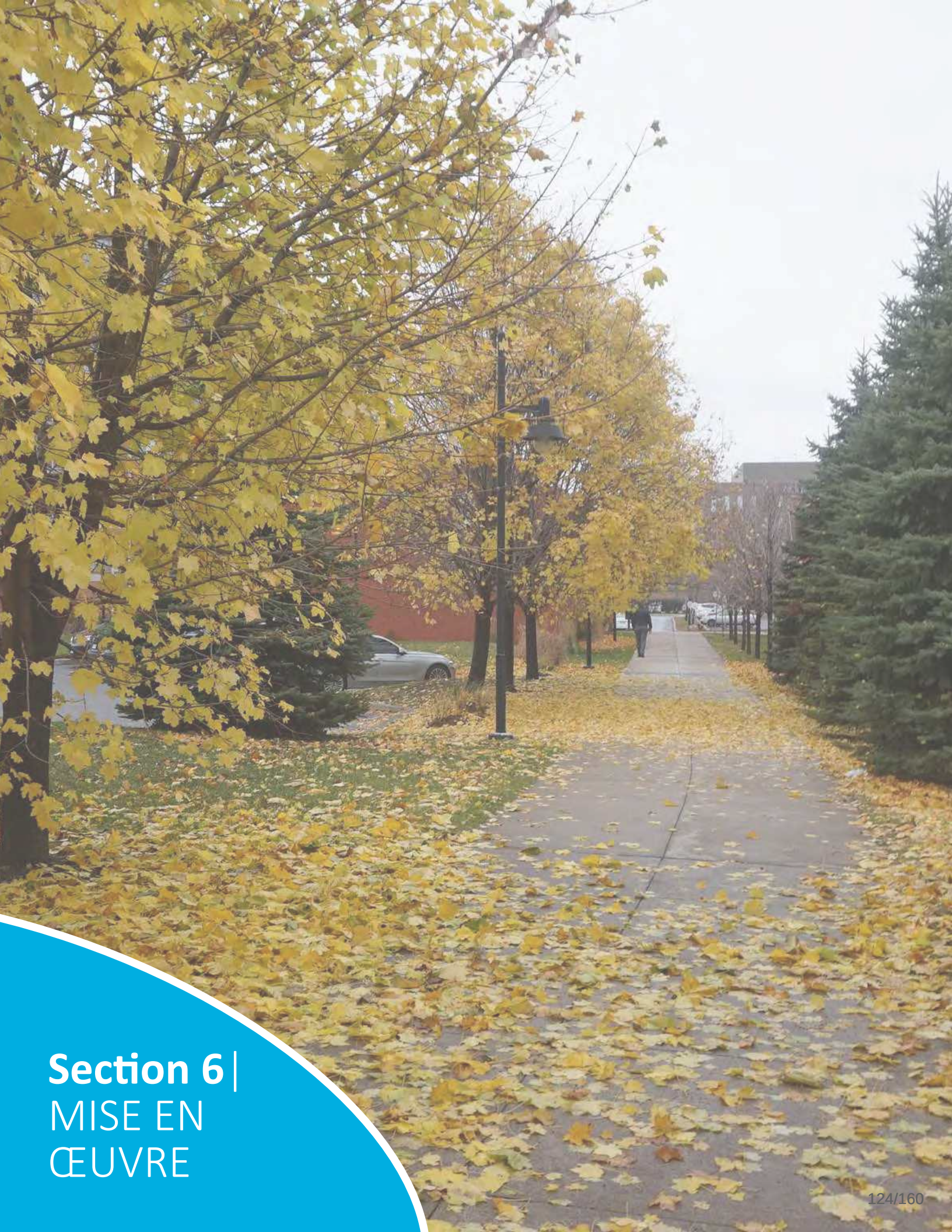
Perspective d'ambiance d'un passage partagé entre deux bâtiments



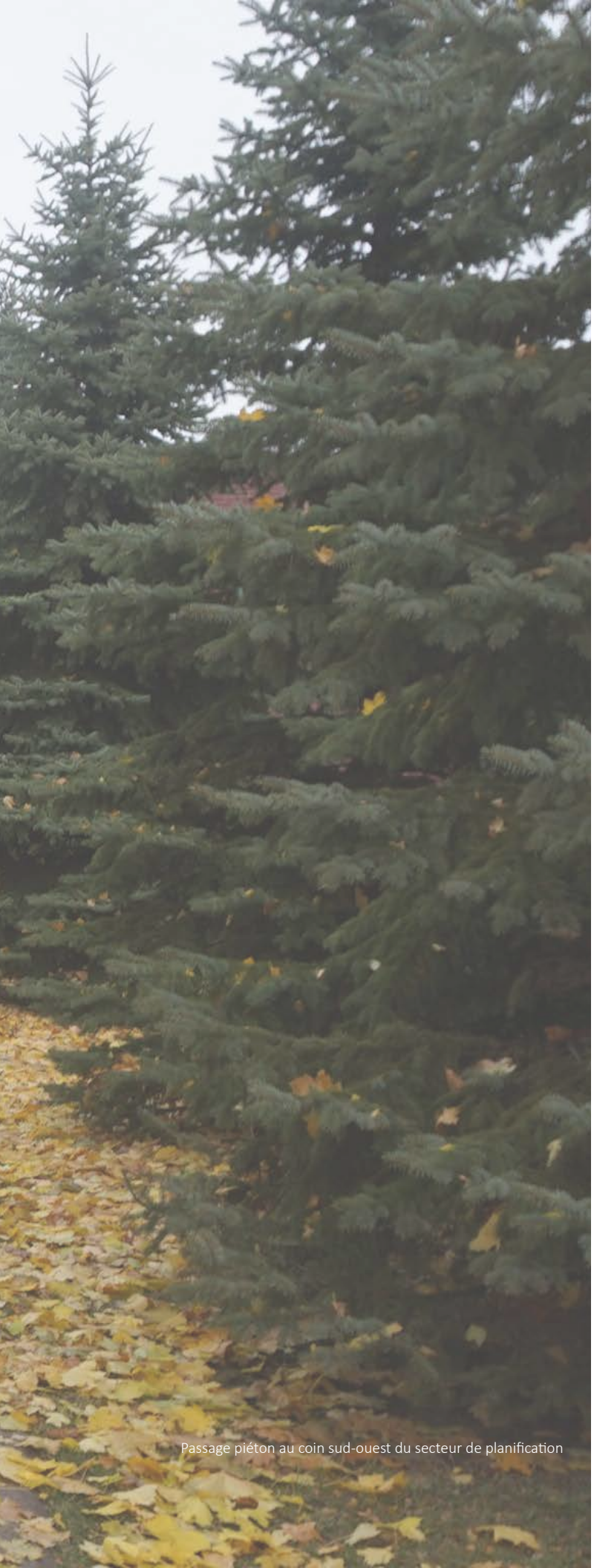
Plans de potentiel d'aménagement de passages d'accès commun sur site privé



Coupes de potentiel d'aménagement de passages d'accès commun sur site privé



Section 6 | MISE EN ŒUVRE



Passage piéton au coin sud-ouest du secteur de planification

6.1 INTRODUCTION

La mise en œuvre du PPU s'étalera sur plusieurs années. La présente section vise à expliquer les principaux moyens pour permettre le déploiement des interventions.

La transformation du secteur est une opération qui nécessitera des efforts de coordination, de concertation et de communication de la part de la Ville avec l'ensemble des parties prenantes, que ce soit les résidents ou les partenaires publics ou privés.

La présente section expose donc les moyens de mise en œuvre préconisés permettant d'entamer la réalisation des aménagements ou réaménagements dans le secteur de planification. Elle présente tout d'abord un tableau résumé de moyens de mise en œuvre en regard des objectifs du PPU, ensuite une proposition quant au phasage des interventions publiques et enfin une proposition de modification au cadre réglementaire actuellement en vigueur.

6.2 PLAN DE MISE EN ŒUVRE

Différentes mesures favorisant la mise en œuvre de la vision, des objectifs et des interventions préconisées décrites dans les sections 4 et 5 sont expliquées dans le tableau ci-contre qui se veut non exhaustif. Plusieurs mesures sont prévues en collaboration avec de nombreux partenaires publics ou parapublics qui interviennent dans le secteur de planification, que ce soit en lien avec des chantiers en cours ou à venir ou tout autre projet ayant un impact sur la planification de la mobilité. Une collaboration étroite entre la Ville et ces partenaires sera évidemment requise pour atteindre les objectifs établis pour le secteur.

Des comités de travail, déjà formés dans le cadre de la planification, poursuivront leur mandat dans le but de mettre en œuvre le PPU. Parmi les partenaires d'importance, notons :

ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX OU MUNICIPAUX ET ENTITÉS AFFILIÉES

- Pont Samuel-De Champlain : Infrastructure Canada et consortium Signature sur le Saint-Laurent - SSL (responsable de la construction et de la gestion)
- REM : Caisse de dépôt et placement du Québec - Infra (CDPQi) et consortium NouvLR
- Aménagement du littoral est et accès à l'estacade : Ponts Jacques Cartier et Champlain inc. (PJCCI)
- Commission scolaire Marguerite-Bourgoys (CSMB)
- Société de transport de Montréal (STM)
- Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM)
- PME Montréal

PROPRIÉTAIRES PRIVÉS

Des terrains privés pourraient faire l'objet d'ententes (servitudes, cessions, etc.) dans le but de promouvoir la mise en place de liens de mobilité ou d'espaces collectifs.

OBJECTIFS
1.1 | Soutenir la densité construite
1.2 | Consolider le noyau de commerces, services et affaires de la place du Commerce
1.3 | Promouvoir une diversité dans l'offre de logements
1.4 | Favoriser l'intégration de nouveaux équipements et espaces collectifs

OBJECTIFS
2.1 | Améliorer les accès à l'île
2.2 | Privilégier des aménagements au profit des piétons, cyclistes et usagers du transport collectif

MOYENS DE MISE EN ŒUVRE
Autoriser, aux endroits appropriés, des hauteurs et des coefficients d'occupation du sol (C.O.S.) plus élevés que la réglementation en vigueur (voir sections 6.4 et 6.5)
Contrôler les volumes construits par l'intégration d'un PIIA (voir section 6.5)
Intégrer des paramètres réglementaires assurant une continuité commerciale et un rapprochement des constructions le long de la place du Commerce (voir section 6.5)
Promouvoir les nouvelles opportunités du secteur afin de favoriser l'accueil de nouveaux commerces et entreprises, notamment par la publicité
Prévoir l'autorisation de l'usage résidentiel aux endroits appropriés dans le secteur de planification (voir section 6.5)
Promouvoir le respect de la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets immobiliers jusqu'à la prise d'effet du règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial
En fonction des besoins, prévoir la stratégie immobilière appropriée pour implanter des équipements communautaires, culturels et sportifs
Poursuivre la collaboration avec la CSMB afin de déterminer un site optimal pour l'implantation d'une nouvelle école
Évaluer la possibilité d'intégrer un équipement collectif régional structurant pour le secteur

MOYENS DE MISE EN ŒUVRE
Poursuivre les discussions déjà entamées avec PJCCI afin d'évaluer la possibilité de transformer ou ajouter des composantes sur ses actifs (pont Clément, estacade)
Réaliser une étude visant à évaluer la faisabilité technique et financière d'une nouvelle passerelle dans l'axe liant les boulevards Marguerite-Bourgeoys et LaSalle (projet associé hors secteur de planification)
Évaluer la possibilité que soit créé un projet pilote de navette électrique sur l'île
Assurer une coordination soutenue avec les partenaires intervenant dans le secteur afin de diminuer les contraintes liées à la gestion de chantier (trafic, détours, nuisances visuelles et sonores, poussières, etc.)
Prévoir une gestion optimale du calendrier des chantiers en cours ou à venir
Encourager la CDPQi à créer un comité de bon voisinage
À la fin des chantiers du pont Samuel-De Champlain et du REM, créer un comité de bon voisinage par la municipalité concernant les interventions municipales
Prévoir un plan directeur de signalisation pour faciliter l'orientation des piétons et cyclistes vers les éléments d'intérêt sur l'île
Sensibiliser la CDPQi quant aux orientations soutenues par la Ville pour le réaménagement des intersections aux abords du REM
Suivant la consultation publique du printemps 2019, travailler de concert avec la STM pour améliorer le réseau d'autobus sur l'île
Sensibiliser les promoteurs à l'intégration de liens d'accès public sur site privé
En fonction des besoins, prévoir la stratégie immobilière appropriée visant à assurer des déplacements fonctionnels, sécuritaires et conviviaux à travers les terrains privés (ex. servitudes de passage, ententes, etc.)
En fonction des besoins pour réaliser les liens les plus structurants, notamment l'axe vert est-ouest, privilégier la conclusion d'ententes avec les partenaires concernés
Favoriser l'intégration d'aménagements et d'activités transitoires sur les sites à transformer ultérieurement (par exemple l'axe vert est-ouest) afin de démontrer le potentiel d'utilisation
Déterminer une ou des localisations optimales pour un pôle de mobilité dans le cadre du programme en cours d'élaboration par la Ville pour les pôles de mobilité
Poursuivre les discussions avec Infra Canada afin d'arriver à une entente en vue de permettre la transformation de la bretelle d'autoroute A-15 sud en rue locale qui vise à maintenir l'accès à l'autoroute

OBJECTIFS
3.1 |Favoriser une complémentarité avec la cité-jardin
3.2 | Consolider le parcours riverain
3.3 | Mettre en valeur l'entrée de ville et les vues d'intérêt
3.4 | Mettre en valeur l'histoire du lieu

OBJECTIFS
4.1 | Prévoir une gestion optimale des gabarits
4.2 | Favoriser une architecture et des aménagements de qualité en relation avec l'espace public

OBJECTIFS
5.1 | Encourager une gestion écologique des sites par des pratiques innovantes et durables

MOYENS DE MISE EN ŒUVRE
Coordonner, dans le réaménagement des voies publiques, les nouvelles plantations d'arbres en fonction du plan maître de plantation pour l'ensemble du territoire de Verdun
Dans la réglementation municipale, intégrer un pourcentage minimal de verdissement et des marges de recul suffisantes pour permettre des plantations d'arbres ou du verdissement (voir section 6.5)
Négocier des ententes avec les partenaires privés pour maximiser le nombre de passages piétons sur site privé
Prévoir un comité de suivi avec PJCCI pour assurer une transformation du littoral, entre le pont Samuel-De Champlain et l'estacade, de façon à bonifier le parcours riverain
Confirmer avec Infra Canada les possibilités d'aménagement autour de la culée du pont Samuel-De Champlain
Prévoir des mesures réglementaires (zonage et PIIA) assurant une préservation de certains corridors visuels et permettant d'éviter la création de barrières construites (voir section 6.5)
Prévoir des mesures réglementaires (PIIA) assurant une grande qualité architecturale des constructions et des aménagements paysagers aux abords de l'autoroute 15 (voir section 6.5)
Établir une collaboration avec PJCCI pour concevoir un projet de mise en valeur de l'ancien pont Champlain
Poursuivre les discussions avec Infra Canada afin d'arriver à une entente en vue d'aménager le site archéologique Le Ber sous le pont Samuel-De Champlain (viaduc P11)
Prévoir des critères dans la réglementation d'urbanisme permettant d'assurer le respect du lieu de sépulture et le site archéologique millénaire dans le cadre de projets immobiliers (voir section 6.5)

MOYENS DE MISE EN ŒUVRE
Prévoir des mesures réglementaires limitant la hauteur dans le secteur de planification (voir sections 6.4 et 6.5)
Déterminer les zones ou les sites stratégiques où des bâtiments de grande hauteur pourraient être autorisés dans la réglementation municipale (voir section 6.5)
Développer des critères en architecture et aménagement (PIIA) spécifiques aux bâtiments de grande hauteur (voir section 6.5)
Prévoir un encadrement réglementaire (PIIA) assurant un contrôle de l'architecture et de l'aménagement des projets immobiliers (voir section 6.5)
Dans la réglementation municipale, définir les objectifs, critères et modalités pour permettre l'analyse qualitative des projets proposés en fonction des orientations et des interventions préconisées (voir section 6.5)

MOYENS DE MISE EN ŒUVRE
Analyser la faisabilité d'implantation de projets pilotes de gestion écologique des eaux, par exemple un « water square » dans un lieu d'accès public
Encourager l'obtention de certification environnementale pour les projets immobiliers
Pour chacun des projets immobiliers, encourager la réalisation de plans directeurs visant la rétention et la gestion durable des eaux de surface / ruissellement
Prévoir les mesures réglementaires permettant d'assurer la mise en place de pratiques écologiques dans le cadre de chantiers de construction (voir section 6.5)
Évaluer des mesures de performance avant la mise en place du PPU et après la mise en place du PPU, par exemple : taux d'utilisation d'un transport collectif; îlots de chaleur urbains; émissions de GES; qualité de l'air; gestion des nuisances sonores; gestion de l'eau; canopée; possession de véhicules automobiles; réduction de la superficie des stationnements extérieurs; production et valorisation des matières résiduelles

6.3 PHASAGE DE RÉALISATION

La transformation du quartier nécessitera une planification des priorités d'intervention en matière d'aménagement ou de réaménagement d'espaces publics, de réfection d'infrastructures souterraines et d'aménagement ou de réaménagement des voies de circulation.

DÉVELOPPEMENT IMMOBILIER

Compte tenu de l'arrivée du REM et de l'importance des terrains disponibles dans le secteur, il est souhaitable, voire probable, que les sites à proximité de la station soient ceux qui seront mis en valeur en priorité.

Les premiers projets de développement immobilier devront être exemplaires pour bien marquer la porte d'entrée de l'île, fournir un encadrement construit d'intérêt pour la station du REM en référence aux principes d'un TOD et annoncer la facture architecturale à venir pour l'ensemble du secteur de planification.

VOIES ET ESPACES PUBLICS

Considérant le développement immobilier anticipé et, surtout, étant donné que la Ville entend soutenir l'utilisation du transport collectif et le dynamisme commercial de la place du Commerce, le phasage de ses interventions s'effectuera en fonction des priorités illustrées sur la carte ci-contre. Les phases indiquées ne se réfèrent qu'à des interventions sur des propriétés municipales ou sur des propriétés autres pour lesquelles des négociations sont en cours ou à venir. Cette carte est présentée à titre indicatif et pourrait changer dans le temps.

Les interventions prioritaires (phase 1) sont résumées comme suit :

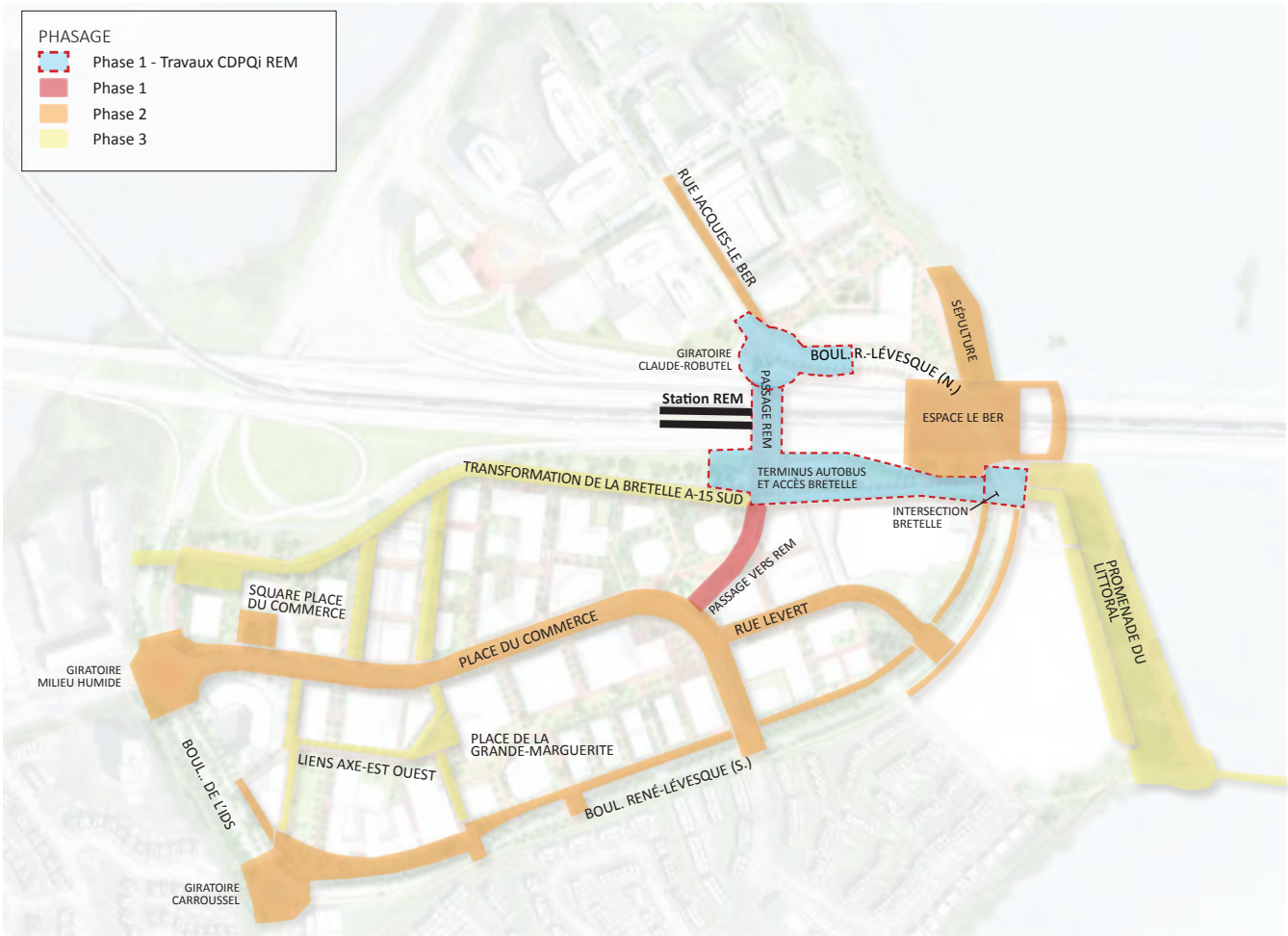
Par CDPQi / NouvLR (chantier du REM)

- Aménagement du terminus d'autobus et du passage vers le REM (P12)
- Réaménagement du carrefour giratoire Claude-Robutel
- Réaménagement de l'intersection de la bretelle A-15 sud et du boulevard René-Lévesque

Par la Ville de Montréal (VdM)

- Passage piéton et cyclable entre le REM et la place du Commerce

PHASE 1 : horizon 0 à 3 ans
PHASE 2 : horizon de 3 à 10 ans
PHASE 3 : horizon de 10 ans et plus



Plan de phasage prévisionnel des interventions

6.4 MODIFICATIONS AU PLAN D'URBANISME

Les orientations et objectifs d'aménagement décrits à la section 3 de même que les concepts d'aménagement proposés dans les sections 4 et 5 amènent à modifier certains paramètres réglementaires du PU. Ces nouveaux paramètres rendront aussi nécessaires certaines modifications dans le contenu des règlements d'urbanisme de l'arrondissement applicables au territoire du PPU.

Les principaux paramètres du PU applicables au territoire de l'arrondissement sont décrits en détail dans la section 24.5 de son chapitre d'arrondissement (partie II du PU) et sont représentés par une série de cartes portant sur :

- L'affectation du sol;
- La densité de construction;
- Les parcs et espaces verts;
- Le patrimoine bâti.

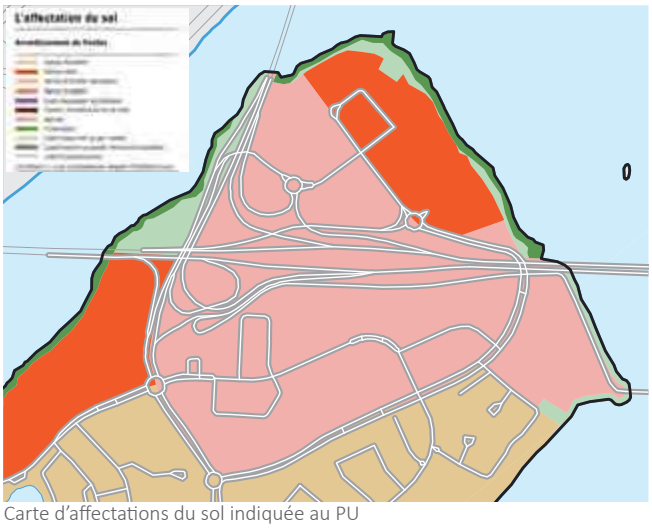
Afin de mettre en œuvre le contenu des sections précédentes du présent PPU, il est cependant seulement requis de modifier la carte de densité de construction et d'ajouter une nouvelle carte des limites des hauteur.

AFFECTATIONS DU SOL ACTUELLES

Afin de soutenir à la fois la mixité et la vocation économique du secteur, les affectations du sol actuellement en vigueur au PU sont maintenues. Ces affectations sont :

- Secteur mixte pour la partie incluant le quartier Pointe-Nord;
- Secteur d'activités diversifiées pour le reste du secteur de planification.

Pour ce dernier secteur, les usages conformes aux composantes suivantes pourront être autorisés dans la réglementation d'urbanisme : commerce, bureau, industrie légère, équipement collectif ou institutionnel, habitation (si compatible avec les usages, l'intensité des nuisances et des risques et la nature du cadre bâti). Toutefois, des spécificités seront applicables selon le découpage présenté dans les pages qui suivent. La densité minimale de logements prévue au SAD (aire TOD) ainsi que le contenu du présent PPU justifient la possibilité d'intégration de l'habitation à divers endroits où l'affectation secteur d'activités diversifiées est prévue. Différentes modalités proposées encadreront néanmoins l'exercice de l'usage résidentiel à ces endroits.



Carte d'affectations du sol indiquée au PU

DENSITÉS DE CONSTRUCTION ACTUELLES

SECTEURS À TRANSFORMER OU À CONSTRUIRE

Secteur 24-C1 :

- bâti de trois étages hors-sol ou plus;
- taux d'implantation au sol moyen ou élevé;
- C.O.S. minimal : 2,0;
- C.O.S. maximal : 4,0.

Secteur 24-C3 :

- bâti de un étage hors-sol ou plus;
- taux d'implantation au sol faible à élevé;
- C.O.S. minimal : 0,03;
- C.O.S. maximal : 4,0.

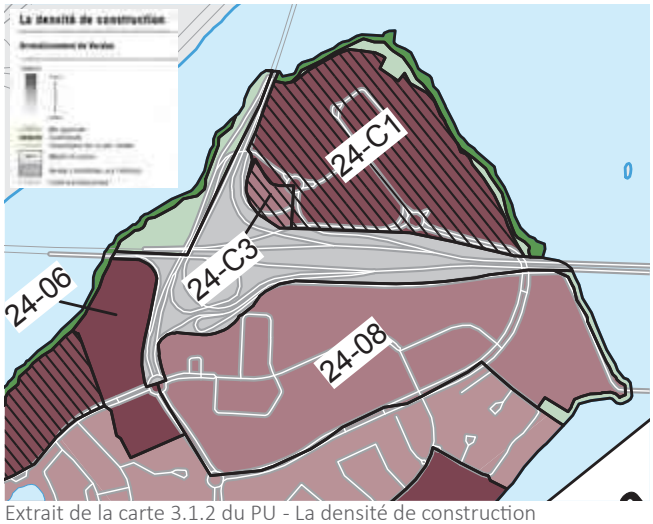
SECTEURS ÉTABLIS

Secteur 24-06 :

- bâti de six étages hors-sol ou plus;
- implantation isolée ou jumelée;
- taux d'implantation au sol faible ou moyen;
- C.O.S. maximal : 3,0.

Secteur 24-08 :

- bâti de deux à huit étages hors-sol;
- implantation isolée;
- taux d'implantation au sol faible ou moyen.



Extrait de la carte 3.1.2 du PU - La densité de construction

APPROCHE SUR LES HAUTEURS ET LES DENSITÉS

Le PPU prévoit une intensification des activités du territoire aux abords du REM en lien avec l'aire TOD. Ainsi, le présent PPU vient modifier les paramètres portant sur la hauteur et la densité des bâtiments. Ces dernières se voudront plus importantes aux abords du REM, lequel est localisé au centre de l'autoroute. Toutefois, en se rapprochant des quartiers résidentiels existants au sud et à l'ouest, ces paramètres diminuent, concordant tout à fait avec l'approche d'un TOD. De cette façon, les gabarits des nouveaux bâtiments permettront de favoriser la densification nécessaire pour soutenir l'utilisation du transport collectif, tout en assurant un arrimage avec les gabarits moins élevés des bâtiments des quartiers adjacents.

Au sud de l'autoroute, soit la partie la plus déstructurée qui pourrait faire l'objet de plusieurs transformations, les paramètres seront augmentés par rapport à ceux actuellement en vigueur afin de soutenir une hauteur et des densités construites plus représentatives de l'approche du TOD.

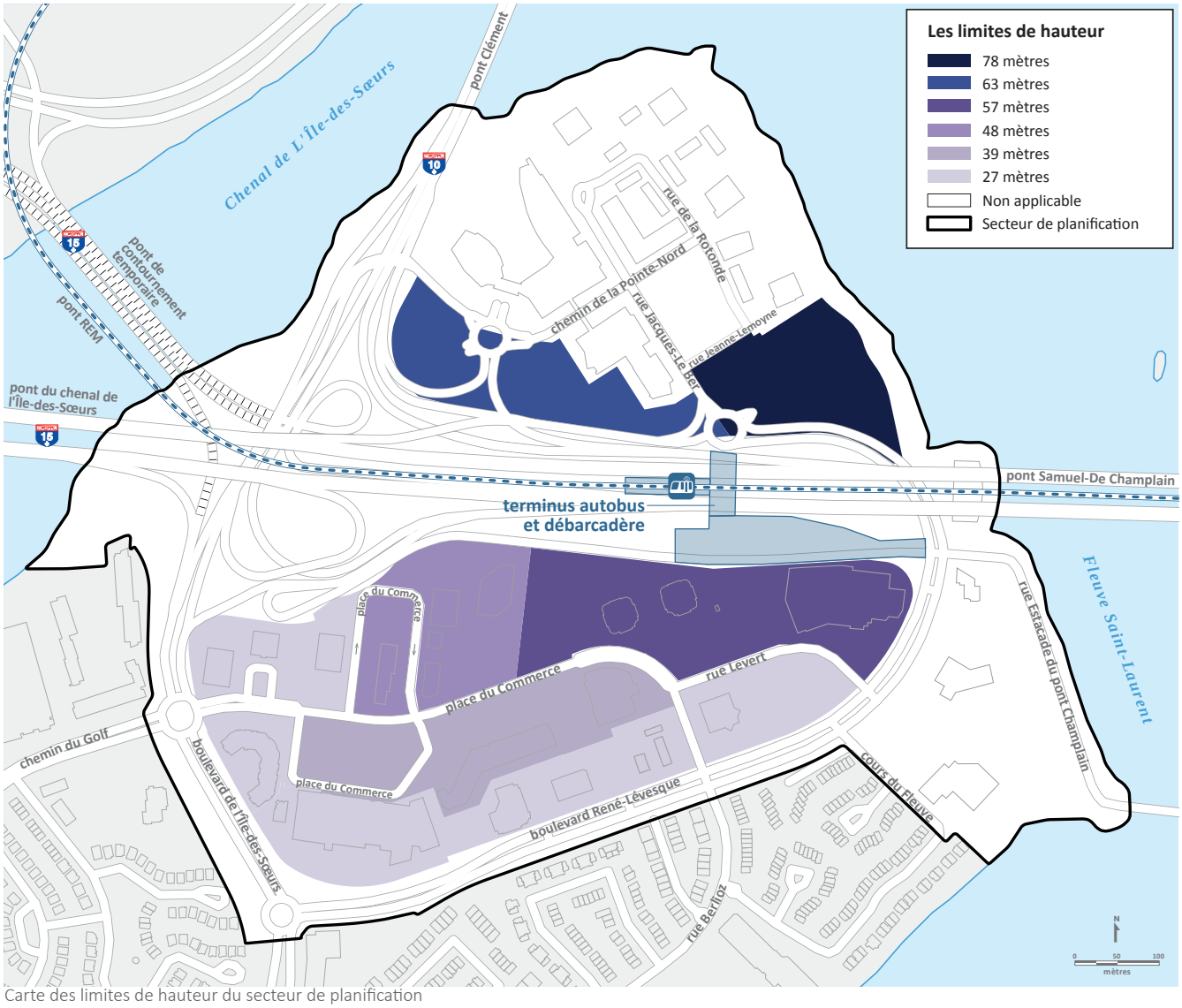
Pour la partie au nord de l'autoroute cependant, il est préconisé de modifier les paramètres actuels qui limitent la densité de construction, mais sans limiter la hauteur des bâtiments. Cette approche peut générer la construction de bâtiments aux gabarits variables dont l'impact sur le paysage de l'île peut s'avérer important. Le présent PPU vient modifier cette approche en ajoutant des limites de hauteur et en ajustant les paramètres relatifs à la densité de construction.

De plus, différentes mesures réglementaires prévues dans la présente section devront être intégrées à la réglementation d'urbanisme afin d'encadrer le développement immobilier et de favoriser l'innovation en termes d'architecture et d'aménagement. Cela permettra également d'assurer une relation cohérente entre le cadre bâti, les espaces publics et les axes de circulation. Une échelle plus humaine, où l'interface construite et le piéton sont en meilleure relation, est souhaitée et se reflète à travers les paramètres de cette section.

LIMITES DE HAUTEUR

La carte qui suit indique les paramètres relatifs aux limites de hauteur en mètres pouvant être autorisées sur le territoire d'application du PPU.

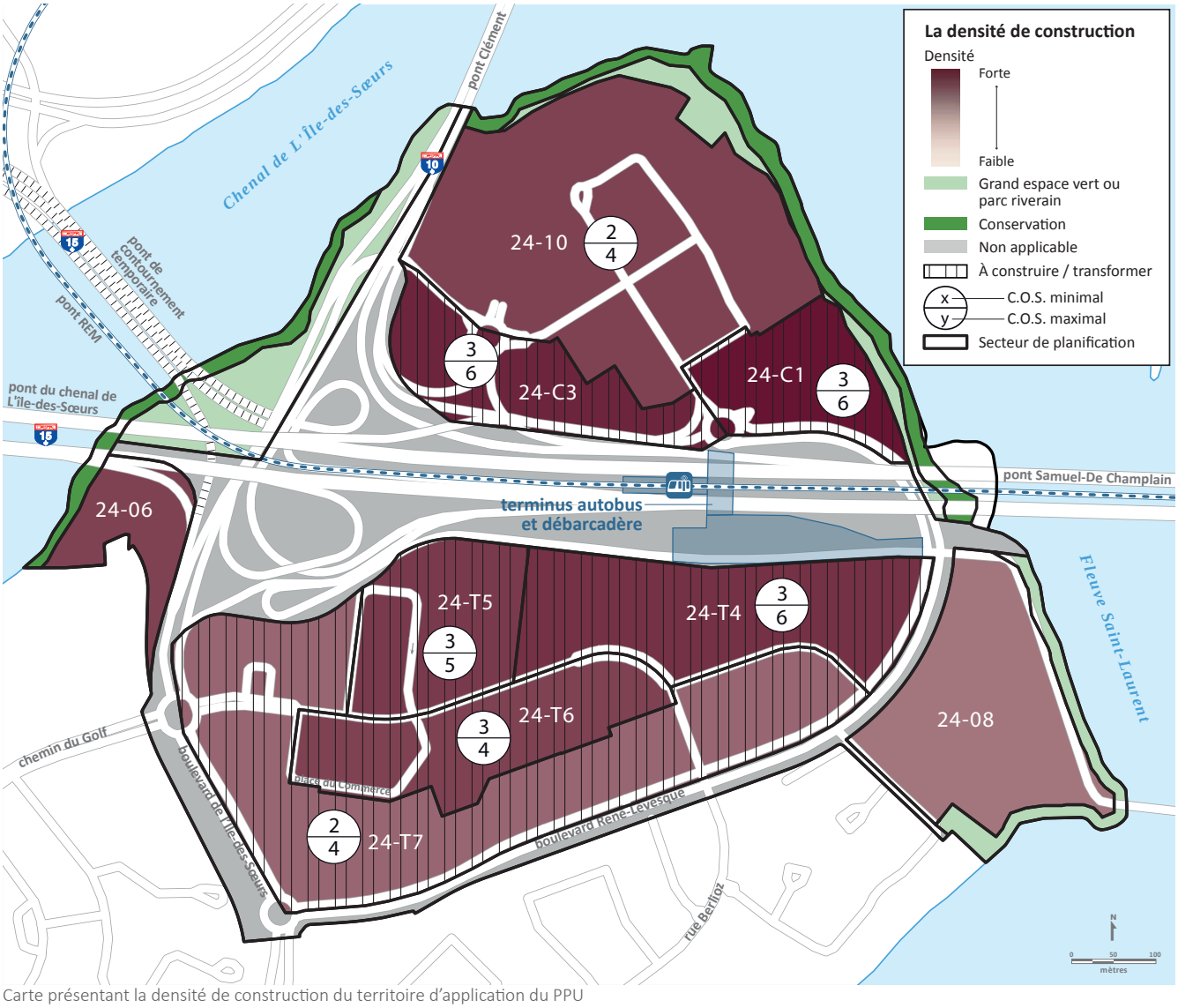
Ces hauteurs prescrites sont exprimées en mètres plutôt qu'en nombre d'étages pour tenir compte de la nature des projets susceptibles d'être réalisés sur ce territoire de l'arrondissement. Cet encadrement est nécessaire puisque la hauteur des étages peut varier considérablement d'un bâtiment à un autre, ce qui, en regard des densités de construction autorisées, pourrait autrement se traduire par des écarts de hauteur significatifs entre des bâtiments comportant un même nombre d'étages. Ces paramètres de hauteur expriment les intentions du PU quant au caractère souhaité pour le territoire.



Carte des limites de hauteur du secteur de planification

DENSITÉ DE CONSTRUCTION

La carte qui suit indique le découpage des secteurs de densité de construction du territoire d'application du PPU. Les paramètres de densité de construction pour chacun des secteurs sont décrits à la page ci-contre. En cohérence avec les objectifs et orientations présentés précédemment, les plus grands gabarits ainsi que les densités construites sont préconisés aux abords du REM et de l'autoroute. Des gabarits d'importance sont également prévus le long de place du Commerce afin de soutenir une continuité commerciale et de favoriser un meilleur encadrement bâti de la voie publique.



Carte présentant la densité de construction du territoire d'application du PPU

PARAMÈTRES POUR LES SECTEURS À TRANSFORMER OU À CONSTRUIRE

Voici les paramètres de densité de construction applicables aux secteurs à transformer (T) ou à construire (C) dans le territoire d'application du PPU :

Secteur 24-C1 :

- hauteur maximale : voir la carte « Les limites de hauteur »;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 3,0;
- C.O.S. maximal : 6,0.

Secteur 24-C3 :

- hauteur maximale : voir la carte « Les limites de hauteur »;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 3,0;
- C.O.S. maximal : 6,0.

Secteur 24-T4 :

- hauteur maximale : voir la carte « Les limites de hauteur »;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 3,0;
- C.O.S. maximal : 6,0.

Secteur 24-T5 :

- hauteur maximale : voir la carte « Les limites de hauteur »;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 3,0;
- C.O.S. maximal : 5,0.

Secteur 24-T6 :

- hauteur maximale : voir la carte « Les limites de hauteur »;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 3,0;
- C.O.S. maximal : 4,0.

Secteur 24-T7 :

- hauteur maximale : voir la carte « Les limites de hauteur »;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 2,0;
- C.O.S. maximal : 4,0.

SECTEUR ÉTABLI 24-10

Le territoire d'application du PPU comprend un nouveau secteur établi, soit le secteur 24-10. Celui-ci comprend une partie de l'ancien secteur 24-C1 dans lequel se trouvent le campus Bell et le quartier Pointe-Nord.

Comme ce secteur a récemment fait l'objet d'un développement immobilier, il n'y a pas lieu d'apporter des modifications aux paramètres actuellement en vigueur. Les paramètres du secteur 24-10 sont donc les suivants :

Secteur 24-10

- bâti de trois étages hors-sol ou plus;
- taux d'implantation au sol moyen ou élevé;
- C.O.S. minimal : 2,0;
- C.O.S. maximal : 4,0.

SECTEUR DE PLANIFICATION DIFFÉRÉE 24-08

Le site principal du littoral est, de par sa position stratégique en relation avec le fleuve et l'intention d'y aménager des espaces collectifs destinés à l'ensemble des usagers de l'île, fera l'objet d'une planification détaillée ultérieurement. Ainsi, les paramètres actuels continueront de s'appliquer. Si un nouveau projet structurant ne s'inscrit pas à l'intérieur de ces paramètres, une modification au PU sera alors requise. Les balises d'aménagement pour ce secteur sont indiquées dans la section 5 (voir l'aire d'ambiance du littoral est).

Par souci de cohérence avec cette planification différée, les paramètres actuels sont conservés.

Secteur 24-08

- bâti de deux à huit étages hors-sol;
- implantation isolée;
- taux d'implantation au sol faible ou moyen.

6.5 MODIFICATIONS AUX RÈGLEMENTS D'URBANISME

RÉGLEMENTATION D'URBANISME

Suivant une logique similaire aux modifications engendrées par le présent PPU aux paramètres du PU, une modification de la réglementation d'urbanisme est prévue. Un redécoupage des zones permettra d'atteindre les objectifs de la vision d'aménagement. Différentes balises d'encadrement du développement immobilier, énoncées pour chacune des aires d'ambiance de la section 5, devront être traduites dans les règlements d'urbanisme sous la forme de normes ou de critères.

ENCADREMENT NORMATIF

Les règles de la présente section portant sur les usages, les taux d'implantation et de verdissement, les marges de recul et le stationnement devront être intégrées à la réglementation d'urbanisme.

ENCADREMENT DISCRÉTIONNAIRE

Une modification du règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) devra être adoptée afin d'intégrer des objectifs et des critères pour l'ensemble du secteur de planification selon les balises d'aménagement générales ou par aire d'ambiance prévues dans la présente section. Des objectifs et des critères de PIIA devront aussi être déterminés pour les bâtiments de grande hauteur. Enfin, un encadrement sera requis afin d'autoriser l'usage habitation à divers endroits le long des secteurs de contraintes de nature anthropique.

TAUX D'IMPLANTATION

Le présent PPU prévoit un taux d'implantation moyen pour l'ensemble du secteur de planification. Afin de favoriser le verdissement et la perméabilité des sols, la réglementation d'urbanisme doit prescrire un taux d'implantation égal ou supérieur à 35 % mais ne dépassant pas 60 %.

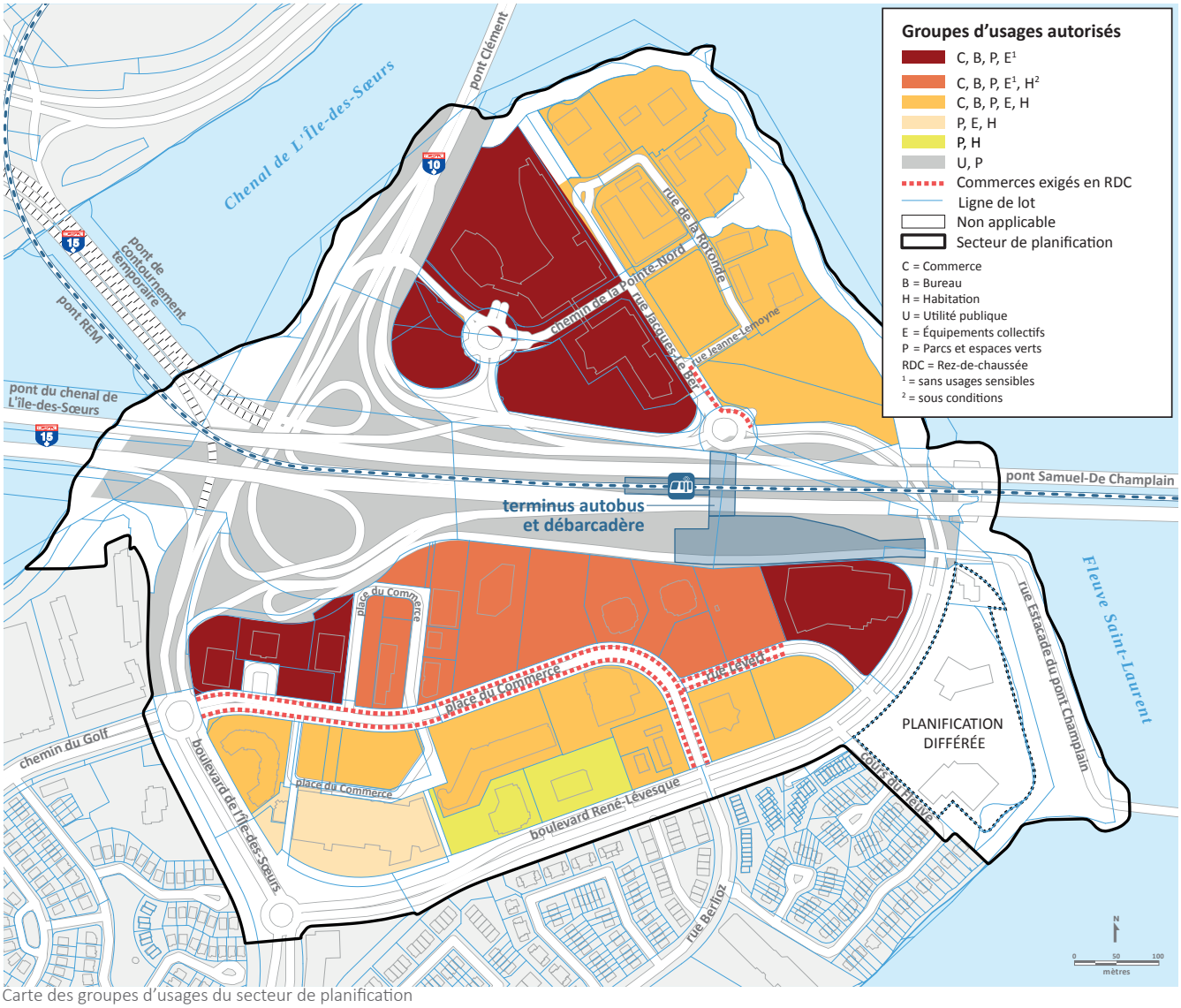
TAUX DE VERDISSEMENT

Un taux de verdissement minimal de 35 % doit être prescrit à la réglementation d'urbanisme. Aux fins du calcul de ce taux, une partie d'un toit végétalisé peut être prise en compte. Le taux de verdissement minimal facilitera l'atteinte des objectifs de verdissement pour le secteur, de perméabilité des sols pour la gestion de l'eau de pluie de même que d'augmentation du nombre d'arbres en lien avec le plan d'action canopée de Montréal.

PLAN DES USAGES

L'affectation secteur d'activités diversifiées induit une composante économique importante pour le secteur tout en favorisant l'implantation d'usages variés et complémentaires. Afin de créer un milieu de vie, d'emplois et de loisirs diversifié, il est souhaité d'encourager la mixité au sein des projets immobiliers, lorsque pertinent. Cela implique de réviser certains des usages actuellement autorisés pour le secteur. L'affectation secteur mixte dans le quartier Pointe-Nord permet déjà de favoriser cet objectif de mixité.

La carte ci-bas montre les groupes d'usages pour soutenir la vision projetée du territoire. Le règlement de zonage peut autoriser uniquement des usages se retrouvant au sein de ces groupes d'usages, sous réserve des restrictions reliées à certains de ces groupes. Cette carte exprime également la volonté d'exiger des usages commerciaux au rez-de-chaussée des bâtiments localisés sur des terrains le long des axes structurants.



Carte des groupes d'usages du secteur de planification

USAGES SENSIBLES

Les autoroutes 10 et 15 de même que le train du REM peuvent générer des nuisances (bruit, pollution, poussières, vibrations, vents, etc.) dans le secteur de planification, dont l'impact est particulièrement important pour les usages sensibles comme l'habitation ou des équipements collectifs de type institutionnel. Il y a lieu de contrôler la possibilité d'implanter des projets de cette nature sur tous les terrains adjacents à l'autoroute et à la voie ferrée (REM) qui génèrent des contraintes de nature anthropique.

De plus, l'affectation secteur d'activités diversifiées est définie au SAD et au PU comme pouvant accueillir, sous certaines conditions, l'intégration d'un usage résidentiel à proximité du réseau de transport collectif. Une étude de sa compatibilité doit être effectuée en regard des autres usages, de l'intensité des nuisances et des risques, et de la nature du cadre bâti.

Considérant l'ampleur des nuisances normalement associées à une autoroute et à une voie ferrée, la réglementation d'urbanisme doit proscrire tout usage sensible de type équipement collectif ou institutionnel apparaissant dans la liste ci-dessous dans les secteurs illustrés sur la carte avec la note E[1].

Liste des usages sensibles

> Habitation

> Équipements collectifs ou institutionnels

- École
- Bibliothèque
- Garderie
- Hôpital
- Lieu de culte
- Centre d'hébergement et de soins de longue durée
- Centre de protection de l'enfance et de la jeunesse
- Centre de réadaptation
- Centre de services de santé et de services sociaux

Dans les secteurs indiqués sur la carte avec la note H[2], l'usage habitation ne doit pas être autorisé de plein droit dans la réglementation d'urbanisme. Une analyse de compatibilité des projets intégrant de l'habitation sur les propriétés à proximité de l'autoroute et du REM devra être réalisée. La compatibilité de l'usage habitation devra être démontrée dans le cadre de l'application d'un outil discrétionnaire d'urbanisme intégrant des modalités et des critères qui permettront de démontrer l'effort d'atténuation des contraintes de nature anthropique et l'intégration au milieu. À cet égard, l'outil discrétionnaire d'urbanisme doit prévoir le dépôt par le requérant des analyses suivantes :

- *Un justificatif du projet dans le contexte du PPU ;*
- *Une évaluation de l'environnement acoustique et vibratoire et les mesures d'atténuation proposées pour tout terrain ou partie de terrain situé à moins de 30 mètres de l'emprise de l'autoroute;*
- *Une étude d'impact éolien et les mesures d'atténuation proposées;*
- *Une étude d'ensoleillement et d'ombrage du projet, aux solstices et équinoxes;*
- *Une évaluation de la pollution atmosphérique et des poussières dans ce secteur et les mesures appropriées;*
- *Une explication de l'approche urbaine et architecturale favorisant la minimisation des contraintes anthropiques;*
- *Une description des espaces extérieurs et un justificatif de leur positionnement ainsi qu'une proposition d'aménagement assurant la qualité des espaces extérieurs.*

De plus, les paramètres minimaux suivants doivent être considérés pour la rédaction de critères d'évaluation devant être intégrés à l'outil discrétionnaire d'urbanisme afin d'évaluer la compatibilité du projet avec la présence d'une infrastructure autoroutière et ferroviaire (REM), notamment par les mesures d'atténuation prévues :

- *Niveaux sonores maximaux établis au SAD*
- *Localisation des espaces de détente ou d'agrément extérieurs par rapport à l'autoroute*
- *Localisation des balcons*
- *Localisation de l'usage dans le bâtiment*
- *Traitement de la façade (fenestration, matériaux)*
- *Implantation du bâtiment par rapport à la source de bruit*
- *Espaces tampons et écrans antibruit*

EXIGENCES DE STATIONNEMENT

Les dispositions de la réglementation d'urbanisme doivent respecter les règles suivantes en ce qui concerne les normes de stationnement hors rue pour l'ensemble du secteur de planification. Ces normes visent à réduire l'utilisation de l'automobile au sein de nouveaux projets immobiliers afin de prioriser l'utilisation du transport collectif et actif ainsi que l'autopartage.

STATIONNEMENT AUTOMOBILE

- Exiger que toutes les aires de stationnement soient localisées à l'intérieur d'un bâtiment. Toutefois, des cases de stationnement extérieures pourront être autorisées pour visiteurs, personnes à mobilité réduite, autopartage au bénéfice des usagers du projet ou pour courte durée si elles ne sont pas localisées dans une cour adjacente à une voie publique et si elles correspondent à un maximum de 5 % du nombre de cases requis par terrain.
- Prévoir que le nombre maximal de cases de stationnement autorisé par logement ne dépasse pas 0,75 et n'exiger aucun nombre minimal de cases.
- Prévoir que le nombre maximal de cases de stationnement autorisé pour tout usage du groupe d'usages commerce soit de 1 case/50 m².

VÉHICULES ÉLECTRIQUES

- Exiger qu'un minimum de 1 case de stationnement sur 10 soit équipée pour la recharge d'un véhicule électrique.

STATIONNEMENT VÉLO

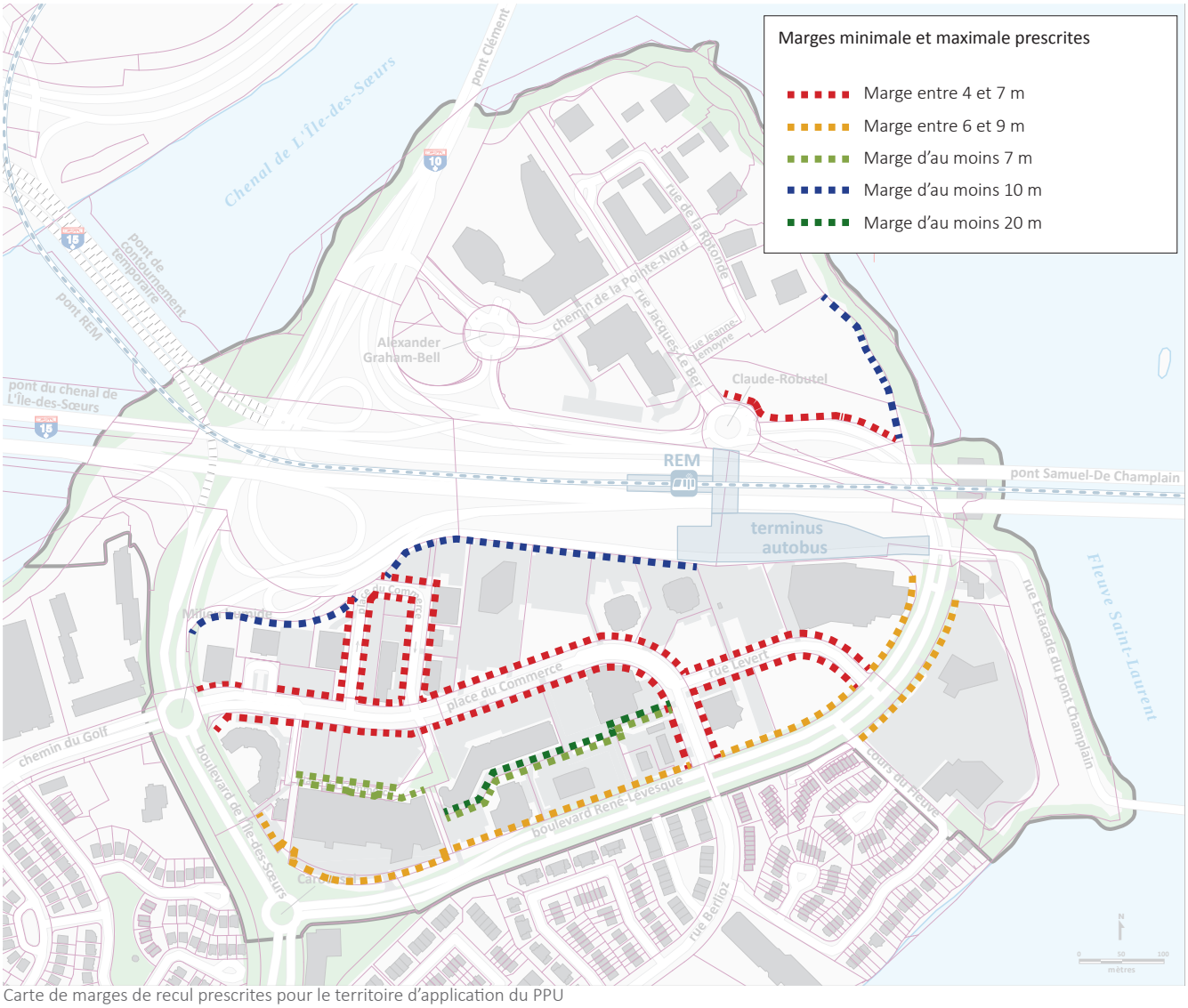
- Exiger un minimum de 1 espace de stationnement pour vélo pour chaque tranche de superficie de plancher de 100 m² lors de l'exercice d'un nouvel usage ou de l'agrandissement d'un usage, pour la portion agrandie, d'une catégorie commerciale, industrielle ou institutionnelle.
- Exiger un minimum de 1 espace de stationnement pour vélo par nouveau logement.
- Prévoir des critères dans un règlement discrétionnaire d'urbanisme visant à favoriser l'aménagement d'espaces de stationnement pour vélos sécuritaires, facilement accessibles et dont l'emplacement n'entre pas en conflit avec les autres modes de déplacement.

MARGES

Afin de favoriser un encadrement de la rue par la forme construite, des prescriptions sont fournies pour les marges de certains tronçons sur la carte à la page suivante. La réglementation d'urbanisme doit prévoir des marges minimale et maximale se situant à l'intérieur de celles indiquées sur cette carte. Un alignement des façades est préconisé pour les bâtiments le long de la place du Commerce, d'où une fourchette de marges de recul (minimale et maximale) prescrite relativement réduite en distance. Il est également proposé d'intégrer des espaces tampons ou de verdure de plus grande envergure sur certains sites, notamment le long de l'autoroute et au centre de certains groupes de propriétés.

La réglementation d'urbanisme doit également prévoir des marges latérales minimales (non indiquées sur la carte) entre 5 et 8 m pour l'ensemble des zones du territoire d'application. Cela facilitera les aménagements favorisant la circulation active et dégagera un espace généreux entre les projets immobiliers qui permettra d'éviter l'effet de corridor étroit entre deux bâtiments implantés sur des lots adjacents. Ces marges maximiseront aussi les possibilités de verdissement et d'aménagements pour la gestion écologique des eaux pluviales.

Pour toutes les marges, le règlement d'urbanisme doit déterminer la portion de la largeur du mur du bâtiment à laquelle celles-ci s'appliquent.



Carte de marges de recul prescrites pour le territoire d'application du PPU

BÂTIMENTS DE GRANDE HAUTEUR

La carte des limites de hauteur (voir p. 108) illustre quatre secteurs (correspondant aux secteurs de densité de construction 24-C1, 24-C3, 24-T4 et 24-T5) offrant des possibilités de construction de bâtiments de plus forts gabarits. Ces secteurs sont limitrophes de l'autoroute 15 et adjacents ou à proximité de la station du REM, en cohérence avec les principes d'un TOD. La localisation de ces secteurs respecte aussi le principe de gradation décroissante des hauteurs et des densités souhaitée de l'autoroute vers les quartiers établis.

Pour tout bâtiment de plus fort gabarit, ici nommé « bâtiment de grande hauteur », dont la hauteur minimale est de 39 m, il est souhaité d'assurer un encadrement afin de préserver des percées visuelles, notamment sur le fleuve. Cette limite minimale de hauteur fait référence à une hauteur au-delà de laquelle on définit généralement un bâtiment de grande hauteur (voir encadré bleu). De plus, elle correspond plus ou moins à la hauteur de l'un des bâtiments existants du secteur (indiqué sur l'image ci-bas) perceptible à partir du belvédère Kondiaronk du mont Royal et ayant un impact partiel sur une des vues vers le fleuve.



Vue vers L'IDS et le fleuve à partir du belvédère Kondiaronk

Ainsi, la réglementation d'urbanisme doit prévoir qu'un bâtiment construit ou agrandi d'une hauteur de 39 m et plus fasse l'objet d'une approbation en vertu d'une réglementation sur les PIIA spécifique aux bâtiments de grande hauteur. À cet égard, des objectifs et des critères, décrits à la page suivante, doivent être prévus afin d'évaluer les propositions de bâtiments de façon à assurer leurs intégration visuelle entre le fleuve, le centre-ville et le mont Royal, mais également dans la silhouette générale du secteur de planification. Cette procédure permettra également d'atténuer certains impacts, notamment quant à l'ensoleillement, aux vents anticipés et à la préservation des vues depuis et vers le mont Royal, le centre-ville et le pont Samuel-De Champlain, mais également vers les éléments d'intérêt sur L'IDS.

BÂTIMENT DE GRANDE HAUTEUR

Une synthèse de la revue de la littérature porte à définir le bâtiment de grande hauteur comme un bâtiment dépassant 35 m ou ± 11 étages. Voici une définition de Emporis Standard, une autorité fournissant des définitions en lien avec le milieu construit, qui confirme cette limite : « Une structure de plusieurs étages d'une hauteur de 35 à 100 mètres, ou un bâtiment d'une hauteur inconnue de 12 à 39 étages » (traduction libre[1])

[1] *«A multi-story structure between 35–100 meters tall, or a building of unknown height from 12–39 floors.»*

OBJECTIFS ET CRITÈRES DE PIIA RELATIFS AUX BÂTIMENTS DE GRANDE HAUTEUR

Un bâtiment construit ou agrandi d'une hauteur de 39 m et plus doit être approuvé en tenant compte minimalement des objectifs et critères d'évaluation suivants qui doivent être intégrés dans le règlement sur les PIIA :

OBJECTIFS

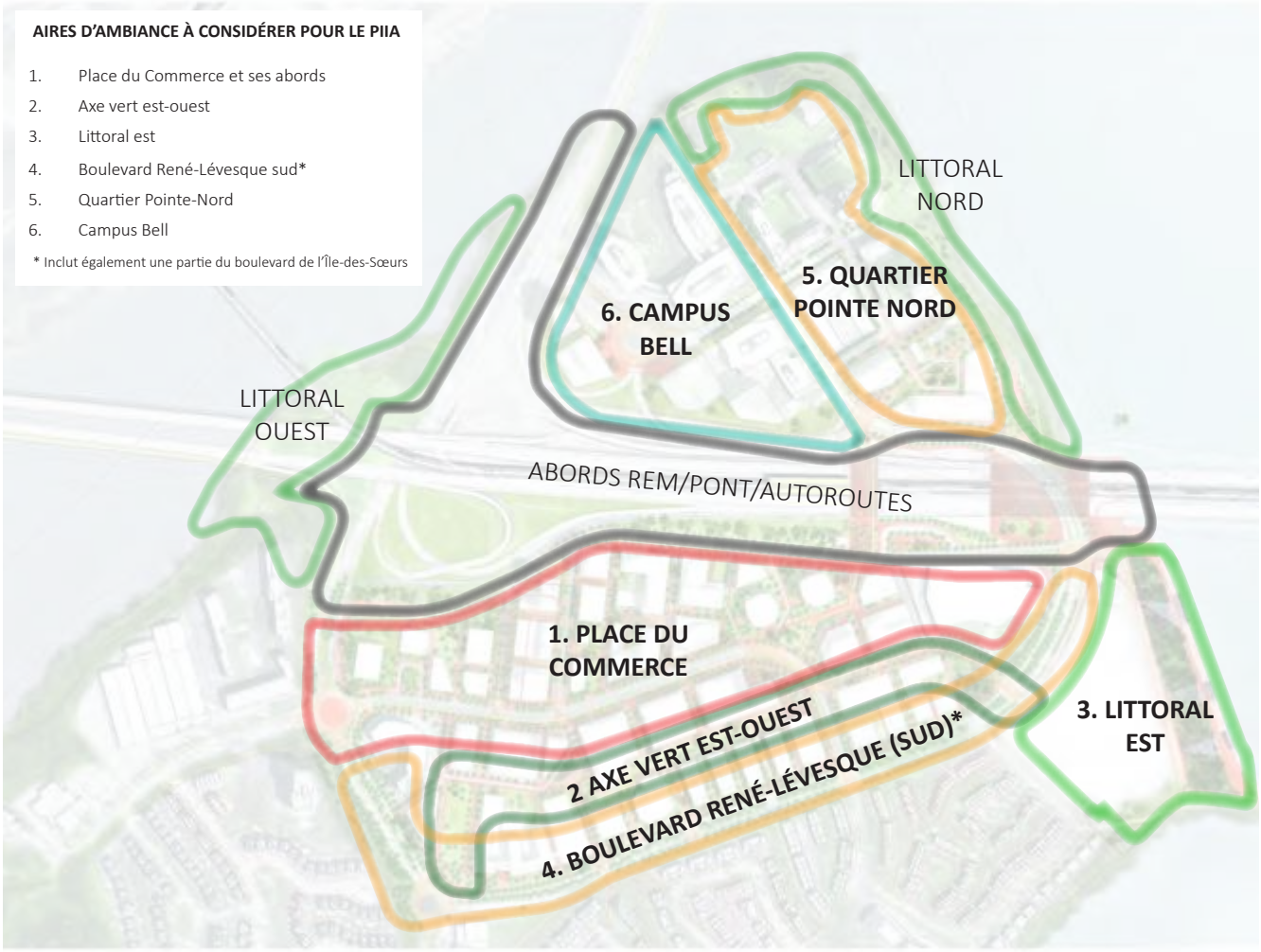
- Éviter l'effet de barrière construite et continue le long des autoroutes;
- Favoriser l'édification de bâtiments présentant des gabarits plus importants à proximité de la station du REM, point central de l'aire TOD;
- S'inscrire harmonieusement dans le paysage offert par les vues;
- Tenir compte de l'impact visuel de la construction dans le paysage à l'échelle de la rue, du quartier et de la ville;
- Ne pas faire compétition à la silhouette du centre-ville;
- Assurer une préservation des corridors visuels depuis le mont Royal et le parcours d'entrée de ville;
- Tenir compte de l'impact de la construction sur la circulation dans le secteur.

CRITÈRES

- Prévoir l'intégration d'une partie basse au bâtiment (basilaire) afin de soutenir un rapport d'échelle harmonieux avec le piéton;
- Privilégier une hauteur construite de 3 à 5 étages pour le basilaire;
- Privilégier un recul d'au moins 5 m pour toute partie au-delà du basilaire;
- Tendre vers une superficie de plancher par étage, à partir du 9^{e} étage, ne dépassant pas 900 m² afin d'assurer un affinement du volume construit;
- Tendre à respecter une distance d'au moins 80 m entre le mur de la partie haute (au-delà du 9^{e} étage) du bâtiment de grande hauteur et le mur d'une partie haute d'un autre bâtiment de grande hauteur situé à l'intérieur du secteur de planification;
- Favoriser l'adoption d'un langage architectural contemporain;
- Localiser et sculpter le bâtiment de façon à préserver au minimum les corridors visuels depuis le mont Royal indiqués au PU;
- Assurer une répartition entre les surfaces pleines et les surfaces fenêtrées de toute façade afin d'éviter la présence de murs aveugles;
- Intégrer architecturalement les constructions et les équipements mécaniques hors toit;
- Prévoir une architecture distinctive et non générique, digne d'un bâtiment repère dans le paysage;
- Favoriser la légèreté et l'originalité de l'expression volumétrique du bâtiment.

CRITÈRES DE PIIA ASSOCIÉS AU SECTEUR DE PLANIFICATION

Afin d'assurer un encadrement optimal de la forme urbaine et de privilégier un rapport étroit entre les piétons et le milieu construit, un règlement de PIIA doit s'appliquer à l'ensemble du secteur de planification minimalement pour des travaux de construction d'un nouveau bâtiment ou d'agrandissement d'un bâtiment. Les objectifs et les critères de PIIA pour le secteur de planification du PPU doivent s'inspirer des spécificités décrites par aires d'ambiance à la section 5 - Interventions détaillées. Le tableau des pages suivantes énonce des objectifs minimaux qui doivent s'appliquer aux différents sous-secteurs (aires d'ambiance) ainsi que les paramètres à considérer dans la rédaction des critères de PIIA pour atteindre ces objectifs. Les objectifs et les paramètres n'étant pas limitatifs, d'autres objectifs et critères pourront être ajoutés dans le règlement sur les PIIA. Également, tout autre paramètre qui permettrait d'atteindre les objectifs prévus au tableau peut être pris en compte dans la rédaction des critères.



Carte des périmètres des aires d'ambiance à considérer pour le PIIA

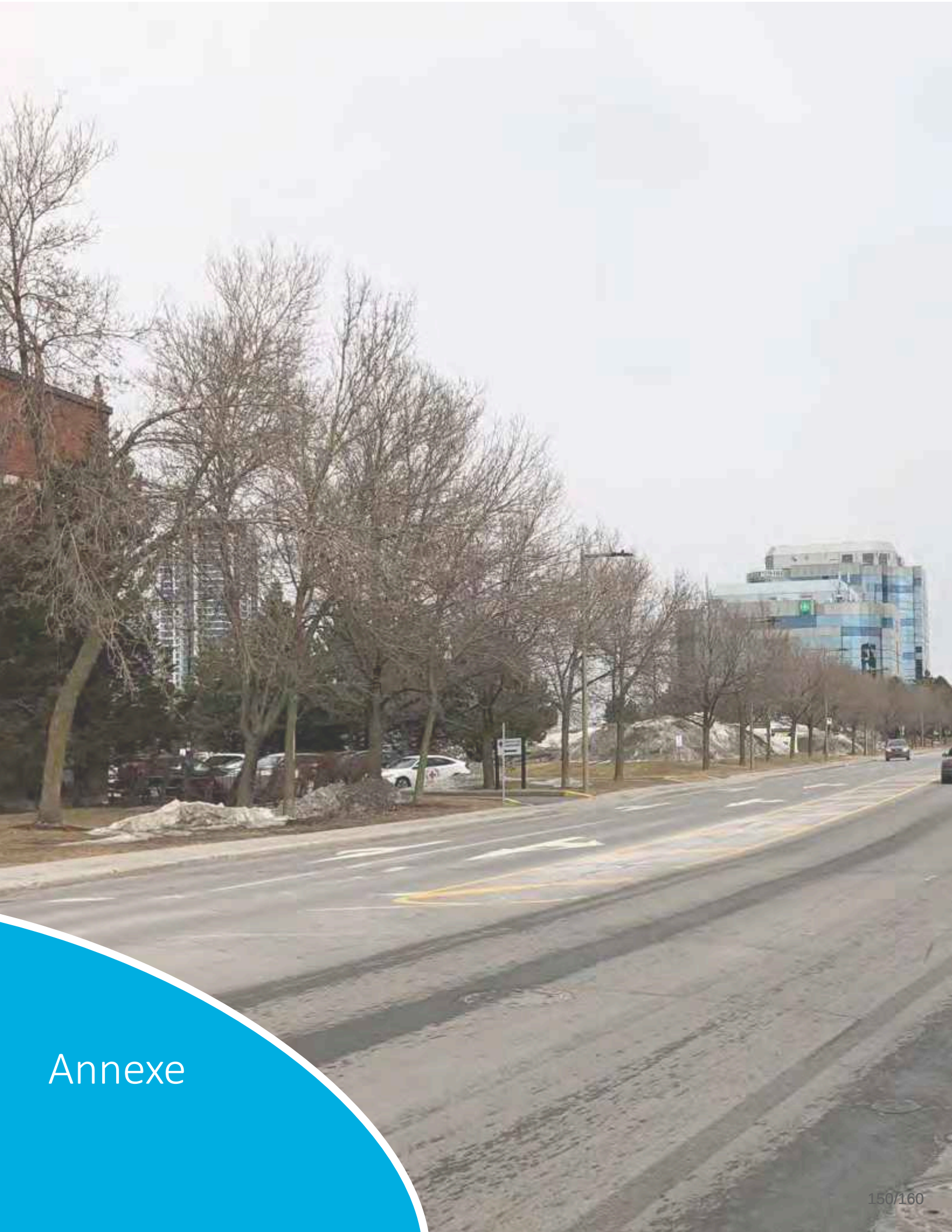
Objectifs et paramètres à considérer pour tout le secteur (tirés principalement des sections 3 et 4 du PPU)

	Objectifs	Paramètres à considérer
Ensemble du secteur de planification	Mettre en valeur les percées visuelles d'intérêt vers et à partir de L'IDS	Implantation, gabarit, alignement et hauteur des bâtiments Expression architecturale, matériaux
	Privilégier une implantation des bâtiments qui favorise l'encadrement de la rue et des passages	Implantation, alignement et hauteur des bâtiments Présence de basilaires et recul de la partie supérieure des bâtiments par rapport au basilaire Configuration et aménagement des cours avant, latérales et arrière
	Favoriser l'aménagement d'un réseau de passages et places agrémentant et facilitant les circulations actives et bonifiant le verdissement	Traitement des façades au rez-de-chaussée Traitement des voies d'accès et des accès aux bâtiments Qualité des aménagements extérieurs dans les cours (matériaux, types de végétaux, entretien, éclairage) Qualité des espaces accessibles aux piétons et cyclistes Traitement des liens vers le transport collectif
	Mettre en valeur le caractère verdoyant de la cité-jardin	Recul des bâtiments Verdissement (% superficie plantée du terrain, plantation d'arbres, toits et murs verts) Qualité des aménagements extérieurs (types de végétaux, entretien)
	Assurer la qualité de l'architecture et des aménagements	Implantation, gabarit, alignement et hauteur des bâtiments Expression architecturale, matériaux Emplacement des enseignes et des panneaux publicitaires
	Intégrer des infrastructures vertes pour la gestion des eaux de ruissellement	Pratiques durables quant à la gestion de l'eau à même les superficies verdies Qualité des aménagements extérieurs (matériaux, types de végétaux, entretien)
	Encourager les bonnes pratiques de développement durable en matière de construction et d'aménagement	Performance écoénergétique dans la conception des bâtiments (implantation, orientation et gabarits des bâtiments, matériaux) Réduction des nuisances (vents, pollution, îlots de chaleur, ombrages, bruit, etc.) Gestion optimale des eaux de ruissellement sur les terrains (types d'aménagements favorisés) Verdissement (% superficie plantée du terrain, plantation d'arbres, toits et murs verts) Traitement des aires de stationnement hors rue (% superficie, matériaux de surface) Gestion écologique de chantiers de construction

Objectifs et paramètres spécifiques à considérer pour les sous-secteurs (tirés principalement de la section 5 du PPU)

Sous-secteur (aire d'ambiance)	Objectifs spécifiques	Paramètres à considérer
1| Place du Commerce et ses abords	Privilégier une implantation des bâtiments qui favorise l'encadrement de la rue et des passages de même que la continuité commerciale	Implantation, alignement et hauteur des bâtiments Basilaires et recul de la partie supérieure des bâtiments par rapport au basilaire Configuration et aménagement des cours avant, latérales et arrière
	Favoriser l'animation en rez-de-chaussée	Traitement des rez-de-chaussée (entrées, fenestration, niveau de plancher) Nombre, localisation et largeur des accès aux stationnements et espaces de livraison Aménagement des terrasses et aires de détente (localisation, superficies) Aménagement des haies et des clôtures (hauteurs, traitement, localisation)
	Favoriser une expression architecturale contemporaine de qualité le long de l'axe commercial	Composition volumétrique Matériaux, composition des façades Emplacement des vitrines commerciales et des enseignes Traitement architectural de bâtiment repère
	Maximiser la présence d'arbres et de végétation le long de la rue	Aménagement des cours avant Plantation d'arbres et verdissement sur les terrains Intégration des infrastructures vertes pour la gestion des eaux de ruissellement
	Assurer une connexion piétonne et cyclable, conviviale et sécuritaire, entre le REM et la place du Commerce	Aménagements favorisant les déplacements actifs Implantation, alignement et hauteur des bâtiments Espacement des bâtiments Expression architecturale le long des parcours Traitement du rez-de-chaussée des bâtiments Nombre, localisation et largeur des accès aux stationnements et espaces de livraison Configuration et aménagement des cours avant, latérales et arrière
2| Axe est-ouest	Favoriser l'aménagement d'un corridor de verdure et de détente d'envergure	Recul des constructions Dimensions des balcons et terrasses Plantation d'arbres et verdissement sur les terrains Alignements d'arbres (distances de plantation, calibre, essences à privilégier) Intégration des infrastructures vertes pour la gestion des eaux de ruissellement
	Favoriser l'implantation d'un parcours d'envergure entre le quartier ouest existant et le fleuve	Aménagement des cours arrière Aménagement des terrasses et aires de détente (localisation, superficies) Diversité des aménagements Usages et traitement des rez-de-chaussée Continuité des aménagements sur plusieurs lots Arrimage avec les aménagements du domaine public (place de la Grande-Marguerite, boucle place du Commerce, liens piétons vers boul. René-Lévesque) Aménagement des haies et des clôtures (hauteurs, traitement, localisation)

3| Le littoral est	Compléter le parcours riverain entre le quartier Pointe-Nord et l'estacade	Aménagements extérieurs (alignements d'arbres, largeurs d'allées, matériaux) Arrimage avec les liens cyclables et piétons vers le littoral et l'estacade
	Soutenir les contacts directs avec le fleuve et les percées visuelles	Implantation et reculs des bâtiments, hauteurs, gabarits Espacement des bâtiments Localisation et largeur des liens et percées visuelles Aménagements extérieurs Arrimage au parcours riverain
	Agrémenter le paysage visuel actuel des abords du site (boul. René-Lévesque, rive, etc.)	Implantation et reculs des bâtiments, hauteurs, gabarits Orientation des bâtiments, composition volumétrique, traitement des façades, expression architecturale Alignements d'arbres et verdissement Éclairage, éléments signalétiques
4| Boulevard René-Lévesque et boulevard de l'Île-des-Sœurs	Développer des projets immobiliers en marquant une transition adéquate avec le quartier adjacent	Implantation et reculs des bâtiments, hauteurs, gabarits Orientation des bâtiments
	Mettre en valeur la forme et la fonction des boulevards de type promenades plantées	Implantation et reculs des bâtiments, hauteurs, gabarits Alignements d'arbres et verdissement Arrimage aux liens et traverses Nombre et aménagement des voies d'accès privées
5| Quartier Pointe-Nord	Favoriser la mise en valeur du parcours riverain et des sites archéologiques	Implantation des bâtiments pour préserver les sites archéologiques Aménagements extérieurs (alignements d'arbres, largeurs d'allées, matériaux)
	Marquer l'entrée de ville depuis le pont Samuel-De Champlain	Implantation des bâtiments, orientation, hauteurs Traitement de bâtiment repère Composition volumétrique, expression architecturale de qualité Aménagements extérieurs (verdissement, alignements d'arbres)
	Assurer un dialogue avec le boulevard René-Lévesque et la station du REM	Implantation et reculs des bâtiments, hauteurs, gabarits Aménagement paysager des cours avant Usages et traitement des rez-de-chaussée Mesures d'atténuation pour réduire les nuisances dues à la proximité de l'autoroute
6| Le campus Bell	Favoriser la consolidation d'un milieu d'affaires	Implantation des bâtiments, hauteurs Mesures d'atténuation pour réduire les nuisances dues à la proximité de l'autoroute Traitement architectural de bâtiment repère
	Améliorer l'accessibilité des bâtiments du campus ainsi que les liens entre ceux-ci et la station du REM	Implantation des bâtiments Aménagements extérieurs (alignements d'arbres, largeurs d'allées, matériaux) Nombre, localisation et largeur des accès aux stationnements et espaces de livraison



Annexe



La place du Commerce

ABRÉVIATIONS

CDPQi : Caisse de dépôt et placement du Québec - Infra
CMM : Communauté métropolitaine de Montréal
C.O.S. : Coefficient d'occupation du sol
IDS : Île-des-Sœurs
INFRA CANADA : Infrastructure Canada
L'IDS : L'Île-des-Sœurs
MCC : Ministère de la Culture et des Communications
NouvLR : Consortium associé au projet REM
PIIA : Plan d'implantation et d'intégration architecturale
PJCCI : Ponts Jacques Cartier et Champlain inc.
PMAD : Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la région métropolitaine de Montréal
PPU : Programme particulier d'urbanisme
PU : Plan d'urbanisme
REM : Réseau express métropolitain
RTL : Réseau de transport de Longueuil
SAD ou Schéma : Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal
SSL : Consortium Signature sur le Saint-Laurent
STM : Société de transport de Montréal
TOD : Transit-oriented development

DÉFINITIONS

:

Aire technique : espace pour véhicules aux fins de débarcadère ou de livraison

Basilaire : volume comprenant les premiers étages d'un bâtiment, qui occupe une superficie d'implantation plus grande que les superficies de plancher des étages supérieurs. Le basilaire est la partie d'un bâtiment qui contribue à rehausser l'expérience à l'échelle du piéton le long des espaces extérieurs de circulation.

Canopée : strate supérieure d'un couvert forestier constituée de l'ensemble des cimes des arbres et soumise à l'influence directe de la lumière solaire

Culée du pont Samuel-De Champlain : appui d'extrémité du pont situé sur la rive est de L'IDS

Déplacements actifs : déplacements, généralement utilitaires, pour lesquels l'énergie est fournie par l'être humain par le biais d'un effort musculaire sur le parcours qui mène à sa destination. La marche et le vélo sont les modes de déplacement actifs les plus courants

Domaine public : tous les terrains (rues, parcs, places, etc.) de propriété publique

Domaine privé : tous les lots de propriété privée, donc qui n'appartiennent pas à la municipalité ou aux gouvernements

Emphytéose : droit qui permet à une personne, pendant un certain temps, d'utiliser pleinement un immeuble appartenant à autrui et d'en tirer tous les avantages, à la condition de ne pas en compromettre l'existence et à charge d'y faire des constructions, ouvrages ou plantations qui augmentent sa valeur d'une façon durable

Espace public : parc, place, square, plaza, etc. accessible au public, pouvant être localisé sur le domaine public ou sur le domaine privé

Façade : désigne chacun des murs extérieurs d'un bâtiment faisant face à une rue

Façade commerciale : façade d'un bâtiment où l'on trouve des commerces ou services en rez-de-chaussée minimalement

Façade contribuant à l'animation : façade d'un bâtiment comprenant une grande proportion de fenestration où l'on trouve, en rez-de-chaussée minimalement, des usages favorisant l'interaction entre l'intérieur et l'extérieur, par exemple des commerces de service, etc.

Gabarit : désigne la taille et la forme générale d'un bâtiment

Lien cyclable : lien de mobilité pour les personnes à vélo

Lien multifonctionnel : lien aménagé pour les modes de déplacement actifs et intégrant des aménagements paysagers d'intérêt

Lien piéton : lien de mobilité pour les personnes à pied

Maîtrise foncière : se dit lorsque qu'une entité (personne, entreprise, gouvernement, etc.) a les droits réels d'occupation et/ou de gestion d'un terrain

Marge arrière : espace compris entre la ligne arrière d'un terrain et une ligne parallèle à celle-ci située à l'intérieur de ce terrain

Marge avant : espace compris entre la ligne avant d'un terrain et une ligne parallèle à celle-ci située à l'intérieur de ce terrain

Marge latérale : espace compris entre une ligne latérale d'un terrain et une ligne parallèle à celle-ci située à l'intérieur de ce terrain

Mutualisation des stationnements *:* correspond au partage d'aires de stationnement entre projets immobiliers complémentaires, notamment selon différents usages et horaires

Promenade plantée / boulevard planté / *parkway* : route de transit à plusieurs voies bordée d'une verdure importante en terre-plein au centre et à ses abords

Recul du basilaire : espace de recul de la façade des étages construits au-delà du dernier étage du basilaire

Report modal : désigne la modification des parts de marché des différents modes de transport entre eux

Réseau public : voies publiques et espaces publics localisés sur des propriétés publiques (municipalité, gouvernement , etc.)

Rue : voie de circulation délimitée entre deux lignes de lot et contenant minimalement le pavage, les trottoirs et les espaces de plantation

Superficie de plancher : superficie totale des planchers d'un bâtiment, mesurée à partir de la paroi extérieure des murs extérieurs et de la ligne d'axe des murs mitoyens

Taux de verdissement : surface perméable d'un lot destinée à la plantation, à la végétalisation de même qu'aux aménagements paysagers

Tissu urbain : ensemble des constructions, équipements et réseaux constitutifs d'une ville ou d'un quartier

Toit végétalisé : système de recouvrement d'un toit qui permet la croissance de la végétation tel qu'un toit vert, un toit-jardin ou un toit planté

Usage conditionnel : usage dont l'exercice peut être autorisé par le conseil d'arrondissement à certaines conditions

Voie ou rue de type partagée : la rue partagée est une voie publique (chaussée et intersections) conçue comme un espace partagé (*shared space*) où l'ensemble des modes de déplacement cohabitent sans ségrégation physique ou réglementaire. Ce type d'aménagement vise à assurer la sécurité des usagers et la convivialité de l'espace public, notamment pour les déplacements actifs, en utilisant entre autres les interactions entre les usagers comme mesure pour réduire la vitesse des véhicules et les risques de collisions

Voie ou rue publique : inclut toute route, chemin, rue, ruelle, place, pont, voie piétonnière ou cyclable, trottoir ou autre voie qui n'est pas du domaine privé

Voie privée / rue privée / voie d'accès : passage privé donnant accès à un terrain, un bâtiment ou une aire de stationnement ou de chargement à partir d'une voie publique

Volumétrie : forme d'un bâtiment qui se définit par trois éléments principaux : le plan, l'élévation et le toit

Montréal

VILLE DE MONTRÉAL
RÉSOLUTION DE CONTRÔLE INTÉRIMAIRE
XX-XXX

ATTENDU QUE le conseil de la ville a déposé un avis de motion et adopté un projet de règlement enclenchant le processus de modification du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin, notamment, d'y intégrer le Programme particulier d'urbanisme du secteur de planification Partie nord de L'Île-des-Sœurs;

ATTENDU QUE le conseil de la ville a déposé un avis de motion en vue d'adopter un règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation applicable à une partie du territoire visé par le Programme particulier d'urbanisme du secteur de planification Partie nord de L'Île-des-Sœurs;

ATTENDU QUE dans les secteurs à transformer ou à construire du secteur de planification Partie nord de L'Île-des-Sœurs, la réalisation d'un projet relatif à toute nouvelle construction, tout agrandissement, toute opération cadastrale et tout morcellement de lots fait par aliénation conforme aux règlements appropriés, risque de compromettre les nouvelles dispositions de densité et de limites de hauteur ainsi que les objectifs et moyens de mise en œuvre du Programme particulier d'urbanisme;

ATTENDU QUE jusqu'à ce que le règlement de contrôle intérimaire entre en vigueur pour la période nécessaire à ce que la réglementation d'urbanisme appropriée de l'arrondissement reflète les modifications proposées au plan d'urbanisme, une résolution de contrôle intérimaire peut être adoptée afin de restreindre temporairement les dispositions relatives à la construction, à l'agrandissement, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation d'un immeuble visé par la présente résolution;

VU les articles 112 et 112.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Il est proposé par :

Appuyé par :

Et résolu :

1. d'adopter une résolution de contrôle intérimaire visant à interdire toute nouvelle construction, tout agrandissement d'un immeuble, toute opération cadastrale et tout morcellement de lots fait par aliénation sur le territoire illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » joint à l'annexe A de la présente résolution;

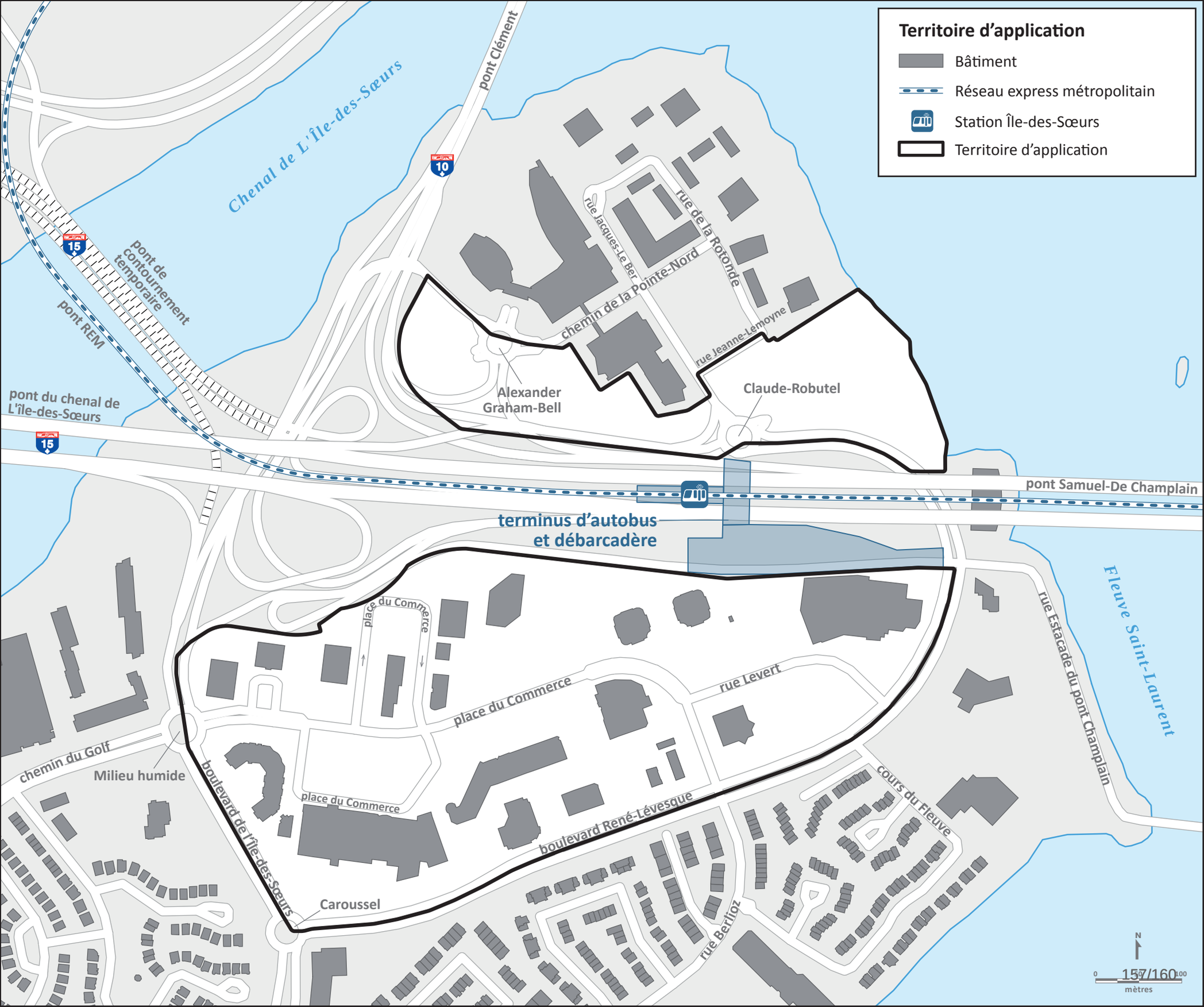
et que, toutefois, ces interdictions ne visent pas les exceptions mentionnées au deuxième alinéa de l'article 112 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1).

2. de permettre, malgré ce qui précède, une nouvelle construction ou un agrandissement d'un immeuble aux fins de l'exercice d'une école sur un terrain situé au sud de l'emprise de la place du Commerce et de la rue Levert.

3. de prévoir que la présente résolution s'applique uniquement aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation permis en vertu d'un règlement, d'une résolution ou de toute autre autorisation relevant du conseil d'arrondissement.

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « TERRITOIRE D'APPLICATION »

GDD : 1198416001


Territoire d'application
Bâtiment
Réseau express métropolitain
Station Île-des-Sœurs
Territoire d'application
Chenal de L'Île-des-Sœurs
pont Clément
pont de contournement temporaire
pont REM
pont du chenal de L'île-des-Sœurs
pont Samuel-De Champlain
rue Jacques-Le Ber
rue de la Rotonde
chemin de la Pointe-Nord
rue Jeanne-Lemoyne
Alexander Graham-Bell
Claude-Robutel
terminus d'autobus et débarcadère
place du Commerce
place du Commerce
place du Commerce
rue Levert
rue Estacade du pont Champlain
Fleuve Saint-Laurent
chemin du Golf
Milieu humide
boulevard de l'Île-des-Sœurs
boulevard René-Lévesque
cours du Fleuve
rue Berlioz
Caroussel
N
mètres

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT DE CONTRÔLE INTÉRIMAIRE RELATIF AUX NOUVELLES CONSTRUCTIONS, AUX AGRANDISSEMENTS D'IMMEUBLES, AUX OPÉRATIONS CADASTRALES ET AUX MORCELLEMENTS DE LOTS FAITS PAR ALIÉNATION

ATTENDU QUE le conseil de la ville a déposé un avis de motion et adopté un projet de règlement enclenchant le processus de modification du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin, notamment, d'y intégrer le Programme particulier d'urbanisme du secteur de planification Partie nord de L'Île-des-Sœurs;

ATTENDU QUE dans les secteurs à transformer ou à construire du secteur de planification Partie nord de L'Île-des-Sœurs, la réalisation d'un projet relatif à toute nouvelle construction, tout agrandissement, toute opération cadastrale et tout morcellement de lots fait par aliénation conforme aux règlements appropriés, risque de compromettre les nouvelles dispositions de densité et de limites de hauteur ainsi que les objectifs et moyens de mise en œuvre du Programme particulier d'urbanisme;

ATTENDU QUE jusqu'à ce que la réglementation appropriée soit modifiée pour tenir compte de la modification au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) proposée, le conseil de la ville peut adopter un règlement de contrôle intérimaire restreignant temporairement les dispositions relatives à la construction, à l'agrandissement, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation d'un immeuble visé par le présent règlement.

VU les articles 109 à 109.5 et 112 à 112.8 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1);

VU l'article 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4);

VU l'article 369 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19);

À sa séance du _____2019, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le présent règlement s'applique au territoire illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » joint en annexe A du présent règlement.

2. Malgré la réglementation applicable au territoire décrit à l'article 1, toute nouvelle construction, tout agrandissement d'un immeuble, toute opération cadastrale et tout morcellement de lots fait par aliénation sont interdits.

Une interdiction prévue au premier alinéa ne vise pas les exceptions mentionnées au deuxième alinéa de l'article 112 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1).

3. Malgré l'article 2, une nouvelle construction ou un agrandissement d'un immeuble aux fins de l'exercice d'une école est autorisé sur un terrain situé au sud de l'emprise de la place du Commerce et de la rue Levert.

4. Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement continue de s'appliquer.

5. Quiconque contrevient ou permet que l'on contrevienne à l'une des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible :

1° s'il s'agit d'une personne physique :

a) pour une première infraction, d'une amende de 500 $ à 1 000 $;

b) pour une récidive, d'une amende de 1 000 $ à 2 000 $;

2° s'il s'agit d'une personne morale :

a) pour une première infraction, d'une amende de 1 000 $ à 2 000 $;

b) pour une récidive, d'une amende de 2 000 $ à 4 000 $.

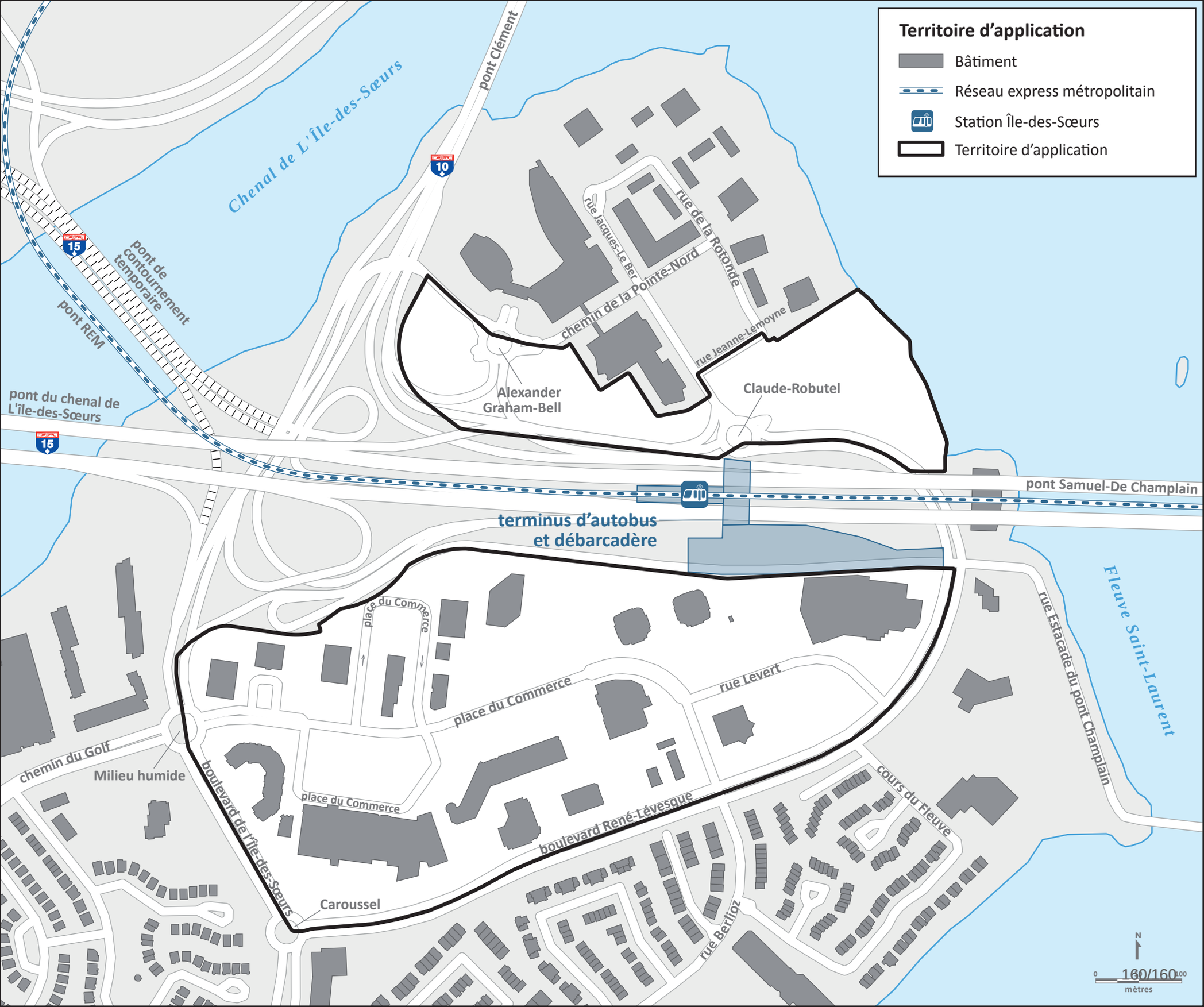
ANNEXE A
CARTE INTITULÉE « TERRITOIRE D'APPLICATION »

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1198416001

XX-XXX/2


Territoire d'application
Bâtiment
Réseau express métropolitain
Station Île-des-Sœurs
Territoire d'application
Chenal de L'Île-des-Sœurs
pont Clément
pont de contournement temporaire
pont REM
pont du chenal de L'île-des-Sœurs
pont Samuel-De Champlain
rue Jacques-Le Ber
rue de la Rotonde
chemin de la Pointe-Nord
rue Jeanne-Lemoyne
Alexander Graham-Bell
Claude-Robutel
terminus d'autobus et débarcadère
place du Commerce
place du Commerce
place du Commerce
rue Levert
rue Estacade du pont Champlain
Fleuve Saint-Laurent
chemin du Golf
Milieu humide
boulevard de l'Île-des-Sœurs
boulevard René-Lévesque
cours du Fleuve
rue Berlioz
Caroussel
N
0
100
mètres

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.10

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1194320002

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Approuver le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal.

Il est recommandé :

- d'adopter le règlement intitulé *Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal.*

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-07-28 15:39

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1194320002**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Approuver le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 21 septembre 2017, Montréal a officiellement obtenu son statut de métropole du Québec à la suite de la sanction de la Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec (2017, chapitre 16). Le gouvernement provincial a ainsi reconnu le statut particulier de Montréal à titre de métropole du Québec. Cette loi abroge de la Charte de la Ville de Montréal des dispositions créant expressément certains organismes consultatifs, laissant toutefois à la Ville le pouvoir de les maintenir en fonction. En ce sens, les articles 83.1, 83.15 à 83.18 concernant le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel et le Conseil jeunesse ont été abrogés.
Compte tenu de ce changement, et à la demande des conseils consultatifs, la Ville présente un nouveau projet de cadre juridique qui fusionne en un, trois règlements municipaux :

- le Règlement sur le Conseil des Montréalaises (04-064);
- le Règlement sur le Conseil jeunesse de Montréal (02-177);
- le Règlement sur le Conseil interculturel de Montréal (02-044).

Le nouveau cadre est intitulé *Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal* et vient remplacer les trois nommés précédemment. Le Bureau de la présidence du conseil au Service du greffe est responsable administrativement des conseils consultatifs depuis 2006.

Ces trois instances consultatives ont, au fil des quinze dernières années, déposé une série d'avis, de mémoires et de rapports variés aux instances afin de guider la Ville pour qu'elle améliore ses politiques et ses actions en regard à différentes thématiques et pratiques. Ces documents sont disponibles sur les sites Internet respectifs des conseils consultatifs. La Ville de Montréal reconnaît par son appui financier et administratif aux conseils consultatifs l'importance de la participation citoyenne. Les conseils consultatifs permettent de mobiliser

des dizaines de citoyennes et citoyens de divers horizons sur les enjeux municipaux ce qui permet de bonifier les politiques publiques et les pratiques en vigueur. Rappelons que le Conseil Interculturel de Montréal (CIM) et le Conseil jeunesse de Montréal (CJM) sont crées officiellement en 2003 tandis que le Conseil des Montréalaises (CM) en 2004. Durant ces quinze ans, ce sont 257 citoyennes et citoyennes qui sont devenu.es membres, 54 avis déposés au conseil municipal, 41 mémoires présentés en commissions, des centaines de recommandations et des milliers d'heures de bénévolat. (*Voir document en pj - Bilan des 15 ans*)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE17 0239 - Suivi des recommandations des trois conseils consultatifs (Conseil des Montréalaises (04-064) le Conseil jeunesse de Montréal (02-177)), et le Conseil interculturel de Montréal (02-044)
CM14 1259- Adoption Règlement modifiant le Règlement sur Conseil interculturel de Montréal (02-044);
CM07 0118 - Modifier le règlement 02-177, constituant le Conseil jeunesse de Montréal afin de permettre la rémunération du président et du vice-président; et préciser la procédure de recrutement des nouveaux membres.
CM06 0852 - Règlement sur la rémunération du président et des vice-présidents du conseil interculturel de Montréal.
CE06 0323 - Approbation de transfert des trois conseils consultatifs à la présidence du conseil;
CM04 0410 **-** Adoption du Règlement sur le Conseil des Montréalaises.

DESCRIPTION

Après consultations des membres des conseils consultatifs lors d'un exercice complété via questionnaires en 2018, les principaux enjeux et les besoins ont pu être analysés et intégrés dans le présent Règlement unifié intitulé *Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal* . Ce travail a pu être réalisé grâce à une collaboration étroite entre plusieurs unités de la Ville dont le Service des affaires juridiques, le Service des finances, le Service des ressources humaines, le Contrôleur général ainsi que les secrétaires-recherchistes des conseils consultatifs au Bureau de la présidence du conseil. Les principales modifications au Règlement sont les suivantes :
Création d'une vice-présidence additionnelle pour le Conseil jeunesse de Montréal (Art. 3)
À la demande du CJM, qui avait seulement une présidence et une vice-présidence, le Règlement vient confirmer l'ajout d'une deuxième vice-présidence. Ce geste permet d'uniformiser la gouvernance pour les trois conseils consultatifs. Les sommes requises étaient déjà prévues au budget du CJM.

Critères de sélection (Art. 4 et 6) :
Pour le Conseil des Montréalaises, dans les critères pour devenir membre, élargissement du concept de femme vers : *« être une femme ou s'identifier comme telle ».*

Pour le Conseil jeunesse dans les critères, pour être membre, il est spécifié *« de ne pas être membre d'un conseil jeunesse d'un arrondissement ou ne pas siéger au conseil d'administration du Forum jeunesse de l'Île de Montréal »* . Cet article, ajouté à la demande du CJM, vise à donner la chance au plus grand nombre de personnes de s'impliquer dans les différentes instances jeunesses de la municipalité et de ne pas cumuler différentes fonctions.

Selon les orientations du *Plan d'action municipal pour les personnes aînées 2018-2020* , ajout d'un critère intergénérationnel au Conseil des Montréalaises et au Conseil

Interculturel. Compte tenu de la nature même du mandat du Conseil jeunesse, il n'est pas opportun de respecter cet engagement.

Durée des mandats des personnes à la présidence et à la vice-présidence (Art. 7) :
Le mandat de la présidence et de la vice-présidence du Conseil jeunesse de Montréal est d'une durée de 1 an, renouvelable pour la même période de façon consécutive trois fois. Pour des raisons du parcours académiques en mouvance, les mandats pour le CJM sont d'une durée d'une année. Cette disposition demeure inchangée.
Le mandat de la présidence et de la vice-présidence du Conseil interculturel de Montréal et du Conseil des Montréalaises est d'une durée de 2 ans, renouvelable pour la même période de façon consécutive une fois. Le mandat était auparavant de trois ans. Cette décision permettra au plus grand nombre de citoyennes et de citoyens de pouvoir présider un des conseils.

Élargissement des motifs pour justifier les absences pour des raisons de conciliation famille-travail des membres (Art. 12) :
Afin de refléter les réflexions et les nouvelles dispositions pour les personnes élues au conseil de ville, il est proposé de reconnaître comme motif d'absence à une assemblées huit causes dont la naissance de son enfant, l'adoption ou une obligation liée à un proche aidant. Cet élargissement permet d'éviter de rendre inhabile à siéger une personne qui pourrait notamment être malade ou encore en congé parental. Cette reconnaissance permettra aux personnes membres de pouvoir concilier plus facilement leur engagement personnel, leur travail ainsi que leur obligation familiale.

Uniformisation des fonctions des conseils et du nombre d'assemblées annuelles (Art. 13 à 15 et 21)
Chaque conseil avait un cheminement différent concernant les avis à formuler auprès de l'Administration. L'article 13 est désormais libellé ainsi : *« il fournit, de sa propre initiative ou à la demande du maire ou de la mairesse, du comité exécutif ou du conseil de la ville ».*
Par ailleurs, le nombre d'assemblée régulière obligatoire pour chaque conseil est désormais de six par année. Il était de huit pour le CIM et le CM et de quatre pour le CJM.

Ajout d'un article sur le suivi des recommandations des trois conseils par l'Administration (Art. 17) :
Afin de renforcer le sentiment de transparence, la reddition de compte de l'Adminitration et par souci de cohérence avec la résolution CE17 0239, l'article précise désormais que *« le comité exécutif prend connaissance du rapport (du conseil consultatif) et fournit au conseil de la ville, dans un délai raisonnable, un rapport tenant lieu de réponse aux recommandations du conseil ».*

Uniformisation des comités de travail (Art. 20) :
Les trois précédents règlements comportaient des dispositions différentes concernant les comités de travail. Des dispositions plus simples et uniformisées sur les rôles et responsabilités sont désormais ajoutées.

Quorum (Art. 24) :
Une précision est apportée au Règlement afin de préciser la marche à suivre en cas de vacance de poste. Le quorum s'établit ainsi avec la majorité des membres.

Fonctions et pouvoirs (Art. 28) :
Le rôle de la personne à la présidence et à la vice-présidence était également différent d'un conseil à l'autre. Des précisions sont désormais apportées, par exemple, pour la responsabilité de la présidence de faire observer les règles de régie interne.

Procédures d'élections pour le poste à la présidence et à la vice-présidence (Art. 7 et 31) :

Une des améliorations importantes demandées par les membres était de pouvoir choisir eux-mêmes les personnes à la présidence et à la vice-présidence. Il a été proposé par les conseils consultatifs, une procédure uniformisée d'élection pour le siège de la présidence et des sièges à la vice-présidence. Ce texte se trouve en annexe du présent Règlement. Ainsi, cette procédure permet aux membres de recommander, parmi eux, les personnes pour la présidence et pour la vice-présidence, à l'Administration qui doit ensuite les nommer selon les règles en vigueur. Rappelons que toute décision du conseil de la ville doit être prise à majorité simple des voix exprimées lors de nomination au sein des conseils consultatifs.

Bonification des règles d'éthique et déontologique (Art. 32 à 37)
La culture éthique au sein de la Ville de Montréal a considérablement évolué au cours des quinze dernières années. Les règles d'éthique et déontologique sont grandement bonifiées pour refléter ce changement. Citons à titre d'exemple des précisions sur le rôle des membres en période électorale au niveau municipal, mais également sur l'importance de leur neutralité. Il est aussi précisé qu'un membre ne peut être à l'emploi ou avoir contrat de travail de la Ville de Montréal ou d'un parti politique municipal à Montréal. Le Contrôleur général a pour rôle d'appuyer les membres et la Ville dans l'application des règles éthique et déontologique. Mentionnons que le Contrôleur exerçait déjà ce rôle depuis sa création survenue après la création des conseils.

Respect de la personne (Art. 36) :
Étant donné que la Ville de Montréal a adopté une Politique de respect de la personne au début 2019 et que les conseils consultatifs sont désormais couverts par cette politique, ce texte a été revu pour rehausser l'importance de cet aspect. L'équipe de la Division du respect de la personne de la Ville de Montréal peut accompagner les membres et le personnel en cas de signalement ou de demande. Des formations sur le respect de la personne sont déjà prévues en 2019 pour les quarante-cinq membres des conseils consultatifs et le personnel. Cette formation sera désormais obligatoire en début de chaque mandat.

Introduction du mode de jeton de présence pour les personnes à la présidence et à la vice-présidence (Art 38) :
L'allocation versée aux personnes à la présidence et à la vice-présidence se fera à compter de l'adoption du présent Règlement et sera désormais versée sous la forme de jeton de présence. Comme le précise le Règlement :

« Un montant de 400 $ est versé à la personne à la présidence, à titre de jeton de présence, pour chaque fois où le conseil siège pour une assemblée ordinaire ou extraordinaire du conseil, à un comité de travail défini à l'article 20 ou à une rencontre statutaire avec la personne élue responsable au comité exécutif, pour une somme totale annuelle ne pouvant dépasser 10 000 $ pour la personne à la présidence.

Un montant de 200 $ est versé à chaque personne à la vice-présidence, à titre de jeton de présence, pour chaque participation à une assemblée ordinaire ou extraordinaire du conseil, à un comité de travail défini à l'article 20 ou à une rencontre statutaire avec la personne élue responsable au comité exécutif, pour une somme totale annuelle ne pouvant dépasser 5 000 $ pour chaque personne à la vice-présidence. »

Les montants mentionnés au présent article visent notamment à compenser les dépenses des membres dans l'exercice de leurs fonctions. Mentionnons que les personnes membres, la présidence et la vice-présidence sont des citoyennes et des citoyens bénévoles. Il ne s'agit pas d'un emploi avec rémunération. C'est pourquoi l'allocation par jeton de présence est recommandée. Le montant proposé par jeton est fixé par souci d'équité et de cohérence interne envers les autres instances municipales.

Reddition de compte (Art 40 et 41) :

Les conseils consultatifs sont invités à présenter leur perspective et leur bilan avant les dates inscrites au Règlement.

Rédaction épicène
En terminant, le Règlement est rédigé de manière épicène à la suggestion du Conseil des Montréalaises afin d'être plus inclusif. Toutes les communications du Bureau de la présidence adoptent ce principe.

JUSTIFICATION

La Ville a célébré en 2019 les quinze ans des trois conseils consultatifs. La mise à jour des Règlements et l'uniformisation des pratiques visent à améliorer la gestion interne des conseils et à mieux outiller le personnel et les membres durant leur mandat. Le Bureau de la présidence souhaite également publier un guide sur la participation citoyenne dans les conseils consultatifs en 2020. Ce guide pratique permettra de présenter le fonctionnement de la Ville de Montréal, des conseils consultatifs, les règles internes, le déroulement des assemblées, les mandats des membres, etc.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les sommes nécessaires au Conseil des Montréalaises, Conseil interculturel et Conseil jeunesse de Montréal sont prévues au budget 2019 du Bureau de la présidence du conseil au Service du greffe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les trois conseils consultatifs encouragent l'implication directe des citoyennes et des citoyens à la vie municipale. La Ville reconnaît par son plan *MONTRÉAL DURABLE 2016-2020 -Ensemble pour une métropole durable,* l'importance de la participation citoyenne (Montréal équitable). Ainsi elle souhaite profiter de toutes les occasions qui lui sont données pour susciter la participation active de tous les citoyennes et citoyens au processus démocratique.
Les conseils consultatifs se sont engagés en 2019 dans le cadre des grandes priorités de l'Administration pour la transition écologique. Les actions suivantes sont en place : assemblées sans papier, le choix à 100 % de traiteur d'économie sociale, des sondages sur les déplacements des membres, la mise en place de cible pour la réduction d'impression de papier, etc.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

- Simplification des documents de référence encadrant les conseils consultatifs;
- Uniformisation des pratiques et de l'équité entre les conseils consultatifs;
- Bonification des règles d'éthique et déontologique pour refléter les orientations de la Ville en cette matière;
- Souligner l'importance du Respect de la personne au sein de tous les services et instances de la Ville;
- Assurer un suivi rigoureux sur les recommandations déposées par les conseils consultatifs;
- Modernisation des instances de participation citoyenne;
- Plus grande cohérence entre les règlements de la Ville;
- Encourager davantage de Montréalaises et de Montréalais à donner leur opinion et à s'impliquer.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N./A.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Formation aux membres des conseils consultatifs sur le Respect de la personne : été-automne 2019
Conseil municipal du 19 août 2019 : avis de motion et dépôt du projet de règlement
Conseil municipal du 16 septembre 2019 : adoption du règlement
Entrée en vigueur suivant sa publication et mise en application par la suite
Présentation du nouveau Règlement aux membres des conseils consultatifs : automne 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain BOND, Direction générale
Tania ROUSSEL, Service des ressources humaines
Nicole RACICOT, Service des ressources humaines

Lecture :

Alain BOND, 26 juillet 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Eve BONNEAU
Adjointe à la présidence

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-25

Marie-Eve BONNEAU
Adjointe à la présidence

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Emmanuel TANI-MOORE

Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_
soutien aux commissions et réglementation
Tél : 514 872-6957
Approuvé le : 2019-07-26

DONNÉES ET RÉALISATIONS TROIS CONSEILS CONSULTATIFS
VILLE DE MONTRÉAL - DONNÉES EN DATE DE FÉVRIER 2019

BILAN EN 15 ANS : 54 avis, 41 mémoires, 275 membres bénévoles

CONSEIL DES MONTRÉALAISES

Année de constitution : 2004
Composition : 15 membres bénévoles
Nombre de membres depuis la création : 76
Publications : 17 avis, 15 mémoires, 8 portraits et 4 études

Présidentes :
Mme Nicole Boily, présidente de 2004 à 2008
Mme Charlotte Thibault, présidente de 2008 à 2010
Mme Marie Leahey, présidente de 2010 à 2012
Mme Lydya Assayag, présidente de 2012 à 2013
Mme Cathy Wong, présidente de 2013 à 2017
Mme Dorothy Alexandre, présidente depuis 2017

Réalisations :

- Prise en compte de l'analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+) dans la composition du Conseil et dans ses analyses féministes;
- Sensibilisation de la Ville à l'ADS+;
- Suivi du plan d'égalité de la Ville;
- Mise sur pied (2015) et co-organisation annuelle avec la Ville, de Cité Elles MTL, une simulation du conseil municipal spécialement conçue pour les femmes;
- Recommandation à la Ville de Montréal – mise en oeuvre – d'adhérer à l'initiative «Villes sûres et espaces publics sûrs» d'ONU Femmes à la suite d'une revendication des groupes de femmes montréalais rencontrés par le Conseil des Montréalaises en avril 2018;
- Recommandation à la Ville de Montréal – en cours de mise en oeuvre – de créer une «Place des Montréalaises» pour rendre hommage aux Montréalaises et d'y honorer les femmes suivantes : Jeanne Mance, Marie-Josèphe Angélique, Myra Cree, Agnès Vautier, Jessie Maxwell Smith, Ida Roth Steinberg, Idola St-Jean et les victimes de la tuerie de l'école Polytechnique en 1989. Participation au jury du concours international pour l'aménagement de la place et au comité de commémoration de la Ville pour le suivi des recommandations du jury;
- Production de données par genre et par catégorie du Programme d'accès à l'égalité en emploi (PAÉE) dans les rapports sur les effectifs produits par l'administration municipale à la suite d'une recommandation du Conseil (Avis *Cols bleu, un emploi par toujours rose!*, 2013);
- Production d'une vidéo sur l'ADS+ encore utilisée par de nombreux organismes (2013).
- Co-organisation du forum «Budget genré dans la gouvernance locale» avec le réseau international des femmes de Metropolis et ONU-Habitat (2011);
- Création d'un guide pour l'élaboration d'une déclaration citoyenne (2006).

CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

Année de constitution : 2003
Composition : 15 membres bénévoles
Nombre de membres depuis la création : 105 jeunes de 16 à 30 ans
Publications : 24 avis et une vingtaine de mémoires

Présidents.es :

M. Marc St-Pierre, président en 2003
M. Silviu Bursanescu, président en 2004
Mme Marilou Filiatreault, présidente en 2005, 2006, 2007
Mme Claudia Lacroix-Perron, présidente en 2008, 2009
M. Jonathan Lesage, président en 2010, 2011
M. Michael Wiseman, président en 2012, 2013
M. Mountagha Sow, président en 2014
M. François Marquette, président de 2015, 2016, 2017
Mme Kathryn Verville-Provencher, présidente en 2018
Mme Alice Miquet, présidente en 2019

Mise en œuvre de recommandations :
Voir vidéo présentée dans le cadre du 15ème anniversaire présentant la mise en œuvre de quelques recommandations (vidéo disponible sur la clé USB).

Réalisations :

- Participation à la mise sur pied des conseils jeunesse d'arrondissement;
- Organisation des deux premières éditions de la Journée interconseils jeunesse, réunissant les membres des différents conseils jeunesse à Montréal;
- Collaboration à l'organisation d'un événement jeunesse dans le cadre des célébrations du 375e anniversaire de Montréal;
- Collaboration avec le journal Métro à travers sa rubrique mensuelle qui présente, depuis 2012, une série de portraits de jeunes Montréalais.es engagé.es;
- En collaboration avec Élection Montréal, à la mise sur pied d'une campagne de sensibilisation pour inciter les jeunes à voter aux élections de novembre 2017;
- Organisation de panels d'experts : *Montréal, la question des espaces vacants* et *Approches préventives en itinérance jeunesse* en 2016;
- Projet *Citoyen de ma ville*, en collaboration avec le Centre d'histoire de Montréal et le Bureau de la présidence dans le cadre du programme *Une école montréalaise pour tous* du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, en 2015 et 2016;
- Concours *Si j'étais maire*, visant à offrir une tribune aux jeunes Montréalai.ses pour partager avec le public le leurs propositions, leurs idées et leur vision de Montréal en 2013;
- Représentation de Montréal à la *Conférence internationale de la jeunesse sur l'avenir de la paix* à Hiroshima en 2011 et 2015, à l'Exposition universelle de Shanghai en 2010;
- 7 éditions de la *Journées des jeunes Montréalais.es*, événement visant à favoriser le sentiment d'appartenance à la ville et son arrondissement, à contribuer au rapprochement des jeunes et de l'administration municipale (première édition en 2007);

CONSEIL INTERCULTUREL DE MONTRÉAL

Année de constitution : 2003
Composition : 15 membres bénévoles
Nombre de membres depuis la création : 76 membres
Publications : 13 avis et 6 mémoires, en plus de divers rapports et documents de travail et de réflexion

Président.e.s

Mme Anna Campagna	2003-2006
M. Frantz Benjamin	2006-2007
M. Bergman Fleury	2008-2010
M. Habib El Hage (Intérim)	Juin à novembre 2010
Mme Danielle Gratton	2010-2012
M. Bogidar Perucich (Intérim)	Avril à novembre 2012
M. Nikowe G. Amoni	2012-2015
M. Belgacem Rahmani	2015-2016
Mme Marie-Aline Vadius	2016-2017
M. Moussa Sène	2018-2019

Réalisations :

- Réalisation d'un exercice de réflexion et de sensibilisation en matière de relations interculturelles destiné aux élu.e.s et aux cadres de la Ville (2004);
- Organisation d'une rencontre avec les élu.e.s et les directeur.rice.s de services municipaux sur le thème de la diversité religieuse (2004);
- Mise en place des comités sectoriels permanents de travail chargés de donner suite à la vision du CIM sur l'accès à l'égalité en emploi, l'adaptation des services municipaux aux besoins des communautés ethnoculturelles, la formation interculturelle et la sensibilisation à la diversité (2006);
- Organisation de Forum municipal « Rendez-vous culturel » (2007) réunissant les artistes et les organismes ethnoculturels montréalais. Partenaires : Gouvernements du Québec et du Canada, Ville de Montréal, Chambre de commerce de Montréal et Culture Montréal;
- Création d'un répertoire des artistes et des organismes ethnoculturels dans le domaine des arts, de la culture et du patrimoine en collaboration avec le Conseil des arts de Montréal (CAM) et Diversité artistique Montréal (DAM);
- Réalisation d'expositions (2016, 2017, 2018) mettant en valeur la diversité ethnoculturelle montréalaise;
- Implication active lors de la Semaine d'action contre le racisme (SACR) – organisation d'activités de sensibilisation et de réflexion;
- Présence soutenue lors du Mois de l'Histoire des Noirs – prise de paroles officielles aux activités;
- Participation à la Journée Martin Luther King – prises de paroles officielles;
- Participation au Prix interculturel de Montrél / Abe Limonchik – prise de paroles officielles ;
- Collaborateur de la Table de la diversité;
- Travail de concert avec les organismes des milieux communautaires à l'organisation d'activités de sensibilisation;
- Participation soutenue aux diverses activités des communautés ethnoculturelles.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1194320002

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil
Objet :	Approuver le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement.

FICHIERS JOINTS

Règl sur les conseils.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate - Droit public et législation
Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-26

Jean-Philippe GUAY
Avocat et chef de division
Tél : 514 872-6887
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LE CONSEIL DES MONTRÉALAISES, LE CONSEIL INTERCULTUREL DE MONTRÉAL ET LE CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

Vu l'article 45 de la Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec (2017, chapitre 16);

Vu l'article 85 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu l'article 47 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____ 2019, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« avantage » : cadeau, don, faveur, prêt, compensation, avance, bénéfice, service, commission, récompense, rémunération, somme d'argent, service, rétribution, profit, indemnité, escompte, voyage ou promesse d'avantages futurs ou marque d'hospitalité;

« conflit d'intérêts réel, apparent ou potentiel » : présence d'un intérêt personnel ou pécuniaire, connu de la personne membre d'un conseil ou qui, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, est susceptible de l'influencer dans l'exercice de son mandat, en affectant l'impartialité de ses opinions ou de ses décisions;

« conseil » : le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal ou le Conseil jeunesse de Montréal;

« employé.e » : le personnel désigné par le greffier pour le bon fonctionnement de chaque conseil;

« information non disponible au public » : information qui ne peut être obtenue selon la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1);

« membres » : les personnes qui sont membres de chaque instance consultative.

2. Le présent règlement s'applique au Conseil des Montréalaises, au Conseil interculturel de Montréal et au Conseil jeunesse de Montréal.

SECTION II
COMPOSITION ET NOMINATION

3. Le conseil est composé de 15 membres, dont une personne siégeant à la présidence et deux personnes siégeant à la vice-présidence.

4. Les personnes membres du Conseil des Montréalaises sont choisies parmi la population féminine montréalaise provenant de divers secteurs d'activité. Ce choix doit refléter la diversité culturelle, linguistique, sociale, géographique et intergénérationnelle de Montréal.

Pour devenir membre du Conseil des Montréalaises, chaque personne doit :

1° être une femme ou s'identifier comme telle;

2° résider sur le territoire de la Ville de Montréal;

3° manifester de l'intérêt et posséder de l'expérience et de l'expertise en matière de condition féminine et d'égalité entre les femmes et les hommes et entre les femmes elles-mêmes;

4° avoir une connaissance des enjeux municipaux;

5° avoir participé de façon active à un ou plusieurs des secteurs suivants de la vie montréalaise : économique, culturel, scientifique, syndical, social, communautaire ou éducationnel;

6° faire preuve de disponibilité afin de participer aux assemblées du conseil et aux réunions de ses comités de travail chargés d'étudier des questions particulières;

7° ne pas être à l'emploi de la Ville de Montréal ou d'un parti politique œuvrant en politique municipale montréalaise;

8° ne pas avoir, directement ou indirectement, par elle-même ou par un associé, un contrat avec la Ville de Montréal ou avec un parti politique œuvrant en politique municipale montréalaise, sous réserve des exceptions prévues à l'article 116 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

5. Les personnes membres du Conseil interculturel de Montréal sont choisies parmi la population montréalaise provenant de divers secteurs d'activité. Ce choix doit refléter la diversité ethnoculturelle, linguistique, sociale et géographique de Montréal, ainsi que la représentativité hommes/femmes et intergénérationnelle.

Pour devenir membre du Conseil interculturel de Montréal, chaque personne doit :

1° résider sur le territoire de la Ville de Montréal;

2° manifester de l'intérêt et posséder de l'expérience et de l'expertise en matière de relations interculturelles;

3° avoir une connaissance des enjeux municipaux;

4° avoir participé de façon active à un ou plusieurs des secteurs suivants de la vie montréalaise : économique, culturel, scientifique, communautaire ou éducationnel;

5° faire preuve de disponibilité afin de participer aux assemblées du conseil et aux réunions de ses comités de travail chargés d'étudier des questions particulières;

6° ne pas être à l'emploi de la Ville de Montréal ou d'un parti politique œuvrant en politique municipale montréalaise;

7° ne pas avoir, directement ou indirectement, par elle-même ou par un associé, un contrat avec la Ville de Montréal ou avec un parti politique œuvrant en politique municipale montréalaise, sous réserve des exceptions prévues à l'article 116 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

6. Les personnes membres du Conseil jeunesse de Montréal sont choisies parmi la population jeunesse montréalaise provenant de divers secteurs d'activité. Ce choix doit refléter la diversité culturelle, linguistique, sociale et géographique de Montréal, ainsi que la représentativité hommes/femmes.

Pour devenir membre du Conseil jeunesse de Montréal, chaque personne doit :

1° être âgée entre 16 et 30 ans au moment de la nomination;

2° résider sur le territoire de la Ville de Montréal;

3° manifester de l'intérêt et posséder de l'expérience à l'égard des questions relatives aux jeunes;

4° ne pas être membre d'un conseil jeunesse d'un arrondissement ou ne pas siéger au conseil d'administration du Forum jeunesse de l'Île de Montréal;

5° faire preuve de disponibilité afin de participer aux assemblées du conseil et aux réunions de ses comités de travail chargés d'étudier des questions particulières;

6° ne pas être à l'emploi de la Ville de Montréal ou d'un parti politique œuvrant en politique municipale montréalaise;

7° ne pas avoir, directement ou indirectement, par elle-même ou par un associé, un contrat avec la Ville de Montréal ou avec un parti politique œuvrant en politique

municipale montréalaise, sous réserve des exceptions prévues à l'article 116 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

7. Les personnes membres du conseil sont nommées par le conseil de la ville pour un mandat d'une durée de 3 ans, sur recommandation du comité de sélection. Un mandat est renouvelable pour la même période de façon consécutive une fois.

Malgré le premier alinéa, le mandat de la présidence et de la vice-présidence du Conseil jeunesse de Montréal est d'une durée de 1 an, renouvelable pour la même période de façon consécutive trois fois.

Malgré le premier alinéa, le mandat de la présidence et de la vice-présidence du Conseil interculturel de Montréal et du Conseil des Montréalaises est d'une durée de 2 ans, renouvelable pour la même période de façon consécutive une fois.

Toute décision du conseil de la ville visée au présent article doit être prise à majorité simple des voix exprimées.

Un processus d'évaluation est effectué par l'employé.e lors de chaque renouvellement du mandat d'une personne membre, basé sur l'assiduité aux assemblées, aux comités et aux activités ainsi que la qualité de la contribution et le respect des valeurs de la Ville.

8. Aux fins de la nomination, les personnes membres sont choisies dans la banque de réserve issue du dernier appel public de candidatures. Cet appel doit faire mention du mandat du conseil, indiquer les qualifications requises pour en être membre ainsi que les modalités relatives à la présentation de candidatures.

9. Il est institué un comité de sélection chargé d'évaluer les candidatures reçues lors de chaque appel de candidatures prévu à l'article 8.

Ce comité est constitué des personnes membres votantes tel que suit :

1° une personne élue de la Ville, provenant de la majorité et désignée à ce titre par le parti politique;

2° une personne élue de la Ville, provenant de l'opposition officielle et désignée à ce titre par le parti politique;

3° le cas échéant, une personne élue de la Ville, provenant de la deuxième opposition officielle et désignée à ce titre par le parti politique;

4° advenant aucune disponibilité des personnes mentionnées aux paragraphes 1° à 3°, une personne élue de la Ville siégeant à titre de personne élue indépendante ou d'un tiers parti politique et désignée par la personne à la présidence du conseil de la ville suivant une manifestation d'intérêt;

5° un.e gestionnaire du Service du greffe et un.e employé.e de la Ville désigné.e par la personne à la présidence du conseil de la ville.

L'employé.e agit comme secrétaire et prépare les dossiers.

SECTION III
VACANCE

10. Un poste de membre devient vacant si la personne qui l'occupe :

1° démissionne;

2° décède;

3° se rend inhabile à siéger en contrevenant aux règles d'éthique et de déontologie prévues à la section VII;

4° fait défaut d'assister sans raison valable à trois assemblées régulières consécutives, sous réserve de l'article 12.

Un poste de membre devient également vacant le jour de l'expiration du mandat de la personne titulaire ou sur décision du conseil de la ville.

11. Une vacance au poste de membre du conseil doit être comblée par le conseil de la ville dans les 6 mois de la date où elle survient.

12. Une personne membre d'un conseil n'est pas en défaut d'assister à une assemblée en application du paragraphe 4° de l'article 10 lorsque son absence a pour cause l'une des circonstances suivantes :

1° une représentation officielle confiée au conseil ou par l'assemblée des membres;

2° la naissance ou l'adoption de son enfant, y compris les étapes préalables à cette adoption;

3° une obligation importante reliée à la garde de son enfant de moins de 18 semaines;

4° une raison médicale affectant cette personne membre, son ou sa conjoint.e, ses descendant.es ou ascendant.es;

5° une obligation reliée à son rôle de proche aidante à l'égard du ou de la conjoint.e, des descendant.es ou ascendant.es ayant une déficience physique, intellectuelle ou mentale importante et dont la personne a la charge;

6° l'acquittement d'un devoir religieux d'obligation;

7° le décès d'un.e ascendant.e, d'un.e descendant.e, du ou de la conjoint.e, d'un frère ou d'une sœur;

8° la célébration de son mariage ou de son union civile et les événements qui en découlent.

Dans le cas du paragraphe 4°, lorsque l'absence se poursuit, pour les mêmes motifs, pendant deux assemblées consécutives du conseil, la personne membre doit alors fournir un certificat d'un.e médecin confirmant le motif de l'absence.

La personne membre doit fournir à l'employé.e une déclaration écrite du motif de son absence au plus tard sept jours suivant son absence.

SECTION IV
FONCTIONS ET POUVOIRS

13. Le Conseil des Montréalaises exerce les fonctions suivantes :

1° il fournit, de sa propre initiative ou à la demande du maire ou de la mairesse, du comité exécutif ou du conseil de la ville, des avis sur toute question relative à l'égalité entre les femmes et les hommes et entre les femmes elles-mêmes et à la condition féminine et soumet des recommandations au conseil de la ville;

2° il sollicite des opinions, reçoit et entend les requêtes et suggestions de toute personne ou tout groupe sur les questions relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'égalité entre les femmes elles-mêmes et à la condition féminine;

3° il contribue à la mise en œuvre et au suivi d'une politique d'égalité entre les femmes et les hommes à la Ville de Montréal;

4° il effectue ou fait effectuer des études et des recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

14. Le Conseil interculturel de Montréal exerce les fonctions suivantes :

1° il fournit, de sa propre initiative ou à la demande du maire ou de la mairesse, du comité exécutif ou du conseil de la ville, des avis sur toute question d'intérêt pour les communautés ethnoculturelles et soumet des recommandations au conseil de la ville;

2° il sollicite des opinions, reçoit et entend les requêtes et suggestions de toute personne ou tout groupe sur les questions relatives aux relations interculturelles;

3° il effectue ou fait effectuer des études et des recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

15. Le Conseil jeunesse de Montréal exerce les fonctions suivantes :

1° il fournit, de sa propre initiative ou à la demande du maire ou de la mairesse, du comité exécutif ou du conseil de la ville, des avis sur toute question relative aux préoccupations des jeunes et soumet des recommandations au conseil de la ville;

2° il sollicite des opinions, reçoit et entend les représentations de toute personne ou tout groupe sur les questions relatives aux préoccupations des jeunes;

3° il effectue ou fait effectuer des études et des recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

16. Dans l'exercice de ses fonctions, le conseil doit donner priorité aux demandes formulées par le conseil de la ville ou le comité exécutif.

17. À la suite du dépôt du rapport du conseil au conseil de la ville, le greffier ou la greffière le transmet au comité exécutif. Le comité exécutif prend connaissance du rapport et fournit au conseil de la ville, dans un délai raisonnable, un rapport tenant lieu de réponse aux recommandations du conseil.

18. Dans le cadre d'un rapport du conseil qui ne contient pas de recommandations, le comité exécutif est dispensé de l'obligation de fournir une réponse au conseil.

19. La personne à la présidence du conseil et les personnes à la vice-présidence voient au bon déroulement des travaux du conseil entre les séances.

20. Le conseil peut, de sa propre initiative ou à la demande du conseil de la ville ou du comité exécutif, former des comités de travail chargés d'étudier des questions particulières. Le conseil détermine les attributions de ces comités de travail. Ces comités ne sont pas décisionnels.

La planification des comités de travail doit être faite au début de chaque année de manière sommaire. Au moins une personne membre est nommée comme responsable de comité, en collaboration avec l'employé.e.

Les personnes responsables ou co-responsables de comité doivent :

1° planifier le plan d'action annuel du comité;

2° établir l'ordre du jour des rencontres;

3° rédiger les comptes-rendus des rencontres;

4° effectuer les suivis des dossiers;

5° assurer les représentations découlant de ces comités;

6° faire part des travaux du comité à l'employé.e, à la personne à la présidence et lors des assemblées régulières du conseil.

SECTION V
ASSEMBLÉES

21. Le conseil doit tenir au moins six assemblées régulières par année.

Lors de la première assemblée de l'année, le conseil établit le calendrier des assemblées régulières de l'année. Après la tenue de cette assemblée, l'employé.e du conseil transmet sans délai le calendrier aux membres du conseil.

Les assemblées des membres sont décisionnelles.

22. Le conseil tient ses assemblées au lieu prévu à l'avis de convocation transmis par l'employé.e.

Une assemblée débute à la date et l'heure indiquée dans l'avis de convocation.

Trente minutes après constatation du défaut de quorum, trois personnes membres du conseil peuvent ajourner une assemblée à une date ultérieure. Un avis de cet ajournement doit être donné par l'employé.e aux personnes membres absentes 24 heures après l'ajournement, en indiquant la date et le lieu de la reprise de l'assemblée.

23. La personne membre siégeant à la présidence ou trois personnes membres du conseil peuvent ordonner la convocation d'une assemblée extraordinaire en faisant une demande par écrit, sous leurs signatures, à l'employé.e.

Sur réception de cette demande, l'employé.e dresse un avis de convocation indiquant sommairement les affaires qui seront soumises à cette assemblée et transmet cet avis à chaque membre au plus tard 24 heures avant l'heure fixée pour le début de cette assemblée.

24. Le quorum aux assemblées du conseil est de huit membres.

Le quorum est établi à la majorité des membres en cas de vacance de poste.

25. L'employé.e est tenu.e d'assister aux assemblées du conseil et de dresser le procès-verbal de toutes ses décisions.

Le procès-verbal d'une assemblée doit être déposé lors de l'assemblée régulière suivante pour adoption par son conseil.

26. Les décisions du conseil sont prises à la majorité des voix des personnes membres présentes. En cas d'égalité des voix, la proposition n'est pas adoptée.

27. Le conseil siège à huis clos, sauf s'il en a décidé autrement pour tout ou partie d'une assemblée.

SECTION VI
LA PRÉSIDENCE ET LA VICE-PRÉSIDENCE

28. La présidence du conseil exerce les fonctions et pouvoirs suivants :

1° elle déclare l'assemblée ouverte, ajournée ou levée;

2° elle maintient l'ordre et le décorum pendant les assemblées;

3° elle peut faire expulser de la salle toute personne qui trouble l'ordre;

4° elle préside les assemblées, dirige les travaux du conseil, participe aux activités de représentation au nom du conseil et en est la seule porte-parole;

5° elle est membre d'office de tous les comités de travail. Elle prépare l'ordre du jour des assemblées avec l'employé.e;

6° elle assiste aux rencontres statutaires avec la personne élue responsable, accompagnée de l'employé.e;

7° elle fait observer les règles de régie interne.

29. La vice-présidence du conseil travaille en collaboration avec la présidence et l'épaule dans ses fonctions.

30. En cas d'absence ou d'incapacité d'agir de la présidence, ou en cas de vacance du poste ou du refus d'agir de la personne y siégeant, l'une des personnes siégeant à la vice-présidence remplace, sans rémunération additionnelle, la présidence afin de présider l'assemblée du conseil. En cas d'impossibilité des personnes siégeant à la vice-présidence de remplacer la présidence, le conseil désigne une de ses personnes membres pour présider l'assemblée.

En cas d'absence ou d'incapacité d'agir de la présidence, ou en cas de vacance de la personne y siégeant, le conseil peut déléguer en assemblée à une personne membre le rôle de porte-parole du conseil.

31. La personne membre d'un conseil peut poser sa candidature pour le siège de la présidence et pour l'un des sièges à la vice-présidence au sein de ce conseil.

L'élection du siège de la présidence se fait par vote à la majorité absolue lors d'une assemblée et l'élection des sièges de la vice-présidence se fait par vote à la majorité simple lors d'une assemblée.

Le conseil recommande la ou les candidature.s au conseil de la ville.

La procédure d'élection pour le siège de la présidence et des sièges de la vice-présidence est celle déterminée à l'annexe A. Le comité exécutif peut, par ordonnance, modifier la procédure d'élection prévue à cette annexe.

SECTION VII
RÈGLES D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE

32. Dans le cadre de son mandat, la personne membre d'un conseil ne peut :

1° se placer dans une situation de conflit d'intérêt réel, apparent ou potentiel entre, d'une part, ses intérêts ou ceux de ses proches et, d'autre part, les devoirs de sa fonction;

2° agir, tenter d'agir ou omettre d'agir de façon à favoriser, dans l'exercice de son mandat, ses intérêts ou ceux de ses proches ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne physique ou morale;

3° se prévaloir de son mandat pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser ses intérêts ou ceux de ses proches ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne physique ou morale.

La personne membre d'un conseil doit dénoncer toute situation qui la place ou serait susceptible de la placer en conflit d'intérêts réel, apparent ou potentiel.

Pendant son mandat, la personne membre d'un conseil doit prendre tous les moyens nécessaires afin d'éviter de se placer en situation de conflit d'intérêts réel, apparent ou potentiel, de façon à préserver son indépendance d'esprit. Dans le doute, toute situation susceptible de créer un malaise ou une apparence de conflit d'intérêts doit faire l'objet, dans les meilleurs délais, d'une discussion entre la personne membre d'un conseil visée et le Contrôleur général.

La personne membre d'un conseil qui est présente à une assemblée ou à une réunion d'un comité de travail où une question dans laquelle elle a un intérêt particulier doit être prise en considération doit, avant le début des délibérations sur cette question, divulguer la nature de l'intérêt. Cette divulgation doit être consignée au procès-verbal de l'assemblée.

La personne membre d'un conseil doit éviter toute activité incompatible avec l'exercice de ses fonctions ou qui risque de nuire à l'image et à la crédibilité dudit conseil ou de la Ville.

La personne membre d'un conseil ne peut, directement ou indirectement, par elle-même ou par l'intermédiaire d'un tiers solliciter, accepter ou recevoir un avantage, en échange d'une prise de position, d'une intervention ou d'un service à l'égard d'un projet ou de toute question soumise ou qui doit être soumise au conseil ou à un comité de travail.

33. La personne membre d'un conseil doit s'abstenir d'utiliser ou de communiquer à ses propres fins ou à des fins autres que celles du conseil, les informations non disponibles au public dont elle a eu connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de son mandat.

34. La personne membre d'un conseil doit s'abstenir de prendre position publiquement sur toute question faisant l'objet d'un mandat du conseil, à moins d'avoir obtenu préalablement la permission dudit conseil. Elle ne doit pas émettre publiquement des commentaires sur le déroulement du travail du conseil pendant et après la fin de son mandat.

La personne membre d'un conseil doit faire abstraction de ses opinions politiques dans l'exercice de son mandat.

La personne membre d'un conseil ne peut se livrer à un travail de nature partisane sur le plan de la politique municipale montréalaise.

Ne constitue pas un travail de nature partisane au sens du troisième alinéa du présent article le fait :

1° d'assister à une réunion politique;

2° de verser une contribution à un parti politique ou à un candidat indépendant autorisé;

3° d'être membre d'un parti politique ou d'apporter une signature d'appui sur une déclaration de candidature ou une demande d'autorisation.

La personne membre d'un conseil ne peut être candidate aux élections municipales ou être membre de l'exécutif d'un parti politique municipal montréalais. Si tel est le cas, elle doit démissionner de son mandat de membre du conseil.

35. La personne membre d'un conseil qui a terminé son mandat ne doit pas communiquer une information non disponible au public. Elle ne peut non plus donner à quiconque des opinions et conseils fondés sur de l'information non disponible au public concernant la Ville, une autre personne membre d'un conseil ou un tiers avec lequel elle avait des rapports directs importants au cours de l'année qui a précédé la cessation de son mandat.

36. La personne membre du conseil doit en tout temps agir avec respect à l'égard des autres membres du conseil, des employé.es de la Ville, des membres du personnel de cabinet et toute autre personne qu'elle côtoie dans le cadre de son mandat. À cette fin, le Règlement sur la Politique de respect de la personne (19-013) s'applique à la personne membre du conseil.

La personne membre du conseil doit favoriser le maintien d'un climat de travail harmonieux et respectueux et d'un milieu de travail sain et exempt de toute forme de harcèlement.

À cet effet, la personne membre du conseil doit suivre obligatoirement une formation en début de chaque mandat.

37. Le Contrôleur général a pour rôle de conseiller les personnes membres d'un conseil consultatif, le Bureau de la présidence ainsi que le Service du greffe dans l'interprétation, l'application et le respect des règles d'éthique et de déontologie prévues au présent règlement.

Il doit aussi offrir le soutien consultatif nécessaire à l'interprétation et à l'application des règles d'éthique et de déontologie prévues au présent règlement et pour toute question relative à l'éthique et à la déontologie aux personnes confrontées à des situations particulières visées par celles-ci.

SECTION VIII
JETONS DE PRÉSENCE ET REMBOURSEMENT DE DÉPENSES

38. Un montant de 400 $ est versé à la personne à la présidence, à titre de jeton de présence, pour chaque participation à une assemblée ordinaire ou extraordinaire du conseil, à un comité de travail défini à l'article 20 ou à une rencontre statutaire avec la personne élue responsable au comité exécutif, pour une somme totale annuelle ne pouvant dépasser 10 000 $ pour la personne à la présidence.

Un montant de 200 $ est versé à chaque personne à la vice-présidence, à titre de jeton de présence, pour chaque participation à une assemblée ordinaire ou extraordinaire du conseil, à un comité de travail défini à l'article 20 ou à une rencontre statutaire avec la personne élue responsable au comité exécutif, pour une somme totale annuelle ne pouvant dépasser 5 000 $ pour chaque personne à la vice-présidence.

Les montants mentionnés au présent article visent notamment à compenser les dépenses des membres dans l'exercice de leurs fonctions.

39. Toute personne membre d'un conseil, à l'exception des personnes à la présidence et à la vice-présidence, peuvent bénéficier du remboursement des dépenses liées au déplacement pour participer aux assemblées, aux comité de travail et à un déplacement dont elle est désignée comme représentante officielle par le conseil, dans le respect des encadrements en vigueur à la Ville de Montréal.

SECTION IX
ACTIVITÉS ET BUDGET

40. Le conseil soumet à la personne élue responsable au comité exécutif et au Bureau de la présidence du conseil, au plus tard le 1er mars de chaque année, son programme annuel d'activités.

41. Au plus tard le 31 mai de chaque année, le conseil rend compte au conseil de la ville de son rapport d'activités et des perspectives de l'année suivante.

SECTION X
DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES

42. Le présent règlement abroge et remplace le Règlement sur le Conseil des Montréalaises (04-064), le Règlement sur le Conseil interculturel de Montréal (02-044) et le Règlement sur le Conseil jeunesse de Montréal (02-177).

43. Les résolutions relatives à la nomination des membres adoptées conformément au Règlement sur le Conseil des Montréalaises (04-064), au Règlement sur le Conseil interculturel de Montréal (02-044) et au Règlement sur le Conseil jeunesse de Montréal (02-177) demeurent en vigueur et sont considérées avoir été adoptées conformément au présent règlement.

44. Toute demande d'avis ou de recommandation sollicitée auprès d'un conseil et toute initiative d'avis ou sollicitation d'opinions ou de requêtes effectuée par un conseil conformément au Règlement sur le Conseil des Montréalaises (04-064), au Règlement sur le Conseil jeunesse de Montréal (02-177) ou au Règlement sur le Conseil interculturel de Montréal (02-044) qui sont en cours au moment de la date d'entrée en vigueur du présent règlement sont considérées avoir été sollicitées ou effectuées aux fins de l'application du présent règlement.

ANNEXE A
PROCÉDURE D'ÉLECTION POUR LE SIÈGE DE LA PRÉSIDENCE ET DES SIÈGES DE LA VICE-PRÉSIDENCE

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX.

GDD : 1194320002

ANNEXE A
PROCÉDURE D'ÉLECTION POUR LE SIÈGE DE LA
PRÉSIDENCE ET DES SIÈGES DE LA VICE-PRÉSIDENCE

1) En fin du mandat ou lors d'une vacance au siège de la présidence ou de la vice-présidence conformément à l'article 10 du présent règlement, l'employé.e transmet par courriel à toutes les personnes membres l'information relative à la tenue d'une élection au cours d'une prochaine assemblée.

2) Les membres qui souhaitent déposer leur candidature doivent faire parvenir un dossier de candidature par courriel à l'employé.e au moins 10 jours ouvrables avant la date de l'assemblée au cours de laquelle se tiendra l'élection.

   Le dossier de candidature comprend les documents suivants :

   a) le curriculum vitae;
   b) une lettre de motivation spécifiant la contribution de la personne à la présidence ou la vice-présidence.

3) L'employé.e transmet à toutes les personnes membres du conseil la liste des candidatures reçues au moins 7 jours ouvrables avant la date de l'assemblée au cours de laquelle se tiendra l'élection.

4) Lors de l'élection, chaque personne se portant candidate présente un discours expliquant son intérêt et ses aptitudes à occuper le siège. Une personne candidate qui se présente pour le siège de la présidence et de la vice-présidence présente deux discours. L'ensemble des personnes candidates sont présentes dans la salle pendant la période des discours.

   Les discours se déroulent de la façon suivante et l'employé.e voit à en assurer la bonne gestion, notamment quant au temps et aux droits de parole :

   a) un tirage au sort effectué au début de la période d'élection détermine l'ordre des discours;
   b) les discours pour le siège à la présidence s'effectuent en premier;
   c) 5 minutes sont allouées à chaque personne candidate pour leur discours, mais la personne candidate qui se présente aux deux postes a droit à 2 minutes et 30 secondes pour son deuxième discours;
   d) une personne candidate qui est absente de l'assemblée en raison de l'une ou l'autre des causes prévues à l'article 12 du présent règlement peut transmettre, dans un délai raisonnable, son discours par écrit ou par vidéo à l'employé.e qui voit à le soumettre aux membres;
   e) une fois tous les discours pour un poste donné terminés, une période de questions de 15 minutes est allouée aux personnes membres qui ne se sont pas portées candidates puis de 5 minutes pour les personnes candidates. Ces questions peuvent être adressées à une ou plusieurs personnes candidates;

f) chaque personne candidate dispose de 2 minutes pour répondre à une question posée.

5) Lorsque tous les discours et les périodes de questions sont terminés, les personnes membres élisent les personnes candidates par vote secret.

   Chaque bulletin de vote indique le nom de la ou des personnes candidates pour le poste concerné ainsi que le choix « aucune de ces candidatures ». Aucune personne candidate n'est donc élue par acclamation.

   Une personne membre qui est absente de l'assemblée en raison de l'une ou l'autre des causes prévues à l'article 12 du présent règlement peut exercer son droit de vote en faisant parvenir un courriel à l'employé.e au plus tard 1 heure avant le début de l'assemblée. Le courriel indique le nom de la personne candidate pour laquelle l'employé.e doit appliquer le vote, lequel s'exerce uniquement pour le premier tour.

   La comptabilisation des votes se fait par l'employé.e qui dévoile uniquement le résultat.

6) L'élection de la présidence s'effectue en premier lieu et par la suite celle des vice-présidences.

   La candidature de la personne membre qui s'est présentée aux deux postes est retirée à l'égard du siège à la vice-présidence lorsque cette personne membre est élue au siège de la présidence.

7) Lorsque le vote pour la présidence n'obtient pas la majorité absolue ou lors d'une égalité pour l'élection de la vice-présidence, une élection à plusieurs tours est tenue. À chacun des tours, la candidature ayant recueilli le moins de vote est éliminée.

8) Lorsqu'une égalité est constatée entre toutes les personnes candidates à la présidence ou à la vice-présidence, une minute de discours est allouée à chaque personne candidate et un nouveau vote s'effectue pour briser l'égalité.

9) Lorsqu'aucune personne candidate n'est élue à l'un ou l'autre des sièges de la présidence ou de la vice-présidence, le siège demeure vacant et le processus d'élection est repris à une assemblée ultérieure suivant l'information transmise par l'employé.e.

Article 43.01

Avis de motion, dépôt et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement 16-082 » - Tenue d'une consultation publique

Ce document vous sera livré ultérieurement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 46.01

2019/09/16
13:00

(2)

Dossier # : 1194521010

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer la place Louis-Charles-Routhier dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Il est recommandé :

de nommer « place Louis-Charles-Routhier » l'espace situé à l'intersection sud-est des rues Sainte-Catherine Est et Vimont et constitué d'une partie du lot numéro 1 363 115 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-30 08:03

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194521010**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer la place Louis-Charles-Routhier dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve a reçu une demande de dénomination provenant de la famille de monsieur Louis-Charles Routhier, demande à laquelle plusieurs lettres d'appui ont été jointes. La Division du patrimoine a été informée de cette demande visant à nommer un terrain situé à l'intersection de la rue Sainte-Catherine Est et de la rue Vimont.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Nommer « place Louis-Charles-Routhier » l'espace situé à l'intersection sud-est des rues Sainte-Catherine Est et Vimont et constitué d'une partie du lot numéro 1 363 115 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

JUSTIFICATION

Louis-Charles Routhier (1926-2011)

Fier résident de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Louis-Charles Routhier a longtemps été impliqué dans l'entreprise familiale, Courchesne Larose, faisant par le fait même de cette dernière l'une des plus grandes importatrices et distributrices de fruits et légumes frais dans tout l'est du Canada. Il a été président de la compagnie pendant près de 40 ans. Tout au long de sa carrière, il est demeuré un gestionnaire humble, allant même jusqu'à soutenir financièrement les familles de ses employés lorsque celles-ci étaient confrontées à des épreuves difficiles.

Témoin des défis du quartier Hochelaga-Maisonneuve, où il choisit de s'établir, il développe des racines profondes avec le secteur. Il installe d'ailleurs la maison familiale sur la rue

Vimont, tout près de l'espace à nommer. Solidaire et doté d'une générosité sans bornes, en plus d'être profondément attaché aux gens de sa communauté, il a aidé de nombreuses familles et des organismes locaux par des dons en fruits et légumes et par l'octroi de bourses. Conscient de l'importance de l'accès à une éducation de qualité pour sortir les jeunes de la pauvreté, il a consacré une grande partie de son temps à la persévérance scolaire des enfants de son quartier d'origine, d'où la création de la Fondation Louis-Charles -Routhier. Après avoir fait le tour des organismes du quartier, Louis-Charles Routhier décida, avec l'aide de sa fille Louise, que la Fondation parrainerait l'organisme « Je Passe Partout », qui offre notamment un service d'aide aux devoirs à l'école ainsi qu'un soutien aux parents.

La demande de dénomination provient de la famille de monsieur Routhier.

Le comité de toponymie de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve a appuyé la proposition visant à nommer le parc Louis-Charles-Routhier lors de sa séance du 31 mai 2019.

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal a recommandé de nommer la « place Louis-Charles-Routhier » lors de sa séance du 10 juin 2019.

L'arrondissement appuie cette recommandation.

Le choix du terme générique « place » correspond mieux que le terme « parc » à la nature de l'espace nommé, qui est constitué d'un triangle aménagé dans l'emprise publique de la rue Sainte-Catherine Est. Selon les définitions normalisées diffusées par l'Office québécois de la langue française, une place commémorative est un espace public découvert plus ou moins vaste, souvent entouré de constructions, sur lequel débouchent ou que traversent une ou plusieurs voies de communication.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette action contribue à l'amélioration de la qualité de vie, car elle permet de mettre en valeur un espace public en faisant connaître aux usagers un homme ayant marqué l'histoire et la vie communautaire du quartier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'attribution officielle de noms aux lieux publics a pour objectif d'en assurer un repérage rapide et sécuritaire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est recommandée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- L'adoption d'une résolution par le conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services publics.
- L'affichage toponymique pourra être effectué par l'arrondissement lorsqu'une résolution aura été adoptée par le conseil municipal et que le nouveau toponyme aura été officialisé par la Commission de toponymie du Québec.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Réjean BOISVERT, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Lecture :

Réjean BOISVERT, 22 août 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-15

Sonia VIBERT
Chef de division

Tél : 514-872-0352
Télécop. : 514 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
Chef de division - Projets urbains
Tél : 514.872.5985

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216

Approuvé le : 2019-08-29

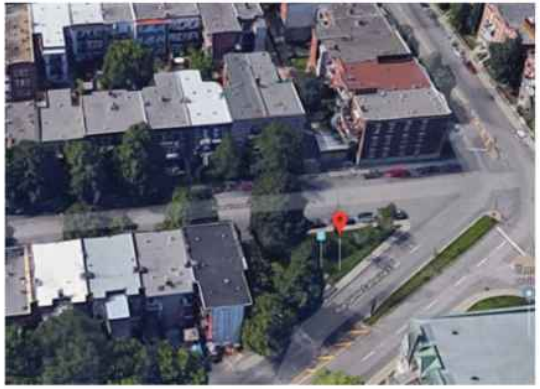
Approuvé le : 2019-08-29

Espace proposé

Parc situé à l'angle des rues Vimont et Sainte-Catherine Est, devant le Centre de soins prolongés Grace Dart.



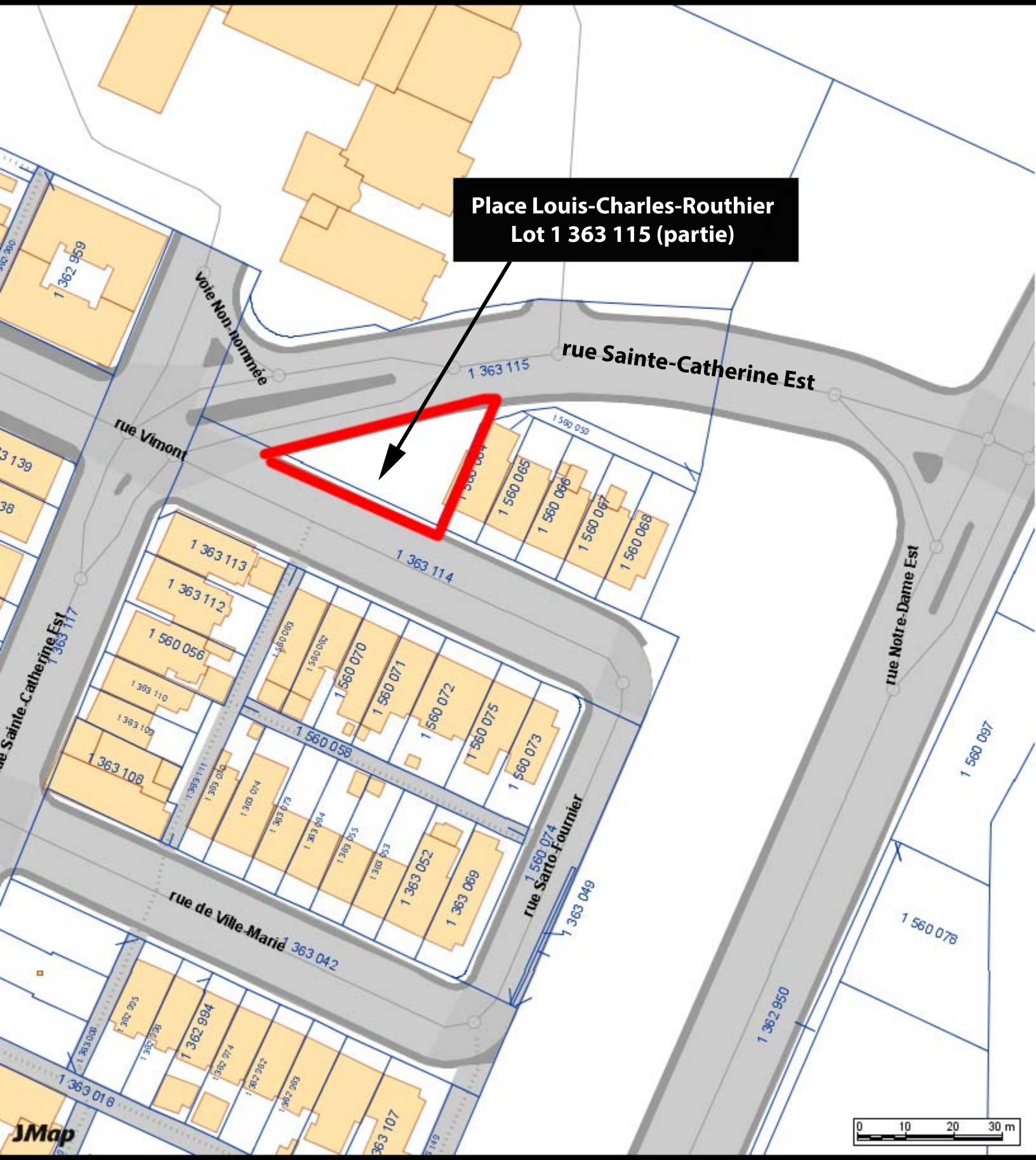








Nommer la place Louis-Charles-Routhier dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Dossier numéro 1194521010



Division du patrimoine, Direction de l'urbanisme, SUM
15 août 2019

Source : SIGS
Ville de Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 46.02

2019/09/16
13:00

(2)

Dossier # : 1194521013

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Renommer « rue des Bassins » la rue Basin dans l'arrondissement du Sud-Ouest

Il est recommandé :
de renommer « rue des Bassins » la rue Basin dans l'arrondissement du Sud-Ouest, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-30 08:06

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1194521013**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Renommer « rue des Bassins » la rue Basin dans l'arrondissement du Sud-Ouest

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement du Sud-Ouest a sollicité la collaboration de la Division du patrimoine afin de changer le nom de la rue Basin, dont la prononciation est trop souvent erronée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Renommer « rue des Bassins » la rue Basin dans l'arrondissement du Sud-Ouest, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

JUSTIFICATION

Deux motifs justifient ce changement de toponyme :

- Phonétique : Au fil du développement du quartier Griffintown, l'utilisation du toponyme anglophone rue «Basin », qui fait référence à l'unique bassin qui se trouvait à cet endroit en 1856, a plutôt débouché sur la prononciation erronée rue « Bazin » en français. Dans un souci de précision linguistique, il est recommandé d'adopter le toponyme francophone.
- Historique : Le nouveau toponyme souligne le fait qu'il y a eu, au fil du temps, plusieurs bassins à cet endroit.

Le comité de toponymie de l'arrondissement du Sud-Ouest a appuyé ce projet lors de sa séance du 23 mai 2019.

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal a appuyé ce projet lors de sa séance du 10 juin 2019.

Cette demande de changement de nom a été faite par l'arrondissement du Sud-Ouest.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier contribue à l'amélioration de la qualité de vie, car il vise à rappeler au public, par une dénomination plus précise, l'histoire industrielle du quartier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le changement de nom de la rue Basin aura un impact sur :

- Quelques centaines d'adresses municipales déjà existantes ou à venir;
- La signalisation et les plaques odonymiques référant à la rue Basin que l'arrondissement du Sud-Ouest devra remplacer par un affichage du nouveau toponyme de la rue des Bassins.

L'attribution officielle de noms aux lieux publics a pour objectif d'en assurer un repérage rapide et sécuritaire. Dans ce cas-ci, on évite une possible confusion en adoptant un toponyme qui se prononce d'une seule façon.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est recommandée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l'adoption de la résolution par le conseil municipal :

- Transmission par le Service du greffe de la résolution aux services municipaux et aux services d'utilité publique (services d'urgence, Postes Canada, etc.), les informant du changement de nom et de la date à laquelle il sera en vigueur;
- Transmission de la résolution à la Commission de toponymie du Québec pour étude et officialisation du changement de nom;
- Diffusion d'un communiqué conjoint de la Ville de Montréal et de Postes Canada auprès des propriétaires et occupants directement visés par la décision pour les informer du changement de nom et de la procédure à suivre relativement au changement d'adresse;
- Confection et installation des nouvelles plaques toponymiques pour la rue des Bassins par l'arrondissement du Sud-Ouest à la suite de l'officialisation du nouveau toponyme par la Commission de toponymie du Québec. Une période de double affichage débute alors pour informer les usagers du changement de nom de la rue. Les nouvelles plaques de nom de rue doivent ainsi cohabiter un certain temps avec les anciennes plaques. La pratique veut que les plaques indiquant l'ancien nom soient rayées d'une barre diagonale indiquant qu'il s'agit du nom qui est remplacé;

- Pour faciliter la transition, Postes Canada procède gratuitement au changement d'adresse et au réacheminement du courrier des destinataires qui n'auront pas encore effectué leur changement d'adresse pendant une période de 12 mois suivant la prise d'effet du changement de nom. Ce délai vise notamment à permettre aux personnes physiques et morales dont l'adresse est affectée par un changement de nom de rue de compléter le changement d'adresse requis.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie NADON, Le Sud-Ouest

Lecture :

Julie NADON, 26 août 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-21

Sonia VIBERT
Chef de division

Tél : 514-872-0352
Télécop. : 514 872-0049

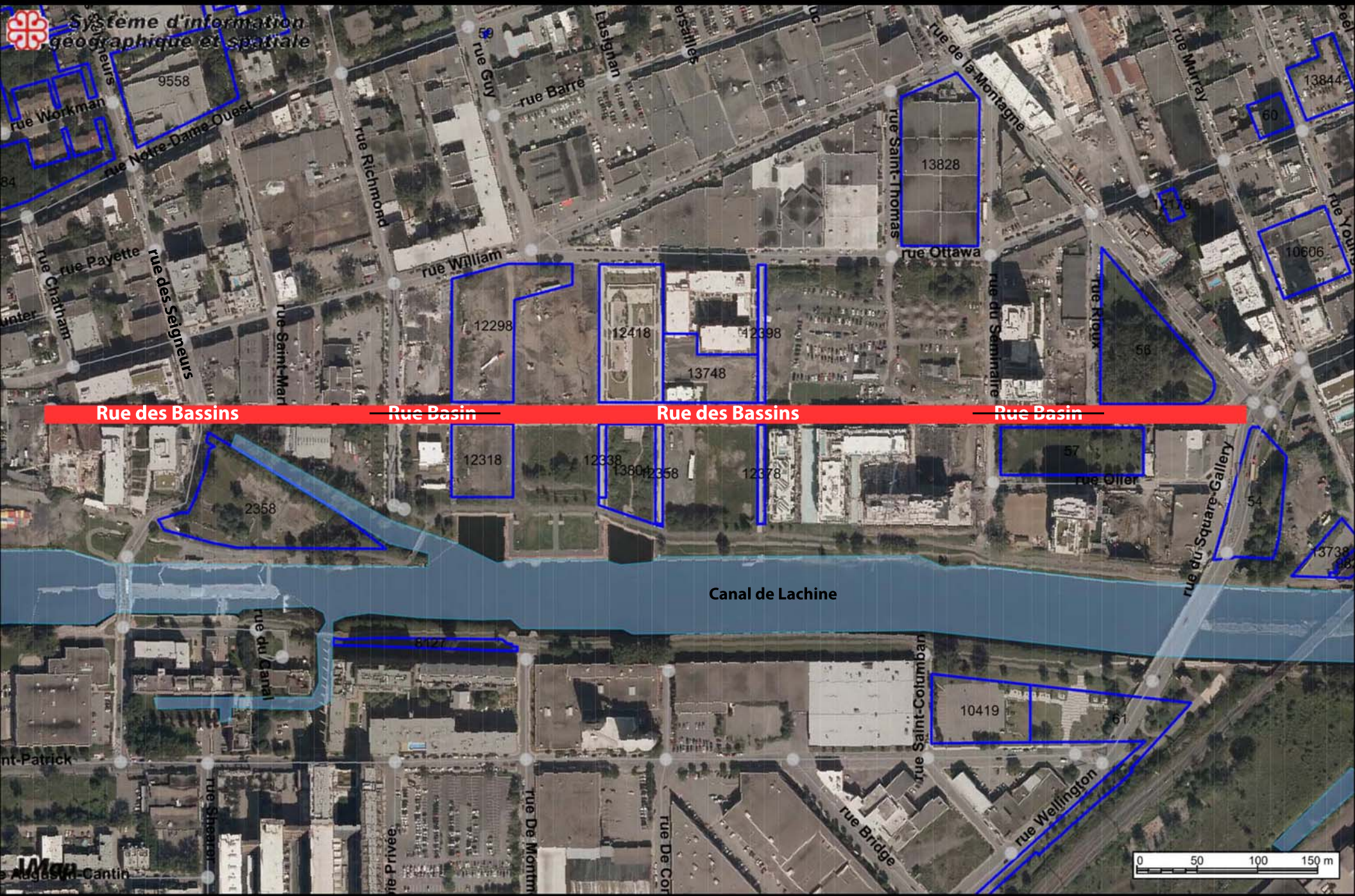
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
Chef de division - Projets urbains
Tél : 514.872.5985
Approuvé le : 2019-08-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2019-08-29

Renommer « rue des Bassins » la rue Basin dans l'arrondissement du Sud-Ouest
Dossier numéro 1194521013



Division du patrimoine, Direction de l'urbanisme, SUM
21 août 2019

Source : SIGS
Ville de Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 46.03

2019/09/16
13:00

(2)

Dossier # : 1194521012

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer le parc des Écluses-de-la-Côte-Saint-Paul dans l'arrondissement du Sud-Ouest

Il est recommandé :
de nommer « parc des Écluses-de-la-Côte-Saint-Paul » les espaces publics situés à l'intersection des rues Hadley et Saint-Patrick, connus sous une dénomination usuelle et constitués des lots numéros 1 573 676 et 2 091 653 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-30 08:04

Signataire : Isabelle CADRIN

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194521012**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer le parc des Écluses-de-la-Côte-Saint-Paul dans l'arrondissement du Sud-Ouest

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement du Sud-Ouest a sollicité la collaboration de la Division du patrimoine afin de nommer les espaces publics situés à l'angle des rues Hadley et Saint-Patrick.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Nommer « parc des Écluses-de-la-Côte-Saint-Paul » les espaces publics situés à l'intersection des rues Hadley et Saint-Patrick, connus sous une dénomination usuelle et constitués des lots numéros 1 573 676 et 2 091 653 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

JUSTIFICATION

Écluses-de-la-Côte-Saint-Paul

Ce toponyme fait référence aux écluses de la côte Saint-Paul, qui sont situées tout juste à côté. La côte Saint-Paul est concédée par les sulpiciens en 1662. En 1821, on commence à creuser le canal de Lachine afin de permettre aux embarcations de contourner les rapides de Lachine. En 1847, le canal de Lachine est creusé à nouveau afin de permettre la navigation de bateaux plus importants. Des industries du fer et de la fonte profitent de l'énergie hydraulique provenant de l'écluse de Côte-Saint-Paul et s'installent tout près. L'ancienne ville de Saint-Paul connaît un déclin à la suite de l'ouverture de la voie maritime en 1959 et la fermeture du canal de Lachine en 1970. Pendant les années 1960, on construit l'autoroute 20 et l'échangeur Turcot. En 1964, le vieux village de Côte-Saint-Paul est éventré lors de la construction de l'autoroute 15. Heureusement, le noyau institutionnel de l'avenue de l'Église est épargné. Progressivement, les rives du canal de Lachine sont aménagées en parc linéaire. Son patrimoine industriel et son cadre paysager sont mis en valeur et, depuis peu, le canal est ouvert à la navigation de plaisance.

Source : VILLE DE MONTRÉAL, « Côte-Saint-Paul ». [En ligne], *Grand répertoire du patrimoine bâti de Montréal* . [http://patrimoine.ville.montreal.qc.ca/inventaire/fiche_zone.php?zone=oui&requete=simple&id=1060] (Consulté le 20 août 2019).

Le comité de toponymie de l'arrondissement du Sud-Ouest a appuyé cette résolution lors de sa séance du 13 novembre 2018, et l'a confirmée lors de sa séance du 23 mai 2019.

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal a appuyé cette résolution lors de sa séance du 10 juin 2019.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette action contribue à l'amélioration de la qualité de vie, car elle permet de mettre en valeur un espace public en faisant connaître aux usagers l'histoire industrielle du quartier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'identification officielle et distincte des lieux publics a pour objectif un repérage rapide et sécuritaire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est recommandée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- L'adoption d'une résolution par le conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services publics.
- L’affichage toponymique pourra être effectué par l’arrondissement lorsqu’une résolution aura été adoptée par le conseil municipal et que le nouveau toponyme aura été officialisé par la Commission de toponymie du Québec.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie NADON, Le Sud-Ouest

Lecture :

Julie NADON, 26 août 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-21

Sonia VIBERT
Chef de division

Tél : 514-872-0352
Télécop. : 514 872-0049

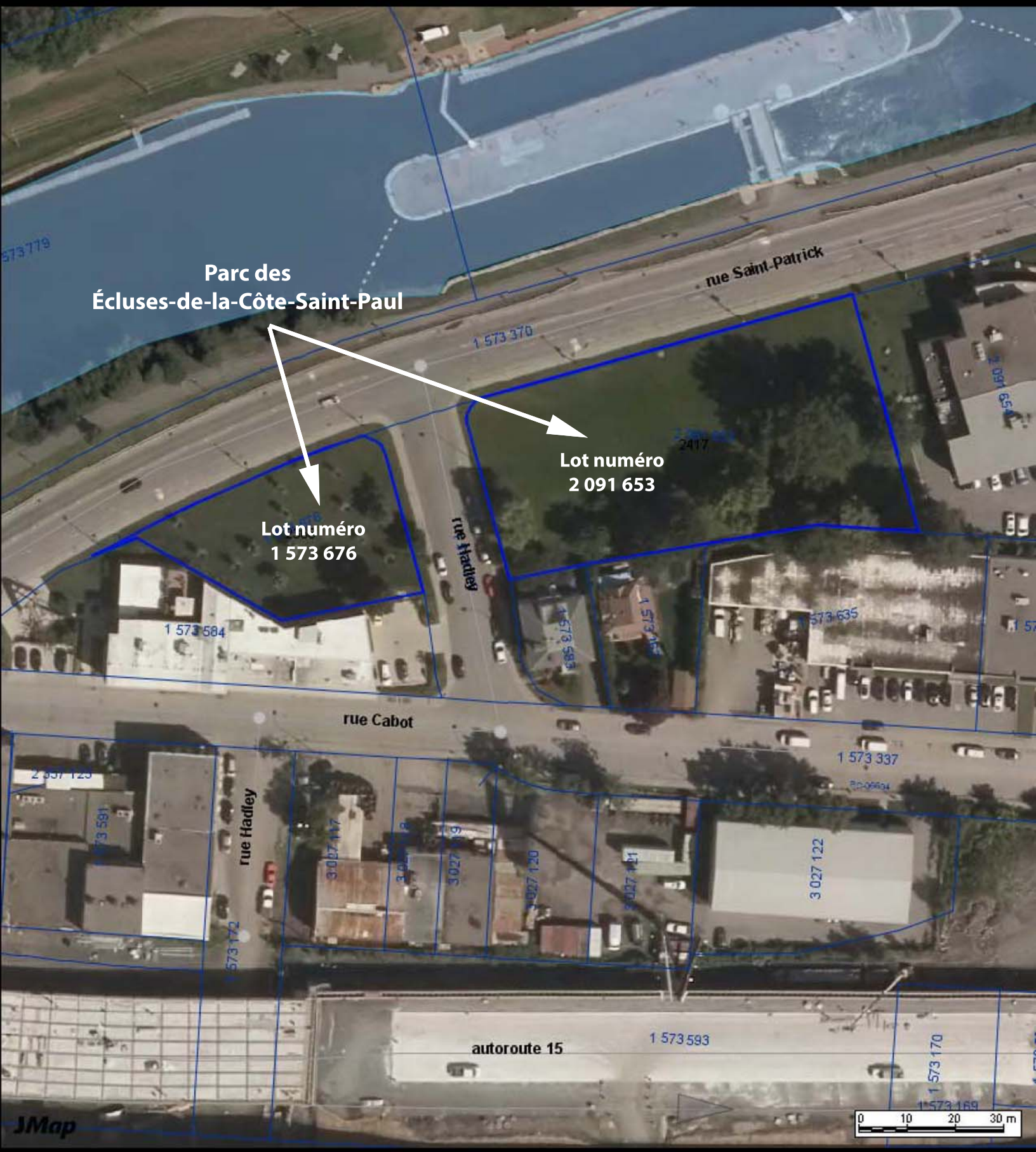
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
Chef de division - Projets urbains
Tél : 514.872.5985
Approuvé le : 2019-08-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2019-08-29

Nommer le parc des Écluses-de-la-Côte-Saint-Paul, dans l'arrondissement du Sud-Ouest. Dossier numéro 1194521012



Division du patrimoine, Direction de l'urbanisme, SUM
21 août 2019

Source : SIGS
Ville de Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 46.04

2019/09/16
13:00

(2)

Dossier # : 1194521008

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer « place Alice-Girard » la place centrale du projet MIL Montréal, dans l'arrondissement d'Outremont

Il est recommandé :

de nommer « place Alice-Girard » la nouvelle place publique du projet MIL Montréal située sur le lot numéro 5 273 840 du cadastre du Québec et comprise entre les avenues Thérèse -Lavoie-Roux au nord, Outremont à l'est, Stuart à l'ouest et une nouvelle promenade piétonne au sud, dans l'arrondissement d'Outremont, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-30 08:01

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1194521008**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer « place Alice-Girard » la place centrale du projet MIL Montréal, dans l'arrondissement d'Outremont

CONTENU

CONTEXTE

Nouvellement appelé « MIL Montréal », le projet du site Outremont et ses abords est aujourd'hui un projet urbain d'envergure pour lequel la Ville et l'Université de Montréal, mais également les gouvernements du Québec et du Canada, consentent d'importants engagements financiers pour améliorer la qualité du cadre de vie et l'attractivité de ce territoire.

Le site Outremont correspond au redéveloppement de l'ancienne gare de triage de la compagnie de chemin de fer du Canadien Pacifique (CP), incluant notamment le nouveau campus MIL de l'Université de Montréal, dont l'ouverture des premiers pavillons est prévue en septembre 2019. Les abords couvrent une partie des arrondissements de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, de Rosemont–La Petite-Patrie, du Plateau-Mont-Royal et d'Outremont. La planification détaillée des abords est étroitement liée au projet du site Outremont et à la volonté municipale d'intégrer les secteurs bordant les voies de chemin de fer du CP au redéveloppement de l'ancienne gare de triage.

Dans le cadre de ce redéveloppement, la Ville de Montréal doit attribuer 11 toponymes à des voies et lieux publics répartis dans trois arrondissements. Parmi ceux-ci, il faut nommer la nouvelle place publique du quartier, comprise entre les avenues Thérèse-Lavoie-Roux au nord, Outremont à l'est, Stuart à l'ouest et une nouvelle promenade piétonne au sud, dans l'arrondissement d'Outremont.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Nommer « place Alice-Girard » la nouvelle place publique du projet MIL Montréal située sur le lot numéro 5 273 840 du cadastre du Québec et comprise entre les avenues Thérèse-Lavoie-Roux au nord, Outremont à l'est, Stuart à l'ouest et une nouvelle promenade piétonne au sud, dans l'arrondissement d'Outremont, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

JUSTIFICATION

Alice Girard (1907-1999)

« Née à Waterbury au Connecticut, Alice Girard est venue au Canada en avril 1918, a fait ses études à l'école normale où elle a obtenu un brevet supérieur en pédagogie 1925; un diplôme d'infirmière de l'Hôpital St-Vincent de Paul, Sherbrooke (1931); un diplôme en hygiène publique de l'Université de Toronto (1939); un baccalauréat en sciences infirmières de l'Université de Washington (1942); une maîtrise en éducation de l'Université de Columbia (1944). *Fellow* de la Fondation Kellogg, de l'Université John-Hopkins en 1954, elle détient des doctorats honoris causa des universités de Toronto (1968) et de l'Université de Montréal (1975).

Doyenne fondatrice de la faculté des sciences infirmières de l'Université de Montréal en 1962, poste qu'elle occupe de 1962 à 1973, elle est la première femme à avoir été doyen de l'Université de Montréal. Elle a été infirmière hygiéniste 1931-38; directrice de l'École d'infirmières hygiénistes de l'Université de Montréal 1942-48; directrice nationale du nursing la Cie. d'assurance-vie Metropolitain, 1949-53; directrice et assistante administrative à l'Hôpital St-Luc à Montréal 1956-62; membre de la Commission Royale d'Enquête sur les services de santé au Canada 1961-64; nommée membre honoraire de la Registered Nurses Association de l'Ontario, Sask. Registered Nurses Assn.; citoyenne honoraire de la Ville de Montréal.

Elle a reçu la médaille du Centenaire; la médaille Florence Nightingale de la Ligue de la Croix Rouge Internationale; elle a été présidente de l'Association des infirmières canadiennes (1958-60); présidente de la Fondation des infirmières canadiennes; présidente nationale du Victorian Order of Nurses (1975-77); première présidente canadienne du Conseil international des infirmières (Genève) (1965-69); membre du bureau des gouverneurs du Conseil canadien du Bien-être, fédération internationale des Hôpitaux; American College of Hospital administrators.

Elle est reçue Commandeur de l'Ordre de St-Jean (1977); dame commandant de l'Ordre de Saint Lazare en 1980; membre du Club du Recteur, Université de Montréal en 1992. Elle est aussi Officier de l'Ordre du Canada. »*

Elle décède à Montréal le 1er janvier 1999.

Par son rôle de pionnière dans le domaine des soins infirmiers, mais aussi de l'administration hospitalière et universitaire, madame Girard se démarque sur plusieurs plans. Reconnue à l'échelle locale, nationale et internationale, elle présente le profil recherché pour désigner la place publique du projet MIL Montréal, considérant le prestige et la grande visibilité qui sont associés à ce lieu.

Sources :

- * ORDRE NATIONAL DU QUÉBEC. « Alice Girard », [En ligne], [https://www.ordre-national.gouv.qc.ca/membres/membre.asp?id=97] (Consulté le 20 août 2019).
- COHEN, Yolande, et autres. *Les sciences infirmières : genèse d'une discipline. Histoire de la Faculté des sciences infirmières de l'Université de Montréal* , Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2002, 331 p.
- COHEN, Yolande, et Christine CHEVALIER CARON (UQAM-Histoire). *Alice Girard (1907 -1990)* . [Texte transmis par courriel le 20 août 2019].

Née aux États-Unis dans une famille franco-américaine, madame Girard est la plus jeune et la seule d'une famille de 11 enfants à être revenue s'établir au Québec avec ses parents en 1918. Elle ne s'est jamais mariée. Après consultation des autorités de la Faculté des sciences infirmières de l'Université de Montréal, à laquelle elle est restée attachée toute sa vie, il est apparu qu'aucune famille connue de madame Girard n'a pu être trouvée.

À la suite d'une consultation tenue le 19 août 2019, le comité de toponymie de la Ville de Montréal a recommandé le nom de madame Alice Girard pour les raisons précitées.

Le nom a été retenu lors d'une rencontre de travail tenue le 20 août 2019 et regroupant le maire et la directrice de l'arrondissement d'Outremont, le recteur et le directeur de cabinet et des relations gouvernementales de l'Université de Montréal ainsi que plusieurs représentants du Service de l'urbanisme et de la mobilité.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette action contribue à l'amélioration de la qualité de vie, car elle permet de mettre en valeur un espace public en rendant hommage à une femme qui a marqué l'histoire québécoise à titre de pionnière en matière de soins infirmiers et d'éducation.

Le projet MIL Montréal est le premier projet retenu comme « projet phare d'aménagement » dans le troisième plan de développement durable de la collectivité montréalaise (*Montréal durable 2016-2020*).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'attribution officielle de noms aux lieux publics a pour objectif d'en assurer un repérage rapide et sécuritaire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est recommandée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- L'adoption d'une résolution par le conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services publics.
- L'affichage toponymique pourra être effectué par l'arrondissement lorsqu'une résolution aura été adoptée par le conseil municipal et que le nouveau toponyme aura été officialisé par la Commission de toponymie du Québec.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-Claude LEBLANC, Outremont

Lecture :

Marie-Claude LEBLANC, 29 août 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-20

Sonia VIBERT
Chef de division

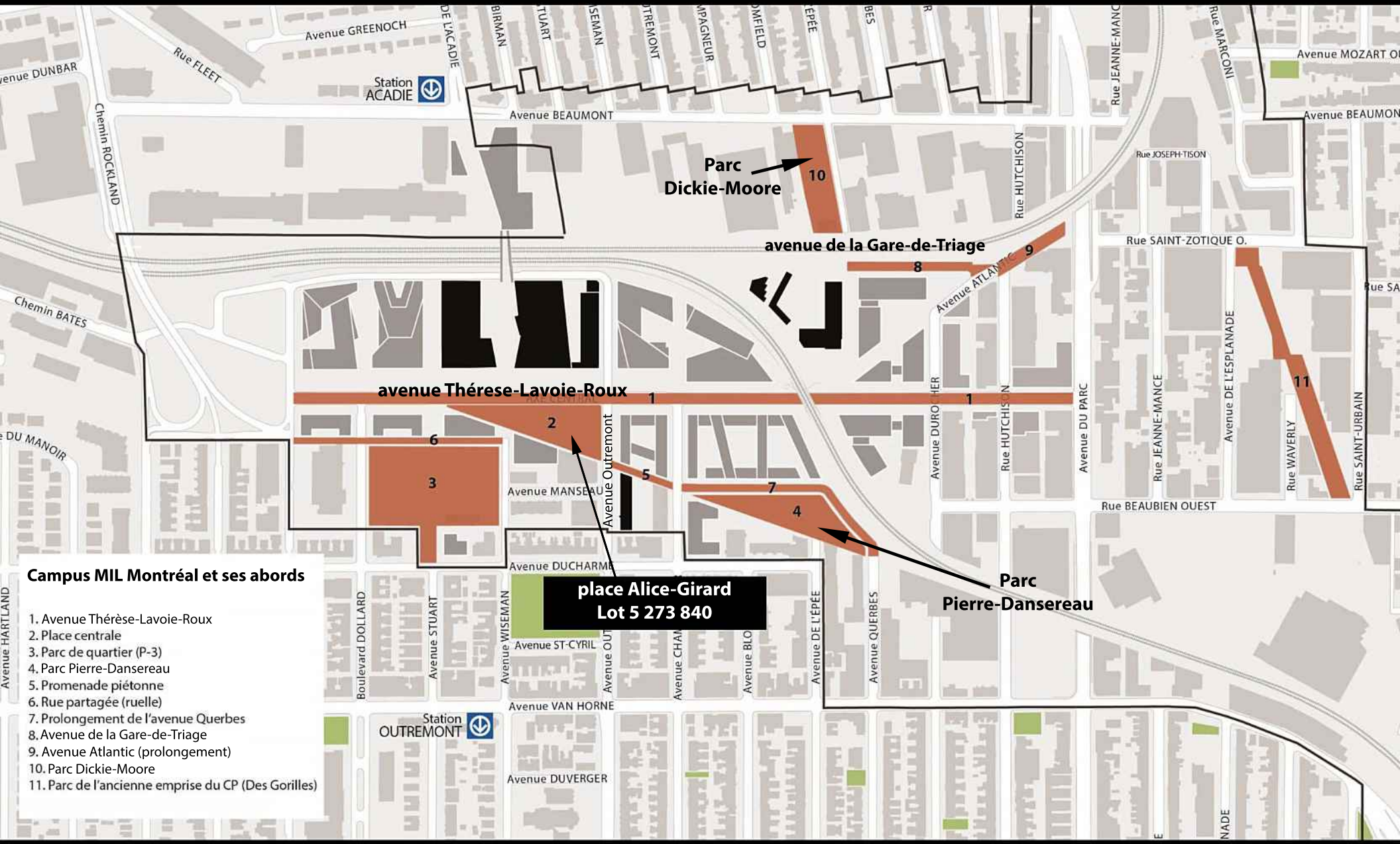
Tél : 514-872-0352
Télécop. : 514 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
Chef de division - Projets urbains
Tél : 514.872.5985
Approuvé le : 2019-08-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2019-08-29


Parc
Dickie-Moore
avenue de la Gare-de-Triage
avenue Thérese-Lavoie-Roux
place Alice-Girard
Lot 5 273 840
Parc
Pierre-Dansereau
Avenue Outremont
Avenue MANSEAU
Avenue DUCHARME
Avenue ST-CYRIL
Avenue VAN HORNE
Avenue DUVERGER
Station ACADIE
Station OUTREMONT
Avenue BEAUMONT
Avenue GREENOCH
Rue FLEET
Chemin ROCKLAND
Chemin BATES
Rue HUTCHISON
Rue JOSEPH-TISON
Rue SAINT-ZOTIQUE O.
Avenue ATLANTIC
Avenue DU PARC
Avenue DE L'ESPLANADE
Rue JEANNE-MANCE
Rue WAVERLY
Rue SAINT-URBAIN
Rue BEAUBIEN OUEST
Avenue MOZART
Rue MARCONI
Avenue DE L'ÉPÉE
Avenue QUERBES
Avenue WISEMAN
Avenue STUART
Boulevard DOLLARD
Avenue HARTLAND
Avenue DU MANOIR
Campus MIL Montréal et ses abords
1. Avenue Thérèse-Lavoie-Roux
2. Place centrale
3. Parc de quartier (P-3)
4. Parc Pierre-Dansereau
5. Promenade piétonne
6. Rue partagée (ruelle)
7. Prolongement de l'avenue Querbes
8. Avenue de la Gare-de-Triage
9. Avenue Atlantic (prolongement)
10. Parc Dickie-Moore
11. Parc de l'ancienne emprise du CP (Des Gorilles)


Université de Montréal


16/08/2019 à 14:05

Article 51.01

Nomination de membres aux commissions permanentes

Aucun document ne sera livré.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 51.02

2019/09/16 13:00

(1)

Dossier # : 1197181004

Unité administrative responsable :	Conseil Jeunesse , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Approuver le renouvellement des mandats de Mmes Alice Miquet et Anne Xuan-Lan Nguyen à titre de membres du Conseil jeunesse de Montréal pour un second terme de 3 ans, d'octobre 2019 à octobre 2022. Approuver les nominations de Mme Rime Diany et de M. Pentcho Tchomavok à titre de membres du Conseil jeunesse de Montréal pour un mandat de 3 ans, d'octobre 2019 à octobre 2022.

Il est recommandé de :

- renouveler Mme Alice Miquet, comme membre du Conseil jeunesse de Montréal, pour un second mandat de 3 ans se terminant en octobre 2022.
- renouveler Mme Anne Xuan-Lan Nguyen, comme membre du Conseil jeunesse de Montréal, pour un second mandat de 3 ans se terminant en octobre 2022.
- nommer Mme Rime Diany comme membre du Conseil jeunesse de Montréal, pour un premier mandat de 3 ans se terminant en octobre 2022, en remplacement de Mme Niamh Leonard.
- nommer M. Pentcho Tchomakov comme membre du Conseil jeunesse de Montréal, pour un premier mandat de 3 ans se terminant en octobre 2022, en remplacement de M. Omid Danesh Shahraki.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2019-08-20 11:32

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1197181004

Unité administrative responsable :	Conseil Jeunesse , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Approuver le renouvellement des mandats de Mmes Alice Miquet et Anne Xuan-Lan Nguyen à titre de membres du Conseil jeunesse de Montréal pour un second terme de 3 ans, d'octobre 2019 à octobre 2022. Approuver les nominations de Mme Rime Diany et de M. Pentcho Tchomavok à titre de membres du Conseil jeunesse de Montréal pour un mandat de 3 ans, d'octobre 2019 à octobre 2022.

CONTENU

CONTEXTE

Le Conseil jeunesse de Montréal (CJM) est actuellement encadré par le règlement 02-177 : *Règlement sur le Conseil jeunesse de Montréal* . Ce Règlement 02-177 n'est pas contradictoire avec le nouveau règlement présenté pour adoption au conseil de ville soit le dossier intitulé *Approuver le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal #* 1194320002. Puisque ce nouveau règlement sera en vigueur seulement au moment de la diffusion d'avis public, l'ancien règlement est utilisé en référence au présent dossier. Les deux règlements précisent que pour être membre du CJM chaque personne soit être âgées entre 16 et 30 au moment de la nomination. Les membres peuvent compléter consécutivement un maximum de deux mandats de trois ans et qu'en cas de vacance, le poste doit être comblé par le conseil de ville rapidement. Le présent dossier vise à soumettre au conseil de ville les nominations.
Situation actuelle : deux nominations et deux renouvellements
Deux postes sont à pourvoir étant donné qu'un membre arrive à la fin de son premier mandat et qu'il a 30 ans et plus et qu'une membre a démissionné en cours de mandat. Également, deux renouvellements de mandat sont proposés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 1187 en date du 24 octobre 2016 - Nommer Mme Anne Xuan-Lan Nguyen, Mme Alice Miquet et M. Omid Danesh Shahraki à titre de membres du Conseil jeunesse de Montréal pour un mandat de trois ans se terminant en octobre 2019. (1167181005)
CM18 0605 en date du 28 mai 2018 - Approuver les nominations de Mmes Niamh

Leonard et Valérie Du Sablon comme membres du Conseil jeunesse de Montréal pour un mandat de trois ans se terminant en avril 2021. Approuver la nomination de Mme Audrey-Frédérique Lavoie comme membre du Conseil jeunesse de Montréal pour un mandat de trois ans se terminant en mai 2021. (1187670002)

DESCRIPTION

1- Renouvellements de mandats :

Mme Alice Miquet est membre depuis octobre 2016. Elle a accompli un premier mandat qui se termine en octobre 2019, en plus d'occuper le poste de présidente depuis janvier 2019. Elle désire poursuivre son engagement pour un deuxième mandat.
Sachant que Mme Miquet a démontré l'intérêt, la motivation, l'engagement et les habiletés à occuper ce poste et participe assidûment aux diverses activités du Conseil jeunesse de Montréal, il est recommandé de la nommer pour un deuxième mandat se terminant en octobre 2022.

Nom	Date de fin du mandat	Date de début du 2e mandat	Date de fin du 2e mandat
Mme Alice Miquet	Octobre 2019	Octobre 2019	Octobre 2022

Mme Anne Xuan-Lan Nguyen est membre depuis octobre 2016. Elle a accompli un premier mandat qui se termine en octobre 2019, en plus d'occuper le poste de responsable du comité Communic-Action et être membre du comité exécutif depuis 2017. Elle désire poursuivre son engagement pour un deuxième mandat. Sachant que Mme Nguyen a démontré l'intérêt, la motivation, l'engagement et les habiletés à occuper ce poste et participe assidûment aux diverses activités du Conseil jeunesse de Montréal, il est recommandé de la nommer pour un deuxième mandat se terminant en octobre 2022.

Nom	Date de fin du mandat	Date de début du 2e mandat	Date de fin du 2e mandat
Mme Anne Xuan-Lan Nguyen	Octobre 2019	Octobre 2019	Octobre 2022

2- Remplacements de membres :

Membre démissionnaire:

Nom	Date de fin initiale du mandat	Date de fin du mandat
Mme Niamh Leonard	Avril 2021	Juin 2019

Il est recommandé de nommer Mme Rime Diany comme membre du Conseil jeunesse de Montréal, pour un premier mandat de 3 ans se terminant en octobre 2022, en remplacement de Mme Niamh Leonard.

Nom	Date de début du mandat	Date de fin du mandat	Remplacement de
M. Rime Diany	Octobre 2019	Octobre 2022	Mme Niamh Leonard

M. Omid Danesh Shahraki termine son premier mandat et a 30 ans et plus.

Nom	Date de début du premier mandat	Date de fin du premier mandat
M. Omid Danesh Shahraki	Octobre 2016	Octobre 2019

Il est recommandé de nommer M. Pentcho Tchomavok comme membre du Conseil jeunesse de Montréal, pour un premier mandat de 3 ans se terminant en octobre 2022, en remplacement de M. Omid Danesh Shahraki.

Nom	Date de début du mandat	Date de fin du mandat	Remplacement de
M. Pentcho Tchomakov	Octobre 2019	Octobre 2022	M. Omid Danesh Shahraki

JUSTIFICATION

Nomination d'un nouveau membre :
L'appel de candidatures réalisé à l'automne 2018 a été diffusé dans le réseau des organismes jeunesse, dans les institutions d'enseignement, dans le réseau de la Ville et dans divers journaux.

Étapes de réalisation lors de la campagne de recrutement :

1. Appel de candidatures : publication de communiqués de presse, diffusion dans les organismes jeunesse, dans les institutions d'enseignement et dans le réseau municipal;
2. Présélection des candidatures selon la représentativité hommes/femmes, et la diversité culturelle, linguistique et sociale de la jeunesse montréalaise comme stipulée dans le Règlement (Section II, Article 4);
3. La constitution d'un comité de sélection composé de 5 personnes : un représentant des deux partis politiques siégeant au conseil municipal, le commissaire à l'enfance au Service de la diversité sociale et des sports, la coordination du Conseil jeunesse de Montréal et une agente de recherche du Bureau de la présidence du conseil;
4. Entrevues de sélection des candidats par le comité;
5. Création d'une banque de candidatures ayant réussi l'entrevue de sélection pour des nominations éventuelles.

Le comité de sélection était composé de M. Younes Boukala, conseiller d’arrondissement dans Lachine pour Projet Montréal, M. Benoît Langevin, conseiller de la ville dans Pierrefonds-Roxboro pour Ensemble Montréal, M. Tommy Kulczyk, commissaire à l’enfance

au Service de la diversité sociale et des sports à la Ville de Montréal, Mme Geneviève Coulombe, secrétaire-recherchiste au Conseil jeunesse de Montréal (observatrice). Mme Manuelle Alix-Surprenant, agente de recherche au Bureau de la présidence du conseil a remplacé Mme Coulombe pour une partie du processus.

Soixante-treize candidatures ont été reçues au cours de la campagne de recrutement. Quatre ont été déclarées inadmissibles en regard des critères de sélection. Vingt-cinq personnes ont été rencontrées en entrevue et vingt ont été sélectionnées pour être inscrites sur la liste de réserve.

Les candidatures de Mme Diany et de M. Tchomakov ont été sélectionnées parmi les personnes inscrites sur la liste de réserve. Ces choix tentent d'assurer une représentativité de la diversité géographique, linguistique, culturelle et sociale de la jeunesse montréalaise ainsi qu'une parité entre les hommes et les femmes. En effet,au Conseil jeunesse de Montréal siègent actuellement 7 femmes et 6 hommes provenant des 9 arrondissements suivants:

· Ahuntsic-Cartierville (2);
· Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (2);
· Le Plateau-Mont-Royal (2);
· Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (1);
· Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles (1);
· Saint-Laurent (1);
· Verdun (1);
· Ville-Marie (2)
· Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (1).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget de fonctionnement du Conseil jeunesse de Montréal est de 61 100 $ en 2019 assumé à 100% par la Ville de Montréal. La Ville octroie aux trois conseils les ressources humaines, les locaux et les ressources matérielles et informatiques.
La création d'une banque de candidatures permet de limiter les coûts engendrés par le processus d'appel de candidatures.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N.A.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Maintien du nombre de membres requis assurant le bon fonctionnement dans la poursuite des activités du CjM.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Publicité dans les journaux et communiqué de presse pour annoncer la campagne de recrutement.
Diffusion de la campagne de recrutement sur les réseaux sociaux et le site Internet du CjM.
Communiqués de presse annonçant les nominations.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

16 septembre 2019: date visée pour l'approbation au conseil municipal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève COULOMBE
Secretaire- recherchiste

Tél : 514-872-4801
Télécop. : 514-868-5810

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-19

Marie-Eve BONNEAU
Adjointe à la présidence

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2019-08-20

CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL– TABLEAU DES MANDATS DES MEMBRES – août 2019

NOM	ARRONDISSEMENT	1er mandat Membre	2e mandat Membre	1er mandat P/VP	2e mandat P/VP
Omid Danesh Shahraki	Le Plateau Mont-Royal	**Oct. 2016 - Oct. 2019** GDD 1167181005 CM16 1187 du 24 oct. 2016			
Alice Miquet Présidente	Le Plateau Mont-Royal	**Oct. 2016 - Oct. 2019** GDD 1167181005 CM16 1187 du 24 oct. 2016		**Jan.2019 – Déc. 2019** GDD 1187181001 CM18 1489 du 17 déc. 2018	
Anne Xuan-Lan Nguyen	Ville-Marie	**Oct. 2016 - Oct. 2019** GDD 1167181005 CM16 1187 du 24 oct. 2016			
Rami Habib Vice-président	Le Plateau Mont-Royal	**Déc. 2016 – Déc. 2019** GDD 1167181007 CM16 1400 du 19 déc.2016		**Jan. 2018 – Déc. 2018** GDD 1177670003 CM18 0108 du 22 jan. 2018	**Jan. 2019 – Déc. 2019** GDD 1187181001 CM18 1489 du 17 déc. 2018
Jessica Condemi	Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	**Sept. 2017 – Sept. 2020** GDD 1177670001 CM17 1174 du 25 sept. 2017			
Kathryn Verville-Provencher	Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	**Août 2014 – Août 2017** GDD 1146467002 CM14 0665 du 18 août 2014	**Sept. 2017 – Sept. 2020** GDD 1177670001 CM17 1174 du 25 sept. 2017	**Jan. 2018 – Déc. 2018** GDD 1177670003 CM18 0108 du 22 jan. 2018	
Valérie Du Sablon	Ahuntsic-Cartierville	**Avril 2018 - Avril 2021** GDD 1187670002 CM18 0605 du 29 mai 2018			
Audrey-Frédérique Lavoie	Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	**Juin 2018 - Mai 2021** GDD 1187670002 CM18 0605 du 29 mai 2018			
Michael Wrobel	Ahuntsic-Cartierville	**Déc. 2015 – Déc. 2018** GDD 1156467001 CM15 1465 du 14 déc. 2015	**Déc. 2018 – Déc. 2021** GDD 1187181001 CM18 1489 du 17 déc. 2018		
Yazid Djenadi	Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	**Déc. 2018 – Déc. 2021** GDD 1187181001 CM18 1489 du 17 déc. 2018			

Benjamin Herrera	Verdun	**Déc. 2018 – Déc. 2021** GDD 1187181001 CM18 1489 du 17 déc. 2018			
Rizwan Ahmad Khan	Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	**Mars 2019 – Mars 2022** GDD 1197181001 CM19 0163 du 25-02-2019			
Xiya Ma	Saint-Laurent	**Avril 2016 - Avril 2019** GDD 1167181003 CM16 0429 du 18 avril 2016	**Avril 2019 – Avril 2022** GDD 1197181001 CM19 0163 du 25 fév. 2019		
Sébastien Oudin-Filipecki	Ville-Marie	**Juin 2019 – Juin 2022** GDD 1197181003 CM19 0792 du 17 juin 2019			

Alice Miquet

PROFIL

- Présidente du Conseil Jeunesse de Montréal
- Maîtrise en urbanisme, urbaniste-stagiaire à l'Ordre des Urbanistes du Québec

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Chargée de projets **depuis 2019**
Bâtir son quartier, Montréal
- Assurer le suivi du budget et des échéanciers pour la conception et réalisation de projet d'habitation communautaires et de CPE
- Assurer la liaison entre les différents intervenants impliqués, tant à l'interne qu'à l'externe (Ville de Montréal, Société d'habitation du Québec, Office municipal d'habitation de Montréal, instances communautaires, professionnels, etc.)

Coordinatrice du projet de Revitalisation Intégrée Airlie-Bayne **2018-2019**
Table de Développement Social de LaSalle, Montréal
- Remettre sur pied le projet RUI ; réactiver, mobiliser et animer les différents comités de la RUI : comité local de revitalisation et comité de pilotage
- Gérer 4 enveloppes budgétaires (162 00$)
- Appuyer la communauté dans la définition et la mise-en-œuvre de projets collectifs : salubrité des logements, logement social, sécurité alimentaire et vestimentaire etc.

Facilitatrice de consultations publiques (ponctuellement) **depuis 2016**
Convercité, Institut du Nouveau Monde, divers organismes communautaires, Montréal
- Faciliter plus de 30 consultations publiques (réaménagement urbain, politiques, planifications)

Organisatrice communautaire et chargée de projet **avril 2016 à octobre 2017**
La Maison d'Aurore, Montréal
- Organiser les évènements de la vie communautaire et de l'action citoyenne sur des sujets sociaux
- Concevoir et rédiger les communications

Auxiliaire de recherche en urbanisme **2013-2015**
École d'urbanisme et d'architecture du paysage, Université de Montréal, Montréal
- Produire une recherche sur l'application des concepts de Smart City au domaine du transport public
- Participer à un rapport commandité par Stationnement Montréal sur la gestion du stationnement tarifé

Auxiliaire de recherche à Hanoï (Vietnam) **2013-2015**
Institut National de la Recherche Scientifique, Montréal
Projet « *Des espaces publics accueillants pour les jeunes dans un contexte d'urbanisation rapide à Hanoi* »: recherche sur trois espaces publics de Hanoï
- Réaliser des entretiens avec plus d'une centaine de jeunes hanoïens de 16 à 25 ans
- Analyser les données et produire des cartes
- Participer à la rédaction d'un rapport destiné aux autorités publiques de Hanoi
- Présenter les résultats de la recherches à six conférences et colloques, dont au Congrès annuel de l'Association Internationale de Sociologie à Yokohama, Japon (2014)

FORMATION UNIVERSITAIRE

Microprogramme en administration des affaires, HEC Montréal **2018-2020**

Maîtrise en urbanisme, Université de Montréal **2012-2015**
Prix d'excellence de l'École d'urbanisme et d'architecture du paysage
Prix du mérite étudiant de l'Ordre des Urbanistes du Québec

Maîtrise en géographie (1ère année) **2011-2012**
Baccalauréat (licence) en géographie **2008-2011**
Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne
Recherche de maîtrise sur l'analyse politique du Plan d'aménagement urbain de Libreville (Gabon)

CAUSES ET BÉNÉVOLAT

Présidentedepuis **2018**
Membre **depuis 2016**
Conseil Jeunesse de Montréal
Comité consultatif de la Ville composé de 15 jeunes de 16 à 30 ans, représentant les intérêts et les préoccupations des jeunes (12-30 ans) auprès de la mairesse et de l'administration municipale ; récents travaux portant sur la mobilité, les espaces vacants et leurs usages transitoires, la prévention de l'itinérance jeunesse et les jeunes Autochtones.

Membre du Groupe consultatif jeunesse **depuis 2019**
Commission canadienne pour l'UNESCO

Membre du comité de coordination **2017**
Viaduc 375
Projet citoyen financé par le 375ème anniversaire de Montréal et par le 150ème anniversaire du Canada : piétonisation partielle, temporaire et festive d'un viaduc routier en plein cœur de Montréal pour en faire une promenade piétonne et un belvédère sur l'histoire du quartier
- Gérer les relations avec la Ville : permis, détournement de la circulation
- Gérer les relations avec le milieu et de la consultation citoyenne : préparer et animer des évènements de consultation en amont ainsi qu'un kiosque de consultation in situ
- Assurer le suivi des échéanciers et budgets (82 000$)

Administratrice **depuis 2015**
Mémoire du Mile End
- Créer et guider une vingtaine de visites historiques et littéraires du Mile End

AUTRES FORMATIONS

Formation en communication non-violente **2017**
Centre de formation sociale Marie-Gérin-Lajoie

Réseau Jeunes Leaders **2017**
Jeune Chambre de Commerce de Montréal

Formation Jeunes Administrateurs **2017**
Institut du la Gouvernance des Organisations Privées et Publiques

Réseau Jeunes Administrateurs **2016**
Jeune Chambre de Commerce de Montréal

Rime Diany

Parle et écrit le français, l'anglais, l'espagnol et l'arabe.

Grande polyvalence et sens de la responsabilité accrue. Facilité d'adaptation et très bonne communicatrice. Vaste expérience en engagement social.

ÉTUDES-PRIX

École internationale de Montréal secondaire (Secondaire 5) 2019

Programme du Baccalauréat international

- Médaille du Lieutenant-gouverneur pour la jeunesse (2019)
- Prix d'excellence McGill, bourse remise par l'Université McGill pour une performance exceptionnelle en sciences et en mathématiques (2019)
- Prix Média Pontpop, gagné lors de la compétition Pontpop organisée par l'École de technologie supérieure (2019)
- Bourse de la Fondation de l'École internationale de Montréal secondaire (2019)
- Prix des Concours de mathématique Fermat et Hypatie (1ère place à l'École internationale de Montréal) organisés par l'Université de Waterloo (2019)
- Prix extra, soulignant l'excellence, remis par la Commission scolaire de Montréal (2018)
- Méritas d'excellence académique (2015, 2016, 2017, 2018 et 2019)
- Méritas d'humanisme (2015, 2016, 2017 et 2018)
- Finaliste du concours oratoire Réussite de l'École internationale de Montréal (2018)
- Certificat de reconnaissance pour le Concours de mathématique Cayley organisé par l'Université de Waterloo (2017 et 2018)
- Certificat de reconnaissance de l'Association étudiante de la commission scolaire de Montréal (2017)

BÉNÉVOLAT

Le programme MISSIVE

- Stage de 8 semaines (à temps plein) au sein des CHSLD du CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal. Ce stage comprend du bénévolat et une participation à des séminaires éducatifs. (2019)
- 200 heures de bénévolat créditées

Vie étudiante

Conseil étudiant

- Présidente du conseil étudiant (2018-2019)
- Représentante des élèves au sein du Conseil d'établissement de l'École internationale de Montréal (2017-2018 et 2018-2019)
- Vice-présidente du conseil étudiant (2017-2018)
- 2e vice-présidente du conseil étudiant (2016-2017)
- Représentante des élèves au conseil étudiant (2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019)
- Représentante des élèves au sein de la Fondation de l'EIM (2016-2017 et 2017-2018)
- Représentante des élèves au sein de l'AECSDM (2016-2017)

Comité Voyage

- Fondatrice et membre du comité Voyage (2017,2018 et 2019)

Comité Marche Monde

- Fondatrice et membre du comité Marche Monde (2018) de l'École internationale de Montréal secondaire
- Participation au programme *Quand la jeunesse parraine une personnalité publique* organisé par Oxfam-Québec (2018)
- Organisation d'une campagne de sensibilisation et de collecte de fonds pour les Rohingyas (2018)

Comité Grand spectacle

- Présidente du comité organisant un spectacle de fin d'année présentant les talents artistiques des élèves afin de financer le bal de finissants (2018-2019)
- Animatrice du Grand spectacle (2019)

Comité Album de finissants

- Conception d'un album de souvenirs pour la cohorte (2018-2019)

Comité Bal de finissants

- Organisation du bal de finissants (2018-2019)

St-Andrews Residential Centre

- Animatrice de l'activité « bricolage » pour les personnes agées. (2018 et 2019)

Rôles : Aller chercher les résidents dans leur chambre ou dans les salles communes, les accompagner à la salle d'activités, communiquer avec eux et créer un lien de confiance, les encourager à développer leurs capacités motrices en fabriquant des bijoux ou en faisant des dessins.

École Saint-Catherine de Sienne

- Animatrice d'enfants au service de garde (2014-2015)

HIPPY Québec

- Organisation de la fête annuelle de HIPPY, un organisme qui encourage l'inclusion sociale des familles immigrantes et défavorisées (2013)

SPORTS-LOISIRS

Taekwondo

- Ceinture noire
- Club Raymond Mourad
- Médaille de bronze aux Jeux de Québec 2017
- Participante au Championnat canadien de taekwondo 2018

Natation

- Formation de gardien averti (Croix Rouge)
- Formation de médaille de bronze (Croix Rouge)
- Formation de croix de bronze (Croix Rouge)

ANNE XUAN-LAN NGUYEN

ÉDUCATION

PARCOURS ACADÉMIQUE

Université McGill
M.D.C.M. (Doctorat en médecine) 2018 - 2023

Collège Jean-de-Brébeuf
DEC Sciences de la Santé (CÉGEP Québec) 2016 - 2018

Tôn Avenir en Main/Seize Your Future
Participante
Sélectionnée pour être dans un programme de leadership féminin qui concrétise des projets communautaires et qui permet d'avoir un réseau de femmes leaders. 2015 - 2016

TRAVAIL RÉMUNÉRÉ

TRAVAIL & STAGES

Eugeria
DIRECTRICE DE COMPTE, Stage d'été
Contribution au lancement officiel d'une startup qui offre du soutien aux personnes âgées et à leurs proches. 2018

Dialogue Technologies, Montréal, QC
STAGIAIRE d'été dans l'équipe des opérations médicales
Dialogue est la principale plateforme canadienne de soins virtuelle reliant les patients à un réseau de professionnels de la santé. J'ai contribué à la clinique Ubisoft, organisé des événements et créé des biographies et des questionnaires. 2017

Collège Jean-de-Brébeuf, Ligue RSEQ
ENTRAÎNEUSE en chef, Secondaire Flag Football
Première équipe cadette de flag football féminin au secondaire Brébeuf dans la ligue provinciale RSEQ 2017 - présent

Hôpital Ste-Justine, Laboratoire de recherche
Neurosciences of Early Development
STAGIAIRE de recherche
Sélection contingentée au préalable par le Collège Jean-de-Brébeuf. Projet de recherche *L'étude du neurodéveloppement de l'enfant.* 2016

Clinique D.P.P., Programme bilingue de leadership
ÉDUCATRICE au camp d'été
Camp de jour destiné à des jeunes femmes de 13 à 22 ans ayant des déficiences intellectuelles légères. 2016

LANGUES

Français - Langue première
Diplôme national du Brevet français (Mention Très Bien)

Anglais - Certificate of Completion – New Perspectives summer program held by Oxford Royale Academy

Espagnol - Diplôme niveau intermédiaire B1 de Costa Rica Tamarindo Education First (4 ans d'études à la Villa Sainte-Marcelline)

Vietnamien - Langue maternelle

Langue des signes québécoise - Cours de base suivis à l'Université de Montréal

American Sign Language - Cours de base suivis à l'université McGill

ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE

BÉNÉVOLAT & COMITÉS

Conseil jeunesse de Montréal
RESPONSABLE ÉLUE DU COMITÉ COMMUNIC-ACTION et MEMBRE DU COMITÉ EXÉCUTIF
Mandat de 3 ans de conseiller la mairesse et le Conseil municipal de la ville de Montréal sur toutes les questions relatives aux jeunes. Rencontres hebdomadaires pour produire des avis obligeant une réponse écrite des élus, réaliser des études, produire un rapport annuel et organiser des évènements. 2016 - présent

Carrefour Jeunesse-Emploi Montréal Centre-Ville
ADMINISTRATRICE ÉLUE
Mandat de 2 ans sur le conseil d'administration du CJE Montreal Centre-ville qui accompagne les jeunes de 16 à 35 ans en les motivant et en les encadrant dans la poursuite de leurs projets éducatifs, professionnels, créatifs ou d'entrepreneuriat visant à trouver leur place sur le marché du travail. 2016 - présent

Le Graffiti, Collège Jean-de-Brébeuf
RÉDACTRICE EN CHEF ÉLUE - journal officiel du CÉGEP
Production de cinq publications papier et du contenu en ligne (articles, sondages et vidéos). Établir des partenariats avec les commerces locaux, les artistes, les journaux et les comités du collège. Organiser des concours. Gestion d'un budget de 8,000 $. 2017 - 2018

375e anniversaire de Montréal,
Projet Jeunesse375Mtl porté par le Forum Jeunesse de Montréal
AMBASSADRICE DE L'ENGAGEMENT
Processus de sélection rigoureux. Mandat de consulter la jeunesse à propos de leurs enjeux prioritaires, leur sens d'appartenance à leur arrondissement et les changements à opérer au niveau municipal en vue du 400e anniversaire de Montréal. Rencontrer des organismes jeunesse et des jeunes dans Ville-Marie ainsi qu'à Bruxelles, en Belgique grâce à LOJIQ. Rédaction d'articles et de rapports suite à la mission exploratoire en Belgique. Participer à la programmation du Sommet Jeunesse 375, élaborer 25 rêves de la jeunesse montréalaise et contribuer au rapport final destiné aux élus et aux citoyens. 2017

Giive (Province de Québec), Collège Jean-de-Brébeuf
Membre, COORDINATRICE DU COMITÉ JEUNESSE
Organisation à but non lucratif promouvant la réconciliation entre les populations autochtones et non autochtones en organisant des événements comme la discussion sur les *Initiatives citoyennes pour la réconciliation* lors du Forum Social Mondial. 2016 - présent

Collège Jean-de-Brébeuf

Membre, Trésorière du Comité écologique 2016 - 2018
Cofondatrice du Club de programmation collégial 2017 - 2018
Coordinatrice de la Semaine du Meilleur des mondes 2016-2018
Responsable des communications, Responsable des partenaires du journal des sciences et des technologies 2016 - 2018
Coach de *Génies en herbe* (connaissances générales) 2016 - 2017
Responsable et Chef de groupe du Club de Leadership et de Mentorat et Prix International du Duc d'Édimbourg 2015 - 2018

Pentcho Tchomakov

ÉDUCATION

École Polytechnique de Montréal, M. Ing en génie informatique — **2019 - présent**

- Concentration en apprentissage machine et gestion des organisations

McGill Université, B. Ing. génie logiciel — **2014 - 2019**

- Concentration en apprentissage machine, vision machine, et modélisation des logiciels

HABILETÉS

Trilingue : français, anglais, bulgare; **Compétence professionnelle**: espagnol; **Débutant**: russe

Habiletés TI: Suite Microsoft, Java (Spring), Python (Scikit-Learn, Keras), SQL, HTML/CSS/Javascript

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Ingénieur des données chez IVADO Labs, Montréal, Canada — **2019 – présent**

- Designer des pipelines de données pour l'ingestion, l'analyse, et le stockage des données à des fins d'apprentissage machine et d'optimisation de la chaine logistique

Stagiaire ingénieur en IA chez MoneyLion, Kuala Lumpur, Malaisie — **2018 – 2019**

- Création d'un modèle de réseau de neurones (combination de CNN & LSTM) afin de prédire les dépenses des clients et limiter les transactions à découvert avec un précision de 87%
- Implémentation d'algorithmes d'apprentissage machine sans supervision afin d'extraire le thème de la conversation et les intentions des interactions des agents au service à la clientèle avec les clients (NLP)
- Designer un agent conversationnel, utilisant l'IA, capable de répondre aux questions les plus communes afin de limite le flux de questions vers des agents humains, avec la plateforme RASA

Stagiaire développeur chez Desjardins Valeurs Mobilières, Montréal, Canada — **2017 – 2019**

- Produire un rapport complet sur la bicommunication, à l'aide des websockets, entre les utilisateurs les de la plateforme de courtage et les serveurs de Desjardins diminuant ainsi la charge par plus de 78%
- Développer de nouvelles fonctionnalités (CD/CI) et supporter l'équipe de développement avec les bogues et autres tâches de programmation

Stagiaire Ingénieur des données chez CWP Energy, Montréal, Canada — **2016 – 2017**

- Développer des outils de trading automatisés, augmentant les revenus de plus de 100 000$
- Implémenter des processus d'exploration des données pour les marchés de l'énergie
- Optimiser les processus d'exploration des données en utilisant l'insertion en parallèle

Stagiaire développeur chez Cash Credit, Sofia, Bulgarie — **2015 – 2016**

- Designer une base de données ainsi qu'implémenter un logiciel qui store les profiles des réseaux sociaux des utilisateurs
- Développer une application Android avec l'intégration Facebook et LinkedIn

ACTIVITÉS PARASCOLAIRES ET LEADERSHIP

Chef d'équipe chez AI & Capital Markets Competition à Shanghai — **2018 – 2019**

- Présenter un projet d'amélioration des opérations d'agriculture de la compagnie Cargill en utilisant des méthodes avancées de l'IA à un groupe d'investisseurs chinois, gagnant ainsi la première place

Président du Congrès des étudiants en génie du Canada chez FCEG **2017 - 2019**

- Organiser une conférence de plus de 250 étudiants provenant de partout au Canada sur le thème de : « L'ingénieur au 21ième siècle, la responsabilité sociale »
- Amasser plus de 10 000$ en financement et réduire les coûts d'hébergement par 25%

Membre de la cohorte '18 chez Cansbridge Fellowship **2017 – présent**

- Choisis comme l'un des top-15 étudiants (<4% d'acceptation) sur une base de l'esprit de l'entreprenariat, de la pensée globale, et du leadership au sein de la communauté

Président du CA chez Association des étudiant.e.s en génie de l'Université McGill **2017 - 2018**

- Faire la révision et la réécriture des règlements de l'Association étudiante selon les lois les plus récentes au niveau provincial et fédéral
- Acteur principal à la réalisation d'un plan quinquennal pour la réforme de la gouvernance et la structure de l'association étudiante
- Faire l'audit du budget annuel, des reverses stratégiques et du fond d'investissement

Vice-Président Finance chez Association des étudiant.e.s en génie de l'Université McGill **2016 - 2017**

- Gérer le budget annuel (+2.5M$) de l'association étudiante
- Implémenter des systèmes de l'exposition à des risques financiers et de la prévision des liquidités
- Créer un fond d'investissement (+200K$) afin d'acheter de l'immobilier

Vice-Président des Commandites chez la Conférence pour la diversité en génie **2016 - 2016**

- Créer et maintenir des relations professionnelles avec les leaders des diverses industries canadiennes
- Amasser plus de 100 000$ en financement provenant de commandites et d'organisations nationales

Représentant de 1er année chez Association des étudiant.e.s en génie de l'Université McGill **2014 - 2015**

- Représenter les étudiants de première année en génie informatique devant le conseil étudiant
- Organiser des événements pour des centaines d'étudiants tels que des hackathons
- Faire la promotion des valeurs clés de l'association étudiante telles que la diversité, inclusivité et l'équité

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 51.03

2019/09/16
13:00

(1)

Dossier # : 1191079008

Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Nommer des commissaires à l'Office de consultation publique de Montréal

Il est recommandé de nommer comme commissaires supplémentaires, pour une période de trois (3) ans, les personnes suivantes :
Claudia Atomei

Jean Caouette

Danielle Casara

Éric Cardinal

Lorène Cristini

Alain Duhamel

Habib El-Hage

Jacques Internoscia

Stéphanie Jérémie

Marie Leahey

Gaétan Lebeau

Suzann Méthot

Martine Musau

Nadja Raphaël

Michel Séguin

Radouan Torkmani

et de fixer leur rémunération à 550 $ par jour pour les commissaires et à 750 $ par jour pour le commissaire désigné comme président d'une consultation, sous réserve de l'adoption, le cas échéant, d'un règlement adopté en vertu de l'article 79 de la Charte de la Ville de Montréal.

Signé par Dominique OLLIVIER **Le** 2019-08-23 11:34

Signataire : Dominique OLLIVIER

_____

Présidente de l'OPCM
Office de consultation publique de Montréal , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1191079008**
Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Nommer des commissaires à l'Office de consultation publique de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

L'Office de consultation publique est institué en vertu de l'article 75 de la Charte de la Ville de Montréal. Les dispositions de la Charte prévoient que le conseil municipal peut nommer, aux deux tiers des voix, des commissaires supplémentaires qui épauleront la présidente de l'Office dans la réalisation des mandats de consultation confiés à l'Office par le comité exécutif ou le conseil municipal. Le présent dossier vise à soumettre au conseil municipal une liste de commissaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM14 0862, datée du 28 avril 2014
CM14 0501, datée du 15 septembre 2014
CM15 0586, datée du 28 avril 2015
CM16 1105, datée du 27 septembre 2016
CM17 0632, datée du 16 mai 2017

DESCRIPTION

Le sommaire vise à renouveler pour une période de trois ans les commissaires suivants:
Jean Caouette
Alain Duhamel
Danielle Casara
Habib El-Hage
Marie Leahey
Gaétan Lebeau
Nadja Raphaël
Michel Séguin

Le sommaire vise aussi à nommer de nouveaux commissaires pour une période de trois ans. Ce sont :

Claudia Atomei
Lorène Cristini
Stephanie Jérémie
Martine Musau
Radouan Torkmani
Suzann Méthot
Éric Cardinal
Jacques Internoscia

JUSTIFICATION

Les prochaines années risquent d'être marquées, en termes de consultation publique, par des projets de conversion de grands ensembles institutionnels, ainsi que par l'adoption d'un bon nombre d'outils règlementaires qui découlent des consultations d'amont menées en 2019. Compte tenu du volume de mandats que nous avons eu à traiter depuis deux ans, de ceux anticipés au cours de la présente année et de l'équilibre des expertises à maintenir, il est donc recommandé de renouveler 8 des 13 commissaires dont les mandats arrivent à échéance et de procéder à la nomination de 8 nouveaux commissaires. Ceci portera le nombre total de commissaires à 36.
Le choix des commissaires est effectué selon plusieurs critères :

- la nécessité de constituer une banque diversifiée de ressources professionnelles capables de comprendre les projets soumis à la consultation publique et les enjeux qu'ils soulèvent;
- la crédibilité professionnelle du candidat auprès de ses pairs et dans la société civile;
- une réputation de bon jugement et la capacité de faire la part des choses;
- la connaissance des processus de consultation publique et l'expérience dans la conduite de tels processus, tel que le prévoit l'article 77 de la Charte;
- l'absence de conflit d'intérêts réel ou perçu;
- la capacité d'écoute des parties et d'analyse des projets sans parti pris et dans l'intérêt public;
- la disponibilité;
- une bonne répartition homme/femme, anglophone/francophone , une représentation de toutes les catégories d'âge et une présence signifiante en provenance desgroupes ethno-culturels.

L'ajout de plusieurs commissaires permettra donc à la présidente de former toutes les commissions requises pour les prochaines années.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La nomination de commissaires supplémentaires ne représente aucun déboursé financier puisque l'effet de cette nomination est de les rendre éligibles à siéger sur une commission de l'Office. La constitution d'une banque de commissaires éligibles permet à la présidente de former des commissions lorsque les mandats sont confiés à l'OCPM.
La rémunération des commissaires est fixée par le Conseil municipal tel que le stipulent les articles 77 et 79 de la Charte de la Ville de Montréal. Les barèmes actuels sont en vigueur depuis 2012.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La constitution et le maintien d'une solide équipe de commissaires aux profils variés contribuent à la réalisation de consultations publiques utiles pour la Ville et pour la société montréalaise en général. Dans le cas précis de ces nominations, elles permettront de maintenir la parité hommes/femmes, d'augmenter le nombre de commissaires issus des minorités visibles (de 6 à 8) et de diversifier la provenance en terme de catégorie d'âge. En effet, ces nominations permettront, par exemple, de faire passer de 1 à 6 le nombre de commissaires appartenant à la catégorie des 25-35 ans. Les notes biographiques sommaires des commissaires visés par ce sommaire sont attachées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'Office annoncera par voie de communiqué et dans les médias sociaux la nomination et le renouvellement des commissaires suite à la décision du CM.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s/o

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

s/o

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luc DORAY
Secrétaire général

Tél : 2-3568
Télécop. : 2-2556

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-23

Dominique OLLIVIER
Présidente de l'OPCM

Tél : 514 872-6094
Télécop. : 2-2556

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

Nomination et renouvellement des commissaires 2019

Liste des commissaires à renouveler pour 3 ans (fin de mandat le 26 septembre 2019)

Jean Caouette, architecte
Danielle Casara, syndicaliste
Alain Duhamel, journaliste retraité
Habib El-Hage, sociologue
Marie Leahey, administratrice
Gaétan Lebeau, administrateur
Nadja Raphaël, avocate et médiatrice
Michel Séguin, sociologue

Notes biographiques des nouveaux commissaires proposés

Claudia Atomei
Maîtrise en urbanisme, Consultante

Urbaniste de formation, Claudia Atomei travaille depuis 3 ans en accompagnement d'acteurs québécois dans l'élaboration participative de projets, plans et politiques, notamment dans le domaine de l'agriculture urbaine et des systèmes alimentaires. Récipiendaire du Prix d'excellence de l'École d'urbanisme et d'architecture de paysage, c'est aussi une personne engagée dans la collectivité montréalaise dans le développement de projets à impact social positif. Elle a été la co-instigatrice et est administratrice de Lande, une organisation qui accompagne des groupes de citoyens dans des processus de cocréation.

Éric Cardinal
Consultant en acceptabilité sociale et relations avec le milieu

Titulaire d'un baccalauréat en science politique et d'une maîtrise en droit public, Éric Cardinal possède plus de 20 ans d'expérience dans le domaine des relations publiques, de l'acceptabilité sociale et des relations avec les communautés. Après avoir commencé sa carrière comme journaliste, il a bifurqué vers le service public où il a notamment participé au développement de la Politique nationale de développement régional et aux négociations des ententes avec les nations crie, innue et inuit (Paix des Braves). Il a coordonné la mise en œuvre des stratégies de communication gouvernementales en

développement durable et en environnement. Il a également dirigé la pratique en Affaires autochtones et Acceptabilité sociale d'une grande firme de communication publique. Son expertise particulière, permettant une compréhension optimale et une analyse en profondeur de divers enjeux techniques, environnementaux, sociopolitiques et administratifs, facilite la relation de construction de liens de confiance avec l'ensemble des parties prenantes impliquées dans un projet.

Lorène Cristini
Maîtrise en Administration des affaires, Gestionnaire d'OBNL

Issue du milieu des affaires, Lorène Cristini se spécialise depuis 10 ans dans les stratégies de responsabilité sociétale et leur application aux pratiques d'entreprises, ainsi qu'en gestion et gouvernance d'OBNL. Après avoir occupé pendant deux ans la fonction de directrice stratégie et opérations du Jour de la Terre, elle œuvre maintenant à titre de directrice générale adjointe de l'Observatoire des inégalités. Son passage au Forum Jeunesse de l'île de Montréal ainsi que ses nombreux engagements avec la Jeune Chambre de commerce de Montréal et la Fondation des Jeunes pour un développement durable l'ont familiarisé avec les processus de consultation publique.

Jacques Internoscia
Gestionnaire

Titulaire d'un baccalauréat en géographie économique et d'une maîtrise en administration des affaires, Jacques Internoscia est un spécialiste des transports et des infrastructures. Ancien vice-président de la Fédération des chambres de commerce du Québec (2013), il est un acteur important de la définition des stratégies d'entreprises et de leur mise en opération. Gestionnaire visionnaire, il a eu à gérer des dossiers d'affaires publiques complexes, tel que le plan quinquennal de planification de la Société de transport de Montréal et le plan de stratégique du Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines.

Stéphanie Jérémie
Ba en science politique, Gestionnaire de programme

Stéphanie Jérémie a développé une bonne expertise dans le travail auprès des jeunes pour les inciter à vivre une citoyenneté pleine et entière. Ses compétences en

coordination de démarches participatives et en résolution de conflits lui servent à innover et à cocréer des programmes qui stimulent la prise de parole des jeunes et leur engagement social. Tout au long de sa jeune carrière, elle s'est dévouée à la défense des droits humains, notamment à travers la mise en récit des voix des citoyens. Son dévouement à représenter les communautés ethnolinguistiques minoritaires montréalaises amène de nouvelles perspectives dans la recherche de la participation sans exclusion.

Suzann Méthot
Spécialiste en communication et concertation

Suzann Méthot a été présidente de 2016 à 2019 du COMEX (Comité d'examen sur les répercussions sur l'environnement et le milieu social), un organisme indépendant, composé de membres nommés par les gouvernements du Québec et de la nation crie, chargé de l'évaluation et de l'examen des impacts des projets régis par la Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ). Les quinze dernières années de sa carrière lui ont permis de renforcer son expertise dans les domaines de l'environnement, du développement responsable et durable, des relations gouvernementales (municipales, provinciales, fédérales et autochtones) et des relations avec les parties prenantes du Nord québécois. Communicatrice rassembleuse, elle a également piloté tout au long de sa carrière de nombreux exercices de consultation et de concertation pour la mise en œuvre de projets de développement durable et de gouvernance respectueuse des relations avec les nations autochtones.

Martine Musau
Avocate

L'expérience professionnelle de Martine Musau cadre parfaitement avec les mandats de l'Office. Tant les fonctions d'officier municipal qu'elle a occupées entre 2012 et 2019 à titre de directrice des affaires juridiques et greffière des villes d'Amqui et de Kirkland que sa pratique actuelle d'avocate en droit municipal, l'ont amenée à bien saisir les enjeux rencontrés par les décideurs municipaux. Elle a notamment chapeauté la refonte des règlements d'urbanisme d'une ville liée, a contribué à la création de cadres de consultation publique transparents et efficaces, a eu à élaborer pour des gouvernements locaux des stratégies relatives aux questions d'urbanisme et d'aménagement, de gestion contractuelle et d'éthique. Elle a également dirigé des sessions de formation pour des élus et des cadres municipaux.

Radouan Torkmani
Ingénieur et architecte

Détenteur d'une double formation en architecture et en ingénierie, Radouan Torkmani œuvre présentement à l'élaboration, la planification et la coordination de projets de nouvelles écoles à la CSDM. Ses recherches en architecture misent sur l'échange avec les utilisateurs pour déterminer les formes et les parcours. Spécialiste de la recherche active de consensus, il a démontré un engagement social exemplaire et une grande capacité à exercer du leadership et de la vision. Il est notamment membre du « Groupe des 30 » de Concertation Montréal qui réunit 30 ambassadrices et ambassadeurs issus des groupes ethnoculturels ayant de l'expérience au sein de conseils d'administration (CA) pour inciter d'autres personnes talentueuses à suivre leurs pas.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

Renouvèlement des commissaires 2019

Liste des commissaires à renouveler pour 3 ans (fin de mandat le 26 septembre 2019)

Jean Caouette, architecte
Danielle Casara, syndicaliste
Alain Duhamel, journaliste retraité
Habib El-Hage, sociologue
Marie Leahey, administratrice
Gaétan Lebeau, administrateur
Nadja Raphaël, avocate et médiatrice
Michel Séguin, sociologue

Notes biographiques des commissaires à renouveler

Jean Caouette, architecte

Monsieur Caouette a entrepris sa carrière d'architecte auprès de divers bureaux de Montréal, Québec et Toronto. Il a ensuite occupé les fonctions de directeur des services immobiliers au sein d'une grande entreprise avant de fonder sa propre firme d'architectes en 1992. Un bon nombre des mandats qu'il a réalisés concernaient la réhabilitation/transformation de bâtiments existants ou la construction et l'agrandissement d'usines, ainsi que la réfection d'édifices scolaires. Ses travaux l'ont mené notamment aux États-Unis et en Algérie. Son implication communautaire l'a conduit à siéger au conseil d'administration de l'Hôpital Jean-Talon, à celui de la CDEC Rosemont-Petite-Patrie, au comité consultatif d'urbanisme de Rosemont-La-Petite-Patrie et au Fonds d'assurance responsabilité de l'ordre des architectes du Québec

Danielle Casara, syndicaliste

Danielle Casara a mené une carrière riche et diversifiée dans le monde syndical pendant plus de vingt ans. D'abord vice-présidente du Syndicat des employés de la Banque Laurentienne du Canada, elle deviendra secrétaire générale puis présidente du Conseil régional FTQ Montréal métropolitain. Danielle a également fait partie du bureau de direction de la FTQ en tant que vice-présidente représentant les femmes de 2007 à 2010.

Le développement de l'emploi a été au cœur de son implication au sein du Conseil emploi métropole et du Conseil régional des partenaires du marché du travail de Montréal. Passionnée

de développement économique et social, elle a présidé plusieurs comités d'investissement local du Fonds de solidarité de la FTQ. Les enjeux de solidarité sociale et de lutte à l'exclusion ont animé le travail de Danielle en tant qu'arbitre au sein du Conseil arbitral de l'assurance-emploi du Grand Montréal pendant plus de dix ans. Elle a également été membre du conseil d'administration de Centraide du Grand Montréal de 2005 à 2011. Valorisant le travail en concertation, elle a été membre du comité de direction de la Conférence régionale des élus de Montréal et a participé à la mise sur pied de Concertation Montréal. Elle a coprésidé la Table de consultation sur le développement social du Forum montréalais sur la métropole.Citoyenne engagée, Danielle a fait partie du Conseil des Montréalaises de 2006 à 2012.

Alain Duhamel, journaliste retraité

Monsieur Duhamel a fait une longue carrière comme journaliste. Il est détenteur d'un baccalauréat en science politique de l'Université d'Ottawa et diplômé en communications de l'Université Saint-Paul. Il a débuté sa carrière au journal Le Droit d'Ottawa, pour ensuite devenir correspondant parlementaire du réseau TVA à Ottawa et, par la suite, successivement journaliste au Jour, au Devoir et au Journal Les Affaires. Il a aussi été conseiller auprès du président du Comité exécutif de la Ville de Montréal de 1986 à 1994. Alain Duhamel a été actif dans le mouvement coopératif. Il a été dirigeant élu de la caisse Desjardins d'Ahuntsic pendant près de 32 ans et a présidé son conseil d'administration pendant dix ans. Il a aussi été représentant au Conseil régional des caisses pour la région Ouest de Montréal du Mouvement Desjardins et enseignant formateur à l'Institut coopératif Desjardins. Ces dernières années, M. Duhamel collabore aux travaux du Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO) en budgétisation et de l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques (IGOPP) en gouvernance.

Habib El-Hage, sociologue

Praticien et chercheur dans le domaine des relations interculturelles, M. Habib El-Hage est détenteur d'un doctorat en sociologie de l'UQAM. Ses intérêts portent sur les pratiques de prévention, d'intervention et de gestion de la diversité dans les entreprises et les institutions publiques. Il est chercheur associé au Centre de recherche sur l'immigration, l'ethnicité et la citoyenneté (CRIEC) et membre de l'équipe Migration et ethnicité dans les interventions en santé et en services sociaux (METISS) du CSSS de la

Montagne. Il est directeur de l'institut de recherche sur l'intégration professionnelle des immigrants (Iripi) du Collège de Maisonneuve et chargé de cours au programme de maîtrise en médiation interculturelle à l'Université de Sherbrooke. Il était membre de plusieurs instances, dont le Conseil interculturel de Montréal, où il a coordonné, participé à la rédaction et présenté publiquement plusieurs avis et mémoires aux instances politiques de la Ville de Montréal. Aussi, il était impliqué au *Comité sur les services aux nouveaux arrivants et aux communautés culturelles* de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec et le *Comité interculturel* de l'Association canadienne en santé mentale. Il collabore à plusieurs recherches portant sur la radicalisation. Il a publié récemment les résultats d'une étude portant sur les multiples barrières que vivent les personnes LGBTQ racisées à Montréal ainsi qu'un guide sur l'intervention en contexte de diversité au collégial.

Marie Leahey, administratrice

Marie Leahey est coordonnatrice du Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes. Auparavant, elle a travaillé à la Fédération québécoise des organismes communautaires famille et dans un service d'employabilité, le SORIF. Son intérêt pour le développement régional l'a amené à travailler à la Conférence régionale des élus de Montréal. Diplômée de l'UQAM en Éducation, elle est une administratrice certifiée de société par le Collège des administrateurs de l'Université Laval. Préoccupée par l'autonomie financière des femmes et l'apport de celles-ci au développement social et économique, elle s'est impliquée dans plusieurs organismes, dont la présidence du Conseil des Montréalaises et le Réseau habitation femmes. Elle est l'une des membres fondatrices de Vivacité, société immobilière équitable. Elle siège actuellement au conseil d'administration de la Fondation Béati.

Gaétan Lebeau, administrateur

Gaétan Lebeau s'intéresse depuis longtemps aux problématiques de vie en milieu urbain. En 1974, il participe à la fondation du Rassemblement des Citoyens de Montréal. Élu conseiller municipal (1974-1978), il s'intéresse particulièrement aux enjeux d'aménagement, de participation citoyenne et de démocratie. Dans les années 1980, il œuvre en CLSC et participe à la mise sur pied de divers organismes communautaires ou de concertation. À la Société de transport de Montréal pendant une vingtaine d'années, il exerce différents rôles professionnels senior en communication, en développement organisationnel, en gestion du changement ainsi qu'en amélioration des processus d'affaires et de la performance. Il a développé une expertise particulière pour l'animation des groupes qui s'engagent dans une démarche de résolution de problèmes ou d'amélioration. Il a mené des études de

maîtrise en sociologie et détient une maîtrise en administration publique. Il a été formateur associé à l'École nationale d'administration publique (ENAP) puis à l'École de technologie supérieure (ÉTS) où il enseigne toujours. Il poursuit aujourd'hui sa pratique comme consultant.

Nadja Raphaël, avocate et médiatrice

Nadja Raphaël est avocate et coach certifiée par l'*International Coach Federation* (ICF). Elle possède un profil multidisciplinaire en droit, en relations publiques et en coaching. Avant d'être à la tête de son cabinet en coaching professionnel, elle a occupé des postes stratégiques, notamment celui de chef de cabinet du bâtonnier du Québec et celui de responsable des relations avec les médias au sein d'un ministère canadien voué au développement économique des PME au Québec. Elle connaît bien les milieux institutionnels et gouvernementaux, où se côtoient intimement des enjeux politiques et administratifs. Nadja possède un intérêt marqué pour « l'empowerment », tant d'un point de vue individuel que collectif. C'est d'ailleurs la principale raison qui l'a menée à obtenir un diplôme d'études supérieures en Prévention et résolution des différends (médiation et négociation raisonnée) et à s'intéresser à la participation publique.

Michel Séguin, sociologue

Michel Séguin est détenteur d'un baccalauréat en sciences sociales de l'Université d'Ottawa, d'une maîtrise en études environnementales de l'Université York à Toronto et d'un doctorat en sociologie de l'Université de Montréal. Il a œuvré dans le domaine des communications à la CBC, à Communications Canada et à la chaîne française de TVOntario, mais aussi dans le domaine de l'environnement. Il a été représentant des groupes environnementaux au Conseil canadien des ministres de l'environnement. Parmi ses réalisations, notons la mise sur pied de la Semaine québécoise de réduction des déchets, célébrée depuis 2001. Il a également coordonné le projet C-Vert de la Fondation de la famille Claudine et Stephen Bronfman entre 2005 et 2015, projet lauréat d'un Phénix de l'environnement en 2012. Il a aussi été actif dans le domaine de l'enseignement et de la recherche, entre autres, comme chercheur associé aux universités de Sherbrooke et de Montréal et est l'auteur de nombreux livres et publications, principalement dans le domaine de l'environnement.

Motion de l'Opposition officielle **65.01**

Séance du conseil municipal du 16 septembre 2019

Motion demandant l'obligation du port du casque pour les cyclistes mineurs

Attendu qu'à Montréal, plus de 221 000 enfants utilisent leur vélo, représentant une activité physique bénéfique pour la santé (chiffre de 2015);

Attendu que selon une nouvelle étude multicentrique dirigée par le Dr Hussein Wissanji, chirurgien pédiatrique au CHU de Québec et au CUSM, durant la période 2007-2017, plus de 450 enfants de moins de 18 ans consultent annuellement les hôpitaux pédiatriques montréalais à la suite d'un traumatisme relié à l'utilisation du vélo;

Attendu qu'en moyenne, seulement 56 % de ces enfants portaient un casque au moment de leur traumatisme et qu'une diminution marquée du port du casque est notée chez les enfants de familles monoparentales ou à revenu modeste;

Attendu que malgré la mise en place de mesures éducatives encourageant l'utilisation volontaire du casque, l'augmentation du port du casque chez les cyclistes n'a été en moyenne que de 1,2 % par année entre 2007 et 2017, au sein de la population de moins de 18 ans ayant consulté dans les hôpitaux pédiatriques montréalais à la suite d'un traumatisme à vélo.

Attendu que le port du casque diminue entre 50 % et 69 % le risque de subir un traumatisme craniocérébral (TCC) lors d'une collision à vélo, ainsi que la sévérité d'un TCC en cas de collision;

Attendu qu'annuellement, une moyenne de 61 enfants, dont 36 (59 %) ne portant pas de casque, ont été diagnostiqués avec un TCC dans les hôpitaux pédiatrique montréalais à la suite d'un traumatisme à vélo durant la période 2007-2017;

Attendu qu'un TCC peut avoir des répercussions considérables pour l'enfant, sa famille, leur réseau de soutien ainsi que la société;

Attendu qu'au Canada, depuis 1995, huit provinces sur dix (ni le Québec ni la Saskatchewan), ainsi que les villes de Côte-Saint-Luc et de Sherbrooke ont rendu obligatoire le port du casque à vélo pour tous les cyclistes ou seulement pour les enfants;

Attendu que 40 études ont démontré à ce jour que l'implantation d'une loi mandatant le port du casque à vélo est associée à une augmentation du port du casque chez les cyclistes;

Attendu que la Ville de Sherbrooke a implanté avec succès un programme communautaire réduisant les traumatismes chez les cyclistes de 0-15 ans, tout en augmentant de manière

parallèle l'utilisation du vélo. Le projet est basé sur des initiatives éducatives, l'aménagement sécuritaire du réseau cyclable, un programme de distribution de casques, ainsi qu'une législation obligeant le port du casque chez les moins de 18 ans;

Attendu que selon une étude de 2015 pour le compte de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), 89 % des non cyclistes et 72 % des cyclistes étaient favorables à rendre obligatoire le casque, au moins pour les jeunes de moins de 18 ans;

Attendu que la réduction du volume ou de la vitesse des véhicules motorisés améliore la sécurité des cyclistes et qu'un réseau cyclable de qualité privilégiant des voies physiquement séparées de la circulation automobile encourage l'usage du vélo et protège les cyclistes;

Attendu que l'Organisation mondiale de la Santé et la Société canadienne de pédiatrie recommandent la mise en place de législation obligeant le port du casque;

Attendu que la Ville de Montréal a adopté en 2016 l'approche *Vision Zéro* visant à prévenir les accidents routiers et que l'imposition du casque pour les mineurs est en accord avec ces objectifs;

Il est proposé par **Lionel Perez, chef de l'Opposition officielle et conseiller de la Ville du district de Darlington;**
Et appuyé par **Benoit Langevin, conseiller de la Ville du district de Bois-de-Liesse;**

Que la Ville de Montréal oblige tout cycliste âgé de moins de 18 ans à porter un casque lors de l'utilisation de son vélo sur la chaussée et les pistes cyclables de la Ville de Montréal sous peine d'amende (en prévoyant une période probatoire sans amende);

Que la Ville de Montréal mette sur pied une campagne afin d'informer et de sensibiliser les jeunes aux bienfaits du vélo et de l'importance de porter un casque;

Que la Ville de Montréal mette en place un programme d'aide à l'obtention d'un casque pour les familles démunies.

Motion de l'Opposition officielle **65.02**
Séance du conseil municipal du 16 septembre 2019

Motion en faveur de la création d'un programme visant le report du paiement de la taxe foncière pour les aînés

Attendu que selon l'Association professionnelle des courtiers immobiliers du Québec, 2018 a été une année record en termes de ventes de propriétés à Montréal, ce qui occasionne une pression à la hausse sur la valeur des propriétés et donc, sur l'impôt foncier;

Attendu que le nombre de propriétés ayant fait l'objet d'un avis de défaut de paiement de l'impôt foncier a augmenté de 15 % au Québec en 2018;

Attendu que le nombre de maisons ayant été grevées d'un avis de vente pour défaut de paiement au Québec s'élève à 9 100 en 2018, un record des cinq années précédentes;

Attendu que selon la firme JLR Recherche immobilière, on peut s'attendre à une hausse de 16,3 % de la valeur foncière des maisons unifamiliales sur l'île de Montréal lors du dépôt du prochain rôle d'évaluation;

Attendu que la variation de l'impôt foncier d'une propriété dépend en grande partie de la variation de sa valeur, ce qui la rend difficilement prévisible pour le propriétaire;

Attendu que la hausse de l'impôt foncier peut s'avérer substantiellement supérieure à la hausse du coût de la vie ou des revenus du propriétaire surtout dans les quartiers qui ont connu une forte activité immobilière;

Attendu que la littérature scientifique montre qu'une augmentation de la taxe foncière entraîne une hausse du taux de déménagement involontaire chez les propriétaires et chez les locataires, et ce particulièrement chez les personnes âgées;

Attendu que la littérature scientifique montre aussi une augmentation des retards de paiement associée à une hausse de la taxe foncière et que les programmes d'aide visant à réduire les effets financiers de cette hausse aident à limiter les retards de paiements et les déménagements;

Attendu que les personnes âgées de Montréal déménagent à l'extérieur du grand centre de Montréal à un rythme croissant selon les études et participent ainsi à l'exode urbain (68 % de ceux qui ont déménagé en 1991 et 80 % de ceux qui ont déménagé en 2006);

Attendu que le déménagement non volontaire peut mener à un isolement, un changement de rythme de vie et un déracinement chez certaines personnes;

Attendu que plusieurs juridictions ont adopté la possibilité d'un report du paiement de la taxe foncière notamment la Colombie-Britannique, la Californie, l'Alberta, le Nouveau-Brunswick, le Yukon, ainsi que des villes comme Halifax et Ottawa;

Attendu que le gouvernement du Québec offre déjà une subvention pour aînés relative à une hausse de taxes municipales, mais que cette subvention est restreinte à une très faible proportion de propriétaires en raison des nombreux critères qui sont imposés;

Il est proposé par **Lionel Perez, chef de l'Opposition officielle et conseiller de la Ville du district de Darlington;**
Et appuyé par **Alan de Sousa, maire de l'arrondissement de Saint-Laurent;**

Que la Ville de Montréal fasse des représentations auprès du gouvernement du Québec pour qu'il offre une aide financière aux aînés propriétaires qui ne sont pas admissibles à l'actuelle subvention relative à une hausse de taxes municipales, en créant un programme qui leur permettrait de reporter le paiement de la hausse de la taxe foncière jusqu'à la vente de leur propriété.

Montréal

Motion de l'Opposition officielle **65.03**

Séance du conseil municipal du 16 septembre 2019

Motion pour mesurer en tout temps la qualité de l'air à l'intérieur du réseau de métro montréalais

Attendu que selon une étude publiée en 2017 et menée dans les réseaux de métro de Vancouver, Toronto et Montréal pendant trois semaines durant l'été 2010 et l'hiver 2011, le temps passé dans le métro montréalais, soit une heure par jour en moyenne, contribuerait à 11,3 % de l'exposition moyenne quotidienne des usagers aux particules fines de diamètre aérodynamique inférieur à 2,5 µm (PM 2,5);

Attendu que, considérant les effets néfastes sur la santé humaine de l'exposition aux particules fines présentes dans l'air ambiant, il ne faut pas écarter l'hypothèse que cela puisse poser un risque pour la santé des Montréalais;

Attendu que la Ville de Montréal fait un suivi de la qualité de l'air extérieur via le Réseau de surveillance de la qualité de l'air (RSQA) et exploite à ce jour 15 stations de mesure équipées d'analyseurs sur son territoire, que les informations sur la qualité de l'air extérieur à Montréal sont disponibles en temps réel sur le site Web du RSQA et que, selon le *Bilan environnemental 2018 Qualité de l'air à Montréal*, « les résultats ainsi obtenus permettent de dresser un portrait annuel et de suivre l'évolution de la situation de ces polluants depuis plusieurs années à Montréal »;

Attendu que la qualité de l'air est aussi un enjeu à la Société de transport de Montréal (STM) puisque dans son *Rapport de développement durable 2018*, elle s'est engagée à « Décarboniser le transport collectif pour contribuer à la qualité de l'air et à la lutte contre les changements climatiques »;

Attendu que la STM dispose de 88 postes de ventilation mécanique (PVM) qui seraient essentiels à la régulation de la température et à la qualité de l'air dans son réseau de métro et que, dans le *Programme des immobilisations 2019-2028* de la STM, il est prévu qu'un total de 28,6 millions de dollars soient investis d'ici 2027 pour la rénovation et le prolongement de vie des PVM et que, dans son *Rapport de développement durable 2018*, la STM s'engage à faire une évaluation de la ventilation et de la qualité de l'air dans les sous-quais et tunnels de service;

Attendu qu'il n'existe aucun dispositif de mesure de la qualité de l'air dans le réseau de métro de la STM et que les seules données disponibles sur les polluants de l'air intérieur

sont compilées dans l'étude publiée en 2017, et que ces données datent de l'été 2010 et de l'hiver 2011;

Attendu que la Régie autonome des transports parisiens (RATP) de la ville de Paris mesure en continu la qualité de l'air dans deux stations de son réseau de métro et dans une gare de son réseau express régional depuis 1997 à l'aide de stations de mesure équipées d'analyseurs, et que depuis 2018, pour des questions de transparence, les usagers peuvent connaître en temps réel l'évolution de la qualité de l'air dans ces stations sur le site Web de la RATP;

Attendu que d'autres villes telles que Barcelone, Londres, et plus récemment Tokyo et Toronto, ont effectué des campagnes de mesure de la qualité de l'air dans leur réseau de métro et que la ville de Seoul a récemment installé 840 capteurs de la qualité de l'air dans 277 stations de son réseau de métro;

Attendu qu'en 2018, il y a eu 271,4 millions d'entrées dans le métro montréalais et que ces usagers ont le droit de connaître la composition de l'air qu'ils respirent à l'intérieur du métro au même titre que la composition de l'air extérieur;

Il est proposé par Karine Boivin-Roy, conseillère de la Ville du district de Louis-Riel;
Et appuyé par Dominic Perri, conseiller de la Ville du district de Saint-Léonard-Ouest;

Que la STM fasse une évaluation de la ventilation et de la qualité de l'air dans les sous-quais et les tunnels de service dans les plus brefs délais, comme elle s'est engagée à le faire dans son *Rapport de développement durable 2018*;

Que la STM mène des campagnes ponctuelles de mesure de la qualité de l'air dans le réseau de métro, et ce, de manière régulière;

Que la STM installe, à terme, des stations de mesure équipées d'analyseurs afin que soit mesurée en continu la qualité de l'air dans les cinq stations de métro les plus achalandées, et qu'elle rende disponibles en temps réel sur son site Web les données récoltées, en plus de dresser un portrait annuel dans son *Rapport de développement durable.*

Motion de l'Opposition officielle **65.04**
Séance du conseil municipal du 16 septembre 2019

Motion afin de créer un programme de bancs et arbres commémoratifs

Attendu que depuis 1986, la ville de New York permet aux citoyens de commémorer une personne ou un événement en adoptant un des 9 000 bancs publics à Central Park et qu'aujourd'hui, près de la moitié sont déjà adoptés;

Attendu que plusieurs villes, dont Paris, Londres, Vancouver, Toronto et, plus près de chez nous, Dorval, permettent aux citoyens de parrainer ou d'adopter un banc public au travers d'un programme de bancs commémoratifs;

Attendu que plusieurs villes canadiennes, dont Toronto, London et Ottawa, ont mis en place des programmes d'arbres commémoratifs pour augmenter la canopée des villes;

Attendu qu'au Canada, les tarifs pour le parrainage d'un banc varient entre 500 $ et 5 500 $, pour une durée allant de quelques années à toute la durée de vie du banc;

Attendu qu'au Canada, les tarifs pour l'adoption d'un arbre commémoratif varient entre 400 $ et 800 $ pour la durée de vie de l'arbre;

Attendu que les dons collectés par les municipalités servent à l'entretien des parcs et au financement d'initiatives en développement durable;

Attendu que le territoire de la Ville de Montréal compte plus de 1 700 bancs et plus de 315 000 arbres plantés;

Attendu que le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville de Montréal est chargé de la gestion et de la protection des 20 grands par cs présents sur son territoire;

Attendu que la Ville de Montréal a mis en place et participe à plusieurs programmes pour augmenter le couvert végétal urbain et encourager la biodiversité, tel qu'« un arbre pour mon quartier » ou encore « projet canopée »;

Attendu que plusieurs arrondissements, notamment Montréal-Nord, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Rosemont–La Petite-Patrie et Saint-Laurent, offrent un programme permettant aux familles de souligner la naissance d'un enfant en plantant un arbre;

Attendu que les deux types de bancs publics les plus répandus à Montréal sont les bancs en bois à dossier arrondi coûtant 1 000 $ et les bancs en plastique recyclé beige d'une valeur de 1 300 $;

Attendu que la durée de vie moyenne d'un banc public à Montréal varie de 20 à 25 ans;

Attendu qu'à la Ville de Montréal, chaque arrondissement est chargé d'acquérir un nombre de bancs à sa discrétion et d'entretenir les parcs locaux et de quartiers présents sur son territoire;

Il est proposé par Francesco Miele, conseiller de la Ville du district de Côte-de-Liesse;
Et appuyé par Chantal Rossi, conseillère de la Ville du district d'Ovide-Clermont;

Que la Ville de Montréal crée un programme de bancs et arbres commémoratifs, permettant aux Montréalais de parrainer les bancs et les arbres présents sur son territoire et relevant de ses compétences;

Que la Ville de Montréal encourage les arrondissements à mettre en place un système de parrainage de bancs et d'arbres au sein des nombreux parcs locaux présents sur leur territoire;

Que le parrainage prenne la forme d'un message lisible par le grand public, inscrit sur une plaque faite d'un matériau résistant aux intempéries (métal ou pierre) et soumis à une vérification pour s'assurer que le texte respecte les valeurs de la Ville, ainsi que la *Charte Montréalaise des droits et responsabilités*.

Montréal

Article 65.05

MOTION VISANT À ATTRIBUER LE NOM D'ELIE WIESEL À UN LIEU SITUÉ SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL AVANT LE 2 JUILLET 2021, DATE QUI MARQUERA LE CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DE SON DÉCÈS

Attendu que, au moment d'attribuer le prix Nobel de la paix de 1986 à Elie Wiesel, le comité Nobel norvégien a fait la déclaration suivante :

Le prix Nobel de la paix de 1986 devrait être attribué à l'auteur Elie Wiesel. Le comité considère qu'Elie Wiesel est devenu un leader et un guide spirituel extrêmement important à une époque où la violence, la répression et le racisme continuent à caractériser le monde.

Monsieur Wiesel est un messager de l'humanité. Il propage un message de paix, de rédemption et de dignité humaine. Il a acquis de haute lutte sa croyance que les forces qui combattent le mal peuvent l'emporter. Son message est basé sur l'humiliation totale dont il a lui-même fait l'expérience et sur le mépris absolu pour l'humanité qui régnait dans les camps de la mort d'Hitler. Ce message est livré sous la forme d'un témoignage répété et amplifié par le travail d'un grand auteur.

L'engagement d'Elie Wiesel, qui a trouvé son origine dans la souffrance du peuple juif, s'est élargi pour englober tous les peuples et toutes les races qui connaissent la répression.

Le comité Nobel norvégien considère que, par son message et son travail pratique en faveur de la paix, Elie Wiesel constitue un porte-parole convaincant en faveur de la vision de l'humanité et de l'humanitarisme sans limites qui sont, en tout temps, nécessaires au maintien d'une paix juste et équitable.

Attendu qu'Elie Wiesel a survécu à l'holocauste pour devenir, par la suite, un auteur de renommée mondiale dont l'œuvre comporte 57 livres, dont « La Nuit », qui décrit le meurtre de sa famille et sa propre expérience lorsqu'il était détenu dans des camps de concentration;

Attendu qu'Elie Wiesel était un ardent défenseur des droits de la personne, un grand humaniste et un porte-parole éloquent pour le peuple juif, et qu'il a créé la fondation Elie Wiesel Foundation for Humanity pour propager sa vision selon laquelle il faut, pour promouvoir la dignité humaine, s'opposer à la haine, aux génocides et à la violence;

Attendu que, dans le cadre du discours qu'il a prononcé lorsqu'il a accepté le prix Nobel, Elie Wiesel a déclaré : « *Le silence encourage le persécuteur, jamais le persécuté. Parfois, nous devons intervenir. Lorsque des vies humaines sont menacées, lorsque la dignité humaine est menacée, les frontières et les sensibilités nationales perdent toute signification.* », déclaration dont les principes sont maintenant enseignés dans les cours de droit international pour justifier le droit d'intervenir contre ceux qui sont impliqués dans des crimes contre l'humanité;

Attendu que les villes de Paris, New York et Toronto, entre autres, ont attribué le nom d'Elie Wiesel à des lieux;

Attendu que lors de la séance du conseil municipal qui a eu lieu le 19 août 2019, des lettres de soutien provenant d'une douzaine d'organisations et de plusieurs personnalités en vue ont été déposées pour réclamer que la ville de Montréal attribue le nom d'Elie Wiesel a un lieu avant le 2 juillet 2021, date qui marquera le cinquième anniversaire de son décès;

Il est proposé par Marvin Rotrand, conseiller municipal du district de Snowdon;

Appuyé par Lionel Perez, chef de l'opposition et conseiller de ville du district de Darlington

et

Andrée Hénault, Conseillère de Ville, Arrondissement d'Anjou

Que le conseil municipal prenne acte de la vie exemplaire d'Elie Wiesel et de l'importance de son travail;

Que le conseil municipal mandate la Commission de toponymie pour qu'elle trouve un lieu acceptable sur le territoire de la ville de Montréal afin de lui attribuer le nom d'Elie Wiesel avant le 2 juillet 2021.

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE
DU CONSEIL MUNICIPAL

80 – Conseil d'agglomération - Dossiers pour orientation

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.01

2019/09/19 17:00

(1)

Dossier # : 1195895001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Autoriser un transfert de 172 462,50 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes et autoriser une dépense additionnelle de 60 079,07 $, taxes incluses, aux dépenses contingentes, pour compléter les travaux de réfection du muret périmétrique et ajout d'une 2e issue à la Station de pompage Vincent d'Indy, dans le cadre du contrat accordé à la firme St-Denis Thompson inc. (CG18 0424), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 883 795,13 $ à 3 116 336,70 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1. d'autoriser le transfert d'une somme de 172 462,50 $, taxes incluses, du poste des dépenses incidentes au poste des dépenses contingentes pour compléter les travaux de réfection du muret périmétrique et ajout d'une issue à la Station de pompage Vincent d'Indy - Phase 1;
2. d'autoriser une majoration au montant de 60 079,07 $, taxes incluses les contingences du contrat initial;
3. d'accorder à St-Denis Thompson (CG18 0424) ce surplus contractuel, majorant ainsi le montant total du contrat de 2 883 795,13 $ à 3 116 336,70 $, taxes incluses;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2019-08-13 13:34

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1195895001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Autoriser un transfert de 172 462,50 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes et autoriser une dépense additionnelle de 60 079,07 $, taxes incluses, aux dépenses contingentes, pour compléter les travaux de réfection du muret périmétrique et ajout d'une 2e issue à la Station de pompage Vincent d'Indy, dans le cadre du contrat accordé à la firme St-Denis Thompson inc. (CG18 0424), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 883 795,13 $ à 3 116 336,70 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'eau potable (DEP) occupe le site patrimonial du 100 avenue Vincent d'Indy qui sert principalement de réservoir d'eau potable et de station de pompage. Les responsables du site ont constaté le mauvais état du muret périmétrique qui présente un enjeu au niveau de la sécurité publique. La maçonnerie du muret montre des signes de détérioration à plusieurs endroits et une partie du muret a été étayée temporairement. Cette infrastructure au caractère historique est composée d'un assemblage complexe non habituel avec des composantes de différentes époques. Ceci rend plus ardues la bonne planification et la conception de plans et devis par les professionnels.
Le 29 août 2018, un contrat de travaux de réfection du muret périmétrique et un ajout d'une 2^{e} issue à la station de pompage Vincent d'Indy - Phase 1, d'une valeur de 2 883 795,13 $ taxes et contingences incluses, a été octroyé à la firme St-Denis inc.

Les travaux prévus au contrat de réfection du muret périmétrique et l'ajout d'une 2^{e} issue à la station de pompage Vincent d'Indy - Phase 1, consistaient principalement à :

- La restauration du muret périmétrique au réservoir Vincent d'Indy (phase 1 muret, ouest et nord);
- L'ajout d'une 2e issue;
- Ajout de caméras de sécurité.

Le pourcentage de contingences inscrit au bordereau de soumission pour faire face aux imprévus de chantier est de 20 % et les incidences de 10 %. À ce jour, les contingences disponibles pour finaliser les travaux résultant de conditions de chantier ainsi que des omissions sont insuffisantes.
Au présent contrat, les travaux qui s'ajoutent et qui n'étaient pas prévisibles pour

l'entrepreneur sont :

Travaux additionnels non inclus au travail initial:

- Les travaux d'excavation et muret de soutènement temporaire (raison : excavation en pente demandée aux plans et devis par les professionnels est impossible à réaliser aux sections F1 à F11.5 du muret. Par conséquent un mur berlinois est requis.);
- Les travaux de maçonnerie des colonnes existantes du côté de la rue Mont-Royal (raison : les travaux au contrat forfaitaire prévoyaient le rejointoiement des colonnes, toutefois, il fut observé un défaut de conception des colonnes au niveau de sa composition et des ancrages. Afin de bien compléter le travail, la reconstruction complète des colonnes est requise. Ceci permettra d'éviter que les joints se brisent à nouveau et assure la longévité de l'installation.);
- La pause d'adhésif époxydique pour les goujons (raison : les travaux au contrat forfaitaire prévoyaient de l'ancrage des pierres de couronnement. Afin d'améliorer la solidité des ancrages des pierres de couronnement (colonnes et murets), il est requis d'ancrer les goujons en acier inoxydable dans un adhésif époxydique à la base de la tige, réaliser le calfeutrage au périmètre des goujons (tel que prévu) et ajouter un mastic pour asseoir la pierre de couronnement sur les goujons. Puisque certaines pierres de couronnement se fractionnent en 2 morceaux lorsque les travaux faits, il est requis de recoller les morceaux à l'aide d'un mortier et ajouter 2 goujons en acier inoxydable pour solidifier l'ensemble.);
- Les travaux des grilles de fer forgé (raison : Inspection visuelle réalisé par les professionnels lors de la conception. En exécution, suite au nettoyage, il fut observé que des travaux supplémentaires de décapage de la peinture traité en présence de plomb, de soudures et réparations extras sont requis.):
- Les travaux des pierres (raison: plusieurs pierres endommagées dont il était prévu de ragréer à l'aide d'un flipot ou mortier de réparation et nettoyer se sont brisé à l'enlèvement, sont donc irrécupérable et doivent être remplacées par de nouvelles pierres.);
- Les travaux supplémentaires de crépis sur les fondations (raison : la quantité planifiée au plan insuffisante.);
- L'annulation des travaux de drainage et ajout d'une membrane Delta (raison : les travaux au contrat prévoyaient l'installation d'un drain agricole n'est plus requis. Celui-ci remplacé par une membrane Delta sous les sections de murets et colonnes sous le niveau existant du sol, incluant l'ajout d'une membrane géotextile, gravier et pierre de rivière. Ce changement représente moins de risque pour les arbres en lien avec les travaux engendrés, donc moins dommageable et protège tout autant les fondations du mur de maçonnerie des eaux de pluies.);
- La révision technique d'ancrage au roc du nouvel escalier d'issue (raison : le niveau du roc n'est pas au même niveau que prévu au plan et devis, un changement du type d'ancrage est requis et va assurer la bonne solidité.);
- L'ajout de béton de remodelage (raison : Les travaux au bordereau prévoyait une quantité de 100 m3 de remblai sous les semelles (section 'F''). Ce remblais ne convient plus et doit être remplacé par du béton de remodelage pour niveler le sol);
- Les autres imprévues à venir (raison : manque d'études approfondies en avant-projet, installation patrimoniale et site complexe font place à plusieurs imprévus en lien avec la conception et les plans et devis).

Il s'agit de services additionnels qui ne sont pas couvert par le contrat initial et qui sont accessoires:

Travaux dont les quantité sont prévues au bordereau et dont la quantité est insuffisante:

- La révision de la quantité du roc prévue au bordereau de soumissions (raison : les travaux au bordereau prévoyait une quantité de roc à excaver de 40m3. Cette quantité insuffisante requiert un excédentaire d'environ 100m3, facturé selon le prix unitaire prévu au bordereau.);

L'augmentation des travaux réalisés à ce jour est de 30 %. L'avancement des dépenses contingentes a atteint les 90 %. Il y a également des demandes de changement en cours qui sont requises pour poursuivre le chantier et permettre sa finalisation. La majoration du contrat à l'entrepreneur avec l'augmentation du montant des contingences permettra de terminer le chantier et d'atteindre les objectifs du projet.

La majoration au montant de 232 541,57 $, taxes incluses, du budget des contingences associée au contrat à l'entrepreneur permettra de terminer le chantier dans sa totalité. Le contrat total de l'entrepreneur s'élèverait à 3 116 336,70 $, incluant les taxes et les contingences. La provenance d'une partie du montant de la majoration provient d'un transfert des dépenses incidentes aux dépenses contingentes et s'élève à 172 462,50 $, taxes incluses. L'autre partie provient d'une augmentation des contingences au contrat initial et s'élève à 60 079,07 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0424 - 23 août 2018 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour les travaux de réfection du muret périmétrique et ajout d'une 2^{e} issue à la station de pompage Vincent d'Indy - Phase 1, située au 100, avenue Vincent d'Indy, dans l'arrondissement d'Outremont - Dépense totale de 3 172 174,64 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5829 (4 soum.)

- CG13 0320 **-** 29 août 2013 - Accorder un contrat de services professionnels comprenant les services en architecture et en ingénierie (mécanique, électricité, structure et génie civil) aux firmes Réal Paul architecte et BBA inc. pour réaliser des travaux de protection et de mise aux normes des bâtiments de production et distribution d'eau potable (complexe de l'usine Atwater, station de pompage et réservoir Vincent D'Indy et station de pompage Lambert-Closse) pour une somme maximale de 915 787,37 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-13966 (3 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande l'augmentation de la valeur maximale du contrat de construction à St-Denis Thompson inc. et le transfert d'un montant des incidences aux contingences initiales du contrat pour terminer les travaux requis pour la réfection du muret périmétrique et l'ajout d'une 2^{e} issue à la station de pompage Vincent d'Indy - Phase 1. Toutes les autres clauses du contrat demeurent les mêmes.

JUSTIFICATION

Lors de l'étape de la conception du projet de réfection du muret périmétrique et de l'ajout d'une 2^{e} issue à la station de pompage Vincent d'Indy - Phase 1, des expertises ont été effectuées par l'équipe de professionnels pour vérifier l'état de la maçonnerie et de ses fondations, la détection des services enfouis, la caractérisation des sols et étude géotechnique ainsi que la coordination des permis de coupe d'arbres auprès du Ministère. Toutefois, ces expertises étaient incomplètes et ont engendrés des ajouts au contrat dû aux conditions de chantier et des erreurs et omissions aux plans et devis qui n'étaient pas prévisible pour l'entrepreneur.

Les expertises en maçonnerie et domaines connexes réalisées avec les contingences du projet ont permis de revoir l'évaluation des travaux requis et émettre des directives de changement pour compléter les travaux. Cette démarche a occasionné le report du début des travaux pour le printemps 2019, après la saison hivernale.

Après l'évaluation des travaux requis, des directives de changement ont été produites qui incluent notamment les travaux suivants :

- Expertise - arpenteur (positionnement des sections de muret F1-F15);
- Expertise - puits exploratoire (niveau du roc);
- Expertise - expertise de la maçonnerie, portée des travaux;
- Expertise - ouverture exploratoire des colonnes;
- Expertise - arpenteur (niveau du roc / fondation des sections de muret F1-F15 et l'ajout d'une 2e issue);
- Travaux d'excavation et muret de soutènement temporaire (mur berlinois requis et pente d'excavation);
- Travaux de maçonnerie des colonnes, côté rue Vincent d'Indy et Mont-Royal;
- Ajout d'adhésif époxydique pour les goujons (amélioration de l'ancrage des pierres de couronnement);
- Remplacer le produit de nettoyage de la brique;
- Raccordement du drain agricole rue Mont-Royal;
- Ajustement de la proportion de travaux des grilles de fer forgé;
- Ajustement de la porportion des travaux des pierres;
- Réparation de mur de maçonnerie;
- Travaux supplémentaires de crépis sur les fondations;
- Crédit - Annulation des travaux de drainage et ajout d'une membrane Delta;
- Révision technique d'ancrage au roc de la nouvelle escalier d'issue;
- Révision de la quantité du roc prévue au bordereau de soumissions;
- Ajout de béton de remodelage.

Afin de permettre de terminer le chantier dans sa totalité, une majoration du contrat à l'entrepreneur du montant de 232 541,57 $ taxes incluses est requise.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent sommaire recommande de majorer le montant total du contrat initial de St-Denis Thompson en le portant de 2 883 795,13 $ à 3 116 336,70 $, taxes et contingences incluses, soit une augmentation de 232 541,57 $, taxes incluses des dépenses contingentes. Ce montant permettra de finaliser les travaux.
Le partage de cette majoration se définit comme suit:

Dans un premier temps, le présent sommaire recommande d'autoriser un transfert de 172 462,50 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes du contrat. (voir pièce jointe 2).

Dans un deuxième temps, le présent sommaire recommande de majorer en second lieu au montant de 60 079,07 $, taxes incluses les contingences du contrat. (Voir pièce jointe 2).

Le montant de contingences dans le contrat initial de l'entrepreneur est de 480 632,51 $ taxes incluses, ce qui représente 20 % de la valeur du contrat.

L'augmentation des contingences de 232 541,57 $, taxes incluses (172 462,50 $ + 60 079,07 $), cumulée aux contingences du contrat initial de 480 632, 51 $ totalisent un montant de 713 174,08 $, ce qui représente 29,7% de la valeur du contrat.

Le coût des travaux est prévu au Programme triennal d'immobilisations (PTI) du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'entrepreneur aura la responsabilité de réaliser le présent contrat en respectant les exigences relatives à la gestion et l'élimination des déchets de construction/démolition.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si les travaux ne sont pas complétés, les travaux seront laissés en suspend laissant ainsi le site en chantier incomplet de même que pour l'ajout d'une 2^{e} issue, ce qui constitue une non-conformité au niveau des accès concernant la sécurité sur le site de la station de pompage Vincent d'Indy.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Relativement au présent dossier d'augmentation du contrat, aucune opération de communication n'est requise.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Contrat : 14568 - Mandat : 17096-2-002

Augmentation du contrat construction au CG:	septembre 2019
Réalisation des travaux :	septembre 2019 - janvier 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Andrée SIMARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Faical BOUZID, Service de l'eau
André MARSAN, Service de l'eau
Joel BUCKNELL, Service de l'eau

Lecture :

André MARSAN, 23 juillet 2019
Faical BOUZID, 23 juillet 2019
Joel BUCKNELL, 23 juillet 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Laurie DESNOYERS
gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-6997
Télécop. : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-23

Jean BOUVRETTE
Chef de division projets immobiliers-Sécurité publique et EPLV

Tél : 514 868-0941
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2019-07-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2019-07-24



Tableau des coûts du projet

Projet :	**Réfection du mur périmétrique et ajout d'une 2e issue à la station de pompage Vincent d'Indy (phase 1)**			Mandat :	17096-2-002	
Ouvrage	**9849**					
	100 Avenue Vincent d'Indy			Contrat :	14568	
Date :	**11-juil-18**			Appel d'offres :	5829	
Étape :	**Octroi de contrat**					
			Budget	**Tps 5,0%**	**Tvq 9,975%**	**Total**
Contrat :	**Travaux forfaitaires***	**%**	**$**			
	Réfection du mur périmétrique et ajout d'une 2e issue à la station de pompage Vincent d'Ind		2 090 161,00			
	Sous-total :	100,0%	**2 090 161,00**	**104 508,05**	**208 493,56**	**2 403 162,61**
	Contingences de construction	20,0%	418 032,20	**20 901,61**	**41 698,70**	**480 632,51**
	Total - Contrat :		**2 508 193,20**	**125 409,66**	**250 192,27**	**2 883 795,13**
Incidences :						
	Total - Incidences :	**10,0%**	**250 819,32**	**12 540,97**	**25 019,23**	**288 379,51**
Ristournes :	**Coût des travaux (Montant à autoriser)**		**2 759 012,52**	**137 950,63**	**275 211,50**	**3 172 174,64**
	Tps 100,00%			137 950,63		137 950,63
	Tvq 50,0%				137 605,75	
	Coût après ristourne (Montant à emprunter)		**2 759 012,52**		**137 605,75**	**2 896 618,27**

* prix déposé par le plus bas soumissionnaire
Rythme des déboursés : Les travaux seront réalisés à 80 % en 2018 et 20% en 2019.

Tableau des coûts du projet

Projet :	**Réfection du mur périmétrique et ajout d'une 2e issue à la station de pompage Vincent d'Indy (phase 1)**			Mandat :	17096-2-002	
Ouvrage	**9849**					
	100 Avenue Vincent d'Indy			Contrat :	14568	
Date :	**08-août-18**			Appel d'offres :	5829	
Étape :	**Majoration de contrat**					
			Budget	**Tps 5,0%**	**Tvq 9,975%**	**Total**
Contrat :	**Travaux forfaitaires***	**%**	**$**			
	Réfection du mur périmétrique et ajout d'une 2e issue à la station de pompage Vincent d'Indy (pha		2 090 161,00			
	Sous-total :	100,0%	**2 090 161,00**	**104 508,05**	**208 493,56**	**2 403 162,61**
Contigences	Contingences de construction prévue au contrat	20,0%	418 032,20	20 901,61	41 698,70	480 632,51
	Transfère d'incidence au contigence (addition)	7,2%	150 000,00	7 500,00	14 962,50	172 462,50
	Dépense additionnelle	2,5%	52 254,03	2 612,70	5 212,34	60 079,07
	Total - Contrat :		**2 710 447,23**	**135 522,36**	**270 367,11**	**3 116 336,70**
Incidences :	Incidence prévue au contrat	**10,0%**	**250 819,32**	**12540,966**	**25019,22717**	**288 379,51**
	Transfère d'incidence au contigence (soustration)		-150 000,00	(7 500,00)	(14 962,50)	(172 462,50)
	Total - Incidences :		**100 819,32**	**5 040,97**	**10 056,73**	**115 917,01**
Ristournes :	**Coût des travaux (Montant à autoriser)**		**2 811 266,55**	**140 563,33**	**280 423,84**	**3 232 253,71**
	Tps	100,00%		140 563,33		140 563,33
	Tvq	50,0%			140 211,92	
	Coût après ristourne (Montant à emprunter)		**2 811 266,55**		**140 211,92**	**2 951 478,47**

* prix déposé par le plus bas soumissionnaire + transfère d'incidences aux contingences + dépense additionnelle
Rythme des déboursés : Les travaux seront réalisés à 95% en 2019 et à 5% en 2020.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1195895001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Objet :	Autoriser un transfert de 172 462,50 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes et autoriser une dépense additionnelle de 60 079,07 $, taxes incluses, aux dépenses contingentes, pour compléter les travaux de réfection du muret périmétrique et ajout d'une 2e issue à la Station de pompage Vincent d'Indy, dans le cadre du contrat accordé à la firme St-Denis Thompson inc. (CG18 0424), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 883 795,13 $ à 3 116 336,70 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Le montant de l'augmentation représente 29.7% de la valeur initiale du contrat.

Le service représente que les travaux additionnels n'étaient pas inclus au mandat initial (sous réserve de ceux à prix unitaires), étaient imprévisibles, et sont nécessaires à la réalisation du projet.

À la lumière de ces informations et des faits propres à ce dossier, nous sommes d'avis que ces modifications peuvent être considérées comme étant accessoires au contrat principal au sens de l'article 573.3.0.4 de la LCV.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Andrée SIMARD
Notaire
Tél : 514-872-8323

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-09

Marie-Andrée SIMARD
Notaire et chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1195895001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Objet :	Autoriser un transfert de 172 462,50 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes et autoriser une dépense additionnelle de 60 079,07 $, taxes incluses, aux dépenses contingentes, pour compléter les travaux de réfection du muret périmétrique et ajout d'une 2e issue à la Station de pompage Vincent d'Indy, dans le cadre du contrat accordé à la firme St-Denis Thompson inc. (CG18 0424), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 883 795,13 $ à 3 116 336,70 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1195895001 - Station pompage Vincent d'Indy-2.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-12

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.02

2019/09/19
17:00

(1)

Dossier # : 1190805003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente cadre avec Archipel architecture, SDK et associés inc., Bouthillette Parizeau inc. et Marchand Houle et associés inc., d'une durée de 48 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation des plans et devis ainsi que l'accompagnement durant les chantiers pour divers projets dans la Division de la Sécurité publique et d'Espace pour la vie (lot 3 - Projets du Service des incendies) de la Direction de la gestion des projets immobiliers. Dépense totale de 5 441 543,07 $ (contrat: 4 731 776,58 $ + contingences: 709 766,49 $), taxes incluses. Appel d'offres public 19-17253 - 3 soumissionnaires

Il est recommandé au conseil d'agglomération :
1 - de conclure une entente-cadre d'une durée de 48 mois avec une option de prolongation de 12 mois, avec la firme Archipel architecture, laquelle s'engage à fournir à la Ville, sur demande, les services professionnels en architecture et en ingénierie pour divers projets dans la Division des projets de sécurité publique (plus particulièrement le SIM) de la Direction de la gestion des projets immobiliers, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17253. Montant estimé de l'entente pour le lot 3 : 4 731 776,58 $ (taxes incluses);

2 - d'autoriser un montant total de 709 766,49 $, à titre de budget de contingences (taxes incluses);

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services et des villes liées selon l'imputation des projets immobiliers, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2019-08-16 14:39

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1190805003**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente cadre avec Archipel architecture, SDK et associés inc., Bouthillette Parizeau inc. et Marchand Houle et associés inc., d'une durée de 48 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation des plans et devis ainsi que l'accompagnement durant les chantiers pour divers projets dans la Division de la Sécurité publique et d'Espace pour la vie (lot 3 - Projets du Service des incendies) de la Direction de la gestion des projets immobiliers. Dépense totale de 5 441 543,07 $ (contrat: 4 731 776,58 $ + contingences: 709 766,49 $), taxes incluses. Appel d'offres public 19-17253 - 3 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est propriétaire de plus de 1 800 bâtiments répartis dans diverses catégories d'actifs : commercial, culturel, administratif, protection et sécurité, loisirs et communautaires, industriel et sportif. Le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) gère le parc immobilier de la Ville de Montréal. Il exploite, entretient et assure le maintien d'actifs des bâtiments.
Les services centraux et les arrondissements sont aussi des requérants de projets de maintien d'actifs et de développement. Les projets immobiliers sont exécutés par la Direction de la gestion et de la planification des projets immobiliers (DGPI) du SGPI.

Certaines propriétés de la Ville ont été rénovées au fil du temps, mais plusieurs présentent encore des déficiences importantes et même un état de désuétude avancée. La rétention de services professionnels permettra de mettre en œuvre divers projets afin de faire la mise aux normes, ainsi que la mise à niveau et d'effectuer une réfection importante des composantes afin d'assurer l'intégrité des bâtiments et la pérennité du parc immobilier.

L'appel d'offres public (#19-17253) pour huit (8) lots de services professionnels en architecture et ingénierie, publié dans le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO) et dans le journal Le Devoir le 18 avril 2019, a offert aux soumissionnaires un délai de 43 jours afin d'obtenir les documents nécessaires et de déposer leurs soumissions. La validité des soumissions est d'une période de 180 jours à partir de la date de dépôt des soumissions, soit le 30 mai 2019.

Six (6) addenda ont été émis :

Addenda 1 30-04-2019 Modification de la durée du contrat;

Addenda 2 03-05-2019 Modification de l'un des mandats du lot #2;

Addenda 3 07-05-2019 Réponses à trois questions mineures des soumissionnaires afin de préciser les documents d'appel d'offres;

Addenda 4 14-05-2019 Réponses à cinq questions mineures des soumissionnaires afin de préciser les documents d'appel d'offres.

Addenda 5 21-05-2019 Réponses à cinq questions mineures des soumissionnaires afin de préciser les documents d'appel d'offres;

Addenda 6 23-05-2019 Réponses à deux questions mineures des soumissionnaires afin de préciser les documents d'appel d'offres.

La grille d'analyse pour cet appel d'offres est conforme aux critères d'évaluation et des pourcentages de la grille pré-approuvée par le Comité exécutif à la séance du 24 septembre 2008, par la résolution CE 12 1261.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune.

DESCRIPTION

L'adjudicataire aura comme mission de prendre en charge la fourniture des services professionnels en architecture et ingénierie (mécanique et électricité, structure et génie civil). Le présent contrat nécessite le regroupement de firmes professionnelles en vue de former une équipe multidisciplinaire capable de travailler à la fois dans le domaine de l'architecture et de l'ingénierie. La responsabilité de la coordination technique et administrative des professionnels du présent contrat appartiendra à la firme d'architectes. Les firmes auront à rendre pour leur discipline respective, les services professionnels sommairement décrits ci-dessous :

- Les relevés et les études préliminaires;
- L'estimation des coûts des travaux selon l'avancement des plans et devis;
- Les plans et devis;
- Les documents de présentation du projet au comité consultatif d'urbanisme et de la demande de permis;
- Les documents d'appel d'offres;
- La surveillance des travaux;
- Les suivis durant la période de garantie.

La liste prévisionnelle de projets incluse au devis à titre indicatif n'incluait qu'une envergure de coût des travaux. Cette liste représente les priorités de la DGPI au moment de la préparation du présent appel d'offres. Le choix ou non d'aller de l'avant avec l'un ou l'autre des projets ou de substituer un ou plusieurs projets par d'autre d'envergure comparable appartient à la DGPI. Les choix et précisions seront effectués en début de mandat. Les projets pourront être répartis sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal.

Plus particulièrement, les lots 1 à 8 portent sur la fourniture des services professionnels en architecture et ingénierie pour des projets selon les secteurs suivants :

Lot 1 : Bâtiments du Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) - GDD 1190805005;

Lot 2 : Bâtiments du Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) - Aucun soumissionnaire conforme;

Lot 3 : Bâtiments de la Sécurité Incendie de Montréal (SIM) - Présent dossier;

Lot 4 : Bâtiments de la Sécurité Incendie de Montréal (SIM) - GDD 1190805004;

Lots 5 et 6 : Bâtiments d'Espace pour la Vie (EPLV) - Aucun soumissionnaire conforme;

Lots 7 et 8 : Bâtiments industriels - Aucun soumissionnaire conforme;

La rémunération des professionnels est mixte, c'est-à-dire que les services de base sont à pourcentage, selon les modalités prévues aux documents contractuels, tandis que les services additionnels sont à taux horaire.

JUSTIFICATION

Le comité de sélection recommande de retenir les services des firmes qui ont obtenu le plus haut pointage après la deuxième étape, selon les critères d'évaluation préalablement établis et connus de tous les soumissionnaires.
Lors de l'appel d'offres, il y a eu onze preneurs de cahier des charges, dont sept firmes d'architecture et quatre firmes d'ingénierie. Sur ce nombre trois ont remis des soumissions (27,3%). Une seule firme a retourné le formulaire sur l'explication de son désistement et mentionne que son carnet de commande est déjà rempli pour les années à venir.

Les trois preneurs de cahier des charges ayant remis des soumissions pour le lot 3 (projets du SIM) sont :

Groupe Marchand architecture et design inc.

Archipel Architecture

Les architectes Labonté Marcil s.e.n.c.

Pour ce lot, il y a eu trois offres de service soumises et elles ont toutes été jugées conformes. Groupe Marchand architecture et design inc. et Les Architectes Labonté Marcil ont obtenu des pointages supérieurs à 70 %. Archipel architecture a obtenu le meilleur pointage final pour ce lot.

Soumissions conformes **Lot 3**	Pointage intérimaire	Note finale	Prix de base (taxes incluses)	Services additionnels (taxes incluses)	Contingences (15%) (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Archipel Architecture	85.7 %	0.29	3 545 857,74 $	1 185 918,84 $	709 766,49 $	5 441 543,07 $
Groupe Marchand architecture et design inc.	75.3 %	0.26	3 666 348,04 $	1 106 757,98 $	715 965,90 $	5 489 071,92 $
Les Architectes Labonté Marcil s.e.n.c.	77.3 %	0.19	5 542 103,71 $	1 096 550,50 $	995 798,13 $	7 634 452,34 $

Estimation SGPI		2 795 760,84 $	1 167 210,26 $	594 445,67 $	4 557 416,77 $
Écart entre l'estimation SGPI et l'adjudicataire ($) *(Adjudicataire - estimation)*					884 126,31 $
Écart entre l'estimation SGPI et l'adjudicataire (%) *((Adjudicataire - estimation)/estimation) x 100*					19,40 %
Écart entre l'adjudicataire et celui ayant obtenu la 2e meilleure note finale ($) *(2e meilleure note finale- estimation)*					47 528,85 $
Écart entre l'adjudicataire et celui ayant obtenu la 2e meilleure note finale (%) *((2e meilleure note finale- estimation)/estimation) x 100*					0,87 %

Une allocation pour des services additionnels a été ajoutée à chaque soumission. L'allocation servira à couvrir des services que l'équipe pourrait s'adjoindre, tels que le soutien technique spécialisé, la participation à des réunions post mortem ou de coordination ou l'ajout de projets.

Il est recommandé de prévoir une enveloppe budgétaire de contingences pour répondre aux imprévus. La somme demandée à ces fins pour le lot 3 est de 709 766,49$ incluant les taxes, correspondant à 15% du montant du contrat.

En 2018, le Service la Performance Organisationnelle a refait les documents d'appel d'offre. En 2019, le devis technique a été complètement revu. Le but de cette refonte était de diminuer les imprévus au chantier.

L'estimation par le SGPI des pourcentages par discipline a été réalisé sur la base des derniers contrats octroyés en 2018. À ce moment, l'ancien devis était toujours applicable. L'écart entre l'estimation et les prix du soumissionnaire conforme s'explique donc par les raisons suivantes :

- Les conditions actuelles du marché font que plusieurs firmes ont un carnet de commandes déjà saturé;
- Dans le devis soumis lors de cet appel d'offres, les exigences pour les services de base sont plus élevées que dans les contrats précédemment octroyés, notamment:
    - la présence des professionnels au chantier a été établie à un minimum d'une visite par semaine par discipline pour les chantiers allant jusqu'à 1 600 000,00 $ et à deux visites par semaine pour les chantiers de 1 600 000,00 $ à 20 000 000,00 $. Dans les devis précédents, cette exigence n'était pas quantifiée;
    - la phase de planification est très détaillée et son importance est accrue afin de diminuer les risques d'imprévus;
    - des réunions techniques sont exigées pour aux étapes de validation des données et selon l'évolution des dépôts des dossiers (esquisses, préliminaires, 50%, 90% et 100%) et des rencontre périodiques avec les partie prenantes aux projets, afin de s'assurer que tous les besoins sont pris en compte et de minimiser le risque d'imprévus lors du chantier.
- Les livrables exigibles sont beaucoup plus exhaustifs que dans les devis précédents. Ils sont décrits avec précision et détaillés à chacune des phases des projets;

- Le rôle du coordonnateur est mieux défini et sa responsabilité est accrue.

Le bordereau se découpe en trois parties :

- Services de base (taux en pourcentage par discipline);

- Services additionnels (taux horaire);

- Dépenses admissibles (de type administratif).

L'écart entre l'estimation du SGPI et l'adjudicataire est plus marqué pour les services de base avec une moyenne de 26,8 %, tandis que pour les services additionnels, l'écart est de seulement 1,6 %. Le SGPI a réalisé l'estimation basée sur la moyenne des taux des deux derniers contrats de services professionnels octroyés en 2018. Ces contrats ont été octroyés sur la base d'un devis différent.

Les membres du comité de sélection tenu le 17 juin 2019 recommandent de retenir l'offre d'Archipel architecture pour le lot 3.

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et les villes, la Direction de la gestion des projets immobiliers (DGPI) a effectué un estimé préalable de la dépense du lot 3 s'élevant à 4 557 416,77$ taxes et contingences incluses, sur 48 mois avec une option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie. C'est-à-dire qu'après quatre ans, la Ville se réserve le droit de poursuivre le contrat, selon les besoins et l'état d'avancement des projets. Il s'agit d'une option sans frais additionnels.

L'estimation est basée sur une liste prévisionnelle de projets inscrits au PTI et aux carnets de commandes des clients.

Dans l'ensemble, les pourcentages et les taux horaires soumis sont plus élevés que l'estimation réalisée par le SGPI.

La présente entente permet au SGPI de réduire ses délais de réalisation des projets et augmente l'efficience globale de réalisation de ceux-ci, et ce tout en assurant une stabilité des taux pour une période de cinq ans.

Archipel architecture détient une attestation de l'AMF dans le cadre de ce contrat (voir en pièce jointe).
SDK et associés inc. détient une attestation de l'AMF dans le cadre de ce contrat (voir en pièce jointe).
Bouthillette Parizeau inc. détient une attestation de l'AMF dans le cadre de ce contrat (voir en pièce jointe).
Marchand Houle et associés inc détient une attestation de l'AMF dans le cadre de ce contrat (voir en pièce jointe).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire pour la fourniture de services professionnels en architecture et en ingénierie pour divers projets du SGPI. Les mandats seront attribués sur demande en fonction des besoins et de la planification du plan triennal d'immobilisation (PTI). Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédits. Cette entente-cadre est limitée aux projets réalisés par le SGPI.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Tous les projets qui seront réalisés dans le cadre de ce contrat viseront une certification LEED conformément à la politique de développement durable de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement pour ces services en obligeant des appels d'offres et des négociations à la pièce. Ceci aurait pour effet d'augmenter les délais et d'augmenter la charge de travail des chargés de projets du SGPI.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue. Par contre, une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer de la conclusion de l'entente et des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission de l'entente-cadre suite à l'adoption de la présente résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Patricia TEULLET-FEBRES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie CÔTÉ
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 895-4787
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-26

Jean BOUVRETTE
Chef de division projets immobiliers-Sécurité publique et EPLV

Tél : 514 868-0941
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619

Approuvé le : 2019-08-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
En remplacement de madame Sophie Lalonde, Directrice
(du 14 au 16 août 2019)

Approuvé le : 2019-08-15

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 14 mai 2019

ARCHIPEL, ARCHITECTURE INC.
A/S MONSIEUR PIERRE DELISLE
24, AV DU MONT-ROYAL O
BUR. 804
MONTRÉAL (QC) H2T 2S2

No de décision : 2019-DAMP-0342
N° de client : 3000794873

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). ARCHIPEL, ARCHITECTURE INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **13 mai 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Chantal Hamel
Directrice de l'admissibilité aux marchés publics

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 18 mai 2017

SDK ET ASSOCIÉS INC.
A/S MONSIEUR STÉPHANE BLAIS
1751, RUE RICHARDSON, BUREAU 2120
MONTRÉAL (QC) H3K 1G6

Nº de décision : 2017-CPSM-1031247
N° de client : 3000165954

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- SDK & ASSOCIATES INC.
- SDK
- SDK ET ASSOCIÉS
- SDK & ASSOCIATES

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). SDK ET ASSOCIÉS INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 avril 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 17 mars 2017

BOUTHILLETTE PARIZEAU INC.
A/S MONSIEUR CLAUDE DÉCARY
9825, RUE VERVILLE
MONTRÉAL (QC) H3L 3E1

N° de décision : 2017-CPSM-1017351
N° de client : 3000144184

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

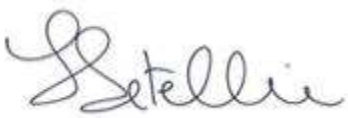
Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous BOUTHILLETTE PARIZEAU, BPA et BPA, DIVISION DE BOUTHILLETTE PARIZEAU INC., le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). BOUTHILLETTE PARIZEAU INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **4 février 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 8 novembre 2017

MARCHAND HOULE & ASSOCIÉS INC.
A/S MONSIEUR DANIEL HOULE
165, RUE SAINT-VIATEUR E, BUR.200
MONTRÉAL (QC) H2T 1B4

N° de décision : 2017-CPSM-1059633
N° de client : 3000182837

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). MARCHAND HOULE & ASSOCIÉS INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **24 avril 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1190805003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Objet :	Conclure une entente cadre avec Archipel architecture, SDK et associés inc., Bouthillette Parizeau inc. et Marchand Houle et associés inc., d'une durée de 48 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation des plans et devis ainsi que l'accompagnement durant les chantiers pour divers projets dans la Division de la Sécurité publique et d'Espace pour la vie (lot 3 - Projets du Service des incendies) de la Direction de la gestion des projets immobiliers. Dépense totale de 5 441 543,07 $ (contrat: 4 731 776,58 $ + contingences: 709 766,49 $), taxes incluses. Appel d'offres public 19-17253 - 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Intervention Lot 3.pdf SEAO Liste des commandes.pdf Tableau Résultats Lot 3.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia TEULLET-FEBRES
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-1032

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-14

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17253 — No du GDD : 1190805003

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels en architecture et ingénierie pour la construction, la réfection, la restauration et la mise aux normes de bâtiments. Lot 3

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 18 - 4 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 30 - 5 - 2019

Ouverture faite le : 30 - 5 - 2019

Date du comité de sélection : 17 - 6 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 23 - 5 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 41 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 27,27

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 26 - 11 - 2019

Date d'échéance révisée : 26 - 11 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Archipel Architecture	$ 4 731 776,58	√	3
Groupe Marchand architecture & design inc.	$ 4 773 106,01		
Architectes Labonté Marcil	$ 6 638 654,20		

Information additionnelle

Parmi les firmes s'étant procurés les documents et n'ayant pas déposé de proposition pour le lot 3, on retrouve trois firmes d'ingénierie ayant déposé à titre de sous-traitant. Au moment de l'intervention, un (1) avis de désistement était reçu à cause de carnet de commandes complet.

Préparé par : Patricia Teullet — Le 7 - 8 - 2019

19-17253 - services professionnels en architecture et ingénierie pour la construction, la réfection, la restauration et la mise aux normes de bâtiments - Lot 3

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 15%	approche proposée 30%	capacité de production et échéancier 20%	expérience de la firme dans des travaux semblables 10%	expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Archipel Architecture	4,00	13,00	25,67	16,67	8,67	17,67	85,7	4 731 776,58 $	0,29	1
Groupe Marchand architecture & design inc.	4,00	11,00	24,00	11,67	7,67	17,00	75,3	4 773 106,01 $	0,26	2
Architectes Labonté Marcil	4,00	12,33	21,00	14,67	9,00	16,33	77,3	6 638 654,20 $	0,19	3
							-		-	
							-		-	

Comité	
Date	lundi 17-06-2019
Heure	0 h 00
Lieu	255 Crémazie Est bureau 400

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Patricia Teullet-Febres

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 19-17253
Numéro de référence : 1260112
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels en architecture et ingénierie pour la construction, la réfection, la restauration et la mise au normes de bâtiments

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Archipel Architecture 24 Mont-Royal ouest bureau 804 Montréal, QC, H2T 2S2 http://www.archipel-architecture.ca	Madame Mathilde Petibon Téléphone : 514 286-7557 Télécopieur :	**Commande : (1586549)** 2019-04-30 10 h 08 **Transmission :** 2019-04-30 10 h 08	3112077 - adenda 1 (devis) 2019-04-30 10 h 08 - Téléchargement 3112078 - adenda 1 (plan) 2019-04-30 10 h 08 - Téléchargement 3120402 - addenda2 (devis) 2019-05-03 13 h 40 - Courriel 3120403 - addenda2 (bordereau) 2019-05-03 13 h 40 - Téléchargement 3122887 - addenda 3 2019-05-08 8 h 19 - Courriel 3126726 - addenda 4 2019-05-14 14 h 07 - Courriel 3130185 - addenda 5 2019-05-21 10 h 32 - Courriel 3132226 - addenda 6 2019-05-23 14 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Architectes Labonté Marcil 202- 2100 Rue Fleury Est Montréal, QC, H2B 1J5	Madame Florianne Leclercq Téléphone : 514 374-9656 Télécopieur :	**Commande : (1581806)** 2019-04-18 15 h 33 **Transmission :** 2019-04-18 15 h 33	3112077 - adenda 1 (devis) 2019-04-18 21 h 54 - Courriel 3112078 - adenda 1 (plan) 2019-04-18 21 h 54 - Courriel 3120402 - addenda2 (devis) 2019-05-03 13 h 40 - Courriel 3120403 - addenda2 (bordereau) 2019-05-03 13 h 40 - Téléchargement 3122887 - addenda 3 2019-05-08 8 h 19 - Courriel 3126726 - addenda 4 2019-05-14 14 h 07 - Courriel 3130185 - addenda 5 2019-05-21 10 h 32 - Courriel 3132226 - addenda 6 2019-05-23 14 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
DMA architectes s.e.n.c.r.l. 204-655 rue Desnoyers Montréal, QC, H4C 3E1 http://www.dmaarchitectes.com	Madame Carine Lobo Téléphone : 514 288-4251 Télécopieur :	**Commande : (1582841)** 2019-04-23 12 h 08 **Transmission :** 2019-04-23 12 h 08	3112077 - adenda 1 (devis) 2019-04-23 12 h 08 - Téléchargement 3112078 - adenda 1 (plan) 2019-04-23 12 h 08 - Téléchargement 3120402 - addenda2 (devis) 2019-05-03 13 h 40 - Courriel 3120403 - addenda2 (bordereau) 2019-05-03 13 h 40 - Téléchargement 3122887 - addenda 3 2019-05-08 8 h 19 - Courriel 3126726 - addenda 4 2019-05-14 14 h 07 - Courriel 3130185 - addenda 5 2019-05-21 10 h 32 - Courriel 3132226 - addenda 6 2019-05-23 14 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
FNX-INNOV inc. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1590526)** 2019-05-07 11 h 47 **Transmission :** 2019-05-07 11 h 47	3112077 - adenda 1 (devis) 2019-05-07 11 h 47 - Téléchargement 3112078 - adenda 1 (plan) 2019-05-07 11 h 47 - Téléchargement 3120402 - addenda2 (devis) 2019-05-07 11 h 47 - Téléchargement 3120403 - addenda2 (bordereau) 2019-05-07 11 h 47 - Téléchargement 3122887 - addenda 3 2019-05-08 8 h 19 - Courriel 3126726 - addenda 4 2019-05-14 14 h 07 - Courriel 3130185 - addenda 5 2019-05-21 10 h 32 - Courriel 3132226 - addenda 6 2019-05-23 14 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Marchand Architecture & Design 1700-555 boul René-Lévesque Ouest	Monsieur Francois Lemay Téléphone : 514 904-2878	**Commande : (1588134)** 2019-05-02 10 h 07	3112077 - adenda 1 (devis) 2019-05-02 10 h 07 - Téléchargement

Montréal, QC, H2Z 1B1 http://www.gmad.ca	Télécopieur :	**Transmission :** 2019-05-02 10 h 07	3112078 - adenda 1 (plan) 2019-05-02 10 h 07 - Téléchargement 3120402 - addenda2 (devis) 2019-05-03 13 h 40 - Courriel 3120403 - addenda2 (bordereau) 2019-05-03 13 h 40 - Téléchargement 3122887 - addenda 3 2019-05-08 8 h 19 - Courriel 3126726 - addenda 4 2019-05-14 14 h 07 - Courriel 3130185 - addenda 5 2019-05-21 10 h 32 - Courriel 3132226 - addenda 6 2019-05-23 14 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Régis Côté inc 682, rue William Montréal, QC, H3C 1N9 http://www.regiscote.com	Madame Stéphanie Cote Téléphone : 514 871-8595 Télécopieur : 514 871-2279	**Commande : (1582875)** 2019-04-23 12 h 57 **Transmission :** 2019-04-23 12 h 59	3112077 - adenda 1 (devis) 2019-04-23 12 h 57 - Téléchargement 3112078 - adenda 1 (plan) 2019-04-23 12 h 57 - Messagerie 3120402 - addenda2 (devis) 2019-05-03 13 h 40 - Courriel 3120403 - addenda2 (bordereau) 2019-05-03 13 h 40 - Téléchargement 3122887 - addenda 3 2019-05-08 8 h 19 - Courriel 3126726 - addenda 4 2019-05-14 14 h 07 - Courriel 3130185 - addenda 5 2019-05-21 10 h 32 - Courriel 3132226 - addenda 6 2019-05-23 14 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Héloïse Thibodeau Architecte Inc. 395, avenue Beaumont Montréal, QC, H3N 1T5	Madame Eve de Grosbois Téléphone : 514 334-0831 Télécopieur : 514 334-2475	**Commande : (1582929)** 2019-04-23 13 h 36 **Transmission :** 2019-04-23 13 h 36	3112077 - adenda 1 (devis) 2019-04-23 13 h 36 - Téléchargement 3112078 - adenda 1 (plan) 2019-04-23 13 h 36 - Téléchargement 3120402 - addenda2 (devis) 2019-05-03 13 h 40 - Courriel 3120403 - addenda2 (bordereau) 2019-05-03 13 h 40 - Téléchargement 3122887 - addenda 3 2019-05-08 8 h 19 - Courriel 3126726 - addenda 4 2019-05-14 14 h 07 - Courriel 3130185 - addenda 5 2019-05-21 10 h 32 - Courriel 3132226 - addenda 6 2019-05-23 14 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Services EXP Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1581854)** 2019-04-18 16 h 06 **Transmission :** 2019-04-18 16 h 06	3112077 - adenda 1 (devis) 2019-04-18 21 h 54 - Courriel 3112078 - adenda 1 (plan) 2019-04-18 21 h 54 - Courriel 3120402 - addenda2 (devis) 2019-05-03 13 h 40 - Courriel 3120403 - addenda2 (bordereau) 2019-05-03 13 h 40 - Téléchargement 3122887 - addenda 3 2019-05-08 8 h 19 - Courriel 3126726 - addenda 4 2019-05-14 14 h 07 - Courriel 3130185 - addenda 5 2019-05-21 10 h 32 - Courriel 3132226 - addenda 6 2019-05-23 14 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Martin Roy et Associés. 1601, Chemin d'Oka Deux-Montagnes, QC, J7R 1N1	Madame Réjeanne Duchaine Téléphone : 450 623-0340 Télécopieur : 450 623-9302	**Commande : (1591860)** 2019-05-09 10 h 47 **Transmission :** 2019-05-09 10 h 47	3112077 - adenda 1 (devis) 2019-05-09 10 h 47 - Téléchargement 3112078 - adenda 1 (plan) 2019-05-09 10 h 47 - Téléchargement 3120402 - addenda2 (devis) 2019-05-09 10 h 47 - Téléchargement 3120403 - addenda2 (bordereau) 2019-05-09 10 h 47 - Téléchargement 3122887 - addenda 3 2019-05-09 10 h 47 - Téléchargement 3126726 - addenda 4 2019-05-14 14 h 07 - Courriel 3130185 - addenda 5 2019-05-21 10 h 32 - Courriel 3132226 - addenda 6 2019-05-23 14 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
TLÄ Architectes inc. 2372, boul. St-Martin est ,2e étage	Monsieur Benoît Lalonde Téléphone : 450 629-9992 Télécopieur : 450 629-9994	**Commande : (1587021)** 2019-04-30 16 h 37	3112077 - adenda 1 (devis) 2019-04-30 16 h 37 - Téléchargement

Laval, QC, H7E 5A4
http://www.tla-architectes.com

Transmission :
2019-04-30 16 h 37

3112078 - adenda 1 (plan)
2019-04-30 16 h 37 - Téléchargement

3120402 - addenda2 (devis)
2019-05-03 13 h 40 - Courriel

3120403 - addenda2 (bordereau)
2019-05-03 13 h 40 - Téléchargement

3122887 - addenda 3
2019-05-08 8 h 19 - Courriel

3126726 - addenda 4
2019-05-14 14 h 07 - Courriel

3130185 - addenda 5
2019-05-21 10 h 32 - Courriel

3132226 - addenda 6
2019-05-23 14 h 40 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec)
1135, boulevard Lebourgneuf
Québec
Québec, QC, G2K 0M5
http://www.wspgroup.com

Madame Martine Gagnon
Téléphone : 418 623-2254
Télécopieur : 418 624-1857

Commande : (1582661)
2019-04-23 10 h 30
Transmission :
2019-04-23 10 h 30

3112077 - adenda 1 (devis)
2019-04-23 10 h 30 - Téléchargement

3112078 - adenda 1 (plan)
2019-04-23 10 h 30 - Téléchargement

3120402 - addenda2 (devis)
2019-05-03 13 h 40 - Courriel

3120403 - addenda2 (bordereau)
2019-05-03 13 h 40 - Téléchargement

3122887 - addenda 3
2019-05-08 8 h 19 - Courriel

3126726 - addenda 4
2019-05-14 14 h 07 - Courriel

3130185 - addenda 5
2019-05-21 10 h 32 - Courriel

3132226 - addenda 6
2019-05-23 14 h 40 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.03

2019/09/19
17:00

(1)

Dossier # : 1194565010

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer la deuxième et dernière option de renouvellement de bail par lequel la Ville de Montréal loue de CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal, des espaces sur le toit de l'Hôpital Sainte-Anne, situé au 305, boulevard des Anciens-Combattants à Sainte-Anne-de-Bellevue, pour des équipements de radiocommunication de la Ville, pour une durée de cinq ans, à compter du 1er décembre 2017 au 30 novembre 2022, pour un loyer total de 219 455,54 $, taxes incluses (4105-01)

Il est recommandé :

1. Exercer la deuxième et dernière option de renouvellement de bail par lequel la Ville loue de CIUSSS de l'Ouest-de-l'Ile-de-Montréal, pour une période de 5 ans, à compter du 1er décembre 2017, des espaces sur le toit de l'édifice situé au 305, boulevard des Anciens Combattants et utilisé pour les besoins de radiocommunication de la Ville de Montréal, moyennant un loyer total de 219 455,54 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus à l'amendement de bail;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2019-08-08 11:44

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1194565010**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer la deuxième et dernière option de renouvellement de bail par lequel la Ville de Montréal loue de CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal, des espaces sur le toit de l'Hôpital Sainte-Anne, situé au 305, boulevard des Anciens-Combattants à Sainte-Anne-de-Bellevue, pour des équipements de radiocommunication de la Ville, pour une durée de cinq ans, à compter du 1er décembre 2017 au 30 novembre 2022, pour un loyer total de 219 455,54 $, taxes incluses (4105-01)

CONTENU

CONTEXTE

Pour des besoins opérationnels de radiocommunication, la Ville loue plusieurs sites d'antennes localisés sur son territoire.
Parmi ces sites, la Ville occupe, depuis le 1er décembre 2007, un espace sur le toit de l'Hôpital Sainte-Anne situé au 305, boulevard des Anciens Combattants où des équipements de radiocommunication y ont été installés pour les besoins de la Ville. Ce site permet d'opérer efficacement le système de radiocommunication unique sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour tous les services de sécurité publique, dont le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et le Service des incendies de Montréal (SIM).

Le bail, qui a été négocié de gré à gré, est échu depuis le 30 novembre 2017. Le bail initial contient deux options de renouvellement de cinq ans chacune, aux mêmes termes et conditions à l'exception du loyer qui doit être établi au taux du marché. Le Service des technologies de l'information (STI) a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) afin de renouveler le bail.

La Ville n'a pas été en mesure de conclure une entente avant la fin du terme, car le 1er avril 2016, le gouvernement du Canada a cédé l'Hôpital Saint-Anne en faveur du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'île-de-Montréal (CIUSSS ODIM). Le SGPI a sollicité le CIUSSS ODIM à plusieurs reprises depuis 2017 pour renouveler le bail, mais celui-ci n'a pas été pas en mesure d'assigner une ressource à cet effet avant le printemps 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0200 - le 1 mai 2014 - Approuver l'amendement de bail pour une durée de cinq ans, soit du 1er décembre 2012 au 30 novembre 2017- Dépense totale de 214 902,07$, taxes

incluses.
CG12 0025 - 26 janvier 2012 - Règlement autorisant un emprunt de 87 000 000 $ pour le financement du système de radiocommunication vocale de l'agglomération de Montréal (SÉRAM).

CG08 0136 - 3 avril 2008 - Approuver l'amendement de bail pour une durée de cinq ans - 1er décembre 2007 au 30 novembre 2012. Dépense totale 146 085,04 $, taxes incluses.

CM05 0408 - 8 juin 2005 - Approuver le bail pour une durée de cinq ans - 1er juillet 2005 au 30 juin 2010. Dépense totale 147 113,50 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'exercer la 2e option de renouvellement prévue au bail par lequel la Ville loue, du CIUSSS OIDM, des espaces sur le toit de l'immeuble situé au 305, boulevard des Anciens Combattants, pour les besoins de radiocommunication de la Ville. Le terme de l'amendement est de 5 ans, soit du 1er décembre 2017 au 30 novembre 2022.

JUSTIFICATION

Le bail est échu depuis le 30 novembre 2017 et il est nécessaire de le renouveler. La localisation géographique de l'antenne répond aux besoins opérationnels de radiocommunication de la Ville.
Le loyer de base convenu est représentatif du marché de location pour les sites d'antennes, qui se situe en moyenne entre 25 000 $ et 35 000 $ annuellement, selon le type et le nombre d'installations.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le loyer se résume comme suit :

	Loyer annuel précédent (2017)	**Loyer annuel proposé pour le terme du renouvellement**	**Loyer total pour le terme de 5 ans**
Loyer de base	30 177,16 $	31 082,48 $	
Énergie	7 086,24 $	7 092,00 $	
Loyer brut total	37 263,40 $	38 174,48 $	
TPS		1 908,72 $	
TVQ		3 807,90 $	
Loyer total incluant les taxes		**43 891,11 $**	**219 455,54 $**
Ristourne TPS		(1 908,72 $)	
Ristourne TVQ		(1 903,95 $)	
Loyer net		40 078,43 $	

Voir le détail du loyer en pièce jointe.

La base budgétaire du SGPI, pour les années 2017 à 2022, sera ajustée selon les variations de loyer prévues au bail, conformément aux informations financières inscrites à l'intervention du Service des finances. Les sommes proviennent du budget de fonctionnement.

Le loyer et l'énergie seront indexés annuellement selon l'indice des prix à la consommation (IPC).

La dépense totale de loyer pour le terme, incluant les taxes, est de 219 455,54 $. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le renouvellement du bail n'est pas en lien avec la politique de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce dossier obligerait le STI à relocaliser les antennes sur un autre immeuble en location.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue lors du conseil d'agglomération du 19 septembre 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Demis NUNES, Service des technologies de l'information

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2019-07-30
Annie BERTRAND Conseillère en immobilier		Nicole RODIER Chef de division	
Tél :	514 280-4275	**Tél :**	514 872-8726

Télécop. : 514 280-3597 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations
en remplacement de Francine Fortin, directrice des transactions immobilières, le 2 août 2019.
Tél : 514 872-8726
Approuvé le : 2019-08-02

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice

Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2019-08-07

Aspects financiers

	Loyer actuel	Loyer annuel pour le renouvellement du terme
Loyer de base $/pi²	30 177,16 $	31 082,48 $
Énergie $/pi²	7 086,24 $	7 092,00 $
Taxes foncières $/pi²	inclus	inclus
Loyer au pi²		
Loyer annuel avant taxes	37 263,40 $	38 174,48 $

Loyer pour la période du:	01/12/2017 au 31/12/2017 (1 mois)	01/01/2018 au 31/12/2018 (12 mois)	01/01/2019 au 31/12/2019 (12 mois)	01/01/2020 au 31/12/2020 (12 mois)	01/01/2021 au 31/12/2021 (12 mois)	01/01/2022 au 30/11/2023 (11 mois)		
Loyer total avant taxes	3 181,21 $	38 174,48 $	38 174,48 $	38 174,48 $	38 174,48 $	34 993,27 $		**190 872,40 $**
TPS	159,06 $	1 908,72 $	1 908,72 $	1 908,72 $	1 908,72 $	1 749,66 $		9 543,62 $
TVQ	317,33 $	3 807,90 $	3 807,90 $	3 807,90 $	3 807,90 $	3 490,58 $		19 039,52 $
Total	**3 657,59 $**	**43 891,11 $**	**43 891,11 $**	**43 891,11 $**	**43 891,11 $**	**40 233,52 $**	**=**	**219 455,54 $**
Ristourne de TPS	159,06 $	1 908,72 $	1 908,72 $	1 908,72 $	1 908,72 $	1 749,66 $		9 543,62 $
Ristourne TVQ (50%)	158,66 $	1 903,95 $	1 903,95 $	1 903,95 $	1 903,95 $	1 745,29 $		9 519,76 $
Loyer net	3 339,87 $	40 078,43 $	40 078,43 $	40 078,43 $	40 078,43 $	36 738,56 $		200 392,16 $

AMENDEMENT DE BAIL

(TÉLÉCOMMUNICATIONS)

ENTRE

CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL, dont l'adresse principale est au 160, ave. Stillview, Pointe-Claire, Québec, H9R 2Y2, agissant aux présentes et représentée par Mme Lynne McVey, présidente directrice générale dûment autorisée tel qu'elle le déclare

Ci-après appelée le « **Locateur** »

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal,* RLRQ, c. C-11.4., ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, ici agissant et représentée par Monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée le « **Locataire**»

LESQUELLES PARTIES, PRÉALABLEMENT À L'AMENDEMENT DE BAIL QUI FAIT L'OBJET DES PRÉSENTES, DÉCLARENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA a signé avec la VILLE DE MONTRÉAL un permis le 8 juin 2005, pour un terme de cinq (5) ans, commençant le 1er juillet 2005 au 30 juin 2010, relatif à des espaces à l'Hôpital Sainte-Anne (ci-après appelé le « Bail ») ;

ATTENDU QUE SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA a signé avec la VILLE DE MONTRÉAL un amendement de bail le 3 avril 2008, pour un terme de cinq (5) ans, commençant le 1er décembre 2007 au 30 novembre 2012 ;

ATTENDU QUE SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA a signé avec la VILLE DE MONTRÉAL un deuxième (2e) amendement de bail le 28 mai 2014, pour un terme de cinq (5) ans, commençant le 1er décembre 2012 au 30 novembre 2017 ;

ATTENDU QUE le 1er avril 2016 LE GOUVERNEMENT DU CANADA a cédé en faveur du CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL l'Hôpital Sainte-Anne. Aux termes de l'entente de cession, le CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL s'est vu céder tous les droits, titres et intérêts dans toutes les conventions existantes et a accepté d'être lié par celles-ci ;

ATTENDU QUE le Locataire a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle conformément à l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) et il a remis une copie de ce règlement au Locateur ;

ATTENDU QUE le Locataire désire exercer la deuxième (2e) et dernière option de renouvellement prévue à la page 2 du deuxième (2e) amendement de bail, laquelle vise une période de cinq (5) ans, soit du 1er décembre 2017 au 30 novembre 2022, selon les mêmes conditions, sous réserve des dispositions ci-après stipulées :

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.0 PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

2.0 DURÉE

Le présent bail est renouvelé pour une durée de cinq (5) ans commençant le 1er décembre 2017 et se terminant le 30 novembre 2022.

3.0 LOYER

3.1 Pour la période du 1er décembre 2017 au 30 novembre 2022 le Locataire doit payer au Locateur un loyer annuel de (31 082,48$) en monnaie légale du Canada payable en un versement. à chaque date d'anniversaire du bail

Le paiement du loyer sera effectué par le Locataire sur réception d'une facture, à l'ordre de :

CIUSSS OUEST-DE-L'ILE DE MONTRÉAL
a/s Comptes recevables
6875, boul. LaSalle
Montréal QC H4H1R3

3.2 À partir de la deuxième année du renouvellement de bail et à chaque date d'anniversaire du bail, le loyer qui prévaudra correspondra au loyer qui était exigible pour l'année venant de se terminer indexé selon l'augmentation de l'indice général des prix à la consommation du troisième mois précédant la date d'anniversaire du bail tel que publié par « Statistique Canada », pour la région de Montréal, par rapport au même mois de l'année précédente. Cependant, en aucun temps le loyer ajusté ne pourra être inférieur au loyer de la période précédente.

4.0 ÉLECTRICITÉ

4.1 Pendant la durée du bail, le Locataire devra verser mensuellement au Locateur un montant de cinq cent quatre-vingt-onze dollars (591$) à titre de consommation électrique estimée.

À chaque date d'anniversaire du bail, le montant de consommation électrique sera indexé selon l'augmentation de l'indice général des prix à la consommation du troisième mois précédant la date d'anniversaire du bail tel que publié par « Statistique Canada », pour la région de Montréal, par rapport au même mois de l'année précédente.

5.0 SOUS-LOCATION ET MODIFICATION

Toute modification aux installations pouvant affecter l'espace occupé ou la superficie d'antenne (y compris l'ajout d'installations) et toute sous-location ou cession doit être autorisée par le locateur et sera assujettie à un ajustement tarifaire le cas échéant.

Toutefois, une sous-location ou cession ne pourra pas être refusée par le Locateur s'il s'agit d'une sous-location ou cession en faveur d'une personne ou autre entité qui contrôle directement ou indirectement le Locataire, qui est contrôlé par le Locataire ou qui est sous contrôle commun avec lui.

Le Locataire, malgré la cession ou la sous-location, demeure toujours solidairement responsable du bail envers le Locateur.

6.0 CONDITIONS SPÉCIALES

6.1 Le Locataire doit en tout temps tenir le Locateur indemne et à couvert de toute réclamation, demande, frais et dommages-intérêts et de toute action, poursuite ou toute autre procédure intentée, formulée ou exigée par qui que ce soit et de quelque façon que ce soit, et ayant pour fondement ou cause l'exécution des présentes ou toute action prise, ou toute chose faite ou maintenue dans l'application de celle-ci, ou l'exercice de quelque manière que ce soit des droits prévus aux présentes, y compris la violation ou la non-exécution des obligations du Locataire, sauf dans la mesure où la réclamation, demande ou poursuite résulte de la grossière négligence ou de la faute lourde du Locateur ou de l'un de ses employés, mandataires ou préposés agissant dans l'exercice de ses fonctions ou de son emploi.

6.2 Le Locataire s'engage à indemniser le Locateur contre toute amende, dommage ou frais qui pourrait lui être imputé par suite d'un manquement à une loi ou un règlement en relation avec la construction ou l'exploitation des Installations.

6.3 Le Locataire s'engage à prendre le fait et cause du Locateur et l'indemniser dans toute action, poursuite, revendication, réclamation de quelque nature qu'elle soit, par quiconque, découlant ou résultant de la construction ou de l'exploitation des Installations ainsi qu'à procéder à la radiation de toute hypothèque légale ayant pu être publiée contre le Site à la suite de travaux ou d'ouvrages effectués à la demande ou pour le compte du Locataire. Dans un tel cas, le Locateur s'engage à collaborer avec le Locataire.

6.4 Le Locataire est assujetti aux normes mises en place par Santé Canada et renforcées par Innovation, Sciences et Développement économique Canada(ISDEC).Comme condition de licence d'opération, le Locataire doit respecter les normes relatives à la santé, incluant le code de sécurité 6 et tout autre règlement de Santé Canada encadrant les installations de télécommunications sans-fil visant à protéger le grand public. Le locataire s'engage à suivre les décisions finales rendues par les instances gouvernementales compétentes ayant juridiction sur les opérations du Locataire dans la gestion des installations sans-fil de télécommunications.

6.5 Advenant que le processus de construction et d'installation des Installations devienne compliqué au point où le Locataire ne trouve pas les moyens nécessaires à la mise en place des Installations sans perturber les résidents du Locateur au seul jugement de ce dernier, le Locateur pourra, sur avis écrit d'au moins soixante (60) jours au Locataire, résilier le présent bail sans que le Locateur ne soit responsable d'aucun dommage ou ne doive payer quelconque pénalité ou indemnité au Locataire.

7.0 AVIS

Le Locataire modifie son domicile :

VILLE DE MONTRÉAL
Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
Division des locations
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec)
H2Y 3Y8

8.0 RATIFICATION

Outre les modifications constatées par la présente convention, les parties confirment toutes les autres clauses et conditions du bail, lesquelles demeurent en vigueur et continuent de s'appliquer entre elles sans novation ni dérogation.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé les présentes en double exemplaire, à Montréal, province de Québec, à la date mentionnée comme suit :

SIGNATURES

ACCEPTÉ PAR LE LOCATEUR :

Signé à Montréal le 31 e jour de mai 2019.

Par : Lynne McVey
Lynne McVey, inf. M.Sc
Présidente-directrice générale

ACCEPTÉ PAR LE LOCATAIRE :

Signé à Montréal le _____ e jour de _____ 2019.

Par : _____
Yves Saindon,
Greffier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1194565010

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Exercer la deuxième et dernière option de renouvellement de bail par lequel la Ville de Montréal loue de CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal, des espaces sur le toit de l'Hôpital Sainte-Anne, situé au 305, boulevard des Anciens-Combattants à Sainte-Anne-de-Bellevue, pour des équipements de radiocommunication de la Ville, pour une durée de cinq ans, à compter du 1er décembre 2017 au 30 novembre 2022, pour un loyer total de 219 455,54 $, taxes incluses (4105-01)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1194565010 - 305 boul. Anciens Combattants.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-01

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0549
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.04

2019/09/19 17:00

(1)

Dossier # : 1197896004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière, non récurrente, d'un montant de 200 000 $ à l'organisme 7 À NOUS pour la consolidation du pôle des pratiques de Bâtiment 7 en 2019-2022/ Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

- d'accorder un soutien financier non récurrent de 200 000 $ à l'organisme 7 À NOUS pour la consolidation du pôle des pratiques de Bâtiment 7 et le développement des ateliers collaboratifs sur la période 2019-2022;

- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-08-13 10:27

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197896004**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière, non récurrente, d'un montant de 200 000 $ à l'organisme 7 À NOUS pour la consolidation du pôle des pratiques de Bâtiment 7 en 2019-2022/ Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Créé en 2010, l'organisme à but non lucratif 7 À NOUS a pour mission d'assurer le développement du Bâtiment 7 (B7), situé au 1900 rue Le Ber, et d'y réaliser un pôle de services de proximité regroupant des activités communautaires, culturelles et commerciales en réponse aux besoins du quartier Pointe-Saint-Charles.
Le développement du B7 est le fruit d'une mobilisation collective s'échelonnant sur plus de 10 ans, menant à la cession d'un bâti de 90 000 pi2 à développer par la communauté.

En 2017-2018, le premier 20 000 pi2 du bâtiment a été rénové avec un soutien important de la Ville de Montréal :

- par l'Arrondissement: divers soutiens au pré-démarrage et des remboursements de frais de permis
- par le Service du développement économique: 850 000 $ de travaux dans le cadre du PR@M Économie sociale
- par le Service de la Culture: 500 000 $ de travaux dans le cadre des ateliers créatifs

La première portion réhabilitée du site a été inaugurée en mai 2018, et abrite aujourd'hui une quinzaine de groupes occupants:

· 8 organisations d'économie sociale sont locataires d'une partie des espaces, notamment: épicerie coopérative, fonderie d'art, salle d'arcade pour les adolescents, micro-brasserie, ateliers d'artistes, atelier multi-usage et espace de travail partagé pour les organismes culturels;
· 7 collectifs informels sont utilisateurs des équipements du 7 À NOUS: atelier vélo, mécanique, bois, sérigraphie, céramique, impression numérique, chambre noire.

Ces deux ensembles forment le Pôle des pratiques.

Le 27 mai 2019, 7 À NOUS a présenté une demande de soutien d'un montant de 200 000 $

pour la période 2019-2022, au titre du plan d'action en innovation sociale Tisser Montréal. Celui-ci prévoit de soutenir financièrement la consolidation des projets territoriaux d'innovation sociale. Suite à l'analyse du dossier, le présent sommaire décisionnel propose d'accorder une contribution non récurrente de 200 000 $ à l'organisme 7 À NOUS afin de consolider et développer les activités du pôle des pratiques.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 0916 - 23 mai 2018 - Approuver le Plan d'action en Innovation sociale 2018-2022
CG18 0245 – 26 avril 2018 – Approuver la Stratégie de développement économique 2018-2022

CE18 0491 – 28 mars 2018 – Approuver le plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) du Québec / Approuver le projet de convention d'aide financière de 150 M$ entre le MESI et la Ville.

CM 17 0995 - 21 août 2017 contribution financière non récurrente de 215 000 $ pour le projet immobilier Bâtiment 7, complément à la subvention PRAM

DA175238038 - 6 juillet 2017 - Subvention PR@M-Économie sociale de 642 000 $ pour des travaux réalisés sur un bâtiment affecté à des activités d'économie sociale

CM17 0731 - 13 juin 2017 - Soutien financier de 500 000 $ à l'Organisme 7 à nous, pour la réalisation des travaux d'aménagement d'ateliers d'artistes

CA17 22 0193 – 6 juin 2017 Octroi d'un soutien financier non récurrent à l'OSBL 7 À NOUS au montant de 14 752,60 $ pour la compensation de frais de permis de transformation émis pour le Bâtiment 7.

CA17 22 0061 - 14 mars 2017 - Soutien financier non récurrent à l'OSBL 7 À NOUS au montant de 8 793 $ pour la compensation des frais de permis de transformation

CA16 22 0278 - 5 juillet 2016 - Contributions financières non récurrentes au montant total de 44 100 $ à divers organismes œuvrant au sein de l'arrondissement

CA16 22 0341 - 6 septembre 2016 - Contribution financière non récurrente de 24 000 $ à l'OSBL 7 À NOUS pour sa phase de démarrage

CA16 22 0062 - 2 février 2016 - Octroi, à la demande des élus, de contributions financières non récurrentes au montant total de 12 600 $ à divers organismes oeuvrant au sein de l'arrondissement

DESCRIPTION

Après un an d'activités, le B7 entre dans sa deuxième phase de développement, avec deux enjeux majeurs :

1. poursuivre le développement des espaces : identification des services pertinents pour les populations, financement des travaux et nouveaux développements immobiliers,
2. assurer le succès des premiers espaces développés, ainsi que la bonne articulation entre les organisations présentes sur le site et le milieu, en termes de modèle économique, d'inclusion et de gouvernance.

C'est sur ce second enjeu que l'organisme 7 À NOUS axe la présente demande de soutien :

son objectif global est de structurer le modèle économique du pôle des pratiques pour aider à renforcer chacun des groupes occupants tout en développant l'appropriation citoyenne du projet par une augmentation de la fréquentation et de l'implication.

Cela passe trois axes de travail :
- **consolider le pôle des pratiques :** le pôle vise l'autonomie financière d'ici trois ans, et souhaite accélérer l'atteinte du seuil de rentabilité par un travail de structuration des fonctions support offertes par 7 À NOUS. Le soutien financier de la Ville de Montréal permettrait de recruter une ressource pour renforcer les fonctions suivantes : diffusion, programmation, structuration financière, transfert des connaissances, gestion du bénévolat…
- **propulser le modèle des ateliers collaboratifs :** les ateliers visent un modèle hybride de gestion des espaces, mêlant utilisation professionnelle et ateliers ouverts au public selon diverses formules (formations génératrices de revenus, ateliers libres pour les citoyens…). Le soutien de la Ville de Montréal permettrait de consolider l'utilisation professionnelle des espaces, renforcer la présence citoyenne et développer des partenariats commerciaux.
- **faire rayonner les apprentissages en cours,** à travers un appui au transfert de connaissances et la mise en valeur des apprentissages réalisés par le 7 À NOUS.

Le budget du projet est de 563 941 $ et la Ville de Montréal est sollicitée à hauteur de 200 000 $, de 2019 à 2022.

La participation de la Ville correspond à 35.46% du budget, dont les sources budgétaires sont les suivantes:

Revenus autonomes	345 941, 00$	61.34%
Subvention Ville de Montréal	200 000, 00$	35.46%
Subvention Concordia	18 000, 00$	3.19%
TOTAL	563 941, 00$	100 %

JUSTIFICATION

7 À NOUS est un OBNL fortement ancré dans son territoire, suite à une mobilisation locale de plus de 12 ans. Le projet du Bâtiment 7 est aujourd'hui unique à Montréal par la variété des services proposés, l'hybridation des modèles économiques envisagés et la gouvernance mise en place.
Par son modèle d'économie sociale, la nature des projets qu'il accompagne et sa méthode d'accompagnement, 7 À NOUS répond aux objectifs du Plan d'action en innovation sociale, et notamment son action soutien aux Zones d'innovation sociale.

Son approche d'innovation sociale apparaît :

- dans l'implication des habitants et des organisations locales dans l'identification des besoins et la définition des solutions;
- dans le fait d'apporter des services essentiels manquants au quartier;
- dans la gouvernance démocratique des projets;
- dans une démarche entrepreneuriale axée sur l'expérimentation : articulation entre participation citoyenne et activité professionnelle.

Malgré un soutien fort des partenaires lors du premier développement du site et malgré le succès de l'ouverture du lieu, 7 À NOUS est encore dans une phase précoce de son développement et nécessite de consolider son modèle pour assurer la viabilité financière des espaces déjà développés.
Le soutien de la Ville viendrait aider au renforcement de ce modèle économique, en

travaillant sur ce qui en fait l'originalité : la diversité des utilisateurs du lieu et l'équilibre entre les activités génératrices de revenus et les activités ouvertes aux habitants de Pointe-Saint-Charles.

Ce soutien est complémentaire aux interventions ayant déjà eu lieu à la Ville, que ce soit en arrondissement, à travers le PR@M ÉS, le service de la Culture ou PME MTL.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 200 000 $.
Les versements sont prévus selon le calendrier suivant :

2019	2020	2021	2022	**TOTAL**
60 000, 00 $	70 000, 00 $	50 000, 00 $	20 000,00 $	**200 000,00 $**

Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction Entrepreneuriat (Entente 150 M$).

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

Ce dossier n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet s'inscrit dans les principes du développement durable en ce qu'il participe à atteindre les objectifs suivants :
· l'amélioration de la qualité de vie par la mixité des fonctions urbaines,
· une croissance économique durable par l'innovation et la promotion de l'économie locale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le soutien de la Ville de Montréal pour le projet du B7 permet :
● la pérennisation des activités actuelles à travers:

○ augmentation de la participation active des citoyens, ce qui génère des externalités positives pour le développement : augmentation des temps d'ouverture du B7, limitation de certains coûts;
○ augmentation du chiffre d'affaires des organisations et activités, avec le défi de renforcer l'hybridation des ressources sans casser la gouvernance participative et l'inclusion;

● la formalisation d'apprentissages qui pourront bénéficier à des collectifs et des projets au-delà de la seule organisation et de son territoire d'origine.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le projet s'étend de 2019 à 2022, avec le calendrier prévisionnel suivant:
● septembre 2019 - décembre 2019 : mise en place des outils de communications internes

nécessaires au projet et développement des partenariats;
● janvier 2020 - été 2020 : développement et test de la programmation des ateliers collaboratifs, programme d'apprentissage et de transmission des savoirs;
● 2021 : poursuite de la programmation et des apprentissages et développement d'un programme international d'innovations sociales
● janvier-mars 2022 : bilan et reddition de compte finale

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-Andrée L'ESPÉRANCE, Le Sud-Ouest
Chantal BEAULIEU, Le Sud-Ouest
Emmanuelle HÉBERT, Service de la culture

Lecture :

Marie-Andrée L'ESPÉRANCE, 23 juillet 2019
Chantal BEAULIEU, 23 juillet 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cécile VERGIER
Commissaire au développement économique, Innovation sociale

Tél : 514 868 7675
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-19

Géraldine MARTIN
Directrice

Tél : 514 872 2248
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET

Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2019-08-08

- DEMANDE DE FINANCEMENT PLURIANNUEL -

LE BÂTIMENT 7

Zone d'innovation sociale

Présentée dans le cadre du Plan d'action en innovation sociale de la Ville de Montréal

7 À NOUS

Lundi le 27 mai 2019

UN PROJET EXEMPLAIRE EN TERMES D'INNOVATION SOCIALE

Milieu exemplaire en termes d'innovations sociales tous azimuts, le Bâtiment 7 est une propriété collective de 90 000 pi^2 marquée par sa longue histoire de mobilisation populaire, une vision de fabrique d'autonomie collective avec ses 15 projets par et pour la communauté... au sein de sa seule phase 1. Occupé autant par des installations dédiées à la production que par des services de proximité, porté par une mission de mixité réelle et d'accessibilité, organisé selon des principes démocratiques et horizontaux, le Bâtiment 7 est appelé à devenir un réel moteur économique, social et politique dans un quartier défavorisé - un développement par et pour les gens qui y habitent - un écosystème en soi qui rayonne déjà dans son quartier, mais aussi bien au-delà.

Le 7 À NOUS, à travers le projet du Bâtiment 7, est l'organisme qui incarne parfaitement ce qu'on entend par l'innovation sociale telle que décrite par le Plan d'action en innovation sociale *Tisser Montréal* :

> *Les innovations sociales sont ancrées dans un territoire, un espace géographique propre. Plusieurs collectifs innovent (...) afin d'occuper l'espace de manière à assurer un développement durable, une cohésion sociale et une qualité de vie pour l'ensemble des citoyens. Il s'agit là de soutenir ces processus développant de nouvelles formes d'utilisation des terrains et des bâtiments, mais aussi de nouvelles formes de gouvernance de ces espaces.*

D'une part, il combine de façon assez surprenante ancrage communautaire, innovations multiples à son actif[1], ainsi qu'un incroyable dynamisme, un an à peine après son ouverture. D'autre part, il est marqué par un écosystème en train de mettre en place des principes de gouvernance partagée et de démocratie horizontale. Pour toutes ces raisons, ainsi que par son histoire et sa structure atypiques, il porte une vision unique au Québec, véritable terreau d'innovation et de changement social : **un projet à être résolument soutenu par la Ville de Montréal.**

La présente demande de financement vise à permettre la consolidation de la phase 1, et à propulser le Pôle des Pratiques et ses 7 ateliers collaboratifs vers leur plein potentiel de développement économique local. Et avec l'apport du Service de Développement économique de la Ville de Montréal et du Chantier d'apprentissages qui sera mis en place, cette démarche est appelée non pas à rayonner seulement à Pointe-Saint-Charles - mais sur l'ensemble du développement de l'innovation sociale à Montréal et au-delà.

[1] Obtention d'un bâtiment par le biais d'une lutte communautaire de 14 ans, Projet pilote d'obligations communautaires du TIESS; Réalisation d'une part du chantier de façon autonome; Développement de 15 projets directement issus du milieu; Projet pilote de Ruelle bleue-verte, etc.

PRÉSENTATION DE L'ORGANISATION

Le 7 À NOUS est l'OBNL en charge du redéveloppement du Bâtiment 7. Ses principaux champs d'action sont :

- ★ Assurer le travail de développement d'un ancien bâtiment ferroviaire en un projet inédit;
- ★ Mettre sur pied les conditions d'autogestion du Bâtiment 7;
- ★ Mobiliser la communauté de Pointe-Saint-Charles;
- ★ Porter le projet des ATELIERS COLLABORATIFS, soit des équipements collectifs autogérés par ses utilisateurs-trices responsables, ouverts sur le quartier.

Vision

Le Collectif 7 à Nous s'est réapproprié ce bâtiment industriel patrimonial, fragment de l'histoire populaire de Pointe-Saint-Charles, afin de le convertir en une fabrique d'autonomie collective, un lieu de rassemblement alternatif accessible et bouillonnant de projets en tous genres. Enraciné dans le milieu qui l'a fait naître, ouvert sur le monde, le Bâtiment 7 aspire à devenir un moteur de transformation culturelle, sociale, politique, économique et environnementale à l'échelle de la ville et au-delà.

Mission

- ★ Autogérer une propriété collective enracinée dans l'histoire populaire de Pointe-Saint-Charles.
- ★ Réaliser un pôle de services et d'activités artistiques, culturelles, sociales et politiques en réponse aux besoins et désirs exprimés de longue date par la population du quartier.
- ★ Garantir l'accessibilité du lieu à tous et toutes, avec un parti pris affirmé pour les personnes marginalisées et appauvries.
- ★ Créer un écosystème d'expérimentation et d'apprentissage pour promouvoir l'autonomie, l'interdépendance, la complémentarité et le partage de ressources.
- ★ Pratiquer un mode de gestion démocratique horizontal et inclusif.
- ★ Être solidaires et engagé.e.s envers d'autres luttes pour la justice sociale et la réappropriation collective de nos quartiers, de nos villes et de notre vivre ensemble.

Phases de réalisation

1. **Phase 1 : Pôle des Pratiques - depuis le 7 mai 2018 - 20 000 pi2**
   Pratiques collaboratives, activités culturelles et services de proximité :
   - ★ Les Sans-taverne, brasserie artisanale coop de travail
   - ★ Le Détour de Pointe-Saint-Charles, épicerie autogérée de quartier
   - ★ Press Start, coop-arcade 14-21 ans
   - ★ École d'art de Pointe-Saint-Charles
   - ★ Coop la Coulée, atelier de sculpture de métal
   - ★ Le SAS, atelier textile et d'arts vivants
   - ★ Tiger Lotus Coop, centre de santé alternative

- ★ Espace de travail partagé dédié à des organismes culturels : Abjad Howse, KABANE77, le Bureau de l'engagement communautaire de Concordia et le 7 À NOUS
- ★ 7 ateliers collaboratifs : mécanique auto, vélo, bois, impression numérique, sérigraphie, céramique, chambre noire
- ★ 2 salles dédiées aux locations et activités socioculturelles et communautaires : la salle polyvalente et le grand atelier

2. **Phase 2 : Pôle Famille et Santé - 2020 - 22 000 pi2**
   CPE les Enfants de l'avenir, projet potentiel de maison de naissance, centre de santé alternative multidisciplinaire et accessible.
3. **Phase 3 : Pôle alimentaire - 2022 - 20 000 pi2**
   Sécurité alimentaire et agriculture urbaine : serres, marché, fermette
4. **Phase 4 : En cours de définition - 28 000 pi2**

La petite et grande histoire du Bâtiment 7

Le redéveloppement des Terrains du CN et la cession du Bâtiment 7 à la communauté ont été l'objet de mobilisations du quartier depuis 2003, notamment marquées par la désormais célèbre lutte contre le projet de Casino et de Centre des foires internationales en 2005-2006.

À plusieurs égards, il s'agit d'une histoire exemplaire, où une communauté s'est saisie, en amont, d'un des plus importants dossiers de redéveloppement urbain de Montréal, a su lutter contre les développement projetés, s'est organisée pour proposer des pistes de développement alternatives et a, entre autres, visé stratégiquement le don d'un bâtiment pour pouvoir répondre par elle-même à ses besoins. Après plusieurs années d'attentes et de démarches, le 7 À NOUS, par ses seules forces citoyennes, a réussi à convertir une première phase du Bâtiment 7 en un projet par et pour la communauté, un redéveloppement qui a nécessité plusieurs millions de dollars d'investissements.

Principaux jalons de cette histoire

- ★ 2003 – 2004 : Opération populaire d'aménagement et 1er drapeau citoyen sur les terrains du CN.
- ★ 2005 – 2006 : Vente des terrains du CN au Groupe Mach pour 1$; Lutte populaire contre le projet de Centre de foires internationales et du déménagement du Casino de Montréal; Victoire!
- ★ 2007 – 2008 : 2^{e} Opération populaire d'aménagement et propositions citoyennes pour le redéveloppement des Terrains du CN.
- ★ 2008 – 2010 : Consultations publiques de l'OCPM.
- ★ 2009 – 2012 : Formation du Collectif 7 À NOUS ; Mobilisations pour la cession du Bâtiment 7.
- ★ 2012 : Signature de l'Accord de Développement des Terrains du CN entre le Groupe Mach et la Ville de Montréal qui consacre, entre autres, la cession du Bâtiment au 7 À NOUS, plus la réhabilitation du site et le don d'un million de dollars pour sa conversion.
- ★ 2012 – 2017 : Attente pour la cession, négociations, développement de projet et beaucoup, beaucoup de résilience...
- ★ 28 avril 2017 : Cession officielle du Bâtiment 7 à la communauté.
- ★ 2017 : Rénovation du bâtiment et développement des projets du Pôle des Pratiques.
- ★ 7 mai 2018 : Ouverture officielle du Pôle des Pratiques.

PRÉSENTATION DES ENJEUX

Après une année d'existence, voici ce qui marche bien au 7 À NOUS :

- ★ Plus d'une centaine de membres actifs soutiennent le travail de l'une ou l'autre des composantes de son champ d'action (programmation, finances, mobilisation, intégration, accueil, entretien, projets extérieurs, etc.).

- ★ Ses principaux champs d'action ont pu obtenir des financements spécifiques, alors que la viabilisation du Pôle des Pratiques via ses revenus autonomes va bon train. En termes de finances, voici les principales réalisations selon le grand cercle d'appartenance :

    - ★ **Grand cercle Pôle des Pratiques**
        - Le paiement de toutes les dépenses fixes et variables liées au Pôle des pratiques (via des revenus autonomes provenant de locations et d'utilisation des ateliers et des salles évènementielles de l'ordre de 222k$ en 2019 et de 292k$ prévus en 2020);
        - Le travail d'entretien du Bâtiment (via des subventions salariales d'Emploi-Québec).
    - ★ **Grand cercle Démocratie :**
        - Le fonctionnement démocratique et l'implantation d'une structure d'intégration à l'intention de ses membres actifs (via le fonds en Innovation sociale du MEI);
        - La mise en place de plateformes collaboratives virtuelles pour faciliter le travail en équipe ainsi que pour faciliter la transparence et le partage d'informations (via le fonds en Innovation sociale du MEI);
        - La mise sur pied d'un système de résolution de conflits bâti sur le principe des cercles restaurateurs (via le Fonds Accès Justice);
        - La mobilisation des communautés marginalisées et/ou appauvries du quartier (via un pool de fondations soutenu par la Fondation Béati);
    - ★ **Grand cercle Développement et Viabilité**
        - Le travail de développement et de structuration financière de l'organisme (via un pool de fondations soutenu par la Fondation Béati);
        - Le développement de certains projets de santé publique tels le Pôle alimentaire et l'intégration à un parcours vert et comestible dans le sud du quartier (via le programme Quartier 21 et un financement de la DRSP);
        - Le paiement des charges relatives aux sections vides telles les taxes foncières et assurances (via un pool de fondations soutenu par la Fondation Béati).

- ★ Une démarche vers l'adoption d'un plan d'action qui encadre les priorités des trois grands cercles, et qui en détermine les transversalités, a été menée de façon complètement horizontale.

Que reste-il en termes d'enjeux à résoudre ? En fait, il en reste trois :

1. **Consolider le Pôle des Pratiques :** Le Pôle des Pratiques vise, à terme, à être 100% autonome au niveau financier, par ses revenus de location, ses revenus d'utilisation de ses ateliers, et par des locations événementielles. Si nous sommes convaincus qu'en trois ans, on pourra approcher l'autofinancement du Pôle des Pratiques, les premières années exigent une délicatesse spécifique aux projets en démarrage – et particulièrement à ceux qui prennent des formes aussi uniques que celles du Bâtiment 7 – afin d'assurer une augmentation constante de son chiffre d'affaires.

   En termes de renforcement, différents postes ont encore besoin d'être soutenus - comme l'accueil, l'entretien, la programmation, la diffusion - par l'élaboration d'un système de mutualisation des fonctions support. Finalement, puisque la proportion des revenus autonomes entre chacun des groupes est déterminée de façon horizontale, et que chacun des groupes occupants sont essentiellement portés par des énergies citoyennes et souvent bénévoles, il y a un enjeu qui se pose au niveau de la littératie financière des groupes (réalisation de budgets prévisionnels, lecture des États financiers, etc.) afin de relever le défi de la viabilité.

2. **Propulser le modèle des ateliers collaboratifs :** Au sein du Pôle des Pratiques, sept ateliers collaboratifs ont été mis sur pied, dans une formule prévue pour faire un pied-de-nez aux modèles privatifs communément répandus, dans le but de faciliter l'accès à des équipements productifs ou artistiques. Cette formule a été pensée pour réunir autant des professionnel-les que des citoyen-nes, basée sur une formule basée sur l'association d'utilisateur-trices responsables et d'utilisateur-trices ponctuel-les, sans apport de ressources salariées pour en coordonner le fonctionnement. Or, huit mois après l'ouverture, si les utilisateurs-trices responsables sont présent-es, il manque tout un pan de développement pour assurer l'appropriation des ateliers par le plus grand nombre, intégrer les dizaines de personnes qui souhaitent s'impliquer de manière significative dans leur fonctionnement et propulser le potentiel de développement économique local porté par ces ateliers productifs.

3. **Faire rayonner les apprentissages en cours :** Le 7 À NOUS est, depuis un an, littéralement bombardé de demandes de visites, conférences, partage d'expérience. Nos ressources sont limitées, notre capacité de réponse aussi, mais le besoin criant pour des exemples réussis d'innovation sociale de cette ampleur est néanmoins manifeste. En participant au programme de Zones d'innovations sociales, le 7 À NOUS bénéficiera du Chantier d'apprentissages mis en place et pourra travailler ainsi à la documentation et au rayonnement de ses expériences.

DESCRIPTION DU PROJET

La phase 1 du Bâtiment 7 est constitué de 15 groupes occupants qui forment le Pôle des pratiques : services de proximité et espaces culturels locatifs animés par des organismes qui ont amené au projet leur force d'organisation et leur équipement, ainsi que de plusieurs ateliers collaboratifs équipés par le 7 À NOUS et animés par les membres actifs du B7.

Le projet déposé se décline en trois aspects, liés aux trois enjeux précédemment nommés.

Volet 1 : La consolidation du Pôle des Pratiques

Entamée il y a tout juste un an, la viabilité financière du Pôle des Pratiques à travers des revenus autonomes est en marche, mais doit être soutenue pour consolider et pérenniser les groupes locataires existants, qui sont tous des OBNL, des coopératives ou des collectifs autogérés en démarrage. Un soutien au développement économique et à la programmation permettrait au Pôle de Pratiques d'augmenter substantiellement son chiffre d'affaires au terme des trois années du programme de Zone d'innovation sociale, tout en permettant une hausse graduelle mais néanmoins consistante des revenus de location et de cotisation (4,5% par année sur 4 ans).

Notons qu'une aide au Pôle des Pratiques en amont équivaut à soutenir 15 projets en aval, et permettra la mise en place des conditions de leur pérennisation, grâce à une série d'actions spécifiques, comme par exemple :

- Un transfert de connaissances via la création d'un guide fonctionnement du B7 pour augmenter les heures d'ouverture.
- La mise en place d'une structure de bénévolat à l'échelle du Pôle des Pratiques pour renforcer l'accueil et les plages d'ouverture des ateliers au public.
- La mise en place d'un programme de formation collective sur les prévisionnels et sur la compréhension des résultats financiers.
- L'élaboration du processus collectif de partage de la cible de revenus de loyers (exercice de péréquation).
- La mise en place d'une programmation socioculturelle et d'une structure d'organisation collective en ce sens.
- Le renforcement de la diffusion des activités du Pôle des Pratiques (via des outils virtuels de partage interne, la mise en place du Cercle de diffusion, l'embauche d'une stagiaire avec le support de Concordia), en vue d'un plus grand rayonnement des activités.

Volet 2 : Le développement des ateliers collaboratifs

La raison d'être des Ateliers collaboratifs est d'offrir des lieux de création et de production abordables et pérennes, ainsi que des équipements spécialisés autrement inaccessibles pour artistes et artisans émergents, ainsi que pour la population en général. Les ateliers ont été aménagés et équipés par le 7 À NOUS et ces équipements sont la propriété collective de l'OBNL. Ils présentent

ainsi un caractère distinctif que ce que l'on retrouve dans l'écosystème montréalais des ateliers d'artistes et d'artisans.

En effet, loin de reproduire la forme établie des ateliers d'artistes privatifs, ils innovent profondément au niveau de leur forme et de leur formule. Convaincus que la création/production/réparation et le parti-pris collectif du Bâtiment 7 peuvent aller de pair, l'angle choisi est d'offrir des ateliers collaboratifs, flexibles et multi-usages, ouverts sur la communauté par le biais d'une programmation cohérente et solide et d'équipements collectifs de qualité. Ce faisant, les ateliers collaboratifs maximisent leur capacité d'accueil au pied carré et peuvent ainsi répondre à plus de besoins, accueillir un plus grand nombre d'artistes et d'artisans, sans y sacrifier les besoins du grand public, décuplant par le fait même les possibilités en termes d'innovation sociale.

Ateliers	Niveau	Superficie / pi2
Vélo	Tout l'équipement nécessaire pour la mécanique vélo. L'espace est aménagé avec 3 supports à vélo et plusieurs outils d'atelier. Il peut accueillir un petit groupe de 5 à 6 personnes pour un atelier de formation ou 3 personnes qui travaillent sur leurs vélos en même temps.	410
Mécanique	Unique en son genre à Montréal : on y trouve les outils nécessaires pour réparer voiture, motocyclette, tondeuse, triporteur, bref tout ce qui a un moteur. L'espace est aménagé avec 2 établis, 2 ponts élévateur (*lifts*), des machines à pneus et plusieurs autres outils d'atelier. Cet espace peut accueillir 3 à 4 utilisateurs à la fois.	891
Bois	Toutes les machines et outils de base pour réaliser les projets de bricolage du quotidien ainsi que des projets artisanaux et artistiques. L'atelier peut accueillir confortablement 3 à 4 utilisateurs à la fois.	1232
Sérigraphie	Tous les équipements nécessaires pour réaliser des projets de sérigraphie sur tissu ou sur papier : soies, encre, table d'exposition, surfaces de travail, de séchage et de lavage des soies. Cet espace peut accueillir confortablement un petit groupe de 5 à 6 personnes pour un atelier de formation ou 3 personnes qui travaillent sur leurs projets personnels.	226
Céramique	Table de façonnage, deux tours, un four et des étagères de rangement. L'atelier peut accueillir confortablement un petit groupe de 5 à 6 personnes pour un cours ou 3 personnes qui travaillent sur leurs projets personnels	236
Impression numérique	L'espace est aménagé avec des imprimantes permettant d'imprimer différents formats, d'un grand plan de travail pour découpes et de postes informatiques sur lesquels on peut se familiariser avec les logiciels de traitement et de création d'images. Cet atelier peut accueillir 3 à 4 utilisateurs travaillant en simultané.	455
Chambre noire	Équipements de base pour développer des photographies argentiques : agrandisseurs, bacs à chimies, séchoirs. Cet espace est notamment utilisé par les utilisateurs de l'atelier	112

	sérigraphie pour procéder à l'émulsion des soies. La chambre noire peut accueillir confortablement 2 utilisateurs à la fois.	
Total		**3552**

Tout ceci représente les bases du projet. Toutefois, nous sommes toujours à l'aube de son potentiel réel. Imaginons une seule minute ce que pourraient générer de tels ateliers en termes développement économique local, soit en termes de production, de création, de formation, de réparation et de rayonnement. Une structure réellement collaborative doit encore être mise sur pied, soit un fonctionnement au sein duquel professionnel-les et citoyen-nes du quartier travaillent conjointement pour ouvrir des espaces de travail et partager connaissances et équipements productifs avec la communauté, avec les ressources nécessaires pour ce faire, et où des opportunités de développement économique peuvent être saisies, comme des partenariats commerciaux et des programmes de résidence.

Axes de développement des ateliers collaboratifs :

- ★ **Consolidation de l'utilisation professionnelle :**
  - Maintien de 4 jours/semaine dédiés à l'utilisation professionnelle pour des activités génératrices de revenus;
  - Renforcement de certaines équipes (impression numérique, bois);
- ★ **Renforcement de la présence citoyenne :**
  - Mise sur pied d'un vaste programme de formation 2 jours/semaine, à l'intention de toute la communauté, visant à l'établissement d'un bassin de personnes formées, à même de s'impliquer par la suite dans les ateliers et de "redonner" à la communauté, en devenant membre actif à part entière du B7;
  - Mise en branle d'1 jour/semaine d'ateliers libres où des praticien-nes du métier encadrent les usagers et usagères à l'utilisation des équipements;
  - Mise en place d'une structure de bénévolat à l'échelle des ateliers. Exemple : 3 heures par mois de formation données par des professionnel-les du métier donnent droit à toute une foule d'avantages (rabais à l'épicerie, au café-brasserie, aux ateliers; utilisation gratuite de certains équipements);
- ★ **Développement de partenariats commerciaux :**
  - Dans les ateliers où l'utilisation professionnelle est difficile à cause de la nature des installations (exemple : atelier d'ébénisterie), nouer des partenariats avec le CJE du Sud-ouest et l'arrondissement le Sud-ouest pour la construction de différents mobiliers urbains dans le cadre d'un projet de formation dédié aux jeunes;
  - Mise en branle d'un café réparation 1 fois/mois en collaboration avec le projet Jeunesse Press-Start et revente des produits réparés dans le Magasin du Bâtiment 7;
  - Élaboration de projets de création/production croisés : création d'enseignes en métal pour le Bâtiment 7 et d'autres organismes, production de t-shirts sérigraphiés pour différentes campagnes sociales, impression de matériel promotionnel pour des projets émergents montréalais, montage d'une flotte de vélos-cargo pour la livraison à vélo des organismes en sécurité alimentaire, etc.

- ★ **Mise en place de collaborations universitaires :**

- Mise en place d'un programme de résidence en art communautaire financé par l'Université Concordia (en cours).
- Création d'une résidence de recherche nationale et internationale sur les zones d'innovation sociale (École d'innovation sociale Élisabeth-Bruyère, CRIT de l'université de Barcelone, Center for Social Innovation de l'université Stanford) en partenariat avec le CRITS (Centre de recherches sur les innovations et les transformations sociales) de l'université Saint-Paul.

Une refonte du modèle des ateliers en vue de leur viabilisation et leur pérennisation est actuellement en cours, animé par le développement de ces axes. Le lancement de la nouvelle formule est prévu à l'automne 2019. Une charge de projets rémunérée pour développer ces axes de développement semble d'ores et déjà nécessaire pour aider au démarrage du nouveau modèle.

Volet 3 : La participation au Chantier d'apprentissages

Le projet déposé prend en compte une participation active au Chantier d'apprentissages appelé à être mis en place par le Service de Développement économique de la Ville de Montréal. Par ce biais, l'ensemble des démarches d'innovations sociales qui touchent au développement économique local du projet seront approfondies, documentées, et réfléchies de façon telle qu'elles puissent être diffusées et partagées à l'échelle de la métropole - et au-delà.

L'APPROCHE D'INNOVATION SOCIALE

Initiative collective et implication de la communauté

Le volet 1 vise l'autonomie financière du Pôle des Pratiques, à terme, en offrant un soutien financier sur 3 ans pour aider au développement des 15 projets occupants (épicerie, café-brasserie, arcade jeunesse, école d'art, fonderie d'art, etc.), tous fondés sur des modèles d'économie sociale et profondément intégrés à la communauté, en visant à des hausses progressives de leurs revenus autonomes (4,5% par année sur 4 ans).

Le volet 2 présente la plus forte composante liée à la participation/implication de la communauté :

- Développement du nouveau concept par les forces vives du Bâtiment 7;
- Présentation du concept lors d'une Assemblée publique;
- Mobilisation d'un imposant bassin de bénévoles et de participant-es via une campagne majeure de sensibilisation;
- Utilisation publique des ateliers, production, réparation et création.

Le volet 3 permettra, à terme, de mieux diffuser les contenus propres à l'expérience de développement économique du Bâtiment 7, de faire de l'éducation populaire et du rayonnement de connaissances, dans une perspective de partage des savoirs, d'appropriation et de réplicabilité.

Balises d'évaluation

Volet 1 : Consolidation du Pôle des Pratiques

- Maintien sur les lieux des projets occupants;
- Augmentation progressive des revenus autonomes (loyers, cotisations, locations événementielles) de l'ordre de 4,5% par année sur 4 ans;
- Augmentation de la participation bénévole;
- Fonctionnalisation de l'accueil;
- Mise sur pied du cercle diffusion;
- Mise en place d'une programmation socio-culturelle soutenue;
- Autonomisation financière au terme de 3 ans.

Volet 2 : Ateliers collaboratifs

- Augmentation de la fréquentation des ateliers / semaine;
- Augmentation du nombre de bénévoles qui participent à l'animation des ateliers / mois;
- Augmentation du nombre et de la diversité des créations / réparations / productions réalisées / semaine;
- Augmentation du nombre de collaborations externes mises sur pied / année;
- Augmentation du bassin de membres actifs;
- Autonomisation financière au terme de 3 ans.

Volet 3 : Participation au Chantier d'apprentissages

- Participation à un Chantier d'apprentissages par 2 mois
- Création d'un outil de diffusion

GOUVERNANCE

Le 7 À NOUS pratique un mode de gestion démocratique horizontal et inclusif. Il s'est inspiré pour ce faire d'expériences jaillies de l'essor des "organisations vivantes", aussi nommées gouvernance partagée, self-management des organisations opales, holacratie ou autogestion d'inspiration sociocratique. La logique de ces nouvelles organisations repose sur une structure décentralisée et souple dans laquelle de petites équipes (cercles) prennent en charge leur propre gouvernance et leurs interactions avec d'autres parties de l'organisation.

Pour participer à un cercle, une personne doit devenir membre active, et pour ce faire, passer par un processus d'intégration (formation de 3 heures sur le fonctionnement organisationnel du Bâtiment 7) ET être intégrée dans un cercle par un processus de marrainage/parrainage. À l'heure actuelle, l'écosystème compte environ 100 membres actifs. Sa structure est pensée pour potentiellement fonctionner à 10 fois plus, sans perdre en décentralisation, en horizontalité ou en efficacité.

Dans ce type de structure, le CA formel est remplacé par un cercle de coordination. Dans la structure du 7 À NOUS, celui-ci rassemble 3 personnes par grand cercle, toutes nommées de par la confiance que leur porte le reste de leurs pairs. Le cercle de coordination assume entre autres les responsabilités légales d'un CA.

L'ensemble des membres actifs composent le cercle général, lequel se prononce sur les questions qui touchent l'ensemble de l'écosystème. Une fois l'an, le cercle général se convertit en assemblée générale.

Vous trouverez en pièce jointe au dossier l'organigramme qui témoigne de cette structure particulière.

ANCRAGE ET PARTENAIRES

L'organisme 7 À NOUS est né d'une mobilisation citoyenne initiée par les organismes communautaires de Pointe-Saint-Charles, et l'ensemble du projet du Bâtiment 7 se pose en complémentarité avec l'action des organismes et des initiatives existantes du quartier.

Initiatives passées

- ★ **2003-2012 :** Mobilisations pour les Terrains du CN[2] :
    - **2009 :** Naissance du « comité 7 À NOUS »[3];
    - **2009-2012 :** Mobilisations partagées avec les autres acteurs du quartier;
- ★ **2012-2017** : Développement du projet du Bâtiment 7 :
    - De multiples assemblées publiques de quartier (une dizaine) et des présentations à la Table Action-Gardien (au moins une par année);
    - **2012 :** Développement d'un projet de CPE en partenariat avec le CPE les Enfants de l'Avenir de Pointe-Saint-Charles;
    - **2013 :** Formation d'un Comité « Pôle alimentaire »[4];
    - **2016 :** Dépôt d'une offre locative à la Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles pour le projet de Maison de naissance;
    - **2017 :** Intégration de Press-Start au sein de la phase 1 (initiative de l'organisme Maison St-Columba House)

Initiatives présentes et futures

- ★ **Poursuite du développement du projet de Pôle alimentaire :** la prochaine étape est de pousser encore plus loin l'idée d'un pôle alimentaire de quartier, regroupant l'ensemble des infrastructures et initiatives alimentaires de Pointe-Saint-Charles;
- ★ **Accueil d'activités quartier à tarif nul ou préférentiel :**
    - Bibliothèque Saint-Charles (heures du conte, point de chute de livres, etc.);
    - Assemblées publiques (CPAS, Comité de lutte en santé, etc.);
- ★ **À venir :**
    - Développement de partenariats structurants pour favoriser la participation des populations appauvries/marginalisées du quartier : OMHM, organismes communautaires, écoles primaires);
    - Préparation et dépôt de la demande pour devenir membre régulier de la Table de concertation Action-Gardien;
    - Développement de partenariats structurants autour des ateliers collaboratifs du Bâtiment 7 (LSCO, YMCA, Carrefour d'éducation populaire, CJE Sud-Ouest, etc.)

---

[2] Les mobilisations sont menées par plusieurs types d'acteurs : Table de concertation communautaire Action-Gardien et ses organismes membres ; RÉSO ; Pointe libertaire et Centre social autogéré; groupes citoyens; etc.

[3] Les membres fondateurs sont : Table de concertation communautaire locale Action-Gardien, le Club populaire des consommateurs, le Centre social autogéré, le RÉSO, Quartier Éphémère, l'architecte Mark Poddubiuk, des citoyen-nes).

[4] Groupes fondateurs du Comité Pôle alimentaire : Action-Gardien, Club populaire des consommateurs, Partageons l'Espoir, 7 À NOUS.

ÉCHÉANCIER

Date	Tâches		
	Volet 1 **Pôle des pratiques**	**Volet 2** **Ateliers collaboratifs**	**Volet 3** **Chantier d'apprentissage**
Juin 2019	- Développement des acquis au Pôle des Pratiques. - Formation aux prévisionnels ouverte à tous les groupes occupants.	Présentation du nouveau modèle des ateliers collaboratifs aux membres actifs du B7 et début de son opérationnalisation	
Été 2019	- Embauche d'une stagiaire aux communications - Mise en place du cercle Diffusion - Période test du système de communication interne.	Période test - recherche de partenariats quartier (YMCA, Carrefour d'Éducation populaire, LCSO, CJE Sud-Ouest, Arrondissement, etc.)	
Septembre 2019		Lancement public du nouveau modèle des ateliers	Démarrage du Chantier des apprentissages.
Septembre - Décembre 2019	- Appropriation du système de communication interne par l'ensemble de l'écosystème.	- Rodage des ateliers, développement des partenariats	

	- Formation sur la lecture des états financiers ouverte à tous les groupes occupants.	- Mise en place d'une programmation annuelle ouverte au quartier	
Septembre 2019 - Avril 2020	Développement d'un programme de résidence en arts communautaires en collaboration avec le Bureau d'engagement communautaire de l'université Concordia.		
Décembre 2019 - Juin 2020	Développement de la programmation socioculturelle du Pôle des Pratiques.		
Janvier 2020	Mise en œuvre d'un projet d'enseigne extérieure pour le B7 en collaboration avec les organismes quartier.		Poursuite du chantier des apprentissages
Mai 2020	2 ans du B7 : - Mise à contribution de tous les ateliers du Pôle des pratiques pour souligner l'événement en collaboration avec les partenaires du quartier.		
Printemps 2020	Processus collectif vers l'atteinte de la nouvelle cible financière + exercice de péréquation entre tous les groupes occupants	Recherche en vue d'un programme d'apprentissage et de transmission des savoirs à l'échelle du quartier, par et pour sa population.	
Été 2020		Mise en place du programme d'apprentissage et de transmission des savoirs.	

Septembre 2020	Reprise de la programmation annuelle	Intégration du programme d'apprentissage à l'offre des ateliers collaboratifs	
Hiver 2020		Développement d'un incubateur d'innovation sociale, programme de résidence internationale pour chercheurs et bâtisseurs de possibles, en collaboration avec le CRITS de l'université Saint-Paul.	
Janvier 2021		Mise sur pied d'un programme de camps de jour animés par des jeunes du quartier	
Mai 2021	3 ans du B7 : - Célébration de la pérennisation du projet		
Juillet-Août 2021		Camps de jour du B7	
Septembre 2021		Reprise de la programmation annuelle	Conclusion du chantier des apprentissages
Décembre 2021	Un pôle des pratiques devenu réellement fabrique d'autonomie collective !		Rayonnement et diffusion des acquis

PÔLE DES PRATIQUES - 2019	BUDGET	PRÉVISIONS	
Description			
REVENUS AUTONOMES PÔLE DES PRATIQUES			
Revenus autonomes	112 465	116 123	117 354
TOTAL REVENUS AUTONOMES PÔLE DES PRATIQ	*112 465*	*116 123*	*117 354*
REVENU SUBVENTION PÔLE DES PRATIQUES			
Subvention Zone d'innovation sociale	60 000	70 000	70 000
Subvention Résidence en art communautaire Co	6 000	6 000	6 000
TOTAL SUBVENTION PÔLE DES PRATIQUES	*66 000*	*76 000*	*76 000*
REVENUS TOTAUX	*178 465*	*192 123*	*193 354*
COÛTS PÔLE DES PRATIQUES			
Coordonnateur(trice) pôle des pratiques	33 779	33 779	33 779
Responsable administration + événementiel	42 224	42 224	42 224
Responsable soutien technique	26 239	37 584	37 584
Chargée de projets - Ateliers	33 779	33 779	33 779
Entretien et réparation	22 960	23 993	25 073
Publicité et télécommunications	3 260	3 298	3 337
Frais de fonctionnement	16 224	17 466	17 578
TOTAL COÛTS PÔLE DES PRATIQUES	*178 465*	*192 123*	*193 353*
COÛTS TOTAUX	*178 465*	*192 123*	*193 353*
Bénéfice net	***0***	***0***	***0***

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, Greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **7 À NOUS** , personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est le 1900, rue Le Ber, bureau 201, Montréal, Québec, H3K 2A4, agissant et représentée par Judith Cayer, Coordonnatrice Développement et Viabilité, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 82330 5842 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1217992474 TQ0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme est le développeur d'un concept inédit, accessible, pérenne et précepteur d'un nouveau genre d'organisation avec le Bâtiment 7, un pôle regroupant des organismes communautaires, culturels et artistiques, des entreprises d'économie sociale, des associations citoyennes ainsi que des services et commerces de proximité, en réponse aux divers besoins et aspirations de la population du quartier Pointe-Saint-Charles » ;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « Annexe 1 » : la description du Projet;

2.2 « Annexe 2 » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Projet » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « Rapport annuel » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « Reddition de compte » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « Responsable » : Directrice de l'Entrepreneuriat de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « Unité administrative » : Service du développement économique

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 31 mars de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 décembre pour la première année et la période du 1er janvier d'une année au 31 décembre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard les cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit

versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard les cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de deux cent mille dollars (200 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année **2019 :**

une somme maximale de soixante mille dollars (60 000 $) dans les trente jours suivant la signature de la présente convention par les deux parties;

5.2.2 Pour l'année **2020 :**

une somme maximale de soixante dix mille dollars (70 000 $) dans les trente (30) jours de la remise de la reddition de compte et d'un bilan financier de l'année 2019 à la satisfaction du Responsable;

5.2.3 Pour l'année **2021 :**

une somme maximale de cinquante mille dollars (50 000 $) dans les trente (30) jours de la remise de la reddition de compte et d'un bilan financier de l'année 2020 à la satisfaction du Responsable;

5.2.4 Pour l'année **2022** :

une somme maximale de vingt mille dollars (20 000 $) dans les trente (30) jours de la remise de la reddition de compte et du bilan financier finaux à la satisfaction du Responsable;

5.2.5 Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également

remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard **le 31 mars 2022**.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat

de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1900, rue Le Ber, bureau 201, Montréal, Québec, H3K 2A4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Coordonnatrice du Pôle des Pratiques. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700 rue de la Gauchetière Ouest, 28 étage, Montréal, QC, H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves SAINDON

Le 1er jour de août 2019

7 À NOUS

Par : _____
Judith Cayer, Coordonnatrice Développement et Viabilité

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de ..... 2019 (Résolution CG.....).

ANNEXE 1

PROJET

PROJET – en pièce jointe
- Demande de contribution financière de l'organisme

CALENDRIER

REDDITION DE COMPTE

Pour l'année 2019
- Un bilan annuel conformément à la demande du responsable, faisant état de réalisations et apprentissages du Projet pour l'année écoulée et un bilan financier du projet – au plus tard le 31 mars 2020;

Pour l'année 2020
- Un bilan annuel faisant état de réalisations et apprentissages du Projet pour l'année écoulée et un bilan financier du projet – au plus tard le 31 mars 2021;

Pour l'année 2021
- Un bilan final avec analyse et constats, faisant état des retombées des réalisations des trois années visées par la Convention (2019 à 2021) –au plus tard le 15 février 2022

INDICATEURS

Le bilan des réalisations doit comprendre notamment les bénéfices ou retombées obtenus en lien avec les indicateurs suivants :

Volet 1 : Consolidation du Pôle des Pratiques
- Maintien sur les lieux des projets occupants;
- Augmentation progressive des revenus autonomes (loyers, cotisations, locations événementielles) de l'ordre de 4,5% par année sur 4 ans;
- Augmentation de la participation bénévole au pôle des pratiques, de 10 à 50 personnes non membres qui viennent participer à des shifts au terme de 3 ans;
- Fonctionnalisation de l'accueil :
  - augmentation de la présence bénévole pour combler les 63h d'ouverture/semaine;
  - instauration d'un système comptable lié aux ateliers;
  - production d'un cahier de procédures;
- Mise sur pied du cercle diffusion : intégration de 5 nouveaux membres actifs, tenue de réunions mensuelles, réalisation d'un plan de communications, révision complète du site web.
- Mise en place d'une programmation socio-culturelle soutenue : consolidation d'une programmation autour de 15 évènements / mois.
- Autonomisation financière au terme de 3 ans.

Volet 2 : Ateliers collaboratifs

- Augmentation de la fréquentation des ateliers / semaine : de 10 à 50 utilisateurs/trices ponctuelles/semaine;
- Augmentation du nombre de bénévoles qui participent à l'animation des ateliers / mois : de 2 à 21 au terme de 3 ans (3 bénévoles stables/atelier);
- Augmentation du nombre et de la diversité des créations / réparations / productions réalisées/semaine : de 5 à 25/semaine pour l'ensemble des ateliers, tous types de clientèle confondue (professionnels, amateurs, etc.)
- Augmentation du nombre de collaborations externes mises sur pied / année : de 2 à 5/ partenariats avec d'autres institutions par année;
- Augmentation du bassin de membres actifs : de 100 à 200 au terme de 3 ans;
- Autonomisation financière au terme de 3 ans.

Indicateurs qualitatifs :

- Satisfaction des bénévoles et des membres actifs impliqués dans le projet;
- Implication et satisfaction des groupes occupants dans le processus de révision à la hausse des loyers et de littéracie financière;
- Rayonnement de l'expérience du Pôle des pratiques via des conférences, relais médias, visites.

La méthodologie de suivi des indicateurs sera élaborée en cours de projet.

CHANTIER D'APPRENTISSAGES

L'organisme s'engage en outre à participer aux travaux du Chantier d'apprentissages mis en place par la Ville de Montréal.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.
1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***

• Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
• S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
• Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

• Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).

• Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
• Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

• Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
• Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
• Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
• Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
• Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
• Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
• Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
• Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
• Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
• S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197896004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière, non récurrente, d'un montant de 200 000 $ à l'organisme 7 À NOUS pour la consolidation du pôle des pratiques de Bâtiment 7 en 2019-2022/ Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1197896004 - 7 A NOUS.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-26

Christian BORYS
Conseiller budgetaire
Tél : (514) 872-5676
Division : Service des finances, Direction du conseil et soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.05

2019/09/19
17:00

(1)

Dossier # : 1198207003

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et adaptation de domicile
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 2 096 371 $, pour la réalisation du projet de logement social Le relais des jeunes familles - 8575 Pie IX dans l'arrondissement de Villeray — Saint-Michel — Parc-Extension dans le cadre du programme AccèsLogis Montréal.

Il est recommandé d'approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 2 096 371 $, pour la réalisation du projet de logement social Le relais des jeunes familles - 8575 Pie IX dans l'arrondissement de Villeray — Saint-Michel — Parc-Extension dans le cadre du programme AccèsLogis Montréal.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-22 13:53

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1198207003**
Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et adaptation de domicile
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 2 096 371 $, pour la réalisation du projet de logement social Le relais des jeunes familles - 8575 Pie IX dans l'arrondissement de Villeray — Saint-Michel — Parc-Extension dans le cadre du programme AccèsLogis Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Le cadre de financement

Le programme AccèsLogis est un programme québécois, à financement partagé, de développement de projets d'habitation sociale et communautaire. Depuis 2018, grâce à une Entente de transfert des pouvoirs et des budgets de la Société d'habitation du Québec, la Ville de Montréal dispose du pouvoir d'adapter ce programme en fonction des réalités montréalaises, ce qui a permis de créer le programme AccèsLogis Montréal.

Les subventions offertes par le programme AccèsLogis Montréal sont financées par la Société d'habitation du Québec (SHQ), par des transferts budgétaires effectués dans le cadre de l'Entente de 2018. Les subventions de la SHQ représentent environ 50 % des coûts maximaux admissibles (CMA) reconnus par le programme. La contribution dite «du milieu», provenant de la Ville, représente environ 15 % des CMA. Cette contribution de la Ville lui est remboursée par la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).

Les CMA correspondent à des montants de réalisation maximaux fixés par unité résidentielle. Ces maximums varient selon la nature du projet, le volet et la typologie retenus.

Le règlement 02-102, adopté par les conseils de la Ville et de l'Agglomération pour encadrer la gestion du programme, prévoit qu'une subvention dite additionnelle puisse être accordée

par le Service de l'habitation à des projets qui ne peuvent être viabilisés par les subventions de base. Le règlement prévoit également qu'une subvention dite exceptionnelle puisse être accordée par le Conseil d'agglomération lorsque des projets ne peuvent être viabilisés par les subventions de base et additionnelle.

Le projet

Dans le cadre du programme AccèsLogis Montréal, l'organisme Le relais des jeunes familles a soumis un projet de construction neuve qui permettra la réalisation de 41 logements. Le projet comprend :

· 29 logements destinés à des familles ayant des revenus faibles ou modestes et dont la typologie est : 3 studios, 5 x 1 chambre à coucher, 6 x 2 chambres à coucher, 14 x 3 chambres à coucher, 1 x 4 chambres à coucher (volet I du programme AccèsLogis)
· 12 logements de 2 chambres à coucher, destinés à de jeunes mères avec enfants (volet III du programme AccèsLogis).

Les travaux requis pour le projet dépassent les sommes prévues par le programme. Une subvention exceptionnelle (au sens du règlement 02-102), d'un montant de 2 096 371 $, devra être consentie pour viabiliser le projet. C'est l'objet du présent sommaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1075 - 26 juin 2019 - Édicter deux ordonnances visant à déterminer les projets auxquels s'applique le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccésLogis Québec) (02-102) et les projets auxquels s'applique le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis Montréal) (02-102)

CG19 0095 - 28 février 2019 - Adopter le règlement intitulé « *Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme)* (02-102) (RCG 19-006) afin d'introduire des dispositions permettant aux projets d'obtenir une subvention patrimoniale, de modifier la liste des projets admissibles à une subvention additionnelle ou à une subvention exceptionnelle, de modifier les loyers médians reconnus et de revoir le Guide de réalisation des projets ainsi que des modifications de cohérence pour clarifier l'application de ce règlement avant et après l'entrée en vigueur du Règlement RCG 17-036

CE18 1110 - 18 avril 2018 - Ordonnance no 4 pour la création d'une nouvelle catégorie de coûts maximaux admissibles (Catégorie Zone centrale - Haute densité), des loyers afférents, et la majoration des coûts maximaux admissibles pour les projets de volet 1, 2 et 3.

CG18 0182 - 29 mars 2018 (118 0640001) - Approbation du projet d'entente entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au transfert des budgets et de la responsabilité en habitation, dans le cadre de la mise en œuvre de l'entente-cadre Réflexe Montréal reconnaissant le statut particulier de la métropole.

CG17 0572 - 14 décembre 2017 (1170634001). Adoption du *Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102)* . Adoption du *Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière de logement abordable .*

DESCRIPTION

Le coût de la construction de l’immeuble s’élève à 8 056 206 $. À ce montant s’ajoutent les honoraires professionnels, le coût des études, diverses dépenses connexes et les taxes applicables. Le coût total de réalisation est de 12 275 497 $. Malgré les subventions de base et additionnelles prévues et l’hypothèque qui sera contractée selon les normes d’AccèsLogis Montréal, il demeure un manque à gagner.
La subvention exceptionnelle de 2 096 371 $ sera ajoutée au montage financier du projet et permettra d'en assurer la viabilité.

JUSTIFICATION

· Le projet s'inscrit dans le cadre de la Stratégie de développement de 12 000 logements sociaux et communautaires; il répond aux engagements de l'Administration municipale en matière d’habitation sociale;
· Le projet a reçu la confirmation de l'engagement conditionnel des subventions dans le cadre du programme AccèsLogis Montréal en octobre 2018 ;
· La Ville attend l’approbation de la subvention exceptionnelle par le Conseil d’agglomération afin d’émettre un engagement définitif et ainsi permettre le démarrage des travaux ;
· L’arrondissement de Villeray — Saint-Michel — Parc-Extension est favorable à la réalisation du projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.
La subvention exceptionnelle de 2 096 371 $ sera assumée par l’entente entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au transfert des budgets et de la responsabilité en habitation, dans le cadre de la mise en œuvre de l'Entente-cadre Réflexe Montréal reconnaissant le statut particulier de la métropole (CG18 0182).

Cette dépense figure au budget de fonctionnement du Service de l’habitation. Elle concerne le logement social qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations. Le versement de cette subvention se fera en 2020 en fonction de l'avancement des travaux selon les modalités du Règlement 02-102.

La subvention exceptionnelle de 2 096 371 $ a été calculée en tenant compte des normes du programme AccèsLogis Montréal, notamment pour générer des loyers équivalant à 95 % du loyer médian établi pour Montréal. Le montant de cette subvention pourrait être revu à la baisse à la fin de la construction, à la date dite d’ajustement des intérêts, advenant que le projet soit viable sans avoir recours au plein montant de la subvention exceptionnelle.

Il est prévu qu'une fois construit, l'immeuble de l’organisme à but non lucratif générera des revenus annuels de taxes foncières estimés à 50 190 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet sera certifié Novoclimat.
La poursuite des interventions en matière d'habitation permet à la Ville de Montréal d'agir sur plusieurs aspects clé du développement durable, dont la consolidation du territoire urbanisé et sa densification dans les secteurs desservis par le transport collectif, la réponse aux besoins sociaux et, plus largement, le maintien d'une offre résidentielle saine et diversifiée, garante d'une réelle mixité sociale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si son montage financier n'est pas complété, le projet n'obtiendra pas l'engagement définitif de la Ville et devra être abandonné. Ceci représenterait une perte significative dans un arrondissement qui comptait, selon les données du recensement de Statistique Canada de 2016, près de 14 105 ménages locataires à faible revenu consacrant une part excessive (plus de 30%) de leur revenu aux frais de loyer. Ceci représente près du tiers des ménages locataires de cet arrondissement.
L'organisme Relais jeunes familles vient en aide à des jeunes femmes monoparentales afin qu'elles puissent poursuivre leurs études et acquérir une plus grande autonomie. Après un séjour de trois ans dans les autres projets de l'organisme, les jeunes mères pourront être logées dans le nouvel immeuble, qui offrira une deuxième étape pour leur insertion sociale, scolaire et professionnelle. La concrétisation de ce projet viendra assurer la continuité de ces services sur une plus longue période.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Des opérations de communication seront prévues, lors de l'inauguration du projet, conformément au protocole signé entre la Ville et la SHQ pour le programme AccèsLogis. Ce protocole prévoit notamment que les communiqués émis fassent l'objet d'une double validation par la Ville et par la SHQ au préalable.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature du contrat avec l'entrepreneur : septembre 2019
Début des travaux : octobre 2019
Occupation des bâtiments : mai 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Une opération de communication est recommandée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-07-30

Nabil ABBAS
Conseiller en développement de l'habitation

Tél : 514-872-1585
Télécop. :

Marthe BOUCHER
c/d soutien projets logement social et abordable

Tél : 514.868.7384
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2019-08-22

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1198207003

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et adaptation de domicile
Objet :	Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 2 096 371 $, pour la réalisation du projet de logement social Le relais des jeunes familles - 8575 Pie IX dans l'arrondissement de Villeray — Saint-Michel — Parc-Extension dans le cadre du programme AccèsLogis Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1198207003 Habitation.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget
Tél : 514-872-5911

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-20

Christian BORYS
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5676
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.06

2019/09/19 17:00

(1)

Dossier # : 1190744002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Autoriser la réception d'une contribution financière de 4 830 039 $ provenant du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour répondre aux besoins de l'agglomération de Montréal liés à la légalisation du cannabis, pour les années 2019 et 2020 / Approuver les conditions de versement de ce soutien conformément à la lettre du MAMH en date du 25 mars 2019 / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu correspondant / Autoriser le virement de ce montant vers le Service de la diversité et de l'inclusion sociale qui en assurera la répartition et le suivi

Il est recommandé :

1. d'autoriser la réception d'une contribution financière de 4 830 039 $ provenant du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour répondre aux besoins de l'agglomération de Montréal liés à la légalisation du cannabis, pour les années 2019 et 2020;
2. d'approuver les conditions de versement de ce soutien, conformément à la lettre du MAMH en date du 25 mars 2019;
3. d'autoriser un budget additionnel de dépense équivalant au revenu additionnel correspondant et autoriser le virement de ce montant vers le Service de la diversité et de l'inclusion sociale qui assurera la répartition, le suivi et l'affectation de ce montant aux besoins de l'agglomération liés à la législation du cannabis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-08-09 14:35

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1190744002**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Autoriser la réception d'une contribution financière de 4 830 039 $ provenant du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour répondre aux besoins de l'agglomération de Montréal liés à la légalisation du cannabis, pour les années 2019 et 2020 / Approuver les conditions de versement de ce soutien conformément à la lettre du MAMH en date du 25 mars 2019 / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu correspondant / Autoriser le virement de ce montant vers le Service de la diversité et de l'inclusion sociale qui en assurera la répartition et le suivi

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 17 octobre 2018, la consommation de cannabis fumé à des fins non thérapeutiques est légale partout au pays. La Ville s'est préparée à la légalisation du cannabis à des fins non thérapeutiques depuis l'été 2017, notamment par la mise en place d'un comité d'experts composé de représentants de la santé publique, des milieux communautaires et universitaires ainsi que de services municipaux. Elle a de plus mandaté la firme Raymond Chabot Grant Thornton afin de réaliser une évaluation des coûts municipaux supplémentaires afférents à la légalisation du cannabis. Cet exercice a été fait alors que le cadre légal de la légalisation n'était pas connu. À ce moment, la Ville estimait que ce changement législatif pourrait lui coûter entre 800 000 $ et 1 M $ pour l'implantation (coûts ponctuels) et entre 4,7 et 9,3 M$ annuellement.
Depuis, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a reçu, par décret ministériel en août 2018, une somme de 2,6 M$ (exercice financier 2018-2019) pour sa participation à la mise en œuvre des activités du comité Actions concertées pour contrer les économies souterraines – cannabis (ACCES Cannabis).

Au printemps 2019, le gouvernement du Québec a versé une aide financière afin de compenser les municipalités à la suite de la légalisation du cannabis et des impacts vécus par ces dernières. La somme reçue, pour l'agglomération de Montréal, est de 4 830 039 $ et couvre les exercices financiers 2019 et 2020.

Cette aide est non récurrente et doit être appliquée aux dépenses ayant trait à la législation du cannabis. Cette aide financière servira, notamment, à assurer la formation du personnel, à modifier l'affichage dans tous les parcs et bâtiments municipaux, à soutenir des activités de prévention auprès des jeunes Montréalais et à embaucher du personnel au regard des

activités supplémentaires requises suite à la légalisation du cannabis. La lettre du ministère confirmant le versement de ce montant précise que toute partie de cette somme qui ne serait pas utilisée à ces fins, avant le 31 décembre 2020, devra être retournée au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) au plus tard le 31 mars 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 2084 du 12 décembre 2018
Autoriser l'augmentation du budget de dépenses de fonctionnement du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) de 1 303 600 $ et du Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) de 11 300 $ ainsi que le budget de revenus du SPVM de 1 314 900 $, afin de permettre la création d'une équipe au programme ACCES Cannabis au SPVM / Autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé de 26 postes policiers et de deux postes temporaires civils pour la période du 1er octobre au 31 décembre 2018.

DESCRIPTION

Ce montant de 4 830 039 $ consiste en une aide financière pour répondre aux besoins de l'agglomération liés à la légalisation du cannabis pour les années financières 2019 et 2020. Parmi les dépenses, on peut penser, par exemple et sans limitation, à celles requises pour l'affichage dans les lieux publics, la mise à jour des règlements municipaux ou la formation des employés municipaux.

JUSTIFICATION

La Ville de Montréal, de concert avec l'Union des municipalités du Québec, a soutenu auprès du gouvernement du Québec l'importance que les municipalités soient compensées pour les dépenses engendrées par cette nouvelle législation. Cette aide financière répond à cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense additionnelle provenant d'une subvention du MAMH sera consacrée à répondre aux besoins de l'agglomération de Montréal liés à la légalisation du cannabis. Sur le plan budgétaire, ce dossier n'a aucune incidence sur le cadre financier de la Ville compte tenu des budgets additionnels équivalents en revenus et dépenses. Ce montant additionnel devra par conséquent être transféré au budget de fonctionnement du Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération de Montréal.

Le revenu supplémentaire de 4 830 039 $ sera versé à la Ville par le MAMH. La lettre de confirmation du versement de cette somme est disponible en pièce jointe et précise que les sommes reçues sont calculées au prorata de la population et seront réparties comme suit :

Année financière 2019		**Année financière 2020**	
Population 2018	2 025 127	**Population 2019**	1 999 883
Taux applicable	x 1,199797967	**Taux applicable**	x 1,200218038
Subvention 2019	**2 429 743 $**	**Subvention 2020**	**2 400 296 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Comme mentionné précédemment, toute partie de cette somme qui ne serait pas utilisée à ces fins, avant le 31 décembre 2020, devra être retournée au MAMH au plus tard le 31 mars 2021.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Septembre : Présentation au comité exécutif
Septembre : Présentation au conseil municipal
Septembre : Présentation au conseil d'agglomération pour approbation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean J THERRIEN, Direction générale

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Salwa MAJOUJI
Conseillère en planification

Tél : 514 872-7953
Télécop. : 514 872-9848

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-07

Amélie DUBÉ
Chef de section - planification et évaluation

Tél : 514-872-3956
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice - Service de la diversité et de l'inclusion sociale
Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2019-08-09

Ministère des
Affaires municipales
et de l'Habitation
Québec
Direction générale
des finances municipales

Québec, le 25 mars 2019

Monsieur Yves Saindon
Greffier
Agglomération de Montréal (AG660)
275, rue Notre-Dame Est, bur. R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Objet : Aide financière pour répondre aux besoins de l'agglomération liés à la légalisation du cannabis

Monsieur le Greffier,

Un montant de 4 830 039 $ sera déposé le 29 mars 2019 dans le compte de votre municipalité par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ce paiement consiste en une aide financière visant à répondre à vos besoins liés à la légalisation du cannabis pour les années financières 2019 et 2020. Les sommes sont réparties comme suit :

Année financière 2019		**Année financière 2020**	
Population 2018	2 025 127	Population 2019	1 999 883
Taux applicable	x 1.199797967	Taux applicable	x 1.200218038
Subvention 2019	**2 429 743**	**Subvention 2020**	**2 400 296**

Cette aide financière est non récurrente et elle devra être appliquée aux dépenses en lien avec la légalisation du cannabis. Par ailleurs, toute partie de cette somme qui ne serait pas utilisée à ces fins, avant le 31 décembre 2020, devra être retournée au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation au plus tard le 31 mars 2021.

Si vous désirez de plus amples informations au sujet de ce versement, veuillez communiquer avec la Direction des programmes fiscaux au 418 691-2033.

Veuillez agréer, Monsieur le Greffier, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Marc-André Leblanc
Directeur des programmes fiscaux

Direction des programmes fiscaux
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone: 418 691-2033 Télécopieur: 418 646-6941
programmes.fiscaux@mamot.gouv.qc.ca

Raymond Chabot Grant Thornton

L'instinct de la croissance[MC]



Rapport

Analyse des impacts financiers de la légalisation du cannabis non thérapeutique sur les services de la Ville de Montréal

Présenté à :

Ville de Montréal

Janvier 2018

© Raymond Chabot Grant Thornton & Cie S.E.N.C.R.L., 2018.

Raymond Chabot Grant Thornton

L'instinct de la croissance[MC]

CONFIDENTIEL

Le 16 janvier 2018

Madame Peggy Bachman
Directrice
Bureau des relations gouvernementales et municipales
Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est, 3e étage (3,108)
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Raymond Chabot Grant Thornton & Cie
S.E.N.C.R.L.
Bureau 2000
Tour de la Banque Nationale
600, rue De La Gauchetière Ouest
Montréal (Québec) H3B 4L8

Téléphone : 514 878-2691
Télécopieur : 514 878-2127
rcgt.com

Objet : Rapport – Analyse des impacts financiers de la légalisation du cannabis non thérapeutique sur les services de la Ville de Montréal

Madame,

Nous avons le plaisir de vous soumettre notre rapport relatif à l'objet ci-dessus. Nous espérons que nos constats vis-à-vis de la situation actuelle, nos recommandations et les pistes de solution vous aideront à atteindre vos objectifs.

Nous tenons à souligner l'excellente collaboration et la grande transparence de toutes les personnes rencontrées au cours de la réalisation du mandat.

Nous vous remercions de la confiance que vous nous témoignez et nous demeurons à votre disposition pour toute assistance supplémentaire ou pour vous accompagner dans la poursuite de vos objectifs.

Pour toute information supplémentaire, nous vous invitons à communiquer avec Pierre Fortin au 514 954-4639.

En espérant avoir l'occasion de partager vos défis, nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations les plus distinguées.

Raymond Chabot Grant Thornton s.e.n.c.r.l.

Pierre Fortin, CPA, CA
Associé – Conseil en management

Table des matières

Sommaire exécutif 3

Objectifs de la démarche et approche méthodologique 6

Sommaire des résultats du balisage préliminaire 9

Ville de Denver : analyse des impacts financiers de la légalisation du cannabis non thérapeutique sur les opérations 13

Démarche de collecte d'informations sur les impacts financiers de la légalisation du cannabis non thérapeutique auprès des services municipaux de la Ville de Montréal 22

Analyse des impacts financiers sur les services concernés 26

Analyse des impacts financiers spécifiques au SPVM 43

Principaux constats, analyses de sensibilité et scénarios considérés 55

Sommaire exécutif

Objectifs de la démarche de Raymond Chabot Grant Thornton

1. Baliser certaines villes qui ont vécu la légalisation du cannabis non thérapeutique sur leur territoire afin d'en connaître les impacts sur leurs opérations;
2. Établir un portrait juste des services et opérations de la Ville de Montréal influencés par la légalisation du cannabis non thérapeutique;
3. Évaluer les scénarios d'impacts financiers de la légalisation de cette substance selon les informations disponibles à ce jour.

Balisage de villes où le cannabis non thérapeutique a été légalisé et approfondissement des impacts sur la Ville de Denver

- Trois villes américaines ainsi que Montevideo en Uruguay ont été balisées afin d'identifier différents modèles de légalisation de même que leurs impacts au niveau des opérations municipales;
- Soumise au modèle de légalisation « libéralisé encadré » du Colorado, la Ville de Denver a été retenue pour une analyse plus approfondie des impacts de la légalisation sur ses différents services;
- Bien que le cadre législatif de Denver soit comparable à celui de la Ville de Montréal en termes de paliers gouvernementaux (municipal, provincial / étatique et fédéral) et répartition de compétences, certaines limites doivent être prises en considération en comparant les impacts qu'aura la légalisation du cannabis non thérapeutique sur les services de Montréal à ceux avérés sur la Ville de Denver :
  - Compétences, rôles et responsabilités de Denver différents de ceux des municipalités québécoises, notamment en termes de santé publique;
  - Le cannabis non thérapeutique demeure à ce jour illégal dans les états limitrophes du Colorado;
  - Le modèle de légalisation adopté par le Colorado est considérablement plus « libéralisé » que le cadre réglementaire envisagé par le gouvernement du Québec dans lequel la distribution et la vente du cannabis seraient assurées par une société d'État non commerciale.

Faits saillants des impacts financiers de la légalisation du cannabis non thérapeutique sur la Ville de Denver

- En novembre 2013, soit quelques semaines avant l'entrée en vigueur de la loi légalisant le cannabis non thérapeutique au Colorado en janvier 2014, les résidents de Denver ont voté en faveur de l'imposition d'une taxe municipale spéciale de 3,5 % sur le cannabis non thérapeutique vendu au détail sur le territoire de leur ville. En incluant la même taxe que celle déjà imposée au cannabis à usage médical (7,65 %) et celle imposée par l'État du Colorado (10 %), le niveau de taxation total imposé sur la vente de cannabis non thérapeutique sur le territoire de Denver s'élevait à 21,15 % en 2017;

Sommaire exécutif *(suite)*

- Les revenus fiscaux générés par la taxe municipale spéciale et ceux provenant de la portion de la taxe d'État qui lui sont redistribués ont permis à la Ville de Denver d'amasser un peu plus de 14 M$ US en revenus de taxation de la vente de cannabis sur son territoire au cours des deux dernières années, alors que ce montant devrait s'élever à plus de 21 M$ US en 2018;
  - Il est à noter qu'au Colorado, la production et la vente de cannabis non thérapeutique sont assurées par des entreprises privées;
- Ces revenus fiscaux et ceux provenant de l'octroi de permis et licences servent à financer les mesures mises en place par les différents services municipaux de Denver pour faire face aux impacts de la légalisation du cannabis non thérapeutique sur leurs opérations respectives. Ces mesures touchent notamment l'élaboration et l'application de la réglementation de l'industrie du cannabis ainsi que divers programmes de santé publique liés à sa consommation (éducation et sensibilisation);
- En plus des opérations directement liées à l'industrie du cannabis, comme celles du *Police Department* et du *City Attorney's Office* qui verront leur budget respectif bonifié de près de 1,3 M$ en 2018 et une dizaine de postes chacun subventionnés par les revenus du cannabis, ceux-ci servent également à financer des opérations et infrastructures sous la responsabilité de la Ville.

Identification des impacts financiers de la légalisation du cannabis non thérapeutique sur les opérations des services municipaux de la Ville de Montréal

- Deux types d'impacts ont été identifiés et estimés par les services municipaux de la Ville de Montréal concernés par la légalisation du cannabis non thérapeutique : les *impacts ponctuels* (en prévision de la mise en application de la loi) et les *impacts récurrents* (évalués sur une base annuelle);
- Les services suivants ont associé des impacts financiers à la légalisation du cannabis variant en importance :
  - Les services de police (SPVM), de sécurité incendie (SIM), des ressources humaines, des communications, du développement économique et de la mise en valeur du territoire, volet urbanisme;
  - Les autres services consultés et analysés ont présenté des impacts financiers négligeables ou nuls.

Sommaire des impacts financiers totaux

- L'analyse des divers scénarios possibles de coûts à considérer pour les services de police (SPVM) et de sécurité incendie (SIM) et celle des impacts financiers envisagés pour les autres services concernés nous permettent d'estimer que les *impacts financiers ponctuels* de la légalisation du cannabis non thérapeutique sur les opérations de la Ville de Montréal pourraient varier de **875 000 $** à **un peu plus de 1 M$** et les *impacts financiers récurrents* pourraient varier entre **4,8 M$** et **9,3 M$ par année**.

Sommaire exécutif *(suite)*

Impacts financiers spécifiques aux opérations du SPVM et du SIM

- Avec des investissements initiaux totalisant 443 000 $ et des dépenses récurrentes de 7,3 M$ par année, les impacts financiers de la légalisation du cannabis liés aux opérations de lutte à la contrebande de cannabis que devra mettre en place le SPVM représentent près de 45 % des impacts ponctuels et 90 % des impacts récurrents totaux auxquels devra faire face la Ville de Montréal;
- Avec la mise en place des mesures de lutte à la contrebande du cannabis, le SPVM estime devoir embaucher 35 nouvelles ressources de même que 7 agents additionnels au sein de son équipe de soutien au démantèlement des installations (qui compte actuellement 12 ressources), pour un ajout total de 42 ressources;
- Une analyse de sensibilité basée sur une comparaison avec la Ville de Denver nous permet d'estimer que le nombre de ressources additionnelles requises au sein du SPVM pour faire face aux impacts ponctuels et récurrents de la légalisation du cannabis sur ses opérations pourrait varier de 21 à 42 employés. En fonction de cette analyse, nous estimons une fourchette révisée des impacts ponctuels spécifiques au SPVM allant de 303 000 $ à 443 000 $ et des impacts récurrents de 3,7 à 7,3 M$;
- Une analyse de sensibilité liée à l'autorisation potentielle de la culture du cannabis à domicile a aussi été réalisée pour les impacts financiers identifiés par le SIM. Celle-ci ferait varier les besoins en effectifs de 2 à 12 ressources supplémentaires, les impacts ponctuels de 77 000 $ à 109 000 $ et les impacts récurrents de 650 000 $ à 1,6 M$ par année;
- Au total pour ces deux principaux services et en fonction du scénario envisagé, les besoins en effectifs additionnels pour faire face à la légalisation du cannabis non thérapeutique devraient varier entre **23 et 54 nouvelles ressources supplémentaires**.

Impacts n'ayant pu être identifiés

- Il est important de noter que ces estimations ne tiennent pas compte d'autres mesures potentielles que pourraient avoir à mettre en place des services de la Ville de Montréal pour faire face aux impacts éventuels qui n'ont pu être identifiés au moment de réaliser cette analyse. En plus des possibles changements qui pourraient être apportés au projet de loi actuel en vue de son adoption, le cadre réglementaire sera aussi appelé à s'adapter, autant à l'évolution de la nouvelle industrie légale qui sera ainsi créée qu'aux habitudes de consommation des citoyens. De plus, la répartition de certaines compétences liées à la légalisation du cannabis entre le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal, notamment en termes de communication, de prévention de la santé, d'affaires juridiques et de développement économique, reste encore à définir. Ces ajustements pourraient ainsi générer des impacts additionnels n'ayant pu être anticipés et dont les coûts n'ont pu être évalués a priori.



Objectifs de la démarche et approche méthodologique

Objectifs de la démarche de RCGT

Comptant jouer un rôle actif dans les consultations en cours et dans la détermination des impacts pour les villes et municipalités, la Ville de Montréal a mandaté Raymond Chabot Grant Thornton afin d'évaluer les impacts financiers de la future légalisation du cannabis non thérapeutique sur ses services et opérations.

Plus spécifiquement, les objectifs de la démarche sont :

1. **Baliser certaines villes** qui ont vécu la légalisation du cannabis sur leur territoire afin d'en connaître les impacts sur leurs opérations;

2. Établir un portrait juste des **services et opérations** de la Ville de Montréal **influencés par la légalisation du cannabis non thérapeutique**;

3. Évaluer les **scénarios d'impacts financiers** de la mise en œuvre éventuelle de cette loi selon les informations disponibles à ce jour.

Approche méthodologique

1 Balisage de villes où le cannabis non thérapeutique a été légalisé

- Identification de villes situées dans des juridictions ayant légalisé le cannabis non thérapeutique :
  - Denver, CO;
  - Portland, OR;
  - Seattle, WA;
  - Montevideo, Uruguay;
- Balisage préliminaire :
  - Collecte d'informations sur les modèles de légalisation du cannabis non thérapeutique dans l'État du Colorado et en Uruguay;
- Analyse approfondie :
  - Identification et analyse des impacts financiers de la légalisation du cannabis non thérapeutique sur les opérations de la Ville de Denver.

2 Collecte d'informations auprès des services et arrondissements de la Ville de Montréal

- Impacts potentiels sur les rôles et la mission des services face à la légalisation du cannabis non thérapeutique;
- Impacts ponctuels et mesures à mettre en place en lien avec le cadre législatif à venir;
- Impacts récurrents (annuels) sur les fonctions opérationnelles (tâches et activités) des différents services et arrondissements après la légalisation du cannabis;
- Estimation des ressources humaines et matérielles supplémentaires nécessaires pour faire face aux impacts.

3 Validation des impacts et analyses comparatives

- Prise de contact avec les représentants des services et arrondissements ayant estimé les impacts ponctuels et récurrents;
- Compréhension de la logique d'élaboration des mesures ponctuelles et d'estimation des impacts récurrents;
- Approfondissement et validation des impacts et comparaison avec la principale ville balisée lorsque pertinent (Denver, CO).

4 Évaluation financière des impacts sur les services

- Évaluation des coûts supplémentaires pour chaque service municipal concerné,
  - cette évaluation financière étant principalement basée sur les ressources humaines et matérielles additionnelles qui seront nécessaires à chacun des services municipaux pour faire face aux impacts prévus de la légalisation du cannabis non thérapeutique.

Sommaire des résultats du balisage préliminaire

- Justification du choix des législations et villes balisées
- 2 modèles de légalisation « opposés » : le Colorado et l'Uruguay

© Raymond Chabot Grant Thornton & Cie S.E.N.C.R.L., 2018.

Justification du choix des législations et villes balisées

Identification des villes de juridictions ayant légalisé le cannabis non thérapeutique comme cibles de balisage

- La première phase du balisage consistait à identifier des villes de taille et/ou d'importance comparables à Montréal au sein des six États américains ayant légalisé le cannabis non thérapeutique (Colorado, Oregon, Washington, Californie, Massachusetts et Alaska) et respectant les critères suivants :
  - Un cadre législatif étatique formel a été établi;
  - La production et la distribution du cannabis sont autorisées et légiférées sur leur territoire;
  - Des informations secondaires pertinentes sur les impacts de la légalisation sur leurs opérations sont publiques;
- Les villes de Denver, CO, Portland, OR, et Seattle, WA, ont donc été identifiées.

Balisage préliminaire de deux modèles de légalisation : le Colorado et l'Uruguay

- Les modèles de légalisation du cannabis non thérapeutique étant relativement similaires pour les trois États américains où sont localisées ces villes, seul celui du Colorado a été considéré pour une analyse préliminaire. Il s'agit du modèle le plus détaillé et souvent utilisé comme exemple de légalisation;
- Dans le cadre de cette deuxième phase du balisage, le modèle du Colorado, décrit comme un marché « libéralisé encadré », a été comparé à celui de l'Uruguay, dont la distribution « centralisée » est assurée par les pharmacies depuis juillet 2017;
- Les résultats comparatifs de ce balisage préliminaire sont présentés aux pages 7 et 8.

Analyse approfondie des impacts financiers sur la Ville de Denver

- La Ville de Denver a enfin été choisie pour la dernière phase du balisage, qui consistait à identifier et analyser de façon plus approfondie les impacts financiers de la légalisation du cannabis non thérapeutique sur ses opérations. En plus des critères de sélection énumérés ci-haut, ce choix repose aussi sur les raisons suivantes :
  - Les informations secondaires rendues publiques par Denver sont pertinentes, détaillées et abondantes;
  - Bien que comportant certaines différences, notamment en termes de santé publique, le cadre législatif de la Ville de Denver se compare à celui de Montréal en termes de paliers gouvernementaux (municipal, provincial / étatique et fédéral) et répartition de compétences;
  - Les informations portant sur les impacts de la légalisation du cannabis en Uruguay sont généralement consolidées au niveau national, rendant l'analyse de ceux-ci pour la Ville de Montevideo plus complexe;
  - Les personnes-ressources contactées au sein de l'appareil municipal de Denver ont fait preuve d'un niveau élevé de collaboration et de disponibilité pour la collecte d'informations primaires et les nombreuses requêtes et demandes de précisions subséquentes;
- Les résultats de cette analyse approfondie sont présentés dans la section suivante.

2 modèles de légalisation « opposés »

INFORMATIONS BALISÉES	COLORADO	URUGUAY
Modèle de distribution	**Marché « libéralisé encadré »** : • Vente et consommation de cannabis non thérapeutique légales depuis janvier 2014; • Enjeux liés à la vente de cannabis par des employés d'État (illégale au niveau fédéral); • Permis de production, contrôle qualité et vente octroyés aux entreprises privées; • Production, vente au détail et culture personnelle interdites dans plus de la moitié des juridictions du Colorado (« *Opt out* »).	**« Distribution partiellement centralisée »** 3 voies d'accès légales (mutuellement exclusives) : • **Autoculture** à domicile (maximum de 6 plans); • Production-distribution par des **coopératives d'usagers** (maximum de 45 membres et 99 plans); • Vente en **pharmacie** (depuis juillet 2017).
Principes fondateurs de la légalisation	**3 principes** Éviter que la marijuana ne tombe entre les mains : • des enfants; • des criminels; • des autres États.	• **Santé publique** (réduction des risques et perception adéquate des risques d'utilisation); • **Sécurité publique** (choix du marché légal par les utilisateurs et accès à un produit sécuritaire); • **Coexistence citoyenne** (lutte contre les activités illégales et criminelles); • **Droits et responsabilités.**
Entité de supervision	***Colorado Department of Revenue, Marijuana Enforcement Division*** • **Mission** *:* « *Promote public safety and reduce public harm by regulating the Colorado commercial marijuana industry* »	**Institut de régulation et de contrôle du cannabis** (**IRCCA** – Entité publique non étatique)
Production et contrôle qualité	• **2 permis** : un de l'État et un de la municipalité où est située l'entreprise; • **Système informatique** (centralisé) qui enregistre chaque plant (provenance et acquéreur) et employé.	• **Appel d'offres** auprès des entreprises privées pour l'obtention de licences de production et de vente aux pharmacies : o 22 offres reçues, 11 entreprises qualifiées, **2 licences accordées**; • **Contrôle qualité** dans les laboratoires autorisés par l'IRCCA.

2 modèles de légalisation « opposés » *(suite)*

INFORMATIONS BALISÉES	COLORADO	URUGUAY
Distribution et vente au détail	**2 permis** : un de l'État et un de la municipalité où est située l'entreprise : • Enjeux liés à la juridiction fédérale des banques, qui refusent de transiger avec l'industrie; • **Denver** impose une distance minimum de 305 m (1 000 pieds) des écoles pour l'emplacement des commerces de détail.	**Vente en pharmacie** (depuis juillet 2017) • Certaines pharmacies refusent de vendre du cannabis; • Enjeux liés aux comptes bancaires des pharmacies au sein de banques faisant affaire aux États-Unis.
Consommation	**Autonomie des municipalités** pour établir les dispositions légales à cet égard : • **Denver** est sur le point de mettre en place le *Neighborhood-Supported Cannabis Consumption Pilot Program* permettant la consommation de cannabis dans certains commerces (bars, restaurants, cafés, studios de yoga).	• **Interdite** : o dans les lieux publics; o dans le cadre d'activités professionnelles; o avant la conduite d'un véhicule (tolérance zéro); • Inscription dans un registre des utilisateurs et obtention d'une licence; • Réservée aux citoyens et résidents uruguayens.
Dépistage de la conduite avec facultés affaiblies	Les policiers ayant reçu une formation adéquate peuvent administrer une série de tests comportementaux et exiger une prise de sang.	Dispositifs de contrôle non intrusifs : tests de dépistage par la collecte de la salive.
Répartition des revenus (fiscaux et de licences) générés par l'industrie	Les revenus provenant de l'industrie légalisée du cannabis au Colorado permettent aux municipalités l'ayant autorisé sur leur territoire de financer autant leurs opérations liées au cannabis que l'ensemble de leurs opérations habituelles et infrastructures « normales » *(voir le détail pour Denver à la section suivante).*	10 % à 13 % des recettes (plus le prix des licences payées par les deux entreprises productrices) servent à financer des **centres de soins pour toxicomanes** et des **programmes de prévention** contre la consommation de stupéfiants.

Sources : La Direction des communications du ministère de la Santé et des Services sociaux, « Les actes du Forum d'experts sur l'encadrement du cannabis au Québec », forum tenu à Montréal les 19 et 20 juin 2017; Société de criminologie du Québec, « Légalisation du cannabis au Canada – Tout ce que vous devez savoir sur cet enjeu », février 2017; *The Denver Post*, « *Denver issues final social marijuana use rules, dropping waiver and ventilation plan requirements* », 30 juin 2017.

Ville de Denver : analyse des impacts financiers de la légalisation du cannabis non thérapeutique sur les opérations



- Limites de l’analyse
- Données comparatives des villes de Montréal et Denver
- Taxation du cannabis non thérapeutique sur le territoire de Denver
- Revenus de taxation générés
- Attribution des revenus du cannabis
- Répartition des employés financés par les revenus du cannabis
- Analyse de la charge de travail d’inspection des établissements de cannabis

© Raymond Chabot Grant Thornton & Cie S.E.N.C.R.L., 2018.

Limites de l’analyse des impacts financiers de la légalisation du cannabis sur les opérations de Denver

Les principaux impacts financiers de la légalisation du cannabis non thérapeutique sur les opérations de la Ville de Denver sont présentés dans cette section. Il est toutefois important de tenir compte des éléments ci-dessous en comparant ceux-ci aux impacts potentiels que pourrait avoir le cadre réglementaire québécois de la légalisation du cannabis sur les propres opérations de la Ville de Montréal présentés plus loin.



- La Ville de Denver possède certaines compétences et s’acquitte de rôles et responsabilités qui diffèrent à certains égards de ceux de la Ville de Montréal et des autres municipalités québécoises, notamment en ce qui a trait à la santé publique. Ses responsabilités face à la légalisation du cannabis sur son territoire en sont donc influencées différemment;
- Suite à l’entrée en vigueur de la légalisation du cannabis non thérapeutique dans l’État du Colorado, la Ville de Denver a établi une phase de transition de deux ans au cours de laquelle seules les entreprises détenant un permis de production et/ou de vente de cannabis à usage médical pouvaient obtenir un permis de production et/ou de vente de cannabis non thérapeutique. Les impacts financiers liés à la légalisation du cannabis non thérapeutique sur les opérations de la Ville ont donc été plus « simples » à évaluer et contrôler;
- Le cannabis non thérapeutique demeurant à ce jour illégal dans les états limitrophes du Colorado (Wyoming, Nebraska, Kansas, Oklahoma, Nouveau-Mexique et Utah), les autorités policières au sein de l’État sont donc responsables de lutter contre le trafic et la contrebande de cannabis produit légalement au Colorado et exporté vers les États voisins;
- Bien que fortement contrôlé et encadré, le modèle de légalisation adopté par le Colorado est considérablement plus « libéralisé » que lorsque la production, le contrôle qualité, la distribution et la vente au détail est sous la responsabilité d’une société d’État.

Données comparatives des villes de Denver et Montréal

- Le tableau comparatif ci-dessous présente certaines statistiques sur les populations et ressources municipales respectives des villes de Montréal et Denver;
- La comparaison de la plupart de ces données quantitatives nous permet de constater que Montréal est proportionnellement deux fois plus « grande » en taille que Denver;
- En plus des limites à considérer présentées à la page précédente, cette différence de taille entre ces deux villes devra être prise en compte lors de la comparaison des impacts financiers potentiels de la légalisation du cannabis sur les opérations de la Ville de Montréal à ceux de la Ville de Denver.

Statistiques comparatives	City and County of Denver	Ville de Montréal
Population (2016) **Région métropolitaine**	693 000 2 815 000	1 705 000 4 100 000
Revenu médian des ménages (2015)	58 000 $ US	42 500 $
Taux de pauvreté des ménages	16 %	36 %
Nombre total d'employés	12 000	28 700
Forces policières	2 380 (+ 600 civils)	4 600 (+ 1 700 civils)
Pompiers	1 000 (+ 40 civils)	2 400 (+ 400 civils)

Sources : Statistique Canada, Recensement de 2016; City-Data.com, Ville de Montréal, « La pauvreté à Montréal » (http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=8258,90427808&_dad=portal&_schema=PORTAL), et City and County of Denver, *Mayor's Proposed 2018 Budget, September draft.*

Niveaux de taxation du cannabis non thérapeutique vendu sur le territoire de Denver

Le tableau suivant présente les différents niveaux de taxation imposés à la vente de cannabis sur le territoire de Denver :

- Le « premier » niveau de taxation du cannabis non thérapeutique est le même que celui du cannabis médical, soit un total de 7,65 %;
- En novembre 2013, les résidents de Denver ont voté en faveur de l'imposition d'une taxe municipale spéciale additionnelle de 3,5 % sur le cannabis non thérapeutique qui serait vendu au détail sur le territoire de Denver;
- À cette taxe municipale spéciale s'ajoute une taxe supplémentaire de 10 % imposée par l'État du Colorado sur la vente de cannabis non thérapeutique vendu à l'intérieur des frontières de l'État;
- Le niveau de taxation total imposé au cannabis non thérapeutique vendu sur le territoire de Denver s'élève donc à 21,15 %.

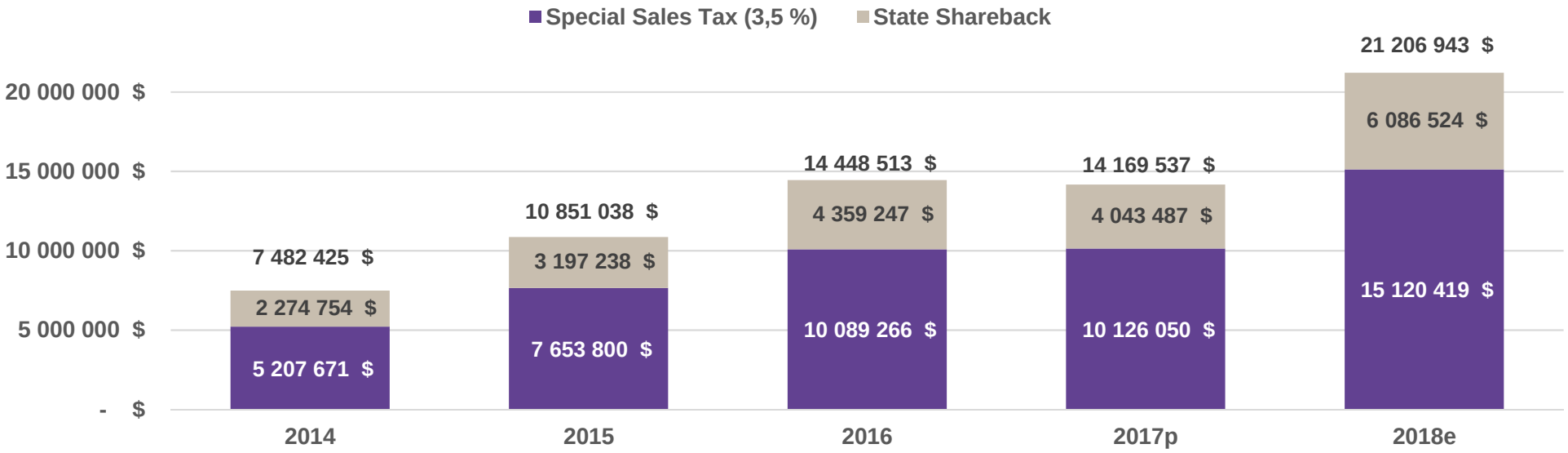
TAXES	TAUX
Cannabis médical	
Denver Standard Sales Tax	3,65 %
State Standard Sales Tax	2,90 %
RTD Sales Tax	1,00 %
SCFD Sales Tax	0,10 %
Taxe de vente totale sur le cannabis médical	**7,65 %**
Cannabis non thérapeutique	
Taxe sur le cannabis médical (voir ci-dessus)	7,65 %
Denver Special Sales Tax	**3,50 %**
State Special Sales Tax	10,00 %
Taxe de vente totale sur le cannabis non thérapeutique	**21,15 %**

Source : City of Denver, « *The Denver Collaborative Approach: Leading the Way in Municipal Marijuana Management* », 2017.

Revenus générés par la taxation du cannabis non thérapeutique vendu sur territoire de Denver

- En plus des revenus fiscaux directement générés par la taxe municipale spéciale de 3,5 % imposée par la Ville de Denver, celle-ci reçoit aussi une portion des revenus générés par la taxe supplémentaire de 10 % qu'impose l'État du Colorado et qui est redistribuée aux municipalités de l'État autorisant et taxant la vente de cannabis sur leur territoire («*State Shareback*») :
  - Représentant près de 40 % des ventes totales de cannabis dans l'État du Colorado, la Ville de Denver reçoit donc la plus grande part de cette redistribution des revenus générés par la taxe supplémentaire imposée par l'État;
- Après avoir atteint un peu plus de 14 M$ US au cours des deux dernières années, Denver prévoit récolter plus de 21 M$ US en 2018 via la taxation de la vente de cannabis non thérapeutique sur son territoire.

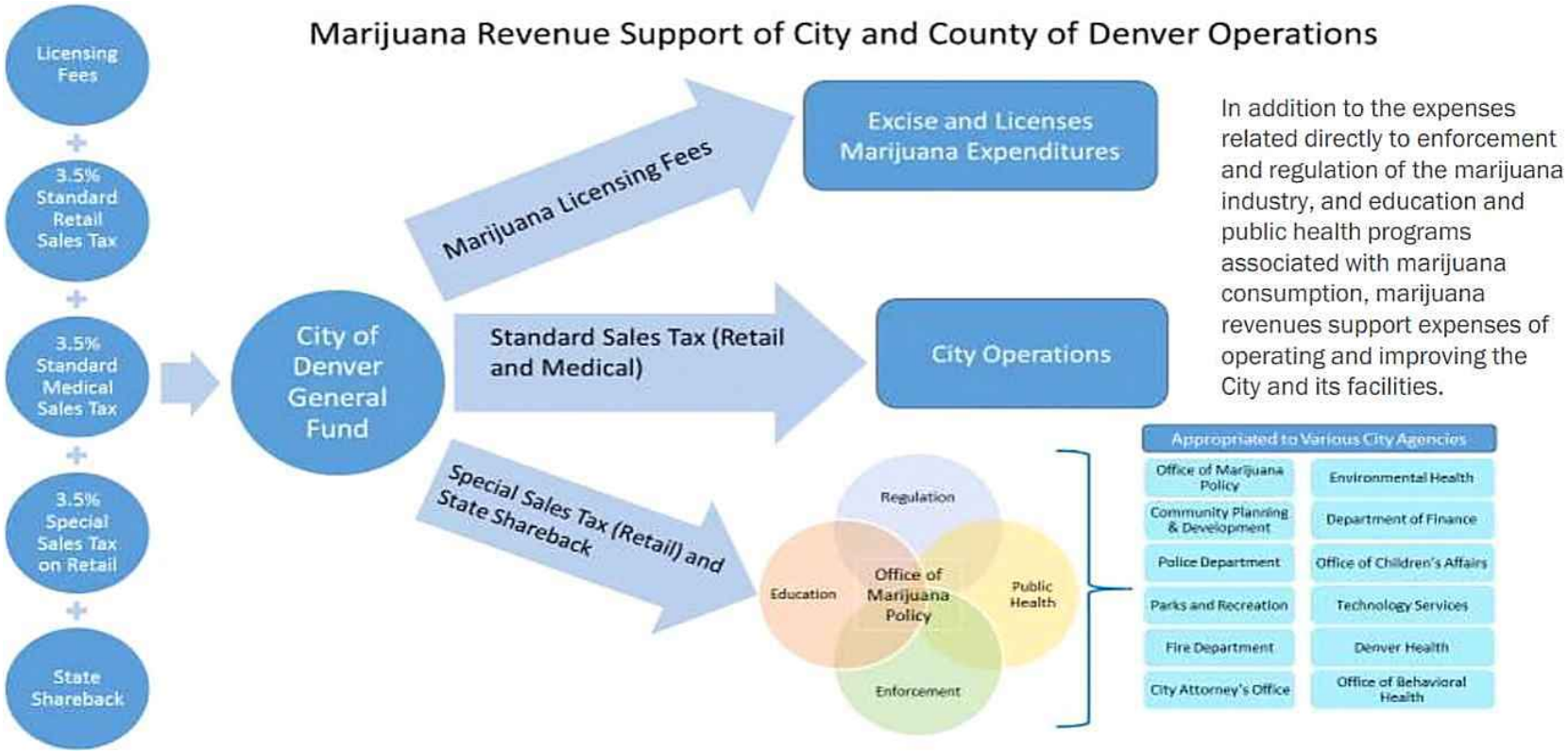
Évolution des revenus générés par la taxation de la vente de cannabis non thérapeutique à Denver (2014 à 2018) (en $ US)



Sources : City of Denver, « *The Denver Collaborative Approach: Leading the Way in Municipal Marijuana Management* », 2017 et City and County of Denver, *Mayor's Proposed 2018 Budget, September draft.*

Attribution des revenus liés au cannabis non thérapeutique aux opérations et infrastructures de Denver

- Le schéma ci-dessous présente la répartition des différents revenus liés à la vente de cannabis non thérapeutique sur le territoire de Denver aux divers postes de dépenses liés aux opérations de la Ville;
- Tous les revenus provenant de la taxe municipale spéciale, de l'octroi de permis et licences et du *State Shareback* sont versés dans le fonds général de la Ville de Denver, qui sert ensuite à financer non seulement les opérations liées au cannabis, mais aussi l'ensemble des opérations et infrastructures sous la responsabilité de la Ville;
- La taxe spéciale municipale permet notamment de financer l'élaboration et l'application de la réglementation de l'industrie du cannabis ainsi que divers programmes de santé publique liés à sa consommation (éducation et sensibilisation).

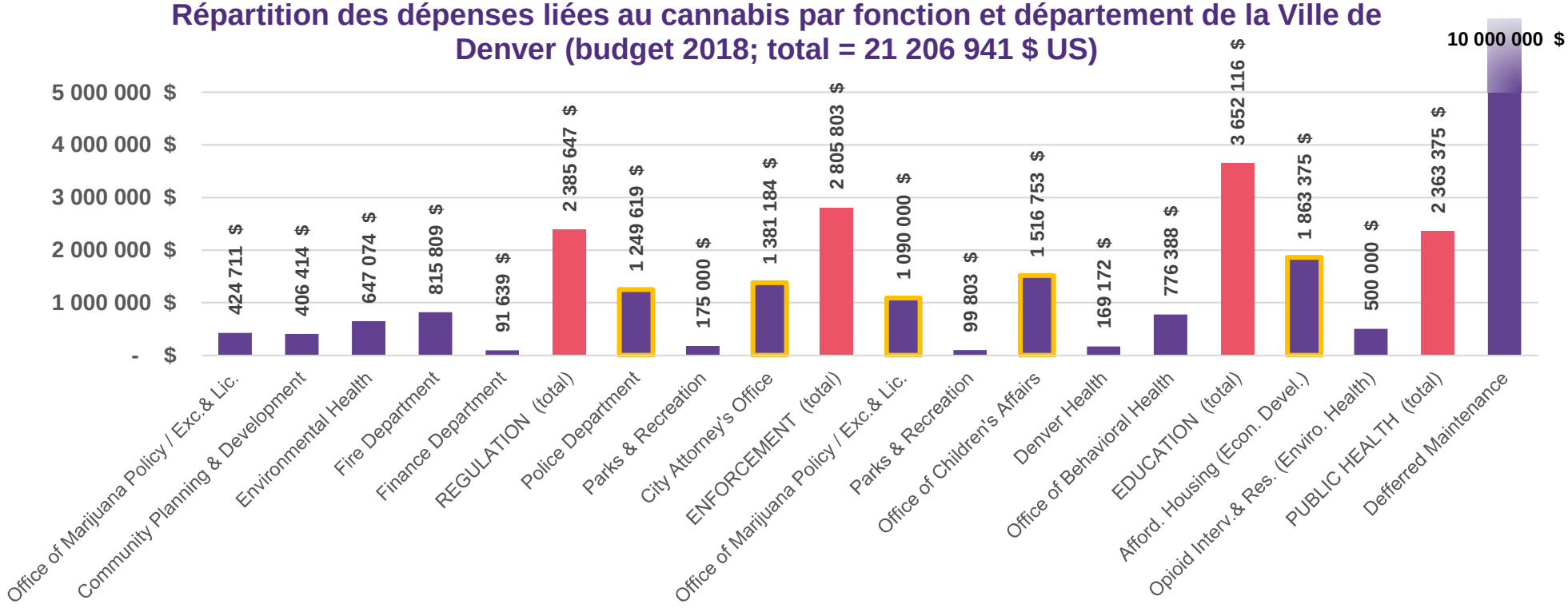


Source : Stephanie Adams, Director of the Budget and Management Office, « *Budgeting Marijuana Tax Revenues* », *Marijuana Symposium*, 28 octobre 2016.

Distribution des revenus liés au cannabis non thérapeutique aux différents services municipaux de Denver

- Les revenus totaux générés par la taxe municipale spéciale de Denver et sa portion du *State Shareback* s'élèveront à 21,2 M$ en 2018, soit environ 1 % du budget d'opération total de 2 G$. Près de la moitié de ces revenus du cannabis, soit 10 M$ US, servira à financer de l'entretien différé des infrastructures municipales;
- Le reste des 11,2 M$ sera réparti entre les différents départements, la plupart étant responsables des principales fonctions de la Ville en lien avec la vente et la consommation de cannabis sur son territoire :
  - Le *Police Department*, le *City Attorney's Office*, l'*Office of Marijuana Policy*, l'*Office of Children's Affairs* et l'*Affordable Housing* se verront octroyer chacun plus de 1 M$ de budget additionnel grâce aux revenus municipaux générés par la vente de cannabis non thérapeutique sur son territoire, tel que mis en évidence dans le graphique ci-dessous.

Répartition des dépenses liées au cannabis par fonction et département de la Ville de Denver (budget 2018; total = 21 206 941 $ US)

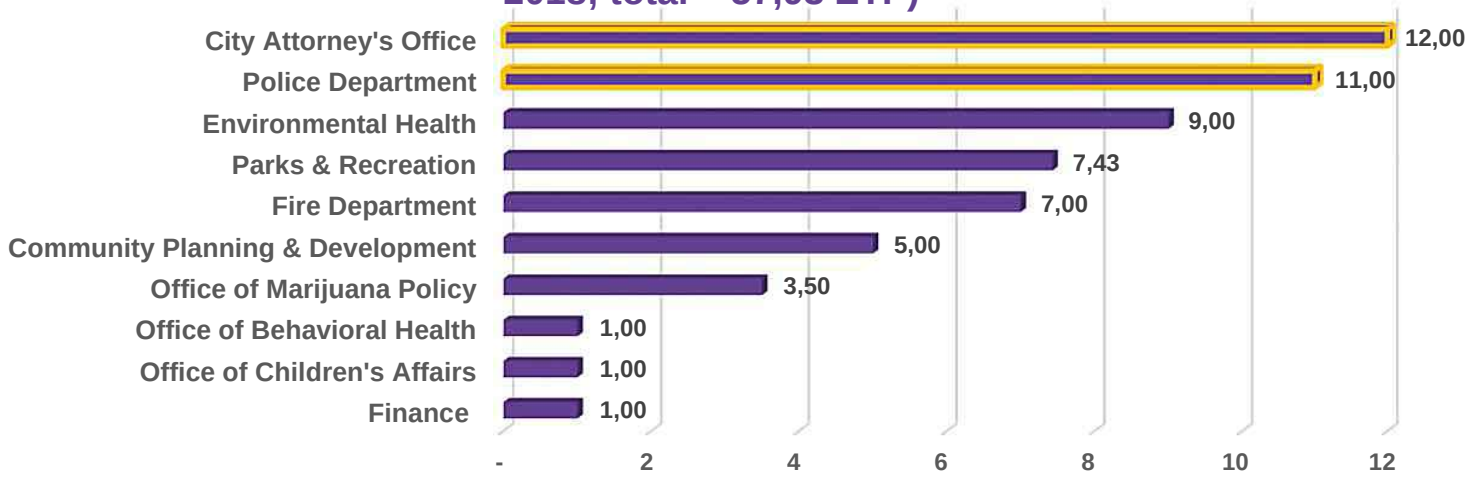


Source : City and County of Denver, *Mayor's Proposed 2018 Budget, September draft.*

Répartition des postes financés par les revenus de taxation du cannabis sur le territoire de Denver

- Près d'une soixantaine de postes (ETC) distribués dans une dizaine de départements de la Ville de Denver sont financés directement par les revenus de taxation du cannabis non thérapeutique sur son territoire;
- Denver ayant adopté la pratique de ne pas affecter d'employés, dans la mesure du possible, uniquement à des tâches et fonctions spécifiques à la gestion du cannabis sur son territoire, la plupart de ces postes ainsi créés et financés par ces revenus exécutent aussi des tâches reliées à d'autres fonctions. Ainsi, de nombreux postes financés via d'autres fonds que ceux provenant de la taxation du cannabis peuvent aussi remplir des fonctions en lien avec la gestion de cette industrie (réglementation, application, éducation et santé publique);
- Parmi ces 58 postes, une douzaine d'ETC (19 %) sont des ressources financées au sein du *City Attorney's Office* et 11 font partie des forces policières (16 %) de la Ville, tel que mis en évidence dans le graphique ci-dessous.

Répartition des employés municipaux financés par les revenus de taxation du cannabis par département de la Ville de Denver (budget 2018; total = 57,93 ETP)



Source : City and County of Denver, *Mayor's Proposed 2018 Budget, September draft.*

Analyse de la charge de travail d'inspection en fonction du nombre de permis de cannabis non thérapeutique par catégorie d'établissement *(septembre 2017)*

- Le tableau suivant présente une analyse de la charge de travail que représentent les inspections réalisées à la Ville de Denver en lien avec l'octroi de permis d'exploitation d'un établissement de production, contrôle ou vente de cannabis sur leur territoire ainsi qu'avec la conformité de ces établissements avec la réglementation qu'ils sont tenus de respecter :
  - Il s'agit d'un nombre d'heures-personnes minimal par inspection. Celles-ci incluent le temps consacré à la « ré-inspection », aux déplacements, la convocation, les litiges et le traitement administratif;
  - Le nombre d'heures d'inspection des établissements ayant un permis d'exploitation du cannabis par inspecteur est de 705 heures par année, soit environ la moitié de leurs heures productives annuelles, le reste de leur temps étant affecté à d'autres tâches sans lien avec le cannabis;
  - Aux inspections annuelles d'octroi de permis et de conformité réglementaire prévues peuvent s'ajouter un certain nombre d'inspections « diverses » et d'enquêtes liées à des plaintes et références impliquant que du temps d'inspection additionnel soit requis d'un inspecteur. Ces heures-personnes d'inspections « diverses » ne sont pas comptabilisées ici;
- Le temps d'inspection additionnel lié aux établissements de cannabis représente un total de quatre inspecteurs à temps complet, si ceux-ci étaient affectés uniquement à l'inspection de ce type d'établissement. Toutefois, comme les inspecteurs allouent la moitié de leurs heures à l'inspection de ce type d'établissement, le nombre d'inspecteurs affectés à ces inspections est en réalité deux fois plus grand, soit huit.

Type de permis	Nombre de permis actifs	Inspections de « *Licensing* »			Inspections de « *Compliance* »			Heures-personnes totales
		Fréquence annuelle	Heures-personnes / inspection	Heures-personnes / année	Fréquence annuelle	Heures-personnes / inspection	Heures-personnes / année	
Retail Cultivation Facility	221	2	2	884				884
Retail Test Facility	6	2	2	24				24
Retail Store	164	2	2	656	2	2	656	1 312
Retail MIP (marijuana infused products)	79	2	2	316	2	2	316	632
Total	***470***			***1 880***			***972***	***2 852***
Nombre annuel d'heures d'inspection d'établissements de cannabis par inspecteur :				705			705	705
				Inspecteurs requis (ETC) :			***1,38***	***4,05***

Sources : City and County of Denver, *Active Marijuana Licenses & Locations*, 28 septembre 2017 (http://www.denvergov.org/content/denvergov/en/denver-marijuana-information/statistics/licensing-and-locations.html) et « *Marijuana Workload Analysis* », document fourni par le Department of Excise & Licenses de la City and County of Denver (octobre 2017).

Démarche de collecte d’informations sur les impacts financiers de la légalisation du cannabis non thérapeutique auprès des services municipaux de la Ville de Montréal

© Raymond Chabot Grant Thornton & Cie S.E.N.C.R.L., 2018.

Présentation de la démarche

1 SÉANCE D'INFORMATION SUR LE PROJET DE LOI C-45 SUR LA LÉGALISATION DU CANNABIS

→ SERVICES ET BUREAUX PRÉSENTS

30 août 2017

1. Mise en contexte et prochaines étapes législatives;
2. Présentation du projet de loi C-45 et des répercussions possibles sur les opérations municipales;
3. Position de la Direction de la santé publique sur le projet de loi;
4. Présentation des résultats du balisage préliminaire (modèles de légalisation du Colorado et de l'Uruguay);
5. Présentation du formulaire d'identification et d'estimation des impacts de la légalisation sur les opérations des services municipaux concernés.

Les services municipaux suivants ont été initialement identifiés par la Ville de Montréal en raison des impacts potentiels que pourrait avoir la légalisation du cannabis sur leurs opérations :

- Service des ressources humaines;
- Service des finances;
- Service de police;
- Service de sécurité incendie;
- Service des affaires juridiques;
- Service du développement économique;
- Service de la mise en valeur du territoire;
- Service des communications;
- Service de la concertation avec les arrondissements;
- Service de la diversité sociale et des sports;
- Service de l'environnement;
- Bureau des relations internationales;
- Bureau de la résilience;
- Bureau des relations gouvernementales et municipales.

2 IDENTIFICATION DES IMPACTS DE LA LÉGALISATION ET ESTIMATION DES RESSOURCES ADDITIONNELLES REQUISES PAR LES SERVICES CONCERNÉS

Septembre à octobre 2017

3 RÉCEPTION DES FORMULAIRES REMPLIS, VALIDATION ET TRAITEMENT DES RÉSULTATS

Octobre à décembre 2017

Formulaire d'identification et d'estimation des impacts rempli par les services municipaux

INDICATION GÉNÉRALE :	Répondre aux questions du formulaire en basant votre analyse sur un modèle de distribution de type « libre marché encadré » (Colorado) pouvant potentiellement être adopté par le gouvernement du Québec et sur votre compréhension actuelle de celui-ci.

A – MISSION

Quelle est la mission (formelle et/ou informelle) de votre service / arrondissement?

Comment la légalisation du cannabis non thérapeutique sur le territoire de Montréal influencera cette mission?

B – IMPACTS PONCTUELS

Quelles mesures (ou stratégies, mécanismes, processus, etc.) devrez-vous mettre en place en prévision de la mise en application de la loi légalisant le cannabis non thérapeutique au Canada et du cadre réglementaire établi par le gouvernement du Québec en juillet 2018?

a) Description de la mesure;
b) Estimation de l'effort impliqué par la mise en place de la mesure (heures-personnes, ressources matérielles, budget total).

C – IMPACTS RÉCURRENTS : FONCTIONS OPÉRATIONNELLES *ACTUELLES*

Quelles fonctions opérationnelles actuelles de votre service / arrondissement seront influencées de façon récurrente par la légalisation du cannabis (*i.e.* dans la continuité des opérations après juillet 2018)?

a) L'effort annuel actuel affecté à la réalisation de cette fonction opérationnelle (heures-personnes, ressources matérielles, budget annuel actuel);
b) Description de l'impact de la légalisation du cannabis sur la fonction opérationnelle actuelle;
c) Estimation de l'effort annuel supplémentaire requis pour la réalisation de cette fonction suite à la légalisation du cannabis (heures-personnes, ressources matérielles, budget total additionnel).

D – IMPACTS RÉCURRENTS : *NOUVELLES* FONCTIONS OPÉRATIONNELLES

Quelles nouvelles fonctions opérationnelles devront être réalisées par votre service / arrondissement de façon récurrente pour faire face aux impacts de la légalisation du cannabis?

a) Description de la nouvelle fonction opérationnelle;
b) Estimation de l'effort annuel requis pour la réalisation de cette nouvelle fonction liée à la légalisation du cannabis (heures-personnes, ressources matérielles, budget total).

E – AUTRES ENJEUX ET PRÉOCCUPATIONS

Quels sont les autres enjeux auxquels votre service / arrondissement devra faire face en raison de la légalisation du cannabis et dont l'impact quantitatif ne peut être estimé?

Services municipaux ayant identifié et estimé des impacts financiers de la légalisation sur leurs opérations

- Le formulaire d'identification et d'estimation des impacts de la légalisation du cannabis a été envoyé à tous les services et bureaux ayant été initialement identifiés par la Ville comme étant concernés et dont les représentants étaient présents à la séance d'information du 30 août 2017;
- Le tableau suivant présente les services et bureaux ayant rempli le formulaire et le niveau d'impact identifié :

SERVICE / BUREAU / ARRONDISSEMENT	NIVEAU D'IMPACTS FINANCIERS
SPVM	Élevé
Service de sécurité incendie	Élevé
Service des ressources humaines	Modéré
Service des communications	Modéré
Service du développement économique	Modéré
Service de la mise en valeur du territoire – Urbanisme	Faible
Service de la mise en valeur du territoire – Habitation	Négligeable
Bureau des relations internationales	Nul
Service de l'environnement	Nul
Service de la culture	Nul
Direction des affaires civiles	Négligeable
Arrondissement Ville-Marie	Négligeable
Arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	Négligeable
Arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	Négligeable



Analyse des impacts financiers sur les services concernés

- Service de sécurité incendie (SIM)
- Service des ressources humaines
- Service des communications
- Service du développement économique
- Service de mise en valeur du territoire – Urbanisme
- Sommaire des impacts financiers

© Raymond Chabot Grant Thornton & Cie S.E.N.C.R.L., 2018.

Service de sécurité incendie – Centre de services

IMPACTS PONCTUELS

1. Développement d'une expertise en prévention au sein du Centre de services	Coûts ponctuels

Description :

- Pour faire face aux impacts de la légalisation du cannabis sur ses opérations, le Service de sécurité incendie de la Ville de Montréal (SIM) recommande d'abord l'ajout de deux nouveaux agents techniques au sein de son centre de services;
- En plus des rôles et responsabilités actuels d'un agent technique, ceux relatifs au cannabis légalisé incluraient notamment :
  - la mise en place d'un protocole d'inspection des établissements autorisés à produire et distribuer du cannabis non thérapeutique sur le territoire de l'agglomération de Montréal;
  - la surveillance de l'application des lois et réglementations municipales et provinciales en matière de production et distribution de cannabis en effectuant des inspections périodiques afin de s'assurer de la conformité des établissements autorisés à celles-ci;
  - l'analyse en continu des impacts de la légalisation sur les opérations et interventions du SIM liées à la production, distribution et consommation de cannabis (légal ou illégal) afin que celui-ci puisse adapter ses pratiques et protocoles aux changements éventuels dans la réglementation, les habitudes de consommation des usagers et les techniques de production;
  - l'analyse des interventions du SIM impliquant des matières dangereuses utilisées pour la production du cannabis en soutien aux opérations de démantèlement des installations illégales de contrebande.

Hypothèses :

- Les hypothèses sur les investissements initiaux (ponctuels) requis pour équiper ces deux nouveaux agents techniques sont basées sur les coûts opérationnels actuels du SIM et présentées dans le tableau ci-dessous :

- Total : **6 406 $**

Investissements initiaux

Équipements	Unités	Coût unitaire	Total
Postes de travail	2	1 103 $	2 206 $
Équipements informatiques	2	1 050 $	2 100 $
Équipements de surveillance	1	2 100 $	2 100 $
TOTAL			**6 406 $**

Source : Service de sécurité incendie de la Ville de Montréal.

Service de sécurité incendie – Centre de services *(suite)*

IMPACTS RÉCURRENTS

1. Application de l'expertise en prévention du Centre de services	Coûts/année
Description : ▪ L'ajout de deux agents techniques proposé par le SIM implique des coûts récurrents liés au salaire et aux avantages sociaux qui leur seront versés de même qu'à l'achat et à l'utilisation d'un véhicule léger (partagé entre les deux agents). **Hypothèses :** ▪ Les hypothèses portant sur la masse salariale annuelle (ressources humaines) ainsi que sur le financement, l'entretien, l'essence, les assurances et l'immatriculation du véhicule léger requis pour les opérations des deux agents sont présentées dans les tableaux ci-dessous :	▪ Coûts en ressources humaines : 189 400 $ ▪ Coûts en ressources matérielles : 10 079 $ ▪ Total : **199 479 $**

Masse salariale annuelle

Employés	Unités	Salaire annuel *	Total
Agents techniques	2	94 700 $	189 400 $

Ressources physiques récurrentes

Équipement	Unités	Coût unitaire	Total
Véhicule léger (financement, entretien, essence et autres frais)	1	10 079 $	10 079 $

* Selon les conventions collectives en vigueur
Source : Service de sécurité incendie de la Ville de Montréal.

Service de sécurité incendie – Centre de services *(suite)*

IMPACTS RÉCURRENTS	
2. Augmentation des interventions des premiers répondants du Centre de services	**Coûts/année**
Description : ▪ Le SIM envisage un scénario de hausse du nombre d'appels logés auprès des premiers répondants; ▪ Le SIM estime qu'il devra faire face à une augmentation de 2 % du nombre annuel d'appels logés auprès des premiers répondants une fois la légalisation du cannabis entrée en vigueur. **Hypothèses :** ▪ Basée sur le nombre annuel actuel d'appels aux premiers répondants, une hausse de 2 % des appels représente environ 1 870 appels supplémentaires; ▪ La durée moyenne d'un appel aux premiers répondants est de 20 minutes; ▪ Pour cette durée : • le coût en ressources humaines est de 130 $/appel; • le coût en ressources matérielles est de 110 $/appel.	▪ Coûts en ressources humaines : 243 100 $ ▪ Coûts en ressources matérielles : 205 700 $ ▪ Total : **448 800 $**

Source : Service de sécurité incendie de la Ville de Montréal.

Service de sécurité incendie – Autres impacts

IMPACTS PONCTUELS

1. Formation du personnel afin de reconnaître les risques reliés à la consommation du cannabis	Coûts ponctuels
Description : ▪ Production des documents de formation en fonction des risques inhérents au métier de pompier et production d'une vidéo de formation d'une quinzaine de minutes; ▪ Diffusion de la formation. **Hypothèses :** ▪ Le coût estimé du développement et production de la formation est basé sur des coûts historiques de formations similaires; ▪ Les heures de formation des employés feront partie des heures normales de travail, à moins que la sensibilisation soit jugée prioritaire, et un délai pour suivre la formation est imposé. Dans ce cas, du temps supplémentaire est à prévoir; ▪ Les coûts des services professionnels pour : • la rédaction du contenu technique sont de 1 500 $/minute; • la production vidéo sont de 1 000 $/minute.	▪ Rédaction : 22 500 $ ▪ Production : 15 000 $ ▪ Total : **37 500 $**
2. Formation des cadres afin d'assurer une supervision efficace sur les mesures à prendre pour supporter les employés (diligence raisonnable)	**Coûts ponctuels**
Description : ▪ Former les cadres pour assurer l'encadrement à des fins de sensibilisation et d'encadrement auprès des employés; ▪ Cette formation est considérée comme étant importante et prioritaire puisque les emplois du SIM appliqueront une tolérance zéro. Cette formation risque donc d'être donnée en surtemps. **Hypothèses :** ▪ L'ensemble des cadres du SIM est composé de 80 cadres d'état-major et de 30 cadres administratifs; ▪ Taux horaire moyen des cadres d'état-major est de 59,02 $/heure; ▪ Taux horaire moyen des cadres administratifs est de 46,74 $/heure; ▪ La formation d'une durée estimée de quatre heures.	▪ Heures de formation cadres d'état-major : 18 886 $ ▪ Heures de formation cadres administratifs : 5 609 $ ▪ Total : **24 495 $**

Service de sécurité incendie – Autres impacts *(suite)*

IMPACTS PONCTUELS	
3. Développement d'un encadrement administratif afin d'assurer le maintien des services professionnels	**Coûts ponctuels**
Description : ▪ Adapter les directives actuelles en tenant compte des impacts du cannabis. La tolérance zéro (pompiers) devrait être appliquée au SIM et possiblement un encadrement pour des facultés affaiblies (civils); ▪ L'adaptation sera effectuée en fonction des orientations du comité qui étudie les impacts du cannabis sur les employés; ▪ Cette mesure obligerait à mettre en place des moyens de contrôle afin d'identifier les employés qui pourraient consommer du cannabis avant d'aller au travail et pendant le travail. **Hypothèses :** ▪ Le développement et l'analyse des impacts nécessiteront environ 150 heures-personnes; ▪ Taux horaire moyen considéré de 55 $/heure.	▪ Total : **8 250 $**

Source : Service de sécurité incendie de la Ville de Montréal.

SIM : Sommaire des impacts ponctuels et récurrents

Mesures à mettre en place	Impacts financiers estimés		Ajouts d'effectifs
	Ponctuels	Récurrents	
Centre de services : développement d'une expertise en prévention	6 406 $	199 479 $	2 agents techniques
Centre de services : augmentation des interventions des premiers répondants		448 800 $	
Formation du personnel afin de reconnaître les risques reliés à la consommation du cannabis	37 500 $		
Formation des cadres afin d'assurer une supervision efficace sur les mesures à prendre pour supporter les employés (diligence raisonnable)	24 495 $		
Développement d'un encadrement administratif afin d'assurer le maintien des services professionnels	8 250 $		
Total	**76 651 $**	**648 279 $**	**2 employés**

Service des ressources humaines

IMPACTS PONCTUELS

1. Création d'un comité de travail	Coûts ponctuels
Description : ▪ Mise sur pied d'un comité de travail multidisciplinaire de 9 spécialistes RH pour évaluer les enjeux, élaborer un plan d'action et effectuer des recommandations à la directrice du service : • Les spécialistes devront se documenter sur le sujet en lisant les publications, la législation, la jurisprudence, etc.; • Certains spécialistes suivront des formations spécifiques pour être à l'affût des dernières informations sur le sujet dans leur domaine respectif. Ils devront rédiger des plans d'action, des procédures, des outils, des présentations, des plans de communication, etc.; • Ils devront par la suite faire des présentations aux différents niveaux hiérarchiques et aux divers comités. **Hypothèses :** ▪ La présence des spécialistes aux différentes rencontres et formations équivaut à 324 heures-personnes; ▪ L'étude, la préparation des documents et les présentations équivalent à 260 heures-personnes; ▪ Le coût unitaire par personne pour la formation externe est estimé à 600 $; ▪ Taux horaire moyen considéré de 80 $/heure.	▪ Heures du comité de travail : 72 320 $ ▪ Formation : 5 400 $ ▪ Total : **77 720 $**
2. Directive des facultés affaiblies et autres outils	**Coûts ponctuels**
Description : ▪ La révision et la rédaction de la directive des facultés affaiblies devront être modifiées afin de traiter de l'affaiblissement des facultés de toute origine : alcool, médicaments, cannabis ou toute autre substance. **Hypothèses :** ▪ Le nombre d'heures-personnes estimé pour l'adaptation de la directive est d'environ 675 heures; ▪ Taux horaire moyen considéré de 80 $/heure.	▪ Total : **54 000 $**

Source : Service des ressources humaines de la Ville de Montréal.

Service des ressources humaines *(suite)*

IMPACTS PONCTUELS

3. Évaluation des fonctions critiques	Coûts ponctuels
Description : ▪ Il faudra répertorier les fonctions critiques en regard de la consommation de cannabis au travail. L'analyse des fonctions est un moyen de constater les risques liés à chaque poste et la façon dont l'exercice des fonctions en question pourrait être touché par un affaiblissement éventuel des facultés; ▪ Il n'est pas encore déterminé si cette évaluation sera effectuée à l'interne ou à l'externe. **Hypothèses :** ▪ Le Service des ressources humaines estime le coût de cette évaluation à 25 600 $; ▪ Cette estimation est basée sur les coûts d'évaluations similaires réalisées antérieurement par ce service.	▪ Total : **25 600 $**

4. Formation des gestionnaires et employés RH	Coûts ponctuels
Description : ▪ Une formation spécifique sera à développer et requise pour les gestionnaires et les employés des ressources humaines pour le volet gestion, notamment sur la façon d'intervenir, etc. Les sujets abordés sont relatifs à la gestion des mesures disciplinaires/administratives, la gestion des dossiers d'invalidité, les obligations d'accommodement et la directive et les procédures de la Ville; ▪ Cette formation sera aussi donnée aux cadres et gestionnaires RH des arrondissements. **Hypothèses :** ▪ Le développement du contenu de la formation est estimé à un coût de 7 800 $; ▪ Coût de livraison de la formation de 1 400 $ par groupe; ▪ 138 groupes suivront la formation.	▪ Total : **201 000 $**

Source : Service des ressources humaines de la Ville de Montréal.

Service des ressources humaines *(suite)*

IMPACTS RÉCURRENTS	
1. Rôle-conseil	**Coûts/année**
Description : ▪ Le département prévoit que les employés RH auront des questionnements additionnels de leur clientèle concernant ce sujet. **Hypothèses :** ▪ 320 heures-personnes supplémentaires par année; ▪ Taux horaire moyen considéré de 80 $/heure.	▪ Total : **25 600 $**
2. Comité de vigie	**Coûts/année**
Description : ▪ Ce comité permettrait d'assurer une vigie des développements légaux ou médico-légaux en matière de consommation de cannabis. **Hypothèses :** ▪ 4 rencontres de 5 heures par année; ▪ 9 ressources spécialisées impliquées; ▪ Taux horaire moyen considéré de 80 $/heure.	▪ Total : **14 400 $**
3. Mise à jour de la directive des facultés affaiblies et autres outils	**Coûts/année**
Description : ▪ Il sera nécessaire de réviser la directive chaque année. **Hypothèses :** ▪ 10 heures-personnes par année; ▪ Taux horaire moyen considéré de 80 $/heure.	▪ Total : **800 $**

Source : Service des ressources humaines de la Ville de Montréal.

Service des ressources humaines *(suite)*

IMPACTS RÉCURRENTS	
4. Bureau de santé	**Coûts/année**
Description : ▪ Le département prévoit une augmentation du nombre d'évaluations médicales requises ainsi que du nombre de tests de dépistage requis. ▪ Ces tests sont effectués par un service externe. **Hypothèses :** ▪ Le nombre d'évaluations médicales additionnelles est estimé à 100; ▪ Le nombre de tests de dépistage additionnels est estimé à 10.	▪ Évaluations médicales additionnelles : 37 500 $ ▪ Tests de dépistage additionnels : 2 500 $ ▪ Total : **40 000 $**

Source : Service des ressources humaines de la Ville de Montréal.

Service des ressources humaines – Sommaire des impacts ponctuels et récurrents

Mesures à mettre en place	Impacts financiers estimés	
	Ponctuels	Récurrents
Création d'un comité de travail	77 720 $	
Directive des facultés affaiblies et autres outils	54 000 $	
Évaluation des fonctions critiques	25 600 $	
Formation des gestionnaires et employés RH	201 000 $	
Rôle-conseil		25 600 $
Comité de vigie		14 400 $
Mise à jour de la directive des facultés affaiblies et autres outils		800 $
Bureau de santé		40 000 $
Total	**358 320 $**	**80 800 $**

Service des communications

IMPACTS RÉCURRENTS	
1. Campagne d'information et de prévention auprès de la population	**Coûts/année**
Description : ▪ Une campagne annuelle d'information sur les enjeux locaux et de prévention auprès des citoyens sera mise en place dans une perspective de réduction des méfaits et devra être diffusée chaque année. **Hypothèse :** ▪ L'estimation des coûts de conception, de production et de placement média liés à cette campagne annuelle est basée sur ceux de campagnes antérieures réalisées par la Ville (ex. : déchets domestiques).	▪ Total : **200 000 $**
2. Campagne d'information et de prévention auprès des employés de la Ville	**Coûts/année**
Description : ▪ Le Service des communications prévoit aussi la création et la diffusion d'une campagne d'information auprès des employés de la Ville de Montréal afin de faire connaître la nouvelle directive en matière de consommation de cannabis; ▪ Pour le volet prévention, des éléments d'information spécifiques devront être communiqués, tels que ceux portant sur les effets du cannabis, les répercussions de l'affaiblissement des facultés, les moyens de reconnaître les signes et symptômes ainsi que sur les façons d'intervenir; ▪ Cette campagne de sensibilisation interne sera développée et diffusée en collaboration avec le Service des ressources humaines de la Ville et couvrira tant les employés des services municipaux centraux que ceux de l'ensemble des arrondissements. **Hypothèse :** ▪ L'estimation des coûts de conception, de production et de diffusion de cette campagne annuelle (ex. : création d'affiches et de capsules Web) est basée sur ceux de campagnes de sensibilisation internes antérieures réalisées par la Ville (ex. : cybersécurité).	▪ Total : **75 000 $**

Source : Service des communications de la Ville de Montréal.

Service du développement économique

IMPACTS PONCTUELS

1. Politique d'encadrement des permis de production (et de distribution)	Coûts ponctuels
Description : ▪ Établir une politique officielle encadrant le nombre de permis distribués sur le territoire de l'agglomération, l'emplacement des centres de production et des succursales de la Société québécoise du cannabis; ▪ Il est à noter que les établissements de production devront préalablement obtenir un permis auprès de Santé Canada. **Hypothèses :** ▪ Ce processus requiert deux employés à temps plein pendant quatre mois (1 120 heures-personnes); ▪ Taux horaire moyen de 55 $/heure.	▪ Total : **61 538 $**

2. Politique d'accompagnement des entrepreneurs	Coûts ponctuels
Description : ▪ Établir un plan d'action et des programmes d'accompagnement et de financement des entrepreneurs de la nouvelle industrie légale liée au cannabis non thérapeutique (volet production). **Hypothèses :** ▪ L'élaboration de la politique exigera une personne à temps plein pendant six mois (840 heures-personnes). ▪ Taux horaire moyen de 55 $/heure.	▪ Total : **46 154 $**

Source : Service du développement économique de la Ville de Montréal.

Service du développement économique

IMPACTS RÉCURRENTS

1. Fonction « plan de commerce »	Coûts/année
Description : ▪ « Le Plan de commerce est un plan d'orientation, de gestion de la fonction commerciale, de valorisation et de stimulation du développement du commerce montréalais incluant le commerce de proximité. »*; ▪ Faisant partie des fonctions actuelles du département, il est estimé que la légalisation du cannabis fera augmenter la charge de travail liée à cette fonction de 16 %. **Hypothèses :** ▪ Heures supplémentaires de 300 heures-personnes; ▪ Taux horaire moyen de 55 $/heure.	▪ Total : **16 484 $**

2. Fonction « développement du territoire »	Coûts/année
Description : ▪ Faisant partie des fonctions actuelles du département, il est estimé que la légalisation du cannabis fera augmenter la charge de travail liée à cette fonction de 8 %. **Hypothèses :** ▪ Heures supplémentaires de 455 heures-personnes; ▪ Taux horaire moyen de 55 $/heure.	▪ Total : **25 000 $**

3. Étude d'impact et d'achalandage	Coûts/année
Description : ▪ Cette étude, réalisée sur une période de cinq ans, mesure l'impact et l'achalandage de l'implantation d'un détaillant de cannabis sur une rue commerçante. **Hypothèses :** ▪ Temps en ressources humaines de 140 heures-personnes/année; ▪ Taux horaire moyen de 55 $/heure.	▪ Total : **7 692 $**

Sources : Service du développement économique de la Ville de Montréal et site Web de la Ville de Montréal, description du Plan de commerce (http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=9497,120637594&_dad=portal&_schema=PORTAL)

Service de mise en valeur du territoire – Urbanisme

IMPACTS PONCTUELS

1. Approche réglementaire en matière de contrôle des usages liés au cannabis	Coûts ponctuels
Description : ▪ Élaboration de l'encadrement réglementaire harmonisé pour tous les arrondissements. **Hypothèses :** ▪ Temps en ressources humaines : 20 heures du chef de division, 100 heures du chargé de projet et 80 heures d'un conseiller en aménagement; ▪ Taux horaire de 84,15 $/heure pour le chef de division, 75,77 $/heure pour le chargé de projet et 61,26 $/heure pour le conseiller en aménagement.	▪ Total : **14 161 $**
2. Mécanisme de mise en œuvre ou vérification de la conformité des règlements des arrondissements au plan d'urbanisme et au schéma d'aménagement	**Coûts ponctuels**
Description : ▪ Selon l'approche réglementaire déterminée, il faudra établir un mécanisme au plan d'urbanisme et au schéma d'aménagement. **Hypothèses :** ▪ Temps en ressources humaines : 10 heures du chef de division, 50 heures du chargé de projet et 90 heures d'un conseiller en aménagement; ▪ Taux horaire de 84,15 $/heure pour le chef de division, 75,77 $/heure pour le chargé de projet et 61,26 $/heure pour le conseiller en aménagement.	▪ Total : **10 143 $**
3. Approche-conseil auprès des arrondissements dans la mise en application de la réglementation	**Coûts ponctuels**
Description : ▪ Un plan d'action et des programmes d'accompagnement et de financement des entrepreneurs de ce secteur devront être élaborés. **Hypothèses :** ▪ Temps en ressources humaines : 5 heures du chef de division, 10 heures du chargé de projet et 55 heures d'un conseiller en aménagement; ▪ Taux horaire de 84,15 $/heure pour le chef de division, 75,77 $/heure pour le chargé de projet et 61,26 $/heure pour le conseiller en aménagement.	▪ Total : **4 548 $**

Sommaire des impacts financiers

Mise en garde

- La présente évaluation identifie les scénarios d'impacts les plus prévisibles. D'autres impacts indirects pourraient être constatés suite à l'entrée en vigueur du modèle de légalisation.

Services municipaux	Impacts financiers estimés		Ajouts d'effectifs
	Ponctuels	Récurrents	
Service de sécurité incendie	76 651 $	648 279 $	2 agents techniques
Service des ressources humaines	358 320 $	80 800 $	
Service des communications		275 000 $	
Service du développement économique	107 692 $	49 176 $	
Service de mise en valeur du territoire – Urbanisme	28 852 $		
Total	**571 515 $**	**1 053 255 $**	**2 employés**



Analyse des impacts financiers spécifiques au SPVM

- Lutte à la contrebande du cannabis
- Soutien au démantèlement des installations de culture illégales
- Autres impacts ponctuels et récurrents

© Raymond Chabot Grant Thornton & Cie S.E.N.C.R.L., 2018.

Lutte à la contrebande du cannabis

Logique criminelle justifiant le financement de la lutte à la contrebande de cannabis

- Le Service de police de la Ville de Montréal préconise la mise en place de mesures et d'initiatives permettant de lutter contre la contrebande de cannabis sur le territoire de l'agglomération de la Ville de Montréal. Plusieurs raisons expliquent la recommandation du SPVM de renforcer ses efforts de lutte au crime organisé en lien avec la production et la distribution illégale de cannabis :
  - Le cannabis demeurant illégal dans la plupart des États américains, celui-ci continuera d'être produit en sol québécois avant d'être exporté au sud de la frontière, comme il l'est à l'heure actuelle via des réseaux de distribution bien implantés;
  - Les profits de la vente illégale de cannabis par les groupes criminels leur permettent de financer d'autres activités criminelles, comme la vente d'autres drogues, le trafic d'armes ou encore la prostitution;
  - L'un des objectifs derrière la légalisation du cannabis au Canada et dans les provinces étant justement d'enrayer la vente de cette substance par le crime organisé, des mesures de répression spécifiques devront donc être mises en place afin de déstabiliser les groupes criminels en faisant la contrebande. La légalisation du cannabis forcera le crime organisé à utiliser d'autres moyens pour continuer de bénéficier de ce marché noir lucratif, requérant ainsi des méthodes d'enquête plus poussées pour parvenir à les contrer;
  - Un exemple de méthodes criminelles pourrait être l'utilisation de prête-noms pour l'obtention d'un permis de production auprès de Santé Canada par une organisation du crime organisé afin de produire et distribuer illégalement du cannabis « sous le couvert du système légal », cette méthode ayant d'ailleurs été observée pour la production de cannabis médical.
- En plus de réduire le champ d'action des organisations criminelles en matière de vente de cannabis sur le marché illicite, les efforts et mesures que propose de mettre en place le SPVM permettront du même coup de contrer l'évasion fiscale provenant de la vente illégale et non déclarée de cannabis.

Financement distinct du mandat de lutte à la contrebande du SPVM

- Dans le cadre de ses opérations actuelles, le SPVM contribue déjà à la lutte à la contrebande et l'évasion fiscale liées à la production et la distribution d'autres substances contrôlées, notamment l'alcool et les produits du tabac. Ces actions sont principalement réalisées par des équipes spécialisées au sein du SPVM faisant partie des programmes nationaux suivants :
  - Actions concertées pour contrer les économies souterraines (ACCES);
  - Actions concertées contre les crimes économiques et financiers (ACCEF).

Lutte à la contrebande du cannabis *(suite)*

Financement distinct du mandat de lutte à la contrebande du SPVM *(suite)*

- Ces deux programmes et les ressources du SPVM faisant partie des équipes correspondantes sont coordonnés par le ministère de la Sécurité publique et entièrement financés par le ministère des Finances du Québec.
- À l'instar du mandat du SPVM en matière de lutte à la contrebande d'alcool et de tabac, celui des ressources policières qui seront affectées à la lutte à la contrebande et l'évasion fiscale spécifique à la production et la vente illégale de cannabis devrait faire l'objet d'une entente entre le SPVM, le ministère de la Sécurité publique et le ministère du Revenu du Québec.
- Bien que les estimations des coûts de mise en place et d'opération des ressources affectées à la lutte à la contrebande du cannabis soient basées sur un mandat de nature similaire à ceux octroyés au SPVM dans le cadre des programmes ACCEF et ACCES, il est important de noter que ceux-ci pourraient varier en fonction de la nature du mandat qui serait octroyé au SPVM.

Efforts de lutte à la contrebande

- Le SPVM estime que les efforts de lutte à la contrebande de cannabis nécessiteront l'ajout d'environ 35 nouvelles ressources, dont deux à trois civils, et ce, à plusieurs échelons hiérarchiques. Parmi les rôles et responsabilités de ces ressources, mentionnons :
  - S'attaquer aux organisations criminelles structurées et aux facilitateurs qui effectuent la production et le trafic de la marijuana à plus grande échelle en utilisant des techniques d'enquête avancées (surveillance physique, infiltration, écoute électronique, entrées subreptices, etc.);
  - Cibler les producteurs de cannabis non autorisés par la loi, les lieux de production intérieure de marijuana et les trafiquants locaux;
  - Effectuer de la surveillance permettant d'obtenir les faits et preuves nécessaires aux différentes autorisations judiciaires;
  - Traiter les nombreuses facettes reliées à l'application de la loi, telles que la vente illégale par des établissements non autorisés, la vente aux mineurs, la vérification des produits afin de s'assurer qu'ils proviennent d'un producteur autorisé, l'inspection de résidences soupçonnées de cultiver du cannabis ou l'application de toute réglementation éventuelle sur l'encadrement de la légalisation de la marijuana.

Lutte à la contrebande du cannabis *(suite)*

Limites des estimations des coûts reliés à la lutte à la contrebande du cannabis

- En date de livraison de ce rapport, le projet de loi nº 157 (Loi constituant la Société québécoise du cannabis, édictant la Loi encadrant le cannabis et modifiant diverses dispositions en matière de sécurité routière) n'a pas encore été adopté par le gouvernement du Québec. Il demeure donc difficile de prévoir avec certitude toutes les balises législatives au sein desquelles les corps policiers québécois et montréalais seront appelés à intervenir. Ainsi, les besoins budgétaires en ressources humaines et physiques requises par le SPVM pourront varier en fonction des lois (fédérale et provinciale) qui encadreront la légalisation du cannabis non thérapeutique en juillet 2018 et, par le fait même, la contrebande et les activités criminelles liées à cette substance. Le nombre de nouvelles ressources nécessaires aux efforts de lutte à la contrebande estimé à 35 pourrait donc être appelé à changer, de même que les coûts reliés à leur rémunération et à l'achat de biens et services servant à leurs opérations. L'étude présente des scénarios fondés sur les informations connues à ce jour.
- La page suivante présente l'estimation des coûts reliés à la mise en place (ponctuels) et l'opérationnalisation (récurrents) des mesures de lutte à la contrebande du cannabis qui seraient entreprises par ces 35 nouvelles ressources.

Lutte à la contrebande du cannabis *(suite)*

IMPACTS PONCTUELS

1. Achat d'équipements nécessaires à la lutte à la contrebande du cannabis	Coûts ponctuels
Description : ▪ En plus d'être formées aux diverses techniques de lutte à la contrebande et à l'évasion fiscale, ces 35 nouvelles ressources devront être équipées autant en postes de travail et équipements informatiques qu'en équipements de surveillance. **Hypothèses :** ▪ Les hypothèses sur les investissements initiaux (ponctuels) requis sont basées sur les budgets d'opération des équipes du SPVM faisant partie des programmes d'Actions concertées pour contrer les économies souterraines (ACCES) et d'Actions concertées contre les crimes économiques et financiers (ACCEF); ▪ L'achat initial d'équipements et de matériel représente des dépenses totales estimées à 135 000 $.	▪ Total : **135 000 $**

IMPACTS RÉCURRENTS

1. Opérationnalisation des mesures de lutte à la contrebande du cannabis	Coûts/année
Description : ▪ Les coûts récurrents engendrés par les mesures de lutte à la contrebande du cannabis qui seront mises en place par le SPVM concernent principalement la masse salariale additionnelle liée aux 35 nouvelles ressources, leurs allocations vestimentaires, les frais de transport et communication, l'entretien des véhicules de même que l'achat de biens non durables. **Hypothèses* :** ▪ Nous considérons un salaire annuel moyen de 125 000 $ pour chacune des nouvelles ressources*; ▪ Un taux horaire moyen de 80 $ est utilisé pour estimer les coûts liés au surtemps prévu (13 000 heures); ▪ Le montant de l'allocation vestimentaire est estimé à 2 500 $ par année; ▪ Les frais de transport et communication, l'entretien des véhicules et l'achat de biens non durables sont estimés à 435 000 $ par année.	▪ Ressources humaines : 5 495 000 $ ▪ Biens et services : 435 000 $ ▪ Total : **5 930 000 $**

* Selon les conventions collectives en vigueur

Source : SPVM, Service des enquêtes nationales de répression du crime organisé et analyses RCGT.

Soutien au démantèlement des installations

IMPACTS PONCTUELS

2. Ajout de ressources à l'équipe de soutien au démantèlement des installations	Coûts ponctuels
Description : ▪ Dans la mesure où un mandat de lutte à la contrebande du cannabis et à l'évasion fiscale liée à la production et la vente de cannabis est accordé au SPVM par le ministère de la Sécurité publique, des ressources humaines et physiques devront être ajoutées au sein de l'équipe actuelle de soutien au démantèlement des installations afin de pallier la charge de travail additionnelle qui découlera des opérations de lutte à la contrebande du cannabis; ▪ Le SPVM recommande ainsi l'ajout d'au moins 7 ressources additionnelles à l'équipe existante de soutien au démantèlement des installations comptant actuellement 12 ressources, ce qui ferait passer son effectif total à 19 ressources; ▪ Des investissements initiaux (ponctuels) seront nécessaires afin d'équiper ces nouvelles ressources en véhicules, fournitures de bureau et équipements de démantèlement. **Hypothèses :** ▪ Les hypothèses sur les investissements initiaux requis pour l'ajout de sept ressources à l'équipe de soutien au démantèlement des installations sont basées sur les opérations de l'équipe de soutien au démantèlement actuelle; ▪ L'achat initial de véhicules équipés, fournitures de bureau et équipements de démantèlement représente des dépenses totales estimées à 145 000 $.	▪ Total : **145 000 $**

Rôle de l'équipe de soutien au démantèlement des installations

- Les membres de cette équipe soutiennent les équipes d'enquête du SPVM (spécialisées ou non), d'autres corps policiers comme la Sûreté du Québec et les premiers intervenants liés au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) dans leurs opérations de saisie (drogues, argent, armes, équipements, etc.) et de démantèlement d'installations illégales;
- Dans le cas du démantèlement d'installations de culture et contrebande de cannabis sur le territoire montréalais, les tâches de cette équipe comprennent la chaîne de possession, le transport, l'entreposage et destruction des drogues et autres preuves saisies, le démantèlement et la destruction des installations illégales (souvent des laboratoires clandestins intérieurs), de même que le suivi avec les intervenants de la cour dans le cas de poursuites criminelles et pénales;
- En plus des aspects légaux, le soutien qu'apporte cette équipe aux enquêteurs se fait dans une perspective de gestion des risques liés à la santé et sécurité de ceux-ci en matière de démantèlement et manipulation d'installations et d'équipement de culture de cannabis pouvant s'avérer dangereux (électrocution, contamination et exposition à des produits chimiques et fongicides, charges lourdes, pièges, etc.).

Source : SPVM, Division du crime organisé, module antigang et analyses RCGT.

Soutien au démantèlement des installations *(suite)*

IMPACTS RÉCURRENTS

2. Opérations des ressources additionnelles de l'équipe de soutien au démantèlement des installations	Coûts/année
Description : ▪ Le rôle des sept ressources additionnelles au sein de l'équipe de soutien au démantèlement des installations sera essentiellement le même que celui des autres membres de l'équipe actuelle, tel que mentionné à la page précédente; ▪ Selon les informations transmises par le SPVM, cette équipe procède actuellement au démantèlement de 6 à 8 installations de culture et contrebande de cannabis en moyenne par semaine. De l'avis des experts, la légalisation du cannabis ne devrait pas entraîner une diminution du nombre d'installations de culture illégale et de contrebande de cannabis, sans pour autant entraîner une augmentation de celles-ci. Les efforts de lutte à la contrebande du cannabis du SPVM devraient donc mener à la découverte et au démantèlement d'un nombre plus élevé de ces installations, nécessitant ainsi l'ajout des sept ressources proposées par le SPVM, de même que des capacités d'entreposage et de traitement du cannabis saisi supplémentaires; ▪ Les coûts récurrents des opérations liées aux sept ressources additionnelles de l'équipe actuelle de soutien au démantèlement des installations comprennent principalement la masse salariale additionnelle liée aux nouvelles ressources, le surtemps prévu (opérations et unités de soutien), les allocations vestimentaires, l'utilisation des véhicules, l'achat d'équipements de sécurité et diverses autres dépenses récurrentes. **Hypothèses :** ▪ Les hypothèses sur les coûts récurrents liés aux opérations de ces sept ressources sont basées sur les opérations de l'équipe de soutien au démantèlement actuelle; ▪ Nous considérons un salaire annuel moyen de 125 000 $ pour chacune des nouvelles ressources*; ▪ Un taux horaire moyen de 80 $ est utilisé pour estimer les coûts liés au surtemps prévu; ▪ Le montant de l'allocation vestimentaire est estimé à 2 500 $ par année.	▪ Ressources humaines : 990 000 $ ▪ Biens et services : 180 000 $ ▪ Total : **1 170 000 $**

*Selon les conventions collectives en vigueur
Source : SPVM, Division du crime organisé, module antigang et analyses RCGT.

SPVM – Autres impacts

IMPACTS PONCTUELS

1. Balisage des appareils de détection de l'intoxication au cannabis utilisés par le SPVM	Coûts ponctuels
Description : ▪ Dans la mesure où le gouvernement fédéral ou provincial n'impose pas un dispositif ou un fournisseur d'appareils de détection de l'intoxication au cannabis, le balisage permettra au SPVM d'identifier les outils les plus performants à un coût raisonnable. **Hypothèses :** ▪ 100 heures de recherche documentaire requises; ▪ Taux horaire moyen considéré de 50 $/h.	▪ Total : **5 000 $**
2. Outils de prévention et d'information	**Coûts ponctuels**
Description : ▪ Création et distribution par l'unité de prévention d'outils permettant d'expliquer les effets du cannabis, les conséquences de son utilisation, les ressources disponibles et les lois régissant son utilisation. **Hypothèses :** ▪ 250 heures de conception requises; ▪ Taux horaire moyen considéré de 50 $/h; ▪ Honoraires professionnels estimés pour l'aide à la conception = 12 500 $.	▪ Main-d'œuvre : 12 500 $ ▪ Honoraires professionnels : 12 500 $ ▪ Total : **25 000 $**
3. Achat des appareils de détection du THC (tests par échantillons de salive sur la route)	**Coûts ponctuels**
Description : ▪ Ces appareils permettent de détecter la conduite avec facultés affaiblies sous l'influence du cannabis sur place, au même titre que la détection de l'influence de l'alcool. **Hypothèses :** ▪ Comme pour les éthylomètres, le SPVM prévoit l'achat de 100 appareils; ▪ Le coût unitaire estimé des appareils de détection du THC est le même que celui des éthylomètres, soit environ 800 $.	▪ Total : **80 000 $**

Source : Service de police de la Ville de Montréal.

SPVM – Autres impacts *(suite)*

IMPACTS PONCTUELS	
4. Achat des appareils de tests avancés pour mesurer le taux de THC dans le sang des conducteurs appréhendés	**Coûts ponctuels**
Description : ▪ Cette pratique est déjà en place pour la détection de la conduite avec facultés affaiblies par l'alcool. Les tests provenant du terrain sont vérifiés par des analyses permettant de mesurer de façon précise le taux d'alcoolémie dans le sang réalisées dans les centres opérationnels. **Hypothèses :** ▪ Achat de quatre appareils, soit un appareil par centre opérationnel; ▪ Le coût unitaire estimé des appareils de tests sanguins de taux de THC est le même que celui des appareils de tests sanguins de détection d'alcool, soit 12 000 $.	▪ Total : **48 000 $**
5. Formation des patrouilleurs à l'utilisation des dispositifs de détection de la conduite affaiblie par le cannabis	**Coûts ponctuels**
Description : ▪ Conception d'une formation à partir de recherches diverses et création de capsules Web. **Hypothèse :** ▪ Estimation des coûts de conception basée sur l'élaboration de la formation sur l'utilisation du pistolet à impulsion.	▪ Total : **5 000 $**

Source : Service de police de la Ville de Montréal.

SPVM – Autres impacts *(suite)*

IMPACTS RÉCURRENTS

1. Recherche sur les impacts de la légalisation sur la santé et sécurité publique	Coûts/année
Description : ▪ Le SPVM propose de documenter les impacts possibles de la légalisation sur la santé publique, la sécurité publique, les méthodes de travail des policiers et les adaptations du milieu criminel; ▪ Ce travail pourrait être fait par un chercheur dans la section de recherche et planification stratégique du SPVM; ▪ Un partenariat avec une université est une seconde option pour effectuer cette recherche en remettant une forme de subvention de recherche. **Hypothèse :** ▪ La recherche serait d'une durée de trois ans.	▪ Total : **150 000 $**

2. Entretien et calibrage annuel des appareils de détection du THC (tests par échantillons de salive sur la route)	Coûts/année
Description : ▪ Comme pour les éthylomètres, une inspection annuelle complète des appareils de détection du THC est requise; ▪ Entretien et calibrage réguliers des appareils et remplacement des pièces et systèmes défectueux; ▪ À cet entretien s'ajoute l'achat de trousses d'analyse salivaire, qui doivent être remplacées à chaque analyse pour des raison d'hygiène. Le coût de ces trousses est cependant inconnu pour l'instant et peut varier en fonction du nombre d'approvisionnements dans l'année. **Hypothèse :** ▪ Considérant que le coût unitaire d'inspection annuelle d'un éthylomètre est de 325 $, un budget total annuel de 10 000 $ est alloué par le SPVM pour l'inspection d'une portion des éthylomètres qu'il utilise. Nous faisons l'hypothèse que ce budget sera le même pour l'entretien annuel des 100 appareils de détection du THC.	▪ Total : **10 000 $**

Source : Service de police de la Ville de Montréal.

SPVM – Autres impacts *(suite)*

IMPACTS RÉCURRENTS

5. Entretien et calibrage annuel des appareils de tests sanguins pour mesurer le taux de THC dans le sang des conducteurs appréhendés	Coûts/année
Description : ▪ Comme pour les appareils de détection sanguine de l'alcool dans le sang, une inspection annuelle complète des appareils de détection sanguine du THC est aussi requise; ▪ Entretien et calibrage réguliers des appareils et remplacement des pièces et systèmes défectueux; ▪ À cet entretien s'ajoute l'achat de trousses d'analyse sanguine, qui doivent être remplacés à chaque analyse pour des raison d'hygiène. Le coût de ces trousses est cependant inconnu pour l'instant et peut varier en fonction du nombre d'approvisionnements dans l'année. **Hypothèse :** ▪ Un budget total annuel de 10 000 $ est alloué par le SPVM pour l'inspection des sept appareils de détection sanguine de l'alcool qu'il utilise. Nous faisons l'hypothèse que ce budget sera le même pour l'entretien annuel des quatre appareils de détection du THC.	▪ Total : **10 000 $**

6. Module d'agents évaluateurs en facultés affaiblies par le cannabis	Coûts/année
Description : ▪ Une équipe de 11 policiers (1 sergent et 10 agents) sera mise en place et ceux-ci seront dédiés exclusivement à la détection et à l'évaluation des cas de facultés affaiblies par le cannabis. Formés en tant que témoins experts, ces agents auront une formation plus approfondie afin de pouvoir procéder à une série de tests permettant de valider les résultats obtenus par les évaluations des tests de salive ou des tests sanguins; ▪ Un à deux agents seront en service en tout temps dans chacune des quatre régions de la Ville, et ce, pour les trois quarts de travail; ▪ Il s'agit d'agents existants qui seront mutés à ces postes suite à un processus de sélection. Les coûts reliés à la formation de ces agents évaluateurs sont couverts par la Ville de Montréal. • Le coût annuel de la formation pour un agent évaluateur est d'environ 8 000 $, ce qui n'inclut pas les coûts associés à la perte de prestations de service.	▪ Total : **0 $**

Source : Service de police de la Ville de Montréal

SPVM : Sommaire des impacts ponctuels et récurrents

Mesures à mettre en place	Impacts financiers estimés		Ajouts d'effectifs
	Ponctuels	Récurrents	
Mesures de lutte à la contrebande du cannabis	135 000 $	5 930 000 $	35 ressources
Ajout de ressources à l'équipe de soutien au démantèlement des installations	145 000 $	1 170 000 $	7 agents
Balisage des appareils de détection de l'intoxication au cannabis utilisés par le SPVM	5 000 $		
Outils de prévention et d'information	25 000 $		
Achat des appareils de détection du THC (tests par échantillons de salive sur la route)	80 000 $		
Achat des appareils de tests sanguins pour mesurer le taux de THC dans le sang des conducteurs appréhendés	48 000 $		
Formation des patrouilleurs à l'utilisation des dispositifs de détection de la conduite affaiblie par le cannabis	5 000 $		
Recherche sur les impacts de la légalisation sur la santé et sécurité publique		150 000 $	
Entretien et calibrage annuel des appareils de détection du THC (tests par échantillons de salive sur la route)		10 000 $	
Entretien et calibrage annuel des appareils de tests sanguins pour mesurer le taux de THC dans le sang des conducteurs appréhendés		10 000 $	
Module d'agents évaluateurs en facultés affaiblies par le cannabis	0 $	0 $	
Total	**443 000 $**	**7 270 000 $**	**42 employés**



Principaux constats, analyses de sensibilité et scénarios considérés

- Service de sécurité incendie (SIM)
- Autres services concernés
- Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)
- Sommaire de l’analyse de sensibilité

© Raymond Chabot Grant Thornton & Cie S.E.N.C.R.L., 2018.

Sommaire des impacts financiers incluant le SPVM

Services municipaux	Impacts financiers estimés		Ajouts d'effectifs
	Ponctuels	Récurrents	
Service de sécurité incendie	76 651 $	648 279 $	2 agents techniques
Service des ressources humaines	358 320 $	80 800 $	
Service des communications		275 000 $	
Service du développement économique	107 692 $	49 176 $	
Service de mise en valeur du territoire – Urbanisme	28 852 $		
Sous-total autres services	**571 515 $**	**1 053 255 $**	**2 employés**
Mesures de lutte à la contrebande du cannabis	135 000 $	5 930 000 $	35 ressources
Ajout de ressources à l'équipe de soutien au démantèlement des installations	145 000 $	1 170 000 $	7 agents
Autres impacts – Total	163 000 $	170 000 $	
Sous-total SPVM	**443 000 $**	**7 270 000 $**	**42 employés**
Total	**1 014 515 $**	**8 323 255 $**	**44 employés**

Impacts n'ayant pu être identifiés

- Il est important de noter que ces estimations ne tiennent pas compte d'autres mesures potentielles que pourraient avoir à mettre en place certains services de la Ville de Montréal pour faire face aux impacts éventuels qui n'ont pu être identifiés au moment de réaliser cette analyse. En plus des possibles changements qui pourraient être apportés au projet de loi actuel en vue de son adoption, le cadre réglementaire sera aussi appelé à s'adapter autant à l'évolution de la nouvelle industrie légale qui sera ainsi créée qu'aux habitudes de consommation des citoyens. De plus, la répartition de certaines compétences liées à la légalisation du cannabis entre le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal, notamment en termes de communication et de prévention de la santé, d'affaires juridiques et de développement économique, reste encore à définir. Ces ajustements pourraient ainsi générer des impacts additionnels n'ayant pu être anticipés et dont les coûts n'ont pu être évalués a priori.

SIM : Constats et sensibilité des impacts

Principaux constats

- Tel que présenté aux pages 23 à 28 de la section précédente et en se basant sur le projet de loi encadrant la légalisation du cannabis au Québec, la majeure partie des impacts financiers de la légalisation du cannabis sur les opérations du Service de sécurité incendie de la Ville de Montréal proviennent de l'augmentation des interventions des premiers répondants, impliquant des dépenses récurrentes de près de 450 000 $ par année;
- Selon les données fournies par le *Denver Fire Department*, l'équipe affectée aux inspections et à la prévention des incendies dans les établissements commerciaux de l'industrie du cannabis, le *Marijuana Inspection Group in Fire Prevention*, comprend 7 ressources : 1 lieutenant, 1 superviseur des opérations, 4 techniciens et 1 *fire protection engineer*. Considérant que la production et la distribution du cannabis sur le territoire de Denver sont assurées par un nombre élevé d'établissements (470 permis étaient actifs en septembre 2017), ce groupe assure principalement les inspections et la prévention auprès de ces établissements. Cette équipe est aussi responsable des inspections en milieu résidentiel lorsqu'un risque lié aux installations de culture à des fins personnelles lui est signalé.

Analyse de sensibilité liée à l'autorisation potentielle de la culture du cannabis à domicile

- En date du dépôt du présent rapport, le projet de loi 157 (Loi constituant la Société québécoise du cannabis, édictant la Loi encadrant le cannabis et modifiant diverses dispositions en matière de sécurité routière) interdit la culture du cannabis à des fins personnelles, alors que celle-ci serait autorisée de façon encadrée par le gouvernement fédéral, en vertu du projet de loi C-45 (Loi concernant le cannabis et modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, le Code criminel et d'autres lois). Dans le cas où le gouvernement du Québec modifierait le chapitre III de la Loi et autoriserait la culture du cannabis à des fins personnelles en milieu résidentiel, le Service de sécurité incendie (SIM) devrait établir un protocole d'inspection et de prévention en lien avec les modalités de la future réglementation. Les inspecteurs du SIM devront ainsi assurer l'application du règlement et effectuer des inspections (périodiques ou spontanées) afin de veiller à la conformité des cultivateurs individuels et de leurs installations;
- Afin d'analyser la sensibilité des impacts financiers ponctuels et récurrents de la légalisation du cannabis sur les opérations du SIM, nous utilisons la différence de coûts entre le projet de loi déposé en novembre 2017 interdisant la culture du cannabis à des fins personnelles (en milieu résidentiel) et celui potentiellement modifié que pourrait adopter le gouvernement du Québec en s'alignant sur le gouvernement fédéral, qui autorise la culture à domicile;

SIM : Constats et sensibilité des impacts *(suite)*

Analyse de sensibilité liée à l'autorisation potentielle de la culture du cannabis à domicile *(suite)*

- Pour ce faire, nous considérons, d'une part, les impacts estimés selon le projet de loi actuel et dont la somme est présentée à la page 28 et, d'autre part, ces mêmes impacts auxquels nous ajoutons ceux liés à la mise en place d'une équipe spécialisée en prévention formée de 12 nouvelles ressources au sein du Centre de services du SIM, au lieu des deux ajouts déjà prévus, advenant une révision du cadre réglementaire autorisant la culture à domicile. Les impacts réels qu'aura la légalisation du cannabis sur les habitudes de consommation et les pratiques des producteurs (légaux et illégaux) de même que les risques d'incendie afférents sont difficiles à prévoir. Il en va donc de même des impacts de la nouvelle loi sur les opérations du SIM. Le SIM estime que l'ajout de ces 12 ressources lui permettrait ainsi de faire face à un maximum de risques prévisibles liés autant à la culture commerciale et résidentielle du cannabis qu'à sa production illégale et à la consommation dangereuse de cette substance;
- Les tableaux suivants présentent les impacts financiers ponctuels et récurrents correspondant à la mise en place d'une expertise en prévention opérée par les 12 nouvelles ressources.

IMPACTS PONCTUELS

Mise en place d'une équipe spécialisée en prévention au sein du Centre de services	Coûts ponctuels
Description : ▪ Les dépenses ponctuelles qui seraient engagées pour la mise en place d'une équipe de prévention, c'est-à-dire les investissements initiaux requis pour outiller l'équipe d'inspecteurs, comprennent principalement les coûts reliés à l'achat de postes de travail, d'équipements informatiques et d'équipements de surveillance. **Hypothèses :** ▪ Les hypothèses sur les investissements initiaux (ponctuels) requis pour le développement de l'expertise en prévention sont présentées à titre indicatif dans le tableau ci-dessous :	▪ Total *(à titre indicatif)* : **38 436 $**

Investissements initiaux

Équipements	Unités	Coût unitaire	Total
Postes de travail	12	1 103 $	13 236 $
Équipements informatiques	8	1 050 $	8 400 $
Équipements de surveillance	8	2 100 $	16 800 $
TOTAL			**38 436 $**

Source : Service de sécurité incendie de la Ville de Montréal.

SIM : Constats et sensibilité des impacts *(suite)*

Analyse de sensibilité liée à l'autorisation potentielle de la culture du cannabis à domicile *(suite)*

IMPACTS RÉCURRENTS

Opérations de l'équipe de prévention du Centre de services	Coûts/année
Description : ▪ La répartition de l'équipe de prévention proposée par le SIM est présentée dans le tableau ci-dessous. Tel que mentionné plus tôt, celle-ci serait responsable de l'élaboration d'un protocole d'inspection et de prévention en lien avec la loi adoptée et d'assurer l'application du règlement en effectuant des inspections de conformité des installations des cultivateurs commerciaux et individuels; **Hypothèses :** ▪ En plus des dépenses récurrentes en ressources humaines présentées dans le tableau ci-dessous, le SIM prévoit des coûts récurrents en ressources matérielles sur sept véhicules légers pour l'entretien, le financement, le remplacement de pièces, etc.; ▪ Les dépenses relatives à la masse salariale de la nouvelle équipe de 12 ressources que devrait former le SIM advenant un changement dans la réglementation québécoise sont détaillées dans le tableau ci-dessous :	▪ Coûts en ressources humaines : 1 112 700 $ ▪ Coûts en ressources matérielles : 70 553 $ ▪ Total *(à titre indicatif)* : **1 183 253 $**

Masse salariale annuelle *(à titre indicatif)*

Employés	Unités	Salaire annuel	Total
Chef de section	1	122 400 $	122 400 $
Ingénieur	1	131 300 $	131 300 $
Agents techniques	2	94 700 $	189 400 $
Agents de prévention	8	83 700 $	669 600 $
TOTAL	12		**1 112 700 $**

Source : Service de sécurité incendie de la Ville de Montréal.

- Le tableau de la page suivante présente les résultats de l'analyse de sensibilité. Il s'agit d'une estimation des limites « inférieure » et « supérieure » des impacts financiers de la légalisation du cannabis sur les opérations du SIM, celles-ci étant principalement influencées par l'ajout d'employés spécialisés en prévention et inspection.

SIM : Constats et sensibilité des impacts *(suite)*

Analyse de sensibilité liée à l'autorisation potentielle de la culture du cannabis à domicile *(suite)*

Mesures à mettre en place	Impacts financiers selon le projet de loi actuel (culture à domicile interdite)			Impacts financiers révisés selon une loi autorisant la culture à domicile		
	Ponctuels	Récurrents	Ajout d'effectifs	Ponctuels	Récurrents	Ajout d'effectifs
Centre de services : développement d'une expertise en prévention	6 406 $	199 479 $	2 agents techniques	38 436 $	1 183 253 $	12 ressources
Autres impacts (inchangés) – total	70 245 $	448 800 $		70 245 $	448 800 $	
Total	**76 651 $**	**648 279 $**	**2 employés**	**108 681 $**	**1 632 053 $**	**12 employés**

Autres services concernés : Principaux constats

Service des ressources humaines

- Les impacts de la légalisation du cannabis sur le Service des ressources humaines se manifestent principalement en nombre d'heures-personnes supplémentaires pour la formation d'employés du service actuels et la création de comités qui seront responsables d'établir les nouvelles directives en matière de consommation de cannabis par les employés de la Ville. Puisque certaines ressources existantes seront dédiées spécifiquement aux mesures qui seront mises en place, leurs tâches actuelles devront être effectuées par d'autres employés du service;
- Il restera à déterminer si la formation que devront suivre les 400 employés du Service des ressources humaines fera partie intégrante de leur plan de formation annuel ou si celle-ci devra être suivie sous forme de temps supplémentaire;
- En termes de ressources à temps complet, l'ensemble des impacts ponctuels représente 3 900 heures additionnelles, soit 2,1 ETC (à 1 850 heures/année), alors que les impacts récurrents se chiffrent à 2 510 heures additionnelles, ce qui représente 1,4 ETC.

Service des communications

- Le budget estimé pour la campagne de communication externe, évalué à 200 000 $ par année, pourrait varier en fonction de la volonté de la Ville de Montréal de diffuser ses messages à un public plus ciblé. En mettant l'emphase sur une large diffusion, plusieurs plateformes médiatiques pourraient devoir être utilisées, faisant ainsi augmenter les coûts liés au placement média. De plus, l'ampleur des coûts qui devront être assurés par le Service des communications de la Ville dépendra notamment de la nature de la campagne de sensibilisation qui sera réalisée par le gouvernement du Québec.

Service du développement économique

- En termes de ressources à temps complet, la légalisation du cannabis impliquera une charge de travail additionnelle estimée à 0,5 ETC. Le taux d'occupation des employés de ce service avoisinant les 100 %, une réorganisation des tâches actuelles ou l'embauche d'une nouvelle ressource devra être envisagée.

Mise en valeur du territoire – Urbanisme

- Le Service de l'urbanisme de la Ville estime que la légalisation du cannabis aura des impacts ponctuels de l'ordre de 30 000 $ sur ses opérations. Il restera à déterminer si l'ajout des mesures identifiées pourra être pris en charge dans le cadre des tâches actuelles du service.

SPVM : Constats et analyse de sensibilité

Principaux constats

- Avec des investissements initiaux totalisant 443 000 $ et des dépenses récurrentes de 7,2 M$ par année, les impacts financiers de la légalisation du cannabis liés aux opérations supplémentaires que devra mettre en place le SPVM représentent près de 45 % des impacts ponctuels et 90 % des impacts récurrents totaux auxquels devra faire face la Ville de Montréal;
- Avec la mise en place des mesures de lutte à la contrebande du cannabis, le SPVM estime devoir embaucher 35 nouvelles ressources de même que 7 agents additionnels au sein de son équipe de soutien au démantèlement des installations (qui compte actuellement 12 ressources), pour un ajout total de 42 ressources;
- En considérant la force policière actuelle de la Ville de Montréal, soit environ 4 600 agents et 1 700 civils, l'ajout de ces 42 ressources représente moins de 1 % des employés du SPVM. En comparaison du *Denver Police Department*, qui compte approximativement 2 380 policiers et 600 civils, la force policière de Montréal en termes de population est moins élevée que celle de Denver. On compte actuellement 2,70 policiers pour mille habitants à Montréal, alors que ce ratio est de 3,43 policiers à Denver. Cet écart de ratio de policiers per capita entre Montréal et Denver, ou toute autre ville de taille comparable, doit être considéré en regard de multiples facteurs allant au-delà de leur gestion respective des activités liées au cannabis. L'ajout des nouvelles embauches prévues par le SPVM pour faire face aux impacts de la légalisation du cannabis ferait passer ce ratio à 2,72 policiers pour mille habitants à Montréal.

Analyse de sensibilité

- Les données fournies par la Ville de Denver démontrent que 11 ressources à temps plein du *Denver Police Department* sont financées directement par les revenus de taxation liés à la vente de cannabis sur son territoire. Il y a donc lieu d'estimer qu'au moins l'équivalent de ce nombre d'effectifs est affecté essentiellement à des opérations en lien avec le contrôle et la lutte à la contrebande du cannabis. En considérant que la force policière de la Ville de Montréal est environ deux fois plus grande que celle de Denver, nous estimons que le nombre d'effectifs affectés à ce type d'opérations et d'interventions devrait s'établir aux environs de 20 à 25 ressources, soit approximativement la moitié des 42 ressources proposées par le SPVM;
- En fonction de ces hypothèses, nous estimons que le nombre de ressources additionnelles requises au sein du SPVM pour faire face aux impacts ponctuels et récurrents de la légalisation du cannabis sur ses opérations pourrait varier de 21 à 42 employés.

SPVM : Constats et analyse de sensibilité *(suite)*

Analyse de sensibilité *(suite)*

- Afin de simplifier le calcul des impacts ponctuels et récurrents liés à la mise en place des mesures de lutte à la contrebande du cannabis et des agents additionnels affectés au soutien de ces mesures dans le démantèlement des installations de culture tenant compte des synergies possibles, nous retenons 50 % des coûts reliés aux impacts évalués par le SPVM sur ces deux mesures et présentés à la section précédente (pages 40 à 45). Les coûts reliés aux autres impacts évalués par le SPVM demeurent inchangés;
- Les résultats de ces calculs d'impacts révisés sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Mesures à mettre en place	Impacts financiers révisés			Impacts financiers initiaux		
	Ponctuels	Récurrents	Ajout d'effectifs	Ponctuels	Récurrents	Ajout d'effectifs
Mesures de lutte à la contrebande du cannabis	67 500 $	2 965 000 $	17 ressources	135 000 $	5 930 000 $	35 ressources
Ajout de ressources à l'équipe de soutien au démantèlement des installations	72 500 $	585 000 $	4 agents	145 000 $	1 170 000 $	7 agents
Autres impacts (inchangés) – total	163 000 $	170 000 $		163 000 $	170 000 $	
Total	**303 000 $**	**3 720 000 $**	**21 employés**	**443 000 $**	**7 270 000 $**	**42 employés**

Sommaire de l'analyse de sensibilité et scénarios considérés

- L'analyse de sensibilité réalisée dans la présente section nous permet d'établir une estimation de l'amplitude des impacts financiers ponctuels et récurrents qu'aura la légalisation du cannabis sur les différents services de la Ville de Montréal concernés. Cette sensibilité est essentiellement basée sur la variation du nombre d'effectifs additionnels qui devront être ajoutés au sein des équipes du SIM et du SPVM;
- Certains impacts ponctuels ou récurrents spécifiques à différentes mesures identifiées par les autres services concernés auraient aussi pu faire l'objet d'une analyse de sensibilité. Toutefois, nous considérons que l'ampleur des variations issues de cette analyse aurait été marginale en comparaison de celles que nous avons présentées aux pages précédentes;
- Telles que présentées dans le tableau ci-dessous, nos analyses nous permettent donc d'estimer l'impact ponctuel total (incluant le SPVM) à un coût pouvant varier entre 875 000 $ et 1 M$, tandis que l'impact récurrent devrait représenter un coût total évalué entre 4,7 et 9,3 M$ par année. Nous estimons que le nombre de ressources supplémentaires requis variera entre 23 et 54 employés.

Services municipaux	Impacts financiers « minimums »			Impacts financiers « maximums »		
	Ponctuels	Récurrents	Ajout d'effectifs	Ponctuels	Récurrents	Ajout d'effectifs
Service de sécurité incendie	76 651 $	648 279 $	2 agents techniques	108 681 $	1 632 053 $	12 employés
Service des ressources humaines	358 320 $	80 800 $		358 320 $	80 800 $	
Service des communications		275 000 $			275 000 $	
Service du développement économique	107 692 $	49 176 $		107 692 $	49 176 $	
Service de mise en valeur du territoire – Urbanisme	28 852 $			28 852 $		
Sous-total autres services	**571 515 $**	**1 053 255 $**	**2 employés**	**603 545 $**	**2 037 029 $**	**12 employés**
SPVM	303 000 $	3 720 000 $	21 employés	443 000 $	7 270 000 $	42 employés
Total	**874 515 $**	**4 773 255 $**	**23 employés**	**1 046 545 $**	**9 307 029 $**	**54 employés**



Raymond Chabot
Grant Thornton

L'instinct de la croissance

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1190744002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Autoriser la réception d'une contribution financière de 4 830 039 $ provenant du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour répondre aux besoins de l'agglomération de Montréal liés à la légalisation du cannabis, pour les années 2019 et 2020 / Approuver les conditions de versement de ce soutien conformément à la lettre du MAMH en date du 25 mars 2019 / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu correspondant / Autoriser le virement de ce montant vers le Service de la diversité et de l'inclusion sociale qui en assurera la répartition et le suivi

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1190744002_Cannabis.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-09

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.07

2019/09/19 17:00

(1)

Dossier # : 1194970015

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 c) prendre des mesures visant à assurer la sécurité des citoyennes et des citoyens dans les espaces publics, notamment des parcs et des équipements collectifs et récréatifs
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 975 000 $ à Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV ou Centre), soit un montant de 375 000 $ pour compléter le financement de l'année 2019 et un montant de 600 000 $ pour financer l'année 2020 dans le but de compléter le repositionnement du Centre et de réaliser le plan d'action 2019 et 2020 dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 975 000 $ à Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV ou Centre), soit un montant de 375 000 $ pour compléter le financement de l'année 2019 et un montant de 600 000 $ pour financer l'année 2020 dans le but de compléter le repositionnement du Centre et de réaliser le plan d'action 2019 et 2020 dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-22 18:52

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1194970015**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 c) prendre des mesures visant à assurer la sécurité des citoyennes et des citoyens dans les espaces publics, notamment des parcs et des équipements collectifs et récréatifs
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 975 000 $ à Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV ou Centre), soit un montant de 375 000 $ pour compléter le financement de l'année 2019 et un montant de 600 000 $ pour financer l'année 2020 dans le but de compléter le repositionnement du Centre et de réaliser le plan d'action 2019 et 2020 dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Depuis plusieurs années, la Ville de Montréal joue un rôle de premier plan en matière de prévention en sécurité urbaine, notamment par la gestion de différents programmes municipaux. En 2015, la Ville, en collaboration avec le ministère de la Sécurité publique (MSP), créait le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV ou Centre), un organisme à but non lucratif qui intervient à l'échelle québécoise et montréalaise pour prévenir les phénomènes de radicalisation menant à la violence et accompagner les personnes touchées par cette réalité.
Depuis la création du CPRMV, le Ville constate que le phénomène de la radicalisation a grandement évolué, de même que le nombre et la diversité des acteurs qui œuvrent dans ce domaine. Parallèlement, le Centre a connu un développement rapide. Cependant, les enjeux financiers de l'organisme, les nombreux domaines d'intervention et un manque de concertation avec le milieu ont amené les bailleurs de fonds à se questionner sur l'efficience opérationnelle et la complémentarité des actions. C'est dans ce contexte que la Ville, en collaboration avec le MSP, a entrepris en 2018 un important processus d'évaluation comportant trois volets: 1) une consultation externe ciblée, 2) un audit de gouvernance et de gestion financière 3) un portrait de l'écosystème de la prévention de la radicalisation à Montréal et au Québec.

Cette évaluation a permis d'identifier plusieurs correctifs dont la nécessité de réviser le

mandat du Centre en tenant compte de l'offre de service actuelle, des acteurs impliqués dans le domaine, du territoire d'intervention et des champs d'action de la Ville. Entre mars et juin 2019, l'organisme, en collaboration avec les bailleurs de fonds, a entrepris des travaux devant mener à la révision et au positionnement du Centre et à l'amélioration de la gouvernance et de la gestion financière. De plus, à la suite d'un appui de la Ville de Montréal, il a entrepris des démarches avec le RAPS-SHERPA, le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux Centre-Ouest-de-l'île-de-Montréal (CCOMTL) et les différents corps policiers concernés (Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), Sûreté du Québec et la Gendarmerie royale du Canada) dans le but de développer et de mettre en œuvre des ententes de collaboration. Une aide de 225 000 $ a été octroyée par la Ville pendant cette période de transition pour éviter les bris de service et la perte de l'expertise.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0120 du 28 mars 2019
Autoriser une dépense additionnelle de 225 000 $ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence pour une période de transition de trois mois, soit jusqu'au 31 mars 2019 et approuver un projet d'addenda modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et cet organisme (CG18 0115), majorant ainsi le montant total du soutien accordé de 1 300 000 $ à 1 525 000 $
CG18 0115 du 22 février 2018
Accorder un soutien financier de 1,3 M$, au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, dont 400 000 $ pour les actions réalisées en 2017 et 900 000 $ provenant du budget régulier du Service de la diversité sociale et des sports pour la réalisation de son plan d'action annuel 2018
CG17 0416 du 28 septembre 2017
Accorder un soutien financier de 500 000 $, pour l'année 2017, au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence
CG15 0771 du 17 décembre 2015
Accorder un soutien financier de 1 M$ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence pour la réalisation de son plan d'action 2015-2016 dans le cadre du budget régulier du Service de la diversité sociale et des sports
CM15 0979 du 17 août 2015
Accorder une avance de fonds de 200 000 $, sur la contribution prévue de 1 million $ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence

DESCRIPTION

Afin de jouer pleinement son rôle sur le continuum de services montréalais à travers une approche communautaire distinctive, en complémentarité et en collaboration avec les acteurs impliqués dans le domaine, le Centre a entrepris des travaux de révision et de repositionnement en 2019.
Plus spécifiquement, trois grandes orientations ont été traitées en priorité :

1. **Une mission simplifiée et recentrée vers l'action communautaire**

   Il existe au Québec tout un écosystème récent relativement à la prévention de la radicalisation. Le mandat du CPRMV a donc été repositionné et élagué de façon à en tenir compte et à concentrer ses forces sur les éléments essentiels et distinctifs du Centre. À cet effet, son rôle s'inscrit dorénavant dans une approche communautaire complémentaire de l'approche institutionnelle. En ce sens, il sera en soutien aux acteurs locaux et terrain (milieu scolaire, organismes communautaires, etc.) et sera une porte d'entrée non institutionnelle qui représentera une valeur ajoutée à l'approche du milieu de la santé.

2. **La mise en place de partenariats avec le réseau de la santé et universitaire**

Le CPRMV a amorcé en juin dernier des travaux avec le réseau de la santé et de l'Institut universitaire SHERPA, plus particulièrement avec l'Équipe de Recherche et Action sur les Polarisations Sociales (RAPS-SHERPA). Dans le but de formaliser et de rendre opérationnelles ces collaborations, une lettre d'entente a été signée entre le CCOMTL, le RAPS-SHERPA et le CPRMV. Les parties y déclarent entreprendre une collaboration renouvelée et soutenue qui se traduira par la signature de protocoles d'entente formels sur la consolidation d'un continuum de services clair et fonctionnel au bénéfice du citoyen. L'échéancier visé est la fin décembre.

Partenariat avec le SPVM et les corps policiers de la Sûreté du Québec (SQ) et de la Gendarmerie royale du Canada (GRC)
Un protocole d'entente est déjà signé entre les trois corps policiers concernés par la radicalisation (SPVM, SQ et GRC) et le CPRMV. Des pourparlers avec le SPVM ont confirmé sa volonté de collaborer avec le Centre. Le MSP confirme qu'il en va de même pour les deux autres corps policiers. Des rencontres sont à prévoir au cours de l'année 2019 entre les différentes parties pour concrétiser ces partenariats.

3. **Modifications à la gouvernance**

La réflexion autour de la composition du nouveau conseil d'administration est en cours. Le profil des membres sera orienté vers une expertise liée, entre autres, à la philanthropie, aux finances et à l'intervention en milieu de radicalisation. Plusieurs mécanismes de contrôle de gestion ont été revus et mis en place et d'autres sont actuellement en traitement. Le modèle de gouvernance au sein de l'équipe de gestion a également été révisé afin d'assurer une structure organisationnelle simple incluant un nouvel organigramme.

Le projet d'entente vise à accorder un soutien financier de 975 000 $ au CPRMV, soit un montant de 375 000 $ pour compléter le financement de l'année 2019 et un montant de 600 000 $ pour financier l'année 2020. Ces montants sont nécessaires à la poursuite des activités de l'organisme à l'implantation efficace des changements requis, planifiés et attendus par la Ville, puis à la réalisation des plans d'action annuels 2019 et 2020.

La contribution financière pour l'année 2020 est, par ailleurs, conditionnelle à la signature d'une entente avec le RAPS-SHERPA et le CCOMTL ainsi qu'au dépôt d'un nouveau plan d'action intégrant notamment les activités du Centre, les liens avec les corps policiers et une stratégie de diversification du financement.

Les activités soutenues par la Ville devront, par ailleurs, être réalisées sur le territoire de l'agglomération, en concordance avec les champs de compétence municipale.

Le plan a été élaboré dans le contexte de la révision du mandat et du positionnement du CPRMV. En ce sens, il s’agit d’un plan d’action en évolution pour le dernier trimestre de l’année 2019 et pour l’année 2020. Il permet de bien cerner les actions à réaliser et les cibles visées, et sera appelé à se renouveler, se transformer et se bonifier au besoin, après la mise en place d’un conseil d’administration et d’une direction générale permanents qui guideront les destinées du CPRMV dès leur désignation au cours de l’automne 2019.

Le plan se décline sous le signe de la transition et comporte cinq axes et quatre grandes priorités:
Axes:
1. L'Administration, la gestion et la gouvernance;
2. Le développement stratégique et scientifique;
3. Les communications et les partenariats;
4. L’engagement communautaire;
5. L’éducation et le développement de compétences

Priorités
1. La mise en place d'une structure organisationnelle;
2. L'implantation des éléments de gouvernance et de gestion;
3. Le renforcement de la coopération et du partenariat et le partage d'expertise avec les intervenants des agences gouvernementales, de sécurité et de santé;
4. La consolidation de la coopération avec l'ensemble des acteurs communautaires et institutionnels.

JUSTIFICATION

La pertinence du CPRMV s'impose toujours dans le paysage montréalais et québécois de la prévention de la radicalisation menant à la violence. La Ville et ses partenaires reconnaissent notamment l'importance de maintenir une diversité de portes d'entrée pour mieux desservir la population et réduire les possibilités de perdre une clientèle à risque de se radicaliser. L'amélioration d'aspects relatifs à l'efficience ainsi qu'à la révision de son mandat est nécessaire afin de lui permettre de continuer à jouer un rôle clé dans ce domaine. Le soutien financier accordé lui permettra de finaliser les travaux entourant la révision et le repositionnement de son mandat et de déployer pleinement ses activités à l'intérieur d'une approche communautaire qui lui est distinctive, tout en tenant compte de l'offre de service actuelle et en collaboration avec les acteurs impliqués dans l'écosystème de la prévention de la radicalisation au Québec et à Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 975 000 $, est prévu au Service de la diversité et de l'inclusion sociale. Conséquemment, il ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.
Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la sécurité publique qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations .*

Le soutien financier que la Ville a accordé à cet organisme au cours des années 2017 à 2019 se résume comme suit :

Organisme	**Soutien accordé**				**Soutien recommandé**	
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	**2019**	**2020**
Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence	–	500 000 $	1 300 000 $	225 000 $	**375 000 $**	**600 000 $**

Le soutien financier que la Ville a versé à cet organisme au cours des dernières années est disponible en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet s'inscrit dans l'action 9 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La contribution financière permettra :

- d'informer, de former et d'outiller les praticiens et les intervenants à mieux reconnaître les signes de radicalisation et à intervenir auprès des personnes à risque de se radicaliser;
- d'assurer des services directs aux personnes à risque de se radicaliser et à leur entourage;
- de favoriser l'intégration sociale des personnes touchées par la radicalisation menant à la violence;
- de prévenir des problèmes sociaux, de dynamiser la communauté et de favoriser la cohabitation harmonieuse pour la population montréalaise;
- de développer une expertise et des services complémentaires aux partenaires qui œuvrent dans ce domaine, tel que le réseau de la santé et des services sociaux.

L'absence de cette contribution financière obligerait l'organisme à suspendre ses activités, ce qui occasionnerait la perte de son expertise et aurait des impacts significatifs sur la clientèle desservie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Septembre 2019 Présentation au conseil d'agglomération

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Guylaine VAILLANCOURT)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Simonetta BARTH, Service de police de Montréal

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia MCMULLEN
Agente de recherche

Tél : 514-868-5579
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-11

Agathe LALANDE
Cheffe de division - Lutte contre la pauvreté et l'itinérance

Tél : 514 872-7879
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle CADRIN
Directrice générale adjointe

Tél : 514.872.2498
Approuvé le : 2019-08-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Josée MEILLEUR
Cheffe de division - relations interculturelles et lutte contre les discriminations
Tél : 514 872-3979
Approuvé le : 2019-08-22

Contributions financières versées depuis 2016

Date du jour ***2019-07-08***

NOM_FOURNISSEUR	CENTRE DE PREVENTION DE LA RADICALISATION MENANT A LA VIOLENCE

REP_MONTANT		REP_EXERCICE_FINANCIER			
Service ou arrondissement	NUMERO_RESOLUTION	2016	2017	2018	Total
Diversité sociale et des sports	CG15 0771	700 000,00 $	100 000,00 $		800 000,00 $
	CG17 0416		500 000,00 $		500 000,00 $
	CG18 0115			1 050 000,00 $	1 050 000,00 $
Total Diversité sociale et des sports		700 000,00 $	600 000,00 $	1 050 000,00 $	2 350 000,00 $
Total		700 000,00 $	600 000,00 $	1 050 000,00 $	2 350 000,00 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1194970015

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Accorder un soutien financier de 975 000 $ à Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV ou Centre), soit un montant de 375 000 $ pour compléter le financement de l'année 2019 et un montant de 600 000 $ pour financer l'année 2020 dans le but de compléter le repositionnement du Centre et de réaliser le plan d'action 2019 et 2020 dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, la Convention de contribution financière jointe à la présente intervention.

FICHIERS JOINTS

2019-08-13 Convention visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Guylaine VAILLANCOURT
avocate
Tél : 514-872-6875

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-14

Guylaine VAILLANCOURT
avocate
Tél : 514-872-6875
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
13 AOUT 2019
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
GDD 119 4970 015

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE DE PRÉVENTION DE LA RADICALISATION MENANT À LA VIOLENCE**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 5199, rue Sherbrooke Est, bureau 3060, Montréal, Québec, H1T 3X3, agissant et représentée par M. Jacques Savard, directeur général par intérim, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente Convention de contribution financière (ci-après la « **Convention** ») comme une « **Partie** » ou les « **Parties** »

ATTENDU QUE l'Organisme a pour objectif la prévention des phénomènes de radicalisation menant à la violence, ainsi que l'accompagnement des personnes touchées par cette réalité;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville croit qu'un soutien doit être offert aux individus radicalisés ou en voie de se radicaliser, à l'entourage de ces individus et aux différents intervenants de leur communauté;

ATTENDU QUE la Ville croit que des mesures de prévention sont nécessaires pour prévenir la problématique de la radicalisation menant à la violence;

ATTENDU QUE la Ville croit qu'une mobilisation collective face à l'intolérance, à l'injustice et à la discrimination est un atout pour aider à résoudre des problèmes sociaux, à dynamiser la communauté et à favoriser la cohésion sociale;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet sur le territoire de l'agglomération de Montréal, en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE la Ville a déjà versé une contribution financière de 225 000 $ pour l'année 2019 en vertu d'un Addenda modifiant la Convention du 22 février 2018 (CG19 0120);

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : le plan d'action 2019-2020 de l'organisme ;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1, tel Projet devant être réalisé sur le territoire de l'agglomération de Montréal;

2.4 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou finaux, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Johanne Derome, directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

La contribution de la Ville ne doit en aucun cas servir à appuyer des activités ou des actions à l'extérieur du territoire de l'agglomération de Montréal.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et

de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention;

4.9 Comité de suivi

4.9.1 former un comité de suivi composé de deux représentants de la Ville mandatés par le Représentant et de deux représentants de l'Organisme, dont son directeur général. Le cas échéant, un représentant du Ministère de la sécurité publique pourra également en faire partie ;

4.9.2 former le comité de suivi dès la signature de la présente Convention;

4.9.3 effectuer un suivi régulier de la Convention et des actions de l'Organisme par l'entremise d'au moins trois rencontres annuelles du comité de suivi qui devront avoir lieu aux dates suivantes :

a) une première rencontre dans les trente (30) jours du dépôt des états financiers et du Rapport annuel;

b) une deuxième rencontre au courant du mois de septembre de chaque année à la suite du dépôt de la Reddition de compte;

c) une troisième rencontre au courant du mois de décembre en prévision de l'année à venir.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **NEUF CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE** dollars (**975 000** $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

Pour l'année 2020, le soutien financier de la Ville d'un montant maximal de six cent mille dollars (600 000 $) est conditionnel à la signature par l'Organisme d'une entente avec le Centre de Recherche et Action sur les Polarisations sociales

(RAPS-SHERPA) et le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest-de-l'île-de-Montréal (CCOMTL), de même que le dépôt d'un nouveau plan d'action intégrant notamment les activités de l'Organisme, les liens avec les corps policiers et une stratégie de diversification du financement.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2019 :

5.2.1.1 une somme maximale de **TROIS CENT VINGT-CINQ MILLE** dollars (**325 000** $) à la signature de la Convention, sous réserve de la remise d'une Reddition de compte mi-étape pour les activités 2019, à la satisfaction du Responsable;

5.2.1.2 une somme maximale de **CINQUANTE MILLE** dollars (50 000 $) au plus tard le 31 janvier 2020, sous réserve de la remise d'une Reddition de compte pour l'année 2019, à la satisfaction du Responsable;

5.2.2 Pour l'année 2020 et sous réserve des conditions mentionnées au point 5.1:

5.2.2.1 une somme maximale de **DEUX CENT CINQUANTE MILLE** dollars (**250 000** $) au plus le 31 mars 2020;

5.2.2.2 une somme maximale de **DEUX CENT CINQUANTE MILLE** dollars (**250 000** $) au plus tard le 30 juin 2020, à la suite de l'approbation par la Ville du Rapport annuel et des états financiers vérifiés pour l'année 2019 et sous réserve de la remise d'une Reddition de compte mi-étape pour les activités 2020, à la satisfaction du Responsable;

5.2.2.3 une somme maximale de **CENT MILLE** dollars (**100 000** $) au plus tard le 31 janvier 2021, sous réserve de la remise d'une Reddition de compte pour l'année 2020, à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous

réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 décembre 2020**.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-dessus, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de

communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5199, rue Sherbrooke Est, bureau 3060, Montréal, Québec, H1T 3X3, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général par intérim. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2019

CENTRE DE PRÉVENTION DE LA RADICALISATION MENANT À LA VIOLENCE

Par : _____
Jacques Savard, directeur général par intérim

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de ..... 2019 (Résolution CG19 .....).

Plan d'action du CPRMV pour 2019-2020

Mandat du CPRMV

« Prévenir la radicalisation menant à la violence et les comportements à caractère haineux par l'éducation, la mobilisation et l'accompagnement de la population de Montréal et du Québec dans une approche communautaire déployée afin d'agir en amont, orientée vers l'accessibilité pour tous, concertée avec les partenaires de tous les milieux et ancrée dans une expertise à la fois scientifique et pratique. »

1. CONTEXTE

Le plan d'action du CPRMV a été élaboré dans un contexte de révision du mandat et repositionnement du Centre. En ce sens, il s'agit d'un plan en évolution qui sera mis à jour après la mise en place d'un conseil d'administration et d'une direction générale permanents à l'automne 2019. De plus, un nouveau plan d'action tenant compte, entre autres, des partenariats et liens à développer avec les acteurs du réseau de la santé et des différents corps policiers, ainsi que d'une stratégie de diversification du financement, sera déposé pour l'année 2020.

2. GRANDES LIGNES DU PLAN D'ACTION 2019-2020

Le plan d'action se décline en cinq axes, comprenant notamment les actions suivantes :

Le volet administration, gestion et gouvernance

- Mettre en place la nouvelle structure organisationnelle;
- Revoir les politiques, procédures, protocoles et partenariats et s'assurer de leur conformité et de leur efficacité;
- Assurer le suivi des ententes avec les organismes externes et maintenir des relations harmonieuses;
- Implanter les éléments de gouvernance et de gestion identifiés;

Le développement stratégique et scientifique

- Évaluation des programmes du CPRMV;
- Développement des orientations des services de mentorat;
- Recherches orientées sur les besoins d'intervention et de formation du centre et des partenaires;

Les communications et partenariats

- Faire connaître les activités et les services du CPRMV;
- Assurer un échange d'expertise avec les intervenants des agences gouvernementales, de sécurité et de santé;
- Renforcer la coopération et le partenariat avec les acteurs communautaires et institutionnels;

L'engagement communautaire

- Répondre aux demandes de la population et des professionnels;
- Développement et consolidation de différents outils de sensibilisation et d'engagement des jeunes;
- Accompagnement communautaire des individus et des proches touchés par la radicalisation;

L'éducation et le développement des compétences

- Coordonner des activités de formation sur la radicalisation menant à la violence auprès des demandeurs des différents milieux;
- Créer des partenariats avec les ordres professionnels;
- Développer la formation en ligne.

3. SUIVI ET REDDITIONS DE COMPTES

Tel que prévu à la convention de contribution financière, un comité de suivi est mis en place pour permettre à la Ville de Montréal de suivre l'évolution du plan d'action en 2019-2020. De plus, un bilan mi-étape et annuel sera complété par l'organisme.

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet;
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien;
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan;
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***;
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion;
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence;
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
  - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
  - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
  - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être

fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance;
- Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville;
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d’événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l’encadré plus haut, en précisant que le projet ou l’activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l’adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1194970015

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Accorder un soutien financier de 975 000 $ à Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV ou Centre), soit un montant de 375 000 $ pour compléter le financement de l'année 2019 et un montant de 600 000 $ pour financer l'année 2020 dans le but de compléter le repositionnement du Centre et de réaliser le plan d'action 2019 et 2020 dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1194970015 CPRMV.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-13

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.08

2019/09/19 17:00

(1)

Dossier # : 1198057006

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions services institutionnels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la seconde prolongation, et autoriser une dépense maximale additionnelle de 7 021 324,35 $, taxes incluses, pour la fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs et robustes, de tablettes électroniques et de moniteurs, dans le cadre des ententes-cadres conclues avec CPU Design inc. (famille 1), Compugen inc. (famille 2 et 5), Informatique Pro -Contact inc. (famille 3) (CG16 0622), pour une durée de 12 mois, soit du 1er septembre 2019 au 31 août 2020, majorant ainsi le montant total des ententes de 34 074 786,73 $ à 41 096 111,08 $, taxes incluses

Il est recommandé :
1. d'exercer l'option de la seconde prolongation, et d'autoriser une dépense additionnelle de 7 021 324,35 $, taxes incluses, pour la fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs et robustes, de tablettes électroniques et de moniteurs, dans le cadre des ententes-cadre conclues avec CPU Design inc. (famille 1), Compugen inc. (famille 2 et 5), Informatique Pro-Contact inc. (famille 3) (CG16 0622), pour une durée de 12 mois, soit du 1er septembre 2019 au 31 août 2020, majorant ainsi le montant total des ententes de 34 074 786,73 $ à 41 096 111,08 $, taxes incluses:

Famille	Type d'équipement	Adjudicataire	Montant initial de l'entente de 2 ans	1 ère option de prolongation d'un an	2e option de prolongation d'un an	Nouveau total
1	Postes de travail Windows	CPU Design inc.	9 027 574,56 $	4 513 787,28 $	4 513 787,28 $	18 055 149,12 $
2 (A)	Portatif semi-robuste	Compugen inc.	535 314,17 $	267 657,85 $	267 657,85 $	1 070 629.87 $
2 (B)	Portatif robuste	Compugen inc.	1 666 785,55 $	833 392,78 $	833 392,78 $	3 333 571.11 $
2 (C)	Tablette semi-robuste	Compugen inc.	787 542,06 $	393 771,03 $	non-requis	1 181 313.09 $

2 (D)	Tablette robuste	Compugen inc.	992 413,90 $	496 206,95 $	496 206.95 $	1 984 827.80 $
2 (E)	Portatif convertible semi-robuste	Compugen inc.	365 952,50 $	182 976,25 $	non-requis	548 928.75 $
2 (F)	Portatif convertible robuste	Compugen inc.	3 445 147,42 $	1 722 573,71 $	non-requis	5 167 721.13 $
3	Tablettes Android	Informatique Pro-Contact inc.	543 267,20 $	271 633,60 $	271 633.60 $	1 086 534.40 $
4	Postes de travail Apple	Coop. de l'Université Laval	4 075 234,84 $	2 037 617,42 $	refus de prolonger	6 112 852.26 $
5	Moniteurs	Compugen Inc.	1 277 291,77 $	638 645,89 $	638 645.89 $	2 554 583.55 $
		TOTAL	22 716 523,97 $	11 358 262,76 $	7 021 324,35 $	41 096 111,08 $

2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-26 08:17

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1198057006

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions services institutionnels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la seconde prolongation, et autoriser une dépense maximale additionnelle de 7 021 324,35 $, taxes incluses, pour la fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs et robustes, de tablettes électroniques et de moniteurs, dans le cadre des ententes-cadres conclues avec CPU Design inc. (famille 1), Compugen inc. (famille 2 et 5), Informatique Pro -Contact inc. (famille 3) (CG16 0622), pour une durée de 12 mois, soit du 1er septembre 2019 au 31 août 2020, majorant ainsi le montant total des ententes de 34 074 786,73 $ à 41 096 111,08 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des technologies de l'information (Service des TI) a mis en place le projet du Bureau de demain, qui englobe un ensemble de projets unifiés sous une même stratégie, afin d'optimiser la productivité avec les outils bureautiques. Le projet visé par le présent dossier est le suivant: "74562 - Remplacement poste de travail fin de vie" pour l'acquisition d'équipements bureautiques incluant des postes de travail Windows, des postes de travail semi-robustes et robustes Windows, des tablettes Android, des postes de travail Apple ainsi que des moniteurs.

Ce projet du Bureau de demain a pour objectif de doter la Ville d'outils de travail dans un souci d'efficacité, de performance, d'économie d'échelle et de meilleurs services aux citoyens. Il vise entre autres :

- À fournir aux employés un environnement de travail efficace, moderne et sécuritaire;
- À favoriser la mobilité, le travail collaboratif et le partage d'information;
- À optimiser les coûts (acquisition et soutien) et la performance des outils de travail.

Le projet de gestion de l'évolution bureautique, sujet du présent dossier, fait partie du projet "74561 - Équipements du bureau de demain" et vise à moderniser les composantes actuelles de l'environnement bureautique des employés ainsi qu'à accompagner ceux-ci pour leurs nouveaux besoins.

À cet effet, en juillet 2016, suite à l'appel d'offres public n° 16-15371, des contrats ont été octroyés aux firmes CPU Design inc., Compugen inc., Informatique Pro-Contact inc. et Coopérative de l'Université Laval pour la fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs, semi-robustes et robustes, de tablettes électroniques et de moniteurs, pour une durée de vingt-quatre (24) mois. Cet appel d'offres comportait la possibilité d'une prolongation pour un maximum de deux périodes supplémentaires de 12 mois chacune.

Les Villes de Québec et Lévis ont participé en 2016 à ce contrat, via une entente intermunicipale. La Ville de Québec s'est retirée, et la Ville de Lévis adhère toujours à cette entente.

Le présent dossier vise donc à exercer l'option de la seconde prolongation, et autoriser une dépense maximale additionnelle de 7 021 324,35 $, taxes incluses, pour la fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs et robustes, de tablettes électroniques et de moniteurs, dans le cadre des ententes-cadres conclues avec CPU Design inc. (famille 1), Compugen inc. (famille 2 et 5), Informatique Pro-Contact inc. (famille 3) (CG16 0622), pour une durée de 12 mois, soit du 1er septembre 2019 au 31 août 2020, majorant ainsi le montant total des ententes de 34 074 785,96 $ à 41 096 110,31 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0597 - 22 novembre 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 11 358 261,99 $, taxes incluses, afin d'exercer l'option de la première prolongation de contrat pour la fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs et robustes, de tablettes électroniques et de moniteurs, dans le cadre des ententes-cadres conclues avec CPU Design inc. (famille 1), Compugen inc. (familles 2 et 5), Informatique ProContact inc. (famille 3) et Coopérative de l'Université Laval (famille 4) (CG16 0622), pour une durée de 12 mois, soit du 1er décembre 2018 au 30 novembre 2019, majorant ainsi le montant total des ententes de 22 716 523,97 $ à 34 074 785,96 $, taxes incluses.
CG16 0622 - 24 novembre 2016 - Conclure avec CPU Design Inc. (famille 1 - 9 027 574,56 $), Compugen Inc. (famille 2 : Lot A - 535 314,17 $, Lot B - 1 666 785,55 $, Lot C - 787 542,06 $, Lot D - 992 413,90 $, Lot E - 365 952,50 $, Lot F - 3 445 147,42 $ et famille 5 - 1 277 291,77 $), Informatique ProContact Inc. (famille 3 - 543 267,20 $) et Coopérative de l'Université Laval (famille 4 - 4 075 234,84 $), des ententes-cadres d'une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs et robustes, de tablettes électroniques et de moniteurs - Appel d'offres public 16-15371 - (7 soumissionnaires)

CE16 1073 - 15 juin 2016 - Approuver un projet d'entente inter municipale entre les Villes de Montréal, de Québec et de Lévis concernant le lancement d'un appel d'offres public et l'octroi d'un contrat pour l'acquisition des ordinateurs de bureau, des portatifs, des semi-robustes et robustes, des tablettes électroniques et d'autres équipements normalisés, pour une période de deux ans avec la possibilité de prolonger de deux périodes de 12 mois chacun.

DESCRIPTION

Actuellement, à la Ville de Montréal, il existe plusieurs grandes familles d'ordinateurs normalisés et soutenus par le Service des TI, soit:

- Des ordinateurs de bureau Windows et Apple;
- Des ordinateurs portatifs Windows et Apple;
- Des ordinateurs semi-robustes et robustes Windows;
- Des tablettes électroniques Android, Apple et Windows;
- Des moniteurs.

Afin de combler efficacement les besoins des applications existantes et répondre aux nouveaux projets de développement, le Service des TI souhaite continuer l'approvisionnement en équipements bureautiques normalisés par le biais d'une seconde prolongation d'une durée de douze (12) mois.

JUSTIFICATION

Les équipements visés par le présent dossier servent à combler les besoins du programme de désuétude en cours et à fournir un poste aux nouveaux employés de la Ville.
Il est à noter que les produits des familles 2 (C), (E) et (F) furent évalués et jugés non requis pour la poursuite de ce dossier car les produits ne sont plus requis par nos services suite à une évolution technique. Aussi, le fournisseur pour la famille 4 (Coop. Université Laval), nous a fait part de son intention par écrit de ne pas reconduire la présente entente.

De plus, il a été entendu que lors de l'expiration de la présente prolongation, nous allions retourner en appel d'offres afin de régulariser l'approvisionnement de ces équipements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de cette seconde prolongation de contrat se chiffre à 7 021 324,35 $ taxes incluses, et se répartit comme suit selon les familles :

Famille	Type d'équipement	Adjudicataire	Montant initial de l'entente de 2 ans	1re option de prolongation d'un an	2e option de prolongation d'un an	Nouveau total
1	Postes de travail Windows	CPU Design inc.	9 027 574,56 $	4 513 787,28 $	4 513 787,28 $	18 055 149,12 $
2 (A)	Portatif semi-robuste	Compugen inc.	535 314,17 $	267 657,85 $	267 657,85 $	1 070 629,87 $
2 (B)	Portatif robuste	Compugen inc.	1 666 785,55 $	833 392,78 $	833 392,78 $	3 333 571,11 $
2 (C)	Tablette semi-robuste	Compugen inc.	787 542,06 $	393 771,03 $	non requis	1 181 313,09 $
2 (D)	Tablette robuste	Compugen inc.	992 413,90 $	496 206,95 $	496 206,95 $	1 984 827,80 $
2 (E)	Portatif convertible semi-robuste	Compugen inc.	365 952,50 $	182 976,25 $	non requis	548 928,75 $
2 (F)	Portatif convertible robuste	Compugen inc.	3 445 147,42 $	1 722 573,71 $	non requis	5 167 721,13 $
3	Tablettes Android	Informatique Pro-Contact inc.	543 267,20 $	271 633,60 $	271 633,60 $	1 086 534,40 $
4	Postes de travail Apple	Coop. de l'Université Laval	4 075 234,84 $	2 037 617,42 $	refus de prolonger	6 112 852,26 $
5	Moniteurs	Compugen inc.	1 277 291,77 $	638 645,89 $	638 645,89 $	2 554 583,55 $
		TOTAL	22 716 523,97 $	11 358 262,76 $	7 021 324,35 $	41 096 111,08 $

Les dépenses seront assumées à différents projets au PTI et au budget de fonctionnement

des unités de la Ville et des Arrondissements pour la durée du contrat et pourront donc engager des dépenses d'agglomération. Les achats effectués auprès des fournisseurs se feront au rythme de l'expression des besoins des diverses unités administratives et des projets. Tous les besoins futurs d'acquisitions seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente-cadre. Les services corporatifs et les Arrondissements de la Ville de Montréal pourront faire appel à ces ententes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les équipements remplacés seront envoyés à l'OPEQ - Ordinateurs pour les écoles du Québec, qui a pour mission d'offrir des équipements informatiques performants gratuitement ou à faible coût aux écoles privées et publiques, centres de la petite enfance (CPE), organismes à but non lucratif (OBNL) et bibliothèques du Québec. Cet organisme sans but lucratif (OBNL) encourage l'insertion sociale, le réemploi et le recyclage écologique.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce contrat permettra à la Ville de renouveler son parc informatique et d'exploiter toutes les nouvelles fonctionnalités des applications déployées à l'échelle de la Ville ainsi que des nouvelles versions de logiciels offertes sur le marché. Ce contrat permettra également une meilleure efficacité des employés par un environnement de travail moderne et sécuritaire, tout en favorisant la mobilité, le travail collaboratif et le partage d'information.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE - 4 septembre 2019;

- CM - 16 septembre 2019;
- CG - 19 septembre 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Bernard BOUCHER, Service de l'approvisionnement

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carl LESSARD
conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514-868-8747
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-12

Annie THERRIEN
Chef de division

Tél : 514-872-8938
Télécop. : 514-872-2036

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André TRUDEAU
directeur(trice) solutions d'affaires
Tél : 514-448-6733
Approuvé le : 2019-08-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

André TRUDEAU
directeur(trice) solutions d'affaires
Tél : 514-448-6733
Approuvé le : 2019-08-26

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

8 mai 2019

PAR COURRIEL

Monsieur Stephan Wener
VP ventes et support
CPU Design inc..
4803, rue Molson
Montréal, Québec H1Y 0A2

Courriel: s.wener@cpu.qc.ca

Objet : Prolongation de contrat (2 ième année d'option)

Appel d'offres public n° 16-15371
Titre : Fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs, semi-robustes et robustes, des tablettes électroniques, des moniteurs et autres équipements

---

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la prolongation du contrat pour l'appel d'offres n°16-15371. Cette option est définie à la clause 5 des « Clauses administratives particulières » du cahier des charges de l'appel d'offres cité en objet.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat serait effective pour la période du 23 novembre 2019 au 24 novembre 2020, et ce, selon les termes et conditions de votre soumission présentée le 21 septembre 2016 dans le cadre de l'appel d'offres 16-15371.

Tel qu'indiqué à l'appel d'offres à la clause 9 de la section III des clauses administratives particulières, l'indexation des prix pour la période de prolongation sera assujetie au terme de cette clause.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à bur_soumissions@ville.montreal.qc.ca et bernard.boucher@ville.montreal.qc.ca **au plus tard le 27 mai 2019** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte la prolongation : STEPHAN WENER _____ 22-05-2019
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse la prolongation : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Bernard Boucher
Agent d'approvisionnement II
Courriel : bernard.boucher@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-5290

BB/bb

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

PAR COURRIEL

Le 8 mai 2019

Monsieur Paul Ricard / Marie-Josée Houde
Compugen inc.
7355, route Transcanadienne
Montréal, Québec, H4T 1T3

Courriel : pricard@compugen.com, marie-josée.houde@compugen.com,

Objet : Prolongation de contrat (2 ième année d'option)

Appel d'offres public n° 16-15371
Titre : Fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs, semi-robustes et robustes, des tablettes électroniques, des moniteurs et autres équipements

---

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la prolongation du contrat pour l'appel d'offres n°16-15371. Cette option est définie à la clause 5 des « Clauses administratives particulières » du cahier des charges de l'appel d'offres cité en objet.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat serait effective pour la période du 23 novembre 2019 au 24 novembre 2020, et ce, selon les termes et conditions de votre soumission présentée le 21 septembre 2016 dans le cadre de l'appel d'offres 16-15371.

Tel qu'indiqué à l'appel d'offres à la clause 9 de la section III des clauses administratives particulières, l'indexation des prix pour la période de prolongation sera assujetie au terme de cette clause.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à bur_soumissions@ville.montreal.qc.ca et bernard.boucher@ville.montreal.qc.ca **au plus tard le 27 mai 2019** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte la prolongation : _____ 14-05-2019
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse la prolongation : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Bernard Boucher
Agent d'approvisionnement II
Courriel : bernard.boucher@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-5290

BB/bb

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

8 mai 2019

PAR COURRIEL

Monsieur Ali Fajr
Directeur de compte
Informatique Pro-Contact inc.
3249 Jean- Béraud
Laval , Québec H7T 2L2

Courriel : ali.fajr@procontact.ca

Objet : Prolongation de contrat (2 ième année d'option)

Appel d'offres public n° 16-15371
Titre : Fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs, semi-robustes et robustes, des tablettes électroniques, des moniteurs et autres équipements

---

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la prolongation du contrat pour l'appel d'offres n°16-15371. Cette option est définie à la clause 5 des « Clauses administratives particulières » du cahier des charges de l'appel d'offres cité en objet.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat serait effective pour la période du 23 novembre 2019 au 24 novembre 2020, et ce, selon les termes et conditions de votre soumission présentée le 21 septembre 2016 dans le cadre de l'appel d'offres 16-15371.

Tel qu'indiqué à l'appel d'offres à la clause 9 de la section III des clauses administratives particulières, l'indexation des prix pour la période de prolongation sera assujetie au terme de cette clause.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à bur_soumissions@ville.montreal.qc.ca et bernard.boucher@ville.montreal.qc.ca **au plus tard le 27 juin 2019** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte la prolongation : ALI FAJR A. FAJ 23/07/2019
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse la prolongation : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Bernard Boucher
Agent d'approvisionnement II
Courriel : bernard.boucher@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-5290

BB/bb

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

8 mai 2019

PAR COURRIEL

Monsieur Yves Kogovsek
Directeur de compte
Coopérative de l'Université Laval
2305, rue de l'Université, local 100
Québec , Québec G1V 0B4

Courriel : yves.kogovsek@zone.coop

Objet : Prolongation de contrat (2 ième année d'option)

Appel d'offres public n° 16-15371
Titre : Fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs, semi-robustes et robustes, des tablettes électroniques, des moniteurs et autres équipements

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la prolongation du contrat pour l'appel d'offres n°16-15371. Cette option est définie à la clause 5 des « Clauses administratives particulières » du cahier des charges de l'appel d'offres cité en objet.

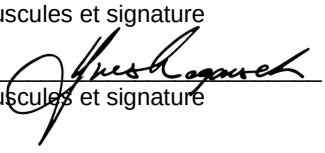
Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat serait effective pour la période du 23 novembre 2019 au 24 novembre 2020, et ce, selon les termes et conditions de votre soumission présentée le 21 septembre 2016 dans le cadre de l'appel d'offres 16-15371.

Tel qu'indiqué à l'appel d'offres à la clause 9 de la section III des clauses administratives particulières, l'indexation des prix pour la période de prolongation sera assujetie au terme de cette clause.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à bur_soumissions@ville.montreal.qc.ca et bernard.boucher@ville.montreal.qc.ca **au plus tard le 27 mai 2019** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte la prolongation :	_____	_____
	Nom en majuscules et signature	Date
Je refuse la prolongation :	YVES KOGOVSEK 	27-05-2019
	Nom en majuscules et signature	Date

Bernard Boucher
Agent d'approvisionnement II
Courriel : bernard.boucher@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-5290

BB/bb

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.09

2019/09/19 17:00

(1)

Dossier # : 1196733001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	1. Autoriser la deuxième option de prolongation des trois (3) contrats d'exclusivité aux soumissionnaires retenus, pour le secteur Ouest : Remorquage Burstall Conrad inc, pour le secteur Nord : Remorquage Météor inc, pour le secteur Sud : Remorquage Longueuil inc. ; pour le remorquage et l'entreposage de véhicules de délit, pour le territoire de l'île de Montréal, pour une prolongation jusqu'au 30 novembre 2020 - Appel d'offres 15-14809 2. Autoriser une première option de prolongation d'un contrat d'exclusivité au soumissionnaire retenu pour le secteur Est : Remorquage Météor inc. ; pour le remorquage et l'entreposage de véhicules de délit, pour le territoire de l'île de Montréal, pour une prolongation jusqu'au 30 novembre 2020 - Appel d'offres 17-16051

Il est recommandé :

1. d'autoriser une **deuxième option de prolongation** des trois (3) contrats d'exclusivité aux soumissionnaires retenus, pour le secteur Ouest : Remorquage Burstall Conrad inc, pour le secteur Nord : Remorquage Météor inc., pour le secteur Sud : Remorquage Longueuil inc., pour le remorquage et l'entreposage de véhicules de délit, pour le territoire de l'île de Montréal, pour une prolongation jusqu'au 30 novembre 2020 - Appel d'offres 15-14809.

2. d'autoriser une **première option de prolongation** du contrat d'exclusivité pour le secteur Est : Remorquage Météor in pour le remorquage et l'entreposage des véhicules de délit, pour le territoire de l'île de Montréal, pour une prolongation jusqu'au 30 novembre 2020 – Appel d'offres 17-16051.

3. d'imputer ces revenus et cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2019-08-19 19:43

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1196733001**
Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	1. Autoriser la deuxième option de prolongation des trois (3) contrats d'exclusivité aux soumissionnaires retenus, pour le secteur Ouest : Remorquage Burstall Conrad inc, pour le secteur Nord : Remorquage Météor inc, pour le secteur Sud : Remorquage Longueuil inc. ; pour le remorquage et l'entreposage de véhicules de délit, pour le territoire de l'île de Montréal, pour une prolongation jusqu'au 30 novembre 2020 - Appel d'offres 15-14809 2. Autoriser une première option de prolongation d'un contrat d'exclusivité au soumissionnaire retenu pour le secteur Est : Remorquage Météor inc. ; pour le remorquage et l'entreposage de véhicules de délit, pour le territoire de l'île de Montréal, pour une prolongation jusqu'au 30 novembre 2020 - Appel d'offres 17-16051

CONTENU

CONTEXTE

Le remorquage et l'entreposage de véhicules de délit sont sous la responsabilité du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Par le présent dossier décisionnel, le SPVM désire se prévaloir de la **deuxième option de prolongation** pour trois (3) contrats d'exclusivité des secteurs Nord, Sud et Ouest approuvés le 26 janvier 2017 par la résolution CG17 0012 et de la **première option de prolongation** pour le contrat d'exclusivité du secteur Est approuvé 30 novembre 2017 par la résolution CG17 0536.
Il est important de souligner que l'appel d'offres public 15-14809 divisait le territoire en quatre (4) secteurs, soit les secteurs Nord, Sud, Est et Ouest et qu'il a été lancé à l'automne 2015. Toutefois, puisque le soumissionnaire du secteur Est ne s'est pas qualifié à une étape du processus d'appel d'offres, cela a nécessité un nouvel appel d'offres public 17-16051 pour octroyer un contrat distinct pour le secteur Est, celui-ci fut autorisé le 30 novembre 2017 par la résolution CG17 0536.

Ces quatre (4) contrats d'exclusivité étaient prévus pour une période de vingt-quatre (24) mois avec l'option de deux (2) prolongations de douze (12) mois maximum. Une première

prolongation a été utilisée pour couvrir la période de 7 mai 2019 au 30 novembre 2019 (CG 19 0214) pour les secteurs Nord, Sud et Ouest.

La présente demande vise la prolongation des 4 contrats actuellement en vigueur afin qu'ils se terminent tous le 30 novembre 2020.

Les services de remorquage consistent principalement à enlever tout véhicule de délit et à le transporter à la fourrière de l'adjudicataire ou à l'endroit déterminé par l'officier responsable, ainsi qu'à effectuer tout remorquage requis par le Service de la sécurité publique. L'adjudicataire doit également enlever de la route les débris et les objets rattachés au véhicule, si nécessaire. Le service de fourrière consiste à conserver, entreposer et parfois déplacer des véhicules remorqués à la demande de la Ville.

Ainsi, en début d'année 2020, le SPVM prévoit lancer un nouvel appel d'offres public en fonction des besoins opérationnels pour l'ensemble du territoire.

Véhicule de délit : Un véhicule volé et retrouvé, un véhicule saisi ou abandonné à la suite d'un délit ou d'une arrestation pour facultés affaiblies ou un véhicule saisi par un agent de la paix en vertu du Code de la sécurité routière, de la Loi sur l'assurance automobile du Québec ou de toute loi applicable

Service de la sécurité publique : Divisions administratives de la Ville de Montréal regroupant le Service de police, le Service de la sécurité incendie et la Direction de la sécurité civile.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0214 - 16 mai 2019 - Autoriser la première option de prolongation des contrats d'exclusivité accordés à Remorquage Burstall Conrad inc, pour le secteur Nord, Remorquage Météor inc., pour le secteur Sud et Remorquage Longueuil inc., pour le remorquage et l'entreposage de véhicules de délit, pour le territoire de l'île de Montréal, pour une prolongation jusqu'au 30 novembre 2019 - Appel d'offres 15-14809.
CG17 0536 - 30 novembre 2017 - Accorder un contrat d'exclusivité à Remorquage Météor inc., pour le remorquage et l'entreposage de véhicules de délit, pour le secteur Est - Appel d'offres public 17-16051 (4 soumissionnaires).

CG17 0012 - 26 janvier 2017 - Accorder un contrat d'exclusivité à Remorquage Burstall Conrad inc., Remorquage Météor inc. et Remorquage Longueuil inc. pour le remorquage et l'entreposage de véhicules de délit pour le territoire de l'île de Montréal, pour une période de vingt-quatre (24) mois - Appel d'offres 15-14809 (7 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à exercer la **deuxième option de prolongation** pour les secteurs Ouest, Sud et Nord et la **première option de prolongation** pour le secteur Est des contrats d'exclusivité pour le remorquage et l'entreposage de véhicules de délit pour secteurs correspondant respectivement aux territoires visés par chacun des centres opérationnels du SPVM.
Secteur Ouest : couvre le territoire des PDQ 1, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 11, 13 et 26 (Remorquage Burstall Conrad inc.);

Secteur Sud : couvre le territoire des PDQ 12, 15, 16, 20, 21 et 22 (Remorquage Longueuil inc.);

Secteur Nord : couvre le territoire des PDQ 10, 27, 30, 31, 33, 35, 38, 44 (Remorquage Météor inc.);

Secteur Est : couvre le territoire des PDQ 23, 39, 42, 45, 46, 48 et 49 (Remorquage Météor inc.).

JUSTIFICATION

Ces contrats ont pour objet de mettre en place un service de remorquage exclusif pour chacun des secteurs définis dans le cahier des charges de l'appel d'offres permettant ainsi de libérer le réseau routier des véhicules de délit et de répondre à toute demande de remorquage formulée par le Service de la sécurité publique. De plus, ces contrats visent la fourniture d'un service de fourrière pour l'entreposage des véhicules remorqués. L'adjudicataire doit assurer la sécurité et l'entreposage de véhicules remorqués à la demande de la Ville.
Ces contrats visent également à permettre que les entreprises et leurs employés soient enquêtés ainsi qu'à établir une tarification applicable quelle que soit l'heure du jour ou de la nuit et, enfin, à offrir un recours aux citoyens qui souhaitent porter plainte en regard du travail accompli.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les contrats prévoient une tarification uniforme basée sur celle édictée au décret du ministère des Transports du Québec dans le cadre des opérations de remorquage effectuées sur les autoroutes de la province (excluant les frais relatifs au corridor de sécurité).
Les coûts des remorquages pour les cas de délit sont facturés par les adjudicataires des contrats directement aux propriétaires des véhicules remorqués. Cette tarification est majorée de 20,00 $ afin de défrayer les coûts afférents à la gestion des contrats et au traitement des plaintes du public.

Les revenus ainsi générés, de l'ordre d'approximativement 90 000$ annuellement, couvrent les coûts opérationnels et sont déjà prévus au budget du SPVM.

Une grille tarifaire, incluant des frais moindres, est par ailleurs prévue aux contrats lorsque le service de remorquage est réquisitionné par le SPVM pour ses propres activités et qu'il est, de ce fait, l'agent payeur. Le SPVM n'a toutefois aucune obligation récurrente envers les adjudicataires des contrats.

Le SPVM assurera la gestion de la performance des contrats et le traitement des plaintes du public.

Par conséquent, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La prolongation des contrats d'exclusivité pour le remorquage et l'entreposage de véhicules de délit permettra au SPVM de s'acquitter de ses obligations et d'entreprendre les démarches pour optimiser le prochain appel d'offres et ainsi mieux répondre aux besoins opérationnels.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dès l'approbation des instances, prolongation des contrats jusqu'au 30 novembre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Thi Ly PHUNG)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marc-André DESHAIES, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Marc-André DESHAIES, 2 juillet 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniel AUGER
Cadre sur mandat, Section Inspection du Remorquage

Tél : 514 868-7652
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-06-26

Natalia SHUSTER
inspecteur-chef police

Tél : 514-280-3710
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc CHARBONNEAU
Directeur adjoint
Tél : 514 280-2602
Approuvé le : 2019-06-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain CARON
Directeur
Tél : 514-280-2005
Approuvé le : 2019-08-08

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 10 juin 2019

Monsieur Michael Burstall
Vice-Président
Remorquage Burstall Conrad Towing inc.
480, boul. Montréal-Toronto
Lachine (Québec) J8S 1B8

Courriel : mike@burstallconrad.com

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 15-14809
Service de remorquage et d'entreposage pour les véhicules de délit – OUEST
Entente 1197902

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 1er décembre 2019 au 30 novembre 2020 et ce, selon les termes et conditions du contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à ma.deshaies@ville.montreal.qc.ca **au plus tard le 17 juin 2019** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné..

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : MICHAEL BURSTALL _____ JUNE 12-2019
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Marc-André Deshaies
Agent d'approvisionnement II
Courriel : ma.deshaies@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-6850

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 10 juin 2019

Monsieur Normand Roy
Président
Service de Remorquage Longueuil inc.
3225, boul. Losch
Saint-Hubert (Québec) J3Y 3V6

Courriel : normand@rlongueuil.com

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres no 15-14809
Service de remorquage et d'entreposage pour les véhicules de délit – SUD
Entente 1197919

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 1er décembre 2019 au 30 novembre 2020 et ce, selon les termes et conditions du contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à ma.deshaies@ville.montreal.qc.ca **au plus tard le 21 juin 2019** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné..

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : Normand Roy — 19-06-2019

Nom en majuscules et signature — Date

En acceptant la prolongation de ce contrat, je m'engage à fournir, dans les trente (30) jours qui précèdent la fin du contrat régulier, si initialement exigé dans l'appel d'offres, une garantie d'exécution sous forme de chèque visé, de traite bancaire ou de cautionnement au montant de 10 000,00 $.

Je refuse le renouvellement : _____ _____

Nom en majuscules et signature — Date

Marc-André Deshaies
Agent d'approvisionnement II
Courriel : ma.deshaies@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-6850

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 10 juin 2019

Monsieur Serge Landry
Vice-Président
Remorquage Météor inc.
9405, boul. St-Michel
Montréal (Québec) H1Z 4G9

Courriel : s.landry@remorquagemeteor.ca

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 15-14809
Service de remorquage et d'entreposage pour les véhicules de délit – NORD
Entente 1197917

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 1er décembre 2019 au 30 novembre 2020 et ce, selon les termes et conditions du contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à ma.deshaies@ville.montreal.qc.ca **au plus tard le 17 juin 2019** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné..

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : SERGE LANDRY _____ 2019-06-12.
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Marc-André Deshaies
Agent d'approvisionnement II
Courriel : ma.deshaies@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-6850

LN91Fbssp

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 10 juin 2019

Monsieur Serge Landry
Vice-Président
Remorquage Météor inc.
9405, boul. St-Michel
Montréal (Québec) H1Z 4G9

Courriel : s.landry@remorquagemeteor.ca

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 17-16051
Service de remorquage et d'entreposage pour les véhicules de délit pour le secteur Est
Entente 1242206

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 30 novembre 2019 au 30 novembre 2020 et ce, selon les termes et conditions du contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à ma.deshaies@ville.montreal.qc.ca **au plus tard le 17 juin 2019** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné..

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : SERGE LANDRY _____ 12 juin 2019
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Marc-André Deshaies
Agent d'approvisionnement II
Courriel : ma.deshaies@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-6850

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1196733001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , -
Objet :	1. Autoriser la deuxième option de prolongation des trois (3) contrats d'exclusivité aux soumissionnaires retenus, pour le secteur Ouest : Remorquage Burstall Conrad inc, pour le secteur Nord : Remorquage Météor inc, pour le secteur Sud : Remorquage Longueuil inc. ; pour le remorquage et l'entreposage de véhicules de délit, pour le territoire de l'île de Montréal, pour une prolongation jusqu'au 30 novembre 2020 - Appel d'offres 15-14809 2. Autoriser une première option de prolongation d'un contrat d'exclusivité au soumissionnaire retenu pour le secteur Est : Remorquage Météor inc. ; pour le remorquage et l'entreposage de véhicules de délit, pour le territoire de l'île de Montréal, pour une prolongation jusqu'au 30 novembre 2020 - Appel d'offres 17-16051

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1196733001 - 2e Prolongation contrats d'exclusivité.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Thi Ly PHUNG
Conseillère budgétaire
Tél : 514-280-9146

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-19

Line DESJARDINS
Chef d'équipe
Tél : 514-280-2192
Division : Services des finances, Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.10

2019/09/19
17:00

(1)

Dossier # : 1193438016

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Trane Canada ULC, pour la fourniture et la livraison d'un refroidisseur d'eau à compresseur centrifuge de 720 tonnes de réfrigération pour la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une somme maximale de 541 762,20 $, taxes incluses - Autoriser une dépense totale de 568 850,31 $, taxes incluses (contrat : 541 762,20 $, contingences : 27 088,11 $) - Appel d'offres public no 19-17699 - (1 soumissionnaire)

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat à Trane Canada ULC pour la fourniture et la livraison d'un refroidisseur d'eau à compresseur centrifuge de 720 tonnes de réfrigération pour la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, au montant de 541 762,20 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17699;
2. d'autoriser une dépense de 27 088,11 $, à titre de budget de contingences, toutes taxes incluses;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-22 17:57

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1193438016**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Trane Canada ULC, pour la fourniture et la livraison d'un refroidisseur d'eau à compresseur centrifuge de 720 tonnes de réfrigération pour la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une somme maximale de 541 762,20 $, taxes incluses - Autoriser une dépense totale de 568 850,31 $, taxes incluses (contrat : 541 762,20 $, contingences : 27 088,11 $) - Appel d'offres public no 19-17699 - (1 soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

Trois refroidisseurs (A, B et C) servent à refroidir l'eau de refroidissement des dix-sept groupes motopompes de la station d'épuration des eaux usées Jean R.-Marcotte (Station) utilisés pour élever en surface les eaux usées des intercepteurs nord et sud qui ceinturent l'île de Montréal.
L'apport d'eau refroidie de façon continue et en quantités suffisantes vers les dix-sept groupes motopompes est essentiel au maintien de la capacité opérationnelle de la Station. La perte ou l'insuffisance d'eau refroidie mène à l'arrêt automatique des groupes motopompes.

Les refroidisseurs A et B furent remplacés en 2009 et 2016. Après plus de 40 ans de service et une série de bris répétitifs, le refroidisseur C a atteint sa durée de vie utile et doit aussi être remplacé. Contrairement aux deux autres qui utilisent la vapeur générée par l'incinération des boues comme source d'énergie, celui-ci sera alimenté à l'électricité. Considérant les besoins grandissants de vapeur pour le chauffage hivernal à la Station et les risques de panne des équipements générateurs de vapeur, ce nouveau refroidisseur à alimentation électrique viendra augmenter la fiabilité globale du système de refroidissement.

Un appel d'offres a été lancé le 17 juin 2019 et publié sur le site SEAO et dans le journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 23 juillet 2019. Conformément à

l'encadrement administratif C-OG-D-18-001, le bordereau de soumission n'inclut pas de contingences. Compte tenu des imprévus possibles, un budget de 5% de la valeur du contrat est recommandé pour les contingences. La validité des soumissions était de cent quatre-vingt (180) jours. Deux (2) addenda ont été émis durant la période de l'appel d'offres:

- Addenda 1, en date du 25 juin, modifications au devis technique et réponses aux questions.
- Addenda 2, en date du 16 juillet - précisions apportées au devis technique, réponses aux questions et report de date.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0298 - 20 mai 2016 - accorder un contrat à Trane Canada ULC pour la fourniture et la livraison d'un refroidisseur à absorption à la station de pompage de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 826 897,33 $ taxes incluses - Appel d'offres 16-15177 (1 soumission)
CG09 0394 - 24 septembre 2009 -accorder à Trane Canada Co., seul soumissionnaire ayant présenté une soumission conforme, un contrat pour la fourniture et la livraison d'un refroidisseur à absorption à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, aux prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 439 520,58 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 1627-AE

DESCRIPTION

Ce contrat inclut la conception, la fourniture, l'assemblage, les essais en usine, la livraison au site et le soutien technique lors de la mise en service d'un refroidisseur d'eau à compresseur centrifuge complet d'une capacité de 720 tonnes de réfrigération.

JUSTIFICATION

Trois (3) firmes se sont procuré les documents d'appel d'offres et une (1) seule a déposé une soumission. La liste des preneurs du cahier des charges est incluse dans l'intervention du Service de l'approvisionnement ainsi que les motifs de désistements des entreprises n'ayant pas soumissionné.
Tel que prévu dans la loi sur les cités et villes à l'article 573.3.3, lorsqu'il y a un seul soumissionnaire conforme et que le prix soumis présente un écart important avec l'estimé fait par la municipalité, les deux parties peuvent s'entendre et conclure le contrat à un prix moindre. Dans le cas qui nous concerne, le prix soumis était supérieur à l'estimé. Il a donc été négocié avec le fournisseur, pour obtenir un escompte de 7,82 %. Le prix révisé est celui indiqué au tableau:

Firmes soumissionnaires	Prix de base (avec taxes)	Contingences (avec taxes)	Total
Trane Canada ULC	541 762,20 $	27 088,11 $	568 850,31 $
Dernière estimation réalisée	469 327,95 $	23 466,40 $	492 794,35 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			76 055,96 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			15,43 %

Veuillez-vous référer à l'intervention du service de l'Approvisionnement pour toutes les informations relatives à l'analyse des soumissions.

L'écart entre l'estimation interne et la soumission de Trane Canada ULC est défavorable de 15,43 %. Cet écart s'explique par le fait que l'estimé est basé sur le prix d'équipements similaires d'une génération antérieure. Ce refroidisseur à basse pression de nouvelle génération est plus écologique, il offre des potentiels de réchauffement du Globe (PRG) plus faibles ainsi que des potentiels de destruction de l'ozone (PDO) presque nuls. Le coût de cette nouvelle technologie a été sous-estimé.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises du RENA ont été faites. La firme Trane Canada ULC n'est pas inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu du règlement de gestion contractuelle ni dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la ville de Montréal.

Les firmes n'étaient pas tenues de détenir une attestation de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) pour soumissionner dans le cadre de cet appel d'offres et Trane Canada ULC n'a pas présenté une telle attestation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts pour la fourniture et la livraison d'un refroidisseur d'eau à compresseur centrifuge de 720 tonnes de réfrigération à la station de pompage de la Station d'épuration des eaux usées sont de 568 850,31 $ taxes incluses incluant 27 088,11 $ pour les contingences ou 519 436,16 $ net de ristournes de taxes. Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilités de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'arrêt des refroidisseurs à absorption crée des problèmes d'échauffement des groupes motopompes et entraîne des arrêts partiels ou complets de la station de pompage et donc des risques de surverses dans les cours d'eau.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat: 19 septembre 2019
Livraison: Janvier 2020
Mise en service: Juillet 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Daniel LÉGER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Conseiller analyse et contrôle de gestion

Tél : 514-280-6559
Télécop. : 514-280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-20

Patrice LANGEVIN
Surintendant - ingenierie d'usine & procedes (service eau)

Tél : 514 280-6642
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2019-08-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dominique DEVEAU
Directrice des réseaux d'eau
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2019-08-22

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1193438016

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Objet :	Accorder un contrat à Trane Canada ULC, pour la fourniture et la livraison d'un refroidisseur d'eau à compresseur centrifuge de 720 tonnes de réfrigération pour la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une somme maximale de 541 762,20 $, taxes incluses - Autoriser une dépense totale de 568 850,31 $, taxes incluses (contrat : 541 762,20 $, contingences : 27 088,11 $) - Appel d'offres public no 19-17699 - (1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17699 liste des commandes.pdf19-17699 pv.pdf

19-17699 Validation approvisionnement.pdf19-17699 TP après Négo.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel LÉGER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-1059

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-20

Lina PICHÉ
Chef de section
Tél : 514 868-5740
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17699 — No du GDD : 1193438016

Titre de l'appel d'offres : Fourniture d'un refroidisseur d'eau à compresseur centrifuge de 720 tonnes à la station d'épuration des eaux usées Jean.-R.-Marcotte

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 17 - 6 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 18 - 7 - 2019

Ouverture faite le : 23 - 7 - 2019

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 16 - 7 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 3

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 33,33

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 19 - 1 - 2020

Date d'échéance révisée : 19 - 1 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

L'adjudication du contrat est recommandé à la firme cochée √ , conditionnellement au résultat concluant de l'analyse technique en cours par l'unité requérante.

Nom des firmes		Montant révisé (TTI)	√	en entier
Trane Canada ULC	Montant soumis sur la soumission déposée: 587 752,20$	541 762,20 $	√	en entier

Information additionnelle

La firme recommandée dans le présent sommaire décisionnel n'est pas inscrite au RENA (Registre des entreprises non admissibles) et n'est pas rendue non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville, n'est pas inscrite sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI) et est admissible et conforme administrativement en date de vérification du 24 juillet 2019.
Compte tenu que le prix soumis par le seul soumissionnaire Trane Canada ULC représente un écart important comparativement au montant de la dépense estimé par le Service requérant, une négociation a eu lieu le 14 août 2019, afin d'obtenir une réduction du prix soumis,

Préparé par : Daniel Léger — Le 20 - 8 - 2019

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17699

Agent d'approvisionnement
Myriam Laklalech

Conformité	Oui

									Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Trane Canada ULC										
	1	Refroidisseur	1	Refroid. comp centrif.	1	Unité	1	458 000,00 $	458 000,00 $	526 585,50 $
			2	Formation	1	Global	1	1 200,00 $	1 200,00 $	1 379,70 $
			3	Formation	1	Global	1	2 400,00 $	2 400,00 $	2 759,40 $
			4	Assistance	1	Global	1	6 000,00 $	6 000,00 $	6 898,50 $
			5	Service technique	24	Heure	1	150,00 $	3 600,00 $	4 139,10 $
Total (Trane Canada ULC)									**471 200,00 $**	**541 762,20 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 19-17699
Numéro de référence : 1279761
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : 19-17699 Fourniture d'un refroidisseur d'eau à compresseur centrifuge de 720 tonnes à la station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte.

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Carrier Enterprise Canada 1 655 rue Gougeon Montréal, QC, H4T2B4 http://www.carrier.com NEQ : 3368078823	Monsieur Frank Leporé Téléphone : 514 856-4833 Télécopieur :	**Commande : (1609018)** 2019-06-18 10 h 32 **Transmission :** 2019-06-18 10 h 32	3148261 - 19-17699_Addenda #1 2019-06-25 17 h 16 - Courriel 3157993 - 19-17699 addenda 2 Report de date 2019-07-17 7 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Le Groupe Master inc. 451, boul. Lebeau Montréal-Ouest, QC, H4N1S2 http://www.master.ca NEQ : 1169851384	Monsieur Jean-François Brault Téléphone : 514 787-1500 Télécopieur : 514 788-1773	**Commande : (1608813)** 2019-06-18 7 h 59 **Transmission :** 2019-06-18 7 h 59	3148261 - 19-17699_Addenda #1 2019-06-25 17 h 16 - Courriel 3157993 - 19-17699 addenda 2 Report de date 2019-07-17 7 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Trane Canada ULC 3535, boul. Pitfield Montréal, QC, H4S 1H3 NEQ : 1149533664	Monsieur Jonathan Lussier Téléphone : 514 337-3321 Télécopieur : 514 337-3880	**Commande : (1609034)** 2019-06-18 10 h 46 **Transmission :** 2019-06-18 10 h 46	3148261 - 19-17699_Addenda #1 2019-06-25 17 h 16 - Courriel 3157993 - 19-17699 addenda 2 Report de date 2019-07-17 7 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ville de Montréal - Service de l'eau - Direction de l'épuration des eaux usées 12001, boulevard Maurice-Duplessis Montréal, QC, H1C 1V3 NEQ :	Monsieur Shooner Michel Téléphone : 514 280-6559 Télécopieur : 514 280-6779	**Commande : (1608629)** 2019-06-17 14 h 50 **Transmission :** 2019-06-17 14 h 50	Mode privilégié : Ne pas recevoir

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1193438016

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Objet :	Accorder un contrat à Trane Canada ULC, pour la fourniture et la livraison d'un refroidisseur d'eau à compresseur centrifuge de 720 tonnes de réfrigération pour la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une somme maximale de 541 762,20 $, taxes incluses - Autoriser une dépense totale de 568 850,31 $, taxes incluses (contrat : 541 762,20 $, contingences : 27 088,11 $) - Appel d'offres public no 19-17699 - (1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

InfoCompt_DEEU_1193438016.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-21

Anna CHKADOVA
Conseillère budgetaire
Tél : 514-872-5763
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.11

2019/09/19 17:00

(1)

Dossier # : 1196263001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Gastier M.P. inc., pour le projet "Électricité et Automatisation pour chambres de régulation et de mesure", pour un montant de 1 923 926,10 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 10327 – 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 186 279,66 $, contingences, incidences et taxes incluses

Il est recommandé :

1. d'accorder à Gastier M.P., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat de réalisation de travaux d'électricité et d'automatisation pour les chambres de régulation et de mesure, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 923 926,10 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10327;
2. d'autoriser une dépense de 262 353,55 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-19 10:36

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1196263001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Gastier M.P. inc., pour le projet "Électricité et Automatisation pour chambres de régulation et de mesure", pour un montant de 1 923 926,10 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 10327 – 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 186 279,66 $, contingences, incidences et taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2012, la Ville de Montréal a mis en oeuvre, sur son réseau d'eau potable, un projet de régulation de la pression et de mesure de la distribution en temps réel. Cette stratégie de régulation, recommandée par l'International Water Association (IWA), permet de faire des gains sur trois plans : diminution des fuites, diminution des bris dus à l'augmentation de la pression en période de faible consommation et prolongation de la durée de vie des conduites vieillissantes. La mesure de la distribution permet un meilleur contrôle des fuites sur le réseau d'eau potable en plus de permettre la facturation de l'eau consommée pour les villes liées. Ces stratégies ont déjà été utilisées avec succès par plusieurs villes, principalement en Europe.
Plusieurs projets de régulation et de mesure ont déjà été réalisés ou sont en cours de réalisation. Il s'agit de :
☐ en 2014, les secteurs Côte-Saint-Luc, Pierrefonds-Roxboro et de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce;
☐ en 2015, les secteurs Mercier – Hochelaga-Maisonneuve, Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles et Verdun (Îles-des-Soeurs);
☐ en 2016, les secteurs Ahuntsic – Cartierville, Villeray – St-Michel – Parc-Extension et Dorval;
☐ en 2017, les secteurs Sud-Ouest, LaSalle, Mont-Royal, Hampstead et de Montréal-Ouest.

En 2018 la Ville a produit un appel d'offres (ouverture le 12 mars) couvrant les secteurs de Dollard-des-Ormeaux, Le Plateau-Mont-Royal, Saint-Léonard et Beaconsfield. Les résultats à l'ouverture n'ont pas été concluants : une faible participation des soumissionnaires

(seulement 2) et des montants nettement plus élevés que ce qui avait été estimé (31%). L'appel d'offres a donc été annulé. La Ville a fait un second appel d'offres (ouverture le 8 mai) après avoir diminué l'ampleur du projet en retirant certains ouvrages pouvant être retardés, et en augmentant le temps alloué pour la réalisation. Les résultats ont été les mêmes, encore une fois, nous n'avons reçu que 2 soumissions (les 2 mêmes entrepreneurs), l'écart entre l'estimation et le plus bas soumissionnaire était cette fois-ci de 26 %. Suite à ce résultat, nous avons annulé ce second appel d'offres et l'avons découpé par secteurs, afin d'attirer plus d'entrepreneurs et ainsi obtenir de meilleurs prix.

Il fut donc décidé de revoir plus en profondeur l'appel d'offres pour attirer plus de soumissionnaires, notamment des entrepreneurs habitués à faire des travaux de moins grande envergure. Pour ce faire, la Ville a, dans un premier temps, procédé au pré-achat d'équipements demandant des délais de production plus importants. Ensuite, les mandats des contrats de travaux octroyés ont été divisés par discipline de travail. Dans le cas du mandat travaux civils / mécaniques, les travaux qui couvraient l'ensemble de l'île ont été découpés par secteur. Le présent dossier couvre les travaux d'électricité et de télémesure pour l'ensemble des secteurs dont les travaux de la discipline civil / mécanique ont été entamés au printemps 2019.

L'appel d'offres a été publié dans le quotidien *Le Devoir* ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 14 juin 2019. L'ouverture des soumissions a eu lieu 155, rue Notre-Dame Est, Montréal le 18 juillet 2019, soit 5 semaines après le lancement.

Trois addendas ont été émis pendant l'appel d'offres afin d'apporter quelques clarifications :

Addenda no 1	2019-06-25	Report de date d'ouverture des soumissions
Addenda no 2	2019-07-03	-Clarification sur équipements -Devis technique particulier, points révisés. -Dessins remplacés -Précision concernant l'alimentation électrique de certains sites.
Addenda no 3	2019-07-10	Clarifications

La validité des soumissions est de 90 jours, soit jusqu'au 16 octobre 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0060 - 28 février 2019 - Accorder un contrat à C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement du Plateau-Mont-Royal", pour un montant de 1 102 748,22 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10285 – 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 433 572,68 $, contingences, incidences et taxes incluses.
CG19 0059 - 28 février 2019 - Accorder un contrat à Ali Excavation inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, Ville de Dollard-des-Ormeaux", pour un montant de 1 979 524,58 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10286 – 5 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 474 405,76 $, contingences, incidences et taxes incluses.

CG19 0122 - 28 mars 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement Saint-Léonard", pour un montant de 1 295 768,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10295 – 3 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 619 710,32 $, contingences, incidences et taxes incluses.

CG19 0180 - 18 avril 2019 - Accorder un contrat à Groupe Michel Leclerc, pour le projet

"Construction de chambres de vannes et de mesure, Ville de Beaconsfield", pour un montant de 1 765 487,12 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10296 – 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 206 858,90 $, contingences, incidences et taxes incluses.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne l'octroi d'un contrat de construction pour travaux d'électricité et de télémesure pour l'ensemble des secteurs dont les travaux de la discipline civil / mécanique ont été entamés au printemps 2019. Il s'agit des secteurs décrits dans la section Décisions antérieures. À terme, une fois que l'électricité et la télémesure sera intégrée à la mécanique des infrastructures mises en place, la régulation de la pression et la mesure de la distribution en temps réel seront mises en service et pourront être opérationnelles. Plus spécifiquement, l'électricité et la télémesure concernant ce dossier seront intégrés aux secteurs et dans les infrastructures suivants :

Secteurs	Application	Types de chambre
Beaconsfield	-Régulation de la pression -Mesure de la distribution	-2 chambres de régulation de pression -2 chambres de suivi de pression -2 chambres de mesure de débit
Saint-Léonard	-Régulation de la pression -Mesure de la distribution	-3 chambres de régulation de pression -3 chambres de suivi de pression -1 chambre de mesure de débit
Plateau Mont-Royal	-Régulation de la pression	-4 chambres de régulation de pression -1 chambre de suivi de pression
Dollard-des-Ormeaux	-Mesure de la distribution	-6 chambres de mesure de débit

Les villes et arrondissements touchés par les travaux ont été informés.

Une enveloppe budgétaire pour les travaux contingents de 174 902,37 $, taxes incluses, soit 10 % du montant des travaux, est prévue au présent contrat pour effectuer des travaux qui n'ont pu être prévus lors de l'élaboration des plans et devis (exemple : achat supplémentaire d'équipement, demandes particulières d'Hydro-Québec, etc.).

Des frais incidents de 262 353,56 $, taxes incluses, soit 15 % du montant des travaux, ont été réservés pour les coûts associés aux travaux spécialisés. Ce montant servira à défrayer les frais liés aux activités suivantes :
☐ alimentation électrique des nouveaux ouvrages par Hydro-Québec;

JUSTIFICATION

Il y a eu neuf (9) preneurs de documents dans le cadre de cet appel d'offres. Parmi ceux-ci, quatre (4) entreprises ont déposé des soumissions, ce qui représente 44 % des preneurs de documents. Parmi les cinq (5) qui n'ont pas déposé d'offre, un (1) n'était pas spécialisé ni en télémesure, ni en électricité. Enfin, pour les quatre (4) derniers preneurs, ils n’ont pas jugé à propos de nous fournir d’explications quant à savoir pourquoi ils n’ont pas déposé d’offres. La liste des preneurs de documents se trouve en pièce jointe.
Lors de l'analyse de conformité, une erreur d'écriture a été relevée dans le bordereau du plus bas soumissionnaire, un article unitaire a été inscrit comme s'il était global. Conformément aux articles 3.8.1.3.1 et 3.5.2.5 des "Instructions aux Soumissionnaires", le taux unitaire a été reconstitué à partir du total pour l'article. Les quatre (4) soumissions ont été jugées conformes, L'analyse peut être consultée en pièce jointe.

Le tableau suivant présente les prix proposés par les soumissionnaires :

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Contingences (10 %)	Total
Gastier M.P.	1 749 023,73 $	174 902,37 $	1 923 926,10 $
Le Groupe LML	1 848 712,92 $	184 871,29 $	2 033 584,21 $
Deric Construction	2 006 509,21 $	200 650,92 $	2 207 160,13 $
Filtrum	2 168 773,43 $	216 877,34 $	2 385 650,77 $
Dernière estimation réalisée à l'externe	2 626 971,80 $	262 697,18 $	2 889 668,97 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			2 137 580,30 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			11,1 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			461 724,66 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			24,0 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(965 742,87) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-33,4 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			109 658,11 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			5,7 %

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart favorable de 33,4 % par rapport à l'estimation réalisée par la firme Tetra Tech QI. L'analyse des montants soumis n'a pas mis en évidence un site, l'écart étant présent sur l'ensemble des prix soumis.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA), ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec la soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres public assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (2012, chap. 25). L'autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour l'adjudicataire recommandé est échue depuis 12 janvier 2017, par contre il a présenté sa demande de renouvellement en respect des délais prescrits. On retrouve d'ailleurs Gastier MP dans le registre des entreprises autorisées de l'AMP.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense de 2 186 279,66 $ taxes incluses est entièrement assumée par l'agglomération, représente un coût net de 1 996 364,73 $ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales, lequel est financé par les règlements d'emprunts :
- RCG 16-039 Optimisation des réseaux, pour un montant de 1 761 501,61 $ taxes incluses

- RCG 16-041 Chambres de compteurs, pour un montant de 424 778,04 $ taxes incluses.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La régulation de la pression vise à diminuer les bris sur le réseau, prolonger la vie des conduites, et diminuer les pertes d'eau potable par les fuites.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 16 octobre 2019, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme ainsi que tous les autres soumissionnaires pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés. Les retours sur les investissements est serraient d'autant retardés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Compte tenu du faible impact des travaux, un courriel d'information destinés aux partenaires et aux chroniqueurs à la circulation (lorsque requis), en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de contrat : séance du conseil d'agglomération du 19 septembre 2019
Début des travaux : novembre 2019
Fin des travaux : août 2020
La majorité des travaux sera donc réalisée en 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Chantale POTVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Chantale POTVIN, 9 août 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sébastien LACASSE
Chargé de projets

Tél : 514-872-4188
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-09

Hervé LOGÉ
Chef de division Gestion durable de l'eau

Tél : 514 872-3944
Télécop. : 514 872 8827

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice des réseaux d'eau
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2019-08-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2019-08-16

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 31 août 2015

GASTIER M.P. INC.
A/S MONSIEUR **CLAUDE GANACHE**
10400, BOUL. DU GOLF
ANJOU (QC) H1J 2Y7

N° de décision : 2014-CPSM-0002 **(Décision modifiée)**
N° de client : 2700024470

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- CHARLES BÉLANGER & FILS
- CONSTRUCTION GASTIER
- MDI
- MONTAGE D'ACIER INTERNATIONAL

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). GASTIER M.P. INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **12 janvier 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 22 septembre 2016

GASTIER M.P. INC.
10400, BOUL DU GOLF
ANJOU QC H1J 2Y7

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l’autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l’autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700024470
N° de demande :	1631160522
N° de confirmation de paiement :	000203720614

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **mardi, 13 août 2019 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : GASTIER M.P. INC.
Adresse du siège social : 10400, BOUL DU GOLF, , ANJOU, QC, H1J 2Y7, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 2700024470
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1168999176

Autres noms d'affaires

- CHARLES BÉLANGER & FILS
- CONSTRUCTION GASTIER
- MDI
- MONTAGE D'ACIER INTERNATIONAL

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP19 0394

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue dans les bureaux du Service du greffe, le **jeudi 18 juillet 2019 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Valérie Morin, analyste juridique – Service du greffe
M. Simon Bélanger-Gagnon, agent de bureau principal – Service du greffe
M. Denis Delorme, agent de bureau – Service du greffe

APPEL D'OFFRES 10327

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Électricité et automatisation pour chambres de régulation et de mesure - projet 2019 » sont ouvertes par l'agent de bureau principal du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

Soumissionnaires	**Prix**
GASTIER M.P. INC. 7825, boulevard Henri-Bourassa Est Montréal (Québec) H1E 1N9	1 923 926,10 $
(Cautionnement de 10 % du montant de la soumission)	
LE GROUPE LML LTÉE 360, boulevard du Séminaire Nord, bureau 22 Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 5L1	2 033 584,21 $
(Cautionnement de 10 % du montant de la soumission)	
DERIC CONSTRUCTION INC. 5145, rue Rideau Québec (Québec) G2E 5H5	2 207 160,13 $
(Cautionnement de 10 % du montant de la soumission)	
FILTRUM INC. 430, rue des Entrepreneurs Québec (Québec) G1M 1B3	2 385 650,77 $
(Cautionnement de 10 % du montant de la soumission)	

L'appel d'offres du Service de l'eau a été publié les 14 et 25 juin 2019 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à la directrice de la Direction des réseaux d'eau, pour étude et rapport.

/ml

Vér. 1
D.R.E. 1

Valérie Morin
Analyste juridique – Service du greffe

Simon Bélanger-Gagnon
Agent de bureau principal – Service du greffe

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**10327**
Titre d'AO :	**Électricité et automatisation pour chambresde régulation et de mesure - projet 2019**
Date d'ouverture :	**2019-07-18**
Heure d'ouverture :	**13h30**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	Gastier M.P.
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	1 923 926,10 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	Le Groupe LML
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	2 033 584,21 $
Dernière estimation :	1 483 653,50 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	29,7%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	5,7%
Nombre de soumissions déposées :	4

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Gastier M.P.	1 923 926,10 $	Conforme	CONFORME	/ Prix unitaire reconstitué à partir du prix total sur un article / N'a pas joint copie de son autorisation , mais est inscrit au tableau de l'AMP. Suite à notre demande, Il nous a fournit son attestation AMF ainsi que l'accusé de réception de l'Autorité des marchés financiers confirmant sa demande de renouvellement
2	Le Groupe LML	2 033 584,21 $	Conforme	CONFORME	
3	Deric Construction	2 207 160,13 $	Conforme	CONFORME	
4	Filtrum	2 385 650,77 $	Conforme	CONFORME	/ Autorisation expirée, n'a pas joint sa demande de renouvellement, mais est inscrit au registre de l'AMP
5			Conforme	À COMPLÉTER	
6			Conforme	À COMPLÉTER	
7			Conforme	À COMPLÉTER	
8			Conforme	À COMPLÉTER	
9			Conforme	À COMPLÉTER	
10			Conforme	À COMPLÉTER	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par :	Sébastien Lacasse	Date : 2019-08-07
Vérifiée par :	Jean-François Côté	Date : 2019-08-14

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 10327
Numéro de référence : 1279771
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Électricité et Automatisation pour chambres de régulation et de mesure - projet 2019

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Automatisation D2E 494 du Brome Saint-Augustin-de-Desmaures, QC, G3a2t3 http://www.d2e.ca/	Monsieur David Fournier Téléphone : 418 476-1441 Télécopieur :	**Commande : (1610476)** 2019-06-21 8 h 52 **Transmission :** 2019-06-21 8 h 52	3147852 - Addenda No. 1 2019-06-25 9 h 59 - Courriel 3151771 - 1-A2-10327 Addenda 2 2019-07-03 15 h 08 - Courriel 3151774 - 2-A2-10327 Addenda 2 2019-07-03 15 h 56 - Courriel 3154936 - 10327 Addenda 3 2019-07-10 10 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Deric Inc 5145, rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca/	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur : 418 522-9758	**Commande : (1608568)** 2019-06-17 13 h 56 **Transmission :** 2019-06-17 13 h 56	3147852 - Addenda No. 1 2019-06-25 9 h 59 - Courriel 3151771 - 1-A2-10327 Addenda 2 2019-07-03 15 h 08 - Courriel 3151774 - 2-A2-10327 Addenda 2 2019-07-03 16 h 18 - Messagerie 3154936 - 10327 Addenda 3 2019-07-10 10 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Filtrum Inc. 430 rue des Entrepreneurs Québec, QC, G1M 1B3 http://www.filtrum.qc.ca/	Madame Christine Gauthier Téléphone : 418 687-0628 Télécopieur : 418 687-3687	**Commande : (1615152)** 2019-07-05 9 h 41 **Transmission :** 2019-07-05 10 h 52	3147852 - Addenda No. 1 2019-07-05 9 h 41 - Messagerie 3151771 - 1-A2-10327 Addenda 2 2019-07-05 9 h 41 - Messagerie 3151774 - 2-A2-10327 Addenda 2 2019-07-05 9 h 41 - Messagerie 3154936 - 10327 Addenda 3 2019-07-10 10 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Gastier M.P. Inc. 7825, Henri-Bourassa Est Montréal, QC, H1E 1N9 http://www.gastier.com/	Madame Kristina Bérubé Téléphone : 514 325-4220 Télécopieur : 514 325-3822	**Commande : (1610167)** 2019-06-20 12 h 53 **Transmission :** 2019-06-20 12 h 53	3147852 - Addenda No. 1 2019-06-25 9 h 59 - Courriel 3151771 - 1-A2-10327 Addenda 2 2019-07-03 15 h 08 - Courriel 3151774 - 2-A2-10327 Addenda 2 2019-07-03 15 h 56 - Courriel 3154936 - 10327 Addenda 3 2019-07-10 10 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com/	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1609379)** 2019-06-19 7 h 55 **Transmission :** 2019-06-19 7 h 55	3147852 - Addenda No. 1 2019-06-25 9 h 59 - Courriel 3151771 - 1-A2-10327 Addenda 2 2019-07-03 15 h 08 - Courriel 3151774 - 2-A2-10327 Addenda 2 2019-07-03 15 h 56 - Courriel 3154936 - 10327 Addenda 3 2019-07-10 10 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Le Groupe LML Ltée 360 boul du Séminaire Nord Bureau 22 Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J3B 5L1 http://www.groupelml.ca/	Madame Nancy Ross Téléphone : 450 347-1996 Télécopieur : 450 347-8509	**Commande : (1609161)** 2019-06-18 13 h 48 **Transmission :** 2019-06-18 13 h 48	3147852 - Addenda No. 1 2019-06-25 10 h - Télécopie 3151771 - 1-A2-10327 Addenda 2 2019-07-03 15 h 09 - Télécopie 3151774 - 2-A2-10327 Addenda 2 2019-07-03 16 h 20 - Messagerie 3154936 - 10327 Addenda 3 2019-07-10 10 h 51 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Services Électriques Blanchette Inc. 2451 boul Fernand-Lafontaine Longueuil, QC, J4N 1N7	Madame Nathalie Emond Téléphone : 450 442-1166 Télécopieur : 450 442-4206	**Commande : (1609461)** 2019-06-19 9 h 04 **Transmission :** 2019-06-19 9 h 07	3147852 - Addenda No. 1 2019-06-25 9 h 59 - Courriel 3151771 - 1-A2-10327 Addenda 2 2019-07-03 15 h 08 - Courriel 3151774 - 2-A2-10327 Addenda 2 2019-07-03 16 h 19 - Messagerie 3154936 - 10327 Addenda 3 2019-07-10 10 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
TechniservA.G. Inc. 3420 1ère Rue, Parc Industriel Gérard Leclerc Saint-Hubert, QC, j3y8y5 http://techniserv.ca/	Monsieur William Lortie Téléphone : 514 708-6527 Télécopieur :	**Commande : (1609078)** 2019-06-18 11 h 30 **Transmission :** 2019-06-18 11 h 30	3147852 - Addenda No. 1 2019-06-25 9 h 59 - Courriel 3151771 - 1-A2-10327 Addenda 2 2019-07-03 15 h 08 - Courriel 3151774 - 2-A2-10327 Addenda 2 2019-07-03 15 h 56 - Courriel

			3154936 - 10327 Addenda 3 2019-07-10 10 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Trane Canada ULC 3535, boul. Pitfield Montréal, QC, H4S 1H3	Monsieur Jonathan Lussier Téléphone : 514 337-3321 Télécopieur : 514 337-3880	**Commande : (1608430)** 2019-06-17 10 h 59 **Transmission :** 2019-06-17 10 h 59	3147852 - Addenda No. 1 2019-06-25 9 h 59 - Courriel 3151771 - 1-A2-10327 Addenda 2 2019-07-03 15 h 08 - Courriel 3151774 - 2-A2-10327 Addenda 2 2019-07-03 15 h 56 - Courriel 3154936 - 10327 Addenda 3 2019-07-10 10 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1196263001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Gastier M.P. inc., pour le projet "Électricité et Automatisation pour chambres de régulation et de mesure", pour un montant de 1 923 926,10 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 10327 – 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 186 279,66 $, contingences, incidences et taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE 1196263001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-14

Luu Lan LE
Conseillère budgétaire
Tél : 514-280-0066
Division : Service des finances - Direction Du Conseil Et Du Soutien Financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.12

2019/09/19
17:00

(1)

Dossier # : 1191029004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Procova inc., pour la réfection de la dalle du magasin du garage des Carrières et travaux connexes (0113) - Dépense totale de 764 583,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15491 - 5 soumissions.

Il est recommandé :

1. d'accorder à Procova inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réfection de la dalle du magasin des Carrières et travaux connexes, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 611 667,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15491;

2. d'autoriser une dépense de 91 750,05 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 61 166,70 $, taxes incluses, à titre de budget des incidences;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 50,10% par l'agglomération, pour un montant de 383 056,46 $.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2019-08-23 09:42

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1191029004**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Procova inc., pour la réfection de la dalle du magasin du garage des Carrières et travaux connexes (0113) - Dépense totale de 764 583,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15491 - 5 soumissions.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent projet s'inscrit dans la continuité des investissements que le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) entend réaliser pour maintenir ses installations en bon état de fonctionnement au meilleur coût possible. Le garage des Carrières (1350, rue des Carrières) est situé dans la cour des Carrières et abrite, entre autres, le magasin dont il est question dans ce dossier. Ce dernier dessert en pièces détachées le garage pour l'entretien et la réparation des véhicules lourds et légers. Ces activités relèvent du Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA).
Le bâtiment a été construit en 1956 et des investissements majeurs ont été réalisés entre les années 2014 - 2017 (aménagement des ateliers de menuiserie, remplacement des fenêtres, mise aux normes de la plomberie et de la distribution électrique) pour un montant totalisant environ 9 M$.

Le plancher du magasin présente des dénivelés importants sur toute sa surface ce qui représente un danger pour les employés qui l'occupent. En effet, le magasin abrite également les bureaux des contremaîtres. Une étude géotechnique réalisée par le laboratoire GIE confirme l'instabilité des sols sous le plancher. La reconstruction de la nouvelle dalle se fera sur pieux, sur recommandation du laboratoire en accord avec l'ingénieur du projet. Un volume de sols contaminés est inclus aux documents d'appel d'offres aux fins de soumission. Ce volume sera ajusté au réel et payé au montant unitaire inscrit dans la soumission.

À noter que la plupart des planchers sur sol dans la cour des Carrières sont instables (ancienne carrière), ce qui n'est pas le cas des bâtiments, car les murs de fondation reposent sur des pieux.

Les plans et devis ont été réalisés par les firmes Parizeau Pawulski Architectes s.e.n.c. et MLC Associés inc. avec lesquelles la Ville détient une entente-cadre.

Le marché a été sollicité via un appel d'offres public dans le journal Le Devoir et dans le

système électronique d'appel d'offres (SÉAO) du 14 juin au 16 juillet 2019, date d'ouverture des soumissions, laissant 30 jours aux soumissionnaires pour se procurer les documents et déposer leur soumission. La validité des soumissions est pour une période de 120 jours à partir de la date de dépôt, soit à compter du 16 juillet 2019.

Un seul addenda a été émis le 4 juillet 2019 pour spécifier le type de revêtement de sol à l'époxy.

Les visites des lieux se sont déroulées du 25 juin au 5 juillet 2019 conformément au Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0615 - 22 novembre 2018
Conclure une entente-cadre de services professionnels en architecture et en ingénierie pour la mise en oeuvre de divers projets relatifs au maintien de l'actif immobilier, accorder à Parizeau Pawulski Architectes s.e.n.c. et MLC Associés inc., firmes ayant obtenu le plus haut pointage final, en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat à cette fin, aux prix de leur soumission, soit pour une somme maximale de 2 265 478,90 $, taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public 18-17094 / Autoriser une dépense totale de 2 714 020,52 $, taxes incluses, soit 2 265 478,90 $, taxes incluses, pour les services professionnels, 226 547,89 $, taxes incluses, à titre de budget pour les contingences et 221 993,73 $, taxes incluses, à titre de budget pour les incidences et imputer ces dépenses au budget du PTI du Service de la gestion et de la planification immobilière, et ce, au rythme des projets mis en oeuvre selon les projections 2018-2020.

DESCRIPTION

Ce dossier vise l'octroi d'un contrat de construction pour réaliser principalement les travaux suivants :

- Déménager les étagères existantes du magasin vers le garage contigu;
- Démolir la dalle existante et la reconstruire sur pieux;
- Reconstruire les murs séparant le magasin proprement dit des bureaux adjacents;
- Modifier les conduits de ventilation pour maximiser les espaces d'entreposage;
- Travaux en électricité;
- Enlèvement des conduits isolés à l'amiante ne servant plus dans cet espace;
- Installer les nouvelles étagères.

À noter que l'aménagement du matériel sur les nouvelles étagères sera effectué par les employés eux-mêmes.

Un budget de contingences de 91 750,05 $, soit 15 % du montant du contrat, est réservé aux travaux imprévus qui découleraient principalement de l'ajustement des quantités de sols contaminés pendant les travaux.

Le budget d'incidences de 61 166,70 $, soit 10 % du montant du contrat, est principalement réservé à une firme spécialisée pour le contrôle qualité des matériaux et la gestion environnementale des sols contaminés à sortir du site.

JUSTIFICATION

Sur les quatorze (14) preneurs de cahier des charges, cinq entrepreneurs généraux, soit environ 36 % d'entre eux, ont déposé une soumission et toutes sont conformes. L'Association pour entrepreneurs en construction au Québec (ACQ) s'est procuré le cahier

des charges pour informer ses membres et les autres preneurs de cahier des charges n'ont pas déposé de soumission. Ce sont soit des sous-traitants, soit des entrepreneurs généraux dont le carnet de commandes ne permettait pas de respecter l'échéancier soumis.

Soumissions conformes	**Coût de base (taxes incluses)**	**Contingences (15 %) (taxes incluses)**	**Total (taxes incluses)**
Procova inc.	611 667,00 $	91 750,05 $	703 417,05 $
Les Constructions A.G.L.P.	648 055,44 $	97 208,32 $	745 263,76 $
Trempro Construction inc.	762 888,21 $	114 433,23 $	877 321,44 $
Roland Grenier Construction Ltée	796 646,83 $	119 497,02 $	916 143,85 $
Norgéreq Ltée	1 307 840,63 $	196 176,09 $	1 504 016,72 $
Dernière estimation réalisée à l'externe ($)	464 499,00 $	69 674,85 $	534 173,85 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			949 232,57 $ 34,95 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)			800 599,67 $ 113,82 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			169 243,20 $ 31,68 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			41 846,71 $ 5,95 %

La dernière estimation réalisée par les professionnels externes présente un écart relativement important de 31,68 % moins élevé que le plus bas soumissionnaire conforme. Selon l'analyse des professionnels, cet écart est principalement dû aux coûts d'excavation et de disposition des sols contaminés et de fondation sur pieux, spécialité dont le nombre d'entrepreneurs est limité dans un marché saturé (voir pièce jointe no. 4).

Bien que les professionnels aient réalisés un estimé détaillé du coût des travaux, il est difficile de prévoir l'évolution de ces derniers dans un marché volatile.

Néanmoins, l'écart entre les deux soumissions les plus basses est minime (5,95 %). On peut en déduire que dans l'ensemble, les soumissions reflètent une compréhension similaire des documents d'appel d'offres.

Le coût des travaux supplémentaires et des imprévus sera défrayé à même les contingences prévues au contrat (15 %).

L'analyse des soumissions a été réalisée par les professionnels du projet. La plus basse soumission est conforme et recommandée (voir pièce jointe no. 4).

Il est donc recommandé d'octroyer le contrat à la firme Procova inc., plus bas soumissionnaire conforme.

Par ailleurs, l'adjudicataire recommandé ne figure pas sur la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ni sur le registre des entreprises non admissibles (RENA). Il n'a pas non plus à obtenir une attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) dans le cadre de ce contrat, bien que l'entreprise en détient une.

En outre, l'adjudicataire n'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville et ne figure pas sur la liste des firmes à rendement insuffisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total brut du contrat à octroyer, incluant les contingences et les taxes, est de 764 583,75 $.
Le montant du budget des contingences est de 91 750,05 $ (15 %), taxes incluses.

Le montant du budget des incidences est de 61 166,70 $ (10 %), taxes incluses.

Le partage des dépenses entre la ville centre et l'agglomération est respectivement de 49,90 % et de 50,10 % (voir intervention des Finances).

Les travaux seront réalisés à 60 % en 2019 et complétés en 2020.

Le coût total des travaux est prévu au programme triennal d'immobilisations (PTI) du Service de la gestion et de la planification immobilière dans le programme de protection des bâtiments industriels (no. 66460).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les documents ayant trait au développement durable sont inclus au devis du cahier des charges (gestion des déchets de construction et de démolition, protection de l'environnement).
Une firme spécialisée indépendante du contrat de l'entrepreneur assurera la gestion environnementale des sols contaminés.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas réaliser ces travaux maintiendrait les employés dans des conditions de travail inconfortables.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'est prévu aucune stratégie de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

No. de projet : IMM-PR18-0019 - No contrat : 15491
Octroi de contrat au CG : 19 Septembre 2019
Réalisation des travaux : Septembre 2019 à février 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Françoise TURGEON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Olivier RENAUD, Service du matériel roulant et des ateliers
Éric MURRAY, Service du matériel roulant et des ateliers
Sylvain BOULET, Service du matériel roulant et des ateliers

Lecture :

Éric MURRAY, 16 août 2019
Olivier RENAUD, 16 août 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Belgacem HIMEUR
Gestionnaire immobilier

Tél : 872-7912
Télécop. : 872-2222

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-15

Erlend LAMBERT
Chef de division

Tél : 514 872-8634
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers

Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2019-08-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
(en remplacement de Sophie Lalonde)
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2019-08-22

IMM-15491 Magasin garage des Carrières (0113)
Réfection de la dalle et travaux connexes







Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**IMM-15491**
Titre d'AO :	**Réfection de la dalle du magasin des Carrières et travaux connexes (0113)**
Date d'ouverture :	**16-juil-19**
Heure d'ouverture :	**13 h 30**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	Procova inc.
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	611 667,00 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	Les Constructions A.G.L.P.
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	648 055,44 $
Dernière estimation :	464 499,00 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	32%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	6%
Nombre de soumissions déposées :	5

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Procova inc.	703 417,05 $	Conforme	CONFORME	
2	Les Constructions AGLP	745 263,76 $	Conforme	CONFORME	
3	Trempro Construction inc.	877 321,44 $	Conforme	CONFORME	
4	Roland Grenier Construction Ltée	916 143,85 $	Conforme	CONFORME	
5	Norgéreq Ltée	1 504 016,72 $	Conforme	CONFORME	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par :	Belgacem Himeur	14-août-19
Vérifiée par :	Date :	

Parizeau Pawulski, architectes, s.e.n.c.

Le 21 août 2019

Belgacem Himeur
Gestionnaire immobilier
Ville de Montréal
Direction de la gestion de projets immobiliers
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Projet : Garage des Carrières - Réfection de la dalle du magasin et travaux connexes
AO : IMM-15491 ; N/D : 18-538B

Objet : **Recommandation suite à l'ouverture des soumissions**

Monsieur,

Pour donner suite à l'ouverture des soumissions pour le projet en titre, veuillez trouver ci-joints, nos commentaires et recommandation sur les soumissions reçues par courriel.

Soumissions reçues (taxes incluses) :

1-	Procova Inc.	611 667,00 $
2-	Les Constructions A.G.L.P.	648 055,44 $
3-	Trempro Construction Inc.	762 888,21 $
4-	Roland Grenier Construction Ltée	796 646,83 $
5-	Norgéreq	1 307 840,63 $

Analyse :

Le coût soumis par le plus bas soumissionnaire est de 31,6% supérieur à l'estimation budgétaire du 31 mai 2019.

Estimation budgétaire : 404 000,00 $ + taxes = 464 499,00 $
Plus bas Soumissionnaire : 532 000,00 $ + taxes = 611 667,00 $

Si l'on retire le coût des items à prix unitaires ne figurant pas à l'estimation des professionnels, soit le sous-total 1 au montant de 515 060,00 $, l'écart est réduit à 27,4 %.

Les coûts des chapitres 03 – Béton, 04 – Maçonnerie, 05 – Métaux, 08 – Portes et fenêtres, 09 – finitions, 10 – Produits spéciaux, 15 – Mécanique et 16 - Électricité sont conformes à l'estimation. Les coûts du chapitre 02 – Aménagement de l'emplacement sont 65,7% plus élèves à la soumission qu'à l'estimation. Cet écart est principalement dû aux coûts d'excavation et de disposition des sols contaminés et de fondations sur pieux, spécialité dont le nombre d'entrepreneurs est limité dans un marché saturé.

L'écart est accentué par le chapitre 00 – Charges administratives dont le montant des charges est 61,5% supérieur à l'estimation. Ce phénomène est typique d'un marché en surchauffe.

9880, rue Clark, bur.205,
Montréal (Québec) H3L 2R3
info@p2architectes.qc.ca
Tél.: 514.481.4669
Téléc.: 514.481.9899

Il est convenu que l'analyse de conformité sera faite par vos services.

Recommandation :

Après analyse des coûts, nous avons trouvé la soumission la plus basse reçue conforme et nous vous recommandons de retenir les services **de Procova Inc. au montant de 611 667,00 $**, toutes taxes incluses.

Espérant que le tout est à votre satisfaction, nous vous prions d'agréer, Monsieur, à l'expression de nos sentiments les meilleurs.

PARIZEAU PAWULSKI, ARCHITECTES

Yannick Des Landes
Architecte associé

P.j. IMM-15487 – Tableau comparatif des soumissions
Analyse des soumissions – MLC associés

9880, rue Clark, bur.205,
Montréal (Québec) H3L 2R3
info@p2architectes.qc.ca
Tél.: 514.481.4669
Téléc.: 514.481.9899

Projet: Garage des Carrières (0113) - Réfection de la dalle du magasin

Contrat : 15491

Appel d'offres IMM-15491

			TPS	TVQ	
Calcul du coût des travaux			**5,0%**	**9,975%**	**Total**
Contrat					
	%	**$**			
Travaux forfaitaires	100,0%	532 000,00 $	26 600,00 $	53 067,00 $	611 667,00 $
Structure					
Civil					
Mécanique					
Électricité					
Architecture					
Sous-total	100,0%	532 000,00 $	26 600,00 $	53 067,00 $	611 667,00 $
Contingences	15,0%	79 800,00 $	3 990,00 $	7 960,05 $	91 750,05 $
Total - Contrat		**611 800,00 $**	**30 590,00 $**	**61 027,05 $**	**703 417,05 $**
Dépenses incidentes					
Générales	10,0%	53 200,00 $	2 660,00 $	5 306,70 $	61 166,70 $
Spécifiques					
Coût des travaux (montant à autoriser)		**665 000,00 $**	**33 250,00 $**	**66 333,75 $**	**764 583,75 $**

Calcul du coût des travaux après les ristournes				**Total**
Ristourne TPS	100,00%	33 250,00 $		33 250,00 $
Ristourne TVQ	50,00%		33 166,88 $	33 166,88 $
Coût des travaux (montant à emprunter)				**698 166,88 $**

constructo.ca

Des services à valeur ajoutée au SEAO

Liste des commandes

Numéro : IMM-15491
Numéro de référence : 1278169
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Garage des Carrières (0113) – Réfection de la dalle du magasin

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca NEQ :	Monsieur Luc Claveau Téléphone : 514 354-0609 Télécopieur :	**Commande : (1608237)** 2019-06-17 8 h 21 **Transmission :** 2019-06-17 8 h 21	3152403 - Addenda 1 2019-07-04 13 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Armatures Bois-Francs Inc (ABF) 249 boul de la Bonaventure Victoriaville, QC, G6T 1V5 http://www.abf-inc.com NEQ : 1143798842	Madame Erika Lynn Johnson Téléphone : 819 758-7501 Télécopieur : 819 758-7629	**Commande : (1608788)** 2019-06-18 7 h 09 **Transmission :** 2019-06-18 7 h 33	3152403 - Addenda 1 2019-07-04 13 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Arcade 1200, rue Bernard-Lefebvre Laval, QC, H7C0A5 NEQ : 1162114673	Monsieur Michel Lehoux Téléphone : 514 881-0579 Télécopieur :	**Commande : (1612413)** 2019-06-27 12 h 19 **Transmission :** 2019-06-27 12 h 19	3152403 - Addenda 1 2019-07-04 13 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Deric Inc 5145, rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca NEQ : 1169078178	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur : 418 522-9758	**Commande : (1608568)** 2019-06-17 13 h 56 **Transmission :** 2019-06-17 13 h 56	3152403 - Addenda 1 2019-07-04 13 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
CONSTRUCTION FLUET INC. 2250, rue Girouard Ouest, suite 12 Saint-Hyacinthe, QC, J2S 3A8 NEQ : 1169370047	Monsieur Hart Jarod Téléphone : 514 402-5363 Télécopieur :	**Commande : (1607693)** 2019-06-14 8 h 15 **Transmission :** 2019-06-14 8 h 18	3152403 - Addenda 1 2019-07-04 13 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction NCP 83 56ieme avenue Ouest Blainville, QC, J7C 1N2 NEQ : 1166963380	Monsieur Jean-Claude Ménard Téléphone : 514	**Commande : (1616111)** 2019-07-08 21 h 25 **Transmission :** 2019-07-08 21 h 59	3152403 - Addenda 1 2019-07-08 21 h 25 - Téléchargement

		378-1530 Télécopieur :		Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	D.G.A.V. Constructions inc. 2285 ave Francis-Hugues, suite 120 Laval, QC, H7S 1n5 http://www.dgavconstruction.com NEQ : 1171665558	Monsieur Dan Dumitru Téléphone : 514 778-6891 Télécopieur : 450 667-5947	**Commande : (1608065)** 2019-06-14 15 h 11 **Transmission :** 2019-06-14 16 h 10	3152403 - Addenda 1 2019-07-04 13 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Le Groupe St-Lambert 9475, rue Meilleur, suite 401 Montréal, QC, H2N 2C5 NEQ : 1143585801	Monsieur Javier Fernandez Téléphone : 514 271-6363 Télécopieur : 514 271-0346	**Commande : (1615192)** 2019-07-05 10 h 17 **Transmission :** 2019-07-05 10 h 20	3152403 - Addenda 1 2019-07-05 10 h 17 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Constructions AGLP inc. 2217 Guenette Montréal, QC, H4R 2E9 http://www.aglp.ca NEQ : 1164137912	Monsieur Peter Papadopoulos Téléphone : 514 747-4646 Télécopieur : 514 747-6556	**Commande : (1607822)** 2019-06-14 10 h 04 **Transmission :** 2019-06-14 10 h 04	3152403 - Addenda 1 2019-07-04 13 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Naxo 1062 Rue Levis Terrebonne, QC, J6W 4L1 NEQ : 1166494014	Monsieur Patrice Lacelle Téléphone : 450 818-9714 Télécopieur : 450 818-9715	**Commande : (1609447)** 2019-06-19 8 h 55 **Transmission :** 2019-06-19 8 h 57	3152403 - Addenda 1 2019-07-04 13 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Norgereq Ltée. 4073 rue Saint-Hubert Montréal, QC, H2L 4A7 http://www.norgereq.com NEQ : 1142550913	Monsieur Mustapha Bakali Téléphone : 514 596-0476 Télécopieur : 514 596-1045	**Commande : (1608753)** 2019-06-17 17 h 48 **Transmission :** 2019-06-17 20 h 34	3152403 - Addenda 1 2019-07-04 13 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Norgereq Ltée. 4073 rue Saint-Hubert Montréal, QC, H2L 4A7 http://www.norgereq.com NEQ : 1142550913	Monsieur Mustapha Bakali Téléphone : 514 596-0476 Télécopieur : 514 596-1045	**Commande : (1617762)** 2019-07-11 14 h 14 **Transmission :** 2019-07-11 14 h 14	3152403 - Addenda 1 2019-07-11 14 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Procova Inc. 1924, rue Vallieres Laval, QC, H7M 3B3 http://www.procova.ca NEQ : 1143985894	Monsieur Étienne Archambault Téléphone : 450 668-3393 Télécopieur :	**Commande : (1608895)** 2019-06-18 9 h 21 **Transmission :** 2019-06-18 9 h 31	3152403 - Addenda 1 2019-07-04 13 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐				

	Roland Grenier Construction 9150 rue Claveau Montréal-Est, QC, H1J 1Z4 NEQ : 1142915231	Monsieur Cyrille Tondu Téléphone : 514 252-1818 Télécopieur :	**Commande : (1607722)** 2019-06-14 8 h 44 **Transmission :** 2019-06-14 8 h 44	3152403 - Addenda 1 2019-07-04 13 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Trempro Construction Inc. 112 rue Industrielle #200 Delson, QC, J5B 1W4 http://www.tremproconstruction.com NEQ : 1165135550	Monsieur Stephane Tremblay Téléphone : 514 903-5460 Télécopieur :	**Commande : (1611784)** 2019-06-26 11 h 50 **Transmission :** 2019-06-26 13 h 02	3152403 - Addenda 1 2019-07-04 13 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1191029004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Objet :	Accorder un contrat à Procova inc., pour la réfection de la dalle du magasin du garage des Carrières et travaux connexes (0113) - Dépense totale de 764 583,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15491 - 5 soumissions.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1191029004- Garage Des Carrières-Réfection de la dalle.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0946

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-20

Cathy GADBOIS
C/S conseil et soutien financiers
Tél : 514-872-1443
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.13

2019/09/19
17:00

(1)

Dossier # : 1197574001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes CIMA+ s.e.n.c. et STGM Architectes s.e.n.c.r.l. pour des travaux visant à sécuriser l'opération de l'ozone à l'usine de production d'eau potable Atwater pour une somme maximale de 3 323 613,88 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 19-17671 (2 soumissionnaires conformes)

Il est recommandé :

1- d'autoriser une dépense de 3 323 613,88 $, taxes incluses, comprenant les dépenses admissibles de 158 267,33 $, taxes incluses, pour la prestation de services professionnels pour la confection des documents d'appel d'offres, le suivi durant la période d'appel d'offres, ainsi que la surveillance pour des travaux visant à sécuriser l'opération de l'ozone à l'usine de production d'eau potable Atwater;

2- d'accorder au soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 323 613,88 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 19-17671;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-18 11:26

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197574001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes CIMA+ s.e.n.c. et STGM Architectes s.e.n.c.r.l. pour des travaux visant à sécuriser l'opération de l'ozone à l'usine de production d'eau potable Atwater pour une somme maximale de 3 323 613,88 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 19-17671 (2 soumissionnaires conformes)

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau doit s'adjoindre des services professionnels d'une équipe multidisciplinaire en ingénierie et en architecture, et ce, dans le but de préparer les documents d'appel d'offres et de faire la surveillance pour la construction des infrastructures nécessaires à l'utilisation sécuritaire de l'ozone à l'usine de production d'eau potable Atwater. La réalisation des travaux devrait débuter au premier trimestre de 2021.
En octobre 2011, un contrat de travaux pour l'ajout d'une filière de traitement de l'eau à l'ozone aux usines Atwater et Charles-J.-Des Baillets (CJDB), réalisés dans le cadre des projets de mise aux normes des usines (MNU) de la DEP, a été octroyé. À la suite d'un arrêt des travaux en 2013 en raison de la découverte de conditions rendant l'opération dangereuse à l'usine Atwater, l'exécution du contrat a été suspendue en attendant de trouver des solutions viables.

Par la suite, des démarches de recherche de solutions ont été effectuées. Vu la complexité du circuit hydraulique, la Ville de Montréal (Ville) a engagé un expert de renommée internationale en ozonation qui nous a orienté vers une solution optimale qui requiert un investissement important pour résoudre la problématique.

Afin de poursuivre les démarches nécessaires pour la réalisation des travaux de la solution optimale qui sont requis à l'opération sécuritaire de l'ozone à l'usine de production d'eau potable Atwater, la DEP doit maintenant s'adjoindre des professionnels pour réaliser la conception de la solution identifiée par l'expert et pour faire la surveillance des travaux.

Un appel d'offres public no 19-17671 a été publié dans le quotidien *Le Devoir* ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) le 15 mai 2019. L'ouverture des soumissions a eu lieu au Service du greffe le 9 juillet 2019. La durée de la publication a été de cinquante-trois (53) jours. La validité des soumissions est de cent quatre-vingts (180) jours suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 5 janvier 2020.

Cinq (5) addendas ont été émis pour les raisons suivantes :

Addenda 1 - 29 mai 2019 - Émission de documents de référence et réponse à dix (10) questions techniques et administratives;
Addenda 2 - 6 juin 2019 - Précision ajoutée au devis et réponse à dix (10) questions techniques et administratives;
Addenda 3 - 10 juin 2019 - Précision ajoutée au devis et réponse à quatre (4) questions techniques et administratives;
Addenda 4 - 12 juin 2019 - Report de date et réponse à trois (3) questions techniques et administratives;
Addenda 5 - 28 juin 2019 - Émission d'un document de référence supplémentaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG11 0310 - Octroyer un contrat à la Coentreprise Degrémont-Allen pour la réalisation de travaux de mécanique de procédé reliés à l'installation d'un système d'ozonation aux usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Baillets - Dépense totale de 22 498 245,48 $, taxes incluses - AO 9901 - Lot T1-902 - (3 soumissionnaires)

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat de services professionnels aux firmes CIMA+ s.e.n.c. et STGM Architectes s.e.n.c.r.l. pour des travaux visant à sécuriser l'opération de l'ozone à l'usine de production d'eau potable Atwater.

Le présent contrat couvre principalement la prestation de services professionnels pour la confection des documents d'appel d'offres, le suivi durant la période d'appel d'offres, ainsi que la surveillance durant la réalisation des travaux.

Les principaux domaines d'expertise requis pour ce mandat sont :

a) l'architecture;
b) la mécanique de procédé;
c) l'hydraulique;
d) l'automatisation et le contrôle;
e) la mécanique du bâtiment;
f) la structure;
g) le génie civil;
h) toutes disciplines connexes requises pour réaliser les mandats confiés.

La rémunération des professionnels pour la prestation des services prévus au contrat est calculée selon les taux horaires présentés dans l'offre de services.

Un montant de 158 267,33 $, taxes incluses, représentant 5 % de la valeur du contrat, a été ajouté au montant du contrat pour toutes autres dépenses accessoires jugées pertinentes dans le cadre du mandat.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public no 19-17671, à deux (2) enveloppes, il y a eu neuf (9) preneurs du cahier des charges. La liste des preneurs du cahier des charges se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.
De ce nombre, cinq (5) d'entre eux font partie des trois (3) soumissions reçues (en tant que cocontractants ingénieurs-architectes), et parmi les quatre (4) autres preneurs de cahier des charges qui n'ont pas soumissionné :

- Un (1) preneur est de la Direction des travaux publics, du Service du développement et des opérations de la Ville;
- Trois (3) preneurs n'ont pas retourné l'avis de désistement.

Le comité de sélection, composé de trois (3) membres, a siégé le 1er août 2019. L'analyse des offres a permis de constater que deux (2) des trois (3) soumissionnaires (cocontractants ingénieurs-architectes) sont conformes et ont obtenu la note de passage de 70 %. Après l'établissement des pointages finaux, le comité de sélection recommande que le mandat soit accordé aux cocontractants ayant obtenu le plus haut pointage final, soit les firmes CIMA+ s.e.n.c et STGM Architectes s.e.n.c.r.l.

Le comité de sélection est arrivé aux résultats présentés au tableau suivant :

Firmes soumissions conformes	**Pointage intérimaire**	**Pointage final**	**Prix de base soumis (taxes incluses)**	**Dépenses admissibles (taxes incluses)**	**Prix total (taxes incluses)**
CIMA+ s.e.n.c / STGM s.e.n.c.r.l.	75,2	0,40	3 165 346,55 $	158 267,33 $	3 323 613,88 $
WSP Canada Inc. / Viau Bastien Gosselin Architectes Inc.	73,2	0,37	3 313 438,37 $	165 671,92 $	3 479 110,29 $
Dernière estimation réalisée			2 760 301,69 $	138 015,08 $	2 898 316,78 $
Écart entre le plus bas soumissionnaire conforme et la dernière estimation ($) *(Le plus bas soumissionnaire conforme – estimation)*					425 297,10 $
Écart entre le plus bas soumissionnaire conforme et la dernière estimation (%) *((le plus bas soumissionnaire conforme – estimation) / estimation) x 100*					14,7%
Écart entre la 2e meilleure note finale et le plus bas soumissionnaire conforme ($) *(2 e meilleure note finale – le plus bas soumissionnaire conforme)*					155 496,41 $
Écart entre la 2e meilleure note finale et le plus bas soumissionnaire conforme (%) *((2 e meilleure note finale – le plus bas soumissionnaire conforme) / le plus bas soumissionnaire conforme) x 100*					4,7%

Le soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage final, CIMA+ s.e.n.c et STGM Architectes s.e.n.c.r.l., a présenté une offre avec un écart défavorable de 14,7% (425 297,10 $) par rapport à l'estimation.

Les validations requises à l'effet que les soumissionnaires recommandés CIMA+ s.e.n.c et STGM Architectes s.e.n.c.r.l ne font pas partie de la liste du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites. De plus, ces soumissionnaires ne sont pas inscrits sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la ville de Montréal.

Les soumissions recommandées sont conformes en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

Ce contrat est visé par la Loi sur l'intégrité en matière des contrats publics (LIMCP),en vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entrée en vigueur le 2 novembre 2015.

La firme CIMA+ s.e..n.c., détient une autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP). Une copie de l'autorisation est jointe au présent dossier.

La firme STGM Architectes s.e.n.c.r.l. détient une autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP). Une copie de l'autorisation est jointe au présent dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total relatif au contrat à octroyer est de 3 323 613,88 $, taxes incluses, comprenant le coût du contrat d'un montant de 3 165 346,55 $, ainsi qu'un montant de 158 267,33 $, taxes incluses, pour des dépenses admissibles.
La dépense de 3 323 613,88 $, taxes incluses, représente un coût net de 3 034 902,48 $, lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ».*

Cette dépense sera financée par l'emprunt à la charge de l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La gestion des infrastructures de production d'eau potable répond à l'une des priorités du *Plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l'eau ».*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le refus du présent dossier, la filière de traitement à l'ozone de l'usine Atwater ne pourra pas être mise en opération.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier décisionnel : septembre 2019
Début du mandat : octobre 2019
Fin du contrat : octobre 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Simona RADULESCU TOMESCU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Paule BIRON, Service des affaires juridiques

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Faical BOUZID
c/s - Bureau Projets

Tél : 514 868-5144
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-07

Faical BOUZID
c/s - Bureau Projets

Tél : 514 868-5144
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2019-08-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2019-08-15

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 17 octobre 2018

CIMA+ S.E.N.C.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS PLOURDE
3400, BOUL DU SOUVENIR, BUR. 600
LAVAL (QC) H7V 3Z2

N° de décision : 2018-CPSM-1057514
N° de client : 3000148732

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- AUDY FARLEY LALANDE LA BERGE ET ASSOCIÉS
- CÉDÉGER
- CIMA +
- CIMA + GATINEAU
- CIMA + INTERNATIONAL
- CIMA + LONGUEUIL
- CIMA + MONTRÉAL
- CIMA + RIVIÈRE DU LOUP
- CIMA + SAINT-JÉRÔME
- CIMA + SENC
- CIMA + SHERBROOKE
- CIMA PLUS
- CIMA QUÉBEC
- CIMA+/WALSH/ISIS
  CIMA-INFO
  COENTREPRISE CIMA +/GROUPE CARTIER
- COENTREPRISE CIMA+ / LE GROUPE IBI
- COENTREPRISE CIMA+/TECSULT
- COPAC ET ASSOCIÉS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

- DUPUIS, ROUTHIER RIEL ET ASSOCIÉS
- LE CONSORTIUM CIMA+/ROCHE-DELUC/ITRANS
- LECLAIR NADEAU LAMBERT LALLIER ET ASSOCIÉS
- LEGAULT MERCIER ST-GERMAIN PIGEON ET ASSOCIÉS
- LNR ET ASSOCIÉS
- RDO ET ASSOCIÉS

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). CIMA+ S.E.N.C. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 janvier 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Sania Richard

Directrice des contrats publics et
des entreprises de services monétaires par intérim

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 10 février 2017

ST-GELAIS MONTMINY & ASSOCIÉS ARCHITECTES, S.E.N.C.R.L.
A/S MADAME DOMINIQUE ST-GELAIS
2980, BOUL SAINTE-ANNE
QUÉBEC (QC) G1E 3J3

N° de décision : 2017-CPSM-1009410
N° de client : 2700030230

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- CODEX, CONSULTANTS EN CODES ET NORMES
- FIXION3D
- ST-GELAIS MONTMINY & ASSOCIÉS ARCHITECTES S.E.N.C.R.L.
- ST-GELAIS MONTMINY + ASSOCIÉS ARCHITECTES
- STGM ARCHITECTES
- TOPO PLANIFICATION

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). ST-GELAIS MONTMINY & ASSOCIÉS ARCHITECTES, S.E.N.C.R.L. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **6 octobre 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1197574001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes CIMA+ s.e.n.c. et STGM Architectes s.e.n.c.r.l. pour des travaux visant à sécuriser l'opération de l'ozone à l'usine de production d'eau potable Atwater pour une somme maximale de 3 323 613,88 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 19-17671 (2 soumissionnaires conformes)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17671 int. d'octroi.pdf 19-17671 tableau.pdf 19-17671 pv.pdf

SEAO Liste des commandes.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Simona RADULESCU TOMESCU
Agent d'approvisionnement niv.2
Tél : 514 872-5282

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-09

Lina PICHÉ
Chef de section
Tél : 514 868-5740
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17671 — No du GDD : 1197574001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour la confection des documents d'appel d'offres pour construction d'un système de mitigation des variations de pression dans les bassins de contact d'ozone à l'usine d'eau potable.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :	15 - 5 - 2019	Nombre d'addenda émis durant la période :	5
Ouverture originalement prévue le :	18 - 6 - 2019	Date du dernier addenda émis :	28 - 6 - 2019
Ouverture faite le :	9 - 7 - 2019	Délai total accordé aux soumissionnaires :	54 jrs
Date du comité de sélection :	1 - 8 - 5		

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9 — Nbre de soumissions reçues : 3 — % de réponses : 33,33

Nbre de soumissions rejetées : 1 — % de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
SNC Lavalin Inc.	Pas obtenu la note intérimaire suffisante

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs — Date d'échéance initiale : 5 - 1 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs — Date d'échéance révisée : 5 - 1 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
WSP Canada Inc.	3 313 438,37 $		
Cima + s.e.n.c.	3 165 346,55 $	X	

Information additionnelle

Des six preneurs n'ayant pas déposé d'offres, une était une ville, deux sont sous-traitants des soumissionnaires et une s'est désistée mentionnant un manque d'information technique. Nous n'avons pas de réponse des deux restantes.

Préparé par : Pierre L'Allier — Le 9 - 8 - 2019

19-17671 - Services professionnels pour la confection des documents d'appel d'offres pour construction d'un système de mitigation des variations de pression dans les bassins de contact d'ozone à l'usine d'eau potable Atwater

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Approche proposée 10%	Expérience et expertise des firmes dans des travaux semblables 15%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Capacité de production et échéancier 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
SNC Lavalin Inc.	2,83	6,00	6,67	10,50	23,00	19,33	68,3			Non conforme
WSP Canada Inc.	3,83	7,00	7,67	12,00	22,33	20,33	73,2	3 313 438,37 $	0,37	2
CIMA +s.e.n.c.	3,67	8,67	7,67	11,50	22,33	21,33	75,2	3 165 346,55 $	0,40	1
0							-		-	
0							-		-	

Comité	
Date	1e août 2019
Heure	9h00
Lieu	255 Crénazie Est, 4e étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée Fermer la session

English
Avis du jour
Service à la clientèle
Aide
Recherche avancée
Commandes
Panier
Mon SEAO
Mes avis
Rapports
Profil
Organisation

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 19-17671
Numéro de référence : 1267858
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Services professionnels pour la confection des documents d'appel d'offres pour construction d'un système de mitigation des variations de pression dans des bassins de contact d'ozone à l'usine d'eau potable Atwater

☐	Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
☐	.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Madame Karima Aïnenas Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1595784)** 2019-05-16 17 h 15 **Transmission :** 2019-05-16 17 h 15	3135687 - 19-17671 Addenda 1 (devis) 2019-05-29 15 h 54 - Courriel 3135688 - 19-17671 Addenda 1 (plan) 2019-05-29 15 h 54 - Courriel 3140044 - 19-17671 Addenda 2 2019-06-06 14 h 39 - Courriel

				3141403 - 19-17671 Addenda 3 (devis) 2019-06-10 15 h 49 - Courriel 3141404 - 19-17671 Addenda 3 (bordereau) 2019-06-10 15 h 49 - Téléchargement 3142674 - 19-17671 Addenda 4 Report de date 2019-06-12 15 h 20 - Courriel 3150585 - 19-17671 Addenda 5 2019-06-28 14 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Annie Boivin . Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1595192)** 2019-05-16 7 h 19 **Transmission :** 2019-05-16 7 h 19	3135687 - 19-17671 Addenda 1 (devis) 2019-05-29 15 h 54 - Courriel 3135688 - 19-17671 Addenda 1 (plan) 2019-05-29 15 h 54 - Courriel 3140044 - 19-17671 Addenda 2 2019-06-06 14 h 39 - Courriel 3141403 - 19-17671 Addenda 3 (devis) 2019-06-10 15 h 49 - Courriel 3141404 - 19-17671 Addenda 3 (bordereau) 2019-06-10 15 h 49 - Téléchargement 3142674 - 19-17671 Addenda 4 Report de date 2019-06-12 15 h 20 - Courriel 3150585 - 19-17671 Addenda 5 2019-06-28 14 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services EXP Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1595637)** 2019-05-16 14 h 45 **Transmission :** 2019-05-16 14 h 45	3135687 - 19-17671 Addenda 1 (devis) 2019-05-29 15 h 54 - Courriel 3135688 - 19-17671 Addenda 1 (plan) 2019-05-29 15 h 54 - Courriel 3140044 - 19-17671 Addenda 2 2019-06-06 14 h 39 - Courriel 3141403 - 19-17671 Addenda 3 (devis) 2019-06-10 15 h 49 - Courriel 3141404 - 19-17671 Addenda 3 (bordereau) 2019-06-10 15 h 49 - Téléchargement 3142674 - 19-17671 Addenda 4 Report de date 2019-06-12 15 h 20 - Courriel 3150585 - 19-17671 Addenda 5 2019-06-28 14 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Réal Paul Architecte Inc. 5605 avenue de Gaspé bureau 403 Montréal, QC, H2T 2A4 NEQ : 1170528856	Madame Geneviève Chemouil Téléphone : 514 954-0003 Télécopieur : 514 954-0111	**Commande : (1598015)** 2019-05-23 9 h 12 **Transmission :** 2019-05-23 9 h 12	3135687 - 19-17671 Addenda 1 (devis) 2019-05-29 15 h 54 - Courriel 3135688 - 19-17671 Addenda 1 (plan) 2019-05-29 15 h 54 - Courriel 3140044 - 19-17671 Addenda 2 2019-06-06 14 h 39 - Courriel 3141403 - 19-17671 Addenda 3 (devis) 2019-06-10 15 h 49 - Courriel 3141404 - 19-17671

				Addenda 3 (bordereau) 2019-06-10 15 h 49 - Téléchargement 3142674 - 19-17671 Addenda 4 Report de date 2019-06-12 15 h 20 - Courriel 3150585 - 19-17671 Addenda 5 2019-06-28 14 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SDO - DTP - Division de l'estimation des contrats 801 Brennan, 7e Étage Montréal, QC, H3C 0G4 NEQ :	Madame Renu Mathew Téléphone : 514 872-5629 Télécopieur : 514 872-5629	**Commande : (1600513)** 2019-05-28 13 h 13 **Transmission :** 2019-05-28 13 h 13	Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1595332)** 2019-05-16 9 h 30 **Transmission :** 2019-05-16 9 h 30	3135687 - 19-17671 Addenda 1 (devis) 2019-05-29 15 h 54 - Courriel 3135688 - 19-17671 Addenda 1 (plan) 2019-05-29 15 h 54 - Courriel 3140044 - 19-17671 Addenda 2 2019-06-06 14 h 39 - Courriel 3141403 - 19-17671 Addenda 3 (devis) 2019-06-10 15 h 49 - Courriel 3141404 - 19-17671 Addenda 3 (bordereau) 2019-06-10 15 h 49 - Téléchargement 3142674 - 19-17671 Addenda 4 Report de date 2019-06-12 15 h 20 - Courriel 3150585 - 19-17671 Addenda 5 2019-06-28 14 h 55 -

				Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	St-Gelais Montminy architectes 468, rue St-Jean, Bureau 300 Montréal, QC, H2Y2S1 http://www.stgm.net NEQ : 3360024775	Monsieur Guillaume Robin Téléphone : 418 626-8224 Télécopieur :	**Commande : (1606506)** 2019-06-11 16 h 41 **Transmission :** 2019-06-11 16 h 41	3135687 - 19-17671 Addenda 1 (devis) 2019-06-11 16 h 41 - Téléchargement 3135688 - 19-17671 Addenda 1 (plan) 2019-06-11 16 h 41 - Téléchargement 3140044 - 19-17671 Addenda 2 2019-06-11 16 h 41 - Téléchargement 3141403 - 19-17671 Addenda 3 (devis) 2019-06-11 16 h 41 - Téléchargement 3141404 - 19-17671 Addenda 3 (bordereau) 2019-06-11 16 h 41 - Téléchargement 3142674 - 19-17671 Addenda 4 Report de date 2019-06-12 15 h 20 - Courriel 3150585 - 19-17671 Addenda 5 2019-06-28 14 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tetra Tech QI Inc. 5100, rue Sherbrooke Est, bur. 900 Montréal, QC, H1V3R9 NEQ : 1169411510	Madame Caroline Champagne Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	**Commande : (1595457)** 2019-05-16 11 h 20 **Transmission :** 2019-05-16 11 h 20	3135687 - 19-17671 Addenda 1 (devis) 2019-05-29 15 h 54 - Courriel 3135688 - 19-17671 Addenda 1 (plan) 2019-05-29 15 h 54 - Courriel 3140044 - 19-17671 Addenda 2 2019-06-06 14 h 39 - Courriel 3141403 - 19-17671 Addenda 3 (devis)

				2019-06-10 15 h 49 - Courriel 3141404 - 19-17671 Addenda 3 (bordereau) 2019-06-10 15 h 49 - Téléchargement 3142674 - 19-17671 Addenda 4 Report de date 2019-06-12 15 h 20 - Courriel 3150585 - 19-17671 Addenda 5 2019-06-28 14 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon. Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1595786)** 2019-05-16 17 h 19 **Transmission :** 2019-05-16 17 h 19	3135687 - 19-17671 Addenda 1 (devis) 2019-05-29 15 h 54 - Courriel 3135688 - 19-17671 Addenda 1 (plan) 2019-05-29 15 h 54 - Courriel 3140044 - 19-17671 Addenda 2 2019-06-06 14 h 39 - Courriel 3141403 - 19-17671 Addenda 3 (devis) 2019-06-10 15 h 49 - Courriel 3141404 - 19-17671 Addenda 3 (bordereau) 2019-06-10 15 h 49 - Téléchargement 3142674 - 19-17671 Addenda 4 Report de date 2019-06-12 15 h 20 - Courriel 3150585 - 19-17671 Addenda 5 2019-06-28 14 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197574001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes CIMA+ s.e.n.c. et STGM Architectes s.e.n.c.r.l. pour des travaux visant à sécuriser l'opération de l'ozone à l'usine de production d'eau potable Atwater pour une somme maximale de 3 323 613,88 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 19-17671 (2 soumissionnaires conformes)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1197574001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-14

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2648
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.14

2019/09/19
17:00

(1)

Dossier # : 1197666001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Compétence d'agglomération :	Culture Montréal
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Approuver la Modification no. 1 à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications portant le montant total de l'Entente de 153 140 000 $ à 154 860 000 $, soit une augmentation de 1 720 000 $. Effectuer une correction de l'identification de la contribution de la Ville à l'axe 1 - Patrimoine.

Il est recommandé :
- d'approuver la Modification no. 1 à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications portant le montant total de l'Entente de 153 140 000 $ à 154 860 000 $, soit une augmentation de 1 720 000 $.

- d'autoriser le greffier et la mairesse à signer cette entente pour et au nom de la Ville.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-07-26 09:34

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197666001**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Compétence d'agglomération :	Culture Montréal
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Approuver la Modification no. 1 à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications portant le montant total de l'Entente de 153 140 000 $ à 154 860 000 $, soit une augmentation de 1 720 000 $. Effectuer une correction de l'identification de la contribution de la Ville à l'axe 1 - Patrimoine.

CONTENU

CONTEXTE

L'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 a été approuvée par le conseil d'agglomération le 23 août 2018. Cette entente portait initialement sur une somme globale de 153 140 000 $ répartie sur 4 axes d'intervention avec des projets et des programmes visant :

1. Le patrimoine (site patrimonial de Montréal et agglomération/sites patrimoniaux déclarés du Mont-Royal et du Bois-de-Saraguay)
2. Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne
3. Le numérique
4. L'entrepreneuriat culturel (études seulement)

Dans sa lettre adressée à la Mairesse et datée du 21 mars 2019, la ministre de la Culture et des Communications (MCC) confirmait une aide financière supplémentaire de 860 000 $, soit 500 000 $ pour favoriser la présence des cultures autochtones dans l'espace public et 360 000 $ pour réaliser des projets et des activités culturelles destinées aux personnes aînées. Conformément aux règles de l'Entente sur le développement culturel, selon lesquelles les partenaires financent les programmes/projets à 50-50, la Ville de Montréal s'engage à investir des montants équivalents pour les mêmes objets.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0430 – 23 août 2018 – Approuver le projet d'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.
CG18 0235 – 26 avril 2018 – Approuver le projet de modification no. 1 à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2018 entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications, à la suite de l'ajout d'une participation financière de 351 500 $ du Ministère, portant le montant total de l'Entente de 39 791 500 $ à 40 143 000 $.

CG17 0315 – 24 août 2017 – Approuver le projet d'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2018 entre le ministre de la Culture et de Communications et la Ville de Montréal.

CG17 0316 – 24 août 2017 - Approuver les modifications à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal, attestant que le ministère désengage du montant initialement annoncé à la Ville, une somme de 11,3 M$ et qu'il réengage le même montant au Programme d'Aide aux immobilisations qu'il administre lui-même.

CG17 0264 – 15 juin 2017 - Approuver la Modification No.1 à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal, à la suite de l'ajout d'une participation financière de 14 782 900 $ provenant du Ministère, portant le montant total de l'entente de 54 427 215 $ à 69 210 115 $.

DESCRIPTION

Dans sa lettre du 21 mars 2019, la ministre annonce une aide financière complémentaire de 860 000 $ à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021. Cette somme est accordée à la Ville de Montréal en vertu du programme *Aide aux initiatives de partenariat* du MCC.
Les engagements conjoints de la Ville et du MCC auront pour objectifs de:

- **Favoriser la présence des cultures et des arts autochtones dans l'espace publics**
  Les projets réalisés grâce au soutien accordé aux cultures et aux artistes et artisans autochtones sont directement alignés avec la Stratégie de réconciliation avec les Peuples autochtones de la Ville de Montréal.

  La réalisation des actions et projets sera coordonnée par le Service de la culture et le Bureau des relations gouvernementales et municipales et aura pour objectif :
  1. d'améliorer la visibilité de la présence autochtone en milieu urbain par l'art autochtone dans le design urbain;
  2. d'améliorer la visibilité des langues, de l'histoire et des histoires des Premières Nations en milieu urbain via les supports audio et numérique;
  3. d'améliorer les statistiques sur la population autochtone afin que les programmes ciblent mieux la population;
  4. de promouvoir les langues autochtones : leur utilisation et leur apprentissage par les citoyens autochtones à Montréal;
  5. de rejoindre les citoyens autochtones et promouvoir leur culture;
  6. de soutenir les artistes autochtones et appuyer leur développement professionnel;
  7. de mettre en valeur l'offre culturelle autochtone et promouvoir les artistes.

  Investissements: 500 000 $ MCC et 500 000 $ Ville

- **Réaliser des projets et des activités culturelles destinées aux personnes aînées**.
  En accord avec la Plan d'action municipal pour les personnes ainées 2018-2020, des actions et des projets seront réalisés afin de bonifier les activités culturelles qui sont destinées aux personnes ainées et de leur offrir des outils et des services adaptés en matière d'activités culturelles.

  Les actions et les projets qui seront coordonnés par le Service de la culture contribueront à l'atteinte des objectifs suivants du plan d'action municipal:
  1. Objectif 1 : Contribuer à faire de Montréal une ville universellement accessible pour les personnes ainées
  2. Objectif 4: Mieux faire connaître la réalité des personnes ainées à la population
  3. Objectif 5: Contribuer à ce que les personnes ainées demeurent actives dans la communauté
  4. Objectif 6: Favoriser la participation citoyenne et l'engagement social chez les personnes ainées

  Investissements: 360 000 $ MCC et 360 000 $ Ville

Correction de l'identification de la contribution de la Ville : Sous axe 1.1. Site patrimonial déclaré de Montréal / Agglomération de Montréal
Une correction au niveau de la provenance budgétaire de la contribution de la Ville pour le sous-axe 1.1. Site patrimonial déclaré de Montréal / Agglomération de Montréal est nécessaire.

Une contribution de la Ville de 2 513 032 $ dont la provenance a été identifiée dans l'Entente comme provenant du programme triennal d'immobilisation (PTI) de la Ville est modifié afin d'associer sa provenance au budget de fonctionnement (BF). Cette correction est nécessaire car les projets archéologiques et les subventions octroyées dans le cadre du Règlement municipal 04-026 *Règlement sur les subventions à la restauration et à la rénovation des bâtiments à valeur patrimoniale et aux fouilles archéologiques* sont planifiées dans le budget de fonctionnement de la Division du patrimoine. Cette modification est donc sans impact pour le budget de la Ville.

JUSTIFICATION

L'adoption d'une version modifiée de l'Entente 2018-2021 permettra de mettre en œuvre les activités de valorisation des cultures autochtones et les activités destinées aux aînées qui devraient débuter à l'automne 2019.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tableau résumé des sommes respectives investies par la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications. Les sommes indiquées en gras reflètent les modifications apportées à l'entente.

	MCC		**Ville**		
	Transfert	**Dette**	**BF**	**PTI**	**Total**
Axe 1 - Le patrimoine	1 245 000 $	19 500 000 $	1 245 000 $	19 500 000 $	41 490 000 $
Correction Axe 1	- $	- $	**2 513 032 $**	**(2 513 032) $**	- $
Axe 2 - Les quartiers culturels	9 540 000 $	45 950 000 $	18 540 000 $	33 050 000 $	107 080 000 $
Ajout Axe 2 - Ainés	**360 000 $**	**- $**	**360 000 $**	**- $**	**720 000 $**

Ajout Axe 2 - Autochtones	**500 000 $**	**- $**	**500 000 $**	**- $**	**1 000 000 $**
Axe 3 - Le numérique	600 000 $	1 550 000 $	600 000 $	1 550 000 $	4 300 000 $
Axe 4 - L'entrepreneuriat culturel	135 000 $	- $	135 000 $	- $	270 000 $
Total	12 380 000 $	67 000 000 $	23 893 032 $	51 586 968 $	154 860 000 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville appuie la reconnaissance de la culture comme 4e pilier du développement durable et, en ce sens, les projets contenus dans l'Entente contribuent directement au développement durable. En effet, les valeurs intrinsèques aux processus culturels, telles que la diversité, la créativité ou l'esprit critique, sont essentielles au développement durable de nos sociétés.
Par ailleurs, plusieurs thèmes cités nommément dans la *Stratégie de développement durable de la Ville de Montréal* rejoignent plusieurs finalités des projets contenus dans l'Entente, notamment :

- la diversité et le dynamisme culturels;
- la protection du patrimoine;
- l'innovation et le savoir;
- la promotion de l'économie locale;
- la compétitivité : tourisme culturel;
- le développement de l'art public.

De plus, la Ville de Montréal assume le leadership de l'*Agenda 21C* qui énonce que la « culture est une composante majeure et essentielle de la société ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le gouvernement du Québec est un partenaire de premier plan et de longue date. L'engagement financier des partenaires que sont la Ville et le MCC dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal est primordial pour l'avenir de la métropole culturelle. La culture, vecteur de développement pour Montréal, a des impacts significatifs tant au niveau de la qualité de vie des citoyens de la cohésion sociale que du développement économique. L'Entente sur le développement culturel de Montréal est un outil important qui contribue à l'essor de la culture à Montréal et permet à la Ville de se distinguer à l'échelle internationale.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une action de communication est recommandée en accord avec le Service des communications.

De plus, les projets réalisés dans le cadre de l'Entente doivent se conformer au protocole de visibilité établi entre la Ville et le MCC, tel que décrit dans le Guide d'application du protocole de visibilité pour les organismes subventionnés, les arrondissements et les services de la Ville.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Renaud GOSSELIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Benoît FAUCHER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Jean J THERRIEN, Direction générale
Marie-Ève LACHAPELLE-BORDELEAU, Direction générale

Lecture :

Marie-Ève LACHAPELLE-BORDELEAU, 23 juillet 2019
Benoît FAUCHER, 23 juillet 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphanie ROSE
Conseiller(ere) en planification

Tél : 514-868-5856
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-23

Ivan FILION
Directeur des bibliothèques
Pour Suzanne Laverdière, directrice du Service de la culture, et ce, conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4) (Délégation de pouvoirs en pj)

Tél : 514 872-1608
Télécop. : 514 872-5588

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur des bibliothèques
Pour Suzanne Laverdière, directrice du Service

de la culture, et ce, conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4) (Délégation de pouvoirs en pj)

Tél : 514 872-1608

Approuvé le : 2019-07-25

Québec

Gouvernement du Québec
Ministre de la Culture et des Communications
Ministre responsable de la Langue française
Députée de Montarville

Québec, le 21 mars 2019

Madame Valérie Plante
Mairesse
Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est, bureau 3.100 R
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Madame la mairesse,

J'ai le plaisir de vous annoncer qu'une aide financière de 860 000 $ vous sera versée en complément du montant déjà annoncé le 5 juillet 2018, ce qui porte la contribution totale du ministère de la Culture et des Communications à 79 380 000 $ pour la mise en œuvre de l'entente dans le cadre du programme Aide aux initiatives de partenariat.

La participation financière supplémentaire du Ministère se décline comme suit :

- Favoriser la présence des cultures et des arts autochtones dans l'espace public — 500 000 $
- Réaliser des projets et des activités culturels destinés aux personnes aînées — 360 000 $

Madame Danielle Dubé, directrice générale de la métropole, communiquera sous peu avec vous pour préciser les modalités et les conditions relatives au versement et à l'utilisation de cette subvention, lesquelles seront détaillées dans une convention supplémentaire. Par ailleurs, si vous prévoyez faire une annonce publique, avant d'entamer des démarches en ce sens, je vous demande de communiquer avec la personne mentionnée précédemment.

Souhaitant que notre contribution vous aide à atteindre vos objectifs, je vous remercie de votre participation à l'essor de la culture et des communications au Québec et vous prie d'agréer, Madame la mairesse, mes salutations distinguées.

La ministre,

NATHALIE ROY

N/Réf. : 530017 et 530039

Québec
Édifice Guy-Frégault
225, Grande Allée Est
Bloc A, 1er étage
Québec (Québec) G1R 5G5
Téléphone : 418 380-2310
Télécopieur : 418 380-2311
www.mcc.gouv.qc.ca

Montréal
1435, rue De Bleury, bureau 800
Montréal (Québec) H3A 2H7
Téléphone : 514 873-2137
Télécopieur : 514 873-0980

Montréal

Projets en soutien aux cultures autochtones (Design, connaissance et langues)

Objectifs	Projets	Fournisseurs	2019	2020
Améliorer la visibilité de la présence autochtone en milieu urbain par l'art autochtone dans le design urbain	Aménagement de commémoration et mise en valeur de l'histoire autochtone (rue Peel, Fort Lorette, autres à venir)	Consultants en design : artistes autochtones	35 000 $	6 500 $
Améliorer la visibilité des langues, de l'histoire et des histoires des Premières Nations en milieu urbain via les supports audio et numérique	Ballado historique en FR, EN et langue autochtones	Centre culturel de Kahnawake + *Portrait sonore* (OBNL)	30 000 $ (3 000 $ / arrêt pour 10 arrêts) 30 000 $ traduction en anglais et kanienke'ha	-
	Ballado en réalité augmentée	Montréal en histoire (OBNL)	90 000 $ (45 000 $ / arrêt x 2 arrêts)	-
Améliorer les statistiques sur la population autochtone : des programmes qui ciblent mieux la population	Étude sur la diversité de la population autochtone à Montréal	Consultant / OBNL autochtone	25 000 $	-

En date du 23 août 2019

Montréal

Objectifs	Projets	Fournisseurs	2019	2020
Promotion des langues autochtones : leur utilisation et leur apprentissage par les citoyens autochtones à Montréal.	Traduction de documents significatifs en langues autochtones (Premières Nations et Inuit)	traduction x 11 langues (3 500 $ / langue)	38 500 $	-
	Appui en développement de compétences en enseignement des langues autochtones : développement de manuels pédagogique en enseignement langue seconde	Montréal Autochtone et Kiuna	100 000 $	50 000 $
Sous-total			**348 500 $**	**56 500 $**

Montréal

Projets en soutien aux cultures autochtones (culture)

Objectif	Projet	2019	2020
Rejoindre les citoyens autochtones et promouvoir leur culture	La littérature et les langues autochtones dans les bibliothèques (2019-2020)	30 000 $	-
	Les créateurs et la musique autochtones dans les bibliothèques (2020-2021)	-	30 000 $
	Projets à définir découlant du Plan d'inclusion de l'autochtonie du *réseau Accès culture* (à développer en 2019)	-	20 000 $
Soutenir les artistes autochtones et appuyer leur développement professionnel	Programme d'art mural (volet 4 - Artistes autochtones)	75 000 $	75 000 $
	Programme d'art public temporaire	100 000 $	100 000 $
Mettre en valeur de l'offre culturelle autochtone et promouvoir les artistes	Accueil et circulation d'artistes autochtones *(Projet du réseau Accès culture)*	90 000 $	60 000 $
	Résidences d'artistes autochtones *(Projet du réseau Accès culture)*	5 000 $	10 000 $
	Sous-total	**300 000**	**295 000**
	TOTAL	**648 500**	**351 500**
	Grand Total		**1 000 000**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1197666001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Approuver la Modification no. 1 à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications portant le montant total de l'Entente de 153 140 000 $ à 154 860 000 $, soit une augmentation de 1 720 000 $. Effectuer une correction de l'identification de la contribution de la Ville à l'axe 1 - Patrimoine.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme cet Avenant à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2019.

FICHIERS JOINTS

Avenant visé 23-07-2019.pdf2. Annexe A et reddition 2018-2021 5 juillet 2019VF.pdf

3. Annexe B_Entente 2018-2021 4 juillet 2019.xlsx4. Annexe C PlanFinanc.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renaud GOSSELIN
Avocat
Tél : 514-868-4132

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-24

Marie-Andrée SIMARD
Notaire et chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
23 JUIL. 2019
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF

AVENANT

À

L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2018-2021

ENTRE **LA MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**, pour et au nom du gouvernement du Québec, représentée par madame Laurence A. St-Denis, directrice générale de la métropole par intérim, dûment autorisée aux termes du Règlement sur la signature de certains actes, documents ou écrits du ministère de la Culture et des Communications (RLRQ, chapitre M-17.1, r.1);

(ci-après la « MINISTRE »),

ET **LA VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public légalement constituée, ayant son hôtel de ville à l'Édifice Lucien-Saulnier situé au 155, rue Notre-Dame Est, Montréal, province de Québec, H2Y 1B5, agissant et représentée par M[e] Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

(ci-après la « VILLE »).

ATTENDU QUE les parties ont conclu, le 14 septembre 2018, une convention d'aide financière (ci-après la « Convention »);

ATTENDU QUE la MINISTRE a confirmé le 21 mars 2019 une majoration de l'aide financière initialement accordée dans la Convention pour favoriser la présence des cultures et des langues autochtones dans l'espace public et pour réaliser des projets et des activités culturels destinés aux personnes aînées;

ATTENDU QU'il est devenu nécessaire de modifier certains articles de la Convention;

ATTENDU QU'il est devenu nécessaire de modifier l'« Annexe A et reddition de comptes » de la Convention pour définir l'utilisation des sommes supplémentaires;

ATTENDU QUE l'annexe de la Convention erronément intitulée « Annexe A. Programmation de l'Entente 2018-2021 » aurait plutôt dû porter le titre « Annexe B. Programmation de l'Entente 2018-2021 » et qu'une rectification à cet effet est nécessaire;

ATTENDU QU'il est devenu nécessaire de modifier l'« Annexe B. Programmation de l'Entente 2018-2021 » de la Convention afin de la rendre fidèle à la nouvelle répartition budgétaire;

ATTENDU QU'il est devenu nécessaire de modifier l'Annexe C « Plan de financement de l'Entente 2018-2021 » de la Convention afin de la rendre fidèle à la nouvelle répartition budgétaire;

POUR CES MOTIFS, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. <u>MODIFICATION DE L'ARTICLE 2</u>

L'article 2 de la Convention est remplacé par le suivant :

« 2. ENGAGEMENTS DE LA MINISTRE

2.1 Conformément à la lettre d'annonce du 21 mars 2019, et en considération des engagements de la VILLE, la MINISTRE s'engage à participer financièrement à la réalisation des programmes, projets et activités, pour un montant total n'excédant pas soixante-dix-neuf millions trois cent quatre-

vingt mille dollars (79 380 000 $), le tout sous réserve de la *Loi sur l'Administration financière* (RLRQ, c. A-6.001) et de la *Loi sur l'Administration publique* (RLRQ, c. A-6.01).

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement, conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (RLRQ, c. A-6.001);

2.2 Le montant de la participation financière totale de la MINISTRE se répartit comme suit :

A. Enveloppe d'immobilisations en service de la dette :

2.2.1 Une somme de soixante-sept millions de dollars (67 000 000 $) est versée à la VILLE à même les crédits en service de la dette selon les modalités de versement prévues à la clause 4 et incluant :

a) Les frais de financement temporaire et les frais d'escompte et d'émission d'obligations pour le montant de la participation financière de la MINISTRE, mais auxquels s'ajoutent les frais et intérêts de financement à long terme, lesquels sont versés selon les modalités de versement prévues à la clause 4 ci-dessous;

b) De cette somme, treize millions cinq cent mille dollars (13 500 000 $) sont accordés pour le développement des collections des bibliothèques, soit quatre millions cinq cent mille dollars (4 500 000 $) par année.

B. Enveloppe en crédits directs :

2.2.2 Une somme de douze millions trois cent quatre-vingt mille dollars (12 380 000 $) est versée à la VILLE à même les crédits directs selon les modalités de versement prévues à la clause 4.

2018-2019 :
Quatre millions trois cent quatre-vingt mille dollars (4 380 000 $)

2019-2020 :
Trois millions neuf cent cinquante mille dollars (3 950 000 $)

2020-2021 :
Quatre millions cinquante mille dollars (4 050 000 $)

Une partie de cette contribution, d'un montant de trois millions de dollars (3 000 000 $), soit un million (1 000 000 $) par année, sera puisée à même le Fonds du patrimoine culturel québécois. »

2. MODIFICATION DE L'ARTICLE 3.1

L'article 3.1 de la Convention est remplacé par le suivant :

« 3.1 Participer à la réalisation des programmes, projets et activités en y affectant, pour les années 2018-2019, 2019-2020 et 2020-2021, un montant de soixante-quinze millions quatre cent quatre-vingt mille dollars (75 480 000 $), lequel se répartit comme suit :

A. Enveloppe d'immobilisations en service de la dette : Cinquante et un millions cinq cent quatre-vingt-sept mille dollars (51 587 000 $).

B. Enveloppe en crédits de fonctionnement : Vingt-trois millions huit cent quatre-vingt-treize mille dollars (23 893 000 $). »

3 MODIFICATION DE L'ANNEXE A

L'Annexe A de la Convention est remplacée par l'Annexe A jointe au présent avenant.

4 MODIFICATION DU TITRE D'UNE ANNEXE

Le titre de l'annexe de la Convention intitulée « Annexe A. Programmation de l'Entente 2018-2021 » est remplacé par « Annexe B. Programmation de l'Entente 2018-2021 ».

5 MODIFICATION DE L'ANNEXE B

L'Annexe B de la Convention est remplacée par l'Annexe B jointe au présent avenant.

6 MODIFICATION DE L'ANNEXE C

L'Annexe C de la Convention est remplacée par l'Annexe C jointe au présent avenant.

7 INTERPRÉTATION

Les autres dispositions de la Convention qui ne sont pas touchées par le présent avenant continuent d'avoir effet selon les termes de la Convention.

8 MISE EN VIGUEUR

Le présent avenant entrera en vigueur lors de sa signature et il prendra fin à la date où les obligations de chacune des parties seront remplies.

15138

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en deux (2) exemplaires, à la date indiquée en regard de leur signature respective :

La MINISTRE

Laurence A. St-Denis Directrice générale de la métropole par intérim	Date

La VILLE

M^{e} Yves Saindon Greffier	Date

Cet avenant a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le ^{e} jour de ..... 20___ (Résolution CG .....).

Entente de développement culturel - ANNEXE A et reddition de comptes

TRIENNALE

PROGRAMME D'AIDE AUX INITIATIVES DE PARTENARIAT

Objet de la présente version du document :	Élaboration du menu de l'entente			
Demande d'aide financière (DAF)	Numéro de la DAF 1 : 530017	Numéro de la DAF 2 : 530039	Numéro de la DAF 3 :	Numéro de la DAF 4 :
Région administrative	06 Montréal			
Entente conclue entre	le ministère de la Culture et des Communications (MCC)			

Et	**Partenaires**	**Titre de la politique culturelle**	**Année d'adoption**
Partenaire mandataire	Ville de Montréal version 5 juillet 2019	Conjuguer la créativité et l'expérience culturelle citoyenne à l'ère du	2017
Autres partenaires	Tourisme Montréal	numérique et de la diversité	
		Plan d'action en patrimoine	2017

Durée de l'entente et année(s) d'application	Durée : Triennale	An 1 d'application : 2018		
		An 2 d'application : 2019	**Années financières du MCC**	
		An 3 d'application : 2020	An 1 : 2018 – 2019	An 2 : 2019 – 2020	An 3 : 2020 – 2021

Vision

Les ententes de développement culturel sont l'occasion pour le Ministère et les municipalités locales et régionales d'arrimer leurs actions en culture et en communications sur les territoires en partenariat et en réciprocité, au profit des citoyennes et des citoyens, dans une perspective de développement durable.

Les principes directeurs

- Portent sur une lecture commune des enjeux et des défis territoriaux
- Favorisent des initiatives exclusives et complémentaires par rapport aux autres outils d'intervention
- Visent des actions structurantes, innovantes
- Permettent une modulation des façons de faire d'un territoire à l'autre
- S'inscrivent dans un processus de reddition de comptes et de gestion par résultats, modulés en fonction de réalités municipales

Les finalités

- Bénéficiaire prioritaire
  Le citoyen, dans une perspective de développement des collectivités locales
- Partenaire prioritaire
  Le monde municipal

Numéro	Enjeux	Orientations	Axes d'intervention
1	Vitalité culturelle des collectivités	La culture et les communications au bénéfice des citoyennes et des citoyens	1. Mécanismes d'animation culturelle 2. Échanges entre les acteurs culturels et les citoyens 3. Initiatives émergentes en culture 4. Activités de réseautage 5. Apport des nouvelles technologies 6. Promotion des produits culturels
2	La participation de la citoyenne et du citoyen au développement culturel des collectivités	La citoyenne et le citoyen acteurs de culture et de communications	1. Projets initiés par les milieux artistiques et culturels 2. Valorisation des pratiques amateurs 3. Engagement des jeunes comme acteurs en culture 4. Mécénat et partenariat privé 5. Action bénévole en arts, en culture et en communications
3	L'identité et l'appartenance	La citoyenne et le citoyen porteurs de culture et de communications	1. Information culturelle locale et régionale 2. Réseau de pôles culturels locaux et régionaux 3. Liens entre les différentes communautés composant les collectivités présentes sur le territoire 4. Conservation, préservation et mise en valeur du patrimoine culturel 5. Actions concertées pour le développement et la promotion de l'identité locale et régionale 6. Amélioration du cadre de vie dans le processus d'aménagement culturel du territoire
4	Le dynamisme économique, social et démocratique	La culture et les communications dans la collectivité	1. Médiation culturelle 2. Développement du tourisme culturel 3. Économie sociale et entrepreneuriat collectif dans le domaine culturel 4. Recherche, développement et innovation

Exemples

Axe 2
Action bénévole en arts, en culture et en communications

Objectif
Mettre en place deux activités de valorisation de l'action bénévole par année, en arts, en culture et en communications, d'ici le (date-année)

Moyens

- Remise annuelle des prix de reconnaissance en arts, en culture et en communications
- Publication de portraits de bénévoles œuvrant en arts, en culture et en communications dans les journaux de quartier

Axe 3
Conservation, préservation et mise en valeur du patrimoine culturel

Objectif
Tenir cinq activités par année touchant la conservation, la préservation et la mise en valeur du patrimoine culturel d'ici le (date-année)

Moyens

- Inventaire archéologique
- Étude de caractérisation du paysage
- Inventaire et évaluation du patrimoine bâti
- Réalisation et installation de panneaux d'interprétation
- Inventaire et enregistrement du patrimoine immatériel

Libellé de l'objectif : Le patrimoine. Caractère irremplaçable du patrimoine culturel.

Section ou chapitre de la Politique culturelle : Plan d'action en patrimoine

Indicateur de résultats : Mise en œuvre de projets ayant pour but la préservation, la restauration et la mise en valeur des biens patrimoniaux et contribuer au développement de la connaissance des valeurs.

Degré de réalisation :

Moyen 1

Moyen d'action : Soutenir la restauration de biens classés et de biens avec statut juridique.

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention : Patrimoine

Enjeu : Le renforcement de l'identité locale et le sentiment d'appartenance

Effet visé par la réalisation du projet : Conservation, préservation et mise en valeur du patrimoine culturel

Extrants : Services

Moyen 2

Moyen d'action : Appuyer le développement et la diffusion des connaissances.

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention : Patrimoine

Enjeu : Le renforcement de l'identité locale et le sentiment d'appartenance

Effet visé par la réalisation du projet : Conservation, préservation et mise en valeur du patrimoine culturel

Extrants : Produits

Moyen 3

Moyen d'action : Assurer la protection, la mise en valeur et la pérennité des vestiges archéologiques.

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention : Patrimoine

Enjeu : Le renforcement de l'identité locale et le sentiment d'appartenance

Effet visé par la réalisation du projet : Conservation, préservation et mise en valeur du patrimoine culturel

Extrants : Services

Moyen 4

Moyen d'action : Assurer la préservation, la mise en valeur et le réaménagement de lieux publics distinctifs.

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention : Patrimoine

Enjeu : Le renforcement de l'identité locale et le sentiment d'appartenance

Effet visé par la réalisation du projet : Amélioration du cadre de vie dans le processus d'aménagement culturel du territoire

Extrants : Produits

Moyen 5

Moyen d'action : Favoriser la requalification d'immeubles, de sites ou d'ensembles identitaires d'intérêt patrimonial, en priorisant leur réutilisation pour une vocation culturelle.

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention : Développement durable

Enjeu : Le développement de la vitalité culturelle

Effet visé par la réalisation du projet : Développement d'initiatives émergentes

Extrants : Produits

Moyen 6

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 7

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Libellé de l'objectif : Le patrimoine. Caractère irremplaçable du patrimoine culturel.

Moyen 8

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 9

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 10

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

	An 1					An 2					An 3				
	Réservé MCC	MCC		Partenaires		Réservé MCC	MCC		Partenaires		Réservé MCC	MCC		Partenaires	
Moyen	E.B.	Prévu	Réel	Prévu	Réel	E.B.	Prévu	Réel	Prévu	Réel	E.B.	Prévu	Réel	Prévu	Réel
1		6 915 000 $		6 915 000 $			6 915 000 $		6 915 000 $			6 915 000 $		6 915 000 $	
2															
3															
4															
5															
6															
7															
8															
9															
10															
Total		6 915 000 $		6 915 000 $			6 915 000 $		6 915 000 $			6 915 000 $		6 915 000 $	

Commentaires pour l'année 1

Commentaires pour l'année 2

Commentaires pour l'année 3

Libellé de l'objectif : Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne. Poursuivre l'aménagement responsable des quartiers culturels.

Section ou chapitre de la Politique culturelle : 14.10 et 14.11, 14.12, 14.14, 14.6, 14.18

Indicateur de résultats : Consolider et développer des espaces culturels uniques et mettre en valeur les richesses patrimoniales, artistiques, architecturales et naturelles présentes dans les quartiers.

Degré de réalisation :

Moyen 1

Moyen d'action : Développer et consolider des infrastructures culturelles de qualité permettant d'accroître la fréquentation et l'appropriation citoyenne.

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention : Bibliothèque et livre

Enjeu : Le renforcement de l'identité locale et le sentiment d'appartenance

Effet visé par la réalisation du projet : Amélioration du cadre de vie dans le processus d'aménagement culturel du territoire

Extrants : Services

Moyen 2

Moyen d'action : Soutenir le déploiement de l'art public sur tout le territoire.

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention : Arts visuels

Enjeu : Le renforcement de l'identité locale et le sentiment d'appartenance

Effet visé par la réalisation du projet : Amélioration du cadre de vie dans le processus d'aménagement culturel du territoire

Extrants : Produits

Moyen 3

Moyen d'action : Favoriser la qualité architecturale et l'innovation en design.

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu : Le renforcement du dynamisme économique, social et démocratique

Effet visé par la réalisation du projet : Stimulation de la croissance économique par la recherche-développement et l'innovation culturelle

Extrants : Produits

Moyen 4

Moyen d'action : Développer et mettre en valeur l'offre touristique des quartiers culturels.

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention : Tourisme culturel

Enjeu : Le renforcement du dynamisme économique, social et démocratique

Effet visé par la réalisation du projet : Accroissement du tourisme culturel

Extrants : Produits

Moyen 5

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 6

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 7

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Libellé de l'objectif : Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne. Poursuivre l'aménagement responsable des quartiers culturels.

Moyen 8

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 9

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 10

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

	An 1					An 2					An 3				
	Réservé MCC	MCC		Partenaires		Réservé MCC	MCC		Partenaires		Réservé MCC	MCC		Partenaires	
Moyen	E.B.	Prévu	Réel	Prévu	Réel	E.B.	Prévu	Réel	Prévu	Réel	E.B.	Prévu	Réel	Prévu	Réel
1		13 270 000 $		13 270 000 $			12 170 000 $		12 170 000 $			12 270 000 $		12 270 000 $	
2															
3															
4															
5															
6															
7															
8															
9															
10															
Total		13 270 000 $		13 270 000 $			12 170 000 $		12 170 000 $			12 270 000 $		12 270 000 $	

Commentaires pour l'année 1

Commentaires pour l'année 2

Commentaires pour l'année 3

Libellé de l'objectif : Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne. Développer l'expérience citoyenne.

Section ou chapitre de la Politique culturelle : 14.10 et 14.18, 14.19, 14.22

Indicateur de résultats : Poser des actions en concertation avec les arrondissements, leurs citoyens et les acteurs locaux (artistes, organismes culturels, SDC et commerçants).

Degré de réalisation :

Moyen 1

Moyen d'action : Contribuer au renouvellement de l'expérience de la bibliothèque pour les citoyens.

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention : Bibliothèque et livre

Enjeu : Le renforcement de l'identité locale et le sentiment d'appartenance

Effet visé par la réalisation du projet : Consolidation des pôles culturels locaux et régionaux

Extrants : Services

Moyen 2

Moyen d'action : Soutenir la consolidation du milieu muséal, sa diversité et sa complémentarité.

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention : Institutions muséales

Enjeu : Le renforcement de l'identité locale et le sentiment d'appartenance

Effet visé par la réalisation du projet : Consolidation des pôles culturels locaux et régionaux

Extrants : Services

Moyen 3

Moyen d'action : Favoriser et reconnaitre les passerelles entre le milieu culturel professionnel et celui du loisir culturel et stimuler les maillages inter arrondissements.

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention : Culture-éducation

Enjeu : L'accroissement de la participation citoyenne au développement culturel des collectivités

Effet visé par la réalisation du projet : Accroissement des initiatives valorisant les pratiques amateurs

Extrants : Activités

Moyen 4

Moyen d'action : Soutenir le développement et la fidélisation des publics, notamment des jeunes, des familles et des aînés.

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention : Culture-éducation

Enjeu : Le développement de la vitalité culturelle

Effet visé par la réalisation du projet : Développement de la promotion des produits culturels

Extrants :

Moyen 5

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 6

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 7

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Libellé de l'objectif : Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne. Développer l'expérience citoyenne.

Moyen 8

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 9

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 10

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

	An 1					An 2					An 3				
	Réservé MCC	MCC		Partenaires		Réservé MCC	MCC		Partenaires		Réservé MCC	MCC		Partenaires	
Moyen	E.B.	Prévu	Réel	Prévu	Réel	E.B.	Prévu	Réel	Prévu	Réel	E.B.	Prévu	Réel	Prévu	Réel
1		5 535 000 $		4 235 000 $			5 465 000 $		4 165 000 $			5 465 000 $		4 165 000 $	
2															
3															
4															
5															
6															
7															
8															
9															
10															
Total		5 535 000 $		4 235 000 $			5 465 000 $		4 165 000 $			5 465 000 $		4 165 000 $	

Commentaires pour l'année 1

Commentaires pour l'année 2

Commentaires pour l'année 3

Libellé de l'objectif : Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne. Miser sur le pouvoir de la culture et des arts pour favoriser l'inclusion.

Sectionou chapitre de la Politique culturelle : 14.10, 14.2, 14.21, 14.22

Indicateur de résultats : Poser des actions en concertation avec les arrondissements, leurs citoyens et les acteurs locaux (artistes, organismes culturels, SDC et commerçants).

Degré de réalisation :

Moyen 1

Moyen d'action : Favoriser l'inclusion et la diversité tant au sein des publics que des artistes professionnels.

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention : Diversité culturelle

Enjeu : Le renforcement de l'identité locale et le sentiment d'appartenance

Effet visé par la réalisation du projet : Accroissement des actions de concertation entre les différentes communautés composant les collectivités présentes sur le territoire

Extrants : Activités

Moyen 2

Moyen d'action : Favoriser par la médiation culturelle le croisement entre les pratiques citoyennes et le milieu artistique professionnel, dans l'optique de soutenir les rencontres interculturelles, la diversité des expressions et la mixité des pratiques.

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention : Culture-éducation

Enjeu : Le développement de la vitalité culturelle

Effet visé par la réalisation du projet : Accroissement des échanges entre les acteurs culturels et les citoyens

Extrants : Activités

Moyen 3

Moyen d'action : Soutenir la démocratisation et l'accessibilité de la culture tout en favorisant la découverte de talents, la prise de risque et l'innovation.

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention : Culture-éducation

Enjeu : Le développement de la vitalité culturelle

Effet visé par la réalisation du projet : Développement d'initiatives émergentes

Extrants : Activités

Moyen 4

Moyen d'action : Appuyer des activités de valorisation de la langue française.

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention : Langue Française

Enjeu : Le renforcement de l'identité locale et le sentiment d'appartenance

Effet visé par la réalisation du projet : Accroissement des actions de concertation entre les différentes communautés composant les collectivités présentes sur le territoire

Extrants : Activités

Moyen 5

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 6

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 7

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Libellé de l'objectif : Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne. Miser sur le pouvoir de la culture et des arts pour favoriser l'inclusion.

Moyen 8

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 9

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 10

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

	An 1					An 2					An 3				
	Réservé MCC	MCC		Partenaires		Réservé MCC	MCC		Partenaires		Réservé MCC	MCC		Partenaires	
Moyen	E.B.	Prévu	Réel	Prévu	Réel	E.B.	Prévu	Réel	Prévu	Réel	E.B.	Prévu	Réel	Prévu	Réel
1		1 065 000 $		1 065 000 $			305 000 $		305 000 $			305 000 $		305 000 $	
2															
3															
4															
5															
6															
7															
8															
9															
10															
Total		1 065 000 $		1 065 000 $			305 000 $		305 000 $			305 000 $		305 000 $	

Commentaires pour l'année 1

Commentaires pour l'année 2

Commentaires pour l'année 3

Libellé de l'objectif : Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne. Les cultures autochtones.

Section ou chapitre de la Politique culturelle : 14.10 et 14.1, 14.2, 14.21, 14.22

Indicateur de résultats : Collaborer avec les organismes culturels autochtones et stimuler la diffusion et la valorisation des cultures autochtones.

Degré de réalisation :

Moyen 1

Moyen d'action : Soutenir la mise en valeur, le développement et le rayonnement des cultures et de l'histoire autochtone de Montréal.

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention : Diversité culturelle

Enjeu : Le renforcement de l'identité locale et le sentiment d'appartenance

Effet visé par la réalisation du projet : Accroissement des actions de concertation entre les différentes communautés composant les collectivités présentes sur le territoire

Extrants : Activités

Moyen 2

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 3

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 4

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 5

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 6

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 7

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Libellé de l'objectif : Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne. Les cultures autochtones.

Moyen 8

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 9

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 10

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

	An 1					An 2					An 3				
	Réservé MCC	MCC		Partenaires		Réservé MCC	MCC		Partenaires		Réservé MCC	MCC		Partenaires	
Moyen	E.B.	Prévu	Réel	Prévu	Réel	E.B.	Prévu	Réel	Prévu	Réel	E.B.	Prévu	Réel	Prévu	Réel
1		500 000 $		500 000 $											
2															
3															
4															
5															
6															
7															
8															
9															
10															
Total		500 000 $		500 000 $											

Commentaires pour l'année 1

Commentaires pour l'année 2

Commentaires pour l'année 3

Libellé de l'objectif : Le numérique. Au service de l'expérience culturelle du citoyen.

Section ou chapitre de la Politique culturelle : 14.8 et 14.9, 14.21, 14.18

Indicateur de résultats : Libérer le potentiel des acteurs culturels et créatifs ainsi que celui des citoyens partout sur le territoire afin que la culture numérique se développe de façon organique et durable.

Degré de réalisation :

Moyen 1

Moyen d'action : Contribuer au maintien de la compatibilité des lieux de diffusion qui jouent un rôle primordial dans l'accessbilité des diverses expressions culturelles et dans le développement des artistes.

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention : Numérique

Enjeu : Le développement de la vitalité culturelle

Effet visé par la réalisation du projet : Accroissement de l'utilisation de nouvelles technologies

Extrants : Produits

Moyen 2

Moyen d'action : Soutenir les initiatives de médiation culturelle visant à stimuler la participation de la population au développement de la culturel numérique.

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention : Numérique

Enjeu : Le développement de la vitalité culturelle

Effet visé par la réalisation du projet : Accroissement des échanges entre les acteurs culturels et les citoyens

Extrants : Activités

Moyen 3

Moyen d'action : Assurer un environnement numérique et technologique de haut niveau dans le réseau des bibliothèques.

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention : Numérique

Enjeu : Le développement de la vitalité culturelle

Effet visé par la réalisation du projet : Accroissement de l'utilisation de nouvelles technologies

Extrants : Services

Moyen 4

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 5

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 6

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 7

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Libellé de l'objectif : Le numérique. Au service de l'expérience culturelle du citoyen.

Moyen 8

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 9

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 10

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

	An 1					An 2					An 3				
	Réservé MCC	MCC		Partenaires		Réservé MCC	MCC		Partenaires		Réservé MCC	MCC		Partenaires	
Moyen	E.B.	Prévu	Réel	Prévu	Réel	E.B.	Prévu	Réel	Prévu	Réel	E.B.	Prévu	Réel	Prévu	Réel
1		1 050 000 $		1 050 000 $			550 000 $		550 000 $			550 000 $		550 000 $	
2															
3															
4															
5															
6															
7															
8															
9															
10															
Total		1 050 000 $		1 050 000 $			550 000 $		550 000 $			550 000 $		550 000 $	

Commentaires pour l'année 1

Commentaires pour l'année 2

Commentaires pour l'année 3

Libellé de l'objectif : L'entrepreneuriat culturel. Afin de pérenniser la création.

Section ou chapitre de la Politique culturelle : 14.3

Indicateur de résultats : Mettre en place un environnement favorable au développement du réflexe entrepreneurial chez les artistes, les organismes et les entreprises du milieu culturel.

Degré de réalisation :

Moyen 1

Moyen d'action : Soutenir le développement des compétences entrepreneuriales et la création de nouveaux modèles d'affaires innovants.

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu : Le renforcement du dynamisme économique, social et démocratique

Effet visé par la réalisation du projet : Accroissement de l'entreprenariat collectif dans le domaine culturel

Extrants : Services

Moyen 2

Moyen d'action : Appuyer les projets structurants de mutualisation de services, d'équipements, de création et de prise de risque favorisant l'émergence et la mise en place d'initiatives économiques novatrices.

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu : Le renforcement du dynamisme économique, social et démocratique

Effet visé par la réalisation du projet : Accroissement de l'entreprenariat collectif dans le domaine culturel

Extrants : Services

Moyen 3

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 4

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 5

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 6

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 7

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Libellé de l'objectif : L'entrepreneuriat culturel. Afin de pérenniser la création.

Moyen 8

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 9

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

Moyen 10

Moyen d'action :

Résultats obtenus :

Secteur d'intervention :

Enjeu :

Effet visé par la réalisation du projet :

Extrants :

	An 1					An 2					An 3				
	Réservé MCC	MCC		Partenaires		Réservé MCC	MCC		Partenaires		Réservé MCC	MCC		Partenaires	
Moyen	E.B.	Prévu	Réel	Prévu	Réel	E.B.	Prévu	Réel	Prévu	Réel	E.B.	Prévu	Réel	Prévu	Réel
1		45 000 $		45 000 $			45 000 $		45 000 $			45 000 $		45 000 $	
2															
3															
4															
5															
6															
7															
8															
9															
10															
Total		45 000 $		45 000 $			45 000 $		45 000 $			45 000 $		45 000 $	

Commentaires pour l'année 1

Commentaires pour l'année 2

Commentaires pour l'année 3

Sommaire financier de l'entente

Engagement financier des partenaires

Ministère de la Culture et des Communications		Prévisionnel : 79 380 000 $	Réel :
Partenaire 1 :	Ville de Montréal	Prévisionnel : 75 480 000 $	Réel :
Partenaire 2 :	Toursime Montréal	Prévisionnel : 210 000 $	Réel :
Partenaire 3 :		Prévisionnel :	Réel :
Partenaire 4 :		Prévisionnel :	Réel :
Partenaire 5 :		Prévisionnel :	Réel :
Partenaire 6 :		Prévisionnel :	Réel :
Total		**Prévisionnel : 155 070 000 $**	**Réel :**

Bilan qualitatif de fin d'entente

À compléter ou à valider par le comité de suivi

Sommaire Ministère	An 1		An 2		An 3	
Enveloppe budgétaire	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel
Bonification pour tiers-partenaire (TP)						
Crédits réguliers (CR)	3 380 000 $		2 950 000 $		3 050 000 $	
Culture-éducation (CÉ)						
Fonds du patrimoine culturel québécois (FPCQ)	1 000 000 $		1 000 000 $		1 000 000 $	
Langue française (SPL)						
Loisir culturel (LC)						
Plan culturel numérique du Québec (PCNQ)	500 000 $					
Plan Nord (PN)						
Plan sur le livre (PDL)						
Plan québécois des infrastructures - autre que numérique (PQI)						
Stratégie maritime (SM)						
Mixte (MIX)						
Autre (AUT)	23 500 000 $		21 500 000 $		21 500 000 $	
Total	28 380 000 $		25 450 000 $		25 550 000 $	

Entente sur le développement culturel de Montréal (2018-2021)
Annexe B - Programmation
Version 5 juillet 2019

		2018-2019					2019-2020					2020-2021					TOTAL DE L'ENTENTE				
		MCC		Ville		Total	MCC		Ville		Total	MCC		Ville		Total	MCC		Ville		Total
		Transfert	Dette	BF	PTI	MCC + Ville	Transfert	Dette	BF	PTI	MCC + Ville	Transfert	Dette	BF	PTI	MCC + Ville	Transfert	Dette	BF	PTI	MCC + Ville
AXE 1 - Le patrimoine																					
1.1	**Site patrimonial déclaré de Montréal / Agglomération de Montréal**																				
1.1.1	Subventions	287 433	837 677	1 125 110	-	2 250 220	287 433	837 677	1 125 110	-	2 250 220	287 433	837 677	1 125 110	-	2 250 220	862 299	2 513 031	3 375 330	-	6 750 660
1.1.2	Projets	-	3 190 456	-	3 190 456	6 380 912	-	3 190 456	-	3 190 456	6 380 912	-	3 190 456	-	3 190 456	6 380 912	-	9 571 368	-	9 571 368	19 142 736
1.1.3	Archéologie	90 722	-	90 722	-	181 444	90 722	-	90 722	-	181 444	90 722	-	90 722	-	181 444	272 166	-	272 166	-	544 332
1.1.4	Recherche et diffusion du patrimoine	36 845	-	36 845	-	73 691	36 845	-	36 845	-	73 691	36 845	-	36 845	-	73 691	110 536	-	110 536	-	221 072
	Sous-total	415 000	4 028 133	1 252 677	3 190 456	8 886 267	415 000	4 028 133	1 252 677	3 190 456	8 886 267	415 000	4 028 133	1 252 677	3 190 456	8 886 267	1 245 001	12 084 399	3 758 032	9 571 368	26 658 800
1.2	**Sites patrimoniaux déclarés du Mont-Royal et du Bois-de-Saraguay**																				
1.2.1	Projets	-	2 438 533	-	2 438 533	4 877 067	-	2 438 533	-	2 438 533	4 877 067	-	2 438 533	-	2 438 533	4 877 067	-	7 315 600	-	7 315 600	14 631 200
1.2.2	Recherche et diffusion du patrimoine	-	33 333	-	33 333	66 667	-	33 333	-	33 333	66 667	-	33 333	-	33 333	66 667	-	100 000	-	100 000	200 000
	Sous-total	-	2 471 867	-	2 471 867	4 943 733	-	2 471 867	-	2 471 867	4 943 733	-	2 471 867	-	2 471 867	4 943 733	-	7 415 600	-	7 415 600	14 831 200
Total AXE 1 - Le patrimoine		**415 000**	**6 500 000**	**1 252 677**	**5 662 323**	**13 830 000**	**415 000**	**6 500 000**	**1 252 677**	**5 662 323**	**13 830 000**	**415 000**	**6 500 000**	**1 252 677**	**5 662 323**	**13 830 000**	**1 245 001**	**19 499 999**	**3 758 032**	**16 986 968**	**41 490 000**
AXE 2 - Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne																					
2.1	**Aménagement responsable des quartiers culturels**																				
2.1.1	Rénovation, agrandissement, construction de bibliothèques	-	9 000 000	-	9 000 000	18 000 000	-	9 000 000	-	9 000 000	18 000 000	-	9 000 000		9 000 000	18 000 000	-	27 000 000	-	27 000 000	54 000 000
2.1.2	Bibliothèque St-Sulpice (BSS)	670 000	2 000 000	670 000	2 000 000	5 340 000	1 500 000	-	1 500 000	-	3 000 000	1 600 000	-	1 600 000	-	3 200 000	3 770 000	2 000 000	3 770 000	2 000 000	11 540 000
2.1.3	Équipements culturels et art public	175 000	1 350 000	175 000	1 350 000	3 050 000	175 000	1 350 000	175 000	1 350 000	3 050 000	175 000	1 350 000	175 000	1 350 000	3 050 000	525 000	4 050 000	525 000	4 050 000	9 150 000
2.1.4	Montréal, ville UNESCO de design	75 000	-	75 000	-	150 000	75 000		75 000		150 000	75 000		75 000		150 000	225 000	-	225 000	-	450 000
2.1.5	Tourisme culturel	-	-	-	-	-	70 000		70 000		140 000	70 000		70 000		140 000	140 000	-	140 000	-	280 000
	Sous-total	920 000	12 350 000	920 000	12 350 000	26 540 000	1 820 000	10 350 000	1 820 000	10 350 000	24 340 000	1 920 000	10 350 000	1 920 000	10 350 000	24 540 000	4 660 000	33 050 000	4 660 000	33 050 000	75 420 000
2.2	**Expérience culturelle citoyenne**																				
2.2.1	Développement des collections des bibliothèques	-	4 300 000	3 000 000	-	7 300 000	-	4 300 000	3 000 000	-	7 300 000	-	4 300 000	3 000 000	-	7 300 000	-	12 900 000	9 000 000	-	21 900 000
2.2.2	Programmes et projets (muséo, médiation, loisirs, démocratisation et accessibilité)	1 235 000	-	1 235 000	-	2 470 000	1 165 000		1 165 000		2 330 000	1 165 000		1 165 000		2 330 000	3 565 000	-	3 565 000	-	7 130 000
	Sous-total	1 235 000	4 300 000	4 235 000	-	9 770 000	1 165 000	4 300 000	4 165 000	-	9 630 000	1 165 000	4 300 000	4 165 000	-	9 630 000	3 565 000	12 900 000	12 565 000	-	29 030 000
2.3	**Inclusion et diversité**																				
2.3.1	Programmes et projets	55 000	-	55 000	-	110 000	55 000	-	55 000	-	110 000	55 000	-	55 000	-	110 000	165 000	-	165 000	-	330 000
2.3.2	Mesure Inclusion	250 000	-	250 000	-	500 000	250 000	-	250 000	-	500 000	250 000	-	250 000	-	500 000	750 000	-	750 000	-	1 500 000
2.3.3	Valorisation de la langue française	400 000	-	400 000	-	800 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	400 000	-	400 000	-	800 000
2.3.4	Ainés	360 000	-	360 000	-	720 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	360 000	-	360 000	-	720 000
	Sous-total	1 065 000	-	1 065 000	-	2 130 000	305 000	-	305 000	-	610 000	305 000	-	305 000	-	610 000	1 675 000	-	1 675 000	-	3 350 000
2.4	**Autochtones**																				
2.4.1	Autochtones - Service de la Culture	297 500	-	297 500	-	595 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	297 500	-	297 500	-	595 000
2.4.2	Autochtones - Bureau des relations gouvernementales et municipales	202 500	-	202 500	-	405 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	202 500	-	202 500	-	405 000
	Sous-total	500 000	-	500 000	-	1 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	500 000	-	500 000	-	1 000 000
Total AXE 2 - Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne		**3 720 000**	**16 650 000**	**6 720 000**	**12 350 000**	**39 440 000**	**3 290 000**	**14 650 000**	**6 290 000**	**10 350 000**	**34 580 000**	**3 390 000**	**14 650 000**	**6 390 000**	**10 350 000**	**34 780 000**	**10 400 000**	**45 950 000**	**19 400 000**	**33 050 000**	**108 800 000**
AXE 3 - Le numérique																					
3.1	**Le numérique**																				
3.1.1	Programmes et projets	-	150 000	-	350 000	500 000	-	150 000	-	350 000	500 000	-	150 000	-	350 000	500 000	-	450 000	-	1 050 000	1 500 000
3.1.2	Développement des collections des bibliothèques	-	200 000	-	-	200 000	-	200 000	-	-	200 000	-	200 000	-	-	200 000	-	600 000	-	-	600 000
3.1.3	Mesure Créativité numérique	200 000	-	200 000	-	400 000	200 000	-	200 000	-	400 000	200 000	-	200 000	-	400 000	600 000	-	600 000	-	1 200 000
3.1.4	Plan culturel numérique du Québec	-	500 000	-	500 000	1 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	500 000	-	500 000	1 000 000
Total AXE 3 - Le numérique		**200 000**	**850 000**	**200 000**	**850 000**	**2 100 000**	**200 000**	**350 000**	**200 000**	**350 000**	**1 100 000**	**200 000**	**350 000**	**200 000**	**350 000**	**1 100 000**	**600 000**	**1 550 000**	**600 000**	**1 550 000**	**4 300 000**
AXE 4 - L'entrepreneuriat culturel																					
4.1	**L'entrepreneuriat culturel**																				
4.1.1	Programmes et projets	45 000	-	45 000	-	90 000	45 000	-	45 000	-	90 000	45 000	-	45 000	-	90 000	135 000	-	135 000	-	270 000
Total AXE 4 - L'entrepreuneuriat culturel		**45 000**	**-**	**45 000**	**-**	**90 000**	**45 000**	**-**	**45 000**	**-**	**90 000**	**45 000**	**-**	**45 000**	**-**	**90 000**	**135 000**	**-**	**135 000**	**-**	**270 000**
TOTAL ENTENTE		**4 380 000**	**24 000 000**	**8 217 677**	**18 862 323**	**55 460 000**	**3 950 000**	**21 500 000**	**7 787 677**	**16 362 323**	**49 600 000**	**4 050 000**	**21 500 000**	**7 887 677**	**16 362 323**	**49 800 000**	**12 380 001**	**66 999 999**	**23 893 032**	**51 586 968**	**154 860 000**

1 Avant 2017, la Ville-centre investissait 1,4 M$ (BF) par année en développement des collections des bibliothèques et les arrondissements effectuaient leurs propres acquisitions.
Depuis janvier 2017, la Ville effectue les acquisitions reliées aux collections des bibliothèques pour l'ensemble de son réseau. Elle y investit un montant de 3 M $ (BF) par année.

Culture et Communications Québec

Annexe C

Financement de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021
Conclue en vertu du programme Aide aux initiatives de partenariat

N° du Client-partenaire : Ville de Montréal

N° de la demande : 530017, 530039

Année de l'entente		Contribution prévue du MCC				
		Contribution en crédits directs	Contribution FPCQ et autres sources budgétaires	Contribution en service de dette	Conditions relatives au versement	Total des contributions
An 1	2018-2019	3 380 000 $	1 000 000 $	24 000 000 $	Sur réception de réclamations	28 380 000 $
An 2	2019-2020	2 950 000 $	1 000 000 $	21 500 000 $	Sur réception de réclamations	25 450 000 $
An 3	2020-2021	3 050 000 $	1 000 000 $	21 500 000 $	Sur réception de réclamations	25 550 000 $

Année de l'entente		Contribution prévue du client-partenaire				
		Contribution en crédits directs	Contribution en services comptabilisés (pour les ententes autochtones)	Contribution en service de dette	Conditions relatives au versement	Total des contributions
An 1	2018-2019	8 217 677 $		18 862 323 $	Sur réception de réclamations	27 080 000 $
An 2	2019-2020	7 787 677 $		16 362 323 $	Sur réception de réclamations	24 150 000 $
An 3	2020-2021	7 887 677 $		16 362 323 $	Sur réception de réclamations	24 250 000 $

Année de l'entente		Contribution du tiers-partenaire non signataire, le cas échéant Tourisme Montréal				
		Contribution en crédits directs	Contribution en services comptabilisés (pour les ententes autochtones)	Contribution en service de dette	Conditions relatives au versement	Total des contributions
An 1	2018-2019	70 000 $			Sur réception de réclamations	70 000 $
An 2	2019-2020	70 000 $			Sur réception de réclamations	70 000 $
An 3	2020-2021	70 000 $			Sur réception de réclamations	70 000 $

Année de l'entente		Total des contributions du MCC	Total des contributions du client-partenaire	Total des contributions du tiers-partenaire non signataire	Total des contributions de l'ensemble des partenaires
An 1	2018-2019	28 380 000 $	27 080 000 $	70 000 $	
An 2	2019-2020	25 450 000 $	24 150 000 $	70 000 $	
An 3	2020-2021	25 550 000 $	24 250 000 $	70 000 $	
Grand total		79 380 000 $	75 480 000 $	210 000 $	

Version du 5 juillet 2019

Initiales – MINISTRE _____

Initiales – CLIENT-PARTENAIRE_____

Initiales – CLIENT-PARTENAIRE_____

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.15

2019/09/19
17:00

(1)

Dossier # : 1176462005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de l'Université de Montréal, quant au terrain connu comme étant le lot 6 115 317 du cadastre du Québec, situé au nord de l'avenue Van Horne, à l'ouest de l'avenue Querbes, dans l'arrondissement d'Outremont, à des fins de revente à un organisme communautaire afin d'y développer des logements sociaux et communautaires, pour la somme de 1 270 313 $, plus les taxes applicables. / Ajuster la base budgétaire du Service de la gestion et de la planification immobilière pour les années 2019, 2020 et 2021 au montant total de 63 234,48 $, net de taxes, conformément aux informations financières inscrites à l'intervention du Service des finances. N/Réf. : 31H12 -005-0862-09

Il est recommandé :
1- d'approuver un projet d'acte entre la Ville et l'Université de Montréal quant à l'acquisition du lot 6 115 317 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé au nord de l'avenue Van Horne, à l'ouest de l'avenue Querbes, dans l'arrondissement d'Outremont, aux fins de revente à un organisme communautaire pour le développement de 95 logements sociaux et communautaires, d'une superficie de 3 133,3 m², au prix de 1 270 313 $, plus les taxes applicables, le cas échéant, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte;

2- d'autoriser une dépense totale d'entretien de 63 234,48 $, net de taxes, requise pour les années 2019, 2020 et 2021;

3- d'autoriser le greffier de la Ville à signer l'acte de vente pour et au nom du conseil d'arrondissement d'Outremont, en vertu de sa résolution approuvant l'acquisition du lot 6

115 319, à des fins de revente à un organisme communautaire afin d'y développer des logements sociaux et communautaires;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le**	2019-08-23 15:45

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1176462005**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de l'Université de Montréal, quant au terrain connu comme étant le lot 6 115 317 du cadastre du Québec, situé au nord de l'avenue Van Horne, à l'ouest de l'avenue Querbes, dans l'arrondissement d'Outremont, à des fins de revente à un organisme communautaire afin d'y développer des logements sociaux et communautaires, pour la somme de 1 270 313 $, plus les taxes applicables. / Ajuster la base budgétaire du Service de la gestion et de la planification immobilière pour les années 2019, 2020 et 2021 au montant total de 63 234,48 $, net de taxes, conformément aux informations financières inscrites à l'intervention du Service des finances. N/Réf. : 31H12 -005-0862-09

CONTENU

CONTEXTE

Au printemps 2005, l'Université de Montréal (l'« Université ») a manifesté son intention d'aménager, sur le site de l'ancienne gare de triage Outremont, un nouveau Complexe des sciences qui fera partie du Campus MIL. Ainsi, le 30 mars 2006, l'Université a acquis de la Compagnie de Chemin de fer Canadien Pacifique, les terrains de l'ancienne gare de triage, en vertu d'un acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 13 159 065. Le 11 décembre 2006, le Conseil municipal de Montréal (le « CM ») a adopté le projet de règlement autorisant la construction d'un campus sur ce site.
L'Université a soumis son plan d'aménagement à la Ville de Montréal (la « Ville »), lequel prévoit la construction, sur un horizon de 15 ans, d'un campus d'une superficie de 300 000 m^2 regroupant des pavillons d'enseignement, de recherche et de services, ainsi que la consolidation d'un quartier résidentiel avec environ 1 300 logements, dont 30 % à des fins abordables et sociales, de même que 4 hectares d'espaces publics (« le Projet »).

Le Projet représente ainsi une opportunité exceptionnelle pour Montréal, en lien avec ses orientations stratégiques. Ainsi, il répond aux grandes orientations des politiques municipales, dont la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels* et la *Stratégie de développement économique.* Il permet notamment de renforcer le rôle de Montréal comme ville de savoir et de transformer une vaste friche industrielle en un nouveau quartier durable bénéficiant de nombreux espaces verts et axé sur le transport collectif et actif.

Le site Outremont incluant ses abords, nouvellement appelé « MIL Montréal », est aujourd'hui l'un des projets urbains d'envergure pour lequel la Ville et l'Université, ainsi que les gouvernements du Québec et du Canada, consentent d'importants engagements financiers pour améliorer l'attractivité de ce territoire. Le Projet est identifié comme projet phare de développement durable dans le plan Montréal durable 2016-2020 et il vise la certification LEED pour l'aménagement de quartier.

Le 22 février 2011, le CM approuvait l'entente sur les conditions de réalisation du site du Campus Outremont, intervenue entre la Ville et l'Université, et le 24 mars 2014, son addenda numéro 1 (ci-après collectivement l'« Entente »). En vertu des dispositions de l'Entente, à la demande de la Ville, l'Université s'engageait à vendre à un organisme communautaire désigné par la Ville, un terrain d'une superficie approximative de 3 600 m², offrant la possibilité de construire au moins 95 logements sociaux et communautaires. Suite à plusieurs échanges et rencontres entre les représentants de l'Université, de l'arrondissement d'Outremont (l'« Arrondissement») et du Service de l'Habitation (le « SH »), sous la gouverne du Service de l'urbanisme et de la mobilité, la configuration de l'emplacement destiné aux logements sociaux et communautaires a été convenue. Ainsi, l'ancien lot 5 273 845, propriété de l'Université, a été subdivisé et deux lots ont été créés: le lot 6 115 317 (l'« Immeuble 1 ») et le lot 6 115 319 (l'« Immeuble 2 »), tous du cadastre du Québec

L'Immeuble 1 servira à construire les logements sociaux et communautaires.

L'Immeuble 2, sur lequel est érigé un mur-talus, sera versé au domaine public de la Ville et l'Arrondissement assurera son entretien. Il est adjacent, à l'est, au lot 5 273 848 du cadastre du Québec. Ce lot correspond au parc « 4-b », qui inclut également une section du talus acoustique. Il constituera ainsi le prolongement vers l'ouest du parc « 4-b ».

L'Entente stipule aussi que si la vente du terrain entre l'Université et l'organisme communautaire n'était pas complétée à l'échéance du délai de 2 ans, suivant la construction de l'axe central (avenue Thérèse Lavoie-Roux), la Ville s'engageait à l'acquérir et l'Université à lui céder dans l'année suivant la date d'échéance du délai précité. Les travaux de l'axe central ont été finalisés le 29 avril 2016. Ainsi, le délai de deux ans est arrivé à échéance le 29 avril 2018 et la Ville devait selon l'Entente en faire l'acquisition avant le 29 avril 2019. Comme la transaction entre la Ville et l'Université n'a pu se conclure avant le délai du 29 avril 2019, les parties ont convenu de procéder à la transaction.

Le SH a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI») pour procéder à l'acquisition de l'Immeuble 1 et l'Immeuble 2 situés dans l'Arrondissement, identifiés sur le plan annexé, lesquels font partie intégrante de la réalisation globale du projet MIL Montréal réalisé par la Ville et l'Université. L'Immeuble 1 destiné à la construction de logements sociaux et communautaires sera revendu à un organisme communautaire, au même prix que son coût d'acquisition.

Le présent sommaire décisionnel vise l'approbation par le Conseil d'agglomération du projet d'acte quant à l'acquisition de l'Immeuble 1, à des fins de revente à un organisme communautaire pour le développement de logement sociaux et communautaires. L'acquisition de l'Immeuble 2 sera présentée pour approbation au conseil d'arrondissement

d'Outremont (sommaire décisionnel 1196462001), laquelle est toutefois conditionnelle à l'approbation par le conseil d'agglomération de l'Immeuble 1.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 16 0058 - 4 février 2019 - Rendre une décision par résolution relativement au lot 6 115 317 : Approuver la demande de dérogation mineure à l'article 6 du Règlement numéro 06-069, afin de permettre que la cour arrière soit de 0 m plutôt que 4,57 m; Approuver la demande de dérogation mineure aux paragraphes 4.1.3 et 4.1.4 de l'article 4.1 du Règlement de zonage (1177) afin de permettre qu'une construction formée de bâtiments jumelés ne soit pas réalisée comme un ensemble intégré, que les permis de construction ne soient pas émis simultanément et que la construction de deux unités jumelées soit entreprise isolément;
CM14 0293 - 24 mars 2014 - Approuver un projet d'Addenda 1 modifiant l'Entente sur les conditions de réalisation du campus Outremont intervenue le 23 mars 2011 entre la Ville de Montréal et l'Université de Montréal (CM11 0128);

CM11 0128 - 22 février 2011 - Adopter le projet d'entente sur les conditions de réalisation du campus Outremont intervenue entre la Ville et l'Université de Montréal.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise l'approbation du projet d'acte entre la Ville et l'Université, quant à l'acquisition l'Immeuble 1, lequel est situé au nord de l'avenue Van Horne, à l'ouest de l'avenue Querbes, au sud de l'ancienne voie ferrée, dans l'arrondissement d'Outremont, connu comme étant le lot 6 115 317 du cadastre du Québec, d'une superficie de 3 133,3 m², au prix de 1 270 313 $, plus les taxes applicables, le tout tel que montré sur le plan cadastral parcellaire annexé.
Bien que l'Entente prévoyait que le terrain destiné au logement social et communautaire devait avoir une superficie approximative de 3 600 m², le SH confirme au SGPI que la superficie de l'Immeuble 1 de 3 133,3 m², malgré le fait qu'elle est moindre, permet le potentiel de développement requis selon l'Entente, soit au moins 95 logements sociaux et communautaires.

Les travaux de réhabilitation des sols de l'Immeuble 1 et de l'Immeuble 2 ont été réalisés par l'Université, à ses frais, selon les exigences de la Loi sur la qualité de l'environnement et selon les critères de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). Un avis de décontamination a été publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 21 329 428. Le Service de l'environnement (le « SE ») a pris connaissance des rapports de la firme en environnement WSP Canada inc., mandatée par l'Université pour la réhabilitation des sols, et à la lumière des documents consultés le SE est d'avis que les lots 6 115 319 et 6 115 317 du cadastre du Québec peuvent être utilités à des fins résidentielles (voir la lettre du SE jointe au présent sommaire).

L'Immeuble 1 sera revendu, prêt à construire, à un organisme communautaire, au même prix d'acquisition de 1 270 313 $, plus les taxes, le cas échéant. Lors de la revente de l'Immeuble 1, une servitude réelle et perpétuelle d'entretien et de passage en faveur de l'Immeuble 2, propriété de la Ville, sera créée à l'acte, sur une largeur de 3 mètres, telle qu'identifiée sur le plan annexé, afin de permettre à l'Arrondissement de réaliser l'entretien du mur-talus sur l'Immeuble 2.

JUSTIFICATION

Le SGPI recommande l'acquisition de l'Immeuble 1 pour les motifs suivants :

- L'ensemble des intervenants municipaux s'est montré favorable à cette l'acquisition;
- La Ville a l'obligation, selon l'Entente, de procéder à cette acquisition considérant que l'Université n'a pu vendre à un organisme communautaire, dans le délai prévu, ce terrain destiné au logement social et communautaire;
- Le prix d'acquisition est conforme à celui stipulé à l'Entente;
- L'acquisition de l'Immeuble 1 permettra un développement de 95 logements sociaux et communautaires;
- L'avis de décontamination a été publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal;
- Cette acquisition fait partie intégrante de la réalisation globale du projet MIL Montréal réalisé par la Ville et l'Université;
- L'acquisition de l'Immeuble 2 est conditionnelle a l'approbation de l'Immeuble 1 par le conseil d'agglomération.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le prix de vente de l'Immeuble 1, stipulé à l'Entente, est de 1 140 000 $ (95 logements x 12 000 $/porte).

- Selon les dispositions de l'Entente, le prix de vente mentionné précédemment est indexé annuellement, sur la base de l'indice des prix à la consommation compilés par Statistique Canada (IPC), pour la région de Montréal, à la date anniversaire de la signature de l'Entente, soit le 23 mars 2011, avec un maximum de 5,5 % pour une année donnée.
- À la date de signature de l'Entente, en mars 2011, l'indice des prix à la consommation était de 118,1. En mars 2019, il était de 131,6. Afin d'obtenir le prix de vente indexé, il faut appliquer la variation de l'IPC du mois de mars entre ces deux années. La méthodologie du calcul du prix de vente est donc la suivante :

(131,6 / 118,1) x 1 140 000 $ = 1 270 313 $

- Le coût d'acquisition sera imputé au projet du *Règlement d'emprunt RCG 18-029 Acquisitions immobilières à des fins de reventes dans le cadre de la réalisation de logements sociaux et communautaires.* Le conseil d'agglomération est l'instance décisionnelle compétente pour approuver le projet d'acte faisant l'objet du présent sommaire, en vertu de l'article 19 (10°) de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*
- Selon la Division des analyses immobilières du SGPI, la valeur marchande préliminaire et sommaire de l'Immeuble 1, en date du 16 octobre 2018, est de 9 110 000 $.
- La revente de l'Immeuble 1 à un organisme communautaire se fera au prix d'acquisition, soit 1 270 313 $, donc la transaction est à coût nul pour la Ville.
- Entre la date d'acquisition de l'Immeuble 1 par la Ville et la date de revente à un organisme communautaire, un budget d'entretien est requis. Selon la Direction de l'optimisation, de la sécurité et de la propreté du SGPI, il faut prévoir un montant de 69 250 $ taxes incluses, ou 63 234,48 $, net de taxes, pour les années 2019, 2020 et 2021, lequel sera assumé à 100 % à même le budget du SGPI, conformément aux informations financières inscrites à l'intervention du Service des finances, jointes au présent sommaire. Ce montant est réparti comme suit :

2019
- Piquetage des limites du lot : 2 250$
- Blocs et chaînes : 7 000 $
- Affichage : 5 000 $

Total : 14 250 $

2020
- Enlèvement de dépôt sauvage : 15 000 $
- Ensemencement : 15 000 $
- Désherbage, débroussaillage : 5 000 $

Total : 35 000 $

2021
- Enlèvement de dépôt sauvage : 15 000 $
- Désherbage, débroussaillage : 5 000 $

Total : 20 000 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet du site Outremont incluant ses abords est le premier projet retenu comme « projet phare d'aménagement » dans le troisième plan de développement durable de la collectivité montréalaise (*Montréal durable 2016-2020*).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard ou un refus de l'approbation du présent sommaire décisionnel par le conseil d'agglomération pourrait mettre en péril l'acquisition de l'Immeuble 1 et de l'Immeuble 2 par la Ville et le respect de l'Entente.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte pas d'enjeu ni d'action de communication, tel que convenu avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Autorisation du sommaire décisionnel 1196462001 par le conseil d'arrondissement d'Outremont visant l'acquisition de l'Immeuble 2 prévue à sa séance du 7 octobre 2019.

- Signature et publication de l'acte de vente au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal à l'automne.
- Revente de l'Immeuble 1 à un organisme communautaire, dans un échéancier d'environ 2 ans.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nissa KARA FRECHET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-François LUSIGNAN, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Marianne CLOUTIER, Service de l'habitation
Josée SAMSON, Service de l'environnement
Lucie CAREAU, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Audrey BLUTEAU-DESLAURIERS, Service de l'habitation
René GIRARD, Outremont
Marion DEMARE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Carole GUÉRIN, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

Carole GUÉRIN, 8 mai 2019
Josée SAMSON, 30 janvier 2019
Audrey BLUTEAU-DESLAURIERS, 28 janvier 2019
Marianne CLOUTIER, 28 janvier 2019
René GIRARD, 24 janvier 2019
Marion DEMARE, 24 janvier 2019
Jean-François LUSIGNAN, 16 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniel GRECESCU
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-7185
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-19

Dany LAROCHE
Chef de division des transactions

Tél : 514-872-0070
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

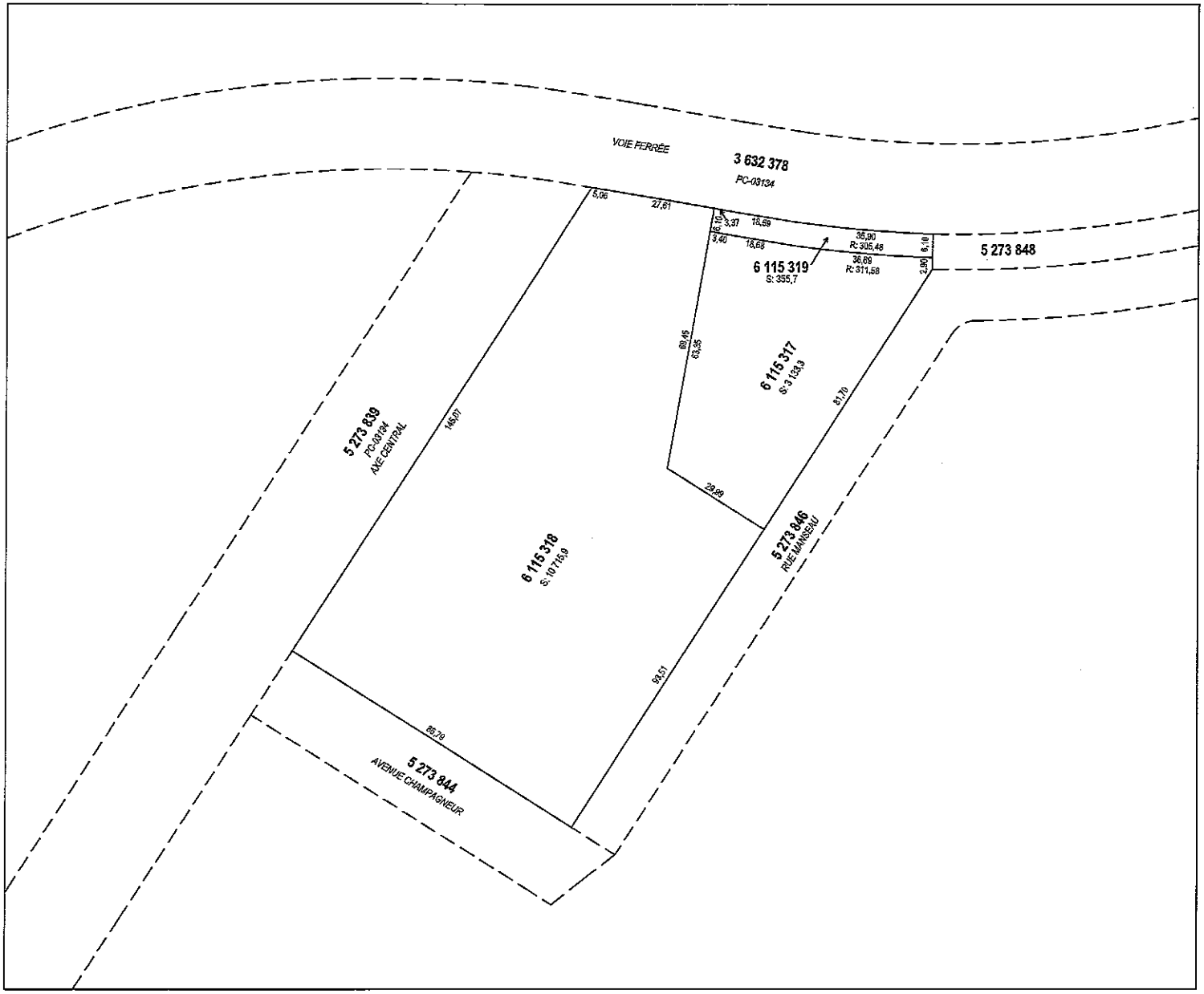
Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2019-08-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers, en remplacement de Sophie Lalonde du 19 au 23 août 2019 inclusivement.
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2019-08-23

PLAN CADASTRAL



FEUILLET 1 DE 1

Un document joint complète ce plan cadastral

Les mesures indiquées sur ce document sont exprimées en unités du système international.

DOSSIER: 1155789

Références au(x) feuillet(s) cartographique(s) :
31H12-010-0431

Projection : MTM
Fuseau : 8

Échelle : 1: 1000

PLAN CADASTRAL PARCELLAIRE
CADASTRE DU QUÉBEC

Circonscription foncière: Montréal

Municipalité(s): Montréal (Ville)

Lot(s) soumis à l'article 19 de la Loi sur le cadastre, (L.R.Q., c. C-1)

Fait conformément aux dispositions de l'article (des articles) 3043, al.1 C.c.Q.

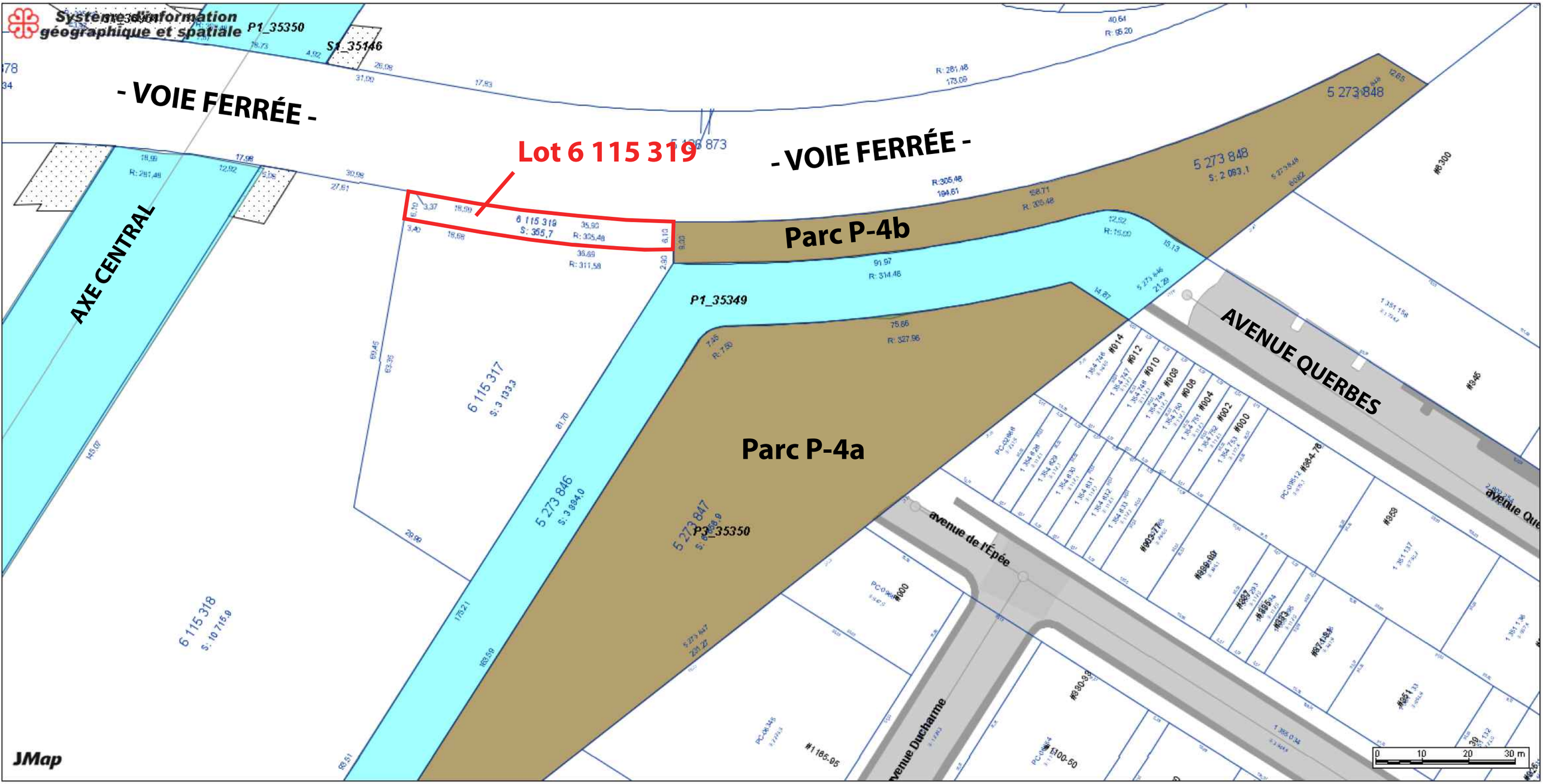
Préparé à Montréal

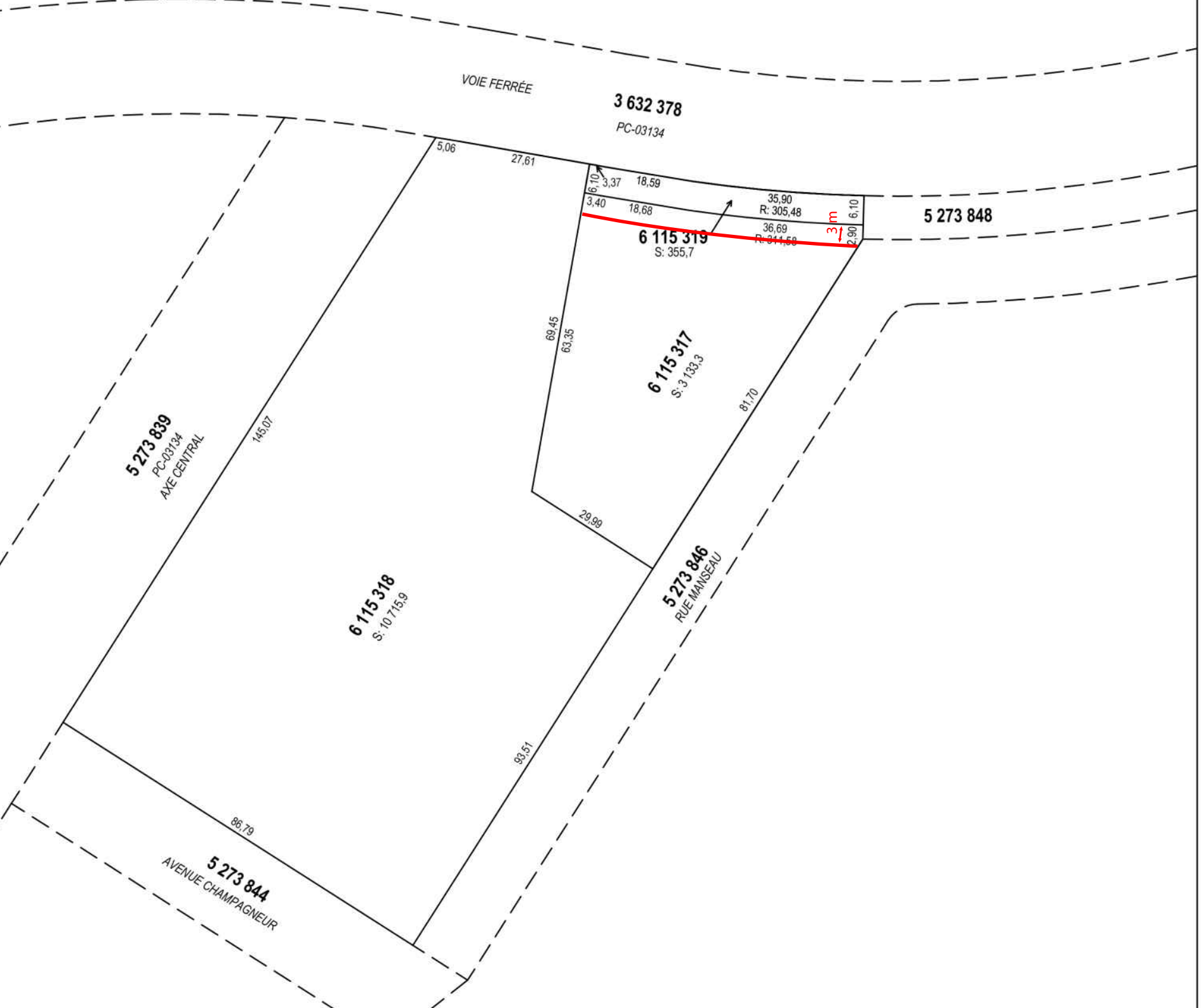
Signé numériquement par: Christian Tessier
a.-g. (Matricule 2395)

Minute: 2485 datée du 6 juillet 2017
Dossier ag: 11-00047-26-OCTR-1

Copie authentique de l'original,
le

Pour le ministre


Système d'information géographique et spatiale
- VOIE FERRÉE -
Lot 6 115 319
- VOIE FERRÉE -
AXE CENTRAL
Parc P-4b
P1_35349
Parc P-4a
AVENUE QUERBES
avenue de l'Épée
avenue Ducharme
P1_35350
S1_35146
6 115 319
S: 355,7
6 115 317
S: 3 133,3
6 115 318
S: 10 715,9
5 273 846
S: 3 994,0
5 273 847
5 273 848
S: 2 093,1
JMap
0 10 20 30 m



DOSSIER: 1155789

Références au(x) feuillet(s) cart
31H12-010-0

PLAN CADASTRAL F
CADASTRE DU QUÉ

Circonscription foncière: M

Municipalité(s): Montréal (V

Lot(s) soumis à l'article 19 d

Fait conformément aux dispositio

Préparé à Montréal

Signé numériquement par: C

Minute: 2485 d
Dossier ag: 11-00047-26-O





LE CAMPUS OUTREMONT

ENTENTE SUR LES CONDITIONS DE RÉALISATION

Version finale – 17 janvier 2011

TABLE DES MATIÈRES

Section 1 - Interprétation et définitions

Section 2 - Réalisation et financement des travaux
1. Description des travaux
2. Conditions préalables
3. Coût des travaux
4. Versement d'une subvention par la Ville à l'Université

Section 3 – Calendrier de réalisation des travaux
1. Travaux relevant de l'Université
2. Travaux relevant de la Ville

Section 4 – Gouvernance et gestion de projet

Section 5 - Gestion des sols
1. Conditions applicables à toutes les cessions de terrains
2. Terrains devant être cédés à la Ville
3. Autres terrains de l'Université
4. Terrains devant être cédés à l'Université

Section 6 - Transactions immobilières
1. Opérations cadastrales
2. Terrains devant être cédés par l'Université à la Ville
3. Terrains devant être cédés par la Ville à l'Université
4. Conditions de vente
5. Actes de vente
6. Servitudes

Section 7 – Construction de logements résidentiels et inclusion de logements sociaux et communautaires et de logements abordables
1. Engagement de l'Université pour la construction de logements sociaux et communautaires
2. Engagement de l'Université pour la construction de logements abordables
3. Engagement de l'Université pour la réalisation de résidences étudiantes

Section 8 – Conception et construction des immeubles
1. Engagements de l'Université
   - Certification LEED;
   - Gestion de l'eau;
   - Gestion des matières résiduelles;
   - Verdissement et réduction des îlots de chaleur urbains;
   - Équipements reliés aux réseaux de câblodistribution;
   - Gestion de l'énergie.

CF

14/211

2. Obligations cédées à des Promoteurs immobiliers
   - Gestion de l'eau;
   - Gestion des matières résiduelles;
   - Verdissement et réduction des îlots de chaleur urbains;
   - Équipements reliés aux réseaux de câblodistribution;
   - Gestion de l'énergie.

Section 9 – Aménagement des parcs et des lieux publics

1. Aménagement de la place publique
2. Cohésion de l'aménagement de l'esplanade et de l'axe central

Section 10 – Déplacements des personnes et des marchandises

- Principes de base
- Déplacements des personnes
- Piétons
- Vélos
- Stationnement
- Déplacements des marchandises
- Obligations cédées à des Promoteurs immobiliers
  - Transport en commun;
  - Vélos;
  - Stationnement.
- Aménagement cyclable

Section 11 – Autres engagements

1. Règlement sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales
2. Clause d'indemnisation

Section 12 – Garantie

Section 13 – Durée, défauts et résiliation de l'entente

Section 14– Conditions générales

1. Incessibilité
2. Avis et élection de domicile
3. Réglementation
4. Invalidité partielle
5. Entente antérieure

CF

5/211

Annexes

Annexe A –Plan d'aménagement du campus Outremont
Annexe B - Plan des travaux visés
Annexe C – Budget de réalisation des travaux
Annexe D – Règlement sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales
Annexe E – Plan des transactions immobilières
Annexe F – Plan des servitudes
Annexe G – Plan d'aménagement de la première phase immobilière de l'Université
Annexe H – Calendrier des travaux visés par l'Entente

CF

CM16/211

LE CAMPUS OUTREMONT

ENTENTE SUR LES CONDITIONS DE RÉALISATION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par PIERRE BEAUDET, directeur de l'arrondissement Outremont, dûment autorisé en vertu de la résolution CM11 0128 et madame Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après nommée la « **Ville** »

ET : **UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL** personne morale légalement constituée en vertu de la *Loi constituant en corporation L'Université de Montréal* (10 George V, c. 38), sanctionnée le 14 février 1920 et la *Charte de l'Université de Montréal* (L.Q. 1966-67, c. 129), sanctionnée le 12 août 1967, telle que modifiée par la *Loi modifiant la Charte de l'Université de Montréal* (L.Q. 1967-68, c. 114) sanctionnée le 5 novembre 1968, ayant son siège au 2900, boulevard Édouard-Montpetit, à Montréal, Province de Québec, H3T 1J4, représentée par Guy Breton, son recteur, et par Alexandre Chabot, son secrétaire général, dûment autorisés aux termes d'une résolution adoptée par son Conseil le 24 janvier 2011 ;

Ci-après nommée l' « **Université** »

ATTENDU que le Plan d'urbanisme de Montréal détermine le site de l'ancien triage ferroviaire Outremont comme un secteur à transformer pour lequel la Ville souhaite une mise en valeur à des fins mixtes s'intégrant au cadre bâti existant;

ATTENDU qu'en septembre 2005, le comité exécutif de la Ville a adopté un accord de principe à l'égard de ce projet structurant pour Montréal;

ATTENDU qu'en mars 2006, l'Université a exercé l'option d'achat qu'elle détenait pour le site du triage et en est devenue propriétaire;

ATTENDU qu'en décembre 2006, le conseil municipal de la Ville de Montréal a adopté un projet de règlement autorisant le projet de campus et l'a soumis à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM);

CF

1/1/211

ATTENDU que le projet de campus universitaire d'Outremont a fait l'objet d'un processus de consultation publique mené en 2007 par l'OCPM et que le rapport de consultation publique reconnaît l'intérêt de la vocation universitaire et scientifique de ce projet en vue de renforcer le rôle de Montréal comme ville du savoir;

ATTENDU qu'à la suite du dépôt du rapport de l'OCPM, la Ville a entrepris une analyse de faisabilité technique et financière du projet laquelle a mené à la publication, en juin 2008, d'un rapport recommandant certains ajustements au projet;

ATTENDU que l'Université et la Ville ont conclu une entente de principe, le 30 octobre 2009, sur le partage des coûts et des responsabilités en ce qui concerne les travaux d'infrastructures du projet;

ATTENDU que la Ville et l'Université ont collaboré pour réviser le plan d'aménagement du projet afin de tenir compte des ajustements proposés, tout en répondant aux objectifs respectifs des deux parties et aux recommandations de l'OCPM et que ce plan révisé (le « **Projet** »), présenté en assemblée publique en mai 2010, a été retenu par la Ville et l'Université en juin 2010;

ATTENDU que l'Université réitère par les présentes sa volonté de réaliser un campus universitaire sur le site de l'ancien triage ferroviaire d'Outremont et que la Ville réitère sa volonté de permettre et de collaborer à la réalisation du Projet de l'Université;

ATTENDU que l'Université et la Ville réitèrent par les présentes leur volonté de réaliser un projet exemplaire au niveau du développement durable et de déployer leurs meilleurs efforts afin d'obtenir une certification LEED-ND (Leadership in Energy and Environmental Design - Neighbourhood Development) pour la réalisation du Projet;

ATTENDU que le Projet du campus Outremont prévoit la mise en valeur du terrain de l'ancienne gare de triage du CP à Outremont et de ses abords, soit le quadrilatère formé des avenues Beaumont, du Parc, Van Horne et Rockland, par notamment la construction d'un campus universitaire principalement scientifique de 300 000 mètres carrés, dont 60 000 mètres carrés dans la première phase immobilière, de quelque 1275 logements, dont 30 % à des fins sociales et abordables, conformément à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels, et l'aménagement de parcs d'une superficie approximative de 4 hectares, sur un horizon de 15 ans (2010 – 2025);

ATTENDU que le plan d'aménagement de l'ensemble du Projet convenu entre la Ville et l'Université est joint en annexe A de la présente entente;

ATTENDU que l'annexe A illustre, de façon schématique, l'implantation au sol et la forme des bâtiments projetés dans le cadre de la réalisation du Projet, lesquels seront assujettis aux termes des règlements municipaux applicables, le cas échéant;

CF

ATTENDU que la présente entente vise à définir le rôle et les responsabilités des parties à l'égard de certains travaux visés par le Projet (les « **Travaux visés** »), illustrés à l'annexe B.

LA VILLE ET L'UNIVERSITÉ CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

SECTION 1
INTERPRÉTATION ET DÉFINITIONS

Le préambule et les Annexes font partie intégrante de la présente Entente.

Le texte de la présente Entente prévaut sur toute disposition des annexes qui serait incompatible avec celui-ci.

Les mots suivants ont la signification qui leur est donnée au présent article, à moins que cette signification ne soit clairement incompatible avec la disposition dans laquelle le mot est employé ou à moins d'une stipulation expresse à l'effet contraire :

« **Annexe A** » : plan d'aménagement du campus Outremont et ses abords immédiats;

« **Annexe B** » : plan des Travaux visés;

« **Annexe C** » : budget de réalisation des travaux;

« **Annexe D** » : *Règlement sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales*, c. C-1.1., en vigueur au moment de la signature de la présente Entente;

« **Annexe E** » : plan des transactions immobilières;

« **Annexe F** » : plan des servitudes;

« **Annexe G** » : plan d'aménagement de la première phase immobilière de l'Université;

« **Annexe H** » : calendrier des travaux qui sont visés par l'Entente;

« **Arrondissement** » : arrondissement d'Outremont, tel que défini à l'Annexe B de la *Charte de la Ville de Montréal*, L. R. Q., chapitre C-11.4;

« **CP** » : Compagnie de Chemin de Fer Canadien Pacific;

« **Entente** » signifie l'entente sur la réalisation des travaux faisant l'objet de la présente convention;

CF

« **Juste Valeur Marchande** » signifie la valeur déterminée par un évaluateur agréé indépendant désigné conjointement par la Ville et l'Université. Si les parties ne parviennent pas à s'entendre pour nommer un évaluateur agréé indépendant, l'une ou l'autre d'entre elles pourra s'adresser au tribunal pour le nommer;

« **Logement** » une pièce ou un ensemble de pièces servant ou destinées à servir de domicile à une ou plusieurs personnes, où l'on peut préparer et consommer des repas et dormir, et comportant des installations sanitaires;

« **Logements Abordables** » : Logements comportant:

- une chambre à coucher et plus ou un loft d'une superficie minimale de 56 mètres carrés, dont le prix de vente ne doit pas dépasser le montant prévu au sous-paragraphe a) du paragraphe 4° de l'article 4 du Règlement sur la subvention à l'accession à la propriété (03-168), tel qu'il peut être modifié de temps à autre; ou

- deux chambres à coucher et plus ou un loft d'une superficie minimale de 72 mètres carrés, dont le prix de vente ne doit pas dépasser le montant prévu au sous-paragraphe b) du paragraphe 4°de l'article 4 du Règlement sur la subvention à l'accession à la propriété (03-168), tel qu'il peut être modifié de temps à autre; ou

- trois chambres à coucher et plus ou un loft d'une superficie minimale de 96 mètres carrés, dont le prix de vente ne doit pas dépasser le montant prévu au sous-paragraphe d) du paragraphe 4° de l'article 4 du Règlement sur la subvention à l'accession à la propriété (03-168), tel qu'il peut être modifié de temps à autre; ou

- qui, s'ils sont locatifs, ont été loués pour la première année, moyennant un loyer mensuel sans services d'un montant maximum de, selon le cas : pour un studio d'une superficie minimale de 44 mètres carrés : 640,00 $, pour un logement d'une chambre à coucher ou un loft d'une superficie minimale de 56 mètres carrés : 750,00 $, pour un logement de 2 chambres à coucher ou un loft d'une superficie minimale de 72 mètres carrés : 900,00 $, pour un logement de 3 chambres à coucher ou un loft d'une superficie minimale de 90 mètres carrés : 1 070,00 $, pour un logement de 4 chambres à coucher ou un loft d'une superficie minimale de 108 mètres carrés : 1 235,00 $. Il est entendu que les loyers maximums ci-dessus mentionnés sont en dollars de 2010 et qu'ils seront augmentés selon l'indice fixé annuellement par la Régie du logement à compter de la date de la signature des présentes. Ce taux d'indexation s'appliquera également aux loyers payables pour les 4 années suivant l'expiration de la première année complète de location de chaque logement concerné;

CF

10/211

« **Logements Sociaux et communautaires** » : Logements faisant partie d'un projet de construction d'immeuble d'un organisme à but non lucratif, de l'Office municipal d'habitation de Montréal, d'une coopérative d'habitation, de la Ville de Montréal ou d'une société paramunicipale, réalisé dans le cadre d'un programme d'habitation sociale mis en œuvre par la Société d'habitation du Québec;

«**MAMROT** » : ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du Territoire;

«**MDDEP** » : ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs;

« **Premiers pavillons universitaires** » : pavillons universitaires dont la construction est prévue dans la première phase immobilière de l'Université et qui sont déterminés à l'Annexe G;

« **SDO**» : Service du développement et des opérations de la Ville.

CF

211

SECTION 2
DESCRIPTION ET FINANCEMENT DES TRAVAUX VISÉS

1. Description des travaux

Chaque partie s'engage à réaliser, à ses entiers frais, les travaux identifiés au tableau cidessous et apparaissant à l'Annexe B.

No :	TRAVAUX VISÉS	Partie responsable de l'exécution des travaux	
		Ville	Université
1	Le démantèlement des voies ferrées existantes et la construction du nouveau corridor ferroviaire (incluant les travaux de gestion des eaux pluviales du nouveau corridor ferroviaire) – Note : Ces travaux seront exécutés par le CP conformément au contrat d'acquisition du site de triage intervenu entre le CP et l'Université.		X
2	La réhabilitation des sols des terrains appartenant à l'Université (incluant le nivellement). Voir section-Gestion des sols		X
3	La construction d'un passage piéton sous la voie ferrée dans l'axe nord-sud vers la station de métro Acadie		X
4	La construction de la nouvelle cour de services de l'Arrondissement (14 000 m^2) et d'une voie d'accès incluant les infrastructures souterraines	X	
5	La construction d'un mur de soutènement le long du nouveau corridor ferroviaire		X
6	La construction d'un viaduc ferroviaire et d'un passage inférieur de l'axe central sous le nouveau corridor ferroviaire avec des murs de soutènement et une station de pompage – Note : L'Université prévoit l'aménagement, à ses frais, d'un tunnel sous le viaduc ferroviaire pour ses activités. La Ville et l'Université coordonneront leurs travaux respectifs afin d'en minimiser les coûts.	X	
7	La fourniture et l'installation des infrastructures de gestion des eaux pluviales, autres que celles décrites expressément aux lignes 8 et 9, et requises pour ou en raison du Projet, incluant mais sans s'y limiter, les bassins de rétention (temporaires ou permanents) permettant de limiter le débit d'eau rejeté dans le réseau municipal à 10 litres par seconde par hectare		X
8	La fourniture et l'installation de bassins de rétention (temporaires ou permanents) permettant de capter les eaux en provenance du territoire déjà construit de l'Arrondissement et de limiter le débit de sortie à 10 litres par seconde par hectare ou tel qu'exigé par les services municipaux	X	
9	La fourniture et l'installation, dans le domaine public, d'égouts sanitaires et pluviaux, de conduites d'aqueduc, d'entrées de service, de puisards, de regards, de chambres de vannes, etc.; la fourniture et l'installation d'une conduite collectrice vers le collecteur Beaumont; le pavage des rues et la construction des trottoirs; l'installation de l'éclairage électrique et du mobilier urbain des rues	X	
10	Puits et canalisations souterraines pour les entreprises d'énergie et de télécommunication (électricité, gaz, téléphone, câble) – Note : les canalisations seront installées par les entreprises concernées ou la CSEM, à la demande et aux frais du propriétaire des terrains à desservir.	X	

CF

11211

	Les travaux seront coordonnés par la Ville et la Commission des services électriques de Montréal.		
11	L'aménagement de la voie de services des pavillons universitaires		X
12	L'aménagement d'une esplanade plantée devant les pavillons universitaires, le long de l'axe central de circulation		X
13	La réhabilitation des sols du terrain municipal qui doit être cédé à l'Université	X	
14	L'aménagement de la place publique et des deux parcs de voisinage sur les terrains que l'Université doit céder à la Ville à des fins de parc	X	
15	La construction des Premiers pavillons universitaires		X

2. Conditions préalables

a. Conditions applicables aux engagements pris par les deux parties

Tous les engagements des parties pris en vertu de la présente Entente sont conditionnels à la conclusion, par chacune d'elle, d'une entente d'aide financière avec le MAMROT dans le cadre du Fonds Chantier Canada-Québec. En vertu de ces ententes, le MAMROT doit d'une part verser à la Ville une subvention d'un montant minimal de 38,3 millions de dollars et, d'autre part, verser à l'Université une subvention de 21,7 millions de dollars.

Les engagements de l'Université sont également pris en considération de la subvention que la Ville s'engage à lui verser en vertu de la présente Entente, considération essentielle sans laquelle l'Université n'aurait pas consenti à la présente Entente.

b. Conditions additionnelles applicables aux engagements pris par la Ville

En plus de ce qui précède, la Ville n'aura aucune obligation de réaliser les travaux décrits aux lignes 6, 8, 9, 10, 13 et 14 du tableau ci-dessus tant que les deux conditions suivantes n'auront pas été rencontrées :

- l'Université a obtenu du gouvernement du Québec l'autorisation de construire les Premiers pavillons universitaires; et
- l'Université a obtenu une lettre du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport confirmant qu'elle obtiendra, en temps utile, le financement requis pour la construction des Premiers pavillons universitaires.

De plus, l'engagement de la Ville de réaliser les travaux décrits à la ligne 6 (« Construction d'un viaduc ferroviaire et d'un passage inférieur de l'axe central sous le nouveau corridor ferroviaire avec des murs de soutènement et une station de pompage ») est conditionnel à l'obtention des autorisations requises de toutes les entités compétentes en pareille matière, notamment le CP, à des conditions acceptables à la Ville. À défaut d'obtenir les autorisations requises à des conditions acceptables à la Ville, les parties s'engagent à déployer leurs meilleurs efforts pour trouver une alternative aux travaux initialement projetés.

CF

c. Conditions additionnelles applicables aux engagements pris par l'Université

En plus de ce qui est prévu au paragraphe a, l'Université n'aura aucune obligation de réaliser les travaux décrits aux lignes 7, 11, 12 et 15 tant qu'elle n'aura pas obtenu du gouvernement du Québec l'autorisation de construire les Premiers pavillons universitaires et la confirmation que les subventions requises à cette fin lui seront accordées.

De plus, l'engagement de l'Université de réaliser les travaux décrits à la ligne 3 (« La construction d'un passage piéton sous la voie ferrée dans l'axe nord-sud vers la station de métro Acadie ») est conditionnel à l'obtention des autorisations requises de toutes les entités compétentes en pareille matière, notamment le CP, à des conditions acceptables à l'Université.

L'Université ne sera pas non plus tenue d'aménager et d'ouvrir le passage tant que la Ville, un organisme public de transport collectif ou l'Université n'aura pas acquis les droits requis (notamment, un droit de propriété, une servitude ou une emphytéose) sur une propriété située au nord de la propriété de CP afin d'assurer un accès à long terme à la station de métro Acadie. Dans l'éventualité où ces conditions ne peuvent se réaliser, les parties s'engagent à déployer leurs meilleurs efforts pour trouver une solution alternative aux travaux initialement projetés.

Ce passage sera construit sous la voie ferrée, jusqu'à la limite nord de la propriété de CP. Il sera piétonnier et non cyclable. Cependant, il sera conçu de façon à ce que les cyclistes puissent l'emprunter en marchant à côté de leurs bicyclettes. Le passage sera d'une largeur d'au moins six (6) mètres. L'Université devra entretenir le passage à ses frais.

3. Coût des travaux

Chaque partie assume le coût des travaux dont elle est responsable conformément au tableau ci-dessus. L'estimation des coûts est décrite à l'Annexe C. Chaque partie doit s'assurer du respect du budget afférent aux différents travaux dont elle est responsable et assume tout dépassement des coûts liés à la réalisation de ces travaux, le cas échéant.

Nonobstant ce qui précède, dans l'éventualité d'un dépassement de coûts, l'Université pourra, afin de remédier à la situation, modifier le calendrier des travaux qui lui incombent en vertu de la présente Entente, à la condition que cette modification soit préalablement autorisée par le représentant de la Ville désigné à la Section 14 de la présente Entente. Il est cependant entendu que cette modification ne pourra être refusée si elle permet de remédier au dépassement de coûts sans compromettre la réalisation du Projet dans son ensemble et si elle n'a pas pour effet de retarder l'exécution des obligations de la Ville.

CF

211

4. Versement d'une subvention par la Ville à l'Université

Sous réserve du versement par le MAMROT à la Ville d'une subvention d'un montant minimal de 38,3 millions de dollars dans le cadre du Fonds Chantier Canada-Québec, la Ville s'engage à verser à l'Université, pour la réalisation des travaux décrits aux lignes 1, 2, 3, 5, 7, 10, 11 et 12, une subvention équivalant à 50% du coût des travaux de l'Université et des services professionnels qui y sont liés, incluant les taxes nettes et excluant tous frais d'administration, jusqu'à concurrence d'un montant de 21,7 millions de dollars.

L'Université pourra faire parvenir à la Ville une ou plusieurs demandes de remboursement, étant entendu toutefois qu'aucun versement ne sera dû à l'Université avant que la Ville n'ait elle-même reçu du MAMROT, dans le cadre du Fonds Chantier Canada-Québec, le remboursement d'une somme de 16,6 millions de dollars. Cette première tranche de 16,6 millions de dollars qui sera versée par le MAMROT à la Ville sera affectée exclusivement au remboursement partiel des travaux réalisés par la Ville. Les sommes reçues au-delà de cette première tranche de 16,6 millions de dollars seront ensuite versées à l'Université, dans les soixante (60) jours du dépôt à la Ville de la demande de remboursement ci-après indiquée, jusqu'à concurrence toutefois de la somme maximale de 21,7 millions de dollars précitée.

Chaque demande de remboursement doit identifier clairement les travaux réalisés par l'Université et leur coût et être accompagnée des pièces justificatives. Les coûts liés aux travaux de décontamination et de nivellement doivent être identifiés séparément.

CF

211

SECTION 3
CALENDRIER DE RÉALISATION DES TRAVAUX VISÉS

1. Travaux relevant de l'Université

L'Université s'engage à réaliser les travaux décrits aux lignes 1, 2, 3, 5, 7, 11, 12 et 15 de la section 2, selon le calendrier joint aux présentes en Annexe H, étant entendu que ce calendrier pourra être ajusté de temps à autre en cours de projet pour tenir compte des imprévus du chantier et des conditions climatiques.

Nonobstant ce qui précède :

- l'Université s'engage à vendre à la Ville les terrains voués à la construction de la nouvelle cour de services de l'Arrondissement dans les quatre-vingt-dix (90) jours d'une demande de la Ville à cet effet, demande qui pourra être formulée suivant l'achèvement des travaux de réhabilitation et de nivellement desdits terrains conformément à la présente Entente. Il est entendu que lesdits travaux débuteront dès que les conditions extérieures le permettront suite à l'appel d'offres public auquel procédera l'Université immédiatement après la signature d'une entente d'aide financière avec le MAMROT dans le cadre du Fonds Chantier Canada-Québec et la signature de la présente Entente; et
- l'Université doit commencer les travaux de construction des Premiers pavillons universitaires au plus tard quinze (15) mois suivant l'obtention de l'autorisation du gouvernement du Québec de les construire et de la confirmation que les subventions requises à cette fin lui seront accordées et terminer l'ensemble des Travaux visés décrits à la Section 2 de la présente Entente dans les quarante-huit (48) mois suivant l'obtention desdites autorisation et confirmation.

2. Travaux relevant de la Ville

La Ville s'engage à réaliser les travaux décrits aux lignes 4, 6, 8, 9, 10, 13 et 14 de la section 2, selon le calendrier joint aux présentes en Annexe H, étant entendu que ce calendrier pourra être ajusté de temps à autre en cours de projet pour tenir compte des imprévus du chantier et des conditions climatiques.

Sous réserve des autres dispositions de la présente Entente, la Ville s'engage notamment à:

i) exécuter les travaux de construction de la nouvelle cour de services de l'Arrondissement dans un délai de vingt-quatre (24) mois suivant l'achèvement par l'Université des travaux de réhabilitation et de nivellement des terrains destinés à être cédés à la Ville pour cet usage; et

ii) compléter les travaux requis pour l'ouverture des Premiers pavillons universitaires.

CF

SECTION 4
GOUVERNANCE ET GESTION DE PROJET

Comité de direction

Les parties s'engagent à mettre en place un comité de direction qui regroupera les personnes suivantes :

a) le chef de projet de la Ville;
b) le directeur de l'Arrondissement ou son représentant;
c) le directeur général de la Ville ou son représentant;
d) le directeur général de la Direction des immeubles de l'Université;
e) un représentant désigné par le conseil de l'Université;
f) le vice-recteur de l'Université responsable du développement immobilier.

Ce comité assurera la coordination entre l'Université, la Ville et le CP.

Comité de coordination des travaux

Les parties s'engagent à mettre en place un comité de coordination des travaux qui aura notamment pour rôle de :

a) planifier et coordonner les travaux et les changements;
b) résoudre les problèmes communs;
c) veiller au respect du calendrier de réalisation des Travaux visés.

La Ville et l'Université se transmettront, à titre d'information et de coordination, dans le cadre des réunions du comité de coordination des travaux, les plans et devis ainsi que les calendriers de réalisation de leurs travaux respectifs.

Gestion des impacts de la construction

La Ville et l'Université s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de minimiser les impacts sur le milieu associés à la réalisation des travaux de construction du Projet du Campus Outremont et notamment à participer à cette fin à un comité de voisinage.

CF

SECTION 5
GESTION DES SOLS

1. Conditions applicables à toutes les cessions de terrains

Lorsque l'Université ou la Ville (ci-après appelée le « Cédant ») cède un terrain à l'autre partie dans le cadre du Projet, elle devra, à ses frais, réaliser sur les terrains devant être cédés les travaux de réhabilitation décrits ci-après. Tous les frais liés aux travaux de réhabilitation, incluant les frais d'inscription des avis de contamination et de réhabilitation, sont à la charge du Cédant. Le cas échéant, tous les vestiges de construction des utilisateurs actuels et précédents présents au-dessus et dans le sol devront être enlevés du terrain cédé et gérés par le Cédant dans le cadre des travaux de réhabilitation environnementale effectué.

Un rapport de surveillance des travaux de réhabilitation environnementale attesté par un expert autorisé devra confirmer la réalisation des travaux conformément aux présentes. De plus, un avis de contamination devra être inscrit au registre foncier sur chaque terrain visé préalablement à toute opération cadastrale ou transaction immobilière, selon le cas.

Les terrains qui seront cédés devront, s'il a été nécessaire de les rehausser ou de combler des excavations par la mise en place de remblai, respecter les exigences suivantes : la composition et la mise en place du remblai doivent être conformes au *Cahier des prescriptions normalisées de la Direction des travaux publics* de la Ville de Montréal, notamment celles édictées à l'article 2.05 du fascicule 2.5 du *Cahier des prescriptions normalisées, travaux de chaussées, trottoirs et bordures et travaux d'égouts, d'aqueduc - Volume 4*. Les plans et devis de réalisation des travaux de réhabilitation et de nivellement préparés par l'Université devront être transmis à la Ville avant le processus de soumissions aux fins de l'adjudication des contrats par l'Université, entre autres pour s'assurer qu'ils sont compatibles avec les plans et devis de la Ville, notamment en ce qui concerne les élévations finales des terrains, et y apporter les ajustements nécessaires, le cas échéant. Chaque partie demeure entièrement responsable de la conformité de ces plans et devis et du respect de ses obligations en vertu de la présente Entente.

Si, avant la cession d'un terrain dans le cadre du Projet, les lois, règlements et autres normes applicables en matière de réhabilitation des sols étaient modifiés, le Cédant devra, avant la cession du terrain, réaliser à ses frais tous les travaux additionnels qui pourraient être requis pour se conformer à ces nouvelles normes.

2. Terrains devant être cédés à la Ville

A. Terrains devant être cédés à la Ville à des fins de rue

Les terrains devant être cédés à la Ville à des fins de rue devront être conformes à la *Loi sur la qualité de l'environnement*, L.R.Q., chapitre Q-2 et à ses règlements applicables, de même qu'aux critères de la Politique de protection des sols et de

CF

réhabilitation des terrains contaminés du MDDEP, compte tenu de l'usage projeté. De plus, tous les sols de remblai présents entre le niveau d'infrastructures des chaussées et trottoirs et le sol naturel ou le socle rocheux devront présenter des caractéristiques géotechniques acceptables pour la construction des nouvelles infrastructures; ces sols de remblai devront être conformes aux exigences du *Cahier des prescriptions normalisées de la Ville de Montréal* précité.

B. Terrains devant être cédés à la Ville à des fins de parc ou autre lieu public

Les terrains devant être cédés à la Ville à titre de parc ou autre lieu public devront être conformes à la *Loi sur la qualité de l'environnement* précitée et à ses règlements applicables, de même qu'aux critères de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés du MDDEP applicables à un usage sensible de parc au sens de ladite Politique.

C. Terrains devant être cédés à la Ville aux fins de la nouvelle cour de services de l'Arrondissement

Les terrains devant être cédés à la Ville aux fins de la nouvelle cour de services de l'Arrondissement devront être conformes à la *Loi sur la qualité de l'environnement* précitée et à ses règlements applicables, de même qu'aux critères de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés du MDDEP, compte tenu de l'usage projeté. De plus, tous les sols de remblai présents jusqu'au niveau du terrain naturel ou du socle rocheux devront présenter des caractéristiques géotechniques acceptables pour la construction des nouvelles infrastructures par la Ville; ces sols de remblai devront être conformes aux exigences du *Cahier des prescriptions normalisées de la Ville de Montréal,* précité.

3. Autres terrains de l'Université

Les terrains qui seront vendus par l'Université pour la construction résidentielle devront être conformes à la *Loi sur la qualité de l'environnement* précitée et à ses règlements applicables, de même qu'aux critères de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés du MDDEP pour une utilisation résidentielle.

Nonobstant ce qui précède, le sol situé entre la conduite d'égout et la voie de service mentionnées au paragraphe 6 B) de la Section 6, devra respecter les critères mentionnés au paragraphe 2 A ci-dessus.

4. Terrains devant être cédés à l'Université

Les terrains qui seront cédés par la Ville à l'Université devront être conformes à la *Loi sur la qualité de l'environnement* précitée et à ses règlements applicables, de même qu'aux critères de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés du MDDEP, compte tenu de l'usage projeté.

CF

20211

SECTION 6
TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

1. Opérations cadastrales

Chaque partie sera responsable de préparer, à ses frais, en étroite collaboration avec les arpenteurs de l'autre partie, les plans et autres documents requis pour les opérations cadastrales nécessaires pour l'exécution de la présente Entente en ce qui concerne les immeubles qui lui appartiennent, notamment celles relatives aux cessions d'immeubles qui y sont prévues. Chaque partie assumera les frais de ses arpenteurs.

2. Terrains cédés par l'Université à la Ville

- La Ville entend acheter un terrain appartenant à l'Université afin d'y construire la cour de services de l'arrondissement d'Outremont. Ce terrain est décrit à l'Annexe E des présentes. L'Université devra céder ledit terrain dans les quatre-vingt-dix (90) jours d'une demande de la Ville à cet effet, étant entendu que cette demande ne pourra être formulée avant l'achèvement par l'Université des travaux de réhabilitation et de nivellement de ce terrain.

- Les terrains destinés à devenir des rues desservant le futur campus seront cédés à la Ville gratuitement conformément à la loi. Ces terrains sont identifiés à titre de rue à l'Annexe E;

- L'Université devra acquitter les frais de parcs, tel que prévu au *Règlement sur les opérations cadastrales* (R. R. V. M., chapitre O-1). Ces frais de parcs seront acquittés par la cession de terrains et non en argent. Les terrains à céder à la Ville à titre de frais de parc font partie des parcs et espaces verts identifiés sur le plan d'aménagement et sont montrés à l'Annexe E.

3. Terrains cédés par la Ville à l'Université

L'Université entend acheter une parcelle de terrain appartenant à la Ville requise pour compléter l'îlot situé au sud-ouest du campus universitaire. Ce terrain est décrit à l'Annexe E des présentes. La Ville s'engage à céder ledit terrain dans les quatre-vingt-dix (90) jours d'une demande de l'Université à cet effet, étant entendu que cette demande ne pourra être formulée avant que la Ville n'ait complété les travaux de réhabilitation et de nivellement de ce terrain.

4. Conditions de vente

Sauf pour les cessions des terrains destinés à des fins de rue et de parc, les engagements des parties pris aux termes de la présente section devront faire l'objet d'actes distincts à être approuvés par les instances compétentes de chacune des parties. Cependant, et sous réserve des autres dispositions de la présente Entente à l'effet contraire, la Ville et l'Université conviennent d'ores et déjà que toutes les transactions immobilières à

CF

30/11/11

intervenir entre elles seront effectuées à la Juste Valeur Marchande des terrains au moment de l'offre d'achat et de laquelle sera déduite, en ce qui concerne les ventes de terrains par l'Université à la Ville, toute subvention versée par la Ville à l'Université pour la réhabilitation et le nivellement du terrain concerné. Les frais d'évaluation seront partagés à parts égales entre les parties. Le cas échéant, le montant de subvention à déduire du prix de vente sera calculé sur la base du montant total de la subvention versée par la Ville à l'Université aux fins des travaux de réhabilitation et de nivellement, au prorata de la superficie du terrain concerné par rapport à la superficie totale des terrains de l'Université qui ont été l'objet de ladite subvention. Le prix de vente sera payable comptant au moment de la signature de l'acte de vente.

5. Actes de vente

Tous les actes de vente devant intervenir entre les parties afin de donner effet aux dispositions des présentes contiendront les conditions et obligations suivantes :

- L'acheteur devra vérifier lui-même auprès des autorités compétentes que la destination qu'il entend donner aux immeubles ainsi acquis est conforme aux lois et règlements en vigueur;

- L'acte de vente sera rédigé par le notaire choisi par l'acheteur et reçu devant lui. Les honoraires pour cet acte ainsi que les coûts des copies, dont trois (3) pour la Ville, et de la publication seront assumés par l'acheteur. Chaque partie reconnaît que le projet d'acte préparé par son notaire devra être approuvé préalablement à sa signature par le service des Affaires juridiques et de l'évaluation foncière de la Ville et par le Bureau des affaires juridiques de l'Université avant sa présentation pour approbation aux instances décisionnelles compétentes de chaque partie. Advenant le cas où une transaction faisant l'objet de la présente ne se réalise pas, pour quelque raison que ce soit, notamment parce que l'acheteur n'est pas satisfait de l'examen des titres de propriété, l'acheteur assumera seul tous les frais encourus auprès du notaire qu'il aura choisi;

- L'acheteur prendra possession de l'immeuble à la signature de l'acte;

- L'acheteur prendra à sa charge à compter de la date de la signature de la transaction immobilière visée toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur l'immeuble visé par la transaction, sauf si l'acheteur ou ses biens en sont exemptés en vertu de la loi;

- La cession des immeubles se fera sans garantie aucune et aux risques et périls de l'acheteur;

- L'Université s'engage à ne faire aucune demande pour diminution de l'évaluation municipale des immeubles qu'elle aura acquis en application des présentes du fait qu'ils auraient été acquis pour des prix moindre que l'évaluation municipale telle

CF

qu'établie par la Ville au rôle de l'année courante, l'Université se réservant toutefois le droit de contester l'évaluation pour tout autre motif;

- Le cas échéant, les taxes sur les produits et services et les taxes de vente du Québec exigibles par les autorités fiscales à l'occasion de toutes les transactions immobilières prévues aux présentes seront à la charge de l'acheteur.

6. Servitudes

A. Passage vers la station de métro Acadie

Dans les douze (12) mois d'une demande à cet effet, l'Université consentira à la Ville ou à un organisme de transport collectif, à titre gratuit, une servitude réelle et perpétuelle de passage à pied pour assurer un accès public à la station de métro Acadie, à partir de l'axe central. Cette servitude accordera un droit de passage piétonnier et non cyclable. Cependant, cette servitude permettra aux cyclistes d'emprunter le passage en marchant à côté de leurs bicyclettes.

L'obligation de l'Université de consentir cette servitude est assujettie aux conditions suivantes :

i) la construction par l'Université du passage piéton sous la voie ferrée prévu à la ligne 3 de la Section 2 de la présente Entente, aux conditions prévues au paragraphe 2 c) de la Section 2 de la présente Entente;

ii) CP crée ou consent à ce que l'Université crée cette servitude sur le passage piéton sous la voie ferrée; et

iii) la Ville, un organisme de transport collectif ou l'Université acquiert les droits requis (notamment, le droit de propriété, une servitude ou une emphytéose) sur une propriété située au nord de la propriété de CP pour assurer un accès à la station de métro Acadie.

Si ces conditions ne sont pas rencontrées, les parties s'engagent à déployer leurs meilleurs efforts pour trouver une solution alternative pour procurer un accès à la station de métro Acadie, auquel cas la servitude sera consentie en tenant compte de cette solution alternative.

Sous réserve de ce qui précède, l'implantation de cette servitude est indiquée à l'Annexe F et l'assiette de cette servitude sera composée des parties de lots ci-après décrites :

i) une partie de lot dont l'Université est propriétaire et qui est située dans l'axe nord-sud, entre l'axe central et le passage piéton sous la voie ferrée prévu à la ligne 3 de la Section 2 de la présente Entente; et

CF

ii) une partie de lot dont CP est propriétaire et qui constitue l'emprise du passage piéton sous la voie ferrée prévu à la ligne 3 de la Section 2 de la présente Entente; et

iii) une partie de lot dont l'Université deviendra propriétaire si elle acquiert le droit de propriété d'une propriété située au nord de la voie ferrée, à la condition que cette servitude n'ait pas pour effet de réduire la superficie du bâtiment que l'Université pourrait construire sur cette propriété en vertu de la réglementation municipale (maximum constructible) et que ce passage s'effectue à l'endroit qui sera désigné par l'Université, notamment à l'extérieur dudit pavillon. Cependant, la servitude ne sera pas créée sur cette partie de lot ou elle s'éteindra sur cette partie de lot dans l'éventualité où la Ville ou un organisme de transport collectif acquiert les droits requis sur une propriété située au nord de la propriété de CP pour assurer un accès entre le passage piéton et la station de métro Acadie.

Nonobstant le caractère public de cette servitude, l'Université pourra fermer le passage piéton sous la voie ferrée en dehors des heures régulières d'ouvertures du métro.

Les immeubles qui borderont le futur passage piéton ainsi que le passage lui-même devront être conçus afin de permettre les échanges visuels entre l'intérieur et l'extérieur de façon à créer un sentiment de convivialité et de sécurité et à favoriser l'utilisation de ce passage public. L'aménagement de ce passage devra être intégré au parcours d'espaces libres (esplanade, passage sous la voie ferrée, cour intérieure des pavillons universitaires) qui le bordent.

L'Université renonce expressément à sa faculté de racheter la servitude de passage ci-haut décrite et ce, pour une période de trente ans. L'Université s'engage à entretenir l'assiette de la servitude.

B. Servitude d'égout

Avant le début de la construction des immeubles de l'Université, cette dernière consentira à la Ville, sur demande et à titre gratuit, une servitude réelle et perpétuelle d'utilité publique et de non-construction (sauf en ce qui a trait à la construction de la voie de service) sur les terrains dont elle est propriétaire, pour l'installation d'une nouvelle conduite d'égout entre le bassin de rétention qui se trouvera sous la nouvelle place publique et le collecteur Beaumont, tel qu'indiqué à l'Annexe F. Il est entendu que l'assiette de cette servitude se situera sous la voie de service de l'Université, dans le prolongement de l'avenue Outremont, à un endroit où aucun pavillon n'est prévu, selon le plan d'aménagement.

La Ville assumera l'entretien de la conduite d'égout ainsi que toute responsabilité et toute dépense liée ou pouvant découler de celle-ci, notamment en raison de sa construction, son utilisation ou son remplacement.

CF

38/111

C. Termes et conditions des servitudes

Sous réserve de ce qui précède et des conditions usuelles, les parties devront s'entendre sur les termes et conditions des servitudes précitées. Les actes de servitudes seront préparés par un notaire désigné par la Ville, aux frais de cette dernière, incluant les frais de publication.

CF

34/211

SECTION 7
CONSTRUCTION DE LOGEMENTS RÉSIDENTIELS ET INCLUSION DE LOGEMENTS SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES ET DES LOGEMENTS ABORDABLES

L'Université s'engage à vendre ou à céder par voie d'emphytéose d'une durée d'au moins 50 ans selon le choix de l'Université, les lots du Projet destinés à un usage résidentiel, incluant les lots destinés au Logement Abordable et ce, dans un délai de 2 années suivant la construction de l'axe central, sauf les lots destinés à un usage résidentiel situés à l'ouest de l'avenue McEachran.

L'Université s'engage à vendre les lots du Projet destinés au Logement social et communautaire dans un délai de 2 années suivant la construction de l'axe central.

Malgré ce qui précède, l'Université ne sera pas considérée en défaut en vertu de la présente Entente si elle ne parvient pas à vendre ou à céder par voie d'emphytéose les lots du Projet destinés à un usage résidentiel, incluant les lots destinés au Logement Abordable, dans le délai précité dans la mesure où elle démontre à la Ville qu'elle a mis en marché le droit de propriété ou un droit d'emphytéose sur les lots visés à leur Juste Valeur Marchande d'une part, et qu'elle n'a pas reçu d'offre raisonnable, d'autre part. En ce qui concerne les Logements Sociaux et communautaires, l'Université ne sera pas considérée en défaut en vertu de la présente Entente si elle était disposée à vendre les lots concernés au prix prédéterminé pour leur vente en vertu de la présente Entente, d'une part, et qu'elle n'a pas reçu de demande à cet effet de la SDO ou de la Ville, d'autre part, conformément au paragraphe 1 ci-dessous.

1. Engagement de l'Université pour la production de Logements Sociaux et communautaires

À la demande de la Ville, l'Université s'engage à vendre à un organisme désigné par le SDO, dans un délai maximal de deux (2) ans suivant la réalisation de la portion de l'axe central vis-à-vis des lots résidentiels montrés au plan joint en Annexe E, un emplacement au sud de l'axe central, localisé entre le prolongement de l'avenue Outremont et l'emprise du nouveau corridor ferroviaire, d'une superficie approximative de trois mille six cent (3600) mètres carrés, offrant la possibilité de construire au moins 95 Logements, au prix de un million cent quarante mille (1 140 000) dollars, excluant la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ). Un organisme désigné par le SDO en vertu du présent paragraphe n'est pas un promoteur immobilier au sens de la présente Entente.

Si la vente du terrain n'était pas complétée à l'échéance du délai de 2 ans prévu au paragraphe précédent, la Ville s'engage à l'acquérir et l'Université à le céder aux mêmes conditions, dans l'année suivant la date d'échéance du délai précité. Le cas échéant, il est entendu que la Ville devra alors utiliser ce terrain à des fins de Logement social et communautaire. Si la vente du terrain en faveur de la Ville n'a pas eu lieu au moment

CF

30/03/11

prévu au présent paragraphe, l'Université sera libérée de son engagement de le vendre à la Ville et de son obligation de réaliser ou de faire en sorte que soient réalisés les 95 Logements Sociaux et communautaires.

Le prix mentionné précédemment sera indexé annuellement, sur la base de l'indice des prix à la consommation compilés par Statistique Canada (IPC), pour la région de Montréal, à la date anniversaire de la signature de l'Entente, avec un maximum de 5,5 % pour une année donnée, étant entendu que le prix ne sera jamais ajusté à la baisse. Le prix de vente indiqué ci-dessus tient compte du fait que l'Université réalise les travaux de réhabilitation des terrains et aucun ajustement de prix ne sera effectué à cet égard.

Malgré ce qui précède, et sous réserve de l'approbation préalable écrite du représentant de la Ville désigné à la Section 14 de la présente Entente, laquelle approbation ne pourra être refusée sans motif valable, le nombre de Logements Sociaux et communautaires à réaliser sur les terrains de l'Université ainsi que la superficie de terrain devant être vendu à cette fin pourront être révisés dans la mesure où la construction résidentielle sur ces terrains prévoit la réalisation de logements à tenure locative, spécifiquement destinés à accueillir une clientèle étudiante. Aux fins de son approbation, la Ville tiendra compte notamment des éléments permettant d'assurer la pérennité de l'affectation aux fins de résidences étudiantes des terrains visés.

Si la Ville approuve la demande de l'Université, le nombre de Logements Sociaux et communautaires à réaliser s'établira comme suit:

(superficie brute de plancher résidentiel UdeM en mètres carrés- superficie brute de plancher résidentiel dédié aux logements étudiants en mètres carrés) / 100) x 15%.

Le cas échéant, le prix d'acquisition de l'emplacement devant permettre la réalisation des Logements Sociaux et communautaires s'établira comme suit: (nombre révisé de Logements Sociaux et communautaires) x 12 000 $. Ce prix sera indexé annuellement selon les modalités de la présente section.

Il est également convenu que la superficie de l'emplacement permettant la réalisation du nombre de Logements Sociaux et communautaires révisé sera alors déterminée de façon à respecter les paramètres de la réglementation d'urbanisme en vigueur ainsi que les paramètres architecturaux et normatifs du programme d'aide financière Accès-Logis de la Société d'habitation du Québec.

2. Engagement de l'Université pour la réalisation de Logements Abordables

L'Université s'engage à réaliser ou à faire en sorte que soient réalisés dans le cadre du Projet, un minimum de 95 Logements Abordables.

Jusqu'à la construction des 95 Logements Abordables, chaque fois que l'Université voudra vendre ou céder par voie d'emphytéose l'un de ses terrains à des fins résidentielles autres que pour des fins de Logement social et communautaire, celle-ci s'engage à ce que l'acte de vente ou d'emphytéose à intervenir entre elle et le Promoteur

CF

retenu inclue une obligation du Promoteur de construire des Logements Abordables, dont le nombre devra correspondre à un minimum de 18 % du nombre total de Logements à être réalisés par le Promoteur immobilier. L'acte de vente ou d'emphytéose devra également prévoir expressément que l'engagement du Promoteur de faire du Logement Abordable privé est au bénéfice de la Ville qui pourra entreprendre directement contre lui tous les recours nécessaires pour assurer le respect de cet engagement. La Ville consent à toute clause en sa faveur strictement conforme à ce qui précède qui sera contenue aux actes de vente à intervenir entre l'Université et tout promoteur immobilier. L'Université s'engage de plus à obtenir, au moment de la vente ou de la cession en emphytéose des terrains visés aux Promoteurs immobiliers sélectionnés, la remise d'une lettre de garantie bancaire en faveur de la Ville, telle que décrite à la section 12 de la présente Entente, dont le montant sera égal au montant obtenu en multipliant par 10 000,00 $ le nombre d'unités de Logements Abordables à être réalisées par le Promoteur immobilier. L'Université doit aviser la Ville au préalable de telles ventes ou emphytéoses et cette lettre de garantie doit être déposée à la Ville dans les quinze (15) jours de la vente ou de la cession en emphytéose des terrains.

Les Promoteurs immobiliers pourront requérir la réduction du montant de leur lettre de garantie bancaire visée au paragraphe précédent, telle réduction étant déterminée en multipliant le nombre de Logements Abordables réalisés par le montant de 10 000,00 $, étant entendu que les demandes de réduction ne surviendront pas à des intervalles plus rapprochés que 12 mois. On entend par « Logement Abordable réalisé » un Logement vendu, dont l'acte de vente a été dûment publié au Bureau de la publicité des droits, à un prix conforme à ceux mentionnés à la Section 1, ou un Logement loué conformément aux modalités de cette même section.

La garantie bancaire remise par chacun des Promoteurs immobiliers demeurera en vigueur jusqu'au moment où la totalité des Logements Abordables projetés sur les terrains acquis aura été réalisée.

Le nombre de 95 Logements Abordables prévu au premier alinéa du présent paragraphe représente 15% du nombre total d'unités de Logement prévues sur les terrains de l'Université au moment de la signature de la présente Entente. Sous réserve de l'approbation préalable écrite du représentant de la Ville désigné à la Section 14, laquelle approbation ne pourra être refusée sans motif valable, ce nombre pourra être révisé dans la mesure où la construction résidentielle sur les terrains de l'Université prévoit la réalisation de logements à tenure locative, spécifiquement destinés à accueillir une clientèle étudiante. Aux fins de son approbation, la Ville tiendra compte notamment des éléments permettant d'assurer la pérennité de l'affectation aux fins de résidences étudiantes des terrains visés.

CF

3/11/21

Advenant le cas où la Ville approuve la demande de l'Université, le nombre de Logements Abordables à réaliser s'établira comme suit:

(superficie brute de plancher résidentiel UdeM en mètres carrés- superficie brute de plancher résidentiel dédié aux logements étudiants en mètres carrés) / 100) x 15%.

Aux fins de l'application des paragraphes 1 et 2 de la présente section, l'Université s'engage à préciser son intention de réaliser des logements étudiants préalablement à la première vente ou de la cession en emphytéose de tout terrain destiné à la construction résidentielle, à défaut de quoi la Ville pourra, pour ce seul motif, refuser d'ajuster le nombre de Logements Sociaux et communautaires ou le nombre de Logements Abordables à réaliser conformément à la présente convention.

3. Engagement de l'Université pour la réalisation de résidences étudiantes

Dans l'éventualité où l'Université entend réaliser des logements à tenure locative spécifiquement destinés à accueillir une clientèle étudiante sur les lots résidentiels situés au sud de l'axe central, entre le prolongement de l'avenue Outremont et l'emprise du nouveau corridor ferroviaire, l'Université s'engage à ce que lesdits logements soient réalisés par le biais d'une emphytéose d'une durée d'au moins cinquante (50) ans, à ce que le contrat d'emphytéose prévoit l'obligation pour l'emphytéote de maintenir l'usage « résidences étudiantes » pendant toute la durée de l'emphytéose et à ce que cette obligation soit garantie par une clause résolutoire en faveur de l'Université. L'Université s'engage également à exercer cette clause résolutoire si l'emphytéote ne respecte pas cette obligation.

CF

SECTION 8
CONCEPTION ET CONSTRUCTION DES IMMEUBLES

1. Engagements de l'Université

L'Université s'engage à respecter les obligations suivantes :

Certification LEED

- obtenir une certification LEED pour les pavillons universitaires et autres immeubles universitaires;

Gestion de l'eau

- favoriser la conception des bâtiments dont la consommation d'eau est réduite de 20 % en utilisant des appareils performants, tel que prescrit par la certification LEED-NC;
- favoriser l'utilisation d'une partie des eaux de pluie pour l'irrigation des espaces verts;
- respecter un débit pluvial de 10 litres par seconde par hectare déversé à l'égout collecteur pour tout nouvel aménagement.

Gestion des matières résiduelles

- concevoir les bâtiments avec des espaces intérieurs d'entreposage réservés et accessibles pour faciliter les différentes collectes mécanisées des matières résiduelles.

Verdissement et réduction des îlots de chaleur urbains

- favoriser la réduction des îlots de chaleur urbains et, à cet égard :
  - privilégier l'aménagement de cours intérieures de manière à ce que la majorité de la surface de celles-ci soit perméable;
  - s'engager à ce que la majorité des toits soit constituée de toits verts ou blancs;
  - utiliser des espèces végétales et arboricoles adaptées au milieu.

Équipements reliés aux réseaux de câblodistribution, de distribution d'énergie électrique et de téléphonie

- concevoir les raccords et espaces de services pour les réseaux de câblodistribution, de distribution d'énergie électrique et de téléphonie intégrés à l'architecture afin d'en réduire l'impact visuel. Les postes de transformation électrique hors réseau devront être en chambre annexe ou en chambre de transformation enfouie. Les postes sur socle ne seront pas acceptés.

Gestion de l'énergie

- en ce qui concerne le Pavillon des Sciences, favoriser la construction d'un bâtiment ayant une performance énergétique supérieure d'au moins dix pour cent (10 %) aux normes en vigueur fixées par le Code modèle national de l'énergie pour les bâtiments (CMNEB), et à déployer ses meilleurs efforts afin d'atteindre un ratio de vingt pour cent (20 %);

CF

- en ce qui concerne les autres pavillons et immeubles universitaires, construire des bâtiments ayant une performance énergétique supérieure d'au moins dix pour cent (10 %) aux normes en vigueur fixées par le Code modèle national de l'énergie pour les bâtiments (CMNEB), et à déployer ses meilleurs efforts afin d'atteindre un ratio de vingt pour cent (20 %);

- privilégier l'utilisation de l'énergie passive et de l'énergie latente;

- favoriser, pour la consommation énergétique des bâtiments, une source d'énergie propre (hydroélectricité) et des sources renouvelables (géothermie, solaire, etc.) dans un pourcentage plus élevé que le gaz naturel;

- privilégier l'utilisation d'appareils d'éclairage à haute performance et l'exploitation de la lumière naturelle;

- privilégier les appareils électroménagers dans les Logements qui sont certifiés *Energy Star* lorsque le Tiers Propriétaire en assure la fourniture.

2. Obligations cédées à des Promoteurs immobiliers

L'Université s'engage à exiger de chaque Promoteur immobilier à qui elle cède un ou des lot(s), qu'il s'engage à:

Gestion de l'eau

- favoriser la conception des bâtiments dont la consommation d'eau est réduite de 20 % en utilisant des appareils performants, tel que prescrit par la certification LEED-NC;
- favoriser l'utilisation d'une partie des eaux de pluie pour l'irrigation des espaces verts;
- respecter un débit pluvial de 10 litres par seconde par hectare déversé à l'égout collecteur pour tout nouvel aménagement.

Gestion des matières résiduelles

- concevoir les bâtiments avec des espaces intérieurs d'entreposage réservés et accessibles pour faciliter les différentes collectes mécanisées des matières résiduelles, depuis les rues publiques, étant entendu que la Ville s'engage à déployer ses meilleurs efforts afin de proposer pour le site des contenants appropriés pour le dépôt des ordures ménagères, des articles recyclables, des feuilles et des résidus de jardinage et des heures de dépôt préalables des matières à collecter.

10/211

Verdissement et réduction des îlots de chaleur urbains

- favoriser la réduction des îlots de chaleur urbains et, à cet égard :
  - privilégier l'aménagement de cours intérieures de manière à ce que la majorité de la surface de celles-ci soit perméable;
  - s'engager à ce que la majorité des toits soit constituée de toits verts ou blancs;
  - utiliser des espèces végétales et arboricoles adaptées au milieu;
  - assurer l'utilisation de matériaux perméables dans les stationnements de surface et assurer leur verdissement.

Équipements reliés aux réseaux de câblodistribution, de distribution d'énergie électrique et de téléphonie

- concevoir les raccords et espaces de services pour les réseaux de câblodistribution, de distribution d'énergie électrique et de téléphonie intégrés à l'architecture afin d'en réduire l'impact visuel. Les postes de transformation électrique hors réseau devront être en chambre annexe ou en chambre de transformation enfouie. Les postes sur socle ne seront pas acceptés.

Gestion de l'énergie

- construire des bâtiments ayant une performance énergétique supérieure d'au moins dix pour cent (10 %) aux normes en vigueur fixées par le Code modèle national de l'énergie pour les bâtiments (CMNEB), et à déployer ses meilleurs efforts afin d'atteindre un ratio de vingt pour cent (20 %);

- privilégier l'utilisation de l'énergie passive et de l'énergie latente;

- s'assurer que la consommation énergétique des bâtiments provienne d'énergie propre (hydroélectricité) et de sources renouvelables (géothermie, solaire, etc.) dans un pourcentage plus élevé que le gaz naturel;

- privilégier l'utilisation d'appareils d'éclairage à haute performance et l'exploitation de la lumière naturelle;

- privilégier les appareils électroménagers dans les Logements qui sont certifiés *Energy Star* lorsque le Tiers Propriétaire en assure la fourniture.

CF

SECTION 9
AMÉNAGEMENT DES PARCS ET DES LIEUX PUB LICS

Aménagement de la place publique
Les parties collaboreront à arrimer l'aménagement de la place publique Ainsi, la Ville et l'Université devront s'informer de leurs plans d'aménagement mutuels.

Cohésion de l'aménagement de l'esplanade et de l'axe central
Les parties collaboreront à arrimer l'aménagement de l'esplanade et de l'axe central. Le mobilier urbain, les calibres et les essences végétales et l'alignement des plantations devront être étudiés de sorte de créer une facture cohérente pour ces deux espaces.

Par ailleurs, il est entendu que l'aménagement de l'esplanade sera réalisé de façon permanente au fur et à mesure de la construction des pavillons universitaires, tel que prévu dans le plan d'aménagement du Campus Outremont. Dans l'intervalle, l'Université s'engage à réaliser des aménagements partiels et temporaires de l'esplanade, au fur et à mesure de l'évolution des travaux. La Ville consent à ce que l'Université réalise ces aménagements partiels et temporaires et reconnaît que l'Université ne sera pas en défaut aux termes des présentes en raison de ceux-ci.

CF

47/211

SECTION 10
DÉPLACEMENTS DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES

L'Université s'engage à :

Principe de base
Déployer ses meilleurs efforts afin d'atteindre une part modale pour le transport collectif et actif de 75% du total de tous les déplacements vers et en provenance du campus universitaire.

Déplacements des personnes
Poursuivre auprès de ses employés et de ses étudiants l'application d'un programme d'encouragement à l'utilisation du transport collectif.

Piétons
Aménager :

- un passage piéton d'un minimum de six (6) mètres de largeur, depuis l'axe central jusqu'au passage piéton sous la voie ferrée décrit à la ligne 3 de la Section 2;

- sur les terrains de l'Université, des traverses pour piétons sécuritaires aux principales intersections par une utilisation adéquate du marquage, du traitement de sol et de la signalisation, des aménagements appropriés afin d'orienter et de diriger les piétons aux endroits sécuritaires pour traverser les rues; et

- un niveau d'éclairage suffisant afin d'assurer la sécurité le soir dans tous les lieux publics et toutes les allées piétonnières du Projet.

Vélos

- prévoir dans la planification du Projet, de concert avec la Ville, un emplacement sur le domaine public pour mettre à la disposition de la population un service de vélos en libre service;

- aménager sur le campus universitaire un nombre de places de stationnement pour vélos correspondant à au moins 5 % des déplacements vers le campus, si la demande le justifie, ainsi que des casiers et des douches;

Stationnement

- L'Université doit limiter à 400 le nombre de cases de stationnement souterrain pour voitures pour l'ensemble du Projet du campus universitaire. Un maximum de 200 cases seront réalisées pour les premiers 60 000m² de construction institutionnelle à être réalisés par l'Université;

- privilégier l'utilisation de l'autopartage, en faisant notamment des démarches auprès d'organismes offrant un service d'auto-partage afin de les encourager à offrir un service au sein du Projet;

CF

AU211

- prévoir les infrastructures électriques nécessaires pour permettre l'implantation graduelle de bornes de recharge dans les stationnements de l'Université.

Déplacements des marchandises

- Les marchandises seront livrées à des débarcadères situés sous ou à l'arrière des immeubles du campus accessibles par la voie de services de l'Université.

Obligations cédées à des Promoteurs immobiliers

Exiger de chaque Promoteur immobilier à qui elle cède un ou des Lot(s) qu'il s'engage à :

Transport en commun

- remettre aux nouveaux résidants une trousse de mobilité fournie par la Société de transport de Montréal et l'Agence métropolitaine de transport, afin de promouvoir l'usage du transport en commun et des transports actifs;
- offrir une subvention de 50 % du coût d'une carte mensuelle de transports en commun durant les six premiers mois pour chaque nouveau Logement loué ou vendu et non pourvu d'une place de stationnement.

Vélos

- privilégier l'aménagement de stationnements sécuritaires pour vélos dans les immeubles résidentiels du Projet;
- prévoir les infrastructures électriques nécessaires permettant de brancher des vélos électriques dans les stationnements pour vélos.

Stationnement

- réserver, selon les besoins, des cases de stationnement au covoiturage, à l'autopartage, aux microvoitures, aux véhicules écoénergétiques ou aux véhicules hybrides et véhicules électriques rechargeables (incluant les bornes de recharge);
- prévoir les infrastructures électriques nécessaires permettant d'augmenter graduellement le nombre de bornes de recharge dans les stationnements;
- séparer le prix du stationnement du coût de vente ou de location des Logements.

La Ville s'engage à :

Aménagement cyclable

- implanter un aménagement cyclable dans l'axe central et les avenues Outremont et Dollard.

CF

M4211

SECTION 11
AUTRES ENGAGEMENTS

1. Règlement sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales

L'Université s'engage à réaliser ses travaux selon les normes prévues au *Règlement sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales*, C-1.1 tel qu'elles pourront être modifiées de temps à autre, sous réserve toutefois de tout autre règlement applicable en pareille matière ou qui pourrait devenir applicable en pareille matière sur le territoire de l'arrondissement Outremont. Copie du *Règlement sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales* en vigueur au moment de la signature de la présente Entente est jointe en Annexe D.

2. Clause d'indemnisation

La Ville s'engage à indemniser, prendre fait et cause et défendre l'Université relativement à tout dommage, perte, réclamation ou poursuite subie par ou dirigée contre l'Université et découlant des travaux exécutés par la Ville sur des terrains appartenant à l'Université ou sur des terrains avoisinants, dans le cadre du Projet.

L'Université s'engage à indemniser, prendre fait et cause et défendre la Ville relativement à tout dommage, perte, réclamation ou poursuite subie par ou dirigée contre la Ville et découlant des travaux exécutés par l'Université sur des terrains appartenant à la Ville ou sur des terrains avoisinants, dans le cadre du Projet.

CF

45211

SECTION 12
GARANTIE

Toute lettre de garantie bancaire qui doit être remise à la Ville en vertu de la présente Entente, en faveur de cette dernière, doit être émise par une institution financière dûment autorisée à faire affaires au Québec, être irrévocable et encaissable sur le territoire de la Ville de Montréal à première demande, nonobstant tout litige entre les parties.

Telle lettre de garantie bancaire doit également stipuler que la Ville peut encaisser le montant de la lettre de garantie bancaire à chaque fois que le Promoteur immobilier est en défaut de respecter ses engagements pour lesquels il a remis une lettre de garantie bancaire.

Dans l'éventualité où le Promoteur immobilier omet de remettre à la Ville, au moins trente (30) jours avant la date d'expiration d'une lettre de garantie bancaire fournie conformément aux présentes, une nouvelle lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle rencontrant les exigences ci-avant mentionnées, la Ville pourra encaisser la lettre de garantie bancaire en sa possession et garantissant l'engagement pour lequel le Promoteur immobilier est en défaut.

C.F

SECTION 13
DURÉE, DÉFAUTS ET RÉSILIATION DE L'ENTENTE

La présente Entente entre en vigueur à la date de sa signature par toutes les parties et prend fin au plus tard 10 ans après son entrée en vigueur, sous réserve des engagements pris par l'Université en vertu de la Section 7 qui demeureront en vigueur.

Nonobstant ce qui précède, si l'Université ou la Ville fait défaut de remplir ses obligations prévues aux présentes et ne corrige pas le défaut qui lui est reproché dans un délai raisonnable fixé en fonction de la nature du défaut mais d'au moins 30 jours, mentionné à l'avis écrit de défaut qui lui sera expédié à cet effet par l'autre partie, cette dernière pourra, en tout temps, à l'expiration de ce délai, résilier l'Entente moyennant un avis de 60 jours à l'intérieur duquel la partie en défaut pourra toujours remédier à son défaut pour éviter telle résiliation.

La Ville ou l'Université pourra également résilier la présente Entente, par simple avis écrit à l'autre partie, (i) si dans les 24 mois de l'entrée en vigueur de la présente Entente, le Conseil des ministres du gouvernement du Québec n'a pas autorisé l'élaboration du dossier d'affaires final au sens de la politique cadre sur la gouvernance des grands projets d'infrastructure publique adoptée par ledit Conseil des ministres en vertu de la Loi sur Infrastructure Québec pour la construction des Premiers pavillons universitaires ou (ii) si dans les 36 mois de l'entrée en vigueur de la présente Entente, l'Université n'a pas obtenu une lettre du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport autorisant la construction des Premiers pavillons universitaires et confirmant que l'Université obtiendra en temps utile le financement requis pour la construction desdits Premiers pavillons universitaires.

Il est entendu que si la Ville résilie la présente Entente, l'Université n'aura aucune obligation de rembourser les subventions qui lui auront été versées par la Ville ni d'indemniser la Ville pour les dépenses qu'elle aura encourues, quelles qu'elles soient. Par ailleurs, dans l'éventualité où la Ville résilie la présente Entente, la Ville demeurera tenue de verser à l'Université la subvention mentionnée au paragraphe 4 de la Section 2 de la présente Entente, pour les travaux qui, au moment de la résiliation, auront été exécutés par l'Université conformément à la présente Entente, le tout sujet aux conditions prévues audit paragraphe 4 de la Section 2 de la présente Entente.

CF

R311

SECTION 14
CONDITIONS GÉNÉRALES

1. INCESSIBILITÉ

L'Université ne pourra céder ses droits dans la présente Entente, en tout ou en partie, sans le consentement préalable écrite de la Ville.

2. AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis, relativement aux présentes, est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

Pour la Ville :

À l'attention de : Directrice associée du Service du développement et des opérations, au 275, rue Notre-Dame Est, bureau 4.127, en la Ville de Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, avec une copie conforme à l'attention du Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'Arrondissement, au 543 Ch. de la Côte-Sainte-Catherine, en la Ville de Montréal, province de Québec, H2V 4R2;

Pour l'Université :

À l'attention de : Directeur général de la Direction des immeubles, au Pavillon de la Direction des immeubles, 2787 Chemin des services, en la Ville de Montréal, province de Québec, H3T 1J4, avec une copie conforme à l'attention du secrétaire général, au Pavillon Roger-Gaudry, bureau E-424, en la Ville de Montréal, province de Québec, H3T 1J4

3. RÉGLEMENTATION

La présente Entente de réalisation des travaux est conclue sous réserve de toute réglementation, notamment municipale, qui pourrait s'appliquer à l'égard du Projet et par conséquent, la conclusion des présentes ne peut être interprétée de quelque manière que ce soit comme une reconnaissance de la Ville à ne pas invoquer l'application d'une telle réglementation.

De plus, rien dans la présente Entente ne doit être interprété comme constituant un engagement de la Ville de modifier sa réglementation de quelque manière que ce soit. L'Université doit s'assurer que le Projet, incluant les Travaux visés, est conforme aux lois et règlements applicables.

CF

Tous les engagements pris par l'Université en vertu de la présente Entente sont conditionnels à ce que les lois et règlements applicables permettent la réalisation du Projet. À défaut, l'Université pourra annuler la présente Entente, sans aucun recours ni indemnité, de part et d'autre.

4. INVALIDITÉ PARTIELLE

Si une disposition de l'Entente était déclarée illégale ou non exécutoire par un tribunal, cette disposition sera réputée distincte du reste de l'Entente qui demeurera valide et exécutoire entre les parties, ces dernières s'engageant à négocier de bonne foi pour tenter de convenir, dans la mesure du possible, d'une disposition de remplacement.

5. ENTENTE ANTÉRIEURE

La présente Entente constitue la seule entente entre les parties et remplace toute entente antérieure entre elles, notamment l'entente de principe qu'elles ont conclue le 30 octobre 2009.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Cette entente a été approuvée le 22 février 2011. (Résolution CM11 0128)

Le 22e jour de mars 2011 Le 23e jour de mars 2011

VILLE DE MONTRÉAL

Nom : Pierre Beaubet
Titre : Directeur d'arrondissement

Nom : Colette Fraser
Titre : greffière adjointe

Le 8e jour de mars 2011

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Nom : Alexandre Chabot
Titre : Secrétaire général

Nom :
Titre : G BRETON RECTEUR

CF

Montréal

Direction du greffe
275, rue Notre-Dame Est
Bureau R.134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Le 09 septembre 2014

Monsieur Guy Breton
Recteur
Monsieur Alexandre Chabot
Secrétaire général
Université de Montréal
2900, boulevard Édouard-Montpetit
Montréal (Québec) H3T 1J4

OBJET : Addenda n°1 - Modification de l'Entente sur les conditions de réalisation du campus Outremont intervenue entre Université de Montréal et la Ville de Montréal

Résolution CM14 0293 – 24 mars 2014

Messieurs,

Vous trouverez ci-joint addenda n°1 ci-haut mentionné dûment signé ainsi qu'une copie de la résolution du conseil municipal ci-haut décrite, de la résolution CM03 0836 et de la résolution CA14 16 0164.

En espérant le tout à votre entière satisfaction, nous vous prions d'agréer, Messieurs, nos salutations distinguées.

COLETTE FRASER
Greffière adjointe

Téléphone : 514-872-3140
Télécopieur : 514-872-5655

CF/ak

p.j.

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 24 mars 2014 Séance tenue le 25 mars 2014	Résolution: CM14 0293

Approuver le projet d'addenda no 1 modifiant l'Entente sur les conditions de réalisation du Campus Outremont intervenue le 23 mars 2011 entre la Ville de Montréal et l'Université de Montréal (CM11 0128)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 mars 2014 par sa résolution CE14 0387;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'approuver le projet d'Addenda no 1 modifiant l'Entente sur les conditions de réalisation du Campus Outremont intervenue le 23 mars 2011 entre la Ville de Montréal et l'Université de Montréal (CM11 0128);

2 - de désigner le directeur de la Direction des stratégies et transactions immobilières comme représentant de la Ville, comme énoncé à l'article 3.6 de l'Addenda 1, afin d'approuver les conditions de la servitude à intervenir entre la Compagnie de chemin de fer Canadien Pacifique et l'Université de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

20.26 1130890006
/cb

Denis CODERRE
Maire

Colette FRASER
Greffière adjointe

(certifié conforme)

Colette FRASER
Greffière adjointe

Extrait authentique du procès-verbal de la séance du conseil municipal

Montréal

Assemblée du 27 octobre 2003

Séance(s) tenue(s) le(s) 28 octobre 2003

Numéro de la résolution CM03 0836

Article 30.010 **Remplacement de la résolution CM02 0079 - Signature de documents par la greffière**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 22 octobre 2003, par sa résolution CE03 2225,

Il est

Proposé par la conseillère Dida Berku
Appuyé par le conseiller Richard Deschamps

Et résolu

1- d'autoriser la greffière à signer, pour et au nom de la ville, les contrats, actes ou documents dont la passation ou l'exécution est autorisée par le conseil, y compris ceux dont la conclusion ou l'exécution est déléguée conformément à la loi;

2- de remplacer en conséquence la résolution CM02 0079 du conseil en date du 25 mars 2002.

Adopté à l'unanimité

Gérald Tremblay
Maire

Jacqueline Leduc
Greffière

(certifié conforme)

GREFFIÉRE

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

Outremont
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 5 mai 2014	Résolution: CA14 16 0164

RENDRE UNE DÉCISION PAR RÉSOLUTION QUANT À L'ADOPTION PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT D'OUTREMONT DE L'ADDENDA À L'ENTENTE VILLE DE MONTRÉAL/UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL DANS LE CADRE DU SITE OUTREMONT ET EN AUTORISER LA SIGNATURE

Il est proposé par Céline Forget

appuyé par Mindy Pollak

D'APPROUVER l'addenda #1 : « Le Campus Outremont – Modification d'entente sur les conditions de réalisation », à l'entente sur les conditions de réalisation du projet dans le cadre du Site Outremont entre la Ville de Montréal et l'Université de Montréal;

D'AUTORISER le directeur de l'arrondissement à signer cette entente pour et au nom de la Ville de Montréal.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ.

20.03 1141899024

Marie CINQ-MARS
Mairesse d'arrondissement

Marie-France PAQUET
Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 12 mai 2014

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
20 MARS 2014
POUR
DIRECTEUR PRINCIPAL
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques
et de l'évaluation foncière

ADDENDA # 1
LE CAMPUS OUTREMONT
MODIFICATION DE L'ENTENTE SUR LES CONDITIONS DE RÉALISATION

ENTRE : **UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL** personne morale légalement constituée en vertu de la *Loi constituant en corporation L'Université de Montréal* (10 George V, c. 38), sanctionnée le 14 février 1920 et la *Charte de l'Université de Montréal* (L.Q. 1966-67, c. 129), sanctionnée le 12 août 1967, telle que modifiée par la *Loi modifiant la Charte de l'Université de Montréal* (L.Q. 1967-68, c. 114) sanctionnée le 5 novembre 1968, ayant son siège au 2900, boulevard Édouard-Montpetit, à Montréal, Province de Québec, H3T 1J4, représentée par Guy Breton, recteur, et par Alexandre Chabot, son secrétaire général, dûment autorisés aux termes d'une résolution adoptée par son Comité exécutif le 17 septembre 2013 ;

Ci-après nommée l' « **Université** »

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Normand Proulx, directeur de l'arrondissement Outremont, dûment autorisé en vertu de la résolution CA14 160164 et madame Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après nommée la « **Ville** »

ATTENDU QU'une Entente sur les conditions de réalisation du Campus Outremont est intervenue entre la Ville et l'Université le 23 mars 2011 (ci-après nommée l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE l'Entente définit le rôle et les responsabilités des parties à l'égard des travaux de réhabilitation des sols, des travaux d'infrastructure et d'aménagement qui doivent être exécutés sur le site de l'ancien triage ferroviaire d'Outremont dans le but d'y aménager un campus universitaire et un quartier résidentiel;

ATTENDU QUE les travaux qui incombent à la Ville en vertu de l'Entente doivent être exécutés sur des terrains qui lui seront cédés ou vendus par l'Université et sur des terrains appartenant à Compagnie de Chemin de Fer Canadien Pacific (ci-après nommée « **CFCP** »;

ATTENDU QU'afin d'accéder aux terrains sur lesquels doivent être exécutés les travaux de la Ville et afin d'exécuter ces travaux, la Ville doit obtenir certaines autorisations de l'Université et de CFCP;

ATTENDU QUE certaines servitudes sont requises afin de permettre l'entretien et le drainage des infrastructures qui seront réalisées dans le cadre des travaux à être effectués dans le cadre du projet;

ATTENDU QUE le CFCP et l'Université ont convenu, par le biais d'une entente intitulée « entente relative à la construction d'un talus ferroviaire », des modalités de la construction d'un talus ferroviaire devant supporter la nouvelle voie ferrée qui sera construite par CFCP, laquelle permettra à CFCP de déplacer la voie ferrée existante vers le nord, ce qui aura pour effet de désenclaver le site au sud-est;

ATTENDU QUE les parties souhaitent apporter des modifications à l'Entente, notamment quant à la description des travaux et au calendrier de réalisation des travaux;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a transmis une copie à l'Université;

ATTENDU QUE la Ville et l'Université se conformeront à toutes les lois et les règlements en vigueur.

LA VILLE ET L'UNIVERSITÉ CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

SECTION 1
INTERPRÉTATION ET DÉFINITIONS

1.1 Interprétation. Le préambule et les annexes ci-jointes font partie intégrante du présent addenda. Le texte des présentes prévaut sur toute disposition des annexes qui serait incompatible avec celui-ci.

Sous réserve des modifications prévues aux présentes, les dispositions de l'Entente demeurent inchangées, restent en vigueur et lient les parties.

1.2 Définitions. Les expressions suivantes, dont la première lettre est en majuscule, ont le sens qui leur est conféré ci-après. Les expressions dont la première lettre est en majuscule et qui ne sont pas définis aux termes des présentes ont le sens qui leur est conféré aux termes de l'Entente.

« **Axe central** » signifie la rue publique en direction est-ouest entre les avenues Durocher et McEachran qui sera construit par la Ville sur une lisière de terrain faisant partie du Site Outremont et qui sera cédée par l'Université à la Ville conformément aux dispositions de l'Entente, à l'exception de son passage inférieur, qui sera construit sur une lisière de terrain appartenant à CFCP et de la partie située entre l'Avenue Durocher et la limite

nord-est du Site Outremont qui sera construite sur une lisière de terrain qui sera acquise par la Ville par expropriation;

« **Chantier de la Ville** » signifie collectivement i) le chantier où la Ville réalise les Travaux de la phase I de l'Axe central, ii) le chantier où la Ville réalise les Travaux relatif au Viaduc ferroviaire, iii) le Chemin d'accès de la Ville et iv) le Site d'entreposage ;

« **Chemin d'accès de la Ville** » signifie un chemin ou voie de circulation qui a été ou sera aménagé par la Ville sur une partie du Site Outremont qui apparait sur le plan joint aux présentes en Annexe V et qui permet à la Ville d'accéder aux chantiers où la Ville réalise les Travaux de la phase I de l'Axe central et les Travaux relatif au Viaduc ferroviaire. La majeure partie du Chemin d'accès de la Ville a été ou sera cédé par l'Université à la Ville pour les fins de l'Axe central, tel que prévu à l'article 2 de la Section 6 de l'Entente et à l'article 2.8 des présentes;

« Chemin d'accès de l'Université » signifie une partie du Site Outremont qui appartient à l'Université, qui apparait sur le plan joint aux présentes en Annexe V et que l'Université utilise pour les fins de ses travaux;

« **Entente relative à la construction du talus ferroviaire** » signifie l'entente intervenue le 20 juin 2012 entre l'Université et CFCP, aux termes de laquelle l'Université s'est engagée envers CFCP à construire le Talus ferroviaire;

« **Intervenants de la Ville** » a le sens qui lui est conféré à l'article 3.11 ;

« Mur talus » signifie le mur de soutènement que l'Université doit construire conformément aux dispositions de l'Entente, sur une lisière de terrain appartenant à l'Université, le long et adjacent à un côté du Talus ferroviaire;

« **Site d'entreposage** » a le sens qui lui est conféré à l'article 3.3;

« **Site Outremont** » signifie le site de l'ancien triage ferroviaire d'Outremont;

« Talus ferroviaire» signifie une surélévation terrassée que l'Université doit construire sur une partie du Site Outremont appartenant à CFCP et sur laquelle CFCP construira la nouvelle voie ferrée;

« Travaux » signifie les travaux de réhabilitation des sols, les travaux d'infrastructure et d'aménagement prévus à l'Entente, qui doivent être exécutés sur le Site Outremont dans le but d'y aménager un campus universitaire et un quartier résidentiel;

« **Travaux de la Ville** » signifie les Travaux qui incombent à la Ville en vertu de l'Entente et qui doivent être exécutés sur des terrains qui lui seront cédés ou vendus par l'Université conformément à l'Entente et sur des terrains appartenant à CFCP;

« **Travaux de la phase I de l'Axe central** » a le sens qui lui est conféré à l'article 3.1;

« **Travaux relatifs au Viaduc ferroviaire** » signifie les travaux de construction du Viaduc ferroviaire avec des murs de soutènement et les travaux de construction du passage inférieur de l'Axe central sous le Viaduc ferroviaire;

« **Viaduc ferroviaire** » signifie le viaduc ou pont ferroviaire que la Ville doit construire sur une lisière de terrain appartenant à CFCP, conformément aux dispositions de l'Entente.

1.3 Annexes. Les annexes suivantes sont jointes aux présentes :

Annexe I : Description des Travaux (révisée)
Annexe II : Plan d'arrimage du Viaduc ferroviaire
Annexe III : Relevé du coût des Travaux de la Ville exécutés par l'Université
Annexe IV : Calendrier de réalisation des Travaux (révisé)
Annexe V : Plan d'accès et du site d'entreposage
Annexe VI : Plans des servitudes
Annexe VII : Exigences de sécurité minimales à l'égard des entrepreneurs travaillant sur le domaine du CFCP au Canada

SECTION 2
MODIFICATIONS À L'ENTENTE SUR LES CONDITIONS DE RÉALISATION

2.1 Description des Travaux. La description des Travaux prévue à l'Entente est modifiée par les parties et, en conséquence, le tableau apparaissant à l'article 1 de la Section 2 et les plans constituant l'annexe B de l'Entente sont remplacés par le tableau et les plans qui sont joints aux présentes en Annexe I.

2.2 Arrimage de certains Travaux. Tel qu'il appert de la description des Travaux qui est jointe aux présentes en Annexe I, la Ville assume la responsabilité d'effectuer les travaux requis pour arrimer le Mur talus qui sera construit par l'Université et la voie ferrée qui sera construite par CFCP sur le Talus ferroviaire, avec le Viaduc ferroviaire qui sera construit par la Ville, sur une partie du Site Outremont qui appartient à CFCP, le tout tel qu'il appert au plan joint aux présentes en Annexe II. La Ville s'engage à inclure cette responsabilité dans l'entente qu'elle doit conclure avec CFCP et qui est mentionnée à l'article 3.9 ci-après. La responsabilité financière de ces travaux incombe à l'Université et, pour cette raison, la Ville s'engage à soumettre à l'Université une évaluation du coût de ces travaux, pour approbation, laquelle ne pourra être retardée ou refusée sans motif sérieux. L'Université sera libérée de sa responsabilité financière à l'égard de ces travaux dans l'éventualité où ceux-ci sont exécutés sans qu'elle n'ait approuvé cette évaluation. Si l'évaluation est ainsi approuvée, l'Université se libérera de sa responsabilité financière à l'égard de ces travaux de la façon indiquée à l'article 2.3.

2.3 Travaux de la Ville réalisés par l'Université. Afin de limiter les coûts et par souci d'efficacité, la Ville et l'Université ont convenu que l'Université réalise certains Travaux de la Ville, pour et au nom de la Ville, soit la fourniture et l'installation du bassin de rétention temporaire permettant de capter les eaux en provenance du territoire déjà

construit de l'Arrondissement. Le détail de ces travaux ainsi que les coûts et honoraires y afférents sont décrits sur un relevé joint aux présentes en Annexe III. La responsabilité financière de ces travaux incombe à la Ville. Le coût des travaux d'arrimage mentionnés à l'article 2.2, dans la mesure où il aura été préalablement approuvé par l'Université, sera déduit du coût des Travaux de la Ville qui ont été exécutés par l'Université et que la Ville doit lui rembourser. S'il y a un solde, la Ville s'engage à exécuter, sur demande de l'Université, certains travaux qui lui seront désignés par l'Université et qui devront être accessoires aux Travaux de la Ville, jusqu'à concurrence du solde dû à l'Université. Ces travaux seront décrits sur des bons de commande émis par l'Université et acceptés par la Ville. Si, au contraire, le coût des travaux d'arrimage excède celui des Travaux de la Ville que l'Université a exécutés pour et au nom de la Ville, alors l'Université s'engage à payer cet excédent à la Ville.

2.4 Calendrier de réalisation des travaux. Le calendrier de réalisation des Travaux qui est joint à l'Entente en Annexe H est remplacé par le calendrier qui est joint aux présentes en Annexe IV. Il est entendu que ce calendrier pourra être révisé par les parties, agissant raisonnablement, si elles réalisent qu'il ne pourra être respecté.

2.5 Report de la date de fin des travaux admissibles. La Ville, en accord avec l'Université, a demandé au MAMROT et au gouvernement fédéral de reporter au 31 décembre 2018 la date de la fin des travaux reconnus admissibles à l'aide financière octroyée dans le cadre des protocoles d'entente intervenus d'une part entre l'Université et le MAMROT et, d'autre part, entre la Ville et le MAMROT. Il est entendu que si le MAMROT accepte la demande de la Ville, la date de la fin des Travaux sera ainsi reportée au 31 décembre 2018 ou à la date autorisée par le MAMROT.

2.6 Délai pour l'obtention d'autorisations. Compte tenu de la prolongation des délais prévus au calendrier de réalisation des Travaux et du report possible de la date de la fin des travaux admissibles à l'aide financière octroyée dans le cadre des protocoles d'entente intervenus avec le MAMROT, le troisième paragraphe de la Section 13 de l'Entente est remplacé par le suivant :

« La Ville ou l'Université pourra également résilier la présente entente, par simple avis écrit à l'autre partie, (i) si dans les trente six (36) mois de l'entrée en vigueur de la présente Entente, le Conseil des ministres du gouvernement du Québec n'a pas autorisé l'élaboration du dossier d'affaires final au sens de la politique cadre sur la gouvernance des grands projets d'infrastructure publique adoptée par ledit Conseil des ministres en vertu de la Loi sur Infrastructure Québec pour la construction des Premiers pavillons universitaires ou (ii) si dans les soixante (60) mois de l'entrée en vigueur de la présente Entente, l'Université n'a pas obtenu une lettre du ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie autorisant la construction des Premiers pavillons universitaires et confirmant que l'Université obtiendra en temps utile le financement requis pour la construction desdits Premiers pavillons universitaires. »

2.7 Expression « Juste Valeur Marchande ». L'expression « Juste Valeur Marchande » prévue à la Section 1 de l'Entente est remplacée par la suivante :

« *Juste Valeur Marchande* » *signifie la valeur déterminée par un évaluateur agréé indépendant dont les services auront été retenus suite à un appel d'offres sur invitation auquel procédera la Ville. Un minimum de cinq (5) firmes, sélectionnées conjointement par la Ville et l'Université, seront sollicitées. La Ville assumera l'organisation de l'appel d'offres. Il est entendu que les communications avec les soumissionnaires se feront sur une base commune. Le comité de sélection qui évaluera les soumissions sera composé d'un représentant de la Ville, d'un représentant de l'Université et d'un secrétaire désigné conjointement par la Ville et l'Université.* »

2.8 Opérations cadastrales. Conformément à la Section 6 de l'Entente, l'Université procédera incessamment au dépôt, en deux temps, du nouveau plan cadastral parcellaire pour toute la partie du Site Outremont qui appartient à l'Université. Dans un premier temps, un plan cadastral sera déposé afin d'attribuer des numéros de lots distincts à la nouvelle cour de services et à la rue publique y donnant accès. Cette opération cadastrale sera effectuée aux frais de la Ville. Dans un deuxième temps, un second plan cadastral sera déposé afin de morceler le résidu de la partie du Site Outremont qui appartient à l'Université (deux lots) en plusieurs nouveaux lots et de substituer une nouvelle numérotation des lots à la numérotation actuelle. Cette opération cadastrale sera effectuée aux frais de l'Université.

Le second plan cadastral mentionné au paragraphe qui précède comportera la création d'un lot distinct pour la portion du futur lot 5 273 830 du Cadastre du Québec qui est l'objet d'un empiétement par le chemin Rockland ou qui est nécessaire à son maintien, lequel lot sera cédé gratuitement à la Ville à des fins de rue. L'Université convient et s'engage de plus à effectuer par la suite, sur demande et aux frais de la Ville, une autre opération cadastrale afin de subdiviser la partie restante du futur lot numéro 5 273 830 du Cadastre du Québec en deux lots distincts dont un sera cédé gratuitement à la Ville à des fins de rues pour la reconfiguration du chemin Rockland, et ce, dans les quatre-vingt-dix (90) jours d'une demande de la Ville à cet effet (sous réserve de l'accomplissement des formalités et de l'obtention des consentements qui pourraient être exigés en vertu du *Code civil*), et la partie résiduelle sera conservée par l'Université. Les dispositions prévues à l'article 5 de la Section 6 de l'Entente seront applicables aux actes de cession qui donneront effet à ce qui précède. L'Université reconnait que la configuration du futur chemin Rockland n'est pas encore connue et qu'il se pourrait que le développement immobilier du lot 5 273 830 du Cadastre du Québec tel que projeté par l'Université en soit affecté ou même compromis.

Tel que prévu à l'article 2 de la Section 6 de l'Entente, les terrains du Site Outremont destinés à devenir des rues doivent être cédés à la Ville gratuitement, conformément à la loi. En vertu de l'article 190 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal*, après l'inscription au registre foncier des nouveaux lots visés par le plan cadastral parcellaire qui sera déposé incessamment par l'Université, les rues qui font partie de ce plan deviendront, sans indemnité, des rues publiques et feront partie du domaine public par le seul fait de l'approbation de ce plan. Il en va de même pour les lots destinés à des fins de parcs en vertu de l'article 190.1 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal*.

Or, selon le Calendrier de réalisation des Travaux joint aux présentes en Annexe IV, une

partie des rues et parcs situés dans l'emprise ferroviaire du CFCP à relocaliser, ne sera l'objet de travaux de réhabilitation qu'après la construction du Viaduc ferroviaire et l'enlèvement des voies ferrées situées au sud-est du Site Outremont. De plus, la portion du futur lot 5 273 830 du Cadastre du Québec faisant l'objet d'un empiétement par le chemin Rockland ou qui est nécessaire à son maintien et qui sera cédée gratuitement à la Ville à des fins de rue, n'a pas encore fait l'objet de travaux de réhabilitation. Conformément à ses *Lignes directrices sur la gestion des sols contaminés, la protection et la réhabilitation des terrains et sur l'application de la section IV.2.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (février 2012),* la Ville accepte que ces parties de rues et de parcs soient versées dans le domaine public, malgré que ces parties de rues et parcs n'aient pas encore été l'objet de travaux de réhabilitation, et ce, dans la mesure où la Ville détient une garantie suffisante quant au paiement des travaux de réhabilitation de ces parties de rues et parcs.

Dans les circonstances, l'Université consent à ce qu'un montant correspondant au coût des travaux de réhabilitation de ces parties de rues et des parcs, soit la somme de CINQ CENT QUATRE MILLE CINQUANTE-CINQ dollars (504 055 $), soit retenue par la Ville à même la subvention que la Ville doit verser à l'Université conformément à l'article 4 de la Section 2 de l'Entente, à titre de garantie de paiement des travaux de réhabilitation de ces parties de rues et parcs (ci-après nommée la « **Retenue** »). La Ville accepte cette garantie. Les sommes ainsi retenues seront versées à l'Université lorsque celle-ci soumettra à la Ville une demande de remboursement pour les travaux de réhabilitation de ces parties de rues et de parcs, conformément à l'article 4 de la Section 2 de l'Entente. Si toutefois les coûts de réhabilitation de ces parties de rues et parcs devaient être supérieurs à la Retenue, alors la Ville sera autorisée à retenir une somme suffisante pour garantir le paiement desdits travaux de réhabilitation, et ce, de tout paiement dû à l'Université en vertu de l'Entente ou des présentes, ce que l'Université accepte.

2.9 Terrains cédés par l'Université à la Ville. Le 3^{e} alinéa de l'article 2 de la Section 6 de l'Entente est remplacé par le suivant :

« *L'Université devra acquitter les frais de parcs, tel que prévu au Règlement de lotissement #1179 de l'arrondissement d'Outremont. Ces frais de parcs seront acquittés par la cession de terrains et non en argent. Les terrains à céder à la Ville à titre de frais de parc font partie des parcs et espaces verts identifiés sur le plan d'aménagement et sont montrés à l'Annexe E.*»

La Ville convient et reconnait que la cession des terrains à titre de frais de parcs aura lieu au moment et par le seul fait de l'approbation du plan cadastral parcellaire, tel que mentionné à l'article 2.8 ci-dessus. Aucun autre frais de parcs n'est exigible de l'Université relativement au Site Outremont.

2.10 Servitude de puits et canalisations souterraines**.** Le Paragraphe B (Servitude d'égout) de l'article 6 de la Section 6 de l'Entente est remplacé par le suivant :

« *B. <u>Servitude de puits et canalisations souterraines pour les entreprises d'énergie et de télécommunication</u>*

Avant le début de la construction des pavillons de l'Université, cette dernière consentira à la Ville, sur demande et à titre gratuit, une servitude réelle et perpétuelle sur une partie du Site Outremont appartenant à l'Université pour l'installation et l'entretien de puits et canalisations souterraines pour les entreprises d'énergie et de télécommunication et comportant une prohibition de construire sur l'assiette de la servitude (sauf en ce qui a trait à la construction de la voie de service), le tout tel qu'indiqué à l'Annexe VI. Il est entendu que l'assiette de cette servitude se situera sous la voie de service de l'Université, dans le prolongement de l'avenue Outremont, à un endroit où aucun pavillon n'est prévu, selon le plan d'aménagement.

La Ville assumera, à ses frais, l'entretien des puits et canalisations ainsi que toute responsabilité et toute dépense liée ou pouvant découler de celles-ci, notamment en raison de leur construction, utilisation, entretien ou remplacement. »

Les dispositions prévues à l'article 4.7 ci-après sont applicables à la responsabilité de la Ville et aux dommages qui pourraient être causés par les puits et canalisations et les travaux d'enfouissement, d'entretien, de réparation et de remplacement de ceux-ci. Ces dispositions seront reproduites dans l'acte de servitude, en faisant les adaptations requises.

2.11 Engagement de l'Université pour la production de Logements Sociaux et communautaires. Le troisième paragraphe de l'article 1 de la Section 7 de l'Entente est remplacé par le suivant :

« Le prix mentionné précédemment sera indexé annuellement, sur la base de l'indice des prix à la consommation compilés par Statistique Canada (IPC), pour la région de Montréal, à la date anniversaire de la signature de l'Entente, avec un maximum de 5,5 % pour une année donnée, étant entendu que le prix ne sera jamais ajusté à la baisse. Le prix de vente tient compte du fait que le terrain devant être cédé à des fins de logement social et communautaire sera livré prêt à construire, que l'Université assume la totalité des coûts de la décontamination du terrain, de manière à ce qu'il soit conforme à la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2) (« LQE ») et à ses règlements applicables, de même qu'aux critères de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés du MDDEFP pour une utilisation résidentielle, de même que tous les coûts de démolition des bâtiments qui étaient érigés sur ce terrain et de décontamination en ce qui a trait aux matières réglementées (amiante, BPC, etc.). Aucun ajustement de prix ne sera effectué à cet égard. »

2.12 Passage piétonnier à être construit par l'Université. Les parties conviennent que les références au passage piétonnier que l'Université a l'obligation de réaliser en vertu du paragraphe c) de l'article 2 de la Section 2 de l'Entente visent un passage sous ou au-dessus de la voie ferrée et non uniquement un passage sous celle-ci, comme le prévoit l'Entente.

2.13 Règlement sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales. Tel que spécifié dans l'Entente, l'Université doit construire des bassins de

rétention sur ses terrains. Pour ce faire, l'Université doit avoir la possibilité de construire des aménagements de gestion des eaux pluviales en surface devant ses pavillons. En conséquence, l'article 1 de la section 11 de l'Entente est modifié comme suit :

« L'Université s'engage à réaliser ses travaux selon les normes prévues au Règlement sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales, C-1.1, en vigueur au moment de la demande de permis, sous réserve toutefois de tout autre règlement applicable en pareille matière ou qui pourrait devenir applicable en pareille matière sur le territoire de l'Arrondissement au moment de la demande de permis. Cependant, pour permettre la construction d'aménagement de gestion des eaux pluviales en surface, la Ville convient et reconnait que la dernière phrase du premier paragraphe de l'article 89.28 du règlement C-1.1 est exclue et n'est pas applicable au Projet. Copie du Règlement sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales en vigueur au moment de la signature de la présente Entente est jointe en Annexe D. »

2.14 Débit pluvial pour tout nouvel aménagement de la Ville. Le 3[e] alinéa ci-après est ajouté à la Section 11 :

«La Ville s'engage à respecter un débit pluvial de 10 litres par seconde par hectare déversé à l'égout collecteur pour tout nouvel aménagement et construction qu'elle réalisera dans le territoire d'application du Règlement 06-069 conformément à la Section 6 de la présente Entente.»

SECTION 3
AUTORISATIONS ET SERVITUDES

3.1 Autorisations et servitudes requises. Parmi les Travaux de la Ville, figure la construction de l'Axe central, dont la première phase se limitera au tronçon entre l'Avenue Durocher et le prolongement de l'Avenue Outremont (ci-après nommés les « **Travaux de la phase I de l'Axe central** »), ainsi que les Travaux relatifs au Viaduc ferroviaire. D'autre part, parmi les Travaux qui doivent être exécutés par l'Université, figure la construction du Mur talus adjacent au Talus ferroviaire.

Afin d'exécuter ces travaux, de permettre le drainage de l'Axe central, le drainage et l'entretien du Viaduc ferroviaire et du Talus ferroviaire, la Ville requiert de l'Université les autorisations et servitudes mentionnées aux paragraphes i) à iv) et vi) et vii) ci-après et elle consent à la servitude mentionnée au paragraphe v) et à l'article 3.6 ci-après, à savoir :

i) une autorisation temporaire d'accès permettant à la Ville de circuler sur une partie du Site Outremont appartenant à l'Université (Voir article 3.2);

ii) une autorisation temporaire permettant à la Ville d'empiéter sur une partie du Site Outremont appartenant à l'Université afin d'y déposer ou stationner des matériaux, des équipements et des véhicules, d'y installer du drainage temporaire et d'y déposer de la terre (Voir article 3.3) ;

iii) une servitude réelle et perpétuelle permettant l'empiétement des murs de soutènement des sols à la jonction du Mur talus et du Viaduc ferroviaire sur une partie du Site Outremont appartenant à l'Université et permettant l'accès sur une partie du Site Outremont appartenant à l'Université afin de procéder aux travaux d'entretien, de réparation et de remplacement de ces murs de soutènement et du Viaduc ferroviaire (Voir article 3.4);

iv) une servitude réelle et perpétuelle permettant d'enfouir, dans une partie du Site Outremont appartenant à l'Université et dont une partie sera cédée à la Ville pour les fins de la nouvelle cour de services, les canalisations pour le drainage de l'Axe central et du Viaduc ferroviaire et permettant d'entretenir, de réparer et de remplacer lesdites canalisations (Voir article 3.5); et

v) une servitude réelle et perpétuelle permettant d'enfouir, dans une partie du Site Outremont appartenant à l'Université et devant être cédée à la Ville pour les fins de la nouvelle cour de services, les canalisations permettant le drainage du Talus ferroviaire et permettant d'entretenir, réparer et remplacer lesdites canalisations (Voir article 3.6);

vi) une servitude réelle et perpétuelle permettant d'enfouir, entretenir, réparer et remplacer dans une partie du Site Outremont appartenant à l'Université, des puits et canalisations souterraines pour les entreprises d'énergie et de télécommunication (Voir article 2.10); et

vii) une servitude réelle et perpétuelle permettant d'enfouir et de maintenir des conduites d'égout dans le prolongement de la rue Dollard et de les entretenir, réparer et remplacer (Voir article 3.7).

3.2 Autorisation temporaire d'accès sur le Chemin de la Ville. Pour les fins de Travaux de la phase I de l'Axe central et des Travaux relatifs au Viaduc ferroviaire et sous réserve de l'autorisation de CFCP mentionnée à l'article 3.9, l'Université autorise la Ville à circuler sur le Chemin d'accès de la Ville, dans la mesure où l'Université en est propriétaire, conformément aux conditions ci-après décrites et aux endroits montrés sur le Plan joint aux présentes en Annexe V.

Afin d'assurer le contrôle de la circulation sur le Site Outremont, la sécurité, le nettoyage, le contrôle de la poussière et la prévention de la contamination croisée des sols, la Ville convient et s'engage à ce que l'entrée et la sortie des véhicules, camions, machineries et équipement sur le Site Outremont ne s'effectue que sur le Chemin d'accès de la Ville tel qu'indiqué à l'Annexe V. La Ville s'engage, à ses frais, à aménager et à entretenir la Chemin d'accès de la Ville.

3.3 Autorisation temporaire d'empiétement. Afin de permettre à la Ville d'exécuter les Travaux de la phase I de l'Axe central et les Travaux relatifs au Viaduc ferroviaire et sous réserve de l'autorisation de CFCP mentionnée à l'article 3.9, l'Université autorise la Ville à empiéter, avec des véhicules, de la machinerie et de l'équipement sur des parties du site Outremont qui appartiennent à l'Université, qui font partie du chantier où la Ville

réalise les Travaux de la phase I de l'Axe central et du chantier où la Ville réalise les Travaux relatif au Viaduc ferroviaire et qui sont identifiés sur le Plan joint aux présentes en Annexe V. Pour les mêmes fins, l'Université autorise la Ville à utiliser le drainage temporaire du Site Outremont et à remiser ou entreposer des matériaux et des équipements et à stationner des véhicules sur une partie du Site Outremont qui appartient à l'Université et qui est montrée sur le Plan joint aux présentes en Annexe V (ci-après nommée le « **Site d'entreposage**»).

Par ailleurs, sous réserve de l'autorisation de CFCP mentionnée à l'article 3.9, la Ville devra déposer sur le Site d'entreposage, à l'endroit indiqué sur le Plan joint aux présentes en Annexe V, la terre qui sera excavée lors des Travaux de la phase I de l'Axe central et des Travaux relatifs au Viaduc ferroviaire; l'Université autorisant la Ville à cette fin. Cette terre sera utilisée par la Ville pour remblayer le site de ces travaux après leur exécution.

L'Université aura le droit de conserver, sans frais, la totalité ou une partie de la terre que la Ville aura déposée sur le Site d'entreposage et que la Ville n'entend pas utiliser pour le remblai. Afin d'exercer ce droit, l'Université pourra, à ses frais, procéder à tout prélèvement ou test qu'elle jugera approprié. Pour cette raison, au moins trente (30) jours avant d'enlever la terre déposée sur le Site d'entreposage qu'elle n'entend pas utiliser pour le remblai, la Ville devra transmettre à l'Université un avis écrit de son intention.

Si l'Université souhaite conserver la totalité ou une partie de la terre que la Ville aura déposée sur le Site d'entreposage et que la Ville n'entend pas utiliser pour le remblai, l'Université devra en informer la Ville en lui transmettant un avis écrit à cet effet avant l'expiration d'un délai de trente (30) jours à compter de la réception de l'avis de la Ville. À défaut de recevoir cet avis dans ledit délai de trente (30) jours, la Ville pourra enlever la terre au moment qu'elle jugera opportun mais elle devra le faire au plus tard lors de la remise en état des lieux à laquelle la Ville doit procéder conformément à l'article 4.3. Dans l'éventualité où l'Université exerce ce droit, la Ville ne devra enlever du Site d'entreposage que la portion de la terre qu'elle n'utilise pas pour le remblai et que l'Université ne souhaite pas conserver. La Ville sera dégagée de toute responsabilité à l'égard de la terre que l'Université souhaite conserver et elle sera libérée de son obligation de remettre en état la partie du Site d'entreposage où cette terre est déposée.

En outre, l'Université autorise la Ville à effectuer des travaux de drainage dans une partie du Chemin de l'Université tel que montré à l'annexe V. À cette fin, la Ville s'engage, à ses frais, à relocaliser temporairement le Chemin d'accès de l'Université. La Ville s'engage à effectuer les travaux de drainage dans les meilleurs délais afin de remettre en état le Chemin d'accès de l'Université tel que montré à l'annexe V. Pendant la durée de ces travaux de drainage, la partie du Chemin de l'Université affectée sera réputée faire partie du Chantier de la Ville et toutes les dispositions prévues aux présentes y seront applicables.

3.4 Servitude réelle et perpétuelle pour l'empiétement des murs de soutènement des sols à la jonction du Mur talus et du Viaduc ferroviaire et pour l'entretien, la réparation et le remplacement desdits murs de soutènement et du Viaduc ferroviaire. Les murs de soutènement du Viaduc ferroviaire permettront notamment de

CF

retenir la terre du Mur talus. Ces murs empiéteront sur une partie du Site Outremont appartenant à l'Université. Afin de permettre cet empiétement et l'entretien, la réparation et le remplacement des murs de soutènement et du Viaduc ferroviaire, sous réserve de l'autorisation de CFCP mentionnée à l'article 3.9, l'Université s'engage à consentir une servitude réelle et perpétuelle de tolérance d'empiétement et une servitude d'accès sur une partie du Site Outremont appartenant à l'Université montrée sur le plan joint aux présentes en Annexe VI. Les termes et conditions de la servitude devront être jugés acceptables par l'Université mais il est d'ores et déjà entendu que l'acte de servitude prévoira que les murs de soutènement appartiennent à la Ville qui aura la charge de les entretenir, à ses frais, que la Ville devra donner un avis préalable à l'Université, sous réserve des cas d'urgence, avant d'effectuer des travaux et clôturer le site des travaux pendant leur durée. L'acte de servitude prévoira également que la Ville assumera toute responsabilité liée ou pouvant découler de l'empiétement des murs de soutènement ou des travaux d'entretien, de réparation ou de remplacement des murs de soutènement et du Viaduc ferroviaire. Les dispositions prévues à l'article 4.7 ci-après sont applicables à la responsabilité de la Ville et aux dommages qui pourraient être causés par les murs de soutènement ou les travaux d'entretien, de réparation ou de remplacement des murs de soutènement et du Viaduc ferroviaire. Ces dispositions seront reproduites dans l'acte de servitude, en faisant les adaptations requises.

3.5 Servitude réelle et perpétuelle de drainage de l'Axe central et du Viaduc ferroviaire. Afin de permettre le drainage de l'Axe central et du Viaduc ferroviaire, sous réserve de l'autorisation de CFCP mentionnée à l'article 3.9, l'Université s'engage à consentir une servitude réelle et perpétuelle permettant l'enfouissement, l'entretien, la réparation et le remplacement de canalisations de drainage dans et sur une partie du Site Outremont appartenant à l'Université qui est montrée sur le plan joint aux présentes en Annexe VI et dont une partie sera cédée à la Ville pour les fins de la cour de services. Les termes et conditions de la servitude devront être jugés acceptables par l'Université et la Ville mais il est d'ores et déjà entendu que l'acte de servitude prévoira que les canalisations appartiendront à la Ville qui aura la charge de les entretenir, à ses frais, que la Ville devra donner un avis préalable à l'Université avant d'effectuer des travaux et clôturer le site des travaux pendant leur durée, que la Ville assumera toute responsabilité liée ou pouvant découler des canalisations de drainage et de leur enfouissement, entretien, réparation et remplacement. Les dispositions prévues à l'article 4.7 ci-après sont applicables à la responsabilité de la Ville et aux dommages qui pourraient être causés par les canalisations de drainage et les travaux d'entretien, de réparation ou de remplacement de celles-ci. Ces dispositions seront reproduites dans l'acte de servitude, en faisant les adaptations requises.

3.6 Servitude réelle et perpétuelle de drainage du Talus ferroviaire. Conformément à l'Entente relative à la construction du Talus ferroviaire, afin de permettre le drainage du Talus ferroviaire, l'Université a enfoui des canalisations de drainage dans une partie du Site Outremont appartenant à l'Université et qui sera cédée à la Ville pour les fins de la cour de services, laquelle partie est montrée sur le plan joint aux présentes en Annexe VI. L'Université s'engage à consentir une servitude réelle et perpétuelle en faveur du terrain servant d'emprise ferroviaire permettant cet enfouissement et permettant l'entretien, la réparation et le remplacement desdites canalisations. La Ville s'engage à consentir à cette

CF

servitude. Les termes et conditions de la servitude devront être jugés acceptables par l'Université et la Ville et l'acte de servitude devra être approuvé par un représentant de la Ville avant qu'il ne soit signé par l'Université. Il est d'ores et déjà entendu que, dans la mesure où CFCP y consent, l'acte de servitude prévoira que les canalisations appartiennent à CFCP qui aura la charge de les entretenir, à ses frais, que CFCP devra donner un avis préalable avant d'effectuer des travaux, clôturer le site des travaux pendant leur durée et remettre le site en état tel qu'il était avant les travaux. La Ville dégage l'Université de toute responsabilité quant à la fourniture, l'installation et l'entretien desdites canalisations. La responsabilité de l'Université envers CFCP relativement aux canalisations de drainage du Talus ferroviaire est prévue aux termes de l'Entente relative à la construction du Talus ferroviaire.

3.7 Servitude réelle et perpétuelle pour des conduites d'égout dans le prolongement de la rue Dollard. Des conduites d'égout sont enfouies dans une partie du Site Outremont appartenant à l'Université et montrée sur le plan joint en Annexe VI aux présentes. La Ville planifie de remplacer certaines conduites ou d'en ajouter d'autres à cet endroit dans le futur. L'Université s'engage à consentir une servitude réelle et perpétuelle permettant l'enfouissement de conduites d'égout dans le prolongement de la rue Dollard et permettant de les entretenir, les réparer ou les remplacer et d'en installer de nouvelles. Les termes et conditions de la servitude devront être jugés acceptables par l'Université et la Ville mais il est d'ores et déjà entendu que l'acte de servitude prévoira que les conduites appartiendront à la Ville qui aura la charge de les entretenir, à ses frais, que la Ville devra donner un avis préalable avant d'effectuer les travaux, sous réserve des cas d'urgence, et clôturer le site des travaux pendant leur durée et que la Ville assumera toute responsabilité quant à l'installation, l'entretien, les réparations ou le remplacement desdites conduites. Les dispositions prévues à l'article 4.7 ci-après sont applicables à la responsabilité de la Ville et aux dommages qui pourraient être causés par les conduites d'égout et les travaux d'entretien, de réparation ou de remplacement de celles-ci. Ces dispositions seront reproduites dans l'acte de servitude, en faisant les adaptations requises.

3.8 Autorisation de débuter les Travaux de la phase I de l'Axe central. Sous réserve de l'autorisation de CFCP mentionnée à l'article 3.9, l'Université autorise la Ville à débuter les Travaux de la phase I de l'Axe central même si le tronçon de l'Axe central de circulation situé entre la limite Nord-Est du Site Outremont et le prolongement de l'Avenue Outremont n'a pas encore été cédé à la Ville conformément aux dispositions de l'Entente.

3.9 Autorisation de CFCP. Les autorisations accordées et les engagements pris par l'Université aux termes des articles 3.2, 3.3, 3.4, 3.5 et 3.8 sont conditionnels à ce qu'une entente soit conclue et maintenue en vigueur entre la Ville et CFCP, aux termes de laquelle CFCP autorise la Ville : i) à circuler sur la portion du Site Outremont appartenant au CFCP et ii) à exécuter les Travaux relatifs au Viaduc ferroviaire. Une copie de cette entente devra être remise à l'Université avant que la Ville n'accède à la partie du Site Outremont qui appartient à l'Université et que l'Université ne consente les servitudes mentionnées aux articles 3.4 et 3.5. Par ailleurs, tel que prévu à l'article 2 de la Section 2 de l'Entente, les parties réitèrent que leur engagement respectif de réaliser des

travaux dans l'emprise des voies ferrées appartenant à CFCP est conditionnel à l'obtention des autorisations requises de toutes les entités compétentes en pareille matière, notamment CFCP, à des conditions acceptables à la Ville et à l'Université.

3.10 Autorisation pour d'autres Travaux de la Ville. Le vice-recteur aux finances et aux infrastructures de l'Université pourra autoriser la Ville par écrit à se prévaloir des autorisations prévues aux articles 3.2 et 3.3 des présentes pour d'autres Travaux de la Ville, auquel cas, les dispositions des présentes seront applicables à ces travaux.

3.11 Incessibilité. Les autorisations consenties par l'Université à la Ville aux termes des articles 3.2 et 3.3 sont incessibles par la Ville, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite de l'Université. Nonobstant ce qui précède, les entrepreneurs, sous-entrepreneurs, fournisseurs de services, professionnels et autres mandataires de la Ville impliqués dans les Travaux de la phase I de l'Axe central et les Travaux relatifs au Viaduc ferroviaire (conjointement nommés les « **Intervenants la Ville** ») pourront se prévaloir desdites autorisations, dans la mesure où les Intervenants de la Ville respectent les conditions prévues aux présentes et aux contrats les liant à la Ville. En cas de conflit entre les dispositions prévues aux présentes et celles prévues aux contrats liant les Intervenants de la Ville à la Ville, les dispositions prévues aux présentes prévaudront.

3.12 Horaire. L'accès au Site Outremont et l'exécution des Travaux s'effectueront aux heures permises en vertu des règlements de l'Arrondissement d'Outremont.

3.13 Règles adoptées par l'Université pour l'accès au Site Outremont. La Ville est assujettie en tout temps aux règles et mesures qui peuvent être adoptés de temps à autre par l'Université concernant l'accès à la partie du Site Outremont qui appartient à l'Université. Ces règles et mesures pourront avoir pour objet la sécurité des biens et des personnes, le respect des lois et règlements en vigueur et des exigences raisonnables des assureurs de l'Université et, si nécessaire, la subordination entre plusieurs chantiers qui pourraient se trouver sur le même site, au même moment. L'Université peut en tout temps, après consultation de la Ville et en conformité avec la réglementation de l'Arrondissement Outremont, modifier les heures d'accès, l'accès au Site Outremont et le Chemin d'accès de l'Université en donnant à la Ville un avis écrit et préalable de quinze (15) jours. En cas d'urgence, ces délais pourront être abrégés. Il est entendu que ces modifications ne devront pas avoir pour effet d'empêcher la réalisation des Travaux de la Ville.

3.14 Autorisation temporaire d'accès sur l'Axe central. La partie du Site Outremont appartenant à l'Université située au sud-ouest de l'emprise de la nouvelle voie ferrée (lot 3 632 378 du Cadastre du Québec) deviendra enclavée à partir du moment où ladite voie ferrée aura été construite et tant que le Site Outremont ne sera pas désenclavé au nord-est, par l'ouverture de l'Axe central à la circulation publique, et au sud-est, par le déplacement de la voie ferrée existante, la réhabilitation des sols et l'ouverture des rues de l'Arrondissement vers le nord-ouest. Par conséquent, afin de désenclaver cette partie du Site Outremont appartenant à l'Université et de permettre à l'Université d'exécuter ses Travaux ainsi que la construction de ses premiers pavillons, la Ville autorise l'Université à circuler sur la portion de l'Axe central qui aura été aménagée dans le cadre des Travaux

CF

de la phase I de l'Axe central, et ce, dès que cette enclave existera et tant qu'elle subsistera et malgré que l'Axe central ne soit pas alors ouvert à la circulation publique. La Ville sera responsable de l'entretien, incluant le déneigement, de cette portion de l'Axe central mais, pendant la période où durera l'enclave, l'Université s'engage à rembourser à la Ville la moitié des frais d'entretien qui auront été encourus, sur présentation de factures.

SECTION 4
AUTRES ENGAGEMENTS DE LA VILLE

4.1 Permis et autorisations. La Ville s'engage à obtenir tous les permis et autorisations requis pour l'exécution des Travaux de la Ville et pour se prévaloir des autorisations accordées aux termes des articles 3.2 et 3.3 et exécuter les obligations qui y sont prévues, notamment les autorisations et permis requis en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (L.R.Q., c. Q-2) et ses règlements pour excaver la terre et la déposer sur le Site d'entreposage.

4.2 Chantier clôturé. La Ville doit clôturer le Chantier de la Ville selon les règles de l'art et à la satisfaction de l'Université, de façon à ce que le Chantier de la Ville soit isolé du résidu du Site Outremont, qu'il ne soient pas accessible au public, qu'il ne permette pas l'accès au Site Outremont autrement que par les points d'accès indiqués au Plan joint en Annexe V, pendant la durée des travaux et qu'il n'empêche pas l'Université d'accéder au résidu du Site Outremont.

La Ville s'engage à assurer la propreté des terrains mis à sa disposition par l'Université et à n'y laisser aucune matière explosive ou inflammable ni aucun contaminant.

La Ville doit remiser ou entreposer tous les matériaux et équipements utilisés par les Intervenants de la Ville pour les travaux de construction et d'aménagement à l'intérieur des limites du Site d'entreposage, tel qu'indiqué à l'annexe V.

4.3 Remise en état des lieux. Dans les trente (30) jours qui suivront l'expiration ou la résiliation des autorisations temporaires consenties aux termes des paragraphes 3.2 et 3.3 des présentes, la Ville doit enlever les matériaux, les équipements, les véhicules et la terre qu'elle aura déposés, installés ou stationnés sur le Chantier de la Ville et le remettre dans un état jugé acceptable par l'Université, le tout aux entiers frais de la Ville.

4.4 Prohibition de construire. Sauf dans les cas où les lois ou règlements en vigueur imposent l'érection d'ouvrages temporaires spécifiques, la Ville s'engage à n'ériger aucun ouvrage sur la partie du Site Outremont qui appartient à l'Université, sauf les murs de soutènement et les canalisations qui sont l'objet des servitudes prévues aux paragraphes 3.4 et 3.5 des présentes.

4.5 Sécurité. La Ville s'engage à assumer les obligations du « Maitre d'œuvre » au sens de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (L.R.Q., chapitre S-2.1) sur le Chantier de la Ville, tel que défini à l'article 4.2. La Ville devra également respecter et faire respecter par tous les Intervenants de la Ville toute exigence relativement à la sécurité,

aux incendies, à la santé et à l'environnement applicable et s'assurer que les Intervenants de la Ville maintiennent une couverture d'assurance raisonnable dans les circonstances. De plus, la Ville devra s'assurer que tous les Intervenants de la Ville soient bien informés des pratiques sécuritaires relativement à leur présence sur et leur usage du Site Outremont et qu'ils mettent en application lesdites pratiques, notamment les exigences de sécurité minimales à l'égard des entrepreneurs travaillant sur le domaine du CFCP au Canada jointes aux présentes à l'Annexe X, tel que ces exigences pourraient être mises à jour de temps à autre par CFCP.

4.6 Hypothèques légales. La Ville doit obtenir la radiation de l'inscription de toute hypothèque légale de la construction inscrite contre la propriété de l'Université en raison des Travaux de la Ville, dans les trente (30) jours de son inscription au registre foncier, sauf si elle en conteste de bonne foi la validité, auquel cas cette obligation sera suspendue jusqu'au jugement final à intervenir.

Cependant, si le droit hypothécaire exercé est la prise en paiement, la Ville devra, dès que l'Université l'informe qu'un préavis d'exercice de ce droit lui a été signifié, présenter devant le tribunal une requête en radiation ou en substitution de garantie afin d'obtenir la radiation de l'inscription de cette hypothèque. Dans l'éventualité où une requête en délaissement forcée pour prise en paiement est signifiée à l'Université, l'Université pourra payer immédiatement, à qui de droit, la somme réclamée et obtenir la radiation de l'inscription de cette hypothèque et la Ville devra alors rembourser à l'Université, sur demande de cette dernière, tel paiement en capital, intérêts et frais.

La Ville reconnait qu'elle est seule responsable de toute hypothèque légale qui pourrait être inscrite contre la propriété de CFCP en raison des Travaux de la Ville et, dans une telle éventualité, elle s'engage à tenir l'Université indemne et à prendre son fait et cause quant à tout recours qui pourrait être intenté par CFCP contre l'Université.

4.7 Responsabilité et indemnisation. La Ville sera responsable de tout préjudice, incluant le décès, ainsi que de tout dommage à la propriété, mobilière ou immobilière, de l'Université ou de CFCP qui sont causés par la Ville ou par les Intervenants de la Ville dans le cadre de l'exercice des droits d'accès prévus aux présentes et à l'Entente et dans le cadre de l'exécution des Travaux de la Ville et, relativement aux dommages, la Ville devra assumer le coût de la réparation de tout tel dommage ainsi que des pertes encourues par l'Université ou CFCP en raison de tout tel dommage. L'Université pourra requérir que la Ville effectue ou fasse effectuer les réparations, aux frais de la Ville et, en cas de refus de la Ville, l'Université pourra réparer elle-même tout dommage visé par le présent paragraphe, aux frais de la Ville.

La Ville s'engage à indemniser, prendre fait et cause et défendre l'Université relativement à tout dommage, perte, réclamation, amende ou poursuite subie par ou dirigée contre l'Université, incluant toutes réclamations, poursuites et indemnisations prévues par la *Loi sur les accidents du travail* (L.R.Q., chapitre A-3), la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (L.R.Q., chapitre S-2.1) ou toutes autres lois similaires et les règlements adoptés en vertu de ces lois, et découlant de l'exercice des autorisations et droits d'accès consentis aux termes des présentes ou aux termes de l'Entente ou

découlant de l'exécution et/ou défaut d'exécution des Travaux de la Ville effectués sur des terrains appartenant à l'Université ou à CFCP ou à la Ville ou sur des terrains avoisinants, étant entendu que l'acceptation par la Ville des obligations stipulées dans le présent article est une condition essentielle à l'octroi par l'Université des autorisations consenties à la Ville aux termes des présentes.

4.8 Assurances. La Ville devra exiger que les Intervenants de la Ville souscrivent, et s'assurer que soient maintenues en vigueur pour la durée des Travaux de la Ville, les couvertures d'assurances suivantes, selon les termes suivants et avec un assureur acceptable à l'Université :

4.8.1 Une assurance globale de chantier responsabilité civile commerciale (*Wrap-Up Commercial General Liability*) couvrant la Ville et les Intervenants de la Ville qui effectuent des travaux sur le Site Outremont, y compris les architectes et ingénieurs (toutefois sans couverture pour la responsabilité professionnelle) d'une limite d'au moins cinq millions de dollars (5 000 000 $) par réclamation ou occurrence, ou tout montant supérieur que l'Université pourra raisonnablement exiger, pour les dommages personnels, les blessures corporelles, même mortelles, ou les dommages aux biens, y compris la perte d'usage de ceux-ci, découlant des Travaux de la Ville. Cette police d'assurance devra, de par ses termes ou ses avenants, inclure, sans s'y limiter, les couvertures suivantes :

a) Nommer l'Université et CFCP (ainsi que leurs administrateurs, dirigeants, employés et mandataires) à titre d'assurés additionnels;

b) Contenir une clause de responsabilité réciproque qui aura pour effet d'appliquer la police à chaque assuré de la même façon et avec la même portée que si une police séparée avait été émise à chacun;

c) Couvrir la responsabilité contractuelle globale;

d) Couvrir la responsabilité civile produits et travaux terminés, formule étendue, d'une durée de douze (12) mois renouvelable quant à la couverture de travaux terminés;

e) Ne pas exclure les travaux sur ou à proximité d'une emprise ferroviaire;

f) Prévoir une assurance automobile des non-propriétaires;

g) Prévoir une assurance responsabilité contingente des assurés à titre d'employeur;

h) Prévoir une assurance de dommage aux biens, formule étendue;

i) Nommer les employés comme assurés additionnels;

j) Couvrir les dommages aux biens en cas d'explosions, d'affaissement et de dommages aux biens souterrains;

k) Responsabilité du fabriquant, formule étendue; et

l) Couvrir la responsabilité pour contamination soudaine et accidentelle.

4.8.2 Une assurance responsabilité automobile couvrant les blessures corporelles, même mortelles, et les dommages aux biens d'un montant d'au moins deux millions de dollars (2 000 000 $) par accident, ou tout montant supérieur que l'Université pourra raisonnablement exiger, couvrant la propriété, l'utilisation et l'opération de tous véhicules moteurs et remorques qui appartiennent, sont loués ou contrôlés par la Ville ou les Intervenants de la Ville et utilisés en lien avec les Travaux de la Ville;

4.8.3 Pour les opérations qui ne sont pas couvertes par l'assurance globale de chantier prévue à l'article 4.8.1, une police d'assurance responsabilité commerciale ayant une limite d'au moins cinq millions de dollars (5 000 000 $) par réclamation ou occurrence, ou tout montant supérieur que l'Université pourra raisonnablement exiger, pour les dommages personnels, les blessures corporelles, même mortelles, ou les dommages aux biens, y compris la perte d'usage de ceux-ci. Cette police d'assurance devra, de par ses termes ou ses avenants, inclure, sans s'y limiter, les couvertures suivantes :

a) Nommer l'Université et CFCP (ainsi que leurs administrateurs, dirigeants, employés et mandataires) à titre d'assurés additionnels à l'égard des obligations de la Ville aux termes des présentes et accessoires à celles-ci;

b) Contenir une clause de responsabilité réciproque qui aura pour effet d'appliquer la police à chaque assuré de la même façon et avec la même portée que si une police séparée avait été émise à chacun;

c) Couvrir la responsabilité contractuelle globale, incluant les responsabilités assumées par la Ville aux termes des présentes;

d) Couvrir la responsabilité civile pour les produits et travaux terminés;

e) Ne pas exclure les travaux sur ou à proximité d'une emprise ferroviaire;

f) Prévoir une assurance automobile des non-propriétaires;

g) Prévoir une assurance responsabilité contingente des assurés à titre d'employeur;

h) Couvrir la responsabilité pour contamination soudaine et accidentelle.

La Ville doit, avant le début des Travaux de la Ville remettre à l'Université une copie des certificats d'assurances attestant les couvertures décrites ci-haut que les Intervenants de la Ville doivent souscrire et maintenir en vigueur pour la durée des Travaux de la Ville. L'Université peut, à son choix, demander à la Ville de lui remettre annuellement, pendant la durée des Travaux de la Ville, une copie desdits certificats d'assurances mis-à-jour

attestant le renouvellement des polices mentionnées ci-haut. L'Université n'aura aucune obligation d'examiner ces certificats ou d'aviser la Ville si la couverture assurance n'est pas conforme aux présentes. L'acceptation par l'Université de certificats qui ne sont pas conformes aux couvertures exigées ne pourra, en aucun cas, être considérée comme une renonciation par l'Université des exigences en matière d'assurances prévues aux présentes.

La Ville convient que les couvertures d'assurances que les Intervenants de la Ville doivent maintenir aux termes des présentes ne restreignent en rien ses responsabilités aux termes des présentes.

La Ville convient que la couverture d'assurance que les Intervenants de la Ville doivent maintenir aux termes des présentes est primaire et excédentaire à toute autre couverture d'assurance qui pourrait exister.

La Ville devra aviser l'Université par écrit, ainsi que remettre toute précision ou document connexe raisonnablement exigé par l'Université, de tout dommage, perte, incident, réclamation ou réclamation possible se rapportant aux présentes dès que possible après la découverte de tel dommage, perte, incident ou réclamation. La Ville est responsable de tout déductible et de toute perte exclue de la couverture d'assurance. Le déductible de toute police d'assurance ne doit pas excéder le montant maximal qu'une personne d'affaire prudente considérerait raisonnable.

Les polices devront prévoir qu'un avis écrit d'au moins trente (30) jours doit être donné à l'Université avant toute annulation, changement important ou modification restreignant la couverture d'assurance desdites polices. Cet avis devra être donné par courrier enregistré et être transmis à l'adresse indiquée à l'article 6.2 des présentes. Si la Ville fait défaut de s'assurer du maintien des couvertures d'assurance requises en vertu des présentes, l'Université pourra, à son option, résilier les autorisations consenties aux termes des présentes selon les dispositions de la Section 5 des présentes.

SECTION 5
DURÉE, DÉFAUTS ET RÉSILIATION DES AUTORISATIONS

Les autorisations consenties aux termes des articles 3.2 et 3.3 des présentes entrent en vigueur à la date de la signature des présentes par toutes les parties et prendront fin lors de la réalisation de l'un ou l'autre des évènements suivants :

i) la terminaison de l'Entente pour quelque raison que ce soit; ou
ii) l'achèvement (acceptation finale) des Travaux de la phase I de l'Axe central et des Travaux relatifs au viaduc ferroviaire.

Nonobstant ce qui précède et sous réserve de l'article 2.4 des présentes, si la Ville fait défaut de remplir ses obligations prévues aux présentes, notamment si elle ne respecte pas l'échéancier joint aux présentes en Annexe IV, et ne corrige pas le défaut qui lui est reproché dans un délai raisonnable fixé en fonction de la nature du défaut mais d'au plus soixante (60) jours, mentionné à l'avis écrit de défaut qui lui sera expédié à cet effet par

l'Université, cette dernière pourra, en tout temps, à l'expiration de ce délai, résilier les autorisations consenties à la Ville par l'Université et les engagements pris par l'Université aux termes des présentes, sous réserve de ses autres droits et recours. En cas de résiliation, la Ville devra se conformer à l'article 4.3 des présentes, sous réserve des droits de l'Université en vertu de l'article 3.3 des présentes.

SECTION 6
CONDITIONS GÉNÉRALES

6.1 Incessibilité. La Ville ne pourra céder ses droits dans la présente entente, en tout ou en partie, sans le consentement préalable écrit de l'Université. De la même façon, l'Université ne pourra céder ses droits dans la présente entente, en tout ou en partie, sans le consentement préalable écrit de la Ville.

6.2 Avis et élection de domicile. Tout avis ou document à être donné ou transmis, relativement aux présentes, est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

6.2.1 Pour la Ville : À l'attention de : Directrice associée du Service de la mise en valeur du territoire, au 275, rue Notre-Dame Est, bureau 4.127, en la Ville de Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, avec une copie conforme à l'attention du Directeur de l'aménagement urbain et du patrimoine de l'Arrondissement, au 543 Ch. de la Côte-Sainte-Catherine, en la Ville de Montréal, province de Québec, H2V 4R2;

6.2.2 Pour l'Université : À l'attention de : Directeur général de la Direction des immeubles, au Pavillon de la Direction des immeubles, 2787 Chemin des services, en la Ville de Montréal, province de Québec, H3T 1J4, avec une copie conforme à l'attention du secrétaire général, au Pavillon Roger-Gaudry, bureau E-424, en la Ville de Montréal, province de Québec, H3T 1J4;

ou à toute autre adresse dont une partie aura donné avis à l'autre partie en conformité avec cet article.

6.3 Invalidité partielle. Si une disposition des présentes était déclarée illégale ou non exécutoire par un tribunal, cette disposition sera réputée distincte du reste des présentes qui demeurera valide et exécutoire entre les parties, ces dernières s'engageant à négocier de bonne foi pour tenter de convenir, dans la mesure du possible, d'une disposition de remplacement.

6.4 Collaboration. Dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions des présentes, les parties collaboreront et déploieront des efforts raisonnables pour permettre de réaliser les Travaux de la Ville efficacement et selon l'échéancier applicable.

6.5 Loi applicable et forum. Les présentes doivent être interprétées selon les lois de la province de Québec et toute dispute se rapportant à l'interprétation ou à l'application

des présentes sera décidée exclusivement par les tribunaux compétents du district judiciaire de Montréal.

6.6 Titres et sous-titres. Les titres, sous-titres, intertitres, numérotations d'articles, de paragraphes et de sous-paragraphes apparaissant aux présentes sont insérés uniquement pour fins de référence et ne définissent, ne limitent ou ne décrivent en rien la portée de l'intention des Parties ni n'affectent les présentes de quelque façon que ce soit.

6.7 Genre et nombre. Lorsque le contexte le requiert, le singulier inclut le pluriel et le masculin inclut le féminin.

6.8 Autres documents. Chacune des parties accepte et s'engage à faire toute chose et à signer tout autre document nécessaire aux fins de donner pleine force et effet aux présentes.

6.9 Entrée en vigueur. Les autorisations consenties aux termes des présentes entrent en vigueur à la date de la signature des présentes par les deux parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le 18e jour de juin 2014

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Nom : **ALEXANDRE CHABOT**
Titre : **Secrétaire général**

Le 5e jour de août 2014

Nom :
Titre : recteur

le 9e jour de septembre 2014

VILLE DE MONTRÉAL

Nom : NORMAND PROULX
Titre : directeur arrondissement Outremont

Par : _____
Colette Fraser, greffière adjointe

Résolution CA14 16016 et CA14 0293, le 24 mars 2014.

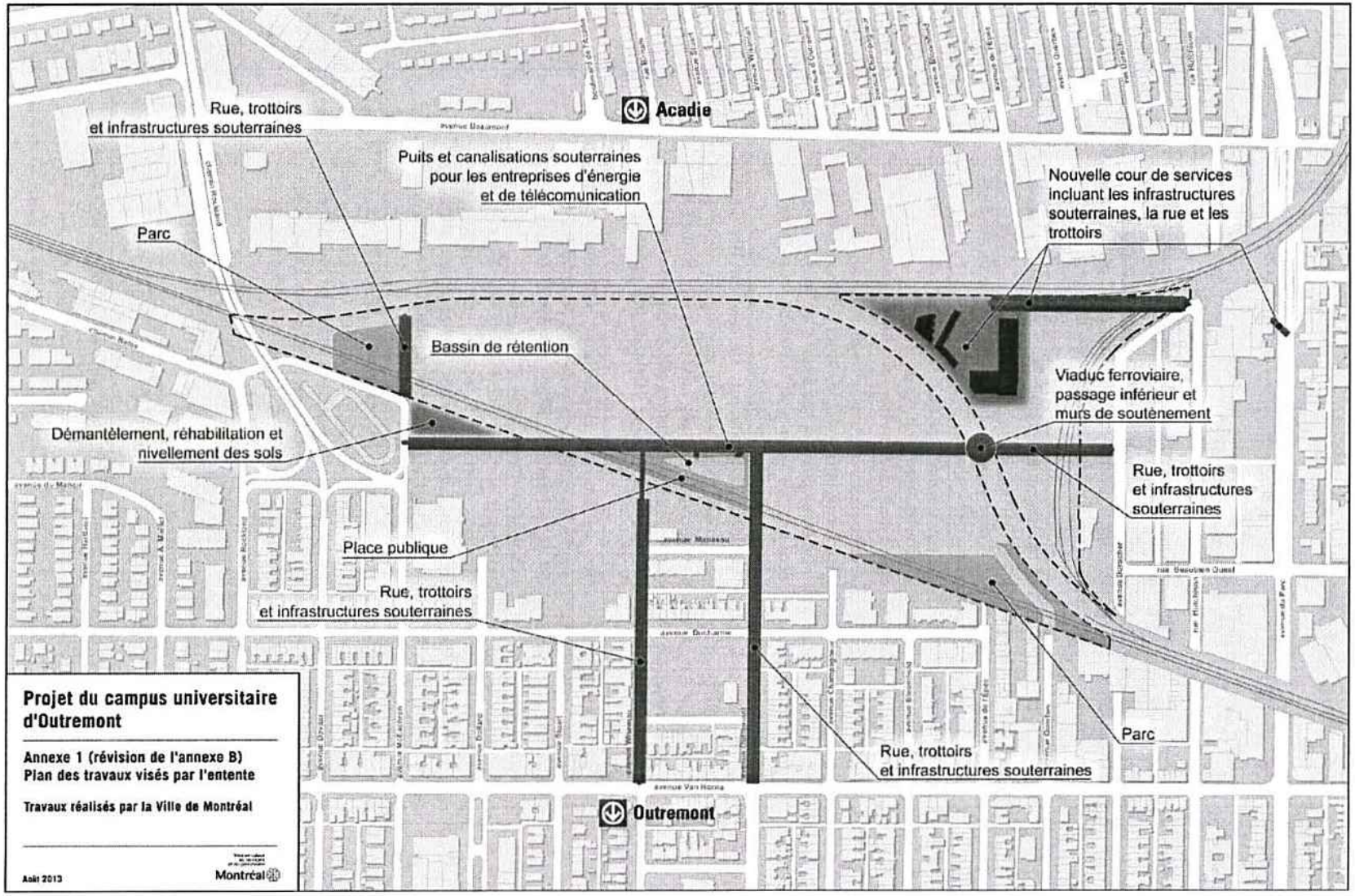
ANNEXES - ADDENDA # 1
LE CAMPUS OUTREMONT
MODIFICATION DE L'ENTENTE SUR LES CONDITIONS DE RÉALISATION

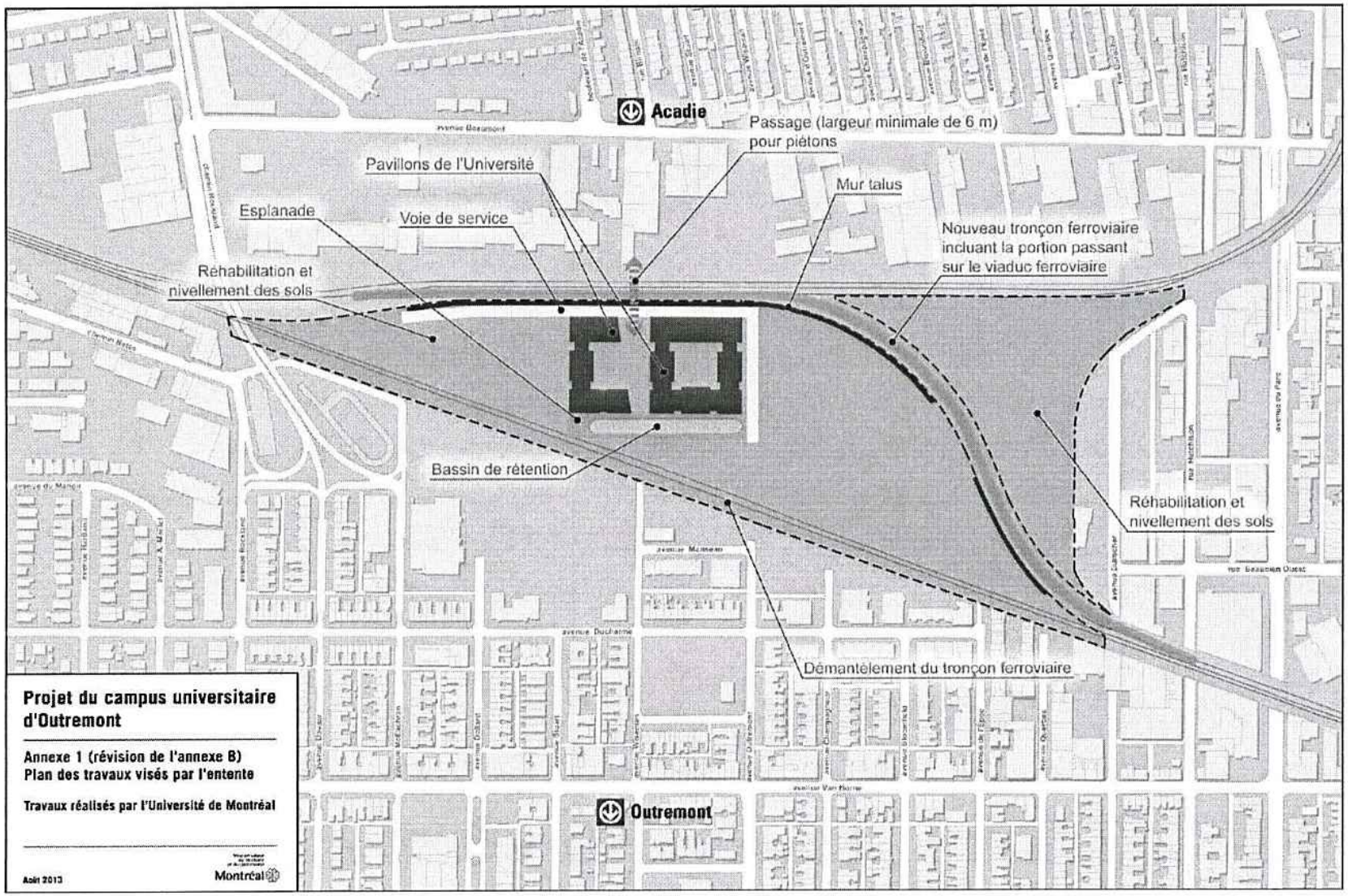
CF

ANNEXE I : DESCRIPTION DES TRAVAUX (révisée)

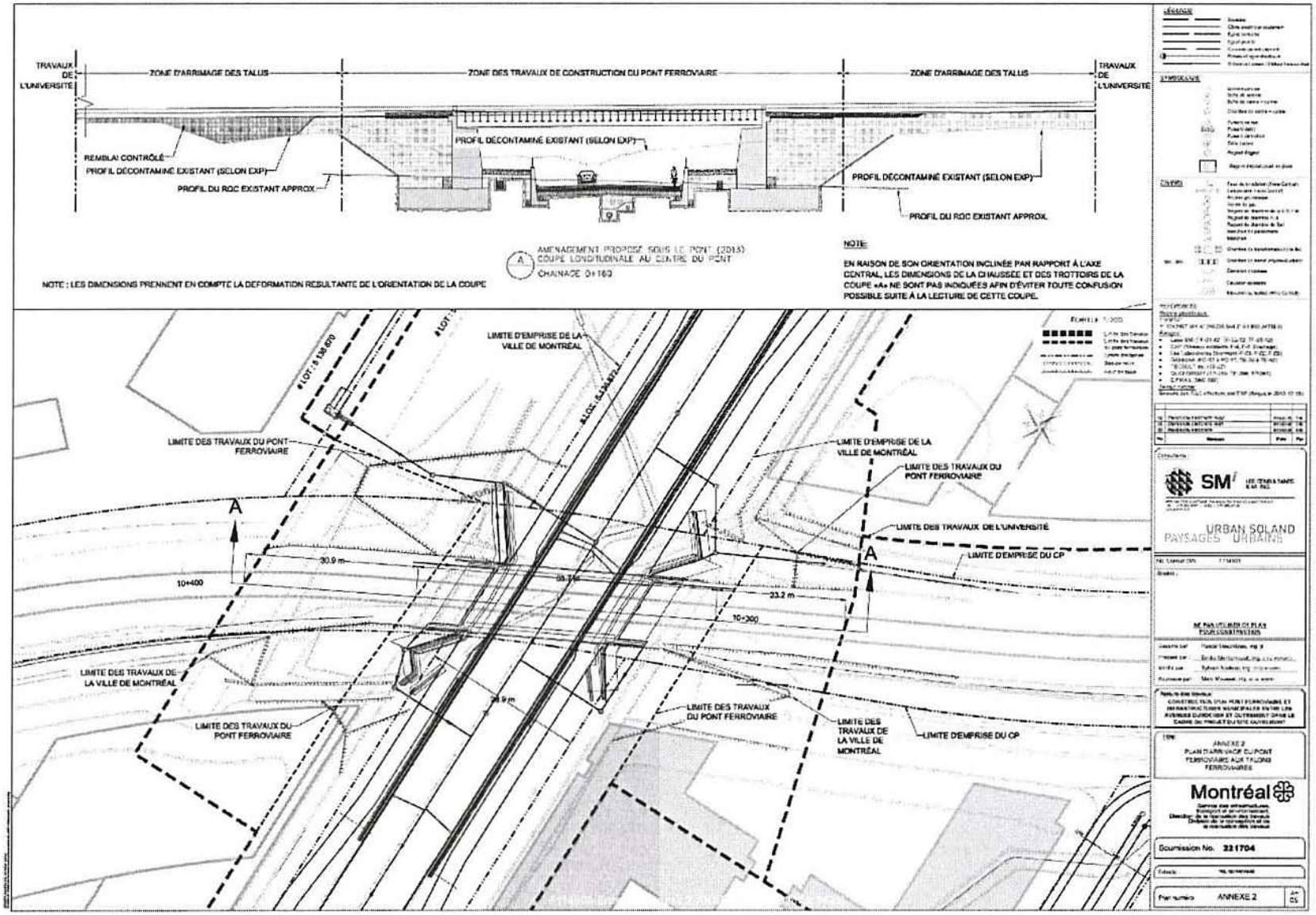
Chaque partie s'engage à réaliser, à ses entiers frais, les travaux identifiés au tableau ci-dessous.

No :	TRAVAUX VISÉS	Partie responsable de l'exécution des travaux	
		Ville	Université
1	Le démantèlement des voies ferrées existantes et la construction du nouveau corridor ferroviaire (incluant les travaux du talus ferroviaire fait par l'Université) – Note : Ces travaux seront exécutés par le CP conformément au contrat d'acquisition du site de triage intervenu entre le CP et l'Université.		X
2	La réhabilitation des sols des terrains appartenant à l'Université (incluant le nivellement). Voir section-Gestion des sols		X
3	La construction d'un passage piéton sous ou au-dessus la voie ferrée dans l'axe nord-sud vers la station de métro Acadie		X
4	La construction de la nouvelle cour de services de l'Arrondissement (14 000 m^2) et d'une rue incluant les infrastructures souterraines	X	
5	La construction d'un mur-talus le long du nouveau corridor ferroviaire		X
6	La construction d'un viaduc ferroviaire et d'un passage inférieur de l'axe central sous le nouveau corridor ferroviaire avec des murs de soutènement – Note : L'Université prévoit l'aménagement, à ses frais, d'un tunnel sous le viaduc ferroviaire pour ses activités. La Ville et l'Université coordonneront leurs travaux respectifs afin d'en minimiser les coûts.	X	
7	La fourniture et l'installation des infrastructures de gestion des eaux pluviales, autres que celles décrites expressément aux lignes 8 et 9, et requises pour ou en raison du Projet, incluant mais sans s'y limiter, les bassins de rétention (temporaires ou permanents) permettant de limiter le débit d'eau rejeté dans le réseau municipal à 10 litres par seconde par hectare		X
8	La fourniture et l'installation de bassins de rétention (temporaires ou permanents) permettant de capter les eaux en provenance du territoire déjà construit de l'Arrondissement et de limiter le débit de sortie à 10 litres par seconde par hectare ou tel qu'exigé par les services municipaux	X	
9	La fourniture et l'installation, dans le domaine public, d'égouts sanitaires et pluviaux, de conduites d'aqueduc, d'entrées de service, de puisards, de regards, de chambres de vannes, etc.; le pavage des rues et la construction des trottoirs; l'installation de l'éclairage électrique et du mobilier urbain des rues	X	
10	Puits et canalisations souterraines pour les entreprises d'énergie et de télécommunication (électricité, gaz, téléphone, câble) – Note : les canalisations seront installées par les entreprises concernées ou la CSEM, à la demande et aux frais du propriétaire des terrains à desservir. Les travaux seront coordonnés par la Ville et la Commission des services électriques de Montréal.	X	
11	L'aménagement de la voie de services des pavillons universitaires		X
12	L'aménagement d'une esplanade plantée devant les pavillons universitaires, le long de l'axe central de circulation		X
13	La réhabilitation des sols du terrain municipal qui doit être cédé à l'Université	X	
14	L'aménagement de la place publique et des deux parcs de voisinage sur les terrains que l'Université doit céder à la Ville à des fins de parc	X	
15	La construction des Premiers pavillons universitaires		X


Acadie
Rue, trottoirs
et infrastructures souterraines
Puits et canalisations souterraines
pour les entreprises d'énergie
et de télécomunication
Nouvelle cour de services
incluant les infrastructures
souterraines, la rue et les
trottoirs
Parc
Bassin de rétention
Viaduc ferroviaire,
passage inférieur et
murs de soutènement
Démantèlement, réhabilitation et
nivellement des sols
Rue, trottoirs
et infrastructures
souterraines
Place publique
Rue, trottoirs
et infrastructures souterraines
Parc
Rue, trottoirs
et infrastructures souterraines
Outremont
Projet du campus universitaire
d'Outremont
Annexe 1 (révision de l'annexe B)
Plan des travaux visés par l'entente
Travaux réalisés par la Ville de Montréal
Août 2013
Montréal


Acadie
Passage (largeur minimale de 6 m) pour piétons
Pavillons de l'Université
Mur talus
Esplanade
Voie de service
Nouveau tronçon ferroviaire incluant la portion passant sur le viaduc ferroviaire
Réhabilitation et nivellement des sols
Bassin de rétention
Réhabilitation et nivellement des sols
Démantèlement du tronçon ferroviaire
Outremont
Projet du campus universitaire d'Outremont
Annexe 1 (révision de l'annexe B)
Plan des travaux visés par l'entente
Travaux réalisés par l'Université de Montréal
Août 2013
Montréal

ANNEXE II
PLAN D'ARRIMAGE DU VIADUC FERROVIAIRE


TRAVAUX DE L'UNIVERSITE
ZONE D'ARRIMAGE DES TALUS
ZONE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU PONT FERROVIAIRE
ZONE D'ARRIMAGE DES TALUS
TRAVAUX DE L'UNIVERSITE
REMBLAI CONTRÔLÉ
PROFIL DÉCONTAMINÉ EXISTANT (SELON EXP)
PROFIL DU ROC EXISTANT APPROX.
PROFIL DÉCONTAMINÉ EXISTANT (SELON EXP)
PROFIL DU ROC EXISTANT APPROX.
A
AMÉNAGEMENT PROPOSÉ SOUS LE PONT (2013)
COUPE LONGITUDINALE AU CENTRE DU PONT
CHAINAGE 0+160
NOTE : LES DIMENSIONS PRENNENT EN COMPTE LA DÉFORMATION RÉSULTANTE DE L'ORIENTATION DE LA COUPE
NOTE:
EN RAISON DE SON ORIENTATION INCLINÉE PAR RAPPORT À L'AXE CENTRAL, LES DIMENSIONS DE LA CHAUSSÉE ET DES TROTTOIRS DE LA COUPE «A» NE SONT PAS INDIQUÉES AFIN D'ÉVITER TOUTE CONFUSION POSSIBLE SUITE À LA LECTURE DE CETTE COUPE.
LIMITE D'EMPRISE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
LIMITE DES TRAVAUX DU PONT FERROVIAIRE
LIMITE D'EMPRISE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
LIMITE DES TRAVAUX DU PONT FERROVIAIRE
LIMITE DES TRAVAUX DE L'UNIVERSITÉ
LIMITE D'EMPRISE DU CP
30.9 m
33.2 m
10+400
10+300
LIMITE DES TRAVAUX DE LA VILLE DE MONTRÉAL
LIMITE DES TRAVAUX DU PONT FERROVIAIRE
LIMITE DES TRAVAUX DU PONT FERROVIAIRE
LIMITE DES TRAVAUX DE LA VILLE DE MONTRÉAL
LIMITE D'EMPRISE DU CP
URBAN SOLAND
PAYSAGES URBAINS
ANNEXE 2
PLAN D'ARRIMAGE DU PONT FERROVIAIRE AUX TALUS FERROVIAIRES
Montréal
Soumission No. 331704
ANNEXE 2

ANNEXE III
RELEVÉ DU COÛT DES TRAVAUX DE LA VILLE EXÉCUTÉS PAR L'UNIVERSITÉ

CF

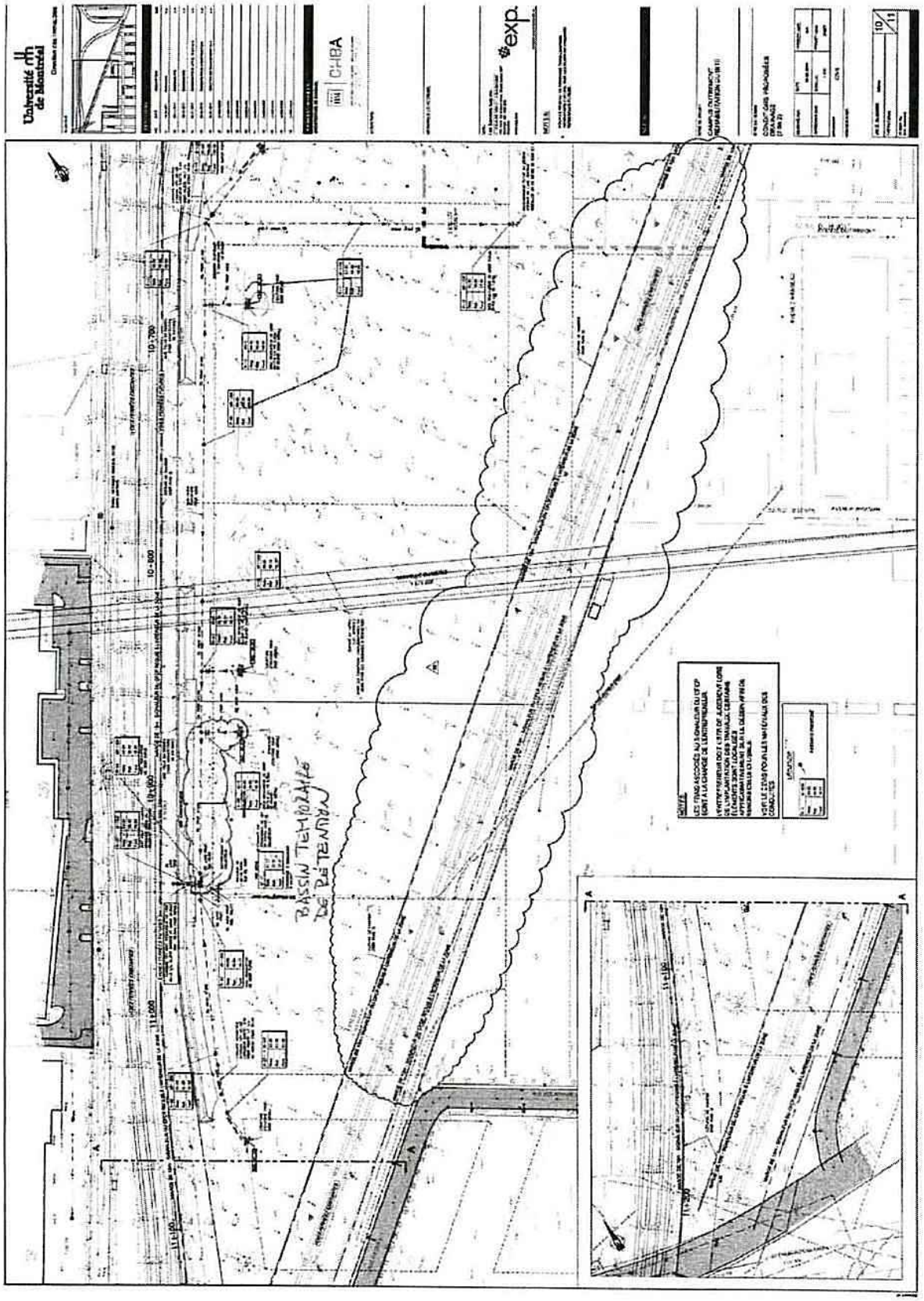
Estimation
Bassin de rétention - Ville

Université de Montréal
Projet no: 51677
Travaux en génie civil et réhabilitation du site
Campus d'Outremont
N° de dossier : UNMG1-055 **Date : 2014-02-26**
Entrepreneur:_____

Article	Description du travail	Quantité approx.	Unité	Prix unitaire au bordereau	Montant total à payer par la Ville	% du total payé par la Ville
A	**CONDITIONS GÉNÉRALES**					
A-1	Travaux divers incluant tous les matériaux, les équipements et la main d'œuvre pour l'exécution des opérations suivantes sans toutefois s'y limiter: - Organisation de chantier (personnel de chantier, agent de prévention, cautionnements, assurances) - Mobilisation et démobilisation - Bureaux de chantier - Inspection des lieux et des bâtiments à proximité - Signalisation de chantier et éclairage - Panneaux d'identification - Mesures de protection de l'environnement - Atténuation des impacts - Permis - Protection des services existants, incluant métro et massif Hydro-Québec - Gardiennage - Arpentage - Documents de fin de projet - Toute autre mesure requise	1	global	937 259,66 $	**9 372,60 $**	1%
A-2	Signalisation aux abords des voies ferrées (signaleur CP)	1	global	20 743,76 $	**207,44 $**	1%
A-3	Installation, opération, entretien et démantèlement d'un système de nettoyage des roues de camion	1	global	27 157,84 $	**271,58 $**	1%
A-4	Autres mesures de contrôle de l'érosion et des sédiments (barrières à sédiments, bassins temporaires de sédimentation, contrôle de la poussière)	1	global	246 585,67 $	**2 465,86 $**	1%
A-5	Clôture le long des voies ferrées du CP	1	global	24 892,51 $	**248,93 $**	1%

	SECTEUR NORD					
C-2	**Réhabilitation des sols et terrassement brut**					
C-2.9	Excavation et mise en remblai sur le site de matériaux contaminés	800	m³	6,41 $	**2 564,00 $**	50%
C-2.14	Chargement et réutilisation sur le site de béton concassé	560	m³	5,54 $	**1 551,20 $**	50%
C-2.18	Membrane géotextile	2 800	m²	1,90 $	**2 660,00 $**	50%
C-2.20	Nivellement brut après réhabilitation	11 300	m²	1,03 $	**5 819,50 $**	50%
C-2.21	Ensemencement hydraulique pour • Pente inférieure à 1V:3H	11 300	m²	0,40 $	**2 260,00 $**	50%
D-2	**DRAINAGE**					
D-2.1	Raccordement au collecteur Dollard et extension de la cheminée du regard existant	1	global	10 555,84 $	**5 277,92 $**	50%
D-2.4	Regard d'égout préfabriqué en béton, RD-5, incluant régulateur de débit, clapet, palier, cadres et couvercles	1	unité	29 387,19 $	**14 693,60 $**	50%
D-2.5	Regard d'égout préfabriqué en béton, MR-1500, R-04, incluant cadre et couvercle	1	unité	11 231,58 $	**5 615,79 $**	50%
D-2.8	Regard d'égout préfabriqué en béton, M-1600, incluant clapets (2), palier, déflecteur, cadre et couvercle	1	unité	29 194,57 $	**14 597,29 $**	50%
D-2.15	Conduite d'égout en béton armé, classe IV					
	• 1500 mm dia.	63	m	946,80 $	**29 824,20 $**	50%
	• 300 mm dia.	15	m	143,60 $	**1 077,00 $**	50%
D-2.16	Conduite d'égout en CPV, classe DR-35					
	• 300 mm dia.	10	m	136,92 $	**684,60 $**	50%
	MONTANT TOTAL À PAYER PAR LA VILLE (HORS TAXES) :				**99 191,48 $**	

CAMPUS OUTREMONT - ENTENTE UDEM - VILLE


Université de Montréal
CHBA
exp.
BASSIN TEMPORAIRE DE RETENUE

ANNEXE IV
CALENDRIER DE RÉALISATION DES TRAVAUX (RÉVISÉ)

CF

Échéancier des travaux de l'Université de Montréal

L'Université s'engage à compléter les travaux suivants dans les délais inscrits:

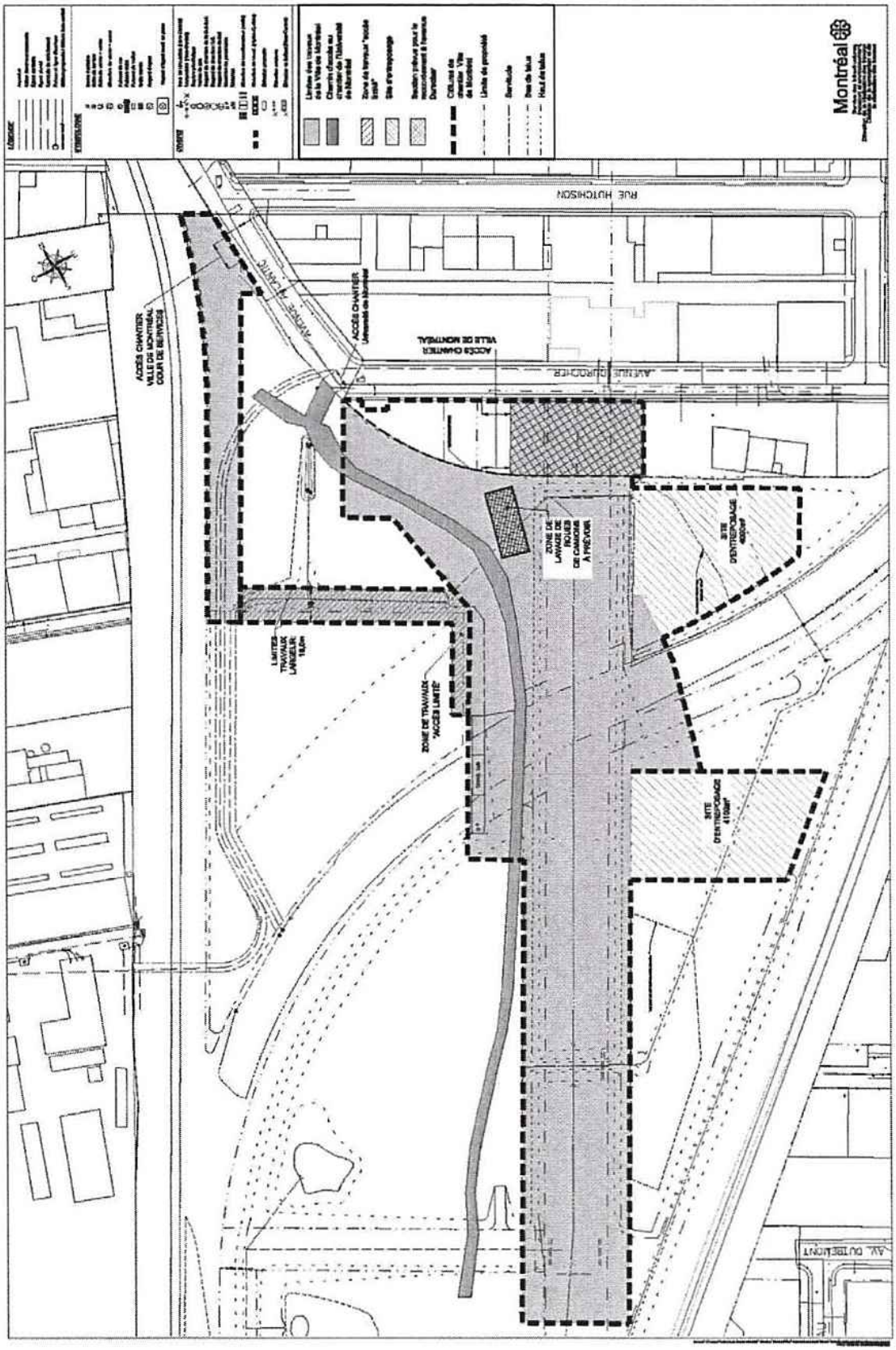
- 2012-2014:
  - la réhabilitation et le nivellement des sols des terrains appartenant à l'Université (à l'exception des sols situés sous le corridor ferroviaire existant);
  - la construction d'un mur talus le long du nouveau corridor ferroviaire.
- 2015-2017
  - la construction du nouveau corridor ferroviaire incluant les travaux de gestion des eaux pluviales du nouveau corridor ferroviaire;
  - le démantèlement de la voie ferrée existante et la réhabilitation et le nivellement des sols sous cette voie ferrée;
  - l'aménagement des infrastructures de gestion des eaux pluviales des terrains du futur campus universitaire;
  - l'aménagement de la voie de services des pavillons universitaires;
  - la construction des premiers pavillons universitaires;
  - la construction du passage piéton au-dessus de la voie ferrée dans l'axe nord-sud vers la station de métro Acadie d'une largeur minimale de 6 mètres.
- 2017-2018
  - l'aménagement d'une esplanade plantée devant les pavillons universitaires (entre les avenues Champagneur et McEachran), le long de l'axe central;
  - l'aménagement paysager temporaire des îlots à l'est et à l'ouest des premiers pavillons universitaires.

Échéancier des travaux de la Ville de Montréal

La Ville s'engage à compléter les travaux suivants dans les délais inscrits:

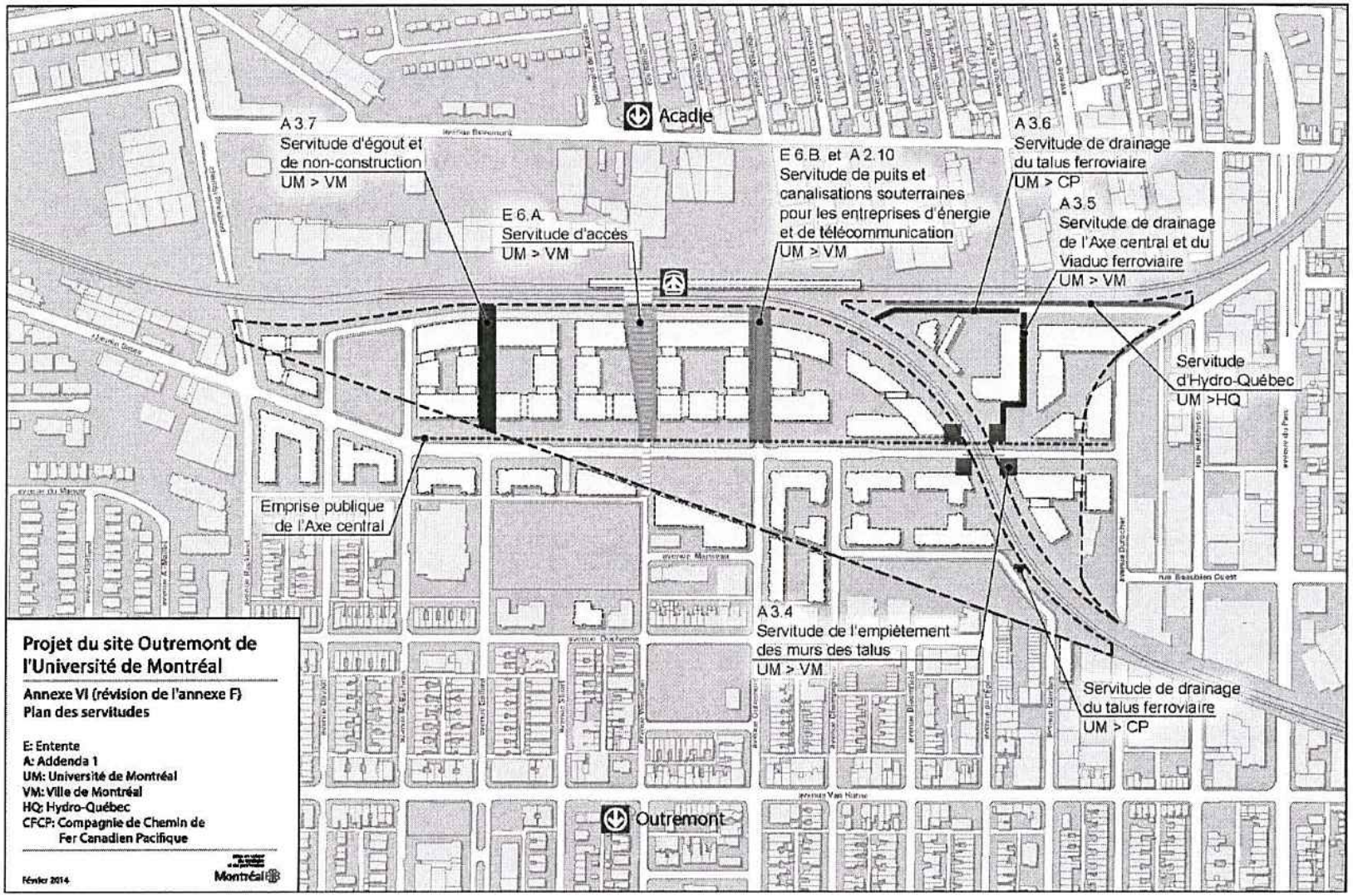
- 2014-2016 :
  - la construction de la nouvelle cour de services de l'Arrondissement Outremont (14 000 m²) et d'une rue y donnant accès avec infrastructures souterraines;
  - La construction d'un viaduc ferroviaire et d'un passage inférieur de l'axe central sous le nouveau corridor ferroviaire avec des murs de soutènement;
  - l'aménagement des avenues Wiseman et Outremont entre les avenues Van Horne et Manseau.
  - la démolition des bâtiments sur le site de l'actuelle cour de services de l'arrondissement et la réhabilitation des sols de ce site (maintien possible de l'écurie);
- 2015-2018 :
  - la réalisation des travaux d'aqueduc et d'égout ainsi que des travaux de surface de l'axe central entre les avenues Durocher et McEachran;
  - la construction du prolongement des l'avenues Outremont et Wiseman jusqu'à l'axe central;
  - l'aménagement du bassin de rétention sous la place publique;
  - l'aménagement de la place publique et des parcs.
- 2018-2019 :
  - les travaux horticoles de plantation de l'axe central, de la place publique et des parcs;
  - les travaux de surface de l'axe central.

ANNEXE V
PLAN D'ACCÈS ET DU SITE D'ENTREPOSAGE


RUE HUTCHISON
AVENUE DU PARC
ACCÈS CHANTIER
Université de Montréal
ACCÈS CHANTIER
VILLE DE MONTRÉAL
ACCÈS CHANTIER
VILLE DE MONTRÉAL
COUR DE SERVICE
AVENUE DUBERGER
ZONE DE LAVAGE DE ROUES DE CAMIONS À PRÉVOIR
SITE D'ENTREPOSAGE
LIMITE TRAVAUX LARGEUR: 18,0m
ZONE DE TRAVAUX ACCÈS LIMITÉ
SITE D'ENTREPOSAGE
AV. DU BELMONT
Montréal

CF

ANNEXE VI
PLAN DES SERVITUDES


A 3.7
Servitude d'égout et de non-construction
UM > VM
E 6.A.
Servitude d'accès
UM > VM
E 6.B. et A 2.10
Servitude de puits et canalisations souterraines pour les entreprises d'énergie et de télécommunication
UM > VM
A 3.6
Servitude de drainage du talus ferroviaire
UM > CP
A 3.5
Servitude de drainage de l'Axe central et du Viaduc ferroviaire
UM > VM
Servitude d'Hydro-Québec
UM >HQ
Emprise publique de l'Axe central
A 3.4
Servitude de l'empiètement des murs des talus
UM > VM
Servitude de drainage du talus ferroviaire
UM > CP
Acadie
Outremont
Projet du site Outremont de l'Université de Montréal
Annexe VI (révision de l'annexe F)
Plan des servitudes
E: Entente
A: Addenda 1
UM: Université de Montréal
VM: Ville de Montréal
HQ: Hydro-Québec
CFCP: Compagnie de Chemin de Fer Canadien Pacifique
Février 2014
Montréal

ANNEXE VII
EXIGENCES DE SÉCURITÉ MINIMALES À L'ÉGARD DES ENTREPRENEURS TRAVAILLANT SUR LE DOMAINE DU CFCP AU CANADA

CANADIEN PACIFIQUE

EXIGENCES DE SÉCURITÉ MINIMALES À L'ÉGARD DES ENTREPRENEURS TRAVAILLANT SUR LE DOMAINE DU CP AU CANADA



Entrée en vigueur : le 15 septembre 2010

Aucun travail n'est si important que nous ne puissions prendre le temps de le faire de façon sécuritaire.

Travaillez intelligemment, de façon sécuritaire

Paraphé par

_____

_____

CF

Table des matières

Table des matières 1
Introduction 2
1 Application 2
2 Définitions et interprétation 2
3 Conformité de l'Entrepreneur et responsabilités 4
4 Plans de gestion de sécurité 5
5 Formation en sécurité 6
6 Orientation sur la sécurité 6
7 Exposé sur la sécurité 7
8 Lois applicables 7
9 Sécurité 9
10 Conduite personnelle 10
11 Protection personnelle 11
12 Protection des voies 13
13 Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) 16
14 Conduite de véhicules routiers 17
15 Outils, matériel et machinerie 19
16 Mesures d'Urgences 21
17 Accidents, incidents et blessures à signaler 22
18 Signalement 23
19 Reconnaissance de l'Entrepreneur et du Personnel de l'entrepreneur 25
20 Annexe A - Fiche de renseignements en cas d'urgence 26

Introduction

Au Canadien Pacifique (CP), la sécurité fait partie intégrante des pratiques commerciales. Nous nous attendons à ce que chaque personne travaillant sur le domaine du Canadien Pacifique respecte inconditionnellement toutes les consignes de sécurité. On doit accorder la priorité absolue à la sécurité, qui doit avoir préséance sur les échéances, les calendriers de production et toutes les autres considérations.

1 Application

1.1 Application

1.1.1 Ces Exigences de sécurité minimales s'appliquent à tous les Entrepreneurs et à toutes les autres personnes exécutant des travaux ou fournissant autrement des services au Canadien Pacifique sur le domaine du CP au Canada.

1.1.2 Ces exigences de sécurité minimales ne peuvent être contournées ou altérées, en tout ou en partie, sans une évaluation des risques préalable particulière aux Travaux effectués et un consentement écrit fourni par le Directeur responsable.

1.1.3 Nonobstant ce qui précède, ces Exigences de sécurité minimales ne s'appliquent pas à d'autres chemins de fer certifiés au fédéral ou à des chemins de fer provinciaux qui relèvent de la compétence fédérale en vertu de différentes ententes avec Transports Canada, et qui n'exploitent que des trains sur le domaine du CP en vertu de diverses ententes relatives à des droits de circulation et à l'échange de wagons. Toutefois, ces compagnies peuvent être assujetties aux Exigences minimales du CP à l'égard des exploitants de chemins de fer tiers sur le domaine du CP.

1.1.4 En outre, nonobstant ce qui précède, ces Exigences de sécurité minimales peuvent ne pas s'appliquer aux Travaux ou aux services fournis sur le domaine du CP au Canada dans des lieux qui constituent des bureaux, auquel cas les Exigences de sécurité minimales du CP à l'égard des entrepreneurs travaillant dans des bureaux du CP peuvent s'appliquer.

2 Définitions et interprétation

2.1 Définitions

2.1.1 Dans ces exigences de sécurité minimales, les termes commençant par une majuscule qui suivent ont le sens qui leur est donné ci-dessous :

a) le terme « **Canadien Pacifique** » ou « **CP** » signifie le Chemin de fer Canadien Pacifique, ainsi que ses affiliées et ses filiales, et comprend chacun de leurs administrateurs, dirigeants, employés et représentants;

b) le terme « **Chantier** » signifie tout domaine du CP où le Personnel du CP ou le Personnel de l'entrepreneur sont présents, ou autorisés à être présents, tout en étant engagés dans tous Travaux, y compris tout Matériel ferroviaire, tout Matériel mobile ou tous Véhicules routiers conduits ou utilisés pour transporter une personne engagée dans de tels Travaux.

c) le terme « **Directeur responsable** » désigne un directeur du CP désigné ou autrement déclaré par le CP comme responsable de la supervision des Travaux à exécuter, ledit Directeur responsable pouvant être, notamment, un membre de la direction locale du CP,

un surintendant régional, un ingénieur divisionnaire ou un chef de projet.

d) le terme « **Domaine du CP** » signifie tout immeuble, toute installation, tout triage, toute voie, toute emprise ou tout autre élément semblable détenu ou contrôlé par le CP;

e) le terme « **Entrepreneur** » signifie la compagnie ou la personne, ainsi que leurs employés et représentants et sous-traitants respectifs, qui fournissent des produits ou des services au CP;

f) le terme « **Lieux de bureaux** » signifie tout immeuble, toute installation, ou toute portion de cette dernière, ou un autre lieu, détenu ou contrôlé par le CP, qui est utilisé seulement à des fins administratives et qui ne renferme pas de machinerie ou de matériel lourd, tel que désigné par le CP de temps à autre;

g) le terme « **Lois applicables** » signifie l'ensemble des lois, règlements, codes, règles, normes, politiques et procédures applicables qui sont promulgués par tout organe gouvernemental fédéral, provincial ou municipal, y compris ceux de ses agences, auxquels doivent se soumettre le CP et/ou l'Entrepreneur relativement aux Travaux en ce qui a trait aux questions de santé et de sécurité des personnes, de la propriété ou de l'environnement;

h) le terme « **Matériel ferroviaire** » signifie tout train, toute locomotive, tout wagon, tout véhicule d'entretien de la voie, tout véhicule rail-route et tout autre matériel conçu pour être utilisé et se déplacer sur des voies ferroviaires;

i) le terme « **Matériel mobile** » signifie tout matériel motorisé et autopropulsé, à l'exception du matériel ferroviaire et des véhicules routiers, mais incluant, par exemple, les chariots élévateurs à fourche, les tracteurs, les grues, les VTT, les mules, les élévateurs à ciseaux motorisés et le matériel similaire qui n'est pas conçu pour manœuvrer ou se déplacer sur des voies ferroviaires;

j) le terme « **Obstruction de la voie** » signifie le fait d'être à proximité d'une voie de manière à ce que la personne ou le matériel puisse être frappé par un train ou un véhicule d'entretien de la voie, ou, dans tous les cas, à l'intérieur de 4 pieds (1,2 mètre) de l'extérieur du rail le plus proche;

k) le terme « **Personnel de l'entrepreneur** » signifie les employés de l'Entrepreneur, ainsi que ses représentants, ses agents autorisés et sous-traitants respectifs;

l) le terme « **Personnel du CP** » signifie les employés, les agents et les représentants du CP;

m) le terme « **Plan de gestion de sécurité** » signifie un plan documenté qui énonce de quelle manière les Travaux doivent être effectués de façon sécuritaire, tel que requis en vertu des Lois applicables, et peut également être désigné sous le nom de Programme de santé et de sécurité au travail, ou Système de gestion de sécurité;

n) le terme « **Substances (Marchandises) dangereuses** » signifie toute substance dangereuse pour les personnes ou pour la propriété, notamment, sans limiter la portée générale de ce qui précède :

(i) les substances radioactives, explosives ou toxiques;

(ii) toute substance qui, ajoutée à de l'eau, dégraderait ou altérerait la qualité de cette dernière dans une mesure qui rendrait son utilisation nuisible pour l'homme ou pour tout animal ou plante;

(iii) tout solide, tout liquide, tout gaz, odeur ou toute combinaison de ces éléments qui, si elle est émise dans l'air, créerait dans ce dernier, directement ou indirectement, une condition mettant en péril la santé, la sécurité ou le bien-être

des personnes, ou la santé de la vie animale, ou encore endommageant la vie végétale ou la propriété; et

(iv) les substances considérées dangereuses ou toxiques en vertu d'une loi ou d'un règlement, actuel ou ultérieur, adopté par toute autorité gouvernementale compétente en la matière.

o) le terme « **Travaux en collaboration** » signifie les Travaux où le Personnel de l'entrepreneur travaille directement avec le Personnel du CP ou à proximité de ce dernier (dans le temps et l'espace);

p) le terme « **Travaux** » signifie la prestation de produits et de services ainsi que d'activités connexes;

2.2 Interprétation et application

2.2.1 Lorsque ces Exigences de sécurité minimales font référence aux lois, une telle mention doit inclure toutes les modifications et tous les remplacements auxdites lois, tels que promulgués de temps à autre.

2.2.2 Lorsque ces Exigences de sécurité minimales font référence à des normes comme celles de l'Association canadienne de normalisation, de telles mentions doivent inclure toutes les modifications et tous les remplacements desdites normes.

2.2.3 Lorsqu'il y a ambiguïté, incohérences ou omissions entre ou parmi toutes ententes avec le CP, explicites ou implicites; toutes Lois applicables; toutes politiques et pratiques du CP applicables; et toutes normes et pratiques industrielles applicables, l'Entrepreneur et le Personnel de l'entrepreneur doivent adhérer à celles qui sont les plus strictes et à jour.

3 Conformité de l'Entrepreneur et responsabilités

3.1 Conformité générale

3.1.1 Il incombe intégralement et exclusivement à l'Entrepreneur d'assurer la sécurité et la santé du Personnel de l'entrepreneur ainsi que de garantir que ses Travaux et autres activités ne mettent pas en péril la santé et la sécurité du Personnel du CP ou de toute autre partie, la protection de l'environnement ainsi que la protection du domaine du CP et de toute autre partie, et qu'ils ne nuisent pas non plus à la sécurité des opérations ferroviaires du CP.

3.1.2 L'Entrepreneur doit observer les règles applicables à l'exécution sécuritaire des Travaux, garantir que tous les membres du Personnel de l'entrepreneur possèdent la formation et les qualifications nécessaires pour effectuer les Travaux de manière sécuritaire et s'assurer qu'ils respectent toutes les Lois applicables relatives à la protection contre l'incendie, à la sécurité, à la santé et aux risques environnementaux, et qu'ils détiennent toutes licences, tous permis et toutes autorisations émis par les autorités respectives concernées.

3.1.3 L'Entrepreneur doit observer et s'assurer que tous les membres du Personnel de l'entrepreneur observent toutes les modalités de toutes les ententes, explicites ou implicites, entre l'Entrepreneur et le CP, ainsi que toutes les politiques et pratiques du CP applicables.

3.1.4 L'Entrepreneur doit fournir au Personnel de l'entrepreneur, à ses propres frais, tout le matériel de sécurité requis pour la protection contre les blessures durant l'exécution des Travaux et doit s'assurer que le Personnel de l'entrepreneur connaît bien et utilise des pratiques sécuritaires pour l'exécution des Travaux.

3.1.5 L'Entrepreneur doit avoir un exemplaire des documents suivants au Chantier en tout temps, et doit les produire sur demande du CP :

(a) Exigences de sécurité minimales à l'égard des Entrepreneurs travaillant sur le domaine du CP;

(b) Licences, certifications, permis, dossiers de formation ou autres documents requis en vertu des Lois applicables ou de ces Exigences de sécurité minimales;

(c) Plan de gestion de sécurité de l'Entrepreneur;

(d) Fiche de renseignements en cas d'urgence de l'Entrepreneur (voir Annexe A); et

(e) Tous documents additionnels requis en vertu du Contrat ou de l'entente avec le Directeur responsable.

3.2 Assurance de la conformité

3.2.1 Le CP se réserve le droit d'observer, d'inspecter, de mettre à l'essai et de vérifier le travail de l'Entrepreneur et du Personnel de l'entrepreneur pour voir s'ils observent toutes les exigences prévues aux présentes, ainsi que de demander et de recevoir tous les dossiers et documents pertinents pour prouver que la conformité est atteinte, en tout temps, et de temps à autre.

3.2.2 Le défaut de l'Entrepreneur ou du Personnel de l'entrepreneur de se conformer à toutes les dispositions applicables énoncées aux présentes peut être considéré comme une violation importante, et en plus de tous les autres recours dont elle dispose, le CP peut, sous toutes réserves :

(a) reprendre le contrôle de ces Travaux ou de cette activité;

(b) exiger la cessation des Travaux; et/ou

(c) ordonner au Personnel de l'entrepreneur de quitter le Domaine du CP.

3.2.3 Au moment de la finalisation des Travaux, au moment de l'expiration de l'entente applicable, ou sur demande d'un Directeur responsable, selon la première occurrence, l'Entrepreneur et le Personnel de l'entrepreneur doivent retourner toutes les pièces d'identité, les insignes, les cartes d'accès et les décalcomanies émises ou fournies par le CP au Directeur responsable.

4 Plans de gestion de sécurité

4.1 Exigences générales

4.1.1 Avant de démarrer tous Travaux sur le Domaine du CP, l'Entrepreneur doit avoir un Plan de gestion de sécurité écrit qui fait état des points suivants :

(a) ensemble des Lois, règles, politiques et pratiques de travail reliées aux Travaux exécutés;

(b) risques particuliers associés aux Travaux exécutés pour le CP, par exemple :

(i) construction, entretien et inspection des immeubles;

(ii) travaux sur des voies ferroviaires ou à côté;

(iii) entretien ou inspection de voies ferroviaires, de passages à niveau ou de systèmes de signalisation;

(iv) conduite de Matériel ferroviaire sur les voies du CP; ou

(v) travaux en collaboration avec le Personnel du CP; et

(c) méthodes de vérification de la conformité.

4.1.2 L'Entrepreneur fournira au Directeur responsable un exemplaire de ce Plan de gestion de sécurité sur demande raisonnable.

5 Formation en sécurité

5.1 Formation et qualifications minimales

5.1.1 À ses propres frais et dépens, l'Entrepreneur doit s'assurer que tout le Personnel de l'entrepreneur est pleinement formé et qualifié pour les Travaux qu'il exécute. L'Entrepreneur et le Personnel de l'entrepreneur doivent respecter, ou excéder, toutes les exigences des Lois applicables ayant trait à la formation et à la qualification.

5.1.2 En outre, la formation et la qualification du Personnel de l'entrepreneur doivent respecter ou excéder toutes les normes applicables du secteur.

5.2 Preuve de formation et de qualification

5.2.1 Le Personnel de l'entrepreneur doit, en tout temps, être en possession d'une preuve d'une telle formation et de telles qualifications et il doit la présenter lorsque le Directeur responsable en fait la demande.

5.2.2 Le CP se réserve le droit d'inspecter les certificats de qualification, les licences, les dossiers de formation et/ou les dossiers sur l'historique de travail de tous membres du Personnel de l'entrepreneur, ou encore de demander que lui soient fournis des exemplaires de tels documents, sur demande raisonnable.

6 Orientation sur la sécurité

6.1 Exigences générales

6.1.1 Avant de commencer les Travaux, tous les membres du Personnel de l'entrepreneur doivent participer à une orientation sur la sécurité autorisée par le CP, ce qui comprend une orientation sur place présentée par le Directeur responsable ou son remplaçant.

6.1.2 À chaque fois que la portée des Travaux, l'emplacement, les conditions ou la supervision changent, le Personnel de l'entrepreneur peut se voir demander d'assister à des séances additionnelles d'orientation sur la sécurité.

6.1.3 Afin de reconnaître que le Personnel de l'entrepreneur a réussi une telle orientation sur la sécurité, le CP lui remettra une carte d'identité, ou un autre document prouvant une telle réussite, selon ce que détermine le CP de temps à autre. Cette carte d'identité autorise le Personnel de l'entrepreneur à accéder au Domaine du CP afin d'effectuer les Travaux. La carte d'identité, ou toute autre forme de preuve émise par le CP, doit être portée et visible en tout temps, ou encore produite sur demande, et ne peut être transférée dans aucune circonstance.

7 Exposé sur la sécurité

7.1.1 Le Personnel de l'entrepreneur doit assister à toutes les Séances d'information sur les travaux lorsqu'elles ont lieu. Il incombe exclusivement et pleinement au Personnel de l'entrepreneur de comprendre le contenu de la Séance d'information sur les travaux, et, au minimum :

(a) de comprendre la portée des Travaux devant être exécutés et de saisir la nature de l'emplacement, de l'environnement et des conditions où de tels Travaux doivent être effectués;

(b) d'être au fait de conditions dangereuses particulières ou inhabituelles, existantes ou potentielles, ainsi que des mesures requises pour assurer une protection contre de telles conditions, limiter leur effet ou, lorsque cela est possible, les éviter;

(c) d'avoir un plan d'intervention en cas d'urgence/des procédures d'évacuation.

7.1.2 Lorsque des Travaux en collaboration sont menés, les Séances d'information sur les travaux doivent inclure tant le Personnel du CP que le Personnel de l'entrepreneur, ainsi que toutes autres tierces parties. La Séance d'information sur les travaux doit identifier la nature et la portée de l'interaction entre les Travaux effectués par le Personnel de l'entrepreneur, et ceux réalisés par le Personnel du CP ou d'autres tierces parties. Le Personnel de l'entrepreneur doit informer le Personnel du CP, ainsi que toutes autres tierces parties, de conditions et de risques non sécuritaires connus ou potentiels qui peuvent être créés par leurs Travaux, en résulter, ou être inhérents à eux, ainsi que des mesures de prévention, de limitation et/ou de lutte correspondantes, à toutes les Séances d'information sur les travaux avant le début des travaux, ou dès que le Personnel de l'entrepreneur devient au fait de telles conditions.

7.1.3 Dans toutes les situations, on s'attend à ce que tout le Personnel de l'entrepreneur :

(a) identifie continuellement les dangers, évalue les risques des dangers et communique continuellement et clairement tous les dangers au Directeur responsable et à toutes les autres parties pouvant être affectées aux Séances d'information sur les travaux, et à tout autre moment, lorsque cela est approprié et nécessaire;

(b) prenne les mesures s'inscrivant dans le cadre des responsabilités qui lui sont attribuées pour éliminer ou limiter les dangers et les risques; et

(c) avise immédiatement son superviseur ou le Directeur responsable des dangers qui posent un risque inacceptable et qu'il ne peut ni éliminer, ni limiter.

7.1.4 Lorsque le Personnel de l'entrepreneur est incapable d'éliminer ou de limiter un danger, il doit prendre des mesures temporaires pour protéger les gens, la propriété, le matériel et l'environnement jusqu'à ce que le danger soit adéquatement évalué et que les mesures correctives appropriées soient prises.

8 Lois applicables

8.1 Exigences générales

8.1.1 Il incombe exclusivement à l'Entrepreneur et au Personnel de l'entrepreneur d'identifier toutes les Lois applicables et de s'y conformer. Le CP est régi par les lois fédérales et par conséquent, l'Entrepreneur et le Personnel de l'entrepreneur qui effectuent des Travaux pour le CP sont également tenus de se conformer à toutes les Lois applicables. Au minimum, l'Entrepreneur et le Personnel de l'entrepreneur doivent se conformer à la liste de lois fédérales ci-dessous, laquelle

liste a pour objet unique de donner une orientation générale, et ne se veut pas une liste exhaustive de toutes les Lois applicables.

8.1.2 En outre, l'Association des chemins de fer du Canada (ACFC) est une association sectorielle qui peut fournir du soutien et des conseils sur des questions reliées à la sécurité des activités ferroviaires et au transport des matières (marchandises) dangereuses.

8.2 Transport des marchandises dangereuses

8.2.1 Lorsque les Travaux se rapportent à la manutention ou au transport de marchandises dangereuses, lesdits Travaux doivent être conformes à la *Loi sur le transport des marchandises dangereuses* (TMD) du gouvernement fédéral. Il incombe exclusivement à l'Entrepreneur de s'assurer que tous les membres du Personnel de l'entrepreneur qui manutentionnent, offrent au transport et/ou transportent des marchandises dangereuses par tout mode de transport possèdent une formation adéquate et détiennent un certificat de formation valide, ou encore travaillent sous la supervision directe d'une personne ayant reçu une formation adéquate et détenant un certificat de formation valide. La formation doit être fondée sur les Travaux que la personne doit exécuter et les marchandises dangereuses que la personne doit manutentionner, offrir au transport ou transporter.

8.3 Code canadien du travail

8.3.1 Lorsque des Travaux effectués peuvent créer un risque pour la santé et la sécurité du Personnel du CP, le Personnel de l'entrepreneur doit se conformer à la Partie II du *Code canadien du travail.*

8.3.2 En outre, l'Entrepreneur et le Personnel de l'entrepreneur doivent observer toutes les dispositions applicables du Règlement en matière d'hygiène et de sécurité au travail, qui ont pour objet d'empêcher les accidents et les blessures des employés travaillant pour des compagnies sous réglementation fédérale. L'observation de ces règlements peut s'étendre aux Entrepreneurs, selon le type de Travaux effectué et leur proximité par rapport au Personnel du CP (c.-à-d. Travail en collaboration). Également, les règlements provinciaux en matière de sécurité et de santé au travail régiront les Entrepreneurs.

8.4 Loi sur la sécurité ferroviaire

8.4.1 La *Loi sur la sécurité ferroviaire* régit tous les chemins de fer certifiés par le gouvernement fédéral au Canada et certains chemins de fer provinciaux, dans le cadre de diverses ententes avec Transports Canada. La Loi sur la sécurité ferroviaire traite de toutes les questions reliées à la construction, à l'altération, à l'exploitation, à l'inspection et à l'entretien des ouvrages et du matériel ferroviaires, et contient des exigences en matière de formation et de qualification applicables à certains types de Travaux. Lorsque cela s'applique, l'Entrepreneur et le Personnel de l'entrepreneur doivent effectuer les Travaux conformément à la Loi sur la sécurité ferroviaire, comme s'ils étaient directement liés par cette dernière.

8.5 Loi sur la protection de l'environnement

8.5.1 Lorsque des Travaux effectués pourraient avoir une incidence sur l'environnement, lesdits Travaux doivent être conformes à l'ensemble des lois et règlements fédéraux et provinciaux applicables. Certains exemples de lois applicables comprennent la Loi canadienne sur la protection de l'environnement; la Loi sur les pêches; la Loi sur la protection des eaux navigables; la Loi sur les espèces en péril; la Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs; et tous les règlements correspondants. Les exigences provinciales sont d'ordinaire énoncées dans une Loi sur la protection de l'environnement générale qui est complétée par de nombreux règlements traitant de secteurs préoccupants plus particuliers.

9 Sécurité

9.1 Accès au Domaine du CP

9.1.1 Tout le Personnel de l'entrepreneur doit avoir les pièces d'identité suivantes en sa possession en tout temps lorsqu'il se trouve sur le Domaine du CP, et les présenter sur demande à tout Directeur responsable, tous autres directeurs et employés du CP, tout Agent de police, tout gardien de sécurité ou tout agent chargé de la réglementation :

(a) carte d'identité avec photo (p. ex. permis de conduire);

(b) carte ou document constituant une preuve d'emploi;

(c) carte d'identité, ou autre preuve d'orientation sur la sécurité délivrée par le CP;

(d) carte d'accès, émise et signée par un directeur du CP, lorsque les Travaux exigent que le Personnel de l'entrepreneur se déplace à bord de toute locomotive ou de tout autre matériel roulant non destiné à des passagers;

(e) carte d'identité de sécurité, lorsque l'exige le CP; et

(f) carte d'accès à l'immeuble, lorsque cela est exigé par le CP ou un autre tiers contrôlant les lieux.

9.1.2 L'Entrepreneur doit effectuer toute vérification des antécédents nécessaire pour garantir que le Personnel de l'entrepreneur ne pose pas de risque pour la sécurité du CP, un tel risque pour la sécurité incluant les activités terroristes, les actes de sabotage, le vandalisme, le vol et la violence. Le CP se réserve le droit, en tout temps, d'exiger que l'Entrepreneur entreprenne certaines formations sur la sécurité et/ou exécute des vérifications des antécédents sur le Personnel de l'entrepreneur, avant de permettre à un tel personnel d'entrer sur le Domaine du CP.

9.2 Sensibilisation à la sécurité

9.2.1 Chaque Entrepreneur doit avoir un programme de sensibilisation à la sécurité qui montre au Personnel de l'entrepreneur comment :

(a) comprendre les difficultés liées à la sécurité ferroviaire, ainsi que les règles et les procédures connexes;

(b) surveiller et signaler toutes personnes, toutes activités ou tous objets suspects; et

(c) demeurer alerte à l'environnement.

9.2.2 Sur demande, le CP peut fournir au Personnel de l'entrepreneur un exemplaire du programme de Sensibilisation à la sécurité ferroviaire du CP.

9.3 Armes à feu et explosifs

9.3.1 Les armes à feu (chargées ou vides) ne sont pas autorisées sur le Domaine du CP, sauf pour les Agents de police et d'autres représentants du gouvernement désignés, lorsqu'il leur est permis d'en avoir.

9.3.2 Aucun explosif ne sera admis sur le Domaine du CP sans l'approbation écrite du Directeur responsable.

9.4 Signalisation

9.4.1 Le Personnel de l'entrepreneur doit signaler toute préoccupation liée à la sécurité, tout incident de sécurité, toute activité criminelle (connue ou soupçonnée), tout événement suspect et/ou toute personne suspecte sur le Domaine du CP au Directeur responsable ou aux Services de police du CP conformément à l'Article 18.

10 Conduite personnelle

10.1 Interdiction des drogues et de l'alcool

10.1.1 Il est strictement interdit d'entrer sur le Domaine du CP lorsque l'on est en possession d'alcool, de stupéfiants, de narcotiques ou de substances réglementées, ou que l'on est sous l'effet de ces derniers.

10.1.2 En outre, le Personnel de l'entrepreneur doit être exempt de toute condition pouvant, de quelque façon que ce soit, avoir une incidence défavorable sur sa vigilance, sa concentration, sa réactivité ou sa capacité à réagir de manière calme et responsable aux situations dangereuses.

10.1.3 Le CP se réserve le droit de demander au Personnel de l'entrepreneur de se soumettre à des tests de dépistage des drogues là où la loi le permet.

10.2 Comportement inapproprié

10.2.1 Le CP est déterminé à maintenir un environnement de travail qui favorise la dignité de toutes les personnes. Aucune personne travaillant au CP ne peut être l'objet de quelque forme que ce soit de discrimination ou de harcèlement, y compris sexuel.

10.2.2 Les actes ou menaces de violence sont inacceptables en tout temps sur le domaine du CP. Si des membres du Personnel de l'entrepreneur profèrent des menaces ou commettent des actes de violence, ils seront retirés du Domaine du CP, le Contrat sera résilié et/ou des poursuites au criminel seront intentées.

10.2.3 Les jeux de mains, les plaisanteries, les batailles ou toutes autres activités pouvant créer une situation dangereuse ne seront pas tolérés.

10.3 Appareils de divertissement et de communication électroniques

10.3.1 L'utilisation d'appareils de divertissement personnels comme les appareils audio et vidéo portatifs, par exemple les lecteurs de DVD et de CD et les jeux, les iPod et les lecteurs MP3, est interdite :

(a) lorsque l'on travaille sur le domaine du CP;

(b) lorsque l'on transporte du Personnel du CP, sur le Domaine du CP ou en dehors de celui-ci; et

(c) lorsque l'on conduit des véhicules routiers, du Matériel ferroviaire ou du Matériel mobile du CP, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du Domaine du CP;

10.3.2 L'utilisation d'appareils de communication électroniques, y compris des radios, des téléphones cellulaires, des appareils BlackBerry, des radios émetteurs, des ANP, des unités de navigation GPS, des appareils Palm Pilot, des ordinateurs portatifs et des appareils semblables, est interdite :

(a) lorsque l'on conduit un véhicule routier, à moins qu'il ne soit à l'arrêt et stationné dans un

lieu sécuritaire;

(b) lorsque l'on conduit tout Matériel ferroviaire ou Matériel mobile ou que l'on apporte son aide dans la conduite de tel matériel;

(c) lorsque l'on utilise des outils ou du matériel mécanique ou encore de la machinerie;

(d) lorsque l'on obstrue la voie pour quelque raison que ce soit;

(e) lorsque l'utilisation d'un tel appareil crée une situation non sécuritaire.

10.3.3 Nonobstant ce qui précède, les radios, les radios émetteurs, les unités GPS et les autres appareils de communication autorisés par le Directeur responsable peuvent être utilisés uniquement pour la tenue des affaires lorsqu'ils ne sont pas interdits par des lois municipales ou provinciales, et tout appareil de communication électronique peut être utilisé lorsqu'il est nécessaire de communiquer en situation d'urgence.

10.4 Tabac

10.4.1 L'usage du tabac est interdit partout sur le Domaine du CP, ainsi que dans et sur l'ensemble des véhicules routiers, du Matériel ferroviaire et du Matériel mobile, sauf dans les aires fumeurs extérieures désignées du CP.

11 Protection personnelle

11.1 Vêtements de travail

11.1.1 L'Entrepreneur doit s'assurer que le Personnel de l'entrepreneur porte des vêtements qui répondent aux Lois applicables et qui se prêtent à l'exécution sécuritaire des Travaux.

11.2 Équipement de protection individuelle (EPI)

11.2.1 L'Entrepreneur doit s'assurer que le Personnel de l'entrepreneur porte l'équipement de protection individuelle exigé par les Lois, les règlements, les codes et les normes sectorielles applicables, au besoin, pour se protéger contre les blessures lorsqu'il se trouve sur le Domaine du chemin de fer. Tout l'équipement de protection individuelle doit être approuvé par l'Association canadienne de normalisation (CSA) ou par l'American National Standards Institute (ANSI), être en bon état et être bien ajusté.

11.2.2 L'équipement de protection individuelle (EPI) obligatoire qui suit doit être fourni par l'Entrepreneur à ses propres frais, et être porté en tout temps par le Personnel de l'entrepreneur lorsqu'il se trouve sur le Domaine du CP :

(a) casque protecteur satisfaisant à la norme CSA Z94.1;

(b) bottes de sécurité avec embouts et semelles de protection, répondant à la norme CSA Z195 (Triangle vert - Catégorie 1);

(c) lunettes de sécurité à écrans latéraux fixes, répondant à la norme CSA Z94.3;

(d) vêtement extérieur fluorescent haute visibilité avec rayures rétroréfléchissantes (répondant à la norme CSA Z96 de préférence), ledit vêtement n'étant pas couvert par d'autres vêtements ou matériel, sauf lorsque cela est nécessaire pour des raisons de sécurité, par exemple lorsque du matériel de protection contre les chutes ou d'escalade de poteaux est utilisé; et

(e) tout autre EPI nécessaire en vertu des Lois applicables ou des normes de la CSA ou encore autrement requis pour protéger le Personnel de l'entrepreneur contre les blessures.

11.2.3 Outre les exigences minimales ci-dessus, le tableau suivant contient d'autres recommandations relatives aux types particuliers d'EPI :

Type de protection	Recommandations additionnelles
Casques protecteurs	Caractéristiques haute visibilité qui ne sont pas dissimulées par des marques ou des décalcomanies
Lunettes de sécurité	Les lunettes de sécurité teintées doivent répondre aux spécifications des Forces armées canadiennes J si du Matériel ferroviaire est conduit Le port de lentilles de transition n'est pas encouragé, de telles lentilles devant être portées avec précaution lorsque l'on travaille dans des conditions de luminosité changeantes Le port de lunettes de soleil personnelles n'est pas encouragé; on ne doit pas porter de telles lunettes lorsque l'on conduit du Matériel ferroviaire
Chaussures de sécurité	Ont des talons définis Doivent être lacées et attachées fermement pour bien soutenir la cheville
Vêtements haute visibilité	La couleur vert lime est recommandée lorsque l'on travaille sur des voies ou près de ces dernières ou lorsque l'on effectue du Travail en collaboration

11.2.4 Il incombe exclusivement et pleinement à l'Entrepreneur et au Personnel de l'entrepreneur d'évaluer les risques liés aux Travaux et de déterminer si de l'EPI additionnel peut être requis, par exemple :

(a) Matériel protecteur ignifuge en Nomex ou en Proban au cours de l'exécution de certains Travaux mettant en cause le transport de matières (marchandises) dangereuses et/ou la manutention de certaines Matières dangereuses, ou au cours de l'exécution de Travaux spécialisés.

(b) Protecteurs auditifs au cours de travaux dans des secteurs où les niveaux de bruit :

(i) sont constamment supérieurs à 84 dBA (Lex, 8);

(ii) excèdent 115 dBA en tout temps; et

(iii) dans tous autres secteurs de Travaux où cela est indiqué, ou lorsque la Direction du CP l'exige.

(c) protection des voies respiratoires lorsque le Personnel de l'entrepreneur peut être exposé à des poussières/particules, des émanations, des brouillards, des gaz et des vapeurs, auquel cas les Entrepreneurs doivent avoir un Programme de protection des voies respiratoires qui respecte ou excède les Lois applicables;

(d) protection des yeux et du visage additionnelle répondant à la norme CSA Z94.3 (c.-à-d. écrans faciaux, lunettes à l'épreuve des chocs/éclaboussures, lunettes de soudage/coupage et casques de soudage); et

(e) systèmes et matériel de protection antichute répondant aux normes CSA appropriées, tel qu'exigé par les Lois applicables, et se prêtant à tous les risques de chutes connexes.

12 Protection des voies

12.1 Responsabilités de l'Entrepreneur relatives à la protection de la circulation et du domaine ferroviaires

12.1.1 Lorsque le Chantier est très près de voies, ou encore se trouve sur ces dernières, au-dessus ou au-dessous, une attention, des soins et des précautions spéciaux doivent être apportés pour garantir la sécurité de tout le Personnel de l'entrepreneur, de tout le Personnel du CP et de toutes autres tierces parties, ainsi que pour protéger le Domaine du CP et ses activités ferroviaires.

12.1.2 L'Entrepreneur doit s'assurer que le Personnel de l'entrepreneur est au fait de tous les dangers uniques et inhérents liés au fait de travailler près de voies, sur ces dernières, au-dessus ou au-dessous. En outre, il doit s'assurer que tout le Personnel de l'entrepreneur est pleinement formé et équipé pour exécuter les travaux en toute sécurité.

12.1.3 Le Personnel de l'entrepreneur doit, en tout temps, demeurer vigilant par rapport au mouvement des trains, du matériel roulant et d'autre Matériel ferroviaire.

12.1.4 Le Personnel de l'entrepreneur doit être spécialement vigilant dans les triages et les terminaux, car

(a) du Matériel ferroviaire qui semble immobile peut être en train de bouger;

(b) la cadence du mouvement du Matériel ferroviaire peut être plus rapide qu'elle n'en a l'air;

(c) le Matériel ferroviaire change souvent de voies; et

(d) des mouvements peuvent avoir lieu simultanément sur des voies adjacentes.

12.2 Distance de 50 pieds requise

12.2.1 Tous les Travaux doivent être effectués aussi loin des voies que possible.

12.2.2 Sauf autorisation du CP, le Personnel de l'entrepreneur, le matériel et les véhicules ne peuvent se trouver à moins de 50 pieds de la ligne médiane de la voie la plus proche.

12.2.3 Si les Travaux à moins de 50 pieds de la ligne médiane de la voie la plus proche, une autorisation écrite doit être obtenue du Directeur responsable et le Personnel de l'entrepreneur doit continuer de demeurer à la distance la plus grande possible de toutes les voies en tout temps.

12.2.4 Lorsqu'il traverse des voies, le Personnel de l'entrepreneur doit assurer une distance minimale de 50 pieds (environ 15 mètres) par rapport au Matériel ferroviaire à l'arrêt, demeurer à au moins 15 pieds de la fin du matériel le plus proche, regarder des deux côtés avant de traverser des voies et, si les voies sont libres, marcher à angle droit par rapport à ces dernières.

12.3 Protection par signaleur

12.3.1 Lorsque les Travaux exigent que le Personnel de l'entrepreneur se trouve à moins de 50 pieds (environ 15 mètres) de toutes voies ferrées, l'Entrepreneur ou le Personnel de l'entrepreneur doivent aviser le Directeur responsable et obtenir une approbation écrite de sa part, avant la date de début prévue et, lorsqu'une telle approbation est obtenue, ils doivent exécuter lesdits Travaux en observant scrupuleusement toutes les modalités de cette approbation.

12.3.2 Sauf indication contraire par le Directeur responsable, une protection adéquate contre le mouvement des trains, du matériel roulant et d'autre Matériel ferroviaire doit être considérée comme nécessaire en tout temps lorsque des Travaux ou du Personnel de l'entrepreneur doivent se trouver à moins de 50 pieds (environ 15 mètres) de la ligne médiane de la voie la plus proche.

La protection ne peut être assurée que par un employé du CP qualifié, au moyen d'un signaleur, d'un Permis d'occupation de la voie (POV) délivré en vertu du Règlement d'exploitation ferroviaire du Canada (REFC), d'une protection par drapeaux bleus des Services de la mécanique, ou d'autres méthodes de protection désignées par le Directeur responsable.

12.3.3 Lorsque le CP détermine que la protection par signaleur est nécessaire, les Travaux doivent alors absolument être menés sous la direction d'un signaleur du CP ou d'une autre personne désignée par le Directeur responsable.

12.3.4 Le Personnel de l'entrepreneur doit s'assurer qu'il y a une communication claire en tout temps entre le Personnel de l'entrepreneur et le signaleur du CP. Le Personnel de l'entrepreneur doit s'assurer qu'il est au fait :

(a) des limites de la distance de protection par signaleur;

(b) des limites temporelles; et

(c) de toutes voies adjacentes où le mouvement de Matériel ferroviaire peut encore se produire.

12.3.5 Le Personnel de l'entrepreneur ne doit pas supposer qu'un mouvement de train est stoppé ou autorisé à moins qu'une communication claire ne soit reçue directement du signaleur du CP.

12.3.6 Une séance d'information sur les travaux entre le signaleur du CP et tout le Personnel de l'entrepreneur doit avoir lieu avant le début de tous Travaux sur les voies ou l'obstruction des voies.

12.3.7 La protection par drapeaux bleus est utilisée pour indiquer que le CP ou le Personnel de l'entrepreneur travaillent sur du Matériels ferroviaires, sous de tels Matériels ou entre eux, et que le mouvement de trains ou d'autre Matériel ferroviaire est interdit. Les signaux bleus ne doivent être ni altérés, ni obstrués. Les signaux bleus ne peuvent être retirés que par la personne ou le groupe de personnes qui les ont initialement posés. La pose, l'utilisation et le retrait de signaux bleus, au besoin, ne peuvent être effectués qu'en vertu de l'autorisation du Directeur responsable et sous la direction de ce dernier.

12.3.8 La protection par signaux rouges est utilisée pour indiquer que le CP ou le Personnel de l'entrepreneur travaille sur la voie ou obstrue cette dernière, ou que la voie est hors service et que le mouvement de trains ou d'autre Matériel ferroviaire est interdit. Les signaux rouges ne doivent être ni altérés, ni obstrués. La pose, l'utilisation et le retrait de signaux rouges, au besoin, ne peuvent être effectués qu'en vertu de l'autorisation du Directeur responsable et sous la direction de ce dernier.

12.4 Travaux sur la voie ou à proximité de celle-ci

12.4.1 Lorsqu'il est autorisé à exécuter des Travaux en obstruant la voie ou en se trouvant autrement près de voies, le Personnel de l'entrepreneur doit veiller à ce que le Personnel de l'entrepreneur, le matériel et les véhicules demeurent le plus loin possible des voies, et, en tout temps :

(a) demeurer à l'affût des mouvements de trains et s'attendre aux mouvements de trains, de locomotives, de wagons ou de tout autre Matériel ferroviaire mobile en tout temps, sur toute voie, et dans toute direction, même s'ils semblent immobiles ou garés;

(b) ne pas se fier aux autres pour se protéger des mouvements de trains;

(c) demeurer à au moins 15 pieds (environ 5 mètres) des extrémités du Matériel ferroviaire en traversant la voie;

(d) assurer une distance de séparation minimale de 50 pieds (environ 15 mètres) avant de passer entre les Matériels ferroviaires;

(e) regarder des deux côtés avant de traverser les voies et, si elles sont libres, marcher à

angle droit par rapport à elles.

(f) ne jamais grimper sur du Matériel ferroviaire, passer en dessous de ces derniers ou passer entre eux;

(g) être au fait de l'emplacement des structures ou obstructions où le gabarit de la voie est réduit;

(h) ne pas se tenir sur la voie en face d'une locomotive, d'un wagon ou d'un autre matériel qui approche;

(i) lorsque cela est possible, se tenir à au moins 20 pieds des voies lorsque passe un mouvement de trains, de locomotives, de wagons ou d'autre Matériel ferroviaire mobile, afin d'éviter les blessures pouvant être causées par la projection de débris ou les éléments de timonerie desserrés; en outre, le personnel doit observer le train durant son passage et être prêt à quitter les lieux en cas d'urgence;

(j) ne pas se tenir sur ou entre des voies adjacentes en territoire à voies multiples lorsqu'un train passe;

(k) ne pas marcher, se tenir ou s'asseoir sur les rails, entre les rails ou à l'extrémité des traverses, sauf si cela est absolument nécessaire. Comme leur surface peut être extrêmement glissante, il faut enjamber les rails pour traverser la voie. Le personnel doit aussi être informé que les traverses de la voie peuvent être glissantes et que le ballast peut bouger lorsqu'on marche dessus. Une connaissance de la situation et l'utilisation de chaussures appropriées sont importantes;

(l) ne pas demeurer dans un véhicule se trouvant à moins de 50 pieds d'un train qui passe, sauf autorisation à cet effet, ou lorsque cela n'est pas possible, garer le véhicule le plus loin possible des voies et marcher à la distance la plus sécuritaire possible lorsque le train passe.

(m) demeurer à l'écart des aiguillages, puisque des aiguilles commandées à distance peuvent se déplacer de manière inattendue avec suffisamment de force pour écraser des pierres de ballast. Le personnel doit également se tenir à l'écart de tout autre dispositif ferroviaire qu'il ne connaît pas. Il ne doit jamais, non plus, déplacer ou souiller le ballast.

12.5 Matériel sur les voies ou à proximité de celles-ci

12.5.1 Le Personnel de l'entrepreneur ne doit pas obstruer la voie avec tout matériel sans signaleur du CP ou autre méthode de protection de la voie autorisée;

12.5.2 Le Personnel de l'Entrepreneur ne doit pas traverser des voies ferrées avec des machines, sauf aux passages routiers établis ou s'il bénéficie de la protection ou de l'autorisation d'un signaleur du CP et seulement si le Chantier a été préparé adéquatement en vue de ce déplacement. Les machines chenillées devront être sous la supervision d'un signaleur du CP chaque fois qu'il faudra traverser des voies.

12.5.3 Les membres du Personnel de l'entrepreneur ne doivent pas déplacer des machines sur des ponts ferroviaires ou dans des tunnels, sauf s'ils ont reçu l'autorisation expresse du CP et s'ils observent rigoureusement les conditions imposées par le Directeur responsable.

12.5.4 Le Personnel de l'entrepreneur doit éloigner le matériel des voies d'au moins 50 pieds, ou, lorsque cela n'est pas possible, garer le matériel aussi loin des voies que possible, et marcher à une distance sécuritaire lorsque le train passe.

12.5.5 Lors du passage des trains, les bennes, les pelles et les charges transportées par les grues doivent être abaissées et reposer au sol. On doit resserrer ou mettre en traction de rappel le brin de manœuvre des grues sans charge pour empêcher tout mouvement, lorsque des trains passent.

12.6 Panneaux ferroviaires, signaux, drapeaux et autres infrastructures de communication

12.6.1 Les panneaux et les drapeaux ne doivent pas être obstrués, éliminés, relocalisés, désactivés ou altérés de quelque façon que ce soit sans autorisation et qualification adéquates.

12.6.2 Seul le Personnel de l'entrepreneur qualifié et autorisé par le CP est permis de faire fonctionner des aiguillages, dérailleurs, mécanismes de voies électriques, systèmes de signalisation et de communication ou autres appareils de régulation semblables.

12.6.3 Les lignes sur poteaux du CP transportent de l'électricité et doivent être traitées comme n'importe quelle autre ligne électrique.

12.7 Excavation

12.7.1 Avant d'entreprendre des travaux de creusage, l'Entrepreneur doit s'assurer qu'il n'y a pas de fils, de câbles à fibres optiques, de pipelines ou d'autres installations souterraines susceptibles d'être endommagées, ou que ces installations, le cas échéant, sont bien protégées. Des câbles à fibres optiques sont enfouis dans la plupart des tronçons de l'emprise du CP. Avant d'entreprendre tout creusage, l'Entrepreneur doit communiquer avec les autorités concernées afin d'obtenir le permis nécessaire ainsi que de localiser et de protéger ces installations.

12.7.2 Les lieux d'excavation ne doivent pas être laissés sans surveillance, à moins d'être protégés adéquatement. Le Directeur responsable doit en être informé.

13 Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT)

13.1 Exigences générales

13.1.1 Si, en tout temps, les Travaux de l'Entrepreneur mettent en cause l'utilisation, la manutention, l'entreposage ou l'élimination de Matières dangereuses (« Manutention des matières (marchandises) dangereuses »), le Personnel de l'entrepreneur doit en informer le Directeur responsable.

13.1.2 L'Entrepreneur doit s'assurer que le Personnel de l'entrepreneur a reçu une formation complète sur la manutention des Matières dangereuses et que l'Entrepreneur et le Personnel de l'entrepreneur observent intégralement toutes les Lois applicables, et respectent en outre les directives connexes du Directeur responsable.

13.1.3 Le Personnel de l'entrepreneur doit mettre en œuvre des processus, systèmes et des mesures de contrôle appropriés pour éviter ou autrement atténuer les risques en matière d'environnement, de santé et de sécurité potentiels associés à la manutention des Matières dangereuses.

13.2 Accès aux fiches signalétiques

13.2.1 Avant d'entreprendre tous Travaux dans le cadre desquels le Personnel du CP pourrait être exposé à des Matières dangereuses, l'Entrepreneur ou le Personnel de l'entrepreneur doit :

(a) fournir une copie des fiches signalétiques applicables au Directeur responsable; et

(b) garder un exemplaire desdites fiches signalétiques au Chantier et faire en sorte qu'il puisse aisément être consulté en tout temps.

13.3 Incident mettant en cause des matières dangereuses ou déversement de matières dangereuses

13.3.1 En cas d'incident mettant en cause des matières dangereuses ou de déversement de matières dangereuses, l'Entrepreneur doit :

(a) s'assurer qu'aucun Entrepreneur ou membre du Personnel du CP n'a été exposé ou ne le sera;

(b) prendre toutes les mesures raisonnables pour confiner le déversement;

(c) agir conformément à son plan d'intervention en cas d'urgence; et

(d) aviser le CP immédiatement conformément à l'Article 18.

14 Conduite de véhicules routiers

14.1 Véhicules routiers

14.1.1 Les exigences suivantes s'appliquent à tous les véhicules routiers, qu'ils soient conduits sur le Domaine du CP ou utilisés pour transporter du Personnel du CP.

14.2 Règlements et inspection

14.2.1 Avant d'utiliser un véhicule routier, le Personnel de l'entrepreneur doit :

(a) effectuer une inspection avant le départ;

(b) tenir un registre d'inspection;

(c) s'assurer que les inspections périodiques sont effectuées aux centres d'essai officiels;

(d) s'assurer que le véhicule est entretenu et en état de fonctionnement sécuritaire en tout temps; et

(e) s'assurer que le véhicule est conforme aux règlements sur les véhicules automobiles et les exigences en matière de permis applicables.

14.2.2 Les journaux et les registres d'inspection et d'entretien des véhicules doivent pouvoir être consultés par le Directeur responsable sur demande.

14.3 Exigences auxquelles doivent se soumettre les conducteurs de véhicules

14.3.1 La conduite de véhicules routiers est réservée aux membres du Personnel de l'entrepreneur qui détiennent les permis, les qualifications et les autorisations nécessaires pour le faire. Ces membres du Personnel de l'entrepreneur sont responsables de la sécurité de tous les passagers en tout temps. Il demeure entendu que ces membres du Personnel de l'entrepreneur doivent :

(a) détenir un permis valide pour la classe du véhicule conduit, conformément aux exigences provinciales locales; et

(b) respecter scrupuleusement tous les panneaux de signalisation et signaux ainsi qu'obéir à toutes les Lois applicables; et

(c) tenir le registre des conducteurs requis, et mettre ledit registre à la disposition du Directeur responsable, sur demande; et

(d) satisfaire aux exigences sur l'utilisation des appareils électroniques énoncées à l'Article 11.

14.4 Conduite sur le Domaine du CP

14.4.1 Outre les exigences énoncées ci-dessus, sur le Domaine du CP, le Personnel de l'entrepreneur doit :

(a) se déplacer uniquement sur les voies désignées, sauf instruction contraire;

(b) laisser les feux de jour allumées (si le véhicule en est pourvu);

(c) ne pas excéder 25 km/h (15 mi/h) sauf indication contraire;

(d) s'immobiliser complètement à tous les tournants sans visibilité ainsi qu'à tous les passages à niveau et franchissements routiers;

(e) céder le passage à tout le Matériel mobile et autres véhicules de service et matériel non routiers;

(f) ne pas conduire de véhicules (ou tout matériel pourvu d'un moteur à combustion interne) à l'intérieur d'immeubles ou d'enceintes sauf si une ventilation adéquate est présente;

(g) ne pas obstruer la voie en se garant sauf si une protection de la voie est fournie;

(h) ne pas laisser le moteur des véhicules tourner inutilement;

(i) se stationner uniquement dans des endroits prédéterminés ou désignés;

(j) toujours utiliser le frein à main (ou les cales de roue) lorsqu'il laisse tourner le moteur d'un véhicule non occupé; et

(k) lorsque cela est commode et sécuritaire, faire reculer les véhicules dans des espaces de stationnement marqués pour éviter les collisions en marche arrière au moment de la sortie.

14.4.2 Tous les membres du Personnel de l'entrepreneur qui conduiront un véhicule routier ou du Matériel mobile dans des installations intermodales données du CP doivent suivre un Programme d'orientation sur la sécurité des conducteurs avant leur première entrée, et de temps à autre par la suite selon les directives du Directeur responsable.

14.5 Ceintures de sécurité

14.5.1 Les ceintures de sécurité doivent être portées en tout temps lorsque l'on conduit un véhicule qui en est pourvu ou lorsqu'on se déplace à bord d'un tel véhicule, sauf si le Personnel de l'entrepreneur est engagé activement dans des inspections au cours desquelles il doit être exempt d'une telle contrainte, et, dans un tel cas, seulement lorsque le véhicule roule à moins de 25 km/h (15 mi/h).

14.6 Charges

14.6.1 Le Personnel de l'entrepreneur doit s'assurer que les véhicules sont chargés conformément aux exigences en matière de poids et de dimensions prévues dans les règlements et les permis provinciaux, ainsi que charger et fixer adéquatement les outils, le matériel et le chargement pour éviter qu'il ne se déplace, ne tombe, ne fuie ou ne sorte autrement des véhicules pendant que ces derniers sont conduits.

14.7 Déplacement à bord de Véhicules du CP

14.7.1 Il est interdit au Personnel de l'entrepreneur de conduire des Véhicules du CP ou de se déplacer à bord de tels véhicules, sauf autorisation contraire ou en cas d'urgence.

15 Outils, matériel et machinerie

15.1 Exigences de sécurité générales concernant tous les Outils, tout le Matériel et toute la Machinerie

15.1.1 Le Personnel de l'entrepreneur doit s'assurer que tous les outils, tout le matériel et toute la machinerie utilisés :

(a) respectent toutes les Lois applicables;

(b) sont en bon état, ainsi que bien entretenus;

(c) sont sécuritaires pour l'utilisation qui en est prévue et utilisés uniquement aux fins indiquées par le fabricant;

(d) s'ils sont mobiles, comportent les appareils de sécurité appropriés (p. ex. lampes, avertisseurs, avertisseurs de marche arrière, balise de sécurité), et que leur mouvement est empêché par l'utilisation du frein à main, de dispositifs de blocage de roues, de cales de roues et/ou de dérailleurs, le cas échéant.

15.1.2 L'utilisation d'outils du CP par le Personnel de l'entrepreneur est interdite sauf autorisation particulière de la part de la direction locale du CP.

15.2 Neutralisation des sources d'énergie dangereuse – Verrouillage

15.2.1 Le Personnel de l'entrepreneur doit employer des procédures de neutralisation des sources d'énergie dangereuse - verrouillage au besoin afin d'empêcher la mise en marche, la mise sous tension ou la libération d'énergie emmagasinée (résiduelle) accidentelle ou intempestive durant les activités d'entretien et/ou de réparation.

15.2.2 Tous les outils, le matériel, la machinerie et les processus doivent être rendus sécuritaires et isolés de toutes sources d'énergie, donc désactivés, avant l'exécution des tâches d'entretien ou de réparation.

15.2.3 Aucun membre du Personnel de l'entrepreneur ne peut enlever un cadenas ou une étiquette appliqué par le CP, y compris une étiquette « Bad Order » (Avarie).

15.2.4 Nonobstant ce qui précède, si les Travaux de l'entrepreneur sont susceptibles de créer un danger lié à l'énergie pour tout membre du Personnel du CP, toutes les parties concernées doivent respecter les exigences énoncées dans la Politique en matière de neutralisation des sources d'énergie dangereuse – Verrouillage du CP et le Code de bonnes pratiques connexe.

15.2.5 Si le Personnel du CP et celui de l'Entrepreneur effectuent conjointement des activités d'entretien et de réparation sur la même machine, sur le même matériel ou au moyen de la même source d'énergie, ils doivent alors appliquer un moraillon multipoint ainsi que des verrous et étiquettes individuels (selon la Politique en matière de neutralisation des sources d'énergie dangereuse – Verrouillage du CP et le Code de bonnes pratiques connexe).

15.3 Électricité et sécurité – Exigences

15.3.1 Outre les exigences en matière de neutralisation des sources d'énergie dangereuse – verrouillage énoncées ci-dessus, tous les Travaux d'électricité doivent être conformes aux Lois applicables, aux exigences de la CSA et aux exigences de la National Fire Protection Association (NFPA).

15.3.2 Le Personnel de l'entrepreneur travaillant sur des systèmes électriques doit :

(a) s'il est à proximité de membres du Personnel du CP :

(i) les informer des risques d'origine électrique présents et possibles;

(ii) les informer de tout équipement de protection individuelle supplémentaire qui pourrait être requis;

(iii) les informer des pratiques de travail sécuritaires applicables;

(iv) les informer des procédures d'urgence et d'évacuation applicables; et

(v) appliquer les procédures de verrouillage conformément à la section ci-dessus portant sur l'Énergie dangereuse – Verrouillage.

(b) avoir des pratiques, des procédures et une formation qui sont conformes :

(i) aux sections applicables de la norme CSA Z462, Sécurité en matière d'électricité au travail;

(ii) aux Parties 1 et 2 du Code canadien de l'électricité;

(iii) à toute autre Loi applicable; et

(c) ne pas conduire de grues ou d'autre matériel mobile ni permettre à des grues ou du matériel mobile d'approcher plus près d'une ligne d'alimentation électrique sous tension que ne le permet la norme CSA Z150, Grues mobiles.

15.4 Appareils de levage

15.4.1 Tous les appareils de levage, y compris, sans s'y limiter, les crics, les grues, les câbles, les élingues et les crochets, doivent :

(a) satisfaire aux Lois applicables régissant la conception, l'inspection, l'entretien et la conduite;

(b) avoir obtenu une certification de sécurité et porter des étiquettes indiquant les limites de capacité de charge, au besoin;

(c) avoir une capacité suffisante pour l'opération de levage prévue;

(d) avoir une assise ou une zone de soutien suffisante pour la répartition adéquate de la charge durant une opération de levage.

15.5 Soudage et coupage au chalumeau

15.5.1 Lorsqu'ils effectuent des travaux de soudage ou de coupage au chalumeau, les membres du Personnel de l'entrepreneur doivent :

(a) posséder la formation et la qualification adéquates;

(b) s'assurer que tous les contenants fermés ont été vidés de manière appropriée;

(c) éloigner les flammes ou les étincelles des autres Travailleurs, du matériel et des matières inflammables;

(d) avoir, à portée de main, un extincteur;

(e) garder les bouteilles d'oxygène et de gaz comprimé dans une position sécuritaire et à la verticale, et s'assurer que leur détendeur est enlevé, que leurs capuchons sont posés, qu'elles portent des étiquettes appropriées et qu'elles se trouvent dans des armoires aérées ou dans d'autres emplacements désignés.

15.6 Outils actionnés par charges explosives

15.6.1 Seuls les membres du Personnel de l'entrepreneur qui détiennent les qualifications et les permis

prévus par les Lois applicables, et qui sont autorisés par le CP, peuvent utiliser des explosifs ou des outils actionnés par charges explosives.

15.7 Matériel ou machinerie laissé sans surveillance

15.7.1 Les outils, le matériel et la machinerie ne doivent être laissés sans surveillance à aucun moment et ne doivent pas être rangés sur le Domaine du CP, sauf si cela est expressément permis conformément à une entente écrite avec le CP ou le Directeur responsable, et, lorsque cela est permis, l'Entrepreneur doit s'assurer :

(a) que le rangement est limité à l'aire désignée, ou conforme à d'autres précisions du CP;

(b) que tous ces outils, ce matériel et cette machinerie sont immobilisés dans une position sécuritaire bien à l'écart de toutes les voies ferrées pour prévenir les contacts accidentels avec des trains et du matériel roulant et afin de ne pas réduire la ligne de visibilité des équipes de train;

(c) dans la mesure du possible, que les outils, le matériel et la machinerie sont rangés dans des emplacements se trouvant hors de la vue du public.

16 Mesures d'Urgences

16.1 Plan d'intervention en cas d'urgence

16.1.1 L'entrepreneur doit maintenir un plan d'intervention d'urgence à jour et le fournir au CP sur demande. Ce plan d'intervention d'urgence doit inclure, au minimum :

(a) des procédures de déclaration de l'entrepreneur en cas d'incident ou de déversement;

(b) les personnes à contacter en cas d'urgence et leurs numéros de téléphone, y compris les numéros de téléphone à composer pour parler aux directeurs locaux du CP et signaler des incidents (voir Annexe A); et

(c) les mesures de confinement à prendre en cas d'incident ou de déversement.

16.2 Réponse initiale

16.2.1 La réponse initiale à une situation d'urgence doit suivre la séquence ci-dessous :

(a) protéger la sûreté et la sécurité de toutes les personnes et communautés;

(b) assurer la protection de l'environnement et limiter l'impact de l'incident sur ce dernier;

(c) mener une enquête sur l'incident et conserver les éléments de preuve;

(d) rétablir la circulation ferroviaire.

16.3 Premiers soins

16.3.1 Le Personnel de l'entrepreneur doit compter suffisamment de personnes ayant reçu une formation en secourisme ainsi qu'avoir la trousse de premiers soins requise et tout autre matériel de premiers soins requis sur le Chantier, une telle trousse et un tel matériel étant adaptés à la taille de l'équipe, à la nature des Travaux effectués et au lieu où ils le sont; le tout doit être, au minimum, conforme à la Partie II du Code canadien du travail.

16.4 Protection incendie

16.4.1 L'Entrepreneur doit avoir des extincteurs appropriés, de type, de taille et de quantité adéquats compte tenu de la nature des Travaux effectués et des Lois applicables, pouvant être employés en tout temps :

(a) sur le Chantier; et

(b) sur ou dans tout le matériel, la machinerie et les véhicules routiers de l'Entrepreneur.

16.4.2 Le Personnel de l'entrepreneur doit s'assurer que toutes les précautions nécessaires sont prises pour empêcher les incendies, y compris ce qui suit :

(a) stocker les matières inflammables (p. ex. papier, déchets, bran de scie, chiffons huileux ou graisseux, etc.) dans des contenants appropriés;

(b) stocker et transporter le carburant, l'essence et les autres liquides inflammables dans des contenants approuvés. L'utilisation de contenants non approuvés est interdite;

(c) éliminer de manière appropriée les matières inflammables chaque jour;

(d) éliminer l'électricité statique lorsque l'on distribue ou transfère des liquides inflammables au moyen des techniques appropriées de mise à la terre et de mise à la masse;

(e) éviter d'utiliser des chalumeaux coupeurs ou soudeurs durant la dernière demi-heure des quarts, si possible;

(f) prendre des précautions spéciales avec les torches, notamment :

(i) les entreposer et les transporter dans des contenants approuvés;

(ii) ne pas laisser les torches entrer en contact avec des matières combustibles, y compris des traverses et autres pièces en bois;

(iii) éteindre complètement les torches avant de quitter le lieu où elles ont été utilisées;

(g) aviser promptement la direction du CP de tout incendie sur le Domaine du CP; et

(h) éteindre complètement tout incendie et assurer la protection nécessaire avant de quitter le Chantier.

16.4.3 Les Entrepreneurs travaillant sur l'emprise du CP où est présent un risque d'incendie élevé (p. ex. durant le meulage des rails ou le soudage des rails) doivent avoir ce qui suit :

(a) un programme approprié de prévention et de lutte contre les incendies (y compris les numéros d'urgence du CP, des pompiers locaux et des districts de protection contre les incendies); et

(b) du matériel additionnel de lutte contre les incendies et du Personnel de l'entrepreneur qualifié, sur les lieux, selon ce qu'exigent les Lois applicables.

17 Accidents, incidents et blessures à signaler

17.1 Blessures à signaler

17.1.1 Les blessures à signaler comprennent toute blessure :

(a) au Personnel de l'entrepreneur;

(b) au Personnel du CP;

(c) à tout tiers sur le Domaine du CP.

17.2 Accidents à signaler

17.2.1 Les accidents à signaler comprennent tout incident qui entraîne :

(a) des dommages aux voies, à l'emprise, aux immeubles ou à tout autre élément du Domaine du CP;

(b) des dommages au Matériel ferroviaire;

(c) des dommages aux Véhicules routiers du CP;

(d) la libération de matières dangereuses;

(e) le déversement ou la perte de marchandises transportées; et

(f) une menace pour l'environnement.

17.3 Incidents à signaler

17.3.1 Les incidents à signaler comprennent ce qui suit :

(a) mouvement intempestif du matériel ferroviaire :

(b) défaut de fournir une protection de la voie pour les Travailleurs lorsque cela est nécessaire;

(c) mouvement du Matériel ferroviaire au-delà des limites autorisées;

(d) conduite du Matériel ferroviaire par une personne non qualifiée;

(e) manœuvre non autorisée d'un aiguillage;

(f) des dommages aux signaux ferroviaires, structures ou appareils de sécurité ferroviaire, actes de vandalisme ou altérations sur ces derniers ou utilisation non autorisée de ces derniers;

(g) infiltration, fuite ou déversement de Matières dangereuses ou autre forme de contamination par de telles matières;

(h) incidents reliés à la sécurité réels, potentiels ou soupçonnés;

(i) glissements de terrain, emportements par les eaux ou autres obstacles sur la voie;

(j) tout incident pouvant perturber le mouvement des trains ou affecter la circulation sécuritaire des trains.

18 Signalement

18.1 Signalement des urgences

18.1.1 En cas d'urgence, le Personnel de l'entrepreneur doit :

(a) composer le 911, là où un tel système d'intervention d'urgence existe; ou

(b) appeler les services locaux de police, d'incendie ou d'urgence; et

(c) dans tous les cas, appeler le Centre d'appels des Services de police du CP au numéro sans frais 1 800 716-9132 de n'importe où au Canada ou aux États-Unis.

18.2 Signalement des accidents, des incidents et des blessures

18.2.1 Lorsqu'un accident, un incident ou une blessure survient sur le Domaine du CP, l'Entrepreneur doit :

(a) le signaler immédiatement au Directeur responsable ou au CGR; et

(b) suivre les instructions données pour protéger la scène.

18.2.2 Le CP ne signale pas, à l'organisme d'indemnisation des accidents du travail, les blessures subies par les membres du Personnel de l'entrepreneur. Cela demeure la responsabilité de l'Entrepreneur.

18.3 Renseignements à signaler

18.3.1 Les renseignements requis dans le rapport initial comprennent ce qui suit :

(a) type d'incident;

(b) date et heure;

(c) emplacement (point milliaire, subdivision, immeuble, triage ou autre description physique);

(d) identité de la(des) personne(s) en cause ou blessée(s) (compagnie et nom);

(e) description de tous produits dangereux ou de toutes Matières dangereuses en cause;

(f) type et numéro d'unité de tout Matériel ferroviaire ou véhicule en cause;

(g) description de l'incident, des dommages et/ou des blessures, et cause si connue;

(h) description de toute intervention en cas d'urgence;

(i) nom et coordonnées de la personne faisant le rapport; et

(j) tout autre renseignement dont le CP peut avoir besoin.

18.4 Incidents environnementaux et déversements

18.4.1 En cas de déversement environnemental ou de déversement qui pourrait avoir une incidence négative sur l'environnement, l'Entrepreneur doit immédiatement :

(a) signaler l'incident au CGR, au Directeur responsable et à la personne-ressource du CP désignée selon l'entente régissant les Travaux;

(b) prendre toutes les mesures raisonnables pour confiner le déversement;

(c) agir conformément à son plan d'intervention en cas d'urgence; et

(d) fournir au CP les renseignements suivants;

(i) description du lieu et de la zone avoisinante, y compris les zones vulnérables comme les rivières, les parcs et les égouts;

(ii) type et quantité de la substance rejetée;

(iii) cause du déversement ou du dépôt, si elle est connue;

(iv) renseignements détaillés sur toute mesure immédiate prise ou proposée pour confiner le déversement et récupérer la substance.

18.5 Exigences additionnelles pour l'Entrepreneur

18.5.1 L'Entrepreneur et le Personnel de l'entrepreneur doivent :

(a) s'assurer qu'une intervention d'urgence appropriée est mise en œuvre;

(b) protéger tout élément de preuve jusqu'à ce qu'ils soient relevés de cette obligation par le Directeur responsable du CP;

(c) donner leur pleine collaboration dans le cadre de toute enquête du CP;

(d) collaborer avec toute agence gouvernementale qui mène une enquête; et

(e) aviser le CP si des renseignements sont demandés par une agence gouvernementale qui mène une enquête.

19 Reconnaissance de l'Entrepreneur et du Personnel de l'entrepreneur

19.1 Reconnaissance

19.1.1 L'Entrepreneur et le Personnel de l'entrepreneur qui travaillent sur le Domaine du CP sont réputés avoir lu et compris le contenu de ces Exigences de sécurité minimales à l'égard des entrepreneurs travaillant sur le domaine du CP, modifiées de temps à autre, et accepter d'être liés par elles.

19.1.2 Lesdites Exigences de sécurité minimales à l'égard des entrepreneurs travaillant sur le Domaine du CP peuvent être modifiées sans préavis. La version la plus récente de ces Exigences de sécurité minimales peut être consultée au www.cpr.ca ou être obtenue en communiquant avec le Directeur responsable.

NOTES :

20 Annexe A - Fiche de renseignements en cas d'urgence

COORDONNÉES DES PERSONNES-RESSOURCES À CONTACTER EN CAS D'URGENCE		
PERSONNES-RESSOURCES À CONTACTER EN CAS D'URGENCE	NUMÉRO DE TÉLÉPHONE	LIEU
Centre de gestion du réseau de Calgary du CP	1 800 795-7851	À l'ouest de Mactier, incluant Mactier, Ontario.
Centre d'exploitation de Montréal du CP	1 800 363-3277	À l'est de Mactier, Ontario, plus le sud de l'Ontario
Services de police du CP	1 800 716-9132	
Canal radio du contrôleur de la circulation ferroviaire du CP		
Services de police locaux		
Services d'incendie locaux :		
Services médicaux d'urgence locaux		
Hôpital		
Médecin		
Service aérien (s'il y a lieu) :		
Service maritime (s'il y a lieu) :		
Autres services d'urgence		

Route d'évacuation d'urgence

(Décrire le point de ralliement en cas d'évacuation le plus proche OU fournir un croquis au verso)

INFORMATION SUR LE CHANTIER		
	NUMÉRO DE TÉLÉPHONE	LIEU
Nom de l'emplacement du chantier		
Subdivision ferroviaire et point milliaire		
Adresse, numéro et rue		
Ville la plus proche		
Directeur du CP responsable		
Route d'accès d'urgence au chantier (décrire la route à partir du centre de services d'urgence le plus proche, en détail, en incluant les routes d'accès et les points de repère OU fournir un croquis au verso.)		
Superviseur de l'Entrepreneur		
Numéro de téléphone au chantier :		
Secouriste certifié :		
Emplacement du matériel de premiers soins sur le chantier :		
Emplacement de l'équipement d'extinction d'incendie :		
Emplacement des fiches de santé et de sécurité en milieu de travail		
RENSEIGNEMENTS SUR LES SERVICES PUBLICS		
PERSONNES-RESSOURCES DES SERVICES PUBLICS	NUMÉRO DE TÉLÉPHONE	LIEU
Gaz naturel :	( )	
Systèmes électriques	( )	
Ligne de fibre optique :	( )	
Eau et égouts :	( )	
Téléphone :	( )	
Câblodistribution :	( )	
Employé(s) qualifié(s) pour :	( )	
L'entrée dans les espaces clos (s'il y a lieu) :	( )	
Équipement nécessaire pour l'entrée dans des espaces clos (s'il y a lieu) :	( )	
Autre :		

Paraphé par 27

2015 -02- 02 15 : 43
Heure minute

21 329 428

AVIS DE DÉCONTAMINATION

(Article 31.59 de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, RLRQ c. Q-2)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE DE MONTRÉAL

Montréal, ce deuxième (2e) jour de février de l'an deux mille quinze (2015).

COMPARAÎT : **UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL**, personne morale légalement constituée en vertu de la *Charte de l'Université de Montréal* (1967, 15-16 Eliz. II, chap. 129), ayant son siège situé au 2900, boulevard Édouard-Montpetit, Pavillon Roger-Gaudry, Montréal, Québec, H3C 3J7, agissant aux présentes et représentée par monsieur Éric Filteau, vice-recteur aux finances et aux infrastructures, dûment autorisé par une résolution du comité exécutif du 13 mars 2012;

(ci-après le « **Comparant** »)

LEQUEL DONNE LE PRÉSENT AVIS et demande à l'officier du bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal d'inscrire sur le registre le présent avis de décontamination concernant les parties de l'immeuble désignées ci-après, faisant état de l'absence ou de la présence des contaminants dans ces parties de l'immeuble en deçà des valeurs limites réglementaires, tel qu'il apparaît dans le résumé de l'étude de caractérisation présenté ci-dessous et attesté par un expert visé par l'article 31.65 de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, RLRQ c. Q-2.

1. <u>DÉSIGNATION DU TERRAIN</u>

Un terrain ou emplacement connu et désigné comme étant :

1.1 Des parties du lot **TROIS MILLIONS SIX CENT TRENTE-DEUX MILLE TROIS CENT SOIXANTE-DIX-SEPT (3 632 377)** et du lot **CINQ MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE SIX CENT CINQUANTE-HUIT (5 364 658)** du cadastre du Québec, de la circonscription foncière de Montréal;

1.2 Ces lots ne portent aucune adresse civique.

(ci-après « l'Immeuble »)

2. DÉSIGNATION DES PARTIES DE L'IMMEUBLE AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCONTAMINATION

2.1 ZONE 4B :

Partie du lot TROIS MILLIONS SIX CENT TRENTE-DEUX MILLE TROIS CENT SOIXANTE-DIX-SEPT (3 632 377) du cadastre du Québec, de la circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de mille cinq cent un mètres carrés (1 501,0 m^2), et ce tel qu'il appert de la description technique et du plan ci-annexé par les points 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32 et 23 réalisés par Christian Tessier, arpenteur-géomètre, en date du 28 janvier 2015, sous le numéro 1897 de ses minutes et joints au présent document. La partie est bornée et décrite comme suit:

partant du point 23, bornée vers le Nord par le lot 3 632 378, mesurant le long de cette limite cinq mètres et six centimètres (5,06 m), suivant une direction de quatre-vingt-dix-neuf degrés vingt-deux minutes et quatre secondes (99° 22' 04") jusqu'au point 24 ; du point 24, bornée vers le Nord par le lot 3 632 378, mesurant le long de cette limite trente mètres et quatre-vingt-dix-huit centimètres (30,98 m), suivant une direction de quatre-vingt-dix-neuf degrés cinquante-sept minutes et quarante-cinq secondes (99° 57' 45") jusqu'au point 25 ; du point 25, bornée vers le Nord par le lot 3 632 378, mesurant le long de cette limite dix-huit mètres et cinquante-neuf centimètres (18,59 m), suivant une direction de quatre-vingt-dix-neuf degrés vingt-trois minutes et deux secondes (99° 23' 02") jusqu'au point 26 ; du point 26, bornée vers le Nord par le lot 3 632 378, mesurant le long d'un arc de cercle cent treize mètres et cinquante-trois centimètres (113,53 m), suivant un rayon de trois cent cinq mètres et quarante-huit centimètres (305,48 m) jusqu'au point 27 ; du point 27, bornée vers l'Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite huit mètres et soixante-quatre centimètres (8,64 m), suivant une direction de cent quatre-vingt-sept degrés trente-trois minutes et onze secondes (187° 33' 11") jusqu'au point 28; du point 28, bornée vers le Sud-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite deux mètres et neuf centimètres (2,09 m), suivant une direction de deux cent trente et un degrés quarante-neuf minutes et trente-quatre secondes (231°49' 34") jusqu'au point 29; du point 29, bornée vers le Sud par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long d'un arc de cercle soixante-quatorze mètres et quatre-vingt-quinze centimètres (74,95 m), suivant un rayon de trois cent quatorze mètres et quarante-huit centimètres (314,48 m) jusqu'au point 30; du point 30, bornée vers le Sud-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite un mètre (1,00 m), suivant une direction de deux cent douze degrés trente minutes et cinquante secondes (212° 30' 50") jusqu'au point 31; du point 31, bornée vers le Sud par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long d'un arc de cercle quatre-vingt-quatorze mètres et soixante-douze centimètres (94,72 m), suivant un rayon de huit cent soixante et un mètres et quatre-vingt-dix-neuf centimètres (861,99 m) jusqu'au point 32; du point 32, bornée vers le Nord-Ouest par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite huit mètres et soixante-huit centimètres (8,68 m), suivant une direction de trente-deux degrés trente minutes et cinquante secondes (32° 30' 50") jusqu'au point de départ 23.

La parcelle est rattachée comme suit: partant du coin extrême Nord (point 23) de

ladite parcelle, mesurant deux cent cinquante-trois mètres et cinquante-six centimètres (253,56 m) suivant une direction de quatre-vingt-six degrés trois minutes et quinze secondes (86° 03' 15") jusqu'au coin extrême Est (point 33) dudit lot 3 632 377 qui est situé sur la limite Nord-Ouest du lot 1 350 798 du cadastre du Québec.

2.2 **ZONES 5A :**

- **ZONE 5 A EST :** Partie du lot TROIS MILLIONS SIX CENT TRENTE-DEUX MILLE TROIS CENT SOIXANTE-DIX-SEPT (3 632 377) du cadastre du Québec, de la circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de dix-sept mille cent cinquante et un mètres carrés et deux dixièmes de mètres carrés (17 151,2 m^2), et ce tel qu'il appert de la description technique et du plan ci-annexé par les points 32, 31, 34, 35, 36, 37 et 32, réalisés par Christian Tessier, arpenteur-géomètre, en date du 28 janvier 2015, sous le numéro 1897 de ses minutes et joints au présent document. La partie est bornée et décrite comme suit:

  partant du point 32, bornée vers le Nord par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long d'un arc de cercle quatre-vingt-quatorze mètres et soixante-douze centimètres (94,72 m), suivant un rayon de huit cent soixante et un mètres et quatre-vingt-dix-neuf centimètres (861,99 m) jusqu'au point 31; du point 31, bornée vers le Sud-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite cent vingt et un mètres et cinquante centimètres (121,50 m), suivant une direction de deux cent douze degrés trente minutes et cinquante secondes (212° 30' 50") jusqu'au point 34; du point 34, bornée vers le Sud-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite huit mètres et cinquante centimètres (8,50 m), suivant une direction de deux cent trente et un degrés quarante-neuf minutes et trente-quatre secondes (231°49' 34") jusqu'au point 35 ; bornée vers le Sud-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite cent trente-sept mètres et vingt-sept centimètres (137,27 m), suivant une direction de deux cent trente-trois degrés vingt minutes et quatre secondes (233° 20' 04") jusqu'au point 36 ; bornée vers le Sud-Ouest par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite trente-cinq mètres et dix-huit centimètres (35,18 m), suivant une direction de trois cent deux degrés trente minutes et cinquante secondes (302°30' 50") jusqu'au point 37; du point 37, bornée vers le Nord-Ouest par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite deux cent vingt mètres et un centimètre (220,01 m), suivant une direction de trente-deux degrés trente minutes et cinquante secondes (32° 30' 50") jusqu'au point de départ 32.

  La parcelle est rattachée comme suit: partant du coin extrême Nord (point 32) de ladite parcelle, mesurant deux cent cinquante-huit mètres et quatre-vingt-un centimètres (258,81 m) suivant une direction de quatre-vingt-quatre degrés trente minutes et trente-deux secondes (84° 30' 32") jusqu'au coin extrême Est (point 33) dudit lot 3 632 377 qui est situé sur la limite Nord-Ouest du lot 1 350 798 du cadastre du Québec.

- **ZONE 5A OUEST :** Partie du lot TROIS MILLIONS SIX CENT TRENTE-DEUX MILLE TROIS CENT SOIXANTE-DIX-SEPT (3 632 377) du cadastre du Québec, de la circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de cent soixante-dix-neuf mètres carrés et huit dixièmes de mètres carrés (179,8 m^2), et ce tel qu'il appert de la description technique et du plan ci-annexé par les points 38, 39, 40, 41 et 38, réalisés par Christian Tessier, arpenteur-géomètre, en date du 28 janvier 2015, sous le numéro 1897 de ses minutes et joints au présent document. La partie est bornée et décrite comme suit:

  partant du point 38, bornée vers le Nord-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite quatorze mètres (14,00 m), suivant une direction de cent vingt-deux degrés trente minutes et cinquante secondes (122°30' 50") jusqu'au point 39 ; du point 39, bornée vers le Sud-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite douze mètres et cinquante-quatre centimètres (12,54 m), suivant une direction de deux cent trente-deux degrés trois minutes et quatorze secondes (232°03' 14") jusqu'au point 40; du point 40 bornée vers le Sud par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long d'un arc de cercle onze mètres et quatre-vingt-neuf centimètres (11,89 m), suivant un rayon de dix mètres et quatre-vingt centimètres (10,80 m) jusqu'au point 41; du point 41, bornée vers le Nord-Ouest par le lot 3 632 378, mesurant le long d'un arc de cercle dix-neuf mètres et vingt centimètres (19,20 m), suivant un rayon de trois cent cinq mètres et quarante-huit centimètres (305,48 m) jusqu'au point de départ 38.

  La parcelle est rattachée comme suit: partant du coin extrême Nord (point 38) de ladite parcelle, mesurant neuf cent quarante-sept mètres (947,00 m) suivant une direction de cinquante-quatre degrés quarante et une minutes et cinquante-huit secondes (54° 41' 58") jusqu'au coin extrême Est (point 33) dudit lot 3 632 377 qui est situé sur la limite Nord-Ouest du lot 1 350 798 du cadastre du Québec.

2.3 **ZONE 5B :**

Partie du lot TROIS MILLIONS SIX CENT TRENTE-DEUX MILLE TROIS CENT SOIXANTE-DIX-SEPT (3 632 377) du cadastre du Québec, de la circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de trois mille cinq cent trois mètres carrés et trois dixièmes de mètres carrés (3 503,3 m^2), et ce tel qu'il appert de la description technique et du plan ci-annexé par les points 30, 29, 34 et 30, réalisés par Christian Tessier, arpenteur-géomètre, en date du 28 janvier 2015, sous le numéro 1897 de ses minutes et joints au présent document. La partie est bornée et décrite comme suit:

partant du point 30, bornée vers le Nord par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long d'un arc de cercle soixante-quatorze mètres et quatre-vingt-quinze centimètres (74,95 m), suivant un rayon de trois cent quatorze mètres et quarante-huit centimètres (314,48 m) jusqu'au point 29; du point 29, bornée vers le Sud-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite cent soixante-dix-huit mètres et quarante-cinq centimètres (178,45 m), suivant une direction de deux cent trente et un degrés quarante-neuf minutes et trente-quatre secondes

(231° 49' 34") jusqu'au point 34; du point 34, bornée vers le Nord-Ouest par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite cent vingt-deux mètres et cinquante centimètres (122,50 m), suivant une direction de trente-deux degrés trente minutes et cinquante secondes (32° 30' 50") jusqu'au point de départ 30.

La parcelle est rattachée comme suit: partant du coin extrême Est (point 29) de ladite parcelle, mesurant quatre-vingt-quatorze mètres et soixante centimètres (94,60 m) suivant une direction de soixante-dix degrés vingt-cinq minutes et trente-neuf secondes (70° 25' 39") jusqu'au coin extrême Est (point 33) dudit lot 3 632 377 qui est situé sur la limite Nord-Ouest du lot 1 350 798 du cadastre du Québec.

2.4 **ZONES 6A :**

- **ZONE 6A OUEST :** Partie du lot TROIS MILLIONS SIX CENT TRENTE-DEUX MILLE TROIS CENT SOIXANTE-DIX-SEPT (3 632 377) du cadastre du Québec, de la circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de mille deux cent soixante-six mètres carrés et sept dixièmes de mètres carrés (1 266,7 m^2), et ce tel qu'il appert de la description technique et du plan ci-annexé par les points 42, 43, 44, 45 et 42, réalisés par Christian Tessier, arpenteur-géomètre, en date du 28 janvier 2015, sous le numéro 1897 de ses minutes et joints au présent document. La partie est bornée et décrite comme suit:

  partant du point 42, bornée vers le Nord-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite soixante-huit mètres et sept centimètres (68,07 m), suivant une direction de cent vingt-deux degrés trente minutes et cinquante secondes (122° 30' 50") jusqu'au point 43; du point 43, bornée vers le Sud-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite vingt et un mètres et trente-deux centimètres (21,32 m), suivant une direction de deux cent trente et un degrés cinquante et une minutes et zéro seconde (231°51' 00") jusqu'au point 44; du point 44, bornée vers le Sud-Ouest par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite cinquante-sept mètres et quatre-vingt-cinq centimètres (57,85 m), suivant une direction de trois cent deux degrés trente minutes et cinquante secondes (302° 30' 50") jusqu'au point 45; du point 45, bornée vers le Nord-Ouest par le lot 3 632 378, mesurant le long de cette limite vingt mètres et trente-sept centimètres (20,37 m), suivant une direction de vingt-trois degrés trente-cinq minutes et cinquante-sept secondes (23° 35' 57") jusqu'au point de départ 42.

  La parcelle est rattachée comme suit: partant du coin extrême Nord (point 42) de ladite parcelle, mesurant huit cent cinquante-cinq mètres et quatre-vingt-quatre centimètres (855,84 m) suivant une direction de cinquante-huit degrés vingt-quatre minutes et trente-quatre secondes (58° 24' 34") jusqu'au coin extrême Est (point 33) dudit lot 3 632 377 qui est situé sur la limite Nord-Ouest du lot 1 350 798 du cadastre du Québec.

- **ZONE 6A EST :** Partie du lot TROIS MILLIONS SIX CENT TRENTE-DEUX MILLE TROIS CENT SOIXANTE-DIX-SEPT (3 632 377) du cadastre du Québec, de la circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de quatorze mille cent quatre-vingt-dix-huit mètres carrés et sept dixièmes de mètres carrés (14 198,7 m^2), et ce tel qu'il appert de la description technique et du plan ci-annexé par les points 46, 47, 48, 49, 50, 43 et 46 réalisés par Christian Tessier, arpenteur-géomètre, en date du 28 janvier 2015, sous le numéro 1897 de ses minutes et joints au présent document. La partie est bornée et décrite comme suit:

  partant du point 46, bornée vers l'Ouest par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite trente-trois mètres et cinquante-trois centimètres (33,53 m), suivant une direction de vingt-deux degrés dix-neuf minutes et vingt-six secondes (22° 19' 26") jusqu'au point 47; du point 47, bornée vers le Nord-Ouest par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite trente-quatre mètres et quarante-cinq centimètres (34,45 m), suivant une direction de vingt-sept degrés trente minutes et vingt-quatre secondes (27° 30' 24") jusqu'au point 48; du point 48, bornée vers le Nord-Ouest par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite quatre-vingt-dix-sept mètres et quatre-vingt-seize centimètres (97,96 m), suivant une direction de trente-deux degrés trente minutes et cinquante secondes (32° 30' 50") jusqu'au point 49; du point 49, bornée vers le Nord-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite cent seize mètres et quarante centimètres (116,40 m), suivant une direction de cent vingt-deux degrés trente minutes et cinquante secondes (122° 30' 50") jusqu'au point 50; du point 50, bornée vers le Sud-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite cent soixante-quinze mètres et quinze centimètres (175,15 m), suivant une direction de deux cent trente et un degrés cinquante minutes et trente-six secondes (231° 50' 36") jusqu'au point 43; du point 43, bornée vers le Sud-Ouest par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite quarante-neuf mètres et quarante-neuf centimètres (49,49 m), suivant une direction de trois cent deux degrés trente minutes et cinquante secondes (302° 30' 50") jusqu'au point de départ 46.

  La parcelle est rattachée comme suit: partant du coin extrême Est (point 50) de ladite parcelle, mesurant six cent cinquante-trois mètres et quarante et un centimètres (653,41 m) suivant une direction de cinquante-quatre degrés quarante-sept minutes et trente-huit secondes (54° 47' 38") jusqu'au coin extrême Est (point 33) dudit lot 3 632 377 qui est situé sur la limite Nord-Ouest du lot 1 350 798 du cadastre du Québec.

2.5 **ZONE 6B :**

Partie du lot TROIS MILLIONS SIX CENT TRENTE-DEUX MILLE TROIS CENT SOIXANTE-DIX-SEPT (3 632 377) du cadastre du Québec, de la circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de dix-neuf mille deux cent quatorze mètres carrés (19 214,0 m^2), et ce tel qu'il appert de la description technique et du plan ci-annexé par les points 52, 53, 51 et 52, réalisés par Christian Tessier, arpenteur-géomètre, en date du 28 janvier

2015, sous le numéro 1897 de ses minutes et joints au présent document. La partie est bornée et décrite comme suit:

partant du point 52, bornée vers le Nord-Ouest par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long d'un arc de cercle deux cent cinquante-sept mètres et vingt-quatre centimètres (257,24 m), suivant un rayon de deux cent soixante-huit mètres et soixante-six centimètres (268,66 m) jusqu'au point 53; du point 53, bornée vers le Sud-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite deux cent cinq mètres et quarante-huit centimètres (205,48 m), suivant une direction de deux cent douze degrés trente minutes et cinquante secondes (212° 30' 50") jusqu'au point 51; du point 51, bornée vers le Sud-Ouest par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite cent trente-sept mètres et quatre-vingt-treize centimètres (137,93 m), suivant une direction de trois cent deux degrés vingt-neuf minutes et vingt-trois secondes (302° 29' 23") jusqu'au point de départ 52.

La parcelle est rattachée comme suit: partant du coin extrême Est (point 53) de ladite parcelle, mesurant deux cent quatre-vingt-dix mètres et soixante-dix-sept centimètres (290,77 m) suivant une direction de quatre-vingt-cinq degrés quarante-deux minutes et cinquante et une secondes (85° 42' 51") jusqu'au coin extrême Est (point 33) dudit lot 3 632 377 qui est situé sur la limite Nord-Ouest du lot 1 350 798 du cadastre du Québec.

2.6 **ZONE 6C :**

Partie du lot CINQ MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE SIX CENT CINQUANTE-HUIT (5 364 658) du cadastre du Québec, de la circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de quatorze mille quatre cent quatre-vingt et un mètres carrés et neuf dixièmes de mètres carrés (14 481,9 m^2), et ce tel qu'il appert de la description technique et du plan ci-annexé par les points 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 1, réalisés par Christian Tessier, arpenteur-géomètre, en date du 28 janvier 2015, sous le numéro 1897 de ses minutes et joints au présent document. La partie est bornée et décrite comme suit:

partant du point 1, borné vers l'Est par le lot 1 513 095 (avenue Atlantic), mesurant le long de cette limite trente et un mètres et vingt centimètres (31,20 mètres), suivant une direction de cent quatre-vingt degrés trente-neuf minutes et trente-huit secondes (180° 39' 38") jusqu'au point 2; du point 2, borné vers l'Est par le lot 1 513 095 (avenue Atlantic), mesurant le long de cette limite vingt-cinq mètres et quatre-vingt-onze centimètres (25,91 mètres), suivant une direction de cent soixante-huit degrés cinquante-deux minutes et quarante-six secondes (168° 52' 46") jusqu'au point 3; du point 3 bornée vers le Nord-Est par les lots 1 513 095 (avenue Atlantic) et 5 622 569, mesurant le long d'un arc de cercle quatre-vingt-dix-neuf mètres et quatre-vingt-douze centimètres (99,92 m), suivant un rayon de cent vingt-quatre mètres et quarante-trois centimètres (124,43 m) jusqu'au point 4; du point 4, bornée vers le Nord-Est par le lot 5 622 569, mesurant le long de cette limite sept mètres et trente centimètres (7,30 m), suivant une direction de cent vingt-deux degrés dix-huit minutes et vingt-quatre secondes (122° 18' 24") jusqu'au point 5; du point 5, bornée vers le Sud-Est par une autre partie du lot 5 364 658, mesurant le long de cette limite cent un

mètres et quatre-vingt-quatorze centimètres (101,94 m), suivant une direction de deux cent douze degrés trente minutes et cinquante secondes (212°30' 50") jusqu'au point 6; du point 6, bornée vers le Sud par le lot 3 632 378, mesurant le long d'un arc de cercle quarante-trois mètres et quatre-vingt-dix-sept centimètres (43,97 m), suivant un rayon de trois cent cinq mètres et quarante-huit centimètres (305,48 m) jusqu'au point 7; du point 7, bornée vers le Nord-Ouest par le lot 5 364 656, mesurant le long de cette limite soixante mètres et soixante et un centimètres (60,61 m), suivant une direction de trente-deux degrés trente minutes et cinquante secondes (32° 30' 50") jusqu'au point 8; du point 8, bornée vers le Sud-Ouest par le lot 5 364 656, mesurant le long de cette limite cent deux mètres (102,00 m), suivant une direction de trois cent deux degrés trente minutes et cinquante secondes (302° 30' 50") jusqu'au point 9; du point 9, bornée vers le Nord-Ouest par le lot 5 364 657, mesurant le long de cette limite cent quarante-six mètres et dix-huit centimètres (146,18 m), suivant une direction de trente-deux degrés trente minutes et cinquante secondes (32° 30' 50") jusqu'au point 10; du point 10, bornée vers le Nord-Est par le lot 5 364 657, mesurant le long de cette limite huit mètres et soixante-seize centimètres (8,76 m), suivant une direction de cent vingt-deux deux degrés trente minutes et cinquante secondes (122° 30' 50") jusqu'au point de départ 1.

2.7 **ZONE 6D :**

Partie du lot CINQ MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE SIX CENT CINQUANTE-HUIT (5 364 658) du cadastre du Québec, de la circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de sept mille six cent un mètres carrés et trois dixièmes de mètres carrés (7 601,3 m^2), et ce tel qu'il appert de la description technique et du plan ci-annexé par les points 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 et 11, réalisés par Christian Tessier, arpenteur-géomètre, en date du 28 janvier 2015, sous le numéro 1897 de ses minutes et joints au présent document. La partie est bornée et décrite comme suit:

partant du point 11, bornée vers le Nord-Est par le lot 5 622 571, mesurant le long de cette limite quinze mètres et six centimètres (15,06 m), suivant une direction de cent vingt-deux degrés dix-huit minutes et vingt-quatre secondes (122° 18' 24") jusqu'au point 12; du point 12, bornée vers le Sud-Est par le lot 1 350 899, mesurant le long de cette limite vingt centimètres (0,20 m), suivant une direction de deux cent douze degrés trente-sept minutes et seize secondes (212° 37' 16") jusqu'au point 13; du point 13, bornée vers le Nord-Est par le lot 1 350 899, mesurant le long de cette limite quarante-cinq mètres et soixante-treize centimètres (45,73 m), suivant une direction de cent vingt-trois degrés trente-neuf minutes et trente et une secondes (123° 39' 31") jusqu'au point 14; du point 14, bornée vers le Nord-Ouest par le lot 1 350 899, mesurant le long de cette limite un mètre et vingt-huit centimètres (1,28 m), suivant une direction de trente-deux degrés trente-sept minutes et quinze secondes (32° 37' 15") jusqu'au point 15; du point 15, bornée vers le Nord-Est par les lots 1 350 899 et 1 350 849, mesurant le long de cette limite cinquante-six mètres et quatre-vingt-dix-huit centimètres (56,98 m), suivant une direction de cent vingt-deux degrés dix-huit minutes et vingt-quatre secondes (122° 18' 24") jusqu'au point 16; du point 16, bornée vers le Nord par les lots 1 350 849 et 1 350 846, mesurant le long d'un arc de cercle quarante mètres et soixante-quatre centimètres (40,64 m), suivant

un rayon de quatre-vingt-quinze mètres et vingt centimètres (95,20 m) jusqu'au point 17; du point 17, bornée vers le Nord par le lot 1 350 846, mesurant le long de cette limite onze mètres et dix-neuf centimètres (11,19 m), suivant une direction de soixante-quinze degrés dix-sept minutes et trente secondes (75° 17' 30") jusqu'au point 18; du point 18, bornée vers l'Est par une autre partie du lot 5 364 658, mesurant le long de cette limite deux mètres et cinquante et un centimètres (2,51 m), suivant une direction de cent soixante et un degrés quarante-huit minutes et vingt-six secondes (161°48' 26") jusqu'au point 19; du point 19, bornée vers le Sud par le lot 3 632 378, mesurant le long d'un arc de cercle cent cinquante-neuf mètres et quatre-vingt-quinze centimètres (159,95 m), suivant un rayon de deux cent quatre-vingt-un mètres et quarante-huit centimètres (281,48 m) jusqu'au point 20; du point 20, bornée vers le Sud par le lot 3 632 378, mesurant le long de cette limite dix-sept mètres et quatre-vingt-trois centimètres (17,83 m), suivant une direction de deux cent soixante-dix-neuf degrés vingt-deux minutes et quarante et une secondes (279° 22' 41") jusqu'au point 21 ; du point 21, bornée vers le Sud par le lot 3 632 378, mesurant le long de cette limite vingt-six mètres et huit centimètres (26,08 m), suivant une direction de deux cent soixante-dix-neuf degrés cinquante-sept minutes et quarante-cinq secondes (279° 57' 45") jusqu'au point 22; du point 22, bornée vers le Nord-Ouest par une autre partie du lot 5 364 658, mesurant le long de cette limite quatre-vingt-neuf mètres et quarante-six centimètres (89,46 m), suivant une direction de trente-deux degrés trente minutes et cinquante secondes (32° 30' 50") jusqu'au point de départ 11.

La parcelle est rattachée comme suit: partant du coin extrême Nord (point 11) de ladite parcelle, mesurant cent quatre-vingt mètres et quarante-six centimètres (180,46 m) suivant une direction de deux cent quatre-vingt-un degrés cinquante-sept minutes et vingt et une secondes (281°57'21") jusqu'au coin extrême Ouest (point 9) dudit lot 5 364 658 qui est aussi le coin extrême Sud du lot 5 364 657. Ce point est situé aussi sur la limite Nord-Est du lot 5 364 656 du cadastre du Québec.

2.8 **ZONE 8 :**

Partie du lot TROIS MILLIONS SIX CENT TRENTE-DEUX MILLE TROIS CENT SOIXANTE-DIX-SEPT (3 632 377) du cadastre du Québec, de la circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de trois mille quatre-vingt-dix-neuf mètres carrés et neuf dixièmes de mètres carrés (3 099,9 m^2), et ce tel qu'il appert de la description technique et du plan ci-annexé par les points 38, 54, 55, 45, 44, 39 et 38, réalisés par Christian Tessier, arpenteur-géomètre, en date du 28 janvier 2015, sous le numéro 1897 de ses minutes et joints au présent document. La partie est bornée et décrite comme suit:

partant du point 38, bornée vers le Nord-Ouest par le lot 3 632 378, mesurant le long de cette limite huit mètres et quatre-vingt-dix-huit centimètres (8,98 m), suivant une direction de vingt-six degrés douze minutes et quarante-cinq secondes (26°12' 45") jusqu'au point 54; du point 54, bornée vers le Nord-Ouest par le lot 3 632 378, mesurant le long de cette limite dix-huit mètres et cinquante-neuf centimètres (18,59 m), suivant une direction de vingt-quatre degrés onze minutes et quarante secondes (24° 11' 40") jusqu'au point 55; du point 55, bornée vers le Nord-Ouest par le lot 3 632 378, mesurant le long de cette limite soixante mètres et vingt-sept centimètres (60,27 m), suivant une direction de vingt-trois degrés trente-cinq minutes

et cinquante-sept secondes (23° 35' 57") jusqu'au point 45; du point 45, bornée vers le Nord-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite cinquante-sept mètres et quatre-vingt-cinq centimètres (57,85 m), suivant une direction de trois cent deux degrés trente minutes et cinquante secondes (302° 30' 50") jusqu'au point 44; du point 44, bornée vers le Sud-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite quatre-vingt-douze mètres et dix-huit centimètres (92,18 m), suivant une direction de deux cent trente-deux degrés trois minutes et quatorze secondes (232° 03' 14") jusqu'au point 39; du point 39, bornée vers le Sud-Ouest par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite quatorze mètres (14,00 m), suivant une direction de trois cent deux degrés trente minutes et cinquante secondes (302° 30' 50") jusqu'au point de départ 38.

La parcelle est rattachée comme suit: partant du coin extrême Ouest (point 38) de ladite parcelle, mesurant neuf cent quarante-sept mètres (947,00 m) suivant une direction de cinquante-quatre degrés quarante et une minutes et cinquante-huit secondes (54° 41' 58") jusqu'au coin extrême Est (point 33) dudit lot 3 632 377 qui est situé sur la limite Nord-Ouest du lot 1 350 798 du cadastre du Québec.

3. IDENTIFICATION DU PROPRIÉTAIRE

1.2 **L'Université de Montréal** est propriétaire des lots **TROIS MILLIONS SIX CENT TRENTE-DEUX MILLE TROIS CENT SOIXANTE-DIX-SEPT (3 632 377)** et **CINQ MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE SIX CENT CINQUANTE-HUIT (5 364 658)** du cadastre du Québec, de la circonscription foncière de Montréal en vertu d'un titre de propriété publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 13 159 065 et son adresse est le 2900, boulevard Édouard-Montpetit, Pavillon Roger-Gaudry, Montréal, Québec, H3C 3J7.

4. DÉSIGNATION DE LA MUNICIPALITÉ ET DES UTILISATIONS AUTORISÉES

L'Immeuble est situé dans la Ville de Montréal et les utilisations suivantes sont autorisées :

Zone 4B :
«communautaire» et «habitation» en vertu de la réglementation de zonage actuellement en vigueur;

Zone 5A :
«communautaire», «commerce» et «habitation» en vertu de la réglementation de zonage actuellement en vigueur;

Zone 5B :
«communautaire» en vertu de la réglementation de zonage actuellement en vigueur;

Zone 6A :
«communautaire» et «habitation» en vertu de la réglementation de zonage actuellement en vigueur;



Zone 6B :
«communautaire», «commerce» et «habitation» en vertu de la réglementation de zonage actuellement en vigueur;

Zone 6C :
«communautaire», «commerce» et «habitation» en vertu de la réglementation de zonage actuellement en vigueur;

Zone 6D :
«communautaire», «commerce» et «habitation» en vertu de la réglementation de zonage actuellement en vigueur;

Zone 8 :
«communautaire» en vertu de la réglementation de zonage actuellement en vigueur.

et ce, tel qu'il appert du Tableau I intitulé «Usages des terrains des zones 1, 4, 5, 6 et 8» réalisé par WSP Canada Inc. et joint au présent document.

5. DÉCLARATION PRÉALABLE

Le Comparant a déposé auprès du ministère du Développement durable, de l'Environnement et Lutte contre les changements climatiques le plan de réhabilitation et les documents suivants qui s'y rapportent : « Rapport de réhabilitation - Ancienne cour de triage - Cour Outremont, Zones 1, 4, 5, 6 et 8 : Terrains de l'Université de Montréal» réalisée par WSP Canada Inc. en date de février 2014.

6. RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE DE CARACTÉRISATION

Le résumé, en date du 30 janvier 2015, ci-joint de l'étude de caractérisation « Rapport de réhabilitation - Ancienne cour de triage - Cour Outremont, Zones 1, 4, 5, 6 et 8 : Terrains de l'Université de Montréal» réalisée par WSP Canada Inc. en date de février 2014, attesté par Mme Annie Gauthier, expert numéro 309, contresigné par le Comparant, fait partie intégrante du présent avis et contient :

6.1. un énoncé de la nature des contaminants enlevés, éliminés ou présents dans le terrain et dont la concentration n'excède pas les valeurs limites réglementaires;

6.2. un résumé des travaux de décontamination qui ont eu lieu sur l'Immeuble;

6.3. la superficie du terrain occupée par les sols qui contiennent des contaminants dont la concentration a été ramenée en deçà des valeurs limites réglementaires ainsi que la localisation et les volumes de ces sols en surface et en profondeur;

6.4. un énoncé de la nature et de l'importance des contaminants présents dans l'eau souterraine, s'il en est;

6.5. une indication de la présence ou non d'une installation de captage d'eau destinée à la consommation humaine à moins d'un kilomètre ainsi que la proximité d'un cours ou un plan d'eau de surface, le cas échéant.

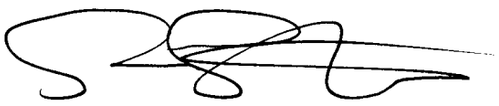
Ce résumé est attesté par Mme Annie Gauthier, expert numéro 309, en date du 30 janvier 2015, dont copie conforme du formulaire d'attestation est annexée.

7. MODALITÉ PARTICULIÈRE À L'AVIS DE DÉCONTAMINATION

Le présent avis demeure en vigueur tant et aussi longtemps qu'un nouvel avis de contamination n'a pas été inscrit sur le registre contre l'Immeuble, ou partie de celui-ci.

EN FOI DE QUOI, LE COMPARANT A SIGNÉ

Signature du Comparant :

Par : 

Éric Filteau, vice-recteur aux finances et aux infrastructures

Montréal, le 2 février 2015

Lieu et date

ATTESTATION

RE : Avis de décontamination signé à Montréal, le 2 février 2015 par L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Je, soussigné, Pierre Cadotte, avocat, atteste que :

1. J'ai vérifié l'identité, la qualité et la capacité du Comparant;
2. Le document traduit la volonté exprimée par le Comparant;
3. Le document est valide quant à sa forme;

RE : Avis de décontamination signé à Montréal, le 2 février 2015 par L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Attesté à Montréal, province de Québec, ce deuxième (2e) jour de février de l'an deux mille quinze (2015).

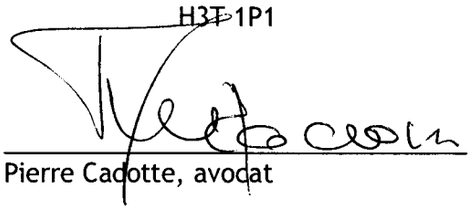
Nom : Pierre Cadotte

Qualité : Avocat

Adresse : 3744, rue Jean-Brillant, bureau 6471

Montréal (Québec)

H3T 1P1



Pierre Cadotte, avocat

Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
Québec

FORMULAIRE D'ATTESTATION

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE DE CARACTÉRISATION

1. LOCALISATION DU TERRAIN	
Adresse : rue Durocher, Montréal	
N^{os} de lots : 3 632 377 ptie et 5 364 658 ptie	**Coordonnées : DEG.DEC.NAD83** **Latitude :** 45°31'25" (Nord) **Longitude :** 73°37'06" (Ouest)
Nom du cadastre : Cadastre rénové du Québec	
2. IDENTIFICATION DU PROPRIÉTAIRE ☒ OU DU LOCATAIRE ☐	
Nom : Université de Montréal	
Nom de l'entreprise : Université de Montréal	
Adresse : 2900, boul. Edouard-Montpetit, Montréal	**Code postal :** H3C 3J7
N^{o} de téléphone : 514.343.6111 #14224	**N^{o} de télécopieur :** 514.343.2209
3. IDENTIFICATION DU DOCUMENT ATTESTÉ	
Titre : Résumé du Rapport de réhabilitation – Ancienne cour de triage – Cour Outremont, Zones 1, 4, 5, 6 et 8 : Terrains de l'Université de Montréal.	
Firme : WSP Canada Inc.	
Auteur : Annie Gauthier	**Date :** Février 2014

Après vérification, j'atteste que le résumé représente bien le contenu de l'étude de caractérisation et est conforme aux exigences du *Guide de caractérisation des terrains* du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

ANNIE GAUTHIER	**309**
Nom de l'expert (en lettres moulées)	**Numéro d'identification de l'expert**
Signature de l'expert	2015-01-30 **Date**

p. j. Résumé de l'étude de caractérisation

1er mai 2008

UNIVERSITE DE MONTREAL

RAPPORT DE REHABILITATION – ANCIENNE COUR DE TRIAGE D'OUTREMONT, ZONES 1, 4, 5, 6 ET 8 : TERRAINS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

MONTREAL (QUEBEC)

RÉSUMÉ

Le terrain de l'ancienne cour de triage Outremont appartient à l'Université de Montréal (UdeM), à l'exception d'une partie conservée par le CP pour le futur corridor ferroviaire. Le site est uniquement accessible par son extrémité est, via le prolongement de la rue Durocher, à l'intersection avec l'avenue Atlantic. Le site était vacant au moment d'entreprendre les travaux de réhabilitation et a été utilisé par la compagnie Chemin de fer Canadien Pacifique (CP) comme support aux activités ferroviaires jusqu'en 2006. Cette activité est désignée à l'Annexe III du *Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains* (RPRT) sous la catégorie «Activités de soutien au transport ferroviaire». L'article 31.53 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (LQE) s'applique à ce terrain dans le contexte du changement d'usage du terrain projeté par l'UdeM. Les usages projetés et permis selon *Règlement d'urbanisme 06-069* pour les terrains appartenant à l'UdeM et visés par le présent rapport sont présentés au Tableau 1.

Des études environnementales de Phases I et II du terrain appartenant à l'UdeM ont été réalisées et attestées par un expert, tel qu'exigé à l'article 31.67 de la LQE. Ces études ont identifié la présence de sols contaminés au-delà des valeurs réglementaires. Ainsi, un avis de contamination a été inscrit au registre foncier de la circonscription foncière de Montréal, le 17 octobre 2008, sous le numéro 15 676 979, conformément à l'article 31.58 de la LQE.

Trois (3) plans de réhabilitation, liés à trois (3) phases de travaux de réhabilitation du site, ont été préparés et approuvés par le ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des parcs (MDDEFP).

Le terrain appartenant à l'UdeM et visé par les plans de réhabilitation est désigné par les lots 3 632 377 et 3 632 379[1] du cadastre du Québec. Le lot 3 632 378 demeure la propriété du CP et correspond au futur corridor ferroviaire. Aucune adresse civique n'a encore été attribuée à l'UdeM sur le campus Outremont. Les coordonnées approximatives au centre du terrain appartenant à l'UdeM, selon le système NAD 83, sont 45° 31' 25" N et 73° 37' 06" O.

Le présent rapport, intitulé *Rapport de réhabilitation – Ancienne cour de triage – Cour Outremont, Zones 1, 4, 5, 6 et 8 : Terrains de l'Université de Montréal* et daté de février 2014, traite des travaux effectués dans ces zones du site. La Figure 3 présente les secteurs visés par le rapport. Les travaux de réhabilitation de ces zones ont été autorisés par le MDDEFP en date du 14 septembre 2010 (et modification le 23 février 2012), du 29 mars et du 15 mai 2012 (N/Réf. : 7610-06-01-02683-10/400747113 et -400897432, 7610-06-01-02683-11/400907380 et 7610-06-01-02683-12/400921331). Les travaux de réhabilitation ont été réalisés en deux blocs, soit du 14 mai au 21 décembre 2012 et du

[1] Le lot 3 632 379 a été subdivisé et remplacé par les lots 5 364 656, 5 364 657 et 5 364 658.

30 avril au 18 juillet 2013. Afin de s'assurer que les objectifs de réhabilitation du terrain soient bien rencontrés, GENIVAR[2] a été mandatée par l'UdeM pour la surveillance des travaux de réhabilitation.

Dans le contexte de la réhabilitation du site et des usages futurs prévus sur celui-ci, les objectifs de réhabilitation sont l'Annexe I du *Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains* (RPRT) dans le cas des zones 4B, 5, 6 et 8 et la gestion par analyse de risques dans le cas des zones 1 et 4A.

La plupart des sols de qualité AB ou BC excavés ont été réutilisés à l'intérieur du site comme matériau de remblai. Au total, 115 821 t.m. de matières résiduelles ont été disposées hors site chez Waste Management (WM). De plus, 1 760 t.m. de sols AB et 14 847 t.m. de sols BC ont été envoyées chez WM, 2 562 t.m. de sols CD en métaux/HAP et 148 t.m. de sols >D ont été éliminées au site de Cintec et, finalement, 1 216 t.m. de sols CD en hydrocarbures pétroliers ont été envoyées à Solution Eau-Air-Sol inc. (SEAS).

Au terme des travaux de réhabilitation, tous les résultats des échantillons prélevés dans les fonds d'excavation ainsi que sur les parois d'excavation à l'intérieur des zones respectaient les objectifs de réhabilitation. La qualité des sols est donc compatible avec les usages prévus.

Les résultats des parois d'excavation en bordure de propriété font état d'une contamination au-delà de l'Annexe II du RPRT pour plusieurs sections de la limite est du site (zones 6C et 6D). À cet effet, des avis au voisin ont été transmis par l'UdeM.

Le présent rapport est attesté par un expert reconnu par le MDDEFP en vertu de l'article 31.65 de la LQE.

p.j. Tableau 1 : Usages des terrains des zones 1, 4, 5, 6 et 8
Figure 3 : Zones de réhabilitation

Résumé attesté par : Annie Gauthier, expert no. 309

Signature : _____ le 30 janvier 2015

Comparant pour l'Université de Montréal : Eric Filteau, vice-recteur aux finances et aux infrastructures

Signature : _____, le 2 janvier 2015

[2] GENIVAR inc. est devenu WSP Canada Inc. le 1er janvier 2014.

Tableau 1 : Usages des terrains des zones 1, 4, 5, 6 et 8

Parcelles	Zones	Usages prescrits par le règlement 06-069
PA-19	8	▫ Communautaire (espace public ouvert et technique)
PA-22	5A	▫ Communautaire (espace public ouvert)
PA-23	5B et 4B	▫ Communautaire (espace public ouvert et technique)
PB-28 et PB-29	6A et 4A	▫ Habitation (collective) ▫ Communautaire (espace public ouvert; enseignement et santé)
PB-30	1 et 4A	▫ Habitation (collective) ▫ Commerce (primaire; bureaux; restaurants) ▫ Communautaire (espace public ouvert; enseignement et santé)
PB-31	1 et 4A	▫ Commerce (primaire; restaurants) ▫ Communautaire (espace public ouvert; enseignement et santé)
PB-32 et PB-33	6B et 4A	▫ Habitation (collective) ▫ Commerce (primaire; restaurants) ▫ Communautaire (espace public ouvert; enseignement et santé)
PB-34	6C	▫ Habitation (collective) ▫ Commerce (primaire; bureaux; restaurants) ▫ Communautaire (espace public ouvert; enseignement et santé)
PB-35	6D	▫ Habitation (collective) ▫ Commerce (primaire; bureaux; restaurants) ▫ Communautaire (espace public ouvert; enseignement et santé)
RC-20	5A	▫ Habitation (multifamiliale, collective, personnes âgées) ▫ Communautaire (espace public ouvert)
RC-25	5A	▫ Habitation (multifamiliales; personnes âgées) ▫ Commercial (primaire, bureau, restaurant) ▫ Communautaire (espace public ouvert)
RC-26	5A et 4B	▫ Habitation (multifamiliales; collective; personnes âgées) ▫ Communautaire (espace public ouvert)

Zone 1 : Gestion par analyse de risques;

Zone 4A : Gestion par analyse de risques;

Zone 4B : Normes de l'Annexe I du RPRT;

Zone 5 : Normes de l'Annexe I du RPRT;

Zone 6 : Normes de l'Annexe I du RPRT;

Zone 8 : Normes de l'Annexe I du RPRT.

Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
Québec

FORMULAIRE D'ATTESTATION

RÉALISATION DE TRAVAUX DE RÉHABILITATION

1. LOCALISATION DU TERRAIN	
Adresse : rue Durocher, Montréal	
N^{os} de lots : 3 632 377 ptie et 5 364 658 ptie	**Coordonnées : DEG.DEC.NAD83** **Latitude :** 45°31'25" (Nord) **Longitude :** 73°37'06" (Ouest)
Nom du cadastre : Cadastre rénové du Québec	
2. IDENTIFICATION DU PROPRIÉTAIRE ☒ OU DU LOCATAIRE ☐	
Nom : Université de Montréal	
Nom de l'entreprise : Université de Montréal	
Adresse : 2900, boul. Edouard-Montpetit, Montréal	**Code postal :** H3C 3J7
N^{o} de téléphone : 514.343.6111 #14224	**N^{o} de télécopieur :** 514.343.2209
3. IDENTIFICATION DU DOCUMENT ATTESTÉ	
Titre : WSP 2014. Rapport de réhabilitation – Ancienne cour de triage – Cour Outremont, Zones 1, 4, 5, 6 et 8 : Terrains de l'Université de Montréal. Rapport réalisé pour l'Université de Montréal. 50 p. et figures et annexes.	
Firme : WSP Canada Inc.	
Auteur : Ian Gagnon et Annie Gauthier	**Date :** Février 2014

Après vérification du rapport final des travaux de réhabilitation, j'atteste que les travaux ont été réalisés conformément aux exigences du plan de réhabilitation, préalablement autorisé par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

ANNIE GAUTHIER	**309**
Nom de l'expert (en lettres moulées)	**Numéro d'identification de l'expert**
Signature de l'expert	2015-01-30 **Date**

p. j. Grille d'attestation pour la réalisation de travaux de réhabilitation

1er mai 2008

Ministère du
Développement durable,
de l'Environnement
et des Parcs
Québec

GRILLE D'ATTESTATION

RÉALISATION DE TRAVAUX DE RÉHABILITATION

TITRE DU DOCUMENT À ATTESTER : WSP 2014. Rapport de réhabilitation – Ancienne cour de triage - Cour Outremont, Zones 1, 4, 5, 6 et 8 : Terrains de l'Université de Montréal. Rapport réalisé pour l'Université de Montréal. 50 p. et figures et annexes.	
NOM DU CLIENT : Université de Montréal	**N^{O} DE DOSSIER[1] : 101-51855-00-209**
NOM DE L'EXPERT : Annie Gauthier	**N^{O} D'IDENTIFICATION[2]: 309**

À compléter par le Ministère

NOM DU VÉRIFICATEUR DU MINISTÈRE :

INSTRUCTIONS

L'information à inscrire dans les colonnes de la grille d'attestation est précisée ci-dessous (si l'espace n'est pas suffisant, veuillez joindre des pages complémentaires) :

- **TITRE DU DOCUMENT À ATTESTER** : Inscrire le titre (à la page 2) et il sera répété sur chacune des pages de la grille.
- **ÉLÉMENT EST PRÉSENT DANS LE RAPPORT DE RÉHABILITATION :** indiquer si l'élément est présenté et traité dans le rapport de réhabilitation à attester en cochant dans l'une des colonnes « OUI », « NON » ou « N\A ».
- **ÉLÉMENT EST CONFORME AU PLAN DE RÉHABILITATION :** à remplir seulement pour les éléments qui sont spécifiés dans le plan de réhabilitation qui a été approuvé par le MDDEP au préalable en cochant dans l'une des colonnes « OUI », « NON » ou « N\A ».
- **RÉFÉRENCE :** indiquer la page et la section où l'élément est traité dans le rapport de réhabilitation.
- **JUSTIFICATION SI L'ÉLÉMENT EST NON PRÉSENT OU DIFFÉRENT DU PLAN :** indiquer la justification donnée par l'auteur de l'étude à l'effet que l'élément n'est pas traité ou est différent du plan de restauration dans le rapport de réhabilitation ainsi que le numéro de la page correspondante.
- **COMMENTAIRES :** l'expert peut émettre un commentaire en relation avec l'élément évalué.
- **N/A** : Non applicable : Lorsqu'un élément n'avait pas a être considéré dans la réhabilitation du terrain en cause.

[1] Numéro de dossier du consultant.
[2] Numéro d'identification de l'expert.

TITRE DU DOCUMENT À ATTESTER : WSP 2014. Rapport de réhabilitation – Ancienne cour de triage – Cour Outremont, Zones 1, 4, 5, 6 et 8 : Terrains de l'Université de Montréal. Rapport réalisé pour l'Université de Montréal. 50 p. et figures et annexes.									
ÉLÉMENTS ÉVALUÉS	**ÉLÉMENT EST PRÉSENT DANS LE RAPPORT DE RÉHABILITATION**			**ÉLÉMENT EST CONFORME AU PLAN DE RÉHABILITATION (le cas échéant)**			**RÉFÉRENCE**	**JUSTIFICATION SI L'ÉLÉMENT EST NON PRÉSENT OU DIFFÉRENT DU PLAN (consultant)**	**COMMENTAIRES (expert)**
	Oui	**Non**	**N/A**	**Oui**	**Non**	**N/A**			
1 Identification du propriétaire ou du locataire	x			x			Section 1.1 Page 1		
1.2 Résumé du contenu du rapport des travaux de réhabilitation	x			x			Sommaire		
2 Localisation du terrain									
2.1 Nom de l'entreprise	x			x			Section 1.1 Page 1		
2.2 Adresse du terrain (n° civique)	x				x		Section 1.2 Page 3	Pas encore d'adresse civique attribuée	
2.3 Coordonnées (latitude, longitude)	x			x			Section 1.2 Page 3		
2.4 N^{os} de lots	x			x			Section 1.1 Page 2		
2.5 Nom du cadastre	x			x			Section 1.1 Page 2		
3 Introduction									
3.1 Problématique	x			x			Section 1.1 Page 1		
3.2 Objectif de réhabilitation	x			x			Section 1.3 Page 4		
3.3 Description sommaire des travaux	x			x			Sections 1.4 et 1.5 Pages 4-5-6		
3.4 Le plan de réhabilitation a été approuvé par le ministre (voir consigne n° 5)	x			x			Section 1.3 Page 3		

26 juillet 2012

AG

TITRE DU DOCUMENT À ATTESTER : WSP 2014. Rapport de réhabilitation – Ancienne cour de triage – Cour Outremont, Zones 1, 4, 5, 6 et 8 : Terrains de l'Université de Montréal. Rapport réalisé pour l'Université de Montréal. 50 p. et figures et annexes.									
ÉLÉMENTS ÉVALUÉS	**ÉLÉMENT EST PRÉSENT DANS LE RAPPORT DE RÉHABILITATION**			**ÉLÉMENT EST CONFORME AU PLAN DE RÉHABILITATION (le cas échéant)**			**RÉFÉRENCE**	**JUSTIFICATION SI L'ÉLÉMENT EST NON PRÉSENT OU DIFFÉRENT DU PLAN (consultant)**	**COMMENTAIRES (expert)**
	Oui	**Non**	**N/A**	**Oui**	**Non**	**N/A**			
4 Travaux de réhabilitation									
4.1 Les techniques d'excavation des sols décrites dans le rapport de réhabilitation correspondent à celles prévues au plan de réhabilitation	x			x			Section 2.0 Page 9		
4.2 Les modifications au plan d'excavation prévu (indication de la localisation et des volumes de sols en supplément ou en moins) sont présentées dans le rapport, le cas échéant	x			x			Sections 2.2 et 2.3 Pages 11 à 19		
4.3 La méthode de ségrégation des sols contaminés excavés (A-B) (B-C) (C-D)[3] (> D)[4] est conforme à ce qui a été prévu au plan de réhabilitation	x			x			Section 2.1.2 Pages 10 et 11		
4.4 Les conditions de l'entreposage temporaire des sols contaminés sur le terrain (ex. : recouvert de toiles étanches) respectent le plan de réhabilitation	x				x		Section 2.1.2 Pages 10 et 11	Seulement les piles avec HP C10C50 recouvertes en raison de l'envergure du chantier	Justification acceptée
4.5 La procédure d'échantillonnage des sols pour le contrôle du fond et des parois d'excavation est conforme au Guide de caractérisation des terrains	x			x			Section 3.2.1 Page 26		

[3] Le Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains (RPRT) reprend les critères B et C de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés comme valeurs limites réglementaires (annexe I et II du règlement).

[4] Sols dont les concentrations sont supérieures aux valeurs limites de l'annexe I du Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés.

TITRE DU DOCUMENT À ATTESTER : WSP 2014. Rapport de réhabilitation – Ancienne cour de triage – Cour Outremont, Zones 1, 4, 5, 6 et 8 : Terrains de l'Université de Montréal. Rapport réalisé pour l'Université de Montréal. 50 p. et figures et annexes.									
ÉLÉMENTS ÉVALUÉS	**ÉLÉMENT EST PRÉSENT DANS LE RAPPORT DE RÉHABILITATION**			**ÉLÉMENT EST CONFORME AU PLAN DE RÉHABILITATION (le cas échéant)**			**RÉFÉRENCE**	**JUSTIFICATION SI L'ÉLÉMENT EST NON PRÉSENT OU DIFFÉRENT DU PLAN (consultant)**	**COMMENTAIRES (expert)**
	Oui	**Non**	**N/A**	**Oui**	**Non**	**N/A**			
4.6 Un minimum d'un échantillon de sol est prélevé dans le fond et dans chaque paroi des excavations et est analysé conformément au Guide de caractérisation des terrains	x			x			Section 2.4 Page 20		
4.7 Le programme d'assurance et de contrôle de la qualité sur le terrain est complet (voir consigne n° 1)	x			x			Section 3.4 Page 29		
4.8 Prélèvement d'échantillon de sols ponctuel lors d'une contamination en composés organiques volatils (COV)	x			x			Section 3.2.1 Page 26		
4.9 Conservation des échantillons telle que décrite dans le Guide de caractérisation des terrains	x			x			Section 3.2.1 Page 26		
4.10 Les paramètres analysés respectent ceux présentés au plan de réhabilitation	x			x			Section 3.3 Pages 27-29		
4.11 Le nombre d'échantillons pour la caractérisation des sols en piles est adéquat et respecte les exigences du cahier 5 du Guide d'échantillonnage à des fins d'analyses environnementales	x			x			Section 2.1.2 Pages 10-11		
4.12 Plan à l'échelle du terrain présentant la localisation des excavations telles que réalisées (en indiquant les résultats analytiques des échantillons de sols dans les parois et dans le fond)	x			x			Figures 6 et 7		
4.13 Profils des parois finales des excavations en localisant les échantillons prélevés et analysés (joints en annexe)	x			x			Figure 7		

TITRE DU DOCUMENT À ATTESTER : WSP 2014. Rapport de réhabilitation – Ancienne cour de triage – Cour Outremont, Zones 1, 4, 5, 6 et 8 : Terrains de l'Université de Montréal. Rapport réalisé pour l'Université de Montréal. 50 p. et figures et annexes.									
ÉLÉMENTS ÉVALUÉS	**ÉLÉMENT EST PRÉSENT DANS LE RAPPORT DE RÉHABILITATION**			**ÉLÉMENT EST CONFORME AU PLAN DE RÉHABILITATION (le cas échéant)**			**RÉFÉRENCE**	**JUSTIFICATION SI L'ÉLÉMENT EST NON PRÉSENT OU DIFFÉRENT DU PLAN (consultant)**	**COMMENTAIRES (expert)**
	Oui	**Non**	**N/A**	**Oui**	**Non**	**N/A**			
4.14 Tableau de données sur les volumes de sols excavés en fonction du niveau de contamination	x			x			Tableaux 1 à 9,Annexe C		
5 Gestion des sols									
5.1 La gestion des sols contaminés A-B et B-C respecte le plan de réhabilitation et la grille de gestion de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les règlements[5] (voir consigne n° 7)	x			x			Section 2.1.2 Pages 10 et 11 et Annexe C		
5.2 Les remblais hétérogènes excavés et ayant subit un traitement primaire (ex. : tamisage) sont caractérisés en piles selon la méthode du cahier 5 du Guide d'échantillonnage à des fins d'analyses environnementales ou à même le convoyeur pour en déterminer la gestion tel que prévu au plan de réhabilitation			x	x					
5.3 La destination des sols contaminés > C (ou valeurs limites de l'annexe II du RPRT) et > ou égale aux valeurs limites du RESC respecte le plan de réhabilitation, la grille de gestion de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés ainsi que le RESC	x			x			Section 2.1 Page 9 et Section 5.0 pages 43-46		

[5] Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés, Règlement sur le stockage et les centres de transfert de sols contaminés, Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles.

TITRE DU DOCUMENT À ATTESTER : WSP 2014. Rapport de réhabilitation – Ancienne cour de triage – Cour Outremont, Zones 1, 4, 5, 6 et 8 : Terrains de l'Université de Montréal. Rapport réalisé pour l'Université de Montréal. 50 p. et figures et annexes.

ÉLÉMENTS ÉVALUÉS	ÉLÉMENT EST PRÉSENT DANS LE RAPPORT DE RÉHABILITATION			ÉLÉMENT EST CONFORME AU PLAN DE RÉHABILITATION (le cas échéant)			RÉFÉRENCE	JUSTIFICATION SI L'ÉLÉMENT EST NON PRÉSENT OU DIFFÉRENT DU PLAN (consultant)	COMMENTAIRES (expert)
	Oui	Non	N/A	Oui	Non	N/A			
5.4 Bordereaux de transport des sols contaminés dans un lieu autorisé indiquant le niveau de contamination, les quantités (en masse ou en volume) et la destination (joints en annexe)	x			x			Section 5 Page 46 et Annexe F		
6 Gestion des matières résiduelles									
6.1 La gestion des matières dangereuses hors site respecte le plan de réhabilitation et le RMD			x	x					
6.2 Bordereaux de transport (document d'expédition) des matières dangereuses dans un site autorisé indiquant le type de matières, les quantités (en volume ou en masse) et la destination (joints en annexe)			x	x					
6.3 La gestion des matières résiduelles non dangereuses respecte le plan de réhabilitation	x			x			Section 2.1.1 Page 10 et Section 2.3 page 19		
6.4 Bordereaux de transport des matières résiduelles non dangereuses dans un lieu autorisé indiquant le type de matières, les quantités (en volume ou en masse) et la destination (joints en annexe)	x			x			Section 5.0 Page 46 et Annexe F		
6.5 Dans les cas de valorisation de matières résiduelles sur un terrain, la façon d'évaluer la biodisponibilité respecte le plan de réhabilitation	x			x			Section 3.3.2 Pages 28-29		

26 juillet 2012

TITRE DU DOCUMENT À ATTESTER : WSP 2014. Rapport de réhabilitation – Ancienne cour de triage – Cour Outremont, Zones 1, 4, 5, 6 et 8 : Terrains de l'Université de Montréal. Rapport réalisé pour l'Université de Montréal. 50 p. et figures et annexes.									
ÉLÉMENTS ÉVALUÉS	**ÉLÉMENT EST PRÉSENT DANS LE RAPPORT DE RÉHABILITATION**			**ÉLÉMENT EST CONFORME AU PLAN DE RÉHABILITATION (le cas échéant)**			**RÉFÉRENCE**	**JUSTIFICATION SI L'ÉLÉMENT EST NON PRÉSENT OU DIFFÉRENT DU PLAN (consultant)**	**COMMENTAIRES (expert)**
	Oui	**Non**	**N/A**	**Oui**	**Non**	**N/A**			
6.6 La gestion des matériaux de démantèlement qui ne font pas l'objet d'un plan de démantèlement respecte le plan de réhabilitation	x			x			Tableau 11 Page 46		
7 Gestion des eaux									
7.1 La gestion des eaux en fond d'excavation respecte le plan de réhabilitation	x			x			Section 2.5.1 Page 20		
7.2 La gestion des phases flottantes ou des phases libres respecte le plan de réhabilitation	x			x			Section 2.5.1 Page 20		
8 Gestion des matériaux de remblais									
8.1 La qualité des sols de remblais provenant de l'extérieur est spécifiée et respecte ce qui était prévu au plan	x			x			Section 2.6.9 Page 23		
8.2 La quantité et qualité des sols du terrain qui sont réutilisés comme remblais sont spécifiées et respectent ce qui était prévu au plan	x			x			Section 2.6 Pages 21-22		
8.3 Plan à l'échelle de localisation des sols contaminés laissés en place et des sols contaminés (A-B) (B-C)[6] utilisés comme remblais (inscrire les volumes de sols résiduels à INFO)		x		x			Figures 6 Tableaux 18 à 26 de l'Annexe C	D'autres remblais sont à venir	**INFO :**

[6] Les sols gérés sur le terrain d'origine doivent respecter la grille de gestion de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés.

TITRE DU DOCUMENT À ATTESTER : WSP 2014. Rapport de réhabilitation – Ancienne cour de triage – Cour Outremont, Zones 1, 4, 5, 6 et 8 : Terrains de l'Université de Montréal. Rapport réalisé pour l'Université de Montréal. 50 p. et figures et annexes.									
ÉLÉMENTS ÉVALUÉS	**ÉLÉMENT EST PRÉSENT DANS LE RAPPORT DE RÉHABILITATION**			**ÉLÉMENT EST CONFORME AU PLAN DE RÉHABILITATION (le cas échéant)**			**RÉFÉRENCE**	**JUSTIFICATION SI L'ÉLÉMENT EST NON PRÉSENT OU DIFFÉRENT DU PLAN (consultant)**	**COMMENTAIRES (expert)**
	Oui	**Non**	**N/A**	**Oui**	**Non**	**N/A**			
9 Analyses chimiques									
9.1 Rapports analytiques fournis et signés par un chimiste membre de l'Ordre des chimistes du Québec	x			x			Annexe E		
9.2 Contrôle de qualité des analyses chimiques	x			x			Section 3.6 Pages 33-34		
9.3 Tableau des résultats des analyses chimiques comparées aux valeurs limites du RPRT[7] et aux valeurs limites du RESC et, le cas échéant, aux critères d'usage de la Politique pour les eaux souterraines	x			x			Annexe D		
9.4 Laboratoire accrédité par le MDDEP pour les analyses effectuées	x			x			Section 3.2 Page 26		
10 Traitement sur place (in situ) des sols et de l'eau souterraine									
10.1 Description de la technologie de traitement			x			x			
10.2 Description des équipements et des infrastructures utilisées			x			x			
10.3 Objectifs de traitement visés			x			x			

[7] Le Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains (RPRT) reprend les critères B et C de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés comme valeurs limites réglementaires (annexe I et II du Règlement). Si les paramètres ne sont pas listés au RPRT, les critères de la Politique doivent être utilisés, le cas échéant (ex. : soufre).

TITRE DU DOCUMENT À ATTESTER : WSP 2014. Rapport de réhabilitation – Ancienne cour de triage – Cour Outremont, Zones 1, 4, 5, 6 et 8 : Terrains de l'Université de Montréal. Rapport réalisé pour l'Université de Montréal. 50 p. et figures et annexes.									
ÉLÉMENTS ÉVALUÉS	**ÉLÉMENT EST PRÉSENT DANS LE RAPPORT DE RÉHABILITATION**			**ÉLÉMENT EST CONFORME AU PLAN DE RÉHABILITATION (le cas échéant)**			**RÉFÉRENCE**	**JUSTIFICATION SI L'ÉLÉMENT EST NON PRÉSENT OU DIFFÉRENT DU PLAN (consultant)**	**COMMENTAIRES (expert)**
	Oui	**Non**	**N/A**	**Oui**	**Non**	**N/A**			
10.4 Vérification des émissions de gaz dans l'environnement (tableau des paramètres de suivi)			x			x			
10.5 Vérification des rejets (eau souterraine et de surface) dans l'environnement (tableau des paramètres de suivi et respect des critères et normes applicables)			x			x			
10.6 Description du programme de suivi pour déterminer l'efficacité du traitement (tableau des résultats d'analyses avant, pendant et après traitement) (sol - eau souterraine)			x			x			
10.7 La désaffectation des installations			x			x			
11 Mesures de gestion du risque									
11.1 Respect de l'avis de restriction d'utilisation si le terrain a fait l'objet de mesures de confinement, de contrôle et de suivi			x			x			
11.2 Les mesures de gestion du risque, autres que l'excavation des sols (mesures de confinement, de contrôle et de suivi) ont été faites selon le plan de réhabilitation			x			x			
11.3 L'avis de restriction d'utilisation a été inscrit au Registre foncier du Québec dans un bureau de la publicité des droits			x			x			

TITRE DU DOCUMENT À ATTESTER : WSP 2014. Rapport de réhabilitation – Ancienne cour de triage – Cour Outremont, Zones 1, 4, 5, 6 et 8 : Terrains de l'Université de Montréal. Rapport réalisé pour l'Université de Montréal. 50 p. et figures et annexes.									
ÉLÉMENTS ÉVALUÉS	**ÉLÉMENT EST PRÉSENT DANS LE RAPPORT DE RÉHABILITATION**			**ÉLÉMENT EST CONFORME AU PLAN DE RÉHABILITATION (le cas échéant)**			**RÉFÉRENCE**	**JUSTIFICATION SI L'ÉLÉMENT EST NON PRÉSENT OU DIFFÉRENT DU PLAN (consultant)**	**COMMENTAIRES (expert)**
	Oui	**Non**	**N/A**	**Oui**	**Non**	**N/A**			
12 État du terrain à la suite des travaux de réhabilitation									
12.1 Résumé de la qualité des sols de tout le terrain suite à la réhabilitation (référence aux travaux de réhabilitation et études de caractérisation antérieures, le cas échéant)	x			x			Section 3.5.1 Pages 30-32		
12.2 Plan présentant la qualité des sols de tout le terrain (localisation des stations d'échantillonnage et résultats)	x			x			Figures 6 et 7		
12.3 Résumé de la qualité de l'eau souterraine			x			x			
13 Démantèlement des bâtiments, infrastructures, structures et équipements									
13.1 Les travaux de démantèlement ont été attestés (la grille d'attestation pour le démantèlement est complétée et jointe à la présente)			x			x			
14 Conclusion et recommandations (voir consigne n° 3)									
14.1 L'objectif de réhabilitation prévu au plan a été atteint : • dans les sols • dans l'eau souterraine (inscrire si oui ou non l'objectif a été atteint à INFO dans la colonne « commentaires »)	x			x			Section 6 Pages 47-48		**INFO :** Objectifs atteints : Sols : OUI Eau souterraine : N/A

26 juillet 2012

TITRE DU DOCUMENT À ATTESTER : WSP 2014. Rapport de réhabilitation – Ancienne cour de triage – Cour Outremont, Zones 1, 4, 5, 6 et 8 : Terrains de l'Université de Montréal. Rapport réalisé pour l'Université de Montréal. 50 p. et figures et annexes.									
ÉLÉMENTS ÉVALUÉS	**ÉLÉMENT EST PRÉSENT DANS LE RAPPORT DE RÉHABILITATION**			**ÉLÉMENT EST CONFORME AU PLAN DE RÉHABILITATION (le cas échéant)**			**RÉFÉRENCE**	**JUSTIFICATION SI L'ÉLÉMENT EST NON PRÉSENT OU DIFFÉRENT DU PLAN (consultant)**	**COMMENTAIRES (expert)**
	Oui	**Non**	**N/A**	**Oui**	**Non**	**N/A**			
14.2 Si la qualité de l'eau souterraine dépasse les critères d'usage, un suivi est recommandé dans le rapport (inscrire à INFO [paramètres, fréquence, durée] dans la colonne « commentaires »)			x			x			**INFO :** Paramètres : Fréquence : Durée :
15 Signature de l'auteur du rapport des travaux de réhabilitation	x			x			Page de signature		

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE DE MONTRÉAL

DESCRIPTION TECHNIQUE

À la demande de Raja Husseini, mandataire pour l'Université de Montréal, je, soussigné, Christian Tessier, arpenteur-géomètre, légalement autorisé à pratiquer comme tel dans la Province de Québec, ai préparé un plan et une description technique d'emplacements montrés dans un rapport de réhabilitation effectué par WSP, figure 3, Zones de réhabilitation, en date du 4 février 2014.

1. DATE DES RECHERCHES

Les recherches au registre foncier du bureau de la publicité des droits de Montréal concernant le présent emplacement ci-après décrit ont été effectuées le 28 janvier 2015.

2. DESCRIPTION DU BIEN-FONDS

Le présent emplacement est situé sur le site du futur campus Outremont de l'Université de Montréal dans la Ville de Montréal (Arrondissement Outremont). L'emplacement à l'étude est connu et désigné comme étant une partie des lots 3 632 377 et 5 364 658 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et est montré comme étant les parcelles 4B, 5A EST, 5A OUEST, 5B, 6A EST, 6A OUEST, 6B, 6C, 6D et 8 du plan de réhabilitation. Il est borné et décrit comme suit :

PARCELLE 4B :

Partie du lot 3 632 377 du cadastre du Québec définie sur le plan ci-annexé par les points 23,24,25,26,27,28,29,30,31,32 et 23, bornée et décrite comme suit:

partant du point 23, bornée vers le Nord par le lot 3 632 378, mesurant le long de cette limite cinq mètres et six centimètres (5,06 m), suivant une direction de quatre-vingt-dix-neuf degrés vingt-deux minutes et quatre secondes (99° 22' 04") jusqu'au point 24 ; du point 24, bornée vers le Nord par le lot 3 632 378, mesurant le long de cette limite trente mètres et quatre-vingt-dix-huit centimètres (30,98 m), suivant une direction de quatre-vingt-dix-neuf degrés cinquante-sept minutes et quarante-cinq secondes (99° 57' 45") jusqu'au point 25 ; du point 25, bornée vers le Nord par le lot 3 632 378, mesurant le long de cette limite dix-huit mètres et cinquante-neuf centimètres (18,59 m), suivant une direction de quatre-vingt-dix-neuf degrés vingt-trois minutes et deux secondes (99° 23' 02") jusqu'au point 26 ; du point 26, bornée vers le Nord par le lot 3 632 378, mesurant le long d'un arc de cercle cent treize mètres et cinquante-trois centimètres (113,53 m), suivant un rayon de trois cent cinq mètres et

quarante-huit centimètres (305,48 m) jusqu'au point 27 ; du point 27, bornée vers l'Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite huit mètres et soixante-quatre centimètres (8,64 m), suivant une direction de cent quatre-vingt-sept degrés trente-trois minutes et onze secondes (187° 33' 11") jusqu'au point 28; du point 28, bornée vers le Sud-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite deux mètres et neuf centimètres (2,09 m), suivant une direction de deux cent trente et un degrés quarante-neuf minutes et trente-quatre secondes (231°49'34") jusqu'au point 29; du point 29, bornée vers le Sud par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long d'un arc de cercle soixante-quatorze mètres et quatre-vingt-quinze centimètres (74,95 m), suivant un rayon de trois cent quatorze mètres et quarante-huit centimètres (314,48 m) jusqu'au point 30; du point 30, bornée vers le Sud-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite un mètre (1,00 m), suivant une direction de deux cent douze degrés trente minutes et cinquante secondes (212°30' 50") jusqu'au point 31; du point 31, bornée vers le Sud par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long d'un arc de cercle quatre-vingt-quatorze mètres et soixante-douze centimètres (94,72 m), suivant un rayon de huit cent soixante et un mètres et quatre-vingt-dix-neuf centimètres (861,99 m) jusqu'au point 32; du point 32, bornée vers le Nord-Ouest par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite huit mètres et soixante-huit centimètres (8,68 m), suivant une direction de trente-deux degrés trente minutes et cinquante secondes (32°30' 50") jusqu'au point de départ 23.

Contenant une superficie de mille cinq cent un mètres carrés (1 501,0 m.c.).

RATTACHEMENT :

La parcelle est rattachée comme suit: partant du coin extrême Nord (point 23) de ladite parcelle, mesurant deux cent cinquante-trois mètres et cinquante-six centimètres (253,56 m) suivant une direction de quatre-vingt-six degrés trois minutes et quinze secondes (86°03'15") jusqu'au coin extrême Est (point 33) dudit lot 3 632 377 qui est situé sur la limite Nord-Ouest du lot 1 350 798 du cadastre du Québec.

PARCELLE 5A EST:

Partie du lot 3 632 377 du cadastre du Québec définie sur le plan ci-annexé par les points 32,31,34,35,36,37 et 32, bornée et décrite comme suit:

partant du point 32, bornée vers le Nord par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long d'un arc de cercle quatre-vingt-quatorze mètres et soixante-douze centimètres (94,72 m), suivant un rayon de huit cent soixante et un mètres et quatre-vingt-dix-neuf centimètres (861,99 m) jusqu'au point 31; du point 31, bornée vers le Sud-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite cent vingt et un mètres et cinquante centimètres (121,50 m), suivant une direction de deux cent douze degrés trente minutes et cinquante secondes (212°30'50") jusqu'au point 34 ; du point 34, bornée vers le Sud-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite huit mètres et cinquante centimètres (8,50 m), suivant une direction de deux cent trente et un degrés quarante-neuf minutes et trente-quatre secondes (231°49'34") jusqu'au point 35 ; bornée vers le Sud-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite cent trente-sept mètres et vingt-sept centimètres (137,27 m), suivant une direction de deux cent trente-trois degrés vingt minutes et quatre secondes (233°20'04") jusqu'au point 36 ; bornée vers le Sud-Ouest par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite trente-cinq mètres et dix-huit centimètres (35,18 m), suivant une direction de trois cent deux degrés trente minutes et cinquante secondes (302°30'50") jusqu'au point 37; du point 37, bornée vers le Nord-Ouest par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite deux cent vingt mètres et un centimètre (220,01 m), suivant une direction de trente-deux degrés trente minutes et cinquante secondes (32°30'50") jusqu'au point de départ 32.

Contenant une superficie de dix-sept mille cent cinquante et un mètres carrés et deux dixièmes de mètres carrés (17 151,2 m.c.).

RATTACHEMENT :

La parcelle est rattachée comme suit: partant du coin extrême Nord (point 32) de ladite parcelle, mesurant deux cent cinquante-huit mètres et quatre-vingt-un centimètres (258,81 m) suivant une direction de quatre-vingt-quatre degrés trente minutes et trente-deux secondes (84°30'32") jusqu'au coin extrême Est (point 33) dudit lot 3 632 377 qui est situé sur la limite Nord-Ouest du lot 1 350 798 du cadastre du Québec.

PARCELLE 5A OUEST:

Partie du lot 3 632 377 du cadastre du Québec définie sur le plan ci-annexé par les points 38,39,40,41 et 38, bornée et décrite comme suit:

partant du point 38, bornée vers le Nord-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite quatorze mètres (14,00 m), suivant une direction de cent vingt-deux degrés trente minutes et cinquante secondes (122°30'50") jusqu'au point 39 ; du point 39, bornée vers le Sud-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite douze mètres et cinquante-quatre centimètres (12,54 m), suivant une direction de deux cent trente-deux degrés trois minutes et quatorze secondes (232°03'14") jusqu'au point 40 ; du point 40 bornée vers le Sud par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long d'un arc de cercle onze mètres et quatre-vingt-neuf centimètres (11,89 m), suivant un rayon de dix mètres et quatre-vingt centimètres (10,80 m) jusqu'au point 41; du point 41, bornée vers le Nord-Ouest par le lot 3 632 378, mesurant le long d'un arc de cercle dix-neuf mètres et vingt centimètres (19,20 m), suivant un rayon de trois cent cinq mètres et quarante-huit centimètres (305,48 m) jusqu'au point de départ 38.

Contenant une superficie de cent soixante-dix-neuf mètres carrés et huit dixièmes de mètres carrés (179,8 m.c.).

RATTACHEMENT :

La parcelle est rattachée comme suit: partant du coin extrême Nord (point 38) de ladite parcelle, mesurant neuf cent quarante-sept mètres (947,00 m) suivant une direction de cinquante-quatre degrés quarante et une minutes et cinquante-huit secondes (54°41'58") jusqu'au coin extrême Est (point 33) dudit lot 3 632 377 qui est situé sur la limite Nord-Ouest du lot 1 350 798 du cadastre du Québec.

PARCELLE 5B :

Partie du lot 3 632 377 du cadastre du Québec définie sur le plan ci-annexé par les points 30,29,34 et 30, bornée et décrite comme suit:

partant du point 30, bornée vers le Nord par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long d'un arc de cercle soixante-quatorze mètres et quatre-vingt-quinze centimètres (74,95 m), suivant un rayon de trois cent quatorze mètres et quarante-huit centimètres (314,48 m) jusqu'au point 29; du point 29, bornée vers le Sud-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite cent soixante-dix-huit mètres et quarante-cinq centimètres (178,45 m), suivant une direction de deux cent trente et un degrés quarante-neuf minutes et trente-quatre secondes (231° 49' 34") jusqu'au point 34; du point 34, bornée vers le Nord-Ouest par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de

cette limite cent vingt-deux mètres et cinquante centimètres (122,50 m), suivant une direction de trente-deux degrés trente minutes et cinquante secondes (32°30'50") jusqu'au point de départ 30.

Contenant une superficie de trois mille cinq cent trois mètres carrés et trois dixièmes de mètres carrés (3 503,3 m.c.).

RATTACHEMENT :

La parcelle est rattachée comme suit: partant du coin extrême Est (point 29) de ladite parcelle, mesurant quatre-vingt-quatorze mètres et soixante centimètres (94,60 m) suivant une direction de soixante-dix degrés vingt-cinq minutes et trente-neuf secondes (70°25'39") jusqu'au coin extrême Est (point 33) dudit lot 3 632 377 qui est situé sur la limite Nord-Ouest du lot 1 350 798 du cadastre du Québec.

PARCELLE 6A OUEST :

Partie du lot 3 632 377 du cadastre du Québec définie sur le plan ci-annexé par les points 42,43,44,45 et 42, bornée et décrite comme suit:

partant du point 42, bornée vers le Nord-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite soixante-huit mètres et sept centimètres (68,07 m), suivant une direction de cent vingt-deux degrés trente minutes et cinquante secondes (122° 30' 50") jusqu'au point 43 ; du point 43, bornée vers le Sud-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite vingt et un mètres et trente-deux centimètres (21,32 m), suivant une direction de deux cent trente et un degrés cinquante et une minutes et zéro seconde (231°51' 00") jusqu'au point 44 ; du point 44, bornée vers le Sud-Ouest par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite cinquante-sept mètres et quatre-vingt-cinq centimètres (57,85 m), suivant une direction de trois cent deux degrés trente minutes et cinquante secondes (302° 30' 50") jusqu'au point 45 ; du point 45, bornée vers le Nord-Ouest par le lot 3 632 378, mesurant le long de cette limite vingt mètres et trente-sept centimètres (20,37 m), suivant une direction de vingt-trois degrés trente-cinq minutes et cinquante-sept secondes (23° 35' 57") jusqu'au point de départ 42.

Contenant une superficie de mille deux cent soixante-six mètres carrés et sept dixièmes de mètres carrés (1 266,7 m.c.).

RATTACHEMENT :

La parcelle est rattachée comme suit: partant du coin extrême Nord (point 42) de ladite parcelle, mesurant huit cent cinquante-cinq mètres et quatre-vingt-quatre centimètres (855,84 m) suivant une direction de cinquante-huit degrés vingt-quatre minutes et trente-quatre secondes

(58°24'34") jusqu'au coin extrême Est (point 33) dudit lot 3 632 377 qui est situé sur la limite Nord-Ouest du lot 1 350 798 du cadastre du Québec.

PARCELLE 6A EST:

Partie du lot 3 632 377 du cadastre du Québec définie sur le plan ci-annexé par les points 46,47,48,49,50,43 et 46, bornée et décrite comme suit:

partant du point 46, bornée vers l'Ouest par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite trente-trois mètres et cinquante-trois centimètres (33,53 m), suivant une direction de vingt-deux degrés dix-neuf minutes et vingt-six secondes (22°19' 26") jusqu'au point 47 ; du point 47, bornée vers le Nord-Ouest par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite trente-quatre mètres et quarante-cinq centimètres (34,45 m), suivant une direction de vingt-sept degrés trente minutes et vingt-quatre secondes (27°30' 24") jusqu'au point 48; du point 48, bornée vers le Nord-Ouest par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite quatre-vingt-dix-sept mètres et quatre-vingt-seize centimètres (97,96 m), suivant une direction de trente-deux degrés trente minutes et cinquante secondes (32° 30' 50") jusqu'au point 49 ; du point 49, bornée vers le Nord-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite cent seize mètres et quarante centimètres (116,40 m), suivant une direction de cent vingt-deux degrés trente minutes et cinquante secondes (122° 30' 50") jusqu'au point 50 ; du point 50, bornée vers le Sud-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite cent soixante-quinze mètres et quinze centimètres (175,15 m), suivant une direction de deux cent trente et un degrés cinquante minutes et trente-six secondes (231°50' 36") jusqu'au point 43 ; du point 43, bornée vers le Sud-Ouest par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite quarante-neuf mètres et quarante-neuf centimètres (49,49 m), suivant une direction de trois cent deux degrés trente minutes et cinquante secondes (302° 30' 50") jusqu'au point de départ 46.

Contenant une superficie de quatorze mille cent quatre-vingt-dix-huit mètres carrés et sept dixièmes de mètres carrés (14 198,7 m.c.).

RATTACHEMENT :

La parcelle est rattachée comme suit: partant du coin extrême Est (point 50) de ladite parcelle, mesurant six cent cinquante-trois mètres et quarante et un centimètres (653,41 m) suivant une direction de cinquante-quatre degrés quarante-sept minutes et trente-huit secondes (54°47'38") jusqu'au coin extrême Est (point 33) dudit lot 3 632 377 qui est situé sur la limite Nord-Ouest du lot 1 350 798 du cadastre du Québec.

PARCELLE 6B :

Partie du lot 3 632 377 du cadastre du Québec définie sur le plan ci-annexé par les points 52,53,51 et 52, bornée et décrite comme suit:

partant du point 52, bornée vers le Nord-Ouest par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long d'un arc de cercle deux cent cinquante-sept mètres et vingt-quatre centimètres (257,24 m), suivant un rayon de deux cent soixante-huit mètres et soixante-six centimètres (268,66 m) jusqu'au point 53; du point 53, bornée vers le Sud-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite deux cent cinq mètres et quarante-huit centimètres (205,48 m), suivant une direction de deux cent douze degrés trente minutes et cinquante secondes (212° 30' 50") jusqu'au point 51; du point 51, bornée vers le Sud-Ouest par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite cent trente-sept mètres et quatre-vingt-treize centimètres (137,93 m), suivant une direction de trois cent deux degrés vingt-neuf minutes et vingt-trois secondes (302°29'23") jusqu'au point de départ 52.

Contenant une superficie de dix-neuf mille deux cent quatorze mètres carrés (19 214,0 m.c.).

RATTACHEMENT :

La parcelle est rattachée comme suit: partant du coin extrême Est (point 53) de ladite parcelle, mesurant deux cent quatre-vingt-dix mètres et soixante-dix-sept centimètres (290,77 m) suivant une direction de quatre-vingt-cinq degrés quarante-deux minutes et cinquante et une secondes (85°42'51") jusqu'au coin extrême Est (point 33) dudit lot 3 632 377 qui est situé sur la limite Nord-Ouest du lot 1 350 798 du cadastre du Québec.

PARCELLE 6C :

Partie du lot 5 364 658 du cadastre du Québec définie sur le plan ci-annexé par les points 1,2,3,4,5,6,7,8,9,10 et 1, bornée et décrite comme suit:

partant du point 1, borné vers l'Est par le lot 1 513 095 (avenue Atlantic), mesurant le long de cette limite trente et un mètres et vingt centimètres (31,20 mètres), suivant une direction de cent quatre-vingt degrés trente-neuf minutes et trente-huit secondes (180°39'38") jusqu'au point 2; du point 2, borné vers l'Est par le lot 1 513 095 (avenue Atlantic), mesurant le long de cette limite vingt-cinq mètres et quatre-vingt-onze centimètres (25,91 mètres), suivant une direction de cent soixante-huit degrés cinquante-deux minutes et quarante-six secondes (168°52'46") jusqu'au point 3 ; du point 3 bornée vers le Nord-Est par les lots 1 513 095 (avenue Atlantic) et 5 622 569, mesurant le long d'un arc de cercle quatre-vingt-dix-neuf mètres et quatre-vingt-douze centimètres (99,92 m), suivant un rayon de cent vingt-quatre

mètres et quarante-trois centimètres (124,43 m) jusqu'au point 4; du point 4, bornée vers le Nord-Est par le lot 5 622 569, mesurant le long de cette limite sept mètres et trente centimètres (7,30 m), suivant une direction de cent vingt-deux degrés dix-huit minutes et vingt-quatre secondes (122°18' 24") jusqu'au point 5 ; du point 5, bornée vers le Sud-Est par une autre partie du lot 5 364 658, mesurant le long de cette limite cent un mètres et quatre-vingt-quatorze centimètres (101,94 m), suivant une direction de deux cent douze degrés trente minutes et cinquante secondes (212°30' 50") jusqu'au point 6 ; du point 6, bornée vers le Sud par le lot 3 632 378, mesurant le long d'un arc de cercle quarante-trois mètres et quatre-vingt-dix-sept centimètres (43,97 m), suivant un rayon de trois cent cinq mètres et quarante-huit centimètres (305,48 m) jusqu'au point 7; du point 7, bornée vers le Nord-Ouest par le lot 5 364 656, mesurant le long de cette limite soixante mètres et soixante et un centimètres (60,61 m), suivant une direction de trente-deux degrés trente minutes et cinquante secondes (32°30' 50") jusqu'au point 8; du point 8, bornée vers le Sud-Ouest par le lot 5 364 656, mesurant le long de cette limite cent deux mètres (102,00 m), suivant une direction de trois cent deux degrés trente minutes et cinquante secondes (302°30' 50") jusqu'au point 9; du point 9, bornée vers le Nord-Ouest par le lot 5 364 657, mesurant le long de cette limite cent quarante-six mètres et dix-huit centimètres (146,18 m), suivant une direction de trente-deux degrés trente minutes et cinquante secondes (32°30' 50") jusqu'au point 10; du point 10, bornée vers le Nord-Est par le lot 5 364 657, mesurant le long de cette limite huit mètres et soixante-seize centimètres (8,76 m), suivant une direction de cent vingt-deux deux degrés trente minutes et cinquante secondes (122°30' 50") jusqu'au point de départ 1.

Contenant une superficie de quatorze mille quatre cent quatre-vingt et un mètres carrés et neuf dixièmes de mètres carrés (14 481,9 m.c.). Il est à noter que cette parcelle sera cadastrée comme étant le lot 5 136 871 du cadastre du Québec selon la minute 1541 du soussigné.

PARCELLE 6D :

Partie du lot 5 364 658 du cadastre du Québec définie sur le plan ci-annexé par les points 11,12,13,14,15,16,17,18,19,20,21,22 et 11, bornée et décrite comme suit:

partant du point 11, bornée vers le Nord-Est par le lot 5 622 571, mesurant le long de cette limite quinze mètres et six centimètres (15,06 m), suivant une direction de cent vingt-deux degrés dix-huit minutes et vingt-quatre secondes (122°18' 24") jusqu'au point 12 ; du point 12, bornée vers le Sud-Est par le lot 1 350 899, mesurant le long de cette limite vingt centimètres (0,20 m), suivant une direction de deux cent douze degrés trente-sept minutes et seize secondes (212°37'16") jusqu'au point 13; du point 13, bornée vers le Nord-Est par le lot 1 350 899, mesurant le long de cette limite

quarante-cinq mètres et soixante-treize centimètres (45,73 m), suivant une direction de cent vingt-trois degrés trente-neuf minutes et trente et une secondes (123°39'31") jusqu'au point 14 ; du point 14, bornée vers le Nord-Ouest par le lot 1 350 899, mesurant le long de cette limite un mètre et vingt-huit centimètres (1,28 m), suivant une direction de trente-deux degrés trente-sept minutes et quinze secondes (32°37'15") jusqu'au point 15; du point 15, bornée vers le Nord-Est par les lots 1 350 899 et 1 350 849, mesurant le long de cette limite cinquante-six mètres et quatre-vingt-dix-huit centimètres (56,98 m), suivant une direction de cent vingt-deux degrés dix-huit minutes et vingt-quatre secondes (122°18' 24") jusqu'au point 16; du point 16, bornée vers le Nord par les lots 1 350 849 et 1 350 846, mesurant le long d'un arc de cercle quarante mètres et soixante-quatre centimètres (40,64 m), suivant un rayon de quatre-vingt-quinze mètres et vingt centimètres (95,20 m) jusqu'au point 17; du point 17, bornée vers le Nord par le lot 1 350 846, mesurant le long de cette limite onze mètres et dix-neuf centimètres (11,19 m), suivant une direction de soixante-quinze degrés dix-sept minutes et trente secondes (75°17' 30") jusqu'au point 18; du point 18, bornée vers l'Est par une autre partie du lot 5 364 658, mesurant le long de cette limite deux mètres et cinquante et un centimètres (2,51 m), suivant une direction de cent soixante et un degrés quarante-huit minutes et vingt-six secondes (161°48'26") jusqu'au point 19 ;du point 19, bornée vers le Sud par le lot 3 632 378, mesurant le long d'un arc de cercle cent cinquante-neuf mètres et quatre-vingt-quinze centimètres (159,95 m), suivant un rayon de deux cent quatre-vingt-un mètres et quarante-huit centimètres (281,48 m) jusqu'au point 20; du point 20, bornée vers le Sud par le lot 3 632 378, mesurant le long de cette limite dix-sept mètres et quatre-vingt-trois centimètres (17,83 m), suivant une direction de deux cent soixante-dix-neuf degrés vingt-deux minutes et quarante et une secondes (279°22'41") jusqu'au point 21 ; du point 21, bornée vers le Sud par le lot 3 632 378, mesurant le long de cette limite vingt-six mètres et huit centimètres (26,08 m), suivant une direction de deux cent soixante-dix-neuf degrés cinquante-sept minutes et quarante-cinq secondes (279°57'45") jusqu'au point 22; du point 22, bornée vers le Nord-Ouest par une autre partie du lot 5 364 658, mesurant le long de cette limite quatre-vingt-neuf mètres et quarante-six centimètres (89,46 m), suivant une direction de trente-deux degrés trente minutes et cinquante secondes (32°30' 50") jusqu'au point de départ 11.

Contenant une superficie de sept mille six cent un mètres carrés et trois dixièmes de mètres carrés (7 601,3 m.c.).

RATTACHEMENT :

La parcelle est rattachée comme suit: partant du coin extrême Nord (point 11) de ladite parcelle, mesurant cent quatre-vingt mètres et quarante-six centimètres (180,46 m) suivant une direction de deux cent quatre-vingt-un degrés cinquante-sept minutes et vingt et une secondes

(281°57'21") jusqu'au coin extrême Ouest (point 9) dudit lot 5 364 658 qui est aussi le coin extrême Sud du lot 5 364 657. Ce point est situé aussi sur la limite Nord-Est du lot 5 364 656 du cadastre du Québec.

PARCELLE 8:

Partie du lot 3 632 377 du cadastre du Québec définie sur le plan ci-annexé par les points 38,54,55,45,44,39 et 38, bornée et décrite comme suit:

partant du point 38, bornée vers le Nord-Ouest par le lot 3 632 378, mesurant le long de cette limite huit mètres et quatre-vingt-dix-huit centimètres (8,98 m), suivant une direction de vingt-six degrés douze minutes et quarante-cinq secondes (26°12' 45") jusqu'au point 54 ; du point 54, bornée vers le Nord-Ouest par le lot 3 632 378, mesurant le long de cette limite dix-huit mètres et cinquante-neuf centimètres (18,59 m), suivant une direction de vingt-quatre degrés onze minutes et quarante secondes (24°11'40") jusqu'au point 55; du point 55, bornée vers le Nord-Ouest par le lot 3 632 378, mesurant le long de cette limite soixante mètres et vingt-sept centimètres (60,27 m), suivant une direction de vingt-trois degrés trente-cinq minutes et cinquante-sept secondes (23° 35' 57") jusqu'au point 45; du point 45, bornée vers le Nord-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite cinquante-sept mètres et quatre-vingt-cinq centimètres (57,85 m), suivant une direction de trois cent deux degrés trente minutes et cinquante secondes (302° 30' 50") jusqu'au point 44; du point 44, bornée vers le Sud-Est par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite quatre-vingt-douze mètres et dix-huit centimètres (92,18 m), suivant une direction de deux cent trente-deux degrés trois minutes et quatorze secondes (232°03'14") jusqu'au point 39 ; du point 39, bornée vers le Sud-Ouest par une autre partie du lot 3 632 377, mesurant le long de cette limite quatorze mètres (14,00 m), suivant une direction de trois cent deux degrés trente minutes et cinquante secondes (302° 30' 50") jusqu'au point de départ 38.

Contenant une superficie de trois mille quatre-vingt-dix-neuf mètres carrés et neuf dixièmes de mètres carrés (3 099,9 m.c.).

RATTACHEMENT :

La parcelle est rattachée comme suit: partant du coin extrême Ouest (point 38) de ladite parcelle, mesurant neuf cent quarante-sept mètres (947,00 m) suivant une direction de cinquante-quatre degrés quarante et une minutes et cinquante-huit secondes (54°41'58") jusqu'au coin extrême Est (point 33) dudit lot 3 632 377 qui est situé sur la limite Nord-Ouest du lot 1 350 798 du cadastre du Québec.

3. SYSTÈME DE MESURE ET UTILISATION DU DOCUMENT

Les mesures données tant sur le plan que dans le texte sont en mètres (SI). On doit utiliser l'équivalence de 1 mètre = 3.2808 pieds pour convertir au système impérial. Les directions montrées sur le plan et dans la présente description technique sont en référence au système géodésique, Nad-83.

Le tout tel que montré sur le plan dressé par le soussigné le 28 janvier 2015 et portant le numéro 11-00047-D-2A, minute 1897. Ce plan ainsi que le rapport l'accompagnant sont parties intégrantes de la présente description technique.

Fait et préparé à Montréal, le 28 janvier 2015 sous le numéro 1897 des minutes de mon répertoire.

Par: _____
Christian Tessier
Arpenteur-géomètre

Vraie copie de l'original conservé au greffe de Christian Tessier, arpenteur-géomètre, sous le numéro 1897 de ses minutes.

Montréal, le 30 JAN. 2015

Par: _____

Arpenteur-géomètre

Index des immeubles

Circonscription foncière :	Montréal	**Dates de mise à jour du Registre**	
Cadastre :	Cadastre du Québec	**Droits :**	2017-11-29 12:00
Lot :	3 632 377	**Radiations :**	2017-11-23 11:40
Date d'établissement :	2005-11-28 09:00 Soumis à l'article 19 de la Loi sur le cadastre		
Plan :	Liste des plans		
Concordance :	Partie du (des) lot(s) 1 353 277, 1 353 278, 1 353 280, 1 553 412 et 1 553 413.		

Date de présentation	Numéro d'inscription	Nature de l'acte	Qualité	Nom des parties	Remarques	Avis d'adresse	Radiations
2006-03-30	13 159 064	Avis de bail	Locataire Locateur	Compagnie de Chemin de fer Canadien Pacifique Université de Montréal			
2006-03-30	13 159 065	Vente	Vendeur Acquéreur	Compagnie de Chemin de fer Canadien Pacifique / Canadian Pacific Railway Company Compagnie du Chemin de fer de L'Atlantique au nord-ouest / Atlantic And North-West Railway Company Université de Montréal	18 000 000,00 $		
2006-03-30	13 159 065	Servitude	Cédant Cessionnaire	Université de Montréal Compagnie de Chemin de fer Canadien Pacifique / Canadian Pacific Railway Company			
2008-10-17	15 676 979	Avis de contamination	Requérant	Université de Montréal Propriétaire			
2009-11-12	16 713 856	Annulation Bail	Requérant	Université de Montréal Compagnie de Chemin de Fer Canadien Pacifique / Canadian Pacific Railway Company	Réf. : 13 159 064		
2012-03-22	18 914 597	avis de restriction d'utilisation d'un terrain	Requérant	Université de Montréal			
2013-05-03	19 909 049	Avis de décontamination	Requérant	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL			
2015-02-02	21 329 428	Avis de	Propriétaire	Université de Montréal			

	décontamination					
2015-02-27	À 09:00.Lot inactif: voir nouveau(x) lot(s) 5 273 831, 5 273 832, 5 273 833, 5 273 834, 5 273 835, 5 273 836, 5 273 837, 5 273 838, 5 273 839, 5 273 840, 5 273 841, 5 273 842, 5 273 843, 5 273 844, 5 273 845, 5 273 846, 5 273 847, 5 273 848, 5 273 849 et 5 273 850 Voir plan(s) et/ou document joint : 1007950					

Index des immeubles

Circonscription foncière :	Montréal	**Dates de mise à jour du Registre**	
Cadastre :	Cadastre du Québec	**Droits :**	2017-10-12 13:46
Lot :	5 273 845	**Radiations :**	2017-10-05 16:00
Date d'établissement :	2015-02-27 09:00 Soumis à l'article 19 de la Loi sur le cadastre		
Plan :	Liste des plans		
Concordance :	Partie du (des) lot(s) 3 632 377.		

Date de présentation	Numéro d'inscription	Nature de l'acte	Qualité	Nom des parties	Remarques	Avis d'adresse	Radiations
2016-04-21	22 252 415	Servitude	Cédant Cessionnaire	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL VILLE DE MONTRÉAL			
2017-02-07	22 887 378	Servitude - renonciation	Requérant	COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER CANADIEN PACIFIQUE / CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY	Réf. : 13 159 065		

Index des immeubles

Circonscription foncière :	Montréal	**Dates de mise à jour du Registre**	
Cadastre :	Cadastre du Québec	**Droits :**	2017-10-26 10:55
Lot :	6 115 317	**Radiations :**	2017-10-23 10:26
Date d'établissement :	2017-10-24 09:00 Soumis à l'article 19 de la Loi sur le cadastre		
Plan :	Liste des plans		
Concordance :	Partie du (des) lot(s) 5 273 845.		

Date de présentation	Numéro d'inscription	Nature de l'acte	Qualité	Nom des parties	Remarques	Avis d'adresse	Radiations
Aucune inscription n'apparaît au Registre foncier informatisé selon vos critères de recherche							

Index des immeubles

Circonscription foncière :	Montréal	**Dates de mise à jour du Registre**	
Cadastre :	Cadastre du Québec	**Droits :**	2017-10-26 10:55
Lot :	6 115 319	**Radiations :**	2017-10-23 10:26
Date d'établissement :	2017-10-24 09:00 Soumis à l'article 19 de la Loi sur le cadastre		
Plan :	Liste des plans		
Concordance :	Partie du (des) lot(s) 5 273 845.		

Date de présentation	Numéro d'inscription	Nature de l'acte	Qualité	Nom des parties	Remarques	Avis d'adresse	Radiations
Aucune inscription n'apparaît au Registre foncier informatisé selon vos critères de recherche							

Emplacement *** Rénové ***

Localisation: 030399-08 (OASIS) - 99999 avenue Durocher (OUT)

No compte: 12502500 **No ident UEV:** 03039908 **Matr. :** NAD83 9542-55-1259-7-000-0000 **Code Postal :**

Entre: **P.U.S. :**

Remarque loc. : **No Terrain :** 26342363

Informations générales

Mesure du terrain

	Frontage	Profondeur	Superficie
Av			
Ap			123,858.40mc

Bâtiment

Année réelle	Constr. appar.	Nb. étage	Nb. logem.
2014			

M. implantation: Indéterminé

Quote-Part Empl./Condo: 100.000000

% Non Résidentiel:

No Permis: 13040771

Évaluation

Rôle	Terrain	Bâtiment	Total
2014	17,557,600	830,000	18,387,600
2017	26,010,300	830,000	26,840,300

Terrain vague: Oui **desservi:** Oui **avec surtaxe:** Oui **Type**: Régulier **No UEV:** 469071

Catégorie immeuble: 04 Immeubles commerciaux ou semi-commerciaux
Sous-cat. immeuble: 04K Terrain avec amélioration d'emplacement
Code d'utilisation : 9900 Autres espaces de terrain et étendues d'eau inexploités

Municipalité: 50 Montréal
Arrondissement : 05 Outremont
Dist. Électoral : 092 Joseph-Beaubien

No certificat : 41944 **Émis le :** 2017-03-30 **Code modif. :** CMC208 **Date revisée :** 2017-01-30 **Date fin rôle :** 2019-12-31

Remarque générale : Provient de : F12502515 (9542-55-1259-7-000-9001)

Propriétaires

Principal

Nom: UNIVERSITE DE MONTREAL
A/S: DIRECTION DES IMMEUBLES
Adresse: CP 6128 SUCC CENTRE VILLE
Montréal QC H3C 3J7
CANADA

No Acte: 22175407

No cont: 3100582 **Langue:** F **%Possession Indivise:** **Date début:** 2006-03-30 **Date fin:**

Cadastres

Cadastres Actuels

Div	Lot	Subdiv. / Partie	Type	Frontage	Profondeur	Superficie
	5364657		R			3,169.30mc
	5136871		R			14,481.90mc
	5136873		R			7,618.30mc
	5273833		R			9,571.20mc
	5273834		R			12,729.30mc
	5273837		R			12,002.60mc
	5273838		R			11,158.40mc
	5273842		R			4,782.30mc
	5273845		R			14,204.90mc
	5273850		R			2,568.90mc
	5703445		R			31,571.30mc

Emplacement *** Rénové ***

Localisation: 052624-71 (OASIS) - 99999 avenue Manseau (OUT)

No compte: 12502531 **No ident UEV:** 05262471 **Matr. :** NAD83 9542-77-5634-1-000-0000 **Code Postal :**

Entre: **P.U.S. :**

Remarque loc. : **No Terrain :** 26834794

Informations générales

Mesure du terrain

	Frontage	Profondeur	Superficie
Av			
Ap	81.70m	29.99m	3,133.30mc

Bâtiment

Année réelle	Constr. appar.	Nb. étage	Nb. logem.

M. implantation: Indéterminé

Quote-Part Empl./Condo: 100.000000

% Non Résidentiel:

No Permis:

Évaluation

Rôle	Terrain	Bâtiment	Total
2014			
2017	658,000		658,000

Terrain vague: Oui **desservi:** Oui **avec surtaxe:** Oui **Type**: Régulier **No UEV:** 1057473

Catégorie immeuble: 07 Terrains vacants
Sous-cat. immeuble: 07A Terrain vacant - zonage résidentiel
Code d'utilisation : 9900 Autres espaces de terrain et étendues d'eau inexploités

Municipalité: 50 Montréal
Arrondissement : 05 Outremont
Dist. Électoral : 999

No certificat : 117836 **Émis le :** 2018-05-18 **Code modif. :** CMC129 **Date revisée :** 2017-10-24 **Date fin rôle :** 2019-12-31

Remarque générale : Provient de : F12502500 (9542-45-4269-4-000-0000)

Propriétaires

Principal

Nom: UNIVERSITE DE MONTREAL
A/S: DIRECTION DES IMMEUBLES
Adresse: CP 6128 SUCC CENTRE VILLE
Montréal QC H3C 3J7
CANADA

No Acte:

No cont: 3100582 **Langue:** F **%Possession Indivise:** **Date début:** 2017-10-24 **Date fin:**

Cadastres

Cadastres Actuels

Div	Lot	Subdiv. / Partie	Type	Frontage	Profondeur	Superficie
	6115317		R	81.70m	29.99m	3,133.30mc

Emplacement *** Rénové ***

Localisation: 052624-72 (OASIS) - 99999 avenue Durocher (OUT)

No compte: 12502532 **No ident UEV:** 05262472 **Matr. :** NAD83 9542-77-6767-8-000-0000 **Code Postal :**

Entre: **P.U.S. :**

Remarque loc. : **No Terrain :** 26835420

Informations générales

Mesure du terrain

	Frontage	Profondeur	Superficie
Av			
Ap	6.10m		355.70mc

Bâtiment

Année réelle	Constr. appar.	Nb. étage	Nb. logem.

M. implantation: Indéterminé

Quote-Part Empl./Condo: 100.000000

% Non Résidentiel:

No Permis:

Évaluation

Rôle	Terrain	Bâtiment	Total
2014			
2017	18,700		18,700

Terrain vague: Oui **desservi:** Oui **avec surtaxe:** Oui **Type**: Régulier **No UEV:** 1057456

Catégorie immeuble: 07 Terrains vacants
Sous-cat. immeuble: 07F Parcs
Code d'utilisation : 7639 Autres parcs

Municipalité: 50 Montréal
Arrondissement : 05 Outremont
Dist. Électoral : 999

No certificat : 117837 **Émis le :** 2018-05-18 **Code modif. :** CMC129 **Date revisée :** 2017-10-24 **Date fin rôle :** 2019-12-31

Remarque générale : Provient de : F12502500 (9542-45-4269-4-000-0000)

Propriétaires

Principal

Nom: UNIVERSITE DE MONTREAL
A/S: DIRECTION DES IMMEUBLES
Adresse: CP 6128 SUCC CENTRE VILLE
Montréal QC H3C 3J7
CANADA

No Acte:

No cont: 3100582 **Langue:** F **%Possession Indivise:** **Date début:** 2017-10-24 **Date fin:**

Cadastres

Cadastres Actuels

Div	Lot	Subdiv. / Partie	Type	Frontage	Profondeur	Superficie
	6115319		R	6.10m		355.70mc

Montréal

Service de la mise en valeur du territoire
Direction de l'habitation

303, rue Notre-Dame Est, 4e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Le 14 février 2017

Monsieur Alain Boilard
Directeur général, Développement Outremont
Université de Montréal, Pavillon Marguerite-d'Youville
2375, ch. de la Côte-Sainte-Catherine, 7e étage, bureau 7026
Montréal (Québec) H3T 1A8

Objet : Projet du Campus Outremont – Engagements en matière de logements sociaux et communautaires et en matière de logements abordables

Monsieur,

Une entente sur les conditions de réalisation (l'« Entente ») a été conclue entre l'Université de Montréal et la Ville de Montréal le 23 mars 2011, dans le but d'encadrer la réalisation du projet cité en objet. L'Entente prévoit notamment certains engagements en matière de logements sociaux et communautaires et en matière de logements abordables.

Plus précisément, l'Entente prévoit la vente, par l'Université, d'un emplacement offrant la possibilité de construire un minimum de 95 logements sociaux et communautaires, dans un délai maximal de deux ans suivant la réalisation de la portion de l'axe central vis-à-vis des lots résidentiels montrés au plan joint comme annexe E de l'Entente. Quant aux logements abordables, l'Université s'est engagée à ce que les actes de vente ou d'emphytéose pour les lots destinés à un usage résidentiel comprennent l'obligation de l'acheteur de réaliser 18% de logements abordables, jusqu'à la construction de 95 logements abordables. Ces lots doivent faire l'objet d'un acte de vente ou d'emphytéose dans le même délai de deux ans suivant la construction de l'axe central, à l'exception des lots résidentiels situés à l'ouest de l'avenue McEachran.

La présente vous est acheminée dans le but de confirmer la date à partir de laquelle ce délai de deux ans doit débuter. Lors de la rencontre que nos représentants ont eue avec vous le 23 septembre 2016, la date de réalisation de l'axe central a été fixée au 29 avril 2016 pour les fins de l'Entente. Cette date correspond à la réception provisoire, par la Ville, des infrastructures municipales de l'axe central. Ainsi, le délai de deux ans se terminera le 29 avril 2018.

Enfin, lors de cette rencontre, l'Université a également confirmé qu'elle n'avait pas l'intention de réaliser des logements étudiants dans le projet.

...2

Nous vous remercions de votre collaboration à la réalisation de logements sociaux et communautaires et de logements abordables sur le site du nouveau campus Outremont.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur Boilard, nos salutations les meilleures.

Marianne Cloutier
Directrice par intérim

MC/EB/gr

c. c. M. Jacques Guilbert, directeur du développement immobilier – Direction des immeubles, Planification et gestion des espaces, Université de Montréal

Montréal

Service de l'environnement
Direction de la gestion des matières résiduelles
Division soutien technique, infrastructures, CSEM
1555, rue Carrie-Derick, 2e étage
Montréal (Québec)
H3C 6W2

Note

Destinataire :	Monsieur Daniel Grecescu Conseiller en immobilier Division des transactions immobilières Direction des transactions immobilières et de la sécurité Service de la gestion et de la planification immobilière
Expéditeur :	Christine Vigneault, ing.
Date :	Le 24 mai 2018
Objet :	Acquisition de terrains à des fins de logements sociaux Lots 6 115 317 et 6 115 319 Arrondissement d'Outremont N/Réf. : 10E167Z

Contexte

Vous avez sollicité notre avis sur la qualité environnementale des sols dans le cadre de l'acquisition des lots énumérés en objet ainsi que leur compatibilité avec l'usage projeté, soit à des fins résidentielles (logements sociaux). Un plan cadastral présentant l'emplacement les lots à l'étude est joint à la présente note[1]. Ces lots correspondent aux terrains suivants :

- Lot 6 115 317 : terrain de forme irrégulière ayant une aire de 3193,3 m^2, situé au sud de l'ancienne voie ferrée et au sud du lot 6 115 319 ;
- Lot 6 115 319 : une bande d'environ 6,1 m par 51,5 m (355,7 m^2) situé le long de la limite sud de l'ancienne voie ferrée et au nord du lot 6 115 317.

Ces lots ont fait l'objet d'une réhabilitation environnementale qui est décrite dans le rapport produit en février 2014 pour le compte de l'Université de Montréal par WSP Canada inc[2]. Un mur-talus occupe actuellement le lot 6 115 319. Aucun aménagement n'est actuellement présent sur le lot 6 115 317.

Ci-dessous, vous trouverez un résumé des données que nous avons consultées ainsi que nos recommandations environnementales relatives à ce terrain.

[1] Plan cadastral parcellaire, Cadastre du Québec, préparé par M. Christian Tessier, a.-g. (Matricule 2395), Dossier no 1155789, Dossier ag no 11-00047-26-OCTR-1, minute 2485, 6 juillet 2017.
[2] Rapport de réhabilitation environnementale, Ancienne cour de triage Outremont, Zones 1, 4, 5, 6 et 8, Terrains de l'Université de Montréal, no de dossier 101-51855-00, février 2014, N/Réf. 10E167Y.

Rappel des exigences réglementaires

La réglementation en vigueur impose que pour des terrains à vocation résidentielle, tels que des logements sociaux, les teneurs en contaminants dans les sols doivent être inférieures aux normes de l'annexe I du *Règlement sur la protection des sols et la réhabilitation des terrains* (RPRT). Rappelons que les normes des annexes I du RPRT correspondent au critère B de la *Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés* (Politique) du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements climatiques (MDDELCC).

Il est à noter que le critère générique A de la Politique est considéré comme étant le seuil à partir duquel des restrictions pourront être imposées dans le cas où des sols sont excavés.

Données existantes

Pour émettre nos commentaires, nous avons pris connaissance du rapport de réhabilitation environnementale des sols émis par WSP Canada inc. en février 2014. Les 2 lots concernés par l'acquisition sont inclus dans les zones 4B et 5A de ce rapport.

Selon la section 2.2.3 de ce rapport et suite aux communications avec les représentants de WSP Canada inc., les sols contaminés des zones 4B et 5A ont été excavés et éliminés hors site jusqu'à l'atteinte du niveau de contamination acceptable (B) pour l'usage d'habitation. Aussi, selon la section 2.6.3 de ce même rapport, le remblayage a été effectué dans les zones 4B et 5A en accord avec l'objectif de réhabilitation de ces secteurs, avec des sols issus du site ayant un niveau maximal de contamination (critère B) et avec des sols propres (<A) importés.

Conclusion et recommandations

À la lumière des documents consultés, nous sommes d'avis que les lots 6 115 317 et 6 115 319 peuvent être utilisés à des fins résidentielles, tels des logements sociaux, car leur niveau de contamination actuel respecte les valeurs limites réglementaires pour cet usage.

Il convient aussi de mentionner que, étant donné que le site peut avoir été remblayé avec des sols dont le seuil de contamination est inférieur du critère B de la Politique, il est possible que des restrictions pour leur gestion soient imposées si ces derniers devaient être excavés et disposés hors site.

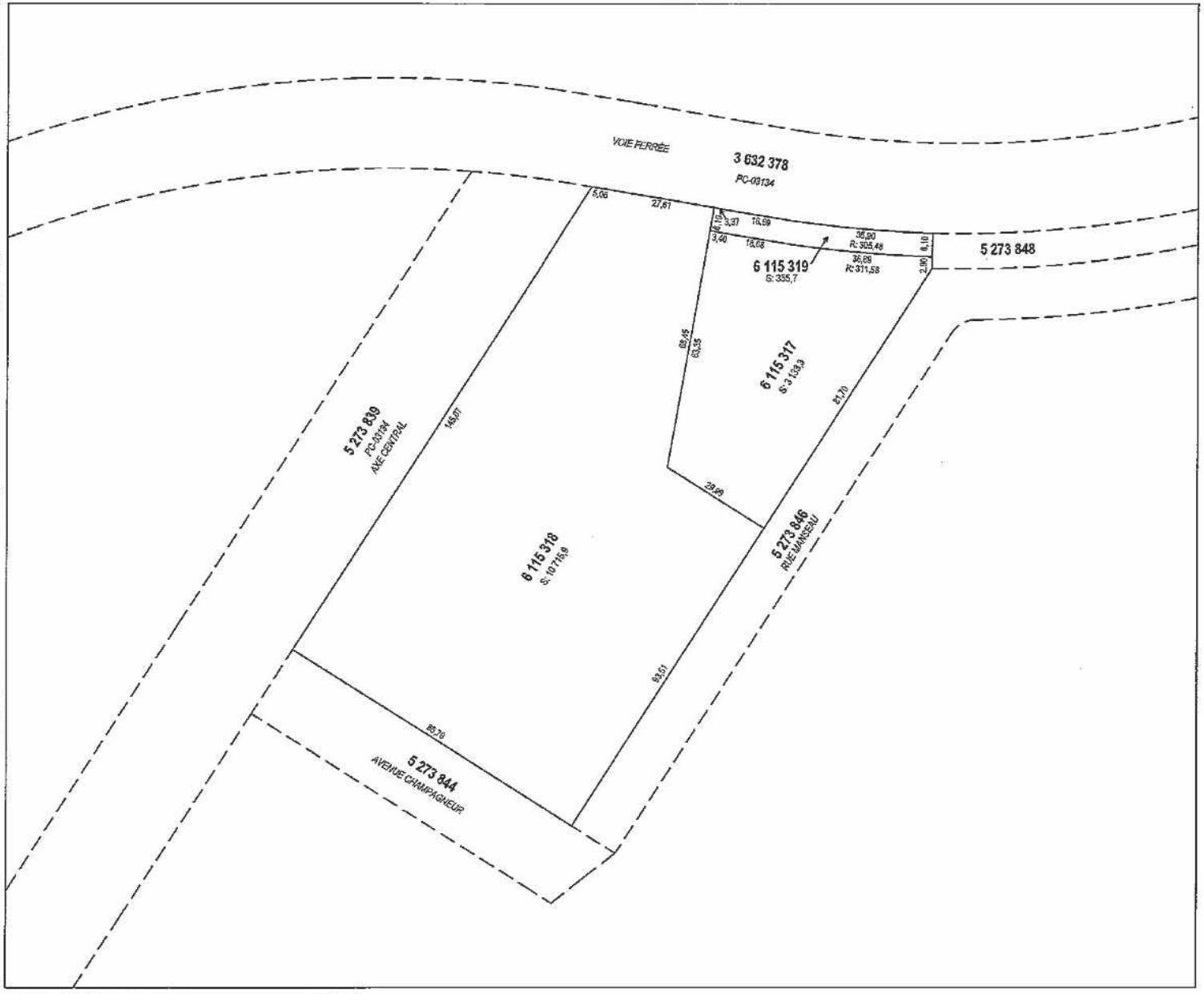
En espérant que ces informations sauront répondre à vos questions, n'hésitez pas à nous contacter pour toute précision additionnelle.

Christine Vigneault, ing.
Téléphone : 514 872-2091
Courriel : christine.vigneault@ville.montreal.qc.ca

Josée Samson, ing., M.Sc.A.
Ingénieure de section

p.j. - Plan cadastral parcellaire

PLAN CADASTRAL



FEUILLET 1 DE 1

Un document joint complète ce plan cadastral

Les mesures indiquées sur ce document sont exprimées en unités du système international.

DOSSIER: 1155789

Références au(x) feuillet(s) cartographique(s) :
31H12-010-0431

Projection : MTM
Fuseau : 8

Échelle : 1: 1000

PLAN CADASTRAL PARCELLAIRE
CADASTRE DU QUÉBEC

Circonscription foncière: Montréal

Municipalité(s): Montréal (Ville)

Lot(s) soumis à l'article 19 de la Loi sur le cadastre, (L.R.Q., c. C-1)

Fait conformément aux dispositions de l'article (des articles) 3043, al.1 C.c.Q.

Préparé à Montréal

Signé numériquement par: Christian Tessier
a.-g. (Matricule 2395)

Minute: 2485 datée du 6 juillet 2017
Dossier ag: 11-00047-26-OCTR-1

Copie authentique de l'original,
le

Pour le ministre

	IPC Mensuel (Ensemble, RMR de Montréal, 2002=100)	Variation mensuelle de l'IPC	Variation annuelle de l'IPC (Mars / Mars année précédente))	Prix de vente indexé (Mars / Mars année précédente))
Mar-10	114.5			
Apr-10	114.8	1.0026		
May-10	114.9	1.0009		
Jun-10	114.8	0.9991		
Jul-10	114.5	0.9974		
Aug-10	114.5	1.0000		
Sep-10	114.8	1.0026		
Oct-10	115.3	1.0044		
Nov-10	115.6	1.0026		
Dec-10	115.8	1.0017		
Jan-11	116.3	1.0043		
Feb-11	116.5	1.0017		
Mar-11	**118.1**	**1.0137**		**1 140 000 $**
Apr-11	118.3	1.0017		
May-11	118.6	1.0025		
Jun-11	117.9	0.9941		
Jul-11	118	1.0008		
Aug-11	118.2	1.0017		
Sep-11	118.4	1.0017		
Oct-11	118.8	1.0034		
Nov-11	119	1.0017		
Dec-11	118.4	0.9950		
Jan-12	119.4	1.0084		
Feb-12	120	1.0050		
Mar-12	**120.4**	**1.0033**	**1.0195**	**1 162 202 $**
Apr-12	120.9	1.0042		
May-12	120.7	0.9983		
Jun-12	120.2	0.9959		
Jul-12	120.2	1.0000		
Aug-12	120.5	1.0025		
Sep-12	120.5	1.0000		
Oct-12	120.9	1.0033		
Nov-12	120.8	0.9992		
Dec-12	120.1	0.9942		
Jan-13	120.1	1.0000		
Feb-13	121.7	1.0133		
Mar-13	**121.4**	**0.9975**	**1.0083**	**1 171 854 $**
Apr-13	121.4	1.0000		
May-13	121.6	1.0016		
Jun-13	121.4	0.9984		
Jul-13	121.5	1.0008		
Aug-13	121.5	1.0000		
Sep-13	121.5	1.0000		
Oct-13	121.4	0.9992		
Nov-13	121.6	1.0016		
Dec-13	121.2	0.9967		
Jan-14	121.5	1.0025		
Feb-14	122.3	1.0066		
Mar-14	**122.6**	**1.0025**	**1.0099**	**1 183 438 $**
Apr-14	123.2	1.0049		
May-14	123.5	1.0024		
Jun-14	123.6	1.0008		
Jul-14	123.5	0.9992		
Aug-14	123.7	1.0016		
Sep-14	123.8	1.0008		
Oct-14	124.1	1.0024		
Nov-14	123.8	0.9976		
Dec-14	122.9	0.9927		
Jan-15	122.9	1.0000		
Feb-15	124.1	1.0098		
Mar-15	**124.8**	**1.0056**	**1.0179**	**1 204 674 $**
Apr-15	124.9	1.0008		
May-15	125.4	1.0040		
Jun-15	125.3	0.9992		
Jul-15	125.3	1.0000		
Aug-15	125.3	1.0000		
Sep-15	125.3	1.0000		
Oct-15	125.6	1.0024		
Nov-15	125.1	0.9960		
Dec-15	124.7	0.9968		
Jan-16	124.8	1.0008		
Feb-16	125.4	1.0048		
Mar-16	**125.8**	**1.0032**	**1.0080**	**1 214 327 $**
Apr-16	126.2	1.0032		
May-16	126.6	1.0032		
Jun-16	126.2	0.9968		
Jul-16	125.9	0.9976		
Aug-16	125.8	0.9992		
Sep-16	126.4	1.0048		

Oct-16	126.3	0.9992		
Nov-16	125.9	0.9968		
Dec-16	125.5	0.9968		
Jan-17	126.2	1.0056		
Feb-17	126.7	1.0040		
Mar-17	**127**	**1.0024**	**1.0095**	**1 225 910 $**
Apr-17	127.4	1.0031		
May-17	127.6	1.0016		
Jun-17	127.2	0.9969		
Jul-17	127.3	1.0008		
Aug-17	127.4	1.0008		
Sep-17	127.6	1.0016		
Oct-17	127.7	1.0008		
Nov-17	128.1	1.0031		
Dec-17	127.9	0.9984		
Jan-18	128.2	1.0023		
Feb-18	128.9	1.0055		
Mar-18	**129.1**	**1.0016**	**1.0165**	**1 246 181 $**
Apr-18	129.4	1.0023		
May-18	129.6	1.0015		
Jun-18	129.5	0.9992		
Jul-18	130.1	1.0046		
Aug-18	130.0	0.9992		
Sep-18	129.9	0.9992		
Oct-18	130.0	1.0008		
Nov-18	129.5	0.9962		
Dec-18	129.7	1.0015		
Jan-19	129.8	1.0008		
Feb-19	130.9	1.0085		
Mar-19	**131.6**	**1.0053**	**1.0194**	**1 270 313 $**

Source

Indice des prix à la consommation mensuel, non désaisonnalisé

Mensuel

Tableau: 18-10-0004-01 (anciennement CANSIM 326-0020)

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1176462005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de l'Université de Montréal, quant au terrain connu comme étant le lot 6 115 317 du cadastre du Québec, situé au nord de l'avenue Van Horne, à l'ouest de l'avenue Querbes, dans l'arrondissement d'Outremont, à des fins de revente à un organisme communautaire afin d'y développer des logements sociaux et communautaires, pour la somme de 1 270 313 $, plus les taxes applicables. / Ajuster la base budgétaire du Service de la gestion et de la planification immobilière pour les années 2019, 2020 et 2021 au montant total de 63 234,48 $, net de taxes, conformément aux informations financières inscrites à l'intervention du Service des finances. N/Réf. : 31H12-005-0862-09

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous joignons le projet d'acte de vente que nous avons préparé. Avant de nous assurer que sa teneur rencontrait les précisions et exigences de l'Université de Montréal, nous avons soumis le projet d'acte de vente au responsable du dossier au Service de l'habitation, lequel lui était satisfaisant. Nous avons reçu confirmation de Me Céline Levesque, avocate de l'Université de Montréal que les représentants de l'Université de Montréal approuvent le projet d'acte de vente soumis et qu'ils s'engagent à le signer sans modification.

FICHIERS JOINTS

2019-08-21 Acte final.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nissa KARA FRECHET
Notaire
Tél : (514) 872-0138

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-21

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division et Notaire
Tél : 514 872-8323
Division : Droit Contractuel -Service des affaires juridiques

1176462005
18-002853

L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF
Le

DEVANT **M^e^ Nissa KARA**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAISSENT :

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, personne morale légalement constituée en vertu de la *Loi constituant en corporation l'Université de Montréal* (10 George V, c. 38), sanctionnée le 14 février 1920 et la *Charte de l'Université de Montréal* (L.Q. 1966-67, c. 129), sanctionnée le 12 août 1967, telle que modifiée par la *Loi modifiant la Charte de l'Université de Montréal* (L.Q. 1967-68, c. 114), sanctionnée le 5 novembre 1968 et par la *Loi modifiant la Charte de l'Université de Montréal*, sanctionnée le 28 mars 2018, ayant son siège au 2900, boulevard Édouard-Montpetit, à Montréal, province de Québec, H3T 1J4, représentée par Éric Filteau, son Vice-recteur aux finances et aux infrastructures, et par Alexandre Chabot, son Secrétaire général, dûment autorisés aux termes d'une résolution adoptée par son Comité exécutif le 21 mai 2019 et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les représentants en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée le « **Vendeur** »

ET :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1^er^) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal*, *métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par _____dûment autorisé en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CA19_____, adoptée par le conseil d'arrondissement à sa séance du _____ (__) _____ deux mille dix-neuf (2019).

b) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et

c) de la résolution numéro CG19_____, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du _____ (__) _____ deux mille dix-neuf (2019).

Copie certifiée de ces résolutions demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée

Ci-après nommée la **« Ville »**

Le Vendeur et la Ville sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

LESQUELLES PARTIES, POUR EN VENIR À LA VENTE DES IMMEUBLES FAISANT L'OBJET DES PRÉSENTES, DÉCLARENT CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

ATTENDU QU'aux termes de l'Entente sur les conditions de réalisation du Campus Outremont intervenue entre la Ville et le Vendeur le vingt-trois (23) mars deux mille onze (2011) ainsi qu'un addenda à ladite entente signé le neuf (9) septembre deux mille quatorze (2014) (ci-après collectivement nommés l'« **Entente** »), le Vendeur s'est engagé à vendre un terrain désigné ci-après comme étant l'Immeuble I, à des fins de logement social et communautaire ;

ATTENDU QUE les Parties acceptent de prolonger le délai prévu à l'Entente afin que le présent acte de vente puisse intervenir entre elles ;

ATTENDU QUE l'Immeuble I est l'immeuble convenu par les Parties afin de satisfaire les obligations du Vendeur prévues à l'article 1 de la section 7 de l'Entente relativement à la production de logements sociaux et communautaires ;

ATTENDU QUE la Ville s'engage à vendre l'Immeuble I à un organisme communautaire aux fins de réaliser des logements sociaux et communautaires et que ceci est une condition essentielle justifiant la présente vente ;

ATTENDU QUE la Ville déclare que le Vendeur a respecté ses obligations prévues à l'article 1 de la section 7 de l'Entente relativement à la cession de l'Immeuble I à des fins de logement social et communautaire ainsi qu'aux articles 1, 2 et 3 de la section 5 de l'Entente relativement à l'Immeuble puisque l'Immeuble respecte les obligations de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, c. Q-2) et de ses règlements applicables, de même qu'aux critères de la *Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés* du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Les déclarations et les engagements sont stipulés au profit du Vendeur et lient la Ville, ses successeurs et ayants droit.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le Préambule fait partie intégrante du présent acte.

OBJET DU CONTRAT

Le Vendeur vend, par les présentes, à la Ville qui accepte, à des fins de développement de logements sociaux et communautaires l'Immeuble I et un terrain vacant sur lequel est construit un talus désigné comme étant l'Immeuble II, situés au nord de l'avenue Van Horne, à l'ouest de l'avenue Querbes, dans l'arrondissement d'Outremont, à Montréal, province de Québec, désignés comme suit :

DÉSIGNATION

IMMEUBLE I :

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro **SIX MILLIONS CENT QUINZE MILLE TROIS CENT DIX-SEPT (6 115 317)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Ci-après nommé l'« **Immeuble I** »

IMMEUBLE II :

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro **SIX MILLIONS CENT QUINZE MILLE TROIS CENT DIX-NEUF (6 115 319)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Ci-après nommé l'« **Immeuble II** »

L'Immeuble I et l'Immeuble II sont également désignés collectivement comme l'« **Immeuble** ».

ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

Le Vendeur est propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis de Compagnie de chemin de fer Canadien Pacifique et Compagnie de chemin de fer de l'Atlantique au Nord-Ouest, aux termes d'un acte de vente reçu devant M^{e} Thi Tuong Van Nguyen, notaire, le trente (30) mars deux mille six (2006), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 13 159 065.

GARANTIE

La présente vente est faite sans aucune garantie et aux risques et périls de la Ville.

POSSESSION

La Ville devient propriétaire de l'Immeuble à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

TRANSFERT DE RISQUES

La Ville assume les risques afférents à l'Immeuble à compter de la signature des présentes conformément à l'article 950 du *Code civil du Québec*.

DOSSIER DE TITRES

Le Vendeur ne fournira pas de dossier de titres, ni certificat de recherche, ni état certifié des droits réels, ni certificat de localisation, ni plan à la Ville, relativement à l'Immeuble.

DÉCLARATIONS DU VENDEUR

Le Vendeur déclare ce qui suit à la Ville :

a) il est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et au sens de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3) et il n'a pas l'intention de modifier cette résidence. Le Vendeur fait cette déclaration solennelle la croyant consciencieusement vraie et sachant qu'elle a la même force et le même effet que si elle était faite sous serment en vertu de la *Loi sur la preuve au Canada;*

b) il a le pouvoir et la capacité de vendre l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies.

DÉCLARATIONS DE LA VILLE

La Ville déclare ce qui suit au Vendeur :

a) qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

b) qu'elle a le pouvoir et la capacité d'acquérir l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies.

OBLIGATIONS DE LA VILLE

Cette vente est consentie aux conditions suivantes, lesquelles la Ville s'engage à remplir, savoir :

a) prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve actuellement, déclarant l'avoir vu, l'avoir examiné à sa satisfaction et avoir obtenu un rapport de WSP Canada inc. en date du 12 janvier 2018 confirmant que l'Immeuble respecte les obligations de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, c. Q-2) et de ses règlements applicables, de même qu'aux critères de la *Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés* du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et notamment, pour l'Immeuble I, pour une utilisation résidentielle ;

b) assumer le coût des frais administratifs reliés aux présentes, le coût de la publicité et des copies requises, dont une (1) pour le Vendeur. Tout autre honoraire professionnel ou commission, de quelque nature que ce soit, sera à la charge de la partie l'ayant initié ;

c) vérifier elle-même auprès des autorités compétentes que la destination qu'elle entend donner à l'Immeuble est conforme aux lois et règlements en vigueur.

RÉPARTITIONS

La Ville déclare que les immeubles lui appartenant sont exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1).

En conséquence, la Ville remboursera au Vendeur, le cas échéant, toute portion de taxes municipales payée en trop.

Par ailleurs, le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal remboursera au Vendeur, le cas échéant, toute portion de taxes scolaires payée en trop sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée.

Le Vendeur reconnaît que tout remboursement de taxes municipales ou scolaires, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant de la présente vente.

Il est entendu que la date du présent acte de vente servira au calcul des répartitions prévues au présent titre.

REGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19), et elle a remis une copie de ce règlement au Vendeur.

PRIX

La vente de l'Immeuble I est consentie pour le prix de **UN MILLION DEUX CENT SOIXANTE-DIX MILLE TROIS CENT TREIZE DOLLARS (1 270 313,00 $)** que le Vendeur reconnaît avoir reçu de la Ville à la signature des présentes, l'Immeuble II est cédé sans contrepartie financière, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

Le prix de vente exclut la taxe sur les produits et services (T.P.S.) et la taxe de vente du Québec (T.V.Q.), le cas échéant.

En conséquence, si la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise fédérale* (L.R.C., 1985, ch. E-15) et celle de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (RLRQ, chapitre T-0.1), la Ville effectuera elle-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du Vendeur.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT 0001
T.V.Q. : 1006001374TQ 0002

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

Le Vendeur déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : R108160995 RT0001;
T.V.Q. : 1006011132 TQ0005;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

La Ville : à l'attention du Chef de division, Division des transactions immobilières, Direction des transactions immobilières et de la sécurité, Service de la gestion et de la planification immobilière, au 303, rue Notre-Dame Est, 2e étage, Montréal, Québec, H2Y 3Y8;

OU

toute autre unité administrative le remplaçant

avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6.

b) Le Vendeur:

a) a/s Université de Montréal
Direction des immeubles
À l'attention du directeur général des immeubles

Télécopieur : (514) 343-7775

b) Adresse postale (pour envoi par la poste):

C.P. 6128, Succursale Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3J7

c) Adresse géographique (pour remise en mains propres):

Pavillon de la Direction des immeubles
2787, chemin des services
Montréal (Québec) H3T 1J4

Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Vendeur fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation à tel droit ou recours.

MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Les Parties aux présentes font les déclarations suivantes :

a) le nom du cédant est : **UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL**;

b) le nom du cessionnaire est : **VILLE DE MONTRÉAL**;

c) le siège du cédant est : 2900, boulevard Édouard-Montpetit, Montréal, Québec, H3C 1J4;

d) le siège du cessionnaire est : 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

e) l'Immeuble est entièrement situé sur le territoire de la Ville de **Montréal**;

f) le montant de la contrepartie pour le transfert de l'**Immeuble I**, selon le cédant et le cessionnaire, est de **UN MILLION DEUX CENT SOIXANTE-DIX MILLE TROIS CENT TREIZE DOLLARS (1 270 313,00 $)**;

g) le montant de la contrepartie pour le transfert de l'**Immeuble II**, selon le cédant et le cessionnaire, est de **ZÉRO DOLLAR (0,00 $)**;

h) le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation pour l'**Immeuble I**, selon le cédant et le cessionnaire, est de **UN MILLION DEUX CENT SOIXANTE-DIX MILLE TROIS CENT TREIZE DOLLARS (1 270 313,00 $)**;

i) le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation pour l'**Immeuble II**, selon le cédant et le cessionnaire, est de **DIX-NEUF MILLE SIX CENT QUARANTE-DEUX DOLLARS ET QUARANTE-HUIT CENTS (19 642,48 $)**;

j) le montant du droit de mutation pour l'**Immeuble I** est de **VINGT-DEUX MILLE SIX CENT DOLLARS ET QUATRE-VINGT-TROIS CENTS (22 600,83 $)**;

k) le montant du droit de mutation pour l'**Immeuble II** est de **QUATRE-VINGT-DIX-HUIT DOLLARS ET VINGT ET UN CENTS (98,21 $)**;

l) il y a exonération du paiement du droit de mutation quant à l'Immeuble vendu à la Ville, cette dernière étant un organisme public défini à l'article 1 de la Loi précitée et bénéficiant, en conséquence, de l'exonération du droit de mutation conformément à l'article 17a) de la Loi;

m) le présent acte de vente ne concerne pas un transfert à la fois d'immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la Loi précitée.

DONT ACTE, à Montréal, sous le numéro

des minutes de la notaire soussignée.

LES PARTIES déclarent à la notaire avoir pris connaissance du présent acte et l'avoir exemptée d'en donner lecture, puis les Parties signent en présence de la notaire soussignée.

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

_____
par : Éric Filteau

_____
par : Alexandre Chabot

VILLE DE MONTRÉAL

_____
par :

_____
M^{e} Nissa Kara, notaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1176462005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de l'Université de Montréal, quant au terrain connu comme étant le lot 6 115 317 du cadastre du Québec, situé au nord de l'avenue Van Horne, à l'ouest de l'avenue Querbes, dans l'arrondissement d'Outremont, à des fins de revente à un organisme communautaire afin d'y développer des logements sociaux et communautaires, pour la somme de 1 270 313 $, plus les taxes applicables. / Ajuster la base budgétaire du Service de la gestion et de la planification immobilière pour les années 2019, 2020 et 2021 au montant total de 63 234,48 $, net de taxes, conformément aux informations financières inscrites à l'intervention du Service des finances. N/Réf. : 31H12-005-0862-09

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1176462005 -S.Habitation+SGPI.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget
Tél : 514-872-5911

Co-auteure : Diane Nguyen
Conseillère budgétaire
514-872-0549

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-16

Christian BORYS
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5676

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.16

2019/09/19 17:00

(1)

Dossier # : 1186037007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte prolongeant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la Co-op d'habitation «La Légende» Montréal pour la propriété sise au 545, 565 et 585, rue Darling, d'une superficie de 1 860 m², dans l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve, pour une période additionnelle de vingt -et-un (21) ans, de 2038 à 2059, dont la rente annuelle à partir de 2038 sera de 4 800 $. N/Réf. : 31H12-005-1374-12

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet d'acte prolongeant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la Co-op d'habitation «La Légende» Montréal pour la propriété sise au 545, 565 et 585, rue Darling, dans l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve, connue et désignée comme étant le lot 3 364 404 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 1 860,3 m², le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte.

2. d'autoriser la signature de l'acte de prolongation de l'emphytéose, pourvu que cet acte, soit de l'avis du Service des affaires juridiques de la Ville, substantiellement conforme au projet d'acte à être approuvé et à la condition que la Co-op «La Légende» Montréal ait remis à la Ville la confirmation de son créancier hypothécaire et le cas échéant, de son assureur hypothécaire qu'ils consentent à cet organisme un prêt hypothécaire dont l'amortissement est de 35 ans, tel qu'inscrit au projet d'acte.

3. d'imputer le revenu de la rente conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2019-08-30 16:41

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1186037007**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte prolongeant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la Co-op d'habitation «La Légende» Montréal pour la propriété sise au 545, 565 et 585, rue Darling, d'une superficie de 1 860 m², dans l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve, pour une période additionnelle de vingt -et-un (21) ans, de 2038 à 2059, dont la rente annuelle à partir de 2038 sera de 4 800 $. N/Réf. : 31H12-005-1374-12

CONTENU

CONTEXTE

Une soixantaine de coopératives et d'organismes à but non lucratif (« OBNL ») d'habitation ont développé des projets dans le cadre d'anciens programmes de subvention fédéraux sur des terrains municipaux que la Ville a cédés en emphytéose. La plupart de ces emphytéoses ont été créées dans les années 80, pour des termes de 52 ans.
Les conventions de financement de ces organismes avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement (« SCHL »), qui sont d'une durée de 35 ans, sont arrivées ou arriveront à échéance pour la plupart entre 2016 et 2025. L'échéance des conventions de financement coïncide le plus souvent avec la fin des emprunts hypothécaires, mais signifie aussi la fin du soutien et des suivis assurés par la SCHL. Les bâtiments de ces projets d'habitations communautaires nécessitent aujourd'hui d'importants travaux de rénovation. Ces organismes cherchent à obtenir un refinancement hypothécaire afin de financer ces travaux. La durée restante du terme des emphytéoses, soit entre 12 et 24 ans, selon les cas, constitue un frein à l'obtention d'un refinancement hypothécaire. En effet, les institutions bancaires exigent que l'emphytéose arrive à terme au minimum cinq ans après l'échéance de l'hypothèque. Selon les informations recueillies auprès des organismes, les institutions bancaires sont prêtes à consentir des prêts pour une durée maximale de 25 ans. Une période supplémentaire pouvant aller jusqu'à 10 ans peut être ajoutée si la SCHL assure le prêt.

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») et le Service de l'habitation (le « SH ») ont débuté une réflexion pour trouver une solution d'ensemble pour la soixantaine d'organismes d'habitation sous emphytéose avec la Ville et issus d'anciens programmes fédéraux. Cette solution qui sera élaborée de concert par le SGPI et le SH, après consultation auprès des parties prenantes concernées par le dossier, aura pour but de protéger le portefeuille immobilier de la Ville et d'assurer la pérennité de ce parc social.

Toutefois, étant donné que certains organismes doivent réaliser à court terme des travaux

de rénovation importants sur leur bâtiment, le SGPI et le SH ont décidé de procéder de manière ponctuelle à la prolongation des emphytéoses pour les organismes ayant besoin d'obtenir un financement hypothécaire pour effectuer des travaux de rénovation. Les prolongations qui seront consenties permettront de couvrir le terme nécessaire au financement hypothécaire et l'emphytéote devra présenter la liste des travaux prévus. Les prolongations s'accompagneront de conditions semblables à celles exigées dans la convention fédérale initiale et dans la *Loi sur les coopératives,* destinées à assurer la préservation de l'immeuble et de sa vocation sociale.

Le choix de prolonger les emphytéoses pour les organismes qui en ont besoin pour procéder à des travaux de rénovation et de réfection permet à la Ville d'approfondir sa réflexion sur la situation des coopératives et OBNL d'habitation sous emphytéose et assure que les immeubles de ces organismes ne se détérioreront pas (condition essentielle de l'emphytéose). Il est aussi prévu que lorsqu'une solution d'ensemble sera adoptée, la Ville proposera cette solution aux organismes ayant bénéficié d'une prolongation et ceux-ci seront invités à y adhérer. Toutefois, l'approbation des créanciers hypothécaires concernés devra également être obtenue au préalable, le cas échéant.

En lien avec la démarche et la réflexion présentées dans les paragraphes précédents, la Co-op d'habitation «La Légende» Montréal (l'« Emphytéote ») doit souscrire à une nouvelle hypothèque, dès 2019, pour rénover la propriété située au 545, 565 et 585, rue Darling (l'« Immeuble »). À la demande de la SCHL, pour souscrire à une nouvelle hypothèque amortie sur 35 ans, l'emphytéose doit couvrir une période minimale de 40 ans. Comme l'emphytéose vient à échéance en février 2038, une prolongation de vingt-et-un (21) ans est requise afin de bénéficier d'un amortissement pouvant aller jusqu'à 35 ans.

La durée de l'amortissement qui sera octroyée à l'Emphytéote pourrait être plus courte que 35 ans et sera déterminée par le créancier hypothécaire et la SCHL, en fonction des besoins et de la capacité de payer de l'Emphytéote, considérant que ce dernier présente des signes de difficultés financières. La SCHL requiert que la Ville prolonge l'acte d'emphytéose, avant de compléter son analyse.

Le projet d'acte de prolongation de l'emphytéose s'inscrit dans le déploiement de la *Stratégie de développement de 12 000 logements sociaux et abordables* pour laquelle on retrouve des objectifs de sauvegarde des logements sociaux et communautaires existants.

Le présent sommaire vise l'approbation du projet d'acte d'emphytéose par les autorités compétentes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Approuver un projet d'acte prolongeant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la Co-op d'habitation « La Légende » Montréal, pour la propriété sise au 545, 565 et 585, rue Darling, connue comme étant le lot 3 364 404 du cadastre du Québec, d'une superficie de 1 860 m², située dans l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve, pour une période additionnelle de vingt-et-un (21) ans, à partir de 2038 jusqu'en 2059. L'Immeuble a été construit en 1986 et comprend 24 unités, dont 5 unités étaient occupées, en 2018, par des ménages recevant une aide fédérale au loyer (aide assujettie au contrôle des revenus). Les locataires, membres de la coopérative, bénificient d'une réduction du prix du loyer d'environ 35% comparativement au loyer marchand.

Les travaux d'entretien, de réfection et de rénovation importants doivent être effectués sur

l'enveloppe du bâtiment (toiture, portes, fenêtres, maçonnerie, escaliers), à l'intérieur des logements (salle de bain, cuisine, revêtement de plancher) ainsi que l'asphaltage du stationnement extérieur. La liste des travaux ainsi que l'estimation du coût de ces travaux sont présentées dans le rapport préparé par la firme Pivot coopérative d'architecture Saint-Pierre et associés, joint au présent sommaire.

L'estimation du coût des travaux de 850 000 $, avant contingences et taxes, requiert une nouvelle hypothèque de 1,3 M $.

La rente annuelle pour la période de la prolongation, soit de février 2038 à février 2059, sera de 4 800 $, payable selon les mêmes conditions prévues à l'emphytéose initiale.

Le projet d'acte prévoit notamment les conditions supplémentaires suivantes que l'Emphytéote devra respecter, en plus de celles stipulées à l'emphytéose initiale, et ce, dès sa signature :

- Remettre un rapport d'inspection du bâtiment réalisé par un expert, tous les cinq (5) ans, lequel devra démontrer que l'Immeuble est en bon état et ne présente pas d'usure prématurée. L'expert doit être membre d'un ordre ou association, soit :

  - l'Association des inspecteurs en bâtiments du Québec
  - l'Association nationale des inspecteurs et experts en bâtiments du Québec
  - l'Ordre des architectes du Québec
  - l'Ordre des ingénieurs du Québec
  - l'Ordre des technologues professionnels du Québec

- Présenter un plan quinquennal des travaux d'entretien et de préservation en lien avec le rapport d'inspection;
- Présenter les états financiers, sur demande de la Ville, afin qu'elle puisse s'assurer de la santé économique de l'Emphytéote et sa capacité financière, pour réaliser les travaux prévus au plan quinquennal;
- Préserver l'affectation sociale ou communautaire de l'Immeuble.

Ces nouvelles conditions s'inscrivent en cohérence avec celles qui seront prévues dans le cadre de la mise en œuvre du futur programme Accès Logis présentement sous étude par la Ville.

JUSTIFICATION

Le SGPI soumet ce sommaire décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

- La prolongation de l'emphytéose permettra à l'Emphytéote de financer les travaux de rénovation et de réfection importants sur l'Immeuble.
- La prolongation de l'emphytéose permettra à la Ville de s'assurer de la vocation sociale de l'Immeuble.
- La prolongation de l'emphytéose est nécessaire pour assurer la viabilité financière de l'Emphytéote.
- La prolongation de l'emphytéose, de vingt-et-un (21) ans, permettra à l'Emphytéote d'obtenir un amortissement de la dette sur trente-cinq (35) ans.
- Les conditions additionnelles prévues au projet d'acte permettront d'assurer le suivi du maintien en bon état de l'Immeuble et de la mission sociale de l'Emphytéote.
- La réduction de la rente contribuera à assurer la viabilité financière de l'Emphytéote.

- La prolongation de l'Emphytéose démontre que la Ville reconnaît l'intérêt et l'importance du maintien du parc ancien de logements sociaux et communautaires, dans sa Stratégie de développement de 12 000 logements, et ce, en collaboration avec les différents partenaires tels la coopérative, le créancier hypothécaire et la SHCL.
- L'ensemble des intervenants est favorable à la prolongation de l'Emphytéose.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La rente a été calculée selon le taux moyen par logement (200 $/unité) payé par les coopérative d'habitation sous emphytéose. En ce sens, la rente annuelle sera de 4 800 $, de février 2038 à février 2059. L'application de cette rente moyenne permettra de préserver la vocation sociale de l'Immeuble et est équitable par rapport aux rentes payées par les coopératives et OBNL d'habitation sous emphytéose. À titre indicatif, la rente de l'emphytéose pour 2018 était de 6 456 $ et celle prévue en 2038 sera de 7 488 $.
La valeur marchande de la rente annuelle, pour la durée de la prolongation de 2038 à 2059, a été établie à 120 886 $, par la Division des analyses immobilières du SGPI. Ainsi, la rente annuelle de 4 800 $ représente une subvention de 116 086 $, par année.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En plus de contribuer à la sauvegarde d'un important patrimoine bâti, la conservation du parc ancien de logements sociaux est un enjeu important en regard du maintien de la mixité sociale montréalaise, une dimension clé d'un développement social durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'impossibilité pour l'Emphythéote de souscrire à une nouvelle hypothèque mettrait en péril la viabilité de la coopérative et la qualité de l'Immeuble.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte pas d'enjeu ni d'action de communication, tel que convenu avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de l'acte de prolongation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marianne CLOUTIER, Service de l'habitation

Lecture :

Marianne CLOUTIER, 1er août 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume TOPP
Conseiller en immobilier expertise immobilière

Tél : 514- 872-6129
Télécop. : 514-872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-21

Jacinthe LADOUCEUR
Chef de division des transactions

Tél : 514 872-0069
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

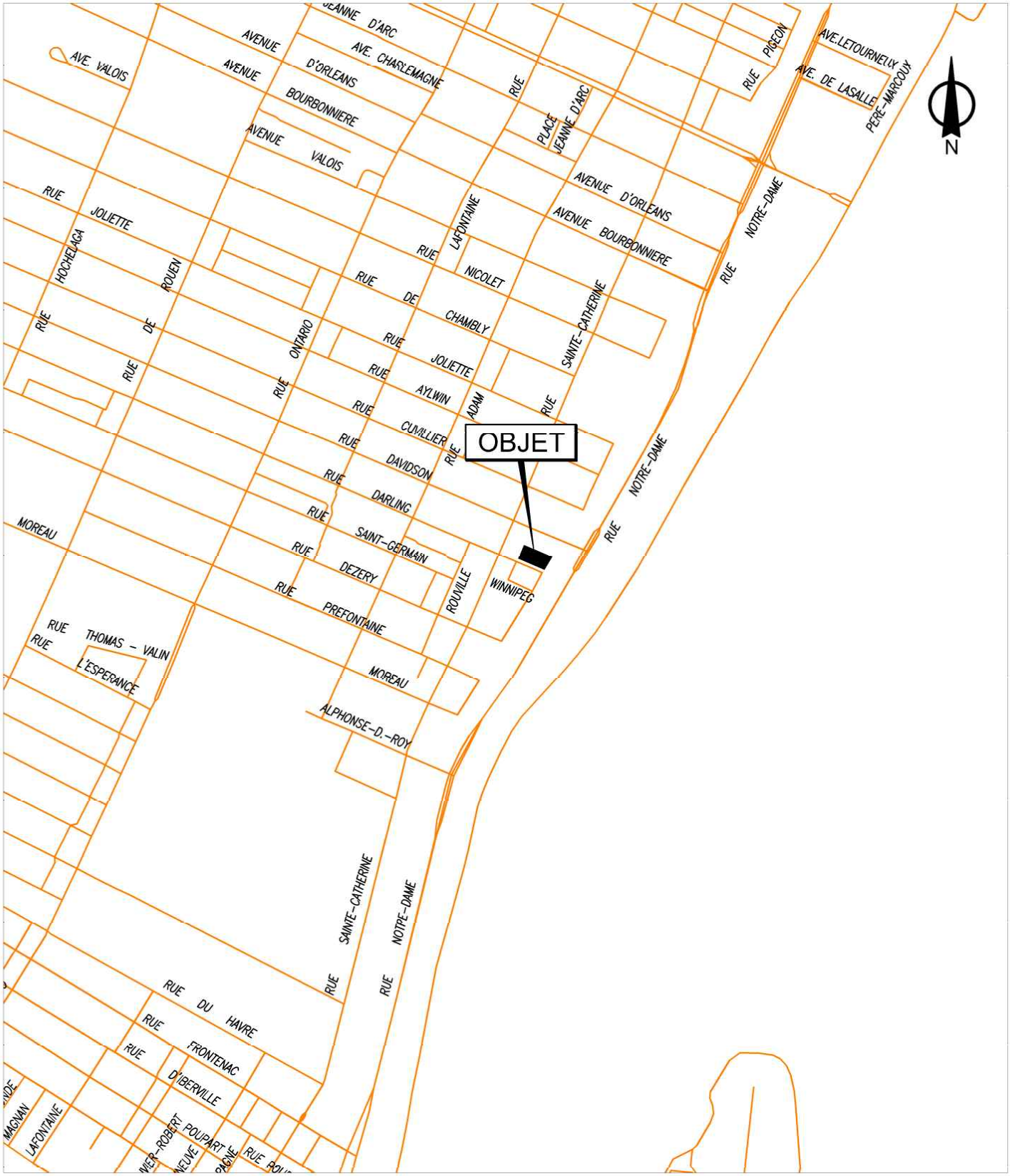
Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2019-08-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne ROUILLARD
Directrice- Gestion immobilière et exploitation, en remplacement de Sophie Lalonde du 26 au 30 août 2019

Tél : 514 872-9097
Approuvé le : 2019-08-30



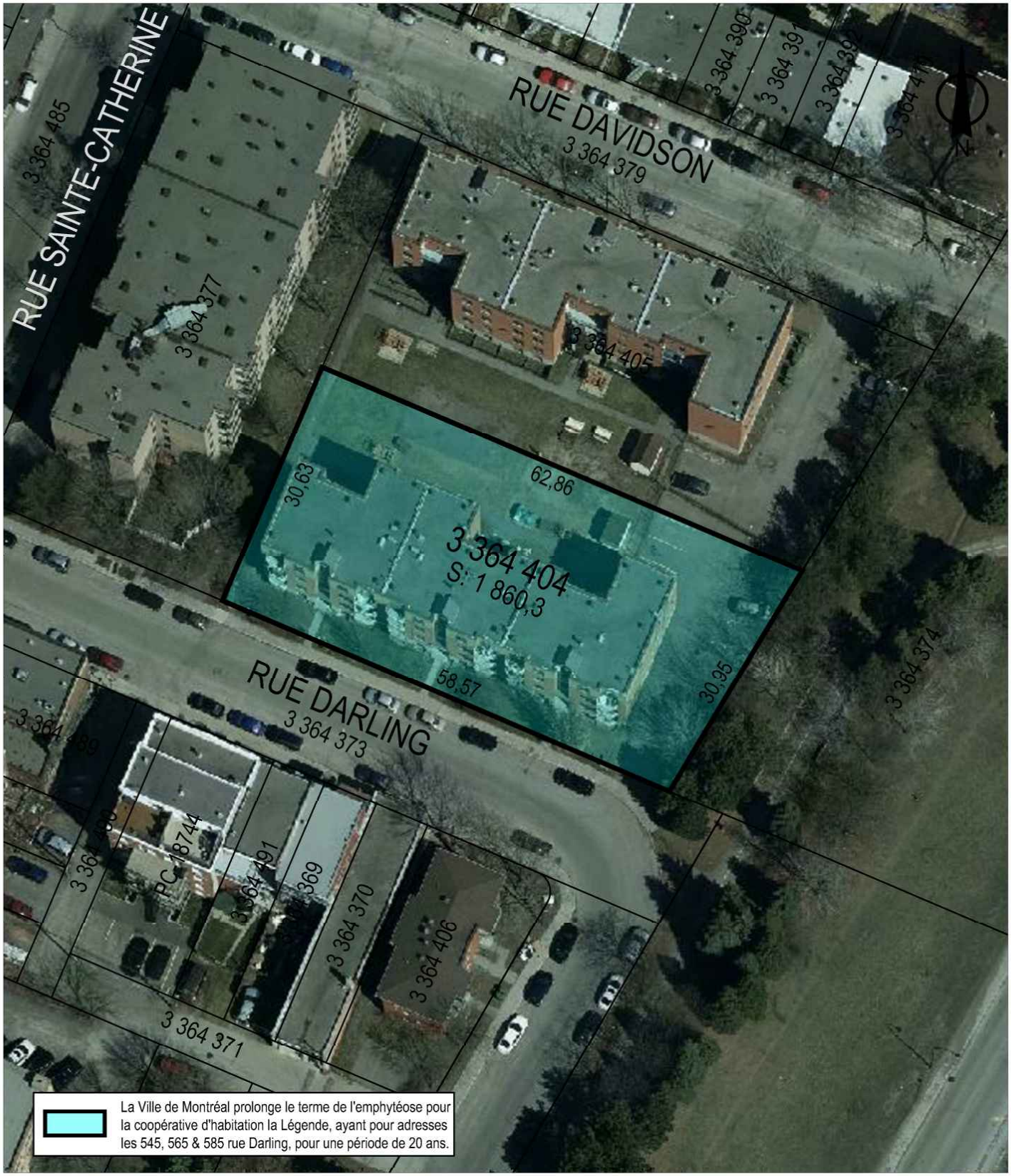
SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Mercier -
Hochelaga-Maisonneuve

Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-1374-12
Mandat: 18-0361-T
Dessinateur: LJC
Échelle: - - -
Date: 14-05-2019

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Mercier -
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H12-005-1374-12
Mandat: 18-0361-T
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:650
Date: 14-05-2019

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

Rapport
d'expertise et recommandations
Coopérative d'habitation
La Légende
565 rue Darling Montréal

Pivot coopérative d'architecture
Projet #1806

Saint-Pierre et Associés
Projet #18-2594

18 juin 2018



TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION ET MISE EN CONTEXTE 5
1.1. Présentation du rapport 5
1.2. Contexte du projet 6
1.3. Description du mandat ? 7
1.4. Identification des intervenants 8
1.5. Coopérative Olymphia 9

2. MÉTHODOLOGIE D'INTERVENTION 10
2.1. Données d'entrées 10
2.2. Cueillette d'informations 10

3. RAPPORT D'ÉTAT DE BÂTIMENT 12
3.1. Travaux d'emplacement 12
3.1.1. Stationnement extérieur partagé 12
3.1.2. Murets de soutènement, sauts de loup 13
3.1.3. Rampe extérieure existante à démolir 14
3.1.4. Bacs à fleur (2) sur la façade avant à démolir 15
3.1.5. Cour extérieure partagée 15
3.2. Béton 16
3.2.1. Corrections fissures murs de fondation 16
3.2.2. Réparation feu mur de fondation 17
3.3. Maçonnerie 18
3.3.1. Corrections parement 18
3.3.2. Travaux divers 19
3.4. Métaux 20
3.4.1. Corrections structurales des balcons (façade avant et arrière) 20
3.4.2. Remise à neuf des garde corps en fer forgé (façade avant et arrière) 21
3.4.3. Travaux divers 23

3.5. Isolation thermique et étanchéité 24
3.5.1. Remplacement de toiture 24
3.5.2. Nouvelles sections de toit 26
3.6. Portes et fenêtres des logements 28
3.7. finitions 30
3.7.1. Ragréages portes et fenêtres 30
3.7.2. Peintures escaliers, garde corps, etc 31
3.8. Mécanique 32
3.9. Aménagements extérieurs 33

4. ESTIMATION DES COUTS DE CONSTRUCTION - SOMMAIRE 35

5. SYNTHÈSE 39

6. ANNEXES 40

Annexe 6.1 – Liste des travaux proposés et priorisations – sous réserve de validation par la coop ....

Annexe 6.2 – Échéancier, séquencement et priorisation des travaux proposés – sous réserve de l'échéancier approuvé soumis par l'entrepreneur

Annexe 6.3 – Estimation détaillée des couts de construction

Annexe 6.4 – Évaluation préliminaire des travaux Civils/Structure – STPA ingénieurs conseils

Annexe 6.5 – Tableau de suivi des décisions à prendre

Annexe 6.6 – Relevé photographique de la façade de maçonnerie du logement 545-8

Annexe 6.7 – Résumé des normes réglementaires - arrondissement MHM (01-275 – Juin 2018)

Annexe 6.8 – Bilan de Santé d'Immeuble (BSI) - Décembre 2014

LISTE DES ACRONYMES

ARCH :	architecture / architecte
AMCQ :	Association des Maitres Couvreurs du Québec
BSI :	Bilan de Santé d'Immeuble
CCQ :	Code de Construction du Québec (code national du bâtiment du canada avec les modifications du Québec)
CCU :	Comité Consultatif d'Urbanisme (Ville de Montréal)
CIV :	génie civil / ingénieur en civil
CNB :	Code National du Bâtiment
CP :	Chargé de Projet de discipline
CSA :	Association canadienne de normalisation / Canadian Standards Association
ELE :	génie électrique / ingénieur en électricité
FECHIMM :	FÉdération des Coopératives d'Habitation Intermunicipales du Montréal Métropolitain
MEC :	génie mécanique / ingénieur en mécanique
MHM :	Mercier, Hochelaga-Maisonneuve
PAMR :	personne à mobilité réduite
PAYS :	architecture de paysage / architecte de paysage
PIIA :	Plan d'Implantation et d'Intégration Architecturale
RBQ :	Régie de Bâtiment du Québec
SCHL :	Société Canadienne d'Habitation et de Logement
STPA :	Saint Pierre Et Associés ingénieurs conseil
STR :	génie structural / ingénieur en structure
SHQ :	Société d'Habitation du Québec

LISTE DES TABLEAUX, PLANS ET PHOTOS PRÉSENTÉS

Figure 1 : Vue aérienne - Coopérative d'habitation La Légende ……-7
Figure 2 : Extrait - Code de construction en vigueur en 1985……-11
Figure 3 : Extrait - Règlement de zonage MHM – Zones, Carte Z-2……-11
Figure 4: Photographie - Rampe extérieure pour PAMR……-14
Figure 5: Photographie - Bac à fleurs sur rue……-15
Figure 6 : Photographie - Base d'assise en béton des escaliers d'issue ……-16
Figure 7 : Photographie - Désolidarisation, fissuration du parement de maçonnerie ……-18
Figure 8 : Photographie – Pente de drainage négative, contre le bâtiment-……-20
Figure 9 : Photographie – Portion opaque latérale, façade sur rue-……-22
Figure 10 : Photographie - Sorties d'air au toit…….. 24
Figure 11 : Photographie – Escalier d'issue arrière……-26
Figure 12 : Photographie - Panoramique des fenêtres grillagées – façade cour ……-29
Figure 13 : Photographie – Toiture coopérative Légende……-32
Figure 14 : Photographie - Cour partagée Légende / Olymphia ……-33

1. INTRODUCTION ET MISE EN CONTEXTE

Les services professionnels de la coopérative d'architecture *Pivot* et des ingénieurs conseils *Saint Pierre et Associés* ont été retenus par la coopérative d'habitation La Légende suite a l'appel d'offres mené par la FECHIMM (organisme de gestion qui s'est retiré du contrat une fois le processus d'appel d'offres mené) en décembre 2017 / janvier 2018 afin d'effectuer une analyse de possibilités relativement aux travaux de corrections, de restaurations et de remise à neuf des unités d'habitation sises aux 545, 565 et 585 rue Darling à Montréal.
Suite à ces travaux d'analyse de possibilités, le mandat qui est attribué aux professionnels se poursuivra en un mandat de plans et devis, d'appel d'offres et de suivi de chantier traditionnel.
#A.O. FECHIMM : HCS213-2016-01

1.1. PRÉSENTATION DU RAPPORT

L'ensemble des informations véhiculées dans la présente analyse a permis d'élaborer une planification des corrections nécessaires ainsi que des coûts réalistes associés à ces interventions.
Le confort el le bien-être des résidents est et doit rester la principale préoccupation quand aux raisons qui sous-tendent les interventions qui seront faites.

Chacune des sections de la présente analyse est structurée de la façon suivante :

- Observations
- Indice de détérioration
- Solution (s) préconisée (s)
- Durée de l'intervention / échéancier de réalisation
- Budget de travaux
- Contraintes

1.2. CONTEXTE DU PROJET

Situé dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, à Montréal, la coopérative d'habitation la Légende est la moitié d'un ensemble de deux (2) bâtiments construits à la même époque sur la base des mêmes plans et en tout point similaires.
La coopérative d'habitation Olymphia et la coopérative d'habitation La Légende composent cet ensemble.

Année de construction : 1985 (plan pour AO 26 juin 1985)
Architecte : André Fortin architecte, Service à l'habitation Hochelaga Maisonneuve
Ingénieur structure, mécanique, électrique : Paul Carier ingénieur, Calculatec

La coopérative La Légende est composée de 26 unités réparties sur 3 étages et un demi-sous-sol. Les logements offerts varient et vont du 4 1/2 au 6 1/2.
Le bâtiment a été construit autour de 1985 et plusieurs éléments sont encore d'origine.
Un entretien minimal a été fait avec les années si bien qu'aujourd'hui, la quantité de travaux à effectuer est assez importante. Des éléments qui ont été mal construits au départ causent des problèmes aujourd'hui et l'"effet domino" est déjà bien entamé sur les installations.
Le bâtiment est bordé au sud (marge latérale) par une bande de terrain nue, la rue Notre-Dame et le fleuve, a une façade avant qui donne sur la rue Darling et partage son stationnement ainsi que sa cour arrière avec la coop Olymphia.
Le bâtiment s'inscrit dans un contexte assez disparate ou aucune construction ne se démarque grandement du voisinage par son originalité ou son authenticité.
Les deux bâtiments de la coopérative Légende et Olymphia ne sont pas catégorisés par l'arrondissement comme étant des *Immeubles significatifs*.

Fait à noter : la coopérative Olymphia a effectué une quantité appréciable de travaux d'entretien au fil des ans. Les installations de la coop Olymphia paraissent moins marquées par le passage du temps même si les constructions sont identiques.



Figure 1 :Vue aérienne – Coopérative d'habitation Légende

1.3. DESCRIPTION DU MANDAT ?

Le mandat actuel consiste à préparer une portée des travaux en identifiant les correctifs et améliorations possibles recensées par les professionnels, approuvées par les résidents et de les représenter afin de faciliter la transition vers une étape subséquence qui sera d'élaborer les plans et devis définitifs et d'aller en appel d'offres afin de faire exécuter les travaux de construction.

Les travaux qui sont visés, sont des travaux extérieurs exclusivement, les travaux intérieurs mentionnés dans le BSI sont hors contrat.

Les futurs plans et devis devront se conformer à l'étude de vétusté (BSI) et aux opportunités et améliorations discutées lors des diverses réunions, rencontres et communications / échanges de travail entre La Légende et Pivot.

1.4. IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

Représentants des résidents Coopérative d'habitation LÉGENDE :

- Benoit Gonneville Dame (BGD) - président de la coopérative
  benoitgd@outlook.com – (514) 554-8361
- Anne-Sara Gendron - comité entretien
  annesaragendron@hotmail.com
- Frédéric Blum (FB) - comité entretien
- Éric Roy (quitté la coopérative)
- Julie Desnoyers

Professionnels :

- PIVOT - Khalil Diop arch. CP
  kdiop@pivot.coop – (514) 360-8516 ; (514) 654-5736
- PIVOT - Luis Erazo
  luis@pivot.coop
- STPA - Carlos Alonso Tp CP
  carlos.alonso@stpierreassocies.com – (514) 596-1992 #22
- STPA - Agnès Monseur ing.
  agnes.monseur@stpierreassocies.com
- STPA - Hubert Saint Pierre ing.
  hubert.stpierre@stpierreassocies.com
- SENTIER URBAIN - Jasmin Leduc coordonnateur en verdissement
  verdissement@sentierurbain.org

Représentants des résidents Coopérative d'habitation OLYMPHIA :

- Daniel Dion - président de la coopérative
  danyboy007@hotmail.fr
- Benoit De Pelteau
  benoitdepelteau@gmail.com

1.5. COOPÉRATIVE OLYMPHIA

Le mandat tel qu'accordé dès le début comprend la réfection du stationnement partagé entre la coop Olymphia et la coop Légende ainsi que des travaux concernant l'aménagement de la cour partagée. Il a été discuté de la possibilité de joindre les deux (2) coopératives dans un processus d'appel d'offres communs et ce afin de bénéficier de prix de soumission réduits. Les travaux qui concernent la coop Olymphia ont cependant déjà été effectués dans les dernières années (portes d'issues, toiture, balcons). Seul le remplacement de toutes les fenêtres et les corrections aux murets de soutènement sont les éléments qui pourraient être jumelés

Bien que nos contrats (professionnels) sont passés avec la coop Légende, il est prudent de noter que l'implication de la coop Olymphia est essentielle au succès de l'entreprise commune.
Le 7 mai 2018 en présence des représentants de la coop Olymphia et de ceux de la coop Légende, il a été discuté quelle pourrait-être l'étendue des travaux de paysage pour la cour.
La finalisation des décisions reste à compléter ainsi qu'une entente contractuelle sur comment départager le cout des différents travaux cependant il est primordial de souligner l'importance de l'implication de résidents de la coop Olymphia.

2. MÉTHODOLOGIE D'INTERVENTION

2.1. DONNÉES D'ENTRÉES

Pendant le processus d'appel d'offres, de la part de la FECHIMM, nous avons obtenu des dessins du bâtiment ainsi qu'une étude (BSI), qui nous ont été remis pour consultation. Notons entre autres :

- Bilan de santé d'immeuble réalisé en 2014 par M. Pierre Benoit Tenier
- Descriptif du bâtiment visé
- Bref historique du bâtiment visé
- Estimé budgétaire indicatif
- Ensemble de photos relatives à l'enveloppe prises en 2014
- Plans d'architecture, de structure, de mécanique et d'électricité émis pour la construction

2.2. CUEILLETTE D'INFORMATIONS

Des visites in situ ont été effectuées par les professionnels afin de constater et vérifier les systèmes et composantes du bâtiment. Les relevés des bâtiments ont été réalisés à partir du sol, des balcons arrieres et de la toiture. L'évaluation se limite aux composantes qui étaient visibles lors des inspections.
Ce travail est aussi basé sur les rencontres qui ont été tenues, sur les documents qui nous ont été remis et les informations qui nous ont été transmises par les représentants des deux coopératives.

Cette étude présente un constat global, aucune expertise spécialisée telle une thermographie, une caractérisation de sols ou de toute composante de bâtiment, n'a été produite ou utilisée.
La présente étude ne constitue par une liste exhaustive des interventions requises pour réaliser les travaux, les plans et devis définitifs seront plus précis et leur zone de travaux plus détaillée.

En plus des informations transmises par le gestionnaire de projet en début de mandat, les données suivantes ont été consultées pour le mandat en architecture :

- Code National Du Bâtiment du Canada 1980
- Code de construction du Québec 2015
- Règlement de zonage de la Ville de Montréal – Arrondissement Mercier Hochelaga Maisonneuve (01-275)
- Accessible design for the built environment CSA B631-04

Tableau 1 : Dates d'entrée en vigueur des codes de construction

Date d'entrée en vigueur	Code en vigueur
Avant le 1er décembre 1976	Le Règlement sur la sécurité dans les édifices publics
1er décembre 1976	Le Code du bâtiment du Québec
25 mai 1984	Le Code national du bâtiment du Canada 1980
18 juillet 1986	Le Code national du bâtiment du Canada 1985
11 novembre 1993	Le Code national du bâtiment du Canada 1990
7 novembre 2000	Le Code de construction du Québec, chapitre Bâtiment (CNB 1995 modifié – Québec)
17 mai 2008	Le Code de construction du Québec, chapitre Bâtiment (CNB 2005 modifié – Québec)
13 juin 2015	Le Code de construction du Québec, chapitre Bâtiment (CNB 2010 modifié – Québec)

Figure 2 :Code de construction en vigueur lors de la construction de la coopérative - RBQ

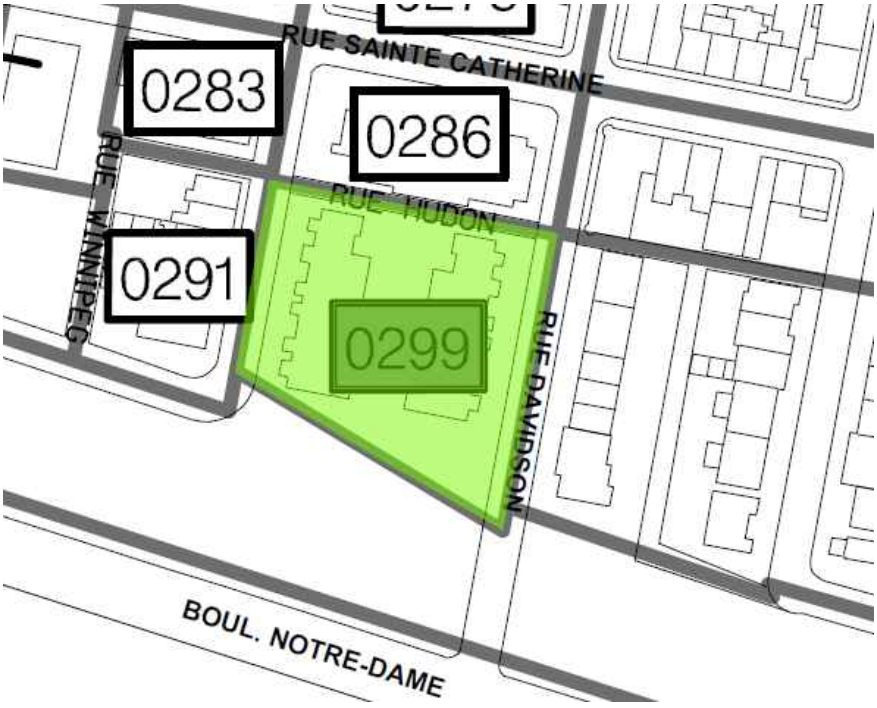


Figure 3 : Extrait du règlement de zonage MHM – Zones, Carte Z-2

3. RAPPORT D'ÉTAT DE BÂTIMENT

3.1. TRAVAUX D'EMPLACEMENT

3.1.1. Stationnement extérieur partagé

Observations : le stationnement d'automobiles partagé ente la coopérative Olymphia et la coopérative Légende au sud du site est dans un état de dégradation avancé. Des interventions correctives facilement visibles ont été effectuées dans les dernières années. Les zones dans le moins bon état se situent du coté Olymphia. Le stationnement a atteint la fin de sa durée de vie utile, le moment d'une remise à neuf est venu.

Ces travaux seront indiqués aux documents de projet de STPA, consulter le rapport de l'ingénieur STR/CIV en annexe pour plus d'informations.

Indice de détérioration : 1 (souhaitable à court terme - important) / 2 (souhaitable à moyen terme - modéré) / 3 (autre)

Solution (s) préconisée (s) : retirer la couche d'asphalte existante jusqu'au support et la reconstruire à neuf ; coordination à effectuer avec les bollards existants qui seront réinstallés à leur emplacements d'origine ; coordination à effectuer avec la localisation de la clôture existante (déplacer de ±300mm vers Légende) qui sera remplacée par des bollards amovibles ; coordination à effectuer avec les arbres existants qui seront à protéger adéquatement ; coordination à effectuer avec les localisations de bacs à déchets

Note : une vérification de l'état du mur de fondation sud sera effectuée en coordination avec ces travaux, voir STR/CIV.

Durée de l'intervention / échéancier de réalisation : approx. 1 semaine (s)

Budget de travaux : consulter estimation en annexe

Contraintes : bas de poubelles et recyclage, futurs conteneurs à déchets à relocaliser temporairement

3.1.2. Murets de soutènement, sauts de loup

Observations : les murets de soutènement et sauts de loups en dormants de bois 6x6 sont arrivés en fin de vie utile. Les éléments les moins exposés à l'ensoleillement sont dans un état de pourriture avancé et certains éléments d'ancrage qui restent en place peuvent représenter un danger dans un environnement ou des enfants sont amenés à évoluer. Les poussées de sol, ont désaligné certains murets (de dormants de bois) et leur équilibre tend à menacer la sécurité des locataires.

Le logement situé en sous-sol, au coin nord-ouest de la bâtisse, le long de la rue Darling présente une section de muret de soutènement incomplète. Un rapiéçage a été effectué avec un panneau de contreplaqué. Cet élément devra faire partie des non conformités à corriger.

Ces travaux seront indiqués aux documents de projet de STPA, consulter le rapport de l'ingénieur STR/CIV en annexe pour plus d'informations.

Indice de détérioration : 1 (souhaitable à court terme - important) / 2 (souhaitable à moyen terme - modéré) / 3 (autre)

Solution (s) préconisée (s) : reconstruire les murets et sauts de loups intégralement en béton coulé. Des alternatives sont de reconstruire soit en blocs de béton préfabriqués soit à l'identique avec du bois extérieur traité neuf. Des sauts de loup en métal galvanisé ne seraient pas une bonne recommandation à cause des dimensions requises qui sortent des dimensions typiques (commandes spéciales) et à cause aussi du grand contraste visuel que ça créerait entre les deux coops identiques et construites en même temps

Noter que l'harmonisation vs la coopérative Olymphia devra être discutée. également aborder l'homogénéisation des nouvelles interventions vs les interventions existantes en bon état qui seront conservées.

Durée de l'intervention / échéancier de réalisation : approx. 3 semaine (s)

Budget de travaux : consulter estimation en annexe

Contraintes : excavations à effectuer, cour extérieure momentanément et partiellement non disponible, conflit avec les travaux de balcons, de maçonnerie, de remplacement de fenêtres à prévoir ; issues arrières à maintenir dégagées pendant les travaux ; séquencement des travaux par l'entrepreneur général à suivre avec attention par les professionnels ; retrait recommandé des grilles de sécurité en surface au sous-sol qui empêchent l'évacuation des chambres

3.1.3. Rampe extérieure existante à démolir

Observations : la rampe extérieure pour personnes à mobilité réduite en asphalte et dormants de bois 6x6 localisée sur la façade arrière (cour partagée) ne permet pas l'accès aux personnes avec tous types d'aide au déplacement (triporteurs par exemple)
Ces travaux seront indiqués aux documents de projet de STPA, consulter le rapport de l'ingénieur STR/CIV en annexe pour plus d'informations.



Figure 4 : Rampe extérieure pour personne à mobilité réduite

Indice de détérioration : 1 (souhaitable à court terme - important) / 2 (souhaitable à moyen terme - modéré) / 3 (autre)
Solution (s) préconisée (s) : conserver la rampe existante
Alternative : reconstruire la rampe plus large afin d'accommoder des usagers avec des triporteurs et/ou des fauteuils motorisés
Ref. : CSA B651 *Accessible design for the built environment* Annex C et CCQ 2015 #3.8.3.4. 1)
Durée de l'intervention / échéancier de réalisation : approx. 2 semaine (s)
Budget de travaux : consulter estimation en annexe
Contraintes : l'entrepreneur devra s'assurer de rendre accessible l'accès aux marches des deux (2) logements en sous-sol.

3.1.4. Bacs à fleur (2) sur la façade avant à démolir

Observations : les deux bacs à fleur sur la façade ouest (rue Darling) sont composés de dormants de 6x6 en bois. Comme pour le reste des éléments assemblés à l'aide des dormants de bois, .ils arrivent à la fin de la durée de leur vie utile.



Figure 5 : Bac à fleurs sur rue

Indice de détérioration : 1 (souhaitable à court terme - important) / 2 (souhaitable à moyen terme - modéré) / 3 (autre)
Solution (s) préconisée (s) : refaire l'aménagement de surface, remblayer et installer de façon temporaire du gazon (aménagement paysager minimal pour attribuer l'effort de planification et le budget sur les travaux à l'arrière.
Durée de l'intervention / échéancier de réalisation : approx. 0 semaine (s)
Budget de travaux : consulter estimation en annexe
Contraintes : aucune

3.1.5. Cour extérieure partagée

Voir Aménagements extérieurs

3.2. BÉTON

3.2.1. Corrections fissures murs de fondation

Observations : le mur de fondation existant présente des fissures à certains endroits. Ces fissures sont relativement contenues et en majorité localisées dans la partie haute du mur de fondation. Il est important d'effectuer un suivi afin que les fissures ne s'accentuent pas

Sur le mur le long de Notre Dame (au sud), une fissure majeure est existante. Elle a été colmatée et une membrane noire a été appliquée par-dessus.

En guise de travaux complémentaires, la base d'assise en béton des escaliers d'issue arrière est dans certains cas complétement rongée. Un remplacement des appuis s'impose.

Ces travaux seront indiqués aux documents de projet de STPA, consulter le rapport de l'ingénieur STR/CIV en annexe pour plus d'informations.

.



Figure 6 :Base d'assise en béton des escaliers d'issue

Indice de détérioration : 1 (souhaitable à court terme - important) / 2 (souhaitable à moyen terme - modéré) / 3 (autre)

Solution (s) préconisée (s) : injection de résine synthétique ou de ciment spécialisé dans les fissures ; pendant les travaux de remplacement de l'asphalte il y-aura des excavations et vérifications de l'etat de la correction sous le niveau du sol. Une nouvelle membrane sera probablement installée (de couleur s'harmonisant mieux avec le béton existant) ; remplacement à l'identique de la première marche de béton par une nouvelle marche en béton aux mêmes dimensions (400x400)

Consulter le rapport de l'ingénieur STR/CIV en annexe.

Durée de l'intervention / échéancier de réalisation : approx. 1-2 semaine (s)

Budget de travaux : consulter estimation en annexe

Contraintes : nécessité d'effectuer les travaux (excavation, inspection, remplacement de membrane et/ou injection au besoin) avant que les travaux d'asphaltage du stationnement extérieur partagé ne soient exécutés

3.2.2. Réparation feu mur de fondation

Observations : localisées au coin Nord-Ouest, sur la façade nord, des traces consécutives à un feu dans une poubelle (ou autre conteneur) le long du mur de béton et du mur de maçonnerie au dessus sont apparentes.

Cette correction n'est pas identifiée au BSI, l'évaluation effectuée est suite à la demande de la coopérative.

Ces travaux seront indiqués aux documents de projet de STPA, consulter le rapport de l'ingénieur STR/CIV en annexe pour plus d'informations.

Indice de détérioration : 1 (souhaitable à court terme - important) / 2 (souhaitable à moyen terme - modéré) / 3 (autre)

Solution (s) préconisée (s) : retirer une couche de surface, installer des nouveaux ancrages pour une bonne adhérence et réappliquer un nouveau béton en surface. Consulter le rapport de l'ingénieur STR/CIV.

Noter que la maçonnerie sur le dessus n'est pas traitée par les travaux (impact moins visible) dans le haut. Une intervention de nettoyage de maçonnerie ponctuelle pourrait résoudre cette situation

Durée de l'intervention / échéancier de réalisation : approx. 2 semaine (s)

Budget de travaux : consulter estimation en annexe. **Contraintes** : aucune

3.3. MAÇONNERIE

3.3.1. Corrections parement

Observations : à plusieurs endroits des quatres (4) façades des fissures et désolidarisations sont visibles. La structure du bâtiment existant est constituée de bois en intégralité et le matériau de parement est en maçonnerie. Dans ce type de bâtiment, après quelques épisodes de sécheresse des sols, il est fréquent de voir apparaitre ce type de fissures.

Localisées en majorité au dernier étage, elles sont transversales et en "escalier". Le BSI a identifié la majorité de ces fissures, cependant autour des portes et des fenêtres, le détail de retrait de maçonnerie apparait être particulièrement faible et à plusieurs endroits il y-a de la désolidarisation qui s'est effectuée.

Voir photo ci-bas et consulter l'annexe 6.6. .



Ces jonctions devront être reprises avec des matériaux plus performants.

Indice de détérioration : 1 (souhaitable à court terme - important) / 2 (souhaitable à moyen terme - modéré) / 3 (autre)

Figure 7 : Désolidarisation, fissuration du parement de maçonnerie –logement 545-8

Solution (s) préconisée (s) : interventions chirurgicales par des ouvriers spécialisés qui effectueront le retrait du mortier à remplacer avec des meuleuses électriques sur une profondeur de 25mm et avec un marteau et un burin pour les recoins inaccessibles autrement. Le mortier de remplacement préconisé sera du mortier de rejointoiement spécialisé prémélangé, à haute flexibilité (produits Daubois ou King exclusivement)
Durée de l'intervention / échéancier de réalisation : approx. 2-3 semaine (s)
Budget de travaux : consulter estimation en annexe
Contraintes : coordination requise entre le moyen d'accès employé par le sous-traitant en maçonnerie et les sous-traitants qui s'occuperont des autres travaux (murets et sauts de loups, balcons, portes et fenêtres) ; température minimale d'execution des travaux (le mortier reste applicable jusqu'à 5 degrés C.- plus il fait froid, plus le temps de séchage du mortier est allongé)

3.3.2. Travaux divers

Observations : la dégradation des joints de mortier autour des gouttières d'entrées sur la façade Ouest (Darling) est dommageable pour la façade de maçonnerie à court terme, plusieurs linteaux métalliques au dessus des ouvertures présentent un niveau de rouille avancé et sont à remplacer, le nettoyage de la maçonnerie et le scellement des allèges sont aussi diverses interventions préventives et correctives à effectuer afin de prolonger la durée de vie du bâtiment
Indice de détérioration : 1 (souhaitable à court terme - important) / 2 (souhaitable à moyen terme - modéré) / 3 (autre)
Solution (s) préconisée (s) : le remplacement à l'identique pour tous les linteaux affectés (travaux de retrait de maçonnerie au préalable) ; le raccrochage des gouttières déconnectées et le rejointoiement de la maçonnerie affectée ; le nettoyage de la maçonnerie grâce à une solution non abrasive et non dommageable pour l'environnement ; le scellement des allèges est une intervention à effectuer à l'aide d'un produit hydrofuge qui permet la diffusion de la vapeur d'eau provenant de l'intérieur du mur d'enveloppe
Durée de l'intervention / échéancier de réalisation : approx. 1-2 semaine (s)
Budget de travaux : consulter estimation en annexe
Contraintes : aucune

3.4. MÉTAUX

3.4.1. Corrections structurales des balcons (façade avant et arrière)

Observations : tous les balcons de la coopérative présentent des pentes de drainage nulles ou négatives (vers le bâtiment). En inspectant les supports structuraux en dessous des balcons on constate qu'il ne sont pas inclinés en s'eloignant du bâtiment tel qu'ils devraient l'être (et tel que le dessin 9/A-7 l'illustre). Une pente positive de 2% est la norme minimale à respecter. Ceci est problématique et contribue à générer d'autres problèmes qui affectent le parement et contribuent à augmenter l'état de dégradation avancé de l'ensemble des éléments. Certains pontages de fibre de verre aux niveaux supérieurs, ne profitant pas de la protection d'un balcon au dessus sont complètement pourris et pourraient même être dangereux pour les usagers. La précaution est de mise jusqu'à leur remplacement.



Figure 8 :Drainage contre le bâtiment

Ces travaux structuraux seront indiqués aux documents de projet de STPA, consulter le rapport de l'ingénieur STR/CIV en annexe pour plus d'informations.

Indice de détérioration : 1 (souhaitable à court terme - important) / 2 (souhaitable à moyen terme - modéré) / 3 (autre)

Solution (s) préconisée (s) : démanteler les balcons, nettoyer les éléments de supports structuraux afin d'en retirer la rouille de surface présente, les apprêter avec de l'apprêt antirouille et les repeindre et rajouter des éléments de supports afin de relever les nouveaux points hauts des balcons de 25@35 mm (1 po @ 1.5po)

Durée de l'intervention / échéancier de réalisation : approx. 2 semaine (s)

Budget de travaux : consulter estimation en annexe

Contraintes : séquencement des travaux (ou efficacité et rapidité d'exécution) afin de continuer de donner accès aux locataires à leur deuxième issue

3.4.2. Remise à neuf des garde corps en fer forgé (façade avant et arrière)

Observations : les garde corps des balcons en avant et en arrière (façade Darling et façade cour) présentent des traces de rouille de surface de modéré à importantes. L'entretien préventif n'a pas été effectué au moment ou il aurait dû.

Indice de détérioration : 1 (souhaitable à court terme - important) / 2 (souhaitable à moyen terme - modéré) / 3 (autre)

Solution (s) préconisée (s) : retirer les garde-corps (les pontages en fibre de verre ainsi que les éléments structuraux en dessous seront remis à neuf) et effectuer un nettoyage en profondeur (sablage) afin de retirer la corrosion de surface, par la suite une solution d'acétone pourra être appliquée, un apprêt chimiquement compatible avec l'acétone devra être appliqué et pour compléter une peinture (elle aussi chimiquement compatible) devra être appliquée en guise de finition.

À la demande de la coopérative, les portions opaques latérales de 600mm de long (2' - 0") des balcons avants (façade Darling) seront retirées et remplacées par de nouvelles sections tubulaires en acier afin d'uniformiser l'allure extérieure des balcons.

A noter : les balcons de la coopérative voisine Olymphia ont été modifiés de cette façon par le passé.



Figure 9 : Portion opaque latérale, façade sur rue

Suite à des vérifications effectuées auprès de l'arrondissement, l'ensemble des deux (2) coopératives ne sont pas inscrites aux registres comme d'intérêt particulier et donc le répondant à l'arrondissement (M. Gabriel Laforce) ne semblait pas voir de difficulté à modifier certains éléments de l'allure générale du bâtiment.

Durée de l'intervention / échéancier de réalisation : approx. 2-3 semaine (s)

Budget de travaux : consulter estimation en annexe

Contraintes : obtenir le permis de modification de l'allure des garde-corps (portion opaque) par l'arrondissement avant d'entreprendre les travaux

3.4.3. Travaux divers

Observations : divers travaux de métaux ouvrés seront effectués à travers les diverses interventions du projet. Parmi ceux-cis mentionons : de nouveaux bollards d'acier galvanisé pour remplacer les bollards présents dans le stationnement de la coopérative Olymphia ; de nouveaux bollards amovibles pour faire office de séparation entre les portions de stationnement de Légende et d'Olymphia ; de nouveaux linteaux de maçonnerie afin de remplacer les linteaux actuels grandement rouillés ; de nouveaux supports d'antennes au toit pour remplacer les supports actuels installés sur le dessus des parapets séparateurs. f

Indice de détérioration : 1 (souhaitable à court terme - important) / 2 (souhaitable à moyen terme - modéré) / 3 (autre)

Solution (s) préconisée (s) : le remplacement par de nouveaux éléments d'acier galvanisé (peints au besoin) tous les éléments indiqués

Durée de l'intervention / échéancier de réalisation : NA (inclus aux délais des travaux auxquels ils se rattachent)

Budget de travaux : consulter estimation en annexe

Contraintes : aucune

3.5. ISOLATION THERMIQUE ET ÉTANCHÉITÉ

Ou6rdoqw ipsum lorem ipsum lorem ipsum lorem ipsum lorem ipsum lorem ipsum lorem ipsum lorem ipsum lorem ipsum lorem ipsum lorem ipsum lorem ipsum lorem ipsum lorem ipsum lorem ipsum lorem ipsum l

3.5.1. Remplacement de toiture

Observations : la toiture actuelle de gravier a commencé à boursoufler, le dessus des parapets est entièrement rouillé et les portions verticales présentent des traces de rouilles sur toute l'étendue des parapets. Selon des informations obtenues (rencontre avec la coopérative Olymphia le 7 mai 2018) la toiture actuelle ne serait pas d'origine et aurait été changée il y-a près d'une vingtaine d'années, ces informations concordent avec l'etat actuel de la toiture constaté.

À l'inspection on constate que les travaux qui ont été effectués ont remplacé la portion visible du parapet métallique, soit la portion verticale mais que la portion du dessus et la portion arrière sont potentiellement d'origine.

Les sorties de ventilation et d'extraction d'air présentent également des portions métalliques rouillées et le dégagement d'évacuation qu'ils donnent n'est pas idéal en hiver à cause de l'obstruction crée par la neige.

.



Figure 10 : Sorties d'air *au toit*

De plus des portions de membranes sont visibles aux remontées et donc exposées aux ultraviolets (élément le plus nuisible pour ce type de membrane).
L'ancrage des antennes de cablodistributeur directement sur le dessus des parapets est problématique et contribuera à créer des problèmes d'étanchéité à terme.

Indice de détérioration : 1 (souhaitable à court terme - important) / 2 (souhaitable à moyen terme - modéré) / 3 (autre)
Solution (s) préconisée (s) : la toiture existante étant une multicouche avec un panneau de support en contreplaqué (vieux système de toiture), un remplacement par une membrane de bitume élastomère pourrait être envisagé, cependant pour éliminer des risques (rares, mais réels) d'incendie il est souhaitable de remplacer la toiture existante par une toiture identique ou une membrane de TPO. Nous recommandons un remplacement à l'identique avec du gravier blanc (IRS>56).
Durée de l'intervention / échéancier de réalisation : approx. 1 semaine (s)
Budget de travaux : consulter estimation en annexe
Contraintes : conditions météo (les matériaux et surfaces doivent êtres parfaitement secs pour que l'adhérence de la nouvelle membrane soit maximale) ; température d'application minimum recommandable : 5 degrés C.

3.5.2. Nouvelles sections de toit

Observations : à la demande des résidents de la coopérative, la possibilité de couvrir les paliers des derniers étages est évaluée

.



Figure 11 : Escalier d'issue arrière

Indice de détérioration : 1 (souhaitable à court terme - important) / 2 (souhaitable à moyen terme - modéré) / 3 (autre)

Solution (s) préconisée (s) : malgré le bénéfice qu'apporterait l'intervention, nous sommes d'avis qu'aucune intervention n'est recommandée.

Explications : les charges de neige que devraient supporter ces nouvelles sections de toit (3, sur la façade arrière) exigent que des membrures de support soient ancrées à travers la maçonnerie, jusqu'aux éléments structuraux porteurs dans le mur en arrière sur une profondeur typique minimale de 5 pieds.

Des percements aux plafond des locaux directement adjacent des six (6) logements du troisième (545-7 et 8, 565-7 et 8 et 585-7 et 8) seraient nécessaires afin de mener les travaux d'impact.

Durée de l'intervention / échéancier de réalisation : approx. 2-3 semaines

Budget de travaux : NA

Contraintes : aucune

3.6. PORTES ET FENÊTRES DES LOGEMENTS

Observations : les portes, fenêtres et porte patios de la coopérative ont été installées lors de la construction du bâtiment. Elles sont rendues à la fin de leur vie utile. Dépendant de l'orientation et de l'usage (portes patios) certaines sont en moins bon état que d'autres, mais de façon générale, leur remplacement, à court terme est inéluctable.

Décompte : 116 fenêtres coulissantes, 18 portes patios, 24 portes d'issues arrière

Le BSI recommandait une restauration pour en prolonger la vie d'encore 8-10ans, cependant le mandat actuel est un mandat de remplacement par de nouvelles unités. Afin de profiter de l'effet de mobilisation combiné (travaux de balcons, de maçonnerie) il est très pertinent de remplacer dores et déjà les fenêtres.

Indice de détérioration : 1 (souhaitable à court terme - important) / 2 (souhaitable à moyen terme - modéré) / 3 (autre)

Solution (s) préconisée (s) : le remplacement complet des fenêtres existantes en aluminium par de nouvelles fenêtres hybrides alu-pvc (coulissantes / battantes / auvent : type final non retenu).

Le ragréage des finis autour des ouvertures de fenêtres une fois les fenêtres installées.

L'abaissement du niveau du sol autour de certaines fenêtres au sous-sol.

La reconstruction des seuils de porte-patios.

Recommandation supplémentaire : permettre l'évacuation des chambres via les fenêtres au sous-sol (retirer les grilles devant les fenêtres du sous-sol). Ref CCQ 2015 9.9.10.1 2) et voir #3.1.2.



Figure 12 :Panoramique des fenêtres grillagées – façade cour

Durée de l'intervention / échéancier de réalisation : approx. 6-8 semaine (s)
Budget de travaux : consulter estimation en annexe
Contraintes : accès intérieur à tous les logements, échafaudage ou nacelle dans la cour (aménagement paysager à reprendre suite à ces travaux

3.7. FINITIONS

3.7.1. Ragréages portes et fenêtres

Observations : le pourtour des fenêtres existantes est majoritairement composé de gypse et dans les salles de bains c'est de la céramique le matériau principal. Le haut des fenêtres (contrairement aux dessins existants) est complété de façon singulière : les fenêtres sont toutes encastrées dans le haut, dans la cloison de près de 1 po. Les mesures en vue de commander les nouvelles fenêtrés devront êtres prises avec attention (ouvertures *brique à brique*). Le retrait des fenêtres va laisser un vide d'une dimension appréciable (quelques pouces de haut) à combler.

Indice de détérioration : 1 (souhaitable à court terme - important) / 2 (souhaitable à moyen terme - modéré) / 3 (autre)

Solution (s) préconisée (s) : effectuer les ragréages de gypse, de peinture et de céramique nécessaires.

On tentera de choisir une compagnie de fenêtres fournissant un cadre de finition enveloppant afin de minimiser les travaux de ragréages nécessaires.

Durée de l'intervention / échéancier de réalisation : inclus aux délais des travaux auxquels ils se rattachent

Budget de travaux : consulter estimation en annexe

Contraintes : accès intérieur à tous les logements, mauvaises découvertes potentielles suite au retrait des fenêtres

3.7.2. Peintures escaliers, garde corps, etc

Observations : les travaux de maintenance de la peinture sur les garde-corps, escaliers et mains-courantes n'ont pas été effectués depuis quelques temps

Indice de détérioration : 1 (souhaitable à court terme - important) / 2 (souhaitable à moyen terme - modéré) / 3 (autre)

Solution (s) préconisée (s) : deux (2) couches de nouvelle peinture sur les garde-corps, marches et main-courantes après nettoyage et préparation.

Nouvelle couleur pour les garde-corps de la façade avant : noir ; couleur pour les garde-corps de la façade arrière : noir tel que l'existant.

Les nouveaux planchers en fibre de verre seront peints de la même couleur qu'actuellement.

Durée de l'intervention / échéancier de réalisation : approx. 3 semaine (s)

Budget de travaux : consulter estimation en annexe

Contraintes : aucune

3.8. MÉCANIQUE

Observations : sur la façade et sur le toit, les grilles d'extraction d'air en plastique (hottes de cuisines et salles de bains) sont dues pour un remplacement (réf. : BSI).
Sur le toit les ventilateurs d'entretoit, cols de cygnes, évents et échangeurs d'air des aires communes seront remplacés**.**



Figure 13 : Toiture de la coopérative Légende

Ces travaux seront indiqués aux documents de projet de STPA, consulter le document de l'ingénieur en annexe pour plus d'informations.
Indice de détérioration : 1 (souhaitable à court terme - important) / 2 (souhaitable à moyen terme - modéré) / 3 (autre)
Solution (s) préconisée (s) : le remplacement des ventilateurs en acier galvanisé par des ventilateurs en polypropylène (non réactif à la corrosion) et le remplacement des cols de cygnes par de nouveaux présentant un plus grand dégagement vertical vs la membrane de gravier. Dégagement actuel = 200mm.
Durée de l'intervention / échéancier de réalisation : NA (inclus aux délais des travaux auxquels ils se rattachent)
Budget de travaux : consulter estimation en annexe
Contraintes : aucune

3.9. AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS

Observations : la cour partagée située à l'arrière, entre la coopérative Légende et la Coopérative Olymphia subit les conséquences du manque d'entretien. Les informations récoltées auprès des résidents mentionnent qu'une patinoire a été installée en hiver par le passé et a laissé une trace bien visible au milieu de la zone. Toujours selon les informations obtenues auprès des résidents, les sols seraient contaminés et non propices à faire pousser des aliments comestibles. Au milieu de l'espace, deux (2) équipements de Bell et Videotron créent un obstacle de près de trois (3) pieds de haut).
Les deux (2) cabanons du coté sud sont en fin de vie utile, il n'y-a aucune zone d'ombre dans la cour, la porte d'accès par la clôture du côté sud n'est pas localisée au bon endroit et le sol présente des dénivelés perceptibles et inadéquats pour une zone de jeu gazonnée.



Figure 14 : Cour partagée coopérative Légende et coopérative Olymphia

Indice de détérioration : 1 (souhaitable à court terme - important) / 2 (souhaitable à moyen terme - modéré) / 3 (autre)

Solution (s) préconisée (s) : un programme final reste à déterminer de concert avec les intervenants de l'organisme Sentiers Urbains, avec les responsables de la coopérative Légende (la validation auprès de tous les résidents a déjà été effectuée) ainsi qu'avec les responsables de la coopérative Olymphia.

Le programme - non exhaustif - initialement discuté avec la coopérative Légende comporterait :

- Une aire de détente pour les adultes - 1/3
  Balançoires existantes, bancs existants, barbecues
- Une aire d'activités pour les enfants – 1/3
  Nouveau modules de jeux, arbres
- Une aire de jardinage/plantation – 1/3
  Potager, buissons fruitiers, poulailler, bacs de plantation en terre 3x6
- La plantation de nouveaux arbres
- Un nouveau cabanon double afin de remplacer les deux (2) cabanons actuellement sur le terrain
- un nouvel abri à vélos composé de matériaux récupérés
- De potentiels jardins communautaires advenant le cas où l'organisme les Sentiers Urbains serait prêt à collaborer au projet et potentiellement le bâtiment voisin, adjacent au parc au nord (adresse sur la rue Sainte Catherine Est)

Durée de l'intervention / échéancier de réalisation : NA (des corvées seront effectuées par la/les coopérative)

Budget de travaux : consulter estimation en annexe

Contraintes : disponibilité de la cour vs toutes les interventions qui seront effectuées (murets, maçonnerie, balcons, fenêtres) ; présence au centre de la cour d'installations de Videotron et Bell

4. ESTIMATION DES COUTS DE CONSTRUCTION - SOMMAIRE

Indice des coûts de construction :

Les coûts estimés selon l'estimation ont été calculés en dollars « 1er trimestre 2018 » avec l'indice 151 de Statistique Canada pour les coûts de construction (indice, 2002=100 ; année 2014=143).

Depuis l'année 2014, année de la rédaction du BSI, les couts de la construction résidentielle à Montréal ont augmenté de 5.6%, si on applique +5.6% au budget de 447 325.20$, le budget qui doit être alloué en 2018 est de 472 375.41$. il y-a un déficit de 25 050$

Travaux spéciaux :

Aucun montant n'a été alloué pour de la décontamination de sols.

Aménagements extérieurs :

Les travaux de remise à neuf du stationnement partagé ont été évalués et inclus à la présente estimation.

Un montant forfaitaire a été alloué pour l'aménagement de la cour extérieure partagée. Un exercice afin de compléter l'aménagement final est à effectuer. Suite à des discussions avec le responsable de la gestion de la coopérative Légende, il a été convenu d'attendre que l'étendue des estimations soit connue afin d'avoir un portrait plus juste des besoins monétaires et d'effectuer la planification de la cour par la suite. Le budget alloué pour l'aménagement de la cour pourra être validé lors de l'étape de réalisation des plans et devis.

Fait à noter, dans l'évaluation de budget préliminaire effectuée par les gestionnaires de projet auparavant au mandat, le montant effectif pour l'aménagement paysager était manquant : un montant pour l'asphaltage était alloué, un montant pour les travaux de murets était alloué, un montant pour un nouveau cabanon était alloué, mais le montant pour l'aménagement paysager a proprement dire, était manquant. Dès le départ un déficit équivalent au montant qui sera alloué pour le réel aménagement paysager de la cour (bacs, plantations, arbres etc) est à calculer.

Remplacement fenêtres :

Fait à noter, dans l'évaluation de budget préliminaire effectuée par les gestionnaires de projet auparavant au mandat, seule une restauration des fenêtres était, estimée. Bien qu'il ait toujours été question d'un remplacement complet des fenêtres, le montant qui était inclus au budget de travail actuel était celui de la restauration des fenêtres. Celui du remplacement complet des fenêtres était proposé et inclus au budget disponible dans les "11 ans et +" prochaines années.
La coopérative a maintenu sa volonté de remplacer d'un même élan toutes ses fenêtres (qui datent de la construction - 1985)

Contingences de design :

Un montant correspondant à 2 % du coût des travaux a été calculé pour tenir compte des contingences de conception lors de la préparation des plans et devis.
Si pendant l'élaboration des plans et devis, aucune nouvelle décision n'ayant d'impact sur les estimés budgétaires n'était prise, ce montant ne serait pas utilisé et l'estimation des couts serait baissée de l'équivalent de cette contingence.

Conditions générales, administration et profit :

Des montants d'un total de 13% du coût des travaux ont été calculés pour tenir compte des frais généraux, soit 5% pour les conditions générales de chantier et 8% pour l'administration et le profit de l'entrepreneur général. Ce montant correspond à une attribution juste et calquée sur un prix habituel du marché résidentiel, il est important de noter que l'entrepreneur général a la liberté d'allouer le pourcentage qu'il souhaite à ces postes budgétaires. Le principe du plus bas soumissionnaire conforme n'a pas de réelle emprise sur ces éléments.

Conditions de mise en œuvre :

Aucun montant n'a été calculé pour tenir compte de conditions particulières de mise en œuvre.

Contingences de construction :

Un montant supplémentaire correspondant à 10% du coût des travaux a été calculé pour tenir compte des contingences de construction.

Si dans le cours des travaux, aucune mauvaise découverte n'était découverte, l'estimation des couts serait baissée de l'équivalent de cette contingence et le montant reviendrait à la coopérative.

Honoraires :

Des honoraires de gestion ne sont pas ajoutés au montant du coût des travaux incluant les contingences de construction.

Les honoraires de professionnels (architecture, structure, civil) sont ajoutés au montant du coût des travaux incluant les contingences de construction. Les honoraires de professionnels en architecture de paysage ont été exclus du montant des honoraires dans l'attente d'une meilleure définition des besoins en aménagement.

Mobilier et équipement généraux :

Le mobilier de la cour extérieure partagée est exclu de l'estimation jointe au présent rapport. Les modules de jeux pour enfants, nouvelles balançoires, nouveaux bancs, poulailler, cabanon, abri a vélos qui seraient à installer, seront directement acquis par les coopératives et installés lors de corvées partagées.

Coopérative Olymphia :

Les coûts indiqués dans la présente étude comprennent les travaux à effectuer sur la propriété de la coopérative Olymphia. Le bordereau de soumission de l'entrepreneur général qui sera retenu sera construit de façon à pouvoir retracer ce montant (de même que celui pour le stationnement) afin de permettre un remboursement entre les coopératives L'entrepreneur soumettra un prix global de travaux à l'attention de la coopérative Légende. Les paiements seront effectués basés sur les recommandations des professionnels. Par la suite, la coopérative Légende devra obtenir son remboursement de la coopérative Olymphia selon un processus d'entente qui leur sera propre.

Divison MF	Detail		%
02 000	Travaux d'emplacement **	9,390.00 $	1.5%
03 000	Béton	7,500.00 $	1.2%
04 000	Maçonnerie	24,000.00 $	3.7%
05 000	Métaux	107,680.00 $	16.8%
06 000	Bois, plastiques , composites	2,000.00 $	0.3%
07 000	Isolation thermique et étancheité	81,696.00 $	12.7%
08 000	Portes et fenêtres	148,300.00 $	23.1%
09 000	Revêtements de finition	3,000.00 $	0.5%
10 000	Produits spéciaux	3,394.69 $	0.5%
15 000	Mécanique	22,200.00 $	3.5%
31 000	Terrassements	88,450.00 $	13.8%
32 000	Aménagements extérieurs	60,000.00 $	9.3%
Sous-total construction		**557,610.69 $**	
	Contingences de conception 2%	11,152.21 $	
	Conditions générales 5%	28,438.14 $	
	Administration et profit entrepreneur général 8%	45,501.03 $	
Sous-total avant taxes		**642,702.08 $**	**100%**
	TPS 5%	32,135.10 $	
	TVQ 9,975 %	64,109.53 $	
TOTAL		**738,946.71 $**	
	Contingences de construction 10%	73,894.67 $	
	Honoraires professionnels (tps, tvq comprises)	34,482.16 $	
TOTAL PROJET *		**847,323.55 $**	

* Permis de construction, mobilier exclus
** Disposition de matériaux contaminés exclue

5. SYNTHÈSE

Comme il a été identifié au présent rapport, il est aisé de constater qu'un bon nombre des grandes interventions qui sont à mener dans le bâtiment de la coop Légende sont une résultante de travaux d'entretien qui n'ont pas été menés à temps. En effet l'état de dégradation prématuré de plusieurs composantes de l'enveloppe (maçonnerie, balcons) sont des conséquences directes d'un mauvais drainage des eaux de pluie qui n'a pas été corrigé depuis la construction. Cette eau stagnante (et neige fondante) contribuait à maintenir un degré d'humidité trop élevé dans le mur de maçonnerie qui tendait à s'évacuer contre la paroi plutôt qu'en avant comme elle devrait.

Les interventions de toiture, d'asphaltage du stationnement et de scellement des fissures du mur de fondation sont des interventions mieux organisées et qui arrivent dans un temps normal dans la vie d'un bâtiment.

Voici quelques-uns des défis qui seront à considérer dans les étapes subséquentes :

- Trouver les fonds nécessaires pour mener la totalité des travaux malgré l'évaluation budgétaire plus élevée qu'initialement prévu
- Planifier une séquence d'interventions qui satisfasse tous les résidents
- Coordination avec Olymphia à finaliser pour le programme de travaux de la cour ainsi que pour l'harmonisation des interventions (murets de soutènement)

6. ANNEXES

Annexe 6.1	Liste des travaux proposés et priorisations – sous réserve	3 pages
Annexe 6.2	Échéancier, séquencement et priorisation des travaux– sous réserve	2 pages
Annexe 6.3	Estimation détaillée des couts de construction	5 pages
Annexe 6.4	Évaluation préliminaire des travaux Civils/Structure – STPA ingénieurs	15 pages
Annexe 6.5	Tableau de suivi des décisions à prendre	2 pages
Annexe 6.6	Relevé photographique de la façade de maçonnerie du logement 545-8	6 pages
Annexe 6.7	Résumé des normes réglementaires - MHM (01-275 – Juin 2018)	1 page
Annexe 6.8	Bilan de Santé d'Immeuble (BSI) - Décembre 2014	73 pages

ANNEXE 6.1

LISTE DES TRAVAUX PROPOSÉS

Coopérative La Légende – Interventions multiples
Liste des travaux proposés (sous réserve) – expertise et recommandations
18 juin 2018

	Description	Importance	Délai (sems)
☐	Réasphaltage du stationnement partagé	**2**	**1**
	~~Drainage du stationnement~~	**NA**	**-**
☐	Remplacement de certaines portions de la clôture du stationnement partagé	**NA**	**-**
☐	Déplacer (corriger) la limite entre le stationnement de la coop Légende et la coop Olymphia	**NA**	**-**
☐	Restauration des murets de soutènement et des sauts de loups	**1**	**3**
	~~Drainage des alcôves des murets de soutènement (Ss-sol)~~	**NA**	**-**
☐	Démolition et reconstruction et/ou remplacement de la rampe pour pamr	**3**	**2**
☐	Démolition des bacs à fleur (2) en façade avant	**3**	**0**
☐	Correction des fissures aux murs de fondation	**1**	**1-2**
☐	Réparation des traces du feu façade Nord-Ouest.	**3**	**2**
☐	Corrections au parement de maçonnerie – fissures, joints de mortier.	**1**	**1-2**
☐	Corrections au parement de maçonnerie – linteaux	**1**	**1**
☐	Corrections au parement de maçonnerie – gouttières d'entrée	**1**	**0**

☐	Corrections au parement de maçonnerie –scellement des allèges	**2**	**0**
☐	Corrections au parement de maçonnerie – nettoyage de la maçonnerie	**3**	**1**
☐	Corrections aux balcons avants : redressement des pentes de drainage, traitement anticorrosion, remplacement des pontages de fibre de verre, retrait des sections opaques, restauration des garde-corps en fer forgé existants	**1**	**2-3**
☐	Corrections aux balcons arrières : redressement des pentes de drainage, traitement anticorosion, remplacement des pontages de fibre de verre, restauration des garde-corps en fer forgé existants	**1**	**2-3**
☐	Corrections aux balcons arrières :restauration des marches et mains courantes en demi-lune (3) existantes	**1**	**2**
☐	~~Travaux aux balcons arrières : nouvelles sections de toit (3)~~	**NA**	**-**
☐	Nouveaux bollards de remplacement dans le stationnement (coop Olymhia)	**3**	**0**
☐	Nouveaux bollards amovibles afin de séparer les deux portions de stationnement de deux coopératives	**3**	**0**
☐	Nouveaux supports pour antennes au toit (quantité : 9)	**2**	**0**
☐	Joints de scellants et calfeutrage à reprendre sur tout le parement	**1**	**1**
☐	Nouvelle membrane de toiture en gravier (blanc)	**1-2**	**1**
☐	Remplacement des portes extérieures d'issue, des portes-patios, des seuils de portes, des fenêtres et travaux de ragréages	**1-2**	**6-8**
	~~Remplacement des portes d'entrée et mur rideau~~	**NA**	**-**
☐	Abaissement du sol devant certaines fenêtres	**1**	**1**

☐	Travaux de peinture divers (garde corps des balcons, mains courantes des escaliers, ragréages intérieurs autour des fenêtres, autres)	**1-2**	**2**
☐	Remplacement des équipements d'aeration, de ventilation et d'extraction d'air au toit et sur les façades sud, est et nord	**1-2**	**0**
☐	Aménagement de la cour	**2**	**-**

ANNEXE 6.2

ÉCHÉANCIER, SÉQUENCEMENT, ET PRIORISATION DES TRAVAUX

ANNEXE 6.3

ESTIMATION DÉTAILLÉE
DES COUTS DE CONSTRUCTION

pivot

PIVOT : COOPÉRATIVE D'ARCHITECTURE
(514) 360-8516 | info@pivot.coop
2-1317 rue St-Cathérine E
Montréal, QC H2L 2H4

Coop Légende - Interventions multiples
#projet : 1806
émis pour : budget de référence rev.1
étape du projet : expertise et recommandations date : **18 juin 2018**

Divison MF	Detail		%
02 000	**Travaux d'emplacement ****	9,390.00 $	1.5%
03 000	**Béton**	7,500.00 $	1.2%
04 000	**Maçonnerie**	24,000.00 $	3.7%
05 000	**Métaux**	107,680.00 $	16.8%
06 000	**Bois, plastiques , composites**	2,000.00 $	0.3%
07 000	**Isolation thermique et étancheité**	81,696.00 $	12.7%
08 000	**Portes et fenêtres**	148,300.00 $	23.1%
09 000	**Revêtements de finition**	3,000.00 $	0.5%
10 000	**Produits spéciaux**	3,394.69 $	0.5%
15 000	**Mécanique**	22,200.00 $	3.5%
31 000	**Terrassements**	88,450.00 $	13.8%
32 000	**Aménagements extérieurs**	60,000.00 $	9.3%
Sous-total construction		**557,610.69 $**	
	Contingences de conception 2%	11,152.21 $	
	Conditions générales 5%	28,438.14 $	
	Administration et profit entrepreneur général 8%	45,501.03 $	
Sous-total avant taxes		**642,702.08 $**	**100%**
	TPS 5%	32,135.10 $	
	TVQ 9,975 %	64,109.53 $	
TOTAL		**738,946.71 $**	
	Contingences de construction 10%	73,894.67 $	
	Honoraires professionnels (tps, tvq comprises)	34,482.16 $	
TOTAL PROJET *		**847,323.55 $**	

* Permis de construction, mobilier exclus
** Disposition de matériaux contaminés exclue

pivot

PIVOT : COOPÉRATIVE D'ARCHITECTURE
(514) 360-8516 | info@pivot.coop
2-1317 rue St-Cathérine E
Montréal, QC H2L 2H4

Coop Légende - Interventions multiples
#projet : 1806
émis pour : budget de référence rev.1
étape du projet : expertise et recommandations **18 juin 2018**

Description de l'intervention	Coût de l'intervention Total
DIVISION 02 - TRAVAUX D'EMPLACEMENT	9,390.00 $
SECTION 02050 – DÉMOLITION	7,890.00 $
Démolition rampe (allocation)	7,500.00 $
Démolition bacs à fleur rue Darling (2)	390.00 $
SECTION 02200 - EXCAVATION ET REMBLAIS	1,500.00 $
Nouvelle dalle sur sol et remblai pour le nouveau cabanon double	1,500.00 $
DIVISION 03 - BÉTON	7,500.00 $
SECTION 03300 - BÉTON	4,500.00 $
Nouveau Mur de soutenement (béton coulé) - voir Division 31	
Remplacement des bases de béton des escaliers et des trottoirs en asphalte.	3,500.00 $
Réparation des fissures du mur de fondation.	1,000.00 $
SECTION 03350 - FINITION BÉTON	3,000.00 $
Corrections mur de fondation coin Nord-Ouest (feu)	3,000.00 $
DIVISION 04 - MAÇONNERIE	24,000.00 $
SECTION 04000 - REVÊTEMENT EXTÉRIEUR	24,000.00 $
Corrections parement (allocation)	24,000.00 $
~~Scellement alleges de béton - HORS CONTRAT~~	~~2,000.00 $~~
~~location nacelle - HORS CONTRAT~~	~~1,000.00 $~~
DIVISION 05 - MÉTAUX	107,680.00 $
SECTION 05120 - STRUCTURE D'ACIER	75,000.00 $
structure d'acier (correction balcons arrieres)	30,000.00 $
structure d'acier (correction balcons avants)	45,000.00 $
SECTION 05500 - OUVRAGES MÉTALLIQUES	32,680.00 $
Garde-corps Balcons arriere (restauration)	9,000.00 $
Garde-corps Balcons avant (restauration)	10,800.00 $
Garde-corps Balcons avant (retrait coté opaque)	4,680.00 $
~~Garde-corps Balcons arriere (remplacement - alu) - HORS CONTRAT~~	~~10,800.00 $~~
~~Garde-corps Balcons avant (remplacement - alu) - HORS CONTRAT~~	~~15,120.00 $~~
Corrections linteaux (allocation - complémentaire à 04000)	750.00 $
Supports antennes au toit	1,250.00 $
Remplacement des bollards (travaux Olymphia)	3,200.00 $
Nouveaux bollards amovibles.	3,000.00 $
~~Nettoyage escaliers et marches 3 escaliers d'issues arriere (restauration) - HC~~	~~10,500.00 $~~

pivot

PIVOT : COOPÉRATIVE D'ARCHITECTURE
(514) 360-8516 | info@pivot.coop
2-1317 rue St-Cathérine E
Montréal, QC H2L 2H4

Coop Légende - Interventions multiples
#projet : 1806
émis pour : budget de référence rev.1
étape du projet : expertise et recommandations **18 juin 2018**

DIVISION 06 - BOIS, PLASTIQUES, COMPOSITES	2,000.00 $
SECTION 06100 - CHARPENTERIE	2,000.00 $
charpenterie/menuiserie (allocation)	2,000.00 $
DIVISION 07 - ISOLATION THERMIQUE ET ÉTANCHÉITÉ	81,696.00 $
SECTION 07510- COUVERTURE À MEMBRANE BITUMINEUSE MULTICOUCHE	68,556.00 $
gravier blanc - IRC 56 min	68,556.00 $
SECTION 07920 - PRODUITS D'ÉTANCHÉITÉ	13,140.00 $
etancheité portes fenetres	10,140.00 $
location nacelle	1,000.00 $
Réfection de la membrane d'étanchéité exposée	2,000.00 $
DIVISION 08 - PORTES ET FENÊTRES	148,300.00 $
SECTION 08100 - PORTES EXTÉRIEURES	21,000.00 $
portes extérieures d'issue	18,000.00 $
Nouveaux seuils de porte préfabriqués	3,000.00 $
SECTION 08160 - PORTES COULISSANTES	27,550.00 $
portes patios	24,300.00 $
Nouveaux seuils de porte préfabriqués	2,250.00 $
location nacelle	1,000.00 $
SECTION 08500 - FENETRES	99,750.00 $
Nouvelles fenetres (HYB.)	97,750.00 $
~~fenetres (coulissantes HYB)~~	~~0.00 $~~
location nacelle	2,000.00 $
~~fenetres (coulissantes PVC) - HORS CONTRAT~~	~~1.00 $~~
~~fenetres (combinaison HYB) - HORS CONTRAT~~	~~1.00 $~~
DIVISION 09 - REVÊTEMENTS DE FINITION	3,000.00 $
SECTION 09900 - PEINTURE ET FINIS MURAUX	3,000.00 $
allocation peinture (ragréages intérieurs)	1,000.00 $
allocation gypse (ragréages intérieurs)	1,000.00 $
allocation céramique (ragréages intérieurs)	1,000.00 $
peinture de la structure d'acier des balcons arrieres (compris dans 05120)	
peinture des garde corps balcons -restauration (compris dans 05500)	
~~Peinture escaliers et marches 3 escaliers d'issues arriere (restauration) - HC~~	~~5,250.00 $~~

pivot

PIVOT : COOPÉRATIVE D'ARCHITECTURE
(514) 360-8516 | info@pivot.coop
2-1317 rue St-Cathérine E
Montréal, QC H2L 2H4

Coop Légende - Interventions multiples
#projet : 1806
émis pour : budget de référence rev.1
étape du projet : expertise et recommandations **18 juin 2018**

DIVISION 10 - PRODUITS SPÉCIAUX	3,394.69 $
SECTION 102213 - CLOISONS GRILLAGÉES	3,394.69 $
Cloture de maille de chaines (alloc)	1,894.69 $
Rehabilitation Cloture existante Rue Notre Dame (allocation)	1,500.00 $
~~Nouvelle Cloison de maille de chaines Rue Notre Dame - HORS CONTRAT~~	~~5,413.39 $~~
DIVISION 15 – MÉCANIQUE	22,200.00 $
Aerateurs d'entretoit	12,000.00 $
Aerateurs d'espaces communs	3,000.00 $
Extracteurs d'air galvanisés (façade, toit)	7,200.00 $
DIVISION 31 – TERRASSEMENTS	88,450.00 $
Réasphaltage des stationnements	18,900.00 $
Remplacement des bordures en bois des stationnements	8,750.00 $
Ajout de dalles en béton préfabriqué	800.00 $
Nouveau Mur de soutenement (béton coulé)	60,000.00 $
~~Mur de soutenement (blocs de béton) - HORS CONTRAT~~	~~50,000.00 $~~
~~Mur de soutenement (bois) - HORS CONTRAT~~	~~35,000.00 $~~
DIVISION 32 – AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS	60,000.00 $
Aménagement cour (allocation) (mobilier exclu)	60,000.00 $
~~Potager (Bacs de plantation en terre - 3' x 6') - compris~~	~~12,000.00 $~~
~~Cabanon double - HORS CONTRAT~~	~~2,500.00 $~~
~~Poulailler - HORS CONTRAT~~	~~1,800.00 $~~
~~Buissons fruitiers - compris~~	~~0.00 $~~
~~Arbres - compris~~	
~~Aire de jeux pour enfants (surface batie) - comprise~~	
~~Aire de jeux pour enfants (modules) - HORS CONTRAT~~	

PIVOT : COOPÉRATIVE D'ARCHITECTURE
(514) 360-8516 | info@pivot.coop
2-1317 rue St-Cathérine E
Montréal, QC H2L 2H4

Coop Légende - Interventions multiples
#projet : 1806
émis pour : budget de référence rev.1
étape du projet : expertise et recommandations **18 juin 2018**

Sous-total		**557,610.69 $**
Contigences de conception	2%	11,152.21 $
Sous-total		**568,762.90 $**
Conditions générales	5%	28,438.14 $
Administration & profit	8%	45,501.03 $
Sous-total		**642,702.08 $**
TPS	5%	32,135.10 $
TVQ	9.975%	64,109.53 $
Total		**738,946.71 $**
Contingences de construction	10%	73,894.67 $
Honoraires professionnels (tps, tvq comprises)		34,482.16 $
	TOTAL PROJET	**847,323.55 $**

ANNEXE 6.4

ÉVALUATION PRÉLIMINAIRE
DES TRAVAUX CIVILS/STRUCTURE

ÉVALUATION PRÉLIMINAIRE DES TRAVAUX
CIVILS ET STRUCTURE

au 565, rue Darling à Montréal (Québec)

Présentée à

Coopérative d'habitation La Légende
565, rue Darling,
Montréal (Québec) H1W 3Y3

À l'attention de M. Benoit Gonneville Dame, Président

Préparée par

ST-PIERRE & ASSOCIÉS
SCIENCE DU BÂTIMENT

9001, boul. de l'Acadie, suite 602
Montréal (Québec) H4N 3H7

Référence : 18-2594
30 mai 2018

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION 1

1.1. OBJECTIF 1

1.2. MÉTHODOLOGIE 1

1.3. RAPPORT 2

2. TRAVAUX CIVILS ET STRUCTURE 3

2.1. STATIONNEMENT EXTÉRIEUR 3

2.2. MURETS DE SOUTÈNEMENT 5

2.3. RAMPE POUR PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE 8

2.4. BALCONS 8

2.5. FONDATIONS 9

3. MÉCANIQUE 10

3.1. EXTRACTEURS SUR LA TOITURE ET VENTILATEURS D'ENTRETOIT 10

ANNEXE A
ESTIMATION BUDGÉTAIRE

1. Introduction

Conformément à l'offre de service datée du 8 mars 2018, St-Pierre & Associés a été mandatée par la Coopérative d'habitation La Légende afin de réaliser une évaluation préliminaire des travaux de civils et structure. Cette première étape servira à préparer dans un deuxième temps les plans et devis pour les travaux prescrits dans le rapport *Bilan de santé* du 17 décembre 2014, préparé par FECHIMM pour le bâtiment situé au 565, rue Darling à Montréal (Québec).

1.1. Objectif

Les objectifs principaux de cette évaluation de la condition du site sont de donner un aperçu global de la condition générale des aménagements extérieurs et de la fondation du bâtiment tels que visités le jour de l'inspection et de proposer des recommandations pour corriger les anomalies relevées avec une estimation budgétaire.

Les budgets évalués pour la réfection des différents composants sur le site seront majoritairement basés selon notre expérience récente à partir de travaux similaires et de manuels d'estimation.

1.2. Méthodologie

Notre mandat s'est limité à une revue de la documentation disponible fournie à St-Pierre & Associés et à une inspection visuelle des lieux de façon à permettre l'identification des anomalies au niveau des composantes primaires.

Aucune évaluation détaillée de composantes ou d'accessoires secondaires n'a été effectuée. Les observations se sont limitées aux composantes visibles et/ou situées dans des endroits accessibles. L'étendue de la présente expertise ne comprend pas l'utilisation d'instruments ou de procédures d'essai, l'opération de composantes ou de systèmes, ni l'ouverture de composantes de systèmes pour une inspection interne.

Prenant en considération l'objectif de la démarche, les professionnels du bâtiment ci-après nommés ont effectué une inspection visuelle des lieux les 26 avril et 2 mai 2018:

- Agnès Monseur, ing. MBA
- Carlos Alonso, tech.

1.3. Rapport

L'évaluation préliminaire des travaux est structurée de la façon suivante :

- La présente section définit les objectifs et la méthodologie utilisée pour l'inspection.
- Les sections suivantes abordent chacun des systèmes inspectés (stationnement, balcons, murets, etc.) et incluent la description typique des systèmes, des observations générales et commentaires particuliers ainsi que nos recommandations. Les déficiences, lorsque relevées, sont présentées avec les observations.

2. Travaux civils et structure

2.1. Stationnement extérieur

Le stationnement extérieur est recouvert d'un pavage d'asphalte. Le pavage d'asphalte est en fin de vie utile et l'installation d'une nouvelle couche d'asphalte est à prévoir.

Item 1	**Description :**
	Pavage d'asphalte à corriger.
	Travaux à effectuer :
	Prévoir une nouvelle couche d'asphalte sur la section du stationnement partagée entre la coopérative La Légende et la coopérative Olymphia.

Les bordures en bois sont en fin de vie utile et devront être remplacées lors des travaux d'installation de la nouvelle couche d'asphalte.

Item 2	**Description :**
	Bordure en bois à remplacer.
	Travaux à effectuer :
	Remplacement complet des bordures de stationnement en bois par des bordures en béton sur la section du stationnement partagée entre la coopérative La Légende et la coopérative Olymphia.

Lors du remplacement de l'asphalte, l'ajout de dalles de béton préfabriqué pourra être envisagé afin de délimiter l'endroit où les bacs à déchets sont déposés.

Item 3	**Description :**
	Dalles de béton préfabriquées à ajouter.
	Travaux à effectuer : Ajout de dalles de béton préfabriquées pour délimiter la zone de bacs à déchets de la coopérative La Légende.

Lors des travaux de remplacement du pavage d'asphalte, il faudra prévoir le remplacement des bollards.

Item 4	**Description :**
	Bollards à remplacer.
	Travaux à effectuer : Remplacement complet des bollards existants sur la section de la coopérative Olymphia.

La clôture mitoyenne sera à enlever pour permettre l'ajout d'une couche d'asphalte. Des bollards amovibles seront installés en remplacement de la clôture mitoyenne à cet endroit.

Item 5 	**Description :** Clôture à enlever et nouveaux bollards amovibles à installer. Travaux à effectuer : Clôture mitoyenne existante à enlever. Des nouveaux bollards amovibles ainsi que des nouvelles fondatons en béton seront installées.

2.2. Murets de soutènement

À l'arrière du bâtiment, on retrouve des terrasses sous le niveau du sol. Les murets de soutènement en bois ainsi que les escaliers sont en fin de vie utile et il faudra prévoir leur remplacement, car les composantes en bois sont désagrégées et présentent des signes de mouvements significatifs. Prendre note que tous les garde-corps devront être enlevés et réinstallés.

Item 6 	Description : Muret de soutènement en bois à remplacer. Travaux à effectuer : Remplacement complet des murets de soutènement en bois par des murets en béton ou en blocs de béton préfabriqués.

Item 7 	Description : Les escaliers en bois sont à remplacer. Travaux à effectuer : Remplacement complet des escaliers en bois par des escaliers en béton ou en blocs de béton préfabriqués.

Les margelles en bois seront à remplacer, car elles sont aussi en fin de vie utile. Les composantes en bois sont désagrégées. Selon les informations obtenues, il y aurait des infiltrations d'eau à l'intérieur des logements, car le niveau du sol à l'intérieur des margelles est trop élevé.

Item 8 	Description : Les margelles en bois sont à remplacer. Travaux à effectuer : Remplacement complet des margelles en bois par des margelles en acier ou en blocs de béton préfabriqués. Abaisser le niveau du sol à l'intérieur des margelles.

Les arbres et les arbustes ainsi que quelques dalles en béton préfabriquées en périphérie du bâtiment dans la cours arrière devront être enlevés et relocalisés si possible, sinon remplacés, afin de permettre les travaux de remplacement des murets de soutènement, des escaliers et des margelles.

Item 9 	Description : Arbres et arbustes à relocaliser ou à enlever. Travaux à effectuer : Enlèvement des arbres, arbustes et dalles de béton préfabriquées pour permettre l'excavation des nouvelles margelles. Ajout de nouveaux arbres ou arbustes au besoin.

Les bases de béton ainsi que les trottoirs en pavage d'asphalte localisés en périphérie du bâtiment dans la cours arrière devront être enlevés et reconstruits afin de permettre les travaux de remplacement des murets de soutènement, des escaliers et des margelles.

Item 10 	Description : Bases de béton des escaliers et trottoir en asphalte à remplacer. Travaux à effectuer : Démolir et reconstruire les bases de béton sous les escaliers et reconstruire les trottoirs en asphalte où l'excavation des murets et margelles sera effectuée.

2.3. Rampe pour personnes à mobilité réduite

La rampe pour les personnes à mobilité réduite sera démolie et la zone sera remblayée pour la remettre au niveau du sol existant. Un nouveau muret de soutènement ainsi qu'une nouvelle margelle seront installés.

Item 11 	Description : Rampe d'accès pour personnes à mobilité réduite à démolir. Travaux à effectuer : Démolition de la rampe pour personnes à mobilité réduite. Remblayage et installation d'une nouvelle section de muret de soutènement ainsi qu'une nouvelle margelle.

2.4. Balcons

Le remplacement du revêtement en fibre de verre des balcons sera à effectuer, le nettoyage de la structure ainsi que l'application d'une nouvelle couche de peinture anticorrosive devront aussi être faits. De plus, comme aucune pente de drainage n'est présente sur la surface des balcons, il faudra prévoir l'ajout de cornières métalliques soudées afin de permettre l'égouttement de l'eau vers l'extérieur. Les garde-corps des balcons devront être enlevés et réinstallés pour effectuer l'ouvrage.

Item 12 	Description : Réfection des balcons. Travaux à effectuer : Prévoir le remplacement du revêtement en fibre de verre des balcons arrière ainsi que les travaux connexes (nettoyage de la structure et installation des cornières). Pour effectuer l'ouvrage, les garde-corps devront être enlevés et réinstallés. Nous recommandons le nettoyage et l'ajout d'une nouvelle couche de peinture anticorrosive sur les garde-corps des balcons au même moment.

2.5. Fondations

Une section du mur de fondation a été exposée au feu. Il faudra prévoir la réparation de cette section du mur. De plus, un ragréage jusqu'aux extrémités du mur de fondation sera à effectuer afin de minimiser l'impact visuel de la réparation.

Item 13 	Description : Mur de fondation à réparer. Travaux à effectuer : Réfection du mur de fondation endommagé par le feu et le nettoyage des surfaces adjacentes.

Les coins des murs de fondation du bâtiment présentent des fissures. Nous sommes d'avis que les fissures n'affectent pas l'intégrité structurale du mur de fondation. Nous recommandons toutefois de prévoir un budget pour effectuer des ouvertures exploratoires au coin des fondations, où les fissures sont localisées pour confirmer la présence de linteaux d'acier sur les fondations. Une réparation locale pourra être effectuée afin de réparer le béton fissuré.

Item 14 	Description : Mur de fondation fissuré aux coins du bâtiment. Travaux à effectuer : Ouverture dans le parement de brique et réfection du coin de mur de béton.

Une réparation par injection est observée sur le mur de fondation adjacent au stationnement asphalté. La membrane d'étanchéité apparente présente des signes d'usure et la réparation de cette dernière est requise. Dans le cadre des travaux de réfection du pavage d'asphalte, un budget devra être alloué pour excaver la zone afin d'effectuer la vérification de la condition de la réparation sous le niveau du sol. Selon les informations obtenues, aucune infiltration d'eau n'est présente.

Item 15 	Description : Mur de fondation à réparer. Travaux à effectuer : Réparation de la membrane d'étanchéité exposée et vérification de la condition de la réparation sous le niveau du sol. Le type de travail à faire sera déterminé sur place une fois la zone excavée.

3. Mécanique

3.1. Extracteurs sur la toiture et ventilateurs d'entretoit

Selon les informations obtenues, lors des travaux de réfection de la toiture une amélioration du système de ventilation (extracteurs) sera effectuée en plus du remplacement des ventilateurs d'entretoit.

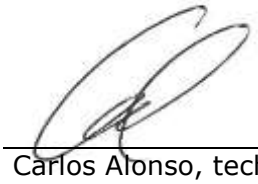
Item 16 	Description : Extracteurs et ventilateurs de toiture à remplacer Travaux à effectuer : Remplacement des extracteurs et des ventilateurs de toiture dû aux travaux de réfection de la toiture.

Vous trouverez en annexe une estimation budgétaire des coûts de construction des travaux identifiés dans ce rapport préliminaire.

Pour toute autre information, n'hésitez pas à communiquer avec les soussignés.

St-Pierre & Associés

Préparé par :



Carlos Alonso, tech.



Agnès Monseur, ing., MBA
Nº OIQ # 141779

Vérifié par :



Hubert St-Pierre, ing.
No OIQ 35478

ÉVALUATION BUDGÉTAIRE DES
TRAVAUX CIVILS ET STRCUTURE

ST-PIERRE & ASSOCIÉS
SCIENCE DU BÂTIMENT

PROJET : Travaux civils et structure - Coop Legende
565 rue Darling, Montréal

NO DE DOSSIER : 18-2594 **DATE:** 30 mai 2018

ITEM NO.	DESCRIPTION	QUANTITÉ	UNITÉ	PRIX UNITAIRE	TOTAL
1	Pavage d'asphalte incluant la peinture des lignes (travaux partagés entre Legende et Olymphia).	8 400	pi.ca	2,25 $	18 900,00 $
2	Remplacement des bordures en bois des stationnements par des bordures en béton (travaux partagés entre Legende et Olymphia).	350	pi.lin.	25,00 $	8 800,00 $
3	Ajout de dalles en béton préfabriqué.	Allocation			800,00 $
4	Remplacement des bollards (travaux Olymphia).	8	un.	400,00 $	3 200,00 $
5	Enlèvement de la clôture et installation de bases de béton ainsi que de nouveaux bollards amovibles.	5	un.	600,00 $	3 000,00 $
6, 7 et 8	Remplacement des murets de soutènement, des margelles et des escaliers en bois par du béton coulé en place (garde-corps par architecte).	Allocation			60 000,00 $
6.1, 7.1 et 8.1	Remplacement des murets de soutènement, des margelles et des escaliers en bois par du blocs de béton préfabriqués (garde-corps par architecte).	Allocation			50 000,00 $
6.2, 7.2 et 8.2	Remplacement des murets de soutènement, des margelles et des escaliers en bois par du bois traité (garde-corps par architecte).	Allocation			35 000,00 $
9	Arbres et arbustes à relocaliser.	inclus dans les items 6, 7 et 8.			
10	Remplacement des bases de béton des escaliers et des trottoirs en asphalte.	Allocation			3 500,00 $
11	Démolition de la rampe d'accès pour personne à mobilité réduite.	Allocation			7 500,00 $
12	Réfection des balcons arrière (inclus l'enlèvement et le remplacement du revêtement en fibre de verre des balcons, le nettoyage de la structure d'acier, la nouvelle peinture, l'installation des nouvelles cornières métalliques pour la correction des pentes, la réinstallation des garde-corps).	Allocation			30 000,00 $
13	Réfection du mur de fondation endommagé par le feu.	Allocation			3 000,00 $
14	Ouvertures exploratoires dans le parement de maçonnerie où les coins du mur de fondation sont fissurés.	Allocation			500,00 $
14.1	Réparation des fissures du mur de fondation.	Allocation			1 000,00 $
15	Réparation de la membrane d'étanchéité exposée.	Allocation			2 000,00 $
16	Remplacement des extracteurs et ventilateur de toiture et remplacement des planchers des balcons.	Allocation			voir architecture
17	Nouvelle dalle sur sol et remblai pour le nouveau cabanon double.	Allocation			1 500,00 $
Contingence 15%					21 600,00 $
	SOUS-TOTAL (les items (*) sont exlus)				165 300,00 $
	TPS (5%)				8 265,00 $
	TVQ (9,975%)				16 488,68 $
TOTAL TRAVAUX DE BASE					**190 053,68 $**

: lignes grisées exclues du sous-total *

ANNEXE 6.5

TABLEAU DE SUIVI DES DÉCISIONS

Coopérative La Légende – Interventions multiples

Tableau de suivi des décisions – expertise et recommandations 18 juin 2018

	Description	Importance
☐	Confirmer que l'on utilise bel et bien des bollards amovibles pour séparation du stationnement partagé	**1**
☐	Confirmer la démolition de la rampe pour pamr? Sa reconstruction ? Autre?	**1**
☐	Décider si les murets seront corrigés en bois imputrescible, béton coulé ou blocs préfabriqués. NB : harmonisation entre Légende / Légende (cohérence entre les zones qui auront été restaurées et les autres. ex : stationnement, façade avant) et entre Légende/Olymphia à évaluer (aspect de la cour : un coté vs l'autre – harmonie de l'ensemble)	**1**
☐	Valider la recommandation d'effectuer un nettoyage de maçonnerie ou pas. (Non dans la liste du BSI et/ou de la FECHIMM, cependant c'est une recommandation intéressante pour nettoyer les dessous d'allèges de fenêtre et tenter de retirer la trace de feu dans le coin N-O)	**2**
☐	Confirmer le retrait des grilles de sécurité au rdc (demande par le code de construction d'une ouverture minimale de 38 cm et 0.35 m2 de superficie libre pour les chambres)	**2**
☐	Confirmer que la structure des balcons à l'avant est remontée (±25mm) à l'identique qu'à l'arrière (Élément non budgété et non identifié au BSI cependant cette correction s'impose pour stopper la détérioration des éléments autour)	**1**
☐	Confirmer si le matériau pour les garde corps sera de l'aluminium vissé ou de l'acier (existant restauré = acier ; nouveau = aluminium). Note : un échange téléphonique avec BGD a eu lieu le 5 juin 2018 à ce propos.	**1**

☐	Confirmer le retrait des portions opaques des balcons avants NB : impact possible sur la demande de permis : le bâtiment n'est pas identifié comme étant d'un intérêt particulier, cependant si l'allure générale est modifiée, il est nécessaire de le mentionner à l'arrondissement et valider quelles seront potentiellement leurs exigences.	**1**
☐	Confirmer une nouvelle couverture de toit au dessus des escaliers d'issue des niveaux 3 ou pas NB : recommandation négative des professionnels.	**1**
☐	Finaliser le programme pour l'aménagement de la cour partagée	**1-2**
☐	Modèle de cabanon double à confirmer (dimensions, poids, accès)	**2**
☐	Protocole de remboursement entre les deux coopératives à régler avant le début des soumissions pour la cour partagée et le stationnement (ou du moins, absolument avant la signature du contrat avec l'entrepreneur général retenu – cheminement critique)	**2**
☐	Décider si Légende travaille avec Olymphia ou pas (travaux de murets, fenêtres/portes patios)	**1-2**

ANNEXE 6.6

RELEVÉ PHOTOGRAPHIQUE
DE LA FAÇADE DU LOGEMENT 545-8



Photo a. appareil de maçonnerie typique autour des fenêtres coulissantes au 3e étage



Photo b. vue rapprochée de l’allège de fenêtre typique des coulissantes au 3e étage



Photo c. vue rapprochée de la tête de fenêtre typique des coulissantes au 3e étage



Photo d. appareil de maçonnerie typique au jambage des portes coulissantes du 3e étage



Photo e. agrandi de la vétusté et défaillance du joint de scellant – jambage



Photo f. agrandi de la vétusté et défaillance du joint de scellant – jonction seuil/jambage



Photo g. conséquence de la défaillance d'évacuation d'eau : la putréfaction du pontage de fibre de verre des balcons



Photo h. fissure diagonale et désolidarisation à la jonction du jambage de la porte patio et de la maçonnerie – 3e étage



Photo i. fissure diagonale et désolidarisation au coin supérieur droit de la façade – 3e étage



Photo j. tête de porte patio typique au 3e étage

ANNEXE 6.7

RÉSUMÉ DES NORMES REGLEMENTAIRES

ARRONDISSEMENT MHM (01-275)

Répertoire informatisé des rues et emplacements
Impression des normes réglementaires

Emplacement

Localisation: 320362-05 (OASIS) - 545 à 585 rue Darling (MTL)

Informations réglementaires

No Zone	Surface	Message
0299	572mc	

Règlement : 01-275 Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

	Min	Max				
Hauteur :	N/A	12.5 m	**Surhauteur :**	Non	**Alignement construction :**	Voir plan
Étage :	2	3	**Étage sous les combles :**	Non	**Mode implantation :**	C
Densité :	N/A	N/A			**Marge latérale minimum :**	1.5 m
Taux implant. au sol :	N/A	70%			**Marge arrière minimum :**	3.0 m

Immeuble significatif : Non
Zone PIIA :
Plan de site : Non
Parc : Non

Code SMR /AHN :

Secteur significatif :
Grande propriété à caractère institutionnel : Non
Unité de paysage :
Vieux Mtl :

Bois et écoterritoires :
Statuts patrimoniaux : Non
Plan d'ensemble : Non

Catégorie(s) d'usage : H.6-7
Dispositions particulières :
Note :

********** MISE EN GARDE **********

Ces normes réglementaires sont valides en date du 2018-06-13 **et doivent être utilisées en complément du règlement d'urbanisme.**

Si ces normes réglementaires s'avéraient différentes de celles apparaissant au règlement d'urbanisme ; le règlement d'urbanisme prévaudrait dans tous les cas.

Impression demandée par : Laforce, Gabriel

ANNEXE 6.8

BILAN DE SANTÉ D'IMMEUBLE (BSI)

DÉCEMBRE 2014

(document non inclus dans le version électronique)

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1186037007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte prolongeant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la Co-op d'habitation «La Légende» Montréal pour la propriété sise au 545, 565 et 585, rue Darling, d'une superficie de 1 860 m², dans l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve, pour une période additionnelle de vingt-et-un (21) ans, de 2038 à 2059, dont la rente annuelle à partir de 2038 sera de 4 800 $. N/Réf. : 31H12-005-1374-12

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous joignons le projet d'acte de prolongation d'emphytéose donnant suite à la recommandation du service. Nous avons reçu une confirmation du représentant de la Co-op D'habitation "La Légende" (Montréal) à l'effet qu'il est d'accord avec ce projet d'acte.

Comme nous sommes toujours en attente de l'approbation des créanciers hypothécaires, le fait d'autoriser la signature d'un projet d'acte substantiellement conforme au projet ci-joint nous permettra d'apporter des modifications audit projet d'acte, si requis par ces créanciers.

19-001330

FICHIERS JOINTS

Acte-Prolongation emphytéose.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-872-6423

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-30

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-872-6423
Division : Droit contractuel

Code NL 1277

NO 5993

Le 3 février 1986

BAIL EMPHYTEOTIQUE

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE-VINGT-SIX, le troisième ----- jour du mois de février.

D e v a n t Me NORMAND LATREILLE, le notaire soussigné, pratiquant dans la Province de Québec, en les ville et district de Montréal.

C O M P A R A I S S E N T:

VILLE DE MONTREAL, corporation municipale, dont l'adresse principale est 275, rue Notre-Dame est, à Montréal, agissant et représentée aux présentes par Monsieur Yvon Lamarre, président du Comité Exécutif, en vertu de l'article 67 de sa Charte, et par Monsieur Guy Vanier, le greffier adjoint ---------- de la Ville, dûment autorisés aux fins des présentes en vertu d'une résolution du Conseil municipal, adoptée à une assemblée tenue les vingt-huit et vingt-neuf octobre mil neuf cent quatre-vingt-cinq (1985) ---------- dont une copie certifiée demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée Ne Varietur par lesdits représentants et le notaire soussigné,

ci-après nommée la "Ville"

D'UNE PART

E T:

CO-OP D'HABITATION "LA LEGENDE" (MONTREAL), ----------
corporation légalement constituée, ayant son siège social en la Ville de Montréal, agissant et représentée aux présentes par Monsieur Sylvain Tremblay et par Dame Danielle Ménard ----------

PROVINCE DE QUÉBEC

BUREAU D'ENREGISTREMENT MONTREAL

Page 45

FG/hh
18-10-85

Division d'enregistrement - Montréal
Je certifie que ce document a été enregistré
Ce 86-02-07 - 14:44
année mois jour heure minute
sous le numéro 3680766
Registrateur

1005086653

dûment autorisés aux fins des présentes, aux termes de résolutions adoptées par l'assemblée générale des membres et par le Conseil d'administration le vingt-quatre octobre mil neuf cent quatre-vingt-cinq (1985)

---

dont copies demeurent annexées aux présentes après avoir été reconnues véritables et signées Ne Varientur pour fins d'identification par ses dits représentants et le notaire soussigné,

ci-après nommée l' "Emphytéote"

D'AUTRE PART

LESQUELLES PARTIES DECLARENT CE QUI SUIT:

ATTENDU que la Ville est propriétaire d'un immeuble décrit à l'article 14 des présentes;

ATTENDU que la Ville a décidé de céder ledit immeuble par bail emphytéotique;

ATTENDU que l'Emphytéote accepte ce bail emphytéotique;

C'EST POURQUOI LES PRESENTES FONT FOI:

ARTICLE 1

DEFINITIONS

1.1. Les mots et expressions suivants, lorsqu'utilisés dans le présent bail, ont le sens mis en regard de chacun à moins que le contexte n'indique une intention contraire;

1.1.1. "bail emphytéotique", "bail", "cet acte", "présentes", "aux présentes" et quelques autres expressions similaires signifient le présent bail emphytéotique;

1.1.2. "terrain", "partie de terrain", "cette partie de terrain", "immeuble" ou "cet immeuble" signifie l'emplacement décrit à l'article 14 des présentes;

1.1.3. "Améliorations" signifie le Bâtiment à être construit ainsi que toutes les additions et autres améliorations et constructions qui pourront être érigées sur le terrain et toute restauration etreconstruction de celles-ci;

1.1.4. "Bâtiment" signifie le bâtiment que l'Emphytéote s'engage, par les présentes, à construire sur le terrain;

1.1.5. "créancier hypothécaire" signifie:

1.1.5.1. tout créancier de tout prêt garanti par une hypothèque ou autre charge

consentie par l'Emphytéote sur la totalité ou une partie du terrain ou des Améliorations ou des deux; ou

1.1.5.2. tout fiduciaire agissant pour les détenteurs de toute émission de valeurs garanties par hypothèque ou autre charge consentie par l'Emphytéote sur la totalité ou une partie du terrain ou des Améliorations ou des deux, ainsi que ses successeurs ou ayants cause et toute personne agissant en ses nom et place;

1.1.6. "Emphytéote" signifie "CO-OP D'HABITATION "LA LEGENDE" (MONTREAL)", -- ses successeurs et ses ayants cause;

1.1.7. "l'Ensemble Immobilier" signifie le terrain et les Améliorations;

1.1.8. "rente" signifie la rente emphytéotique prévue au présent bail;

1.1.9. "cas fortuit" comprend généralement toute chose, action ou événement hors du contrôle d'une

~~partie au présent bail, y compris~~ les incendies, les explosions, les inondations, les arrêts ou ralentissements concertés de travail (incluant les grèves, légales ou non et les 'lock-out'), les troubles civils, les insurrections, les accidents inévitables, les interventions de l'Etat (à tous les niveaux de l'administration publique) et les faits ou omissions d'une autre partie au présent bail.

ARTICLE 2

EMPHYTEOSE

2.1. La Ville cède, avec garantie légale à l'Emphytéote, aux conditions contenues aux présentes et suivant les prescriptions du Code civil du Bas-Canada (le "Code civil") régissant l'emphytéose, sauf les dérogations spécifiques contenues à ce bail, l'emplacement dont la description apparaît à l'article 14 des présentes.

2.2. La Ville déclare que ledit emplacement est libre de tout privilège, hypothèque ou autre charge quelconque et qu'elle a un bon et valable titre sur l'emplacement

ARTICLE 3

OBLIGATIONS DE L'EMPHYTEOTE

3.1. L'Emphytéote s'engage à faire les Améliorations requises pour satisfaire aux exigences ci-après énumérées, le tout en conformité avec la loi et les règlements municipaux et aux conditions contenues aux présentes:

3.1.1. Sur l'immeuble cédé par la Ville en vertu de l'article 2., l'Emphytéote s'engage à construire un Bâtiment d'un coût de construction d'au moins NEUF CENT DEUX MILLE DOLLARS ($902 000,00).

Les plans pour la construction dudit Bâtiment devront au préalable être soumis au service d'Urbanisme de la Ville pour approbation et être conformes aux règlements en vigueur lors de l'obtention des permis nécessaires.

Le permis de construction pour le Bâtiment devra être requis dans les deux (2) ---- mois de la signature du présent bail, la construction devra débuter dans les trois (3) mois ----- suivant l'émission du permis et devra être complétée dans les douze (12) mois ------- suivant telle émission.

Tous les délais ci-dessus sont de rigueur et constituent une condition qui est de l'essence du contrat et sans laquelle la Ville n'aurait pas signé les présentes, sauf dans le cas d'empêchement par cas fortuit, auquel cas les délais sont étendus pour autant.

En cas de défaut de respecter ces délais et ce, nonobstant les dispositions de l'article 5., la Ville pourra, en conformité avec les articles 1040a et suivants du Code civil, sur avis de soixante (60) jours signifié à l'Emphytéote et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, mettre fin au présent bail à l'expiration de ce délai si le défaut n'est pas alors corrigé, auquel cas tous les droits

de l'Emphytéote deviendront alors forfaits et périmés et l'Ensemble Immobilier deviendra la propriété de la Ville qui aura droit d'en prendre possession immédiatement à la fin de cette période de soixante (60) jours, de la même façon qu'elle pourrait le faire à l'échéance du terme complet du bail. L'Emphytéote devra alors passer tout acte constatant son défaut et la terminaison du présent bail que la Ville pourra raisonnablement exiger.

Un défaut prévu à l'alinéa précédent sera présumé corrigé à la satisfaction de la Ville et les droits de l'Emphytéote ne seront pas alors forfaits ni périmés si, au cours de la période de soixante (60) jours prévue à l'alinéa précédent, l'Emphytéote ou tout créancier hypothécaire commence à corriger ce défaut et y procède avec diligence raisonnable.

3.2. L'Emphytéote paiera, à compter des présentes, toutes les taxes, redevances, impositions ou contributions de quelque nature que ce soit qui sont imposables au propriétaire sur l'Ensemble Immobilier ou résultant de son occupation ou de son exploitation.

3.3. L'Emphytéote devra faire, à ses propres frais, toutes les réparations de quelque nature que ce soit portant sur l'Ensemble Immobilier. Il conservera et gardera, pendant tout le terme du bail, en parfait état d'entretien et de réparations, sauf usure et dépréciation normale, le Bâtiment visé par le sous-paragraphe 3.1.1.

3.4. L'Emphytéote s'engage à prendre ledit immeuble dans l'état où il se trouve, déclarant l'avoir vu et examiné et en être satisfait.

3.5. La Ville se réserve le droit, durant la période de construction décrite au sous-paragraphe 3.1.1., d'installer sur l'emplacement un écriteau, bien en vue du public et à l'endroit qui sera déterminé par l'architecte désigné audit paragraphe, indiquant la nature de sa participation dans le projet.

ARTICLE 4

ASSURANCES

4.1. Afin de protéger les intérêts de la Ville dans la valeur résiduelle des Améliorations et d'assurer sa responsabilité personnelle, l'Emphytéote accepte de souscrire avant le début des travaux, et de maintenir en vigueur pendant toute la durée des travaux, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les assurances suivantes:

4.1.1. Une police d'assurance responsabilité civile accordant une protection de UN MILLION DE DOLLARS ($1 000 000) par personne et par

~~événement et de DEUX MILLIONS DE~~ DOLLARS ($2 000 000,00) par événement pour les dommages causés à plus d'une personne, et une protection pour les dommages matériels, avec une limite de CINQ MILLIONS DE DOLLARS ($5 000 000,00).

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux à exécuter est confié à un entrepreneur général, et devra contenir l'avenant spécial de la Ville dont un exemplaire est annexé aux présentes comme "Annexe A" après avoir été reconnu véritable et signé Ne Varietur pour fins d'identification par les représentants des parties aux présentes et le notaire soussigné.

Cette police devra protéger contre tous les dommages qui pourront survenir sur l'Ensemble Immobilier pendant la période des travaux de construction, jusqu'à leur parachèvement.

Cette police devra protéger également tous les entrepreneurs, sous-

~~entrepreneurs ou personnes chargées~~ directement ou indirectement de l'exécution de toute partie des travaux à être exécutés;

4.1.2. Une police d'assurance dite "tous risques" selon le formulaire de l'Association Canadienne des Assureurs, du Groupement Technique des Assureurs du Canada ou selon tout autre formulaire assurant une protection équivalente. Cette police portera sur les Améliorations érigées et ou à être érigées et devra entrer en vigueur à partir du moment où des matériaux représentant une valeur assurable seront sur le terrain. Le montant d'assurance devra au moins correspondre à cette valeur, augmenter au même rythme que cette dernière, et la police pourra contenir une franchise à déduire de chaque réclamation dont le montant ne devra pas excéder toutefois la somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS ($25 000,00).

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il y a lieu, et devra contenir l'avenant

spécial de la Ville dont un exemplaire est annexé aux présentes comme "Annexe B" après avoir été reconnu véritable et signé Ne Varietur pour fins d'identification par les représentants des parties aux présentes et le notaire soussigné.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville et à tout créancier hypothécaire, s'il y en a un, suivant leurs intérêts respectifs, et devra prévoir que toute indemnité supérieure à VINGT-CINQ MILLE DOLLARS ($25 000,00) sera versée par l'assureur à toute succursale d'une banque à charte dont le siège social est situé à Montréal ou d'une caisse populaire, et que désignera l'Emphytéote, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville et de tout créancier hypothécaire, le cas échéant. Il est de plus convenu que les sommes déposées à ce compte conjoint devront servir avant tout autre paiement à défrayer la réparation ou la reconstruction de l'objet de la perte.

4.2. L'Emphytéote accepte de souscrire et de maintenir en vigueur dès la fin des travaux de construction et jusqu'à ce que le présent bail prenne fin, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les polices d'assurance suivantes:

4.2.1. Une police d'assurance-responsabilité accordant une protection de UN MILLION DE DOLLARS ($1 000 000) par personne et par événement et de DEUX MILLIONS DE DOLLARS ($2 000 000,00) par événement pour les dommages causés à plus d'une personne ainsi que pour les dommages matériels, avec une limite de DEUX MILLIONS DE DOLLARS ($2 000 000,00) ---------- pour la totalité des dommages qui peuvent survenir dans une année.

Toutefois, le montant de protection de ladite police devra être calculé en dollars constants du 31 décembre 1985 selon l'indice des prix à la consommation de Statistique Canada ou de tout autre indice équivalent. L'ajustement du montant de protection sera effectué dès que la Ville en fera la demande.

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote et la Ville et

devra contenir l'avenant spécial de la Ville dont un exemplaire est annexé aux présentes comme "Annexe C" après avoir été reconnu véritable et signé Ne Varietur pour fins d'identification par les représentants des parties aux présentes et le notaire soussigné; cette police devra protéger également et spécialement la Ville contre tous les dommages que l'Emphytéote peut lui causer.

4.2.2. Une police d'assurance dite "tous risques" selon le formulaire de l'Association Canadienne des Assureurs, du Groupement Technique des Assureurs du Canada dite "Formule des bâtiments commerciaux" ou selon tout autre formulaire assurant une protection équivalente. Cette police portera sur tous les biens de nature assurable et normalement assurés dont l'Emphytéote est propriétaire à titre de preneur en vertu du présent bail et cela pour une somme correspondant à au moins quatre-vingt pour cent (80%) de la valeur de remplacement de ces biens et elle pourra contenir

une franchise à déduire de chaque réclamation dont le montant ne devra pas excéder toutefois la somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS ($25 000,00).

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il y en a un, et devra contenir l'avenant spécial de la Ville dont un exemplaire est annexé aux présentes comme "Annexe D" après avoir été reconnu véritable et signé Ne Varietur pour fins d'identification par les représentants des parties aux présentes et le notaire soussigné.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville et à tout créancier hypothécaire, s'il y a lieu , et toute indemnité supérieure à VINGT-CINQ MILLE DOLLARS ($25 000,00) devra être payée selon les mêmes modalités que celles exigées pour la police "tous risques" pendant la durée des travaux et servir aux mêmes fins.

Toutefois, si le créancier hypothécaire bénéficiaire de telle police

décide de ne pas se servir de son produit pour reconstruire ou réparer les Améliorations, ce produit pourra être versé à tout créancier hypothécaire y ayant droit et l'Emphytéote devra fournir à la Ville toutes les garanties qu'elle jugera nécessaires à l'effet que d'autres disponibilités financières sont mises à la disposition de l'Emphytéote pour pourvoir à la réparation ou à la réfection des Améliorations.

4.3. L'Emphytéote s'engage à fournir à la Ville le texte des polices d'assurance ci-dessus prévues dès leur émission, celles-ci devant être approuvées par l'Avocat en chef de la Ville. De plus, l'Emphytéote s'engage à fournir les reçus constatant le paiement des primes des polices ci-dessus prévues et les certificats de renouvellement d'icelles au moins trente (30) jours avant leur échéance. Si l'Emphytéote négligeait de maintenir assurées les Améliorations et de garder ou de conserver en vigueur toute autre assurance prévue aux paragraphes 4.1. et 4.2. des présentes pendant toute la durée du présent bail, la Ville, après un avis écrit de quarante-huit (48) heures à l'Emphytéote, aura le droit de souscrire cette assurance avec une ou plusieurs compagnies d'assurance de son choix, le tout aux frais de l'Emphytéote.

4.4. L'Emphytéote devra faire en sorte que les indemnités provenant des polices d'assurance, y compris même les indemnités qui seraient payables en vertu d'une police ou d'un avenant non requis par la Ville, soient payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville et à tout créancier hypothécaire, s'il y a lieu, suivant leurs intérêts respectifs, de telle façon que:

4.4.1. Toute somme excédant VINGT CINQ MILLE DOLLARS ($25 000) ci-après désignée l' "excédent", pouvant provenir de ces assurances sera déposée par l'assureur à toute succursale d'une banque à charte dont le siège social est situé à Montréal ou d'une caisse populaire, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville et de tout créancier hypothécaire, le cas échéant.

Il est de plus convenu que l'excédent ne sera utilisé que pour la restauration des Améliorations comme prévu ci-après au paragraphe 4.5., le tout sous réserve des stipulations des paragraphes 4.6. et 4.7. des présentes; et

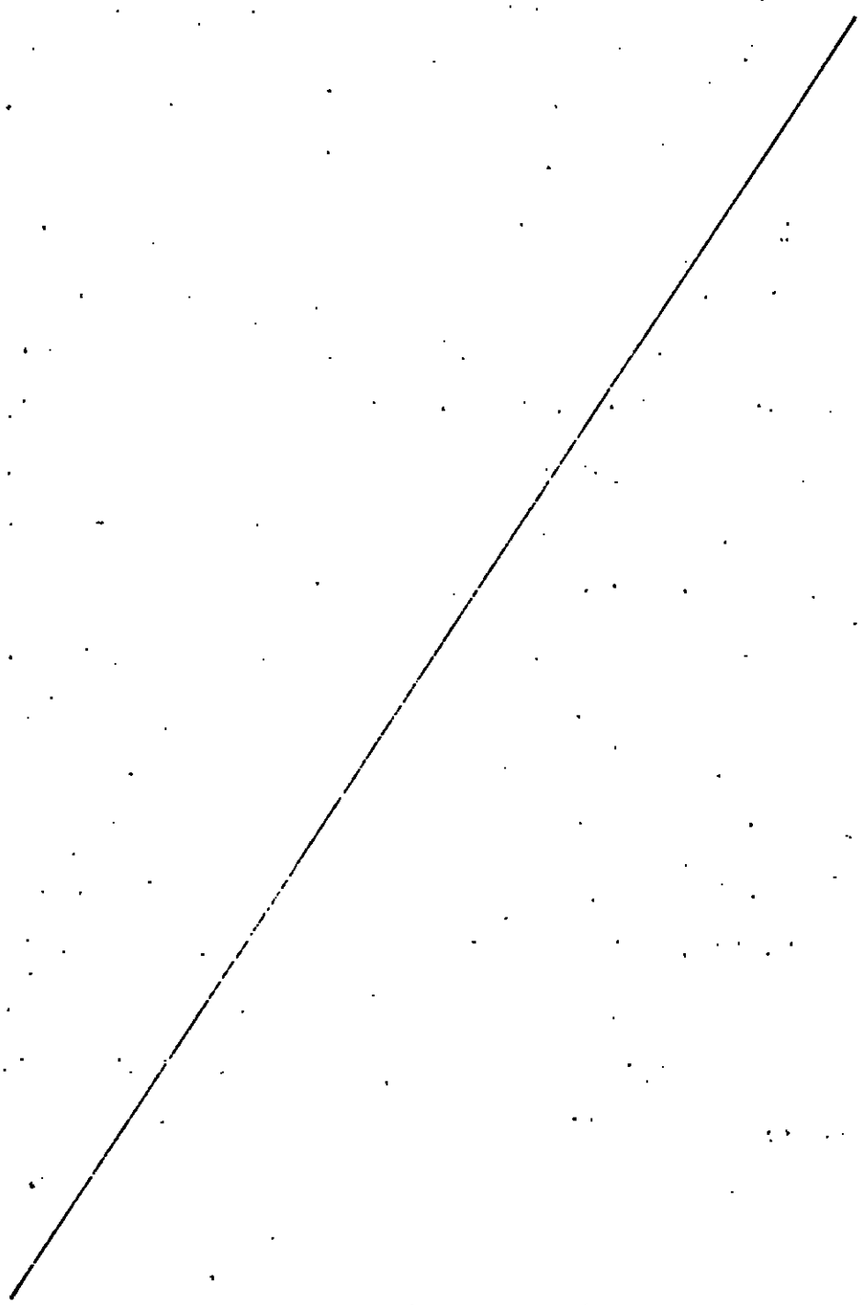
4.4.2. Toute somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS ($25 000) ou moins sera

3680766

payée par l'assureur à l'ordre conjoint de l'Emphytéote et de tout créancier hypothécaire, le cas échéant:

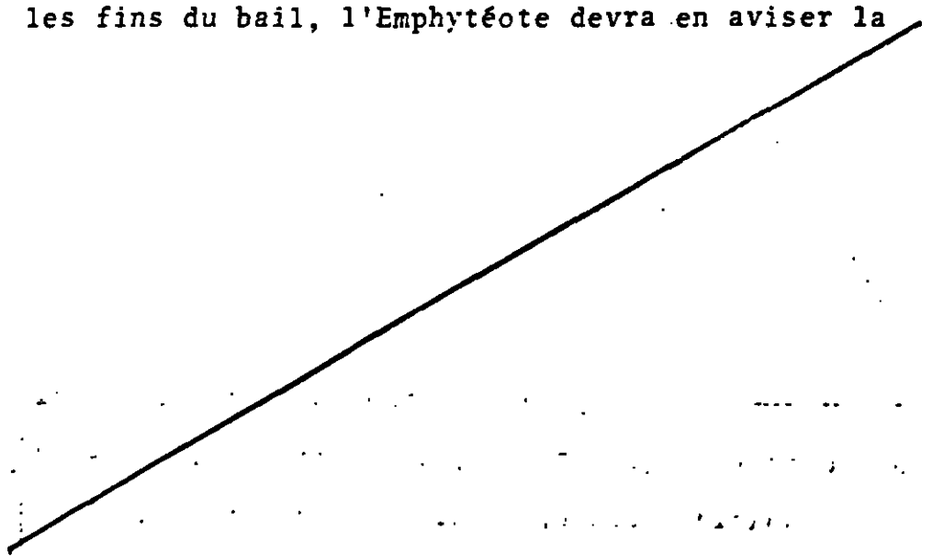
4.5. Au cas de destruction d'une partie des Améliorations ou de dommages causés par un incendie ou autre cause prévue aux paragraphes 4.1. et 4.2. des présentes, l'Emphytéote devra, le plus tôt possible mais dans un délai n'excédant jamais douze (12) mois, sauf cas fortuit, entreprendre et par la suite poursuivre avec diligence la restauration de la partie détruite ou endommagée des Améliorations pour la remettre dans l'état le plus près possible de celui existant avant la destruction ou les dommages, ou dans tout autre état dont les parties pourront mutuellement convenir, la Ville et tout créancier hypothécaire, le cas échéant, devant de temps à autre libérer les sommes d'argent déposées aux comptes conjoints prévus aux sous-paragraphes 4.1.2. et 4.4.1. pour payer l'Emphytéote au fur et à mesure que progresseront les travaux de restauration de la partie ainsi détruite ou endommagée jusqu'à concurrence des dépenses faites conformément au certificat établissant l'état d'avancement des travaux émis de temps à autre par l'architecte surveillant les travaux. L'Emphytéote devra souscrire de nouvelles assurances sur les Améliorations durant la période de reconstruction et jusqu'à l'expiration du terme du présent bail et les dispositions relatives à l'assurance contenues à l'article 4 s'applique-

ront à ces nouvelles assurances et ainsi de suite chaque fois que se produira une perte donnant ouverture à une réclamation en vertu de quelque police d'assurance. Le paiement de la rente prévue au présent bail devra être fait sans changement ni interruption durant toute cette période. ————————



4.6. Advenant que les indemnités payées par l'assureur ne suffiraient pas à compléter la restauration de la partie détruite ou endommagée, l'Emphytéote devra néanmoins compléter les travaux de restauration et payer le coût en excédant de ces indemnités. Par contre, si les indemnités payées par l'assureur excédaient le coût de la restauration, la Ville s'engage à autoriser le paiement du surplus à l'Emphytéote, trente (30) jours après le parachèvement des travaux de restauration, sous réserve du droit de tout créancier hypothécaire, le cas échéant, d'exiger que la totalité ou une partie ---------- du surplus lui soit remise par la Ville et l'Emphytéote pour être appliquée pro tanto en réduction de la dette garantie par son hypothèque sur l'Ensemble Immobilier.

4.7. Au cas où, pour quelque cause que ce soit, les Améliorations étaient totalement détruites ou endommagées au point de devenir inutilisables pour les fins du bail, l'Emphytéote devra en aviser la



Ville dans les trente (30) jours de la destruction ou du dommage.

4.7.1. Si la perte ou le dommage survient dans les premiers dix (10) ans ou dans les derniers vingt-cinq (25) ans du bail et si l'Emphytéote prétend qu'il n'est plus raisonnable pour une cause qu'il invoque de procéder à la reconstruction ou restauration des Améliorations, il pourra déguerpir après avoir donné, dans les douze (12) mois de telle perte ou dommage, avis à la Ville et à tout créancier hypothécaire s'il en est, de son intention, en y précisant les motifs qu'il invoque;

4.7.2. Si la perte ou le dommage survient après les premiers dix (10) ans et avant le début des derniers vingt-cinq (25) ans du bail, la Ville pourra, à sa discrétion, soit exiger de l'Emphytéote la reconstruction ou la restauration, soit mettre fin au bail, en lui donnant avis dans les douze (12) mois de telle perte ou dommage.

4.7.3. ~~Au cas de déguerpissement prévu au~~ sous-paragraphe 4.7.1. ou lorsqu'il est mis fin au bail en vertu du sous-paragraphe 4.7.2., l'indemnité provenant de l'assureur à la suite de cette destruction ou de ce dommage sera répartie entre l'Emphytéote, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, selon leurs intérêts respectifs, sous réserve des dispositions des sous-paragraphes 4.2.2. et 4.4.1. Au cas d'impasse quant à la façon de faire cette répartition, elle se fera conformément aux dispositions de l'article 11.

4.8. L'Emphytéote devra souscrire toutes les assurances prévues par ce bail auprès d'assureurs autorisés à faire affaires dans la province de Québec.

ARTICLE 5

DEFAUT

5.1. Sous réserve du sous-paragraphe 3.1.1., au cas où l'Emphytéote serait en défaut de remplir les engagements ou d'observer l'une ou l'autre des dispositions du présent bail ou des obligations en découlant et si ce défaut se prolonge pendant plus de soixante (60) jours, la Ville pourra, sans préjudice de ses autres droits et recours,

donner à l'Emphytéote un avis écrit de son intention de mettre fin au présent bail. Cet avis devra préciser la ou les sommes d'argent ou les termes, obligations ou conditions dont on allègue le non paiement ou la violation.

5.2. Chaque fois que l'Emphytéote sera en défaut pour la période susmentionnée de soixante (60) jours et que la Ville décide de mettre fin au présent bail, elle devra immédiatement transmettre à tout créancier hypothécaire, s'il en est, un duplicata de l'avis prévu au paragraphe 5.1. Cet avis sera considéré suffisant s'il est donné à tel créancier hypothécaire par courrier recommandé à l'adresse apparaissant à l'avis d'adresse enregistré par ce dernier ou à toute autre adresse désignée par celui-ci de temps à autre par écrit.

5.3. Si, conformément aux paragraphes 5.1. et 5.2., la Ville donne un avis faisant état d'une violation ou d'un défaut en vertu des présentes et s'il n'est pas remédié à cette violation ou à ce défaut dans les cent vingt (120) jours suivant immédiatement la date de cet avis et si la Ville n'est pas remboursée de toutes les dépenses raisonnablement encourues à la suite de cette violation ou de ce défaut, là et alors, sous réserve toutefois des dispositions du paragraphe 5.4. et de la formalité d'enregistrement prévue à l'article 1040a du Code civil du Bas Canada, le présent bail se terminera et le terme

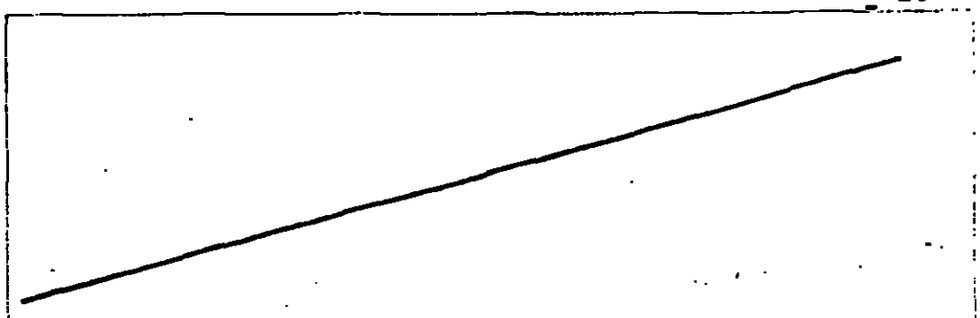
y prévu deviendra échu à compter du cent vingtième (120e) jour suivant la date de cet avis et tous les droits de l'Emphytéote deviendront alors forfaits et périmés et l'Ensemble Immobilier deviendra la propriété de la Ville qui aura droit d'en prendre possession immédiatement et sans autre avis, de la même façon qu'elle pourrait le faire à l'échéance du terme complet du bail. L'Emphytéote devra alors passer tout acte constatant son défaut et la terminaison du présent bail que la Ville pourra raisonnablement exiger.

A défaut de l'Emphytéote de se conformer aux dispositions du présent bail et advenant que ce défaut ne puisse être convenablement corrigé par le paiement d'une somme d'argent à la Ville, ce défaut sera présumé corrigé à la satisfaction de la Ville et les droits de l'Emphytéote ne seront pas alors forfaits ni périmés, si, au cours de la période prévue à l'alinéa précédent, l'Emphytéote commence à corriger ce défaut dès la réception dudit avis de défaut et y procède avec diligence raisonnable.

5.4. Si à quelque époque l'Emphytéote est en défaut aux termes du paragraphe 5.1. et s'il existe un ou plusieurs créanciers hypothécaires et si l'Emphytéote néglige de corriger ce défaut conformément au paragraphe 5.3., la Ville, après avoir acquis le droit de prendre possession de l'Ensemble Immobilier conformément au paragraphe 5.3., devra donner un avis supplémentaire à tout créancier hypothécaire et, si

~~quelque créancier hypothécaire corrige ce défaut dans~~ les quatre-vingt-dix (90) jours de la signification de cet avis, tel créancier hypothécaire aura le droit de prendre possession de l'Ensemble Immobilier, comme preneur emphytéotique avec effet rétroactif à la date du défaut de l'Emphytéote, le tout sans préjudice des droits prioritaires de tout autre créancier hypothécaire, s'il en est, tel créancier hypothécaire devant s'engager à les respecter. Le créancier hypothécaire devenu preneur emphytéotique prendra alors la place de l'Emphytéote pour la partie non expirée du terme du présent bail en assumant toutes les obligations de l'Emphytéote et en jouissant de tous les droits accordés à ce dernier par le présent bail. En cas de conflit entre créanciers hypothécaires à l'égard du droit de se substituer à l'Emphytéote en vertu du présent article, ces droits pourront d'abord être exercés par le créancier de rang antérieur.

Si un créancier hypothécaire prenait possession de l'immeuble comme preneur emphytéotique dans les circonstances prévues à l'alinéa précédent, la Ville s'engage à passer, à la demande de tel créancier hypothécaire mais sans frais pour la Ville, tout acte que pourra raisonnablement exiger ce créancier hypothécaire pour prouver et pouvoir enregistrer la substitution de ce créancier hypothécaire à l'Emphytéote par suite du défaut de ce dernier.



Si cependant les créanciers hypothécaires négligent de remédier au défaut de l'Emphytéote dans le délai de quatre-vingt-dix (90) jours, le présent bail se terminera et le terme y prévu deviendra échu à compter du quatre-vingt-onzième (91e) jour suivant la date dudit avis, et les créanciers hypothécaires deviendront déchus de tous leurs droits qui deviendront alors forfaits et la Ville aura le droit de s'adresser aux tribunaux pour demander la radiation des hypothèques existant alors si les créanciers hypothécaires refusent d'accorder mainlevée.

5.5. Nonobstant les termes du paragraphe 5.4., si le défaut de l'Emphytéote entraînant la terminaison du présent bail conformément au présent article 5 découle de la négligence de l'Emphytéote d'entreprendre la restauration des Améliorations aussi rapidement que possible tel que prévu aux présentes, le délai accordé à tout créancier hypothécaire en vertu du paragraphe 5.4. sera alors de cent vingt (120) jours.

5.6. Malgré toute disposition incompatible de ce présent bail, lorsqu'il ne peut, par le paiement d'une somme d'argent due à la Ville, être convenablement

remédié par le paiement d'une somme d'argent à la Ville, ce défaut sera présumé corrigé à la satisfaction de la Ville et les droits de tout créancier hypothécaire ne seront pas alors forfaits ni périmés si, dans le délai accordé ci-dessus à l'Emphytéote et à tel créancier hypothécaire, l'un ou l'autre commence à corriger le défaut et y procède avec diligence raisonnable.

ARTICLE 6

POURSUITE

6.1. Pendant toute la durée du présent bail, l'Emphytéote devra tenir la Ville indemne de toute réclamation par des tiers, de quelque nature que ce soit, et devra prendre le fait et cause de la Ville dans toute poursuite dirigée par des tiers contre la Ville découlant de l'existence du présent bail ou de l'exercice des droits en découlant, de l'occupation ou de l'exploitation de l'Ensemble Immobilier ou des constructions, réparations, modifications ou démolition des Améliorations par l'Emphytéote.

ARTICLE 7

RENONCIATION

7.1. Toute renonciation faite par la Ville devra se faire par résolution de son Conseil Municipal ou de son Comité exécutif selon le cas, et aucune re-

nonciation par la Ville à invoquer le défaut de l'Emphytéote en vertu des termes du présent bail ne devra s'interpréter comme une renonciation à invoquer tout autre défaut ayant été commis ou pouvant être commis par la suite par l'Emphytéote à moins que ladite résolution du Conseil Municipal ou du Comité exécutif n'ait cet effet.

ARTICLE 8

RESILIATION

8.1. La Ville pourra mettre fin à ce bail pour toutes ou chacune des causes prévues aux présentes en plus de toutes les autres causes prévues par la loi.

Sauf pour les circonstances prévues au paragraphe 4.7. et au cas d'expropriation prévue au paragraphe 10.1. des présentes, l'Emphytéote n'aura pas le droit de mettre fin à ce bail avant son expiration, à moins que la Ville soit en défaut de remplir ses obligations en vertu du présent bail, ou que l'Emphytéote soit, à cause du fait ou du défaut de la Ville, privé de la jouissance des lieux pendant une période excédant cent quatre-vingts (180) jours. Nonobstant les dispositions du Code Civil, l'Emphytéote n'a pas le droit de déguerpir à l'exception des cas prévus dans les paragraphes 4.7. et 10.1 des présentes.

ARTICLE 9

FIN DU BAIL EMPHYTEOTIQUE

9.1. Sujet aux stipulations de l'article 5 de ce bail, à l'expiration de ce bail, ou au moment de toute terminaison antérieure, la Ville deviendra propriétaire des Améliorations (autres que celles faites par des locataires) aux lieux cédés, y inclus celles faites volontairement par l'Emphytéote, libres de toutes charges, hypothèques et privilèges. Toutefois, les obligations résultant de baux consentis par l'Emphytéote, au loyer normal du marché à l'époque, seront respectées par la Ville, sauf dans les cas où le terme restant à courir excède de plus de cinq (5) ans la présente emphytéose, auquel cas la Ville pourra les considérer comme nuls et sans effet à l'expiration des cinq (5) ans suivant la fin de la présente emphytéose, quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 10

EXPROPRIATION

10.1. Si, pendant la durée de ce bail, l'Ensemble Immobilier est exproprié dans son entier ou s'il n'est exproprié qu'en partie et que cette expropriation partielle rende le résidu inutilisable pour les fins prévues dans ce bail, le terme de ce bail sera automatiquement échu et le présent bail prendra fin à la date de perte de possession de la partie expropriée.

Dans ce cas, la partie de l'indemnité provenant de l'expropriation représentant la valeur

de la partie de terrain exproprié ou les dommages causés au résidu de la partie de terrain sera payable à la Ville. La partie de ces indemnités représentant la compensation pour les dommages au Bâtiment sera déposée dans une banque à charte de la façon prévue au sous-paragraphe 4.4.1. de ce bail traitant des indemnités payables par les compagnies d'assurance et sera par la suite répartie et payée comme convenu entre la Ville et l'Emphytéote et le créancier hypothécaire de l'Emphytéote, le cas échéant. A défaut d'en venir à une telle entente, les indemnités de compensation seront réparties et payées conformément aux dispositions de l'article 11 des présentes.

10.2. Si, pendant la durée de ce bail, l'Ensemble Immobilier est exproprié de façon à ne pas rendre le résidu inutilisable pour les fins prévues dans ce bail, le présent bail prendra fin, en ce qui concerne la partie expropriée du terrain, dès la date de la perte de possession de ladite partie, et la rente annuelle stipulée aux présentes sera remplacée par une nouvelle rente annuelle calculée selon la formule suivante:

$$Nra = Ra - \left(Ra \times \frac{Pe}{St}\right)$$

dans laquelle:

Nra - la nouvelle rente annuelle

Ra - la rente annuelle stipulée aux présentes

Pe = la superficie de la partie expropriée du terrain (exprimée en mètres carrés)

St = la superficie totale du terrain avant l'expropriation (exprimée en mètres carrés).

10.3. L'Emphytéote n'aura aucun droit à la partie des indemnités d'expropriation représentant la valeur de la partie de terrain expropriée et les dommages causés au résidu de cette partie de terrain. La partie de ces indemnités représentant une compensation pour les dommages au Bâtiment devra être utilisée de la façon prévue au paragraphe 4.4. de ce bail traitant des indemnités provenant des compagnies d'assurance, sous réserve du sous-paragraphe 4.2.2., et sera appliquée de la même façon jusqu'à concurrence de ce qui est nécessaire pour la restauration du Bâtiment dans un état qui soit raisonnablement le plus près possible de celui existant avant l'expropriation. Le résidu de ces indemnités, s'il en est, sera payable à l'Emphytéote.

ARTICLE 11

PARTAGE DES INDEMNITES

11.1. Pour les fins d'interprétation du présent article 11, il est convenu que les mots ou expressions ci-dessous, lorsqu'ils sont employés dans le présent article 11, ont le sens suivant à moins que le contexte n'indique une intention contraire:

11.1.1. "Expropriation" signifie toute expropriation affectant la totalité de l'Ensemble Immobilier ou toute partie rendant le résidu inutilisable pour les fins prévues dans le présent bail;

11.1.2. "Indemnité d'assurance" signifie les sommes d'argent provenant des compagnies d'assurance et qui seront déposées dans une banque à charte pour être utilisées dans les circonstances prévues au paragraphe 4.4.;

11.1.3. "Indemnité d'expropriation" signifie les sommes d'argent provenant de l'expropriation et représentant la valeur des Améliorations telle que déterminée par les tribunaux d'expropriation.

11.2. Si, dans les cas prévus au paragraphe 4.4. au sujet de la répartition finale des indemnités provenant des compagnies d'assurance et dans le cas prévu au paragraphe 10.1. au sujet de l'allocation de la partie de l'indemnité d'expropriation se rapportant aux Améliorations les parties ne peuvent en venir à une entente dans un délai de trente (30) jours à compter de la date du dépôt de telles indemnités dans une banque à charte, il est convenu que les sommes d'argent représentant telles indemnités seront divisées

et allouées conformément aux dispositions du paragraphe 11.3. ci-dessous.

11.3. Lors d'une expropriation ou dans les circonstances prévues par le paragraphe 4.4., l'indemnité d'expropriation ou l'indemnité d'assurance, selon le cas, sera divisée de la façon et dans l'ordre suivants:

11.3.1. tout créancier hypothécaire recevra le montant qui lui est dû, lequel sera pris à même la part de l'Emphytéote, telle qu'établie ci-après, sans toutefois la dépasser;

11.3.2. la part revenant à l'Emphytéote sera calculée d'après le barème suivant:

1ère	année	100,0%	21e	année	93,3%
2e	"	100,0%	22e	"	92,8%
3e	"	98,3%	23e	"	92,2%
4e	"	98,2%	24e	"	91,6%
5e	"	98,0%	25e	"	90,9%
6e	"	97,9%	26e	"	90,1%
7e	"	97,7%	27e	"	89,3%
8e	"	97,5%	28e	"	88,4%
9e	"	97,3%	29e	"	87,4%
10e	"	97,1%	30e	"	86,4%
11e	"	96,9%	31e	"	85,2%
12e	"	96,7%	32e	"	83,9%
13e	"	96,4%	33e	"	82,5%
14e	"	96,1%	34e	"	81,0%
15e	"	95,8%	35e	"	79,3%
16e	"	95,5%	36e	"	77,5%
17e	"	95,1%	37e	"	75,5%
18e	"	94,7%	38e	"	73,3%
19e	"	94,3%	39e	"	70,9%
20e	"	93,8%	40e	"	68,2%

41e année	65,2%	47e année	39,5%
42e "	62,0%	48e "	33,3%
43e "	58,4%	49e "	26,4%
44e "	54,4%	50e "	18,6%
45e "	49,9%	51e "	9,9%
46e "	45,0%	52e "	0,0%

11.3.3. le solde appartiendra à la Ville comme étant sa part, mais ce solde ne devra pas être inférieur à ce qu'il aurait été si la police d'assurance n'avait pas contenu de clause de franchise.

ARTICLE 12

DUREE

12.1. Le présent bail emphytéotique est ainsi consenti pour le terme de CINQUANTE-DEUX (52) ans ou SIX CENT VINGT-QUATRE (624) mois, à compter de sa date.

ARTICLE 13

RENTE

13.1. L'Emphytéote s'engage à payer à la Ville, au bureau du Directeur du Revenu, une rente annuelle comme suit:

13.1.1. de la première (1ère) année et jusqu'au trentième (30ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de QUATRE MILLE SIX CENT HUIT DOLLARS ($4 608,00) ----------

payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUATRE DOLLARS ($384,00) ----------

chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes, le premier versement étant dû et exigible le jour de telle signature;

13.1.2. du trente et unième (31ième) mois jusqu'au soixantième (60ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de QUATRE MILLE SEPT CENT CINQUANTE-DEUX DOLLARS ($4 752,00) ----------

payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de TROIS CENT QUATRE-VINGT-SEIZE DOLLARS ($396,00) ----------

chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.3. du soixante et unième (61ième) mois jusqu'au quatre-vingt-dixième (90ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de QUATRE MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-SEIZE DOLLARS ($4 896,00)

payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de QUATRE CENT HUIT DOLLARS ($408,00)

---

chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

3970588

13.1.4. du quatre-vingt-onzième (91ième) mois jusqu'au cent vingtième (120ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de CINQ MILLE QUARANTE DOLLARS ($5 040,00) ----------
payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de QUATRE CENT VINGT DOLLARS ($420,00) ----------
chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.5. du cent vingt et unième (121ième) mois jusqu'au cent cinquantième (150ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de CINQ MILLE CENT QUATRE-VINGT-QUATRE DOLLARS ($5 184,00) --------
payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de QUATRE CENT TRENTE-DEUX DOLLARS ($432,00) ----------
chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.6. du cent cinquante et unième (151ième) mois jusqu'au cent quatre-vingtième (180ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de CINQ MILLE TROIS CENT VINGT-HUIT DOLLARS ($5 328,00) -----
payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de QUATRE CENT QUARANTE-QUATRE DOLLARS ($444,00) ----------
chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.7. du cent quatre-vingt-unième (181ième) mois au deux cent dixième (210ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de CINQ MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE DOLLARS ($5 472,00) ---------- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de QUATRE CENT CINQUANTE-SIX DOLLARS ($456,00) ---------- chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.8. du deux cent onzième (211ième) mois jusqu'au deux cent quarantième (240ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de CINQ MILLE SIX CENT SEIZE DOLLARS ($5 616,00) ---------- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de QUATRE CENT SOIXANTE-HUIT DOLLARS ($468,00) ---------- chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.9. du deux cent quarante et unième (241ième) mois jusqu'au deux cent soixante-dixième (270ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de CINQ MILLE SEPT CENT SOIXANTE DOLLARS ($5 760,00) ---------- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de QUATRE CENT QUATRE-VINGTS DOLLARS ($480,00) ---------- chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.10. du deux cent soixante et onzième (271ième) mois jusqu'au trois centième (300ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de CINQ MILLE NEUF CENT QUATRE DOLLARS ($5 904,00) ---------- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs deQUATRE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE DOLLARS ($492,00) ---------- chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.11. du trois cent unième (301ième) mois jusqu'au trois cent trentième (330ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de SIX MILLE QUARANTE-HUIT DOLLARS ($6 048,00) ---------- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de CINQ CENT QUATRE DOLLARS ($504,00) ---------- chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.12. du trois cent trente et unième (331ième) mois jusqu'au trois cent soixantième (360ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de SIX MILLE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE DOLLARS ($6 192,00) ---------- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de CINQ CENT SEIZE DOLLARS ($516,00) ---------- chacun, dus et exigibles le jour anniversaire

mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.13. du trois cent soixante et unième (361ième) mois jusqu'au trois cent quatre-vingt-dixième (390ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de SIX MILLE TROIS CENT TRENTE-SIX DOLLARS ($6 336,00) ----------

payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de CINQ CENT VINGT-HUIT DOLLARS ($528,00) ----------

chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.14. du trois cent quatre-vingt-onzième (391ième) mois jusqu'au quatre cent vingtième (420ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de SIX MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGTS DOLLARS ($6 480,00) ----------

payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de CINQ CENT QUARANTE DOLLARS ($540,00) ----------

chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.15. du quatre cent vingt et unième (421ième) mois jusqu'au quatre cent cinquantième (450ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de SIX MILLE SIX CENT VINGT-QUATRE DOLLARS ($6 624,00) ----------

payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de CINQ CENT CINQUANTE-DEUX DOLLARS ($552,00) ----------

chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.16. du quatre cent cinquante et unième (451ième) mois jusqu'au quatre cent quatre-vingtième (480ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de SIX MILLE SEPT CENT SOIXANTE-HUIT DOLLARS ($6 768,00) ---------- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de CINQ CENT SOIXANTE-QUATRE DOLLARS ($564,00) ---------- chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.17. du quatre cent quatre-vingt-unième (481ième) mois jusqu'au cinq cent dixième (510ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de SIX MILLE NEUF CENT DOUZE DOLLARS ($6 912,00) ---------- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de CINQ CENT SOIXANTE-SEIZE DOLLARS ($576,00) ---------- chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.18. du cinq cent onzième (511ième) mois jusqu'au cinq cent quarantième (540ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de SEPT MILLE CINQUANTE-SIX DOLLARS ($7 056,00) ---------- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de CINQ CENT QUATRE-VINGT-HUIT DOLLARS ($588,00) ----------

chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.19. du cinq cent quarante et unième (541ième) mois jusqu'au cinq cent soixante-dixième (570ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de SEPT MILLE DEUX CENTS DOLLARS ($7 200,00) ---------- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de SIX CENTS DOLLARS ($600,00) ---------- chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.20. du cinq cent soixante et onzième (571ième) mois jusqu'au six centième (600ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de SEPT MILLE TROIS CENT QUARANTE-QUATRE ($7 344,00) ---------- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de SIX CENT DOUZE DOLLARS ($612,00) ---------- chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.21. du six cent unième (601ième) mois jusqu'au six cent vingt-quatrième (624ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de SEPT MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT-HUIT DOLLARS ($7 488,00) --- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de SIX CENT VINGT-QUATRE DOLLARS ($624,00) ----------

chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes.

ARTICLE 14

DESCRIPTION TECHNIQUE

DESIGNATION

Un emplacement situé au nord-ouest du boulevard Ville-Marie, au nord-est de la rue Darling en la Ville de Montréal, connu et désigné comme suit:

1o.- Les lots numéros CENT VINGT-CINQ, CENT VINGT-SIX, CENT VINGT-SEPT, CENT VINGT-HUIT, CENT VINGT-NEUF, CENT TRENTE, CENT TRENTE ET UN, CENT TRENTE-DEUX de la subdivision du lot originaire numéro TRENTE ET UN (31-125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132) aux plan et livre de renvoi officiels du Village de Hochelaga;

2o.- Une PARTIE du lot numéro CENT VINGT-QUATRE de la subdivision du lot originaire numéro TRENTE ET UN (31-Ptie 124) dudit cadastre, de figure trapézoïdale;

BORNEE vers le nord-est par une partie du lot 31-133 (ruelle) ci-après décrite, vers le sud-est par une autre partie du lot 31-124 (boulevard Ville-Marie), vers le sud-ouest par une partie du lot 31-113 (rue Darling) et vers le nord-ouest par le lot 31-125;

MESURANT six mètres et quarante-huit centimètres (6,48 m) vers le nord-est, vingt-huit mètres et quarante-sept centimètres (28,47 m) vers le sud-est, deux mètres et quarante-neuf centimètres (2,49 m) vers le sud-ouest et vingt-huit mètres et dix-neuf centimètres (28,19 m) vers le nord-ouest;

CONTENANT en superficie cent vingt-six mètres carrés et cinquante-huit centimètres carrés (126,58 m^2).

3o.- Une PARTIE du lot numéro CENT TRENTE-TROIS de la subdivision du lot originaire numéro TRENTE ET UN (31-Ptie 133) (ruelle), dudit cadastre, de figure trapézoïdale;

BORNEE vers le nord-est par une autre partie du lot 341-133 (ruelle), vers le sud-est par une autre partie du lot 31-133 (ruelle) (boulevard Ville-Marie), vers le sud-ouest par les lots 31-132 à 31-125 et une partie du lot 31-124 ci-haut décrite et vers le nord-ouest par le lot 31-144 (ruelle) (rue Hudon);

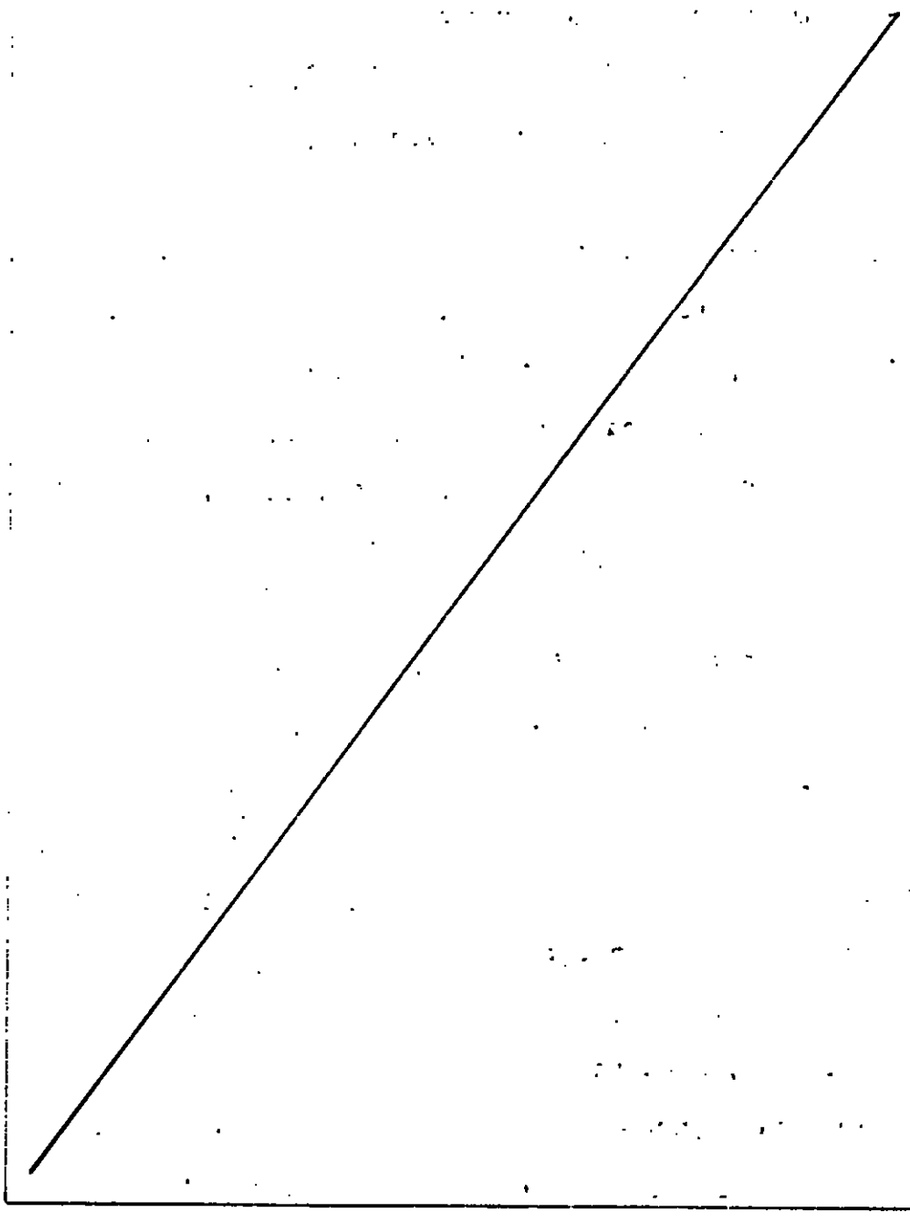
MESURANT soixante-deux mètres et quatre-vingt-douze centimètres (62,92 m) vers le nord-est, deux mètres et cinquante centimètres (2,50 m) vers le sud-est, soixante-deux mètres et cinquante-six centimètres (62,56 m) vers le sud-ouest et deux mètres et quarante-quatre centimètres (2,44 m) vers le nord-ouest;

CONTENANT en superficie cent cinquante-quatre mètres carrés et trente-quatre centimètres

carrés (154,34 m^2).

Ledit emplacement a une SUPERFICIE TOTALE de mille huit cent soixante-deux mètres carrés et cinquante-deux centimètres carrés (1 862,52 m^2).

Les unités utilisées sont celles du Système International (SI).



ARTICLE 15

DISPOSITIONS DIVERSES

15.1. Toute somme d'argent due par l'Emphytéote à la Ville, en vertu des présentes, est payable en deniers ayant cours légal au Canada et portera intérêt au taux fixé par le Conseil municipal de la Ville pour les sommes dues à la Ville, en vigueur à la date d'exigibilité du paiement, à compter du jour où elle devient due jusqu'au jour où elle aura été payée.

15.2. Pour les fins des présentes, l'Emphytéote élit domicile à l'adresse indiquée au paragraphe suivant.

15.3. Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu des présentes devra être signifié à l'autre partie à l'adresse indiquée ci-dessous:

VILLE DE MONTREAL
a/s Greffier de la Ville
Hôtel de Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame est
Montréal, Québec (H2Y 1C6)

CO-OP D'HABITATION "LA LEGENDE" (MONTREAL)

594 rue Desjardins
Montréal (Québec)
H1V 2G1

3680766

Cependant, chaque partie aux présentes pourra, par avis écrit signifié à l'autre partie, indiquer une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal, à laquelle tous les avis subséquents devront lui être signifiés.

Advenant l'impossibilité pour une partie aux présentes de signifier tel avis à l'adresse ci-dessus mentionnée, tel avis pourra être signifié à l'autre partie en lui laissant copie au Greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal.

15.4. L'Emphytéote paiera le coût des présentes, de l'original et des copies requises.

15.5. La Ville ne sera pas tenue de fournir de titres ou de certificats de recherche concernant le terrain.

15.6. Ce bail emphytéotique doit être interprété et régi suivant les lois de la Province de Québec. Si quelque disposition de ce bail emphytéotique était déclarée illégale, invalide ou incompatible avec le caractère emphytéotique du bail, par un jugement final d'un tribunal ayant juridiction, elle sera considérée séparée et retranchée de ce bail emphytéotique, lequel restera en vigueur comme si telle disposition n'eut jamais été incluse, sous réserve de reprendre force et effet si par la suite, elle venait à ne plus être illégale ou invalide.

Cependant, les parties conviennent

de remplacer alors telle disposition par une disposition valide qui aura autant que possible la même incidence économique et juridique.

15.7. Tant que les présentes seront en vigueur, le Bailleur reconnaît que l'Emphytéote jouira de tous les droits, quant aux améliorations, que lui confèrent les articles 567 et suivants du Code civil, même si ce bail était déclaré non emphytéotique.

15.8. Si ce bail emphytéotique était déclaré ne pas être emphytéotique par un jugement final d'un tribunal ayant juridiction, les parties s'engagent à signer tout acte ou document nécessaire, afin de conférer à l'Emphytéote des droits qui équivalent à ceux que les parties ont voulu créer par les présentes pour autant que les droits du bailleur emphytéotique ne soient pas diminués.

MENTIONS EXIGEES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI AUTORISANT LES MUNICIPALITES A PERCEVOIR UN DROIT SUR LES MUTATIONS IMMOBILIERES:

a) Les parties aux présentes déclarent:

le Bailleur: que son nom est "VILLE DE MONTREAL";

l'Emphytéote: que son nom est "CO-OP D'HABITATION "LA LEGENDE" (MONTREAL);

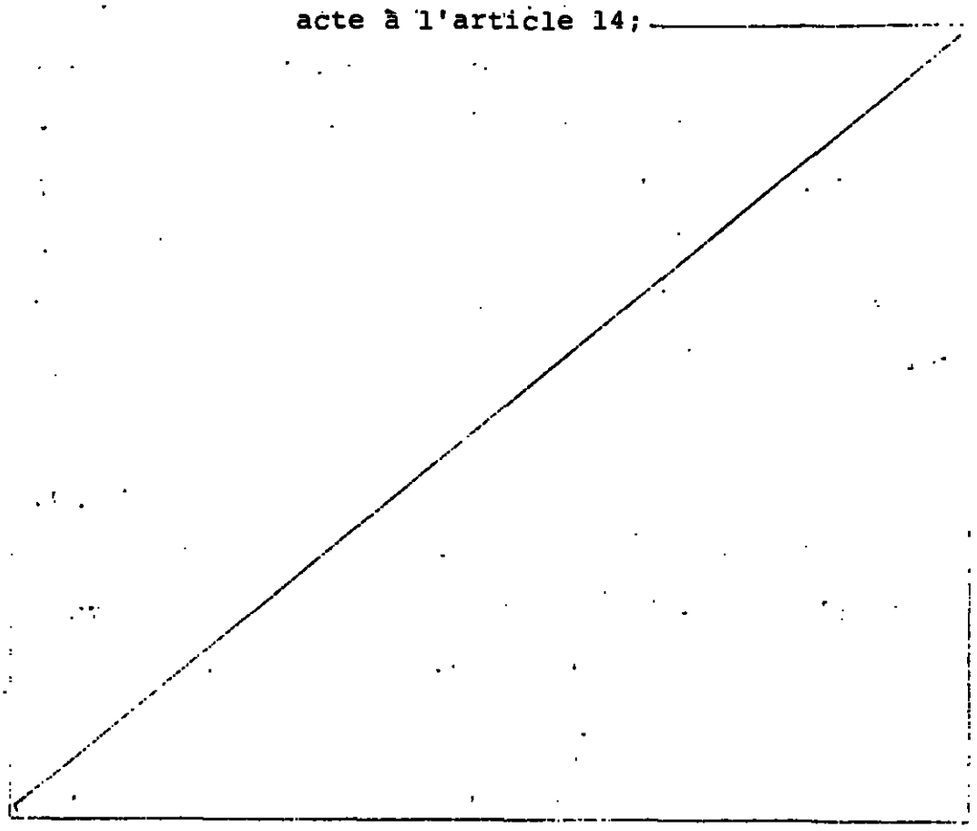
b) le Bailleur: que son adresse principale est 275, rue Notre-Dame est, Montréal, Québec H2Y 1C6

c) l'Emphytéote: que son adresse principale est 594 Desjardins, Montréal (Québec) H1V 2G1;

d) le Bailleur et l'Emphytéote: que les emplacements qui font l'objet du présent acte sont entièrement situés dans le territoire de la Ville de Montréal;

e) le Bailleur et l'Emphytéote: que la contrepartie pour les fins de la présente loi est de SOIXANTE-DIX MILLE DOLLARS ($70 000,00), -------
---

soit la valeur marchande de l'immeuble décrit dans le présent acte à l'article 14;



f) le Bailleur et l'Emphytéote: que le droit de mutation est de DEUX CENT SOIXANTE-DIX DOLLARS ($270,00).

D O N T A C T E

FAIT ET PASSE en la Ville de Montréal, à la date ci-dessus en premier lieu écrite, sous le numéro cinq mille neuf cent quatre-vingt-treize (5993) du répertoire de Me Normand Latreille.

ET LECTURE FAITE, les parties signent avec le notaire soussigné et en sa présence.

(SIGNE) SYLVAIN TREMBLAY

(SIGNE) DANIELLE MENARD

(SIGNE) Le maire par YVON LAMARRE

(SIGNE) Le greffier adj. GUY VANIER

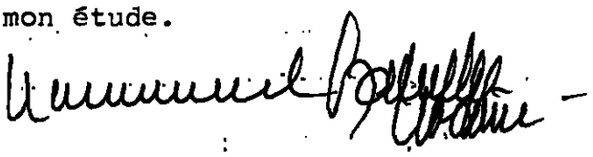
pour LA VILLE DE MONTREAL

(SIGNE) NORMAND LATREILLE, notaire

Je certifie que Monsieur le Maire ne peut signer ce contrat pour cause de maladie.

(SIGNE) MAURICE BRUNET
Greffier de la Ville

VRAIE COPIE de la minute des présentes demeurée en mon étude.



3680766

Code NL 1277

NO 5995

Le 4 février 1986

CONVENTION TRIPARTITE

PROVINCE DE QUÉBEC
18.00
COMPTEURS SOUS-TR
12 II 86

BUREAU D'ENREGISTREMENT MONTREAL

1005106341

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE-VINGT-SIX,

le quatrième ---------- jour du mois de février.

D E V A N T Me NORMAND LATREILLE, le notaire soussigné, pratiquant dans la Province de Québec, en les ville et district de Montréal.

C O M P A R A I S S E N T:

VILLE DE MONTREAL, corporation municipale agissant et représentée aux présentes par Monsieur Yvon Lamarre, président du Comité Exécutif, en vertu de l'article 67 de sa Charte, et par Monsieur Guy Vanier, le greffier adjoint de la Ville, ------ autorisés aux fins des présentes, en vertu d'une résolution du Conseil municipal de ladite Ville, adoptée à une assemblée tenue les vingt-huit et vingt-neuf octobre mil neuf cent quatre-vingt-cinq (1985) dont une copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée "Ne Varietur" par lesdits représentants et le notaire soussigné,

(ci-après appelée "Ville")

PARTIE DE PREMIERE PART

E T:

LA SOCIETE CANADIENNE D'HYPOTHEQUES ET DE LOGEMENT, corporation légalement constituée par un statut du Parlement du Canada, 9-10 Georges VI, chapitre 15, dûment autorisée aux fins des présentes aux termes de la Loi Nationale sur l'Habitation (Statuts Revisés du Canada, chapitre N-10-1970) et amendements, ayant son siège social en la cité d'Ottawa, Province d'Ontario, et représentée aux présentes par

FG/hh
18-10-85

Division d'enregistrement - Montréal
Je certifie que ce document a été enregistré
Ce 86-02-12 9 0
année mois jour heure minute
sous le numéro 3681721
Roger Bourret
Registrateur

18

Monsieur Guy Bossé, directeur de programmes, succursale de Montréal ----------

dûment autorisé aux fins des présentes aux termes d'une résolution du Comité de Direction du Conseil d'Administration de la Société Canadienne d'Hypothèques et de Logement, adoptée à une assemblée tenue le sept décembre mil neuf cent quatre-vingt-deux (1982) (résolution Procuration - Québec) ----------

dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée Ne Varietur par le dit représentant et le notaire soussigné,

(ci-après appelée "Société")

PARTIE DE DEUXIEME PART

E T:

CO-OP D'HABITATION "LA LEGENDE" (MONTREAL), corporation légalement constituée, ayant son siège social en la Ville de Montréal, agissant et représentée aux présentes par Monsieur Sylvain Tremblay et par Dame Danielle Ménard ----------

---

dûment autorisé aux fins des présentes aux termes de résolutions adoptées par l'assemblée générale des membres et par le Conseil d'administration le vingt-quatre octobre mil neuf cent quatre-vingt-cinq (1985)

---------- , dont copies demeurent annexées aux présentes après avoir été reconnues véritables et signées Ne Varientur pour fins d'identification par ses dits représentants et le notaire soussigné,

(ci-après appelé "Emphytéote")

ATTENDU qu'aux termes d'un acte reçu devant Me Normand Latreille, notaire, le

mil neuf cent quatre-vingt-six (1986) (ci-après appelé le "bail"), la Ville a cédé par emphytéose à l'Emphytéote le terrain ci-après décrit, savoir:

DESIGNATION

Un emplacement situé au nord-ouest du boulevard Ville-Marie, au nord-est de la rue Darling en la Ville de Montréal, connu et désigné comme suit:

1o.- Les lots numéros CENT VINGT-CINQ, CENT VINGT-SIX, CENT VINGT-SEPT, CENT VINGT-HUIT, CENT VINGT-NEUF, CENT TRENTE, CENT TRENTE ET UN, CENT TRENTE-DEUX de la subdivision du lot originaire numéro TRENTE ET UN (31-125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132) aux plan et livre de renvoi officiels du Village de Hochelaga;

2o.- Une PARTIE du lot numéro CENT VINGT-QUATRE de la subdivision du lot originaire numéro TRENTE ET UN (31-Ptie 124) dudit cadastre, de figure trapézoïdale;

BORNEE vers le nord-est par une partie du lot 31-133 (ruelle) ci-après décrite, vers le sud-est par une autre partie du lot 31-124 (boulevard Ville-Marie), vers le sud-ouest par une partie du lot 31-113 (rue Darling) et vers le nord-ouest par le lot 31-125;

MESURANT six mètres et quarante-huit centimètres (6,48 m) vers le nord-est, vingt-huit mètres et quarante-sept centimètres (28,47 m) vers le sud-est, deux mètres et quarante-neuf centimètres (2,49 m) vers le sud-ouest et vingt-huit mètres et dix-neuf centimètres (28,19 m) vers le nord-ouest;

CONTENANT en superficie cent vingt-six mètres carrés et cinquante-huit centimètres carrés (126,58 m^2).

3o.- Une PARTIE du lot numéro CENT TRENTE-TROIS de la subdivision du lot originaire numéro TRENTE ET UN (31-Ptie 133) (ruelle), dudit cadastre, de figure trapézoîdale;

BORNEE vers le nord-est par une autre partie du lot 341-133 (ruelle), vers le sud-est par une autre partie du lot 31-133 (ruelle) (boulevard Ville-Marie), vers le sud-ouest par les lots 31-132 à 31-125 et une partie du lot 31-124 ci-haut décrite et vers le nord-ouest par le lot 31-144 (ruelle) (rue Hudon);

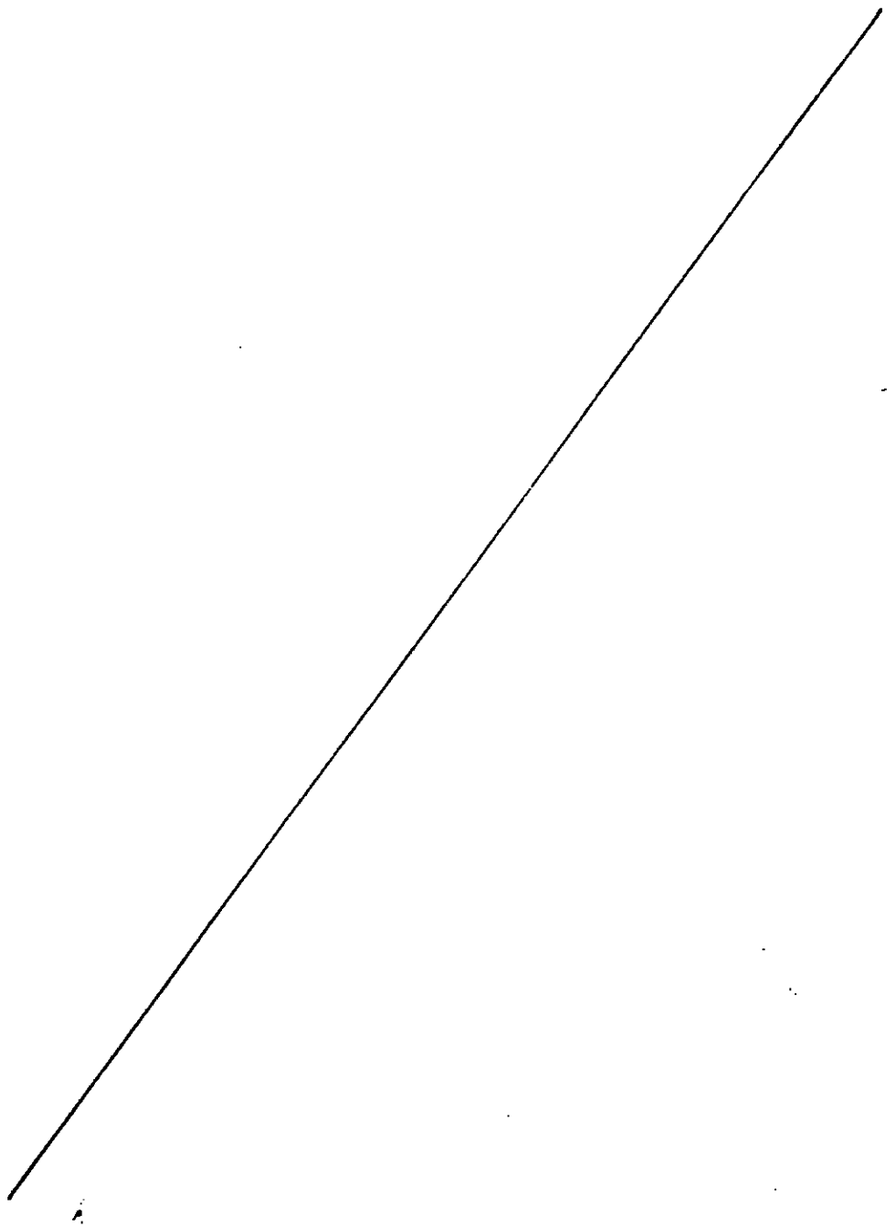
MESURANT soixante-deux mètres et quatre-vingt-douze centimètres (62,92 m) vers le nord-est, deux mètres et cinquante centimètres (2,50 m) vers le sud-est, soixante-deux mètres et cinquante-six centimètres (62,56 m) vers le sud-ouest et deux mètres et quarante-quatre centimètres (2,44 m) vers le nord-ouest;

CONTENANT en superficie cent cinquante-quatre mètres carrés et trente-quatre centimètres

carrés (154,34 m^2).

Ledit emplacement a une SUPERFICIE TOTALE de mille huit cent soixante-deux mètres carrés et cinquante-deux centimètres carrés (1 862,52 m^2).

Les unités utilisées sont celles du Système International (SI).



Le tout tel que plus amplement décrit audit bail, et ci-après appelé "terrain".

ATTENDU que la Société s'est engagée à assurer un prêt garanti par hypothèque de premier rang sur ledit immeuble pour une somme de UN MILLION CENT HUIT MILLE TROIS CENT QUARANTE-TROIS DOLLARS --- ($1,108,343.00) ---------- mentionnée aux termes d'un acte d'obligation hypothécaire qui doit être signé incessamment entre l'Emphytéote et LA COMPAGNIE DE FIDUCIE MORGUARD;

(ci-après appelé "LE CREANCIER HYPOTHECAIRE").

C'EST POURQUOI LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. Les mots et expressions définis à l'article 1, "DEFINITION" du bail, lorsqu'ils sont employés aux présentes, auront, à moins que le contexte n'exige un sens différent, la même signification que celle qui leur est donnée audit article.

2. La Ville consent dès à présent à ce que si la Société, en sa qualité d'assureur hypothécaire, devient emphytéote sous le régime du bail emphytéotique à la place de l'Emphytéote, elle jouisse comme emphytéote du régime spécial décrit ci-après, de sorte qu'elle ne pourra pas être considérée en défaut aux termes du bail pour ne pas avoir exécuté l'une quelconque des obligations ou conditions suivantes, savoir:

2.1. Le régime spécial accordé à la Société par les présentes ne prendra effet qu'à compter du jour où la Société deviendra emphytéote;

2.2. Advenant que l'Emphytéote abandonne les travaux de construction, de réparation ou de restauration prévus au bail avant qu'ils ne soient terminés, les délais prévus au bail emphytéotique seront prolongés pour permettre à la Société, avec diligence, de remédier au défaut de l'Emphytéote;

2.3. Si, au moins dix (10) ans après le commencement du terme du bail, un sinistre ou un événement a lieu qui donne ouverture aux obligations de l'Emphytéote de reconstruire, réparer ou restaurer les Améliorations, tel que prévu au bail, les obligations à cet effet créées par le sous-paragraphe 4.7.2. du bail ne pourront être invoquées contre la Société que dans la mesure où elle ne sont pas incompatibles avec les présentes;

2.4. Sous réserve des dispositions de l'article 3 ci-dessous, la Société ne sera pas tenue de souscrire à quelque assurance que ce soit.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2.4. ci-dessus si la Société, dans le cas où elle deviendrait l'Emphytéote aux termes du bail, préfère se prévaloir de l'exemption prévue au paragraphe 2.4. ci-dessus, elle sera considérée comme l'assureur aux termes des polices dont il est fait mention à l'article 4 "Assurance" dudit bail, pour les montants et sujet aux termes et conditions dudit bail, et au cas où les bâtiments tels que mentionnés audit bail viendraient à être détruits ou endommagés au point de n'être plus exploitables, que ce soit par le feu ou autrement, la Société s'engage à payer à la Ville dans les soixante (60) jours suivant telle destruction ou tel dommage, la somme qu'aurait payée une compagnie d'assurance qui aurait assuré les bâtiments conformément aux conditions du bail, cette somme étant escomptée en fonction de la partie non écoulée du terme du bail à un taux qui sera de 20% supérieur à la moyenne arithmétique des taux de rendement moyens des obligations à long terme émises ou garanties par le Gouvernement du Canada, tel que publié par la Banque du Canada pour le trimestre précédant la date du paiement et alors le bail prendra fin, à moins que la Société n'indique, dans le même délai, qu'elle préfère procéder et procède avec diligence et dans un délai raisonnable, à la reconstruction, la restauration ou la réparation dudit dommage. De plus, la Société s'engage à tenir la Ville indemne de toute réclamation mentionnée à l'article 4 dudit bail pendant toute période où elle serait l'emphytéote, le tout comme si une

police d'assurance responsabilité générale et civile était en vigueur conformément aux dispositions dudit article.

4. Nonobstant les dispositions de l'article 10 "EXPROPRIATION" du bail:

4.1. Si, durant la période où la Société est emphytéote vis-à-vis la Ville, une expropriation a lieu du terrain et des bâtiments, le bail se terminera à la date à laquelle l'expropriante aura pris possession des lieux loués ou de toute partie d'iceux et le montant total de l'indemnité provenant de cette expropriation, représentant la valeur du terrain et des bâtiments expropriés incluant les dommages, sera payé en entier par la partie expropriante à la Société et la Société continuera à payer à la Ville la rente annuelle selon les termes de l'article 13 du bail, et cela pour toute la partie non écoulée du terme, et la Société remettra à la Ville, le dernier jour de la période du bail, soit le trois février deux mille trente-huit (2038) une somme égale audit montant total que l'autorité expropriante lui aura versé au moment de l'expropriation, ~~déduction faite, preuve à l'appui,~~

des sommes dépensées pour les réparations à la partie du terrain et bâtiments non expropriés;

4.2. S'il y a un résidu non exproprié du terrain ou des bâtiments, lors d'une expropriation affectant ledit terrain ou lesdits bâtiments, la Société, en plus de recevoir l'indemnité d'expropriation selon le paragraphe 4.1. gardera, utilisera raisonnablement et sera responsable de ce résidu non exproprié mais continuera de payer la rente tel que prévu au paragraphe 4.1. et remettra à la Ville le total de l'indemnité reçu lors de l'expropriation, déduction faite, preuve à l'appui, des sommes dépensées pour les réparations, et le résidu non exproprié, à la Ville, tel que prévu au paragraphe 4.1.;

4.3. Si, pendant que la Société est l'emphytéote, ledit terrain ou lesdits bâtiments venaient à être expropriés en totalité ou en partie, de façon telle que le résidu non exproprié de l'ensemble soit rendu commercialement inutilisable ou impropre aux fins prévues au bail, et si l'expropriant ne prend pas ledit résidu, la Ville permettra à la Société de mettre fin

audit bail ou rachètera de la Société ledit résidu au prix qui représentera la valeur pour la Société dudit terrain et bâtiments, eu égard à la période demeurant non écoulée au bail.

5. Afin de permettre à l'Emphytéote d'obtenir un prêt assuré par la Société en vertu de la Loi Nationale sur l'Habitation, la Ville consent à ce que le premier créancier hypothécaire, ses successeurs et ayants droit jouissent de tous les droits que confère l'acte d'obligation et d'hypothèque exécuté entre lui et l'Emphytéote conformément à la Loi Nationale sur l'Habitation, nonobstant les articles du bail mais pour la seule période où ladite créance hypothécaire n'aura pas été remboursée en capital, intérêts et accessoires.

6. Malgré les termes et conditions du Bail emphytéotique reçu devant Me Normand Latreille, notaire, sous le numéro cinq mille neuf cent quatre-vingt-treize (5993) ---------- de ses minutes, la Ville accepte que le Créancier hypothécaire, sous le régime de la Loi Nationale sur l'Habitation, aura droit au contrôle des polices d'assurance, conformément aux termes de l'acte d'obligation et d'hypothèque exécuté entre lui et l'Emphytéote et de plus, la Ville consent à ce que le Créancier hypothécaire réclame et reçoive toutes prestations de ses assurances par préférence et à son seul ordre jusqu'à concurrence de la somme qui lui demeure due sous le régime dudit acte d'obligation et d'hypothèque en sa faveur.

3681721

7. Les dispositions des clauses 2, 3 et 4 sont pour le bénéfice exclusif de la Société ou de tout autre organisme d'Etat lui ayant succédé dans ses fonctions (désignés collectivement dans le présent article "Société"), de sorte que tout acquéreur ou cessionnaire des droits de la Société devra assumer et respecter intégralement toutes et chacune des charges, dispositions et obligations dudit bail, tout acquéreur subséquent ne pouvant aucunement bénéficier du régime spécial en faveur de la Société résultant des termes des présentes, ce régime spécial étant ainsi accordé à la Société en considération du fait que la Société a assuré un prêt accordé par un prêteur agréé à l'Emphytéote, conformément à la Loi Nationale sur l'Habitation.

8. L'Emphytéote reconnaît que les droits accordés par les présentes à la Société ne bénéficient qu'à cette dernière et ne peuvent en aucune façon être invoqués ni exercés en tout ou en partie par l'Emphytéote, ses successeurs ou ses ayants droit, et que les présentes ne constituent en aucune façon une modification, mainlevée ou quittance d'aucune des obligations qui incombent à l'Emphytéote en faveur de la Ville en vertu du bail emphytéotique.

9. L'Emphytéote assumera les frais des présentes et fournira à la Société une copie des présentes portant certificat d'enregistrement.

10. Tout acte modifiant le----------

bail emphytéotique décrit ci-dessus devra être approuvé par la Société. A défaut d'une telle approbation, tout tel amendement ou toute telle correction audit bail ne liera pas la Société. Le document amendant ou corrigeant ledit bail devra porter à sa face même la preuve de son approbation par la Société.

11. Les présentes feront partie du bail à compter du jour où la Société aura pris possession légale de la propriété, et pendant toute la période se terminant à la date où la Société cèdera ou transportera la possession légale de la propriété, mais à tout événement, pas plus tard que le trois février deux mille trente-huit (2038) ----------

date de l'expiration du bail.

12. Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu des présentes devra être signifié à l'autre partie à l'adresse indiquée ci-dessous:

Ville de Montréal
a/s du Greffier de la Ville
Hôtel de Ville de Montréal
Montréal, Québec H2Y 1C6

Société Canadienne d'Hypothèques
et de Logement

Ottawa, Ontario.

Co-Op d'habitation "La Légende"
(Montréal)

5 94 rue Desjardins
Montréal (Québec)
H1V 2G1

Cependant, chaque partie aux présentes pourra, par avis écrit signifié à l'autre partie, in-

diquer une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal, à laquelle tous les avis subséquents devront lui être signifiés. Advenant l'impossibilité pour une partie aux présentes de signifier tel avis à l'adresse ci-dessus mentionnée, tel avis pourra être signifié à l'autre partie en lui laissant copie au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal.

D O N T A C T E

FAIT ET PASSE en la Ville de Montréal, à la date ci-dessus en premier lieu écrite, sous le numéro cinq mille neuf cent quatre-vingt-quinze (5995) du répertoire de Me Normand Latreille.

ET LECTURE FAITE, les représentants des parties ont signé le tout avec et en présence du notaire soussigné.

(SIGNE) DANIELLE MENARD

(SIGNE) SYLVAIN TREMBLAY

(SIGNE) Le maire par: YVON LAMARRE

(SIGNE) Le greffier adj. GUY VANIER

pour LA VILLE DE MONTREAL

Je certifie que Monsieur le Maire ne peut signer ce contrat pour cause de maladie.

(SIGNE) MAURICE BRUNET
Greffier de la Ville

(SIGNE) GUY BOSSE

(SIGNE) NORMAND LATREILLE, notaire

VRAIE COPIE de la minute des présentes demeurée en mon étude.

L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF

Le

Devant **M^e^ Caroline BOILEAU**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAISSENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal*, *métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par

dûment autorisé(e) en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006) et dont copie est annexée à la minute _____ de la notaire soussignée conformément à la *Loi sur le notariat* (RLRQ, chapitre N-3) et

b) de la résolution numéro CG● ●, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du ,copie certifiée de cette résolution demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée la « **Ville** »

ET :

CO-OP D'HABITATION « LA LÉGENDE » (MONTRÉAL), coopérative régie par la *Loi sur les coopératives* (RLRQ, C. C-67.2) dont les statuts de constitution sont datés du vingt-quatre (24) avril mil neuf cent quatre-vingt-deux (1982) immatriculée sous le numéro 1144356590 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au 565, rue Darling, bureau 9, Montréal, province de Québec, H1W 3Y3, agissant et représentée par

VILLE

, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée l'« **Emphytéote** »

La Ville et l'Emphytéote sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

LESQUELLES, préalablement à l'acte de modification faisant l'objet des présentes, déclarent d'abord ce qui suit :

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE par acte de bail emphytéotique reçu devant M^e^ Normand Latreille, notaire, le trois (3) février mil neuf cent quatre-vingt-six (1986) dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 3 680 766 (ci-après l'« Emphytéose » ou le bail emphytéotique, la Ville a cédé à l'Emphytéote un immeuble autrefois connu comme étant les lots 31-125, 31-126, 31-127, 31-128, 31-129, 31-130, 31-131, 31-132, une partie du lot 31-124 et une partie du lot 31-133 du cadastre du Québec, village de Hochelaga, circonscription foncière de Montréal;

ATTENDU QUE depuis, lesdits lots ont fait l'objet d'une rénovation cadastrale et sont maintenant connus comme étant le lot 3 364 404 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

ATTENDU QUE ladite Emphytéose a été consentie pour un terme de cinquante-deux (52) ans commençant le trois (3) février mil neuf cent quatre-vingt-six (1986) et se terminant le trois (3) février deux mille trente-huit (2038);

ATTENDU QUE l'Emphytéote a indiqué à la Ville que, pour maintenir l'immeuble en bon état, il désirait effectuer des travaux importants sur l'immeuble;

ATTENDU QUE l'Emphytéote a de plus indiqué à la Ville qu'il devait, pour réaliser ces travaux importants, obtenir un financement et que les

institutions bancaires exigent qu'un amendement à l'Emphytéose soit signé entre les Parties afin notamment de prolonger de vingt et un (21) ans le terme de l'Emphytéose, soit jusqu'au trois (3) février deux mille cinquante-neuf (2059) ;

ATTENDU QUE l'Emphytéote a remis préalablement à la signature du présent acte à la Ville une confirmation écrite de son créancier hypothécaire et, le cas échéant de l'assureur hypothécaire, à l'effet que le prêt consenti pour effectuer lesdits travaux sera amorti sur une période de trente-cinq (35) ans.

CES FAITS ÉTANT DÉCLARÉS, les Parties conviennent de ce qui suit :

1. DÉFINITIONS

À moins qu'un terme ne soit expressément défini dans le présent acte de modification, les termes définis dans l'Emphytéose et qui sont reproduits dans le présent acte ont le même sens que celui qui leur a été attribué dans l'Emphytéose.

2. DÉSIGNATION

L'immeuble faisant l'objet de l'Emphytéose est maintenant connu comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE QUATRE CENT QUATRE (3 364 404)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Avec les bâtiments dessus érigé portant les numéros civiques 545, 565 et 585, rue Darling, Montréal, province de Québec, H1W 3Y3.

ci-après nommé l'« **immeuble** »

3. DÉCLARATIONS DES PARTIES

La Ville consent à prolonger le terme de l'Emphytéose afin de permettre à l'Emphytéote d'obtenir le financement nécessaire pour compléter des travaux importants sur l'immeuble et ainsi le maintenir en bon état.

Comme mentionné au paragraphe 3.3 de l'Emphytéose, l'Emphytéote s'engage à maintenir l'immeuble en bon état pendant toute la durée de l'Emphytéose incluant pendant la période de prolongation

faisant l'objet des présentes. De plus, l'Emphytéote confirme que toute amélioration qu'il pourrait apporter à l'immeuble demeurera, à la fin de l'Emphytéose, la propriété de la Ville, sans que cette dernière n'ait à payer quoi que ce soit, nonobstant le fait qu'il s'agirait d'impenses faites par un possesseur de bonne foi conformément au *Code civil du Québec*.

4. AMENDEMENT À L'EMPHYTÉOSE

a) OBLIGATION DE L'EMPHYTÉOTE

Les Parties conviennent d'ajouter après le paragraphe 3.5 de l'Emphytéose les paragraphes suivants :

« 3.6. L'Emphytéote s'engage à ne pas démolir tout ou partie de l'Ensemble immobilier sans que la Ville n'ait donné son accord à :

3.6.1. Un projet de reconstruction d'une valeur équivalente; et

3.6.2 Un échéancier préalablement approuvé par écrit.

La Ville ne pourra refuser de donner son accord sans motif raisonnable;

3.7. Conformément à la *Loi sur les coopératives* (RLRQ, chapitre C-67.2), l'Emphytéote s'engage à :

3.7.1 Effectuer, au moins à tous les cinq (5) ans un rapport d'inspection de l'Ensemble immobilier par un expert, c'est-à-dire un membre de l'Association des inspecteurs en bâtiments du Québec, de l'Association nationale des inspecteurs et experts en bâtiments, de l'Ordre des architectes, de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou de l'Ordre des technologues professionnels. Une copie de ce rapport devra être remise promptement à la Ville;

3.7.2 Suite au rapport d'inspection, établir une planification quinquennale des travaux d'entretien et de préservation de l'Ensemble immobilier ainsi que des budgets y afférents. Une copie de cette planification devra être remise promptement à la Ville;

3.7.3 L'Emphytéote s'engage à transmettre à la Ville, sur demande, ses états financiers du dernier exercice financier préparés dans le cadre de son rapport annuel, afin que la Ville puisse s'assurer de la santé économique de l'Emphytéote et de

sa capacité financière pour réaliser les travaux prévus dans son plan quinquennal;

3.8 L'Emphytéote s'engage à préserver l'affectation sociale ou communautaire de l'Ensemble immobilier.

3.9 L'Emphytéote s'engage à ne pas mettre fin au bail emphytéotique par abandon, l'Emphytéote y renonçant expressément conformément à l'article 1211 du *Code civil du Québec*. »

b) <u>ASSURANCES</u>

<u>Les Parties conviennent de remplacer l'article 4 de l'Emphytéose par ce qui suit :</u>

« **ARTICLE 4**
ASSURANCES

4.1. Afin de protéger les intérêts de la Ville dans la valeur résiduelle des Améliorations et d'assurer sa responsabilité personnelle, l'Emphytéote accepte de souscrire, (avant d'entreprendre les travaux prévus au paragraphe 3.1 ou tout autre travaux), et de maintenir en vigueur pendant toute la durée des travaux, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les assurances suivantes :

4.1.1 Une police d'assurance de responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et matériels d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $) par événement et par année.

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux à exécuter est confié à un entrepreneur général et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra protéger contre tous les dommages qui pourront survenir sur l'Ensemble immobilier pendant la période des travaux jusqu'à ce qu'ils soient complétés.

Cette police devra protéger également tous les entrepreneurs, sous-entrepreneurs ou personnes chargées directement

ou indirectement de l'exécution de toute partie des travaux à réaliser.

4.1.2. Une police d'assurance dite "tous risques" selon la formule du Bureau d'assurance du Canada (BAC) ou toute autre formule assurant une protection au moins équivalente. Cette police portera sur les Améliorations érigées ou à être érigées et devra entrer en vigueur à partir du moment où des matériaux représentant une valeur assurable seront sur le terrain. Le montant d'assurance devra au moins correspondre à cette valeur assurable et augmenter au même rythme que celle-ci et la police pourra contenir une franchise dont le montant ne devra pas excéder la somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $).

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville, l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux à exécuter est confié à un entrepreneur général, et tout créancier hypothécaire, s'il en est.

Cette police devra comporter un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville, à l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux est confié à un entrepreneur général, et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, suivant leurs intérêts respectifs, et devra prévoir que toute indemnité supérieure à VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) sera versée par l'assureur à toute succursale d'une banque à charte ou d'une caisse populaire, dont le siège est à Montréal, désignée par l'Emphytéote, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville, de l'entrepreneur général, suivant le cas, et de tout créancier hypothécaire, s'il en est. Il est de plus convenu que les sommes déposées à ce compte conjoint devront servir avant tout autre paiement à défrayer la réparation ou la reconstruction de l'objet de la perte. Toute somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) ou moins devra être payée par l'assureur à l'ordre conjoint de l'Emphytéote et de tout créancier hypothécaire, s'il en est.

4.2. L'Emphytéote accepte de souscrire et de maintenir en vigueur, dès la fin des travaux de construction et jusqu'à ce que le bail emphytéotique prenne fin, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les

polices d'assurance suivantes :

4.2.1. Une police d'assurance de responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et matériels d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $) par événement et par année.

Toutefois, le montant de protection de cette police devra être calculé en dollars constants de 2019, selon la variation de l'indice des prix à la consommation de Statistique Canada pour la région de Montréal ou de tout autre indice équivalent. L'ajustement du montant de protection sera effectué dès que la Ville en fera la demande.

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote et la Ville et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote; cette police devra protéger également et spécialement la Ville contre tous les dommages que l'Emphytéote peut lui causer.

4.2.2. Une police d'assurance dite "tous risques" selon la formule du Bureau d'assurance du Canada (BAC) ou toute autre formule assurant une protection au moins équivalente. Cette police portera sur tous les biens de nature assurable et normalement assurés dont l'Emphytéote est propriétaire en vertu du bail emphytéotique, et cela pour une somme correspondant au coût de remplacement de ces biens, et la police pourra contenir une franchise à déduire de chaque réclamation, dont le montant ne devra toutefois pas excéder la somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $).

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, suivant leurs intérêts respectifs, et prévoir que toute indemnité supérieure à VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) sera versée par l'assureur à toute succursale d'une banque à charte ou une caisse

populaire dont le siège est situé à Montréal, désignée par l'Emphytéote, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville et de tout créancier hypothécaire, s'il en est. Les sommes déposées dans ce compte conjoint serviront avant tout autre paiement à défrayer la réparation ou la reconstruction de l'objet de la perte. Toute somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) ou moins sera payée par l'assureur à l'ordre conjoint de l'Emphytéote et de tout créancier hypothécaire, s'il en est.

4.3. L'Emphytéote s'engage à fournir à la Ville :

a) Une (1) copie certifiée des polices d'assurance prévues aux paragraphes 4.1. et 4.2., et ce, dès leur émission;

b) Les reçus constatant le paiement des primes de ces polices et les certificats attestant explicitement le renouvellement intégral et sans modification de celles-ci, au moins trente (30) jours avant leur échéance; et

c) Une copie de tout avenant modifiant toute police mentionnée aux présentes, dans les trente (30) jours de la date de mise en vigueur de tel avenant;

Si l'Emphytéote négligeait de maintenir assurées les Améliorations et de garder ou de conserver en vigueur toute autre assurance prévue aux paragraphes 4.1. et 4.2. des présentes pendant toute la durée du bail emphytéotique, la Ville, après un avis écrit de quarante-huit (48) heures à l'Emphytéote, aura le droit de souscrire cette assurance avec une ou plusieurs compagnies d'assurance de son choix, le tout aux frais de l'Emphytéote.

4.4. Au cas de destruction partielle ou totale des Améliorations ou de dommages causés par un incendie ou toute autre cause, l'Emphytéote devra, le plus tôt possible, mais dans un délai n'excédant jamais six (6) mois à compter du sinistre, s'il y a destruction partielle, ou dans les douze (12) mois, s'il y a destruction totale, sauf force majeure, entreprendre et par la suite poursuivre avec diligence la reconstruction des Améliorations ou la restauration de la partie détruite ou endommagée pour la remettre dans l'état le plus près possible de celui existant avant la destruction ou les dommages, ou dans tout autre état dont les parties pourront mutuellement convenir, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, devant de temps à autre libérer les sommes d'argent déposées au compte conjoint pour payer l'Emphytéote au fur et à mesure que

progresseront les travaux de reconstruction des Améliorations ou de restauration de la partie ainsi détruite ou endommagée jusqu'à concurrence des dépenses faites conformément au certificat établissant l'état d'avancement des travaux émis de temps à autre par l'architecte surveillant les travaux;

L'Emphytéote devra souscrire de nouvelles assurances sur les Améliorations, durant la période des travaux et jusqu'à l'expiration du terme du bail emphytéotique, et les dispositions relatives à l'assurance contenues à l'article 4 s'appliqueront à ces nouvelles assurances et ainsi de suite chaque fois que se produira une perte donnant ouverture à une réclamation en vertu de quelque police d'assurance.

Cette obligation de reconstruire ou de restaurer les Améliorations ne s'éteindra pas à la fin de l'Emphytéose, si la cause est antérieure à cette fin.

4.5. Advenant que les indemnités payées par l'assureur ne suffiraient pas à compléter la reconstruction des Améliorations ou la restauration de la partie détruite ou endommagée, l'Emphytéote devra néanmoins compléter les travaux et payer le coût en excédent de ces indemnités. Par contre, si les indemnités payées par l'assureur excédaient le coût des travaux, la Ville s'engage à autoriser le paiement du surplus à l'Emphytéote, trente (30) jours après le par achèvement des travaux, sous réserve du droit de tout créancier hypothécaire, le cas échéant, d'exiger que la totalité ou une partie du surplus lui soit remise par la Ville et l'Emphytéote pour être appliquée en réduction de la dette garantie par son hypothèque sur l'Ensemble immobilier;

4.6. L'Emphytéote devra souscrire toutes les assurances prévues par ce bail emphytéotique auprès d'assureurs autorisés à faire affaires dans la province de Québec. »

c) <u>PARTAGE DES INDEMNITÉS</u>

<u>Les Parties conviennent d'ajouter à la fin du tableau du sous-paragraphe 11.3.2. de l'Emphytéose ce qui suit :</u>

« Par conséquent, la part de l'indemnité d'expropriation revenant à l'Emphytéote à partir de la 52^{e} année jusqu'à la 73^{e} année sera de 0,0 % »

d) <u>EXTENSION DU TERME</u>

Les Parties conviennent de remplacer l'article 12 de l'Emphytéose par ce qui suit :

« **ARTICLE 12**
DURÉE

12.1 Le présent bail emphytéotique est ainsi consenti pour le terme de soixante-treize (73) ans à compter de sa date. »

e) RENTE

La rente annuelle pour la période de la prolongation de l'Emphytéose sera de QUATRE MILLE HUIT CENTS DOLLARS (4 800,00 $), payable selon les mêmes conditions prévues à l'Emphytéose.

Par conséquent, les Parties conviennent d'ajouter après le sous-paragraphe 13.1.21. de l'Emphytéose le sous-paragraphe suivant :

« 13.1.22. du six cent vingt-cinquième (625^{e}) mois jusqu'au huit cent soixante-dix-septième (877^{e}) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de QUATRE MILLE HUIT CENTS DOLLARS (4 800,00 $), payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de QUATRE CENTS DOLLARS (400,00 $), chacun, dus et exigible le jour d'anniversaire mensuel de la date de signature des présentes. »

f) AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Les Parties conviennent de remplacer le paragraphe 15.3 de l'Emphytéose par ce qui suit :

« 15.3 Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

15.3.1. La Ville : à l'attention du Chef de division, Transactions immobilières, Service de la gestion et de la planification immobilière, Direction des transactions immobilières, au 303, rue Notre-Dame Est, 2^{e} étage, Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8;

avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

15.3.2. L'Emphytéote : à l'attention du Président de la CO-OP D'HABITATION « LA LÉGENDE » (MONTRÉAL) au numéro 565, rue Darling, bureau 9, à Montréal, province de Québec, H1W 3Y3. »

g) TAXES

Les Parties conviennent d'ajouter après l'article 15 de l'Emphytéose l'article suivant :

« ARTICLE 16
DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

La rente annuelle stipulée ci-dessus exclut la taxe sur les produits et services (T.P.S.) et la taxe de vente du Québec (T.V.Q.). En conséquence, l'Emphytéote s'engage, le cas échéant, à payer à la Ville toutes les taxes fédérales et provinciales applicables à ladite rente et toutes les taxes d'affaires au fur et à mesure qu'elles deviennent exigibles. Aux fins des présentes, les taxes d'affaires désignent l'ensemble des taxes, taux, droits, prélèvements, cotisations et droits de licence qui sont imposés, établis, exigés ou évalués par un gouvernement municipal à l'égard de toutes et chacune des activités exercées par l 'Emphytéote dans l'immeuble.

De plus, les Parties reconnaissent, qu'à la fin de l'emphytéose, ces dernières pourraient être assujetties à la T.P.S. et la T.V.Q. En conséquence, les Parties s'engagent, par les présentes, à respecter les lois fiscales imposant ces taxes et à effectuer tout paiem ent requis, le cas échéant.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT0001
T.V.Q. : 1006001374TQ0002

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

L'Emphytéote déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. :
T.V.Q. :

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être. »

5. RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis une copie de ce règlement à l'Emphytéote.

6. CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Les déclarations préliminaires comprises dans le Préambule font partie intégrante du présent acte.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

À l'exception des modifications mentionnées aux présentes, les autres clauses prévues à l'Emphytéose publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 3 680 766 demeurent en vigueur sans novation, ni dérogation.

7. EFFETS

Les Parties déclarent que les modifications à l'Emphytéose mentionnées à l'article 3 des présentes prennent effet à compter de la date des présentes.

8. INTERVENTION DES CRÉANCIERS

8.1 Aux présentes intervient **SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT**, personne morale et société d'État constituée en vertu de la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement* (L.R.C. (1985) c. C-7), ayant son siège au 700, Chemin Montréal, Ottawa, province de l'Ontario, K1A 0P7, et une place d'affaires au 1100, boulevard René-Lévesque Ouest, 1er étage, Montréal, province de Québec, H3B 5J7, agissant et représentée par _____, dûment autorisé(e) aux fins des présentes aux termes d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

(ci-après : la « **SCHL** »)

LAQUELLE, en sa qualité d'assureur hypothécaire et de créancier hypothécaire sur l'immeuble, suivant des actes publiés au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous les numéros 3 681 721, 3 683 377 et 4 920 171, déclare avoir pris connaissance du présent acte et y consent expressément.

8.2 Aux présentes intervient **CAISSE D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE DESJARDINS**, personne morale constituée en vertu de la *Loi* , ayant son siège au , agissant et représentée par _____, dûment autorisé(e) aux fins des présentes aux termes d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

(ci-après : la « **Caisse** »)

LAQUELLE, en sa qualité créancier hypothécaire sur l'immeuble, suivant un acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 24 089 380, déclare avoir pris connaissance du présent acte et y consent expressément.

9. LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Les Parties déclarent que le présent acte constitue une modification à l'Emphytéose et non un transfert au sens de la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières* (RLRQ, chapitre D-15.1).

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes de la notaire soussignée.

LES PARTIES, la SCHL et la Caisse déclarent à la notaire avoir pris connaissance de ce présent acte et avoir exempté la notaire d'en donner lecture, puis les Parties, la SCHL et la Caisse signent en présence de la notaire comme suit :

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par :

CO-OP D'HABITATION « LA LEGENDE » (MONTREAL)

_____
Par :

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

_____
Par :

CAISSE D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE DESJARDINS

_____
Par :

_____
M^{e} Caroline BOILEAU, notaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1186037007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte prolongeant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la Co-op d'habitation «La Légende» Montréal pour la propriété sise au 545, 565 et 585, rue Darling, d'une superficie de 1 860 m², dans l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve, pour une période additionnelle de vingt-et-un (21) ans, de 2038 à 2059, dont la rente annuelle à partir de 2038 sera de 4 800 $. N/Réf. : 31H12-005-1374-12

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1186037007 - Co-op La Legende 545 565 585 Darling.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514-872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-23

Mustapha CHBEL
Agent de gestion des ressources financieres
Tél : 514 872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.17

2019/09/19 17:00

(2)

Dossier # : 1196634001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 22 840,07 $, taxes incluses, pour l'achat des interfaces analogues, dans le cadre du contrat accordé à la firme West Safety Services Canada inc. (CG18 0600) majorant ainsi le montant total du contrat de 859 292,13 $ à 882 132,20 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 22 840,07 $, taxes incluses, pour l'achat des interfaces analogues, dans le cadre du contrat accordé à la firme West Safety Services Canada inc. majorant ainsi le montant total du contrat de 859 292,13 $ à 882 132,20 $, taxes incluses;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-27 14:18

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1196634001**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 22 840,07 $, taxes incluses, pour l'achat des interfaces analogues, dans le cadre du contrat accordé à la firme West Safety Services Canada inc. (CG18 0600) majorant ainsi le montant total du contrat de 859 292,13 $ à 882 132,20 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

En novembre 2018 suite à l'appel d'offres public 18-17189, la Ville a octroyé un contrat à la firme West Safety Services Canada inc. pour la mise en place d'un système clé en main pour la gestion des appels d'urgence pour le Centre de communications (CCSI) du Service de sécurité incendie de la Ville de Montréal (SIM). Ce nouveau système est une solution intégrée permettant une meilleure gestion des appels d'urgence pour optimiser la sécurité des citoyens. Avec cette nouvelle solution intégrée, les répartiteurs du CCSI seront en mesure de répondre aux différents appels (911, administratifs, SERAM (Système Évolué de Radiocommunication de l'Agglomération de Montréal)), à partir d'un même équipement auditif.
Ce contrat inclut :

· L'acquisition de la solution (logiciel et matériel tel qu'indiqué à l'annexe A-1 du devis technique);
· L'acquisition des casques d'écoutes (85 unités) et d'autres accessoires;
· Le service d'installation de la solution sur deux environnements (Test/Formation et Production);
· Le service de configuration de matériel;
· Le service de maintenance et de support pour une période de trois (3) ans;
· La gestion de projet;
· La documentation;
· La formation.

Le contrat d'octroi prévoyait cinquante-six (56) lignes téléphoniques et le nombre de lignes nécessaires afin de bien supporter les opérations du SIM a été revisé à quatre-vingt-neuf (89) lignes. Cette augmentation d'environ 2,7% oblige à la Ville à acquérir des interfaces analogues (AIM) supplémentaires, et ce, pour assurer le maintien de l'exploitation du système.

Le présent sommaire vise donc à autoriser une dépense additionnelle de 22 840,07 $, taxes incluses, pour l'achat des interfaces analogues, dans le cadre du contrat accordé à la firme West Safety Services Canada inc. majorant ainsi le montant total du contrat de 859 292,13 $ à 882 132,20 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0600 - 22 novembre 2018 - Accorder un contrat à la firme West Safety Services Canada inc. pour l'acquisition d'un système de gestion des appels d'urgence pour le Centre de communications (CCSI) pour le Service de sécurité incendie de la Ville de Montréal (SIM) pour la période du 1er décembre 2018 au 30 novembre 2021, pour une somme maximale de 859 292,13 $, taxes incluses - Appel d'offres public # 18-17189 - 2 soumissionnaires.

DESCRIPTION

La dépense additionnelle vise l'acquisition d'interfaces analogiques - AIM (Admin Interface Module). À cet effet, une demande de changement (DDC) # 1 a été approuvée par le comité directeur du Projet 68420 - Modernisation des systèmes de soutien aux opérations et à la prévention du SIM.
Le rajout de trente-trois (33) lignes téléphoniques supplémentaires rattachées à la solution proposée par West Safety Services Canada inc. oblige la Ville à acquérir dix (10) interfaces analogiques (AIM) supplémentaires afin d'assurer la mise en service du nouveau système.

La maintenance et le support pour ces équipements seront couverts dans le cadre du contrat original et seront fait à coût nul.

JUSTIFICATION

Comme la gestion des appels d'urgence pour le CCSI est essentielle afin d'assurer la sécurité des citoyens, il est impératif que le nouveau système soit mis en service avec l'ensemble des lignes téléphoniques nécessaires pour assurer le maintien de son exploitation. Pour ce faire, il est nécessaire d'acquérir des interfaces analogiques (AIM) supplémentaires. Ces ajouts ne modifient pas la nature du contrat et sont accessoires en valeur.
Les interfaces analogiques (AIM) sont accessoires au contrat principal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense de 22 840,07 $, taxes incluses (20 856,03 $ net de taxes), sera imputée au PTI 2019-2021 du Service des TI au projet 68420 - Modernisation des systèmes de soutien aux opérations et à la prévention du SIM et sera financée par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 17-013.
Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération puisqu'elle concerne le SIM, qui est de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi de cette dépense additionnelle au contrat permet au CCSI de la Ville de Montréal d'assurer le maintien de l'efficacité du système de gestion des appels d'urgences qui est nécessaire pour son exploitation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE - 11 septembre 2019

CM - 16 septembre 2019
CG - 19 septembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Richard LIEBMANN, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucia DELLA SALA
Conseiller(ere) analyse - controle de gestion

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-26

Sébastien BERTEAU
Chef de division mesures d'urgences à la direction

Tél : 514-868-3912
Télécop. :

Tél : 514 280 6963
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Réjean GAGNÉ
Chef de division TI - Procesus judiciare et cour municipale
Tél : 514-872-1239
Approuvé le : 2019-08-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

André TRUDEAU
directeur(trice) solutions d'affaires

Tél : 514-448-6733
Approuvé le : 2019-08-26

AIMs pour lignes administratives

Pour

Ville de Montréal, QC

(vente directe)

Numéro de devis: 34213

Version: 3

6 juin 2019

Les termes et conditions disponibles sur west.com/legal-privacy/terms/call-handling s'appliqueront à ce devis, à moins que les parties n'aient conclu un accord séparé ou que le client achète dans le cadre d'un accord d'achat coopératif. Les termes de ce devis régiront tout conflit avec les termes mentionnés ci-dessus, et l'émission par le client d'un bon de commande pour un ou pour tous les articles décrits dans ce devis constituera la reconnaissance et l'acceptation de ces termes. Aucune condition supplémentaire dans le bon de commande du Client ne s'appliquera. Ce document contient des renseignements confidentiels et exclusifs appartenant à West Safety Services Canada, Inc. ou à ses sociétés affiliées, et ces renseignements ne peuvent être utilisés ou divulgués par quiconque sans un consentement écrit préalable.

Résumé pour tous les sites

Article	Prix
Centre principal - Production	$11,360.25
Centre principal - Formation / Test	$1,417.50
Centre de relève - Production	$7,087.50
Total:	**$19,865.25**

Centre principal - Production

Modèle n°	Description	Quantité	Prix de vente	Total
VIPER				
912814	Admin Interface Module (AIM)	4	$1,417.50	$5,670.00
			Sous-total	**$5,670.00**
Installation				
950104	Professional Services (per Day)	2	$2,025.00	$4,050.00
			Sous-total	**$4,050.00**
Services de gestion de projet				
950510	Project Management Services	1	$1,640.25	$1,640.25
			Sous-total	**$1,640.25**
			Total	**$11,360.25**

Centre principal - Formation / Test

Modèle n°	Description	Quantité	Prix de vente	Total
VIPER				
912814	Admin Interface Module (AIM)	1	$1,417.50	$1,417.50
			Sous-total	**$1,417.50**
			Total	**$1,417.50**

Centre de relève - Production

Modèle n°	Description	Quantité	Prix de vente	Total
VIPER				
912814	Admin Interface Module (AIM)	5	$1,417.50	$7,087.50
			Sous-total	**$7,087.50**
			Total	**$7,087.50**

Remarques

1 L'ajout des modules AIM faisant l'objet de ce devis ne requiert aucune tablette AIM (« Gateway Shelf ») et unité d'alimentation supplémentaires. Cet équipement sera couvert dans le cadre du programme de Soutien et Maintenance pour le Système / Garantie du contrat original.

2 **Services professionnels :** Ce devis représente une estimation des coûts de main-d'œuvre pour effectuer le travail qui y est décrit. Si le travail réel pour effectuer la tâche est supérieur au montant indiqué, West contactera le client pour s'entendre sur des heures supplémentaires. Si le travail réel pour effectuer la tâche est nettement inférieur au montant indiqué, le paiement final peut être ajusté.

3 **Gestion complète du projet**

Il s'agit d'un service offert aux partenaires qui n'ont pas de directeur de projet affecté au projet, où la gestion globale de projet de West (CPM) fournit un gestionnaire de projet qui coordonne toutes les activités du projet.

La CPM fournit une assistance et des services complets de gestion de projet de bout en bout qui peuvent inclure l'assistance sur place, la documentation du projet, les rapports officiels et la coordination des livraisons tant en interne qu'avec le partenaire et le client final.

Le niveau de service de la CPM comprend tous les services de base plus les suivants :

- L'étude du site est examinée (ou amorcée et ensuite examinée) pour vérifier que le site et l'environnement du système sont prêts pour l'installation.
- L'étendue des travaux est terminée (notamment le calendrier des dates clés du projet).
- Révision du système de conception
- Le plan du site et/ou du réseau est conformément complété.
- Les entrepreneurs tiers inclus dans la commande sont contactés et gérés.
- La réunion de lancement du projet est programmée avec le client final et a lieu par conférence téléphonique ou, en option, sur place.
- Évaluation exhaustive et atténuation des risques
- Coordination globale du projet
- Les réunions hebdomadaires sur l'avancement du projet sont planifiées, conduites et documentées
- La configuration du client pour l'organisation est recueillie et communiquée
- La mise à disposition de l'équipement (si commandée) et l'expédition sont gérées ».
- Coordination de la livraison sur site
- La réception et les stocks d'équipement sont validés
- Les ressources de West sont planifiées et gérées en fonction de la mise en œuvre du projet et des exigences du transfert
- Tenir à jour toutes les communications et la documentation relatives au projet
- Livre de site complet pour livraison au client final lors de la remise au service
- Variable : Présence du chef de projet sur site (avec des composantes supplémentaires par jour et des coûts de déplacement). Cela est généralement nécessaire pour le lancement du projet (si sur site), l'évaluation finale du site et les services de gestion de projet de transfert

Droits réservés 2019 West Safety Services Canada, Inc.

Termes

NOM DU VENDEUR	**West Safety Services Canada, Inc.** 7150 Rue Alexander-Fleming Montréal, QC, H4S 2C8 Incluez le numéro de devis et le numéro d'identification NIE/d'imposition du client sur le bon de commande
SOUMISSION DU BON DE COMMANDE	ordermanagement.safetyservices@west.com
PRIX	Tous les prix sont en CAD Les taxes, le cas échéant, sont en sus. Les frais de manutention et d'expédition sont en sus sauf si indiqués dans la soumission.
MODALITÉS D'EXPÉDITION	FCA (Montréal), INCOTERMS 2010
PAIEMENT	Conformément au contrat
LIVRAISON	À determiner
VALIDITÉ	**Le devis expire le 04 octobre 2019**. Toutefois, les numéros de pièce commençant par Q, comme QXXXXX, sont des composants uniques appartenant à des tiers. Ces composants, incluant le modèle et le prix, (i) peuvent faire l'objet de modifications à tout moment ; et (II) ne peuvent être annulés, et ne sont en aucun cas remboursables ou échangeables.
DROITS D'AUTEURS	Les renseignements contenus dans ce document appartiennent en exclusivité à West Safety Services Canada, Inc. et ne sont fournis qu'à titre d'évaluation.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1196634001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 22 840,07 $, taxes incluses, pour l'achat des interfaces analogues, dans le cadre du contrat accordé à la firme West Safety Services Canada inc. (CG18 0600) majorant ainsi le montant total du contrat de 859 292,13 $ à 882 132,20 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une modification accessoire au contrat. Cette modification ne change pas la nature du contrat quant à son objet et est accessoire en valeur, et ce, tel que permis en vertu de l'article 573.3.04 de la Loi sur les cités et villes.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel
Tél : 514 872-1200

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-02

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel
Tél : 514 872-1200
Division : Droit contractuel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1196634001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 22 840,07 $, taxes incluses, pour l'achat des interfaces analogues, dans le cadre du contrat accordé à la firme West Safety Services Canada inc. (CG18 0600) majorant ainsi le montant total du contrat de 859 292,13 $ à 882 132,20 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - GDD 1196634001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Préposé au Budget
Tél : 514 872-8914

Francois Fabien
Conseiller budgétaire
514-872-0709

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-27

Yves COURCHESNE
Directeur - Service des finances
Tél : 514 872-6630

Division :

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.18

2019/09/19 17:00

(2)

Dossier # : 1194922014

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à « Jacques Olivier Ford inc.», pour la fourniture de 65 véhicules de patrouille de marque et modèle Ford Police Interceptor pour une somme maximale de 3 522 874,24 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17665 (4 soum.).

Il est recommandé :

1. d'accorder à « Jacques Olivier Ford inc. », plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture de 65 véhicules de patrouille de marque et modèle Ford Police Interceptor, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 522 874,24 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17665 et au tableau des prix reçus joint au rapport du directeur;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2019-08-20 16:01

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194922014**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à « Jacques Olivier Ford inc.», pour la fourniture de 65 véhicules de patrouille de marque et modèle Ford Police Interceptor pour une somme maximale de 3 522 874,24 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17665 (4 soum.).

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) est l'unité d'affaires responsable de la gestion du parc de véhicules de la Ville. A ce titre, le SMRA voit à l'acquisition des véhicules et des équipements qui seront mis à la disposition des 19 arrondissements et services centraux.
Dans le cadre de sa planification d'achat pour l'année 2020, le SMRA a identifié le besoin de remplacer 85 véhicules légers du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) lesquels seront mis au rancart pour cause de désuétude.

Le besoin de remplacer 85 véhicules a mené au lancement de l'appel d'offres public 19-17665 qui s'est tenu du 13 mai au 13 juin 2019. L'appel d'offres a été publié le 13 mai 2019 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO. Le délai de réception des soumissions a été de 32 jours incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions. La période de validité des soumissions indiquée à l'appel d'offres était de 120 jours civils suivant la date fixée pour l'ouverture de la soumission. Le 11 juin 2019, la Ville émettait un addenda pour apporter une modification à une spécification technique d'un devis de l'appel d'offres et émettre des précisions quant à l'utilisation de la version électronique du bordereau de soumission.

L'appel d'offres a été constitué de 16 items lesquels faisaient référence à des véhicules identifiés et banalisés.

Item	Description	Quantité	Commentaire
1	Ford Police Interceptor Utilitaire	65	
2	Ford F-150 Police Responder	1	
3	Ford Expédition SSV	1	
4	Ford Edge SE	1	
5	Ford Transit Connect XL	1	

6	Acura TLX	1	Aucune soumission reçue
7	GMC Terrain	1	Aucune soumission reçue
8	Honda Accord hybride Honda Odessey EV	2	
9	Jeep Grand Cherokee	1	
10	Kia Optimas SX	1	Aucune soumission reçue
11	Mazda 6 GT Mazda CX-5 GT	2	
12	Mitsubishi Outlander PHEV	1	Aucune soumission reçue
13	Nissan Pathefinder	1	Aucune soumission reçue
14	Subarau Ascent Touring Subaru Outback 3,6R Touring	2	
15	Toyota Camry XSE Toyota Highlander XLE	2	Aucune soumission reçue
16	Volkswagen Atlas Confortline Volkswagen Golf Alltrack	2	Aucune soumission reçue
	Total:	**85**	

La Ville n'a reçu aucune soumission pour les items 6, 7, 10, 12, 13,15 et 16. Le marché sera de nouveau sollicité pour ces articles.

La règle d'adjudication utilisée dans le cadre de l'appel d'offres 19-17665 est celle d'un octroi par item au plus bas soumissionnaire conforme de chacun des items.

Ce sommaire décisionnel ne concerne que l'octroi de l'item 1 (65 véhicules de patrouille). Les contrats des autres items seront octroyés par décision déléguée conformément aux règles de délégation en vigueur.

Le présent dossier nécessite l'approbation du conseil d'agglomération car la dépense est liée à l'exercice d'une compétence d'agglomération supérieure à 500 000 $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0650 – 20 décembre 2018 : Accorder un contrat à « Trois diamants autos (1987) ltée », pour la fourniture de 60 véhicules de patrouille de marque et modèle Dodge Charger pour une somme maximale de 2 069 412,03 $, taxes incluses – Dépense totale avec frais d'incidence de 2 172 882,03 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17265 (4 soum.).
CG17 0184 – 18 mai 2017 : Accorder un contrat à « Montréal Chrysler Dodge Jeep (LaSalle) », pour la fourniture de 100 véhicules de patrouille de marque et modèle Dodge Charger pour une somme maximale de 3 270 233,93 $, taxes incluses – Appel d'offres public 17-16034 (6 soum.).

DESCRIPTION

Ce dossier vise l'octroi d'un contrat à « Jacques Olivier Ford inc.», au montant de 3 522 874,24 $, taxes incluses, pour l'achat de 65 véhicules de patrouille de marque et modèle Ford Police Interceptor tel que décrit au devis technique 163-19A11 de l'appel d'offres 19-17665. Il s'agit de véhicules utilitaires propulsés par un moteur hybride V6 de 3,3 litres. Les véhicules seront sous la garantie du manufacturier pour une durée de trois ans ou 60 000 km, selon la première éventualité.
Le Police Interceptor de Ford est un véhicule développé et adapté pour les besoins des services d'urgence. Les véhicules seront mis à la disposition des équipes de patrouille du SPVM.

JUSTIFICATION

Cette acquisition vise le remplacement de 65 véhicules de patrouille qui seront mis au rancart pour cause de désuétude. Ces véhicules remplacent en majorité les mini-fourgonnettes qui possèdent un volume de charge similaire. La mini-fourgonnette de type Caravan est discontinuée et est beaucoup moins adaptée pour l'utilisation d'un véhicule de patrouille (voir l'analyse comparative et l'analyse des coûts en pièce jointe). Par ailleurs, les véhicules recommandés répondent à des besoins ergonomiques, de santé et sécurité au travail et de capacité opérationnelle notamment en conditions hivernales. Un véhicule de patrouille est mis au rancart lorsqu'il répond à deux des trois critères suivants :

- avoir atteint 150 000 km au compteur;
- être âgé de plus de 60 mois; et
- le coût d'entretien et de réparation excède le coût d'acquisition du véhicule (avant son aménagement).

La liste des véhicules de patrouille ciblés pour une mise au rancart en 2020 est présentée en pièces jointe.

Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'appel d'offres public 19-17665 pour lequel il y a eu 17 preneurs du cahier des charges. De ce nombre, 5 ont présenté une offre à l'item 1.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre (préciser)	Total
JACQUES OLIVIER FORD INC.	3 522 874,24 $		3 522 874,24 $
GARAGE P. VENNE INC.	3 536 998,92 $		3 536 998,92 $
BEAUCE AUTO (2000) INC.	3 540 511,41 $		3 540 511,41 $
TRADITION FORD (VENTES) LTÉE	3 548 582,65 $		3 548 582,65 $
Dernière estimation réalisée par le SMRA	3 477 660,32 $		3 477 660,32 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			3 537 241,80 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			0,41 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			25 708,41 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			0,73 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			45 213,68 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			1,30 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			14 124,68 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			0,40 %

Sur la base d'un historique d'achat, un représentant du SMRA a estimé la dépense relative à 65 véhicules de patouille à 3 477 660,32 $, taxes incluses. Le montant du contrat à octroyer

est supérieur à l'estimation de 1,30 % (45 213,92 $). L'écart de 0,40 % (14 124,68 $) entre les deux plus basses soumissions reçues confirme que les prix de l'adjudicataire sont compétitifs.

Un des 5 preneurs du cahier des charges relatif à l'item 1 n'a pas soumis de motif pour ne pas avoir présenté d'offre à la Ville.

Aucune soumission n'a été rejetée pour des motifs de non-conformité administrative ou technique.

Dans le but de faciliter un bon niveau de concurrence, la Ville n'a exigé aucune garantie de soumission et d'exécution dans le cadre de l'appel d'offres 19-17665.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de ce contrat de 3 522 874,24 $, taxes incluses, sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 3 216 854 $ (net de ristourne) sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération (RCG 19008) destiné aux achats de véhicules et leurs équipements (projet 71076).

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération en 2020.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Bien qu'il n'y ait pas de gains économiques évidents, l'acquisition de 65 véhicules utilitaires hybrides répond pleinement aux objectifs de réduction de GES et de dépendance aux énergies fossiles mis de l'avant par le Plan de développement durable.
L'acquisition de véhicules hybrides en lieu et place de véhicules à motorisation conventionnelle respecte les orientations de la Politique verte du matériel roulant de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas remplacer un appareil qui a atteint sa durée de vie utile accentue le vieillissement du parc de véhicules de la Ville et augmente, de fait, les frais d'entretien et de réparation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Émission du bon de commande en septembre 2019
- Livraison des véhicules : février et mars 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Renée VEILLETTE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Françoise TURGEON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-François LEMOINE, Service du matériel roulant et des ateliers
Annabelle FERRAZ, Service de police de Montréal

Lecture :

Annabelle FERRAZ, 20 août 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucie MC CUTCHEON
Agent(e) de recherche

Tél : 514 868-3620
Télécop. : 514 8721912

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-05

Philippe SAINT-VIL
c/d planification et soutien aux operations (mra)

Tél : 514 872-1080
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Paul MASSÉ
Directeur - Ateliers mécaniques et de proximité
Tél : 514 872-9003
Approuvé le : 2019-08-20

Comparatif Ford Police Interceptor Utility Hybride (2020) vs Dodge Charger Police (2019)

	Ford	Dodge	Comparatif
Comparatif coût d'acquisition			
PDSF et ensemble des options choisies	57 904 $	42 435 $	
Escompte applicable	10 765 $	12 514 $	
Prix (avant taxes)	47 139 $	29 921 $	
Prix (avec taxes)	54 198 $	34 402 $	(19 796) $
Coût d'utilisation (carburant) annuel			
Consommation combinée ville/route (l/100 km)	10	13	
Consommation au ralenti (l/heure)	0.77	1.76	
Consommation annuelle moyenne en déplacement (l)	2486	3232	
Consommation annuelle moyenne ralenti (l)	1523	3480	
Coût annuel d'utilisation (carburant)	5 211 $	8 726 $	
Coût total d'utilisation sur 5 ans (carburant)	26 056 $	43 628 $	17 572 $
Économie/coût supplémentaire sur 5 ans (acquisition&carburant)			**(2 224.21) $**
Réduction de CO2 sur 5 ans (tonnes)			31.09
Économie/coût supplémentaire sur 5 ans (acquisition&carburant&CO2)			**(669.75) $**

Données statistiques et hypothèses	
Consommation annuelle moyenne Dodge Charger Police (l)	6712
Kilométrage annuel moyen Dodge Charger Police (km)	24860
Consommation annuelle moyenne Dodge Charger Police en déplacement(l)	3232
Consommation annuelle moyenne Dodge Charger Police au ralenti (idle)	3480
Consommation par heure au ralenti Dodge Charger Police(l/heure)	1.76
Heures de ralenti annuelles (heures)	1977
Coût du carburant ($/l)	1.30 $
Émission de CO2 (kg) par litre (l) de carburant	2.3
Coût du CO2 par tonne au Canada en 2022 (plafond)	50.00 $

préparé par: Jean-François Lemoine, ing.
date: 25 juin 2019

ASSETNUM	NO CLASSE VILLE	ASSETNUM	USAGE	IPTION DE LA C	STATUTS REMPLACEMENT	AGE MOIS
146140101	146	14337	IDENTIFIES	CYL. 4 PORTES	À planifier	57.69
146140102	146	14338	IDENTIFIES	CYL. 4 PORTES	À planifier	57.69
146140204	146	14393	IDENTIFIES	CYL. 4 PORTES	À planifier	55.34
146140211	146	14339	IDENTIFIES	CYL. 4 PORTES	À planifier	56.82
146140212	146	14703	IDENTIFIES	CYL. 4 PORTES	À planifier	57.66
146140213	146	14340	IDENTIFIES	CYL. 4 PORTES	À planifier	57.66
146150103	146	15251	IDENTIFIES	CYL. 4 PORTES	À planifier	52.63
156130226	156	13279	IDENTIFIES	4 PORTES (N/A)	fication en cours	71.53
156130227	156	13314	IDENTIFIES	4 PORTES (N/A)	fication en cours	66.69
156130228	156	13280	IDENTIFIES	4 PORTES (N/A)	fication en cours	71.72
156130229	156	13281	IDENTIFIES	4 PORTES (N/A)	fication en cours	71.37

156130230	156	13282	IDENTIFIES	4 PORTES (N/A)	fication en cours	72.08
156130236	156	13285	IDENTIFIES	4 PORTES (N/A)	fication en cours	72.21
156130237	156	13591	IDENTIFIES	4 PORTES (N/A)	fication en cours	65.37
156130238	156	13318	IDENTIFIES	4 PORTES (N/A)	fication en cours	69.66
156130240	156	13447	IDENTIFIES	4 PORTES (N/A)	fication en cours	68.72
156130241	156	13480	IDENTIFIES	4 PORTES (N/A)	fication en cours	66.92
156130243	156	13449	IDENTIFIES	4 PORTES (N/A)	fication en cours	31.43
156130245	156	13451	IDENTIFIES	4 PORTES (N/A)	fication en cours	68.34
156130247	156	13714	IDENTIFIES	4 PORTES (N/A)	fication en cours	62.79
156130248	156	13358	IDENTIFIES	4 PORTES (N/A)	fication en cours	69.5
156130249	156	13481	IDENTIFIES	4 PORTES (N/A)	fication en cours	66.4
156130250	156	13493	IDENTIFIES	4 PORTES (N/A)	fication en cours	66.69
156130251	156	13287	IDENTIFIES	4 PORTES (N/A)	fication en cours	71.72
156130252	156	13590	IDENTIFIES	4 PORTES (N/A)	fication en cours	65.27

156130254	156	13289	IDENTIFIES	4 PORTES (N/A)	fication en cours	71.14
166110142	166	11326	IDENTIFIES	EGMENT 6 CYL.	À planifier	88.05
166110143	166	11442	IDENTIFIES	6 CYL. VITRÉE	À planifier	84.47
166110155	166	11406	IDENTIFIES	EGMENT 6 CYL.	À planifier	87.4
166110157	166	11408	IDENTIFIES	EGMENT 6 CYL.	À planifier	87.4
166110158	166	11409	IDENTIFIES	EGMENT 6 CYL.	À planifier	87.6
166110158	166	11409	IDENTIFIES	EGMENT 6 CYL.	À planifier	87.6
166110159	166	11444	IDENTIFIES	6 CYL. VITRÉE	À planifier	85.08
166110164	166	11446	IDENTIFIES	6 CYL. VITRÉE	À planifier	84.18
166110166	166	11413	IDENTIFIES	EGMENT 6 CYL.	À planifier	85.6

166110170	166	11416	IDENTIFIES	EGMENT 6 CYL.	fication en cours	86.21
166110171	166	11417	IDENTIFIES	EGMENT 6 CYL.	À planifier	87.18
166110172	166	11494	IDENTIFIES	EGMENT 6 CYL.	À planifier	80.24
166110173	166	11448	IDENTIFIES	6 CYL. VITRÉE	À planifier	82.53
166110182	166	11453	IDENTIFIES	6 CYL. VITRÉE	À planifier	74.72
166110184	166	11423	IDENTIFIES	EGMENT 6 CYL.	À planifier	86.69
166130103	166	13172	IDENTIFIES	EGMENT 6 CYL.	À planifier	73.56
166130104	166	13173	IDENTIFIES	EGMENT 6 CYL.	À planifier	74.34
166130105	166	13174	IDENTIFIES	EGMENT 6 CYL.	À planifier	74.3
166130108	166	13177	IDENTIFIES	EGMENT 6 CYL.	À planifier	73.56

166130109	166	13178	IDENTIFIES	EGMENT 6 CYL.	À planifier	74.3
166130115	166	13183	IDENTIFIES	EGMENT 6 CYL.	À planifier	74.72
166130117	166	13185	IDENTIFIES	EGMENT 6 CYL.	À planifier	74.3
166130263	166	13186	IDENTIFIES	EGMENT 6 CYL.	À planifier	68.72
166130265	166	13251	IDENTIFIES	6 CYL. VITRÉE	À planifier	71.72
166130266	166	13252	IDENTIFIES	6 CYL. VITRÉE	À planifier	70.34
166130268	166	13426	IDENTIFIES	6 CYL. VITRÉE	À planifier	68.21
166130269	166	13427	IDENTIFIES	6 CYL. VITRÉE	À planifier	68.24
166130270	166	13320	IDENTIFIES	6 CYL. VITRÉE	À planifier	69.24
166130272	166	13253	IDENTIFIES	6 CYL. VITRÉE	À planifier	72.66
166130274	166	13361	IDENTIFIES	6 CYL. VITRÉE	À planifier	69.43
166130275	166	13254	IDENTIFIES	6 CYL. VITRÉE	À planifier	71.72

166130277	166	13256	IDENTIFIES	6 CYL. VITRÉE	fication en cours	72.21
166130277	166	13256	IDENTIFIES	6 CYL. VITRÉE	fication en cours	72.21
166130278	166	13428	IDENTIFIES	6 CYL. VITRÉE	À planifier	68
166130279	166	13624	semi-banali	6 CYL. VITRÉE	À planifier	64.6
166130280	166	13592	IDENTIFIES	6 CYL. VITRÉE	À planifier	64.6
166130282	166	13587	IDENTIFIES	6 CYL. VITRÉE	À planifier	65.37
166130283	166	13482	IDENTIFIES	6 CYL. VITRÉE	À planifier	67.14
166130284	166	13593	IDENTIFIES	6 CYL. VITRÉE	À planifier	65.95

-	NO DE PLAQUE	MARQUE	MODÈLE		-	STANDARD ISATION
	FHS3854	FORD	TAURUS			Identifiés
	FHS3852	FORD	TAURUS			Identifiés
	FJX4713	FORD	TAURUS			Identifiés
	FJX4706	FORD	TAURUS			Identifiés
	FKC3845	FORD	TAURUS			Identifiés
	FJX4701	FORD	TAURUS			Identifiés
	FJL4509	FORD	TAURUS			Identifiés
	FGV5626	DODGE	CHARGER			Identifiés
	FGV5871	DODGE	CHARGER			Identifiés
	FHS4100	DODGE	CHARGER			Identifiés
	FHS4099	DODGE	CHARGER			Identifiés

	FHS4098	DODGE	CHARGER			Identifiés
	FHD5443	DODGE	CHARGER			Identifiés
	FHD5442	DODGE	CHARGER			Identifiés
	FHD5441	DODGE	CHARGER			Identifiés
	FGV5800	DODGE	CHARGER			Identifiés
	FGV5799	DODGE	CHARGER			Identifiés
	FGV5797	DODGE	CHARGER			Identifiés
	FGV5795	DODGE	CHARGER			Identifiés
	FGV5793	DODGE	CHARGER			Identifiés
	FGV5792	DODGE	CHARGER			Identifiés
	FGV5791	DODGE	CHARGER			Identifiés
	FJX4742	DODGE	CHARGER			Identifiés
	FGV5789	DODGE	CHARGER			Identifiés
	FGV5788	DODGE	CHARGER			Identifiés

	FGV5786	DODGE	CHARGER			Identifiés
	FHD4928	DODGE	CARAVAN			Identifiés
	FHD4923	DODGE	CARAVAN			Identifiés
	FFX2918	DODGE	CARAVAN			Identifiés
	FHD4998	DODGE	CARAVAN			Identifiés
	FFX2922	DODGE	CARAVAN			Identifiés
	FFX2922	DODGE	CARAVAN			Identifiés
	FHD4997	DODGE	CARAVAN			Identifiés
	FHD4984	DODGE	CARAVAN			Identifiés
	FHD4985	DODGE	CARAVAN			Identifiés

	FHD4988	DODGE	CARAVAN			Identifiés
	FHD4983	DODGE	CARAVAN			Identifiés
	FHD4989	DODGE	CARAVAN			Identifiés
	FHD4990	DODGE	CARAVAN			Identifiés
	FHD5689	DODGE	CARAVAN			Identifiés
	FHD5687	DODGE	CARAVAN			Identifiés
	FGV5609	DODGE	CARAVAN			Identifiés
	FGV5608	DODGE	CARAVAN			Identifiés
	FGV5607	DODGE	CARAVAN			Identifiés
	FGV5623	DODGE	CARAVAN			Identifiés

	FGV5622	DODGE	CARAVAN			Identifiés
	FHD5201	DODGE	CARAVAN			Identifiés
	FGV5827	DODGE	CARAVAN			Identifiés
	FHS4498	DODGE	CARAVAN			Identifiés
	FGG6779	DODGE	GRAND CARAVAN			Identifiés
	FGG6778	DODGE	GRAND CARAVAN			Identifiés
	FGG6776	DODGE	GRAND CARAVAN			Identifiés
	FGG6749	DODGE	GRAND CARAVAN			Identifiés
	FHS4493-4	DODGE	GRAND CARAVAN			Identifiés
	FHS4491	DODGE	GRAND CARAVAN			Identifiés
	FHS4489	DODGE	GRAND CARAVAN			Identifiés
	FHS4488	DODGE	GRAND CARAVAN			Identifiés

	FHS4486	DODGE	GRAND CARAVAN		Identifiés
	FHS4486	DODGE	GRAND CARAVAN		Identifiés
	FHS4111	DODGE	GRAND CARAVAN		Identifiés
	FHS3965	DODGE	GRAND CARAVAN		Identifiés
	FHS3966	DODGE	GRAND CARAVAN		Identifiés
	FHS3968	DODGE	GRAND CARAVAN		Identifiés
	FHS3969	DODGE	GRAND CARAVAN		Identifiés
	FGV5427	DODGE	GRAND CARAVAN		Identifiés

LANCEMENT AO	LIVRAISON	VALEUR NETTE	ANNÉE DE MISE EN SERVICE	DURÉE DE VIE MOIS	-	Priorité
19-17665		41 000 $	02/04/2014	58		FORD POLICE INTERCEPTOR 2014 /SERAM
19-17665		41 000 $	02/04/2014	58		FORD POLICE INTERCEPTOR 2014 /SERAM
19-17665		41 000 $	13/06/2014	55		FORD POLICE INTERCEPTOR 2014/SERAM/trousse riveraine
19-17665		41 000 $	29/04/2014	57		FORD POLICE INTERCEPTOR 2014/ seram
19-17665		41 000 $	03/04/2014	58		FORD POLICE INTERCEPTOR 2014 / SERAM/ Trousse riveraine
19-17665		41 000 $	03/04/2014	58		FORD POLICE INTERCEPTOR 2014 / trousse riveraine/SERAM
19-17665		41 000 $	04/09/2014	53		FORD POLICE INTERCERTOR
19-17665		41 000 $	07/02/2013	72		DODGE CHARGER 2013 / SERAM
19-17665		41 000 $	02/07/2013	67		DODGE CHARGER 2013 / seram
19-17665		41 000 $	01/02/2013	72		DODGE CHARGER 2013 / seram
19-17665		41 000 $	12/02/2013	71		DODGE CHARGER 2013 / seram

19-17665		41 000 $	21/01/2013	72		DODGE CHARGER 2013 / BLANC/SERAM
19-17665		41 000 $	17/01/2013	72		DODGE CHARGER 2013 / SERAM
19-17665		41 000 $	12/08/2013	65		DODGE CHARGER 2013 / seram
19-17665		41 000 $	03/04/2013	70		DODGE CHARGER 2013 / seram
19-17665		41 000 $	01/05/2013	69		DODGE CHARGER 2013 / SERAM
19-17665		41 000 $	26/06/2013	67		DODGE CHARGER 2013 / seram
19-17665		41 000 $	10/06/2016	31		DODGE CHARGER 2013 / Trousse riveraine
19-17665		41 000 $	13/05/2013	68		DODGE CHARGER 2013 / SERAM
19-17665		41 000 $	30/10/2013	63		DODGE CHARGER 2013 / seram
19-17665		41 000 $	08/04/2013	70		DODGE CHARGER 2013 /
19-17665		41 000 $	11/07/2013	66		DODGE CHARGER 2013 (pas de partition)/SERAM/trousse riveraine
19-17665		41 000 $	02/07/2013	67		DODGE CHARGER 2013 / seram OZONE enlevé
19-17665		41 000 $	01/02/2013	72		DODGE CHARGER 2013 / seram
19-17665		41 000 $	15/08/2013	65		DODGE CHARGER 2013 / SERAM ozone débranché

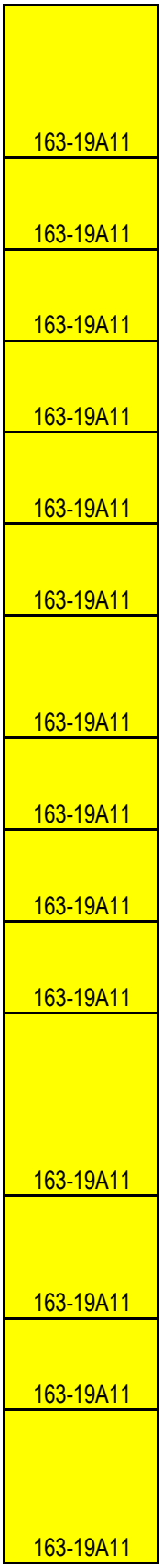
19-17665		41 000 $	19/02/2013	71		DODGE CHARGER 2013 / seram
19-17665		41 000 $	22/09/2011	88		DODGE CARAVAN 2011 /SERAM 16 (pas de PTM)
19-17665		41 000 $	09/01/2012	84		DODGE CARAVAN 2011 / SERAM/ support 223 16
19-17665		41 000 $	11/10/2011	87		DODGE CARAVAN 2011 / Emri /SERAM 16
19-17665		41 000 $	11/10/2011	87		DODGE CARAVAN 2011 /seram/ trousse riveraine 16 ****Modification de clavier****
19-17665		41 000 $	05/10/2011	88		DODGE CARAVAN 2011 / BLANCHE /SERAM 16
19-17665		41 000 $	05/10/2011	88		DODGE CARAVAN 2011 / BLANCHE /SERAM 16
19-17665		41 000 $	21/12/2011	85		DODGE CARAVAN 2011 / support 223/SERAM 16
19-17665		41 000 $	18/01/2012	84		DODGE CARAVAN 2011 / BLANCHE/EMRI/SERAM 16
19-17665		41 000 $	05/12/2011	86		DODGE CARAVAN 2011/ trousse riveraine/SERAM 16

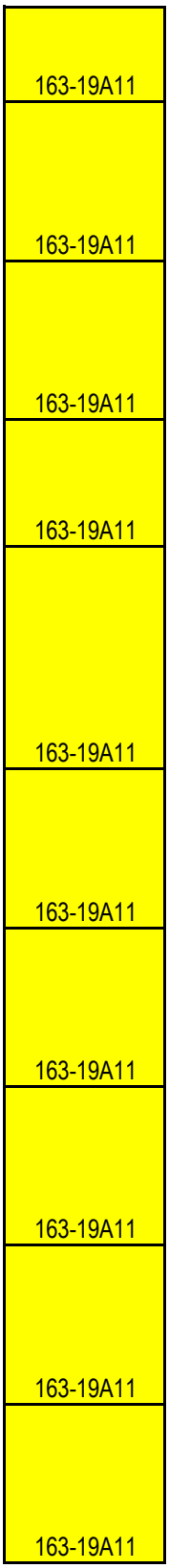
19-17665		41 000 $	17/11/2011	86		DODGE CARAVAN 2011 /seram/ BLANCHE 16
19-17665		41 000 $	18/10/2011	87		DODGE CARAVAN 2011 / SERAM /trousse riveraine 16
19-17665		41 000 $	16/05/2012	80		DODGE CARAVAN 2011 /SERAM//trousse/support 223 16
19-17665		41 000 $	07/03/2012	83		DODGE CARAVAN 2011 / seram 16
19-17665		41 000 $	01/11/2012	75		DODGE CARAVAN 2011/seram / trousse riveraine 16
19-17665		41 000 $	02/11/2011	87		DODGE CARAVAN 2011 / BLANCHE/SERAM 16
19-17665		41 000 $	06/12/2012	74		DODGE CARAVAN 2013/seram / trousse riveraine 16 OZONE ENLEVER
19-17665		41 000 $	13/11/2012	74		DODGE CARAVAN 2013/ 16/ Trousse riveraine
19-17665		41 000 $	14/11/2012	74		DODGE CARAVAN 2013/SERAM 16
19-17665		41 000 $	06/12/2012	74		DODGE CARAVAN 2013/ seram/ support 223 16

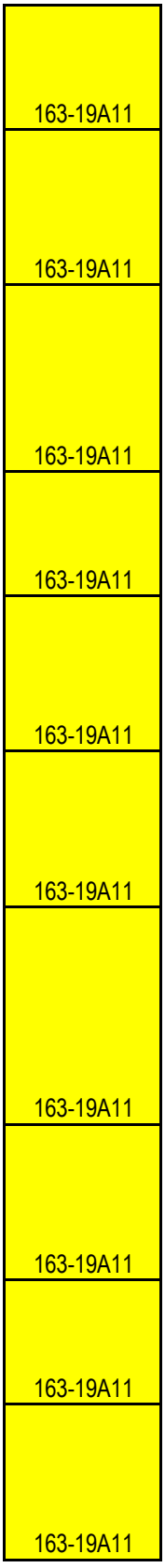
19-17665		41 000 $	14/11/2012	74		DODGE CARAVAN 2013/ seram/ trousse riveraine 16
19-17665		41 000 $	01/11/2012	75		DODGE CARAVAN 2013 / seram 16
19-17665		41 000 $	14/11/2012	74		DODGE CARAVAN 2013 / seram 16
19-17665		41 000 $	01/05/2013	69		DODGE CARAVAN 2013 HD/SERAM 17po
19-17665		41 000 $	01/02/2013	72		DODGE CARAVAN 2013 HD/SERAM 17po
19-17665		41 000 $	13/03/2013	70		DODGE CARAVAN 2013 HD /SERAM 17po
19-17665		41 000 $	17/05/2013	68		DODGE CARAVAN 2013 HD / seram 17po
19-17665		41 000 $	16/05/2013	68		DODGE CARAVAN 2013 HD/SERAM 17po
19-17665		41 000 $	16/04/2013	69		DODGE CARAVAN 2013 HD / seram 17po
19-17665		41 000 $	03/01/2013	73		DODGE CARAVAN 2013 HD/ seram 17po
19-17665		41 000 $	10/04/2013	69		DODGE CARAVAN 2013 HD / seram 17po
19-17665		41 000 $	01/02/2013	72		DODGE CARAVAN 2013 HD/ seram 17po

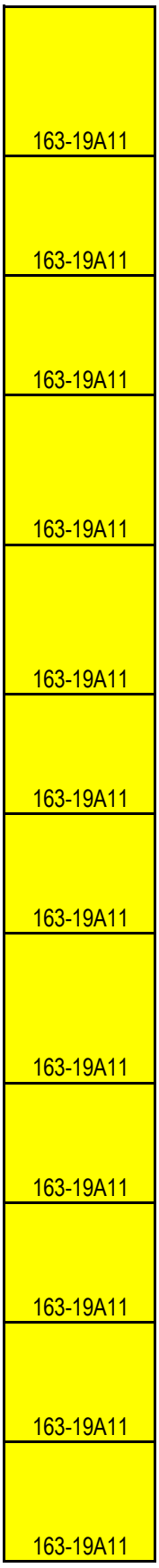
19-17665		41 000 $	17/01/2013	72		DODGE CARAVAN 2013 HD/ seram 17po
19-17665		41 000 $	17/01/2013	72		DODGE CARAVAN 2013 HD/ seram 17po
19-17665		41 000 $	23/05/2013	68		DODGE CARAVAN 2013 HD/ seram 17po
19-17665		41 000 $	05/09/2013	65		DODGE CARAVAN 2013 HD/SERAM/ ton sur ton blanc 17po
19-17665		41 000 $	05/09/2013	65		DODGE CARAVAN seram /trousse riveraine HD 17po
19-17665		41 000 $	12/08/2013	65		DODGE CARAVAN 2013 HD/SERAM 17po
19-17665		41 000 $	19/06/2013	67		DODGE CARAVAN 2013 HD /SERAM 17po
19-17665		41 000 $	25/07/2013	66		DODGE CARAVAN 2013 HD/SERAM/ trousse riveraine 17po

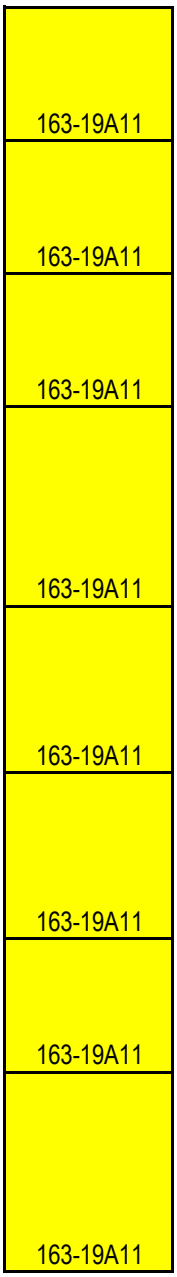
REMARQUE
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11


163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11


163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11


163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11


163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11


163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11
163-19A11

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1194922014

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder un contrat à « Jacques Olivier Ford inc.», pour la fourniture de 65 véhicules de patrouille de marque et modèle Ford Police Interceptor pour une somme maximale de 3 522 874,24 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17665 (4 soum.).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17665_Intervention_«SMRA»_Octroi par Item.pdf
19-17665_TCP,Rev.pdf
19-17665_DetCah.pdf
19-17665_PV_.SP.0345.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renée VEILLETTE
Agente d'approvisionnement II
Tél : (514) 872-1057

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-16

Lina PICHÉ
Chef de section
Tél : (514) 868-5740
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17665 — No du GDD : 1194922014

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de divers véhicules

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 13 - 5 - 2019 — Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Ouverture originalement prévue le : 13 - 6 - 2019 — Date du dernier addenda émis : 11 - 6 - 2019

Ouverture faite le : 13 - 6 - 2019 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 32 jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

	Nbre de preneurs	Nbre de soumissions reçues	% de réponses
ITEM no 1 - Ford	5	4	0,80
ITEM no 2 - Ford	5	4	0,80
ITEM no 3 - Ford	5	4	0,80
ITEM no 4 - Ford	5	4	0,80
ITEM no 5 - Ford	5	4	0,80
ITEM no 6 - Accura	0	0	# 0
ITEM no 7 - GMC	0	0	# 0
ITEM no 8 - Honda	2	1	0,50
ITEM no 9 - Jeep	2	1	0,50
ITEM no 10 - Kia	1	0	0
ITEM no 11 - Mazda	3	3	100
ITEM no 12 - Mitsubishi	0	0	0
ITEM no 13 - Nissan	0	0	0
ITEM no 14 - Subaru	1	1	100
ITEM no 15 - Toyota	2	0	0
ITEM no 16 - Volkswagen	0	0	0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 11 - 10 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs — Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Item no 1	**Nom des firmes**	Montant soumis (TTI)	√	Item 1
JACQUES OLIVIER FORD INC.		**3 522 874,24 $**	√	
GARAGE P. VENNE INC.		3 536 998,92 $		
BEAUCE AUTO (2000) INC.		3 540 511,41 $		
TRADITION FORD (VENTES) LTÉE		3 548 582,65 $		

Item no 2	**Nom des firmes**	Montant soumis (TTI)	√	Item 02
BEAUCE AUTO (2000) INC.		**49 772,68 $**	√	
GARAGE P. VENNE INC.		49 830,17 $		
TRADITION FORD (VENTES) LTÉE		50 295,81 $		
JACQUES OLIVIER FORD INC.		52 686,14 $		

Item no 3	**Nom des firmes**	Montant soumis (TTI)	√	Item 3
BEAUCE AUTO (2000) INC.		**57 106,93 $**	√	
GARAGE P. VENNE INC.		59 942,22 $		
JACQUES OLIVIER FORD INC.		60 153,77 $		
TRADITION FORD (VENTES) LTÉE		60 381,42 $		

Item no 4	**Nom des firmes**	Montant soumis (TTI)	√	Item 4
GARAGE P. VENNE INC.		**37 125,43 $**	√	
BEAUCE AUTO (2000) INC.		37 152,32 $		
TRADITION FORD (VENTES) LTÉE		37 375,76 $		
JACQUES OLIVIER FORD INC.		37 423,21 $		

Item no 5	**Nom des firmes**	Montant soumis (TTI)	√	Item 5
GARAGE P. VENNE INC.		31 736,55 $	√	
JACQUES OLIVIER FORD INC.		31 795,19 $		
TRADITION FORD (VENTES) LTÉE		32 027,64 $		
BEAUCE AUTO (2000) INC.		32 147,01 $		

Item no 8	**Nom des firmes**	Montant soumis (TTI)	√	Item 8
HONDA DRUMMONDVILLE (6676677 CANADA INC.)		79 496,95 $	√	

Item no 9	**Nom des firmes**	Montant soumis (TTI)	√	Item 9
TROIS DIAMANTS AUTO (1987) LTÉE		55 923,84 $	√	

Item no 11	**Nom des firmes**	Montant soumis (TTI)	√	Item 11
MAZDA DE LAVAL (ARMAND QUÉRIN AUTOMOBILE LTÉE)		81 946,13 $	√	
MAZDA DRUMMONDVILLE (7043716 CANADA INC.)		81 948,89 $		
PRESTIGE GABRIEL HENRI_BOURASSA S.E.C. (1)		82 414,65 $		

Item no 14	**Nom des firmes**	Montant soumis (TTI)	√	Item 14
SUBARU REPENTIGNY (4431341 CANADA INC.)		90 744,02 $	√	

Information additionnelle

Remarque : (1) Tel qu'indiqué au procès verbal, aucune page sommaire n'a été retracée parmi les documents et aucun montant n'a été lu, ce qui reflète la situation lors de l'ouverture des soumissions. Cependant, lors de notre anlyse, le documents manquant (page sommaire) était enregistré sur la clé USB.

Six preneurs de différentes marques n'ont pas présenté d'offres pour les raisons suivantes :
- Manque de temps pour étudier l'appel d'offres et pour préparer la soumission dans le délai alloué.
- La complexité de la documentation de l'appel d'offre est le principal facteur qui l'a amené à ne pas soumissionner pour cet appel d'offre.
- Spécifications demandées, non disponible chez le manufacturier, ne peut soumissionner.
- Et deux n'ont pas donnés de raisons.

Préparé par : Renée Veillette Le 15 - 8 - 2019

Numéro de l'appel d'offres : 19- 17665
Titre: Acquisition de divers véhicules
Date d'ouverture des soumissions : 13 juin 2019

Nom du soumissionnaire	Quantité prévisionnelle	Prix unitaire	Montant total (Sans taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
Item no 1 - Acquisition de véhicules Ford Police Interceptor Utilitaire, selon les spécifications techniques.						
JACQUES OLIVIER FORD INC.	65	47 139,00 $	3 064 035,00 $	153 201,75 $	305 637,49 $	3 522 874,24 $
GARAGE P. VENNE INC.	65	47 328,00 $	3 076 320,00 $	153 816,00 $	306 862,92 $	3 536 998,92 $
BEAUCE AUTO (2000) INC.	65	47 375,00 $	3 079 375,00 $	153 968,75 $	307 167,66 $	3 540 511,41 $
TRADITION FORD (VENTES) LTÉE	65	47 483,00 $	3 086 395,00 $	154 319,75 $	307 867,90 $	3 548 582,65 $
Item no 2 - Acquisition d'un (1) véhicule Ford F-150 Police Responder, selon les spécifications techniques.						
BEAUCE AUTO (2000) INC.	1	43 290,00 $	43 290,00 $	2 164,50 $	4 318,18 $	49 772,68 $
GARAGE P. VENNE INC.	1	43 340,00 $	43 340,00 $	2 167,00 $	4 323,17 $	49 830,17 $
TRADITION FORD (VENTES) LTÉE	1	43 745,00 $	43 745,00 $	2 187,25 $	4 363,56 $	50 295,81 $
JACQUES OLIVIER FORD INC.	1	45 824,00 $	45 824,00 $	2 291,20 $	4 570,94 $	52 686,14 $
Item no 3 - Acquisition d'un (1) véhicule Ford Expédition SSV, selon les spécifications techniques.						
BEAUCE AUTO (2000) INC.	1	49 669,00 $	49 669,00 $	2 483,45 $	4 954,48 $	57 106,93 $
GARAGE P. VENNE INC.	1	52 135,00 $	52 135,00 $	2 606,75 $	5 200,47 $	59 942,22 $
JACQUES OLIVIER FORD INC.	1	52 319,00 $	52 319,00 $	2 615,95 $	5 218,82 $	60 153,77 $
TRADITION FORD (VENTES) LTÉE	1	52 517,00 $	52 517,00 $	2 625,85 $	5 238,57 $	60 381,42 $
Item no 4 - Acquisition d'un (1) véhicule Ford Edge SE, selon les spécifications techniques.						
GARAGE P. VENNE INC.	1	32 290,00 $	32 290,00 $	1 614,50 $	3 220,93 $	37 125,43 $
BEAUCE AUTO (2000) INC.	1	32 316,00 $	32 316,00 $	1 615,80 $	3 223,52 $	37 155,32 $
TRADITION FORD (VENTES) LTÉE	1	32 507,73 $	32 507,73 $	1 625,39 $	3 242,65 $	37 375,76 $
JACQUES OLIVIER FORD INC.	1	32 549,00 $	32 549,00 $	1 627,45 $	3 246,76 $	37 423,21 $

Numéro de l'appel d'offres : 19- 17665
Titre: Acquisition de divers véhicules
Date d'ouverture des soumissions : 13 juin 2019

Nom du soumissionnaire	Quantité prévisionnelle	Prix unitaire	Montant total (Sans taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
Item no 5 - Acquisition d'un (1) véhicule Ford Transit Connect XL, selon les spécifications techniques.						
GARAGE P. VENNE INC.	1	27 603,00 $	27 603,00 $	1 380,15 $	2 753,40 $	31 736,55 $
JACQUES OLIVIER FORD INC.	1	27 654,00 $	27 654,00 $	1 382,70 $	2 758,49 $	31 795,19 $
TRADITION FORD (VENTES) LTÉE	1	27 856,18 $	27 856,18 $	1 392,81 $	2 778,65 $	32 027,64 $
BEAUCE AUTO (2000) INC.	1	27 960,00 $	27 960,00 $	1 398,00 $	2 789,01 $	32 147,01 $
Item no 6 - Acquisition d'un (1) véhicule Acura TLX, selon les spécifications techniques.						
AUCUN SOUMISISONNAIRE	1		- $	- $	- $	- $
Item no 7 - Acquisition d'un (1) véhicule GMC Terrain, selon les spécifications techniques.						
AUCUN SOUMISISONNAIRE	1		- $	- $	- $	
Item no 8 - Acquisition d'un (1) véhicule Honda Accord hybride, selon les spécifications techniques. Acquisition d'un (1) véhicule Honda Odessey EV, selon les spécifications techniques.						
HONDA DRUMMONDVILLE (6676677 CANADA INC.)	1	33 301,13 $	69 142,81 $	3 457,14 $	6 897,00 $	79 496,95 $
	1	35 841,68 $				
Item no 9 - Acquisition d'un (1) véhicule Jeep Grand Cherokee, selon les spécifications techniques.						
TROIS DIAMANTS AUTO (1987) LTÉE	1	48 640,00 $	48 640,00 $	2 432,00 $	4 851,84 $	55 923,84 $
Item no 10 - Acquisition d'un (1) véhicule Kia Optima SX, selon les spécifications techniques.						
AUCUN SOUMISISONNAIRE	1		- $	- $	- $	
Item no 11 - Acquisition d'un (1) véhicule Mazda 6 GT, selon les spécifications techniques. Acquisition d'un (1) véhicule Mazda CX-5 GT, selon les spécifications techniques.						
MAZDA DE LAVAL (ARMAND QUÉRIN AUTOMOBILE LTÉE)	1	33 799,00 $	71 273,00 $	3 563,65 $	7 109,48 $	81 946,13 $
	1	37 474,00 $				
7043716 CANADA INC. (MAZDA DRUMMONDVILLE)	1	33 722,40 $	71 275,40 $	3 563,77 $	7 109,72 $	81 948,89 $
	1	37 553,00 $				
PRESTIGE GABRIEL HENRI_BOURASSA S.E.C. **(1)**	1	33 919,75 $	71 680,50 $	3 584,03 $	7 150,13 $	82 414,65 $
	1	37 760,75 $				

Numéro de l'appel d'offres : 19- 17665
Titre: Acquisition de divers véhicules
Date d'ouverture des soumissions : 13 juin 2019

Nom du soumissionnaire	Quantité prévisionnelle	Prix unitaire	Montant total (Sans taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
Item no 12 - Acquisition d'un (1) véhicule Mitsubishi Outlander PHEV, selon les spécifications techniques.						
AUCUN SOUMISISONNAIRE	1		- $	- $	- $	
Item no 13 - Acquisition d'un (1) véhicule Nissan Pathefinder, selon les spécifications techniques.						
AUCUN SOUMISISONNAIRE	1		- $	- $	- $	
Item no 14 - Acquisition d'un (1) véhicule Subaru Ascent Touring, selon les spécifications techniques. Acquisition d'un (1) véhicule Subaru Outback 3,6R Touring, selon les spécifications techniques.						
SUBARU REPENTIGNY (4431341 CANADA INC.)	1	43 455,00 $	78 925,00 $	3 946,25 $	7 872,77 $	90 744,02 $
	1	35 470,00 $				
Item no 15 - Acquisition d'un (1) véhicule Toyota Camry XSE, selon les spécifications techniques. Acquisition d'un (1) véhicule Toyota Highlander XLE, selon les spécifications techniques.						
AUCUN SOUMISISONNAIRE	1			- $	- $	- $
	1					
Item no 16 - Acquisition d'un (1) véhicule Volkswagen Atlas Confortline, selon les spécifications techniques. Acquisition d'un (1) véhicule Volkswagen Golf Alltrack, selon les spécifications techniques.						
AUCUN SOUMISISONNAIRE	1			- $	- $	
	1					

Remarque : (1) Tel qu'indiqué au procès verbal, aucune page sommaire n'a été retracée parmi les documents et aucun montant n'a été lu, ce qui reflète la situation lors de l'ouverture des soumissions. Cependant, lors de notre anlyse, le documents manquant (page sommaire) était enregistré sur la clé USB.

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Renée Veillette **Date : 19 juin 2019**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 19-17665
Numéro de référence : 1267089
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Acquisition de divers véhicules

☐	Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
☐	4431341 CANADA INC. 575 RUE NOTRE-DAME Repentigny, QC, J6A2T6 NEQ : 1164518798	Monsieur VIANNEY RIVARD Téléphone : 450 585-9950 Télécopieur : 450 585-7709	**Commande : (1596052)** 2019-05-17 9 h 59 **Transmission :** 2019-05-17 9 h 59	3141744 - 19-17665 - (Modifications) 2019-06-11 11 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	ARMAND QUERIN AUTOMOBLIE LTEE 2385 BOUL. CHOMEDEY Laval, QC, H7T 2W5 NEQ : 1142823856	Monsieur VATCHE HARATOUNIAN Téléphone : 450 688-4787 Télécopieur : 450 688-9210	**Commande : (1595472)** 2019-05-16 11 h 27 **Transmission :** 2019-05-16 11 h 27	3141744 - 19-17665 - (Modifications) 2019-06-11 11 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Beauce Auto (2000) Inc 405 Boul Renault Beauceville, QC, G5X 1N7 NEQ : 1165908915	Monsieur David Fortin Téléphone : 418 774-9801 Télécopieur : 418 774-9811	**Commande : (1593172)** 2019-05-13 9 h 57 **Transmission :** 2019-05-13 9 h 57	3141744 - 19-17665 - (Modifications) 2019-06-11 11 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Fortier Auto (Montréal) Ltée 7000, boul. Louis-H.	Monsieur Yannick Bastien	**Commande : (1593716)**	3141744 - 19-17665 - (Modifications)

	Lafontaine Montréal, QC, H1M 2X3 http://www.fortierauto.com NEQ : 1140587461	Téléphone : 514 353-9821 Télécopieur : 514 353-4556	2019-05-13 18 h 01 **Transmission :** 2019-05-13 18 h 01	2019-06-11 11 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	HONDA DRUMMONDVILLE 1355 BOUL ST JOSEPH Drummondville, QC, J2C 2E4 NEQ : 1164615453	Madame KARINE PROULX Téléphone : 819 477-8841 Télécopieur : 819 477-0702	**Commande : (1597007)** 2019-05-21 13 h 58 **Transmission :** 2019-05-21 13 h 58	3141744 - 19-17665 - (Modiofications) 2019-06-11 11 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	JACQUES OLIVIER FORD INC. 4405 CHEMIN CHAMBLY Longueuil, QC, J3Y 3M7 NEQ : 1143058627	Monsieur Serge Labelle. Téléphone : 450 445-3673 Télécopieur : 450 445-4451	**Commande : (1604721)** 2019-06-06 11 h 45 **Transmission :** 2019-06-06 11 h 45	3141744 - 19-17665 - (Modiofications) 2019-06-11 11 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	LALLIER HONDA MONTREAL 12435 BOUL LAURENTIEN Montréal, QC, H4K 2J2 NEQ : 1165792004	Monsieur Martin Dagenais Téléphone : 514 337-2330 Télécopieur : 514 337-2739	**Commande : (1595385)** 2019-05-16 10 h 06 **Transmission :** 2019-05-16 10 h 06	3141744 - 19-17665 - (Modiofications) 2019-06-11 11 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Lévis Toyota 160, route du Président-Kennedy Lévis, QC, G6V6E1 http://www.levistoyota.ca NEQ : 1142298067	Monsieur Jacques Emond Téléphone : 418 837-4701 Télécopieur :	**Commande : (1593359)** 2019-05-13 11 h 52 **Transmission :** 2019-05-13 11 h 52	3141744 - 19-17665 - (Modiofications) 2019-06-11 11 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	MAZDA DRUMMOND 1295 BOUL. ST-JOSEPH Drummondville, QC, J2C 2E2 NEQ : 1165544686	Madame KARINE PROULX Téléphone : 819 477-1777 Télécopieur :	**Commande : (1596991)** 2019-05-21 13 h 49 **Transmission :** 2019-05-21 13 h 49	3141744 - 19-17665 - (Modiofications) 2019-06-11 11 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan)

				: Courrier électronique
☐	MEGA KIA BROSSARD 8650 Taschereau Brossard, QC, j4x1c2 NEQ : 1160307022	Monsieur KAROL DUSZA Téléphone : 450 671-5050 Télécopieur :	**Commande : (1601208)** 2019-05-29 15 h 11 **Transmission :** 2019-05-29 15 h 11	3141744 - 19-17665 - (Modiofications) 2019-06-11 11 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Pie IX Dodge Chrysler 2000 Inc 9350 Boul. Pie IX Montréal, QC, H1Z 4E9 NEQ : 1148020895	Madame Claire Cousineau Téléphone : 514 327-9000 Télécopieur : 514 327-8645	**Commande : (1595601)** 2019-05-16 14 h 14 **Transmission :** 2019-05-16 14 h 14	3141744 - 19-17665 - (Modiofications) 2019-06-11 11 h 51 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Prestige Gabriel Henri-Bourassa,S.E.C.(Mazda Président) 7050 Bl Henri-Bourassa est Montréal-Est, QC, h1e 7k7 NEQ : 3370411905	Monsieur Richard Plante Téléphone : 514 328-7777 Télécopieur : 514 354-1143	**Commande : (1600545)** 2019-05-28 13 h 58 **Transmission :** 2019-05-28 14 h 24	3141744 - 19-17665 - (Modiofications) 2019-06-11 11 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Toyota Drummondville 10 rue Cormier Drummondville, QC, J2C0L4 NEQ : 1160501012	Madame Karine Proulx Téléphone : 819 477-1777 Télécopieur : 819 477-6393	**Commande : (1597001)** 2019-05-21 13 h 54 **Transmission :** 2019-05-21 13 h 54	3141744 - 19-17665 - (Modiofications) 2019-06-11 11 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tradition Ford (Ventes) ltee 1163 boulevard saint-joseph Drummondville, QC, J2C2C8 http://www.traditionford.com NEQ : 1161381943	Monsieur Mario CARON Téléphone : 819 477-3050 Télécopieur : 819 477-5232	**Commande : (1595314)** 2019-05-16 9 h 17 **Transmission :** 2019-05-16 9 h 17	3141744 - 19-17665 - (Modiofications) 2019-06-11 11 h 51 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Trois Diamants Autos (1987) Ltée 3035, Chemin Gascon Mascouche, QC, j7l3x7 NEQ : 1144086940	Madame Maryse Lessard Téléphone : 450 477-6348 Télécopieur	**Commande : (1593354)** 2019-05-13 11 h 47 **Transmission**	3141744 - 19-17665 - (Modiofications) 2019-06-11 11 h 51 - Courriel Mode privilégié

		: 450 477-6962	: 2019-05-13 11 h 47	(devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	venne ford 94 notre dame Repentigny, QC, j6a 2p3 NEQ : 1143979681	Monsieur luc venne Téléphone : 450 581-0120 Télécopieur : 450 581-7698	**Commande : (1596738)** 2019-05-21 10 h 15 **Transmission :** 2019-05-21 10 h 15	3141744 - 19-17665 - (Modiofications) 2019-06-11 11 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de L'Assomption. 781, Rang du Bas-de-L'Assomption Nord L'Assomption, QC, J5W 2H1 NEQ :	Monsieur André Boisvert Téléphone : 450 589-5671 Télécopieur : 450 589-4512	**Commande : (1595776)** 2019-05-16 17 h 07 **Transmission :** 2019-05-16 17 h 07	Mode privilégié : Ne pas recevoir

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

Autorité des marchés financiers

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1194922014

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder un contrat à « Jacques Olivier Ford inc.», pour la fourniture de 65 véhicules de patrouille de marque et modèle Ford Police Interceptor pour une somme maximale de 3 522 874,24 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17665 (4 soum.).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1194922014 - Acquisition 65 véhicules patrouilles Police.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0946

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-20

Cathy GADBOIS
C/S conseil et soutien financiers
Tél : 514-872-1443
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.19

2019/09/19
17:00

(2)

Dossier # : 1190206002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à ESRI Canada ltée (fournisseur exclusif), pour la mise à jour d'ArcGIS server vers la version Advanced, l'acquisition de GeoEvent server et pour le contrat d'entretien pour la période du 1er octobre 2020 au 30 septembre 2023 pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 251 036,42 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat de gré à gré à ESRI Canada ltée (fournisseur exclusif), pour la mise à jour d'ArcGIS server vers la version Advanced, l'acquisition de GeoEvent server et pour le contrat d'entretien pour la période du 1er octobre 2020 au 30 septembre 2023 pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 251 036,42 $, taxes incluses.
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-29 14:49

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1190206002**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à ESRI Canada ltée (fournisseur exclusif), pour la mise à jour d'ArcGIS server vers la version Advanced, l'acquisition de GeoEvent server et pour le contrat d'entretien pour la période du 1er octobre 2020 au 30 septembre 2023 pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 251 036,42 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

La répartition assistée par ordinateurs (RAO) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) utilise les licences ArcGIS pour la préparation des données géomatique pour la RAO ainsi que pour l'outil de géolocalisation actuellement en production (non intégré à la RAO). Dans le cadre du projet "Modernisation des opérations policières (projet RAO)" (68305.03), la Ville de Montréal octroie un contrat à la firme ESRI Canada pour la mise à jour d'ArcGIS server vers la version Advanced et l'acquisition de GeoEvent server qui permet d'opérer en temps réel.
Les licences d'ArcGIS sont acquises depuis 2008 et une mise à jour est requise pour un bon fonctionnement du projet actuel.

Le présent dossier vise donc à accorder un contrat de gré à gré à ESRI Canada ltée (fournisseur exclusif), pour la mise à jour d'ArcGIS server vers la version Advanced, l'acquisition de GeoEvent server et pour le contrat d'entretien pour la période du 1er octobre 2020 au 30 septembre 2023 pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 251 036,42 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Le présent dossier porte sur une mise à jour d'ArcGIS server vers la version Advanced et l'acquisition de GeoEvent server qui permettent au SPVM de traiter les données de géolocalisation des policiers afin que la RAO et les opérations puissent fonctionner de façon optimale.
1- La mise à jour d'ArcGIS server vers la version Advanced permet :

· La publication de la carte et des mises à jour cartographique aux usagers utilisant la solution Viewpoint au centre d'appel (centrale 911) au SPVM;

· La configuration du serveur ESRI comme hôte de la cartographie à la RAO rendant disponibles les couches d'informations, les services et la plateforme Web de la solution Viewpoint;

· D'utiliser les extensions suivantes inclues avec la licence :

o Portal for ArcGIS : partage de cartes et de services cartographiques pour l'interaction usager;

o ArcGIS Data Store : configuration du stockage des données du serveur d'hébergement utilisé avec le portail ArcGIS Enterprise;

o ArcGIS Web Adaptor : application qui s'exécute sur le site Web et qui transmet des requêtes au portail d'ArcGIS;

o Network analyst : offre des fonctionnalités avancées d'analyse de données réseau via des services Web.

2- L'acquisition de GeoEvent server permet aux flux de données basés sur des événements en temps réel d'être intégrés en tant que sources de données dans le système d'entreprise. Les données d'événement peuvent être filtrées, traitées et envoyées à plusieurs destinations, ce qui permet, en temps réel, de se connecter avec pratiquement tout type de données en continu et d'alerter automatiquement le personnel lorsque les conditions spécifiées surviennent.

Le SPVM peut, de plus, recevoir et traiter des notifications territoriales en fonction des positions GPS (Global Positioning System) reçues des différents systèmes avec la licence Geoserver.

La mise à jour et l'acquisition ci-dessus permettent au SPVM de traiter les données de géolocalisation des policiers afin que la RAO et les opérations puissent fonctionner de façon optimale.

JUSTIFICATION

La mise à jour d'ArcGIS server vers la version Advanced et l'acquisition de GeoEvent server comporte les impacts suivants:

· Possibilité de mettre à niveau le module de validation d'Adresse (AVS-Address vérification service) qui permet la localisation des entités spatiales au système de répartition;
· Possibilité d'implanter le module de recommandation pour effectuer la répartition des unités SPVM par proximité (AVRR-Automated vehicle routing &recommandation);
· Possibilité de répondre aux fonctionnalités de notifications spatiales (Geofence et Alertzone);

· Conformité du produit cartographique Viewpoint selon les spécifications exigées par le fournisseur.

Le programme de maintenance sur les licences ESRI permet, en plus :

· D'obtenir les nouvelles versions logicielles ESRI;
· D'obtenir de l'assistance technique de ESRI (Centre d'assistance, portail et documentation).

L'octroi du contrat gré à gré à ESRI Canada s'explique par :

· L'exclusivité des produits géomatiques qui sont distribués par ESRI Canada;
· La compatibilité avec les solutions existantes et proposées par la firme Northrop Grumman Systems International Trading inc.
dans le cadre du projet "Géolocalisation des policiers" (CG19 0013;
CG18 0224; CG17 0236; CG13 0121) (article 573.3 (6º) de la Loi sur les cités et villes (LCV)),
· La compatibilité avec les autres produits d'ArcGIS acquis précédemment avec la firme ESRI Canada et qui sont actuellement
utilisés par le SPVM.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal du contrat est de 251 036,42 $, taxes incluses, et sera réparti comme suit :

Items	2019	2020	2021	2022	Total
Mise à jour d'ArcGIS server vers la version Advanced et l'acquisition de GeoEvent server (PTI)	112 790,48 $				112 790,48 $
Entretien, mise à jour d'ArcGIS server vers la version Advanced et l'acquisition de GeoEvent server (BF)	0 $	46 081,98 $	46 081,98 $	46 081,98 $	138 245,94 $
Total	112 790,48 $	46 081,98 $	46 081,98 $	46 081,98 $	251 036,42 $

1- Dépenses capitalisables (PTI):

La dépense de 112 790,48 $, taxes incluses (102 992,74 $ net de taxes), sera imputée au PTI 2019-2021 du Service des TI au projet 68305.03 - Modernisation des opérations policières (projet RAO), et sera financée par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 17-013. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération puisqu'elle concerne notamment la mise à jour du progiciel de géolocalisation utilisé par des employés du SPVM, qui est de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

2- Dépenses non capitalisables, entretien de la mise à jour d'ArcGIS server et acquisition GeoEvent server (BF) :

Un montant maximal de 138 245,94 $, taxes incluses (126 236,97 $ net de taxes) sera imputé au budget de fonctionnement (BF) du Service des technologies de l'information pour la période du 1er octobre 2020 au 30 septembre 2023.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne le Service de police de la Ville de Montréal qui est une compétence d'agglomération en vertu la loi Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La mise à jour d'ArcGIS server vers la version Advanced et l'acquisition de GeoEvent server permettent au SPVM d'assurer une meilleure sécurité des policiers lors des opérations policières et celle des citoyens de la Ville de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit:

- CE: 11 septembre 2019;
- CM:16 septembre 2019;
- CG:19 septembre 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Gilles BOUCHARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Annabelle FERRAZ, Service de police de Montréal

Lecture :

Annabelle FERRAZ, 20 août 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Tien-Dung LÊ
Conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514 872-6933
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-14

Sébastien BERTEAU
Chef de division mesures d'urgences à la direction

Tél : 5142806963
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Réjean GAGNÉ
Chef de division TI - Procesus judiciare et cour municipale
Tél : 514-872-1239
Approuvé le : 2019-08-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

André TRUDEAU
directeur(trice) solutions d'affaires

Tél : 514-448-6733
Approuvé le : 2019-08-26

Sales Proposal
Proposition

Sales Quote # / Nº de proposition 00018185

Customer/Client

Service de police de la Ville de Montréal
STI-Division exploitation et évolution des applications
2207-32 801, rue Brennan
Pavillon Prince, 2e étage
Montréal, QC H3C 0G4
Canada
Attn / À l'attention de: **Christian Couture**
Dept / Service: **Géomatique Sécurité Publique**
Tel / Tél: **(514) 872-0702**

Information

Sales Quote # / Nº de la proposition: **00018185**
Document Date / Date du document: **2019-07-22**
Customer # / Nº de client: **105086**
Currency / Monnaie: **CAD**
Validity Start Date / Début de la période de validité: **2019-07-22**
Validity End Date / Fin de la période de validité: **2019-10-31**
Sales Contact / Représentant: **Guillaume Pelud**

Line# Nº ligne	Material / Description Produit / Description	Qty Qté	Ordered Comm	List Price Prix courant	Extended Price Total partiel
1	160474 **ArcGIS GeoEvent Server (Windows) Up to Four Cores License**	1	☐	$37,000.00 EA	$37,000.00
2	160596 **ArcGIS GeoEvent Server (Windows) Up to Four Cores Staging Server License**	1	☐	$18,500.00 EA	$18,500.00
3	154627 **ArcGIS Enterprise Advanced (Windows) Up to Four Cores Upgrade from ArcGIS Enterprise Standard**	1	☐	$28,400.00 EA	$28,400.00
4	154629 **ArcGIS Enterprise Advanced Staging Server (Windows) Up to Four Cores Upgrade from ArcGIS Enterprise Standard Staging Server**	1	☐	$14,200.00 EA	$14,200.00

Software Licenses SubTotal/ Total Partiel	**$98,100.00**
SubTotal/ Total Partiel	$98,100.00
Total	**$98,100.00**

Terms and Conditions

GENERAL TERMS

1. The information in this proposal is intended only for the person or entity to which it is addressed and may contain confidential and/or privileged material. Any review, re-transmission, dissemination, or other use of, or taking of any action in reliance to this information by persons, or entities, or other than the intended recipient, is prohibited.
2. Prices do not include applicable taxes or shipping unless specifically stated.
3. Unless otherwise quoted, prices do not include travel and expenses.
4. Prices quoted are based on fulfillment of the entire order. Any changes are subject to a revised quotation.
5. Other than non-conflicting deliverables descriptions, quantities, pricing and delivery instructions any terms contained in any customer purchase order or other customer ordering document will not apply and are of no effect. No such terms override the terms of this document irrespective of the date of issuance of the purchase order or other customer ordering document or any performance or action by us unless we expressly agree in writing.
6. These general terms apply to all orders.

PRODUCT OFFERING TERMS

7. **Esri Products Terms**. Environmental Systems Research Institute, Inc. (**Esri**) is the third-party licensor for all Esri products listed under this quote which are ordered from Esri Canada.
   (a) Unless superseded by a signed Esri license agreement, all such Esri products shall be licensed only under Esri's standard licensing terms and conditions which are available online on Esri's website at **https://www.esri.com/en-us/legal/terms/master-agreement-product** as updated by Esri from time to time and may be requested separately from Esri Canada (**Esri Products Licensing Terms**). Esri provides the most current version of its governing Esri Products Licensing Terms on its website for licensees to review periodically for updates.
   (b) For Esri products licensed through click-through licensing, customer agrees that the click-through version of the Esri Products Licensing Terms is required to be accepted by the customer during the product installation process for such Esri products. A copy of the applicable click-through version of the Esri Products Licensing Terms may also be requested separately from Esri Canada.
   (c) You may have an existing signed Esri license agreement on file that covers your order for Esri products. If so, please reference the applicable Esri license agreement number on your purchase order. To clarify, unless superseded by your signed Esri license agreement, the Esri Products Licensing Terms will apply to your order.
8. **Latitude Products Terms**. Latitude Geographics Group Ltd. (**Latitude**) is the third-party licensor for all Latitude products listed under this quote which are ordered from Esri Canada. Unless superseded by a signed Latitude license agreement, all such Latitude products shall be licensed only under the terms and conditions of the Latitude click-through license agreement which is available on Latitude's website at **https://www.geocortex.com/legal/** as updated by Latitude from time to time and may be requested separately from Esri Canada.
9. **DigitalGlobe Product Terms**. Digital Globe, Inc. (**DigitalGlobe**) is the third-party licensor for all DigitalGlobe products listed under this quote which are ordered from Esri Canada. All such DigitalGlobe products listed under this quote shall be licensed only under DigitalGlobe's applicable standard licensing terms and conditions for such DigitalGlobe products which are available on DigitalGlobe's website at **http://www.digitalglobe.com/legal/information** as updated by DigitalGlobe from time to time and may be requested separately from Esri Canada (**DigitalGlobe Product License Terms**). By signing this proposal, accessing or using the DigitalGlobe product(s) you acknowledge that you have read, understand and agree to comply with the DigitalGlobe Product License Terms.
10. **Other Third-Party Products Terms**. Other third-party licensor products listed on this quote are governed by the applicable third-party licensor's licensing terms and conditions either available on such third-party licensor's website or provided separately by Esri Canada.
11. **Other General Product Terms**:
    (a) For products listed under this quote subject to click-through licensing (**Click-Through Products**), the completion of the acceptance process of the applicable product click-through license agreement shall be binding on the customer invoiced in this quote.
    (b) Products are not typically delivered with physical media. Applicable fees may apply if physical media is required.
    (c) Unless otherwise agreed by Esri Canada in writing, all ordered products shall be delivered to customer with applicable product installation access information and materials (**Product Delivery**) and at any time prior to Product Delivery (**Cancellation Period**) customer may cancel its order by providing a written order cancellation notice to Esri Canada (**Order Cancellation Notice**). Customer's order for products (inclusive of Click-Through Products) shall be final and binding upon the expiration of the Cancellation Period unless Esri Canada is in receipt of a valid Order Cancellation Notice.
    (d) **All disclaimers and limitations of liability for the benefit of Esri Canada in the applicable license agreement shall apply to this order.**
    (e) All licensor product program offerings listed under this quote (e.g., educational programs and enterprise licensing programs) will be governed by the applicable program specific terms and conditions required for such offering and provided separately by Esri Canada.
12. **Product Maintenance and Support**. Esri Canada provides maintenance and technical support for eligible products ordered from Esri Canada in accordance with Esri Canada's most current version of its applicable Software Maintenance Program Policy available on Esri Canada's website at **http://www.esri.ca/softwaremaintenance** and may also be requested separately from Esri Canada.

TRAINING OFFERING TERMS

13. Training listed under this quote which is delivered by Esri Canada as an open enrollment instructor-led training course will be provided in accordance with Esri Canada's open enrollment terms and conditions available on Esri Canada's website at **https://esri.ca/trainingterms** and may be requested separately from Esri Canada.
14. Training listed under this quote which is delivered by Esri Canada as a client-specific instructor-led training course will be governed by Esri Canada's required Service Request terms and conditions.
15. Prepaid Esri Canada instructor-led training listed under this quote will be governed by the terms and conditions of the related Esri Canada proposal letter referencing this quote and Esri Canada's open enrollment terms and conditions available on Esri Canada's website at **https://esri.ca/trainingterms** and may be requested separately from Esri Canada.
16. All third-party delivered training offerings listed under this quote will be governed by the applicable training terms and conditions as required by the third-party which will be provided separately by such third-party.

ESRI CANADA ENTERPRISE ADVANTAGE PROGRAM OFFFERING TERMS

17. An Esri Canada Enterprise Advantage Program (**EAP**) offering listed under this quote will be governed exclusively by Esri Canada's required EAP offering terms and conditions and any additional payment terms included in an Esri Canada issued invoice.

Conditions

CONDITIONS GÉNÉRALES

1. Les informations contenues dans la présente proposition sont destinées uniquement à la personne ou à l'entité à laquelle elles s'adressent et peuvent contenir des informations confidentielles ou privilégiées. Toute prise de connaissance, analyse, retransmission, diffusion ou autre utilisation de ces informations de même que toute action fondée sur ces informations par des personnes ou des entités autres que le destinataire prévu sont interdites.
2. Les prix n'incluent pas les taxes applicables ni les frais d'expédition, sauf indication contraire.
3. Sauf indication contraire, les prix ne comprennent pas les frais de déplacement ni les dépenses ou déboursés.
4. Les prix indiqués sont basés sur l'exécution de l'intégralité de la commande. Toute modification pourrait faire l'objet d'un devis révisé.
5. À l'exception des descriptions des produits livrables, des quantités, des prix et des instructions de livraison qui ne sont pas contradictoires, les conditions contenues dans tout bon de commande ou autre document de commande du client ne s'appliquent pas et n'ont aucun effet. Aucune condition stipulée dans un tel bon de commande ou autre document de commande du client ne peut remplacer l'une ou l'autre des conditions du présent document, et ce, sans égard à la date d'émission du bon de commande ou de l'autre document de commande du client, ni à toute action ou prestation de notre part, à moins que nous l'ayons expressément approuvée par écrit.
6. Les présentes conditions générales s'appliquent à toutes les commandes.

CONDITIONS DE L'OFFRE DE PRODUITS

7. **Conditions d'utilisation des produits Esri**. Environmental Systems Research Institute, Inc. (**Esri**) est le concédant de licence tiers pour tous les produits Esri énumérés dans le présent devis qui sont commandés auprès d'Esri Canada.
   (a) À moins qu'elles soient remplacées par un contrat de licence Esri dûment signé, les licences de tous ces produits Esri peuvent uniquement être octroyées en vertu des conditions standards de licence d'Esri disponibles sur le site web d'Esri **https://www.esri.com/en-us/legal/terms/master-agreement-product** telles que mises à jour de temps à autre par Esri. Ces conditions peuvent être obtenues séparément auprès d'Esri Canada (**Conditions des licences de produits Esri**). Esri fournit la plus récente version des Conditions des licences de produits Esri sur son site web. Les détenteurs de licence sont invités à consulter régulièrement les mises à jour de ces conditions.
   (b) Dans le cas des produits Esri sous licence en vertu d'un contrat d'achat au clic, le client reconnaît que la version des Conditions des licences de produits Esri applicable lors de l'achat au clic doit être acceptée par le client pendant le processus d'installation de ces produits Esri. Il est également possible d'obtenir séparément une copie de la version applicable des Conditions des licences de produits Esri pour les licences achetées au clic auprès d'Esri Canada.
   (c) Il se peut que vous disposiez actuellement d'un contrat de licence Esri dûment signé couvrant votre commande de produits Esri. Si tel est le cas, veuillez indiquer le numéro de la licence Esri applicable sur votre bon de commande. Pour plus de clarté, à moins d'être remplacées par votre contrat de licence Esri dûment signé, les Conditions des licences de produits Esri s'appliqueront à votre commande.
8. **Conditions d'utilisation des produits Latitude**. Latitude Geographics Group Ltd. (**Latitude**) est le concédant de licence tiers pour tous les produits Latitude énumérés dans le présent devis qui sont commandés auprès d'Esri Canada. À moins d'être remplacées par un contrat de licence Latitude dûment signé, les licences de tous ces produits Latitude peuvent uniquement être octroyées en vertu des conditions de licence des produits Latitude achetés au clic disponibles sur le site web de Latitude au **https://www.geocortex.com/legal/** telles que mises à jour de temps à autre par Latitude. Ces conditions peuvent être obtenues séparément auprès d'Esri Canada.
9. **Conditions d'utilisation des produits DigitalGlobe**. DigitalGlobe, Inc. (**DigitalGlobe**) est le concédant de licence tiers pour tous les produits DigitalGlobe énumérés dans le présent devis qui sont commandés auprès d'Esri Canada. Les licences de produits DigitalGlobe énumérés sur le présent devis peuvent uniquement être octroyées en vertu des conditions standards de licence applicables d'DigitalGlobe pour ces produits DigitalGlobe disponibles sur le site web d'DigitalGlobe **http://www.digitalglobe.com/legal/information** telles que mises à jour de temps à autre par DigitalGlobe. Ces conditions peuvent être obtenues séparément auprès d'Esri Canada (**Conditions des licences de produits DigitalGlobe**). En signant cette proposition, en accédant au produits DigitalGlobe ou en l'utilisant les produits DigitalGlobe, vous reconnaissez que vous avez lu, compris et accepté de vous conformer aux du Conditions des licences de produits DigitalGlobe.
10. **Conditions d'autres produits tiers**. Les autres produits de tiers concédants de licence énumérés sur le présent devis sont régis par les conditions de licence applicables du tiers concédant de licence, qui sont disponibles sur le site web de ce tiers concédant de licence ou fournies séparément par Esri Canada.
11. **Autres conditions générales sur les produits**.
    (a) Pour tous les produits énumérés dans le présent devis qui peuvent être obtenus en vertu d'une licence achetée au clic (**Produits achetés au clic**), le fait de compléter le processus d'acceptation de la licence achetée au clic liera légalement le client figurant au présent devis.
    (b) Les produits ne sont généralement pas livrés avec des supports physiques. Des frais applicables peuvent s'appliquer si des supports physiques sont requis.
    (c) À moins d'une entente écrite à l'effet contraire acceptée par Esri Canada, tous les produits commandés doivent être fournis au client avec l'information et le matériel adéquats donnant accès à l'installation (**Livraison du produit**). À tout moment avant la livraison du produit (**Période d'annulation**), le client peut annuler sa commande, à condition d'envoyer un avis d'annulation de commande écrit à Esri Canada (**Avis d'annulation de commande**). La commande de produits du client (y compris les Produits achetés au clic) sera définitive et exécutoire à l'expiration de la Période d'annulation, à moins qu'Esri Canada ait reçu un Avis d'annulation de commande valide.
    (d) **Toutes les renonciations et les limitations de responsabilité au bénéfice d'Esri Canada dans le contrat de licence applicable s'appliquent à la présente commande**.
    (e) Toutes les offres de programmes des concédants de licence énumérées dans le présent devis (p. ex., les programmes de formation et les programmes de licences pour les entreprises) seront régies par des conditions propres et applicables à ces programmes, et fournies séparément par Esri Canada.
12. **Entretien et assistance pour les produits**. Esri Canada fournit des services d'entretien et d'assistance technique pour les produits admissibles commandés auprès d'Esri Canada conformément à la version la plus récente de sa politique du programme d'entretien des logiciels disponible sur le site web d'Esri Canada au **https://esri.ca/fr/assistance/service-a-la-clientele/entretien-de-logiciels**. Il est également possible d'en obtenir une copie séparément auprès d'Esri Canada.

CONDITIONS DES OFFRES DE FORMATION

13. La formation mentionnée dans le présent devis qui prend la forme d'un cours magistral ouvert à tous offert par Esri Canada sera offerte conformément aux conditions de la formation ouverte à tous d'Esri Canada disponibles sur le site web d'Esri Canada à l'adresse **https://esri.ca/conditionsdeformation.** Ces conditions peuvent également être obtenues séparément auprès d'Esri Canada.
14. La formation mentionnée dans le présent devis qui prend la forme d'un cours magistral propre au client offert par Esri Canada sera régie par les conditions de la demande de service d'Esri Canada exigées par cette dernière.
15. La formation mentionnée dans le présent devis qui prend la forme d'une formation prépayée dispensée par des instructeurs d'Esri Canada sera régie par les conditions de la lettre de La formation mentionnée dans le présent devis qui prend la forme d'un cours magistral propre au client offert par Esri Canada sera régie par les conditions de la demande de service d'Esri Canada exigées par cette dernière. proposition d'Esri Canada faisant référence au présent devis et par les conditions de la formation ouverte à tous d'Esri Canada disponibles sur le site web d'Esri Canada à l'adresse **https://esri.ca/conditionsdeformation**. Ces conditions peuvent également être obtenues séparément auprès d'Esri Canada.
16. Toutes les offres de formation fournies par des tiers et répertoriées dans la présente proposition seront régies par les conditions de formation applicables, requises parla tierce partie. Ces conditions seront fournies séparément par cette tierce partie.

CONDITIONS DU PROGRAMME AVANTAGES AUX ENTREPRISES D'ESRI CANADA

17. Une offre de programme Avantage aux entreprises d'Esri Canada (**PAE**) indiquée dans le présent devis sera régie exclusivement par les conditions de l'offre de PAE exigées par Esri Canada et par toute condition de paiement supplémentaire incluse dans une facture émise par Esri Canada.

Sales Proposal
Proposition

Sales Quote # / Nº de proposition 00018185

This proposal accepted for the purchaser / La présente proposition est acceptée par:

Name (Print) / Nom de la personne autorisée (en caractères d'imprimerie)

Title / Fonction

Full legal name of Purchaser / Nom officiel complet de l'acheteur

Signature Date

Purchase Order Number (if known) / Nº du bon de commande (s'il est connu)

When purchasing ArcGIS Online Named Users, provide the applicable ArcGIS Online Subscription ID(s) :_____

Proposal acceptance / Acceptation de la proposition

Check the box to confirm addresses below. Update in the address correction box below.

Cochez cette case pour confirmer l'adresse ci-dessous. Indiquer toute modification dans la case appropriée ci-dessous.

Invoice To / Facturer à ☐	Ship To / Livrer à ☐	End User / Nom de l'utilisateur final ☐
Service de police de la Ville de Montréal 2207-32 801, rue Brennan Pavillon Prince, 2e étage Montréal, QC H3C 0G4 Canada Attn / À l'attention de: **Comptes à payer** Dept / Service: Tel / Tél:	**Service de police de la Ville de Montréal** 2207.23-801, rue Brennan Montréal, QC H3C 0G4 Canada Attn / À l'attention de: **Christian Couture** Dept / Service: **Géomatique Sécurité Publique** Tel / Tél: **(514) 872-0702**	**Service de police de la Ville de Montréal** 2207-32 801, rue Brennan Pavillon Prince, 2e étage Montréal, QC H3C 0G4 Canada
Address Correction ☐	Address Correction ☐	Address Correction ☐

Esri Canada Contact information

To process this order, please contact Esri Canada Customer Care with your Purchase Order Number by faxing this confirmation to **416-441-0681** or scanned confirmation by e-mail to **customercare@esri.ca**.

Coordonnées d'Esri Canada

Pour traiter la présente commande, communiquez votre numéro de bon de commande au service à la clientèle d'Esri Canada en télécopiant la présente confirmation au **416-441-0681** ou encore en l'envoyant, numérisée, par courriel à **customercare@esri.ca**.

Physical media required (fees may apply) / Demande de logiciel sur support physique (des frais peuvent s'appliquer): **Yes / Oui** ☐

Provide any additional details below / Directives du client:

Please report any discrepancies to Customer Care at 1-800-447-9778 or customercare@esri.ca.
Veilliez nous aviser de toute erreur à customercare@esri.ca ou en téléphonant au 1-800-447-9778

August 26th, 2019

Mr Dung Le,
Acheteur
Service de police de la Ville de Montréal
801, Brennan, bureau 2205.09
Montréal, QC
H3C 0G4

Re: Sales Quote # 00018185

Dear Mr Dung LE,

Further to my earlier letter of July 14th, which included the above-referenced sales quote for the supply of Environmental Systems Research Institute, Inc. (**Esri**) software products, I am pleased to provide you with our proposal outlining the annual maintenance subscription fees for the Esri products listed in the sales quote over a 3-year period.

Maintenance and unlimited technical support will be provided by Esri Canada for your licensed Esri products in accordance with Esri Canada's Software Maintenance Program Policy which can be found at: http://www.esri.ca/softwaremaintenance (**Maintenance and Support**), provided your organization remains current in its payment of the applicable annual maintenance subscription fees for such products.

Maintenance and Support is complimentary for the first consecutive twelve month period from the license commencement date of the Esri products. The annual cost of Maintenance and Support for the subsequent 3-year period (Year 1-3) is as follows:

	Year 1 - Annual Maintenance Renewal Subscription Fee	Year 2- Annual Maintenance Renewal Subscription Fee	Year 3- Annual Maintenance Renewal Subscription Fee
ArcGIS Enterprise Advanced up to Four Cores Maintenance	$17,120.00	$17,120.00	$17,120.00
ArcGIS Enterprise Advanced up to Four Cores Staging Server Maintenance	$8,560.00	$8,560.00	$8,560.00
ArcGIS GeoEvent Server up to Four Cores Staging Server Maintenance	$4,800.00	$4,800.00	$4,800.00
ArcGIS GeoEvent Server up to Four Cores Maintenance	$9,600.00	$9,600.00	$9,600.00

Note: Applicable taxes are not included.

Further information about Esri Canada's Maintenance and Support program found in the following URL links:
http://esri.ca/en/support/customer-care
http://esri.ca/en/support/customer-care/software-maintenance

If you have any questions or require additional information, please contact me directly at (514)-375-2884 or email at gpelud@esri.ca.

Regards,

Guillaume Pelud
District Manager

esri Canada

LES SOCIÉTÉS LES MIEUX GÉRÉES CANADA

Le 13 mars 2019

Service de police de la Ville de Montréal
2207.23-801, rue Brennan
Montreal QC H3C 0G4

À l'attention de: Christian Couture, Conseiller en systèmes de gestion

Objet: Droits exclusifs de distribution des produits d'Esri par Esri Canada

Monsieur,

Esri Canada limitée (« Esri Canada ») confirme par la présente qu'une entente de distribution internationale des logiciels d'Esri (l'« entente de distribution ») a été conclue entre Esri Canada et Esri Inc. (« Esri »), en vertu de laquelle Esri accorde à Esri Canada les droits exclusifs, pour le Canada, de démontrer, de promouvoir, de mettre en marché et de distribuer les logiciels commerciaux et d'autres produits d'Esri mentionnés dans l'entente de distribution (les « produits d'Esri sous licence »), en plus d'assurer l'entretien qui s'y rapporte.

Aux fins de l'entente de distribution, l'entretien inclut la prestation de services d'assistance technique et la distribution des mises à jour et mises à niveau des logiciels aux utilisateurs finaux qui détiennent des produits d'Esri sous licence au Canada.

Cordialement,

Douglas Bayley
Directeur des finances

ah

12, Place Concorde, bureau 900
Toronto, ON M3C 3R8

Tél. 416-441-6035
Téléc. 416-441-6838

esri.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1190206002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à ESRI Canada ltée (fournisseur exclusif), pour la mise à jour d'ArcGIS server vers la version Advanced, l'acquisition de GeoEvent server et pour le contrat d'entretien pour la période du 1er octobre 2020 au 30 septembre 2023 pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 251 036,42 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1190206002.xlsx GDD 1190206002 PTI.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire
Finance - Conseil et soutien financier
Tél : 514 872-0962

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-28

Yves COURCHESNE
Directeur du Service des Finances

Tél : 514 872-6630
Division : Service des finances , Direction

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.20

2019/09/19 17:00

(2)

Dossier # : 1195942002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Software AG (Canada) inc. (fournisseur exclusif), pour le renouvellement du contrat d'acquisition et d'utilisation de logiciels, pour une période de 63 mois, soit du 27 septembre 2019 au 31 décembre 2024, pour une somme maximale de 6 175 185,15 $, taxes incluses / Autoriser un virement budgétaire de 594 858,59 $ au net en provenance des dépenses contingentes d'agglomération et un virement budgétaire de 592 483,90 $ au net en provenance du Service des Grands Parcs, du Mont-Royal et des Sports de compétence locale vers le Service des technologies de l'information pour l'année 2019 / Approuver un projet d'amendement à cette fin

Il est recommandé :

1. d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Software AG (Canada) inc. (propriétaire et revendeur exclusif des logiciels Natural & Adabas), pour le renouvellement du contrat d'acquisition et d'utilisation de logiciels, pour une période de 63 mois, soit du 27 septembre 2019 au 31 décembre 2024, pour une somme maximale de 6 175 185.15 $, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 2 juillet 2019;

2. d'autoriser un virement budgétaire de 594 858,59 $ en provenance des dépenses contingentes d'agglomération et autoriser un virement budgétaire de 592 483,90 $ en provenance du Service des Grands parcs, Mont-Royal et sports vers le budget 2019 du Service des technologies de l'information;

3. d'imputer cette dépense, après avoir opéré les virements budgétaires, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 11,0% par l'agglomération, pour un montant de 594 858,59 $;

4. d'approuver un projet d'amendement;

5. d'autoriser le Directeur Centre Expertise Plateformes et Infrastructures à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-28 08:22

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1195942002**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Software AG (Canada) inc. (fournisseur exclusif), pour le renouvellement du contrat d'acquisition et d'utilisation de logiciels, pour une période de 63 mois, soit du 27 septembre 2019 au 31 décembre 2024, pour une somme maximale de 6 175 185,15 $, taxes incluses / Autoriser un virement budgétaire de 594 858,59 $ au net en provenance des dépenses contingentes d'agglomération et un virement budgétaire de 592 483,90 $ au net en provenance du Service des Grands Parcs, du Mont-Royal et des Sports de compétence locale vers le Service des technologies de l'information pour l'année 2019 / Approuver un projet d'amendement à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) utilise actuellement un ordinateur central pour exploiter 29 applications de gestion dont les plus critiques sont : la paie, la taxation, les systèmes comptables et le système de traitement des offenses pénales (STOP+ et constats d'infractions). Ces applications, en plus d'utiliser les logiciels cobol d'IBM, utilise le langage Natural et les bases de données Adabas de la firme Software AG inc. (SAG). Les premières licences pour les logiciels de SAG ont été acquises en 1988 par le Service des technologies de l'information (Service des TI). Il existe plusieurs projets d'envergures qui vont permettre de remplacer ces applications (TransfoRH, Cour municipale numérique, etc.). Ces projets comportent une vaste modernisation en simultané avec plusieurs processus d'affaires de la Ville.
Afin d'optimiser et de sécuriser la gestion de changement nécessaire auprès des employés des divers services, le Service TI compte segmenter sa stratégie initiale de modernisation des applications de l'ordinateur central en adoptant une approche modulaire. Cette stratégie résulte de la dernière évaluation technique réalisée et permet de répondre au fait que certains services requis par notre ordinateur central ne sont pas encore offerts en infonuagique. Ces éléments nous amènent, pour certaines applications, à conserver le moteur de traitement de l'ordinateur central tout en rendant disponibles les données via des systèmes à interface modernes (API). Cette nouvelle approche de déploiement plus progressive requiert une prolongation de la vie de l'actif de l'ordinateur central pour une période de 5 ans à 7 ans.

Le présent amendement remplacera le contrat octroyé le 14 décembre 2017 pour

l'acquisition et l'utilisation de logiciels de SAG, qui venait à échéance au 31 décembre 2019 (CG17 0556).

Le présent dossier vise à accorder un contrat de gré à gré à Software AG (Canada) inc. (fournisseur exclusif), pour le renouvellement du contrat d'acquisition et d'utilisation de logiciels, pour une période de 63 mois, soit du 27 septembre 2019 au 31 décembre 2024, pour une somme maximale de 6 175 185,15 $, taxes incluses / Autoriser un virement budgétaire de 594 858,59 $ au net en provenance des dépenses contingentes d'agglomération et un virement budgétaire de 592 483,90 $ au net en provenance du Service des Grands Parcs, du Mont-Royal et des Sports de compétence locale vers le Service des technologies de l'information pour l'année 2019 / Approuver un projet d'amendement à cette fin.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0556 - 14 décembre 2017 - Accorder un contrat de gré à gré à Software AG (Canada) inc. (fournisseur unique), pour le renouvellement du contrat d'acquisition et d'utilisation de logiciels, pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2019, pour une somme maximale de 2 432 528,37 $, taxes incluses.
CG12 0477- 20 décembre 2012 - Accorder un contrat de gré à gré à Software AG (Canada) inc. pour l'acquisition et l'entretien de logiciels, pour une période de 5 ans, pour une somme maximale de 4 837 209,81 $, taxes incluses.

CG08 0067 - 28 février 2008 - Accorder à la firme Software AG inc., fournisseur exclusif, le contrat pour l'achat de nouvelles licences, le renouvellement de l'entretien de ses logiciels du 16 juin 2007 au 31 décembre 2012 et la fourniture de services professionnels d'accompagnement, au montant total de 3 693 956,78 $.

CM06 0631 - 25 septembre 2006 - Autoriser la dépense pour renouveler la maintenance et l'entretien des logiciels de la firme Software AG inc. du 16 juin 2006 au 15 juin 2007 au montant de 217 901,64 $, taxes incluses.

CE05 1076 - 8 juin 2005 - Autoriser la dépense pour renouveler la maintenance et l'entretien des logiciels de la firme Software AG inc. du 15 juin 2005 au 14 juin 2006 au montant de 203 796,14 $.

DESCRIPTION

Le contrat d'acquisition et d'utilisation des logiciels SAG comprend les items suivants :

· La protection des droits d'utilisation des logiciels SAG installés sur l'ordinateur central à la Ville;
· Le droit aux mises à niveau des logiciels sans coûts additionnels pour la Ville;
· L'accès aux mises à jour de sécurité et aux correctifs logiciels;
· L'accès à la banque de connaissances techniques de SAG;
· Le soutien technique des spécialistes de SAG 24 heures par jour, 365 jours par année.

Le renouvellement du contrat d'acquisition et d'utilisation des logiciels SAG, permet à la Ville de maintenir la stabilité de la plateforme actuelle. Cette plateforme héberge des applications qui jouent un rôle important pour le bon fonctionnement de la Ville. La stabilité de ces applications assure une continuité opérationnelle qui impacte directement la prestation de services à la Ville et à ses citoyens. Ces applications de l'ordinateur central sont utilisées par plus de 6 000 usagers.

DESCRIPTION APPLICATIONS	NOM
ASSIDUITE DES POMPIERS	APSPIM
AVANTAGES SOCIAUX	AVSOC
BOTTIN TELEPHONIQUE	BOTTIN
CARTE ACCES MONTREAL	CAM
GESTION DES ENCAISSEMENTS	ENCAISM
GESTION LOTS/ENCAISM(STOP+)	ENCAIST
GESTION COUR MUNICIPALE	GESCOUR
GESTION DES DONNEES DE TEMPS	GTEMPS
SYSTEME D'INVESTISSEMENT	INVESTI
SYST. DE MESSAGES FINANCES	MEFI
GESTION DES MENUS PERSONNALISES	MENPERS
SYSTÈME DE TAXATION	OASIS
SYSTEMES DE PAIE	PAIE
REGISTRE DES POSTES	POSTES
GESTION DES RECETTES	RECET
REGISTRE DES DOSSIERS (1)	REGDOS
SYSTEME BUDGET. AUTOMATISE	SBA
SYST. INTERROGATION PAIE/PERS	SIPP
SYSTEME OFFENSES PENALES	STOP+
SYST. UNIFIE PAIE RESS. HUM.	SUPERH
TELECOMMUNICATION	TELECOM
GESTION DES ACCÈS SYSTÈMES	PAAOO
COMMUTATION DE MESSAGES	EMAIL
CONVOCATION A LA COUR	Convocation à la COUR
GESTION DES ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES DU SPVM	GAAD
MODULES COMMUN DE GESTION	MC
SYSTEME INTEGRÉ GESTION DES EFFECTIFS POLICIERS	SIGEP
SYSTEME INTÉGRÉ D'INFORMATION POLICIERE	SIIP
GESTION DES IMPRESSIONS DE L'ORDINATEUR CENTRAL	QI

En ce sens, le renouvellement du contrat d'acquisition et d'utilisation des logiciels SAG est nécessaire. Ce contrat assure, pour les cinq prochaines années, l'accès aux dernières versions des logiciels Adabas et Natural. Afin de mitiger l'impact sur la sécurité et la performance des applications, ce contrat donne aussi accès aux correctifs dès que ceux-ci deviennent disponibles.

JUSTIFICATION

Ce contrat est accordé, de gré à gré à Software AG (Canada) inc. Cette firme est la seule en mesure de fournir les produits et logiciels Adabas et Natural ainsi que leurs mises à jour. L'exception prévue à l'article 573.3 paragraphe 6(B) de la Loi sur les cités et villes, concernant les contrats accordés de gré à gré, s'applique à ce dossier. Étant donné que ce contrat est pour l'acquisition, l'utilisation et la mise à jour des logiciels, les dispositions du décret 435-2015, du 27 mai 2015 (Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics) ne s'applique pas à ce dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat est de 6 175 185,15 $ taxes incluses sera répartie comme suit :

Période de couverture	27-09-2019 au 31-12-2020	01-01-2021 au 31-12-2021	01-01-2022 au 31-12-2022	01-01-2023 au 31-12-2023	01-01-2024 au 31-12-2024	Total
Coût amendement 2019	1 300 294,82 $	1 149 745,40 $	1 149 745,40 $	1 149 745,40 $	1 149 745,40 $	5 899 276,42 $
Balance de coût amendement 2017	275 908,73 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	275 908,73 $
Total	1 576 203,55 $	1 149 745,40 $	1 149 745,40 $	1 149 745,40 $	1 149 745,40 $	6 175 185,15 $

La dépense de 6 175 185,15 $ $ taxes incluses (5 638 767,13 $ net de taxes) sera imputée au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération. En 2019 cette dépense sera financée, à 50,1% par l'agglomération, par un virement budgétaire de 594 858,59 $ au net en provenance des dépenses contingentes d'agglomération et un virement budgétaire de 592 483,90 $ au net en provenance du Service des Grands Parcs, du Mont-Royal et des Sports de compétence locale vers le Service des technologies de l'information.

Le montant de 275 908,73 $ représentant la balance de coût de l'amendement 2017 a déjà été versé au fournisseur.

Tableau comparatif, coûts d'acquisition et d'utilisation des années antérieures :

Période	Coût total de l'entente	Coût moyen annuel	Écart en $	Écart en %
2012-2017	4 235 837,68 $	847 167,53 $	N/A	N/A
2018-2019	2 432 528,37 $	1 216 264,19 $	369 096,65 $	30,35 %
2020-2024	5 899 276,42 $	1 179 855,28 $	(36 408,91 $)	(3,09%)

En ce qui concerne le nouveau contrat 2019-2024, la diminution du coût moyen annuel du contrat d'acquisition et d'utilisation des logiciels SAG sera de 36 408,91 $, ce qui représente une baisse de 3,09 % par rapport au contrat précédent.

Cette baisse s'explique par les facteurs suivants :
Le prix obtenu lors de renouvellement du contrat en 2017 d'une courte durée était basé sur un taux de change qui était plus bas de 35 % qu'en 2012 et le taux d'inflation cumulé pour un écart total de 30,35%. Des efforts de négociation avec le fournisseur, visant à établir la base d'augmentation sur les tarifs de 2012 et des ajustements sur le calendrier de paiements, ont permis de diminuer la majoration exigée initialement par le fournisseur.

À la fin de l'année 2018, le Service des technologies de l'information a effectué une demande d'information au marché visant l'externalisation de l'ordinateur central de la Ville et de ses composantes (matériel, logiciels, contrats de soutien, administration). En fonction de l'information obtenue, les coûts d'exploitation en régie interne de l'ordinateur central de la Ville est de 50% moins élevé que le marché ou des organismes publiques de taille comparable.

Cette dépense sera assumée à 11 % par l'agglomération. Le 11 % provient du calcul suivant : en 2019, 50,1 % de la dépense est de l'agglomération (étant donné l'article 6 du RCG 06-054). Pour les années subséquentes, il faut considérer les dépenses comme étant de compétence corporative, le calcul de ces montants sur la durée du contrat totalise 11 % de dépense d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation de ce dossier permet à la Ville:

- la continuité et la stabilité des applications de gestion les plus critiques pour la Ville;
- l'accès aux dernières versions des logiciels et correctifs de sécurité visant à protéger les données sensibles pour les 5 prochaines années.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit:

- CE : 11 septembre 2019
- CM : 16 septembre 2019
- CG : 19 septembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Gilles BOUCHARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louise-Hélène LEFEBVRE, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Isabelle CADRIN, Direction générale

Lecture :

Isabelle CADRIN, 27 août 2019
Louise-Hélène LEFEBVRE, 23 août 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain Mulomba KAZADI
Conseillère en analyse et contrôle de gestion

Tél : 5148680879
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-19

Robert VANDELAC
Chef de division - Infrastructures technologiques

Tél : 514 868-5066
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin PAGÉ
Directeur - Centre Expertise Plateformes et Infrastructures
Tél : 514 280-3456
Approuvé le : 2019-08-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

André TRUDEAU
directeur(trice) solutions d'affaires

Tél : 514-448-6733
Approuvé le : 2019-08-21

2019 Amendment to License Agreement

THIS 2019 AMENDMENT ("Amendment") is entered into as of September 27, 2019 ("Effective Date"), by and between **Software AG (Canada) Inc.** ("Software AG" or "Licensor") **and Ville de Montréal** ("Ville de Montréal" or "Licensee"), and amends the Contrat pour la Licence d'Utilisation de Logiciels dated June 13, 1988 (as previously amended , the "Agreement"), by and between Software AG and Ville de Montréal. Capitalized terms used in this Amendment but not otherwise defined herein shall have the meanings given to them in the Agreement.

WHEREAS, the parties desire to amend the Agreement as more fully set forth herein.

NOW THEREFORE, in consideration of the mutual covenants contained herein and other good and valuable consideration, the receipt and sufficiency of which are hereby acknowledged, the parties hereby agree to supplement and amend the Agreement as follows:

1. Software. The Software identified in the attached Order Form ("Order Products") was previously licensed to Licensee under the Agreement for a perpetual license term. The Order Products include the Software listed in attached Order Form under the heading "A&N Products" and the Software listed in attached Order Form under the heading "DBP Products".

2. Fees and Payment. In consideration of the terms set forth herein, Licensee shall pay to Software AG a total fee of CAD 5,130,921, plus any applicable taxes, in accordance with the following payment schedule:

Period of Coverage	Payment Amount	Payment Due Date
Effective Date until 12/31/2020	CAD1,130,937	30 days after the Effective Date
1/1/2021 – 12/31/2021	CAD 999,996	12/15/2020
1/1/2022 – 12/31/2022	CAD 999,996	12/15/2021
1/1/2023 – 12/31/2023	CAD 999,996	12/15/2022
1/1/2024 – 12/31/2024	CAD 999,996	12/15/2023

3. Technical Support. Under the Amendment to License Agreement dated December 15, 2017 ("2017 Amendment"), technical support ("Existing Support") is currently being provided for the Order Products until December 31, 2019"). As of the Effective Date, the Existing Support shall terminate, and be replaced by, technical support ("New Support") as provided for under this Agreement. For the avoidance of doubt, Software AG shall provide Licensee with New Support for the Order Products from the Effective Date until December 31, 2024. The parties agree that the cost of Technical Support from the Effective Date through December 31, 2019 was previously paid under the 2017 Amendment. Software AG shall provide all technical support services in accordance with the Standard Maintenance and Support Services description (as amended, modified, or supplemented from time to time) made available on Software AG's customer support portal. Technical support for any other Software licensed under the Agreement is not included in this Amendment and must be purchased separately.

4. Optional Technical Support Termination. Licensee may elect to terminate the last fifteen (15) months of technical support to be provided for the Order Products under this Amendment (i.e., the technical support to be provided for the Order Products from October 1, 2023 to December 31, 2024), provided it gives notice to Software AG on or before July 1, 2023 of its intent to terminate. In the event of such termination, all payment obligations of Licensee set forth in Section 2 above shall survive and shall continue to be due and payable as set forth herein, except that the last payment due on October 31, 2023 shall be reduced by CAD 595,944 to a payment of CAD 404,052 that is immediately due and payable.

5. Expanded Right to Outsource the A&N Products. In accordance with the Amendment to License Agreement dated June 15, 2007 ("2007 Amendment "), and prior to the Effective Date, Licensee may allow one (1) designated third party consultant or contractor (a "Designated Outsourcer") to use the A&N Products to provide outsourcing services to Licensee. As of the Effecitve Date, Licensee may allow up to two (2) Designated Outsourcers to use the A&N Products to provide outsourcing services to Licensee. On or after the Effective Date, Licensee may make one, initial designation of Designated Outsourcers ("Initial Designation"), and must notify Software AG within thirty (30) business days of the Initial Designation. Licensee has a one-time right to change each of the Designated Outsourcers after the Initial Designation, provided Licensee notifies Software AG of the new Designated Outsourcer(s) within thirty (30) business days after changing the Designated Outsourcer(s). For the purposes of this provision, "outsource" means any arrangement under which the Designated Outsourcer performs Licensee's internal operations on Licensee's behalf, including the operation and maintenance of Licensee's systems or business services. All use of the A&N Products by the Designated Outsourcers shall

be solely for Licensee's benefit and in accordance with the terms of the Agreement, as amended, and Licensee shall make the necessary arrangements with the Designated Outsourcers to ensure that the use and disclosure of the A&N Products conforms to the terms of the Agreement, as amended. In any event, Licensee shall remain fully liable to Software AG for any breach of the terms of the Agreement , as amended, by the Designated Outsourcers.

6. Previously Granted Usage Rights. For avoidance of doubt, Section 6 (Expanded Right to Outsource the DBP Products) of the 2017 Amendment continues to apply to the DBP Products.

7. Integration. This Amendment constitutes the entire agreement between the parties with respect to the subject matter hereof. Except as amended herein, the Agreement, as previously amended, shall remain in full force and effect and is hereby ratified and affirmed. In the event of any conflict between any provision of this Amendment and any provision of the Agreement, the provision of this Amendment shall prevail, and to the extent possible, those provisions shall be construed to minimize the conflict. Any contrary or additional terms and conditions attached to or part of any purchase order or similar document related to this Amendment shall be invalid and non-binding on the parties.

8. Export Control: Licensee may not download, get and/or provide access to, or otherwise export or re-export any underlying software or service, technology or other information from the Software or Documentation except as stated explicitly in this Agreement and in full compliance with all applicable national and international laws and regulations. Licensee agrees to indemnify and hold harmless and defend Supplier against any and all liability arising from or relating to Licensee's breach of this Clause. Supplier reserves the right not to execute affected parts of, or the entire Agreement, in case any national or international export regulations or foreign trade legislation, or any target country/Licensee/usage restrictions implied by embargoes or other sanctions prohibit the provision of export controlled goods (Dual–Use items) and services to be granted to the Licensee under this Agreement. Supplier will inform the Licensee whether a related official export approval by national or international export control authorities is required. Provision of affected goods and services will then be postponed until all such required approvals have been granted. The provision of agreed goods or services not restricted by the above mentioned export prohibitions will remain unaffected by this clause.

9. Third Party License Restrictions: Software may contain or be distributed with certain open source, free or commercial third party licensor's components ("Third Party Components"). These Third Party Components, if any, may be identified in, and may be subject to, special license terms and conditions ("Third Party Terms") set forth in "*.txt" or *.pdf" files in the installation directory, a license notice on installation, or in readme or license files accompanying Third Party Components, and may be retrieved online for then current versions of Software at http://softwareag.com/licenses. Third Party Terms include important licensing and warranty information and disclaimers of licensors. For the avoidance of doubt, the Third Party Terms do not restrict the rights granted under this Agreement.

   In the event that a third party manufacturer no longer provides active support for (a) individual third party manufacturer program versions that are provided by Licensor to the Customer in connection with the Software and which are required in order to operate the Software (such as Java virtual machines, applications, frameworks, and databases) ("Accompanying Programs"), or (b) versions of embedded Third Party Components, (items (a) and (b) in this Section being referred to collectively as the "Unsupported Elements"), the Licensor will spend commercially reasonable efforts to respond to and to solve incidents related to the Unsupported Elements. As long as the Customer takes and pays for Maintenance Services for the Software, the Licensor will replace the Unsupported Elements with other versions of the Unsupported Elements that contain similar functions and for which there is active support available to Licensor from the respective manufacturers. None of the forgoing shall restrict Licensor's support obligations for the Software or parts of the Software owned by Licensor.

Attachment(s): Exhibit A – ORDER PRODUCTS

IN WITNESS WHEREOF, the parties, by their duly authorized representatives, have caused this Amendment to be executed as of the Effective Date set forth above.

SOFTWARE AG (CANADA) INC.:	
By:	
Print Name:	
Title:	
Date:	

VILLE DE MONTRÉAL:	
By:	
Print Name:	
Title:	
Date:	

EXHIBIT A
ORDER PRODUCTS

PRODUCT NAME	CODE	USAGE	OS	LICENSE METRIC	QUANTITY	SHIP
A&N PRODUCTS:						
Adabas (US Version z/OS)	ADAUS-ZOS	Production	z/OS	MIPS	202	N
- Adabas Caching Facility	ACF	Production	z/OS	MIPS	202	
- Adabas CICS Interface	ACI	Production	z/OS	MIPS	202	
- Adabas C	ADA	Production	z/OS	MIPS	202	
- Adabas Parallel Services	ASM	Production	z/OS	MIPS	202	
Adabas Online System	AOS	Production	z/OS	MIPS	202	N
Adabas Review	REV	Production	z/OS	MIPS	202	N
Adabas SQL Gateway	ACE	Production	z/OS	MIPS	202	
Entire Connection	PCC	Production	Windows	Named User	43	
Natural (US Version z/OS)	NATUS-ZOS	Production	z/OS	MIPS	202	N
- Natural	NAT	Production	z/OS	MIPS	202	
- Natural CICS Interface	NCI	Production	z/OS	MIPS	202	
- Natural TSO Interface	NTI	Production	z/OS	MIPS	202	
Natural Advanced Facilities	NAF	Production	z/OS	MIPS	202	N
Natural Connection	NTC	Production	z/OS	MIPS	202	
Natural Security	NSC	Production	z/OS	MIPS	202	N
Natural for VSAM	NVS	Production	z/OS	MIPS	202	N
Natural for Windows Standard Edition	KPS	Production	Diverse	Named User	30	N
- Adabas	ADA	Production	Windows	Named User	30	
- Natural	NAT	Production	Windows	Named User	30	
- Natural Development Server	NDV	Production	z/OS	Named User	30	
Predict	PRD	Production	z/OS	MIPS	202	N
DBP PRODUCTS:						
webMethods BPMS Bundle	WMPR1	Production	Windows	Processor Core Class B	1	N
- CentraSite Community Edition	INN	Production	Windows	Processor Core Class B	1	
- Optimize KPI Instance	KPI	Production	Diverse	KPI	2,000	
- My webMethods Server	MWS	Production	Windows	Processor Core Class B	1	
- Optimize Base Engine	OBE	Production	Windows	Each	1	
- Integration Server	PIE	Production	Windows	Processor Core Class B	1	
- Software AG Designer -- Unlimited Users	SDFUL	Production	Windows	Each	1	
- BigMemory Max EX Edition for webMethods	TABWM	Production	Windows	Instance	1	
- Optimize for Process	WMO	Production	Windows	Each	1	
- BPMS User	WMPNU	Production	Windows	Named User	25	
- Business Rules	WOK	Production	Windows	Processor Core Class B	1	
- Process Engine	WPE	Production	Windows	Processor Core Class B	1	
- Task Engine	WTN	Production	Windows	Processor Core Class B	1	
- Broker	PIF	Production	Windows	Processor Core Class B	1	
webMethods BPMS Bundle	WMPR1	Development	Windows	Processor Core Class B	1	N
- CentraSite Community Edition	INN	Development	Windows	Processor Core Class B	1	
- Optimize KPI Instance	KPI	Development	Diverse	KPI	2,000	
- My webMethods Server	MWS	Development	Windows	Processor Core Class B	1	
- Optimize Base Engine	OBE	Development	Windows	Each	1	
- Integration Server	PIE	Development	Windows	Processor Core Class B	1	
- Software AG Designer -- Unlimited Users	SDFUL	Development	Windows	Each	1	
- BigMemory Max EX Edition for webMethods	TABWM	Development	Windows	Instance	1	
- Optimize for Process	WMO	Development	Windows	Each	1	
- BPMS User	WMPNU	Development	Windows	Named User	25	
- Business Rules	WOK	Development	Windows	Processor Core Class B	1	
- Process Engine	WPE	Development	Windows	Processor Core Class B	1	
- Task Engine	WTN	Development	Windows	Processor Core Class B	1	
- Broker	PIF	Development	Windows	Processor Core Class B	1	

AMENDMENT TO LICENSE AGREEMENT

THIS AMENDMENT TO LICENSE AGREEMENT ("Amendment") is entered into as of the date of the last signature designated to sign below ("Effective Date"), by and between **Software AG (Canada) Inc.** ("Software AG") and **Ville de Montréal** ("Ville de Montréal" or "Licensee") and amends the Contrat pour la Licence d'Utilisation de Logiciels dated June 13, 1988 (as previously amended, the "Agreement"), by and between Software AG and Montréal. Capitalized terms used in this Amendment but not otherwise defined herein shall have the meanings given to them in the Agreement.

WHEREAS, the parties wish to expand certain license rights granted under the Agreement, provide for additional support and maintenance services under the Agreement, and further modify the Agreement, all as more fully set forth herein.

NOW THEREFORE, in consideration of the mutual covenants contained herein and other good and valuable consideration, the receipt and sufficiency of which is hereby acknowledged, the parties hereby agree to supplement and amend the Agreement as follows:

1. Confirmation. The parties acknowledge and agree that the Amendment to License Agreement dated June 15, 2007 ("2007 Amendment"), the Product License and Technical Services Order Form dated December 29, 2011 ("2011 Order Form"), and the Amendment to License Agreement dated December 31, 2012 ("2012 Amendment") amend and are governed by the Agreement as if the 2007 Amendment, the 2011 Order Form, and the 2012 Amendment each correctly referenced the Agreement at the time of execution thereof.

2. Software. The Software identified in the attached Order Form ("Order Products") was previously licensed to Licensee under the Agreement for a perpetual license term and is hereby upgraded as set forth in this Amendment. The Order Products include the Software listed in attached Order Form under the heading "A&N Products" and the Software listed in attached Order Form under the heading "DBP Products".

3. Technical Support. Under the 2012 Amendment, technical support is currently being provided for the Order Products until December 31, 2017. Subject to this Amendment, Software AG shall provide Licensee with technical support for the Order Products from January 1, 2018 until December 31, 2019. Software AG shall provide all technical support services in accordance with the attached Standard Maintenance and Support Services Description. Technical support for any other Software licensed under the Agreement is not included in this Amendment and must be purchased separately.

4. Fees and Payment. In consideration of the terms set forth herein, Licensee shall pay to Software AG a total fee of C$ 2,115,702, plus any applicable taxes, in accordance with the following payment schedule:

Payment Due Date	Payment Amount
December 31, 2017	$ 1,163,636
December 31, 2018	$ 952,066

5. Optional Technical Support Termination. Licensee may opt to terminate the last six (6) months of technical support to be provided for the Order Products under this Amendment (i.e., the technical support to be provided for the Order Products from July 1, 2019 to December 31, 2019) provided it gives notice to Software AG by May 1, 2019. In the event of such termination, all payment obligations of Licensee set forth in Section 4 above shall survive and shall continue to be due and payable as set forth herein, except that the last payment due on December 15, 2018 shall be reduced by $ 238,377 to a payment of $ 713,689 that is immediately due and payable.

6. Expanded Right to Outsource the DBP Products. Subject to the terms of this Amendment and the Agreement, Licensee may allow its designated third party consultants and contractors (each a "Designated Outsourcer") to use the DBP Products to provide outsourcing services to Licensee. For purposes of this provision, "outsource" means any arrangement under which the Designated Outsourcer performs Licensee's internal operations on Licensee's behalf, including the operation and maintenance of Licensee's systems or business services. Solely for purposes of this provision, "outsource" also means any arrangement under which the Designated Outsourcer hosts and makes the DBP Products available to Licensee in a cloud environment. All use of the DBP Products by the Designated Outsourcers shall be solely for Licensee's benefit and in accordance with the terms of the Agreement, as amended, and Licensee shall make the necessary arrangements with the Designated Outsourcers to ensure that the use and disclosure of the DBP Products conforms to the terms of the Agreement, as amended. In any event, Licensee shall remain fully liable to Software AG for any breach of the terms of the Agreement, as amended, by the Designated Outsourcers. For avoidance of doubt, there is no restriction on the number of third parties that Licensee may designate as Designated Outsourcers pursuant to this provision.

7. Previously Granted Usage Rights. For avoidance of doubt, Section 4 (Right to Outsource) of the 2007 Amendment continues to apply to the A&N Products and Section 5 (Hardware Relocation) of 2007 Amendment continues to apply to both the A&N Products and the DBP Products.

8. Non-Renewal of Technical Support. Under the 2012 Amendment, technical support is currently being provided until December 31, 2017 for the following Software previously licensed under the Agreement. Technical support for the following Software is not being renewed under this Amendment and no technical support shall be provided for the following Software after December 31, 2017. If Licensee subsequently wishes to reinstate to technical support for the following Software, Licensee shall pay Software AG the following annual technical support fees for the initial twelve months of Standard Support, plus the applicable reinstatement fees pursuant to Software AG's then-current reinstatement policy.

PRODUCT NAME	CODE	USAGE	OS	LICENSE METRIC	QUANTITY	ANNUAL TECHNICAL SUPPORT FEE
Natural for Ajax Runtime Mainframe	NJXMF	Development	z/OS	MIPS	202	C$ 14,804
NaturalOne	ONE	Production	Windows	Named User	35	C$ 59,082

9. License Grant. Article 2 (Attribution de la Licence) of the Agreement is amended to add the following as a new Section 2.10:

   The Software AG software products licensed under the Agreement ("Software") are licensed to Licensee subject to the terms and the conditions of the Agreement, as may be amended from time to time, and are subject to the license parameters and any other license restrictions as further set forth in the Agreement and any exhibits or amendments thereto. The Software and its structure, underlying concepts, organization, architecture, and source code are the exclusive property of and constitute valuable trade secrets of Software AG and its suppliers. Licensee agrees not to (i) disassemble, reverse engineer, or reverse compile the Software in whole or in part; (ii) modify, adapt, alter, translate, or create derivative works from the Software or (iii) merge the Software with other software. Software AG expressly reserves all rights not expressly granted under the Agreement.

10. Integration. This Amendment constitutes the entire agreement between the parties with respect to the subject matter hereof and supersedes all prior and all contemporaneous agreements, understandings, materials, and communications, whether written or oral with regard to the subject matter hereof. Except as amended herein, the Agreement shall remain in full force and effect and is hereby ratified and affirmed. In the event of any conflict between any provision of this Amendment (including the attached exhibits) and any provision of the Agreement, this Amendment (including the attached exhibits) shall prevail. Any contrary or additional terms and conditions attached to or part of any purchase order or similar document related to this Amendment shall be invalid and non-binding on the parties.

Attachment(s): Exhibit A – Order Form
Exhibit B – Standard Maintenance and Support Service Description

IN WITNESS WHEREOF, the parties have caused this Amendment to be executed by their duly authorized representatives, effective as of the Effective Date.

VILLE DE MONTRÉAL:

By: _____

Name: _____

Title: _____

Date: _____

LICENSEE NOTICE ADDRESS

SOFTWARE AG (CANADA) INC.:

By: _____

Name: _____

Title: _____

Date: _____

SOFTWARE AG NOTICE ADDRESS

Software AG (Canada) Inc.
55 King Street West, 7th Floor
Kitchener, ON N2G 4W1
with copy to:
Software AG USA, Inc.
11700 Plaza America Drive, Suite 700
Reston, VA 20190 USA
Attn: General Counsel

EXHIBIT A

ORDER FORM

License Term: Perpetual

Order Products:

PRODUCT NAME	CODE	USAGE	OS	LICENSE METRIC	QUANTITY	SHIP
A&N PRODUCTS:						
Adabas (US Version z/OS)	ADAUS-ZOS	Production	z/OS	MIPS	202	N
- Adabas Caching Facility	ACF	Production	z/OS	MIPS	202	
- Adabas CICS Interface	ACI	Production	z/OS	MIPS	202	
- Adabas C	ADA	Production	z/OS	MIPS	202	
- Adabas Parallel Services	ASM	Production	z/OS	MIPS	202	
Adabas Online System	AOS	Production	z/OS	MIPS	202	N
Adabas Review	REV	Production	z/OS	MIPS	202	N
Adabas SQL Gateway	ACE	Production	z/OS	MIPS	202	
Entire Connection	PCC	Production	Windows	Named User	43	
Natural (US Version z/OS)	NATUS-ZOS	Production	z/OS	MIPS	202	N
- Natural	NAT	Production	z/OS	MIPS	202	
- Natural CICS Interface	NCI	Production	z/OS	MIPS	202	
- Natural TSO Interface	NTI	Production	z/OS	MIPS	202	
Natural Advanced Facilities	NAF	Production	z/OS	MIPS	202	N
Natural Connection	NTC	Production	z/OS	MIPS	202	
Natural Security	NSC	Production	z/OS	MIPS	202	N
Natural for VSAM	NVS	Production	z/OS	MIPS	202	N
Natural for Windows Standard Edition	KPS	Production	Diverse	Named User	30	
- Adabas	ADA	Production	Windows	Named User	30	
- Natural	NAT	Production	Windows	Named User	30	
- Natural Development Server	NDV	Production	z/OS	Named User	30	
Predict	PRD	Production	z/OS	MIPS	202	N
DBP PRODUCTS:						
webMethods BPMS Bundle [1/]	WMPR1	Production	Windows	Processor Core Class B	1	Y
- CentraSite Community Edition	INN	Production	Windows	Processor Core Class B	1	
- Optimize KPI Instance	KPI	Production	Diverse	KPI	2,000	
- My webMethods Server	MWS	Production	Windows	Processor Core Class B	1	
- Optimize Base Engine	OBE	Production	Windows	Each	1	
- Integration Server	PIE	Production	Windows	Processor Core Class B	1	
- Software AG Designer -- Unlimited Users	SDFUL	Production	Windows	Each	1	
- BigMemory Max EX Edition for webMethods	TABWM	Production	Windows	Instance	1	
- Optimize for Process	WMO	Production	Windows	Each	1	
- BPMS User	WMPNU	Production	Windows	Named User	25	
- Business Rules	WOK	Production	Windows	Processor Core Class B	1	
- Process Engine	WPE	Production	Windows	Processor Core Class B	1	
- Task Engine	WTN	Production	Windows	Processor Core Class B	1	
- Broker	PIF	Production	Windows	Processor Core Class B	1	
webMethods BPMS Bundle [1/]	WMPR1	Development	Windows	Processor Core Class B	1	Y
- CentraSite Community Edition	INN	Development	Windows	Processor Core Class B	1	
- Optimize KPI Instance	KPI	Development	Diverse	KPI	2,000	
- My webMethods Server	MWS	Development	Windows	Processor Core Class B	1	
- Optimize Base Engine	OBE	Development	Windows	Each	1	
- Integration Server	PIE	Development	Windows	Processor Core Class B	1	
- Software AG Designer -- Unlimited Users	SDFUL	Development	Windows	Each	1	
- BigMemory Max EX Edition for webMethods	TABWM	Development	Windows	Instance	1	
- Optimize for Process	WMO	Development	Windows	Each	1	
- BPMS User	WMPNU	Development	Windows	Named User	25	
- Business Rules	WOK	Development	Windows	Processor Core Class B	1	
- Process Engine	WPE	Development	Windows	Processor Core Class B	1	
- Task Engine	WTN	Development	Windows	Processor Core Class B	1	
- Broker	PIF	Development	Windows	Processor Core Class B	1	

Note(s):

1/ The BPMS QuickStart Edition Bundle (WMPQB) licenses granted under the 2012 Amendment are hereby upgraded to, and superseded and replaced by, the webMethods BPMS Bundle (WMPR1) licenses set forth above.

Technical Support:

SUPPORT LEVEL	SUPPORT PERIOD
Standard Support	from Jan. 1, 2018 until Dec. 31, 2019

Includes:

- Business hours support from 8 am to 5 pm MT, excluding weekends and holidays
- 24x7 support for Crisis production-down, mission-critical issues
- 24x7 access to Empower, Software AG's customer support portal
- Seven (7) Authorized Technical Contacts ("ATCs") (7 ATCs total for customer)
- Product updates and fixes and new product versions

DBP Product Terms:

DBP Product Upgrade. Subject to the terms of this Amendment and the Agreement, all BPMS QuickStart Edition Bundle (WMPQB) licenses granted under the 2012 Amendment ("Old DBP Products") are hereby upgraded to, and are superseded and replaced by, the DBP Products set out in this Order Form. Licensee shall have three (3) months from the Effective Date hereof ("Migration Period") to migrate from the Old DBP Products to the DBP Products. At the end of the Migration Period, all licenses for the Old DBP Products automatically terminate and Licensee shall cease all use of the Old DBP Products and remove the Old DBP Products from all systems and destroy all copies of the Old DBP Products and the associated documentation (and, upon request, certify such removal and destruction to Software AG).

DBP Product Restricted License Grant. webMethods BPMS Bundle (WMPR1) may be used solely in connection with Ville de Montréal legacy applications and systems utilizing the Software AG technology of Natural or Adabas.

DBP Product Component-Specific Provisions. BigMemory Max EX Edition for webMethods (TABWM) is to be used only for clustering and not for distributed caching purposes. A BPMS User (WMPNU) is a Named User having a unique login ID and password to the My webMethods Server (this specifically excludes administrative users). Optimize KPI Instances (KPI) cannot be used simultaneously by more than one Optimize module.

DBP Product Sub-Capacity Right. Licensee may use the DBP Products on physical machines with a capacity greater than that licensed, provided that the total number of Processor Cores (physical and virtual) to which the DBP Products are assigned does not exceed the total number of Processor Cores licensed. For non-virtualized machines, all physically present and directly allocated Processor Cores on/in which the DBP Products are used, are measured. For virtualized machines, all physically present and virtually allocated Processor Cores on/in which the DBP Products are used are measured. All VM cores in VM instances, on which the DBP Products are installed and which are permanently assigned to the VM instance (capped/fix), regardless of whether these VM instances are permanently or temporarily active, are considered virtually allocated. Licensee must possess and utilize the required technology to permanently assign VM core to the respective VM instances (capped/fix). Each virtual Processor Core is considered equal to one licensed Processor Core. Under no circumstances shall the DBP Products be used (in a virtual environment or otherwise) in excess of the total number of Processor Cores licensed.

Additional Terms:

Delivery and Acceptance. Upon execution of this Amendment, the DBP Products and associated documentation will be delivered electronically to Licensee over the internet through a password-protected web page and Software AG will deliver the software activation password key and software download instructions to Licensee via an email sent to Licensee's designated contact person. Licensee agrees that acceptance of the DBP Products will occur upon delivery of the software activation key and download instructions, and that such acceptance may not be revoked. If shipment of physical media is required, then Software AG will deliver the media F.O.B. point of shipment and acceptance of the DBP Products will occur upon shipment of the media, and such acceptance may not be revoked. Licensee is solely responsible for installation of the DBP Products as permitted under the Agreement, as amended. Licensee acknowledges and agrees that the A&N Products were previously delivered to, installed, and accepted by, Licensee under the Agreement.

Instance. Software licensed by 'Instance' is limited to use by a total number of Instances that does not exceed the licensed quantity. An 'Instance' is either a single installation of the Software, running on one server, or a set of containers containing data on a disk or disk array managed by a server. Each additional installation of the Software running on the same or different physical hardware, or set of containers on the same or different disk or disk array, requires a license for additional Instances.

Key Performance Indicator (KPI). Software licensed by 'KPI' is limited to use by a total number of KPI instances that does not exceed the licensed quantity. A 'KPI instance' is a measurement of one slice of business or system data. As an example: (i) Total Order Revenue KPI, which is not sliced by dimensions, has one KPI instance; (ii) Revenue by Customer KPI, which slices revenue by the customer dimension, has multiple KPI instances and each KPI instance measures revenue for an individual customer; (iii) Revenue by Region and Sales Person KPI, which slices revenue by a sales hierarchy with two dimensions (region and sales person), has multiple KPI instances and each KPI instance measures revenue for an individual

sales person within a specified region. From an infrastructure or system perspective, the KPI would be memory used and the dimension would be the host/port.

MIPS. MIPS mean millions of instructions per second. A MIPS rating reflects a specific CPU's processing capacity and speed. Software licensed by 'MIPS' is limited to use on CPUs with a total MIPS capacity that does not exceed the licensed quantity. MIPS shall be measured in accordance with the information concerning 'average MIPS' as set forth in Watson-Walker's most recently published multiple-image CPU chart. The MIPS rating of a CPU is determined by the aggregate MIPS capacity of all partitions (logical or physical) in a CPU, regardless of the availability of the Software within such partitions. The MIPS rating is based on the total available MIPS capacity measured across all of a CPU's available environments, and does not involve measurements based on the amount of time such capacity is actually in use. If the Software is used on more than one CPU, then the MIPS ratings of each entire CPU on which the Software resides shall be summed to determine the total MIPS capacity.

Named User. Software licensed by 'Named User' is limited to use by a total number of users that does not exceed the licensed quantity. For these purposes, a 'user' means a uniquely identified person, entity, device or process that accesses, operates or maintains such Software.

Processor Core Class. A Processor Core is a collection of one or more processor threads and a set of shared execution resources that his housed on a processor and a processor is a single chip that may house one or more Processor Cores. Processor Core Classes are used to differentiate processor technologies with regard to their performance. Software licensed by 'Processor Core Class' may be used only on the licensed number of Processors Cores in the licensed Processor Core Class (or a lesser Processor Core Class - with Process Core Class A being the lowest Processor Core Class). The Processor Core Class tables are posted on Empower, Software AG's support portal, at https://empower.softwareag.com/sl24sec/SecuredServices/Announcement/Processor/table.htm and are subject to change at Software AG's sole discretion.

PROCESSOR CORE CLASS	VENDOR	PROCESSOR NAME
A (minimum of 2 cores)	IBM	PowerPC 970, PowerXCell, Cell/B.E.Bi
	Sun / Fujitsu	UltraSparc T1, T2
	Intel	Xeon (Pre-Nehalem)
	AMD	Athlon, Opteron (K8, K9, K10), Sempron
B	AMD	Opteron (Bulldozer architecture) and successors (Piledriver, Steamroller, Excavator, Zen)
	HP / Intel	Itanium (1) Series 93XX or earlier, Itanium (2) Series 95XX, HP PA-RISC
	IBM	System z9, z990 & earlier, Power 5
	Intel	Xeon (Nehalem EX & Nehalem EP), Xeon (Sandy Bridge EP / Ivy Bridge)
	Sun / Fujitsu	Sparc 64 VI, VII, VII+, X, X+; UltraSparc IV; UltraSparc IV+; Sparc V; Sparc T3
	any other vendor	any other single and/or multi core processor generally available before July 1, 2014
C	IBM	Power 6, System z10
	Oracle / Sun	Sparc T4, Sparc T5, Sparc M5, Sparc M6
D	Intel	any other single and/or multi core processor introduced on or after July 1, 2014
	IBM	Power 7, Power P7+, System z196, z114
	Oracle / Sun	Sparc M7
E	IBM	zEC12, zBC12
E2	IBM	z13, z13s
F	IBM	Power P8, Power8+

Operating System (OS). The Software is restricted to use on the designated operating system(s) set out herein. Provided Licensee is current on technical support, Licensee may change any designated non-mainframe operating system(s) for the Software to any other supported non-mainframe operating system(s) at no additional charge; provided that the total aggregate number of licenses deployed across all operating systems does not exceed the licensed quantity. For avoidance of doubt, the z/OS is a mainframe operating system.

Customer Information: [please compete]

	SHIPPING ADDRESS	BILLING ADDRESS	INSTALLATION ADDRESS
COMPANY:	Ville de Montréal	Ville de Montréal	Ville de Montréal
NAME / TITLE:	Philippe Couvas / Chef de division infrastructure - Centre d'expertise plateformes et infrastructures	Philippe Couvas / Chef de division infrastructure - Centre d'expertise plateformes et infrastructures	[redacted]
ADDRESS:	801 Rue Brennan, 10e étage, bureau 10110 Montréal, QC H3C 0G4	801 Rue Brennan, 10e étage, bureau 10110 Montréal, QC H3C 0G4	2580 Boulevard Saint-Joseph Est Montréal, QC H1Y 2A2
EMAIL:	philippe.couvas@ville.montreal.qc.ca	philippe.couvas@ville.montreal.qc.ca	[redacted]
PHONE:	514-872-0696	514-872-0696	[redacted]

EXHIBIT B

STANDARD MAINTENANCE AND SUPPORT SERVICE

Customer has licensed certain Software AG software products under a License Agreement that the Customer has executed with a Software AG entity ("Supplier"). The maintenance and support services that the Supplier has agreed to deliver to Customer as provided in the License Agreement are defined herein, and this document forms an attachment to the License Agreement. This document supersedes all previous iterations and Software AG reserves the right to change this document from time to time by posting new versions on Software AG's Support Portal.

1 DEFINITIONS

1.1 Definitions: Unless the context requires otherwise, the following words and expressions shall bear the meanings set out below:

"Business Day"	means the days from Monday to Friday, excluding public holidays, in the country denoted in the Customer's address on the first page of the License Agreement that corresponds with Software AG Global Support's operating days in the respective Software AG Global Support hub.
"Business Hour"	means the hours from 8.00 am to 5.00 pm on a Business Day of the main Software AG Global Support hub within Customer's region: (a) EMEA – 8 am to 5 pm Central European Time (CET) (b) APJ – 8 am to 5 pm Malaysia Time (MYT) (c) AME – 8 am to 5 pm U.S. Mountain Time (MT) Software AG Global Support operating hours may change from time to time.
"Documentation"	means the user manuals that the Supplier makes available to licensees of the Software.
"Error"	means any verifiable and reproducible failure of the Software to substantially conform to the specifications for such Software. Notwithstanding the foregoing, "Error" shall not include any such failure that is caused by: (i) the use or operation of the Software with any other software or code or in an environment other than that intended or recommended in the Documentation, (ii) modifications to the Software not made or approved by the Supplier in writing, or (iii) any bug, defect, or error in third-party software used with the Software.
"Error Correction"	means either a modification or addition to or deletion from the Software having the effect that such Software substantially conforms to the then-current specifications, or a procedure or routine that, when exercised in the regular operation of the Software, eliminates any material adverse effect on the Customer caused by an Error. An Error Correction may be a correction, workaround, fix, Service Pack or Service Release.
"Fix"	Supplier creates defect fixes at the component level to resolve specific issues. These issues may be identified in our QA labs, or at customer installations. Fixes are: (a) tested to ensure the issue is resolved within the target configuration; (b) cumulative within functional sub-components, e.g., Integration Server Scheduler; (c) periodically rolled up into planned, cumulative Service Packs or Service Releases; (d) made available to customers via Software AG's Support Portal.
"Innovation Release"	means a product release intended to give customers early access to new product capabilities. An Innovation Release has a shorter maintenance and support period compared to a Standard Release. An Innovation Release is clearly labelled as such in documentation and software download tools.
"License Agreement"	means the software license and maintenance agreement between Customer and Supplier under which the Software is licensed to Customer.
"Major Version"	means one in which significant new features and functionality are delivered. Some but not all of the Major Versions may also contain architecture changes, thus requiring a complete reinstall to upgrade, rather than the simple "install over" that is typical of Minor Versions, Service Packs and Service Releases. A version that ends in "X.0" is considered a Major Version.
"Minor Version"	means one in which some new features and functionality are delivered along with fixes. Versions with numbering of "X.Y" are usually considered Minor Versions (e.g. webMethods 9.7 or Natural 6.3). Minor versions usually offer easy upgrade and an "install over" approach to upgrade.
"Service Pack" or "Service Release"	means a planned release in which an accumulation of Fixes is delivered. It may additionally include new features. These Service Packs/Service Releases are denoted using SP or SR in the numbering (e.g., Product A X.Y SP1 or Product B X.Y SR1). In places where a full version identifier is specified, Service Packs/Service Releases are denoted by the third part of the version number (e.g., X.Y.Z). Service Packs/Service Releases offer easy upgrade and an "install over" approach to upgrade. For optimal support, Customer is required to upgrade to the latest Service Pack/Service Release.

“Software”	means the Supplier software programs licensed to the Customer under the License Agreement.
“Software AG Global Support”	means the Supplier’s Global Support organization providing the maintenance and support services to the respective customer.
“Software AG’s Support Portal”	means the Supplier's web-based customer support system, designed with proactive services, information and Error Corrections. Software AG’s Support Portal, called Empower, can be accessed at https://empower.softwareag.com (this name and URL may change from time to time).
“Standard Release”	means a full product release that is maintained and supported for several years, as defined in the roadmap published on Software AG’s Support Portal.
“Update”	means the application of a fix and/or a documentation refresh within a Major or Minor Version.
“Upgrade”	means a modification to a Major Version, Minor Version, Service Pack or Service Release.

2 SERVICE DESCRIPTION

2.1 Introduction: Customer is entitled to receive the following services for the Software against payment of the agreed-upon maintenance and support fees and according to agreed-upon terms and conditions. Where the Customer holds more than one license to use any Software then Customer is required to take maintenance and support services for all (and not some only) of the licensed Software – partial maintenance and support is not permitted.

2.2 Standard Maintenance and Support Service: Software AG’s Standard Maintenance and Support Service consists of the following services:

(a) Twenty-four (24) hour access to Software AG’s Support Portal including access for Authorized Technical Contacts to Supplier’s request reporting system for browsing and submitting incidents, online access to new product information, documentation, knowledge center, and information on available Fixes.

(b) 24x7 support service for Crisis incidents. Telephone support is available 24x7 (24 hours a day; 7 days a week) for Crisis incidents. Outside of Business Hours and on non-Business Days telephone support is provided in English only. With respect to Supplier’s Adabas & Natural product line, 24x7 support service for Crisis incidents is available only for Customers located in the North American region.

(c) 9x5 (9 hours a day; 5 days a week) telephone support for Critical and Standard incidents during Business Hours. Customer will receive the initial response to a Crisis or Standard incident during Business Hours only. The respective telephone number is available in Software AG’s Support Portal. If not provided in the local language, telephone support is provided in English.

(d) Seven (7) Authorized Technical Contacts (“ATC”) of the Customer entitled to access Software AG’s Support Portal. This restriction applies per Customer and not per contract. All ATCs shall have appropriate professional and technical qualifications and shall be assigned internally by Customer to process queries from users about the Software. To protect against improper use of services, services may only be requisitioned by those ATCs previously-reported to Supplier. ATC Group accounts that are used by multiple Customer representatives are not allowed. One Customer representative equals one ATC.

(e) Information on new features, events, and Customer application articles.

3 SOFTWARE AND DOCUMENTATION UPDATES

3.1 Software and Documentation Updates: On a when and if available basis, Software AG Global Support provides:

(a) New versions of licensed Software AG products;

(b) Updates of Software containing error corrections;

(c) Documentation updates for the Software.

Information regarding availability of Software and Documentation updates is published by the Supplier and available in Software AG’s Support Portal.

4 PROCESSING CUSTOMER REQUESTS

4.1 Introduction: Customer requests will be received by Software AG Global Support and will be documented in Software AG’s Support Portal for further processing. The Customer will be given a reference processing number for future reference.

(a) All Crisis incidents must be submitted to Software AG Global Support by telephone.

(b) The region of a Customer is the region where that Customer is located or the region that Customer has opted to designate as their region. For example, the default region for a customer located in EMEA is EMEA, however a customer located in EMEA may opt to designate another region, say AME, to be their default region.

(c) Outside of Business-Hours and on non-Business Days, all communication will be in English only.

(d) When reaching Software AG Global Support by telephone, Customer is to provide the incident/ticket number so that work on the incident can commence.

(e) Software AG Global Support has no obligation to solve the Customer's issue within the reaction or any other time frame.

4.2 Service Expectations: The following support severities are used for classifying the Customer's incidents. These classifications ensure consistent treatment of incidents handled by Software AG Global Support. Software AG Global Support will determine the appropriate severity level according to the following table:

SEVERITY LEVEL	CRISIS	CRITICAL	STANDARD
DEFINITION	Customer's problem has a severe business impact, e.g. production down. Customer is unable to use the Software, resulting in a major impact on Customer's operations. Work cannot reasonably continue.	Customer's problem has a significant business impact; however, operations can continue in a restricted fashion. The Software is usable but severely limited. There is no acceptable workaround available. Customer is experiencing a significant loss of service.	Customer's problem has some business impact. The Software is usable and causes only minor inconvenience. It may be a minor Error, documentation Error, or incorrect operation of the application, which does not significantly impede the operation of a system.
REACTION TIME	1 Hour: call-back or electronic reply	4 Business Hours: call-back or electronic reply	1 Business Day: call-back or electronic reply
REPORTING (TIMEFRAME)	Daily reporting (unless otherwise agreed with Software AG Global Support on a case-by-case basis).	As agreed between Software AG Global Support and Customer on a case-by-case basis.	As agreed between Software AG Global Support and Customer on a case-by-case basis.
REACTION MEASURE	Customer is provided with a timeline for Error Correction.	Customer is provided with a timeline for Error Correction.	Information about publication date of the Software release that will solve the issue. Indication that changes/enhancements are being handled in accordance with Software AG's strategy.
REQUIRED EFFORT	Economically justifiable effort within standard scope of resources.	Reasonable effort within standard scope of resources.	Reasonable effort within standard scope of resources.

4.3 Tools and Processes: Software AG Global Support uses the following processes and tools to solve or find a workaround to the Customer's issues:

Fault diagnosis/analysis for Supplier's products:

(a) Evaluation of Customer data supplied (including diagnostic information)

(b) Classification of the reported situation as a product issue, user issue or third-party issue

(c) Research in Supplier's Support Knowledge Center

(d) Reproduction of the error situation (if possible)

(e) Coordination with Supplier's product development

Results and/or solutions or workarounds will be provided via one of the following media:

(a) Telephone

(b) Software AG's Support Portal

(c) E-mail

(d) Data carriers

4.4 Remote Diagnosis: Software AG Global Support may perform remote diagnosis to facilitate issue analysis. In such case, Software AG Global Support will access Customer's environment via a Remote Online Diagnostic Tool for purposes of diagnosis and analysis only. Remote access to Customer's environments will occur during Business Hours at the times agreed between the Customer and Software AG Global Support.

5 SERVICES OUTSIDE THE SCOPE OF SOFTWARE AG'S MAINTENANCE AND SUPPORT SERVICE

5.1 Out of Scope Services: In addition to the scope of maintenance and support services described herein, the Customer may request additional services from Software AG Global Support. Based on availability, such services can be offered as part of a separate service agreement and payment of applicable fees. Further information can be found on Software AG's Support Portal. The following add-on services are examples and may be subject to change at irregular intervals:

(a) Customer Success Manager

(b) Designated Engineer

(c) After Business-Hours Support

(d) Go-Live Support

(e) Multi-Region Support

(f) Jumpstart Support

(g) Installation Support

(h) Upgrade Support

(i) Environment Assessment

(j) End of Maintenance Extension

5.2 Third Party Materials: In the event that individual program versions from third party manufacturers that are provided to the Customer in connection with the Software and which are required in order to operate the Software (such as Java virtual machines, applications, frameworks, and databases) ("Accompanying Programs") are no longer actively supported by their respective manufacturers, the Supplier shall have no obligation to correct errors occurring in connection with the Accompanying Programs and to respond to incidents reported by the Customer.

6 END OF MAINTENANCE

6.1 Road Map: The roadmap for the provision of maintenance and support services in respect of Major Versions and Minor Versions is published on Software AG's Support Portal. No separate notice will be provided to the Customer who will be responsible for monitoring updates published on Software AG's Support Portal. The dates on which maintenance and support services in respect of Major Versions and Minor Versions will be terminated ("End of Maintenance") will be published on Software AG's Support Portal and may change from time to time.

6.2 Sustained Support: Following End of Maintenance, Supplier will (for a minimum of twelve months from End of Maintenance and provided Customer pays the relevant maintenance and support fees) continue to provide web-based and telephone assistance but shall not provide any new Fixes ("Sustained Support") to the Customer for Standard Releases in respect of the relevant Major Version and/or Minor Version. All Fixes available prior to End of Maintenance ("Available Fixes") shall continue to be available to the Customer.

6.3 Beyond Sustained Support: At the conclusion of Sustained Support, Supplier will (for so long as the Customer continues to pay the relevant maintenance and support fees) continue to permit the Customer to access hints and Available Fixes via Software AG's Support Portal but Customer will no longer be able to open new support requests.

6.4 New Fixes: Full support and the supply of new Fixes beyond End of Maintenance and Sustained Support may be available at Supplier's discretion for an additional fee – further details about obtaining an End of Maintenance Extension agreement are available upon request.

7 CUSTOMER RESPONSIBILITIES

7.1 Customer Responsibilities: The services to be performed are subject to the following conditions:

(a) The Customer entered into a valid License Agreement with Supplier regarding the Software to be supported and has fully paid the respective license fees and maintenance and support fees that are due to Supplier.

(b) The Software is installed at the Customer's site or any third party's site that is authorized, pursuant to the underlying License Agreement, to operate the Software on Customer's behalf (outsourcing provider).

(c) The Customer allows remote access for Software AG Global Support to the Customer environment where Customer is requesting support.

(d) The Customer provides appropriate tools to enable remote access for Software AG Global Support (e.g. Interactive Problem Control System (IPCS), Time Sharing Option (TSO), Terminal-Emulation, Netviewer, etc.).

(e) The Customer establishes appropriate security measures to ensure that Software AG Global Support's access is restricted to permissible areas.

(f) The Customer has installed the release levels of the Software which are supported at the time the relevant Customer request occurs.

(g) The Customer uses hardware, operating system software and database software that comply with the specifications of the release levels of the Software which are supported at the time the relevant Customer request occurs; the release levels of the Software which are supported at the time the relevant Customer request occurs can be identified on Software AG's Support Portal.

(h) The Customer provides Software AG Global Support with:

- sufficient information and assistance as requested by Software AG Global Support regarding the Customer's environment (including appropriate computing time) and all necessary information on the error
- specific third party expertise relevant to the Customer's environment, if applicable
- information on any used software tools upon Software AG Global Support's request
- diagnostic information such as traces, dumps, parameters, etc. upon Software AG Global Support's request.

DocuSign Envelope ID: CC962250-9D2D-4AD9-B907-108616E6F8AE

CTS #30729
CMS #66603

Software AG (Canada) Inc.
55 King St. West
7th Floor
Kitchener, ON N2G 4W1, Canada

July 24, 2019

VIA E-MAIL To: josesimon@ville.montreal.qc.ca

José G. Simon
Conseiller stratégique en gestion contractuelle
Ville de Montréal
Service des Technologies de l'information
801, rue Brennan
Montréal, Québec H3C OG4

Dear Mr. Simon:

This letter shall serve as written confirmation that Software AG, the parent company of Software AG (Canada) Inc., is either the original manufacturer or authorized licensor of the software products noted below and that, to the best of our knowledge, Software AG (Canada) Inc. is the sole entity authorized to provide Ville de Montréal with the license upgrades for such software products and the support and maintenance services, including future updates, for such products.

PRODUCT NAME	CODE
A&N PRODUCTS:	
Adabas (US Version z/OS)	ADAUS-ZOS
Adabas Online System	AOS
Adabas Review	REV
Adabas SQL Gateway	ACE
Entire Connection	PCC
Natural (US Version z/OS)	NATUS-ZOS
Natural Advanced Facilities	NAF
Natural Connection	NTC
Natural Security	NSC
Natural for VSAM	NVS
Natural for Windows Standard Edition	KPS
Predict	PRD

We look forward to continuing to work with you. Please feel free to contact us if you have any questions regarding this matter.

Sincerely,

DocuSigned by:
Kristopher M. Thomas
3E8520F8861C45B...

Kristopher M. Thomas
Assistant Secretary
Software AG (Canada) Inc.

cc: Wayne Lashley, Software AG Account Executive
Brittaney Thomson, Contracts Administrator

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1195942002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Direction
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Software AG (Canada) inc. (fournisseur exclusif), pour le renouvellement du contrat d'acquisition et d'utilisation de logiciels, pour une période de 63 mois, soit du 27 septembre 2019 au 31 décembre 2024, pour une somme maximale de 6 175 185,15 $, taxes incluses / Autoriser un virement budgétaire de 594 858,59 $ au net en provenance des dépenses contingentes d'agglomération et un virement budgétaire de 592 483,90 $ au net en provenance du Service des Grands Parcs, du Mont-Royal et des Sports de compétence locale vers le Service des technologies de l'information pour l'année 2019 / Approuver un projet d'amendement à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1195942002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Tél : 514-872-0962

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-27

Yves COURCHESNE
Directeur de service - financeset trésorier

Tél : 514 872-6630
Division : Service des finances

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.21

2019/09/19
17:00

(2)

Dossier # : 1197100004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Conclure 8 ententes d'achat contractuelles, d'une durée de 36 mois, avec 2 options de renouvellement de 12 mois, pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval. - Appel d'offres public no 19-17706- (10 Lots, de 0 à 2 soumissionnaires par lot, 8 ententes à conclure) - Montant total des ententes pour 36 mois : 5 540 862,68 $, taxes incluses (Contrats de 5 037 147,89 $, taxes incluses + Contingences : 503 714,79 $, taxes incluses.)

Il est recommandé au CE :
1 - de conclure des ententes d'achat contractuelles, d'une durée de 36 mois avec 2 options de renouvellement de 12 mois pour une durée maximale de 60 mois, pour la fourniture sur demande et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval;

2 - d'accorder pour chacun des lots, un contrat de trente-six (36) mois au plus bas soumissionnaire conforme, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 19-17706 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

Lot	Plus bas soumissionnaire conforme	Montant, taxes incluses
Lot 1 : Charbon actif en poudre	Brenntag Canada inc.	388 615,50 $
Lot 2 : Chlore gazeux 68 kg	Brenntag Canada inc.	23 220,35 $

3 - d'autoriser une dépense de 41 183.59 $ pour les contingences des lots 1 et 2 pour la durée de trente-six (36) mois;

4 - d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget de l'agglomération, et ce au rythme des besoins à combler.

Il est recommandé au CG :

1. de conclure des ententes d'achat contractuelles, d'une durée de 36 mois avec 2 options de renouvellement de 12 mois pour une durée maximale de 60 mois, pour la fourniture sur demande et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval;

2 - d'accorder pour chacun des lots, un contrat de trente-six (36) mois au plus bas soumissionnaire conforme, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 19-17706 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

Lot	Plus bas soumissionnaire conforme	Montant, taxes incluses
Lot 3 : Chlore gazeux 907,2 kg	Brenntag Canada inc.	795 851,20 $
Lot 4 : Chlorhydrate d'aluminium (PAX-XL 1900)	Kemira Water solutions Canada inc.	615 691,13 $
Lot 5 : Polymère Hydrex 3511 (gros sac 750 kg)	Veolia Water Technologies Canada inc	248 736,92 $
Lot 6 : Silicate de sodium	Brenntag Canada inc.	571 655,70 $
Lot 7 : Soude caustique liquide 50 %	Produits Chimiques Sodrox.	1 060 586,89 $
Lot 10 : Chaux hydratée	Graymont (Qc) inc.	1 332 790,20 $

3 - d'autoriser une dépense de 462 531,20 $ pour les contingences des lots 3, 4, 6, 7 et 10 pour la durée de trente-six (36) mois;

4 - d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget de l'agglomération, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-09-03 10:43

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197100004**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Conclure 8 ententes d'achat contractuelles, d'une durée de 36 mois, avec 2 options de renouvellement de 12 mois, pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval. - Appel d'offres public no 19-17706- (10 Lots, de 0 à 2 soumissionnaires par lot, 8 ententes à conclure) - Montant total des ententes pour 36 mois : 5 540 862,68 $, taxes incluses (Contrats de 5 037 147,89 $, taxes incluses + Contingences : 503 714,79 $, taxes incluses.)

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau exploite six (6) usines pour l'agglomération de Montréal. Les traitements requis pour la production de l'eau potable nécessitent l'utilisation de différents produits chimiques. Chaque usine possède une filière de traitement différente. Tous les produits chimiques utilisés en eau potable doivent être conforme au standard NSF 60 et NSF 61 selon le cas (National Sanitation Foundation). Afin de faciliter l'élimination des particules en suspension dans l'eau lors de la clarification de celle-ci, la DEP utilise des coagulants et des aides coagulants aux usines notamment du chlorhydrate d'aluminium aux usines Atwater et Charles-J.-Des Baillets et des polymères pour l'usine Pierrefonds.

Le silicate de sodium est utilisé aux usines Dorval, Lachine, Pierrefonds et Pointe-Claire pour la clarification de l'eau.

Le charbon activé est utilisé aux usines Pointe-Claire et Dorval pour réduire les goûts et odeurs présents dans l'eau.

Le thiosulfate de calcium est un produit réducteur qui est utilisé aux usines Atwater et Charles-J.-Des Baillets afin d'éliminer le résiduel d'ozone.

De manière à désinfecter l'eau avant de la distribuer, le chlore gazeux est utilisé aux usines et réservoirs en réseau des sites suivants : Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval. Aux usines Atwater et Charles-J.-Des Baillets, le chlorure de sodium (sel) est utilisé pour la génération sur site de l'hypochlorite de sodium qui sert à la désinfection de l'eau distribuée.

La soude caustique liquide est utilisée à l'usine Lachine pour la correction du pH de l'eau traitée tandis que la chaux hydratée est utilisée aux usines de Dorval, Pierrefonds et Pointe-Claire pour adoucir l'eau et ajuster le pH de l'eau.

La conclusion de huit (8) ententes d'achat contractuelles permet d'assurer la constance et la facilité d'acquisition tout en constituant des volumes économiques profitables. Ces produits chimiques sont nécessaires pour produire une eau conforme à la réglementation.

L'appel d'offres no 19-17706 a été publié dans le quotidien *Le Devoir* et sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 19 juin 2019. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 23 juillet 2019. La durée de publication a été de trente-quatre (34) jours, ce qui est conforme au délai minimal de trente et un (31) jours requis par la Loi sur les cités et villes. Les soumissions sont valides pendant les cent-vingt (120) jours qui suivent la date d'ouverture, soit jusqu'au 20 novembre 2019.

Deux (2) addendas ont été émis pour apporter des précisions aux clauses particulières et spécifications techniques.

Addenda no 1	25 juin 2019	Précisions sur le début des contrats et sur la consommation annuelle des produits chimiques.
Addenda no 2	8 juillet 2019	Précision sur l'adresse de livraison au réservoir de Pointe-Claire, sur la norme NSF 61 pour le charbon et sur l'unité de mesure utilisée pour la soude caustique. Révisions à la hausse du volume de charbon actif en poudre, du chlore gazeux 907,2 kg, du silicate de sodium et de la chaux hydratée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0184 - 29 mars 2018 - Conclure avec Kemira Water Solutions Canada inc. quatre ententes d'achat contractuelles, d'une durée de cinquante-six mois, pour la fourniture et la livraison de quatre produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable - Appel d'offres public 17-16542 (1 à 2 soum. par contrat) - Montant total estimé des ententes : 7 598 967,95 $, taxes incluses.
CG16 0521 – 29 septembre 2016 - Conclure des ententes d’achat contractuelles d’une durée de 36 mois pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d’eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval. - Appel d'offres public 16-15090 (1 à 3 soumissionnaires par article) - Montant total estimé des ententes : 7 345 175,01 $, taxes incluses.

CG15 0404 - 18 juin 2015 - Conclure avec Kemira Water Solutions Canada Inc. et Univar Canada Ltd. des ententes-d'achat contractuelles d’une durée de 18 mois pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de filtration et de production d’eau potable - Appel d'offres public 15-14253 – (trois (3) soumissionnaires) (Montant estimé de l’entente 1 : 355 767,14 $, taxes incluses. Montant estimé de l’entente 2 : 524 998,85 $, taxes incluses).

CG13 0399 – 26 septembre 2013 - Conclure six (6) ententes-cadres collectives d'une durée

de 36 mois pour la fourniture de produits chimiques utilisés pour les usines de filtration et de production d'eau potable - Montant total estimé des ententes à 6 830 029,71 $ - Appel d'offres public 13-12742 (onze (11) soumissionnaires.).

DESCRIPTION

Le présent dossier consiste à conclure huit (8) ententes d'achat contractuelles, d'une durée de trente-six (36) mois pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval. Les ententes peuvent être prolongées de douze (12) mois pour un maximum de deux (2) prolongations, pour un total de soixante (60) mois et selon les disponibilités budgétaires de chacune des ententes.
Les produits visés par ces ententes-cadres sont :

No de lot	Produits chimiques	Procédés	Usines
1	Charbon activé	Absorbant	Pointe-Claire et Dorval
2	Chlore gazeux 68 kg	Désinfection	Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval
3	Chlore gazeux 907.2 Kg	Désinfection	Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval
4	Chlorhydrate d'aluminium (PAX-XL 1900)	Coagulation	Atwater et Charles-J.-Des Baillets
5	Polymère Hydrex 3511 (gros sac de 750 kg)	Aide coagulant	Pierrefonds
6	Silicate de sodium	Aide coagulant	Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval
7	Soude caustique liquide 50 %	Correction du pH de l'eau traitée	Lachine
8	Thiosulfate de calcium 30 % P/V	Élimination du résiduel d'ozone	Atwater et Charles-J.-Des Baillets

9	Chlorure de sodium (Sel)	Génération d'hypochlorite de sodium sur site	Atwater et Charles-J.-Des Baillets
10	Chaux hydratée	Adoucir l'eau et correction du pH	Pointe-Claire, Pierrefonds et Dorval

Les quantités de produits chimiques inscrites au bordereau de soumission sont basées sur les historiques de consommation de 2015 à 2018 et les prévisions des besoins pour les trente-six (36) prochains mois. Elles sont fournies à titre indicatif seulement afin de présenter aux soumissionnaires un ordre de grandeur des besoins de la Ville.

Le lot 8, thiosulfate de calcium 30%, devra faire l'objet d'un nouvel appel d'offres car l'offre qui a été déposée n'était pas conforme.

Le lot 9, chlorure de sodium, devra faire l'objet d'un nouvel appel d'offres car aucun fournisseur n'a pas déposé d'offre.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public no 19-17706, douze (12) entreprises se sont procurées les documents d'appel d'offres. Cinq (5) entreprises se sont désistées. Voici les motifs évoqués : une (1) entreprise ne pouvait pas assurer ses prix pour trois (3) ans, une (1) entreprise ne fournis pas les produits demandés, une ville s'est procuré les documents et les deux (2) autres n'ont pas fournis de réponse.
Sept (7) entreprises ont formulé une offre. La liste des preneurs du cahier des charges est indiquée dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Lot 2, 3, 6 et 10 : un soumissionnaire;

Lot 1, 4, 5 et 7 : deux soumissionnaires;

L'analyse administrative a été réalisée par le Service de l'approvisionnement alors que l'analyse technique a été réalisée par la DEP du Service de l'eau.

Après l’analyse des soumissions, il s'avère que six (6) soumissionnaires sont conformes techniquement pour au moins un lot (produit) au bordereau des prix. Il est à noter qu'une firme pouvait soumissionner sur un ou plusieurs articles. Cette stratégie d'approvisionnement visait à permettre d'ouvrir le marché à la compétition et de favoriser un plus grand nombre d'offres.

Analyse des soumissions

Voici l'analyse des soumissions conformes aux spécifications techniques et administratives pour chacun des articles au bordereau des prix pour la durée inscrite dans l'appel d'offres de trente-six (36) mois.

Lot 1 : Charbon activé

Tableau 1 : analyse des soumissions pour le charbon activé

SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Brenntag Canada inc.	388 615,50 $	388 615,50 $
Univar Canada ltée	434 935,48 $	434 935,48 $
Dernière estimation réalisée ($)	358 722,00 $	358 722,00 $
Coût moyen des soumissions reçues ($)		411 775,49 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme ($) *(moyenne des soumissions - la plus basse)*		23 159,99 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((moyenne des soumissions - la plus basse) / la plus basse) x 100*		5,96 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute – la plus basse)*		46 319,98 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *((la plus haute – la plus basse) / la plus basse) x 100*		11,92 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*		29 893,50 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*		8,33 %

Analyse des écarts

Deux (2) firmes ont formulé une offre. Les soumissions ont été jugées conformes. Le plus bas soumissionnaire conforme est Brenntag Canada inc.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation interne est défavorable de 8,33 % par rapport à l'estimation interne.

Lot 2 : Chlore Gazeux 68 kg

Tableau 2 : analyse des soumissions pour le chlore gazeux 68 kg

SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Brenntag Canada inc.	23 220,35 $	23 220,35 $
Dernière estimation réalisée ($)	17 959,10 $	17 959,10 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*		5 261,25 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*		29,30 %

Analyse des écarts

Une seule firme a formulé une offre. L'offre de Brenntag Canada inc. est jugée conforme.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation interne est défavorable de 29,30 % par rapport à l'estimation interne. L'écart entre le prix estimé et celui du présent appel d'offres s'explique principalement par le fait qu'il y a peu de concurrence entre les

fournisseurs et que le prix soumissionné s'avère plus élevé que celui des ententes cadres précédentes. Également, le fournisseur de l'entente précédente n'a pas soumissionné sur ce lot. L'estimation avait été préparée avec les prix soumissionnés pour les ententes cadres précédentes auxquelles avaient été ajoutées un facteur correspondant à l'inflation. Finalement, le service d'approvisionnement a tenté de négocier le prix de l'offre mais sans succès.

Lot 3 : Chlore gazeux 907.2 Kg

Tableau 3 : analyse des soumissions pour le chlore gazeux 907.2 kg

SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	**COÛT DE BASE** (TAXES INCLUSES)	**TOTAL** (TAXES INCLUSES)
Brenntag Canada inc.	795 851,20 $	795 851,20 $
Dernière estimation réalisée ($)	603 618,75 $	603 618,75 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*		192 232,45 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*		31,85 %

Analyse des écarts

Une seule firme a formulé une offre. L'offre de Brenntag est jugée conforme.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation interne est défavorable de 31,85 % par rapport à l'estimation interne. L'écart entre le prix estimé et celui du présent appel d'offres s'explique principalement par le fait qu'il y a peu de concurrence entre les fournisseurs et que le prix soumissionné s'avère plus élevé que celui des ententes cadres précédentes. Également, le fournisseur de l'entente précédente n'a pas soumissionné sur ce lot. L'estimation avait été préparée avec les prix soumissionnés pour les ententes cadres précédentes auxquelles avaient été ajoutées un facteur correspondant à l'inflation. Finalement, le service d'approvisionnement a tenté de négocier le prix de l'offre mais sans succès.

Lot 4 : Chlorhydrate d'aluminium (PAX-XL 1900)

Tableau 4 : analyse des soumissions de chlorhydrate d'aluminium

SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	**COÛT DE BASE** (TAXES INCLUSES)	**TOTAL** (TAXES INCLUSES)
Kemira Water Solutions Canada inc.	615 691,13$	615 691,13 $
Dernière estimation réalisée ($)	442 653,75$	442 653,75 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*		173 037,38 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*		39,09 %

Analyse des écarts

Une seule firme a formulé une offre. L'offre de Kemira Water Solutions Canada inc. est jugée conforme.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation interne est défavorable de 39,09 % par rapport à l'estimation interne. L'écart entre le prix estimé et celui du présent appel d'offres s'explique principalement par le fait qu'il y a peu de concurrences entre les fournisseurs et que le prix soumissionné est beaucoup plus élevé que celui des ententes cadres précédentes. Le coût unitaire était de 638$/TM dans l'entente 2013-2016, 524$/TM dans l'entente de 2016-2019 et de 765$/TM dans la présente entente. Le prix de l'aluminium a augmenté d'environ 50% de janvier 2016 au sommet d'avril 2018. En juillet 2019, le prix est d'environ 20% plus élevé qu'en 2016. L'estimation avait été préparée avec les prix soumissionnés pour les ententes cadres précédentes auxquelles avaient été ajoutées un facteur correspondant à l'inflation et une validation avec des prix reçus par d'autres villes. Finalement, le service d'approvisionnement a tenté de négocier le prix de l'offre mais sans succès.

Lot 5 : Polymère Hydrex 3511 (gros sac de 750kg)

Tableau 5 : analyse des soumissions de polymère (gros sac de 750 kg)

SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	**COÛT DE BASE** (TAXES INCLUSES)	**TOTAL** (TAXES INCLUSES)
Véolia Water Technologies Canada inc.	261 407,16 $	248 736,92 $
Dernière estimation réalisée ($)	253 404,90 $	253 404,90 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*		- 4 667,98 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*		- 1,84 %

Analyse des écarts

Deux (2) firmes ont formulé une offre. L'offre de Nouvelle Technologie (Tekno) inc. au montant de 203 724,20 $, taxes incluses, est jugée non-conforme, car elle ne rencontre pas les spécifications du devis. Aucune preuve d'équivalence au produit demandé n'a été fournie avec leur proposition. L'offre de Veolia Water Technologies Canada inc. est jugée conforme.

Une négociation a eu lieu avec Veolia Water Technologies Canada inc. et le montant de leur soumission a été réduit de 261 407,16 $ à 248 736,92 $, taxes incluses. L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation interne est favorable de 1,84 % par rapport à l'estimation interne.

Lot 6 : Silicate de sodium

Tableau 6 : analyses de soumissions de silicate de sodium

SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	**COÛT DE BASE** (TAXES INCLUSES)	**TOTAL** (TAXES INCLUSES)
Brenntag Canada inc.	571 655,70 $	571 655,70 $

Dernière estimation réalisée ($)	512 213,63 $	512 213,63 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*		59 442,07 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*		11,6 %

Analyse des écarts

Deux (2) firmes ont formulé une offre. L'offre de Univar Canada ltée. au montant de 594 420,75 $, taxes incluses, est jugée non-conforme, car elle ne rencontre pas les spécifications du devis. Les délais de livraison demandés au devis étaient de 48 h, mais le soumissionnaire a présenté une offre avec un délai de livraison de 3 à 5 jours. L'offre de Brenntag Canada inc. est jugée conforme.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation interne est défavorable de 11,60 % par rapport à l'estimation interne. Finalement, le service d'approvisionnement a tenté de négocier le prix de l'offre mais sans succès.

Lot 7 : Soude Caustique liquide 50%

Tableau 7 : analyse des soumissions de soude caustique

SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	**COÛT DE BASE** (TAXES INCLUSES)	**TOTAL** (TAXES INCLUSES)
Produits Chimique Sodrox	1 060 586,89 $	1 060 586,89 $
Brenntag Canada inc.	1 145 783,36 $	1 145 783,36 $
Dernière estimation réalisée (suite à la correction d'unité) ($)	983 036,25 $	983 036,25 $
Coût moyen des soumissions reçues ($)		1 103 185,13 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme ($) *(moyenne des soumissions - la plus basse)*		42 598,24 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((moyenne des soumissions - la plus basse) / la plus basse) x 100*		4,02 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute – la plus basse)*		85 196,47 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *((la plus haute – la plus basse) / la plus basse) x 100*		8,03 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*		77 550,64 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*		7,89 %

Analyse des écarts

Deux (2) firmes ont formulé une offre. Les soumissions ont été jugées conformes. Le plus bas soumissionnaire conforme est Produits Chimique Sodrox.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation interne est défavorable de 7,89 % par rapport à l'estimation interne révisé.

Lot 8 : Thiosulfate de calcium 30% P/V

Une seule firme a formulé une offre. L'offre de Univar Canada ltée au montant de 504 763,25 $, taxes incluses, est jugée non-conforme, car elle ne rencontre pas les spécifications du devis. Les délais de livraison demandés au devis étaient de 48 h, mais le soumissionnaire a présenté une offre avec un délai de livraison de 3 à 5 jours.

Aucune offre n'est retenu pour ce lot. La DEP doit retourner rapidement en appel d'offres pour ce lot.

Lot 9 : Chlorure de sodium

Aucun soumissionnaire n'a présenté d'offre. La DEP doit retourner rapidement en appel d'offres pour ce lot.

Lot 10 : Chaux hydratée

Tableau 10: analyse des soumissions de Chaux hydratée

SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	**COÛT DE BASE** (TAXES INCLUSES)	**TOTAL** (TAXES INCLUSES)
Graymont (Qc) inc.	1 332 790,20 $	1 332 790,20 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 287 720,00 $	1 287 720,00 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*		45 070,20 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*		3,50 %

Analyse des écarts

Une seule firme a formulé une offre. L'offre de Graymont (Qc) inc. est jugée conforme.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation interne est défavorable de 3,50 % par rapport à l'estimation interne. Après quelques recherches, nous n'avons pas trouvé d'autre distributeur près de Montréal respectant la norme NSF 60 et pouvant distribué en vrac et en grand volume. D'autres producteurs existent mais les distances de livraison empêchent la rentabilité de leur soumission. Graymont (Qc) inc remporte les contrats de fourniture de chaux pour les usines de production d'eau potable de la Ville de Montréal depuis au moins 2010.

Résumé des ententes à conclure

Nous recommandons de procéder comme suit avec les contrats suivants: :

Lot 1 : Charbon actif en poudre : octroyer un contrat de trente-six (36) mois de 388 615,50 $, taxes incluses, **à Brenntag Canada inc.**

Lot 2 : Chlore gazeux 68 kg : octroyer un contrat de trente-six (36) mois de 23 220,35 $, taxes incluses, **à Brenntag Canada inc.**

Lot 3 : Chlore gazeux 907,2 kg : octroyer un contrat de trente-six (36) mois de 795 851,20 $, taxes incluses, **à Brenntag Canada inc.**

Lot 4 : Chlorhydrate d'aluminium (PAX-XL-1900) : octroyer un contrat de trente-six (36) mois de 615 691,13 $, taxes incluses, **à Kemira Water solutions Canada inc.**

Lot 5 : Polymère Hydrex 3511 (gros sac 750 kg) : octroyer un contrat de trente-six (36) mois de 248 736,92 $, taxes incluses, **à Veolia Water Technologies Canada inc.**

Lot 6 : Silicate de sodium : octroyer un contrat de trente-six (36) mois de 571 655,70 $, taxes incluses, **à Brenntag Canada inc.**

Lot 7 : Soude caustique liquide 50 % : octroyer un contrat de trente-six (36) mois de 1 060 586,89 $, taxes incluses, **à Produits Chimiques Sodrox.**

Lot 8 : Thiosulfate de calcium 30 % P/V: aucun contrat, pas de soumissionnaire conforme.

Lot 9 : Chlorure de sodium (sel): aucun contrat, pas de soumissionnaire conforme.

Lot 10 : Chaux hydratée: octroyer un contrat de trente-six (36) mois de 1 332 790,20 $, taxes incluses, **à Graymont (Qc) inc.**

Les validations ont été faites au Registre des entreprises non admissibles (RENA) et aucun soumissionnaire n'y figure.

Les soumissionnaires recommandés sont conformes en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle et ne sont pas inscrits sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville .

Ces contrats ne sont pas visés par la *Loi sur l'intégrité en matière des contrats publics (LIMCP)* . Les soumissionnaires recommandés n'ont pas à obtenir une attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, la Direction de l'approvisionnement et la DEP ont effectué une estimation préalable de la dépense totale évaluée à 4 905 261,21 $, taxes incluses, pour les trente-six (36) mois de la durée du contrat incluant des contingences de 10 %.
La dépense maximale totale pour trente-six (36) mois de 5 540 862,68 $, taxes incluses comprend le coût du contrat 5 037 147,89 $, taxes incluses ainsi qu'un montant de 503 714,79 $, taxes incluses, pour les contingences qui sont réparties comme suit:

Lot 1: Charbon actif en poudre : 38 861,55 $
Lot 2: Chlore gazeux 68 kg : 2 322,04 $
Lot 3: Chlore gazeux 907,2 kg : 79 585,12 $
Lot 4: Chlorhydrate d'Aluminium (PAX-XL 1900) : 61 569,11 $
Lot 5: Polymère Hydrex 3511 (gros sac 750 kg) : 24 873,69 $

Lot 6: Silicate de sodium : 57 165,57 $
Lot 7: Soude caustique liquide 50% : 106 058,69 $
Lot 10: Chaux hydratée : 133 279,02 $

Cette dépense représente un coût net de 5 059 546,17 $, lorsque diminuée des ristournes fédérales et provinciales. L'écart entre la somme des contrats à octroyer et l'estimation interne est défavorable de 12,96 %.

Les prix soumis sont fermes pour les trente-six (36) mois du contrat incluant les deux prolongations de douze (12) mois pour un total de 60 mois. Les prolongations sont conditionnels à l'approbation des fournisseurs.

Ces produits chimiques seront utilisés par les usines de filtration et de production d'eau potable de l'agglomération de Montréal.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomération.* La totalité de cette dépense sera financée par le budget de fonctionnement de la Direction de l'eau potable.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette entente vise à assurer une alimentation fiable d'une eau potable de qualité exemplaire, en quantité suffisante et au meilleur coût financier et environnemental possible pour le mieux-être des citoyens de l'agglomération de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces produits chimiques sont essentiels aux opérations des usines de production d'eau potable. Ces contrats permettront d'assurer la constance et la facilité d'acquisition des produits.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi des contrats : Septembre 2019
Émission des ententes : Au fur et à mesure de la terminaison des ententes cadres actuelles pour une durée de trente-six (36) mois avec une possibilité de prolongation jusqu'au 30 septembre 2024.

Début: 2019-10-01 **Fin:** 2022-09-30

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Zoulikha SEGHIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume RICHARD
Ingénieur de procédé

Tél : 514-872-0351
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-20

Jean-François BEAUDET
Chef de l'exploitation

Tél : 514 872-3414
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2019-08-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2019-09-03

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1197100004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Objet :	Conclure 8 ententes d'achat contractuelles, d'une durée de 36 mois, avec 2 options de renouvellement de 12 mois, pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval. - Appel d'offres public no 19-17706- (10 Lots, de 0 à 2 soumissionnaires par lot, 8 ententes à conclure) - Montant total des ententes pour 36 mois : 5 540 862,68 $, taxes incluses (Contrats de 5 037 147,89 $, taxes incluses + Contingences : 503 714,79 $, taxes incluses.)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17706 pv.pdf 19-17706_DethCah.pdf 19-17706_TCP.pdf

19-17706 _ Intervention VF 2.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zoulikha SEGHIR
Agent d'approvisionnement 2
Tél : 514-872-4313

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-29

Denis LECLERC
C/S
Tél : 514-872-5241
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17706

No du GDD : 1197100004

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et livraison de produits chimiques pour les usines de production d'eau potable Charles-J.-Des Baillets, Atwater, Dorval, Lachine, Pierrefonds et Pointe-Claire

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 19 - 6 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 23 - 7 - 2019

Ouverture faite le : 23 - 7 - 2019

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 8 - 7 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 12

Nbre de soumissions reçues : 7

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de réponses : 58,33

% de rejets : 28,57

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
UNIVAR CANADA LTD	Non conforme pour LOT 6 et 8 car il ne respecte pas le délai de livraison prévu au devis,
Nouvelle Technologie (Tekno) Inc	LOT 4: Produits non conforme aux spécifications technique du devis, Aucune preuve d'équivalence du produit proposé n'a été fournis avec la soumission.

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 20 - 11 - 2019

Date d'échéance révisée : 20 - 11 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
BRENTAG CANADA Inc.	388 615,50	√	LOT 1
UNIVAR CANADA LTD	434 935,48		LOT 1
BRENTAG CANADA Inc.	23 220,35	√	LOT 2
BRENTAG CANADA Inc.	795 851,20	√	LOT 3
KEMIRA WATER SOLUTIONS CANADA Inc.	615 691,13	√	LOT 4
VEOLIA WATER TECHNOLOGIES CANADA Inc. (Prix soumissionné)	261 407,16		LOT 5
VEOLIA WATER TECHNOLOGIES CANADA Inc. (Prix négocié)	248 737,92	√	LOT 5

BRENTAG CANADA Inc.	571 655,70	√	LOT 6
PRODUITS CHIMIQUES SODROX	1 060 586,89	√	LOT 7
BRENTAG CANADA Inc.	1 145 783,36		LOT 7
GRAYMONT (QC) INC.	1 332 790,20	√	LOT 10

Information additionnelle

Les raisons de non participation des 5 firmes s'étant procuré les documents d'appel d'offres sont: Impossibilité de fournir des prix pour 36 mois;Les produits visés par l'appel d'offres ne sont pas fournis; Non détention de l'attestation CNESST; Les documents ont été retirés à titre informatif.
Pour les lots où une seule soumission est conforme, des négociations ont été entamées avec les fournisseurs. Brentag Canada Inc. ainsi que Kemira Water Solutions Canada Inc. ont décidé de maintenir leur prix. Véolia Water Technologies Canada Inc. a consenti à faire un geste commercial.

Préparé par : Zoulikha Seghir Le 22 - 8 - 2019

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17706

Agent d'approvisionnement
Zoulikha Seghir

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT1	**Charbon actif en poudre**	Brentag Canada Inc.	**1**	Charbon actif en poudre	**130**	T.M	**1**	2 600,00 $	338 000,00 $	388 615,50 $
		Total (Brentag Canada Inc.)							**338 000,00 $**	**388 615,50 $**
		UNIVAR CANADA LTD	**1**	Charbon actif en poudre	**130**	T.M	**1**	2 909,90 $	378 287,00 $	434 935,48 $
		Total (UNIVAR CANADA LTD)							**378 287,00 $**	**434 935,48 $**
LOT2	**Chlore gazeux 68 kg (Cylindre retournable 68**	Brentag Canada Inc.	**2**	Chlore gazeux 68 kg (Cylindre retournable 68 kg)	**110**	Cylindre	**1**	183,60 $	20 196,00 $	23 220,35 $
		Total (Brentag Canada Inc.)							**20 196,00 $**	**23 220,35 $**
LOT3	**Chlore gazeux 907,2 kg (Cylindre retournable 907,2 kg)**	Brentag Canada Inc.	**3**	Chlore gazeux 907,2 kg (Cylindre retournable 907,2 kg)	**700**	Cylindre	**1**	988,85 $	692 195,00 $	795 851,20 $
		Total (Brentag Canada Inc.)							**692 195,00 $**	**795 851,20 $**
LOT4	**Chlorhydrate d'Aluminium**	Kemira water solutions canada Inc.	**4**	Chlorhydrate d'Aluminium	**700**	T.M	**1**	765,00 $	535 500,00 $	615 691,13 $
		Total (Kemira water solutions canada Inc.)							**535 500,00 $**	**615 691,13 $**
LOT5	**Polymère (gros sac 750 kg)**	Veolia water technologies Canada Inc.	**5**	Polymère (gros sac 750 kg)	**29000**	Kg	**1**	7,46 $	216 340,00 $	248 736,92 $
		Total (Veolia water technologies Canada Inc.)							**216 340,00 $**	**248 736,92 $**
LOT6	**Silicate de sodium**	Brentag Canada Inc.	**6**	Silicate de sodium	**1100**	T.M	**1**	452,00 $	497 200,00 $	571 655,70 $
		Total (Brentag Canada Inc.)							**497 200,00 $**	**571 655,70 $**
LOT7	**Soude caustique liquide 50%**	Produits chimiques SODROX	**7**	Soude caustique liquide 50%	**950**	T.M.S	**1**	971,00 $	922 450,00 $	1 060 586,89 $
		Total (Produits chimiques SODROX)							**922 450,00 $**	**1 060 586,89 $**
		Brentag Canada Inc.	**7**	Soude caustique liquide 50%	**950**	T.M.S	**1**	1 049,00 $	996 550,00 $	1 145 783,36 $
		Total (Brentag Canada Inc.)							**996 550,00 $**	**1 145 783,36 $**
LOT10	**Chaux hydratée**	Graymont (QC) Inc.	**10**	Chaux hydratée	**2800**	T.M	**1**	414,00 $	1 159 200,00 $	1 332 790,20 $
		Total (Graymont (QC) Inc.)							**1 159 200,00 $**	**1 332 790,20 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 19-17706
Numéro de référence : 1280492
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Fourniture et livraison de produits chimiques pour les usines de production d'eau potable Charles-J.-Des Baillets, Atwater, Dorval, Lachine, Pierrefonds et Pointe-Claire

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Air Products Canada Ltée. 2233 Argentia Road suite 203 Mississauga, ON, L5N2X7 NEQ : 1147426549	Madame Melanie ROBINEAU Téléphone : 905 816-6670 Télécopieur :	**Commande : (1610139)** 2019-06-20 11 h 54 **Transmission :** 2019-06-20 11 h 54	3148036 - 19-17706 Addenda N°1 (Questions/Réponses) 2019-06-25 14 h 15 - Courriel 3153784 - 19-17706 Addenda N°2 (Modifications, Questions/Réponses) (devis) 2019-07-08 16 h 18 - Courriel 3153785 - 19-17706 Addenda N°2 (Modifications, Questions/Réponses) (bordereau) 2019-07-08 16 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Brenntag Canada 2900 J.B. Deschamps Montréal, QC, H8T 1C8 NEQ : 1143917384	Madame Nicole Rawlings Téléphone : 514 636-9230 Télécopieur : 514 636-8229	**Commande : (1610100)** 2019-06-20 11 h 22 **Transmission :** 2019-06-20 11 h 22	3148036 - 19-17706 Addenda N°1 (Questions/Réponses) 2019-06-25 14 h 15 - Courriel 3153784 - 19-17706 Addenda N°2 (Modifications, Questions/Réponses) (devis) 2019-07-08 16 h 18 - Courriel 3153785 - 19-17706 Addenda N°2 (Modifications, Questions/Réponses) (bordereau) 2019-07-08 16 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Graymont (Qc) Inc. 25 De Lauzon Bureau 206 Boucherville, QC, J4B1E7 NEQ : 1141839135	Madame Marie-Line Rhéaume Téléphone : 450 645-2446 Télécopieur : 450 449-2256	**Commande : (1609677)** 2019-06-19 13 h 15 **Transmission :** 2019-06-19 13 h 15	3148036 - 19-17706 Addenda N°1 (Questions/Réponses) 2019-06-25 14 h 15 - Courriel 3153784 - 19-17706 Addenda N°2 (Modifications, Questions/Réponses) (devis) 2019-07-08 16 h 18 - Courriel 3153785 - 19-17706 Addenda N°2 (Modifications, Questions/Réponses) (bordereau) 2019-07-08 16 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Kemira Water Solutions Canada Inc. 3405, boul. Marie-Victorin Varennes, QC, J3X 1T6 NEQ : 1148982177	Madame Claudine Ouellet Téléphone : 450 652-0665 Télécopieur : 450 652-2048	**Commande : (1611349)** 2019-06-25 14 h 31 **Transmission :** 2019-06-25 14 h 31	3148036 - 19-17706 Addenda N°1 (Questions/Réponses) 2019-06-25 14 h 31 - Téléchargement 3153784 - 19-17706 Addenda N°2 (Modifications, Questions/Réponses) (devis) 2019-07-08 16 h 18 - Courriel 3153785 - 19-17706 Addenda N°2 (Modifications, Questions/Réponses) (bordereau) 2019-07-08 16 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Produits Chimiques Erpac inc	Monsieur Jean-Guy Cadorette	**Commande : (1619548)**	3148036 - 19-17706 Addenda N°1 (Questions/Réponses) 2019-07-17 11 h 05 - Téléchargement

	2099, boulevard Fernand-Lafontaine Longueuil, QC, J4G2J4 http://erpac.ca NEQ : 1147628508	Téléphone : 450 646-0902 Télécopieur :	2019-07-17 11 h 05 **Transmission :** 2019-07-17 11 h 05	3153784 - 19-17706 Addenda N°2 (Modifications, Questions/Réponses) (devis) 2019-07-17 11 h 05 - Téléchargement 3153785 - 19-17706 Addenda N°2 (Modifications, Questions/Réponses) (bordereau) 2019-07-17 11 h 05 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Nouvelle Technologie (TEKNO) Inc. 2099, boul. Fernand Lafontaine Longueuil, QC, J4G2J4 http://tekno.ca NEQ : 1164113525	Monsieur Jean-Guy Cadorette Téléphone : 514 982-6774 Télécopieur : 514 788-0972	**Commande : (1620536)** 2019-07-19 12 h 11 **Transmission :** 2019-07-19 12 h 11	3148036 - 19-17706 Addenda N°1 (Questions/Réponses) 2019-07-19 12 h 11 - Téléchargement 3153784 - 19-17706 Addenda N°2 (Modifications, Questions/Réponses) (devis) 2019-07-19 12 h 11 - Téléchargement 3153785 - 19-17706 Addenda N°2 (Modifications, Questions/Réponses) (bordereau) 2019-07-19 12 h 11 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Quadra Chimie Ltée. 3901 F.X. Tessier Vaudreuil-Dorion, QC, J7V 5V5 NEQ : 1172188022	Monsieur Boulos Salamé Téléphone : 450 510-5787 Télécopieur : 450 424-9458	**Commande : (1611587)** 2019-06-26 8 h 58 **Transmission :** 2019-06-26 8 h 58	3148036 - 19-17706 Addenda N°1 (Questions/Réponses) 2019-06-26 8 h 58 - Téléchargement 3153784 - 19-17706 Addenda N°2 (Modifications, Questions/Réponses) (devis) 2019-07-08 16 h 18 - Courriel 3153785 - 19-17706 Addenda N°2 (Modifications, Questions/Réponses) (bordereau) 2019-07-08 16 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SNF Canada Ltée 6588 Concession #1 rr #2 Puslinch, ON, N0B 2J0 NEQ : 1160849585	Monsieur Jean-Pierre Lalonde Téléphone : 519 654-9312 Télécopieur : 519 654-9903	**Commande : (1610935)** 2019-06-24 16 h 07 **Transmission :** 2019-06-24 16 h 07	3148036 - 19-17706 Addenda N°1 (Questions/Réponses) 2019-06-25 14 h 15 - Télécopie 3153784 - 19-17706 Addenda N°2 (Modifications, Questions/Réponses) (devis) 2019-07-08 16 h 18 - Télécopie 3153785 - 19-17706 Addenda N°2 (Modifications, Questions/Réponses) (bordereau) 2019-07-08 16 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Sodrox Chemicals Ltd. 7067 Wellington Rd. 124S Guelph, ON, N1H 6J3 NEQ : 1148445159	Monsieur Daniel McDuffe Téléphone : 450 373-2330 Télécopieur : 450 373-2336	**Commande : (1614682)** 2019-07-04 11 h 25 **Transmission :** 2019-07-04 11 h 25	3148036 - 19-17706 Addenda N°1 (Questions/Réponses) 2019-07-04 11 h 25 - Téléchargement 3153784 - 19-17706 Addenda N°2 (Modifications, Questions/Réponses) (devis) 2019-07-08 16 h 18 - Courriel 3153785 - 19-17706 Addenda N°2 (Modifications, Questions/Réponses) (bordereau) 2019-07-08 16 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Univar Canada 2200 chemin St-François Montréal, QC, H9P 1K2 NEQ : 1143544105	Madame Tania Spiridigliozzi Téléphone : 514 421-0303 Télécopieur :	**Commande : (1609887)** 2019-06-20 7 h 28 **Transmission :** 2019-06-20 7 h 28	3148036 - 19-17706 Addenda N°1 (Questions/Réponses) 2019-06-25 14 h 15 - Courriel 3153784 - 19-17706 Addenda N°2 (Modifications, Questions/Réponses) (devis) 2019-07-08 16 h 18 - Courriel 3153785 - 19-17706 Addenda N°2 (Modifications, Questions/Réponses) (bordereau) 2019-07-08 16 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Veolia Water Technologies Canada Inc. 4105 rue Sartelon St-Laurent Montréal, QC, H4S 2B3 NEQ : 1143713056	Madame Diane Lévesque Téléphone : 514 334-7230 Télécopieur : 514 334-1076	**Commande : (1610353)** 2019-06-20 16 h 25 **Transmission :** 2019-06-20 16 h 25	3148036 - 19-17706 Addenda N°1 (Questions/Réponses) 2019-06-25 14 h 15 - Télécopie 3153784 - 19-17706 Addenda N°2 (Modifications, Questions/Réponses) (devis) 2019-07-08 16 h 18 - Télécopie 3153785 - 19-17706 Addenda N°2 (Modifications, Questions/Réponses) (bordereau) 2019-07-08 16 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Ville de Sherbrooke Division de l'approvisionnement 234, rue Dufferin, bureau 200 Sherbrooke, QC, J1H 4M2 NEQ :	Madame Sabrina Béland Téléphone : 819 823-8000 Télécopieur : 819 821-5426	**Commande : (1612884)** 2019-06-28 10 h 23 **Transmission :** 2019-06-28 10 h 23	3148036 - 19-17706 Addenda N°1 (Questions/Réponses) 2019-06-28 10 h 23 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197100004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Objet :	Conclure 8 ententes d'achat contractuelles, d'une durée de 36 mois, avec 2 options de renouvellement de 12 mois, pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval. - Appel d'offres public no 19-17706- (10 Lots, de 0 à 2 soumissionnaires par lot, 8 ententes à conclure) - Montant total des ententes pour 36 mois : 5 540 862,68 $, taxes incluses (Contrats de 5 037 147,89 $, taxes incluses + Contingences : 503 714,79 $, taxes incluses.)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD1197100004_InterventionFinancière_DEP_BF.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-29

Yves BRISSON
Conseiller budgetaire
Tél : 514-280-6736
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.22

2019/09/19 17:00

(2)

Dossier # : 1197655009

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. une entente-cadre d'une durée de 30 mois pour la prestation de services de développement pour solutions numériques (applicatives et transactionnelles) (II), pour une somme maximale de 6 669 009,90 $, taxes incluses - Appel d'offres public (19-17728) - (5 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de 30 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services de développement pour solutions numériques (applicatives et transactionnelles) (II);

2. d'accorder le contrat à la firme Conseillers en gestion et informatique CGI inc. ayant obtenu le plus haut pointage en fonction des critères de sélections préétablis, et par lequel la firme s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 6 669 009,90 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17728;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-22 12:09

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197655009**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. une entente-cadre d'une durée de 30 mois pour la prestation de services de développement pour solutions numériques (applicatives et transactionnelles) (II), pour une somme maximale de 6 669 009,90 $, taxes incluses - Appel d'offres public (19-17728) - (5 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du PTI 2019-2021, la Ville de Montréal a planifié la réalisation de plusieurs projets majeurs nécessitant une expertise numérique. Ces projets relèvent de plusieurs services centraux de la Ville dont principalement, le Service des communications, le Service de la concertation des arrondissements, le Service de l'environnement, le Service de l'eau, le Service des infrastructures, le Service des finances, le Service de police de la Ville de Montréal et le Service de sécurité incendie.
Afin de poursuivre la réalisation des projets prévus au PTI 2019-2021, le Service des technologies de l'information (Service des TI) met en place des ententes de prestations de services qui permettront de soutenir les projets en cours et à venir. La Ville travaille simultanément sur plusieurs projets d'envergure s'appuyant entre autres, sur le logiciel libre et pour ce faire, elle a un besoin temporaire de ressources supplémentaires.

La Ville de Montréal a conclu en 2019 une entente-cadre avec la firme Levio Conseils inc. pour la prestation de services de développement pour solutions numériques (CG19 0323) suite à l'appel d'offres public 19-17452. Afin de permettre au Service des TI de couvrir les besoins en ressources supplémentaires pour réaliser en tout ou en partie les projets de développement pour solutions numériques prévus au PTI 2019-2021, une deuxième entente -cadre est nécessaire.

Dans ce contexte, le Service des TI a lancé un deuxième appel d'offres public (19-17728) en date du 12 juin 2019. Cet appel d'offres public a été publié sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO) ainsi que dans le journal Le Devoir. Un délai de 33 jours a été accordé aux soumissionnaires pour préparer et déposer leur soumission.

Au total, deux (2) addendas ont été publiés aux dates suivantes :

No. addenda	Date	Portée
1	27 juin 2019	Précision suite à une question administrative
2	10 juillet 2019	Précision suite à une question technique

La réception et l'ouverture des soumissions ont été effectuées le 16 juillet 2019. La durée de la validité des soumissions est de cent quatre-vingts (180) jours calendrier, suivant leur ouverture.

Le présent dossier vise donc à conclure avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. une entente-cadre d'une durée de 30 mois pour la prestation de services de développement pour solutions numériques (applicatives et transactionnelles) (II), pour une somme maximale de 6 669 009,90 $, taxes incluses - Appel d'offres public (19-17728) - (5 soumissionnaires).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0323 - 20 juin 2019 - Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Levio Conseils inc. pour la prestation de services de développement pour solutions numériques (applicatives et transactionnelles), pour une période de 30 mois, pour une somme maximale de 5 426 820 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17452 (8 soum.) DA187655004 - 31 janvier 2019 - Approuver la grille d'évaluation qui sera utilisée dans le cadre de futurs appels d'offres pour obtenir des prestations de services en informatique, dans le but de supporter la réalisation de différents projets du Service des technologies de l'information.

CG17 0501 - 28 septembre 2017 - Conclure quatre contrats (4) de services professionnels avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1 au montant de 2 311 273,44 $, taxes incluses - lot 2 au montant de 2 022 364,26 $, taxes incluses - lot 3 au montant de 866 727,54 $, taxes incluses) et Systematix inc. (lot 4 au montant de 747 038,57 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement pour solutions numériques, sites web et systèmes mission / Appel d'offres public 17-16214 (8 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin.

CG17 0495 - 28 septembre 2017 - Conclure des contrats de services professionnels avec Conseillers en gestion en informatique CGI inc. (lot 1 au montant de 1 065 352,60 $, taxes incluses, lot 2 au montant de 2 311 273,44 $, taxes incluses, lot 3 au montant de 683 386,11 $, taxes incluses, et lot 4 au montant de 970 239,53 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement, intégration et configuration de solutions d'affaires pour les services de la gestion du territoire de la Ville de Montréal / Appel d'offres public 17-16266 (6 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin.

CG17 0498 - 28 septembre 2017 - Conclure des ententes cadres de services professionnels avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1 au montant de 2 311 273,44 $, taxes incluses et lot 2 au montant de 1 090 238,94 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité publique, développement de nouvelles applications et évolution fonctionnelle / Appel d'offres public 17-16215 (5 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne un (1) lot de prestation de services de développement pour solutions numériques (applicatives et transactionnelles) (II). Ce dernier consiste à développer, pour le compte de la Ville, un ou plusieurs services numériques, sur la base des infrastructures et technologies mises en place à la Ville et sur la base des cadres d'expérience utilisateurs établis.
Cette entente de prestation de services permettra au service des TI de réaliser en tout ou en partie, les différents projets prévus au PTI 2019-2021.

Voici plusieurs projets majeurs qui qui bénéficieront de la présente entente:

70190 - Présence numérique - Fondation:
Mettre en place une fondation constituée d'un ensemble de services technologiques requis pour supporter les nouveaux services numériques transactionnels.
74993 - Services numériques transactionnels :
Mettre en place de nouveaux services transactionnels tels que permis de construction, permis d'occupation du domaine public, etc., afin d'améliorer l'expérience client et de répondre aux attentes des citoyens et des entreprises.
74925 - Assistant à la gestion des interventions dans les rues (AGIR) :
Supporter l'équipe de développement interne pour développer le volet "Inspection", "Planification" et "Permis" du projet, visant à gérer et planifier les interventions sur le domaine public.
70450 - Optimisation de la gestion des paiements :
Continuation du développement de la solution WEB de gestion des factures (frontale et dorsale) par la mise en place de processus de traitement des factures par les unités d'affaires.
70550 - Gestion des règlements municipaux :
Mise en place d'un système informatisé de gestion des règlements municipaux.
74551 - Système de taxation et évaluation foncière :
Remplacer le principal système d'information (OASIS) de la Direction du revenu et de la fiscalité, le principal système d'information (GEM) du Service de l'évaluation foncière, ainsi que leurs systèmes périphériques.

L'ensemble de la prestation de services inclut les travaux nécessitant les compétences suivantes : l'architecture, la gestion de projet, l'analyse d'affaires, le design graphique, la conception d'applications ainsi que les tests d'assurance qualité.

JUSTIFICATION

Un total de 27 firmes se sont procuré le cahier des charges. Un suivi auprès de ceux n'ayant pas déposé de soumission nous indique que deux firmes n'ont pas eu le temps d'étudier l'appel d'offres, qu'une firme n'a pas les ressources disponibles, que trois firmes n'offrent pas les services requis, que trois firmes ont des engagements dans d'autres projets, qu'une firme dit ne pas être compétitive et qu'une firme n'a pas son autorisation de l'AMP. Les autres preneurs n'ont pas retourné de formulaire de non-participation.
Toutes les firmes ayant déposé des soumissions sont déclarées conformes d'un point de vue administratif. L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille de pondération et de critères d'évaluation préalablement approuvée par la direction du Service de l'approvisionnement en date du 31 janvier 2019 (DA187655004). Les résultats qui découlent de cette évaluation sont les suivants :

Suite à l'évaluation des soumissions, deux (2) soumissionnaires ont été jugés non conformes techniquement, à savoir la firme Levio Conseils inc. et la firme Nurun inc., celles-ci n'ont pas atteint le seuil minimal de 70% pour la note intérimaire. Les propositions des trois (3) autres firmes se déclinent comme suit :

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Cofomo inc.	76.1	0,192	6 553 575,00 $		6 553 575,00 $
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	79.4	0,194	6 669 009,90 $		6 669 009,90 $
Systematix technologies de l'information inc.	78.9	0,181	7 125 575,63 $		7 125 575,63 $
Dernière estimation réalisée			7 738 277,40 $		7 738 277,40 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					(1 069 267,50 $) (13,82%)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					(115 434,90$) (1,73%)

Le prix soumis par l'adjudicataire est inférieur de 13,82% au prix de la dernière estimation. On constate que l'approche par niveau d'expertise incite les entreprises à soumettre des taux plus bas qu'estimés et que les soumissionnaires sont très compétitifs.

Après l'analyse des offres reçues par le comité de sélection, celui-ci recommande de retenir l'offre de services de la firme Conseillers en gestion et informatique CGI inc. puisque la firme a obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). La firme Conseillers en gestion et informatique CGI inc. a obtenu son accréditation le 19 avril 2018, cette dernière demeure valide pour une durée de trois (3) ans.

Après vérification, Conseillers en gestion et informatique CGI inc. n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses seront assumées principalement au PTI et pourraient occasionnellement être assumées au budget de fonctionnement du Service des TI pour la durée du contrat. Les prestations de services professionnels seront utilisées au fur et à mesure de l'expression des besoins. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment, selon la nature des projets et pourraient encourir des dépenses d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cadre de la réalisation de chaque projet, ces ententes permettront au Service des TI de bénéficier des impacts suivants :

- L'augmentation de la cadence de réalisation de projets.

Au niveau du PTI 2019-2021, la mise en place de ces contrats permet :

- De favoriser le déploiement de services numériques aux citoyens et d'outils numériques pour améliorer les prestations de services des employés de la Ville;
- De développer nos services en ligne en rendant notre offre très facilement accessible, efficace et attrayante;
- D'augmenter l'interaction et le dialogue avec les citoyens, les partenaires et les entreprises;
- D'offrir un environnement numérique convivial et ergonomique, permettant aux citoyens de bénéficier d'une expérience intuitive, agréable et facile, respectant les normes d'accessibilité universelle;
- D'offrir les accès aux services de la Ville de Montréal en tout temps, harmonisés sur de multiples plateformes;
- D'assurer la transformation organisationnelle de la Ville, par l'entremise de projets d'implantation de systèmes informatiques plus modernes et plus efficients;
- De moderniser et de maintenir les actifs de plusieurs systèmes informatiques, en appui aux activités administratives de la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation du dossier au Comité exécutif : le 11 septembre 2019;

- Conseil municipal : le 16 septembre 2019;
- Conseil d'agglomération : le 19 septembre 2019;
- Réunion de démarrage avec le fournisseur : septembre 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Robert NORMANDEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maricela FERRER VISBAL
Conseillère analyse et contrôle de gestion

Tél : 514-868-5701
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-09

Sylvain S HÉBERT
Chef de division - Solutions numériques

Tél : 514 872-2135
Télécop. : 514 872-6767

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard GRENIER
Directeur
Tél :
Approuvé le : 2019-08-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

André TRUDEAU
directeur(trice) solutions d'affaires
Tél : 514-448-6733
Approuvé le : 2019-08-19

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 19 avril 2018

CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
A/S MONSIEUR BENOIT DUBÉ
1350, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
25 ÈME ÉTAGE
MONTRÉAL (QC) H3G 1T4

Nº de décision : 2018-CPSM-1026489
N° de client : 2700035725

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- CENTRE DE SANTÉ OXYGÈNE
- CGI MC
- CGO
- CONSEIL ET GESTION D'ORGANISATION C.G.O.
- CONSEILLERS CGI
- GROUPE IST
- IST
- OPTEL
- OPTEL P.M.L. CONSEILLERS EN TÉLÉCOMMUNICATION
- OSC
- OXYGEN CORPORATE HEALTH
- OXYGEN HEALTH CENTER
- OXYGÈNE SANTÉ CORPORATIVE

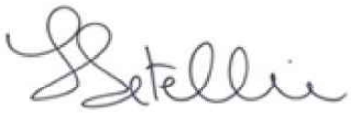
le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **16 janvier 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1197655009

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Objet :	Conclure avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. une entente-cadre d'une durée de 30 mois pour la prestation de services de développement pour solutions numériques (applicatives et transactionnelles) (II), pour une somme maximale de 6 669 009,90 $, taxes incluses - Appel d'offres public (19-17728) - (5 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

SEAO _ Liste des commandes.pdf
19-17728 pv.pdf
19-17728 comité.pdf
19-17728 intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Robert NORMANDEAU
Agent(e) d approvisionnement niveau 2
Tél : 514-868-3709

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-09

Lina PICHÉ
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-8685740
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17728 — No du GDD : 1197655009

Titre de l'appel d'offres : PRESTATION DE SERVICES DE DÉVELOPPEMENT POUR SOLUTIONS NUMÉRIQUES (APPLICATIVES ET TRANSACTIONNELLES) (II)

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 12 - 6 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 12 - 6 - 2019

Ouverture faite le : 16 - 7 - 2019

Date du comité de sélection : 6 - 8 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 10 - 7 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 27

Nbre de soumissions reçues : 5

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de réponses : 18,52

% de rejets : 40

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Levios Conseils inc.	pointage intérimaire inférieur à 70%
NURUN INC.	pointage intérimaire inférieur à 70%

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 12 - 1 - 2020

Date d'échéance révisée : 12 - 1 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Cofomo inc.	6 553 575,00 $		
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	6 669 009,90 $	√	
SYSTEMATIX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.	7 125 575,63 $		

Information additionnelle

Un suivi auprès des preneurs du cahier des charges n'ayant pas déposé de soumission nous indique: deux firmes n'ont pas eu le temps d'étudier l'appel d'offres, une firme n'a pas les ressources disponibles, trois firmes n'offrent pas les services requis, trois firmes ont des engagements dans d'autres projets, une firme dit ne pas être compétitive et une firme n' a pas son autorisation de l'AMP. Les autres preneurs n'ont pas retourné de formulaire de non participation.

Préparé par : Robert Normandeau — Le 7 - 8 - 2019

19-17728 - PRESTATION DE SERVICES DE DÉVELOPPEMENT POUR SOLUTIONS NUMÉRIQUES (APPLICATIVES ET TRANSACTIONNELLES) (II)

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 15%	Expérience du coordonnateur des services 10%	Description des processus et méthodologies 20%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Cofomo inc.	3,63	7,00	11,50	8,00	15,50	16,00	14,50	76,1	6 553 575,00 $	0,192	2
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	3,75	7,25	11,38	7,75	16,75	16,50	16,00	79,4	6 669 009,90 $	0,194	1
Levio Conseils inc.	3,38	7,50	10,75	6,50	13,50	13,50	11,25	66,4			Non conforme
NURUN INC.	4,75	7,00	10,13	7,00	13,75	14,50	11,75	68,9			Non conforme
SYXTEMATIX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.	3,88	8,25	11,75	7,50	16,50	15,50	15,50	78,9	7 125 575,63 $	0,181	3
								-		-	
								-		-	
								-		-	
								-		-	
								-		-	

Agent d'approvisionnement	Robert Normandeau

Comité	
Date	06-08-2019
Heure	13 h 00
Lieu	255 boul Crémazie Est

Multiplicateur d'ajustement
10000

Liste des commandes

Numéro : 19-17728
Numéro de référence : 1277095
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : PRESTATION DE SERVICES DE DÉVELOPPEMENT POUR SOLUTIONS NUMÉRIQUES (APPLICATIVES ET TRANSACTIONNELLES) (II)

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Alithya Canada inc. 2875, boul. Laurier bureau 1250 Québec, QC, G1V 2M2 http://www.alithya.com NEQ : 1144392173	Madame Josée Turcotte Téléphone : 418 650-6414 Télécopieur : 418 650-5876	**Commande : (1606909)** 2019-06-12 12 h 29 **Transmission :** 2019-06-12 12 h 29	3149495 - 19-17728 addenda 1 2019-06-27 11 h 57 - Courriel 3154893 - 19-17728 addenda 2 2019-07-10 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Association des agences de communication créative (A2C) 505, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 1250 Montréal, QC, H2Z 1Y7 http://www.a2c.quebec NEQ : 1142074278	Madame Isabel Poirier Téléphone : 514 848-1732 Télécopieur : 514 848-1950	**Commande : (1606943)** 2019-06-12 13 h 41 **Transmission :** 2019-06-12 13 h 41	3149495 - 19-17728 addenda 1 2019-06-27 11 h 57 - Courriel 3154893 - 19-17728 addenda 2 2019-07-10 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
BiblioMondo Inc. / MONDO-In Inc. 7695 avenue Papineau Montréal, QC, H2E 2H1 http://www.mondoin.com/ NEQ : 1165292203	Madame Lucie Babin Téléphone : 514 337-3000 Télécopieur : 514 282-8011	**Commande : (1607238)** 2019-06-13 9 h 11 **Transmission :** 2019-06-13 9 h 11	3149495 - 19-17728 addenda 1 2019-06-27 11 h 57 - Courriel 3154893 - 19-17728 addenda 2 2019-07-10 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Biliance 2572 boul. Daniel-Johnson Laval, QC, H7T2R3 NEQ : 1164630098	Monsieur Gabriel Mongeau Téléphone : 514 660-8229 Télécopieur :	**Commande : (1613156)** 2019-06-29 10 h 55 **Transmission :** 2019-06-29 10 h 55	3149495 - 19-17728 addenda 1 2019-06-29 10 h 55 - Téléchargement 3154893 - 19-17728 addenda 2 2019-07-10 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cofomo inc. 1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500 Montréal, QC, H3B 4W5 http://www.cofomo.com NEQ : 1142126664	Monsieur Gaston Jalbert Téléphone : 514 866-0039 Télécopieur : 514 866-0900	**Commande : (1606956)** 2019-06-12 14 h **Transmission :** 2019-06-12 14 h	3149495 - 19-17728 addenda 1 2019-06-27 11 h 57 - Courriel 3154893 - 19-17728 addenda 2 2019-07-10 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal, QC, H3G 1T4 http://www.cgi.com NEQ : 1160358728	Monsieur Michel Blain Téléphone : 514 415-3000 Télécopieur : 514 415-3999	**Commande : (1607066)** 2019-06-12 16 h 01 **Transmission :** 2019-06-12 16 h 01	3149495 - 19-17728 addenda 1 2019-06-27 11 h 57 - Courriel 3154893 - 19-17728 addenda 2 2019-07-10 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Cri agence 85, rue Saint-Paul Ouest bur 120 Montréal, QC, H2Y 3V4 http://criagence.ca NEQ : 1140620825	Monsieur Jean-Francois Fortier Téléphone : 514 954-0073 Télécopieur : 514 954-0089	**Commande : (1607334)** 2019-06-13 10 h 43 **Transmission :** 2019-06-13 10 h 43	3149495 - 19-17728 addenda 1 2019-06-27 11 h 57 - Courriel 3154893 - 19-17728 addenda 2 2019-07-10 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Fujitsu Canada (Réception des appels d'offres) 2000, boul. Lebourgneuf Bureau 300 Québec, QC, G2K 0B8 http://fujitsu.com/ca NEQ : 1143039486	Madame Marjolaine Giguère Téléphone : 418 840-5100 Télécopieur : 418 840-5105	**Commande : (1606993)** 2019-06-12 14 h 44 **Transmission :** 2019-06-12 14 h 44	3149495 - 19-17728 addenda 1 2019-06-27 11 h 57 - Courriel 3154893 - 19-17728 addenda 2 2019-07-10 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	IBM Canada ltée 140, Grande Allée Est 5e étage Québec, QC, G1R 5N6 http://www.ibm.com NEQ : 1165702128	Madame Gabrielle Savard Téléphone : 418 521-8257 Télécopieur : 418 523-6868	**Commande : (1608742)** 2019-06-17 16 h 57 **Transmission :** 2019-06-17 16 h 57	3149495 - 19-17728 addenda 1 2019-06-27 11 h 57 - Courriel 3154893 - 19-17728 addenda 2 2019-07-10 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	INEAT CANADA INC. 204 rue du Saint Sacrement, #700	Monsieur Théophile LAHONDE Téléphone : 438 827-	**Commande : (1611337)** 2019-06-25 14 h 21	3149495 - 19-17728 addenda 1 2019-06-27 11 h 57 - Courriel

	Montréal, QC, H2Y 1W8 NEQ : 1173085235	7575 Télécopieur :	**Transmission :** 2019-06-25 14 h 21	3154893 - 19-17728 addenda 2 2019-07-10 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Keyrus Canada Inc 387A St Paul Ouest Montréal, QC, H2Y 2A7 NEQ : 1146926457	Monsieur Antoine Cossé Téléphone : 514 416-4036 Télécopieur :	**Commande : (1610645)** 2019-06-21 11 h 30 **Transmission :** 2019-06-21 11 h 30	3149495 - 19-17728 addenda 1 2019-06-27 11 h 57 - Courriel 3154893 - 19-17728 addenda 2 2019-07-10 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Kezber et Ass Inc 9180 Boulevard Leduc Suite 230 Brossard, QC, j4y0n7 http://www.kezber.com NEQ : 1146201547	Monsieur René Rancourt Téléphone : 1888 889-4668 Télécopieur :	**Commande : (1607296)** 2019-06-13 10 h 06 **Transmission :** 2019-06-13 10 h 06	3149495 - 19-17728 addenda 1 2019-06-27 11 h 57 - Courriel 3154893 - 19-17728 addenda 2 2019-07-10 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les logiciels Libres LINAGORA Inc. 1455, rue Drummond Bureau 2B Montréal, QC, H3G 1W3 http://www.linagora.ca NEQ : 1169499044	Monsieur ALEXANDRE ZAPOLSKY Téléphone : 514 798-1589 Télécopieur :	**Commande : (1607564)** 2019-06-13 15 h 40 **Transmission :** 2019-06-13 15 h 40	3149495 - 19-17728 addenda 1 2019-06-27 11 h 57 - Courriel 3154893 - 19-17728 addenda 2 2019-07-10 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Levio Conseils inc. 1001, boul. De Maisonneuve Bureau 320 Montréal, QC, H3A 3C8 http://www.levio.ca NEQ : 1169672574	Madame Kathy Tremblay Téléphone : 418 914-3623 Télécopieur :	**Commande : (1606914)** 2019-06-12 12 h 50 **Transmission :** 2019-06-12 12 h 50	3149495 - 19-17728 addenda 1 2019-06-27 11 h 57 - Courriel 3154893 - 19-17728 addenda 2 2019-07-10 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	LG2 - Labarre Gauthier Inc. 3575 boul. St-Laurent, suite 900 Montréal, QC, H2X 2T7 http://www.lg2.com NEQ : 1171491005	Monsieur Roger Provencher Téléphone : 514 281-8901 Télécopieur : 514 281-0957	**Commande : (1607291)** 2019-06-13 10 h 01 **Transmission :** 2019-06-13 10 h 01	3149495 - 19-17728 addenda 1 2019-06-27 11 h 57 - Courriel 3154893 - 19-17728 addenda 2 2019-07-10 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Libéo 5700, boul. des Galeries Bureau 300 Québec, QC, G2K 0H5 http://www.libeo.com NEQ : 1165215154	Monsieur Joé Bussière Téléphone : 418 520-0739 Télécopieur :	**Commande : (1610651)** 2019-06-21 11 h 33 **Transmission :** 2019-06-21 11 h 33	3149495 - 19-17728 addenda 1 2019-06-27 11 h 57 - Courriel 3154893 - 19-17728 addenda 2 2019-07-10 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LORAN Technologie inc. 1751, rue Marais bureau 380 Québec, QC, G1M 0A2 http://www.lorantech.com NEQ : 1160533122	Monsieur Shaun McDonnnell Téléphone : 418 576-0977 Télécopieur :	**Commande : (1608257)** 2019-06-17 8 h 39 **Transmission :** 2019-06-17 8 h 39	3149495 - 19-17728 addenda 1 2019-06-27 11 h 57 - Courriel 3154893 - 19-17728 addenda 2 2019-07-10 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Nexus Innovations 4500-1751 rue Richardson Montréal, QC, H3K 1G6 https://nexusinno.com/ NEQ : 1173613648	Monsieur Samuel Lapointe Téléphone : 514 891-2621 Télécopieur :	**Commande : (1611120)** 2019-06-25 10 h 11 **Transmission :** 2019-06-25 10 h 11	3149495 - 19-17728 addenda 1 2019-06-27 11 h 57 - Courriel 3154893 - 19-17728 addenda 2 2019-07-10 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Nurun Montréal 358 rue Beaubien Ouest Bureau 500 Montréal, QC, H2V 4S6 http://www.nurun.com NEQ : 1147603881	Monsieur Christian Ayotte Téléphone : 514 392-4301 Télécopieur :	**Commande : (1609239)** 2019-06-18 15 h 05 **Transmission :** 2019-06-18 15 h 05	3149495 - 19-17728 addenda 1 2019-06-27 11 h 57 - Courriel 3154893 - 19-17728 addenda 2 2019-07-10 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Procom 2000 Rue Peel 300 Montréal, QC, H3A2W5 http://www.procomquebec.ca NEQ : 1160926664	Monsieur Eric Larose Téléphone : 514 731-7244 Télécopieur : 514 731-7244	**Commande : (1607102)** 2019-06-12 17 h 28 **Transmission :** 2019-06-12 17 h 28	3149495 - 19-17728 addenda 1 2019-06-27 11 h 57 - Courriel 3154893 - 19-17728 addenda 2 2019-07-10 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Procom 2000 Rue Peel 300	Monsieur Maxime Lavigne Téléphone : 514 731-	**Commande : (1607251)** 2019-06-13 9 h 21	3149495 - 19-17728 addenda 1 2019-06-27 11 h 57 - Courriel

	Montréal, QC, H3A2W5 http://www.procomquebec.ca NEQ : 1160926664	7224 Télécopieur : 514 731-7244	**Transmission :** 2019-06-13 9 h 21	3154893 - 19-17728 addenda 2 2019-07-10 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SIGMUND 602-125 boul Charest Est suite 602 Québec, QC, G1K 3G5 http://www.sigmund.ca NEQ : 1170884663	Madame Nadège Caball Téléphone : 418 651-9996 Télécopieur : 866 431-2055	**Commande : (1608893)** 2019-06-18 9 h 20 **Transmission :** 2019-06-18 9 h 20	3149495 - 19-17728 addenda 1 2019-06-27 11 h 57 - Courriel 3154893 - 19-17728 addenda 2 2019-07-10 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SII Canada 1336 rue Notre Dame Montréal, QC, H3C 1K7 http://www.siicanada.com NEQ : 1168162908	Madame Stephanie Guilloteau Téléphone : 514 416-3491 Télécopieur :	**Commande : (1607593)** 2019-06-13 16 h 02 **Transmission :** 2019-06-13 16 h 02	3149495 - 19-17728 addenda 1 2019-06-27 11 h 57 - Courriel 3154893 - 19-17728 addenda 2 2019-07-10 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Solutions Okam Inc. 5333 avenue Casgrain Suite 701 Montréal, QC, H2T1X3 NEQ : 1166371337	Monsieur Samuel Halle Téléphone : 514 300-3750 Télécopieur :	**Commande : (1610022)** 2019-06-20 10 h 12 **Transmission :** 2019-06-20 10 h 12	3149495 - 19-17728 addenda 1 2019-06-27 11 h 57 - Courriel 3154893 - 19-17728 addenda 2 2019-07-10 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Solutions Victrix 630 Sherbrooke Ouest Bureau 1100 Montréal, QC, H3A 1E4 http://www.victrix.ca/ NEQ : 1167031799	Madame Marion Laberge Téléphone : 418 780-8181 Télécopieur : 418 780-2004	**Commande : (1607215)** 2019-06-13 8 h 56 **Transmission :** 2019-06-13 8 h 56	3149495 - 19-17728 addenda 1 2019-06-27 11 h 57 - Courriel 3154893 - 19-17728 addenda 2 2019-07-10 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Systematix Technologies de l'Information Inc. 485, rue McGill, bureau 300 Montréal, QC, H2Y2H4 http://www.systematix.com NEQ : 1142016766	Monsieur Jean-Pierre Martin Téléphone : 514 393-1363 Télécopieur : 514 393-8997	**Commande : (1606853)** 2019-06-12 11 h 24 **Transmission :** 2019-06-12 11 h 24	3149495 - 19-17728 addenda 1 2019-06-27 11 h 57 - Courriel 3154893 - 19-17728 addenda 2 2019-07-10 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Voonyx 815 Boulevard Lebourgneuf suite 206 Québec, QC, G2J 0C1 http://www.voonyx.ca NEQ : 1166959164	Monsieur Kévin Bouchard Téléphone : 418 809-9705 Télécopieur :	**Commande : (1607847)** 2019-06-14 10 h 26 **Transmission :** 2019-06-14 10 h 26	3149495 - 19-17728 addenda 1 2019-06-27 11 h 57 - Courriel 3154893 - 19-17728 addenda 2 2019-07-10 10 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.23

2019/09/19 17:00

(2)

Dossier # : 1198285002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec Cofomo inc. des ententes-cadres d'une durée de 30 mois pour la fourniture sur demande de prestation de services pour les ressources spécialisées en analyse fonctionnelle et en analyse d'affaires pour une somme maximale de 4 574 728,78 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17704 - (8 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de 30 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services pour les ressources spécialisées en analyse fonctionnelle et en analyse d'affaires;

2. d'octroyer le contrat par lequel Cofomo inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 4 574 728,78 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17704;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-26 08:12

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1198285002**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec Cofomo inc. des ententes-cadres d'une durée de 30 mois pour la fourniture sur demande de prestation de services pour les ressources spécialisées en analyse fonctionnelle et en analyse d'affaires pour une somme maximale de 4 574 728,78 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17704 - (8 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du PTI 2019-2021 la Ville de Montréal a planifié la réalisation de plusieurs projets d'envergure (ville intelligente et numérique, transformation organisationnelle ainsi que la modernisation technologique et le maintien des actifs) nécessitant des expertises spécialisées, de pointe et évolutives en analyse fonctionnelle et en analyse d'affaires.
Le Bureau de projet (« BdP ») du service des TI vise à devenir un partenaire stratégique dans la livraison de valeurs d'affaires en déployant un ensemble de services reliés à la gestion de projets, de programmes et de portefeuilles d'initiatives TI s'inspirant des meilleures pratiques. Parmi ses objectifs stratégiques, le BdP cible la modernisation et la standardisation des pratiques et processus afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience du Service des TI et contribuer à augmenter la satisfaction des clients (unités d'affaires de la ville), des partenaires et des utilisateurs.

La Ville mise sur le levier que procure les technologies de l'information afin d'accroître sa performance, son efficacité et son efficience dans sa prestation de services aux citoyens et entreprises. Dans ce contexte, la Ville a responsabilisé certaines de ses unités d'affaires en matière d'architecture d'affaires et d'architecture d'entreprise d'assurer la documentation, l'optimisation et l'automatisation des grands processus d'affaires de la Ville et des capacités technologiques requises pour supporter leur opérationnalisation. Le service des technologies de l'information, qui a pour mission de supporter ces unités d'affaires dans la réalisation d'un portefeuille de projets d'envergure , fait appel à des ressources externes d'appoint en fonction des besoins pour appuyer ses ressources internes. Le besoin d'évaluation et d'accompagnement pour la réalisation, l'entretien et l'évolution des solutions d'affaires, le grand nombre de processus d'affaires de la ville à soutenir avec de nouveaux systèmes informatiques de même que le rattrapage de notre retard technologique sont tels que le service des TI doit faire appel à des entreprises externes dans le domaine de l'analyse d'affaires et l'analyse fonctionnelle pour soutenir notre capacité en matière de production de biens livrables, en complément avec ceux qui sont produits à l'interne. Ces livrables devront être conformes aux normes établies dans l'industrie et utilisées au sein de la Ville et du

Service des TI.

Dans ce contexte, le Service des TI a lancé, en date du 3 juillet 2019, l'appel d'offre public n° 19-17704. Cet appel d'offres public a été publié sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO) ainsi que dans le journal Le Devoir. La durée de la publication a été de 40 jours. Le délai de validité des soumissions est de 180 jours de la date du dépôt des soumissions.

Au total, trois (3) addendas ont été publiés aux dates suivantes:

No. addenda	Date	Portée
1	2019 - 07 - 15	Précisions suite à des questions techniques et administratives
2	2019 - 07 - 18	Précisions suite à des questions techniques et administratives
3	2019 - 08 - 02	Précisions suite à des questions techniques et administratives et report de date au 13 août 2019

La réception et l'ouverture des soumissions ont été effectuées le 13 août 2019. La durée de la validité des soumissions est de cent-quatre-vingts (180) jours de calendrier, suivant leur ouverture.

Le présent dossier vise donc à conclure avec la firme Cofomo inc., des ententes-cadres d'une durée de 30 mois suivants la date d'octroi, pour la fourniture sur demande de prestation de services pour les ressources spécialisées an analyse fonctionnelle et en analyse d'affaires - Appel d'offres public 19- 17704 (8 soumissionnaires) pour une somme maximale de 4 574 728,78 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0368 -24 août 2017 - Conclure deux (2) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes, soit Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1 au montant de 4 071 483, 66 $ taxes incluses) et R3D Conseil inc. (lot 2 au montant de 5 369 240,52 $ taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en analyse fonctionnelle et en analyse d'affaires / Appel d'offres public 17-16023 - 3 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne un (1) lot de prestation de services pour les ressources spécialisées en analyse fonctionnelle et en analyse d'affaires.
La prestation de services en analyse d’affaires et fonctionnelle vise à répondre aux principaux objectifs suivants:

- Soutenir les unités d’affaires et le service des Technologies de l’information de la Ville;
- Supporter la mission, la vision et les objectifs de la ville;

- Assurer l’alignement des solutions technologiques aux besoins, pratiques, processus, et les orientations des unités d’affaires et au plan stratégique de la ville;
- Conseiller et proposer des solutions d'amélioration, d’optimisation, de prévention ou de transformation;
- Contribuer à la résolution de problèmes complexes qui nuisent à la productivité et à la performance des unités d'affaires;
- Proposer des alternatives de solutions aux pratiques actuellement en vigueur;
- Supporter la documentation des dossiers d’affaires et l’identification des bénéfices que la réalisation d’un projet apportera à la Ville.

Le mandataire devra travailler en étroite collaboration avec les équipes du service des TI , les pilotes, experts-métiers et gestionnaires des divers services de la Ville. Il devra les assister en leurs offrants sur demande et dans un délai prédéterminé par la ville, des services professionnels dans des domaines tels que l’analyse d’affaires et l’analyse fonctionnelle. La méthodologie proposée par la firme devra tenir compte de ce contexte participatif.
La firme devra prévoir d’éventuelles présentations aux instances décisionnelles de la ville, à la haute direction ainsi qu’aux différentes parties prenantes. À certaines occasions, la firme pourrait devoir collaborer avec d’autres firmes qui réaliseront d’autres mandats en lien avec le(s) projet(s) dans le(s)quel(s) elle est impliquée. La firme devra prévoir les activités nécessaires à l’atteinte des consensus attendus et utiliser les gabarits et références de la ville selon l’approche du projet (traditionnel ou agile), tel que mentionné ci-dessous:

Expertise 1: service d’analyse fonctionnelle

Exemples d’éléments de l'approche traditionnelle:
Analyse fonctionnelle du besoin (Cahier des charges fonctionnel);
Modèle conceptuel de données;
Cas d'essais (tests fonctionnels, de performance, d'intégration);
Guide d'utilisation / Matériel de formation.

Exemples d’éléments de l'approche agile:
Tâches techniques pour supporter les récits;
Critères d'acceptation techniques;
Scénarios de tests fonctionnels (automatisés si possible).

Expertise 2: service d’analyse d’affaires

Exemples d’éléments de l'approche traditionnelle:
Cas d'affaires;
Indicateurs de performances;
Matrice de traçabilité;
Suivi des résultats des tests d’acceptation;

Exemples d’éléments de l'approche agile:
Récits utilisateurs avec critères d'acceptation et dépendance/séquence au besoin (User story);
Carnet de produit priorisé (Product backlog);
Traçabilité des exigences (story decomposition/ story mapping);
Approbation des livrables (clients, pilotes, TI).

Voici plusieurs projets majeurs qui bénéficieront de la présente entente:
60110 - Programme de sécurité et de continuité TI
68111 - Modernisation des télécommunications
70910 - Programme Plates-formes et infrastructures

72080 - Mise à niveau et modernisation des systèmes de répartition
74250 - Système de gestion des ressources humaines

JUSTIFICATION

Sur un total de 24 preneurs de cahier des charges, huit (8) d'entre eux ont déposé une soumission, soit 33,33% des preneurs, alors que seize (16) firmes n'ont pas déposé de soumission (66,67%). De ces 16 firmes, cinq (5) d'entre elles ont transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement. Les raisons de désistement invoquées sont les suivantes:

- Trois firmes déclarent que leur engagement dans d'autres projets ne leur permet pas d'effectuer le travail dans le délai requis;
- Une firme n'est pas en mesure de répondre aux conditions de manière compétitive;
- Une firme déclare que les efforts requis pour répondre à cet appel d'offres étaient trop importants compte tenu de ses chances de l'emporter;
- Les autres preneurs n'ont pas retourné de formulaire de non-participation.

Les huit (8) autres firmes ayant déposé des soumissions sont déclarées initialement conformes d'un point de vue administratif et quatre (4) firmes n'ont pas rencontré le seuil minimal de 70%. L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille de pondération et des critères d'évaluation préalablement approuvée par le Service de l'approvisionnement. Les résultats qui découlent de cette évaluation sont les suivants :

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Cofomo inc.	73,0	0,27	4 574 728,78 $		4 574 728,78 $
Levio Conseils inc.	71,6	0,24	4 989 915,00 $		4 989 915,00 $
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	72,6	0,22	5 609 630,25 $		5 609 630,25 $
Alithya Canada inc.	80,1	0,17	7 459 578,00 $		7 459 578,00 $
Dernière estimation réalisée			4 972 668,75 $		4 972 668,75 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					(397 939,97) $ 8,00%
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					415 186,22 $ 9,08%

Il est à noter que le prix de l'adjudicataire est de 9,08% plus bas que le 2e soumissionnaire, ce qui démontre que la proposition de l'adjudicataire est compétitive et explique l'écart de 8,00% avec l'estimation.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés financiers (AMF). La firme Cofomo inc. a renouvelé son accréditation le 20 octobre 2017 (voir pièce jointe). Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 26 juin 2020.

Après vérification, Cofomo inc. (NEQ 1142126664) n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses seront assumées principalement au PTI et peuvent occasionnellement être assumées au budget de fonctionnement du Service des TI pour la durée du contrat. Les prestations de services professionnels seront utilisées au fur et à mesure de l'expression des besoins. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets et pourraient encourir des dépenses d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cadre de la réalisation de chaque projet, ces ententes permettent au Service des TI de bénéficier de l'impact suivant :

- Le maintien de la cadence de réalisation de projets;
- Accroissement de la capacité de réalisation de la Ville

Au niveau du PTI 2019-2021, la mise en place de ces contrats permet :

- De favoriser le déploiement de services numériques aux citoyens et d'outils numériques pour améliorer les prestations de services des employés de la Ville;
- De moderniser et de maintenir les actifs de plusieurs systèmes informatiques, en appui aux activités administratives de la Ville et à la prestation de services aux citoyens, ainsi que de maintenir les infrastructures et les nombreux systèmes informatiques du parc applicatif de la Ville;
- D’augmenter la sécurité des différents systèmes et des données de la Ville;
- D’augmenter la résilience des fondations technologiques de la Ville;
- D'offrir les accès aux services de la Ville de Montréal en tout temps, harmonisés sur de multiples plates-formes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Comité exécutif : 11 septembre 2019;
- Conseil municipal : 16 septembre 2019;
- Approbation du dossier par le Conseil d'agglomération : 19 septembre 2019;
- Rencontre de départ des contrats avec les fournisseurs : fin septembre 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Patricia TEULLET-FEBRES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luminita MIHAI
Conseillère en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-4921
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-22

Philippe MONET
Chef de division

Tél : 514 458-7138
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Christian CHAPUT
directeur(trice) bureau de projets ti
Tél :
Approuvé le : 2019-08-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

André TRUDEAU
directeur(trice) solutions d'affaires
Tél : 514-448-6733
Approuvé le : 2019-08-26

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 20 octobre 2017

COFOMO INC.
A/S MONSIEUR ALAIN BARIBEAU
1000, RUE DE LA GAUCHETIÈRE O, BUREAU 1500
MONTRÉAL (QC) H3B 4W5

N° de décision : 2017-CPSM-1056975
N° de client : 3000290809

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). COFOMO INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **26 juin 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
500, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1198285002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Objet :	Conclure avec Cofomo inc. des ententes-cadres d'une durée de 30 mois pour la fourniture sur demande de prestation de services pour les ressources spécialisées en analyse fonctionnelle et en analyse d'affaires pour une somme maximale de 4 574 728,78 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17704 - (8 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Intervention 19-17704.pdf 19-17704 pv.pdf SEAO _ Liste des commandes.pdf

Tableau des résultats global.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia TEULLET-FEBRES
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-1032

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-22

Lina PICHÉ
Chef de section
Tél : 514 868-5740
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17704

No du GDD : 1198285002

Titre de l'appel d'offres : PRESTATION DE SERVICES POUR LES RESSOURCES SPÉCIALISÉES EN ANALYSE FONCTIONNELLE ET EN ANALYSE D'AFFAIRES

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 7 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 6 - 8 - 2019

Ouverture faite le : 13 - 8 - 2019

Date du comité de sélection : 20 - 8 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 2 - 8 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 40 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 23

Nbre de soumissions reçues : 8

% de réponses : 35

Nbre de soumissions rejetées : 4

% de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Landry et associés	pointage intérimaire inférieur à 70%
LCG Solution inc.	pointage intérimaire inférieur à 70%
9205-2232 Québec inc. (Noverka)	pointage intérimaire inférieur à 70%
Transition Services Conseils inc.	pointage intérimaire inférieur à 70%

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 2 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 9 - 2 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Alithya Canada inc.	$ 7 459 578,00		
Cofomo inc.	$ 4 574 728,78	√	
CGI inc.	$ 5 609 630,25		
Levio Conseils inc.	$ 4 989 915,00		

Information additionnelle

Motifs de désistement : Au moment de l'intervention, cinq (5) avis de désistement étaient reçus: engagements dans d'autres projets ne permet pas d'effecteur le projet dans délai requis (3), pas en mesure de répondre à la demande de manière compétitive (2).

Préparé par : Patricia Teullet

Le 22 - 8 - 2019

19-17704 - PRESTATION DE SERVICES POUR LES RESSOURCES SPÉCIALISÉES EN ANALYSE FONCTIONNELLE ET EN ANALYSE D'AFFAIRES

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 15%	Expérience du coordonnateur des services 10%	Description des processus et méthodologies 20%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Alithya Canada inc.	3,88	7,50	12,75	7,75	16,50	15,25	16,50	80,1	7 459 578,00 $	0,17	4
Cofomo inc.	3,75	7,00	11,75	7,25	14,75	15,00	13,50	73,0	4 574 728,78 $	0,27	1
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	3,38	7,50	10,75	6,50	14,75	15,75	14,00	72,6	5 609 630,25 $	0,22	3
Landry et associés	3,38	6,75	8,88	7,75	14,50	10,00	13,25	64,5			Non conforme
LCG Solution Inc.	2,50	6,50	8,00	7,25	12,50	9,00	12,25	58,0			Non conforme
Levio Conseils inc.	3,38	7,00	10,50	8,00	15,75	15,25	11,75	71,6	4 989 915,00 $	0,24	2
Noverka Conseil (9205-2232 Québec inc)	3,50	7,00	7,25	7,50	14,75	12,50	14,25	66,8			Non conforme
Transition Services Conseils inc.	2,13	7,25	10,25	8,25	10,00	11,75	14,00	63,6			Non conforme

Agent d'approvisionnement	Robert Normandeau

Comité

Date	20-8-2019
Heure	13 h 00
Lieu	255 boul Crémazie Est

Multiplicateur d'ajustement
10000

Liste des commandes

Numéro : 19-17704
Numéro de référence : 1284761
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : PRESTATION DE SERVICES POUR LES RESSOURCES SPÉCIALISÉES EN ANALYSE FONCTIONNELLE ET EN ANALYSE D'AFFAIRES

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Alithya Canada inc. 2875, boul. Laurier bureau 1250 Québec, QC, G1V 2M2 http://www.alithya.com NEQ : 1144392173	Madame Josée Turcotte Téléphone : 418 650-6414 Télécopieur : 418 650-5876	**Commande : (1614293)** 2019-07-03 14 h 51 **Transmission :** 2019-07-03 14 h 51	3157150 - 19-17704 addenda 1 2019-07-15 15 h 26 - Courriel 3159181 - 19-17704 addenda 2 2019-07-18 16 h 18 - Courriel 3164713 - 19-17704_Addenda 3 - Report de date 2019-08-02 9 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Alithya Services-conseils inc. 725, boulevard Lebourgneuf, bureau 525 Québec, QC, G2J 0C4 NEQ : 1171011282	Madame Josée Turcotte Téléphone : 418 650-6414 Télécopieur : 418 650-5876	**Commande : (1621393)** 2019-07-23 15 h 13 **Transmission :** 2019-07-23 15 h 13	3157150 - 19-17704 addenda 1 2019-07-23 15 h 13 - Téléchargement 3159181 - 19-17704 addenda 2 2019-07-23 15 h 13 - Téléchargement 3164713 - 19-17704_Addenda 3 - Report de date 2019-08-02 9 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Bell Canada 930, rue d'Aiguillon, RC-140 Québec, QC, G1R5M9 NEQ : 1172462849	Monsieur Philippe Robitaille Téléphone : 418 691-4039 Télécopieur : 418 691-4095	**Commande : (1614784)** 2019-07-04 13 h 39 **Transmission :** 2019-07-04 13 h 39	3157150 - 19-17704 addenda 1 2019-07-15 15 h 26 - Courriel 3159181 - 19-17704 addenda 2

				2019-07-18 16 h 18 - Courriel 3164713 - 19-17704_Addenda 3 - Report de date 2019-08-02 9 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	CMI Groupe Conseil 330,Saint-Vallier Est, bureau 220 Québec, QC, G1K 9C5 NEQ : 1172658602	Madame Mélanie Brousseau Téléphone : 418 529-5899 Télécopieur : 418 529-9161	**Commande : (1614617)** 2019-07-04 10 h 19 **Transmission :** 2019-07-04 10 h 19	3157150 - 19-17704 addenda 1 2019-07-15 15 h 26 - Courriel 3159181 - 19-17704 addenda 2 2019-07-18 16 h 17 - Courriel 3164713 - 19-17704_Addenda 3 - Report de date 2019-08-02 9 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Cofomo inc. 1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500 Montréal, QC, H3B 4W5 http://www.cofomo.com NEQ : 1142126664	Monsieur Gaston Jalbert Téléphone : 514 866-0039 Télécopieur : 514 866-0900	**Commande : (1614133)** 2019-07-03 11 h 40 **Transmission :** 2019-07-03 11 h 40	3157150 - 19-17704 addenda 1 2019-07-15 15 h 26 - Courriel 3159181 - 19-17704 addenda 2 2019-07-18 16 h 18 - Courriel 3164713 - 19-17704_Addenda 3 - Report de date 2019-08-02 9 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal, QC, H3G 1T4 http://www.cgi.com NEQ : 1160358728	Monsieur Michel Blain Téléphone : 514 415-3000 Télécopieur : 514 415-3999	**Commande : (1614218)** 2019-07-03 13 h 36 **Transmission :** 2019-07-03 13 h 36	3157150 - 19-17704 addenda 1 2019-07-15 15 h 26 - Courriel 3159181 - 19-17704 addenda 2 2019-07-18 16 h 17 - Courriel 3164713 - 19-17704_Addenda 3 - Report de date 2019-08-02 9 h 37 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Ernst & Young Montréal LLP 900, de Maisonneuve Ouest Bureau 2300 Montréal, QC, H3A 0A8 http://www.ey.com/CA/en/Home NEQ : 3342276048	Madame Norma Gaudio Téléphone : 514 879-8166 Télécopieur :	**Commande : (1614255)** 2019-07-03 14 h 15 **Transmission :** 2019-07-03 14 h 15	3157150 - 19-17704 addenda 1 2019-07-15 15 h 26 - Courriel 3159181 - 19-17704 addenda 2 2019-07-18 16 h 18 - Courriel 3164713 - 19-17704_Addenda 3 - Report de date 2019-08-02 9 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Fujitsu Canada (Réception des appels d'offres) 2000, boul. Lebourgneuf Bureau 300 Québec, QC, G2K 0B8 http://fujitsu.com/ca NEQ : 1143039486	Madame Marjolaine Giguère Téléphone : 418 840-5100 Télécopieur : 418 840-5105	**Commande : (1614227)** 2019-07-03 13 h 44 **Transmission :** 2019-07-03 13 h 44	3157150 - 19-17704 addenda 1 2019-07-15 15 h 26 - Courriel 3159181 - 19-17704 addenda 2 2019-07-18 16 h 18 - Courriel 3164713 - 19-17704_Addenda 3 - Report de date 2019-08-02 9 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe Nexio Québec, division de Groupe Nexio inc. et division de Groupe Nexio Sélect inc. 2050 rue De Bleury bureau 500 Montréal, QC, H3A 2J5 http://www.nexio.com NEQ : 1169427326	Monsieur Richard Poulin Téléphone : 514 798-3707 Télécopieur : 514 284-9002	**Commande : (1617463)** 2019-07-11 9 h 31 **Transmission :** 2019-07-11 9 h 31	3157150 - 19-17704 addenda 1 2019-07-15 15 h 26 - Courriel 3159181 - 19-17704 addenda 2 2019-07-18 16 h 18 - Courriel 3164713 - 19-17704_Addenda 3 - Report de date 2019-08-02 9 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Keyrus Canada Inc 387A St Paul Ouest	Monsieur Yves Laurin Téléphone : 514 577-	**Commande : (1614169)** 2019-07-03 12 h	3157150 - 19-17704 addenda 1

	Montréal, QC, H2Y 2A7 NEQ : 1146926457	1774 Télécopieur :	23 **Transmission :** 2019-07-03 12 h 23	2019-07-15 15 h 26 - Courriel 3159181 - 19-17704 addenda 2 2019-07-18 16 h 18 - Courriel 3164713 - 19-17704_Addenda 3 - Report de date 2019-08-02 9 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Landry et associés CP 624, Succ. B Montréal, QC, H3B 3K3 http://www.landryconsulting.com NEQ : 1167033159	Monsieur Claude M Landry Téléphone : 514 998-7265 Télécopieur :	**Commande : (1616122)** 2019-07-08 23 h 40 **Transmission :** 2019-07-08 23 h 40	3157150 - 19-17704 addenda 1 2019-07-15 15 h 26 - Courriel 3159181 - 19-17704 addenda 2 2019-07-18 16 h 18 - Courriel 3164713 - 19-17704_Addenda 3 - Report de date 2019-08-02 9 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LCG Solution 605 Atwater Montréal, QC, H3J 2T8 http://lcgsolution.com NEQ : 1164600687	Monsieur Louis-Charles Gauthier Téléphone : 514 826-5534 Télécopieur : 514 826-5534	**Commande : (1614478)** 2019-07-04 8 h 07 **Transmission :** 2019-07-04 8 h 07	3157150 - 19-17704 addenda 1 2019-07-15 15 h 26 - Courriel 3159181 - 19-17704 addenda 2 2019-07-18 16 h 18 - Courriel 3164713 - 19-17704_Addenda 3 - Report de date 2019-08-02 9 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Levio Conseils inc. 1001, boul. De Maisonneuve Bureau 320 Montréal, QC, H3A 3C8 http://www.levio.ca NEQ : 1169672574	Madame Kathy Tremblay Téléphone : 418 914-3623 Télécopieur :	**Commande : (1614062)** 2019-07-03 10 h 48 **Transmission :** 2019-07-03 10 h 48	3157150 - 19-17704 addenda 1 2019-07-15 15 h 26 - Courriel 3159181 - 19-17704 addenda 2 2019-07-18 16 h 18 - Courriel

				3164713 - 19-17704_Addenda 3 - Report de date 2019-08-02 9 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	M3P Services-Conseils 2001, boul. Robert-Bourassa Bureau 1700 Montréal, QC, H3A 2A6 http://www.m3pc.ca NEQ : 1164929185	Monsieur Responsable des soumissions Téléphone : 514 312-8664 Télécopieur :	**Commande : (1615282)** 2019-07-05 12 h 03 **Transmission :** 2019-07-05 12 h 03	3157150 - 19-17704 addenda 1 2019-07-15 15 h 26 - Courriel 3159181 - 19-17704 addenda 2 2019-07-18 16 h 17 - Courriel 3164713 - 19-17704_Addenda 3 - Report de date 2019-08-02 9 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Noverka Conseil 625, Avenue du Président-Kennedy Suite 1000 Montréal, QC, H3A 1k2 NEQ : 1165610024	Madame Catherine Beaudry Téléphone : 514 849-7072 Télécopieur :	**Commande : (1614326)** 2019-07-03 15 h 21 **Transmission :** 2019-07-03 15 h 21	3157150 - 19-17704 addenda 1 2019-07-15 15 h 26 - Courriel 3159181 - 19-17704 addenda 2 2019-07-18 16 h 17 - Courriel 3164713 - 19-17704_Addenda 3 - Report de date 2019-08-02 9 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Novipro 1010, rue De La Gauchetière Ouest, (QC) bureau 1900 Montréal, QC, H3B2N2 http://www.novipro.com NEQ : 1145282845	Monsieur Mathis Lorion Téléphone : 514 744-5353 Télécopieur : 514 744-3908	**Commande : (1618636)** 2019-07-15 11 h 38 **Transmission :** 2019-07-15 11 h 38	3157150 - 19-17704 addenda 1 2019-07-15 15 h 26 - Courriel 3159181 - 19-17704 addenda 2 2019-07-18 16 h 18 - Courriel 3164713 - 19-17704_Addenda 3 - Report de date 2019-08-02 9 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Procom 2000 Rue Peel 300 Montréal, QC, H3A2W5 http://www.procomquebec.ca NEQ : 1160926664	Monsieur Maxime Lavigne Téléphone : 514 731-7224 Télécopieur : 514 731-7244	**Commande : (1614799)** 2019-07-04 13 h 55 **Transmission :** 2019-07-04 13 h 55	3157150 - 19-17704 addenda 1 2019-07-15 15 h 26 - Courriel 3159181 - 19-17704 addenda 2 2019-07-18 16 h 17 - Courriel 3164713 - 19-17704_Addenda 3 - Report de date 2019-08-02 9 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	R3D_Conseil_Inc. 1450 city councillors 340 Montréal, QC, h3a2e6 http://www.r3d.com NEQ : 1145625696	Monsieur Michel Savoie Téléphone : 514 392-9997 Télécopieur : 514 392-9940	**Commande : (1614444)** 2019-07-04 7 h 16 **Transmission :** 2019-07-04 7 h 16	3157150 - 19-17704 addenda 1 2019-07-15 15 h 26 - Courriel 3159181 - 19-17704 addenda 2 2019-07-18 16 h 18 - Courriel 3164713 - 19-17704_Addenda 3 - Report de date 2019-08-02 9 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	R3D_Conseil_Inc. 1450 city councillors 340 Montréal, QC, h3a2e6 http://www.r3d.com NEQ : 1174095282	Monsieur Michel Savoie Téléphone : 514 392-9997 Télécopieur : 514 392-9940	**Commande : (1614507)** 2019-07-04 8 h 27 **Transmission :** 2019-07-04 8 h 27	3157150 - 19-17704 addenda 1 2019-07-15 15 h 26 - Courriel 3159181 - 19-17704 addenda 2 2019-07-18 16 h 18 - Courriel 3164713 - 19-17704_Addenda 3 - Report de date 2019-08-02 9 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Raymond Chabot Grant Thornton & Cie S.E.N.C.R.L. 600 De La Gauchetière O. bur. 2000 Montréal, QC, H3B 4L8 http://www.rcgt.com NEQ : 3342037838	Madame Annie Givern Téléphone : 514 954-4621 Télécopieur : 514 878-2127	**Commande : (1614905)** 2019-07-04 15 h 27 **Transmission :**	3157150 - 19-17704 addenda 1 2019-07-15 15 h 26 - Courriel

			2019-07-04 15 h 27	3159181 - 19-17704 addenda 2 2019-07-18 16 h 17 - Courriel 3164713 - 19-17704_Addenda 3 - Report de date 2019-08-02 9 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Sia Partenaires inc. (Sia Partners inc.) 19, rue Le Royer Ouest, bureau 304 Montréal, QC, H2Y 1W4 http://www.sia-partners.com NEQ : 1170154943	Monsieur Patrick Robert Téléphone : 514 281-1737 Télécopieur : 514 281-1524	**Commande : (1615333)** 2019-07-05 13 h 17 **Transmission :** 2019-07-05 13 h 17	3157150 - 19-17704 addenda 1 2019-07-15 15 h 27 - Télécopie 3159181 - 19-17704 addenda 2 2019-07-18 16 h 18 - Télécopie 3164713 - 19-17704_Addenda 3 - Report de date 2019-08-02 9 h 49 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Systematix Technologies de l'Information Inc. 485, rue McGill, bureau 300 Montréal, QC, H2Y2H4 http://www.systematix.com NEQ : 1142016766	Monsieur Jean-Pierre Martin Téléphone : 514 393-1363 Télécopieur : 514 393-8997	**Commande : (1614069)** 2019-07-03 10 h 54 **Transmission :** 2019-07-03 10 h 54	3157150 - 19-17704 addenda 1 2019-07-15 15 h 26 - Courriel 3159181 - 19-17704 addenda 2 2019-07-18 16 h 18 - Courriel 3164713 - 19-17704_Addenda 3 - Report de date 2019-08-02 9 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	TRANSITION services conseils inc. 1020 rue bouvier Bureau 400 Québec, QC, G2K 0K9 http://www.transitionsc.ca NEQ : 1160924842	Monsieur Michel Fradette Téléphone : 418 626-3003 Télécopieur :	**Commande : (1614693)** 2019-07-04 11 h 31 **Transmission :** 2019-07-04 11 h 31	3157150 - 19-17704 addenda 1 2019-07-15 15 h 26 - Courriel 3159181 - 19-17704 addenda 2 2019-07-18 16 h 18 - Courriel 3164713 - 19-17704_Addenda 3 - Report de date

				2019-08-02 9 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de Trois-Rivières 1325, place de l'Hotel-de-Ville C.P. 368 Trois-Rivières, QC, G9A 5H3 NEQ :	Madame Secrétaire Approvisionnement Téléphone : 819 379-3735 Télécopieur : 819 379-4057	**Commande : (1616853)** 2019-07-10 9 h 50 **Transmission :** 2019-07-10 9 h 50	Mode privilégié : Ne pas recevoir

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.24

2019/09/19 17:00

(2)

Dossier # : 1198285001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec Cofomo inc. une entente-cadre d'une durée de 30 mois pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en gestion de projets informatiques, pour une somme maximale de 3 908 805,08 $, taxes incluses - Appel d'offres 19-17703 - (9 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de 30 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en gestion de projets informatiques;

2. d'octroyer le contrat par lequel Cofomo inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 3 908 805,08 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17703;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-26 08:09

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1198285001**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec Cofomo inc. une entente-cadre d'une durée de 30 mois pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en gestion de projets informatiques, pour une somme maximale de 3 908 805,08 $, taxes incluses - Appel d'offres 19-17703 - (9 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du PTI 2019-2021, la Ville de Montréal a planifié la réalisation de plusieurs projets majeurs nécessitant des expertises spécialisées, de pointe et évolutives dans la gestion des projets informatiques. Le Bureau de projet (« BdP ») du Service des TI vise à devenir un partenaire stratégique dans la livraison de valeurs d'affaires en déployant un ensemble de services reliés à la gestion de projets, de programmes et de portefeuilles d'initiatives TI s'inspirant des meilleures pratiques. Parmi ses objectifs stratégiques, le BdP cible la modernisation et la standardisation des pratiques et processus afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience du Service des TI et contribuer à augmenter la satisfaction des clients (unités d'affaires de la ville), des partenaires et des utilisateurs. Afin de poursuivre la réalisation des projets prévus au PTI 2019-2021, le Service des technologies de l'information (Service des TI) met en place des ententes de prestation de services qui permettront de soutenir sa capacité en gestion de projets informatiques.
Disposant d'un portefeuille d'initiatives de plus de 125 projets et programmes d'envergures variées, le service des TI compte actuellement sur près de 59 ressources en gestion de projets. De ce nombre, près de 40 ressources se partage le portefeuille de projets capitalisables du PTI. En considérant les autres responsabilités de gestion et tâches connexes à la Ville, il est important que les responsables de projets prennent en charge un nombre adéquat de projets, comparable au ratio de l'industrie afin de mener à bien leurs projets. Dès lors, le sourçage pour des services d'appoints est essentiel pour supporter la contention et équilibrer la capacité en gestion de projet pour la réalisation du PTI.
L'évaluation et les projections des besoins auxquels répond cette entente sont basées sur le PTI 2019 et sur les besoins pour supporter la réalisation du PTI 2020-22.

C'est dans ce contexte que la Ville a lancé l'appel d'offres 19-17703. Cet appel d'offres, publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SÉAO, a débuté le 3 juillet 2019 pour se terminer le 13 août 2019. La durée de la publication a été de 40 jours. Le délai de validité des soumissions est de 180 jours de la date du dépôt des soumissions.

Au total, trois (3) addenda ont été publiés aux dates suivantes :

No.addenda	Date de publication	Nature
1	15 juillet 2019	Réponse à une question du marché.
2	23 juillet 2019	Réponses aux questions du marché.
3	30 juillet 2019	Réponses aux questions du marché et report de date au 13 août 2019

Le présent dossier vise donc à conclure avec Cofomo inc. une entente-cadre d'une durée de 30 mois pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en gestion de projets informatiques, pour une somme maximale de 3 908 805,08 $, taxes incluses - Appel d'offres 19-17703 - (9 soumissionnaires).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0369 - 24 août 2017 - Conclure un contrat de services professionnels avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour une durée de 24 mois, pour la fourniture, sur demande, de prestations de services spécialisés en gestion de projets informatiques, pour une somme maximale de 6 809 923, 26 $, taxes incluses / Appel d'offres 17-16021 - 7 soumissionnaires / Approuver le projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne un (1) lot de prestation de services spécialisés en gestion de projets informatiques. Ce dernier consiste:
Fournir des services de gestion de projets en fournissant les ressources compétentes;
Produire les livrables clés selon le cadre de gestion de projet et programme du BdP;
Gérer le suivi de l'avancement, la production des statuts d'avancement, les demandes de changement, les rencontres d'équipes, les présentations aux comités de gouvernance du projet/programme et autres redditions de comptes, le tout avec l'encadrement d'un responsable interne au Bureau de projets TI de la Ville.

Voici plusieurs projets majeurs qui bénéficieront de la présente entente:

60110 - Programme de sécurité et de continuité TI
68111 - Modernisation des télécommunications
70910 - Programme Plates-formes et infrastructures
72080 - Mise à niveau et modernisation des systèmes de répartition
74250 - Système de gestion des ressources humaines

L'ensemble de la prestation de services inclut les travaux nécessitant les compétences suivantes : compétences en réalisation, aptitudes relationnelles, compétences non techniques et compétences communes liées à la gestion de projet.

JUSTIFICATION

Le résultat du processus d'appel d'offres a permis de conclure à un intérêt marqué du marché avec un total de vingt-quatre (24) preneurs de cahier des charges. De ce nombre, neuf (9) d'entre eux ont déposé une soumission, soit 37,5%, alors que quinze (15) firmes n'ont pas déposé de soumission (62,5%). De ces quinze (15) firmes, sept (7) d'entre elles ont transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement. Les raisons de désistement invoquées sont:

- Deux firmes déclarent que leur engagement dans d'autres projets ne leur permet pas d'effectuer le travail dans le délai requis;
- Une firme déclare que les efforts requis pour répondre à cet appel d'offres étaient trop importants compte tenu de ses chances de l'emporter;
- Une firme déclare que la demande est restrictive en raison de la taille de son entreprise (PME);
- Une firme n'a pas l'expertise requise;
- Une firme n'est pas en mesure de répondre aux conditions de manière compétitive;
- Une firme déclare que leur demande de changement de clause contractuelle a été refusée;
- Les autres preneurs n'ont pas retourné de formulaire de non-participation.

Sur un total de neuf (9) soumissions, huit (8) sont déclarées conformes de point de vue administratif. L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille de pondération et de critères d'évaluation préalablement approuvée par la direction du Service de l'approvisionnement en date du 31 janvier 2019 (DA187655004). Les résultats qui découlent de cette évaluation sont les suivants :

Suite à l'évaluation des soumissions, trois (3) soumissionnaires ont été jugés non conformes techniquement, n'ayant pas atteint le seuil minimal de 70% pour la note intérimaire: Groupe Nexio inc., Kinessor Groupe-Conseils inc. et Transition Services Conseils inc.

Les propositions des cinq (5) autres firmes se déclinent comme suit :

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Cofomo inc.	82,3	0,34	3 908 805,08 $		3 908 805,08 $
Sirus services conseils en technologie de l'information inc.	73,0	0,29	4 227 918,18 $		4 227 918,18 $
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	79,4	0,28	4 570 256,25 $		4 570 256,25 $
9205-2232 Québec (Noverka Conseil)	76,0	0,26	4 828 950,00 $		4 828 950,00 $
Alithya Canada inc.	74,3	0,20	6 225 896,00 $		6 225 896,00 $
Dernière estimation réalisée					4 340 306,25 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					(431 501,17) $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					(9,94)%
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*					319 113,10 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					8,16%

Il est à noter que le prix de l'adjudicataire est de 8,16% plus bas que le 2e soumissionnaire,

ce qui démontre que la proposition de l'adjudicataire est compétitive et explique l'écart de 9,94% avec l'estimation.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M $ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

- La firme Cofomo inc. a renouvelé son accréditation le 20 octobre 2017 (voir pièce jointe). Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 26 juin 2020.

Après vérification, Cofomo inc. (NEQ 1142126664) n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses seront assumées principalement au PTI et pourraient occasionnellement être assumées au budget de fonctionnement du service des TI pour la durée du contrat. Les prestations de services professionnels seront utilisées au fur et à mesure de l'expression des besoins. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment, selon la nature des projets et pourraient encourir des dépenses d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cadre de la réalisation de chaque projet, donner suite à ce dossier, permettra au Service des TI de bénéficier des impacts suivants :

- Le maintien de la cadence de réalisation de projets;
- Accroissement de la capacité de réalisation de la Ville;

Au niveau du PTI 2019-2021, la mise en place de ces contrats permet :

- D'assurer la transformation organisationnelle de la Ville, par l'entremise de projets d'implantation de systèmes informatiques plus modernes et plus efficients;
- De moderniser et de maintenir les actifs de plusieurs systèmes informatiques, en appui aux activités administratives de la Ville et à la prestation de services aux citoyens, ainsi que de maintenir les infrastructures et les nombreux systèmes informatiques du parc applicatif de la Ville;
- De favoriser le déploiement de services numériques aux citoyens et d'outils numériques pour améliorer les prestations de services des employés de la Ville;
- D’augmenter la sécurité des différents systèmes et des données de la Ville;
- D’augmenter la résilience des fondations technologiques de la Ville;
- D'offrir les accès aux services de la Ville de Montréal en tout temps, harmonisés sur de multiples plates-formes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Comité exécutif : 11 septembre 2019;
- Conseil municipal : 16 septembre 2019;
- Conseil d'agglomération : 19 septembre 2019;
- Rencontre de départ des contrats avec les fournisseurs : fin septembre 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Élisa RODRIGUEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-08-22
Luminita MIHAI Conseillère en analyse et contrôle de gestion	Philippe MONET Chef de division
Tél : 514 872-4921 **Télécop. :**	**Tél :** 514 458-7138 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION	**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**
Christian CHAPUT	André TRUDEAU

directeur(trice) bureau de projets ti
Tél :
Approuvé le : 2019-08-22

directeur(trice) solutions d'affaires
Tél : 514-448-6733
Approuvé le : 2019-08-26

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 20 octobre 2017

COFOMO INC.
A/S MONSIEUR ALAIN BARIBEAU
1000, RUE DE LA GAUCHETIÈRE O, BUREAU 1500
MONTRÉAL (QC) H3B 4W5

N° de décision : 2017-CPSM-1056975
N° de client : 3000290809

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). COFOMO INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **26 juin 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
500, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1198285001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Gestion du portefeuille
Objet :	Conclure avec Cofomo inc. une entente-cadre d'une durée de 30 mois pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en gestion de projets informatiques, pour une somme maximale de 3 908 805,08 $, taxes incluses - Appel d'offres 19-17703 - (9 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

SEAO Liste des commandes.pdf
19-17703 pv.pdf
19-17703 Tableau Final.pdf
19-17703 Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Élisa RODRIGUEZ
Agente d'approvisionnement
Tél : 514-872-5506

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-22

Lina PICHÉ
Chef de Section
Tél : 514-868-5740
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17703 — No du GDD : 1198285001

Titre de l'appel d'offres : PRESTATION DE SERVICES EN GESTION DE PROJETS INFORMATIQUES

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 7 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 6 - 8 - 2019

Ouverture faite le : 13 - 8 - 2019

Date du comité de sélection : 20 - 8 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 30 - 7 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 40 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 24

Nbre de soumissions reçues : 9

Nbre de soumissions rejetées : 4

% de réponses : 37,5

% de rejets : 44,44

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Groupe Nexio	Pointage intérimaire inférieur à 70 %
Kinessor Groupe-Conseils	Pointage intérimaire inférieur à 70 %
Transition services-conseils	Pointage intérimaire inférieur à 70 %
Livio Conseil	Documents de soumission manquants

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 2 - 2020

Date d'échéance révisée : 9 - 2 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Alithya Canada inc.	6 225 896,00 $		
Cofomo Inc	3 908 805,08 $	√	
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	4 570 256,25 $		
9205-2232 Québec (Noverka Conseil)	4 828 950,00 $		
Sirus Services conseil en technologie de l'information	4 227 918,18 $		

Information additionnelle

Certains preneurs du cahier de charges qui n'ont pas présenté de soumission ont donné les motifs suivants: (2) Deux firmes déclarent que leur engagement dans d'autres projets ne leur permet pas d'effectuer le travail dans le délai requis, (1) déclare que les efforts requis pour répondre à cet appel d'offres étaient trop importants compte tenu de ses chances de l'emporter, (1) déclare que la demande est restrictive en raison de la taille de son entreprise (PME), (1) n'a pas l'expertise requise, (1) n'est pas en mesure de répondre aux conditions de manière compétitive, (1) déclare que leur demande de changement de clause contractuelle a été refusée,

Préparé par : Elisa Rodriguez Le 22 - 8 - 2019

19-17703 - PRESTATION DE SERVICES EN GESTION DE PROJETS INFORMATIQUES

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 15%	Expérience du coordonnateur des services 10%	Description des processus et méthodologies 20%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Alithya Canada inc.	3,50	7,00	12,25	7,50	15,50	16,25	12,25	74,3	6 225 896,00 $	0,20	5
Cofomo Inc,	4,13	8,50	12,63	8,25	16,00	17,50	15,25	82,3	3 908 805,08 $	0,34	1
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	3,88	7,75	12,00	8,25	16,00	16,25	15,25	79,4	4 570 256,25 $	0,28	3
Groupe Nexio Inc.	3,63	7,25	9,00	7,75	14,00	10,75	12,00	64,4			Non conforme
Kinessor Groupe-Conseils Inc.	3,25	5,50	7,75	6,75	13,25	8,00	8,75	53,3			Non conforme
9205-2232 Québec (Noverka Conseil)	3,88	8,00	11,88	8,50	17,00	14,00	12,75	76,0	4 828 950,00 $	0,26	4
Sirus services conseils en technologie de l'information inc.	3,13	5,75	11,88	8,50	14,75	14,25	14,75	73,0	4 227 918,18 $	0,29	2
TRANSITION Services Conseils inc.	2,38	8,00	12,38	8,25	13,75	12,25	11,50	68,5			Non conforme
								-		-	

Agent d'approvisionnement	Robert Normandeau

Comité	
Date	20-8-2019
Heure	10 h 30
Lieu	255 boul Crémazie Est

Multiplicateur d'ajustement
10000

Liste des commandes

Numéro : 19-17703
Numéro de référence : 1284545
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : PRESTATION DE SERVICES EN GESTION DE PROJETS INFORMATIQUES

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Alithya Canada inc. 2875, boul. Laurier bureau 1250 Québec, QC, G1V 2M2 http://www.alithya.com NEQ : 1144392173	Madame Josée Turcotte Téléphone : 418 650-6414 Télécopieur : 418 650-5876	**Commande : (1614293)** 2019-07-03 14 h 51 **Transmission :** 2019-07-03 14 h 51	3157156 - 19-17703 addenda 1 2019-07-15 15 h 27 - Courriel 3160784 - 19-17703 addenda 2 2019-07-23 14 h 26 - Courriel 3163911 - 19-17703_Addenda 3 2019-07-31 9 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Alithya Services-conseils inc. 725, boulevard Lebourgneuf, bureau 525 Québec, QC, G2J 0C4 NEQ : 1171011282	Madame Josée Turcotte Téléphone : 418 650-6414 Télécopieur : 418 650-5876	**Commande : (1621393)** 2019-07-23 15 h 13 **Transmission :** 2019-07-23 15 h 13	3157156 - 19-17703 addenda 1 2019-07-23 15 h 13 - Téléchargement 3160784 - 19-17703 addenda 2 2019-07-23 15 h 13 - Téléchargement 3163911 - 19-17703_Addenda 3 2019-07-31 9 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Bell Canada 930, rue d'Aiguillon, RC-140 Québec, QC, G1R5M9 NEQ : 1172462849	Monsieur Philippe Robitaille Téléphone : 418 691-4039 Télécopieur : 418 691-4095	**Commande : (1614785)** 2019-07-04 13 h 40 **Transmission :** 2019-07-04 13 h 40	3157156 - 19-17703 addenda 1 2019-07-15 15 h 27 - Courriel 3160784 - 19-17703 addenda 2 2019-07-23 14 h 26 - Courriel

				3163911 - 19-17703_Addenda 3 2019-07-31 9 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	CMI Groupe Conseil 330,Saint-Vallier Est, bureau 220 Québec, QC, G1K 9C5 NEQ : 1172658602	Madame Mélanie Brousseau Téléphone : 418 529-5899 Télécopieur : 418 529-9161	**Commande : (1614623)** 2019-07-04 10 h 23 **Transmission :** 2019-07-04 10 h 23	3157156 - 19-17703 addenda 1 2019-07-15 15 h 27 - Courriel 3160784 - 19-17703 addenda 2 2019-07-23 14 h 26 - Courriel 3163911 - 19-17703_Addenda 3 2019-07-31 9 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Cofomo inc. 1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500 Montréal, QC, H3B 4W5 http://www.cofomo.com NEQ : 1142126664	Monsieur Gaston Jalbert Téléphone : 514 866-0039 Télécopieur : 514 866-0900	**Commande : (1614128)** 2019-07-03 11 h 37 **Transmission :** 2019-07-03 11 h 37	3157156 - 19-17703 addenda 1 2019-07-15 15 h 27 - Courriel 3160784 - 19-17703 addenda 2 2019-07-23 14 h 26 - Courriel 3163911 - 19-17703_Addenda 3 2019-07-31 9 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal, QC, H3G 1T4 http://www.cgi.com NEQ : 1160358728	Monsieur Michel Blain Téléphone : 514 415-3000 Télécopieur : 514 415-3999	**Commande : (1614061)** 2019-07-03 10 h 48 **Transmission :** 2019-07-03 10 h 48	3157156 - 19-17703 addenda 1 2019-07-15 15 h 27 - Courriel 3160784 - 19-17703 addenda 2 2019-07-23 14 h 26 - Courriel 3163911 - 19-17703_Addenda 3 2019-07-31 9 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Fujitsu Canada (Réception des appels d'offres) 2000, boul. Lebourgneuf	Madame Marjolaine Giguère	**Commande : (1614040)**	3157156 - 19-17703 addenda 1

	Bureau 300 Québec, QC, G2K 0B8 http://fujitsu.com/ca NEQ : 1143039486	Téléphone : 418 840-5100 Télécopieur : 418 840-5105	2019-07-03 10 h 32 **Transmission :** 2019-07-03 10 h 32	2019-07-15 15 h 27 - Courriel 3160784 - 19-17703 addenda 2 2019-07-23 14 h 26 - Courriel 3163911 - 19-17703_Addenda 3 2019-07-31 9 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe Nexio Québec, division de Groupe Nexio inc. et division de Groupe Nexio Sélect inc. 2050 rue De Bleury bureau 500 Montréal, QC, H3A 2J5 http://www.nexio.com NEQ : 1169427326	Monsieur Richard Poulin Téléphone : 514 798-3707 Télécopieur : 514 284-9002	**Commande : (1617467)** 2019-07-11 9 h 32 **Transmission :** 2019-07-11 9 h 32	3157156 - 19-17703 addenda 1 2019-07-15 15 h 27 - Courriel 3160784 - 19-17703 addenda 2 2019-07-23 14 h 26 - Courriel 3163911 - 19-17703_Addenda 3 2019-07-31 9 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Jitlan Inc. 3551 Boul St-Charles, suite 118 Kirkland, QC, H9H 3C4 NEQ : 1148416432	Madame Louanne Rioux Téléphone : 514 900-3807 Télécopieur :	**Commande : (1614082)** 2019-07-03 11 h 02 **Transmission :** 2019-07-03 11 h 02	3157156 - 19-17703 addenda 1 2019-07-15 15 h 27 - Courriel 3160784 - 19-17703 addenda 2 2019-07-23 14 h 26 - Courriel 3163911 - 19-17703_Addenda 3 2019-07-31 9 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	KinEssor 615, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 820 Montréal, QC, H3B 1P5 http://www.KinEssor.com NEQ : 1162858378	Monsieur Eric Levesque Téléphone : 514 912-4013 Télécopieur :	**Commande : (1615905)** 2019-07-08 13 h 48 **Transmission :** 2019-07-08 13 h 48	3157156 - 19-17703 addenda 1 2019-07-15 15 h 27 - Courriel 3160784 - 19-17703 addenda 2 2019-07-23 14 h 26 - Courriel 3163911 - 19-17703_Addenda 3 2019-07-31 9 h 32 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Landry et associés CP 624, Succ. B Montréal, QC, H3B 3K3 http://www.landryconsulting.com NEQ : 1167033159	Monsieur Claude M Landry Téléphone : 514 998-7265 Télécopieur :	**Commande : (1616121)** 2019-07-08 23 h 29 **Transmission :** 2019-07-08 23 h 29	3157156 - 19-17703 addenda 1 2019-07-15 15 h 27 - Courriel 3160784 - 19-17703 addenda 2 2019-07-23 14 h 26 - Courriel 3163911 - 19-17703_Addenda 3 2019-07-31 9 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services conseils ABna inc. 2875, bd laurier Edifice Delta 1 - Bureau 1350 Québec, QC, G1V2M2 http://www.abnaconseils.com NEQ : 1165489486	Madame Lucie Émond Téléphone : 418 977-2262 Télécopieur : 888 226-2555	**Commande : (1614359)** 2019-07-03 15 h 56 **Transmission :** 2019-07-03 15 h 56	3157156 - 19-17703 addenda 1 2019-07-15 15 h 27 - Courriel 3160784 - 19-17703 addenda 2 2019-07-23 14 h 26 - Courriel 3163911 - 19-17703_Addenda 3 2019-07-31 9 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Levio Conseils inc. 1001, boul. De Maisonneuve Bureau 320 Montréal, QC, H3A 3C8 http://www.levio.ca NEQ : 1169672574	Madame Kathy Tremblay Téléphone : 418 914-3623 Télécopieur :	**Commande : (1614062)** 2019-07-03 10 h 48 **Transmission :** 2019-07-03 10 h 48	3157156 - 19-17703 addenda 1 2019-07-15 15 h 27 - Courriel 3160784 - 19-17703 addenda 2 2019-07-23 14 h 26 - Courriel 3163911 - 19-17703_Addenda 3 2019-07-31 9 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	M3P Services-Conseils 2001, boul. Robert-Bourassa Bureau 1700 Montréal, QC, H3A 2A6 http://www.m3pc.ca NEQ : 1164929185	Monsieur Responsable des soumissions Téléphone : 514 312-8664 Télécopieur :	**Commande : (1614084)** 2019-07-03 11 h 03 **Transmission :**	3157156 - 19-17703 addenda 1 2019-07-15 15 h 27 - Courriel 3160784 - 19-17703 addenda 2

			2019-07-03 11 h 03	2019-07-23 14 h 26 - Courriel 3163911 - 19-17703_Addenda 3 2019-07-31 9 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Morency Société d'avocats 2875 Boulevard Laurier, Bureau#200 Québec, QC, G1V 2M2 NEQ : 3340905218	Monsieur Jonathan Desjardins Mallette Téléphone : 514 845-3533 Télécopieur :	**Commande : (1620250)** 2019-07-18 17 h 44 **Transmission :** 2019-07-18 17 h 44	3157156 - 19-17703 addenda 1 2019-07-18 17 h 44 - Téléchargement 3160784 - 19-17703 addenda 2 2019-07-23 14 h 26 - Courriel 3163911 - 19-17703_Addenda 3 2019-07-31 9 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Noverka Conseil 625, Avenue du Président-Kennedy Suite 1000 Montréal, QC, H3A 1k2 NEQ : 1165610024	Madame Catherine Beaudry Téléphone : 514 849-7072 Télécopieur :	**Commande : (1614326)** 2019-07-03 15 h 21 **Transmission :** 2019-07-03 15 h 21	3157156 - 19-17703 addenda 1 2019-07-15 15 h 27 - Courriel 3160784 - 19-17703 addenda 2 2019-07-23 14 h 26 - Courriel 3163911 - 19-17703_Addenda 3 2019-07-31 9 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Novipro 1010, rue De La Gauchetière Ouest, (QC) bureau 1900 Montréal, QC, H3B2N2 http://www.novipro.com NEQ : 1145282845	Monsieur Mathis Lorion Téléphone : 514 744-5353 Télécopieur : 514 744-3908	**Commande : (1618647)** 2019-07-15 11 h 48 **Transmission :** 2019-07-15 11 h 48	3157156 - 19-17703 addenda 1 2019-07-15 15 h 27 - Courriel 3160784 - 19-17703 addenda 2 2019-07-23 14 h 26 - Courriel 3163911 - 19-17703_Addenda 3 2019-07-31 9 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	R3D_Conseil_Inc. 1450 city councillors 340 Montréal, QC, h3a2e6 http://www.r3d.com NEQ : 1145625696	Monsieur Michel Savoie Téléphone : 514 392-9997 Télécopieur : 514 392-9940	**Commande : (1614445)** 2019-07-04 7 h 19 **Transmission :** 2019-07-04 7 h 19	3157156 - 19-17703 addenda 1 2019-07-15 15 h 27 - Courriel 3160784 - 19-17703 addenda 2 2019-07-23 14 h 26 - Courriel 3163911 - 19-17703_Addenda 3 2019-07-31 9 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	R3D_Conseil_Inc. 1450 city councillors 340 Montréal, QC, h3a2e6 http://www.r3d.com NEQ : 1174095282	Monsieur Michel Savoie Téléphone : 514 392-9997 Télécopieur : 514 392-9940	**Commande : (1614508)** 2019-07-04 8 h 28 **Transmission :** 2019-07-04 8 h 28	3157156 - 19-17703 addenda 1 2019-07-15 15 h 27 - Courriel 3160784 - 19-17703 addenda 2 2019-07-23 14 h 26 - Courriel 3163911 - 19-17703_Addenda 3 2019-07-31 9 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Raymond Chabot Grant Thornton & Cie S.E.N.C.R.L. 600 De La Gauchetière O. bur. 2000 Montréal, QC, H3B 4L8 http://www.rcgt.com NEQ : 3342037838	Madame Annie Givern Téléphone : 514 954-4621 Télécopieur : 514 878-2127	**Commande : (1614898)** 2019-07-04 15 h 20 **Transmission :** 2019-07-04 15 h 20	3157156 - 19-17703 addenda 1 2019-07-15 15 h 27 - Courriel 3160784 - 19-17703 addenda 2 2019-07-23 14 h 26 - Courriel 3163911 - 19-17703_Addenda 3 2019-07-31 9 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SIRIUS, Services Conseils 5095, rue Jean-Talon Est, Bur 2003 Montréal, QC, H1S 3G4 http://www.siriusconseils.com NEQ : 1148297154	Madame Carole Lespérance Téléphone : 514 982-9444 Télécopieur :	**Commande : (1617686)** 2019-07-11 12 h 50 **Transmission :** 2019-07-11 12 h 50	3157156 - 19-17703 addenda 1 2019-07-15 15 h 27 - Courriel 3160784 - 19-17703 addenda 2 2019-07-23 14 h 26 - Courriel 3163911 - 19-17703_Addenda 3

				2019-07-31 9 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Société Conseil Groupe LGS (Montréal) 1 Place Ville-Marie Bureau 2200 Montréal, QC, H3B 3M4 http://www.lgs.com NEQ : 1142691709	Madame Annie Lavoie Téléphone : 514 964-0387 Télécopieur :	**Commande : (1616546)** 2019-07-09 14 h 08 **Transmission :** 2019-07-09 14 h 08	3157156 - 19-17703 addenda 1 2019-07-15 15 h 27 - Courriel 3160784 - 19-17703 addenda 2 2019-07-23 14 h 26 - Courriel 3163911 - 19-17703_Addenda 3 2019-07-31 9 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Systematix Technologies de l'Information Inc. 485, rue McGill, bureau 300 Montréal, QC, H2Y2H4 http://www.systematix.com NEQ : 1142016766	Monsieur Jean-Pierre Martin Téléphone : 514 393-1363 Télécopieur : 514 393-8997	**Commande : (1614051)** 2019-07-03 10 h 42 **Transmission :** 2019-07-03 10 h 42	3157156 - 19-17703 addenda 1 2019-07-15 15 h 27 - Courriel 3160784 - 19-17703 addenda 2 2019-07-23 14 h 26 - Courriel 3163911 - 19-17703_Addenda 3 2019-07-31 9 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	TRANSITION services conseils inc. 1020 rue bouvier Bureau 400 Québec, QC, G2K 0K9 http://www.transitionsc.ca NEQ : 1160924842	Monsieur Michel Fradette Téléphone : 418 626-3003 Télécopieur :	**Commande : (1614700)** 2019-07-04 11 h 37 **Transmission :** 2019-07-04 11 h 37	3157156 - 19-17703 addenda 1 2019-07-15 15 h 27 - Courriel 3160784 - 19-17703 addenda 2 2019-07-23 14 h 26 - Courriel 3163911 - 19-17703_Addenda 3 2019-07-31 9 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de Trois-Rivières 1325, place de l'Hotel-de-Ville C.P. 368	Madame Secrétaire Approvisionnement Téléphone : 819 379-3735	**Commande : (1616856)** 2019-07-10 9 h 51	Mode privilégié : Ne pas recevoir

Trois-Rivières, QC, G9A 5H3 NEQ :	Télécopieur : 819 379-4057	**Transmission :** 2019-07-10 9 h 51

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.25

2019/09/19 17:00

(2)

Dossier # : 1194565008

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver la première convention de renouvellement du bail par lequel la Ville de Montréal loue du locateur Jalbec inc., un garage situé au 2350, rue Dickson à Montréal, pour les besoins du Centre d'expertise du Service de police de la Ville de Montréal pour un terme de 5 ans, soit du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2024. La dépense totale est de 289 646,46 $, incluant les taxes. Bâtiment 8014-009.

Il est recommandé :

1. d'approuver la première convention de renouvellement du bail par lequel la Ville loue de Jalbec inc., pour une période de 5 ans, à compter du 1er janvier 2020, un garage d'une superficie de 4 113 pi² situé au 2350, rue Dickson et utilisé pour les besoins du centre d'expertise du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer total de 289 646,46 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de renouvellement de bail;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2019-08-15 10:17

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1194565008**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver la première convention de renouvellement du bail par lequel la Ville de Montréal loue du locateur Jalbec inc., un garage situé au 2350, rue Dickson à Montréal, pour les besoins du Centre d'expertise du Service de police de la Ville de Montréal pour un terme de 5 ans, soit du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2024. La dépense totale est de 289 646,46 $, incluant les taxes. Bâtiment 8014-009.

CONTENU

CONTEXTE

Le Centre d'expertise du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) occupe, depuis le 1er mai 2018, un garage situé au 2350, Dickson, dont le bail vient à échéance le 31 décembre 2019. Le Centre d'expertise, relevant de la Section de l'identification judiciaire du SPVM, a pour mandat de faire l'expertise judiciaire des véhicules volés, retrouvés ainsi que ceux ayant fait l'objet de délits.
Le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) a reçu le mandat de renouveler le bail.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Décision - Approuver le bail par laquelle la Ville loue de Jalbec inc., un garage intérieur situé au 2350 rue Dickson, pour un terme de 20 mois, soit du 1er mai 2018 au 31 décembre 2019, pour une dépense totale de 90 637,67 $, incluant les taxes.
CG08 0485 - 25 septembre 2008 - Approuver le bail par lequel la Ville loue de Service de Remorquage Direct Inc. des espaces situés au 460, rue Marien pour une durée de cinq ans, à compter du 15 mars 2008, pour un montant total de 424 694,58 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'approuver la première convention de renouvellement du bail par lequel la Ville loue, du locateur Jalbec inc., un garage situé au 2350, rue Dickson à Montréal, utilisé pour les besoins du Centre d'expertise du SPVM, dont la superficie locative représente 4 113 pi². Le terme du renouvellement de bail est de 5 ans, soit du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2024. Ce bail peut être résilié par la Ville sans pénalité sur avis de 6 mois.

JUSTIFICATION

Le bail du Centre d'expertise viendra à échéance le 31 décembre 2019 et il est nécessaire de le renouveler pour maintenir en opération les expertises judiciaires du SPVM.
Bien qu'il s'agisse d'une augmentation du loyer de base d'environ 2 % annuellement, le loyer de base convenu représente les taux de location du marché pour ce type d'immeuble pour ce secteur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Superficie : 4 113 pi²	**Loyer total pour 5 ans**
Loyer total	251 921,25 $
TPS	12 596,06 $
TVQ	25 129,14 $
Loyer total	**289 646,46 $**
Ristourne TPS 100 %	(12 596,06 $)
Ristourne TVQ 50 %	(12 564,57 $)
Loyer net	264 485,82 $

Voir le détail du loyer en pièce jointe.

Le loyer brut (comprenant les frais d'exploitation et les taxes foncières) augmente de 2 % par année pour la durée du terme.

Le coût du loyer est assumé par le SGPI à même sa base budgétaire.

La dépense totale de loyer pour le terme, incluant les taxes, est de 289 646,46 $. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le renouvellement du bail n'est pas en lien avec la politique de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce dossier obligerait le SPVM à relocaliser le Centre d'expertise dans un autre immeuble en location.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue lors du conseil d'agglomération du 19 septembre 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Martin M BERNIER, Service de police de Montréal
Annabelle FERRAZ, Service de police de Montréal

Lecture :

Annabelle FERRAZ, 2 août 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie BERTRAND
Conseillère en immobilier

Tél : 514 280-4275
Télécop. : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-30

Nicole RODIER
Chef de division

Tél : 514 872-8726
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations
en remplacement de Francine Fortin, directrice des transactions immobilières du 2 au 5 août inclusivement
Tél : 514 872-8726
Approuvé le : 2019-08-02

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice

Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2019-08-06

Aspects financiers

Superficie locative en pi² :						
4 113	Loyer actuel	Loyer annuel pour le renouvellement				
		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Loyer brut $/pi²	11,50	11,75	12,00	12,25	12,50	12,75
Frais d'exploitation $/pi²	inclus					
Taxes foncières $/pi²	inclus					
Loyer au pi²	11,50	11,75	12,00	12,25	12,50	12,75
Loyer annuel avant taxes	47 299,50 $	48 327,75 $	49 356,00 $	50 384,25 $	51 412,50 $	52 440,75 $

Loyer pour la période du:	Loyer actuel	01/01/2020 au 31/12/2020	01/01/2021 au 31/12/2021	01/01/2022 au 31/12/2022	01/01/2023 au 31/12/2023	01/01/2024 au 31/12/2024		
Loyer total avant taxes	47 299,50 $	48 327,75 $	49 356,00 $	50 384,25 $	51 412,50 $	52 440,75 $		**251 921,25 $**
TPS	2 364,98 $	2 416,39 $	2 467,80 $	2 519,21 $	2 570,63 $	2 622,04 $		12 596,06 $
TVQ	4 718,13 $	4 820,69 $	4 923,26 $	5 025,83 $	5 128,40 $	5 230,96 $		25 129,14 $
Total	**54 382,60 $**	**55 564,83 $**	**56 747,06 $**	**57 929,29 $**	**59 111,52 $**	**60 293,75 $**	**=**	**289 646,46 $**
Ristourne de TPS	2 364,98 $	2 416,39 $	2 467,80 $	2 519,21 $	2 570,63 $	2 622,04 $		12 596,06 $
Ristourne TVQ (50%)	2 359,06 $	2 410,35 $	2 461,63 $	2 512,91 $	2 564,20 $	2 615,48 $		12 564,57 $
Loyer net	49 658,56 $	50 738,10 $	51 817,63 $	52 897,16 $	53 976,70 $	55 056,23 $		264 485,82 $

PREMIÈRE CONVENTION DE RENOUVELLEMENT DE BAIL

ENTRE: **JALBEC INC.,** compagnie constituée en vertu de la partie 1A de la *Loi sur les compagnies*, ayant son siège au 1421, rue Michelin, à Laval, province de Québec, H7L 4S2, agissant et représentée par Monsieur Jacques Dupras, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare ;

(ci-après appelé le «Locateur»)

ET: **LA VILLE DE MONTREAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

(ci-après appelée le «Locataire»)

ATTENDU QUE le 25 avril 2018, le Locateur a signé avec la Ville de Montréal une convention de Bail concernant des locaux ayant une Superficie locative des Lieux loués de 4113 pi² de l'Édifice sis au 2350, rue Dickson, local 700, Ville de Montréal, province de Québec, pour un terme commençant le 1er mai 2018 et se terminant le 31 décembre 2019 ;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal désire prolonger le Bail jusqu'au 31 décembre 2024 selon les mêmes termes et conditions que le Bail sous réserve des dispositions ci-après stipulées ;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1 Préambule

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du Bail.

2 Durée

La présente convention de modification est d'une durée de cinq (5) ans, débutant le 1er janvier 2020 et se terminant le 31 décembre 2024.

3 Loyer

Le Loyer brut annuel est établi comme suit :

- Onze dollars et soixante-quinze cents (11,75 $) par pied carré de Superficie locative des Lieux loués pour la première année de la Durée ;
- Douze dollars (12,00 $) par pied carré de Superficie locative des Lieux loués pour la deuxième année de la Durée ;
- Douze dollars et vingt-cinq cents (12,25 $) par pied carré de Superficie locative des Lieux loués pour la troisième année de la Durée ;
- Douze dollars et cinquante cents (12,50 $) par pied carré de Superficie locative des Lieux loués pour la quatrième année de la Durée ;
- Douze dollars et soixante-quinze cents (12,75 $) par pied carré de Superficie locative des Lieux loués pour la cinquième année de la Durée.

4 Option de renouvellement

Le Locateur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à son échéance pour deux (2) termes additionnels et consécutifs de un (1) an chacun, aux mêmes termes et conditions, sauf quant au Loyer qui sera alors à négocier selon le taux du marché, le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes du Locataire au moment de ce renouvellement.

Pour exercer une option, le Locataire devra en aviser le Locateur par écrit, à ses bureaux, au moins six (6) mois avant l'échéance du Bail ou de l'option en cours. Si le Locataire ne donne pas un tel avis écrit dans le délai prescrit, le Locateur devra alors demander par écrit au Locataire son intention quant à l'option de renouvellement. Le Locataire devra, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la demande du Locateur, donner un avis écrit de son intention de se prévaloir de l'option, à défaut de quoi cette option et celle restante, le cas échéant, deviendront nulles et non avenues.

5 Option de résiliation

Le Locateur accorde au Locataire l'option de résilier le Bail en tout temps pourvu qu'il ait préalablement remis un avis écrit au Locateur six (6) mois avant la date de résiliation.

6 Intégration des termes du Bail

Sous réserve des dispositions et engagements spécifiquement convenus dans cette modification, tous les autres engagements, conditions et stipulations du Bail demeurent inchangés et continueront de s'appliquer entre les parties.

Signée par le Locateur à Montréal, ce ___e jour du mois de _____ 2019

JALBEC INC.

Par _____
Jacques Dupras

Signée par le Locataire à Montréal, ce ___e jour du mois de _____ 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par _____
Yves Saindon

Ce bail a été approuvé le _____
Résolution no : _____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1194565008

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver la première convention de renouvellement du bail par lequel la Ville de Montréal loue du locateur Jalbec inc., un garage situé au 2350, rue Dickson à Montréal, pour les besoins du Centre d'expertise du Service de police de la Ville de Montréal pour un terme de 5 ans, soit du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2024. La dépense totale est de 289 646,46 $, incluant les taxes. Bâtiment 8014-009.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1194565008 - 2350 Dickson SPVM.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-02

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0549
Division : Service des finances - Point de service HDV

Article 20.26

Approuver une prolongation de bail d’un emplacement situé au Complexe environnemental Saint-Michel

Ce document vous sera livré ultérieurement.

Article 20.27

Accorder un contrat pour le service de tri et de mise en marché de matières recyclables de l'agglomération de Montréal

Ce document vous sera livré ultérieurement.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.28

2019/09/19
17:00

(2)

Dossier # : 1197360004

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec les firmes Cargill Sel, Sécurité Routière, une division de Cargill limitée (Groupe A : 7 784 973,48 $ et Groupe B : 1 326 029,67 $), la firme Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée (3 974 043,73 $) et la firme Compass Minerals Canada Corp. (11 863 020,93 $) pour une période de huit (8) mois, pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées au montant total de 24 948 067,81 $ incluant les taxes – appel d'offres public 19-17656 (3 soumissionnaires) / Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations de quantités aux contrats totalisant un montant équivalent à vingt (20) % de celui octroyé, soit 4 989 613,56 $, incluant les taxes, pour un total de 29 937 681,37 $, incluant les taxes

Il est recommandé au conseil d'agglomération :

1. de conclure avec les firmes Cargill Sel, Sécurité Routière, une division de Cargill Limitée (Groupe A : 7 784 973,48 $ et Groupe B : 1 326 029,67 $), la firme Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor Ltée (3 974 043,73 $) et la firme Compass Minerals Canada Corp. (11 863 020,93 $), des ententes-cadres pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées à la suite de l'appel d'offres public numéro 19-17656 au montant total estimé des ententes de 24 948 067,81 $ incluant les taxes, pour une période approximative de 8 mois, à partir du 20 septembre 2019 au 30 avril 2020.

2. d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes, les contrats à cette fin, aux prix unitaires de leurs soumissions, conformément au document de l'appel d'offres public 19-17656 et aux tableaux de prix reçus ci-joints;

Adjudicataires recommandés

	Participants	
Firmes	Sel régulier	Sel traité

Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor Ltée	Le Plateau-Mont-Royal Mercier- Hochelaga-Maisonneuve Rivière-des-Prairies- Pointe-aux-Trembles	
Cargill Sel, Sécurité Routière, une division de Cargill Limitée	Ahuntsic-Cartierville - Ville-Marie - Ville de Baie d'Urfé - Société de Transport de Montréal - Lasalle - Rosemont - la Petite-Patrie - Saint-Léonard - Villeray- Saint-Michel -Parc Extension - Ville de Montréal-Est - Jardin Botanique de Montréal	Ville de Pointe-Claire Ville de Beaconsfield Ville de Mont-Royal
Compass Minerals Canada Corp.	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - Lachine - Outremont - Verdun - Ville de Mont -Royal - Ville de Dorval et Ville de l'Île de Dorval - Anjou - Le Sud-Ouest - L'Ile-Bizard-Sainte-Geneviève - Montréal-Nord - Pierrefonds- Roxboro - Saint-Laurent - Village de Senneville - Ville de Côte-Saint-Luc - Ville de Dollard-des-Ormeaux - Ville de Hampstead - Ville de Kirkland - Ville de Montréal-Ouest - Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue - Ville de Wesmount	

3. d'autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations de quantités aux contrats totalisant un montant équivalent à vingt (20) % de celui octroyé, soit 4 989 613,56 $ incluant les taxes;

4. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des villes reconstituées participantes et de la Société de transport de Montréal (STM), et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2019-08-15 10:14

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197360004**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec les firmes Cargill Sel, Sécurité Routière, une division de Cargill limitée (Groupe A : 7 784 973,48 $ et Groupe B : 1 326 029,67 $), la firme Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée (3 974 043,73 $) et la firme Compass Minerals Canada Corp. (11 863 020,93 $) pour une période de huit (8) mois, pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées au montant total de 24 948 067,81 $ incluant les taxes – appel d'offres public 19-17656 (3 soumissionnaires) / Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations de quantités aux contrats totalisant un montant équivalent à vingt (20) % de celui octroyé, soit 4 989 613,56 $, incluant les taxes, pour un total de 29 937 681,37 $, incluant les taxes

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion de quatre (4) ententes-cadres pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées. Ces ententes-cadres seront disponibles pour les dix-neuf (19) arrondissements de la Ville de Montréal, le Jardin botanique de Montréal, les quinze (15) Villes liées de l'agglomération ainsi que pour la Société de transport de Montréal (STM).

Depuis 2002 le Service de l'approvisionnement met à la disposition des unités d'affaires, des ententes-cadres pour la fourniture du sel de déglaçage des chaussées.

En octobre 2018, les contrats pour la fourniture et livraison de sel de déglaçage des chaussées ont été octroyés, conformément aux documents d'appels d'offres 18-16938 et 18 -17188, aux plus bas soumissionnaires conformes, soit les firmes Cargill Sel , Sécurité Routière, une division de Cargill limitée ainsi que la firme Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée, pour un montant total estimé de 22 272 122,57 $, incluant les taxes. Ces ententes-cadres étaient valides pour une période de six (6) mois se terminant le 30 avril 2019, sans aucune option de prolongation. En avril 2019, le Service de l'approvisionnement a recueilli les prévisions de tous les participants et a procédé au lancement d'un appel d'offres afin de combler son besoin pour la saison 2019-2020.

L’appel d’offres public 19-17656 a été publié sur le système électronique d’appel d’offres (SEAO) ainsi que dans le journal Le Devoir. La publication a eu lieu durant une période de trente-quatre (34) jours calendaires, soit du 22 mai 2019 au 25 juin 2019. Les soumissions reçues sont valides pour une période de cent quatre-vingt (180) jours calendaires, soit jusqu’au 22 décembre 2019.

Pendant la période de sollicitation, un (1) addenda a été émis pour clarifier des éléments administratifs.

L'octroi est effectué en prenant en compte la capacité maximale de fourniture offerte par chacun des soumissionnaires et, globalement, du meilleur intérêt économique du regroupement. Chacun des participants au regroupement confirme individuellement ses bons de commande auprès de son adjudicataire respectif.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0554 - 25 octobre 2018 -Conclure avec les firmes Cargill Sel, Sécurité Routière, une division de Cargill limitée (Groupe A : 6 890 039,56 $, incluant les taxes et Groupe B : 966 652,31 $, incluant les taxes) et Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée (14 415 430,69 $, incluant les taxes) des ententes-cadres pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées - Appels d'offres publics 18-16938 (3 soum.) et 18-17188 (3 soum.). (Montant total estimé des ententes: 22 272 122,57 $, incluant les taxes.)
CG17 0360 - 24 août 2017 - Conclure avec les firmes Compass Minerals (11 215 172,56 $, incluant les taxes.), Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée (5 851 080,62 $, incluant les taxes.) et la firme technologie de dégivrage Cargill, une division de Cargill ltée (831 000,21 $, incluant les taxes), des ententes-cadres pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées - Appel d'offres public 17-15993 (3 soum.). (Montant total estimé des ententes: 17 897 253,39 $, incluant les taxes.)

CG16 0496 - 25 août 2016 - Conclure avec les firmes Compass Minerals (10 087 584,57 $, incluant les taxes.) et Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée (3 931 149,89 $, incluant les taxes.), des ententes-cadres pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées - Appel d'offres public 16-15141 (3 soum.). (Montant total estimé des ententes: 14 018 734,46 $, incluant les taxes.)

DESCRIPTION

L'appel d'offres comprend du sel régulier pour les chaussées ainsi que du sel traité utilisé par certains participants.
L'appel d'offres a été constitué des prévisions de consommation des dix-neuf (19) arrondissements de la Ville, du Jardin botanique de Montréal, de la Société de transport de Montréal (STM), ainsi que des quinze (15) villes reconstituées de l'agglomération (Baie-d'Urfé, Beaconsfield, Côte-Saint-Luc, Dollard-des-Ormeaux, Dorval, L'Île-Dorval, Hampstead, Kirkland, Montréal-Est, Montréal-Ouest, Mont-Royal, Pointe-Claire, Sainte-Anne -de-Bellevue, Senneville et Westmount).

Les prévisions sont basées sur les consommations antérieures et les besoins futurs anticipés et ne sont fournies qu'à titre indicatif seulement. Elles représentent, pour l'hiver 2019-2020, un potentiel d'approvisionnement de 208 120 tonnes métriques (tm) pour le groupe A (sel régulier) et de 10 000 tonnes métriques (tm) pour le groupe B (sel traité), mais n'engagent aucunement les participants à acheter la totalité de ces quantités. Les quantités réelles requises seront déterminées en fonction des besoins et sont tributaires, notamment, des conditions météorologiques de la prochaine saison hivernale. En cas de nécessité, les

clauses contractuelles permettent aux participants de consommer jusqu'à 20 % de plus que les quantités exprimées au bordereau de soumission.

À noter que les trois soumissionnaires ont soumis, pour le sel régulier, un total de 200 000 tonnes métriques. Cette quantité offerte par le marché est considérée pour l'octroi puisqu'elle est suffisante pour répondre aux besoins des participants selon l'historique de consommation de la dernière saison. En effet, lors de la saison 2018-2019, les 194 218 tonnes métriques ont été commandées dans un contexte de forte consommation comparativement aux saisons précédentes.

À l'aide d'une matrice décisionnelle élaborée par le Service de l'approvisionnement pour déterminer les montants des garanties de soumission et d'exécution, nous avons demandé une garantie de soumission de 2 % du montant total, toutes taxes incluses, ainsi qu'une garantie d'exécution de 50 % du montant total du contrat, toutes taxes incluses.

JUSTIFICATION

La conclusion des ententes-cadres permettront d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement et d'assurer la sécurité publique.

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES (8) :

- Apritech;
- Cargill sel, Sécurité Routière;
- Compass Minerals Canada Corp.;
- Ficar Capital ltée;
- Future International Diversifié inc.;
- K+S Sel Windsor ltée;
- Sel Warwick inc.;
- Union des municipalités du Québec.

SOUMISSIONNAIRES (3) :

- Cargill sel, Sécurité Routière;
- Compass Minerals Canada Corp.;
- K+S Sel Windsor ltée.

Les avis de désistement des preneurs du cahier de charge sont les suivantes :

- Les produits ne sont pas offerts par la firme;
- Incapacité d'exécuter ce contrat.

Sel régulier (groupe A)

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Cargill Sel, Sécurité Routière, une division de Cargill limitée	20 321 737,50 $		23 364 917,69 $ *
Compass Minerals Canada Corp.	21 436 273,25 $		24 646 355,17 $ *
Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée	24 254 863,80 $		27 887 029,65 $ *
Dernière estimation réalisée			24 402 335,22 $

Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*	25 299 434,17 $ 8,30 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	4 522 111,96 $ 19,40 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	(1 037 417,53 $) - 4,3 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	1 281 437,48 $ 5,50 %

Sel traité (groupe B)

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Cargill Sel, Sécurité Routière, une division de Cargill limitée	1 153 320,00 $		1 326 029,67 $ *****
Compass Minerals Canada Corp.	1 400 325,00 $		1 610 023,67 $
Dernière estimation réalisée			1 373 520,09 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			1 468 026,67 $ 10,70 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			283 994,00 $ 21,40 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			(47 490,42 $) - 3,50 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			283 994,00 $ 21,40 %

*** Note:** Pour les fins de la comparaison entre les différents soumissionnaires, les montants

des soumissions de ces firmes sont basés sur la quantité totale requise (208 120 tm pour le groupe A et 10 000 tm pour le groupe B). Toutefois, les montants octroyés sont en fonction des capacités maximales que chacun des soumissionnaires est en mesure de fournir. Le tout est attribué dans le meilleur intérêt pour l'ensemble des participants.

Pour le sel régulier, le prix moyen pondéré obtenu cette année est de 102,89 $ la tm (sans taxes), incluant la livraison, pour une quantité estimée de 200 000 tonnes métriques. Il s'agit d'une variation à la hausse de 6,77 % par rapport au prix moyen pondéré de l'an dernier (96,36 $ / tm, sans taxes), pour une quantité estimée de 192 300 tm.

Pour le sel traité, le plus bas soumissionnaire conforme de cet appel d'offres, la firme Cargill Sel, Sécurité Routière, une division de Cargill Limitée, se voit octroyer le contrat en entier. Le prix moyen pondéré obtenu cette année est de 115,33 $ la tonne métrique (sans taxes), incluant la livraison, pour une quantité estimée de 10 000 tonnes métriques. C'est une variation à la hausse de 3,35 % par rapport au prix moyen pondéré de l'an dernier (111,59 $ / tm, sans taxes).

La hausse des prix observée cette année est principalement attribuable à une grève en 2018 de plusieurs mois à la mine de Goodrich en Ontario, appartenant à la firme Compass Minerals. Le procédé d'extraction de la firme ayant également changés en 2018, la firme n’a toujours pas, en date d’aujourd’hui, atteint sa capacité de production des années précédentes. Cette grève, jumelée à une importante augmentation de la demande dans la région des Grands lacs contribuent à la création d’une pénurie. Cette situation a mené certains fournisseurs à importer du sel en provenance du Chili afin de combler les besoins du marché. Les coûts du transport de ce sel contribuent à l’augmentation des prix.

À titre de comparatif avec les autres municipalités du Québec, malgré la hausse des prix observés, nous pouvons conclure que, cette année, nous avons obtenu un prix moyen inférieur pour le sel de déglaçage des chaussées. Le regroupement de Montréal continue de bénéficier du pus bas niveau de prix parmi les municipalités du Québec; à 102,89 $/tonne métrique (excluant les taxes), il est inférieur d'environ de 0,57% du prix moyen des autres municipalités du Québec (UMQ), 103,48 $/ tonne métrique (excluant les taxes).

Le prix de revient du sel étant constitué du prix du produit combiné aux frais de livraison, la différence des prix observée est directement liée à la distance entre le dépôt de sel du soumissionnaire et le lieu de livraison pour chacun des arrondissements ou des villes reconstituées participantes. Puisque chacun des soumissionnaires a proposé des prix pour tous les arrondissements et les Villes liées de l'agglomération ainsi que pour la STM, le mode d'attribution a été déterminé en fonction du meilleur prix proposé et selon la capacité maximale disponible de chacun des soumissionnaires.

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction pour certaines des soumissions reçues.

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier ne doit être déclaré non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit au Registre des entreprises non admissibles (RENA).

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Le présent dossier d'appel d'offres n'exige pas la présentation d'une attestation de l'Autorité

des marchés publics (AMP).

Les adjudicataires recommandés, par leurs soumissions, affirment être conformes en tout point au Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

En vertu du Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007) et le Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le présent dossier devra être soumis pour étude à la Commission permanente sur l'examen des contrats. Cette étude est requise étant donné qu'un contrat est supérieur à dix (10) millions de dollars, également que deux (2) contrats sont supérieurs à deux millions de dollars et que ceux-ci sont accordés à deux (2) adjudicataires soit les firmes Cargill sel, Sécurité Routière (7 784 973,48 $, incluant les taxes) et Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée (3 974 043,73 $, incluant les taxes), qui en sont à leur troisième et sixième octroi de contrat consécutif.

Afin d'assurer à tous les participants un approvisionnement constant selon les quantités requises tout en profitant des meilleures conditions du marché, l'appel d'offres permet aux participants d'associer l'octroi à un fournisseur en fonction de sa capacité maximale de fourniture. Il est ainsi possible de profiter des quantités disponibles auprès d'un fournisseur lorsqu'il est avantageux de le faire. Les soumissionnaires ont indiqué leur capacité maximale de fourniture dans leur soumission.

Adjudicataires recommandés

	Participants	
Firmes	Sel régulier	Sel traité
Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée	Le Plateau-Mont-Royal Mercier- Hochelaga-Maisonneuve Rivière-des-Prairies- Pointe-aux-Trembles	
Cargill Sel, Sécurité Routière, une division de Cargill limitée	Ahuntsic-Cartierville - Ville-Marie - Ville de Baie d'Urfé - Société de Transport de Montréal - Lasalle - Rosemont - la Petite-Patrie - Saint-Léonard - Villeray- Saint-Michel-Parc Extension - Ville de Montréal-Est - Jardin Botanique de Montréal	Ville de Pointe-Claire Ville de Beaconsfield Ville de Mont-Royal
Compass Minerals Canada Corp.	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - Lachine - Outremont - Verdun - Ville de Mont-Royal - Ville de Dorval et Ville de l'Île de Dorval - Anjou - Le Sud-Ouest - L'Ile-Bizard-Sainte-Geneviève - Montréal-Nord - Pierrefonds- Roxboro - Saint-Laurent - Village de Senneville - Ville de Côte-Saint-Luc - Ville de Dollard-des-Ormeaux - Ville de Hampstead - Ville de Kirkland - Ville de Montréal-Ouest - Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue - Ville de Wesmount	

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement a effectué un estimé préalable de la dépense pour le sel régulier s'élevant à 24 402 335,22 $, incluant les taxes, ainsi que pour le sel traité, s'élevant à 1 373 520,09 $, incluant les taxes, pour la période hivernale 2019-2020 (environ 8 mois). Cette estimation est basée sur les prévisions de consommation des dix-neuf (19) arrondissements de la Ville de Montréal, du Jardin botanique de Montréal, de quinze (15)

villes liées de l'agglomération et de la Société de transport de Montréal (STM), en fonction des prix moyens obtenus pour ces produits lors du précédent appel d'offres, avec une majoration de 14,54 %. Cette majoration représente l'évolution de l'Indice des prix industriels pour la catégorie des produits de ciment, de verre et d'autres minéraux non métalliques [P81], tels que publiés par Statistique Canada dans son rapport mensuel de mars 2019, ce rapport étant le plus récent au moment de l'établissement de l'estimé préalable en mai 2019. Également, l'estimation prend en compte la pénurie du produit qui affecte les prix fortement à la hausse. La portion relative aux coûts de transport a été indexée de 2,50 % en tenant compte de l'Indice des prix à la consommation mensuel (IPC), publié en mars 2019. L'estimation de l'appel d'offres a tenu compte de la situation particulière du marché.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

À la Suite de la nouvelle Politique de déneigement de la Ville de Montréal adoptée en août 2015, une recommandation de revoir les pratiques de gestion des sels de voirie a été émise. C'est dans cette optique et pour faire suite à la demande du Service de la concertation des arrondissements que l'utilisation du sel traité a été limitée aux villes liées depuis l'hiver 2016-2017. Afin d'appuyer cette décision, une étude sur les fondants et abrasifs a été faite par le Service de la concertation des arrondissements pour évaluer l'impact que ce type de produit peut avoir sur l'environnement, les infrastructures, les eaux de ruissellement et l'aspect financier. Cette étude finalisée en juin 2017 n'a pas permis de démontrer de différences justifiant de modifier le type de produit pouvant être utilisé par la Ville (sel régulier et sel prétraité). Par conséquent, la Ville ne prévoit pas de modification majeure pour le type de sel de déglaçage utilisé.
Nos fournisseurs travaillent également depuis plusieurs années, afin d'améliorer leur empreinte écologique. Depuis 2013, Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée a réalisé une réduction de 17 % de sa consommation d'énergie, une réduction de 22 % de sa consommation d'eau et vise une réduction de 50 % de ses déchets d'ici 2020.

Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor Ltée a réalisé en 2018 un plan d'évaluation de ses fournisseurs sur des questions environnementales. Enfin, un plan de réduction pour les émissions de CO2 a été mis en place.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le sel de déglaçage est requis pour l'entretien des chaussées afin d'assurer la sécurité des citoyens lors de leurs déplacements pendant la période hivernale. Le non-renouvellement de ces ententes-cadres alourdirait le processus d'approvisionnement pour ces produits en obligeant la négociation à la pièce. Il y a aussi le risque de ne pas avoir la quantité voulue en sel qui pourrait être en rupture du stock, étant donnée la forte demande en hiver pour ce type de produit.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer de la conclusion des l'ententes-cadres et des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l'adoption de la résolution, le Service de l'approvisionnement émettra des ententes-cadres avec les firmes retenues.
CE 28 août 2019
CPEC 4 septembre 2019
CE 11 septembre 2019
CM 16 septembre 2019

CG 19 septembre 2019
Début du contrat 20 septembre 2019
Fin du contrat 30 avril 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Étienne LANGLOIS
Agent d'approvisionnement niveau 2

Tél : 514 872-2988
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-30

Pierre GATINEAU
c/d Acquisition

Tél : 514-872-0349
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle LAZURE
directeur acquisitions
Tél : 514-872-1027
Approuvé le : 2019-08-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Isabelle LAZURE
directeur acquisitions
Tél : 514-872-1027
Approuvé le : 2019-08-14

SEL RÉGULIER (GROUPE A)

	RÉPARTITION DES CONTRATS	Compass			Windsor			Cargill		
Quantité	REPARTITION PAR SOUMISSIONNAIRE	Quantité en tonne métrique	Prix à la tonne métrique	Total	Quantité en tonne métrique	Prix à la tonne métrique	Total	Quantité en tonne métrique	Prix à la tonne métrique	Total
CAPACITÉ MAXIMALE EN TONNE MÉTRIQUE		100 000			30 000			70 000		
8 640	AHUNTSIC- CARTIERVILLE							8 640	95,47 $	824 860,80 $
4 128	ANJOU	4 128	102,20 $	421 881,60 $						
11 520	CÔTE DES NEIGES NOTRE DAME DE GRACE	11 520	102,80 $	1 184 256,00 $						
6 240	LACHINE	6 240	102,35 $	638 664,00 $						
5 760	LASALLE							5 760	96,68 $	556 876,80 $
8 640	LE PLATEAU MONT ROYAL				8 640	116,02 $	1 002 412,80 $			
5 760	LE SUD OUEST	5 760	102,80 $	592 128,00 $						
2 400	L'ILE BIZARD SAINTE GENEVIEVE	2 400	105,35 $	252 840,00 $						
9 600	MERCIER HOCHELAGA MAISONNEUVE				9 600	116,02 $	1 113 792,00 $			
4 800	MONTREAL NORD	4 800	102,50 $	492 000,00 $						
3 360	OUTREMONT	3 360	103,55 $	347 928,00 $						
5 760	PIERREFONDS ROXBORO	5 760	105,20 $	605 952,00 $						
11 520	RIVIERE DES PRAIRIES POINTE AUX TREMBLES				11 520	116,34 $	1 340 236,80 $			
8 832	ROSEMONT LA PETITE PATRIE							8 832	96,68 $	853 877,76 $
14 400	SAINT LAURENT	14 400	103,70 $	1 493 280,00 $						
6 720	SAINT LEONARD							6 720	96,68 $	649 689,60 $
5 280	VERDUN	5 280	102,65 $	541 992,00 $						
23 040	VILLE MARIE							23 040	98,28 $	2 264 371,20 $
10 560	VILLERAY ST MICHEL PARC EXTENSION							10 560	96,68 $	1 020 940,80 $
418	VILLAGE DE SENNEVILLE	418	103,70 $	43 346,60 $						
754	VILLE DE BAIE D'URFE							754	98,66 $	74 389,64 $
6 720	VILLE DE CÔTE ST LUC	6 720	102,35 $	687 792,00 $						
4 560	VILLE DE DOLLARD DES ORMEAUX	4 560	104,15 $	474 924,00 $						
4 080	VILLE DE DORVAL ET VILLE DE L'ILE DE DORVAL	4 080	102,50 $	418 200,00 $						
1 200	VILLE DE HAMPSTEAD	1 200	102,65 $	123 180,00 $						
2 688	VILLE DE KIRKLAND	2 688	104,45 $	280 761,60 $						
2 304	VILLE DE MONTREAL EST							2 304	96,68 $	222 750,72 $
1 152	VILLE DE MONTREAL OUEST	1 038	102,20 $	106 083,60 $						
4 800	VILLE DE MONT ROYAL	4 800	103,55 $	497 040,00 $						
1 248	VILLE DE ST ANNE DE BELLEVUE	1 248	105,50 $	131 664,00 $						
9 600	VILLE DE WESTMOUNT	9 600	102,50 $	984 000,00 $						
144	JARDIN BOTANIQUE DE MONTRÉAL							144	98,89 $	14 240,16 $
3 168	SOCIETE DE TRANSPORT MONTREAL							3 168	91,23 $	289 016,64 $
	TOTAL	**100 000**		**10 317 913,40 $**	**29 760**		**3 456 441,60 $**	**69 922**		**6 771 014,12 $**

SEL TRAITÉ (GROUPE B)

	RÉPARTITION DES CONTRATS	Compass			Cargill		
Quantité	REPARTITION PAR SOUMISSIONNAIRE	Quantité en tonne métrique	Prix à la tonne métrique	Total	Quantité en tonne métrique	Prix à la tonne métrique	Total
CAPACITÉ MAXIMALE EN TONNE MÉTRIQUE		10 000			10 000		
1 500	VILLE DE BEACONSFILED		- $		1 500	115,40 $	173 100,00 $
8 000	VILLE DE POINTE CLAIRE		- $	- $	8 000	115,46 $	923 680,00 $
500	VILLE DE MONT-ROYAL		- $	- $	500	113,08 $	56 540,00 $
	TOTAL				10 000		**1 153 320,00 $**

Prix unitaire à la tonne métrique payé pour le sel de déglaçage par chacun des participants au regroupement de Montréal

Appel d'offres 19-17656 **Saison 2019-2020**

SEL ORDINAIRE (groupe A)			Prix unitaire à la tonne métrique incluant la livraison (sans tx)
# Participant	**Participants**	**Quantité**	**Cargill sel, Sécurité Routière**
1	AHUNTSIC- CARTIERVILLE	8 640	95,47 $
2	VILLE MARIE	23 040	98,28 $
3	VILLE DE BAIE D'URFE	754	98,66 $
4	SOCIETE DE TRANSPORT MONTREAL	3 168	91,23 $
5	LASALLE	5 760	96,68 $
6	ROSEMONT LA PETITE PATRIE	8 832	96,68 $
7	SAINT LEONARD	6 720	96,68 $
8	VILLERAY ST MICHEL PARC EXTENSION	10 560	96,68 $
9	VILLE DE MONTREAL EST	2 304	96,68 $
10	JARDIN BOTANIQUE DE MONTREAL	144	98,89 $
# Participant	**Participants**	**Quantité**	**Compass Minerals Canada**
1	CÔTE DES NEIGES NOTRE DAME DE GRACE	11 520	102,80 $
2	LACHINE	6 240	102,35 $
3	OUTREMONT	3 360	103,55 $
4	VERDUN	5 280	102,65 $
5	VILLE DE MONT ROYAL	4 800	103,55 $
6	VILLE DE DORVAL ET VILLE DE L'ILE DE DORVAL	4 080	102,50 $
7	ANJOU	4 128	102,20 $
8	LE SUD OUEST	5 760	102,80 $
9	L'ILE BIZARD SAINTE GENEVIEVE	2 400	105,35 $
10	MONTREAL NORD	4 800	102,50 $
11	PIERREFONDS ROXBORO	5 760	105,20 $
12	SAINT LAURENT	14 400	103,70 $
13	VILLAGE DE SENNEVILLE	418	103,70 $
14	VILLE DE CÔTE ST LUC	6 720	102,35 $
15	VILLE DE DOLLARD DES ORMEAUX	4 560	104,15 $
16	VILLE DE HAMPSTEAD	1 200	102,65 $
17	VILLE DE KIRKLAND	2 688	104,45 $
18	VILLE DE MONTREAL OUEST	1 152	102,20 $
19	VILLE DE ST ANNE DE BELLEVUE	1 248	105,50 $
20	VILLE DE WESTMOUNT	9 600	102,50 $
# Participant	**Participants**	**Quantité**	**K + S sel windsor**
1	LE PLATEAU MONT ROYAL	8 640	116,02 $
2	MERCIER HOCHELAGA MAISONNEUVE	9 600	116,02 $
3	RIVIERE DES PRAIRIES POINTE AUX TREMBLES	11 520	116,34 $
SEL TRAITÉ (groupe B)			**Prix unitaire à la tonne métrique incluant la livraison (sans tx)**
# Participant	**Participants**	**Quantité**	**Cargill sel, Sécurité Routière**
1	VILLE DE BEACONSFIELD	1500	110,74 $
2	VILLE DE POINTE CLAIRE	8000	112,44 $
3	VILLE DE MONT-ROYAL	500	110,74 $

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 19-17656
Numéro de référence : 1269442
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Fourniture du sel de déglaçage des chaussées pour la saison 2019-2020

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Apritech 40 rue de Paris 92100 - BOULOGNE BILLANCOURT, , 92100	Monsieur Grégoire GOUPIL Téléphone : 332 472-52700 Télécopieur :	**Commande : (1609361)** 2019-06-19 7 h 18 **Transmission :** 2019-06-19 7 h 18	3135169 - 19-17656_ADD1 2019-06-19 7 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cargill sel, Sécurité Routière 300 du St-Sacrement suite 225 Montréal, QC, H2Y 1X4	Monsieur Bertrand Tiap-Chong Téléphone : 514 840-8271 Télécopieur : 514 849-7025	**Commande : (1598036)** 2019-05-23 9 h 26 **Transmission :** 2019-05-23 9 h 26	3135169 - 19-17656_ADD1 2019-05-29 10 h 50 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Compass Minerals Canada Corp. 577 rue Notre-Dame Bureau 209 Repentigny, QC, J6A 2T6	Madame Guylaine Gaudet Téléphone : 450 582-6044 Télécopieur : 450 582-9306	**Commande : (1597849)** 2019-05-22 19 h 27 **Transmission :** 2019-05-22 19 h 27	3135169 - 19-17656_ADD1 2019-05-29 8 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Ficar Capital Ltée 351 des camélias Saint-Eustache, QC, J7P5P5	Monsieur Frédéric Hamel Téléphone : 514 567-8555 Télécopieur :	**Commande : (1601150)** 2019-05-29 14 h 11 **Transmission :** 2019-05-29 14 h 11	3135169 - 19-17656_ADD1 2019-05-29 14 h 11 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Future International Diversifié Inc. 926 Jacques Paschini Bois-des-Filion, QC, J6Z 4W4	Madame Josée Lacoste Téléphone : 450 621-4230 Télécopieur : 450 621-0503	**Commande : (1602616)** 2019-06-03 9 h 52 **Transmission :** 2019-06-03 9 h 52	3135169 - 19-17656_ADD1 2019-06-03 9 h 52 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
K+S Sel Windsor Ltée 755 boul. St Jean Suite 700 Pointe-Claire, QC, H9R5M9	Monsieur Andres Pizarro-Contreras Téléphone : 514 630-0900 Télécopieur : 514 694-2451	**Commande : (1598173)** 2019-05-23 11 h 06 **Transmission :** 2019-05-23 11 h 06	3135169 - 19-17656_ADD1 2019-05-29 8 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sel Warwick Inc. 807 boul. Pierre Roux Est Victoriaville, QC, g6t1t7 http://www.selwarwick.com	Monsieur Steeve Courtois Téléphone : 819 758-5229 Télécopieur : 819 758-5220	**Commande : (1603143)** 2019-06-04 7 h 29 **Transmission :** 2019-06-04 7 h 29	3135169 - 19-17656_ADD1 2019-06-04 7 h 29 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Union des municipalités du Québec.
2020, boulevard Robert-Bourassa
Bureau 210
Montréal, QC, H3A2A5
http://www.umq.qc.ca

Monsieur Gilbert Ouellet
Téléphone : 514 282-7700
Télécopieur : 514 282-8893

Commande : (1602113)
2019-05-31 10 h 45
Transmission :
2019-05-31 10 h 45

3135169 - 19-17656_ADD1
2019-05-31 10 h 45 - Téléchargement
Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.28

2019/09/19 17:00

(2)

Dossier # : 1197360004

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec les firmes Cargill Sel, Sécurité Routière, une division de Cargill limitée (Groupe A : 7 784 973,48 $ et Groupe B : 1 326 029,67 $), la firme Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée (3 974 043,73 $) et la firme Compass Minerals Canada Corp. (11 863 020,93 $) pour une période de huit (8) mois, pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées au montant total de 24 948 067,81 $ incluant les taxes – appel d'offres public 19-17656 (3 soumissionnaires) / Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations de quantités aux contrats totalisant un montant équivalent à vingt (20) % de celui octroyé, soit 4 989 613,56 $, incluant les taxes, pour un total de 29 937 681,37 $, incluant les taxes

Rapport - mandat SMCE197360004.pdf

Dossier # :1197360004

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidents

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

Le 19 septembre 2019

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE197360004

Conclure des ententes-cadres avec les firmes Cargill Sel, Sécurité Routière, une division de Cargill limitée (Groupe A : 7 784 973,48 $ et Groupe B : 1 326 029,67 $), la firme Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée (3 974 043,73 $) et la firme Compass Minerals Canada Corp. (11 863 020,93 $) pour une période de huit (8) mois, pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées au montant total de 24 948 067,81 $ incluant les taxes – appel d'offres public 19-17656 (3 soumissionnaires) / Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations de quantités aux contrats totalisant un montant équivalent à vingt (20) % de celui octroyé, soit 4 989 613,56 $, incluant les taxes, pour un total de 29 937 681,37 $, incluant les taxes.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Karine Boivin Roy
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE197360004

Conclure des ententes-cadres avec les firmes Cargill Sel, Sécurité Routière, une division de Cargill limitée (Groupe A : 7 784 973,48 $ et Groupe B : 1 326 029,67 $), la firme Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée (3 974 043,73 $) et la firme Compass Minerals Canada Corp. (11 863 020,93 $) pour une période de huit (8) mois, pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées au montant total de 24 948 067,81 $ incluant les taxes – appel d'offres public 19-17656 (3 soumissionnaires) / Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations de quantités aux contrats totalisant un montant équivalent à vingt (20) % de celui octroyé, soit 4 989 613,56 $, incluant les taxes, pour un total de 29 937 681,37 $, incluant les taxes.

À sa séance du 28 août 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de plus de 10 M$;*
- *Contrats de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$, dont :*
    - *les adjudicataires en sont à leur troisième et sixième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (Cargill sel, Sécurité Routière (7 784 973,48 $, incluant les taxes) et Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée (3 974 043,73 $, incluant les taxes).*

Le 4 septembre 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service de l'approvisionnement ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres ont apprécié la présentation du Service qui leur a permis de bien comprendre la particularité du marché du sel, représenté par trois grandes firmes et pour lequel le Québec compte trois clients majeurs (MTQ, UMQ et l'Agglomération de Montréal). De plus, les explications fournies par le Service ont permis aux membres de comprendre les raisons pour lesquelles ce marché est haussier et d'obtenir plusieurs précisions techniques fort intéressantes relativement au produit concerné, un fondant et non un abrasif, ainsi qu'à la méthode de distribution du produit entre les différentes villes

liées et arrondissements participants. De plus, le Service a informé les membres de sa stratégie visant à mieux se positionner sur le marché lors des prochains appels d'offres.

Les membres ont rapidement pu conclure en la conformité du processus, et ce, sans pour autant taire leur préoccupation par rapport à l'empreinte carbone du transport du sel et aux conséquences environnementales des types de fondants et d'abrasifs utilisés par la Ville. Par conséquent, la Commission souhaitera certainement recommander à l'Administration de travailler à identifier des produits et des pratiques plus environnementales dans un avenir rapproché.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$;*
- *Contrats de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$, dont :*
    - *les adjudicataires en sont à leur troisième et sixième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (Cargill sel, Sécurité Routière (7 784 973,48 $, incluant les taxes) et Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée (3 974 043,73 $, incluant les taxes).*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;

Considérant les questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE197360004 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.29

2019/09/19 17:00

(2)

Dossier # : 1197231029

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les quatre (4) firmes suivantes : FNX-INNOV inc. (1 093 373,16 $), Groupe ABS inc. (1 303 391,09 $), GBI Experts-conseils inc. (546 141,25 $) et Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. (593 328,49 $) pour réaliser la surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre de projets d'infrastructures / Appel d'offres public no 19-17692 (4 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. de conclure quatre (4) ententes-cadres pour la fourniture, sur demande, de services professionnels de surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre de projets d'infrastructures de la Ville;
2. d'approuver les contrats de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public #19-17692;

Firme	Somme maximale	Contrat (Lot)
FNX-INNOV inc.	1 093 373,16 $	1
Groupe ABS inc.	1 303 391,09 $	2
GBI Experts-conseils inc.	546 141,25	6

Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc.	593 328,49	7

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-19 10:39

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197231029**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les quatre (4) firmes suivantes : FNX-INNOV inc. (1 093 373,16 $), Groupe ABS inc. (1 303 391,09 $), GBI Experts-conseils inc. (546 141,25 $) et Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. (593 328,49 $) pour réaliser la surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre de projets d'infrastructures / Appel d'offres public no 19-17692 (4 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

La Section de la géotechnique et de la chaussée de la Division de l'expertise et du soutien technique (DEST) désire retenir les services professionnels de consultants pour l'aider à réaliser sa mission de fournir des services de surveillance environnementale des projets de construction, réhabilitation et réfection des infrastructures de la Ville auprès de ses clients requérants.
Les services de surveillance environnementale des travaux d'excavation doivent être fournis par la DEST pour tous les projets de construction et de réfection, réalisés par la Direction des infrastructures. L'augmentation des investissements dans les infrastructures de la Ville dans les dernières années et des taux de réalisation des travaux ont occasionné une demande accrue des services requis dans les trois dernières années. La prochaine année devrait voir la publication du *Règlement concernant la traçabilité des sols contaminés excavés* qui va imposer un suivi informatisé de tous les transports de sols contaminés, avec un professionnel en environnement compétent au départ de chaque camion.

En raison de la disponibilité immédiate des services requis pour répondre aux besoins des chantiers, de la courte période de construction où tous ces services sont exigés sur tous les chantiers, le processus d'appel d'offres et d'octroi de mandat ne peut être complété pour chacun des projets à l'intérieur des courts délais imposés et, de ce fait, la DEST doit faire appel à des firmes privées via des ententes-cadres.

Suite aux investissements importants de la Ville dans le domaine des infrastructures des dernières années, les ententes-cadres conclues en mai 2017 (CG17 0206) ont été fortement utilisées et le nombre de mandats disponibles ne permettra pas de faire face à la programmation complète de 2020 de la Direction des infrastructures. De nouvelles ententes -cadres doivent donc être conclues pour répondre à la demande.

En vertu de la Loi 76, l'appel d'offres #19-17692 a été publié sur le site électronique SEAO ainsi que dans le journal Le Devoir. Le détail du processus est décrit à l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Un addenda a été publié le 12 juin 2019 afin de modifier certaines exigences concernant le nombre d'année d'expérience des techniciens juniors pour permettre un plus grand bassin de candidats.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0206 - 18 mai 2017 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec GHD Consultants Ltée (2 285 082,14 $), Les Consultants S.M. inc. (2 412 829,71 $), Solmatech inc. (1 073 234,14 $) et Les Services exp inc. (1 100 920,12 $) pour réaliser la surveillance environnementale des travaux d'excavation des sols et des matériaux dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures - Appel d'offres public 17-15708 - 4 soumissionnaires (1173855002);
CG14 0471 - 30 octobre 2014 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les quatre (4) firmes suivantes : Les Services EXP inc. (2 250 481,56 $), WSP Canada inc. (2 399 598,38 $), Groupe ABS inc. (767 117,80 $) et Les Consultants SM inc. (663 271,80 $) totalisant une somme maximale de 6 080 469,54 $ (taxes incluses) afin d'effectuer la surveillance environnementale des travaux d'excavation des sols et des matériaux dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville / Appel d'offres public no 14-13675 - 7 soumissionnaires (1143855001).

DESCRIPTION

Les services professionnels du présent contrat visent, sans toutefois s'y restreindre, la présence d'un technicien de chantier spécialisé en environnement sur les chantiers, l'approbation des sites d'élimination et la compilation des sols contaminés excavés. Les services de surveillance environnementale sont principalement prodigués par des techniciens de chantier, encadrés par un chargé de projet.
Suite à l'analyse des quatre (4) soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres public no. 19-17692, il est recommandé de retenir les services des quatre (4) firmes suivantes. Le contrat #2 ayant un unique soumissionnaire conforme, le montant de ce contrat a été négocié en raison d'un écart important avec la dernière estimation interne de 27,1% au moment de l'ouverture de l'enveloppe de prix de la firme Groupe ABS inc..

CONTRAT	**Firmes**	**Montant des contrats**	
		Initial lors de la soumission	**Après négociation**
CONTRAT (Lot)1	FNX-INNOV inc.	1 093 373,16 $	N/A
CONTRAT (Lot)2	Groupe ABS inc.	1 387 725,26 $	1 303 391,09 $
CONTRAT (Lot)6	GBI Experts-conseils inc.	546 141,25 $	N/A
CONTRAT (Lot)7	Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc.	593 328,49 $	N/A
	TOTAL TAXES INCLUSES :	**3 620 568,16 $**	**3 536 233,99 $**

- *N/A : Non applicable*

Les ententes-cadres seront valides pour une période maximale de trente-six (36) mois à partir de la date de la décision des instances ou jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires maximales indiquées, selon la première des deux (2) éventualités.

À la lumière du rapport SMCE125309007 de la Commission permanente sur l'examen des contrats, le montant maximal des enveloppes budgétaires des ententes-cadres a été établi au prix des soumissions des adjudicataires recommandés.

JUSTIFICATION

La réalisation de travaux de construction d'infrastructures routières, incluant la construction et la réfection des conduites d'eau et d'égout en plus des structures routières, requiert une surveillance environnementale lors des travaux d'excavation. Celle-ci est nécessaire afin de vérifier et de contrôler la gestion des sols et des matériaux excavés par les entrepreneurs lors des travaux et s'assurer de façon diligente que leur élimination est réalisée conformément aux lois, politiques et règlements en vigueur. Un rapport de gestion des sols excavés, suite à la surveillance environnementale est d'ailleurs obligatoire dans le cadre des projets de construction de conduites souterraines réalisés en vertu de l'article 22 de la *Loi sur la qualité de l'environnement.* De plus, le projet de *Règlement concernant la traçabilité des sols contaminés excavés* devrait voir le jour à la fin de l'année 2019. Celui-ci imposera un suivi informatisé des camions de sols contaminés attesté par un professionnel en environnement compétent à chaque départ de camion.
La DEST ne dispose pas des ressources humaines et matérielles nécessaires pour répondre à la demande. Afin d'être en mesure de remplir les mandats qui lui sont confiés, la DEST doit donc constituer une réserve de firmes, selon des tarifs fixes soumissionnés et concurrentiels. Les enveloppes budgétaires des ententes-cadres en vigueur sont presque totalement engagées sur des projets en cours. Il est donc requis de conclure de nouvelles ententes-cadres afin d'assurer la surveillance environnementale des travaux d'excavation des sols et des matériaux qui seront réalisés pour la Ville. Les activités de surveillance environnementale des travaux d'excavation sont une partie intégrante de la réalisation des projets.

Documents d'appel d'offres
Les documents d'appel d'offres ont été préparés afin d'octroyer sept (7) contrats, répartis selon trois (3) bordereaux de prix d'envergure différente afin d'attirer un maximum de soumissionnaires, de la plus petite firme à la plus grande. Les bordereaux de prix ont été élaborés pour permettre de réaliser un (1) à trois (3) projets simultanés par firme. Des équipes de travail d'envergure différente sont ainsi demandées dans les contrats selon trois organigrammes types que les soumissionnaires doivent présenter.

L'appel d'offres prévoit que l'attribution des contrats soit faite aux soumissionnaires qui auront obtenu le meilleur pointage final suite à l'évaluation qualitative des propositions et du prix soumis. Un pointage intérimaire a été établi suite à l'évaluation qualitative de l'offre de services et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix.

L'enveloppe budgétaire sera répartie suivant les quantités inscrites dans les bordereaux des prix et pourra comprendre un nombre indéterminé de mandats. Les honoraires professionnels sont établis par les soumissionnaires à taux horaire par catégorie d'employés. Les services des techniciens requièrent l'utilisation d'équipements spécialisés et ce coût est inclus dans le taux horaire des techniciens. Les dépenses pour les analyses chimiques en laboratoire les plus courantes sont admissibles selon les prix unitaires soumissionnés dans les bordereaux de prix, tandis que les analyses chimiques plus ponctuelles sont admissibles selon un facteur multiplicatif établi par les soumissionnaires appliqué aux taux unitaires suggérés par l'Association des firmes de génie-conseil (AFG) dans le guide de rémunération en vigueur.

Estimations
Les estimations internes préparées au moment de lancer l'appel d'offres ont été établies en fonction des heures prévisionnelles prévues aux bordereaux de soumission. Le nombre d'heures indiquées pour chacune des ententes-cadres et pour chacune des catégories d'employés est basé sur les besoins estimés et est utilisé aux fins d'un scénario de comparaison des soumissions.

Pour faire les estimations, les moyennes des taux horaires et des prix unitaires d'analyses chimiques soumis par les différents adjudicataires dans les deux (2) dernières années ont été utilisées. Il est à noter une forte augmentation des taux dans les deux dernières années. Il en a été de même pour déterminer le facteur multiplicatif de réduction des taux proposés par l'AFG dans le guide de rémunération en vigueur.

Analyse des soumissions

Seules quatre (4) soumissions ont été reçues dans le cadre de l'appel d'offres. Elles ont toutes été jugées recevables et ont été soumises au comité de sélection pour évaluation. La Ville procède à l'octroi de chaque contrat à la firme qui obtient le plus haut pointage final.

À noter que les firmes pouvaient présenter plus d'une équipe dans le cadre de cet appel d'offres. Seul Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. a présenté plus d'une équipe mais la première équipe n'a pas remporté la note de passage et n'a donc pas été retenue. Les trois (3) autres soumissionnaires n'ont présenté qu'une seule équipe.

Tel que spécifié aux conditions de l'appel d'offres, pour une même firme, l'équipe qui remporte un contrat, sera exclue des propositions subséquentes de la firme et devient non-conforme pour la suite des contrats à accorder. En conséquence, les firmes FNX-INNOV inc. et Groupe ABS inc. étant les adjudicataires recommandés des contrats #1 et #2, deviennent non conformes pour les contrats subséquents et la firme GBI Experts-Conseils inc. étant l'adjudicataire recommandée du contrat #6, devient non conforme pour le contrat #7.

Contrat #1 :

Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Total de la soumission (taxes incluses)
FNX-INNOV inc.	76,8	1,16	1 093 373,16 $
Groupe ABS inc.	86	0,98	1 387 725,26 $
Dernière estimation réalisée à l'interne			1 091 687,63 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) (l'adjudicataire – estimation)			1 685,53 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) ((l'adjudicataire – estimation) / estimation x 100)			0,2%
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2ème meilleure note finale – adjudicataire)			294 352,10 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) ((2ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire x 100)			26,9%

Contrat #2 après négociation:

Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Total de la soumission (taxes incluses)
Groupe ABS inc.	86	1,04	1 303 391,09 $
FNX-INNOV inc.	Non conforme: Déjà recommandée pour un contrat		
Dernière estimation réalisée à l'interne			1 091 687,63 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) (l'adjudicataire – estimation)			211 703,46 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) ((l'adjudicataire – estimation) / estimation x 100)			19,4%

Contrat #6 :

Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Total de la soumission (taxes incluses)
GBI Experts-Conseils Inc.	72	2,23	546 141,25 $
Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc	68,4	Non conforme	
Dernière estimation réalisée à l'interne			539 175,26 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) (l'adjudicataire – estimation)			6 965,99 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) ((l'adjudicataire – estimation) / estimation x 100)			1,3%

Contrat #7 :

Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Total de la soumission (taxes incluses)
Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc	70	2,02	593 328,49 $
GBI Experts-Conseils Inc.	Non conforme: Déjà recommandée pour un contrat		
Dernière estimation réalisée à l'interne			539 175,26 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) (l'adjudicataire – estimation)			54 153,23 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) ((l'adjudicataire – estimation) / estimation x 100)			10,0%

L'analyse et l'évaluation des soumissions sont présentées de façon détaillée dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Écarts avec les estimations

Les écarts entre les soumissionnaires ayant obtenu la meilleure note finale et les estimations faites à l'interne sont les suivants :

CONTRATS	Soumissionnaires	Écarts ($)	Écarts (%)
# 1	FNX-INNOV inc.	1 685,53 $	+ 0,2 %
# 2	Groupe ABS inc.	211 703,46 $	+ 19,4 %
# 6	GBI Experts-Conseils Inc.	6 965,99 $	+ 1,3 %
# 7	Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc.	54 153,23 $	+ 10,0 %

Parmi les quatre (4) soumissions, deux (2) présentent des écarts de 10% ou plus, qui sont attribuables à des taux horaires élevés.

Seules deux (2) firmes ont soumissionné sur les contrats #1 et #2. Peu de soumissionnaires ont déposé une offre pour ces contrats, car ceux-ci exigent de mener trois (3) projets simultanés par contrat, en plus des ententes-cadres déjà actives, ce qui impose aux firmes une contrainte importante de mobilisation de techniciens en environnement sur les chantiers de la Ville.

Les autres contrats de moindre envergure (contrats #3 à #7) n'ont intéressés que peu de firmes qu'elles soient de petite ou de grande taille. Les plus petits contrats ont toutefois attiré deux nouveaux soumissionnaires puisqu'ils ne mobilisent qu'un seul technicien. Les techniciens en environnement sont actuellement très sollicités sur le marché pour les surveillances environnementales de travaux. Les ententes-cadres établies par la DEST sont exigeantes en personnel et contraignent les firmes à mobiliser leurs techniciens pour toute la saison de travaux. Les firmes atteignent leur capacité maximale à fournir des techniciens

en environnement sur les chantiers. Ainsi, les soumissionnaires intéressés par ces ententes-cadres sont moins nombreux, le marché devient saturé et les taux horaires continuent d'augmenter depuis 2017. Une hausse des prix significative a été utilisée dans les estimations internes basés sur les derniers appels d'offres, lesquels ont montré une augmentation médiane des taux horaires de 32% entre 2014 et 2017-2018.

Le contrat #2 montre l'écart le plus important avec l'estimation interne (19,4 %) et ce, même après une négociation du montant du contrat avec le soumissionnaire. A noter que la négociation du prix de ce contrat a mené à une réduction de 84 334,17 $ par rapport au prix initial soumis.

Les contrats #1, #6 et #7 présentent des écarts de prix acceptables par rapport aux estimations internes et sont recommandés par la DEST en vue de leur octroi. De plus, compte tenu de la négociation de prix du contrat #2 et de l'état actuel du marché pour ces services, la DEST recommande également l'octroi du contrat #2.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* (Loi 1) conformément au décret no 795-2014 adopté le 24 septembre 2014. Les adjudicataires recommandés sont inscrits au registre des entreprises autorisées à conclure des contrats publics de l'Autorité des marchés publics. L'attestation de la firme FNX -INNOV inc. est en vigueur depuis le 8 novembre 2018, celle du Groupe ABS inc. depuis le 3 octobre 2014, celle de Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. depuis le 5 février 2018 et le renouvellement de GBI Experts-Conseils inc. est en vigueur depuis le 27 mai 2019. Ces documents sont joints au dossier.

Les adjudicataires recommandées ne sont pas inscrits au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et sont conformes en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et la résolution CG11 0082, deux contrats seront soumis à ladite commission pour étude :

Contrat 1 à FNX-INNOV inc.: Contrat de services professionnels d’une valeur de plus de 1 M$ et l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent. En effet, les deux contrats précédents ont été adjugés à la firme Les Consultants S.M. inc, laquelle a été acquise par FNX-INNOV inc. en décembre 2018. De plus, l’écart de prix est de plus de 20 % entre l’adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l’utilisation d’une grille d’évaluation.

Contrat 2 à Groupe ABS inc.: Contrat de services professionnels d’une valeur de plus de 1 M$ et l'adjudicataire est le seul soumissionnaire conforme pour ce contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Chaque entente-cadre attribuée permettra de couvrir les mandats de surveillance environnementale de plusieurs projets. Ces mandats seront confiés à l'aide de bons de commande dont les crédits proviendront des budgets déjà affectés aux différents projets identifiés par chacun des requérants (services centraux et/ ou arrondissements).
Ces ententes pourraient donc se traduire par des dépenses d'agglomération dans le cadre de travaux réalisés sur le réseau cyclable pan montréalais ou de travaux réalisés sur les conduites principales d'égout et d'aqueduc.

La Division de l'expertise et du soutien technique s'assurera de la disponibilité des crédits et du suivi des enveloppes.

Chacun des mandats confiés aux différentes firmes devra faire l'objet d'une autorisation de dépense, à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'ententes-cadres. Les crédits sont prévus au budget PTI ou au budget de fonctionnement.

La dépense maximale d'honoraires professionnels de 3 536 233,99 $ taxes incluses, pour les quatre (4) ententes-cadres, représente un coût total maximal de 3 229 052,98 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces services professionnels en environnement permettront de contribuer au développement durable en vérifiant que les pratiques légales relatives aux sols d'excavation sont suivies dans le cadre des différents projets d'infrastructures de la Ville. Ainsi, la surveillance environnementale permettra de contrôler la gestion des sols contaminés et des matériaux excavés et de vérifier leur gestion en conformité avec les lois, politiques et règlements en vigueur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans l'éventualité où un refus d'octroyer les contrats est obtenu, la DEST ne sera plus en mesure d'assumer sa mission qui est d'offrir des services de surveillance environnementale des travaux d'excavation auprès de ses requérants. Par ailleurs, elle pourrait ne pas pouvoir respecter la future réglementation imposant un suivi informatisé des transports de sols contaminés que le futur règlement du *Ministère de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques* imposera.
D'autre part, dans l'éventualité où un retard est observé dans l'octroi des contrats, la DEST devra, pour des mandats inférieurs à 101 100$ (taxes incluses), procéder via des mandats gré-à-gré, ce qui nécessite un traitement administratif supplémentaire et des retards dans les échéanciers des travaux.

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 31 décembre 2019, soit la date de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Commission permanente sur l'examen des contrats : 4 septembre 2019
Début des services des ententes-cadres : octobre 2019
Fin des services des ententes-cadres : septembre 2022 ou à l'épuisement des enveloppes budgétaires prévues aux contrats, selon la première des deux (2) éventualités.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Robert NORMANDEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Laure BASSIGNOT
Conseillère aménagement

Tél : 514 872-3799
Télécop. : 514 872-1669

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-15

Sylvain ROY
C/d Expertise et soutien technique

Tél : 514 872-3921
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2019-08-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2019-08-19

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 8 novembre 2018

11017870 CANADA INC.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS GAUDREAU
2425, BOUL PITFIELD
SAINT-LAURENT (QC) H4S 1W8

N° de décision : 2018-CPSM-1060483
N° de client : 3001642376

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). 11017870 CANADA INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **7 novembre 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Sania Richard

Directrice des contrats publics par intérim

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 26 novembre 2018

FNX-INNOV INC.
2425, BOUL PITFIELD
SAINT-LAURENT (QC) H4S 1W8

N° de client : 3001642376
N° de référence : 1831973192

Objet : Changement de nom de 11017870 CANADA INC. à FNX-INNOV INC.

Monsieur François Gaudreau,

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a été informée du changement de nom de l'entreprise 11017870 CANADA INC. au Registraire des entreprises du Québec.

Ainsi, le nouveau nom de l'entreprise est dorénavant FNX-INNOV INC. Nous comprenons que le numéro de NEQ « 1174002437 » demeure inchangé et qu'aucun autre changement, hormis le nom de l'entreprise, n'a été apporté à l'entreprise 11017870 CANADA INC. autorisée le 1ER MAI 2013.

Ce faisant, nous vous confirmons par la présente que le nom de l'entreprise a été modifié au Registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Pour toute question, vous pouvez communiquer avec Amélie Bergevin au 1 877 525-0337, poste 4852.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur Gaudreau, nos salutations distinguées.

Direction des contrats publics

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22E étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

ANNEXE 7.00 G - AUTORISATION DE CONTRACTER DE L'AMP

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

Autorité des marchés publics
Québec

Le 27 mai 2019

GBI EXPERTS-CONSEILS INC.
A/S MONSIEUR SERGE BEAUDOIN
255, BOUL CRÉMAZIE E
9È ÉTAGE
MONTRÉAL (QC) H2M 1L5

N° de décision :2019-DAMP-0362
N° de client : 2700007729

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public amendé

Monsieur,

La présente décision annule et remplace la décision numéro 2018-cpsm-1028448 rendue le 24 juillet 2018. L'Autorité des marchés publics (l' « **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous BEAUDOIN HURENS, CONSULTANTS ENVIROCONSEIL, ÉCLIPSO DESIGN-CONSTRUCTION et GBI, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). GBI EXPERTS-CONSEILS INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide jusqu'au **23 mai 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Chantal Hamel
Directrice de l'admissibilité aux marchés publics

c.c. : Me Ricardo Hrtschan

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 3 octobre 2014

GROUPE ABS INC.
A/S MONSIEUR DOMINIC STE-MARIE
17, DE L'INDUSTRIE
SAINT-RÉMI (QC) J0L 2L0

N° de décision : 2014-CPSM-1051557
N° de client : 3000144512

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous LABORATOIRE A.B.S., LABORATOIRE ABS et SOLUTIONS OCRE, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). GROUPE ABS INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **2 octobre 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Dernière mise à jour : **lundi, 25 juin 2018 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : GROUPE ABS INC.
Adresse du siège social : 17, DE L'INDUSTRIE, , SAINT-RÉMI, QC, J0L 2L0, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 3000144512
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1165977969

Autres noms d'affaires

- BÉTON OPTIMAL
- GROUPE ABS
- LABORATOIRE A.B.S.
- LABORATOIRE ABS
- OPTIMAL CONCRETE
- SOLUTIONS OCRE

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **jeudi, 15 août 2019 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : GROUPE ABS INC.
Adresse du siège social : 17, DE L'INDUSTRIE, , SAINT-RÉMI, QC, J0L 2L0, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 3000144512
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1165977969

Autres noms d'affaires

- BÉTON OPTIMAL
- GROUPE ABS
- GROUPE ABS / STRATUM CPT / GÉOWAVE
- LABORATOIRE A.B.S.
- LABORATOIRE ABS
- OPTIMAL CONCRETE
- SOLUTIONS OCRE

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 5 février 2018

HUDON DESBIENS ST-GERMAIN ENVIRONNEMENT INC.
A/S MONSIEUR JEAN-FRANÇOIS RAOULT
640, RUE SAINT-PAUL O, BUR. 100
MONTRÉAL (QC) H3C 1L9

N° de décision : 2018-CPSM-1007773
N° de client : 3001407335

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous HDS ENVIRONMENT et HDS ENVIRONNEMENT, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). HUDON DESBIENS ST-GERMAIN ENVIRONNEMENT INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **4 février 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 19-17692
Numéro de référence : 1274700
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre de projets d'infrastructures

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Les Services EXP Inc 8487, Avenue Albert-Louis-Van-Houtte Montréal, QC, H1Z 4J2	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1603562)** 2019-06-04 13 h 59 **Transmission :** 2019-06-04 13 h 59	3142655 - Addenda 1 2019-06-12 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
SNC-Lavalin GEM Québec inc.- Projet 125046 455, boul. René-Lévesque Ouest Montréal, QC, H2Z 1Z3 http://www.snclavalin.com/fr/environment-geosciences	Monsieur Mohamed El Salahi Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1604015)** 2019-06-05 10 h 01 **Transmission :** 2019-06-05 10 h 01	3142655 - Addenda 1 2019-06-12 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Solmatech Inc. 97 rue de la Couronne Repentigny, QC, J5Z 0B3	Madame Catherine Fortin Téléphone : 450 585-8592 Télécopieur : 450 585-5500	**Commande : (1603632)** 2019-06-04 14 h 43 **Transmission :** 2019-06-04 14 h 43	3142655 - Addenda 1 2019-06-12 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Tetra Tech QI Inc. 7400, boulevard des Galeries-d'Anjou bureau 500 Montréal, QC, H1M 3M2	Madame Caroline Champagne Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	**Commande : (1603258)** 2019-06-04 9 h 18 **Transmission :** 2019-06-04 9 h 18	3142655 - Addenda 1 2019-06-12 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Wood Solutions en Environnement & Infrastructure 1425, Transcanadienne, bureau 400 Dorval, QC, H9P2W9 http://www.woodplc.com	Monsieur Stéphan Bergeron Téléphone : 514 684-5555 Télécopieur : 514 684-1309	**Commande : (1603715)** 2019-06-04 15 h 47 **Transmission :** 2019-06-04 15 h 47	3142655 - Addenda 1 2019-06-12 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec)	Madame Martine Gagnon	**Commande : (1603912)** 2019-06-05 9 h	

1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com	Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Transmission :** 2019-06-05 9 h	3142655 - Addenda 1 2019-06-12 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
8418748 Canada Inc. 8550 Cote de Liesse Montréal, QC, H4T 1H2	Madame Guylaine Parent Téléphone : 514 284-6085 Télécopieur : 514 284-5229	**Commande : (1604438)** 2019-06-06 6 h 33 **Transmission :** 2019-06-06 6 h 33	3142655 - Addenda 1 2019-06-12 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
AECOM Consultants Inc. 1 85 Rue Sainte-Catherine Ouest Montréal, QC, H2X 3P4 http://www.aecom.com	Madame Louise Michaud Téléphone : 514 798-7845 Télécopieur : 514 287-8600	**Commande : (1605215)** 2019-06-07 11 h 18 **Transmission :** 2019-06-07 11 h 18	3142655 - Addenda 1 2019-06-12 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Avizo experts-conseils inc. (bureau des offres) 1595, rue Bégin Montréal, QC, h4r1w9 http://www.avizo.ca	Madame Dorothée Massé Téléphone : 819 346-4342 Télécopieur :	**Commande : (1604373)** 2019-06-05 16 h 15 **Transmission :** 2019-06-05 16 h 15	3142655 - Addenda 1 2019-06-12 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
DEC INC 149B, rue Principale Saint-Sauveur, QC, J0R 1R6 http://www.decenviro.com	Monsieur Guillaume Dumais Téléphone : 450 222-76177 Télécopieur : 450 227-5377	**Commande : (1604410)** 2019-06-05 17 h 51 **Transmission :** 2019-06-05 17 h 51	3142655 - Addenda 1 2019-06-12 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Englobe 1001, rue Sherbrooke Est, burau 600 Montréal, QC, H2L 1L3 http://www.englobecorp.com	Madame Isabelle Langlois Téléphone : 514 281-5173 Télécopieur : 450 668-5532	**Commande : (1605243)** 2019-06-07 11 h 48 **Transmission :** 2019-06-07 11 h 48	3142655 - Addenda 1 2019-06-12 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
FNX-INNOV inc. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1603730)** 2019-06-04 16 h 03 **Transmission :** 2019-06-04 16 h 03	3142655 - Addenda 1 2019-06-12 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GBi 13200, boul. Métropolitain Est Montréal, QC, H1A5K8 http://www.gbi.ca	Madame Karine Thibault Téléphone : 514 384-4220 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (1604657)** 2019-06-06 10 h 51 **Transmission :** 2019-06-06 10 h 51	3142655 - Addenda 1 2019-06-12 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Géninovation 1560 rue louvain O., suite 200 Montréal, QC, H4N3B3 http://www.geninovation.com	Monsieur Jean francois Séguin Téléphone : 438 794-4749 Télécopieur : 514 381-9502	**Commande : (1607965)** 2019-06-14 11 h 56 **Transmission :** 2019-06-14 11 h 56	3142655 - Addenda 1 2019-06-14 11 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe ABS 7950, rue Vauban Montréal, QC, h1J 2X5	Monsieur Jean Elie Joseph Téléphone : 450 435-9900 Télécopieur : 450 435-5548	**Commande : (1603485)** 2019-06-04 12 h 54 **Transmission :** 2019-06-04 12 h 54	3142655 - Addenda 1 2019-06-12 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe SCP Environnement inc. 4567 rue Beaubien est bureau #1 Montréal, QC, H1T 1T5	Monsieur Daniel Perreault Téléphone : 514 722-1451 Télécopieur :	**Commande : (1604153)** 2019-06-05 11 h 57 **Transmission :** 2019-06-05 11 h 57	3142655 - Addenda 1 2019-06-12 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. 640 St-Paul Ouest Bureau 100 Montréal, QC, H3C 1L9 http://www.hdsenv.com	Monsieur Jean-Paul Ballot Téléphone : 514 398-0553 Télécopieur : 514 398-0554	**Commande : (1604473)** 2019-06-06 8 h 04 **Transmission :** 2019-06-06 8 h 04	3142655 - Addenda 1 2019-06-12 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1197231029

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les quatre (4) firmes suivantes : FNX-INNOV inc. (1 093 373,16 $), Groupe ABS inc. (1 303 391,09 $), GBI Experts-conseils inc. (546 141,25 $) et Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. (593 328,49 $) pour réaliser la surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre de projets d'infrastructures / Appel d'offres public no 19-17692 (4 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17692_DetCah.pdf
19-17692 pv.pdf
grille comité 19-17692- contrat 1.pdf
grille comité 19-17692- contrat 2 rev.pdf
grille comité 19-17692- Contrat 6.pdf
grille comité 19-17692- Contrat 7.pdf
19-17692_Intervention lot 1.pdf
19-17692_Intervention lot 2.pdf
19-17692_Intervention lot 6.pdf
19-17692_Intervention lot 7.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Robert NORMANDEAU
Agent(e) d approvisionnement niveau 2
Tél : 514-868-3709

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-16

Lina PICHÉ
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-8685740
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17692 — No du GDD : 1197231029

Titre de l'appel d'offres : SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE DE LA GESTION DES DÉBLAIS DANS L'EMPRISE DES CHAUSSÉES DANS LE CADRE DE PROJETS D'INFRASTRUCTURES - Lot 1

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :	3 - 6 - 2019	Nombre d'addenda émis durant la période :	1
Ouverture originalement prévue le :	4 - 7 - 2019	Date du dernier addenda émis :	12 - 6 - 2019
Ouverture faite le :	4 - 7 - 2019	Délai total accordé aux soumissionnaires :	30 jrs
Date du comité de sélection :	15 - 7 - 2019		

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :	17	Nbre de soumissions reçues :	2	% de réponses :	11,76
		Nbre de soumissions rejetées :	0	% de rejets :	0

Durée de la validité initiale de la soumission :	180 jrs	Date d'échéance initiale :	31 - 12 - 2019
Prolongation de la validité de la soumission de :	0 jrs	Date d'échéance révisée :	31 - 12 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
FNX-INNOV inc.	1 093 373,16	√	lot 1
Groupe ABS	1 387 725,26		

Information additionnelle

Les firmes qui se sont procuré le cahier des charges et n'ont pas soumissionné ont évoqué les motifs suivants:

- 1 firme pour manque de temps pour préparer la soumission,
- 4 firmes pour les exigences du devis non rencontrées
- 2 firmes pour manque de capacité
- d'autres n'ont pas répondu

Préparé par : Cherifa Hellal — Le 17 - 7 - 2019

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17692

No du GDD : 1197231029

Titre de l'appel d'offres : SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE DE LA GESTION DES DÉBLAIS DANS L'EMPRISE DES CHAUSSÉES DANS LE CADRE DE PROJETS D'INFRASTRUCTURES - Lot 2

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 6 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 4 - 7 - 2019

Ouverture faite le : 4 - 7 - 2019

Date du comité de sélection : 15 - 7 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 12 - 6 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 17

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 11,765

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
FNX-INNOV inc.	Recommandée comme adjudicataire pour le contrat 1

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 31 - 12 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 31 - 12 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Groupe ABS	1 303 391,09	√	lot 2

Information additionnelle

Les firmes qui se sont procuré le cahier des charges et n'ont pas soumissionné ont évoqué les motifs suivants:

- 1 firme pour manque de temps pour préparer la soumission,
- 4 firmes pour les exigences du devis non rencontrées
- 2 firmes pour manque de capacité
- d'autres n'ont pas répondu

Préparé par : Cherifa Hellal

Le 17 - 7 - 2019

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17692 — No du GDD : 1197231029

Titre de l'appel d'offres : SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE DE LA GESTION DES DÉBLAIS DANS L'EMPRISE DES CHAUSSÉES DANS LE CADRE DE PROJETS D'INFRASTRUCTURES - Lot 6

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 6 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 4 - 7 - 2019

Ouverture faite le : 4 - 7 - 2019

Date du comité de sélection : 15 - 7 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 12 - 6 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 17

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 23,53

Nbre de soumissions rejetées : 3

% de rejets : 75

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Hudon Desbiens St-Germain	Note intérimaire insuffisante
FNX-INNOV inc.	Recommandée comme adjudicataire pour le contrat 1
Groupe ABS	Recommandée comme adjudicataire pour le contrat 2

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 31 - 12 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 31 - 12 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
GBi Experts-Conseil Inc.	546 141,25	√	6

Information additionnelle

Les firmes qui se sont procuré le cahier des charges et n'ont pas soumissionné ont évoqué les motifs suivants:

- 1 firme pour manque de temps pour préparer la soumission,
- 4 firmes pour les exigences du devis non rencontrées
- 2 firmes pour manque de capacité
- d'autres n'ont pas répondu

Préparé par : Cherifa Hellal Le 17 - 7 - 2019

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17692

No du GDD : 1197231029

Titre de l'appel d'offres : SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE DE LA GESTION DES DÉBLAIS DANS L'EMPRISE DES CHAUSSÉES DANS LE CADRE DE PROJETS D'INFRASTRUCTURES - Lot 7

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 6 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 4 - 7 - 2019

Ouverture faite le : 4 - 7 - 2019

Date du comité de sélection : 15 - 7 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 12 - 6 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 17

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 23,53

Nbre de soumissions rejetées : 3

% de rejets : 75

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
FNX-INNOV inc.	Recommandé comme adjudicataire pour le contrat 1
Groupe ABS	Recommandé comme adjudicataire pour le contrat 2
GBi Experts-Conseil Inc.	Recommandé comme adjudicataire pour le contrat 6

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 31 - 12 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 31 - 12 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc.	593 328,49	√	7

Information additionnelle

Les firmes qui se sont procuré le cahier des charges et n'ont pas soumissionné ont évoqué les motifs suivants:

- 1 firme pour manque de temps pour préparer la soumission,
- 4 firmes pour les exigences du devis non rencontrées
- 2 firmes pour manque de capacité

Préparé par : Cherifa Hellal Le 9 - 8 - 2019

19-17692 - Sevices professionnels de surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre des projets d'infrastructures (CONTRAT 1)

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
FNX-INNOV inc.	3,88	5,50	8,75	12,63	25,25	20,75	76,8	1 093 373,16 $	1,16	1
Groupe ABS	4,50	7,75	13,25	13,25	26,50	20,75	86,0	1 387 725,26 $	0,98	2
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Cherifa Hellal**									

Comité	
Date	Lundi 15 juillet 2019
Heure	10h00
Lieu	255 Crémazie Est, 4e étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

19-17692 - Services professionnels de surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre des projets d'infrastructures (CONTRAT 2)

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
FNX-INNOV inc.	3,88	5,50	8,75	12,63	25,25	20,75	76,8		-	Contrat 1
Groupe ABS	4,50	7,75	13,25	13,25	26,50	20,75	86,0	1 303 391,09 $	1,04	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Cherifa Hellal

Comité	
Date	Lundi 15 juillet 2019
Heure	10h00
Lieu	255 Crémazie Est, 4e étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

19-17692 - Services professionnels de surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre des projets d'infrastructures (CONTRAT 6)

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
GBi Experts-Conseil Inc.	4,13	7,00	10,50	8,88	22,00	19,50	72,0	546 141,25 $	2,23	1
Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc.	3,38	5,75	8,25	11,38	20,25	19,38	68,4			Non conforme
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Cherifa Hellal**									

Comité	
Date	Lundi 15 juillet 2019
Heure	10h00
Lieu	255 Crémazie Est, 4e étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

19-17692 - Services professionnels de surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre des projets d'infrastructures (CONTRAT 7)

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
GBi Experts-Conseil Inc.	4,13	7,00	10,50	8,88	22,00	19,50	72,0		-	Contrat 6
Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc.	3,38	5,75	8,25	11,38	21,25	20,00	70,0	593 328,49 $	2,02	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Cherifa Hellal**									

Comité	
Date	Lundi 15 juillet 2019
Heure	10h00
Lieu	255 Crémazie Est, 4e étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.29

2019/09/19 17:00

(2)

Dossier # : 1197231029

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les quatre (4) firmes suivantes : FNX-INNOV inc. (1 093 373,16 $), Groupe ABS inc. (1 303 391,09 $), GBI Experts-conseils inc. (546 141,25 $) et Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. (593 328,49 $) pour réaliser la surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre de projets d'infrastructures / Appel d'offres public no 19-17692 (4 soumissionnaires).

Rapport - mandat SMCE197231029.pdf

Dossier # :1197231029

Montréal

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidents

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

Le 19 septembre 2019

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE197231029

Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les quatre (4) firmes suivantes : FNX-INNOV inc. (1 093 373,16 $), Groupe ABS inc. (1 303 391,09 $), GBI Experts-conseils inc. (546 141,25 $) et Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. (593 328,49 $) pour réaliser la surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre de projets d'infrastructures / Appel d'offres public no 19-17692 (4 soumissionnaires).

(ORIGINAL SIGNÉ)	*(ORIGINAL SIGNÉ)*
Karine Boivin Roy Présidente	Linda Lajeunesse Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE197231029

Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les quatre (4) firmes suivantes : FNX-INNOV inc. (1 093 373,16 $), Groupe ABS inc. (1 303 391,09 $), GBI Experts-conseils inc. (546 141,25 $) et Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. (593 328,49 $) pour réaliser la surveillance environnementale de la gestion des déblais dans l'emprise des chaussées dans le cadre de projets d'infrastructures / Appel d'offres public no 19-17692 (4 soumissionnaires).

À sa séance du 28 août 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce contrat répondait au critère suivant :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel :*
    - *l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (Contrat 1);*
- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel :*
    - *l'adjudicataire est le seul soumissionnaire conforme (Contrat 2).*

Le 4 septembre 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des infrastructures du réseau routier ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres ont pu apprécier les explications relatives au processus d'appel d'offres mené et à l'analyse des soumissions reçues réalisés conformément aux politiques, lois, règlements et encadrements administratifs en vigueur.

Le Service a bien expliqué que la sollicitation importante du marché, actuellement haussier, en raison du grand nombre de projets simultanés, dont plusieurs projets d'envergure en cours sur le territoire de la Ville (REM, Turcot, etc.) et des nouveaux besoins en réponse à la corruption dans le marché des sols contaminés), explique l'augmentation relative des coûts. Cette situation ayant pour résultat de faire augmenter le nombre de techniciens en environnement requis puisqu'une disponibilité saisonnière importante des services est requise sur les chantiers. De plus, puisque la prochaine réglementation sera plus restrictive, une surveillance accrue sera nécessaire.

Bien que peu de soumissionnaires aient déposé une soumission, comme lors du dernier appel d'offre similaire, il demeure que quatre soumissionnaires ont obtenu la note de passage. De plus, deux nouvelles stratégies ont été déployées dans le cadre de cet appel d'offres, dont une visant à diminuer les exigences en ce qui concerne le personnel technique et une autre visant à octroyer des contrats de moindre envergure. Cette dernière stratégie a permis à deux nouveaux adjudicataires d'obtenir un premier contrat. Ainsi, au final, les commissaires comprennent que l'octroi des quatre contrats permettra la réalisation d'un nombre de mandats simultanés, répondant ainsi de manière suffisante aux besoins pour l'année 2020.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel :*
    - *l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (Contrat 1);*
- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel :*
    - *l'adjudicataire est le seul soumissionnaire conforme (Contrat 2).*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;

Considérant les questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE197231029 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.30

2019/09/19
17:00

(2)

Dossier # : 1195308002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Excavations Vidolo Limitée au montant de 9 284 453 $ taxes incluses, pour la fourniture et le transport de matières par conteneur pour cinq (5) écocentres, soit Acadie, Côte-des-Neiges, Petite-Patrie, Rivière-des-Prairies et Saint-Michel, pour une période de 35 mois - Appel d'offres public 19-17687 (2 soumissionnaires). Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 1 321 182 $ en 2020, de 1 403 385 $ pour 2021, de 1 481 183 $ en 2022. Ajustement total de 4 205 750 $.

Il est recommandé :
1. d'accorder à Excavations Vidolo Ltée, plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour une période de 35 mois, pour la fourniture et le transport, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 9 284 453$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17687 et au tableau de prix reçus;

Lot	Écocentre	Nom du soumissionnaire	Total taxes incluses
Lot 2	Écocentre Acadie	Excavations Vidolo Ltée	702 743 $
Lot 3	Écocentre Côte-des-Neiges	Excavations Vidolo Ltée	1 213 205 $
Lot 4	Écocentre La Petite-Patrie	Excavations Vidolo Ltée	2 067 268 $
Lot 5	Écocentre Rivière-des-Prairies	Excavations Vidolo Ltée	1 983 350 $
Lot 6	Écocentre Saint-Michel	Excavations Vidolo Ltée	3 317 888 $
Total 5 contrats (incluant indexation et ajustement de carburant)			**9 284 453 $**

2. d'autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 1 321 182 $ en 2020, de 1 403 385 $ pour 2021, de 1 481 183$ en 2022. Ajustement total de 4 205 750 $;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2019-08-23 17:11

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1195308002**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Excavations Vidolo Limitée au montant de 9 284 453 $ taxes incluses, pour la fourniture et le transport de matières par conteneur pour cinq (5) écocentres, soit Acadie, Côte-des-Neiges, Petite-Patrie, Rivière-des-Prairies et Saint-Michel, pour une période de 35 mois - Appel d'offres public 19-17687 (2 soumissionnaires). Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 1 321 182 $ en 2020, de 1 403 385 $ pour 2021, de 1 481 183 $ en 2022. Ajustement total de 4 205 750 $.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 16 et du paragraphe 6 de l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RRLQ, chapitre E- 20. 001 - **Loi 75**), la valorisation des matières résiduelles est une compétence d'agglomération. En vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la Ville a la compétence en matière d'enlèvement, de transport et de dépôt des matières résiduelles. Ainsi, la Direction de la gestion des matières résiduelles du Service de l'environnement est responsable de planifier les contrats de collecte, de transport et de valorisation des matières résiduelles auprès des citoyens dans les arrondissements de Montréal.
Grâce au réseau d'écocentres ouverts à tous les citoyens de l'agglomération de Montréal, la Ville rencontre les orientations du Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles 2015-2020 (PMGMR), ainsi que les engagements dans le cadre du C40 Cities avec pour objectif d'atteindre un taux de détournement de l'enfouissement de 70 % d'ici 2030. Toutes les matières déposées dans les écocentres sont ensuite transportées vers de sites de recyclage, de valorisation ou d'enfouissement.

Le 11 janvier dernier, le Sous-secrétariat aux marchés publics a ajouté l'entreprise Mélimax Transport inc. au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA). Conséquemment, elle a dû mettre fin à ses liens contractuels avec la Ville de Montréal 60 jours plus tard, soit le 13 mars 2019. Les contrats adjugés à Mélimax pour la fourniture et le transport de conteneurs aux écocentres à LaSalle et à Saint-Laurent ont donc été résiliés. La Ville a sollicité le marché à deux reprises depuis janvier, afin d'octroyer de nouveaux contrats pour le transport

par conteneurs dans ces deux écocentres, mais aucune soumission n'a été reçue. Ces écocentres ont d'ailleurs dû être fermés temporairement du 19 avril au 5 juin 2019 (Saint-Laurent) et du 3 mai au 19 juin (LaSalle). La Ville a été en mesure de les rouvrir en mettant en place un nouveau mode opératoire de transport sans conteneur.

Les démarches réalisées par la Ville ces derniers mois ont démontré l'absence d'entreprises possédant actuellement les équipements ou le personnel suffisant, ou les deux pour offrir le niveau de service requis aux écocentres à LaSalle et à Saint-Laurent (en conteneurs), ainsi que les limites du marché pour les autres écocentres. Ce constat est partagé par Recyc-Québec.

C'est dans ce contexte que l'appel d'offres public 19-17687 pour le ou les contrats de transport de matières par conteneur dans six (6) écocentres a été lancé le 15 mai 2019. L'écocentre à LaSalle n'a pas été inclus dans cet appel d'offres, le marché ayant déjà été sollicité à de nombreuses reprises et n'ayant pas répondu en raison des volumes considérables à transporter. Les quantités étant légèrement moins élevées à l'écocentre à Saint-Laurent, il a été décidé de maintenir cet écocentre dans ledit appel d'offres.

Les soumissionnaires ont eu 26 jours pour préparer leur dossier. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 11 juin 2019. La soumission est valide pendant les 120 jours calendriers suivant la date de l'ouverture des soumissions. L'appel d'offres a été publié le 15 mai dans le journal Le Devoir et dans le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO).

Voici en résumé le résultat de l'appel d'offres :

Saint-Laurent (lot #1)	**Acadie (lot #2)**	**Côte-des-Neiges (lot #3)**	**La Petite-Patrie (lot #4)**	**Rivière-des-Prairies (lot #5)**	**Saint-Michel (lot #6)**
aucun soumissionnaire	un seul soumissionnaire	un seul soumissionnaire	un seul soumissionnaire	deux (2) soumissionnaires	un seul soumissionnaire

Aucune soumission n'a été fournie pour le lot nº 1 (écocentre Saint-Laurent) et deux soumissions pour le lot nº 5 (écocentre Rivières-des-Prairies).

Le Service de l'approvisionnement a organisé une rencontre le 15 juillet 2019 avec Monsieur Viviani, vice-président d'Excavations Vidolo ltée, seul soumissionnaire pour 4 lots (écocentres Acadie, Côte-des-Neiges, Petite-Patrie et Saint-Michel), le conviant à réviser ses prix. Une nouvelle soumission a été reçue le 19 juillet avec une diminution globale de 51 616 $ taxes incluses (soit -0,55 %) du premier prix soumis.

L'octroi des contrats de transport, sans conteneur (nouveau mode opérationnel), pour les écocentres à Saint-Laurent (lot nº 1) et à LaSalle (qui ne faisait pas partie de cet appel d'offres) fera l'objet d'un autre dossier décisionnel.

La hausse des prix reçus doit être remise dans le contexte actuel du marché. Les facteurs principaux pouvant expliquer cette hausse sont :

- La difficulté à recruter et à retenir la main-d'œuvre;
- L'augmentation des délais d'attente longs aux centres de traitement étant donné la diminution des sites disponibles;
- Les aléas du trafic accentués par les nombreux chantiers sur le réseau de l'agglomération;
- La hausse des coûts d'assurances liés au risque et à la fragilité actuelle du marché, notamment avec l'inscription de l'entreprise Mélimax au Registre des entreprises non admissibles (RENA).

Dans cette perspective, cette hausse des coûts peut être difficilement mise en comparaison directe avec les soumissions du précédent contrat de transport.

Voici la liste des addendas :
Addenda 1 : Retrait de 2 clauses au contrat, émis le 23 mai 2019
Addenda 2 : Report de date d'ouverture et modification de la garantie d'exécution, émis le 31 mai

2019
Addenda 3 : Modification du bordereau des prix, émis le 10 juin 2019

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0334 - 19 mai 2016 : Accorder un contrat à Excavations Vidolo ltée et à Mélimax Transport inc. pour la fourniture et le transport de matières par conteneur pour les écocentres, pour une période de 36 et 42 mois, avec une option de deux prolongations d'une année chacune - Dépense totale de 9 413 900 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15121 (5 soumissionnaires).
CG13 0333 - 29 août 2013 : Accorder à Excavations Vidolo ltée, RCI Environnement inc., WM Québec inc. et Gestion Environnementale Éconord inc. divers contrats pour la fourniture de transport de matières par conteneur pour les écocentres, pour une période de 36 mois, avec une option de deux prolongations d'une année chacune - Dépense totale de 11 280 846 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12892 (4 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Les écocentres ont pour objectif de maximiser le détournement des résidus de CRD (construction rénovation, démolition) de l'enfouissement. Pour cela, ils sont conçus pour permettre la séparation par catégorie de matières reçues à la source. Les matières sont ainsi déposées dans des conteneurs. Les soumissionnaires doivent inscrire un prix unitaire pour chaque transport effectué entre les écocentres et les différents lieux de traitement des matières. Les coûts sont établis en fonction de la fourniture de conteneurs et du nombre de transports et de déplacements effectués à l'intérieur des sites des écocentres. En 2018, plus de 17 368 transports de conteneurs et 3 050 déplacements ont permis le bon déroulement des opérations dans les écocentres.
Le contrat présenté dans ce sommaire est d'une durée de 35 mois avec possibilité de deux années d'option de prolongation. Il pourra commencer à partir du 1er décembre 2019, ou selon l'écoulement des crédits du contrat actuellement en vigueur (fin du contrat en cours prévue le 30 novembre 2019) pour se terminer le 31 octobre 2022.

Le contrat pourra donc débuter après la fin du contrat actuellement en vigueur (fin du contrat prévue le 30 novembre 2019), à partir du 1er décembre 2019 pour se terminer le 31 octobre 2022, soit une durée de 35 mois.
Grâce à ce contrat, les matières (principalement des résidus de CRD) seront acheminées vers les centres de valorisation et de traitement.

Trois addendas ont été publiés et les détails sont inscrits dans l'intervention du Service de l'approvisionnement :

1- Retrait de 2 clauses au contrat :

> A) l'ajustement des prix du carburant à la hausse ou à la baisse lorsque la variation est d'au moins 1 % (cette clause fut retirée des documents d'EDILEX car retrouvée au devis);
> B) préavis de 2 jours en cas d'incapacité de fournir le service (cette clause fut retirée des documents d'EDILEX car retrouvée au devis);

2- Report de date d'ouverture au 11 juin et modification de la garantie d'exécution de 20 % à 10 %. Décision conjointe du Service de l'approvisionnement et du Service de l'environnement à la suite de la demande d'un soumissionnaire potentiel; ce dernier mentionnant qu'il ne pourrait pas supporter financièrement le montant de garantie d'exécution de 20 %;

3- Modification du bordereau des prix - fichier Excel (erreur de cellule protégée pour le lot nº 6).

L'estimation préparée par les professionnels (pour ces 5 lots) était de 5 140 679 $ taxes incluses. Cette estimation a été réalisée en considérant une hausse de tarif unitaire de 5 % du prix de 2018 ainsi qu'une progression annuelle de 3 % du nombre de transports selon les indicateurs statistiques des dernières années d'opération des écocentres. Or, il semble que le marché du transport par conteneurs change progressivement ses façons d'établir ses prix, en fixant des taux horaires plutôt que par transport. Cela a un impact considérable sur les prix puisqu'une portion du

risque associé aux aléas du transport routier, historiquement assumé par les entrepreneurs, est transférée aux donneurs d'ouvrages. À cela s'ajoutent les limites du marché de transport par conteneurs, comme mentionné dans le contexte.

Ces éléments ont été confirmés lors de la rencontre de négociation avec le président de l'entreprise Excavations Vidolo ltée qui a expliqué la hausse significative des prix soumis :

- Les délais d'attente très longs aux centres de traitement et les aléas du trafic accentués par les nombreux chantiers dans le réseau de l'agglomération;
- La difficulté à recruter et à retenir la main d'œuvre (chauffeurs);
- L'augmentation des coûts des équipements et du carburant au cours des 3 dernières années;
- La hausse des coûts des assurances liés au risque et à la fragilité actuelle du marché; notamment avec l'inscription de l'entreprise Mélimax au Registre des entreprises non admissibles (RENA), qui faisait également affaire avec Intact Assurance.

Les prix révisés ont permis de réduire les coûts de 51 616,34 $ taxes incluses.

Pour toutes ces raisons, le montant de la soumission, bien qu'elle ait été révisée par le soumissionnaire, est 81 % plus élevé que l'estimé des professionnels.

JUSTIFICATION

L'octroi de ce contrat permettra la fourniture et le transport par conteneurs de matières provenant des cinq (5) écocentres de l'agglomération vers divers lieux de valorisation et de traitement prédéterminés.
Il y a eu 7 preneurs du cahier des charges et 2 soumissions déposées.

Lors de la préparation des documents de l'A/O 19-17687, il a été estimé qu'une hausse des volumes des matières allait s'opérer dans les cinq (5) écocentres demeurés ouverts en raison de la fermeture temporaire des écocentres à LaSalle et à St-Laurent. De ce fait, les quantités au contrat en vigueur (A/O 16-15121) allaient s'écouler plus rapidement que prévu. Dans cette perspective, l'estimation de la fin du contrat 16-15121 avait été revue pour se terminer avant la date de fin prévue, soit le 30 novembre 2019.
Or, il s'est avéré que la fermeture des écocentres à LaSalle et à St-Laurent n'a pas eu d'incidence significative sur les quantités disponibles au contrat 16-15121.

Le tableau suivant fournit les résultats du processus d'appel d'offres ainsi que l'évaluation réalisée par les professionnels de la Ville.

PRIX DU CONTRAT								
Contrat octroyé au plus bas soumissionnaire conforme								
Soumissions conformes (taxes incluses)	**Acadie (lot #2)**	**Côte-des-Neiges (lot #3)**	**La Petite-Patrie (lot #4)**	**Rivière-des-Prairies (lot #5)**	**Saint-Michel (lot #6)**	**TOTAL Contrat de 3 ans**	**Options de prolongation (2 ans)**	**TOTAL incluant les années de prolongation**
Excavations Vidolo Ltée	726 664 $	1 230 824 $	2 081 272 $	1 977 079 $	3 269 303 $	**9 285 141 $**	6 190 094 $	**15 475 235 $**
EBI Montréal inc.				2 315 726 $				
Estimation des professionnels internes ($)	481 500 $	684 541 $	1 148 723 $	1 204 131 $	1 621 784 $	5 140 679 $	3 427 119 $	8 567 798 $
Coût moyen des soumissions	N/A	N/A	N/A	2 146 403 $	N/A			

conformes reçues (total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions)								
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((Coût moyen des soumissions conformes-la plus basse)/la plus basse x 100)	N/A	N/A	N/A	9%	N/A			
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute - la plus basse)	N/A	N/A	N/A	338 647 $	N/A			
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	N/A	N/A	N/A	17%	N/A			
Écart entre l'estimation des professionnels ($) et la plus basse conforme (la plus basse conforme - estimation)	245 164 $	546 283 $	932 549 $	772 948 $	1 647 519 $	4 144 463 $	2 762 975 $	6 907 438 $
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)	51%	80%	81%	64%	102%	81%	81%	81%

Ce dossier décisionnel sera soumis à un examen par la Commission permanente sur l’examen des contrats, prévu début septembre 2019, car ces contrats répondent aux critères suivants :

- Contrat de plus de 2 M$;
- Écart de plus de 20 % entre l’estimation interne effectuée pendant le processus d’appel d’offres et la soumission de l’adjudicataire;
- L’adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.

Les lots 4 et 6 sont d'un montant supérieur à 2 M$, pour un troisième contrat consécutif à ce

fournisseur, c'est pourquoi ils font l'objet d'une présentation à la commission permanente d'examens des contrats.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme requise pour le présent contrat est évaluée à 9 284 453 $ incluant les taxes et les indexations annuelles du coût de la vie et l'ajustement des prix du carburant. Ces sommes seront réparties sur une période de 4 années financières et se présentent comme suit :

Année	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**Total**
Contrat 5 écocentres	257 921 $	3 095 047 $	3 095 047 $	2 579 206 $	9 027 221 $
Indexation	- $	3 611 $	47 014 $	72 940 $	**123 565 $**
Ajustement de carburant	- $	3 869 $	50 488 $	79 311 $	**133 667 $**
Total taxes incluses	**257 921 $**	**3 102 527 $**	**3 192 549 $**	**2 731 457 $**	**9 284 453 $**

Le montant du contrat en objet (9 284 453 $) diffère du prix soumis (9 285 141 $) pour les raisons suivantes :

> Le contrat débutera le 1er décembre 2019 au lieu du 1er novembre 2019 (initialement prévu à l'appel d'offres), pour une durée totale de 35 mois.
> Rappelons que les indexations IPC et les ajustements des prix du carburant sont inclus au montant octroyé.

Le détail du calcul de l'aspect financier est fourni en pièce jointe.

Le coût approximatif annuel de ce nouveau contrat s'élève à 3 102 527 $. Ceci engendre un écart défavorable approximatif de 1 446 867 $ par an, en comparaison avec le coût annuel des anciens contrats (environ 1 655 660 $) octroyés au même fournisseur (1er déc. 2016 - 30 novembre 2019). Cet écart est dû à la hausse des prix unitaires proposés par Excavations Vidolo ltée par rapport à l'ancien contrat pour toutes les raisons déjà citées dans la partie Justification du présent sommaire. De plus, la quantité de transports a été bonifiée de 3 % par an en raison de la hausse les écocentres.

Pour l'année 2019, la dépense additionnelle de 114 073 $ sera absorbée par des économies du contrat de traitement des matières recyclables du Service de l'environnement. Pour les années subséquentes, elle sera financée par une rectification récurrente à la base budgétaire du Service de l'environnement qui se présente ci-dessous :

Budget additionnel	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**Total**
Ajustement récurrent sur la base budgétaire	**0 $**	**1 321 182 $**	**1 403 385 $**	**1 481 183 $**	**4 205 750 $**

Cette dépense sera imputée au budget de fonctionnement des opérations des écocentres de la Direction de la gestion des matières résiduelles du Service de l'environnement, à l'objet des services techniques des écocentres. Elle sera entièrement assumée par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En respect à la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles et le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles 2015-2020 (PMGMR), le transport des matières en provenance des écocentres contribue aux objectifs suivants : récupérer 80 % des matières recyclables et organiques, des RDD (résidus domestiques dangereux), des résidus de CRD (construction, rénovation, démolition) et des encombrants d'ici 2019. La Ville s'est également engagée dans le cadre du C40 Cities à atteindre un taux de détournement de l'enfouissement de 70 % d'ici 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi du contrat est requis pour le 1er décembre 2019 (5 écocentres). Advenant un retard dans l'octroi du contrat, les écocentres devront fermer leurs portes et le service aux citoyens sera affecté.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 28 août 2019
Commission permanente d'examen des contrats : autour du 4 septembre 2019
Comité exécutif : 11 septembre 2019
Conseil municipal : 16 septembre 2019
Conseil d'agglomération : 19 septembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Étienne LANGLOIS)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mélanie C BERGERON, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Caroline BOIVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christine HERBRETEAU
Agente de recherche

Tél : 514 868-3962
Télécop. : 514-872-8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-25

Carl MOISE
C/s operations - gestion des matieres residuelles

Tél : 514 872-9108
Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles
Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2019-08-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles
Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2019-08-23

Année	2019	2020	2021	2022
Contrat 5 écocentres	257 921 $	3 095 047 $	3 095 047 $	2 579 206 $
Indexation	- $	3 611 $	47 014 $	72 940 $
Ajustement de carburant	- $	3 869 $	50 488 $	79 311 $
Total taxes incluses	**257 921 $**	**3 102 527 $**	**3 192 549 $**	**2 731 457 $**

Budget additionnel	2019	2020	2021	2022
Ajustement récurrent sur la base budgétaire		1 321 182 $	1 403 385 $	1 481 183 $

Total
9 027 221 $
123 565 $
133 667 $
9 284 453 $

Total
4 205 750 $

Service de l'environnement
Coût des contrats pour la fourniture et transport de matières par conteneurs pour 5 écocentres - 2019 - 2022
GDD: 1195308002

		Contrat : Excavations Vidolo Ltée				
	Période	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**Total**
		1 Mois	**12 Mois**	**12 Mois**	**10 Mois**	**35 mois**
Lot 2	Écocentre Acadie	16 451 $	197 407 $	197 407 $	164 506 $	575 770 $
Lot 3	Écocentre Côte-des-Neiges	28 400 $	340 800 $	340 800 $	284 000 $	994 001 $
Lot 4	Écocentre La Petite-Patrie	48 393 $	580 714 $	580 714 $	483 929 $	1 693 750 $
Lot 5	Écocentre Rivière-des-Prairies	46 428 $	557 141 $	557 141 $	464 284 $	1 624 995 $
Lot 6	Écocentre Saint-Michel	77 669 $	932 025 $	932 025 $	776 688 $	2 718 406 $
	Matières recyclables - écocentres	6 987 $	83 843 $	83 843 $	69 869 $	244 542 $
	Sous-total	224 328 $	2 691 931 $	2 691 931 $	2 243 276 $	7 851 464 $
	Indexation (1)	- $	3 141 $	40 890 $	63 440 $	107 471 $
	Ajustement de carburant (2)	- $	3 365 $	43 912 $	68 981 $	116 258 $
	Total contrat, indexation et ajustement de carburant- avant taxes	**224 328 $**	**2 698 436 $**	**2 776 733 $**	**2 375 696 $**	**8 075 193 $**
	TPS 5%	11 216 $	134 922 $	138 837 $	118 785 $	403 760 $
	TVQ 9,975%	22 377 $	269 169 $	276 979 $	236 976 $	805 501 $
	Total - taxes incluses	**257 921 $**	**3 102 527 $**	**3 192 549 $**	**2 731 457 $**	**9 284 453 $**
	Total - taxe nette	235 516 $	2 833 021 $	2 915 223 $	2 494 184 $	8 477 943 $

Budget additionnel	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**Total**
Budget 2019	121 443 $	1 511 838 $	1 511 838 $		
Ajustement récurrent sur la base budgét	**114 073 $**	**1 321 182 $**	**1 403 385 $**	**1 481 183 $**	**4 319 823 $**

1) Le coût annuel des transports sera ajusté à 70 % en fonction de l'indice des prix à la consommation (IPC) estimée à 2%
2) Les coût annuel des transport sera ajusté à **30%** en fonction de la flutuaction du prix de carburant.
La variation du prix de carburant est estimé à 5 % par année.
3) Le prix sera ferme jusqu'au 30 novembre 2020.

Transports de matières par conteneurs:1001.0010000.103160.04383.54503.014405.0.0.0.0.0
Transports de matières recyclables par conteneurs: 1001.0010000.103160.04323.54503.014405.0.0.0.0.0

Contrat : Excavation vidolo

Lot 2: Écocentre Acadie

1200, boulevard Henri-Bourassa Ouest H3M 3G1

Nom du lieu	Nombre d'unités pour 3 ans	Prix unitaire	Sous-total
	(A)	(B)	(A X B)
Complexe environnemental Saint-Michel (CESM)	81	167.00 $	13 527.00 $
Centre de tri de Montréal - TIRU	201	198.00 $	39 798.00 $
Multi-Recyclage S.D. Inc	1 213	188.00 $	228 044.00 $
Koncas Recyclage	791	198.00 $	156 618.00 $
RCI Environnement,(Laval)	483	188.00 $	90 804.00 $
Groupe Bauval Inc	217	180.00 $	39 060.00 $
Conteneur de 20 verges cubes chargé et transporté au Complexe environnemental Saint-Michel (CESM)	36	188.00 $	6 768.00 $
Déplacements	1 148	50.00 $	57 400.00 $
	4 170	**TOTAL**	632 019.00 $

Lot 3: Écocentre Côte-des-Neiges

6925, chemin de la Côte-des-Neiges H3S 2B6

Nom du lieu	Nombre d'unités pour 3 ans	Prix unitaire	Sous-total
	(A)	(B)	(A X B)
Complexe environnemental Saint-Michel (CESM)	84	198.00 $	16 632.00 $
Centre de tri de Montréal - TIRU	243	198.00 $	48 114.00 $
Multi-Recyclage S.D. Inc	1 829	234.00 $	427 986.00 $
Koncas Recyclage	1 128	240.00 $	270 720.00 $
Recyclage Notre-Dame	736	239.00 $	175 904.00 $
Groupe Bauval Inc	243	198.00 $	48 114.00 $
Conteneur de 20 verges cubes chargé et transporté au Complexe environnemental Saint-Michel (CESM)	55	219.00 $	12 045.00 $
Déplacements	1 420	50.00 $	71 000.00 $
	5 738	**TOTAL**	1 070 515.00 $

Lot 4: Écocentre La Petite-Patrie

1100, rue des Carrières H2S 2A8

Nom du lieu	Nombre d'unités pour 3 ans	Prix unitaire	Sous-total
	(A)	(B)	(A X B)
Complexe environnemental Saint-Michel (CESM)	156	184.00 $	28 704.00 $
Centre de tri de Montréal - TIRU	318	214.00 $	68 052.00 $
Multi-Recyclage S.D. Inc	3 609	235.00 $	848 115.00 $
Koncas Recyclage	1 631	239.00 $	389 809.00 $
Recyclage Notre-Dame	1 167	239.00 $	278 913.00 $
Groupe Bauval Inc	418	214.00 $	89 452.00 $
Conteneur de 20 verges cubes chargé et transporté au Complexe environnemental Saint-Michel (CESM)	75	214.00 $	16 050.00 $
Déplacements	1 822	50.00 $	91 100.00 $
	9 196	**TOTAL**	1 810 195.00 $

Lot 5: Écocentre Rivière-des-Prairies

11400, rue Léopold-Christin H1E 7R3

Nom du lieu	Nombre d'unités pour 3 ans	Prix unitaire	Sous-total
	(A)	(B)	(A X B)
Complexe environnemental Saint-Michel (CESM)	460	190.00 $	87 400.00 $
Centre de tri de Montréal - TIRU	214	225.00 $	48 150.00 $
Multi-Recyclage S.D. Inc	4 050	215.00 $	870 750.00 $
Koncas Recyclage	1 686	190.00 $	320 340.00 $
Recyclage Notre-Dame	1 307	109.00 $	142 463.00 $
Groupe Bauval Inc	707	235.00 $	166 145.00 $
Conteneur de 20 verges cubes chargé et transporté au Complexe environnemental Saint-Michel (CESM)	65	225.00 $	14 625.00 $
Déplacements	1 394	50.00 $	69 700.00 $
	9 883	**TOTAL**	1 719 573.00 $

Lot 5: Écocentre Saint-Michel

2475, rue des Regrattiers H1Z 4P2

Nom du lieu	Nombre d'unités pour 3 ans	Prix unitaire	Sous-total
	(A)	(B)	(A X B)
Complexe environnemental Saint-Michel (CESM)	399	145.00 $	57 855.00 $
Centre de tri de Montréal - TIRU	327	145.00 $	47 415.00 $
Multi-Recyclage S.D. Inc	5 334	247.00 $	1 317 498.00 $
Koncas Recyclage	3 220	247.00 $	795 340.00 $
Recyclage Notre-Dame	1 394	247.00 $	344 318.00 $
Groupe Bauval Inc	752	247.00 $	185 744.00 $
Conteneur de 20 verges cubes chargé et transporté au Complexe environnemental Saint-Michel (CESM)	58	140.00 $	8 120.00 $
Déplacements	1 744	50.00 $	87 200.00 $
	13 228	**TOTAL**	2 843 490.00 $

Total avant taxes	**8 075 792.00 $**
Total taxes incluses - contrat 1: Excavation vidolo	**9 285 141.85 $**

Nombre de transports (sans déplacements)	34 687
Nombre de déplacement	7 528
Coût moyen par transport - avant taxes	221.97 $
Coût moyen par transport - taxes incluses	255.21 $

Budget	2019 - 1 mois		2020 - 12 mois		2021 - 12 mois		2022 - 12 mois	
	Nbr	$	Nbr	$	Nbr	$	Nbr	$
Transports	891.5	111 286 $	10698	1 389 956 $		1 389 956 $		1 389 956 $
Déplacement	193.5	10 157 $	2322	121 882 $		121 882 $		121 882 $
Total		**121 443 $**		**1 511 838 $**		**1 511 838 $**		**1 511 838 $**

Total taxes incluses (Budget)	1 655 660 $
Nouveau contrat	3 102 527 $
Écart	(1 446 867) $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1195308002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un contrat à Excavations Vidolo Limitée au montant de 9 284 453 $ taxes incluses, pour la fourniture et le transport de matières par conteneur pour cinq (5) écocentres, soit Acadie, Côte-des-Neiges, Petite-Patrie, Rivière-des-Prairies et Saint-Michel, pour une période de 35 mois - Appel d'offres public 19-17687 (2 soumissionnaires). Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 1 321 182 $ en 2020, de 1 403 385 $ pour 2021, de 1 481 183 $ en 2022. Ajustement total de 4 205 750 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17687 pv.pdf 19-17687_DetCah.pdf 19-17687_Intervention.pdf
19-17687_TCP révisé.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Étienne LANGLOIS
Agent d'approvisionnement niv. 2
Tél : 514 872-2988

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-23

Lina PICHÉ
Chef de section
Tél : 514 872-0349
Division : Division De L Acquisition De Biens Et Services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17687 — No du GDD : 1195308002

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et transport de matières par conteneurs pour six (6) écocentres

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 15 - 5 - 2019

Ouverture originalement prévue le : - -

Ouverture faite le : 11 - 6 - 2019

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 10 - 6 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 26 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 29

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 10 - 2019

Date d'échéance révisée : 9 - 10 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Excavation Vidolo ltée	726 663,85	√	lot2
Excavation Vidolo ltée	1 230 824,62	√	lot3
Excavation Vidolo ltée	2 081 271,70	√	lot4
Excavation Vidolo ltée	1 977 079,06	√	lot5
Excavation Vidolo ltée	3 269 302,63	√	lot6
EBI Montréal inc.	2 315 726,42		lot5

Information additionnelle

Deux firmes ont soumissionné. Une firme sur les lots 2 à 6 et l'autre firme sur le lot 5 uniquement. Aucune soumission reçu pour le lot 1. Nous avons rencontré, dans le cadre de négociation, la première firme étant le seul soumissionnaire conforme pour les lots 2,3,4 et 6. Cette firme, Excavation Vidolo ltée, a révisé ses prix à la baisse.

Les firmes qui se sont procurées le cahier des charges et qui n'ont pas déposées de soumission, ont évoqué les raisons suivantes :

- Manque de disponibilité tel qu'exigé par la ville
- N'est pas son activité principale
- Manque d'intérêt en raison de l'éloignement des écocentres

Préparé par : Cherifa Hellal — Le 24 - 7 - 2019

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17687

Agent d'approvisionnement
Cherifa Hellal

Conformité Oui

			Données après négociation		Données avant négociation	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Montant sans taxes*	Montant taxes incluses	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT2	Lot 2: Écocentre Acadie	Excavation Vidolo ltée	632 019,00 $	726 663,85 $	633 647,00 $	728 535,64 $
LOT3	Lot 3: Écocentre Côte-des-Neiges	Excavation Vidolo ltée	1 070 515,00 $	1 230 824,62 $	1 073 705,00 $	1 234 492,32 $
LOT4	Lot 4: Écocentre La Petite-Patrie	Excavation Vidolo ltée	1 810 195,00 $	2 081 271,70 $	1 813 960,00 $	2 085 600,51 $
LOT5	Lot 5: Écocentre Rivière-des-Prairies	Excavation Vidolo ltée	1 719 573,00 $	1 977 079,06 $	1 719 573,00 $	1 977 079,06 $
		EBI Montréal inc.	2 014 113,00 $	2 315 726,42 $	2 014 113,00 $	2 315 726,42 $
LOT6	Lot 6: Écocentre Saint-Michel	Excavation Vidolo ltée	2 843 490,00 $	3 269 302,63 $	2 879 800,00 $	3 311 050,05 $

*Les prix de la firme Excavation Vidolo ltée sont des prix revisés suite la rencontre de négociation étant donné que c'est le seul soumissionnaire conforme pour les lots 2,3,4,6. En ce qui a trait au lot #5, il n'y a pas de négociation puisque nous avons 2 soumissions conformes sur ce lot.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 19-17687
Numéro de référence : 1268264
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Fourniture et transport de matières par conteneurs pour six (6) écocentres

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
EBI Montréal inc. 8155, rue Larrey Montréal, QC, H1J 2L5	Madame Roxanne Bélanger Téléphone : 514 645-5200 Télécopieur : 514 645-4422	**Commande : (1598655)** 2019-05-24 8 h 44 **Transmission :** 2019-05-24 8 h 44	3132510 - Addenda 1 2019-05-24 8 h 44 - Téléchargement 3137012 - Addenda 2-Report de date 2019-05-31 13 h 39 - Courriel 3141228 - Addenda 3 (devis) 2019-06-10 13 h 43 - Courriel 3141229 - Addenda 3 (bordereau) 2019-06-10 13 h 43 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Excavation Vidolo ltée 2122, rue Régent Montréal, QC, H4A 2P9	Monsieur Marco Viviani Téléphone : 514 484-6652 Télécopieur : 514 484-6652	**Commande : (1595151)** 2019-05-15 20 h 53 **Transmission :** 2019-05-15 20 h 53	3132510 - Addenda 1 2019-05-23 16 h 20 - Télécopie 3137012 - Addenda 2-Report de date 2019-05-31 13 h 39 - Télécopie 3141228 - Addenda 3 (devis) 2019-06-10 14 h 14 - Télécopie 3141229 - Addenda 3 (bordereau) 2019-06-10 13 h 43 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Excavation Vidolo ltée 2122, rue Régent Montréal, QC, H4A 2P9	Monsieur Marco Viviani Téléphone : 514 484-6652 Télécopieur : 514 484-6652	**Commande : (1605646)** 2019-06-10 11 h 15 **Transmission :** 2019-06-10 11 h 15	3132510 - Addenda 1 2019-06-10 11 h 15 - Téléchargement 3137012 - Addenda 2-Report de date 2019-06-10 11 h 15 - Téléchargement 3141228 - Addenda 3 (devis) 2019-06-10 13 h 43 - Télécopie 3141229 - Addenda 3 (bordereau) 2019-06-10 13 h 43 - Téléchargement

			Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
GFL Environmental Inc.. 4 Chemin du Tremblay Boucherville, QC, J4B 6Z5	Madame Ginette Brouillard Téléphone : 450 645-3182 Télécopieur : 450 641-4458	**Commande : (1596191)** 2019-05-17 12 h 21 **Transmission :** 2019-05-17 12 h 21	3132510 - Addenda 1 2019-05-23 16 h 19 - Courriel 3137012 - Addenda 2-Report de date 2019-05-31 13 h 39 - Courriel 3141228 - Addenda 3 (devis) 2019-06-10 13 h 43 - Courriel 3141229 - Addenda 3 (bordereau) 2019-06-10 13 h 43 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Multi Recyclages S.D. Inc. 3030 Montee St-Francois Laval, QC, H7E 4P2	Monsieur yvan smith Téléphone : 450 625-9191 Télécopieur : 450 625-9628	**Commande : (1598146)** 2019-05-23 10 h 43 **Transmission :** 2019-05-23 10 h 43	3132510 - Addenda 1 2019-05-23 16 h 19 - Courriel 3137012 - Addenda 2-Report de date 2019-05-31 13 h 39 - Courriel 3141228 - Addenda 3 (devis) 2019-06-10 13 h 43 - Courriel 3141229 - Addenda 3 (bordereau) 2019-06-10 13 h 43 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
R.C.I. Environnement une division de WM Québec 9501 Boul. Ray Lawson Montréal, QC, H1J 1L4	Madame Geneviève Roy Téléphone : 514 352-2020 Télécopieur : 514 352-7557	**Commande : (1597645)** 2019-05-22 13 h 56 **Transmission :** 2019-05-22 13 h 56	3132510 - Addenda 1 2019-05-23 16 h 19 - Courriel 3137012 - Addenda 2-Report de date 2019-05-31 13 h 39 - Courriel 3141228 - Addenda 3 (devis) 2019-06-10 13 h 43 - Courriel 3141229 - Addenda 3 (bordereau) 2019-06-10 13 h 43 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Tria Écoénergie inc. 1985 Jean-Marie Langlois La Prairie, QC, j5r5z8	Monsieur Dominic Beaulieu Téléphone : 450 659-9333 Télécopieur :	**Commande : (1597934)** 2019-05-23 8 h 13 **Transmission :** 2019-05-23 8 h 13	3132510 - Addenda 1 2019-05-23 16 h 19 - Courriel 3137012 - Addenda 2-Report de date 2019-05-31 13 h 39 - Courriel 3141228 - Addenda 3 (devis) 2019-06-10 13 h 43 - Courriel 3141229 - Addenda 3 (bordereau) 2019-06-10 13 h 43 - Téléchargement

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ville de Saguenay 3501 du Roi-Georges Jonquière Saguenay, QC, G7X 1V6	Madame Nadia Savard Téléphone : 418 698-3055 Télécopieur : 418 546-2114	**Commande : (1599760)** 2019-05-27 11 h 34 **Transmission :** 2019-05-27 11 h 34	3132510 - Addenda 1 2019-05-27 11 h 34 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1195308002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un contrat à Excavations Vidolo Limitée au montant de 9 284 453 $ taxes incluses, pour la fourniture et le transport de matières par conteneur pour cinq (5) écocentres, soit Acadie, Côte-des-Neiges, Petite-Patrie, Rivière-des-Prairies et Saint-Michel, pour une période de 35 mois - Appel d'offres public 19-17687 (2 soumissionnaires). Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 1 321 182 $ en 2020, de 1 403 385 $ pour 2021, de 1 481 183 $ en 2022. Ajustement total de 4 205 750 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière - GDD1195308002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0721

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-23

Yves COURCHESNE
Directeur du Service des finances
Tél : 514 872-6630
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.30

2019/09/19 17:00

(2)

Dossier # : 1195308002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un contrat à Excavations Vidolo Limitée au montant de 9 284 453 $ taxes incluses, pour la fourniture et le transport de matières par conteneur pour cinq (5) écocentres, soit Acadie, Côte-des-Neiges, Petite-Patrie, Rivière-des-Prairies et Saint-Michel, pour une période de 35 mois - Appel d'offres public 19-17687 (2 soumissionnaires). Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 1 321 182 $ en 2020, de 1 403 385 $ pour 2021, de 1 481 183 $ en 2022. Ajustement total de 4 205 750 $.

Rapport - mandat SMCE195308002.pdf

Dossier # :1195308002

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidents

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

Le 19 septembre 2019

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE195308002

Accorder un contrat à Excavations Vidolo Limitée au montant de 9 284 453 $ taxes incluses, pour la fourniture et le transport de matières par conteneur pour cinq (5) écocentres, soit Acadie, Côte-des-Neiges, Petite-Patrie, Rivière-des-Prairies et Saint-Michel, pour une période de 35 mois - Appel d'offres public 19-17687 (2 soumissionnaires). Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 1 321 182 $ en 2020, de 1 403 385 $ pour 2021, de 1 481 183 $ en 2022. Ajustement total de 4 205 750 $.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Karine Boivin Roy
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE195308002

Accorder un contrat à Excavations Vidolo Limitée au montant de 9 284 453 $ taxes incluses, pour la fourniture et le transport de matières par conteneur pour cinq (5) écocentres, soit Acadie, Côte-des-Neiges, Petite-Patrie, Rivière-des-Prairies et Saint-Michel, pour une période de 35 mois - Appel d'offres public 19-17687 (2 soumissionnaires). Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 1 321 182 $ en 2020, de 1 403 385 $ pour 2021, de 1 481 183 $ en 2022. Ajustement total de 4 205 750 $.

À sa séance du 28 août 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce contrat répondait au critère suivant :

- *Contrat de biens et services de plus de 2 M$, dont :*
  - *l'écart est de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;*
  - *l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (lots 4 et 6).*

Le 4 septembre 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service de l'environnement ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les commissaires sont d'avis que le processus est conforme et fort bien justifié en fonction du contexte d'urgence dans un marché haussier. Bien que le Service ait eu recours à une solution viable en modifiant les contrats pour éviter l'utilisation exclusive de conteneurs dans ce cas-ci, les membres de la Commission sont d'avis qu'une nouvelle stratégie à plus long terme doit être élaborée pour contrer la fermeture du marché, et ce, en réévaluant notamment la possibilité d'une gestion en vrac.

Le Service a expliqué que le rapport de force est inégal et que la marge de négociation est très mince. Cependant, une clause contractuelle stipulant que les camions doivent être équipés de GPS, figure au contrat. La Ville doit cependant s'assurer du développement de l'interface permettant le suivi des déplacements.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de l'environnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de biens et services de plus de 2 M$, dont :*
  - *l'écart est de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;*
  - *l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (lots 4 et 6).*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;

Considérant les questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE195308002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.31

2019/09/19 17:00

(2)

Dossier # : 1198057007

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions services institutionnels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure trois (3) ententes-cadres, d'une durée de 30 mois, avec les firmes suivantes : Conseillers en gestion et informatiques CGI inc. (lot 1 au montant de 896 805,00 $, taxes incluses et lot 2 au montant de 524 573,44 $, taxes incluses) et Cofomo inc. (lot 3 au montant de 2 479 148,44 $, taxes incluses) pour la fourniture sur demande de prestations de services de développement d'applications, de configuration et développement et d'évolution bureautique - Appel d'offres public 19-17600 - (4 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. de conclure trois (3) ententes-cadres, d'une durée de 30 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services de développement d'applications, de configuration et développement et d'évolution bureautique;
2. d'accorder les contrats par lesquels les firmes, ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17600;

Firme	Description	Montant
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Lot 1 - Développement d'applications Oracle Forms.	896 805,00 $
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Lot 2 - Configuration et développement d'applications Oracle EBS version R12.1.3.	524 573,44 $
Cofomo inc.	Lot 3 - Évolution bureautique	2 479 148,44 $

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-08-15 14:46

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1198057007**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions services institutionnels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure trois (3) ententes-cadres, d'une durée de 30 mois, avec les firmes suivantes : Conseillers en gestion et informatiques CGI inc. (lot 1 au montant de 896 805,00 $, taxes incluses et lot 2 au montant de 524 573,44 $, taxes incluses) et Cofomo inc. (lot 3 au montant de 2 479 148,44 $, taxes incluses) pour la fourniture sur demande de prestations de services de développement d'applications, de configuration et développement et d'évolution bureautique - Appel d'offres public 19-17600 - (4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des TI de la Ville vise à devenir un partenaire stratégique dans la gestion du portefeuille applicatif des unités d'affaires qu'elle dessert. Parmi ses objectifs stratégiques, le service des TI cible la modernisation du portefeuille d'applications tout en assurant le soutien du parc applicatif actuel, le tout, en lien avec ses orientations et l'architecture en place. De plus, le Service des TI vise à contribuer à la standardisation des pratiques et processus afin d'améliorer l'efficacité, l'efficience et la productivité permettant ainsi de satisfaire les besoins des unités d'affaires, des partenaires et des utilisateurs.
Lot 1 et 2

Le Service des TI fournit à divers autres services de la Ville, dont le Service des Finances, le service de l'approvisionnement, le service de la gestion et planification immobilière et le service de l'évaluation foncière, des services applicatifs de gestion de systèmes mission. Plusieurs de ces applications ont une assise sur des technologies d'Oracle, incluant Oracle Forms. Ces lots permettront d'assurer le développement de nouvelles fonctionnalités et l'intégration aux nouveaux services numériques afin de répondre aux besoins de ces clients et permettra aussi d'assurer le développement de nouvelles fonctionnalités et l'intégration aux nouveaux services numériques afin de répondre aux besoins de ces clients.

Lot 3
Le programme d'évolution bureautique regroupe des initiatives visant la mise à jour du parc des postes de travail, des postes mobiles, du système d'exploitation, des unités mobiles et des logiciels de gestion de ces plates-formes pour l'ensemble de la Ville. La nature de ce mandat est de développer, d'implanter, et d'intégrer les nouvelles solutions technologiques (logiciel et matériel) requises pour répondre aux besoins bureautiques (physique ou virtuel)

de la Ville.

C'est dans ce contexte que la Ville a lancé l'appel d'offres 19-17600. Cet appel d'offre a été publié sur le site SÉAO et dans le journal Le Devoir le 22 mai 2019. Le délai de réception des soumissions a été de 35 jours, soit du 22 mai 2019 au 25 juin 2019. La réception et l'ouverture des soumissions ont été effectuées le 25 juin 2019. La période de validité des soumissions est de cent quatre-vingt (180) jours **c**alendrier suivant leur ouverture.

Dans le cadre de cet appel d'offres, trois (3) addenda ont été publiés :

No. addenda	Date de publication	Nature
1	28 mai 2019	Précisions apportées suite à des questions du marché
2	7 juin 2019	Précisions apportées suite à des questions du marché
3	19 juin 2019	Précisions apportées suite à des questions du marché

Le présent dossier vise donc à conclure trois (3) ententes-cadres, d'une durée de 30 mois, avec les firmes suivantes : Conseillers en gestion et informatiques CGI inc. (lot 1 au montant de 896 805,00 $, taxes incluses et lot 2 au montant de 524 573,44 $, taxes incluses) et Cofomo inc. (lot 3 au montant de 2 479 148,44 $, taxes incluses) pour la fourniture sur demande de prestations de services de développement d'applications, de configuration et développement et d'évolution bureautique - Appel d'offres public 19-17600 - (4 soumissionnaires).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0500 - 28 septembre 2017 - Conclure des contrats de services professionnels avec Cofomo inc. (lot 1 au montant de 250 812,44 $, taxes incluses et lot 3 au montant de 455 301 $, taxes incluses), avec Conseillers en gestion et informatiques CGI inc. (lot 2 au montant de 3 302 587,89 $, taxes incluses, lot 4 au montant de 1 047 295,78 $, taxes incluses, lot 5 au montant de 589 614,80 $, taxes incluses et lot 6 au montant de 576 834,70 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville de Montréal / Appel d'offres public 17-16216 (6 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin**.**
CG17 0497 - 28 septembre 2017 - Conclure des contrats de services professionnels avec Cofomo inc. (lot 1 au montant de 2 106 054,56 $, taxes incluses, et lot 3 au montant de 1 344 057,75 $, taxes incluses), avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2 au montant de 1 460 596,41 $, taxes incluses) et avec Les solutions Victrix inc. (lot 5 au montant de 1 432 588,50 $, taxes incluses) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications / Appel d'offres public 17-16212 (7 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin**.**

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne trois (3) lots de prestations de services en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique. Plus précisément, les éléments couverts sont les suivants :

Description des lots	Principaux projets consommateurs des lots
Lot 1 - Développement d'applications Oracle Forms.	68272 - Cadenassage; 68275 - Modernisation SGPI;

	74551 - Evaluation foncière et taxation; 71450 - Inspection mobile.
Lot 2 - Configuration et développement d'applications Oracle EBS version R12.1.3.	68092 - Migration Simon 09000 -Chantier d'amélioration de la gestion de la logistique 68088 - Appro. 3 70450 - Optimisation des paiements
Lot 3 - Évolution bureautique	74561 - Remplacement des postes véhiculaires du SPVM et PDA 74562 - Remplacement des postes de travail et Windows 10

JUSTIFICATION

Le résultat du processus d'appel d'offres a permis de conclure à un intérêt du marché avec un total de douze (12) preneurs de cahier des charges. De ce nombre, quatre (4) d'entre eux ont déposé une soumission sur un ou plusieurs lots, soit 33,3 % des preneurs, alors que huit (8) firmes n'ont pas déposé de soumission soit 66,6 %.
Un suivi auprès des preneurs du cahier des charges n'ayant pas déposé de soumission nous indique que deux firmes avaient des engagements dans d'autres projets ne leur permettant pas de soumissionner et de respecter les délais requis, deux autres firmes ont un carnet de commandes complet et, les deux dernières n'ont pas les ressources requises pour effectuer ces mandats. Les deux autres preneurs n'ont pas retourné de formulaire de non participation.

Toutes les firmes ont déposé des soumissions déclarées conformes d'un point de vue administratif. L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille de pondération et des critères d'évaluation préalablement approuvée par la direction du Service de l'approvisionnement. Les résultats qui découlent de cette évaluation sont les suivants :

Lot 1 - Développement d'applications Oracle Forms.

Pour ce lot, quatre soumissionnaires ont déposé une offre et elles sont conformes.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.	76,8	1,41	896 805,00 $		896 805,00 $
TECHNOLOGIE RENAPS CANADA INC.	73,9	1,34	923 019,30 $		923 019,30 $
COFOMO INC.	78,6	1,29	999 178,74 $		999 178,74 $
ALITHYA CANADA INC.	70,0	0,92	1 303 816,50 $		1 303 816,50 $
Dernière estimation réalisée					862 312,50 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					34 492,50 $ 4%
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*					26 214,30 $

Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*	2,92%

Lot 2 - Configuration et développement d'applications Oracle EBS version R12.1.3.

Pour ce lot, deux soumissionnaires ont déposé une offre et elles sont conformes.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.	76,8	2,42	524 573,44 $		524 573,44 $
ALITHYA CANADA INC.	73,0	2,25	547 568,44 $		547 568,44 $
Dernière estimation réalisée					546 131,25 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					(21 557,81 $) (3,95%)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					22 995,00 $ 4,38%

Lot 3 - Évolution bureautique

Pour ce lot, deux soumissionnaires ont déposé une offre et elles sont conformes.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
COFOMO INC.	81,6	0,53	2 479 148,44 $		2 479 148,44 $
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.	79,5	0,31	4 242 577,50 $		4 242 577,50 $
Dernière estimation réalisée					2 673 168,75$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					(194 020,31 $) (7,26%)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					1 763 429,06$ 71,13%

L'estimation a été réalisée par le client en janvier 2019 sur la base d'une validation des coûts présentement en utilisation pour un projet similaire.

Dans un contrat similaire qui se termine en septembre 2019, nous n'avions demandé qu'un seul taux pour un type de ressource. Suite à notre expérience, nous avons convenu de demander deux taux pour deux types de ressources soit une expertise avancée et une expertise standard, dans le but de diminuer le coût des services. Certaines tâches pourraient être effectuées par des ressources externes moins qualifiées.

L'écart de 71,13% entre les deux soumissionnaires est dû au nouveau taux demandé soit l'expertise standard. Nous croyons que le 2^{e} soumissionnaire a mal interprété notre besoin soit la nécessité d'avoir des ressources avec moins d'expertise (plus exécutant).

Selon le Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude en vertu du critère suivant pour le lot 3:

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$.
- Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). La firme CGI inc. a obtenu son accréditation le 19 avril 2019, et cette dernière demeure valide. De plus, la firme Cofomo inc. à quant à elle obtenu son accréditation le 20 octobre 2017 et cette dernière demeure valide.

Après vérification, CGI inc, et Cofomo inc. ne sont pas inscrites sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses seront assumées au PTI du Service des TI pour la durée des contrats. Les prestations de services spécialisés seront utilisées au fur et à mesure de l'expression des besoins. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets et pourraient encourir des dépenses d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cadre de la réalisation de chaque projet, ces ententes permettront au Service des TI de bénéficier des impacts suivants :

- Responsabilisation des adjudicataires dans la réalisation des livrables de la Ville et le partage de risque;
- Le maintien de la cadence de réalisation de projets;

- Possibilité de faire de la livraison "agile" avec cette approche qui est normalement réalisée à l'interne;
- Accroissement de la capacité de réalisation de la Ville;
- Approche complémentaire avec les autres modes de livraisons, qui est mieux adaptée pour la livraison dans certaines situations.

Au niveau du PTI 2019-2021, la mise en place de ces contrats permet :

- D'assurer la transformation organisationnelle de la Ville, par l'entremise de projets d'implantation de systèmes informatiques plus modernes et plus efficients;
- De moderniser et de maintenir les actifs de plusieurs systèmes informatiques, en appui aux activités administratives de la Ville et à la prestation de services aux citoyens, ainsi que de maintenir les infrastructures et les nombreux systèmes informatiques du parc applicatif de la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- 1er passage au CE : 28 août 2019;
- Présentation du dossier au CEC: 4 septembre 2019;
- Retour au CE : 11 septembre 2019;
- Approbation du dossier par le CM : 16 septembre 2019;
- Approbation du dossier par le CG : 19 septembre 2019;
- Rencontre de départ avec les fournisseurs : début octobre 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Robert NORMANDEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Annie THERRIEN, Service des technologies de l'information

Lecture :

Annie THERRIEN, 16 août 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carl LESSARD
conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514-868-8747
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-12

Annie THERRIEN
Chef de division

Tél : 514-872-8938
Télécop. : 514-872-2036

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André TRUDEAU
directeur(trice) solutions d'affaires
Tél : 514-448-6733
Approuvé le : 2019-08-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Alain DUFORT
Directeur général adjoint
Tél : 514 868-5942
Approuvé le : 2019-08-15

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 20 octobre 2017

COFOMO INC.
A/S MONSIEUR ALAIN BARIBEAU
1000, RUE DE LA GAUCHETIÈRE O, BUREAU 1500
MONTRÉAL (QC) H3B 4W5

N° de décision : 2017-CPSM-1056975
N° de client : 3000290809

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). COFOMO INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **26 juin 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
500, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 19 avril 2018

CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
A/S MONSIEUR BENOIT DUBÉ
1350, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
25 ÈME ÉTAGE
MONTRÉAL (QC) H3G 1T4

Nº de décision : 2018-CPSM-1026489
N° de client : 2700035725

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- CENTRE DE SANTÉ OXYGÈNE
- CGI MC
- CGO
- CONSEIL ET GESTION D'ORGANISATION C.G.O.
- CONSEILLERS CGI
- GROUPE IST
- IST
- OPTEL
- OPTEL P.M.L. CONSEILLERS EN TÉLÉCOMMUNICATION
- OSC
- OXYGEN CORPORATE HEALTH
- OXYGEN HEALTH CENTER
- OXYGÈNE SANTÉ CORPORATIVE

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **16 janvier 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1198057007

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions services institutionnels
Objet :	Conclure trois (3) ententes-cadres, d'une durée de 30 mois, avec les firmes suivantes : Conseillers en gestion et informatiques CGI inc. (lot 1 au montant de 896 805,00 $, taxes incluses et lot 2 au montant de 524 573,44 $, taxes incluses) et Cofomo inc. (lot 3 au montant de 2 479 148,44 $, taxes incluses) pour la fourniture sur demande de prestations de services de développement d'applications, de configuration et développement et d'évolution bureautique - Appel d'offres public 19-17600 - (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

SEAO Liste des commandes.pdf
19-17600 pv.pdf
19-17600 comité lot 1.pdf
19-17600 comité lot 2.pdf
19-17600 comité lot 3.pdf
19-17600 intervention lot 1.pdf
19-17600 intervention lot 2.pdf
19-17600 intervention lot 3.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Robert NORMANDEAU
Agent(e) d approvisionnement niveau 2
Tél : 514-868-3709

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-14

Lina PICHÉ
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-8685740
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

19-17600 - Prestation de services de développement d'applications Oracle Form, configuration et développement de la suite Oracle EBS et d'évolution bureautique (3 lots)
Lot 1 : Développement d'applications Oracle Forms.

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 15%	Expérience du coordonnateur des services 10%	Description des processus et méthodologies 20%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
ALITHYA CANADA INC.	3,75	6,25	9,50	7,25	15,50	14,75	13,00	70,0	1 303 816,50 $	0,92	4
COFOMO INC.	3,88	7,25	12,25	8,00	15,50	15,75	16,00	78,6	999 178,74 $	1,29	3
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.	3,88	7,50	11,13	7,75	16,50	16,25	13,75	76,8	896 805,00 $	1,41	1
TECHNOLOGIE RENAPS CANADA INC.	3,25	7,00	10,38	7,75	14,75	14,75	16,00	73,9	923 019,30 $	1,34	2
								-		-	
								-		-	
								-		-	
								-		-	
								-		-	
								-		-	

Agent d'approvisionnement	Robert Normandeau

Comité

Date	23-07-2019
Heure	9 h 00
Lieu	255 Boul. Crémazie Est , bureau 400

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17600 Lot 1

No du GDD : 1198057007

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services de développement d'applications Oracle Form, configuration et développement de la suite Oracle EBS et d'évolution bureautique (3 lots)

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 22 - 5 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 25 - 6 - 2019

Ouverture faite le : 25 - 6 - 2019

Date du comité de sélection : 23 - 7 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 19 - 6 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 12

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 33,33

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 22 - 12 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 22 - 12 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
ALITHYA CANADA INC	1 303 816,50 $		
COFOMO INC	999 178,74 $		
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.	896 805,00 $	√	
TECHNOLOGIE RENAPS CANADA INC	923 019,30 $		

Information additionnelle

Un suivi auprès des preneurs du cahier des charges n'ayant pas déposé de soumission nous indique: deux firmes ont des engagements dans d'autres projets ne leur permettant pas de soumissionner et de respecter les délais requis, deux firmes ont un carnet de commandes complet et deux firmes n'ont pas les ressources requises. Les autres preneurs n'ont pas retourné de formulaire de non participation.

Préparé par : Robert Normandeau

Le 14 - 8 - 2019

19-17600 - Prestation de services de développement d'applications Oracle Form, configuration et développement de la suite Oracle EBS et d'évolution bureautique (3 lots)
Lot 2 : Configuration et développement d'applications Oracle EBS version R12.1.3.

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 15%	Expérience du coordonnateur des services 10%	Description des processus et méthodologies 20%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
ALITHYA CANADA INC.	3,75	6,50	10,00	7,50	15,00	16,00	14,25	73,0	547 568,44 $	2,25	2
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.	3,88	7,25	10,88	7,25	16,25	16,00	15,25	76,8	524 573,44 $	2,42	1
								-		-	
								-		-	
								-		-	
								-		-	
								-		-	
								-		-	
								-		-	
								-		-	

Comité	
Date	23-07-2019
Heure	9 h 00
Lieu	255 Boul. Crémazie Est , bureau 400

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Robert Normandeau

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17600 Lot 2

No du GDD : 1198057007

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services de développement d'applications Oracle Form, configuration et développement de la suite Oracle EBS et d'évolution bureautique (3 lots)

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 22 - 5 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 25 - 6 - 2019

Ouverture faite le : 25 - 6 - 2019

Date du comité de sélection : 23 - 7 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 19 - 6 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 12

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 16,67

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 22 - 12 - 2019

Date d'échéance révisée : 22 - 12 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
ALITHYA CANADA INC	547 568,44 $		
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.	524 573,44 $	√	

Information additionnelle

Un suivi auprès des preneurs du cahier des charges n'ayant pas déposé de soumission nous indique: deux firmes ont des engagements dans d'autres projets ne leur permettant pas de soumissionner et de respecter les délais requis, deux firmes ont un carnet de commandes complet et deux firmes n'ont pas les ressources requises. Les autres preneurs n'ont pas retourné de formulaire de non participation.

Préparé par : Robert Normandeau

Le 14 - 8 - 2019

19-17600 - Prestation de services de développement d'applications Oracle Form, configuration et développement de la suite Oracle EBS et d'évolution bureautique (3 lots)
Lot 3 : Évolution bureautique

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 15%	Expérience du coordonnateur des services 10%	Description des processus et méthodologies 20%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
COFOMO INC.	3,88	7,75	13,50	8,00	15,25	16,00	17,25	81,6	2 479 148,44 $	0,53	1
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.	3,75	7,50	12,75	7,75	16,25	16,50	15,00	79,5	4 242 577,50 $	0,31	2
								-		-	
								-		-	
								-		-	
								-		-	
								-		-	
								-		-	
								-		-	
0								-		-	

Comité	
Date	23-07-2019
Heure	9 h 00
Lieu	255 Boul. Crémazie Est , bureau 400

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Robert Normandeau

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17600 Lot 3

No du GDD : 1198057007

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services de développement d'applications Oracle Form, configuration et développement de la suite Oracle EBS et d'évolution bureautique (3 lots)

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 22 - 5 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 25 - 6 - 2019

Ouverture faite le : 25 - 6 - 2019

Date du comité de sélection : 23 - 7 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 19 - 6 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 12

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 16,67

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 22 - 12 - 2019

Date d'échéance révisée : 22 - 12 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
COFOMO INC	2 479 148,44 $	√	
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC	4 242 577,50 $		

Information additionnelle

Un suivi auprès des preneurs du cahier des charges n'ayant pas déposé de soumission nous indique: deux firmes ont des engagements dans d'autres projets ne leur permettant pas de soumissionner et de respecter les délais requis, deux firmes ont un carnet de commandes complet et deux firmes n'ont pas les ressources requises. Les autres preneurs n'ont pas retourné de formulaire de non participation.

Préparé par : Robert Normandeau

Le 14 - 8 - 2019

Liste des commandes

Numéro : 19-17600
Numéro de référence : 1270187
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Prestation de services de développement d'applications Oracle Form, configuration et développement de la suite Oracle EBS et d'évolution bureautique (3 lots)

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Alithya Canada inc. 2875, boul. Laurier bureau 1250 Québec, QC, G1V 2M2 http://www.alithya.com NEQ : 1144392173	Madame Josée Turcotte Téléphone : 418 650-6414 Télécopieur : 418 650-5876	**Commande : (1597869)** 2019-05-22 21 h 34 **Transmission :** 2019-05-22 21 h 34	3134540 - 19-17600 addenda 1 2019-05-28 10 h 09 - Courriel 3140485 - 19-17600 addenda 2 2019-06-07 10 h 33 - Courriel 3145697 - 19-17600 addenda 3 2019-06-19 11 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Hélène Chouinard Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 450 682-1013	**Commande : (1599731)** 2019-05-27 11 h 17 **Transmission :** 2019-05-27 11 h 17	3134540 - 19-17600 addenda 1 2019-05-28 10 h 09 - Courriel 3140485 - 19-17600 addenda 2 2019-06-07 10 h 33 - Courriel 3145697 - 19-17600 addenda 3 2019-06-19 11 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cofomo inc. 1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500 Montréal, QC, H3B 4W5 http://www.cofomo.com NEQ : 1142126664	Monsieur Gaston Jalbert Téléphone : 514 866-0039 Télécopieur : 514 866-0900	**Commande : (1597885)** 2019-05-23 6 h 39 **Transmission :** 2019-05-23 6 h 39	3134540 - 19-17600 addenda 1 2019-05-28 10 h 09 - Courriel 3140485 - 19-17600 addenda 2 2019-06-07 10 h 33 - Courriel 3145697 - 19-17600 addenda 3 2019-06-19 11 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal, QC, H3G 1T4 http://www.cgi.com NEQ : 1160358728	Monsieur Michel Blain Téléphone : 514 415-3000 Télécopieur : 514 415-3999	**Commande : (1598212)** 2019-05-23 11 h 36 **Transmission :** 2019-05-23 11 h 36	3134540 - 19-17600 addenda 1 2019-05-28 10 h 09 - Courriel 3140485 - 19-17600 addenda 2 2019-06-07 10 h 33 - Courriel 3145697 - 19-17600 addenda 3 2019-06-19 11 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Fujitsu Canada (Réception des appels d'offres) 2000, boul. Lebourgneuf Bureau 300 Québec, QC, G2K 0B8 http://fujitsu.com/ca NEQ : 1143039486	Madame Marjolaine Giguère Téléphone : 418 840-5100 Télécopieur : 418 840-5105	**Commande : (1598002)** 2019-05-23 9 h 05 **Transmission :** 2019-05-23 9 h 05	3134540 - 19-17600 addenda 1 2019-05-28 10 h 09 - Courriel 3140485 - 19-17600 addenda 2 2019-06-07 10 h 33 - Courriel 3145697 - 19-17600 addenda 3 2019-06-19 11 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	IBM Canada ltée 140, Grande Allée Est 5e étage Québec, QC, G1R 5N6 http://www.ibm.com NEQ : 1165702128	Madame Gabrielle Savard Téléphone : 418 521-8257 Télécopieur : 418 523-6868	**Commande : (1598476)** 2019-05-23 16 h 21 **Transmission :** 2019-05-23 16 h 21	3134540 - 19-17600 addenda 1 2019-05-28 10 h 09 - Courriel 3140485 - 19-17600 addenda 2 2019-06-07 10 h 33 - Courriel 3145697 - 19-17600 addenda 3 2019-06-19 11 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Levio Conseils inc. 1001, boul. De Maisonneuve Bureau 320 Montréal, QC, H3A 3C8 http://www.levio.ca NEQ : 1169672574	Madame Kathy Tremblay Téléphone : 418 914-3623 Télécopieur :	**Commande : (1598369)** 2019-05-23 14 h 42 **Transmission :** 2019-05-23 14 h 42	3134540 - 19-17600 addenda 1 2019-05-28 10 h 09 - Courriel 3140485 - 19-17600 addenda 2 2019-06-07 10 h 33 - Courriel 3145697 - 19-17600 addenda 3 2019-06-19 11 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	PlanAxion 1460 Cap Éternité Laval, QC, H7E3K2 http://www.planaxion.com NEQ : 1170806146	Monsieur Jean-François Desroches Téléphone : 514 219-3075 Télécopieur :	**Commande : (1597882)** 2019-05-23 6 h 23 **Transmission :** 2019-05-23 6 h 23	3134540 - 19-17600 addenda 1 2019-05-28 10 h 09 - Courriel 3140485 - 19-17600 addenda 2 2019-06-07 10 h 33 - Courriel 3145697 - 19-17600 addenda 3 2019-06-19 11 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	PwC Management Services L.P. 1250, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 2500 Montréal, QC, H3B4Y1 NEQ : 3347816566	Madame Nadia Bergeron Téléphone : 514 205-5001 Télécopieur :	**Commande : (1598431)** 2019-05-23 15 h 33 **Transmission :** 2019-05-23 15 h 33	3134540 - 19-17600 addenda 1 2019-05-28 10 h 09 - Courriel 3140485 - 19-17600 addenda 2 2019-06-07 10 h 33 - Courriel 3145697 - 19-17600 addenda 3 2019-06-19 11 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	RENAPS TECHNOLOGY CANADA INC	Monsieur PATRICK HAMOU	**Commande : (1602716)**	

	101 Marcel-Laurin suite 300 Montréal, QC, H4N 2M3 http://www.renaps.com NEQ : 1160177441	Téléphone : 1888 987-3627 Télécopieur :	2019-06-03 11 h 07 **Transmission :** 2019-06-03 11 h 07	3134540 - 19-17600 addenda 1 2019-06-03 11 h 07 - Téléchargement 3140485 - 19-17600 addenda 2 2019-06-07 10 h 33 - Courriel 3145697 - 19-17600 addenda 3 2019-06-19 11 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Société Conseil Groupe LGS (Montréal) 1 Place Ville-Marie Bureau 2200 Montréal, QC, H3B 3M4 http://www.lgs.com NEQ : 1142691709	Madame Annie Lavoie Téléphone : 514 964-0387 Télécopieur :	**Commande : (1599163)** 2019-05-24 15 h 25 **Transmission :** 2019-05-24 15 h 25	3134540 - 19-17600 addenda 1 2019-05-28 10 h 09 - Courriel 3140485 - 19-17600 addenda 2 2019-06-07 10 h 33 - Courriel 3145697 - 19-17600 addenda 3 2019-06-19 11 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Systematix Technologies de l'Information Inc. 485, rue McGill, bureau 300 Montréal, QC, H2Y2H4 http://www.systematix.com NEQ : 1142016766	Monsieur Pierre Lecavalier Téléphone : 514 393-1363 Télécopieur : 514 393-8997	**Commande : (1597842)** 2019-05-22 17 h 46 **Transmission :** 2019-05-22 17 h 46	3134540 - 19-17600 addenda 1 2019-05-28 10 h 09 - Courriel 3140485 - 19-17600 addenda 2 2019-06-07 10 h 33 - Courriel 3145697 - 19-17600 addenda 3 2019-06-19 11 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.31

2019/09/19 17:00

(2)

Dossier # : 1198057007

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions services institutionnels
Objet :	Conclure trois (3) ententes-cadres, d'une durée de 30 mois, avec les firmes suivantes : Conseillers en gestion et informatiques CGI inc. (lot 1 au montant de 896 805,00 $, taxes incluses et lot 2 au montant de 524 573,44 $, taxes incluses) et Cofomo inc. (lot 3 au montant de 2 479 148,44 $, taxes incluses) pour la fourniture sur demande de prestations de services de développement d'applications, de configuration et développement et d'évolution bureautique - Appel d'offres public 19-17600 - (4 soumissionnaires)

Rapport - mandat SMCE198057007.pdf

Dossier # :1198057007

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidents

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

Le 19 septembre 2019

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE198057007

Conclure trois (3) ententes-cadres, d'une durée de 30 mois, avec les firmes suivantes : Conseillers en gestion et informatiques CGI inc. (lot 1 au montant de 896 805,00 $, taxes incluses et lot 2 au montant de 524 573,44 $, taxes incluses) et Cofomo inc. (lot 3 au montant de 2 479 148,44 $, taxes incluses) pour la fourniture sur demande de prestations de services de développement d'applications, de configuration et développement et d'évolution bureautique - Appel d'offres public 19-17600 - (4 soumissionnaires).

(ORIGINAL SIGNÉ)	*(ORIGINAL SIGNÉ)*
Karine Boivin Roy Présidente	Linda Lajeunesse Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE198057007

Conclure trois (3) ententes-cadres, d'une durée de 30 mois, avec les firmes suivantes : Conseillers en gestion et informatiques CGI inc. (lot 1 au montant de 896 805,00 $, taxes incluses et lot 2 au montant de 524 573,44 $, taxes incluses) et Cofomo inc. (lot 3 au montant de 2 479 148,44 $, taxes incluses) pour la fourniture sur demande de prestations de services de développement d'applications, de configuration et développement et d'évolution bureautique - Appel d'offres public 19-17600 - (4 soumissionnaires).

À sa séance du 28 août 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce contrat répondait au critère suivant :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$, dont :*
    - *l'écart de prix est de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.*

Le 4 septembre 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des technologies de l'information ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont bien compris la nouvelle stratégie du Service des technologies de l'information, qui a consisté à diminuer le nombre d'heures des ressources professionnelles et à prévoir un plus grand nombre d'heures pour des ressources techniques qui procèderont concrètement au remplacement des ordinateurs de bureau sur les trois prochaines années. Les commissaires ne peuvent que saluer la pertinence de cette approche qui a pour effet de réduire les coûts de ce projet pour la Ville.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des technologies de l'information pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$, dont :*
  - *l'écart de prix est de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;

Considérant les questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE198057007 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.32

2019/09/19 17:00

(2)

Dossier # : 1197343001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Filtrum inc. pour la réalisation de divers travaux de réfection prioritaires phase 1 à l'usine de production d'eau potable Lachine - Dépense totale de 22 667 277,73 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 10316 (2 soumissionnaires conformes)

Il est recommandé :

1- d'autoriser une dépense de 22 667 277,73 $, taxes incluses, comprenant les contingences au montant de 2 906 061,25 $, taxes incluses, et les incidences au montant de 387 474,83 $, taxes incluses, pour la réalisation de divers travaux de réfection prioritaires phase 1 à l'usine de production d'eau potable Lachine;

2- d'accorder au plus bas soumissionnaire conforme, Filtrum inc., le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 19 373 741,65 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no. 10316;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel après avoir opérer le virement budgétaire requis. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-18 11:31

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197343001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Filtrum inc. pour la réalisation de divers travaux de réfection prioritaires phase 1 à l'usine de production d'eau potable Lachine - Dépense totale de 22 667 277,73 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 10316 (2 soumissionnaires conformes)

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau doit procéder à d'importants travaux de maintien des actifs à l'usine de production d'eau potable Lachine. Ils constituent la phase 1 des travaux
prioritaires (considérant leur criticité) à réaliser pour garantir la fiabilité de l'alimentation en eau potable en tout temps et pour assurer la sécurité des citoyens en cas d'incendie. Ce projet vise principalement le remplacement et la rénovation de différents systèmes de procédés chimiques, d'équipements électriques et mécaniques et de divers systèmes connexes, et ce, dans différents secteurs de l'usine.

Des études menées sur l'état des actifs de cette usine (construite durant les années 1960) ont révélé que plusieurs équipements de procédé, mécaniques, électriques, d'automatisation et contrôle ainsi que d'architecture sont maintenant vétustes ou ont atteint leur limite de vie utile. La réfection partielle de cette usine est donc essentielle et incontournable pour assurer sa fiabilité avant sa fermeture dans un horizon de dix (10) ans. Le présent investissement fait partie intégrante du scénario ayant mené à la recommandation de fermeture (à moyen terme) de cette usine.

La sollicitation du marché s'est réalisée par un appel d'offres public no 10316 sur le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et publié dans le journal *Le Devoir* le 26 avril 2019. La durée de la publication a été de soixante-quinze (75) jours. Les offres dûment reçues ont été ouvertes le 11 juillet 2019 dans les locaux du Service du greffe à l'Hôtel de Ville. La durée de validité des offres est de cent vingt (120) jours, à compter de l'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 8 novembre 2019.

Neuf (9) addendas ont été émis durant la période de soumission afin d'apporter des précisions sur le projet et de répondre aux différentes questions des preneurs du cahier des charges (voir tableau ci-après). L'estimation initiale a été révisée afin de tenir compte des impacts financiers liés aux addendas.

Les questions répondues dans les divers addendas sont partagées principalement en quatre (4) différentes catégories soit :

· Des demandes de précisions supplémentaires (entre autres, pour établir les limites et clarifier les interfaces des travaux entre les différentes disciplines);
· Des demandes de clarification d'informations qui se trouvent déjà aux plans et devis;
· Des demandes de visites des lieux;
· Des demandes de report de la date d'ouverture des offres.

N°	Date de publication	Description
1	9 mai 2019	· Harmonisation de la demande d'appel d'offres suivant la mise à jour des documents standardisés de la Ville, effectuée par le Service de la performance organisationnelle le 24 mai 2019. · Report de la date d'ouverture au 6 juin 2019. · Prolongation de la date limite de prise de rendez-vous pour la visite des lieux et extension de la période des visites.
2	14 mai 2019	· Réponses aux questions techniques des soumissionnaires potentiels.
3	17 mai 2019	· Réponses aux questions techniques des soumissionnaires potentiels. · Précisions techniques.
4	27 mai 2019	· Réponses aux questions techniques des soumissionnaires potentiels. · Report de la date d'ouverture au 27 juin 2019 à la demande du marché. · Précisions techniques.
5	6 juin 2019	· Réponses aux questions administratives et techniques des soumissionnaires potentiels. · Précisions administratives et techniques.
6	19 juin 2019	· Réponses aux questions techniques des soumissionnaires potentiels. · Précisions techniques engendrées par les diverses questions. · Report de la date d'ouverture au 4 juillet 2019 à la demande du marché.
7	20 juin 2019	· Précisions techniques principalement en électricité. · Réponses aux questions des soumissionnaires potentiels.
8	27 juin 2019	· Précisions techniques en mécanique de procédé. · Réponses aux questions des soumissionnaires potentiels. · Report de la date d'ouverture au 11 juillet 2019 à la demande du marché.
9	3 juillet 2019	· Précision administrative. · Réponses aux questions des soumissionnaires potentiels.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG11 0211 - 22 juin 2011 - Accorder deux contrats de services professionnels pour des services d'ingénierie afin de réaliser la réfection des équipements des usines de production d'eau potable, des stations de pompage et des réservoirs de l'agglomération de Montréal, soit à SNC-Lavalin inc. pour une somme maximale de 12 597 823,65 $, taxes incluses, et à Genivar inc. pour une somme maximale de 6 501 884,88 $, taxes incluses - Appel d'offres public 11-11570 (5 soumissionnaires).
CG17 0237 - 15 juin 2017 - Accorder un contrat à Le Groupe LML ltée pour l'exécution de travaux de remplacement des vannes, de la tuyauterie et de travaux divers de réfection à la

galerie inférieure des filtres de l'usine d'eau potable de Lachine - Dépense totale de 4 464 612,63 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10209 - (6 soum.).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat à Filtrum inc. pour la réalisation de la phase 1 de divers travaux requis pour le maintien des actifs et la réfection partielle de l'usine de production d'eau potable Lachine. Ces travaux, répartis selon les secteurs de l'usine, comportent principalement des modifications aux ouvrages existants en mécanique de procédé, en électricité, en automatisation, en mécanique de bâtiment, en structure et en architecture. Ces travaux seront exécutés suivant un séquencement qui permettrait de minimiser leurs impacts sur les opérations quotidiennes de l'usine et d'assurer la production d'eau potable.
Ce contrat comprend principalement :

· Le remplacement des systèmes de génération et d'injection d'ozone et l'installation d'un système d'alimentation en oxygène gazeux;
· La conversion à l'hypochlorite de sodium en remplacement du chlore gazeux pour réduire les risques de santé et de sécurité;
· Le remplacement de plusieurs vannes murales des secteurs : eau brute et eau distribuée (incluant la réserve);
· La réalisation des travaux de mécanique de bâtiment (CVAC) et de plomberie dans différents secteurs de l'usine;
· La réalisation des travaux d'électricité, de chauffage et d'éclairage dans différents secteurs de l'usine;
· La mise à niveau des pompes à la basse pression et le remplacement de leurs moteurs et démarreurs;
· La réalisation de travaux de structure et d'architecture pour l'aménagement des nouveaux équipements de traitement (ozone et produits chimiques);
· Des modifications du système d'automatisation et de contrôle;
· La décontamination : enlèvement d'amiante et de plomb dans les zones concernées;
· La réalisation des tests et essais ainsi que la mise en service des équipements;
· La fourniture de la documentation technique et la formation du personnel de l'exploitation d'usine.

L'ensemble des travaux doit être terminé dans un délai de 682 jours à compter de la date de début des travaux ordonnée par le Directeur.

Le coût de base des travaux s'élève à 19 373 741,65 $, taxes incluses.

Des dépenses contingentes de 2 906 061, 25 $, taxes incluses, soit 15 % du coût de base des travaux, sont ajoutées au budget afin de couvrir les imprévus qui pourraient survenir durant la construction.

Des dépenses incidentes de 387 474,83 $, taxes incluses, soit 2 % du coût des travaux, sont aussi prévues pour couvrir, entre autres, les coûts associés aux frais de contrôle de la qualité, de laboratoire et d'inspection des matériaux et des équipements.

Une autorisation du Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) a été obtenue pour réaliser ce projet conformément à l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public no 10316, quinze (15) preneurs du cahier des charges se sont procurés les documents sur le site SÉAO dont la liste se trouve en pièce jointe. Trois (3) d'entre eux ont déposé une soumission.
Les motifs de désistement des douze (12) autres preneurs du cahier de charges sont les suivants :

· Sept (7) sont des sous-traitants, dont trois (3) fournisseurs;
· Un (1) a évoqué le manque de temps pour préparer sa soumission;
· Deux (2) n'ont pas donné de raison. Le responsable étant absent;
· Un (1) s'est fait acheter par une des trois (3) compagnies ayant déposé une soumission;
· Un (1) a mentionné ne pas être assez compétitif pour le travail à réaliser.

L'analyse de la conformité administrative a été réalisée par la DEP tandis que l'évaluation de la conformité "technique/financière" a été réalisée par le consultant du projet WSP Canada inc.

Après l'analyse des soumissions, il s'avère que deux (2) soumissions sont conformes et que l'entreprise Filtrum inc. présente la soumission la plus basse conforme. Un (1) soumissionnaire a été déclaré non-conforme en vertu de l'article 18.3 du cahier des clauses administratives spéciales et de la clause 3.8.1.4.2 des instructions aux soumissionnaires qui stipule que : *« La soumission de l'Entrepreneur est automatiquement rejetée si le prix à l'item Assurances, garanties et frais généraux de chantier dépasse sept pour cent (7 %) de la valeur totale de la soumission ».*

Le tableau ci-après présente les écarts de prix entre les différentes soumissions conformes et la dernière estimation.

Firmes soumissionnaires (conformes)	**Prix de base (taxes incluses)**
1- Filtrum inc.	19 373 741,65 $
2- Allen entrepreneur général inc.	20 947 065,30 $
Dernière estimation réalisée	25 827 628,73 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues *(total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumissions)*	20 160 403,48 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes-la plus basse) / la plus basse) x 100*	4,06 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*	1 573 323,65 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	8,12 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*	-6 453 887,08 $

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	-24,99 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100	1 573 323,65 $ 8,12 %

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart favorable de 24,99 % (soit 6 453 887,08 $, taxes incluses) par rapport à l'estimation réalisée par le consultant WSP Canada inc. Cet écart est principalement attribué aux postes suivants du bordereau de soumission (par ordre d'importance) :

· Section 1.0 "Frais de l'Entrepreneur général (assurances, garanties, frais généraux de chantier, profits et administration)", qui contribue à 48 % de cet écart (soit 3 097 062,03 $, taxes incluses). Cette différence provient majoritairement du sous-article 1.3 relatif aux profits de l'Entrepreneur ;

· Section 3.0 "Travaux secteur chloration", qui contribue à 17 % de cet écart (soit 1 098 966,69 $, taxes incluses). Cette différence provient majoritairement du sous-article 3.3 relatif aux travaux d'instrumentation et contrôle dans ce secteur (installation, programmation et configuration de certains équipements) ainsi qu'à l'article 3.1.2 relatif aux travaux temporaires inhérents au système de chloration;

· Section 2.0 "Travaux secteur ozonation", qui contribue à presque 13 % de cet écart (soit 819 920,07 $, taxes incluses). Cette différence provient majoritairement du sous -article 2.3 relatif aux travaux d'instrumentation et contrôle dans ce secteur (installation, programmation et configuration de divers équipements constituant le système d'ozonation);

· Section 8 "Autres travaux d'instrumentation et contrôle" qui contribue à presque 12 % de cet écart (soit 771 126,98 $, taxes incluses). Cette différence provient majoritairement du sous-article 8.2 relatif à la mise à niveau du système de contrôle complet afférent à la mécanique du bâtiment.

· Le reste de l’écart soit 666 811,31 $, taxes incluses, est réparti entre divers articles du bordereau (autres que ceux cités ci-dessus).

En général, la compétitivité et la concurrence du marché peuvent considérablement contribuer aux variations observées. Selon sa soumission, Filtrum inc. exécuterait lui-même la majeure partie des travaux sans recours à la sous-traitance. Ce qui justifierait les écarts favorables de prix observés, eu égard à la réduction de l’effort associé à la gestion et à la coordination des sous-traitants, tant sur le point de vue administratif (gestion documentaire des contrats de sous-traitance, etc.) que sur le chantier (réduction du temps de contremaître ou de contrôle de qualité associé aux activités des sous-traitants).

Le soumissionnaire recommandé soit Filtrum inc. a fourni son attestation de Revenu Québec. Il détient également son attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP). Une copie de cette attestation est jointe au présent dossier. Une vérification a été faite auprès

de l'AMP à savoir que l'entreprise Filtrum inc. figure sur le registre des entreprises autorisées à contracter (REA).

Les validations requises à l'effet que le soumissionnaire recommandé Filtrum inc. ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) et du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites. De plus, le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du règlement de gestion contractuelle de la Ville et n'est pas inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le dossier sera soumis à ladite commission pour étude parce que la valeur du contrat est de plus de 10 M$ et qu'il existe un écart de plus de 20% entre la dernière estimation effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 19 373 741,65 $, taxes incluses.
La dépense totale de 22 667 277,73 $, taxes incluses, comprend le coût du contrat de 19 373 741,65 $, taxes incluses, un montant de 2 906 061,25 $, taxes incluses, pour les contingences ainsi qu'un montant de 387 474,83 $, taxes incluses, pour les incidences.

Cette dépense totale de 22 667 277,73 $, taxes incluses, représentant un coût net de 20 698 245,89 $, lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, est prévue au PTI 2019-2021 de la DEP.
Ce montant sera financé par l'emprunt à la charge des contribuables de l'agglomération.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent projet contribuera à pratiquer une gestion responsable des ressources et à améliorer la qualité de vie des citoyens de Lachine. En effet, la réfection partielle de l'usine de production d'eau potable de Lachine vise à assurer la production fiable d'une eau potable de qualité exemplaire, en quantité suffisante et au meilleur coût financier et environnemental possible pour le mieux être des citoyens de l'agglomération de Montréal. La gestion des infrastructures de production de l'eau potable répond à l'une des priorités du *Plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l'eau ».*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant un retard dans l'octroi du présent dossier, les impacts majeurs seraient les suivants :

· Production d'eau potable à risque en raison de la vétusté des équipements;
· Les exigences réglementaires pourraient ne pas être respectées en raison de problèmes liés à la fiabilité des équipements.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dates prévisionnelles :

· Commission permanente sur l'examen des contrats: septembre 2019;
· Octroi du contrat (CG) : septembre 2019;
· Ordre de début des travaux : octobre 2019;
· Réception provisoire : septembre 2021;
· Fin du contrat : septembre 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Franck NINGUE
Chargé de projet

Tél : 514 872-5381
Faïçal Bouzid
Chef de section - Bureau Projets 1
514-868-5144

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-08

Faical BOUZID
c/s - Bureau Projets

Tél : 514 868-5144
pour Christian MARCOUX
C/d - IUR
514-872-3483

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

André MARSAN
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2019-08-13

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2019-08-15

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 19 janvier 2017

FILTRUM INC.
A/S MADAME ALINE AUGER
430, RUE DES ENTREPRENEURS
QUÉBEC (QC) G1M 1B3

N° de décision : 2017-CPSM-1004607
N° de client : 2700023505

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous FILTRUM CONSTRUCTION, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). FILTRUM INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **14 juillet 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Autorité des marchés publics
Québec
525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
Télécopieur (sans frais) : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Le 10 avril 2019

FILTRUM INC.
430, RUE DES ENTREPRENEURS
QUÉBEC QC G1M 1B3

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l’autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l’autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700023505
N° de demande :	1900000983
N° de confirmation de paiement :	000253382068

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **jeudi, 11 juillet 2019 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : FILTRUM INC.
Adresse du siège social : 430, RUE DES ENTREPRENEURS, , QUÉBEC, QC, G1M 1B3, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 2700023505
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1166806464

Autres noms d'affaires
• FILTRUM CONSTRUCTION

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Raisons de désistement/abstention à soumissionner des preneurs du cahier des charges (juillet 2019).
Voir ci-dessous en rouge.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 10316
Numéro de référence : 1261326
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Divers travaux de réfection prioritaires de l'usine d'eau potable de Lachine - Phase 1

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Allen Entrepreneur Général Inc. 118 de la Gare Saint-Henri, QC, G0R 3E0 http://www.allen-entrepreneurgeneral.com NEQ : 1142398784 Soumission déposée	Madame Sandra Levesque Téléphone : 418 882-2277 Télécopieur : 418 882-2721	**Commande : (1586039)** 2019-04-29 13 h 46 **Transmission :** 2019-04-29 13 h 46	3123955 - Addenda #1 + report (devis) 2019-05-09 9 h 53 - Courriel 3123956 - Addenda #1 + report (bordereau) 2019-05-09 9 h 53 - Téléchargement 3126738 - Addenda #2 (devis) 2019-05-14 13 h 56 - Courriel 3126739 - Addenda #2 (plan) 2019-05-14 15 h 35 - Messagerie 3129434 - Addenda #3 (devis) 2019-05-17 11 h 24 - Courriel 3129435 - Addenda #3 (plan) 2019-05-17 12 h 36 - Messagerie 3134079 - Addenda #4 (devis) 2019-05-27 14 h 13 - Courriel 3134080 - Addenda #4 (plan) 2019-05-27 14 h 13 - Courriel 3134081 - Addenda #4 (bordereau) 2019-05-27 14 h 13 - Téléchargement 3139673 - Addenda #5 (devis) 2019-06-06 9 h 27 - Courriel 3139674 - Addenda #5 (plan) 2019-06-06 9 h 27 - Courriel 3139675 - Addenda #5 (bordereau)

2019-06-06 9 h 27 - Téléchargement

3145470 - Addenda # 6 (devis)
2019-06-19 8 h 08 - Messagerie

3145471 - Addenda # 6 (plan)
2019-06-19 8 h 08 - Messagerie

3145472 - Addenda # 6 (bordereau)
2019-06-19 8 h 03 - Téléchargement

3146561 - Addenda #7 (devis)
2019-06-20 13 h 59 - Courriel

3146562 - Addenda #7 (plan)
2019-06-20 13 h 59 - Courriel

3149642 - Addenda #8 + Report
2019-06-27 14 h 33 - Courriel

3151844 - Addenda #9
2019-07-03 16 h 14 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Allen Entrepreneur Général Inc.
118 de la Gare
Saint-Henri, QC, G0R 3E0
http://www.allen-entrepreneurgeneral.com
NEQ : 1142398784

Soumission déposée

Madame Sandra Levesque
Téléphone : 418 882-2277
Télécopieur : 418 882-2721

Commande : (1588380)
2019-05-02 13 h 37
Transmission :
2019-05-02 14 h 59
2 copies

3123955 - Addenda #1 + report (devis)
2019-05-09 9 h 53 - Courriel

3123956 - Addenda #1 + report (bordereau)
2019-05-09 9 h 53 - Téléchargement

3126738 - Addenda #2 (devis)
2019-05-14 13 h 56 - Courriel

3126739 - Addenda #2 (plan)
2019-05-14 15 h 30 - Messagerie

3129434 - Addenda #3 (devis)
2019-05-17 11 h 24 - Courriel

3129435 - Addenda #3 (plan)
2019-05-17 12 h 40 - Messagerie

3134079 - Addenda #4 (devis)
2019-05-27 14 h 13 - Courriel

3134080 - Addenda #4 (plan)
2019-05-27 14 h 13 - Courriel

3134081 - Addenda #4 (bordereau)
2019-05-27 14 h 13 - Téléchargement

3139673 - Addenda #5 (devis)
2019-06-06 9 h 27 - Courriel

3139674 - Addenda #5 (plan)
2019-06-06 9 h 27 - Courriel

3139675 - Addenda #5 (bordereau)
2019-06-06 9 h 27 - Téléchargement

3145470 - Addenda # 6 (devis)
2019-06-19 8 h 06 - Messagerie

3145471 - Addenda # 6 (plan)
2019-06-19 8 h 06 - Messagerie

3145472 - Addenda # 6 (bordereau)
2019-06-19 8 h 03 - Téléchargement

3146561 - Addenda #7 (devis)
2019-06-20 13 h 59 - Courriel

3146562 - Addenda #7 (plan)
2019-06-20 13 h 59 - Courriel

3149642 - Addenda #8 + Report
2019-06-27 14 h 33 - Courriel

3151844 - Addenda #9
2019-07-03 16 h 13 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Aluma Safway inc.
2850 Montee St-Francois
Laval, QC, h7e4p2
NEQ : 1163086896

Sous-traitant

Monsieur David Lebrun
Téléphone : 514 383-1985
Télécopieur : 450 661-1881

Commande : (1596926)
2019-05-21 12 h 45
Transmission :
2019-05-21 12 h 45

3123955 - Addenda #1 + report (devis)
2019-05-21 12 h 45 - Téléchargement

3123956 - Addenda #1 + report (bordereau)
2019-05-21 12 h 45 - Téléchargement

3126738 - Addenda #2 (devis)

2019-05-21 12 h 45 - Téléchargement

3126739 - Addenda #2 (plan)
2019-05-21 12 h 45 - Téléchargement

3129434 - Addenda #3 (devis)
2019-05-21 12 h 45 - Téléchargement

3129435 - Addenda #3 (plan)
2019-05-21 12 h 45 - Téléchargement

3134079 - Addenda #4 (devis)
2019-05-27 14 h 13 - Courriel

3134080 - Addenda #4 (plan)
2019-05-27 14 h 13 - Courriel

3134081 - Addenda #4 (bordereau)
2019-05-27 14 h 13 - Téléchargement

3139673 - Addenda #5 (devis)
2019-06-06 9 h 27 - Courriel

3139674 - Addenda #5 (plan)
2019-06-06 9 h 27 - Courriel

3139675 - Addenda #5 (bordereau)
2019-06-06 9 h 27 - Téléchargement

3145470 - Addenda # 6 (devis)
2019-06-19 8 h 11 - Messagerie

3145471 - Addenda # 6 (plan)
2019-06-19 8 h 11 - Messagerie

3145472 - Addenda # 6 (bordereau)
2019-06-19 8 h 04 - Téléchargement

3146561 - Addenda #7 (devis)
2019-06-20 13 h 59 - Courriel

3146562 - Addenda #7 (plan)
2019-06-20 13 h 59 - Courriel

3149642 - Addenda #8 + Report
2019-06-27 14 h 33 - Courriel

3151844 - Addenda #9
2019-07-03 16 h 14 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Brault Maxtech inc
525, Notre-Dame, 2e étage
Saint-Lambert. (Montérégie), QC, J4P2K6
http://www.braultmaxtech.com NEQ : 1165581639

Monsieur Marcel Brault
Téléphone : 450 904-1824
Télécopieur : 514 221-4122

Commande : (1585197)
2019-04-26 13 h 31
Transmission :
2019-04-26 13 h 31

Fournisseurs d'équipements: leurs prix sont remis aux Entrepreneurs

3123955 - Addenda #1 + report (devis)
2019-05-09 9 h 53 - Courriel

3123956 - Addenda #1 + report (bordereau)
2019-05-09 9 h 53 - Téléchargement

3126738 - Addenda #2 (devis)
2019-05-14 13 h 56 - Courriel

3126739 - Addenda #2 (plan)
2019-05-14 15 h 36 - Messagerie

3129434 - Addenda #3 (devis)
2019-05-17 11 h 24 - Courriel

3129435 - Addenda #3 (plan)
2019-05-17 12 h 38 - Messagerie

3134079 - Addenda #4 (devis)
2019-05-27 14 h 13 - Courriel

3134080 - Addenda #4 (plan)
2019-05-27 14 h 13 - Courriel

3134081 - Addenda #4 (bordereau)
2019-05-27 14 h 13 - Téléchargement

3139673 - Addenda #5 (devis)
2019-06-06 9 h 27 - Courriel

3139674 - Addenda #5 (plan)
2019-06-06 9 h 27 - Courriel

3139675 - Addenda #5 (bordereau)
2019-06-06 9 h 27 - Téléchargement

3145470 - Addenda # 6 (devis)
2019-06-19 8 h 10 - Messagerie

3145471 - Addenda # 6 (plan)
2019-06-19 8 h 10 - Messagerie

				3145472 - Addenda # 6 (bordereau) 2019-06-19 8 h 04 - Téléchargement 3146561 - Addenda #7 (devis) 2019-06-20 13 h 59 - Courriel 3146562 - Addenda #7 (plan) 2019-06-20 13 h 59 - Courriel 3149642 - Addenda #8 + Report 2019-06-27 14 h 33 - Courriel 3151844 - Addenda #9 2019-07-03 16 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction Arcade 1200, rue Bernard-Lefebvre Laval, QC, H7C0A5 NEQ : 1162114673 Sous-traitant structure/ architecture	Monsieur Michel Lehoux Téléphone : 514 881-0579 Télécopieur :	**Commande : (1585167)** 2019-04-26 12 h 51 **Transmission :** 2019-04-26 12 h 51	3123955 - Addenda #1 + report (devis) 2019-05-09 9 h 53 - Courriel 3123956 - Addenda #1 + report (bordereau) 2019-05-09 9 h 53 - Téléchargement 3126738 - Addenda #2 (devis) 2019-05-14 13 h 56 - Courriel 3126739 - Addenda #2 (plan) 2019-05-14 15 h 31 - Messagerie 3129434 - Addenda #3 (devis) 2019-05-17 11 h 24 - Courriel 3129435 - Addenda #3 (plan) 2019-05-17 12 h 28 - Messagerie 3134079 - Addenda #4 (devis) 2019-05-27 14 h 13 - Courriel 3134080 - Addenda #4 (plan) 2019-05-27 14 h 13 - Courriel 3134081 - Addenda #4 (bordereau) 2019-05-27 14 h 13 - Téléchargement

3139673 - Addenda #5 (devis)
2019-06-06 9 h 27 - Courriel

3139674 - Addenda #5 (plan)
2019-06-06 9 h 27 - Courriel

3139675 - Addenda #5 (bordereau)
2019-06-06 9 h 27 - Téléchargement

3145470 - Addenda # 6 (devis)
2019-06-19 8 h 07 - Messagerie

3145471 - Addenda # 6 (plan)
2019-06-19 8 h 07 - Messagerie

3145472 - Addenda # 6 (bordereau)
2019-06-19 8 h 03 - Téléchargement

3146561 - Addenda #7 (devis)
2019-06-20 13 h 59 - Courriel

3146562 - Addenda #7 (plan)
2019-06-20 13 h 59 - Courriel

3149642 - Addenda #8 + Report
2019-06-27 14 h 33 - Courriel

3151844 - Addenda #9
2019-07-03 16 h 13 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Construction Deric Inc
5145, rue Rideau
Québec, QC, G2E5H5
http://www.groupederic.ca NEQ : 1169078178

Soumission déposée

Monsieur Alexandre Coulombe
Téléphone : 418 781-2228
Télécopieur : 418 522-9758

Commande : (1585634)
2019-04-29 8 h 59
Transmission :
2019-04-29 8 h 59

3123955 - Addenda #1 + report (devis)
2019-05-09 9 h 53 - Courriel

3123956 - Addenda #1 + report (bordereau)
2019-05-09 9 h 53 - Téléchargement

3126738 - Addenda #2 (devis)
2019-05-14 13 h 56 - Courriel

3126739 - Addenda #2 (plan)
2019-05-14 15 h 34 - Messagerie

3129434 - Addenda #3 (devis)
2019-05-17 11 h 24 - Courriel

3129435 - Addenda #3 (plan)
2019-05-17 12 h 30 - Messagerie

3134079 - Addenda #4 (devis)
2019-05-27 14 h 13 - Courriel

3134080 - Addenda #4 (plan)
2019-05-27 14 h 31 - Messagerie

3134081 - Addenda #4 (bordereau)
2019-05-27 14 h 13 - Téléchargement

3139673 - Addenda #5 (devis)
2019-06-06 9 h 27 - Courriel

3139674 - Addenda #5 (plan)
2019-06-06 9 h 32 - Messagerie

3139675 - Addenda #5 (bordereau)
2019-06-06 9 h 27 - Téléchargement

3145470 - Addenda # 6 (devis)
2019-06-19 8 h 08 - Messagerie

3145471 - Addenda # 6 (plan)
2019-06-19 8 h 08 - Messagerie

3145472 - Addenda # 6 (bordereau)
2019-06-19 8 h 03 - Téléchargement

3146561 - Addenda #7 (devis)
2019-06-20 13 h 59 - Courriel

3146562 - Addenda #7 (plan)
2019-06-20 14 h 04 - Messagerie

3149642 - Addenda #8 + Report
2019-06-27 14 h 33 - Courriel

3151844 - Addenda #9
2019-07-03 16 h 14 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Construction Deric Inc 5145, rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca NEQ : 1169078178 Soumission déposée	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur : 418 522-9758	**Commande : (1599234)** 2019-05-24 17 h 13 **Transmission :** 2019-05-24 17 h 13	3123955 - Addenda #1 + report (devis) 2019-05-24 17 h 13 - Aucun 3123956 - Addenda #1 + report (bordereau) 2019-05-24 17 h 13 - Aucun 3126738 - Addenda #2 (devis) 2019-05-24 17 h 13 - Téléchargement 3126739 - Addenda #2 (plan) 2019-05-24 17 h 13 - Aucun 3129434 - Addenda #3 (devis) 2019-05-24 17 h 13 - Aucun 3129435 - Addenda #3 (plan) 2019-05-24 17 h 13 - Aucun Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐ Construction Socomec Inc. 3200, rue des Chantiers Sorel-Tracy, QC, J3P 5N3 NEQ : 1172861644 Aucun retour à la suite de la demande. Le responsable n'était pas disponible.	Monsieur Mathieu Boisvert Téléphone : 450 743-0017 Télécopieur :	**Commande : (1590013)** 2019-05-06 15 h 54 **Transmission :** 2019-05-06 15 h 54	3123955 - Addenda #1 + report (devis) 2019-05-09 9 h 53 - Courriel 3123956 - Addenda #1 + report (bordereau) 2019-05-09 9 h 53 - Téléchargement 3126738 - Addenda #2 (devis) 2019-05-14 13 h 56 - Courriel 3126739 - Addenda #2 (plan) 2019-05-14 15 h 38 - Messagerie 3129434 - Addenda #3 (devis) 2019-05-17 11 h 24 - Courriel 3129435 - Addenda #3 (plan) 2019-05-17 12 h 40 - Messagerie 3134079 - Addenda #4 (devis) 2019-05-27 14 h 13 - Courriel 3134080 - Addenda #4 (plan) 2019-05-27 14 h 13 - Courriel 3134081 - Addenda #4 (bordereau) 2019-05-27 14 h 13 - Téléchargement 3139673 - Addenda #5 (devis) 2019-06-06 9 h 27 - Courriel

3139674 - Addenda #5 (plan)
2019-06-06 9 h 27 - Courriel

3139675 - Addenda #5 (bordereau)
2019-06-06 9 h 27 - Téléchargement

3145470 - Addenda # 6 (devis)
2019-06-19 8 h 13 - Messagerie

3145471 - Addenda # 6 (plan)
2019-06-19 8 h 13 - Messagerie

3145472 - Addenda # 6 (bordereau)
2019-06-19 8 h 04 - Téléchargement

3146561 - Addenda #7 (devis)
2019-06-20 13 h 59 - Courriel

3146562 - Addenda #7 (plan)
2019-06-20 13 h 59 - Courriel

3149642 - Addenda #8 + Report
2019-06-27 14 h 33 - Courriel

3151844 - Addenda #9
2019-07-03 16 h 14 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Filtrum Inc.
430 rue des Entrepreneurs
Québec, QC, G1M 1B3
http://www.filtrum.qc.ca NEQ : 1166806464

Soumission déposée

Madame Christine Gauthier
Téléphone : 418 687-0628
Télécopieur : 418 687-3687

Commande : (1585310)
2019-04-26 14 h 58
Transmission :
2019-04-26 16 h 08

3123955 - Addenda #1 + report (devis)
2019-05-09 9 h 53 - Courriel

3123956 - Addenda #1 + report (bordereau)
2019-05-09 9 h 53 - Téléchargement

3126738 - Addenda #2 (devis)
2019-05-14 13 h 56 - Courriel

3126739 - Addenda #2 (plan)
2019-05-14 15 h 37 - Messagerie

3129434 - Addenda #3 (devis)
2019-05-17 11 h 24 - Courriel

3129435 - Addenda #3 (plan)

2019-05-17 12 h 39 - Messagerie

3134079 - Addenda #4 (devis)
2019-05-27 14 h 13 - Courriel

3134080 - Addenda #4 (plan)
2019-05-27 14 h 32 - Messagerie

3134081 - Addenda #4 (bordereau)
2019-05-27 14 h 13 - Téléchargement

3139673 - Addenda #5 (devis)
2019-06-06 9 h 27 - Courriel

3139674 - Addenda #5 (plan)
2019-06-06 9 h 33 - Messagerie

3139675 - Addenda #5 (bordereau)
2019-06-06 9 h 27 - Téléchargement

3145470 - Addenda # 6 (devis)
2019-06-19 8 h 12 - Messagerie

3145471 - Addenda # 6 (plan)
2019-06-19 8 h 12 - Messagerie

3145472 - Addenda # 6 (bordereau)
2019-06-19 8 h 04 - Téléchargement

3146561 - Addenda #7 (devis)
2019-06-20 13 h 59 - Courriel

3146562 - Addenda #7 (plan)
2019-06-20 14 h 05 - Messagerie

3149642 - Addenda #8 + Report
2019-06-27 14 h 33 - Courriel

3151844 - Addenda #9
2019-07-03 16 h 14 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Gastier M.P. Inc.
10400 boul du Golf
Montréal, QC, H1J 2Y7
http://www.gastier.com NEQ : 1168999176

Madame Kristina Bérubé
Téléphone : 514 325-4220

Commande : (1586694)
2019-04-30 11 h 28
Transmission :
2019-04-30 11 h 28

3123955 - Addenda #1 + report (devis)
2019-05-09 9 h 53 - Courriel

Pas de réponse

Télécopieur : 514 325-3822

3123956 - Addenda #1 + report (bordereau)
2019-05-09 9 h 53 - Téléchargement

3126738 - Addenda #2 (devis)
2019-05-14 13 h 56 - Courriel

3126739 - Addenda #2 (plan)
2019-05-14 15 h 32 - Messagerie

3129434 - Addenda #3 (devis)
2019-05-17 11 h 24 - Courriel

3129435 - Addenda #3 (plan)
2019-05-17 12 h 29 - Messagerie

3134079 - Addenda #4 (devis)
2019-05-27 14 h 13 - Courriel

3134080 - Addenda #4 (plan)
2019-05-27 14 h 13 - Courriel

3134081 - Addenda #4 (bordereau)
2019-05-27 14 h 13 - Téléchargement

3139673 - Addenda #5 (devis)
2019-06-06 9 h 27 - Courriel

3139674 - Addenda #5 (plan)
2019-06-06 9 h 27 - Courriel

3139675 - Addenda #5 (bordereau)
2019-06-06 9 h 27 - Téléchargement

3145470 - Addenda # 6 (devis)
2019-06-19 8 h 07 - Messagerie

3145471 - Addenda # 6 (plan)
2019-06-19 8 h 07 - Messagerie

3145472 - Addenda # 6 (bordereau)
2019-06-19 8 h 03 - Téléchargement

3146561 - Addenda #7 (devis)
2019-06-20 13 h 59 - Courriel

3146562 - Addenda #7 (plan)

			2019-06-20 13 h 59 - Courriel 3149642 - Addenda #8 + Report 2019-06-27 14 h 33 - Courriel 3151844 - Addenda #9 2019-07-03 16 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ GROUPE PROMEC INC. 1300, rue Saguenay Rouyn-Noranda, QC, J9X 7C3 NEQ : 1147308788 À juger ne pas être assez compétitif pour la nature du travail à réaliser.	Madame Caroline Forget Téléphone : 514 901-7500 Télécopieur : 514 901-7501	**Commande : (1594070)** 2019-05-14 11 h 39 **Transmission :** 2019-05-14 11 h 39	3123955 - Addenda #1 + report (devis) 2019-05-14 11 h 39 - Téléchargement 3123956 - Addenda #1 + report (bordereau) 2019-05-14 11 h 39 - Téléchargement 3126738 - Addenda #2 (devis) 2019-05-14 13 h 56 - Courriel 3126739 - Addenda #2 (plan) 2019-05-14 15 h 36 - Messagerie 3129434 - Addenda #3 (devis) 2019-05-17 11 h 24 - Courriel 3129435 - Addenda #3 (plan) 2019-05-17 12 h 38 - Messagerie 3134079 - Addenda #4 (devis) 2019-05-27 14 h 13 - Courriel 3134080 - Addenda #4 (plan) 2019-05-27 14 h 13 - Courriel 3134081 - Addenda #4 (bordereau) 2019-05-27 14 h 13 - Téléchargement 3139673 - Addenda #5 (devis) 2019-06-06 9 h 27 - Courriel 3139674 - Addenda #5 (plan) 2019-06-06 9 h 27 - Courriel 3139675 - Addenda #5 (bordereau) 2019-06-06 9 h 27 - Téléchargement

3145470 - Addenda # 6 (devis)
2019-06-19 8 h 09 - Messagerie

3145471 - Addenda # 6 (plan)
2019-06-19 8 h 09 - Messagerie

3145472 - Addenda # 6 (bordereau)
2019-06-19 8 h 03 - Téléchargement

3146561 - Addenda #7 (devis)
2019-06-20 13 h 59 - Courriel

3146562 - Addenda #7 (plan)
2019-06-20 13 h 59 - Courriel

3149642 - Addenda #8 + Report
2019-06-27 14 h 33 - Courriel

3151844 - Addenda #9
2019-07-03 16 h 14 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Le Groupe LML Ltée
360 boul du Séminaire Nord Bureau 22
Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J3B 5L1
http://www.groupelml.ca NEQ : 1169018786

Sous-traitant (électricité)

Madame Nancy Ross
Téléphone : 450 347-1996
Télécopieur : 450 347-8509

Commande : (1590690)
2019-05-07 14 h 51
Transmission :
2019-05-07 14 h 51

3123955 - Addenda #1 + report (devis)
2019-05-09 9 h 53 - Courriel

3123956 - Addenda #1 + report (bordereau)
2019-05-09 9 h 53 - Téléchargement

3126738 - Addenda #2 (devis)
2019-05-14 13 h 56 - Courriel

3126739 - Addenda #2 (plan)
2019-05-14 15 h 35 - Messagerie

3129434 - Addenda #3 (devis)
2019-05-17 11 h 24 - Courriel

3129435 - Addenda #3 (plan)
2019-05-17 12 h 37 - Messagerie

3134079 - Addenda #4 (devis)
2019-05-27 14 h 13 - Courriel

3134080 - Addenda #4 (plan)

2019-05-27 14 h 13 - Courriel

3134081 - Addenda #4 (bordereau)
2019-05-27 14 h 13 - Téléchargement

3139673 - Addenda #5 (devis)
2019-06-06 9 h 27 - Courriel

3139674 - Addenda #5 (plan)
2019-06-06 9 h 27 - Courriel

3139675 - Addenda #5 (bordereau)
2019-06-06 9 h 27 - Téléchargement

3145470 - Addenda # 6 (devis)
2019-06-19 8 h 08 - Messagerie

3145471 - Addenda # 6 (plan)
2019-06-19 8 h 08 - Messagerie

3145472 - Addenda # 6 (bordereau)
2019-06-19 8 h 03 - Téléchargement

3146561 - Addenda #7 (devis)
2019-06-20 13 h 59 - Courriel

3146562 - Addenda #7 (plan)
2019-06-20 13 h 59 - Courriel

3149642 - Addenda #8 + Report
2019-06-27 14 h 33 - Courriel

3151844 - Addenda #9
2019-07-03 16 h 14 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Les Installations Électriques Pichette Inc .
3080 rue Peugeot
Laval, QC, H7L 5C5
NEQ : 1143997626

Sous-traitant (électricité)

Monsieur François Pichette
Téléphone : 450 682-4411
Télécopieur : 450 682-8930

Commande : (1601429)
2019-05-30 8 h 49
Transmission :
2019-05-30 8 h 49

3123955 - Addenda #1 + report (devis)
2019-05-30 8 h 49 - Téléchargement

3123956 - Addenda #1 + report (bordereau)
2019-05-30 8 h 49 - Téléchargement

3126738 - Addenda #2 (devis)
2019-05-30 8 h 49 - Téléchargement

3126739 - Addenda #2 (plan)
2019-05-30 8 h 49 - Téléchargement

3129434 - Addenda #3 (devis)
2019-05-30 8 h 49 - Téléchargement

3129435 - Addenda #3 (plan)
2019-05-30 8 h 49 - Téléchargement

3134079 - Addenda #4 (devis)
2019-05-30 8 h 49 - Téléchargement

3134080 - Addenda #4 (plan)
2019-05-30 8 h 49 - Téléchargement

3134081 - Addenda #4 (bordereau)
2019-05-30 8 h 49 - Téléchargement

3139673 - Addenda #5 (devis)
2019-06-06 9 h 27 - Courriel

3139674 - Addenda #5 (plan)
2019-06-06 9 h 27 - Courriel

3139675 - Addenda #5 (bordereau)
2019-06-06 9 h 27 - Téléchargement

3145470 - Addenda # 6 (devis)
2019-06-19 8 h 10 - Messagerie

3145471 - Addenda # 6 (plan)
2019-06-19 8 h 10 - Messagerie

3145472 - Addenda # 6 (bordereau)
2019-06-19 8 h 03 - Téléchargement

3146561 - Addenda #7 (devis)
2019-06-20 13 h 59 - Courriel

3146562 - Addenda #7 (plan)
2019-06-20 13 h 59 - Courriel

3149642 - Addenda #8 + Report
2019-06-27 14 h 33 - Courriel

				3151844 - Addenda #9 2019-07-03 16 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Norclair inc.. 1100, montée Masson Laval, QC, h7e 4p2 http://www.norclair.ca NEQ : 1149059355 Norclair a été achetée par le Groupe Deric construction Inc qui a déposé une soumission.	Monsieur Jean-François Lessard Téléphone : 450 688-4012 Télécopieur : 450 688-9123	**Commande : (1588903)** 2019-05-03 10 h 23 **Transmission :** 2019-05-03 11 h 12	3123955 - Addenda #1 + report (devis) 2019-05-09 9 h 53 - Courriel 3123956 - Addenda #1 + report (bordereau) 2019-05-09 9 h 53 - Téléchargement 3126738 - Addenda #2 (devis) 2019-05-14 13 h 56 - Courriel 3126739 - Addenda #2 (plan) 2019-05-14 15 h 35 - Messagerie 3129434 - Addenda #3 (devis) 2019-05-17 11 h 24 - Courriel 3129435 - Addenda #3 (plan) 2019-05-17 12 h 34 - Messagerie 3134079 - Addenda #4 (devis) 2019-05-27 14 h 13 - Courriel 3134080 - Addenda #4 (plan) 2019-05-27 14 h 31 - Messagerie 3134081 - Addenda #4 (bordereau) 2019-05-27 14 h 13 - Téléchargement 3139673 - Addenda #5 (devis) 2019-06-06 9 h 27 - Courriel 3139674 - Addenda #5 (plan) 2019-06-06 9 h 32 - Messagerie 3139675 - Addenda #5 (bordereau) 2019-06-06 9 h 27 - Téléchargement 3145470 - Addenda # 6 (devis) 2019-06-19 8 h 08 - Messagerie 3145471 - Addenda # 6 (plan)

			2019-06-19 8 h 08 - Messagerie 3145472 - Addenda # 6 (bordereau) 2019-06-19 8 h 03 - Téléchargement 3146561 - Addenda #7 (devis) 2019-06-20 13 h 59 - Courriel 3146562 - Addenda #7 (plan) 2019-06-20 14 h 04 - Messagerie 3149642 - Addenda #8 + Report 2019-06-27 14 h 33 - Courriel 3151844 - Addenda #9 2019-07-03 16 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐ Nordmec Construction inc. 390, rue Siméon, local 3 Mont-Tremblant, QC, J8E 2R2 NEQ : 1164575657 Manque de temps pour déposer une soumission.	Monsieur Yanick Gougeon Téléphone : 819 429-5555 Télécopieur : 819 429-6555	**Commande : (1587001)** 2019-04-30 16 h 10 **Transmission :** 2019-04-30 23 h 49	3123955 - Addenda #1 + report (devis) 2019-05-09 9 h 53 - Courriel 3123956 - Addenda #1 + report (bordereau) 2019-05-09 9 h 53 - Téléchargement 3126738 - Addenda #2 (devis) 2019-05-14 13 h 56 - Courriel 3126739 - Addenda #2 (plan) 2019-05-14 15 h 32 - Messagerie 3129434 - Addenda #3 (devis) 2019-05-17 11 h 24 - Courriel 3129435 - Addenda #3 (plan) 2019-05-17 12 h 29 - Messagerie 3134079 - Addenda #4 (devis) 2019-05-27 14 h 13 - Courriel 3134080 - Addenda #4 (plan) 2019-05-27 14 h 32 - Messagerie 3134081 - Addenda #4 (bordereau) 2019-05-27 14 h 13 - Téléchargement

3139673 - Addenda #5 (devis)
2019-06-06 9 h 27 - Courriel
3139674 - Addenda #5 (plan)
2019-06-06 9 h 31 - Messagerie
3139675 - Addenda #5 (bordereau)
2019-06-06 9 h 27 - Téléchargement
3145470 - Addenda # 6 (devis)
2019-06-19 8 h 07 - Messagerie
3145471 - Addenda # 6 (plan)
2019-06-19 8 h 07 - Messagerie
3145472 - Addenda # 6 (bordereau)
2019-06-19 8 h 03 - Téléchargement
3146561 - Addenda #7 (devis)
2019-06-20 13 h 59 - Courriel
3146562 - Addenda #7 (plan)
2019-06-20 14 h 04 - Messagerie
3149642 - Addenda #8 + Report
2019-06-27 14 h 33 - Courriel
3151844 - Addenda #9
2019-07-03 16 h 13 - Courriel
Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ SUEZ WTS
600 Willow Tree Road
Leonia, NJ, 07605
NEQ :

Monsieur Ali Erfani
Téléphone : 201 676-2239
Télécopieur :

Commande : (1593692)
2019-05-13 16 h 54
Transmission :
2019-05-13 16 h 54

Fournisseurs d'équipements: leurs prix sont remis aux Entrepreneurs

3123955 - Addenda #1 + report (devis)
2019-05-13 16 h 54 - Téléchargement
3123956 - Addenda #1 + report (bordereau)
2019-05-13 16 h 54 - Téléchargement
3126738 - Addenda #2 (devis)
2019-05-14 13 h 56 - Courriel
3126739 - Addenda #2 (plan)
2019-05-14 15 h 37 - Messagerie

3129434 - Addenda #3 (devis)
2019-05-17 11 h 24 - Courriel

3129435 - Addenda #3 (plan)
2019-05-17 12 h 39 - Messagerie

3134079 - Addenda #4 (devis)
2019-05-27 14 h 13 - Courriel

3134080 - Addenda #4 (plan)
2019-05-27 14 h 13 - Courriel

3134081 - Addenda #4 (bordereau)
2019-05-27 14 h 13 - Téléchargement

3139673 - Addenda #5 (devis)
2019-06-06 9 h 27 - Courriel

3139674 - Addenda #5 (plan)
2019-06-06 9 h 27 - Courriel

3139675 - Addenda #5 (bordereau)
2019-06-06 9 h 27 - Téléchargement

3145470 - Addenda # 6 (devis)
2019-06-19 8 h 11 - Messagerie

3145471 - Addenda # 6 (plan)
2019-06-19 8 h 11 - Messagerie

3145472 - Addenda # 6 (bordereau)
2019-06-19 8 h 04 - Téléchargement

3146561 - Addenda #7 (devis)
2019-06-20 13 h 59 - Courriel

3146562 - Addenda #7 (plan)
2019-06-20 13 h 59 - Courriel

3149642 - Addenda #8 + Report
2019-06-27 14 h 33 - Courriel

3151844 - Addenda #9
2019-07-03 16 h 14 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Xylem inc. 300 Ave. Labrosse Montréal, QC, H9R 4V5 http://ITTFlygt.ca NEQ : 1140373151 Fournisseurs d'équipements: leurs prix sont remis aux Entrepreneurs	Monsieur Michel Rousseau Téléphone : 514 428-4864 Télécopieur :	**Commande : (1591598)** 2019-05-09 7 h 24 **Transmission :** 2019-05-09 7 h 24	3123955 - Addenda #1 + report (devis) 2019-05-09 9 h 53 - Courriel 3123956 - Addenda #1 + report (bordereau) 2019-05-09 9 h 53 - Téléchargement 3126738 - Addenda #2 (devis) 2019-05-14 13 h 56 - Courriel 3126739 - Addenda #2 (plan) 2019-05-14 15 h 36 - Messagerie 3129434 - Addenda #3 (devis) 2019-05-17 11 h 24 - Courriel 3129435 - Addenda #3 (plan) 2019-05-17 12 h 37 - Messagerie 3134079 - Addenda #4 (devis) 2019-05-27 14 h 13 - Courriel 3134080 - Addenda #4 (plan) 2019-05-27 14 h 13 - Courriel 3134081 - Addenda #4 (bordereau) 2019-05-27 14 h 13 - Téléchargement 3139673 - Addenda #5 (devis) 2019-06-06 9 h 27 - Courriel 3139674 - Addenda #5 (plan) 2019-06-06 9 h 27 - Courriel 3139675 - Addenda #5 (bordereau) 2019-06-06 9 h 27 - Téléchargement 3145470 - Addenda # 6 (devis) 2019-06-19 8 h 09 - Messagerie 3145471 - Addenda # 6 (plan) 2019-06-19 8 h 09 - Messagerie 3145472 - Addenda # 6 (bordereau) 2019-06-19 8 h 03 - Téléchargement

3146561 - Addenda #7 (devis)
2019-06-20 13 h 59 - Courriel

3146562 - Addenda #7 (plan)
2019-06-20 13 h 59 - Courriel

3149642 - Addenda #8 + Report
2019-06-27 14 h 33 - Courriel

3151844 - Addenda #9
2019-07-03 16 h 14 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197343001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1
Objet :	Accorder un contrat à Filtrum inc. pour la réalisation de divers travaux de réfection prioritaires phase 1 à l'usine de production d'eau potable Lachine - Dépense totale de 22 667 277,73 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 10316 (2 soumissionnaires conformes)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1197343001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-12

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2648
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.32

2019/09/19 17:00

(2)

Dossier # : 1197343001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1
Objet :	Accorder un contrat à Filtrum inc. pour la réalisation de divers travaux de réfection prioritaires phase 1 à l'usine de production d'eau potable Lachine - Dépense totale de 22 667 277,73 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 10316 (2 soumissionnaires conformes)

Rapport - mandat SMCE197343001.pdf

Dossier # :1197343001

Montréal

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidents

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

Le 19 septembre 2019

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE197343001

Accorder un contrat à Filtrum inc. pour la réalisation de divers travaux de réfection prioritaires phase 1 à l'usine de production d'eau potable Lachine - Dépense totale de 22 667 277,73 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 10316 (2 soumissionnaires conformes).

(ORIGINAL SIGNÉ)	*(ORIGINAL SIGNÉ)*
Karine Boivin Roy Présidente	Linda Lajeunesse Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE197343001

Accorder un contrat à Filtrum inc. pour la réalisation de divers travaux de réfection prioritaires phase 1 à l'usine de production d'eau potable Lachine - Dépense totale de 22 667 277,73 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 10316 (2 soumissionnaires conformes).

À sa séance du 28 août 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de plus de 10 M$;*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$, pour lequel :*
    - *l'écart de prix est de plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offre et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 4 septembre 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service de l'eau ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres ont bien reçu l'exposé de l'analyse des trois soumissions reçues ainsi que la justification du rejet du soumissionnaire non conforme en raison de l'ajout d'une nouvelle clause administrative spéciale (18.3), introduite par le Service de la performance organisationnelle, et de la clause 3.8.1.4.2 des instructions aux soumissionnaires qui stipule que : *« La soumission de l'Entrepreneur est automatiquement rejetée si le prix à l'item « Assurances, garanties et frais généraux de chantier » dépasse sept pour cent (7 %) de la valeur totale de la soumission ».*

De plus, l'écart de 24,99%, favorable à la Ville par rapport à l'estimé du Service, a été expliqué à la satisfaction des commissaires par le fait que l'adjudicataire possède déjà plusieurs équipements nécessaires à la réalisation du type de travaux prévus au contrat ainsi que par sa volonté de l'obtenir en raison de sa parfaite adéquation avec son champ d'expertise.

De plus, les membres ont souhaité savoir si la firme ou la ressource ayant produit l'estimé original était la même que celle ayant réalisé l'estimé de contrôle, ce qui a été confirmé par le Service.

Finalement, les membres souhaitent éventuellement obtenir des données résultant d'une analyse des évaluations produites par les firmes, notamment afin de connaître les écarts entre les évaluations produites et les coûts auxquels les contrats sont conclus. Ceci fera donc fort probablement l'objet d'une recommandation au rapport annuel de la Commission.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$;*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$, pour lequel :*
    - *L'écart de prix est de plus de 20% entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;

Considérant les questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE197343001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.33

2019/09/19 17:00

(2)

Dossier # : 1197713003

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure trois ententes-cadres d'une durée de trente-six mois avec les firmes suivantes : 1) Lemay Co inc. pour une somme maximale de 1 788 022,22 $, taxes incluses (5 soumissions, 3 conformes); 2) Fahey et associés inc. pour une somme maximale de 1 464 147,99 $, taxes incluses (5 soumissions, 2 conformes); 3) Atelier Civiliti inc. pour une somme maximale de 1 221 028,75 $, taxes incluses (5 soumissions, 1 conforme); pour la fourniture de services professionnels multidisciplinaires en aménagement urbain - Appel d'offres public 19-17634

Il est recommandé :
1. de conclure trois ententes-cadres par lesquelles les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis pour les contrats no 1 et no 2, et par laquelle la seule firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis pour le contrat no 3, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels multidisciplinaires dans les domaines de l'aménagement du territoire, du l'urbanisme, du design urbain et du patrimoine, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17634;

Contrat no 1	Lemay Co inc.	1 788 022,22 $, taxes incluses
Contrat no 2	Fahey et associés inc.	1 464 147,99 $, taxes incluses
Contrat no 3	Atelier Civiliti inc.	1 221 028,75 $, taxes incluses

2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-18 11:36

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197713003**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure trois ententes-cadres d'une durée de trente-six mois avec les firmes suivantes : 1) Lemay Co inc. pour une somme maximale de 1 788 022,22 $, taxes incluses (5 soumissions, 3 conformes); 2) Fahey et associés inc. pour une somme maximale de 1 464 147,99 $, taxes incluses (5 soumissions, 2 conformes); 3) Atelier Civiliti inc. pour une somme maximale de 1 221 028,75 $, taxes incluses (5 soumissions, 1 conforme); pour la fourniture de services professionnels multidisciplinaires en aménagement urbain - Appel d'offres public 19-17634

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) a pour mission d'améliorer la qualité du cadre de vie des Montréalais tout en stimulant la création de la richesse collective.

À cette fin, le SUM fournit aux arrondissements et à la Direction générale l'encadrement et le soutien en planification du développement du territoire qui répondent aux enjeux d'aménagement urbain, de patrimoine et de mobilité.

La Direction de l'urbanisme est notamment appelée à :

- participer aux démarches intégrées de révision des Plans d'urbanisme et de mobilité;
- conduire des démarches de planification urbaine et d'interventions des secteurs de planification désignés prioritaires par l'Administration, sur l'ensemble du territoire de la ville;
- coordonner la mise en œuvre des projets urbains;
- élaborer des orientations d'aménagement et établir des actions prioritaires sur de grandes thématiques sectorielles (milieu de vie, secteurs d'emploi, milieux naturels, patrimoine bâti, mobilité urbaine, etc.);
- proposer des aménagements et des scénarios de mise en valeur de la trame et des secteurs urbains, du cadre bâti et des lieux publics;
- mettre en œuvre la Politique et le Plan d'action en patrimoine;
- soutenir les arrondissements et les services en matière de planification et d'aménagement du territoire.

Dans ce contexte et compte tenu des nombreux projets à venir au cours des trois prochaines années, la Direction de l'urbanisme requiert, par le biais de ces ententes-cadres, des services professionnels multidisciplinaires en aménagement du territoire, en urbanisme, en design urbain et en patrimoine afin de soutenir ses activités dans le cadre de la réalisation desdits projets visant notamment des secteurs en planification, en voie de réalisation ou patrimoniaux. La multidisciplinarité de chacun de ces mandats fait en sorte que les ressources professionnelles nécessaires, surtout en ce qui a trait à certaines expertises de pointe, ne sont pas disponibles à Ville de Montréal, et ce, de façon concomitante, pour répondre aux besoins de ces mandats dans les délais requis.

Les trois dernières ententes-cadres ont été octroyées en mars 2018 pour un montant total de 3 952 208,14 $, taxes incluses. De ce montant, moins de 22 % sont disponibles pour des mandats à venir. Par ailleurs, plusieurs mandats devraient être octroyés d'ici la fin de l'été par le biais desdites ententes-cadres. Dans ce contexte, la Direction de l'urbanisme ne dispose plus de la marge de manoeuvre nécessaire pour répondre à sa mission.

Les soumissionnaires disposaient d'un délai de 33 jours pour préparer et déposer leur soumission.

L'appel d'offres a été lancé le 22 mai 2019, et l'ouverture des soumissions a été effectuée le 25 juin suivant.

Aucun addenda n'a été émis au cours du processus d'appel d'offres.

La durée de validation des soumissions est de 180 jours, soit jusqu'au 22 décembre 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0192 – 29 mars 2018 (1187889001) : Conclure trois ententes-cadres d'une durée de trente-six mois avec les firmes suivantes : 1) Atelier Civiliti inc. pour une somme maximale de 1 837 070,55 $, taxes incluses (8 soumissions, 4 conformes); 2) Lemay Co inc. pour une somme maximale de 1 543 900,40 $, taxes incluses (7 soumissions, 2 conformes); 3) Fahey et associés inc. pour une somme maximale de 571 237,19 $, taxes incluses (7 soumissions, 1 conforme), pour la fourniture de services professionnels multidisciplinaires en aménagement urbain - Appel d'offres public 17-16443 / Approuver les projets de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Les mandats consistent à fournir à la Ville de Montréal des services professionnels multidisciplinaires principalement en :

- aménagement du territoire;
- urbanisme;
- design urbain;
- patrimoine.

Plus précisément, les différents mandats seront réalisés sur le territoire de la Ville de Montréal à différentes échelles, et ce, en fonction des besoins afférents aux mandats. De manière non limitative, les principaux types de services professionnels que l'adjudicataire devra être en mesure de fournir dans les mandats qui lui seront confiés sont les suivants :

- recherche documentaire de cas novateurs, de meilleures pratiques et de pratiques innovantes applicables dans un contexte montréalais;
- diagnostic :

- inventaire et caractérisation du territoire afin de déterminer les secteurs vacants, à transformer et établis;

- caractérisation physicospatiale (morphologie urbaine, cadre bâti, composantes paysagères et patrimoniales);

- étude historique (formation du territoire);

- étude préalable à une évaluation de l'intérêt patrimonial d'un bâtiment ou d'un site;

- profil social et démographique;

- étude de marché (résidentiel, commercial et d'emploi);

- évaluation de la capacité d'accueil (développement immobilier).

- vision préliminaire :

- orientations d'aménagement et de développement;

- orientations de conservation et de mise en valeur du patrimoine;

- stratégie de conservation et de mise en valeur du patrimoine.

- hypothèses d'aménagement :

- scénario d'aménagement de quartier, de rue et de lieux publics (parcs, places, pôles de mobilité, centres de distribution urbains, sites de bornes de recharge électrique, stationnement, etc.);

- stratégie d'encadrement réglementaire (approches impliquant des paramètres quantitatifs, qualitatifs, souples ou limitatifs);

- étude de faisabilité technique et financière;

- rendu visuel (schéma, croquis, plans, élévations, coupes, perspectives, etc.).

- conception détaillée :

- guide d'aménagement et de design;

- avant-projet détaillé : plans et devis (jusqu'à 40 %);

- estimation des coûts des projets;

- suivi de certification environnementale (ex. : LEED®, SITES®, Envision™, BREEAM®, Living Future©, etc.).

L'adjudicataire pourra également être appelé à réaliser et fournir les services suivants :

- participer à des assemblées publiques tenues par l'Office de consultation publique de Montréal, les conseils d'arrondissement ou autres organismes, où sont présentés les projets de développement;
- faire des présentations aux élus et aux représentants de la Ville et des arrondissements;
- assister aux réunions avec les divers partenaires concernés par le mandat ou avec le public;
- animer des séances de concertation et/ou de codesign avec la population et les partenaires;

- collaborer avec des intervenants internes ou externes à la réalisation de mandats tels que :

- élaboration de guides, politiques ou plans d’action;

- organisation d’événements et de séances de participation publique;

- intégration de critères de performance en développement durable;

- études de caractérisation géotechnique et environnementale;

- mise en place des mesures de protection des ressources archéologiques;

- plans et devis pour des projets de design industriel (ex. : bornes de recharge);

- etc.

Ainsi, afin de pouvoir offrir les services demandés, les firmes mandatées ont proposé des équipes multidisciplinaires composées notamment d'architectes, d'architectes paysagistes, de designers urbains et d'urbanistes. Par ailleurs, les firmes mandatées se sont adjointes les ressources complémentaires suivantes : designer industriel, économistes, estimateurs, ingénieurs en foresterie urbaine, en gestion écologique des eaux de pluie, en conception routière, en mobilité et circulation et des professionnels en certification environnementale, en consultation et concertation citoyenne, en histoire, en patrimoine, en sociologie, en modélisation 3D et en géomatique.

Les firmes mandatées agiront sous la responsabilité de la Directrice de l’urbanisme ou de son représentant autorisé.

Les bordereaux de soumission ont été préparés en fonction des besoins prévisionnels pour les trente-six prochains mois. Les heures provisionnelles inscrites aux bordereaux de soumissions pour chacune des ententes-cadres et pour chacune des ressources sont basées sur les besoins estimés et utilisés seulement aux fins d'un scénario permettant d'évaluer l'offre en vue du pointage final.

Le mode de rémunération sera au choix du requérant des services professionnels, soit entre la méthode horaire avec un plafond équivalant à l’enveloppe budgétaire du programme de travail ou la méthode forfaitaire.

Aucune dépense contingente ou incidente n'est prévue pour chacun des contrats.

La durée des ententes-cadres est établie sur une période maximale de trente-six mois à compter de la date de la résolution d’octroi du contrat ou jusqu'à épuisement des crédits disponibles pour la réalisation des projets liés à chacun des contrats, selon la première des deux éventualités.

JUSTIFICATION

Sur les 16 firmes s'étant procuré le cahier des charges dans le cadre de cet appel d'offres public, cinq firmes ont présenté des offres pour chacun des contrats, soit une proportion de 31,25 % des firmes, pour un total de 20 offres reçues (5 fois 4 contrats).

Les offres reçues ont été présentées conformément à la Loi sur les cités et villes prévoyant une évaluation en deux étapes à partir des documents fournis, et ce, dans deux enveloppes scellées. Ces offres ont été analysées en première étape (évaluation de la conformité et qualification de l'offre de services professionnels sans les honoraires - enveloppe no 1). Parmi elles, des offres ont été rejetées. Les raisons qui motivent ces rejets sont précisées dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Les offres ayant obtenu le pointage minimal requis étaient admissibles à la deuxième étape du processus (évaluation de l'offre de services professionnels incluant les honoraires - enveloppe no 2).

Après l'analyse des offres reçues par le comité de sélection, qui s'est réuni le 10 juillet 2019, celui-ci recommande de retenir les offres de service de :

Contrat no 1	Lemay Co inc.	1 788 022,22 $, taxes incluses
Contrat no 2	Fahey et associés inc.	1 464 147,99 $, taxes incluses
Contrat no 3	Atelier Civiliti inc.	1 221 028,75 $, taxes incluses

Contrat no 1 – Lemay Co inc.

Parmi les cinq soumissions reçues, deux n'ont pas obtenu le pointage intérimaire requis.

Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Prix (taxes incluses)
Lemay Co inc.	83,5	0,75	1 788 022,22 $
Fahey et associés inc.	80,4	0,70	1 849 891,41 $
Atelier Civiliti inc.	73,8	0,63	1 962 594,51 $
Dernière estimation réalisée			2 113 152,22 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x100*			(325 130,00 $) -15,39 %
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 e meilleure note finale – adjudicataire) /adjudicataire) x100*			61 869,19 $ 3,46 %

Contrat no 2 – Fahey et associés inc.

Parmi les cinq soumissions reçues, deux n'ont pas obtenu le pointage intérimaire requis. La firme Lemay Co inc. a été retenue pour le contrat no 1, elle est donc réputée non valide pour les contrats restant à octroyer.

Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Prix (taxes incluses)
Fahey et associés inc.	80,4	0,89	1 464 147,99 $
Atelier Civiliti inc.	73,8	0,80	1 554 806,93 $
Dernière estimation réalisée			1 674 546,90 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)			(210 398,91 $) -12,56 %

((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x100	
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 e meilleure note finale – adjudicataire) /adjudicataire) x100*	90 658,94 $ 6,19 %

Contrat no 3 – Atelier Civiliti inc.

Parmi les cinq soumissions reçues, deux n'ont pas obtenu le pointage intérimaire requis. Les firmes Lemay Co inc. et Fahey et Associés inc. ont été retenues pour les contrats no 1 et no 2, elles sont donc réputées non valides pour les contrats restant à octroyer. Atelier Civiliti inc. se trouve donc la seule firme ayant atteint le pointage final en fonction des critères de sélection préétablis.

Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Prix (taxes incluses)
Atelier Civiliti inc.	73,8	0,63	1 221 028,75 $
Dernière estimation réalisée			1 314 760,35 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x100*			(93 731,60 $) -7,13 %
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 e meilleure note finale – adjudicataire) /adjudicataire) x100*			S. O. S. O.

Analyse – Contrat no 1 :

Pour le contrat no 1, nous constatons un écart non négligeable entre les offres conformes soumises :

- La soumission de l'adjudicataire s'établissant à 1 788 022,22 $ (incluant taxes) - est 15,39 % plus basse que l'estimation faite par le SUM;
- L'offre la plus haute est de 1 962 594,51 $ (incluant taxes) soit 7,12 % plus basse que l'estimation réalisée par le SUM.

Pour le contrat no 1, nous constatons que la moyenne des prix des trois firmes soumissionnaires se situe à 1 866 836,05 $ (incluant taxes). Il y a donc un écart de 11,66 % avec l'estimation réalisée par le SUM. L'estimation du SUM est basée sur le juste prix du marché.

De plus, les taux horaires proposés par Lemay Co inc. pour certaines ressources sont nettement en dessous des taux estimés. À titre d'exemple :

- les taux horaires des professionnels seniors (10 ans et plus d'expérience) ainsi que les professionnels intermédiaires (5 à 10 ans d'expérience) de l'adjudicataire sont inférieurs de 18 % par rapport à l'estimation du SUM;
- les taux horaires des estimateurs seniors (10 ans et plus d'expérience) ainsi que les estimateurs intermédiaires (5 à 10 ans d'expérience) de l'adjudicataire sont inférieurs de 38 % par rapport à l'estimation du SUM. Ceux des estimateurs juniors (moins de 5 ans) sont quant à eux inférieurs de 31 % par rapport à l'estimation du SUM;
- les taux horaires du personnel technique de l'adjudicataire sont également inférieurs de 27 % pour le personnel de 10 ans et plus d'expérience, de 38 % pour le personnel technique de 5 à 10 ans d'expérience et de 36 % pour le personnel technique de moins de 5 ans d'expérience par rapport à l'estimation du SUM.

D'ailleurs, les taux horaires proposés par Lemay Co inc. sont nettement en dessous de la recommandation des taux horaires de l'Association des architectes paysagistes du Québec, de l'Association des designers industriels du Québec ou encore des taux horaires admissibles pour les services d'architectes aux fins de l'application du tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement du Québec par des architectes. Cette remarque est également valide pour les ressources de type « personnel technique ».

Analyse – Contrat no 2 :

Pour le contrat no 2, nous constatons un écart entre les offres conformes soumises :

- La soumission de l'adjudicataire s'établissant à 1 464 147,99 $ (incluant taxes) est 12,56 % plus basse que l'estimation faite par le SUM;
- L'offre la plus haute est 1 554 806,93 $ (incluant taxes), soit 7,15 % moins élevée que l'estimation réalisée par le SUM.

Pour le contrat no 2, nous constatons également que la moyenne des prix des deux firmes soumissionnaires se situe à 1 509 477,97 $ (incluant taxes). Il y a donc un écart de 9,86 % avec l'estimation réalisée par le SUM.

L'adjudicataire n'a pas effectué de majoration des taux horaires entre l'an 1, l'an 2 et l'an 3.

D'autre part, les taux horaires proposés par Fahey et Associés inc. pour certaines ressources sont en dessous des taux estimés. À titre d'exemple :

- le taux horaire du directeur de projet de l'adjudicataire est inférieur de 30 % par rapport à l'estimation du SUM. La tendance est la même pour le chargé de projet dont le taux horaire est 27 % inférieurs par rapport à l'estimation du SUM;
- le taux horaire des professionnels (10 ans et plus d'expérience) de l'adjudicataire est inférieur de 23 % par rapport à l'estimation du SUM.

Les taux horaires proposés par Fahey et Associées inc. sont en dessous de la recommandation des taux horaires de l'Association des architectes paysagistes du Québec, de l'Association des designers industriels du Québec ou encore des taux horaires admissibles pour les services d'architectes aux fins de l'application du tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement du Québec par des architectes.

Cependant, les taux horaires des estimateurs intermédiaires (5 à 10 ans d'expérience) et juniors (moins de 5 ans) sont respectivement plus élevés de 30 % et 32 % par rapport à l'estimation du SUM.

Analyse – Contrat no 3 :

Pour le contrat no 3, nous constatons que la soumission de l'adjudicataire s'établissant à 1 221 028,75 $ (incluant taxes) est 7,13 % plus basse que l'estimation faite par le SUM.

Bien que le montant total de la soumission soit similaire à l'estimation du SUM, l'écart des taux horaires selon le type de ressources entre l'adjudicataire et l'estimation du SUM peut être notable. À titre d'exemple :

- le taux horaire du directeur de projet de l'adjudicataire est inférieur de 25 % à celui de l'estimation du SUM tandis que celui pour le chargé de mandat est inférieur à 15 % par rapport à l'estimation du SUM;
- le taux horaire des estimateurs seniors (10 ans et plus d'expérience) est par contre supérieur de 24 % par rapport à l'estimation du SUM.

Autorité des Marchés Publics (AMP)

Dans le cadre de la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics, les trois adjudicataires disposent d'un certificat de l'Autorité des marchés publics (AMP) dont copies sont jointes au présent dossier. Les dates d'émissions des autorisations sont les suivantes :

- Lemay Co inc. : 13 février 2017;
- Fahey et Associés inc. : 12 avril 2019;
- Atelier Civiliti inc. : 17 avril 2019.

Après validation, les trois adjudicataires ne sont pas inscrits au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics) et ne se sont pas rendus non conformes en vertu du Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle.

Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC)

Le présent dossier doit être soumis à la Commission permanente sur l'examen des contrats, puisque le montant du contrat no 3 octroyé à Atelier Civilité inc. se chiffre à 1 221 028,75 $ et qu'il s'agit de la seule soumission conforme reçue.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour les trois ententes-cadres, les dépenses d'honoraires professionnels représentent un coût total maximal de 4 473 198,96 $, incluant les taxes, sur une période maximale de trente-six (36) mois, ce qui représente une dépense totale maximale de 4 084 626,88 $ net de ristournes.

Chaque entente-cadre conclue permettra de couvrir plusieurs mandats. Les fonds requis pour réaliser les mandats proviendront des budgets déjà affectés aux différents projets de la Direction de l'urbanisme et aux projets d'autres unités administratives tels les services centraux et les arrondissements, pour lesquelles la Direction de l'urbanisme offre ses services en appui. Les fonds seront puisés aux PTI 2019-2021 et PTI 2020-2022 ou au budget de fonctionnement en fonction des divers mandats. Ainsi, aucune imputation budgétaire spécifique n'est requise au présent dossier décisionnel.

Chacun des mandats confiés aux différentes firmes devra faire l'objet d'une autorisation de dépense à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE02-004) ou avec les règlements des arrondissements.

Les services professionnels seront rémunérés selon les termes du devis, soit selon deux méthodes possibles : forfaitaire ou horaire avec plafond équivalent à l'enveloppe budgétaire

affectée aux différents mandats. La rémunération est établie à partir des taux horaires et des ressources indiquées dans les bordereaux de prix des adjudicataires.

Ces mandats pourraient encourir des dépenses d'agglomération pour des projets s'inscrivant dans le cadre de la Loi sur le patrimoine culturel, ce qui relève de la compétence d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Transition écologique et Plan de développement durable de la collectivité montréalaise

Certains mandats réalisés dans le cadre des ententes-cadres permettront notamment de s'inscrire en lien avec le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise - *Montréal durable 2016-2020* et contribueront à :

- réduire les émissions de GES et la dépendance aux énergies fossiles;
- verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources;
- assurer l'accès à des quartiers durables, à échelle humaine et en santé;
- faire la transition vers une économie verte, circulaire et responsable.

Ville de Montréal. (2016) *Montréal durable 2016-2020, Ensemble pour une métropole durable* , Quatre priorités d'intervention. p 13.

Vision Zéro

La Ville de Montréal s'est dotée du plan d'action Vision Zéro. Cette approche a pour but de réduire au maximum les décès et blessures graves dans les rues de Montréal en agissant sur l'ensemble des composantes du système de circulation routière pour garantir la sécurité de tous les usagers de la route : piétons, cyclistes, conducteurs et passagers. Elle nécessite la collaboration de toutes les parties prenantes afin que les solutions d'aménagement proposées soient portées par tous. Certains mandats réalisés dans le cadre des ententes-cadres permettront de s'arrimer au plan d'action Vision Zéro.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de disposer d'ententes de services professionnels avec des firmes multidisciplinaires expertes principalement en aménagement du territoire, en urbanisme, en design urbain et en patrimoine permettra à la Direction de l'urbanisme d'atteindre ses objectifs, de soutenir efficacement les arrondissements et d'accélérer la réalisation de ses projets.
Dans le cas où le dossier n'est pas approuvée ou est retardé, les différents mandats devront passer à travers les processus d'appel d'offres et d'octroi de contrat spécifiques, ce qui aura pour conséquence de ralentir l'atteinte des objectifs fixés par la Direction de l'urbanisme.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi des contrats: à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances.

Début des contrats : octobre 2019.

Services professionnels dispensés : octobre 2019 à octobre 2022 ou jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires respectives.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Pierre L'ALLIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louis-Henri BOURQUE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Mathieu PAYETTE-HAMELIN, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Pascal LACASSE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Louis-Henri BOURQUE, 1er août 2019
Mathieu PAYETTE-HAMELIN, 30 juillet 2019
Pascal LACASSE, 29 juillet 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aurélie LÉPINOUX
conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-872-2203
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-29

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme

Tél : 514 872-7978
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514 872-7978
Approuvé le : 2019-08-14

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 13 février 2017

LEMAY CO INC.
A/S MONSIEUR LOUIS T. LEMAY
3500, RUE SAINT-JACQUES
MONTRÉAL (QC) H4C 1H2

Nº de décision : 2017-CPSM-1009603
N° de client : 2700031550

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- LEMAY + CHA
- LEMAY + DAA
- LEMAY + MMA
- LEMAY ARCHITECTURE + DESIGN
- LEMAY ASSOCIÉS (ARCHITECTURE, DESIGN)
- SERVICES INTÉGRÉS LEMAY ET ASSOCIÉS
- LEMAY INTERGRATED SERVICES AND ASSOCIATES

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LEMAY CO INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **13 novembre 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 12 avril 2019

FAHEY & ASSOCIÉS INC.
A/S MONSIEUR BRIAN FAHEY
740, RUE NOTRE-DAME O
BUR. 1501
MONTRÉAL (QC) H3C 3X6

No de décision : 2019-DAMP-0239
N° de client : 3000338368

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). FAHEY & ASSOCIÉS INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **11 avril 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Chantal Hamel
Directrice de l'admissibilité aux marchés publics

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 17 avril 2019

ATELIER CIVILITI INC.
A/S MONSIEUR PETER SOLAND
5778, RUE SAINT-ANDRÉ
MONTRÉAL (QC) H2S 2K1

No de décision : 2019-DAMP-0266
N° de client : 3000648951

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). ATELIER CIVILITI INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **16 avril 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Chantal Hamel
Directrice de l'admissibilité aux marchés publics

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1197713003

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Direction
Objet :	Conclure trois ententes-cadres d'une durée de trente-six mois avec les firmes suivantes : 1) Lemay Co inc. pour une somme maximale de 1 788 022,22 $, taxes incluses (5 soumissions, 3 conformes); 2) Fahey et associés inc. pour une somme maximale de 1 464 147,99 $, taxes incluses (5 soumissions, 2 conformes); 3) Atelier Civiliti inc. pour une somme maximale de 1 221 028,75 $, taxes incluses (5 soumissions, 1 conforme); pour la fourniture de services professionnels multidisciplinaires en aménagement urbain - Appel d'offres public 19-17634

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17634 int. d'octroi contrat 1.pdf
19-17634 int. d'octroi contrat 2.pdf
19-17634 int. d'octroi contrat 3.pdf
19-17634 pv.pdf
19-17634 tableau contrat 1.pdf
19-17634 tableau contrat 2.pdf
19-17634 tableau contrat 3.pdf
19-17634 liste seao.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre L'ALLIER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5359

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-30

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514-872-5241
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17634 contrat 1

No du GDD : 1197713003

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels multidisciplinaires en aménagement urbain pour la Direction de l'urbanisme

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 22 - 5 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 25 - 6 - 2019

Ouverture faite le : 25 - 6 - 2019

Date du comité de sélection : 10 - 7 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 16

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 31,25

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de rejets : 40

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
BC2 Groupe conseil Inc.	Pas obtenu la note intérimaire suffisante
Rousseau Lefèbvre Inc.	Pas obtenu la note intérimaire suffisante

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 22 - 12 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 22 - 12 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Atelier Civiliti Inc.	1 962 594,51 $		
Lemay CO	1 788 022,22 $	X	
Fahey et associés Inc.	1 849 891,41 $		

Information additionnelle

Des onze firmes n'ayant pas déposé d'offres, une était sous-traitante d'un soumissionnaire. La majorité des autres preneurs ne rencontraient pas les exigences en termes de ressources spécialisées.

Préparé par : Pierre L'Allier

Le 16 - 7 - 2019

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17634 contrat 2

No du GDD : 1197713003

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels multidisciplinaires en aménagement urbain pour la Direction de l'urbanisme

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 22 - 5 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 25 - 6 - 2019

Ouverture faite le : 25 - 6 - 2019

Date du comité de sélection : 10 - 7 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 16

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 31,25

Nbre de soumissions rejetées : 3

% de rejets : 60

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
BC2 Groupe conseil Inc.	Pas obtenu la note intérimaire suffisante
Rousseau Lefèbvre Inc.	Pas obtenu la note intérimaire suffisante
Lemay CO	Non conforme contrat 2, ayant obtenu contrat 1

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 22 - 12 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 1 jrs

Date d'échéance révisée : 23 - 12 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Atelier Civiliti Inc.	1 554 806,93 $		
Fahey et associés Inc.	1 464 147,99 $	X	

Information additionnelle

Des onze firmes n'ayant pas déposé d'offres, une était sous-traitante d'un soumissionnaire. La majorité des autres prneurs ne rencontraient pas les exigences en termes de ressources spécialisées.

Préparé par : Pierre L'Allier

Le 16 - 7 - 2019

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17634 contrat 3

No du GDD : 1197713003

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels multidisciplinaires en aménagement urbain pour la Direction de l'urbanisme

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 22 - 5 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 25 - 6 - 2019

Ouverture faite le : 25 - 6 - 2019

Date du comité de sélection : 10 - 7 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 16

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 31,25

Nbre de soumissions rejetées : 4

% de rejets : 80

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
BC2 Groupe conseil Inc.	Pas obtenu la note intériamire suffisante
Rousseau Lefèbvre Inc.	Pas obtenu la note intériamire suffisante
Lemay CO	Non conforme contrat 3, obtenu contrat 1
Fahey et associés Inc.	Non conforme contrat 3, obtenu contrat 2

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 22 - 12 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 22 - 12 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Atelier Civiliti Inc.	1 221 028,75 $	X	

Information additionnelle

Des onze firmes n'ayant pas déposé d'offres, une était sous-traitante d'un soumissionnaire. La majorité des autres firmes ne rencontraient pas les exigences en termes de ressources spécialisées.

Préparé par : Pierre L'Allier

Le 16 - 7 - 2019

19-17634 - Services professionnels multidisciplinaires en aménagement urbain pour la Direction de l'urbanisme (Contrat 1)

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du directeur de projet et de sa relève 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Atelier Civiliti Inc.	3,50	6,75	11,00	16,00	20,25	16,25	73,8	1 962 594,51 $	0,63	3
BC2 Groupe conseil Inc.	3,63	6,50	10,25	12,50	21,50	14,25	68,6			Non conforme
Lemay CO Inc.	4,00	8,75	12,00	17,00	24,50	17,25	83,5	1 788 022,22 $	0,75	1
Fahey et associés Inc.	3,88	7,75	11,00	16,00	25,00	16,75	80,4	1 849 891,41 $	0,70	2
Rousseau Lefèbvre Inc.	3,13	5,50	11,25	12,50	18,25	14,00	64,6			Non conforme
Agent d'approvisionnement	**Pierre L'Allier**									

Comité	
Date	mercredi 10-07-2019
Heure	13h30
Lieu	255 Crémazie Est, 4e étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

19-17634 - Services professionnels multidisciplinaires en aménagement urbain pour la Direction de l'urbanisme (Contrat 2)

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du directeur de projet et de sa relève 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Atelier Civiliti Inc.	3,50	6,75	11,00	16,00	20,25	16,25	73,8	1 554 806,93 $	0,80	2
BC2 Groupe conseil Inc.	3,63	6,50	10,25	12,50	21,50	14,25	68,6			Non conforme
Lemay CO Inc.	4,00	8,75	12,00	17,00	24,50	17,25	83,5		-	contrat 1
Fahey et associés Inc.	3,88	7,75	11,00	16,00	25,00	16,75	80,4	1 464 147,99 $	0,89	1
Rousseau Lefèbvre Inc.	3,13	5,50	11,25	12,50	18,25	14,00	64,6			Non conforme
Agent d'approvisionnement	**Pierre L'Allier**									

Comité	
Date	mercredi 10-07-2019
Heure	13h30
Lieu	255 Crémazie Est, 4e étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

19-17634 - Services professionnels multidisciplinaires en aménagement urbain pour la Direction de l'urbanisme (Contrat 3)

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du directeur de projet et de sa relève 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Atelier Civiliti Inc.	3,50	6,75	11,00	16,00	20,25	16,25	73,8	1 221 028,75 $	1,01	1
BC2 Groupe conseil Inc.	3,63	6,50	10,25	12,50	21,50	14,25	68,6			Non conforme
Lemay CO Inc.	4,00	8,75	12,00	17,00	24,50	17,25	83,5		-	contrat 1
Fahey et associés Inc.	3,88	7,75	11,00	16,00	25,00	16,75	80,4		-	contrat 2
Rousseau Lefèbvre Inc.	3,13	5,50	11,25	12,50	18,25	14,00	64,6			Non conforme

Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier

Comité	
Date	mercredi 10-07-2019
Heure	13h30
Lieu	255 Crémazie Est, 4e étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

Liste des commandes

Numéro : 19-17634
Numéro de référence : 1270507
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Services professionnels en aménagement urbain pour la Direction de l'urbanisme

☐	Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
☐	NIPPAYSAGE architectes paysagistes 6889 boul. St-Laurent suite 3 Montréal, QC, H2S3C9 NEQ : 1168854603	Madame Mélanie Mignault Téléphone : 514 272-6626 Télécopieur :	**Commande : (1600022)** 2019-05-27 15 h 35 **Transmission :** 2019-05-27 15 h 35	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Provencher Roy + Associés architectes 700-276 rue Saint-Jacques Montréal, QC, H2y1N3 NEQ : 1172835382	Madame Suzanne Mélançon Téléphone : 514 844-3938 Télécopieur : 514 844-6526	**Commande : (1598049)** 2019-05-23 9 h 32 **Transmission :** 2019-05-23 9 h 32	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Rousseau Lefebvre inc. 100 rue Tourangeau Est Laval, QC, H7G 1L1 http://www.rousseau-lefebvre.com NEQ : 1149485345	Monsieur Daniel Lefebvre Téléphone : 450 663-2145 Télécopieur : 450 663-2146	**Commande : (1598438)** 2019-05-23 15 h 40 **Transmission :** 2019-05-23 15 h 40	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1598064)** 2019-05-23 9 h 43 **Transmission :** 2019-05-23 9 h 43	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de Trois-Rivières 1325, place de l'Hotel-de-Ville C.P. 368 Trois-Rivières, QC, G9A 5H3 NEQ :	Madame Secrétaire Approvisionnement Téléphone : 819 379-3735 Télécopieur : 819 379-4057	**Commande : (1617072)** 2019-07-10 13 h 46 **Transmission :** 2019-07-10 13 h 46	Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1598286)** 2019-05-23 13 h 28 **Transmission :** 2019-05-23 13 h 28	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	2 Architectures Inc 6250 rue Hutchison, local 300A Montréal, QC, H2V 4C5 NEQ : 1171613186	Madame Émilie Vandal-Piché Téléphone : 514 278-4443 Télécopieur :	**Commande : (1597792)** 2019-05-22 16 h 11 **Transmission :** 2019-05-22 16 h 11	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	AECOM Consultants Inc. 1 85 Rue Sainte-Catherine Ouest	Madame Louise Michaud Téléphone : 514 798-7845 Télécopieur : 514 287-8600	**Commande : (1598687)** 2019-05-24 9 h 02	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

	Montréal, QC, H2X 3P4 http://www.aecom.com NEQ : 1161553129		**Transmission :** 2019-05-24 9 h 02	Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Affleck de la Riva architectes 1450 City Councillors Suite 230 Montréal, QC, H3A 2E6 http://www.affleckdelariva.com NEQ : 3346062121	Monsieur Richard de la Riva Téléphone : 514 861-0133 Télécopieur : 514 861-5776	**Commande : (1598529)** 2019-05-23 18 h 24 **Transmission :** 2019-05-23 18 h 24	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	BC2 Groupe Conseil inc. 85 rue Saint-Paul Ouest Bureau 300 Montréal, QC, H2Y3V4 http://www.groupebc2.com NEQ : 1166369067	Monsieur Olivier Collins Téléphone : 514 507-3600 Télécopieur : 514 507-3601	**Commande : (1599002)** 2019-05-24 13 h 18 **Transmission :** 2019-05-24 13 h 18	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	CEUM 3516 avenue du Parc Montréal Montréal, QC, H1V1V1 http://www.ecologieurbaine.net NEQ : 1144917920	Madame Véronique Fournier Téléphone : 514 282-8378 Télécopieur : 514 985-9725	**Commande : (1599584)** 2019-05-27 9 h 54 **Transmission :** 2019-05-27 9 h 54	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Civiliti 5778 rue St-Andre Montréal, QC, H2S2K1 http://www.civiliti.com NEQ : 1170643176	Monsieur Peter Soland Téléphone : 514 402-9353 Télécopieur : 514 402-9353	**Commande : (1601234)** 2019-05-29 15 h 41 **Transmission :** 2019-05-29 15 h 41	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Coopérative Le Comité 4057 rue Sainte-Catherine Est Montréal, QC, H1W2G9 http://www.lecomitemtl.com/ NEQ : 1171634653	Monsieur Pierre Moro-Lin Téléphone : 514 318-0366 Télécopieur :	**Commande : (1609047)** 2019-06-18 10 h 58 **Transmission :** 2019-06-18 10 h 58	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Fahey et Associés inc. 740 Notre-Dame Ouest Bureau 1501 Montréal, QC, H3C3X6 http://www.fahey.ca NEQ : 1169583532	Monsieur Brian Fahey Téléphone : 514 939-9399 Télécopieur :	**Commande : (1598390)** 2019-05-23 14 h 56 **Transmission :** 2019-05-23 14 h 56	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	FNX-INNOV inc. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 NEQ : 1174002437	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1598424)** 2019-05-23 15 h 29 **Transmission :** 2019-05-23 15 h 29	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Lemay CO inc. 3500, rue Saint-Jacques Montréal, QC, H4C 1H2 http://www.lemay.com NEQ : 1149007115	Monsieur Jean Vachon Téléphone : 514 316-7936 Télécopieur : 514 935-8137	**Commande : (1600789)** 2019-05-29 8 h 28 **Transmission :** 2019-05-29 8 h 28	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services EXP Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1597743)** 2019-05-22 15 h 27 **Transmission :** 2019-05-22 15 h 27	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.33

2019/09/19 17:00

(2)

Dossier # : 1197713003

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Direction
Objet :	Conclure trois ententes-cadres d'une durée de trente-six mois avec les firmes suivantes : 1) Lemay Co inc. pour une somme maximale de 1 788 022,22 $, taxes incluses (5 soumissions, 3 conformes); 2) Fahey et associés inc. pour une somme maximale de 1 464 147,99 $, taxes incluses (5 soumissions, 2 conformes); 3) Atelier Civiliti inc. pour une somme maximale de 1 221 028,75 $, taxes incluses (5 soumissions, 1 conforme); pour la fourniture de services professionnels multidisciplinaires en aménagement urbain - Appel d'offres public 19-17634

Rapport - mandat SMCE197713003.pdf

Dossier # :1197713003

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidents

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

Le 19 septembre 2019

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE197713003

Conclure trois ententes-cadres d'une durée de trente-six mois avec les firmes suivantes : 1) Lemay Co inc. pour une somme maximale de 1 788 022,22 $, taxes incluses (5 soumissions, 3 conformes); 2) Fahey et associés inc. pour une somme maximale de 1 464 147,99 $, taxes incluses (5 soumissions, 2 conformes); 3) Atelier Civiliti inc. pour une somme maximale de 1 221 028,75 $, taxes incluses (5 soumissions, 1 conforme); pour la fourniture de services professionnels multidisciplinaires en aménagement urbain - Appel d'offres public 19-17634.

(ORIGINAL SIGNÉ)	*(ORIGINAL SIGNÉ)*
Karine Boivin Roy Présidente	Linda Lajeunesse Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE197713003

Conclure trois ententes-cadres d'une durée de trente-six mois avec les firmes suivantes : 1) Lemay Co inc. pour une somme maximale de 1 788 022,22 $, taxes incluses (5 soumissions, 3 conformes); 2) Fahey et associés inc. pour une somme maximale de 1 464 147,99 $, taxes incluses (5 soumissions, 2 conformes); 3) Atelier Civiliti inc. pour une somme maximale de 1 221 028,75 $, taxes incluses (5 soumissions, 1 conforme); pour la fourniture de services professionnels multidisciplinaires en aménagement urbain - Appel d'offres public 19-17634.

À sa séance du 28 août 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce contrat répondait au critère suivant :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$, pour lequel :*
    - *une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.*

Le 4 septembre 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service de l'urbanisme et de la mobilité ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres ont pu obtenir des justifications satisfaisantes concernant l'important écart observé entre les taux horaires estimés et ceux de l'adjudicataire, à savoir que les firmes soumissionnent souvent en proposant des taux horaires modestes, et ce, précisément dans l'objectif d'obtenir des ententes-cadres puisque celles-ci leur permettent de mieux planifier leur main-d'œuvre et de réaliser ainsi des économies d'échelle.

Le Service a pu préciser que ces appels d'offres sont effectués dans le contexte d'un marché haussier et contingenté. Les commissaires ont également pu obtenir différentes informations relatives aux entendre-cadres, notamment à l'effet que les arrondissements peuvent avoir recours aux services qui y sont prévus, le tout étant sujet à une évaluation de la concordance entre l'entente et les besoins.

Les membres ont compris que le lot 3 n'avait pas été évalué en raison de l'élimination des deux autres firmes.

Finalement, le Service a précisé, à la demande des commissaires, que c'est le Service de l'approvisionnement qui a tenu le comité de sélection et que le fait que l'adjudicataire n'ait pas obtenu la note de passage de 70%, mais plutôt un pointage intérimaire de 68,6%, avait certainement dû faire l'objet de discussions sérieuses au sein du comité.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de l'urbanisme et de la mobilité pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$, pour lequel :*
    - *une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;

Considérant les questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE197713003 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.34

2019/09/19 17:00

(2)

Dossier # : 1190805004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente cadre avec Groupe Marchand Architecture et Design et Les services EXP inc. d'une durée de 48 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation des plans et devis ainsi que l'accompagnement durant les chantiers pour divers projets dans la Division de la Sécurité publique et d'Espace pour la vie (lot 4 - Projets du Service des incendies) de la Direction de la gestion des projets immobiliers. Dépense totale de 5 489 071.92 $ (contrat: 4 773 106,01 $ + contingence: 715 965,90 $), taxes incluses. Appel d'offres public 19-17253 - 2 soumissionnaires conformes

Il est recommandé au conseil d'agglomération :

1 - de conclure une entente cadre d'une durée de 48 mois avec une option de prolongation de 12 mois, avec la firme Groupe Marchand Architecture et Design, laquelle s'engage à fournir à la Ville, sur demande, les services professionnels en architecture et en ingénierie pour divers projets dans la Division des projets de sécurité publique (plus particulièrement le SIM) de la Direction de la gestion des projets immobiliers, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17253. Montant estimé de l'entente pour le lot 4 : 4 773 106,01 $ (taxes incluses);

2 - d'autoriser un montant total de 715 965,90 $, à titre de budget de contingences (taxes incluses);

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services et des villes liées selon l'imputation des projets immobiliers, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2019-08-16 12:50

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1190805004**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente cadre avec Groupe Marchand Architecture et Design et Les services EXP inc. d'une durée de 48 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation des plans et devis ainsi que l'accompagnement durant les chantiers pour divers projets dans la Division de la Sécurité publique et d'Espace pour la vie (lot 4 - Projets du Service des incendies) de la Direction de la gestion des projets immobiliers. Dépense totale de 5 489 071.92 $ (contrat: 4 773 106,01 $ + contingence: 715 965,90 $), taxes incluses. Appel d'offres public 19-17253 - 2 soumissionnaires conformes

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est propriétaire de plus de 1 800 bâtiments répartis dans diverses catégories d'actifs: commercial, culturel, administratif, protection et sécurité, loisirs et communautaires, industriel et sportif. Le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) gère le parc immobilier de la Ville de Montréal. Celui-ci exploite, entretien et assure le maintien d'actifs des bâtiments. Les services centraux et les arrondissements sont aussi des requérants de projets de maintien d'actifs et de développement. Les projets immobiliers sont exécutés par la Direction de la gestion et de la planification des projets immobiliers (DGPI) du SGPI.
Certaines propriétés de la Ville ont été rénovées au fil du temps, mais plusieurs présentent encore des déficiences importantes et même un état de désuétude avancée. La rétention de services professionnels permettra de mettre en oeuvre divers projets afin de faire la mise aux normes, ainsi que la mise à niveau et d'effectuer une réfection importante des composantes afin d'assurer l'intégrité des bâtiments et la pérennité du parc immobilier.

L'appel d'offres public (19-17253) pour huit lots de services professionnels en architecture et ingénierie, publié dans le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO) et dans le journal Le Devoir le 18 avril 2019, a offert aux soumissionnaires un délai de 43 jours afin d'obtenir les documents nécessaires et de déposer leurs soumissions. La validité des soumissions est d'une période de 180 jours à partir de la date de dépôt des soumissions, soit le 30 mai 2019.

Six addenda ont été émis :

Addenda 1 30-04-2019 Modification de la durée du contrat.

Addenda 2 03-05-2019 Modification de l'un des mandats du lot #2.

Addenda 3 07-05-2019 Réponses à trois questions mineures des soumissionnaires afin de préciser les documents d'appel d'offres.

Addenda 4 14-05-2019 Réponses à cinq questions mineures des soumissionnaires afin de préciser les documents d'appel d'offres.

Addenda 5 21-05-2019 Réponses à cinq questions mineures des soumissionnaires afin de préciser les documents d'appel d'offres.

Addenda 6 23-05-2019 Réponses à deux questions mineures des soumissionnaires afin de préciser les documents d'appel d'offres.

La grille d'analyse pour cet appel d'offres est conforme à la Division des critères d'évaluation et des pourcentages de la grille préapprouvée par le Comité exécutif à la séance du 24 septembre 2008, par la résolution CE 12 1261.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune.

DESCRIPTION

L'adjudicataire aura comme mission de prendre en charge la fourniture des services professionnels en architecture et ingénierie (mécanique et électricité, structure et génie civil). Le présent contrat nécessite le regroupement de firmes professionnelles en vue de former une équipe multidisciplinaire capable de travailler à la fois dans le domaine de l'architecture et de l'ingénierie. La responsabilité de la coordination technique et administrative des professionnels du présent contrat appartiendra à la firme d'architectes.

Les firmes auront à rendre pour leur discipline respective, les services professionnels sommairement décrits ci-dessous :

- Les relevés et les études préliminaires;
- L'estimation des coûts des travaux selon l'avancement des plans et devis;
- Les plans et devis;
- Les documents de présentation du projet au comité consultatif d'urbanisme et de la demande de permis;
- Les documents d'appel d'offre;
- La surveillance des travaux;
- Les suivis durant la période de garantie.

La liste prévisionnelle de projets incluse au devis à titre indicatif n'incluait qu'une envergure de coût des travaux. Cette liste représente les priorités de la DGPI au moment de la préparation du présent appel d'offres. Le choix ou non d'aller de l'avant avec l'un ou l'autre des projets ou de substituer un ou plusieurs projets par d'autre d'envergure comparable appartient à la DGPI. Les choix et précisions seront effectués en début de mandat. Les projets pourront être répartis sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal.

Plus particulièrement, les lots 1 à 8 portent sur la fourniture des services professionnels en architecture et ingénierie pour des projets selon les secteurs suivants :

Lot 1 : Bâtiments du Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) - GDD 1190805005.

Lot 2 : Bâtiments du Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) - aucun soumissionnaire conforme.

Lot 3 : Bâtiments de la Sécurité Incendie de Montréal (SIM) - GDD 1190805003.

Lot 4 : Bâtiments de la Sécurité Incendie de Montréal (SIM) - présent dossier.

Lots 5 et 6 : Bâtiments d'Espace pour la Vie (EPLV) - aucun soumissionnaire conforme.

Lots 7 et 8 : Bâtiments industriels - aucun soumissionnaire conforme

La rémunération des professionnels est mixte, c'est-à-dire que les services de base sont à pourcentage, selon les modalités prévues aux documents contractuels, tandis que les services additionnels sont à taux horaire.

JUSTIFICATION

Le comité de sélection recommande de retenir les services des firmes qui ont obtenu le plus haut pointage après la deuxième étape, selon les critères d'évaluation préalablement établis et connus de tous les soumissionnaires.

Lors de l'appel d'offres, il y a eu onze preneurs de cahier des charges, dont sept firmes d'architecture et quatre firmes d'ingénierie. Sur ce nombre trois ont remis des soumissions (27,3%). Une seule firme a retourné le formulaire sur l'explication de son désistement et mentionne que son carnet de commandes est déjà rempli pour les années à venir.

Les trois preneurs de cahier des charges ayant remis des soumissions pour le lot 4 (projets du SIM) sont :

- Groupe Marchand architecture et design inc.
- Archipel Architecture
- Les architectes Labonté Marcil s.e.n.c.

Pour ce lot, il y a eu trois offres de service soumises et l'une d'elles était non conforme car elle a obtenu le lot 3. Groupe Marchand architecture et design inc. et les Architectes Labonté Marcil ont obtenu des pointages supérieurs à 70 %.

Soumissions conformes **Lot 4**	Pointage intérimaire	Note finale	Prix de base (taxes incluses)	Services additionnels (taxes incluses)	Contingences (15%) (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Groupe Marchand architecture et design inc.	74,33 %	0.26	3 666 348,04 $	1 106 757,98 $	715 965,90 $	5 489 071,92 $
Les Architectes Labonté Marcil s.e.n.c.	77,33 %	0.20	5 290 477,48 $	1 096 550,50 $	958 054,20 $	7 345 082,18 $
Estimation SGPI			2 746 939,59 $	907 335,80 $	548 141,31 $	4 202 416,70 $
Écart entre l'estimation SGPI et l'adjudicataire ($)						1 286 655,22 $

Écart entre l'estimation SGPI et l'adjudicataire (%)	30,60 %
Écart entre l'adjudicataire et celui ayant obtenu la 2e meilleure note finale ($)	1 856 010,25 $
Écart entre l'adjudicataire et celui ayant obtenu la 2e meilleure note finale (%)	33,80 %

Une allocation pour des services additionnels a été ajoutée à chaque soumission. L'allocation servira à couvrir des services que l'équipe pourrait s'adjoindre, tels que le soutien technique spécialisé, la participation à des réunions post mortem ou de coordination ou l'ajout de projets.

Il est recommandé de prévoir une enveloppe budgétaire de contingences pour répondre aux imprévus. La somme demandée à ces fins pour le lot 4 est de 715 965,90 $ incluant les taxes, correspondant à 15 % du montant du contrat.

L'écart entre l'estimation et les prix du soumissionnaire conforme s'explique par les raisons suivantes:

Les conditions actuelles du marché font que plusieurs firmes ont un carnet de commandes déjà saturé.

Dans le devis soumis lors de cet appel d'offres, les exigences pour les services de base sont plus élevées que dans les contrats précédemment octroyés: notamment, la présence des professionnels au chantier a été établie à un minimum d'une visite par semaine par discipline pour les chantiers allant jusqu'à 1 600 000 $ et à deux visites par semaine pour les chantiers de 1 600 000 $ à 20 000 000 $. De plus, les livrables exigibles sont beaucoup plus exhaustifs que dans les devis précédents, ils sont décrits avec précision, et ce à chaque étape du projet.

Le bordereau se découpe en trois parties :

- Services de base (taux en pourcentage par discipline).
- Services additionnels (taux horaire.)
- Dépenses admissibles (de type administratif).

Les membres du comité de sélection tenu le 17 juin 2019 recommandent de retenir l'offre de Groupe Marchand architecture et design pour le lot 4.

Ce dossier doit être soumis à la Commission permanente d'examen des contrats, car il répond aux critères suivants relatifs aux contrats de service professionnels de plus de 1 M$:

- Écart de plus de 20 % entre l’estimation interne effectuée pendant le processus d’appel d’offres et la soumission de l’adjudicataire;
- Écart de prix de plus de 20 % entre l’adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l’utilisation d’une grille d’évaluation.

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et les villes, la Direction de la gestion des projets immobiliers (DGPI) a effectué un estimé préalable de la dépense du lot 4 s'élevant à 4 202 416,70$ taxes et contingences incluses, sur 48 mois avec une option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie. C'est-à-dire qu'après quatre ans, la Ville se réserve le droit de poursuivre le contrat, selon les besoins et l'état d'avancement des projets . Il s'agit d'une option sans frais additionnels.

L'estimation est basée sur une liste prévisionnelle de projets inscrits au PTI et aux carnets de commandes des clients.

Dans l'ensemble, les pourcentages et les taux horaires soumis sont plus élevés que l'estimation réalisée par le SGPI.

La présente entente permet au SGPI de réduire ses délais de réalisation des projets et augmente l'efficience globale de réalisation de ceux-ci, et ce tout en assurant une stabilité des taux pour une période de cinq ans.

Groupe Marchand architecture et design détient une attestation de l'AMF dans le cadre de ce contrat (voir en pièce jointe).
Les services EXP inc. détient une attestation de l'AMF dans le cadre de ce contrat (voir en pièce jointe).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire pour la fourniture de services professionnels en architecture et en ingénierie pour divers projets du SGPI. Les mandats seront attribués sur demande en fonction des besoins et de la planification du plan triennal d'immobilisation (PTI). Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédits. Cette entente-cadre est limitée aux projets réalisés par le SGPI.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Tous les projets qui seront réalisés dans le cadre de ce contrat viseront une certification LEED conformément à la politique de développement durable de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement pour ces services en obligeant des appels d'offres et des négociations à la pièce. Ceci aurait pour effet d'augmenter les délais et d'augmenter la charge de travail des chargés de projets du SGPI.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue. Par contre, une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer de la conclusion de l'entente et des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE : 11 septembre 2019
CM: 16 septembre 2019
CG: 19 septembre 2019

Émission de l'entente-cadre : septembre 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Patricia TEULLET-FEBRES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie CÔTÉ
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 895-4787
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-26

Jean BOUVRETTE
Chef de division projets immobiliers-Sécurité publique et EPLV

Tél : 514 868-0941
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619

Approuvé le : 2019-08-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
En remplacement de madame Sophie Lalonde, Directrice
(de 14 au 16 août 2019)

Approuvé le : 2019-08-15

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 13 mars 2017

GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS LEMAY
606, CATHCART
600
MONTRÉAL (QC) H3B 1K9

Nº de décision : 2017-CPSM-1016189
N° de client : 3000971734

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous A + SM ARCHITECTURE & DESIGN, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **12 mars 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 27 juillet 2017

LES SERVICES EXP INC.
A/S MADAME AHN HAE-JIN
56, QUEEN ST E
SUITE 301
BRAMPTON (ON) L6V 4M8

Nº de décision : 2017-CPSM-1041269
N° de client : 2700027173

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- DELSAER-GESTIONNAIRES DE PROJETS
- DELSAER-PROJECT MANAGERS
- EXP SERVICES INC.
- GÉODÉFOR
- LABORATOIRE DE CONSTRUCTION 2000
- LES CONSULTANTS L.B.C.D.
- LES LABORATOIRES SHERMONT
- PROCD TECHNOLOGIES
- PROJI-CONTROLE
- TEKNIKA HBA

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LES SERVICES EXP INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **13 mars 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1190805004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Objet :	Conclure une entente cadre avec Groupe Marchand Architecture et Design et Les services EXP inc. d'une durée de 48 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation des plans et devis ainsi que l'accompagnement durant les chantiers pour divers projets dans la Division de la Sécurité publique et d'Espace pour la vie (lot 4 - Projets du Service des incendies) de la Direction de la gestion des projets immobiliers. Dépense totale de 5 489 071.92 $ (contrat: 4 773 106,01 $ + contingence: 715 965,90 $), taxes incluses. Appel d'offres public 19-17253 - 2 soumissionnaires conformes

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Intervention Lot 4.pdf SEAO _ Liste des commandes.pdf Tableau Résultats Lot 4.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia TEULLET-FEBRES
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-1032

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-14

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17253 — No du GDD : 1190805004

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels en architecture et ingénierie pour la construction, la réfection, la restauration et la mise aux normes de bâtiments. Lot 4

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 18 - 4 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 30 - 5 - 2019

Ouverture faite le : 30 - 5 - 2019

Date du comité de sélection : 17 - 6 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 23 - 5 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 41 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 27,27

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Archipel Architecture	Non conforme Lot 3

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 26 - 11 - 2019

Date d'échéance révisée : 26 - 11 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Groupe Marchand architecture & design inc.	$ 4 773 106,01	√	4
Architectes Labonté Marcil	$ 6 387 027,96		

Information additionnelle

Parmi les firmes s'étant procurés les documents et n'ayant pas déposé de proposition pour le lot 4, on retrouve trois firmes d'ingénierie ayant déposé à titre de sous-traitant. Au moment de l'intervention, un (1) avis de désistement était reçu à cause de carnet de commandes complet.

Préparé par : Patricia Teullet — Le 7 - 8 - 2019

19-17253 - services professionnels en architecture et ingénierie pour la construction, la réfection, la restauration et la mise aux normes de bâtiments - Lot 4

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 15%	approche proposée 30%	capacité de production et échéancier 20%	expérience de la firme dans des travaux semblables 10%	expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Archipel Architecture	4,00	13,00	25,67	16,67	8,67	17,67	85,67	Non conforme Lot 3		
Groupe Marchand architecture & design inc.	4,00	11,00	24,00	11,67	7,00	16,67	74,33	4 773 106,01 $	0,26	1
Architectes Labonté Marcil	4,00	12,33	21,00	14,67	9,00	16,33	77,33	6 387 027,96 $	0,20	2
							-		-	
							-		-	

Comité	
Date	lundi 17-06-2019
Heure	0 h 00
Lieu	255 Crémazie Est bureau 400

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Patricia Teullet-Febres

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 19-17253
Numéro de référence : 1260112
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels en architecture et ingénierie pour la construction, la réfection, la restauration et la mise au normes de bâtiments

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Archipel Architecture 24 Mont-Royal ouest bureau 804 Montréal, QC, H2T 2S2 http://www.archipel-architecture.ca	Madame Mathilde Petibon Téléphone : 514 286-7557 Télécopieur :	**Commande : (1586549)** 2019-04-30 10 h 08 **Transmission :** 2019-04-30 10 h 08	3112077 - adenda 1 (devis) 2019-04-30 10 h 08 - Téléchargement 3112078 - adenda 1 (plan) 2019-04-30 10 h 08 - Téléchargement 3120402 - addenda2 (devis) 2019-05-03 13 h 40 - Courriel 3120403 - addenda2 (bordereau) 2019-05-03 13 h 40 - Téléchargement 3122887 - addenda 3 2019-05-08 8 h 19 - Courriel 3126726 - addenda 4 2019-05-14 14 h 07 - Courriel 3130185 - addenda 5 2019-05-21 10 h 32 - Courriel 3132226 - addenda 6 2019-05-23 14 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Architectes Labonté Marcil 202- 2100 Rue Fleury Est Montréal, QC, H2B 1J5	Madame Florianne Leclercq Téléphone : 514 374-9656 Télécopieur :	**Commande : (1581806)** 2019-04-18 15 h 33 **Transmission :** 2019-04-18 15 h 33	3112077 - adenda 1 (devis) 2019-04-18 21 h 54 - Courriel 3112078 - adenda 1 (plan) 2019-04-18 21 h 54 - Courriel 3120402 - addenda2 (devis) 2019-05-03 13 h 40 - Courriel 3120403 - addenda2 (bordereau) 2019-05-03 13 h 40 - Téléchargement 3122887 - addenda 3 2019-05-08 8 h 19 - Courriel 3126726 - addenda 4 2019-05-14 14 h 07 - Courriel 3130185 - addenda 5 2019-05-21 10 h 32 - Courriel 3132226 - addenda 6 2019-05-23 14 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
DMA architectes s.e.n.c.r.l. 204-655 rue Desnoyers Montréal, QC, H4C 3E1 http://www.dmaarchitectes.com	Madame Carine Lobo Téléphone : 514 288-4251 Télécopieur :	**Commande : (1582841)** 2019-04-23 12 h 08 **Transmission :** 2019-04-23 12 h 08	3112077 - adenda 1 (devis) 2019-04-23 12 h 08 - Téléchargement 3112078 - adenda 1 (plan) 2019-04-23 12 h 08 - Téléchargement 3120402 - addenda2 (devis) 2019-05-03 13 h 40 - Courriel 3120403 - addenda2 (bordereau) 2019-05-03 13 h 40 - Téléchargement 3122887 - addenda 3 2019-05-08 8 h 19 - Courriel 3126726 - addenda 4 2019-05-14 14 h 07 - Courriel 3130185 - addenda 5 2019-05-21 10 h 32 - Courriel 3132226 - addenda 6 2019-05-23 14 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
FNX-INNOV inc. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1590526)** 2019-05-07 11 h 47 **Transmission :** 2019-05-07 11 h 47	3112077 - adenda 1 (devis) 2019-05-07 11 h 47 - Téléchargement 3112078 - adenda 1 (plan) 2019-05-07 11 h 47 - Téléchargement 3120402 - addenda2 (devis) 2019-05-07 11 h 47 - Téléchargement 3120403 - addenda2 (bordereau) 2019-05-07 11 h 47 - Téléchargement 3122887 - addenda 3 2019-05-08 8 h 19 - Courriel 3126726 - addenda 4 2019-05-14 14 h 07 - Courriel 3130185 - addenda 5 2019-05-21 10 h 32 - Courriel 3132226 - addenda 6 2019-05-23 14 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Marchand Architecture & Design 1700-555 boul René-Lévesque Ouest	Monsieur Francois Lemay Téléphone : 514 904-2878	**Commande : (1588134)** 2019-05-02 10 h 07	3112077 - adenda 1 (devis) 2019-05-02 10 h 07 - Téléchargement

Montréal, QC, H2Z 1B1 http://www.gmad.ca	Télécopieur :	**Transmission :** 2019-05-02 10 h 07	3112078 - adenda 1 (plan) 2019-05-02 10 h 07 - Téléchargement 3120402 - addenda2 (devis) 2019-05-03 13 h 40 - Courriel 3120403 - addenda2 (bordereau) 2019-05-03 13 h 40 - Téléchargement 3122887 - addenda 3 2019-05-08 8 h 19 - Courriel 3126726 - addenda 4 2019-05-14 14 h 07 - Courriel 3130185 - addenda 5 2019-05-21 10 h 32 - Courriel 3132226 - addenda 6 2019-05-23 14 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Régis Côté inc 682, rue William Montréal, QC, H3C 1N9 http://www.regiscote.com	Madame Stéphanie Cote Téléphone : 514 871-8595 Télécopieur : 514 871-2279	**Commande : (1582875)** 2019-04-23 12 h 57 **Transmission :** 2019-04-23 12 h 59	3112077 - adenda 1 (devis) 2019-04-23 12 h 57 - Téléchargement 3112078 - adenda 1 (plan) 2019-04-23 12 h 57 - Messagerie 3120402 - addenda2 (devis) 2019-05-03 13 h 40 - Courriel 3120403 - addenda2 (bordereau) 2019-05-03 13 h 40 - Téléchargement 3122887 - addenda 3 2019-05-08 8 h 19 - Courriel 3126726 - addenda 4 2019-05-14 14 h 07 - Courriel 3130185 - addenda 5 2019-05-21 10 h 32 - Courriel 3132226 - addenda 6 2019-05-23 14 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Héloïse Thibodeau Architecte Inc. 395, avenue Beaumont Montréal, QC, H3N 1T5	Madame Eve de Grosbois Téléphone : 514 334-0831 Télécopieur : 514 334-2475	**Commande : (1582929)** 2019-04-23 13 h 36 **Transmission :** 2019-04-23 13 h 36	3112077 - adenda 1 (devis) 2019-04-23 13 h 36 - Téléchargement 3112078 - adenda 1 (plan) 2019-04-23 13 h 36 - Téléchargement 3120402 - addenda2 (devis) 2019-05-03 13 h 40 - Courriel 3120403 - addenda2 (bordereau) 2019-05-03 13 h 40 - Téléchargement 3122887 - addenda 3 2019-05-08 8 h 19 - Courriel 3126726 - addenda 4 2019-05-14 14 h 07 - Courriel 3130185 - addenda 5 2019-05-21 10 h 32 - Courriel 3132226 - addenda 6 2019-05-23 14 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Services EXP Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1581854)** 2019-04-18 16 h 06 **Transmission :** 2019-04-18 16 h 06	3112077 - adenda 1 (devis) 2019-04-18 21 h 54 - Courriel 3112078 - adenda 1 (plan) 2019-04-18 21 h 54 - Courriel 3120402 - addenda2 (devis) 2019-05-03 13 h 40 - Courriel 3120403 - addenda2 (bordereau) 2019-05-03 13 h 40 - Téléchargement 3122887 - addenda 3 2019-05-08 8 h 19 - Courriel 3126726 - addenda 4 2019-05-14 14 h 07 - Courriel 3130185 - addenda 5 2019-05-21 10 h 32 - Courriel 3132226 - addenda 6 2019-05-23 14 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Martin Roy et Associés. 1601, Chemin d'Oka Deux-Montagnes, QC, J7R 1N1	Madame Réjeanne Duchaine Téléphone : 450 623-0340 Télécopieur : 450 623-9302	**Commande : (1591860)** 2019-05-09 10 h 47 **Transmission :** 2019-05-09 10 h 47	3112077 - adenda 1 (devis) 2019-05-09 10 h 47 - Téléchargement 3112078 - adenda 1 (plan) 2019-05-09 10 h 47 - Téléchargement 3120402 - addenda2 (devis) 2019-05-09 10 h 47 - Téléchargement 3120403 - addenda2 (bordereau) 2019-05-09 10 h 47 - Téléchargement 3122887 - addenda 3 2019-05-09 10 h 47 - Téléchargement 3126726 - addenda 4 2019-05-14 14 h 07 - Courriel 3130185 - addenda 5 2019-05-21 10 h 32 - Courriel 3132226 - addenda 6 2019-05-23 14 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
TLÄ Architectes inc. 2372, boul. St-Martin est ,2e étage	Monsieur Benoît Lalonde Téléphone : 450 629-9992 Télécopieur : 450 629-9994	**Commande : (1587021)** 2019-04-30 16 h 37	3112077 - adenda 1 (devis) 2019-04-30 16 h 37 - Téléchargement

Laval, QC, H7E 5A4
http://www.tla-architectes.com

Transmission :
2019-04-30 16 h 37

3112078 - adenda 1 (plan)
2019-04-30 16 h 37 - Téléchargement

3120402 - addenda2 (devis)
2019-05-03 13 h 40 - Courriel

3120403 - addenda2 (bordereau)
2019-05-03 13 h 40 - Téléchargement

3122887 - addenda 3
2019-05-08 8 h 19 - Courriel

3126726 - addenda 4
2019-05-14 14 h 07 - Courriel

3130185 - addenda 5
2019-05-21 10 h 32 - Courriel

3132226 - addenda 6
2019-05-23 14 h 40 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec)
1135, boulevard Lebourgneuf
Québec
Québec, QC, G2K 0M5
http://www.wspgroup.com

Madame Martine Gagnon
Téléphone : 418 623-2254
Télécopieur : 418 624-1857

Commande : (1582661)
2019-04-23 10 h 30
Transmission :
2019-04-23 10 h 30

3112077 - adenda 1 (devis)
2019-04-23 10 h 30 - Téléchargement

3112078 - adenda 1 (plan)
2019-04-23 10 h 30 - Téléchargement

3120402 - addenda2 (devis)
2019-05-03 13 h 40 - Courriel

3120403 - addenda2 (bordereau)
2019-05-03 13 h 40 - Téléchargement

3122887 - addenda 3
2019-05-08 8 h 19 - Courriel

3126726 - addenda 4
2019-05-14 14 h 07 - Courriel

3130185 - addenda 5
2019-05-21 10 h 32 - Courriel

3132226 - addenda 6
2019-05-23 14 h 40 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Dossier # : 1190805004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Objet :	Conclure une entente cadre avec Groupe Marchand Architecture et Design et Les services EXP inc. d'une durée de 48 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation des plans et devis ainsi que l'accompagnement durant les chantiers pour divers projets dans la Division de la Sécurité publique et d'Espace pour la vie (lot 4 - Projets du Service des incendies) de la Direction de la gestion des projets immobiliers. Dépense totale de 5 489 071.92 $ (contrat: 4 773 106,01 $ + contingence: 715 965,90 $), taxes incluses. Appel d'offres public 19-17253 - 2 soumissionnaires conformes

Rapport - mandat SMCE190805004.pdf

Dossier # :1190805004

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidents

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

Le 19 septembre 2019

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE190805004

Conclure une entente cadre avec Groupe Marchand Architecture et Design et Les services EXP inc. d'une durée de 48 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation des plans et devis ainsi que l'accompagnement durant les chantiers pour divers projets dans la Division de la Sécurité publique et d'Espace pour la vie (lot 4 - Projets du Service des incendies) de la Direction de la gestion des projets immobiliers. Dépense totale de 5 489 071.92 $ (contrat: 4 773 106,01 $ + contingence: 715 965,90 $), taxes incluses. Appel d'offres public 19-17253 - 2 soumissionnaires conformes.

(ORIGINAL SIGNÉ)	*(ORIGINAL SIGNÉ)*
Karine Boivin Roy Présidente	Linda Lajeunesse Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE190805004

Conclure une entente cadre avec Groupe Marchand Architecture et Design et Les services EXP inc. d'une durée de 48 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation des plans et devis ainsi que l'accompagnement durant les chantiers pour divers projets dans la Division de la Sécurité publique et d'Espace pour la vie (lot 4 - Projets du Service des incendies) de la Direction de la gestion des projets immobiliers. Dépense totale de 5 489 071.92 $ (contrat: 4 773 106,01 $ + contingence: 715 965,90 $), taxes incluses. Appel d'offres public 19-17253 - 2 soumissionnaires conformes.

À sa séance du 28 août 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce contrat répondait au critère suivant :

- *Contrats de service professionnels d'une valeur de plus de 1 M$, pour lequel :*
  - *l'écart est de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;*
  - *l'écart de prix est de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.*

Le 4 septembre 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Le Service a expliqué les écarts observés à la satisfaction des commissaires. De plus, les membres ont compris que cinq des huit lots n'ont pas pu être octroyés, notamment en raison de la saturation du marché, du trop grand nombre de commandes dans les carnets des fournisseurs potentiels et des nouvelles exigences de la Ville. Le Service a précisé que les lots n'ayant pas trouvé d'adjudicataire seront remis en appels d'offres à une période plus propice de l'année. De plus, dans ce contexte, les commissaires apprécient qu'une même firme puisse obtenir deux lots et que de nouveaux critères de vérification aient été introduits.

Finalement, au-delà de la conformité du processus d'octroi, et ce, bien que les commissaires comprennent que la Ville entend véhiculer le message qu'un meilleur contrôle de ses projets sera effectué dorénavant, en améliorant leur surveillance par une présence accrue de professionnels sur les chantiers, la Commission est d'avis qu'il y a lieu pour la Ville de prendre du recul afin de mieux se positionner par rapport à la conjoncture du marché, en réfléchissant notamment à la durée des contrats et à l'évolution des taux horaires.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrats de service professionnels d'une valeur de plus de 1 M$, pour lequel :*
  - *l'écart est de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;*
  - *l'écart de prix est de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;

Considérant les questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE190805004 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.35

2019/09/19
17:00

(2)

Dossier # : 1198244004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les cinq (5) firmes suivantes : FNX-INNOV Inc (1 723 855.24 $), SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC (1 592 824.56 $), Groupe ABS Inc (1 303 976.20 $), WSP Canada Inc (978 293.42 $) et Solmatech Inc (599 609.57 $) totalisant une somme maximale de 6 198 558.99 $, taxes incluses pour la réalisation d'études de caractérisation environnementale et géotechniques dans le cadre de transactions immobilières ou de construction ou de rénovation d'immeubles. Appel d'offres public no 19-17508 - Six (6) soumissionnaires

Il est recommandé :
1. de conclure une entente-cadre de services professionnels pour la réalisation d'études géotechniques et de caractérisation environnementale et d'inventaire des matières préoccupantes requis sur des immeubles municipaux ou en voie d'acquisition par la Ville.

2. d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées, ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no **19-17508** et selon les conditions stipulées aux projets de conventions;

Contrat No 1: Enveloppe de 1 723 855.24 $ (toutes taxes incluses) : FNX-INNOV Inc.
Contrat No 2: Enveloppe de 1 592 824.56 $ (toutes taxes incluses) : SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC Inc.
Contrat No 3: Enveloppe de 1 303 976.20 $ (toutes taxes incluses) : Groupe ABS Inc
Contrat No 4: Enveloppe de 978 293.42 $ (toutes taxes incluses) : WSP Canada Inc.
Contrat No 5: Enveloppe de 599 609.57 $ (toutes taxes incluses) : Solmatech Inc.

3. d'imputer ces dépenses à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2019-08-16 12:21

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1198244004**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les cinq (5) firmes suivantes : FNX-INNOV Inc (1 723 855.24 $), SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC (1 592 824.56 $), Groupe ABS Inc (1 303 976.20 $), WSP Canada Inc (978 293.42 $) et Solmatech Inc (599 609.57 $) totalisant une somme maximale de 6 198 558.99 $, taxes incluses pour la réalisation d'études de caractérisation environnementale et géotechniques dans le cadre de transactions immobilières ou de construction ou de rénovation d'immeubles. Appel d'offres public no 19-17508 - Six (6) soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

En raison de l'ampleur des projets de transactions immobilières (achat, vente, échange), de construction ou de rénovation d'immeubles (postes de quartier, casernes de pompiers, bibliothèques, etc.), la Direction des transactions immobilières et la Direction de la gestion de projets immobiliers du Service de la gestion et planification immobilière (SGPI) doivent faire appel à des firmes spécialisées pour effectuer des mandats de caractérisation environnementale et d'études géotechniques. Ces mandats doivent être effectués en amont afin que le SGPI ait les données nécessaires à la prise de décision sur l'initiative des projets. Étant donné le court délai imposé dans le secteur des transactions immobilières ainsi que le court délai entre le moment où les crédits sont disponibles pour les différents travaux de construction et de rénovation, le processus d'appel d'offres et d'octroi d'un contrat ponctuel à un consultant spécialisé entraînerait des insuccès dans les transactions et des retards d'exécution de travaux de construction ou de rénovation, d'où l'importance d'avoir des ententes-cadres opérationnelles.

Les ententes-cadres semblables conclues par le SGPI en juin 2016 arrivent à échéance et certaines enveloppes budgétaires de ces ententes sont totalement engagées. Comme plusieurs études sont à prévoir dans les prochaines années, il est requis de conclure de nouvelles ententes. La totalité des mandats exécutés par chacune des firmes ne pourra

excéder le montant maximum de l'enveloppe correspondant au contrat qui leur aura été octroyé.

L'appel d'offres no 19-17508 a été publié le 25 mars 2019 dans le site électronique d'appel d'offres du Gouvernement du Québec (SEAO) par la Direction de l'approvisionnement. Lors de l'ouverture des soumissions le 25 avril 2019, six (6) soumissionnaires ont présenté des soumissions. Ceci a laissé un délai de trente (30) jours aux soumissionnaires afin de présenter leur candidature. Le délai de validité est de cent quatre-vingts (180) jours à la suite du dépôt de la soumission; aucune prolongation n'est nécessaire puisque la période est en vigueur.

Dans le cadre de cet appel d'offres quatre (4) addendas ont été publiés les 2, 4, 17 et 23 avril 2019 afin de répondre aux questions des soumissionnaires et d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des précisions apportées aux documents d'appel d'offres. Les questions soulevées par les soumissionnaires n'ont eu aucun impact sur le prix des soumissions.

Pour cet appel d'offres, il n'y a pas eu de demande d'autorisation d'aller en appel d'offres, celui-ci ayant été réalisé avec l'utilisation d'une grille pré-approuvée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0412 – 22 juin 2016 – Conclure des ententes-cadres de services professionnels pour la réalisation d'études géotechniques et de caractérisation environnementale et d'inventaire des matières préoccupantes requis sur des immeubles municipaux ou en voie d'acquisition par la Ville avec les firmes suivantes : Les Consultants S.M. inc. pour une somme maximale de 1 719 537,36 $, GHD Consultants Ltée pour une somme maximale de 1 474 077,23 $, le Groupe ABS inc. pour une somme maximale de 1 135 244,98 $, et WSP Canada inc. pour une somme maximale de 839 443,40 $. Les sommes indiquées incluent toutes les taxes. Appel d'offres public no 16-14947. Cinq soumissionnaires.
CG14 0359 – le 21 août 2014 – Conclure deux ententes-cadres de services professionnels pour la réalisation d'études environnementales, géotechniques et d'audit environnemental des bâtiments requis sur des immeubles municipaux ou en voie d'acquisition par la Ville; Approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées, ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-12336 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de convention;
Contrat No 1 : Enveloppe de 600 000 $: Inspec-Sol inc.
Contrat No 2 : Enveloppe de 500 000 $: WSP Canada inc.

CE14 1196 – le 6 août 2014 – Conclure deux ententes-cadres de services professionnels pour la réalisation d'études environnementales, géotechniques et d'audit environnemental des bâtiments requis sur des immeubles municipaux ou en voie d'acquisition par la Ville; Approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées, ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-12336 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de convention;
Contrat No 3 : Enveloppe de 400 000 $: Les Services EXP inc.
Contrat No 4 : Enveloppe de 300 000 $: Groupe Qualitas (Équipe 1)

CE12 2078 – 19 décembre 2012 – Conclure trois ententes-cadres pour la fourniture sur demande d'études environnementales, géotechniques et d'audit environnemental des

bâtiments requis sur des immeubles municipaux ou en voie d'acquisition par la Ville.
Approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées, ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 12-12408 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de conventions;
Enveloppe de 400 000 $: Inspec-Sol inc. (30765 - Équipe 1)
Enveloppe de 300 000 $: Solmatech inc.
Enveloppe de 200 000 $: Inspec-Sol inc. (30764 - Équipe 2)

DESCRIPTION

Sans s'y restreindre, les services professionnels suivants pourront être demandés par la Ville :

· La réalisation d'études de caractérisation environnementale Phase I (études qui consistent en la revue de l'information existante et à faire l'historique du terrain);

· La réalisation d'études de caractérisation environnementale Phase II (études qui consistent à évaluer la qualité environnementale des sols et de l'eau souterraine à l'aide de travaux d'échantillonnage sur le terrain et de l'analyse en laboratoire des échantillons prélevés);

· La réalisation d'études ou d'expertises géotechniques;

· La préparation des différentes attestations fournies par les experts, tel que l'exige la section IV de la loi sur la qualité de l'environnement;

· La préparation de plans de gestion des déblais et de réhabilitation environnementale;

· La préparation de déclarations de conformité, de plans de réhabilitation et de demandes d'autorisation à soumettre au Ministère de l'environnement et lutte contre les changements climatiques, et répondre aux demandes d'informations supplémentaires;

· La réalisation d'estimations des coûts de gestion des déblais ou de réhabilitation environnementale ainsi que des coûts liés à des conditions géotechniques défavorables;

· La surveillance de travaux de gestion des déblais ou de réhabilitation environnementale;

· La formulation de recommandations pour les mesures de mitigation pour le contrôle des biogaz.

Le mode de rémunération de ces services professionnels sera à taux horaire et à taux unitaire selon les taux présentés aux bordereaux des adjudicataires. Les contrats seront octroyés pour une durée maximale de trois (3) ans à partir de la date de l'autorisation d'octroi ou lorsque le montant redevable aura atteint la somme maximale des dits contrats

JUSTIFICATION

Le processus d'appel d'offres public 19-17508 s'est déroulé du 26 mars au 25 avril 2019. Sur quinze (15) preneurs du cahier des charges, six (6) ont déposé une soumission et neuf (9) se sont abstenus, ce qui représente une proportion de 40 % de preneurs de cahier des charges qui ont déposé une soumission.
Au terme de l'évaluation, cinq (5) soumissions ont obtenu une note supérieure à la note de passage de 70 %.

Documents d'appel d'offres

Les documents d'appel d'offres ont été préparés de façon à ce que cinq (5) contrats (lots) soient attribués par ordre décroissant de leur valeur aux soumissionnaires qui auront obtenu le meilleur pointage final suite à l'évaluation des propositions. Un pointage intérimaire a été établi suite à l'évaluation qualitative de l'offre de services et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix.

Estimations

Les estimations internes, préparées au moment de lancer l'appel d'offres, ont été établies en fonction des quantités prévisionnelles inscrites aux différents bordereaux de la soumission. Les quantités indiquées pour les articles du bordereau de chacune des ententes -cadres sont basées sur les besoins estimés et sont utilisées aux fins d'un scénario de comparaison des soumissions. Pour les estimations, la moyenne des taux soumis par les adjudicataires pour des contrats de services professionnels de même nature octroyés de 2016 à 2019 a été utilisée.

Analyse des soumissions

Un total de six (6) soumissions ont été reçues dans le cadre de l'appel d'offres. Chacun des six (6) soumissionnaires a déposé une soumission pour chacun des cinq (5) contrats. Elles ont toutes été jugées recevables. Les six (6) soumissions jugées recevables ont été soumises au comité de sélection, formé de trois (3) personnes, pour évaluation. Les soumissions répondent à tous les critères établis par le Service de l'approvisionnement et ont été évaluées en fonction de la grille de pointage applicable aux contrats de services professionnels. Le comité de sélection s'est rencontré le mercredi 22 mai 2019.

Tel que spécifié aux conditions de l'appel d'offres, pour une même firme, l'équipe qui remporte un contrat est exclue des propositions subséquentes de la firme et devient non conforme pour la suite des contrats à accorder. Les six (6) soumissionnaires n'ont présenté qu'une (1) seule équipe.

Suite à l'analyse des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres public no 19-17508, il est recommandé de retenir les services des cinq (5) firmes suivantes :

FNX-INNOV Inc.
SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC.
Groupe ABS Inc
WSP Canada Inc.
Solmatech inc.

Les tableaux suivants résument les notes obtenues lors de l’évaluation des soumissions conformes par le comité de sélection :

CONTRAT #1 - 1 723 855,24 $					
Soumissions conformes	**Note intérimaire**	**Note finale**	**Prix de base (taxes incluses)**	**Autre (préciser)**	**Total (taxes incluses)**
FNX-INNOV inc.	78,5	0,75	1 723 855,24 $	N/A	1 723 855,24 $
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	81	0,67	1 969 889,67 $	N/A	1 969 889,67 $

Groupe ABS inc.	70,3	0,58	2 070 973,28 $	N/A	2 070 973,28 $
WSP Canada inc.	70,3	0,55	2 185 309,42 $	N/A	2 185 309,42 $
Solmatech inc.	70,2	0,52	2 293 783,44 $	N/A	2 293 783,44 $
Stantec Experts-conseils Ltée	69,7	non conforme			
Dernière estimation réalisée			1 447 638,44 $	N/A	1 447 638,44 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($)					276 216,80 $
(l'adjudicataire - estimation)					
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%)					19,1%
((l'adjudicataire - estimation) / estimation) X 100%					
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($)					246 034,43 $
(2ème meilleure note finale - adjudicataire)					
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					14,3%
((2ème meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) X 100%					
CONTRAT #2 - 1 592 824,56 $					
Soumissions conformes	**Note intérimaire**	**Note finale**	**Prix de base (taxes incluses)**	**Autre (préciser)**	**Total (taxes incluses)**
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	81	0,82	1 592 824,56 $	N/A	1 592 824,56 $
Groupe ABS inc.	70,3	0,72	1 675 846,63 $	N/A	1 675 846,63 $
WSP Canada inc.	70,3	0,69	1 748 408,04 $	N/A	1 748 408,04 $
Solmatech inc.	70,2	0,65	1 848 418,58 $	N/A	1 848 418,58 $
Stantec Experts-conseils Ltée	69,7	non conforme			
Dernière estimation réalisée			1 206 114,21 $	N/A	1 206 114,21 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($)					386 710,35 $
(l'adjudicataire - estimation)					
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%)					32,1%

((l'adjudicataire - estimation) / estimation) X 100%					
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($)					83 022,07 $
(2ème meilleure note finale - adjudicataire)					
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					5,2%
((2ème meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) X 100%					
CONTRAT #3 - 1 303 976,20 $					
Soumissions conformes	**Note intérimaire**	**Note finale**	**Prix de base (taxes incluses)**	**Autre (préciser)**	**Total (taxes incluses)**
Groupe ABS inc.	70,3	0,92	1 303 976,20 $	N/A	1 303 976,20 $
WSP Canada inc.	70,3	0,90	1 341 419,36 $	N/A	1 341 419,36 $
Solmatech inc.	70,2	0,85	1 419 223,23 $	N/A	1 419 223,23 $
Stantec Experts-conseils Ltée	69,7	non conforme			
Dernière estimation réalisée			967 298,00 $	N/A	967 298,00 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($)					336 678,20 $
(l'adjudicataire - estimation)					
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%)					34,8%
((l'adjudicataire - estimation) / estimation) X 100%					
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($)					37 443,16 $
(2ème meilleure note finale - adjudicataire)					
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					2,9%
((2ème meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) X 100%					
CONTRAT #4 - 978 293,42 $					
Soumissions conformes	**Note intérimaire**	**Note finale**	**Prix de base (taxes incluses)**	**Autre (préciser)**	**Total (taxes incluses)**
WSP Canada inc.	70,3	1,23	978 293,42 $	N/A	978 293,42 $
Solmatech inc.	70,2	1,22	987 586,27 $	N/A	987 586,27 $

Stantec Experts-conseils Ltée	69,7	non conforme			
Dernière estimation réalisée			723 543,27 $	N/A	723 543,27 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($)					254 750,15 $
(l'adjudicataire - estimation)					
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%)					35,2%
((l'adjudicataire - estimation) / estimation) X 100%					
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($)					9 292,85 $
(2ème meilleure note finale - adjudicataire)					
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					0,9%
((2ème meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) X 100%					
CONTRAT #5 - 599 609,57 $					
Soumissions conformes	**Note intérimaire**	**Note finale**	**Prix de base (taxes incluses)**	**Autre (préciser)**	**Total (taxes incluses)**
Solmatech inc.	70,2	2	599 609,57 $	N/A	599 609,57 $
Stantec Experts-conseils Ltée	69,7	non conforme			
Dernière estimation réalisée			480 754,38 $	N/A	480 754,38 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($)					118 855,19 $
(l'adjudicataire - estimation)					
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%)					24,7%
((l'adjudicataire - estimation) / estimation) X 100%					
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($)					N/A
(2ème meilleure note finale - adjudicataire)					
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					N/A
((2ème meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) X 100%					

			GRAND TOTAL		6 198 558,99 $
			(contrats 1 à 5)		

Le détail de l'évaluation des soumissions est présenté à l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Écarts avec les estimations

Les écarts entre les soumissionnaires ayant obtenu les meilleurs pointages finaux et les estimations internes sont présentés ci-après.

Contrat (Lot)	Total du contrat (taxes incluses)	Écart ($) p/r à l'estimation	Écart (%)
1	1 723 855,24 $	276 216,80 $	19,1%
2	1 592 824,56 $	386 710,35 $	32,1%
3	1 303 976,20 $	336 678,20 $	34,8%
4	978 293,42 $	254 750,15 $	35,2%
5	599 609,57 $	137 425,59 $	24,7%

De façon générale, les raisons justifiant les écarts observés sont les suivantes :

- Le manque de ressources humaines dans le domaine des services demandés a fait bondir le taux horaire des professionnels mais également du personnel de soutien;
- Étant donné la forte demande de travaux à Montréal dans le domaine du génie civil, les firmes sont très sollicitées et ceci a contribué à l'augmentation des taux horaires du personnel mais également des taux des travaux qui incluent l'opération. Par exemple, les différences les plus marquées par rapport à l'estimation sont observées dans le taux des sondages qui inclut le salaire du personnel technique;
- De plus, souvent les adjudicataires ne sont pas propriétaires des équipements dédiés à l'exécution des sondages tels que les foreuses, ils doivent donc avoir recours à des sous-traitants qui sont, eux aussi, monopolisés par la quantité importante de travaux à Montréal. Il en découle une augmentation des taux pour ces équipements et leur opération.

Les écarts calculés entre le prix de l'adjudicataire et celui du soumissionnaire ayant la deuxième meilleure note finale, varient entre 0,9 % et 14,3 %, pour une moyenne de variation d'environ 6%. Ces écarts confirment que les soumissionnaires de ce secteur d'activité offrent leur service à des taux comparables.

L'estimation a été réalisée à partir des taux de 2016 à 2019. En considérant uniquement les taux des années 2018 et 2019, les taux soumis sont comparables en ce qui a trait aux taux des professionnels mais les écarts demeurent élevés (supérieurs à 20%) pour les taux reliés aux travaux de forages.

Étant donné la forte demande du marché, si un appel d'offres était remis sur le marché dans la conjoncture actuelle, les taux proposés ne seraient pas différents de ceux soumis dans le présent appel d'offres. La recommandation d'adjudication de ces contrats est donc maintenue.

Les adjudicataires recommandés ne sont pas inscrits au RENA (Registre des entreprises non admissibles) et ne sont pas rendus non-conformes en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

Le présent dossier donne suite à des contrats assujettis à la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* (Loi 1) conformément au décret no 435-2015 adopté le 10 juin 2015. Les adjudicataires recommandés pour les Contrats (Lots) 1 à 3 détiennent leur attestation de *l'Autorité des marchés publics.* Une copie de chaque attestation se retrouve en pièces jointes au dossier.

Le présent dossier répond à l'un des critères et à l'une des conditions préalables à sa présentation devant la *Commission permanente sur l'examen des contrats.* Selon les dépenses prévisionnelles, les Contrats (Lots) 2 et 3 de services professionnels des firmes *SNC-Lavalin GEM Québec inc.* et *Groupe ABS inc.* sont supérieurs à 1 000 000 $ et il existe un écart de plus de 20 % entre l'estimation initiale mentionnée lors de la demande d'autorisation d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

Le présent dossier est conforme aux politiques et directives du Service de l'approvisionnement pour un appel d'offres public, et il respecte la Politique de gestion contractuelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit de cinq ententes-cadres sans imputation budgétaire pour la fourniture de services professionnels concernant la réalisation d'études de caractérisation environnementale et géotechniques requis dans le cadre de projets de transactions immobilières (achat, vente, échange), de construction ou de rénovation d'immeubles (postes de quartier, casernes de pompiers, bibliothèques, etc.). Les services professionnels seront fournis sur demande. Les différents services de la Ville pourront faire appel à ces ententes.
Les enveloppes budgétaires des cinq (5) contrats seront réparties de la façon suivante :

Contrat no 1 : 1 723 855.24 $ (taxes incluses) à la firme FNX-INNOV Inc.
Contrat no 2 : 1 592 824.56 $ (taxes incluses) à la firme SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC Inc.
Contrat no 3 : 1 303 976.20 $ (taxes incluses) à la firme Groupe ABS Inc.
Contrat no 4 : 978 293.42 $ (taxes incluses) à la firme WSP Canada Inc.
Contrat no 5 : 599 609.57 $ (taxes incluses) à la firme Solmatech Inc.

Pour un montant total de 6 198 558.99 $ (taxes incluses).

L'enveloppe maximale attribuée à chacune des firmes permettra de couvrir plusieurs projets. Ces mandats seront confiés à l'aide de « bons de commande » dont les crédits proviendront des projets identifiés par chacun des requérants. Ces ententes pourraient se traduire par des dépenses d'agglomération dans le cadre de travaux réalisés pour certains immeubles tels que les postes de quartier et les casernes de pompiers. Le Service de l'environnement s'assurera de la disponibilité des crédits et du suivi des enveloppes budgétaires. Le SGPI déterminera leurs priorités et affectations budgétaires selon leurs besoins.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les études fourniront l'information requise quant à la qualité des sols pour en permettre leur saine gestion, conformément à la réglementation en vigueur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette décision permettra d'assurer, par le biais de ces services professionnels, que les conditions géotechniques et environnementales du site soient connues lors de transactions immobilières ou pour la conception des projets et que ces derniers soient réalisés de façon sécuritaire, en limitant les risques de coûts imprévus, conformément aux lois règlements et politiques en vigueur concernant la réhabilitation des terrains contaminés et en respectant

les échéanciers imposés par les différents projets touchés.
Dans l'éventualité où un refus d'octroyer les contrats est obtenu, le SGPI ne sera plus en mesure de réaliser des caractérisations environnementales et des études géotechniques lors de travaux prévus pour la rénovation ou dans le cadre de transactions immobilières. Cette situation occasionnerait des retards au démarrage des travaux de rénovation et pourrait même parfois mener à l'échec d'une transaction immobilière.

D'autre part, dans l'éventualité où un retard est observé dans l'octroi des contrats, puisque les ententes-cadres en cours seront expirées à la date du 22 juin 2019, le SGPI devra, pour des mandats inférieurs à 101 100 $ (taxes incluses), procéder via des mandats gré à gré, ce qui nécessite un traitement administratif supplémentaire et un délai ne permettant pas de répondre à leurs besoins dans les délais fixés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE : 28 Août 2019
Commission permanente sur l'examen des contrats : 4 Septembre 2019
CE: 11 Septembre 2019
CM: 16 Septembre 2019
CG: 19 Septembre 2019

Octroi des contrats : suite à l'adoption du présent dossier par les instances visées
Début des contrats : Septembre 2019

Fin du contrat : trente-six (36) mois à partir de la date d'envoi de l'avis d'adjudication aux adjudicataires ou jusqu'à épuisement du montant maximal du contrat.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Pierre L'ALLIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdeljalil BERRANNOUN
Conseiller analyse et contrôle de gestion

Tél : 514-872-0857
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-18

Julie CASTONGUAY
chef de division - services administratifs

Tél : 514-872-4481
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sophie LALONDE
Directrice

Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2019-07-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières, en remplacement de Sophie Lalonde du 14 au 16 août 2019 inclusivement
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2019-08-16

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **dimanche, 16 juin 2019 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : GROUPE ABS INC.
Adresse du siège social : 17, DE L'INDUSTRIE, , SAINT-RÉMI, QC, J0L 2L0, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 3000144512
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1165977969

Autres noms d'affaires

- BÉTON OPTIMAL
- GROUPE ABS
- GROUPE ABS / STRATUM CPT / GÉOWAVE
- LABORATOIRE A.B.S.
- LABORATOIRE ABS
- OPTIMAL CONCRETE
- SOLUTIONS OCRE

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 6 juin 2019

GROUPE ABS INC.
A/S MADAME MANON TREMBLAY
17, DE L'INDUSTRIE
SAINT-RÉMI (QC) J0L 2L0

No de décision : 2019-DAMP-0398
N° de client : 3000144512

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous « Béton Optimal », « Groupe ABS » et « Groupe ABS / Stratum CPT / Géowave », le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). GROUPE ABS INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **5 juin 2022,** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Chantal Hamel
Directrice de l'admissibilité aux marchés publics

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **dimanche, 16 juin 2019 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : FNX-INNOV INC.
Adresse du siège social : 2425, BOUL PITFIELD, , SAINT-LAURENT, QC, H4S 1W8, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 3001642376
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1174002437

Autres noms d'affaires
• Aucun

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 8 novembre 2018

11017870 CANADA INC.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS GAUDREAU
2425, BOUL PITFIELD
SAINT-LAURENT (QC) H4S 1W8

N° de décision : 2018-CPSM-1060483
N° de client : 3001642376

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). 11017870 CANADA INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **7 novembre 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Sonia Richard

Directrice des contrats publics par intérim

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 26 novembre 2018

FNX-INNOV INC.
2425, BOUL PITFIELD
SAINT-LAURENT (QC) H4S 1W8

N° de client : 3001642376
N° de référence : 1831973192

Objet : Changement de nom de 11017870 CANADA INC. à FNX-INNOV INC.

Monsieur François Gaudreau,

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a été informée du changement de nom de l'entreprise 11017870 CANADA INC. au Registraire des entreprises du Québec.

Ainsi, le nouveau nom de l'entreprise est dorénavant FNX-INNOV INC. Nous comprenons que le numéro de NEQ « 1174002437 » demeure inchangé et qu'aucun autre changement, hormis le nom de l'entreprise, n'a été apporté à l'entreprise 11017870 CANADA INC. autorisée le 1ER MAI 2013.

Ce faisant, nous vous confirmons par la présente que le nom de l'entreprise a été modifié au Registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Pour toute question, vous pouvez communiquer avec Amélie Bergevin au 1 877 525-0337, poste 4852.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur Gaudreau, nos salutations distinguées.

Direction des contrats publics

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **dimanche, 16 juin 2019 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC.
Adresse du siège social : 455, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O, , MONTRÉAL, QC, H2Z 1Z3, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 3000197288
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1166291337

Autres noms d'affaires

- GROUPE QUALITAS
-
- LABORATOIRE D'INSPECTION DE COUVERTURES L.I.C., UNE DIVISION DE GROUPE QUALITAS INC.

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 8 août 2019

SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC.
A/S MADAME ARDEN FURLOTTE
455, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
MONTRÉAL (QC) H2Z 1Z3

No de décision : 2019-DAMP-0659
N° de client : 3000197288

Objet : Renouvellement de votre autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous GROUPE QUALITAS et LABORATOIRE D'INSPECTION DE COUVERTURES L.J.C., UNE DIVISION DE GROUPE QUALITAS INC., le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

Cette autorisation est valide jusqu'au **7 août 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Chantal Hamel
Directrice de l'admissibilité aux marchés publics

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1198244004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les cinq (5) firmes suivantes : FNX-INNOV Inc (1 723 855.24 $), SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC (1 592 824.56 $), Groupe ABS Inc (1 303 976.20 $), WSP Canada Inc (978 293.42 $) et Solmatech Inc (599 609.57 $) totalisant une somme maximale de 6 198 558.99 $, taxes incluses pour la réalisation d'études de caractérisation environnementale et géotechniques dans le cadre de transactions immobilières ou de construction ou de rénovation d'immeubles. Appel d'offres public no 19-17508 - Six (6) soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17508 PV.pdf19-17508 SEAO _ Liste des commandes.pdf

19-17508 Intervention Appel D'offres CONTRAT 1.pdf

19-17508 Intervention Appel D'offres CONTRAT 2.pdf

19-17508 Intervention Appel D'offres CONTRAT 3.pdf

19-17508 Intervention Appel D'offres CONTRAT 4.pdf

19-17508 Intervention Appel D'offres CONTRAT 5.pdf

19-17508 Tableau des résultats GLOBAL FINAL CONTRAT 1.pdf

19-17508 Tableau des résultats GLOBAL FINAL CONTRAT 2.pdf



19-17508 Tableau des résultats GLOBAL FINAL CONTRAT 3.pdf



19-17508 Tableau des résultats GLOBAL FINAL CONTRAT4.pdf



19-17508 Tableau des résultats GLOBAL FINAL CONTRAT5.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre L'ALLIER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5359

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-22

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514-872-5241
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17508 contrat 1 — No du GDD : 1198244004

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour des études de caractérisation environnementale et géotechniques

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 25 - 3 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 25 - 4 - 2019

Ouverture faite le : 25 - 4 - 2019

Date du comité de sélection : 22 - 5 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 23 - 4 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 15

Nbre de soumissions reçues : 6

% de réponses : 40

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 16,67

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Stantec Experts Conseils ltée	Note de passage inférieure à 70%

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 22 - 10 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 22 - 10 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
FNX INNOV INC.	1 723 855,24 $	√	1
GROUPE ABS INC.	2 070 973,28 $		
SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC.	1 969 889,67 $		
SOLMATECH INC.	2 293 783,44 $		
WSP CANADA INC.	2 185 309,42 $		

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat 1 à la firme : FNX INNOV INC., ayant obtenu le plus haut pointage. 1 firme note de passage inférieure à 70%. Des 9 autres firmes détentrices du cahier des charges, certaines n'ont pas répondu et d'autres n'avaient pas la capacité, les prérequis.

Préparé par : Eddy DUTELLY — Le 12 - 6 - 2019

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17508 contrta 2

No du GDD : 1198244004

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour des études de caractérisation environnementale et géotechniques

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 25 - 3 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 25 - 4 - 2019

Ouverture faite le : 25 - 4 - 2019

Date du comité de sélection : 22 - 5 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 23 - 4 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 15

Nbre de soumissions reçues : 6

% de réponses : 40

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
FNX INNOV INC.	Adjudicataire pour le contrat 1; donc non conforme pour les autres contrats
STANTEC EXPERTS CONSEILS	Note de passage inférieure à 70%

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 22 - 10 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 22 - 10 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
GROUPE ABS INC.	1 675 846,63 $		
SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC.	1 592 824,56 $	√	2
SOLMATECH INC.	1 848 418,58 $		
WSP CANADA INC.	1 748 408,04 $		

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat 2 à la firme: SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC., ayant obtenu le plus haut pointage. 2 firmes sont déclarées non conforme: 1 note de passage inférieure à 70%, 1 adjudicataire contrat 1. Des 9 autres firmes détentrices du cahier des charges, certaines n'ont pas répondu et d'autres n'avaient pas la capacité, les prérequis.

Préparé par : Eddy DUTELLY

Le 12 - 6 - 2019

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17508 contrat 3

No du GDD : 1198244004

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour des études de caractérisation environnementale et géotechniques

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 25 - 3 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 25 - 4 - 2019

Ouverture faite le : 25 - 4 - 2019

Date du comité de sélection : 22 - 5 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 23 - 4 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 15

Nbre de soumissions reçues : 6

% de réponses : 40

Nbre de soumissions rejetées : 3

% de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
FNX INNOV INC.	Adjudicataire pour le contrat 1; donc non conforme pour les autres contrats
SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC	Adjudicataire pour le contrat 2; donc non conforme pour les autres contrats
STANTEC EXPERTS CONSEILS	Note de passage inférieure à 70%

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 22 - 10 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 22 - 10 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
GROUPE ABS INC.	1 303 976,20 $	√	3
SOLMATECH INC.	1 419 223,23 $		
WSP CANADA INC.	1 341 419,36 $		

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat 3 à la firme: GROUPE ABS INC., ayant obtenu le plus haut pointage. 3 firmes sont déclarées non conforme: 1 note de passage inférieure à 70%, 2 adjudicataires contrat 1et 2. Des 9 autres firmes détentrices du cahier des charges, certaines n'ont pas répondu et d'autres n'avaient pas la capacité, les prérequis.

Préparé par : Eddy DUTELLY

Le 12 - 6 - 2019

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17508 contrat 4

No du GDD : 1198244004

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour des études de caractérisation environnementale et géotechniques

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 25 - 3 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 25 - 4 - 2019

Ouverture faite le : 25 - 4 - 2019

Date du comité de sélection : 22 - 5 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 23 - 4 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 15

Nbre de soumissions reçues : 6

% de réponses : 40

Nbre de soumissions rejetées : 4

% de rejets : 66,67

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
FNX INNOV INC.	Adjudicataire pour le contrat 1; donc non conforme pour les autres contrats
GROUPE ABS INC.	Adjudicataire pour le contrat 3; donc non conforme pour les autres contrats
SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC	Adjudicataire pour le contrat 2; donc non conforme pour les autres contrats
STANTEC EXPERTS CONSEILS	Note de passage inférieure à 70%

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 22 - 10 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 22 - 10 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SOLMATECH INC.	987 586,27 $		
WSP CANADA INC.	978 293,42 $	√	4

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat 4 à la firme: WSP CANADA INC., ayant obtenu le plus haut pointage. 4 firmes sont déclarées non conforme: 1 note de passage inférieure à 70%, 3 adjudicataires contrat 1, 2 et 3. Des 9 autres firmes détentrices du cahier des charges, certaines n'ont pas répondu et d'autres n'avaient pas la capacité, les prérequis.

Préparé par : Eddy DUTELLY

Le 12 - 6 - 2019

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17508 contrat 5

No du GDD : 1198244004

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour des études de caractérisation environnementale et géotechniques

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 25 - 3 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 25 - 4 - 2019

Ouverture faite le : 25 - 4 - 2019

Date du comité de sélection : 22 - 5 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 23 - 4 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 15

Nbre de soumissions reçues : 6

% de réponses : 40

Nbre de soumissions rejetées : 5

% de rejets : 83,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
FNX INNOV INC.	Adjudicataire pour le contrat 1; donc non conforme pour les autres contrats
GROUPE ABS INC.	Adjudicataire pour le contrat 3; donc non conforme pour les autres contrats
SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC	Adjudicataire pour le contrat 2; donc non conforme pour les autres contrats
WSP CANADA INC.	Adjudicataire pour le contrat 4; donc non conforme pour les autres contrats
STANTEC EXPERTS CONSEILS	Note de passage inférieure à 70%

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 22 - 10 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 22 - 10 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SOLMATECH INC.	599 609,57 $	√	5

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat 5 à la firme: SOLMATECH INC., ayant obtenu le plus haut pointage. 5 firmes sont déclarées non conforme: 1 note de passage inférieure à 70%, 4 adjudicataires contrat 1, 2, 3, 4. Des (9) autres firmes détentrices du cahier des charges, certaines n'ont pas répondu et d'autres n'avaient pas la capacité, les prérequis.

Préparé par : Eddy DUTELLY

Le 12 - 6 - 2019

19-17508 - Services professionnels pour des études de caractérisation environnementale et géotechniques

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 25%	Qualification et expérience du chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
FNX-INNOV INC	3,00	7,33	13,67	12,33	21,67	20,50	78,5	1 723 855,24 $	0,75	1
GROUPE ABS INC.	2,83	6,00	13,67	11,67	19,17	17,00	70,3	2 070 973,28 $	0,58	3
SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC.	4,00	8,67	17,33	13,00	20,00	18,00	81,0	1 969 889,67 $	0,67	2
SOLMATECH INC.	3,67	6,33	13,33	12,50	18,33	16,00	70,2	2 293 783,44 $	0,52	5
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE	3,00	8,33	16,00	10,50	17,50	14,33	69,7			Non conforme
WSP CANADA INC.	2,33	6,33	15,00	11,50	20,00	15,17	70,3	2 185 309,42 $	0,55	4
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement Eddy Dutelly

Comité CONTRAT 1

Date	mercredi 22-05-2019
Heure	10 h 00
Lieu	Service de l'approvisionnement, 255 boulevard Crémazie Est, 4e

Multiplicateur d'ajustement
10000

19-17508 - Services professionnels pour des études de caractérisation environnementale et géotechniques

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 25%	Qualification et expérience du chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
FNX-INNOV INC	3,00	7,33	13,67	12,33	21,67	20,50	78,5		-	Non conforme
GROUPE ABS INC.	2,83	6,00	13,67	11,67	19,17	17,00	70,3	1 675 846,63 $	0,72	2
SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC.	4,00	8,67	17,33	13,00	20,00	18,00	81,0	1 592 824,56 $	0,82	1
SOLMATECH INC.	3,67	6,33	13,33	12,50	18,33	16,00	70,2	1 848 418,58 $	0,65	4
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE	3,00	8,33	16,00	10,50	17,50	14,33	69,7			Non conforme
WSP CANADA INC.	2,33	6,33	15,00	11,50	20,00	15,17	70,3	1 748 408,04 $	0,69	3
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Eddy Dutelly

Comité

CONTRAT 2

Date	mercredi 22-05-2019
Heure	10 h 00
Lieu	Service de l'approvisionnement, 255 boulevard Crémazie Est, 4e

Multiplicateur d'ajustement
10000

19-17508 - Services professionnels pour des études de caractérisation environnementale et géotechniques

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 25%	Qualification et expérience du chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
FNX-INNOV INC	3,00	7,33	13,67	12,33	21,67	20,50	78,5		-	Non conforme
GROUPE ABS INC.	2,83	6,00	13,67	11,67	19,17	17,00	70,3	1 303 976,20 $	0,92	1
SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC.	4,00	8,67	17,33	13,00	20,00	18,00	81,0		-	Non conforme
SOLMATECH INC.	3,67	6,33	13,33	12,50	18,33	16,00	70,2	1 419 223,23 $	0,85	3
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE	3,00	8,33	16,00	10,50	17,50	14,33	69,7			Non conforme
WSP CANADA INC.	2,33	6,33	15,00	11,50	20,00	15,17	70,3	1 341 419,36 $	0,90	2
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Eddy Dutelly

Comité

CONTRAT 3

Date	mercredi 22-05-2019
Heure	10 h 00
Lieu	Service de l'approvisionnement, 255 boulevard Crémazie Est, 4e

Multiplicateur d'ajustement
10000

19-17508 - Services professionnels pour des études de caractérisation environnementale et géotechniques

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 25%	Qualification et expérience du chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
FNX-INNOV INC	3,00	7,33	13,67	12,33	21,67	20,50	78,5		-	Non conforme
GROUPE ABS INC.	2,83	6,00	13,67	11,67	19,17	17,00	70,3		-	Non conforme
SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC.	4,00	8,67	17,33	13,00	20,00	18,00	81,0		-	Non conforme
SOLMATECH INC.	3,67	6,33	13,33	12,50	18,33	16,00	70,2	987 586,27 $	1,22	2
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE	3,00	8,33	16,00	10,50	17,50	14,33	69,7			Non conforme
WSP CANADA INC.	2,33	6,33	15,00	11,50	20,00	15,17	70,3	978 293,42 $	1,23	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Eddy Dutelly**									

Comité	CONTRAT 4
Date	mercredi 22-05-2019
Heure	10 h 00
Lieu	Service de l'approvisionnement, 255 boulevard Crémazie Est, 4e

Multiplicateur d'ajustement
10000

19-17508 - Services professionnels pour des études de caractérisation environnementale et géotechniques

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 25%	Qualification et expérience du chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
FNX-INNOV INC	3,00	7,33	13,67	12,33	21,67	20,50	78,5		-	Non conforme
GROUPE ABS INC.	2,83	6,00	13,67	11,67	19,17	17,00	70,3		-	Non conforme
SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC.	4,00	8,67	17,33	13,00	20,00	18,00	81,0		-	Non conforme
SOLMATECH INC.	3,67	6,33	13,33	12,50	18,33	16,00	70,2	599 609,57 $	2,00	1
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE	3,00	8,33	16,00	10,50	17,50	14,33	69,7			Non conforme
WSP CANADA INC.	2,33	6,33	15,00	11,50	20,00	15,17	70,3		-	Non conforme
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Eddy Dutelly**									

Comité	CONTRAT 5
Date	mercredi 22-05-2019
Heure	10 h 00
Lieu	Service de l'approvisionnement, 255 boulevard Crémazie Est, 4e

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 19-17508
Numéro de référence : 1250320
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels pour des études de caractérisation environnementale et géotechniques

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Akifer inc. 1990, rue Cyrille-Duquet, bureau 210 Québec, QC, G1N 4K8 http://www.akifer.ca NEQ : 1162826193	Monsieur Stéphane Lambert. Téléphone : 418 872-1161 Télécopieur : 418 872-5626	**Commande : (1568737)** 2019-03-28 6 h 49 **Transmission :** 2019-03-28 6 h 49	3099329 - 19-17508 Addenda no 1 Q et R 2019-04-02 16 h 59 - Courriel 3101636 - 19-17508 Addenda no 2 Q et R 2019-04-04 20 h 19 - Courriel 3110029 - 19-17508 Addenda no 3 Q et R 2019-04-17 10 h 21 - Courriel 3113022 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (devis) 2019-04-24 - Courriel 3113023 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (bordereau) 2019-04-24 - Téléchargement

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	BluMetric Environnement inc. 4-41 rue de Valcourt Gatineau, QC, J8T 8G9 http://www.blumetric.ca NEQ : 1169682672	Madame Myriam Beaulne Téléphone : 613 531-2725 Télécopieur :	**Commande : (1574037)** 2019-04-05 8 h 26 **Transmission :** 2019-04-05 8 h 26	3099329 - 19-17508 Addenda no 1 Q et R 2019-04-05 8 h 26 - Téléchargement 3101636 - 19-17508 Addenda no 2 Q et R 2019-04-05 8 h 26 - Téléchargement 3110029 - 19-17508 Addenda no 3 Q et R 2019-04-17 10 h 21 - Courriel 3113022 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (devis) 2019-04-24 - Courriel 3113023 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (bordereau) 2019-04-24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	DEC INC 1585 rue Fleetwood app. 111 Laval, QC, H7N0A6 http://www.decenviro.com NEQ : 1162082581	Monsieur Guillaume Dumais Téléphone : 450 222-76177 Télécopieur : 450 227-5377	**Commande : (1567880)** 2019-03-26 18 h 02 **Transmission :** 2019-03-26 18 h 02	3099329 - 19-17508 Addenda no 1 Q et R 2019-04-02 16 h 59 - Courriel 3101636 - 19-17508 Addenda no 2 Q et R 2019-04-04 20

				h 20 - Courriel 3110029 - 19-17508 Addenda no 3 Q et R 2019-04-17 10 h 21 - Courriel 3113022 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (devis) 2019-04-24 - Courriel 3113023 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (bordereau) 2019-04-24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Del Degan, Massé et associés 825, rue raoul-jobin Québec, QC, G1N 1S6 http://www.groupe-ddm.com NEQ : 1173560583	Monsieur Raphael Readman . Téléphone : 418 877-5252 Télécopieur : 418 877-6763	**Commande : (1568643)** 2019-03-27 16 h 02 **Transmission :** 2019-03-27 16 h 02	3099329 - 19-17508 Addenda no 1 Q et R 2019-04-02 16 h 59 - Courriel 3101636 - 19-17508 Addenda no 2 Q et R 2019-04-04 20 h 20 - Courriel 3110029 - 19-17508 Addenda no 3 Q et R 2019-04-17 10 h 21 - Courriel 3113022 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (devis) 2019-04-24 - Courriel 3113023 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (bordereau) 2019-04-24 - Téléchargement Mode privilégié

				(devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Englobe 100, rue jean-Coutu, bureau 101 Varennes, QC, J3X 0E1 http://www.englobecorp.com NEQ : 1167280206	Madame Isabelle Langlois Téléphone : 514 281-5173 Télécopieur : 450 668-5532	**Commande : (1568691)** 2019-03-27 17 h 01 **Transmission :** 2019-03-27 17 h 01	3099329 - 19-17508 Addenda no 1 Q et R 2019-04-02 16 h 59 - Courriel 3101636 - 19-17508 Addenda no 2 Q et R 2019-04-04 20 h 19 - Courriel 3110029 - 19-17508 Addenda no 3 Q et R 2019-04-17 10 h 21 - Courriel 3113022 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (devis) 2019-04-24 - Courriel 3113023 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (bordereau) 2019-04-24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	FNX-INNOV inc. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 NEQ : 1174002437	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1567995)** 2019-03-27 8 h 11 **Transmission :** 2019-03-27 8 h 11	3099329 - 19-17508 Addenda no 1 Q et R 2019-04-02 16 h 59 - Courriel 3101636 - 19-17508 Addenda no 2 Q et R 2019-04-04 20 h 19 - Courriel 3110029 - 19-17508 Addenda no 3 Q et R

				2019-04-17 10 h 21 - Courriel 3113022 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (devis) 2019-04-24 - Courriel 3113023 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (bordereau) 2019-04-24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Golder Associates Ltd. 7250, rue du Mile End, , 3e étage Montréal, QC, H2R 3A4 NEQ : 1145916293	Madame Lillian Borgal Téléphone : 905 567-4444 Télécopieur :	**Commande : (1567742)** 2019-03-26 15 h 56 **Transmission :** 2019-03-26 15 h 56	3099329 - 19-17508 Addenda no 1 Q et R 2019-04-02 16 h 59 - Courriel 3101636 - 19-17508 Addenda no 2 Q et R 2019-04-04 20 h 20 - Courriel 3110029 - 19-17508 Addenda no 3 Q et R 2019-04-17 10 h 21 - Courriel 3113022 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (devis) 2019-04-24 - Courriel 3113023 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (bordereau) 2019-04-24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié

				(plan) : Courrier électronique
☐	Groupe ABS 17, rue de l'Industrie Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 NEQ : 1165977969	Monsieur Jean Elie Joseph Téléphone : 450 435-9900 Télécopieur : 450 435-5548	**Commande : (1571695)** 2019-04-02 10 h 36 **Transmission :** 2019-04-02 10 h 36	3099329 - 19-17508 Addenda no 1 Q et R 2019-04-02 16 h 59 - Courriel 3101636 - 19-17508 Addenda no 2 Q et R 2019-04-04 20 h 19 - Courriel 3110029 - 19-17508 Addenda no 3 Q et R 2019-04-17 10 h 21 - Courriel 3113022 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (devis) 2019-04-24 - Courriel 3113023 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (bordereau) 2019-04-24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe SCP Environnement inc. 4567 rue Beaubien est bureau #1 Montréal, QC, H1T 1T5 NEQ : 1168284678	Monsieur Daniel Perreault Téléphone : 514 722-1451 Télécopieur :	**Commande : (1577239)** 2019-04-11 7 h 36 **Transmission :** 2019-04-11 7 h 36	3099329 - 19-17508 Addenda no 1 Q et R 2019-04-11 7 h 36 - Téléchargement 3101636 - 19-17508 Addenda no 2 Q et R 2019-04-11 7 h 36 - Téléchargement 3110029 - 19-17508 Addenda no 3 Q et R

				2019-04-17 10 h 21 - Courriel 3113022 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (devis) 2019-04-24 - Courriel 3113023 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (bordereau) 2019-04-24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services EXP Inc 8487, Avenue Albert-Louis-Van-Houtte Montréal, QC, H1Z 4J2 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante. Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1571288)** 2019-04-01 16 h 54 **Transmission :** 2019-04-01 16 h 54	3099329 - 19-17508 Addenda no 1 Q et R 2019-04-02 16 h 59 - Courriel 3101636 - 19-17508 Addenda no 2 Q et R 2019-04-04 20 h 20 - Courriel 3110029 - 19-17508 Addenda no 3 Q et R 2019-04-17 10 h 21 - Courriel 3113022 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (devis) 2019-04-24 - Courriel 3113023 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (bordereau) 2019-04-24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié

				(plan) : Courrier électronique
☐	SNC-Lavalin GEM Québec inc.- Projet 125046 455, boul. René-Lévesque Ouest Montréal, QC, H2Z 1Z3 http://www.snclavalin.com/fr/environment-geosciences NEQ : 1166291337	Madame Karima Aïnenas Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1568527)** 2019-03-27 14 h 21 **Transmission :** 2019-03-27 14 h 21	3099329 - 19-17508 Addenda no 1 Q et R 2019-04-02 16 h 59 - Courriel 3101636 - 19-17508 Addenda no 2 Q et R 2019-04-04 20 h 19 - Courriel 3110029 - 19-17508 Addenda no 3 Q et R 2019-04-17 10 h 21 - Courriel 3113022 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (devis) 2019-04-24 - Courriel 3113023 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (bordereau) 2019-04-24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Solmatech Inc. 97 rue de la Couronne Repentigny, QC, J5Z 0B3 NEQ : 1145544798	Madame Catherine Fortin Téléphone : 450 585-8592 Télécopieur : 450 585-5500	**Commande : (1568254)** 2019-03-27 10 h 31 **Transmission :** 2019-03-27 10 h 31	3099329 - 19-17508 Addenda no 1 Q et R 2019-04-02 16 h 59 - Courriel 3101636 - 19-17508 Addenda no 2 Q et R 2019-04-04 20 h 19 - Courriel 3110029 - 19-17508 Addenda no 3 Q et R 2019-04-17 10 h 21 - Courriel 3113022 - 19-17508 Addenda

				no 4 Q et R (devis) 2019-04-24 - Courriel 3113023 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (bordereau) 2019-04-24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 100 Boul. Alexis-Nihon suite 110 Montréal, QC, H4M 2N6 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot . Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1568119)** 2019-03-27 9 h 15 **Transmission :** 2019-03-27 9 h 15	3099329 - 19-17508 Addenda no 1 Q et R 2019-04-02 16 h 59 - Courriel 3101636 - 19-17508 Addenda no 2 Q et R 2019-04-04 20 h 19 - Courriel 3110029 - 19-17508 Addenda no 3 Q et R 2019-04-17 10 h 21 - Courriel 3113022 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (devis) 2019-04-24 - Courriel 3113023 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (bordereau) 2019-04-24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de Westmount	Madame	**Commande**	3099329 - 19-

	1 BETHUNE WESTMOUNT, QC, H3Z 2L2 http://www.westmount.org NEQ :	Elisa Gaetano Téléphone : 514 989-5313 Télécopieur : 514 989-5488	**: (1572786)** 2019-04-03 13 h 46 **Transmission :** 2019-04-03 13 h 46	17508 Addenda no 1 Q et R 2019-04-03 13 h 46 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	Wood Solutions en Environnement & Infrastructure 1425, Transcanadienne, bureau 400 Dorval, QC, H9P2W9 http://www.woodplc.com NEQ : 1149862121	Monsieur Stéphan Bergeron Téléphone : 514 684-5555 Télécopieur : 514 684-1309	**Commande : (1568870)** 2019-03-28 8 h 57 **Transmission :** 2019-03-28 8 h 57	3099329 - 19-17508 Addenda no 1 Q et R 2019-04-02 16 h 59 - Courriel 3101636 - 19-17508 Addenda no 2 Q et R 2019-04-04 20 h 20 - Courriel 3110029 - 19-17508 Addenda no 3 Q et R 2019-04-17 10 h 21 - Courriel 3113022 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (devis) 2019-04-24 - Courriel 3113023 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (bordereau) 2019-04-24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1567585)** 2019-03-26 13 h 26 **Transmission :** 2019-03-26 13 h 26	3099329 - 19-17508 Addenda no 1 Q et R 2019-04-02 16 h 59 - Courriel 3101636 - 19-17508 Addenda no 2 Q et R 2019-04-04 20 h 20 - Courriel

3110029 - 19-17508 Addenda no 3 Q et R 2019-04-17 10 h 21 - Courriel

3113022 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (devis) 2019-04-24 - Courriel

3113023 - 19-17508 Addenda no 4 Q et R (bordereau) 2019-04-24 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

La sélection d'un fournisseur est obligatoire.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

répréhensible

Autorité des marchés publics

Autorité des marchés financiers

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.35

2019/09/19 17:00

(2)

Dossier # : 1198244004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les cinq (5) firmes suivantes : FNX-INNOV Inc (1 723 855.24 $), SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC (1 592 824.56 $), Groupe ABS Inc (1 303 976.20 $), WSP Canada Inc (978 293.42 $) et Solmatech Inc (599 609.57 $) totalisant une somme maximale de 6 198 558.99 $, taxes incluses pour la réalisation d'études de caractérisation environnementale et géotechniques dans le cadre de transactions immobilières ou de construction ou de rénovation d'immeubles. Appel d'offres public no 19-17508 - Six (6) soumissionnaires

Rapport - mandat SMCE198244004.pdf

Dossier # :1198244004

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidents

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

Le 19 septembre 2019

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE198244004

Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les cinq (5) firmes suivantes : FNX-INNOV Inc (1 723 855.24 $), SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC (1 592 824.56 $), Groupe ABS Inc (1 303 976.20 $), WSP Canada Inc (978 293.42 $) et Solmatech Inc (599 609.57 $) totalisant une somme maximale de 6 198 558.99 $, taxes incluses pour la réalisation d'études de caractérisation environnementale et géotechniques dans le cadre de transactions immobilières ou de construction ou de rénovation d'immeubles. Appel d'offres public no 19-17508 - Six (6) soumissionnaires.

(ORIGINAL SIGNÉ)	*(ORIGINAL SIGNÉ)*
Karine Boivin Roy Présidente	Linda Lajeunesse Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE198244004

Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les cinq (5) firmes suivantes : FNX-INNOV Inc (1 723 855.24 $), SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC (1 592 824.56 $), Groupe ABS Inc (1 303 976.20 $), WSP Canada Inc (978 293.42 $) et Solmatech Inc (599 609.57 $) totalisant une somme maximale de 6 198 558.99 $, taxes incluses pour la réalisation d'études de caractérisation environnementale et géotechniques dans le cadre de transactions immobilières ou de construction ou de rénovation d'immeubles. Appel d'offres public no 19-17508 - Six (6) soumissionnaires.

À sa séance du 28 août 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce contrat répondait au critère suivant :

- *Contrats de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$, pour lesquels :*
    - *l'écart est de plus de 20 % entre l'estimation initiale mentionnée lors de la demande d'autorisation d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 4 septembre 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Le Service a bien expliqué le contexte dans le cadre duquel les différentes ententes-cadres sont requises. Il s'agit d'un marché saturé où la pénurie de main-d'œuvre est constatée et dont les entreprises ont des carnets de commandes bien remplis, ce qui explique les taux horaires élevés.

Les membres ont également bien compris qu'il est à l'avantage de la Ville de faire affaires avec cinq firmes distinctes en raison de la multiplication des équipes disponibles. De plus, les membres comprennent que dans ce contexte, la Ville agit prudemment en ne haussant pas ses estimés, notamment en ce qui concerne les taux horaires pour les forages, d'où les écarts observés.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrats de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$, pour lesquels :*
    - *l'écart est de plus de 20 % entre l'estimation initiale mentionnée lors de la demande d'autorisation d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;

Considérant les questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE198244004 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.36

2019/09/19 17:00

(2)

Dossier # : 1195304001

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires , Division du greffe de la cour municipale , Section du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat de services à KELENY INC. pour la fourniture de services professionnels d'interprètes et de traducteurs judiciaires requis à la cour municipale de la Ville de Montréal dans le cadre de ses activités pour la somme maximale de 999 949,07 $, taxes incluses, couvrant la période du 20 septembre 2019 au 19 septembre 2020 - Appel d'offres public 19-17733 (1 seul soumissionnaire).

Il est recommandé :

- d'octroyer un contrat de services professionnels à KELENY INC. pour la fourniture de services professionnels d'interprètes et de traducteurs judiciaires requis à la cour municipale de la Ville de Montréal dans le cadre de ses activités, couvrant la période du 20 septembre 2019 au 19 septembre 2020 inclusivement;
- d'autoriser une dépense de 999 949,07 $, taxes incluses, couvrant la période du 20 septembre 2019 au 19 septembre 2020 pour la fourniture de services professionnels d'interprètes et de traducteurs judiciaires;
- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2019-08-26 15:20

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1195304001**
Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires , Division du greffe de la cour municipale , Section du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat de services à KELENY INC. pour la fourniture de services professionnels d'interprètes et de traducteurs judiciaires requis à la cour municipale de la Ville de Montréal dans le cadre de ses activités pour la somme maximale de 999 949,07 $, taxes incluses, couvrant la période du 20 septembre 2019 au 19 septembre 2020 - Appel d'offres public 19-17733 (1 seul soumissionnaire).

CONTENU

CONTEXTE

Créée le 30 août 1851, la cour municipale de la Ville de Montréal demeure depuis lors parmi les plus importantes cours de justice de proximité au Canada. Depuis le 1er janvier 2002, elle exerce ses compétences sur l'ensemble du territoire de l'Île de Montréal et dessert présentement la Ville de Montréal et ses 19 arrondissements, ainsi que les quinze (15) municipalités reconstituées, pour un total de seize (16) municipalités composant l'agglomération de Montréal. La cour municipale exerce sa compétence en matière civile, pénale et criminelle. Elle déploie ses activités à son chef-lieu établi au 775, rue Gosford, ainsi que dans quatre (4) points de service répartis sur le territoire de sa juridiction.
À l'instar de tout tribunal au Québec et au Canada, la cour municipale, où la langue habituelle des procédures est le français, a l'obligation constitutionnelle de fournir aux parties qui le requièrent, tout autant qu'aux témoins appelés dans certaines causes, les services d'interprète pouvant traduire, sous serment, intégralement et fidèlement, les témoignages rendus, et ce, en toute impartialité et dans le plus strict respect des règles édictées par les tribunaux supérieurs en cette matière.

De ce fait, et au vu de la diversité culturelle distinctive de Montréal, la cour municipale doit faire régulièrement appel à des interprètes judiciaires, et ce, pour approximativement une soixantaine de langues dont l'anglais et l'espagnol (respectivement pour près de 57 % et de 9 % des assignations), l'arabe, le farsi / perse, l'italien, le mandarin, le punjabi, le russe, le tamoul / tamil, de même que pour certaines langues au caractère plus particulier, dont l'ukrainien, le serbo-croate, le khmer, le gujarati, le bulgare, l'albanais et l'inuk-tituk. À plusieurs reprises également, elle fait appel à des interprètes du français gestuel selon la *Langue des signes du Québec* (LSQ), ainsi qu'à des interprètes de l'anglais gestuel selon *l' American Sign Languag e* (ASL). Ainsi, ce secteur d'activités professionnelles est très spécialisé et nécessite la formation et le maintien d'une banque d'interprètes pour une multitude de langues. De plus, comme le détaille le devis technique à l'appui de l'appel

d'offres public 19-17733, le nombre annuel de demandes, entre 2015 et 2017, est d'environ 5 000 demandes par an.

La Direction des services judiciaires (DSJ) du Service des affaires juridiques (SAJ) a la responsabilité de voir à ce que ces services professionnels soient fournis de manière continue, conformément aux demandes de la cour et aux exigences de la loi.

Au fil des ans, la firme d'interprètes judiciaires KELENY INC., est devenue le seul fournisseur offrant des services d'interprètes couvrant 142 langues et desservant l'ensemble du territoire du Québec. Or, la dernière convention de services professionnels en vigueur (CG16 0200), en vertu de laquelle depuis le 21 mars 2016, la firme KELENY INC. fournissait ses services à la cour municipale, est arrivée à échéance le 22 mars 2019. Depuis cette date, les services ont été maintenus par des contrats octroyés de gré à gré à cette même entreprise.

L'appel d'offres public 19-17733 est lancé pour une durée d'un an permettant des soumissions inférieures à 1 000 000,00 $ (un million), lequel ne requiert pas une autorisation de l'AMP.

Il s'agit d'un contrat de services professionnels de 999 949,07 $ pour lequel l'adjudicataire KELENY INC. en est à plusieurs octrois de contrats consécutifs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0200 - 24 mars 2016 - Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à Keleny inc. pour la fourniture de services professionnels d'interprètes et de traducteurs judiciaires requis à la cour municipale de la Ville de Montréal, dans le cadre de ses activités, pour la somme maximale de 2 878 330,14 $, taxes incluses, couvrant la période du 21 mars 2016 au 22 mars 2019 / Approuver un projet de convention à cet effet.
CG15 0246 - 30 avril 2015 - Approuver le projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et Keleny inc. (CG13 0078), afin de modifier le tarif applicable pour les services d'interprétation du langage gestuel dans le cadre des activités de la cour municipale de la Ville de Montréal.

CG13 0078 - 21 mars 2013 - Ne pas donner suite à l'appel d'offres public 12-12209 (CE12 1445) / Accorder de gré à gré un contrat de services professionnels à la firme Keleny inc., visant la fourniture, pour une période de 3 ans à compter du 22 mars 2013, des services d'interprètes et de traducteurs judiciaires que requiert la cour municipale de la Ville de Montréal dans le cadre de ses activités, pour une somme maximale de 2 509 583 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin.

DA120890001 - 19 décembre 2012 - Retenir les services de la firme Keleny inc. pour la fourniture, au cours des mois de janvier et de février 2013, de services professionnels d'interprétation et de traduction judiciaires nécessaires aux activités de la cour municipale de la Ville de Montréal, et ce, aux tarifs unitaires soumis par cette firme pour ces services le 6 décembre 2012 et d'autoriser à cette fin une dépense n'excédant pas cent mille dollars (100 000 $), toutes taxes incluses.

CE12 1445 - 5 septembre 2012 - Autoriser le lancement d’un appel d'offres public pour la fourniture pour une période de quatre (4) ans, de tous les services professionnels d'interprétariat et de traduction judiciaires que requiert la cour municipale de la Ville de Montréal dans le cadre de ses activités.

CG11 0082 - 24 mars 2011 - Approuver les critères de sélection des contrats à soumettre pour étude à la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats.

CG07 0496 - 20 décembre 2007 - Approuver le projet de convention par lequel la firme Keleny inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final, s'engage à fournir à la Ville, pour une période de cinq (5) ans à compter du 1er janvier 2008, les services professionnels d'interprétation et de traduction judiciaire requis par la cour municipale de la Ville de Montréal conformément à l'appel d'offres public 07-10559, et autoriser à cette fin une dépense maximale de 1 997 000,38 $ (taxes incluses), échelonnée sur cette période (2 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à octroyer un contrat de services à KELENY INC. pour la fourniture de services professionnels d'interprètes et de traducteurs judiciaires requis à la cour municipale de la Ville de Montréal dans le cadre de ses activités pour la somme maximale de 999 949,07 $, taxes incluses, couvrant la période du 20 septembre 2019 au 19 septembre 2020.
L'appel d'offre public portant le numéro 19-17733 a été publié le 10 juillet 2019 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO. La période de soumission s'est terminée le 13 août 2019.

La seule soumission déposée au Service du greffe de la Ville pour l'appel d'offres 19-17733 est le soumissionnaire KELENY INC. situé au 440, rue Saint-Antoine Est à Montréal (Québec) H2Y 1A5.

Le comité de sélection autorisé s'est réuni le 21 août 2019 afin d'évaluer la seule soumission déposée.

Les critères d'évaluation de la soumission étaient les suivants :

1) Présentation de l'offre 5 %

2) Compréhension du mandat et de la problématique 20 %

3) Capacité de production et échéancier 20 %

4) Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 25 %

5) Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30 %

La soumission a été jugée conforme et a obtenu le pointage de 79,67 %.

JUSTIFICATION

Le recours aux services d'interprètes et de traducteurs judiciaires s'impose afin que la cour municipale rencontre son obligation légale et constitutionnelle de fournir aux parties qui le requièrent, tout autant qu'aux témoins appelés dans certaines causes, les services d'interprètes pouvant traduire, sous serment, intégralement et fidèlement les témoignages rendus, et ce, en toute impartialité et dans le plus strict respect des règles édictées par les tribunaux supérieurs en cette matière.

SOUMISSIONS CONFORMES	NOTE INTÉRIM	NOTE FINALE	PRIX DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (PRÉCISER) (TAXES INCLUSES)	TOTAL INITIAL (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Adjudicataire KELENY INC.		79,67	1 078 017,09 $	-	1 078 017,09 $	999 949,07 $
Dernière estimation réalisée			955 143,32 $		955 143,32 $	955 143,32 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($) VOICI LA FORMULE : (l'adjudicataire - estimation)					122 873,77 $	44 805,75 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) VOICI LA FORMULE : [(l'adjudicataire - estimation)/estimation) X 100]					13%	5%

Conformément à l'article 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes (LCV), le Service de l'approvisionnement (SA) a entrepris des démarches pour s'entendre avec le soumissionnaire pour un prix moindre sans toutefois changer les autres obligations prévues au contrat. Ainsi, l'écart entre l'estimation de la Ville et la soumission a été réduit de 13 % à 5 %. Le prix de la soumission a été négocié à la baisse (de 1 078 017,09 $ à 999 949,07 $).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 999 949,07 $, taxes incluses, pour une période d'un (1) an, soit du 20 septembre 2019 au 19 septembre 2020 inclusivement.
En guise de comparaison, le précédent contrat de services professionnel avec KELENY INC. (CG16 0200) se chiffrait à 2 503 440,00 $ (avant taxes) pour une durée de trois (3) ans, correspondant à un coût annuel de 834 480,00 $ (avant taxes). Le montant du contrat à octroyer (avant taxes) s'élève à 869 710,00 $. L'augmentation annuelle est ainsi de 35 230,00 $.

En pourcentage, les tarifs du contrat à octroyer ont donc augmenté de 7,5 % à 20,3 %, selon les services concernés (service de base - anglais/français, service sur demande régulière ou urgente), par rapport au précédent contrat datant de 2016 et couvrant une durée de trois ans, ce qui équivaut à une augmentation annuelle de 2,5 % à 6,8 %.

Ces sommes sont disponibles au budget de fonctionnement du SAJ et seront planifiées pour les budgets des années concernées.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce service professionnel d'interprètes et de traducteurs judiciaires est nécessaire pour la cour municipale afin de répondre à son obligation légale et constitutionnelle.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature du contrat et entrée en vigueur subséquente à compter de la date d'approbation par les instances.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques et encadrements administratifs de la Ville de Montréal.
Le dossier est conforme à la politique de gestion contractuelle et à la politique d'approvisionnement de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Patricia TEULLET-FEBRES)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Josée BIBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie GRAVEL
C/s greffière adjointe et chef de section du greffe

Tél : 514 872-6866
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-22

Marie-France BISSONNETTE
C/d greffe & greffier de la cour mun.

Tél : 514 872-2510
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Véronique BELPAIRE
Directrice des Affaires civiles et avocate en chef adjointe
Tél : 514 872-4222
Approuvé le : 2019-08-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique BELPAIRE
Directrice des Affaires civiles et avocate en chef adjointe
Tél : 514 872-4222
Approuvé le : 2019-08-23

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1195304001

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires , Division du greffe de la cour municipale , Section du greffe
Objet :	Octroyer un contrat de services à KELENY INC. pour la fourniture de services professionnels d'interprètes et de traducteurs judiciaires requis à la cour municipale de la Ville de Montréal dans le cadre de ses activités pour la somme maximale de 999 949,07 $, taxes incluses, couvrant la période du 20 septembre 2019 au 19 septembre 2020 - Appel d'offres public 19-17733 (1 seul soumissionnaire).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17733 pv.pdf SEAO _ Liste des commandes.pdf

Tableau de résultats comité de sélection.pdf Intervention 19-17733.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia TEULLET-FEBRES
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-1032

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-23

Pierre GATINEAU
Chef de section
Tél : 514 868-5740
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17733 — No du GDD : 1195304001

Titre de l'appel d'offres : Services d'interprètes et de traducteurs judiciaires à la cour municipale de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 10 - 7 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 13 - 8 - 2019

Ouverture faite le : 13 - 8 - 2019

Date du comité de sélection : 21 - 8 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 1

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 100

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 2 - 2020

Date d'échéance révisée : 9 - 2 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Keleny inc.		√	

Information additionnelle

L'article 573.3.3. « Loi sur les Cités et Villes » a permis au service de l'approvisionnement d'entreprendre des démarches avec la firme Keleny inc. (seul soumissionnaire conforme avec un écart de prix de + 13%) pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans leur soumission. Ainsi, l'écart est passé de 13 % à 5 % (le prix de la soumission ayant été revu de 1 078 017,09 $ à 999 949,07 $).

Préparé par : Patricia Teullet — Le 23 - 8 - 2019

19-17733 - Services d'interprètes et de traducteurs judiciaires à la cour municipale de la Ville de Montréal

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 20%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 25%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Keleny Inc.	3,17	17,67	14,67	21,17	23,00	79,67	999 949,07 $	1,30	1
						-		-	
						-		-	
						-		-	

Comité	
Date	mercredi 21-08-2019
Heure	9h30
Lieu	255 boul. Crémazie Est bureau 400 salle gré à gré
Multiplicateur d'ajustement	10000

Agent d'approvisionnement	Patricia Teullet

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 19-17733
Numéro de référence : 1286958
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services d'interprètes et de traducteurs judiciaires à la cour municipale de la Ville de Montréal

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Keleny 440 Saint - Antoine Est Montréal, QC, H2Y1A5	Monsieur Paul Keleny Téléphone : 514 845-3111 Télécopieur : 514 845-3006	**Commande : (1620587)** 2019-07-19 13 h 45 **Transmission :** 2019-07-19 13 h 45	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1195304001

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires , Division du greffe de la cour municipale , Section du greffe
Objet :	Octroyer un contrat de services à KELENY INC. pour la fourniture de services professionnels d'interprètes et de traducteurs judiciaires requis à la cour municipale de la Ville de Montréal dans le cadre de ses activités pour la somme maximale de 999 949,07 $, taxes incluses, couvrant la période du 20 septembre 2019 au 19 septembre 2020 - Appel d'offres public 19-17733 (1 seul soumissionnaire).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1195304001_interprète_Keleny.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Josée BIBEAU
Préposée au budget
Tél : 872-1897

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-26

Celine D'AOUST
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : (514) 872-4938
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier, Point De Service Hdv

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.01

2019/09/19
17:00

(1)

Dossier # : 1194184002

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires , Division du greffe de la cour municipale , Section du soutien à la magistrature
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Demander la nomination d'un juge à la cour municipale

Demander à la ministre de la Justice d'entreprendre les procédures nécessaires au lancement d'un avis de sélection aux candidats à la fonction de juge à une cour municipale afin de combler un poste de juge à la cour municipale de la Ville de Montréal.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2019-08-14 13:25

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194184002**

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires , Division du greffe de la cour municipale , Section du soutien à la magistrature
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Demander la nomination d'un juge à la cour municipale

CONTENU

CONTEXTE

La cour municipale de la Ville de Montréal est composée de trente-et-un (31) juges qui exercent leurs fonctions à temps plein et de façon exclusive afin d'exercer leur juridiction en matière civile, pénale et criminelle sur l'ensemble du territoire de l'Agglomération de Montréal.

Annuellement, dans l'exercice de ses compétences c'est plus de deux-cent-cinquante-neuf mille (259 000) dossiers qui sont portés aux rôles de la cour municipale.

Le processus de concours et de nomination des juges municipaux relève de la compétence exclusive du gouvernement du Québec et plus précisément de la ministre de la Justice. Par ailleurs, l'article 7 du *Règlement sur la procédure de sélection des candidats à la fonction de juge de la Cour du Québec, de juge d'une cour municipale et de juge de paix magistrat* , RLRQ c T-16, r.4.1 (chapitre 3) prévoit ce qui suit :

> « Lorsqu'un juge doit être nommé et après avoir pris en considération les besoins exprimés par le juge en chef de la Cour du Québec ou, le cas échéant, ceux exprimés par la municipalité où est situé le chef-lieu de la cour municipale et par le juge en chef adjoint de la Cour du Québec responsable des cours municipales, le secrétaire ouvre, à la demande du ministre, un concours et fait publier dans le Journal du Barreau du Québec et sur le site Internet du ministère de la Justice un avis invitant les personnes intéressées à soumettre leur candidature. »

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0506 - 28 septembre 2017 - Demander à la ministre de la Justice d'entreprendre les procédures nécessaires au lancement d'un avis de sélection aux candidats à la fonction de juge à une cour municipale afin de combler deux postes de juges à la Cour municipale de la Ville de Montréal.

CG17 0211 – 18 mai 2017 – Demander à la ministre de la Justice d'entreprendre les procédures nécessaires au lancement d'un avis de sélection aux candidats à la fonction de juge à une cour municipale afin de procéder au comblement de quatre postes à la cour municipale de la Ville de Montréal.

CG16 0262 – 21 avril 2016 – Demander à la ministre de la Justice d'entreprendre les procédures nécessaires au lancement d'un avis de sélection aux candidats à la fonction de juge à une cour municipale afin de combler un poste de juge à la cour municipale de la Ville de Montréal.

CG16 0136 – 25 février 2016 – Demander à la ministre de la Justice d'entreprendre les procédures nécessaires au lancement d'un avis de sélection aux candidats à la fonction de juge à une cour municipale afin de combler un poste de juge à la cour municipale de la Ville de Montréal.

CG15 0711 – 26 novembre 2015 – Demander à la ministre de la Justice d'entreprendre les procédures nécessaires au lancement d'un avis de sélection aux candidats à la fonction de juge à une cour municipale afin de procéder au comblement de trois postes à la cour municipale de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Demande de nomination d'un juge à la cour municipale.

JUSTIFICATION

Le 24 juillet 2019, est décédé l'honorable Richard Starck, lequel était juge à la cour municipale nommé en janvier 2011.
La gestion efficace des fonds publics et la saine administration de la justice à la cour municipale nécessite le remplacement de ce poste aujourd'hui vacant, comme le prévoit l'article 45.1 de la *Loi sur les cours municipales* , RLRQ c C-72.01, le tout afin de favoriser un traitement diligent des dossiers devant la cour municipale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'absence prolongé d'un juge à la cour municipale entraîne des coûts plus élevés pour son remplacement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le cas échéant, une stratégie de communication sera établie avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

Tél : 514 872-2919
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-14

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

Tél : 514 872-2919
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2019-08-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2019-08-14

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.02

2019/09/19 17:00

(1)

Dossier # : 1195892001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 2 692 519,04 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour le projet d'optimisation des espaces administratifs, selon la réorganisation 2019 et applicable à l'édifice Louis-Charland (0410). Ces montants serviront au remboursement des travaux d'amélioration locative à la société Brennan Duke, ainsi qu'aux travaux d'aménagements, réaménagements et optimisation des espaces administratifs.

Il est recommandé :

1. d'autoriser la dépense de 2 692 519,04 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour le projet d'optimisation des espaces administratifs;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel. Cette dépense sera assumée à 28,46 % par l'agglomération, pour un montant de 766 326,35 $ taxes incluses.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2019-08-23 15:53

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1195892001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 2 692 519,04 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour le projet d'optimisation des espaces administratifs, selon la réorganisation 2019 et applicable à l'édifice Louis-Charland (0410). Ces montants serviront au remboursement des travaux d'amélioration locative à la société Brennan Duke, ainsi qu'aux travaux d'aménagements, réaménagements et optimisation des espaces administratifs.

CONTENU

CONTEXTE

L'édifice Louis-Charland situé au 801 Brennan est le plus important centre administratif de la Ville de Montréal, en superficie, mais aussi en nombre d'employés qui y travaillent (1547 personnes). Aménagé en 2006 pour regrouper plusieurs services corporatifs sous un même toit, le bail avec la Société en commandite Brennan Duke, agissant par son seul commandité 9095-5139 Québec inc., se termine en 2026. L'édifice loge actuellement les services suivants :

- le Service des infrastructures du réseau routier (SIRR)
- le Service des technologies d'information (STI)
- le Service de la culture (SC)
- une partie du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM)
- un pôle du Service de l'Approvisionnement
- le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMS)
- une partie du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS)

Depuis 2012, l'Administration municipale connaît une importante réorganisation. Les services municipaux, dorénavant regroupés sous plusieurs directions générales, et souhaitant optimiser la synergie d'équipe et l'efficience opérationnelle, ont formulé des demandes au Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) pour regrouper leurs effectifs selon leurs nouvelles structures. Un plan directeur d'optimisation des espaces administratifs a été réalisé pour l'édifice administratif Louis-Charland. Des mises aux normes selon l'encadrement administratif relatif à la norme d'attribution des aires de travail sont actuellement en cours.

Des réaménagements et des déplacements sont à prévoir sur 8 des 10 étages de l'édifice.

Des investissements doivent être faits rapidement pour optimiser les aménagements et permettre de créer plus de postes de travail. Le remplacement du mobilier existant par du mobilier collaboratif, uniquement pour le Service des TI, ainsi que la consolidation des services occupants de l'édifice Louis Charland sont les stratégies retenues pour l'édifice.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0789 - 17 décembre 2015 - Autoriser une dépense de 1 201 776,19 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour la réalisation du plan stratégique de densification des espaces administratifs de l'édifice Louis-Charland (0410). Ce montant servira au remboursement des travaux d'amélioration locative à la Société Brennan Duke, ainsi qu'aux réaménagements nécessaires dans cet édifice.
CG08 0334 - 19 juin 2008 - Approuver un projet de modification de bail aux termes duquel la Ville de Montréal et la Société en commandite Brennan-Duke conviennent de prolonger le bail de l'immeuble situé au 801, rue Brennan à des fins d'activités de bureaux, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2017, et ce, aux mêmes termes et conditions, pour une dépense annuelle de 6 800 082,14 $, taxes incluses;

CM05 0104 - 21 février 2005 - Approuver le regroupement des services corporatifs au 31, rue Duke et approuver les projets de baux avec la Société en commandite Brennan-Duke, la SDM et l'administration portuaire de Montréal.

DESCRIPTION

Pour le projet d'optimisation des espaces administratifs de l'édifice Louis-Charland, en vertu du bail, le propriétaire fera réaliser les travaux d'amélioration locative.
Conformément aux règles de délégation, le Service de la gestion et de la planification immobilière s'occupera de coordonner tout le processus d'achat du mobilier et de réaménagement à l'intérieur des ententes cadres conclues entre la Ville et les fournisseurs de mobilier. La Ville de Montréal demeure propriétaire de tout le mobilier et des équipements de télécommunication après la réalisation du projet. Les pièces retirées lors de l'adaptation du mobilier existant seront conservées en inventaire pour des adaptations futures de postes de travail dans l'édifice ou pour d'autres projets d'aménagements

L'objet de la présente demande d'autorisation vise à faire approuver les crédits nécessaires au projet.

JUSTIFICATION

Pour être en mesure de loger l'ensemble des services dans les espaces actuels du parc immobilier de la Ville, il faut :

- Relocaliser certaines unités administratives selon la nouvelle structure organisationnelle
- Réaménager et optimiser certains espaces déjà occupés
- Combler les espaces actuellement vacants

Ce projet de regroupement et d'optimisation des espaces est en interrelation avec les nombreux projets en cours et la réorganisation 2019 de la direction générale.

La réorganisation 2019 invite donc à la consolidation des équipes selon les besoins de la direction générale.

Le projet devra être exécuté durant l’occupation et l’accroissement des effectifs, avec des

espaces d'entreposage limités pour le mobilier qui sera démantelé.

Après analyse, la direction générale a préalablement approuvé un nouvel aménagement collaboratif dans les espaces TI qui permettra un gain de 74 postes de travail sur leurs étages respectifs.

Cependant, le rythme du processus de dotation est plus rapide que la disponibilité des postes.

Si requis, les professionnels du propriétaire seront mandatés pour fournir les plans et devis nécessaires afin d'effectuer des travaux conformes.

L'estimation des coûts du projet a été réalisée par le SGPI sur une base comparative de coûts suite à des appels d'offres publics pour des projets semblables exécutés par le passé.

Si les crédits sont autorisés, l'octroi de contrat à l'entrepreneur, par le propriétaire, sera réalisé dans le courant du mois de janvier. Le propriétaire est tenu, par ses propres encadrements, de procéder à un appel d'offres public pour les travaux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce dossier est de 2 692 519.04 $, taxes, contingences et incidences incluses. Il sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 766 326,35 $ sera financé par le règlement d’emprunt de compétence d'agglomération RCG 17-034 du règlement – Travaux de rénovation et de protection d'immeubles.

Un montant maximal de 1 926 354,24 $ sera financé par le règlement d’emprunt de compétence corporatif 18-028 du règlement – Travaux de rénovation et de protection d'immeubles.

Cette dépense sera assumée à 28,46 % par l'agglomération et à 71,54 % par la Ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les directives de la Politique de développement durable qui seront appliquées sont la gestion des déchets de construction et l'utilisation de peinture sans composés organiques volatiles.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant un refus d'autoriser la dépense, les unités ne pourront pas être regroupées selon leurs besoins. De plus, tous les projets en interrelation de la cascade des mouvements des unités administratives seront en périls.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Hiver 2019-2020 :

- regroupement du Service de la culture au 5e étage Duke
- regroupement du Service de la diversité et de l'inclusion sociale

- regroupement du Service des technologies de l'information au 80 Queen
- regroupement du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
- optimisation des espaces des technologies de l'Information, 3e étage Duke

Printemps 2020 à printemps 2021 :

- optimisation des espaces des technologies de l'Information au 2e Prince et Duke
- regroupement final du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR)

La mise à niveau des salles de conférences se fera à partir de l'hiver 2019 et se poursuivra durant le projet.

Il est à noter que les travaux d'amélioration locative sont tributaires des clauses au bail pour chacune des locations. Puisque les travaux doivent être effectués par le propriétaire, le calendrier des déplacements a été ajusté selon l'échéancier des travaux de celui-ci.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Françoise TURGEON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Claude CARETTE, Service des infrastructures du réseau routier
Luc GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Alain DUFORT, Direction générale
Suzanne LAVERDIÈRE, Service de la culture
Johanne DEROME, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale
Louise-Hélène LEFEBVRE, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Martin PAGÉ, Service des technologies de l'information
Ivan FILION, Service de la culture
Isabelle CADRIN, Direction générale

Lecture :

Louise-Hélène LEFEBVRE, 22 août 2019
Isabelle CADRIN, 22 août 2019

Claude CARETTE, 22 août 2019
Ivan FILION, 22 août 2019
Suzanne LAVERDIÈRE, 21 août 2019
Luc GAGNON, 21 août 2019
Martin PAGÉ, 21 août 2019
Johanne DEROME, 21 août 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie ORTEGA
Gestionnaire immobilier, chef d'équipe

Tél : 514 872-6963
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-21

Erlend LAMBERT
Chef de division

Tél : 514 872-8634
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers

Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2019-08-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
(en remplacement de Sophie Lalonde)
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2019-08-23

on projets
iliers
n de projets d'actifs

Projet : Brennan programme d'optimisation des espaces
Description : aménagements collaboratifs-densification
Préparé par Nathalie Ortega , GI Chef d'équipe

				Tps 5,0%	Tvq 9,975%	Total
Contrat:	Travaux	%	$			
	Electricité- 2e Prince et duke		50 000,00 $			
	Electricité- 3e duke		50 000,00 $			
	6e		- $			
	Mise aux normes et regroupement 7e		- $			
	Demenagement 8e		- $			
	Déménagement 9e étage		- $			
	Déménagement 10e		- $			
	salle de conferences		50 000,00 $			
	Sous-total :	100,0%	150 000,00 $	7 500,00 $	14 962,50 $	172 462,50 $
	Contingences	10,0%	15 000,00 $	750,00 $	1 496,25 $	17 246,25 $
	Total - travaux:		165 000,00 $	8 250,00 $	16 458,75 $	189 708,75 $
Services prof		9%	14 850,00 $	742,50 $	1 481,29 $	17 073,79 $
	Incidences					
	Chaises et filières		30 000,00 $			
	Nouveau mobilier - 2e Prince et duke		881 980,00 $			
	Nouveau mobilier - 3e duke		565 000,00 $			
	Déménagement 4e étage		90 000,00 $			
	Déménagement 5e étage		35 000,00 $			
	Mise aux normes et regroupement 6e		120 000,00 $			
	Mise aux normes et regroupement 7e		110 000,00 $			
	Demenagement 8e		29 000,00 $			
	Déménagement 9e étage		31 000,00 $			
	Déménagement 10e		30 000,00 $			
	Salle de conferences		240 000,00 $			
	Total - Incidences :		2 161 980,00 $	108 099,00 $	215 657,51 $	2 485 736,51 $
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		2 341 830,00 $	117 091,50 $	233 597,54 $	2 692 519,04 $
Ristournes:	Tps	100,00%		117 091,50 $		117 091,50 $
	Tvq	50,0%			116 798,77 $	116 798,77 $
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		2 341 830,00 $	117 091,50 $	116 798,77 $	2 458 628,77 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1195892001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Objet :	Autoriser une dépense de 2 692 519,04 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour le projet d'optimisation des espaces administratifs, selon la réorganisation 2019 et applicable à l'édifice Louis-Charland (0410). Ces montants serviront au remboursement des travaux d'amélioration locative à la société Brennan Duke, ainsi qu'aux travaux d'aménagements, réaménagements et optimisation des espaces administratifs.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1195892001- Édifice Louis-Charland(410)-optimisation des espaces-réorg 2019.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0946

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-23

Cathy GADBOIS
C/S conseil et soutien financiers
Tél : 514-872-1443
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.03

2019/09/19 17:00

(2)

Dossier # : 1197211001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature de l'Avis pour non objection en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal - Du chaînage REM de la culée : 201+820 à 202+080, du secteur Bridge/Bonaventure.

1. Autoriser la signature de l'Avis pour non objection en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire - Construction de l'étagement pour le nouveau REM à Montréal - Du chaînage REM de la culée : 201+820 à 202+080, du secteur Bridge/Bonaventure

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-08-30 07:39

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197211001**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature de l'Avis pour non objection en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal - Du chaînage REM de la culée : 201+820 à 202+080, du secteur Bridge/Bonaventure.

CONTENU

CONTEXTE

La Caisse de dépôt et placement du Québec infra (CDPQi), par l'entremise du consortium NouvLR, effectue la conception et la construction du Réseau Express Métropolitain (REM). La réalisation de ce projet de 67 km va nécessiter la construction de nouvelles infrastructures qui se raccorderont au réseau existant de la Ville de Montréal ou seront à proximité d'infrastructure existante. La portion de projet faisant l'objet du présent document concerne la réalisation d'un Saut-de-mouton, soit le passage des voies du REM au-dessus des voies ferroviaires de CN dans le secteur Bridge/Wlleington.

Les travaux ciblés consistent en la construction d'un nouveau pont d'étagement ferroviaire (rail léger), entre la rue Wellington et la rue Bridge à Montréal, au-dessus des voies ferrées sur lesquelles CN, Amtrak, EXO et VIA agissent à titre de compagnie de chemin de fer (les « Voies »). Le nouveau pont (le « Pont REM ») doit, une fois construit, permettre le passage de deux voies du REM électrifiées (1500V) par caténaire au-dessus des Voies.

La Loi sur la sécurité ferroviaire (L.R.C. (1985), ch. 32 (4e suppl.)) mentionne à l'article 8 que le promoteur doit donner un avis de travaux projetés. Le paragraphe 8(1) de l'article se lit ainsi : Avis par le promoteur : Le promoteur ne peut entreprendre la construction ou la modification d'installations ferroviaires désignées par règlement avant d'en avoir donné avis conformément aux règlements. Il peut toutefois le faire si tous les destinataires lui notifient leur intention de ne pas s'opposer au projet. Le paragraphe 8(2) se lit ainsi : Avis d'opposition : Le destinataire de l'avis qui considère que les travaux qui y sont visés portent atteinte à sa sécurité ou à celle de ses biens — meubles ou immeubles — peut, dans le délai

prévu dans l'avis, notifier au promoteur son opposition motivée à leur égard, auquel cas il dépose sans délai copie de cette notification auprès du ministre.

Dans le cas présent, après vérification avec les différentes unités impliquées dans le projet et pouvant être impactés par de tels travaux (tel qu'identifié à la section justification), aucune objection n'a été soulevé par rapport aux travaux proposés par le promoteur (CDPQ Infra).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

n.a.

DESCRIPTION

Les travaux et les méthodes de travaux seront conduits de manière sécuritaire sans jamais affecter la sécurité des biens publics, notamment ceux sous la gouverne d'Hydro Québec, de la Ville de Montréal, d'InfraMTL, de la Société immobilière du Canada, de CN, de Via ou d'Amtrak, et ce, en
tenant compte des courants vagabonds. Les travaux seront réalisés de manière à respecter toutes les réglementations en vigueur.

Sous peu, deux autres avis seront soumis à la Ville et à ses partenaires pour des travaux similaires dans le secteur Bridge/Wellington jusqu'à la rue Marc-Cantin. Les mêmes approches seront effectuées auprès des parties prenantes au projet.

JUSTIFICATION

Après vérification auprès des services centraux impliqués, de l'arrondissement du Sud-Ouest et d'Urgence Santé, nous recommandons la signature de l'avis pour non objection car aucun actif de la ville ne subit d'impacts, tout comme il est jugé que les conditions requises sont déployées pour assurer la sécurité des citoyens à proximité de l'emprise ferroviaire.

UNITÉS / SERVICES / GOUVERNEMENT	COMMENTAIRE CONCERNANT LA SÉCURITÉ
PONTS ET TUNNELS	Pas d'objection version 28 mai 2019
SPVM	Pas d'objection version 28 mai 2019
SIM	Pas d'objection version 28 mai 2019
Projet Griffintown	Pas d'objection version 28 mai 2019
Division de l'aménagement et du design urbain - SUM	Pas d'objection version 28 mai 2019
Service de l'eau	Pas d'objection version 28 mai 2019
Sécurité Civile	Pas d'objection version 28 mai 2019
Urgence Santé	Pas d'objection version 28 mai 2019
Arrondissement du Sud-Ouest	Pas d'objection version 28 mai 2019

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les travaux mentionnées dans le présent sommaire décisionnel sont sous la responsabilité de la Caisse de Dépôt et Placement du Québec Infra (CDPQi).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n.a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans l'approbation et la diffusion de l'avis de non objection de l'ensemble des parties identifiées à l'Avis, la CDPQi ne pourra faire construire par NouvLR cette section de tronçon.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n.a.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de l'Avis : septembre 2019
Projet de type conception/construction : début: été 2019 - fin: automne 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia THOMPSON
Chef de section - Section REM

Tél : 514 872-8544
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-05

Isabelle LEBRUN
Chef de division - Grands projets partenaires

Tél : 514 872-4685
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855

Approuvé le : 2019-08-19 **Approuvé le :** 2019-08-23

Le 21 juin 2019 **PAR COURRIEL**

Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (« CN »)
M. Éric Harvey, Avocat principal - Affaires réglementaires
935, rue de la Gauchetière Ouest, 15e étage
Montréal (Québec) H3B 2M9
Courriel : Eric.Harvey@cn.ca

VIA Rail Canada Inc. (« Via »)
M. Denis Vallières, Directeur Principal, Exploitation du réseau
3 Place Ville-Marie, bureau 500
Montréal (Québec) H3B 2C9
Courriel: Denis_Vallieres@viarail.ca

National Railroad Passenger Corporation (« Amtrak »)
Ms Keren C. Rabin, Deputy General Counsel
One Massachusetts Ave., NW
Washington, DC 20001, Courriel: RabinK@amtrak.com

Ville de Montréal
Claude Carette, Directeur, Service des infrastructures, de la voirie et des transports, Division des grands projets
801, rue Brennan
Montréal (Québec) H3C 0G4
Courriel : claude.carette@ville.montreal.qc.ca

Société immobilière du Canada
Pierre-Marc Mongeau, Vice-président, immobilier Québec et Vieux-Port de Montréal
333, rue de la Commune Ouest
Montréal, Québec, H2Y 2E2
Courriel : pmmongeau@clc.ca

Hydro-Québec
Mathieu Bérubé
Délégué commercial principal, Services et ventes aux clients grands puissance, Direction - Services et ventes clientèles d'affaires
Complexe Desjardins, Tour de Est, 18e étage
Montréal (Québec) C.P. 10 000, H5B 1H7
Courriel : berube.mathieu@hydro.qc.ca

InfraMTL inc. (« InfraMTL »)
Thomas Lavier
Directeur affaires juridiques
1140 boul. de Maisonneuve O., 12e étage
Montréal (Québec) H3A 1M8
Courriel : tlavier@rem.info

Projet : Réseau Express Métropolitain (REM)

Sujet : Avis en vertu de l'article 8(1) de la *Loi sur la Sécurité ferroviaire* – Construction de l'étagement pour le nouveau REM à Montréal – Chainage REM la culée: 201+820 – 202+080

Madame, Monsieur,

Conformément au paragraphe 8(1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire*, S.R.C., 1985, c. 32 (4e supplément) (la « **Loi** »), la présente donne avis de l'intention de Projet REM s.e.c. (« **Projet REM** ») de construire l'étagement mentionné en rubrique comme il est indiqué sur les plans listés ci-dessous, dont vous trouverez un exemplaire ci-joint. Le présent avis annule et remplace l'avis reçu par certains des destinataires identifiés ci-dessus le 28 mai dernier et ayant le même objet.

No. de plan	Date d'émission
602024-202600-10040-43D0-0100_PD	2019-06-10
602024-202600-10040-43D0-0200_PD	2019-06-10
602024-202600-10040-43D3-1111_PD	2019-06-10
602024-202600-10040-43D3-1122_PD	2019-06-10
602024-202600-10040-43D3-1153_PD	2019-06-10
602024-202600-10040-43D3-1154_PD	2019-06-10
602024-202600-10040-43D3-1203_PD	2019-06-10
602024-202600-10040-43D3-1204_PD	2019-06-10
602024-202600-10040-43D3-1205_PD	2019-06-10

Description des travaux projetés

Les travaux consistent en la construction d'un nouveau pont d'étagement (rail léger), entre la rue Wellington et la rue Bridge à Montréal, au-dessus des voies ferrées sur lesquelles CN, Amtrak et VIA agissent à titre de compagnie de chemin de fer (les « **Voies** ») (voir A-23.1 dans le plan ci-dessous). Le nouveau pont (le « **Pont REM** ») doit, une fois construit, permettre le passage de deux voies du REM électrifiées (1500V) par caténaire au-dessus des Voies.



Vue en plan

Description des incidences éventuelles des travaux projetés sur la sécurité des biens et des personnes

Les travaux et les méthodes de travaux seront conduits de manière sécuritaire sans jamais affecter la sécurité des biens du public, d'Hydro Québec, de la Ville de Montréal, d'InfraMTL, de la Société immobilière du Canada, de CN, de Via ou d'Amtrak, et ce, en tenant compte des courants vagabonds. Les travaux seront réalisés de manière à respecter toutes les règlementations en vigueur. Les travaux seront réalisés à partir d'un ou plusieurs des lots 1 853 644 (InfraMTL), 4 657 479 (Société Immobilière du Canada), 1 853 645 (Hydro Québec) ou 2 160 172 (Ville de Montréal), dans des emprises qui seront fermées au public pendant les travaux.

Toute personne qui considère que les travaux ferroviaires projetés porteraient atteinte à sa sécurité ou à celle de ses biens peut, dans les soixante (60) jours de la date de cet avis, notifier son opposition motivée aux travaux projetés à :

Paul Gendreau,
Directeur de secteur
Projet REM s.e.c.
1140 boul. de Maisonneuve O., 12e étage
Montréal (Québec) H3A 1M8
Courriel : pgendreau@rem.info

Avec copie à :

Thomas Lavier,
Directeur, affaires juridiques
Projet REM s.e.c.
1140 boul. de Maisonneuve O., 12e étage
Montréal (Québec) H3A 1M8
Courriel : tlavier@rem.info

Avec copie additionnelle à :

L'honorable Marc Garneau
Ministre des Transports
Place de Ville
330, rue Sparks
Ottawa (Ontario) KIA ON5
mintc@tc.gc.ca

Cependant, et tel que spécifié dans la Loi, le promoteur peut débuter les travaux si tous les destinataires lui notifient leur intention de ne pas s'opposer au projet. Projet REM projette d'exécuter ces travaux le plus rapidement possible et demande donc au destinataire de la présente de lui signifier son acceptation au projet en signant et en retournant le présent avis par courriel à M. Paul Gendreau (pgendreau@rem.info) et Me Thomas Lavier (tlavier@rem.info). Pour de plus amples renseignements à ce sujet, veuillez vous adresser à l'une de ces personnes aux coordonnées décrites ci-dessus.

Évènements	**Date et Durée**
Date approximative du début des travaux	25 juin 2019 (à condition que tous les destinataires de l'Avis notifient au promoteur leur intention de ne pas s'opposer au projet)
Prévision de la durée des travaux	8 mois

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

André Dufour, CPA, CA,
Directeur général, Projet REM s.e.c.

p.j. : Plans

c.c. : **M. Salvatore Pizzanelli**, Directeur – Région Québec, Transports Canada, sal.pizzanelli@tc.gc.ca

M. Jaime Freyre de Andrade Calonge, Directeur de projet, NouvLR, jaime.freyre@NouvLR.com

M. Xavier de Nettancourt, Directeur du secteur Rive-Sud et Centre-ville, NouvLR, xavier.denettancourt@NouvLR.com

Mme Isabelle Lebrun, ing., M. Ing., Chef de section - Projet REM, Division des grands projets – Portefeuille 1, Service des infrastructures, de la voirie et des transports, Ville de Montréal, ilebrun@ville.montreal.qc.ca

ACCEPTATION

Sujet de l'avis : Construction de l'étagement pour le nouveau REM à Montréal - Chainage REM la culée: 201+820 – 202+080

Date de l'avis : 21 juin 2019

Nous avons pris connaissance de cet avis et nous n'avons pas d'objection au projet.

Signé à : _____ le _____.

RESPONSABLE	**TÉMOIN**
_____	_____
Nom en lettre moulées	Nom en lettre moulées
_____	_____
Titre	Titre
_____	_____
Signature	Signature

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

STRUCTURE

ANTENNE RIVE SUD - STRUCTURE AÉRIENNE

AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN - PM73.04 ST-HYACINTHE (P05-P11)

ÉMIS POUR AVIS
2019 - 06 - 10

CONTRACT NO. 602024

Réseau express métropolitain

NouvLR

DRAWING No. 602024-202600-10040-43D0-0100 PD

2019-juin-10 4:31:26 C:\rem\dms2147\0602024-202600-10040-43D0-0100.dwg

TABLE DES MATIÈRES

NUMÉRO DE DESSIN	RÉV.	TITRE DU DESSIN
602024-202600-10040-43D0-0100	PD	PAGE TITRE
602024-202600-10040-43D0-0200	PD	TABLE DES MATIÈRES
602024-202600-10040-43D0-1111	PD	1:1000 PLAN ET ÉLÉVATION
602024-202600-10040-43D0-1122	PD	PLAN ET PROFIL
602024-202600-10040-43D0-1153	PD	1:200 PLAN - 03 DE 08
602024-202600-10040-43D0-1154	PD	1:200 PLAN - 04 DE 08
602024-202600-10040-43D0-1203	PD	P05, P06, & P07
602024-202600-10040-43D0-1204	PD	P08, & P09
602024-202600-10040-43D0-1205	PD	P10, & P11

FEUILLET: REM
DATE D'IMPRESSION: 2019-05-10 4:42 BAKALOVA, VERA
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\BIM\521-NYO\602024-202600-10040-43D0-0200.DWG

FORMAT: A1

CONÇU L. E., ing. / P. K., ing.

DESSINÉ J. BLOM, tech.

VÉRIFIÉ F. PANAH, ing.

APPROUVÉ F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-03-27	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PB	2019-04-30	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PC	2019-05-10	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PD	2019-06-10	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Gungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2019-09-15
Site: RÉSEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL/QUEBEC
06/10/2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

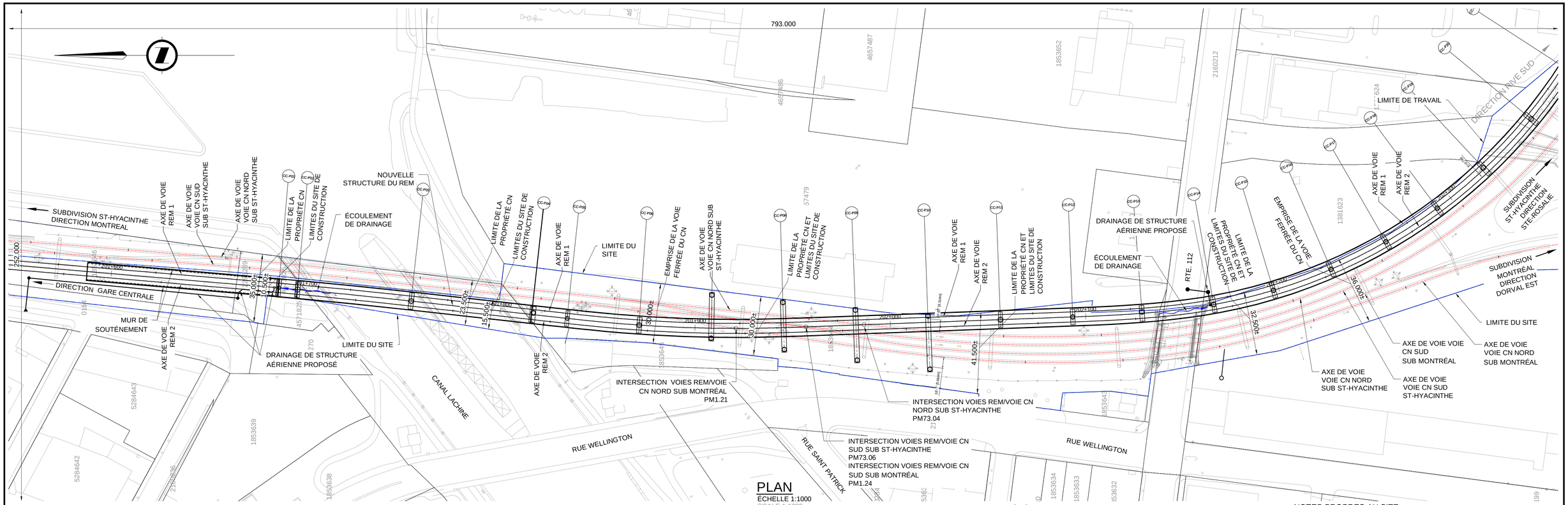
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

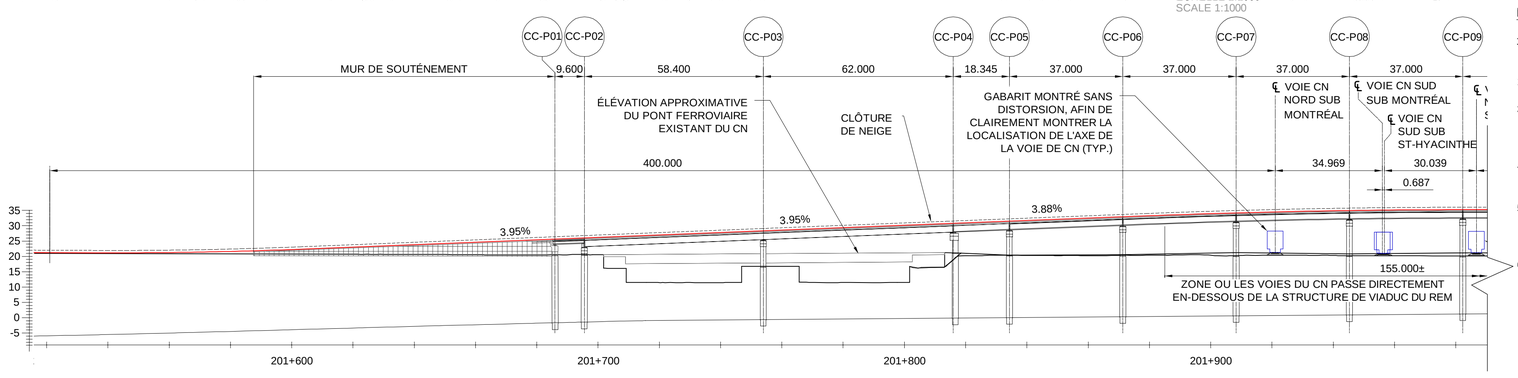
STRUCTURE AÉRIENNE AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM73.04 ST-HYACINTHE

TABLE DES MATIÈRES

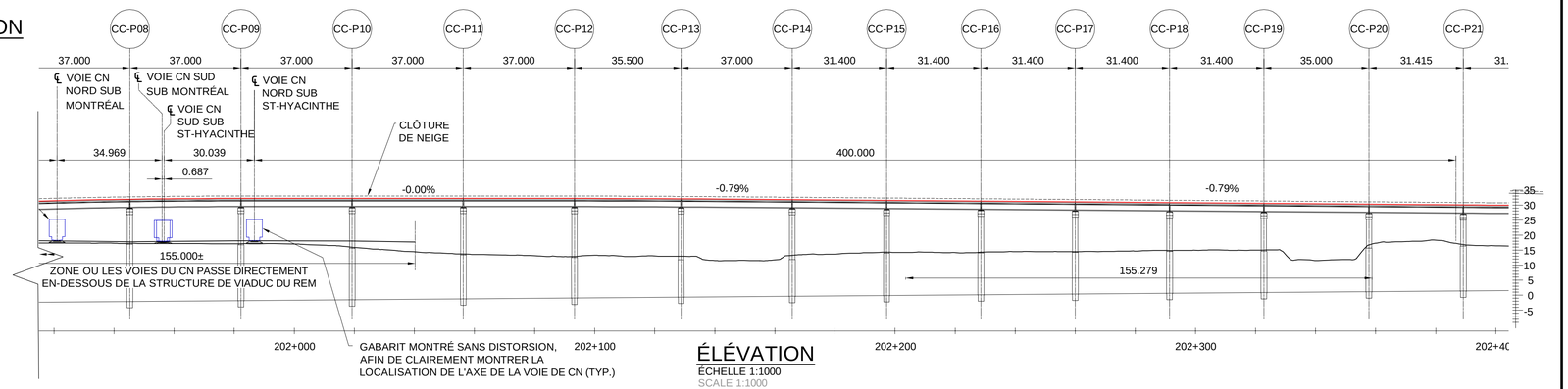
NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-0200 PD



PLAN
ÉCHELLE 1:1000
SCALE 1:1000



ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:1000
SCALE 1:1000



ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:1000
SCALE 1:1000

NOTES GÉNÉRALES:

1. POUR LES NOTES GÉNÉRALES VOIR LES DESSINS 602024-000000-10040-43D0-0010 À 0013.
2. IL EST PROPOSÉ DE CONSTRUIRE UN NOUVEAU PONT AU-DESSUS DE LA VOIE DU CN.
3. LE NOUVEAU PONT DU TRAIN LÉGER AU DESSUS DES VOIES DU CN ENTRE LES PILIERS P5 ET P11 EST COMPOSÉ DE 6 TRAVÉES DE TROIS POUTRES NEBT SUPPORTANT UNE DALLE DE BÉTON.
4. LES TRAVÉES REPOSERONT SUR DES CHEVÊTRES EN BÉTON AVEC DES FONDATIONS PROFONDES EN CAISSON ENCASTRÉS AU ROC.
5. LES MESURES DE PROTECTION DES VOIES DU CN CONTRE LA CHUTE DE NEIGE À PARTIR DES STRUCTURES DU TRAIN LÉGER DU REM SERONT ÉTABLIES AVEC DES CLÔTURES MODIFIÉES.
6. LE DRAINAGE DES TABLIERS DES STRUCTURES AÉRIENNES DU REM SERA EFFECTUÉ PAR CONDUITES COLLECTANT LES EAUX PROVENANT DES AVALOIRS, DES CONDUITS ET DES DESCENTES DES STRUCTURES, DIRIGEANT LE RUISSELLEMENT DE FAÇON À NE PAS NUIRE AU DRAINAGE DE L'EMPRISE DU CN.

NOTES PROPRES AU SITE:

1. SISMICITÉ: ZONE SISMIQUE "D" SELON LE RAPPORT GÉOTECHNIQUE.

NOTES GÉOTECHNIQUES:

1. LES PROFILS DES DIFFÉRENTES COUCHES ET DU SOCLE ROCHEUX (FRACTURÉ ET SAIN LE CAS ÉCHÉANT) ENTRE LES FORAGES ONT ÉTÉ DÉFINIS PAR INTERPOLATION LINÉAIRE ET ILS DOIVENT ÊTRE INTERPRÉTÉS AVEC PRÉCAUTION, PARCE QUILS NE REPRÉSENTENT PAS NÉCESSAIRement LA RÉALITÉ.
2. LE NIVEAU DU ROC SAIN AUGMENTE PROGRESSIVEMENT DE -6 M DANS LE SECTEUR DE LA PILE CC-P05 À +2 M DANS LE SECTEUR DE LA PILE CC-P11.
3. VOIR LE RAPPORT GÉOTECHNIQUE 602024-202642-80020-4GER-0004-PB, DATÉ DU 5 FÉVRIER 2019

RÉFÉRENCES:

1. PLANS DE LA STRUCTURE DU REM: LOTS DE DESSINS 43202600-A22, 43202600-A25 ET 43202600-A26.
2. ALIGNEMENT ET PROFIL DES VOIES DU TRAIN LÉGER SELON LES DESSINS 602024-212400-10000-4RD1-2013 À 2016
3. PLAN DIRECTEUR DU CN, REV. 01 EN DATE DU 4 AVRIL 2018

FEUILLET: 1111
DATE D'IMPRESSION: 2019-06-20 11:16 AM BLOM, JEFF
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS21470\602024-202600-10040-43D3-1111.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-03-27	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PB	2019-04-30	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PC	2019-05-10	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PD	2019-06-10	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2019-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL/QUEBEC
06/10/2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

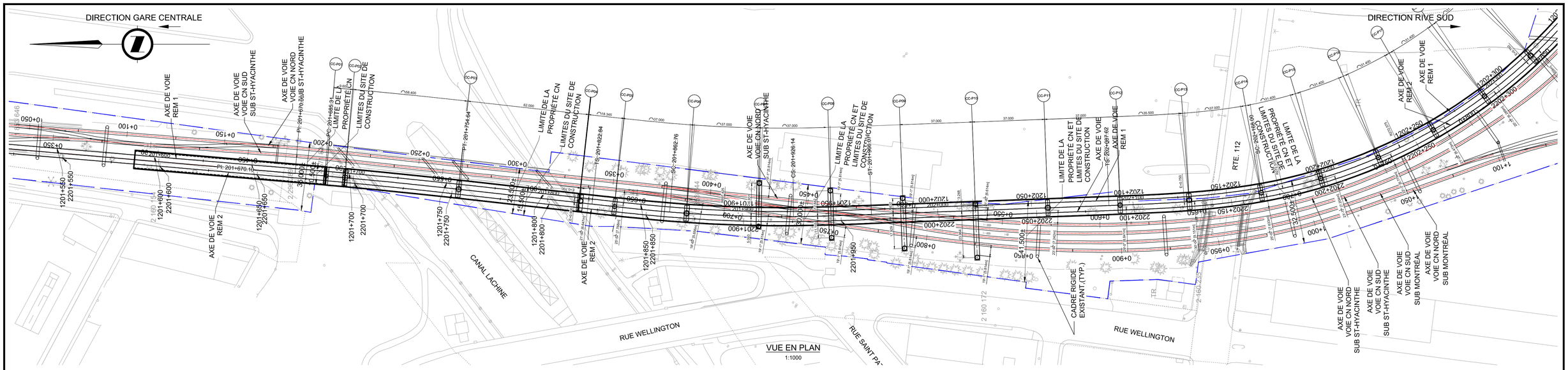
Réseau express métropolitain

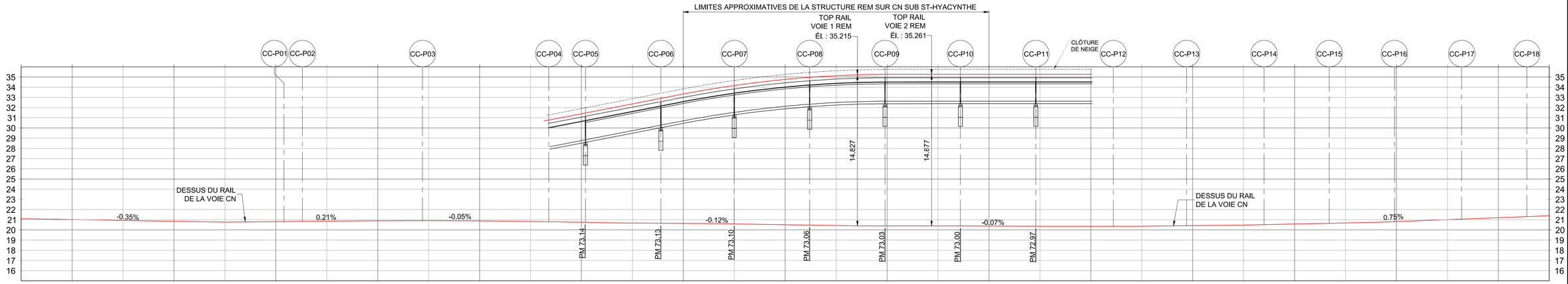
ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000
0 5 10 V=1:1000

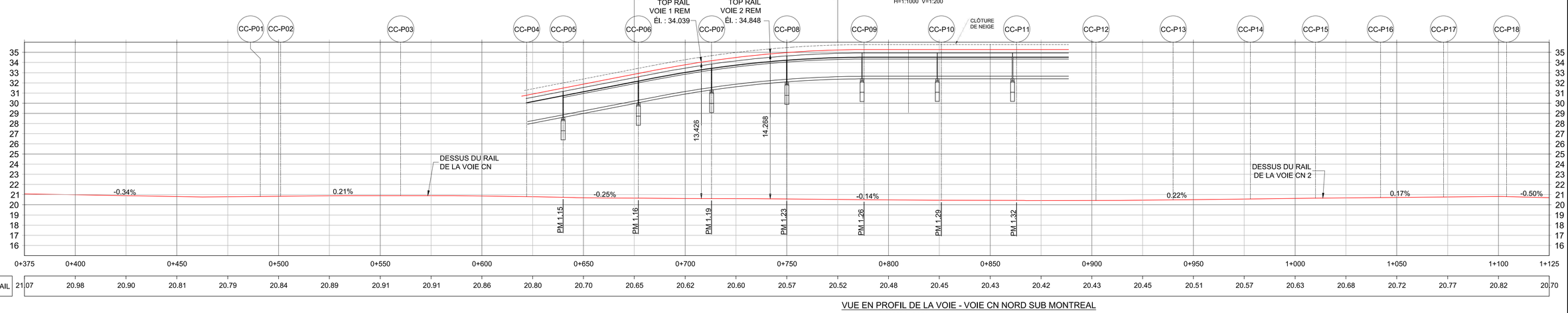
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM73.04 ST-HYACINTHE
1:1000 PLAN

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1111 | PD





VUE EN PROFIL DE LA VOIE - VOIE CN NORD SUB ST-HYACYNTHE
H=1:1000 V=1:200



VUE EN PROFIL DE LA VOIE - VOIE CN NORD SUB MONTREAL
H=1:1000 V=1:200

FEUILLET: PLAN&PROFIL 1-500
DATE D'IMPRESSION: 2019-06-19 4:11 PM NOWAK, THOMAS
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DO7156\602024-202600-10040-43D3-1122.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	L. NI, ing. / F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-03-27	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PB	2019-04-30	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PC	2019-05-10	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PD	2019-06-10	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ P102047
Nul après / Void after 2019-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAUQUEBEC
06/10/2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000
0 5 10 V=1:200

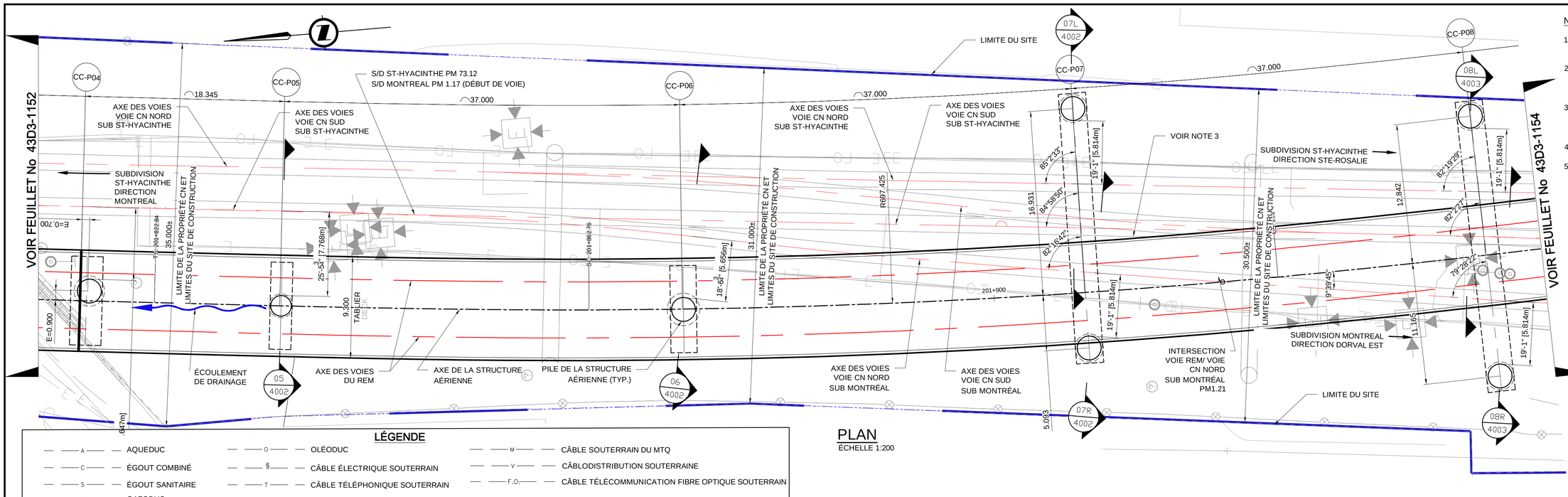
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

STRUCTURE AÉRIENNE AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM73.04 ST-HYACINTHE

PLAN ET PROFIL

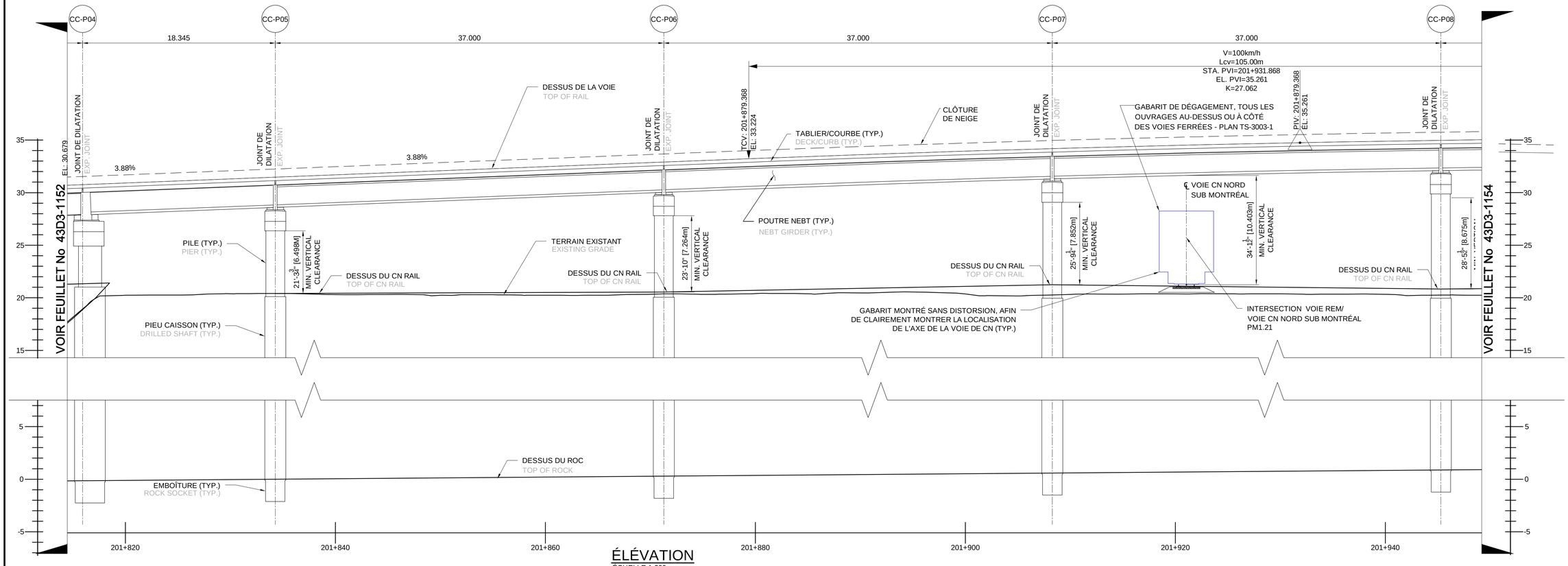
NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1122 PD



PLAN
ÉCHELLE 1:200

NOTES:

1. POUR LES VUES EN COUPE AU DROIT DES PILIERS, VOIR DESSIN 602024-202600-10040-4RDK-4604.
2. MUR DE SOUTÈNEMENT/MUR DE PROTECTION À CONCEVOIR SELON LES EXIGENCES DU CN PLAN DIRECTEUR REV 01 EN DATE 2018-04.
3. BARRIÈRES DE PROTECTION CONTRE LA NEIGE SUR LE BORD DES TABLIERS DE PONTS OÙ LA STRUCTURE AÉRIENNE TRAVERSE LES VOIES DU CN.
4. VOIES CN: SUBDIVISION MONTRÉAL DE P.M. 1.17 À P.M.1.24.
5. VOIES CN: SUBDIVISION ST-HYACINTHE DE P.M. 73.23 À P.M. 73.05.



ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:200

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-05-19	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PB	2019-04-30	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PC	2019-05-10	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PD	2019-06-10	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2019-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL/QUEBEC
06/10/2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

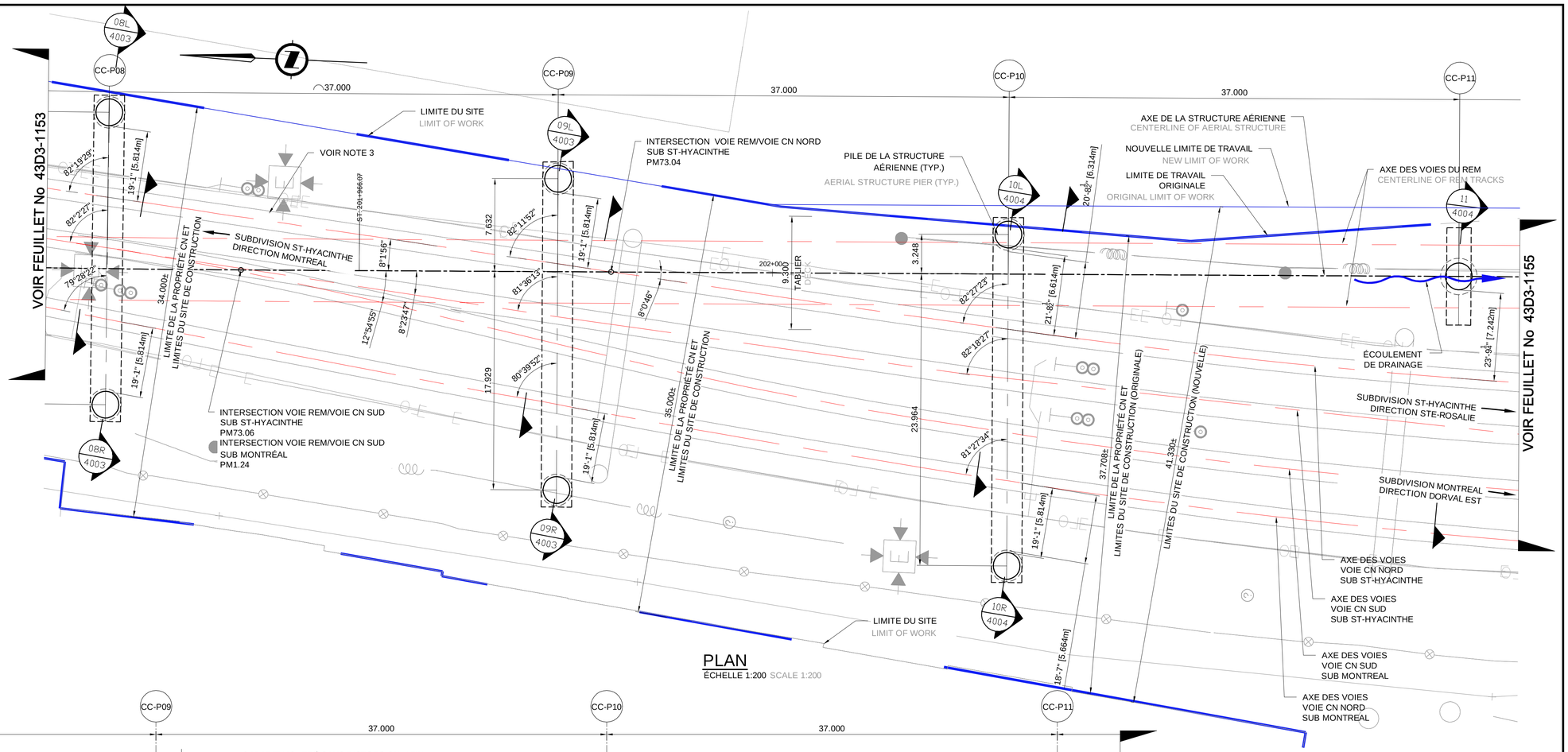
0 5 10 m H=1:200
0

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE AU-DESSUS DE LA VOIE FERREE DU CN: PM73.04 ST-HYACINTHE 1:200 PLAN

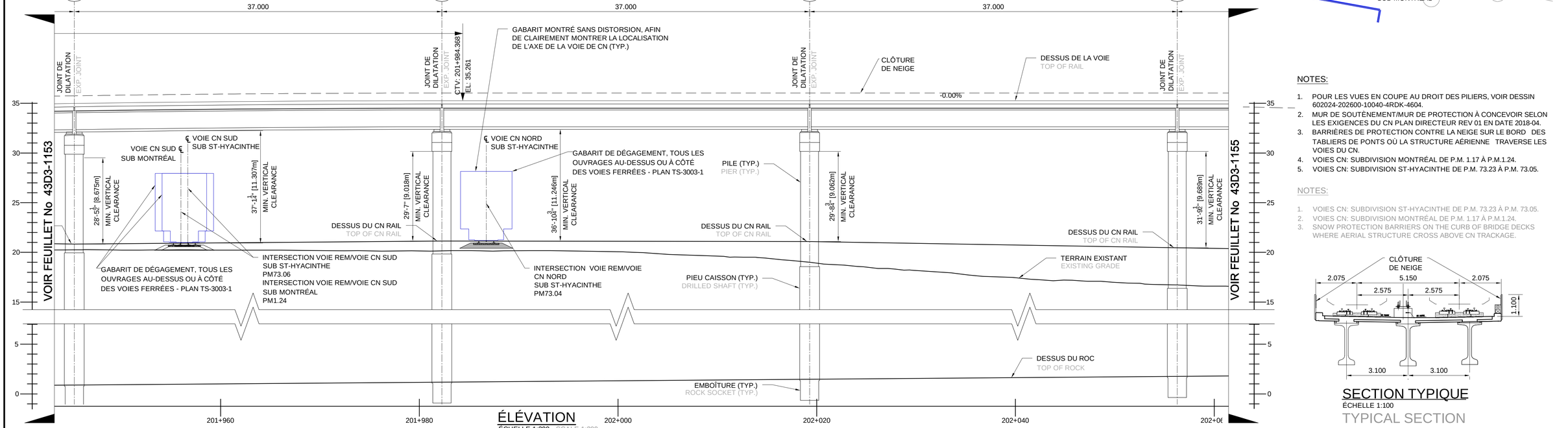
NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1153 PD

FORMAT A1

FEUILLET: 1153-P04-P08
DATE D'IMPRESSION: 2019-06-20 11:35 AM BLOM, JEFF
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DM\52147\602024-202600-10040-43D3-1153.DWG



PLAN
ÉCHELLE 1:200 SCALE 1:200



ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:200 SCALE 1:200

NOTES:

1. POUR LES VUES EN COUPE AU DROIT DES PILIERS, VOIR DESSIN 602024-202600-10040-4RDK-4604.
2. MUR DE SOUTÈNEMENT/MUR DE PROTECTION À CONCEVOIR SELON LES EXIGENCES DU CN PLAN DIRECTEUR REV 01 EN DATE 2018-04.
3. BARRIÈRES DE PROTECTION CONTRE LA NEIGE SUR LE BORD DES TABLIERS DE PONTS OÙ LA STRUCTURE AÉRIENNE TRAVERSE LES VOIES DU CN.
4. VOIES CN: SUBDIVISION MONTRÉAL DE P.M. 1.17 À P.M.1.24.
5. VOIES CN: SUBDIVISION ST-HYACINTHE DE P.M. 73.23 À P.M. 73.05.

NOTES:

1. VOIES CN: SUBDIVISION ST-HYACINTHE DE P.M. 73.23 À P.M. 73.05.
2. VOIES CN: SUBDIVISION MONTRÉAL DE P.M. 1.17 À P.M.1.24.
3. SNOW PROTECTION BARRIERS ON THE CURB OF BRIDGE DECKS WHERE AERIAL STRUCTURE CROSS ABOVE CN TRACKAGE.

SECTION TYPIQUE
ÉCHELLE 1:100
TYPICAL SECTION

CONÇU L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ F. PANAH, ing.
APPROUVÉ F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-03-27	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PB	2019-04-30	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PC	2019-05-10	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PD	2019-06-10	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permit Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Dongyeong Kim
No. 0XQ PT02047
Mat après / Valid after 2019-05-15
Cie: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN MONTREAL QUEBEC
08/05/2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS
Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE
NouvLR

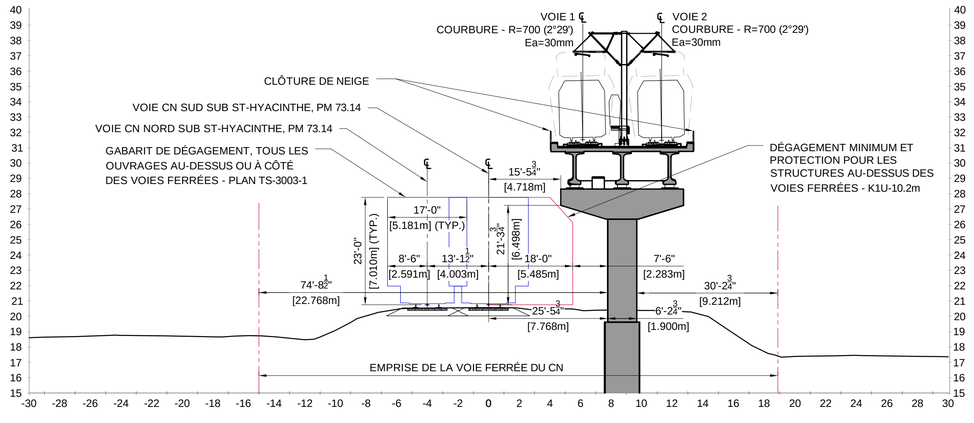
CLIENT
Réseau express métropolitain

ÉCHELLES
0 5 10 m H=1:200
0

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE AU-DESSUS LAVOIE FERREE DU CN: PM73.04 ST-HYACINTHE
1:200 PLAN

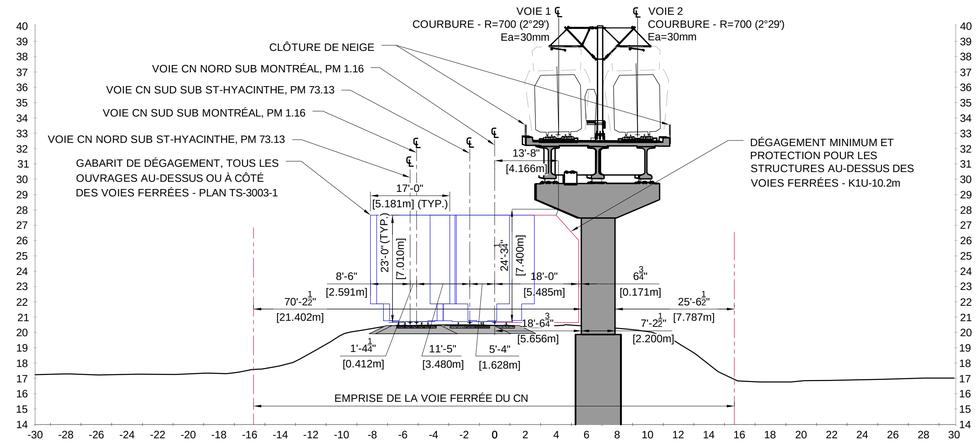
NUMÉRO DE DESSIN 602024‑202600‑10040‑43D3‑1154 PD

FEUILLET: 1154-P08-P11
DATE D'IMPRESSION: 2019-06-20 11:56 AM BLOM, JEFF
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS\21470\602024-202600-10040-43D3-1154.DWG
FORMAT A1



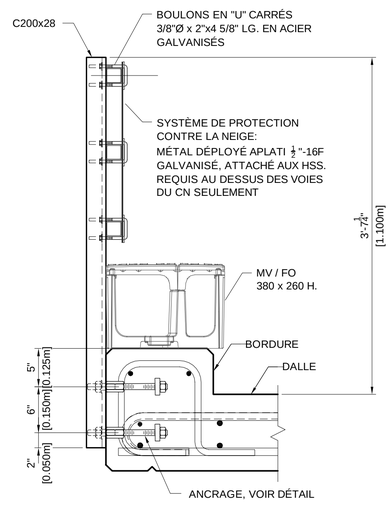
05 1103 COUPE - PILE CC-P05 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



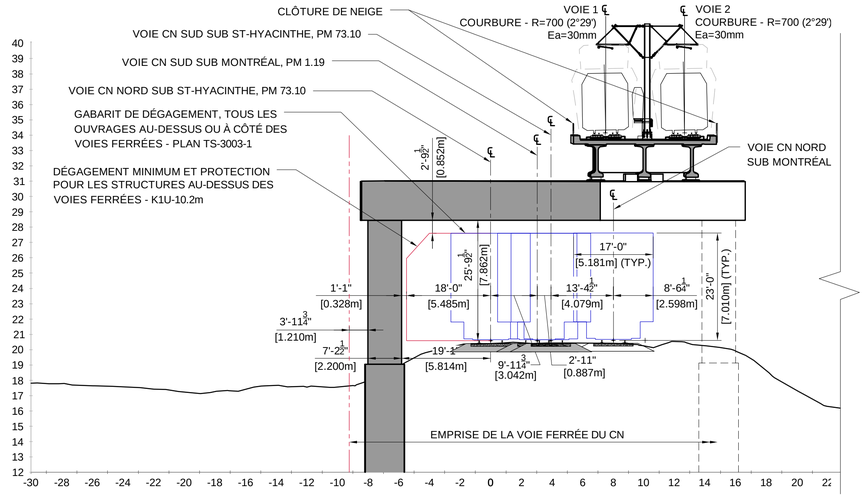
06 1103 COUPE - PILE CC-P06 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



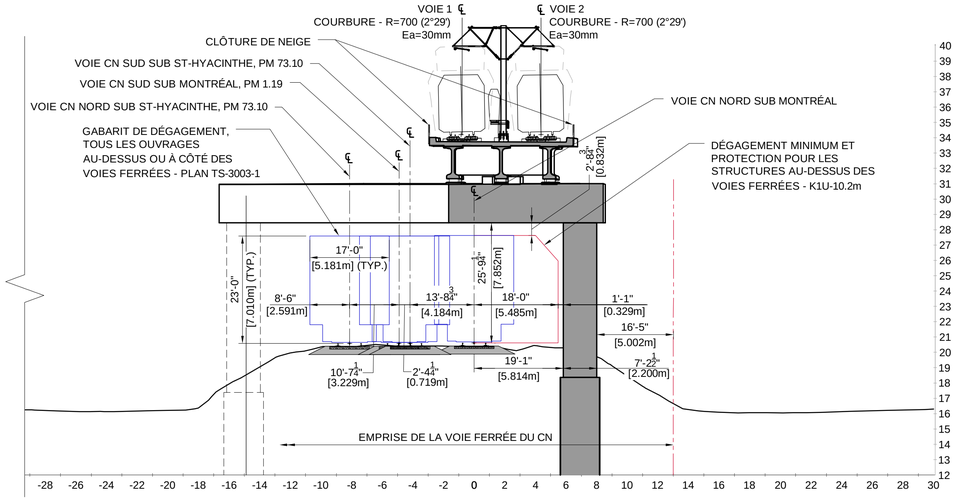
DÉTAIL - CLÔTURE DE NEIGE

ÉCHELLE 1:20



07L 1103 COUPE - PILE CC-P07 (GAUCHE) - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



07R 1103 COUPE - PILE CC-P07 (DROITE) - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200

NOTE

1. LA TOLÉRANCE DE CONSTRUCTION (=3/4") EST FOURNIE.

FEUILLET: PIERS 05-07
DATE D'IMPRESSION: 2019-06-20 11:46 AM BLOM, JEFF
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS\21470\602024-202600-10040-43D3-1203.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-03-27	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PB	2019-04-30	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PC	20109-05-10	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PD	2019-06-10	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permit Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Bhargavraj Rao
No. 5063 PT5063/47
Date applied / Visé le/for 2019-06-20
Title: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL,QUEBEC
06/10/2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

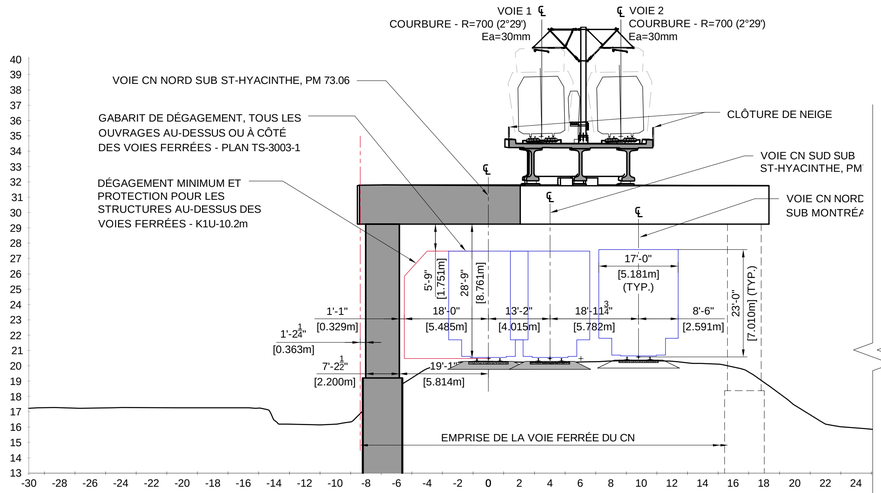
ÉCHELLES

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

STRUCTURE AÉRIENNE AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM73.04 ST-HYACINTHE P05, P06 & P07

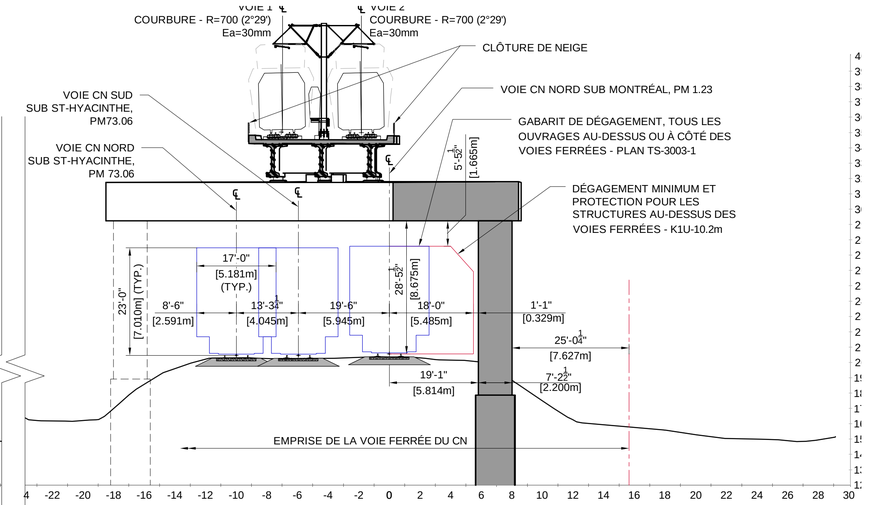
NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1203 PD



08L 1104

COUPE - PILE CC-P08 (GAUCHE) - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



08R 1104

COUPE - PILE CC-P08 (DROITE) - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200

09L 1104

COUPE - PILE CC-P09 (GAUCHE) - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200

09R 1104

COUPE - PILE CC-P09 (DROITE) - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200

NOTE

1. LA TOLÉRANCE DE CONSTRUCTION (=3/4") EST FOURNIE.

FEUILLET: PIERS 08-09
DATE D'IMPRESSION: 2019-06-20 11:47 AM BLOM, JEFF
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS\21470\602024-202600-10040-43D3-1204.DWG

FORMAT A1

CONÇU L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ F. PANAH, ing.
APPROUVÉ F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-03-27	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PB	2019-04-30	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PC	2019-05-10	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PD	2019-06-10	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT020047
Nul après / Void after 2019-09-16
Site: RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN/ MONTREAL/QUEBEC
06/10/2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

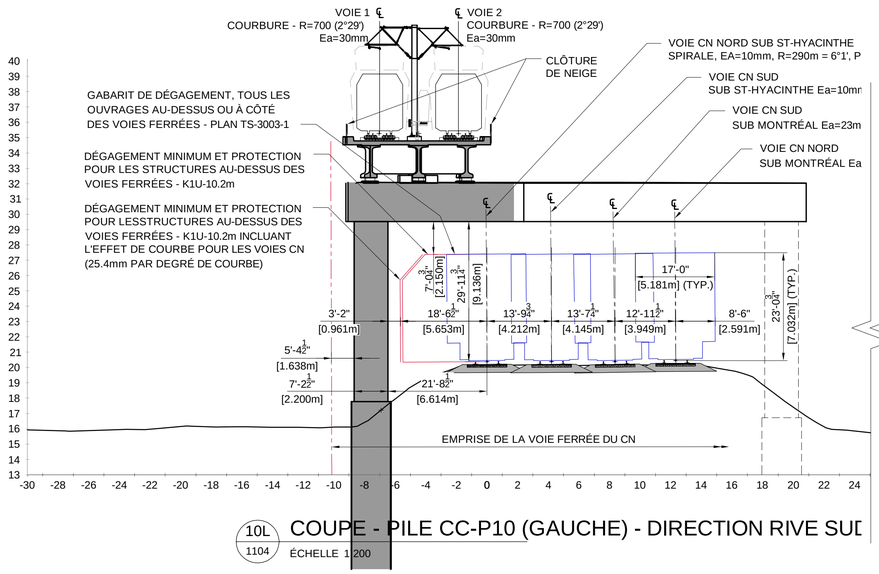
CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

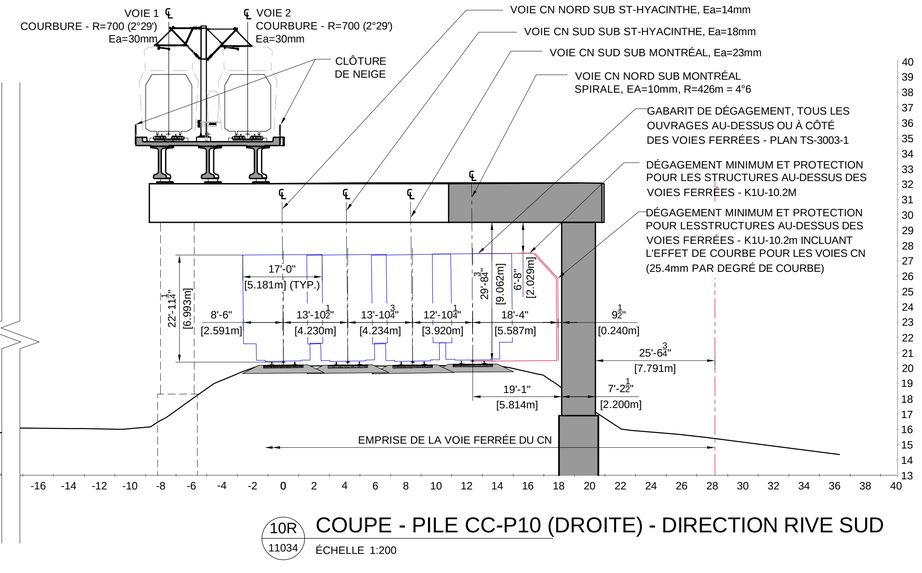
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE AU-DESSUS
LA VOIE FERRÉE DU CN: PM73.04 ST-HYACINTHE
P08, P09

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1204 PD



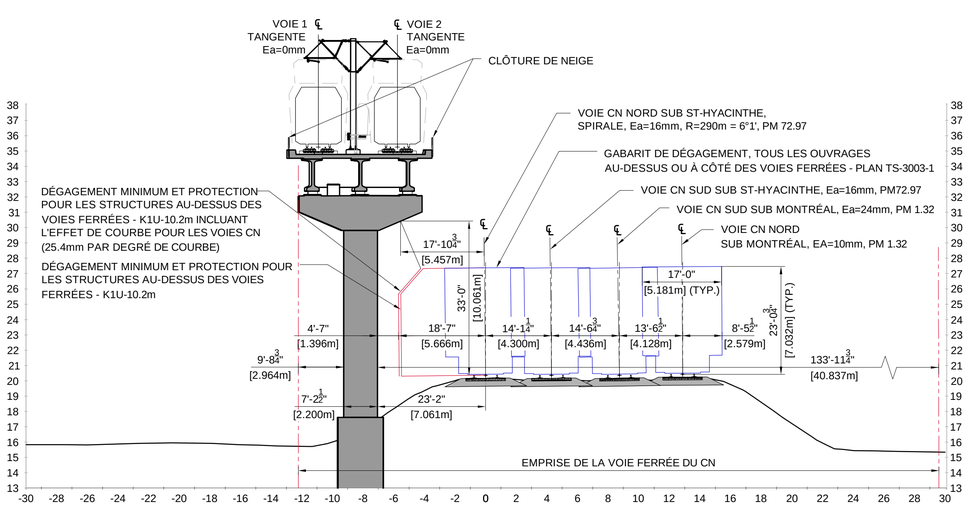
10L 1104 COUPE - PILE CC-P10 (GAUCHE) - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



10R 11034 COUPE - PILE CC-P10 (DROITE) - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



11 1103 COUPE - PILE CC-P11 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200

NOTE

1. LA TOLÉRANCE DE CONSTRUCTION (=3/4") EST FOURNIE.

FEUILLET: PIERS 10-11
DATE D'IMPRESSION: 2019-06-20 11:39 AM BLOM, JEFF
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS\21470\602024-202600-10040-43D3-1205.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-03-27	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PB	2019-04-30	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PC	2019-05-10	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PD	2019-06-10	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. 060 PT020947
Nul après / Void after 2019-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL/QUEBEC
06/10/2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE AU-DESSUS
DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM73.04 ST-HYACINTHE
P10, P11

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1205 PD

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CG : 30.04

2019/09/19 17:00

(2)

Dossier # : 1185895003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 c) favoriser l'amélioration constante de la qualité des eaux riveraines, des sols de la ville et de l'air et promouvoir des mesures afin d'augmenter les îlots de fraîcheur
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense totale de 453 585 $, taxes et contingences incluses, au lieu de 544 302 $, taxes et contingences incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.) pour les travaux d'étanchéisation du bassin de rétention des eaux pluviales et stabilisation du talus sur le site de l'écocentre LaSalle (2599), arrondissement de LaSalle (CG19 0136) / Autoriser un virement de 447 318,25 $ au lieu de 536 783 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération vers le Service de la gestion et de la planification immobilière

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense totale de 453 585 $, taxes et contingences incluses, au lieu de 544 302 $, taxes et contingences incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.) pour les travaux d'étanchéisation du bassin de rétention des eaux pluviales et stabilisation du talus sur le site de l'écocentre LaSalle (2599), arrondissement de LaSalle (CG19 0136);
2. d'autoriser une dépense à titre de budget d'incidences de 36 286,80 $ au lieu de 43 544,16 $;
3. d'autoriser un virement de 447 318,25 $ au lieu de 536 783 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération vers le Service de la gestion et de la planification immobilière;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le**	2019-08-13 13:35

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1185895003**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 c) favoriser l'amélioration constante de la qualité des eaux riveraines, des sols de la ville et de l'air et promouvoir des mesures afin d'augmenter les îlots de fraîcheur
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense totale de 453 585 $, taxes et contingences incluses, au lieu de 544 302 $, taxes et contingences incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.) pour les travaux d'étanchéisation du bassin de rétention des eaux pluviales et stabilisation du talus sur le site de l'écocentre LaSalle (2599), arrondissement de LaSalle (CG19 0136) / Autoriser un virement de 447 318,25 $ au lieu de 536 783 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération vers le Service de la gestion et de la planification immobilière

CONTENU

CONTEXTE

Des erreurs sont survenues au niveau des montants octroyés en lien avec le sommaire 1185895003, contrat accordé par la résolution CG19 0136, séance tenue le 28 mars 2019.
La dépense totale qui a été autorisée selon le sommaire 1185895003, contrat accordé au conseil d'agglomération, résolution CG19 0136, est de 587 846,16 $, taxes incluses, comprenant (voir le tableau des coûts en pièce jointe n° 1) :

- Un montant de 453 585,00 $, taxes incluses, relatif au contrat du plus bas soumissionnaire;
- Un montant de 90 717,00 $, taxes incluses, soit 20 % du montant du contrat pour le budget des contingences. Ce montant est requis afin de faire face aux imprévus qui pourraient surgir durant la réalisation des travaux;
- Un montant de 43 544,16 $, taxes incluses, pour le budget des incidences.

Cette dépense est 100 % de nature d'agglomération, un virement au montant de 536 783 $ en provenance des dépenses contingentes d'administration (agglomération) était requis. Les travaux seront réalisés à 100 % en 2019.

Explication des erreurs survenues pour les travaux:

- La contingence a été calculée à deux reprises;
- Premièrement, le prix total de la soumission était composé d'un prix forfaitaire de 453 585,00 $, taxes incluses, qui comportait un prix total de 394 421,74 $ ainsi qu'une somme de 15 % de contingence de 59 163,26 $;
- Deuxièmement, lors de la rédaction du sommaire, une seconde contingence fut calculée à 20 % sur le prix total du montant du forfait de la soumission de 453 585,00 $, soit la somme de 90 717,00 $, taxes incluses.

La correction de la dépense totale à autoriser au sommaire doit être de 489 871,80 $, taxes incluses, comprenant (voir le tableau des coûts en pièce jointe n^{o} 2) :

- Un montant de 394 421,74 $, taxes incluses, relatif au contrat du plus bas soumissionnaire;
- Un montant de 59 163,26 $, taxes incluses, soit 15 % pour le budget des contingences, relatif au contrat du plus bas soumissionnaire. Ce montant est requis afin de faire face aux imprévus qui pourraient surgir durant la réalisation des travaux;
- Un montant de 36 286,80 $, taxes incluses, soit 8 % pour le budget des incidences.
- Un montant total de 453 585,00$ (394 421,74 $ + 59 163,26 $) taxes incluses est le juste montant à octroyer au plus bas soumissionnaire.

Cette dépense est 100 % de nature d'agglomération. Un virement au montant de 447 318,25 $ en provenance des dépenses contingentes d'administration (agglomération) est requis. Les travaux seront réalisés à 100 % en 2019.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Françoise TURGEON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Laurie DESNOYERS
Gestionnaire immobilier, chargée de projets

514 872-6997
Tél :
Télécop. : 514 280-3597

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1185895003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Objet :	Autoriser une dépense totale de 453 585 $, taxes et contingences incluses, au lieu de 544 302 $, taxes et contingences incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.) pour les travaux d'étanchéisation du bassin de rétention des eaux pluviales et stabilisation du talus sur le site de l'écocentre LaSalle (2599), arrondissement de LaSalle (CG19 0136) / Autoriser un virement de 447 318,25 $ au lieu de 536 783 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération vers le Service de la gestion et de la planification immobilière

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1185895003 - Écocentre LaSalle-22JAN2019-MAJ12032019-2.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire - Service des finances
Direction du conseil et du soutien financier - Point de service HDV

Tél : 514-872-0946

Co-auteur:
Pierre Lacoste
Préposé au budget
514-872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-12

Cathy GADBOIS
C/S conseil et soutien financiers

Tél : 514-872-1443

Division : Direction du conseil et du soutien financier - Point de service HDV-Service des finances

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 28 mars 2019 Séance tenue le 28 mars 2019	Résolution: CG19 0136

Accorder un contrat à Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.) pour les travaux d'étanchéisation du bassin de rétention des eaux pluviales et stabilisation du talus sur le site de l'écocentre LaSalle, dans l'arrondissement de LaSalle - Dépense totale de 587 846,16 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 5982 (3 soum.) / Autoriser un virement de 536 783 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération vers le Service de la gestion et de la planification immobilière

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 mars 2019 par sa résolution CE19 0475;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'accorder à Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les travaux d'étanchéisation du bassin de rétention des eaux pluviales et stabilisation du talus sur le site de l'écocentre LaSalle, dans l'arrondissement de LaSalle, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 453 585 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5982;

2 - d'autoriser une dépense totale de 587 846,16 $, taxes incluses, soit une somme de 453 585 $ pour les travaux, une somme de 90 717,90 $ pour le budget des contingences et une somme de 43 544,16 $ pour le budget des incidences, le cas échéant;

3 - d'autoriser un virement de 536 783 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération vers le Service de la gestion et de la planification immobilière;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.32 1185895003
/lc

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 29 mars 2019

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.04

2019/09/19 17:00

(2)

Dossier # : 1185895003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 c) favoriser l'amélioration constante de la qualité des eaux riveraines, des sols de la ville et de l'air et promouvoir des mesures afin d'augmenter les îlots de fraîcheur
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.) pour les travaux d'étanchéisation du bassin de rétention des eaux pluviales et stabilisation du talus sur le site de l'écocentre LaSalle, (2599), arrondissement de LaSalle au montant de 453 585,00 $, taxes incluses. Autoriser une dépense totale de 587 846,16 $, taxes incluses, comprenant les contingences et incidences - Appel d'offres public (5982) - (3 soumissionnaires). / Autoriser un virement de 536 783$ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération vers le Service de la gestion et de la planification immobilière.

Il est recommandé :

1. d'accorder à Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 453 585,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (5982);
2. d'autoriser une dépense totale de 587 846,16 $, taxes incluses, soit la somme de 453 585,00 $ pour le contrat de travaux, la somme de 90 717,90 $ pour le budget des contingences et la somme de 43 544,16 $ pour le budget des incidences, le cas échéant;
3. d'autoriser un virement de 536 783$ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération vers le Service de la gestion et de la planification immobilière;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-03-04 12:03

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1185895003**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 c) favoriser l'amélioration constante de la qualité des eaux riveraines, des sols de la ville et de l'air et promouvoir des mesures afin d'augmenter les îlots de fraîcheur
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.) pour les travaux d'étanchéisation du bassin de rétention des eaux pluviales et stabilisation du talus sur le site de l'écocentre LaSalle, (2599), arrondissement de LaSalle au montant de 453 585,00 $, taxes incluses. Autoriser une dépense totale de 587 846,16 $, taxes incluses, comprenant les contingences et incidences - Appel d'offres public (5982) - (3 soumissionnaires). / Autoriser un virement de 536 783$ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération vers le Service de la gestion et de la planification immobilière.

CONTENU

CONTEXTE

L'écocentre LaSalle fut construit en 2010-2011 et figure parmi les sites de réemploi et de récupération des matières résiduelles accessibles pour tous les citoyens de l'agglomération montréalaise. La dépense capitalisée fut prévue au programme triennal d'immobilisations (PTI) du Service de l'environnement.
Sur le lot de l'écocentre LaSalle, il est aménagé un bassin de rétention d'eau pluviale situé à environ 3,5 mètres de la ligne de propriété et adjacent à un talus. (voir la photo du site de l'écocentre en pièce jointe n^{o} 1).

En octobre 2017, la Ville de Montréal a été informée d'une problématique d'écoulement des eaux en provenance de l'écocentre. Des interventions d'urgence ont été et sont requises car la situation actuelle s'aggrave avec le temps et menace l'intégrité du site.

En février 2018, la Ville de Montréal a décidé de mandater AXOR, experts-conseils, pour réaliser une étude afin de faire l'analyse de l'état des circonstances, des causes possibles et de proposer des solutions potentielles. L'étude souligne que la problématique serait reliée à la configuration du bassin de rétention, ce qui a entraîné par conséquent la création d'une

zone d'érosion importante. Pour remédier à cette situation, la firme AXOR propose d'utiliser un géotextile, de colmater la brèche avec de l'enrochement et de remblayer avec la terre végétale.

En juin 2018, le mandat s'est poursuivi avec la firme AXOR pour réaliser des études géotechnique et hydraulique complémentaires, puis réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance des travaux liés à la réalisation du projet du bassin de rétention des eaux pluviales et la stabilisation du talus sur le site de l'écocentre LaSalle.

Cette dépense est requise afin de remettre l'actif en état de fonctionnement, sans en accroître sa durée de vie ni sa capacité de production.

Un appel d'offres public pour la réalisation des travaux a été publié dans le Devoir, sur le site internet de la Ville ainsi que dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO). La durée de la publication a été de 17 jours, soit du 9 octobre au 25 octobre 2018, ce qui représente un délai raisonnable. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. Deux (2) addendas ont été émis durant la période de soumission (voir le tableau ci-dessous).

Addenda	Date d'émission	Nature	Impact sur dépôt des soumissions
1	2018-10-12	Des précisions aux documents des plans et devis	Impact sur le coût
2	2018-10-18	De multiples questions de la part des soumissionnaires	Aucun impact sur le coût

Des visites des lieux ont été organisées et se sont déroulées entre les 16-17 et 23 octobre 2018 inclusivement.

La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours calendrier suivant la date de l'ouverture des soumissions. Une prolongation du délai de validité des soumissions a été obtenue jusqu'au 15 juin 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

BC 1253026 **-** 30 janvier 2018 - Accorder un contrat de services professionnels à AXOR Experts-Conseils pour la réalisation des études, des plans et devis et de la surveillance des travaux dans le cadre du projet de la rénovation du bassin de rétention à l'écocentre Lasalle au 7272, rue Saint-Patrick. Le budget a été autorisé par une entente-cadre 16-15643-3-031. Contrat 15404 : Dépense totale de 64 999,97$, taxes incluses.

- CG17 0094 **-** 20 mars 2017 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec CIMA + s.e.n.c. (6 563 232,90 $, taxes incluses), Les Services EXP inc. (6 143 522,41 $, taxes incluses) et Axor Experts-Conseils inc. (5 461 488,41 $, taxes incluses) pour des services en conception, dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Appel d'offres public 16-15643 (7 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat à Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.), plus bas soumissionnaire conforme, pour l'exécution des travaux d'étanchéisation du bassin de rétention des eaux pluviales et de stabilisation du talus sur le site de l'écocentre LaSalle.

Les travaux du présent mandat consistent principalement à :

- Imperméabiliser un bassin de rétention existant;

- Excaver et remblayer;

- Végétaliser des surfaces auprès de talus.

Au cours de l'appel d'offres public, il y a eu douze (12) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO dont un est l'Association de la construction du Québec (ACQ) et un autre est la Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval. Un total de trois (3) entrepreneurs ont déposé leur soumission, ce qui représente 30% des preneurs du cahier des charges (en excluant l'ACQ et la Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval). Parmi les preneurs du cahier de charge qui n'ont pas déposé de soumission, il y avait un (1) fournisseur d'équipements et six (6) firmes qui n'avaient pas de disponibilité à leur carnet de commandes pour réaliser ce contrat selon les exigences et les délais requis aux documents contractuels.

JUSTIFICATION

En vertu des exigences formulées dans les documents d'appel d'offres #5982, la plus basse soumission a été analysée et jugée conforme (voir tableau d'analyse de conformité en pièce jointe n° 2).

Firmes soumissionnaires	Prix (avant taxes)	Taxes (T.P.S & T.V.Q.)	Total (taxes incluses)
Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.)	394 507,50 $	59 077,50 $	453 585,00 $
Construction Urbex inc.	418 290,65 $	62 639,02 $	480 929,67 $
Les excavations Super inc.	466 405,50 $	69 844,22 $	536 249,72 $
Estimation des professionnels ($)	293 307,50 $	43 922,80 $	337 230,30 $
Coût moyen des soumissions reçues (total du coût des soumissions reçues / nombre de soumissions)			490 254,80
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions – la plus basse) / la plus basse x 100)			8,08%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute – la plus basse)			82 664,73
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute – la plus basse) / la plus basse x 100)			18,22%
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme ($) (la plus basse – estimation des professionnels)			116 354,70
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse – estimation des professionnels) / estimation x 100)			34,50%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			27 344,68
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			6,03%

Le coût déposé par le plus bas soumissionnaire est supérieur à l'estimation des professionnels qui était de 337 230,30 $ (incluant les taxes). Cette différence correspond à 116 354,70 $ (34,50%). Le coût moyen des soumissions conformes reçues est de 490 254,80 $, ce qui représente un écart de 8,08% avec la plus basse conforme. La différence

entre la plus haute et la plus basse soumission s'élève à 82 664,73 $, soit de 18,22%.

Les montants des soumissions reçues sont similaires, ce qui confirme que les documents d'appel d'offres ont été compris et analysés par les soumissionnaires avec la même vision.

Les professionnels ont fait mention d'avoir omis certains items ou travaux lors de la réalisation de leur estimation. Puisque la différence entre le plus bas soumissionnaire et l'estimation des professionnels est importante, ceux-ci ont procédé à l'analyse détaillée de l'origine des principaux écarts :

- Les frais généraux, administratifs et profits sont plus élevés d'environ 25 000,00 $ sous-estimé;
- Les accès au chantier très difficiles, causés par les chantiers Turcot et ceux du secteur;
- L'incertitude concernant les travaux d'excavation et de remblais le talus; le volume réel des vides internes ne pourra pas être déterminé avant l'excavation de la brèche.

Les professionnels sont d'avis qu'il est requis d'effectuer les travaux le plus rapidement possible et de façon permanente afin de ne pas aggraver la situation.

L'analyse des soumissions faite démontre que Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.) est le plus bas soumissionnaire conforme. Les professionnels recommandent l'octroi du contrat de travaux d'étanchéisation du bassin de rétention des eaux pluviales et stabilisation du talus sur le site de l'écocentre LaSalle. (Voir la lettre de recommandation des professionnels n^{o} 3).

Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.) ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni de celle du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics du secrétariat du Conseil du trésor (RENA) ou des personnes déclarées non conformes en vertu du règlement de gestion contractuelle.

Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.) ne doit pas obtenir une attestation de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) dans le cadre de ce contrat (communiqué 587). En effet, le communiqué 587 dont il est fait mention dans le sommaire décisionnel précise que l'entreprise n'a pas à obtenir une attestation de l'AMF dans le cadre de ce mandat, puisque selon le décret 796-2014 du 10 septembre 2014 (entré en vigueur le 24 octobre 2014), le contrat visé ne comporte pas une dépense égale ou supérieure à 5 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale à autoriser est de 587 846,16 $, taxes incluses, comprenant :

- Un montant de 453 585,00 $, taxes incluses, relatif au contrat du plus bas soumissionnaire;
- Un montant de 90 717,00 $, taxes incluses, soit 20% du montant du contrat pour le budget des contingences. Ce montant est requis afin de faire face aux imprévus qui pourraient surgir durant la réalisation des travaux;
- Un montant de 43 544,16 $, taxes incluses, pour le budget des incidences (voir le tableau des coûts en pièce jointe n^{o} 4).

Cette dépense est 100% de nature d'agglomération, un virement au montant de 536 783$ en provenance des dépenses contingentes d'administration (agglomération) est requis. Les travaux seront réalisés à 100% en 2019.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L’entrepreneur aura la responsabilité de réaliser le présent contrat en respectant les exigences relatives à la gestion et l'élimination des déchets de construction/démolition.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi de contrat à Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.) devra être complété dans les meilleurs délais afin de débuter la réalisation des travaux dès que possible. Cela permettra d'éviter une aggravation de la situation actuelle, notamment par les fortes précipitations futures potentielles et la fonte des neiges au printemps 2019.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Contrat : 15404 Mandat : 18984-2-001

Octroi du contrat au CG :	• Mars 2019
Réalisation des travaux :	• Avril - Mai 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Costas LABOS, Service de la gestion et de la planification immobilière
Carl MOISE, Service de l'environnement
Alix OSSE, Service de l'environnement
Nabil HADDADOU, Service de l'environnement

Lecture :

Nabil HADDADOU, 21 novembre 2018
Éric BLAIN, 20 novembre 2018
Alix OSSE, 20 novembre 2018
Costas LABOS, 20 novembre 2018
Carl MOISE, 20 novembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Laurie DESNOYERS
gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-6997
Télécop. : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-19

Biagio ZILEMBO
Cadre en reaffectation

Tél : 514 872-3904
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2019-02-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2019-03-01

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CG : 30.05

2019/09/19 17:00

(2)

Dossier # : 1185110001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Ajuster la répartition des crédits déjà autorisés dans le cadre du contrat accordé à Riopel Dion St-Martin inc. et GBi experts-conseils inc., pour les services professionnels en architecture et ingénierie dans le cadre de projets de protection de bâtiments corporatifs, afin de tenir compte des travaux du Chalet du Mont-Royal

Il est recommandé :
d'ajuster la répartition des crédits déjà autorisés dans le cadre du contrat accordé à Riopel Dion St-Martin inc. et GBi experts-conseils inc., pour les services professionnels en architecture et ingénierie dans le cadre de projets de protection de bâtiments corporatifs, afin de tenir compte des travaux du Chalet du Mont-Royal, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-07-23 21:31

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1185110001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Ajuster la répartition des crédits déjà autorisés dans le cadre du contrat accordé à Riopel Dion St-Martin inc. et GBi experts-conseils inc., pour les services professionnels en architecture et ingénierie dans le cadre de projets de protection de bâtiments corporatifs, afin de tenir compte des travaux du Chalet du Mont-Royal

CONTENU

CONTEXTE

Le présent addenda n'implique pas l'autorisation de crédits supplémentaires, mais seulement l'ajustement de la répartition des crédits déjà autorisés dans les projets mentionnés ci-bas.
Lors de l'appel d'offres public tenu en 2018, une liste prévisionnelle de projets avait été incluse dans les documents. À cette liste s'ajoutait un montant prévu pour la réalisation des travaux dans des bâtiments encore inconnus au moment de l'appel d'offres.

Dans la liste prévisionnelle se trouvait le bâtiment du Chalet du Mont-Royal. Pour cette raison, une demande de crédits provenant de l'agglomération a été faite dans le sommaire décisionnel. Au moment de l'octroi du contrat, les coûts de travaux anticipés pour le Chalet du Mont-Royal étaient de 2,3 M$. Après un audit approfondi de l'état du bâtiment avec les professionnels, le coût estimé des travaux a augmenté de manière substantielle afin de s'assurer de maintenir cet actif situé dans l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal. Les honoraires des services professionnels pour ce projet sont maintenant de l'ordre de 966 000,00 $ taxes incluses, incluant des contingences de 20 %. La dépense en services professionnels du projet du Chalet du Mont-Royal sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Par la suite, un projet prioritaire s'est ajouté à la charge du SGPI et afin de débuter rapidement le projet, il a été convenu que les honoraires professionnels seraient pris à même le présent contrat. Le système de climatisation du bâtiment situé au 2580, boulevard Saint-Joseph (qui abrite entre autres le SPVM, le bureau du taxi, des serveurs de la Ville, etc.) est en fin de vie utile. Des travaux d'urgence ont été effectués sur le refroidisseur en 2018 afin de prolonger la période d'exploitation de cet équipement. La tour d'eau présente aussi des signes d'usure importants et requiert un suivi minutieux compte tenu des exigences réglementaires de la Régie du bâtiment du Québec. La dépense en services professionnels du projet du bâtiment situé au 2580,

boulevard Saint-Joseph (207 000 $ taxes incluses, incluant des contingences de 20 %) sera assumée à 45,11 % (93 377,70 $) par l'agglomération et à 54,89 % (113 622,30 $) par la Ville Centre à même les crédits déjà autorisés au dossier décisionnel 1185110001.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique LEBLANC LANDRY
Gestionnaire immobilier

514 872-2703
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1185110001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Ajuster la répartition des crédits déjà autorisés dans le cadre du contrat accordé à Riopel Dion St-Martin inc. et GBi experts-conseils inc., pour les services professionnels en architecture et ingénierie dans le cadre de projets de protection de bâtiments corporatifs, afin de tenir compte des travaux du Chalet du Mont-Royal

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1185110001 - Addenda - Services professionnels contrat valise.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV

Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-18

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 20 septembre 2018 Séance tenue le 20 septembre 2018	Résolution: CG18 0492

Accorder un contrat à Riopel Dion St-Martin inc. et GBi experts-conseils inc. pour la réalisation de services professionnels en architecture et ingénierie dans le cadre de projets de protection de bâtiments corporatifs - Dépense totale de 3 779 812,86 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17071 (4 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 septembre 2018 par sa résolution CE18 1486;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 3 779 812,86 $, taxes incluses, pour la réalisation de services professionnels en architecture et ingénierie, dans le cadre de projets de protection de bâtiments corporatifs comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2 - d'accorder un contrat à Riopel Dion St-Martin inc. et GBi experts-conseils inc., équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, laquelle s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 3 599 821,77 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17071 ;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.10 1185110001
/lc

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 21 septembre 2018

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.05

2019/09/19
17:00

(2)

Dossier # : 1185110001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Riopel Dion St-Martin inc. et GBi experts-conseils inc. pour la réalisation de services professionnels en architecture et ingénierie dans le cadre de projets de protection de bâtiments corporatifs pour une somme maximale de 3 779 812,86 $, taxes incluses - Appel d'offres public (18-17071) - (4 soum)

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 3 779 812,86 $, taxes incluses, pour la réalisation de services professionnels en architecture et ingénierie dans le cadre de projets de protection de bâtiments corporatifs comprenant tous les frais incidents.
2. d'accorder un contrat a Riopel Dion St-Martin inc. et GBi experts-conseils inc., équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, et qui s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 3 599 821,77 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (18-17071) et selon les termes et conditions stipulés au contrat ;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 92,48 % par la Ville centre et à 7,52 % pour l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2018-08-30 10:15

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1185110001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Riopel Dion St-Martin inc. et GBi experts-conseils inc. pour la réalisation de services professionnels en architecture et ingénierie dans le cadre de projets de protection de bâtiments corporatifs pour une somme maximale de 3 779 812,86 $, taxes incluses - Appel d'offres public (18-17071) - (4 soum)

CONTENU

CONTEXTE

Le parc immobilier corporatif de la Ville de Montréal est constitué d'environ 240 bâtiments dont plusieurs sont presque centenaires. Certains d'entre eux ont été rénovés dans les dernières années, mais plusieurs présentent encore des déficiences importantes. Les services prévus dans le présent contrat sont nécessaires afin de permettre la mise en oeuvre des projets de construction, de réfection, de restauration et de mise aux normes de plusieurs composantes afin d'assurer l'intégrité des bâtiments et protéger l'actif immobilier. Afin de mettre en oeuvre le programme triennal d'immobilisation 2018-2020 de la Ville de Montréal, le SGPI a recours à des consultants externes pour la réalisation des projets. Les consultants retenus auront le mandat de réaliser des projets jusqu'à concurrence des honoraires prévus à leur contrat. Le mandat des professionnels comprendra, entre autres, la prestation de services professionnels de chacune des disciplines à chaque étape de conception (esquisse, préliminaires, dossier définitif et appel d'offres) et de construction des projets (chantier et période de garantie). Ce processus présente l'avantage d'identifier les ressources externes pour mettre en oeuvre simultanément plusieurs projets.

L'appel d'offres public, publié dans le Devoir le 20 juin 2018, a offert aux soumissionnaires un délai de 51 jours afin d'obtenir les documents nécessaires sur le site de SÉAO et déposer leur soumission. Les soumissions sont valides pour une période de 180 jours à partir de la date de dépôt des soumissions le 9 août 2018 (jusqu'au 6 décembre 2018).

4 addenda ont été émis:

Addenda 1 : 19 juillet 2018 ajout services surveillance accrue, remplacement bordereau pour les ajouter + question/réponses

Addenda 2 : 20 juillet 2018 questions/réponses

Addenda 3 : 1er août 2018 questions/réponses

Addenda 4 : 6 août 2018 questions/réponses

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N.A

DESCRIPTION

Suite à l'appel d'offres public, le présent dossier vise à octroyer un contrat à l'équipe composée de firmes externes pour l'exécution de services professionnels afin de réaliser les mandats suivants :

- Relevés;
- Estimations;
- Études préparatoires;
- Plans et devis;
- Appel d'offres public;
- Surveillance des travaux;
- Plans tels que construits.

Tout au long de leur prestation, les firmes seront encadrées par les professionnels du SGPI.

Des travaux de construction, de réfection, de restauration et de mise aux normes sont requis pour assurer l'intégrité des bâtiments et protéger les actifs immobiliers de la Ville. L'expertise des professionnels sera consacrée, entre autres, aux édifices et sites suivants :

1. Piscine Jarry
2. Pataugeoire Jeanne-Mance
3. Chalet du parc Maisonneuve - Phase 2
4. Réfection de la Maison Smith - Phase 2
5. Chalet du Mont-Royal
6. Divers bâtiments corporatifs.

JUSTIFICATION

Il y a eu 21 preneurs des cahiers des charges et 5 ont remis une soumission. Les firmes qui ont remis le formulaire de désistement indiquent qu'ils n'avaient pas le temps à accorder à cet appel d'offres ou le carnet de commandes trop remplis pour répondre aux exigences de la Ville.
La firme Viau Bastien Gosselin Architecte inc. n'a pas obtenu le pointage intérimaire nécessaire à l'ouverture de son enveloppe et, par conséquent, a été déclarée non conforme.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Taxes	Total
Riopel Dion St-Martin inc.	80,00	0,42	2 722 574,30 $	407 705,40 $	3 130 279,70 $
Chevalier Morales Architecte inc.	71,17	0,36	2 962 105,00 $	443 575,22 $	3 405 680,22 $
St-Gelais Montminy & Associés Architectes S.E.N.C.R.L.	71,67	0,33	3 218 825,00 $	482 019,04 $	3 700 844,04 $
Les Architectes FABG inc.	75,33	0,33	3 340 275,00 $	500 206,18 $	3 840 481,18 $

Dernière estimation réalisée			2 870 189,17 $	429 810,83 $	3 300 000, 00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					- 169 720,30 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					- 5,14 %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*					275 400,52 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					8,8 %

Les membres du comité de sélection, tenu le 20 août 2018, recommandent de retenir l'offre de l'équipe formée par Riopel Dion St-Martin inc et GBi experts-conseils inc. pour la réalisation des projets corporatifs tels que présentés dans l'onglet description. Ces derniers ont obtenu le plus haut pointage final, selon les critères d'évaluation préalablement établis et connus de tous les soumissionnaires.

Le présent contrat est visé par la loi sur l'intégrité en matière de contrats publics. Les deux firmes adjudicataires du présent contrat possèdent leur attestation de l'AMF. Celle de Riopel a été délivrée le 13 novembre 2015 et GBi experts-conseils inc. a renouvelé la sienne le 24 juillet 2018.

De plus, ces deux firmes ne sont pas inscrites au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et ne sont pas inscrites sur la liste des personnes non admissibles en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale à autoriser est de 3 779 812,86 $. Ce montant inclut les contingences de 15 % (469 541,97 $ taxes incluses, qui permettront de répondre aux imprévus en cours de projet) et les incidences de 5 % (179 991,09 $ taxes incluses qui serviront à couvrir les coûts engendrés par des services de laboratoire ou autres services qui pourraient être réalisés par des tiers en cours de réalisation des projets).
Cette dépense sera assumée à 92,48 % par la Ville centre et à 7,52 % pour l'agglomération. La dépense d'agglomération est reliée au projet du Chalet du Mont-Royal qui sera réalisé dans le cadre du présent octroi de contrat. Il s'agit du seul bâtiment de compétence d'agglomération de ce mandat.

La dépense est prévue au PTI 2018-2020 du Service de la gestion et de la planification immobilière.

La dépense se répartit de la manière suivante : 5 % en 2018, 55 % en 2019 et 40 % en 2020.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets seront réalisés selon la politique de développement durable de la Ville et obtiendront l'accréditation LEED appropriée lorsqu'ils le permettent. Dans le cas contraire, les projets seront réalisé selon les principes de développement durable qu'il est possible d'appliquer.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le processus d'octroi du contrat devra être complété dans les meilleurs délais afin de mettre en place les meilleures conditions de mise en oeuvre des projets identifiés. Tout retard dans le processus pourrait entraîner le non-respect des échéanciers prévus et des dommages supplémentaires aux bâtiments du parc immobilier de la Ville. .

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat de services professionnels : 20 septembre 2018
Début du mandat : 1er octobre 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Matthieu CROTEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Françoise TURGEON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique LEBLANC LANDRY
Gestionnaire immobilier

Tél : (514) 872-2703
Télécop. : (514) 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-08-22

Isabelle BONNEAU
c/d gestion de projets immobiliers

Tél : 514-872-7853
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2018-08-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Benoit DAGENAIS
Directeur général adjoint
Tél : 514 872-9466
Approuvé le : 2018-08-27

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Projet : 18-17071
Description : Services professionnels en architecture et ingénierie

				Tps 5,0%		Tvq 9,975%		Total
Contrat:	Travaux forfaitaires	%	$					
	Prix forfaitaire	0,0%	2 722 574,30					
		0,0%						
		0,0%						
		0,0%						
	Admin et profits	0,0%	0,00					
	Divers - Autres trav.	0,0%						
	Sous-total :	100,0%	2 722 574,30	136 128,72		271 576,79		3 130 279,80
	Contingences	15,0%	408 386,15	20 419,31		40 736,52		469 541,97
	Total - Contrat :		3 130 960,45	156 548,02		312 313,30		3 599 821,77
Incidences:	Dépenses générales							
	Dépenses spécifiques							
	Total - Incidences :	5,0%	156 548,02	7 827,40		15 615,67		179 991,09
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		3 287 508,47	164 375,42		327 928,97		3 779 812,86
Ristournes:	Tps 100,00%			164 375,42				164 375,42
	Tvq 50,0%					163 964,48		163 964,48
	Coût après rist. (Montant à emprunter)							3 451 472,95

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.01

2019/09/19 17:00

(1)

Dossier # : 1197404001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter les règlements modifiant le «Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005)» et le «Règlement du conseil d'agglomération sur les délégations relatives au règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031) (RCG 13-004)»

Il est recommandé d'adopter les règlements modifiant le «Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005)» et le «Règlement du conseil d'agglomération sur les délégations relatives au règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031) (RCG 13-004)».

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-07-17 10:39

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197404001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter les règlements modifiant le «Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005)» et le «Règlement du conseil d'agglomération sur les délégations relatives au règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031) (RCG 13-004)»

CONTENU

CONTEXTE

La quote-part tarifaire est le moyen financier retenu afin que la répartition d'une partie du coût du programme de la Mesure de la Consommation d'Eau (MCE) soit effectuée sur la base des compteurs installés par chacune des municipalités liées. La quote-part tarifaire comporte cinq activités qui comprennent la fourniture de compteurs d'eau, la fourniture des accessoires de compteurs, la mise en conformité des entrées d'eau, l'installation de compteurs et l'exploitation.

Les tarifs liés à la fourniture de certains compteurs d'eau doivent être révisés. En effet, l'entente contractuelle pour les compteurs a pris fin en mars 2019. Les nouvelles ententes contractuelles, d'une durée de 24 mois, offrent une grille de prix différente.

Une modification de la date de prise d'effet des règlements au 1er octobre 2019 a également été faite.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0486 - 20 septembre 2018 - Accorder deux contrats pour la fourniture de compteurs d'eau à la suite de l'appel d'offres 18-17019 : Nouvelle TEchnologie (TEKNO) inc. fournira les compteurs de diamètres 40 mm, 50 mm, 250 mm et 300 mm pour une somme maximale de 825 764.25$ taxes incluses et Les compteurs Lecompte Ltée fournira les compteurs de diamètres 16 mm à 25 mm pour une somme maximale de 834 327.59$ taxes incluses.
CG18 0510 - 20 septembre 2018 - Adopter les règlements modifiant le «Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005)» et le «Règlement du conseil d'agglomération sur les délégations relatives au règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031)

(RCG 13-004)» .

CG18 0045 - 7 mars 2018 - Accorder un contrat à Nouvelle Technologie (TEKNO) inc. pour la fourniture de compteurs d'eau, pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 870 418.24$ taxes incluses - Appel d'offres public 17-16458 (4 soumissionnaires).

CG15 0649 - 29 octobre 2016 - Adopter le règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur les délégations relatives au règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG07-031) - (RCG13-004).

CG15 0648 - 29 octobre 2015 - Adopter le règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005) afin de modifier la grille tarifaire.

CG14 0107 – 27 février 2014 – Adopter le règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la contribution à la réserve financière pour le service de l'eau (RCG 13-005).

CG13 0091 – 21 mars 2013 – Adopter le règlement concernant la quote-part tarifaire pour la contribution à la réserve financière pour le Service de l'eau.

CG13 0090 – 21 mars 2013 – Adoption - Règlement du conseil d'agglomération sur les délégations relatives au règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031).

CG13 0085 – 21 mars 2013 – Règlement modifiant le règlement du conseil d'agglomération sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG07-031).

CG12 0238 - 21 juin 2012 - Adopter le règlement modifiant le règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031).

CG07 0461 - 29 novembre 2007 - Adoption du règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins résidentielles.

DESCRIPTION

Les modifications réglementaires proposées reliées au RCG 13-005 toucheront les éléments suivants de l'Annexe A :

- Mise à jour des grilles tarifaires pour l'acquisition de compteurs;
- Retrait de certains accessoires et changement de prix des émetteurs;
- Modification de la date de prise d'effet du règlement au 1er octobre 2019.

Les modifications réglementaires proposées reliées au RCG 13-004 toucheront les éléments suivants :

- Mise à jour de la prise d'effet du règlement au 1er octobre 2019 et modification de la

date de transmission du bon de commande (article 5 2^{e} alinéa b) pour que la date soit au 1er octobre et non au 15 octobre.

JUSTIFICATION

Un nouveau contrat pour l'achat de compteurs est habituellement octroyé tous les deux ans. Ceci a pour effet, d'une part, de changer l'offre des compteurs disponibles pour les villes liées et, d'autre part, de faire fluctuer les prix des compteurs selon le marché, le prix des matériaux de fabrication et les nouvelles technologies disponibles à chaque nouveau contrat. L'agglomération qui vend les compteurs par la suite aux villes liées, doit mettre à jour ses grilles tarifaires.
Les changements de date de prises d'effet des Règlements et de transmission du bon de commande ont été modifiés au 1er octobre au lieu du 15 octobre. La raison du changement est que la quote-part annuelle doit être transmise au plus tard le 30 novembre de chaque année aux villes liées. Le Service de l'eau doit fournir les montants des quotes-parts au Service des finances. Des vérifications du Service des finances doivent être faites avant l'envoi des factures aux villes liées. En devançant la date de deux semaines, le Service de l'eau pourra terminer la compilation à l'avance et permettre ainsi au Service des finances d'avoir un délai raisonnable pour sa vérification.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ces nouveaux tarifs seront pris en considération dans l'élaboration des futurs budgets de fonctionnement et des mises à jour du plan triennal d'immobilisations du Service de l'eau.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces règlements modifiés contribueront à l'atteinte des objectifs de la stratégie d'économie d'eau québécoise :
- réduire d'au moins 20 % la quantité d'eau distribuée moyenne par personne pour l'ensemble du Québec par rapport à l'année 2001;
- réduire le taux de fuites pour l'ensemble des réseaux d'aqueduc à un maximum de 20 % du volume d'eau distribué et à un maximum de 15 mètres cubes par jour par kilomètre de conduite.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le refus de mettre à jour le règlement occasionnerait un déséquilibre financier pour l'agglomération entre l'activité d'acquisition des compteurs et la facturation de la quote-part aux villes liées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Septembre 2019 : Communication aux villes liées des nouveaux tarifs et rappel de la possibilité d'utiliser le système de relève à distance de l'agglomération pour les compteurs équipés d'un émetteur compatible.
1er octobre 2019 : Application des nouveaux tarifs.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie RAULT, Service des finances
Chantale POTVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Mathieu TOUSIGNANT, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Mathieu TOUSIGNANT, 10 juin 2019
Stéphanie RAULT, 10 juin 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Audrey MAURICE
Agente de recherche

Tél : 514 872-3416
Télécop. : 514 872-3487

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-31

Maciej PIROG
Chef de section - compteurs

Tél : 514 280-0063
Télécop. : 514 872 3587

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice des réseaux d'eau
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2019-06-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2019-07-15

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1197404001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Adopter les règlements modifiant le «Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005)» et le «Règlement du conseil d'agglomération sur les délégations relatives au règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031) (RCG 13-004)»

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1197404001-Règlement modifiant le Règlement RCG 13-004.doc

1197404001-Règlement modifiant le Règlement RCG13-005.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-06-10

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal évaluation et transacations financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LES DÉLÉGATIONS RELATIVES AU RÈGLEMENT SUR LA MESURE DE LA CONSOMMATION DE L'EAU DANS LES BÂTIMENTS UTILISÉS EN PARTIE OU EN TOTALITÉ À DES FINS NON RÉSIDENTIELLES (RCG 07-031) (RCG 13-004)

Vu les articles 16, 17, 19(5), 47 et 56 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RRLQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal décrète :

1. Le sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'article 5 du Règlement du conseil d'agglomération sur les délégations relatives au Règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031) (RCG 13-004) est modifié par le remplacement de la date du « 15 octobre » par la suivante : « 1er octobre ».

_____

GDD 1197404001

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LA QUOTE-PART TARIFAIRE POUR LA FOURNITURE DE COMPTEURS ET LA RÉALISATION DES ACTIVITÉS DÉLÉGUÉES AFFÉRENTES (RCG 13-005)

Vu les articles 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RRLQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal décrète :

1. La grille tarifaire relative à la fourniture de compteurs présentée à la section I de l'annexe A du Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005) est remplacée par la suivante :

GRILLE TARIFAIRE RELATIVE À LA FOURNITURE DE COMPTEURS		
Base tarifaire		***Prix unitaire***
DIAMÈTRE (mm)	***TYPE***	
15 (5/8 po)	MÉCANIQUE	**96,67 $**
	SANS PIÈCE MÉCANIQUE	**131,90 $**
20 (3/4 po)	MÉCANIQUE	**118,45 $**
	SANS PIÈCE MÉCANIQUE	**144,10 $**
25 (1 po)	MÉCANIQUE	**158,10 $**
	SANS PIÈCE MÉCANIQUE	**180,35 $**
40 (1 ½ po)	MÉCANIQUE	**400,57 $**
50 (2 po)	MÉCANIQUE	**504,70 $**
	SANS PIÈCE MÉCANIQUE REGISTRE COMPACT SUBMERSIBLE CERTIFIÉ INCENDIE	**1 320,00 $**
75 (3 po)	SANS PIÈCE MÉCANIQUE REGISTRE COMPACT SUBMERSIBLE	**2 126,69 $**
	SANS PIÈCE MÉCANIQUE REGISTRE COMPACT SUBMERSIBLE CERTIFIÉ INCENDIE	**1 329,00 $**

100 (4 po)	SANS PIÈCE MÉCANIQUE REGISTRE COMPACT SUBMERSIBLE CERTIFIÉ INCENDIE	**1 347,00 $**
150 (6 po)	SANS PIÈCE MÉCANIQUE REGISTRE COMPACT SUBMERSIBLE CERTIFIÉ INCENDIE	**1 708,00 $**
200 (8 po)	SANS PIÈCE MÉCANIQUE REGISTRE COMPACT SUBMERSIBLE CERTIFIÉ INCENDIE	**1 840,00 $**
250 (10 po)	SANS PIÈCE MÉCANIQUE REGISTRE COMPACT SUBMERSIBLE CERTIFIÉ INCENDIE	**3 883,82 $**
300 (12 po)	SANS PIÈCE MÉCANIQUE REGISTRE COMPACT SUBMERSIBLE CERTIFIÉ INCENDIE	**4 506,85 $**

2. La grille tarifaire relative à l'installation de l'équipement présentée à la section II de l'annexe A de ce règlement est remplacée par la suivante :

GRILLE TARIFAIRE RELATIVE À LA FOURNITURE D'ACCESSOIRES		
Base tarifaire		***Prix unitaire***
TYPE	***DIAMÈTRE (mm)***	
Adaptateur	15 x 20 (5/8 po x 3/4 po)	**7,82 $**
	15 x 25 (5/8 po x 1 po)	**9,68 $**
	20 x 25 (3/4 po x 1 po)	**8,99 $**
	25 x 50 (1 po x 2 po)	**64,21 $**
Raccord	20 (3/4 po)	**5,74 $**
	25 (1 po)	**9,80 $**
Joint d'étanchéité	20 (3/4 po) ronde	**0,20 $**
	25 (1 po) ronde	**0,25 $**
	40 (1 1/2 po) Ovale	**2,15 $**
	50 (2 po) Ovale	**1,45 $**
	50 (2 po) ronde 4 trous	**3,75 $**
	75 (3 po) ronde 4 trous	**4,00 $**
	100 (4 po) ronde 8 trous	**5,00 $**
	150 (6 po) ronde 8 trous	**6,00 $**
	200 (8 po) ronde 8 trous	**8,00 $**
	250 (10 po) ronde 12 trous	**15,00 $**
	300 (12 po) ronde 12 trous	**18,00 $**
Boulon	SS316 (5/8 po x 3 1/4 po)	**1,72 $**
	SS316 (3/4 po x 3 3/4 po)	**3,02 $**
	SS316 (1/2 po x 1 1/2 po) percé	**1,49 $**
	SS316 (5/8 po x 2 po)	**1,24 $**
	SS316 (5/8 po x 2 po) percé	**3,00 $**
	SS316 (5/8 po x 2 1/2 po)	**1,47 $**
	SS316 (5/8 po x 2 1/2 po) percé	**3,30 $**
	SS316 (5/8 po x 3 1/4 po) percé	**3,65 $**
	SS316 (3/4 po x 3 3/4 po) percé	**4,75 $**
	SS316 (7/8 po x 6 po)	**11,50 $**
	SS316 (7/8 po x 6 po) percé	**17,40 $**

Écrou	SS316 (5/8 po)	**0,41 $**
	SS316 (3/4 po)	**0,62 $**
	SS316 (7/8 po)	**1,15 $**
Rondelle	SS316 (1/2 po)	**0,16 $**
	SS316 (5/8 po)	**0,28 $**
	SS316 (3/4 po)	**0,50 $**
	SS316 (7/8 po)	**0,75 $**
Émetteur		**73,50 $**

3. Le présent règlement prend effet le 1er octobre 2019.

GDD 1197404001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.02

2019/09/19 17:00

(1)

Dossier # : 1198168004

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction , Division stratégie et développement du Réseau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement relatif à l'établissement et à la dénomination du Grand parc de l'Ouest.

Il est recommandé d'adopter le règlement relatif à l'établissement du Grand parc de l'Ouest.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-07-28 15:26

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1198168004**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction , Division stratégie et développement du Réseau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement relatif à l'établissement et à la dénomination du Grand parc de l'Ouest.

CONTENU

CONTEXTE

Face aux conséquences des bouleversements climatiques, Montréal multiplie ses efforts pour offrir des milieux de vie résilients et durables. Les milieux naturels assurent le maintien de la biodiversité et enrichissent la qualité de vie des citoyens. En 2004, la Ville de Montréal s'est dotée de la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels afin de préserver les boisés, les mosaïques d'habitats et les milieux humides et hydriques. En 2015, à la suite de l'atteinte de l'objectif de 6 % de territoire protégé, la cible a été majorée à 10 % lors de la révision du *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* . En plus d'assurer la pérennité des écosystèmes, la protection des milieux naturels offre à la population montréalaise de nouveaux lieux de contact avec la nature et contribue au pouvoir d'attraction de la Ville.
Le Grand parc de l'Ouest vise à assurer la santé des milieux naturels ainsi que la mise en place d'un réseau de plein air urbain intégré. Mis en valeur dans une perspective intégrée et globale, cette entité permettra de boucler la ceinture verte bordant le lac des Deux Montagnes. Le Grand parc de l'Ouest permet également de consolider la trame verte de la ville et de créer un environnement urbain à échelle humaine et respectueuse de l'environnement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0315 - 31 mai 2018 - Adoption modifiant le Règlement 72 relatif à l'établissement et à la dénomination de parcs à caractère régional afin d'agrandir le territoire du parc-nature de l'Anse-à-l'Orme.
CG15 0644 - 29 octobre 2015 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement 72 relatif à l'établissement et à la dénomination de parcs à caractère régional.

CG09 0480 - 3 décembre 2009 - Adoption du Règlement relatif à l'établissement et la

dénomination du parc-nature des Rapides du Cheval Blanc, conformément à l'article 112 de la Loi sur les compétences municipales

CM04 0861 - 14 décembre 2004 - Adoption de la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels.

Conseil de la Communauté urbaine de Montréal - 25 avril 1984 - Adoption du Règlement 72 relatif à l'établissement et à la dénomination de parcs à caractère régional.

DESCRIPTION

Le présent règlement relatif à l'établissement et à la dénomination du Grand parc de l'Ouest vise la création d'un territoire qui regroupe les parcs-nature de l'Anse-à-l'Orme, du Bois-de-l'Île-Bizard, du Cap-Saint-Jacques et des Rapides du Cheval Blanc, le parc agricole du Bois-de-la-Roche, en plus d'inclure des secteurs d'intérêt.
Le présent règlement délimite un territoire d'une superficie approximative de 3282 ha. La création de cette entité exige la délimitation de l'emplacement de ce territoire. À titre indicatif, cette délimitation est illustrée sur une carte disponible dans les pièces jointes.

Conformément à l'article 112 de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, chapitre C-47.1), ce règlement est sans effet quant au tiers tant que la Ville de Montréal n'aura pas conclu une entente lui permettant d'exploiter le parc avec un propriétaire ou que la Ville soit devenue propriétaire d'un immeuble visé par le règlement.

JUSTIFICATION

La création du Grand parc de l'Ouest s'inscrit dans la volonté de l'agglomération de Montréal de protéger 10 % de la superficie terrestre de son territoire. La délimitation du Grand parc de l'Ouest s'inscrit dans la volonté de créer des espaces verts au bénéfices de la collectivité. De nombreux milieux naturels à l'intérieur de la délimitation du Grand parc de l'Ouest sont considérés comme étant des terrains à forte valeur écologique.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'intégration des lots identifiés dans les limites du Grand parc de l'Ouest s'inscrit dans les démarches que poursuit la Ville de Montréal pour protéger les milieux naturels et la biodiversité, conformément aux orientations du *Plan de développement durable 2016-2020* .

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le règlement relatif à l'établissement et à la dénomination du Grand parc de l'Ouest assurera l'intégration légale des lots identifiés à l'intérieur de ses limites, ce qui permettra ensuite à la Ville de poursuivre ses démarches en vue d'assurer leur conservation, en tout ou en partie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il y aura une opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'adoption du règlement est prévue pour le conseil d'agglomération du mois de septembre 2019. Après l'adoption de ce règlement, des démarches pour assurer la protection de certains lots pourront être entreprises.
La décision sur le choix du toponyme du Grand parc de l'Ouest fera l'objet d'une résolution distincte.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire du dossier décisionnel atteste de sa conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claudine DESCHÊNES
Architecte paysagiste

Tél : 514 872-1465
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-25

Véronique ANGERS
c/d developpement stratégique et programmation - grands parcs

Tél : 514 872-6746
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2019-07-26

PROJET DU GRAND PARC DE L'OUEST
Emplacement du territoire visé

Lac des Deux-Montagnes

PARC-NATURE DU
BOIS-DE-L'ÎLE-BIZARD

CORRIDOR A-440

PARC-NATURE DES
RAPIDES-DU-CHEVAL-BLANC

L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève

ÎLE MÉNARD

PARC-NATURE DU
CAP-SAINT-JACQUES

Senneville

Rivière des Prairies

ÎLE
CADASTRE
150

PARC AGRICOLE DU
BOIS-DE-LA-ROCHE

RÉSERVE NATURELLE DE
LA FORÊT-DE-SENNEVILLE

ÎLE
GIRWOOD

ARBORETUM
MORGAN

Pierrefonds-Roxboro

CORRIDOR A-440

PARC-NATURE DE
L'ANSE-À-L'ORME

Dollard-des-Ormeaux

ÎLE
HÉBERT

FERME DE
L'UNIVERSITÉ
MCGILL

Sainte-Anne-de-Bellevue

Kirkland

COLLÈGE
JOHN
ABBOTT

Baie-d'Urfé

Beaconsfield

Pointe-Claire

Lac Saint-Louis

0 1 2 km

Lot intégré
Parc-nature actuel
Gare du REM existante et projetée

Montréal
Service des grands parcs,
du Mont-Royal et des sports

2019-08-07

5/30

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1198168004

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction , Division stratégie et développement du Réseau
Objet :	Adopter le règlement relatif à l'établissement et à la dénomination du Grand parc de l'Ouest.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AG 1198168004 - Grand parc de l'Ouest 2019-08-02.docANNEXE 1 2019-08-02.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-26

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal évaluation et transacations financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT RELATIF À L'ÉTABLISSEMENT DU GRAND PARC DE L'OUEST

Vu l'article 112 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu le paragraphe 12° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du , le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Est établi et dénommé sur le territoire de l'agglomération de Montréal, le parc à caractère régional suivant, soit le Grand parc de l'Ouest, dont l'emplacement est constitué des territoires et des immeubles mentionnés aux paragraphes 1° à 3° suivant :

1° les territoires des parcs à caractère régional et des parcs à caractère intermunicipal énumérés au présent paragraphe, tel qu'ils sont établis en vertu du Règlement relatif à l'établissement et à la dénomination de parcs à caractère régional (72) en date du *(inscrire la date du jour qui précède celui de l'entrée en vigueur du présent règlement)* :

a) le parc-nature de l'Anse-à-l'Orme, à l'exception des lots 1 417 584, 1 417 586, 1 418 790, 1 418 791, 2 458 046, 3 532 903 et 3 532 904 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

b) le parc-nature du Cap-Saint-Jacques;

c) le parc-nature du Bois-de-l'Île-Bizard;

d) le parc-agricole du Bois-de-la-Roche;

e) l'Île cadastre 150;

f) l'Île Ménard;

g) les Approches de l'Île Ménard;

2° le territoire du parc à caractère régional dénommé le parc-nature des Rapides du Cheval Blanc tel qu'il est établi en vertu du Règlement relatif à l'établissement et à la dénomination du parc à caractère régional, le parc-nature des Rapides du Cheval Blanc (RCG 09-033) en date du *(inscrire la date du jour qui précède celui de l'entrée en vigueur du présent règlement)*;

3° les immeubles identifiés à l'Annexe 1 au moyen de leur numéro de lot au cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

2. Le présent règlement remplace et abroge :

1° les paragraphes 5°, 6°, 7° et 9° de l'article 1, le titre 5 (parc-nature de l'Anse-à-l'Orme), le titre 6 (parc-nature du Cap-Saint-Jacques), le titre 7 (parc-nature du Bois-de-l'Île-Bizard) et le titre 9 (parc agricole du Bois-de-la-Roche) de l'annexe A, les titres P-3 (Bois no 4), P-4 (Bois no 5), P-6 (Bois no 7), P-7 (Bois no 8) de l'annexe B de même que l'Île cadastre 150, l'Île Ménard et les Approches de l'Île Ménard prévus à l'annexe B et l'annexe C du Règlement 72 relatif à l'établissement et à la dénomination de parcs à caractère régional;

2° le Règlement relatif à l'établissement et à la dénomination du parc à caractère régional, le parc-nature des Rapides du Cheval Blanc (RCG 09-033).

ANNEXE 1
DÉSIGNATION CADASTRALE DES IMMEUBLES D'UNE PARTIE DU GRAND PARC DE L'OUEST, préparé à Montréal, le deuxième jour du mois d'août de l'an deux mille dix-neuf sous le numéro 45 des minutes de Marc-Antoine Métivier, a.-g. au dossier 23084 du greffe commun des arpenteurs-géomètres de la Ville de Montréal.

GDD 1198168004

DÉSIGNATION CADASTRALE DES IMMEUBLES D'UNE PARTIE DU GRAND PARC DE L'OUEST

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	MONTRÉAL
CADASTRE	:	DU QUÉBEC
MUNICIPALITÉS	:	VILLE DE MONTRÉAL (ARRONDISSEMENTS DE L'ÎLE-BIZARD –SAINTE-GENEVIÈVE ET PIERREFONDS-ROXBORO) VILLE DE KIRKLAND VILLE DE SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE VILLAGE DE SENNEVILLE

Ce document est préparé aux fins de l'Annexe 1 du Règlement du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal relatif à l'établissement du Grand parc de l'Ouest. Les immeubles y sont triés dans les tableaux 1 à 5 qui font chacun référence à une municipalité locale ou à un arrondissement de la Ville de Montréal puis désignés en ordre croissant de numéro de lot au Cadastre du Québec.

LISTE DES TABLEAUX

	Territoire visé (code géographique)	**Page**
Tableau 1	Ville de Montréal, Arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève (66023)	2
Tableau 2	Ville de Montréal, Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro (66023)	6
Tableau 3	Ville de Kirkland (66102)	10
Tableau 4	Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue (66117)	11
Tableau 5	Village de Senneville (66127)	20

MA.M

/2

TABLEAU 1 – Ville de Montréal, Arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève

Numéro de lot	Superficie selon le cadastre (m²)
4 295 482	3 178,7
4 296 061	298 846,7
4 296 407	25 969,9
4 296 747	14 395,6
4 296 813	123 121,0
4 296 840	2 822,1
4 297 246	6 967,6
4 297 254	12 852,3
4 297 259	8 481,0
4 297 280	5 489,5
4 297 704	193 466,6
4 298 344	576 830,3
4 298 356	37 999,6
4 298 363	6 749,6
4 298 387	1 781,6
4 298 411	1 754,6
4 298 413	1 175,6
4 298 421	7 406,9
4 298 423	1 852,4
4 298 451	5 550,4
4 298 475	10 045,7
4 298 487	2 297,9
4 298 488	3 116,0
4 298 492	3 722,8
4 298 493	929,0
4 298 496	988,5
4 299 176	84 005,7
4 299 343	28 321,7
4 299 344	5 779,2
4 299 415	520 076,6
4 299 505	12 011,5
4 299 509	3 164,0
4 299 534	8 897,0
4 299 554	929,0
4 299 555	929,0
4 299 570	576,1

MA.M

/3

4 299 571	421,2
4 299 572	854,7
4 299 577	2 917,4
4 589 113	576,0
4 589 115	710,9
4 589 204	31 645,3
4 589 216	923,8
4 589 217	701,3
4 589 218	998,4
4 589 219	894,2
4 589 220	968,6
4 589 221	1 012,2
4 589 222	989,3
4 589 224	1 495,7
4 589 225	1 448,6
4 589 231	625 920,5
4 589 255	373 949,7
4 589 261	3 668,5
4 589 401	96 099,5
4 589 412	1 720 054,6
4 589 431	30 437,6
4 589 432	223 462,9
4 589 459	646,6
4 589 493	642,0
4 589 748	151 174,4
4 589 753	9 420,4
4 589 768	2 827,3
4 589 770	48 220,2
4 589 772	1 679,2
4 589 773	12 391,0
4 589 777	74 999,1
4 589 779	328 760,9
4 589 785	126,0
4 589 862	10 947,9
4 589 873	2 839 654,1
4 590 210	6 795,4
4 590 221	23 024,6
4 590 222	711,8
4 590 224	704,5
4 590 225	563,4
4 590 249	4 347,1

/4

4 590 263	655,1
4 590 269	1 064,1
4 590 273	887,7
4 590 276	4 399,7
4 590 277	1 166,5
4 590 278	8 305,5
4 590 285	877,1
4 590 286	519,5
4 590 287	956,1
4 590 288	809,5
4 590 289	924,0
4 590 290	924,0
4 590 291	923,8
4 590 292	763,1
4 590 294	941,0
4 590 295	871,0
4 590 296	313,8
4 590 297	758,9
4 590 298	914,0
4 590 299	789,5
4 590 300	832,3
4 590 301	1 067,7
4 590 302	1 323,2
4 590 303	1 049,3
4 590 305	759,1
4 590 306	856,8
4 590 307	801,7
4 590 309	173,8
4 590 336	88 449,7
4 590 338	601,9
4 590 339	1 029,1
4 590 343	1 323,9
4 590 344	992,9
4 590 345	1 323,9
4 590 347	698,1
4 590 353	1 360,0
4 590 356	37 267,0
4 590 357	57 053,6
4 590 510	29 810,7
4 590 514	3 734,2
4 590 515	1 680,2

MA.M

/5

4 590 516	2 618,7
4 590 539	129,6
4 590 542	11 963,9
4 590 543	639 517,6
4 590 544	19 002,9
4 590 548	219 503,6
4 590 556	49 126,7
4 590 598	41 183,9
4 590 608	249,7
4 590 609	130 101,4
4 590 614	1 342,4
4 590 619	6 794,8
4 590 620	6 797,9
4 590 715	4 179,9
4 590 761	121 464,1
4 590 778	92 096,5
4 590 779	27 797,5
4 590 781	2 247,1
4 590 824	600,2
4 590 825	682,0
4 590 827	1 180,2
5 118 849	1 805,2
5 119 080	216,2
5 119 090	180,1
5 182 502	1 643,1
5 299 016	221,7
5 299 018	757,9
5 299 021	1 008,2
5 299 022	1 271,2
5 299 023	6 239,0
5 299 024	256 544,5
5 564 225	2 883,9
5 564 226	2 888,5
5 790 276	7 471,7
5 915 758	18 656,4
5 915 759	17 439,0

/6

TABLEAU 2 – Ville de Montréal, Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

Numéro de lot	Superficie selon le cadastre (m²)
1 389 075	1 274,2
1 389 076	464,5
1 389 077	464,5
1 389 078	464,5
1 389 080	696,8
1 389 081	696,8
1 389 082	464,5
1 389 083	464,5
1 389 084	464,5
1 389 086	464,5
1 389 087	573,6
1 389 088	388,8
1 389 089	487,7
1 389 090	589,9
1 389 091	692,1
1 389 092	596,7
1 389 093	375,8
1 389 094	443,6
1 389 095	936,8
1 389 096	684,2
1 389 097	800,5
1 389 098	805,8
1 389 099	821,3
1 389 100	1 068,4
1 389 101	1 228,9
1 389 102	1 665,1
1 389 103	424,3
1 389 104	680,4
1 389 105	656,1
1 389 106	588,5
1 389 107	567,6
1 389 108	1 200,8
1 389 111	548,1
1 389 112	521,5
1 389 113	1 157,6
1 389 114	671,3

MA.M

/7

1 389 115	725,5
1 389 116	1 393,5
1 390 827	464,5
1 977 233	1 013,8
1 977 234	1 114,8
1 977 235	1 845,1
1 977 236	401,8
1 977 237	522,3
1 977 238	1 114,8
1 977 241	864,6
1 977 243	712,4
1 977 244	459,9
1 977 245	593,7
1 977 251	1 521,2
1 977 252	2 567,4
1 977 253	401,8
1 977 254	401,8
1 977 257	401,8
1 977 259	401,8
1 977 260	836,1
1 977 261	836,1
1 977 262	418,1
1 977 263	464,5
1 977 264	464,5
1 977 265	836,1
1 977 266	464,5
1 977 267	1 074,5
1 977 268	464,5
1 977 269	464,5
1 977 270	464,5
1 977 271	464,5
1 977 272	464,5
1 977 273	722,8
1 977 274	464,5
1 977 275	39 592,7
1 977 297	194 685,3
1 977 298	216 987,2
1 977 309	17 125,7
1 977 312	51 745,7
1 977 315	77 974,2
1 977 435	828,4

MA.M

/8

1 977 436	537,9
1 977 438	937,7
1 977 439	660,0
1 977 440	709,5
1 977 441	957,5
1 977 442	788,4
1 977 443	1 919,2
1 977 444	741,6
1 977 445	1 895,7
1 977 446	660,0
1 977 447	537,9
1 977 448	921,0
1 977 449	709,5
1 977 450	751,7
1 977 451	537,9
1 977 452	709,5
1 977 453	6 905,2
1 977 454	709,5
1 977 456	660,0
1 977 457	537,9
1 977 458	812,1
1 977 459	751,7
1 977 460	709,5
1 977 461	2 765,8
1 977 462	660,0
1 977 463	800,8
1 977 464	626,6
1 977 465	640,3
1 977 466	537,9
1 977 467	639,6
1 977 468	1 040,9
1 977 469	820,9
1 977 470	674,6
1 977 471	537,9
1 977 472	660,0
1 977 474	811,3
1 977 475	809,9
1 977 476	653,0
1 977 477	660,0
1 977 478	709,5
1 977 479	594,0

/9

1 977 480	278 254,5
1 977 481	39 785,0
1 977 651	19 873,2
1 978 981	1 756,4
1 978 990	68 025,5
1 978 991	93 086,8
1 978 993	89 669,8
1 979 024	2 113,5
1 979 025	676,5
1 990 761	2 492,9
1 990 949	622,6
1 990 974	401,8
1 991 057	401,8
1 991 079	281,3
1 991 084	401,8
2 461 328	35 881,6
3 016 043	574,5
3 016 044	679,8
3 395 646	384 093,3
3 395 778	1 084,5
3 523 483	464,5
3 523 484	464,5
3 617 233	6 893,4
3 725 210	100 888,3
4 430 310	13 690,8
4 430 311	138 575,6
4 430 312	86 285,6
4 430 313	10 000,0
4 430 314	124 949,5
4 430 315	224 536,6
4 460 080	119 370,1
4 460 081	68 940,9
4 472 099	140 803,9
4 662 070	3 293,3
4 662 071	30 909,2
4 662 072	21 195,8
4 682 707	40 276,3
4 682 708	20 233,1
4 682 709	90 657,0
4 682 710	52 448,2
4 714 402	39 682,2

MA.M

/10

4 714 403	36 027,1
4 714 404	4 049,5
4 714 405	9 263,8
4 714 406	3 335,9
4 722 078	11 195,0
4 784 735	146 647,3
4 784 736	11 479,7
4 784 737	4 164,2
4 784 738	49 186,9
4 784 739	60 522,7
4 802 998	102 067,4
4 802 999	72 592,6
4 803 002	17 822,4
4 803 003	79 976,6
4 803 004	230 614,1
4 803 005	3 527,9
4 803 006	6 990,3
4 803 007	108 650,2
4 803 008	65 006,6
5 046 826	90 718,6
5 046 827	1 822,2
5 073 739	1 428,2
5 073 740	3 786,7
5 073 741	11 254,5

TABLEAU 3 – Ville de Kirkland

Numéro de lot	Superficie selon le cadastre (m²)
2 458 090	19 019,9
2 458 959	6 850,4
2 461 328	35 881,6
2 461 471	58 856,1

MA.M

/11
TABLEAU 4 – Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Numéro de lot	Superficie selon le cadastre (m²)
1 556 721	17 024,6
1 556 759	45 894,6
1 556 789	399 731,8
1 556 792	1 094 500,2
1 556 795	49 104,3
1 558 416	42 917,2
1 558 433	1 010,8
1 558 434	615,5
1 558 435	559,9
1 558 436	559,9
1 558 437	605,3
1 558 438	540,0
1 558 439	715,2
1 558 440	523,1
1 558 441	915,3
1 558 442	709,4
1 558 443	764,3
1 558 444	644,6
1 558 446	791,8
1 558 447	715,2
1 558 448	660,0
1 558 449	647,2
1 558 450	831,4
1 558 451	600,0
1 558 452	600,0
1 558 453	540,0
1 558 454	540,0
1 558 455	733,7
1 558 457	684,2
1 558 458	600,0
1 558 459	600,0
1 558 460	557,1
1 558 461	592,3
1 558 462	592,3
1 558 463	540,0
1 558 464	722,1
1 558 465	648,4
1 558 466	540,0

MA.M

/12

1 558 468	540,0
1 558 469	540,0
1 558 470	540,0
1 558 471	698,0
1 558 472	619,8
1 558 473	592,3
1 558 474	540,0
1 558 475	540,0
1 558 476	540,0
1 558 477	540,0
1 558 478	633,6
1 558 479	540,0
1 558 480	540,0
1 558 481	540,0
1 558 482	646,2
1 558 483	552,9
1 558 484	552,9
1 558 485	552,9
1 558 486	592,3
1 558 487	592,3
1 558 488	540,0
1 558 489	592,3
1 558 490	540,0
1 558 491	540,0
1 558 492	540,0
1 558 493	540,0
1 558 494	540,0
1 558 495	540,0
1 558 496	540,0
1 558 497	777,2
1 558 498	1 165,9
1 558 499	741,7
1 558 500	702,6
1 558 501	540,0
1 558 502	540,0
1 558 503	540,0
1 558 505	540,0
1 558 506	540,0
1 558 507	540,0
1 558 508	540,0
1 558 509	540,0

1 558 510	540,0
1 558 511	624,4
1 558 512	564,9
1 558 513	591,2
1 558 514	658,1
1 558 515	684,8
1 558 516	600,0
1 558 517	600,0
1 558 518	600,0
1 558 519	592,3
1 558 520	543,9
1 558 521	551,6
1 558 522	617,0
1 558 523	559,4
1 558 524	571,5
1 558 525	764,4
1 558 526	666,7
1 558 529	1 063,2
1 558 530	589,8
1 558 531	600,0
1 558 532	600,0
1 558 533	617,0
1 558 534	559,2
1 558 535	592,3
1 558 536	826,2
1 558 540	594,2
1 558 541	524,8
1 558 542	530,6
1 558 543	739,3
1 558 544	1 679,9
1 558 545	600,0
1 558 546	1 024,2
1 558 547	651,0
1 558 548	575,1
1 558 549	656,0
1 558 550	514,5
1 558 551	537,2
1 558 552	546,9
1 558 553	556,6
1 558 555	576,0
1 558 556	1 035,1

1 558 557	569,5
1 558 558	586,5
1 558 559	587,3
1 558 560	569,2
1 558 561	575,5
1 558 563	555,6
1 558 564	545,7
1 558 565	535,8
1 558 566	516,1
1 558 567	673,4
1 558 568	702,8
1 558 569	692,8
1 558 570	687,9
1 558 573	780,6
1 558 574	592,3
1 558 575	600,0
1 558 576	592,3
1 558 577	540,0
1 558 578	600,0
1 558 579	571,4
1 558 581	800,0
1 558 582	646,9
1 558 583	587,2
1 558 584	604,1
1 558 585	8 494,7
1 558 586	167,5
1 558 587	667,8
1 558 588	1 080,5
1 558 589	668,2
1 558 590	580,0
1 558 591	580,0
1 558 592	580,0
1 558 593	272,0
1 558 594	580,0
1 558 595	592,3
1 558 596	592,3
1 558 597	540,0
1 558 598	580,0
1 558 599	558,1
1 558 600	514,2
1 558 601	672,7

/15

1 558 602	689,5
1 558 603	531,0
1 558 604	9 353,6
1 558 605	578,6
1 558 606	580,0
1 558 607	592,3
1 558 608	599,4
1 558 609	540,0
1 558 610	540,0
1 558 611	540,0
1 558 612	540,0
1 558 613	540,0
1 558 614	540,0
1 558 615	4 766,9
1 558 616	540,0
1 558 617	540,0
1 558 618	540,0
1 558 619	540,0
1 558 620	540,0
1 558 621	540,0
1 558 622	540,0
1 558 623	540,0
1 558 624	540,0
1 558 625	578,7
1 558 626	5 179,8
1 558 627	760,4
1 558 628	938,2
1 558 629	740,5
1 558 630	540,0
1 558 631	540,0
1 558 632	540,0
1 558 633	540,0
1 558 634	540,0
1 558 635	540,0
1 558 636	529,2
1 558 637	1 571,9
1 558 638	461,9
1 558 639	536,2
1 558 640	540,0
1 558 641	592,3
1 558 642	540,0

MA.M

1 558 643	592,3
1 558 644	580,0
1 558 645	580,0
1 558 646	580,0
1 558 647	580,0
1 558 648	615,5
1 558 649	649,8
1 558 650	966,6
1 558 651	662,5
1 558 652	600,0
1 558 653	600,0
1 558 654	540,0
1 558 655	540,0
1 558 656	540,0
1 558 657	540,0
1 558 658	540,0
1 558 660	540,0
1 558 661	540,0
1 558 662	635,3
1 558 663	967,0
1 558 664	739,6
1 558 665	586,4
1 558 666	543,0
1 558 667	540,0
1 558 668	592,3
1 558 669	559,9
1 558 704	3 358 108,0
1 558 705	1 114,5
1 559 403	686,5
1 559 404	587,7
1 559 405	587,7
1 559 406	587,7
1 559 407	587,7
1 559 408	587,7
1 559 409	633,9
1 559 452	20 028,5
1 559 454	79 014,5
1 559 455	5 238,0
1 559 458	728,1
1 559 469	8 246,2
1 559 470	61 356,4

1 559 474	180 032,0
1 559 475	3 417,6
1 559 476	32 110,7
1 559 479	6 894,8
1 559 480	1 221,1
1 559 483	17 039,2
1 559 485	79 709,5
1 559 490	49 603,6
1 559 496	2 972,9
1 559 497	1 008,0
1 559 498	44 567,2
1 559 500	4 402,0
1 559 501	1 421,1
1 559 523	10 377,4
1 559 524	13 253,7
1 559 528	1 630,1
1 559 531	7 753,0
1 559 663	6 072,2
1 559 756	501,7
1 559 776	158 544,0
1 559 777	15 720,1
1 559 778	25 039,0
1 559 779	4 290,1
1 559 789	4 041,7
2 461 307	1 469,1
2 461 314	447,8
2 461 315	640,6
3 756 628	1 625,9
3 756 629	1 343,4
3 756 630	1 148,3
3 756 631	1 002,8
3 756 632	967,4
3 756 633	813,0
3 756 634	261,3
3 756 635	317,8
3 756 636	388,0
3 756 637	458,1
3 756 638	742,3
3 756 639	852,3
3 756 640	743,2
3 756 641	789,1

3 756 642	773,4
3 756 643	688,5
3 756 644	857,7
3 756 645	2 103,5
3 756 646	1 283,3
3 756 647	1 448,6
3 756 648	1 007,2
3 756 649	654,1
3 756 650	725,1
3 756 651	837,0
3 756 652	972,3
3 756 653	62,0
3 756 654	217,8
3 756 655	413,1
3 756 656	956,0
3 756 657	955,4
3 756 658	905,5
3 756 659	1 499,9
3 756 660	1 928,9
3 756 662	2 737,5
3 756 663	1 521,3
3 756 664	358,6
3 756 665	820,6
3 756 666	869,6
3 756 667	940,3
3 756 668	935,2
3 756 669	853,8
3 756 670	724,4
3 756 671	653,4
3 756 672	581,8
3 756 673	813,9
3 756 674	862,3
3 756 675	926,6
3 756 676	1 039,0
3 756 677	1 114,6
3 756 678	967,5
3 756 679	767,2
3 756 680	767,2
3 756 681	623,9
3 756 682	54,9
3 756 683	428,2

MA.M

3 756 684	365,3
3 756 685	308,8
3 756 686	252,3
3 756 687	220,6
3 756 688	76,1
3 756 690	414,6
3 756 691	231,3
3 756 692	730,3
3 756 693	1 472,8
3 756 694	1 037,6
3 756 695	949,3
3 756 696	943,2
3 756 697	937,3
3 756 698	931,7
3 756 699	1 092,7
3 756 700	1 632,7
3 756 701	2 218,6
3 756 702	1 226,9
4 002 876	1 509,3
4 002 877	1 835,4
4 002 878	928,9
4 002 879	796,1
4 002 880	796,1
4 173 344	934,0
4 173 345	16 642,7
4 173 346	3 723,5
4 213 359	27,0
4 213 360	7,2
4 213 361	58,0
4 247 134	10 764,4
4 247 135	12 581,4
4 310 106	2 117,1
4 310 107	35 243,0
4 310 114	4 539,1
4 310 115	2 320,7
4 310 117	158,7
6 308 199	405,5
6 308 200	2 416,6
6 308 201	152,8
6 308 202	154,8
6 308 203	2 303,9

/20

6 308 204	343,9
6 308 205	9,6
6 308 206	599,3
6 308 207	601,5
6 308 208	50,4
6 308 209	3 317,3
6 308 210	576,2
6 308 211	19,2
6 308 212	638,0
6 308 213	2 466,2
6 308 214	134,5
6 308 215	5 418,9
6 308 216	413,5
6 308 217	410,8
6 308 218	1 137,4
6 308 219	196,1
6 308 220	1 040,9
6 308 221	62,8
6 308 222	47,6
6 308 223	666,0
6 308 224	1 547,0
6 308 225	99,5
6 308 226	662,6
6 308 227	321,5
6 308 228	1 124,3
6 312 080	168 657,4

TABLEAU 5 – Village de Senneville

Numéro de lot	**Superficie selon le cadastre (m²)**
1 976 772	17 744,5
1 976 800	2 229,7
1 976 801	2 229,7
1 976 943	53 531,9
1 976 951	166 675,9
1 976 957	77 208,5
1 976 958	212 619,1
1 976 959	63 940,3
1 976 960	408 140,5
1 976 971	22 741,2

MA.M

/21

1 976 980	68 728,3
1 976 989	57 442,8
1 977 089	132 331,4
1 977 164	37 192,6
1 977 185	503 254,0
1 977 212	16 349,4
1 977 213	904,9
1 977 214	116 069,0
1 977 215	16 205,3
1 977 216	13 915,1
1 977 217	5 962,8
1 977 218	5 715,3
1 977 221	60 617,4
1 978 995	2 549,4
1 978 997	35 248,9
1 978 999	2 127,5
1 979 000	3 850,5
1 990 879	180 141,4
1 990 967	52 209,5
1 991 025	310,8
2 507 120	7 998,1
3 977 387	1 061,2
3 977 388	8 068,7
3 977 389	8 003,5
3 977 390	22 068,9
4 884 103	28 832,3
4 884 104	30 804,7
5 352 132	312 504,9

MA.M

/22

Les numéros de lot et superficies du Cadastre du Québec indiqués dans ce document sont à jour en date du 22 juillet 2019.

Préparé à Montréal, le deuxième jour du mois d'août de l'an deux mille dix-neuf sous le numéro 45 de mes minutes au dossier 23084 du greffe commun des arpenteurs-géomètres de la Ville de Montréal.

(SIGNÉ)

MARC-ANTOINE MÉTIVIER
Arpenteur-géomètre

Dossier : 23084

Copie conforme à l'original

Montréal, le 2019-08-02

M-A. Métivier ag.

Arpenteur(e)-géomètre



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.03

2019/09/19 17:00

(1)

Dossier # : 1194368007

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	1) Approuver la modification au Plan de transport quant à la mise à jour du réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal; 2) Adopter le règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005).

Il est recommandé:
1) d'approuver la modification au Plan de transport quant à la mise à jour du réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal;
2) d'adopter le règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2015).

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-07-23 09:30

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1194368007**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	1) Approuver la modification au Plan de transport quant à la mise à jour du réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal; 2) Adopter le règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005).

CONTENU

CONTEXTE

Le Plan de transport adopté en 2008 prévoyait un ensemble de mesures visant à accroître les déplacements actifs sur l'ensemble du territoire de l'agglomération de Montréal. L'une de ces mesures visait plus spécifiquement l'ajout de 400 kilomètres de voies cyclables dans un horizon de sept à dix ans. L'objectif étant de favoriser l'émergence de nouveaux liens cyclables sur le territoire montréalais dans la perspective d'accroître les déplacements actifs et d'encourager l'utilisation du vélo à des fins utilitaires.
Afin de tenir compte de l'évolution du cadre urbain et de l'intensification des besoins pour de nouveaux aménagements cyclables, une première modification au Décret (CG15 0037) a été rendue nécessaire en 2015 alors que le réseau cyclable montréalais totalisait 650 kilomètres.

Aujourd'hui, ce réseau totalise 876 kilomètres dans l'ensemble de l'agglomération. Forte de ce succès, la Ville de Montréal entend poursuivre ses efforts afin qu'un plus grand nombre de cyclistes se déplacent à vélo. C'est dans ce contexte qu'une seconde modification est requise afin de permettre, notamment, le déploiement du Réseau express vélo (REV). Celui-ci se veut une infrastructure cyclable de grande capacité, attrayante et conviviale. Les 17 grands axes dont il est composé se présentent comme la colonne vertébrale du réseau cyclable montréalais à laquelle pourront se greffer de nombreux axes cyclables locaux. Le REV vise à assurer la desserte de grands pôles d'activités commerciales, résidentielles, industrielles et institutionnelles de même que les pôles de transport collectif par des liaisons fiables, sécuritaires et continues.

Ce réseau d'axes cyclables contribuera à la transformation de l'environnement urbain en véritables milieux de vie. Il soutient l'offre d'une mobilité active sur le territoire montréalais par l'implantation d'infrastructures aménagées selon les meilleures pratiques, assurant ainsi un niveau de sécurité optimal et réduisant les conflits potentiels avec les autres usagers de la route. Le vélo devient ainsi un mode de transport à part entière, à la portée de tous et attrayant pour les nouveaux utilisateurs potentiels.

À l'heure actuelle, 118 kilomètres (64%) du REV sur les 184 kilomètres qu'il totalise figurent sur la carte du réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal qui apparaît dans le *Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005)* à la suite de la modification apportée en 2015 (CG15 0037). Le financement nécessaire à la planification et à la réalisation des 66 kilomètres restants ne peut être puisé dans les budgets d'agglomération (budget de fonctionnement et PTI) que si ceux-ci apparaissent à leur tour dans l'annexe du Décret, parmi les équipements et infrastructures d'intérêt collectif.

Il importe de mentionner que les axes à l'étude pour le REV ont fait l'objet de présentations et de discussions auprès de différents comités ou instances, notamment auprès des directeurs d'arrondissements lors d'une rencontre tenue le 9 avril dernier et auprès des directeurs généraux des villes liées lors de la rencontre de l'Association des municipalités de banlieue tenue le 7 mai dernier.

C'est dans ce contexte qu'il est requis de modifier le Décret concernant l'agglomération de Montréal. L'objectif étant d'y ajouter les 66 kilomètres à l'étude pour le Réseau express vélo (REV) afin que l'agglomération puisse planifier et amorcer leur réalisation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0037 (29 janvier 2015) - Approuver la modification au Plan de transport 2008 quant à la mise à jour du réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal;
CG09 0364 (27 août 2009) - Adopter le règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005) (réseau cyclable);

DESCRIPTION

Il s'agit dans un premier temps d'approuver la modification au Plan de transport quant à la mise à jour du réseau cyclable actuel et projeté de l'île de Montréal pour y inclure les corridors à l'étude pour le REV (184 km). La carte du REV illustrant notamment les nouveaux axes (66 km) à inclure dans la carte du réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal figure en pièce jointe.
Ensuite il s'agit d'approuver le règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005). Ce règlement nécessite l'approbation du ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

JUSTIFICATION

Il est acquis que les budgets d'agglomération (budget de fonctionnement et PTI) ne peuvent financer la planification et la réalisation de nouvelles infrastructures cyclables que si celles-ci figurent parmi les équipements et infrastructures projetées d'intérêt collectif du *Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005).* Or, 66 kilomètres (36%) des axes à l'étude pour le REV à l'heure actuelle n'apparaissent pas dans la carte du réseau cyclable actuel et projeté de l'agglomération montréalaise annexée au Décret. D'où la nécessité de modifier le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* afin d'y intégrer la totalité des axes à l'étude pour le REV.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Bien que les corridors à l'étude pour le REV soient maintenant connus, la démarche visant à en évaluer les coûts de réalisation n'a pas encore été complétée. Les différentes études de conception doivent être réalisées, ce qui permettra de mieux apprécier les coûts associés à son déploiement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le déploiement du réseau cyclable montréalais et, par extension, du Réseau express vélo (REV), s'inscrivent dans les orientations du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2016-2020* dont l'une des priorités vise la réduction des émissions de GES. Le REV vise à accroître l'usage du vélo partout sur le territoire de l'agglomération en offrant des liaisons confortables, sécuritaires, fiables et continues entre divers générateurs de déplacements, notamment les grands pôles d'activités et les principaux pôles de transport collectif. Ainsi, il s'appuie sur des principes favorisant une meilleure qualité de vie, une protection accrue de l'environnement et une croissance économique durable à l'échelle locale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation du dossier par les instances décisionnelles de la Ville est requise afin de demander au ministre des Affaires municipales et de l'Habitation du Québec (MAMH) de procéder à une modification du *Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005)* en inscrivant le REV parmi les équipements et les infrastructures d'intérêt collectif. Conséquemment, il sera possible pour l'agglomération d'utiliser les sommes prévues au budget de fonctionnement et au programme triennal d'immobilisation (PTI) pour financer sa planification et son implantation à la grandeur de l'agglomération.
Si le dossier n'est pas approuvé par les instances, aucune modification au Décret ne sera possible par le MAMH et aucune somme du budget de fonctionnement et du PTI d'agglomération ne pourra être allouée pour la planification et le déploiement des corridors à l'étude pour le REV qui n'apparaissent pas dans l'annexe du Décret.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les 5 premiers axes du REV ont fait l'objet d'un dévoilement lors d'un point de presse tenu le 27 mai dernier. Aucune autre opération de communication n'est prévue pour le moment.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

22 août 2019 : Approbation des modifications au réseau cyclable par le conseil d'agglomération et avis de motion du règlement;
19 septembre 2019 : Adoption du règlement par le conseil d'agglomération;
Approbation du règlement par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel D BÉDARD
Cons. en aménagement - chef d'équipe

Tél : 514 872-0180
Télécop. : 514 872-4494

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-06-28

François GODEFROY
Chef de section

Tél : 514-868-0972
Télécop. :

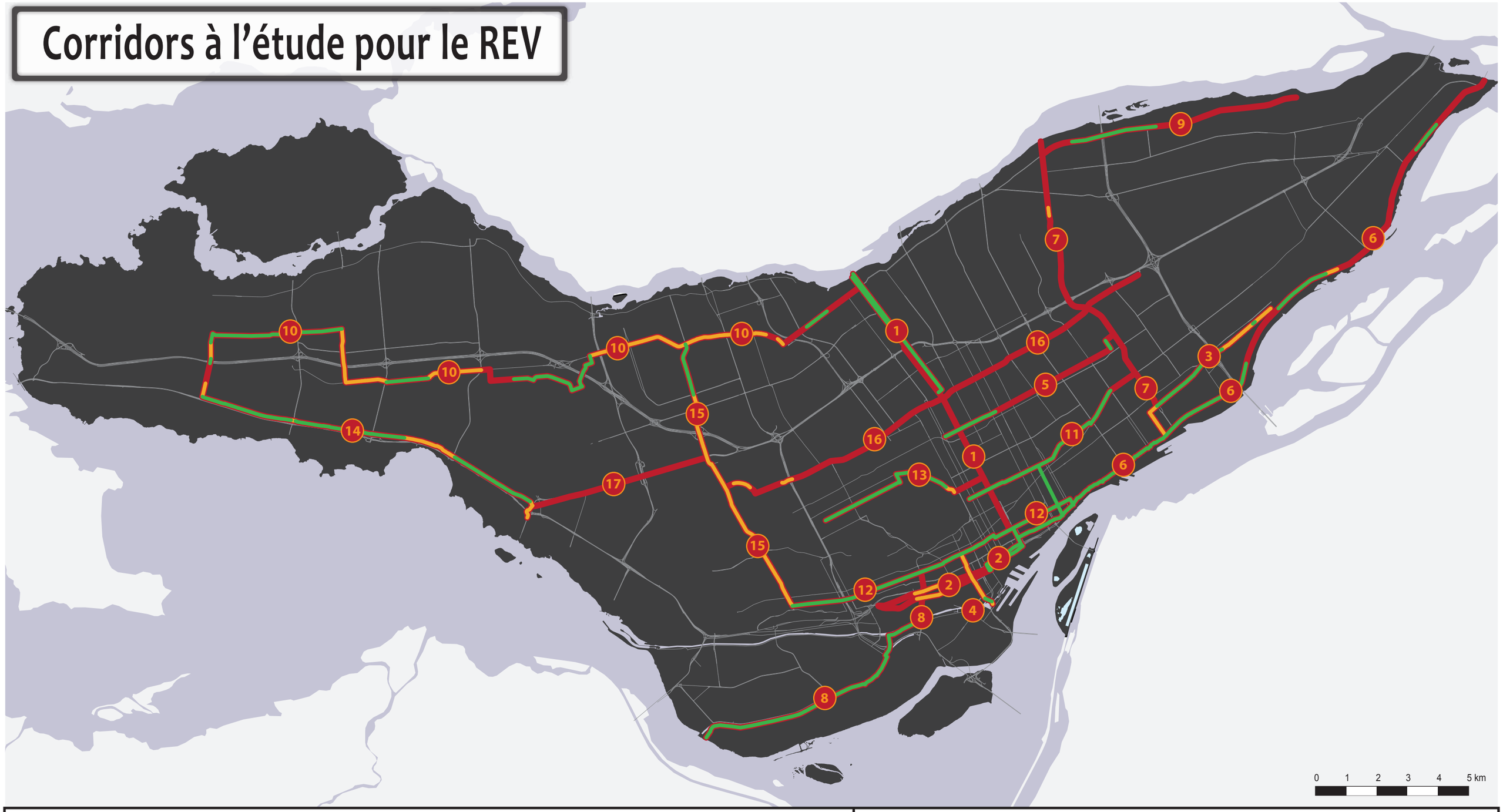
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2019-07-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2019-07-23

Corridors à l'étude pour le REV



Listes des corridors à l'étude

1 - Axe Lajeunesse-Berri-Saint-Denis
2 - Viger / Saint-Antoine / Saint-Jacques
3 - Souligny
4 - Peel
5 - Bellechasse
6 - Notre-Dame (René-Lévesque)
7 - Axe Nord-Sud du secteur Est
8 - Atwater / Canal de l'Aqueduc
9 - Rivière -des-Prairies
10 - Henri-Bourassa / Technoparc
11 - Rachel
12 - Maisonneuve
13 - Chemin de la Côte-Sainte-Catherine
14 - Elm / Cardinal
15 - Cavendish
16 - Axe Est-Ouest
17 - Côte-de-Liesse / A-520

Corridors à l'étude pour le REV (184 km)

- Tronçons à inclure dans le nouveau décret d'agglomération (66 km)
- Tronçons projetés déjà inclus dans le plan du réseau cyclable actuel et projeté (32,5 km)
- Tronçons existants déjà inclus dans le plan du réseau cyclable actuel et projeté (85,5 km)

N

Montréal

Service de l'urbanisme et de la mobilité
Direction de la mobilité
Div. du dév. des projets et intégration des réseaux

Date: 8 août 2019

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1194368007

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Objet :	1) Approuver la modification au Plan de transport quant à la mise à jour du réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal; 2) Adopter le règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229 -2005, 8 décembre 2005).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement.

Conformément à l'article 39 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001), ce règlement nécessite l'approbation du ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

FICHIERS JOINTS

Règl. mod. annexe Décret agglomération.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate - Droit public et législation

Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-02

Véronique BELPAIRE
Directrice des affaires civiles et avocate en chef adjointe.
Tél : 514 872-3024
Division : Direction des affaires civiles

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION MODIFIANT L'ANNEXE DU DÉCRET CONCERNANT L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL (1229-2005, 8 DÉCEMBRE 2005)

Vu l'article 39 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du _____ 2019, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'annexe 1 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) est modifiée par le remplacement des mots « Réseau cyclable et projeté de l'Île de Montréal identifié à la figure 13 du Plan de transport à la suite de la mise à jour du réseau approuvée par le conseil d'agglomération le 29 janvier 2015 (CG15 0037) » par les mots « Réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié à la figure 13 du Plan de transport à la suite de la mise à jour du réseau approuvée par le conseil d'agglomération le (*insérer ici la date de l'adoption de la résolution approuvant la modification au Plan de transport quant à la mise à jour du réseau cyclable*) (*insérer ici le numéro de cette résolution*).

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXXXXX.

GDD : 1194368007

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 50.01

2019/09/19
17:00

(1)

Dossier # : 1197485001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction des relations de travail , Division Rt - Sécurité Publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver la Lettre d'entente no 45 entre la Ville de Montréal et L'Association des pompiers de Montréal inc. (Association internationale des pompiers, section local 125), laquelle vise à apporter des modifications aux modalités de l'article 26 de la Convention collective 2010-2017 qui concernent l'attribution et la distribution des uniformes des employés pompiers.

D'approuver la Lettre d'entente no 45 entre la Ville de Montréal et L'Association des pompiers de Montréal inc. (Association internationale des pompiers, section local 125), laquelle vise à apporter des modifications aux modalités de l'article 26 de la Convention collective 2010-2017 qui concernent l'attribution et la distribution des uniformes des employés pompiers.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-08-08 16:55

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197485001**
Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction des relations de travail , Division Rt - Sécurité Publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver la Lettre d'entente no 45 entre la Ville de Montréal et L'Association des pompiers de Montréal inc. (Association internationale des pompiers, section local 125), laquelle vise à apporter des modifications aux modalités de l'article 26 de la Convention collective 2010-2017 qui concernent l'attribution et la distribution des uniformes des employés pompiers.

CONTENU

CONTEXTE

L'article 26 de la convention collective 2010-2017 applicable aux employés pompiers (ci-après la "Convention collective") prévoit les modalités relatives à l'attribution et à la distribution des uniformes.

Or, au cours de l'année 2018, la Ville de Montréal a mis en place un projet visant à optimiser la gestion vestimentaire de l'ensemble des employés œuvrant au sein de la sécurité publique, incluant les employés pompiers. Dans le cadre de ce projet, la Ville de Montréal a octroyé un contrat visant à transférer à un fournisseur externe la responsabilité complète de l'attribution et de la distribution des uniformes. Puisque ce projet ne correspond pas à certaines dispositions de l'article 26 de la Convention collective, il était nécessaire que les parties entreprennent des négociations afin de modifier les dispositions problématiques au sein de l'article 26 de la Convention collective.

Faisant suite aux négociations entreprises, une entente est intervenue entre les parties en juin 2019, sous réserve de son approbation par l'autorité compétente.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 120090 du 22 mars 2012: Approuver le projet de renouvellement de la convention collective à intervenir entre la Ville de Montréal et l'Association des pompiers de Montréal inc. pour la période du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2017

CG 180063 du 25 janvier 2018: Conclure une entente-cadre d'une durée de cinq ans, avec deux possibilités de prolongation de vingt-quatre mois chacune, avec Logistik Unicorp inc. pour la fourniture de services de gestion vestimentaire intégrée destinés à l'ensemble de la clientèle des services de sécurité publique - Appel d'offres public 17-16249 (2 soum., 1 seul conforme).

DESCRIPTION

Dans le cadre de la conclusion de la Lettre d'entente 45, laquelle est jointe à la présente, les parties ont convenu d'apporter des modifications aux articles 26.01 et 26.06 de la Convention collective, le tout afin que ces articles puissent être en conformité avec le système d'attribution et de distribution des uniformes implanté et intégré par le nouveau fournisseur, au cours de l'année 2019. Ces modifications touchent plus particulièrement le système de pointage permettant de procéder aux commandes des pièces d'uniformes (article 26.01) ainsi que les délais et autres modalités applicables lors desdites commandes (article 26.06).

JUSTIFICATION

La Lettre d'entente 45 permet d'ajuster les dispositions de l'article 26 de la Convention collective en ce qui a trait à l'attribution et la distribution des uniformes, afin que ces dispositions puissent être conformes aux façons de faire du nouveau fournisseur externe.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les modifications apportées aux articles 26.01 et 26.06 sont de nature normative et n'engendrent pas de coût directement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

La Lettre d'entente 45 a été signée par les représentants des parties et entrera en vigueur au moment de son approbation par l'autorité compétente.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Hélène DORION
Conseillère principale en relations de travail

Tél : 514-299-3545
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-29

Sylvain Rodrigue
Chef de division relations de travail (séc. publique)

Tél : 514 868-7651
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean ROCHETTE
Adjoint au directeur
Tél : 514.872.0131
Approuvé le : 2019-07-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Josée LAPOINTE
Directrice
Tél : 514 872-5849
Approuvé le : 2019-07-29

ENTENTE NO 45 (2010-2017)
AYANT POUR OBJET LA MODIFICATION DES MODALITÉS ENTOURANT L'ATTRIBUTION ET LA DISTRIBUTION DES UNIFORMES AUX EMPLOYÉS POMPIERS

ENTRE : **LA VILLE DE MONTRÉAL**
SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE
Ci-après « l'Employeur »

ET : **L'ASSOCIATION DES POMPIERS DE MONTRÉAL INC. (ASSOCIATION INTERNATIONALE DES POMPIERS, SECTION LOCALE 125)**
Ci-après « le Syndicat »

ATTENDU QUE L'article 26 de la convention collective 2010-2017 prévoit des modalités particulières en ce qui a trait à l'attribution et à la distribution des uniformes des employés pompiers ;

ATTENDU QUE L'Employeur a mis en place un projet visant à optimiser la gestion vestimentaire de l'ensemble des employés oeuvrant au sein de la sécurité publique, incluant les employés pompiers ;

ATTENDU QUE Dans le cadre du projet susmentionné, l'Employeur a octroyé un contrat visant à transférer à un fournisseur externe la responsabilité complète de l'attribution et de la distribution des uniformes des employés oeuvrant au sein de la sécurité publique, incluant les employés pompiers (ci-après le « nouveau système d'attribution et de distribution des uniformes »);

ATTENDU QUE L'article 26.06 de la convention collective 2010-2017 prévoit que la commande des pièces d'uniformes devant être distribuées au cours d'une année visée doit avoir lieu à l'automne précédent cette année visée;

ATTENDU QUE Le nouveau système d'attribution et de distribution des uniformes sera implanté et intégré au cours de l'année 2019;

ATTENDU QUE La première commande des employés pompiers, pour les pièces d'uniformes devant être distribuées au cours de l'année visée 2019, ne peut avoir lieu avant l'implantation et l'intégration du système au cours de l'année 2019;

ATTENDU QUE Les délais mentionnés au paragraphe précédent font en sorte que les employés pompiers n'ont pu utiliser les points qu'ils ont présentement en banque avant la date butoir du 31 décembre 2018 prévue à l'article 26.01 de la convention collective 2010-2017;

BL	JYG	CR	LB

ATTENDU QUE Le nouveau système d'attribution et de distribution des uniformes offrira aux employés pompiers plus de latitude quant aux moments où ils peuvent procéder à la commende de leurs pièces d'uniformes;

ATTENDU QUE Les parties ont entamé des discussions afin que les modalités du nouveau système d'attribution et de distribution des uniformes soient reflétées au sein de la convention collective 2010-2017 et qu'elles ne causent pas de préjudice aux employés pompiers;

EN RAISON DE CE QUI PRÉCÈDE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente Entente;

2. En ce qui a trait à l'application de l'article 26.01 de la convention collective 2010-2017, les parties conviennent de ce qui suit:

    a. À compter du 1er janvier 2019 et pour les années subséquentes, le nombre de points accordé à chaque employé pompier sera alloué annuellement, en date du 1er janvier;

    b. À compter de 1er janvier 2019, le nombre de points nécessaire à une commande de pièces d'uniforme sera déduit au moment où la commande sera effectuée par l'employé pompier;

    c. En date du 31 décembre 2018, les employés pompiers pourront, de façon unique et exceptionnelle, reporter au 1er janvier 2019 la totalité des points qu'ils ont en banque pour l'année 2019, à savoir 100% des points liés aux commandes de l'année 2019 et un maximum de 50% des points qu'ils n'ont pas utilisé pour les commandes de l'année 2018, le tout afin de pouvoir utiliser ces points lors de l'implantation et de l'intégration du nouveau système, en 2019;

3. En ce qui a trait à l'application de l'article 26.06 de la convention collective 2010-2017, les parties conviennent qu'afin de se conformer aux modalités prévues au nouveau système d'attribution et de distribution des uniformes, le libellé actuellement en vigueur doit être retiré de la convention collective 2010-2017 et remplacé par le libellé suivant:

    « 26.06

    a) Les employés procèdent à la commande de leurs pièces d'uniformes en fonction de leurs besoins respectifs, au moment de leur choix, jusqu'à un maximum de trois (3) fois par année et ce, en s'assurant que l'ensemble de leurs commandes (une, deux ou trois commandes selon le cas) respecte le nombre de points qui leur est accordé annuellement;

    b) Les employés pompiers procèdent à la commande de leurs pièces d'uniformes en utilisant le site web qui est mis à leur disposition pour ce faire;

    c) *À moins de retard dans la livraison de pièces faisant l'objet d'un nouvel appel d'offres dont la preuve incombe à l'employeur, les pièces d'uniformes commandées par les employés pompiers sont distribuées et remises à ces derniers dans un délai n'excédant pas six (6) mois à compter du moment où la commande est effectuée. »*

BL	JYG	CR	LB

4. En ce qui a trait à l'application du nouvel article 26.06, les parties conviennent qu'en raison du fait que le nouveau système d'attribution et de distribution des uniformes n'a pas encore été officiellement implanté et intégré, la première commande de pièces d'uniforme des employés pompiers, pour l'année visée 2019, sera tributaire de cette date d'implantation et d'intégration et qu'elle pourra être réalisée uniquement lorsque ledit système sera fonctionnel;

5. Les parties conviennent qu'au fin de l'interprétation de la présente Entente et de l'article 26 de la convention collective 2010-2017, une année visée correspond à une année civile, débutant le 1er janvier et se terminant le 31 décembre;

6. Les parties conviennent que les dispositions de la présente Entente ne doivent pas faire en sorte qu'un employé pompier se voit accordé plus ou moins de points pour une année visée que ce à quoi il avait droit en vertu des dispositions de la convention collective 2010-2017;

7. Les parties reconnaissent que la présente Entente est conditionnelle à son approbation par l'autorité compétente au sein de la Ville et qu'elle entre en vigueur à compter de cette approbation;

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé

POUR L'EMPLOYEUR

À Montréal le ___ mai 2019
Bruno Lachance
Directeur du service de sécurité incendie

18 juin 2019

À Montréal le ___ mai 2019
Jean-Yan Gagnon
Directeur des relations de travail

14 juin 2019

POUR LE SYNDICAT

À Montréal, le 29 mai 2019
Chris Ross
Président

À Montréal, le 29 mai 2019
Luc Boisvert
Secrétaire

BL	JYG	CR	LB

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 50.02

2019/09/19 17:00

(1)

Dossier # : 1195326002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service de l'administration , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 d) soutenir des mesures préventives axées sur la sensibilisation et la participation des citoyennes et des citoyens, en collaboration avec les responsables de la sécurité publique et civile
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un commandant du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à l'Autorité des marchés publics (AMP), pour une période d'un (1) an, à compter du 1er avril 2019, et ce, jusqu'au 31 mars 2020. Autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif policier permanent d'un poste pour la période du prêt. Autoriser le directeur du SPVM à signer le protocole de prêt de service

Il est recommandé :

1. d'autoriser rétroactivement le prêt de service d'un commandant du Service de policier de la Ville de Montréal (SPVM) à l'Autorité des marchés publics (AMP), pour une période de un (1) an, à compter du 1er avril 2019, et ce, jusqu'au 31 mars 2020 ;

2. d'autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif policier permanent d'un poste pour la période du prêt ;

3. d'autoriser le Directeur du Service de police de la Ville de Montréal à signer le protocole d'entente et tout document relatif à ce prêt de service pour et au nom de la Ville de Montréal ;

4. d'imputer les revenus et dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-08-08 17:33

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1195326002**

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service de l'administration , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 d) soutenir des mesures préventives axées sur la sensibilisation et la participation des citoyennes et des citoyens, en collaboration avec les responsables de la sécurité publique et civile
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un commandant du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à l'Autorité des marchés publics (AMP), pour une période d'un (1) an, à compter du 1er avril 2019, et ce, jusqu'au 31 mars 2020. Autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif policier permanent d'un poste pour la période du prêt. Autoriser le directeur du SPVM à signer le protocole de prêt de service

CONTENU

CONTEXTE

En octobre 2011, le gouvernement provincial a créé la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction (CEIC), présidée par madame France Charbonneau, juge de la Cour supérieure,
Au terme de ses travaux, le 24 novembre 2015, la CEIC a remis son rapport au gouvernement provincial. Ce rapport comportait soixante recommandations découlant de constats établis à partir de la preuve présentée lors des audiences. La première recommandation vise à assurer l'intégrité des contrats publics. Ainsi, la CEIC a demandé au gouvernement provincial de doter le Québec d'une autorité des marchés publics.

L'Autorité des marchés publics (AMP), instance neutre et indépendante, est la porte d'entrée unique en ce qui concerne la surveillance des marchés publics et l'application des lois et des règlements encadrant les contrats publics au Québec. Son rôle de surveillance vise le secteur public, les réseaux de la santé et de l'éducation, les sociétés d'État et le monde municipal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

La mission principale de l’AMP est de surveiller l'ensemble des contrats publics, notamment la conformité des processus d'adjudication et d'attribution de ces contrats, de même que de recevoir les plaintes de personnes intéressées. Elle est aussi responsable du registre des entreprises ayant obtenu l'autorisation pour conclure des contrats et sous-contrats publics (REA) et du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).
À cette fin, l’AMP mettra en place et entreprendra des actions afin :

- d'examiner les processus d'adjudication ou d'attribution de l'ensemble des contrats publics québécois;
- d'examiner l'exécution d'un contrat public porté à son attention;
- d'effectuer une veille des marchés afin de détecter les situations problématiques affectant la concurrence;
- de partager les meilleures pratiques contractuelles auprès des organismes publics;
- d'assurer l'application de diverses mesures pour assurer la probité et la performance des entreprises faisant affaire ou voulant faire affaire avec l'État, soit :
- - de consigner les entreprises fautives au Registre des entreprises non admissibles,
  - de délivrer des autorisations de contracter avec l'État,
  - de centraliser des rapports de rendement des entreprises,
  - d'établir les règles de fonctionnement du système électronique d'appel d'offres en collaboration avec le Secrétariat du Conseil du trésor.

JUSTIFICATION

Le SPVM prête à l’AMP un commandant pour une période d’un (1) an, renouvelable pour une durée maximale de trois (3) ans. Plus précisément, la ressource prêtée aura pour fonction de :

- Conseiller le gestionnaire responsable du Service de la vérification et des enquêtes de l’AMP, en participant à l’établissement des bonnes pratiques du Service en question, en matière d’enquête, à l’identification des besoins en matière de ressources humaines du Service et au recrutement des enquêteurs;
- Contribuer à la réalisation du mandat d’enquête des organismes publics en matière d’adjudication, d’attribution et d’exécution de contrats;
- Contribuer à la production des rapports des enquêteurs en validant les orientations à donner aux rapports d’enquête et le plan de rédaction en s’assurant de la cohérence du contenu et de la forme du projet avec les normes du Service;
- Développer, mettre en place et promouvoir des approches et des outils d’enquête diversifiés, des processus d’évaluation, des guides et d’autres documents de vérification;
- S’assurer du suivi des conclusions des rapports transmis à la suite des mandats d’enquête.

Dans un esprit de partenariat, le présent prêt de service favorisera le partage des bonnes pratiques et mettra à profit les aptitudes, l’expertise, les connaissances et les compétences de chaque partie en matière de surveillance des marchés publics et d'application des lois et des règlements encadrant les contrats publics au Québec. Ce prêt offrira l’opportunité au SPVM de développer ses pratiques d’enquête sur l’octroi et la gestion des contrats publics, en plus de le faire rayonner dans un contexte de mise sur pied d'un bureau d'enquête et ultimement d'accroître son réseau externe à l'échelle provinciale.

À ce sujet, un protocole d'entente a été préparé afin d'énoncer les droits et les obligations du SPVM et de l'AMP à l'égard du présent prêt de service. Il sera signé par Monsieur Sylvain Caron, directeur du SPVM, en vertu de l'autorisation du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal.

Aussi, l'effectif policier permanent du SPVM sera augmenter temporairement d'un poste pour la période du prêt, et ce, afin de combler temporairement la réduction de l'effectif policier permanent causée par le présent prêt de service.

Il est essentiel de préciser que les démarches de validation du protocole ont occasionné un délai dans le processus décisionnel. Cependant, en raison de l'urgence du besoin de l'AMP, le commandant a débuté son prêt de service le 1er avril 2019.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'AMP rembourse le salaire au taux de rémunération régulier, les avantages et les heures supplémentaires approuvées au préalable par le représentant de l'AMP ou son remplaçant, conformément aux Conditions de travail des officiers de direction du SPVM.
L'AMP rembourse aussi l'ensemble des cotisations à tous les régimes d'avantages sociaux applicables, y compris les cotisations aux régimes d'assurance-maladie, d'assurance-invalidité, d'assurance-vie et de retraite.

L'AMP rembourse également les frais admissibles versés et engagés, dans le cadre de l'Entente pendant la période du prêt de service, tels les frais de formation, de transport, de logement, de repas et les frais accessoires.

Finalement, l'AMP rembourse toute autre somme déboursée ou due à l'employé pour la période où il est prêté à l'AMP, découlant de ses conditions de travail ou de dispositions législatives, en vigueur ou ayant effet rétroactivement.

Le commandant utilisera, pendant la durée du prêt de service, le véhicule automobile qui lui est couramment fourni par le SPVM dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, et ce, comme étant un officier de direction.

Les crédits budgétaires pour les revenus et dépenses sont prévus dans les budgets d'opération. Les imputations comptables sont détaillées dans l'intervention du Service des finances.

Le présent dossier relève de l'autorité décisionnelle du conseil d'agglomération considérant les dépenses occasionnées relatives à l'automobile à débourser en vertu du Protocole d'entente de prêt de service et l'augmentation de l'effectif policier.

Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le partenariat du SPVM auprès de l'AMP soutiendra le processus d'application de la Loi sur l'Autorité des marchés publics.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Thi Ly PHUNG)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Karine MARTEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lynne LABELLE, Service de police de Montréal
Claudia BLOUIN, Service des ressources humaines

Lecture :

Claudia BLOUIN, 18 juin 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stavroula ARVANITIS
Lieutenant

Tél : 514 280-2975
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-06-17

Simonetta BARTH
directeur(trice) adjoint(e) au spvm

Tél : 514-280-2317
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain CARON
Directeur
Tél : 514-280-2005

Approuvé le : 2019-08-07

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1195326002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service de l'administration , -
Objet :	Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un commandant du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à l'Autorité des marchés publics (AMP), pour une période d'un (1) an, à compter du 1er avril 2019, et ce, jusqu'au 31 mars 2020. Autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif policier permanent d'un poste pour la période du prêt. Autoriser le directeur du SPVM à signer le protocole de prêt de service

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Cette intervention vise à confirmer la validité du protocole d'entente de prêt de service quant à sa forme et son contenu.

FICHIERS JOINTS

Protocole d'entente AMP.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Karine MARTEL
Avocate en droit du travail
Tél : 514-872-1319

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-07-25

Audrey LÉVESQUE
Chef de division
Tél : 514-872-1437
Division : Droit du travail

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
24 JUIL. 2019
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE

LA VILLE DE MONTRÉAL
REPRÉSENTÉE PAR
LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
(Ci-après « SPVM »)

ET

L'AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS
(Ci-après « AMP »)

CONCERNANT LE PRÊT DE SERVICE
DU COMMANDANT TRI-MINH TRUONG
(Ci-après « Employé en prêt de service »)

À

L'AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

JCM

Table des matières

1.	BUTS ET OBJECTIFS	3
2.	AUTORISATION	3
3.	STATUT DE L'EMPLOYÉ EN PRÊT DE SERVICE	3
4.	FONCTIONS DE L'EMPLOYÉ EN PRÊT DE SERVICE	3
5.	ENCADREMENT ET RAPPORTS D'ÉVALUATION	4
6.	CONGÉS	5
7.	INSTALLATIONS, SOUTIEN ADMINISTRATIF ET ÉQUIPEMENT	5
8.	UTILISATION DES VÉHICULES	6
9.	DISPOSITIONS FINANCIÈRES	6
10.	INDEMNISATION	7
11.	SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	8
12.	SÉCURITÉ	8
13.	UTILISATION ET DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS	8
14.	SIGNALEMENT DES INCIDENTS OU DEMANDES D'INFORMATIONS	9
15.	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	9
16.	REPRÉSENTANTS	9
17.	SUIVI	9
18.	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	10
19.	DURÉE ET RÉSILIATION	10
20.	INTÉGRALITÉ DE L'ENTENTE	10
21.	SIGNATURES	11
ANNEXE A – ATTESTATION DE L'EMPLOYÉ EN PRÊT DE SERVICE		12

1. BUT ET OBJECTIFS

1.1. Le présent protocole d'entente (ci-après « Entente ») vise à énoncer les droits et les obligations du Service de police de la Ville de Montréal (ci- après «SPVM») et de l'Autorité des marchés publics (ci- après «AMP»), à l'égard du prêt de service d'un employé à l'AMP (ci- après « Employé en prêt de service »). L'Entente sera finalisée par la signature de l'Annexe A par l'Employé en prêt de service. L'Annexe A est réputée faire partie de l'Entente.

1.2. Les objectifs de l'Entente sont les suivants :

- veiller à la compréhension mutuelle du mandat, des responsabilités et des pratiques d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics;

- veiller au partage et à la mise à profit des aptitudes, de l'expertise, des connaissances et des compétences de chaque partie en matière de surveillance des marchés publics et l'application des lois et des règlements encadrant les contrats publics au Québec.

2. AUTORISATION

2.1. L'Entente est conclue entre la Ville de Montréal, représentée par Monsieur Sylvain Caron, directeur du SPVM, dûment autorisé à signer en vertu de l'autorisation de l'autorité compétente de la Ville à cet effet et par Monsieur Denis Galland, Président-directeur général de l'AMP.

3. STATUT DE L'EMPLOYÉ EN PRÊT DE SERVICE

3.1. L'Employé en prêt de service sera affecté temporairement à l'AMP, pendant une période d'**une (1) année**, soit jusqu'au 31 mars 2020, sauf si elle est prolongée ou résiliée conformément à l'article 19 des présentes.

3.2. L'Employé en prêt de service travaillera dans les bureaux de l'AMP, au 413 rue St-Jacques, Suite 160, Montréal (Québec), H2Y 0A2.

3.3. L'Employé demeure sous l'autorité administrative du SPVM pendant la durée du prêt de service et continue d'être assujetti aux Conditions de travail des officiers de direction du SPVM, telles que modifiées de temps à autres.

4. FONCTIONS DE L'EMPLOYÉ EN PRÊT DE SERVICE

4.1. L'Employé en prêt de service devra s'acquitter de toutes les fonctions nécessaires afin de réaliser les objectifs de l'Entente.

4.2. L'Employé en prêt de service remplira les fonctions suivantes :

- Conseiller le gestionnaire responsable du Service de la vérification et des enquêtes de l'AMP, en participant à l'établissement des bonnes pratiques

du Service en matière d'enquête, à l'identification des besoins en matière de ressources humaines du Service et au recrutement des enquêteurs;
- Contribuer à la réalisation du mandat d'enquête des organismes publics en matière d'adjudication, d'attribution et d'exécution de contrats;
- Contribuer à la production des rapports des enquêteurs en validant les orientations à donner à un rapport d'enquête et le plan de rédaction en s'assurant de la cohérence du contenu et de la forme du projet avec les normes du Service;
- Développer, mettre en place et promouvoir des approches et des outils d'enquête diversifiés, des processus d'évaluation, des guides et d'autres documents en vérification;
- S'assurer du suivi des conclusions des rapports transmis à la suite des mandats d'enquête.

5. ENCADREMENT ET RAPPORTS D'ÉVALUATION

5.1. L'Employé en prêt de service est sous l'autorité opérationnelle de la personne responsable à l'AMP ou son remplaçant qui en assurera la supervision et aura le pouvoir de formuler à son intention et en des termes précis les directives jugées raisonnables et nécessaires aux fins de la réalisation des objectifs de l'Entente. À cette fin, l'Employé est assujetti aux politiques de gestion, méthodes et procédures applicables au sein de l'AMP.

5.2. Le SPVM demeurera habilité à prendre des mesures disciplinaires et/ou administratives à l'égard de l'Employé en prêt de service.

5.3. L'Employé en prêt de service continuera de devoir se conformer aux exigences des lois et des règlements encadrant les activités du SPVM, à savoir la Loi sur la police (RLRQ, c. P-13.1), le Code de déontologie des policiers du Québec (RLRQ, c. P-13.1, r. 1), le Règlement sur la discipline interne des policiers et policières de la Ville de Montréal (RLRQ, c. P-13.1, r. 2.01), le Code de conduite des employés de la Ville de Montréal (RCG 12-026), et les encadrements administratifs applicables aux cadres du SPVM non incompatibles avec l'Entente, pendant la période de prêt de service.

5.4. Dans l'éventualité où l'Employé en prêt de service considère qu'une politique, directive, procédure ou instruction de l'AMP est incompatible avec celle applicable aux cadres du SPVM, il doit se référer à la personne responsable à l'AMP ou son remplaçant, qui fera le lien avec son homologue au SPVM, pour déterminer laquelle doit être respectée dans les circonstances du prêt de service.

5.5. L'AMP devra communiquer au SPVM, dans les plus brefs délais, tout événement relié à un accident de travail, à une absence prolongée pour maladie et tous les renseignements pertinents concernant le travail et le comportement de l'Employé en prêt de service.

5.6. L'AMP veillera à offrir à l'Employé en prêt de service toute formation spécialisée dont il aura besoin afin d'accomplir ses fonctions à l'AMP conformément à l'Entente.

5.7. Durant la période de prêt de service, le SPVM veillera à ce que l'Employé en prêt de service maintienne ses compétences et obtienne toutes les formations indispensables aux officiers de direction du SPVM, notamment en matière de maniement d'armes à feu, et aux cadres de la Ville de Montréal, le cas échéant. Les coûts de la formation seront pris en charge en totalité par le SPVM.

5.8. L'Employé en prêt de service informera la personne responsable à l'AMP ou son remplaçant des dates de formation.

5.9 À la fin de chaque année, la personne responsable à l'AMP ou son remplaçant, en collaboration avec le gestionnaire de l'Employé en prêt de service au SPVM, remettra au SPVM une évaluation de la performance de l'Employé en prêt de service. L'Employé en prêt de service aura l'occasion d'examiner son évaluation de la performance et de formuler des commentaires avant que celle-ci ne soit transmise au SPVM.

6. CONGÉS

6.1. L'Employé en prêt de service pourra prendre des congés de maladie pendant la période de prêt de service, conformément aux Conditions de travail des officiers de direction du SPVM. Les demandes de congés de maladie seront présentées à la personne responsable à l'AMP ou son remplaçant.

6.2. L'Employé en prêt de service devra prendre des congés annuels et tout autre congé accumulé au cours de la période de prêt de service, conformément aux Conditions de travail des officiers de direction du SPVM. Les demandes de congés seront présentées au préalable à la personne responsable à l'AMP ou son remplaçant qui les recommandera en fonction des besoins opérationnels.

6.3. Chaque mois, la personne responsable à l'AMP ou son remplaçant fera parvenir au SPVM un rapport faisant état des congés de maladie, des congés annuels et tout autre congé accumulé, pris par l'Employé en prêt de service.

7. INSTALLATIONS, SOUTIEN ADMINISTRATIF ET ÉQUIPEMENT

7.1. L'AMP fournira à l'Employé en prêt de service un espace de stationnement, un espace de bureau, le mobilier, les fournitures, le téléphone cellulaire, l'ordinateur portable, l'équipement, la technologie et les banques de données dont il aura besoin pour accomplir ses fonctions à l'AMP conformément à l'Entente.

7.2. Tous les biens de l'AMP fournis en applications de l'Entente sont la propriété de l'AMP. L'utilisation et la manipulation de ces biens doivent être conformes aux politiques, directives, procédures et instructions de l'AMP.

8. UTILISATION DES VÉHICULES

8.1. Le SPVM fournira à l'Employé en prêt de service un véhicule automobile pour accomplir ses fonctions à l'AMP conformément à l'Entente, et ce, aux conditions suivantes :

- l'Employé en prêt de service devra être titulaire de la classe de permis requise, en vigueur, pour conduire desdits véhicules au Québec;

- l'Employé en prêt de service devra se conformer aux obligations prévues aux politiques, directives, procédures et instructions en vigueur au SPVM.

8.2. L'Employé en prêt de service s'engage à ne pas entamer ni à participer à titre de conducteur à une poursuite avec ledit véhicule.

8.3. Les dispositions du Code de la sécurité routière (RLRQ, c. C-24-2) et de la Loi sur l'assurance automobile (RLRQ, c. A-25) prévalent sur toutes politiques, directives, procédures et instructions en vigueur au SPVM inconciliables avec celles-ci.

8.4. Le SPVM est responsable de mener l'enquête des circonstances de tout accident impliquant son véhicule.

9. DISPOSITIONS FINANCIÈRES

9.1 Le SPVM continue, pendant la période du prêt de service, de verser à l'Employé en prêt de service son salaire au taux de rémunération régulier, les avantages et les heures supplémentaires approuvées au préalable par le représentant de l'AMP ou son remplaçant, conformément aux Conditions de travail des officiers de direction du SPVM.

9.2. Le SPVM continuera, pendant la période du prêt de service, de payer ses cotisations et de retenir celles de l'Employé en prêt de service à tous les régimes d'avantages sociaux applicables, y compris les cotisations aux régimes d'assurance-maladie, d'assurance-invalidité, d'assurance-vie et de retraite.

9.3. L'AMP remboursera au SPVM toutes les sommes déboursées dont il est fait mention aux paragraphes 9.1 et 9.2 ainsi que toute autre somme déboursée ou due à l'employé pour la période où il est prêté à l'AMP, découlant de ses conditions de travail ou de dispositions législatives, en vigueur ou ayant effet rétroactivement. L'AMP ne remboursera pas les heures supplémentaires effectuées à la demande du SPVM.

9.4. L'AMP assumera et remboursera aussi au SPVM et/ou à l'Employé en prêt de service les frais admissibles versés qui sont engagés, dans le cadre de l'Entente pendant la période du prêt de service, tels les frais de formation, de transport, de logement, de repas et les frais accessoires (ci-après « frais admissibles »).

9.5. Chaque mois, le SPVM fera parvenir à l'AMP une facture faisant état des sommes et frais admissibles, ci-haut mentionnés, payés par la SPVM à l'Employé en prêt de service conformément à la présente Entente.

9.6. L'AMP reconnaît que les montants réclamés par le SPVM pourraient être revus en fonction des augmentations salariales ou conformément aux Conditions de travail des officiers de direction du SPVM.

9.7 Le SPVM entend fournir à l'AMP, sur demande, tous les renseignements et toutes copies de documents utiles à la vérification des montants des factures envoyées à l'AMP en vertu de la présente Entente.

9.8 Dans l'éventualité où l'Employé en prêt de service est appelé à témoigner devant un tribunal dans le cadre d'une cause ayant un lien avec les fonctions qu'il a accomplies à l'AMP, l'AMP remboursera au SPVM le temps nécessaire à l'Employé en prêt de service pour la préparation du témoignage, le déplacement, le témoignage et les frais de stationnement, de transport, de repas et d'hébergement, sur production des pièces justificatives; et ce, même si le prêt de service est terminé au moment du témoignage. En cas de témoignage après emploi à la Cour dans le cadre d'une cause ayant un lien avec les fonctions qu'il a accomplies à l'AMP, l'AMP remboursera également les sommes dues en vertu des Conditions de travail des officiers de direction du SPVM.

9.9. L'Entente ne doit pas imposer d'obligations financières supplémentaires au SPVM. À moins d'entente entre les Parties, toute réclamation supérieure aux modalités financières prévues à la présente Entente ou non visées par cette Entente est à la charge de l'AMP.

10. INDEMNISATION

10.1. Le SPVM demeurera responsable à l'égard de toute réclamation ou demande en justice consécutive à une blessure que l'Employé en prêt de service peut subir, à une invalidité dont il peut être atteint ou à son décès survenu dans le cadre de l'exercice de ses fonctions à l'AMP conformément à l'Entente.

10.2. L'Employé en prêt de service sera dégagé de toute responsabilité pourvu qu'il ait agi de bonne foi sans sortir du cadre de la présente Entente.

10.3 L'AMP est tenue d'indemniser le SPVM et / ou l'Employé en prêt de service des dommages-intérêts, dépens, débours, intérêts, pertes et autres dépenses qui découlent de toute demande en justice (y compris les revendications, les demandes entre défendeurs et les demandes reconventionnelles), réclamation, cause d'action, action, procédure judiciaire ou enquête intentée, présentée ou ouverte par un tiers relativement ou consécutivement à la conduite dont l'Employé en prêt de service a fait preuve dans l'exercice des fonctions qui lui incombent aux termes de l'Entente, pourvu que l'Employé en prêt de service ait agi de bonne foi sans sortir du cadre de la présente Entente. L'AMP est tenue de rembourser les sommes versées relatives à l'assistance judiciaire et à la protection prévue aux

Condition de travail des officiers de direction du SPVM pour l'exercice de ses fonctions à l'AMP.

10.4. Si l'Employé en prêt de service n'est pas admissible à l'indemnisation prévue par la présente Entente, il bénéficiera tout de même des protections prévues aux Conditions de travail des officiers de direction du SPVM à cet égard.

11. SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

11.1. L'AMP a la responsabilité de veiller à la santé et à la sécurité de l'Employé en prêt de service lorsqu'il accomplit ses fonctions à l'AMP conformément à l'Entente.

11.2. En cas de blessure de l'Employé en prêt de service, ce sont les dispositions pertinentes de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (RLRQ, c. A-3.001) à laquelle le SPVM est assujetti qui s'appliquent. L'AMP rembourse au SPVM toute somme déboursée dans ce contexte.

12. SÉCURITÉ

12.1. L'Employé en prêt de service pourra être assujetti à un processus d'enquête de sécurité si celui-ci était jugé nécessaire aux fins de l'exécution de ses fonctions prévues à l'Entente. L'Employé en prêt de service devra se conformer aux exigences requises en matière d'enquête de sécurité pendant toute la période de prêt de service.

13. UTILISATION ET DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS

13.1. L'Employé en prêt de service veillera à ce que la collecte, la transmission, la divulgation, la conservation et l'élimination de l'information et/ou des documents traités dans le cadre de l'Entente soient conformes à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), aux autres lois et règlements applicables, ainsi qu'aux politiques, directives, procédures et instructions en vigueur.

13.2. L'Employé en prêt de service ne communiquera à aucune personne ou organisme (y compris le SPVM) des renseignements ou des documents auxquels il a accès dans le cadre de son prêt de service, sans le consentement préalable écrit et exprès de l'AMP, à moins que la loi ne l'exige. Dans le cas où la loi l'exige, l'Employé en prêt de service devra, dans la mesure du possible, en informer au préalable la personne responsable à l'AMP ou son remplaçant.

13.3. L'Employé en prêt de service se conformera aux mises en garde qui se rattachent aux renseignements et traitera les renseignements conformément à la classification de sécurité inscrite sur le document. Tous les renseignements fournis aux termes de la présente l'Entente seront pleinement protégés et toutes les mises en garde et classifications de sécurité imposées par une partie seront respectées dans la mesure prévue par la loi.

14. SIGNALEMENT DES INCIDENTS OU DEMANDES D'INFORMATIONS

14.1. Le SPVM et l'AMP doivent immédiatement se communiquer tous les renseignements pertinents concernant des incidents qui mettent en cause l'Employé en prêt de service ou qui sont survenus dans le cadre de l'Entente et qui pourraient donner lieu à des réclamations (y compris les réclamations de tiers, les demandes entre défendeurs et les demandes reconventionnelles), de demandes, de causes d'action, d'actions, de poursuites ou d'enquêtes.

14.2. L'AMP répondra à toute demande faite, entre autres, en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), ou de toute autre autorité légitime, concernant de l'information ou des documents traités dans le cadre de la présente Entente. Le cas échéant, l'AMP devra consulter le SPVM et celui-ci devra fournir à l'AMP l'aide nécessaire.

15. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

15.1. Toute propriété intellectuelle développée dans le cadre de l'Entente sera la propriété de l'AMP.

16. REPRÉSENTANTS

16.1. Les représentants du SPVM et de l'AMP dans le cadre de l'Entente sont :

Pour le SPVM :		**Pour l'AMP :**	
Nom :	Lieutenant Stavroula Arvanitis	Nom :	Monsieur Gino Francoeur
Titre :	Missions internationales et des services affaires Service de police de la Ville de Montréal	Titre :	Vice-président Autorité des marchés publics
Adresse :	1441, rue Saint-Urbain, 6e étage Montréal (Québec) H2X 2M6	Adresse :	525 René-Lévesque Est, Rez-de-chaussée, bureau RC.30 Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone :	514-280-2975 prets.services@spvm.qc.ca	Téléphone :	418 646 0221

16.2. Le remplacement des représentants du SPVM et de l'AMP doit faire l'objet d'un préavis écrit à l'intention de l'autre service de police.

17. SUIVI

17.1. Les représentants du SPVM et de l'AMP se rencontreront au besoin afin d'examiner et d'évaluer l'application et l'efficacité des modalités de l'Entente.

18. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

18.1. Les représentants du SPVM et de l'AMP se consulteront en cas de différends découlant de l'interprétation ou de l'application de l'Entente et tenteront de bonne foi de résoudre le problème. Si les représentants n'y parviennent pas, ils conviennent de renvoyer la question au directeur du SPVM ou à la personne qu'il désignera et au président-directeur général de l'AMP ou à la personne qu'il désignera.

19. DURÉE ET RÉSILIATION

19.1. L'Entente entrera en vigueur à la date de la signature et sera rétroactive à partir du **1er avril 2019.** Elle sera valide pour une (1) année, soit jusqu'au 31 mars 2020, sauf si elle est prolongée pour une période ne pouvant excéder trois (3) ans ou résiliée conformément aux dispositions ci-après.

19.2. Le SPVM et l'AMP peuvent en tout temps résilier l'Entente, pour quelque raison que ce soit, en donnant un préavis écrit de trente (30) jours à l'autre partie, avec approbation de l'autorité compétente.

19.3. La résiliation de l'Entente ne dégage ni le SPVM ni l'AMP des obligations contractées durant son exécution.

19.4. L'Entente peut être modifiée sur consentement mutuel écrit du SPVM et de l'AMP, sous réserve de l'autorisation de l'autorité compétente.

19.5. Aucune disposition de l'Entente ne saurait avoir pour effet de remplacer ou de modifier une obligation dont le SPVM ou l'AMP est tenu de s'acquitter ou d'exercer en vertu de la loi.

19.6. L'Entente doit être interprétée d'une façon qui soit compatible avec la législation en vigueur au Québec.

20. INTÉGRALITÉ DE L'ENTENTE

20.1. L'Entente constitue l'intégralité de ce dont les parties ont convenu, et annule ainsi que remplace toutes les communications, négociations ou ententes, écrites ou verbales, qui lui sont antérieures.

21. SIGNATURES

EN FOI DE QUOI, les parties, par l'entremise de leurs représentants dûment autorisés, le cas échéant, ont signé l'Entente :

Pour le SPVM :

Signé à _____, province de Québec, le _____ 2019.

_____
Sylvain Caron
Directeur

Pour l'AMP :

Signé à _____, province de Québec, le _____ 2019.

_____
Monsieur Denis Galland
Président-directeur général

Cette entente a été approuvée par la résolution : _____

ANNEXE A

ATTESTATION DE L'EMPLOYÉ EN PRÊT DE SERVICE

Prénom et Nom de l'Employé en prêt de service : _____

Grade : _____

Date de début du prêt de service : _____

Date de fin du prêt de service : _____

Poste occupé pendant le prêt de service : _____

Lieu du prêt de service : _____

ATTESTATION DE L'EMPLOYÉ EN PRÊT DE SERVICE

J'ai lu et je comprends l'objet et les modalités de l'Entente et j'accepte de m'y conformer.

J'accepte d'être affecté à l'AMP et d'y exercer les fonctions prévues pour la durée mentionnée plus haut et je reconnais et accepte les conditions et modalités énoncées dans les présentes que je m'engage à respecter.

Signé à_____, province de Québec, le _____2019.

_____
Tri-Minh Truong
Commandant
Service de police de la Ville de Montréal

'20/21

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1195326002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service de l'administration , -
Objet :	Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un commandant du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à l'Autorité des marchés publics (AMP), pour une période d'un (1) an, à compter du 1er avril 2019, et ce, jusqu'au 31 mars 2020. Autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif policier permanent d'un poste pour la période du prêt. Autoriser le directeur du SPVM à signer le protocole de prêt de service

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Fichier standard interv fin_GDD 1195326002 AMP.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Thi Ly PHUNG
Conseillère budgétaire
Tél : 514-280-9146

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-06-19

Line DESJARDINS
Chef d'équipe
Tél : 514-280-2192
Division : Services des finances, Direction du conseil et du soutien financier

Article 51.01

Nominations aux commissions permanentes

Aucun document ne sera livré.